This book was produced in EPUB format by the Internet Archive.

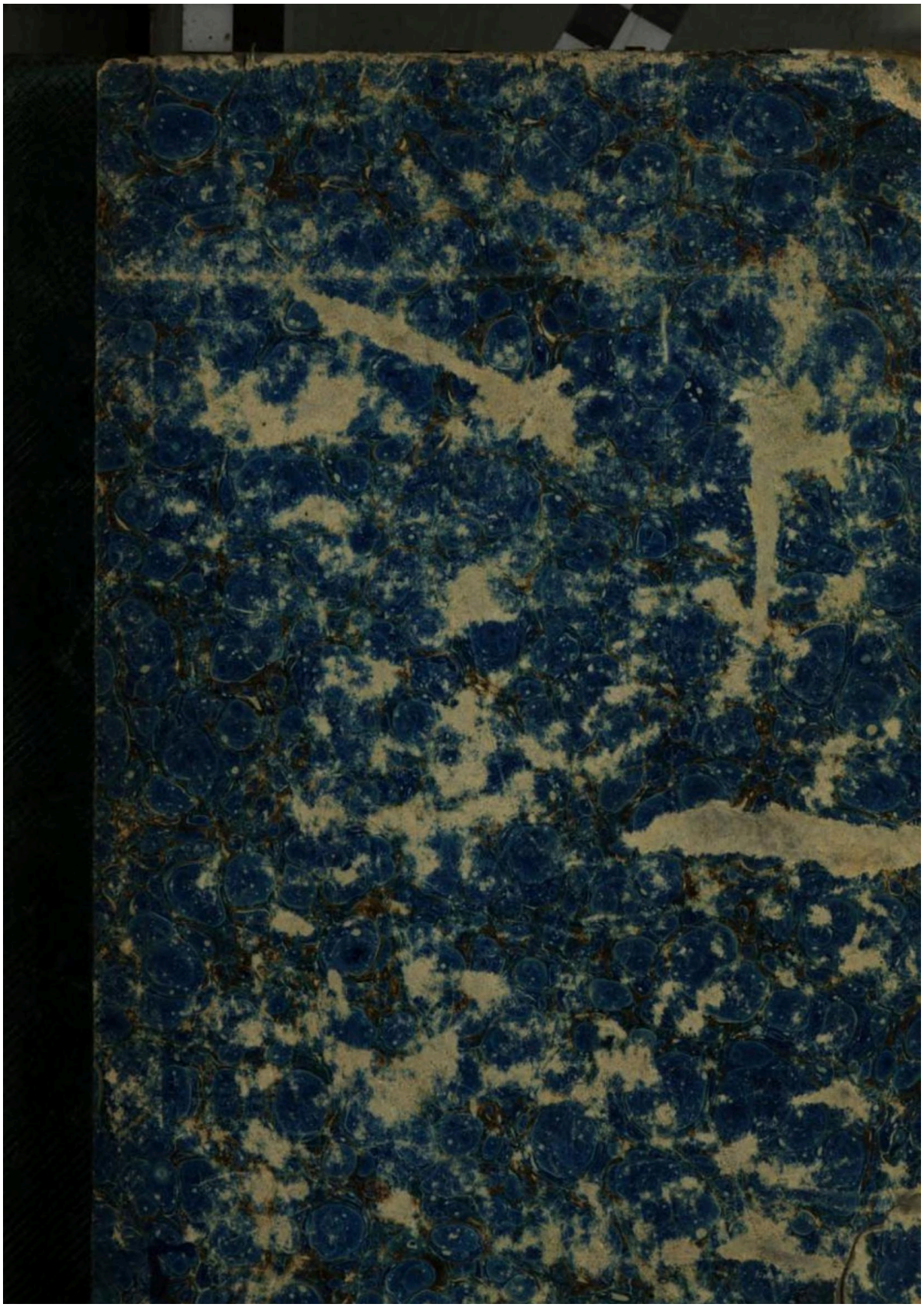
The book pages were scanned and converted to EPUB format automatically. This process relies on optical character recognition, and is somewhat susceptible to errors. The book may not offer the correct reading sequence, and there may be weird characters, non-words, and incorrect guesses at structure. Some page numbers and headers or footers may remain from the scanned page. The process which identifies images might have found stray marks on the page which are not actually images from the book. The hidden page numbering which may be available to your ereader corresponds to the numbered pages in the print edition, but is not an exact match; page numbers will increment at the same rate as the corresponding print edition, but we may have started numbering before the print book's visible page numbers. The Internet Archive is working to improve the scanning process and resulting books, but in the meantime, we hope that this book will be useful to you.

The Internet Archive was founded in 1996 to build an Internet library and to promote universal access to all knowledge. The Archive's purposes include offering permanent access for researchers, historians, scholars, people with disabilities, and the general public to historical collections that exist in digital format. The Internet Archive includes texts, audio, moving images, and software as well as archived web pages, and provides specialized services for information access for the blind and other persons with disabilities.

Created with hocr-to-epub (v.1.0.0)

The text on this page is estimated to be only 0.00% accurate

^|n|Kp



The text on this page is estimated to be only 18.82% accurate

P.) / / / / Digitized by Google



F — 3 —



Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 27.67% accurate

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 28.50% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. Digitized by Google

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

The text on this page is estimated to be only 9.62% accurate

Imprinvrir 4e Uderingae rl Callrwerrl. Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 25.90% accurate

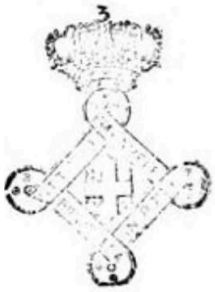
HISTOIRE DE NAPOLÉON, PAR M. DE NORVINS. BRUXELLES. MELINE, C4H8 ET COMPAGNIE, IVMUIRRII« LIBHUAIt) POIDCMS. 185H K Digitized by Google

Huitième Edition,

REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR.



BIBLIOTECA NAZ. ROMA VITTORIO EMANUELE







The text on this page is estimated to be only 23.67% accurate

Digilized by Google

PRÉFACE Napoléon a été l'étude de ma vie depuis le 18 brumaire. Dès cette époque, j'avais conçu le dessein de représenter dans un tableau fidèle cet homme imprévu et neuf dans rhistoirc. Sous le consulat et sous l'empire, je m'attachai à recueillir et à mettre en ordre de nombreux matériaux; j'avais formé un ensemble de tant d'élémens qui composent une renommée si extraordinaire , et déjà une grande partie de rilistoirc de l'Empereur était écrite et achevée: mais, par degrés, l'étendue et les difficultés de l'entreprise, comparées avec mes forceps, m'inspirérent du découragement. Dans cette disposition d'esprit, je me suscitai à moi-méme des obstacles dont l'invincible résistance était plutôt un fantôme de mon imagination qu'une réalité. L'examen de la vie de Napoléon , me disais-je , laisse dominer trois grands caractères : l'excès du génie, l'excès de la fortune et l'excès du malheur. L'écrivain , quel qu'il puisse être , doit trembler à l'aspect de ces proportions colossales. Mais , en adoptant cette idée , qui me détoimnait de mon premier projet comme d'un péril insurmontable , j'oubliais qu'il s'agissait bien plus pour moi de retracer la carrière de Napoléon, que de mesurer la hauteur du géant de la guerre , de la politique et du gouvernement, et que si je faiblissais dans cette dernière tentative , le public tout entier viendrait par ses souvenirs au secours de mon insuffisance, tlne autre objection de la crainte avait encore arrêté ma plume : contemporain de Napoléon , spectateur de son règne , honoré de quelque confiance sous son gouvernement, consterné du triomphe des étrangers, qui n'étaient pas moins les ennemis de la France que les siens , profondément affiigé des souffrances de ce Prométhée de la gloire, je craignais d'étre encore trop frappé de ce que j'avais vu s'élever, briller et disparaître, pour que mon jugement pût être désintéressé sur les merveilles de la période de vingt-cinq années , qui commence à la bataille de Montenotte et finit avec la longue et cruelle agonie de SainteHélène. Mais j'aurais dû sentir que les scrupules de la bonne foi qui ne m'abandonnerait jamais dans .le cours du travail, me serviraient de préservatifs contre les erreurs de la passion , et que d'ailleurs , dussé-je me laisser entraîner par elle à mon insu , la qualité de témoin avait , au lieu des inconvéniens que je redoutais , d'imDigitized by Google

PnÉFACK. mensos avnntaccs. En effet, l’i'erivain qui a vu les faits qu’il raconte, qui a leru d’eux une imliression incvilalile, ([ui a [m com|)ai'er comme moi cette impression avec les manifestations de la joie , de la crainte on de l’espérance d’-un peuple dont les destinées étaient entre les mains d’un homme, a dans le cceur des souvenirs profonds, devant les yeux dcsimai;es fidèles, dans l’esprit des Juceniens qui ont été faits par tout le monde au moment de l’événement. Comme peintre, il [Mirte en lui la véritahle physionomie des hommes et des choses ; et, comme historien , son rôle se Imme souvent à celui de rapporteur exact, quand il scinhle n’émetlre que son opinion |H’rsonnellc. Ce sont là, sans doute, des élémens de vérité bien précieux , et dont aucun talent ne peut entièrement réparer ou compenser l’ahsence. Ainsi les raisons qui me faisaient interrompre une entreprise à laquelle j’avais consacré tant de travail, n’avaient point la force que je leur prêtais; je cédai pourtant à leur influence, et je me Ivornai à donner le tableau politique et militaire de l’année 1813. Le bienveillant accueil quecctlc production reçut du public , frappé sans doute des révélations nouvelles (pi’elle contenait sur une étHupie si importante , ranima mon courage et m'inspira la vive tentation de reprendre le vaste sujet que je méditais toujours. J'hésitais encore ce|K‘ndanl , quand une circonstance leva tous mes doutes. J’avais appris de très-bonne heure, et les journaux me rappelèrent alors que sir Walter Scott avait entrepris d'écrire la viede>'ai>oléon. Comme les /.e/fcearfe Prti//, publiées en 182i. ne renferment qu’une suite d’oiitrai;es et de calomnies rontie l'armée, contre les Français et contre l’Empereur, je me sentis tourmenté du besoin de paraître aussitôt que notre ennemi devant le tribunal des rontemporains, avec une histoire du ccand homme qui occupe le siècle comme il occiqiera l’avenir. Je votdais oi>poser la vérité à la passion . re|M)Usser les suppositions de la haine par l’éloquence des faits ; mais . je l’avoue, j’étais loin de prévoir que mon onvrai;e dût être, à rhaque moment, la réfulalinn indispensable et perpétuelle des. ii;norances, des fautes, des mensonges et des iqjusiires du romancier anglais. Jamais un tel imbli des devoirs les plus saert-s, flans un écrivain ipii prenait le titre d'r.i.âorien à la face de l'Europe, n’aurait pu entrer dans ma [vensée. Quoiqu’il en soit, le sentiment qui m’inspirait la résolution de combattre sir Waller .Scott ne me permit pas plus de calculer les |M'rils on j’allais courir en descendant dans la lire contre un homme chargé ermetlait à un soldat français décompter ses

ennemis en 18 H. J’avoue aussi qu’un moment peut-être, incertain de savoir s’il convenait à un Français de relever le gant d’un adversaire qui s’était montré aussi inique et aussi déloyal dans le récit des désastres de Waterloo, j’y fus tout à coup déridé, en reli.sant dans le Afc'morinl lie Sahile-/Ié/ èiie\ei passages suivans (tome 111, pag. 2."!), 210, 211) : « Après toul, dit >a|K)léon, •' qui venait de parcourir le recueil calomnieux » de Goldsmilh; après tout, ils auront beau s retrancher, supprimer, mutiler, il leur sera U bien difficile de retrancher tout-à-fail. Unhis« torien français sera pourtant bien obligé « d’aborder l’empire; et, s'il a du ca-ur, il faudra bien ipi'il tue restitue quelque chose , « qu’il me fasse ma part ; et sa tâche sera aisée, « car les faits parlent ; ils brillent comme le soleil. « J’ai refermé le gouffre anarchique et dé« brouillé le chaos. J’ai dlrset laffermi les rois. « J'ai exeilé toutes les émulations, réconipensi'^ “ tous les mérites, et reculé les limites de « la gloire ! Tout cela est bien quelque ehose ! « Et puis, sur quoi]>ourrait-on m'attaquer, (|u’un historien ne pnis.se me défendre '! Se■I raient-ee mes inlentions'f mais il est en fonds • pour m’absoudre. Mon despotisme? mais il s démontrera que la dictature était de toute « nécessité. Dira-t-on que j’ai généla lilverté? « mais il prouvera as à pas. Enfin, sera-re mon am« bilion? ah ! sans doute, il m’en trouvera, et « beauéxtup; mais de la plus grande et de la >: plus haute qui fut peut-être jamais ! celle « d’établir, de consacrer enfin l'empire de la Di-” J us

menses avantages. En effet, l'écrivain qui a vu les faits qu'il raconte, qui a reçu d'eux une impression inévitable, qui a pu comparer comme moi cette impression avec les manifestations de la joie, de la crainte ou de l'espérance d'un peuple dont les destinées étaient entre les mains d'un homme, a dans le cœur des souvenirs profonds, devant les yeux des images fidèles, dans l'esprit des jugemens qui ont été faits par tout le monde au moment de l'événement. Comme peintre, il porte en lui la véritable physionomie des hommes et des choses ; et, comme historien, son rôle se borne souvent à celui de rapporteur exact, quand il semble n'émettre que son opinion personnelle. Ce sont là, sans doute, des élémens de vérité bien précieux, et dont aucun talent ne peut entièrement réparer ou compenser l'absence. Ainsi les raisons qui me faisaient interrompre une entreprise à laquelle j'avais consacré tant de travail, n'avaient point la force que je leur prêtais; je cédai pourtant à leur influence, et je me bornai à donner le tableau politique et militaire de l'année 1813. Le bienveillant accueil que cette production reçut du public, frappé sans doute des révélations nouvelles qu'elle contenait sur une époque si importante, ranima mon courage et m'inspira la vive tentation de reprendre le vaste sujet que je méditais toujours. J'hésitais encore cependant, quand une circonstance leva tous mes doutes.

J'avais appris de très-bonne heure, et les journaux me rappelèrent alors que sir Walter Scott avait entrepris d'écrire la vie de Napoléon. Comme les *Lettres de Paul*, publiées en 1822, ne renferment qu'une suite d'outrages et de calomnies contre l'armée, contre les Français et contre l'Empereur, je me sentis tourmenté du besoin de paraître aussitôt que notre ennemi devant le tribunal des contemporains, avec une histoire du grand homme qui occupe le siècle comme il occupera l'avenir. Je voulais opposer la vérité à la passion, repousser les suppositions de la haine par l'éloquence des faits ; mais, je l'avoue, j'étais loin de prévoir que mon ouvrage dût être, à chaque moment, la réfutation indispensable et perpétuelle des ignorances, des fautes, des mensonges et des injustices du romancier anglais. Jamais un tel oubli des devoirs les plus sacrés, dans un écrivain qui prenait le titre d'historien à la face de l'Europe, n'aurait pu entrer dans ma pensée. Quoi qu'il en soit, le sentiment qui m'inspirait la résolution de combattre sir Walter Scott ne me permit pas plus de calculer les périls où j'allais courir en descendant dans la lice contre un homme chargé de tant de palmes littéraires, que l'amour de la patrie ne permettait à un soldat français de compter ses ennemis en 1814. J'avoue aussi qu'un moment peut-être, incertain de savoir s'il convenait à un Français de relever le gant d'un adversaire qui s'était montré aussi inique et aussi déloyal dans le récit des désastres de Waterloo, j'y fus tout à coup décidé, en relisant dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* les passages suivans (tome III, pag. 239, 240, 241) : « Après tout, dit Napoléon, « qui venait de parcourir le recueil calomnieux « de Goldsmith ; après tout, ils auront beau « retrancher, supprimer, mutiler, il leur sera « bien difficile de retrancher tout-à-fait. Un historien français sera pourtant bien obligé « d'aborder l'empire ; et, s'il a du cœur, il faudra bien qu'il me restitue quelque chose, « qu'il me fasse ma part ; et sa tâche sera aisée, « car les faits parlent : ils brillent comme le « soleil.

« J'ai refermé le gouffre anarchique et débrouillé le chaos. J'ai dessouillé la révolution, ennobli les peuples et raffermi les rois. « J'ai excité toutes les émulations, récompensé « tous les mérites, et reculé les limites de « la gloire ! Tout cela est bien quelque chose ! « Et puis, sur quoi pourrait-on m'attaquer, « qu'un historien ne puisse me défendre ? Seraient-ce mes intentions ? mais il est en fonds « pour m'absoudre. Mon despotisme ? mais il « démontrera que la dictature était de toute « nécessité. Dira-t-on que j'ai gêné la liberté ? « mais il prouvera que la licence, l'anarchie, « les grands désordres étaient encore au seuil « de la porte. M'accusera-t-on d'avoir trop aimé « la guerre ? mais il démontrera que j'ai toujours été attaqué; d'avoir voulu la monarchie « universelle ? mais il fera voir qu'elle ne fut que « l'œuvre fortuite des circonstances ; que ce « furent nos ennemis eux-mêmes qui m'y conduisirent pas à pas. Enfin, sera-ce mon ambition? ah ! sans doute, il m'en trouvera, et « beaucoup; mais de la plus grande et de la « plus haute qui fut peut-être jamais ! celle « d'établir, de consacrer enfin l'empire de la

 « raison, et le plein exercice, l'entière joiiis•i sancede toutes les facultés liuniaines! Et ici, ■1 riiistorien peut-être se trouvera réduit à doit voir regretter qu'une telle ambition n'ait pas K été accomplie , satisfaite!.... » Dés ce moment, je rentrai dans la carrière avec la ferme résolution de la jiarcourir jusqu'au bout, et je me consacrai tout entier à cette même entrepri.se devant laquelle j'avais reculé avec effroi. C'est le fruit de mes anciennes veilles et de mes nouveaux efforts que j'oflre en ce moment an public. Voici ce que je disais dans la préface du Porlefeiiil/ede : ■I Napoléon est plutôt un homme de Plutarque qu'un héros moderne. Il est tombé comme un être d'une nature unique au milieu d'une civilisation qui lui était contraire. Il s'est trouvé le prisonnier de cette civilisation, mais un prisonnier souvent irrité contre scs entraves. Qu'a produit cette contrainte où l'enchatnaient les mœurs d'une vieille société'f Ne pouvant les détruire, parce qu'au temps ap|iartient un pareil changement, il s'était eiii|iaré de ces mœurs; et, pour les approprier A sa nature, il avait dù les |K)H8ser à l'excès, sous qnelipic forme qu'elles se fussent présentées à lui , soit dans la carrière des armes, soit dans celle du pouvoir; mais aussi il leur avait imprimé un grand caractère par l'influence de ses lois civiles, et[>ar la régularité de sa majestueuse administration. U Telles sont les phases de la vie de cet homme qui nous a gouvernés : « La prise de Toulon l'annonce à l'armée ; le canon ilc vendémiaire l'annonce à la France; les trophées de l'Italie l'annoncent à l'Europe; la conquête de l'Égypte l'annonce au monde. Il revient armé de mœurs militaires contre les mœurs politiques de la France. Au 18 brumaire, il brise les tables de la loi républicaine, et se inet debout sur l'autel de la patrie. Là, il règne an nom de la liberté, et couvre la France des monumens de son génie. Au milieu de ces monumens s'élève le code immortel de nos lois civiles. Mais Napoléon regarde l'Europe, et n'y voit qu'un ennemi qui soit à la fois implacable et invulnérable ; c'est l'Angleterre. Cette découverte est terrible pour les Français ; car elle le condamnera à être toujours armé pour soutenir cette lutte, ce duel à outrance. Bientôt il se croira trop faible, s'il ne reste que le mandataire du pouvoir qu'il a créé, et il voudra régner en son propre nom. Immense erreur qui frappcdestupeurTEuroiK; et Icmonde. Il détrône le Consulat comme il a détrôné le Directoire. Alors il devient le captif volontaire des mœurs. 11 se fait roi ! il touche de son sceptre les plus fougueux citoyens et les change en courtisans. Ce n'est pqint assez : cette métamorphose doit frapper aussi les

républiques qu'il a faites, et elles se changent tontes en royaumes. Ce n'est point assez : il brise aussi son mariage avec une citoyenne, et la tille des Césars est dans son lit. Le voici l'héritier des coutumes royales ; le voici souverain absolu. Mais le despotisme dont il est revêtu lui donne une brillante inspiration ; il veut que la France puisse se passer du monde entier, et la France civile achève plus rapidement la conquête de toutes les industries , que la France militaire n'achève celle des États lignés contre lui. C'est alors qu'il conçoit le vasicprojet de reconstruire la vieilleroyautéde l'Europe , que son avènement a sauvée de la décomposition républicaine. Il le prouve de deux manières : en détrônant les rois anciens, ru faisant des rois nouveaux. Il met sur>la tête du faible Joseph la couronne des Espagnes et des Indes, et les portes de Madrid tombent devant lui. C'est là que le destin et l'Angleterre ont marqué sa |>ertc. C'est de là aussi qu'il .s'élance au cœur de la Russie, pour aller livrer une autre bataille de VVagram à cette inévitable Angleterre; et à huit cents licitx de sa capitale , dans la métropole incendiée d'un empire de T.\sie, il ose attendre que les clefs du pôle lui soient apportées ! Les hommes n'ont pu s'o|h poscr à sa marche triomphante ; il ne reste plus que la nature pour défendre l'indépendance du Nord. Napoléon est vaincu par elle. Il cède à une loi inexorable; il cède, et il ne fuit pas. Dans cette retraite devant les Scythes, c'est lui qui se retire comme un Scythe, en blessant toujours ses ennemis. Pololzk, IMaloJaroslavvetz, Wiasnia, Krasnoê, ont connu les braves de Moskou , et la Bv'œésina est

immortalisée ! Enfin il a revu Paris ; il dit :

« raison, et le plein exercice, l'entière jouis-
« sance de toutes les facultés humaines ! Et ici,
« l'historien peut-être se trouvera réduit à de-
« voir regretter qu'une telle ambition n'ait pas
« été accomplie, satisfaite !.... »

Dès ce moment, je rentrai dans la carrière avec la ferme résolution de la parcourir jusqu'au bout, et je me consacrai tout entier à cette même entreprise devant laquelle j'avais reculé avec effroi. C'est le fruit de mes anciennes veilles et de mes nouveaux efforts que j'offre en ce moment au public. Voici ce que je disais dans la préface du *Portefeuille de* 1813 :

« Napoléon est plutôt un homme de Plutarque qu'un héros moderne. Il est tombé comme un être d'une nature unique au milieu d'une civilisation qui lui était contraire. Il s'est trouvé le prisonnier de cette civilisation, mais un prisonnier souvent irrité contre ses entraves. Qu'a produit cette contrainte où l'enchaînaient les mœurs d'une vieille société ? Ne pouvant les détruire, parce qu'au temps appartient un pareil changement, il s'était emparé de ces mœurs; et, pour les approprier à sa nature, il avait dû les pousser à l'excès, sous quelque forme qu'elles se fussent présentées à lui, soit dans la carrière des armes, soit dans celle du pouvoir; mais aussi il leur avait imprimé un grand caractère par l'influence de ses lois civiles, et par la régularité de sa majestueuse administration.

« Telles sont les phases de la vie de cet homme qui nous a gouvernés :

« La prise de Toulon l'annonce à l'armée; le canon de vendémiaire l'annonce à la France; les trophées de l'Italie l'annoncent à l'Europe; la conquête de l'Égypte l'annonce au monde. Il revient armé de mœurs militaires contre les mœurs politiques de la France. Au 18 brumaire, il brise les tables de la loi républicaine, et se met debout sur l'autel de la patrie. Là, il règne au nom de la liberté, et couvre la France des monumens de son génie. Au milieu de ces monumens s'élève le code immortel de nos lois civiles. Mais Napoléon regarde l'Europe, et n'y voit qu'un ennemi qui soit à la fois implacable et invulnérable : c'est l'Angleterre. Cette découverte est terrible pour les Français; car elle le condamnera à être toujours armé pour soutenir cette lutte, ce duel à outrance.

Bientôt il se croira trop faible, s'il ne reste que le mandataire du pouvoir qu'il a créé, et il voudra régner en son propre nom. Immense erreur qui frappe de stupeur l'Europe et le monde. Il détrône le Consulat comme il a détrôné le Directoire. Alors il devient le captif volontaire des mœurs. Il se fait roi ! il touche de son sceptre les plus fougueux citoyens et les change en courtisans. Ce n'est point assez : cette métamorphose doit frapper aussi les républiques qu'il a faites, et elles se changent toutes en royaumes. Ce n'est point assez : il brise aussi son mariage avec une citoyenne, et la fille des Césars est dans son lit. Le voici l'héritier des coutumes royales; le voici souverain absolu. Mais le despotisme dont il est revêtu lui donne une brillante inspiration : il veut que la France puisse se passer du monde entier, et la France civile achève plus rapidement la conquête de toutes les industries, que la France militaire n'achève celle des États ligués contre lui. C'est alors qu'il conçoit le vaste projet de reconstruire la vieille royauté de l'Europe, que son avénement a sauvée de la décomposition républicaine. Il le prouve de deux manières : en détrônant les rois anciens, en faisant des rois nouveaux. Il met sur la tête du faible Joseph la couronne des Espagnes et des Indes, et les portes de Madrid tombent devant lui. C'est là que le destin et l'Angleterre ont marqué sa perte. C'est de là aussi qu'il s'élance au cœur de la Russie, pour aller livrer une autre bataille de Wagram à cette inévitable Angleterre; et à huit cents lieux de sa capitale, dans la métropole incendiée d'un empire de l'Asie, il ose attendre que les clefs du pôle lui soient apportées ! Les hommes n'ont pu s'opposer à sa marche triomphante; il ne reste plus que la nature pour défendre l'indépendance du Nord. Napoléon est vaincu par elle. Il cède à une loi inexorable; il cède, et il ne fuit pas. Dans cette retraite devant les Scythes, c'est lui qui se retire comme un Scythe, en blessant toujours ses ennemis. Polotzk, Malo-Jaroslawetz, Wiasma, Krasnoë, ont connu les braves de Moskou, et la Bérésina est immortalisée ! Enfin il a revu Paris; il dit : « Me
« voilà seul; que la France se lève encore ! »
Et la France, comme si elle entendait le vainqueur de Friedland, donne sa dernière armée. Chaque soldat porte un crêpe et un laurier : le crêpe est pour Moskou, le laurier pour les trois victoires de la Saxe. Après la première, Napo-

IV PRÉFACE. léon propose la paix ; après la troisième , il la propose encore, et il s'égare dans un armistice qui donne le temps à l’Angleterre de rassembler toute l’Europe contre lui. Le congrès de Prague , qu’il a aussi demandé , s’assemble ; mais les alliés n’en font qu’un tribunal militaire, où Napoléon est condamné à périr les armes à la main. Une victoire seule ne peut le sauver; maisunc seule défaite doit le perdre. 11 l’éprouve à Leipzig, où il est trahi. Tout ce qui habite au-delà du Rhin le poursuit dans le cœur de la terre française. Avec cinquante mille hommes, il soumet encore aux discussions d’un congrès le million d’hommes qui l'assiège. Mais le mot d’ordre de Prague est celui de Chàlillon, et Napoléon est encore trahi !... Il tombe, il est banni ! Il va régner sur riled'Elbc. Un an après, il reparaît avec huit cents soldats qui ont vu Marengo, Austerlitz, léna, Wagram, Friedland et Moskou. De Cannes à Lyon, il marche an nom de la liberté; de Lyon à Paris, au nom de l’empire. Si jamais il y eut une circonstance où le salut public devait décerner la dictature, ce fut sans doute celle de mars 1815. Mais , dés sa première séance, la Chambre des représentans voulait refuser le serment à Napoléon ! Toutefois les élémcns du gouvernement imjiérial se réveillent après une année de sommeil ou d'oubli, et il régne. Le premier acte de son |)ouvoir est l’acte additionnel aux constitutions de l'empire, au lieu d'une nouvelle (lharte que la France lui demande. Le second est le Chanipdc-Mai, représentation gothique de la fédération de 1790, mais elle n’est pas plus heureuse |K)ur le nouvel empire, que ne l'avait été la cour plénière pour l'ancienne monarchie, enfin, Napoléon part et va comhatlre encore l’Europe ; il trouve sa Journée fatale à. Waterloo, le Moskou de la restauration. Il revient : les ports lui sont ouverts [wur vivre et mourir libre. C’était son premier serment. Mais il veut croire à Thospitalité anglaise, et il en devient le ca|>tif. Enfin, après cinq années d’agonie, il meurt sur un rocher qui garde sa ccudre. Lc-s veids ont porté à tous les trônes les derniers soupirs de NaiK)léon,et alors seulement peut-être les trônes se sont crus délivrés. >1 Sans doide une telle vie est plutôt merveilleuse qu’instructive pour la société; car, dans l'espace de plusieurs siècles, Thistoire no présente i>as un homme à qui Napoléon puisse être comparé. Et ce n’est qu’en remontant les siècles , que l’on pourrait reconnaître ses ancêtres historiques dans Sésostris, Cyrus, Alexandre, César et Charlemagne. CharlesQuinl,Uenri-le-Grand,Frédéric-lc-Grand,Catherine-la-Grande, furent, si on peut le dire, des souverains, des

grands hommes plus modernes, que Napoléon. Dans cent ans, on ne comprendra ni l'apparition ni la destruction de cet homme à part dans Thistoire comme dans la nature, qui, d'une Ile de la Méditerranée, s'élevant tout à coup sur l'Europe, la domina pendant vingt ans, di$|>arut de la terre, et laissa ses débris au milieu des flots. « La vie de Napoléon renferme, depuis la campagnede 1812,deschoscsque la superstition eût autrefois appelées du nom de fatalités. Au nombre de ces événemens qui , aux yeux de l'historien, auraient paru sortir de la marche ordinaire, on verrait figurer, enRussic, l'incendie des villes sur le passage de l'armée française , celui de la capitale de l'empire au moment de notre entrée dans ses murs ; à Moskou, le rêve de la jiaix pendant quarante Jours ; dans notre retraite , la gelée prématurée ; la rentrée de l'armée en Prusse entre deux défections ; en Saxe, la veille de la victoire de Luizen, la mort du maréchal Bessières; le lendemain de la victoire de Wurschen, la mort des généraux Bruyères, Kirgeneret surtout de Duroc, le seul confident de la pensée de son maître ; à Pirna, le mal subit de Naitoléon, avant le désastre de Vandamne; en France , la veille de la première grande bataille, bataille perdue, celle de Brienne, Napoléon à peine sauvé jiar Gourgaud de la lance d'un Cosaque; à Troyes, la première désertion française devant l'ennemi ; marche d'Augei eau sur Genève au lieu de Lons-Lc-Sauluier; la coupable reddition de Soissons à Blucher , qui n'avait plus d'asile ni de retraite ; la surprise du duc de Raguse sous les murs de Laon ; enfin, la contre-marche de Doiilevent sur Saint-Dizier et Vitry, qui retarde dequarante-huit heures l'arrivée de Napoléon sous les murs de Paris ! « Telles sont les fatalités, ou plutôt tels sont les événemens qui ont pu imprimer queh|ue chose de prophétique à la chute de Napoléon ; mais Thistoire a cela de moral cl de salutaire, qu'elle prouve la fausseté du merveilleux, Tabsurdilé des inductions superstitieuses, et que, parTap

léon propose la paix ; après la troisième, il la propose encore, et il s'égare dans un armistice qui donne le temps à l'Angleterre de rassembler toute l'Europe contre lui. Le congrès de Prague, qu'il a aussi demandé, s'assemble ; mais les alliés n'en font qu'un tribunal militaire, où Napoléon est condamné à périr les armes à la main. Une victoire seule ne peut le sauver ; mais une seule défaite doit le perdre. Il l'éprouve à Leipzig, où il est trahi. Tout ce qui habite au-delà du Rhin le poursuit dans le cœur de la terre française. Avec cinquante mille hommes, il soumet encore aux discussions d'un congrès le million d'hommes qui l'assiége. Mais le mot d'ordre de Prague est celui de Châtillon, et Napoléon est encore trahi ! . . . Il tombe, il est banni ! Il va régner sur l'île d'Elbe. Un an après, il reparaît avec huit cents soldats qui ont vu Marengo, Austerlitz, Iéna, Wagram, Friedland et Moskou. De Cannes à Lyon, il marche au nom de la liberté; de Lyon à Paris, au nom de l'empire. Si jamais il y eut une circonstance où le salut public devait décerner la dictature, ce fut sans doute celle de mars 1815. Mais, dès sa première séance, la Chambre des représentans voulait refuser le serment à Napoléon ! Toutefois les élémens du gouvernement impérial se réveillent après une année de sommeil ou d'oubli, et il règne. Le premier acte de son pouvoir est l'acte additionnel aux constitutions de l'empire, au lieu d'une nouvelle Charte que la France lui demande. Le second est le Champ-de-Mai, représentation gothique de la fédération de 1790, mais elle n'est pas plus heureuse pour le nouvel empire, que ne l'avait été la cour plénière pour l'ancienne monarchie. enfin, Napoléon part et va combattre encore l'Europe ; il trouve sa journée fatale à Waterloo, le Moskou de la restauration. Il revient : les ports lui sont ouverts pour *vivre et mourir libre*. C'était son premier serment. Mais il veut croire à l'hospitalité anglaise, et il en devient le captif. Enfin, après cinq années d'agonie, il meurt sur un rocher qui garde sa cendre. Les vents ont porté à tous les trônes les derniers soupirs de Napoléon, et alors seulement peut-être les trônes se sont crus délivrés.

« Sans doute une telle vie est plutôt merveilleuse qu'instructive pour la société ; car, dans l'espace de plusieurs siècles, l'histoire ne présente pas un homme à qui Napoléon puisse être comparé. Et ce n'est qu'en remontant les siècles, que l'on pourrait reconnaître ses ancêtres historiques dans Sésostris, Cyrus, Alexandre, César et Charlemagne. Charles-Quint, Henri-le-Grand, Frédéric-le-Grand, Catherine-la-Grande, furent, si on peut le dire, des souverains, des grands hommes plus modernes que Napoléon. Dans cent ans, on ne comprendra ni l'apparition ni la destruction de cet homme à part dans l'histoire comme dans la nature, qui, d'une île de la Méditerranée, s'élevant tout à coup sur l'Europe, la domina pendant vingt ans, disparut de la terre, et laissa ses débris au milieu des flots.

« La vie de Napoléon renferme, depuis la campagne de 1812, des choses que la superstition eût autrefois appelées du nom de fatalités. Au nombre de ces événemens qui, aux yeux de l'historien, auraient paru sortir de la marche ordinaire, on verrait figurer, en Russie, l'incendie des villes sur le passage de l'armée française, celui de la capitale de l'empire au moment de notre entrée dans ses murs ; à Moskou, le rêve de la paix pendant quarante jours ; dans notre retraite, la gelée prématurée ; la rentrée de l'armée en Prusse entre deux défections ; en Saxe, la veille de la victoire de Lutzen, la mort du maréchal Bessières ; le lendemain de la victoire de Wurschen, la mort des généraux Bruyères, Kirgener et surtout de Duroc, le seul confident de la pensée de son maître ; à Pirna, le mal subit de Napoléon, avant le désastre de Vandamne; en France, la veille de la première grande bataille, bataille perdue, celle de Brienne, Napoléon à peine sauvé par Gourgaud de la lance d'un Cosaque ; à Troyes, la première désertion française devant l'ennemi ; marche d'Augereau sur Genève au lieu de Lons-Le-Saulnier ; la coupable reddition de Soissons à Blucher, qui n'avait plus d'asile ni de retraite ; la surprise du duc de Raguse sous les murs de Laon ; enfin, la contre-marche de Doulevent sur Saint-Dizier et Vitry, qui retarde de quarante-huit heures l'arrivée de Napoléon sous les murs de Paris !

« Telles sont les fatalités, ou plutôt tels sont les événemens qui ont pu imprimer quelque chose de prophétique à la chute de Napoléon ; mais l'histoire a cela de moral et de salutaire, qu'elle prouve la fausseté du merveilleux, l'absurdité des inductions superstitieuses, et que, par l'ap-

PRÉPAOE. plication des causes qui produisent les événemens, elle les attribue justement aux intérêts, aux passions des hommes. C’est ainsi que mes récits montreront sans cesse que la prospérité de Napoléon, comme sa chute, appartiennent à lui setd, et non à la fortune, divinité fausse, idole daniîcreuse qu'il est temps de détrôner à jamais,]>ar res|>ect pour la raison et pour le bonheur de l'humanité. •I Quand Napoléon monta au pouvoir, toutes les imaginations, tontes les cspar le Gouvernement directorial, qui avait laissé perdre en moins d’une année toutes les conquêtes de Bonaparte, la France le salua du nom de libérateur, quand il débarqua à Fréjus. La commolion de la présence du héros fut électrique, et souleva en sa faveur les camps, les villaGcs et les cités. Jamais homme ne fut plus national que lui à l’éiHxpie du retour d’Écypte. Ni les draGOns de Sébastian!, ni la Ganiison de Paris, ni la Garde directoriale ne firent le 18 brumaire; il faut attribuer le succès de la journée à l'opinion civile seule, et sans laquelle, même alors, le coup d’état eût éléimpossible. Un parti avait excité Bonaparte à le Icnier au sortir du couGrès de Radstadt; mais il avait prudemment juGé que la France et sa propre fortune manquaient de la maturité nécessaire pour sanctionner un aussi Grand chanGcment , et il partit |iour l'ÉGyptc, laissant cet avenir en dépôt dans les opinions. » Na|)oléou s’est fait empereur, parce qu’il était premier consul à vie , parce qu’il venait de réGner en ÉGypte, parce (pi’il avait déjà été roi à Milan après la conquête du Piémont, parce qu’il avait exercé la souveraineté sur les destinées de la France, en conquérant la |>aix de Campo-Formio encore plus sur le Directoire qui la refusait, que sur l’Autriche qui la demandait. Napoléon s’est fait em|icreur, parce que les constitutionnels de 89, qui représentaient la révolution, et Fouché, qui représentait la Convention, et lescapitalistes, quivoulaienl assurer leurs nouvelles fortunes, le pressèrent de prendre la couronne. «Napoléon a péri, parce que les vieilles monarchies, de tout tempsJalousesdclaFrance, entraînant les nouvelles dans leurs tourbillons , trouvèrent, en rompant tout à coup les traités et les alliances qu’elles avaient sollicités du vainqueur, l’occasion de détruire à la fois Nai>oléon, la révolution française qui l’avait produit, et la France telle qu’il l’avait constituée, c’est-àdire la première puissance du monde par ses lois civiles , par son administration , [wr son territoire, par sa Grande civilisation, et [>ar la Gloire de scs armes. « Ainsi ces deux extrêmes de la vie de Napoléon, son élévation et sa chute , peuvent s’expliquer par cette

observation : les traités de paix de l'Europe avec Napoléon ne furent [wur elle que des armistices, parce que l'AuGleterre la soldait sans cesse pour renouveler lalcoo'i'* contre Napoléon, dans la crainte que la France, en paix sous un si Grand souverain , ne devint la métropole de l'univers. Alors Napoléon put se croire obliGé de réGner sur les rois de l'Europe, que l'AnGletcrre armait contre lui, ou de disparaître du monde. « Mais en contemplant la prodiGieuse destinée de Naimléon, l'historien ne læut échapiHT à une considération d'une haute imimrtance ; par exemple si , au lieu de s'attacher à recréer la prospérité de la France comme léGislateur et comme souverain, il n'eùt fait de la France qu'une place d'armes; si, profitant de ce que les mœurs de la République avaient pu laisser de sauvaGC et d'indompté dans le caractère des armées, il les côt entraînées à la suite d'un conquérant populaire, comme il l'était alors, et au nom d'une liberté fanatique qui n'côt amnistié que lcs|ieuples, ceux-ci, déjà passionnés pour les principes républicains, seraient venus peutêtre d'eux-inêmes déiwser à scs pieds les sceptres et les couronnes, et alors Napoléon ciU été invulnérable, tandis qu'il cessa de l'être le jour où il courba aussi son front sous le bandeau royal. Mais lors même que cette audacieuse hypothèse semblerait une vérité à l'historien , ce ne serait pas une raison pour qu'il osât avancer que Naimlcon se soit trompé vis-à-vis de

plication des causes qui produisent les événemens, elle les attribue justement aux intérêts, aux passions des hommes. C'est ainsi que mes récits montreront sans cesse que la prospérité de Napoléon, comme sa chute, appartiennent à lui seul, et non à la fortune, divinité fausse, idole dangereuse qu'il est temps de détrôner à jamais, par respect pour la raison et pour le bonheur de l'humanité.

« Quand Napoléon monta au pouvoir, toutes les imaginations, toutes les espérances le portaient à la magistrature suprême. Cependant la gloire militaire, alors toute-puissante sur les Français, et qui avait jeté sous lui, en Italie et en Égypte, un autre éclat que sous les autres généraux, contribua moins à son élévation que l'habileté dont il a fait preuve en gouvernant les vaincus avec sagesse, après sa double conquête, en dominant les peuples par l'ascendant d'un caractère nouveau dans le siècle, et d'un génie jusqu'alors inconnu. Fatiguée des rigueurs et des convulsions républicaines, avilie par le gouvernement directorial, qui avait laissé perdre en moins d'une année toutes les conquêtes de Bonaparte, la France le salua du nom de libérateur, quand il débarqua à Fréjus. La commotion de la présence du héros fut électrique, et souleva en sa faveur les camps, les villages et les cités. Jamais homme ne fut plus national que lui à l'époque du retour d'Égypte. Ni les dragons de Sébastiani, ni la garnison de Paris, ni la garde directoriale ne firent le 18 brumaire; il faut attribuer le succès de la journée à l'opinion civile seule, et sans laquelle, même alors, le coup d'état eût été impossible. Un parti avait excité Bonaparte à le tenter au sortir du congrès de Radstadt; mais il avait prudemment jugé que la France et sa propre fortune manquaient de la maturité nécessaire pour sanctionner un aussi grand changement, et il partit pour l'Égypte, laissant cet avenir en dépôt dans les opinions.

« Napoléon s'est fait empereur, parce qu'il était premier consul à vie, parce qu'il venait de régner en Égypte, parce qu'il avait déjà été roi à Milan après la conquête du Piémont, parce qu'il avait exercé la souveraineté sur les destinées de la France, en conquérant la paix de Campo-Formio encore plus sur le Directoire qui la refusait, que sur l'Autriche qui la demandait. Napoléon s'est fait empereur, parce que les constitutionnels de 89, qui représentaient la révolution, et Fouché, qui représentait la Convention, et les capitalistes, qui voulaient assurer leurs nouvelles fortunes, le pressèrent de prendre la couronne.

« Napoléon a péri, parce que les vieilles monarchies, de tout temps jalouses de la France, entraînant les nouvelles dans leurs tourbillons, trouvèrent, en rompant tout à coup les traités et les alliances qu'elles avaient sollicités du vainqueur, l'occasion de détruire à la fois Napoléon, la révolution française qui l'avait produit, et la France telle qu'il l'avait constituée, c'est-à-dire la première puissance du monde par ses lois civiles, par son administration, par son territoire, par sa grande civilisation, et par la gloire de ses armes.

« Ainsi ces deux extrêmes de la vie de Napoléon, son élévation et sa chute, peuvent s'expliquer par cette observation : les traités de paix de l'Europe avec Napoléon ne furent pour elle que des armistices, parce que l'Angleterre la soldait sans cesse pour renouveler la guerre contre Napoléon, dans la crainte que la France, en paix sous un si grand souverain, ne devînt la métropole de l'univers. Alors Napoléon put se croire obligé de régner sur les rois de l'Europe, que l'Angleterre armait contre lui, ou de disparaître du monde.

« Mais en contemplant la prodigieuse destinée de Napoléon, l'historien ne peut échapper à une considération d'une haute importance; par exemple si, au lieu de s'attacher à recréer la prospérité de la France comme législateur et comme souverain, il n'eût fait de la France qu'une place d'armes; si, profitant de ce que les mœurs de la République avaient pu laisser de sauvage et d'indompté dans le caractère des armées, il les eût entraînées à la suite d'un conquérant populaire, comme il l'était alors, et au nom d'une liberté fanatique qui n'eût amnistié que les peuples, ceux-ci, déjà passionnés pour les principes républicains, seraient venus peut-être d'eux-mêmes déposer à ses pieds les sceptres et les couronnes, et alors Napoléon eût été invulnérable, tandis qu'il cessa de l'être le jour où il courba aussi son front sous le bandeau royal. Mais lors même que cette audacieuse hypothèse semblerait une vérité à l'historien, ce ne serait pas une raison pour qu'il osât avancer que Napoléon se soit trompé vis-à-vis de

VI PIIÉKACK. Itii-méme dans ce (jiril a cnirepris et cxéculc. Car si la nature le iiorlail à planer sur le monde comme l'alijle as le renverser. On lui a reproché à tort cette haute opinion de lui-niéme, comme une grande erreur de la vanité; on ne devait y voir que l'expre.ssion de l'état où sa puissance avait placé rËuro|>e. Il sentait qu'il était la clef delà voûte continentale ,' et il |K>uvait croire que si l'étranger parvenait à le faire tomber du trône, la révolution renaissante, tout en ajvplaudis.sant à sa chute , en demanderait raison à l'Europe. En ellet, l'armée russe, après le retour de Na[ioléon et de son armée dans la limite du Rhin, s'arrêta sur les liords du fleuve, et ce fut sur le signal donné de Paris même qu'elle s'enhardit à les franchir. Ce fut encore de Paris que cette même armée, stationnée à Troyes, reçut la pressante invitation d'arriver à toute course sous les murs de la capitale, pendant que Napoléon , trompé par des rapports infidcles , manœuvrait de Doulevent sur Vilry, contre une division. Ce ne fut pas l'Autriche qui rompit le congrès de Châtillon !...et même en 1815, la Russie et l'Autriche étaient à plusieurs journées du champ de bataille!.., « Peut-être jugera-t-on que ces idées méritaient de plus grands développemens ; mais ce n'est pas ici le lieu de les produire. Qu'y a-t-il donc de plus merveilleux que l'élévation et la chute de Napoléon? Napoléon lui-même. « Une histoire de la vie de Naimiéon, bien (|iie remplie des faits de toute nature qui ont établi sa renommée, a encore Itesoin des conjectures et des commentaires de l'historirn sui' l'origine et sur les conséquences de ces faits eux-mêmes, quand ils ne sont pas expliqués |)ar Napoléon, ou rév élés par d'autres autorités imposantes. > Je ne puis terminer cette préface sans combattre cette assertion de sir 'Walter Scott, que Sapoléon avait à choisir entre Cromwell et Washington, et qu'il préféra être Cromwell. Toutes les personnes qui oui connu Napoléon savent que la nature n'avait pas plus créé en lui un Cromwell qu'un Washington ou un Monck. Il lui appartenait uniquement d'être ce qu'il a été, de faire ce qu'il a fait; il lui appartenait de se servir des élémens de la liberté comme de ceux de la monarchie, pour rendre populaire la domination qu'il exerça sur la France. Celle domination, son génie militaire l'étendit sur l'Europe qui ne cessa de le provovpier à la guerre, dans l'espoir d'user les forces du géant qui se consumerait à force de victoires. Le calcul était juste : victorieux pendant vingt ans, Napoléon a succombé enfin sous les coups de ses alliés, qui ue cessèrent jamais d'être ses ennemis. La dernière coalition ne fut qu'une révolte de captifs qui ont

finit par terrasser leur maître avec les fers qu'il leur avait donnés. Si Napoléon eût pris le rôle de Washington, il eût été plus tôt abattu. Mais l'assimilation de Napoléon à Cromwell est une horrible injure pour celui qui, en 1815, a pu prononcer sur l'existence d'une partie de la famille royale!!! Napoléon avait entendu dire aussi qu'il devait être le Washington de l'Europe ; et voici comme il traite cette question, page 467 du premier volume du Mémorial de SainteIléléne : « Arrivé au pouvoir, on eût voulu que j'eusse « élé un 'VV'ashington ; les mots ne coûtent U rien ; et sûrement ceux qui l'ont dit avec tant s de facilité le faisaient sans connaissance des s temps, des lieux, des hommes et des choses. « Si j'eusse été en Amérique, volontiers j'eusse « été aussi un Washington, et j'y eusse eu « peu de mérite , car je ne vois pas comment il eût été raisonnablement possible de faire « autrement. Mais si lui s'était trouvé en « France, sous la dissolution du dedans et sous « l'invasion du dehors , je l'cus.se défié d'être s lui-méme ; ou s'il eût voulu l'étre , il n'eût

lui-même dans ce qu'il a entrepris et exécuté. Car si la nature le portait à planer sur le monde comme l'aigle qu'il avait pris pour drapeau, il était né aussi l'homme de la monarchie, et même de la monarchie catholique, et non l'homme de la liberté républicaine. Tout en lui le condamnait à agir comme il l'a fait, soit pour s'élever, soit pour tomber. Dans ses jeunes années, sous les drapeaux victorieux de Lodi et d'Arcole, le cri de *vive la République!* n'était pour lui qu'un cri de gloire, comme le fut depuis pour l'armée le cri de *vive l'Empereur!* Il ne lui appartenait pas de se modifier, ni de transiger avec son caractère; car il revint de l'île d'Elbe le même homme qu'à son départ de Fontainebleau. Aussi, en 1814 et en 1815, accepta-t-il son adversité comme une conséquence de sa haute fortune, et ne vit-il que de l'ingratitude dans les trahisons.

« Napoléon ne se trompait pas non plus, quand il se croyait tellement nécessaire, qu'on n'oserait pas le renverser. On lui a reproché à tort cette haute opinion de lui-même, comme une grande erreur de la vanité; on ne devait y voir que l'expression de l'état où sa puissance avait placé l'Europe. Il sentait qu'il était la clef de la voûte continentale; et il pouvait croire que si l'étranger parvenait à le faire tomber du trône, la révolution renaissante, tout en applaudissant à sa chute, en demanderait raison à l'Europe. En effet, l'armée russe, après le retour de Napoléon et de son armée dans la limite du Rhin, s'arrêta sur les bords du fleuve, et ce fut sur le signal donné de Paris même qu'elle s'enhardit à les franchir. Ce fut encore de Paris que cette même armée, stationnée à Troyes, reçut la pressante invitation d'arriver à toute course sous les murs de la capitale, pendant que Napoléon, trompé par des rapports infidèles, manœuvrait de Doulevent sur Vitry, contre une division. Ce ne fut pas l'Autriche qui rompit le congrès de Châtillon!... et même en 1815, la Russie et l'Autriche étaient à plusieurs journées du champ de bataille!...

« Peut-être jugera-t-on que ces idées méritaient de plus grands développemens; mais ce n'est pas ici le lieu de les produire. Qu'y a-t-il donc de plus merveilleux que l'élévation et la chute de Napoléon? Napoléon lui-même.

« Une histoire de la vie de Napoléon, bien que remplie des faits de toute nature qui ont établi sa renommée, a encore besoin des conjectures et des commentaires de l'historien sur l'origine et sur les conséquences de ces faits eux-mêmes, quand ils ne sont pas expliqués par Napoléon, ou révélés par d'autres autorités imposantes. »

Je ne puis terminer cette préface sans combattre cette assertion de sir Walter Scott, que Napoléon avait à choisir entre Cromwell et Washington, et qu'il préféra être Cromwell. Toutes les personnes qui ont connu Napoléon savent que la nature n'avait pas plus créé en lui un Cromwell qu'un Washington ou un Monck. Il lui appartenait uniquement d'être ce qu'il a été, de faire ce qu'il a fait; il lui appartenait de se servir des élémens de la liberté comme de ceux de la monarchie, pour rendre populaire la domination qu'il exerça sur la France. Cette domination, son génie militaire l'étendit sur l'Europe qui ne cessa de le provoquer à la guerre, dans l'espoir d'user les forces du géant qui se consumerait à force de victoires. Le calcul était juste : victorieux pendant vingt ans, Napoléon a succombé enfin sous les coups de ses alliés, qui ne cessèrent jamais d'être ses ennemis. La dernière coalition ne fut qu'une révolte de captifs qui ont finit par terrasser leur maître avec les fers qu'il leur avait donnés. Si Napoléon eût pris le rôle de Washington, il eût été plus tôt abattu. Mais l'assimilation de Napoléon à Cromwell est une horrible injure pour celui qui, en 1815, a pu prononcer sur l'existence d'une partie de la famille royale!!!

Napoléon avait entendu dire aussi qu'il devait être le Washington de l'Europe; et voici comme il traite cette question, page 467 du premier volume du *Mémorial de Sainte-Hélène:*

« Arrivé au pouvoir, on eût voulu que j'eusse « été un Washington : les mots ne coûtent « rien; et sûrement ceux qui l'ont dit avec tant « de facilité le faisaient sans connaissance des « temps, des lieux, des hommes et des choses. « Si j'eusse été en Amérique, volontiers j'eusse « été aussi un Washington, et j'y eusse eu « peu de mérite, car je ne vois pas comment « il eût été raisonnablement possible de faire « autrement. Mais si lui s'était trouvé en « France, sous la dissolution du dedans et sous « l'invasion du dehors, je l'eusse défié d'être « lui-même; ou s'il eût voulu l'être, il n'eût

i'hékace. VII K n(;rès de rois, au milieu de rois vaincus ou maîtrisés , (|ue je pouvais le « devenir. Alors, et là seulement, je pouvais montrer avec fruit sa modération, sondésin•< téressement, sa sagesse. Je n'y pouvais rai" .sonnabicment parvenir qu'au travers de la « dictature unirersette. Je l'ai prétendue; '■ m'en ferait-on un crime ? Penserait-on qu'il « fût au-dessus des forces humaines de s'en « démettre? Sylla , gorgé de crimes, a bien U osé abdiquer, poursuivi par l'exécration pu« blique! Quel motif eût pu m'arrêter, moi •1 qui n'aurais eu que des iHlnédictions à reciieil« lir?.... Il me fallait vaincre à Moskoul... “ Combien, avec le temps, regretteront mes I • diaiastres et ma chute! ... Mais demander de ! « moi, avant le temps, ce qui n’était pas de I « saison, eût été une bêtise vulgaire; moi l’anI « nonecr, le prononcer, eût été pris pour du 1 « verbiage, du charlatanisme ; ce n’était [utint ! « mon genre... Je le répète, il me fallait « vaincre à Moskou !... » Voilà comment ^apoléon explique Napoléon; je me suis étendu [uirticulièrement sur son caractère, parce que j’ai cru ce préliminaire indispensable pour préparer le lecteur à l’histoire d'un homme dont la vie nous présente un être à|>art, sans aucun terme de com|>araison dans les fastes du monde. Quant à moi, je déclare que je n’aurais pas entrepris d'écrire cette grande histoire , si je ne m'étais senti égaI lement [mssédé du Itesoin de rendre hommage à la vérité, et du désir d'bonorer la France. A l’HÉFACE. Digitized by Google

« été qu'un niais, et n'eût fait que continuer de « grands malheurs. Pour moi, je ne pouvais « être qu'un *Washington couronné :* ce « n'était que dans un congrès de rois, au milieu « de rois vaincus ou maîtrisés, que je pouvais le « devenir. Alors, et là seulement, je pouvais « montrer avec fruit sa modération, son désin- « téressement, sa sagesse. Je n'y pouvais rai- « sonnablement parvenir qu'au travers *de la* « *dictature universelle*. Je l'ai prétendue ; « m'en ferait-on un crime ? Penserait-on qu'il « fût au-dessus des forces humaines de s'en « démettre? Sylla, gorgé de crimes, a bien « osé abdiquer, poursuivi par l'exécration pu- « blique ! Quel motif eût pu m'arrêter, moi « qui n'aurais eu que des bénédictions à recueil- « lir ?.... Il me fallait vaincre à Moskou !... « Combien, avec le temps, regretteront mes « désastres et ma chute ! . . . Mais demander de « moi, avant le temps, ce qui n'était pas de « saison, eût été une bêtise vulgaire; moi l'an- « noncer, le prononcer, eût été pris pour du « verbiage, du charlatanisme ; ce n'était point « mon genre... Je le répète, il me fallait « vaincre à Moskou ! . . . »

Voilà comment Napoléon explique Napoléon; je me suis étendu particulièrement sur son caractère, parce que j'ai cru ce préliminaire indispensable pour préparer le lecteur à l'histoire d'un homme dont la vie nous présente un être à part, sans aucun terme de comparaison dans les fastes du monde. Quant à moi, je déclare que je n'aurais pas entrepris d'écrire cette grande histoire, si je ne m'étais senti également possédé du besoin de rendre hommage à la vérité, et du désir d'honorer la France.

FIN DE LA PRÉFACE.

The text on this page is estimated to be only 26.41% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. LIVRE PREMIER. CHAPITRE PREMIER. DR LA CORSE A^CIE^^E ET RODER^R. — ÉTAT POlITrQÜE DE LA CORSE ATA5T LA CO^QCftTE DES FRANÇAIS. — LES GtüOIS s’adressent a la FRANCE POl'R LES AIDER A COSQlERIR LA COnSI. — LA FRANCE T ENVOIE DES TMOI PES ET s’en ERPARE. LA CORSE PASSE SOCS LA DURtNATlUN DE LA FRANCE AL' ROIS DE JCIN 17G9. La noblc&sc historique de l'ile de Corse remonte aux temps rabuleux, c’csUà-clire aux premiers âges de la civilisation. Cadmus, fils d’Agciior, dit Hérodote, cherchant Europe par toute la terre, s’arrêta dans celte Ile, et y laissa son parent Memhliariusavcc des l^hcniciens ; ceux-ci 1a nommèrent Callisto. Théras, de la famille royale de Sparte, continue le père de riitstoirc, chargé d'aller établir une colonie de I.acédémonicns, partit avec trois vaisseaux, et aborda dans rile de Callisto, habitée par des Idiéniciens depuis huit générations. Elle s'appela Thcra,dc Théras qui lui donna son nom. Sur la foi d’un oracle de Delphes, Grinnus, l'un des descendans de Théras, envoya dans l'ile de Platée, en Libye, une colonie d’habilans des sept villes de Théra. Pline nous apprend que Mariana fut fondée par Marius, et Alcria par Sylla. Tilc-Live donne à la ville d’AIéria une origine phocéenne. Les ruines de cette ville subsistent J^ncore à huit lieues de Corté, sur le bord de la mer. I.a ville de Nicée fut, d’après le môme historien, l)élie par les Étrusques. Ainsi les Phéniciens, qui négo» ciaient dans tout le monde connu; IcsGrocs, qui l’instruisaicnl par leurs arts et leurs vertus; les Phocéens, fondateurs de notre ville de Marseille; et les Étrusques, qui civilisèrent T Ausonie, furent les premiers habitans de la Corse. Les Grecs lui donnèrent aussi le nom de Cyrrios. On voit que les peuples les plus illustres de la terre sont les ancêtres de ces Corses que Rome appelait barbares. Titc-Livc parle ainsi delà Corse et de ses habitans : » La Corse est une terre âpre et monlaK gneuse, et presque partout tmpraticablc;elle nour* n rit un peuple qui lui ressemble. Les Corses, sans a aucune civilisation, sont, à peu de chose près, M plus indomptés que les bêtes sauvages. Emmenés U en captivité, à peine s'ils s’adoucissent dans les M fers. Âu contraire, soit horreur du travail ou « de rcsclavago, ils s'arrachent la vie ; soit opinià1 Digitized by Google

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA CORSE ANCIENNE ET MODERNE. — ÉTAT POLITIQUE DE LA CORSE AVANT LA CONQUÊTE DES FRANÇAIS. — LES GÉNOIS S'ADRESSENT A LA FRANCE POUR LES AIDER A CONQUÉRIR LA CORSE. — LA FRANCE Y ENVOIE DES TROUPES ET S'EN EMPARE. — LA CORSE PASSE SOUS LA DOMINATION DE LA FRANCE AU MOIS DE JUIN 1769.

La noblesse historique de l'île de Corse remonte aux temps fabuleux, c'est-à-dire aux premiers âges de la civilisation. Cadmus, fils d'Agénor, dit Hérodote, cherchant Europe par toute la terre, s'arrêta dans cette île, et y laissa son parent Membliarius avec des Phéniciens ; ceux-ci la nommèrent Callisto. Théras, de la famille royale de Sparte, continue le père de l'histoire, chargé d'aller établir une colonie de Lacédémoniens, partit avec trois vaisseaux, et aborda dans l'île de Callisto, habitée par des Phéniciens depuis huit générations. Elle s'appela Théra, de Théras qui lui donna son nom. Sur la foi d'un oracle de Delphes, Grinnus, l'un des descendans de Théras, envoya dans l'île de Platée, en Libye, une colonie d'habitans des sept villes de Théra. Pline nous apprend que Mariana fut fondée par Marius, et Aléria par Sylla. Tite-Live donne à la ville d'Aléria une origine phocéenne. Les ruines de cette ville subsistent encore à huit lieues de Corté, sur le bord de la mer. La ville de Nicée fut, d'après le même historien, bâtie par les Étrusques. Ainsi les Phéniciens, qui négociaient dans tout le monde connu; les Grecs, qui l'instruisaient par leurs arts et leurs vertus ; les Phocéens, fondateurs de notre ville de Marseille ; et les Étrusques, qui civilisèrent l'Ausonie, furent les premiers habitans de la Corse. Les Grecs lui donnèrent aussi le nom de Cyrnos.

On voit que les peuples les plus illustres de la terre sont les ancêtres de ces Corses que Rome appelait barbares. Tite-Live parle ainsi de la Corse et de ses habitans : « La Corse est une terre âpre et monta-
« gneuse, et presque partout impraticable; elle nour-
« rit un peuple qui lui ressemble. Les Corses, sans
« aucune civilisation, sont, à peu de chose près,
« plus indomptés que les bêtes sauvages. Emmenés
« en captivité, à peine s'ils s'adoucissent dans les
« fers. Au contraire, soit horreur du travail ou
« de l'esclavage, ils s'arrachent la vie ; soit opiniâ-

The text on this page is estimated to be only 20.64% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. « trclé ou stupidité, ils sont insupportohles à leurs «I lunllrcs! » Tite-Livc ne pouvait faire un plus bel éloge des Ojrses, ni une satire plus cruelle des Romains. Cesl sans doute â cause de ce caractère indomptalilcdes 0)rses,que les Romains disaient qu'ils n'en voulaient pas pouresclares;cequi signifie que les ia)rses ne voulaient point di*s Romains]>our inaitres. Ilesl facile d'expliquer cette horreur des Corses pour la servitude, «k'iitiiiieut qui n'est peut-être pas encore anaiblien eux. Séparé de toutes les nations parla mer, et sans cesse obligé de se défendre contre leurs agressions, ce pt'upic dutsc réfugier dans cette sauvage indéfiendance qui faisait sa sûreté. Ce fut pour elle qu'il combattit si généreusement pendant tanlde siècles, et, presquedepuis son origine, contre les nations les plus belliqueuses, les ('.arthaginois, les Romains, les (ioths, les Sarrasins, les Lombards, les C'iéiiois, et enfin les Français. L'état {kilitiqiie de la (à>rsc avant la perte de son indépendance mérite quelque attention; il était déterminé par la nature elle-même. L'ile n'est qu'une vaste agrégation de montagnes sillonnées par des valiées plus ou moins profondes qui possèdent seules la tiTrevcgètalc, source âtiinei]t anglais pour Livourne, et nous laissa maîtres de la Corse. Elle fut immédiatement organisée en pays d'états comme la province du Languedoc; mais au lieu d'un parlement, elle eut un conseil supérieur. M. de Monteynard fut le premier gouverneur français del'lle. M. de Marl>cufy resta en qualité de coin* rnamiant inililaire;et, cc qui arrive toiijoursquand les petits états appellent les grands à leurs secours, les Génois, repoussés de tout temps par le pays, furent la dupe de leur imprudente confiance : M. de Choiseui ne daigna pas même

les pdmeltre à un traité de cession. La France garda la Corse, parc

« treté ou stupidité, ils sont insupportables à leurs « maîtres ! » Tite-Live ne pouvait faire un plus bel éloge des Corses, ni une satire plus cruelle des Romains. C'est sans doute à cause de ce caractère indomptable des Corses, que les Romains disaient qu'ils n'en voulaient pas pour esclaves; ce qui signifie que les Corses ne voulaient point des Romains pour maîtres.

Il est facile d'expliquer cette horreur des Corses pour la servitude, sentiment qui n'est peut-être pas encore affaibli en eux. Séparé de toutes les nations par la mer, et sans cesse obligé de se défendre contre leurs agressions, ce peuple dut se réfugier dans cette sauvage indépendance qui faisait sa sûreté. Ce fut pour elle qu'il combattit si généreusement pendant tant de siècles, et, presque depuis son origine, contre les nations les plus belliqueuses, les Carthaginois, les Romains, les Goths, les Sarrasins, les Lombards, les Génois, et enfin les Français.

L'état politique de la Corse avant la perte de son indépendance mérite quelque attention; il était déterminé par la nature elle-même. L'île n'est qu'une vaste agrégation de montagnes sillonnées par des vallées plus ou moins profondes qui possèdent seules la terre végétale, source de toute population, et divisent la contrée par cantons nommés pièves. Chaque canton renfermait des familles influentes, toujours rivales, souvent en guerre, et donnait assez exactement l'idée des clans de l'Écosse. A la menace d'un danger public, elles suspendaient leurs querelles, et se réunissaient pour la défense commune. C'était sur la valeur des propriétés que se mesurait l'importance des familles et de leur clientelle. Un pareil ordre de choses divisait la Corse en aristocraties patrimoniales, toutefois combinées avec l'indépendance des habitans; car dans la guerre étrangère ou dans la guerre civile, chacun d'eux s'armait à ses frais, et venait de lui-même combattre sous la bannière de l'une des familles les plus considérables de sa piève. La confédération des pièves formait la patrie corse.

Les villes maritimes devaient à leur position, comme à la nature de leur population, une destinée particulière et toute différente. En effet, constamment occupées depuis plusieurs siècles par des garnisons génoises, et habitées par des familles italiennes déportées par leurs propres gouvernemens ou chassées par des factions victorieuses, elles se trouvaient en quelque sorte hors de l'association nationale. Leurs habitans ne pouvaient y entrer et exercer de l'influence dans l'intérieur du pays que par des établissemens et des acquisitions dans les pièves.

En 1757, l'illustre Pascal Paoli avait levé l'étendard de l'indépendance contre les Génois; ceux-ci, qui, désespérant depuis le XII^e^ siècle d'assujétir les Corses à leur république, n'en avaient pas moins poursuivi cette vaine entreprise, implorèrent l'appui de la France contre leurs ennemis. Le duc de Choiseul saisit avec empressement l'occasion de donner une possession aussi importante au royaume, et envoya dans la Méditerranée des troupes commandées par le marquis de Chauvelin et le comte de Marbeuf, qui remportèrent différens avantages sur les troupes de Paoli. Enfin, le 9 avril 1769, arriva le comte de Vaux, chargé d'achever la soumission de l'île avec quarante-deux bataillons, deux légions de troupes légères et une bonne artillerie. Le 5 mai, il s'empara du camp de Saint-Nicolas, et, le 7, des hauteurs de Centa, où il repoussa le lendemain l'attaque des Corses. Le 21, M. de Vaux entra dans la ville de Corté; le 5 juin suivant, il força le passage du Vecchio. Deux jours après, il était maître de Boccognano. Le 15, Paoli s'embarqua sur un bâtiment anglais pour Livourne, et nous laissa maîtres de la Corse. Elle fut immédiatement organisée en pays d'états comme la province du Languedoc; mais au lieu d'un parlement, elle eut un conseil supérieur. M. de Monteynard fut le premier gouverneur français de l'île. M. de Marbeuf y resta en qualité de commandant militaire; et, ce qui arrive toujours quand les petits états appellent les grands à leurs secours, les Génois, repoussés de tout temps par le pays, furent la dupe de leur imprudente confiance : M. de Choiseul ne daigna pas même les admettre à un traité de cession. La France garda la Corse, parce qu'elle l'avait conquise. Le droit naturel jugea la question politique; et la prise de possession de ce pays par le gouvernement français sembla doublement juste, parce que les Génois et les Corses se trouvaient hors d'état de conserver, les uns leur souveraineté, les autres leur indépendance. Mais ce ne fut cependant que le 30 novembre 1789, qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée constituante, la Corse devint une partie intégrante du royaume.

The text on this page is estimated to be only 24.76% accurate

CHAPITRE II.

(1769-1792.)

ANCIENNETÉ DE LA FAMILLE DE BONAPARTE. — GUERRE DES FRANÇAIS EN CORSE. — NAISSANCE DE NAPOLÉON, LE 15 AOUT 1769. — SON ENFANCE EN CORSE. — IL EST ADMIS A L'ÉCOLE MILITAIRE DE BRIENNE. — SON CARACTÈRE. — JUGEMENT DE SES CHEFS A SON ÉGARD. — BONAPARTE A L'ÉCOLE MILITAIRE DE PARIS. — IL EST NOMMÉ LIEUTENANT EN SECOND AU RÉGIMENT DE LA FÈRE, ARTILLERIE, LE 1er SEPTEMBRE 1785. — L'ABBÉ RAYNAL L'ACCUEILLE AVEC BIENVEILLANCE. — BONAPARTE REMPORTE, SOUS LE VOILE DE L'ANONYME, LE PRIX DE L'ACADÉMIE DE LYON. — SA LETTRE A M. BUTTAFUOCO, DÉPUTÉ DE LA NOBLESSE DE CORSE, EST IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA SOCIÉTÉ PATRIOTIQUE D'AJACCIO.

Les ancêtres de Buonaparte, ou Bonaparte, inscrits sur le livre d'or à Bologne, comptés à Florence parmi les patrices, avaient joué un rôle important, surtout à Trévise. Pendant les guerres civiles d'Italie, ils étaient attachés au parti des Gibelins : chassés de Florence par les Guelfes, ils vinrent se réfugier en Corse au commencement du XVe siècle, et fixer leur résidence à Ajaccio. Avec le temps, ils s'allièrent aux Colonna, aux Bozi, aux Durazzo, de Gènes, comme aux premières familles de l'île de Corse; ils y acquirent des propriétés, et obtinrent la plus grande influence dans la piève de Talavo, surtout dans le bourg de Boccognano.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, avait étudié à Rome et à Pise; c'était un homme d'une figure agréable, d'une éloquence vive et naturelle, et d'une intelligence remarquable. Plein de patriotisme et de dévouement, on l'avait vu, à la tête de sa piève, combattre avec courage dans la guerre qu'il avait contribué à allumer contre les Génois, oppresseurs de son pays; aussi occupait-il un rang distingué dans l'estime de ses compatriotes et dans l'amitié de Paoli. Pendant le cours de cette guerre, Letizia Ramolini, son épouse, l'une des plus belles femmes du temps, et douée d'une grande force d'ame, le suivit souvent à cheval, et partagea les périls de ses expéditions. Elle était enceinte à l'époque de la bataille de Ponte-Novo, gagnée par les Français en juin 1769. Alors elle se trouvait à Corté, siége du gouvernement de Paoli, chez les Arrighi, parens de Charles Bonaparte. A la suite de cette affaire, qui décida du sort du peuple corse, elle dut aller chercher un asile dans les montagnes de la Ronda, d'où elle revint à Ajaccio. Ainsi, dès les entrailles de sa mère, celui qui devait devenir le premier capitaine du siècle fut jeté au milieu des agitations de la guerre, comme si la nature l'eût destiné au métier des armes. Cependant Letizia Ramolini touchait au dernier terme de sa grossesse; malgré cette circonstance, et n'écoutant que son courage, elle voulut assister à la fête de l'Assomption; mais elle n'eut que le temps de revenir chez elle pour déposer sur un tapis à fleurs un fils qu'on appela Napoléon : c'était le nom que portait toujours l'un des membres de la famille, en mémoire d'un Napoléon des Ursins, célèbre en Italie. Napoléon naquit le 15 août 1769, deux mois après la bataille de Ponte-Novo.

Le premier âge de Napoléon ne marqua point par ces prodiges dont on se plaît à entourer le berceau des grands hommes. Lui-même a dit : « Je n'étais qu'un enfant obstiné et curieux. » Il faut ajouter à ces deux traits caractéristiques beaucoup de vivacité dans l'esprit, une sensibilité précoce, mais en même temps l'impatience du joug, une activité sans mesure, et cette humeur querelleuse qui affligeait tant la mère de Bertrand Duguesclin quand il était jeune encore. Alors, comme depuis, soit que Napoléon fût assailli par les autres, soit qu'il les attaquât lui-même, il s'élançait sur ses ennemis sans jamais compter leur nombre; aucun obstacle ne pouvait l'arrêter. Personne ne lui imposait, excepté sa mère, femme d'un esprit viril, qui savait se faire aimer, craindre et respecter. Napoléon, tout indomptable qu'il paraissait être, apprit d'elle la vertu de l'obéissance, l'une des causes de ses succès dans les écoles; il dut aussi probablement aux exemples maternels

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 27.00% accurate

 cct amour de Tordre, celle économie qui Ta tant aidé à soutenir scs vastes entreprises. Sous ces deux rap])ort$, sonuncie, l'archidiacre l.ucicn, qui avait du savoir et des lumières, lui donna lui-iitémc de précieuses leçons, en adininislrant avec sagesse les biens de la ramillc, dont il devint le second père. Le hon archidiacre avait observé, avec autant de curiosité que de satisfaction, la rare intelligence, les habitudes de réflexion, la constance de volonté, Tindépciidance de caractère qui chaque jour se développaient dans son neveu : il parut même avoir deviné Tavenirde Napoléon, par ses dernières paroles aux jeunes nonafKirtc qui entouraient son lit de mort : h II est inutile de songer à la fortune de Naît puléon, il lafera lui-même. Joseph, tucsTahiédc K la famille, mais Napoléon en est le chef; aie soin •t de t'en souvenir. » L'événement a jusliné la prédiction, et Tordre du mourant sera fidelleinent exécute. En 1779, Charles Ilonaparte, envoyé à Versailles comme député de la noblesse des états de Corse, emmena avec lui son fils Napoléon, Agé de dix ans, cl sa fille Élisa. La politique de la France appelait aux écoles royales les enfans des familles nobles de la nouvelle conquête ; aussi ÉUsa fut placée à Sainl(>)T, et Napoléon à Briennc. Bonaparte entre avec joie à TÉcole militaire. Dévoré du désir d'apprendre, et déjà pressé du besoin de parvenir, il se fait remarquer de scs maUrcs par une application forte et soutenue. Il est, pour ainsi dire, le solitairedc Técolc; ou, quand il sc rapproche des autres élèves, leurs rapports avec lui sont d'une nature singulière. Scs égaux doivent sc ployer à son caractère, dont la supériorité, quelquefois chagrine, (xcrce sur eux un empire absolu. Lui-méme, soit qu'il les domine, soit qu'il leur reste étranger, il semblerait être sous Tinfluencc d'une exception morale qui lui aurait refusé le don de Taniiliè, si quelques préférences, auxquelles il demeura fidcllc dans sa plus haute fortune, n'avaicnl honoré sa première jeunesse. Dans la discipline commune de Técolc, il a Taîr d'obéiràparletavccun penchant réfléchi à respecter la règle et à remplir scs devoirs. Abstrait, rêveur, silencieux, fuyant presque toujours les amusemens et les distractions, on croirait qu'il s'attache à dompter un caractère fougueuxetune susceptibilité d'amc égale a la pénétration de son esprit; sa vie sévère pourrait même donner Tidécd'un néophyte ardent qui se forme aux austérités d'une religion; mais des rixes fréquentes et souvent provoquées par lui font éclater la violence de son humeur, tandis que

d'autres faits trahissent des inclinations militaires. Veut-il bien s’associer aux exercices de ses compagnons ; les jeux qu’il leur propose, empruntes de l’antiquité, sont des actions dans lesquelles on se bat avec fureur sous ses ordres. Passionné pour Télude des sciences, il ne rêve qu’aux moyens d’appliquer les théories de Tari de la fortification. Pendant un hiver, on ne voit dans la cour de Técolc que des rclranchcrnens, des forts, des bastions, des redoutes de neige. Tous les élèves concourent avec ardeur à ces ouvrages, et Bonaparte conduit les travaux. Sont-ils achevés ; Tingenieur devient général, prescrit Tordre de Taltaque et de la défense , règle Icsinouvemeiis des deux partis ; cl, sc plaçant lantùt à la tète des assiègeans, tantôt à la lèlc des assiégés, il excite Tadiniralion de toute Técule et des s|>ectateurs étrangers par la fécomlitédc ses ressources et par son aptitude au commandement aussi bien qu'à Texéculion. Dans ces momens d’éclat, Bonaparte était le héros de Técolc pour les élèves cl pour leurs chefs. Cependant on raconte qu'un léger manque de subordination le fil condamner, par un maître de quartier sans discernement, à revêtir un habit de bure, et à dîner à genoux sur le seuil du réfecloire; mtiis au momciil de subir cette peine, il fut saisi d'une atta que de nerfs si violente, que le supérieur lui-méme vint lui épargner une huinilialion si peu d'accord avec le caractère de Télève et la nature de la faute. A celle époque, IMchegru était le répétiteur de Bonaparte, sous le père Palrau, qui défendait, dans cet élève de prédilection, le premier de ses mathématiciens. Ainsi le froc d'un moine cachait le conquérant de la Hollande, et Thahil d’un élève le dominateur de la France et de TKuropc. La révolution qui devait les produire Tun cl Tautrc se préparait à leur insu ; et la république, dont la cause allait bientôt enflammer leur jeunesse, devait être trahie par le maître et détruite parle disciple, après avoir dû ses plus beaux triomphes à leurs armes. Toutefois il y aurait trop d'honneur pour Tichegru dans la comparaison avec uii tel homme cl une pareille renomrmV. Cependant la lecture, qu’il a toujours aimée, devient pour Bonaparte une passion qui ressemble à la fureur; mais les heaux-arls n'ont point d'attrait pour cct esprit sévère, et de la littérature il ne cultive que riiistoirc; il la décore, et range avec ordre dans sa mémoire sûre et lidclle tous les événemens remarquables de l'existence des nations, cl de la vie des grands hommes qui les ont conquises et gouvernées. Tlutarquc, qu’il ne peut plus quitter, Plutarque, dont les vieilles admirations n’ont pas été peutêtre sans danger pour une ame de cotte trempe, développe chaque jour les germes d'enthousiasme, d'héroismc, d'amuur de la gloire cl

d'ambition que In nature avait déposés en lui. Quand sa fortune fut faite, il se délassa de l'histoire par la fable, et quitta Digitized by Gou^lt

cet amour de l'ordre, cette économie qui l'a tant aidé à soutenir ses vastes entreprises. Sous ces deux rapports, son oncle, l'archidiacre Lucien, qui avait du savoir et des lumières, lui donna lui-même de précieuses leçons, en administrant avec sagesse les biens de la famille, dont il devint le second père. Le bon archidiacre avait observé, avec autant de curiosité que de satisfaction, la rare intelligence, les habitudes de réflexion, la constance de volonté, l'indépendance de caractère qui chaque jour se développaient dans son neveu : il parut même avoir deviné l'avenir de Napoléon, par ses dernières paroles aux jeunes Bonaparte qui entouraient son lit de mort : « Il est inutile de songer à la fortune de Na-« poléon, il la fera lui-même. Joseph, tu es l'aîné de « la famille, mais Napoléon en est le chef; aie soin « de t'en souvenir. » L'événement a justifié la prédiction, et l'ordre du mourant sera fidellement exécuté.

En 1779, Charles Bonaparte, envoyé à Versailles comme député de la noblesse des états de Corse, emmena avec lui son fils Napoléon, âgé de dix ans, et sa fille Élisa. La politique de la France appelait aux écoles royales les enfans des familles nobles de la nouvelle conquête; aussi Élisa fut placée à Saint-Cyr, et Napoléon à Brienne.

Bonaparte entre avec joie à l'École militaire. Dévoré du désir d'apprendre, et déjà pressé du besoin de parvenir, il se fait remarquer de ses maîtres par une application forte et soutenue. Il est, pour ainsi dire, le solitaire de l'école; ou, quand il se rapproche des autres élèves, leurs rapports avec lui sont d'une nature singulière. Ses égaux doivent se ployer à son caractère, dont la supériorité, quelquefois chagrine, exerce sur eux un empire absolu. Lui-même, soit qu'il les domine, soit qu'il leur reste étranger, il semblerait être sous l'influence d'une exception morale qui lui aurait refusé le don de l'amitié, si quelques préférences, auxquelles il demeura fidelle dans sa plus haute fortune, n'avaient honoré sa première jeunesse.

Dans la discipline commune de l'école, il a l'air d'obéir à part et avec un penchant réfléchi à respecter la règle et à remplir ses devoirs. Abstrait, rêveur, silencieux, fuyant presque toujours les amusemens et les distractions, on croirait qu'il s'attache à dompter un caractère fougueux et une susceptibilité d'ame égale à la pénétration de son esprit; sa vie sévère pourrait même donner l'idée d'un néophyte ardent qui se forme aux austérités d'une religion; mais des rixes fréquentes et souvent provoquées par lui font éclater la violence de son humeur, tandis que d'autres faits trahissent des inclinations militaires. Veut-il bien s'associer aux exercices de ses compagnons; les jeux qu'il leur propose, empruntés de l'antiquité, sont des actions dans lesquelles on se bat avec fureur sous ses ordres. Passionné pour l'étude des sciences, il ne rêve qu'aux moyens d'appliquer les théories de l'art de la fortification. Pendant un hiver, on ne voit dans la cour de l'école que des retranchemens, des forts, des bastions, des redoutes de neige. Tous les élèves concourent avec ardeur à ces ouvrages, et Bonaparte conduit les travaux. Sont-ils achevés; l'ingénieur devient général, prescrit l'ordre de l'attaque et de la défense, règle les mouvemens des deux partis; et, se plaçant tantôt à la tête des assiégeans, tantôt à la tête des assiégés, il excite l'admiration de toute l'école et des spectateurs étrangers par la fécondité de ses ressources et par son aptitude au commandement aussi bien qu'à l'exécution.

Dans ces momens d'éclat, Bonaparte était le héros de l'école pour les élèves et pour leurs chefs. Cependant on raconte qu'un léger manque de subordination le fit condamner, par un maître de quartier sans discernement, à revêtir un habit de bure, et à dîner à genoux sur le seuil du réfectoire; mais au moment de subir cette peine, il fut saisi d'une atta que de nerfs si violente, que le supérieur lui-même vint lui épargner une humiliation si peu d'accord avec le caractère de l'élève et la nature de la faute. A cette époque, Pichegru était le répétiteur de Bonaparte, sous le père Patrau, qui défendait, dans cet élève de prédilection, le premier de ses mathématiciens. Ainsi le froc d'un moine cachait le conquérant de la Hollande, et l'habit d'un élève le dominateur de la France et de l'Europe. La révolution qui devait les produire l'un et l'autre se préparait à leur insu; et la république, dont la cause allait bientôt enflammer leur jeunesse, devait être trahie par le maître et détruite par le disciple, après avoir dû ses plus beaux triomphes à leurs armes. Toutefois il y aurait trop d'honneur pour Pichegru dans la comparaison avec un tel homme et une pareille renommée.

Cependant la lecture, qu'il a toujours aimée, devient pour Bonaparte une passion qui ressemble à la fureur; mais les beaux-arts n'ont point d'attrait pour cet esprit sévère, et de la littérature il ne cultive que l'histoire; il la dévore, et range avec ordre dans sa mémoire sûre et fidelle tous les événemens remarquables de l'existence des nations, et de la vie des grands hommes qui les ont conquises et gouvernées. Plutarque, qu'il ne peut plus quitter, Plutarque, dont les vieilles admirations n'ont pas été peut-être sans danger pour une ame de cette trempe, développe chaque jour les germes d'enthousiasme, d'héroïsme, d'amour de la gloire et d'ambition que la nature avait déposés en lui. Quand sa fortune fut faite, il se délassa de l'histoire par la fable, et quitta

 » Plularqucpoar Ossian;mais ce neftitqu'unc simple distraction de son esprit. Alexandre aussi se délas> sait de la puissance et de la gloire par les rêveries poétiques du divin Platon. Bonaparte resta h Brienne jusqu*à Tâge de quatorze ans. En 1785,1e chevalier de Keralio, inspecteur des douze écoles militaires, qui avait conçu une affection toute |>articulière pour cet élève, lui accorda une dispense d'àge et même une faveur d'examen pour être admis k l'école de Paris; car Napoléon n'avait fait des progrès que dans l'étude de l'bistoirc et des mathématiques, et les moines de Brienne voulaient le garder encore une année pour le perfectionner dans la langue latine. » Aon, dit M. de Kéralio, j'aperçoi$ dans ce jeune homme une étincelle gu'on ne saurait trop cultirer, » Un recueil manuscrit qui a appartenu à M. le maréchal de Ségur, alors ministrcdclaguerre, renferme la note suivante : École des élères de Brienne. État des élèves du roi, susceptibles par leur âge d'entrer au service ou de passera l'École de Paris, savoir: M.de Bonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de quatre pieds, dix pouces, dix lignes ; a fait sa qua^ trième; de bonne constitution, santé excellente^ caractère soumis, honnête et reconnaissant; conduite très-régulière; s'est toujours distingué par son application aux mathématiques; il sait très-passablernenison histoiie et sa géographie; U est assez fdible dans les exercices d'agrémens et pour le latin, où U n'a füit que sa quatrième; ce sera un excellent marin; mérite de passer à VÉcole de Paris. Cette note dcM.de kéralio fut adoptée par M.de Régnault, son successeur, et décida l'admission de Bonaparte à l'Ecole militaire de Paris. Bonaparte y obtint bientôt la même supériorité originale qui l'avait fait distinguer à Brienne, et fut aussi le premier inalhémalicien parmi les élèves. Son professeur d'histoire, M. de l'Éguille, dans le compte qu'il rendit de ses élèves, avait aiusi noté le jeune Napoléon ; Corse de nation et de caractère, il ira loin si les circonstances le favorisent. Ce professeur avait vu plus loin que les autres, mais il s'était trompé pour le caractère; car jamais homme ne fut moins vindicatif que Bonaparte, et n'cul plus sujet lie l'être. Domairnn, qui lui enseignait les belleslettres, appelait énergiquement scs amplifications du granit chauffé au volcan. Bonaparte |>erdit par degrés l'éloquence verbeuse et emphatique de l'école, pour adopter l'éloquence concise et pleine d'images, qui est celle des conquérans et des grands hommes; cependant il y eut toujours quelque chose d'oriental dans sa manière d'écrire. Devenu premier consul, il recevait souvent M. de

l’Éguille à la Ualmaison, et il lui dit un jour : « De toutes vos leü çons, celle qui m'a laissé le plus d’impression, c'est * la révolte du connétable de Bourbon; mais vous «I aviez tort de me dire que son plus grand crime « avait été de faire la guerre à son roi. Son véritable U crime fut d'être venu attaquer la France avec les « étrangers. « La carrière militaire de Bonaparte commença à seize ans. âge où le succès de son examen à l'École militaire de Paris lui valut, le 1^' septembre 1785, une lieutenance en second au régiment de LaFèrc, qu'il quitta bientôt pour entrer en premier dans un autre régiment en garnison â Valence. Là, scs premiers amis furent Lariboissière et Sorbier, qu'il nomma depuis inspecteurs generaux de leur arme. Une femme qui gouvernait la ville par l'ascendant de son mérite, madame du Colombier, frappée tout à coup de ce qu'il y avait d'extraordinaire dans Bonaparte, le présenta dans les meilleures sociétés, et contribua beaucoup à l'heureux changement qui parut dans son caractère. Devenu aimable et enjoué, l'olBcier d'artillerie parvint sans peine à plaire, et SC vit encore recherché a cause des brillantes facultés que révélaitsa conversation. Madame du Colombier avait deviné le génie de Bonaparte; elle lui prédisait souvent un grand avenir. Dans un voyage qu'il fit à Paris deux années après, il fut accueilli avec une bienveillance particulière par le fameux abbcRaynal, auquel il avait adressé le commencement d’une histoire qu’il se proposait d'écrire sur la (!orse. Le philosophe encouragea le jeune auteur à continuerce travail, premier essai de sa plume, et qui, resté imparfait sans doute, n’a jamais èlc retrouvé. En 1786, sur la demande de ce même abbé Baynal, l'Académie de Lyon avait proposé la question suivante à l'émulation des écrivains : (juels sont les principes et les institutions à inculquer aux hopnmespour les rendre le plus heureux possible? Napoléon concourut sous le voile de l’anonyme, cl remporta le prix. Son discours, découvert dans les archives de l’Académie par les recherches de M. de Tallcyrand, ministre des relations extérieures sous le consulat, fut remis par lui à Napoléon, qui le jeta au feu. Il est prol>abIc qu'au moment de se faire empereur. Napoléon ne conservait pas sur les institutions propres à fonder le bonheur des hommes, les idées qu'il avait pu concevoir àdix-huit ans, lorsqu'il n'était encore que lieutenant d'artillerie. .Mais son frère Louis avait eu le temps de prendre une copie de ce mémoire, récemment public par le général Gourgaud. Le style en est original, quelquefois brillant. L’auteur passe avec une facilité singulière de la discussion austère du moraliste à rentratnement de l’amc la plus tendre pour ses semblables. Ce petit ouvrage

est un monument précieux de sa jeunesse, et pouvait peut-être annoncer une tout autre carrière que celle des armes*

Plutarque pour Ossian; mais ce ne fut qu'une simple distraction de son esprit. Alexandre aussi se délassait de la puissance et de la gloire par les rêveries poétiques du divin Platon.

Bonaparte resta à Brienne jusqu'à l'âge de quatorze ans. En 1783, le chevalier de Kéralio, inspecteur des douze écoles militaires, qui avait conçu une affection toute particulière pour cet élève, lui accorda une dispense d'âge et même une faveur d'examen pour être admis à l'école de Paris; car Napoléon n'avait fait des progrès que dans l'étude de l'histoire et des mathématiques, et les moines de Brienne voulaient le garder encore une année pour le perfectionner dans la langue latine. « *Non*, dit M. de Kéralio, *j'aperçois dans ce jeune homme une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver.* » Un recueil manuscrit qui a appartenu à M. le maréchal de Ségur, alors ministre de la guerre, renferme la note suivante : *École des élèves de Brienne. État des élèves du roi, susceptibles par leur âge d'entrer au service ou de passer à l'École de Paris, savoir: M. de Bonaparte* (Napoléon), *né le 15 août 1769, taille de quatre pieds, dix pouces, dix lignes; a fait sa quatrième; de bonne constitution, santé excellente; caractère soumis, honnête et reconnaissant; conduite très-régulière; s'est toujours distingué par son application aux mathématiques; il sait très-passablement son histoire et sa géographie; il est assez faible dans les exercices d'agrémens et pour le latin, où il n'a fait que sa quatrième; ce sera un excellent marin; mérite de passer à l'École de Paris.* Cette note de M. de Kéralio fut adoptée par M. de Regnault, son successeur, et décida l'admission de Bonaparte à l'École militaire de Paris.

Bonaparte y obtint bientôt la même supériorité originale qui l'avait fait distinguer à Brienne, et fut aussi le premier mathématicien parmi les élèves. Son professeur d'histoire, M. de l'Éguille, dans le compte qu'il rendit de ses élèves, avait ainsi noté le jeune Napoléon : *Corse de nation et de caractère, il ira loin si les circonstances le favorisent.* Ce professeur avait vu plus loin que les autres, mais il s'était trompé pour le caractère; car jamais homme ne fut moins vindicatif que Bonaparte, et n'eut plus sujet de l'être. Domairon, qui lui enseignait les belles-lettres, appelait énergiquement ses amplifications *du granit chauffé au volcan*. Bonaparte perdit par degrés l'éloquence verbeuse et emphatique de l'école, pour adopter l'éloquence concise et pleine d'images, qui est celle des conquérans et des grands hommes; cependant il y eut toujours quelque chose d'oriental dans sa manière d'écrire. Devenu premier consul, il recevait souvent M. de l'Éguille à la Malmaison, et il lui dit un jour : « De toutes vos le-« çons, celle qui m'a laissé le plus d'impression, c'est « la révolte du connétable de Bourbon; mais vous « aviez tort de me dire que son plus grand crime « avait été de faire la guerre à son roi. Son véritable « crime fut d'être venu attaquer la France avec les « étrangers. »

La carrière militaire de Bonaparte commença à seize ans, âge où le succès de son examen à l'École militaire de Paris lui valut, le 1er septembre 1785, une lieutenance en second au régiment de La Fère, qu'il quitta bientôt pour entrer en premier dans un autre régiment en garnison à Valence. Là, ses premiers amis furent Lariboissière et Sorbier, qu'il nomma depuis inspecteurs généraux de leur arme. Une femme qui gouvernait la ville par l'ascendant de son mérite, madame du Colombier, frappée tout à coup de ce qu'il y avait d'extraordinaire dans Bonaparte, le présenta dans les meilleures sociétés, et contribua beaucoup à l'heureux changement qui parut dans son caractère. Devenu aimable et enjoué, l'officier d'artillerie parvint sans peine à plaire, et se vit encore recherché à cause des brillantes facultés que révélait sa conversation. Madame du Colombier avait deviné le génie de Bonaparte; elle lui prédisait souvent un grand avenir.

Dans un voyage qu'il fit à Paris deux années après, il fut accueilli avec une bienveillance particulière par le fameux abbé Raynal, auquel il avait adressé le commencement d'une histoire qu'il se proposait d'écrire sur la Corse. Le philosophe encouragea le jeune auteur à continuer ce travail, premier essai de sa plume, et qui, resté imparfait sans doute, n'a jamais été retrouvé. En 1786, sur la demande de ce même abbé Raynal, l'Académie de Lyon avait proposé la question suivante à l'émulation des écrivains : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible?* Napoléon concourut sous le voile de l'anonyme, et remporta le prix. Son discours, découvert dans les archives de l'Académie par les recherches de M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures sous le consulat, fut remis par lui à Napoléon, qui le jeta au feu. Il est probable qu'au moment de se faire empereur, Napoléon ne conservait pas sur les institutions propres à fonder le bonheur des hommes, les idées qu'il avait pu concevoir à dix-huit ans, lorsqu'il n'était encore que lieutenant d'artillerie. Mais son frère Louis avait eu le temps de prendre une copie de ce mémoire, récemment publié par le général Gourgaud. Le style en est original, quelquefois brillant. L'auteur passe avec une facilité singulière de la discussion austère du moraliste à l'entraînement de l'ame la plus tendre pour ses semblables. Ce petit ouvrage est un monument précieux de sa jeunesse, et pouvait peut-être annoncer une tout autre carrière que celle des armes.

The text on this page is estimated to be only 28.61% accurate

6 HISTOIRE DE NAPOLÉON. Cependant, prcsqu'à la même époque où Napoléon traitait ainsi une question qui intéressait rhuinanilé entière^ il répondit à une daine qui blâmait Turenne d'avoir incendié le Palatinat : «Eh! qu'im|>ortc, M madame, si cet incendie était necessaire à scs des* <1 seins?...» Aussi, vingt-sept ans après, cenefutpas lui qui incendia Moskou ! Napoléon avait vingt ans, et résidait à Valence, lorsque le cri de liberté se Gt entendre en 1789. Le Dauphiné donna un grand exemple à cette cause si nouvelle :1c premier arbre de la liberté fut planté à Vizille. iUentôt le fatal projet de quitter leur poste et leur pays s'empara d'un grand nombre d'oflTiciers français; c^tte fureur sc répandit dans la garnison deGrcnoble. Knnaparle, présimt, jugea rémigratiori, et lui préféra la révolution. Les armes savantes et méditatives, le génie et l'artillerie, imitèrent moins que les autres armes cette défection, qui fut aussi une fièvre révolutionnaire. Elles accueillirent généralement les nouveaux princiftes, et cunlribuèrent puissamment, par la réunion de leurs forces morales et physiques, à conquérir et à consolider la liberté cl la gloire de la patrie. Bonaparte ne resta point étranger à la nouvelle religion politique, qui, au contraire, poussa en dehors son ame ardente, jusqu'alors renfermée entdic-inômc. A celle époque de fermentation, de grands secrets furent révélés aux esprits, et des talens inconnus sortirent de toutes les classes de la population française. En 1790, Bonaparte tenait garnison à Auxoïiiie. Entraîné parle mouvement général, il donna alors un gage public de scs sentimens, en faisant paraître une lettre adrcss«M; à M. BuUafuoco, maréchal de camp, députéde la noblesse corse à rAsscmblée constituante. Lelte lettre, où règne, avec le sentiment et l'expression de l'ironie In (ilus amère, la déclamation la plus énergique contre les trahisons que Bonaparte reproche à ce député, fait merveilleusement connaître quelle impression la révolution avait produite sur ses idées, et retrace avec une rapidité et une éloquence remarquables les événemens qui amenèrent la soumission de sa patrie à la France. Elle fut tirée à cent exemplaires, que Bonaparte envoya en Corse. Peu de temps après, le président de la société patriotique d'Ajaccio écrivit à l'auteur que la société en avait volé l'impression, et avait arrêté que le nom d'in/dme serait donné à M. Buttafuoco. Telles sont les opinions de Bonaparte à vingt et un ans : il va les mettre en action dans sa propre patrie. La pulierté

républicaine ferincnle dans son Sidii; il va prendre la rol>e virile. Digitized by Google

Cependant, presqu'à la même époque où Napoléon traitait ainsi une question qui intéressait l'humanité entière, il répondit à une dame qui blâmait Turenne d'avoir incendié le Palatinat : « Eh! qu'importe, « madame, si cet incendie était nécessaire à ses des- « seins?...» Aussi, vingt-sept ans après, ce ne fut pas lui qui incendia Moskou !

Napoléon avait vingt ans, et résidait à Valence, lorsque le cri de liberté se fit entendre en 1789. Le Dauphiné donna un grand exemple à cette cause si nouvelle : le premier arbre de la liberté fut planté à Vizille. Bientôt le fatal projet de quitter leur poste et leur pays s'empara d'un grand nombre d'officiers français; cette fureur se répandit dans la garnison de Grenoble. Bonaparte, présent, jugea l'émigration, et lui préféra la révolution. Les armes savantes et méditatives, le génie et l'artillerie, imitèrent moins que les autres armes cette défection, qui fut aussi une fièvre révolutionnaire. Elles accueillirent généralement les nouveaux principes, et contribuèrent puissamment, par la réunion de leurs forces morales et physiques, à conquérir et à consolider la liberté et la gloire de la patrie. Bonaparte ne resta point étranger à la nouvelle religion politique, qui, au contraire, poussa en dehors son ame ardente, jusqu'alors renfermée en elle-même. A cette époque de fermentation, de grands secrets furent révélés aux esprits, et des talens inconnus sortirent de toutes les classes de la population française.

En 1790, Bonaparte tenait garnison à Auxonne. Entraîné par le mouvement général, il donna alors un gage public de ses sentimens, en faisant paraître une lettre adressée à M. Buttafuoco, maréchal de camp, député de la noblesse corse à l'Assemblée constituante. Cette lettre, où règne, avec le sentiment et l'expression de l'ironie la plus amère, la déclamation la plus énergique contre les trahisons que Bonaparte reproche à ce député, fait merveilleusement connaître quelle impression la révolution avait produite sur ses idées, et retrace avec une rapidité et une éloquence remarquables les événemens qui amenèrent la soumission de sa patrie à la France. Elle fut tirée à cent exemplaires, que Bonaparte envoya en Corse. Peu de temps après, le président de la société patriotique d'Ajaccio écrivit à l'auteur que la société en avait voté l'impression, et avait arrêté que le nom d'*infâme* serait donné à M. Buttafuoco.

Telles sont les opinions de Bonaparte à vingt et un ans : il va les mettre en action dans sa propre patrie. La puberté républicaine fermente dans son sein; il va prendre la robe virile.

LIVRE SECOND.

 »on palais, qui est d(^jà sa prison, il relit sans cesse l'histoire de Charles et il espère vainement désarmer sesennemis par la résignation et par la douceur, persuade que le roi d'Angleterre n'a péri que pour avoir irrité les siens parla violence et l'opiniÂIretc.Pcndantlecoursdeces douloureuses réflexions, le lOaoùt éclate, le roi, forcé dans les Tuileries par une multitude furieuse et armée, n'a d'autre refuge qu'une tribune de rAssembIce, dont il se constitue ainsi le prisonnier. Des scènes si terribles jettent dansrespril de Napoléon une étrange lumière: car, après cette journée, il écrit à son onde Paravicini : pas inquief de roa neveux, ils sauront se faire place. Mais si la chute du trône, en ouvrant à scs yeux un horizon vaste et indéCni, produisit, comme catastrophe politique, une impression profonde sur son esprit, elle donna aussi une nouvelle énergie à sa première affection pour la liberté. Bonaparte revint visiter son pays natal au mois de septembre. Les souvenirs des services de son père dans la guerre de)'indé|>endancc; les évenemens de cette guerre racontés par Paoli, avec lequel, dès scs jeunesannéos,il avaitentretenuune correspondance en Angleterre; la présence de l'illustre banni qui augmentait l'admiration qu'il avait inspirée à son jeune partisan ; tout entraînait et devait entraîner Bonaparte vers celui qui était alors le grand homme delà Corse, ctque la France avait proclamé grand citoyen. Paoli le reçut et le traita avec une affection particulière. IlobservaitN'apoléon; il le jugea, quand il dit : Ce Jeune homme est taillé à l'antique : c'est un homme de Plutarque, Bientôt Napoléon fut obligé, à son tour, d'obst*rvcr cl déjuger Paoli. 11 découvrit que ce général dirigeait le parti qui s'était constamment opposé à la réunion de la Corse à la France, et contre lequel il venait de se battre à Ajaccio. Quelle affliction pour lui de reconnaître dans son protecteur, dans son héros, dans l'ami de sa famille, le chef du parti anti-français! Lis relations que son admiration et son respect avaient provoquées entre lui et Paoli, prirent bientôt le caractère de réserve que la dècouvcrlede celte trahison devait établir. La méüancc divisa dès-lors le chef qui, investi du pouvoir par la France, s'en servait contre clleméme, cl le simple oflicier qui jurait de remplir tout son serment envers sa nouvelle patrie. l'nc escadre, sous les ordres du vice-amiral Truguct, chargé d'une expédition contre la Sardaigne, arrive à Ajaccio en janvier 1793. Les forces stationnées en Corse sont mises en mouvement, et Bonaparte est spécialement chargé, avec son bataillon, d'opérer une diversion contre les

petites Iles de la lladelainc, situées entre la Corse et la Sardaigne ; l’expédition n’oblienl pas de succès; Bonaparte revient à Ajaccio. AlorsPaoli.dcnoncéà la Convention, SC trouvait placé sur une liste de vingt généraux proscrits, et menacé lui-méme d’étre arrêté et jugé comme traître : sa tête avait été mise à prix. Pour échapper à ce danger, il leva l'étendard de la révolteau mois de mai, ralliaà lui tous les rnécontens, SC fît nommer généralissime et président d’une consulta qui s'ass^'mbla à Corté, et dont Pozzo-diIhirgo. aujourd'hui ambassadeur de Russie en France, fut nommé le st^crétaire. La guerre s’alluma entre les partisans de la France et ceux de l'.Angleterre. Cette division fut violente, et signalée par de grands excès. On croit même que Paoli protégeait les entreprises diverses qui furent tentées par les siens pour enlever son jeune adversaire. Bonaparlea le l>onheur de se soustraire aux poursuites dirigées contrelui,ct de rejoindre à Caivi les représonlansdu peuple, Salicelti et Lacombe-Saitil-Michcl, qui ont débarqué avec des forces. Ces troupes marchent contre Ajaccio; mais l'entreprise échoue encore. Bonaparte, qui en faisait partie, trouve le moyen de dérober tous les siens à la vengeance de Paoli, et de les envoyer en France. Ruiné par le pillage et l’incendie des propriétés de sa famille, frappé avec elle d’un décret de bannissement, il a lutté vainement, au nom de la république, contre l’ascendant de l’.Angleterre, et il menace celle-ci du serment d’Annibal en quittant sa patrie. Aussi dcsccnd-ildu vaisseau qui le portait à Marseille, comme un soldat de la liberté proscrit par un traître. Les rois vont avoir à combattre ce terrible adversaire, dont ils seront un jour les ciiens, et qui, à son tour, deviendra leur victime. Après avoir établi sa famille dans les environs de Toulon, Napoléon sc rend à Paris, laissant en garnison à Nice le quatrième régiment d’artiilcric à pied, dans lequel il servait comme capitaine avant l’expédition de Sardaigne, d'où il revenait avec le grade supérieur. C’est la fatale période de 93 cl de 94, pendant laquelle la Montagne s’élève, sur les ruines de la royauté détruite, à un despotisme inouï. Une lutte gigantesque entre la Terreur cl l’Europe entraîne tout à coup la révolution hors de ses limites, et soulève quatorze armées contre les ennemis de la patrie; la France répète malgré elle au dedans les triomphes qui l’immortalisent au dehors, In Convention renverse par la force et défîe par l'audacc tout ce qui sc déclare contre elle. La guerre civile, la trahison, le parti de l'ctrangcr, appellent toutes ses vengeances; la Vendée, Marseille, Lyon, Toulon, ont armé son bras exterminateur. Comme tous les pouvoirs extraordinaires, elle sent que le moyen de contenireldesubjuguer les

hommes n’est pas seulement de les vaincre, mais encore de les étonner. Une justice infernale appelle à sa défense le crime au nom de la vertu, au nom de la loi la tyrannie. C’est en proclamant les droitsde l’hoininequcla Convention

son palais, qui est déjà sa prison, il relit sans cesse l'histoire de Charles Ier, et il espère vainement désarmer ses ennemis par la résignation et par la douceur, persuadé que le roi d'Angleterre n'a péri que pour avoir irrité les siens par la violence et l'opiniâtreté. Pendant le cours de ces douloureuses réflexions, le 10 août éclate, le roi, forcé dans les Tuileries par une multitude furieuse et armée, n'a d'autre refuge qu'une tribune de l'Assemblée, dont il se constitue ainsi le prisonnier. Des scènes si terribles jettent dans l'esprit de Napoléon une étrange lumière : car, après cette journée, il écrit à son oncle Paravicini : *Ne soyez pas inquiet de vos neveux, ils sauront se faire place.* Mais si la chute du trône, en ouvrant à ses yeux un horizon vaste et indéfini, produisit, comme catastrophe politique, une impression profonde sur son esprit, elle donna aussi une nouvelle énergie à sa première affection pour la liberté.

Bonaparte revint visiter son pays natal au mois de septembre. Les souvenirs des services de son père dans la guerre de l'indépendance ; les événemens de cette guerre racontés par Paoli, avec lequel, dès ses jeunes années, il avait entretenu une correspondance en Angleterre ; la présence de l'illustre banni qui augmentait l'admiration qu'il avait inspirée à son jeune partisan ; tout entraînait et devait entraîner Bonaparte vers celui qui était alors le grand homme de la Corse, et que la France avait proclamé grand citoyen. Paoli le reçut et le traita avec une affection particulière. Il observait Napoléon ; il le jugea, quand il dit : *Ce jeune homme est taillé à l'antique : c'est un homme de Plutarque.* Bientôt Napoléon fut obligé, à son tour, d'observer et de juger Paoli. Il découvrit que ce général dirigeait le parti qui s'était constamment opposé à la réunion de la Corse à la France, et contre lequel il venait de se battre à Ajaccio. Quelle affliction pour lui de reconnaître dans son protecteur, dans son héros, dans l'ami de sa famille, le chef du parti anti-français ! Les relations que son admiration et son respect avaient provoquées entre lui et Paoli, prirent bientôt le caractère de réserve que la découverte de cette trahison devait établir. La méfiance divisa dès-lors le chef qui, investi du pouvoir par la France, s'en servait contre elle-même, et le simple officier qui jurait de remplir tout son serment envers sa nouvelle patrie.

Une escadre, sous les ordres du vice-amiral Truguet, chargé d'une expédition contre la Sardaigne, arrive à Ajaccio en janvier 1793. Les forces stationnées en Corse sont mises en mouvement, et Bonaparte est spécialement chargé, avec son bataillon, d'opérer une diversion contre les petites îles de la Madelaine, situées entre la Corse et la Sardaigne ; l'expédition n'obtient pas de succès ; Bonaparte revient à Ajaccio. Alors Paoli, dénoncé à la Convention, se trouvait placé sur une liste de vingt généraux proscrits, et menacé lui-même d'être arrêté et jugé comme traître : sa tête avait été mise à prix. Pour échapper à ce danger, il leva l'étendard de la révolte au mois de mai, rallia à lui tous les mécontens, se fit nommer généralissime et président d'une *consulta* qui s'assembla à Corté, et dont Pozzo-di-Borgo, aujourd'hui ambassadeur de Russie en France, fut nommé le secrétaire. La guerre s'alluma entre les partisans de la France et ceux de l'Angleterre. Cette division fut violente, et signalée par de grands excès. On croit même que Paoli protégeait les entreprises diverses qui furent tentées par les siens pour enlever son jeune adversaire. Bonaparte a le bonheur de se soustraire aux poursuites dirigées contre lui, et de rejoindre à Calvi les représentans du peuple, Salicetti et Lacombe-Saint-Michel, qui ont débarqué avec des forces. Ces troupes marchent contre Ajaccio ; mais l'entreprise échoue encore. Bonaparte, qui en faisait partie, trouve le moyen de dérober tous les siens à la vengeance de Paoli, et de les envoyer en France. Ruiné par le pillage et l'incendie des propriétés de sa famille, frappé avec elle d'un décret de bannissement, il a lutté vainement, au nom de la république, contre l'ascendant de l'Angleterre, et il menace celle-ci du serment d'Annibal en quittant sa patrie. Aussi descend-il du vaisseau qui le portait à Marseille, comme un soldat de la liberté proscrit par un traître. Les rois vont avoir à combattre ce terrible adversaire, dont ils seront un jour les cliens, et qui, à son tour, deviendra leur victime.

Après avoir établi sa famille dans les environs de Toulon, Napoléon se rend à Paris, laissant en garnison à Nice le quatrième régiment d'artillerie à pied, dans lequel il servait comme capitaine avant l'expédition de Sardaigne, d'où il revenait avec le grade supérieur. C'est la fatale période de 93 et de 94, pendant laquelle la Montagne s'élève, sur les ruines de la royauté détruite, à un despotisme inouï. Une lutte gigantesque entre la Terreur et l'Europe entraîne tout à coup la révolution hors de ses limites, et soulève quatorze armées contre les ennemis de la patrie ; la France répète malgré elle au dedans les triomphes qui l'immortalisent au dehors, la Convention renverse par la force et défie par l'audace tout ce qui se déclare contre elle. La guerre civile, la trahison, le parti de l'étranger, appellent toutes ses vengeances ; la Vendée, Marseille, Lyon, Toulon, ont armé son bras exterminateur. Comme tous les pouvoirs extraordinaires, elle sent que le moyen de contenir et de subjuguer les hommes n'est pas seulement de les vaincre, mais encore de les étonner. Une justice infernale appelle à sa défense le crime au nom de la vertu, au nom de la loi la tyrannie. C'est en proclamant les droits de l'homme que la Convention

UISTOIRE DE NAPOLÉON. O invente la terreur, qui pèse à la fois sur les citoyens, y arrivent pauvres, mutilés, cl tiers de montrer au sur les fonctionnaires, sur les generaux, sur les ar> monde de nouveaux Spartiates, dont les noms, à ja> mées, sur ses propres membres, et aussi sur l'Eu- mais glorieux, sont traces sur les fastes de la patrie rope : c'est ainsi qu'elle conduit violemment vingt- avec le sang des champs de bataille et le sang des cinq millions d'hommes à la gloire et à la liberté ! Ils échafauds. 2

Digitized by Google

invente la terreur, qui pèse à la fois sur les citoyens, sur les fonctionnaires, sur les généraux, sur les armées, sur ses propres membres, et aussi sur l'Europe : c'est ainsi qu'elle conduit violemment vingt-cinq millions d'hommes à la gloire et à la liberté ! Ils y arrivent pauvres, mutilés, et fiers de montrer au monde de nouveaux Spartiates, dont les noms, à jamais glorieux, sont tracés sur les fastes de la patrie avec le sang des champs de bataille et le sang des échafauds.

The text on this page is estimated to be only 23.77% accurate

Il) IIISTOinE PE NAPOI.ÉOV. CHAPITRE II. (1783-1794.) HHElLTIillf PK Ton on. — Iti; (.£TTK VILLE. — ROn ^PLIITL. CHEr DE lUTAILLOV d'aUTIILEIIIK. *- LE Fl An t>’UTAl>l r. (.H M. \ FRltPO>£ KAT AIKM'TR. noUllE Cillvr DF. DRIOADE, II. A’LVPnKE DL lORT Nl'UiHATK. — ËVAi I ATlon MF Tori.«V. — ItonAPARTE COMRAnDE l’aRTILLEHIE DE I.'aRRRK o’iTAUE. Toit cêijailà rinflupnrp(lolaO)nvcnli«n,i*xccplc Ui N toujours on fou.clquolquos ilèpartoiricns ilu Midi., qui avaient arboré to ilra{>pau blanc, l.yon, as-Mégé par une partie derarmeodes Alpes, avait vu mille gardes nationaux du Mmes, de Marseille, de Toulon, inarchorà son secours. lU étaient déjà dans les murs d’Orango, d'oii ils furent chassés par une colonne de quatre mille hommes sous les ordres du peintre Carlaux. chef de brigade, détaché de l'armér des .\lpi*s par lesreprési^ntans Ricord cl Robespierre le jeune, (^rlaux puursuivitrarméc insurgée, sVfn{>aradu Ponl-Sainl-Kspril,d'Aix,d’.Vvignun, et entra entin dans Marsi'ille. Ronaparte dit lui-nième qu'il faisait partie de l'expédiliuii de Cartaux, au moins jusqu'à la prised’Avignon. Cest un {h*u après cTttcé(H>que qu'il eut, dans un S4iu|>er, à Reaucaire. avec quelques citoyens, un entretien dont il a transmis les détails dans une brochure imprimée à Avignon, cIk'Z iSahin Tournai ; elle renferme des passages du plus haut intérêt comme de la plus grande énergie, sur la cause de la république, sur lu supt^ riorilé des troupes régUx's, sur l'art militaire, cl sur l'impuissance des souièveniens arislocratiques qui agitaient le Midi, t^hinnt aux opinions que Bonaparte avait alors, on ne peut tes im'^connaltre, à la manière duiil il s’exprime sur certains hoinines de l'époque: ui)ubois-f>âncéet Albitte, dit-il, coiistans U amis du peuple, n'ont jamais dévié de la ligne •I dr(»ite; ils sont scélérats aux yeux des mauvais. Il Mais t^ondorcel, Rrissol, Barbaroux aus.si, étaient « scélérats lorsqu'ils étaient purs \ vousappelez t^rK taux un assas.siii! Kli bien, etc.» Ici Bonaparte justifie Cartaux par des faits qui font le plusgraiid boniieur à la probité et à l'équité de ce général. L.i religion républicaine dominait cnlièreinenl l’esprit de Ronaparte. Son écrit, publié en 1705, sur le théâtre de la guerre civile, ne pouvait être et n’était, comme on va le voir,quel’apo|ogie ilii système terriblequi régnait alors. Dans un dialogue très-curieux, un Marseillais dit au tnililairc qui accusait les fédéralistes. c'est-àKÜre à Bonaparte : « Mais Brissot, U Barbaroux, Condorcet, Buzot.

Vergniaud, sont-ils U aristocrates? Qui a fondé la république? qui a renie versé les tyrans? qui a enfin soutenu la patrie à « l'époque périlleuse de la dernière campagne? » Bonaparte répond : » Je ne cherche pas si vraiment •f ces hommes, qui avaient bien mérité du peuple H dans tant d'occasions, ont conspiré contre lui. U qu'il me suflit de savoir,cVst qucla Montagne, par Il esprit public, ou par csprilde parti, s'ctail portée Il contre eux aux dernières extrémités, les ayant dé« crêtés, emprisonnés, je veux même vous le passer, U les ayant calomniés; les Brissotins étaient perdus, M Mns une guerre civiicqui les mit dans le cas de faire Il la loi à leurs ennemis ; c'était donc pour cela seul Il que la guerre était utile ; s'ils avaient mérite leur Il réputation première, ils auraient jeté leurs armes K à l'aspect de la constitution; ils auraient sacrifié Il leur interet au bien public; mais il est plus facile U de citer Dérius que de l'imiter. lisse sont aujour» d'iiui rendus coupables du plus grand des crimes; Il ils ont, par leur conduite, justifié leur denret; le Il sang qu'ils ont fait ré|>andre a clTacé tes v rais scru vices qu'ils avaient rendus. » Telle était l'opinion de 1.1 majorité républicaine ; cependant quelle mort plus licruïquequecelledesttiroiidins! et, bienqu'ils eussent condamné le roi sous la présidence de Vergniaud, leur chef, ce fut aussi comme ruyaiislesqiie ces apôtres de la n'publiquc furent condamnés. Il n'y a sûrement pas, dans l'histoire d'aucun état poDigitized by Google

The text on this page is estimated to be only 24.71% accurate

lilSTOlIlË DE NAPOLÉON. U pulâirc, ü'exemple plus lerrihle de la fureur des di^ visions entre les partis. Non moins redoutable à ses membres qu'aux autres citoyens, l'ostracisine était la loi de la guerre civile de la Oonveution, et Tostra* cisrne donnait la mort. Cependant Cartaux victorieux, comme Bonaparte l'avait annoncé à scs convives de Bcaucairc, avait vu les fédéralistes de Marseille s'enfuir devant lui et sc réfugier dans les murs de Toulon, dont les sections étaient en pleine insurrection contre la Convention. On avait arreté et enfermé au fort La Malgue les re> présenUins du peuple Beauvais et Bayle, ce même Bayle gui avait écrit au Comité de salut public : tt Cela ta bien .* le pain ta manquer I » Barras et Fréroii, également en inissionà Toulon, étaient parvenusà s'échapper avec le général Laj)oype,et à gagner Nice, quartier-général de l'armée d'Italie. Toutes les autorités, le commandant de la flotte, et la plusgrande partie de la population de Toulon, se trouvant compromis par cctacte d'anarchie contrerévolutionnaire qui avait enfanté l'insurrection du Midi, redoutant également la terrible colère du Comité de salut public et celle derarinéc, incapablesà la fois de la soumission et de la résistance, ne virent plus d'asilequc dans le plus grand de tous les crimes politiques : iis livrèrent aux amiraux anglais et espagnols la ville, le port, rarsenal. les forts et l'escadre de Toulon. J.'Espagrie avait déclaré la guerre à la république au mois de mars. Le port contenait trente-deux bàlimens de haut-bord, parmi lesquels une escadre forte de dix-huit vaisseaux et quelques frégates. Ce|>endai}t, au inoinciit de la trahis^m du vice-amiral TrogulT, qu'une attaque de goutte retenait dans la ville, l'ebcadre, sous les ordres du contre' amiral Saint-Julien, s'était emlKisséc de manière à fermer aux ennemis rentrée de la rade, et à foudroyer en même temps la ville insurgée et ses hatteries. La rébellion sectionnairc avait séduit la garnison de la marine, et entraîné Ilyéres, Ullioules et cinq autres communes. Des députés de la révolte avaient osé se rendre à bord du cunlrc-ainiral SaintJulien, qui avait voulu les faire pendre aux vergues de son vaisseau ; mais d'autres émissaires parvinrent à s'introduire par les divers bâtimens de l'escadre ; et eiiUii le vice-amiral 'l'rogolT, s'étant fait portera bord de la frégate la Perle, qui n'avait pas voulu obéir au mouvement de la flotte, avait arboré le pavillon du cummandemciit, et fait le signal de ralliement. Seize vaisseaux y avaient obéi, deux seulement avaient pinl arboré sur les forts; le drapeau tricolore y

flotte encore jusqu'au 1*^ (octobre. A celle époque, les militaires avançaient rapidi*ineiit. Le comité de la guerre désirait si ardcrniiieni des succès dans le Midi, que, dans l'espace de trois mots, Cartaux, pour son occupation de Marseille, avait étésucccssivemcnt nommé général de brigade, général de division, et enfin général en cIkT. Il sc trouvait à la tête de douze mille hommes, quand Toulon fut livré. lien laissa quatre niillo à Marseille, et avec les huit mille autres, il obsena les gorges d'OIlioules. Arrivés à Nice, Barras cl Fréron, après leur fuite de Toulon, ordonnèrent à Brunet, général en chef de l'armée d'Italie, d'envoyer six mille hommes contre cette ville : on chargea Lnpovpc do les commander. Ainsi Toulon sc trouvait menacé par une force égale à celle qui le défcmlail, avec cette différence, à l'avantage des assiégés, que ceux-ci avaient leurs troupes réunies, au lieu que l'occupation des montagnes du Faron par fonnemi séparait et isolait absolument le corps de Cartaux de celui de Lapoype : ce|)cndant les deux corps sc soutenaient en attaquant chacun de son côté, t'arhiux marcha le 8 septembre sur les gorges d'OIlioules, et s'en empara; de son côté I.apoype parvenait à réarmer les batteries de la rade d'Hyères. Alors le chefdcliataillon Bonaparte fut envoyé à l'armée de Toulon par le Comité de salut public, pour diriger rarlillcrie du siège, en qualité de coinrnandant en second. Le général Dammarlin, qui commandait l'artillerie en chef à cette armée, était

pulaire, d'exemple plus terrible de la fureur des divisions entre les partis. Non moins redoutable à ses membres qu'aux autres citoyens, l'ostracisme était la loi de la guerre civile de la Convention, et l'ostracisme donnait la mort.

Cependant Cartaux victorieux, comme Bonaparte l'avait annoncé à ses convives de Beaucaire, avait vu les fédéralistes de Marseille s'enfuir devant lui et se réfugier dans les murs de Toulon, dont les sections étaient en pleine insurrection contre la Convention. On avait arrêté et enfermé au fort La Malgue les représentans du peuple Beauvais et Bayle, ce même Bayle qui avait écrit au Comité de salut public : « *Cela va bien : le pain va manquer !* » Barras et Fréron, également en mission à Toulon, étaient parvenus à s'échapper avec le général Lapoype, et à gagner Nice, quartier-général de l'armée d'Italie. Toutes les autorités, le commandant de la flotte, et la plus grande partie de la population de Toulon, se trouvant compromis par cet acte d'anarchie contre-révolutionnaire qui avait enfanté l'insurrection du Midi, redoutant également la terrible colère du Comité de salut public et celle de l'armée, incapables à la fois de la soumission et de la résistance, ne virent plus d'asile que dans le plus grand de tous les crimes politiques : ils livrèrent aux amiraux anglais et espagnols la ville, le port, l'arsenal, les forts et l'escadre de Toulon. L'Espagne avait déclaré la guerre à la république au mois de mars. Le port contenait trente-deux bâtimens de haut-bord, parmi lesquels une escadre forte de dix-huit vaisseaux et quelques frégates. Cependant, au moment de la trahison du vice-amiral Trogoff, qu'une attaque de goutte retenait dans la ville, l'escadre, sous les ordres du contre-amiral Saint-Julien, s'était embossée de manière à fermer aux ennemis l'entrée de la rade, et à foudroyer en même temps la ville insurgée et ses batteries. La rébellion sectionnaire avait séduit la garnison de la marine, et entraîné Hyères, Ollioules et cinq autres communes. Des députés de la révolte avaient osé se rendre à bord du contre-amiral Saint-Julien, qui avait voulu les faire pendre aux vergues de son vaisseau ; mais d'autres émissaires parvinrent à s'introduire par les divers bâtimens de l'escadre ; et enfin le vice-amiral Trogoff, s'étant fait porter à bord de la frégate *la Perle*, qui n'avait pas voulu obéir au mouvement de la *flotte*, avait arboré le pavillon du commandement, et fait le signal de ralliement. Seize vaisseaux y avaient obéi, deux seulement avaient persisté dans leur généreuse résolution, et leurs équipages n'avaient eu d'autre ressource que de débarquer et d'aller à la rencontre des troupes républicaines. Saint-Julien, placé tout à coup entre la vengeance de la Convention et la fureur de la ville, avait été réduit à se rendre à bord de l'amiral Hood, et conduit à Barcelone. Ainsi la flotte tout entière devint la proie de cet amiral, qui, le 28 août, occupa avec son escadre et deux escadres espagnole et napolitaine, portant quatorze mille hommes de troupes, la rade, la ville et les forts de Toulon. Bientôt Louis XVII est solennellement proclamé à Toulon roi de France, au milieu de la spoliation de notre marine, dont s'emparent ceux qui se disent les amis et les alliés de sa famille. La garde nationale se voit désarmer par les bandes étrangères appelées à son secours, tandis que l'amiral Hood, qui redoute encore la présence de cinq mille matelots, les renvoie à Brest, à Bordeaux, à Nantes et à Rochefort. Hood commande en chef ; il étend son système de défense depuis les hauteurs qui dominent ses batteries, jusqu'au-delà des gorges d'Ollioules, et jusqu'aux îles d'Hyères. Cependant l'amiral anglais, qui a traité seul avec le comité insurrectionnel de Toulon, ne livre pas la politique de son gouvernement à l'enthousiasme des royalistes, ni aux affections de famille des généraux de Naples et de Madrid. Il refuse aux Espagnols de choisir parmi eux le commandant de Toulon, et aux habitans d'y laisser arriver Monsieur, alors à Véronne. Le drapeau blanc n'est point arboré sur les forts ; le drapeau tricolore y flotte encore jusqu'au 1er octobre.

A cette époque, les militaires avançaient rapidement. Le comité de la guerre désirait si ardemment des succès dans le Midi, que, dans l'espace de trois mois, Cartaux, pour son occupation de Marseille, avait été successivement nommé général de brigade, général de division, et enfin général en chef. Il se trouvait à la tête de douze mille hommes, quand Toulon fut livré. Il en laissa quatre mille à Marseille, et avec les huit mille autres, il observa les gorges d'Ollioules. Arrivés à Nice, Barras et Fréron, après leur fuite de Toulon, ordonnèrent à Brunet, général en chef de l'armée d'Italie, d'envoyer six mille hommes contre cette ville : on chargea Lapoype de les commander. Ainsi Toulon se trouvait menacé par une force égale à celle qui le défendait, avec cette différence, à l'avantage des assiégés, que ceux-ci avaient leurs troupes réunies, au lieu que l'occupation des montagnes du Faron par l'ennemi séparait et isolait absolument le corps de Cartaux de celui de Lapoype : cependant les deux corps se soutenaient en attaquant chacun de son côté. Cartaux marcha le 8 septembre sur les gorges d'Ollioules, et s'en empara ; de son côté Lapoype parvenait à réarmer les batteries de la rade d'Hyères.

Alors le chef de bataillon Bonaparte fut envoyé à l'armée de Toulon par le Comité de salut public, pour diriger l'artillerie du siége, en qualité de commandant en second. Le général Dammartin, qui commandait l'artillerie en chef à cette armée, était

The text on this page is estimated to be only 28.45% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. li malade. Bonajiartc arriva le 1:2 septembre au Bausset, où résidait le quartier-général de Cartaux. Il trouva l'armée absolument dépourvue de matériel et (Je personnel d'artilloric pour un siège aussi important. En moins de six semaines, sa prodigieuse acti\ité créa toutes les ressources qui manquaient, et cent pièces de gros calibre furent réunies. Il lit piacerlc chef de bataillon Gassendi à la tète de l'arsenal de Marseille. Le chef de brigade Marescot cuniinandail l'anne du génie. Bonaparte ap|>ela encore auprès de lui de bons ofTiciers, parmi lesquels étaient Victor et Bluiron. Mais il eut bientôt à combattre l'incapacité du général en chef, qui voulait faire exécuter, à la lettre, l'ordre arrivé de Paris, de brûler la llollc ennemie et de prendre Toulon en trois jours. En eiïet, Cartaux ordonne au commandant d'artillerie de coinineiicer le feu. Bonaparte lui répond que les batteries sont à deux ou trois portées de la rade et des ouvrages ; mais (Mariaux insiste : le coup d'épreuve est tiré, et le boulet tombe à cciil cinquante toises de la place. Les re- j présentans du peuple aux armées du Midi étaient : j Barras et l'réron, à celle d'Italie ; Ricord cl Robespierre jeune à celle des Al|>es; Kalicelli, Albittcet üasparin à celle de Toulon ; celui-ci avait clé capitaine de dragons : il entendait la guerre; il avait deviné la $upar le médecin Doppet, qui commandait les troupes qu'on avait employées à la prise de Lyon. Dans l'intervalle, le général Lapoype eut le commandement en chef, et porta Icquarlicrgénérai à Ollioules. Au même moment, l'armée d'Italie perdit son générai en chef d'une manière plus tragique. Dénoncé par Barras et Eréron pour avoir eu des intelligences avec Toulon, Brunet périt sur l'échafaud le 6 novembre. Doppet arriva le lOà rarméc de siège, et fil presque regretter Cartaux. Cependant, peu de jours après, il aurait pu s'einparerduforl .Mulgravc. Les Espagnols mallrailèrcnt

 tellement les volontaires français qu*ils emmenaient prisonniers, que le bataillon de la Côte-d'Or, qui était de tranchée, courut aux armes, ainsi que toute la division. Cette affaire, improvisée par l'indignation du soldat, devint tellement chaude, que Bonaparte alla dire au general en chef qu'il en coûterait moins |M>ur l'attaque que pour la retraite. H fut alors autorise à se porter àlatétedcs troupes et à diriger ro}>cration. Déjà le promontoire du Cairo était couvert de nos voltigeurs, et nus grenadiers, en colonnes, allaient pénétrer par la gorge du fort, lorsque le général Doppel, quoique loin du feu, voyant toriilxT près de lui un de ses aidcs-de-camp, eut la lâcheté de faire sonner la retraite. Bonaparte, blessé à la tète, revint, cl lui dit militairement qui fait sonner la retraite nous a fait manquer Toulon. Chacun avait alors son franc-parler sur le champ de bataille : les soldats demandaient hautement quand on se lasserait de leurenvoyer des peintres et des médecins pour les commander. Doppet reçut bientôt ordre de se rendre aux Pyrénées. £ntin, le brave Diigommier, l'un des vétérans de la gloire française, fut nommé au commandement général. Dugommier jugea promptement, ainsi que Gasparin, toute la portée du génie militaire du jeune commambint de l'artillerie, et dès ce moment coiiiiinenccreiit les véritables travaux de siège. Ce fut à la construction d'une nouvelle batterie, qu'ayant besoin de dicter un onlre, Bonaparte demanda un homme qui sût écrire. Un sergent d'un bataillon de la Côte-d'Or sc présenta, et comme il écrivait sur l'épaulcment de 1a batterie, un boulet le couvrit de terre, lui et son papier, lion, dit le sergent, je n'aurai pas besoin de sable. Ce sergent, c'était Junot. Bonaparte avait aussi découvert dans le train d'artillerie un jeune officier qui fut son ami pendant dix-sept ans : c'était Duroc. Telle fut l'origine de la fortune de ces deux militaires, qui parvinrent par leurs services aux premières dignités de l'Étal. Bonaparte ne se doutait pas qu'à la batterie de la Montagne, à celle des Sans-Cutolies, à celle de la Conrention, il faisait des ducs et des grands dignitaires de scs ordres futurs. Une batterie avait été élevée sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malhousquet que tenait l'oniiemi. Les représentans allèrent voir celte batterie, et, en l'absence du commandant, ils ordonnèrent aux artilleurs de tirer. Le général anglais ignorait celle construction, qui était encore masquée, et Bonaparte s'cri était promis le plus grand avantage pour le lendemain du jour où le fort du Petit-Gibraltar aurait été pris. La fanfaronnade des représentans éventa la combinaison de

Bonaparte et la fit avorter : cette imprudence pensa être bien fatale. Le lendemain, 30 novembre, à la pointe du jour, le général O'liara sortit à la tétc de sept mille borames, culbuta les postes français, s'empara de la nouvelle liatteric et l'cncloua. La générale battit à Ollioules. Dugommier ordonna le mouvement de scs troupes et de scs réserves, et l'on sc porta sur l'ennemi, qui menaçait le grand parc. Après avoir habilement disposé rarlillcric pour arrêter le mouvement des Anglais, Bonaparte prit un bataillon, sc glissa dans le vallon, arriva au pied de répauicinent de la batterie du fort Btalbousquet, devant laquelle était rangée l'armét' alliée, et ordonna une décharge sur ses deux ailes. Un officier anglais monta alors sur répaulement pour voir d'où partait cette attaque imprévue. Au même moment il tomba blessé d'une balle. Il fut pris, et remit son épée au commandant de rarlillcric. Cet officier était le général O'IIara, gouverneur de Toulon. Dugommier, de son côté, avait débordé rennemi, et reçu deux coups de feu. Les Anglais, ayant perdu leur général, ne purent sc rallier; on les poursuiviljusqu'à Toulon. Les bonnes dispositions de Bonaparte lui valurent le grade de chef de brigade. La prise du général O'IIara, qui, malgré sa qualité de gouverneur, était allé commander celte sortie, fit croire aux habitans de Toulon, déjà peu confians dans les promesses britanniques, que l'amiral Ilood avait employé ce moyen pour traiter avec l'armée républicaine. Dès ce momeiit il interdit toute délibération aux citoyens, et tout service aux officiers du génie français. Les Touloniiais ii'eurcnt plus d'espoir que dans les Espagnols et les Napolitains. (Cependant il fallait à tout prix s'emparer du fort Mulgravc, du Petit-Gibraltar. Une batterie parallèle a la redoute anglaise fut élevée à la distance de cent vingt toises seulement. On la construisit à la faveur d'un rideau d'oliviers, qui en déroba les travaux à rennemi. Mais à peine démasquée, elle fut foudroyée. Les canonniers, effrayés, refusaient de tenir cette batterie : alors Bonaparte, pénétre plus que jamais, et surtout d'après les affaires qui avaient eu lieu, que la prise de Toulon dépendait de celle du Petit-Gibraltar ; pressé, d'ailleurs, ainsi que le général en chef, par de nouveaux ordres de prendre Toulon, s'avisa d'une de ces ressources que le génie et la connaissance profonde qu'il avait déjà du caractère de ses soldats pouvaient seuls lui inspirer. Voilà son premier essai dans cet art que l'on peut appeler la lactique morale, cl quedepuisila poussé si loin. Le brave sergent du bataillon de la Côted'Or, Junot, était resté d'ordonnance auprès de son chef;

Bonaparte lui ordonne d'écrire en groscaractères sur un écriteau qu’il fait placer en avant de la ballcrie : Battxrib des uuxmxs saxs ma. Il avait

tellement les volontaires français qu'ils emmenaient prisonniers, que le bataillon de la Côte-d'Or, qui était de tranchée, courut aux armes, ainsi que toute la division. Cette affaire, improvisée par l'indignation du soldat, devint tellement chaude, que Bonaparte alla dire au genéral en chef qu'il en coûterait moins pour l'attaque que pour la retraite. Il fut alors autorisé à se porter à la tête des troupes et à diriger l'opération. Déjà le promontoire du Cairo était couvert de nos voltigeurs, et nos grenadiers, en colonnes, allaient pénétrer par la gorge du fort, lorsque le général Doppet, quoique loin du feu, voyant tomber près de lui un de ses aides-de-camp, eut la lâcheté de faire sonner la retraite. Bonaparte, blessé à la tête, revint, et lui dit militairement : *Le j... f..... qui fait sonner la retraite nous a fait manquer Toulon.* Chacun avait alors son franc-parler sur le champ de bataille : les soldats demandaient hautement quand on se lasserait de leur envoyer des peintres et des médecins pour les commander. Doppet reçut bientôt ordre de se rendre aux Pyrénées. Enfin, le brave Dugommier, l'un des vétérans de la gloire française, fut nommé au commandement général.

Dugommier jugea promptement, ainsi que Gasparin, toute la portée du génie militaire du jeune commandant de l'artillerie, et dès ce moment commencèrent les véritables travaux de siége. Ce fut à la construction d'une nouvelle batterie, qu'ayant besoin de dicter un ordre, Bonaparte demanda un homme qui sût écrire. Un sergent d'un bataillon de la Côte-d'Or se présenta, et comme il écrivait sur l'épaulement de la batterie, un boulet le couvrit de terre, lui et son papier. *Bon,* dit le sergent, *je n'aurai pas besoin de sable.* Ce sergent, c'était Junot. Bonaparte avait aussi découvert dans le train d'artillerie un jeune officier qui fut son ami pendant dix-sept ans : c'était Duroc. Telle fut l'origine de la fortune de ces deux militaires, qui parvinrent par leurs services aux premières dignités de l'État. Bonaparte ne se doutait pas qu'à la batterie *de la Montagne,* à celle *des Sans-Culottes,* à celle *de la Convention,* il faisait des ducs et des grands dignitaires de ses ordres futurs.

Une batterie avait été élevée sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malbousquet que tenait l'ennemi. Les représentans allèrent voir cette batterie, et, en l'absence du commandant, ils ordonnèrent aux artilleurs de tirer. Le général anglais ignorait cette construction, qui était encore masquée, et Bonaparte s'en était promis le plus grand avantage pour le lendemain du jour où le fort du *Petit-Gibraltar* aurait été pris. La fanfaronnade des représentans éventa la combinaison de Bonaparte et la fit avorter : cette imprudence pensa être bien fatale. Le lendemain, 30 novembre, à la pointe du jour, le général O'Hara sortit à la tête de sept mille hommes, culbuta les postes français, s'empara de la nouvelle batterie et l'encloua. La générale battit à Ollioules. Dugommier ordonna le mouvement de ses troupes et de ses réserves, et l'on se porta sur l'ennemi, qui menaçait le grand parc. Après avoir habilement disposé l'artillerie pour arrêter le mouvement des Anglais, Bonaparte prit un bataillon, se glissa dans le vallon, arriva au pied de l'épaulement de la batterie du fort Malbousquet, devant laquelle était rangée l'armée alliée, et ordonna une décharge sur ses deux ailes. Un officier anglais monta alors sur l'épaulement pour voir d'où partait cette attaque imprévue. Au même moment il tomba blessé d'une balle. Il fut pris, et remit son épée au commandant de l'artillerie. Cet officier était le général O'Hara, gouverneur de Toulon. Dugommier, de son côté, avait débordé l'ennemi, et reçu deux coups de feu. Les Anglais, ayant perdu leur général, ne purent se rallier ; on les poursuivit jusqu'à Toulon. Les bonnes dispositions de Bonaparte lui valurent le grade de chef de brigade.

La prise du général O'Hara, qui, malgré sa qualité de gouverneur, était allé commander cette sortie, fit croire aux habitans de Toulon, déjà peu confians dans les promesses britanniques, que l'amiral Hood avait employé ce moyen pour traiter avec l'armée républicaine. Dès ce moment il interdit toute délibération aux citoyens, et tout service aux officiers du génie français. Les Toulonnais n'eurent plus d'espoir que dans les Espagnols et les Napolitains.

Cependant il fallait à tout prix s'emparer du fort Mulgrave, du *Petit-Gibraltar.* Une batterie parallèle à la redoute anglaise fut élevée à la distance de cent vingt toises seulement. On la construisit à la faveur d'un rideau d'oliviers, qui en déroba les travaux à l'ennemi. Mais à peine démasquée, elle fut foudroyée. Les canonniers, effrayés, refusaient de tenir cette batterie : alors Bonaparte, pénétré plus que jamais, et surtout d'après les affaires qui avaient eu lieu, que la prise de Toulon dépendait de celle du *Petit-Gibraltar ;* pressé, d'ailleurs, ainsi que le général en chef, par de nouveaux ordres de prendre Toulon, s'avisa d'une de ces ressources que le génie et la connaissance profonde qu'il avait déjà du caractère de ses soldats pouvaient seuls lui inspirer. Voilà son premier essai dans cet art que l'on peut appeler la tactique morale, et que depuis il a poussé si loin. Le brave sergent du bataillon de la Côte-d'Or, Junot, était resté d'ordonnance auprès de son chef ; Bonaparte lui ordonne d'écrire en gros caractères sur un écriteau qu'il fait placer en avant de la batterie : Batterie des hommes sans peur. Il avait

The text on this page is estimated to be only 27.73% accurate

14 HISTOIRE DE NAPOLÉON. bien Jugé nos soldats : dès ce moment tous les canonniers de l'armée voulurent y servir. Lui-niéinc, debout sur le parapet, donna Pexemple aux ftotnmes $anê peur, et commanda le feu, qui, commencé le 14 décembre, dura jusque dans la nuit du 17, et fut terrible. Dugummier ti'avail résolu l'attaqueque pour le lendemain ; mais Bonaparte estime que le moment est favorable pour répandre plus de désordre parmi les assiégés, et en outre les représentans insistent avec opiniâtreté sur l'attaque. Dans la nuit du 16 au 17, rarméc, réunie dans le village de la .Seine, marche sur quatre colonnes, dont deux sont destinées à observer les forts de Malbousquet, de Balaguir et de l'Eguillette; une autre reste en réserve ; et la quatrième, composée d'hommes d'élite commandés par Labordc, et à la tète desquels s'avance généreusement le brave Dugomrnier, va droit sur le Petit-Gibraltar. Pendant ce temps, le commandant d'artillerie fait jeter sept à huit mille bombes dans le fort ; mais celle coloriiie est repoussée, cl le général en chef allait chercher sa ré* serve, quand il la voit venir à lui avec Bonaparte. Un bataillon, sous les ordres du capitaine d'artillerie Muiroii, qui connaissait les localités, marchait en avanl'gardc. A trois heures du malin, Muiron pénètre dans le fort par une embrasure, avec le général en chef et Bonaparte, â qui il sauva la vie dans la mélée. colonel Labordc entre par un autre côté; reniiemi se rallie à sa réserve, sc réforme, cl SC présente trois fois pour reprendre le Petit-Gibraltar, A cinq heures, le combat allait recoinmeiicer par l'arrivée de quelques pièces de campagne que l'ennemi avait fait venir; mais nos canoimiiTS {parvinrent à SC servir de six pièces du fort, et les Anglais se mirent en retraite. La prise du fort Mulgrave coûta mille hommes aux français et deux mille cinq cents aux ennemis. 11 restait à prendre un fort Irès-imporlaiil, celui de Malbousquet. Boaa|>ar(c sc présente â la batterie de la Convention, cl dit aux généraux : Demain ou après-demain, au plus tard, tous soujitrez dans Toulon ; mais ou lui épargna la peine de cette nouvelle attaque. 11 avait tourné contre la rade les batteries du Petit-Gibraltar : ceKic disposition décida les alliés à évacuer Toulon et à se rembarquer. Les Anglais se trouvant seuls n'claicnt plus en état d'attendre les renfurts qu'ils avaient demandés, et Toulon, qui ignorait la prise du Petit-Gibraltar, fut {plongé dans la consternation quand il vit onlnnner l'évacuation de tous les forts extérieurs, tàmx de Saint-Antoine, d'Arligues, de Karoii, de

Mallmusquel, furent occupés dès le 18 par les Français; il n'y avait que le fort La Malguc. nécessaire {xpur proléger l'évacuation, qui restât encore au pouvoir des Anglais. Ils annoncèrent leur retraite |pnr la destruction du magasin général cl de celui de la grande mâture. L'incendie de l'arsenal et celui de neuf vaisseaux de haut-bord et de quatre frégates firent reconnaître au loin sur la terre et sur la mer les vengeances britanniques. Sydney Smith fut chargede celte terrible exécution. L'amiral llood n'avait pas reçu d'autres instructions de son gouvernement ; il n'eût pas le tempsde faire sauter les bassins de construction, ni le fort I.a Malguc, qu'il dut évacuer précipitamment. Espagnols refusèrent de brûler les vaisseaux qui leur avaient été désignes. J.e régiment de la marine de Toulon fut obligé de les défendre contre Sydney Smith, qui accourut pour ré|)arer le tort que la loyauté espagnole venait défaire à la haine de l'Anglelcrre. Le même jour, à dix heures du soir, lecoloncl Cervoni brisa une porte do Toulon, et y entra avec deux cents hommes. La ville avait été bomItardéc par Uugoinmicr depuis midi. Vingt mille Toulonnais environ trouvèrent asile sur les escadres combinées. Au milieu du désordre affreux qui régnait surlc port et sur la rade, les galériens, au nombre de neuf cents, au lieu de reprendre leur liberté ctdc se livrer au {pillage et aux excès qui ap{>artienncnl à celte classe d'hommes dégradés, donnaient un exemple singulier d'héroïsme : ils {parvinrent â éteindre le feu de quatre frégates, de l'arsenal de la marine, à sauver la corderic, les magasins à blé, à poudre, à .sauver leur {prison, leur bagne, et ils re)>rircnl leurs fers. lisélaienl glorieux de s'èlrc aussi vengés des Anglais en conservant â la république cos grands établisscmcns; une action si belle et si neuve dans l'histoire caractérise cette époque extraordinaire, qui enivrait aussi de la gloire de la liberté les criminels que la justice avait retranchés du nombre des citoyens! C'est sans doute à l'affreuse conduite des .Vnglais à Toulon que l'on doit attribuer la juste haine que Bonafparle ne cessa de leur {porter pendant tout le temps de son règne, et qu'il oublia malheureusement le jour où ü devait lu plus s'en souvenir. L'Angleterre avait satisfait à sa haine en détruisant le p

 •1 de célébrer la ricloirc (la prise de Toulon), écri* U vait Fouché à Lyon, nous envoyons ce soir deux U cent treize rebelles sous le feu de la foudre. » Barras écrivait encore, douze jours après la prise de Toulon, à la Convention nationale : « .... Les fusilu iades sont ici à Tordre du Jour.... Fusillades jus> w qu'à ce qu'il n'y ail plus de traîtres. » général Dugominier, appelé au commandement en chef de Tannée des Pyrénées, où il trouva bientôt une mort glorieuse, voulait emmener avec lui son jeune commandant de Tartilleric; mais le comité de la guerre s'y opposa. II chargea Bonaparte de réarmer la côte de la Mediterranée cl celle de Toulon, cl lui donna le commandement de Tartillcrie à Tarmce d'Italie, dont le général Dumerbion venait d'ôtre nommé général en chef. Dugommicr demanda pour Bonaparte le grade de général de brigade; il écrivit au Comité de salut public : » Récom|>ensez et avancez ce jeune homme; car, si Il Ton était ingrat envers lui, il s'avancerait tout « seul. » (x^pcndanl lu minisire de la guerre, de qui il devait attendre de prompts témoignages de la reconnaissance publique pour de tels services, ne lui donna que six semaines après le grade de général de brigade. L'attachement et Testime de Dugommier suivirent Bonaparle à Tarmée d'Italie, où il exerça bientôt le même empire sur le général en chef Dumerbion. Cette époque, qui vil commencer la gloire militaire de Bonaparte, lui laissa de profonds souvenirs; et à Saintc-Helène, dans un codicille de son testament, il les consacra par des dispositions en faveur des héritiers de Dugoinmier et de Gaspariii, auxquels il se plaisait à attribuer le brillant début de sa carrière militaire : depuis longtemps ces deux hommes' avaient cesse de vivre. Cette manière d'éterniser son attachement pour eux dans la personne de leurs héritiers, qui tous lui étaient inconnus, donne aux dernières intentions de Napoléon un caractère de grandeur bien remarquable. Lecaplifde Sainte-Hélène veut qu'on sacheà jamais que sa gloin* date de Casparin cl de Dugommicr, au siège de Toulon. Digitized by Google

« de célébrer la victoire (la prise de Toulon), écri-
« vait Fouché à Lyon, nous envoyons ce soir deux
« cent treize rebelles sous le feu de la foudre. » Barras écrivait encore, douze jours après la prise de Toulon, à la Convention nationale : « .... Les fusil-
« lades sont ici à l'ordre du jour.... Fusillades jus-
« qu'à ce qu'il n'y ait plus de traîtres. »

Le général Dugommier, appelé au commandement en chef de l'armée des Pyrénées, où il trouva bientôt une mort glorieuse, voulait emmener avec lui son jeune commandant de l'artillerie ; mais le comité de la guerre s'y opposa. Il chargea Bonaparte de réarmer la côte de la Méditerranée et celle de Toulon, et lui donna le commandement de l'artillerie à l'armée d'Italie, dont le général Dumerbion venait d'être nommé général en chef. Dugommier demanda pour Bonaparte le grade de général de brigade ; il écrivit au Comité de salut public : « Récompensez et avancez ce jeune homme ; car, si
« l'on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout
« seul. » Cependant le ministre de la guerre, de qui il devait attendre de prompts témoignages de la reconnaissance publique pour de tels services, ne lui donna que six semaines après le grade de général de brigade. L'attachement et l'estime de Dugommier suivirent Bonaparte à l'armée d'Italie, où il exerça bientôt le même empire sur le général en chef Dumerbion. Cette époque, qui vit commencer la gloire militaire de Bonaparte, lui laissa de profonds souvenirs ; et à Sainte-Hélène, dans un codicille de son testament, il les consacra par des dispositions en faveur des héritiers de Dugommier et de Gasparin, auxquels il se plaisait à attribuer le brillant début de sa carrière militaire : depuis longtemps ces deux hommes avaient cessé de vivre. Cette manière d'éterniser son attachement pour eux dans la personne de leurs héritiers, qui tous lui étaient inconnus, donne aux dernières intentions de Napoléon un caractère de grandeur bien remarquable. Le captif de Sainte-Hélène veut qu'on sache à jamais que sa gloire date de Gasparin et de Dugommier, au siége de Toulon.

The text on this page is estimated to be only 28.13% accurate

18 niSTOIRE DE NAPOLÉON. CHAPITRE III. (1794.)

BOIAPARTÎ tORRATDK ER CHEF l'aBTIUERIE DE 1’aRX£E o'tTALIE. — IRTAflJOR Df nf.IORT. — rORBAT DI DÈGO. — JUI RREE Dr 9 THERR1DOR. — DORAPARTE E*T DtRDRCt A LA C0RVERTIO5. — Il BEFt»! LE COMMaRDMERT d'uRE brigade o'iRFARTERtEf ST RERTRB PARS LA VIS PRITSE. Dorapartb rc^ot son brevet de general au milieu de la tournée qu"il ûl en janvier et en février 1794 pour déterminer l’arineinent des côtes de la Méditerranée.]..e travail auquel donna lieu cette mission ne laissait rien à désirer sous le rapporlde son arme, dont il calcula savamment les moyens, en raison de la position des batteries, et de la nature de défense à laquelle elles seraient destinées. Il reconnut neuf bons mouillages pour les vaisseaux de haut-bord : l** le port du Rhône, qu*il qualifie de chantier de construction de la Méditerranée, comme ilqualilie Toulon et la Spezzia de port d’armement; 2** TEstisset, au fond de la baie de Marseille; Toulon; 4“ nie de Poteros, l’une des Iles d’Hycrcs; Fréjus; G® le golfe Juan; 7® Villcfranchc ; 8® Gènes; 9® la Spezzia. Au mois de mars, le général Bonaparte arriva à Nice, où il prit le commandement en chef du l’artillerie de l’armée d'Italie; 4c colonel Gassendi était directeur du parc; le général Vial commandait 1c génie; les divisions avaient pour chefs les généraux 3Iasséiia, Maequart, d’Allemagne et Vial. Le général Bonaparte avait pour aides-de-carnp ftluiron et Duroc. Parmi les événemens contemporains, il en est peu sans doute d’aussi iinportans que l’insurrection des Polonais sous Kosciuszko; elle commença le â4 mars à Oacovie, où fut signé l’acte d’union contre la Prusse et la Russie; et peu de jours après, c’est-à-dire le 4 avril, Kosciuszko, à la tétede quatre mille hommes cl de son artillerie, triomphait de douze mille Russes à AVracbawicc. Dès ce moment, la fortune de la Pologne devint inséparable de celle de Bonaparte : une alliance mystérieuse les unissait aux extrémités de l’Europe, pour défendre la même cause. Elles devaient éprouver les mémos phases, s’élever, toujours combattre, et tomber ensemble. Bonaparte employa une partie du mois de mars à visiter toutes les positions de l’armée : un plan d'opérations, conçu par lui, et renvoyé à un conseil composé des rcprésculans du peuple Ricord et Robespierre jeune, cl des généraux Dumerbion, Masséoa, Rusca, etc., fut adopté. Le succès du siège de Toulon attachait déjà un crédit populaire à ses conseils. L’exécution de ce plan

commença le 6 avril, le lendemain du jour où Danton et sa faction tombaient sous la hache de Robespierre. camp de Fougasse fut pris par le général Bixannet. 1..C 8, Masséna enleva les hauteurs qui dominent la ville d'Oncille, et s'empara de cette place importante, dont le port était occupé par les Anglais : il fallut traverser une partie du territoire de Gènes malgré le refus de cette république, dont il était indispensable alors d'encbalner plutôt que de respecter la neutralité. I..e17,aprèsle combat de Ponlc-di-Navc, donne la veille, Masséna se rendit maître d'Ormea et de Garessio. Le 21, l'armée des Alpes, sous les ordres du général Dumas, rivalisait d'ardeur avec l'année d'Italie. Le général Bagdclone prenait d'assaut les postes rclrancbcs du Petit-Suint-Bernard, du mont Valaisan et de la Thuilc. Il avait franchi les neiges éternelles de cette chaîne des Alpes, et c'était entre des abîmes sans fond et dos rochers à pic qu'il avait escaladé, a la baïonnette, les redoutes inexpugnables des Picmoiitais; aussi la Convention récompensa sa valeur par le grade de général de division. Le même jour, l'infatigable Masséna emportait les hauteurs de Muriato, et en chassait les Autrichiens; et le 29, avec le general Maequart, il prenait Saorgio. Le 8 mai, ces deux généraux forçaient le Col de Tende, clic lendemain l'armée d'IlaDigitized by Google

 lie, dont la gauche appuyait à la vallée de la vStura, SC trouva en conimunicalioii avec rarméedes Alpes, qui arborait sur les redoutes du Monl-Cenis le drapeau républicain. La prise de Lol-di-Monte, le par radjudanl-général Almeyras, couronnait la rivalité et complétaitla combinaison desdeux armées françaises sur les Al|>cs. Ainsi, dans peu de jours, l'armée d'Italie, d'après le plan du général Bonaparte, se trouva maîtresse de toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes, et communiquait avec le col d'Argenlière, premier poste de l'armée des Alpes. Quatre mille prisonniers, soixante-dix pièces de canon, deux places fortes, Oncille et Saorgio, et l'occupation de la chaîne des Alpes jusqu'aux Apennins, furent les résultats inespérés de cette belle opération. Le general en chef Dumerbion écrivit au comité de la guerre : » C'est an talent du général Bonaparte que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré noire victoire. » Mais la communication par mer, entre Gènes et la Provence, si utile au commerce de la France, ne pouvait être entièrement assurée que par l'occupation de Vado, où s'élail retirée la flotte anglaise après la prise d'Oneillc, et il était important de forcer Gènes à persister dans sa neutralité, en l'isolant de toutes communications avec les armées autrichienne et piémontaise; car la coalition se forliliait par de nouveaux liens. Le 14 avril, un traité avait uni la Sardaigne, l'Autriche et la Prusse à l'Angleterre, qui avait accordé à cette dernière puissance un subside de soixante millions, pour mettre en campagne une année de soixante mille hommes au mois de mars suivant. Le 19, le même traité était répété à La Haye, entre l'AnglcUTre, la Hollande et la Prusse, avec la clause que les conquêtes faites par les armées prussiennes seraient faites au nom de la Hollande et de l'Angleterre. L'Europe regardait alors la France comme une proie légitime dont le partage lui était promis. C'était à la paix, disait ce dernier traité, que l'Angleterre et la Hollande feraient de ces conquêtes l'usage qui leur paraîtrait convenable. Kn attendant rexéculion de ces dispositions et le succès des nouveaux coalisés, la Convention appesantissaitson bras de fer sur la France qu'elle couvrait d'échafauds, et sur les armées, à qui elle ordonnait de vaincre. Le jour où elle envoyait à la mort tous les fermiers-généraux, le 15 mai, à la voix de Bobespierre, elle reconnaissait un Être suprême ci l'immortalité de l'ârac : celte alliance monstrueuse de la barbarie cl de la morale, proclamée et exécutée le même jour par la première magistrature d'une nation, aux cris de rire la

république, devait effrayer l'Europe, autant par l’imperturbable volonté qui dirigeait, au milieu de tant d'orages, les dominateurs de la France, que par rincxplicable dévouement de ses habitans sur les champs de bataille et sur les échafauds. O'pendant la neulralitcde la républiquede Gênes était une considération de la plus haute politique, tant pour la campagne actuelle que pour celle qui devait suivre : aussi inspira-t-elle au général Bonaparte un second plan d’opérations qui. adoptccomme le premier, eut bientôt le même succès. On était instruit d’un projet de jonction combine par une division autrichienne qui vint occuper Dego sur in Bonnida, cl une division anglaise qui devait débarquer 4 Vado. L'on craignait avec raison que ces forces, une fois réunies, ne devinssent maîtresses de Savone, et que Gènes, iolerceplêe par terre et par mer, ne fût forcée de faire cause commune avec les ennemis. Bonaparte proposa en conséquence de s’emparer des positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, et d’appuyer ainsi la droite de l’armée

aux portes de Gênes. I

lie, dont la gauche appuyait à la vallée de la Stura, se trouva en communication avec l'armée des Alpes, qui arborait sur les redoutes du Mont-Cenis le drapeau républicain. La prise de Col-di-Monte, le 12, par l'adjudant-général Almeyras, couronnait la rivalité et complétait la combinaison des deux armées françaises sur les Alpes. Ainsi, dans peu de jours, l'armée d'Italie, d'après le plan du général Bonaparte, se trouva maîtresse de toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes, et communiquait avec le col d'Argentière, premier poste de l'armée des Alpes. Quatre mille prisonniers, soixante-dix pièces de canon, deux places fortes, Oneille et Saorgio, et l'occupation de la chaîne des Alpes jusqu'aux Apennins, furent les résultats inespérés de cette belle opération. Le général en chef Dumerbion écrivit au comité de la guerre : « *C'est au talent du général Bonaparte que je dois les savantes combinaisons qui ont assuré notre victoire.* » Mais la communication par mer, entre Gênes et la Provence, si utile au commerce de la France, ne pouvait être entièrement assurée que par l'occupation de Vado, où s'était retirée la flotte anglaise après la prise d'Oneille, et il était important de forcer Gênes à persister dans sa neutralité, en l'isolant de toutes communications avec les armées autrichienne et piémontaise; car la coalition se fortifiait par de nouveaux liens. Le 14 avril, un traité avait uni la Sardaigne, l'Autriche et la Prusse à l'Angleterre, qui avait accordé à cette dernière puissance un subside de soixante millions, pour mettre en campagne une armée de soixante mille hommes au mois de mars suivant. Le 19, le même traité était répété à La Haye, entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse, avec la clause que les conquêtes faites par les armées prussiennes seraient faites au nom de la Hollande et de l'Angleterre. L'Europe regardait alors la France comme une proie légitime dont le partage lui était promis. C'était à la paix, disait ce dernier traité, que l'Angleterre et la Hollande feraient de ces conquêtes l'usage qui leur paraîtrait convenable. En attendant l'exécution de ces dispositions et le succès des nouveaux coalisés, la Convention appesantissait son bras de fer sur la France qu'elle couvrait d'échafauds, et sur les armées, à qui elle ordonnait de vaincre. Le jour où elle envoyait à la mort tous les fermiers-généraux, le 5 mai, à la voix de Robespierre, elle reconnaissait un Être suprême et l'immortalité de l'âme : cette alliance monstrueuse de la barbarie et de la morale, proclamée et exécutée le même jour par la première magistrature d'une nation, aux cris de *vive la république,* devait effrayer l'Europe, autant par l'imperturbable volonté qui dirigeait, au milieu de tant d'orages, les dominateurs de la France, que par l'inexplicable dévouement de ses habitans sur les champs de bataille et sur les échafauds.

Cependant la neutralité de la république de Gênes était une considération de la plus haute politique, tant pour la campagne actuelle que pour celle qui devait suivre : aussi inspira-t-elle au général Bonaparte un second plan d'opérations qui, adopté comme le premier, eut bientôt le même succès. On était instruit d'un projet de jonction combiné par une division autrichienne qui vint occuper Dego sur la Bormida, et une division anglaise qui devait débarquer à Vado. L'on craignait avec raison que ces forces, une fois réunies, ne devinssent maîtresses de Savone, et que Gênes, interceptée par terre et par mer, ne fût forcée de faire cause commune avec les ennemis. Bonaparte proposa en conséquence de s'emparer des positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, et d'appuyer ainsi la droite de l'armée aux portes de Gênes. Le général en chef, à la tête de dix-huit mille hommes et vingt pièces de montagne, pénétra, sous la conduite du commandant de l'artillerie, dans le Mont-Ferrat, longea la Bormida, et, descendu dans la plaine, il espérait atteindre les derrières de l'armée autrichienne; mais cette armée, effrayée de ces mouvemens, se mit en retraite sur Cairo et sur Dego. Poursuivie par le général Cervoni, elle se replia sur Acqui, abandonnant les magasins de Dego, ainsi que ses prisonniers, et après avoir perdu un millier d'hommes. On était aux portes de l'Italie; le général Dumerbion, satisfait de cette brillante reconnaissance, se replia de Montenotte sur Savone, dont il fit garder la vallée, et prit position sur les hauteurs de Vado, qui furent liées par de forts ouvrages et des postes de communication avec les hauteurs du Tanaro. Alors fut établie la communication de Gênes et de Marseille, par les batteries qui régnaient sur toute la côte. L'armée française, maîtresse de la rivière du Ponant, interceptait toute relation entre les Autrichiens et les Anglais; elle maintenait Gênes dans sa neutralité, en défendait l'approche à l'ennemi, et y entretenait les bonnes dispositions des nombreux partisans de la république française. Tels furent les avantages que la France retira du second plan d'opérations que le général Bonaparte avait conçu. Il voulait qu'on profitât de ces succès pour enlever le camp retranché de Ceva, centre de résistance des Piémontais. Il demandait qu'on se précipitât sur le Piémont, et il forma en conséquence un plan d'invasion sur l'Italie, qui fut envoyé au comité de la guerre. Mais la fortune réservait l'exécution de ce plan à celui-là seul qui l'avait conçu et proposé.

Cependant, tandis que le général Bonaparte cherchait à illustrer l'armée d'Italie, et préparait son

The text on this page is estimated to be only 22.79% accurate

18 IIISTOIRE DE ^AI■OLÉON. établissement sur les sommités des Alpes et sur les rivages de lu Mediterranée, les Anglais, qu'il avait chassés de Toulon, et h qui ses hautes conibiiiaisons avaient ferme toute communication avec les armées austro-sardes, avaient été appelés en (>orsc dansic mois de mai (171)^), par le général Paoli,ct s'étaient rendus inallres de l'ile, où les Français, sous les ordres de Lacondie-Saiiil-Michel, ne conservaient plus que les villes de Calvi et de llastia. Trois députés de In consulla, que Paoli présidait, étaient allés à],ondrcs olTrir la couronne de Corse au roi d'Angleterre, qui l'avait acceptée ; inaisPaoli, trompé dans ses espérances, n'ohlint pas la viceroyauté qui fut donnée à lord Élint. Victime d'une intrigue domestique, Paoli ne tarda point à s'embarquer pour Livourne, d'où il sc rendit en Angleterre, tandis que Pozzu dillorgo, dont il avait fait la fortune, fut nommé orateur du nouveau parleiiu'iit. Les Corses imputèrent la disgrâce de leur chef à Pozzo, cl le brûlèrent en efligte dans toutes leurs villes, entre autres à AInta, où il est né. Paoli reçut à Londres le salaire de sa défection, une pension dont il a joui jusqu'à sa mort. Ce vieillard, na* guèrecouvert de restime européenne, termina ainsi dans une hospitalité étrangère une vie glorieuse dont il avait souillé les dernières années en trahissant sa première et sa seconde patrie. La ville de Bastia, défendue par Lacoinbc-SaiiiLMichel, soutint héroïquement pendant deux mois, contre l'insurreclionde l,i Corse elles forces de terre et de mer de l'Angleterre, le siège le plus désastreux ; la famine y joignit tous ses fléaux : enfin, le âO juillet, celte ville, à moitié détruite, capitula. Mais, un mois après l'occupation de la Corse par les Anglais, un événement de la plus haute importance venait de surprendre la France cl l'Furoptr : le l) Iherniiilor U7 juillet 179i) avait détpùné le triumvirat de Robespierre, Coulhon cl Sainl-Just, Celle révolution ne fut d'ahor.1 qu'une victoire de proscrits; car c'est parce que Coulhon avait dit à la tribune : Il faut retrancftrr du corps de l'Ktat les membres tjangrënés, que Vadicr, Tallicn, Fréron, Rillaud-Vareimes. etc., déiioncèreiil leurs proscripIcurs, et sacritièrenl à leur sûreté vingt-deux de leurs collègues. Mais la victoire, utile seulement a ses auteurs, ne tourna nullement au proüt de ceux qui, détenus sous les noms alors si communs de eunspirateurs, de suspects, avaient eu le bonheur d'échapper aux triumvirs. Le char de la mort sc promena encore pendant quelques jours dans les rues de la capitale. La

république resta aux mains de Billaud- V amines, de Vadicr,dc Voulland,d'Amar, de Fréron, de Foucifé, de Tallicn, etc. lis avaient abattu Robespierre, mais ils se déclarèrent ses héritiers cl se moMlrèrenl même quelquefois ses vengeurs. La hache thermidorienne fut un moment suspcmduc sur la (été du général Bonaparte. Pendant l'hiver de 170i à l71Li, il avait été inspecter rarmement des hallerics établies sur le litI toralde la Méditerranée. Üans ses courses, on l'avait I vu plusieurs fois a Toulon, à Marseille, oû la fureur de la réaction était échauflee par les passions incridionnles. A Marseille, le représentant du peuple craignit que la société populaire ne s'emparât du magasin d'armes et à poudre, des forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, détruits à l'époque de la révolution. général Bonaparte lui remit alors un projet pour élerer une muraille crénelée qui fermât ces forts du côté de la ville. Ce plan, envoyé à Paris, fut qualiüédc liherlicidepar la Convention, cl le général d'artillerie de l'armée d'iialic mandé à la barre. 11 était retourné nu quartier général à Nice, oû les rcpréseiitans en mission prés de l'.irmée d'Italie le firent garder chez lui par deux gendarmes. l.a situation de Bonaparte devenait d'auLitil plus dangereuse a cette époque qui n'ouhliait et ne pardonnait rien, que les vainqueurs de thermidor n'avaient point ignoré les relalionsd'ainilic qui avaient existé à l'armée entre luîet Robespierre jeune, lequel avait péri avec son frère dans celte journée. Bonaparte, envoyé à Paris, succombait infailliblement. I/CS nouvelles que l'on recevait n'avnicnl pas un caractère propreà tranquilliser ses amis. Casparin, dont raUachemenl lui était assuré depuis le siège de Toulon, ne pouvait rien sans l'avis de ses deux collègues. Dans celle exlrémitc, le capitaine Sébasliani et Junot, devenu ollicicr, avaient furmé le projet, si l'on renouvelait l'ordre de son dè|mrl pour Paris, de débarrasser leur général de sesdeux gendarmes, de l'enlever de vive force, et de le conduire à Gênes. Heureusement les menaces du dehors vinrent au secours de Bonaparte; le crédit qu'il avait dans rarinée, et la cuiitiaiice du général en chef et des soldats, se réveillèrent hautement à la nouvelle des inouvcinensdel'etmetni. Pressés par ledangerdnnt la res[Ki:i&ihilité pesait sur leurs têtes, les ropréseupie plusieurs émigrés de la famille de Chabriilant, pris sur un hâlimcnl espagnol par un corsaire franr.ii5. Les partisans de la Monlagne faiDigitized L^y Google

établissement sur les sommités des Alpes et sur les rivages de la Méditerranée, les Anglais, qu'il avait chassés de Toulon, et à qui ses hautes combinaisons avaient fermé toute communication avec les armées austro-sardes, avaient été appelés en Corse dans le mois de mai (1794), par le général Paoli, et s'étaient rendus maîtres de l'île, où les Français, sous les ordres de Lacombe-Saint-Michel, ne conservaient plus que les villes de Calvi et de Bastia. Trois députés de la *consulta*, que Paoli présidait, étaient allés à Londres offrir la couronne de Corse au roi d'Angleterre, qui l'avait acceptée; mais Paoli, trompé dans ses espérances, n'obtint pas la vice-royauté qui fut donnée à lord Éliot. Victime d'une intrigue domestique, Paoli ne tarda point à s'embarquer pour Livourne, d'où il se rendit en Angleterre, tandis que Pozzo di Borgo, dont il avait fait la fortune, fut nommé orateur du nouveau parlement. Les Corses imputèrent la disgrâce de leur chef à Pozzo, et le brûlèrent en effigie dans toutes leurs villes, entre autres à Alata, où il est né. Paoli reçut à Londres le salaire de sa défection, une pension dont il a joui jusqu'à sa mort. Ce vieillard, naguère couvert de l'estime européenne, termina ainsi dans une hospitalité étrangère une vie glorieuse dont il avait souillé les dernières années en trahissant sa première et sa seconde patrie. La ville de Bastia, défendue par Lacombe-Saint-Michel, soutint héroïquement pendant deux mois, contre l'insurrection de la Corse et les forces de terre et de mer de l'Angleterre, le siége le plus désastreux; la famine y joignit tous ses fléaux : enfin, le 20 juillet, cette ville, à moitié détruite, capitula.

Mais, un mois après l'occupation de la Corse par les Anglais, un événement de la plus haute importance venait de surprendre la France et l'Europe : le 9 thermidor (27 juillet 1794) avait détrôné le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Cette révolution ne fut d'abord qu'une victoire de proscrits; car c'est parce que Couthon avait dit à la tribune : *Il faut retrancher du corps de l'État les membres gangrénés*, que Vadier, Tallien, Fréron, Billaud-Varennes, etc., dénoncèrent leurs proscripteurs, et sacrifièrent à leur sûreté vingt-deux de leurs collègues. Mais la victoire, utile seulement à ses auteurs, ne tourna nullement au profit de ceux qui, détenus sous les noms alors si communs de conspirateurs, de suspects, avaient eu le bonheur d'échapper aux triumvirs. Le char de la mort se promena encore pendant quelques jours dans les rues de la capitale. La république resta aux mains de Billaud-Varennes, de Vadier, de Voulland, d'Amar, de Fréron, de Fouché, de Tallien, etc. Ils avaient abattu Robespierre, mais ils se déclarèrent ses héritiers et se montrèrent même quelquefois ses vengeurs. La hache thermidorienne fut un moment suspendue sur la tête du général Bonaparte.

Pendant l'hiver de 1794 à 1795, il avait été inspecter l'armement des batteries établies sur le littoral de la Méditerranée. Dans ses courses, on l'avait vu plusieurs fois à Toulon, à Marseille, où la fureur de la réaction était échauffée par les passions méridionales. A Marseille, le représentant du peuple craignit que la société populaire ne s'emparât du magasin d'armes et à poudre, des forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, détruits à l'époque de la révolution.

Le général Bonaparte lui remit alors un projet pour élever une muraille crénelée qui fermât ces forts du côté de la ville. Ce plan, envoyé à Paris, fut qualifié de liberticide par la Convention, et le général d'artillerie de l'armée d'Italie mandé à la barre. Il était retourné au quartier-général à Nice, où les représentans en mission près de l'armée d'Italie le firent garder chez lui par deux gendarmes. La situation de Bonaparte devenait d'autant plus dangereuse à cette époque qui n'oubliait et ne pardonnait rien, que les vainqueurs de thermidor n'avaient point ignoré les relations d'amitié qui avaient existé à l'armée entre lui et Robespierre jeune, lequel avait péri avec son frère dans cette journée. Bonaparte, envoyé à Paris, succombait infailliblement. Les nouvelles que l'on recevait n'avaient pas un caractère propre à tranquilliser ses amis. Gasparin, dont l'attachement lui était assuré depuis le siége de Toulon, ne pouvait rien sans l'avis de ses deux collègues. Dans cette extrémité, le capitaine Sébastiani et Junot, devenu officier, avaient formé le projet, si l'on renouvelait l'ordre de son départ pour Paris, de débarrasser leur général de ses deux gendarmes, de l'enlever de vive force, et de le conduire à Gênes. Heureusement les menaces du dehors vinrent au secours de Bonaparte; le crédit qu'il avait dans l'armée, et la confiance du général en chef et des soldats, se réveillèrent hautement à la nouvelle des mouvemens de l'ennemi. Pressés par le danger dont la responsabilité pesait sur leurs têtes, les représentans écrivirent au Comité de salut public qu'on ne pouvait se passer du général Bonaparte à l'armée, et le décret de citation à la barre fut rapporté. Sous Dugommier à Toulon, et sous Dumerbion à l'armée d'Italie, Bonaparte était, pour les soldats, le véritable général en chef.

Une accusation non moins dangereuse que la première pesait encore sur Bonaparte : dans une course qu'il avait faite à Toulon peu auparavant, il avait été assez heureux pour sauver de la fureur du peuple plusieurs émigrés de la famille de Chabrillant, pris sur un bâtiment espagnol par un corsaire français. Les partisans de la Montagne fai-

The text on this page is estimated to be only 23.14% accurate

niSTOlRE DE NAPOLÉON. I» salent dans cette ville une guerre à niorl aux partisans de la réaction tliennidaricnne. Tout cc qui appartenait à rarince de terre et de mer, les ouvriers de l'arsenal, les équipages de vaisseaux, et la populace de la ville prenaient le parti de la Montagne conln* les représenlans en mission, et dans une émeute, ils demandèrent hautement la mort de ceux-ci et celle des émigres. Ileureusement le général Bonaparte reconnut à la tête de ce tumulte des canonniers du siégede Toulon. Il monta sur un chantier, leur paria, reprit sur eux tout son crédit, et parvint à sauver les représentans du [M uple qu'on voulait mettre à la lanterne ; il promit aiissià la multitude qui assiégeait la maison où l'on venait de conduire les émigrés, que le lendemain ils serraient jugés. La nuit il les lit cacher dans des caissons du parc : voila comment ils purent sortir de la ville et aller s'embarquer à Hyères. où un bateau les nltcndail. Ainsi Bonaparte, conduit à la barre de la Convention, devait, suivant que tel ou tel parti dominât dans l'assemblée, craindre de s'entendre corvlamner pour avoir eu des liaisons avec Robespierre jeune. pour avoir voulu sauver les magasins de Marseille de la fureur populaire, et enfin pour avoir arraché dans Toulon, aux partisansde la Montagne, des émigrés et des représentans du peuple. A cette terrible époque, tout pouvait mener à la mort, comme avant le 9 thermidor. Il y avait un devoir indéfini qu'il fallait deviner, et une justice connue qui était implacable. Otte justice était l'expression terrible de l'égalité; car elle atteignait toutes les supériorités cl toutes les obscurités, et rendait toute pitié impossible. La clémence eût passé pour une prévarication contre la terreur générale qui avait seulement change de victimes; on l'eût appelée un crime de lèsc-nation, |>arcc qu'elle eût été une exception. On regardait alors comme une vérité positive la maxime que le peuple qui se gouverne n'a pas le droit de pardonner, et ne le saurait faire sans se trahir. La révolution du 0 Ihcrmidor avait déplacé les membres du comité. Aubrj, représentant du peuple, ancien capitaine d'artillerie, avait obtenu la direction du comité de la guerre. Bar une basse jalousie. il profita de son pouvoir pour arrêter la car- : rière de son camarade Bonaparte, à peine alors âgé de vingt-cinq* ans. Il lui 6la le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie pour lui donner une brigade d'infanterie dans la Vendée. Sans doute Bonaparte ne manquerait point à sa gloire en acceptant un poste où il pourrait contribuer à l'extinction de la guerre civile, qu'il regardait comme

le plus grand fléau. Mais sur les hauteurs du Cairo, il a deviné la conquéle de l'Italie ; il a conduit liiiiiiêinc les premiers succès de l'armée, dont il pos»*dc la confiance, cl, pressé de remplir la destinée glorieuse à laquelle il se sent ap]>elé, il se rend à Paris pour obtenir d'Aubry la conservation de son cuniinnndemenl. Ce dernier Si* iiionlra inllexilile, et lui dit qu'il était trop jeune pour coiniiiamier plus long-temps en chef dans son arme. « On r»W/u lit rite sur le c7fa/;i/> tle bataille, répondit Bona«• parle, et >'enarr/rc. •♦Toulful inutile. Bonaparte refusa alors la brigade de l'Ouest, et rentra à Paris dans la vie privée. Scs amis Sébasliani et Junol l'avaient aeeompa' giié. Ils prirent ensemble un |H'til logement rue de la Michaudière. La détresse se lit bieiitcM sentir: Bonaparte fut obligé, pour vivre, de vendre une précieuse collection d'ouvrages militaires qu'il avait rapportés de Marseille. Alors il eut un moment, üil-un, ridée d'aller servir le sultan; mais il fut bientôt détourné de cc projet par les circoii'^lanccs qui amenèrent la journée du 1*' prairial, par celles qui suivirent l'ex|K>dilion de Ouiberoii, par rattente de la nouvelle constitution que prép.vrait la Convention, enfin par les agitations qui fermentaient dans la capitale. Le parti royaliste avait relevé la tête après le 9 thermidor, et les sections de la garde nationale semblaient annnneer des dispositions hostiles en faveur de ce parti, qui était en majorité dans leurs rangs. Bonaparte prévit alors que, dans peu de temps.il pourrait se faire une pince au milieu des muuvemcns qui devaient éclater. C4?pendanl il aurait été tout-à-fait oublié à Paris, si Douicct de Pontécoulaiit n'cüt remplacé Aubry pour les alTairt'S de la guerre. Le premier de ces deux représentans, à qui les (alens cl les services de Bona|Kirle étaient bien connus, fut parlieiilièreincnl frappé du rapport que le general Bonapnrlc avait envoyé au comité de la guerre, après l'afTaire du Cairo, pour la campagne d'Italie, dont le comité s'occupait exclusivement. 11 apprit que le génér.il Bonaparte était à Paris; il le fit appeler, et rntlaclia au comité topographique, où seu connu peut-être, fut toujours présent au souvenir de Bonaparte. Quelques années après, sa reconnaissance fut rendue publique, quand, devenu premier consul, il appela au Sénat conservateur M. de Poiitécuiilant. le jour même où son âge lui permettait d'y être admis. Lelourneur de la Manche, qui remplaça M. de

Pontécuiilant â la direction de la guerre, fut peu favorable à Bonaparte, qui

saient dans cette ville une guerre à mort aux partisans de la réaction thermidorienne. Tout ce qui appartenait à l'armée de terre et de mer, les ouvriers de l'arsenal, les équipages de vaisseaux, et la populace de la ville prenaient le parti de la Montagne contre les représentans en mission, et dans une émeute, ils demandèrent hautement la mort de ceux-ci et celle des émigrés. Heureusement le général Bonaparte reconnut à la tête de ce tumulte des canonniers du siége de Toulon. Il monta sur un chantier, leur parla, reprit sur eux tout son crédit, et parvint à sauver les représentans du peuple qu'on voulait mettre à la lanterne ; il promit aussi à la multitude qui assiégeait la maison où l'on venait de conduire les émigrés, que le lendemain ils seraient jugés. La nuit il les fit cacher dans des caissons du parc : voilà comment ils purent sortir de la ville et aller s'embarquer à Hyères, où un bateau les attendait. Ainsi Bonaparte, conduit à la barre de la Convention, devait, suivant que tel ou tel parti dominât dans l'assemblée, craindre de s'entendre condamner pour avoir eu des liaisons avec Robespierre jeune, pour avoir voulu sauver les magasins de Marseille de la fureur populaire, et enfin pour avoir arraché dans Toulon, aux partisans de la Montagne, des émigrés et des représentans du peuple. A cette terrible époque, tout pouvait mener à la mort, comme avant le 9 thermidor. Il y avait un devoir indéfini qu'il fallait deviner, et une justice connue qui était implacable. Cette justice était l'expression terrible de l'égalité ; car elle atteignait toutes les supériorités et toutes les obscurités, et rendait toute pitié impossible. La clémence eût passé pour une prévarication contre la terreur générale qui avait seulement changé de victimes ; on l'eût appelée un crime de lèse-nation, parce qu'elle eût été une exception. On regardait alors comme une vérité positive la maxime que le peuple qui se gouverne n'a pas le droit de pardonner, et ne le saurait faire sans se trahir.

La révolution du 9 thermidor avait déplacé les membres du comité. Aubry, représentant du peuple, ancien capitaine d'artillerie, avait obtenu la direction du comité de la guerre. Par une basse jalousie, il profita de son pouvoir pour arrêter la carrière de son camarade Bonaparte, à peine alors âgé de vingt-cinq ans. Il lui ôta le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie pour lui donner une brigade d'infanterie dans la Vendée. Sans doute Bonaparte ne manquerait point à sa gloire en acceptant un poste où il pourrait contribuer à l'extinction de la guerre civile, qu'il regardait comme le plus grand fléau. Mais sur les hauteurs du Cairo, il a deviné la conquête de l'Italie ; il a conduit lui-même les premiers succès de l'armée, dont il possède la confiance, et, pressé de remplir la destinée glorieuse à laquelle il se sent appelé, il se rend à Paris pour obtenir d'Aubry la conservation de son commandement. Ce dernier se montra inflexible, et lui dit qu'il était trop jeune pour commander plus long-temps en chef dans son arme. « *On vieil-* « *lit vite sur le champ de bataille,* répondit Bona- « parte, *et j'en arrive.* » Tout fut inutile. Bonaparte refusa alors la brigade de l'Ouest, et rentra à Paris dans la vie privée.

Ses amis Sébastiani et Junot l'avaient accompagné. Ils prirent ensemble un petit logement rue de la Michaudière. La détresse se fit bientôt sentir : Bonaparte fut obligé, pour vivre, de vendre une précieuse collection d'ouvrages militaires qu'il avait rapportés de Marseille. Alors il eut un moment, dit-on, l'idée d'aller servir le sultan ; mais il fut bientôt détourné de ce projet par les circonstances qui amenèrent la journée du 1^er^ prairial, par celles qui suivirent l'expédition de Quiberon, par l'attente de la nouvelle constitution que préparait la Convention, enfin par les agitations qui fermentaient dans la capitale. Le parti royaliste avait relevé la tête après le 9 thermidor, et les sections de la garde nationale semblaient annoncer des dispositions hostiles en faveur de ce parti, qui était en majorité dans leurs rangs. Bonaparte prévit alors que, dans peu de temps, il pourrait se faire une place au milieu des mouvemens qui devaient éclater.

Cependant il aurait été tout-à-fait oublié à Paris, si Doulcet de Pontécoulant n'eût remplacé Aubry pour les affaires de la guerre. Le premier de ces deux représentans, à qui les talens et les services de Bonaparte étaient bien connus, fut particulièrement frappé du rapport que le général Bonaparte avait envoyé au comité de la guerre, après l'affaire du Cairo, pour la campagne d'Italie, dont le comité s'occupait exclusivement. Il apprit que le général Bonaparte était à Paris ; il le fit appeler, et l'attacha au comité topographique, où se décidait le plan de campagne et se préparaient les mouvemens des armées. Ce service, peu connu peut-être, fut toujours présent au souvenir de Bonaparte. Quelques années après, sa reconnaissance fut rendue publique, quand, devenu premier consul, il appela au Sénat conservateur M. de Pontécoulant, le jour même où son âge lui permettait d'y être admis. Letourneur de la Manche, qui remplaça M. de Pontécoulant à la direction de la guerre, fut peu favorable à Bonaparte, qui depuis oublia son injustice.

Si, pendant le temps de son inactivité, Bonaparte, sans fortune et sans traitement, eut beaucoup à souffrir, sa détresse tourna peut-être au profit de son génie, absorbé dans de profondes méditations sur l'art de la guerre ; c'est alors qu'il enfanta dans

The text on this page is estimated to be only 27.69% accurate

IIISTOmE DE WAI’ÜLÉÜiM. ^0 l'onibre l'admirable plan de campagne qu'il développa bientél au comité, et qui éleva si haut la gloire de son auteur. Kellerinaïui ne comprit pas ce plan; Schércr, son successeur, voulut créer à son tour; il fallut une crise politique pour que Bonaparte, appelé par la Convention et mis en lumière par le succès, pût réaliser les grandes choses qu'il avait conçues. » Digitized by Google

AHi.tCHT LA JUin%tB Üt 13 VinOtaiAlllB. — rUSlTlOfl OB LA CO< BT DB LA BEnil.lQlE, DBPIIS IK 9 THCRXIOOB. — LA MAJURITB DBS SKCT10M9 rRE5l> LES AIMES CO!1TUE LA CORVEflTIO.’l . — JOOEStE OL' 13 ve!our sauver la France d’une nouvelle terreur. Treize condamnés pour l’altcntat du 1*' prairial luttent de célébrité comme de courage, et SC frappent tous du même couteau; peu d’entre eux sont portés vivans sur l’échafaud. Lanjuinais élève la voix en faveur de la religion, et fait rendre aux cultes les édifices qui leur appartiennent. On abolit le tribunal révolutionnaire. Après une maladie de langueur, dont le poison peut être la cause, Louis XVII meurt, le 17 juin, dans la tour du Temple, à l’âge de dix ans, précédé de peu de jours dans la tombe par ses deux médecins; sa mort coïncide avec les préparatifs que l’on fait en Angleterre et aussi en France pour les côtes de Bretagne, où la guerre s’est rallumée. Le Comité de salut public a le secret de l'expédition britannique. Les Anglais débarquent les émigrés à Quiberon; ils en voient froidement fusiller douze cents, parmi lesquels trois cents officiers de la marine, qui ont fait sans doute les campagnes de Suffren dans l’Inde! U sang anglais n'a pas cou/é,» dit au parlement le ministre Piil; « \on, répondit Sheridan, mais V l'honneur anglais a coulé par tous les pores.» Le lendemain de cette catastrophe, le juillet, Charles IV de Bourbon, roi d’Espagne, signait la paix avec la république. L'n décret de la Convention ferme les sociétés populaires. D’autres décrets déclarent le Rhin barrière intégrante du territoire français, et rapportent la loi des suspects. La conslilution de l'an III, par laquelle la Convention se décime ellc-méinc et divise en deux conseils runité Digitized by Google

CHAPITRE IV.

(1795.)

ÉVÉNEMENS QUI AMÈNENT LA JOURNÉE DU 13 VENDÉMIAIRE. — POSITION DE LA CONVENTION ET DE LA RÉPUBLIQUE, DEPUIS LE 9 THERMIDOR. — LA MAJORITÉ DES SECTIONS PREND LES ARMES CONTRE LA CONVENTION. — JOURNÉE DU 13 VENDÉMIAIRE (5 OCTOBRE).

L'ANNÉE 1795 mériterait d'occuper toute la pensée d'un écrivain. La diversité et l'importance des événemens la rendent une des années les plus pleines de l'histoire. La Hollande est conquise par Pichegru. La paix de la Toscane, la première paix avec la république française, nous fait entrer dans le système européen. La Vendée elle-même traite avec la Convention. La capitale, délivrée de cette municipalité du 31 mai, qui, sous le nom de Commune, a commencé la révolution, et qui, tour à tour alliée et ennemie du Comité de salut public, a gouverné la terreur elle-même, est administrée par les douze arrondissemens municipaux qui la divisent aujourd'hui. La célèbre École Polytechnique, dont la création honorerait l'époque la plus prospère d'un grand État, est fondée. La journée du 12 germinal voit expirer devant la Convention un mouvement révolutionnaire. Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Vadier, qu'on accusait d'avoir produit ce tumulte pour se soustraire à la déportation, subissent un jugement dont ils ne comprennent pas toute la clémence. La Prusse despotique et guerrière imite la faible Toscane, et fait un traité avec la république. On ordonne le désarmement des terroristes. Les biens des condamnés, sauf pour cause d'émigration, sont rendus aux familles. *On n'excepte que la famille de Louis XVI et celle de Robespierre !!!* Fouquier-Tainville et quinze juges des Tribunaux révolutionnaires subissent leur châtiment. La république française et la république batave s'unissent par un traité de paix et d'alliance. La journée du 1er prairial revoit la Convention en péril, et son enceinte forcée par une armée d'insurgés. Le représentant Féraud est foulé aux pieds en voulant s'opposer à l'entrée du peuple dans la salle; sa tête est coupée, et présentée au bout d'une pique au président Boissy-d'Anglas, dont l'attitude imposante présente un genre d'héroïsme admirable, et rappelle Harlay devant les Seize. Les sections cette fois sauvent la Convention, pour sauver la France d'une nouvelle terreur. Treize condamnés pour l'attentat du 1er prairial luttent de célébrité comme de courage, et se frappent tous du même couteau; peu d'entre eux sont portés vivans sur l'échafaud. Lanjuinais élève la voix en faveur de la religion, et fait rendre aux cultes les édifices qui leur appartiennent. On abolit le tribunal révolutionnaire. Après une maladie de langueur, dont le poison peut être la cause, Louis XVII meurt, le 17 juin, dans la tour du Temple, à l'âge de dix ans, précédé de peu de jours dans la tombe par ses deux médecins; sa mort coïncide avec les préparatifs que l'on fait en Angleterre et aussi en France pour les côtes de Bretagne, où la guerre s'est rallumée. Le Comité de salut public a le secret de l'expédition britannique. Les Anglais débarquent les émigrés à Quiberon; ils en voient froidement fusiller douze cents, parmi lesquels trois cents officiers de la marine, qui ont fait sans doute les campagnes de Suffren dans l'Inde! « *Le sang anglais n'a pas coulé,* » dit au parlement le ministre Pitt; « *Non,* répondit Sheridan, *mais « l'honneur anglais a coulé par tous les pores.* » Le lendemain de cette catastrophe, le 22 juillet, Charles IV de Bourbon, roi d'Espagne, signait la paix avec la république. Un décret de la Convention ferme les sociétés populaires. D'autres décrets déclarent le Rhin barrière intégrante du territoire français, et rapportent la loi des suspects. La constitution de l'an III, par laquelle la Convention se décime elle-même et divise en deux conseils l'unité

BIBLIOTECA NAZIONALE ROMA

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 25.92% accurate

21 HISTOIRE DE NAPOLÉON. de la représentation nationale, est proposée. Cependant des rassemblcmens tumultueux ont lieu dans la capitale. Louis Wlll, depuis la mort de son neveu, a pris le litre de roi de France, et il apprend, à Vérone, où il réside, la paix de rKspagne avec la Convention. 11 publie un manifeste à ce sujet, en écrivant au général vendéen Charelte : « Le descendant de t< Louis XIV^ et de Philippe V a fait sa paix; il ne U nous reste donc que les .\nglais. n Aussi Mossicia a débarqué à nie-Dieu, à la tête de sept mille émigrés et de quatre mille Anglais. Le royalisme, caché sous les couleurs républicaines, s'apprête à proliter de ces troubles; déjà Moreau à rarmée du Nord conspire avec Pichegru, général de l'armée de Rhinct-Mosellc. Celui-ci est d'intelligence avec le prince de Cundé pour ouvrir aux émigrés les Iwrriéres de l'Alsace, et livrer aux Autrichiens une partie de son armée; mais alors, plus Français que Pichegru, le prince de Condc refuse la coopération étrangère. Le détestable attentat de Manlieim, où neuf mille Français doivent se rendre au général Wurmser après un long bombardement, aura pour résultat de faire repasser le Rhin à l'armée trahie par son chef, cl à celle deSambre-et-Mcuse, qui, sous Jourdan, déjà maîtresse de Dusseldorf, marchait pour investir Mayence \ Le loyal Jourdan est placé entre Moreau cl Pichegru. Tels sont les présages et les avant-coureurs du 13 vendciniaire et de la fortune de Bonaparte. O jour va paraître. Lctf octobre 1703 s'annonce comme un terrible anniversaire du 3 octubrc1789. Pour la troisième fois, l'année 1703 aura vu en danger la Convention, la républiqueet jusqu'à la liberté. Le 9 thermidor avait clé, en résultat, le triomphe de la révolution sur la terreur, mais il n'avait été entrepris que par des ennemis qui avaient gagné de vitesse leurs adversaires. Ce parti, qui avait osé abattre l'hydre sanguinaire née delà fermcnlation conventionnelle, avait pris pour lui tout le fardeau du gouvernement; il avait dù faire l'inventaire do rheritago des triumvirs et des proconsuls ; et il avait été etTrayé, tout d'abord après sa victoire, de sa victoire cllc-mémc. La mort du divan révolutionnaire avait laissé sur les bancs de la Convention des lacunes sinistres , de grands intervalles, remplis naguère par la volonté, l'audace et le succès. €«'$ places vides, que personne n'osait occuper, sillonnaient d'une manière tragique les rangs de l'.Useinblée. F.iles classaient aussi, elles isolaient les fractions d'un grand corps devenu tout à coup rnatlre d'un pouvoir qu'il ne pouvait plus

exercer, parce que ce pouvoir était le crime des vaincus. Ainsi ce corps se brisait en oligarchies purement faclieus{*s, qui, tour à tour et à jeu découvert, saisissaient cl perdaient les faisceaux. La Convention, apré.s avoir été obligée de sc mutiler pour son propre salut, sévit forcét> de travailler a sc détruire pour le salut de la république. Jamais plus forte nécessité n'avait pesé sur le gouverncrnenl d'un grand peuple. Tel était le spectacle et telle était la destinée que la C.onvcnlion présentait chaque jour à scs libérateurs et à ses ennemis. Hors de la Convention, le tableau paraissait encore [dus sinistre. La France ressemblait à un empire en décret, saisi par d'avides et implacables créanciers, et pillé par ses débiteurs au dé.sespoir. Ces débiteurs, c'élaicnl les habilans; ces créanciers, les réacteurs du 9 thermidor. Ceux-ci perséculaieiil au nom de la liberté triomphante, comme leurs eiiiieinis avaient immolé au nom de la lilierlé conquise, et leurs œuvres [Hirlaienl l'empreinte de la vengeance et de l'usurpation. Aussi les sources premières de la fortune républicaine furent-elles bientôt taries. Un discrédit mortel frappa les assignats et jusqu'aux domaines nationaux. LeComitéde salut public avait créé le maximum et les réquisitions. Les moyens iniques, mais puissans,qui alimentaient les magasins militaires, étaient tombés avec lui. et la fatalité de cette période faisait que le retour d'une sorte de justice envers les individus devenait funeste à la nation. Le pain du soldat n'était plus assuré; la solde manqua, et le recrutement lulinénic dut cesser; il n'y avait de tidèlc et de stable que la gloire. Mais qualorre armées, toujours victorieuses, n'avaient point été invulnérables, et. faute de pouvoir réparer leurs pertes, elles ne présentaient plus que des débris inéenntens. Paris snuiïrail beaucoup aussi de la disette, du discrédit du papier-monnaie, cl de tous les inconvciiiens d'une mauvaise administration, et ceptmdant il présentait un autre spectacle bien propre à étonner ceux qui pouvaient l'observer avec calme. Aussitôt que le joug de la terreur avait été brisé, les mœurs de plusieurs classes de la société sc précipitèrent dans ranarcbic morale la plus complète. Une sorte de joie effrénée, de débauche publique, caractérisa les saturnales de In délivrance commune; on institua le bal des victimes; il était donné par leurs héritiers. Les trésors cachés revirent la lumière, les nouvelles fortunes osèrent se montrer, et lutter avec les anciennes. Toutes les larmes sc si'*chèrenl comme par enchantement, et l'honorable pauvreté conirnença il rougir d'elle-inémc. Le caractère national subissait à Paris sa seconde révolution; ainsi que le malheur, la prudence fut aussi oubliée. parti royaliste, qui .avait

inondé les échafauds de son sang, se releva tout à coup, et passa de la stupeur à l’audace, et de la crainte à la vengeance. Ce parti semblait irrité de son salut, et s'ocDigitized by Gou^lt

The text on this page is estimated to be only 25.89% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. S3 cupail à en rechercher les auteurs, comme d’anciens coupables dont U refusait d'amnistier les services, et qui, en iminulanl leurs cnm|>lic|Mdail les usurpations de la Convention. Le parti royaliste et celui de l’étranger avaient compté sur une législature entièrement neuve, pour opérer la contrc-rcvulution. Ils jouèrent le jeu des républicains, sc répandirent en déclaniiiliuns populaires, et donnèrent le change à l’opinion, en protestant baulcnient au nom des libertés électorales. Sur les quarante-huit sections qui composaient la garde nationale, cinq seulement voulaient la république, cc qui n'élail pas rigoureusement vouloir la Convenlion. Quarante-trois sections sc soulevèrent et sc réunirent en assemblées armées et délibérantes. Chacune avait sa tribune. Elles rejetèreuL les lois additionnelles. La Convention, plutôt par souvenir que par conviction, voulut sc montrer forte, et prendre en pitié ces agitations. Elle crut les terminer en proclamant, le septembre, l’acceptation de la constitution par la majorité des assemblées primaires de la république; mais, le â4, une assemblée centrale d’électeurs sc réunit liostiieinent à l’Odéon. Le i octobre (10 vendémiaire), celle assemblée illégale, c’csl-à-dirc insurrectionnelle. fut dissoute par la force. La guerre allait cominciicer. La section Lepclletier, qui sc rassemblait au couvent des Filles-SaintTbomas, en donnait le signal. La Convenlion ordonna la clôture du couvent et le désarmement de la section. Si Paris s'était souvenu des barricades, la Convention succombait, et Ronaparte perdait l’occasion qui allait le produire sur la scène du monde. La rue Vivienne fut tout à coup occupée par le général .Menou, à la tête d'une force imposante en infanterie, cavalerie cl artillerie; mais il y trouva les gardes nationaux de la section rangés en bataille, et les maisons occupées par les sectioiinaires. Les représentaiis échouèrent également auprès du comité de la section, lequel s’était aussi déclaré représentant du p«*uple, et refusa d'obéir. I nc sorte de capitulation termina cette ridicule usurpation du pouvoir souverain; et, maîtresse du champ de bataille sans avoir combattu, la section Lepellclier n’avait que plus raison de chanter victoire. Au milieu de ces grandes agitations, Ronaparte continuait les habitudes de sa vie privée : il assistait au spectacle Feydeau, voisin du lliéûlre de la guerre; il apprit cc qui se passait dans la rue Vivienne, s*y rendit, fut témoin de la relraiU* des troupes de la Convention, et courut aux tribunes de l'Assemblée. Menoii

était dénoncé par les représentans cux-niéinos qui l'avaient accompagne, et qui, loin de déployer la moindre énergie, avaient contrarie les dispositions qu’il avait voulu prendre. Ce générai pouvait aussi bien leur reprocher d'avoir échoué dans leur négociation avec le comité de la section Lepelletier, qui leur avait Genmienl répondu qu'il ne reconnaissait point la Convention. Menou fut mis en arrestation. L’agitation redoubla encore dans l'Assemblée aux nouvelles des propositions sinistres qui se succédèrent pendant cette nuit. Divers orateurs montèrent à In tribune, et dénoncèrent hautement le péril public. Mais les opinions, partagées d’abord sur le choix d'un chef militaire à qui l'on pouvait confier le salut de la patrie, fuDigitized by Google

cupait à en rechercher les auteurs, comme d'anciens coupables dont il refusait d'amnistier les services, et qui, en immolant leurs complices, n'auraient fait que retarder leur propre châtiment; fidèle à sa haine, et comptant sur l'appui que lui prêtaient ses aveugles adversaires, il reparaissait hautement dans les salons avec l'intrigue étrangère, et se propagea avec une rapidité effrayante dans certaines classes. Il n'est pas donné aux hommes, après une horrible infortune, de désirer à demi. On se sentait naturellement porté à vouloir un état de choses totalement contraire à celui sous lequel on avait gémi si long-temps.

La conspiration trouva bientôt un aliment puissant dans l'adoption d'une nouvelle constitution qui donnait le pouvoir exécutif à un Directoire de cinq membres, et la législature à deux Conseils. Soumise à l'acceptation du peuple convoqué en assemblées primaires, cette constitution renfermait en son sein le germe de la guerre contre-révolutionnaire qui allait éclater. On avait justement attribué la chute de la constitution de 1791 au décret de la Constituante qui excluait tous ses membres de la législature suivante. En effet, cette imprudente générosité donna subitement la loi à garder à ses ennemis, et enfanta la redoutable assemblée qui détruisit la loi et les législateurs. Au moment du même danger, la Convention se souvint des fautes de ses prédécesseurs, et joignit deux lois additionnelles au nouveau pacte social. Par l'une, la Convention formait les deux tiers de la législature; par l'autre, un tiers seulement des deux Conseils, pour cette fois, était à la nomination des assemblées électorales. Une troisième loi soumettait ces deux dispositions, comme inséparables du nouvel acte constitutionnel, à l'acceptation du peuple. Là résidait le danger pour la Convention, danger d'autant plus inévitable, que l'affronter semblait le seul moyen d'éviter de courir une chance plus redoutable encore. Mais aussi, pour sortir victorieusement d'une telle épreuve, il fallait quelque chose de plus que sa prudence, qui pouvait ressembler à la peur, et que son autorité alors soumise à la discussion publique. On était devenu délicat, difficile en fait de liberté, depuis la chute de la Montagne. On avait souffert plus que patiemment les barbaries du triumvirat, et l'on s'indignait hautement contre ce que l'on appelait les usurpations de la Convention.

Le parti royaliste et celui de l'étranger avaient compté sur une législature entièrement neuve, pour opérer la contre-révolution. Ils jouèrent le jeu des républicains, se répandirent en déclamations populaires, et donnèrent le change à l'opinion, en protestant hautement au nom des libertés électorales. Sur les quarante-huit sections qui composaient la garde nationale, cinq seulement voulaient la république, ce qui n'était pas rigoureusement vouloir la Convention. Quarante-trois sections se soulevèrent et se réunirent en assemblées armées et délibérantes. Chacune avait sa tribune. Elles rejetèrent les lois additionnelles. La Convention, plutôt par souvenir que par conviction, voulut se montrer forte, et prendre en pitié ces agitations. Elle crut les terminer en proclamant, le 23 septembre, l'acceptation de la constitution par la majorité des assemblées primaires de la république; mais, le 24, une assemblée centrale d'électeurs se réunit hostilement à l'Odéon. Le 2 octobre (10 vendémiaire), cette assemblée illégale, c'est-à-dire insurrectionnelle, fut dissoute par la force.

La guerre allait commencer. La section Lepelletier, qui se rassemblait au couvent des Filles-Saint-Thomas, en donnait le signal. La Convention ordonna la clôture du couvent et le désarmement de la section. Si Paris s'était souvenu des barricades, la Convention succombait, et Bonaparte perdait l'occasion qui allait le produire sur la scène du monde. La rue Vivienne fut tout à coup occupée par le général Menou, à la tête d'une force imposante en infanterie, cavalerie et artillerie; mais il y trouva les gardes nationaux de la section rangés en bataille, et les maisons occupées par les sectionnaires. Les représentans échouèrent également auprès du comité de la section, lequel s'était aussi déclaré représentant du peuple, et refusa d'obéir. Une sorte de capitulation termina cette ridicule usurpation du pouvoir souverain; et, maîtresse du champ de bataille sans avoir combattu, la section Lepelletier n'avait que plus raison de chanter victoire.

Au milieu de ces grandes agitations, Bonaparte continuait les habitudes de sa vie privée : il assistait au spectacle Feydeau, voisin du théâtre de la guerre; il apprit ce qui se passait dans la rue Vivienne, s'y rendit, fut témoin de la retraite des troupes de la Convention, et courut aux tribunes de l'Assemblée. Menou était dénoncé par les représentans eux-mêmes qui l'avaient accompagné, et qui, loin de déployer la moindre énergie, avaient contrarié les dispositions qu'il avait voulu prendre. Ce général pouvait aussi bien leur reprocher d'avoir échoué dans leur négociation avec le comité de la section Lepelletier, qui leur avait fièrement répondu qu'il ne reconnaissait point la Convention. Menou fut mis en arrestation. L'agitation redoubla encore dans l'Assemblée aux nouvelles des propositions sinistres qui se succédèrent pendant cette nuit. Divers orateurs montèrent à la tribune, et dénoncèrent hautement le péril public. Mais les opinions, partagées d'abord sur le choix d'un chef militaire à qui l'on pouvait confier le salut de la patrie, fu-

 renl à U fin cniratnces, soit par les représentans (lu |)euple qui avaient pu juger d(‘S talens de Uonaparle pendant leur mission aux armêi's du Midi^ soit par les membres du (xunité de gouvernement, el elles sc réunirent sur le jeune général. Caché dans la foule, et guettant la fortune, il assistait lui-méme à celle délibération. Sans doute alors il sc souvint d’Aubry, de l’inaction à laquelle ce représentant l’avait condamné, de l'obscurité qui enveloppa tout à coup le vainqueur de Toulon et le commandant d’artillerie de l’armée d’Italie. Celle fois, c’est la destinée elle-même qui vient le prendre par la main et veut lui donner une grande place au milieu du peuple français. Malgré l'horreur que lui inspira toujours la guerre civile, doit-il laisser'périr la république, qui, même aux temps des proscriptions, n’a jamais appelé en vain jusqu'à présent ses défenseurs! Ouel moment dans la vie d’un homme |)assionné pour la liberté autant que |K)ur sa propre gloire ! I.aissera-t-il échapper celte faveur périlleuse du sort? Bonaparte sc rend au (Comité de salut public. On l’y attendait. Il avait vu, dans la rue Vivienne, la conduite de Menou et celle des commissaires. Il en rendit compte, et déclara qu'il n’accepterait pas le coin mandement, s’il devait marcher sous les ordres des corniiiissaires. Le péril pressait : pour trancher cette diRiculté, on donna le coniinandement en chef au représentant Barras, et lecommandemenlen seconda Bonaparte. Barras n’entendait rien à la guerre; mais, chargé, au 9 thermidor, de dissiper la Commune insurgée pour Robespierre, il était devenu célèbre, non pas en raison de la difficulté, mais de l’importance de celte opération. Barras réunit donc dans sa personne le pouvoir des trois commissaires et ceux du général en chef. Il avait connu à Toulon le général Bonaparte, el il s’empressa de lui déléguer toute son autorité militaire. Aussitôt que Bonaparte fut investi du commandement, il envoya le chef d’escadron Murat, avec un fort détachement, s’emparerdes quarante pièces d'artillerie parquées à la plaine des Sablons. Minuit sonnait : un moment plus lard, elles auraient été enlevées par une colonne de la section Lepcllclier, qui n'osa attaquer les trois etmts chevaux de Mural. Le 13, à neuf heures du matin, l’artillerie était placée à la téle du pont de Louis XVI, du PontUoyal, de la rue de Rohan, du cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Tournant, enfin à toutes les avenues des Tuileries. L’armée, d’abord (le cinq mille hommes contre quarante mille, fut portée à huit mille cinq cents. Trois bataillons, composés d'anciens satellites ou employés de la Omvenlion,

furent armés, organisés, et placés sous le commandement du général Berruyer. C'étaient des patriotes éprouvés, disgraciés depuis le 9 thermidor ; on les appelait encore les patriotes de 1 789. Dans la Convention il y avait peu d'opinions généreuses : on parlait de traiter avec les sections, de se retirer sur les hauteurs de Saint-Cloud, de poser les armes. Enfin un parlementaire des sections, envoyé par Danican, leur général, traversa les postes, les yeux bandés, et osa venir sommer la Convention de retirer ses troupes. 1^ général Bonaparte fil porter huit cents fusils dans la (invention, pour armer les députés et former ainsi une réserve. Les insurgés occupaient en force les postes de Saint-Roch et du Théâtre-Français, et les hauteurs de la Butte des Moulins; mais plusieurs de leurs colonnes avaient pris position sur le Pont-Neuf, où Carlaux, Taricien général de l'armée de Toulon, commandait quatre cents boiniiies avec quatre pièces d'artillerie. Les sections occupaient aussi le jardin de l'Infante, au Louvre; et une forte colonne, battant la charge, essaya de déboucher par le Pont-Royal. Enfin, à quatre heures après midi, le feu commença, et a six heures, après une faible résistance, les sections furent mises en déroute. 11 y eut quatre cents hommes de tués de part et d'autre. Le général Bo> naparte et son artillerie sauvèrent le gouvernement. La Convention coiiPirma sa nomination au grade de général en second de l'année de l'intérieur. II fit acquitter Menou, que le Comité voulait condamner à mort, et qui méritait une punition sévère. L'autorité militaire prévalut sur la puissance civile qui lui devait son salut. Dès cette epoejue, le nom de Bonaparte devint populaire. En sa qualité de general en second de l'armée de Tinlérieur, il était obligé de pourvoir à la paix cl à Tordre public. 11 était sans cesse au milieu du pcuplc.il le harangua plusieurs foisaux halles et dans les faubourgs, cl prit sur lui un grand ascendant. La Convention avait décrété le désarmement général des sections. Celte opération attaquait tout à coup les habitudes et les droits des citoyens; elle ne rencontra pas d'obstacles, et son exécution devint la singulière occasion du mariage de Bonaparte. Les perquisitions avaient été faites avec tant de rigueur dans les maisons, qu'aucune arme quelconque n'y était restée. Un malin, on introduisit chez le général Bonaparte un enfant de douze à treize ans, qui venait réclamer Tépéc de son père, général de la république, mort sur Téchafaud : cet enfant était Eugène Bcauharnais. L'épée lui fut rendue. Sa mère voulut remercier le général. Voilà comment Bonaparte connut madame de Reauharnais, sa première, peut-être son unique passion. 11 se dissimula quelque temps celte passion à

lui-méme, et encore plus à la personne qui en était l'objet. Ce sentiment, bientôt deviné et partagé, puisa une force nouvelle DIgitized by Gougic

rent à la fin entraînées, soit par les représentans du peuple qui avaient pu juger des talens de Bonaparte pendant leur mission aux armées du Midi, soit par les membres du Comité de gouvernement, et elles se réunirent sur le jeune général. Caché dans la foule, et guettant la fortune, il assistait lui-même à cette délibération. Sans doute alors il se souvint d'Aubry, de l'inaction à laquelle ce représentant l'avait condamné, de l'obscurité qui enveloppa tout à coup le vainqueur de Toulon et le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie. Cette fois, c'est la destinée elle-même qui vient le prendre par la main et veut lui donner une grande place au milieu du peuple français. Malgré l'horreur que lui inspira toujours la guerre civile, doit-il laisser périr la république, qui, même aux temps des proscriptions, n'a jamais appelé en vain jusqu'à présent ses défenseurs! Quel moment dans la vie d'un homme passionné pour la liberté autant que pour sa propre gloire! Laissera-t-il échapper cette faveur périlleuse du sort? Bonaparte se rend au Comité de salut public. On l'y attendait.

Il avait vu, dans la rue Vivienne, la conduite de Menou et celle des commissaires. Il en rendit compte, et déclara qu'il n'accepterait pas le commandement, s'il devait marcher sous les ordres des commissaires. Le péril pressait : pour trancher cette difficulté, on donna le commandement en chef au représentant Barras, et le commandement en second à Bonaparte. Barras n'entendait rien à la guerre; mais, chargé, au 9 thermidor, de dissiper la Commune insurgée pour Robespierre, il était devenu célèbre, non pas en raison de la difficulté, mais de l'importance de cette opération. Barras réunit donc dans sa personne le pouvoir des trois commissaires et ceux du général en chef. Il avait connu à Toulon le général Bonaparte, et il s'empressa de lui déléguer toute son autorité militaire.

Aussitôt que Bonaparte fut investi du commandement, il envoya le chef d'escadron Murat, avec un fort détachement, s'emparer des quarante pièces d'artillerie parquées à la plaine des Sablons. Minuit sonnait : un moment plus tard, elles auraient été enlevées par une colonne de la section Lepelletier, qui n'osa attaquer les trois cents chevaux de Murat. Le 13, à neuf heures du matin, l'artillerie était placée à la tête du pont de Louis XVI, du Pont-Royal, de la rue de Rohan, du cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Tournant, enfin à toutes les avenues des Tuileries. L'armée, d'abord de cinq mille hommes contre quarante mille, fut portée à huit mille cinq cents. Trois bataillons, composés d'anciens satellites ou employés de la Convention, furent armés, organisés, et placés sous le commandement du général Berruyer. C'étaient des patriotes éprouvés, disgraciés depuis le 9 thermidor; on les appelait encore les patriotes de 1789. Dans la Convention il y avait peu d'opinions généreuses : on parlait de traiter avec les sections, de se retirer sur les hauteurs de Saint-Cloud, de poser les armes. Enfin un parlementaire des sections, envoyé par Danican, leur général, traversa les postes, les yeux bandés, et osa venir sommer la Convention de retirer ses troupes. Le général Bonaparte fit porter huit cents fusils dans la Convention, pour armer les députés et former ainsi une réserve. Les insurgés occupaient en force les postes de Saint-Roch et du Théâtre-Français, et les hauteurs de la Butte des Moulins; mais plusieurs de leurs colonnes avaient pris position sur le Pont-Neuf, où Cartaux, l'ancien général de l'armée de Toulon, commandait quatre cents hommes avec quatre pièces d'artillerie. Les sections occupaient aussi le jardin de l'Infante, au Louvre; et une forte colonne, battant la charge, essaya de déboucher par le Pont-Royal. Enfin, à quatre heures après midi, le feu commença, et à six heures, après une faible résistance, les sections furent mises en déroute. Il y eut quatre cents hommes de tués de part et d'autre. Le général Bonaparte et son artillerie sauvèrent le gouvernement. La Convention confirma sa nomination au grade de général en second de l'armée de l'intérieur. Il fit acquitter Menou, que le Comité voulait condamner à mort, et qui méritait une punition sévère. L'autorité militaire prévalut sur la puissance civile qui lui devait son salut.

Dès cette époque, le nom de Bonaparte devint populaire. En sa qualité de général en second de l'armée de l'intérieur, il était obligé de pourvoir à la paix et à l'ordre public. Il était sans cesse au milieu du peuple, il le harangua plusieurs fois aux halles et dans les faubourgs, et prit sur lui un grand ascendant. La Convention avait décrété le désarmement général des sections. Cette opération attaquait tout à coup les habitudes et les droits des citoyens; elle ne rencontra pas d'obstacles, et son exécution devint la singulière occasion du mariage de Bonaparte. Les perquisitions avaient été faites avec tant de rigueur dans les maisons, qu'aucune arme quelconque n'y était restée. Un matin, on introduisit chez le général Bonaparte un enfant de douze à treize ans, qui venait réclamer l'épée de son père, général de la république, mort sur l'échafaud : cet enfant était Eugène Beauharnais. L'épée lui fut rendue. Sa mère voulut remercier le général. Voilà comment Bonaparte connut madame de Beauharnais, sa première, peut-être son unique passion. Il se dissimula quelque temps cette passion à lui-même, et encore plus à la personne qui en était l'objet. Ce sentiment, bientôt deviné et partagé, puisa une force nouvelle

The text on this page is estimated to be only 26.24% accurate

 dans la subilc élévation qui venait d’honorer sa vie. Cette grandeur lui devint plus chère parThumniagc qu'il en faisait à la foiiime pleine de douceur et de charmes dont il avait obtenu raiiumr le plus tendre. Il avait été si malheureux, si oubliédepuis la guerre du Piémont, qu’il attachait une sorte de reconnais* sauce aux sentimens qu’il avait inspirés. D’ailleurs, le besoin de sc coniier à un autre lui-méme était impérieux en lui ; il lui fallait un ami qui ne fut ni un favori ni un conseiller. Son âme n’a Jamais été toute politique; elle avait, comme celles des autres hommes, auxquels d’ailleurs il ressemblait si peu, scs déplaisirs, ses consolations, scs faiblesses et ses secrets. .Sur la fin de son régne, la Convention avait chargé le générai de l'armée de l'intérieur de réorganiser toute la garde nationale, dont quarante-trois scC'* tions passaient pour royalistes sans l’ctre véritablement. Il nomma les ofliciers, les adjudans, et créa dans Paris cette année urbaine qui, dans quelques années, devait se montrer si fidellc à son fondateur. Chargé plus tard du même travail pour la garde directoriale et pour celle du Corps législatif, il les organisa également, et leur laissa le même souvenir. Depuis ce moment, tout ce qui portait un fusil dans la capitale appartint au général Bonaparte; il reconnut cette vérité aux trois époques que je vais retracer. A son retour de la conquête d’Italie, à celui de la conquête d’Égypte, et au 18 brumaire, il retrouva les deux armées parisiennes telles qu’il les avait laissées en 171)5. Il n'y a que l'état militaire qui donne des exemples de cette singulière fidélité : sans doute il faut en chercher la raison dans sa propre nature, dans son institution, dont Tobjel est fixe, spécial, exclusif, et dont Tessencc est une aveugle dépendance. Celle force d’opiniâtreté et la facilité avec lesquelles les soldats s’attachent et sc dévouent à un homme de guerre, ne sont toutefois bien remarquables que dans les républiques, où ces clémcns produisent nécessairement des factions, des guerres civiles, et des usurpations. En elTet, depuis l'époque qui va naître par le commandement de l'armée d’Italie donné au général Bonaparte, Jusqu’à son avènement à l’empire, il y aura l’armée de Moreau et l’armée de Bonaparte. La condamnation de)Ioreau ne terminera pas cette dangereuse rivalité, qui peut-être survit à tous

deux. L’

dans la subite élévation qui venait d'honorer sa vie. Cette grandeur lui devint plus chère par l'hommage qu'il en faisait à la femme pleine de douceur et de charmes dont il avait obtenu l'amour le plus tendre. Il avait été si malheureux, si oublié depuis la guerre du Piémont, qu'il attachait une sorte de reconnaissance aux sentimens qu'il avait inspirés. D'ailleurs, le besoin de se confier à un autre lui-même était impérieux en lui; il lui fallait un ami qui ne fût ni un favori ni un conseiller. Son âme n'a jamais été toute politique; elle avait, comme celles des autres hommes, auxquels d'ailleurs il ressemblait si peu, ses déplaisirs, ses consolations, ses faiblesses et ses secrets.

Sur la fin de son règne, la Convention avait chargé le général de l'armée de l'intérieur de réorganiser toute la garde nationale, dont quarante-trois sections passaient pour royalistes sans l'être véritablement. Il nomma les officiers, les adjudans, et créa dans Paris cette armée urbaine qui, dans quelques années, devait se montrer si fidelle à son fondateur. Chargé plus tard du même travail pour la garde directoriale et pour celle du Corps législatif, il les organisa également, et leur laissa le même souvenir. Depuis ce moment, tout ce qui portait un fusil dans la capitale appartint au général Bonaparte; il reconnut cette vérité aux trois époques que je vais retracer. A son retour de la conquête d'Italie, à celui de la conquête d'Égypte, et au 18 brumaire, il retrouva les deux armées parisiennes telles qu'il les avait laissées en 1795. Il n'y a que l'état militaire qui donne des exemples de cette singulière fidélité : sans doute il faut en chercher la raison dans sa propre nature, dans son institution, dont l'objet est fixe, spécial, exclusif, et dont l'essence est une aveugle dépendance. Cette force d'opiniâtreté et la facilité avec lesquelles les soldats s'attachent et se dévouent à un homme de guerre, ne sont toutefois bien remarquables que dans les républiques, où ces élémens produisent nécessairement des factions, des guerres civiles, et des usurpations. En effet, depuis l'époque qui va naître par le commandement de l'armée d'Italie donné au général Bonaparte, jusqu'à son avénement à l'empire, il y aura l'armée de Moreau et l'armée de Bonaparte. La condamnation de Moreau ne terminera pas cette dangereuse rivalité, qui peut-être survit à tous deux. L'ascendant que Bonaparte prit sur l'armée parisienne, le 13 et le 14 vendémiaire, ne pouvait sans doute échapper à sa pénétration; et si, dès cette époque, il eut la pensée de jouer un jour un grand rôle dans les destinées de la France, il dut compter pour beaucoup dans ses moyens de succès les deux organisations dont l'une lui donnait les citoyens de la capitale, l'autre la garde du gouvernement.

La Convention va expirer, mais jusqu'à son dernier moment, elle est encore une puissance formidable, malgré les proscriptions qu'elle a exercées sur elle-même; et si, à cette époque, l'existence de Bonaparte dictateur par la Convention pouvait se supposer, la pensée humaine pourrait-elle concevoir le résultat d'une telle combinaison? La liberté fût devenue conquérante; la république entière aurait eu de l'ambition; l'Europe alors, nécessairement subjuguée, se couvrait de républiques. Quelle puissance capable d'empêcher ce grand changement? La Russie était encore inconnue à elle-même; l'Autriche, plus que vulnérable, comme le prouve la campagne d'Italie; la Prusse, qui avait posé les armes, n'eussent osé les reprendre; toutes les universités d'Allemagne avaient des principes révolutionnaires qui se seraient propagés avec la rapidité de l'éclair dans tous les pays occupés tour à tour par des vainqueurs accueillis comme des libérateurs. Qu'aurait fait l'Angleterre avec ses flottes contre une telle conjuration? L'esprit s'effraie de l'alliance du génie de la Convention et de celui de Bonaparte, conspirant ensemble pour la liberté des peuples; mais ce n'était pas ainsi que la face du monde devait changer deux fois en vingt années.

FIN DU LIVRE SECOND.

The text on this page is estimated to be only 23.28% accurate

LITRE TROISIÈME CIIAPITBE PREMIER. (1795.J BO'fAPARTE IAT NOlVt CtTfiRAt. DE DIVI810T. — COTATITI'TIO^ DE t*AT lit. — EnAAEAETS GÉTtR AL EA CBEf DE L*AR■ EE d'iTALIE. — SOA MARIAGE. — sue DEPART POCR EICE. — FORCE DES ARMEES DELLIGtRAATES ER PIÉRüRT. A dater du 13 vendémiaire jusqu'à la chute de l'empire, la capitale ne mtr plus le théâtre d'aucune insurrection, ni populaire ni royaliste; car la con* spiration Mallet ne causa aucun tumulte, et ne lit que traverser Taris pour aller mourir à la plaine de Gretrellc. (^uant à la Journée du 18 brumaire, qui substitua le gouvernement consulaire à celui du Directoire de la 1-rance, la capitale tout enlièrc était du complot, et l'opposition fut vaincue hors de scs murs par une maiKruvre militaire. Le 10 octobre, le général Bonaparte fut nommé général de division. Le i'S, la veille de sa dissolution, la Convention réunit soleiinellenient la Belgique à la France ; animée du même esprit qui avait créé dans cette année l'Écuie Polytechnique, elle porta le décret de foriiiation de l'Institut des Sciences et des Arts. La patrie reçut avec reconnaissance celUî dernière création de la grandeur convenlioiinellc. Le dernier jour de sa puissance fut signalé par de hautes résolutions. Il semblait que la Convention eût été ilépouillée tout à coup de sa nature terrible, pour revêtir toute la générosité du caractère national. Le 26, elle s'amnistiait elle-inémc en décrétant l'amnistie pour tous les délits révolutionnaires ; et, chose remarquable, rassemblée qui avait tant abusé de la mort prononça l'abolition de cette peine à la paix générale. Ainsi, une loi sans laquelle l'Europe n'aura jamais complété sa civilisation; une loi qui esl la parole du ebristianisme ; celte loi existe parmi nous, elle esl due à la Convention f Hélas! à la paix de Paris, on oublia sans doute de proclamer celte Ik'IIc loi, que par pudeur on n'a jamais osé rapporter. J.e même jour, après ce noble adieu, après cette réparation à la France, après ce grand hommage à In murale et à la religion, la Convention termine son existence politique en se formant en corps électoral pour compléter par un nouveau tiers la députation nationale. Les trois tiers réunis se constituent en Corps législatif pour opérer leur division en deux conseils. On donne le château des Tuileries aux Anciens, la salie du Manège aux Cinq4>nU. La quatrième légishiture proclamée numnie, sous le nom de Directoire, un conseil exécutif compose de cinq membres. Le choix Digitized by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON. tombe sur les conventionnels La Révcillière-Lépaux, Letuurneurdela Manche, Rewbell, Barrasct Carnot. Le Directoire s'êlahlil au palais du Luxembourg. Bonaparte, qui vient de conqu(}rir la constitution de l'an III sur la faction aristocratique de Paris, reçoit ic commandement en chef de l'armée de l'inléricur, que la nomination de Barras au Directoire a laissé vacant. Peu de jours après, marié avec madame Beauharnais, ü est nommé général en chef de l'armée d'Italie. Cette armée a deux fois changé de chef depuis le départ de Bonaparte. Dumerbion avait été remplacé par Kellcrmann, et Kellermann par Schércr. Mais celui-ci n'a pas su prolitcr des deux victoires du â5 et du !24 décembre, où Masséna, avec trente mille hommes, avait défait, à Loano, cinquante mille Austro^Sardes. Les forteresses de finale, Vado, Savune, sont au pouvoir des français; la route du Milanais est ouverte. La coalition étrangère subsiste toujours contre nous ; elle se Cüm{M>$c de l'Angleterre, de l'Autriche, du Piémont, de Naples, de la Bavière, de tous les petits princes d'Allemagne, et de ceux de celle belle Italie dont Bonaparte, deux ans auparavant, a deviné la conquête. Mais, de toutes ces puissances, rAulrichc est la véritable ennemie qu'il faut combattre, et sur les bords du Rhin et au*delà des Alpes. C'est aussi la seule guerre qui occupe le Directoire, et pour précipiter le succès de celte guerre, il en donne la conduite à un général de vingt-sept ans ! Cependant, soutenue de son atlilude guerrière, l'Autriche négociait ciitin pour rechange de l'infortunée lille de Marie- Antoinette, détenue depuis quarante mois dans la tour du Temple. Ce ne fut qu'au sortir de la prison que Madame connut tous scs malheurs, en apprenant la mort du roi, de la reine, du dauphin et de madame Élisabeth. A la honte du cabinet de Vienne, le Directoire prolongea pendant six mois celte négociation, dont le résultat aurait du être provoqué p,ir l'cmpereuri au moins après la mort de la reine. On attribua la demande de l'échange à l'intention que l'Autriche pouvait avoir de marier Madame Royale à un Archiduc, et de faire revivre par celte union les droits qu'elle croit peutêtre avoir encore sur l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne et la Franche-Comté. Mais, quelque projet qu'eût celle puissance. Madame, aujourd'hui duchesse d'Angoulèinc, fut échangée, le 26 décembre, i Richen près Bâle, contre les conventionnels Camus, Lamarque, Quincllc, Bancal, cl l'cx-ministrc de la guerre Beurnonvillc, livrés aux Autrichiens par Dumouriez. On comprit aussi dans l'échange les plénipotentiaires Maret,

Sémonvillc, arrêtés en Italie par les Autrichiens, au mépris du droit des gens, en 1705, quand peut-être ils étaient chargés par le 27 Comité de salut public de traiter avec la reine Caroline de Naples de la délivrance de sa sœur MarieAntoinette! Enfin, rcx-coiiventionncl Drouet, maître de poste de Sainle-Meiichoulil, qui avait causé l'arrestation de Louis XVI à Varennes, compléta cct échange, où les diiïérens partis de la révolulion se trouvaient représentés. Un armistice sur le Uhiii, conclu le 51 du même mois, parut être la conséquence de cette négociation, dont la justice honora si tardivcmcol les deux gouvernemens; mais cet armistice, demandé par le traître Pichegru, n'eut d'autre objet que de préparer le terrain sur lequel l'armée de Condé, dont il a su établir riiilelligencc avec l'armée de Clairfayl cl de Wurmser, doit opérer de concert avec lui pour le succès de sa criminelle félonie. (^uanl à l'Italie, comme il n'y a point de trahisons à ourdir, il n'y a point d'armistice. Mais le Directoire, avant de donner le signal de la guerre italique, intime, le 1*^' mars, à la république de Venise, l'ordre de faire partir Louis XVIII de son territoire. Il ne craint point le voisinage de ce prince pour l'arméeque Bonaparte doit commander, il veut seulement l'éloignerdu comité royalqui agile la France. Louis XYIll, indigné de la servilité vénitienne qui lui ûtc son asile, charge le ministre de Catherine de rayer son nom du livre d'or, et de réclamer l'armure de Henri IV. Ce prince part pour l'armée de Condé, dont la cour de Vienne osera aussi lui interdire l'hospitalité ! Cependant la conquête du Piémont est ordonnée à Bonaparte, comme une entreprise préliminaire dont le but est de forcer les Autrichiens à évacuer ce pays, et à se défendre dans leurs possessions. Ainsi, l'occupation du Piémont, par la destruction de son armée cl la prise de scs forteresses, doit seule ouvrir au général Bonaparte le véritable champ de bataille qui convient à la politique du Directoire. C'était le plan envoyé au comité de la guerre, en 1795, par le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie, devenu général en chef de celle armée en 1796 : il partit de Paris pour Nice, où le quarlier-gcriéral résidait depuis quatre ans ; il y arriva le S7 mars. Je l'ai déjà dit, le temps écoulé depuis le mois de juin 1795, é|>oquc du retour de Bonaparte de l'armée d'Italie, jusqu'au mois d'octobre, où la journée du 15 vendémiaire le plaça sur un nouveau théâtre, fut employé à préparer, dans le silence de l'cludc et dans les bureaux du comité de la guerre, la gloire du grand capitaine des temps modernes; mais Bona|>artc seul avait son secret. Barras et Carnot, à qui il devait lecommandenient de l'année d'Italie, ne devinant pas bien son

caractère et son génie, avaient eu seulement l’intention de créer une fortune toute militaire, qu’ils destinaient à devenir Digitized by Google

tombe sur les conventionnels La Réveillière-Lépaux, Letourneur de la Manche, Rewbell, Barras et Carnot. Le Directoire s'établit au palais du Luxembourg. Bonaparte, qui vient de conquérir la constitution de l'an III sur la faction aristocratique de Paris, reçoit le commandement en chef de l'armée de l'intérieur, que la nomination de Barras au Directoire a laissé vacant. Peu de jours après, marié avec madame Beauharnais, il est nommé général en chef de l'armée d'Italie. Cette armée a deux fois changé de chef depuis le départ de Bonaparte. Dumerbion avait été remplacé par Kellermann, et Kellermann par Schérer. Mais celui-ci n'a pas su profiter des deux victoires du 23 et du 24 décembre, où Masséna, avec trente mille hommes, avait défait, à Loano, cinquante mille Austro-Sardes. Les forteresses de Finale, Vado, Savone, sont au pouvoir des Français; la route du Milanais est ouverte.

La coalition étrangère subsiste toujours contre nous; elle se compose de l'Angleterre, de l'Autriche, du Piémont, de Naples, de la Bavière, de tous les petits princes d'Allemagne, et de ceux de cette belle Italie dont Bonaparte, deux ans auparavant, a deviné la conquête. Mais, de toutes ces puissances, l'Autriche est la véritable ennemie qu'il faut combattre, et sur les bords du Rhin et au-delà des Alpes. C'est aussi la seule guerre qui occupe le Directoire, et pour précipiter le succès de cette guerre, il en donne la conduite à un général de vingt-sept ans !

Cependant, soutenue de son attitude guerrière, l'Autriche négociait enfin pour l'échange de l'infortunée fille de Marie-Antoinette, détenue depuis quarante mois dans la tour du Temple. Ce ne fut qu'au sortir de la prison que Madame connut tous ses malheurs, en apprenant la mort du roi, de la reine, du dauphin et de madame Élisabeth. A la honte du cabinet de Vienne, le Directoire prolongea pendant six mois cette négociation, dont le résultat aurait dû être provoqué par l'empereur, au moins après la mort de la reine. On attribua la demande de l'échange à l'intention que l'Autriche pouvait avoir de marier Madame Royale à un Archiduc, et de faire revivre par cette union les droits qu'elle croit peut-être avoir encore sur l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne et la Franche-Comté. Mais, quelque projet qu'eût cette puissance, Madame, aujourd'hui duchesse d'Angoulême, fut échangée, le 26 décembre, à Richen près Bâle, contre les conventionnels Camus, Lamarque, Quinette, Bancal, et l'ex-ministre de la guerre Beurnonville, livrés aux Autrichiens par Dumouriez. On comprit aussi dans l'échange les plénipotentiaires Maret, Sémonville, arrêtés en Italie par les Autrichiens, au mépris du droit des gens, en 1793, quand peut-être ils étaient chargés par le Comité de salut public de traiter avec la reine Caroline de Naples de la délivrance de sa sœur Marie-Antoinette! Enfin, l'ex-conventionnel Drouet, maître de poste de Sainte-Menehould, qui avait causé l'arrestation de Louis XVI à Varennes, compléta cet échange, où les différens partis de la révolution se trouvaient représentés. Un armistice sur le Rhin, conclu le 31 du même mois, parut être la conséquence de cette négociation, dont la justice honora si tardivement les deux gouvernemens; mais cet armistice, demandé par le traître Pichegru, n'eut d'autre objet que de préparer le terrain sur lequel l'armée de Condé, dont il a su établir l'intelligence avec l'armée de Clairfayt et de Wurmser, doit opérer de concert avec lui pour le succès de sa criminelle félonie.

Quant à l'Italie, comme il n'y a point de trahisons à ourdir, il n'y a point d'armistice. Mais le Directoire, avant de donner le signal de la guerre italique, intime, le 1er mars, à la république de Venise, l'ordre de faire partir Louis XVIII de son territoire. Il ne craint point le voisinage de ce prince pour l'armée que Bonaparte doit commander, il veut seulement l'éloigner du comité royal qui agite la France. Louis XVIII, indigné de la servilité vénitienne qui lui ôte son asile, charge le ministre de Catherine de rayer son nom du livre d'or, et de réclamer l'armure de Henri IV. Ce prince part pour l'armée de Condé, dont la cour de Vienne osera aussi lui interdire l'hospitalité ! Cependant la conquête du Piémont est ordonnée à Bonaparte, comme une entreprise préliminaire dont le but est de forcer les Autrichiens à évacuer ce pays, et à se défendre dans leurs possessions. Ainsi, l'occupation du Piémont, par la destruction de son armée et la prise de ses forteresses, doit seule ouvrir au général Bonaparte le véritable champ de bataille qui convient à la politique du Directoire. C'était le plan envoyé au comité de la guerre, en 1793, par le commandant d'artillerie de l'armée d'Italie, devenu général en chef de cette armée en 1796 : il partit de Paris pour Nice, où le quartier-général résidait depuis quatre ans; il y arriva le 27 mars.

Je l'ai déjà dit, le temps écoulé depuis le mois de juin 1795, époque du retour de Bonaparte de l'armée d'Italie, jusqu'au mois d'octobre, où la journée du 13 vendémiaire le plaça sur un nouveau théâtre, fut employé à préparer, dans le silence de l'étude et dans les bureaux du comité de la guerre, la gloire du grand capitaine des temps modernes; mais Bonaparte seul avait son secret. Barras et Carnot, à qui il devait le commandement de l'armée d'Italie, ne devinant pas bien son caractère et son génie, avaient eu seulement l'intention de créer une fortune toute militaire, qu'ils destinaient à devenir

 l'appui du nouToau goorernement, comme ils le voulureni, irois ans après, en donnant à JouIktI le meme coininandciiu’nt. Bonaparte, qui leur sera inconnu encore pendant quelques mois, avait aussi conçu une autre gloireque celle des armes. Il voyait au-delà de cet avenir militaire qu'il allait conquérir, et bientôt il étonnera ses protecteurs comme politique, après avoir dissipé cumme guerrier les ennemis de sa))alrie. Cependant il lui faut d'al>ord tenter une conquête diflicile ; c’est celle des hommes de guerre déjà connus de rarmée avant lui par de grands succès, cl qui vont se trouver sous ses ordres. Il n’a que vingt-sept ans, et il sait qu’il n’y a point d’intérêts plus jaloux que ceux de la carrière militaire. Il remplace Schérer, connu d’abord par la prise de Valenciennes, SchertT qui a commandé en chef l’ar* mec des Byrénées-Orientalcs, cl qui vient de livrer le beau combat de Vado. 11 compte, à Nice, parmi les généraux sous ses ordres, Massena, encore tout couvert des lauriers de Loano, Massena qu’il a vu toujours vaincre et qu'il a jugé invincible; Augereau, qui a pris la forte ville de Figuières ; Victor, qui commanda si brillamment une division d'infanterie au siège de Toulon ; Labarpe, Serrurier, Jouberl, Cervoni, illustres dans les armées de la république : il aura pour juge le vieux Kellcrinann,qui, en 1702, a remporté la grande victoire de Valiny, et qui, naguère général en chef de l’armée d’Italie, commande maintenant à celle des Alpes. Le génie seul pouvait faire pardunneràBunaparle les faveurs de la fortune. En arrivant à Nice, le général en chef trouva encore d'autres obstacles qui, à eux seuls, pouvaient détruire scs espérances. Le ministre de la guerre lui avait donné un état de plus de cent mille hommes, cl nous n’avions réellement sous les armes que Irenle mille soldats, avec trente pièces de canon, pour combattre quatre-vingt mille Austro-Sardes et une artillerie de deux cents pièces. L’armée, à la vérité, était jeune, enthousiaste, intrépide; victorieuse naguère avec Bonaparte, elle venait de l’ètre encore avec Masséna : elle avait de l’aflection pour son nouveau chef; mais sans argent, sans vivres, sans habits, presque sans armes, depounue de munitions, prompte au pillage, à rindisciplinc, au découragement, aux excès que devait produire l’abandon de toute administration dans un pays ruiné par une guerre de quatre années, que pouvait-elle faire? qu’allendrc de ses efforts en face d’un ennemi nombreux, bien approvisionné, ayant toutes |C8 ressources et toutes les jouissances d'une terre amie et féconde, d'une organisation régulière,

opposant, en un mol, tous les avantages de la patrie, de l’abondance et du nombre, à une invasion étrangère et peu redoutable? Si le mécontentement du soldat, sa misère, celle de rufficicr, l’anarchie dans le commandenient, rendaient cette armée faible; d’un autre cùlé, oubliées depuis quatre années dans les rochers de la Ligurie, scs divisions adossées à la mer, son centre et sa droite aventurés, sa position fausse, purement défensive, de forte et de menaçante que Bonaparte l'avait laissée en octobre 1795, la mettaient dans un grand péril; et cependant, pour conquérir le terrain seul de la campagne préliminaire, qu'ils devaient enlever avant d’entamer la guerre véritable à laquelle on les destinait, nos soldats étaient forcés d'emporter d'assaut des glaciers inexpugnables défendus par deux grandes armées. En outre, le gouvernement n’ayant pu verser dans le trésor de l’armée que deux mille louis en or cl un million en traites qui furent presque toutes protestées, on ne pouvait améliorer son sort : il fallait donc étonner celte armée, l’enlever, la surprendre, pour obtenir des victoires. Bonaparte sait juger les soldats de Toulon, du Cairo, de Saorgio, de Loano; il commence par briser la vieille habitude du quartier-général de Nice, qu'il porte à Alberga; et avant de partir, il leur dit : « Soldats! * Vous êtes nus, mal nourris; le gouvernement U vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. K Votre patience, le courage que vous monlrex au U milieu de ces rochers, sont admirables; mais ils » ne vous procurent aucune gloire, aucun éclat ne il rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les K plus fertiles plaines du monde : de riches provinK ces, de grandes villes seront en votre pouvoir ; vous H y trouverex honneur, gloire et richesses. Soldats U d’Italie ! manqueriex-vous de courage ou de conK Stance ? ** Ces paroles, prononcées d’une voix ferme par le jeune général, sont électriques pour la jeune armée, à laquelle on n’avait pas su parler encore : elle lui répondit par une acclamation unanime. Dès ce moment, s’établit entre Bonaparte et ses soldats une sorte de fraternité d'armes, d'union de famille, de confiance mutuelle, véritable source de ces hauts faits, de ces triomphes inouïs qui étonnent encore le monde. Mais la lactique qui sortira des combinaisons de Bonaparte sera propre uniquement à la guerred’Ilalie, dont la conformation physique entre dans scs moyens de conquête, ainsi que les mœurs de ses liabitans, la nature des armées qu'il a combattues, et le caractère propre de celle qu’il commande. Celte lactique forme un chapitre entièrement neuf dans l’histoire de la guerre, et elle n’est applicable qu’à Bonaparte, aux

circonstances et aux élémens de sa campagne. C’est une école spéciale I I. O by

The text on this page is estimated to be only 29.32% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 29 qui Unit à son fondateur. Loi seul aussi pourra la 1 rouvrir, quand, vingt ans plus tard, au sein de In I France envahie par l'Europe, il saura se défendre contre elle pendant trois mois, à la tète de quarante mille Français. Telles sont les forces en présence. L'armée austrosarde obéit au général en chef Beaulieu; quarantecinq mille Autrichiens sont commandés par les generaux Argenteau, Mêlas, Wukassowich, Liptayet Sebotlendorf ; et vingt-cinq mille Sardes par les généraux Provera et I.atour, sous les ordres du général autrichien Colli : le premier corps a cent quarante pièces de canon, et le second soixante. Dix I mille Napolitains doivent porter ces forces à quatreI vingt mille hommes. I/arinée française compte trente mille soldats, en cinq divisions d'infanterie commandées par Masséna, Augereau, Laharpe, Maquart et Serrurier; deux mille cinq cents hommes de cavalerie, par les généraux Strngel et Kilmaine; deux mille cinq cents hommes d'artillerie et du génie, avec trente pièces de canon, par le général Dujard. Parmi lesgénérauxdc brigade, on distingue Rusca, Cervoni, Miollis, etc.; les aides-dc-camp du général en chefsont : Murat, Junot, Duroc, Muiron, Marinont, etc. Le général de division Berthier est chef d'état-major; le général Vignolles, sous-chef. Digilized by Google I

BAT4IL1C9 DE II0:«IT1S0TTE, DE SlILLEStXü, DE DECO. — LC CHEZ DE BàTAILLOlU LA55BS EST FAIT CHEF OS BRIGADE. — FRISE Dt CAIP RETRAiraS DE CEVA FAR SERRLRIEI. — CUNDAT DE Eü?IDOVl.— FROCLAXATIOK DE BU)VAFABTE A CHERA!»CO.>-LA COI R DE TARIS DEXA.ABE ET 0BTIE5T t.S ARMISTICE. FAIX AVEC LA SARDAIC5E. — BOSA* FARTE VA PORTER LA GUERRE ES ITALIE. L*idSe>xEre de celle campagne éUit de tourner les Alpes, et de pénétrer en Italie au point où elles finissent cl où commencent les Apennins; son nœud stratégique était la séparation des Autrichiens et des Piémontais. L'infériorité numérique de notre armée, à peine égale en nombre à la moitié de celle des alliés, imposait ce plan à Bonaparte, à qui sa position prescrivait encore d'attaquer toujours avec des forces à peu près égales, ou meme supérieures, et d'éviter tout engagement général avec la grande armée austro-sarde. La première opération fut donc de passer le mont Saint-Jacques, le plus abaissé des Alpes et des Aficnnins, de poster Serrurier sur Garessio, pour obsener les Piémontais retranches dans le fameux camp de Ccva,e(dc faire menacer Gênes à Voltri, par Laharpe, tandis que Massena et Augcrcau se porteraient sur Loano, Finale cl Savone. Celte opération obtint la moitié du résultat que Bonaparte avait espéré. Beaulieu , alarmé pour Gênes, se porta a Novi, et divisa son armée en trois corps : Colli à Ceva, Argenteau Â Sassello, se dirigeant sur Montenotte, et lui, de sa personne, par la Boccbctla sur Voltri. Il s'agissait donc de battre ces trois corps séparément, et d'effectuer, par une ou deux grandes affaires, la division totale de Beaulieu et de Culli. Le 10 avril, Beaulieu, à la tête de l'aile gauche des Austro-Sardes, s'avança sur les positions que gardait Cervoni. Attaqué avec vigueur par les généraux SeboUendorfcl Pittony, canonnepar la croisière anglaise, investi par de nombreux ennemis, Cervoni se replia sur le général Laharjic. Argenteau, de son côté, ayant fait le même jour un mouvement sur Montenolte-Iiifèrieur, s'était dirigé, le II, à travers Montcnotlc-Supcricur, sur la Madone de Savone, pour écraser Laharpe. Tout avait réussi au gré du général piémontais ; deux redoutes étaient tombées en son pouvoir. Une troisième, située à Monle-Legino, et qui fermait la route de Montenotte, restait à emporter pour mettre entièrement à découvert l'aile droite des Français. Trois fois l'infanterie ennemie attaque notre dernier rempart, trois fois elle

est repoussée par les feux croisés de l’artillerie et de la mousquelcrie. Ce;>cmlant Argenteau, réuni avec Boccavina, ranime l’ardeur des Autrichiens : ils s’avancent en masse et non sans effroi. Enfin ils sont au pied des relranchcmens presque sans avoir éprouvé de résistance. La redoute va tomber, les républicains n'ont plus de munitions! Le colonel Bampoii, qui les commande, s’élance au milieu d’eux, leur fait jurer de mourir plutôt que d’abandonner leur poste, cl la redoute est défendue par des prodiges de valeur qui durent toute la nuit. Le lendemain, Argentcau, connaissant raffreux dénuement de Ranipon, veut tenter l’escalade; mais Laharpe, envoyé par Bonaparte sur les derrières de Montc-Lcgino, est sun'cnu avec des munitions cl des renforts ; et quand l’ennemi s’approche, du haut de la redoute la mitraille le pulvérise de front, tandis qu'une double embuscade, jetée sur ses lianes de droite et de gauche, lui oppose tout à coup une longue et vive fusillade. A cette, résistance inattendue, les Autrichiens s’arrêtent glacés de terreur : bientôt le désordre se met dans leurs rangs, et ils prennent la fuite de tous côtes, sans pouvoir comprendre

la Digilized by Google

CHAPITRE II.

(1796.)

BATAILLES DE MONTENOTTE, DE MILLESIMO, DE DEGO. — LE CHEF DE BATAILLON LANNES EST FAIT CHEF DE BRIGADE. — PRISE DU CAMP RETRANCHÉ DE CEVA PAR SERRURIER. — COMBAT DE MONDOVI. — PROCLAMATION DE BONAPARTE A CHERASCO. — LA COUR DE TURIN DEMANDE ET OBTIENT UN ARMISTICE. — PAIX AVEC LA SARDAIGNE. — BONAPARTE VA PORTER LA GUERRE EN ITALIE.

L'IDÉE-MÈRE de cette campagne était de tourner les Alpes, et de pénétrer en Italie au point où elles finissent et où commencent les Apennins; son nœud stratégique était la séparation des Autrichiens et des Piémontais. L'infériorité numérique de notre armée, à peine égale en nombre à la moitié de celle des alliés, imposait ce plan à Bonaparte, à qui sa position prescrivait encore d'attaquer toujours avec des forces à peu près égales, ou même supérieures, et d'éviter tout engagement général avec la grande armée austro-sarde. La première opération fut donc de passer le mont Saint-Jacques, le plus abaissé des Alpes et des Apennins, de poster Serrurier sur Garessio, pour observer les Piémontais retranchés dans le fameux camp de Ceva, et de faire menacer Gênes à Voltri, par Laharpe, tandis que Masséna et Augereau se porteraient sur Loano, Finale et Savone. Cette opération obtint la moitié du résultat que Bonaparte avait espéré. Beaulieu, alarmé pour Gênes, se porta à Novi, et divisa son armée en trois corps : Colli à Ceva, Argenteau à Sassello, se dirigeant sur Montenotte, et lui, de sa personne, par la Bocchetta sur Voltri. Il s'agissait donc de battre ces trois corps séparément, et d'effectuer, par une ou deux grandes affaires, la division totale de Beaulieu et de Colli.

Le 10 avril, Beaulieu, à la tête de l'aile gauche des Austro-Sardes, s'avança sur les positions que gardait Cervoni. Attaqué avec vigueur par les généraux Sebottendorf et Pittony, canonné par la croisière anglaise, investi par de nombreux ennemis, Cervoni se replia sur le général Laharpe.

Argenteau, de son côté, ayant fait le même jour un mouvement sur Montenotte-Inférieur, s'était dirigé, le 11, à travers Montenotte-Supérieur, sur la Madone de Savone, pour écraser Laharpe. Tout avait réussi au gré du général piémontais; deux redoutes étaient tombées en son pouvoir. Une troisième, située à Monte-Legino, et qui fermait la route de Montenotte, restait à emporter pour mettre entièrement à découvert l'aile droite des Français. Trois fois l'infanterie ennemie attaque notre dernier rempart, trois fois elle est repoussée par les feux croisés de l'artillerie et de la mousqueterie. Cependant Argenteau, réuni avec Roccavina, ranime l'ardeur des Autrichiens : ils s'avancent en masse et non sans effroi. Enfin ils sont au pied des retranchemens presque sans avoir éprouvé de résistance. La redoute va tomber, les républicains n'ont plus de munitions! Le colonel Rampon, qui les commande, s'élance au milieu d'eux, leur fait jurer de mourir plutôt que d'abandonner leur poste, et la redoute est défendue par des prodiges de valeur qui durent toute la nuit. Le lendemain, Argenteau, connaissant l'affreux dénuement de Rampon, veut tenter l'escalade; mais Laharpe, envoyé par Bonaparte sur les derrières de Monte-Legino, est survenu avec des munitions et des renforts; et quand l'ennemi s'approche, du haut de la redoute la mitraille le pulvérise de front, tandis qu'une double embuscade, jetée sur ses flancs de droite et de gauche, lui oppose tout à coup une longue et vive fusillade. A cette résistance inattendue, les Autrichiens s'arrêtent glacés de terreur : bientôt le désordre se met dans leurs rangs, et ils prennent la fuite de tous côtés, sans pouvoir comprendre la

Digitized by Google

 cause de leur malheur. Pendant ce temps, la divj> sioii d'.Vugereau se dirigeait sur C^iro, à travers les vallées de la Borniida ; Masséna atteignait les hauteurs d'Altarc, tandis que Bonaparte lui-méme, suivi (le son chef d'élal-major Berthier, dépassait Masséna et courait sur Carcare pour déborder la droite d'Argenteau, afin d'anéantir par un seul coup le centre de l'armée coalisée, avant que Beaulieu pùt venir à son aide. Après sa défaite devant Honte-I..egino, Argcn* teau avait rétabli le combat. Mais Masséna, soutenu par le général en chef, atteint le sommet des Apennins, s'empare du poste essentiel de Bric de Menau, et SC porte, par Montcnolte-Infcrieur, sur les derrières de l'ennemi. Nous reprenons toutes les positions que nous avions perdues; la ligne autrichienne est decouverte. Augereau, par l'ordre de Bonaparte, interrompt alors sa marche sur Cairo, dans la crainte de trop isoler sa division, et se rabat sur Monte-Freddopar t^rcare. Assaillis de tous les côtés, les Impériaux sc défendirent avec acharnement jusqu'au moment où Masséna, entrant tout-à*fait en ligne, vint les écraser par la supérioritt; de scs forces, et jeter dans leurs rangs la terreur et la confusion. Argenteau et Roccavina, blessés tous deux en voulant rétablir l'ordre parmi leurs soldats, et entraînés par eux dans la déroute, furent poursuivis jusqu'auprès de Sassello, nu milieu des débris confondus de leur armée. La cavalerie manqua aux républicains pour rendre cette victoire encore plus décisive : cependant quinze cents morts, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, témoignaient delà perte des coalisés. Telle fut la bataille de MontenoUc, et la première victoire par laquelle Ik'aulieu apprit, à Vollri, l'entrée des Français en Piémont. . Les Autrichiens battus se retirèrent sur Dego, et les Picmonlais sur Millesimo. Les uns défendaient la route du Milanais, celle d'Acqui, ceux-ci la roule du Piémont. Le général français porta son quartier-général à Oosenza. Le 12 et le 14, son armée marcha en trois corps : la gauche, sous Augereau, sc porta sur Millesimo; le centre, sous Masséna, sur Dego; et Laharpe, avec la droite, sur les hauteurs de Cairo. Celte dernière position était déjà historique

pour le général en chef, les deux autres vont le devenir également. Auger

cause de leur malheur. Pendant ce temps, la division d'Augereau se dirigeait sur Cairo, à travers les vallées de la Bormida ; Masséna atteignait les hauteurs d'Altare, tandis que Bonaparte lui-même, suivi de son chef d'état-major Berthier, dépassait Masséna et courait sur Carcare pour déborder la droite d'Argenteau, afin d'anéantir par un seul coup le centre de l'armée coalisée, avant que Beaulieu pût venir à son aide.

Après sa défaite devant Monte-Legino, Argenteau avait rétabli le combat. Mais Masséna, soutenu par le général en chef, atteint le sommet des Apennins, s'empare du poste essentiel de Bric de Menau, et se porte, par Montenotte-Inférieur, sur les derrières de l'ennemi. Nous reprenons toutes les positions que nous avions perdues ; la ligne autrichienne est découverte. Augereau, par l'ordre de Bonaparte, interrompt alors sa marche sur Cairo, dans la crainte de trop isoler sa division, et se rabat sur Monte-Freddo par Carcare.

Assaillis de tous les côtés, les Impériaux se défendirent avec acharnement jusqu'au moment où Masséna, entrant tout-à-fait en ligne, vint les écraser par la supériorité de ses forces, et jeter dans leurs rangs la terreur et la confusion. Argenteau et Roccavina, blessés tous deux en voulant rétablir l'ordre parmi leurs soldats, et entraînés par eux dans la déroute, furent poursuivis jusqu'auprès de Sassello, au milieu des débris confondus de leur armée. La cavalerie manqua aux républicains pour rendre cette victoire encore plus décisive : cependant quinze cents morts, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, témoignaient de la perte des coalisés. Telle fut la bataille de Montenotte, et la première victoire par laquelle Beaulieu apprit, à Voltri, l'entrée des Français en Piémont.

Les Autrichiens battus se retirèrent sur Dego, et les Piémontais sur Millesimo. Les uns défendaient la route du Milanais, celle d'Acqui, ceux-ci la route du Piémont. Le général français porta son quartier-général à Cosenza. Le 12 et le 14, son armée marcha en trois corps : la gauche, sous Augereau, se porta sur Millesimo ; le centre, sous Masséna, sur Dego ; et Laharpe, avec la droite, sur les hauteurs de Cairo. Cette dernière position était déjà historique pour le général en chef, les deux autres vont le devenir également. Augereau força les défilés de Millesimo ; Masséna et Laharpe enlevèrent Dego. Provera, réfugié dans le château de Cossaria, dut poser les armes. La journée de Montenotte et celles de Millesimo et Dego coûtèrent à l'ennemi huit mille prisonniers, trente-cinq pièces de canon, vingt drapeaux, un grand nombre d'hommes sur le champ de bataille, et beaucoup d'officiers. Elles donnèrent encore aux armes françaises un plus grand avantage dans la séparation des Autrichiens et des Sardes. Beaulieu alla couvrir le Milanais à Acqui, et Colli couvrir Turin à Ceva.

Le 19 avril, à trois heures du matin, les grenadiers de Wukassowich, qui revenaient de Voltri, se présentent devant Dego, et en débusquent les bataillons français. Bonaparte s'y porte, livre un combat opiniâtre, reprend Dego, et détruit le corps ennemi. Le succès de cette brillante affaire appartient à l'adjudant-général Lanusse, mort depuis, général de division à la bataille d'Alexandrie, en Égypte. Une autre particularité s'attache encore au combat de Dego. Bonaparte y remarqua un chef de bataillon, qu'il fit chef de brigade sur le champ de bataille : c'était Lannes, qui disputa si long-temps à Ney le titre de *brave des braves*, mais qui eut sur lui l'immense avantage de mourir les armes à la main au champ d'honneur. La victoire de Dego fut l'arrêt de l'armée piémontaise ; isolée de l'armée autrichienne, elle devint le but de nos premières opérations, tandis que Laharpe tenait Beaulieu en échec, au camp de San-Benedetto, sur le Monte-Belbo.

Serrurier, arrivé à Garessio depuis le 10, y apprit les victoires de Montenotte et de Millesimo, et le 17, Colli se vit forcé dans ce fameux camp retranché de Ceva, vrai palladium militaire du Piémont. Colli dut repasser le Tanaro, et abandonner dans la ville de Ceva, occupée par Serrurier, toute l'artillerie de son camp. En arrivant sur les hauteurs de Monte-Zemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes, qu'elle voyait s'élever derrière elle et autour d'elle, sans les avoir franchies.

« *Annibal a franchi les Alpes*, dit Bonaparte ; « *nous, nous les avons tournées.* » C'était le plan et le résultat de cette campagne miraculeuse. Le quartier-général s'établit au château de Lesagno, près du confluent du Tanaro et de la Corsaglia.

Mondovi va aussi devenir fameux. Serrurier, attaché à la poursuite de Colli après la prise du camp de Ceva, est d'abord repoussé à Saint-Michel ; mais il débouche par le pont della Torre, Masséna par celui de Saint-Michel, le général en chef par Lesagno, et ces trois colonnes formidables se portent simultanément sur Mondovi, où Colli s'appuie sur quelques redoutes ; Serrurier enlève celle de la Bicoque, et décide le succès de la bataille. Les Piémontais perdent trois mille hommes, huit pièces de canon, dix drapeaux, quinze cents prisonniers, dont trois généraux. Ainsi, chaque général divisionnaire de l'armée eut son tour de gloire dans ces dix jours de campagne, où chaque rencontre fut une bataille, et chaque bataille une victoire pour l'armée française.

32 HISTOIIU: DE NAPOLÉON. Après raiïairc ûv Mondovi, te général en chef marche sur Cherasco, Augercaa sur Alba, et Serrurier sur Fussano, uù Culli s est retire; mais il quitte cette place devant Serrurier, dont la jonction ouvre la communication avec Nice et permet lux renforts d'artillerie de rejoindre l'armée. Arrivé à Chcrasco, Bas |»armi les vainqueurs U de MontenuUe, de Millesimo, de Dego et de Mon« dovi : tous brûlent de porter au loin la gloire du « peuple français; tous veulent humilier ces rois « orgueilleux qui osaient méditer de vous donner U des fers; tous veulent dicter une {>aix glorieuse, •I et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses « qu'elle a faits; tous veulent, en rentrant dans leurs « villages, pouvoir dire avec Ûerté : J'étau de far•I mée conquèranU de V Italie» •I Amis, je vous la promets celte conquête ; mais « il est une condition qu'il faut que vous juriez de U remplir ; c'est de respecter les ptcuplcs que vous « délivrez; c'est de réprimer les pillages horribles «I auxquels se portent des scélérats suscités par vos « ennemis : sans cela vous ne seriez |>as les libcraK leurs des peuples, vous en seriez les fléaux; vous « ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous « désavouerait; vos victoires, votre courage, vos U succès, le sang de vos frères morts aux combats, « tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. « Quant à moi et aux généraux qui ont votre con« fiance, nous rougirions de commander à une H armée sans discipline, sans frein, qui ne connatII trait de loi que la force. Mais, investi de l'auto« rité nationale, fort de la justice et de la loi, je sauII rai faire respecter à ce petit nombre d'bum mes sans Il courage cl sans cœur les lois de l'humanité et de •I l'honneur, qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffri« rai pas que des brigands souillent vos lauriers. H Je ferai exécuter à la rigueur le réglement que U j'ai fait mellrc à l'ordre : les pillards seront im« pitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont été : U J'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empresseII ment avec lequel les bons soldats de l'armée se e sont portes pour faire exécuter les ordres. « Peuples de rilalic ! l'armée française vient pour » rompre vos chaînes : 1e peuple français est l'ami Il de tous les peuples. Venez avec confiance au-de« vanl de nos drapeaux : vos propriétés, votre rcliII gion cl vos usages seront religieusement rcs« pcclés. a Nous forons la guerre en ennemis généreux, « et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asser«I vissent. •• Bonaparte respire tout entier dans celle admirable proclamation, où il n'a rien oublié de ce qui devait Digitized by Google

 as&urcr la véritable gloire de la patrie. On reconnail déjà rhomme d'État qui porte Tépcc du grand capitaine. Chcrasco ne donne pas son nom à une victoire, mais à un trailc. Entraînée par son archevêque, le cardinal Costa, contre l'avis de ses ministres et de ses généraux, la cour de Turin envoya solliciter un armistice : elle ne pouvait plus réellement compter sur les troupes autrichiennes, réduites à la néccs> sité de défendre leur propre territoire. L'année piéinontaise était en partie détruite, en partie découragée : la lièvre révolutionnaire, cl ce fut ce qui décida la cour, gagnait le cœur du pays, ou du moins elle le crut. Cette terreur l'aveugla au point de ne pas songer aux troupes que commandait le prince de Carignan, ni à défendre l'honneur de la couronne dans les ramparls d'une place aussi forte que rélait sa capitale. Sa politique, inspirée par la peur, alla chercher un asile dans le camp français de Chcrasco, où des conférences eurent lieu entre le généra] Latour et le colonel Lacoste. Les conditions de l'armistice donnent l'idée des embarras où se trouva tout-à-coup plongé cc faible gouvernement, qui, en si peu de jours, avait passé si rapidement de l'ofTensive à la défensive, et du rôle d'agresseur à celui de suppliant. prince s'engageait « à rompre avec la U coalition : il enverrait un plénipotentiaire à Paris « pour traiter de la paix dcQnilive. Jusque-là il y « aurait armistice. l.es citadelles de Ceva, Coni, M Tortonc, ou, à son défaut, celle d'Alexandrie, scu raient remises sur-le-champ à l'armée française «(avec leur artillerie et leurs magasins; l'armée •I victorieuse continuerait d'occuper tout le terrain « qu'elle avait conquis. Les routes militaires, dans «I toutes leurs directions, seraient ouvertes à toutes K communications entre la France et l'armée, la « place de Vaicnxa serait évacuée par les Napdi« tains, et remise aux Français jusqu'à leur passage «1 du Pô ; enfin les milices seraient licenciées, et les M troupes régulières disséminéesdansles garnisons, » loin des troupes françaises. » Ces conditions furent acceptées par le roi. colonel Murat, premier atde-dc-camp de Bonaparte, partit pour Paris avec vingt-et-un drapeaux et le traité d'armistice. La capitale, à la réception de ces trophées, triompha comme l'armée d'Italie. Bonaparte écrivit au Directoire : K ..... Je marche demain sur Beaulieu; je l'oM blige à repasser le Pô. Je le passe immédiatement •(après : je m'empare de toute la Lombardie ; et, •t avant un mois, j'espère être sur les montagnes du M Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter de conit cert la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne •I de vous, de

l’armée cl des destinées de la Franco, ti Si vous n'accordez pasla paix au roi de Sardaigne, M vous iii'cn préviciidrci d’avance, afin que, si je R suis en Lombardie, je puisse me replier et pren« dre des mesures. Quant aux conditions de la paix « avec la Sardaigne, vous pouvez dicter cc qui vous U convient, puisque j’ai en mon pouvoir les princia pales places. Ordonnez que quinze mille hommes U de l'armée des Alpes viennent inc joindre : cela

« me fera alors une armée de quaran(

assurer la véritable gloire de la patrie. On reconnaît déjà l'homme d'État qui porte l'épée du grand capitaine.

Cherasco ne donne pas son nom à une victoire, mais à un traité. Entraînée par son archevêque, le cardinal Costa, contre l'avis de ses ministres et de ses généraux, la cour de Turin envoya solliciter un armistice : elle ne pouvait plus réellement compter sur les troupes autrichiennes, réduites à la nécessité de défendre leur propre territoire. L'armée piémontaise était en partie détruite, en partie découragée : la fièvre révolutionnaire, et ce fut ce qui décida la cour, gagnait le cœur du pays, ou du moins elle le crut. Cette terreur l'aveugla au point de ne pas songer aux troupes que commandait le prince de Carignan, ni à défendre l'honneur de la couronne dans les ramparts d'une place aussi forte que l'était sa capitale. Sa politique, inspirée par la peur, alla chercher un asile dans le camp français de Cherasco, où des conférences eurent lieu entre le général Latour et le colonel Lacoste. Les conditions de l'armistice donnent l'idée des embarras où se trouva tout-à-coup plongé ce faible gouvernement, qui, en si peu de jours, avait passé si rapidement de l'offensive à la défensive, et du rôle d'agresseur à celui de suppliant. Le prince s'engageait « à rompre avec la « coalition : il enverrait un plénipotentiaire à Paris « pour traiter de la paix définitive. Jusque-là il y « aurait armistice. Les citadelles de Ceva, Coni, « Tortone, ou, à son défaut, celle d'Alexandrie, se- « raient remises sur-le-champ à l'armée française « avec leur artillerie et leurs magasins; l'armée « victorieuse continuerait d'occuper tout le terrain « qu'elle avait conquis. Les routes militaires, dans « toutes leurs directions, seraient ouvertes à toutes « communications entre la France et l'armée, la « place de Valenza serait évacuée par les Napoli- « tains, et remise aux Français jusqu'à leur passage « du Pô ; enfin les milices seraient licenciées, et les « troupes régulières disséminées dans les garnisons, « loin des troupes françaises. » Ces conditions furent acceptées par le roi. Le colonel Murat, premier aide-de-camp de Bonaparte, partit pour Paris avec vingt-et-un drapeaux et le traité d'armistice. La capitale, à la réception de ces trophées, triompha comme l'armée d'Italie. Bonaparte écrivit au Directoire :

« ..... Je marche demain sur Beaulieu ; je l'o- « blige à repasser le Pô. Je le passe immédiatement « après : je m'empare de toute la Lombardie ; et, « avant un mois, j'espère être sur les montagnes du « Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter de con- « cert la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne « de vous, de l'armée et des destinées de la France. « Si vous n'accordez pas la paix au roi de Sardaigne, « vous m'en préviendrez d'avance, afin que, si je « suis en Lombardie, je puisse me replier et pren- « dre des mesures. Quant aux conditions de la paix « avec la Sardaigne, vous pouvez dicter ce qui vous « convient, puisque j'ai en mon pouvoir les princi- « pales places. Ordonnez que quinze mille hommes « de l'armée des Alpes viennent me joindre : cela « me fera alors une armée de quarante-cinq mille « hommes, dont il sera possible que j'envoie une « partie à Rome. Si vous me continuez votre con- « fiance, et que vous approuviez ces projets, je suis « sûr de la réussite : l'Italie est à vous. Vous ne de- « vez pas compter sur une révolution en Piémont : « cela viendra ; mais il s'en faut que l'esprit de « ces peuples soit mûr à cet effet..... »

Bonaparte était entré, le 27 mars, à Nice, d'où il avait annoncé au Directoire son arrivée à cette armée si misérable, si indisciplinée ; et le 28 avril suivant, il traçait, autant en politique qu'en général consommé, un plan de campagne qui menaçait en Allemagne la maison d'Autriche, qu'il n'avait pas encore attaquée dans ses possessions d'Italie. L'armée grandissait aussi comme son chef ; cinq fois, dans la dernière semaine d'avril, la législature lui transmit l'honorable expression de la reconnaissance nationale. Cependant le roi de Sardaigne envoie à Paris le comte de Revel pour traiter de la paix. Elle est signée le 15 mai, tant ce prince a voulu qu'on se hâtât de la conclure. Par ce traité, l'armée d'Italie occupe les fortes places de Coni et d'Alexandrie ; celles de Suze, de la Brunetta, d'Exiles, sont démolies. Il n'y a plus d'Alpes, et le roi de Sardaigne ne peut plus régner que sous le bon plaisir de la république. Les Autrichiens perdent dans cet allié une force de soixante à quatre-vingt mille hommes et y gagnent peut-être un ennemi de plus à combattre. L'armée des Alpes, commandée par Kellermann, se trouve presque en ligne avec l'armée d'Italie, et les regards de Bonaparte, embrassant toute l'étendue de la Péninsule, n'ont que le choix de la conquête, depuis les portes de Milan jusqu'à celles de Rome, et de Rome jusqu'aux Alpes du Frioul.

Dès ce moment l'Europe contemple avec admiration le jeune conquérant qui, en quinze jours de campagne active, s'est emparé d'un royaume défendu par les Alpes, par des forteresses aussi inexpugnables qu'elles, et par deux armées que commandaient de vieux et habiles généraux. Les officiers de ces armées peuvent apprécier l'avantage du système concentrique sur le système d'excentricité ou d'éparpillement alors en usage, et devenu si fatal au général Beaulieu. Mais ce grand exemple doit encore être perdu pour l'Autriche, même sur un théâtre où la nécessité lui ordonne plus impérieu-

The text on this page is estimated to be only 16.66% accurate

 semcnl que sur Umt autre de sacrifior tes vieilles routines de sa lactique. Elle s’obstinera à refuser la nouvelle école, créée avec tant de su|iérioritc par un ennemi qui, plus faible de moitié que ses adversaires, est parvenu, dans la campagne du Piémont, à les battre toujours avec des forccségales. Elle doit payer encore son apprentissage (Kir la destruction do cinq belles armées en Italie ; et, dans res|>aco do quinze ans, elle verra deux fois dans sa capitale le vainqueur de Pcauiicu. Digitized by Google

sement que sur tout autre de sacrifier les vieilles routines de sa tactique. Elle s'obstinera à refuser la nouvelle école, créée avec tant de supériorité par un ennemi qui, plus faible de moitié que ses adversaires, est parvenu, dans la campagne du Piémont, à les battre toujours avec des forces égales. Elle doit payer encore son apprentissage par la destruction de cinq belles armées en Italie ; et, dans l'espace de quinze ans, elle verra deux fois dans sa capitale le vainqueur de Beaulieu.

The text on this page is estimated to be only 27.46% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 5S CHAPITRE III. (1790.)

CXHfMiyi. u'iTAUK. — COHDXT l»E LODI. — REDtlITIü:^ DE — PRiVCER bitUE UE n%>TUl k. ~ 4il EHBK Dl' P,\PE. —OCCI PATIO.'I DE LIVOIR^E. — E4PITELAT105 DE LA CITADELLE UE XAATUIE.

La possession do toute ritaiic est dans les murs de Mantouc; l'Autriche n*a donc qu'un intérêt, qu'une volonté, la défense de ccUe ville : de son côté Bonaparte, qui n'a conquis le Picmuiit que pour attaquer le Milanais, ne songe, dans sa seconde campagne, h conquérir le Milanais que pour prendre Mantouc. Le jour où tomheront lesranqiarls de Mantoue, la maison d'Autriche devra sc défendre dans ceux de Vienne. Trente-cinq mille Français ont suffi pour enlever le Piémont à quatre-vingt mille coalisés. L'armée de Beaulieu, réduite à elle seule, ne compte plus que vingt-six mille combattans. au lieu de tn-nte>hui(. Le général Bonaparte marche avec des forces à peu prés les mômes que celles de rennemi. Lescitadelles de Tortone, Coni, Ceva, sont occupées par les Français. I^'S Autrichiens ont évacué Alexandrie pour se porter sur Valcnza ; dix-sopt mille hommes de l'armée des Alpes s'ébranlent pour venir renforcer l'armcc de Bonaparte. Le 6 mai, lU^aulieu a passe le Pô à Valenza, où il croit que les Français tenteront le passngcdu fleuve, parce que la remise du pont de Valcnza est stipulée dans le traité fait avec le Piémont. Il détruit le pont et enlève les bateaux. Hasséna trouve d'iiiiiiienses magasins à Alexandrie. quartier-général français est à Tortone; Beaulieu défend le passage du Pô à Valcnza. fiCS mouvemens que Bonaparte ordonne et que Massena exécute d'Alexanilrie servent à entretenir l'erreur de Beaulieu. La marche d'un fort détachement, qui fil mine de vouloir passer le Pô à Cambio, masqua l'opéralioii de l'armée française sur un autre point. En elTel, le général en chef part de Tortone avec flix 1 bataillons de grenadiers, formant en tout trois mille six cents hommes, sa cavalerie et vingt-quatre pièces de canon ; et, le 7 mai, il se dirige sur Plaisance à marches forcées, pour surprendre le passagedu Pô. I.annes passe le fleuve le [iremier avec l'avant-garde sur des bateaux, et Laharpe s'est établi avec les grenadiers h Émetri, entre le Pô et la rivedeFomliio. I.C 9, toute l'armée, qui est arrivécla veille, franchit le fleuve, dont la largeur à Plaisance est de deux cent cinquante toises. Le même jour, Bonaparte écrit de son quartiergénéral de Plaisance au directeur Carnot : « Nous U avons passé le Pô ; la seconde campagne est comK

mencée; Beaulieu est déconcerte; il donne con« slammcnt dans les pièges qu'on lui tend : peut« être voudr.a-t-il donner une bataille. Ot homme U a l'audace de la fureur et non celle du génie. — tt Encore une victoire, et nous sommes maîtres de U l'Italie. — Je vous fais passer vingt tableaux dos U premiers maîtres, de Corrège et de Michel-Ange. U — J'cspcrc que les choses vont bien, pouvant vous U envoyer une douzaine de millions à Paris. Cela « ne roui fera pas tle mal pour Varmée du Rhin. » Le général ne perd pas de vue les opérationsde cette armée, dont il a parlé avec tant de chaleur dans sa dépêche de Chcrasco. Une suspension d'armes est signée le meme jour à Plaisance avec le duc de Panne, qui achète cc traité avec les tableaux et les millions que le général fait passer à Paris. Dès cc moment, l'armée d'Italie aura à distribuer trois sortes de trophées : les trésï>rs des vaincus pour la solde des autres armées, les objets d'art pour l'embellisscment de la capitale, cl pour clic les approDigitized by Google

CHAPITRE III.

(1796.)

CAMPAGNE D'ITALIE. — COMBAT DE LODI. — REDDITION DE MILAN. — PREMIER SIÉGE DE MANTOUE. — GUERRE DU PAPE. — OCCUPATION DE LIVOURNE. — CAPITULATION DE LA CITADELLE DE MANTOUE.

La possession de toute l'Italie est dans les murs de Mantoue; l'Autriche n'a donc qu'un intérêt, qu'une volonté, la défense de cette ville : de son côté Bonaparte, qui n'a conquis le Piémont que pour attaquer le Milanais, ne songe, dans sa seconde campagne, à conquérir le Milanais que pour prendre Mantoue. Le jour où tomberont les ramparts de Mantoue, la maison d'Autriche devra se défendre dans ceux de Vienne.

Trente-cinq mille Français ont suffi pour enlever le Piémont à quatre-vingt mille coalisés. L'armée de Beaulieu, réduite à elle seule, ne compte plus que vingt-six mille combattans, au lieu de trente-huit. Le général Bonaparte marche avec des forces à peu près les mêmes que celles de l'ennemi. Les citadelles de Tortone, Coni, Ceva, sont occupées par les Français. Les Autrichiens ont évacué Alexandrie pour se porter sur Valenza; dix-sept mille hommes de l'armée des Alpes s'ébranlent pour venir renforcer l'armée de Bonaparte. Le 6 mai, Beaulieu a passé le Pô à Valenza, où il croit que les Français tenteront le passage du fleuve, parce que la remise du pont de Valenza est stipulée dans le traité fait avec le Piémont. Il détruit le pont et enlève les bateaux. Masséna trouve d'immenses magasins à Alexandrie. Le quartier-général français est à Tortone; Beaulieu défend le passage du Pô à Valenza. Les mouvemens que Bonaparte ordonne et que Masséna exécute d'Alexandrie servent à entretenir l'erreur de Beaulieu. La marche d'un fort détachement, qui fit mine de vouloir passer le Pô à Cambio, masqua l'opération de l'armée française sur un autre point. En effet, le général en chef part de Tortone avec dix bataillons de grenadiers, formant en tout trois mille six cents hommes, sa cavalerie et vingt-quatre pièces de canon; et, le 7 mai, il se dirige sur Plaisance à marches forcées, pour surprendre le passage du Pô. Lannes passe le fleuve le premier avec l'avant-garde sur des bateaux, et Laharpe s'est établi avec les grenadiers à Émetri, entre le Pô et la rive de Fombio. Le 9, toute l'armée, qui est arrivée la veille, franchit le fleuve, dont la largeur à Plaisance est de deux cent cinquante toises.

Le même jour, Bonaparte écrit de son quartier-général de Plaisance au directeur Carnot : « Nous « avons passé le Pô; la seconde campagne est com- « mencée; Beaulieu est déconcerté; il donne con- « stamment dans les piéges qu'on lui tend : peut- « être voudra-t-il donner une bataille. Cet homme « a l'audace de la fureur et non celle du génie. — « Encore une victoire, et nous sommes maîtres de « l'Italie. — Je vous fais passer vingt tableaux des « premiers maîtres, de Corrège et de Michel-Ange. « — J'espère que les choses vont bien, pouvant vous « envoyer une douzaine de millions à Paris. *Cela « ne vous fera pas de mal pour l'armée du Rhin.* » Le général ne perd pas de vue les opérations de cette armée, dont il a parlé avec tant de chaleur dans sa dépêche de Cherasco. Une suspension d'armes est signée le même jour à Plaisance avec le duc de Parme, qui achète ce traité avec les tableaux et les millions que le général fait passer à Paris. Dès ce moment, l'armée d'Italie aura à distribuer trois sortes de trophées : les trésors des vaincus pour la solde des autres armées, les objets d'art pour l'embellissement de la capitale, et pour elle les appro-

The text on this page is estimated to be only 27.06% accurate

5« UISTOIRE DE NAPOLÉON. visionncnicns et tout le malérifl de guerre de scs ennemis. Cest ainsi que rarmislicc conclu avec le duc de Parme nous donna seize cents chevaux, des magasins de blé et de fourrages, et défraya le service des hôpitaux. Quatre cents chevaux d'artillerie furent levés aussi dans la ville de Plaisance. I«c duc de Modène s'empressait également d'envoyer un plénipotentiaire au général Bonaparte. Le commandeur d'Est, frère naturel du duc, se rendit au quartier-général pour demander la suspension d'armes;ellc eut lieu moyennanldixiiiillion$,donldeux millions cinq cent mille livres en denrées et munitions de guerre, et vingt tableaux de grands maîtres. Aussitôt que Beaulieu avait appris le départ de Torlonc, il s'était mis en marche avec son armée, pour couvrir Plaisance et camper derrière Fombio, petite place déjà occupée le 8 par huit mille Autrichiens partis de Pavie, sous les ordres du général Liptay. Bonaparte ne veut pas laisser le temps à celte division de s'y établir ni de servir de point d'appui au général Beaulieu. Il fait enlever brusquement Fombio par les généraux Lannes, Dallcmagne et Lanusse. Les Autrichiens perdent deux mille cinq cents prisonniers, leur artillerie, leurs drapeaux, et se jettent dans Pizzighcttonc, dont ils ont le temps de lever les ponts. général Laharpe s'était avancé en avant de Codogno, sur les roules de Pavie cl de Lodi. Un régiment de la cavalerie de Beaulieu, venant de la première route, tomba la nuit dans les avant-postes de I«aharpe, et, vivement repoussé, disparut par la roule de Lodi, au'prcmier mouveinenl de défense que firent les iruu{>os. Le général l^aharpe, accouru au bruit de la mous•quctcric de ses avant-postes, retournait dans son camp par un autre chemin, quand il tomba blessé à mort par le feu de file d'un de ses pelotons, qui crut lirersur l'ennemi. Toute l'armée pleura comme un Français ce brave cl habile general, que la tyrannie de Berne et l'amour de 1a liberté avaient amené dans nos rangs. 10, nous marchons sur Lodi à la recherche de Beaulieu. A une lieue de Casai, une forte arrièregarde de grenadiers autrichieus défend la chaussée de Lodi. Elle est culbutée, malgré une résistance opioiitre, et poursuivie jusque dans la ville, où les Français entrent pélc-mélc avec l'ennemi. Ici a lieu la fameuse allaquedu pool de l'Adda. Beaulieu a sa ligne de bataille sur la rive gauche; les fuyards s'y rallient ; les Français les poursuivent. Beaulieu démasque vingt-cinq pièces de canon pour la défense du pont; le général Bonaparte en oppose autant.

Cependant il a couru l’audacieux projet de forcer le pont, dans l’espoir de couper le corps de dix mille hommes qui, sous les ordres deColli et de Wukassowich, 50 porte sur Cassano pour y passer l’Adda. 11 fait franchir la rivière par la cavalerie, à une demilieue au-dessus du pont, et avec une batterie d’artillerie légère, il engage la canonnade sur le flanc droit des Autrichiens. Dans le même instant, il place toute son artillerie sur la rive droite, au débouché du pont, contre les batteries opposées, forme les grenadiers en colonne serrée, les dirige derrière le rempart qui borde la rivière; puis, aussitôt que la cavalerie a commencé son attaque, les grenadiers se précipitent sur le pont, le franchissent au pas de course, et s’emparent du canon de l’onneini. La ligne autrichienne, enfoncée par cette charge impétueuse, se réfugie à Crema, après avoir laissé sur le champ de bataille près de trois mille prisonniers, des drapeaux et son artillerie. Ce b«'au fait d’armes jette une profonde consternation dans le camp ennemi. Mais le corps de Colli a pu passer l’Adda à Cassano : Bonaparte le sait, et soudain il conçoit et exécute le projet de la prise de Pizzighetlone, qu'il est si important de ne pas laisser fortifier. Beaulieu n'a pu empêcher le passage du Pô, de laTrcbia, de l’Adda; il abandonne la capitale du Aülanais sans défense, A plusieurs journées sur les derrières de l'armée couquéranlc. Aussi Bonaparte reçoit à Lodi la nouvelle de la reddition de Milan ; elle est apportée par une députation des États et de la municipalité, que conduisait M. de Mclzi. Quelques années plus tard, afin de rappeler son triomphe et la soumission des Lombards, le vainqueur, devenu roi d'Uaiic, accordera au chef de la députation de Milan le nom de duc de Loili, titre qui consacrera à lui seul deux grands faits historiques. La victoire de Lodi donnait toute la liOmbardk à la république. Du théâtre nn^me de la bataülc, Bonaparte, toujours domine de l’importante idée d’une invasion en Allemagne par le Tyrol, combinée avec l’action des deux armé le Rhin. Si l’armistice coiUinuait, l’armée d'Italie H serait écrasée. Si les deux armées du Rhin cnu trenl en campagne, je vous prie de me faire part H de leur positionet de ce que vous espérez qu’elles « puissent faire, afin que cela puisse me servir de « règle pour entrer dans le Tyrol, ou me borner à w l'Adigc. Il serait digne de la répuldiquc d’aller Il signer le traité de paix, les trois armées réunies. Il dans le cœur de la Bavière ou de l'Autriche éton« née. Quant à moi, s'il entre dans vos projets que « les deux années du Rhin fassent des inouvemeiis • ■ J I: , C'.OO^Ic

The text on this page is estimated to be only 29.94% accurate

UISTOinE DE NAPOLÉON. 37 «(en avant, je franchirai le Tyrol avant que TempeH rcur s'en soit sérieusement douté. » Toutefois, dans une dépêche du 7, que Bonaparte reçut h Lodi, le Directoire paraissait peut-être tout aussi surpris du langage de son général que de ses victoires. Aussi, apres avoir loue la conquête du Piémont, et avoir approuvé le brilianl et utile armistice qui en fut la suite, il témoignait, avec une afToctation très-prononcée, sa satisfaction de ce que le général avait pris conseil du commissaire civil Salicetti avant la conclusion de cet ariiiislice. u Ces U sortes de transactions, disait la dépêche, dans les « cas urgens où le Directoire ne peut être consulté K lui-même, sont particulièrement du ressort du » commissaire du gouvernement près les armées.» ment, s'ils ont le droit de changer mes mouve« mens, de m'ôlcr ou de m'envoyer des troupes, K n'altendez plus rien de bon. Si vous aflaiblissci K vos moyens en partageant vos forces, »i rou» romN pes en Italie l'unité de la ptn»ée militaire, je vous 41 le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle « occasion d'imposer des lois à Tllalie. » Bonaparte, dans la suite dcceUrc lettre, insistait sur la nécessite de laisser un seul général à la tête de l'armée; et le même jour, par le même cour«* rier, il écrivait au directeur Carnot, en lui parlant de sa rc|M)nsc au Directoire : N KcllcrmaDn commandera Tarméc aussi bien 4< que moi ; car personne n'est plus convaincu que H je ne le suis, que les victoires sont duesau courage H cl à Taudace de l'année : mais je crois que rcu« nir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un « homme qui se croit le premier général de TEuu ropc ; et, d'ailleurs, je crois qu'il faut plutôt un <1 mauvais général que deux lions. La guerre est H comme le gouvernement, c'est une affaire de « tact. » lue telle correspondance n'a pas besoin de commentaire. Bonaparte y traite presque d'égal à égal, c'est-Â-dire de puissance à puissance avec le Directoire : il sent que toute sa destinée est dans sa volonté. Depuis la veille (13 mai), le château de Milan était investi ; .\ugereau occupait Pavic; Serrurier, Lodi cl Crémone; la division de Laharpe, Como, Lcsagno, Lucco cl Pizzighettone. Le jour où le DirtK^loire signait, à Paris, le traite qui, enlevant au Piémont la Savoie, le comté de Nice cl le territoire de Tende, livrait toutes scs placcsforlpsà Tarméc française, ce meme jour, lüinai.

« en avant, je franchirai le Tyrol avant que l'empe-
« reur s'en soit sérieusement douté. »

Toutefois, dans une dépêche du 7, que Bonaparte reçut à Lodi, le Directoire paraissait peut-être tout aussi surpris du langage de son général que de ses victoires. Aussi, après avoir loué la conquête du Piémont, et avoir approuvé le brillant et utile armistice qui en fut la suite, il témoignait, avec une affectation très-prononcée, sa satisfaction de ce que le général avait pris conseil du commissaire civil Salicetti avant la conclusion de cet armistice. « Ces « sortes de transactions, disait la dépêche, dans les « cas urgens où le Directoire ne peut être consulté « lui-même, sont particulièrement du ressort du « commissaire du gouvernement près les armées. » Quant au projet de l'invasion du Tyrol, il était combattu comme périlleux dans l'hypothèse d'une défaite, et le Directoire avertissait le vainqueur de songer à faire rentrer la Corse sous le pouvoir de la république. C'était répondre d'une manière peu héroïque aux vues du grand capitaine. Dans le même moment, le Directoire portait à son général une atteinte plus dangereusement hostile que les mouvemens des Autrichiens; car il annonçait la volonté de partager l'armée d'Italie en deux : Kellermann devait commander celle qui garderait le Milanais, et Bonaparte celle qui serait destinée à agir sur les côtes de la Méditerranée, à Livourne, à Rome et à Naples. Le Directoire ajoutait que son intention était de laisser subsister, dans ce nouvel ordre de choses, l'arrêté du 9 floréal, qui conférait aux commissaires Garrau et Salicetti *le droit de requérir des mouvemens des troupes;* il prescrivait la prompte occupation de Livourne, et ajournait après cette expédition les débats que la république avait avec l'État de Gênes. « Si Rome fait des avances, disait « le Directoire, la première chose à exiger est que le « pape *ordonne immédiatement des prières publiques* « *pour la prospérité et les succès de la république* « *française.* » Il était déjà assez absurde de demander des prières au pape pour une république qui, loin de le reconnaître comme son chef spirituel, ne l'appelait que le prince de Rome ; mais il était d'une véritable dérision d'ajouter :

« Quelques-uns de ses beaux monumens, ses sta-
« tues, ses tableaux, ses médailles, ses bibliothè-
« ques, ses bronzes, ses madones d'argent, et
« même ses cloches, nous dédommageront des frais
« que nous coûtera *la visite que vous lui aurez*
« *faite.* »

Bonaparte a bien jugé ceux qui lui donnent de tels ordres, et, se plaçant vis-à-vis d'eux dans la sphère de supériorité qui lui appartient, il leur répond de Lodi, le 14 mai suivant : « Je crois très-
« impolitique de diviser en deux l'armée d'Italie ;
« il est également contraire aux intérêts de la ré-
« publique d'y mettre deux généraux différens.
« L'expédition de Livourne, Rome et Naples, est
« très-peu de chose : elle doit être faite par des di-
« visions en échelons, de sorte que l'on puisse, par
« une marche rétrograde, se trouver en force contre
« les Autrichiens, et menacer de les envelopper au
« moindre mouvement qu'ils feraient. Il faudra
« pour cela, non-seulement un seul général, mais
« encore que rien ne le gêne dans sa marche et dans
« ses opérations. J'ai fait la campagne sans consul-
« ter personne ; je n'eusse rien fait de bon s'il eût
« fallu me concilier avec la manière de voir d'un
« autre. J'ai remporté quelques avantages sur des
« forces supérieures, et dans un dénuement absolu
« de tout, parce que, persuadé que votre confiance
« se reposait sur moi, ma marche a été aussi
« prompte que ma parole. Si vous m'imposez des
« entraves de toute espèce, *s'il faut que je réfère*
« *de tous mes pas aux commissaires du gouverne-*
« *ment,* s'ils ont le droit de changer mes mouve-
« mens, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes,
« n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez
« vos moyens en partageant vos forces, *si vous rom-*
« *pez en Italie l'unité de la pensée militaire,* je vous
« le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle
« occasion d'imposer des lois à l'Italie. »

Bonaparte, dans la suite de cette lettre, insistait sur la nécessité de laisser un seul général à la tête de l'armée; et le même jour, par le même courrier, il écrivait au directeur Carnot, en lui parlant de sa réponse au Directoire :

« Kellermann commandera l'armée aussi bien
« que moi ; car personne n'est plus convaincu que
« je ne le suis, que les victoires sont dues au courage
« et à l'audace de l'armée : mais je crois que réu-
« nir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout
« perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un
« homme qui se croit le premier général de l'Eu-
« rope ; et, d'ailleurs, je crois qu'il faut plutôt un
« mauvais général que deux bons. La guerre est
« comme le gouvernement, c'est une affaire de
« tact. »

Une telle correspondance n'a pas besoin de commentaire. Bonaparte y traite presque d'égal à égal, c'est-à-dire de puissance à puissance avec le Directoire : il sent que toute sa destinée est dans sa volonté. Depuis la veille (13 mai), le château de Milan était investi ; Augereau occupait Pavie ; Serrurier, Lodi et Crémone ; la division de Laharpe, Como, Lesagno, Lucco et Pizzighettone.

Le jour où le Directoire signait, à Paris, le traité qui, enlevant au Piémont la Savoie, le comté de Nice et le territoire de Tende, livrait toutes ses places fortes à l'armée française, ce même jour, 15 mai,

The text on this page is estimated to be only 29.27% accurate

58 HISTOIRE DE NAPOLÉON. le général Bonaparte faisait à Milan son entrée solennelle; et, jaloux d'enlrclcnir cette puissance morale qu'il a si habilement mariée avec sa puissance militaire, il adresse à ses compagnons d'armes celle proclamation : U Soldats ! « Vous vous êtes précipités comme un torrent du » haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, dispersé *■ toutccquis'oppûsait à votre marche. Le Piémont, « délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livre à « sesscnlimcns naturels de paix et d'amitié pour la «I France. Milan est à vous, et le pavillon républiw cain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de « Parme et de Modène ne doivent leur existence poH litique qu'a votre générosité. L'nrméc qui vous « menaçait avec orgueil ne trouve plus de barrière « qui la rassure contre votre courage : le Prt, le M Tésin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul Jour: •I ces boulcvarls vantés de ritalic uni été insufli«sans; vous les avez franchis aussi rapidement « que l'Apennin. Tant de succès ont porté la joie « dans le sein de la pairie. Vos représentans ont or« donne une fêle dédiée à vos victoires, célébrée K dans toutes les communes de la république. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos « amantes, se réjouissent de vos succès, et se vantent « avec orgueil de vous appartenir. Oui, Soldats, vous U avez Ix aucoup fait ! Mais ne vous reste-t-il donc « plus rien à faire? Dira-l-on de nous que nous H avons su vaincre, niais que nous n'avons pas su «I profiler de la victoire? La postérité nousrepro« cbera-t-cuples soient <1 sans inquiétudes : nous sommes amis de tous les H peuples, et plus particulièrerm'nt des dcscendans « des Brulus, des Scipion et des grands hommes « que nous avons pris pour mmiéles. Rétablir le « Capitole, y placer avec himneiir les statues des M héros qui le rendirent célèbre, réveiller le jicuple n romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, « tel sera le fruit de nos victoires relies feront épo•: que dans la postérité. Vous aurez la gloire iin«c mortelle de changer la face de la plus belle partie « de l'Europe. Le peuple fmiieais, libre, respecté «I du monde entier, donnera à l'Europe une paix U glorieuse qui l'indemnisera des s^icriüces de ti toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vousilion à (iénes. Vous pouvez disposer ti de cette somme, étant superflue aux besoins de •1 l'armée. Si vous le désirez, je ferai passer un « million à liàtc, jwur t'armée du lihin..,. Les U troupes sont satisfaites, elles touchent la moitié U de leurs appointemens en argent. Le pillage est « réprimé, et la discipline avec l'abondance renais«

sent dans celte glorieuse armée. « Si le Directoire n’avait pas vu d’avance qu'en partageant entre Kellermann et Bonaparte l’armée d'Italie il perdait infailliblement sa conquéle, il comprit au moins par la réponse de ce dernier qu'il serait peut-être imprudent de persister dans ce projet. Toutefois on devait juger au premier coupd’œil que vingt mille hommes disséminés sous les ordres de Kellermann, depuis les Alpes maritimes cl celles de la Savoie jusqu'aux extrémités de la l.ombardie et aux frontières «lu T)rol, et sous la trompeuse sécurité que donnait le maintien de la paix de la part du roi de Sardaigne, pourraient d'un moment .i l'autre, soit par l’irruption des forces autrichiennes venues de FAlleinagne, soit par le soulèvement siniullané des pays conquis, êln' conIrainlsde repasser les Alpes, tandis que Bonaparte, enfoncé aussi, avec une vingtaine de mille hommes. d by Google

The text on this page is estimated to be only 26.02% accurate

HISTOIRE DE NAl’OLÉON. 59 dans le sud de ia péninsule italienne, entre Rume et Naples, aurait à dos toute i’insurrerlion de la haute Italie, sur ses Hancs les rivages de la Méditerranée occupés par les flottes anglais L’Autriche, conslernée de v vos talens et votre zèle républicain a décidé cette question en faveur de faflirinative. Le général U Kcllcrmann restera à Chambéry, etc. » (Ju esi‘rail-il arrivé si le Directoire avait persisté dans ce projet de séparation en doux années, auquel il tenait tant, et dont parlent toutes scs lettres comme d'un plan délinilivement arrêté? Bonaparte eût offert sa démission. Mais déjà il ne pouvait plus rentrer obscur cl tranquille dans les rangs des siim pies citoyens, et le Directoire fut parvenu peutêtre à en faire un coupable, ou à le devenir luiméinc. De celle époque date la suprématie de Bonaparte, qui va SC rendre le maître des opérations de la guerre et l'arbitre des intérêts politiques de la France. C'est du palais de Milan qu’il correspond avec le palais du Luxembourg, et sa correspondance ressemble à celle qui s'établirait entre un souverain cl scs uiinislres. Ses idées, ses desseins s’agraiidisseiildc tout cequi entoure sa position. Au milieu des fêtes, des triomphes, les bi>aux-arls, qui en font le plus IjcI ornement, ne sont pas oubliés du vainqueur; il regarde comme ses plus briilans trophées les chefsd’œuvre de la |>ointurc italienne, précieux monumens du retour de la civilisation en Europi;, et ceux de la sculpture grecque, antiques témoignages de la victoire romaine. Les besoins de la palriv, ceux des armées du Rhin, la coopération de ces armées pour son invasion en Allemagne, la répartition qu’il désigne pour les contributions qu’il envoie, la disposition de ses forces, l’emploi de tousses moyens, sont présentés par lui au Directoire comme des né* cessites dont il le rend responsable. Aussi, d'après l'attitude que prend Bonaparte, le gouvernement semble transiger plutôt qu’ordonner; et pendant toute cette iiiéinorable campagne d'Italie, excepté la paix qui la termina presque subilemenlet malgré ses ordres, le Directoire consacra par une approbation continuelle toutes les opérations politiques et militaires de son général en chef. L’histoire présente peude rapports partûls entre un gouvernement et un chef d’armée. Beu d'hoiiioics, il est vrai, ont saisi, aussi jeune et aussi promptement que Napoléon Bonaparte, fascendant d’une supériorité personnelle sur toutes les supériuriiés sociales. Il ne commande l’armée d'Italie que depuis deux mois, cl il règne à Milan. Dés le jour de son entrée

dans cette capitale qui occupe un si haut rang dans l’histoire, il scmhie que le général Bonaparte se regarde comme le descendant ou l’héritier des rois des Lombards. Ce jour vit commencer parmi scs troupes, dans son état-major, dans les habitudes de son quartier-général, cl jusque dans les relations de scs amitiés militaires, ce respect, véritable attribut de la royauté et du génie, qui s’attacha à sa personne jusqu’aux derniers inumens de son existence \ La citadelle de Milan doit tomber. Mantouc seule, fimprcnable Manloue, restait à l'Autriche, en Italie. Après la conquête du Biêmoiit, fidèc audacieuse d’aller $ur[>rendre Mantouc domina un instant la pensée du général Bonaparte. Le caractère confiant et peu prévoyant des Autrichiens lui donnait ftnlimc conviction que celle place n’avait ni garnison ni moyens de résistance ; il ne s'ctail point trompe. Los Autrichiens, qui, réunis aux Biémonlais, formaient une niasse de soixante-dix mille combattans protégés par les Alpes, avaient été loin de deviner que Bonaparte, à la tête de notre misérable armée de Nice, pourrait souiiieUro le Biémonl en quinze jours, et porter, des remparts de Torlonc et d’ADigitized by Coogic

dans le sud de la péninsule italienne, entre Rome et Naples, aurait à dos toute l'insurrection de la haute Italie, sur ses flancs les rivages de la Méditerranée occupés par les flottes anglaises, et autour de lui une population fanatique, dont les souvenirs d'extermination contre la race française seraient puissamment réveillés par les nobles et surtout par les prêtres. Le complot de la révolte de Pavie, ourdi et exécuté sous les yeux de l'armée victorieuse, ne tarda pas à faire sentir au Directoire le danger qui aurait pu résulter de la division de l'armée d'Italie en deux corps indépendans et séparés par les États ennemis. Mais la jalousie des lauriers de Bonaparte avait aveuglé le Directoire; et il poussait cette jalousie jusqu'à l'ingratitude, quand il lui disait, le 18 mai : « L'Autriche, consternée de vos succès, a « probablement déjà donné des ordres pour extraire « de ses armées sur le Rhin des renforts pour s'op- « poser à vos progrès, et de là naît la nécessité *de* « *donner au général Kellermann le plus de force* « *possible,* afin qu'il se trouve toujours dans la si- « tuation de l'offensive du côté du Tyrol. » Il résultait de cette dépêche, que Kellermann devait commander la plus grande armée, et que la campagne du Tyrol lui était destinée. Le Directoire annonçait au général Bonaparte que l'armistice durait encore avec l'Autriche, et qu'il chercherait à le rompre *quand l'ennemi aurait distrait des forces de son armée du Rhin, pour les opposer à l'armée d'Italie!* En même temps il l'engageait à envoyer au général Moreau des chevaux et de l'argent. Mais enfin, dans la dépêche du 21 mai, le Directoire, félicitant Bonaparte de l'occupation de toute la Lombardie, ainsi que de la prise de Pizzighettone et de la possession de Crémone, lui écrivit : « *Vous paraissez désireux,* « citoyen général, de continuer à conduire toute la « suite des opérations militaires de la campagne ac- « tuelle en Italie. Le Directoire *a mûrement réfléchi* « sur cette proposition, et la confiance qu'il a dans « vos talens et votre zèle républicain a décidé cette « question en faveur de l'affirmative. Le général « Kellermann restera à Chambéry, etc. »

Que serait-il arrivé si le Directoire avait persisté dans ce projet de séparation en deux armées, auquel il tenait tant, et dont parlent toutes ses lettres comme d'un plan définitivement arrêté? Bonaparte eût offert sa démission. Mais déjà il ne pouvait plus rentrer obscur et tranquille dans les rangs des simples citoyens, et le Directoire fût parvenu peut-être à en faire un coupable, ou à le devenir lui-même.

De cette époque date la suprématie de Bonaparte, qui va se rendre le maître des opérations de la guerre et l'arbitre des intérêts politiques de la France. C'est du palais de Milan qu'il correspond avec le palais du Luxembourg, et sa correspondance ressemble à celle qui s'établirait entre un souverain et ses ministres. Ses idées, ses desseins s'agrandissent de tout ce qui entoure sa position. Au milieu des fêtes, des triomphes, les beaux-arts, qui en font le plus bel ornement, ne sont pas oubliés du vainqueur; il regarde comme ses plus brillans trophées les chefs-d'œuvre de la peinture italienne, précieux monumens du retour de la civilisation en Europe, et ceux de la sculpture grecque, antiques témoignages de la victoire romaine. Les besoins de la patrie, ceux des armées du Rhin, la coopération de ces armées pour son invasion en Allemagne, la répartition qu'il désigne pour les contributions qu'il envoie, la disposition de ses forces, l'emploi de tous ses moyens, sont présentés par lui au Directoire comme des nécessités dont il le rend responsable. Aussi, d'après l'attitude que prend Bonaparte, le gouvernement semble transiger plutôt qu'ordonner; et pendant toute cette mémorable campagne d'Italie, excepté la paix qui la termina presque subitement et malgré ses ordres, le Directoire consacra par une approbation continuelle toutes les opérations politiques et militaires de son général en chef. L'histoire présente peu de rapports pareils entre un gouvernement et un chef d'armée. Peu d'hommes, il est vrai, ont saisi, aussi jeune et aussi promptement que Napoléon Bonaparte, l'ascendant d'une supériorité personnelle sur toutes les supériorités sociales. Il ne commande l'armée d'Italie que depuis deux mois, et il règne à Milan. Dès le jour de son entrée dans cette capitale qui occupe un si haut rang dans l'histoire, il semble que le général Bonaparte se regarde comme le descendant ou l'héritier des rois des Lombards. Ce jour vit commencer parmi ses troupes, dans son état-major, dans les habitudes de son quartier-général, et jusque dans les relations de ses amitiés militaires, ce respect, véritable attribut de la royauté et du génie, qui s'attacha à sa personne jusqu'aux derniers momens de son existence!

La citadelle de Milan doit tomber. Mantoue seule, l'imprenable Mantoue, restait à l'Autriche, en Italie. Après la conquête du Piémont, l'idée audacieuse d'aller surprendre Mantoue domina un instant la pensée du général Bonaparte. Le caractère confiant et peu prévoyant des Autrichiens lui donnait l'intime conviction que cette place n'avait ni garnison ni moyens de résistance; il ne s'était point trompé. Les Autrichiens, qui, réunis aux Piémontais, formaient une masse de soixante-dix mille combattans protégés par les Alpes, avaient été loin de deviner que Bonaparte, à la tête de notre misérable armée de Nice, pourrait soumettre le Piémont en quinze jours, et porter, des remparts de Tortone et d'A-

40 HISTOIRE DE NAPOLÉON. Icxandric, la gacrrc au cœur de la Lombardie. Le chef U'i‘lal*maji>r Bcrlbier el le commissaire civil SaliceUi s'opposèrent à l'entreprise sur Manlouc. On apprit bientôt après que cette ville n'avait alors pour défenseurs que quelques invalides. Les Autrichiens ne songèrent à l'occuper et à lui rendre sa force qu'à l'époque de la capitulation du Piénioiit. Dès lors le général Bonaparte, qui disait avec raison que la guerre était une affaire de tact, déclara que désormias il n'obeirait qu'à l'impulsion de sa seule volonté. Les huit jours de repos que Bonaparte donne à l'armée, à llilan et dans la Lombardie, sont pour lui des Jours de travail et pleins d'avenir. Il poursuit l'exécution du traite avec le Piémont , prépare ceux qu'il doit imposer au pape et au roi de Aaples. termine l'arrangement avec le duc de Panne, conclut l'armistice de Modène , organise dans la Lombardie et dans sa capitale les gardes nationales, et introduit les principes républicains par l'ouverture des sociétés populaires. Bonaparte sait qu'en Italie deux ennemis domestiques bien redoutables sont à craindre pour lui , les nobles et les prêtres : il obtint bientôt la preuve de cette vérité. Arrivé , le , à Lodi , pour reprendre contre Beaulieu ses opérations militaires, il est subitement, le même jour, rappelé à Milan parla nouvelle d'une conspiration tramée à Pavie , el que soutenait la garnison de la citadelle de Milan. Il part avec trois cents chevaux , un bataillon de grenadiers et six pièces de canon ; mais à son arrivée le calme était rétabli. La sortie tcnlce par la garnison de U citadelle pour appuyer le soulèvement avait été repoussée avec vigueur. Toutefois l'insurrection avait été habilement organisée : on avait répandu le bruit de la reprise de Nice par les Anglais ; un disait que Beaulieu , à la tclc de soixante mille hommes, marchait sur Milan. La ramilicalion de ce complut , dont les agitateurs autrichiens étaient les auteurs, s'étendait à Milan, à Lodi, à Vorèse el à Pavie. Le général Bonaparte se porta rapidement sur celte dernière ville , véritable foyer de la conspiration. Le tocsin sonnait dans les campagnes. 1.CS prêtres cl les nobles excitaient au massacre des Français : un grand nombre avaient trouve la mort chez leurs hôtes et sur les grandes routes. petit corps de trois ccnls hommes, formé des dépôts de la division Augereau, qui occupait le château de Pavie, avait été livré par son commandant, assez faible ou assez incapable pour obéir aux ordres du général divisionnaire llaquin, que les insurgés avaient forcé , Je pistolet sur la gorge, de prescrire à des soldats français de mettre bas les armes. Afin de

combiner l'insurrection de Pavie avec la sortie de la garnison de la citadelle de Milan , les révoltes avaient porte une avant-garde de huit centshoinnies au village de Binasco. Le chef de brigade I.anncs , à la létc de scs trois cenl-s chevaux, les attaqua, les détruisit, et mil le feu au village, qui fut entièrement consumé. Bonaparte espérait que celte exécution militaire imposerait à la ville de Pavie, qui, du haut de ses remparts , pouvait voir l'incendie de Binasco. Mais dix mille paysans s'étaient rendus maîtres de cette ville, qui comptait trente mille habitans. l.e parti de Bonaparte fut bientôt pris : il résolut de brusquer l'attaque avec scs quinze cents hommes et ses six pièces de canon, quoique Pavie eût des murailles et une enceinte bastionnee. Dans la nuit, il envoie placarder aux portes de la ville l.i proclamation publiée dans Milan : » Une multitude » égarée, sans moyens réels de résistance, se porte U aux derniers excès dans plusieurs communes, U méconnatl la république cl brave l'armée triom« phanie des rois. Ce délire inconcevable est digne « de pitié. L'on égare ce pauvre peuple pour le con•I duire à sa perle. Le général en chef, (idellc aux U principes qu'a adoptés sa nation de ne pas faire la •I guerre aux peuples, veut bien laisser une porte «. ouverte au repentir. Mais ceux qui, sous viugt« quatre heures, n'auront pas posé les armes, sc« ronttraités comme rebelles; leurs villages seront Il brûlés. Ouc l'exemple terrible de Binasco leur w fasse ouvrir les yeux. Son sort sera celui de toutes U les communes qui s'obstineront à la révolte. » Le S6, le général Bonaparte sort de Binasco avec sa petite colonne, et arrive, à quatre heures du soir, devant Pavie, dont il trouve les portes fermées. Il compte sur la coopération de la garnison delà citadelle, mais il apprend qu'elle s'csl rendue, cl que les insurgés sont décidés à défendre Pavie. Le moment est critique : s'il rétrograde , 1a rébellion triomphe. Les Autrichiens ont pour auxiliaire la population. Il ne balance point : avec ses six pièces d'artillerie il fait battre les portes, mais inutilement : les remparts seuls sont balayés par la miIraille et les obus, et, à la faveur de ce feu soutenu, les grenadiers parvicnncntàbriser les portcsàcoups de hache. Ils entrent dans la ville, se logent dans les premières maisons. Lannes, avec sa cavalerie , se précipite sur le pont du Tesin , cl culbute les insurgés, qu'il poursuit hors des murs. Pavie est soumise : les magistrats, le clergé, demandent grâce. Mais il y a une justice à faire , cl c'est sur les Français qu'elle tombe. Les trois ccnls soldats prisonniers dans la citadelle ont proülé du tumulte pour SC réunir aux vainqueurs : » Lâches! leur dit le gc•c néral en chef, je vous avais confié un poste csw scnliel au salut de l'armcc; vous l'avez abanu

donne à de misérables paysans, sans opposer la 4< nmiiidrc résistance! » Il voulait les faire d

The text on this page is estimated to be only 28.09% accurate

mSTOmE DK NAPOLÉON. i\ mer ; imiis le capitaine qui , sur Tordre du général llaquii), avait rendu la citadelle, devint seul responsable de la conduite de ses soldats. 11 fut traduit au conseil de guerre, condamné à mort et fusille. La ville fut livrée pendant quelques heures à Teaécution militaire; mais le général en chef révoqua Tordre d'incendier Pavie, qui résultait de sa proclamation. On désarma les campagnes. Des otages, choisis dans toute la Lombardie parmi les principales familles, partirent pour la France. Ainsi tinil la révolte de Pavie. Pendant ce temps s'etait opéré le mouvement général de l'armée, sous la conduite de Ilcrtbier; le quarlier-géncral occupait Sunciiio, où Ton attendait Bonaparte. Masséna était sur la roule qui mène de Brescia à Sonciuo, et Augereau sur celle qui mène à Brrgarne ; Serrurier sur la droite de Masséna et Kilmaine à Brescia, une des plus grandes villes de TÉtat vénitien. Ses habilans, au nombre de cinquante mille, souffraient iiiipalieniiucnt la domination de Toligarcbie et de la noblesse; mais la république française était en paix avec celle de Venise , et Bonaparte lit allichcr dans Brescia celte proclamation : •I C'est pour délivrer la plus belle contrée de TKu« ropedu Jougde ferdeTorgueilleuse maison d'Au«* Iricbe, que Tarmée française a bravé les obstacles H les plus dilficiles à surmonter. La victoire, d'acconl avt*c la justice, a couronné ses efforts, l.es « débris de Tannée ennemie se sont retirés au-delà «du .Mincio. L'armée française passe, pour les « poursuivre, sur le territoire de la république de «Venise; mais elle n'oubliera pas qu'une longue « amitié unit les deux républiques. La religion , le « gouvernement, les propriétés, les usages, seront « respectés. Que les pi'uples soient sans inquiétude: « la plus sévère discipline sera maintenue. Tout ce « qui sera fourni à T.irmce, sera exactement payé « en argent. Le général en chef engage les olliciers U de la république de Wnise, les magistrats et les « prêtres, a faire connaître scs senlimens aux peu« pies, alin que la conGancc cimente i'amitic qui « depuis si longtemps unit les deux nations. Fidèle « dans le chemin de Thoimeur comme dans celui K de la victoire , le soldat français n'est terrible que « pour les ennemis de la liberté et de son gouver« ment. » Le sénat envoya au général en chef une députation qui protesta de sa neutralité. Malheureusement pour la république de Venise, celle neutralité fut violée par les Autrichiens, qui s'établirent à Pesebiera. Dans sa dépêche du 7 juin au Directoire, Bonaparlcdisail,en parlant desVénitiens : « La vc« rite de

Taiïairc de Pcschicra est que Beaulieu les our cinquante hommes, et il s’est emparé « de la ville. » Mais l’occupation d'une place forte comme Pescliiera en pays neutre exigeait militairement une compensation , quoique le gouvorneinont de Venise ne dût pas répondre de la pcrlidic du général autrichien. La guerre est une science exacte, dont aucune considération morale ne peut, en pareille circonstance , déranger les combinaisons. Par cette loi inexorable de la guerre, le générai Bonaparte était obligé de faire aux Vénitiens la même injure qu'ils avaient rt'çuc ou lulérée des

Autrichiens. Beaulieu avait obtenu

mer ; mais le capitaine qui, sur l'ordre du général Haquin, avait rendu la citadelle, devint seul responsable de la conduite de ses soldats. Il fut traduit au conseil de guerre, condamné à mort et fusillé. La ville fut livrée pendant quelques heures à l'exécution militaire ; mais le général en chef révoqua l'ordre d'incendier Pavie, qui résultait de sa proclamation. On désarma les campagnes. Des otages, choisis dans toute la Lombardie parmi les principales familles, partirent pour la France. Ainsi finit la révolte de Pavie.

Pendant ce temps s'était opéré le mouvement général de l'armée, sous la conduite de Berthier ; le quartier-général occupait Soncino, où l'on attendait Bonaparte. Masséna était sur la route qui mène de Brescia à Soncino, et Augereau sur celle qui mène à Bergame ; Serrurier sur la droite de Masséna et Kilmaine à Brescia, une des plus grandes villes de l'État vénitien. Ses habitans, au nombre de cinquante mille, souffraient impatiemment la domination de l'oligarchie et de la noblesse ; mais la république française était en paix avec celle de Venise, et Bonaparte fit afficher dans Brescia cette proclamation :

« C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Eu-
« rope du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Au-
« triche, que l'armée française a bravé les obstacles
« les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'ac-
« cord avec la justice, a couronné ses efforts. Les
« débris de l'armée ennemie se sont retirés au-delà
« du Mincio. L'armée française passe, pour les
« poursuivre, sur le territoire de la république de
« Venise ; mais elle n'oubliera pas qu'une longue
« amitié unit les deux républiques. La religion, le
« gouvernement, les propriétés, les usages, seront
« respectés. Que les peuples soient sans inquiétude :
« la plus sévère discipline sera maintenue. Tout ce
« qui sera fourni à l'armée, sera exactement payé
« en argent. Le général en chef engage les officiers
« de la république de Venise, les magistrats et les
« prêtres, à faire connaître ses sentimens aux peu-
« ples, afin que la confiance cimente l'amitié qui
« depuis si longtemps unit les deux nations. Fidèle
« dans le chemin de l'honneur comme dans celui
« de la victoire, le soldat français n'est terrible que
« pour les ennemis de la liberté et de son gouver-
« ment. »

Le sénat envoya au général en chef une députation qui protesta de sa neutralité. Malheureusement pour la république de Venise, cette neutralité fut violée par les Autrichiens, qui s'établirent à Peschiera. Dans sa dépêche du 7 juin au Directoire, Bonaparte disait, en parlant des Vénitiens : « La vé-
« rité de l'affaire de Peschiera est que Beaulieu les
« a lâchement trompés. Il leur a demandé le pas-
« sage pour cinquante hommes, et il s'est emparé
« de la ville. » Mais l'occupation d'une place forte comme Peschiera en pays neutre exigeait militairement une compensation, quoique le gouvernement de Venise ne dût pas répondre de la perfidie du général autrichien. La guerre est une science exacte, dont aucune considération morale ne peut, en pareille circonstance, déranger les combinaisons. Par cette loi inexorable de la guerre, le général Bonaparte était obligé de faire aux Vénitiens la même injure qu'ils avaient reçue ou tolérée des Autrichiens.

Beaulieu avait obtenu des renforts, et transféré son quartier-général derrière le Mincio, qu'il était résolu à défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue. Cette place recevait chaque jour de nouveaux approvisionnemens ; et de nouvelles fortifications la mettaient sur un pied de défense respectable. Beaulieu appuya sa droite sur Peschiera, son centre à Velaggio et Borghetto, sa gauche à Pozzuolo et Goito. Mantoue donnait une garnison au Seraglio, et une réserve de quinze mille hommes avait pris position à Villa-Franca. C'était donc le Mincio que devait traverser l'armée française. Sa gauche était, le 29 mai, à Dezenzano, son centre à Monte-Chiaro et sa droite à Castiglione ; les quatre divisions qui la composaient formaient environ trente mille hommes.

Le général Bonaparte manœuvra, le 30, dans l'intention de tromper l'ennemi, sur le Mincio, comme il l'avait fait sur le Pô et sur l'Adda ; et au lieu de tenter le passage du premier de ces fleuves à Peschiera, déjà gardé par la réserve des Autrichiens, il déboucha brusquement sur Borghetto, où quatre mille hommes étaient retranchés et couverts par trois mille hommes de cavalerie établis dans la plaine. Le général Murat attaqua la cavalerie, prit neuf pièces de canon, deux étendards et deux mille hommes. Aussitôt le colonel Gardane, avec les grenadiers, entre au pas de charge dans Borghetto, dont l'ennemi brûle le pont. Les batteries des hauteurs de Velaggio empêchaient d'en construire un autre : Gardane se jette dans la rivière avec cinquante grenadiers, arrive audacieusement sur Velaggio, et l'emporte. Deux heures après, le pont est reconstruit, et l'armée franchit le Mincio. Augereau marche sur Peschiera, Serrurier sur Villa-Franca. Le général en chef établit son quartier-général à Velaggio, d'où la brillante intrépidité de Gardane a chassé l'ennemi. La division Masséna, destinée à protéger cette place, n'avait pas encore passé le pont. Cependant le général autrichien Sebottendorf, avec une partie de la gauche de Beaulieu, accourait de Pozzuolo au bruit du canon, par la rive gauche, et ne rencontrant per-

 sonni*, pénétra dans Velaggio. Le général en chef était enlevé , si son escorte n'avait pas l'crnié tout à coup la porte de sa maison : il n'eut que le temps de sauter sur un cheval, et de se sauver par les jar« dins. La division Masséna , avertie , traversa le pont et culbuta les hussards de Scboltendorf. Ainsi la destinée de Bonaparte, qui se reposait sur sa victoire, était arrêtée par des coureurs nulrichiens si la sentinelle de son quartier-général avait été endormie : une patrouille de hussards eût ravi à la république l'Italie à moitié conquise, brisé le traité duPiéinont, elle triomphateur de Milan serait resté longtemps le prisonnier de la cour de Vienne! Cet incident militaire fit instituer ce fameux • corps des guides de Bonaparte , qui, composé de cavaliers d'élite de dix années de service , devait accompagner partout le général en chef. Ce corps reçut dès-lors runiforme adopté depuis pour les chasseurs du la garde impériale, uniforme qui fut aussi le dernier habit que Napoléon porta à SainteHélène, au moment de sa mort. Le chef d'escadron Bessicres, chargé d'organiser les guides, eut la garde du quartier-général, cl répondit k rarmee de la sûreté de son héros. I.a victoire de Borghetlo donnait à Bonaparte le grand avantage de couvrir ic siège de Mantouc, et de nous placer sur la ligne de l'Adige ; mais il fallait s'emparer de Vérone, ville forte vénitienne qui a trois ponts sur ce fleuve. La politique de la guerre fit de Toccupation de celte place importante, dont le provédileur Foscarini ouvrit les portes à Masséna le 1" juin, la représaille de la possession momentanée de Fescliicra et de Cmna par les Autrichiens. Porlo-IiCgnago , Vérone et le Bas-Adige furent occupés. L'armée était maltresse des délîlés du Tyrol ; et le siège de Manloue, au secours de laquelle accourait une nouvelle armée autrichienne que la plus urgente nécessité nous ordonnait de prévenir , paraissait le terme prochain des opérations et des succès de la campagne. Tant que Mantoue reste eu la puissance des Autrichiens, l'Ilalic n'est pas conquise; clic le sera seulement le jour où Mantoue nous appartiendra. Ce grand boulevart de l'ilalic, protégé par trois lacs qu'ahreuve le Mincio, communique par quatre digues à la terre. Les noms de La Favorite, de Rovcrbella, de Saint-Georges, de Piétola , de Cérèse , de Pradella , qui défendent ces chaussées, vont recevoir une grande illustration. De hauts faits d'armes surpasseront ceux qui ont abaissé les Alpes sous le drapeau français, et qui en trois mois l'ont porté du cul de Tende aux rives de l'Adige. Le 4 juin , les dehors de Mantoue furent enlevés. Le general en chef s'empara de Saint-Georges;

Augereau, de la porte de Cérèse; Piétola fut évacuée par l'ennemi ; et Serrurier, maître de Rnverbella et de Pradella, ordonna l'investissement. Ainsi les têtes des quatre chaussées étaient au pouvoir de l'année française. Serrurier, avec huit raille hommes, gardait toutes ces positions, observait la forte citadelle de La Favorite, cl arrêtait dans Mantouc qua torze mille Autrichiens; Augereauobservait le Bas-Adige ; Masséna tenait les déltlés du Tyrol. Cependant Bonaparte sc trouvait réduit à un blocus d'observation devant Mantoue, faute d'artillerie de siège. La cit.idc11e de Milan n'était pas encore rendue, et occupait toute la grosse artillerie conquise du Piémont. II fallait donc que le château de Milan tombât avant de pouvoir assiéger Mantoue, et dai]srintervalle,Wurmser précipitait sa marche. Ce général était parti d'Allemagne pour venir défendre cette ville et remplacer Beaulieu tombé dans la disgrâce. En attendant son arrivée, Mêlas avait le commandement. De tous côtés, la politique autrichienne, soutenue par les oligarchies génoise, vèriitiLMUie cl de la cour de Rome , soulevait les esprits, et déjà la rivière de Gênes devenait le théâtre des plus graves hostilités. Les liefsimperiaux étaient en pleine insurrection , et les routes couvertes de partisans armés qui guerroyaient avec les délachcinciis français. L'année piémontaisc murmurait contre la paix de Turin. pape attendait de la Corse six mille Anglais qui pouvaient faire une diversion inquiétante s'ils avaient le temps d'arriver à Livourne; il fallait donc les retenir en Corse. L'attitude de Naples qui comptait trente mille hommes sous les drapeaux , n'élail rien moins que rassurante, malgré sa néginriation. Enfln la nouvelle armée de Wurmser, forte de vingt mille hommes d'élite , devait arriver au mois de juillet, et portail à soixante-dix mille hommes les forces de la maison d'Autriche en Italie, y compris la garnison de Mantoue. Le général Bonaparte dut pourvoir à tous ces embarras avêc quarante mille hommes : il y pourvut. Au milieu des préparatifs de Bonaparte , occupé à la fois d'entrer à Livourne , pour s'emparer dans ce port dos bâlimens et des propriétés britanniques et ennemies de la France, de créer en Corse une insurrection contre les Anglais, d'anéantir par de rigoureuses exécutions militaires la révolte des tiefs impériaux , enfln d'emporter la citadelle de Milan, qui était la clef du siège de Mantoue, le roi de Naples, que renvahisscraent de l'ilalie supérieure rendait inquiet pour scs Étals, pressé par le cabinet de Madrid, entraîné peut-être aussi par l'exemple du roi de Sardaigne, et par la défaite que ses troupes venaient de partager sous

Beaulieu avec l’arrnéc autrichienne, avait envoyé le prince Kelmonlc-Pignatelli au générai Bonaparte, pour demander un Digitized by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 45 armistice. Ce fut un grand coup de fortune pour l'armée française; mais le Directoire, étranger à toute politique raisonnable, ne cédait qu'à un penchant aveugle, celui de révolutionner en même temps la Toscane, l'État romain et le royaume de Naples; il ne calculait ni la disposition des habitans , ni l'état physique de leur pays; ni les besoins ni la position de sa propre année. Il ccmiprenait encore moins la dignité morale que tout gouvernement doit revêtir pour prendre une place honorable et par conséquent utile dans l'opinion de scs amis et de scs ennemis. Aventurier dans scs princi|)cs de guerre, il envisageait la conquête comme une proie, sans s'embarrasser des suites d'une déprédation ordonnée contre les peuples : politique d'autant plus étrange qu'il voulait les attacher à la liberté et à la république française. Aussi le général en chef redressait les idées du Directoire dans sa dépêche du 7 juin, datée de Milan ; après avoir établi l'avantage de l'armistice qu'il venait de conclure avec le roi de Naples, il disait : « Ceci me porte à K traiter la question militaire : pouvons -nou$ et •c deroHs~nou$ aller à îVaples f Le siège du château w de Milan , la garde du Milanais et les garnisons « des places conquises demandent quinze mille U hommes; la garde de l'Adigc et les positions du «4 Tyrol, vingt mille hommes. Il ne reste, compris M les secours qui arrivent de l'armée des Alpes, que w six mille hommes. Mais eussions-nous vingt mille U hommes, il ne nous conviendrait pas de faire U vingt-cinq jours de marche... Pendant ce temps-là U Beaulieu repose, recrute, renforce son armée M dans le Tyrol, et nous reprendra, l'automne, ce « que nous luiavonsprisdansle printemps; moyenw liant cet armistice avec Naples, nous sommes à H même de dicter à Rome toutes les conditions qu'il U nous plaira; déjà, dans ce momcnt-ci, la cour U de Rome est occupée à faire une bulle contre ceux U qui prêchent en France la guerre civile, sous K prétexte de religion. » Le lendemain, il écrivit au directeur Carnot : « Si les bataillons annoncés « nous joignent à temps , il nous sera facile d'aller H jusqu'à Rome. Cependant, comme les opérations •I de l'Allemagne peuvent changer notre position «< d'un moment à l'autre, je crois qu'il serait bon n qu'on me laissât la facultc de conclure rariuistice n avec Rome ou d'y aller ; dans le premier cas , me M prescrire les conditions de l'armistice ; dans le K second , me dire ce que je dois y faire ; car nos « troupes ne pourraient pas s'y maintenir long» temps : l'espace est immense, le fanatisme trèsII grand , et la grande disproportion de forces rend •I les

hommes hardis... Nous sommes bientôt en •I juillet, où toutes tes marches nous coûteront deux « cents hommes. i La trêve convenue avec Naples enlevait aux Anglais cinq vaisseaux de guerre et des frégates, cl dérobait, soit à la balance belligérante de l'Autriche, soit à la politique hostile du Saint-Siège, celte réserve de cinquante mille hommes que le royaume de Naples pouvait mettre sous les armes, et lancer inopinément sur la rive droite du Pô. Le siège de la citadelle de Milan était poussé avec une grande vigueur, et la tranchée ouverte. Pendant CCS travaux, auxquels il jugeait sa présence peu nécessaire, Bonaparte transféra brusquement son quartier-général à Tortone, et envoya le colonel Lannes avec douze cents hommes châtier les fiefs impériaux. La première exécution tomba sur la ville d'Arquata, dans laquelle un détachement do cent cinquante Français avait clé assassiné. Murat , premier aide-dc-camp du général en chef, alla à Gènes demander en plein sénat le renvoi du marquis de Girola, résident autrichien, la destitution du gouverneur de Novi, et rétablissement de postes génois aux étapes , pour l'escorte des convois et la sûreté des routes. La neutralité de Gènes s'expliquait depuis longtemps pour Bonaparte comme celle de Venise; mais le moment n'était pas venu d'entamer ce procès : il était ajourné à des temps plus heureux, c'est-à-dire à la prise de Mantoue. En altcndant, inquiété par des soulèvcmcns que l'oligarchie génoise fomentait en secret et désavouait d'oflicc, le vainqueur réprimait par la force ccsaltcnlaU si contraires aux conventions, et remplissait envers son armée et son gouvernement une de ses plus grandes obligations comme général en chef, celle de maintenir ses communications avec la patrie et les dépôts de toute nature qu'il avait formés à Nice cl à Antibes. Aussitôt le calme rétabli flans l'État de gènes et dans le Piémont, Bonaparte quitta Tortone, et arriva le 19 juin à Modéne, où il trouva le général Vaubois avec sa brigade. C'était la guerre contre le pape qui alors occupait l'armée. 11 o'y avait pas «l'autre moyen de faire payer au Saint-Père la suspension des hostilités qu'il allait être forcé de demander. En conséquence, dès le 14, Augcrcau avait passé le Pô a Borgo-Forte, et s'élail emparé des légations de Bologne et de Fcrrarc. Le colonel Vignolles, sous-chef d'état-major , avait fait capituler le fort U'Urbin. La citadelle de Fcrrare fournil au grand parc de Borgo-Forlc quarante bouches à feu sur cent quatorze qu'on y trouva. Les villes de Reggio, Modéne et Bologne se dislinguèrenl bientôt par leur attitude patriotique. Bologne surtout secoua hautement le joug pontifical; et aux premières propositions d'armistice faites dans cette ville au général en

chef par le chevalier Azzara , ministre du Sainl-Pcre. elle demanda d’étre garan

armistice. Ce fut un grand coup de fortune pour l'armée française; mais le Directoire, étranger à toute politique raisonnable, ne cédait qu'à un penchant aveugle, celui de révolutionner en même temps la Toscane, l'État romain et le royaume de Naples; il ne calculait ni la disposition des habitans, ni l'état physique de leur pays; ni les besoins ni la position de sa propre armée. Il comprenait encore moins la dignité morale que tout gouvernement doit revêtir pour prendre une place honorable et par conséquent utile dans l'opinion de ses amis et de ses ennemis. Aventurier dans ses principes de guerre, il envisageait la conquête comme une proie, sans s'embarrasser des suites d'une déprédation ordonnée contre les peuples : politique d'autant plus étrange qu'il voulait les attacher à la liberté et à la république française. Aussi le général en chef redressait les idées du Directoire dans sa dépêche du 7 juin, datée de Milan; après avoir établi l'avantage de l'armistice qu'il venait de conclure avec le roi de Naples, il disait : « Ceci me porte à « traiter la question militaire : *pouvons-nous et « devons-nous aller à Naples?* Le siége du château « de Milan, la garde du Milanais et les garnisons « des places conquises demandent quinze mille « hommes; la garde de l'Adige et les positions du « Tyrol, vingt mille hommes. Il ne reste, compris « les secours qui arrivent de l'armée des Alpes, que « six mille hommes. Mais eussions-nous vingt mille « hommes, il ne nous conviendrait pas de faire « vingt-cinq jours de marche... Pendant ce temps-là « Beaulieu repose, recrute, renforce son armée « dans le Tyrol, et nous reprendra, l'automne, ce « que nous lui avons pris dans le printemps; moyennant cet armistice avec Naples, nous sommes à « même de dicter à Rome toutes les conditions qu'il « nous plaira; déjà, dans ce moment-ci, la cour « de Rome est occupée à faire une bulle contre ceux « qui prêchent en France la guerre civile, sous « prétexte de religion. » Le lendemain, il écrivit au directeur Carnot : « Si les bataillons annoncés « nous joignent à temps, il nous sera facile d'aller « jusqu'à Rome. Cependant, comme les opérations « de l'Allemagne peuvent changer notre position « d'un moment à l'autre, je crois qu'il serait bon « qu'on me laissât la faculté de conclure l'armistice « avec Rome ou d'y aller : dans le premier cas, me « prescrire les conditions de l'armistice; dans le « second, me dire ce que je dois y faire; car nos « troupes ne pourraient pas s'y maintenir long-« temps : l'espace est immense, le fanatisme très-« grand, et la grande disproportion de forces rend « les hommes hardis... Nous sommes bientôt en « juillet, où toutes les marches nous coûteront deux « cents hommes. »

La trève convenue avec Naples enlevait aux Anglais cinq vaisseaux de guerre et des frégates, et dérobait, soit à la balance belligérante de l'Autriche, soit à la politique hostile du Saint-Siége, cette réserve de cinquante mille hommes que le royaume de Naples pouvait mettre sous les armes, et lancer inopinément sur la rive droite du Pô. Le siége de la citadelle de Milan était poussé avec une grande vigueur, et la tranchée ouverte. Pendant ces travaux, auxquels il jugeait sa présence peu nécessaire, Bonaparte transféra brusquement son quartier-général à Tortone, et envoya le colonel Lannes avec douze cents hommes châtier les fiefs impériaux. La première exécution tomba sur la ville d'Arquata, dans laquelle un détachement de cent cinquante Français avait été assassiné. Murat, premier aide-de-camp du général en chef, alla à Gênes demander en plein sénat le renvoi du marquis de Girola, résident autrichien, la destitution du gouverneur de Novi, et l'établissement de postes génois aux étapes, pour l'escorte des convois et la sûreté des routes. La neutralité de Gênes s'expliquait depuis longtemps pour Bonaparte comme celle de Venise; mais le moment n'était pas venu d'entamer ce procès : il était ajourné à des temps plus heureux, c'est-à-dire à la prise de Mantoue. En attendant, inquiété par des soulèvemens que l'oligarchie génoise fomentait en secret et désavouait d'office, le vainqueur réprimait par la force ces attentats si contraires aux conventions, et remplissait envers son armée et son gouvernement une de ses plus grandes obligations comme général en chef, celle de maintenir ses communications avec la patrie et les dépôts de toute nature qu'il avait formés à Nice et à Antibes.

Aussitôt le calme rétabli dans l'État de gênes et dans le Piémont, Bonaparte quitta Tortone, et arriva le 19 juin à Modène, où il trouva le général Vaubois avec sa brigade. C'était la guerre contre le pape qui alors occupait l'armée. Il n'y avait pas d'autre moyen de faire payer au Saint-Père la suspension des hostilités qu'il allait être forcé de demander. En conséquence, dès le 14, Augereau avait passé le Pô à Borgo-Forte, et s'était emparé des légations de Bologne et de Ferrare. Le colonel Vignolles, sous-chef d'état-major, avait fait capituler le fort d'Urbin. La citadelle de Ferrare fournit au grand parc de Borgo-Forte quarante bouches à feu sur cent quatorze qu'on y trouva. Les villes de Reggio, Modène et Bologne se distinguèrent bientôt par leur attitude patriotique. Bologne surtout secoua hautement le joug pontifical; et aux premières propositions d'armistice faites dans cette ville au général en chef par le chevalier Azzara, ministre du Saint-Père, elle demanda d'être garan-

The text on this page is estimated to be only 22.74% accurate

IIISTOlllE DE NAPOLÉON. U lied(‘ loul retour suus la pui!>»aiicc de Home. Elle arma des gardes nationales , et se constitua en ville libre sous la protection de la France. Ea trêve fut conclue le 24 juin à Bologne, où Bonaparte était entré le 19. (Àdle place et Ferrarc restaient au pouvoir de l’armée française, qui prenait pi>ssession de la citadelle d'Ancùne. Le pape payait vingt-et-un millions en argent et en denrées , et abandonnait cent chefs-d’œuvre des arts et cinq cents manuscrits au choix des commissaires françaisCet armistice, qui est la base du traité signé à Tolentinu en février 1797 cl qui donne cent chefs-d’œuvre au musée de Paris, il ne faut pas perdrede vue que Pie VI Pa sollicité, et qu’après l’avoir enfreint à main armée, il ira encore au-devant de la convention de Tulentino qui en fut la suite. Alors on s’étonnera d'autant plus de voir, dix-sept ans après, ces cent chefs-il'œuvre retourner à Home , sur la rédamatioii de Pie VII , dont les Etals, incorporés depuis cinq années à rempire français, lui sont rendus par les luthériens de PAnglelerre , les calvinistes de la Prusse, et les chisiuatiques de Moskou. ('.es trophées voyageurs sont aussi les moiiumeiis d'une autre n*ligion cl les témoignages d'un autre triomphe. Mais il est de la destinée de Uomc, soit païenne, soit chrétienne, d'hérilerdeloules les gloires du monde, et de vivre des dé|K)uilles de ses amis et de ses ennemis. 11 est aussi de la destinée de Bona[iartc d'éIre deux fois maître de Buine, coiiiiine conquérant et comme souverain, et de n’y entrer jamais! Le moment d’occuper Livourne, d’en chasser les Anglais et do reprendre sur eux leur royaume de Corse, était enOn venu. Dans l’espoir de surprendre les bàtimens anglais à Livourne, Bonaparte avait enveloppé d’un grand secret celle expéilition. La marche de scs troupes était masquée par le mouvement qu’il avait ordonné sur Borne par Florence. En conséquence, do Beggio il avait envoyé la division Vaubois à travers l’Apennin sur Pisloia. Le but ostensible de ce mouvement était de contraindre le pape à ratifier Parmistice de Bologne par un traité. Le grand-duc de Toscane, im|iiiet de ce pass.agc par sa capitale, avait adressé au quartier-général de Pistuia, où Bonaparte avait rejoint \ aubois le 20, une lettre pour le prier de diriger ses troupes sur Pise au lieu de Florence, ce qui fut accordé.généralenchef Htplus;ilécrivit nu grandduc, le jour même : «« Le pavillon de la république *• est coiistaminenl insulté dans le port de Livourne; U les propriétés des iiégociaiis français y sont viu•> lées; chaque

jour y est marqué par un attentat » contre la France, aussi contraire aux intérêts de V la répuldiquc qu'au droit des gens. Le Directoire •: exécutif a porté plusieurs fois ses plaintes au mt•I nisirc de V. A. B. ù Paris, qui a été obligé d'aII vouer l'impossibilité où sc trouvait V. A. B. de «I réprimer les Anglais et de maintenir la neutralité M dans le port de Livourne. Le Directoire exécutif a senti dès-lors qu'il était » La division Vaul>uis se mit en route; Mural commandait l'nvant-gardc et quitta hrusqueinenl la route de Pise à Fiurcnzuola pour se porter sur Livourne, où il entra huit heurt s après; le général en chef se rendit aussi dans cette ville. Mais les Anglais avaient été prévenus, et leurs bàtimens étaient allés se mettre à Pahri dans 1rs ports de Pile de C«rs(‘. Toutefois l'ocrupqUun de Livourne, la destruction de la factorerie anglaise, et la saisie de toutes les marchandises brilamiiques, se firent vivement stMitir en Angleterre, et la Corse fut aussitôt menacée par les Français, ('ne vingtaine de patriotes réfugiés qui avaient fui le gouverncinenl de Paoli, ou qui s'élaicnt soustraits à celui du vice-roi Elliol, se réunirent à Livourne, et de là descendirent en Corse, où ils réveillèrent l'insurrection dans les moiilagni'S. Du port de celte ville, assignée pour point de rassemblement à tous les Corses, Bonaparte, sur la fin de juillet, fit passtT à ses compatriotes quatre mille fusils, mille paires de pistolets et six milliers de poudre. A Parrivcc des premiers Corses, parmi lesquels était le comte Ronelli, les montagnards prirent les armes. Ces attaques préludèrent à Pexpedilion qui, sous les ordres du général divisionnaire Cenlili et des généraux Cervuni et Casalla, devait, trois mois plus tard, affranchir la Corse de la duniinatioii anglaise. De Livourne, le généra! en chef se rendit à Florence, où il entra sans tiicorte. Peu de jours après, étant à table chez le grand-duc, il apprit que le 29 la citadelle de Milan avait capitulé. On y trouva de grands approvisioniK'inens, une garnison de deux mille cinq cents hommes, qui fut dirigée sur Lodi, cinq mille fusils et ccnlcinquante pièces de canon. Ainsi, l'artillerie du siège, composée de l'artillerie piémontaiso qui avait fait ouvrir les portes de la citadellu de Milan, étailcomplétéc par rarlillerie autrichienne pour Pallaque de Manloue. La nouvelle de In reddition du château de Milau rappela le général en chef aux opérations du siège de Manloue. 11 quitta Florence, et transporta successivement son quartier-général à Bologne, à Buverlndla, à Castigliune. 11 avait laissé la négociation inachevée avii: Gènes. Les demandes que son atüej uy vjvjOglc

 di'-camp Mural avait adressées au sénat étaient loin d'avoir obtenu du succès. Le résident d'Autriche, qui avait fourni dos armes aux rebelles d'Arquata, remplissait toujours ses fonctions i GéneSy malgré les réclamations réitérées de Faypuult, résident de la république. I.es griefs s'accumulaient contre ce gouvernement qui, dans son inüdèlc neutralité, avait constamment servi les intérêts de l'Autriche etde rAngleterrc audétriinciitde l'armée française. D'un autre côté, la république de Venise suivait le même plan de perfidie, et, sous le voile de la ncu* tralité, à l'approche des renforts autrichiens conduits par Wurmser, elle faisait en secret des armeinens considérables. 1/llalie, sauf les villes de Bologne, de Fcrrare, de Facnxa, de Jleggio, qui avaient d'enthousiasme arboré les couleurs de la liberté, était un volcan prôtà dévorer rarméefrançaise. La factionarislocraliqucetsacerdotalctraitait d'une main et menaçait de l'autre. Elle faisait circuler dans toute la l'éiiinsule des écrits incendiaires; elle provoquait au meurtre des Français; elle quadruplait rarmcc de >Vurmser, et annonçait ce général comme un vengeur prochain qui allait délivrer Mantoue et toute la Lombardie. Pendant le séjour même de Bonaparte à Bologne, une petite ville, Lugo, située dans la légation de Ferrarc, fut toulàcoup envahie par quelques milliers de paysans armés. Le général Bcyrand dut y marcher avec sa brigade et enlever de vive force cette place, qui fut châtiée par une exécution militaire. La régence de Modéne eiitraitaussi dans la conspiration aristocratique, malgré son traité avec la république; mais elle SC trouvait contenue par les patriotes de Modène et de IVeggio, tous en armes pour la cause française. Dans cet étal de haine générale mais cachée, qui animait tous les gouvernemens de l'Italie contre la république cl ses troupes, la saine politique prescrivait de ménager les habitans, et de ne pas encourager roppusilion des ennemis de la France par le despotisme et les dilapidations des agciis du Directoire. Le général en chef avait signalé ainsi leurs excès et le péril dans sa dépêche du âO juillet, de Castiglione : » ... On se conduit d'une manière dure U envers les négocians livournois. Unies Iraileavcc U plus de rigueur que vous n'avez intention qu'on U SC conduise envers les négocians anglais memes : •(cela alarme tout le commerce de l'Italie, et nous « fait passer à scs veux pour des Vandales, et cela «I a entièrement indispose les négocians de la ville «de Gènes; et la masse du peuple de celte ville, » qui nous a toujours été favorable, est actuellement •1 Ircs-pronuncée contre nous. Si notre conduite

U administrative à Livourne est détestable, notre R conduite politique avec la Toscane n'est pas meilM Icuro... La mesure de chasser les émigrés de Li45 R vuurne et de vingt lieues à la ronde par une pro« clamalion, est aussi inutile qu'impolilique U Cette proclainalion, où l'on s'attribue une juri« diction sur vingt lieues de pays, est d'uu Ircs« mauvais effet; à moins que (ce qui est (rés-con« traire ù vos inslilulioiis) nous ne voulions prendre n le ton et la politique de l'ancienne Home... Dans U la position actuelle de l'Italie, iffaut ne nous faire M aucun nouvel ennemi, et allcndre la décision do R la campagne pour prendre un parti contraire aux H vrais intérêts de la république, yous ientirti U iana doute alora qu'il ne noua convient pas de U laisaer le duché de Toscane au frère de VEmpe^ *ormlt U aucune menace, ni aucun propos à Livourne U contre la cour de Toscane, l.es moindres de mes U paroles et de celles de vos commissaires sont épiées H et rapprochées avec une grande importance :mai$ U l'on croit toujours être ici dans les couloirs de la U ('unvention. >• Le môme jour, âO juillet, il avait écrit auciloycn Garrau, cuinmissaire du Directoire en mission à Livourne : H La réquisition que vous avez faite au général » Vnuhois est contraire à l'instruction que m'a R donnée le gouvernement. Je vous prie de vous rcsH Ireindre désormais dans les bornes des fonctions « qui vous sont prescrites par le gouvernement du R Directoire exécutif : sans quoi je me trouverais U obligé de défendre, à l'ordre de l'armée, d'obw tcnq>ércr à vos réquisilions. Nous ne sommes R tous que par la loi : celui qui veut commander et R usurper les fonctions qu'elle ne lui accorde pas, K n'est pas républicain. « (^)unnd vous étiez représentant du peuple, vous » aviez des pouvoirs illimités ; tout le monde sc fai» sait un devoir de vous ol>éir ; aujourd'hui vous «1 êtes commissaire du gouvernement, investi d'un U très-grand caractère; une instruction positive a R réglé vos fonctions, tenez-vous-y. Je sais bien que « vous répéterez ce propos que je ferai comme Du« mot*rie% : il est clair que le général qui a la préKsomplion de commander rarmée que le gouverH ncnient lui a conliéc, et de donner des ordres U sans un arrêté des commissaires, ne peut être R qu'un conspirateur, n C'était ainsi que le général Bonaparte écrivait au Directoire et à son commissaire à l'année d'ilalic. 11 était diflicile de déclarer plus franchement l'indépcndancc de sa position et la supériorité de sa politique. Cet homme, qui prescrivait la modération et la sagesse à son gouvernement, était ne sous un ciel brûlant; il était victorieux, il avait*

imposé la paix aux souverains du Picmonl, de Parme, de Modène, de Naples el de Boine; et il n'avait pas

de-camp Murat avait adressées au sénat étaient loin d'avoir obtenu du succès. Le résident d'Autriche, qui avait fourni des armes aux rebelles d'Arquata, remplissait toujours ses fonctions à Gênes, malgré les réclamations réitérées de Faypoult, résident de la république. Les griefs s'accumulaient contre ce gouvernement qui, dans son infidèle neutralité, avait constamment servi les intérêts de l'Autriche et de l'Angleterre au détriment de l'armée française. D'un autre côté, la république de Venise suivait le même plan de perfidie, et, sous le voile de la neutralité, à l'approche des renforts autrichiens conduits par Wurmser, elle faisait en secret des armemens considérables. L'Italie, sauf les villes de Bologne, de Ferrare, de Faenza, de Reggio, qui avaient d'enthousiasme arboré les couleurs de la liberté, était un volcan prêt à dévorer l'armée française. La faction aristocratique et sacerdotale traitait d'une main et menaçait de l'autre. Elle faisait circuler dans toute la Péninsule des écrits incendiaires; elle provoquait au meurtre des Français; elle quadruplait l'armée de Wurmser, et annonçait ce général comme un vengeur prochain qui allait délivrer Mantoue et toute la Lombardie. Pendant le séjour même de Bonaparte à Bologne, une petite ville, Lugo, située dans la légation de Ferrare, fut tout à coup envahie par quelques milliers de paysans armés. Le général Beyrand dut y marcher avec sa brigade et enlever de vive force cette place, qui fut châtiée par une exécution militaire. La régence de Modène entrait aussi dans la conspiration aristocratique, malgré son traité avec la république; mais elle se trouvait contenue par les patriotes de Modène et de Reggio, tous en armes pour la cause française.

Dans cet état de haine générale mais cachée, qui animait tous les gouvernemens de l'Italie contre la république et ses troupes, la saine politique prescrivait de ménager les habitans, et de ne pas encourager l'opposition des ennemis de la France par le despotisme et les dilapidations des agens du Directoire. Le général en chef avait signalé ainsi leurs excès et le péril dans sa dépêche du 20 juillet, de Castiglione : « ... On se conduit d'une manière dure « envers les négocians livournois. On les traite avec « plus de rigueur que vous n'avez intention qu'on « se conduise envers les négocians anglais mêmes : « cela alarme tout le commerce de l'Italie, et nous « fait passer à ses yeux pour des Vandales, et cela « a entièrement indisposé les négocians de la ville « de Gênes; et la masse du peuple de cette ville, « qui nous a toujours été favorable, est actuellement « très-prononcée contre nous. Si notre conduite « administrative à Livourne est détestable, notre « conduite politique avec la Toscane n'est pas meilleure... La mesure de chasser les émigrés de Livourne et de vingt lieues à la ronde par une proclamation, est aussi inutile qu'impolitique..... « Cette proclamation, où l'on s'attribue une juridiction sur vingt lieues de pays, est d'un très-« mauvais effet; à moins que (ce qui est très-contraire à vos institutions) nous ne voulions prendre « le ton et la politique de l'ancienne Rome... Dans « la position actuelle de l'Italie, il faut ne nous faire « aucun nouvel ennemi, et attendre la décision de « la campagne pour prendre un parti contraire aux « vrais intérêts de la république. *Vous sentirez « sans doute alors qu'il ne nous convient pas de « laisser le duché de Toscane au frère de l'Empereur.* Je désirerais que jusqu'alors on ne se permît « aucune menace, ni aucun propos à Livourne « contre la cour de Toscane. Les moindres de mes « paroles et de celles de vos commissaires sont épiées « et rapprochées avec une grande importance : mais « l'on croit toujours être ici dans les couloirs de la « Convention. »

Le même jour, 20 juillet, il avait écrit au citoyen Garrau, commissaire du Directoire en mission à Livourne :

« La réquisition que vous avez faite au général « Vaubois est contraire à l'instruction que m'a « donnée le gouvernement. Je vous prie de vous res-« treindre désormais dans les bornes des fonctions « qui vous sont prescrites par le gouvernement du « Directoire exécutif : sans quoi je me trouverais « obligé de défendre, à l'ordre de l'armée, d'ob-« tempérer à vos réquisitions. Nous ne sommes « tous que par la loi : celui qui veut commander et « usurper les fonctions qu'elle ne lui accorde pas, « n'est pas républicain.

« Quand vous étiez représentant du peuple, vous « aviez des pouvoirs illimités; tout le monde se fai-« sait un devoir de vous obéir : aujourd'hui vous « êtes commissaire du gouvernement, investi d'un « très-grand caractère; une instruction positive a « réglé vos fonctions, tenez-vous-y. Je sais bien que « vous répéterez ce propos *que je ferai comme Du-« mouriez :* il est clair que le général qui a la pré-« somption de commander l'armée que le gouver-« nement lui a confiée, et de donner des ordres « sans un arrêté des commissaires, ne peut être « qu'un conspirateur. »

C'était ainsi que le général Bonaparte écrivait au Directoire et à son commissaire à l'armée d'Italie. Il était difficile de déclarer plus franchement l'indépendance de sa position et la supériorité de sa politique. Cet homme, qui prescrivait la modération et la sagesse à son gouvernement, était né sous un ciel brûlant; il était victorieux, il avait imposé la paix aux souverains du Piémont, de Parme, de Modène, de Naples et de Rome; et il n'avait pas

<6 niSTOIRE DE NAPOLÉON. vingt'buit ati5 ! Quelques joun avant, il confiaiten quatre mots au Directoire la destinée de la campagne qu*il méditait, avec ses quarante mille hommes, contre les soixante mille de AVurmser : •I Malheur, disait-il, à ^ mi cu/cif/ef a mal. n Cent quarante pièces de canon sont devant Mantoue depuis le 18 juillet : la tranchée est ouverte à cinquante toises du chemin couvert. Le SS, le général en chef se rend À Milan, où il obtient l'entière execution du traité avec le roi de Sardaigne, et termine l'organisation intérieure de 1a Lombardie. Toute rilalie est alliée ou soumise ; elle est occupée par les troupes, ou enchaînée par les pactes de la république, depuis les Alpes de la Savoie jusqu'au détroit de Scylla. Mantoue seule etWurmscr tiennent encore en suspens la victoire française. Digiiized by Google

vingt-huit ans ! Quelques jours avant, il confiait en quatre mots au Directoire la destinée de la campagne qu'il méditait, avec ses quarante mille hommes, contre les soixante mille de Wurmser : « *Malheur,* disait-il, *à qui calculera mal.* »

Cent quarante pièces de canon sont devant Mantoue depuis le 18 juillet : la tranchée est ouverte à cinquante toises du chemin couvert. Le 22, le général en chef se rend à Milan, où il obtient l'entière exécution du traité avec le roi de Sardaigne, et termine l'organisation intérieure de la Lombardie. Toute l'Italie est alliée ou soumise ; elle est occupée par les troupes, ou enchaînée par les pactes de la république, depuis les Alpes de la Savoie jusqu'au détroit de Scylla. Mantoue seule et Wurmser tiennent encore en suspens la victoire française.

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 47 CHAPITRE IV. (De la fin de juillet à la fin de seplcmbrc 1700.) ■ %TÀtU.IS DI L0H4T0f DI CAfiTIULIOFIt. — PMSI RB VtltO^C. — SECORB BLOCCS DB HA5T0CB. — BOSTIUTtS POUTIPtCALBS. — TRAITfi OPPB!«Sir IT RÉPBI^SIP SIC! mes, dont trente-trois mille présens sous les armes, allaient faire la guerre actirc contre un nombre presque double de combaltans réunis sous les drapeaux du feld-maréchal Wurmser. De faibles garnisons gardaient Ferrare, Livourne, Coni, Tortone, Alexandrie, Uilan, Pizzighettone; et sept à huit mille hommes campaient devant Manloue avec le général Serrurier. Le quartier-général françaisétail à Castcl-Novo; Tarméc tenait le haut et bas Adige, la Chièse, et s'étendait à Salo, depuis les déGlcs du Tyrol jusqu'à Porto>Legnago, occupant la Corona, Monte-Baldo, Rivoli et Vérone. La division Massena, placée dans les deux dernières villes, formait le centre, et se composait de quinze mille hommes; celle d'Augereau, de huit mille hommes, formait la droite; celle de Sauret, de quatre mille, la gauche; entre la droite et le centre était la réserve, forte de six mille hommes. Wurmser avait son quartiergénéral à Trente : scs forces se trouvaient divisées en trois corps, deux de vingt mille hommes, commandes par les généraux Davidowitcb elQuasdanowitch, et l'autre de trente mille hommes, sous ses ordres. Le feld-inarécbal conduisait le centre, Oavidowilch la gauche, Quasdanowilch la droite. Le â9 juillet, les Autrichiens commencèrent leur mouvement général, et débouchèrent du Tyrol italien sur plusieurs positions de l'armée française. Joubert défendit la Corona toute la journée, et se replia cnQn sur le plateau de Rivoli, que Masséna avait dù évacuer. L'ennemi s'était également emparé de Brescia ; il tenait aussi Salo, évacué par le général Sauret après une brillante résistance. Les colonnes autrichiennes couvraient les hauteurs de Vérone, la rive gauche de l'Adigc, stationnaient à Gavardo, menaçaient Ponlc-San-Marco et Lonalo, et, parla direction des différens corps, étaient à la fois sur Milan, sur Crémone et sur Mantoue. Ces deux jours de progrès de la grande armée de Wurmser, une fois plus forte que l'armée française, découvrirent au général Bonaparte le plan des ennemis. L'infériorité numérique de ses troupes oc lui permettait pas de livrer bataille à l'armée autrichienne réunie ; il ne devait chercher qu'à la battre en détail, comme il l'avait fait depuis l'ouverture de la campagne. Il devait, avant tout, empêcher Wurmser de se réunir à Quasdanowitch sur le Mincio. $on génie lui inspira alors

subitement la résolution d’abandonner devant Mantoue la tranchée, les ouvrages, les cent quarante pièces de canon de siège; en un mot, de lever le blocus, et d’aller conquérir encore par de nouveaux triomphes le pouvoir de le reprendre. Le général Serrurier brûla ses affûts, noya scs poudres, encloua les canons, enterra les projectiles, et dans la nuit du 31 juillet, rejoignit l’armée active. Après un conseil de guerre, où Aogercau vota pour l'attaque, le général en chef mit l’armée en mouvement contre Quasdanowitch sur Brescia. Ici commence cette suite de victoires que nos soldats nommèrent la campagne des cinq jours. Bonaparte s’attacha à la division Quasdanowitch, plus engagée que les autres. Les combats de Lonato, de Salo, la reprise de Brescia, d’où l’ennemi n’eut pas le temps d’emmener ses prisonniers , forcèrent Quasdanowitch à la retraite, et l’isolèrent entièreDigitized by Google

CHAPITRE IV.

(De la fin de juillet à la fin de septembre 1796.)

BATAILLES DE LONATO, DE CASTIGLIONE.—PRISE DE VÉRONE.—SECOND BLOCUS DE MANTOUE.—HOSTILITÉS PONTIFICALES.—TRAITÉ OFFENSIF ET DÉFENSIF SIGNÉ A SAINT-ILDEFONSE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.— BATAILLES DE ROVEREDO, DE BASSANO, DE SAINT-GEORGES.—TROISIÈME BLOCUS DE MANTOUE.

L'armée française était de quarante mille hommes, dont trente-trois mille présens sous les armes, allaient faire la guerre active contre un nombre presque double de combattans réunis sous les drapeaux du feld-maréchal Wurmser. De faibles garnisons gardaient Ferrare, Livourne, Coni, Tortone, Alexandrie, Milan, Pizzighettone; et sept à huit mille hommes campaient devant Mantoue avec le général Serrurier. Le quartier-général français était à Castel-Novo; l'armée tenait le haut et bas Adige, la Chièse, et s'étendait à Salo, depuis les défilés du Tyrol jusqu'à Porto-Legnago, occupant la Corona, Monte-Baldo, Rivoli et Vérone. La division Masséna, placée dans les deux dernières villes, formait le centre, et se composait de quinze mille hommes; celle d'Augereau, de huit mille hommes, formait la droite; celle de Sauret, de quatre mille, la gauche; entre la droite et le centre était la réserve, forte de six mille hommes. Wurmser avait son quartier-général à Trente : ses forces se trouvaient divisées en trois corps, deux de vingt mille hommes, commandés par les généraux Davidowitch et Quasdanowitch, et l'autre de trente mille hommes, sous ses ordres. Le feld-maréchal conduisait le centre, Davidowitch la gauche, Quasdanowitch la droite. Le 29 juillet, les Autrichiens commencèrent leur mouvement général, et débouchèrent du Tyrol italien sur plusieurs positions de l'armée française. Joubert défendit la Corona toute la journée, et se replia enfin sur le plateau de Rivoli, que Masséna avait dû évacuer. L'ennemi s'était également emparé de Brescia; il tenait aussi Salo, évacué par le général Sauret après une brillante résistance. Les colonnes autrichiennes couvraient les hauteurs de Vérone, la rive gauche de l'Adige, stationnaient à Gavardo, menaçaient Ponte-San-Marco et Lonato, et, par la direction des différens corps, étaient à la fois sur Milan, sur Crémone et sur Mantoue. Ces deux jours de progrès de la grande armée de Wurmser, une fois plus forte que l'armée française, découvrirent au général Bonaparte le plan des ennemis. L'infériorité numérique de ses troupes ne lui permettait pas de livrer bataille à l'armée autrichienne réunie; il ne devait chercher qu'à la battre en détail, comme il l'avait fait depuis l'ouverture de la campagne. Il devait, avant tout, empêcher Wurmser de se réunir à Quasdanowitch sur le Mincio. Son génie lui inspira alors subitement la résolution d'abandonner devant Mantoue la tranchée, les ouvrages, les cent quarante pièces de canon de siége; en un mot, de lever le blocus, et d'aller conquérir encore par de nouveaux triomphes le pouvoir de le reprendre. Le général Serrurier brûla ses affuts, noya ses poudres, encloua les canons, enterra les projectiles, et dans la nuit du 31 juillet, rejoignit l'armée active. Après un conseil de guerre, où Augereau vota pour l'attaque, le général en chef mit l'armée en mouvement contre Quasdanowitch sur Brescia.

Ici commence cette suite de victoires que nos soldats nommèrent la campagne des cinq jours. Bonaparte s'attacha à la division Quasdanowitch, plus engagée que les autres. Les combats de Lonato, de Salo, la reprise de Brescia, d'où l'ennemi n'eut pas le temps d'emmener ses prisonniers, forcèrent Quasdanowitch à la retraite, et l'isolèrent entière-

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 26.02% accurate

48 HISTOIRE DK XAPOLÉO?t. ment do Wurmscri qui

The text on this page is estimated to be only 28.80% accurate

HISTOmE DK NAPOLÉON. c6té, la main aux Autrichiens, cl de l'autre aux Anglais qui assiégeaient Livourne. On ne voyait plus dans les armistices que des saufs-conduits du moment pour les ennemis vaincus. C'était la conspi* ration des traités contre les Français; mais il leur restait de Gdèles alliés dans les |K>pulations de Bologne, deFerrare,de Beggio, de Modénc,deParme, qui avaient toutes embrassé avec ardeur et qui conservèrent avec courage les principes républicains. Cette guerre des nations contre les rois était légitimée k leurs yeux, moins par les souvenirs du despotisme qui les avait si long-temps opprimées, que par les violations des traités qui venaient de placer ces peuples dans une condition meilleure. Cependant, mieux avisée que la couronne de la péninsule italique, l'Espagne, rrap|>ée de la prépondérance exclusive que l'Angleterre allails'arroger sur les mers si la France restait sans alliés maritimes, l'Espagne avait signé à Saint-Ildefonsc, le 19 août, un traité ofTcnsif et défensif avec la républi(|ue. Cette haute démarche, conseillée]>ar une saine politique, fut d'un grand poids en Europe pour la fortune française, et imposa silence aux inimitiés piémoiitaise et napolitaine. A ingl jours termineront la guerre aclivcdcAVurmscr. Renforcé par vingt mille hommes dans le Tyrol, où Davidon ilch reste avec vingt mille, le vieux foldmaréchal sc porte, de sa personne, avec vingt-six mille, de la ville de Trente sur Mantoue pour en faire lever le blocus. Sa marche s'opère sur les gorges de la Brenta, Bassano, le Bas-Adige. Le général Bonaparte n'a reçu que six mille hommes de l'armée des Al|)cs; mais il a pénétré le projet de AA'urmser; cl tidèle à son plan de consommer la destruction de l'ennemi en continuant de l'allaqucr en détail, il veut lui ôter tout moyen de retraite en s'emparant duTreiitin où il va surprendre Ilavidowilch. Cependant Kilrnainc, avec trois mille hommes, doit couvrir sur l'Adigc le blocus de Hantoue. Vérone, mise en état de défense, est gardée, ainsi que Legnago, par le même général ; alors Bonaparte met en mouvement l'armée française. Le 1*' septembre, Vaubois se dirige sur Trente par la chaussée de la rive droite de la Chièse, Masséna par celle de la rivegauchc; Augereau suit également cctlc rive par la route de la montagne. L'avant-gardc de A'^aubois cin|>orlc le pont de la Sarco; celle de Masséna^ la position de Scravallc ; et le 4 septembre, s'engage In bataille de Roveredo, où les Autrichiens, enfoncés de toutes parts, entrent péle-mèlc avec les Français, cl

sont poursuivis jusqu’aux défdés réputés inexpugnables de Caliann. Colle position est occupée par la réserve de Davidovitch, et protégée par de fortes batteries, l'nc colonne serrée de neuf bataillons s’élance dans le dé19 Ülé et culbute rennemi. L’armée continue d'avancer toute la nuit, et le S, àla pointe du jour, clic arrive à Trente : Davidowitch est déposté de toutes scs positions. La victoire de Roveredu donne a la république sept mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept dra{H'aux ; clic sccondcaussi Icsvuesdu général Bonaparte : AVurmser est coupé du Trenlin etdu Tyrol ! Dans la nuit suivante, BonajKirtc fulinslruit par le général Kilmaine, que Wiirrnser, en mouvement surJ'Adigc, menaçait Vérone. Le quartier-général autrichien était à Bassano le 7, et l’arrière-garde de AVurmser à Primolano, pour fermer les gorges de la Brenta. Bonaparte prend sur-le-champ la résolulion d’aller, à marches forcées, arrêter Wurrascr. Mais avant de SC précipiter des montagnes du T)rol à la poursuite de son ennemi, il dispose, par celle proclamation, les babilans à adopter l’administration qu'il établit : Ttroiibms ! H Vous sollicitez la protection de l'armée fran•< çaisc, il faut vous eu rendre dignes. Puisque la U majorité d’entre vous est bien intentionnée, conK traignez ce i>ctit nombre d’hommes opiniâtres à M sc sourncllrc. Leur diète insensée tend à attirer «I sur leur patrie les fureurs de la guerre. La supéu riorilé de nos armes est aujourd’hui constalce. Les « ministres de reiiipcr ur, achetés parPor de l’Anu gicterre, sc trahissent; ce malheureux prince ne cnl

redouter les vain« queursdes Alpesetderitalie; mais c'est quelques

côté, la main aux Autrichiens, et de l'autre aux Anglais qui assiégeaient Livourne. On ne voyait plus dans les armistices que des saufs-conduits du moment pour les ennemis vaincus. C'était la conspiration des traités contre les Français; mais il leur restait de fidèles alliés dans les populations de Bologne, de Ferrare, de Reggio, de Modène, de Parme, qui avaient toutes embrassé avec ardeur et qui conservèrent avec courage les principes républicains. Cette guerre des nations contre les rois était légitimée à leurs yeux, moins par les souvenirs du despotisme qui les avait si long-temps opprimées, que par les violations des traités qui venaient de placer ces peuples dans une condition meilleure. Cependant, mieux avisée que la couronne de la péninsule italique, l'Espagne, frappée de la prépondérance exclusive que l'Angleterre allait s'arroger sur les mers si la France restait sans alliés maritimes, l'Espagne avait signé à Saint-Ildefonse, le 19 août, un traité offensif et défensif avec la république. Cette haute démarche, conseillée par une saine politique, fut d'un grand poids en Europe pour la fortune française, et imposa silence aux inimitiés piémontaise et napolitaine.

Vingt jours termineront la guerre active de Wurmser. Renforcé par vingt mille hommes dans le Tyrol, où Davidowitch reste avec vingt mille, le vieux feld-maréchal se porte, de sa personne, avec vingt-six mille, de la ville de Trente sur Mantoue pour en faire lever le blocus. Sa marche s'opère sur les gorges de la Brenta, Bassano, le Bas-Adige. Le général Bonaparte n'a reçu que six mille hommes de l'armée des Alpes; mais il a pénétré le projet de Wurmser; et fidèle à son plan de consommer la destruction de l'ennemi en continuant de l'attaquer en détail, il veut lui ôter tout moyen de retraite en s'emparant du Trentin où il va surprendre Davidowitch. Cependant Kilmaine, avec trois mille hommes, doit couvrir sur l'Adige le blocus de Mantoue. Vérone, mise en état de défense, est gardée, ainsi que Legnago, par le même général; alors Bonaparte met en mouvement l'armée française.

Le 1er septembre, Vaubois se dirige sur Trente par la chaussée de la rive droite de la Chièse, Masséna par celle de la rive gauche; Augereau suit également cette rive par la route de la montagne. L'avant-garde de Vaubois emporte le pont de la Sarco; celle de Masséna, la position de Seravalle; et le 4 septembre, s'engage la bataille de Roveredo, où les Autrichiens, enfoncés de toutes parts, entrent pêle-mêle avec les Français, et sont poursuivis jusqu'aux défilés réputés inexpugnables de Caliano. Cette position est occupée par la réserve de Davidowitch, et protégée par de fortes batteries. Une colonne serrée de neuf bataillons s'élance dans le défilé et culbute l'ennemi. L'armée continue d'avancer toute la nuit, et le 5, à la pointe du jour, elle arrive à Trente : Davidowitch est déposté de toutes ses positions. La victoire de Roveredo donne à la république sept mille prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux; elle seconde aussi les vues du général Bonaparte : Wurmser est coupé du Trentin et du Tyrol!

Dans la nuit suivante, Bonaparte fut instruit par le général Kilmaine, que Wurmser, en mouvement sur l'Adige, menaçait Vérone. Le quartier-général autrichien était à Bassano le 7, et l'arrière-garde de Wurmser à Primolano, pour fermer les gorges de la Brenta. Bonaparte prend sur-le-champ la résolution d'aller, à marches forcées, arrêter Wurmser. Mais avant de se précipiter des montagnes du Tyrol à la poursuite de son ennemi, il dispose, par cette proclamation, les habitans à adopter l'administration qu'il établit :

TYROLIENS!

« Vous sollicitez la protection de l'armée fran-
« çaise, il faut vous en rendre dignes. Puisque la
« majorité d'entre vous est bien intentionnée, con-
« traignez ce petit nombre d'hommes opiniâtres à
« se soumettre. Leur diète insensée tend à attirer
« sur leur patrie les fureurs de la guerre. La supé-
« riorité de nos armes est aujourd'hui constatée. Les
« ministres de l'empereur, achetés par l'or de l'An-
« gleterre, se trahissent; ce malheureux prince ne
« fait pas un pas qui ne soit une faute. Vous voulez
« la paix! Les Français combattent pour elle. Nous
« ne passons sur votre territoire que pour obliger la
« cour de Vienne de se rendre au vœu de l'Europe
« désolée, et d'entendre le cri de ses peuples. Nous
« ne venons pas ici pour nous agrandir : *La nature*
« *a tracé nos limites au Rhin et aux Alpes* dans le
« même temps qu'elle a posé au Tyrol les limites de
« la maison d'Autriche. Tyroliens! quelle qu'ait été
« votre conduite passée, rentrez dans vos foyers;
« quittez des drapeaux tant de fois battus et impuis-
« sans pour vous défendre. Ce n'est pas quelques
« ennemis de plus que peuvent redouter les vain-
« queurs des Alpes et de l'Italie; mais c'est quelques
« victimes de moins que la générosité de la nation
« m'ordonne de chercher à épargner. Nous nous
« sommes rendus redoutables dans les combats;
« mais nous sommes les amis de ceux qui nous re-
« çoivent avec hospitalité, etc. »

Bonaparte partit le 6, au jour. Il y a vingt lieues de Trente à Bassano, où il voulait battre Wurmser : le lendemain matin, les deux avant-gardes se trouvèrent en présence à Primolano, qui fut emporté, ainsi que le fort de Cavolo. Rien ne résiste à l'impétuosité française. Cette journée coûte à l'ennemi

HISTOinE DE SKVOLtoy. iK) quntre mille prisonniers, douze pièces de canon et une grande quantité décaissons. Dans le mémo ino* ment, Kilmainc était chargé à Vérone par une division du corps de Wuriiiser : elle fut repoussée, et demanda du renfort à son général en chef, qui, de son cAlé, se voyant pressé sur Bassano, rappela à lui, mais inutilement. Le 8, le général Mezaros, qui commandait cette division, n'etait encore qu'à Moritebello, et Wurmser perdait la bataille de Bassano. I/arméc ennemie, forte de vingt mille hommes en ligne, sur laquelle se réfugièrent les débris des troupes en position dans les gorges de la Brcnta, attaquée à sa gauche par Augercau, à sa droite par Masséna, fut brisée sur tous les points, et rejetée dans la ville de Bassano. Comme à Lodi, on franchit le pont en colonne serrée. A trois heures, Bassano était à nous. Six mille prisonniers, trente pièces de canon, un parc immense de bagages et de voitures attebW's, deux équipages de pont, restèrent au pouvoir des Français. Wurmser n'avait plusqu'un reste d'armée, et toute communication lui était fermée avec les États héréditaires. Quasdanowitch, en marche sur Bassano, dut sc replier vers le Frioul avec trois mille hommes. Mezaros avait rallié son général en chef à Vicencc. Wurmser, privé de scs épuipages de pont depuis sa défaite à Bassano, ne pouvait plus repasser l'Adigc, et il était infaillibU'nient pris avec sa petite armée, sans la coupable négligence du commandant de Legnago, qui ayant manqué de cœur pour sc maintenir dans cc poste, manqua de tète en t'abandonnant tout à coup, et ouvrit une route à l'ennemi désespéré. Wurmser, instruit de cette évacuation, entra à Legnago sans coup férir, Ht passer l'Adigeà son armée, et sc porta sur Muntoue. Dans sa retraite, Wurmser força les Français à Ccrca, où le général en chef, accouru au secours de l'avant-garde culbutée, faillit être fait prisonnier ; il s'empara aussi de Villa-lmpcnta, dont Sahuguct avait négligé de couper le pont, et de Due-Castetli, défendu par un bataillon. Wurmser dut ces trois avantages consécutifs à sa nombreuse cavalerie, à la faiblesse des délachcmcns qui occupaient les positions avancées du blocus, et à la non exécution des ordres du général Bonaparte, qui avait prescrit la destruction des ponbde la Molinclla pour arrêter la retraite de l'ennemi sur Hantouc. Ces succès le déterminèrent à continuer de tenir la campagne ; cl, à la (été de la garnison de Mantouc, où ne restèrent que cinq mille hommes, il campa entre le faubourg Saint-Georges et la citadelle. Son armée ainsi recrutée présentait un effectif de vingt-cinq mille hommes; l'armée française comptait vingt-

quatre mille coml>aUans. Le choc cul lieu le 19 ; il prit le nom de bataille de Saint-Georges. I«es deux ailes furent bientôt engagées. Sur la gauche, la division Bon dcchit un moment, mais Masséna déboucha sur le centre en colonne; cette habile manœuvre porta le désordre dans les rangs autrichiens, et décida la victoire. Le combat fut sanglant et acharné; enfin, l'ennemi laissa trois mille prisonniers, trois drapeaux, onze pièces de canon, cl courut sc renfermer dans Mantouc. Deux jours après, Wurmser, maître de Seraglio, jeta un pont sur le Pô et ravitailla la place. Le il tenta de se porter encore sur l'Adige en attaquant le poste de Governolo ; mais il échoua, et sacrifia un millier d'hommes et six pièces de canon. Le général Kilmaine, à la tète de la division Serrurier, mit ûn, le 1" octobre, à la guerre de Wurmser r il entra dans le Seraglio, reprit les positions de Pradella et Ccrcse, et Mantouc fut étroitement bloquée. Le troisième blocus de Mantouc était formé ; h troisième armée autrichienne était détruite : il n'existait des soixante-dix mille hommes dont elle élait composée au 1*' juin, que seize mille hommes arrêtés dans Mantouc avec le général en chef, et dix mille hommes fugilifsdansie Tyrolavec Davidowitch et Quasdanowitch. Cette armée avait perdu soixante-quinze pièces de canon , trente generaux , vingt-deux drapeaux. L'aidc-dc-camp Marmonl, que Bonaparte avait trouve à Toulon lieutenant d'artillerie, (Hirta au Directoire les drapeaux enlevés aux batailles de Boveredo, de Bassano cl de Saint-Georges. On peut dire , de cette époque , que les soldats de l'armée d'ilalic , en montrant par des prodiges tout cc que les Français peuvent devenir sous un grand capitaine, étaient les premiers soldats de la république et du monde. Mais quels généraux marchaient à leur tète, dans celte mémorable campagne ! et quelle part de gloire revient à leur valeur dans la gloire du général en chef qui eut le bonheur de trouver de tels instrumens de scs desseins et de son génie ! Quels hommes, que l'intrcpidc Augercau , qui sc jouait de tous les périls ; que l'habile Joubert, qu'aucun événement ne pouvait étonner ; et surtout que l'illustc Masséna , déj.A digne de conduire une armée ! Auprès d'eux sc distinguent comme des rivaux d'audace et de talent, les Vaubois , les Sahuguct , les Kilmainc , les Bon , les Serrurier; tandis qu'on voit briller au second rang Saint-IIilaire, LccIcrc, Suchcl, Murat, qui ne fait que commencer une carrière qui doit éli t; si pleine d'exploits chevaleresques, et Lannes , qu'on pouvait déjà appeler le brave des braves. Ju ne puis citer les autres olTiciers parmi lesquels existent déjà tant de futurs généraux dont les noms attendent leur célébrité; mais qu'ils reçoivent le tribut d'éloges qui

leur est dû dans la personne dii colonel Bampnn, le généreux commandant ■ogk trtj I”" ■

quatre mille prisonniers, douze pièces de canon et une grande quantité de caissons. Dans le même moment, Kilmaine était chargé à Vérone par une division du corps de Wurmser : elle fut repoussée, et demanda du renfort à son général en chef, qui, de son côté, se voyant pressé sur Bassano, l'appela à lui, mais inutilement. Le 8, le général Mezaros, qui commandait cette division, n'était encore qu'à Montebello, et Wurmser perdait la bataille de Bassano. L'armée ennemie, forte de vingt mille hommes en ligne, sur laquelle se réfugièrent les débris des troupes en position dans les gorges de la Brenta, attaquée à sa gauche par Augereau, à sa droite par Masséna, fut brisée sur tous les points, et rejetée dans la ville de Bassano. Comme à Lodi, on franchit le pont en colonne serrée. A trois heures, Bassano était à nous. Six mille prisonniers, trente pièces de canon, un parc immense de bagages et de voitures attelées, deux équipages de pont, restèrent au pouvoir des Français. Wurmser n'avait plus qu'un reste d'armée, et toute communication lui était fermée avec les États héréditaires. Quasdanowitch, en marche sur Bassano, dut se replier vers le Frioul avec trois mille hommes. Mezaros avait rallié son général en chef à Vicence. Wurmser, privé de ses équipages de pont depuis sa défaite à Bassano, ne pouvait plus repasser l'Adige, et il était infailliblement pris avec sa petite armée, sans la coupable négligence du commandant de Legnago, qui ayant manqué de cœur pour se maintenir dans ce poste, manqua de tête en l'abandonnant tout à coup, et ouvrit une route à l'ennemi désespéré. Wurmser, instruit de cette évacuation, entra à Legnago sans coup férir, fit passer l'Adige à son armée, et se porta sur Mantoue.

Dans sa retraite, Wurmser força les Français à Céréa, où le général en chef, accouru au secours de l'avant-garde culbutée, faillit être fait prisonnier ; il s'empara aussi de Villa-Impenta, dont Sahuguet avait négligé de couper le pont, et de Due-Castelli, défendu par un bataillon. Wurmser dut ces trois avantages consécutifs à sa nombreuse cavalerie, à la faiblesse des détachemens qui occupaient les positions avancées du blocus, et à la non exécution des ordres du général Bonaparte, qui avait prescrit la destruction des ponts de la Molinella pour arrêter la retraite de l'ennemi sur Mantoue. Ces succès le déterminèrent à continuer de tenir la campagne ; et, à la tête de la garnison de Mantoue, où ne restèrent que cinq mille hommes, il campa entre le faubourg Saint-Georges et la citadelle. Son armée ainsi recrutée présentait un effectif de vingt-cinq mille hommes ; l'armée française comptait vingt-quatre mille combattans. Le choc eut lieu le 19 ; il prit le nom de bataille de Saint-Georges. Les deux ailes furent bientôt engagées. Sur la gauche, la division Bon fléchit un moment, mais Masséna déboucha sur le centre en colonne ; cette habile manœuvre porta le désordre dans les rangs autrichiens, et décida la victoire. Le combat fut sanglant et acharné ; enfin, l'ennemi laissa trois mille prisonniers, trois drapeaux, onze pièces de canon, et courut se renfermer dans Mantoue. Deux jours après, Wurmser, maître de Seraglio, jeta un pont sur le Pô et ravitailla la place. Le 25, il tenta de se porter encore sur l'Adige en attaquant le poste de Governolo ; mais il échoua, et sacrifia un millier d'hommes et six pièces de canon. Le général Kilmaine, à la tête de la division Serrurier, mit fin, le 1er octobre, à la guerre de Wurmser : il entra dans le Seraglio, reprit les positions de Pradella et Cerèse, et Mantoue fut étroitement bloquée.

Le troisième blocus de Mantoue était formé ; la troisième armée autrichienne était détruite : il n'existait des soixante-dix mille hommes dont elle était composée au 1er juin, que seize mille hommes arrêtés dans Mantoue avec le général en chef, et dix mille hommes fugitifs dans le Tyrol avec Davidowitch et Quasdanowitch. Cette armée avait perdu soixante-quinze pièces de canon, trente généraux, vingt-deux drapeaux. L'aide-de-camp Marmont, que Bonaparte avait trouvé à Toulon lieutenant d'artillerie, porta au Directoire les drapeaux enlevés aux batailles de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges. On peut dire, de cette époque, que les soldats de l'armée d'Italie, en montrant par des prodiges tout ce que les Français peuvent devenir sous un grand capitaine, étaient les premiers soldats de la république et du monde. Mais quels généraux marchaient à leur tête, dans cette mémorable campagne ! et quelle part de gloire revient à leur valeur dans la gloire du général en chef qui eut le bonheur de trouver de tels instrumens de ses desseins et de son génie ! Quels hommes, que l'intrépide Augereau, qui se jouait de tous les périls ; que l'habile Joubert, qu'aucun événement ne pouvait étonner ; et surtout que l'illuste Masséna, déjà digne de conduire une armée ! Auprès d'eux se distinguent comme des rivaux d'audace et de talent, les Vaubois, les Sahuguet, les Kilmaine, les Bon, les Serrurier ; tandis qu'on voit briller au second rang Saint-Hilaire, Leclerc, Suchet, Murat, qui ne fait que commencer une carrière qui doit être si pleine d'exploits chevaleresques, et Lannes, qu'on pouvait déjà appeler le brave des braves. Je ne puis citer les autres officiers parmi lesquels existent déjà tant de futurs généraux dont les noms attendent leur célébrité ; mais qu'ils reçoivent le tribut d'éloges qui leur est dû dans la personne du colonel Rampon, le généreux commandant

 des héros de la redoute de Honte ^Legino. N’ayant plus d’ennemis à combattre, l'armce d’Italie prit du repos, mais du repos sous les armes. Vaubois se retrancha, avec dix mille hommes, sur les bords du Lavis, et occupa la ville de Trente, llasséna, avec le même nombre, s’établit à fiaS' ySano; il observait le passage de la Piave. Augereau gardait l'Adige à Vérone avec dix mille hommes. Kilrnaine, avec huit mille hommes, dirigeait l« blocus de la ville imprenable. La réserve de cavalerie portait l’armée victorieuse à environ quarante mille combatlans. Satisfait de ces dispositions, qui assuraient le succès de la dertiitTe campagne, et peut-être de celte qui allait la suivre, Bonaparte était revenu à Milan, où le rappelaient les intérêts politiques dus à scs nouveaux triomphes. Digitizad by Google

des héros de la redoute de Monte-Legino.

N'ayant plus d'ennemis à combattre, l'armée d'Italie prit du repos, mais du repos sous les armes. Vaubois se retrancha, avec dix mille hommes, sur les bords du Lavis, et occupa la ville de Trente. Masséna, avec le méme nombre, s'établit à Bassano; il observait le passage de la Piave. Augereau gardait l'Adige à Vérone avec dix mille hommes. Kilmaine, avec huit mille hommes, dirigeait le blocus de la ville imprenable. La réserve de cavalerie portait l'armée victorieuse à environ quarante mille combattans. Satisfait de ces dispositions, qui assuraient le succès de la dernière campagne, et peut-être de celle qui allait la suivre, Bonaparte était revenu à Milan, où le rappelaient les intérêts politiques dus à ses nouveaux triomphes.

5^ HISTOIRE DK NAPOLEON. CHAPITRE V. (Du S au 24 octobre 1704.) t\ CORSE EST or.l.tVRÉE DU ASCCAIS. — ■ SICniTl'RB DE LA PAIX DE HAPLU. — AKEtVtE A PAEIS DE LORD MALlUBtiRY, PLÊSIPOTEIITIATRE POLE LA PAIX. — TRAITft OFIERSIP ST OftPBRSIP ERTEB LA PRASCE ET LE PlElOIST. — BIPTURE DE L*AR«1ST1CE DE EODESE. — LE PAPE BEPtSE DE lATlPlBR LE TEAITt. Pc^DAST que i'arinée sc repose dans ses canton* nemens, Bonaparte veille sur les ennemis (Je la France, sur les besoins de la prochaine campagne, sur la prospérité de la patrie. Il a déjà contracté, dans les intervalles de la guerre, l'habitude de ce prodigieux travail de cabinet, qui seul paraît pou* voir lui faire oublier les fatigues militaires. Sa cor* respondance avec le Directoire, avec les ministres de la république accrédités aux difTcrentes cours d'Italie, avec les souverains et avec les généraux, le place au rang des hommes les plus remarquables de rhistoire. Déjà il était obligé de ne chercher qu'en lui seul les moyens de résister aux nouveaux orages que la maison d'Autriche, soutenue par les dispositions hostiles des gouvernemens de Gènes, de Venise, de Modcnc, de Naples, de Toscane, et par l'action perpétuelle de rAnglelerrc sur tous ces États, pouvait encore rassembler contre sa petite armée. Il annonçait nu Directoire qu'il s'attendait à être attaqué bientôt par cinquante mille Autrichiens que des échecs successifs de l'arméi; de Sam* bre-et-Meuse sous Jourdan, et riiivernage des armées impériales sur le Rhin, allaient rendre disponibles; il demandait quinze mille hommes avec instance. Le Directoire lui en promettait une partie, et le pressait toujours de prendre Mantoue. Parmi les moyens qu'on lui indiquait pour parvenir à cette conquête importante, il en était un auquel le général Bonaparte n'avait pas songe, et qui donne la mesure de la politique révolutionnaire des chefs de ce gouvernement. Le l" octobre, La Révcllicre^cpaux lui écrivait ; « Vous trouverez ci-joint un M arrête relatif à \Vurmser; ce général ennemi que « vous avez battu si souvent, et qui touche à sa dernière défaite dans la place que vous assiégez. w SC trouve t/ans le cas des lois de la républitjue Mais, disait-il , H comme il ne faudrait pas que notre rupture avec Digitized by Google

HISTOmE DE NAPOLÉON. S5 M Modéne arrivât dans un instant où ;a ne pourmU » dipoer de quinse cenU hommes pendant quelV ques jours» vous pourriez déclarer à l'envoyé de » Modène que vous me chargez de la conclusion de » la paix avec son prince. 11 viendrait alors au « quartier- général, ayant soin de lui signiûer qu'il U y suit rendu avant douze jours. Je lui déclarerais « alors que toutes négociations sont rompues.... U Vous aurez alors Modène, Reggio, Bologne et U Ferrarc... Les États de Modène arrivent jusqu'au « Mantouan. Vous sentez combien il nous est intéü ressaut d'y avoir, au lieu d'un gouvernement en* nemi, un gouvernement comme celui de Bologne, H qui nous est entièrement dévoué. Nous pourrions, M à la paix générale, donner le Mantouan au duc •> de l'arme, ce qui serait politique sous tous les H rapports. Il serait utile que vous fissiez connaître »> cela à l'ambassadeur d'Espagne, pour que cela « revienne au duc de Parme, ce qui l'engagerait à « nous rendre beaucoup de services.... 11 ne serait « point indifférent que le duc de Parme réunit à M notre armée un de scs régimens... Les habitans U regarderaient notre cause comme la leur, ce qui U est toujours beaucoup , etc. » Dans la même dépêche, Bonaparte dévoile au Directoire la conduite et le caractère du général Willot, qui commande à .Marseille. H Quand on n'a égard à aucune autorité con«stituée, que l'on déclare en masse tous los « habitans de plusieurs départemens indignes du «nom de citoyens, on veut ou se former une H armée considérable , ou faire naître la guerre « civile. « Bonaparte avait deviné ce général, qui se mit, l'année suivante, à la tète de la conspiration de fructidor. Il ajoutait : « Je me croirais déshonoré M de souffrir qu'un général sous mes ordres ne soit •t qu'un instrument de faction, » Dans une autre dépêche, il donne au Directoire lu tableau de sa position vis-à-vis des gouvcrneincris de ritalic , et de leur alliance secrète contre la république , avec laquelle ils se tout le traité à la « fuis : il fallait au contraire préalablement l'obli« ger à SC prononcer sur le premier article; mais. M surtout, on ne devait pas choisir l'instant où l'aru mécélaildans le Tyrol, et l'on devait avoir à l'ap« pui un corps de troupes à Bologne, qui sc serait M accru par la renommée. Oda nous coûte dix mtl« lions, cinq en denrées , et tous les chefs-d'œuvre •I d'Italie, qu'un rehird de quelques jours nous Il aurait donnés. Tous ces pays sont si peuplés, fa « .situation de nos forces est si connue, tout cela Il est Icllcincnt travaillé par l'Empereur et l'AngleR terre, que le succès change tous les quinzejours. » La dépêche du

8 aborde la vérité et la nécessité avec encore plus de franchise : « Manlouc ne pourra pas Il être prise avant le mois de février. — Vous verrez « par là que notre position en lUtie est incertaine U et notre sgrstème politique très-mauvais. — Trieste U est aussi près de Vienne que Lyon l'est de Paris : K en quinze jours lus troupes y arrivent. L'empe» rcur a déjà de cc côté-là une armée. — On gâte U tout en Italie. Ix; prestige de nos forces se dissipe. i{ L'on nous compte. Diminuez vos ennemis. L'inR fluence de Borne est incalculable, — On a très-mal U fait de rompre avec celle puissance : tout cela sera M à son avantage. Si /eusse été consulté sur tout K cela, /aurais retardé la négociation de Rome U comme celle de Gènes et de Fenise. Toutes les fbis Il que votre général, en Italie, ne sera pas le centre U de tout, roue courrez de grands risques. On « n'attribuera pas ce langage à l'ambition : Je n'ai U que trop d'honneurs; et ma santé est tellement Digitized by Google

« Modène arrivât dans un instant *où je ne pourrais « disposer de quinze cents hommes pendant quelques jours*, vous pourriez déclarer à l'envoyé de « Modène que vous me chargez de la conclusion de « la paix avec son prince. Il viendrait alors au « quartier-général, ayant soin de lui signifier qu'il « y soit rendu avant douze jours. Je lui déclarerais « alors que toutes négociations sont rompues.... « Vous aurez alors Modène, Reggio, Bologne et « Ferrare... Les États de Modène arrivent jusqu'au « Mantouan. Vous sentez combien il nous est inté- « ressant d'y avoir, au lieu d'un gouvernement en- « nemi, un gouvernement comme celui de Bologne, « qui nous est entièrement dévoué. Nous pourrions, « à la paix générale, donner le Mantouan au duc « de Parme, ce qui serait politique sous tous les « rapports. Il serait utile que vous fissiez connaître « cela à l'ambassadeur d'Espagne, pour que cela « revienne au duc de Parme, ce qui l'engagerait à « nous rendre beaucoup de services.... Il ne serait « point indifférent que le duc de Parme réunît à « notre armée un de ses régimens... Les habitans « regarderaient notre cause comme la leur, ce qui « est toujours beaucoup, etc. » Dans la même dépêche, Bonaparte dévoile au Directoire la conduite et le caractère du général Willot, qui commande à Marseille.

« Quand on n'a égard à aucune autorité con- « stituée, que l'on déclare en masse tous les « habitans de plusieurs départemens indignes du « nom de citoyens, on veut ou se former une « armée considérable, ou faire naître la guerre « civile. »

Bonaparte avait deviné ce général, qui se mit, l'année suivante, à la tête de la conspiration de fructidor. Il ajoutait : « *Je me croirais déshonoré « de souffrir qu'un général sous mes ordres ne soit « qu'un instrument de faction.* »

Dans une autre dépêche, il donne au Directoire le tableau de sa position vis-à-vis des gouvernemens de l'Italie, et de leur alliance secrète contre la république, avec laquelle ils sont en paix.

« La république de Venise a peur : elle trame « avec le roi de Naples et le pape. De tous les peu- « ples d'Italie, le vénitien est celui qui nous hait « le plus. — Le roi de Naples a soixante mille « hommes sur pied ; il ne peut être détrôné que par « dix-huit mille hommes d'infanterie, et trois « mille de cavalerie. Il serait possible que, de con- « cert avec l'Autriche et Rome, il portât un corps « sur Rome, sur Bologne et Livourne. — Le grand- « duc de Toscane est nul sous tous les rapports, « ainsi que le duc de Parme. — Rome est forte par « son fanatisme. — Le roi de Sardaigne fomente la « rébellion des Barbets. Si Rome et Naples agissent « contre nous, il faudra trois mille hommes de plus « dans les places du Piémont. — Si vous persistez « à faire la guerre à Rome et à Naples, il faut vingt- « cinq mille hommes de renfort, qui, joints à vingt « mille, nécessaires pour tenir tête à l'Empereur, « font des forces de quarante-cinq mille hommes « qu'il me faudrait. — Je crois que vous ne pouvez « faire à la fois la guerre à Naples et à l'Empereur. « La paix avec Naples est de toute nécessité. Restez « à Rome en état de négociation ou d'armistice, « jusqu'au moment de marcher sur cette ville su- « perbe. — Si nous sommes battus sur le Rhin il « nous convient de faire la paix avec Rome et avec « Naples. Il est une autre négociation qui devient « indispensable : c'est un traité d'alliance avec le « Piémont et Gênes. Je voudrais donner Massa et « Carrara et les fiefs impériaux à Gênes, et la faire « déclarer contre la coalition. Je n'avais jamais « compté qu'après avoir détruit en une campagne « deux armées à l'Empereur, il en aurait eu une plus « puissante, *et que les deux armées de la république « hiverneraient bien loin du Danube :* le projet de « Trieste et de Naples était fondé sur des supposi- « tions. On a montré au pape tout le traité à la « fois : il fallait au contraire préalablement l'obli- « ger à se prononcer sur le premier article ; mais, « surtout, on ne devait pas choisir l'instant où l'ar- « mée était dans le Tyrol, et l'on devait avoir à l'ap- « pui un corps de troupes à Bologne, qui se serait « accru par la renommée. Cela nous coûte dix mil- « lions, cinq en denrées, et tous les chefs-d'œuvre « d'Italie, qu'un retard de quelques jours nous « aurait donnés. Tous ces pays sont si peuplés, la « situation de nos forces est si connue, tout cela « est tellement travaillé par l'Empereur et l'Angle- « terre, que le succès change tous les quinze jours. » La dépêche du 8 aborde la vérité et la nécessité avec encore plus de franchise : « Mantoue ne pourra pas « être prise avant le mois de février. — Vous verrez « par là que notre position en Italie est incertaine « *et notre système politique très-mauvais.* — Trieste « est aussi près de Vienne que Lyon l'est de Paris : « en quinze jours les troupes y arrivent. L'empe- « reur a déjà de ce côté-là une armée. — On gâte « tout en Italie. Le prestige de nos forces se dissipe. « L'on nous compte. Diminuez vos ennemis. *L'in- « fluence de Rome est incalculable.* — On a très-mal « fait de rompre avec cette puissance : tout cela sera « à son avantage. *Si j'eusse été consulté sur tout « cela, j'aurais retardé la négociation de Rome « comme celle de Gênes et de Venise. Toutes les fois « que votre général, en Italie, ne sera pas le centre « de tout, vous courrez de grands risques. On « n'attribuera pas ce langage à l'ambition : je n'ai « que trop d'honneurs ; et ma santé est tellement*

UlSTülKb DË NAPOLÉON. U M délabréê gu€je me croie obligé de roue demander *1 Hn Êucceeeeur. » La conrersion de ritalic au système républicain était le projet dominant de ce grand capitaine, qui, au milieu des camps, cultive les sciences, et donne à son gouvernement les leçons de la plus haute politique. U l'a instruit du dessein qu'il a formé de composer un faisscau auxiliaire de la république, lies villes qui s'en sont déclarées les amies ; il écrit en conséquence au commissaire du gouvernement Ciarrau, le 9 octobre : m 11 faudrait réunir un con•I grès à Modène et à Bologne, et le composer des dé« putés des Étals de Ferrare, Bologne, Hodcnc cl «< ileggio. — Il faudrait avoir soin qu'il y eût parmi •< CCS députés des nobles, des prêtres, des cardU «I naux, des négocions et de tous les états, généra« Icinent estimés patriotes. On y arrêterait : 1® l'orM ganisation de la légion italienne ; 2® on ferait une » espèce de fédération pour la défense des com•< muncs ; 3® ile pourraient envoxer dee députée à « Parie pour demander leur libertéet leurindèpenM dance. — Cela produirait on très-grand effet, et « serait une base de méOance et d'alarmes pour les M potentats de l'Europe. Il est indispensable que •I nous ne négligions aucun moyen pour répondre « au fanatisme de Rome, pour nous faire des amis, •(et pour assurer nos derrières et nos flancs. » Celte application neuve et savante de la politique à la guerre n'abandonna jamais la pensée de Bonaparte dans tout le cours de sa vie. La campagne d'Italie n'est pas seulement pour lui l'ccolc pratique de cette stratégie supérieure qu'il a inventée : elle l'est encore de cette suprématie d'Élat qui a mis, pendant quinze ans, l'Ëuropc à ses pieds et la France au faite des prospérités humaines. Il faut remarquer que le général Bonaparte parle toujours de l'indépendance nationale aux dcscendans du peuple romain, au lieu que le Directoire ne cherchait qu'à en faire les serfs de la liberté française. Aussi, par ce congrès lombard, Bonaparte prépare la haute Italie aux gouvernemens libres et républicains qui vont être les monumens de ses victoires. L'Italie autrichienne sera émancipée aussitôt que la chute de Hantoue en aura décidé l'affranchissement. Mais Bonaparte est loin de trouver dans le Directoire des hommes qui le comprennent. Ce gouvernement lui écrivait, le 11 octobre : u I.a politique •I et nos intérêts bien entendus, bien envisagés sai« nemenl, nous prescrivent de mettre dee bornee à a t'enihoueiaeme dee peuplee du Afilanaiet qu'il « convient de maintenir toujours dans des senti« mens qui nous soient favorables, sans

nous expon scr à voir prolonger la guerre actuelle par une y aen général une présomption défavorable contre

 « ceux qui manient de Targent. » Célait ainsi, et parla connaissance profonde qu'il prenait lui-môme de toutes les parties de son administration militaire, qu'il se formait cet esprit d'ordre et d'économie qui a constamment étonné, pendant son règne, l'inlcndant-gcnéral de ses armées, le grand-iuaréchal de son palais et ses ministres. Au milieu de toutes ces occupations diflorentes, il veille également sur la sûreté des pays qu'il occupe : « Je fais fortifier Piz* « zighettonc, Reggio, et tous les Imrds de l'Adda. « J'ai fait fortifier également les hords de l'Adige; ti enGn, dans l'incertitudedij genre deguerrequeje H ferai, et des ennemis qui |>ourrünt m'attaquer, je n n'oublie aucune hypothèse, et je fais aujourd'hui •> tout ce qui peut me favoriser; je fais mettre en U même temps les châteaux de Ferrare et d'Urbiiu M près Bologne, en état de défense. Mantouc est « hermétiquement bloquée*, et cela avec sept mille M hommes d'infantericelquinzcceriLsdecavaleric.» Wurmser a trente mille bouches à nourrir; la maladie fait des ravages considérables dans sa garnison; il compte quinze mille malades aux hôpitaux; un vit à l\t^ntouc du chair de cheval. Les Autrichiens ont, au 17 octobre, quatorze mille hommes dans le Tyrol et quinze mille sur la Piave. Ils attendent trente mille hommes sous les ordres du feld-maréchal Alvinzi. « L'armée d'Italie, continue •> Bonaparte, a pnxluit, dans la campagne d'été, « vingt millions à la république, indépendamment « de sa solde et de sa nourriture; elle peut en pro«< duirc le double pendant la campagne d'hiver. Si n vous nous envoyez une trentaine de mille hommes, « Rome et toutes ses provinces, Trieste cl le Frioul, U même une partie du royaume de Naples, devienH dront notre proie ; mais pour se soutenir il faut des « hommes. » Une autre dépêche, écrite également de Modène, annonçait au Directoire, qui avait voulu si impolitiqueinentajourner l'expédition de la Corse, que la Méditerranée allait être libre , et que le commissaire Sa licetti parlait de Livourne pour cette (le. Le même Jour, Bonaparte donnait ordre au general divisionnaire Gcnlili de se rendre en Corse, pour y commander une division. 11 lui désignait et les olliciers du pays auxquels il conQcrail la garde des places, et l'espèce desicvccs qu'il devait faire. «Vous « accorderez, lui disait-il, un pardon général à tous « ceux qui n'ont été qu'égarés. Vous ferez arrêter, « et Juger par une commission militaire, les quatre M députés qui ont porté la couronne au roi d'Angli.« terre, les membres du gouvernement, et les mc« neurs de cette infâme trahison, entre autres les H citoyens Pnzzo-di-Borgô,

Bertulani, Peraldi, Sté« fanopoli, Tarleroli, Filipi et l'un des chefs de baw taillon qui seront convaincus d'avoir porté les M armes contre la république. « Dans le même moment, le général en chef rendait compte au Directoire de la séance du congrès qui avait eu lieu à Modène, où une centaine de députes s'étaient assemblés ; il avait pris sur lui de rompre l'armistice avec le duc. « Je suis fâché, écrit-il au Directoire le « 24 octobre, que votre lettre soilarrivéc trop lard; « Je vous prie de vous reporter aux circonstances U où Je me trouve : Rome imprimant des manifestes « fanatiques; Naples faisant marcher des forces; la « régence de Modène manifestant ses mauvaises in« tentions et rompant Varmitlice en faisant

passer H des convois à Mantoue; la république franrats

« ceux qui manient de l'argent. » C'était ainsi, et par la connaissance profonde qu'il prenait lui-même de toutes les parties de son administration militaire, qu'il se formait cet esprit d'ordre et d'économie qui a constamment étonné, pendant son règne, l'intendant-général de ses armées, le grand-maréchal de son palais et ses ministres. Au milieu de toutes ces occupations différentes, il veille également sur la sûreté des pays qu'il occupe : « Je fais fortifier Pizzighettone, Reggio, et tous les bords de l'Adda. « J'ai fait fortifier également les bords de l'Adige; « enfin, dans l'incertitude du genre de guerre que je « ferai, et des ennemis qui pourront m'attaquer, je « n'oublie aucune hypothèse, et je fais aujourd'hui « tout ce qui peut me favoriser; je fais mettre en « même temps les châteaux de Ferrare et d'Urbin, « près Bologne, en état de défense. Mantoue est « hermétiquement bloquée, et cela avec sept mille « hommes d'infanterie et quinze cents de cavalerie.»

Wurmser a trente mille bouches à nourrir; la maladie fait des ravages considérables dans sa garnison; il compte quinze mille malades aux hôpitaux; on vit à Mantoue de chair de cheval. Les Autrichiens ont, au 17 octobre, quatorze mille hommes dans le Tyrol et quinze mille sur la Piave. Ils attendent trente mille hommes sous les ordres du feld-maréchal Alvinzi. « L'armée d'Italie, continue « Bonaparte, a produit, dans la campagne d'été, « vingt millions à la république, indépendamment « de sa solde et de sa nourriture; elle peut en pro- « duire le double pendant la campagne d'hiver. Si « vous nous envoyez une trentaine de mille hommes, « Rome et toutes ses provinces, Trieste et le Frioul, « même une partie du royaume de Naples, devien- « dront notre proie; mais pour se soutenir il faut des « hommes. » Une autre dépêche, écrite également de Modène, annonçait au Directoire, qui avait voulu si impolitiquement ajourner l'expédition de la Corse, que la Méditerranée allait être libre, et que le commissaire Salicetti partait de Livourne pour cette île. Le même jour, Bonaparte donnait ordre au général divisionnaire Gentili de se rendre en Corse, pour y commander une division. Il lui désignait et les officiers du pays auxquels il confierait la garde des places, et l'espèce des levées qu'il devait faire. « Vous « accorderez, lui disait-il, un pardon général à tous « ceux qui n'ont été qu'égarés. Vous ferez arrêter, « et juger par une commission militaire, les quatre « députés qui ont porté la couronne au roi d'Angle- « terre, les membres du gouvernement, et les me- « neurs de cette infâme trahison, entre autres les « citoyens Pozzo-di-Borgo, Bertolani, Peraldi, Sté- « fanopoli, Tarteroli, Filipi et l'un des chefs de ba- « taillon qui seront convaincus d'avoir porté les « armes contre la république. » Dans le même moment, le général en chef rendait compte au Directoire de la séance du congrès qui avait eu lieu à Modène, où une centaine de députés s'étaient assemblés; il avait pris sur lui de rompre l'armistice avec le duc. « Je suis fâché, écrit-il au Directoire le « 24 octobre, que votre lettre soit arrivée trop tard; « je vous prie de vous reporter aux circonstances « où je me trouve : Rome imprimant des manifestes « fanatiques; Naples faisant marcher des forces; la « régence de Modène manifestant ses mauvaises in- « tentions *et rompant l'armistice* en faisant passer « des convois à Mantoue; la république française « se trouvait avilie, menacée. Ce coup de vigueur, « de rompre l'armistice de Modène, a rétabli l'opi- « nion et a réuni Bologne, Ferrare, Modène, Reggio, « dans un même bonnet. Le fanatisme s'est trouvé « déjoué; et les peuples, accoutumés à trembler, « ont senti que nous étions encore là. La république « avait le droit de casser un armistice qui n'était « pas exécuté. La régence même ne désavoue pas « d'avoir envoyé des secours dans Mantoue. » C'est ainsi que Bonaparte préludait aux préliminaires de Léoben. Il ajoutait : « Modène, Reggio, Bologne et « Ferrare, réunis en congrès, ont arrêté une levée « de deux mille cinq cents hommes, sous le titre de « *première légion italienne*. — Voilà un commen- « cement de force militaire qui, réunie aux trois « mille cinq cents hommes que fournit la Lombar- « die, fait à peu près six mille hommes. Il est bien « évident que si ces troupes, composées de jeunes « gens qui ont le désir de la liberté, commencent à « se distinguer, cela aura, pour l'Empereur et pour « l'Italie, des suites très-importantes. — Dès l'in- « stant que je saurai bien positivement que les An- « glais ont passé le détroit, et que je saurai quelles « sont vos intentions sur Naples, et où en sont vos « négociations, je prendrai avec Rome le ton qu'il « convient. »

Le mois d'octobre fut aussi heureux pour les négociations préparées ou favorisées par le conquérant de l'Italie, qu'il l'avait été pour ses armes. Le 9, une convention fut conclue à Paris, entre le Directoire et le gouvernement de Gênes, qui avait payé quatre millions à la France. L'Espagne, non contente d'avoir contracté une alliance offensive et défensive avec la république, publia, le 8 octobre, son manifeste contre l'Angleterre. Le 10, le Directoire, ayant enfin cédé au vœu si souvent et si fortement exprimé par son général, avait signé la paix de Naples. Le 22, la Corse, après avoir envoyé sa soumission à Bonaparte, et avoir expulsé les Anglais et leurs partisans, était rentrée sous la domination française. Enfin, le même jour, lord Malmesbury arrivait à Paris pour négocier la paix de l'Angleterre.

L'épée du général Bonaparte pesait dans la ba-

The text on this page is estimated to be only 29.04% accurate

«6 HISTOIBE DE NAPOLÉON. lance de TEuropc. On lui devait la pais de Turin, conséquence inévitable de raruûsticc par lequel il avait enchaîné le Piémont : mais, oubliant l'influence et les coDStdls du vainqueur de Beaulieu et (le W urmser, le Directoire ne savait pas se résoudre à des concessions rnumeiitanées pour acquérir l'alliance et la coopération du nouveau roi CharlesEmmanuel. Cependant, d'un cOté, ce prince, perdant tout espoir d'obtenir de nous les indemnités de scs pertes, pouvait saisir la première occasion favorulde de sc rattacher à la coalition, et nous faire un mal immense; tandis qu'au contraire le renfort que nous lui demandions nous aurait rendu des services inappréciables. Convaincu de ces vérités, et ne pouvant vaincre la résistance du gouverne- i mont, Bonaparte prit sur lui de signer k Bologne, le 16 février 1797, un traité oflensif et défensif «ivec le comte de Baibo ; mais le Directoire, Jaloux de ses prérogatives, ne l'approuva point, et renvoya t'alTaire au général Clarke, qui sc trouvait à Turin. 1/arrangcmenl ne fut terminé qu'aprés la signature des préliminaircs*4le Léoben, et le contingent qu'EmmanuoI s'était empressé de fournir nous manqua pendant toute la campagne. Au reste, cct arrangement lui-môme ii'oblinl pas la sanction du Directoire. II en arriva de meme pour le traité avec le duc de Parme, dans lequel le général Bonaparte engageait le Directoire à demander à l'Espagne, en vertu de ralliancc défensive et oflensive, d'envoyer dix mille hommes à l'Inrant. L'Espagne aurait eu d'autant moins de répugnance à donner cet appui, motivé sur la sûreté de l'Infant, que son traité avec la république avait délivré la Méditerranée des Anglais, décidé leur évacuation de la C(»rsc. et qu'clle-mémc, le 8 octobre suivant, clhr avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne. O fut précisément le meme jour, que le général en chef, autorisé par toutes les lois de la guerre, rompit l'armistice deM(Miene, dont la régence avait, au mépris des conventions, procuré des secours à tfanloue. Il proclama l'indépendance des Etals de Modène; et il en résulta une fédération armée, en faveur de la république, entre ce pays et les deux légions de Bologne et de Eerrare. Des légions italiennes marchaient sous le drafvcau français, et les gardes naiiotiales de Beggio avaient essaye avec succès les premières armes de leur lilN*rtc contre un détachement de la garnison de Maiitouc. L'armistice de Bologne avait eu lieu le 25 juin. Le Directoire gâta le traité à faire avec le pape : il discuta philosophiquement

les affaires spirituelles, et le pape, qui vit la religion en danger, ne voulut point le ratifier. I.a république perdit seixe millions j k cette ineptie du Directoire, qui ne devait s'occu' per que du temporel. Dans rintervallc, le Saint-Père ' s'adressa à la cour de Vienne, et trahit à Ferrarc { son armistice. La possibilité do punir la cour pontiquela république avait reçues du Sainl-Siégc; mais pendant plusieurs mois, grâce aux fautes du Direc* tuirc, la Iranquillilé du midi de rilalicclla sûreté* de l'armée française furent compromises par les inI trigues de Home, de Vienne et de Naples ; et les dé, monstrations armées de cette dernière cour ne juslifièrcntquc trop bien la prévoyance de Bonaparte, attestée par 5esleltr(?s au Directoire. L'affaire de la Toscane avait été conduite exclusivement par le général en chef, et la négociation devint utile aux deux gouvornemens. On ne Üt en Toscane la guerre qu'aux Anglais, et dans la seule ville de Livourne, à qui on ûta même sa garnison I française quand ils curent abandonne la Méditer- [ranée. Aussi, à la cessation des hostilités, le grandduc conserva ses États. I fui de Naples parut aussi douteuse après le traité qu'avant ; mais un traité était plus fort qu'un armistice. Celui-ci, qui fut signé le 5 juin, amena la |»aix du 10 octobre, et dès-lors les griefs que le général Bonaparte put avoir contre la cour de Naples,on raison des inouveincnscxtraordinairesqu'exccutaicnl ses armées, faisaient aussi peser sur elle une responsabilité que l'un devait rappeler un jour. La série des inlidclitcs étrangères commence aux guerres de la révolution. lAi Directoire se jetait à la tête de l'Autriche, à la moindre occasion, pour obtenirla paix, tant il avait besoin de sa tranquillité au Luxembourg. C.ette faiblesse, déguisée sous l'apparence de la force et de j la colère, n'éclatait que trop dans l'ordre qu'il avait donné au général d'écrire à l'empereur d'Autriche, de le menacer de la dcstruclion de son port de Triesle, s'il n'envoyait pas des plénipotentiaires à Paris; mais la lettre de Bonaparte à l'empereur rejetait sur le Directoire la violence de cette proposition : » Sire, l'Europe veut la paix. Celte guerre «désastreuse dure depuis long-temps. J'ai l'hon« ncur de prévenir Votre Majesté que, si elle n'cii•I voie pas des plénipotentiaires à Paris pour enla« mer les négociations de paix, le Directoire ex(?culi f « m'ordonne de combler le port de Trieste cl de « ruiner tous les élablissomens de Votre Majesté I « sur l'Adriatique. Jusqu ici J'ai été retenu danm ! M i'exéeution de ce plan, par iespérance de ne paa j n accroître le nombre des ricUmex innocentes de * « celle guerre. Je désire que Votre Majesté soilseii« sibic aux malheurs qui

menacent scs sujets, cl *i rende le repos et la Iranquillilé au monde, n
Digitized by Goog[(jj

HISTOIRE DE NAPOLÉOH. 87 CHAPITRE VI. (Depuis le 1" jusqu'au 17 noyembre.) IIATAtLlKS DE LA BlIKTA, ni CALDttlO. — VICTOIRE D*ARr4)LB. Deux rclraited sur le Rhin, l'une par l'armée de Sambrc-ct-Mcuse, sous Jourdan, et signalée par la perte de la bataille de Wurtzbourg, l'autre par l'armée du Rhin sous Moreau, cl illustrée par la retraite de Bilierach, venaient d'affranchir l'Allemagne. L'Autriche n'avait plus qu'un ennemi : c'clait l'armée d'Italie. Cette puissance abandonna scs projets de conquêtes sur les provinces de la rive gauche du Rhin, et résolut de reprendre le Milanais, de débloquer Mantoue et de faire rentrer dans son ancienne alliance tous les princes d'Italie qui venaient de subir le joug de la paix avec la république. Trois mois auparavant, Wurmser était parti de Manheim avec vingt mille hommes, et appelait sous ses drapeaux les débris de Beaulieu, épars dans la Carniolc et la Carinthic. Alvinzi était détaché également de l'armée victorieuse de l'archiduc Charles avec quarante mille hommes, et ralliait aussi les débris de Davidowitch. Ces débris, recrutés par l'Autriche, formèrent une armée de dixhuit mille hommes dans le Tyrol. Le Frioul était occupé par Alvinzi, qui pendant tout le mois d'octobre tint la ligne de l'Isonzo, et de là se porta k Gonegliano, derrière la Piave. Le feld-maréchal avait devant lui, à fiassano, Masséna. Le général Vaubois, en position avec dix mille hommes sur le Lavisio, protégeait la ville de Trente. Bonaparte était à Vérone avec la cavalerie de réserve et la division Augereau. Alvinzi voulait opérer à Vérone sa jonction avec Davidowitch, se porter sur Mantouc, délivrer Wurmser, et, à la tête de quatrevingt-dix mille combatlans chasser les Français d'Ualie. Il marcha en trois colonnes sur la Brenla, après avoir jclc deux ponts sur la Piave. Masséna, pour connaître sa force, ûl une démonstration d'attaque, et compta les quarante mille hommes du feld-rnaréchal. Alors il se retira de Bassano sur Vicence, où il fut rejoint par Bonaparte avec les troupes qu'il amenait de Vérone. Le 6, k la pointe du jour, commença la bataille de la Brenla, engagée par Masséna. L'avant-garde ennemie et trois divisions furent rejetées sur la rive gauche de cette rivière, et lecorpsdeQuasdanowitch sur Bassano, avec une perte considérable. Moins heureux sur le Lavisio, Vaubois, forcé dans sa position, abandonna la ville deTreiite,el, pressé par un ennemi trop supérieur en nombre, compromit en se retirant la sûreté de Vérone. Joubort arriva bien à propos de Mantoue avec une demi-brigade, et couvrit cette ville. Vaubois passa l'Adigc, et occupa les positions si connues de la Corona et de Rivoli.

Mais le 7, le général en chef traversa Vicencc avec l’armée, et par ce mouvement rétrograde attira sur lui les forces d'Alvinzi. Parvenu au plateau do Rivoli, il dit à la division Vaubois : u Soldats, je ne U suis pas content de vous : vous n’avez montré ni ■ discipline, ni constance, ni bravoure; aucune po•I sition n’a pu vous rallier; vous vous êtes laissé «chasser de positions où une poignée de braves « devait arrêter une armée. Soldats do la et de « la 81$% TOUS n’elespasdes soldats français. Général « chef d’état-major, faites écrire sur les drapeaux : « iiâ neionlpluê de l'armée d'Italie. » Peu de jours après, ces deux régimens illustrèrent l’armée : c’était ainsi que Bonaparte faisait des héros. Ainsi, malgré la perte de la bataille, Alvinzi avait 8 Digitized by Google

CHAPITRE VI.

(Depuis le 1er jusqu'au 17 novembre.)

BATAILLES DE LA BRENTA, DE CALDIERO.—VICTOIRE D'ARCOLE.

Deux retraites sur le Rhin, l'une par l'armée de Sambre-et-Meuse, sous Jourdan, et signalée par la perte de la bataille de Wurtzbourg, l'autre par l'armée du Rhin sous Moreau, et illustrée par la retraite de Biberach, venaient d'affranchir l'Allemagne. L'Autriche n'avait plus qu'un ennemi : c'était l'armée d'Italie. Cette puissance abandonna ses projets de conquêtes sur les provinces de la rive gauche du Rhin, et résolut de reprendre le Milanais, de débloquer Mantoue et de faire rentrer dans son ancienne alliance tous les princes d'Italie qui venaient de subir le joug de la paix avec la république. Trois mois auparavant, Wurmser était parti de Manheim avec vingt mille hommes, et appelait sous ses drapeaux les débris de Beaulieu, épars dans la Carniole et la Carinthie. Alvinzi était détaché également de l'armée victorieuse de l'archiduc Charles avec quarante mille hommes, et ralliait aussi les débris de Davidowitch. Ces débris, recrutés par l'Autriche, formèrent une armée de dix-huit mille hommes dans le Tyrol. Le Frioul était occupé par Alvinzi, qui pendant tout le mois d'octobre tint la ligne de l'Isonzo, et de là se porta à Conegliano, derrière la Piave. Le feld-maréchal avait devant lui, à Bassano, Masséna. Le général Vaubois, en position avec dix mille hommes sur le Lavisio, protégeait la ville de Trente. Bonaparte était à Vérone avec la cavalerie de réserve et la division Augereau. Alvinzi voulait opérer à Vérone sa jonction avec Davidowitch, se porter sur Mantoue, délivrer Wurmser, et, à la tête de quatre-vingt-dix mille combattans chasser les Français d'Italie. Il marcha en trois colonnes sur la Brenta, après avoir jeté deux ponts sur la Piave. Masséna, pour connaître sa force, fit une démonstration d'attaque, et compta les quarante mille hommes du feld-maréchal. Alors il se retira de Bassano sur Vicence, où il fut rejoint par Bonaparte avec les troupes qu'il amenait de Vérone. Le 6, à la pointe du jour, commença la bataille de la Brenta, engagée par Masséna. L'avant-garde ennemie et trois divisions furent rejetées sur la rive gauche de cette rivière, et le corps de Quasdanowitch sur Bassano, avec une perte considérable. Moins heureux sur le Lavisio, Vaubois, forcé dans sa position, abandonna la ville de Trente, et, pressé par un ennemi trop supérieur en nombre, compromit en se retirant la sûreté de Vérone. Joubert arriva bien à propos de Mantoue avec une demi-brigade, et couvrit cette ville. Vaubois passa l'Adige, et occupa les positions si connues de la Corona et de Rivoli.

Mais le 7, le général en chef traversa Vicence avec l'armée, et par ce mouvement rétrograde attira sur lui les forces d'Alvinzi. Parvenu au plateau de Rivoli, il dit à la division Vaubois : « Soldats, je ne « suis pas content de vous : vous n'avez montré ni « discipline, ni constance, ni bravoure ; aucune po- « sition n'a pu vous rallier ; vous vous êtes laissé « chasser de positions où une poignée de braves « devait arrêter une armée. Soldats de la 39e et de « la 85e, vous n'êtes pas des soldats français. Général « chef d'état-major, faites écrire sur les drapeaux : « *ils ne sont plus de l'armée d'Italie.* » Peu de jours après, ces deux régimens illustrèrent l'armée : c'était ainsi que Bonaparte faisait des héros.

Ainsi, malgré la perte de la bataille, Alvinzi avait

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 24.31% accurate

ÎJ8 IIISTCHRE DE NAPOLÉON. réussi dins scs opérations : an lieu d'avoir clé refoule au-delà de la Pinve et des bonis de la BrenU cld'èlre coupé du corps de I)avidowj(ch,il se trouvait maître du Tyrol et de tout le pays entre la Rrcnla cl l'Adigc. Cependant sa réunion avec Davidowilch dépendait de la prise de Vérone. De son côté, le général Bonaparte assura la défense de Monle-Baldo, et résolut de s'emparer du la forte position de Caldiero. Après de légers succès d'avantgnrdc, il campa, la nuit du 1 1 , au pied du Caldiero. j/allaque éclata le lendemain; mais, à la Gn de la journée, les deux armées bivaquèrciil dans leurs (Msitions. L'a>antage resta aux Autrichiens, qui portèrent leurs avant-postes à Saint-Michel. I/arinéc française sc trouva dans l'impossibilité de reprendre roffensive; l'ennemi tenait Caldiero et les gorges du T)To1, cl la garnison de Manlouc secondait Alvinzi par de fréquentes sorties. C.ellc garnison valait une armée, cl Serrurier n'avait que huit mille hommes au blocus. Il y eut un moment d'abattement dans l'année française. Elle sc plaignait tout bas, mais son général lui répondait. Cet entretien de t'armée et de son chef est une singularité remarquable de l'époque, en même temps qu'elle caractérise parfaitement Bonaparte et l'armce d'Italie. Cet homme si habile, qui ne comptait ni scs ennemis ni ses soldats, attachait justement toute sa supériorité au moral des troupes. Il leur avait parlé depuis son arrivée et ne cessa de leur parler jusqu'aux adieux si touchans et si nobles de Fonlaincbleau. I/arméc reprit courage, cl l'impulsion électrique qu'elle reçut de son général alla réveiller dans les hôpitaux dcBrescia, Bergamc, Milan, Crémone, Lodi, Pa>ie, Bologne, les malnries et les blessés, qui vinrent rejoindre leurs drapeaux. I.anncs était un de ces blessés ; il accourut. (îc dévouement des soldats était individuel et ne peut appartenir qu'aux mœurs républicaines. génie de Bonaparte veille sur l'armée malheureuse. Kilmainc est appelé du blocus de Manloue avec deux mille hommes, et chargé de l.i garde de Vérone. l>c 11 novembre au soir, les vingt mille hommes qui forment le camp de Vérone passent silencieusement l'Adigc sur trois colonnes, et se forment sur l.i rive droite. Point d'ordre du jour ectlc fois; c'est une retraite qui s'opère devant les vainqueurs de Caldiero. Ainsi le siège de Maiitoue est levé! l'Italie est perdue! Les habilans, entraînés |>ar leur.iittachement aux destinées françaises, suivent, désespérés, le mouvement cndant cette armée avançait sur les derrières

d’Alvirizi, et allait lui livrer la bataille d'Arcolc. Massena est sur la digue de gauche, Augereau sur celle d’Arcole. Vivement assaillis, ils laissent Pennemi s’engager, fondent sur lui au pas de charge et lui enlèvent du canon et des prisonniers. Le général Bonaparte sc tient à la division Augereau; il veut emporter Arcole; mais ce village résiste à tous les assauts. Il ordonne alors un dernier effort; sa colonne de grenadiers est encore prise en liane; elle s’arrête indécise sous la mitraille : Bonaparte voit cc moment terrible; il descend de cheval, saisit un drapeau, et s'élançant sur le pont : « Soldah, s’écrie-l-il, «V/ea-rouap/us UibraresdeLodif Suirezmoily» A sa voix un certain nombre de soldats montent sur la chaussée cl marchent en avant. Mais le Irouhlc règne à la queue de la colonne, dont la tête seule suit le mouvement communiqué. Bonaparte, le drapi^au a la main, s’avance à travers une grêle de balles et de mitraille; il est entouré de ce fameux état-major qui doit donner à Parrnée ses plus illustres généraux. Lannes, blessé à Governolo, couvre de son corps le général en chef, et reçoit encore trois blessures. Muiroti, qui Pa déjà sauvé au siège de Toulon, est tué devant lui. Opendant la colonne est prés de franchir le pont, lorsqu'une dernière décharge la rejette en arrière. Les grenadiers restés auprès du général s'emparent de lui et l’emportent au milieu du feu et de la fumée. A l’extrémité du pont, Bonaparte, toujours inébranlable, veut ramener les siens au combat; une nouvelle décharge à mitraille écrase tous ceux qui

l’environnent, cl, parmi ses lroup

réussi dans ses opérations : au lieu d'avoir été refoulé au-delà de la Piave et des bords de la Brenta et d'être coupé du corps de Davidowitch, il se trouvait maître du Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Cependant sa réunion avec Davidowitch dépendait de la prise de Vérone. De son côté, le général Bonaparte assura la défense de Monte-Baldo, et résolut de s'emparer de la forte position de Caldiero. Après de légers succès d'avant-garde, il campa, la nuit du 11, au pied du Caldiero. L'attaque éclata le lendemain; mais, à la fin de la journée, les deux armées bivaquèrent dans leurs positions. L'avantage resta aux Autrichiens, qui portèrent leurs avant-postes à Saint-Michel. L'armée française se trouva dans l'impossibilité de reprendre l'offensive; l'ennemi tenait Caldiero et les gorges du Tyrol, et la garnison de Mantoue secondait Alvinzi par de fréquentes sorties. Cette garnison valait une armée, et Serrurier n'avait que huit mille hommes au blocus. Il y eut un moment d'abattement dans l'armée française. Elle se plaignait tout bas, mais son général lui répondait. Cet entretien de l'armée et de son chef est une singularité remarquable de l'époque, en même temps qu'elle caractérise parfaitement Bonaparte et l'armée d'Italie. Cet homme si habile, qui ne comptait ni ses ennemis ni ses soldats, attachait justement toute sa supériorité au moral des troupes. Il leur avait parlé depuis son arrivée et ne cessa de leur parler jusqu'aux adieux si touchans et si nobles de Fontainebleau. L'armée reprit courage, et l'impulsion électrique qu'elle reçut de son général alla réveiller dans les hôpitaux de Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, les malades et les blessés, qui vinrent rejoindre leurs drapeaux. Lannes était un de ces blessés; il accourut. Ce dévouement des soldats était individuel et ne peut appartenir qu'aux mœurs républicaines.

Le génie de Bonaparte veille sur l'armée malheureuse. Kilmaine est appelé du blocus de Mantoue avec deux mille hommes, et chargé de la garde de Vérone. Le 14 novembre au soir, les vingt mille hommes qui forment le camp de Vérone passent silencieusement l'Adige sur trois colonnes, et se forment sur la rive droite. Point d'ordre du jour cette fois; c'est une retraite qui s'opère devant les vainqueurs de Caldiero. Ainsi le siége de Mantoue est levé! l'Italie est perdue! Les habitans, entraînés par leur attachement aux destinées françaises, suivent, désespérés, le mouvement de l'armée de Vérone; la nuit ajoute encore à cette scène de tristesse, dont le dénouement est imprévu. Mais tout à coup, au lieu de se diriger sur Peschiera, Bonaparte tourne brusquement à gauche, et, avant le jour, l'armée est à Ronco, où le colonel Andréossy jette un pont. A l'aurore, elle se trouve sur l'autre rive de l'Adige. Là, elle se reconnaît, se rappelle la poursuite de Wurmser, et comprend que son général veut tourner Caldiero. Il n'y a que treize mille hommes au drapeau français : ils n'ont pu lutter en plaine contre les quarante mille que commande Alvinzi; mais le terrain où Bonaparte place sa petite armée augmente sa force en diminuant celle de son ennemi, et rétablit ainsi l'égalité : ce sont trois chaussées, trois digues sur des marais; dès lors la victoire nous appartient, puisqu'elle ne dépend plus que du courage. Le soldat a pénétré la pensée de son général. Trois colonnes sont en marche : la première sur Vérone, par Porcil; la seconde sur Villa-Nova, par Arcole; la troisième sur Albaredo, en descendant l'Adige. Alvinzi, qui ne s'attend point à être attaqué de ce côté par ceux qu'il a repoussés de front, n'a pas gardé le pays entre Arcole et l'Adige; il ne peut croire qu'une armée s'aventure dans des marais impraticables dont il défend toutes les avenues. Cependant cette armée avançait sur les derrières d'Alvinzi, et allait lui livrer la bataille d'Arcole. Masséna est sur la digue de gauche, Augereau sur celle d'Arcole. Vivement assaillis, ils laissent l'ennemi s'engager, fondent sur lui au pas de charge et lui enlèvent du canon et des prisonniers. Le général Bonaparte se tient à la division Augereau; il veut emporter Arcole; mais ce village résiste à tous les assauts. Il ordonne alors un dernier effort; sa colonne de grenadiers est encore prise en flanc; elle s'arrête indécise sous la mitraille : Bonaparte voit ce moment terrible; il descend de cheval, saisit un drapeau, et s'élançant sur le pont : « *Soldats,* s'écrie-t-il, *n'êtes-vous plus les braves de Lodi? Suivez-moi!* » A sa voix un certain nombre de soldats montent sur la chaussée et marchent en avant. Mais le trouble règne à la queue de la colonne, dont la tête seule suit le mouvement communiqué. Bonaparte, le drapeau à la main, s'avance à travers une grêle de balles et de mitraille; il est entouré de ce fameux état-major qui doit donner à l'armée ses plus illustres généraux. Lannes, blessé à Governolo, couvre de son corps le général en chef, et reçoit encore trois blessures. Muiron, qui l'a déjà sauvé au siége de Toulon, est tué devant lui. Cependant la colonne est près de franchir le pont, lorsqu'une dernière décharge la rejette en arrière. Les grenadiers restés auprès du général s'emparent de lui et l'emportent au milieu du feu et de la fumée. A l'extrémité du pont, Bonaparte, toujours inébranlable, veut ramener les siens au combat; une nouvelle décharge à mitraille écrase tous ceux qui l'environnent, et, parmi ses troupes en désordre, il est entraîné dans un marais où il enfonce jusqu'à moitié du corps. Mais Belliard et Vignolles ont vu le danger

The text on this page is estimated to be only 29.43% accurate

UISTOIRE DE NAPOLÉON. SU de Bonaparte; üs en averüsscnl les suidais. Un cri se fait entendre : j'aurona no/rc généra// Comluils par ces deux oSiciers-géiiéraux, ils se précipitent au pas de course sur rennemi, le repoussent audelà du {>ont malgré un feu épouvantable. Pendant ce temps, Bonaparte s'arrache du marais cl revient se placer à la tète de la colonne éprouvée par de si grands périls. Six heures après, le général Guyeux, ayant passé l'Adigc à Albaredo, prit en revers le village d'Arcole ; mais Alvinzi avait échappe à l'armée, qui, des hauteurs de Ronco, (lul voir s'éloigner la proie que la défense opiniâtre d'Arcole lui avait fait perdre. Le succès de celle terrible journée ne fui pas complet. Cependant, dans la situation où rarinée s'était trouvée après le combat du 1â, elle eut bien le droit d'ap{Mder une victoire la défaite des deux divisions autrichiennes, l'abandon de la position inexpugnable de Caldiero, et la délivrance de Vérone. Ce jour même, par une de ces résolutions qui n'ap|>artiennent qu'aux grands capitaines, Bonajxarle se décide à évacuer Arcole, et à se reporter sur Konco. Il dérol)c son mouvement à Alvinzi en faisant allumer des feux ^ur la digue, cl, pendant la nuit, il opère sa retraite. Le lendemain, il est prêt à marcher contre chacun des trois corps ennemis. Il choisit le plus fort; c'est celui que commande Alvinzi. La bataille d'Arcole dura trois jours; la seconde journée est celle de Ronco. Alvinzi a réoccupé le village après le départ de Bonaparte, et attaque son adversaire avec deux division.s. Les Français rc|>asscnt le pont de Ronco, fondent sur l'ennemi, l'enfoncent au pas de charge, cl le refoulent dans les marais, après lui avoir enlevé du canon, des draI>caux et un grand nombre de prisonniers. Le lendemain, la bataille recommença à moitié des digues. Kllc fut d'abord indécise; cependant une colonnedc (rois mille Croates périt dans les marais. Bonaparte compte alors les perles de son ennemi qu'il évalue à vingt-cinq mille hommes, et malgré une infériorité du tiers dans le nombre de nos soldats, il SC résout sur-le-clianip à aller ralTronter en plaine. L'armée française est animée du courage qui donne la victoire. A deux heures après midi, elle 8C trouvait en bataille, la gauche sur Arcole, la droite sur Purto-Legnngo. L'ennemi était à cheval sur la roule de Vicence. A trois heures, le coudrai s'engagea sur toute la ligne. Toujours fertile en cx|)édieus, le général en chef, afin de jeter le désordn* dans les rangs d'Alvinzi, chargea un olTicier noir, nommé Hercule, de se porter avec vingt-cinq guides et

quatre trompettes sur la gauchedes Autrichiens, aussitôt que la garnison de Legnago aurait coinmeiicé de les canoiiner par derrière. Celle ruse obtint un plein succès. L'eiinemî sc crut tourne [>ar la gauche, rompit sa ligne et battit en retraite. Il fut pressé vivement toute la soirée et perdit beaucoup de monde. Après ces trois jours de bataille, au lieu de serc|M>ser à Vérone, Bonajiarle, désormais inévitable pour l'armée autrichienne, s'adiarna a sa {H)ursuitc sur la route de Vicence, et passa la nuit à VillaNova. La cavalerie seule eut ordre de suivre l'ennemi dans sa fuite. Alvinzi éprouva une déroute complète. Il était déjà au-delà de MonlelK lIo : alors Bonaparte sc porta sur Vérone, afin d'aller attaquer dans le Tyrol le général Davidowitch. Ce général ignorait depuis trois jours ce qu'était devenu Alvinzi. Les trois journées d'Arcole, qui fut le pivot de tant d'actions sanglantes, coûtèrent à l'armée autrichienne douze mille morts, six iiiillc prisonniers, dix-huit pièces de canon et quatre drapeaux. Bona})artc ramena l'armée triomphante à Vérone parla portede Venise. Elle reçut en passant les hum* mages de l'admiration des babilans, qui, Iroisjours auparavant, ravaieiilvuc partir malheureuse cl découragée. Augereau attaqua Dolcc sur la rive gauche de l'Adige, enleva deux mille cinq cents prisonniers, deux équipages de pont, de l'artillerie et des bagages. Quant à Masséna, il fit sa jonction avec Vaubois, à Caslcl-Novo, ou ce général venait d'élrc repoussé parDavidowitch le troisième jour du combat d'Arcolc. Il y aura dans la vie de Bonaparte plus d'une bataille de trois jours. L'armée va sc délasser de tant de victoires, pour marcher, deux mois après, à d'incroyables succès qui doivent les surpasser encore. Le général en chef est allé reprendre le sceptre de la politique dans sa capitale de Milan. Digilized by Google

The text on this page is estimated to be only 28.91% accurate

CO HISTOIRE DE NAPOLÉON. CHAPITRE VIL (Depuis le 20 novembre jusqu'au 2 février 1797.) «ÜlIT DK L'iirÊRWKlCK C.WHEIlIflK 11. — KKHVOI DK LOKD MALIESBCKY. — ritlSSKS NCGOCIKTIUYS AVEC l'aITIICBK. — l?(TKLLICEnr.E DESCOCB9 DE ROIE KT DE VlE^nS. — DATAIUC9 DE RIVOLI, BK lAIRT'CBORGES, DE LA FAVORITE. — CAriTCLATlON DE lARTOlE. Le jour où Bonaparte cueillait le laurier d'Arcole, le plus grand pouvoir de l'Europe s'éteignit dans le Nord : Catherine II mourut. (À'tte mort inattendue {)cut-étre, parce qu'elle fut naturelle, était pour la France et devint pour son général une grande faveur de la fortune. Catherine, jusqu'alors, n'avait ménagé ni Si'S promesses aux coalitions, ni ses menaces aux républicains français. Mais sa politique availvoulu attendre raffaiblissemcnt de scs amis et de scs alliés, |X)ur paraître tout à coup sur le théâtre des événemens avec une force prcpondcraiitc. Elle allait signer un traité d'alliance cl de subsides avec l'An> glelerre, quand elle fut emportée, à Petersbourg, le 17novembrc, par une atlaqucd'apoplexic. Paul 1", père de l'em|>ereur régnant , soit {tour se venger de la dc|>cndancc et de l'cloignement des affaires où l'avait tenu sa mère, soit par une ambitieuse sagacité qui le porta à découvrir de nouveaux intérêts dans une conduite opposée, i*aul brisa tous les engagemciis de Catherine, et, par ce grand scandale politiquequ'onnedcvailpaslui pardonner, il étonna les Français et effraya les rois coalisés. Deux faits imporlans se passèrent également dans les derniers jours de décembre. Le 20, après deux mois d'inutiles conférences auxquelles l'abandon de la Belgique par l'Autriche pouvait seul donner quelque valeur, le Directoire renvoya lord Malincshury ;ct quatre jours plus tard une flotte appareilla de Brest pour transporter en Irlande une armée de vingl-cinq mille hommes sous les ordres de Hoche, général déjà illustre, qu'une mort violente et prématurée enleva peu de temps après aux destinées de la république. La tempête dissipa celle expédition, au moins inopportune, dont les forces auraient dù être portées en Italie; car, avec cette armée de vingt-cinq mille hommes, le général Bonaparte écrasait l'Autriche et blessait profondément l'Angieterre dans la personne de son allié. C'élait après avoir frappé ce grand coup militaire que le Directoire devait songer à séparer l' A ngielerre de l'Irlande et à en faire une place d'armes politiqucet maritime contre celte puissance. I>cs troubles de l'Irlande n'étaient pas près

de ûnir, et le gouvernement de la république avait tous les moyens de les entretenir jusqu'au moment où ilauraildoriné rimJépendance aux Italiens; alors, cl alors seulement, ü eût été digne de sa politique d'ordonner à l'illustre général Hoche d'ëtrc à son tour le libérateur d'uo peuple. Cependant le séjour de Milan fit connaître à Bona]>arle toute la partialité de la neutralité de Venise en faveur de l'armée d'AIvInzi. Déjà peu satisfait de la conduite de celte ville pendant la campagne, U avait dit, à son retour, aux autorités de Milan : M Si vous ne m'aviex pas laissé manquer d'argent, M et que mes soldats no se fussent pas trouvés sans M souliers, j'aurais détruit l'armée autrichienne, «t pris Manlouc, et fait quatorze mille prisonniers. il (/est de la chute de cette placequc dépend la poste session de Vérone, de Brescia, de Borgame et de il Crema. Comme j'arais abattu les ailes de l'aigle, il J'aurais fait j)enire terreau lion. s En eflel, le lion de Saint-Marc couvrit tout à coup la terre ferme de la république de levées extraordinaires. Armés par le provéditeur OUolini, les montagnards de Bcrgamc étaient descendus dans la plaine. De nouDigitized by Google

CHAPITRE VII.

(Depuis le 20 novembre jusqu'au 2 février 1797.)

MORT DE L'IMPÉRATRICE CATHERINE II. — RENVOI DE LORD MALMESBURY. — FAUSSES NÉGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE. — INTELLIGENCE DES COURS DE ROME ET DE VIENNE. — BATAILLES DE RIVOLI, DE SAINT-GEORGES, DE LA FAVORITE. — CAPITULATION DE MANTOUE.

Le jour où Bonaparte cueillait le laurier d'Arcole, le plus grand pouvoir de l'Europe s'éteignit dans le Nord : Catherine II mourut. Cette mort inattendue peut-être, parce qu'elle fut naturelle, était pour la France et devint pour son général une grande faveur de la fortune. Catherine, jusqu'alors, n'avait ménagé ni ses promesses aux coalitions, ni ses menaces aux républicains français. Mais sa politique avait voulu attendre l'affaiblissement de ses amis et de ses alliés, pour paraître tout à coup sur le théâtre des événemens avec une force prépondérante. Elle allait signer un traité d'alliance et de subsides avec l'Angleterre, quand elle fut emportée, à Pétersbourg, le 17 novembre, par une attaque d'apoplexie. Paul Ier, père de l'empereur régnant, soit pour se venger de la dépendance et de l'éloignement des affaires où l'avait tenu sa mère, soit par une ambitieuse sagacité qui le porta à découvrir de nouveaux intérêts dans une conduite opposée, Paul brisa tous les engagemens de Catherine, et, par ce grand scandale politique qu'on ne devait pas lui pardonner, il étonna les Français et effraya les rois coalisés.

Deux faits importans se passèrent également dans les derniers jours de décembre. Le 20, après deux mois d'inutiles conférences auxquelles l'abandon de la Belgique par l'Autriche pouvait seul donner quelque valeur, le Directoire renvoya lord Malmesbury ; et quatre jours plus tard une flotte appareilla de Brest pour transporter en Irlande une armée de vingt-cinq mille hommes sous les ordres de Hoche, général déjà illustre, qu'une mort violente et prématurée enleva peu de temps après aux destinées de la république. La tempête dissipa cette expédition, au moins inopportune, dont les forces auraient dû être portées en Italie ; car, avec cette armée de vingt-cinq mille hommes, le général Bonaparte écrasait l'Autriche et blessait profondément l'Angleterre dans la personne de son allié. C'était après avoir frappé ce grand coup militaire que le Directoire devait songer à séparer l'Angleterre de l'Irlande et à en faire une place d'armes politique et maritime contre cette puissance. Les troubles de l'Irlande n'étaient pas près de finir, et le gouvernement de la république avait tous les moyens de les entretenir jusqu'au moment où il aurait donné l'indépendance aux Italiens ; alors, et alors seulement, il eût été digne de sa politique d'ordonner à l'illustre général Hoche d'être à son tour le libérateur d'un peuple.

Cependant le séjour de Milan fit connaître à Bonaparte toute la partialité de la neutralité de Venise en faveur de l'armée d'Alvinzi. Déjà peu satisfait de la conduite de cette ville pendant la campagne, il avait dit, à son retour, aux autorités de Milan : « Si vous ne m'aviez pas laissé manquer d'argent, « et que mes soldats ne se fussent pas trouvés sans « souliers, j'aurais détruit l'armée autrichienne, « pris Mantoue, et fait quatorze mille prisonniers. « C'est de la chute de cette place que dépend la pos- « session de Vérone, de Brescia, de Bergame et de « Crema. *Comme j'avais abattu les ailes de l'aigle,* « *j'aurais fait perdre terre au lion.* » En effet, le lion de Saint-Marc couvrit tout à coup la terre ferme de la république de levées extraordinaires. Armés par le provéditeur Ottolini, les montagnards de Bergame étaient descendus dans la plaine. De nou-

Digitized by Google

 veaux régimcns csclavons et dalmates débarquaient journellement sur les lagunes. Cette grande fer* mcnlation était à peine contenue par la présence de l'armée victorieuse^ qui commençait à goûter avec inquiétude rbospitalité de la neutralité vénitienne. Bonaparte faisait la guerre d'Autriche sur les volcans de Tltalie. Le général en chef et Venise étaient dans un état d'observation réciproque ; une prudence nécessaire voilait leurs desseins : Venise s'abstenait des provocations ouvertes, parce que l'année était là : Bonaparte, de son côté, s'abstenait de la vengeance, parce que Mantoue n'était pas prise. Il avait des troupes dans les châteaux de Vérone et de Brescia, et enfin il mit également garnison, le 915 décembre, dans celui de Bergame. Ce n'clait encore qu'une lutte de politique armée, dont une trahison exécrable devait bientôt changer 1a forme. Dans l'espoir d'attirer les Français au fond de l'Italie, la cour de Rome, soutenue par les préparatifs de la cour d'Autriche et les assurances de son ambassadeur, avait jeté le masque et rompu le traité de Bologne. Cette étrange manière de faire la guerre n'était pas sans inconvénient pour les Français, qu'elle obligeait à se répandre jusque sur les bords du Tibre. Le 6 janvier, quatre mille Italiens et trois mille Français occupèrent Bologne : tes deux États de Venise et de Rome appuyaient, l'un sa conspiration, l'autre sa rupture, sur les forces considérables d'Alvinzi et de Wurmser. Âlvinzi avait soixante-seize mille hommes au drapeau, et Wurmser vingt-cinq mille à Mantoue. Le pape arroaitdans la Romagne, pour donner la main à Wurmser quand il serait débloqué. L'idée de ce projet SC trouvait indiquée dans une lettre saisie sur un agent de la cour de Vienne, au moment où il franchissait le dernier poste de l'armée de blocus. Celte lettre, que l'Kmpcreur avait écrite au feldmaréchal Alvinzi, était adressée ainsi, de la ville de Trente, par ce dernier au feld-maréchal Wurmser, le 15 décembre 1700. M Jcm'empresscd'avoirrboiiiicurdc transmettre <1 à V. Hxc., littéralement cl dans la même langue •> que je les ai reçus, les ordres de S. M., en date du « 5 de ce mois (décembre) : ti Vous aurez soin d'avertir sans retard le maréK chai Wurmser.... pour ne pas discontinuer scs U opérations. Vous lui ferez savoir que j'attends de •> sa volonté et de son zèle qu'il défendra Mantoue «jusqu'à toute extrémité; que je le connais trop, » ainsi que les braves officiers-généraux qui sont •< avec lui, pour craindre qu'il ne sc rende prison« nier, surtout s'il s'agissait de transporter la gar• nisoii en France, au lieu de la renvoyer dans mes « États. Je désire que, dans le cas

où ü fût réduit à « toute extrémité et qu'il se trouvât sans ressources «(pour la subsistance, il trouve les moyens, en dé« truisant autant que possible ce qui dans Mantoue « serait de préférence utile à l'ennemi, et en emu menant la partie des troupes qui sont en état de « lesuivre,de gagner et dépasser le Pô, de se porter « à Ferrare et à Bologne, et de sc rendre, en cas de ti besoin, vers Rome ou en Toscane. Il trouvera de U ce côté trèi~pe% d'ennemUt de la bonne volonté H pour Vapprovisionnemeni de set troupee, pour « lequel, au besoin, il fera usage de la force ainsi U que pour surmonter tout autre obstacle. Il Fftxsçois. » « Un homme sûr, cadet du régiment de..... ren mettra cette dépêche importante à V. Exc. J'a« jouterai que la situation actuelle et le besoin da « l'armée ne permettent pas de tenter de nouvelles « opérations avant trois semaines ou un mois, sans w s'exposer derechef au danger de ne pas réussir. H Je ne puis trop insister près de V. Exc., afin (I qu'elle tienne le plus long-temps que possible « dans Mantoue l'ordre de S. M. lui servant U d'ailleurs de direction générale w Alvirsi. » Dans CCS circonstances, le Directoire, impatient de rétablir la paix entre la république et la maison d'Autriche, et jaloux aussi d'enlever à Bonaparte la faculté de traiter avec l'ennemi, envoya des pouvoirs au général Clarke, pour négocier avec Alvinzi un armistice. « Si l'on n'eût considéré que 1a si« tuation de cette armée, écrit le général en chef « au Directoire, ü eût été à désirer que l'on eût atH tendu la prise de Mantoue; car je crains qu'un U armistice sans Mantoue ne soit pas un achemioe« ment à la paix, et soit tout à ravanlagc de Vienne « cl de Rome. » Mais la cour de Vienne, trop Gère pour entrer déjà en accommodement avec le Directoire, éluda celle négociation, qui donna lieu à une correspondance insignifiante. Bonaparte avait compris l'unique manière de négocier avec l'Autriche : c'était de battre Alvinzi. Il devait par ce moyen seul triompher des scrupules de la maison impériale, et sc passer même du caractère diplomatique dont le général Clarke était revêtu pour toutes conférences d'arrangement. Il y eut pour la forme, à Viccnce, dans les premiers jours de janvier 1797, une entrevue entre M. de Vincent et le général Clarke. Ce n'était là qu'une ruse de guerre de la part de l'Aulrichç. Le Directoire, suivant.ropinloii du général en chef, ajourna renvoi du général Clarke à Vienne apres la prise de Mantoue. Les leltrcs de Bonaparte au Directoire devinrent 1rs rèDigitized by

veaux régimens esclavons et dalmates débarquaient journellement sur les lagunes. Cette grande fermentation était à peine contenue par la présence de l'armée victorieuse, qui commençait à goûter avec inquiétude l'hospitalité de la neutralité vénitienne.

Bonaparte faisait la guerre d'Autriche sur les volcans de l'Italie. Le général en chef et Venise étaient dans un état d'observation réciproque ; une prudence nécessaire voilait leurs desseins : Venise s'abstenait des provocations ouvertes, parce que l'armée était là : Bonaparte, de son côté, s'abstenait de la vengeance, parce que Mantoue n'était pas prise. Il avait des troupes dans les châteaux de Vérone et de Brescia, et enfin il mit également garnison, le 25 décembre, dans celui de Bergame. Ce n'était encore qu'une lutte de politique armée, dont une trahison exécrable devait bientôt changer la forme. Dans l'espoir d'attirer les Français au fond de l'Italie, la cour de Rome, soutenue par les préparatifs de la cour d'Autriche et les assurances de son ambassadeur, avait jeté le masque et rompu le traité de Bologne. Cette étrange manière de faire la guerre n'était pas sans inconvénient pour les Français, qu'elle obligeait à se répandre jusque sur les bords du Tibre. Le 6 janvier, quatre mille Italiens et trois mille Français occupèrent Bologne : les deux États de Venise et de Rome appuyaient, l'un sa conspiration, l'autre sa rupture, sur les forces considérables d'Alvinzi et de Wurmser. Alvinzi avait soixante-seize mille hommes au drapeau, et Wurmser vingt-cinq mille à Mantoue. Le pape armait dans la Romagne, pour donner la main à Wurmser quand il serait débloqué. L'idée de ce projet se trouvait indiquée dans une lettre saisie sur un agent de la cour de Vienne, au moment où il franchissait le dernier poste de l'armée de blocus. Cette lettre, que l'Empereur avait écrite au feld-maréchal Alvinzi, était adressée ainsi, de la ville de Trente, par ce dernier au feld-maréchal Wurmser, le 13 décembre 1796.

« Je m'empresse d'avoir l'honneur de transmettre « à V. Exc., littéralement et dans la même langue « que je les ai reçus, les ordres de S. M., en date du « 5 de ce mois (décembre) :

« Vous aurez soin d'avertir sans retard le maré« chal Wurmser.... pour ne pas discontinuer ses « opérations. Vous lui ferez savoir que j'attends de « sa volonté et de son zèle qu'il défendra Mantoue « jusqu'à toute extrémité ; que je le connais trop, « ainsi que les braves officiers-généraux qui sont « avec lui, pour craindre qu'il ne se rende prison« nier, surtout s'il s'agissait de transporter la gar« nison en France, au lieu de la renvoyer dans mes « États. Je désire que, dans le cas où il fût réduit à « toute extrémité et qu'il se trouvât sans ressources « pour la subsistance, il trouve les moyens, en dé« truisant autant que possible ce qui dans Mantoue « serait de préférence utile à l'ennemi, et en em« menant la partie des troupes qui sont en état de « le suivre, de gagner et de passer le Pô, de se porter « à Ferrare et à Bologne, et de se rendre, en cas de « besoin, vers Rome ou en Toscane. Il trouvera de « ce côté *très-peu d'ennemis, de la bonne volonté* « *pour l'approvisionnement de ses troupes,* pour « lequel, au besoin, il fera usage de la force ainsi « que pour surmonter tout autre obstacle.

« FRANÇOIS. »

« Un homme sûr, cadet du régiment de....., re« mettra cette dépêche importante à V. Exc. J'a« jouterai que la situation actuelle et le besoin de « l'armée ne permettent pas de tenter de nouvelles « opérations avant trois semaines ou un mois, sans « s'exposer derechef au danger de ne pas réussir. « Je ne puis trop insister près de V. Exc., afin « qu'elle tienne le plus long-temps que possible « dans Mantoue..... l'ordre de S. M. lui servant « d'ailleurs de direction générale.....

« ALVINZI. »

Dans ces circonstances, le Directoire, impatient de rétablir la paix entre la république et la maison d'Autriche, et jaloux aussi d'enlever à Bonaparte la faculté de traiter avec l'ennemi, envoya des pouvoirs au général Clarke, pour négocier avec Alvinzi un armistice. « Si l'on n'eût considéré que la si« tuation de cette armée, écrit le général en chef « au Directoire, il eût été à désirer que l'on eût at« tendu la prise de Mantoue ; car je crains qu'un « armistice sans Mantoue ne soit pas un acheminе« ment à la paix, et soit tout à l'avantage de Vienne « et de Rome. » Mais la cour de Vienne, trop fière pour entrer déjà en accommodement avec le Directoire, éluda cette négociation, qui donna lieu à une correspondance insignifiante. Bonaparte avait compris l'unique manière de négocier avec l'Autriche : c'était de battre Alvinzi. Il devait par ce moyen seul triompher des scrupules de la maison impériale, et se passer même du caractère diplomatique dont le général Clarke était revêtu pour toutes conférences d'arrangement. Il y eut pour la forme, à Vicence, dans les premiers jours de janvier 1797, une entrevue entre M. de Vincent et le général Clarke. Ce n'était là qu'une ruse de guerre de la part de l'Autriche. Le Directoire, suivant l'opinion du général en chef, ajourna l'envoi du général Clarke à Vienne après la prise de Mantoue. Les lettres de Bonaparte au Directoire devinrent les rè-

 gles do sa politique vis-à-vis do U cour de Rome comme vis-à-vis de celle de Vienne. » Si l’cmpeM rcur, disait le général en chef, veut comprendre n le pape dans le trailc,rarmis(icc nous fera perdre a Mantoue, l'argent de Rome, et donnera le temps « au pape d'organiser une force militaire avec M des ûlTiciers autrichiens. Cela mettrait toutes les M chances contre nous, la campagne prochaine. » {Lettre du 28 décembre.) Bonaparte prédit ce qui arriva. L’armée française comptait quarante-cinq mille hommes, dont trente cl un mille hommes à l'armée d'observation, et quatorze mille dans les places ou au blocus de Mantoue. Le général en chef avait demandé vingt mille hommes au Directoire; il lui en arriva six mille des côtes de l'Océan, sous les ordres du général llcy. Alors notre armée formait cinq divisions; sa force était de plus de deux tiers inférieure à celle des Autrichiens, mais elle avait pour chef un homme de génie, et des officiers tels que Masséna, Augereau, Joubert, Rey et Kilmaine. Indépendamment de la position retranchée de la Corona, nous occupions Vérone, Ix^gnago, Peschiera, Pizzighettone, Brescia, Bergamc, Fuontes, Ferrare cl L'rbin. Le Directoire avait de plus annonce l'envoi de puissans reiifurls de l'arroce du Rhin. Il était réservé aux belles divisions Rernadotte et Delmas de contribuer au dernier triomphe de l'armée invincible. Mais on était au cœur d’un hiver rigoureux; et, en attendant l'arrivée de ces secours décisifs, l'investissement et la prise de Mantoue de la part des Français, la marche sur cette ville et sa délivrance de la part des Autrichiens, allaient continuer le thème de toute la campagne, et les expéditions militaires, sans cesse ramenées vers le point centra] d'action, devaient Unir encore par se grouper autour de Mantoue jusqu’à sa reddition. Le plan actuel des Autrichiens est d'opérer sur Mantoue avec deux armées indépendantes, aCn de dégager la troisième, qui sc trouve prisonnière dans la place. L’armée active de l'ennemi monte à soixante-cinq mille hommes ; Alvinzi en prend quarante-cinq mille et sc porte de Bassano sur Roveredo; Provera, le même général qui a été pris à Cossaria, commande le reste des forces autrichiennes, et s'établit à Padouc pour agir sur le bas Adige. Bonaparte, avec trente-cinq mille hommes sous son dral>eau et huit à dix mille qui bloquent Mantoue, doit lutter contre quatre armées : celle d’Alvinzi; celle de Provera; celle de vingt-quatre mille hommes enfermés dans Mantoue, et qui doit causer la ruine des Français si Alvenzi cl Provera délivrent Mantoue; enfin le pape présente contre nous

cinq ou six mille hommes, sans compter cette immense population qui, sous les armes spirituelles, n'altcnd que le triomphe des Autrichiens pour courir à des vêpres sanglantes : il ne faut pas oublier non plus cette conjuration secrète des princes, des prêtres et des nobles, qui, alliés, amis cl ennemis de la république, sont tout prêts, au moindre échec, à briser les traités et à venir au secours du vainqueur. Bonaparte manœuvre à la face du ciel sur la terre de la conspiration; il est obligé de triompher partout; ses trente-cinq mille baïonnettes doivent transporter la victoire depuis 1a chaîne du Tyrol jusqu'au Capitole. La nécessité lui ordonne de s'emparerde Mantoue, autour de laquelle un quatrième blocus est impossible. Le temps aussi lui est mesuré : il a trois semaines pour vaincre ou pour mourir. Masséna commence ta lutte. Attaqué le 12janvier à Saint-Michel par une division de Provera, il le repousse, le poursuit jusqu'à Caldiero, et lui prend neuf cents hommes. Bonaparte est à Vérone. Il a appris, pendant son séjoura Bologne, Je mouvement de Provera sur Padouc. Par une habile politique, il oppose les Italiens des nouvelles républiques aux Italiens de l'armcc ponliftcalc, et leur abandonne la défense de leurs frontières. De cette manière il peut disposer des trois mille Français qui sont à Bologne : il les |M)rte à Ferrare, se rend à Roverbella, et revient à Vérone pour recevoir les prisonniers de Masséna. Il entre en ligne d'opération et fait replier derrière cette ville les braves de Masséna. Dégagé ainsi du défilé, il |>cut faire manœuvrer librement toutes ses troupes, cl n'a plus besoin que de connaître le point d'action des Autrichiens pour y porter ses forces, c'est-à-dire scs vingt-deux mille hommes. Augereau lui a annoncé de Legnago que l'ennemi est en mouvement sur le bas Adige. Le 19, Joubcrl lui écrit : « J'ai parfaitement suivi M vos dispositions pour l'attaque de la Corona. Le U succès a été au-delà des espérances : trois pièces w de canon, quatre à cinq mille prisonniers, Alvinzi ti lui-meme précipité dans les rochers et se sauvant « comme un éclaireur sur l'Adige et sans soldats, n C'clait là une lettre de champ de bataille ; car malgré ses avantages, débordé sur sa gauche qv une division qui menace de le couper du côté^ Peschiera, et sur sa droite par une autre division qui avait passe l'Adige à Dolce, Joubert avait dû marcher la nuit pour occuper, avec une brigade, le plateau de Rivoli, à une lieue de Dolce. Bonaparte a choisi le champ de sa victoire; il avait ordonne à Joubert de tenir le plateau à tout prix et d'y arrêter Alvinzi, qui compte enlever avec sa nombreuse armée la petite division qu'on lui oppose; mais le vieux général ne savait pas que son jeune adversaire raltcndait derrière la position

de Joubert, et que Masséna opérait sur sa gauche : l'immense supérioDigitized by Googic

 riléde scs forces donne à l’Autrichien la confiance qui doit le perdre. I..C général Bonaparte connaît tout le pivtjct des ennemis : il sait qu’on marche contre nous avec deux corps : le principal sur Monte-Baldo. c’est celui que commande Alvinzi ; et l’autre, plus faible, conduit par Provera, sur le bas Adige. Augereau est charge, à Legiiago, de fermer à ce dernier le passage de la rivière. Il écrit, le 1^, au général en chef : i La journée s'est passée à faire «t des dispositions pour couper la retraite à la colonne c de Provera. J’espère apprendre demain qu’il est « l>altu complètement. Je le défie de percer sur H l’Adigc.... n Alvinzi s’avance vers le plateau de Rivoli, dans le dessein de sc réunir avec sa cavalerie et son arlille* rie. Il n'y a pas un moment à perdre pour l'assaillir avant qu’il ait atteint son but. Cette nécessité n'échappe point à la sagacité du général en chef, et donne lieu au mouvement de nuit qui le précipite, à marches forcées, lui et les siens, sur Rivoli. Joubert avait reçu l’ordre de tenir le plateau jusqu'au dernier instant; mais, mcnacéde tous côtés et pressé de front par douze mille Autrichiens, Joubert était en retraite, quand il reçut un nouvel ordre impératif du général en chef de reprendre le plateau de Rivoli, où fort heureusement l'ennemi n’avait pas encore eu le temps d’arriver. Bonaparte y arrive lui-mème, à toute course, après minuit ; il précède son armée de quelques heures. 11 profite d'un beau clair de lune pour observer les forces de son adversaire, et juge, sur les feux de bivouac, qu’il a devant lui plus de quarante mille hommes; c’est deux contre un ; mais nous avons soixante bouches à fou et de la cavalerie. Il a compté cinq camps cl quatre colonnes d’attaque, dont une, celle de Lusignan, la plus éloignée, parait destinée à cerner par derrière le plateau de Rivoli. Uncautre colonne qu’il importe surtout d’einpéclicr de prendre part à l’action, est celle de la cavalerie et de l’artillerie; elle marche sous les ordres de (^luasdanowitch, avec quatorze - bataillons et tous les bagages de l'armée. Elle attendait le jour, ou plutôt le mouvement d’Alvinzi, pour faire sa jonction. Sur la rive gauche de l’Adige, Wukassowilcb commande la troisième colonne. Alvinzi, qui ne voildcvanl lui que la division Joubert, est loin de croire que ce général doit l’altaquor cette nuit même. Tel est cependant l'ordre que reçoit Joubert. II reprend rofiensive, cl à quatre heures du matin il occui>c la chapelle Saint-Marc, qu’il a du évacuer la veille. La grande bataille est livrée; Joul>erl poursuit son succès, et refoule sur les hauteurs la quatrième colonne. La troisième s’ébranle, et parait sur les

sommités de gauche du plateau; clic est rej>ousséc par rarlitleric française; mais unede nos brigades so trouve tout à coup débordée et rompue. Heureusement la division Masséna vient d'arriver au village de Rivoli, où elle sc repose de sa marche nocturne. Bonaparte court la chercher, et en une demi-heure la troisième colonne autrichienne a subi le sort de la quatrième. La seconde, disposée par Alvinzi pour l'attaque de la gauche du plateau, s'avance dans l'cspoir de rétablir le combat. Quasdanowilch, à la lôte de la cavalerie et de l'arlilicric, voyant Joubert engagé avee sa division, en avant de la position de Saint-Marc, juge le moment favorable pour s'eii emparer; la victoire échappe aux Français s'il parvient à sc déployer. 11 ordonne à trois bataillons d'escalader les hauteurs où cctlc chapelle est assise; deux autres les soutiennent pour favoriser le passage de i'artillerie et de la cavalerie. A cct aspect, Joubert détache en toute hâte (rois bataillons, qui préviennent l'ennemi, cl le rejettent, avec une perle considérable, dans le fond de la vallée. Le plateau est défendu vigoureusement par quinze pièces d'artillerie, et les charges audacieuses et brillantes des colonels Leclerc et Lasallc achèvent la déroule de l'armée d'Alvinzi ; elle est culbutée dans les ravins. L'éruption d'un caisson, causée par un de nos obus, accrut encore le désordre de cotte armée. Sept mille hommes tombent en notre pouvoir, ainsi que douze pièces de canon qui avaient pu déboucher sur le mouvement de Quasdanowilch. Tout le reste de sa colonne, ainsi que celle de AVukassowitch, qui n'ont pas trouvé passage, furent témoins de la déroule d'Alvirizi, sans pouvoir lui porter secours. Cependant suivant les ordres d'Alvinzi, Lusignan, avec sa colonne intacte, parait sur les derrières de l'armée victorieuse. On ne peut définir le transport qui poussa soudain cette armée, prise à revers cl subitement, à s'écrier : n Ceux-ci sont encore à nousin £t en effet, contre toutes les chances delà position et celles de la guerre, la colonne de Lusignan, canonnéc par une batterie de la réserve, fut abordée vaillamment par la division Masséna, détruite et prise presque tout entière. Kivuli doit s'ennohlir un jour du nom de Blasséna. Bonaparte resta constamment au milieu de l'action pendant les douze heures qu'ellcdura ; il eut plusicurschevaux blessés, cl courut de grands dangers. CcpendantFruvcra,avcc ses vingt mille hommes, croyait arriver à Mantouc, battre les huit mille hommes de Kilmaine, et échapper à Bonaparte, qu'il savait occupé à Rivoli; mais l'œil de l'aigle ne le perdait pas de vue, A deux heures, pendant la bataille, Bonaparlcapprcnd par une dépêche d'Augereau que Provera a jeté un pont à Anghiari; cet avis si important inspire au

général en chef une résolution de génie; il charge Blasséna, Murat et
Digitized^y Google

rité de ses forces donne à l'Autrichien la confiance qui doit le perdre. Le général Bonaparte connaît tout le projet des ennemis : il sait qu'on marche contre nous avec deux corps : le principal sur Monte-Baldo, c'est celui que commande Alvinzi ; et l'autre, plus faible, conduit par Provera, sur le bas Adige. Augereau est chargé, à Legnago, de fermer à ce dernier le passage de la rivière. Il écrit, le 15, au général en chef : « La journée s'est passée à faire « des dispositions pour couper la retraite à la colonne « de Provera. J'espère apprendre demain qu'il est « battu complètement. Je le défie de percer sur « l'Adige.... »

Alvinzi s'avance vers le plateau de Rivoli, dans le dessein de se réunir avec sa cavalerie et son artillerie. Il n'y a pas un moment à perdre pour l'assaillir avant qu'il ait atteint son but. Cette nécessité n'échappe point à la sagacité du général en chef, et donne lieu au mouvement de nuit qui le précipite, à marches forcées, lui et les siens, sur Rivoli. Joubert avait reçu l'ordre de tenir le plateau jusqu'au dernier instant; mais, menacé de tous côtés et pressé de front par douze mille Autrichiens, Joubert était en retraite, quand il reçut un nouvel ordre impératif du général en chef de reprendre le plateau de Rivoli, où fort heureusement l'ennemi n'avait pas encore eu le temps d'arriver. Bonaparte y arrive lui-même, à toute course, après minuit ; il précède son armée de quelques heures. Il profite d'un beau clair de lune pour observer les forces de son adversaire, et juge, sur les feux de bivouac, qu'il a devant lui plus de quarante mille hommes ; c'est deux contre un ; mais nous avons soixante bouches à feu et de la cavalerie. Il a compté cinq camps et quatre colonnes d'attaque, dont une, celle de Lusignan, la plus éloignée, paraît destinée à cerner par derrière le plateau de Rivoli. Une autre colonne qu'il importe surtout d'empêcher de prendre part à l'action, est celle de la cavalerie et de l'artillerie ; elle marche sous les ordres de Quasdanowitch, avec quatorze bataillons et tous les bagages de l'armée. Elle attendait le jour, ou plutôt le mouvement d'Alvinzi, pour faire sa jonction. Sur la rive gauche de l'Adige, Wukassowitch commande la troisième colonne. Alvinzi, qui ne voit devant lui que la division Joubert, est loin de croire que ce général doit l'attaquer cette nuit même.

Tel est cependant l'ordre que reçoit Joubert. Il reprend l'offensive, et à quatre heures du matin il occupe la chapelle Saint-Marc, qu'il a dû évacuer la veille. La grande bataille est livrée ; Joubert poursuit son succès, et refoule sur les hauteurs la quatrième colonne. La troisième s'ébranle, et paraît sur les sommités de gauche du plateau ; elle est repoussée par l'artillerie française ; mais une de nos brigades se trouve tout à coup débordée et rompue. Heureusement la division Masséna vient d'arriver au village de Rivoli, où elle se repose de sa marche nocturne. Bonaparte court la chercher, et en une demi-heure la troisième colonne autrichienne a subi le sort de la quatrième. La seconde, disposée par Alvinzi pour l'attaque de la gauche du plateau, s'avance dans l'espoir de rétablir le combat. Quasdanowitch, à la tête de la cavalerie et de l'artillerie, voyant Joubert engagé avec sa division, en avant de la position de Saint-Marc, juge le moment favorable pour s'en emparer ; la victoire échappe aux Français s'il parvient à se déployer. Il ordonne à trois bataillons d'escalader les hauteurs où cette chapelle est assise ; deux autres les soutiennent pour favoriser le passage de l'artillerie et de la cavalerie. A cet aspect, Joubert détache en toute hâte trois bataillons, qui préviennent l'ennemi, et le rejettent, avec une perte considérable, dans le fond de la vallée. Le plateau est défendu vigoureusement par quinze pièces d'artillerie, et les charges audacieuses et brillantes des colonels Leclerc et Lasalle achèvent la déroute de l'armée d'Alvinzi ; elle est culbutée dans les ravins. L'éruption d'un caisson, causée par un de nos obus, accrut encore le désordre de cette armée. Sept mille hommes tombent en notre pouvoir, ainsi que douze pièces de canon qui avaient pu déboucher sur le mouvement de Quasdanowitch. Tout le reste de sa colonne, ainsi que celle de Wukassowitch, qui n'ont pas trouvé passage, furent témoins de la déroute d'Alvinzi, sans pouvoir lui porter secours. Cependant suivant les ordres d'Alvinzi, Lusignan, avec sa colonne intacte, paraît sur les derrières de l'armée victorieuse. On ne peut définir le transport qui poussa soudain cette armée, prise à revers et subitement, à s'écrier : « *Ceux-ci sont encore à nous !* » Et en effet, contre toutes les chances de la position et celles de la guerre, la colonne de Lusignan, canonnée par une batterie de la réserve, fut abordée vaillamment par la division Masséna, détruite et prise presque tout entière. Rivoli doit s'ennoblir un jour du nom de Masséna. Bonaparte resta constamment au milieu de l'action pendant les douze heures qu'elle dura ; il eut plusieurs chevaux blessés, et courut de grands dangers.

Cependant Provera, avec ses vingt mille hommes, croyait arriver à Mantoue, battre les huit mille hommes de Kilmaine, et échapper à Bonaparte, qu'il savait occupé à Rivoli ; mais l'œil de l'aigle ne le perdait pas de vue. A deux heures, pendant la bataille, Bonaparte apprend par une dépêche d'Augereau que Provera a jeté un pont à Anghiari ; cet avis si important inspire au général en chef une résolution de génie ; il charge Masséna, Murat et

fli HISTOinE DE NAPOLÉON. Joobert, de suivre Alvinzi ; pour lui, il prend quatre demi- brigades. On compte treize lieues de Rivoli à Mantouc, et l'rovera a vingt-quatre heures d'avance. Bonaparte force sa marche, et parvient à Roverbella, pendant que son adversaire parait devant Saint-Oeorges, qu'il croit facilement surprendre et enlever. Le fugitif Provera est au moment de faire perdre à Bonaparte le fruit de la victoire de Rivoli par sa jonction avec Wurmser, qui alors aurait quarante mille hommes sous ses ordres : il sait que Saint-Georges, ce faubourg de Mantouc, ne peut avoir qu'une faible garnison, et n'est défendu que par un fosse. Le brave Miollis qui commande dans Saint-Georges avec quinze cents hommes, est loin de craindre une attaque du cella. Bonaparte, qui aimait déjà à faire scs affaires lui-iiièinc, se rendit à la conférence; et, sans sc découvrir, ni prendre aucune part à la discussion, il sc mit à écrire des réponses en marge des propositions de Wurmser. Après ce travail, il dit à l'aidc-de-canip : w Si Wurmser avait seulement pour dix-huit ou » vingt jours de vivres, et qu'il parlât de se rendre, U il ne mériterait aucune capitulation honorable. « Mais je respecte l'âge, la bravoure cl les malheurs » du maréchal. Voici les conditions que je lut acX corde, s'il ouvre scs portes demain ; s'il larde (I quinze jours, un mois, deux mois, il aura encore «I les mêmes conditions : il peut attendre jusqu'à U son dernier morceau de pain. Je pars à l'instant M pour passer le Pô, et je marche sur Rome. Vous •> connaissez mes intentions; allez les dire à votre M général. » Frappé de cette générosité, cl pénétré de reconnaissance pour les conditions honorables que Bonaparte venait d'accorder, l'aidc-dc-camp convint qu'il n'y avait plus de vivres à Mantouc que pour trois jours, et partit. Wurmser, vivement touché des procédés du général français, lui fit olTrir de passer le Pô à Manloue; mais Bonaparte refusa de profiler sitôt de la position malheureuse de son ennemi. '

Joubert, de suivre Alvinzi ; pour lui, il prend quatre demi-brigades. On compte treize lieues de Rivoli à Mantoue, et Provera a vingt-quatre heures d'avance. Bonaparte force sa marche, et parvient à Roverbella, pendant que son adversaire paraît devant Saint-Georges, qu'il croit facilement surprendre et enlever. Le fugitif Provera est au moment de faire perdre à Bonaparte le fruit de la victoire de Rivoli par sa jonction avec Wurmser, qui alors aurait quarante mille hommes sous ses ordres : il sait que Saint-Georges, ce faubourg de Mantoue, ne peut avoir qu'une faible garnison, et n'est défendu que par un fossé. Le brave Miollis qui commande dans Saint-Georges avec quinze cents hommes, est loin de craindre une attaque du côté de l'Adige, où se trouve Augereau ; il ne se garde que du côté de Mantoue. Provera se fait éclairer par des hussards qui ont les mêmes manteaux que les hussards de Berchini. Déjà ils touchent à la barrière : mais le coup-d'œil, l'intelligence d'un sergent de garde sauvent Miollis et sa garnison. Il examine ces hussards et remarque que leurs manteaux sont neufs, tandis que ceux de Berchini ont fait la guerre et sont vieux. Un grand général n'eût pas fait cette importante observation, qui appartient au tact du soldat. Alors ce sergent, dont le nom malheureusement échappe à l'histoire, aidé d'un tambour, donne l'alarme dans la place, et pousse la barrière. A midi, l'armée de Provera entoure Saint-Georges ; mais Miollis, avec ses quinze cents hommes, se défend toute la journée, et donne le temps au général en chef, qui compte sur cette noble résistance, d'arriver à son secours. Cependant Provera a pu communiquer par une barque avec Wurmser, et concerter la jonction du lendemain. En effet, le 16 janvier à la pointe du jour, Wurmser sort de Mantoue, et prend position ; il attaque Saint-Antoine, et Provera la Favorite. Mais Bonaparte a prévu cette disposition, et dans la nuit il a placé les brigades de Rivoli sous les ordres du général Victor, entre Saint-Georges et la Favorite, pour empêcher la réunion de Wurmser et de Provera. Wurmser est repoussé par Serrurier, et Provera par Victor. *Ce fut à cette bataille que la* 57ᵉ *reçut le nom de* LA TERRIBLE. Rien ne lui résiste ; elle enfonce la ligne autrichienne. Wurmser est rejeté dans Mantoue, et le corps entier de Provera dépose les armes : lui-même il est prisonnier pour la seconde fois depuis la campagne, et remet son épée au général Miollis, dont la bravoure a préparé la victoire de la Favorite ; enfin la division Augereau enlève à la Molinella l'arrière-garde de Provera : il ne reste de son armée que deux mille hommes au-delà de l'Adige. Le combat de la Favorite coûte à l'Autriche six mille prisonniers, des canons et des drapeaux.

Le général en chef apprit le même jour les succès remportés la veille par Joubert, et se reporta sur l'Adige. Alvinzi avait laissé cinq mille prisonniers en notre pouvoir. Poursuivi jusqu'à Trente, il éprouva des pertes journalières, et dut abandonner aux généraux français toutes ses positions. Joubert reprit celle du Lavisio : Augereau occupa Trévise, et Masséna, maître de Bassano, plaça ses avant-postes sur la Piave. L'ennemi fut forcé de repasser cette rivière. Joubert s'établit à Trente et dans le Tyrol italien. Vingt jours du mois de janvier 1797 ravirent à l'Autriche trente-cinq mille hommes, dont vingt-cinq mille prisonniers, plus soixante pièces de canon, et vingt-quatre drapeaux que le commandant des guides, Bessières, porta à Paris.

La destruction de l'armée d'Alvinzi livrait Mantoue à elle-même. Serrurier avait serré son blocus ; depuis quelques mois la place n'avait pu être ravitaillée. Les immenses magasins qu'elle contenait étaient épuisés, la garnison avait mangé tous ses chevaux ; les hôpitaux renfermaient dix mille malades ; les soldats étaient à la demi-ration. Bonaparte instruisit Wurmser des résultats de ces huit jours de bataille qui avaient rejeté en Allemagne les débris de la grande armée autrichienne. Il somma le vieux maréchal de se rendre. Wurmser répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Mais, peu de jours après, il envoya son premier aide-de-camp au général Serrurier à Roverbella. Bonaparte, qui aimait déjà à faire ses affaires lui-même, se rendit à la conférence ; et, sans se découvrir, ni prendre aucune part à la discussion, il se mit à écrire des réponses en marge des propositions de Wurmser. Après ce travail, il dit à l'aide-de-camp : « Si Wurmser avait seulement pour dix-huit ou « vingt jours de vivres, et qu'il parlât de se rendre, « il ne mériterait aucune capitulation honorable. « Mais je respecte l'âge, la bravoure et les malheurs « du maréchal. Voici les conditions que je lui ac- « corde, s'il ouvre ses portes demain ; s'il tarde « quinze jours, un mois, deux mois, il aura encore « les mêmes conditions : il peut attendre jusqu'à « son dernier morceau de pain. Je pars à l'instant « pour passer le Pô, et je marche sur Rome. Vous « connaissez mes intentions ; allez les dire à votre « général. » Frappé de cette générosité, et pénétré de reconnaissance pour les conditions honorables que Bonaparte venait d'accorder, l'aide-de-camp convint qu'il n'y avait plus de vivres à Mantoue que pour trois jours, et partit. Wurmser, vivement touché des procédés du général français, lui fit offrir de passer le Pô à Mantoue ; mais Bonaparte refusa de profiter sitôt de la position malheureuse de son ennemi.

HISTOIRE DK NAPOLÉON. es Le 9 février 1797, Wurmser remit au général Serrurier la Tille de MaiiUme etsa garnisundc treize mille hommes; il y avait sept mille malades dans les hôpitaux. IndcpcndammeDl de rartillcric de siège dont Tabandon avait précédé la victoire de Castiglione, un trouva dans la place trois cent cinquante pièces. La magnanimité de Bonaparte fut complète : il voulut épargner au vieux maréchal le chagrin de rcmeUre son épée aux mains d'un aussi jeune

capitaine, et sc

Le 2 février 1797, Wurmser remit au général Serrurier la ville de Mantoue et sa garnison de treize mille hommes ; il y avait sept mille malades dans les hôpitaux. Indépendamment de l'artillerie de siége dont l'abandon avait précédé la victoire de Castiglione, on trouva dans la place trois cent cinquante pièces. La magnanimité de Bonaparte fut complète : il voulut épargner au vieux maréchal le chagrin de remettre son épée aux mains d'un aussi jeune capitaine, et se déroba à ce spectacle. Cette conduite étonna également l'Europe, la France et le Directoire. Un pareil désintéressement de la victoire plaça bien haut dans l'estime générale celui qui savait se contenter de vaincre, et qui n'acceptait de la guerre que ses périls. Bonaparte allait conquérir la terre qui avait produit les Scipions.

oc mSTOinE DK NAPOLÉON. CHAPITRE VIII. (Du 2 au 19 février 1797.) oiERiii ni’ fkn. — Ti\iT(DE Tnie^rnu. La reddition de Mantouc au général Serrurier ne fut, grâce à la inodératiuii de Bonaparte, que U cérémonie sans éclat d*un immortel triomphe, cl Wurmser n’eut pas le chagrin de déûlcr, prisonnier, à la létede sa garnison, devant son vainqueur. Peu de joursaprès, ildonna à Bonaparte une preuve signalée de sa reconnaissance, en raverlissanl d’un complot d'enipoisonnemcnt ourdi contre lui dans la Romagne, où nous portions nos armes. Sans cet avis nécessaire, le destructeur de quatre armées autrichiennes en bataille rangée pouvait périr obscurément de la main d’un fanatique ou d’un assassin. La nouvelle campagne ne fut ni longue ni glorieuse ; les rcucontrcs avec les troupes du pape n’offrirent aux soldats français que de simples exer* cices militaires. Aussi le généraï en chef ne réservait au Saint-Siège, pour prix de ses trahisons, qu'une vengeance purement politique et administrative. Un traité d’armistice avait été signé le 23 juin 1796, à Bologne, par le marquis Gnudi, pléni|M>tenliairc du pa|K‘, le général en chef Bonaparte, les commissaires civils Carrau et Salicetli, et enfin, sous la médiation de l’Espagne, par le chevalier d'Azzara, ministre de cette puissance auprès du Saint-Siège. Il avait été ratifié par Sa Sainteté, à Rome, le 27 du même mois. Dès le 13 novembre, l'ambassadeur français Cacaull se plaignit de la iion-exècution de ce traité; mais bientôt il trouva l’occasion d'élre éclairé sur les véritables intentions de la cour de Rome, dans un manifeste que le ravitaillement de Mantuue par le général Wurmser inspira tout à coup au Saint-Père. Après avoir annoncé que toute négociation de paix était incompatible orec la reUyion catholique cl son devoir de souverain, u S. S. enjoint à tous Icscvéqucs, aux » curés, aux magistrats, et à toute autre personne U en place, d’encourager les peuples qui dépendent « d'eux à prendre les armes, et de let exciter mime

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 67 « uut toujours été conformes à ce sujet; et muycii' M nant les facultés illimitées que m'a données le « Directoire, si à Rome on veut faire preuve de «jugement, nous en profiterons pour donner la « paix k cette belle partie du monde, et pour tranu quilliscr les consciences timorées de plusieurs H peuples. » Telles étaient les dispositions bienveillantes de Bonaparte pour la cour de Rome, malgré la violation de l'armistice par la proclamation du Saint-Père, et malgré le refus de payer les sommes ou de livrer les subsistances qui y avaient été stipulées, lorsque, le 10 janvier 1797, l'on intercepta entre autres lettres celle que le cardinal Busca avait adressée, le 7, au prélat Albani, ambassadeur de Rome à Vienne. Ce prélat négociait dans le même moment avec le baron de Thugut une alliance ofleosive et défensive cotre le SaintSiège et l'Autriche, et le gouvernement impérial s'engageait à envoyer au pape le général Colli pour conduire les troupes pontificales contre les Français. »i (Juant à moi, disait le cardinal Busca dans « celte lettre, tant que je pourrai espérer d'obtenir « des secours de rEnipcrcur, je ietnperiMerai rela~ « iicement aux propoeiiions de paix que me fbrU M lei Français. « 11 disait en outre que les ordres étaient donnés pour la réception du général Colli à Ancône; que le pape lui accordait un traitement, et demandait un corps d'Autrichiens pour couvrir la Romagne; enfin, qu'il failuit faire passer ce secours par mer de Trieste à Ancône. cardinal ajoutait qu'il serait imprudent d'expédier aux souverains catholiques les brefs que l'on avait demandés pour publier de nouveau la guerre du SaintSiège contre la France. « Cette démarche du pape « ne pourrait demeurer cachée aux Français; nous « serions exposés à toute leur indignation, avant •t d'ôtre assurés de l'alliance de S. H. I. Sur ce que « vous me direz, concernant le point de guerre de « religion, le pape sc résoudra à envoyer les brefs w et à faire toute nuire démarche que vous exigerez « de lui. » Apres cette preuve irrécusable de la trahison du Saint-Siège, Bonaparte ordonneà l'ambassadeur Cacault de quitter Rome cl de se rendre é Florence. Avant de partir, Cacault vil le cardinal Busca, qui, désespérant de pouvoir le retenir et le tromper encore, lui dit : « Nous ferons une Vendée « de la Romagne ; nous en ferons une des montagnes « de la Ligurie; nous en ferons une de l'ilalie cn•1 tière. » Le général Bonaparte, après le rappel de Cacault, cul encore l'induIgcncc d'écrire de Vérone au cardinal Mallci, en lui mcllanl sous les yeux les lettres interceptées : « Voilà donc cette comédie ridicule K

sur le point d’ëtrc terminée. Lcslcttresquejcvous n envoie vous montreront plus clairement encore ta « perfidie, raveuglemenl et 1a sottise de ceux qui U dirigent actuellement la cour de Rome. Hais U quelque chose qui arrive, je vous prie de dire au U peçKi qu'il peut demeurer tranquillement à Borne. M Premier ministre de la religion, il trouvera, à U ce titre, protection pour lui-méme et pour l'Éu glise. » Bonaparte était jeune alors; il ne connaissait pas encore la cour de Rome, ni l’esprit de celle Église à laquelle il garantissait protection. En réponse à tant de généreuses démarches cl à la communication franche des pièces de la correspondance, qui prouvait la mauvaise foi du cabinet pontifical, on publia dans Rome une nouvelle proclamation, intitulée : f/arangue adressée aux braves quicontbattent sous les étendards de l'Église, pour le salut commun. Voici celte pièce singulière dans son entier : U 11 est enfin venu, le moment si désiré de courir K aux armes, ô peuples vaillans, jadis sujets de « (luirinus, aujourd'hui sujets du prince des ap «1res, membres fidèles du patrimoine de saint U Pierre, et lils bien-airnés de la sainte Église rote maine! Les iniquités de tous genres, commises U partout où ont pénétré ces soi-disant libérateurs, « ces feints amis, mais véritables oppresseurs et U tyrans des peuples, vous ont ébranlés, vous ont « fait décidément penser à vos intérêts. L'irréligion U et même l’athéisme le plus impudent, qu’ils por« tout en triomphe, vous ont fait craindre avec U raison devoir votre sainte religion non-seulement U méprisée, mais encore ciilièremenl abolie; celte U religion si soigneusement conservée et transmise U sans tache jusqu’à vous par vos ancêtres : aussi, « en vrais catholiques, vous avez eu horreur de <> vouloir être en amitié avec des impies, avec des U hommes qui, en renonçant à la foi que vous professez, se sont rendus plus indignes de vivre en U bonne intelligence avec vous, que ne le sont les « païens et les publicains, à qui le divin législateur «t ne permettait pas même qu’on donnât le salut. M L’expérience funeste de leur conduite inhumaine Il et féroce envers nos co-sujets d’Avignon, de Caru peiilras, de Bologne, du Fcrrare, et envers les su« jets des autres États d'Italie, qu'ils ont tous déM pouiliés, ruinés, chassés de chez eux, ou qu’ils U ont traînés à une mort certaine et malheureuse, U pour contenter leur barbare caprice; l'injuste « réquisition de tant de millions d’écus, de tant de « l>eaux objets, manuscrits, statues, tableaux, et U môme tableaux d'église, les meilleurs qu’il y eût U à Rome et dans les Étals, pontificaux, et cela à U titre d’armistice, non pour payer la guerre que «

vous ne leur aviez point faite, mais pour sc payer « par anticipation du pillage qu’il n'ont pu faire :

« ont toujours été conformes à ce sujet ; et moyen-
« nant les facultés illimitées que m'a données le
« Directoire, si à Rome on veut faire preuve de
« jugement, nous en profiterons pour donner la
« paix à cette belle partie du monde, et pour tran-
« quilliser les consciences timorées de plusieurs
« peuples. » Telles étaient les dispositions bien-veillantes de Bonaparte pour la cour de Rome, malgré la violation de l'armistice par la proclamation du Saint-Père, et malgré le refus de payer les sommes ou de livrer les subsistances qui y avaient été stipulées, lorsque, le 10 janvier 1797, l'on intercepta entre autres lettres celle que le cardinal Busca avait adressée, le 7, au prélat Albani, ambassadeur de Rome à Vienne. Ce prélat négociait dans le même moment avec le baron de Thugut une alliance offensive et défensive entre le Saint-Siége et l'Autriche, et le gouvernement impérial s'engageait à envoyer au pape le général Colli pour conduire les troupes pontificales contre les Français. « Quant à moi, disait le cardinal Busca dans
« cette lettre, tant que je pourrai espérer d'obtenir
« des secours de l'Empereur, *je temporiserai rela-*
« *tivement aux propositions de paix que me font*
« *les Français.* » Il disait en outre que les ordres étaient donnés pour la réception du général Colli à Ancône ; que le pape lui accordait un traitement, et demandait un corps d'Autrichiens pour couvrir la Romagne ; enfin, qu'il fallait faire passer ce secours par mer de Trieste à Ancône. Le cardinal ajoutait qu'il serait imprudent d'expédier aux souverains catholiques les brefs que l'on avait demandés pour publier de nouveau la guerre du Saint-Siége contre la France. « Cette démarche du pape
« ne pourrait demeurer cachée aux Français ; nous
« serions exposés à toute leur indignation, avant
« d'être assurés de l'alliance de S. M. I. Sur ce que
« vous me direz, concernant le point *de guerre de*
« *religion,* le pape se résoudra à envoyer les brefs
« et à faire toute autre démarche que vous exigerez
« de lui. » Après cette preuve irrécusable de la trahison du Saint-Siége, Bonaparte ordonne à l'ambassadeur Cacault de quitter Rome et de se rendre à Florence. Avant de partir, Cacault vit le cardinal Busca, qui, désespérant de pouvoir le retenir et le tromper encore, lui dit : « Nous ferons une Vendée
« de la Romagne ; nous en ferons une des montagnes
« de la Ligurie ; nous en ferons une de l'Italie en-
« tière. »

Le général Bonaparte, après le rappel de Cacault, eut encore l'indulgence d'écrire de Vérone au cardinal Mattei, en lui mettant sous les yeux les lettres interceptées : « Voilà donc cette comédie ridicule
« sur le point d'être terminée. Les lettres que je vous
« envoie vous montreront plus clairement encore la
« perfidie, l'aveuglement et la sottise de ceux qui
« dirigent actuellement la cour de Rome. Mais
« quelque chose qui arrive, je vous prie de dire au
« pape *qu'il peut demeurer tranquillement à Rome.*
« Premier ministre de la religion, il trouvera, à
« ce titre, protection pour lui-même et pour l'É-
« glise. »

Bonaparte était jeune alors ; il ne connaissait pas encore la cour de Rome, ni l'esprit de cette Église à laquelle il garantissait protection. En réponse à tant de généreuses démarches et à la communication franche des pièces de la correspondance, qui prouvait la mauvaise foi du cabinet pontifical, on publia dans Rome une nouvelle proclamation, intitulée : *Harangue adressée aux braves qui combattent sous les étendards de l'Église, pour le salut commun.* Voici cette pièce singulière dans son entier :

« Il est enfin venu, le moment si désiré de courir
« aux armes, ô peuples vaillans, jadis sujets de
« Quirinus, aujourd'hui sujets du prince des apô-
« tres, membres fidèles du patrimoine de saint
« Pierre, et fils bien-aimés de la sainte Église ro-
« maine ! Les iniquités de tous genres, commises
« partout où ont pénétré ces soi-disant libérateurs,
« ces feints amis, mais véritables oppresseurs et
« tyrans des peuples, vous ont ébranlés, vous ont
« fait décidément penser à vos intérêts. L'irréligion
« et même l'athéisme le plus impudent, qu'ils por-
« tent en triomphe, vous ont fait craindre avec
« raison de voir votre sainte religion non-seulement
« méprisée, mais encore entièrement abolie ; cette
« religion si soigneusement conservée et transmise
« sans tache jusqu'à vous par vos ancêtres : aussi,
« en vrais catholiques, vous avez eu horreur de
« vouloir être en amitié avec des impies, avec des
« hommes qui, en renonçant à la foi que vous pro-
« fessez, se sont rendus plus indignes de vivre en
« bonne intelligence avec vous, que ne le sont les
« païens et les publicains, à qui le divin législateur
« ne permettait pas même qu'on donnât le salut.
« L'expérience funeste de leur conduite inhumaine
« et féroce envers nos co-sujets d'Avignon, de Car-
« pentras, de Bologne, de Ferrare, et envers les su-
« jets des autres États d'Italie, qu'ils ont tous dé-
« pouillés, ruinés, chassés de chez eux, ou qu'ils
« ont traînés à une mort certaine et malheureuse,
« pour contenter leur barbare caprice ; l'injuste
« réquisition de tant de millions d'écus, de tant de
« beaux objets, manuscrits, statues, tableaux, et
« même tableaux d'église, les meilleurs qu'il y eût
« à Rome et dans les États pontificaux, et cela à
« titre d'armistice, non pour payer la guerre que
« vous ne leur aviez point faite, mais pour se payer
« par anticipation du pillage qu'il n'ont pu faire :

C8 HISTOIRE DK « les conditions plus dures encore d'une paix mcnU longèrc, portant avec elle les résultats les plus M abominables et les plus ruineux; les menaces in« solentes qu'ils vous font sans cesse ainsi qu'au vi« Caire de Jésus^hrist, au suprême pontife, à notre U souverain chéri, dont ilsontcnfîn lassé l'héroïque U patience : tout a servi à vous déterminer, quoi » qu'il en dut coûter, d'abord à implorer l'assis« tance divine, à tenter le sort des armes, à repous« ser la force par la force, à vous montrer de vrais •< Romains, accoutumés de tout temps à dompter M les 5uperl>cs. « Oui, vous avez désiré ardemment l'occasion de «• faire de nouveau briller votre antique valeur, si « terrible à tout Tunivers. Notre pasteur suprême M vous seconde par tous les moyens que fournil la K prudence humaine. Le ciel lui-méme s'est mani« feslemenl déclaré en votre faveur, tant en vous «I conservant, comme par miracle, sains et saufs «jusqu'à cette époque et simples spectateurs des U calamités de vos voisins, qu'en vous faisant si «I visiblemciitavorlir, pariesregardsdecum|>assion « delà bienheureuse Vierge, de ne pas vous laisser « séduire par dos hommes astucieux et trom|K'urs M et de ne vous lier à eux ni dans la paix ni dans » la guerre. i> Mais c'était la guerre précisément que vous « commandaient votre intérêt et votre devoir, la « conservation de votre sainte religion cl Dieu H même, qui en est l'auteur. Vous avez voulu la « guerre en hommes sages : maintenant vous •I devez la faire en Romains, en Catholiques, et en i< ('.atholiques les plus favorisés du ciel, qui vous U a constitués les gardiens, les dépositaires du •I siège de la vérité, de la chaire infaillible de saint « Pierre. n Aux armes donc, courez tous aux armes! Ré» veillez-vous! levez-vous Ciunmc des géans qui « n'avez point dégénéré de vus ancêtres! prévenez « un ennemi dont vous ne connaissez que trop les « impostures, mais qui n'a pas encore éprouvé les « effets de votre courage, cl qui, pour cela, vous «< méprise injustement ! Qu'il sente à son dommage K et à sa honte le poids de vos bras I Déjà l'histoire «c asaisisa plumed'or, pour cnregislrervos glorieux w faits dans les fastes de rimmurlaiité. L'Europe, « d'une cxlrcmilé à l'autre, a les yeux fixés sur » vous; elle ncduule nidcvotrevaleur, ni dePheu« reux succès qui doit la couronner. «I Notre excellent empereur François 11, le magnanime défenseur, l'avocat de l'Église roinuinc, t. non content d'envoyer à notre secours les inlrc•• pides volontaires Hongrois. Transilvnins, Croates > et Allemands, a encore fait partir, à la demande * de notre saint et affertueux père Pie VI, unlli vient

vous gonler, non « pas à des coinlials incertains, mais à une vicloiro U immanquable. Il est Italien comme vous ; il vous « aime tendrement. Il a en vous une entière con« Oance, et a toutes les raisons de l'avoir plus qo'on « ne le voit communément. » C'eslà vous maintenant de ne pas le démentir, H de ne pas compromettre votre honneur et le a sien, mais d'ajouter encore de nouveaux lauriers « à ceux qui ceignent déjà ses cheveux blanchis U au milieu des combats et des armes. L'honneur « qui vous est commun avec lui exige que vous le « regardiez comme un autre César, aOu que, par •I vous, il puisse rentr, roir et caincre. Vous êtes U trop heureux de pouvoir l'espérer avec tant de U certitude. U Aidés par la main puissante du Dieu des ar•I mecs au nom duquel vous répamlrez, s'il le faut, «voire propre sang, pourriez-vous craindre un « ennemi rusé et vil, qui est l'ennemi de Dieu luiu mémo aussi bien que des hommes, et qui, jus« qu'à ce jour, à mis sa conOance dans U fraude, •t les trahisons, les excès, les bravades, plutôt que « dans la véritable valeur militaire? Vous qui coniU battrez sous l'image même de cette Vierge qui « vous a cxcilés à celte entreprise, pourriez-vous •> douter de son amoureuse et ellicacc protection? « Vous, généreux chevaliers, qui portez dans vus « enseignes le signe éclatant de la croix, ne vouV drez-vous pas vous prédire et croire assuré par « les décrets du ciel, quede même que ConstantinM Ic-Grand vainquit le tyran Maxcnce par la vertu « de cc signe, qui lui apparut divinement au pont i> Milvio, et qui, par une telle victoire, établit du« minante la religion catholique dans la capitale du « monde et dans le monde entier, vous, ainsi que « lui, protégés parce signe salutaire, vouslriuni« pherez d'ennemis plus impies et plus féroces; ci •. vous maintiendrez sacrée cl inviolable la mémo <1 religion d.ins Rome, dans l'IUlic, et partout où il « .1 plu à son auteur, au Verbe incarné, de la pro. [laKcT? « Kli' votre visage ne brille-t-il point de joie? t. A otre c

The text on this page is estimated to be only 29.03% accurate

 K pensée que ia divine Providence vous a choisis M pour un si grand œuvre? que les Romains, les « enfans bieii-aimés de la religion romaine, de la •> sainte religion catholique, en soient le soutien le M plus puissant et le plus inébranlable ! il Courage donc! ne craignez rien. Aux armes! U Nous tous qui resterons dans nos maisons, noos n*y resterons pas indifTérens sur votre sort. Nous il ne cesserons pas de fournir à vos besoins : rien N ne vous manquera. Nous offrirons de ferventes •I prières au Très-Haut, afin qu'il dirige vos coups n vers un but immanquable : alorsvous serez pleins « de confiance qu'avec de tels secours humains et « divins, vous remporterez le triomphe le plus « prompt et le plus signalé : nous serons empresses w de venir à votre rencontre et de vous ramener fl sains et saufs et triomphans aux lieux qui vous U ont vus naître, aGii de rendre ensemble à ce « même distributeur de tous biens ces actions de •I grâces que saura nous inspirer l'épanchement de M notre cirur reconnaissant. Dieu est en Israël : les •t Josué et les Cédéon ressusciteront parmi nous. Ne •1 craignez rien. Aux armes! aux armes! » Le général Bonaparte répondit h cette étrange déclamation de la haine cl de U mauvaise foi par cette courte prociamalion : m I/.irinéc française va •I entrer sur le territoire du pape; elle sera fidèle U aux maximes qu'elle professe : elle protégera la U religion et le |>euple. Le soldat français {>orte « d'une main la baioimclte, sùr garant de la vicu toirc, cl de l'autre le rameau «l'olivier, symbole H de la paix et gage de sa protection. Malheur à »! ceux qui, séduits par des hommes profondément «I hypocrites, attireront sun leurs maisons la venw geance d'une armée qui, en six mois, a fait cent il mille prisonniers des meilleures troupes de l'KinIl pcrcur, pris quatre cents pièces de canon de •I bataille, cent dix drapeaux, et détruit cinq arM mc«'s! » Le lemlemain il rendit compte à son armée, par Tordre du jour suivant, des motifs qui lui faisaient reprendre les armes : «I !• Le pape a refusé d'observer les conditions « de Tannisticc qu'il avait conclu. 2** La cour de « Rome Ji'a pas cessé d'armer et d'exciter les peuN pies à la croisade par ses manifestes. Elle a »i entamé des Dcgocialioiis hostiles contre la France »! avec la cour de Vienne. 4" Le pape a confié Je « commandement de ses troupes à des oficierS'gé« néraux envoyés par la cour de Vienne. U* Il a n? fusé de répondre aux demandes oniciellesquilui •I ont été faites par le général Cacault, ministre de •I la république frinçaise. 0" J.e traité d'armis-lice a donc été violé et rompu par la cour de • Rome, rte. « Le 2 février, Bonaparte partit de Bologncct porta son quartier-général à Imola, dans le

palais de Tévêque Chiaramonlc, depuis le pape Pic VII. Cette hospitalité militaire devint pour Tcvéquc et pour le général un événement important. On connaît la fameuse homélie républicaine de ce respectahie prélat, publiée à Imola la même année. C’est là qu'il dit : * Oui, tne$ frés-cAera sqyes bem K chriiienê et tûui êtres d'excellens démocratee.,.. il Les vertui moraiet rendent bons déntocratee.^.. « Lee prefniere chrétîene étaient animét de l'esprit •I de démocratie; Dieu fatorita /ea travaux de Caton il

d'Utique etdet illuêtreêrépublicainsde liome..,.

« pensée que la divine Providence vous a choisis « pour un si grand œuvre? que les Romains, les « enfans bien-aimés de la religion romaine, de la « sainte religion catholique, en soient le soutien le « plus puissant et le plus inébranlable!

« Courage donc! ne craignez rien. Aux armes! « Nous tous qui resterons dans nos maisons, nous « n'y resterons pas indifférens sur votre sort. Nous « ne cesserons pas de fournir à vos besoins : rien « ne vous manquera. Nous offrirons de ferventes « prières au Très-Haut, afin qu'il dirige vos coups « vers un but immanquable : alors vous serez pleins « de confiance qu'avec de tels secours humains et « divins, vous remporterez le triomphe le plus « prompt et le plus signalé : nous serons empressés « de venir à votre rencontre et de vous ramener « sains et saufs et triomphans aux lieux qui vous « ont vus naître, afin de rendre ensemble à ce « même distributeur de tous biens ces actions de « graces que saura nous inspirer l'épanchement de « notre cœur reconnaissant. Dieu est en Israël : les « Josué et les Gédéon ressusciteront parmi nous. Ne « craignez rien. Aux armes! aux armes! »

Le général Bonaparte répondit à cette étrange déclamation de la haine et de la mauvaise foi par cette courte proclamation : « L'armée française va « entrer sur le territoire du pape; elle sera fidèle « aux maximes qu'elle professe : elle protégera la « religion et le peuple. Le soldat français porte « d'une main la baïonnette, sûr garant de la vic- « toire, et de l'autre le rameau d'olivier, symbole « de la paix et gage de sa protection. Malheur à « ceux qui, séduits par des hommes profondément « hypocrites, attireront sur leurs maisons la ven- « geance d'une armée qui, en six mois, a fait cent « mille prisonniers des meilleures troupes de l'Em- « pereur, pris quatre cents pièces de canon de « bataille, cent dix drapeaux, et détruit cinq ar- « mées! »

Le lendemain il rendit compte à son armée, par l'ordre du jour suivant, des motifs qui lui faisaient reprendre les armes :

« 1° Le pape a refusé d'observer les conditions « de l'armistice qu'il avait conclu. 2° La cour de « Rome n'a pas cessé d'armer et d'exciter les peu- « ples à la croisade par ses manifestes. 3° Elle a « entamé des négociations hostiles contre la France « avec la cour de Vienne. 4° Le pape a confié le « commandement de ses troupes à des officiers-gé- « néraux envoyés par la cour de Vienne. 5° Il a re- « fusé de répondre aux demandes officielles qui lui « ont été faites par le général Cacault, ministre de « la république française. 6° Le traité d'armis- « tice a donc été violé et rompu par la cour de « Rome, etc. »

Le 2 février, Bonaparte partit de Bologne et porta son quartier-général à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonte, depuis le pape Pie VII. Cette hospitalité militaire devint pour l'évêque et pour le général un événement important. On connaît la fameuse homélie républicaine de ce respectable prélat, publiée à Imola la même année. C'est là qu'il dit : « *Oui, mes très-chers frères, soyez bons* « *chrétiens et vous serez d'excellens démocrates....* « *Les vertus morales rendent bons démocrates....* « *Les premiers chrétiens étaient animés de l'esprit* « *de démocratie; Dieu favorisa les travaux de Caton* « *d'Utique et des illustres républicains de Rome....* » La réflexion n'était pas heureuse; car si Dieu avait favorisé les travaux de Caton, Rome n'eût point été asservie par César, et Caton ne se fût pas tué à Utique.

L'armée du pape était en campagne. Le cardinal Busca, fidèle à sa parole, avait fait une Vendée de la Romagne, en soulevant, en fanatisant les populations. Toutes les ressources du génie ultramontain, si puissant encore à cette époque sur l'Italie, avaient été mises en œuvre. Le prince de l'Église lui-même campait fièrement, à la tête de sept mille hommes et d'une multitude de paysans et de moines, sur les bords du Senio, et défendait le pont de Castel-Bolognese avec huit pièces de canon. Le général Victor prit position le 2 février. Un parlementaire romain se présenta, et menaça, de la part de S. E., *de faire feu si l'ennemi s'avançait.* Bonaparte eut la politesse de remettre l'affaire au jour suivant; mais il fit passer, pendant la nuit, la rivière à une lieue au-dessus de sa position, par l'avant-garde aux ordres du général Lannes, en sorte que le lendemain l'armée pontificale se réveilla tout étonnée de se voir entre deux feux, et coupée même de sa retraite sur Faenza. Les Français forcèrent au pas de charge le pont du Senio : une heure après, les troupes romaines fuyaient dans une déroute complète, avec une perte de quelques centaines d'hommes. On ramassa sur le champ de bataille des moines, des crucifix et des poignards. Victor marcha sur Faenza dont il fut obligé de briser les portes, après d'inutiles sommations repoussées par les outrages les plus injurieux. Le général en chef rassembla dans un grand jardin tous les captifs. Comme ils avaient répondu par d'infâmes invectives aux sommations de Victor, ils se crurent perdus, se jetèrent à genoux, et demandèrent grace. Bonaparte ne se sentait aucunement porté à user du droit de la victoire contre cette populace de soldats : il lui accorda la vie et la liberté, ne voulant pas même d'eux pour prisonniers. Il sauva également la ville du pillage auquel la condamnaient les lois de la guerre. Ce n'était là qu'un acte de grandeur de

 caractère ; les vaincus, en qui la passion de la vengeancc élaît naturelle, prirent cette conduite pour de la générosité, de la part d'un homme qu'eux et leurs chefs aTaient dévoué aux poignards et à la destruction. Peu touché des expressions tumultueuses de leur reconnaissance, Bonaparte appela ches lui tous les officiers, dont une partie appartenait aux grandes familles de Rome; il leur permit de retourner dans leurs foyers, et, après les avoir pénétrés de sa ferme résolution de protéger Tltalic et le Saint-Père, il les décida à se charger de publier sa proclamation. De prisonniers inquiets, d'ennemis acharnés, ces officiers devinrent tout à coup d'utiles émissaires. J.a métamorphose fut prompte et complète, parce que dans cette classe, même à cette époque, il n'y avait pasde fanatiques. Alcurretour, qui étonna beaucoup leurs compatriotes, ils tinrent exactement leur parole : ils répandirent la renommée du vainqueur, ut disposèrent les esprits, d'ailleurs peu belliqueux, à des sentimens paciûques. Forli, Césène, Pesaro, Rimini, Sinigaglia, acceptèrent avec empressement la conversion qui leur fut précbcc par ces missionnaires d'une nouvelle espèce ; elles se bâtèrent d'ouvrir leurs portes aux Français comme à des libérateurs. La conquête de la Vendée du cardinal Busca, de la terrible Romagne, fut une simple promenade militaire. De Faenza, Victor marcha sur Ancône, où il devait rencontrer le général Colli. Ce général avait éprouvé la valeur française à Chcrasco et i Mondovi, et savait bien qu'il ne comptait plus des soldats piéraontais sous son drapeau. Cependant il se porta avec trois mille hommes sur les hauteurs qui défendent la ville ; c'était tout ce qu'il avait pu réunir. Mais quand il vit s'avancer les colonnes de Victor, il disparut tout à coup, ainsi que ses officiers. Le général français somma cette troupe de se rendre, cl, pendant la sommation , la fit entourer. Les Romains, n'apercevant plus le chef invincible envoyé par l'Autriche , mirent bas les armes sans brûler une amorce. Victor s'empara, le 9 février, de la citadelle, ou il trouva cent vingt bouches à feu, un arsenal bien approvisionné, et cinq mille fusils que l'Empereur venait d'adresser au Saint-Père. Le lendemain, Victor occupa Lorette, si fameuse par la Casa-Santa que les anges y apportèrent. Mais le Vatican avait prudemment fait enlever le trésor de celle église, enrichie depuis tant de siècles par les libéralités du monde chrétien ; il avait laissé, parce que ce n'etait qu'une pauvre statue de bois, la Vierge des miracles, celle à qui apparlcnaictil ces trésors et cette maison sainte. Ronapartc, à celle occasion, prit plaisir à

entrer vis-à-vis du Directoire dans l'esprit de la cour de Hume : il lui expédia à Paris la Vierge de bois. C'était une piquante récrimination, à propos d'une instruction singulière qu'il avait reçue, sous la date du 12 avril 1790, avant les opérations contre le Piémont. Voici celle instruction. » Gènes ne doit pas « être éloignée de Lorette de plus de quarante-cinq « lieues. Ne pourrait-on pas enlever la Casa^anta K et les trésors que la superstition y amasse depuis M quinze siècles? On les évalue à dix millions ster« ling. Dix mille hommes iecrètement envoyés, U adroitement conduits, viendraient à bout d'une w telle entreprise avec la plus grande facilité. Il N reste une difficulté : la route n'est pas directe, et U il faut passer par l' Apennin. Cependant avec de U l'audace, non dans l'exécution, qui en exige peu U ou point, mais dans le projet, vous ferez uneopé« ration financière la plus admirable, et qui ne fera «> tort qu'à quelques moines. Dix mille hommes « suffisent pour celte entreprise. Leur marche in«I connue assure le succès ; au beêoin, Varmée leo •I eecondeta. » Il n'yapas un mot dans ce document qui ne soit une absurdité. I.e Directoire convoitait avec tant de franchise et d'ardeur les dé|>ouil)es sacrées de la Vierge de Lorette, que dans son impatience il n'avait pas même songé combien il était inopportun de proposer au général en chef une expédition au cœur de l'Italie, et le sacrifice du tiers de l'armée, quand il se trouvait encore en dehors des frontières du Piémont. L'avidité fiscale du Directoire ne fut pas mieux satisfaite, dix mois après, malgré la possession de la Péninsule, assurée par la prise de Mantouc; et il fallut se contenter de l.*i statue de bois, à défaut des trésors de la C.isasanla. Au milieu de ces petits épisodes de la guerre pontificale, Bonaparte poursuivait toujours avec succès sa conquête morale sur les peuples de l'Italie cl sur l'opinion de l'Europe. Sa générosité pleine de prévoyance servit merveilleusement sa politique. Une foule de prêtres français émigrés restèrent tout à coup sans retraite par l'occupation de la Romagne; et, déjà fatigués de l'hospitalilc qu'ils leur accordaient, Je clergé cl les moines profilèrent de la vie. (oire républicaine pour les congédier. Bonaparte, indigné de celle cruauté, dont il était loin d'offrir l'exemple aux vaincus, invita hautement, par une proclamation, les evéques et les supérieurs ecclésiastiques à donner asile a ces pauvres pK'lres, qu'il cul rheureusT idée de placer sous la protection de scs troupes. Celle circonstance amena une foule de scènes loucliantcs. Beaucoup de soldats reconnurent les cures de leurs villages. C'était ainsi quo Bonaparte, maître de Mantouc, quatre fuis vainqueur des Autrichiens, et fondateur de

plusieurs Etals libres en Italie, répondait aux excommunications et aux complots d’assassinat dont le Vatican menaçait notre armée et son général.

 Cependant le retour des prisonniers de Factiza avait jeté la consternation dans la cour do SaintPère. Le parti delà liberté, comprimé dans Rome depuis les meurtres de Duphot et de Basseville, y reparut subitement. Enfin, la prise d'AncOne et de l'inexpugnable Hantoue avait glacé soudain l'ardeur des conseils pontiOcaux, et Pie Y1 lui-inéme fut si honteux de sa conduite, que, malgré les assurances proclamées par le général français de la sécurité que le pape devait conserver dans la ville clenicllc, quels que fussent les événemens, il prit la résolution d'aller se réfugier à Naples. Hais Bonaparte lui ayant fait proposer d'envoyer des plénipotentiaires à son quartier-général de Tolentino, le Saint-Père resta au Vatican. Alors le serpent de la politique ultramontaine sc replia sur lui -même, et le souverain pontife, conseillé par son propre malheur, écrivit à Bonaparte : « Caaa Fils, « SXLCT rr laSâDICTIOS ArOSTOLIQCX. U Désirant terminer à l'amiable nos différends w actuels avec la république française, par la reM traite des troupes que vous commandez, nous er>K voyons et députons vers vous, comme nos plcniu potentiaires, deux ecclésiastiques, H. le cardinal M Mattel, parfaitement connu de vous, et monsignor « Galcppi, et deux séculiers, le duc don Louis « Braschi, notre neveu, et le marquis Hassimi, les» quels sont revêtus de nos pleins-pouvoirs, pour M concerter avec vous, promettre et souscrire, les «I conditions justes et raisonnables que nous espéM rons d'obtenir. Nous nous engageons sur notrs H /bi et parole à les approuver et ratifier en forme H spéciale, aQn qu'elles soient valides et inviolables •I en tout temps. Convaincu des sentiincns de bicn» vciilanca que vous avez manifestés, nous sommes *< décidé à ne pas sortir de Rome ; vous verrez par » là combien est grande notre confiance en vous. M Nous finissons en vous assurant de notre plus M grande estime, et en vous donnant la paternelle « bénédiction apostolique. U Donné à Saint'Pierre de Rome, le 12 février •> 1797, l'an 22* de notre pontificat. « Signé Pu VI. « Le style de cette lettre différait un peu de celui de la harangue publiée les jours précedens. Mais il n'y avait plus d'Autriche pour le Vatican. Le général Bonaparte répondit, le 19 suivant, jour de la conclusion du traité de Tolentino : Au quarlier-générai de Toleoliao , le ventOïc an v . fc Trcs-Sainl-Pèrc, je dois remercier V. S, dos » choses obligeantes contenues dans la lettre qu'elle U s'est donné la fieine de m'écrire. La paix entre la » république française et V. S. vient d'étre signée. U Je me félicite d'avoir pu

contribuer à son repos « particulier. J’engage V, S. à sc méûcr des perK sonnes qui sont, à Rome, vendues aux cours cn» nemies de la France, ou qui se laissent guider K pas les passions haineuses qui entraînent la perte U des États. Toute l'Europe connaît les inclinations U pacifiques et les vertus conciliatrices de V. S. La » république française sera, j’espère, une des amies K les plus vraies de Rome. J'envoie mon aide-de« camp, chef de brigade (Mural), pour exprimer » k V. S. l'cslime et la vénération parfaite que j'ai « pour sa personne, et je la prie de croire au désir « que j’ai de lui donner, dans toutes les occisions, « les preuves de respect et de vénération avec Ics« quels j’ai rbonocur d'étre, M Son très-obéissant serviteur, U BoNAPAxrt. » Napoléon dit dans ses Mémoires, que le Directoire voulait mettre fin au règne temporel du papt'. Pour lui, il avait eu, vers cette époque, la même idée, mais en y attachant une combinaison toute politique. Avant de quitter Bologne, le I** février, pour sc rendre à Imola, il écrivit au Directoire : « Ne pourrait-on pas, si nous allons jusqu'à Rome, H réunir le Hodénats, le Ferrarais et la Romagne, H et en faire une république qui serait assez puis«(santé? Ne pourrait-on pas donner Jlome d l’JSs» pagne, à condition qu’elle garantirait l’indépen« dance de la nouvelle république? Alors nous U pourrions restituer d VEmpereur le Müanait, le •(Mantouan, et lui donner le duché de Parme, au H cas que nous fussions obligés de

passer par là, « afin d'accélérer la paix dont nous avons besoin.

Cependant le retour des prisonniers de Faenza avait jeté la consternation dans la cour du Saint-Père. Le parti de la liberté, comprimé dans Rome depuis les meurtres de Duphot et de Basseville, y reparut subitement. Enfin, la prise d'Ancône et de l'inexpugnable Mantoue avait glacé soudain l'ardeur des conseils pontificaux, et Pie VI lui-même fut si honteux de sa conduite, que, malgré les assurances proclamées par le général français de la sécurité que le pape devait conserver dans la ville éternelle, quels que fussent les événemens, il prit la résolution d'aller se réfugier à Naples. Mais Bonaparte lui ayant fait proposer d'envoyer des plénipotentiaires à son quartier-général de Tolentino, le Saint-Père resta au Vatican. Alors le serpent de la politique ultramontaine se replia sur lui-même, et le souverain pontife, conseillé par son propre malheur, écrivit à Bonaparte :

« Cher Fils,

« Salut et bénédiction apostolique.

« Désirant terminer à l'amiable nos différends « actuels avec la république française, par la re- « traite des troupes que vous commandez, nous en- « voyons et députons vers vous, comme nos plé- « potentiaires, deux ecclésiastiques, M. le cardinal « Mattei, parfaitement connu de vous, et monsignor « Galeppi, et deux séculiers, le duc don Louis « Braschi, notre neveu, et le marquis Massimi, les- « quels sont revêtus de nos pleins-pouvoirs, pour « concerter avec vous, promettre et souscrire, les « conditions justes et raisonnables que nous espé- « rons d'obtenir. Nous nous engageons *sur notre « foi et parole* à les approuver et ratifier en forme « spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables « en tout temps. Convaincu des sentimens de bien- « veillance que vous avez manifestés, nous sommes « décidé à ne pas sortir de Rome ; vous verrez par « là combien est grande notre confiance en vous. « Nous finissons en vous assurant de notre plus « grande estime, et en vous donnant la paternelle « bénédiction apostolique.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février « 1797, l'an 22e de notre pontificat.

« *Signé* Pie VI. »

Le style de cette lettre différait un peu de celui de la harangue publiée les jours précédens. Mais il n'y avait plus d'Autriche pour le Vatican.

Le général Bonaparte répondit, le 19 suivant, jour de la conclusion du traité de Tolentino :

Au quartier-général de Tolentino, le 1er ventôse an v.

« Très-Saint-Père, je dois remercier V. S. des « choses obligeantes contenues dans la lettre qu'elle « s'est donné la peine de m'écrire. La paix entre la « république française et V. S. vient d'être signée. « Je me félicite d'avoir pu contribuer à son repos « particulier. J'engage V. S. à se méfier des per- « sonnes qui sont, à Rome, vendues aux cours en- « nemies de la France, ou qui se laissent guider « pas les passions haineuses qui entraînent la perte « des États. Toute l'Europe connaît les inclinations « pacifiques et les vertus conciliatrices de V. S. La « république française sera, j'espère, une des amies « les plus vraies de Rome. J'envoie mon aide-de- « camp, chef de brigade (Murat), pour exprimer « à V. S. l'estime et la vénération parfaite que j'ai « pour sa personne, et je la prie de croire au désir « que j'ai de lui donner, dans toutes les occasions, « les preuves de respect et de vénération avec les- « quels j'ai l'honneur d'être,

« Son très-obéissant serviteur,

« Bonaparte. »

Napoléon dit dans ses Mémoires, que le Directoire voulait mettre fin au règne temporel du pape. Pour lui, il avait eu, vers cette époque, la même idée, mais en y attachant une combinaison toute politique. Avant de quitter Bologne, le 1er février, pour se rendre à Imola, il écrivit au Directoire :

« Ne pourrait-on pas, si nous allons jusqu'à Rome, « réunir le Modénais, le Ferrarais et la Romagne, « et en faire une république qui serait assez puis- « sante? Ne pourrait-on pas *donner Rome à l'Es- « pagne,* à condition qu'elle garantirait l'indépen- « dance de la nouvelle république? *Alors nous « pourrions restituer à l'Empereur le Milanais, le « Mantouan, et lui donner le duché de Parme,* au « cas que nous fussions obligés de passer par là, « afin d'accélérer la paix dont nous avons besoin. « L'Empereur n'y perdrait rien ; l'Espagne y gagne- « rait beaucoup, et nous y gagnerions plus encore : « nous aurions un allié naturel en Italie qui de- « viendrait puissant, et avec lequel nous correspon- « drions par Massa-Carrara et l'Adriatique. »

Il fallait que la paix avec l'Autriche fût bien nécessaire, malgré les triomphes d'Italie, pour que le général Bonaparte proposât lui-même au Directoire la restitution de sa plus belle conquête, du duché de Milan, du duché de Mantoue, et la cession du duché de Parme. Cette nécessité explique comment il se trouva entraîné à conclure, deux mois plus tard, l'armistice de Léoben et la paix de Campo-Formio, contre la volonté du Directoire, lorsque nous étions sur la route de Vienne, après avoir détruit la cinquième armée autrichienne, commandée

72 IIISTOinE DE NAPOLÉON. par le plus grand personnage et le plus grand capi- clatnc le protecteur dos peuples. Il accorde la liberté laine de l'Autriche, Tarchiduc Charles. aux prisonniers et rindépendance aux provinces. Il â5 février, l^ie VI ratUia le traité de Tolen- n'est encore ambitieux ni pour lui ni pour sa pa> tiiio. Il éUnl divisé en partie |H)liliqucelen partie trie. Ce sont des amis et des nations libres qu'il atfinancière; la premièrestipuiaUrabandon desdroils tache à la république. Généreux dans l'ége où la du SainGPèrc sur Avignon et le comtal Venaissin, gloire des armes est une passion, il épargne l'hula cession des légations de Rologne, de Fcrrarc et miliation aux cheveux blancs du maréchal Wurmde la Romagne, de la ville, de la citadelle et du 1er- ser et du souverain pontife ; et, l'émule de César riloire d'Ancône, ainsi que la mise en liberté de pour le génie de la guerre, il est l'émule de Scipion tous les détenus pour opinion ; la partie Hnancière pour la modération dans la victoire. Heureuse cl stipulait le paiement de seize millions qui restaient unique époque peut-être pour la France et pour h solder pour Farmislicc de Bologne, et quinze au- son héros ! La gloire de Bonaparte fondait la gran1res millions pour la paix actuelle. L'article du deur de la république, en même temps que le génie traité d'armistice relatif à la livraison des tableaux, delà liberté contenait celte gloire dans son ausstatues, manuscrits, cl à divers objets d'art cl de tère limite, ne lui permettant rien de personnel, science, était rappelé et maintenu pour une rigou- rien qui ne fût pour la patrie. Jamais plus noble rcusc et prompte exécution. Un article séparé obli- contrat n'avait lié une armée et sa nation, un grand geait le pape à faire désavouer à Paris le meurtre de capitaine et son gouvernement. Toutefois, comme Basscvillc par un envoyé extraordinaire, cl à payer Je l'ai dit, il manquera à 1a vie de Bonaparte d'aune somme de 500,000 fr. à la famille de cet Infor- voir vu la ville éternelle. Qui sait ce qu'aurait protuné. Bonaparte, au lieu d'aller à Rome, où il eût duit sur une âme alors toute républicaine la maparu vouloirtriompbcrdu pape, SC rendit à Manloue jcslé de la cité de Numa? et quel eût été l'cflet de où il n'avait pas voulu triompher de W'urmser. ccl imposant souvenir, quand, par une grande réAinsi Bi)naparlc, infatigable , impétueux dans la volution de la fortune, Rome devint la seconde caguerre, aussitôt qu'il est vainqueur, donne sur le pilale du négociateur de Tolcntino, monté sur le champ de bataille la paix à scs conquêtes, il se pro- trône des Français ? Digitized by Coogic

The text on this page is estimated to be only 21.73% accurate

HISTOIRE np. SAPOI.ÉON. CHAPITRE IX. (I>ii l**» iii^irs an I8a\ril I70H.) moins de douze mois, Bonaparte a réuni à la Franco une partie du Piémont, fondé deux républiques on Lombardie, conquis toute nialtc depuis le Tyrol jusqu'au Tibre, et assuré tant de gloire par des traités avec les souverains de la Sîirdaigne, tle Gènes, de Parme,

The text on this page is estimated to be only 27.79% accurate

74 HISTOIRE DK NAPOLÉON. (leur individuelle qui disparut tout à coup avec la république. Quarante mille soldats s'avancaient des bords du Rhin pour rejoindre les débris de l'armée d'Alvinzi. T.C quarlier-Kéiicral de l'archiduc, d'abord à Inspruck, était porté n Goriiz. Bonaparte voulut alta« quer le prince avant l'arrivée de ces renforts, et protiter de la supériorité numérique de son année pour alTrancliir entièrement ritalic cl ouvrir une campagne d'Autriche. Il avait espéré un secours de vingt mille hommes dont dix mille de troupes piémuntaises, et dix mille de lrou|>cs vénitiennes. Mais on n vu déjà que le Directoire, suivant ce système denvie par lequel il cherchait à miner la gloire du giMiéral en chef, n'avait point ratifié le traite conclu à Bologne entre Bonaparte et la cour de Turin. Kn ein}N>eh.int par ce refus maladroit la réunion de deux peuples sous le même dra{H'au. le Directoire retardait encore l'efTet de cette politique convertissant aux idées républicaines, qui faisait cependant le continuel objet de scs instructions. Dans le même temps, la seigneurie de Venise refusait son contingent. Bonaparte connaissait les dispositions que ce gouvernement, malgré nus triomphes, conservait envers la maison d'Autriche. Il avait rendu compte au Directoire de la faveur avec laquelle Venise accueillit dans ses provinces de tcrre-fcrinc les fugitifs de Rivoli et de la Favorilc;ct, en politique habile autant qu'en général prévoyant, au moment de |H)rter la guerre dans les deux Friouls et dans les deux 'l'yrols, il avait voulu comprimer par un traité d'union les Intrigues vcniliennes, et briser, l>ar rétablissement d'une coopération militaire, les liens qui atlncliaient la république de Venise à la cour de Vienne. Mais il échoua dans celte négocialioii; de manière qu'au lii'U d'acquérir un allié, il (lut compter sur un ennemi; aussi se vit-il obligé de laisser Victor avec dix mille buinnics en réserve sur l'Adige, pour contenir la malveillance de l'oligarcliie vénitienne. Celle malveillance lui présimle un grand (Miril, soit qu'il revienne vainqueur ou vaincu : elle est un piège tendu sur sa roule par In puissance qui tient au nord les clefs de Htalie. Huaiit à roligarcbic génoise, depuis long-temps prisomiièrc de la Victolns et contenue par l'aliiancc piéinorilaise, elle demeure encore sous la garde continuelle de la faction démocratique, qui, dans les murs de (îénes, favorise les Français. Telle est la position de Bonaparte prêt à marcher seul sur l'Autriche, car il sait qu'il ne doit rien attendre des armées du Rhin et de Sambrc-el-Meusc : les cent

quatre-vingt mille coinlmtUns dont elles sc composent seront encore sur la rive gauche du Rhin , quand il aura planté son drapeau sur les haulcurs du Simmering. à vingt lieues de Vienne. I,e général en chef a campé ses troupes : il est à la tête de cinqiiante-cinq mille hommes; il compte autour de lui trente-huit mille cumhalUns, qui forment les divisions Masséna, Bcrnadolte, Serrurier et Augereau : celle-ci est commandée par le général Guyeux. Dix-sept mille hommes sont aux ordres (le JouIktI. c'est-à-dire, sa division, celle de Delmas et celle de Baraguay-d'Hilliers. Vingt autres mille hommes, et entre autres la division Victor, occupent l(^ places et olwervent le midi de la péninsule italique, où la foi des traités récens avec la cour de Naples et celle de Rome ne parait pas suffire pour rassurer lu prudence du général Bonaparte. Les lroup('s de Victor, destinées à garder l'Adige, sont encore sur l'Apennin : elles ne pourront sc trouver en {H>$ition que dans le courant d'avril ; ce général doit rallier les bataillons lombards, cispadans, bolonais et i>eut-élre riiisurreclion démocratique de la terre-ferme vénitienne. Le total des forces françaises en Italie est de soixante-quinse mille hommes, dont cinquante-cinq mille forment ramiée active (|ue Bonaparte va mettre en mouvement. L'archiduc lui oppose, dans les premiers jours de mars, irenU'-ciiiq mille hommes qui couvrent le Friuul et qui occupent le Tyrol; dix mille Tyroliens, cxcellens soldats de montagnes, sont accourus au drapeau autrichien. Bonaparte doit sc hâter de profiter de la supériorité numérique de son armée. C'est la première fois qu'il peut l'aümetlre dans calculs stratégiques. Et en effet il doit sc presser d'opérer avant l'arrivét? des renforts de l'armée autrichienne du Rhin ; car alors il aurait quatre-vingt-dix mille hommes à combattre, et, sur ses derrières, Venise à redouter. Le 9 mars, Bonaparte a son quartier-général h Bassano. L'ordre du jour suivant rap|>ellcà l'armée* ses triomphes ; « Soldats ! la prise de Mantouc « vi(!(il de finir une campagne qui vous a donné Il d('s litres éternels à la reconnaissance de la |mu trie. Vous avez clé victorieux dans quatorze bâti tailles rangées et dans soixante-dix combats : «< vous avez fait cent milh* prisonniers, pris cinq « cents pièces de canon de campagne, deux mille « de gros calibre, qualit* équipag('S de pont. Les « contributions mises sur le pays que vous avez » conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée penN dant toute la campagne. Vous avez en outre en«i voyc trente millions au ministre des finances, il pour le soulagement du trésor public. Vous av(>z w enrichi le Muséum de Paris de trois cents chefsK d'œuvre de l'ancicnnc cl nouvelle Italie, et qu'il U a fallu trente

siècles pour produire. Vous avez M conquis à la république les plus belles conlrées U de rKurop('. Ix^s républiques Iranspadancclcispa<1 dane vous doivent leur liberté. L(*s couleurs Digiiized by Google

deur individuelle qui disparut tout à coup avec la république.

Quarante mille soldats s'avançaient des bords du Rhin pour rejoindre les débris de l'armée d'Alvinzi. Le quartier-général de l'archiduc, d'abord à Inspruck, était porté à Goritz. Bonaparte voulut attaquer le prince avant l'arrivée de ces renforts, et profiter de la supériorité numérique de son armée pour affranchir entièrement l'Italie et ouvrir une campagne d'Autriche. Il avait espéré un secours de vingt mille hommes dont dix mille de troupes piémontaises, et dix mille de troupes vénitiennes. Mais on a vu déjà que le Directoire, suivant ce système d'envie par lequel il cherchait à miner la gloire du général en chef, n'avait point ratifié le traité conclu à Bologne entre Bonaparte et la cour de Turin. En empêchant par ce refus maladroit la réunion de deux peuples sous le même drapeau, le Directoire retardait encore l'effet de cette politique convertissant aux idées républicaines, qui faisait cependant le continuel objet de ses instructions. Dans le même temps, la seigneurie de Venise refusait son contingent. Bonaparte connaissait les dispositions que ce gouvernement, malgré nos triomphes, conservait envers la maison d'Autriche. Il avait rendu compte au Directoire de la faveur avec laquelle Venise accueillit dans ses provinces de terre-ferme les fugitifs de Rivoli et de la Favorite; et, en politique habile autant qu'en général prévoyant, au moment de porter la guerre dans les deux Frioul et dans les deux Tyrols, il avait voulu comprimer par un traité d'union les intrigues vénitiennes, et briser, par l'établissement d'une coopération militaire, les liens qui attachaient la république de Venise à la cour de Vienne. Mais il échoua dans cette négociation; de manière qu'au lieu d'acquérir un allié, il dut compter sur un ennemi; aussi se vit-il obligé de laisser Victor avec dix mille hommes en réserve sur l'Adige, pour contenir la malveillance de l'oligarchie vénitienne. Cette malveillance lui présente un grand péril, soit qu'il revienne vainqueur ou vaincu : elle est un piége tendu sur sa route par la puissance qui tient au nord les clefs de l'Italie. Quant à l'oligarchie génoise, depuis long-temps prisonnière de la Victoire, et contenue par l'alliance piémontaise, elle demeure encore sous la garde continuelle de la faction démocratique, qui, dans les murs de Gênes, favorise les Français. Telle est la position de Bonaparte prêt à marcher seul sur l'Autriche, car il sait qu'il ne doit rien attendre des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse : les cent quatre-vingt mille combattans dont elles se composent seront encore sur la rive gauche du Rhin, quand il aura planté son drapeau sur les hauteurs du Simmering, à vingt lieues de Vienne.

Le général en chef a campé ses troupes : il est à la tête de cinquante-cinq mille hommes; il compte autour de lui trente-huit mille combattans, qui forment les divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau : celle-ci est commandée par le général Guyeux. Dix-sept mille hommes sont aux ordres de Joubert, c'est-à-dire, sa division, celle de Delmas et celle de Baraguay-d'Hilliers. Vingt autres mille hommes, et entre autres la division Victor, occupent les places et observent le midi de la péninsule italique, où la foi des traités récens avec la cour de Naples et celle de Rome ne paraît pas suffire pour rassurer la prudence du général Bonaparte. Les troupes de Victor, destinées à garder l'Adige, sont encore sur l'Apennin : elles ne pourront se trouver en position que dans le courant d'avril; ce général doit rallier les bataillons lombards, cispadans, bolonais et peut-être l'insurrection démocratique de la terre-ferme vénitienne. Le total des forces françaises en Italie est de soixante-quinze mille hommes, dont cinquante-cinq mille forment l'armée active que Bonaparte va mettre en mouvement. L'archiduc lui oppose, dans les premiers jours de mars, trente-cinq mille hommes qui couvrent le Frioul et qui occupent le Tyrol; dix mille Tyroliens, excellens soldats de montagnes, sont accourus au drapeau autrichien. Bonaparte doit se hâter de profiter de la supériorité numérique de son armée. C'est la première fois qu'il peut l'admettre dans ses calculs stratégiques. Et en effet il doit se presser d'opérer avant l'arrivée des renforts de l'armée autrichienne du Rhin; car alors il aurait quatre-vingt-dix mille hommes à combattre, et, sur ses derrières, Venise à redouter.

Le 9 mars, Bonaparte a son quartier-général à Bassano. L'ordre du jour suivant rappelle à l'armée ses triomphes : « Soldats! la prise de Mantoue « vient de finir une campagne qui vous a donné « des titres éternels à la reconnaissance de la pa- « trie. Vous avez été victorieux dans quatorze ba- « tailles rangées et dans soixante-dix combats : « vous avez fait cent mille prisonniers, pris cinq « cents pièces de canon de campagne, deux mille « de gros calibre, quatre équipages de pont. Les « contributions mises sur le pays que vous avez « conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pen- « dant toute la campagne. Vous avez en outre en- « voyé trente millions au ministre des finances, « pour le soulagement du trésor public. Vous avez « enrichi le Muséum de Paris de trois cents chefs- « d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, et qu'il « a fallu trente siècles pour produire. Vous avez « conquis à la république les plus belles contrées « de l'Europe. Les républiques transpadane et cispa- « dane vous doivent leur liberté. Les couleurs

HISTOIRE DK NAPOLÉON. U françaises Oottent pour 1a première fois sur les U bords de l'Adrialique , en face et à vingt>qualre «I heures de rancienne Macédoine, d'où /iiexandre •I s'élança sur l'Orient, Une grande destinée vous U est aussi réservée ; vous n'avez pas tout achevé, •t Vous châtierez ces insulaires {>erridcs, qui, étranU gers aux malheurs de la guerre, sourient avec U plaisir aux maux du continent. Les rois de Sar« daigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, sc « sont détachés de la coalition de vos ennemis, et « ont brigué votre amitié. Vous avez chassé les An« glais de Livourne, de Gènes, de la (3orse. C'est *môme du rang politique, de volonté, que celtes de ce cabinet U perfide, qui, étranger aux malheurs de la guerre, H sourit avec plaisir aux maux du continent. Le «(Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner U la paix à l'Europe. La modération de scs propou sitioiis ne sc ressentait pas de la force de scs arU mécs; il n'avait pas consulté votre courage, mais <1 l'humanité, et l'envie de vous faire rentrer dans U vos familles. 11 n'a pas été écouté à Vienne; il « n'est donc plus d'espérance pour la paix, qu'en « allant la chercher dans le cœur des États hérédiH taires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez U un brave peuple, accablé par la guerre qu'il a « eue contre les Turcs et par la guerre actuelle. U Les habitans de Vienne et des États d'Autriche •• gémissent sur l'avcuglcmcut et l'arbitraire de U leur gouvernement ; il n'en est pas un qui ne soit w convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les « ministres de l'empereur. Vous respecterez leurs « propriétés. C'est la liberté que vous apporterez â « la brave nation hongroise. I.a maison d'Autriche, M qui, depuis trois siècles, va perdant à diaquc M guerre une partie de sa puissance, qui mécontente U scs peuples en les dépouillant de leurs privilèges, » sc trouvera réduite, h la fin de celle sixième rarn•i pagne (puisqu'elle nous contraint à la faire), à K accepter la paix que nous lui accorderons et à M descendre en réalité au rang des puissances se« condaircs, où elle s'est déjà placée en sc mellatit <1 aux gages cl à la disposition de l'Angleterre. » Celle proclamation devait produire d'autant plus d'eflet, qu'elle était vraie dans toutes ses parties. Elle renfermait aussi quelque chosede prophétique, que le moderne Alexandre devait réaliser sur les bords du Nil. Peut-être cette grande ex{>édi(ion, qui avait occupé autrefois la politique de Versailles, était-elle aussi déjà dans la pensée du triomphateur de rilalic. Quoi qu'il en soit, nus armées et leurs chefs ne se battaient alors que (mur donner non seulement l'indé(>ctidaiice, mais*

*encore l«i lilK*rlc [mlitiquc et civile aux nations. Quand nos éteti' dards changèrent de légende, le style des proclamations fr.inçaiscs ne fut plus (mpulaire pour ces nations; mais il continua de l'étrc (mur les soldats do Napoléon. Les premiers coups de Masséna soumettent au drapeau républicain des villes dont le nom doit anoblir un jour dos ministres et des généraux qui n'ont peut-être jamais vu leurs murailles. De Bnssano ü sc précipite sur la division Lusignan, et ' s'empare de Fcllrc, de Bellunc cl do Cadore. L'armée a passé la Piave : ScrrurieroccnpeConég)i.ino, où s'établit le quartier-général. Le 10 mars. Horia(>arlc force le passage du Tagliamenlo, défendu (>ar une forte arrière-garde; bientôt la ligne des Autrichiens est enfoncée, et Pennemi iKit en retraite sur Paltna-Nova, où le vainqueur entre à sa suite. 31asséna avait, de son côté, forcé tous les pa$.sagl^s, s'était empare des gorges de Ponleba, fermait la route de la Carinthic â l'archiduc cl marchait sur Tarvis. Ce prince, qui déjà s'clail rc(>lié sur Gorilz, courut à Klageiifurlh, d'où il tira une belle division de grenadiers, et prit position en avant de Tarvis pour arrêter Masséna. Le 31, l'afTaire s'engagea vigoureusement. L'archiduc paya de sa personne, mais il ne put résister à rim()étuosilé de Masséna cl de Brune. 11 perdit Tarvis, dont la (mssession nous livra les débouchés par lesquels trois divisions autrichiennes étaient revenues de l'affaire du Tagliamenlo. I.a marche de l'armée française sur Tarvisavait été décidée par un avantage important, qui avait suivi le passage du Tagliamenlo. Le 17, BernadoUe s'ctail porté sur Gradisca, ville forte qu'il voulut enlever d'assaut. L'arrivée de la division Serrurier, qui prit cette place à revers, avait décidé le gouverneur à ca(>ilulcr et à sc rendre prisonnier avec trois mille hommes. Cotte division avait (>nssé l'Isonzo, à la suite du colonel Andréossy, qui s'y était jeté pour sonder la rivière. Après la prise de Gradisca, le général Bon.i()arte avait transporté son quartier-général à Gorilz et lancé Beniadolte sur Laybach, è la (mursuite de l'ennemi. Im jour môme où Masséna prenait Tarvis, Dugua entra à Trieste. Les Autriebiens voulurent tenir à la Chiusa où ils étaient suivis (>ar le général Guyeux ; m.'iis iis sc vircml tout à coup attaqués en tète ()ar Masséna qu'ils ne savaient pas dans Tarvis. La demi-brigade de ligne, que le général Bonaparte avait nommée l'/mpctueuse, soutint sa gloire; elle enleva la (>osUion de la (Chiusa. L'ennemi perdit cinq mille prisonniers, trente-deux pièces de canon,*

« françaises flottent pour la première fois sur les « bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre « heures de l'ancienne Macédoine, *d'où Alexandre « s'élança sur l'Orient.* Une grande destinée vous « est aussi réservée; vous n'avez pas tout achevé. « Vous châtierez ces insulaires perfides, qui, étran- « gers aux malheurs de la guerre, sourient avec « plaisir aux maux du continent. Les rois de Sar- « daigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, se « sont détachés de la coalition de vos ennemis, et « ont brigué votre amitié. Vous avez chassé les An- « glais de Livourne, de Gênes, de la Corse. C'est « en vous que la patrie met ses plus chères espé- « rances : vous continuerez à en être dignes. De « tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer « la république à sa naissance, l'empereur seul « reste devant vous : se dégradant lui-même du rang « d'une grande puissance, ce prince s'est mis à la « solde des marchands de Londres. Il n'a plus de « politique, de volonté, que celles de ce cabinet « perfide, qui, étranger aux malheurs de la guerre, « sourit avec plaisir aux maux du continent. Le « Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner « la paix à l'Europe. La modération de ses propo- « sitions ne se ressentait pas de la force de ses ar- « mées; il n'avait pas consulté votre courage, mais « l'humanité, et l'envie de vous faire rentrer dans « vos familles. Il n'a pas été écouté à Vienne; il « n'est donc plus d'espérance pour la paix, qu'en « allant la chercher dans le cœur des États hérédi- « taires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez « un brave peuple, accablé par la guerre qu'il a « eue contre les Turcs et par la guerre actuelle. « Les habitans de Vienne et des États d'Autriche « gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire de « leur gouvernement; il n'en est pas un qui ne soit « convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les « ministres de l'empereur. Vous respecterez leurs « propriétés. C'est la liberté que vous apporterez à « la brave nation hongroise. La maison d'Autriche, « qui, depuis trois siècles, va perdant à chaque « guerre une partie de sa puissance, qui mécontente « ses peuples en les dépouillant de leurs priviléges, « se trouvera réduite, à la fin de cette sixième cam- « pagne (puisqu'elle nous contraint à la faire), à « accepter la paix que nous lui accorderons et à « descendre en réalité au rang des puissances se- « condaires, où elle s'est déjà placée en se mettant « aux gages et à la disposition de l'Angleterre. »

Cette proclamation devait produire d'autant plus d'effet, qu'elle était vraie dans toutes ses parties. Elle renfermait aussi quelque chose de prophétique, que le moderne Alexandre devait réaliser sur les bords du Nil. Peut-être cette grande expédition, qui avait occupé autrefois la politique de Versailles, était-elle aussi déjà dans la pensée du triomphateur de l'Italie. Quoi qu'il en soit, nos armées et leurs chefs ne se battaient alors que pour donner non-seulement l'indépendance, mais encore la liberté politique et civile aux nations. Quand nos étendards changèrent de légende, le style des proclamations françaises ne fut plus populaire pour ces nations; mais il continua de l'être pour les soldats de Napoléon.

Les premiers coups de Masséna soumettent au drapeau républicain des villes dont le nom doit anoblir un jour des ministres et des généraux qui n'ont peut-être jamais vu leurs murailles. De Bassano il se précipite sur la division Lusignan, et s'empare de Feltre, de Bellune et de Cadore. L'armée a passé la Piave : Serrurier occupe Conégliano, où s'établit le quartier-général. Le 16 mars, Bonaparte force le passage du Tagliamento, défendu par une forte arrière-garde; bientôt la ligne des Autrichiens est enfoncée, et l'ennemi bat en retraite sur Palma-Nova, où le vainqueur entre à sa suite. Masséna avait, de son côté, forcé tous les passages, s'était emparé des gorges de Ponteba, fermait la route de la Carinthie à l'archiduc et marchait sur Tarvis. Ce prince, qui déjà s'était replié sur Goritz, courut à Klagenfurth, d'où il tira une belle division de grenadiers, et prit position en avant de Tarvis pour arrêter Masséna. Le 24, l'affaire s'engagea vigoureusement. L'archiduc paya de sa personne, mais il ne put résister à l'impétuosité de Masséna et de Brune. Il perdit Tarvis, dont la possession nous livra les débouchés par lesquels trois divisions autrichiennes étaient revenues de l'affaire du Tagliamento. La marche de l'armée française sur Tarvis avait été décidée par un avantage important, qui avait suivi le passage du Tagliamento. Le 17, Bernadotte s'était porté sur Gradisca, ville forte qu'il voulut enlever d'assaut. L'arrivée de la division Serrurier, qui prit cette place à revers, avait décidé le gouverneur à capituler et à se rendre prisonnier avec trois mille hommes. Cette division avait passé l'Isonzo, à la suite du colonel Andréossy, qui s'y était jeté pour sonder la rivière. Après la prise de Gradisca, le général Bonaparte avait transporté son quartier-général à Goritz et lancé Bernadotte sur Laybach, à la poursuite de l'ennemi. Le jour même où Masséna prenait Tarvis, Dugua entra à Trieste. Les Autrichiens voulurent tenir à la Chiusa où ils étaient suivis par le général Guyeux; mais ils se virent tout à coup attaqués en tête par Masséna qu'ils ne savaient pas dans Tarvis. La 4e demi-brigade de ligne, que le général Bonaparte avait nommée *l'Impétueuse*, soutint sa gloire; elle enleva la position de la Chiusa. L'ennemi perdit cinq mille prisonniers, trente-deux pièces de canon,

The text on this page is estimated to be only 21.82% accurate

7ü IIISTÜHIB DE NAI»UI,EO?l. quatre cciils voilures (rarlillerie et de bagages^ et quatre généraux. Les coinhals de 'l'arvis et de la ('hiusa-Veiicta, faibles trophées d'une guerre où la France venait de conquérir les plus Ihmux triomphes {K'Ut-élre de l'histoire, devaient avoir d'immenses résultats |HMirsa politique et |H>ur la grandeur de son général. Ilonaparle passa la Draieâ Villach, cl établit son quartier-général à Klageiiriirlh, d'mi il chassa deux divisions aiilrichietines arrivées de ranm'H.'du Rhin. L'archiduc n'avait pas osé l'y aUendrCt et s'élail précipilaniinenl retiré sur Neumarck, quoiqu'il eut rallié une honne partie de scs renforts, i'x fut à Klagenfiirlh que le vainqueur adressa aux peuples de la t^'irinlhie, de la 4'.arni Malgré l'Anglc« terre et les ministres de la cour de Vienne, soyons U amis. La république française a sur vous des «I droits de conquête; qu'ils disparaissent devant «un contrat qui nous lie réciproquement ! Vous •< ne vous inêlerex pas d'une guerre qui n'a ;>as •I votre aveu. Vous fournirez aux liesoiris de mon « arniée. Ik* mon côté, je protégerai les projiriélcs. • Je ne tirerai de vous aucune contribution. » Le contrat fut observé lidèleineiit de part et ii, derrière nue division arrivée île rarmee du Rhin : dans celte position inexpugnable, il attendit JotiberL avec conÜanre. Mais l'impulsion de 1.1 victoire était donnée : forcé à la retraite sur Millcwald, où Joubert le poursuivit, Kerpen, battu |M)iir la troisième fois, évacua Slersing, cl se retira sur le Brenner. JoulHTlavail poussé jusqu'à Rrixeii, où rinsurreclion tyrolienne, excitée par le comte de Laybacli, aurait pu inquiéter scs opérations, s'il n'avait reçu l'ordre de rejoindre le général en chef, avec scs troupes. Ia' ^ avril, Joulicrt quitta Rrixen, traversa, sans cire entamé, les cantons insurgés, qui, sous les ordres du général Laudon, avaient repris rolTensive, n'joignil raniiéc avec douze mille hommes qui avaient marqué tous leurs p.is par des succès, cl amena sept mille prisonniers au quartier-général. Le départ de Joubert laissa le champ libre nu général l.au(lon et au général kerpen. (x:lui-ci marcha pour SC réunir à l'archiduc. Celui-là descendit l'Ailigc [lour donner la main à riiisurrection vénitienne, dont Ronapartea prévu la complicité. Opendanl le général de farinée républicaine n'est plus qu'à soixante lieues de VieiitR'. L'archiduc a }>erüu vingt mille prisonniers et cinquante pièces de canon. Vaincu dans toutes les rcncuiilres qui avaient eu lieu depuis le passage du TagUamenlo, il laisse les Français maitres de quatre capitales : Goritz, Klagenfurth, Laybach cl Trieste.

L’alarme se répand à Vieillie, et le Danube transporte au fond de la Hongrie les enfaiis de la famille impériale ainsi que les Iréstirs do la cour et de la ville. Le besoin de suspendre la luUe doit |>arler plus haut à l'Autriche (|iie son orgueil et sa politique. Bonaparte veut prévenir celle puissance et fallaquer aussi sur le terrain de la paix : suivant le système de mmléralion H de générosité qui avait signalé toutes ses victoires, il croit avec raison qu’il est de sa gloire d'aller au ilevaiil de la cour de Vienne. Kii coiLséqucrice, il écrit de klagcnfurlh, le 51 mars, à l’archiduc Charles. U MoSSII-IM le CÊStBAL ES CHEF, « Le.s braves militaires font la guerre et désirent t> la paix, ('.elle guerre ne dure-l-olle pas depuis six » aimées? Avoiis-nousassez tué de monde, fait assez •> lie mal à la triste liuinanité? Elle réclame de toutes Il parts. L’Europe', qui avait pris les armes contre l.i « i'é|iublique française, les a posées : votre nation « reste stmie, et cependant le sang va couler plus « que jamais. Celle sixième campagne s’annonce •t pardesprésagcssinistres.(^)uellequ’en soit l’issue, nous aurons perdu de jwrt cl d’autre quelques •I milliers d'hommes de plus. Il faudra bien liiiir ' par s’eiitciidre. puisipie tout a un terme, niéiiie les passions haineuses. Le Directoire de la république française avait fait connaître à S. .M. l’om« jHTcur le désir de mettre fin à la guerre qui dcDigitized by Google

 « sole les deux peuples. I/iiitervention de la cour « de Lonilres s’y est opposé faire peut sauver la vie à un seul homme, je « m'estimerai plus heureux de la couronne civique «que je me trouverais avoir méritée, que de la M triste gloire qui peut revenir des succès mili•I taires. » L’archiduc répondit : •I MoXSIKUR LB GtStRAL, « A.ssurémcnl, tout en faisantla guerre et en sui« vaut la vocation de l’honneur et du devoir, je dé« sire autant que vous la paix pour le bonheur des •i {(cuples et de rhumanité. (>omrnc néanmoins, U dans le poste qui m’est conlié, il ne m’appartient «I pas de scruter ou de terminer la querelle des na*1 tiens l)clligérantcs, et que je ne suis muni de la « part de S. M. l’empereurd’aucuns pleins-pouvoirs •I pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le M général, quinl avec vous là-dessus •> dans aucune négociation, et que j’attende des •I ordres supérieurs pour cet objet de si haute irn•• portance, et qui ii’cst p.as précisément de mon « ressort. Quelles que soient, au reste, les chances futures de la guerre ou les espérances de la paix, « je vous prie, monsieur le général, *ouroirprendreen conêidération la leftreduZXnmrt,)I.iis Bonaparte répondit qu'on pouvait négocier et $9 battre, et qu’il n'y aurait point d’armistice jusqu’à Vienne, à moins que ce ne fût pour la paix délinitivc. On pndil : •• Dans la position militaire*

Digitized by Google

« sole les deux peuples. L'intervention de la cour « de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun « espoir de nous entendre? et faut-il, pour les inté- « rêts ou les passions d'une nation étrangère aux « maux de la guerre, que nous continuions à nous « entr'égorger? Vous, monsieur le général en chef, « qui par votre naissance approchez du trône, et « qui êtes au-dessus des petites passions qui agitent « les ministres et les gouvernemens, êtes-vous dé- « cidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'huma- « nité entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne? « Ne croyez pas que j'entende par là, monsieur le « général en chef, qu'il ne vous soit pas possible « de la sauver par la force des armes. Mais dans la « supposition que les chances de la guerre vous « deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas « moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général « en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous « faire peut sauver la vie à un seul homme, je « m'estimerai plus heureux de la couronne civique « que je me trouverais avoir méritée, que de la « triste gloire qui peut revenir des succès mili- « taires. »

L'archiduc répondit :

« Monsieur le général,

« Assurément, tout en faisant la guerre et en sui- « vant la vocation de l'honneur et du devoir, je dé- « sire autant que vous la paix pour le bonheur des « peuples et de l'humanité. Comme néanmoins, « dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient « pas de scruter ou de terminer la querelle des na- « tions belligérantes, et que je ne suis muni de la « part de S. M. l'empereur d'aucuns pleins-pouvoirs « pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le « général, que je n'entre point avec vous là-dessus « dans aucune négociation, et que j'attende des « ordres supérieurs pour cet objet de si haute im- « portance, et qui n'est pas précisément de mon « ressort. Quelles que soient, au reste, les chances « futures de la guerre ou les espérances de la paix, « je vous prie, monsieur le général, d'être bien per- « suadé de mon estime et de ma considération dis- « tinguée. »

Ainsi, l'orgueil du cabinet autrichien refusait la paix à Bonaparte aux portes de Vienne : Bonaparte fut encore condamné à vaincre. Cependant le traité d'alliance offensive et défensive venait enfin d'être signé entre la république et le roi de Sardaigne ; et une partie des forces piémontaises allait entrer en ligne avec nos bataillons. Le 2 avril, à la pointe du jour, Masséna se porta en avant de Klagenfurth sur Friesach, où il entra avec l'ennemi qu'il poursuivit jusqu'à Neumarck. Là il trouva l'archiduc à la tête des débris de sa première armée et de quatre nouvelles divisions arrivées des bords du Rhin. Digne rival de Bonaparte, l'archiduc voulut encore tenter le sort des armes et présenter noblement le combat. Bonaparte fit promptement ses dispositions. Masséna commença l'attaque : elle se ressentit de cette énergie qui enlevait toute cette armée depuis qu'elle était en campagne. En peu de momens la ligne autrichienne fut brisée. Les Français s'emparèrent des positions, de trois mille prisonniers, et pénétrèrent pêle-mêle avec les Impériaux dans Neumarck, où l'on prit encore douze cents hommes et du canon. L'archiduc essaya de retarder la poursuite en proposant une suspension d'armes, afin, disait-il, *de pouvoir prendre en considération la lettre du 31 mars*. Mais Bonaparte répondit *qu'on pouvait négocier et se battre*, et qu'il n'y aurait point d'armistice jusqu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour la paix définitive. On poussa jusqu'à Scheifling, à quatre lieues du champ de bataille; le quartier-général français séjourna deux jours dans cette place. Le mouvement continua sur Knittelfeld, dont la route était défendue par des positions formidables. Une affaire très-chaude eut lieu dans les défilés de Hundsmarck; l'ennemi en fut chassé avec une perte considérable. Nos troupes occupèrent Knittelfeld, et le 7 notre avant-garde entra à Léoben.

A Judenbourg, à vingt lieues de Vienne, le général Bonaparte reçut, le 8 avril (19 germinal), la véritable réponse à la lettre du 31 mars. Elle lui fut remise sous la forme d'une note diplomatique par le feld-maréchal Bellegarde, chef d'état-major du prince, et par le comte de Meerweldt, général-major, qui s'annoncèrent comme parlementaires.

« S. M. l'empereur et roi n'ayant rien plus à cœur « que de concourir au repos de l'Europe et de ter- « miner une guerre qui désole les deux nations, en « conséquence de l'ouverture que vous avez faite « à S. A. R. par votre lettre de Klagenfurth ; « S. M. l'empereur nous a envoyés vers vous pour « s'entendre sur cet objet d'une si grande impor- « tance. Après la conversation que nous venons d'a- « voir avec vous, et persuadés de la bonne volonté « comme de l'intention des deux puissances de finir « le plus promptement possible cette guerre dé- « sastreuse, S. A. R. désire une suspension d'armes « de dix jours, afin de pouvoir avec plus de célérité « parvenir à ce but, et afin que toutes les longueurs « et les obstacles que la continuation des hostilités « apporterait aux négociations soient levés, et que « tout concoure à rétablir la paix entre les deux « grandes nations.

« *Signé* : Bellegarde, Meerweldt. »

Bonaparte répondit : « Dans la position militaire

 «t des deux armées, une suspension d’armes est toute «contraire à l’armée française; mais, si elle doit i(être un acheminement à la paix tant désirée, et si Il utile aux peuples, je consens sans peine à vos dé> U sirs. La république française a manifesté souvent « à S. H. ledésirde mettre Ûn à cette lutte cruelle : » elle persiste dans les mêmes senlimens. Je ne H doute pas, après la conférence que je viens d’avoir «l'honneur d’avoir avec vous, que sous peu de «jours la paix ne soit enCn rétablie entre la répu« blique française et Sa Majesté. » Le soir, la su$> pension d’armes fut signée pour cinq jours. Dans cette conférence préliminaire avec les plénipotentiaires autrichiens, Bonaparte leur dit : « Votre a gouvernement a envoyé contre moi quatre armées « sans généraux, et cette fois un général sans « armée, h Bel éloge de l’archiduc Charles ! Cet armistice, qui s’étenditaux armées du Tyrol, donna une nouvelle ligne é l’armée française. Serrurier occupa la grande et forte ville de Gratx. Bonaparte transféra lui*mème son quartier-général à • Léoben, et son avant-garde jusqu'à Bruck, où s'établit Masséna, dont les avant-postes couronnaient les hauteurs et couvraient les pentes du Simmcrîng. Bonaparte avait annoncé au Directoire qu'avant le 10 avril il aurait atteint les sommets de celte montagne. L’adjuüant-général l..eclerc, depuis beaufrère du premier consul, reçut Tordre de porter au Directoire la nouvelle de cet armistice. C'était uu officier diêtingué, dit Napoléon : intrépide $ur le champ de bataille. Digitized by Google

 CHAPITRE X. IMI RRRCTinif DC TE?U9I. — PRftUXinAIRRS DR l.tOBE^ . Kr recommençant la campagne sur le Tagliamento, Ilniinparle avait eu pour but «le 8*ouvrir la roule (Je Vienne ; c'était le seul moyen de parvenir à la paix. Mais songeant en même temps à ne pas laisser derrière son armé^ entraînée sur les sommets des Alpes, une puissance ennemie ou douteuse, il avait continué avec l'État de Venise les négociations entamées en juin et juillet 1796, soit par le Directoire, soit par les alliés de la France, tels que l'Espagne et la Turquie, soit par lui-ménie, alors qu'il ne restait plus que Manloue aux Autrichiens. Toutefois, depuis cette époque, Venise n'avait cessé d'armer sans répondre aux prévenances de la France. Bonaparte, désirant depuis mettre tout en œuvre pour décider Venise en faveur de la république, s'élait adressé directement aux chefs de l'État. 11 voulut voir à Vérone le provéditeur-général Foscarini, à Brescia le provéditcur Mocenigo, qui le reçut niagniüqucment. H avait eu aussi plus d'un entretien avec le provéditcur Batlaja, dont les opinions s'accordaient avec scs vues. Rien ne fut négligé de sa part pour soustraire Venise aux périls de sa politique astucieuse. A cette époque, par la plusjuste reprcsaillc, les Français étaient entrés à Pcschicra, qui avait reçu les Autrichiens, et Vérone se trouva pareillement forcée d'ouvrir scs portes au vainqueur de Beaulieu. Les propositions faites alors ni|x provéditeurs par le général en chef, afin d'amener Venise à des relations franchement amicales avec la république française, avaient été éludées par ce gouvernement, qui comptait encore sur les victoires de l'Autriche. Peu de temps après, les «k'failes successives de Wurmser et d'Alvinzi changèrent totalement à l'avantage des Français les dis« positiiuis de la plus grande partie des villes de la Terre-Ferme vénitienne. Bcrgame et Brescia, ses deux principaux municipes, Milan, capitale de la république lombarde, Bologne, capitale de la république transpadanc, s'élaienl fédérées, et, sous la direction de leurs familles patriciennes, elles faisaient cause commune avec les Français. Cette aristocratie avait enfin trouvé et saisi l'occasion de venger la longue injure qui l'excluait, à titre de conquête, du partagede la souveraineté avec la noblesse de la capitale. La Terre-Ferme était pour l'oligarchie vénitienne ce que |c pays du Vaud était pour l'oligarchie bernoise. Depuis la guerre, trois factions partageaient le sénat de Venise : l'une, celle des vieux sénateurs, formait le parti, très-honorable sans doute, de l'indépendance, qui repoussait

également l’influence allemande et l’influence française; mais ce parti manquait de coup-d’œil ctde décision ; car le temps était venu où il fallait absolument choisir. La seconde faction, tout autrichienne, voulait une neutralité armée contre nous : Pesaro, qui dirigeait alors toute la politique de l'État, était h chef de celte faction ; il avait pour lui tous les jeunes sénateurs. troisième parti nous favorisait : le provéditeur Battaja, l’amc de ce parti, proposait une alliance offensive et défensive avec la république française. Cette opinion obtint peu de crédit dans le sénat. Il n’y avait cependant pas d'autre moyen de salut ;'mais on préféra, selon l'usage des aristocraties dans les gouvernemens minés par la vieilI lessc, la routine du privilège et la vanité du palrtDigitized by Google

The text on this page is estimated to be only 26.69% accurate

HISTOIRE l)E NAPOLÉON. KO f*iat au bien-être de la patrie. Les adulations dont les provediteursen mission entourèrent Bonaparte, ses généraux cl son armée, soit à Brescia, soit à Vérone, soit à IVschicra, servirent mal à dissimuler les dispositions du sénat rénitien, qui avait sup* porté avec une patience remarquable t'entrée de Beaulieu à Peschiera, à Vérone; celle de NVurmser à Viccncc, à Padoue, à Bassano, avant aucun général français. La violation du territoire vénitien, devenu le champ de bataille, ne pouvait plus faire le sujet d'un procès soutenable ; ce procès était jugé de fait en dernier ressort par le vainqueur, qui avait chassé de la Terre-Ferme les premiers qui l'avaient occupée. Mais il existait, comme nous l'avons déjà dit, une question difTicilc à résoudre, et c'était la question principale; il fallait conquérir la paix, non plus sur le territoire de Venise, mais en Allemagne, sur la route de Vienne. Voilà la raison d'État de la campagne sur le Tagliamento. Toutefois cette nécessité renfermait un imiiiensc danger, celui de laisser derrière soi trois millionsdc sujetsvénitiens, quand on siTait engagé au-delà des frontières de cette république, à la ptmrsuitc de l'archiduc, dans les Alpes allemandes. Ce péril ne devait pas échapper à celui qui l'avait déjà prévu lors de la poursuite de Beaulieu. Aussi Bonaparte voulut avoir une conférence avec le sénateur Pesaro, auquel il offrit i ainUiè de la France et la garantie de tous les États vciiilieiis de U Terre-Ferme, dont une partie avait déjà levé, à Brescia et à Bergame, l'étendard endancc. Il lui proposa de déclarer la guerre à l'Autriche et or(es au vainqueur; et sur le sommet des Alpes nuriques, au-delà de l'Isonzo, Tarvis voyait Uotlcr sur ses murs le drapeau de la république française. A l'expiration des quinze jours, Pesaro était revenu, et Bonaparte avait renouvelé ses propositions. «I Armez-vous encore? lui dit-il. ^ 11 le faut il bien, ré{H)iidil Pesaro; il nous faut punir les rcw belles de Brescia et de Bergame, et conlenir les « inaivcillans de Crema, de Lhiara.dc Vérone, et « les agitateurs de Venise* elle-méine. — S'il est, M reprit Bonaparte., des troubles sur mes derrières M par votre faute, si les troupes que je laisse sont insultées, ce n'était pas un criwe quand j'éII tais en Italie, en serait un irrémissible quand je « setai en Allemagne. F'otre république cesserait Il d'exister; tous auriez prononcé sa sentence, il I^'aincu ou rainqueur, Je ferais la guerre à tos « dépens. » Après cet entretien, on s'était séparé, Bonaparte pour continuer ses avantages et Pesaro sa politique. En

effet, malgré la défaite de l’archiduc Charles, la haine sénatoriale de Venise fut si aveugle, que l'envoyé de cette république à Vienne reçut ordre de conclure une alliance avec l'cmpercur. Le cabinet autrichien se montra aussi empressi* que celui de Venise à signer le nouveau traité, et des instructions spéciales furent données aux généraux autrichiens pour exciter des soulèvcmensdans les pays qui veiiaicot d'étre dépassés par l’arméo française. Le général Laudun, chargé de cette nouvelle guerre, fi’épargiia ni les proclamations, ni les fausses nouvelles; il répandit, de concert avec Pesaro, le bruit que les armées du Bhin et de Sami>rc-el-Meuse avaient etc écrasées au passage du Rhin; que le Tyrol venait d'élre te tombeau des Erançais, elque Juubert y avait péri avec ses troupes. Vaiiieincnl le ministre de la république déclarait au sénat de Venise que le Rhin n’avait pas été abordé par nos troupes et que Joubert était entré dans la Carinthie : la conspiration contre les Français et leurs partisans, alimentée par Pesaro, et soutenue par les troupes csclavonnes au service de la république de Venise, s'allia bienlét aux mouvemens que Laudon avait fomentés. Celte comiiiotion inspira plus d’énergie encore aux villes de TerreFerme, qui, telles que Brescia, Salo et Bergame, avaient déjà affiche militairement leur indépendance. Elles s'uniront plus étroitement aux villes de Milan, de Bologne et de Modène. Mais Vérone, où Pesaro exerçait une grande influence, fut ainsi que Padoue cl Viccncc, chargée de mettre en œuvre les plans meurtriers de la conjuration austro vénitienne. Cependant Bonaparte apprit a Judenbourg, par la correspondance de l'ambassadeur de la république à Venise, par le gciuTai Ralland cl par le général Kilinaine qui coimnaridnient, l'un à Vérone, et l'autre à Milan, qu'une insurrection générale était organisée dans la Terre-Ferme et même dans la capitale, contre les Français et leurs partisans. En conséquence, il donna au générai KÜmaine le com*Digitized by Goo>^lc

The text on this page is estimated to be only 29.56% accurate

81 HISTOHIE DE NAPOLÉON. maniement de tous les Étals Téniliens, et il expédia son aidc-dc^mp Junot à Venise, arec l'ordre de lire en (dein conseil la lettre qu'il écrivait au doge : Bonaparte , général en chef de Vannée d* Italie, nu $éréni$shnc doge de la république de Venise. Au quarlicr-général de Judeobooriî, l«* 20 c**rminal âo V (9 avril 1797). « Dans toute la Terre-Ferme, les sujets vénitiens «t sont sous les armes. Leur cri de ralliement est : « Mort aux Français. Le nombre des soldats d'iUilic *i qui en ont clé U victime se monte déjà à plusieurs V centaines. Vous affectez en vain de désavouer les U attroupeioeiis que vous^tnèmes avez préparés. U Croyez-vous que, quand j'ai pu porter nos armes « au cœur de rAllcmagnc, je n'aurai pas la force «I de faire respecter le premier peuple du monde? « Pensez-s'ous que les légions d'Ualic puissent soufu frir les massacres que vous excitez? Le sang de tt nos frères d'armes sera venge, et il n'est pas un « seul bataillon français qui, chargé de celte mis« sion généreuse, ne sc sente trois fois plus de couM rage cl de moyens qu'il ne lui en faut pour vous « punir. Le sénat de Venise a répondu par la plus •t noire perüdie à notre générosité soutenue à son « égard. Je prends le parti de vous envoyer mes «1 propositions par un de mes aidcs-our faire naître un attroüpcmcnt, cl le tourner il contre l'armée. Je vous donne vingt-quatre heures « pour le dissiper. Les temps de Charles VIII sont «passés. Si, malgré la bienveillance que vous a « montrée le gouvernement français, vous me ré« duisez à vous faire la guerre, ne pensez pas que U le soldat français, comme les brigands que vous K avez armés, aille ravager les champs du peuple « innocent et malheureux de la Terre-Ferme : non, «je le protégerai, et il bénira jusqu'aux forfaits « qui auront obligé l'arnice française de l'arracher Il à votre tyrannique gouvernement. U Boxapaitz. » Bonaparte avait bien choisi son ambassadeur; Junut remplit sa mission, le 15 avril, avec la fermeté iialurclleà son caractère, en y joignant aussi la rudesse d'un soldat victorieux et irrité. Il vil à scs pieds cet implacable sénat de Venise, dont la dernière heure allait sonner. Les intrigues de Pesaro, les mensonges de Laudon él.iient dévoilés aux yeux de tous les habitans. Le gouvcrnemenldes puits et des plombs avait soudainement |Krdu de son impénétrabilité. On savait que Joubert était maître de Villach, et avait, par la plus brillante comme la plus audacieuse opération, failsa jonction avec l'armée. On savait que li'S armées du l\hin et de Sambre-cl-Meuse

occupaient toujours leurs positions sur le terriluire delà république. On savait que Victor, revenu de la guerre pontilicale, bloquait l'infâmc Vérone avt'C quinze mille hommes; qu'Augercau, de retour de Paris, marchait sur les lagunes avec vingt-cinq mille hommes : on savait que doux généraux autrichiens, arrivés en parlementaires an camp do Bonaparte, après avoir obtenu une susI>cnsion d'armes sollicitée par la superbe cour de Vienne, y étaient accrédités comme plénipotentiaires pour traiter de la paix : on savait enfin que le général vénitien Fioravanti, qui comtnamiail \c% Esclavons, avait dû mettre bas les armes du moment où Laudon, informé de l'armistice de Judenbourg, était rentre dans le Tyrol. Le doge rép.ondil le jour môme au général en chef, par une lettre (Lins laquelle il rejetait les désordres et tes assassinats de la 'lerre-Ferme sur la nécessité où les citoyens, ûdcics à la république, avaient été de combattre les insurgés. Le cercle était vicieux. Par ce nom d'insurgés, on désignait les partisans de la France, cl le doge envoyait deux députés chargés d'eiig

The text on this page is estimated to be only 28.93% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. Hû pflgiié (lu marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à V icnnc> cUit arrivé au quariicr-géricralde Léoben avec des pleins pouvoirs, pour négocier et fixer des préliminaires. Bonaparte consentit, dans le désir de mettre un terme définitif aux hostilités, à prolonger jusqu'au avril la suspemsion d'armes. I.c château de Ncw-Wald, à une lieue de Léol»en,.rut déclaré neutre; cl, le 18, le général en chef signa les préliminaires, quoique le général Clarke eût raulorisation du Hircctoirc pour traiter; mais Clarke était alors à Turin, et Bonaparte ne jugea pas devoir rallendrc. Quelques jours après, Clarke arriva, et trouva sa mission remplie. Ce fut dans une de ces conférences de Léoben, que le général Bonaparte demanda et obtint la liberté du général La Fayette et de ses deux compagnons, Latour-Maubourg et Bureau de Puxy, qui, depuis cinq années, prisonniers de l'Autriche contre le droit des gens, languissaient dans les cachots d'Olmülz. La Fayette avait été vainement réclamé par les orateurs du parlement britannique, par des généraux anglais, contre lesquels il s'était battu en Amérique, et enfin par des démarches instantes de ce gouvernement des États-Unis, qui, apres 'Washington, lui devait son indépendance. Tout avait été inutile; tout avait échoué contre l'impassibilité d'un cabinet où Kaunitx avait été remplace par Thugut. 11 avait fallu que la république otTril d'elle-mémc, à la cour de Vienne, l'échange de la fille de Marie-Antoinette avec des Français, arrêtés élément par elle contre toutes les luis divines et humaines, pour que cette jeum^ princesse, pour que ces citoyens fussent rendus à la liberté. 11 fallait aussi que ce fût le vainqueur de six armées, qui, aux portes de la capitale de l'Autrichc, ordonnât impérieusement, comme une volonté de sa victoire, la liberté de celui qui l'avaitdonnéc au Nouveau-Monde ! Le voyage de lia Fayette de Dresde à Hambourg fut signalé â l'Europe par le plus vif enthousiasme. Dix-sept ans apres, l'Amérique de Washington tout entière devait appeler cl recevoir I/a Fayette sur son rivage, et loi décerner un triomphe inconnu dans rbisloirc. Les préliminaires portaient qu'un congrès se réunirait à Berne pour la paix de l'Autricbc, et un autre dans une ville allemande pour la paix germanique. Les limites du Rhin étaient garanties à la France. L'Oglio séparait les possessions autrichiennes de la nouvelle république Cisalpine, composée de la I^mbardic, du Modénois, du Bcrgtmasque et duCrémasque. On donnait les légationsde Bologne, de Ferrarc et de la Boroagne à Venise, sur laquelle

la France prenait un patronage de conquérant. Manlouc retournait à l'empereur; mais les communications, assurées aux armées françaises de Milan à Venise par la rive droite du Pô, frappaient de nullité les lignes du Mincio et de l'Adige, réservées k l'Autriche ; et par conséquent la possession de Manloue n'offrait qu'une jouissance de vanité à cette puissance. Digitized by Google

mSTOIHB DE NAPOLÉON. 83 CHAPITRE XI. (Du 18 avril tau mai 1707.) (oRRKSrnnDANCt bu tiÉNtaRAL BOflAfAtTK AVBC LE BIEECTOlEE, DU 1ü AU ^ AVH1L.— MCnATUHI DES raCUMIÜAlULS. — MASSACRE DES rEARV-AlS A VEEOEE.—

DESTEUCTION DE L*01I6AECBIE VÉSITIK^NE. La aégocialion

CHAPITRE XI.

(Du 18 avril au 12 mai 1797.)

CORRESPONDANCE DU GÉNÉRAL BONAPARTE AVEC LE DIRECTOIRE, DU 16 AU 20 AVRIL. — SIGNATURE DES PRÉLIMINAIRES. — MASSACRE DES FRANÇAIS A VÉRONE. — DESTRUCTION DE L'OLIGARCHIE VÉNITIENNE.

La négociation de Léoben, où nous traitions au cœur des possessions de la maison impériale, faisait entrer la république dans les grandes affaires de l'Europe. La plus haute renommée s'attacha tout à coup au général qui, debout sur les débris de cinq armées autrichiennes, imposait la paix autant au Directoire qu'à la cour de Vienne. Sa correspondance avec son gouvernement met en lumière ces nouveaux intérêts, et porte l'empreinte de ce génie si riche de créations, de ce caractère neuf, à la fois impétueux et calme, de cette passion éclairée pour la gloire, de cette pensée pénétrante et élevée, de cette raison brillante et grave, de cet esprit vaste, plein d'invention et de prudence, aussi actif que réfléchi, toujours infatigable; enfin, de cet ensemble de tant de facultés contraires et énergiques qui, pendant une période de dix années, depuis les troubles de la Corse, jusqu'à la fin du consulat, ont placé Bonaparte au rang de ce petit nombre d'hommes à qui l'histoire et la postérité ont donné le nom de GRAND.

La fameuse dépêche écrite de Léoben au Directoire par Bonaparte, le 16 avril, et dont le général Leclerc fut porteur, renferme les passages suivans :

« Nous sommes à l'article de la reconnaissance. « Je leur ai dit (aux négociateurs autrichiens) que « la république française ne voulait point être re- « connue. Elle est en Europe ce qu'est le soleil sur « l'horizon : tant pis pour qui ne veut pas la voir et « en profiter....

« Si rien de tout cela n'est accepté (trois projets « de préliminaires), nous nous battrons, et si l'ar- « mée de Sambre-et-Meuse s'est mise en marche « le 20, elle pourrait, dans les premiers jours du « mois prochain, avoir frappé de grands coups, et « se trouver sur la Reidnitz. Les meilleurs géné- « raux et les meilleures troupes sont devant moi.

« Quand on a bonne envie d'entrer en campagne, « il n'y a rien qui arrête, et jamais, depuis que « l'histoire nous retrace des opérations militaires, « une rivière n'a pu être un obstacle réel. Si Moreau « veut passer le Rhin, il le passera; et s'il l'avait « déjà passé, nous serions dans un état à pouvoir « dicter les conditions de la paix d'une manière im- « périeuse et sans courir aucune chance; mais qui « craint de perdre sa gloire est sûr de la perdre. « J'ai passé les Alpes juliennes et les Alpes noriques « sur trois pieds de glace. J'ai fait passer mon ar- « tillerie par des chemins où jamais chariot n'avait « passé, et tout le monde croyait la chose impossi- « ble. Si je n'eusse vu que la tranquillité de l'armée « et mon intérêt particulier, je me serais arrêté au- « delà de l'Isonzo. Je me suis précipité dans l'Alle- « magne pour dégager les armées du Rhin et em- « pêcher l'ennemi d'y prendre l'offensive. Je suis « aux portes de Vienne, et cette cour insolente et « orgueilleuse a ses plénipotentiaires à mon quar- « tier-général. Il faut que les armées du Rhin « n'aient point de sang dans les veines, si elles me « laissent seul; alors je m'en retournerai en Italie. « L'Europe entière jugera la différence de conduite « des deux armées. Elles auront ensuite sur le corps « toutes les forces de l'empereur. Elles en seront « accablées, et ce sera leur faute. »

Les hostilités ne commencèrent à l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général Hoche, que huit heures après la signature du traité de Léoben, le 18 avril; elles ne s'ouvrirent à l'armée du Rhin que le 20 avril, jour où, en l'absence de

The text on this page is estimated to be only 26.04% accurate

»4 HISTOIRE DE NAPOLÉON. Murcaa, alors à Paris, le générai Desaix passa le neuve k KiUteU, A quelques lieues au-dessous de Strasbourg. Moreau arriva d temps pour battre les Autrichiens. Il apprit lul-niômc le passage du Rhin au général Bonaparte, par une lettre du 25, datée de Strasbourg. Ce fait important justifie la dépêche de Bonaparte au Directoire. Ce n'était pas la faute des braves armées du Rhin et de Sambre^l-Mcusc si elles n'avaient pas coopéré aux grandes operations de rarméc ditalie ; leur impatience sous les armes, dans les cantonnemcris français, approchait de la sédition. Le Directoire dut prendre pour lui tous les reproches que Bonaparte adressait à Moreau et aux deux armées. I/Europe jugea ces armées; la France jugea le Directoire, et Bonaparte fut absous. La nouvelle de l'armistice vint arrêter Hoche h Francfort, où il était entré le 2.) avril, après avoir vaincu le général Kray d Hea dépêche de Bonaparte, en date du 19 avril, présente une autre couleur que celle du IB; clic annonce la signature des préliminaires. (À*Ue dépêche révéla au Directoire toute rindépciidancc de son général, et l'effraya sans doute d'un avenir que sa politique jalouse et mc.squinc avait à peine deviné. Voici les pa.ssagcs principaux de celle pièce intéressante, où Bonaparte trace à grands traits la situation delà France vis-à-vis de l'cmpcrcur, celle de l'armée, et sa conduite politique et militaire depuis l'ouverture delà canifiagne... « Si je me fusse, au commen« cernent do la campagne, obstiné à aller à Turin, je n'aurais jamais passé le Pû. Si je m'étais obstiné •I .1 aller à Vienne, peut-être aurais-jc perdu la ré« publique. /a /MJt/ioit tesprélimiti naireâ de la pais, tnème arec l'empereur, eoni •1 derenue une opération militaire. Cela sera un mon nunicnl de la gloircdc In république française et •' un présage infaillible qu'elle peut, c» deux cam« pagnes, soumettre le continent de /'£*Mrope. Je 'I n'ai pas, en Allemagne, levé une seule contribii« tion. Il n'y a pascu une .seule plainte contre nous. L J'agirai de même en évacuant; et, sans être pro« phète, je sens que le temps viendra où noua lire* il rons parti de celle sage conduite. Quant à moi, U Je vous demande du repos. J'ai Juslilié la con« ûancc dont vous m'avex investi : je ne me suis i< Jamais considéré pour rien dans toutes mes opéraU lions, et je me suis lancé aujourd'hui sur Vienne, « ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour « être heureux, cl ayant derrière moi les superbes K plaiiu>s de f Italie, comme j'avais fait au commen.11 ccmciU de la campagne

dernière, en cherchant V du pain pour l'armée, gue la république ne pou• tait plus nourrir. » (^tle dépêche, cl notamment la dernière phrase, éuhiissait énergiquement la position dans laquelle Bonaparte sc plaçait cii face du gouvernement ; et en effet Bonaparte, après avoir reçu à Gralz, du marquis de Gallo, les préliminaires signés |>ar l’empereur d'Autriche, fit évacuer, sans attendre la ratification du Directoire, la Slyric, une {partie de U f^rniolc et de la Carinlhic. Dans une de ces conférences de GraU, le comte Hccrweldl remit au général une lettre autographe par laquelle l'empereur offrait de lui faire donner à la paix une souveraineté de cent cinquante mille âmes en Allemagne, pour lui et sa famille. Le cabinet autrichien, qui ne

cessait la guerre qu’alin d’échapper à la crise du iiioincnl, c'cst-à-

Moreau, alors à Paris, le général Desaix passa le fleuve à Kilstett, à quelques lieues au-dessous de Strasbourg. Moreau arriva à temps pour battre les Autrichiens. Il apprit lui-même le passage du Rhin au général Bonaparte, par une lettre du 23, datée de Strasbourg. Ce fait important justifie la dépêche de Bonaparte au Directoire. Ce n'était pas la faute des braves armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse si elles n'avaient pas coopéré aux grandes opérations de l'armée d'Italie; leur impatience sous les armes, dans les cantonnemens français, approchait de la sédition. Le Directoire dut prendre pour lui tous les reproches que Bonaparte adressait à Moreau et aux deux armées. L'Europe jugea ces armées; la France jugea le Directoire, et Bonaparte fut absous. La nouvelle de l'armistice vint arrêter Hoche à Francfort, où il était entré le 23 avril, après avoir vaincu le général Kray à Heddersdorf. Le même jour, la même nouvelle trouva Moreau à Offenbourg: il avait mené battant le général Starray jusqu'à Radstadt, et repris le fort de Kehl. Ce fut à la suite de cette victoire, qui coûta aux Autrichiens beaucoup de prisonniers et vingt-cinq pièces de canon sur vingt-sept, que le fourgon du général Klinglin, renfermant la correspondance secrète de Pichegru avec le prince de Condé, tomba au pouvoir de Moreau; mais Moreau laissa passer quatre mois avant de rendre compte de cette correspondance au gouvernement: trois ans après, il devait paraître devant la justice comme complice de trahison envers Bonaparte, ainsi que le même Pichegru, son ami, dont il avait dénoncé trop tard la perfidie.

La dépêche de Bonaparte, en date du 19 avril, présente une autre couleur que celle du 16; elle annonce la signature des préliminaires. Cette dépêche révéla au Directoire toute l'indépendance de son général, et l'effraya sans doute d'un avenir que sa politique jalouse et mesquine avait à peine deviné. Voici les passages principaux de cette pièce intéressante, où Bonaparte trace à grands traits la situation de la France vis-à-vis de l'empereur, celle de l'armée, et sa conduite politique et militaire depuis l'ouverture de la campagne... « Si je me fusse, au commencement de la campagne, obstiné à aller à Turin, « je n'aurais jamais passé le Pô. Si je m'étais obstiné « à aller à Vienne, peut-être aurais-je perdu la république. *Dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'empereur, sont devenus une opération militaire.* Cela sera un monument de la gloire de la république française et « un présage infaillible qu'elle peut, *en deux campagnes, soumettre le continent de l'Europe.* Je « n'ai pas, en Allemagne, levé une seule contribution. Il n'y a pas eu une seule plainte contre nous. « J'agirai de même en évacuant; et, sans être prophète, je sens que le temps viendra où nous tirerons parti de cette sage conduite. Quant à moi, « je vous demande du repos. J'ai justifié la confiance dont vous m'avez investi : je ne me suis « jamais considéré pour rien dans toutes mes opérations, et je me suis lancé aujourd'hui sur Vienne, « ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour « être heureux, et ayant derrière moi les superbes « plaines de l'Italie, comme j'avais fait au commencement de la campagne dernière, *en cherchant « du pain pour l'armée, que la république ne pouvait plus nourrir.* »

Cette dépêche, et notamment la dernière phrase, établissait énergiquement la position dans laquelle Bonaparte se plaçait en face du gouvernement; et en effet Bonaparte, après avoir reçu à Gratz, du marquis de Gallo, les préliminaires signés par l'empereur d'Autriche, fit évacuer, sans attendre la ratification du Directoire, la Styrie, une partie de la Carniole et de la Carinthie. Dans une de ces conférences de Gratz, le comte Meerweldt remit au général une lettre autographe par laquelle l'empereur offrait de lui faire donner à la paix une souveraineté de cent cinquante mille ames en Allemagne, pour lui et sa famille. Le cabinet autrichien, qui ne cessait la guerre qu'afin d'échapper à la crise du moment, c'est-à-dire qui n'entendait réellement conclure qu'une suspension d'armes, avait senti tout l'avantage d'enlever à la république un homme tel que Bonaparte. C'était à ses yeux désarmer la France : aussi ce cabinet ne recommença la lutte contre nous, que lorsqu'il vit le vainqueur de l'Italie exilé dans sa conquête de l'Égypte. Et ce ne fut que trois ans après, que la victoire de Marengo fit sanctionner le traité de Campo-Formio par celui d'Alexandrie.

L'illustre Masséna, qui tenait le premier rang après le général en chef par la part qu'il eut dans toutes les victoires, représenta dignement à Paris la gloire de l'armée d'Italie. Envoyé par Bonaparte, il remit, le 9 mai, au Directoire, en audience solennelle, les préliminaires de Léoben, et fut le héros de cette grande fête nationale que le gouvernement fit célébrer dans la capitale.

Cependant le sénat de Venise, qui, le 15 avril, protestait si hautement, dans la lettre du doge à Bonaparte, *de son invariable résolution de maintenir la paix,* n'avait pas rapporté la proclamation publiée, le 12, dans toutes les provinces de la Terre-Ferme, qu'il appelait aux armes *pour la défense commune.* Non-seulement toute la population s'était réunie aux régimens esclavons et albanais, mais elle courait la campagne, arrêtait et désarmait les détachemens français. Le 16, entre autres, jour du départ de Junot, cinq cents hommes arrivés à Vé-

The text on this page is estimated to be only 26.54% accurate

HISTOIRE DE N4POLtoHronetraieot dû employer U force ouverte pour outrer dans les forts : dès-lurs la garnison fut portée Â dix-neuf cents hommes; cependant la ville était occupée au dedans et au dehors par une troupe d'environ vingt mille soldats, bourgeois et paysans vénitiens. Depuis plusieurs jours, par ordre du sénat, on prêchait hautement dans les églises Textermination des Français. La proscription s'unit au sacrilège; car c'était pendant les cérémonies delà semaine sainte que Pesaro faisait organiscret armer quarante titille paysans et dix mille Esclavons, pour détruire en môme temps les Français et leurs partisans ; et dans N'éroiic, à la seconde fêle de Pâques, la cloche qui appelait les fidèles au service divin, appelait aussi la jiopulalion au meurtre des Français. Ils tumbérent impitoyablement massacres chez leurs hôtes, dans les rues, dans les hôpitaux. On donna la mort aux blessés; on n'attendit pas celle des mourans. Les postes placés aux portes furent surpris. La garnison, trop faible pour tenter des sorties, et menacée d'un assaut générât, ne pouvait op|Mtser que le feu des forts où elle était eiircrmée. Plus de quatre cents Français périrent sans combat, (x crime inouï, prémédité et exécuté froidement, reçut aussi un nom nouveau, qui associa à jamais la plus grande atrocité d'un guuveriicineiit despotique à la plus grande solennité du christianisme : il parviendra jusqu'à la postérité la plus reculée, sous le nom de Pâques vénitiennes, plusafTrcui encore que celui de Pêpres siciliennes, et ce nom sera inséré dans le traité de Milan, le 16 mai suivant. A rei horrible attentat sc joignit une foule de forfaits semblables commis à la Lhiusa, à Casliglionc, à Di'zensnnü, à Lliiuri, à Vclaggio, cl dans les villes qui n'avaient pas proclamé leur indépciulancc. L'insurreclion, comme je l'ai dit, avait été combinée avec la marche du corps de Laudon, qui descendait du Tyrol où il avait repris quelques positions sur les Français, cl que la signature des préliminaires arrêta subitement. Aussi ce fut presque sous scs yeux que la division de Victor, qui arrivailde Rome sous Vérone, mit dans une déroute complète les huit mille Vénitiens chaînés d'en défendre les approches aGn de protéger les assassinats ordonnes dans l'intérieur de la place. Tout concourait à la perte de Venise, scs chefs politiques et scs chefs militaires. Ix* âO avril, pendant que le sénat attendait avec impatience la nouvelle delà prise des forts de Vérone, un bâtiment français, qui était venu chercher un refuge sous le canon du Lido contre dos bâlimens autrichiens,

sc vil foudroyé par les ballerics vénitiennes, et le capitaine Laugier fut lue sur son lM>rd. I/C Si, le sénat, par un décret, remercia le coniinandaiU du fort, et aerorda une gratiücalioii aux marins qui avaient pillé le navire français et égorgé l'équipage. De Ullcs Irahiwi» ne devaient pas rester impunies : clics ne pouvaient être expiées que par la destruction de 1 aristocratie vénitienne qui les avait prescrites. Le châtiment sc préparait. Les bataillons de dépôt étaient en marche ; Vérone sc trouvait occupée par la division Victor, placée sous les ordres du général Rilmaine, ainsi que les troupes qu'Augcrcau cl BaraguaydTlillicrs portaient sur les lagunes. Dès qu'il apprit la signature des préliminaires, cl la capitulation de Vérone qui en avait été le résultat, le sénat de Venise députa au Directoire et au général Bonaparte, pour détourner la vengeance de la république Française. Il offrit, à Paris et à Léoben, tout ce que peut offrir pour son salut un gouvernement désespéré. Rien ne fut écoulé au quartier-général de Bonaparte : le sang des victimes criait trop haut pour pcrmellre d'entendre leurs assassins. L'heure fatale de Venise était arrivée. Libre du côté de l'Autriche, et fort de la prépondéraoqp que lui donna tout à coup dans les affaires de l'Europe le traité de Woben, Bonaparte ne songea plus qu'à aller punir Venise de toutes scs trahisons. Ilannula de sa seule autorité la négociation que l'or des oligarques avait eularoéc à Paris, et il arrêta toute leur correspondance. Le 3 mai, il publia a Palma-Nova, ville vénitienne, un manifeste où, après avoir retracé d'une manière énergique le tableau des sanglantes perfidies de celte république, il lui déclarait U guerre. A la lecture de ce manifeste, le sénat, abandonné aussi par la cour (le Vienne, qu'il avait vainement suppliée de le faire comprendre dans la suspension d'armes et dans le traité, dut prononcer luî-mème sa dissolution, abandonner le pouvoir suprême ; et le terrible conseil des Dix fil place à une simple municipalité. Les sénateurs vénitiens s'en prirent trop lard à Pesaro, et Pesaro à la foi autrichienne. Le lion de SaintMarc fut abattu pour toujours par Bonaparte, à qui l'anéantissement du plus exécrable pouvoir que l'oligarchie eût jamais enfanté mérita réellement alors le glorieux surnom de vengeur de PJtalie, lyc 1 1 mai, il y eut une abdication générale ; Pesaro, le juste objet de la haine publique, s'enfuit avec tous les nobles, et la souveraineté revint naturellement au peuple. Les ambassadeurs étrangers témoignèrent aussi, par leur départ précipité, l'absence du gouvernement près duquel ils étaient accrédités, cl la crainte d'étre compris dans le légitime ressentiment du vainqueur. Apres cinq siècles de proscription et d'abaissement, la démocratie, qui avait vraiment

fondé la puissance vénitienne, vint se rasseoir sur les ruines de la tyrannie de quelques familles patriciennes. La Terre -Ferme s’était soulevée tout entière Diÿiüz.t«

rone avaient dû employer la force ouverte pour entrer dans les forts : dès-lors la garnison fut portée à dix-neuf cents hommes; cependant la ville était occupée au dedans et au dehors par une troupe d'environ vingt mille soldats, bourgeois et paysans vénitiens. Depuis plusieurs jours, par ordre du sénat, on prêchait hautement dans les églises l'extermination des Français. La proscription s'unit au sacrilége; car c'était pendant les cérémonies de la semaine sainte que Pesaro faisait organiser et armer quarante mille paysans et dix mille Esclavons, pour détruire en même temps les Français et leurs partisans; et dans Vérone, à la seconde fête de Pâques, la cloche qui appelait les fidèles au service divin, appelait aussi la population au meurtre des Français. Ils tombèrent impitoyablement massacrés chez leurs hôtes, dans les rues, dans les hôpitaux. On donna la mort aux blessés; on n'attendit pas celle des mourans. Les postes placés aux portes furent surpris. La garnison, trop faible pour tenter des sorties, et menacée d'un assaut général, ne pouvait opposer que le feu des forts où elle était enfermée. Plus de quatre cents Français périrent sans combat. Ce crime inouï, prémédité et exécuté froidement, reçut aussi un nom nouveau, qui associa à jamais la plus grande atrocité d'un gouvernement despotique à la plus grande solennité du christianisme : il parviendra jusqu'à la postérité la plus reculée, sous le nom de *Pâques vénitiennes,* plus affreux encore que celui de *Vêpres siciliennes,* et ce nom sera inséré dans le traité de Milan, le 16 mai suivant. A cet horrible attentat se joignit une foule de forfaits semblables commis à la Chiusa, à Castiglione, à Dezensano, à Chiari, à Velaggio, et dans les villes qui n'avaient pas proclamé leur indépendance. L'insurrection, comme je l'ai dit, avait été combinée avec la marche du corps de Laudon, qui descendait du Tyrol où il avait repris quelques positions sur les Français, et que la signature des préliminaires arrêta subitement. Aussi ce fut presque sous ses yeux que la division de Victor, qui arrivait de Rome sous Vérone, mit dans une déroute complète les huit mille Vénitiens chargés d'en défendre les approches afin de protéger les assassinats ordonnés dans l'intérieur de la place. Tout concourait à la perte de Venise, ses chefs politiques et ses chefs militaires. Le 20 avril, pendant que le sénat attendait avec impatience la nouvelle de la prise des forts de Vérone, un bâtiment français, qui était venu chercher un refuge sous le canon du Lido contre des bâtimens autrichiens, se vit foudroyé par les batteries vénitiennes, et le capitaine Laugier fut tué sur son bord. Le 22, le sénat, par un décret, remercia le commandant du fort, et accorda une gratification aux marins qui avaient pillé le navire français et égorgé l'équipage. De telles trahisons ne devaient pas rester impunies : elles ne pouvaient être expiées que par la destruction de l'aristocratie vénitienne qui les avait prescrites. Le châtiment se préparait. Les bataillons de dépôt étaient en marche; Vérone se trouvait occupée par la division Victor, placée sous les ordres du général Kilmaine, ainsi que les troupes qu'Augereau et Baraguay-d'Hilliers portaient sur les lagunes.

Dès qu'il apprit la signature des préliminaires, et la capitulation de Vérone qui en avait été le résultat, le sénat de Venise députa au Directoire et au général Bonaparte, pour détourner la vengeance de la république Française. Il offrit, à Paris et à Léoben, tout ce que peut offrir pour son salut un gouvernement désespéré. Rien ne fut écouté au quartier-général de Bonaparte : le sang des victimes criait trop haut pour permettre d'entendre leurs assassins. L'heure fatale de Venise était arrivée. Libre du côté de l'Autriche, et fort de la prépondérance que lui donna tout à coup dans les affaires de l'Europe le traité de Léoben, Bonaparte ne songea plus qu'à aller punir Venise de toutes ses trahisons. Il annula de sa seule autorité la négociation que l'or des oligarques avait entamée à Paris, et il arrêta toute leur correspondance. Le 3 mai, il publia à Palma-Nova, ville vénitienne, un manifeste où, après avoir retracé d'une manière énergique le tableau des sanglantes perfidies de cette république, il lui déclarait la guerre. A la lecture de ce manifeste, le sénat, abandonné aussi par la cour de Vienne, qu'il avait vainement suppliée de le faire comprendre dans la suspension d'armes et dans le traité, dut prononcer lui-même sa dissolution, abandonner le pouvoir suprême; et le terrible conseil des *Dix* fit place à une simple municipalité. Les sénateurs vénitiens s'en prirent trop tard à Pesaro, et Pesaro à la foi autrichienne. Le lion de Saint-Marc fut abattu pour toujours par Bonaparte, à qui l'anéantissement du plus exécrable pouvoir que l'oligarchie eût jamais enfanté mérita réellement alors le glorieux surnom de *vengeur de l'Italie.* Le 11 mai, il y eut une abdication générale; Pesaro, le juste objet de la haine publique, s'enfuit avec tous les nobles, et la souveraineté revint naturellement au peuple. Les ambassadeurs étrangers témoignèrent aussi, par leur départ précipité, l'absence du gouvernement près duquel ils étaient accrédités, et la crainte d'être compris dans le légitime ressentiment du vainqueur. Après cinq siècles de proscription et d'abaissement, la démocratie, qui avait vraiment fondé la puissance vénitienne, vint se rasseoir sur les ruines de la tyrannie de quelques familles patriciennes.

La Terre-Ferme s'était soulevée tout entière

The text on this page is estimated to be only 27.79% accurate

80 HISTOIRB DE NAPOLÉON. conlro sa métropole, k ta réception du manifeste «le Bonaparte, Bergame, Brescia, Bassano, Padone, Vicence, Üdine, s'érigèrent en républiqnes. L'agonie de Ja république souveraine dura quinte jours; elle voulut encore parlementer, comme usant d'un «Iroit de la guerre; elle comptait quinte mille hommes dans ses murs, pour la défense des lagunes ; mais il ne s'agissait plus de stipuler pour son existence, ni de souscrire aux demandes que le général en chef avait inutilement renouvelées vers la lin d'avril. Pesaro était d'avis qu'on résistât. Le 1 mai, le grand conseil autorisa k traiter avec Bonaparte, pour sauver la république. Bonaparte était déjà à Trévise, d'où il alla à Mantouc, et de Manluue i Milan. Ce fut dans la première ville que les députés apprirent qu'il n'y avait plus d'espérance de conciliation ; cependant ib obtinrent un armistice de six jours, qui pouvait rappeler ces dernières heures de grâce que le juge accorde au condamné pour SC préparer à mourir. Bonaparte exigeait le châtiment des trou inquisiteurs d'ÉUt et du commandant du Lido, pour venger le sang des Français, et le meurtre du capitaine de vaisseau Laugier. Le grand conseil consentit d'abord à faire desebangemens i la constitution. Le 8, il consentit également à la reddition do la capitale, et fil embarquer scs douze mille Esclavons pour la Dalmatic. Les commissaires vénitiens se transportèrent à Milan, où Bonaparte prononça, le 10 mai, comme première clause du traité, l’abdication du grand conseil cl la reconnaissance de la souveraineté dans la réunion des citoyens. Ce traité devança aussi la résolution prise, le IS suivant, par le conseil, effrayé de la révolution qui venait d'éclater dans Venise, d'adopter un gouvernement représentatif provisoire. Le jour même, Baraguay-d’lliiliers entra dans la ville sur la floUillc qui alla le chercher audelà des lagunes, cl il débarqua sur la place SaintMarc, aux acclamations du peuple. La municipalité provisoire, de soixante membres, tous patriciens, nommée en vertu de la résolution du 1â, fut tout à coup remplacée par une municipalité toute demoeralique, qui confirma la convention de Milan. Ce singulier gouvernement ti'avtll aucune attribiHioo suprême pour faire ou ratifier des traités; il fut m^onnu de la Terre-Ferme, qui refusa toute relation avec lui ; il était présidé par l'avocat Dandolo, descendant de ce fameux Dandolo qui ravit les càetsmxde Otrinfke k Constantinople : ce monument, après avoir suivi deux fois la victoire romaine è Rome et i Constantinople, devint,

comme le lion de Saint-Marc, un trophée de la victoire française, et partit pour Paris. On brûla publiquement le livre d'or, ainsi que le bonnet ducal du doge, et tous les insignes de l'oligarchie renversée. La marine de Venise, forte de doute vabseaux de 64, et d'autant de frégates, fut envoyée à Toulon. ÏAi$ lies Ioniennes passèrent aussi tous la domination de la France. Le général Gcnüli, de retour de la Corse, alla, sur l'escadre vénitiMUic chargée de bataillons français, planter le drapeau tricolore à Corfou. Ainsi l'on dut encore la conquête de l'Adriatique A i'armcc d'Italie. Jamais il n'y eut de possession plus complète ; car il ue resta dans l'État vénitien que les palais, les anciens sujets ci l'armée victorieuse. Tous les membres du gouvernement souverain avaient disparu, et s'étaient réfugiés sur la terre d'Autriche. I.e secrétaire de légation Viltelard avait été l'instigateur du mouvement démocratique, qui venait de faire disparaître les derniers débris de roligarchie. Cette contre-révolution domestique ne fut pas une des opérations les moins heureuses de la guerre d'Italie; clic ouvrit sans coup férir à nos troupes les inexpugnables accès de la maritime Venise, qui pouvait devenir pour elles une autre Mantoue, si l'avis de Pesaro eût prévalu. La cour de Vienne, qui avait excité l'insurrection des Vénitiens, cl qui venait de la sanctionner par un traité, ne refusait pas sans dessein de les comprendre dans celui qu'elle négociait avec la France. Dès ce jour, Venise ii'eut plus ni amis, ni ennemis; elle cessa d'être, et elle entra dans le grand cadre républicain de ritalie, comme dans un dépôt d'où la politique (levait malheureusement la faire sortir, sous la condition d'une simple indemnité concédée à l'allié qui l'avait abandonnée!

contre sa métropole. A la réception du manifeste de Bonaparte, Bergame, Brescia, Bassano, Padoue, Vicence, Udine, s'érigèrent en républiques. L'agonie de la république souveraine dura quinze jours; elle voulut encore parlementer, comme usant d'un droit de la guerre; elle comptait quinze mille hommes dans ses murs, pour la défense des lagunes; mais il ne s'agissait plus de stipuler pour son existence, ni de souscrire aux demandes que le général en chef avait inutilement renouvelées vers la fin d'avril. Pesaro était d'avis qu'on résistât. Le 1er mai, le grand conseil autorisa à traiter avec Bonaparte, pour sauver la république. Bonaparte était déjà à Trévise, d'où il alla à Mantoue, et de Mantoue à Milan. Ce fut dans la première ville que les députés apprirent qu'il n'y avait plus d'espérance de conciliation; cependant ils obtinrent un armistice de six jours, qui pouvait rappeler ces dernières heures de grace que le juge accorde au condamné pour se préparer à mourir. Bonaparte exigeait le châtiment des trois inquisiteurs d'État et du commandant du Lido, pour venger le sang des Français, et le meurtre du capitaine de vaisseau Laugier. Le grand conseil consentit d'abord à faire des changemens à la constitution. Le 8, il consentit également à la reddition de la capitale, et fit embarquer ses douze mille Esclavons pour la Dalmatie. Les commissaires vénitiens se transportèrent à Milan, où Bonaparte prononça, le 10 mai, comme première clause du traité, l'abdication du grand conseil et la reconnaissance de la souveraineté dans la réunion des citoyens. Ce traité devança aussi la résolution prise, le 12 suivant, par le conseil, effrayé de la révolution qui venait d'éclater dans Venise, d'adopter un gouvernement représentatif provisoire. Le jour même, Baraguay-d'Hilliers entra dans la ville sur la flottille qui alla le chercher au-delà des lagunes, et il débarqua sur la place Saint-Marc, aux acclamations du peuple. La municipalité provisoire, de soixante membres, tous patriciens, nommée en vertu de la résolution du 12, fut tout à coup remplacée par une municipalité toute démocratique, qui confirma la convention de Milan. Ce singulier gouvernement n'avait aucune attribution suprême pour faire ou ratifier des traités; il fut méconnu de la Terre-Ferme, qui refusa toute relation avec lui; il était présidé par l'avocat Dandolo, descendant de ce fameux Dandolo qui ravit les *chevaux de Corinthe* à Constantinople : ce monument, après avoir suivi deux fois la victoire romaine à Rome et à Constantinople, devint, comme le lion de Saint-Marc, un trophée de la victoire française, et partit pour Paris. On brûla publiquement le livre d'or, ainsi que le bonnet ducal du doge, et tous les insignes de l'oligarchie renversée. La marine de Venise, forte de douze vaisseaux de 64, et d'autant de frégates, fut envoyée à Toulon. Les Iles Ioniennes passèrent aussi sous la domination de la France. Le général Gentili, de retour de la Corse, alla, sur l'escadre vénitienne chargée de bataillons français, planter le drapeau tricolore à Corfou. Ainsi l'on dut encore la conquête de l'Adriatique à l'armée d'Italie. Jamais il n'y eut de possession plus complète; car il ne resta dans l'État vénitien que les palais, les anciens sujets et l'armée victorieuse. Tous les membres du gouvernement souverain avaient disparu, et s'étaient réfugiés sur la terre d'Autriche. Le secrétaire de légation Vittelard avait été l'instigateur du mouvement démocratique, qui venait de faire disparaître les derniers débris de l'oligarchie. Cette contre-révolution domestique ne fut pas une des opérations les moins heureuses de la guerre d'Italie; elle ouvrit sans coup férir à nos troupes les inexpugnables accès de la maritime Venise, qui pouvait devenir pour elles une autre Mantoue, si l'avis de Pesaro eût prévalu. La cour de Vienne, qui avait excité l'insurrection des Vénitiens, et qui venait de la sanctionner par un traité, ne refusait pas sans dessein de les comprendre dans celui qu'elle négociait avec la France. Dès ce jour, Venise n'eut plus ni amis, ni ennemis; elle cessa d'être, et elle entra dans le grand cadre républicain de l'Italie, comme dans un dépôt d'où la politique devait malheureusement la faire sortir, sous la condition d'une simple indemnité concédée à l'allié qui l'avait abandonnée!

The text on this page is estimated to be only 29.79% accurate

niSTOinE DE NAPOLÉON. 87 CHAPITRE XII. (Du 1S mai ao septembre 1797.) no'IAPAMTt arde, que d'importantes circonstances, résultat de la paix d'Autriche et de celle de Venise, fixaient auprès de son fondateur. Le château de Montebello était devenu une véritable résidence royale. On eût dit une cour an lieu d'an quartiergénéral. Bonaparte avait dès-lors contracté, en sa qualité de général en chef, l'habitude du comroandeoM^nt absolu; pendant les loisirs de Milan, de Montebello, de Passcriano, il contracta les mœurs d'on monarque. I«â, madame Bonaparte reprenait les souvenirs de sa jeunesse. Entourée de tant de personnages des cours étrangères, clic servait ainsi les intérêts nouveaux que son mari était chargé de défendre, et, sans le savoir, ceux qu'il prévoyait pour l'avenir. Depuis la première cotrcc à Milan, avait cessé de la part de ses compagnons d'armes cette fraternité des camps, qu'il avait recherchée habilement en arrivant à Nice. Ce fut à cette époque que le vainqueur de l'Autriche fit te premier apprentissage du pouvoir souverain. Une partie de sa cour française, celle qui formalisa famille militaire, était déjà soumise : quant à l'autre, composée des généraux qui, Icb que Masséna, Augereau, Bcmadotle, Serrurier, commandaient des divisions, elle resta reUlte à ces nouvclW habitudes jusqu'au tem(>$ où la révolution, la république et la liberté passèrent au service de l'empereur Napoléon. Un corps diplomatique était accrédité de fait auprès tlu général, qui ne portait plus d'autre titre que celui de libérateur. Il sc trouvait habiluelletncnl en présence de l'Europe, et malgré le caractère républicain qui constituait toute sa position, il sc laissait aller à afficher une sorte de majesté dans sa représentation, en échange des respects de toute nature dont les envoyés de tant de puissances dilTérenlcs lui apportaient chaque jour l'hommage. Cependant ccUc vie de palais, bien loin d'élre oisive, dut une véritable grandeur à la gravité des opérations de haute politique qui changèrent pour le moment la face de l'Ualic. La première fut la rcrolotion qui donna à la n*publiqoc do Gènes le nom de république ligurienne. Cette foisencore on Doria l'appela à la liberté; cette fois aussi la légation française avait, comme à Venise, préparé le mouvement populaire. Philippe Doria commença rinsurrcclion le 32 mai, à la tète de douze mille ouvriers qui demandèrent l'abolition du gouvernement aristocratique. Les inquisiteurs d'Etat, prêts à repousser les patriotes par les mêmes moyens, lancèrent contre eux les charbonniers cl les

porto-faix. Le succès, d’abord ioccrlain, se décida le 24 en faveur de rarisLoeratie, et de grands excès, dont plusieurs Français furent les victimes, signalèrent la fureur de ces deux populaces. La bourgeoisie resta neutre; mais il lui appartenait de consommer une révolution qui devait l'afirancbir du joug des nobles. Aussitôt que le général en chef apprit que le sang français avait coulé à Gênes, il y dépêcha son aide-dc-camp Lavalotte,
Digilized by Coogle

The text on this page is estimated to be only 26.53% accurate

88 HISTOIRE DE NAPOLÉON. avec la mission d'exiger la mise en liberté de tous les Français que, sous le nom de jacobins, TinqiiU silion d'ilat avait fait arrêter, Je désarmement des charbonniers et de la populace, cl l'arrestation des inquisiteurs. Lavalelte arriva le 29 mai, et se rendit au sénat, qui prescrivit rélargissement des Français. La bourgeoisie, se voyant soutenue par le grand libérateur, se réveille et veut aussi le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Le soir, quatre mille fusils revinrent à l'arsenal. La bourgeoisie avait la majoritedans le petit conseil, et bientôt on sut qu'une division française élailenlréc à Torlone. ikpondanl, le sénat n'accordant pas l'entière satisfaction qui avait été réclamée, le ministre delà république résolut de quitter Gènes; mais à la demandequ'ilfilde ses passeports, le sénat, se ravisant, ordonna le désarmement complet des charbonniers, remprisonnement des trois inquisiteurs, et envoya une dépuUtion i Monlebello, composée du doge Cambiaso et des sénateurs Serra et Carbonari, et conduite par le ministre Faypoult. De celte ambassade résulta, le 0 juin, la convention de Montebcllo, qui prononça la destruction du gouvernement oligarchique et l'cUblissement d'une démocratie. Cette constitution devait être soumise à la sanction du peuple, le 14 septembre suivant. Le général Bonaparte nomma les douze citoyens qui, sous la présidence du doge, devaient former le gouvernciiieiit provisoire. liCurinsUllalion eullicu le 13 juin. Elle fut, ainsi qu'à Venise, célébrée rcvolulionnairemeiil par le peuple. On brûla le livre d'or sur une place publique : on arracha les armoiries dans toute la ville, et la populace, qui, dansdesemblablescrises, fait une guerre à mort à toutes les supériorités, brisa les images des grands hommes de la république. Six mille Liguriens furent organisés |wr le général Duphol et eurent bientôt occasion de servir la nouvelle république; car, dans le mois de septembre, une conspiration organisée à Fisc lit insurger la rivière du Levant, et d'autres parties du territoire génois. Duphol marcha contre les rassembletncns, et fut repoussé jusque dans Gênes, dont un fort tomba même au pouvoir des insurgés; mais, secouru par nos troupes accourues de Torlonc, cl par les habilans de l'autre rivière, il reprit l'ofTensive et détruisit bientôt les derniers efforts de l'aristocratie génoise. Le 13 juin, la Valtclinc, quelc voisinage, la langue et la ndigion alUcbaicnl au Milanais, dont elle avait été démembrée dans le sciziènie siècle, impatiente de porter plus long-temps le joug des Ligues

Grises, proclama son indépendance. L'exemple donne par la terre-ferme de Venise cl par les nouvelles démocraties de TlUlie était contagieux pour le^ habilans de la Valtclinc. En vertu d'un abus singulier du pouvoir dans une république fédérative comme la république helvétique, le pays de Vaud était sujet du canton de Ikrrnc, le Bas-Valais l'était du Ilaul-Valais, et la Vallcline des Ligues Grises ; ces tyrannies républicaines allaient bientôt disparaître. Les Vallclicns, insurgés dans le mois de mai, av.iiciit, suivant la marche commune, envoyé des députes au grand régulateur des démocraties; les Grisons en avaient fait autant de leur côté ; de sorte que le général Bonaparte se trouvait tout à coup exposé à devenir arbitre dans un différend qui touchait aux intérêts fondamentaux de l'union helvétique. I.a poliliqucdela France, comme la prudence de son général, devait donc nécessairement hésiter à prendre ce procès en considération ; maison découvrit dans les archives de Milan que, par le traite de cession de la Valtclinc aux Grisons, le gouvernement lombard était investi du droit de garantie en faveur de cette dernière : en conséquence, Bonaparte accepta la médiation, et proposa de faire de la Valtclinc une quatrième Ligue Grise; ce qui fut refusé parles trois autres. Quelques mois après (te 10 octobre), Bonaparte convoqua les députés dos Grisons eide la Valteline; mais les premiers, ayant dédaigné de comparaître, fureiil condamnés par défaut, et un jugement rendu à Montebeilo autorisa la V'alteline à se joindre à la république cisalpine. I/O 9 juillet, l'on proclama la nouvelle république cisalpine, formée de la Cispadaneol de la Transpadanc, c'est-à-dire de la Lombardie autrichienne, du Bergamasquc,du Mantouan, auquel la Roniagne, cédée par le traité de Tolcntinu, se réunit le 24. La Roniagne avait déclaré son indépendance, sous le nom peu connu de Républigue Émilie. La Gispadaiie, qui comptait plusieurs capitales d'anciens Étals, telles que Bologne, Modène, Reggio et Ferrare, était par cela seul plus soumise à l'inlluerjcc de l'esprit aristocratique, et avait répugne à se confondre avec la Transpadanc; mais ces {H'tits intérêts de suprématie passée ne purent tenir contre l'espérance que donna Bonaparte à ces villes, de la réorganisation de la grande famille italienne. Le patriotisme triompha de toutes les oppositions de la noblesse et du clergé. La (Cisalpine reçut la constitution française ; le 14 juillet, Bonaparte nomma lescinq directeurs; et trente mille gardes nationaux, députés par les dix déparlemeiis de cette république, se jurèrent fraternité sur l'autel de la Liberté. Far le traité de Cainpo-Formio, cette république devait encore s'augmenter de la terre-

ferme vénitienne, située sur la rive droite de l’Adige, et représenter environ quatre millions d’ilaliens libres, dont tous les regards se portaient sur Home, comme sur la capitale future de la coitnnunc patrie. Rome

avec la mission d'exiger la mise en liberté de tous les Français que, sous le nom de jacobins, l'inquisition d'État avait fait arrêter, le désarmement des charbonniers et de la populace, et l'arrestation des inquisiteurs. Lavalette arriva le 29 mai, et se rendit au sénat, qui prescrivit l'élargissement des Français. La bourgeoisie, se voyant soutenue par le *grand libérateur*, se réveille et veut aussi le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Le soir, quatre mille fusils revinrent à l'arsenal. La bourgeoisie avait la majorité dans le petit conseil, et bientôt on sut qu'une division française était entrée à Tortone. Cependant, le sénat n'accordant pas l'entière satisfaction qui avait été réclamée, le ministre de la république résolut de quitter Gênes ; mais à la demande qu'il fit de ses passeports, le sénat, se ravisant, ordonna le désarmement complet des charbonniers, l'emprisonnement des trois inquisiteurs, et envoya une députation à Montebello, composée du doge Cambiaso et des sénateurs Serra et Carbonari, et conduite par le ministre Faypoult. De cette ambassade résulta, le 6 juin, la convention de Montebello, qui prononça la destruction du gouvernement oligarchique et l'établissement d'une démocratie. Cette constitution devait être soumise à la sanction du peuple, le 14 septembre suivant. Le général Bonaparte nomma les douze citoyens qui, sous la présidence du doge, devaient former le gouvernement provisoire. Leur installation eut lieu le 13 juin. Elle fut, ainsi qu'à Venise, célébrée révolutionnairement par le peuple. On brûla le livre d'or sur une place publique : on arracha les armoiries dans toute la ville, et la populace, qui, dans de semblables crises, fait une guerre à mort à toutes les supériorités, brisa les images des grands hommes de la république. Six mille Liguriens furent organisés par le général Duphot et eurent bientôt occasion de servir la nouvelle république ; car, dans le mois de septembre, une conspiration organisée à Pise fit insurger la rivière du Levant, et d'autres parties du territoire génois. Duphot marcha contre les rassemblemens, et fut repoussé jusque dans Gênes, dont un fort tomba même au pouvoir des insurgés; mais, secouru par nos troupes accourues de Tortone, et par les habitans de l'autre rivière, il reprit l'offensive et détruisit bientôt les derniers efforts de l'aristocratie génoise.

Le 13 juin, la Valteline, que le voisinage, la langue et la religion attachaient au Milanais, dont elle avait été démembrée dans le seizième siècle, impatiente de porter plus long-temps le joug des Ligues Grises, proclama son indépendance. L'exemple donné par la terre-ferme de Venise et par les nouvelles démocraties de l'Italie était contagieux pour les habitans de la Valteline. En vertu d'un abus singulier du pouvoir dans une république fédérative comme la république helvétique, le pays de Vaud était sujet du canton de Berne, le Bas-Valais l'était du Haut-Valais, et la Valteline des Ligues Grises ; ces tyrannies républicaines allaient bientôt disparaître. Les Valteliens, insurgés dans le mois de mai, avaient, suivant la marche commune, envoyé des députés au grand régulateur des démocraties; les Grisons en avaient fait autant de leur côté ; de sorte que le général Bonaparte se trouvait tout à coup exposé à devenir arbitre dans un différend qui touchait aux intérêts fondamentaux de l'union helvétique. La politique de la France, comme la prudence de son général, devait donc nécessairement hésiter à prendre ce procès en considération ; mais on découvrit dans les archives de Milan que, par le traité de cession de la Valteline aux Grisons, le gouvernement lombard était investi du droit de garantie en faveur de cette dernière : en conséquence, Bonaparte accepta la médiation, et proposa de faire de la Valteline une quatrième Ligue Grise; ce qui fut refusé par les trois autres. Quelques mois après (le 10 octobre), Bonaparte convoqua les députés des Grisons et de la Valteline; mais les premiers, ayant dédaigné de comparaître, furent condamnés par défaut, et un jugement rendu à Montebello autorisa la Valteline à se joindre à la république cisalpine.

Le 9 juillet, l'on proclama la nouvelle république cisalpine, formée de la Cispadane et de la Transpadane, c'est-à-dire de la Lombardie autrichienne, du Bergamasque, du Mantouan, auquel la Romagne, cédée par le traité de Tolentino, se réunit le 24. La Romagne avait déclaré son indépendance, sous le nom peu connu de *République Émilie*. La Cispadane, qui comptait plusieurs capitales d'anciens États, telles que Bologne, Modène, Reggio et Ferrare, était par cela seul plus soumise à l'influence de l'esprit aristocratique, et avait répugné à se confondre avec la Transpadane; mais ces petits intérêts de suprématie passée ne purent tenir contre l'espérance que donna Bonaparte à ces villes, de la réorganisation de la grande famille italienne. Le patriotisme triompha de toutes les oppositions de la noblesse et du clergé. La Cisalpine reçut la constitution française ; le 14 juillet, Bonaparte nomma les cinq directeurs; et trente mille gardes nationaux, députés par les dix départemens de cette république, se jurèrent fraternité sur l'autel de la Liberté. Par le traité de Campo-Formio, cette république devait encore s'augmenter de la terre-ferme vénitienne, située sur la rive droite de l'Adige, et représenter environ quatre millions d'Italiens libres, dont tous les regards se portaient sur Rome, comme sur la capitale future de la commune patrie. Rome

The text on this page is estimated to be only 19.93% accurate

IIISTOinF, Dt NAPOl.ÉO.N. K'J 9-.1SS1 rc|;(Bn].'i alors In nouvclio rèpuhliquo; mais c'ôtail Kome papale qui refusa de la rrconnaitre. Excite sounlement dereclicf par la cour de Naples, qui ne paraissait pas vouloir tenir la convention du 10 octobre ITîMî, le Saint-Sié}çe, iiialKré Tépmive qu'il avait faite du général Eolli à Ancône, avait encore demandé un général à rAutriche. La cour do Vienne envoya Provera, deux fois prison* nier des Français depuis la guerre ; mais le Vatienn on fut pour le ridicule qui s'allaciia à celte seconde rodomontade, et le general Provera pour un séjour momenlaiic à Rome. La Oisalpine, Hère comme une république naissante, demanda raison au pape de son refus de In reconnaître, et, dans l'es|>oir de lui prendre quelques provinces, elle lui déclara la guerre. N'nyanl plus de secours à iiiV(K|uer du côté de PAutridie qui négociait avec la France, ni du côté de Bonaparte justement indigné de cette nouvelle liosliliié, ni enfin du côté de la cour de Naples que sa conduite et ses prétentions rendaient plus que suspecte au libérateur de l'Italie, le Saint Père dut SC réfugier dans rabaissement de l'humilité chrétienne, et donner à la ('isalpiiie toutes les satisfactions qu'elic exigea. Cette belle création de la république cisalpine, dont les frontières s'étendaient des Alpes helvétiques à rApeniiin romain, cl du Tesin à PAdrialiquc, eût nécessairement enveloppé l'Italie entière, si quelques années plus tard le génie monarchique n'eùl détrôné le génie républicain, replacé des royaumes sur les ruines des républiques déjà florissantes, et détruit eufln Pattcnle et le besoin des nations, en rétablissant des instilutiniis despotiques, dont la chute, consacrée par la gloire nationale, était toute l'uoivrc de la révolution française. Dans le moment où nous écrivons, Pllalic, pressée entre le despotisme de Vienne et celui de Rome, jette sans doute un regard douloureux sur de tels souvenirs, et leur compare la double servitude sous laquelle elle a perdu jusqu'à son nom de nation. Tels furent sommairement les intérêts étrangers qui occupèmil Bonaparte à sa cour de Montebello; il n'en était distrait que par les inquiétudes qui agitaient l'iiUéricur de la France, cl qui sc répandaient déjà sourdement dans son armée. Peut-être aussi le danger d'une crise prochaine lui était-il plus forteim-iit démontré, par le refus que venait défaire la cour de Vienne de raliiter la convention signée avec le marquis de Oallo, et qui contenait les bases de la paix définitive. i)e refus l'avait détermine à créer tout de suite un

puissant État intermédiaire sous le nom /iépublitjue Ciiaipine, afin d’avoir sous sa main un auxiliaireà opposera l’Autriche, en cas de rupture. Ce fut aussi dans ce but qu'il avait sollicité vivement le Directoire de ralifli r le traité de Turin du ü avril. Pendant ce séjour de quatre mois à Monlebtllo, le général Bonaparteavait aplani toutes les difficultés politiques de sa position en Italie par des fondations d’Etats et par des traités, quand il fut tout à coup entrainc à porter toute son atterilion sur ce qui SC passait en France. li

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 25.42% accurate

00 IIISTOIRF. DE NAPOEEOX. CHAPITRE XIII. > j lennclle fédération qui devait en sanctionner Téta- . blissement. Mais il n'avait pas négligé de célébrer également l’anniversaire de la prise de la Bastille et de la première fédération française : il profila de cette grande fêle pour éclairer militairement ses soldats sur les agitations politiques dont la capitale était le théâtre; cl, dans le dessein de confondre les deux fédérations dans un même scnlirneiit, il availcncore choisicejour pour donner des drapeaux aux troupes des deux peuples. Elles étaient rangées en carré autour d'une pyramide où on lisait les noms des guerriers moissonnés sur le champ de bataille. Cest alors que, passant devant les carabi> niers de la 11'* demi-brigade légère, Bonaparte leur dit : Il Brarei carabiniers, rous raies trait mille kommet. » Arrivé à la 13*, qui formait la garnison du château de Vérone : « Koms repes, leurdil-il, /es nom$ de toscamaradet assassinés sons ros^euj; dant A'érone; mats leur» mânes doieent être »atitfait»; le» tyrans ont péri arec la tyrannie, h Après avoir ainsi parlé aux Cisalpins, le général en chef dit aux soldats français : « Soldats ! U C*cst aujourd'hui ranniversairc du 14 juillet : « vous voyez devant vous les noms de nos compaK gnons d’armes morts au champ d’honneur pour U la liberté de la patrie. Ils vous ont donné rexem» pie : vous vous devez tout entiers à la république : li vous vous devez tout entiers au bonheur de trente « millions de Français; vous vous devez tout enU tiers à la gloire de ce nom, qui a reçu un nouvel K éclat par vos victoires. « ^ddats ! je sais que vous êtes prufondcmenl « afTeclés des malheurs qui menacent la pairie; « mais la patrie ne peut courir de dangers réels. iicaiii$. «Soldats! le gouvernement veille sur le dépôt U des luis qui lui est cotilié. I.t‘s royalistes, dès l’in> K slanl qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez « sans inquiétude, et jurons parles mânes des héros «(morts à côté de nous pour la tibcHé, jurons sur «I nos nouveaux draptsaux, guerre implacable aux U ennemis de la République et de la constitution de « l'an fil. >1 Bon.iparlc Gt entrer ainsi rarincc dans les intérêts politiques de la patrie; ce fut le premier pas vers le gouvernement militaire. Dans renlhousiasmc qu’avait inspiré cette proclamation, mi vota et on signa par divisions une foule d’adresses énergiques au Directoire et aux conseils. L’étincelle électrique SC communiqua avec la rapidité de l’cclair aux armées du Bhin et de Sainhre-

cl-31euse. Hoche osa franchir le rayon clahli]iar(l'art. 69 de la constiDigiiized by Google

HISTOIRE OE NAPOLÉON. Ut tution de 1795, avec me division qu’il porlait sur Paris e(qui dut 6lre arrêtée dans sa marche par le conseil des Cinq-Cciils. Dés ce moment, raroiéc devint un pouvoir de l'État, et Bonaparte un souverain dans i’armée. Le Directoire formait le point de mire de ces trois conspirations, qui , pendant tout le cours de son existence, n'oiit cessé de lutter contre lui; l’une, celle des hommes de 93; l’autre, celle des royalistes; une troisième, née de la cendre des Girondins : celle-ci, conii>05ée des philosophes politiques de Clichy, prétendait conserver l’arche sainte de la liberté établie par l’Assemblée législative. Le renouvellement du tiers dans les deux conseils y introduisit de nouveaux ennemis légaux du Directoire. Pichegru, dont Moreau connaissait bien les trahisons, avait été porté par acclamation à la présidence des Gnq-Cents; il dirigeait la faction contre-révolutionnaire. Les généraux M'illot et Lajolais, les complices de Pichegru, s’etaient également fait nommerdépulés. Les conventionnels, en travaillant à leur propre élimination, avaient commis la faute de ne pas se recruter parmi leurs pairs. La division siégeait dans le Directoire même, et Letouroeur venait d'y être remplacé par Barthélemy. I^s tribunes du corps législatif, et les feuilles périodiques, uediscontinuaient pas de harceler le gouvernement et d’appeler les esprits à un grand changement, en renouvelant avec audace le procès de la révolution. Les orateurs, les écrivains du parti, étaient h la solde de l’.Vngleterrc. La conspiration de Duverne de Preste, Brottier, Laville-Hcurnois, comprimée dans le mois d’avril précédent, avait donné d’importantes révélations. A celles-ci se joignirent les aveux que d’Antraigues, ministre du prétendant, à Venise, (U au général Bonaparte, à qui il devait la vie et la lilicrlé. Les royalistes marchèreiit sans prudence dans leurs hostilités. Us attaquèrent à la fuis le Directoire, la révolution et le général Bonaparte. On osa calomnier jusqu’à ses succès; c'élail outrager ce qu’il y a de plus irritable, une armée française triomphante. On a vu avec quel à-propros Bonaparte, s'emparant du ressentiment qu’une telle ingratitude inspirait àsi's soldats, les avait représentés comme une puissance qui n’altcndait que son signal pour aller venger à Paris la liberté et la victoire, outragées par les propres mandataires de la nation. Cependant ce n’élail pas dans la seule intention de le sauver qu'il faisait ainsi déclarer son armée en faveur du Directoire; il voulait surtout combattre la contre-révolution, dont la conspiration, élaborée p.*ir le cabinet britannique, retenait encore, malgré les préliminaires de Léoben,

le cabinet autrichien dans des delais plus que suspects pour la conclusion de la paix. Le refus de H. de Thugut, de signer les bases arrêtées à Montcbeüo par Bonaparte et le marquis de Gallo, n'avait ni une autre cause ni un autre objet. En effet, Augercau manda de Paris, le 16 août, au général en chef : « L'électeur de Hesse écrit conGdentielleu ment à son neveu que l'empereur ne fera pas la » paix, par la raison qu'elle ne parait pas être du « goût de messieurs de Clichy, et qu'il croit tenir « la haute main sur Paris et les deux Conseils. » Dans de telles circonstances, il était naturel que des vœux et même des propositions fussent adressés à celui qui occupait alors toutes les tromiH'lUfs de la Renommée, et qu'on le pressât même de venir remplacer un pouvoir dont la chute scmblatL prochaine. Ces instances, et le désir qu'elles exprimaient, peut-être partage un moment, ne furent pas inconnus au directeur Carnot, dont la lettre du 17 août au général Bonaparte se terminait ainsi : U On vous prèle mille projets plus absurdes les uns «I que les autres : on ne peut pas croire qu'un homme M qui a fait de si grandes choses puisse sc réduire U à vivre en simple citoyen, (^uant à moi, je crois •I qu'il n'y a que Bonaparte, redevenu simple cin toycn, qui puisse laisser voir le général Bonaparte » dans toute sa grandeur. » On ne saurait aflinner que ce dernier eût trouvé sa sûreté dans une condition privée. Toutefois il sentit qu'il fallait être le héros de la France entière, et non le chef d'une faction, pour tenter une semblable entreprise. 11 voulut sans doute aussi, pour les discréditer davantage, laisser aux gouvernans l'essai d'une révolution contre la représentation nationale. Il jugea d'ailleurs que le Directoire, tout déconsidéré qu'il pouvait être par tous les partis, constituait un pouTuiriégal, landisquelui ne serait qu'un usurpateur armé, responsable de la sédition militaire qu'il aurait excitée. Enfîn il eut raison de ne pas sc croire alors asscx fort pour attaquer avec succès le gouvernement. Le Directoire avait demandé un général à Bonaparte, qui envoya Augereau, républicain violent, homme d'exécution, dont il saisissait avec joie l'occasion de sc délivrer. I/arrivcc d'Augcrcau éloigna ainsi du théâtre des affaires, où l'anxiété du Directoire l'avait secrètement appelé, le général Hoche, que les Conseils venaient de faire sortir de Paris. Hoche, grand politique et grand militaire, avide de renommée, jeune et adoré des troupes, présentait parmi tous les généraux du temps le rival le plus dangereux pour Bonaparte. La soif du pouvoir pouvait cire commune à des hommes que la reconnaissance nalionalc avait tant de fois proclamés les sauveurs do la

p.ilric. Nous louchions déjà au moment où l’exemple de César serait plus contagieux que celui de Brulus. Mais l’heure de l’ambitimi

The text on this page is estimated to be only 21.72% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. n’clait pas encore sonnée, cl ce fut apparemment pour rassurer le Directoire à son égard, et indiquer un moyen honorable de se défaire de lui, que Bonaparte écrivait de Milan, le 16 août : «> Les temps w ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour *■ détruire véritahicincnl rAnglctcrrc, il faut nous « emparer ar Merlin de Douai cl François de Neuf-Château. Dans le même instant, Augereau, qui la nuit s'était emparé uiilitniremenl de la salle des Lofiseils, protégeait rarreslatiun à domicile des généraux l'ichcgru et \V illut, de cinquante des plus honorables membres des Anciens et des (unqtxnts, et de cent cinquante autres individus, presque tous écrivains politiques et journalistes. Après ctfUc exécution, la législature assemblée reçut des trois directeurs un message relatif à la découverte de la conspiration contre la république, avec la cuiiiimunication des papiers saisis par Je général Bonaparte chez d’Aiitraigues, et les déclarations de Duveriic de Tresle. Telle fut la journée du 18. Elle cul aussi un lendemain digne du règne delà plus mlieuse Ivraiinie. Au nom de la liberté et en présence des lois de la république, le triumvirat, Barras, Rewhell cl La Bévcilléro, osa condamner, sans aucune forme de procès, à l'exécrable supplice de la déportation dans les marais pestilentiels de Siiinaniary, les directeurs Barthélemy et Carnot, ilunt le bannissement ne pouvait être décrété que)Kir un jugement des deux Omscils. (X* triumvirat, qui dès ce jour obtint la haine de tout ce que la France renfermait d’hommes justes; ce triumvirat, qui ne recula pas devant la froide cruauté de proiioiicer la même peine contre des citoyens tels que Forlalis, I roiiçoii-Ducoudray, Dumolard, Muraire. Barhé-Marhois, Benezcch, Paslorct, Siméon, les généraux Dumas, V^illarcl-Joyeusc, etc., devint aussi dès ce moment le justiriablc de cette armée qu'il venait de rendre complice de son coup d'Etat. Il savait bieu qu'il sacrifiait la lit)erlc à son salut en décimant ainsi la représentation nationale; mais il devait aussi penser que, par cet acte de violence iiioul même dans les fastes de la Convention, il donnait un gage contre lui-même et contre la république à loutambilieux qui aurait l'appui des soldats. Le 18 fructidor fut plus que le précurseur du 18 brunsaire; il en fut rcxcm|>le,deux ans avant d’en être la victime. I.à ne se borna point l’action fruclidorieiinc : trop faillie pour être ou terrible ou modéré, le Directoire SC jeta dans un système intermédiaire qui Il 'inspira ni crainte ni resjiect à aucun parti. D’un côté, le rap[>cl des

lois révoliilioiiriaires ne Ht qu'indigner la masse des citoyens, sans satisfaire les hommes qui les avaient volées. (X*s vétérans de la république inèprisèrenl avec raison des chefs qui voulaient se servir d'instrumens trop pesans pour leurs bras; ils se souvenaient bien que l'empire elTrnyanl de la t^onvention n'eût pu exister un seul jour sans nationalité. Les directeurs caiculèreiil une nouvelle terreur qu'ils laehèrenl de quelques gouttes de sang cinigré. Ils sc crurent les sauveurs de la patrie en refusant aux lauriers de Bernadoltc la vie de M. d'Ambcrl, son premier colonel. D'un autre côté, ils ouvrirent le palais du I.uxembourg à des favoris de toutes les opinions, à des spéculateurs, à des fournisseurs, à des hommes lie plaisir. Ctia /brmait, dit Napassions des féuimes, des rnfans et des raieis. Cependant la cour de Barras se distingunil des autres; c'était la régence en miniature, moins le régent. I*c Directoire, depuis son origine jusqu'à sa chute, fut le Bas-F.mpire de la République; mais ce. Bas-Empire cachait un César. L'esprit de fructidor porta également son influence sur une chose qui, par sa nature et sa gravité, semble devoir être à l'abri des passions de tous gouvernons. Dès le mois d'octobre de l'année precedente, le cabinet de Saint-James, fatigue d'uiie guerre trop dispendieuse, s'était décidé à traiter. Lord Malmeshiiry, arrivé comme plénipulenllaire, demanda la rétrocession de la Belgique à l'Aulrichc; les conférences, rompues alors, parurent avoir été renouées à cause des préliiiiiiiaircs de Léol>eii, où l'AuiricIie renonçait à la Belgique. Mais indé[H'iidamment du peiirhaiit que la cour de Vienne ne dissimulait plus pour la paix, rAuglelerre avait encore, dans sa position intérieure, d'autres motifs de traiter avec la république. L'Irlande était toujours en feu, malgré le désastre qui en avait éloigné l'armée du général Hoche. (X royaume attendait bauteinenl sa délivrance d'une nouvelle expédilioi» française. La Banque avait suspendu ses paiemens; Londres avait vu Fin échouer au parlement pour Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 24.90% accurate

HISTOmE DE NAl’OEÉON. »cs mcsur«'S de Ûnanccs. Enfln, ce qui était presque inouï dans les fastes de la marine britannique, une insurrection pour une discussion de paie avait fait révolter les équipages de deux lloUcs, et l’esprit public, depuis long-temps alarmé de la continuité de la guerre, avait besoin d'étre calmé par une demarche éclatante du cabinet auprès de la rcpublique. Ce fut par ces motifs que lord Malmeshury fut envoyé à bille, le 4 juillet, pour reprendre la négtæialiun avec Letourneur, l’Iéville-le-I’eley cl .llaret, depuis duc de Bassano. Celui-ci avait acquis en dans sa mission à Londres, une considération qui n’clail pas oubliée. 11 avait travaillé liau< temenl au maintien de la paix et au salut du roi. Marel, chargé de correspondre avec le général Clarke, plénifMleiiliairc eu Italie pour la paix d’Autriche, communiquait, par cet intermédiaire alors si dévoué, avec le général Bonaparte. Il était parvenu à mener celle de Lille à son terme, lorsque le 18 fructidor vînt tout à coup changer le système du gouvcnietiK nl. A l'instant où il allait être paeîikateur pour l’Europe entière, à Lille et à Milan, le Directoire eût pris de nouveau les armes contre l'Autriche, s’il avait pu commander à son général d’Italie comme à son ministre de Lille; car il rappela Marel et laissa Treilhard et Bonnier chargés de la rupture. En eiïct, ils reçurent l'ordre de demander que l’Angleterre nsliluâl toutes ses conquêtes .sur la France, la llollaiide et l'Espagne, sans compensation, et ils donnèrent à l’ambassadeur anglais, connue à un général forcé de capituler, vingt-quatre heures pour répondre. Lord Malmesbury quitta Lille le 17 scpleinbrc, et lit attendre jusqu’au '6 octobre, aux envoyés français, le refus de l’Angleterre, qu'il leur adressa de J.ondrcs. La victoire du 18 fructidor devint ainsi le manifeste ! de la guerre à toute l'Europe. Le Directoire sacrifia { l'avenir de la France au coupable orgueil de dispoS4T hauUtrieiil de ses destinées, é l’extérieur cuinnic à l'intérieur. Mais peu de jours après la nouvelle révolution, ce gouvernement si intraitable se trouva embarrassé même de son triomphe : il sévit comme réduit h ses seules forces; au milieu de quelques habitués, qui n’emprunlaienl de lui aucune considération cl ne lui apportaient aucun crédit, il resta placé entre la vengeance, maiiitcnanl Icgilirite, du cabinet de Saint-James, cl le méconlenlcmeiil de son général de l’armée d'Italie, a qui celle éclatante ruplure fait pressentir toutes les difllcultés qui vont hérisser sa négociation avec la iiiaison d’Autriche; enlin, entre les justes reproches

dont ce même général flétrit les proscriptionsdu 1!) fructhlor, et entre la haine des citoyens, qui s'indignaient de la violation de la représentation nationale, en un mot, des deux journées de fructidor. Ce[Kndant le gouvernement pouvait les rendre également niéniorahles, par l'exercice de la justice légale. Il n'avait qu'à faire aux conspirateurs, à ceux qu'il condamna sans les entendre, l'application des luis; (files étaient plus que suflisantes pour châtier Ions les crimes contre l'État, et même p«mr satisfaire tous l(‘s ressentiriiens. l!ne lettre adressée par le général Moreau à leur collègue Barthélemy, tomba entre les mains des directeurs; cette lettre contenait la dénonrialimi d'une conspiration déjà bien ancienne, qu'il devait leur iinpurler de faire juger, cl qui peut-être par ses ramifications eut amené devant les tribunaux bien d'aulrvs coupables que Picliegru qui en élail le chef. En effet, U révélation des pièces que renfermait le fourgon deKIingiin aurait pu compromettre fortement Moreau. Ce général se trouvait, depuis une époque antérieure aux rapports mystérieux de Pichegru avec le prince de Londé, engagé dans une relation d'une nature plus élevée, et qui avait pour objet le retour de la famille royale. On découvrit dans les papiers de Klingliii un plan de conlrcrévulutioii dont, par l'entremise du comte de Monlgaillard cl de Fauche-Uorel , imprimeur de Ncufthalel, cl avec for de l'Anglelcrre, Pichrgru devait diriger l'cxcculion. Celte rnachiiialioii remontait n l'anné'e 1703; il s'agissait de mettre Louis XVlll sur le trône. De la part de ce prince, il avait été promis à Pichrgru de le nommer maréchnl de France cl gouverm ur d'Alsace, apparenimrnl pour consacrer la trahison jiar le nom du déparU'meiit où ce général commandait l'armée du Ilhiii : on lui donnait en outre le cordon rouge, le ehàleaii de Chambord, que l'on demne toujours, douze pièces de canon enlevées aux Autrichiens, un million comptant, deux cent mille francs de rentes, un hôtel n Paris; la ville d'Arhois sa patrie devait prendre le nom de Pichrgru, etc. Le prince de Coudé avait confirmé par une lettre de sa main toutes CCS promesses : il voulait s< ulement que Pichegru proclamât le roi à lluningue; Pichegru s'y élail refusé. « Je ne ferai rien d'incomplet, avait-il K répondu; je ne veux pas être le troisième tome M de Lafayeltc et de Dumouricz : je connais mes «moyens, ils sont aussi sûrs que vastes; ils ont H leurs racines non-sculcment dans mon armée, M iii.iis à Paris, dans la Convention, dans les déparM lemens, dans les armées, dans les généraux mes K collègues, qui pensent comme moi.... \a‘. plan du « prince ne mène à rien, il serait chassé d'Iluningue « en quatre jours cl Je me perdrais en quinze.... If J'offre de

passer le Bhin où l'on me désignera. « Avant je mettrai dans les plac(‘s des officiers surs. « Dès que je serai de fautre côté du Rhin, je proI. clame le roi; j’arbore le drapeau blanc, le corps Digitized by Googic

The text on this page is estimated to be only 29.43% accurate

 M de Condé et Tarinéc de l’empereur s'unissent à U iiouSf aussitôt je repasse le llhin, nous marchons •I sur Paris , et nous irons en quatorze jours. » Telles rurcntlcsproposilionsdePichegru. I^e prince de Condé avait rejeté la coaninrent jusqu’à Strasbourg, où Moreau tenait son quartier-général. Alors plusieurs officiers qu’il avait employés au déchilTrement des pièces du fourgon de Klinglin, et qui n'étaient point dans le secret de leur chef, léinoignèrenl la résolution de dénoncer au Directoire la correspondance de Pichegru avec l'ennemi. Inquiet entin de son silence et des discours du quartier-général, craignant d’étre prévenu auprès du guiiverncmcnl . Moreau s'était décidé à écrire à Barthélémy, qui avait passé do Pauihassade de Suisse au Directoire. La date de U lettre de Moreau prouve qu'il ne l'envoyait qu'à la dernière czlréinilé. Le général en chef de Varmée du Rhin au directeur Barthélemy. Strasbourg. 17 fructidor au v. «CiTovz:< BiaacTicB, «< Vous vous rappellerez sûrement qu’à mon d|'ru nier voyage à Baie, je vous instruisis qu'au pas« sage du Rhin nous avions pris un fourgon au géu lierai klinglin, contenant deux ou trois cents « lettres dosa correspondance; cidlesdeWillerbach » en faisaient partie, mais c'étaient les moins im« portantes. Beaucoup de lettres sont en chilTres, «c mais nous en avons trouvé la clef : l’on s’occupe H de tout déchiffrer, ce qui est très-long. Personne M n’y porte son nom; de sorte que beaucoup de w Français qui correspondent avec Klinglin, Uindé, « W ickam, d’Enghicnet autres, sont diflicilcs à deM couvrir : cependant nous avons de telles itidicaH lions, que plusieurs sont déjà connus. J’étais déu cidé à ne donner aucune publicité à cette corres» pondance, parce que, la paix étant présumable, U il n'y avait plus de danger pour la république, •I d’autant que cela ne ferait preuve que contre peu •I de monde, personne n'élaiit nommé. Mais rayant «(À la tète de$ partis qui font actuellement tant de il mal à notre pays, et jouissant dans une place K éminente de la plus haute coiinanco, un homme U très-compromis dans ccllccorrespondance.eldesit tiné a jouer un grand rôle dans le rappel du pré^ te tendant qu'elle avait pour but, j’ai cru devoir M vous en instruire, pourquevous ne soyez pas dupe U de son feint républicanisme, que vous puissiez « faire éclairer scs démarches et vous opposer aux 4t coups funestes qu'il |m'uI porter à notre)>aya, U puisque la guerre civile ne peut être que le but de il ses projets. *1 Je vous avoue, citoyen directeur,

qu’il in'eii U coûte infiiiimenl de vous instruire d’une telle IraV. bison, d’autant plus que celui que je vous fais it connaître a été mon ami, et le serait sûrement « encore s’il ne m’était connu. Je veux parler du U représentant du {H*uple Pichegru : il a été assez H prudent pour ne rien écrire ; il ne communiquait K que verbalement avec ceux qui étaient chargés H de la correspondance, qui faisaient part de sv's « [irojets et recevaient ses réponses. Il y est désigné w sous plusieurs noms, entre autres sous crliii de «I Uaptistc; unchefde brigade, nommé Badouville, «• lui était attaché et désigne sous le nom de Coio : uiyiuzi-’' "'•'"Slt'

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 93 U il émit un des courriers dont il se servait, ainsi « que les autres curresjwndans. Vous devei l'avoir M vu assez fréquemment à Bâle. Leur grand mouve«• ment devails'opércr au coimnencement delà cam« pagne de l'an iv. On comptait sur des revers à « leur arrivée à l'armce, qui, inecontcnte d'èlrc H battue, devait redemander son ancien chef, qui U alor$ aurai/ agi d'aprè» les instructions qu'il au> « mit reçues. Il a dû receroir 900 louis pour le H tx^age qu'il fit à Paris à l'époque de sa démis» sion : de là vint «ta/ure//emefi/ son refius de Vam•I bassatlc de Suède. Je soupçonne la famille Bajolais •> d'étre dans cette

intrigue. U II n’y a que la grande confiance que j’ai en votre

« il était un des courriers dont il se servait, ainsi « que les autres correspondans. Vous devez l'avoir « vu assez fréquemment à Bâle. Leur grand mouve- « ment devait s'opérer au commencement de la cam- « pagne de l'an IV. On comptait sur des revers à « leur arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être « battue, devait redemander son ancien chef, *qui « alors aurait agi d'après les instructions qu'il au- « rait reçues. Il a dû recevoir* 900 *louis pour le « voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démis- « sion : de là vint naturellement son refus de l'am- « bassade de Suède.* Je soupçonne la famille Lajolais « d'être dans cette intrigue.

« Il n'y a que la grande confiance que j'ai en votre « patriotisme et en votre sagesse, qui m'a déter- « miné à vous donner cet avis. *Les preuves en sont « plus claires que le jour,* mais je doute qu'elles « puissent être judiciaires.

« Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir bien « m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épi- « neuse : vous me connaissez assez pour croire « combien a dû me coûter cette confidence ; il n'a « pas moins fallu *que les dangers* que court mon « pays pour vous la faire. Ce secret est entre cinq « personnes : les généraux Desaix, Regnier, un de « mes aides-de-camp, et un officier chargé de la « partie secrète de l'armée, qui suit continuellement « les renseignemens que donnent les lettres qu'on « déchiffre. »

Cette lettre fut transmise par le Directoire au conseil des Cinq-Cents, le 10 septembre. Moreau aurait dû l'écrire immédiatement après la saisie du fourgon de Klinglin, c'est-à-dire le 23 ou le 24 avril; alors, le coup d'État du 18 fructidor n'eût pas éclaté quatre mois et demi après; la loi politique de la France n'aurait pas été détruite par cette révolution; et le traître Pichegru, atteint par la justice, eût peut-être par son châtiment fermé la carrière des conspirations. Moreau demeura dès-lors responsable de son silence. Et ce n'est que depuis la restauration que l'histoire, jusqu'alors incertaine ou trompée, a pu juger Moreau et quelques autres notabilités de la république et de l'empire.

Le 25 fructidor (11 septembre), le général Moreau, à la réception de la proclamation directoriale, relative à la journée du 18, osa révéler aussi à la France, par une proclamation à son armée, cette trahison de Pichegru, à laquelle il n'était rien moins qu'étranger :

« Soldats !

« Je reçois à l'instant la proclamation du Direc- « toire exécutif, du 18 de ce mois, qui apprend à « la France que Pichegru s'est rendu indigne de la « confiance qu'il a long-temps inspirée à toute la « république, et surtout aux armées. On m'a éga- « lement instruit que plusieurs militaires, trop con- « fians dans le patriotisme de ce représentant, d'a- « près les services qu'il a rendus, doutaient de cette « assertion. Je dois à mes frères d'armes, à mes « concitoyens, de les instruire de la vérité. Il n'est « que trop vrai que Pichegru a trahi la confiance « de la France entière. J'ai instruit un des membres « du Directoire, le 17 de ce mois, qu'il m'était « tombé entre les mains une correspondance avec « Condé et d'autres agens du Prétendant, qui ne me « laisse aucun doute sur cette trahison. Le Direc- « toire vient de m'appeler à Paris, et désire sûre- « ment des renseignemens plus étendus sur cette « correspondance. Soldats, soyez calmes et sans in- « quiétude sur les événemens de l'intérieur ; croyez « que le gouvernement, en comprimant les royalis- « tes, veillera au maintien de la constitution répu- « blicaine que vous avez juré de défendre. »

Le lendemain d'une déclaration aussi manifeste, qui semblait devoir mettre une barrière éternelle entre Moreau et Pichegru, Moreau répondit au Directoire :

« Je n'ai reçu que le 22, très-tard et à dix lieues « de Strasbourg, votre ordre de me rendre à Paris. « Il m'a fallu quelques heures pour préparer mon « départ, assurer la tranquillité de l'armée, et faire « arrêter quelques hommes compromis dans une « correspondance intéressante, que je vous remet- « trai moi-même. Je vous envoie ci-joint une pro- « clamation que j'ai faite, et dont l'effet a été de « convertir beaucoup d'incrédules ; et je vous avoue « qu'il était difficile de croire que l'homme qui « avait rendu de si grands services à son pays et « qui n'avait nul intérêt à le trahir, pût se porter à « une telle infamie. *On me croyait l'ami de Piche- « gru, et dès long-temps je ne l'estime plus.* Vous « verrez que personne n'a été plus compromis que « moi ; que tous les projets étaient fondés sur les « revers de l'armée que je commandais : son cou- « rage a sauvé la république. » Dès ce jour, Moreau, le seul rival que la mort si imprévue du général Hoche laissait à Bonaparte, venait de disparaître pour lui et de perdre tout avenir politique.

Du quartier-général de Passeriano, où il s'était porté pour donner plus d'activité aux négociations de la paix, Bonaparte mandait au ministre des relations extérieures, le 26 fructidor : « Que l'on ait « de l'énergie sans fanatisme, des principes sans « démagogie, de la sévérité sans cruauté ; que l'on « cesse d'être faible, tremblant ; que l'on n'ait pas « honte, pour ainsi dire, d'être républicain ; que « l'on balaie de la France cette horde d'esclaves

The text on this page is estimated to be only 25.47% accurate

1M> IHSTOIIU: DK NA!‘OLÉ()N. H conjurés cnnlre nous, cl le sort de l’Kurope est •* décidé. Due le gnuvrrncinejil, les ministres, les •I premiers *érancc, il faudrait alors nous emparer de «1 l’Egypte On pourrait partir d’ici avec vingtK neuf mille hommes. Imit ou dix bàtimeiis de K ligne ou frégates vénitiennes, et s'en emparer. M L’Egypte n'apjmrtienl pa$ au (jrand-$cigneur. Je «c désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à i « Paris quelques renscignemens, et me lissiez conM naître quelle réaction aurait sur la Porte l’expé- , «> dilion d’Egypte, n On ne peut s'enqM'cluT de remarquer avec quelle facilité le général de l’arniée d'Italie sortait du cercle conslitulionriel de scs attributions, jusque dans sa correspondance onicieile avec, son gouvcrncinent. Il avait conquis Pimpunité du génie. C'est avec celte grande autorité qu'il écrivit au Directoire le 25 septembre : « Un ullicier est arrivé <1 avant-hier de Paris à l’arince d'Italie: il a répandu >i dans ranncc qu'il éUit parti depuis le 19 frucli•I dor, qu’on y était inquiet de la manière dont •I j’aurais pris les evénemens du 18. Il était porteur •I d'une espèce de circulaire du général Augereau •I à tous les généraux de division de l’armée. Il est * sais servi dans toutes les circonstances pour le . «I bien de la patrie. Tant pis pour ceux qui no •> croient point à la vertu, et qui pourraient avoir « suspecté la mienne : ma récompense est dans ma U conscience et dans l’opinion de la postérité.» f ses yeux une longue justifiralion, par laquelle il se mettait à la merci de son général, u Le réponde la Itépubliquc nous défend de /je/iier au vôtre.... te Directoire exécutif croit à la vertu du général [natmrle : it n’y confie... Le 18 fi'uctsdor, la Etvnce ' a reprin na place en Europe; elle a henofn de roun ! pour n'y maintenir. .. » O qui voulait dire que le Directoire avait besoin de*

Bonaparte pour faire la gin rrc. L

« conjurés contre nous, et le sort de l'Europe est « décidé. Que le gouvernement, les ministres, les « premiers agens de la République n'écoutent que « la voix de la postérité. » Il était difficile de régenter le Directoire d'une manière plus énergique : mais il s'adressait à Talleyrand, et il savait déjà que ses confidences étaient bien placées. Le jour suivant, à mesure qu'il voyait s'approcher davantage l'œuvre de Campo-Formio, plus dominé que jamais par le projet d'une expédition en Egypte, dont il avait déjà parlé au directeur Carnot, il écrit au ministre des relations extérieures : « Pourquoi « ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte?... « S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous « fussions obligés de céder notre Cap de Bonne-« Espérance, il faudrait alors nous emparer de « l'Egypte..... On pourrait partir d'ici avec vingt-« neuf mille hommes, huit ou dix bâtimens de « ligne ou frégates vénitiennes, et s'en emparer. « *L'Egypte n'appartient pas au grand-seigneur.* Je « désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à « Paris quelques renseignemens, et me fissiez con-« naître quelle réaction aurait sur la Porte l'expé-« dition d'Egypte. » On ne peut s'empêcher de remarquer avec quelle facilité le général de l'armée d'Italie sortait du cercle constitutionnel de ses attributions, jusque dans sa correspondance officielle avec son gouvernement. Il avait conquis l'impunité du génie.

C'est avec cette grande autorité qu'il écrivit au Directoire le 23 septembre : « Un officier est arrivé « avant-hier de Paris à l'armée d'Italie : il a répandu « dans l'armée qu'il était parti depuis le 19 fructi-« dor, qu'on y était inquiet de la manière dont « j'aurais pris les événemens du 18. Il était porteur « d'une espèce de circulaire du général Augereau « à tous les généraux de division de l'armée. Il est « constant, d'après ces faits, que le gouvernement « a agi envers moi à peu près comme envers Pi-« chegru après le 13 vendémiaire. Je vous prie, « citoyens directeurs, de m'accorder ma démission : « aucune puissance sur la terre ne sera capable de « me faire continuer de servir, après cette marque « horrible de l'ingratitude du gouvernement, à « laquelle j'étais bien loin de m'attendre... La si-« tuation de mon ame a besoin de se retremper dans « la masse des citoyens. Depuis trop long-temps un « grand pouvoir est confié dans mes mains ; je m'en « suis servi dans toutes les circonstances pour le « bien de la patrie. Tant pis pour ceux qui ne « croient point à la vertu, et qui pourraient avoir « suspecté la mienne : ma récompense est dans ma « conscience et dans l'opinion de la postérité. »

A la réception de cette lettre, le Directoire s'était assemblé extraordinairement : il fit rédiger sous ses yeux une longue justification, par laquelle il se mettait à la merci de son général. « *Le repos de la République nous défend de penser au vôtre.... le Directoire exécutif croit à la vertu du général Bonaparte : il s'y confie... Le 18 fructidor, la France a repris sa place en Europe ; elle a besoin de vous pour s'y maintenir...* » Ce qui voulait dire que le Directoire avait besoin de Bonaparte pour faire la guerre. Le général se promit bien de prendre à la lettre la confiance nouvelle dont il était investi ; et à l'imitation du Directoire, dont la politique était devenue tout à coup si belliqueuse, il se proposa de régler à son tour les destinées de la France par rapport à l'Autriche, en vertu de cette puissance dictatoriale qu'on lui conférait avec tant de libéralité.

Voici la marche des conférences depuis les préliminaires de Léoben, signés le 18 avril : Bonaparte, secondé de Clarke, avait imprimé une marche si rapide à la négociation avec le marquis de Gallo que, dès le 6 mai, on posa les bases de la paix qui fut conclue le 9 octobre suivant. Ces bases étaient : 1° les limites du Rhin pour la France ; 2° Venise et les limites de l'Adige pour l'empereur ; 3° Mantoue et les limites de l'Adige pour la république cisalpine. Le 19 juin, l'Autriche, désavouant le marquis de Gallo, avait envoyé le comte de Meerweldt, et ne voulait traiter de la paix qu'au congrès de Berne, ouvert également à ses alliés, qui étaient l'Angleterre et la Russie. Bonaparte ayant refusé cette proposition, le ministre Thugut renonça au congrès. Bonaparte résidait à Montebello, qui devint bientôt le théâtre des conférences commencées, le 1er juillet, à Udine, entre le général Clarke et le comte de Meerweldt : à cette époque le Directoire désirait très-avidement la paix, dont l'Autriche se montrait maintenant avare. Les mois de juillet et d'août se passèrent en pourparlers. Enfin, la journée du 18 fructidor déjoua les espérances que l'Autriche nourrissait depuis la signature des préliminaires ; elle attendait une contre-révolution qui ne fût pas au profit du Directoire. Alors l'Autriche, effrayée de ce terrible succès de la puissance républicaine, dépêcha son représentant. Le comte de Cobentzel parut tout à coup à Udine avec de pleins pouvoirs : Clarke ayant été rappelé, Bonaparte se rendit à Passeriano, à quatre lieues d'Udine, et le 26 septembre s'entama la négociation avec le comte de Cobentzel : il se présentait assisté du marquis de Gallo, du comte de Meerweldt, et du baron d'Engelmann ; Bonaparte était seul. L'Autriche et le Directoire avaient échangé leurs rôles : tandis que Cobentzel pressait Bonaparte de conclure le traité, le Directoire, par une correspondance secrète et des insinuations indirectes, l'engageait à rompre et à recommencer les hostilités ; mais il refusait des

HISTOIRE DE NAPOLÉON. OT rcnforU à rarméc d*Itâlie, en même temps que la ralificalion du traité de Turin, et cependant il prc> tendait signer la paix à Vienne. La possession de Venise s*uiïrail naturellement comme un champ de discussion , où le cabinet du Luxembourg dèûait le cabinet de Vienne. Cette haute question qui dure encore pour ceux qui croient qu'aucune puissance n'a le droit de Irafîquer d'un peuple, agitait alors violemment des esprits républicains, et le Directoire était un nUèle écho de l'opinion de la capitale et des principes de toute la France, quand, le 8 vendémiaire (i9 septembre), il répondait à Runaparte, au sujet des bases de la paix : •I Nous aurons traité en vaincus, indépendamment H de la bonté d'abandonner Vaiise, que vous croyez « Tous-inémc si digne d'étre libre... Calculons tout K au pis : admettons l'hypothèse que repoussent K votre génie et la valeur de votre armée; suppo«< sons-nous vaincus et expulsés de l'Italie... Nous » n'aurons pasconnivc à une perlidie qui n aurait ti point d'excuse, m J.c même Jour, le ministre des relations extérieures expédia au général Donaparle l'ultimatum du Directoire: » L'empereur renoncera K à Mantouc, à Venise, à la Terre-Ferme, auFrioul U vénitien. » Ceci équivalait à une déclaration de guerre. Le Directoire annonçait vouloir donner à l'Autriche l'istric et la Dalinatie vénitienne avec Trieste ; et au lieu de l'Adigc, l'isonzo pour limite : ce qu'il voulait réellement, et ce vœu était généreux, c'ctail que Htalic entière fut libre. C.e qu'il voulait aussi, c'élait la continuation des hostilités; et, dans ce sens, le ministre Tallcyranü ajoutait : « Montrez aux Vénitiens que c'est de leurs intérêts »i qu'il s'agit ici; que c'est uniquement pour eux, «t pour leur assurer la liberté et les soustraire à la M maison d'Autriche , que nous continuons la •I guerre.... » Ainsi Venise, avec laquelle on venait de faire la paix de Milan ; Vcuise« reconstruite sur une base toute démocratique, et, au nom delà liberté, délivrée par la victoire française de son oligarchie despotique, occupait prufondémcnl la pensée du gouvernement. Le Directoire ne se borna point à ces instructions guerrières. U avait envoyé Rollot, secrétaire de Barras, en mission secréte au général Bonaparte, pour calmer les ressenlimens qui avaient porté le vainqueur de Tltalic à olTrir sa démission. L'envoi de ce plénipotentiaire de l'inquiétude directoriale fut, à la réception de ruiliiiiatum belliqueux du Luxembourg, suivi de concessions extraordinaires, telles que le rappel de Kcllermatm de rarnice des Alpes, la ralincatioQ par les Conseils du traité off(!nsjf et défensif avec le Fiémont,

que Roiiaparlc sollicîlail vainement depuis le premier blocus de Mantouc; et euGn raccroisscmenl de quinze mille hommes donné tout à coup à l'armée d'Italie. Bonaparte jugea, par une telle condescendance, à quel point il était le maître du terrain politique dont le Directoire voulait lui tracer la limite. Cependant, si la cession de Venise était pour le Directoire le motif d'une grande opposition, celle de Mayence occupait le même rang dans les refus de l'Autriche, et le comte de Cobenizel demandait, au lieu de la ligne de l'Adige, celle du Mincio : » C'e«/ là notre uUimalum, disait-il ; car êi l'empereurmon maître consent à roua donner tes clefs de Mafcnce, ta place la plusftirte de iuniters, ce serait un acte "déshonorant s'il ne les échangeait ina contre les clefs de A/anloue.» Otte ville, dont l'Autriche voulait disposer sans sc croire déshonorée aux yeux de l'Allemagne, nclui appartenait nullement, pas même par droit de conquête : ainsi il n'y avait point de parité entre Mantouc et Mayence. Ht comme le plénipotentiaire s'obstinait à soutenir que cctlc proposition était l'ultimatuin de sa cour, après avoir épuisé toutes les ressources de la cbancelleric, et celles même des conférences confidentielles, il fallut de part et d'autre s'en remettre au sort des armes. Bonaparte n'était pas homme à su soumettre à l'ullimatum de l'Aulrichc, quand il 'avait résolu de décliner celui de son gouvernement. Kn efTet, il donne l'ordre à scs troupes de passer la Ftave et d'occuper la rive droite de l'isonzo.].a^s Autrichiens de leur cùtc campèrent sur la Drave. On conférait, dit Bonaparte, aubruitdu tambour. Le lOoctobre, les paroles furent tellement vives à Ldine, chez le 1 comte de Cobentzcl, que Donaparle sc leva cl lui dit : « Eh bien! la trire est donc rompue et la guerre déclarée; mais sourenez-rous qu'arant la fin de l'automne je briserai votre monarchie comme je brise cette porcelaine, n A ces mots, il jeta sur le parquet un cabaret de porcelaine que Caltierine II avait donné au comte de Cobentzel. salua le congrès et retourna à Passeriano. L'action était un peu violente dans une occasion aussi grave ; mais Bonaparte fut peut-être entraîné à ce mouvement de colère par la menace que le comte de ('obentzel venait de lui faire de joindre l'armée russe à l'année aulricbicnnc. En montant en voilure, il envoya un olücier prévenir l'arcbiduc (îharks que les hostilités recommenceraient dans viiigl-qualrc heures. Lecomte de Cobentzel l'avant appris, dépêcha sur les traces de Bonaparte le marquis de Gallo, en le rendant porteur d'un acte signé, parle^cl il acceptait les conditions de la France. Le lendemain, 17 octobre, le traite* fut conclu chez le général Bonaparte à Passcriano, bien qu'il ail etc date de Campo-Formio , village

intermediaire entre Udinc et Passcriano, qui avait etc déclaré neutre. Ce fut en rédigeant le premier article du traité, que le 13 Digilized by Google

m IllSTOIRK DE NAPOLÉON. secrétaire ayant nus : l'empervur d' Allemagne reconnaît la république françaiee, Bonaparte lui dit : rè racterise singulièrement un traité conquis lesarmcs à la main sur l'Autriche et sur le Directoire luimême, dont le général en chef pesait la destinée dans ces étranges paroles. Mais 1a signature de ce traité constituait une infraction complète aux instructions du ^ septembre. Bonaparte, usant du pouvoir discrétionnaire que les embarras du Directoire lui avaient accordé après la journée dulSfructidor, en réponse à sa démission, ne voulut sc sou* venir que des instructions du 6 mai, et des bases de Monlcbello que le Directoire avait approuvées. Cette grande campagne Gl signer h l'empereur, sur les débris de six armées autrichiennes et en dehors des portes de sa belle Italie, une convention par laquelle il reconnaissait les limites naturelles de la France, le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, l'Océan ; l'existence politique de la république cisalpine, et la cession du Brisgaw qui, donné au margrave de Bade, éloignait les Étals héréditaires de la maison d'Autriche des fronticresde la France. Le traité soumet encore à la république l'archipcl vénitien. RnGn, à Radstadl, où devait sc négocier la paix de l'Europe, une stipulation militaire entre le général Bonaparte et le comte de Cobentiel allait enclaver dans la nouvelle ligne du Rhin la grande forteresse de Mayence, le territoire prussien et les États laïques cl ecclésiastiques situés sur la rive gauche, (gluant à l'Autriche, elle recevait Venise, rislric, la Dalmatie et les provinces de Tcrrc-Ferme jusqu'à l'Adige. Elle devait en outre être indemnisée en Allemagne de tout ce que la Prusse perdrait sur la rive gauche du Rhin. Tel fut Tarrét de la justice diplomatique qui présida aux clauses de t^mpo-Formio, dont il résultait trois millions cinq cent mille habitans pour la succursale de la république française en Italie, pour la Cisalpine ; quatre millions de plus pour la France, deux pour l'Autriche. Le général Bonaparte chargea Bcrlhier, chef d'clal-majur, et le savant Monge, de porter à l'aris le traité au Directoire. L'un représentait l'arince, l'autre les sciences : c'était rendre en même temps hommage à la patrie des arts et à la valeur nationale. La position de Bonaparte à Passeriano offrait d'autant plus de difllcoltés, que la question à résoudre rinléressait doublement, en sa qualité de plénipolentinirc et de général en chef, cl seul il était juge du parti à prendre. Jusqu'à la prise de Mantoue, il avait toujours voulu la guerre; depuis il avait toujours voulu la Qnir. Cependant le comte de Col>enlzcl sc trompa sur cette intention, et dans 1a conrèrencc du 16 octobre il lui avait

dit Géremenl que sa cour aimerait mieux fuir de Vienne que de signer une telle paix; que lui, Bonaparte, sacrÜiait ses devoirs de négociateur à ses vœux comme général ; qu'il le rendait responsable du sang qui allait couler; néanmoins ce fut en prenant l'attitude hostile, que Bonaparte arracha à l'Autriche le traité dont il avait lui-mème Qxé les bases depuis plus de quatre mois à Montcbcllo. Réduit à son seul arbitrage dans une affaire dont, selon lui, dépendait encore plus la sûreté de la république que celle de la cour de Vienne, il demeura convaincu qu'une bonne paix valait mieux pour la France que de nouvelles victoires, v Jene doute pas, écrivit-il au ministre Talleyrand, que la critique fi; s'attacha rivement à déprécier le traité que Je ciens de signer, u Il Gt valoir la nécessité où il sc serait trouvé de conquérir deux ou trois provinces autrichiennes. L'empereur pouvait lui opposer cent cinquante mille hommes et quarante mille qu'il tenait en réserve; lui, au contraire, n'en comptait pas alors cinquante mille, et il craignait toujours en outre de laisser les Vénitiens sur scs derrières. Les montagnes étaient déjà impraticables à cause des neiges; les conférences de Lille avec l'Angleterre étaient rompues; uneaulrccoalilionsc préparait; la guerre d'Autriche cessait d'élrcunc guerre nationale et populaire: elle ne devenait qu'une guerre de gouvernement, etc. Voilà les considérations que Bonaparte alléguait pour justîGer sa conduite diplomatique : la plut grave sans doute était la rupture des conferenees de Lille, événement dont riiiflucncc sur la poliliquo de Vienne pouvait briser la négociation, et imposait peut-être l'obligation de quelques sacriGccs. L'Étal de Venise était le seul que l'on pût offrir : il fut partagé entre la France, l'Aulrichc et la Cisalpine. Bonaparte ne semblait plus attacher la moindre importance à la conservation de ce gouvernement ; il l'avait établi en république démocratique pour rintérét de la France, il l'immola A celui de la paix. Voici ce qu'il écrivait au secrétaire de la légation française à Venise, à ce même Vitte} lard qui avait opéré dans ccUc ville la révolution I démocratique: «La nation vénitienne n'exislc pas. M Divisé en autant d'intérêts qu'il y a de villes, cf« fémiiié cl corrompu, aussi lâche qu'hypocrilc, le U peuple vénitien est peu fait pour la liberté... S'il M a la vertu pour l'acquérir, ch bien ! qu'il la déDiyniZtiu uy

lIISTOinE DE N4P0LÉ0N. «O H fende! Il n"a pas eu lo courage de U conquérir U sur quelques oligarques.... La république franU çaisc ne peut pas donner les États vénitiens, parce M qu'il n'est pas dans les principes du gouverneU naent de donner aucun peuple.... Si les armées U de la république continuaient à être heureuses K contre une puissance qui a été le nerf cl le coffre w de toutes les coalitions, peut-être Venise aurait U pu par 1.1 suite être réunie â la Cisalpine; mais je « vois que ce sont des Idchcs. Eh bien ! qu'ils fuient, « je n'ai pas besoin d'eux. » Le 18 janvier 1798, les troupes françaises évacuèrent Venise, et la domination autrichienne y fut apportée par Pesaro lui-méme, en qualité de commissaire de l'empereur. L'ex-doge Manini tomba mort au moment où il allait prêter serment entre les mains de son compatriote. L'exemple de Manini est plus rare dans Thisloire moderne que celui de Pesaro. Ainsi périt morcelée, après quatorze siècles d'indépendance, et probableraeoL pour ne sc relever jamais, la reine de l'Adriatique qu'on vil si longtemps tenir le sceptre du commerce du monde, qui couvrit toutes les mers de scs flottes soit guerrières, soit marchandes, et qui, devenue par scs armes maîtresse de Constantinople, agita la pensée d'y transporter le siège de sa domination cl d'y continuer l'empire d'Orient. La dissolution de celle glorieuse république ne fut pas seulement une concession faite à la raison d'Élat : elle était encore de la]>arl de Bonaparte un calcul militaire : u ta tille « de reniee, disail-il au Directoire, renferme, ü eet « trai, trois cents patriolea,». Ledèeir de quelques ti centaines d'hommes ne tout pas la mortdetingt IC mille Français! * Néanmoins le conseil des CinqCents honora sa session en élevant la voix contre la destruction de l'État de Venise, et de sa tribune sortirent ces belles paroles, si oubliées maintenant: tf Peut^on faire le commerce des peuples au nom d'une natiofi qui a proscrit le commerce des hommes f 11 « Jamais depuis plusieurs siècles on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons. » (Lettre de Bonaparte k Tallcyrand.) En cflet, c'était opposer une immense compensation au mécontentement de la France, généralement indignée de la révolution du 4 septembre, de la rupture des négociations de Lille qu'elle reprochait au Directoire, de la publication des deux lois du 50 septembre qui portaient la ruine dans toutes les classes, l'une par la réduction de la fortune des rentiers au tiers, l'autre par l'infàmc rétablissement des loteries dans la République, que de signer un traité qui nous donnait les grandes limites du Rhin, aussi bien tracées par

la nature que par la politique, et de réduire la superbe maison d'Autriche à reconnaître la république cisalpine, formée presque en entier de ses antiques domaines d'ilaiie. L'orgueil national vint, comme il est toujours arrivé, au secours du gouvernement poursuivi par les cris de la misère et de la haine publiques. Seulement on regrettait de partager avec le Directoire l'honneur d'uii tel triomphe, et l'on reportait sur le seul RonaiKirte tout le mérite de cctlc paix, avec le même enthousiasme qui lui décernait depuis deux ans toute l'admiration duc à celle grande guerre d'Italie. Mais au milieu d'une joie si vive, la France resta juste, cl la cession de Venise fut pourcHc un crime contrcellemème. Dès lors commencèrent sur tout l'État de Venise les droits que la maison d'Autriche a réclamés depuis avec tant de succès au congrès de Vienne eu 1814, sans toutefois en rappeler l'origine. De ce jour date aussi cette inexplicable faiblesse de Bonaparte pour la cour de Vienne, qui se fera remarquer dans le cours de son histoire. Il semble qu'il aiteu constamment plus de plaisir à accorder la paix â cette puissance qu'à la vaincre : malbeurèusemcnt il compta sur la réciprocité. Après la conclusion du traité de Campo-Fontiio, qui nous assurait une prépondérance du premier ordre dans la balance de l'Europe, Rome, suivant les phases de l'astre autrichien, reconnut non-seuIcmcnl la république française, mais encore la république cisalpine. Celle double reconnaissance eut, de la part du Vatican, tout le caractère d'un double sacriGcc à la nécessité : son peu de sincérité ne laissa pas long-temps dans le doute la France et son général. Le 18 septembre, Hoche mourut empoisonné à l'âge de S9 ans, dans un cantonnement, sur la rive droite du Rhin ; Moreau, le dénonciateur de Piebegru, était réformé et remplacé par le héros du 18 fructidor, par Augereau qui, le 95 septembre, passa subitement d'un comnundcmeiit secondaire de l'armée d'ilalic au commandement eu chef des armées de Rhin-et-Uoscllc et de Sambre-et-Meusc, réunies sous le nom d'armée d'Allemagne. Directoire proOlail de la paix pour faire la guerre aux supériorités militaires : il réservait à Bcmadoltc un exil diplomatique, cl il écrivait au general Bonaparte : » Si vous n'avicz su que gagner des bâti tailles, vous n'auriez été qu'un graud général : tt mais vous avez aspiré à un plus beau litre; vous « avez voulu être un général citoyen : que ce nom « glorieux suit donc votre première récontpensc ! K Le Directoire exécutif vous en ménage une autre, H qu'il croit aussi digne de vous; c'est de mettre H vous-mème la dernière main au grand ouvrage K que vous avez si fort avancé... En quittant, aus» sitùl que les suites du traité vous le pcrmettruiil,

« fende! Il n'a pas eu le courage de la conquérir « sur quelques oligarques.... La république fran- « çaise ne peut pas donner les États vénitiens, parce « qu'il n'est pas dans les principes du gouverne- « ment de donner aucun peuple.... Si les armées « de la république continuaient à être heureuses « contre une puissance qui a été le nerf et le coffre « de toutes les coalitions, peut-être Venise aurait « pu par la suite être réunie à la Cisalpine; mais je « vois que ce sont des lâches. Eh bien ! qu'ils fuient, « je n'ai pas besoin d'eux. »

Le 18 janvier 1798, les troupes françaises évacuèrent Venise, et la domination autrichienne y fut apportée par Pesaro lui-même, en qualité de commissaire de l'empereur. L'ex-doge Manini tomba mort au moment où il allait prêter serment entre les mains de son compatriote. L'exemple de Manini est plus rare dans l'histoire moderne que celui de Pesaro.

Ainsi périt morcelée, après quatorze siècles d'indépendance, et probablement pour ne se relever jamais, la reine de l'Adriatique qu'on vit si longtemps tenir le sceptre du commerce du monde, qui couvrit toutes les mers de ses flottes soit guerrières, soit marchandes, et qui, devenue par ses armes maîtresse de Constantinople, agita la pensée d'y transporter le siége de sa domination et d'y continuer l'empire d'Orient. La dissolution de cette glorieuse république ne fut pas seulement une concession faite à la raison d'État : elle était encore de la part de Bonaparte un calcul militaire : « *La ville « de Venise,* disait-il au Directoire, *renferme, il est « vrai, trois cents patrioles... Le désir de quelques « centaines d'hommes ne vaut pas la mort de vingt « mille Français !* » Néanmoins le conseil des Cinq-Cents honora sa session en élevant la voix contre la destruction de l'État de Venise, et de sa tribune sortirent ces belles paroles, si oubliées maintenant : « *Peut-on faire le commerce des peuples au nom d'une nation qui a proscrit le commerce des hommes ?* »

« *Jamais depuis plusieurs siècles on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons.* » (Lettre de Bonaparte à Talleyrand.) En effet, c'était opposer une immense compensation au mécontentement de la France, généralement indignée de la révolution du 4 septembre, de la rupture des négociations de Lille qu'elle reprochait au Directoire, de la publication des deux lois du 30 septembre qui portaient la ruine dans toutes les classes, l'une par la réduction de la fortune des rentiers au tiers, l'autre par l'infâme rétablissement des loteries dans la République, que de signer un traité qui nous donnait les grandes limites du Rhin, aussi bien tracées par la nature que par la politique, et de réduire la superbe maison d'Autriche à reconnaître la république cisalpine, formée presque en entier de ses antiques domaines d'Italie. L'orgueil national vint, comme il est toujours arrivé, au secours du gouvernement poursuivi par les cris de la misère et de la haine publiques. Seulement on regrettait de partager avec le Directoire l'honneur d'un tel triomphe, et l'on reportait sur le seul Bonaparte tout le mérite de cette paix, avec le même enthousiasme qui lui décernait depuis deux ans toute l'admiration due à cette grande guerre d'Italie. Mais au milieu d'une joie si vive, la France resta juste, et la cession de Venise fut pour elle un crime contre elle-même. Dès lors commencèrent sur tout l'État de Venise les droits que la maison d'Autriche a réclamés depuis avec tant de succès au congrès de Vienne en 1814, sans toutefois en rappeler l'origine. De ce jour date aussi cette inexplicable faiblesse de Bonaparte pour la cour de Vienne, qui se fera remarquer dans le cours de son histoire. Il semble qu'il ait eu constamment plus de plaisir à accorder la paix à cette puissance qu'à la vaincre : malheureusement il compta sur la réciprocité.

Après la conclusion du traité de Campo-Formio, qui nous assurait une prépondérance du premier ordre dans la balance de l'Europe, Rome, suivant les phases de l'astre autrichien, reconnut non-seulement la république française, mais encore la république cisalpine. Cette double reconnaissance eut, de la part du Vatican, tout le caractère d'un double sacrifice à la nécessité : son peu de sincérité ne laissa pas long-temps dans le doute la France et son général.

Le 18 septembre, Hoche mourut empoisonné à l'âge de 29 ans, dans un cantonnement, sur la rive droite du Rhin; Moreau, le dénonciateur de Pichegru, était réformé et remplacé par le héros du 18 fructidor, par Augereau qui, le 23 septembre, passa subitement d'un commandement secondaire de l'armée d'Italie au commandement en chef des armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, réunies sous le nom d'armée d'Allemagne. Le Directoire profitait de la paix pour faire la guerre aux supériorités militaires : il réservait à Bernadotte un exil diplomatique, et il écrivait au général Bonaparte : « Si vous n'aviez su que gagner des ba- « tailles, vous n'auriez été qu'un grand général : « mais vous avez aspiré à un plus beau titre; vous « avez voulu être un général citoyen : que ce nom « glorieux soit donc votre première récompense! « Le Directoire exécutif vous en ménage une autre, « qu'il croit aussi digne de vous; c'est de mettre « vous-même la dernière main au grand ouvrage « que vous avez si fort avancé... En quittant, aus- « sitôt que les suites du traité vous le permettront,

 M le commandement de ri*irméc d'Italie) ruus devez M prendre celui de rarmée d'Angleterre.... Ensuite « le Directoire executif désire que vous puissiez « accélérer assez toutes les opérations qui vous res« tentàfaireen Italie, pour vous rendre à Radstadt... H Vous demeurerez auc^mgrès de Radstadt en quaN lilcde plénipotentiaire de la république française. « Vous serez secondé par les citoyens Treilhard et U Ronnier, que le Directoire nomme plénipoteu« tiaires au mémo congK*s, cl qui formeront avec n vous une commission dont vous serez le présiM dent. M I.c but de cette dépêche ne devait pas échapper à un esprit aussi pénétrant que celui de Bonaparte, qui d'ailleurs n'ignorait point que Bonnier, son nouveau collègue, avait été envoyé exprès à Lille, afin de rompre la négociation avec lord Halmcsbury. La destination illusoire du commandement d'une armée dite d'Angleterre était loin de pouvoir contenter un général qui, habitué h voir son ennemi, à le suivre, à le battre, sc trouvait tout à coup réduit à faire parader sur un rivage des forces eridaril, quelques années apres, le premier consul se souvint de cette pantomime rnüitairedu général Bonaparte, et en lit le roman de cette expédition britannique, dont par une des merveilles de celle époque, le dénouement eut lieu dans les champs d'Austerlitz. Le 26 octobre, Bonaparte fut nommé, par arrêté du Directoire, général en chef de l'armée d'Angleterre; Desaix reçut l'ordre d'aller le remplacer provisoirement. Enlin, le 1U novembre, Bonaparte ayant totalement terminé en Italie sa mission de politique cl de guerrier, prit congé de scs troupes par cette proclamation : « Soldats ! « Je pars demain pour me rendre à Radstadt : K en me trouvant séparé de l'armée, je ne serai * consolé que par l'espoir de me revoir bientôt avec « vous, luttant contre de nouveaux dangers. QuelM que poste que le gouvernement assigne à l'armcc «I d'Italie, nous serons toujours les dignes soutiens « de la liberté cl du nom français. Soldats, en vous « entretenant des princes que nous avons vaincus, U des peuples qui nous doivent leur liberté, des H combats que nous avons livrés en deux campagnes, t dites-vous : Dans deux campoÿnes nous aurons •> plus /bit encore. » Il était difficile de mieux prendre possession d'une armée, au moment de s'en éloigner. L'ordre du jour riV DI LH qui suivit celte proclamation est sans contredit la plus belle pagedenotre histoire militaire. Bonaparte est l'inventeur de ces diplômes de gloire, par lesquels il ne cessa d'ennoblir les soldats français : il est vrai qu'il inventait aussi la victoire

dont il leur décernait les lauriers. Au quartier- de Milan, 96 brumaire (9 novembre), an vt de U république. OIDRE DD jorit. « Lcgcnéral Bonaparte a quitté Milan hier matin « pour présider la légation française au congrès de tt Radstadt. Avant de partir il a envoyé au Direcit loire exécutif, à Paris, le drapeau de l'armée d*lii talic qui sera présenté par le général Joubert. Il R y a sur onc face de ce drapeau : ^ Varmée d'IR lalic la patrie reconnaissante. Sur l'autre côté « sont les noms de tous les combats qu'a livrés et K de toutes les villes qu'a prises farméc d'Italie. On M remarque entre autres les inscriptions suivantes : M Cent cinquante mille prisonniers, dix-sepl mille n chevaux, cinq cent cinquante pièces de siège, six R cents pièces de campagne, cinq équipages de « ponts, neuf vaisseaux de cinquantc-qualrecanoiis, « douze frégates de Ircntc-dcux, douze corvettes, U dix-huit galères; armistice avec le roi de Saru daigne, convention avec Gènes ; armistice avec le Il duc de Parme, avec le duc de Modène, avec le roi « de Naples, avec le pape; préliminaires de Léoben; « convention de Munlebello avec la république de « Gènes ; traité de paix avec l'empereur i CampoR Formio ; donne la liberté aux peuples de Bologne, « Fcmrc, Modène, Massa-Carrara; delaBornagnc, R de la Lombardie, de Brescia, de Bergamc, de U Mantoue, de Crème, d'une partie du Véronais, de R Chiavenna, Bormio, cl de la Vallclinc ; au peuple « de Gènes, aux fiefs impériaux, au peuple des R départemens de Corcyre, de la mer Egée cl Il d'Ithaque. Il Envoyé à Paris tous les chefs-d'œuvre deMichtlR Ange, de Guerchio, du Titien, de Paul Véronèse, R Corrège, Aligne, des Carrachc, Raphaël, Léo« nard de Vinci, etc., etc. U Ce monument de la gloire de l'armée d'Italie, Il suspendu aux voûtes de la salle des séances puK bliques du Directoire executif, attestera encore U les exploits de nos guerriers, quand la génération « présente aura disparu. » Tels furent les adieux de Bonaparte à l'illustre armée d'Italie. Z TtoisiXia. Digitized by Google

LIVRE QUATRIÈME CHAPITRE PREMIER. (Du 19 octobre 1797 au 9 mai 1798.) concaàs de EADSTADT. — a05APAETI EIVIB^T a rAElS.^SA EtCBmON SOLrinBLLB AU LUIMBOCBC. — IL PAET pora L*ABEtB D*A

UISTOIRE 0£ NAPOLÉON. IM pcQM nationale, au héros pacificateur, le domaine de Chambord et un grand h6tel é Paris. Le Directoire voulut se charger seul de la reconnaissance publique. Mais bientôt il comprit tout son danger en voyant de quel enthousiasme universel Bonaparte devenait l'objet. Le peuple, les soldats, exprimaient leur admiration par des cris de joie sur son passage, par des chansons où Us célébraient scs exploits. Le Directoire s'effraya justement de cette puissance de la gloire, à laquelle il dut se soumettre lui-roéme, trop faible qu'il était pour l'honorcr dignement ou pour la braver. Toute sa politique se réfugia dans une fête extraordinaire, triomphale, inusitée, dont la pompe excessive montra tout autre chose que de la grandeur. Cette exagération de la gratitude directoriale ne trompa personne, ni celui qu'elle regardait, ni la foule toujonrs éclairée des spectateurs. La remise du traité par Bonaparte servit de prétexte à cette fête. Elle eut lieu le M frimaire (10 décembre) au palais du Luxembourg, en présence des ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Sardaigne, de Prusse, de Danemarck , de la porte Ottomane, des ministres des républiques batave, cisalpine, helvétique, ligurienne, genevoise, et des envoyés de Toscane, de Wurtemberg, de Bade, de Francfort, de Hcssc-Casscl. La vaste cour du palais fut disposée pour celte solennité sans exemple, à laquelle aucun édifice public ne pouvait suflirc. Les généraux Joubert et Andréossy y tenaient le drapeau donné par le Curps>Législatifé l'année d'Italie, et qu'ils ratnenaicnl couvert d'inscriptions, où on lisait en lettres d'or les noms de soixante-sept combats, et des dix-huit batailles rangées, ou afiàires importantes, dans lesquelles nous avions vaincu â llontenotte, Millcsinio, Mondovi, Lodi, Burghetto, Loiiato, Castiglione, Roveredo, Bassano, SaintGeorges, Fontana-Viva, Caldiero, Arcole, Rivoli, à la Favorite, au Tagliamento, à Tarris, enfin à Neumarck, pendant letcampagnes de 1796 et de 1797. Au milieu de la cour s'élevait l'autel de la Patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix. Les drapeaux conquis en Italie sc déployaient en forme de dais au-dessus des cinq directeurs ; ils étaient pour eux l'épée de Damoclès. Les directeurs, drapés en coslume antique, avec une magnificence théâtrale, s'éclipsaient, malgré le luxe de leurs vétemeus, devant le général Bonaparte, vêtu de Tuaiforme de Lodi et d'Arcole, qui, par sa simplicité, laissait voir entièrement le guerrier qui le portait. Son cortège sc bornail à quelques officiers de son état-major, couverts, ainsi que lui, de l'habit des champs de

bataille. Arrivé près de l'autel, Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures, en présentant Bonaparte au Directoire, lui adressa un discoun empreint du sceau d'un ardent républicanisme, rempli d'admiration pour le vainqueur, et semé d'éloges pour le gouvernement qui avait su le deviner comme le choisir. On y remarquait ce passage : « Ainsi tous les Franu çais ont vaincu en Bonaparte; ainsi sa gloire est « la propriété de tous ; ainsi il n'est pas un rcpubli« cain qui ne puisse en revendiquer sa part. Il est K bien vrai qu'il faudra lui laisser ce coup d'œil qui « dérobait tout au hasard, et cette prévoyance qui U le rendait maître de l'avenir, et ces soudaines U inspirations qui déconcertaient, par des ressources U inespérées, les plus savantes combinaisons de l'enu nemi, et cet art de ranimer en un instant les couK rages ébranlés, sans que lui perdu rien de son « sang-froid, et ces traits d'une audace sublime, U qui nous faisaient encore frémir pour scs jours, K long-temps après qu'il avait vaincu, et cet bé«< rolsme si nouveau, qui, plus d'une fois, lui a fait « mettre un frein 4 la victoire, alors qu'elle lui pra« mettait scs palmes triomphales. Tout cela, sans <1 doute, était à lui ; mais cela encore était l'ouvrage U de CCI insatiable amour de la patrie et de l'huiiia•(nité.... La France entière sera libre; (>eul-ètrc « lui ne le sera jamais. Dès ce moment, un nouvel H ennemi l'appelle ; U est célèbre par sa haine prou fonde |>our les Français, et par son Insolente tyu rannie envers tous les peuples de la terre. Que « par le génie de Bonaparte il expie promptement N l'une et l'autre, etqu'ciifin une paix digne de la H gloire de la république soit imposée à ces tyrans U des mers; qu'elle venge la France, et qu'elle rasH sure le monde. » Ce discours, quoique propre â frapper les esprits, ne fut écoulé qu'avec une vive impatience : on voulait que le héros parlât; et dès qu'il en manifesta l'inleulion, un silence presque religieux régna dans toute l'assemblée. Bonaparte s'avança, remit au président le traité de Cainpo-Formiu, et prit la parole. Voici les principaux traits de sa harangue : U Le peuple français, pour être libre, avait les rois U à corabaUre : pour obtenir une constitution fon« déc sur la raison, il avait dix-huit siècles de pré« jugés à vaincre. La religion, la féodalité, le desK potisme, oiiliucccssiveroenl, depuis vingt siècles, « gouverné l'Europe : mais de la paix que vous « venez de conclure date l'èrc des gouveroemeus U représenUUfs. Vous êtes parvenus à organiser U ■ grande nation dont le vaste territoire n'est ciru conscrit que parce que la nature en a posé eUe« même les limites. Je vous remets le traité de a Campo-Formio ratifié par l'empereur. Cette paix U assure la liberté, la prospérité et la gloire de U K

république. Lorsque le bonheur du peuple fran« çais sera assis sur les meilleures lois organiques, i> l'Europe entière dcvicudra libre. Cette prophétie

The text on this page is estimated to be only 27.63% accurate

UISTOIRB DE NAPOLÉON. 10} de Bonaparte est encore bien loin de s'accomplir. Barras, qui présidait le Directoire, en répondant au général, s'étendit avec beaucoup de chaleur sur le 18 fruclidor, que celui-ci avait passe sous silence. En mêlant les éloges de l'armée d'Italie à ceux du grand capitaine, m la nature, dtUil,a épuisé toutes « scs richesses pour le créer : Bonaparte a médité « scs conquêtes avec la pensée de Socrate; il a réU concilié l'homme avec la guerre. » Barras invitait ensuite Bonaparte k aller planter l'étendard tricolore sur la tour de Londres. Cette partie de son discours exprimait la haine la plus prononcée contre l'Angleterre, avec un faste de paroles et de déclamations qui sentait le rhéteur, et convenait mal au chef d'un gouvernement. l.e général Joubert et le chef de brigade Andréossy, présentés par le ministre de la guerre, reçurent à leur tour les fcliciiations du Directoire; mais le véritable sujet de tous les éloges, les triomphes de Bonaparte, remplissait tous les cœurs. L'illustre chef de l'armée do Sambrc-ct-Mcusc, le modeste Jourdan, que le nom de Klcurus immortalise, mit le comble à cette c8(»ccc d'apothéose en célébrant avec candeur la g:loircdes sold.'its d'Italie, qui semblait pouvoir faire oublier la sienne. J..C Curps-Législaüf donna aussi une fête au vainqueur de l'Autriche. Mais la plus brillante fut sans contredit celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand. La belle cantatrice Grassioi y chanta en l'honneur des victoires dont elle était elle-même un tn>phéc. Les lettres, les arts déposaient leurs tributs aux pieds du héros de la patrie. L'Institut choisit Bonaparte pour remplacer Carnot, proscrit au 18 fructidor. Le royaliste Bonald lui offrit son livre, et le républicain David son pinceau. I.c peintre voulut le représenter à cheval au pont d'Arcole ou do Lodi : \on, répondit Bonaparte, jyaereoia arec toute Varmée, RepréMUtet-moi de aan^/hn'd eur wn eheml fiiugueux, I/entliousiasme exaltait toutes les têtes. Le cri vice Bonajnrtei était devenu ici un cri patriotique. Le Directoire aurait voulu que Bonaparte retournât prendre au congrès de Radsladt la conduite des négociations. Cependant le général de l'armée d'Italie ne se disposait pas à laisser exiler dans une semblable mission sa fortune et sa popularité. Il pressentit la question de Radsladt avec la sagacité qui, depuis le 18 fruclidor, l'avait si justement aiariné sur la politique du Directoire. 11 ne voyait plus que des ennemis dans tous les souverains qu'il venait de soumettre par ses armes ou d'attacher par des traités. Nommé au vain

commandement d'une nouvelle armée, mais occupé plus que jamais des moyens de faire agréer le projet qu'il availconçu depuis plusieurs mois d'une expédition en Égypte, Bonaparte partit avec éclat pour inspecter les troupes qui occupaient,, sous le nom d'année d'Angleterre, la Normandie, la Picardie et la Belgique. De cette manière il trompait l'inquiète observation du cabinet de Londres; il tenait en échec celle de l'F^uropc, et procurait du repos à la jalousie du Directoire. On doit rapporter à cette excursion en Belgique l'origine de ces grands élablisscmens maritimes que la France lui a dus, et qui seuls auraient suffi pour illustrer son règne. Bonaparte visita Anvers. Il dit lui-méme que le canal dcSaint-(^ucnlin, ouvert sous le consulat, fut un des résultats de son voyage, et qu'il remarqua également alors la supériorité que la marée donnait au port de Boulogne sur celui de Calais pour une attaque contre l'Angle» terre. Ainsi, au moment où il ne devait concevoir d'autre pensée que celle d'aller faire retentir sur les rivages du Nil la gloire de son nom, il semblait prévoir son retour triomphal, et posait les pierres d'attente de l'cdiOce que déjà sa pénétration lui montrait dans l'avenir. Pendant que la France et l'Europe étudiaient Bonaparte, il se méditait luiméme, et peut-être ne découvrait-il pas sans quelque trouble la destinée que lui imposait la force d'un génie alors si heureux de la recoimaissaocc de sa patrie. Cependant le Directoire, comme s'il eût voulu se venger du traité de Campo-Formio et en préparer la rupture, suivait son esprit belliqueux ; et taudis que scs plénipotentiaires négociaient à Radsladt, il mettait en mouvement deux armées : l'une marchait en Helvetie pour rendre, disait-il, l'indépendancc au pays de Vaud, dont il dirigeait les mécontentemens, mais surtout afin de placer aussi celte vieille république sous le niveau du gouvernement directorial; l'autre marchait à Rome, moins dans le dessein de punir les auteurs de la mort du général Duphol, tué le 88 décembre dans une émeute, devant le palais et sous les yeux de Joseph Bonaparte, ambassadeur de France, qu'afin de détruire le pouvoir do pape, dont la conservation avait été vivement reprochée au général en chef. Le Diri'Cteur La Révcillérc-Lépaux, en sa qualité de grand-prélre de la théopbilanthropie, portail une haine de parti au souverain pontife, et avait fait décider le rétablissement de la république romaine. Le directeur RcwbcU s'était chargé de la révolution helvétique. Les deux operations furent menées de front. Le 88, le Directoire accorda sa médiation au paysde Vaud, pour le soustraire à la tyrannie bernoise, cl bienlOl le général Bcrtbier reçut l'ordre d'avancer sur Rome. Lc85juin 1798,

le paysde Vaud se constitua cnrépubique indépendante, et le duché d’L'rbiii , légation papale, se donna à la Cisalpine. Deux jours après, l'année française avait envahi la Suisse, dont

de Bonaparte est encore bien loin de s'accomplir. Barras, qui présidait le Directoire, en répondant au général, s'étendit avec beaucoup de chaleur sur le 18 fructidor, que celui-ci avait passé sous silence. En mêlant les éloges de l'armée d'Italie à ceux du grand capitaine, « la nature, dit-il, a épuisé toutes « ses richesses pour le créer : Bonaparte a médité « ses conquêtes avec la pensée de Socrate; il a ré- « concilié l'homme avec la guerre. » Barras invitait ensuite Bonaparte à aller planter l'étendard tricolore sur la tour de Londres. Cette partie de son discours exprimait la haine la plus prononcée contre l'Angleterre, avec un faste de paroles et de déclamations qui sentait le rhéteur, et convenait mal au chef d'un gouvernement. Le général Joubert et le chef de brigade Andréossy, présentés par le ministre de la guerre, reçurent à leur tour les félicitations du Directoire; mais le véritable sujet de tous les éloges, les triomphes de Bonaparte, remplissait tous les cœurs. L'illustre chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, le modeste Jourdan, que le nom de Fleurus immortalise, mit le comble à cette espèce d'apothéose en célébrant avec candeur la gloire des soldats d'Italie, qui semblait pouvoir faire oublier la sienne.

Le Corps-Législatif donna aussi une fête au vainqueur de l'Autriche. Mais la plus brillante fut sans contredit celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand. La belle cantatrice Grassini y chanta en l'honneur des victoires dont elle était elle-même un trophée. Les lettres, les arts déposaient leurs tributs aux pieds du héros de la patrie. L'Institut choisit Bonaparte pour remplacer Carnot, proscrit au 18 fructidor. Le royaliste Bonald lui offrit son livre, et le républicain David son pinceau. Le peintre voulut le représenter à cheval au pont d'Arcole ou de Lodi : *Non,* répondit Bonaparte, *j'y servais avec toute l'armée. Représentez-moi de sang-froid sur un cheval fougueux.* L'enthousiasme exaltait toutes les têtes. Le cri *vive Bonaparte !* était devenu ici un cri patriotique.

Le Directoire aurait voulu que Bonaparte retournât prendre au congrès de Radstadt la conduite des négociations. Cependant le général de l'armée d'Italie ne se disposait pas à laisser exiler dans une semblable mission sa fortune et sa popularité. Il pressentit la question de Radstadt avec la sagacité qui, depuis le 18 fructidor, l'avait si justement alarmé sur la politique du Directoire. Il ne voyait plus que des ennemis dans tous les souverains qu'il venait de soumettre par ses armes ou d'attacher par des traités. Nommé au vain commandement d'une nouvelle armée, mais occupé plus que jamais des moyens de faire agréer le projet qu'il avait conçu depuis plusieurs mois d'une expédition en Égypte, Bonaparte partit avec éclat pour inspecter les troupes qui occupaient, sous le nom d'armée d'Angleterre, la Normandie, la Picardie et la Belgique. De cette manière il trompait l'inquiète observation du cabinet de Londres; il tenait en échec celle de l'Europe, et procurait du repos à la jalousie du Directoire. On doit rapporter à cette excursion en Belgique l'origine de ces grands établissemens maritimes que la France lui a dus, et qui seuls auraient suffi pour illustrer son règne. Bonaparte visita Anvers. Il dit lui-même que le canal de Saint-Quentin, ouvert sous le consulat, fut un des résultats de son voyage, et qu'il remarqua également alors la supériorité que la marée donnait au port de Boulogne sur celui de Calais pour une attaque contre l'Angleterre. Ainsi, au moment où il ne devait concevoir d'autre pensée que celle d'aller faire retentir sur les rivages du Nil la gloire de son nom, il semblait prévoir son retour triomphal, et posait les pierres d'attente de l'édifice que déjà sa pénétration lui montrait dans l'avenir. Pendant que la France et l'Europe étudiaient Bonaparte, il se méditait lui-même, et peut-être ne découvrait-il pas sans quelque trouble la destinée que lui imposait la force d'un génie alors si heureux de la reconnaissance de sa patrie.

Cependant le Directoire, comme s'il eût voulu se venger du traité de Campo-Formio et en préparer la rupture, suivait son esprit belliqueux; et tandis que ses plénipotentiaires négociaient à Radstadt, il mettait en mouvement deux armées : l'une marchait en Helvétie pour rendre, disait-il, l'indépendance au pays de Vaud, dont il dirigeait les mécontentemens, mais surtout afin de placer aussi cette vieille république sous le niveau du gouvernement directorial; l'autre marchait à Rome, moins dans le dessein de punir les auteurs de la mort du général Duphot, tué le 28 décembre dans une émeute, devant le palais et sous les yeux de Joseph Bonaparte, ambassadeur de France, qu'afin de détruire le pouvoir du pape, dont la conservation avait été vivement reprochée au général en chef. Le Directeur La Réveillère-Lépaux, en sa qualité de grand-prêtre de la théophilanthropie, portait une haine de parti au souverain pontife, et avait fait décider le rétablissement de la république romaine. Le directeur Rewbell s'était chargé de la révolution helvétique. Les deux opérations furent menées de front. Le 28, le Directoire accorda sa médiation au pays de Vaud, pour le soustraire à la tyrannie bernoise, et bientôt le général Berthier reçut l'ordre d'avancer sur Rome. Le 25 juin 1798, le pays de Vaud se constitua en république indépendante, et le duché d'Urbin, légation papale, se donna à la Cisalpine. Deux jours après, l'armée française avait envahi la Suisse, dont

 rancienne alliée, la pelile république de Uulhauaen, enclavée dans la Haulc-Alsace, se réunissait au département du Kaut-Rhin. Tout respirait la guerre au milieu des accords de la paix germanique. Le 4 février, le Directoire faisait proclamer une loi qui ouvrait un emprunt de quatre-vingts millions pour la descente en Angleterre. Tous les chantiers de nos ports retentissaient d'immenses préparatifs; le public accueillait avec le plus grand enthousiasme cette expédition illusoire, à la tète de laquelle paraissait Tiovincible Bonaparte. En peu de semaines toute l'œuvre de la conquête directoriale est consommée. La Révcillèrc a détrône son rival. Jamais conquête ne fut plus légitime ; car c'est encore un assassinat qui appelle contre le Saint-Siège la vengeance de la république. Le Vatican avait promptement oublié l'article du traité de Tulentino, qui lui avait imposé une réparation pour le meurtre de l'infortuné Basseville. Il s'était formé é Rome, et notamment depuis la prise de Mantouc, un parti républicain, qui voulait, à l'exemple des autres républiques de l'Italie, relever, sous la protection de la France, l'autel de la liberté. Ce n'étaient ni les souvenirs, ni les griefs, ni les passions, qui manquaient é ce parti : Joseph Bonaparle, ambassadeur de la république auprès du Saint-Siège, loin d'encourager les espérances de ces patriotes, avait sagement comprimé leurs vœux. Vers le milieu de décembre 1797, ces vœux devinrent si arJens, qu'il cul la loyauté d'informer le cabinet pontifical des projets d'insurrection dont il avait reçu et repousse la conüdcnce. Le 28 du même mois , une foule armée, portant les couleurs de la liberté française, s'assembla tumultueusement autour du palais de France, aux cris de rire la république française! vite la république romnifte / Chargée tout à coup par les troupes ponliücalcs, cette foule se précipite sur le palais de l'ambassadeur, qui en avait fait fermer les portes au comment cernent de la sédition. l.e général de brigade Duphot, fiancé à Pauline Bonaparte, en sortit tout à coup l'épée à main, ainsi que l'ambassadeur, pour imposer aux iusurgés, et garantir l'asile de la légation française. Mais une décharge de muusqucteric, dirigée contre ce jeune et intrépide général, retendit mort auprès de Joseph Bonaparte, qui tout à coup sortit de Rome avec sa légation. 11 partit convaincu du machiavélisme de la cour de Rome, qui, en reconnaissance de l'avis qu'il avait eu la loyauté de lui donner, avait elle-mëmc organisé cette insurrection. Un pareil attentat contre le droit des gens méritait un châtiment exemplaire ; cl le 10 février suivant, Alexandre

Berlhicr, qui , depuis le départ de Bonaparte , commande en chef l'année d'iulie, campa avec dix mille bomincs sous les murs du château Saint-Ange. Dès ce jour la révolte du peuple de Rome devint légitime pour la France. Le 15, il prononça l'arrêt du gouvernement pontifical et le décret de sa liberté. Le même jour, le Capitole s'étonna de se retrouver républicain, et la république romaine d'étre consacrée dans la basilique de Saint-Pierre par quatorxe cardinaux. Berthier occupa le fort Saint-Ange, le Forum, cl se vil salué du nom de libérateur par un nouveau peuple romain. Le pape Pie VI ne quitta Rome qu'après la solennité religieuse qui avait sanctifié à Saint-Pierre la proclamation de la république. Il se retira d'abord à Sienne, dans un couvent, ensuite dans une chartreuse auprès de Florence, où il resta jusqu'au 50 avril 1799, qu'il partit pour Valence en Dauphiné. Mais le séjour de Rome ne fut pas heureux aux conquérans. Nos troupes, victimes d'une administration déprédatrice, qui s'introduisit tout àcoup dans l'armée après le départ de son héros pour Radsladl, devinrent par cela seul des hôU^s très incommodes pour les habitans ; il en résulta une double insurrection du peuple contre nos soldats, de nos soldats contre leurs officiers. Celait la fatale époque des réquisitions, exactions violentes, qui contribuèrent puissamment à décrier le gouvernement directorial. Masséua avait remplacé Bcrlhier au commandement. Il n'eut pas le crédit de pacifier la sédition de son armée, qui, à la manière de ces temps orageux, dévoua à la haine publique, par d'énergiques proclamations, ses chefs civils et ses chefs militaires. Massena, Masséna lui-même, le premier de celle année après Bonaparte, dut se soustraire à l'insurrection du drapeau qu'il avait honoré tant de fuis , et remettre son autorité au général Güuvion-Saiiit-Cyr, dont la sagesse parvint bientôt à rétablir l'harmonie et la discipline. Celait la première fois, sans doute, qu'un peuple délivré par l'armée qu'il a appelée pour son salut, se révoltait contre clic et avec elle pour réclamer la garantie commune de l'occupation de son territoire. Mais ce ne sera pas le dernier essai républicain que la propagande directoriale improvisera passagèrement dans celle belle Italie, dont les mœurs ne sont plus en harmonie avec les souvenirs. Dans la Suisse, les souvenirs sont moins anciens, mais les courages sont plus ardens. Les griefs de 1a république française, pour être moins caractérises que ceux qu'elle a vengés à Rome, n'en sont peutêtre que plus envenimes ; car depuis la roodatiuii de la liberté en France, l'Etat helvétique a clé nonseulement l'asile hostile de l'éinigralion, mais scs principales villes, Bâle, Berne et Genève, ont été autant d'arsenaux

politiques de la contre-révolution. Cest sous le voile de la neutralité, et même sous son exercice rigoureux, qu'ont été ourdis les uiyiii^t?^j uy

The text on this page is estimated to be only 28.69% accurate

lIISTOmE DE NAPOLÉON. 10» complots de rAngleterrc, de PAulrichCf de Parm(^ de tlondé, des généraux Moreau et Pichrgru, et du gouvernement bernois]ui>mùnic, pour la destruction de la république et le rétablissement du trône en France. I/émancipation du pays de Vatid irétait qu'une alTairc d'avanl-poslc politique. La guerre était contre l'oligarchie bernoise, qui se défendit un peu mieux que celles de Venise et de Gènes. A la voix d'un vieux Helvclicn, l'avoycr Steyger, trente mille hommes défendirent les approches de Berne, du côté de Sedeurc, contre Schauembourg; du côte do Fribourg, contre Bruno. Deux l>ataillons de la Côte-d'Or et de l'Vonnc, qui font partie d'une colonne de Brune, détruisent avant d'arriver à Moral l'ossuaire qui renferme quelques débris des Bourguignons vaincus par les Suisses à la bataille de Moral, en 1476, sous Charles-lc-Téméraîre. Ce monument triomphal était pour ces bataillons un outragede famille. Après deux combats, l'un devant Solcure, l'autre devant Fribourg, Berne se rendit par capitulation a méfiance cl l'amertume qui régnaient habituellement, dans les conférences du Luxembourg, entre le Directoire et Bonaparte, prouvaient chaque jour davantage la nécessité de terminer une rivalité qui parUgeail la France et divisait le Directoire lui-méme. Aussi r.ictivilé que le gouvernement avait mise à disposer en secret tous les préparatifs de l'expédition d'Égypte, n'était pas étrangère au sentiment d'une sorte de reconnaissance pour le général qui, en s'assurant l'indépendance par une entreprise lointaine, rendait réellement la sccorilc I au Directoire. U

complots de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'armée de Condé, des généraux Moreau et Pichegru, et du gouvernement bernois lui-même, pour la destruction de la république et le rétablissement du trône en France. L'émancipation du pays de Vaud n'était qu'une affaire d'avant-poste politique. La guerre était contre l'oligarchie bernoise, qui se défendit un peu mieux que celles de Venise et de Gênes. A la voix d'un vieux Helvétien, l'avoyer Steyger, trente mille hommes défendirent les approches de Berne, du côté de Soleure, contre Schauembourg; du côté de Fribourg, contre Brune. Deux bataillons de la Côte-d'Or et de l'Yonne, qui font partie d'une colonne de Brune, détruisent avant d'arriver à Morat l'ossuaire qui renferme quelques débris des Bourguignons vaincus par les Suisses à la bataille de Morat, en 1476, sous Charles-le-Téméraire. Ce monument triomphal était pour ces bataillons un outrage de famille. Après deux combats, l'un devant Soleure, l'autre devant Fribourg, Berne se rendit par capitulation au général Brune. Les cantons furent tous désarmés. Ceux de Bâle et de Schaffouse étaient restés spectateurs de cette lutte inégale. L'Helvétie dut proclamer le 22 mars sa contre-révolution directoriale. Cette transmutation violente n'est que le prélude de celle que lui fera éprouver plus tard la contre-révolution consulaire. La politique de la France fut essentiellement propagandiste depuis le commencement de la révolution jusqu'à la chute de l'empire, où la Suisse figura seule comme république impériale. En 1798, l'Helvétie ne cède pas seulement à nos armes: elle ploie sous le joug du traité germanique de Radstadt. Vingt millions et l'un des plus riches arsenaux de l'Europe tombèrent à Berne au pouvoir des vainqueurs. Ces armes, ce trésor, avaient leur destination. Peut-être furent-ils l'objet principal de la guerre d'Helvétie, indépendamment de cet intérêt de vanité si impolitique, qui portait le gouvernement du Luxembourg à sceller du timbre directorial les constitutions des États conquis. La Suisse perdit de plus son intégralité; car indépendamment de la réunion de la Valteline à la Cisalpine, et du petit État de Mulhausen au département du Haut-Rhin, le 26 avril, la république de Genève s'incorpora à la grande république, sous le nom du département du Léman. Toutefois cette politique envahissante et convertissante du Directoire contre l'Helvétie et contre l'État romain, n'était pas sans quelque grandeur, dans le moment où, sous le poids de sa rupture violente avec l'Angleterre, il négociait à Radstadt la paix du continent; mais il traitait à l'ombre des lauriers d'Italie. Dès le 1er mars, la députation de l'Empire avait reconnu au congrès toute la rive gauche du Rhin pour limite de la France; et, le 8 avril suivant, fier de tant de succès, le Directoire faisait déclarer par sa légation que ses armées n'évacueraient la rive droite qu'après la pacification de l'Allemagne.

Jamais plus belle, plus solide destinée ne sortit des efforts d'une grande nation qui a conquis son indépendance avec les armes de sa liberté; une telle fortune devait sembler complète: invulnérable par sa nature, elle établissait, pour toujours peut-être, la puissance de la révolution française, si le Directoire avait eu la conscience de sa force et la probité de son triomphe; mais abandonné à des conseils machiavéliques, il ne s'attachait qu'à faire jaillir la guerre de l'œuvre de la paix. Un événement dont on lui attribuait alors la cause, tant ses vues hostiles étaient peu dissimulées, fut au moment de rappeler l'Autriche et la France sur le champ de bataille. Bernadotte, ambassadeur à Vienne, où la haine contre les Français brûlait avec l'énergie d'une passion populaire, avait, par l'ordre du Directoire, arboré tout à coup, après plusieurs semaines de résidence, sur la porte du palais de France, le drapeau tricolore, surmonté du bonnet rouge et accompagné de l'inscription: *Liberté, égalité.* Cette innovation, dont cependant le principe trouvait sa consécration dans les habitudes diplomatiques, sembla au peuple de Vienne une provocation ou un abus de la victoire. L'hôtel Bernadotte fut assailli inopinément par la populace, et les insignes de la république arrachés et foulés aux pieds. Le caractère de l'ambassadeur parut tellement compromis, qu'il se hâta de quitter Vienne, et que le Directoire s'empressa de demander une réparation dont *l'ultimatum* portait ou la guerre ou la paix. C'était bien la guerre qu'il désirait, et il n'y eut plus à douter de cette disposition quand, après avoir appelé le général Bonaparte à un conseil subitement convoqué pour délibérer sur cette affaire, il lui proposa de prendre le commandement de l'armée d'Allemagne. Bonaparte refusa: il voulait aller conquérir l'Égypte. Mais il se chargea de correspondre à ce sujet avec le comte de Cobentzel, qui avait ordre de sa cour de conjurer l'orage et d'entamer des négociations à Seltz avec François de Neufchateau.

La méfiance et l'amertume qui régnaient habituellement, dans les conférences du Luxembourg, entre le Directoire et Bonaparte, prouvaient chaque jour davantage la nécessité de terminer une rivalité qui partageait la France et divisait le Directoire lui-même. Aussi l'activité que le gouvernement avait mise à disposer en secret tous les préparatifs de l'expédition d'Égypte, n'était pas étrangère au sentiment d'une sorte de reconnaissance pour le général qui, en s'assurant l'indépendance par une entreprise lointaine, rendait réellement la sécurité au Directoire.

106 HISTOIRE DE NAPOLÉON. Lâ France apprend tout à coup que trente mi)lc huimnes et dix mille marins sont réunis dans les porLsde la Mediterranée, qu'un armement iminenst* se fait à Toulon. Treixu vaisst'aux de ligne armés eu guerre, deux en flûte, quatorze frégates, parmi lesquelles huit flûtes, quatre cents bâlimens de transport, sont équipés (Kiiir conduire à une destination inconnue cette nombreuse année, dont les généraux appartiennent déjà par de hauts faits d'armes à la gloire de la France, et la plupart à celle du vainqueur de rUalie. Au nombre des prinri|>aux on compte Berlhier, r^aflarelli, Kléber, Desaix, Reynier, Faunes, Damas, Murat, Andréossy, Killiard , Menou, le mulâtre Dumas, Baraguay-d'Ililliers, Vaubois, Bon, Dugua, Dommartin et /.ayonscheck. La flotte ol>éit à cet amiral Brueys qui commandait dans l'Adriatique pendant la campagne d'Italie, et aux contre-amiraux Villeneuve, Duchayla, Decrès et (iantheaume. La nation se demande pourquoi la commission des arts et des sciences envoie à Toulon cent de ses membri'S pris dans chacune de ces classes : est-ce un nouvel Étal que la France veut fonder? Où va-t-elle en même temps porter sa liberté et sa civilisation? On parlait également alors de la Lrèce, de l'Inde, de l'Égypte. Bonaparte a compose son état-major : il prend pouraides-dc-canip son frère Louis, Eugène Beauharnais, Duroc, Croizicr, Julien, Lavalctte, le lils du directeur Merlin, cl le brave Sulkowski, noble Polonais qui s'est voué à la fortune du grand capitaine. Les convois de Gènes, de Civila-Vecchia, de Bastia, ont reçu ordre de $c rallier à la flotte de Toulon. Bonaparte a tout proposé, les places de Parmeraent, les lieux de la réunion des troupes, les points de la descente : tous les projets actuels et futurs de la myslérieuseexpcdition sont son ouvrage; rien n'a été oublie pour la faire réussir. On assure même que Barras, qui en secret souhaite peut-être plus qu'aucun autre de k*s collègues l'éloignement du vainqueur de vendémiaire, a tout écrit sous la dictée dcBouaparle. Eiitio, le ministre Tallcyrand doit, après le départ de l'armée, aller en ambassade extraordinaire à Constantinople , aOn d'amener la Porte à agréer les motifs de l'entreprise, et dans le but de l'intéresser i s'unir à la France, qui veut briser le joug de la domination britannique sur le commerce de l'Indc et de la Méditerranée; cette mission forme la condition principale du commandement accepté par le général Bonaparte, et le Directoire s'est engagé à la tenir. Bonaparte presse vivement le gouvernement de le faire partir avec les éicmens de succès qu'il a créés lui-méme, auxquels se

joignent les révolutions qui viennent de détruire l'aristocratie helvétique cl la puissance ponliflcale. L'IIclvélio et le patrimoine de saint Pierre ont été convertis en démocraties, pour frayer k une armée française la route d'Égypte; les trésors de trois républiques lui ouvriront les portes du Caire. Berne a fait les fonds à Toulon pour la marine, Gènes pour le convoi qui est dans son port, Rome pour celui de Civita-Vecebia. On dispose encore un armement à Marseille, qui doit porter la division Reynier. I..a république française ajoute une faible somme aux contributions payées par les républiques vassales. Jamaisplus grande, plus imporlaiileexpédition dans les terni» modernes ne coûta moins à un grand État. Tous les obstacles sont aplanis. Bonaparte n'a plus â vaincre que les lenteurs dont le Directoire semble s'étudier à entraver ses desseins. Aussi, fatigué de ce système de tergiversations qui le relient à Paris, quand la gloire l'appelle à Toulon, il oc peut contenir scs ressentimens, et il exige impérieusement son départ au Luxembourg. Dans une de CCS conférences orageuM», il menace de donner sa démission, et le directeur Rewbell, lui présentant une plume, luidit froidement : Signet-ia, générai. Telle était la position respective du Directoire cl de Bonaparte, quand arriva la nouvelle du tumulte de Vienne et de l'outrage fait à l'ambassadeur BcrnaüoUc. Celte misérable aventure pouvait tout à coup anéantir le grand ouvrage deCampo-Formio, acheté au prix de tant de victoires et do tant de sacriflees, et annuler le projet delà conquête de l'Égypte. Cependant la fortune de Bonaparte veut que le Directoire SC décide à opposer tout k coup â la cour de Vienne ce même général dont il bravait l'impatiente ardeur tout en redoutant également sa vengeance cl son éclatante renommée. On ne voit que Bonaparte |>our demander raison à rorgucilleusc maison d'Autriche de l'injure reçue par celui qui était déjà l'ennemi du héros d'Italie. Bonaparte, presque disgracié la veille, sc retrouva, dans un jour, l'arbitre de la destinée de son pays. Investi de pouvoirs sans bornes, il dut réver alors celte souveraineté que le Directoire semble prêt â abdiquer pour lui dans les momens du péril. Mais toutefois le Directoire entoure encore cette grande confiance de toutes les précautions d'un mandai inquiet et jaloux* La correspondancede Bonaparte avec lecomlcdcCobcntzcl offrait un caractère de suprématie qui devait sans doute moins étonner la politique de la cour impériale que les membres du Directoire. Aussi le gouvernement français, alarme de la nature des communications dont il surprend la confidence, loin de songer davantage à mettre Bonaparte à la télé d'une armée contre l'Autriche, se hâte d'accepter

les satisfactions de cette puissance, et donne au général en chef de l’artnéc d’Égypte l'ordre de se mettre en route pour Toulon. Digilized by ^

HISTOIRE DE NAKILÉON. 107 CHAPITRE II. (Du 9 mai 1798 au 9 octobre 1799.) BXPtaiTioa d'egypte. Pbüdaut son séjour à Passeriano, où fut convenu le traité signé ensuite à CampO'Formio, Bonaparte avait adressé k l'escadre de l'amiral Brueys, stationnée dans ta mer Adrialiquet cette courte et espressive proclamation : «Camarades, dès que nous K aurons jiacifié le continent, nous nou» réuniron$ M à roua pour conquérir la tiberiè des mers. Sans « vous, nous ne pouvons porter la gloire du nom « français que dana unpeiitcoin du continent. Avec Il votis, nous traverserons les mers, et la gloire naît tionalc verra les régious les plus éloignées, u Ces paroles formaient un ordre du jour menaçant pour l'Angleterre; elles exprimaient énergiquement le dessein d'aller renouveler dans l'Inde la gloire d'Alexandre, ou plutôt d'aller y détruire la puissance britannique. Sa proclamation du camp de Bassano, le 9 mars 1797, l'avait déjà, en termes précis, révélé à son armée. Le vainqueur de Tltalie demandait un théâtre plus étendu que celui sur lequel il avait brillé jusqu'à cet instant; car, malgré les grandes choses que Bona|>artc, consul et empereur, exécuta depuis par la force des armes et par la toutepuissance de sa domination sur l'Europe continentale, jamais sa pensée ne fut aussi vaste qu'à celte époque de scs triomphes d'Italie, où il n'avaitd'autre politique que son génie; la toge consulaire, la pourpre impériale, renfermèrent plus tard cette passion des hautes entreprises dans cette petite partie de la terre qu'alors il dédaignait. Arrête tout à coup devant une forte citadelle turque, au milieu de sa course asiatique, et condamne à replier son ambition de conquérant, bientôt il devra soumettre au joug des vieilles traditions de la société européenne l'indépendance démesurée de ses premiers projets, lui qui avait conçu l'idée de devenir le héros du monde sur les ruines britanniques de l'Asie I C'était sous l'empire de cette inspiration gigantesque que Bonaparte entrait dans Toulon, le 9 mai 1798. Il descendit à l'hOtcl de la Marine. L'armée, son armée l'attendait. Un discours brusque et énergique salua scs braves d'Italie. Dix jours après, au moment de mettre à la voile, il leur dit : « Soldats, U VOUS êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre ; U vous avet fait la guerredes montagnes, des plaines U et des sièges, il nous reste à faire la guerre mari•I time. Les légions romaines que vous aves qucl« quefois imitées, mais pas encore égalées, combatu taient Carthage, tour à tour sur cette même nier « et aux plaines de Zama; la victoire ne les abanu donna jamais, parce que constamment elles furent « braves, patientes à supporter

la fatigue, discipliu nées et unies cotre clics.... Soldats, matelots, vous U avex été Jusqu'à ce jour négligés; aujourd'hui la U plus grande sollicitude de la république est pour « vous ; le génie de la liberté , qui a rendu dès sa tt naissance la république arbitre de l'Europe, veut U qu'elle le soit des mers et des nations les plus U /oifi/ames.» Voilà comment l'armée apprit de son général qu'elle allait se battre et cueillir de nouveaux lauriers au-delà des mers ; mais quelles mers devait-elle franchir, de quelles régions devait-elle s'emparer pour obtenir ce que le général lui avait annoncé en ces termes, le jour de son arrivée à Toulon : « Je promets à chaque soldat qu'au retour

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 27.58% accurate

108 UISTOIRE DE NAPOLÉON. U de Tcxpi^dUion it*aura à sa dispr>sition de quoi « acheler six arpons de Icrrc. » Les troupes, indif* férenles sur les promesses, n'acceptèrciit que la part du danger et de la gloire, et s'cmharquèrenl pleines de joie, avec le chef qui les avait conduites tant de fois à la victoire. Par un de ces hasards singuliers | attachés aux grandes rirtuiies huniaiiies, le nom du | vaisseau amiral, que montait Bonaparte, contenait tout te secret derexpédiliun, il ${* noimnait /'Oricnt; \ cl le 19 mai, le soleil, qu'on appela si souvent le j soleil de Honnparle, éd.iira le in.ijoslucux départ de la flotte fratiraise. La traversée no fut pas exempte | d'alarmes; on craignait à chaque instant l'appari' , tion des Anglais qui sillonnaient la mer en tous sens pour nous rencontrer. Une fuis, Nelson ne sc trouva séparé de nos vaisseaux que par une distance de six lieues; une hrume favorable deruha lesFraneais à la vue de l'ennemi. Bonaparte mesurait toute l'étendue des conséquences «l'un combat naval qui, malheureux, détruirait tous les fruits de nos succès en Italie, ferait avorter l'entreprise, et peser sur son auteur une responsabilité immense; mais cunGaiil en son génie, soutenu par une espérance pa> reiilc à celle de César, il s'occupait dès lors, avec les généraux, du gouvernement de l'Égypte, comme si elle était conquise, ou se livrait aux plus vives discussions avec les littérateurs et les savans qui raccompagnaient. On eût dit qu'il siégeait déjà au milieu de son nouvel Institut, dans Alexandrie. Le 9 juin, l'armée parut devant MalU^ Le convoi de Civila-Vocchia l'y avait précédé de trois jours : la veille de son arrivée, l'escadre maltaise était revenue d'une croisière sur les côtes de Barbarie; composée d'un vaisseau de 74 et de plusieurs bâtimens de guerre, elle pouvait facilement détruire le convoi escorté par une seule frégate. L nc telle imprévoyance donnait Malte au Français. Cependant Bonaparte crut devoir tenter d'abord les voies d'accomiiiodeinenl. Il fll demander au grand-maître rentrée du port pour notre année navale. La réponse portait que les statuts et les luis de rOrdrc ne perrocllaieiit pas à plus de quatre vaisseaux de pénétrer «à la fois dans les mouillages de nie. Bonaparte écrivit que In réponse du conseil équivalait à une déclaration de guerre; que les Français n'ignoraient p.ns la conduite partiale de rOrdre en faveur des Anglais; que l'cscadrc était résolue de recourir h la force; et sans perdre de temps, il ordonna à l'amiral Brueys de sc préparer à l'attaque des forts qui défendent le port Lavaleltc. Aussitôt

commença le débarquement sur sept points diffémis des îles de Malte et de Goizo. Les premières menaces de Bonaparte, scs Gères paroles aux chevaliers, le développement rapide de nos démonstrations hostiles, répandirent la confU') sion dans la ville de Lavatelle, où nous secondait I d'ailleurs un parti qui levait la téle à mesure que le I gouvernement laissait éclater sa faiblesse ; le désor; dre monta à son comble, et deux jours avant la reddition de Malle, quelques chevaliers de la langue de France furent amenés à Bonaparte : u Puisque «I vous avez pu prendre les armes contre votre paII trie, leur dit-il, il fallait savoir mourir; je ne U veux point de vous pour prisonniers ; vous pouvez « retourner à Malle, tandis qu'elle ne m'appartient K [>as encore. » Bientôt cette Ile, qui avait résisté {>endant deux ans à toutes les forces de l'Orient, commandées par l'invincible Dragut, fut au pouvoir de Bonaparte. Une courte cl honteuse négociation avait suivi l'échange de quelques coups do canon, qui ne sauvèrent pas l'honneur du pavillon maltais. Le grand-maître, Hompesch, gentilhomme allemand, reçut six cent mille francs de Bonaparte, l'assurance d'une pension de trois cent mille francs, et se retira en Allemagne. Une bonne partie des chevaliers de la langue de France s'attachèrent au vainqueur, prirent du service dans l'année, et le suivirent en Egypte. La division Reynier s'empara de nie de Uozzû. Le général Vaubois resta à Halle avec quatre mille hommes. I>e général Baragaayd'ililliers partit pour la France avec les trophées de la nouvelle conquête, sur la frégate Ut Sensibie, qui fut capturée par les Anglais. Ainsi tomba l'ordre de Malle, deux eenl soixante-huit ans après la donation de nie par Charles-(,>uint. Sa possession assurait à la république l'empire de la Méditerranée ; le drapeau tricolore affranchit alors ce dernier asile de la chevalerie religieuse, dont une autre révolution a fait depuis un port militaire sous pavillon luthérien. Toutefois c'était un prélude bizarre à la guerre des Musulmans d'Égypte, que la prise du couvent réputé inexpugnable des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Avant de remettre en mer, le général en chef rendit à la liberté tous les captifs inahomélaiis qui languissaient dans les bagnes de la religion. Aussitôt après son entrée dans Malle, Bonaparte en fil répandre la nouvelle par tous les ageiis français, en Grèce, dans les Echelles du l^cvant, en Barbarie; Ü leur prescrivit en outre designiûer aux Ik*)8 d'Alger, de Tunis, de Tripoli, d'avoir à respecter les habilans de l'Ile, désormais sujets de la France. Le général Chabot, commandant à Corfou, reçut des avis cl des ordres conformes à la circotislancc. Bonaparte adressa aussi son aide-de-

camp au fameux Ali, pacha de Janina, afin déconcerter avec lui un plan du soulèvement de plusieurs provinces de la Grèce. Mais, occupé à combattre Passawan-Oglou, Ali ne put ronnallre la lettre ni renvoyé de Bonaparte; et l'absence de ce pacba dut

 considérée comme un malheur; car s'il eût persisté dans ses bonnes dispositions poor le répu* blique française, d'heureux résultats devaient éclore de son intelligence avec Uonapartc qui, en s'assurant dès lors un point d'appui en Albanie et en Épirc, s'attachait un allié puissant et capable de contribuer à rcxccution de ses grands desseins. Le 1*' Juillet, les minarets d'Alexandrie et la tour des Arabes montrèrent à rarniéc le but de son vuyagi', et la terre d'Égy pte lui fut promise. Trois jours auparavant, la flotte de Nelson, augmentée de dix vaisseaux, était venue annoncer à Alexandrie la flotte française, qu'elle avait inutilement cherchée, et repartit pour aller à sa rencontre. Bonaparte l'apprend : il ordonne le débarquement ; il sait apprécier et il veut mettre à profit cette faveur singulière accordée à ses armes; mais tout à coup une voile est signalée : » Fortune 1 s'écria Dunau parte, m'abaudonncrais*tu ? Je ne te demande •> que cinq jours. » Cette voile était une frégate de notre escadre. Menou, qui devait sortir le dernier de l'Égypte, y descend avant tous : Bonaparte et Kléber prennent terre ensemble, et le joignent dans la nuit au Marabou, ou flotta en Afrique lu premier drapeau tricolore. Le général en chef, impatient de signaler son arrivée, n'attend point la présence des autres divisions : il n'ignore pas qu'Alexandrtc se dispose à une défense ; il a dessein d'étonner ses nouveaux ennemis par une audace qui leur est inconnue, et de s'assurer, paruncconquéle utile, du moral de sa propre année. A deux heures du matin, il s'avance sur trois colonnes et commande l'assaut des murailles ; elles cèdent a la furie française. Les troupes, malgré l'ordre de Bonaparte, se précipitent dans la ville, qui n'a pas le temps de capituler et se rend aux vainqueurs. La prise d'Alexandrie n'avait coûté qu'un très-petit nombre de soldats et d'ofliciers français ; Bonaparte les Qt enterrer au pied de la colonne de Pompée, cl voulut que leurs noms fussent gravés sur le fût de ce monument. Toute l'armée assista à cette cérémonie; elle répandit dans ses rangs tout l'enthousiasme que te héros d'Italie entretenait par tous les moyens que lui suggéraient son génie et l'habitude d'cxerccr un irrésistible ascendant sur les autres hommes. Jamais plus habiles proclamations ii'avaicnl été adressées aux soldats français ni aux nations vaincues ; avant de débarquer, il avait dit aux premiers : • Les peuples avec lesquels nous allons *1 vivre sont mahométans ; leur premier article de (I foi est celui-ci : Il n'y a d'autre dieu que Dieu, et U Mahomet est son prophète. Ne les contredise! pas; «« agisses avec eux comme vous

avex agi avec les H Juifs, avec les Italiens; ayez des égards pour leurs Depuis trop U long-temps les heys, qui gouvernent l'Égy pte, inU sullent à la nation française, et couvrent les néK gocians d'avanies; l'heure de leur châtiment est « arrivée. Depuis trop long-temps ce ramassis d'es•I clavcs, achetés dans le Caucase et la Céorgie, tyu rannise la plus belle partie du monde; mais Dieu, U de qui dépend tout, a ordonne que leur empire M ûiilt. Peuple de l'Égypte, on vousdira que je viens M pour détruire votre religion; ne le croyez pas : w répondez que je viens vous restituer vos droits, M pour punir ces usurpateurs, et que je respecte, « plus que les Mamelucks, Dieu, son prophète et le V Kurnn. Dites- leur que tous les hommes sont égaux « devant Dieu; la sagesse, les talons et les vertus « meUent seuls de la dilTcrcncc entre eux.... ï a-tr V il une belle terre? elle appartient aux Mamelucks. « Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une « belle maison? cela appartient aux Mamelucks. Si H i'Égyplc est leur ferme, qu'ils montrent le bail H que Dieu leur a fait.... Quadbis, chcicks, imans « Tchorbadjys, dites au peuple que nous sommes K aussi de vrais Musulmans.... N'est-ce pas nous qui « avons détruit le pape, qoi disaitqu'il fallait faire « la guerre aux Musulmans? N'csl-ce pas nous qui U avons détruit les chevaliers de Malle? N'csl-ce pas » nous qui avons été, dans tous les temps, les amis « du grand seigneur et l'ennemi descs ennemis? tt Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! Ils Il prospéreront dans leur fortune et dans leur rang. K Heureux ceux qui seront neutres! ils auront le Il temps de nous connaître et de st* ranger avec H nous. Mais malheur, trois fuis malheur, à ceux « qui s'armeront pour les Mamelucks et combatu Iront contre nous! Il n'y aura pas d'espérance •(pour eux; ils périront. » L'éloquence populaire caractérise cuiinemmcnt ceux qui ont subjugue les

être considérée comme un malheur; car s'il eût persisté dans ses bonnes dispositions pour la république française, d'heureux résultats devaient éclore de son intelligence avec Bonaparte qui, en s'assurant dès lors un point d'appui en Albanie et en Épire, s'attachait un allié puissant et capable de contribuer à l'exécution de ses grands desseins.

Le 1er juillet, les minarets d'Alexandrie et la tour des Arabes montrèrent à l'armée le but de son voyage, et la terre d'Égypte lui fut promise. Trois jours auparavant, la flotte de Nelson, augmentée de dix vaisseaux, était venue annoncer à Alexandrie la flotte française, qu'elle avait inutilement cherchée, et repartit pour aller à sa rencontre. Bonaparte l'apprend : il ordonne le débarquement; il sait apprécier et il veut mettre à profit cette faveur singulière accordée à ses armes; mais tout à coup une voile est signalée : « Fortune! s'écria Bona- « parte, m'abandonnerais-tu? Je ne te demande « que cinq jours. » Cette voile était une frégate de notre escadre. Menou, qui devait sortir le dernier de l'Égypte, y descend avant tous : Bonaparte et Kléber prennent terre ensemble, et le joignent dans la nuit au Marabou, où flotta en Afrique le premier drapeau tricolore. Le général en chef, impatient de signaler son arrivée, n'attend point la présence des autres divisions : il n'ignore pas qu'Alexandrie se dispose à une défense; il a dessein d'étonner ses nouveaux ennemis par une audace qui leur est inconnue, et de s'assurer, par une conquête utile, du moral de sa propre armée. A deux heures du matin, il s'avance sur trois colonnes et commande l'assaut des murailles; elles cèdent à la furie française. Les troupes, malgré l'ordre de Bonaparte, se précipitent dans la ville, qui n'a pas le temps de capituler et se rend aux vainqueurs. La prise d'Alexandrie n'avait coûté qu'un très-petit nombre de soldats et d'officiers français; Bonaparte les fit enterrer au pied de la colonne de Pompée, et voulut que leurs noms fussent gravés sur le fût de ce monument. Toute l'armée assista à cette cérémonie; elle répandit dans ses rangs tout l'enthousiasme que le héros d'Italie entretenait par tous les moyens que lui suggéraient son génie et l'habitude d'exercer un irrésistible ascendant sur les autres hommes. Jamais plus habiles proclamations n'avaient été adressées aux soldats français ni aux nations vaincues; avant de débarquer, il avait dit aux premiers : « Les peuples avec lesquels nous allons « vivre sont mahométans; leur premier article de « foi est celui-ci : Il n'y a d'autre dieu que Dieu, et « Mahomet est son prophète. Ne les contredisez pas; « agissez avec eux comme vous avez agi avec les « Juifs, avec les Italiens; ayez des égards pour leurs « muphtis et pour leurs imans, comme vous en avez « eu pour les rabbins et pour les évêques. Ayez « pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour « les mosquées, la même tolérance que vous avez « eue pour les couvens, pour les synagogues, pour « la religion de Moïse et celle de Jésus-Christ. Les « légions romaines protégeaient toutes les religions. « Vous trouverez ici des usages différens de ceux « de l'Europe : il faut vous y accoutumer. Les peu- « ples chez lesquels nous allons traitent les femmes « différemment que nous; mais, dans tous les pays, « celui qui viole est un monstre. Le pillage n'enri- « chit qu'un très-petit nombre d'hommes, il nous « déshonore, il détruit nos ressources, il nous rend « ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'a- « voir pour amis. La première ville que nous allons « rencontrer a été bâtie par Alexandre; nous trou- « verons à chaque pas de grands souvenirs dignes « d'exciter l'émulation des Français. » Le 1er juillet, il dit aux Musulmans d'Alexandrie : « Depuis trop « long-temps les beys, qui gouvernent l'Égypte, in- « sultent à la nation française, et couvrent les né- « gocians d'avanies; l'heure de leur châtiment est « arrivée. Depuis trop long-temps ce ramassis d'es- « claves, achetés dans le Caucase et la Géorgie, ty- « rannise la plus belle partie du monde; mais Dieu, « de qui dépend tout, a ordonné que leur empire « finît. Peuple de l'Égypte, on vous dira que je viens « pour détruire votre religion; ne le croyez pas : « répondez que je viens vous restituer vos droits, « pour punir ces usurpateurs, et que je respecte, « plus que les Mamelucks, Dieu, son prophète et le « Koran. Dites-leur que tous les hommes sont égaux « devant Dieu; la sagesse, les talens et les vertus « mettent seuls de la différence entre eux.... Y a-t- « il une belle terre? elle appartient aux Mamelucks. « Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une « belle maison? cela appartient aux Mamelucks. Si « l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail « que Dieu leur a fait.... Quadhis, cheicks, imans « Tchorbadjys, dites au peuple que nous sommes « aussi de vrais Musulmans.... N'est-ce pas nous qui « avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire « la guerre aux Musulmans? N'est-ce pas nous qui « avons détruit les chevaliers de Malte? N'est-ce pas « nous qui avons été, dans tous les temps, les amis « du grand seigneur et l'ennemi de ses ennemis?..... « Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! Ils « prospèreront dans leur fortune et dans leur rang. « Heureux ceux qui seront neutres! ils auront le « temps de nous connaître et de se ranger avec « nous. Mais malheur, trois fois malheur, à ceux « qui s'armeront pour les Mamelucks et combat- « tront contre nous! Il n'y aura pas d'espérance « pour eux; ils périront. » L'éloquence populaire caractérise éminemment ceux qui ont subjugué les

 peuples : Bonaparte possédait au plus haut degré cette éloquence, l'une des premières causes des succès de scs pareils. 11 faut du génie pour persuader aux soldats cl aux vaincus que les victoires sont à leur profit. A peine maître dVMexandrie, Bonaparte imprime au debarquement toute l'activité dont il est dévoré, et qu'il a le latent de communiquer à tout ce qui sc réunit sous son drapeau. L'amiral Brueys conduit d'abord l'escadre au mouillage d'Aboukir. Le convoi entre dans le port d'Alexandrie. Quant à l'esca* dre, elle doit, d'après les ordres donnés à l'amiral Brueys, à Alexandrie, par le général en chef luimême, être dirigée sur Malte, ou sur Toulon, ou sur Corfou, immédiatement après le débarquement total des munitions de guerre, à moins que le port vieux, où nos vaisseaux seraient si bien en sûreté, n'ait asscx d'eau pour les recevoir. Bonaparte, pour qui l'occupation de l'Égypte n'est que la première campagne d'une autre expédition, attache à l'existciicc et au voisinage de la flotte l'intérêt du succès de ses vastes desseins, qui repose tout entier sur la coopération de l'armée de lerreelde l'année navale. La crainte des Anglais ne permet aucun retard pour l'exécution de scs dispositions, et le pressant besoin de prévenir et d'cCfraycr les beys prescrit une marche rapide sur le Caire. l#e général Desaix se porte aussitôt dans le désert, avec sa division qui formait l'avaiit-gardc, cl sc dirige sur Danianhour. Mais pendant celle marche de quinze lieues, sur un sable brûlant et stérile, nos troupes, presque eiiliè' rement privées d'eau, éprouvèrent des souffrances telles, que Desaix, si difficile à s'émouvoir des plus grands dangers, écrivait au général en chef : « Si l'armée ne passe pas le désert avec toute la rapidité de l'éclair, elle périra. » L'année part d'Alexandrie les S cl G juillet : Bonaparte, quittant cette ville le 7, en laisse le commandement au général Kléber qui a été blessé un montant à l'assaut de ses remparts. Le général Dugua marche d'un autre côté sur Boselle; il est chargé de s'en emparer cl de protéger la flottille française qui doit suivre la roule du Caire sur le bras gauche du Ni), et rejoindre l'armce k Bamanieh. Bientôt une chaleur accablante, ta faim, la soif plus terrible encore, causèrent des maux inouis à nos soldats; plusieurs y succombèrent. Pour comble de malheurs, le phénomène du mirage, effet de la lumière, inconnu dans nos contrées, montrait à leurs yeux séduits un lac immense où sc réficebissaient les monticules de sable et toutes les inégalités du terrain. L'illusion du mirage est telle, qu'on s*y trompe pour la dixiéme fuis non moins que la première ; cl comme elle avait lieu

principalement dans la matinée, les Français haletans, épuisés de fatigue, pressaient le pas ; mais ils cédaient de nouveau à rabattement, quand le soleil, dans toute sa force, avait dissipé les eaux imaginaires où ils croyaient trouver un terme à leur douleur. Le sol était enflammé; on souffrait un égal supplice à s'arrêter ou à se mouvoir sur ce brasier ardent. La nuit, au lien d'amener du calme, apportait d'autres tourmeos : il se répandait une rosée froide qui glaçait les membres cl semblait pénétrer jusqu'aux os. Quelle situation pour des hommes accoutumés à faire la guerre sous le délicieux climat de l'ilalie! Aussi le murmure gagna t-il tous les esprits, et les plus dévoués donnèrent presque des signes de désespoir.... I.C 8 juillet, Bonaparte arrive à Damanbour, où l'armée réunie oublie tes souffrances du désert et les cris séditieux dont elle a menacé son héros ; Bonaparte oublie tout également. Le 10, k la pointe du jour, le mouvement s'opère sur Ramanieh : Bonaparte, accompagné de quelques olUcicrs d'étatmajor, s'écarte à une certaine distance des différens corps, et ne se trouve séparé des Bédouins que par une éminence qui le dérobe à leur vue : il reconquit le péril auquel il vient d'échapper, et dit gaiement : *t 11 n'est point écrit lé haut que je doive être pris M parles Arabes. > Enfin, après quelques heures de route, le Nil parait, avec scs deux rives bordées de riches moissons. Le premier mouvement de nos soldats est de se précipiter dans le fleuve qui devient aussi un dieu pour les Français. A peine rafraîchis et consolés, ils sont rappelés au drapeau par une attaque de Namclucks ; ils y courent, rartillcricdu général Desaix disperse l'ennemi. Bonaparte ordonne un repos à Ramanieh, pour attendre sa flottille où sont les provisions : tout réussit. L'armée délassée, réparée et contente, se met en marche dans la nuit, avec l'ordre et l'espoir de livrer la bataille qui doit lui ouvrir 1a capitale de sa future conquête. La flottille nous suit, elle vogue sous le pavillon du chef de division Perrée. Le général Andréossy est à bord, ainsi que le général Zayonscbeck; ils commandent l'artillerie cl les troupes à cheval non montées. La violence des vents entraine tout à coup la flottille française au-delà de la gauche de l'armée, et la pousse en présence de la flottille ennemie, que soutient le feu de quatre mille Mamelucks, des Fellahs et des Arabes. Un combat inégal, où la valeur supplécau nombre, commence à l'instant, et coûte à l'ennemi scs chaloupes canonnières. Dans ce combat, où le sang-froid et l'intrépidité du général Andréossy contribuèrent beaucoup à la victoire, Monge et Berthollcl, qui étaient, comme lui, sur le chebcck de

Perrée, monlrcrcnl un courage vraiment français, et rendirent des services essentiels. Cepcii

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 111 (tant Bonaparte, averti par le bruit du canon que sa nouille est engagée, fait avancer rarnicc au pas déchargé sur Chébreiss; elle aperçoit les Mamelucks en bataille devant ce village. Bonaparte reconnaît la position de l'ennemi, et range ainsi nos forces : chacune de ses cinq divisions, commandées par Desaix, Bon, Beynicr, Menou, et Dugua en Tabscnce de Kléber, composait un carré qui présentait à chaque face six hommes de hauteur; les équipages et la cavalerie étaient au centre, rartillerieauxan* gles; les grenadiers de chaque carré formaient des pelotons qui flanquaient les divisions, et devaient renforcer les points d'attaque. A peine l'armée parall-cllc à une dcmi-lieuc des Mamelucks, que soudain ils s'élancent en foule et inondent la plaine ; ils débordent nos ailes, coraco* lent sur les flancs et derrière les Français, et cherchent l'endroit le plus faible pour pénétrer; mais ils ne rencontrent sur toute la ligne que des murailles de fer qui vomissent la flamme : d'autres masses chargent avec impétuosité la droite et le front, de l'armée; elles approchent jusqu'à portée de la mitraille; aussitôt l'artillerie se démasque et les dissipe, .\lors les Français s'ébranlent et emportent le village de Chébreiss. Après deux heures d'une action opiniâtre, l'ennemi laisse six cents hommes sur le champ de bataille cl se relire en désordre vers le Caire ; sa flottille, qui prend aussi la fuite, rciDonlc le Nil. L'armée victorieuse couche à Chébreiss, cl reprend la route du Caire, au milieu de toutes privations, à travers des villages abandonnés, sur un sol presque sans végétation alimentaire. Aussi, malgré quelques adoncissemens offerts aux peines de tous, la mélancolie et la tristesse régnent parmi nos soldats; ils regrettent hautement l'halic et la France, et se regardent comme déportés dans un pays ingrat et plus dangereux cent fois que l'ennemi. Bonaparte entend ces plaintes, et cherche à les apaiser en plaçant toujours son bivouac dans les lieux les plus incommodes. Le '21 juillet, l'armée partie d'Omdinar pendant la nuit, arrive sur les deux heures après-midi à une demi-licue d'Ëmbal>eh, et voit le corps des Mamelucks sc déployer en avant du village. Bonaparte fait faire halte ; l'excès de la fatigue et de la chaleur accablait les troupes : un repos d'une heure seulement est le besoin du soldat; mais les mouvemens de l'ennemi leur en commandent le sacriflcc, et l'ordre de la bataille devient un besoin plus impérieux. Tout est nouveau pour les Français. En arrière de la gauche de l'ennemi s'élevaient les pyramides, CCS immobiles témoins des plus grandes fortunes cl des plus

grandes adversités du monde. En arrière de la droite coulait majestueusement le vieux Nil, brillaient les trois cents minarets du Caire, et s'étendaient les plaines jadis si fertiles de l'antique et populeuse Memphis. Le costume magnilîque, l'éclat des armes, la l>cauté des chevaux de la cavalerie des beys, contrastaient singulièrement avec l'uniforme et l'armement sévère des bataillons français, dont le général se confond avec eux par la simplicité. C'est Léonidas luttant avec ses Sparliiites contre la fastueuse armée des satrapes ; mais il n'y eut pas de Tbermopyles. Les pyramides furent heureuses aux Français. « Soldats, s'écrie Bonaparte, N songez que, du haut de ces monumens, quarante siècles vous contemplent! » Uourad-Bcy appuie sa droite au Nil, vers lequel il a construit à la héte un camp retranché, garni de quarante pièces de canon, et défendu par une vingtaine de mille hommes, janissaires et spahis; sa gauche, qui sc prolonge vers les pyramides, comprend dix mille Mamelucks servis chacun par (rois Fellahs, et trois mille Arabes. Bonaparte dispose son armée comme à Chébreiss, mais de manière à presenier plus de feu aux ennemis : Desaix occupe notre droite, Yial noire gauche, Dugua le centre. I.a reconnaissance du camp retranché nousapprend que son artillerie n'est point sur affûts de campagne, et ne pourra sortir non plus que son infanterie qui n'oseratl le faire sans canons. Aussitôt Bonaparte ordonne un mouvement de toute son armée sur sa droite, en passant hors de la portée des pièces du camp : dcslors l'artillerie et l'infanterie deviennent presque inutilesà l'ennemi, et nous n'aurons affaire qu'aux Mamelucks. Né avec l'insttnct de la guerre et doué d'un coup d'œil pénétrant, Hourad sent que le succès de la journée dépend de ce mouvement, et qu'il faut rcm|>èchcr à tout prix. Il part avec six à sept mille chevaux, et vient fondre sur la colonne du général Desaix. Attaquée en marche, cette colonne parait ébranlée et même en désordre un moment; mais les carrés se forment et reçoivent avec sang-froid la charge des Mamelucks , dont la léte seule avait commencé le choc. Reynier flanque notre gauche. Bonaparte, qui se tenait dans le carré du général Dugua, avance aussitôt sur le gros des Mamelucks, et sc place entre le Nil et Beynicr. Les Mamelucks font des cITorts inouïs pour nous entamer : ils périssent foudroyés par le feu de nos carrés, comme sous les murs d'autant dcforlcrcssos. Ces remparts vivans font croire à l'ennemi que nos soldats sont attachés les uns aux autres. Alors les pins braves acculent leurs chevaux contre les baïonnettes de nos grenadiers, et les renversent sur eux; ils succombèrent tous. La masse tourne autour de nos carrés en cherchant à

pénétrer dans les intervalles : dès lors leur but est manqué : au milieu de la mitraille uiyiiized by CjOO^Ic

dant Bonaparte, averti par le bruit du canon que sa flottille est engagée, fait avancer l'armée au pas de charge sur Chébreiss; elle aperçoit les Mamelucks en bataille devant ce village. Bonaparte reconnaît la position de l'ennemi, et range ainsi nos forces : chacune de ses cinq divisions, commandées par Desaix, Bon, Reynier, Menou, et Dugua en l'absence de Kléber, composait un carré qui présentait à chaque face six hommes de hauteur; les équipages et la cavalerie étaient au centre, l'artillerie aux angles; les grenadiers de chaque carré formaient des pelotons qui flanquaient les divisions, et devaient renforcer les points d'attaque.

A peine l'armée paraît-elle à une demi-lieue des Mamelucks, que soudain ils s'élancent en foule et inondent la plaine; ils débordent nos ailes, coracolent sur les flancs et derrière les Français, et cherchent l'endroit le plus faible pour pénétrer; mais ils ne rencontrent sur toute la ligne que des murailles de fer qui vomissent la flamme : d'autres masses chargent avec impétuosité la droite et le front de l'armée; elles approchent jusqu'à portée de la mitraille; aussitôt l'artillerie se démasque et les dissipe. Alors les Français s'ébranlent et emportent le village de Chébreiss. Après deux heures d'une action opiniâtre, l'ennemi laisse six cents hommes sur le champ de bataille et se retire en désordre vers le Caire; sa flottille, qui prend aussi la fuite, remonte le Nil. L'armée victorieuse couche à Chébreiss, et reprend la route du Caire, au milieu de toutes privations, à travers des villages abandonnés, sur un sol presque sans végétation alimentaire. Aussi, malgré quelques adoucissemens offerts aux peines de tous, la mélancolie et la tristesse règnent parmi nos soldats; ils regrettent hautement l'Italie et la France, et se regardent comme déportés dans un pays ingrat et plus dangereux cent fois que l'ennemi. Bonaparte entend ces plaintes, et cherche à les apaiser en plaçant toujours son bivouac dans les lieux les plus incommodes.

Le 21 juillet, l'armée partie d'Omdinar pendant la nuit, arrive sur les deux heures après-midi à une demi-lieue d'Embabeh, et voit le corps des Mamelucks se déployer en avant du village. Bonaparte fait faire halte; l'excès de la fatigue et de la chaleur accablait les troupes : un repos d'une heure seulement est le besoin du soldat; mais les mouvemens de l'ennemi leur en commandent le sacrifice, et l'ordre de la bataille devient un besoin plus impérieux.

Tout est nouveau pour les Français. En arrière de la gauche de l'ennemi s'élevaient les pyramides, ces immobiles témoins des plus grandes fortunes et des plus grandes adversités du monde. En arrière de la droite coulait majestueusement le vieux Nil, brillaient les trois cents minarets du Caire, et s'étendaient les plaines jadis si fertiles de l'antique et populeuse Memphis. Le costume magnifique, l'éclat des armes, la beauté des chevaux de la cavalerie des beys, contrastaient singulièrement avec l'uniforme et l'armement sévère des bataillons français, dont le général se confond avec eux par la simplicité. C'est Léonidas luttant avec ses Spartiates contre la fastueuse armée des satrapes; mais il n'y eut pas de Thermopyles. Les pyramides furent heureuses aux Français. « Soldats, s'écrie Bonaparte, « songez que, du haut de ces monumens, quarante siècles vous contemplent! »

Mourad-Bey appuie sa droite au Nil, vers lequel il a construit à la hâte un camp retranché, garni de quarante pièces de canon, et défendu par une vingtaine de mille hommes, janissaires et spahis; sa gauche, qui se prolonge vers les pyramides, comprend dix mille Mamelucks servis chacun par trois Fellahs, et trois mille Arabes. Bonaparte dispose son armée comme à Chébreiss, mais de manière à présenter plus de feu aux ennemis : Desaix occupe notre droite, Vial notre gauche, Dugua le centre. La reconnaissance du camp retranché nous apprend que son artillerie n'est point sur affûts de campagne, et ne pourra sortir non plus que son infanterie qui n'oserait le faire sans canons. Aussitôt Bonaparte ordonne un mouvement de toute son armée sur sa droite, en passant hors de la portée des pièces du camp : dèslors l'artillerie et l'infanterie deviennent presque inutiles à l'ennemi, et nous n'aurons affaire qu'aux Mamelucks.

Né avec l'instinct de la guerre et doué d'un coup d'œil pénétrant, Mourad sent que le succès de la journée dépend de ce mouvement, et qu'il faut l'empêcher à tout prix. Il part avec six à sept mille chevaux, et vient fondre sur la colonne du général Desaix. Attaquée en marche, cette colonne paraît ébranlée et même en désordre un moment; mais les carrés se forment et reçoivent avec sang-froid la charge des Mamelucks, dont la tête seule avait commencé le choc. Reynier flanque notre gauche. Bonaparte, qui se tenait dans le carré du général Dugua, avance aussitôt sur le gros des Mamelucks, et se place entre le Nil et Reynier. Les Mamelucks font des efforts inouïs pour nous entamer : ils périssent foudroyés par le feu de nos carrés, comme sous les murs d'autant de forteresses. Ces remparts vivans font croire à l'ennemi que nos soldats sont attachés les uns aux autres. Alors les plus braves acculent leurs chevaux contre les baïonnettes de nos grenadiers, et les renversent sur eux; ils succombèrent tous. La masse tourne autour de nos carrés en cherchant à pénétrer dans les intervalles : dès lors leur but est manqué : au milieu de la mitraille

The text on this page is estimated to be only 26.68% accurate

118 HISTOIRE DE NAPOLEON. et (les boulets, une partie rentre dans le camp : Mouraü, suivi de ses plus habiles officiers, se dirige sur (îizch,etse trouve ainsi séparé de son armi^. Cependant la division Bon se porte sur le camp retranche, tandis que le général Rampon vole occuper une espèce de défilé entre Gizeh et ce camp où règne la plus horrible confusion. La cavalerie se jette sur rinfanlerie, qui. voyant la défaite des Mamelucks, s'enfuit vers la gauche d'Ernbabeh : un l>on nombre parvient à se sauver à la nage ou avec des bateaux, mais beaucoup sont précipités dans le Mil par le général Vial. J.cs autres divisions françaises geh, où les divisions Ron cl Menou nageaient au scinde l'ahondancc. Bonaparte habile la maison de campagne de Mourad-Boy. Rienlét il reçoit à son quartier-général une députation des cheicks cl des notables du Caire, que le passage des Mamelucks écbappes au glaive, cl la fuite du pacha Scïd-Abuudükcr et ü'Ihrahim-Bey, le prudent compétiteur de 3lourad, avaient livrés à tous les (rxcès populaires. Déjà, par une priKlainalion expédiée dans cette ville, on avait cherché à prévenir ce malheur et à répandre Ia conlinnce parmi les hahilans. Les députés venaient traiter de la reddition des janissaires et de la pince, cl implorer la clémence du vainqueur. Bonaparte les accueille avec bicoveillance, et les congédie sous l'escorte de deux compagnies d'élite aux ordres de l'inlrcpide Dupuy, nommé général de brigade sur le champ de bataille. La rive droite do Nil, où brillaient les flammr^ de soixante liàtinicns charges de richesses, auxquels les Mamelucks ont mis Je feu, éclaire la marche de nos soldats, qui pénétrent la nuit dans les murs de la capitale et s'égarent dans ses rues étroites, longues et silencieuses. Toutes les perles sont fermées, toutes les lumières éteintes. On n'entend pas le bruit d'un homme; les chiens dont celle ville immense est remplie, répondent si'uls, par de longs hurlcmens, au tambour des Français, Le 85 juillet, le général en chef fait son entrée au (^iire. au milieu de la foule du peuple accouru pour contempler li^ vainqueurs des Mamelucks. Son premier soin, après avoir donné le commandement de la place au général Dupuy, est d'organiser dclinilivenient le divan provisoire institué par les habitnns, et de régler l'administration des pays que nous allons occuper. Kléber réside à Alexandrie, Menou à Rosette, Dugua à Damanliour; Zayonschcck est envoyé dans le Menoufieh, Mural dans le Kélioub, Vial dans les provinces de Mansoiirah et de Damielle, Kugières dans celles de Garbyeh, et Rellinrd

à Gizeh. Desaix a reçu l'ordre de construire un camp retranché à quatre lieues de celte ville, alin de maintenir toute la contrée. On prend position au vieux Caire cl à Boulaq ; un corps d'observation se porte sur El Khankah pour surveiljcr Hirahiin. (^e corps forme bientôt l'avant-garde do rarméc, qui se met en mouvement pour cliasscr ce bey de l'Egypte. Bonaparte in commande; il rencontre en avant deBelbeis les débris de la caravane des pèlerins de la Mecque, dont la plus forte partie est emmenée par Ibrahim ; il délivre les marchands des Araites qu'ils ont pris pour escorte, et qui les pillent ; tl les fait ensuite accompagner jusqu'au Caire par des Français. Ibrahim avait fui sur Salahich ; il sortait de celle ville au moment de notre arrivée; un voyait dénier avec ses trésors et scs femmes une grande quantité de h.igagos. Environ mille Mamelucks composaient son arrière-garde. Des dèlaclicinens de cavalerie française, emportes par leur fougue, et sans doute aussi par res|M)ir du butin, fondent avec impétuosité sur les Manielucks, et s'ouvrent un passage dans leurs rangs ; ils y sont enveloppes. On vole à leur secours; la charge devient générale : h's guides de Bonaparte suivent les hussards; les aidcs-üe-caïQp, les généraux, se jettent dans la mêlée : Bonaparte reste presque seul. Enfîn le S** de dragons s'avance, et par une fusillade bien dirigée, force les Blamciucks à la retraite : ceux-ci se battirent avec le courage le plus ardent. chef d'escadron l'Kstréc, l'aide-de-camp Suikovski, reçurent. l'un quatorze coups de sabre, l'autre sept, cl plusieurs coups de feu ; Lasalle, chef de brigade, le général Murat, Duroc, aidc-dc-camp de BonaDiç}"

et des boulets, une partie rentre dans le camp : Mourad, suivi de ses plus habiles officiers, se dirige sur Gizeh, et se trouve ainsi séparé de son armée. Cependant la division Bon se porte sur le camp retranché, tandis que le général Rampon vole occuper une espèce de défilé entre Gizeh et ce camp où règne la plus horrible confusion. La cavalerie se jette sur l'infanterie, qui, voyant la défaite des Mamelucks, s'enfuit vers la gauche d'Embabeh : un bon nombre parvient à se sauver à la nage ou avec des bateaux, mais beaucoup sont précipités dans le Nil par le général Vial. Les autres divisions françaises gagnent du terrain ; pris entre leur feu et celui des carrés, les Mamelucks essaient de se faire jour, et tombent en désespérés sur la petite colonne du général Rampon ; tout leur courage échoue contre ce nouvel obstacle : ils tournent bride ; mais un bataillon de carabiniers devant lequel ils sont obligés de passer à cinq pas, en fait une effroyable boucherie : tout le reste périt ou se noie. Mourad-Bey n'emmène dans sa retraite que deux mille cinq cents Mamelucks sauvés comme lui du carnage. Le camp des ennemis enlevé à la baïonnette, les cinquante pièces de canon qui le défendaient, quatre cents chameaux, les vivres, les trésors, les bagages de cette noble milice d'esclaves, l'élite de la cavalerie de l'Orient, et la possession du Caire, furent les trophées de la victoire d'Embabeh. Bonaparte, qui connaissait toute la puissance des anciens souvenirs, et aspirait sans cesse à semer sa vie de glorieuses comparaisons avec les grandes choses, voulut donner à cette brillante journée le nom de *bataille des Pyramides*.

Les divisions Desaix, Reynier et Dugua, après avoir pousuivi les ennemis jusqu'à la nuit, reviennent à Gizeh. Déjà les troupes françaises étaient établies dans cette ville, ainsi que dans le camp retranché d'Embabeh, où les divisions Bon et Menou nageaient au sein de l'abondance. Bonaparte habite la maison de campagne de Mourad-Bey. Bientôt il reçoit à son quartier-général une députation des cheicks et des notables du Caire, que le passage des Mamelucks échappés au glaive, et la fuite du pacha Seïd-Aboudeker et d'Ibrahim-Bey, le prudent compétiteur de Mourad, avaient livrés à tous les excès populaires. Déjà, par une proclamation expédiée dans cette ville, on avait cherché à prévenir ce malheur et à répandre la confiance parmi les habitans. Les députés venaient traiter de la reddition des janissaires et de la place, et implorer la clémence du vainqueur. Bonaparte les accueille avec bienveillance, et les congédie sous l'escorte de deux compagnies d'élite aux ordres de l'intrépide Dupuy, nommé général de brigade sur le champ de bataille. La rive droite du Nil, où brillaient les flammes de soixante bâtimens chargés de richesses, auxquels les Mamelucks ont mis le feu, éclaire la marche de nos soldats, qui pénètrent la nuit dans les murs de la capitale et s'égarent dans ses rues étroites, longues et silencieuses. Toutes les portes sont fermées, toutes les lumières éteintes. On n'entend pas le bruit d'un homme ; les chiens dont cette ville immense est remplie, répondent seuls, par de longs hurlemens, au tambour des Français.

Le 25 juillet, le général en chef fait son entrée au Caire, au milieu de la foule du peuple accouru pour contempler les vainqueurs des Mamelucks. Son premier soin, après avoir donné le commandement de la place au général Dupuy, est d'organiser définitivement le divan provisoire institué par les habitans, et de régler l'administration des pays que nous allons occuper. Kléber réside à Alexandrie, Menou à Rosette, Dugua à Damanhour ; Zayonscheck est envoyé dans le Menoufieh, Murat dans le Kélioub, Vial dans les provinces de Mansourah et de Damiette, Fugières dans celles de Garbyeh, et Belliard à Gizeh. Desaix a reçu l'ordre de construire un camp retranché à quatre lieues de cette ville, afin de maintenir toute la contrée. On prend position au vieux Caire et à Boulaq ; un corps d'observation se porte sur El Khankah pour surveiller Ibrahim. Ce corps forme bientôt l'avant-garde de l'armée, qui se met en mouvement pour chasser ce bey de l'Égypte. Bonaparte la commande ; il rencontre en avant de Belbeis les débris de la caravane des pélerins de la Mecque, dont la plus forte partie est emmenée par Ibrahim ; il délivre les marchands des Arabes qu'ils ont pris pour escorte, et qui les pillent ; il les fait ensuite accompagner jusqu'au Caire par des Français. Ibrahim avait fui sur Salahieh ; il sortait de cette ville au moment de notre arrivée ; on voyait défiler avec ses trésors et ses femmes une grande quantité de bagages. Environ mille Mamelucks composaient son arrière-garde. Des détachemens de cavalerie française, emportés par leur fougue, et sans doute aussi par l'espoir du butin, fondent avec impétuosité sur les Mamelucks, et s'ouvrent un passage dans leurs rangs ; ils y sont enveloppés. On vole à leur secours ; la charge devient générale : les guides de Bonaparte suivent les hussards ; les aides-de-camp, les généraux, se jettent dans la mêlée : Bonaparte reste presque seul. Enfin le 3e de dragons s'avance, et par une fusillade bien dirigée, force les Mamelucks à la retraite : ceux-ci se battirent avec le courage le plus ardent. Le chef d'escadron l'Estrée, l'aide-de-camp Sulkowski, reçurent, l'un quatorze coups de sabre, l'autre sept, et plusieurs coups de feu ; Lasalle, chef de brigade, le général Murat, Duroc, aide-de-camp de Bona-

The text on this page is estimated to be only 27.89% accurate

mSTOIRK DE NAPOLÉON. m parle, Arrifçhi, son parent, radjudant-gcnéral I.ord, pour tenir conseil el décider si l'on devait combattre embossA ou à la voile. La majorité fut de l'opinion du capitaine

~~du Pt iit-Thouars, qui s~~

parte, Arrighi, son parent, l'adjudant-général Leturcq, se distinguèrent par des prodiges d'audace et de valeur. Ibrahim fut rejeté dans le désert. Bonaparte, débarrassé d'un dangereux adversaire, s'occupe des moyens de l'empêcher de reparaître en Égypte, et de faire marcher l'armée sur la Syrie, si un ennemi se présente de ce côté. Il donne aux officiers du génie les ordres nécessaires pour la construction d'une forteresse; en attendant, il laisse Reynier à Salahieh avec sa division, et revient au Caire.

On a vu plus haut que Brueys avait trois partis à prendre pour répondre aux vives sollicitudes du général en chef touchant le salut de l'escadre; il choisit le second de ces partis, c'est-à-dire qu'il décida de s'embosser dans la rade d'Aboukir. Cette résolution offrait sans doute des périls; mais on aurait tort de juger, d'après l'événement, que si l'amiral conçut l'espérance de résister aux Anglais dans sa position, cette espérance manquait de fondement. Cependant Bonaparte, resté sans nouvelles de la flotte pendant treize jours, parce que la correspondance se trouvait interceptée, croyant au succès des sondes, d'après des avis récens d'Alexandrie, se hâta d'expédier, le 30 juillet, son aide-de-camp Julien, chargé de transmettre à l'amiral, dont on venait enfin de recevoir des lettres, l'injonction d'entrer dans le vieux port d'Alexandrie, ou de partir au moment même pour Corfou. L'officier rencontra dans la route un parti d'Arabes, et périt massacré avec ses quinze hommes d'escorte; au reste, malgré toute la diligence possible, il n'aurait pu arriver à temps pour prévenir le désastre d'Aboukir.

Le 1er août, vers trois heures après-midi, on signala l'escadre anglaise, forte de quatorze vaisseaux de ligne et deux bricks. Le contre-amiral Blanquet-Duchayla commandait notre aile gauche, où se trouvaient *le Guerrier, le Conquérant, le Spartiate, l'Aquilon, le Peuple Souverain* et *le Franklin*. *L'Orient*, de 120 canons, monté par l'amiral Brueys, était au centre; venait ensuite le *Tonnant*, commandé par du Petit-Thouars; et enfin, à l'aile droite, le contre-amiral Villeneuve avait sous ses ordres *l'Heureux, le Mercure, le Guillaume Tell, le Généreux, le Timoléon*. Le 30 juillet, l'amiral avait appelé ses capitaines à son bord, pour tenir conseil et décider si l'on devait combattre embossé ou à la voile. La majorité fut de l'opinion du capitaine du Petit-Thouars, qui se prononça pour combattre à la voile. Brueys soutenait l'opinion contraire, et se prévalut de son autorité pour que l'on s'y soumît. Il s'embossa à deux lieues de terre, laissant derrière sa flotte une passe plus que praticable pour un vaisseau de haut bord, et négligeant d'y faire couler quelques vieux navires pour rendre ce passage impossible à l'ennemi. Il avait également négligé l'armement de la côte, qui eût si heureusement soutenu sa ligne d'embossage; et, par une autre fatalité, il avait envoyé à terre une partie de ses équipages. A six heures l'action s'engage par une violente canonnade; bientôt une partie de la flotte ennemie, doublant la tête de la ligne française, parvient à la couper et à jeter l'ancre entre la terre et nous, tandis que Nelson parcourt notre front avec le reste de ses forces. Deux bâtimens anglais échouent en exécutant ce plan hardi; mais notre centre et notre avant-garde sont placés entre deux feux. De part et d'autre on se bat avec la dernière opiniâtreté. Au bout d'une heure, *le Guerrier, le Conquérant,* ont la moitié de leur monde tué, leurs canons démontés, leurs manœuvres hachées, leurs mâts brisés, et succombent tour à tour. La frégate *la Sérieuse,* attaquée par *le Goliath,* oppose la plus vigoureuse résistance; percée de part en part, elle coule, et se défend toutefois jusqu'à ce qu'elle ait obtenu une capitulation. La nuit arrive, et les deux partis n'ont plus, pour éclairer une bataille si acharnée, d'autres lumières que celle du feu de douze cents pièces de canon qui tonnent, et dont la commotion agite la mer comme dans une tempête.

Dès le commencement, Brueys avait été blessé; vers les huit heures du soir, il tombe renversé par un boulet. Gantheaume, son ami, veut le faire emporter. « Non, dit-il en lui serrant la main, un « amiral français doit mourir sur son banc de « quart. » Il expire au bout d'un quart d'heure. Au même instant, le capitaine de pavillon, Casa-Bianca, ainsi que son capitaine de frégate, sont emmenés au poste des blessés. Malgré ces malheurs, *l'Orient* redouble d'audace et d'intrépidité. Déjà plusieurs vaisseaux ennemis, criblés de ses boulets, ont été contraints à la fuite. *Le Bellérophon,* qui leur succède, voit ses trois mâts abattus et perd la moitié de son équipage; réduit à l'impossibilité de manœuvrer, le vent l'entraîne sur notre arrière-garde, dont il reçoit toutes les bordées. Près de couler, les cris des Anglais annoncent qu'il se rend: si dans ce moment Villeneuve coupe ses câbles et saisit l'occasion offerte, il s'empare du *Bellérophon* sans coup férir : il dégage *l'Orient* ainsi que les autres vaisseaux seuls aux prises avec l'ennemi, et change un revers prochain en une brillante victoire. Villeneuve reste immobile, sans qu'alors ni depuis on ait pu expliquer sa conduite. Comme *l'Orient,* abandonnés à eux-mêmes, *le Spartiate, le Peuple Souverain, l'Aquilon,* combattent avec le même héroïsme et font un mal horrible aux Anglais, dont plusieurs bâtimens ne tirent plus. Mais à neuf

The text on this page is estimated to be only 29.64% accurate

IM HISTOmE DE N \l'OEÉO>. heures et un quart,)*incemlie éclate sur l'Orient: aucun cfTorl ne peut éteindre les danimcs au milieu du carnage, au milieu de noire feu, qui continue malgré les ordres de Gantheaume; IVquipage se jette à la mer; une partie se noie, une partie se sauve J une demi-heure après, VOrient, embrasé dans tousses quartiers, saule en Pair avec un fracas qui jette les deux nmics dans la même stupeur. Malgré cet épouvantable désastre, les Français recommencent le combat : entre cinq et six heures du malin, il redevient terrible ; il dure encore à midi, et ne se termine qu'à deux heures, après la prise ou la ruine de presque tous nos vaisseaux. Au dire de nos adversaires, Villeneuve pouvait encore décider le succès en notre faveur, même après l'explosion de VOrient; il le pouvait encore à minuit, s'il fût entré en ligne : au lieu de cela, il partit avaiilja fin de l'action, avec le Guillauine^Tett, h Généreux et les frégates la Diane et ta Jutlice, sans être poursuivi par l'ennemi qui n'était pas en état de l'inquiéter; les trois autres bâlimens du Villeneuve s'échouèrent à la cèté et devinrent la proie des Anglais. La fortune nous fit éprouver sa rigueur à la bataille d'Aboukir; mais quoique chaque vaisseau français manquât du tiers de son monde, nos marins ennoblirent leur défaite par des prodiges de valeur qui méritaient la victoire. Il y eut des dévouemens sublimes : le jeune Gasa-Bianca, enfant (Je neuf à dix ans, cl qui avait montré une constance au-dessus de son âge, fut englouti dans les flots à cAté de son pf're, qu'il refusa de quitter; Thévenard, commandant de cruellement déchiré par les boulets, ne cessa d'encourager les siens jusqu'au dernier soupir; Rlanqucl-Duchayla, frappé à la figure par un coup de mitraille, et apprenant qu'il ne lui restait plus que trois pièces de canon capables de servir, disait : •< Tiret ; notre dernier coup « peut être funeste à l'ennemi, b Du Pcllt-Thouars eut les deux cuisses emportées, et voulut mourir à son poste, comme Broeys ; un autre boulet lui enleva un bras; ainsi mutile, il s'écriait : » Équipage «du Tonnant, ne vous rendez pas; coulez bas » plutôt ; clouez le pavillon ; n et il ordonnait qu'on précipitât son corps à la mer, si les Anglais venaient à s'emparer de son bord. Quand le Tonnant fut pris, ils n'y trouvèrent qu'un jeune aspirant, qui commandait le vaisseau. La journée d'Aboukir et celle de Trafalgar marquent deux des plus grandes fatalités de la vie de Bonaparte : l'une lui ferma le chemin de l'Asie, l'autre lui ravit peut-être l'empire qu'il aurait conquis dans le canal de la Manche, si ce mènte amiral Villeneuve eût

exécuté ses ordres et décliné le combat qu'il aurait dû chorcherdevant Aboukir. Kléber lui-mème, l'héroïque Kléber, parut ébranlé de la ruine de notre flotte; Bonaparte en appritla nouvcllcavcc une fermeléi toute épreuve; aucun (rouble ne se peignit sur son visage, rien ne trahit la profonde impression qu'il dut recevoir d'un événement dont il mesura d'abord toutes les conséquences. Dissiper la confusion et la stupeur qui régnaient à Alexandrie, malgré la présence de Kléber; demander et obtenir la vérité tout entière sur notre affreux malheur; secourir les vivans dans leur détresse ; honorer les illustres morts dans leur tombeau; consoler leurs familles par des paroles quelquefois marquées au cachet de la douleur d'une amc mélancolique; rassurer l'armée pardes paroles empreintes d'un tout autre génie ; rétablir l'ordre partout; réunir, organiser les restes de notre marine ; veiller sur l'escadre de Villeneuve, réfugiée k Malte, et répandre dans tous les cœurs les espérances d'une gloire nouvelle qui allait nattre pour l'armée d'Egypte du sein même de cette grande cala« mité : voilà une faible esquisse des soins do héros dans ces graves circonstances où il fut vraiment la providence de tous les Français abandonnés désormais sur in terre des Pharaons. Prisonnier dans sa propre conquête, devenue une patrie pour nos troupes et pour lui, s'il désespérait de son avenir, Bonaparte ne serait que l'homme de la fortune. Il va régner; le général de l'armée française est aussi le sultan de l'Égypte : il doit consacrer tout son génie à ses soldats et à scs sujets. Le destin lui fait faire l'essai du sceptre sur les bords du Nil; et ce caractère supérieur revêt alors une teinte orientale qu'offriront toujours dans la suite scs volontés et ses desseins. I.a nature semblait l'avoir créé pour le trône de l'Asie; il avait reçu, pour s'y maintenir, tout cequi l'a précipité do celui qu'il éleva depuis sur l'Europe. G.'Ue royauté forcée et passagère en Égypte développera en lui tous les germes de la puissance absolue, que le sol de la France refusait encore de féconder. En Occident, Bonaparte pouvait balancer entre César, Scipion, Charlemagne et Charles-Quint; mais dans l'Orient il ne peut voir qu'Alrxandrc, Sésoslris, et peut-être Mahomet. Toutefois il marche avec son siècle, et c'est le personnage d'un calife éclairé qu'il veut montrer au monde. Il recommencera en Égypte le rôle des Abassides en Espagne : à la tête d'une armée invincible, entouré d'un état-major de philosophes, il fera fleurir les arts de l'Europe et la religion du Croissant : donnant ainsi à l'univers le spectacle nouveau d'un conquérant qui révère le culte implacable des vaincus, et leur rappelle leur grandeur p.nssée, par la vénération dont il honore les monnmens de leur pays. » Nous

n'avons plus de « flotte, avait-il dit au moment de la fatale nouvelle;
Digitizec: j{

heures et un quart, l'incendie éclate sur *l'Orient :* aucun effort ne peut éteindre les flammes au milieu du carnage, au milieu de notre feu, qui continue malgré les ordres de Gantheaume ; l'équipage se jette à la mer ; une partie se noie, une partie se sauve : une demi-heure après, *l'Orient,* embrasé dans tous ses quartiers, saute en l'air avec un fracas qui jette les deux flottes dans la même stupeur. Malgré cet épouvantable désastre, les Français recommencent le combat : entre cinq et six heures du matin, il redevient terrible ; il dure encore à midi, et ne se termine qu'à deux heures, après la prise ou la ruine de presque tous nos vaisseaux. Au dire de nos adversaires, Villeneuve pouvait encore décider le succès en notre faveur, même après l'explosion de *l'Orient ;* il le pouvait encore à minuit, s'il fût entré en ligne : au lieu de cela, il partit avant la fin de l'action, avec *le Guillaume-Tell, le Généreux* et les frégates *la Diane* et *la Justice,* sans être poursuivi par l'ennemi qui n'était pas en état de l'inquiéter ; les trois autres bâtimens de Villeneuve s'échouèrent à la côté et devinrent la proie des Anglais.

La fortune nous fit éprouver sa rigueur à la bataille d'Aboukir ; mais quoique chaque vaisseau français manquât du tiers de son monde, nos marins ennoblirent leur défaite par des prodiges de valeur qui méritaient la victoire. Il y eut des dévouemens sublimes : le jeune Casa-Bianca, enfant de neuf à dix ans, et qui avait montré une constance au-dessus de son âge, fut englouti dans les flots à côté de son père, qu'il refusa de quitter ; Thevenard, commandant de *l'Aquilon,* cruellement déchiré par les boulets, ne cessa d'encourager les siens jusqu'au dernier soupir ; Blanquet-Duchayla, frappé à la figure par un coup de mitraille, et apprenant qu'il ne lui restait plus que trois pièces de canon capables de servir, disait : « Tirez ; notre dernier coup « peut être funeste à l'ennemi. » Du Petit-Thouars eut les deux cuisses emportées, et voulut mourir à son poste, comme Brueys ; un autre boulet lui enleva un bras ; ainsi mutilé, il s'écriait : « Équipage « du *Tonnant,* ne vous rendez pas ; coulez bas « plutôt ; clouez le pavillon ; » et il ordonnait qu'on précipitât son corps à la mer, si les Anglais venaient à s'emparer de son bord. Quand *le Tonnant* fut pris, ils n'y trouvèrent qu'un jeune aspirant, qui commandait le vaisseau.

La journée d'Aboukir et celle de Trafalgar marquent deux des plus grandes fatalités de la vie de Bonaparte : l'une lui ferma le chemin de l'Asie, l'autre lui ravit peut-être l'empire qu'il aurait conquis dans le canal de la Manche, si ce même amiral Villeneuve eût exécuté ses ordres et décliné le combat qu'il aurait dû chercher devant Aboukir.

Kléber lui-même, l'héroïque Kléber, parut ébranlé de la ruine de notre flotte ; Bonaparte en apprit la nouvelle avec une fermeté à toute épreuve ; aucun trouble ne se peignit sur son visage, rien ne trahit la profonde impression qu'il dut recevoir d'un événement dont il mesura d'abord toutes les conséquences. Dissiper la confusion et la stupeur qui régnaient à Alexandrie, malgré la présence de Kléber ; demander et obtenir la vérité tout entière sur notre affreux malheur ; secourir les vivans dans leur detresse ; honorer les illustres morts dans leur tombeau ; consoler leurs familles par des paroles quelquefois marquées au cachet de la douleur d'une ame mélancolique ; rassurer l'armée par des paroles empreintes d'un tout autre génie ; rétablir l'ordre partout ; réunir, organiser les restes de notre marine ; veiller sur l'escadre de Villeneuve, réfugiée à Malte, et répandre dans tous les cœurs les espérances d'une gloire nouvelle qui allait naître pour l'armée d'Égypte du sein même de cette grande calamité : voilà une faible esquisse des soins du héros dans ces graves circonstances où il fut vraiment la providence de tous les Français abandonnés désormais sur la terre des Pharaons.

Prisonnier dans sa propre conquête, devenue une patrie pour nos troupes et pour lui, s'il désespérait de son avenir, Bonaparte ne serait que l'homme de la fortune. Il va régner ; le général de l'armée française est aussi le sultan de l'Égypte : il doit consacrer tout son génie à ses soldats et à ses sujets. Le destin lui fait faire l'essai du sceptre sur les bords du Nil ; et ce caractère supérieur revêt alors une teinte orientale qu'offriront toujours dans la suite ses volontés et ses desseins. La nature semblait l'avoir créé pour le trône de l'Asie ; il avait reçu, pour s'y maintenir, tout ce qui l'a précipité de celui qu'il éleva depuis sur l'Europe. Cette royauté forcée et passagère en Égypte développera en lui tous les germes de la puissance absolue, que le sol de la France refusait encore de féconder. En Occident, Bonaparte pouvait balancer entre César, Scipion, Charlemagne et Charles-Quint ; mais dans l'Orient il ne peut voir qu'Alexandre, Sésostris, et peut-être Mahomet. Toutefois il marche avec son siècle, et c'est le personnage d'un calife éclairé qu'il veut montrer au monde. Il recommencera en Égypte le rôle des Abassides en Espagne : à la tête d'une armée invincible, entouré d'un état-major de philosophes, il fera fleurir les arts de l'Europe et la religion du Croissant : donnant ainsi à l'univers le spectacle nouveau d'un conquérant qui révère le culte implacable des vaincus, et leur rappelle leur grandeur passée, par la vénération dont il honore les monumens de leur pays. « Nous n'avons plus de « flotte, avait-il dit au moment de la fatale nouvelle ;

mSTOlUb DK NAl'OLKON. 113 « ch bien I U faut rester ici, ou en sortir grands «i comme les anciens. » Dans ccl adieu sloiquc à la lloUe, les soldats acceptèrent toute leur destinée : Ji S habitans furent loin d'éprouver les mômes seutiiuens de résignation. Une fermentation sourde se fit bientôt remarquer dans l'immense ville do Caire. On était à l'époque où le retour de la grande opération de la nature, qui chaque année épanche le Nil sur le sol égyptien, ramène l'antique cérémonie que la reconnaissance célèbre depuis tant de siècles en mémoire de ce bienfait. Bonaparte saisit habilement l'occasion de rendre un hommage éclatant à un usage à la fois politique et religieux. Placé sous un pavillon avec I le pacha du Caire, il préside à la pompe, dont ce ! dernier lui abandonne tout Tbonneur. Au signal qu'il a donné, la statue de la liancée du Nil est pré* cipilée dans les flots, la digue est rompue, et les noms de Bonaparte, de Mahomet, se confondent dans les airs. Le général français jette de l'or à la foule, distribue trente-huit cafetans aux principaux ofliciers, et revêt de la pelisse blanche le oakibrcdjah, de la pelisse noire le nioliach gardien du meqyas, monument qui renferme le nilomètre. Tout le peuple chantait les louanges du prophète et celles de notre armée, et, maudissant la tyrannie des beys, disait avec Iransport i Uona{)arte : « Oui, vous êtes U venu nous délivrer par l'ordre de Dieu miséricurM dieux, car vous avez poiidait à ces actes de justice rigoureuse, comme la haine accueillait toutes les dispositions relatives à la tranquillité et à la prospérité du pays. I^s Egypliens ctaiciil aussi peu Français que Bonaparte était pi'u Musuliii.m : habitues au repos monotone d'une soumission servile, ils SC virent tout è coup envahis et troubles par le règne des lois, qui oflcnsail leurs Ucbes habitudes, comme l'arbitraire offense la liberté, ün ne substitue pas aisément l'obéissance raisonnée à l'obéissance passive. L'esclavage est un code sans commentaire qui a ses fanatiques. l.e koran forme ce code tout entier, cl réprouvait d'ailleurs comme infidèles les nouveaux législateurs : ainsi la religion nous opposait une barrière insurmontable. L'armée, condamnée à être presque toujours conquérante pendant son séjour en Égypte, remplit son rôle avec succès, parce que le langage de la force SC fait entendre de tous les peuples. Cependant le septembre 1798 annonça à nos soldats la fêle de la fondation delà république. Bonaparte voulut rendre cette fête nationale pour 1rs Egyptiens : il Gt construire à grands frais un cirque immense dans la principale place du Caire. (Ut cirque était décoré de cent neuf colonnes qui

portaient chacune un drapeau, et chaque drapeau le nom d'un département. Au milieu paraissait uii obélisque colossal chargé d'inscriptions : sur sept autels antiques brillaient des trophées, et étaient gravés les noms des braves morts en combaltanl. A rentrée s’élevait un arc de triomphe, où l’on avait représenté la bataille des l'yramides; et parmi les inscriptions arabes, on lisait celle-ci : fl n'j' a de Vicu que Dieu . cl Mahomet est son ptv

The text on this page is estimated to be only 28.19% accurate

110 UlSTülKE DE NAFOl.EON. phète» Le rapproclu-rm'iil entre le tableau et l'inKriplion n'avait pas le inérilc üe la cunvenancc et iie l'â-propos; mais les difTicuIlcs qui entouraient Bonaparte le contraignaient de flatter également les vainqueurs et les vaincus. Il disait à ses troupes le jour de cette fête : » Il y a cinq ails, l'indépen•< dance du peuple français était menacée : vousre*t prîtes Toulon : ce fut le présage de la ruine de •I vos ennemis, t'n an après, vous battiez les Autri* •(chiens à Dégo; l'année suivante, vous étiez sur K le sommet des Alpes : vous luttiez contre Man* «i toiie il y a deux ans, cl nous remportions la cé* «(lêbrc bataille de Saint-Georges. L'an passé vous « étiez aux sources de la Drave et de l'isonzo, de « retour de l'Allemagne. Qui eût dit alors que vous •(seriez sur les bords du ^il, au centre du contiK nenl? Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et «1 le commerce, jusqu'au hideux et fénice Bédouin, «(vous tixez les regards du monde. Soldats, votre « destinée est belle Dans ce jour, quarante •> millions de citoyens célèbrent Père des gouver* •I neniens représentatifs; quarante millions de ciII toyens pensent à vous » Ge discours est accueilli par les acclamations de rarméc, et le nom de Bona|>arlc se mêle dans les airs au cri mille fois répété de rtre la républiiju^I Des évolutions militaires ap(Hdlenl ensuite i'allerH (ion du peuple égyptien, tandis qu'un détachement va planter à Gizeh l'étendard tricolore sur la plus haute des pyramides. En même temps une table sc prépare dans une salle du palais; deux cents personnes sont invitées au banquet : les couleurs françaises et oUomanes flottent confondues au-dessus des convives; le croissant (urc et le bonnet de la liberté ; la déclaration des droits de i'humiiic et les tables du Koran liguront ensemble par la plus étrange des réunions, et forment un spectacle que le monde n'aura vu qu'une fois. Des courses à pied et à cheval leniiiiicnt cette fête qu'embellit encore une brillante illumination. l.es coiiqucratis ne manquent jamais de poètes. Un chantait dans la grande musquée du Caire : « l\éjouis$ez-vuus, 6 (ils des lioiiimcs, de ce que le •'grand Allah n'est plus irrité contre vous! ré•I jouissez-vous de ce que sa miséricorde a amené •I les braves de rOccideiit pour vous délivrer du •(joug des Maiiielucks! Que le grand Allah bénisse M le favori de la Victoire! Que le grand Allah fasse U prospérer l'armée des braves d'Occidenl! n Cependant les homme» conspiraient contre le» braves d'Occidenl, pour rentrer sous leur premier joug; et ils cuiispiraieiil dans cet impéciclrable

silence qui distingue l'mjuurs les complots des esclaves. Toutefois le Caire, traiisfoniic en métropole Iran çaisc, offrait, grâce à riiifaligabk activité de Bona(>arte, l'aspect et les ressources d'une ville d'Europe, et semblait, au milieu de la barbarie indigène, une oasis de civilisation et d'industrie qui rendait à l'armée les jouissances de la patrie et trompait son exil. Jusqu'alors la guerre et l'administration militaire avaient rempli la pensée du général en chef; c'ctail le devoir de la conquête et le besoin de l'occupation. Il fallait enfin caractériser la possession et rétablissement par la formation du gouvernement civil. I.C divan du Caire, composé des plus ' considérés parmi les habitans, suffisait pour ce projet; les autres villes reçurent egalement le bienfait de l'organisation muiiici|>aie. La création de l'Institut d'Égypte, le lendemain de la fête de la Bépubliquc, donna à rexpédilion ce relief qui devait en faire le plus bel épisode de ccl âge de prodiges, et honorer b jamais le fondateur. On comptait dans ce corps, digne de rivaliser avec celui de la mèrepatrie, l'habile Fouricr, depuis secrétaire perpétuel de l'.Académie des Sciences; Berlhollet, dont la ebimie moderne a consacré la mémoire; Monge, le jicru de la géométrie descriptive; Dubois, alors l'espérance de son art, et maintenant l'un des preniicrschirurgiens de l'Europe; Larrey, dont le nom sera béni long-temps |>ar les armées françaises; le médecin DesgcncUcs, déjà connu par son expérience, et depuis illustré par son héroïsme à l'h6pital de Jaffa; savans Louis Coslai, Champy, Girard, Noue! cl Malus; Say, le rival d'Adam Smith; l'industrieux Conté, si utile à la colonie; le peintre Hcduulé; le poète Parscval-Grandmaison;Tl d'autres hommes d'élile, parmi lesquels on remarquait les militaires Caffarelli et Suikowski; cl enfln le général en chef, qui rehaussait de tout l'éclat de sa gloire d'ilaiie et d'Oriciit toutes ces célébrités eun»péennes. Bonaparte forma aussi quatre classes : mathématiques, physique, économie politique, littérature et lieaux-arts. Luc bibliothèque, un cabinet de physique, un observatoire, un jardin botanique, un laboratoire de chimie, un musée d'antiquités, une ménagerie, furent établis |>our les travaux des classes. Boiia{>arle, qui n'oublia jamais dans ses proclamations sa qualité de membre de i'iiistilut national, y joignit alors celle de président de rinslilul d'Égypte. Celte contrée devint la source de grandes cl utiles investigations; elle permit à la science, qui eut scs héros cumiite la guerre dont elle devait assurer les triomphes, d'éI lever des inunumcns plus durables encore que les I trophées militaires. On mil tout en usage pour acclimater rarméc exilée : il était plus difficile de plier les Egyptiens à nus

mœurs. Bonaparte chargea rinstilut de dresser un tableau comparatif des ineI sures égyptiennes et françaises; de composer un

The text on this page is estimated to be only 26.37% accurate

IIISTÜIHE DK NAPOLÉON. 117 Vocabulaire français-arabe, ainsi qu'un triple calendrier, égyptien, cophte et européen. Ces ouvragi's salisfaisaiLMil aui premiers besoins de la société nouvelle : deux journaux, Tun de littérature et d'économie politique, sous le litre de Décade Égyp-' tienne; l'autre de politique, sous celui de Courrier d'Égy-pU, furent rédigés au Caire, l'n palais du l>ey et ses jardins métamorphosés en Tivoli, des lieux de réunion, des iKiutiques, des ateliers, des usines, des fonderies, des manufactures improvisées par les soins de l'ingénieux Conté, des moulins h vent, qui lournaient pour la première fois aux yeux des Egyptiens, des ateliers ouverts par Cliampy pour la fabrication de la poudre, la renaissance du commerce, objet de tant d'efforts réunis, imprimèrent à cette ville monotone et vassale de l'industrie de l'Kuropc et de l'Asie, un air d'activité, de création et d'indépendance sociale qu'elle n'oiïrit jamais sous les Ottomans. L'incendie de la flotte avait forcé Bonaparte de renoncer aux vastes projets dont l'Égypte ne devait être que le premier théâtre. Déchu par cette grande catastrophe de l'espoir d'une autre entreprise, il était de la prudence, si remarquable dans son caractère, de ne négliger aucun moyen pour s'assurer la possession tranquille d'une colonie dont la conquête présentait une gloire inconnue en Kuro[>e, depuis la découverte des deux fndes. En conséquence, il s'occupa du recrutement de l'armée, qui fut réduite à recevoir dans ses rangs les esclaves de l'àge de seize à vingt-quatre ans, de toutes les races asiatiques et africaines, transplantées en mille marins échappés au désastre d'Alwukir, furent également enrégimentés, etcomposèrent la légion nautique. Toutes les rues du Caire étaient fermées la nuit par des |>orlcs, pour défendre les hahitans des attaques des Arabes. Bonaparte fit abattre ces clôtures, parce qu'elles pouvaient servir de remparts en cas d'émeute. I/événcnicnljustina sa prévoyance. (Quinze jours après, le 21 octobre, pondant que le général en chef se trouvait au vieux Caire, des rasseinblemens séditieux et armés se forment dans la ville, cl surtout dans la grande mosquée. Le général de brigade Dupuy, commandant de la place, qui, après la vicloire des Pyramides, entra le premier au Caire, y périt aussi le premier. Le brave Suikowski, atdc-de-camp chéri de Bonaparte, meurt également massacre hors de la ville; il fut pleure par le général en chef et par l'armée. Les Français de toute classe, de toute condition, tomtieot impitoyablement égorgés dans les rues, dans les

maiîM>ns. Ix?s mosqué<>s dcvienneril les forteresses de la rébidlion; les imans donnent, du haut des minarcls, le signal de la destruction des inlidèles. Soulevée par les cheicks. l'immonse population du Caire a juré par Mahomet d’exterminer les Français. Elle s’élance avec audace aux portes do la ville, dont elle veut interdire l’accès à Bonaparte. En ciïel le général en chef, repoussé à la porte du Caire, se voit obligé dépasser {var celle de Boulaq. Jamais il n’y eut de moment plus critique dans la vie d’un conquérant. Mourad-Bey tenait toujours la campagne dans la Haute-Égvpte contre l’infalig.'ihlc Desaix. Les généraux Menou et Dugua coiitenaieiil à peine rÉgvple-lnférieurc : tout le désert était en armes. \a'$ Aralh's secondaient les fellahs et les insurgés du Caire. Ee Directoire, malgré sa promesse d’ouvrir des négociations avec la Porte, au sujet de l’expcdilion, avait gardé le silence, et manqué h sa parole envers Bonaparte, qui n'était |)arti que sur la foi de celle importante cuniinunication, l'n manifeste du Crand-Seigneur, ré|>aridu avec profusion dans toute l’Égvptc par les Anglais et les émissaires des heys dépossédés, lui apprit tout son péril, ainsi que la criminelle insouciance du Directoire. On lisait dans cc manifeste : m Ee K peuple français (Dieu veuille détruire son pays « de fond en comble, et couvrir d'ignominie ses « drapeaux!) est une nation d’iiilidèles obstinés et U de scélérats sans frein Ils regardent le Kuran, « rAiicicn-Teslnment et l’Évangile comme des fa» blés.... Ovous, défenseurs de rislainismc; ô vous, N héros protecteurs de la foi ; ô vous, adorateurs « d'un seul Dieu, qui croyez â la mission de Maho« met, nis d’Abder-Allah, réunissez-vous, et marR chez au combat, sous la protection du Très-Haut! «I Cracc au ciel, vos sabres sont Iranclians, vos R flèches sont aiguës ; vus lances sont (MTcantes. vos K canons resseiiibleiil à la foudre! Dans peu, des •I Iroupesaiissi nombreuses que redoutables s’avann ceroiil par Urre, en même temps que des vaisM seaux, aussi haulsquedes montagnes, couvriront •I la surface des mers.... Il vous est, s’il plaît â Dieu. « réservé de présider à leur entière destruction. « Comme la poussière que les vents dis|>ersenl, il *1 ne restera plus aucun vestige de ces inlidèles. car « la promesse de Dieu est formelle : ri*S|>oir du •I méchant sera trompé, et les méchans périront, «c (jloirc au Seigneur des mondes! n C’en était fait, non-seulement de l'Égypte pour nous, mais de tous les Français, si Bonaparte ne s’cl.vil pas montre supérieur à ce danger qui s’élevait comme un ouragan au milieu du calme le plus profond. 11 se souvient sans doute des Pâques vénitiennes. 11 pénétré nu Caire avec ses braves, donne des ordres, repousse les Arab«-

sdaiis le désert, dirige ses colonnes à Ir.ivers les mes. entoure la place de son artillerie, |>oursuit les révoltés qui s'eiitasS4*nl dans la grande iiio«qiiée. et leur olTre le |KirDigitized by Gou^Il

vocabulaire français-arabe, ainsi qu'un triple calendrier, égyptien, cophte et européen. Ces ouvrages satisfaisaient aux premiers besoins de la société nouvelle : deux journaux, l'un de littérature et d'économie politique, sous le titre de *Décade Égyptienne ;* l'autre de politique, sous celui de *Courrier d'Égypte,* furent rédigés au Caire. Un palais du bey et ses jardins métamorphosés en Tivoli, des lieux de réunion, des boutiques, des ateliers, des usines, des fonderies, des manufactures improvisées par les soins de l'ingénieux Conté, des moulins à vent, qui tournaient pour la première fois aux yeux des Égyptiens, des ateliers ouverts par Champy pour la fabrication de la poudre, la renaissance du commerce, objet de tant d'efforts réunis, imprimèrent à cette ville monotone et vassale de l'industrie de l'Europe et de l'Asie, un air d'activité, de création et d'indépendance sociale qu'elle n'offrit jamais sous les Ottomans.

L'incendie de la flotte avait forcé Bonaparte de renoncer aux vastes projets dont l'Égypte ne devait être que le premier théâtre. Déchu par cette grande catastrophe de l'espoir d'une autre entreprise, il était de la prudence, si remarquable dans son caractère, de ne négliger aucun moyen pour s'assurer la possession tranquille d'une colonie dont la conquête présentait une gloire inconnue en Europe, depuis la découverte des deux Indes. En conséquence, il s'occupa du recrutement de l'armée, qui fut réduite à recevoir dans ses rangs les esclaves de l'âge de seize à vingt-quatre ans, de toutes les races asiatiques et africaines, transplantées en Égypte : trois mille marins échappés au désastre d'Aboukir, furent également enrégimentés, et composèrent la légion nautique. Toutes les rues du Caire étaient fermées la nuit par des portes, pour défendre les habitans des attaques des Arabes. Bonaparte fit abattre ces clôtures, parce qu'elles pouvaient servir de remparts en cas d'émeute. L'événement justifia sa prévoyance.

Quinze jours après, le 21 octobre, pendant que le général en chef se trouvait au vieux Caire, des rassemblemens séditieux et armés se forment dans la ville, et surtout dans la grande mosquée. Le général de brigade Dupuy, commandant de la place, qui, après la victoire des Pyramides, entra le premier au Caire, y périt aussi le premier. Le brave Sulkowski, aide-de-camp chéri de Bonaparte, meurt également massacré hors de la ville ; il fut pleuré par le général en chef et par l'armée. Les Français de toute classe, de toute condition, tombent impitoyablement égorgés dans les rues, dans les maisons. Les mosquées deviennent les forteresses de la rébellion ; les imans donnent, du haut des minarets, le signal de la destruction des infidèles. Soulevée par les cheicks, l'immense population du Caire a juré par Mahomet d'exterminer les Français. Elle s'élance avec audace aux portes de la ville, dont elle veut interdire l'accès à Bonaparte. En effet le général en chef, repoussé à la porte du Caire, se voit obligé de passer par celle de Boulaq. Jamais il n'y eut de moment plus critique dans la vie d'un conquérant. Mourad-Bey tenait toujours la campagne dans la Haute-Égypte contre l'infatigable Desaix. Les généraux Menou et Dugua contenaient à peine l'Égypte-Inférieure : tout le désert était en armes. Les Arabes secondaient les fellahs et les insurgés du Caire. Le Directoire, malgré sa promesse d'ouvrir des négociations avec la Porte, au sujet de l'expédition, avait gardé le silence, et manqué à sa parole envers Bonaparte, qui n'était parti que sur la foi de cette importante communication. Un manifeste du Grand-Seigneur, répandu avec profusion dans toute l'Égypte par les Anglais et les émissaires des beys dépossédés, lui apprit tout son péril, ainsi que la criminelle insouciance du Directoire. On lisait dans ce manifeste : « Le « peuple français (Dieu veuille détruire son pays « de fond en comble, et couvrir d'ignominie ses « drapeaux !) est une nation d'infidèles obstinés et « de scélérats sans frein..... Ils regardent le Koran, « l'Ancien-Testament et l'Évangile comme des fa- « bles.... O vous, défenseurs de l'islamisme; ô vous, « héros protecteurs de la foi ; ô vous, adorateurs « d'un seul Dieu, qui croyez à la mission de Maho- « met, fils d'Abder-Allah, réunissez-vous, et mar- « chez au combat, sous la protection du Très-Haut! « Grace au ciel, vos sabres sont tranchans, vos « flèches sont aiguës ; vos lances sont perçantes, vos « canons ressemblent à la foudre ! Dans peu, des « troupes aussi nombreuses que redoutables s'avan- « ceront par terre, en même temps que des vais- « seaux, aussi hauts que des montagnes, couvriront « la surface des mers.... Il vous est, s'il plaît à Dieu, « réservé de présider à leur entière destruction. « Comme la poussière que les vents dispersent, il « ne restera plus aucun vestige de ces infidèles, car « la promesse de Dieu est formelle : l'espoir du « méchant sera trompé, et les méchans périront. « Gloire au Seigneur des mondes ! »

C'en était fait, non-seulement de l'Égypte pour nous, mais de tous les Français, si Bonaparte ne s'était pas montré supérieur à ce danger qui s'élevait comme un ouragan au milieu du calme le plus profond. Il se souvient sans doute des Pâques vénitiennes. Il pénètre au Caire avec ses braves, donne des ordres, repousse les Arabes dans le désert, dirige ses colonnes à travers les rues, entoure la place de son artillerie, poursuit les révoltés qui s'entassent dans la grande mosquée, et leur offre le par-

 dun : ils refusent, et combattent. Mais la nature se déclare aussi en faveur de Bonaparte : par un phé* nomène très-rare dans ce climat, le ciel se couvre de nuages, et le tonnerre gronde. Les Musulmans, effrayés, demandent grâce : « L'bcorc de la cIcU mencc est passée, répond Bonaparte; vous aves « commencé, c*cst à moi de finir. » Au signal du général en chef, les batteries foudroient la grande mosquée. La hache en brise les portes, et les rebelles sont abandonnés à la fureur des Français, qui ont à venger leurs camarades lâchement assassines. Chaque soldat sait d*ailleurs qu'il n'a plus de vaisseau, et il regarde encore la vengeance comme un châtiment politique. Cependant, après cette terrible exécution, le général en chef fit rechercher les principaux instigateurs du complot. Quelques chcicks, plusieurs Turcs et Égyptiens, furent jugés et mis à mort; et afin de punir tous les habitans, Bonaparte abolit le divan, le remplaça par un gouvernement militaire et imposa une contribution extraordinaire. On afficha dans toutes les villes une proclamation qui réfutait le ûrman du GrandSeigneur comme calomnieux et supposé : elle finissait par ces mots : h Cesses de fonder vos espéran«c ces sur Ibrahim et sur Mourad, et mellei votre «i confiance en celui qui dispose à son gré des emu pires elqui a créé les humains. Le plus religieux «(des prophètes a dit : la iédition e«< endormie; U maudit goti celui qui la réretïiera/ h Effectivement, la sédition ne sc réveilla plus au Caire pendant tout le temps du séjour de Bonaparte en Égypte. Le châtiment fut rigoureux; mais aussi combien était immense la responsabilité de Bonaparte envers quarante mille familles françaises, et la patrie tout entière l La défaite d'Aboukir faisait de cette responsabilité une destinée alTreuse, une loi barbare. Sorti de ce périt par la soumission totale du grand Caire, par celle de l'Égypte-Inférieure, et par différons traités avec les Arabes bédouins, Bonaparte se propose d'aller résoudre à Sues le problème de la jonction de la mer Rouge avec la Méditerranée, et de chercher les traces de ce canal fameux auquel Scsoslris a donné son nom. Le souvenir gigantesque de la puissance des premiers rois de rÈgyple ne pouvait dormir dans le sein d'un homme qui, en stipulant un traité de paix dans une petite ville du Frioul vénitien, avait rêvé l'envahissement de rinde, par le golfe Arabique. Bonaparte sc réserve de vérifier lui-méme les récits delà vieille histoire; mais toujours habile et prévoyant, il veut, avant de partir pour Suez, ne laisser derrière lui aucun vestige de la révolte qu'il a punie, et en gage de réconciliation, il rend au

peuple du Caire son divan national ; il choisit pour le former soixante habi[tans, le gouvernement militaire disparaît. Ce n’est I pluscommc général en chef, c'est comme membre ' des Instituts de France et d'bgyplc que Bonaparte sc prépare à tenter sa i>acifique expédition. 11 emmène avec lui ses collègues Bcrthollet, Monge, Dutertre, Costaz, Lepère, et Caffarelli du Falga, pris dans les quatre classes. Ix^s généraux Berlhicr et Dommartin commandaient la caravane, qui comptait trois cents hommes. Après trois jours de marche dans le désert, Bonaparte parvient â Sucs, visite la côte, ordonne de compléter les ouvrages de la place, passe la mer Rouge, et va reconnaître en Arabie les fontaines de Moïse. Au retour, surpris par la nuit et par la marée montante, il était submerge, si l’un de scs guides ne l'eût rapidement emporté sur ses épaules. Sans ce secours, il périssait comme le Pharaon de la Bible, circonstance qui n’eùl pas manqué de serv ir de texte à des déclamations. Le lendemain de son arrivée, il établit â Suez une nouvelle douane, plus favorable au commerce avec l'Arabie, et saisit l’occasion d’instruire de ce changement le chcrif de la Mecque ; dans le même moment, une députation d’Arabes vient demander l’amitié des Français. Bonaparte s’occupa beaucoup d'administration pendant son séjour à Suez. Le commerce de l’iiidc fixait particuliérement son attention. 11 était aussi très-partagé entre les musulmans et les «écbabilcs, qui sont les luthériens de l’islamisme. Il téinoignail un intérêt assez vif pour ces nouveaux sectairi'S, chez lesquels il croyait raisonnablement trouver plus de facilités et d’avantages dans les rapports politiques. Le peu de distance qui sé|)are une réforoiation d’État d’une réfurmalion de culte n’avait pu lui échapper. mot réforme et la réfurinc armée créaient déjà entre les wéchabites et lui une véritable communauté d'intérêts. Parseval-Grandmaison, membre de riostitul, resta à Suez cii qualité de directeur des douanes. A deux lieues de cette place, Bonaparte aperçoit les traces de l'ancien canal, qui, au bout de quatre lieues, se perd dans les sables. Mais il en a reconnu rcxislcnce, et il lui suffît que les anciens dominateurs de l’Égypte lui aient laissé un grand exemple â suivre; toutefois, il n’est pas destiné à recueillir l'héritage des Ptolémées. Bonaparte veut connaître les deux roules qui conduisent du Caire à Sues, et il revient |>ar Btdbcis, où est le quartier du général Reynier. Ce fut entre ces deux villes que, rencontrant une caravane des Arabes de Thor, escortcu par des dromadaires, il fut frappé de la facilité avec laquelle on maniait ces animaux. Alors il s’arrêta

et dit à Eugène Bcaubarnais, à Édouard Colbert et d’autres jeunes officiers, de monter ces dromadaires ; ils s’en tirèrent aussi bien que les Arabes;

don : ils refusent, et combattent. Mais la nature se déclare aussi en faveur de Bonaparte : par un phénomène très-rare dans ce climat, le ciel se couvre de nuages, et le tonnerre gronde. Les Musulmans, effrayés, demandent grace : « L'heure de la clé-« mence est passée, répond Bonaparte; vous avez « commencé, c'est à moi de finir. » Au signal du général en chef, les batteries foudroient la grande mosquée. La hache en brise les portes, et les rebelles sont abandonnés à la fureur des Français, qui ont à venger leurs camarades lâchement assassinés. Chaque soldat sait d'ailleurs qu'il n'a plus de vaisseau, et il regarde encore la vengeance comme un châtiment politique. Cependant, après cette terrible exécution, le général en chef fit rechercher les principaux instigateurs du complot. Quelques cheicks, plusieurs Turcs et Égyptiens, furent jugés et mis à mort; et afin de punir tous les habitans, Bonaparte abolit le divan, le remplaça par un gouvernement militaire et imposa une contribution extraordinaire. On afficha dans toutes les villes une proclamation qui réfutait le firman du Grand-Seigneur comme calomnieux et supposé : elle finissait par ces mots : « Cessez de fonder vos espéran-« ces sur Ibrahim et sur Mourad, et mettez votre « confiance en celui qui dispose à son gré des em-« pires et qui a créé les humains. Le plus religieux « des prophètes a dit : *la sédition est endormie; « maudit soit celui qui la réveillera!* » Effectivement, la sédition ne se réveilla plus au Caire pendant tout le temps du séjour de Bonaparte en Égypte. Le châtiment fut rigoureux; mais aussi combien était immense la responsabilité de Bonaparte envers quarante mille familles françaises, et la patrie tout entière! La défaite d'Aboukir faisait de cette responsabilité une destinée affreuse, une loi barbare.

Sorti de ce péril par la soumission totale du grand Caire, par celle de l'Égypte-Inférieure, et par différens traités avec les Arabes bédouins, Bonaparte se propose d'aller résoudre à Suez le problème de la jonction de la mer Rouge avec la Méditerranée, et de chercher les traces de ce canal fameux auquel Sésostris a donné son nom. Le souvenir gigantesque de la puissance des premiers rois de l'Égypte ne pouvait dormir dans le sein d'un homme qui, en stipulant un traité de paix dans une petite ville du Frioul vénitien, avait rêvé l'envahissement de l'Inde, par le golfe Arabique. Bonaparte se réserve de vérifier lui-même les récits de la vieille histoire; mais toujours habile et prévoyant, il veut, avant de partir pour Suez, ne laisser derrière lui aucun vestige de la révolte qu'il a punie, et en gage de réconciliation, il rend au peuple du Caire son divan national : il choisit pour le former soixante habitans, le gouvernement militaire disparaît. Ce n'est plus comme général en chef, c'est comme membre des Instituts de France et d'Égypte que Bonaparte se prépare à tenter sa pacifique expédition. Il emmène avec lui ses collègues Berthollet, Monge, Dutertre, Costaz, Lepère, et Caffarelli du Falga, pris dans les quatre classes. Les généraux Berthier et Dommartin commandaient la caravane, qui comptait trois cents hommes. Après trois jours de marche dans le désert, Bonaparte parvient à Suez, visite la côte, ordonne de compléter les ouvrages de la place, passe la mer Rouge, et va reconnaître en Arabie les fontaines de Moïse. Au retour, surpris par la nuit et par la marée montante, il était submergé, si l'un de ses guides ne l'eût rapidement emporté sur ses épaules. Sans ce secours, il périssait comme le Pharaon de la Bible, circonstance qui n'eût pas manqué de servir de texte à des déclamations. Le lendemain de son arrivée, il établit à Suez une nouvelle douane, plus favorable au commerce avec l'Arabie, et saisit l'occasion d'instruire de ce changement le chérif de la Mecque; dans le même moment, une députation d'Arabes vient demander l'amitié des Français. Bonaparte s'occupa beaucoup d'administration pendant son séjour à Suez. Le commerce de l'Inde fixait particulièrement son attention. Il était aussi très-partagé entre les musulmans et les wéchabites, qui sont les luthériens de l'islamisme. Il témoignait un intérêt assez vif pour ces nouveaux sectaires, chez lesquels il croyait raisonnablement trouver plus de facilités et d'avantages dans les rapports politiques. Le peu de distance qui sépare une réformation d'État d'une réformation de culte n'avait pu lui échapper. Le mot réforme et la réforme armée créaient déjà entre les wéchabites et lui une véritable communauté d'intérêts.

Parseval-Grandmaison, membre de l'Institut, resta à Suez en qualité de directeur des douanes. A deux lieues de cette place, Bonaparte aperçoit les traces de l'ancien canal, qui, au bout de quatre lieues, se perd dans les sables. Mais il en a reconnu l'existence, et il lui suffit que les anciens dominateurs de l'Égypte lui aient laissé un grand exemple à suivre; toutefois, il n'est pas destiné à recueillir l'héritage des Ptolémées. Bonaparte veut connaître les deux routes qui conduisent du Caire à Suez, et il revient par Belbeis, où est le quartier du général Reynier. Ce fut entre ces deux villes que, rencontrant une caravane des Arabes de Thor, escortée par des dromadaires, il fut frappé de la facilité avec laquelle on maniait ces animaux. Alors il s'arrêta et dit à Eugène Beauharnais, à Édouard Colbert et d'autres jeunes officiers, de monter ces dromadaires; ils s'en tirèrent aussi bien que les Arabes;

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 119 de là vint la résointion d'aroir un régiment dedro> madaircs. A Bclbcis, il apprend que Djetzar, pacha de Syrie, a fait occuper par l'avanUgarde de son armée le fort ü*Kl-Aricb, qui défend les frontières de rÉgyple, à dix lieues dans le désert. La rupture entre la Forte et la république n'est plus douteuse, ('.ette provocation explique le Grman du GrandSeigneur; mais Bonaparte sait qu'il faut porter la guerre au lieu de l'attendre. L'expédition de Syrie est décidée. Il repart aussitôt pour le Caire, et entre h Salabieh. Il y met en mouvement la division Reynier, qui sera son avantgarde en Syrie comme elle l'est dans le désert. De retour au Caire, il donne ordre à dix mille hommes de se tenir prêts à marcher. Les généraux Bon, Kléber, Lannes et Reynier commandent l'infanterie, Murat la cavalerie, Dommartin rartÜlerie, et CafiTarclli du Falga l'arme du génie : Daure est ordonnateur en chef de l'armée. Ferrée doit, avec trois frégates, croiser devant JalTa et apporter l'artillerie de siège. L'artillerie de campagne et des divisions comprend cinquante bouches à feu. En peudejours Reynier parait devant El-Arich, s'empare de la ville, détruit une partie de ses défenseurs, force l'autre à se renfermer dans le château, retrouve en avant les Mamelucks d'Ibrahiro, les attaque, et se rend maître de leur camp. Les Anglais bombardaient Alexandrie pour détourner Bonaparte de son projet sur la Syrie ; mais il devine le but de cette hostilité, et la dédaigne : il arrive à £I-Arich le lendemain de la victoire de Reynier sur les Mamelucks, sept jours après son départ du Caire, il fait sur-le-champ canonner une des tours du château. La brèche est ouverte, et en deux jours les barbares qui forment la garnison ont capitulé. Une partie prend du service dans les rangs de l'armée française, qui SC remet en route. On fit cinquante lieues dans le désert, et Bonaparte faillit être enlevé, entre El-Ârich et Gaza, au village de Kayonnio où il y a de l'eau passable. L'armée s'était ^aréc; Kléber, qui marchait à la tête, avait été trompé par ses guides : Bonaparte suivait le bon chemin avec une cinquantaine d'hommes, ofRcicrs et soldats ; mais, à l'approche du village, il fut salué par la mousqueterie des Mamelucks d'Ibrahiro. Il s'arrêta alors, ci découvrit, à l'aide de sa lunette, un camp de quinze cents chevaux. Heureusement le jour disparut. Bonaparte donna ordre rie rétrograder, et l'ennemi, qui crut n'avoir en face qu'un simple détachement, ne Gt qu'une faible démonstration. A quatre lieues en arrière on rencontra Bessiércs avec le quartier-général, etdans la nuit Kléber rallia. Le lendemain, les Français se réjouissent à la vue des belles montagnes de

la Syrie, et des plaines de l’antique Gaza qui leur rappellent le sol de la patrie. Gaza qui n'a plus de portes, et que les troupes de Djetzar abandonuent, envoie une députation au général en chef. L’armée y oublie toutes scs privations. Deux jours sont accordés â son repos et à l'organisation locale. Trois jours plus tard, nous sommes devant Jaffa, autrefois Joppé, si fameuse dans rbisloirc merveilleuse des enfans d’Israël. Des forces imposantes la défendent; de hautes murailles flanquées de tours la protègent. Djetzar l’a confiée à destroupcschoisics. Une artillerie formidable y est servie par douze cents canonniers turcs. L'importance de cette place qui présente un port â l’escadre, et qui est la clef des Étals du pacha, ne permet pas d'en retarder le siège. Au bout de trois jours l’investissement est formé, la tranchée ouverte; le bombardement commence, et bientôt on juge la brèche praticable. Bonaparte envoie un Turc porter une sommation au commandant de Jaffa, qui, pour toute réponse, fait couper la tête au parlementaire et ordonne une sortie. Mais cette sortie ne réussit point aux ennemis, et le soir même notre feu a fait crouler une de leurs tours. Le point de l'assaut est marqué : un spectacle d’un intérêt bien touchant frappe tout à coup le soldat ; tous les chrétiens de la ville tenant dans leurs mains un crucifix, et criant cArtafiais, ckrittian, franchissent les remparts, et sc précipitent dans nos rangs, où ils sont traités et accueillis comme des frères. Après cet événement, l'attaque contre les infidèles reprit tout son acharnement; leur résistance opiniâtre ne sauva ni eux ni Jaffa. La ville est emportée ; le massacre devient général; ricnn’arrétc la rage du vainqueur. La fureur donne la mort, et la mort donne la contagion. Fendant deux jours et deux nuits, le glaive exterminateur détruit ceux qui résistaient dans Jaffa. Scs dunes ont vu une partie de ce sacrifice à un dieu barbare, à ce dieu inconnu que les conquéraos appellent la nécessité. Un millier de malheureux, 1a plupart compris dans la capitulation d’El-Aricb, furent passés par les armes. L’histoire transmet sans explication la mémoire de ce massacre i la postérité. Mais elle offrira pour docua>cnt la proclamation de Bonaparte aux habilaos du Caire, à son retour de Syrie. U est le témoignage sans justification de la destruction des prisonniers de Jaffa. Les Égyptiens et les Mamelucks qui se trouvaient parmi eux furent renvoyés en Égypte, sous l'ucorle d’un détachement de dromadaires. Avant de quitter Jaffa, Bonaparte y établit un divan, une garnison et un grand hôpital. Des symptômes de peste s'étaient manifestés. Plusieurs hommes de ta 5:2* demi-brigade en avaient été atteints, et un

rapport des généraux Bon et Rampon alarma sérieosemcot le général en chef sur la propagation

de là vint la résolution d'avoir un régiment de dromadaires. A Belbeis, il apprend que Djezzar, pacha de Syrie, a fait occuper par l'avant-garde de son armée le fort d'El-Arich, qui défend les frontières de l'Égypte, à dix lieues dans le désert. La rupture entre la Porte et la république n'est plus douteuse. Cette provocation explique le firman du Grand-Seigneur; mais Bonaparte sait qu'il faut porter la guerre au lieu de l'attendre.

L'expédition de Syrie est décidée. Il repart aussitôt pour le Caire, et entre à Salahieh. Il y met en mouvement la division Reynier, qui sera son avant-garde en Syrie comme elle l'est dans le désert. De retour au Caire, il donne ordre à dix mille hommes de se tenir prêts à marcher. Les généraux Bon, Kléber, Lannes et Reynier commandent l'infanterie, Murat la cavalerie, Dommartin l'artillerie, et Caffarelli du Falga l'arme du génie : Daure est ordonnateur en chef de l'armée. Perrée doit, avec trois frégates, croiser devant Jaffa et apporter l'artillerie de siége. L'artillerie de campagne et des divisions comprend cinquante bouches à feu. En peu de jours Reynier paraît devant El-Arich, s'empare de la ville, détruit une partie de ses défenseurs, force l'autre à se renfermer dans le château, retrouve en avant les Mamelucks d'Ibrahim, les attaque, et se rend maître de leur camp. Les Anglais bombardaient Alexandrie pour détourner Bonaparte de son projet sur la Syrie; mais il devine le but de cette hostilité, et la dédaigne : il arrive à El-Arich le lendemain de la victoire de Reynier sur les Mamelucks, sept jours après son départ du Caire. Il fait sur-le-champ canonner une des tours du château. La brèche est ouverte, et en deux jours les barbares qui forment la garnison ont capitulé. Une partie prend du service dans les rangs de l'armée française, qui se remet en route.

On fit cinquante lieues dans le désert, et Bonaparte faillit être enlevé, entre El-Arich et Gaza, au village de Kayonnio où il y a de l'eau passable. L'armée s'était égarée; Kléber, qui marchait à la tête, avait été trompé par ses guides : Bonaparte suivait le bon chemin avec une cinquantaine d'hommes, officiers et soldats; mais, à l'approche du village, il fut salué par la mousqueterie des Mamelucks d'Ibrahim. Il s'arrêta alors, et découvrit, à l'aide de sa lunette, un camp de quinze cents chevaux. Heureusement le jour disparut. Bonaparte donna ordre de rétrograder, et l'ennemi, qui crut n'avoir en face qu'un simple détachement, ne fit qu'une faible démonstration. A quatre lieues en arrière on rencontra Bessières avec le quartier-général, et dans la nuit Kléber rallia. Le lendemain, les Français se réjouissent à la vue des belles montagnes de la Syrie, et des plaines de l'antique Gaza qui leur rappellent le sol de la patrie. Gaza qui n'a plus de portes, et que les troupes de Djezzar abandonnent, envoie une députation au général en chef. L'armée y oublie toutes ses privations. Deux jours sont accordés à son repos et à l'organisation locale. Trois jours plus tard, nous sommes devant Jaffa, autrefois Joppé, si fameuse dans l'histoire merveilleuse des enfans d'Israël. Des forces imposantes la défendent; de hautes murailles flanquées de tours la protègent. Djezzar l'a confiée à des troupes choisies. Une artillerie formidable y est servie par douze cents canonniers turcs. L'importance de cette place qui présente un port à l'escadre, et qui est la clef des États du pacha, ne permet pas d'en retarder le siége. Au bout de trois jours l'investissement est formé, la tranchée ouverte; le bombardement commence, et bientôt on juge la brèche praticable. Bonaparte envoie un Turc porter une sommation au commandant de Jaffa, qui, pour toute réponse, fait couper la tête au parlementaire et ordonne une sortie. Mais cette sortie ne réussit point aux ennemis, et le soir même notre feu a fait crouler une de leurs tours. Le point de l'assaut est marqué : un spectacle d'un intérêt bien touchant frappe tout à coup le soldat : tous les chrétiens de la ville tenant dans leurs mains un crucifix, et criant *christian, christian,* franchissent les remparts, et se précipitent dans nos rangs, où ils sont traités et accueillis comme des frères. Après cet événement, l'attaque contre les infidèles reprit tout son acharnement; leur résistance opiniâtre ne sauva ni eux ni Jaffa. La ville est emportée; le massacre devient général; rien n'arrête la rage du vainqueur. La fureur donne la mort, et la mort donne la contagion. Pendant deux jours et deux nuits, le glaive exterminateur détruit ceux qui résistaient dans Jaffa. Ses dunes ont vu une partie de ce sacrifice à un dieu barbare, à ce dieu inconnu que les conquérans appellent la nécessité. Un millier de malheureux, la plupart compris dans la capitulation d'El-Arich, furent passés par les armes. L'histoire transmet sans explication la mémoire de ce massacre à la postérité. Mais elle offrira pour document la proclamation de Bonaparte aux habitans du Caire, à son retour de Syrie. Là est le témoignage sans justification de la destruction des prisonniers de Jaffa. Les Égyptiens et les Mamelucks qui se trouvaient parmi eux furent renvoyés en Égypte, sous l'escorte d'un détachement de dromadaires.

Avant de quitter Jaffa, Bonaparte y établit un divan, une garnison et un grand hôpital. Des symptômes de peste s'étaient manifestés. Plusieurs hommes de la 32ᵉ demi-brigade en avaient été atteints, et un rapport des généraux Bon et Rampon alarma sérieusement le général en chef sur la propagation

The text on this page is estimated to be only 26.94% accurate

1^0 IIISTOItlK DK NAPOLÉÛ.N. lie cc fléau. Alors s*ouvril â JafTa rhôpUal des pes« liférés. et cul lieu celle scène fameuse dont M. Gros a fait un des chefs-d'œuvre de la peinture franraist'. Bonaparlc entra dans toutes les salles, accompagne des genèrauK Bcrlhier et Bessicrcs, de l'ordonnateur en chef Üaure, et du médecin en chef Oesgenettes. Le général parla aux malades, les encouragea, toucha leurs plaies en leur disant : u Vous tt voyez bien que cela n'est rien. » Lorsqu'il sortit, nn lui reprocha vivement son imprudence. Il répondit froidement : *i C'est mon devoir; je suis le M général en chef, m Cette visite et la générosité de Desgenettes, qui, s'inoculant la contagion en présence de nos soldats, se guérissait par les remèdes qu'il leur prescrivait, rassurèrent le moral de l'ar- | méc, singulièrement ébranlé par l'invasion d'une aussi horrible calamité ; et dès ce moment tous les . hi'ipilaux furent soumis au même régime sans distinction. L'armée se dirige sur Saint-JcanHl'Acre. Dans sa inarebe savante et rapide, elle enlève toutes les positions des nombreux ennemis qui l'attaquent; mais elle ne triomphe pas de tous les obstacles. II y eut une afîaire assi'z meurtrière à son dèsavanlage avec les Naplousains. Nos troupes furent repoussées, et le chef de brigade BarUiélemy perdit la vie. C'élail la seconde fois que les Français échouaient contre les habilans de Naplouse ; pendant le siège do Jaffa, le général Damas tenta une malheureuse reconnaissance vers leurs montagnes; il eut le bras cassé, et l)caucüup d'hommes hors de combat. En plaine, les Naplousains, comme les peuples à qui la tactique est inconnue, devaient céder à la discipline européenne. Ils ne savaient pas faire la guerre, mais ils savaient défendre leurs foyers dans les for* liticalions que la nature leur avait données. Cependant klcber, Lannes, Murat, Junot, Reynier rivalisent de bravoure et de talent, pour suivre les inspirations audacieuses et les profondes combinaisons du général en clief. La prise du riinporl.inte place de Caïffa, où l'armée trouve des munitions et des approvisiüiinemens en tous genres, forme un prélude glorieux aux travaux du siège d'Acre, à Ja conquête des châteaux de Saflil et de Nazareth, de la ville de Sour (Tjr), aux combats de Louhi, de Sedjarra, et à la fameuse bataille du Monl-Tliabor. Dans cette mcinorahie campagne de Syrie, tout prés4*nlc remprelnlc de l'Orient; tout est grand : le danger, lu résistance, l'attaque, la vengeance, la barbarie. Soixante jours ont vu la valeur française brisortrnt une armée qui vient au

secours de la Syrie. Une autre se rassemble à Rhodes pour reconquérir l'Égypte, où Mourad-Rcy occupe le général Desaix, où l'insurrection agile le Delta. Le pavillon d'Angleterre dirige la tempête maritime; il faut s'emparer d'Acre avant que son port reçoive CCS nouveaux renforts. Mais rarlillcric de siège nous manque; enlevée par une croisière anglaise avec notre iloUillc, ellesertà fortifîcr les remparts d'Acre. Les deux assauts donnés à la ville ont prouvé la force des ouvrages qui la protègent, et Djezzar, pour seconder les mouvemens de la grande armée de Damas, ordonne contre le camp de Bonaparte une sortie générale, que conduisent et soutiennent les équipages de l'artillerie des vaisseaux anglais. Bonaparte cl rimpeluosite de nos bataillons ont bicntùl refoulé les assiégés dans la place; et l'artillerie européenne des musulmans n'a servi qu'à rendre les Français plus certains de leur supériorité. Après cette victoire. Ronaparle part pour le Mont* Thabor. Des hauteurs qui dominent les plaines de Fouli, il découvre l'illustre Kléber, qui, retranché dans dos ruines avec deux mille hoinines, y brave les vingt mille qui le cernent. En un moment Bonaparte a conçu cette bataille célèbre, à laquelle le Thabor va allacher son nom. Il envoie Murat garder le Jourdain avec sa cavalerie. Vial et Rampoii marchent sur Naplouse, et lui-inéme il se place colre les rnneinis et leurs magasins. .Son petit corps est divise en deux carrés, dont la direction, combinée avec la position de la division Kléber, doit enfermer les Turcs au centre d'un triangle. A l'instant d'attaquer, il fait tirer un coup de canon. C'est Bonaparte! » s'écrièrent les Français. Kléltcr, qui a combattu seul toutes les forces ennemies, depuis six heures du matin jusqu'à une heure, pruüte de l'enlhousiasme qu'excite le nom du general en chef, et prend aussitôt roflensive avec chaleur. L'arrnéc de Damas, assaillie loul-ù-cuup sur tous les points, coupée dans ses retraites, perd cinq mille hommes, ses chameaux, ses tentes, ses provisions; la gloire et rabondaficc passent dans nos rangs. Enfin, par une faveur non moins brillante de la fortune, Bonaparte appn ndque Ferrée vientdc débarquer à Jaïïa neuf pièc('s de siège; mais il était de la destinée de celui qui dompta Mantoue d'cchuuer devant Saint-Jean-d'Acre, et la tour maudiie qui le protège Dlgitize^

IIISTOiaE DE NAPOLÉON. n\ ricvail conserver sa fatale renommée. Deux assauts brusquement ordonnés sont également infructueux; Tun des deux coûta la vie au brave CatTarelli du Falga. Enfin, on signale une flotte : est>elle française? est-elle turque?.,., il faut vaincre.

Osl le pavillon ottoman; il faut que Saint-Jean-

devait conserver sa fatale renommée. Deux assauts brusquement ordonnés sont également infructueux; l'un des deux coûta la vie au brave Caffarelli du Falga. Enfin, on signale une flotte : est-elle française? est-elle turque?.... il faut vaincre. C'est le pavillon ottoman; il faut que Saint-Jean-d'Acre tombe avant que cette flotte entre dans le port. Bonaparte veut tenter encore une attaque générale; c'est la cinquième. Jamais son armée n'a déployé une audace plus impétueuse : tous les ouvrages extérieurs sont emportés; le drapeau tricolore est planté sur le rempart. Les Turcs, repoussés dans la ville, ont ralenti leur feu. Encore un effort, et les ennemis n'auront pas débarqué, et Saint-Jean-d'Acre nous appartiendra. Mais deux prisonniers échappés du Temple étaient accourus de Paris dans cette contrée pour enlever la victoire à Bonaparte. L'un, Phélippeaux, son compagnon de l'École-Militaire, commande le génie, et ne doit pas survivre long-temps à son triomphe; Phélippeaux a amené avec lui le brave Tromelin, officier d'une haute distinction, qui prend la direction de l'artillerie; l'autre fugitif du temple, Sidney-Smith, commodore sous l'amiral Hood à Toulon, commande l'escadre anglaise. Celui-ci voit le péril de la place, marche à la tête des équipages de ses vaisseaux, et entraîne au combat tous les habitans découragés. La population se presse à sa suite, et bientôt les rues, subitement fortifiées et défendues par les débris des maisons elles-mêmes, deviennent le théâtre du plus affreux carnage. Trois assauts consécutifs, dont le dernier est livré par la division toute fraîche du général Kléber, sont signalés par tous les prodiges de la plus téméraire valeur; mais ils durent céder encore à l'opiniâtre résistance des assiégés. L'inflexibilité de Bonaparte fut enfin ébranlée, et il apprit à l'armée qu'il renonçait à la conquête de Saint-Jean-d'Acre. « Soldats, lui dit-il, après avoir, avec « une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant « trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante « pièces de campagne, cinquante drapeaux, fait dix « mille prisonniers, rasé les fortifications de Gaza, « Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en « Égypte, etc. » Si cette proclamation fit illusion à l'armée, on ne saurait attribuer ce succès qu'à la magique influence d'un grand capitaine sur les soldats accoutumés à vaincre sous lui; mais il sentit profondément les conséquences de son éclatant revers; c'est ce qu'attestent les paroles qu'il a prononcées sur le rocher de Sainte-Hélène. « Si j'avais « enlevé Saint-Jean-d'Acre, j'opérais une révolu- « tion dans l'Orient. Les plus petites circonstances « conduisent les plus grands événemens; j'aurais « atteint Constantinople et les Indes : j'eusse changé « la face du monde. »

L'armée réunie va reprendre la route du Caire; mais la contagion de Jaffa avait continué ses ravages parmi les troupes devant Acre. Le contact des malheureux qui en sont affectés peut détruire en peu de jours les braves qui ont survécu à tant de dangers, à tant d'exploits, et dont le retour est le salut de leurs compagnons d'Égypte. Mais, d'un autre côté, si ceux que la peste a frappés restent en arrière, ils périront égorgés par les Turcs, en représaille du massacre de Jaffa. Rien n'est ordinaire dans cette campagne de Syrie, et tout est extrême dans les différentes positions où se trouvent l'armée et son chef. Le moment devient pressant; il faut dérober à l'ennemi le départ des Français; la nuit le protège encore. Une ambulance, établie près d'Acre, servait de dépôt au grand hôpital du Mont-Carmel. Au premier ordre de la levée du siége, tous les malades du Carmel se dirigèrent sur Tentura et Jaffa, traînés par les chevaux d'artillerie, dont les pièces avaient été abandonnées. Tous les chevaux des officiers, tous ceux du général en chef, furent mis par son commandement, et sous ses yeux, à la disposition de l'ordonnateur en chef Daure, pour le transport de ces infortunés sur Jaffa. Bonaparte est à pied et donne l'exemple. A Jaffa, il fit partir trois colonnes de pestiférés : l'une par mer, sur Damiette, conduite par le commissaire des guerres A. Colbert; et, par terre, la seconde sur Gaza, et la troisième sur El-Arich. Une soixantaine d'hommes, déclarés incurables, demeurèrent à Jaffa. Plusieurs d'entre eux furent, dit-on, recueillis par les Anglais sur le bord de la mer. Quant à ceux qui suivirent l'armée, ils guérirent en grande partie pendant la route.

La retraite s'opère sous de tristes auspices. L'incendie dévore chaque jour les moissons, les bestiaux, ainsi que les villages qui ont attaqué ou trahi l'armée : la Syrie aussi a son désert. Gaza, seule restée fidèle, est seule épargnée. Au bout de trois jours, les Français rentrent en Égypte; et le fort d'El-Arich reçoit de Bonaparte de nouveaux développemens, des magasins, une garnison. Il fortifie Tineh, laisse un corps de troupes à Kattieh : ces trois places défendent l'Égypte du côté de la Syrie. Enfin, après quatre mois d'absence, l'armée arrive au Caire, et croit revoir le sol natal : elle a perdu six cents hommes par la peste, douze cents par la guerre, et a ramené dix-huit cents blessés. Ainsi, après une des campagnes les plus meurtrières et les plus actives, notre armée, accablée par toutes les privations et par un climat homicide, n'a à regretter que dix-huit cents hommes.

L'entrée au Caire fut triomphale, et effaça les funestes impressions que le bruit de la destruction

niSTÜIRK Df NAPOLÉON. de itos hraves et de U mort du sultan Kébir (le père du feu), nom donné par les Arabes à Bonaparte, avait faites sur la population. Le général en chef sut tirer babilement i>arli des mensonges semés par les émissaires turcs et anglais, quand il dit aux hnbituiis dans sa proclamation : u U est arrivé « au Caire le bien ganlé, le chef de Tarméc franu çaisi', le général Bonaparte, qui aime 1a religion U de Mahomet, il est arrivé bien portant et bien «t sain, remerciant Dieu des faveurs dont il le comte ble. U est entré au (^irc par la porte de la VieU toire; cejourest un grand jour : on n'en a jamais H vu de pareil. Tous les habitans du C.aire sont H sortis à sa rencontre; Us ont vu et reconnu que M c'était bien le même général en chef Bonaparte, H en propre personne; ils se sont convaincus que t< CO qui avait été dit sur son compte était faux.... U 11 fut à Gaia et à Jaiïa : il a protégé les habitans •I de Gaza ; mais ceux de Jaffa, égarés, n'ayant pas «< voulu SC rtuidre, il les livra tous, dans sa colère, t(au pillage et à la mort : il a détruit tous les rem> •> partset fait périr tout ce quiê'x (routait. Il trouva «• à Jaffa cinq mille hommes des troupes de Djezzar, •I il les a tous détruits!.... » Les Français, en retrouvant au Caire toutes les jouissances de la vie, oublièrent les journées du désert et les périls du siège d'Acre. 11$ volèrent bientôt à de nouvelles fatigues. Celui qui ne se reposait jamais apprend que Mûurad-Bey, descendu de la Haute- Égypte avec un corps considérable, a échappé aux poursuites continuelles des généraux Desaix, Bclliard, Dooielol et Davousl. Soudain il se met en marche pour aller l'attaquer aux Pyramides, qui ont vu la première défaite des Mamelucks; mais, Hdèle à ses prudentes habitudes, le bey a déjà fui dans le désert. Bonaparte sc disposait à reprendre la route du Caire, quand il reçut la nouvelle de l'arrivée devant Aboukir d'une escadre de cent voiles turques, qui menaçait Alexandrie. C'est la guerre de Syrie qui le poursuit en Égypte. Aboukir est un nom fatal : Bonaparte veut que l'armée y venge la flotte. H se rend à Giseh sans entrer au Caire, cl donne dans la nuit, à scs invincibles généraux, l'ordre des mouveincns les plus rapides pour se porter au devant des troupes que commande le pacha de Romélie, Si'ïdman-Muslapha, soutenu des forces de Mouraü j et dTbrahim. Avant de quitter Giseh, Bonaparte écrit au divan du Caire : h Quatre-vingts bàtiinens » ont osé attaquer Alexandrie ; mais, repoussés par H rarlillerie de cette place, ils sont allés mouiller H à Aliouliir, où ils commencent à débarquer. Je •• les laisse faire, parce que mon intention est de répare le

même sort à la seconde, cl veut attirer l’allcntion des Turcs vers leurs ailes pour emporter ensuite leur centre avec sa réserve. Sans attendre de nouvel assaut, ils viennent à notre rencontre avec intrépidité. I^ur droite 4*$t d'abord repoussée; mais Mural, engagé entre le feu des chaloupes canonnières cl celui de la redoute , tente sans succès à plusieurs reprises de franchir la terrible barrière qui l'arrête. A la Digitized by

de nos braves et de la mort du sultan Kébir (le père du feu), nom donné par les Arabes à Bonaparte, avait faites sur la population. Le général en chef sut tirer habilement parti des mensonges semés par les émissaires turcs et anglais, quand il dit aux habitans dans sa proclamation : « ..... Il est arrivé « au Caire *le bien gardé*, le chef de l'armée fran- « çaise, le général Bonaparte, qui aime la religion « de Mahomet, il est arrivé bien portant et bien « sain, remerciant Dieu des faveurs dont il le com- « ble. Il est entré au Caire par la porte de la Vic- « toire; ce jour est un grand jour : on n'en a jamais « vu de pareil. Tous les habitans du Caire sont « sortis à sa rencontre; ils ont vu et reconnu que « c'était bien le même général en chef Bonaparte, « en propre personne; ils se sont convaincus que « ce qui avait été dit sur son compte était faux.... « Il fut à Gaza et à Jaffa : il a protégé les habitans « de Gaza ; mais ceux de Jaffa, égarés, n'ayant pas « voulu se rendre, il les livra tous, dans sa colère, « au pillage et à la mort : il a détruit tous les rem- « parts et *fait périr tout ce qui s'y trouvait*. Il trouva « à Jaffa cinq mille hommes des troupes de Djezzar, « il les a tous détruits!.... » Les Français, en retrouvant au Caire toutes les jouissances de la vie, oublièrent les journées du désert et les périls du siége d'Acre. Ils volèrent bientôt à de nouvelles fatigues. Celui qui ne se reposait jamais apprend que Mourad-Bey, descendu de la Haute-Égypte avec un corps considérable, a échappé aux poursuites continuelles des généraux Desaix, Belliard, Donzelot et Davoust. Soudain il se met en marche pour aller l'attaquer aux Pyramides, qui ont vu la première défaite des Mamelucks; mais, fidèle à ses prudentes habitudes, le bey a déjà fui dans le désert.

Bonaparte se disposait à reprendre la route du Caire, quand il reçut la nouvelle de l'arrivée devant Aboukir d'une escadre de cent voiles turques, qui menaçait Alexandrie. C'est la guerre de Syrie qui le poursuit en Égypte. Aboukir est un nom fatal : Bonaparte veut que l'armée y venge la flotte. Il se rend à Giseh sans entrer au Caire, et donne dans la nuit, à ses invincibles généraux, l'ordre des mouvemens les plus rapides pour se porter au devant des troupes que commande le pacha de Romélie, Seïdman-Mustapha, soutenu des forces de Mourad et d'Ibrahim. Avant de quitter Giseh, Bonaparte écrit au divan du Caire : « Quatre-vingts bâtimens « ont osé attaquer Alexandrie ; mais, repoussés par « l'artillerie de cette place, ils sont allés mouiller « à Aboukir, où ils commencent à débarquer. Je « les laisse faire, parce que mon intention est de « les attaquer, de tuer tous ceux qui ne voudront « pas se rendre, et de laisser la vie aux autres pour « les mener en triomphe au Caire : ce sera un beau « spectacle pour la ville. » Le général en chef arrive à Alexandrie, et marche sur Aboukir, dont le fort est tombé au pouvoir de l'ennemi, grace à la mollesse et à l'excessive prudence de Marmont. Ce général n'a point secouru notre faible garnison qui, assaillie par terre et par mer, et réduite à trente-cinq hommes, n'a capitulé qu'après soixante heures de combat. Bonaparte blâme Marmont avec l'expression d'un juste mécontentement, et songe à livrer bataille. La position qu'il choisit est inspirée par le même génie qui avait conquis toute l'Italie par sa supériorité sur les tactiques de plusieurs armées de l'Europe. Mustapha doit triompher, ou nul de ses soldats ni lui-même ne pourront se soustraire au vainqueur. Aboukir n'était accessible pour les Français que du côté de la terre, puisqu'ils n'avaient point de marine à opposer à la flotte-anglo-turque qui avait jeté l'ancre à une demi-lieue en mer.

L'armée ottomane, forte de dix-huit mille hommes, défendue par une artillerie nombreuse, se couvrit d'une double ligne de retranchemens ; l'une, voisine du fort d'Aboukir, avait pour appui un mamelon retranché sur le rivage, un hameau à son centre, et des chaloupes canonnières à sa gauche. L'autre ligne, moins distante du corps de la place, s'étendait aussi de l'une à l'autre plage ; mais plus resserrée, fortifiée sur plusieurs points, au milieu desquels s'élevait une redoute hérissée de canons, elle était plus formidable encore que la première.

Notre armée ne s'élance pas d'abord avec la furie française tant redoutée en Italie ; mais à peine se trouve-t-elle à portée des ouvrages, qu'une colonne aux ordres du général Destaing se précipite sur le mamelon, à droite de la première ligne, tandis que Murat s'avance rapidement pour couper la retraite à l'ennemi. Premier gage de la victoire, ce mouvement réussit et coûte la vie à deux mille Turcs, tués ou jetés dans les flots sans nous ravir un seul homme. Aussitôt Destaing se porte sur le hameau, que le général Lannes attaque de front ; le généralissime Mustapha détache en vain un renfort considérable. Murat culbute le renfort ; le village est enlevé, et la première ligne de l'ennemi tombe en notre pouvoir. Bonaparte prépare le même sort à la seconde, et veut attirer l'attention des Turcs vers leurs ailes pour emporter ensuite leur centre avec sa réserve. Sans attendre de nouvel assaut, ils viennent à notre rencontre avec intrépidité. Leur droite est d'abord repoussée ; mais Murat, engagé entre le feu des chaloupes canonnières et celui de la redoute, tente sans succès à plusieurs reprises de franchir la terrible barrière qui l'arrête. A la

 gauche, les Turcs, désespérés de la résistance de nos immobiles bataillons, noos chargent avec impétuosité; notre infanterie les contraint, non sans de grands efforts, A se retirer, et arrive par degrés devant la redoute. I«ii elle est obligée à son tour de reculer devant les feux croisés de Tcnnemi. Jusqu'alors le courage, la fermeté, le sang-froid de nos troupes, n'avaient point obtenu le prix qu'elles méritaient; tout à coup les Turcs, fidèles à leur coutume barbare, descendentimprudemment pour trancher la tête aux morts et aux blessés français; Murat voit leur faute, se précipite entre eux et la redoute, et parvient à passer. Assaillis en même temps par la colonne du général Fugières, les ennemis s'effraient de sentir Murat sur leurs derrières; ils veulent rétablir leurs communications avec la Qotte qui les protège. Bonaparte, dont le génie plane sur le champ de bataille, saisit l'instant de vaincre, marqué d'avance dans sa pensée; il engage aussitôt sa réserve dont il avait eu peine à retenir l'ardeur et l'impatience. Redoute, retranchemens, tout est enlevé en un instant; les Turcs, auxquels le Koran défend de capituler avec des Chrétiens, sont (aillés en pièces; beaucoup se jettent dans les flots pour gagner quelque navire : les balles de nos soldats les atteignent jusque dans ce dernier asile. Murat, si redoutable dans la poursuite d'un ennemi ébranlé, s'élance avec sa cavalerie entre le village et le fort d'Aboukir, combat, blesse Mustapha , qui ose affronter un tel adversaire, et l'envoie prisonnier à Bonaparte. Treitc mille Ottomans périrent pendant l'action; le reste, enfermé avec le fils du pacha dans le fort d'Aboukir, fut réduit à sc rendre après huit jours d'une héroïque résistance. Une victoire si complète coûta peu de sang français; immense dans scs résultats, clic sauva l'armée, qu'un revers eût perdue sans ressource. En effet, les Turcs, les Arabes de Mourad, les Mamclucks, les Égyptiens révoltés, bientôt réunis aux forces nombreuses que le grandvtsir tenait en Syrie, seraient venus nous accabler. Kléber avait sans doute le sentiment de ce danger, lorsqu'il disait à Bonaparte, après cette immortelle journée : •> Venez, que je vous embrasse, mon U cher général; vous êtes grand comme le monde. » Ainsi fut vengée la flotte d'Aboukir. La population du Caire, en voyant, parmi les trophées de Bonaparte, Mustapha et son fils, tous deux captifs, accueillit avec tous les transports d'un enthousiasme superstitieux le prophète invincible qui ne craignit pas d'annoncer d'avance son triomphe. A l'èpoqueüu retour de Bonaparte à Paris, après l'inspection de l'armée d'Angleterre, on l'avait,

dans plusieurs réunions secrètes, vivement sollicité de se mettre i la tète d'une conspiration contre le Directoire. Elle était formée par tous ceux dont la révolution avait fait ou conservé la fortune, ou qui s'élaierit pheés à un rang élevé dans l'opinion par d'importans cl glorieux services. Celle question fut jugée alors, mais elle dut être ajournée. Pendant le délai que l'affaire de Bernadolte apporta nu «lêpnrt del'expé• On assure que Bonaparte termina la dernière confértmcc sur le renversement du Directoire par ces mots : La poire n'eitpoê tnüre. Il voulait dire, et avec raison, qu'il n'était pas encore devenu assez nécessaire, assez grand pour réussir dans cette entreprise. Voilà, si l'on en croit les récits du temps, le motif qui le décida à aller attendre, en Égypte, la maturité de l'événement. Une telle prudence mérite d'étre remarquée dans un ambitieux de 28 ans. Mais après la soumission de l'Égypte, apres des exploits inouïs, au milieu desquels l'cchcc de SaintJeaii-d'Acre sc trouvait perdu; après la bataille d'Aboukir qui l'environnait de l'éclat d'un dernier succès, il sentait que l'Orient l'avait grandi et lui donnait de l'ascendant sur l'Europe frappée d'un nouvel étonnement. D'ailleurs, les journaux qu'il venait de recevoir lui apprenaient que la France humiliée avait éprouvé des revers sur le Rhin, et des désastres sur le théâtre où il fonda sa première gloire; que la nation faisait éclater son mécontentement, que le nom du vainqueur d'Arcole, du pacificateur de Campo-Formio, retentissait dans tous les souvenirs et entrait dans toutes les espérances. Il vit que la France avait enfin besoin de lui; et . cette haute pensée, qui renfermait tout le secret d'une ambition quejustifiaient sans doute à scs yeux deux années de prodiges militaires, le détermina à revenir brusquement dans sa patrie. Il dut calculer également que l'expédition d'Égypte, illustrée à jamais par la victoire, par des conquêtes si utiles à la cmlisalion, et destinée à occuper une place éternelle dans les annales de la science et dans la mémoire des hommes, s'élait achevée pour lui à la journée d'Aboukir, et qu'il ne lui restait plus qu'une administration de détail, soit comme général d'unoarmée sans recrutement, soit comme possesseur inquiet d'une contrée toujours étrangère. Il comprit que la continuation d'une position aussi précaire le livrait à toute la rigueur d'un exil obscur et sans repos, et ne présentait que la perspective peut-être rapprochéed'une capitulation inévitable, quianéan*

gauche, les Turcs, désespérés de la résistance de nos immobiles bataillons, nous chargent avec impétuosité; notre infanterie les contraint, non sans de grands efforts, à se retirer, et arrive par degrés devant la redoute. Là elle est obligée à son tour de reculer devant les feux croisés de l'ennemi.

Jusqu'alors le courage, la fermeté, le sang-froid de nos troupes, n'avaient point obtenu le prix qu'elles méritaient; tout à coup les Turcs, fidèles à leur coutume barbare, descendent imprudemment pour trancher la tête aux morts et aux blessés français; Murat voit leur faute, se précipite entre eux et la redoute, et parvient à passer. Assaillis en même temps par la colonne du général Fugières, les ennemis s'effraient de sentir Murat sur leurs derrières; ils veulent rétablir leurs communications avec la flotte qui les protège. Bonaparte, dont le génie plane sur le champ de bataille, saisit l'instant de vaincre, marqué d'avance dans sa pensée; il engage aussitôt sa réserve dont il avait eu peine à retenir l'ardeur et l'impatience. Redoute, retranchemens, tout est enlevé en un instant; les Turcs, auxquels le Koran défend de capituler avec des Chrétiens, sont taillés en pièces; beaucoup se jettent dans les flots pour gagner quelque navire : les balles de nos soldats les atteignent jusque dans ce dernier asile. Murat, si redoutable dans la poursuite d'un ennemi ébranlé, s'élance avec sa cavalerie entre le village et le fort d'Aboukir, combat, blesse Mustapha, qui ose affronter un tel adversaire, et l'envoie prisonnier à Bonaparte.

Treize mille Ottomans périrent pendant l'action; le reste, enfermé avec le fils du pacha dans le fort d'Aboukir, fut réduit à se rendre après huit jours d'une héroïque résistance. Une victoire si complète coûta peu de sang français; immense dans ses résultats, elle sauva l'armée, qu'un revers eût perdue sans ressource. En effet, les Turcs, les Arabes de Mourad, les Mamelucks, les Égyptiens révoltés, bientôt réunis aux forces nombreuses que le grand-visir tenait en Syrie, seraient venus nous accabler. Kléber avait sans doute le sentiment de ce danger, lorsqu'il disait à Bonaparte, après cette immortelle journée : « Venez, que je vous embrasse, mon « cher général; vous êtes grand comme le monde. »

Ainsi fut vengée la flotte d'Aboukir. La population du Caire, en voyant, parmi les trophées de Bonaparte, Mustapha et son fils, tous deux captifs, accueillit avec tous les transports d'un enthousiasme superstitieux le prophète invincible qui ne craignit pas d'annoncer d'avance son triomphe.

A l'époque du retour de Bonaparte à Paris, après l'inspection de l'armée d'Angleterre, on l'avait, dans plusieurs réunions secrètes, vivement sollicité de se mettre à la tête d'une conspiration contre le Directoire. Elle était formée par tous ceux dont la révolution avait fait ou conservé la fortune, ou qui s'étaient placés à un rang élevé dans l'opinion par d'importans et glorieux services. Cette question fut jugée alors, mais elle dut être ajournée. Pendant le délai que l'affaire de Bernadotte apporta au départ de l'expédition d'Égypte, Bonaparte répondit à ceux qui le pressaient de prendre la direction du complot : « Les Français ne sont pas encore assez mal-« heureux; ils ne sont que mécontens. On me dit « de monter à cheval; si je le faisais, personne ne « voudrait me suivre; il faut partir. » On assure que Bonaparte termina la dernière conférence sur le renversement du Directoire par ces mots : *La poire n'est pas mûre.* Il voulait dire, et avec raison, qu'il n'était pas encore devenu assez nécessaire, assez grand pour réussir dans cette entreprise. Voilà, si l'on en croit les récits du temps, le motif qui le décida à aller attendre, en Égypte, la maturité de l'événement. Une telle prudence mérite d'être remarquée dans un ambitieux de 28 ans.

Mais après la soumission de l'Égypte, après des exploits inouïs, au milieu desquels l'échec de Saint-Jean-d'Acre se trouvait perdu; après la bataille d'Aboukir qui l'environnait de l'éclat d'un dernier succès, il sentait que l'Orient l'avait grandi et lui donnait de l'ascendant sur l'Europe frappée d'un nouvel étonnement. D'ailleurs, les journaux qu'il venait de recevoir lui apprenaient que la France humiliée avait éprouvé des revers sur le Rhin, et des désastres sur le théâtre où il fonda sa première gloire; que la nation faisait éclater son mécontentement, que le nom du vainqueur d'Arcole, du pacificateur de Campo-Formio, retentissait dans tous les souvenirs et entrait dans toutes les espérances. Il vit que la France avait enfin besoin de lui; et cette haute pensée, qui renfermait tout le secret d'une ambition que justifiaient sans doute à ses yeux deux années de prodiges militaires, le détermina à revenir brusquement dans sa patrie. Il dut calculer également que l'expédition d'Égypte, illustrée à jamais par la victoire, par des conquêtes si utiles à la civilisation, et destinée à occuper une place éternelle dans les annales de la science et dans la mémoire des hommes, s'était achevée pour lui à la journée d'Aboukir, et qu'il ne lui restait plus qu'une administration de détail, soit comme général d'une armée sans recrutement, soit comme possesseur inquiet d'une contrée toujours étrangère. Il comprit que la continuation d'une position aussi précaire le livrait à toute la rigueur d'un exil obscur et sans repos, et ne présentait que la perspective peut-être rapprochée d'une capitulation inévitable, qui anéan-

The text on this page is estimated to be only 28.84% accurate

HISTOIUB DE NAPOLEON. Ui tira il en un jour scs triomphes d’Europe et d'Orient. On a parle, dans plusieurs ouvrages, d’une lettre officielle du Directoire, et de plusieurs lettres confidenlicllesde Sieyes cl de Fouché, qui rappelaient Bonaparte; aucune de ces pièces ne lui parvint. On prétend aussi que ses instructions, en quittant la France, le laissaient maître de son retour ; la difhcullé que le stationnement perpétuel des forces anglaises dans la Méditerranée devait mettre aux communications, rend celte assertion vraisemblable. (^luui qu'il en soit, la raison ostensible de son départ, pour ceux qui vivaient près de lui, fut la lecture di's gazettes, et nolaimncnt des journaux do Francfort, que le lieutenant de vaisseau Descorches lui apporta de la part de Sidney-Smith. Cet officier était allé à bord de l’amiral pour échanger les prisonniers turcs avec les prisonniers français. SidneySmith, en envoyant ces papiers à Bonaparte, voulait lui iHer toute idée de s’embarquer pour la France, battue et bloquée par la coalition; Bonaparte trouva, au contraire, dans les malheurs de nos années en Italie, et dans la situation intérieure de la république, un nouveau devoir à remplir envers sa patrie, cl [>cul-élre l’éveil de la plus haute fortune pour lui-même. Chacun put lire ces journaux de Francfort, dans sa tente, à Rarnanieh, lorsqu’il revenait au Caire. Ce fut pour le général en chef un moyen simple de préparer ou d’éclairer l'opinion sur la possibilité de son éloignement. I^eux qui rappelèrent une désertion, soilen France, suit eu Égypte, n’étaient pas dans la confidence du génie ou des engagemens de Bonaparte. Il prit sur lui de quitter l'Égypte, ainsi qu'il l’avait fuit |H>ur la signature des préliminaires de Léoben : l’Orient n’avait pas altéré la puissance de sa volonté. Bonaparte exécuta son projet comme il exécutait un mouvement sur retmemi. L’action fut subite, le secret impénétrable. Un voyage dans le Delta servit de prétexte à son départ du as suivi, et son lieuLenanl Osman-Bey-Hassan, à Luzor, près des ruines de Thèbes. Kéné, Abouinanah, Sioul, nous virent aux mains avec les Arabes soulevés par ce même Hassan, lier du désastre de notre {loUille incendiée ou prise à Bcnhouth,et de l’arrivée du chérif de la Mecque avec de nombreux renforts. Il n’existe pas un autre exemple d’une action comme celledeBcnhouth, où une faible colonne de mille hommes, aux ordres du général Beiliard, vengea mitre malheur, et triompha de dix mille mahoroétans échauffés par l'ivresse d’un succès récent et par le fanatisme le plus exalté. Les Mamelucks et les Arabes furent

également défaits : les premiers recoururent à la fuite; les seconds, ndranebés dans un bâtiment au centre du village, que nous avions été réduits à livrer aux flammes, chaïUaieiil des hymnes religieux au milieu de leur iiiiineiisc bûcher; et, à demi consumés, ils se défendaient encore contre nos soldats victorieux. On n’a rien vu de pareil, même dans la fanatique Vendée, où les paysans croyaient ressuscilcrsurlcchamp de bataille. Le manque de munitions ne permcllaiil |>as au général Beiliard de tenir la campagne, U s’clait enfermé dans kéné; Desaix vint le ravitailler et poursuivre la guerre. D’autres combats à Bardis, à Oirgé, àüéhcmi, tirent ressortir de nouveau toute notre supériorité sur les Arabes et les Mamelucks. Biiiiadi, où nous trouvâmes jusqu’à des caisses pleines d'or; Abou-(*irgé, qui avait maltraité notre r envoyé cophte et repoussé nos paroles de paix, suI birent le sort de Benhouth. Un engageincnlgloricux avec rennemi à une denii-lieuc de Sienne, et les préparalifsde l’expédition qu'il méditait sur Cosséir, tels étaient l’ensemble et le résultat des travaux du général Desaix dans la Haute-Égypte : il s’y était montré grand capitaine, administrateur éclairé, gouvernant plein de sagesse; et sa conduite lui avait mérité de la part deshabilans le nom dcA'v/ton juiie. Bonaparte, qui lui portail une estime et une amitié particulières, aurait bien voulu cininener im hoinine duut il pouvait tout espérer sans eu ^ avoir jamais rien à craindre; mais il ne pouvait j l’attendre. I Kièbcr av ail, comme ou > a le voir dajis les inslruc'J uy

HISTOIRE OË NAPOLÉON. lis lions que lui envoya le général en chef. Tordre de faire partir Desaix pour la France. Voici la leltre de Bonaparte, qui est un véritable monument historique : <1 Vous trouverez ci-joint, général, un ordre pour erdu l'Italie; que Manloue, « Turin et Torlone sont bloqués. J'ai lieu d'espérer V que la prtMiiièro tiendra jusqu'à la tin de novemU bre. J'ai Tespérancc, si la fortune me sourit, U ü'tirrivcr en Europe avant le commencement « d'octobre. w Vous trouverez ci-joint un chiffre pour corresu pondre avec le gouvernement, cl un autre chiffre U pour corres{M)ndre avec moi. «t Je vous prie de faire partir dans le courant « d'octobre Junol, ainsi que mes domestiques et «t tous les effets que j'ai laisses au Caire. Cependant «t je ne trouverais pas mauvais quevousengageassiez « à votre service ceux de mes domestiques qui vous U conviendraient. « L'intention du gouvernement eslque le général « Desaix parte pour TEurope dans le courant de U novembre, à moins d'événemens majeurs. w La commission des arts passera en France sur •1 un parlementaire que vous demanderez à cet •< effet, Conformément au cartel d'échange, dans le K courant de novembre , immédiatement après qu'elle aura achevé sa mission. Elle est mainteliant occupée à voir la Haute-Égypte; cependant n ceux des membres que vous jugerez pouvoir vous U être utiles, vous les mettrez on réquisition sans « diOicultc. L'effendi fait prisonnier A Aboukir est parti w pour se rendre à Damiette. Je vous ai écrit de « l'envoyer en Chypre; il est porteur, pour le grand* •1 visir, d'une leltre dont vous trouverez ci-jointe w la copie. U L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon, cl de Tescadre espagnole à Carlhagènc, ne laisse «t plus de doute sur la possibilité de faire passer en Il Egypte les fusils, les sabres, les pistolets, les fers Il coulés dont vous pourriez avoir besoin, et dont «I j'ai Télat le plus exact, avec une quantité de rccrues, sufTisanle pour réparer les pcrlcsdcs deux campagnes. M Le gouvernement vous fera connaître alors scs « intentions labmëme; et moi, comme homme pu« blic et comme particulier, je prendrai des mesures M pour vous faire avoir fréquemment des nouu vcllcs. U Si, par des évenemens incalculables, toutes les w tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de «t mai vous n'cussicz reçu aucun secours ni nou« vctles de France, et si, malgré toutes les précauV lions, la peste était en Égypte et vous tuait plus U de quinze cents soldats,

perte considérable, puis

tions que lui envoya le général en chef, l'ordre de faire partir Desaix pour la France. Voici la lettre de Bonaparte, qui est un véritable monument historique :

« Vous trouverez ci-joint, général, un ordre pour « prendre le commandement en chef de l'armée. « La crainte que la croisière anglaise ne reparaisse « d'un moment à l'autre, me fait précipiter mon « voyage de deux ou trois jours. J'emmène avec moi « les généraux Berthier, Andréossy, Murat, Lannes « et Marmont, et les citoyens Monge et Ber- « thollet.

« Vous trouverez ci-joints les papiers anglais et « de Francfort jusqu'au 10 juin. Vous y verrez « que nous avons perdu l'Italie; que Mantoue, « Turin et Tortone sont bloqués. J'ai lieu d'espérer « que la première tiendra jusqu'à la fin de novem- « bre. J'ai l'espérance, si la fortune me sourit, « d'arriver en Europe avant le commencement « d'octobre.

« Vous trouverez ci-joint un chiffre pour corres- « pondre avec le gouvernement, et un autre chiffre « pour correspondre avec moi.

« Je vous prie de faire partir dans le courant « d'octobre Junot, ainsi que mes domestiques et « tous les effets que j'ai laissés au Caire. Cependant « je ne trouverais pas mauvais que vous engageassiez « à votre service ceux de mes domestiques qui vous « conviendraient.

« L'intention du gouvernement est que le général « Desaix parte pour l'Europe dans le courant de « novembre, à moins d'événemens majeurs.

« La commission des arts passera en France sur « un parlementaire que vous demanderez à cet « effet, conformément au cartel d'échange, dans le « courant de novembre, immédiatement après « qu'elle aura achevé sa mission. Elle est mainte- « nant occupée à voir la Haute-Égypte; cependant « ceux des membres que vous jugerez pouvoir vous « être utiles, vous les mettrez en réquisition sans « difficulté.

« L'effendi fait prisonnier à Aboukir est parti « pour se rendre à Damiette. Je vous ai écrit de « l'envoyer en Chypre; il est porteur, pour le grand- « visir, d'une lettre dont vous trouverez ci-jointe « la copie.

« L'arrivée de notre escadre de Brest à Toulon, « et de l'escadre espagnole à Carthagène, ne laisse « plus de doute sur la possibilité de faire passer en « Égypte les fusils, les sabres, les pistolets, les fers « coulés dont vous pourriez avoir besoin, et dont « j'ai l'état le plus exact, avec une quantité de re- « crues, suffisante pour réparer les pertes des deux « campagnes.

« Le gouvernement vous fera connaître alors ses « intentions lui-même; et moi, comme homme pu- « blic et comme particulier, je prendrai des mesures « pour vous faire avoir fréquemment des nou- « velles.

« Si, par des événemens incalculables, toutes les « tentatives étaient infructueuses, et qu'au mois de « mai vous n'eussiez reçu aucun secours ni nou- « velles de France, et si, malgré toutes les précau- « tions, la peste était en Égypte et vous tuait plus « de quinze cents soldats, perte considérable, puis- « qu'elle serait en sus de celles que les événemens « de la guerre vous occasionneront journellement, « je pense que dans ce cas vous ne devez pas ha- « sarder de soutenir la campagne, et que vous êtes « autorisé à conclure la paix avec la Porte-Otto- « mane, quand même la condition principale serait « l'évacuation de l'Égypte. Il faudrait seulement « éloigner l'exécution de cette condition jusqu'à la « paix générale.

« Vous savez apprécier, aussi bien que moi, com- « bien la possession de l'Égypte est importante à la « France; cet empire turc, qui menace ruine de tous « côtés, s'écroule aujourd'hui; et l'évacuation de « l'Égypte serait un malheur d'autant plus grand, « que nous verrions de nos jours cette belle province « passer en des mains européennes.

« Les nouvelles des succès ou des revers qu'aura « la république doivent aussi entrer puissamment « dans vos calculs.

« Si la Porte répondait, avant que vous eussiez « reçu de mes nouvelles de France, aux ouvertures « de paix que je lui ai faites, vous devez déclarer « que vous avez tous les pouvoirs que j'avais, et « entamer les négociations, persistant toujours dans « l'assertion que j'ai avancée, que l'intention de la « France n'a jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte; « demander que la Porte sorte de la coalition et nous « accorde le commerce de la mer Noire; qu'elle « mette en liberté les prisonniers français; et enfin « six mois de suspension d'armes, afin que, pendant « ce temps-là l'échange des ratifications puisse avoir « lieu.

« Supposant que les circonstances soient telles « que vous croyiez devoir conclure ce traité avec « la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez « pas le mettre à exécution qu'il ne soit ratifié; « et, suivant l'usage de toutes les nations, l'inter- « valle entre la signature d'un traité et sa rati- « fication doit toujours être une suspension d'hosti- « lités.

« Vous connaissez, citoyen général, quelle est « ma manière de voir sur la politique intérieure de « l'Égypte : quelque chose que vous fassiez, les « chrétiens seront toujours nos amis. Il faut les em- « pêcher d'être insolens, afin que les Turcs n'aient

UISTOIRE DE NAPOLÉON. IM *(pas contre noas le même fanastimc que contre » les chrétiens; ce qui nous les rendrait irrécon> « ciliables. 11 fautendurmir le fanatisme, afin qu'on H puisse le déraciner. En captivant l'opinion des « grands cheicks du Caire, on a l'opinion de toute « rÉgyptc; et de tous les chefs que ce peuple peut « avoir, il n'y en a aucun de moins dangereux que w les cheicks, qui sont peureux, ne savent pas se « battre, et qui, comme tous les prêtres, inspirent « le fanatisme sans être fanatiques. «louant aux fortifications, Alexandrie, Elw Arich, voilà Icsclefs de l'Egypte. J'avais le projet *(de faire établir cet hiver des redoutes de palM raiers, deux depuis Salabieb à Katich, deux de « Katieh à El-Arich ; l'une se serait trouvée à l'enK droit où le général Menou a trouvé de l'eau poM table. « Le général Samson, commandant du génie, et w le général Songis, commandant de l'artillerie, n vous mettront chacun au fait de ce qui regarde V sa partie. U Le citoyen Poussielgue a été exclusivement « chargé des finances. Je l'ai reconnu travailleur et « homme de mérite. Il commence à avoir quelques « renseignemens sur le chaos de l'administration •I de l'Égypte. J'avais le pr(»jet, si aucun nouvel évè« nement ne survenait, de tâcher d'établir cet hiver « un nouveau mode d'imposition, ce qui nousauM rail permis de nous passer à pi'u prèsdes Cophtes; « cependant, avant de l'entreprendre, je vous con» scille d'y réfléchir long-temps. Il vaut mieux cn■ treprendre cette opération un peu plus tard qu'un •c peu trop tôt. M Des vaisseaux de guerre français paraîtront « indubitablement cet hiver à Alexandrie, Bourlos M ou Damiette. Faites construire une lionne tour à « Bourlos; lâchez de réunir cinq ou six cents MaM inclucksque, lorsque les vaisseaux français seront U arrivés, vous ferez en un jour arrêter au Caire et •< dans les autres provinces, et embarquer pour la «France. Au défaut de Mamelucks, des otages «d'Arabes, chcicksbelets, qui pour une raison « quelconque se trouveraient arrêtés, pourront y U suppléer. Os individus, arrivés en France, y se« ront retenus on ou deux ans, verront la grandeur « de la nation, prendront quelques idées de nos Il mœurs et de notre langue, et, de retour en Égypte, « y formeroiil autant de partisans. « J'avais déjà demandé plusieurs fuis une troupe « de comédiens : je prendrai un soin particulier de « vou5cnenvoycr.Celarlidcesltrè5-im|M)rlanlpour « l'armée et pour commencer à changer les mœurs « du pays. « l.a place importante que vous allez occuper en « chef va vous mi Urc à mémo enfin de déployer les « talens que la nature vous a donnés. L'intérêt de « ce qui se passe ici est

vif, et les résultats en seront « immenses pour le commerce, pour la civilisation; M ce sera l'épuqued'üù dateront de grandes révolu« lions. « Accoutumé à voir la récompense des peines et K des travaux de la vie dans l'opinion de la postérité, M j'abandonne avec le plus grand regret l'Égypte. « L'intérêt de la patrie, sa gloire, l'obéissance, les « événemens extraonlinaircs qui viennent de se « passer, me décident seuls à passer au milieu des H escadres ennemies pour me rendre en Europe. Je « serai d'esprit et de cœur avec vous. Vos succès M me seront aussi chers que ceux où je me trouveu rais en personne; et je regarderai comme mal « employés tous les jours de ma vie où je ne fiTai « pasquelquechose pour l'armée dont je vous laisse « le commandement, et pour consolider le niagnifi«f que établissement dont les fondemens viennent « d'élre jetés. « L'armée que je vous confie est toute composée « demesenfans; j'ai eu dans tous K s temps, mèiiic « au milieu des plus grandes peines, des marques w de leur attachement. Entrelenez-les dans ces senti timens : vous le devez à rcslimc toute parltcolière M que j'ai pour vous, cl à l'altacheineut vrai que je « leur porte. « Busapaxtk. » Le 23 août 1799, une proclamation iiistriiisit I l'armée de la nomination de Kléber au commande' ment général. L'impression quccetle proclamation produisit sur les soldats, fut d'abord hostile contre le chef qui les abandonnait; mais leur colère décou* vrit bientôt des motifs de s'apais

 mais à la vue des côtes, parurent dix voiles anglai- 1 ses. Le conlre>aiuiral Gantheaume proposa de virer de bord sur la Corse : h Non, lui dit Bonaparte, » celle manœuvre nous conduirait en Angleterre, U je veux arriver en France.» Celte volonté le sauva. I.e 9 octobre (17 vendémiaire an VIII) de grand malin, les frégates mouillaient à Fréjus, après qua* ranlc-un jours de roule sur une mer sillonnée de vaisseaux ennemis. En un moment, toute la rade fut couverte de canots qui se dirigèrent vers Bona> parte. Le général Percymont, commandant la côte, aborda le premier. Avant l'arrivée des préposés à la Santé, il y avait eu de nombreuses communications sur la terre. Comme il n'existait point de ma157 iades à bord, et que, depuis plus de sept mois, la peste avait cessé en Égypte, cette violation de régiemens était peut-être moins condamnable. Toutefois rien ne la justifie. Mais avec l'impulsion ardente que la conquête et le ciel de l'Égypte venaient d'imprimer à son caractère, il était bien impossible que Bonaparte restât indécis entre une mesure sanitaire et le but de son voyage, entre une soumission temporaire qui |K>uvail lui être fatale, et tout un avenir tel que le sien ; enfin, entre le Directoire et lui. La France l'amnistia pour l’infraction à la toi de sa propre conserv'ation, tant elle avait besoin de sauver son indépendance et sa gloire, tant elle désirait, tant elle comprit le retour de son héros I à Digitized by Guuÿle

mais à la vue des côtes, parurent dix voiles anglaises. Le contre-amiral Gantheaume proposa de virer de bord sur la Corse : « Non, lui dit Bonaparte, « cette manœuvre nous conduirait en Angleterre, « je veux arriver en France. » Cette volonté le sauva. Le 9 octobre (17 vendémiaire an VIII) de grand matin, les frégates mouillaient à Fréjus, après quarante-un jours de route sur une mer sillonnée de vaisseaux ennemis. En un moment, toute la rade fut couverte de canots qui se dirigèrent vers Bonaparte. Le général Pereymont, commandant la côte, aborda le premier. Avant l'arrivée des préposés à la Santé, il y avait eu de nombreuses communications sur la terre. Comme il n'existait point de malades à bord, et que, depuis plus de sept mois, la peste avait cessé en Égypte, cette violation de réglemens était peut-être moins condamnable. Toutefois rien ne la justifie. Mais avec l'impulsion ardente que la conquête et le ciel de l'Égypte venaient d'imprimer à son caractère, il était bien impossible que Bonaparte restât indécis entre une mesure sanitaire et le but de son voyage, entre une soumission temporaire qui pouvait lui être fatale, et tout un avenir tel que le sien ; enfin, entre le Directoire et lui. La France l'amnistia pour l'infraction à la loi de sa propre conservation, tant elle avait besoin de sauver son indépendance et sa gloire, tant elle désirait, tant elle comprit le retour de son héros !

The text on this page is estimated to be only 29.00% accurate

LIVRE CINQUIÈME 0ottoernment Dircctarial. CHAPITRE PREMIER. (9 cl 10 novembre 1799. J JOliMttS UIA 18 IT 19 I1UIK4IIR AN Vlll. Le générât Bonaparte fut vivement frappe de rexccs d'enthousiasme qui, à son debarquement, transporta la population de Fréjus. Cette exaltation portait un autre caractère que celle qu'avait pro» rluilc la gloire du héros d'Italie; car la multitude ne saluait pas le vainqueur des Turcs, le conquérant de l'Égypte, mais le LiBtEATtca de la France. Ce mot devint pour lui un oracle; et, des ce moment, il connul^outc la faveur de la fortune qui le ramc> naitdans sa patrie. Mais qu'était Fréjus auprès de la capitale? qu'étaient les habitans de cette petite ville de matelots auprès de l'élite de la nation, au< près du peuple de la grande cité qui avait proclamé tous les fastes de la révolution, de ce peuple qui, auteur, témoin et victime de scs orages, leur survivait, avec le privilège de frapper les proscriptions cl de décerner les triomphes? Bonaparte l'Égypticn ne pouvait plus redouter à Paris les souvenirs du 13 vendémiaire, si brillammeiit amnistiés depuis trois ans par les trophées de Bonaparte Tltaliquc. Cependant, comme à cette époque surtout les Parisiens n'étaient pas rassasiés de victoires, Bonaparte I crut devoir se faire précéder par le bulletin de la j bataille d'Aboukir, qui le montrerait couvert des t palmes de l'Orient. Sa relâche forcée en Corse et sa descente à Fréjus venaient de lut conGriner l'état déplorable de la France, dont les gazettes de Francfort l'avaient instruit en Égypte. Les Chouans désolaient la Bretagne par leurs vols et leurs cruautés; la guerre civile s'était rallumée dans l'Ouest avec fureur, et se propageait à travers le département de l'Eurcjusqu'aux environs de Paris; après avoir gagné Bordeaux et Toulouse, elle menaçait d'envahir le Midi. L'Italie tout entière gémissait sous le joug des AustroRusses, ses nouveaux maîtres. Joubcrl, envoyé dans cette contrée par le parti Sieyès, pour acquérir, â la tête de l'armée et par des exploits, rimporlance et la popularité nécessaires à un grand rôle politique, était mort en comballant à Novi. Bonaparte sentit qu'il reparaissait à propos, non pour venger Joubert ou le Directoire, mais pour ressaisir le berceau de sa grandeur. Cette conquête lui souriait d'autant plus que Masséna, l'homme de toutes les Digiiized by Google

LIVRE CINQUIÈME.

Gouvernement Directorial.

CHAPITRE PREMIER.

(9 et 10 novembre 1799.)

JOURNÉES DES 18 ET 19 BRUMAIRE AN VIII.

Le général Bonaparte fut vivement frappé de l'excès d'enthousiasme qui, à son débarquement, transporta la population de Fréjus. Cette exaltation portait un autre caractère que celle qu'avait produite la gloire du héros d'Italie; car la multitude ne saluait pas le vainqueur des Turcs, le conquérant de l'Égypte, mais le Libérateur de la France. Ce mot devint pour lui un oracle; et, dès ce moment, il connut toute la faveur de la fortune qui le ramenait dans sa patrie. Mais qu'était Fréjus auprès de la capitale? qu'étaient les habitans de cette petite ville de matelots auprès de l'élite de la nation, auprès du peuple de la grande cité qui avait proclamé tous les fastes de la révolution, de ce peuple qui, auteur, témoin et victime de ses orages, leur survivait, avec le privilége de frapper les proscriptions et de décerner les triomphes? Bonaparte l'Égyptien ne pouvait plus redouter à Paris les souvenirs du 13 vendémiaire, si brillamment amnistiés depuis trois ans par les trophées de Bonaparte l'Italique. Cependant, comme à cette époque surtout les Parisiens n'étaient pas rassasiés de victoires, Bonaparte crut devoir se faire précéder par le bulletin de la bataille d'Aboukir, qui le montrerait couvert des palmes de l'Orient.

Sa relâche forcée en Corse et sa descente à Fréjus venaient de lui confirmer l'état déplorable de la France, dont les gazettes de Francfort l'avaient instruit en Égypte. Les Chouans désolaient la Bretagne par leurs vols et leurs cruautés; la guerre civile s'était rallumée dans l'Ouest avec fureur, et se propageait à travers le département de l'Eure jusqu'aux environs de Paris; après avoir gagné Bordeaux et Toulouse, elle menaçait d'envahir le Midi. L'Italie tout entière gémissait sous le joug des Austro-Russes, ses nouveaux maîtres. Joubert, envoyé dans cette contrée par le parti Sieyes, pour acquérir, à la tête de l'armée et par des exploits, l'importance et la popularité nécessaires à un grand rôle politique, était mort en combattant à Novi. Bonaparte sentit qu'il reparaissait à propos, non pour venger Joubert ou le Directoire, mais pour ressaisir le berceau de sa grandeur. Cette conquête lui souriait d'autant plus que Masséna, l'homme de toutes les

Digitized by Google

Suisse le dernier corps de l’armée de Suwarow, il pourrait se retrourcr encore, comme en 1796, face à face avec l’Autriche seule, et il était loin de désespérer de lui dicter ia paix une seconde fois. Alais ce qui frappa surtout l'attention de Bonaparte, ce fut de voir le Directoire tombé dans une telle déconsidération aux yeux de la France, qu’on ne lui savait aucun gré ni des succès de Masséna en Suisse, ni de ceux de Brune en Hollande, et que l’éclat des fameuses batailles de Zurich et de Bergen restait exclusivement personnel à ces deux généraux. Bonaparte donna le premier l'exemple de cette propriété de la gloire; mais jusqu’alors il n’avait appartenu qu’à lui seul de s’en emparer et do n'être Justiciable ni de la faveur ni de la défaveur des chefs de l’État. Quand il vit que Masséna et Brune se trouvaient par la force des choses admis à la même prérogative, il Jugea que l'heure du Directoire cl la sienne étaient arrivées, et sans doute il n’est pas de signe plus visible, plus énergique, de la décadence d’un gouvernement, que celle partialité publique qui ne lui porte en compte que les dcfaites.et les adversités. Le 9 octobre, à six heures du soir, Bonaparte se mit en route pour Paris avec Bcrthicr, son chefd’élat-roajor perpétuel ; il ne fil que continuer un triomphe depuis Fréjus jusqu’à la capitale. Des réceptions extraordinaires, des honneurs souverains l’aUendaienl à Aix, à Avignon, à Valence, à Vienne, cl surtout à Lyon. Des fêles furent improvisées sur son passage par les villes et par les campagnes, et présidées par les autorités. Pendant ce voyage, l’une des plus belles époques de sa vie, il ne put doutera chaque pas qu’il n’élait accueilli comme libérateur par la France : clic y mettait tant d’abandon, qu’il dut la croire dans la confidence de l’avenir. Il comprit, il accepta ces présages de succès, et arriva le 16 à Paris, non-sculcmcnt pleinement justifié à scs propres yeux d’avoir quitté le commandement de l'Égypte, mais bien convaincu qu'il n’avait fait qu’obéir à la volonté nationale. Le Directoire seul, instruit par la renommée, ou témoin lui-même de l’entbousiasmc qu'excitait la présence de Bonaparte, se laissait tellement aveugler par sa confiance dans ce que l’on appelle en politique l'état de posseêsion, qu’il ne prit aucun ombrage des manifestations de l’opinion publique, cl se disposa aussi à fêter son déserteur d’Égyplc. Après la mort de Joubert et le retour à Paris de Moreau qui venait de s’illustrer en sc mettant à la tête de notre armée, engagée dans une action terrible avec les Busses, Sieyes et ses amis avaient reporté leurs

vues sur ce général. Mais, a la nouvelle liy du débarquement de Bonaparte, Moreau dit aux directeurs : u Vous n'avex plus besoin de moi; voilà B l'homme qu'il vous faut pour un mouvement; w adressez-vous à lui.» Ces paroles de Moreau donnent la mesure des combinaisons étroites du Directoire, qui croyait ressaisir le crédit et la force en faisant opérer un mouvement; elles prouvent aussi que Aloreau ne pénétrait pas mieux que les gouvernans d'alors les conséquences inévitables de celte apparition si imprévue de Bonaparte. Enfonce dans la routine révolutionnaire, le Directoire ne savait pasccquc tout le monde sentait à Paris, ce que l'on répétait dans les salons cl dans les lieux publics, qu'un parti nouveau sc présentait pour dominer tous les autres : c'était le parti de rarniéc, qui, n'ayant }>aru sur le théâtre (mlilique qu'au 18 fructidor, allait profiler de l'ascendant qu'on lui avait donné en implorant scs dangereux secours contre une portion des Conseils et du gouvernement. Le vainqueur de Toulon, de vendémiaire, d'Italie et d'Égypte, représentait ce parti, le seul redoutable désormais; et certes, le hardi violateur des règlcmens sanitaires n'avait pas brisé toutes les lois militaires et civiles |K>ur venir offrir son appui au Directoire. Bonaparte jugeait bien de reffet du bulletin d'Aboukir sur les babitans de la capitale. Son arrivée fut annoncée dans tous les spectacles comme une prospérité publique. Celle circonstance seule l'engageait. Il vit que Paris élaitdans son secret et dans ses espérances. En effet, il fut accueilli par une conspiration générale, et entouré tout à coup d'amitiés ou d'intérêts qu'il ne pouvait prévoir. Le lendemain, 17 octobre, il se rendit au Luxembourg, où il exposa en séance particulière la situation de l'Égypte; il déclara aux directeurs, qu'instruit des malheurs de la France, il n'étail revenu que pour la défendre. 11 Jura sur son épée que son départ n'avait point d'autre cause, et lui point d'autre intention. Ainsi Bonaparte n'était pas autorisé par des instructions à quitter l'Égypte quand il le croirait convenable; et s'il ne faut pas tout-à*fait regarder comme une fable celle lettre du Directoire qui le rappelait en France, il est certain qu'il ne la reçut point avant son départ d'Égyplc. Lcscinq directeurs, divises, non en trois factions, mais en trois intrigues, prirent chacun pour eux ce serinent militaire. Toutefois, voulant éviter de leur donner aucun soupçon cl de sc prononcer plutôt pour l'un que pour l'autre, Bonaparte recommença le genre de vie retirée qu'il avait adopte, soit lorsqu'il fut abandonne par le Comité de salut public, après le siège de Toulon et l'affaire du Cairo, soit

après l’inspection de l'armée d'Angleterre, avant de partir pour l’Égypte. 11 sc montrait peu en 17 Digiiized by Google

victoires d'Italie, ayant détruit en Suisse le dernier corps de l'armée de Suwarow, il pourrait se retrouver encore, comme en 1796, face à face avec l'Autriche seule, et il était loin de désespérer de lui dicter la paix une seconde fois. Mais ce qui frappa surtout l'attention de Bonaparte, ce fut de voir le Directoire tombé dans une telle déconsidération aux yeux de la France, qu'on ne lui savait aucun gré ni des succès de Masséna en Suisse, ni de ceux de Brune en Hollande, et que l'éclat des fameuses batailles de Zurich et de Bergen restait exclusivement personnel à ces deux généraux.

Bonaparte donna le premier l'exemple de cette propriété de la gloire; mais jusqu'alors il n'avait appartenu qu'à lui seul de s'en emparer et de n'être justiciable ni de la faveur ni de la défaveur des chefs de l'État. Quand il vit que Masséna et Brune se trouvaient par la force des choses admis à la même prérogative, il jugea que l'heure du Directoire et la sienne étaient arrivées, et sans doute il n'est pas de signe plus visible, plus énergique, de la décadence d'un gouvernement, que cette partialité publique qui ne lui porte en compte que les défaites et les adversités.

Le 9 octobre, à six heures du soir, Bonaparte se mit en route pour Paris avec Berthier, son chef-d'état-major perpétuel; il ne fit que continuer un triomphe depuis Fréjus jusqu'à la capitale. Des réceptions extraordinaires, des honneurs souverains l'attendaient à Aix, à Avignon, à Valence, à Vienne, et surtout à Lyon. Des fêtes furent improvisées sur son passage par les villes et par les campagnes, et présidées par les autorités. Pendant ce voyage, l'une des plus belles époques de sa vie, il ne put douter à chaque pas qu'il n'était accueilli comme libérateur par la France : elle y mettait tant d'abandon, qu'il dut la croire dans la confidence de l'avenir. Il comprit, il accepta ces présages de succès, et arriva le 16 à Paris, non-seulement pleinement justifié à ses propres yeux d'avoir quitté le commandement de l'Égypte, mais bien convaincu qu'il n'avait fait qu'obéir à la volonté nationale. Le Directoire seul, instruit par la renommée, ou témoin lui-même de l'enthousiasme qu'excitait la présence de Bonaparte, se laissait tellement aveugler par sa confiance dans ce que l'on appelle en politique *l'état de possession*, qu'il ne prit aucun ombrage des manifestations de l'opinion publique, et se disposa aussi à fêter son déserteur d'Égypte.

Après la mort de Joubert et le retour à Paris de Moreau qui venait de s'illustrer en se mettant à la tête de notre armée, engagée dans une action terrible avec les Russes, Sieyes et ses amis avaient reporté leurs vues sur ce général. Mais, à la nouvelle du débarquement de Bonaparte, Moreau dit aux directeurs : « Vous n'avez plus besoin de moi; voilà « l'homme qu'il vous faut pour un *mouvement;* « adressez-vous à lui. » Ces paroles de Moreau donnent la mesure des combinaisons étroites du Directoire, qui croyait ressaisir le crédit et la force en faisant opérer un *mouvement;* elles prouvent aussi que Moreau ne pénétrait pas mieux que les gouvernans d'alors les conséquences inévitables de cette apparition si imprévue de Bonaparte. Enfoncé dans la routine révolutionnaire, le Directoire ne savait pas ce que tout le monde sentait à Paris, ce que l'on répétait dans les salons et dans les lieux publics, qu'un parti nouveau se présentait pour dominer tous les autres : c'était le parti de l'armée, qui, n'ayant paru sur le théâtre politique qu'au 18 fructidor, allait profiter de l'ascendant qu'on lui avait donné en implorant ses dangereux secours contre une portion des Conseils et du gouvernement. Le vainqueur de Toulon, de vendémiaire, d'Italie et d'Égypte, représentait ce parti, le seul redoutable désormais; et certes, le hardi violateur des règlemens sanitaires n'avait pas brisé toutes les lois militaires et civiles pour venir offrir son appui au Directoire.

Bonaparte jugeait bien de l'effet du bulletin d'Aboukir sur les habitans de la capitale. Son arrivée fut annoncée dans tous les spectacles comme une prospérité publique. Cette circonstance seule l'engageait. Il vit que Paris était dans son secret et dans ses espérances. En effet, il fut accueilli par une conspiration générale, et entouré tout à coup d'amitiés ou d'intérêts qu'il ne pouvait prévoir. Le lendemain, 17 octobre, il se rendit au Luxembourg, où il exposa en séance particulière la situation de l'Égypte; il déclara aux directeurs, qu'instruit des malheurs de la France, il n'était revenu que pour la défendre. Il jura sur son épée que son départ n'avait point d'autre cause, et lui point d'autre intention. Ainsi Bonaparte n'était pas autorisé par des instructions à quitter l'Égypte quand il le croirait convenable; et s'il ne faut pas tout-à-fait regarder comme une fable cette lettre du Directoire qui le rappelait en France, il est certain qu'il ne la reçut point avant son départ d'Égypte.

Les cinq directeurs, divisés, non en trois factions, mais en trois intrigues, prirent chacun pour eux ce serment militaire. Toutefois, voulant éviter de leur donner aucun soupçon et de se prononcer plutôt pour l'un que pour l'autre, Bonaparte recommença le genre de vie retirée qu'il avait adopté, soit lorsqu'il fut abandonné par le Comité de salut public, après le siége de Toulon et l'affaire du Cairo, soit après l'inspection de l'armée d'Angleterre, avant de partir pour l'Égypte. Il se montrait peu en

The text on this page is estimated to be only 22.08% accurate

HISTOIRE ÜF. NAIÜFÉO.V. lAII public, n'allait au Ihéàlrc qu'eu loge grillée, uo | frôqucntait oslensibiemciil que les savaiis, et ne I cuiisentil à «lincr chez les directeurs qu’en famille. Il ne pul cepemlanl refuser le banquet que lui oiïri* relit les doux (^miscils d;ms le Icinple de la N icioire (règlise Saint- Sulpice); mais il ne lit que paraître â celle espèce de fèUî, dont il sorlil avec Mnreau. Paris reganlail avec une sorte de respect celle soliliide de Itonaparle après de glorieux travaux; on faisait plus encore, on altacliailau retour de celle habiUido. qui avait marqué lesêpoqucs importantes (le sa carrière, l’espérance de quelque liaule coinbiiiaisoii qui vint au secours de la iialion. Le public ne se trompe guère sur les grands èvénemens qui doivent éclore, cl il se trompait d’autant moins celle fois dans son attente, que lui-mémc conspirait ouvertement contre le Directoire. Boiia|>arlc n’eùl pas apiwrlc d’Egypte la volonté de changer le gouvernement de la |■rancc et d’en prendre les rênes, qu'il y aurait été forcé par l’opinion. La situation |>osilivt; des affaires lui fut révélée par de bons observateurs, par Cambacérès, Uœderer, ttéal, Uegnault de Sainl-Jcaii-d’Angely, Boulaj delaMeurllic, Daunou, Chénier, Maret, Scmonville, Mural, llniix, TalIcyrand et Fouché de Nantes. De toutes parts on pressait le général lluiiiaparlc de se mctlre, non à la téle d'un mouvcinenl, mais d’une révolution. Voici l'état des partis qu'il fallait soutenir ou combattre dans l’intérieur. Jourdan, Augereau cl Bernadnllc, figuraient au premier rang de la faction démocratique, connue sous le nom du Manéye. Celle faction, qui se ralliait aux directeurs Moulins et Gobicr, lequel présidait alors, se composait des révolutionnaires républicains. Elle fil ses coiifideiicesà Bonaparte; il les accepta, et tenait ostensiblement pour (juhier cl Moulins. Sieyes dirigeait les politiques, les modérés qui siégeaient dans le Conseil des Anciens. Il proposait â Bonaparte d’exécuter un coup d’Élal médité dés long temps, et lui s

The text on this page is estimated to be only 24.39% accurate

IIISTOIIIK ÜK NAPOLÉON. ISl quitta Barras, assez irrité üc ce que ce directeur avait voulu le jouer, cl visita Sieyes, avec lequel il s'accorda biciitùt. Un convint que celui-ci disposiv rail le Conseil des Âncieiis à prendre k résolution qu'autorisait la Constitution; et que Bonaparte se chargerait d'appuyer au l>csoin, parles trouprs. la décision de ce Conseil. Lesdeux conspirateurs arrêtèrent que rcnlreprisc serait exécutée du 1ü au âO brumaire, c'csl-à-dirc du 6 au 11 novembre 1790. I.C lendein.tin malin, Bonaparte vit arriver Barras, qui, averti par ses amis de l'inconvenance de ses paroles delà veille, et de la maturilédes cvéncrncns, s'excusa en témoignant le désir denVlre pas oublié dans les nouveaux projets, cl finit par sc mettre à ia dipoition du seul homme, disait-il, qui pût sauter la France. 11 était difliciic d'abdiquer avec plus de franchise. Bonaparte se montra moins coi>fianlque Barras : il allégua les soins qu'exigeait sa sauté, et le besoin d'un long repos. On remarqua depuis ce moment que Sieyes prenait des leçons d'équitation. Cette nouvelle amusa la capitale, et surtout Barras, qui s'égayait chaque jour aux dépens de son collègue. La g.irnison de Paris, dont une partie avait servi en Italie, cl dont l'autre avait marché sous les ordres de Bonaparte au 15 vendémiaire, ainsi que les ((uaranle-huil .idjudans et les chefs de la garde na> tionale nommés par lui après celte journée, en sa qualité de général en du f de Cnniiée de l'intérieur, enfin une bonne partie de l'état-majur de la place, avaionl voulu être présentés au vainqueur de l'Égypte dès son arrivée û Paris; trois régimens de dragons, surtout, désiraient avec ardeur qu'il les passât en roue. Le général les reiueUait de jour en jour, dans la crainte d'atfecter la popularité militaire, et d'éveiller les soupçons du ministre delà guerre Dubois de Crancé, son ennemi personnel et la créature du Manér/e : mais, le 15, dans une dernière conférence entre Bonaparte et Sieyes, l'exécution de la révolution méditée ayant été défiiiitivcmcntfixceau ISbruiiiaire (9 novembre), les officiers de la garnison furent convoques à sept heures du matin, pour le 18, au domicile du général, (gluant aux troupes, les généraux Murat, Latines, Leclerc, bcau-frèrc de Bonaparte, et les colonels, tels que Sebastiani, qui commariilait le 5^ de dragons, sc chargèrent de disposer leiirs olficiers à marcher sous le nouveau drapeau. Chaque régimentconnut, dans la nuit du 17 au 18, son ordre de mouvement; les chefs seuls étaient dans la confidence de l'objet do ce mouvement. Bonaparte avait fait appeler

Sébastiani. son ami et son compatriote, cl, après lui avoir confié les projets du lendemain, lui dit de s'assurer de son régiment, et de le diviser en deux parties, dont six cents hommes à pied prendatcnl position, le 18, à six heures du niatrn, dans la rue Boyale, sur la place Louis XV, sans pouvoir communiquer avec qui que ce fût. Sebastiani devait ensuite sc rendre chez Bonaparte avec quatre cents chevaux, uccujier les avenues de sa maison jusqu'à la rue du Mont-Blanc, et donner pour consigne à S(‘S vedettes de laisser entrer tous les mililairt'S qui sc présenteraient, mais de ne permettre à personne de sortir. Ces ordres furent exécutés. Le chef d'escadron Lelort eut le commaiidcmenl des drivgoiis à pieti ; le chef d'escadron Maujx'til, celui des dragons à cheval. A six heures du malin, le 18, ces deux troupes étaient h leur destination. Le ministre de la guerre. Dubois de Crancé, n'avait pu ignorer le mouvement militaire qui s'opérait depuis quelques jours dans les casernes et parmi les officiers, en faveur du général Bonaparte; il eut des preuves certaines du comphd formé d'enlever la garnison de Paris et de remployer à une révolution contre le gouvernement. Il alla au Luxembourg, le 17, en donna avis à Gnhicr, président du Directoire, et lui proposa de faire arrêter le général Bonaparte, le lendemain, au milieu de l'exécution de son projet. Mais les directeurs, qui sc reposaient sur les rapports de Fouché et sur les sciilimcns que Bonaparte leur avait témoignés constamment depuis sou retour, (îohier surtout, que Bonaparte ménageait le plus, parce qu'il craignait davantage son inÜuence républicaine, se récrièrent contre le dessein du ministre, et restèrent dans l'ignorance cornpicle de ce qui se passait sur la rive droite de la Seine. OpendanI Dubois de Crancé, ne voulant pas être pris loul-à-fai(au dépourvu, dans le cas ou le Directoire se révcilliTail, avait consigné toutes les troupes dans leurs casernes. Le culonel Séhastiani reçut, le 18, à cinq heures du matin, l'ordre de se rendre au ministère, comme il montait à cheval, avec ses dragons. S<>baslinni mil l'ordre dans sa poche, et arriva avec scs quatre cents chevaux à l'hôtel Bonaparte. Le général l'envoya inviter ses officiers à déjeuner. Kn chemin. Séhasliani rencontra, dans la longue et étroite avenue qui conduit à la maison de Ifimaparte, le général Lefebvre en voi! turc; ce général était commandant de Pari*^; il demanda avec sévérité au colonel en vertu de quelle autorité il était à la tête de son régiment. « Le général Bonaparte vous le dira » , répondit Sébasliani. l.efcbvrc ordonna à son cocher de sortir et de le ramener chez lui. Alors Sebastiani lit connaître sa consigne et engagea Lefebvre à entrer chez

Bonaparte pour s’entendre avec lui. Lefebvre, voyant l'iinpossibilitc de faire tourner sa voilure dans l'avenue, et de se soustraire à la consigne donnée, se décida à suivre le conseil de Sébastiani. En arrivant chez le général Bonaparte, il l'interrogea sur le Digitized by Googlt

quitta Barras, assez irrité de ce que ce directeur avait voulu le jouer, et visita Sieyes, avec lequel il s'accorda bientôt. On convint que celui-ci disposerait le Conseil des Anciens à prendre la résolution qu'autorisait la Constitution; et que Bonaparte se chargerait d'appuyer au besoin, par les troupes, la décision de ce Conseil. Les deux conspirateurs arrêtèrent que l'entreprise serait exécutée du 15 au 20 brumaire, c'est-à-dire du 6 au 11 novembre 1799. Le lendemain matin, Bonaparte vit arriver Barras, qui, averti par ses amis de l'inconvenance de ses paroles de la veille, et de la maturité des événemens, s'excusa en témoignant le désir de n'être pas oublié dans les nouveaux projets, et finit par se mettre *à la disposition du seul homme,* disait-il, *qui pût sauver la France.* Il était difficile d'abdiquer avec plus de franchise. Bonaparte se montra moins confiant que Barras : il allégua les soins qu'exigeait sa santé, et le besoin d'un long repos. On remarqua depuis ce moment que Sieyes prenait des leçons d'équitation. Cette nouvelle amusa la capitale, et surtout Barras, qui s'égayait chaque jour aux dépens de son collègue.

La garnison de Paris, dont une partie avait servi en Italie, et dont l'autre avait marché sous les ordres de Bonaparte au 13 vendémiaire, ainsi que les quarante-huit adjudans et les chefs de la garde nationale nommés par lui après cette journée, en sa qualité de général en chef de l'armée de l'intérieur, enfin une bonne partie de l'état-major de la place, avaient voulu être présentés au vainqueur de l'Égypte dès son arrivée à Paris; trois régimens de dragons, surtout, désiraient avec ardeur qu'il les passât en revue. Le général les remettait de jour en jour, dans la crainte d'affecter la popularité militaire, et d'éveiller les soupçons du ministre de la guerre Dubois de Crancé, son ennemi personnel et la créature du *Manége :* mais, le 15, dans une dernière conférence entre Bonaparte et Sieyes, l'exécution de la révolution méditée ayant été définitivement fixée au 18 brumaire (9 novembre), les officiers de la garnison furent convoqués à sept heures du matin, pour le 18, au domicile du général. Quant aux troupes, les généraux Murat, Lannes, Leclerc, beau-frère de Bonaparte, et les colonels, tels que Sébastiani, qui commandait le 3e de dragons, se chargèrent de disposer leurs officiers à marcher sous le nouveau drapeau. Chaque régiment connut, dans la nuit du 17 au 18, son ordre de mouvement; les chefs seuls étaient dans la confidence de l'objet de ce mouvement. Bonaparte avait fait appeler Sébastiani, son ami et son compatriote, et, après lui avoir confié les projets du lendemain, lui dit de s'assurer de son régiment, et de le diviser en deux parties, dont six cents hommes à pied prendaient position, le 18, à six heures du matin, dans la rue Royale, sur la place Louis XV, sans pouvoir communiquer avec qui que ce fût. Sébastiani devait ensuite se rendre chez Bonaparte avec quatre cents chevaux, occuper les avenues de sa maison jusqu'à la rue du Mont-Blanc, et donner pour consigne à ses védettes de laisser entrer tous les militaires qui se présenteraient, mais de ne permettre à personne de sortir. Ces ordres furent exécutés. Le chef d'escadron Letort eut le commandement des dragons à pied; le chef d'escadron Maupetit, celui des dragons à cheval. A six heures du matin, le 18, ces deux troupes étaient à leur destination.

Le ministre de la guerre, Dubois de Crancé, n'avait pu ignorer le mouvement militaire qui s'opérait depuis quelques jours dans les casernes et parmi les officiers, en faveur du général Bonaparte; il eut des preuves certaines du complot formé d'enlever la garnison de Paris et de l'employer à une révolution contre le gouvernement. Il alla au Luxembourg, le 17, en donna avis à Gohier, président du Directoire, et lui proposa de faire arrêter le général Bonaparte, le lendemain, au milieu de l'exécution de son projet. Mais les directeurs, qui se reposaient sur les rapports de Fouché et sur les sentimens que Bonaparte leur avait témoignés constamment depuis son retour, Gohier surtout, que Bonaparte ménageait le plus, parce qu'il craignait davantage son influence républicaine, se récrièrent contre le dessein du ministre, et restèrent dans l'ignorance complète de ce qui se passait sur la rive droite de la Seine. Cependant Dubois de Crancé, ne voulant pas être pris tout-à-fait au dépourvu, dans le cas où le Directoire se réveillerait, avait consigné toutes les troupes dans leurs casernes. Le colonel Sébastiani reçut, le 18, à cinq heures du matin, l'ordre de se rendre au ministère, comme il montait à cheval, avec ses dragons. Sébastiani mit l'ordre dans sa poche, et arriva avec ses quatre cents chevaux à l'hôtel Bonaparte. Le général l'envoya inviter ses officiers à déjeuner. En chemin, Sébastiani rencontra, dans la longue et étroite avenue qui conduit à la maison de Bonaparte, le général Lefebvre en voiture; ce général était commandant de Paris; il demanda avec sévérité au colonel en vertu de quelle autorité il était à la tête de son régiment. « Le général Bonaparte vous le dira », répondit Sébastiani. Lefebvre ordonna à son cocher de sortir et de le ramener chez lui. Alors Sébastiani fit connaître sa consigne et engagea Lefebvre à entrer chez Bonaparte pour s'entendre avec lui. Lefebvre, voyant l'impossibilité de faire tourner sa voiture dans l'avenue, et de se soustraire à la consigne donnée, se décida à suivre le conseil de Sébastiani. En arrivant chez le général Bonaparte, il l'interrogea sur le

 mouvement de troupes qui avait lieu d'après ses ordres, et lui flt de violons reproches. Quand il eut fini, Bonaparte lui dit froidement : « Général J..e« febvre, vous êtes une des colonnes de la républiM que; je veux la sauver aujourd'hui avec vous, et la « délivrerdes avocats qui perdent notre belle France. « Voilà pourquoi je vous ai engagé à venir chez moi U ce matin. — Les avocats ! répondit le général Le- i « febvre, oui, vous avez raison, il faut les chasser. « Vous pouvez compter sur moi. » Ainsi sc termina celle aventure qui pouvait amener des suites sérieuses. On sent combien il importait à Bonaparte d'avoir pour lui et avec lui le commandant de Paris. Bientôt après se présentèrent en foule tous les géné* raui et ofBcicrs qui, depuis quelques jours, s'étalent déclarés les partisans de l'adversaire du Directoire. Dans ce nombre on remarquait Moreau, qui SC livra tout entier à Bonaparte. Celui-ci craignait Bernadotte, le chef le plus dangereux du parti du ManigB, cl depuis quelque temps plus que suspect au Directoire, qui deux mois auparavant lui avait retiré le portefeuille de la guerre. Ce général, à l'époque du 18 fructidor, où il commandait une division de l'armée d'Italie, avait publiquement désapprouvé la protection que Bonaparte et son armée donnèrent à celle révolution. Le malin, sur l'invitation do ce général, Bernadotte s'était rendu chez lui ; une conversation très vive eut lieu entre eux : Bernadotte refusa de coopérer au changement politique dont il recevait la confidence. 11 sortit de cet entretien, après avoir promis de rester neutre : CCI engagement ne l'obligeait probablement que pour la journée, comme on le verra. Satisfait d'avoir paralysé, pour le moment, un homme qui pouvait au moins contrarier ses projets, Bonaparte, incapable de rien négliger, voulut aussi s'assurer du président du Directoire, cl l'engagea à dîner pour le jour même de révénement. Mais celte précaution ne lui parut pas encore suiTisanle, et aûn de n'éprouver de la part de Gobicr aucune résistance aussitôt que la décision du Conseil des Anciens serait connue, il avait aussi fait adresser par madame Bonaparte, et porter par son Gis Eugène, au directeur et à son épouse, une invitation pressante à déjeuner pour huit heures du matin. Gobier, en homme qui s'avise un peu lard, sc contenta d'envoyer sa femme. Cependant, à l'insu du Directoire, dont rincréduliléel la conliancc sommeillaient au Luxembourg, dès cinq heures une convocation extraordinaire avait été faite aux membres du Conseil des Anciens qui trempaient dans la conjuration. Déjà le général Bonaparte se

trouvait entouré de la presque totalité des militaires de Paris, lorsque le député Cornet vint lui apporter le décret qui mettait l'armée à sa disposition, et ordonnait la translation des deux Conseils à Saint-Cloud. Il faut rendre i chacun ce qui lui appartient : il n'est douteux pour aucun homme témoin de ce. grand drame que sans le décret du Conseil des Anciens, le général Bonaparte ne pouvait exécuter scs projets, ni changer la forme du gouvernement en vingt-quatre heures, sans se jeter dans les hasards tumultueux d'une révolution, au milieu de la capitale. Ce décret ne légitimait pas, mais il autorisait ce qui allait avoir lieu militairement. Le centre, le foyer, l'indispensable appui de la conspiration, était dans le Conseil des Anciens. Fouché, qu'on n'avait point admis à diriger les Bis de la trame, s'en dédommageait en faisant espionner les deux partis : il sut le premier queGohicr avait rejeté les avisde Dubois de Crancé, et sc targua de celte révélation auprès de Bonaparte; il sut le premier aussi que le décret des Anciens était rendu, et se hàU d'en informer le général avant l'arrivée de Cornet, leur président. Alors, ne pouvant retenir son zèle, ou plutôt saisissant, pour en recueillir les fruits, l'occasion de le faire éclater, il avoua au général qu'il avait ordonné de fermer les barrières de Taris, cl d'arrêter le départ des courriers et diligences. Fouché n'était pas encore corrigé des moyens révolutionnaires, et sentait toujours son école. Bonaparte sc contenta de lui répondre : «Vous voyez, « par l'afnuencc des ciloyens et des braves qui « m'entourent, que je n'agis qu'avec la nation et K pour la nation. Je saurai faire respecter le décret « du Conseil et assurer la tranquillité publique. » Fouché sortit de chez le général pour publier une proclamation qu'il tenait toute prêle en faveur de la nouvelle révolution, et se rendit ensuite au Luxembourg, afin d'avertir le Directoire de la résolution du Conseil des Anciens. Le président Gobier le reçut comme il le méritait. Quel besoin Fouché, engagé comme il l'était, avait-il de sc présenter aux directeurs, quand il n'avait pas cessé, depuis le retour du général Bonaparte, d'employer sa police à les trahir? Voici la raison de celte conduite : l'afTairc n'etait pas encore terminée; il osa dire au président que les rapports ne lui avaient pas manqué; mais ces rapports étaient évidemment faux, puisque ce ministre iiiGdèle travaillait contre le Directoire. Il ajouta : «• A'ea/-e« poêdu$ein même du Directoin qU9 le coup e»t parli? Sieye» el Roger~ Vucos sont à la cammiision dee Jneien», — La majorité e$t ici, lui répondit froidement Gohîor; 1 et si le Directoire a des ortU^i à donner, il en ! chargem des hommes plus dignes de sa confiance. » Gobier avait raison de

parler ainsi à Fouché, mais il avait le tort, dans ces circonstances, de s'élre montré, comme ses collègues, un si médiocre conDiyiU^tKJ uy V

 (pirateur après aruir été un si faible gourernant. IJ ne pouvait ignorer que Bonaparte était venu pour prendre part aux aRaires; en effet, comme le dit Fouché, le général avait demandé à Gohier de le faire admettre au Directoire, et Gobier ne refusa de coopérer à cette innovation qu'en alléguant Tàge prescrit par la Constitution. Le fait est qu*il ne se trouvait d'hommes capables dans cctlc révolution queceux qui l'exécutaient; et qu'un gouvernement déclaré vacant dans sa propre capitale, par la majorité des habi tans et par ses troupes, et qui comptait parmi scs ennemis Bonaparte, Moreau, Tallcyrand, Fouché, Cambacérès et les hommes les plus puissans et les plus distingués du temps, n'avait aucun moyen de salut, et devenait ridicule dans sa chute, qui était le secret de toute la population depuis quinxc jours. Cependant le président Cornet venait de donner lecture au général Bonaparte, en présence de tous les militaires qui remplissaient son h6tel,-du décret suivant : u Conseil des Anciens, en vertu des X articles 102, 103 et 104 de la Constitution, déu crête ce qui suit : 1nseils. S* Le présent décret sera de suite M transmis par un message au conseil des Cinqu t^nls et au Directoire exécutif; il sera imprimé, H afliché, promulgué et envoyé dans toutes les com« muncs de la république par des courriers extraorM dinaires. » . Tel fut le premier inanifeslc de la révolution convenue entre Bonaparte et Sieyes, dans la conférence du 13, et dont le Conseil des Anciens sc rendait l'organe et l'instrument. Après celte lecture, Bonaparte ordonna aux quarante-huit adjudans de faire battre la générale, et de proclamer le décret dans tous les quartiers de Paris; ensuite il monta k cheval, suivi des généraux, des officiers et des dragons de Sébastiani, entra par le Pont-Tournant aux Tuileries, où il vit venir au-devant de lui la garde du Conseil des Anciens, qui ralleudail en bataille sur la terrasse de l'eau : ce fut avec cc cortège qu'il arriva au palais, au milieu des acclamations des soldais et de la population que la nouveauté de ce spectacle avait attirée. Introduit dans la salle des séances avec son état-major : « Citoyens, dit-il, la république péris« sait; vous l'avcx su, cl votre décret vient de la A sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble « et le désordre ! Je les arrêterai, aidé des généraux « Berthicr, Lefebvre et de tous mes compagnons « d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé des « exemples qui pourraient retarder votre marche. A Bien dans l'histuirc ne ressemble à la fin du dixu huitième siècle : rien dans la fin du dix-huitième A siècle ne ressemble eu moment actuel. Votre saA

gesse a rendu ce deeret, nos bras sauront l'cxécuA lcr. Nous voulons une république fondée sur la A vraie liberté, sur la liberté civile, sur la repréA senUtion nationale ; nous l'aurons. Je le jure. Je A le jure en mon nom et en celui des mes compaA gnons d'armes. » Bonaparte reçut les félicitations et les cncouragemens des membres présens du conseil des Anciens. Le président Cornet avait habilement composé une majorité pendant la nuit précédente. CtHlc manière d'octroyer la liberté fut bientôt légalisée par les forces inililairesquele Conseil venait de mcllre à la disposition du dictateur. Il alla passer dans le Carrousel la revue des troupes, cl il les harangua par cette proclamation envoyée ensuite aux armées : a Soldats ! le décret extraordinaire du A Conseil des Anciens est conforme aux articles 102 A et 103 de l'acte constitutionnel. 11 m'a remis le A commandement de la ville et de l'armée. Je l'ai A accepté pour seconder les mesures qu'il va prenA dre et qui sont toutes en faveur du peuple. La A république est mal gouvernée depuis deux ans. A Vous avez espéré que mon retour mettrait un it terme à tant de maux : vous l'avez célébré avec A une union qui m'impose des obligations que je A remplis. Vous remplirez les vôtres et vous secooA derez votre general avec l'énergie, la fermeté cl A la confiance que j'ai toujours vues en vous. La A liberté, la victoire et la paix, replaceront la réH publique française au rang qu'elle occupait en A Europe, et que l'ineptie ou la trahison a pu seule A lui faire perdre, yive la républiqueln Los troupes répondirent avec des cris unanimes de F'ice Bonaparte/ rire la république! Alors Augcrcau se préDigitized by

spirateur après avoir été un si faible gouvernant. Il ne pouvait ignorer que Bonaparte était venu pour prendre part aux affaires; en effet, comme le dit Fouché, le général avait demandé à Gohier de le faire admettre au Directoire, et Gohier ne refusa de coopérer à cette innovation qu'en alléguant l'âge prescrit par la Constitution. Le fait est qu'il ne se trouvait d'hommes capables dans cette révolution que ceux qui l'exécutaient; et qu'un gouvernement déclaré vacant dans sa propre capitale, par la majorité des habitans et par ses troupes, et qui comptait parmi ses ennemis Bonaparte, Moreau, Talleyrand, Fouché, Cambacérès et les hommes les plus puissans et les plus distingués du temps, n'avait aucun moyen de salut, et devenait ridicule dans sa chute, qui était le secret de toute la population depuis quinze jours.

Cependant le président Cornet venait de donner lecture au général Bonaparte, en présence de tous les militaires qui remplissaient son hôtel, du décret suivant : « Le Conseil des Anciens, en vertu des « articles 102, 103 et 104 de la Constitution, dé- « crète ce qui suit : 1° Le Corps-Législatif est trans- « féré dans la commune de Saint-Cloud. Les deux « Conseils y siégeront dans les deux ailes du palais. « 2° Ils y seront rendus demain, 1er brumaire, à midi. « *Toute continuation de fonctions de délibération « est interdite ailleurs avant ce terme.* 3° Le général « Bonaparte est chargé de l'exécution du présent « décret; il prendra toutes les mesures nécessaires « pour la sûreté de la représentation nationale. Le « général commandant la 17e division, la garde du « Corps-Législatif, les gardes nationales sédentaires, « les troupes de ligne qui se trouvent dans la com- « mune de Paris et dans l'arrondissement constitu- « tionnel et dans toute l'étendue de la 17e division, « sont mis immédiatement sous ses ordres et tenus « de le reconnaître en cette qualité. Tous les ci- « toyens lui prêteront main-forte à la première ré- « quisition. 4° Le général Bonaparte est appelé dans « le sein du Conseil, pour y recevoir une expédition « du présent décret et prêter serment : il se con- « certera avec les commissions des inspecteurs des « deux Conseils. 5° Le présent décret sera de suite « transmis par un message au conseil des Cinq- « Cents et au Directoire exécutif; il sera imprimé, « affiché, promulgué et envoyé dans toutes les com- « munes de la république par des courriers extraor- « dinaires. »

Tel fut le premier manifeste de la révolution convenue entre Bonaparte et Sieyès, dans la conférence du 15, et dont le Conseil des Anciens se rendait l'organe et l'instrument.

Après cette lecture, Bonaparte ordonna aux quarante-huit adjudans de faire battre la générale, et de proclamer le décret dans tous les quartiers de Paris; ensuite il monta à cheval, suivi des généraux, des officiers et des dragons de Sébastiani, entra par le Pont-Tournant aux Tuileries, où il vit venir au-devant de lui la garde du Conseil des Anciens, qui l'attendait en bataille sur la terrasse de l'eau : ce fut avec ce cortége qu'il arriva au palais, au milieu des acclamations des soldats et de la population que la nouveauté de ce spectacle avait attirée. Introduit dans la salle des séances avec son état-major : « Citoyens, dit-il, la république péris- « sait; vous l'avez su, et votre décret vient de la « sauver. Malheur à ceux qui voudraient le trouble « et le désordre! Je les arrêterai, aidé des généraux « Berthier, Lefebvre et de tous mes compagnons « d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le passé des « exemples qui pourraient retarder votre marche. « Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin du dix- « huitième siècle : rien dans la fin du dix-huitième « siècle ne ressemble au moment actuel. Votre sa- « gesse a rendu ce décret, nos bras sauront l'exécu- « ter. Nous voulons une république fondée sur la « vraie liberté, sur la liberté civile, sur la repré- « sentation nationale; nous l'aurons. Je le jure. Je « le jure en mon nom et en celui des mes compa- « gnons d'armes. »

Bonaparte reçut les félicitations et les encouragemens des membres présens du conseil des Anciens.

Le président Cornet avait habilement composé une majorité pendant la nuit précédente.

Cette manière d'octroyer la liberté fut bientôt légalisée par les forces militaires que le Conseil venait de mettre à la disposition du dictateur. Il alla passer dans le Carrousel la revue des troupes, et il les harangua par cette proclamation envoyée ensuite aux armées : « Soldats! le décret extraordinaire du « Conseil des Anciens est conforme aux articles 102 « et 103 de l'acte constitutionnel. Il m'a remis le « commandement de la ville et de l'armée. Je l'ai « accepté pour seconder les mesures qu'il va pren- « dre et qui sont toutes en faveur du peuple. La « république est mal gouvernée depuis deux ans. « Vous avez espéré que mon retour mettrait un « terme à tant de maux : vous l'avez célébré avec « une union qui m'impose des obligations que je « remplis. Vous remplirez les vôtres et vous secon- « derez votre général avec l'énergie, la fermeté et « la confiance que j'ai toujours vues en vous. La « liberté, la victoire et la paix, replaceront la ré- « publique française au rang qu'elle occupait en « Europe, et que l'ineptie ou la trahison a pu seule « lui faire perdre. *Vive la république!* » Les troupes répondirent avec des cris unanimes de *Vive Bonaparte! vive la république!* Alors Augereau se pré-

The text on this page is estimated to be only 24.65% accurate

154 UISTUIIU DK NAPüLEU.N. fenU à Bonaparte et lui dit : u Comment, général, M vous avez voulu faire quelque chose pour la {>atrie, « cl vous n’avez pas appelé Augereau? w Un mot de Bonaparte dut prouver à ce général qu*on ne craignait ni ne désirait rien de lui. Le héros du Directoire au 18 fructidor no pouvait être Thomme de Bonaparte au 18 brumaire; et d’ailleurs celuici n’avait pas oublié qu’Augereau était l'un des chefs les plus ardens delà société du Manège. L’impulsion des conversions avait été imprimée aux militaires par le général Moreau, qui ne partageait {>as cependant les principes révoIutionnaireu plus lard. Cependant iLirras. Gohieret Moulins, croyant toujours représenter la république, firent appeler le général Lefebvre : il leur répondit par le décret qui Icinellail, lui et la force armée, à la disposition du général Bonaparte. Les directeurs protestèrenld’ahord avec violence contre le di^ret du Conseil des Anciens; mais Barras, endoctriné par Bruix et par Talleyrand , comprit bien que le règne du Directoire était fini, et 6la la m,iJorité à ses collègues en donnant srcrèlenieiil sa démission. Aussitôt qu'il reconnut la résolution des Anciens, il envoya aux Tuileries son secrétaire Bultul à Bonaparte. Boltol trouva le général dans la salle des iiiSfKcleurs du Conseil; et au moment où il st^ mettait en devoir de remplir la mission dont il était chargé, Bona]>arte lui dit : « Annoncez à votre Barras que je ne veux plus cnu tondre parler de lui. * Dois, élevant la voix, il prononea ainsi l'arrél des directeurs, cuinino s’ils eussent été presens : « Qu'avez-voiis fait de celle « France que je vous ai laissée si florissante? Je •I TOUS ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre. Je « vous ai laissé des victoires, et j’ai retrouvé dos il revers. Je vous ai laissé les millions de l'Italie, et M j'ai retrouvé partout des lois spoliatrices et la nn•• sère. (,)u'avcz-vuus fait de cont inllle Françaisquo 41 je connaissais, tous mes compagnons de gloire? 41 ils sont morts f Ol état do choses ne peut durer : 4: avant tr4>is ans il nous mènerait au despotisme. 41 Mais nous voulons la république, la république 41 assise sur les bast^s de régalilé. de l.*i mor.ile, de 41 la liberté civile cl de la tolérance politique. Avec • une bonne administration, tous les individus ou« blieroiit les factions dont on les lit membres pour M leur permet Ire d’étre Français. Il est temps enfin Il que l'un rende aux défenseurs de la patrie la eoriH fianre à laquelle ilsonl tant de droits. A entemlre 41 quelques factieux, bientôt nous serions tous les 41 ennemis de la république, nous qui l'avons affer41 inîc par nos

travaux cl nuire couragi*! Nous ne 41 voulons pas de gens plus palrioU-s que les braves ti qui ont été mutilés au service de la patrie. » Otto dernière phrase annonçait sunisaimncnl sous quel drapeau In liberté devait marclKT. Duboisde Crancé proposa encore aux Directeurs GohicrelMuuIins d'arrêter Bonaparte sur le cbeiniii tnému de .Saint-Cloud; mais le président Goliicr lui répondit : » Comment roulcs-rous qu'il faste une rérolulion à Saint-Cloiul, puisque je tient ici les tceauj de la république ? • Alors Goliier et $^n collègue Moulins se firent conduire aux Tuileries, à la salle de la commission des insjH'Cleurs des deux Conseils; là ils refusèrent leur adhésion. Gohicr entama courageusement une explicatiua très vive avec Bonaparte, qui termina brusquement l'entrelien par ces mots : u Ia\ république ett en péril, ii faut la taurer, je le reux. » Dans le même moment, on .innonça que Sanlerre, parent de Moulins, remuait le faubourg Saint-Antoine. « .97/ bouge, dit Bonaparte a Aluulins, je le ferai tuer. >* Les deux directeurs, ne sachant plus que devenir, et n'étant plus rien dans l'État, par suite de la démission de Barras, retournèrent au Luxembourg, on ne sait pourquoi. Us y furent bientôt investis par le général Moreau, qui exécuta les ordres dont il était chargé, avec un zèle que l'on n'aurait pas dû atleni dre d'un républicain aussi sincère en apparence. U Digilized by Google

The text on this page is estimated to be only 23.05% accurate

IIISTOIRK DE NAPOLÉON. (vouvail rester lênioin comme tant «l’aulres généraux; maisii voulut être acteur, et dès-lors l'opinion se déclara contre lui. (Quoique consignés et tenus en charlre privée par ce géeuTal, Goliier et Moulins Irouvèrenl aisément le moyen de quitter rex-|)alais directorial dans la soirée : c’était ce que l'on désirait. Quant à Harras, il conçut de telles alarmes de sa position, qu’il demanda un passeport pour GrosBois, avec une escorte. 11 oblinl l'un et l'autre, cl parlitcominc un prisonnier. Ainsi (inil le Directoire, et l’on n’y pensa plus. Les événemens du lendemain nfTraient bien plus d’importance que la chute de ce faii)lc gouvernement, car ils inléressaieiil au premier degré la cause de la lilKTlé.que persroduits. Ils commencèrent un peu lard à s’apercevoir qu’ils venaient de créer un dictaU iir ; on (^saya même chez le député corse Salicetli, autour duquel s’étaient rassemblés de dangereux ennemis, d’organiser un plan de résistance, et d'opposoiice, pour n’élrc point rassuré. Les débats lui parurent devoir être d’autant plus acharnés, que la majorité des Cinq-Cents était persuadée que Bonaparte voulait substituer le gouvernement militaire à la Constitution. Dans les Conseils, le gouvernement directorial avait des adversaires très nombreux ; mais ils ne lemlaient qu’à un changement partiel dans les directeurs. Paris était dans ratleinle d'un grand événement; dès la inalinée (lu 19, la route de Sainl-C.loud fut inondée d'une foule de curieux. Le passage des membres des deux Conseils, des militaires, du général Bonaparte et des troupes qu’il venait de haranguer au Cliampdc-Mars, couvrit bientôt les avenues de celle commune ; Murat les occupait déjà depuis la veille. On vil passer aussi l’cx-direcleur Sieyes, dont la présence était nécessaire à Saint-Cloud pour maintenir les dispositions de la majorité des Anciens. tn(î prudence particulière l'« ngagt a à sc faire mettre en survctllancu par le général Bonaparte, dès son arrivée sur le nouveau champ de bataille que sa politique avait fait choisir. Kn cas de défaite, il lui restait raltiludc d'un otage de sa propre conspiration. I nc voilure à quatre chevaux devait le sou.sIraircaux premiers coups de la vengeance des vainqueurs. Le Cxmseil des Anciens ne songeait pas sans crainte à sa résolution de la veille. Les principes, il faut le dire, étaient du (^lé de l'opposition. Sa majorité sc serait ralliée sans aucun doute au décret qui venait de mettre la fortune publique entre les mains de Bonaparte, s’il n’cùt été question que d'un nouveau 18

fructidor contre le Directoire. La journée s'annonçait sous les auspices de la peur; mais il y avait ici d'autres desseins qu'on ne voulait pas appuyer. Les deux Conseils sc réunirent, les Cinq-Cents dans l'Orangerie, les Anciens dans la galerie du palais : ceux-là sous la présidence de Lucien, ceux-ci sous celle de Cornet. Aux Ciiiq-Cenls, Émile Gaudin ouvrit la séance par un discours très habile : il div manda la formation d'une commission chargée de présenter sans délai un rapport sur la situation do la république, et qu'aucune décision ne filt prise DIgitized by Gougit

pouvait rester témoin comme tant d'autres généraux; mais il voulut être acteur, et dès-lors l'opinion se déclara contre lui. Quoique consignés et tenus en chartre privée par ce général, Gohier et Moulins trouvèrent aisément le moyen de quitter l'ex-palais directorial dans la soirée : c'était ce que l'on désirait. Quant à Barras, il conçut de telles alarmes de sa position, qu'il demanda un passeport pour Gros-Bois, avec une escorte. Il obtint l'un et l'autre, et partit comme un prisonnier. Ainsi finit le Directoire, et l'on n'y pensa plus. Les événemens du lendemain offraient bien plus d'importance que la chute de ce faible gouvernement, car ils intéressaient au premier degré la cause de la liberté, que personne dans Paris n'eut l'intention de confondre avec celle du Directoire. Cette première journée ne fut que la journée des dupes.

Dans la nuit, il se tint à Paris des conciliabules; une partie même des membres des Anciens, qui avaient voté le décret du matin, s'effrayèrent de ses conséquences probables, par les effets qu'il avait déjà produits. Ils commencèrent un peu tard à s'apercevoir qu'ils venaient de créer un dictateur : on essaya même chez le député corse Salicetti, autour duquel s'étaient rassemblés de dangereux ennemis, d'organiser un plan de résistance, et d'opposer au général Bonaparte le général Bernadotte, à qui le commandement de la garde du Conseil des Cinq-Cents serait donné le lendemain, en représailles de la conduite du Conseil des Anciens, qui avait confié le commandement de sa garde au général Bonaparte : Bernadotte accepta un si dangereux emploi. Il ne savait pas que Bonaparte, toujours prévoyant, avait déjà placé dans ce poste important un homme dévoué à sa cause. Bernadotte attendait chez lui, le 19, l'avis de sa nomination par le Conseil des Cinq-Cents. Il avait revêtu son uniforme; ses aides-de camp se trouvaient auprès de lui; ses chevaux étaient sellés et dans sa cour. Après quelques heures d'impatience, Chiappe, autre député corse, arriva et lui dit que, tout étant fini, il n'avait rien de mieux à faire que de se rendre auprès du vainqueur. En effet, tout servit la fortune de Bonaparte; car Salicetti avait été tellement effrayé du projet des mécontens, qu'il s'était hâté d'aller le dénoncer lui-même; Bonaparte, par une réponse sévère, avait reçu, comme il convenait, cette lâche confidence.

Dans la même nuit aussi, les fauteurs de la nouvelle révolution s'étaient concertés pour maîtriser le lendemain les deux Conseils.

Parmi les Anciens figuraient Regnier, Cornudet, Fargues et Lemercier; dans les Cinq-Cents paraissaient Lucien Bonaparte, alors président, Boulay de la Meurthe, Émile Gaudin, Chazal et Cabanis. Cette journée pouvait être plus qu'orageuse; et si Bonaparte ne triomphait pas d'une manière quelconque des adversaires qui le menaçaient, son parti et sa personne se trouvaient tout à coup entre la fatalité d'une guerre civile et la responsabilité d'un complot contre l'État. Sieyes, trop certain de la violence de l'opposition qui devait particulièrement s'élever dans le Conseil des Cinq-Cents, avait proposé au général Bonaparte une quarantaine d'arrestations dont il donna la liste. Mais Bonaparte répliqua qu'il n'y aurait point de lutte. *Nous verrons demain à Saint-Cloud,* lui dit le politique Sieyes. Fouché en savait assez par sa police, pour n'être point rassuré. Les débats lui parurent devoir être d'autant plus acharnés, que la majorité des Cinq-Cents était persuadée que Bonaparte voulait substituer le gouvernement militaire à la Constitution. Dans les Conseils, le gouvernement directorial avait des adversaires très nombreux; mais ils ne tendaient qu'à un changement partiel dans les directeurs. Paris était dans l'atteinte d'un grand événement; dès la matinée du 19, la route de Saint-Cloud fut inondée d'une foule de curieux. Le passage des membres des deux Conseils, des militaires, du général Bonaparte et des troupes qu'il venait de haranguer au Champ-de-Mars, couvrit bientôt les avenues de cette commune; Murat les occupait déjà depuis la veille. On vit passer aussi l'ex-directeur Sieyes, dont la présence était nécessaire à Saint-Cloud pour maintenir les dispositions de la majorité des Anciens. Une prudence particulière l'engagea à se faire mettre en surveillance par le général Bonaparte, dès son arrivée sur le nouveau champ de bataille que sa politique avait fait choisir. En cas de défaite, il lui restait l'attitude d'un otage de sa propre conspiration. Une voiture à quatre chevaux devait le soustraire aux premiers coups de la vengeance des vainqueurs. Le Conseil des Anciens ne songeait pas sans crainte à sa résolution de la veille. Les principes, il faut le dire, étaient du côté de l'opposition. Sa majorité se serait ralliée sans aucun doute au décret qui venait de mettre la fortune publique entre les mains de Bonaparte, s'il n'eût été question que d'un nouveau 18 fructidor contre le Directoire. La journée s'annonçait sous les auspices de la peur; mais il y avait ici d'autres desseins qu'on ne voulait pas appuyer.

Les deux Conseils se réunirent, les Cinq-Cents dans l'Orangerie, les Anciens dans la galerie du palais : ceux-là sous la présidence de Lucien, ceux-ci sous celle de Cornet. Aux Cinq-Cents, Émile Gaudin ouvrit la séance par un discours très habile : il demanda la formation d'une commission chargée de présenter sans délai un rapport sur la situation de la république, et qu'aucune décision ne fût prise

 avant de l’avoir entendu. Boulay de la Meurlhc, qui devait faire partie de la commission, avait préparé ce rapport pendant la nuit. A peine Gaudin eut-il cessé de parler, que la salie retentit des cris de rire ia CoHstitutioH l à bat le dictaieur.’ Delbrel, appuyé par Grandmaison, proposa de jurer la Contlttuiion ou ia tnori. L’assemblée sc leva d’enthousiasme, aux cris de rïre la république l vt le serment fut prèle individuellement. Mais ce serment ne ressembla pointa celui du Jeu de Paume; toutefois aucun des partisansde Bonaparte n'osa se soustraire à la puissante impulsion du serment. Aux Anciens, la séance offrit moins d’agitation, soit en raison de l’àgc des membres de rassemblée, soit à cause de l’iiiOuencc bien connue de Bonaparte et de Sieyes, qui partageait ce Conseil. Ce|iondanl, malgré la fausse déclaration faite par Lagarde, secrétaire du Directoire, que tous les Directeurs avaient donné leur démission, il y eut majorité pour leremplacementdesdémissionnairesdans les formes voulues par la Constitution. A cet instant, le général Bonaparte, averti du péril, jugea que le moment de paraître était arrivé. 11 traversa le salon de Mars, suivi de ses aidcs-de-camp, et se montra tout à coup dans le Conseil des Anciens. On aura sans doute remarqué que la veille, quand il alla recevoir, dans la séance de ce Conseil, le décret qui le plaçait à la tétc des forces de la république, il avait évité de prêter, en sa nouvelle qualité, le serinent prescrit. Aussitôt qu’il fut entré, il improvisa un discours sur les dangers actuels et sur scs propres intentions: U On parle d’un César, dit-il, d’un nouveau Crom« well ; on répand que je veux établir ungouvernew ment militaire Si j'avais voulu usurper l’au«I torilé suprême, je n’aurais pas eu besoin de M recevoir celle autorité du Sénat. Plus d’une fois, « etdaiisdcs circonstancesextrémemenl favorables, «j'ai été appelé par le vœu de la nation, par le vœu « de mes camarades, par le vœu de ces soldais qu'on « a tant maltraités depuis qu'ils ne sont plus sous H mes ordres.... Le Conseil des Anciens est investi «t d’un grand pouvoir, mais il est encore animé •> d’une plus grande sagesse : ne consultez qu’elle, « prévenez les déchircmens; évitons de perdre ces •> deux choses pour lesquelles nous avons fait tant •t de sacrifices, la liberté cl Végalilé. » Et la Constitulion? s’écria le député Linglet. « La Constitution! M reprit Bonaparte avec violence. La Constitution! « osez-vous l’invoquer! vous l'avez violée au 18 fruc* M lidur, au 22 floréal, au 50 prairial; vous avez en « son nom violé tous les droits du peuple Nous K fonderons malgré vous la liberté et la

république: « aussitôt que les dangers qui m’ont fait conférer « (les pouvoirs extraordinaires seront passés, j'nbdiK querai ces pouvoirs, h — « Et quels sont ces dan«I gers? lui cria-l-on; que Bonaparte s’explique! ^ M S’il faut s'expliquer toul-à-fait, répondit-il, w s’il faut nommer les hommes, je les nommerai. « Je dirai que les directeurs Barras et Moulins m’ont a proposé eux-mémes de renverser le gouvernement. » Je n’ai compté que sur le Conseil des Anciens; je « n’ai point compté sur le Conseil des Cinq-Cents, «I où SC trouvent des hommes qui voudraient nous « rendre la Convention, les échafauds, les comités « révolutionnaires.... Je vais in'y rendre, cl si quelle que orateur payé par l’élrangcr parlait de me U mettre hors la loi, qu'il prenne garde de porter U cet arrêt contre lui-méme. S’il parlait de me U mettre hors la loi, j’en appelle à vous, mes braves « compagnons d’armes ! il vous, mes braves soldats «que j'ai menés tant défais à la victoire! à vous, « braves défenseurs de la république avec lesquels U j’ai partagé tant do périls pour affermir la liberté >1 et l’égalité : je m'en remettrai, mes vrais amis, à Il votre courage cl à ma fortune. * Après celle harangue, dont l’impression ne pouvait être douteuse sur les militaires, le cri de nre Donaparle ! retentit dans toute la salle. Le triomphe de la nouvelle révolution était assuré au Conseil des Anciens. Bonaparte en sortit pour aller essayer la conquête difliCi'le du Conseil des Cinq-Ct'rits. La plus grande effervescence régnait toujours dans ce Conseil, d’ailleurs si éloigné d'élrc instruit des projets de Bcjnaparle, qu’on venait d’y décréter un message au Directoire, qui n'existnit plus. La d(>inissiuii du Directeur Barras fut adressée aux Cinq-Cents, par les Anciens, au moment même où un membre faisait la motion de leur demander les motifs de la translation à Saint-Cloud; et comme l’un discutait la légalité de la démission, Bonaparte entra dans le Conseil avec un peloton de grenadiers. A la vue de Bonaparte et de ses soldats, des imprécations remplirent la salle. « Ici des tabret! s'ccriè^ rent les députés. Ici det hommet arniét! A bat le dictateur! A bat le txran! Hort la lot le Moureats Cromwell! — C'ett donc pour cela que tu at raincu!» s’écrie Deslrcm. Bigonnel s'avance, et dit à Bonaparte : il Que fàiles~rout, téméraire! /ietirez^routf Coût dotez le tanctuaire det loit! m Cependant Bonaparte parvient à la tribune malgré la plusardenle opposition ; il veut parler, mais sa voix est étouffée parles cris mille fuis répétés : Cite la Contlilulion! Cire ta république! Hort la forVedic/o/eur/ Plusieurs députés, transportés de fureur, vont à lui; parmi eux on distingue son compatriote A réna, qui lui dît : U Tu /eroa donc ta guerre ô la patrie !v,

Bonaparte crut alors qu'on en voulait à sa vie, et ne put proférer une parole. Aussitôt les grenadiers s'avancent précipitamment jusqu'à la tribune, en b,

The text on this page is estimated to be only 20.67% accurate

IIKSTOiriE DI-: NAPOLÉON. 1S7 s’écriant : ^Çatirona notre gènt^ral! et iU renlrafnrnt linr$ (te la sailc. On a parle (lepnis de |)oignarfh. de soldats blessés, mais l'opinion a fait justice do cette accusafion infâme. Au milieu de celte scène tumultueuse, Lucien, qui préside, s'elT«»rce en vain de défendre son frère en citant scs nombreux services : il demande qu’ci soit rappelé et entendu; mais il n'oblieiil d'autre réponse que le vn*u do la proscription. Tous les députes SC lèvent cl s’écrient h la fois : iiorg ta loi! Aux rois ta mite hors la loi contre U général lionapartel Lucien nièine est sommé d'obéir à rassemblée, cl de mettre aux voix la mise hors la loi contre son frère. Indigné, il refuse, abdique la présidence et quitte son fauteuil. Comme il descendait de la tribune, un piquet de grenadiers, envoyés par Jlonaparlc, paraît et l’enlève. Cependant le général était monté à cheval. Il avait harangué les soldats, et il attendait Lucien pour dissoudre la législature. Celuici arrive, monte à cheval à c6lc do Bon.iparle, requiert le concours do la force pour ronipre rasseinbbV, et s'adresse ainsi aux troupes : » Vous no « reconnailroz, leur dit-i), pour législateurs do la « France, que c^ux qui vont se rendre auprès do U moi. (gluant à ceux qui resteraient dans rOrango•I rie, que la force les expulse! Os brigands ne sont •> plus les rcprésenlans du peuple; ce sont les repré« sentons du poignard. » Lucien calomniait le Conseil. 11 avait protégé les jours de son frère; il avait rempli un devoir de la nature; il ne pouvait aller plus loin sans crime. Cependant, d’après l’ordre de Bonap.irle, Mural envahit la salle dos Ciiiq-Conls, à la tète des grenadiers, cl la fait évacuer de force; les députés se sauvent en désordre par les fenêtres de l'Oraugerie, laissant partout, dans leur fuite précipitée, des parties de leur costume. Jamais violation des lois d’un pays ne fut plus manifeste. .Mais il s’agissait de la proscription pour Bonaparte et ses partisans; malheureusement la cause que la représentation nationale a\ait le droit de soutenir, était gâtée par la déconsidération du Directoire, auquel (H^rsonne ue s’intéressait. Toutefois il résulta, de la nécessitede vaincre où le dictateur légalement nommé p.ir les Anciens sc vit placé, un événement bien plus grave que toutes les prévisions, la défaite in.itérb De du parti républicain, dans le sanctuaire de la législature. transformé en champ de bataille, cl rétablissement public cl forcé de la dictature militaire. Le 10 brumaire fut iecoinplément du 9 thermidor; il détruisit ce qui restait de la Montagne, la société du Manège. Ses meiTibres

ne formaient, depuis la »m)rl de JlobespieiTe, (;u’une exception redoutée, une secte sans popularité, que les bons citoyetis oe ' confondaient pas plus avec les vrais républicains, J qu'ils ne coiifondimil au 18 brumaire le Directoire • avec la liberté. Mais du niuiiis, ju.squ’au dernier j moment, les représentans du peuple ne cédèrent qu'à la contrainte, et ils ne durinèrenl point à la France le honteux exemple d’abjurer leur mandat devant les baïonnettes. Cependant, comme leur retour.! l’aris pouvait exciter quelque fennentatinn, le .secrétaire-général de la police et le commissaire du gouvernement près du bure.iii central, qui SC trouvait. iSaint-tJoud, reçurent l'ordre d’aller défendre aux postes des barrières de laisser rersIrcr un seul député dans lu capitale; le niiiiislre Fouché avait eu la prévoyance de devancer celte mesure. .\près la dispersion des députés, le président Lucien SC rend ;iu Conseil des Anciens, où il expose les moyens décomposer un nouveau Conseil destanq(^ciits, en éliminant les membres les plus ardens. L.i veille, Sieyes avait cmis cet avis, et sa prédiction sur l'opposition de.sCinq tA'iilss’claitaccümplic. On adopte la proposition de Lucien ; on se liàle de rassurcs du malin, le nouveau gmmrneincnt. ainsi établi, quitta Saint-Cloud cl ail.! reIB Digitized by Coogle

s'écriant : *Sauvons notre général !* et ils l'entraînent hors de la salle. On a parlé depuis de poignards, de soldats blessés, mais l'opinion a fait justice de cette accusation infâme.

Au milieu de cette scène tumultueuse, Lucien, qui préside, s'efforce en vain de défendre son frère en citant ses nombreux services : il demande qu'il soit rappelé et entendu ; mais il n'obtient d'autre réponse que le vœu de la proscription. Tous les députés se lèvent et s'écrient à la fois : *Hors la loi ! Aux voix la mise hors la loi contre le général Bonaparte !*

Lucien même est sommé d'obéir à l'assemblée, et de mettre aux voix la mise hors la loi contre son frère. Indigné, il refuse, abdique la présidence et quitte son fauteuil. Comme il descendait de la tribune, un piquet de grenadiers, envoyés par Bonaparte, paraît et l'enlève. Cependant le général était monté à cheval. Il avait harangué les soldats, et il attendait Lucien pour dissoudre la législature. Celui-ci arrive, monte à cheval à côté de Bonaparte, requiert le concours de la force pour rompre l'assemblée, et s'adresse ainsi aux troupes : « Vous ne « reconnaîtrez, leur dit-il, pour législateurs de la « France, que ceux qui vont se rendre auprès de « moi. Quant à ceux qui resteraient dans l'Orange- « rie, que la force les expulse ! Ces brigands ne sont « plus les représentans du peuple ; ce sont les repré- « sentans du poignard. » Lucien calomniait le Conseil. Il avait protégé les jours de son frère ; il avait rempli un devoir de la nature ; il ne pouvait aller plus loin sans crime.

Cependant, d'après l'ordre de Bonaparte, Murat envahit la salle des Cinq-Cents, à la tête des grenadiers, et la fait évacuer de force ; les députés se sauvent en désordre par les fenêtres de l'Orangerie, laissant partout, dans leur fuite précipitée, des parties de leur costume. Jamais violation des lois d'un pays ne fut plus manifeste. Mais il s'agissait de la proscription pour Bonaparte et ses partisans ; malheureusement la cause que la représentation nationale avait le droit de soutenir, était gâtée par la déconsidération du Directoire, auquel personne ne s'intéressait. Toutefois il résulta, de la nécessité de vaincre où le dictateur légalement nommé par les Anciens se vit placé, un événement bien plus grave que toutes les prévisions, la défaite matérielle du parti républicain, dans le sanctuaire de la législature, transformé en champ de bataille, et l'établissement public et forcé de la dictature militaire. Le 19 brumaire fut le complément du 9 thermidor ; il détruisit ce qui restait de la Montagne, la société du *Manége*. Ses membres ne formaient, depuis la mort de Robespierre, qu'une exception redoutée, une secte sans popularité, que les bons citoyens ne confondaient pas plus avec les vrais républicains, qu'ils ne confondirent au 18 brumaire le Directoire avec la liberté. Mais du moins, jusqu'au dernier moment, les représentans du peuple ne cédèrent qu'à la contrainte, et ils ne donnèrent point à la France le honteux exemple d'abjurer leur mandat devant les baïonnettes. Cependant, comme leur retour à Paris pouvait exciter quelque fermentation, le secrétaire-général de la police et le commissaire du gouvernement près du bureau central, qui se trouvait à Saint-Cloud, reçurent l'ordre d'aller défendre aux postes des barrières de laisser rentrer un seul député dans la capitale ; le ministre Fouché avait eu la prévoyance de devancer cette mesure.

Après la dispersion des députés, le président Lucien se rend au Conseil des Anciens, où il expose les moyens de composer un nouveau Conseil des Cinq-Cents, en éliminant les membres les plus ardens. La veille, Sieyes avait émis cet avis, et sa prédiction sur l'opposition des Cinq-Cents s'était accomplie. On adopte la proposition de Lucien ; on se hâte de rassembler les membres du parti de Bonaparte, qui sont restés dans le palais ; et cette minorité ose décréter que le général Bonaparte, les généraux et les soldats, qui viennent de dissoudre par la violence les mandataires fidèles du peuple, *ont bien mérité de la patrie*.

De ce jour date le premier contrat entre le pouvoir civil et l'armée pour la destruction de la république. Toute pudeur, toute religion du serment, toute vertu publique, étaient foulées aux pieds par les résolutions qui rendirent solennel le parjure d'une partie de la représentation nationale.

Dans la même journée, on promulgue l'acte qui devait servir de base légale à la nouvelle révolution. Par cet acte, le Directoire est aboli : les citoyens Sieyes, Roger-Ducos et Bonaparte forment une commission consulaire exécutive : les deux Conseils sont ajournés, et soixante-deux membres du parti républicain, parmi lesquels on remarque le général Jourdan, sont exclus. Une commission législative de cinquante membres, pris dans les deux Conseils, doit préparer un travail sur la Constitution.

Les Consuls prêtent au Conseil des Anciens le serment accoutumé, *à la souveraineté du peuple, à la république une et indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif*, dernier hommage rendu à la nation française, qui accepta toutes les garanties du serment, et qui elle-même alors les donnait encore.

A cinq heures du matin, le nouveau gouvernement, ainsi établi, quitta Saint-Cloud et alla re-

The text on this page is estimated to be only 21.52% accurate

 cueillir nu LuxemlHUirp; l’hériln^c «lu Directoire. Dans la matinée, les trois (lorisuls s'nss«‘inhlèrent. U Qui de noue prèêûlci'a ? dit Sieyes à scs dcui collègues. — yous TO/es bien, répondit Iloger-Djjcos, j que. c'cêt le gènéml qui pt'éside. n Sieyes avait compté sur un partage du pouvoir entre le général cl lui; il croyait que le pouvoir exécutif lui resterait, el que Bonaparte se contente* rail de diriger l'armée. Mais à cette première conférencc, il fut tellement frappé de la sagacité .«in* gulière avec laquelle son collègue traita les plus hautes questions de In politique et de Tadminislration,il st'ntilsi profondément l'ascendant inevitabh^ de cet homme extraordinaire, qu'en sortant il dit h MM. de Talleyrand, Cabanis, Roederer, Chazal el Boulaydcla Meurthe,ronscillcr5 privés du général pour les desseins qu'il venait d'exécuter : « Apréêent, me»si€ur$, nous arom tm»tai/re. Jl iait tout, a fait touty et il peut tout. » Ainsi SC termina la fameuse révolution du 18 bramairc, sans effusion de sang et sans tumulte public, nu milieu du peuple alors le plus ardent de l'Europi% et par l'homme le plus impétueux peut-être dont l’histoire fasse mention. Digitized by Google

HISTUIHK UE NAI'ÜLÉÜN. 1.->» CHAPITRE II. (Du lâ novembre au 14 décembre 1799.) coaiiiiHio^ co?isu-Aiat ixtcmvE. Dixs leur seconde séance, les Consuls s'occupèrent de la formation du raiiiislère. Bonaparte devait le composer de ses amis, de ceux qui avaient le plus heureusement coopéré à ses projets. Le secrétariatgénéral de la commission exécutive, place de confiance et de premier ordre, fut donné à M. Maret, qui avait reçu des confidences politiques et des engagemensd'amitié du général Bonaparte long-temps avant le départ pour l'Égypte, à l'époque, à jamais mémorable par son importance, où Maret traitait à Lille avec lord Malmesbury, et le vainqueur de l'Ita* lie avec le plénipotentiaire d'Autriche à Léoben. Cette place équivalait à un ministère, et préparait celle de ministre secrétaire d'État. Berthier, chef d'état-majord'Ualie et d'Égypte, eut te département de la guerre; il remplaça Dubois de Crancé qui avait voulu faire fusiller Bonaparte. Gaudin obtint les finances. Des antécédens d'intimité et de dévouement devaient être récompensés en lui. Cambacérès, appelé l'undespreraiersau conseil privé du général fiona|Kirte à son retour d'Ég)pte, l'avait puissamment secondé ; il conserva le portefeuille de la justice; l'ingénieur Forfait eut la marine; l'illustre géomètre Laplacc, rintericur; Tallcyrand, les affaires étrangères, sous le nom de Reinhard, nommé temporairement. Talleyrand, un des principaux chefs de la conspiration, l'avait servie comme une affaire personnelle. Sieyes proposait Alquicr pour la police générale; mais Bonaparte, par une fatale résolution, préféra Fouché, qui, en cette même qualité, avait si audacieusement trahi le Directoire. Le ministère lirait une grande force de sa composition; il ralliait au consul une foule d'opinions opposées entre elles, et coniinença cette fusion qui devait confondre toutes les nuances de l'ancienne loi dans ta nouvelle, et présenter un asile même aux ennemis de la révolution française. Entraîné par la crainte, passion malhcurcusi^ et constante de son cœur, Sieyes penchait encore pour les proscriptions. Ce Nestor de la liberté demanda la déportation sansjugenicnt de cinquante-neuf citoyens, tant dans les déserts devorans de la Guyane que sur la plage insalubre de l'flc d'Olcron. Quoique aussi impolitiquc qu'injuste, ce decret fut rendu ; le consul Bonaparte, mieux inspiré, en arrêta l'exécution. Dans celte conduite de Sieyes on cherche ce législateur profond, ce sage dont l'ab-seiice paraissait une calamité publique au plus cloquent orateur de rAsscmbléc constituante : le règne du prétendu Solon, improvise par l'enthousiasme de

Mirabeau, ne devait pas être de longue durée. Le lendemain de la proposition de Sieyes, deux décrets, révolutionnairesilans la forme, mais dictés parla raison, révoquèrent les odieuses loîsdes otages et de l'emprunt forcé. Ces deux décrets attachèrent l'opinion au général consul, car on ne voyait que lui ; pour la France, il était le premier ou plutôt le seul. La supériorité, comme l'indcpendance, appartenait à sa nature et à sa destinée ; l'Italie, l'Égypte, avaient prouvé cette double vocation ; le consulat la fit éclater encore davantage. Jamais plus belle magistrature n'hunora un grand citoyen. Cette haute dignité semblait créée subitement pour marquer à la fois et le résultat et le lenne de la révolution. Le peuple français, si heureux quand il I jouit, 51 peu malheureux quand il soulfrc, se lança Digitized by Google

CHAPITRE II.

(Du 12 novembre au 14 décembre 1799.)

COMMISSION CONSULAIRE EXÉCUTIVE.

Dans leur seconde séance, les Consuls s'occupèrent de la formation du ministère. Bonaparte devait le composer de ses amis, de ceux qui avaient le plus heureusement coopéré à ses projets. Le secrétariat-général de la commission exécutive, place de confiance et de premier ordre, fut donné à M. Maret, qui avait reçu des confidences politiques et des engagemens d'amitié du général Bonaparte long-temps avant le départ pour l'Égypte, à l'époque, à jamais mémorable par son importance, où Maret traitait à Lille avec lord Malmesbury, et le vainqueur de l'Italie avec le plénipotentiaire d'Autriche à Léoben. Cette place équivalait à un ministère, et préparait celle de ministre secrétaire d'État. Berthier, chef d'état-major d'Italie et d'Égypte, eut le département de la guerre; il remplaça Dubois de Crancé qui avait voulu faire fusiller Bonaparte. Gaudin obtint les finances. Des antécédens d'intimité et de dévouement devaient être récompensés en lui. Cambacérès, appelé l'un des premiers au conseil privé du général Bonaparte à son retour d'Égypte, l'avait puissamment secondé; il conserva le portefeuille de la justice; l'ingénieur Forfait eut la marine; l'illustre géomètre Laplace, l'intérieur; Talleyrand, les affaires étrangères, sous le nom de Reinhard, nommé temporairement. Talleyrand, un des principaux chefs de la conspiration, l'avait servie comme une affaire personnelle. Sieyes proposait Alquier pour la police générale; mais Bonaparte, par une fatale résolution, préféra Fouché, qui, en cette même qualité, avait si audacieusement trahi le Directoire. Le ministère tirait une grande force de sa composition; il ralliait au consul une foule d'opinions opposées entre elles, et commença cette fusion qui devait confondre toutes les nuances de l'ancienne loi dans la nouvelle, et présenter un asile même aux ennemis de la révolution française. Entraîné par la crainte, passion malheureuse et constante de son cœur, Sieyes penchait encore pour les proscriptions. Ce Nestor de la liberté demanda la déportation sans jugement de cinquante-neuf citoyens, tant dans les déserts dévorans de la Guyane que sur la plage insalubre de l'île d'Oléron. Quoique aussi impolitique qu'injuste, ce décret fut rendu; le consul Bonaparte, mieux inspiré, en arrêta l'exécution. Dans cette conduite de Sieyes on cherche ce législateur profond, ce sage dont l'absence paraissait une calamité publique au plus éloquent orateur de l'Assemblée constituante : le règne du prétendu Solon, improvisé par l'enthousiasme de Mirabeau, ne devait pas être de longue durée.

Le lendemain de la proposition de Sieyes, deux décrets, révolutionnaires dans la forme, mais dictés par la raison, révoquèrent les odieuses lois des otages et de l'emprunt forcé. Ces deux décrets attachèrent l'opinion au général consul, car on ne voyait que lui; pour la France, il était le premier ou plutôt le seul. La supériorité, comme l'indépendance, appartenait à sa nature et à sa destinée; l'Italie, l'Égypte, avaient prouvé cette double vocation; le consulat la fit éclater encore davantage. Jamais plus belle magistrature n'honora un grand citoyen. Cette haute dignité semblait créée subitement pour marquer à la fois et le résultat et le terme de la révolution. Le peuple français, si heureux quand il jouit, si peu malheureux quand il souffre, se lança

The text on this page is estimated to be only 25.44% accurate

i«U lIlSTÜlKt DE NAl’üLÉO.N. avec impéluosilé dans la carrière de rcspéraiicc, et devint, sans le savoir, le principal mohilc de la puissance secrète qui fermenlail sous les insignes de la liberté. Tout concourait, dans cette phase si méniüralilo de notre rêgéncralion, à séduire, à consoler, ù exalter ropinimi. Le costume antique des directeurs et des députés fut remplacé par l’habit national. Iles noms chers à nos armes reparurent à la Ictcdc nos soldats. Moreau eut l'armce du Hhiii cl du Danube. .Masséna celle d’Italie. L'n négociateur partit pour traiter à Londres de Téchange de nus prisonniers, si long-temps et si lâclicmrnt abandonnés par le Directoire dans les prisons d’Angleterre. Bonaparte réclama raccoinpiisseincnt de son traité de Malte, en rappersiniiie au Temple, pour mettre en liberté les otages, qu’il ap(M'l*enscs de la jburnée du 18 brumaire. Le trésor était vide et l’étal accablé de dettes. En même temps, l’École Folylecimique, formée par la convention le !21 mars 17UI5, recevait aussi une organisation nouvelle. Dans l'origine, renseignement SC divisait en deux branches principales : 1ü*Or, les élèvcsscroiil soumis à d’autres cours d'application pour rarlillerie de terre et de mer, pour le génie militnire, pour les ponts et chaussées, pour la construction des vaisseaux et bàtimens de la marine, pour les mines, et pour la carrière des iiigéiiiours-géograplies. Bonaparte avait deviné ce qu'on pouvait faire de la jeunesse française : il parvint à lui donner un esprit sérieux et méditatif, |>ar la nouvelle discipline polytechnique et par celle qui di ptiis devint la règle des écoles militaires et civiles, dont les conseillers d’Élatétaicnt les instituteurs, et d’où sortirent tant d'hommes distingués dans la connaissance de l’administration civile, financière, judiciaire et commerciale. La base de la prospérité de l’époque que je vais retracer fut toute mathématique, (’.cite alliance d'un inouvemenl extraordinaire à une élude profonde lui imprime un caractère d’originalité qui mérite l’observation des contemporains. Entin, pour consacrer à jamais le consulat, et achever de conquérir aux yeux de l’univers toute la renommée d’un grand homme, maître de la destinée de son pays, Bonaparte mit sous sa direction immédiate une commission composée des plus habiles jurisconsultes, chargés d’édifier le monument européen de nus luis civiles. Dans le choix des hommes qui devaient relever, on prit date de l’èrc acluelte ; on ne consulta que les lalens; les opinions ne furent point*

*considérées; et le défenseur de Louis .XVI,*Tronclict, vint s'asseoir à côté du conventionnel Merlin, pour reiifanlcinent de notre législation. Ainsi le premier cepitainc de la France, le chef et l'auteur de sa régénération, s'assuraildes droits éternels à la reconnaissance nationale par cc code qui, à lui seul, doit l'iinmortaliscr. La gloire de César et celle de Justinien sc sont placées sur le front de l'heureux Bonaparte, et la grandeur salutaire des inslitulioiis semble justifier la violence du coup d'Élat du 18 brumaire. Il ne manquait plus au guerrier législateur que d'étre aussi le fondateur d'un système politique. Cependant les deux commissions legislatives, tirées des deux Conseils, se réunissent au palais du Luxembourg, pour conférer en présence des Consuls sur un plan de constitution. Sieyes o'avail pris (larl à la conspiration avec le général Bonaparte que dans l'espoir d'établir une forme de gouvcriieiiient qui était son propre ouvrage. Il développa succe.ssivcmciit scs théories aux yeux de scs collègues; ses bases obtinrent rasseutimenl général. Li*s voici : fin tribunal de cent tnembres qui discutait les lois; un corps-législatif plus nombreux qui les rejetait ou les adincUail par vote individuel et sans discussion ; enfin un sénat à vie, avec le droit et le devoir de conserver la constitution et les lois. Le gouvernement avait l'initiative des lois et choisisDigilized by Cooglt*

avec impétuosité dans la carrière de l'espérance, et devint, sans le savoir, le principal mobile de la puissance secrète qui fermentait sous les insignes de la liberté. Tout concourait, dans cette phase si mémorable de notre régénération, à séduire, à consoler, à exalter l'opinion. Le costume antique des directeurs et des députés fut remplacé par l'habit national. Des noms chers à nos armes reparurent à la tête de nos soldats. Moreau eut l'armée du Rhin et du Danube, Masséna celle d'Italie. Un négociateur partit pour traiter à Londres de l'échange de nos prisonniers, si long-temps et si lâchement abandonnés par le Directoire dans les prisons d'Angleterre. Bonaparte réclama l'accomplissement de son traité de Malte, en rappelant tous les chevaliers de l'ordre nés en France. Il fit donner au fort Lamalgue, à Toulon, le nom de *Fort Joubert*. Des hommes de la révolution, tels que Rœderer, demandèrent courageusement dans leurs écrits la clôture de la liste des émigrés, et contribuèrent ainsi à la nomination d'une commission chargée du travail des radiations. Les naufragés de Calais, détenus depuis quatre ans dans les cachots, se virent enfin rendus à la société. Fouché, ministre de la police, Fouché suivit le mouvement imprimé par le consul; il changea ses bureaux et laissa extérieurement dans l'oubli toutes ses amitiés révolutionnaires. Bonaparte alla en personne au Temple, pour mettre en liberté les otages, qu'il appela, ainsi que les réquisitionnaires et les conscrits, au partage du bienfait d'une amnistie générale. La balance succéda au niveau sur le sceau de l'État; c'était substituer la justice à l'oppression. Le nouveau système des finances jeta en même temps les fondemens de ce crédit que les plus fortes commotions de l'ordre social ne devaient plus ébranler. On peut dire que Bonaparte tirait la création du néant : en effet, il avait fallu que les fournisseurs Collot, Séguin, Ouvrard, Récamier, Vanlerberg, prêtassent deux millions pour faire face aux dépenses de la journée du 18 brumaire. Le trésor était vide et l'état accablé de dettes.

En même temps, l'École Polytechnique, formée par la convention le 21 mars 1795, recevait aussi une organisation nouvelle. Dans l'origine, l'enseignement se divisait en deux branches principales : 1° les sciences mathématiques, comprenant l'analyse avec les applications à la géométrie, à la mécanique et à la géométrie descriptive; 2° les sciences physiques, renfermant la physique générale et la chimie. La Convention semblait n'avoir voulu que des savans : le premier Consul veut des savans militaires et administrateurs ; et indépendamment des études établies dans la grande école ouverte sous les auspices de Monge, de Berthollet, de Prieur de la Côte-d'Or, les élèves seront soumis à d'autres cours d'application pour l'artillerie de terre et de mer, pour le génie militaire, pour les ponts et chaussées, pour la construction des vaisseaux et bâtimens de la marine, pour les mines, et pour la carrière des ingénieurs-géographes. Bonaparte avait deviné ce qu'on pouvait faire de la jeunesse française : il parvint à lui donner un esprit sérieux et méditatif, par la nouvelle discipline polytechnique et par celle qui depuis devint la règle des écoles militaires et civiles, dont les conseillers d'État étaient les instituteurs, et d'où sortirent tant d'hommes distingués dans la connaissance de l'administration civile, financière, judiciaire et commerciale. La base de la prospérité de l'époque que je vais retracer fut toute mathématique. Cette alliance d'un mouvement extraordinaire à une étude profonde lui imprime un caractère d'originalité qui mérite l'observation des contemporains.

Enfin, pour consacrer à jamais le consulat, et achever de conquérir aux yeux de l'univers toute la renommée d'un grand homme, maître de la destinée de son pays, Bonaparte mit sous sa direction immédiate une commission composée des plus habiles jurisconsultes, chargés d'édifier le monument européen de nos lois civiles. Dans le choix des hommes qui devaient l'élever, on prit date de l'ère actuelle ; on ne consulta que les talens ; les opinions ne furent point considérées ; et le défenseur de Louis XVI, Tronchet, vint s'asseoir à côté du conventionnel Merlin, pour l'enfantement de notre législation. Ainsi le premier capitaine de la France, le chef et l'auteur de sa régénération, s'assurait des droits éternels à la reconnaissance nationale par ce code qui, à lui seul, doit l'immortaliser. La gloire de César et celle de Justinien se sont placées sur le front de l'heureux Bonaparte, et la grandeur salutaire des institutions semble justifier la violence du coup d'État du 18 brumaire. Il ne manquait plus au guerrier législateur que d'être aussi le fondateur d'un système politique.

Cependant les deux commissions législatives, tirées des deux Conseils, se réunissent au palais du Luxembourg, pour conférer en présence des Consuls sur un plan de constitution. Sieyes n'avait pris part à la conspiration avec le général Bonaparte que dans l'espoir d'établir une forme de gouvernement qui était son propre ouvrage. Il développa successivement ses théories aux yeux de ses collègues ; ses bases obtinrent l'assentiment général. Les voici : Un tribunat de cent membres qui discutait les lois ; un corps-législatif plus nombreux qui les rejetait ou les admettait par vote individuel et sans discussion ; enfin un sénat à vie, avec le droit et le devoir de conserver la constitution et les lois. Le gouvernement avait l'initiative des lois et choisis-

The text on this page is estimated to be only 27.18% accurate

HISTOIRE DE NA1*0LÉ0N. 41 sail Sun comeil d'Élal, à qui les ré^çleinens de l’adiiiiiiistralion publique êUictil conCês. Heslait à dé> cidcr une chose 1res importante pour le général Bonaparte, la question de la composition du gou> veriK'inciit : jus((ue-!à i! n^avait fait presque aucune objection. Enlin Sieyos proposa un graiid-clecteur à vie nommé par le Sénat, et nunimant lui-même deux consuls: celui de la)>aix et celui de la guerre, i.e grand-électeur devait linbiler Versailles, avoir six iiiilliuiis de revenu et une garde de trois mille hommes. Il était révocable parle Sénat, qui avait la faculté de Vabêorber sans en donner les motifs. Le général Bonaparte n'oublia pas celle dernière disposition. tjuanl à la crcalion du grand électeur, il ne fut pas douteux pour personne que Siejes s’était réserve celte place, qu'il sc croyail sûr d'emporter à l’aide de Sun crédit' dans le Conseil des Anciens, d’où le Sénat devait sortir presque en entier. Alors il eût déféré à Bonaparte le consulat de la guerre, à RogerDucos celui de l.v paix : plus lard, il eut fait abêorber par le Sénat tes deux consuls, au premier mécuntentcinenl, et il aurait régné. Étrange illusion de la part d’un homme qui n’avait pu sc passer du bras de Bonaparte pour renverser le Directoire, et qui, bien au courant des relations hautaines de ce général avec le Directoire pendant et depuis la guerre d’Italie, ne devait pas s’aveugler au point de penser que, devenu consul militaire et maître d'une année de cinq

cent mille soldats, Bonaparte cons

sait son conseil d'État, à qui les réglemens de l'administration publique étaient confiés. Restait à décider une chose très importante pour le général Bonaparte, la question de la composition du gouvernement : jusque-là il n'avait fait presque aucune objection. Enfin Sieyes proposa un grand-électeur à vie nommé par le Sénat, et nommant lui-même deux consuls; celui de la paix et celui de la guerre. Le grand-électeur devait habiter Versailles, avoir six millions de revenu et une garde de trois mille hommes. Il était révocable par le Sénat, qui avait la faculté de l'*absorber* sans en donner les motifs. Le général Bonaparte n'oublia pas cette dernière disposition.

Quant à la création du grand électeur, il ne fut pas douteux pour personne que Sieyes s'était réservé cette place, qu'il se croyait sûr d'emporter à l'aide de son crédit dans le Conseil des Anciens, d'où le Sénat devait sortir presque en entier. Alors il eût déféré à Bonaparte le consulat de la guerre, à Roger-Ducos celui de la paix : plus tard, il eût fait *absorber* par le Sénat les deux consuls, au premier mécontentement, et il aurait régné. Étrange illusion de la part d'un homme qui n'avait pu se passer du bras de Bonaparte pour renverser le Directoire, et qui, bien au courant des relations hautaines de ce général avec le Directoire pendant et depuis la guerre d'Italie, ne devait pas s'aveugler au point de penser que, devenu consul militaire et maître d'une armée de cinq cent mille soldats, Bonaparte consentirait un seul moment à être le second dans sa patrie. Le sage Sieyes aurait dû prévoir, dès le début de cette affaire, qu'il était dans la volonté de ce génie d'être le premier pouvoir en France, et de finir par être le seul.

Bonaparte vit d'un coup d'œil le but de Sieyes, et d'un trait de plume il biffa le *grand-électeur*. La délibération, reprise avec chaleur, renversa le plan de Sieyes. On mit alors en avant le projet d'un premier consul, chef suprême de l'Etat, élisant à tous les emplois, et de deux consuls avec voix consultative seulement. Ce thème, émané du conseil secret du général, rencontra la plus vive opposition de la part d'hommes très influens parmi les politiques qui avaient marqué dans les assemblées : c'étaient Daunou, Chénier, Chazal et Courtois. Ils offrirent à Bonaparte de le nommer généralissime, investi du pouvoir de traiter avec les étrangers et de celui de faire la guerre et la paix. « *Je suis consul*, répondit Bonaparte, *je veux rester à Paris.* » Chénier insista vigoureusement en faveur de la mesure de l'absorption dans le Sénat. « *Cela ne sera pas,* » s'écria Bonaparte. Cette réponse mit fin à la discussion, et la proposition présentée par les amis de Bonaparte fut adoptée avec cette modification, que le premier consul serait nommé pour dix ans, et rééligible.

De cette manière, le Sénat n'étant pas la première institution, Bonaparte se fit lui-même premier Consul. Sieyes, qui comprit alors que, réduit au second rang, il n'était plus rien, refusa d'être consul en seconde ligne; Roger-Ducos le suivait naturellement; d'ailleurs l'on avait déjà pourvu à leur remplacement par Cambacérès, ministre de la justice, et par Lebrun, ancien secrétaire intime du chancelier Maupeou. Les conseils et les lumières du citoyen Lebrun avaient été appréciés par le général Bonaparte dans les réunions qui eurent lieu pour opérer le 18 brumaire. Sieyes fut le premier absorbé par le Sénat, hospice politique qui devait servir d'asile aux vétérans et aux ambitieux de la révolution. Il reçut la présidence de ce corps, et concourut avec Cambacérès et Lebrun à son organisation. Le premier Consul acheva la ruine politique et la fortune prématurée de Sieyes, en lui faisant décerner, à titre de récompense nationale, la terre de Crosne, du prix d'un million.

Ainsi finit la commission consulaire exécutive, six semaines après son établissement. Alors, pour la dixième fois depuis la chute du trône et en moins de sept années, la nation subit un grand changement dans son état intérieur. Le 31 mai 1793 avait vu tomber les Girondins; le 5 avril 1794, les Cordeliers; le 28 juillet de la même année, le triumvirat de Robespierre, Couthon et Saint-Just. Le 12 germinal, 1[er] avril 1795, Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes et Vadier, condamnés à la déportation comme membres de l'ex-comité de salut public, succombèrent, victimes du mouvement révolutionnaire qu'on les accusait d'avoir fait exécuter par les faubourgs contre la Convention, et qui avait échoué. Le 1[er] prairial, 20 mai de la même année, les Jacobins éprouvèrent une troisième défaite. Le 13 vendémiaire, 4 octobre, la Convention en péril triompha des sections. Le 18 fructidor, 4 septembre 1797, éclata la première révolution dans le Directoire. Carnot et Barthélemy furent déportés par leurs collègues avec cinquante-trois députés. Les restes de la Convention remportèrent un succès le 30 prairial, 18 juin 1799, qui amena une nouvelle proscription directoriale : Barras et Sieyes bannirent de leur sein Merlin de Douai, La Réveillère-Lepaux et Treilhard. Le 18 brumaire, 10 novembre même année, Bonaparte vainquit le Directoire, les anarchistes et les républicains. Enfin, six semaines après, le 24 décembre, les consuls Sieyes et Roger-Ducos durent céder leur place à Cambacérès et à Lebrun.

La nation se reposait enfin de tant de commotions, dont aucune ne lui avait été heureuse, dans celle

149 HISTOIRE DE NAPOLEON. qui cQiniiiença le 18 brumaire et qu'acheva le 19. I.a mutation de Sieyes et de Ilugcr-Ducus ne lui parut que ce qu*ellc était en elTet. un arrangement domestique. Elle ne regardait, elle ne voulait re> garder alors, elle ne regarda jusqu'à la lin du consulat, que celui qui commandait et qui venait de la délivrer de tous les alchimistes révolutionnaires. J«cs erreurs do la Convention, les guerres civiles du Directoire, sa vicieuse administration, prouvée par rafTreuse pénurie de l'État au 18 brumaire; son mauvais gouvernement, attesté par la situation de la république, situation presque désespérée, malgré les victoires de Drunecl de Masséna, avaient amené violcnimenl et malgré elle la France à désirer le pouvoir d'un seul; mais clic restait en même temps toute républicaine. Elle avait, dans sa conscience, adopté le système d'un État démocratique sous un président perpétuel, et elle ri'accueilül Bonaparte avec tant d'ivresse que parce qu'elle crut voir en lui son grand magistrat, le défenseur naturel des institutions |>atrioliques, pour lesquelles elle avait répandu des flots de sang sur les échafauds et sur les champs de bataille. Elle voulait survivre tout entière à scs calamités, et se continuer nation libre sous le protectorat de celui qui avait enrichi de tant de lauriers l'autel de la|>atric. t Digiiized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.96% accurate

LITRE SIXIÈME. ^ottDcrnement Consttlaire CHAPITRE PREMIER. (1800.) COmiTlTIO^ DK L'aü Vm. La Constitution de i’anriii ferme le xtiii* .siècle, et Bonaparte va régner. L'œuvre de notre nouvelle organisation sociale est complétée par un conseil d'Etat, sous la présidence du premier Consul, qui, par une brusque innovation, place son nom à la tète des actes du gouvernement. Ce conseil d'autant plus dévoué à Bonaparte que lui seul peut le rcvo> quer, forme une exception dans l'ordre politique, et prépare un autre temps. On chcrclic vainement dans la charte consulaire les titres primitifs de la liberté française, les droits de l'homme, les assem> Idées primaires, l'indépendance de la tribune et | celle de la presse. Cette charte fut acceptée comme on l'avait proposée. Bonaparte octroya ce pacte social au nom de la république une et indivisible, pendant qu'il était encore s«>urnis aux suiïrages de la nation; mais le premier Consul eut le bonheur d'avoir affaire à un peuple aussi pressé de jouir que son chef. Cette disposition naturelle aux Français fut le grand auxiliaire que Bonaparte avait remarqué à son retour d'Égypte, et qu'il employa avec tant u'Iiabileté pendant quinze ans. Investi de l'initiative des lois et de leur exécution, | de la direction de toute l'administration inlérirurf*, | du droit de faire la paix et la guerre, en un mot de toutes les attributions du pouvoir suprême, le premier Consul hérite dans un jour de la monarchie et de la république; l'une et l’autre servent de base à son gouvernement. Il dispose des choses commedes hommes : le palais du Luxembourg est donné au Sénat; le

Balais- Royal au Tribunal; le PalaisBourbon au Corps-Législatif. L

LIVRE SIXIÈME.

Gouvernement Consulaire.

CHAPITRE PREMIER.

(1800.)

CONSTITUTION DE L'AN VIII.

La Constitution de l'an VIII ferme le XVIII^e^ siècle, et Bonaparte va régner. L'œuvre de notre nouvelle organisation sociale est complétée par un conseil d'État, sous la présidence du premier Consul, qui, par une brusque innovation, place son nom à la tête des actes du gouvernement. Ce conseil d'autant plus dévoué à Bonaparte que lui seul peut le révoquer, forme une exception dans l'ordre politique, et prépare un autre temps. On cherche vainement dans la charte consulaire les titres primitifs de la liberté française, les droits de l'homme, les assemblées primaires, l'indépendance de la tribune et celle de la presse. Cette charte fut acceptée comme on l'avait proposée. Bonaparte octroya ce pacte social au nom de la république une et indivisible, pendant qu'il était encore soumis aux suffrages de la nation; mais le premier Consul eut le bonheur d'avoir affaire à un peuple aussi pressé de jouir que son chef. Cette disposition naturelle aux Français fut le grand auxiliaire que Bonaparte avait remarqué à son retour d'Égypte, et qu'il employa avec tant d'habileté pendant quinze ans.

Investi de l'initiative des lois et de leur exécution, de la direction de toute l'administration intérieure, du droit de faire la paix et la guerre, en un mot de toutes les attributions du pouvoir suprême, le premier Consul hérite dans un jour de la monarchie et de la république; l'une et l'autre servent de base à son gouvernement. Il dispose des choses comme des hommes : le palais du Luxembourg est donné au Sénat; le Palais-Royal au Tribunat; le Palais-Bourbon au Corps-Législatif. Le palais des rois devient le palais des Consuls. La translation du Luxembourg, où ils avaient d'abord siégé, aux Tuileries, forma une brillante cérémonie, dans laquelle se développa tout le luxe de la royauté militaire. En peu de jours, on passa rapidement de la familiarité des sociétés républicaines du Directoire à l'étiquette des réunions du palais des Tuileries. Il y eut des cercles; on alla à la cour chez le premier Consul. Le noble titre de citoyen disparut de la conversation et le négligé fut banni du costume. Chacun faisait son apprentissage, le maître et les courtisans. Jamais on ne vit métamorphose plus complète. Elle s'acheva d'autant plus rapidement, que les formes extérieures s'accordaient avec les habitudes de la nation et surtout avec celles de la capitale. On lisait cependant au-dessus de la porte du palais consu-

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 21.93% accurate

11i IllSTOIIlE IlK NAPOI,ÉO.\. lairp. « Liberté, Jh'galitè, Fmternitè. — Hèpuhlique fran^aiêeune etindirUible; » cl sur Tua des corpsilt^garde du Carrousel , aiiricrtncmcnl celui des Gardos-Suisscs : «i Le lOaqd/ 179^, ta roxautc fut abolie : elle ne se reièrera « Tel êlail le génie de celte époque, si curieuse à observer, que la puissance devait ressembler à l'égalité, et l'obéissance à la lilx'rté. Kn s'installant dans la demeure des monarques. Honnpnrle remit la monarcbic sur la scène; el(K'Ut* être alors son ss uns s'appuyaient sur le changement de dynastie en Angleterre; les autres, encore républicains, rappelaient les élections de la Pologne; d'autres enlin, les partisans de la maison de Itourbon, moins nombreux (juc les premiers H plus que les seconds, virent un Monck en Hoiiaparte et prirent avec ardeur leurs souvenirs pour des espérances, leurs dé.sirs jmjup des réalités. I n ciief vendéen, M. Ihindigné, et -M. Ilydc de Neuville, présentés la nuit au premier Gorisiil, lui avaient proposé de l'assister fie tout le parti vendéen et royaliste, s'il voulait rétablir la monarchie; mais Honaparte leur avait répondu: •I J'oublie le passé et j'ouvre un vaste champ à l'avi'1 nir. t^liiiconque marchera droit devant lui .sera >' protégé sans distinction ; quiconque s'écartera à •1 droite ou à gauche sera frappé de la foudre. I.ais•; sf'Z tous les Vendéens qui veulent se ranger sous » le gouvernement national et se placer sous ma •t prutcdiüo suivre la grande route qui leur est tra•> cée ; car un gouvernement protégé])ar des élran•> gers ne sera Jamais accepté par la nation franR raisc. >» t'ependanl rien n'échappait ni h l'œil pénétrant ni à rinfatigahlc activité du premier magistrat de la nation : il créait cl il gouvernail à la fois tous les intérêts de la gloire et de U prospérité de la Franco. La répuhiique. reconnue de l'Europe coiilinenUie, était en paix arec plusieurs puissances; mais de tontes les légitimations que le gouvernement |>nuvait recevoir de l'étranger, il n'y en avait ()as de plus importante que celle qui SfTait vniue de la Grandc-nretagne. Le premier Consul se décida à aborder la question avec francliise, et s'aflressa personnellemcnl et dirretement au roi d'Angleterre. Le 20 janvier lEOO (•> nivôse an vni), il écrivit à ce prince : « Appelé par le vœu fie la nation française à oc•; cuper la première magislralur(' je crois convenable, en entrant en charge, d'en «I faire dinflement part à V. M. La guerre qui * Galon avait dit chaque jour au sénat : « It faut déli'uirc Catihage; » et Garlliage, à la lin, succomba. Kn vain F*>x et Sheridan, cliefs de

l’opposition, soutinrent de tout leur talent v\ de toute leur I énergie la cause de l'humanité. Lord Granvilh': ' adressa à M. de Tulle) rand une lettre évasive, ott j plutôt une véritable déclaration de guerre. .Alors ! tout espoir de paix échappa à Honaparte, contraint , «lésurinais de donner à la lutte britannique une I nouvelle activité. France, que l'Anglelerre voulait mettre hors de (a loi de l’Europe, se leva d'indignation pour combattre la coalition soldée par F* ^ cabinet de Londres. L’Autriche aussi avait refusé l.x paix; et la Bavière, mécontente, mais entraînée. Digitized by Google

 soivail malgré elle le parti de ses anciens domina* tears. Cependant Paris voyait avec joie rentrer les déportés da 18 frnetidor, et avec étonnement deux princesses de la maison de Bourbon : les prêtres détenus ii Oléron revinrent vieillir dans leurs familles; des secours furent accordés aux colons de Saint-Domingue; le régime des prisons reçut une autre organisation; la statue de saint Vincent-dePaul, le bienfaiteur desenfans orphelins, pritpiace à rhospice de la Maternité; l'ancien archevêque de Paris, Juigné, prélat octogénaire, reparut dans son diocèse; des obsèques solennelles honorèrent les cendres de Pie VI, mort le £9 août 1799, à Valence, sous le Directoire. Le premier Consul favorisa Télcction de révéque d'Irooia, qu'il avait connu pendant la campagne d'Italie, et qui s'assit par sa protection dans la chaire de saint Pierre, le 9 mars 1800. Alors se forma un engagement réciproque, pour un avenir inconnu, entre le guerrier elle pontife. La banque de France, monument d'une haute conception financière, fut établie, et la fortune publique et particulière eut sa garantie. Paris s'embellit de deux ponts nouveaux : Tuti reçut le nom de la Cité, l'autre obtint depuis, de la victoire, le nom d'Au$terlüs> Bonapartcaila aussi au-devant de l'émigration, qui errait encore sous la loi de l'hospitalité étrangère; de quatre-vingt mille émigrés non rentrés, mille seulement restèrent sur la liste fatale, comme particulièrement dévoués à la maison de Bourbon; les autres se virent rayés successivement ; la France leur fut rendue : ils vinrent prendre rang dans le nouveau système, et bientôt les tables de proscriptions cessèrent d'exister. La guerre de la Vendée s'elait rallumée dans les derniers temps du Directoire; elle se termina en un mois, parla mort de quelques chefs, par la soumission volontaire de MM. d'Auticharop, de Châtillon, et du fameux Georges Cadoudal, ainsi que par la conquête que fit le premier Consul des deux personnages infiuens du pays, l'abbé Bernicr, curé de Saint-Lô d'Angers, et M. de Bourmont, qui cédèrent aux promesses de Fouché. Une amnistie générale confirma les heureux eflets de la conduite à la fois ferme, active et prudente, des généraux Hédouville et Brune, chargés d'exécuter le pian de pacification conçu par Bonaparte. L'ordre judiciaire et l'ordre administratif, avilis par les forfaitures révolutionnaires, avaient également fixé toute l'attention du premier Consul, et repris rinllocnce qu'ils devaient exercer sur la prospérité nationale. Une loi avait réorganisé les tribunaux; ceux de district étaient remplacés par ceux d'arrondissement. Chaque

département eut son tribunal criminel ; le territoire de la république fut partagé en vingt-neuf cours d'appel ; la réforme épura aussi le tribunal suprême, la cour de cassation. La magistrature redevint une carrière, et la justice un asile ; on établit une nouvelle division de la France administrative, en même temps qu'on substitua les préfectures aux directoires de département, et aux districts des arrondissemens, dout chaque chef-lieu devint le siège d'une sous-préfecture : des conseils de département et de municipalité défendirent la cause des administrés; des conseils de préfecture se trouvèrent chargés ducontentieux de l'administration. 11 résulta de ces généreuses institutions que les noms les plus honorables reparurent dans les fonctions judiciaires et administratives, et de véritables protecteurs furent donnés aux premiers intérêts de la société. Au milieu de toutes ces créations intérieures, inspirées par la plus haute et la plus paternelle sagesse, une négociation importante occu{ ait le chef de l'État. Ia^s relations des républiques française et américaine, si naturelles et si utiles aux deux nations, avaient été dédaignées et rejetées par le Directoire, qui eut l'impéritie de faire porter sur le commerce le coup d'Élal du 18 fructidor, en fermant orgueilleusement les ports de France aux bâlimens neutres. La réparation d'une injustice et d'une calamité de celte espèce ne pouvait échapper au premier Consul; en rouvrant les ports, il entama des communications avec le congrès américain, qui s'empressa de les accueillir; les plénipotentiaires des États-Unis arrivèrent à Paris pour traiter. Le deuil public, ordonné parBonaparle pour l'anniversaire de la mort du fondateur de la liberté américaine, consacra celte négociation. Un autre honneur fut encore décerné à Washington par le fondateur de la régénération française : une habile et heureuse combinaison réunit au temple de Mars (l'église des Invalides) la cérémonie funèbre de 1\'ashingloii et la présentation des derniers drapeaux conquis en Égypte. Le vainqueur d'Aboukir semblait déposer ses lauriers sur la tombe du vainqueur de l'Angleterre, et partageait ainsi l'hommage rendu au grand citoyen qui avait triomphé du despotisme et affranebison pays. L'éloge politique de Washington fut confié à Fonlaiics, bien capable de comprendre et d'exprimer toute la pensée de Bonaparte. Le général Lannes prononça le discours guerrier dans cette mémorable circonstance : U Puissances coalisées! s'écria le général, « si vous osiez violer le territoire, et que celui qui •< nous fut rendu par la victoire d'Aboukir fit un « appel à 1a nation, vos succès vous seraient plus M funestes que des revers! » Berlhicr, ministre de 10 !:v Gotv^k'

 la guerre, répondit au général , cl expliqua cette menaçante apostrophe : » Au moment, dit-il, de M ressaisir les armes protectrices de notre indépen« dance, si Taveugle fureur des rnisrefusc au monde U la paix que nous lui offrons, Jetons un rameau de U laurier sur les ct'ndres du héros qui alTranchil a rAmérique du joug des ennemis les plusimplaeau blés de notre liberté, et que son ombre illustre M nous montre au-delà du tombeau la gloire qui M ciccompagnc la mémoire des libérateurs de la pa•I trie! » Fonlanesloua dignement Washington, et ajouta : « Il est des hommes prodigieux qui appau raissent d'intervalle en intervalle sur In scène du U monde avec le caractère de la grandeur et de la » domination. Une cause inconnue et supérieure les » envoie quand il en est temps, pour fonder le Imt•1 ccaii ou réparer les ruines des empires. C'est en M vain que ces hommes, désignés d'avance, se licn«I nent à récarl : la main de la Fortune les porte raU pidement d'obstacles en obstacles, de triomphes « en triomphes, jusqu'au sommet de la puissance. « Une sorte d'inspiration surnaturelle anime toutes «• leurs pensées; un mouvement irrésistible est H donné à toutes leurs entreprises ; la multitude les M cherche encore au

milieu d’clle et ne les trouve

la guerre, répondit au général, et expliqua cette menaçante apostrophe : « Au moment, dit-il, de « ressaisir les armes protectrices de notre indépen- « dance, si l'aveugle fureur des rois refuse au monde « la paix que nous lui offrons, jetons un rameau de « laurier sur les cendres du héros qui affranchit « l'Amérique du joug des ennemis les plus implaca- « bles de notre liberté, et que son ombre illustre « nous montre au-delà du tombeau la gloire qui « accompagne la mémoire des libérateurs de la pa- « trie ! » Fontanes loua dignement Washington, et ajouta : « Il est des hommes prodigieux qui appa- « raissent d'intervalle en intervalle sur la scène du « monde avec le caractère de la grandeur et de la « domination. Une cause inconnue et supérieure les « envoie quand il en est temps, pour fonder le ber- « ceau ou réparer les ruines des empires. C'est en « vain que ces hommes, désignés d'avance, se tien- « nent à l'écart : la main de la Fortune les porte ra- « pidement d'obstacles en obstacles, de triomphes « en triomphes, jusqu'au sommet de la puissance. « Une sorte d'inspiration surnaturelle anime toutes « leurs pensées; un mouvement irrésistible est « donné à toutes leurs entreprises ; la multitude les « cherche encore au milieu d'elle et ne les trouve « plus : elle lève les yeux en haut, et voit, dans une « sphère éclatante de lumière et de gloire, celui qui « ne semblait qu'un téméraire aux yeux de l'igno- « rance et de l'envie. » Ainsi, de cette pompe mili- taire et funèbre, sortirent plusieurs oracles : celui de la paix avec le Nouveau-Monde, celui de la guerre avec l'ancien, et l'apothéose de Washington et de Bonaparte. Cette journée offrit un imposant carac- tère : elle exalta l'opinion, et contribua beaucoup à affermir la base de cette grandeur qui devait élever momentanément la France au-dessus de toutes les nations du globe.

Cependant, renfermé dans l'austérité d'une vie remplie tout entière par le travail, dérobant la nuit au sommeil, actif, tempérant, simple, frugal, l'homme de la destinée française semblait un Spar- tiate, maître du palais de Xercès, indifférent, étran- ger à l'éclat de la puissance, n'en conservant que la force, et la ployant aux habitudes de sa nature et aux volontés de son génie. Son ame, trop vaste déjà pour rester dans les limites de la France, se répan- dait au dehors et présentait à la méditation de l'Europe les essais d'une autorité jusqu'alors incon- nue. Ainsi le sénat de Hambourg, qui cherchait à se justifier d'avoir livré au gouvernement anglais les patriotes irlandais, tels que Napper-Tandy, pro- tégés par la France, était cité au tribunal de Bona- parte, et recevait de lui cette sentence foudroyante : « Votre lettre ne vous justifie pas. Le courage et les « vertus conservent les États ; les vices les ruinent. « Vous avez violé l'hospitalité. Cela ne fût pas ar- « rivé parmi les hordes les plus barbares du « désert. Vos concitoyens vous le reprocheront à « jamais. Les infortunés que vous avez livrés « mourront illustres ; mais leur sang fera plus de « mal à leurs persécuteurs que n'aurait pu faire « une armée. »

L*Aitbicbk s*élail laissé entraîner par l’or elles intrigues de l'Angleterre. Cette puissance rassemblait à Hinorque, sous les ordres du général .\bercrombie, qu’Augcrcau avait chassé de la Hollande, des troupes nombreuses qu'elle destinait à soutenir les opérations des Autrichiens sur Gênes et peutcire même sur le Var. L’Empire, la Bavière, la Suède, leDanemarck, la Porleet la Russie, faisaient egalement partie de la coalition. Mais le premier Consul, grâce à une démarche imprévue et pleine de générosité, inspira à l’empereur Paul une sorte d'admiration fanatique pour sa personne, le sépara de nos adversaires et le rendit ennemi de l’Angleterre. 11 existait en France une grande quantité de prisonniers russes, provenant de la campagne du général Brune en Hollande et de celle de Masséna en Suisse. Instruit du caractère chevaleresque de l'empereur, Bonaparte fît habiller à neuf, chacun avec runifurme de son régiment, ces nombreux prisonniers, qu’il renvoya en Russie, en payant tous les frais du voyage, et sans aucune proposition d’échange. Bonaparte avait bienjugé Paul l

 Cependant, ^ la voix du premier Consul, toute la France s^émeut; elle sailqu*clle va être vengée, et vole au-devant des sacrifices. On ne se servit ni des lois ni des autres moyens coactifs pour créer des légions nouvelles. I.ui nation entière, qui avait vote la guerre, donna Parmee. Jamais il n*en parut de plus française; jamais chef ne fut plus populaire que Bonaparte après Pinsolcnt refus de scs propositions par l'Angleterre. En faisant un appel à notre gloire, il eut tout à coup pour auxiliaires Pamour des Français, offenses dans leur orgueil; les vœux de Pllalic ensanglantée par les cruautés de la réaction royale ou par les proscriptions allemandes; la neutralité du roi de Prusse, de la Suède, du Dancniarck, et la rupture de la Russie avec les coalisés. 11 saura se susciter un autre allié non moins puissant : c'est l'incertitude où rjmpénélrabilité de scs combinaisons doit jeter la maison d'Autriche sur le champ de bataille qui le verra se mesurer encore avec elle. Dijon est le point central de la réunion de rarmécdile de Bèetrve. La position du rendci-vous général de nos forces, à distance égale de Bâle, de Marligny et de Chambéry, détourne l'attention, depuis long-temps portée sur le Var par les mouvemens d'invasion dont Mêlas, à la tête d'environ quatre-vingt mille hommes victorieux et bien approvisionnes, menace les vingt-cinq mille soldats intrépides et nus que commande Hasséna. Mais Bonaparte a conçu la guerre d'AnnIbal contre Rome et celle de Rome contre Carthage : la cruelle science des armes va donner encore â l'esprit humain l'honneur des plus hautes conceptions du génie. I«a campagne avait pour but de conquérir les deux bassins du Danul>c et du Pô; il fallait y descendre. Le Directoire, en étendant le champ de ses opérations depuis la Hollande jusqu'à l'embouchure du Var, cherchait inutilement à envelopper de ses lignes éloignées rennemi qu'elles laissaient maître du centre. La difficulté consistait a manœuvrer simultanément sur des bases de cent lieues, et à livrer des batailles de vingt lieues de développement. On croyait agrandir l'échclIc des combinaisons; on n'avait fait que t'affaiblir en la privant dcriofluence directe du commandement immédiat. Le même système avait causé la ruine des Autrichiens en Italie, sous Bonaparte; il s'en souvient, et remplace ce système par celui de concentration, qui, offrant l'action de l'unité, répondait à sa politique cl à son caractère. Le détroit de la Suisse, entre le Rhin et le Rhône, renferme tout le mystère de ses calculs ; en occupant ce détroit, il sépare les armées autrichiennes d'Allemagne et

d’Italie. Moreau est à la léte de cent mille hommes composés de nos vieilles bandes, que Bonaparte lui a remises entre les mains; Augcrcau commande en Hollande; Masséna, de Gènes au Var; Berthier à Dijon, dont la position regarde la Suisse; Carnot a remplacé Berthier au ministère de la guerre. L'aile droite de l'armée du Rhin, qui obéit à Lecourbe, sous nom d’armée d'Helvélie, occupe ce pays ; on doit penser qu’elle forme la réserve de Moreau, que de là nous menaçons toute rAIlcmagne, et que la guerre d’Italie est ajournée. Les mouvemens que le premier Consul ordonne à Moreau par le RbioIhai, sur les derrières du général Kray, isolent tout à coup ce général du général Mêlas par l’envabissemeiil subit des défilés de la Forèl-Noire. Lecourbe a passé le Rhin à Schaffouse, cl opéré sa jonction à Engen avec Moreau. Kray y fut battu par ces deux généraux, et pcrdiirimporlante positiondeStokacb. Moreau poursuivit ses succès. Pendant que ces opérations s'exécutent, Bonaparte jouit dans son palais des Tuileries du plaisir de tromper parcelle habile combinaison l'Autriche, l'Europe et ses capitaines eux-mèmes. Il envoie le ministre Carnot à l'armée du Rhin, avec l’ordre d’en détacher vingt mille hommes sur le Tésin par le Saint-Gothard. Moreau s’aperçoit avec déplaisir que même à son armée il n’a pas seul la confiance du premier Consul. H est vrai qu'il avait déclaré ne pas vouloir la commander sous scs ordres. Ce général se voit donc tout à coup réduit à un rôle secondaire, quoique propre à augmenter beaucoupsa renommée: toutefois, ilsmit par de savantes et constantes manœuvres le plan de l’inaction qu’il est chargé d’imprimer à l’armée su[icrtcure du général Kray, et prélude ainsi en grand tacticien aux triomphes de Hohenlinden, qui plus tard illustreront sa campagne offensive. Enfin, l'armée de Dijon est en marche sur Genève. Les victoires d’Engen, deSlokach, de Mocskirch,dc Biberacb et Mcmmingcn, gagnées par Moreau, donnent à Bonaparte le signal du départ. Tandis que l'Europe croit le premier Consul livré à Taris aux soins du gouvernement, il arrive à Genève et prend le commandement de l'armèc; c’est là que, résolu à porter la guerre sur le Pô, entre Milan, Gênes et Turin, il choisit la base de sesopcrations sur les revers du Siniplon cl du SaintGnthard. Libre de toute crainte sérieuse du côté du général Kray, contenu par Moreau, Bonaparte veut surprendre les défilés des Alpes, pour attaquer les derrières de Mêlas, dont les forces disséminées sur Gènes, sur le Var, doivent garder les débouchésdes Alpes et

de la Lombardie occupée, mais non soumise. Sur-le

Cependant, à la voix du premier Consul, toute la France s'émeut; elle sait qu'elle va être vengée, et vole au-devant des sacrifices.

On ne se servit ni des lois ni des autres moyens coactifs pour créer des légions nouvelles. La nation entière, qui avait voté la guerre, donna l'armée. Jamais il n'en parut de plus française; jamais chef ne fut plus populaire que Bonaparte après l'insolent refus de ses propositions par l'Angleterre. En faisant un appel à notre gloire, il eut tout à coup pour auxiliaires l'amour des Français, offensés dans leur orgueil; les vœux de l'Italie ensanglantée par les cruautés de la réaction royale ou par les proscriptions allemandes; la neutralité du roi de Prusse, de la Suède, du Danemarck, et la rupture de la Russie avec les coalisés. Il saura se susciter un autre allié non moins puissant : c'est l'incertitude où l'impénétrabilité de ses combinaisons doit jeter la maison d'Autriche sur le champ de bataille qui le verra se mesurer encore avec elle. Dijon est le point central de la réunion de l'armée dite *de Réserve*. La position du rendez-vous général de nos forces, à distance égale de Bâle, de Martigny et de Chambéry, détourne l'attention, depuis long-temps portée sur le Var par les mouvemens d'invasion dont Mélas, à la tête d'environ quatre-vingt mille hommes victorieux et bien approvisionnés, menace les vingt-cinq mille soldats intrépides et nus que commande Masséna. Mais Bonaparte a conçu la guerre d'Annibal contre Rome et celle de Rome contre Carthage : la cruelle science des armes va donner encore à l'esprit humain l'honneur des plus hautes conceptions du génie.

La campagne avait pour but de conquérir les deux bassins du Danube et du Pô; il fallait y descendre.

Le Directoire, en étendant le champ de ses opérations depuis la Hollande jusqu'à l'embouchure du Var, cherchait inutilement à envelopper de ses lignes éloignées l'ennemi qu'elles laissaient maître du centre. La difficulté consistait à manœuvrer simultanément sur des bases de cent lieues, et à livrer des batailles de vingt lieues de développement. On croyait agrandir l'échelle des combinaisons; on n'avait fait que l'affaiblir en la privant de l'influence directe du commandement immédiat. Le même système avait causé la ruine des Autrichiens en Italie, sous Bonaparte; il s'en souvient, et remplace ce système par celui de concentration, qui, offrant l'action de l'unité, répondait à sa politique et à son caractère. Le détroit de la Suisse, entre le Rhin et le Rhône, renferme tout le mystère de ses calculs; en occupant ce détroit, il sépare les armées autrichiennes d'Allemagne et d'Italie.

Moreau est à la tête de cent mille hommes composés de nos vieilles bandes, que Bonaparte lui a remises entre les mains; Augereau commande en Hollande; Masséna, de Gênes au Var; Berthier à Dijon, dont la position regarde la Suisse; Carnot a remplacé Berthier au ministère de la guerre. L'aile droite de l'armée du Rhin, qui obéit à Lecourbe, sous le nom d'armée d'Helvétie, occupe ce pays; on doit penser qu'elle forme la réserve de Moreau, que de là nous menaçons toute l'Allemagne, et que la guerre d'Italie est ajournée. Les mouvemens que le premier Consul ordonne à Moreau par le Rhinthal, sur les derrières du général Kray, isolent tout à coup ce général du général Mélas par l'envahissement subit des défilés de la Forêt-Noire. Lecourbe a passé le Rhin à Schaffouse, et opéré sa jonction à Engen avec Moreau. Kray y fut battu par ces deux généraux, et perdit l'importante position de Stokach. Moreau poursuivit ses succès. Pendant que ces opérations s'exécutent, Bonaparte jouit dans son palais des Tuileries du plaisir de tromper par cette habile combinaison l'Autriche, l'Europe et ses capitaines eux-mêmes. Il envoie le ministre Carnot à l'armée du Rhin, avec l'ordre d'en détacher vingt mille hommes sur le Tésin par le Saint-Gothard. Moreau s'aperçoit avec déplaisir que même à son armée il n'a pas seul la confiance du premier Consul. Il est vrai qu'il avait déclaré ne pas vouloir la commander sous ses ordres. Ce général se voit donc tout à coup réduit à un rôle secondaire, quoique propre à augmenter beaucoup sa renommée : toutefois, il suit par de savantes et constantes manœuvres le plan de l'inaction qu'il est chargé d'imprimer à l'armée supérieure du général Kray, et prélude ainsi en grand tacticien aux triomphes de Hohenlinden, qui plus tard illustreront sa campagne offensive. Enfin, l'armée de Dijon est en marche sur Genève. Les victoires d'Engen, de Stokach, de Moeskirch, de Biberach et Memmingen, gagnées par Moreau, donnent à Bonaparte le signal du départ.

Tandis que l'Europe croit le premier Consul livré à Paris aux soins du gouvernement, il arrive à Genève et prend le commandement de l'armée; c'est là que, résolu à porter la guerre sur le Pô, entre Milan, Gênes et Turin, il choisit la base de ses opérations sur les revers du Simplon et du Saint-Gothard. Libre de toute crainte sérieuse du côté du général Kray, contenu par Moreau, Bonaparte veut surprendre les défilés des Alpes, pour attaquer les derrières de Mélas, dont les forces disséminées sur Gênes, sur le Var, doivent garder les débouchés des Alpes et de la Lombardie occupée, mais non soumise. Sur-le-champ, rival audacieux d'Annibal et de César, il décide le passage de l'armée et le transport de sa formidable artillerie par la crête des montagnes, à plus de douze cents toises au-dessus

 du nÎTcau de la mer. Le général Marescot, chargé de la reconnaissance du Saint-Bernard, avait eu beaucoup de peine i le gravir jusqu'à l'hospice où stationnait, depuis deux mois, on petit poste détaché du corps du général Mainoni. m Peut-on passer? fut la seule question de Bonaparte. — Oui, dit Marescot, cela est possible. — Kh bien! partons. >• L'armée passera, le premier Consul le veut ; mais l'artillerie, comment pourra-t-elle passer? Cette diflicolté était prevue. Les cartouches et les munitions renfermées dans de petites caisses, les affûts démontés, seront portés à dos de mulets. On a préparé des troncs d'arbres creusés de manière à pouvoir contenir nos pièces de canon ; cent soldats s'attellent à chacune d'elles. Lannes commande l'avant-garde. 17 mai, trente-cinq mille Français, conduits par Bonaparte, abordent le Saint-Bernard. Monccy marche vers le Sainl-Gothardavec quinxe mille hommes, pour descendre à Bcilinzona. Bcthcncourt a sa direction sur le Simplon, tandis que Turreau a la sienne sur le àlont-Cenis. Cette dernière démonstration doit empêcher Mêlas d'abandonner la rivière de Gènes. An sein des rochers les plus escarpes, au travers de glaces éternelles, au milieu des neiges qui effacent toutes les traces et n'offrent plus qu'un immense désert, et par des chemios où le pied de l'homme n'a jamais été empreint, les Français montrent un indicible courage : gravissant péniblement, n'osant prendre le temps de respirer, parce que la colonne en eût été arrêtée; près de succomber sous le poids de leurs armes, ils s'excitent les uns les autres par des chants guerriers. Survient-il un péril presque insurmontable? Alors ils font battre la chaige, et comme un ennemi, le péril disparait devant eux. Sous les regards de Bonaparte, tous les obstacles de la nature deviennent des conquêtes. L'infanterie, la cavalerie, les bagages, les canons, ont atteint les sommités des Alpes, où nos différens corps reçoivent tour à tour, des religieux de l'hospice, tous les secours de la plus généreuse charité ; mais après une halte de quelques heures, chaque division se précipite avec une nouvelle ardeur, quoique avec bien plus de dangers, sur les pentes rapides du Piémont. Bonaparte lui-même opère la descente à la ramasse, sur un glacier presque perpendiculaire. l.es Autrichiens avaient toujours regardé la formation de l'armée de réserve à Dijon comme une fable inventée pour leur donner le change, et les pousser à abandonner le blocusde Gènes. Bonaparte s'élait appliqué à entretenir cette erreur par une foule de précautions et de ruses; elles avaientréussi au point que ni Paris, ni Dijon, ni

la cour devienne, ni ses généraux d'Italie, ne croyaient à cette armée, qui, après avoir marché à son but par divermutes et en corps isolés, sans aucun rapport entre eux, s'était réunie au pied du Saint-Bernard, et venait de le franchir. Mêlas, profondément convaincu que nous n'avions que sept à huit mille conscrits ou invalides à Dijon, faisait presser le siège de Gênés par quarante mille hommes et combattait en personne sur le Var avec le reste de scs forces contre Suchet, séparé de Masséna, avec huit mille hommes seulement, depuis le 6 avril, quand, d'un cùté, les divisions françaises, placées sous le commandement immédiat du premier Consul, et de l'autre lesquinze mille hommes détaches de l'armée du Rhin et conduits par le général Moncey, ctdeux autres colonnes, descendaient les revers du SaintBernard, du Soint-Gothard, du Mont-Cenis et du Simplon. Une combinaison supérieure présidait au destin de cette mémorable campagne. Bonaparte se dirige sur l'Ilalie, entre l'armée victorieuse de Moreau, qui retenait devant t'Im les troupes du général Kray, réduites à la défensive, cl entre la pc(:tc armée des Alpes-Maritimes, qui, attaquée à la fois par terre et par mer, défend Gênes, le cours du Var. les portes de la Provence et les deûlés du Piémont. I.C grand caractère de Masséna imprime à celle défense un héroïsme qui vivra éternellement datis Phistoirc. Il a pour licutenans Miolis, Gazan, Soult cl Suchet. II sait que Bonaparte compte sur son infatigable résistance, et ü trouve dans les généraux sous ses ordres des hommes dignes de partager sa gloire cl ses dangers. La reprise des forts de Gènes, foudroyés par la flotte anglaise, est un des plus beaux faits d'armes connus. Jamais les forces humaines ne SC sont déployées, multipliées avec tant d'énergie et de constance, que dans cette immortelle campagne. Épuisés par tous les fléaux de la guerre, les soldats de Masséna ont d'autres ennemis qu'ils ne peuvent combattre, la famine et la contagion. Gênes voit mourir dans ses rues sa généreuse population. confondue avec l'intrépide armée qui ne peut plus la protéger. Le drapeau noir flotte sur les hôpitaux. Mais Masséna sent profondément qu'il occupe à lui tout seul une forte armée autrichienne avec douze mille hommes, et Suchet, qui n'a que huit à neuf mille braves devant Mêlas, a fait aussi son serment aux triomphes de l'armée de réserve ; Masséna cl Suchet répondront à la confiance du premier Consul. Après le succès de notre passage, les armées de& deux nations embrassaient par leurs masses principales une demi-circonfcrencG presque régulière, dont le centre était à peu près vers Alexandrie. Là, tout devait se décider, et l'avantage appartenait A celui qui aurait franchi le Pô le premier.

Luc circonstance favorisait l’armée française, c'était le rapprochement d'Alexandrie et du Pô avec les Apennins et la mer. En un mot, Mêlas se trouvait tourné.

du niveau de la mer. Le général Marescot, chargé de la reconnaissance du Saint-Bernard, avait eu beaucoup de peine à le gravir jusqu'à l'hospice où stationnait, depuis deux mois, un petit poste détaché du corps du général Mainoni. « Peut-on passer? fut la seule question de Bonaparte. — Oui, dit Marescot, cela est possible. — Eh bien! partons. » L'armée passera, le premier Consul le veut; mais l'artillerie, comment pourra-t-elle passer? Cette difficulté était prévue. Les cartouches et les munitions renfermées dans de petites caisses, les affûts démontés, seront portés à dos de mulets. On a préparé des troncs d'arbres creusés de manière à pouvoir contenir nos pièces de canon; cent soldats s'attellent à chacune d'elles. Lannes commande l'avant-garde. Le 17 mai, trente-cinq mille Français, conduits par Bonaparte, abordent le Saint-Bernard. Moncey marche vers le Saint-Gothard avec quinze mille hommes, pour descendre à Bellinzona. Béthencourt a sa direction sur le Simplon, tandis que Turreau a la sienne sur le Mont-Cenis. Cette dernière démonstration doit empêcher Mélas d'abandonner la rivière de Gênes. Au sein des rochers les plus escarpés, au travers de glaces éternelles, au milieu des neiges qui effacent toutes les traces et n'offrent plus qu'un immense désert, et par des chemins où le pied de l'homme n'a jamais été empreint, les Français montrent un indicible courage : gravissant péniblement, n'osant prendre le temps de respirer, parce que la colonne en eût été arrêtée; près de succomber sous le poids de leurs armes, ils s'excitent les uns les autres par des chants guerriers. Survient-il un péril presque insurmontable? Alors ils font battre la charge, et comme un ennemi, le péril disparaît devant eux. Sous les regards de Bonaparte, tous les obstacles de la nature deviennent des conquêtes. L'infanterie, la cavalerie, les bagages, les canons, ont atteint les sommités des Alpes, où nos différens corps reçoivent tour à tour, des religieux de l'hospice, tous les secours de la plus généreuse charité; mais après une halte de quelques heures, chaque division se précipite avec une nouvelle ardeur, quoique avec bien plus de dangers, sur les pentes rapides du Piémont. Bonaparte lui-même opère la descente à la ramasse, sur un glacier presque perpendiculaire.

Les Autrichiens avaient toujours regardé la formation de l'armée de réserve à Dijon comme une fable inventée pour leur donner le change, et les pousser à abandonner le blocus de Gênes. Bonaparte s'était appliqué à entretenir cette erreur par une foule de précautions et de ruses; elles avaient réussi au point que ni Paris, ni Dijon, ni la cour de Vienne, ni ses généraux d'Italie, ne croyaient à cette armée, qui, après avoir marché à son but par diverses routes et en corps isolés, sans aucun rapport entre eux, s'était réunie au pied du Saint-Bernard, et venait de le franchir. Mélas, profondément convaincu que nous n'avions que sept à huit mille conscrits ou invalides à Dijon, faisait presser le siége de Gênes par quarante mille hommes et combattait en personne sur le Var avec le reste de ses forces contre Suchet, séparé de Masséna, avec huit mille hommes seulement, depuis le 6 avril, quand, d'un côté, les divisions françaises, placées sous le commandement immédiat du premier Consul, et de l'autre les quinze mille hommes détachés de l'armée du Rhin et conduits par le général Moncey, et deux autres colonnes, descendaient les revers du Saint-Bernard, du Saint-Gothard, du Mont-Cenis et du Simplon. Une combinaison supérieure présidait au destin de cette mémorable campagne. Bonaparte se dirige sur l'Italie, entre l'armée victorieuse de Moreau, qui retenait devant Ulm les troupes du général Kray, réduites à la défensive, et entre la petite armée des Alpes-Maritimes, qui, attaquée à la fois par terre et par mer, défend Gênes, le cours du Var, les portes de la Provence et les défilés du Piémont. Le grand caractère de Masséna imprime à cette défense un héroïsme qui vivra éternellement dans l'histoire. Il a pour lieutenans Miolis, Gazan, Soult et Suchet. Il sait que Bonaparte compte sur son infatigable résistance, et il trouve dans les généraux sous ses ordres des hommes dignes de partager sa gloire et ses dangers. La reprise des forts de Gênes, foudroyés par la flotte anglaise, est un des plus beaux faits d'armes connus. Jamais les forces humaines ne se sont déployées, multipliées avec tant d'énergie et de constance, que dans cette immortelle campagne. Épuisés par tous les fléaux de la guerre, les soldats de Masséna ont d'autres ennemis qu'ils ne peuvent combattre, la famine et la contagion. Gênes voit mourir dans ses rues sa généreuse population, confondue avec l'intrépide armée qui ne peut plus la protéger. Le drapeau noir flotte sur les hôpitaux. Mais Masséna sent profondément qu'il occupe à lui tout seul une forte armée autrichienne avec douze mille hommes, et Suchet, qui n'a que huit à neuf mille braves devant Mélas, a fait aussi son serment aux triomphes de l'armée de réserve; Masséna et Suchet répondront à la confiance du premier Consul.

Après le succès de notre passage, les armées des deux nations embrassaient par leurs masses principales une demi-circonférence presque régulière, dont le centre était à peu près vers Alexandrie. Là, tout devait se décider, et l'avantage appartenait à celui qui aurait franchi le Pô le premier. Une circonstance favorisait l'armée française, c'était le rapprochement d'Alexandrie et du Pô avec les Apennins et la mer. En un mot, Mélas se trouvait tourné,

The text on this page is estimated to be only 23.56% accurate

lllSTOmK D£ NAPOLÉON. i;;o tandis que le premier Consul ne pouvait l'<>trc, soit par la propre nature du terrain qu'il occupait, suit par les iiiuuvcmens ordonnés à rarmeo du lUiin; car il fi'avait point oublié la funeste inaction de celte année pendant sa première campagne d'Italie. Le jour même du grand {)assage, la ville d'Aosl fut emportée par ravanl-gardcaprès une vive résistance, et les Croates, repousses sur le fort de Dard, château inexpugnable qui fermait ruiiique chemin ouvert aux Français. Il était de la plus grande importance de surinunter cet obstacle a\ant que Mêlas eût connaissance de la marche de Bonaparte, et atin de s'emparer des débouchés des vallées; mais le fort ne pouvait être enlevé, et seul il arrêtait toute l'armée. Bcrthier et Marescot eurent rhcurcuso idée de tailler dans les rochers d'Alharcdo un escalier qu'à force de travail on rendit praticable pour les hommes et pour les chevaux. Les divisions françaises délilcrenl successivement par ce .s^'tilier périlleux, avec bien plus de difficulté qu'on ii'cn avait rencontré au trajet du Saint-Bernard. Notre artillerie demeurait en arrière, sans qu'aucun moyen humain pùl lui faire passer celle barrière fatale. Bonaparte arrive, ordonne l'escalade et i'.issauldu fort. L'audacc, la valeur, n'obtiennent point de succès; il faut se contenter de poursuivre le siège avec vigueur. Cependant l'avant-gardc de Lannes, parvenue à ïvrée, manque d'artillerie cl peut être attaquée avec avantage. Alors une de ces inspirations du génie de la guerre, si fréquentes dans les soldats et les généraux français, mil un tenue à l'impatience et à i'aiixiété de Bonaparte, incapable de consentir à SC voir retardé par une conquête inutile: on jonche la roule de matelas et de fumier; les roues sont garnies de paille; les pièces enveloppées de feuillages et traînées à la prolonge, chacune par cim|uantc braves, traversent avec leurs caissons la ville enlièrc, à dcmi-porléc de fusil, sous le feu de renneini, qui, ne se doutant de rien, ne cesse loutefuis de faire des décharges meurtrières, sans ébranler toutefois nos intrépides soldats. Lne bat'lerie, que l'on parvint avec des peines extrêmes à inoiiliT sur l'Albaredo, reste avec un corps de troupes pour réduire le fort de Bard, qui tombe au bout de dix jours. Nous avons franchi le terrible üéQlé. Vvrée et sa citadelle sc rendent après une courte résistance, et dix mille hommes de rarmee de Mêlas, aux ordres des généraux Kaiin et lladJig, sont culbutés sur les bords de la Chiusella. Bonaparte s'ouvre ainsi l'accès des plaines du Piéinonl, pendant que les colonnes de flanc descendent sur Bellinzuiia et

Avigliaiiü. Le âi mai, les soixante mille hommes que Bonaparte a dirigés sur la Lombardie par les differens passages des Alpes, onlsimullüiiéincnt rempli scs intentions. Trompé par la vigoureuse attaque de Turreau au pas de Suze, 31élas o'a réservé que dix-huit niille boimnes pour défendre les défllés de la llauU^-ltaliu; il a laissé OU devant Géncsavec vingt-cinq mille hommes, et Eilnitz, sur le Var, en a dix-«epl mille. Mais, que ce soit Massciia ou Mêlas qui occupe Gènes, le point slralcgiquc de l'opération que médite Bonaparte cjour but de procurer aux trou|>es toutes les ressources d'un pays dévoué à nos armes. Toujours habitué ù suivre ses succès comme César, il ne donne pas un moment de relâche à la fortune. Far ses ordres, rarmée se répand entre le Fù et l'Adda, franchit cette dernière rivière, s'empare de Berganie, de Créiii.i, de (Aéinone, et repousse Laudon jusqu'à Brescia. Mêlas n'a ni deûné ni compris les opérations de Bonaparti-, etc'est par ses généraux, battus depuis l'attaque de Bard, qu'il apprend que soixante mille F rançais entrent en Lombardie. ElIniU a reçu l'ordre d'abandonner la ligue du Var et de sc retirer sur la vallée du Tanaro; OU, devant Gènes, a les mêmes instructions : Mêlas a liesoin des quarante mille hommes qu'ils coiumandeiit pour faire face à cette année inconnue, que Bonaparte conduit à Milan. Mais la retraite d'Kiliiilz et de ses üix-> sept mille hommes a clé inquiétée par Suchet, qui, renforcé de quatre mille hommes, l'attaque avec douze mille au col de Tende, lui eu failperdre huit mille, et poursuit sa course victorieuse sur Savone, pour venir au secours de Masséna, enfermé dan» Gênes. 11 ignorait que celle ville avait dû eiilin capituler, après soixante jours de blocus, assiégée au dedans par la peste et par la famine, et au dehors par le général OU, à la tête de Ireiile-clnq mille hommes. OU, s'attachant à un valu trophée, avait commis la faute de ne quitter Gènes qu'après la gloricusi* capitulation de Masséna, qui conserve au

The text on this page is estimated to be only 29.57% accurate

 (Irai^cau les huit mille braves qui lui restaient, et dont six mille allèrent grossir h Savone le corps de Suchet. Bonaparte prolUe audacieusement, selon son usage, de l'inaction et de l'imprévoyance autrichienne, et vient lui-méme montrer aux ennemis, en l'occupant, le point qu'ils auraient dù couvrir : c'était vers Stradclla et le P6. 11 rabat scs colonnes sur ce Qcuve, dont il rend la défense impossible. liOison le traverse à Crémone ; Murat enlève de vive force la tête de pont et la ville de Plaisance ; Lamies parvient à passer devant Belgiojosoet San-Cipriano, malgré la résistance du général Otl, dont l'armée s'est affaiblie de la forte garnison qu'il a jetée dans Gênes. Là s'établit le pont de l'armée française : c'était le véritable passage cl le point capital, en raison de la proximité du confluent du Tésin cl du défllc de la Stradella, et des communications avec Milan. 1^ même jour, le premier Consul transfère son quartier-général à Pavie. Mêlas, renferme entre le pied des Apennins et la rive droite du Pô, n'a plus que la ressource des combats. £n se portant devant l'ennemi, Bonaparte apprend la reddition de Gênes et la jonction des troupes de blocus à celles de Mêlas. Mais, quoique une partie seulement de son armée ait franchi le P6, il livre au général OU la bataille de Montcbcllo, dont le général Lamies doit faire à jamais l'illustration. Cinq mille prisonniers autrichiens, trois mille morts, forment les trophées de cette première victoire. Nous avions battu l'une des deux armées ennemies : il fallait courir à l'autre et défaire au.ssi Mêlas, qui concentrait toutes scs forces sur Alexandrie, entre le Pô cl le Tanaro; il avait rappelé de San-Giuliano le générai OU, qui n'avait laissé qu'une arrière-garde à Marengo, petit village qui va devenir si célèbre. Le 12 juin, l'armée française, composée de.s corps de Lannes, Desaix et Victor, borde la Scrivia. La division Lapoype avait ordre de rejoindre le général Desaix, qui, après avoir conquis la Haute-Égypte, de retour en France par la capitulation d'El Aricb, entraîne parla falalité de la gloire, était venu retrouver les drapeaux de son ami, de son général en chef de l'armée d'Égypte. 1^ reste de nos forces disséminées dans la Lombardie bloquait ou contenait les différens corps autrichiens. Le quartier-général était à Voghéra. f.c premier Consul s'attendait à rencontrer l'armée autrichiennedans les plainesdc San-Giuliano. Le 13, il les traverse sans résistance, et fait chasser de Marengo cinq mille hommes par le général Garclanne, qui les poursuit jusqu'à la Rormida et ne peut enlever la tète de pont. Nous primes position entre cette rivière et Marengo, à la Pcdr.il>ona. Il fut naturel de croire que Mêlas ne

voulait pns se battre, puisqu'il abandonnait le débouché de Marengo, si facile à défendre, et qu'il allait manœuvrer par le flanc, soit sur Gènes on il aurait été si aisément approvisionné par les Anglais, soit sur le Haul-Tésin, où il eût rétabli ses communications avec rAllemagnc, soit enfin sur les deux rives du Pô, où il pouvait facilement surprendre un passage et une marche. Mais Bonaparte, qui a le don de saisir toutes les chances du premier coup d'œil, envoie les deux divisions Desaix à Castel-Novo di Scrivia et à Bivalla, pour observer les ailes de l'armée ennemie, et concentre les corps de Lannes et de Victor entre San-Giuliano cl Marengo, par échelons, la gauche en avant, se préparant ainsi pour tous les mouvemens qu'il aurait à faire, et chaque division d'aile pouvant devenir léle de colonne dans la direction. La division Boudel, placée à Rivalta, sous les ordres de Desaix, devait communiquer avec le corps de Massénaet de Suchet, qui s'étaient dirigés sur Acqui. Le lendemain 14, le premier Consul fut étonné de voir, à quatre heures du malin, l'armée autrichienne déboucher au travers du longdéfilé du pont de la Bormida, de sa tète et des marais qui les couvraient. Cinq heures apres seulement, elle put se porter en avant sur trois colonnes. Elle avait quarante mille hommes au commencement de l'action. L'armée française ne comptait que vingt mille hommes, qui étaient des conscrits pour la plupart ; celle de Mêlas se composait toute d'anciens soldats. Le corps de Victor vigoureusement attaqué et poussé, celui de Lannes entra en ligne à droite, cl, après quelques succès, fut entraîné par la retraite de la gauche; mais c'était une chose capitale pour Bonaparte de tenir sa droite, et pour Mêlas de la forcer. Le premier Consul, qui vil le nœud de l'affaire dans la communicalion que sa droite assurait avec le reste de l'armée, fit avancer tout à coup au milieu de la plaine huit cents grenadiers de cette vieille garde, long-temps la terreur de l'Europe, mais qui, jeune alors, date si heureusement sa gloire de la journée de Marengo. La postérité lui conservera cc beau surnom de redoute de Qram't qu'elle reçut du vainqueur. Les assauts les plus terribles de l'ennemi sc brisèrent contre son immobilité; sa résistance héroïque donna le temps à la division Monnier d'arriver : celle-ci jeta une brigade dans Castel-Ceriolo, et l'armée

françai.se sc trouva dans un ordre presque inverse à celui de la matinée, par

drapeau les huit mille braves qui lui restaient, et dont six mille allèrent grossir à Savone le corps de Suchet. Bonaparte profite audacieusement, selon son usage, de l'inaction et de l'imprévoyance autrichienne, et vient lui-même montrer aux ennemis, en l'occupant, le point qu'ils auraient dû couvrir : c'était vers Stradella et le Pô. Il rabat ses colonnes sur ce fleuve, dont il rend la défense impossible. Loison le traverse à Crémone ; Murat enlève de vive force la tête de pont et la ville de Plaisance ; Lannes parvient à passer devant Belgiojoso et San-Cipriano, malgré la résistance du général Ott, dont l'armée s'est affaiblie de la forte garnison qu'il a jetée dans Gênes. Là s'établit le pont de l'armée française : c'était le véritable passage et le point capital, en raison de la proximité du confluent du Tésin et du défilé de la Stradella, et des communications avec Milan. Le même jour, le premier Consul transfère son quartier-général à Pavie. Mélas, renfermé entre le pied des Apennins et la rive droite du Pô, n'a plus que la ressource des combats. En se portant devant l'ennemi, Bonaparte apprend la reddition de Gênes et la jonction des troupes de blocus à celles de Mélas. Mais, quoique une partie seulement de son armée ait franchi le Pô, il livre au général Ott la bataille de Montebello, dont le général Lannes doit faire à jamais l'illustration. Cinq mille prisonniers autrichiens, trois mille morts, forment les trophées de cette première victoire.

Nous avions battu l'une des deux armées ennemies : il fallait courir à l'autre et défaire aussi Mélas, qui concentrait toutes ses forces sur Alexandrie, entre le Pô et le Tanaro ; il avait rappelé de San-Giuliano le général Ott, qui n'avait laissé qu'une arrière-garde à Marengo, petit village qui va devenir si célèbre. Le 12 juin, l'armée française, composée des corps de Lannes, Desaix et Victor, borde la Scrivia. La division Lapoype avait ordre de rejoindre le général Desaix, qui, après avoir conquis la Haute-Égypte, de retour en France par la capitulation d'El Arich, entraîné par la fatalité de la gloire, était venu retrouver les drapeaux de son ami, de son général en chef de l'armée d'Égypte. Le reste de nos forces disséminées dans la Lombardie bloquait ou contenait les différens corps autrichiens. Le quartier-général était à Voghéra. Le premier Consul s'attendait à rencontrer l'armée autrichienne dans les plaines de San-Giuliano. Le 13, il les traverse sans résistance, et fait chasser de Marengo cinq mille hommes par le général Gardanne, qui les poursuit jusqu'à la Bormida et ne peut enlever la tête de pont. Nous prîmes position entre cette rivière et Marengo, à la Pedrabona. Il fut naturel de croire que Mélas ne voulait pas se battre, puisqu'il abandonnait le débouché de Marengo, si facile à défendre, et qu'il allait manœuvrer par le flanc, soit sur Gênes où il aurait été si aisément approvisionné par les Anglais, soit sur le Haut-Tésin, où il eût rétabli ses communications avec l'Allemagne, soit enfin sur les deux rives du Pô, où il pouvait facilement surprendre un passage et une marche. Mais Bonaparte, qui a le don de saisir toutes les chances du premier coup d'œil, envoie les deux divisions Desaix à Castel-Novo di Scrivia et à Rivalta, pour observer les ailes de l'armée ennemie, et concentre les corps de Lannes et de Victor entre San-Giuliano et Marengo, par échelons, la gauche en avant, se préparant ainsi pour tous les mouvemens qu'il aurait à faire, et chaque division d'aile pouvant devenir tête de colonne dans la direction. La division Boudet, placée à Rivalta, sous les ordres de Desaix, devait communiquer avec le corps de Masséna et de Suchet, qui s'étaient dirigés sur Acqui.

Le lendemain 14, le premier Consul fut étonné de voir, à quatre heures du matin, l'armée autrichienne déboucher au travers du long défilé du pont de la Bormida, de sa tête et des marais qui les couvraient. Cinq heures après seulement, elle put se porter en avant sur trois colonnes. Elle avait quarante mille hommes au commencement de l'action. L'armée française ne comptait que vingt mille hommes, qui étaient des conscrits pour la plupart ; celle de Mélas se composait toute d'anciens soldats. Le corps de Victor vigoureusement attaqué et poussé, celui de Lannes entra en ligne à droite, et, après quelques succès, fut entraîné par la retraite de la gauche ; mais c'était une chose capitale pour Bonaparte de tenir sa droite, et pour Mélas de la forcer. Le premier Consul, qui vit le nœud de l'affaire dans la communication que sa droite assurait avec le reste de l'armée, fit avancer tout à coup au milieu de la plaine huit cents grenadiers de cette vieille garde, long-temps la terreur de l'Europe, mais qui, jeune alors, date si heureusement sa gloire de la journée de Marengo. La postérité lui conservera ce beau surnom de *redoute de granit* qu'elle reçut du vainqueur. Les assauts les plus terribles de l'ennemi se brisèrent contre son immobilité ; sa résistance héroïque donna le temps à la division Monnier d'arriver : celle-ci jeta une brigade dans Castel-Ceriolo, et l'armée française se trouva dans un ordre presque inverse à celui de la matinée, par échelons, l'aile droite en avant, tenant toujours le point essentiel de la première ligne de bataille, couvrant sa communication la plus importante, occupant par son aile gauche la route de Tortone.

L'action se maintint dans cette position jusqu'à l'arrivée de la division Desaix. Mélas, au contraire,

HISTOIRE UE NAPOLÉON. ni avait affaibli sa gaucho pour augmenter sa droite qu'il clcmiait inulilemeiil sur Torlonc. Ce mouvement n'échappa point au général qui savait le mieux juger son adversaire sur le terrain. 11 était cinq heures : la division Lapoype ne se montrait pas, mais Desaix parut sur le champ de bataille, à la tête de la seule division Roudet. Dans les mains de Ronaparte, ce renfort va devenir l'instrument de la victoire, et l'armée devine la pensée de son chef. Fatiguée d'une longue et sanglante retraite, elle voit, avec l'instinct d'une attente que son héros n'a jamais trompée, la troupe de Desaix couvrir sa gauche; et elle répète avec joie le cri de l'attaque générale ordonnée sur toute U ligne. Le général Zach, qui dépasse celle des Autrichiens, s'avance sur la grande route avec une colonne de cinq mille grenadiers blanchis érissai(au Caire, sous le poignard d'un assassin. Désormais il ne reste plus de renomniées militaires indépendantes de Bonaparte, que celles de Moreau et de Massénn. Di'saix, même après son trépas, est encore redoutable : sa division se jette avec fureur sur le corps ennemi, où chacun cherche le meurtrier de son général. Cependant Zach résiste, bien qu'il soit isolé au milieu de cette vaste plaine ; mais le jeune Kelkrmann porte tout à coup sa cavalerie sur le Oanc gauche de la colonne invincible, la brise, la disperse, et les cinq mille grenadiers qui la composent sont prisonniers. Dès cri instant qui venge Desaix et qui suspend le deuil de sa perle, notre ligne SC précipite en avant et a reconquis en moins d'une heure le terrain disputé depuis l'aurore. L'armée ennemie est prise à revers et recule à la hâte ; Mêlas essaie en vain de tenir à Marengu : son inutile défense contribue à donner le nom de ce village, tout à coup emporté par Bonaparte, à la fameuse bataille qui va changer le sort de rilalic, celui de la France et de l'Europe. Les Français poursuivent les Autrichiens jusqu'à dix heures du soir, cl ne s'arrêtent qu'à la Bormida : cinq mille morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, trente canons et douze drapeaux, sont les trophées de Harengo. Le lendemain, à la pointe du jour, Bonaparte fait attaquer la tête du pont de la Bormida; mais, contre toute probabilité, rennemi demande à traiter! Quelques heures plus lard, les généraux Berthier et Mêlas ont conclu la fameuse convention d'Alexandrie, qui remet en notre pouvoir tout ce que nous avions perdu en Italie depuis quinze mois, à l'riception de Mantoue. Mais ce n'était qu'une convention militaire. Jaloux d'étre encorcen Italie, après une victoire décisive, le provocateur de la paix, le général Bonaparte dépécha à Vienne, du champ

de bataille de Marengo, le génc~ ral Saint-Julien, qui étaitdu nombre des prisonniers, etlechargea de porter à sa cour des paroles de paix. Ainsi une seule bataille, gagnée après douze heures d'une retraite offensive, mais périlleuse, a replacé sous l'influence de la France la Lombardie, le Piémont, la Ligurie et les douze places fortes qui les défendent. On fixa la ligne de neutralité des deux armées entre la Chièse et le Mincio. La victoire et la fortune se disputèrent dans la journée de Marengo le triomphe de Bonaparte, car Hélas acceptait les conditions les plus rigoureuses, quoiqu'il eût des forces aussi nombreuses que les nôtres, et que le Piémont lui ouvrit la carrière d'une longue campagne de sièges et de positions. Ce général pouvait reprendre scs communications avec rAllemagnc, avec le pays de Modène, celui de Mantoue, et, maître de Gènes, ayant la mer et les montagnes pour ressource et pour appui, soutenir encore une belle guerre, et peut-être forcer la France à une paix honorable pour l'Aulricbc; mais, après s'étre vu enlever le succès, U perdit aussi le courage de supporter la défaite. Bonaparte s'occupa d'abord d'achever l'organisation de la république cisalpine et du Piémont, et de rendre à la France, non des contrées vaincues, mais des nations amies et auxiliaires. 11 sentait alors que l'amitié des peuples était un plus sûr rempart que leur asservissement, contre les ennemis de la patrie. 1 1 venait de l'éprouver au désavantage de Mêlas dans la Lombardie, dont tous les vœux étaient pour la république. Bonaparte, pressé de revenir à Paris, où le rappelaient l'ivresse des Français et les intérêts qu'il a conquis à Marengo, donna à Massena le commandement de l'armée d'Italie, et à Suchet celui de la ville de Gènes : digne récompense des importans services de ces deux généraux. Murat eut l'armée de la Marche d'Ancône, avec la mission d'aller replacer le pape sur le trône pontiCcal. Cette mission frappa les esprits. Bonaparte sc rendit ensuite à Milan, où un Te Deum en actions de grâces fut chanté solennellement. Le vainqueur y assista; c'était la première fétc religieuse à laquelle il présidait depuis celle de l'anniversaire de la naissance de Mahomet, qu'il avait célébré en Égypte. A Vienne, pour cette fois, on s'abstint d'un Te Deum, mais on sc prépara de nouveau à la lutte, et la famille impériale eut à souffrir publiquement, soit du méconlcnlcmciit que la promulgation de la guerre fit éclater dans la capitale, soit aussi de l'enthousiasme presque séditieux que le héros de Marengo inspirait aux habitans.

avait affaibli sa gauche pour augmenter sa droite qu'il étendait inutilement sur Tortone. Ce mouvement n'échappa point au général qui savait le mieux juger son adversaire sur le terrain. Il était cinq heures : la division Lapoype ne se montrait pas, mais Desaix parut sur le champ de bataille, à la tête de la seule division Boudet. Dans les mains de Bonaparte, ce renfort va devenir l'instrument de la victoire, et l'armée devine la pensée de son chef. Fatiguée d'une longue et sanglante retraite, elle voit, avec l'instinct d'une attente que son héros n'a jamais trompée, la troupe de Desaix couvrir sa gauche; et elle répète avec joie le cri de l'attaque générale ordonnée sur toute la ligne. Le général Zach, qui dépasse celle des Autrichiens, s'avance sur la grande route avec une colonne de cinq mille grenadiers blanchis dans les combats. Desaix, le brave Desaix, court à sa rencontre avec quinze pièces de canon, et tombe frappé d'une balle qui l'enlève à l'espoir de la France et à l'amour des soldats. Par un rapport de fatalité bien étrange, au même moment l'illustre Kléber, son ami, périssait au Caire, sous le poignard d'un assassin. Désormais il ne reste plus de renommées militaires indépendantes de Bonaparte, que celles de Moreau et de Masséna. Desaix, même après son trépas, est encore redoutable : sa division se jette avec fureur sur le corps ennemi, où chacun cherche le meurtrier de son général. Cependant Zach résiste, bien qu'il soit isolé au milieu de cette vaste plaine; mais le jeune Kellermann porte tout à coup sa cavalerie sur le flanc gauche de la colonne invincible, la brise, la disperse, et les cinq mille grenadiers qui la composent sont prisonniers. Dès cet instant qui venge Desaix et qui suspend le deuil de sa perte, notre ligne se précipite en avant et a reconquis en moins d'une heure le terrain disputé depuis l'aurore. L'armée ennemie est prise à revers et recule à la hâte; Mélas essaie en vain de tenir à Marengo : son inutile défense contribue à donner le nom de ce village, tout à coup emporté par Bonaparte, à la fameuse bataille qui va changer le sort de l'Italie, celui de la France et de l'Europe. Les Français poursuivent les Autrichiens jusqu'à dix heures du soir, et ne s'arrêtent qu'à la Bormida : cinq mille morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, trente canons et douze drapeaux, sont les trophées de Marengo. Le lendemain, à la pointe du jour, Bonaparte fait attaquer la tête du pont de la Bormida; mais, contre toute probabilité, l'ennemi demande à traiter! Quelques heures plus tard, les généraux Berthier et Mélas ont conclu la fameuse convention d'Alexandrie, qui remet en notre pouvoir tout ce que nous avions perdu en Italie depuis quinze mois, à l'exception de Mantoue. Mais ce n'était qu'une convention militaire. Jaloux d'être encore en Italie, après une victoire décisive, le provocateur de la paix, le général Bonaparte dépêcha à Vienne, du champ de bataille de Marengo, le général Saint-Julien, qui était du nombre des prisonniers, et le chargea de porter à sa cour des paroles de paix.

Ainsi une seule bataille, gagnée après douze heures d'une retraite offensive, mais périlleuse, a replacé sous l'influence de la France la Lombardie, le Piémont, la Ligurie et les douze places fortes qui les défendent. On fixa la ligne de neutralité des deux armées entre la Chièse et le Mincio. La victoire et la fortune se disputèrent dans la journée de Marengo le triomphe de Bonaparte, car Mélas acceptait les conditions les plus rigoureuses, quoiqu'il eût des forces aussi nombreuses que les nôtres, et que le Piémont lui ouvrit la carrière d'une longue campagne de siéges et de positions. Ce général pouvait reprendre ses communications avec l'Allemagne, avec le pays de Modène, celui de Mantoue, et, maître de Gênes, ayant la mer et les montagnes pour ressource et pour appui, soutenir encore une belle guerre, et peut-être forcer la France à une paix honorable pour l'Autriche; mais, après s'être vu enlever le succès, il perdit aussi le courage de supporter la défaite.

Bonaparte s'occupa d'abord d'achever l'organisation de la république cisalpine et du Piémont, et de rendre à la France, non des contrées vaincues, mais des nations amies et auxiliaires. Il sentait alors que l'amitié des peuples était un plus sûr rempart que leur asservissement, contre les ennemis de la patrie. Il venait de l'éprouver au désavantage de Mélas dans la Lombardie, dont tous les vœux étaient pour la république. Bonaparte, pressé de revenir à Paris, où le rappelaient l'ivresse des Français et les intérêts qu'il a conquis à Marengo, donna à Masséna le commandement de l'armée d'Italie, et à Suchet celui de la ville de Gênes : digne récompense des importans services de ces deux généraux. Murat eut l'armée de la Marche d'Ancône, avec la mission d'aller replacer le pape sur le trône pontifical. Cette mission frappa les esprits. Bonaparte se rendit ensuite à Milan, où un *Te Deum* en actions de graces fut chanté solennellement. Le vainqueur y assista; c'était la première fête religieuse à laquelle il présidait depuis celle de l'anniversaire de la naissance de Mahomet, qu'il avait célébré en Égypte. A Vienne, pour cette fois, on s'abstint d'un *Te Deum*, mais on se prépara de nouveau à la lutte, et la famille impériale eut à souffrir publiquement, soit du mécontentement que la promulgation de la guerre fit éclater dans la capitale, soit aussi de l'enthousiasme presque séditieux que le héros de Marengo inspirait aux habitans.

The text on this page is estimated to be only 25.18% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. . 1S5 i.a maison d*Autrichc n'élail pas plus hrureusc sur \c DaiiulM! que sur le P6. Moreau, après avoir pendant un mois tenu en cehcc le général Kray dans son camp retranché, devant Ulm, avait forcé le passage du Lech, s'était emparé d'Augsbourg, et trois jours s'étaient à peine écoulés depuis ta convention d'Alexandrie, que, le 10 juin, il répondait à la victoire de Marengo par celle d'Hochsledl, qui rétablissait, après un siècle, la gloire de nos armes; le combat de Ncubourg achevait d'ouvrir aux enseignes françaises le cœur de rAllemagne. Dans la terrible inélée qui rendit cctlc action si funeste à rarrnècdii général Kray,ccsenscignestriomphanlcs j se baissèrent avec respect et douleur sur le corps de La Tour-d'Auvergne, de celui que, deux mois auparavant, Bonaparte avait proclamé te premier Qrenafiier de France } titre aussi neuf, aussi noble | que l'apothéose. Jusqu'en 18M, La Tour-d'Auvergne fut nommé chaque Jour à Tappcl de son régiment, et une voix répondait : Mort au champ . d'honneurf La prise de Feldkirch compléta la l>ellc ' ' campagne de Moreau, cl, en assurant ses communications avec l'armée d'Italie, contraignit le général Kray à suivre à Parsdorf l'exemple de Mêlas. I.cs : deux armistices préparèrent la fameuse paix de Lu* I néville ; mais il fallait encore l'acheter par de brillans combats en Allemagne, et par d'importans avantages en Italie. Avant d'arriver à Paris, le premier Consul s'arrête à Lyon, dont il ordonne de réparer les ruines et de relever les monurnens. De retour dans la capitale,le .1 juillet, ily trouve une exaltation qui doit lui donner l'idée de tout ce qu'un grand génie favorisé par la gloire pouvait attendre d'un peuple aussi passionné. A la première nouvelle de la victoire de Marengo, Paris avait été subitement illuminé; un tel succès, aussi imprévu qu'immense, avait confondu dans une espèce de culte toutes les classes de la société cl semblait devoir produire la fusion de tous les partis; mais aussi, dès ce jour, tout le gouvernement et malheureusement toute la patrie furent dans un seul homme. 20 Digilized by Google

La maison d'Autriche n'était pas plus heureuse sur le Danube que sur le Pô. Moreau, après avoir pendant un mois tenu en échec le général Kray dans son camp retranché, devant Ulm, avait forcé le passage du Lech, s'était emparé d'Augsbourg, et trois jours s'étaient à peine écoulés depuis la convention d'Alexandrie, que, le 19 juin, il répondait à la victoire de Marengo par celle d'Hochstedt, qui rétablissait, après un siècle, la gloire de nos armes; le combat de Neubourg achevait d'ouvrir aux enseignes françaises le cœur de l'Allemagne. Dans la terrible mêlée qui rendit cette action si funeste à l'armée du général Kray, ces enseignes triomphantes se baissèrent avec respect et douleur sur le corps de La Tour-d'Auvergne, de celui que, deux mois auparavant, Bonaparte avait proclamé *le premier grenadier de France;* titre aussi neuf, aussi noble que l'apothéose. Jusqu'en 1814, La Tour-d'Auvergne fut nommé chaque jour à l'appel de son régiment, et une voix répondait : *Mort au champ d'honneur!* La prise de Feldkirch complétait la belle campagne de Moreau, et, en assurant ses communications avec l'armée d'Italie, contraignit le général Kray à suivre à Parsdorf l'exemple de Mélas. Les deux armistices préparèrent la fameuse paix de Lunéville; mais il fallait encore l'acheter par de brillans combats en Allemagne, et par d'importans avantages en Italie.

Avant d'arriver à Paris, le premier Consul s'arrête à Lyon, dont il ordonne de réparer les ruines et de relever les monumens. De retour dans la capitale, le 3 juillet, il y trouve une exaltation qui doit lui donner l'idée de tout ce qu'un grand génie favorisé par la gloire pouvait attendre d'un peuple aussi passionné. A la première nouvelle de la victoire de Marengo, Paris avait été subitement illuminé; un tel succès, aussi imprévu qu'immense, avait confondu dans une espèce de culte toutes les classes de la société et semblait devoir produire la fusion de tous les partis; mais aussi, dès ce jour, tout le gouvernement et malheureusement toute la patrie furent dans un seul homme.

The text on this page is estimated to be only 27.69% accurate

HISTOIRE DK NAPOLÉ(ï\. m CHAPITRE III. (1800-1801.) SrPTl Rt ItE lA AfeuOriATIO^ DE — MM HIAE IWFERAALS. — MMIAi »ES HOETÎI.ITÉA AI » LI RRIA ET tA ITAUE.~TR.AlTt 01 UOtVILl.E. Diptia Marengo, les royalistes cl les rcrolution> naircs, à qui la joie publique parut un outrage, prirent le caractère et le rùlc de deux sectes proscrites, à jamais irréconciliables, mais ayant le même ennemi, et conspirant séparément pour sade.struction. r/assassinat menaçait dansl'ombreceluiqu'erivironnait tant d'éclat, et la vengeance TulTrait en sacrifîcc aux mânes irrites de la monarchie et de la république. I..a haine des partis accueillit avec une sorte d'enthousiasme les mauvaises nouvelles, arrivées à Paris le âO juin, de la première bataille de Uarengo, qui avait été perdue jusqu'à cinq heures du soir. On ameuta aussitôt les vieilles inimitiés et b*s griefs récciis. Chénier, Courtois, Sieyes, étaient subitement redevenusdes acteurs ou plutôt des com seiilers politiques. Dans certaines réunions, il fut question de remplacer par Carnot Bonaparte que l'on crut anéanti, et de sacrifier tout à coup à la république la royauté consulaire. Hoins nombreux et sans aucune inllucncc, le parti royaliste ne prit part au mouvement de l'opinion que dans l'espoir de voir disparaître celui qui avait renversé, disaitil. et même trahi scs espérances; caria pacification de la Vendée avait été due on grande partie à l'assurance donnée secrètement aux chefs des rebelles, que Bonaparte ne voulait qu'imiter la conduite de Monck. Ainsi les royalistes, sans confondre Icurbut avec celui des républicains, s’étalent réunis à eux de tous leurs vœux, pourfairc passer le pouvoir en des mains moins redoutables. Mais les dépêches du 21 juin, expédiées, le soir, du champ de bataille, av.aient soudainement détruit les projets des deux partis, l.a convention d‘\lexandrie, provoquée par j le général Mêlas, malgré les imposantes ressources dont il di.s|M>sait encore, frappa d'abord de stu]>cur les hostilités do la capitale, cutnmc les alliés belligéransdela maison d'Autriche. Ik'pcndant ces hostilités, ces haines civiles de Paris, furent loin d étre désarmées par les transports de la iour atteindre celui que la guerre s'obstinait à respecter. Au milieu de ces complots républicains, le premier Consul reçut les deux lettres suivantes du comte de Lille, par l'entremise du troisième consul, Lebrun, à qui l'abbc de Monlcsquiou les avait remises. AU cSaêeal rosaparte. il Quelle que soit leur conduite apparente, des H hommes tels que vous, Monsieur, n’inspirent ja»

mais d’inquiétudes. Vous avez accepté une place M éroincole, cl je vous en sais grc. Mieux que péril sonne vous avez ce qu'il faut de force et de « puissance pour faire lu bonheur d'une grande » nation. Sauvez la France de scs propres fureurs. « et TOUS aun'z rempli le vœu de mon cœur. BendtzM lui son roi, et les générations futures béniront « votre mémoire. Vous serez trop nécessaire à U l'État , pour que je songe à acquitter par des Digitized by Google

IIISTOIRK ÜK U places ioiporlanles la dcUe de mun agent et la M mienne. « Lotis. » K Depuis long-temps, gciiéral, vous devez sa» voir que inuri estime vous est acquise. Si vous U doutiez que je fusse susceptible de reconnaisw sauce, marquez votre place, fixez le sort de vos K amis. Qu.int à mes principes, je suis Français : •• clément par caractère, je le serais encore par w raison. w Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglionc et it d'Arcole, le conquérant de riLalic, ne peut pas « préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant « vous perdez un temps précieux. Nous pouvons U assurer la gloire de la France ; je dis nous, parce « quej'aurais besoin de Doua parte pour cela, et-qu'il « ne le |>ourrait pas sans moi. « Général, rKurope vous observe, la gloire at« tend, et je suis impatient de rendre la paix à mon « pays. M Louis. » 11 parait que Donapartc n'avait pas répondu à la première lettre, qui semble plus ancienne \ il réponarer de la Grande-Bretagne, avec laquelle elle avait signé une convention desubsides peudcjoursavanlla bataille de Marengo. Celte difiiculté compliquait tout à coup la question, et changeait lolalcrnenl l'échiquier politique et militaire tracé à Alexandrie. Toutefois, menacé par le vainqueur de Marengo, qui ne voulait pas (lerdre dans la lenteur d'une noble négociation le fruit de son triomphe, le comte de Saint-Julien se décida le juillet à signer les préliminaires basés sur le traité de Campo-Formio. Le général Duroc partit aussitôt pour V iciinc avec ce picnipolenliaire, afin de les faire ratifier. Mais dans l'inlervallc, lord Menlo, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, availannoncérintenlion de sa cour de prendre part à la négociation. Ce grave incident jeta alors le cabinet de Vienne dans UD système tout contraire. Les généraux Kray et Mêlas furent disgraciés, l'un pour l'armistice de Parsdorf, l'autre pour celui d'Alexandrie, et le négociateur Saint-Julien fut conduit dans une forteresse en Transylvanie, pour avoir obéi aux instrucDigitized by Gou^k

« places importantes la dette de mon agent et la « mienne.

« LOUIS. »

« Depuis long-temps, général, vous devez sa- « voir que mon estime vous est acquise. Si vous « doutiez que je fusse susceptible de reconnais- « sance, marquez votre place, fixez le sort de vos « amis. Quant à mes principes, je suis Français : « clément par caractère, je le serais encore par « raison.

« Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et « d'Arcole, le conquérant de l'Italie, ne peut pas « préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant « vous perdez un temps précieux. Nous pouvons « assurer la gloire de la France ; je dis *nous*, parce « que j'aurais besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il « ne le pourrait pas sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire at- « tend, et je suis impatient de rendre la paix à mon « pays.

« LOUIS. »

Il paraît que Bonaparte n'avait pas répondu à la première lettre, qui semble plus ancienne ; il répondit en ces termes à la seconde, le 7 septembre :

Paris, 20 fructidor an VIII.

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous re- « mercie des choses honnêtes que vous m'y dites. « Vous ne devez plus souhaiter votre retour en « France : il vous faudrait marcher sur cent mille « cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au « bonheur de la France ; l'histoire vous en tiendra « compte. Je ne suis pas insensible au malheur de « votre famille. Je contribuerai avec plaisir à l'a- « doucir, et à la tranquillité de votre retraite.

« BONAPARTE. »

Les mécontens qui d'abord se chargèrent de la combinaison et de l'exécution d'une attaque contre la personne de Bonaparte, étaient des démagogues désespérés, de ceux qui appelaient la journée du 9 thermidor un crime national. L'un d'eux voulut se déguiser en gendarme et assassiner le premier Consul à la Comédie-Française. Un autre, Joubert, ancien aide-de-camp de Henriot, devait, avec une vingtaine de complices, aller tuer Bonaparte à la Malmaison. D'autres hommes très-obscurs, nommés Humbert, Chapelle et le tanneur Megde, qui s'était fait défenseur officieux des patriotes, organisèrent aussi un complot contre la vie du tyran. Enfin une quatrième conspiration fut formée par le sculpteur Ceracchi et par Diana, tous deux nés Romains, par le peintre Topino Lebrun, par Demerville, parent et ancien secrétaire de Barrère au comité de salut public, et par Aréna, frère du député qui, le 19 brumaire, à Saint-Cloud, s'était si noblement opposé au général Bonaparte. Ils voulaient poignarder le premier Consul à l'Opéra, le 10 octobre, à une représentation des *Horaces*. Ces attentats, périlleux au moins pour ceux qui les méditèrent, ne pouvaient atteindre qu'un seul homme. Mais un autre projet, d'une atrocité plus réfléchie et d'une puissance incalculable, était conçu, pendant cette époque d'une affreuse fermentation, par un ouvrier d'artillerie dans les ateliers de Meudon. Cet ouvrier, connu pour un furieux démocrate, imagina une machine infernale afin de faire sauter le premier Consul ; il s'appelait Chevalier. Aidé du nommé Veyser, il construisit un baril incendiaire, qu'ils avaient probablement le dessein de placer dans le palais consulaire. Heureusement il leur vint l'idée d'en faire l'essai derrière la Salpétrière, et ils furent eux-mêmes si épouvantés du résultat, qu'ils renoncèrent à cette horrible trame. Mais la police, avertie par cette détonation extraordinaire, se mit sur leurs traces, et l'on arrêta Chevalier, tandis qu'il s'occupait à fabriquer une petite bombe destinée à être lancée dans la voiture du premier Consul. Cette exécrable invention d'une machine infernale devait trouver des imitateurs deux mois après, dans une autre faction qui, supérieure en lumières et en position sociale, le fut également en perversité.

Cependant le comte de Saint-Julien, dépêché de Marengo à Vienne par le vainqueur pour proposer un traité de paix, était revenu avec une lettre de créance de son souverain et muni de pleins pouvoirs. Mais il déclara en même temps que l'Autriche ne pouvait pour ce traité se séparer de la Grande-Bretagne, avec laquelle elle avait signé une convention de subsides peu de jours avant la bataille de Marengo. Cette difficulté compliquait tout à coup la question, et changeait totalement l'échiquier politique et militaire tracé à Alexandrie. Toutefois, menacé par le vainqueur de Marengo, qui ne voulait pas perdre dans la lenteur d'une noble négociation le fruit de son triomphe, le comte de Saint-Julien se décida le 28 juillet à signer les préliminaires basés sur le traité de Campo-Formio. Le général Duroc partit aussitôt pour Vienne avec ce plénipotentiaire, afin de les faire ratifier. Mais dans l'intervalle, lord Mento, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, avait annoncé l'intention de sa cour de prendre part à la négociation. Ce grave incident jeta alors le cabinet de Vienne dans un système tout contraire. Les généraux Kray et Mélas furent disgraciés, l'un pour l'armistice de Parsdorf, l'autre pour celui d'Alexandrie, et le négociateur Saint-Julien fut conduit dans une forteresse en Transylvanie, pour avoir obéi aux instruc-

The text on this page is estimated to be only 24.91% accurate

156 UlSTOmb Dh NAPULÉU.N. lions de sa cour en signant des préliminaires avec la France. En conséquence, le premier Consul ordonna à Moreau cl à Brune de rompre rurmisticc, runen Allemagne, l'autre en Italie. linmcdialeinerit après la déclaration du conilcdc Saint-Julien, le premier Consul avait chargé OUo de négocier à Londres un armistice iiaTal. L'Egypte était encore occupée par les Français, et Malle n'avait point succombé aux deux années du blocus britannique. Inrurrnée de celte négociation, TAutriche consentit, dans le cas où l'Angleterre accepterait rarmistice naval, à remettre à Moreau Llin, Ingûlstadt et l'hilipsbourg. Cette nouvelle convention fut conclue le ^0 septembre, à llolioiilinüen, pour l'armée d'Allemagne, et à (^stiglionc pour celle d'Italie. Mais le ravitaillement de Malle cl de l'Égjplc, qui était le but de la proposition du premier Consul, fut le motif du refus du cabinet de Londres. El en efTel la chute de Malte, qui tomba le 5 si'plcrnbrc au pouvoir du général Pigol, cl qui devait faire présager l'évacuation de l'Égypte, rendit tout rapprochement impossible entre Londres et Paris. Le premier Consul avait mis à prolit l'inter' vallc occupé par la discussion britannique; le 30 septembre, Joseph Bonaparte avait signé, à Mortefontaine, unexcclleiitlrailé avec les États-Unis; et, soutenu par les griefs des puissances neutres contre les violations tyranniques que le pavillon anglais, exerçait sur elles, Bonaparte déclara qu'il ne traiterait que séparément avec l'Aulriche et rAiiglelerrc. Celle déclaration suivit celle de l'Angleterre, qui rompit la négociation le U oclohre. Elle arriva à Lunéville, où Josi'ph Bonaparte s'était rendu le 11 pour traiter avec le cuiiitc de CobenUel, plénipotentiaire autrichien; le jour même où ce message fatal annonçaitla reprise des hostilités, le gcucral Clarke donnait une fête aux membres du congrès, un chantait l'hymne de la paix, et les plénipulcntiaircs français et autrichiens s'embrassaient. La convention du :20 septembre allait expirer. Mais c'était la victoire, et non l'armistice de llolieiilindeii, qui devait nous conduire au terme des combats. L'or de l'Angleterre a produit cette soudaine révolution. Forcée par son dernier traité avec celle puissance de reprendre les anm^s, l'Autriche appelle au drapeau toute sa population. Elle proelanie nationale celte guerre où toutes scs forces, eu moins de trois mois, ont été mises en inouveinenl, diviséesen cinq armées. Sur la rive gauche du Danube, le général Kleiiau, avec vingt mille hommes, a devant lui le général Sainte-

Suzanne. Au corps de klenau se lient, en Francoiiic, les levét'S inayençaises, soldées par l'Angleterre, sous les ordres du baron d'Albiiii, et sept à huit mille Autrichiens sous ceux du général .Siinbschun. Ils ont vis-à-vis d'eux lu général Augereau etrarmcegallo-baUvc. La grande armée autrichienne, opposée à celle du général Moreau sur le Rhin, est conduite par l'archiduc Jean, âgé de dix-huit ans, qui remplace le général Kray, sous la tutelle du général Laucr. Dans le Tyrol, le marquis de Chastcler coinmaiide vingt mille hommes et les milices guerrières de ce pajs contre le général Macdonald, qui marche sur la Valtclinc. Dans le Mantouan cl le Ferrarais, à la télé de quatre-vingt mille hommes, le comte de Bellegarde est placé en face du général Brune. Un corps de dix initie hommes d'élite, destine à former ui>c seconde armée de réserve pour des desseins ultérieurs, se rassemble à Amiens sous les ordres de Murat. Si la cour de Vienne a proUté de l'armistice de U«^ heiiiindcn et du congrès pour se mettre tout entière en armes à la disposition des vengeances britanniques, le premier Consul a profité aussi de ce repos pour méditer la ruine de son ennemi. Moreau, celle fois, poussera jusqu'à Vienne. Macdonald sera l'instruiiient d'une haute combinaison stratégique qui (loiriicr les cinq armées françaises et leur imprimer à la fois un terrible concert contre les adversaires de la France. Buuaparle regarde à la fois Vienne et Manloue. L'année gallo-balavc, commandée par Augereau, dont le quartier-général était à üfTenbach, dénonça rariiiisticc, le 9 novembre, au corps du baron d'Albini; les boslilitcs cclatcreiil le âi. Le général inayençais, au lieu d'abandonner AschalTeiibourg, qu'il ne pouvait garder, attaqua avec iiniiétuosité. Il fut repoussé par les Hollandais; le lendemain le général Augereau entra dans AscbalTenbourg, et porta scs forces sur Wurtzbourg et Sdiwt-iiifurl. On ne revit plus Albini ni scs levées éK'ctorales. Une affaire importante, le 13 novembre, à llourgElHTacb, rendit rarinéc gallo-batavc maltresse du cours de la Rednilz. Au moment où Moreau gagnait, à Hohcnlindeii, la grande bataille de la cainpagno, la forte position de Bourg-Ebcracli fut évacuée par le général Siinbscbon, qui sc relira sur le HaulFalatinat, où il alla ferinersur le Pegnitz le débouché des gorges do llcrsbruck. Le général Uuliesinc occupa llainbiTg. Nos [>artjs couraient sur Nuremberg. \> ürlzbourg était bloqué. Augereau, marchant aussi victorieusement sur la frorilière de la Boliéme et du Danube, couvrait l'aile gauche de Moreau, cl lui promettait de sc concentrer dans la Uavière. Lesü|H:ratioii$ du général Moreau cummcnccrenl le û'6 novembre; les avant-postes des deux années se

trouvaient entre t lnn et l'ist r. C’était donc l'iim qu’il fallait franchir pour uUeiiidre l'archiduc. Ce

tions de sa cour en signant des préliminaires avec la France. En conséquence, le premier Consul ordonna à Moreau et à Brune de rompre l'armistice, l'un en Allemagne, l'autre en Italie.

Immédiatement après la déclaration du comte de Saint-Julien, le premier Consul avait chargé Otto de négocier à Londres un armistice naval. L'Égypte était encore occupée par les Français, et Malte n'avait point succombé aux deux années du blocus britannique. Informée de cette négociation, l'Autriche consentit, dans le cas où l'Angleterre accepterait l'armistice naval, à remettre à Moreau Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg. Cette nouvelle convention fut conclue le 20 septembre, à Hohenlinden, pour l'armée d'Allemagne, et à Castiglione pour celle d'Italie. Mais le ravitaillement de Malte et de l'Égypte, qui était le but de la proposition du premier Consul, fut le motif du refus du cabinet de Londres. Et en effet la chute de Malte, qui tomba le 5 septembre au pouvoir du général Pigot, et qui devait faire présager l'évacuation de l'Égypte, rendit tout rapprochement impossible entre Londres et Paris. Le premier Consul avait mis à profit l'intervalle occupé par la discussion britannique; le 30 septembre, Joseph Bonaparte avait signé, à Mortefontaine, un excellent traité avec les États-Unis; et, soutenu par les griefs des puissances neutres contre les violations tyranniques que le pavillon anglais exerçait sur elles, Bonaparte déclara qu'il ne traiterait que séparément avec l'Autriche et l'Angleterre. Cette déclaration suivit celle de l'Angleterre, qui rompit la négociation le 9 octobre. Elle arriva à Lunéville, où Joseph Bonaparte s'était rendu le 11 pour traiter avec le comte de Cobentzel, plénipotentiaire autrichien; le jour même où ce message fatal annonçait la reprise des hostilités, le général Clarke donnait une fête aux membres du congrès, on chantait l'hymne de la paix, et les plénipotentiaires français et autrichiens s'embrassaient. La convention du 20 septembre allait expirer. Mais c'était la victoire, et non l'armistice de Hohenlinden, qui devait nous conduire au terme des combats. L'or de l'Angleterre a produit cette soudaine révolution.

Forcée par son dernier traité avec cette puissance de reprendre les armes, l'Autriche appelle au drapeau toute sa population. Elle proclame nationale cette guerre où toutes ses forces, en moins de trois mois, ont été mises en mouvement, divisées en cinq armées. Sur la rive gauche du Danube, le général Klenau, avec vingt mille hommes, a devant lui le général Sainte-Suzanne. Au corps de Klenau se lient, en Franconie, les levées mayençaises, soldées par l'Angleterre, sous les ordres du baron d'Albini, et sept à huit mille Autrichiens sous ceux du général Simbschon. Ils ont vis-à-vis d'eux le général Augereau et l'armée gallo-batave. La grande armée autrichienne, opposée à celle du général Moreau sur le Rhin, est conduite par l'archiduc Jean, âgé de dix-huit ans, qui remplace le général Kray, sous la tutelle du général Lauer. Dans le Tyrol, le marquis de Chasteler commande vingt mille hommes et les milices guerrières de ce pays contre le général Macdonald, qui marche sur la Valteline. Dans le Mantouan et le Ferrarais, à la tête de quatre-vingt mille hommes, le comte de Bellegarde est placé en face du général Brune. Un corps de dix mille hommes d'élite, destiné à former une seconde armée de réserve pour des desseins ultérieurs, se rassemble à Amiens sous les ordres de Murat.

Si la cour de Vienne a profité de l'armistice de Hohenlinden et du congrès pour se mettre tout entière en armes à la disposition des vengeances britanniques, le premier Consul a profité aussi de ce repos pour méditer la ruine de son ennemi. Moreau, cette fois, poussera jusqu'à Vienne. Macdonald sera l'instrument d'une haute combinaison stratégique qui doit lier les cinq armées françaises et leur imprimer à la fois un terrible concert contre les adversaires de la France. Bonaparte regarde à la fois Vienne et Mantoue.

L'armée gallo-batave, commandée par Augereau, dont le quartier-général était à Offenbach, dénonça l'armistice, le 9 novembre, au corps du baron d'Albini; les hostilités éclatèrent le 24. Le général mayençais, au lieu d'abandonner Aschaffenbourg, qu'il ne pouvait garder, attaqua avec impétuosité. Il fut repoussé par les Hollandais; le lendemain le général Augereau entra dans Aschaffenbourg, et porta ses forces sur Wurtzbourg et Schweinfurt. On ne revit plus Albini ni ses levées électorales. Une affaire importante, le 13 novembre, à Bourg-Eberach, rendit l'armée gallo-batave maîtresse du cours de la Rednitz. Au moment où Moreau gagnait, à Hohenlinden, la grande bataille de la campagne, la forte position de Bourg-Eberach fut évacuée par le général Simbschon, qui se retira sur le Haut-Palatinat, où il alla fermer sur le Pegnitz le débouché des gorges de Hersbruck. Le général Duhesme occupa Bamberg. Nos partis couraient sur Nuremberg. Würtzbourg était bloqué. Augereau, marchant aussi victorieusement sur la frontière de la Bohême et du Danube, couvrait l'aile gauche de Moreau, et lui promettait de se concentrer dans la Bavière.

Les opérations du général Moreau commencèrent le 25 novembre; les avant-postes des deux armées se trouvaient entre l'Inn et l'Iser. C'était donc l'Inn qu'il fallait franchir pour atteindre l'archiduc. Ce

The text on this page is estimated to be only 26.69% accurate

IIISTÜIKK ÜK iNAa>LKON. 1.17 prince, à la lèledc cent vingt mille hommes, pressé par les ordres de Vienne, Tornia le projet d'envclop(MT rarmcc française, bien inferieure en forces à la sienne, et marcha sur Hohenlinden avec l'intention de livrer bataille dans la vaste plaine d'Anzing. Ce dessein fut bientôt pénétré par son habile adversaire, dont les manœuvres, véritable chefd'œuvre de stratégie, brisèrent tout à coup le plan du conseil aulique, et obligèrent l'archiduc à combattre sur un terrain moins vaste, intermédiaire entre les deux rivières, et en l'isolant de toute coopération avec rarméedu Tyrol. IMusicurs jours furent donnés à cette merveilleuse combinaison, dont le succès eut pour thédtre le village et la forêt de Hohenlinden et les défilés. Le général Moreau confîa au général Hichepanse le soin glorieux de décider sa victoire. Ce général, encore à près de deux lieues du centre, reçut l'ordre de sc mettre en route le 3 décembre, avi^; sa division, et d'assaillir les derrières de l'archiduc quand on le verrait engagé dans les délilés. L'exécution de celte mission périlleuse rencontra un puissant auxiliaire dans l'intrépidité dugénéral Drouet, qu'une première attaque sépara, avec sa brigade, de la colonne de Richcpanse, et qui tint l'emicmi en échec; Richcpanse s'élança dans la forêt avec la 48''dcmi-brigade, porta le désordre sur les derrières des Autrichiens, tamlis que le général Walllicr contenait leur cavalerie. Trois bataillons de grenadiers hongrois s'avancèrent en colonne serrée contre la troupe de Ulchepnnse : •I Grenadier» de ia 48*, s'écria-l-il, t/ue dUe»-rou$ U de ce» gensdà f — Us »ont » répoiidireul les grenadiers, et ils remplirent leur parole dans le inéine moment. Cependant le brave Ney enfonçait reniieini dans Hohenlinden. A deux heures après midi, trois clianips de bataille proclamèrent le triomphedes Français. Onze mille prisonniers, cent pièces de canon, loinbèrent en leur pouvoir. Au dcbutd'unecampagtieàlaquelle la maisond'Autrichc attachait l'honneur et }>cut-élre la sûreté de sa couronne, les Français avalent détruit le centre et une partie de l'aile gauche de sa grande armée, sous les ordres d'un archiduc. Moreau, dont le génie avait assuré cet éclatant succès, voulut aussi se montrer juste, en partageant ses lauriers avec ses illustres généraux, f^luelie époque que celle où les divisions d'une année étaient commandées par Lecourbe, Grenier, Ney, Grouchy, Bonnet, Granjenii, Basloul, Decaen, Richcpanse, Legrand, Collaud, Laborde, d'Haulpoul, Gudin, Munlrich.ird, etc.! ies. Le premier

Consul connaît les Autrichiens; lisait par une ancienne expérience qu’il peut avec succès reprendre contre eux les mêmes moyens, et il s'allendail aux conséquences qui amenèrent ia victoire de Marengo. Macdonald avait obéi ; mais quand il cherchait, pendant l'annislice, à découvrir un accès vers l'Italie, il rencontrait partout des relrancheim'iis eiineniis, défendus par ceux de |.i nature, et Fhiver y avait ajouté chaque jour de nouveaux périls. Tant d'ubslacies, qui hérissaient la chafnedes Aljies des Grisons, ayant paru insunnuntabies au général Macdonald, il chargea son chef d’étnt-innjor d’aller rendre compte au premier (Consul de la silualioii déplorable où il sc trouverait à la dérionri.'ilion de l'armîslicc, lui et ses quelques mille soldats renfermés au fond d'une vallée, bloques p.ir les glaces, privés de toutes communications avec les armées du Rhin cl de Fllalic, et observés par de nombreux enneinis, qui domineraient et arrêteraient tous $i‘s Digitized by Gougit

prince, à la tête de cent vingt mille hommes, pressé par les ordres de Vienne, forma le projet d'envelopper l'armée française, bien inférieure en forces à la sienne, et marcha sur Hohenlinden avec l'intention de livrer bataille dans la vaste plaine d'Anzing. Ce dessein fut bientôt pénétré par son habile adversaire, dont les manœuvres, véritable chef-d'œuvre de stratégie, brisèrent tout à coup le plan du conseil aulique, et obligèrent l'archiduc à combattre sur un terrain moins vaste, intermédiaire entre les deux rivières, et en l'isolant de toute coopération avec l'armée du Tyrol. Plusieurs jours furent donnés à cette merveilleuse combinaison, dont le succès eut pour théâtre le village et la forêt de Hohenlinden et les défilés. Le général Moreau confia au général Richepanse le soin glorieux de décider sa victoire. Ce général, encore à près de deux lieues du centre, reçut l'ordre de se mettre en route le 3 décembre, avec sa division, et d'assaillir les derrières de l'archiduc quand on le verrait engagé dans les défilés. L'exécution de cette mission périlleuse rencontra un puissant auxiliaire dans l'intrépidité du général Drouet, qu'une première attaque sépara, avec sa brigade, de la colonne de Richepanse, et qui tint l'ennemi en échec; Richepanse s'élança dans la forêt avec la 48ᵉ demi-brigade, porta le désordre sur les derrières des Autrichiens, tandis que le général Walther contenait leur cavalerie. Trois bataillons de grenadiers hongrois s'avancèrent en colonne serrée contre la troupe de Richepanse : « *Grenadiers de la* 48ᵉ, s'écria-t-il, *que dites-vous « de ces gens-là ? — Ils sont morts !* » répondirent les grenadiers, et ils remplirent leur parole dans le même moment. Cependant le brave Ney enfonçait l'ennemi dans Hohenlinden. A deux heures après midi, trois champs de bataille proclamèrent le triomphe des Français. Onze mille prisonniers, cent pièces de canon, tombèrent en leur pouvoir. Au début d'une campagne à laquelle la maison d'Autriche attachait l'honneur et peut-être la sûreté de sa couronne, les Français avaient détruit le centre et une partie de l'aile gauche de sa grande armée, sous les ordres d'un archiduc. Moreau, dont le génie avait assuré cet éclatant succès, voulut aussi se montrer juste, en partageant ses lauriers avec ses illustres généraux. Quelle époque que celle où les divisions d'une armée étaient commandées par Lecourbe, Grenier, Ney, Grouchy, Bonnet, Granjean, Bastoul, Decaen, Richepanse, Legrand, Collaud, Laborde, d'Hautpoul, Gudin, Montrichard, etc. !

Le vainqueur de Hohenlinden continua sa marche. Il restait à franchir l'Inn pour dominer le théâtre de la guerre et pénétrer dans la Haute Autriche par Saltzbourg. La triple ligne de l'Inn, de l'Alza et de la Saltza, derrière laquelle vinrent se retrancher les cent mille hommes que comptait encore l'archiduc, était impossible à aborder de front. Moreau surmonta toutes les difficultés que lui présentaient la nature du pays et les positions inexpugnables de l'ennemi, en le trompant par ses démonstrations qui attirèrent son attention vers l'Inn-Inférieur; car, tandis qu'à quinze lieues au-dessus, à Neupeuren, le général Lecourbe, à la tête de l'aile droite, forçait le passage, le 8 décembre, et tournait la position de Stephans Kirch, par le même mouvement, l'aile gauche passait l'Inn à Mühldorf et Wasserbourg, sous les ordres du général Grenier. Le 12, le général en chef se trouvait avec toute son armée sur la rive droite de l'Inn.

Le premier Consul était loin de s'attendre à un pareil résultat, en raison de la disproportion des deux armées et des obstacles de toute espèce que le terrain choisi par l'archiduc opposait au général Moreau. Il pensait seulement que Moreau contiendrait les Autrichiens sur le Danube, et il avait eu l'idée, à la faveur d'une opération qu'il avait confiée au général Macdonald, d'aller prendre la place de Brune, et de combattre leur grande armée d'Italie. Mais il reconnut bientôt que l'armée de Brune n'était destinée qu'à un rôle secondaire. Tout le secret de sa campagne reposait sur le corps d'armée de Macdonald, auquel il avait refusé d'envoyer la réserve réunie à Amiens par le général Murat; c'était donc un corps de neuf mille combattans, presque inaperçu au milieu des forces imposantes d'Allemagne et d'Italie, qui, resserré dans les défilés impraticables des Hautes-Alpes, devait porter le coup fatal à la maison d'Autriche. Macdonald allait répéter le rôle que Bonaparte avait rempli lui-même huit mois auparavant lorsqu'il surprit Mélas en Italie par le passage miraculeux des Alpes. Le premier Consul connaît les Autrichiens; il sait par une ancienne expérience qu'il peut avec succès reprendre contre eux les mêmes moyens, et il s'attendait aux conséquences qui amenèrent la victoire de Marengo. Macdonald avait obéi; mais quand il cherchait, pendant l'armistice, à découvrir un accès vers l'Italie, il rencontrait partout des retranchemens ennemis, défendus par ceux de la nature, et l'hiver y avait ajouté chaque jour de nouveaux périls. Tant d'obstacles, qui hérissaient la chaîne des Alpes des Grisons, ayant paru insurmontables au général Macdonald, il chargea son chef d'état-major d'aller rendre compte au premier Consul de la situation déplorable où il se trouverait à la dénonciation de l'armistice, lui et ses quelques mille soldats renfermés au fond d'une vallée, bloqués par les glaces, privés de toutes communications avec les armées du Rhin et de l'Italie, et observés par de nombreux ennemis, qui domineraient et arrêteraient tous ses

The text on this page is estimated to be only 27.78% accurate

UK HISTOIRE DE MAPOLÉÜN. mouveiiiciis dans les cscarpcinens inexpugnables des montagnes, dont iU occupaient toutes les soinmiles et tous les sentiers. Mais le premier Consul, après avoir entendu et inti rrogé le chef d'état* major, lui dit : « Nous enlèverons sans combattre « celle immense forteresse du Tyrol. Il faut manœu« vrer sur les flancs des Autrichiens, menacer leur U dernier point de retraite : ils évacueront sur-Ie* U champ toutes les hautes vallées. Je ne changerai « rien à mes dispositions. Retourne! promptement. » Je vais rompre l'armistice. Dites à Blacdonald H qu'une année pasie toujours et en toute saison il partout où deux hommes peuvent poser te pied. Il « faut que, quinze jours après la reprise des hostiV lilès, rarinée des Grisons se trouve aux sources «idc l'Adüa, de l'Ogliu et de l'Adige; qu'elle ail *> tiré des coups de fusil sur le mont Tonal, qui les « sé{iare, et qu'arrivant sur Trente, elle forme la « gauche de l'armée d'Italie et manœuvre de con* « cerl avec elle sur les derrières de celle de M. de U Ibdiegarde. Je saurai porter ù temps des renforts « où ils seront nécessaires: ce n'est pas sur la force H numérique d'une armée, mats bien sur le but, « sur rimporlance de l'opération, que je mesure celle tt du commandement. » Telle fut la réponse du premier Consul. Elle ne pouvait avoir d'autres commentaires que l'exécution de ses desseins, et lui* même il en avait donné le signai en faisant denon* ccr, le 8 novembre, l'armistice aux avant-|>o$lcs autrichiens. Dans le moment où Macdonahi recevait cet ultimatum de Bonaparte, la seconde armée de réserve, sous les ordres de Mural, avaii^'ait sur les Alpes du Piémont, et, par son mouvement intermédiaire, elle U'iiail en $us{K'ns Icsespérance-s de rarinée des Grisons et de celle d'Italie, qui désiraient également sa réunion à leurs drapeaux. Mais le mystère de sa destination n'élail connu que du premier Consul ; et colle année, après avoir traversé lonteincnl le Piémont, qui venait de voir le généra) Suult, par sa jinidcnce et parsa ferinetc, comprimer l'insurrection, s'clail dirigée vers le Milanais, où elle prit scs cantonnemens. Cependant Macdonald s'était mis en marche, et après avoir habilemenl trompé reimeini par une fausse démonstration sur le Tyrol allemand, il engagea son armée dans les délilés impraticables du Splügen. 1^ neige avait déjà recouvert cl fermé toutes communications entre les lieux habiles : il fallut faire sonder cl ouvrir les routes. I/armée eut à lutter encore contre ces touriiienles terribles qui transportent violemment dos montagnes de neige dans les vallées, et qui

précipitent des avalanches de glace du sommet des Al|>cs. Ea I04** demi-hrigade. après le passage des Alpes, dispersée par une de CCS tempêtes dans une plaine qui présentait un chemin facile, ne put se rallier qu'au bout de deux jours. On entrait dans le mois de décembre, et toutes les rigueurs de l'Iiiver se déployaient avec la violence des convulsions qu'agite sans cesse, dans celle horrible saison, le chaos elTrayanl des Hautes-Alpes. Bonaparte était représenté à cette guerre de frimas par la 3* dcmi-hrigadc d'Orient. Tes vainqueurs d'Aboukir cl d'Hcliopolis, anciens compagnons d'armes de Bonaparte en Italie, allaient bientôt se reconnaître sur le théâtre de leurs premiers exploits. 1^6 décembre, lequarlier-général de Macdonald atteignit Gbiavciina. Là commença la guerre contre les hommes; elle continua toujours contre les élémens. Mais le 3, Moreau avait gagné la bataille de Hûhcniinden, et la nouvellede celle grande victoire, annoncée à l'Angleterre par les batteries de Calais cl de Boulogne, retentit aussi dans les glaciers de la V alteline et de l'Engaddin. Dix mille Autrichiens occupaient la vallée de Nos, qu'il fallait franchir pour communiquer entre celle de l'Oglio et de l'Adige. L'attaque du mont Tonal, qui dominait cette vallée, fut décidée par Macdonald. Il venait d'èlrc placé sous les ordres du général en chef brune, et ne pouvait plus agir d'une manière indépendante : toutefois, ayant forme le hardi projet de tourner entièrement la droite de l'armée autrichienne et du la rejeter au-delà de l'Adige, il Ut demander à Brune deux divisions de son aile gauche, aüii de marcher, avec ce renfort, à la télé de vingt-trois mille hommes par Viccnce, sur les derrières des Autrichiens. Brune refusa, et Macdonald persista dans sa rcs«>lution, malgré la faiblesse de son armée, réduite à sept mille hommes par la |iertu des huit compagnies que surprit àScampfclà Zulzlegénéral Bachmann, dans la nuit du 8 au 9 décembre, et par la mort d'uii certain nombre de soldats ensevelis sous les iK'iges. Le général Brune sc décida à lui envoyer deux iiiillc hommes de la légion italique. A la tétc de CCS troupes réunies, Macdonald parvint à franchir toutes les sommités. Mais lanlqu'il n'aura pas opéré sa jonction avec l'armée d'Italie, l'opération dont le premier Gousul a conçu la pensée cl semble conduire tous les mouvemens de son cabinet des Tuileries, ne sera qu'une entreprise audacieuse, sans résultat comme sans motif. U n'en arrivera pas ainsi. Les précipices, les glaciers, les escarpelucns des xklpcs, sont devenus des roules militaires pour 1rs bataillons français. Cependant Mûri au avait reçu l'ordre d'aller dicter la paix à Vienne. Il doit vaincre les cent mille hommes de l'archiduc Jean. Ce prince a concentre scs troupes

surSallzbourg, dont il couvre les approches avec dt'S masses impusaiiU's. Mais le 1 1, le général

mouvemens dans les escarpemens inexpugnables des montagnes, dont ils occupaient toutes les sommités et tous les sentiers. Mais le premier Consul, après avoir entendu et interrogé le chef d'état-major, lui dit : « Nous enlèverons sans combattre « cette immense forteresse du Tyrol. Il faut manœu- « vrer sur les flancs des Autrichiens, menacer leur « dernier point de retraite : ils évacueront sur-le- « champ toutes les hautes vallées. Je ne changerai « rien à mes dispositions. Retournez promptement. « Je vais rompre l'armistice. Dites à Macdonald « *qu'une armée passe toujours et en toute saison* « *partout où deux hommes peuvent poser le pied.* Il « faut que, quinze jours après la reprise des hosti- « lités, l'armée des Grisons se trouve aux sources « de l'Adda, de l'Oglio et de l'Adige; qu'elle ait « tiré des coups de fusil sur le mont Tonal, qui les « sépare, et qu'arrivant sur Trente, elle forme la « gauche de l'armée d'Italie et manœuvre de con- « cert avec elle sur les derrières de celle de M. de « Bellegarde. Je saurai porter à temps des renforts « où ils seront nécessaires : ce n'est pas sur la force « numérique d'une armée, mais bien sur le but, « sur l'importance de l'opération, que je mesure celle « du commandement. » Telle fut la réponse du premier Consul. Elle ne pouvait avoir d'autres commentaires que l'exécution de ses desseins, et lui-même il en avait donné le signal en faisant dénoncer, le 8 novembre, l'armistice aux avant-postes autrichiens.

Dans le moment où Macdonald recevait cet *ultimatum* de Bonaparte, la seconde armée de réserve, sous les ordres de Murat, avançait sur les Alpes du Piémont, et, par son mouvement intermédiaire, elle tenait en suspens les espérances de l'armée des Grisons et de celle d'Italie, qui désiraient également sa réunion à leurs drapeaux. Mais le mystère de sa destination n'était connu que du premier Consul; et cette armée, après avoir traversé lentement le Piémont, qui venait de voir le général Soult, par sa prudence et par sa fermeté, comprimer l'insurrection, s'était dirigée vers le Milanais, où elle prit ses cantonnemens.

Cependant Macdonald s'était mis en marche, et après avoir habilement trompé l'ennemi par une fausse démonstration sur le Tyrol allemand, il engagea son armée dans les défilés impraticables du Splügen. La neige avait déjà recouvert et fermé toutes communications entre les lieux habités : il fallut faire sonder et ouvrir les routes. L'armée eut à lutter encore contre ces tourmentes terribles qui transportent violemment des montagnes de neige dans les vallées, et qui précipitent des avalanches de glace du sommet des Alpes. La 104e demi-brigade, après le passage des Alpes, dispersée par une de ces tempêtes dans une plaine qui présentait un chemin facile, ne put se rallier qu'au bout de deux jours. On entrait dans le mois de décembre, et toutes les rigueurs de l'hiver se déployaient avec la violence des convulsions qu'agite sans cesse, dans cette horrible saison, le chaos effrayant des Hautes-Alpes. Bonaparte était représenté à cette guerre de frimas par la 3e demi-brigade d'Orient. Les vainqueurs d'Aboukir et d'Héliopolis, anciens compagnons d'armes de Bonaparte en Italie, allaient bientôt se reconnaître sur le théâtre de leurs premiers exploits.

Le 6 décembre, le quartier-général de Macdonald atteignit Chiavenna. Là commença la guerre contre les hommes; elle continua toujours contre les élémens. Mais le 3, Moreau avait gagné la bataille de Hohenlinden, et la nouvelle de cette grande victoire, annoncée à l'Angleterre par les batteries de Calais et de Boulogne, retentit aussi dans les glaciers de la Valteline et de l'Engaddin. Dix mille Autrichiens occupaient la vallée de Nos, qu'il fallait franchir pour communiquer entre celle de l'Oglio et de l'Adige. L'attaque du mont Tonal, qui dominait cette vallée, fut décidée par Macdonald. Il venait d'être placé sous les ordres du général en chef Brune, et ne pouvait plus agir d'une manière indépendante : toutefois, ayant formé le hardi projet de tourner entièrement la droite de l'armée autrichienne et de la rejeter au-delà de l'Adige, il fit demander à Brune deux divisions de son aile gauche, afin de marcher, avec ce renfort, à la tête de vingt-trois mille hommes par Vicence, sur les derrières des Autrichiens. Brune refusa, et Macdonald persista dans sa résolution, malgré la faiblesse de son armée, réduite à sept mille hommes par la perte des huit compagnies que surprit à Scampf et à Zutz le général Bachmann, dans la nuit du 8 au 9 décembre, et par la mort d'un certain nombre de soldats ensevelis sous les neiges. Le général Brune se décida à lui envoyer deux mille hommes de la légion italique. A la tête de ces troupes réunies, Macdonald parvint à franchir toutes les sommités. Mais tant qu'il n'aura pas opéré sa jonction avec l'armée d'Italie, l'opération dont le premier Consul a conçu la pensée et semble conduire tous les mouvemens de son cabinet des Tuileries, ne sera qu'une entreprise audacieuse, sans résultat comme sans motif. Il n'en arrivera pas ainsi. Les précipices, les glaciers, les escarpemens des Alpes, sont devenus des routes militaires pour les bataillons français.

Cependant Moreau avait reçu l'ordre d'aller dicter la paix à Vienne. Il doit vaincre les cent mille hommes de l'archiduc Jean. Ce prince a concentré ses troupes sur Saltzbourg, dont il couvre les approches avec des masses imposantes. Mais le 14, le général

HlSTOmE DE NAI'OI.ÉON. Decaen a surpris à LauFen le passage de la Saltia, qui est rapidement Lravcrscc par le contre et la gaU' che de l'année. Le après le combat de Vaal, qui coûta la vie à près de deux mille Français, le général Decaen entra à Saltxbourg par la rive droite, et le général Lecourbe par la rive gauche. La prise de cette ville, ou plutôt son évacuation par les Autrichiens, ouvre aux Français la route des États héréditaires que n'a pu défendre une armée nationale de cent mille soldats, commandée par un prince impérial, dans les fortes positions et dans les places de guerre qui bordent les rives de l'inn et de la Saltza. Moreau veut encore illustrer sa campagne par une grande bataille, et prescrit à ses licutenans de poursuivre les Autrichiens avec autant de vigueur que de célérité. lon citoyen qu'habile capitaine, il eut la générosité d'accepter le titre de généralissime. II dut à la peur et à la nécessité le retour de toutes les dislinclions dont l'orgueil cl la haine de l'Impératrice l'avaient fait dépouiller. Moins sensible toutefois à cette faveur politique qu'à l'amour et a l'eslimedesa nation, il se rendit, pendant le mois de mars, à l'armée; mais il arriva à Wels, où se trouvait le quartier-général, la veille de la déroule de Sch wanstadt, quand nous avions forcé la ligne de la TraQn. Il prévit dcs-Iors le sort do la campagne; cependant il chercha à rallier ses forces, et à leur faire prendre I5{J position sur la ligne de l'Ens, la dernière qui resUt à défendre. Moreau pénétra le dessein dol'archiduc, et ne voulut pas lui laisser le temps d'attendre la jonction des levées hongroiseset bohémiennes, alors en mouvement, et avec lesquelles ce prince pouvait nous contraindre à accepter une bataille désespérée sous les murs de Vienne. En conséquence, Richepanse reçut ordre de poursuivre et de se porter à Kremsmunster, par où rennemi sc retirait pour passer l'Ens à Sleyer. A cette époque il y avait émulation entre les generaux. L'infatigable l^'cnurbe, après avoir franchi les montagnes en quittant Sallzbourg, avait atteint à Krcmsiiiunster l'arrière-garde autrichienne; il occupait la ville basse quand Richepansc y entra. Le l20 décembre, l'armée française était en ligne au-delà de la Traûn. Le âl , le comte de Meerfcldt, le négociateur de Léoben, arriva en parlementaire à Kremsmunster, au moment où Richepanse allait marcher sur Sleyer. 11 demande une suspension d'armes ; mais Moreau, à qui il avait été prescrit de refuser tout armistice, à moins que l'Autriche ne se décidât à rompre avec la Grande-Bretagne, ne trouvant pas suflisaris les pouvoirs du comte de Mecrfcldt, qui n'était point autorise à traiter sur cette base, n'accorda

l'armistice que pour quarante-huit heures, c’est-à-dire pour le temps matéricllemciil nécessaire à la demande et à la réception de nouveaux pouvoirs. Moreau lui déclara que, passé ce U^me si rapproché, où l’Empereur devait s'engager à traiter isolément et à évacuer le Tyrol, il continuerait sa marche victorieuse vers la capitale. D’après les plans de l'archiduc Charles, les généraux KIcnau et Simbsclioii avaient concerté lours opérations contre l'armée gallo-balave, et, le 18 décembre, Augercau vit ses deux ailes engagées séparément avec les Autrichiens, dans les environs de Nuremberg, qui donna son nom à la bataille. Augercau, à la tète de douze mille hommes contre trente mille, avait eu l’habileté de tenir la campagne, de garderla Rednitz, Wurtibourg,Nuremberg,ctennn de garantir l’armée de Moreau de la diversion dont l’archiduc la menaçait par l’action combinée des généraux Klenau, Simbschonct du général bavarois prince de Kirlkcnfeld. Le général Sainte-Suzanne avait aussi fait des progrès sur i’extrème droite de Moreau, et il était maître de Ratisbonne. Ce succès enlevait aux généraux ennemis la marche offensive reprise par eux, et 1rs

rappelait à leurs premières positions. Moreau Qt continuellement preuve

Decaen a surpris à Laufen le passage de la Saltza, qui est rapidement traversée par le centre et la gauche de l'armée. Le 15, après le combat de Vaal, qui coûta la vie à près de deux mille Français, le général Decaen entra à Saltzbourg par la rive droite, et le général Lecourbe par la rive gauche. La prise de cette ville, ou plutôt son évacuation par les Autrichiens, ouvre aux Français la route des États héréditaires que n'a pu défendre une armée nationale de cent mille soldats, commandée par un prince impérial, dans les fortes positions et dans les places de guerre qui bordent les rives de l'Inn et de la Saltza. Moreau veut encore illustrer sa campagne par une grande bataille, et prescrit à ses lieutenans de poursuivre les Autrichiens avec autant de vigueur que de célérité. Le général Richepanse, qui conduit l'avant-garde, part de Saltzbourg, franchit avec promptitude les douze lieues qui le séparent de l'arrière-garde autrichienne, l'attaque le lendemain de grand matin, la culbute : et, après deux autres journées de combat, il atteint encore l'ennemi, qui s'est retranché à Schwanstadt. La déroute des Autrichiens est complète ; elle marque leur dernière résistance. Les affaires de Lambach et de la Traün continuent la marche brillante du général Richepanse. Cette rivière est passée du 10 au 20 sur quatre points différens par l'armée française. Cette campagne de vingt jours a enlevé à l'armée de l'archiduc vingt-cinq mille hommes et cent vingt pièces de canon. Enfin Lintz, la porte de Vienne, tombe en notre pouvoir.

Mais pendant que Moreau volait de succès en succès, l'armée vaincue, sur la demande même de l'archiduc Jean, a changé de général. L'Empereur, occupé à passer, à Odenbourg, la revue de l'insurrection hongroise, l'a fait avancer sur Vienne, et a déclaré qu'il se chargeait lui-même de défendre sa capitale. L'archiduc Charles, disgracié depuis la paix de Campo-Formio, appelé tout à coup par l'inquiétude et la confiance publiques, séjournait alors à Prague, où il formait les milices de la Bohême. C'était toujours à ce prince que la cour de Vienne recourait dans ses grandes calamités. Aussi bon citoyen qu'habile capitaine, il eut la générosité d'accepter le titre de généralissime. Il dut à la peur et à la nécessité le retour de toutes les distinctions dont l'orgueil et la haine de l'Impératrice l'avaient fait dépouiller. Moins sensible toutefois à cette faveur politique qu'à l'amour et à l'estime de sa nation, il se rendit, pendant le mois de mars, à l'armée ; mais il arriva à Wels, où se trouvait le quartier-général, la veille de la déroute de Schwanstadt, quand nous avions forcé la ligne de la Traün. Il prévit dès-lors le sort de la campagne ; cependant il chercha à rallier ses forces, et à leur faire prendre position sur la ligne de l'Ens, la dernière qui restât à défendre. Moreau pénétra le dessein de l'archiduc, et ne voulut pas lui laisser le temps d'attendre la jonction des levées hongroises et bohémiennes, alors en mouvement, et avec lesquelles ce prince pouvait nous contraindre à accepter une bataille désespérée sous les murs de Vienne. En conséquence, Richepanse reçut ordre de poursuivre et de se porter à Kremsmunster, par où l'ennemi se retirait pour passer l'Ens à Steyer. A cette époque il y avait émulation entre les généraux. L'infatigable Lecourbe, après avoir franchi les montagnes en quittant Saltzbourg, avait atteint à Kremsmunster l'arrière-garde autrichienne ; il occupait la ville basse quand Richepanse y entra.

Le 20 décembre, l'armée française était en ligne au-delà de la Traün. Le 21, le comte de Meerfeldt, le négociateur de Léoben, arriva en parlementaire à Kremsmunster, au moment où Richepanse allait marcher sur Steyer. Il demande une suspension d'armes ; mais Moreau, à qui il avait été prescrit de refuser tout armistice, à moins que l'Autriche ne se décidât à rompre avec la Grande-Bretagne, ne trouvant pas suffisans les pouvoirs du comte de Meerfeldt, qui n'était point autorisé à traiter sur cette base, n'accorda l'armistice que pour quarante-huit heures, c'est-à-dire pour le temps matériellement nécessaire à la demande et à la réception de nouveaux pouvoirs. Moreau lui déclara que, passé ce terme si rapproché, où l'Empereur devait s'engager à traiter isolément et à évacuer le Tyrol, il continuerait sa marche victorieuse vers la capitale.

D'après les plans de l'archiduc Charles, les généraux Klenau et Simbschon avaient concerté leurs opérations contre l'armée gallo-batave, et, le 18 décembre, Augereau vit ses deux ailes engagées séparément avec les Autrichiens, dans les environs de Nuremberg, qui donna son nom à la bataille. Augereau, à la tête de douze mille hommes contre trente mille, avait eu l'habileté de tenir la campagne, de garder la Rednitz, Wurtzbourg, Nuremberg, et enfin de garantir l'armée de Moreau de la diversion dont l'archiduc la menaçait par l'action combinée des généraux Klenau, Simbschon et du général bavarois prince de Birkenfeld. Le général Sainte-Suzanne avait aussi fait des progrès sur l'extrême droite de Moreau, et il était maître de Ratisbonne. Ce succès enlevait aux généraux ennemis la marche offensive reprise par eux, et les rappelait à leurs premières positions. Moreau fit continuellement preuve du plus beau génie militaire, mais il dut beaucoup à l'accord unanime des généraux les plus éloignés de lui pour le seconder de tous leurs moyens, comme s'ils eussent agi sous l'influence journalière et di-

The text on this page is estimated to be only 21.79% accurate

IGO mSTOIRK DE NAimEON. rocto (]«' ^nn commamiemcnt. 1/honncur nalioiisl lUait (ligiicment repn'senlé par les annexes. Les quarnnte-liuil heures de Ircve s'étant écoulées sans nouvelles de Vienne, Moreau, dont les avant-postes n'élaiorit plus qu'à deux journées de cette capitale, s'avancait surStever, quand le général (irunne se présenta muni de pleins {Hmvoirs. Le 25 décembre, la convention fut signée à Steyer. pour l'archiduc, par le général («riinrie; et pour Moreau, par le général l.nimrie. qui trouva depuis une tin si déplorable, l'ar cet armistice le Tyrol était évacué et placé sous la discipline franc aise; l'aile limite de rarmée d'Allemagne pouvait opérer sa réunion avec l'armée d'Italie, à laquelle l'armistice de Stejer ifétail point applicable. I.'nrméc française avait à sa disposition toutes les ressources delà Haute-Autriche, de la na>rère etde laSouabe, et en trois marebes elle arrivait sous les murs de Vienne. En vingt-cinq jours, .Moreau a conquis quatre-vingt-dix lieues, coupées et défendues par les quatre lignes formidables de l'inn, de la Sallxa, de la Traüfi et de l'Ens. et le grand objet politique de la France, l'exclusion de rAngleterre pour l'œuvre de la paix, a été rempli. Cependant les victoires qui désarmaient la maison d'Autriche aux portes de Vienne, loin décomprimer dans Paris les ennemis du premier Consul, armaient contre lui de nouveaux assassins. i«e 2i décembre (3 nivôse) avait été choisi, par des hommes de la bande de Georges Cadoudal, p^iur atteindre, par l'explosion d'une machine infernale, Bonaparte sur la route de l'Opéra, où la représentation du fameux oratorio de Haydn, la Création du Monde, devait réunir le premier Consul, sa famille, toute la cour, et l'élite de la société delà capitale. Les auteurs de ce plan exécrable se nommaient Sainl-llégent, ancien ofljcier de marine, Carlmn, Limoelan, Joyaut. dit d'Assas, et Lahaie Saint-Hilaire. Ces monstres avaient, dit-on, délibéré si la machine ne séril qu'il venait de courir fut connu dans le parterre et dans toutes les loges, l'exaltation publique monta à son comble, t ne sorte d'ivresse enleva rassemblée. Tous les regards, tous les gestes, toutes les voix, se portèrent simultanément sur la loge du premier Consul. O jour vit éclater sans doute son plus beau triomphe; il sut quel prix l'élite de la capitale attachait à sa conservation. Son salut, disait-on, avait quelque chose de merveilleux. Il était bien Vhoninie des miracles. Aussi rallenlal du 5 nivùsc afTermit son pouvoir plus qu'aucune de ses victoires, parce que son existence fut

proclamée soudainement un bienfait public. Échappé à ce danger presque inévitable, Bonaparte redevint pour beaucoup d'esprits religieux l'élu de la Providence, et la superstition légitima sa fortune. Mais le premier Consul, qui avait montré la plus grande sécurité au moment du péril et pendant toute la représentation do l'Opéra, regarda ensuite l'événement avec des yeux sévères. Fouché, ministre de la jHilice, voulut se justifier à ses yeux de l'igiigrance où il était de ce forfait, qui ne pouvait être que le résultat d'une conspiration et non un crime isolé. H se souvint à propos de son ancien métier de proscriplcur : en conséquence, pour satisfaire à la passion du moment, qui faisait rejeter sur les républicains toutes les entreprises contre Bonaparte, et aGn de ne pas donner lieu au moindre soupçon de fldéliléenvcrs ses anciens amis, il dressa une liste de cent trente patriotes, que les consuls firent déporter par un sénalus-consuUe rédigé nuilainnieiit. Fouché, qui devait renouveler en 1815, sous un roi de France, ce moyen révolutionnaire, Fouché ne se borna point à faire exécuter l'arrêt prononcé contre des citoyens innocens du complot qu'on leur imputait : sur son rapport, les prisons s'ouvrirent pour d'autres victimes, car il institua aussi des lettres de cachet consulaires; enGn Bonaparte, si bien servi par les hommes de la révolution qui composaient ses conseils, osa cnlicremenl franchir les limites de la législation, et demander une lui qui non-sciilemcnt clabllt des tribunaux criminels spéciaux partout où cela serait jugé nécessaire, mais aussi qui donnât aux consuls la faculté d'éloigner les personnes suspectes ; celle proposilinn fut porté!' au tribunal; ce corps mérita noblement sa disgrâce prochaine par une discussion orageuse à laquelle le sénatiis-consulle d'office, qui frappait

The text on this page is estimated to be only 28.61% accurate

 K>1 cent trente individus sans jugement, fournit encore des armes terribles. Jamais bataille législative ne fut plus long-temps indécise. A celte époque, le respect des citoyens, ainsi que le patriotisme des orateurs, était resté attaché à la tribune; elle retentissait toujours d'accens républicains; les débats n'avaient pas subi d'entraves; les lois n'étaient emportées ni d'assaut ni de st^uction. Alors Daunoti, Chénier, Benjamin Constant, s'illustrèrent en défendant les libertés publiques et en rejetant les innovations présentées par le Conseil d'Ëtal. La lutte entre le pouvoir et le Tribunal dura sept séances; la résistance des tribuns rappela les beaux souvenirs de la législature française, cl la faible majorité de huit voix, qui lit adopter la loi, rendit chère aux Français la minorité qui l'avait repoussée. Celte minorité prouva a la nation que scs droits pouvaient compter encore de dignes soutiens. On s'occupa de prononcer sur toutes les conspirations qui avaient menace si directement les Jours du premier Consul; celle d'Aréna fut seule jugée par le tribunal criminel et par le jury; les autres coupables parurent devant des commissions militaires et furent passés par les armes. L'inspiration de la loi qui créait des tribunaux d'exception venait des camps fi'ilalicet surtout de ceux d'Égypte. Cependant la gloire allait encore cacher les faisceaux du pouvoir sous de nouveaux lauriers. Les armées belligérantes n'ouvrirent la campagne en Italie que le décembre. Leur condition était la même pour commencer les operations. Le gène- , ral de Bellegarde, à la tète de soixante-dix mille hommes, devait, pour franchir le Mincio et entrer dans le Milanais, attendre la coopération de l'armée du Tyrol et de celle de Naples. Le général Brune ne pouvait également prendre l'ofTensive sur la forte ligne du Mincio, sans que son flanc gauche fût assuré par la marche de l'armée des (irisons. Ia* 17 décembre, Bellegarde s'étant mis en mouve- i ment, Brune sc porta en avant. L'aile droite fran- | çaisc obéit au général Dupont, l'aile gauche à ' Moncoy, le centre à Suchet, et l'avant-garde à Delmas. Le général Rocliambeau, détaché de l'aile gauche, est destiné à communiquer avec l'armée de Macdonald. Marmonl commande l'artillerie. Le point désigné pour passer le Mincio est le village de Monzambano. Le 21 , une action générale s'engage: les Autrichiens, chassés de tous leurs postes, sont refoulés sur Peschiera par notre avant-garde. Monccy s'empare de Monzambano; Suchel occupe la position de la Volta; Dupont repousse

rennemi de l’autre côté du Mincio, et s'établit devant Goîto; mais il reçoit l’ordre de Jeter un pont à Molino délia Voila, vis-à-vis le village de Pozzuolo, cl de se diriger lui-inéme avec son corps à la Volta ; on le chargeait défaire une fausse attaque, le 20. pendant le grand passage qui devait s'eflccluer le même Jour à Monzambano. OUe fausse attaque, habilement combinée et vigoureusement exécutée, porta bientôt ses troupes sur la rive droite, malgré le feu de rennemi; et elle devenait une aiïairc décisive qui terminait la campagne à son début, si le général en chef n’avait eu les plus puissantes raisons de persister dans sa première résolution, malgré les messages de Dupont pour l’informer qu’il était aux prises avec le ccutre et la droite de l’armée autrichienne. Vainement Suchel vint confirmer que Borghctloétailaussi vivement assailli parle général l.oison que Pozzuolo par le général Dupont ; Brune demeura inflexible. Enfin, le général Dupont dépêche son chef d’état-inajor, le général Ricard, pour annoncer et représenter qu’au lieu de se borner à la diversion ordonnée, il sc trouvait engagé dans un grand combat, dont le passage du fleuve, opéré avec tant de succès, garantissait le résultat si les trois autres corps d’armée sc réunissaient au sien. Rien ne put vaincre l’opiniâtreté du général en chef, qui connaissait les forces de Fcnncmi à VillaFranca et prévoyait les dangers d’un engagement partiel et poussé trop loin par nos colonnes devant un ennemi supérieur en nombre; neanmoins il fit investir Borghelto par Boudet, cl le chargea d’y relever les troupes de Suchel, qu’il envoyait au secours du général Dupont. Cependant la bataille de Pozzuolo, à laquelle nous forçaient les vigourcusc'S attaques de l’armée ennemie, dura toute la journée; le village, dont la possession était de la plus haute importance, fut pris et repris. Le général Suchet avait appuyé avec trois brigades le corps du général Du|K>nl. Pozzuolo resta aux troupes françaises; rennemi perdit six mille hommes, dont deux mille prisonniers. C^lte victoire, disputée des deux côtés avec un acharnement extrême, n’avait rien dû changer au plan du général en chef. Dupont eut ordre de soutenir la défensive sur la rive gauche jusqu'à dix heures du nialiti,etdecbercber à se rapprocher de Vclaggio; Suchet dut abandonner ses positions, et venir prendre son rang dans l’opération du passage à Monzambano, qui eut lieu le 24 malgré la plus forte résistance. Les combats de Vclaggio et ! de Salionzo enlevèrent encore six mille homim s à I l'ennemi, qyi sc reploya sur l'Adige. Le général ; Bellegarde concentra son armée au camp de SaintMartin, en avant de Vérone. Il fut poursuivi par le général Brune, qui répéta les habiles

manoeuvres du Mincio sur l’.\dige. Au moment où Delmas, à la tête de l’avanl-garde, franchissait ce fleuve, un parlementaire du comte de lU'Ilegarde vint annoncer rarmislicc de Steycr, et offrit de traiter pour une ' convention semblable. Mais il manquait aux pro21 Digitized by^OOÿli

cent trente individus sans jugement, fournit encore des armes terribles. Jamais bataille législative ne fut plus long-temps indécise. A cette époque, le respect des citoyens, ainsi que le patriotisme des orateurs, était resté attaché à la tribune; elle retentissait toujours d'accens républicains; les débats n'avaient pas subi d'entraves; les lois n'étaient emportées ni d'assaut ni de séduction. Alors Daunou, Chénier, Benjamin Constant, s'illustrèrent en défendant les libertés publiques et en rejetant les innovations présentées par le Conseil d'État. La lutte entre le pouvoir et le Tribunat dura sept séances; la résistance des tribuns rappela les beaux souvenirs de la législature française, et la faible majorité de huit voix, qui fit adopter la loi, rendit chère aux Français la minorité qui l'avait repoussée. Cette minorité prouva à la nation que ses droits pouvaient compter encore de dignes soutiens. On s'occupa de prononcer sur toutes les conspirations qui avaient menacé si directement les jours du premier Consul; celle d'Aréna fut seule jugée par le tribunal criminel et par le jury; les autres coupables parurent devant des commissions militaires et furent passés par les armes. L'inspiration de la loi qui créait des tribunaux d'exception venait des camps d'Italie et surtout de ceux d'Égypte. Cependant la gloire allait encore cacher les faisceaux du pouvoir sous de nouveaux lauriers.

Les armées belligérantes n'ouvrirent la campagne en Italie que le 15 décembre. Leur condition était la même pour commencer les opérations. Le général de Bellegarde, à la tête de soixante-dix mille hommes, devait, pour franchir le Mincio et entrer dans le Milanais, attendre la coopération de l'armée du Tyrol et de celle de Naples. Le général Brune ne pouvait également prendre l'offensive sur la forte ligne du Mincio, sans que son flanc gauche fût assuré par la marche de l'armée des Grisons. Le 17 décembre, Bellegarde s'étant mis en mouvement, Brune se porta en avant. L'aile droite française obéit au général Dupont, l'aile gauche à Moncey, le centre à Suchet, et l'avant-garde à Delmas. Le général Rochambeau, détaché de l'aile gauche, est destiné à communiquer avec l'armée de Macdonald. Marmont commande l'artillerie. Le point désigné pour passer le Mincio est le village de Monzambano. Le 21, une action générale s'engage: les Autrichiens, chassés de tous leurs postes, sont refoulés sur Peschiera par notre avant-garde. Moncey s'empare de Monzambano; Suchet occupe la position de la Volta; Dupont repousse l'ennemi de l'autre côté du Mincio, et s'établit devant Goïto; mais il reçoit l'ordre de jeter un pont à Molino della Volta, vis-à-vis le village de Pozzuolo, et de se diriger lui-même avec son corps à la Volta; on le chargeait de faire une fausse attaque, le 20, pendant le grand passage qui devait s'effectuer le même jour à Monzambano. Cette fausse attaque, habilement combinée et vigoureusement exécutée, porta bientôt ses troupes sur la rive droite, malgré le feu de l'ennemi; et elle devenait une affaire décisive qui terminait la campagne à son début, si le général en chef n'avait eu les plus puissantes raisons de persister dans sa première résolution, malgré les messages de Dupont pour l'informer qu'il était aux prises avec le centre et la droite de l'armée autrichienne. Vainement Suchet vint confirmer que Borghetto était aussi vivement assailli par le général Loison que Pozzuolo par le général Dupont: Brune demeura inflexible. Enfin, le général Dupont dépêche son chef d'état-major, le général Ricard, pour annoncer et représenter qu'au lieu de se borner à la diversion ordonnée, il se trouvait engagé dans un grand combat, dont le passage du fleuve, opéré avec tant de succès, garantissait le résultat si les trois autres corps d'armée se réunissaient au sien. Rien ne put vaincre l'opiniâtreté du général en chef, qui connaissait les forces de l'ennemi à Villa-Franca et prévoyait les dangers d'un engagement partiel et poussé trop loin par nos colonnes devant un ennemi supérieur en nombre; néanmoins il fit investir Borghetto par Boudet, et le chargea d'y relever les troupes de Suchet, qu'il envoyait au secours du général Dupont. Cependant la bataille de Pozzuolo, à laquelle nous forçaient les vigoureuses attaques de l'armée ennemie, dura toute la journée; le village, dont la possession était de la plus haute importance, fut pris et repris. Le général Suchet avait appuyé avec trois brigades le corps du général Dupont. Pozzuolo resta aux troupes françaises; l'ennemi perdit six mille hommes, dont deux mille prisonniers. Cette victoire, disputée des deux côtés avec un acharnement extrême, n'avait rien dû changer au plan du général en chef. Dupont eut ordre de soutenir la défensive sur la rive gauche jusqu'à dix heures du matin, et de chercher à se rapprocher de Velaggio; Suchet dut abandonner ses positions, et venir prendre son rang dans l'opération du passage à Monzambano, qui eut lieu le 24 malgré la plus forte résistance. Les combats de Velaggio et de Salionzo enlevèrent encore six mille hommes à l'ennemi, qui se reploya sur l'Adige. Le général Bellegarde concentra son armée au camp de Saint-Martin, en avant de Vérone. Il fut poursuivi par le général Brune, qui répéta les habiles manœuvres du Mincio sur l'Adige. Au moment où Delmas, à la tête de l'avant-garde, franchissait ce fleuve, un parlementaire du comte de Bellegarde vint annoncer l'armistice de Steyer, et offrit de traiter pour une convention semblable. Mais il manquait aux pro-

The text on this page is estimated to be only 26.32% accurate

tus HISTOIRE DE NAPOEÉON. posilioiis do ce gêitcral la s«>lulion d’uno difHcultc • sans Iriquolle lo K‘‘« Il chiera, Forrare, Ancftnc, et au moins la partie de N Legnago quisc trouve sur la rive droite de l’Adigc; «' dans lu cas où rcimeini iic voudrait pas accéder à M ces conditions, qu'il doit se porter sur la Piave. H Vous forez connaître au général Macdonald qu’il « doit SC porter sur Trente, cl seconder, par des U inouvomcns dans les gorges de Bassano, le passage M de la Rrcnta. n Tels étaient les ordres du premier Consul : ceux de la cour de Vienne commandaient, au contraire, au général do Bcllegardc de ne rien épargner pour la conservation de Manloue. Le lendemain, 2 janvier, toute l’armée française était sur la rive droite de l'Adigc. Bellcgarde avait levé son camp de Saint-Martin et fait évacuer Vérone ; il attendait impatiemment la coopération des généraux du Tyrol, à qui il avait ordonné de sc réunir à lui dans Viccnce par la vallée de la Brenla. Mais avec ses neuf mille hommes, Macdonald retardait leur retraite, en même temps qu’il s’clforcait de répondre aux intentions de Brune, qui, lui apprenant que nous avions franchi Je Mineio, lui prescrivait de la manière la plus pressante de prévenir à Trente la marche des troupes qu’il avait en tète. Pour favoriser Pciccution do cet ordre, Brune avait mis à la disposition du chef de rarinée des Grisons les trois mille hommes de la division RochanilH'au. Alors Macdonald, continuant avec la même audace le siège des glaciers et des pics qui hérissaient sa route, était parvenu le 6 janvier à Sloro, A vingtcinq lieues de Trente. Si la nouvelle du passage du Minciu avait redoublé l’ardeur de l’année des Grisons, la nouvelle du passage de l’Adigc avait augmenté aussi celle des généraux du Tyrol italien pour empêcher la jonction de 31acüonald et de Moncey, qui étaient on communication

The text on this page is estimated to be only 29.54% accurate

msrulKK DK NAl'üKÉüN. 103 une force respectable, qu*il avait dirigé vers les Alpes la seconde réserve de douze mille hommes rorinéc à Amiens, et qui, partie de Milan le tâjan* vier, sous les ordres de Murat, se porta à la fois sur tes frontières de Toscane et sur Ancùnc, après l'iinportant succès du général Miollis. Cette marche couvrait encore un mystère; car elle était tout en faveur du SainUPere, dont Murat devait libérer les Etals envahis par les Napolitains. Alors le premier Consul lit entrer pour la première fois le Saint-Siège dans les calculs de la politique française, en prenant sous sa protection le patrimoine de l'Église, et en décidant le souverain pontife à fermer ses ports aux Anglais, (^uant aux Napolitains, il ne Voulut jamais voir en eux les confédérés de l'Autriche, quoiqu'ils eussent clé pris en Hagrant délit, mais bien ceux de rAiiglctcrrc, qui occupait leurs ports. La meme considération qui l'avait déterminé à exclure l'Angleterre de sa iiouvclle négociation de Lunéville avec l'Autriche, l'avait également décidé à défendre au générât Drune de comprendre l'armée napolitaine dans l'armistice de Trévise. A celle nouvelle, la reine Caroline, déjà frappée d'épouvante par le passage du Mincio, se voyant isolée au fond de Tltalie et exposée à la vengeance du vainqueur, dont son cxclusiondu traité deSteyer lui faisait connaître toute l'animositc, ne consulta que l'imininence de son danger, et partit pour Pc(ersbourg, où ellcimplura avecsucccsrinlervcntioR de l'tMnpereurPaul auprès du preinierConsul. Dans quelle position se trouvai! alors la république française! L'empereur Paul lui envoyait un des principaux ofliciers de sa couronne pour solliciter le salut du royaume de Naples! Le grand-veneur de Russie n'eut pas de peine à faire agréer au premier Consul la médiation de son souverain. Bonaparlc avait un trop grand intérêt à apprendre à toute l'Europe queik* union existait entre lui et Paul 1*% dans le moment où, à deux journées de V ienne, son armée forçait la maison d'Autriche à demander k paix. Cette union venait d'être signalée, de la part de l'empereurde Russie, par une mesure n laquelle le preinierConsulélailloul-à-failêlrangcr.LouvsXVIlI dut quitter Mitlau, où il s'élail réfugie depuis que l'Autriche l'avait éloigné des bords du Rhin, et se retirer à Varsovie. L'ambassadeur extraordinaire de Russie obtint à Paris une réception royale; il fut ensuite défrayé sur toute sa roule jusqu'à Naples, où, conformènionl à l'ordre de sa cour, après avoir terminé sa négociation de Paris, il se rendit pour résoudre la reine Caroline à accepter les conditions

de la France. L'armée d'Italie lui litde grands honneurs sur son passage. A son arrivée à Florence, il se vit accompagné et reçu par Mural; il trouva la ville illuminée, et quand il parut le soir au théâtre avec ce général, on lui présenta un dra;»eau russe qu'il joignit à un drapt'aii tricolore, en disant : U Dtux grandes nation» doivent être amies ffour la paix du monde et le bien général, Le malheureux Paul devait payer de sa vie les gages de son adhesion à ce princi|K‘ généreux ; l'iiitervention de ce prince arrêta dans les mains de Bonaparte la foudre prête à frapper le trône de Naples; elle décida aussi la reine Caroline à souscrire à un armistice de trente jours qui fermait ses |H>rls à l'Angleterre, sa protectrice naturelle, et livrait ses plus importantes forteresses et la magnifique rade de Tarentc â l'occupation d'une armée française. Cet armistice fut signé à Foligno,lc 18 février 1801 . Dans culte circonstance, Paul 1°' appuyait d'une garantie éclatante ce système continental, dont la renonciation , stipulée douze ans après dans son propre palais, devait appeler à Hoskou son allié Napoléon, et à Paris son successeur Alexandre. La reine Caroline se détermina avec d’autant plus de promptitude à accueillir les dures conditions imposccs, que Murat, renforcé d’une partie de l'armée qui venait de détruire celle de l'empereur son frère, marchait sur Naples à la létc de trente mille hommes. Ainsi , celle princesse perdait encore l'espoir d’ëlre comprise dans le traité que l'Autriche négociait à Lunéville, par la même raison qui avait porté Bonaparte à fcxciure de l’armistice de Trévise. Les douze mille Français qui, souslecoininandcinent du général Soult, gardèrent les places fortes napolitaines, cl notamment la ville maritime de Tarenle, furent désignes dans la convention d'armistice sous le nom d'armée d’occupation , et le trésor de Naples devait, chaque mois, payer 1100,000 Cr. à cette armée pour sa solde. Ix* traité qui termina la guerre entre la France et Naples n'était qu'une ampliation détaillée de celle convention; il fut signé à Florence le mars. Le soir de la balaille de Hobenlindcn, Moreau avait dit à ses generaux : « C'e»t la j>aix que noue renon» de conquérir. » En effet, le comte de Cobcntzcl, qui était reste à Lunéville malgré la reprise des hostilités, avait changé subitement d’altitude après la victoire de Moreau; dans une note du 31 décembre 1800, il avait déclaré qu'il était autorisé par son souverain adonner à ses pouvoirs rinlerprélalion que leur avait donnée le plénipotentiaire français, cl à traiter sans le eecour» des dnglaU. Cette grande concession, dont la conquête venait de causer en Allemagne et devait encore causer en Italie tant de désastres et tant de perles à la maison

d’Autriche, était la paix du continent. La démarche du comte de Cobuntzel en formait la déclaration suppléante. L'tKcupation de rilalic et la

une force respectable, qu'il avait dirigé vers les Alpes la seconde réserve de douze mille hommes formée à Amiens, et qui, partie de Milan le 12 janvier, sous les ordres de Murat, se porta à la fois sur les frontières de Toscane et sur Ancône, après l'important succès du général Miollis. Cette marche couvrait encore un mystère; car elle était tout en faveur du Saint-Père, dont Murat devait libérer les États envahis par les Napolitains. Alors le premier Consul fit entrer pour la première fois le Saint-Siége dans les calculs de la politique française, en prenant sous sa protection le patrimoine de l'Église, et en décidant le souverain pontife à fermer ses ports aux Anglais. Quant aux Napolitains, il ne voulut jamais voir en eux les confédérés de l'Autriche, quoiqu'ils eussent été pris en flagrant délit, mais bien ceux de l'Angleterre, qui occupait leurs ports. La même considération qui l'avait déterminé à exclure l'Angleterre de sa nouvelle négociation de Lunéville avec l'Autriche, l'avait également décidé à défendre au général Brune de comprendre l'armée napolitaine dans l'armistice de Trévise.

A cette nouvelle, la reine Caroline, déjà frappée d'épouvante par le passage du Mincio, se voyant isolée au fond de l'Italie et exposée à la vengeance du vainqueur, dont son exclusion du traité de Steyer lui faisait connaître toute l'animosité, ne consulta que l'imminence de son danger, et partit pour Pétersbourg, où elle implora avec succès l'intervention de l'empereur Paul auprès du premier Consul. Dans quelle position se trouvait alors la république française! L'empereur Paul lui envoyait un des principaux officiers de sa couronne pour solliciter le salut du royaume de Naples! Le grand-veneur de Russie n'eut pas de peine à faire agréer au premier Consul la médiation de son souverain. Bonaparte avait un trop grand intérêt à apprendre à toute l'Europe quelle union existait entre lui et Paul Ier, dans le moment où, à deux journées de Vienne, son armée forçait la maison d'Autriche à demander la paix. Cette union venait d'être signalée, de la part de l'empereur de Russie, par une mesure à laquelle le premier Consul était tout-à-fait étranger. Louis XVIII dut quitter Mittau, où il s'était réfugié depuis que l'Autriche l'avait éloigné des bords du Rhin, et se retirer à Varsovie. L'ambassadeur extraordinaire de Russie obtint à Paris une réception royale; il fut ensuite défrayé sur toute sa route jusqu'à Naples, où, conformément à l'ordre de sa cour, après avoir terminé sa négociation de Paris, il se rendit pour résoudre la reine Caroline à accepter les conditions de la France. L'armée d'Italie lui fit de grands honneurs sur son passage. A son arrivée à Florence, il se vit accompagné et reçu par Murat; il trouva la ville illuminée, et quand il parut le soir au théâtre avec ce général, on lui présenta un drapeau russe qu'il joignit à un drapeau tricolore, en disant : « *Deux grandes nations doivent être amies pour la paix du monde et le bien général.* »

Le malheureux Paul devait payer de sa vie les gages de son adhésion à ce principe généreux; l'intervention de ce prince arrêta dans les mains de Bonaparte la foudre prête à frapper le trône de Naples; elle décida aussi la reine Caroline à souscrire à un armistice de trente jours qui fermait ses ports à l'Angleterre, sa protectrice naturelle, et livrait ses plus importantes forteresses et la magnifique rade de Tarente à l'occupation d'une armée française. Cet armistice fut signé à Foligno, le 18 février 1801. Dans cette circonstance, Paul 1er appuyait d'une garantie éclatante ce système continental, dont la renonciation, stipulée douze ans après dans son propre palais, devait appeler à Moskou son allié Napoléon, et à Paris son successeur Alexandre. La reine Caroline se détermina avec d'autant plus de promptitude à accueillir les dures conditions imposées, que Murat, renforcé d'une partie de l'armée qui venait de détruire celle de l'empereur son frère, marchait sur Naples à la tête de trente mille hommes. Ainsi, cette princesse perdait encore l'espoir d'être comprise dans le traité que l'Autriche négociait à Lunéville, par la même raison qui avait porté Bonaparte à l'exclure de l'armistice de Trévise. Les douze mille Français qui, sous le commandement du général Soult, gardèrent les places fortes napolitaines, et notamment la ville maritime de Tarente, furent désignés dans la convention d'armistice sous le nom d'*armée d'occupation*, et le trésor de Naples devait, chaque mois, payer 500,000 fr. à cette armée pour sa solde. Le traité qui termina la guerre entre la France et Naples n'était qu'une ampliation détaillée de cette convention; il fut signé à Florence le 28 mars.

Le soir de la bataille de Hohenlinden, Moreau avait dit à ses généraux : « *C'est la paix que nous venons de conquérir.* » En effet, le comte de Cobentzel, qui était resté à Lunéville malgré la reprise des hostilités, avait changé subitement d'attitude après la victoire de Moreau; dans une note du 31 décembre 1800, il avait déclaré qu'il était autorisé par son souverain à donner à ses pouvoirs l'interprétation que leur avait donnée le plénipotentiaire français, et à *traiter sans le secours des Anglais.* Cette grande concession, dont la conquête venait de causer en Allemagne et devait encore causer en Italie tant de désastres et tant de pertes à la maison d'Autriche, était la paix du continent. La démarche du comte de Cobentzel en formait la déclaration suppléante. L'occupation de l'Italie et la

HISTOIRE i)E NAPOLEON. lus prise de Mantoue, la parlialité du pape, l'accession si directe, si redoutable, de l'empereur de Russie, et rabaissement de la cour de Naples, qui allait se rendre à discrétion au premier Consul par l'ordre de ce monarque, amenèrent, le 19 février, la signa* turc du traité de Lunéville. Cette fameuse convention, en rappelant toutes les clauses du traité de Cainpo-Formio, renouvelait à la France la cession de la Belgique, lui conférait toutes les souverainetés de la rive gauche du Rhin, enlevait à Fcmpercur d Autriche le protectorat du Corps (jermanique, en brisait le lien fédéral, en abandonnait la dotation aux intérêts do Bon.*ipartc; préparait aussi le grand œuvre de la confédération du Rhin; fixait à l'Adigc les limites des {Kisscssiuns autrichiennes on Italie; forçait la cour de \iennc A rccunnaltrc Tindépendance des républiquescisalplnc,ligurienne, batave et helvétique; dépouillait de la Toscane le frère de François II, et sous la vainc dénomination du rq/'aume U'/CO-un'e, érigé en échange du duché de Parme , faisait du grand-duché une récompense temporaire de la lidélîté de la maison de Bourbon d Espagne à sa haine contre rAnglclcrre. Au moment de la publication de ce traité, les esprits s'éiiierveillèrcnl avec effroi de l'apparition du nouvel ordre politique qui sortait tout à coup des champs de Bataille de rAllemagrie et de ritalie,et du spectacle inconnu que la force et la fortune donnaient à Tunivers. Ücs hommes clairvoyans jugèrent que l'aulonTé despotique des camps, source de la première royauté, allait sc présenter à la France sous une autre forme, et que, n'ayant plus rien A attendre de l'amour ou de la reconnaissance du peuple, ni rien à craindre de son ingratiludeou de son inimitié, Bonaparte, élevé trois fois déjà sur le pavois triomphal par la défaite de la maison d'Autriche, ne se contenterait plusd’étre le premier magistral de sa patrie pendant la paix, ou son dictateur dans scs périls. Les hommes de 89, qui avaient donné tout leur appui, tous leurs vœux, toutes leurs espérances, A la révolution du 18 brumaire, rentrèrent encore une fois dans l’asile de leurs souvenirs : ils n’avaient prévu ni tant de gloire, ni tant de puissance après la gloire. Le traité de Lunéville offrait un examen également redoutable pour tous les partis de la France et pour tous les intérêts extérieurs; on n'osait toutefois soulever le voile de l'avcoir : on attendait en silence. Ce fut le 1â février que la nouvelle de la paix de Lunéville vint surprendre la ville de Paris, liI vréc tout entière aux divertissemens du carnaval. * La fêle populaire devint tout A coup une fête

héI roîquc ; la population sc porta d'enthousiasme aux Tuileries, au cri mille foisrépété de vive Bonaparte! elle forma des danses sous ses fenêtres et improvisa les jeux du triomphe et de la paix ; la musique militaire de la garde consulaire servit d’orchestre au bal parisien; le canon jusqu'à la nuit accompagna les plaisirsdescs belliqueuses détonations; les théâtres retentirent de chants de victoire soudainement enfantés par les poètes de la république; les habitans illuminèrent spontanément ; les Parisiens exercèrent à l'envi leur joyeuse royauté, qu'ils avaient à peine abdiquée, même sous la terreur. La hausse des fonds, depuis si infidèle aux intérêts de la France, signala dès ce jour la marche ou plutôt l’enlralnenicnt de l'opinion : on spécula sur le traité de Lunéville, comme on avait spéculé sur le 18 brumaire, et cet agiotage, créé par la gloire qui couvrait la France, parut un gage donné à la fortune publique. La fête la plus brillante fut celle de M. de Tallcyrand, minislrcdcs relations extérieures : le premier Consul y reçut l’hommage detoul ce que Paris renfermait d'hommes distingués dans toutes les classes, soit nationaux, soit étrangers; les illustrations de la monarchie et de la révolution, vieux seigneurs et vieux républicains, nouveaux riches, guerriers, savans, poètes, magistrats, législateurs, artistes, tout s’y trouva réuni pour honorer dans la personne du premier Consul le passé , le présent et r

UISTOlttE UE NAPOLÉON. 16^ CHAPITRE IV. (1801.)

rOüTll^l'ATtO!(SI LA GlIRRI AVEC L*ARGLETIRRI. CORrtütRATlO?! SL TiÜRD. — MORT SE PALI 1*'. — GLIlll DU PORTUGAL AVEC l'ESPAGRE. —PAIX DE MADRID. — CORCORDAT. — CAPITULATION d'aLEXARüRIB ER EGYPTE.— PAIX AVEC LA BAVIERE. — PRtLIVIRAlRES DE PAIX AVEC LA CRARDE-BRCTAGRE. — PAIX AVEC LA RUSSIE; AVEC LA PORTS OTTOIARE. Il ne restait plus de la coalition que l'Angleterre, le Portugal, sa colonie, cl la Porte, dont la guerro d'Égypte avait fait son satellite. Au-delà de l'Elbe tout était neutre. Une neutralité armée liait également les cours du Nord, celles de France, d'Espagne et d'Italie, contre le despotisme maritime de la Grande-Bretagne. Jamais plus formidable déclara* tion n'éclata contre la souveraineté des mers. Cet acte restera comme un des plus beaux inonumens du consulat de Bonaparte. En deçà de l'Elbe, tout subissait le joug du traité de Lunéville. Victime de la défaite de l'Autriche, le Corps Germanique avait etc compris, sans même se voir cité au tribunal du vainqueur, dans les sacriüces imposés à l'Empereur. (l'était encore rAlleroagnc qui avait dû indcmniserdc la perte de leurs Etals leduede Modène et le grand-duc de Toscane. Les Français possédaient ou occupaient toute l'Italie en deçà de l'Adige; rabdicalion planait sur la royauté piémontaise et sur la république génoise; le nouveau royaume d'Étrurie lui-méine ne présentait qu'une existence viagère sous un prince maladif et trop faible pour se maintenir long-temps vassal de la France; le procès de la cour de Naples n'etait pas juge ; mais, en attendant sa condamnation , scs Étals se trouvaient saisis et frappés d'interdiction. Tous les princes temporels de la Péninsule avaient perdu leur puissance ; le souverain pontife conservait seul la sienne : le pape obtenait la pleine jouissance de son indépendance politique, à la condition de fermer ses ports aux Anglais; elle suprême magistrat de la république fniiraisr reconnaissait lef foudres du Vatican. Le général en chef Mural, à qui le premier Gorisul ordonnait, par l'entreprise du ministre de la guerre, d'assister à quelque grande cérémonie religieuse, avait élécbargé auprèsdu Saint-Père d'une négociation dont la tradition ne se rattachait qu'au fils aîné de l'Église. On prescrivait également au général Souil et à son état-major d'aller à la messe dans le royaume de Naples, et de bien vivre avec les prêtres. Nul doute que ces généraux n'eussent obéi ; mais ce que l'on dut regarder alors comme un

ordre de simple discipline militaire couvrait un grand secret entre le pape et Bonaparte. Cependant, tandis que l'Italie entière portait le joug de la république, un port d’une lie voisine du littoral toscan olTrit, par sa longue résistance, une exception honorable à la domination française. Par le traité de Florence, du 28 mars, entre la France cl Naples, la reine CUiroliiie nous abandoimail la priiicipautédePiombinoet cequ’elic pqssédaildaos File d'Elbe, dont le reste appartenait à la Toscane. Mais les Anglais gardaient l’ilc entière militairement, et les ports napolitains Porlo-Longone et Porlo-Ferrajo , d'où s’élançaient les croisières britanniques, bloquaient étroitement le royaume d'Étruric, dont plus d'un intérêt exigeait le prompt alîrancbisscment. En conséquence, Murat eut la mission de se rendre maître de l'Ile d’Elbe; Bonaparte, comme domine par une prévision fatale, prit Idlcinenl à cœur celle affaire, qu’il envoya lui-iiième le plan d’attaque. L’expédition partie de Corse le 50 avril, sous le coinmandenienl du colonel MarioUi , n’éprouva d’opposition que de la part de quelques postes anglais, qui furrnl re|N>ussés; le Digiiized by Google

CHAPITRE IV.

(1801.)

CONTINUATION DE LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE. — CONFÉDÉRATION DU NORD. — MORT DE PAUL Ier. — GUERRE DU PORTUGAL AVEC L'ESPAGNE. — PAIX DE MADRID. — CONCORDAT. — CAPITULATION D'ALEXANDRIE EN ÉGYPTE. — PAIX AVEC LA BAVIÈRE. — PRÉLIMINAIRES DE PAIX AVEC LA GRANDE-BRETAGNE. — PAIX AVEC LA RUSSIE; AVEC LA PORTE OTTOMANE.

Il ne restait plus de la coalition que l'Angleterre, le Portugal, sa colonie, et la Porte, dont la guerre d'Égypte avait fait son satellite. Au-delà de l'Elbe tout était neutre. Une neutralité armée liait également les cours du Nord, celles de France, d'Espagne et d'Italie, contre le despotisme maritime de la Grande-Bretagne. Jamais plus formidable déclaration n'éclata contre la souveraineté des mers. Cet acte restera comme un des plus beaux monumens du consulat de Bonaparte. En deçà de l'Elbe, tout subissait le joug du traité de Lunéville. Victime de la défaite de l'Autriche, le Corps Germanique avait été compris, sans même se voir cité au tribunal du vainqueur, dans les sacrifices imposés à l'Empereur. C'était encore l'Allemagne qui avait dû indemniser de la perte de leurs États le duc de Modène et le grand-duc de Toscane. Les Français possédaient ou occupaient toute l'Italie en deçà de l'Adige; l'abdication planait sur la royauté piémontaise et sur la république génoise; le nouveau royaume d'Étrurie lui-même ne présentait qu'une existence viagère sous un prince maladif et trop faible pour se maintenir long-temps vassal de la France; le procès de la cour de Naples n'était pas jugé; mais, en attendant sa condamnation, ses États se trouvaient saisis et frappés d'interdiction. Tous les princes temporels de la Péninsule avaient perdu leur puissance; le souverain pontife conservait seul la sienne : le pape obtenait la pleine jouissance de son indépendance politique, à la condition de fermer ses ports aux Anglais; et le suprême magistrat de la république française reconnaissait les foudres du Vatican.

Le général en chef Murat, à qui le premier Consul ordonnait, par l'entreprise du ministre de la guerre, d'assister à quelque grande cérémonie religieuse, avait été chargé auprès du Saint-Père d'une négociation dont la tradition ne se rattachait qu'au fils aîné de l'Église. On prescrivait également au général Soult et à son état-major d'aller à la messe dans le royaume de Naples, et de bien vivre avec les prêtres. Nul doute que ces généraux n'eussent obéi; mais ce que l'on dut regarder alors comme un ordre de simple discipline militaire couvrait un grand secret entre le pape et Bonaparte.

Cependant, tandis que l'Italie entière portait le joug de la république, un port d'une île voisine du littoral toscan offrit, par sa longue résistance, une exception honorable à la domination française. Par le traité de Florence, du 28 mars, entre la France et Naples, la reine Caroline nous abandonnait la principauté de Piombino et ce qu'elle possédait dans l'île d'Elbe, dont le reste appartenait à la Toscane. Mais les Anglais gardaient l'île entière militairement, et les ports napolitains Porto-Longone et Porto-Ferrajo, d'où s'élançaient les croisières britanniques, bloquaient étroitement le royaume d'Étrurie, dont plus d'un intérêt exigeait le prompt affranchissement. En conséquence, Murat eut la mission de se rendre maître de l'île d'Elbe; Bonaparte, comme dominé par une prévision fatale, prit tellement à cœur cette affaire, qu'il envoya lui-même le plan d'attaque. L'expédition partie de Corse le 30 avril, sous le commandement du colonel Mariotti, n'éprouva d'opposition que de la part de quelques postes anglais, qui furent repoussés; le

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 25.17% accurate

10G HISTOIRE DE NAPOLÉON. gouveriipur napolitain de Porlo-Longone remit, en vertu

gouverneur napolitain de Porto-Longone remit, en vertu du traité, la place aux Français. L'expédition sortie de Piombino, sous les ordres du général Thurreau, n'obtint pas le même succès devant Porto-Ferrajo : le gouverneur était Anglais, et en cette qualité il ne voulut point reconnaître le traité de Florence. Il fallut se résoudre à un siége régulier, dont le général Watrin eut la conduite; mais bientôt la flotte de l'amiral Warren forma l'investissement de l'île. Les Français éprouvèrent quelques pertes maritimes, et les troupes du siége se trouvèrent entièrement isolées de la terre ferme. Porto-Ferrajo, défendu par quelques centaines d'hommes, résista courageusement aux plus rudes assauts, et soutint même un bombardement : cette ville suivit la fortune de la nation à laquelle appartenait son gouverneur; elle ne passa sous les lois de la France qu'à la signature des préliminaires du traité d'Amiens, cinq mois après la descente du général Thurreau. Ainsi la volonté impatiente de Bonaparte se brisa contre ce port que la destinée réservait pour asile à sa chute; il semblait entraîné malgré lui à faire, pour ainsi dire, une reconnaissance sur l'avenir; il avait déjà donné une preuve remarquable de cette singulière disposition de son esprit, lorsque, après le traité de Lunéville, il avait dit aux députés belges : « *Quand même l'ennemi aurait eu son quartier-général au faubourg Saint-Antoine, le peuple français n'eût jamais cédé ses droits, ni renoncé à la réunion de la Belgique.* »

L'Angleterre régnait sur les mers et se trouvait embarrassée de son empire quand tous les ports de l'Europe lui étaient interdits. Elle avait voulu rompre cette confédération du Nord, conclue à l'instigation de la France dans le mois de décembre 1800, entre la Russie, la Prusse, la Suède et le Danemarck. Mais les négociations ouvertes à Berlin ayant échoué, la guerre d'un embargo réciproque et universel avait été proclamée. L'empereur Paul était l'ame de cette proscription contre l'Angleterre. Il avait d'ailleurs à venger un grief personnel. L'Angleterre retenait l'île de Malte, quoique l'Ordre eût nommé grand-maître cet empereur schismatique; bizarrerie sans exemple jusqu'alors dans les fastes du catholicisme! Le plan général de défense se concerta dans les conseils de Pétersbourg. Les hostilités locales signalèrent à l'envi la croisade des confédérés. Les bouches de l'Elbe, du Weser et de l'Ems furent fermées, le Hanovre envahi par la Prusse, Hambourg occupé par les Danois. Les chantiers et les ports de la Hollande, de la Russie, de la Suède et du Danemarck, retentissaient d'immenses préparatifs. Trois armées russes se rassemblaient en Lithuanie. Paul Ier, allié et ami sincère de Bonaparte depuis le renvoi des prisonniers moskovites, était le chef naturel de tous les pavillons du Nord contre le droit de visite. Ses forces maritimes consistaient en quatre-vingt-sept vaisseaux de ligne et quarante frégates. La Suède avait dix-huit bâtimens de haut-bord et quatorze frégates; la France cinquante-cinq vaisseaux de ligne et quarante-trois frégates; elle disposait, en outre, de la marine hollandaise, espagnole et napolitaine. Jamais armement plus formidable ne se réunit contre la puissance anglaise. Les côtes du Nord se hérissèrent de batteries. Une flottille de chaloupes canonnières stationnait près d'Altona, que protégeait un camp de vingt mille hommes.

Si le concert des trois puissances de la Baltique eût été en raison de leurs forces, le pavillon anglais n'aurait pas osé s'y montrer. Mais peut-être connut-on assez exactement à Londres le véritable état des choses, pour que Nelson ne balançât point à aller défier avec vingt vaisseaux de guerre les cent quatre-vingt-seize bâtimens de la coalition, qu'il savait bien n'être point rassemblés. Le point naturel de l'attaque pour les Anglais était encore cette malheureuse ville de Copenhague, dont le gouvernement semble avoir pris à jamais pour devise : *Honneur et fidélité.* La flotte anglaise, partie de Yarmouth le 12 mars, portait aussi un ambassadeur. Elle se fit précéder par des propositions si humiliantes, que le négociateur chargé de les présenter au gouvernement danois reçut ses passeports pour toute réponse. Le 30 mars, les Anglais franchirent le Sund en trois heures, et le soir ils jetèrent l'ancre devant la rade de Copenhague. La ville put compter le nombre des vaisseaux qui allaient la foudroyer. Elle se voyait réduite à se défendre seule; en effet, par une fatalité qui laisse peut-être à soupçonner un mystère de la coalition, la flotte suédoise ne devait appareiller que le lendemain, et les flottes russes étaient trop éloignées. Cependant, servies avec la plus grande vigueur sous les ordres du prince royal, les batteries de terre et de mer des Danois, fortes de neuf cents pièces, portèrent un tel ravage dans la flotte britannique, que l'amiral Parker donnait déjà le signal de la retraite; mais le terrible vainqueur d'Aboukir, l'impassible témoin de la sanglante réaction de Naples en 1799, Nelson ordonna le combat à outrance, et le sort de la flotte danoise fut accompli. Nelson était le séide de la politique de Pitt. Cette terrible bataille, où la gloire fut pour les Danois et la victoire pour les Anglais, eut lieu le 2 avril; elle dura quatre heures. La perte des combattans donna la mesure des forces respectives. Les Anglais eurent à regretter environ mille hommes, et les Danois le double. Il n'y avait que six mille hommes de troupes à Copenhague, et dix vieux vaisseaux embossés. Un armistice de

The text on this page is estimated to be only 29.56% accurate

mSTOlRE DE NAPOLÉON. 167 ccnl jours, auquel consentit ic patriotisme du va- | leiin-ux prince royal de Danemarck, mit lin à celle lutte inégale. Les engageniens de Paul D' avec Bonaparte contre l'Angleterre ii'étaicnl point circonscrits dans l'enceinte de la Baltique. Les deux alliés avaient projeté rinvasion de l'Inde par une année combinée, française et russe, de soixautc-dix mille hunimcs, qui devait, en quatre mois, arriver aux bords de l'Indus. La ville d'Asterabad, sur la mer Caspienne, en Perse, était le rendez-vous général. En concevant celle audacieuse entreprise, Bonaparte regardait l'Égypte, sauvait la généreuse' armiH^ qu'il y avait laissée, conservait à la France cette inappréciable colonie, attachait à la métropole les intérêts unis de l'Afrique et de l'Asie, détrônait la domination des mers, abattait le Croissant et changeait la face du monde. Mais le plus exécrable attentai servait alors la fortune britannique : dans la nuit du 21 mars, Paul trouva des assassins au sein même de son palais. Malgré une défense héroïque, ce prince péril de la manière la plus barbare par les mains les plus nobles de son empire. Après ce crime, qui préserva l'Angleterre de sa ruine, on lut dans le Moniteur de France : « Paul es/ mortdanê la nuit du 23 au 21 mare. L'eecadre an^laiee a paeeé le Sund le 30. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux écénemens. » La proclamation impériale de Pétersbourg publia que l'empereur était mort d'un coup d'apoplexiei La mort de Paul brisa U coalition du Nord. On prétend que cette nouvelle, parvenue au prince royal de Uancrnarck le 2 avril , au milieu du combat qu'il soutenait si vaillamment contre la flotte anglaise, le décida à signer l'arinisticc proposé par .Nelson. Aussitôt après la mort de l'empereur, Alexandre $c hâta d'abjurer la conduite de son père, et, par un traité de commerce conclu le 17 juin de la meme année, il reconnut ccl odieux droit de visite contre lequel l'honneur des nations venait de s'armer. Le Danemarck , la Prusse et la Suède durent accédera ce traite que la force leur imposa. Uambourg fut évacué par les Danois, le Hanovre par les Prussiens, cl tout Je littoral du ' nord de l'Europe rendu aux Anglais. Ainsi, un crime horrible, conçu et exécuté dans le palais impérial russe, palais tant de fois tragique, anéantit soudain les espérances dos neutres, dont les chefs du plus grand empire et de la plus grande république du monde avaient si généreusement pris la défense. Le Portugal, le seul allié de la Grande-Bretagne au commencement de celte année, restait ouvert

p.vr terre à l’invasion de la France eide l’Espagne. Célait Tunique point du continent où Bonaparte pouvait atteindre désormais la puissance anglaise; il ne devait pas avoir d’autre politique que celle de lui enlever ce dernier appui. Dans le but de compléter le blocus général qui alors entourait l’Europe, il résolut d’employer TEspagneâ ses desseins contre la cour de Lisbonne. Il avait chargé son frère Lucien d’aller, en qualité d’ambassadeur, négocier à Madrid Tenvahissement du Portugal par les troupes espagnoles et les troupes françaises combinées, démarche que précéda une proposition au cabinet de Lisbonne de faire la paix sous la condition de renoncer à Tunion britannique, de fermer scs ports à l’Angleterre, et de livrer le quart du royaume aux armées française et espagnole. Cette proposition avait été rejetée par le prince régent avec d'autant plus de hauteur, qu’il savait qu’une pareille circonstance lui permettait surtout de compter davantage sur les secours du gouvernement auquel il se sacrifiait. Mais en Angleterre , ou Ton calcule plutôt encore le profil que Thonneur national, le conseil décida que les préparatifs que Ton fit ouverlcmcnt pour sauver le Portugal, couvriraient une entreprise plus utile, si elle était moins généreuse. En cflet, les vaisseaux stationnés pour la défense de ce royaume se dirigèrent vers TÉgyplc; et la plus grande partie des forces anglaises s’embarqua à Lisbonne même pour cette nouvelle destination. Ainsi le Portugal tomba tout à coup, par rapport à TAriglclerrc, dans la même position où sc trouvait au même moment le Dancniarck par rapport à la Suède, cl U sc vil aussi réduit à lui-même. l.e premier Consul avait intéressé à la coopér.itioii de TKspagnc Tamour-propre du Prince de la Paix, favori tout-puissant auquel obéissaient le roi, la reine et la nation. Il eut Tair de le mettre à la tête de celte expédition, composée d’une armée esI pagnolc de quarante mille hommes et d’une armée française rassemblée à Bordeaux, sous le nom d'armée des Pyrénées, aux ordres du général GouvionSaint-Cyr. Le litre de généralissime et celui de conquérant séduisirent Godoy, le traité fut signé à Madrid. Toutefois le premier Consul ne voulut point courir les chances d'une confiance entière dans les talcns militaires du généralissime ; il traça iui-nième le plan delà campagne, mais pour mieux en assurer Texécution, il chargea le général Gouvion-Sainl-Cyrd’aller prendre à Madrid ladircction de cette guerre, et donna à son beau-frère, le général Leclerc, Tarmcc d’invasion des Pyrénées. Cependant, malgré ces précautions, Tardeur belliqueuse du Prince de la Paix lui échappa. Un corps de quinze mille

Portugais s’était porté en avant ; et, après Téchange des déclarations de guerre entre Digilized by Google

cent jours, auquel consentit le patriotisme du valeureux prince royal de Danemarck, mit fin à cette lutte inégale.

Les engagemens de Paul Ier avec Bonaparte contre l'Angleterre n'étaient point circonscrits dans l'enceinte de la Baltique. Les deux alliés avaient projeté l'invasion de l'Inde par une armée combinée, française et russe, de soixante-dix mille hommes, qui devait, en quatre mois, arriver aux bords de l'Indus. La ville d'Asterabad, sur la mer Caspienne, en Perse, était le rendez-vous général. En concevant cette audacieuse entreprise, Bonaparte regardait l'Égypte, sauvait la généreuse armée qu'il y avait laissée, conservait à la France cette inappréciable colonie, attachait à la métropole les intérêts unis de l'Afrique et de l'Asie, détrônait la domination des mers, abattait le Croissant et changeait la face du monde.

Mais le plus exécrable attentat servait alors la fortune britannique : dans la nuit du 24 mars, Paul Ier trouva des assassins au sein même de son palais. Malgré une défense héroïque, ce prince périt de la manière la plus barbare par les mains les plus nobles de son empire. Après ce crime, qui préserva l'Angleterre de sa ruine, on lut dans *le Moniteur* de France : « *Paul Ier est mort dans la nuit du 23 au 24 mars. L'escadre anglaise a passé le Sund le 30. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événemens.* » La proclamation impériale de Pétersbourg publia que l'empereur était mort *d'un coup d'apoplexie*!

La mort de Paul Ier brisa la coalition du Nord. On prétend que cette nouvelle, parvenue au prince royal de Danemarck le 2 avril, au milieu du combat qu'il soutenait si vaillamment contre la flotte anglaise, le décida à signer l'armistice proposé par Nelson. Aussitôt après la mort de l'empereur, Alexandre se hâta d'abjurer la conduite de son père, et, par un traité de commerce conclu le 17 juin de la même année, il reconnut cet odieux droit de visite contre lequel l'honneur des nations venait de s'armer. Le Danemarck, la Prusse et la Suède durent accéder à ce traité que la force leur imposa. Hambourg fut évacué par les Danois, le Hanovre par les Prussiens, et tout le littoral du nord de l'Europe rendu aux Anglais. Ainsi, un crime horrible, conçu et exécuté dans le palais impérial russe, palais tant de fois tragique, anéantit soudain les espérances des neutres, dont les chefs du plus grand empire et de la plus grande république du monde avaient si généreusement pris la défense.

Le Portugal, le seul allié de la Grande-Bretagne au commencement de cette année, restait ouvert par terre à l'invasion de la France et de l'Espagne. C'était l'unique point du continent où Bonaparte pouvait atteindre désormais la puissance anglaise; il ne devait pas avoir d'autre politique que celle de lui enlever ce dernier appui. Dans le but de compléter le blocus général qui alors entourait l'Europe, il résolut d'employer l'Espagne à ses desseins contre la cour de Lisbonne. Il avait chargé son frère Lucien d'aller, en qualité d'ambassadeur, négocier à Madrid l'envahissement du Portugal par les troupes espagnoles et les troupes françaises combinées, démarche que précéda une proposition au cabinet de Lisbonne de faire la paix sous la condition de renoncer à l'union britannique, de fermer ses ports à l'Angleterre, et de livrer le quart du royaume aux armées française et espagnole. Cette proposition avait été rejetée par le prince régent avec d'autant plus de hauteur, qu'il savait qu'une pareille circonstance lui permettait surtout de compter davantage sur les secours du gouvernement auquel il se sacrifiait. Mais en Angleterre, où l'on calcule plutôt encore le profit que l'honneur national, le conseil décida que les préparatifs que l'on fit ouvertement pour sauver le Portugal, couvriraient une entreprise plus utile, si elle était moins généreuse. En effet, les vaisseaux stationnés pour la défense de ce royaume se dirigèrent vers l'Égypte; et la plus grande partie des forces anglaises s'embarqua à Lisbonne même pour cette nouvelle destination. Ainsi le Portugal tomba tout à coup, par rapport à l'Angleterre, dans la même position où se trouvait au même moment le Danemarck par rapport à la Suède, et il se vit aussi réduit à lui-même.

Le premier Consul avait intéressé à la coopération de l'Espagne l'amour-propre du Prince de la Paix, favori tout-puissant auquel obéissaient le roi, la reine et la nation. Il eut l'air de le mettre à la tête de cette expédition, composée d'une armée espagnole de quarante mille hommes et d'une armée française rassemblée à Bordeaux, sous le nom d'armée des Pyrénées, aux ordres du général Gouvion-Saint-Cyr. Le titre de généralissime et celui de conquérant séduisirent Godoy, le traité fut signé à Madrid. Toutefois le premier Consul ne voulut point courir les chances d'une confiance entière dans les talens militaires du généralissime; il traça lui-même le plan de la campagne, mais pour mieux en assurer l'exécution, il chargea le général Gouvion-Saint-Cyr d'aller prendre à Madrid la direction de cette guerre, et donna à son beau-frère, le général Leclerc, l'armée d'invasion des Pyrénées. Cependant, malgré ces précautions, l'ardeur belliqueuse du Prince de la Paix lui échappa. Un corps de quinze mille Portugais s'était porté en avant; et, après l'échange des déclarations de guerre entre

 les deux Étals voisins, l’arracc espagnole avait marché sur l’ennemi. En peu de jours cette armee, quoique commandé pardon Manoel Godoy, n'éprouvant de résistance ni dans les places, ni dans les positions, acheva paisiblement roccupalion de deux ou trois provinces. Dans cet étal de choses, la cour de Lisbonne crut pouvoir conjurer l’orage dont les Français la menaçaient, par l’abandon à l’Espagne delà forteresse d’ülivcnza et de son territoire, et I en lui payant une somme de trente millions. Le Prince de la Paix, qui avait bien mérité son surnom parcelle campagne, le mérita doublement par le traité que, le 6 juin, il s’empressa de souscrire à Badajoi avec le prince régent de Portugal . et sans demander le consentement du puissant allié qui avait mis le gouvernement espagnol en mouvement. Sa vanité seule peut égaler son impéritie ; il ûl venir à Badajoi le roi cl la reine pour assister à son triomphe cl recevoir onze drapeaux qu’il avait trouvés et non conquis. Là, cette politesse cul sa récompense ; le roi donna deux de ces drapeaux à son favori, et lui écrivit de les ajouter à ses armes. Cette scène ridicule vînt bientôt à la connaissance du premier Consul ; et quand le ministre Pinto arriva à Lorient, chargé de communiquer au cabinet des Tuileries le traité du prince régent avec l’Espagne, il reçut l’ordre de sc rembarquer cl d’aller rejoindre les négociateurs de Badajoz. La lutte con- ^ linua entre la France et le Portugal; le prince régent parvint à remettre sur pie Malgré le traité de Lunéville, l’ambassadeur de France, Otto, avait été retenu à Londres sous différens prétextes; un chargé d’alîairos anglais séjournait à Paris; les paqueboLs allaient conlinuellcincnl de Calais à Douvres ; et, enfin, le ministère de 11. Pilt, qui, le premier, combattit la liberté française, venait de disparaître de la scène politique. Sa retraite était une grande révolution dans les conI seils britanniques; car Pitl, tant par ses anlècédeiis ; que par l’opiniâtreté de sa haine contre la France , I et particuliérement contre la personne de Bonaparte, dont le génie triomphait du sien, formait à lui seul un obstacle insurmontable à toute conciliation. Cependant, malgré ce nouvel état de choses, les hostilités maritimes, à défaut des hostililéscontinenlalcs, se poursuivaient sur les deux rivages de la Manche avec la plus extrême vigueur. Ce grand duel semblait interminable, en raison de la nature du champ de bataille cl de celle des griefs des deux partis : l’un ne reconnaissait pas même l’clal politique du gouvernement français ; l'autre, la souveraineté des mers dnntsonrivalélait en possession.

L’Angleterre comptait alors cent trente mille marins, et sept cent quatre-vingts bàtimens de guerre qui régnaient sur tous les océans et bloquaient les ports de la France et de ses alliés. Resté seul armé contre ce terrible adversaire, Bonaparte trouva dans l’énergie de son caractère et dans celle de la nation assez de ressources pour ne pas sc contenter de résister à la tempête britannique. Tous les points vulnérables des côtes de l'Océan sc couvrirent de batteries cl de redoutes depuis l'embouchure de la Garonne jusqu’à celle de rEscaut.Unearmécimmcnse défendait toutes ces positions. Lcslignes télégraphiques furent multipliées de Paris à Boulogne, qui, placé en face de l'ennemi , s’offrait comme le port naturel de l’expédition projetée. Bonaparte confia celle expédition au viceamiral Lalouchc-Tréville, marin illustre que la

les deux États voisins, l'armée espagnole avait marché sur l'ennemi. En peu de jours cette armée, quoique commandé par don Manoel Godoy, n'éprouvant de résistance ni dans les places, ni dans les positions, acheva paisiblement l'occupation de deux ou trois provinces. Dans cet état de choses, la cour de Lisbonne crut pouvoir conjurer l'orage dont les Français la menaçaient, par l'abandon à l'Espagne de la forteresse d'Olivenza et de son territoire, et en lui payant une somme de trente millions. Le Prince de la Paix, qui avait bien mérité son surnom par cette campagne, le mérita doublement par le traité que, le 6 juin, il s'empressa de souscrire à Badajoz avec le prince régent de Portugal, et sans demander le consentement du puissant allié qui avait mis le gouvernement espagnol en mouvement. Sa vanité seule peut égaler son impéritie; il fit venir à Badajoz le roi et la reine pour assister à son triomphe et recevoir onze drapeaux qu'il avait trouvés et non conquis. Là, cette politesse eut sa récompense : le roi donna deux de ces drapeaux à son favori, et lui écrivit de les ajouter à ses armes. Cette scène ridicule vint bientôt à la connaissance du premier Consul; et quand le ministre Pinto arriva à Lorient, chargé de communiquer au cabinet des Tuileries le traité du prince régent avec l'Espagne, il reçut l'ordre de se rembarquer et d'aller rejoindre les négociateurs de Badajoz. La lutte continua entre la France et le Portugal; le prince régent parvint à remettre sur pied vingt-cinq mille hommes; de son côté le général Leclerc, qui occupait la province de Salamanque, commença les hostilités; enfin, la paix de Badajoz ayant été regardée comme non avenue, le 29 septembre le Portugal en signa une autre à Madrid avec la France et l'Espagne. Le premier Consul, ayant fait cette guerre pour obtenir cette paix, se contenta des deux avantages qu'il y avait attachés : la fermeture des ports et de toutes les possessions portugaises aux navires anglais, et une augmentation de territoire pour la Guyane française. On stipula aussi l'admission réciproque des commerçans des deux puissances dans les ports respectifs, en attendant un traité de commerce. Cette singulière campagne amena encore pour Bonaparte un grand résultat; elle établit une nouvelle inimitié entre les deux peuples de la Péninsule.

Cependant le continent, soit lassé de ses sacrifices, soit soumis à l'ascendant du gouvernement consulaire, ne voulait plus prendre part à la lutte entre l'Angleterre et Bonaparte. Déjà même celui-ci ne se souciait plus de populariser la révolution dans les pays étrangers; il ne cherchait à convertir les ennemis de la république que par la victoire. Devenu de fait le maître de la France, après en avoir été le libérateur, il marchait vers la domination absolue à la tête de la masse de la nation, et il sentit que les temps approchaient où il devait lui révéler hautement les secrets de sa politique et de sa gloire. Les empiétemens du pouvoir échappaient aux Français, éblouis par tant d'éclat; ils étaient peut-être moins éclairés déjà sur les véritables intérêts de la liberté que les Français de 1789, qui l'avaient si unanimement et si généreusement saluée à son berceau. Mais Bonaparte, dont la prudence égalait la force, jugea nécessaire de s'attacher encore la faveur publique par un bienfait qui atteignît toutes les classes, c'est-à-dire par la paix générale.

Cette paix devait plutôt se négocier que se conquérir. Plusieurs symptômes annonçaient que la guerre couvrait la possibilité d'un arrangement. Malgré le traité de Lunéville, l'ambassadeur de France, Otto, avait été retenu à Londres sous différens prétextes; un chargé d'affaires anglais séjournait à Paris; les paquebots allaient continuellement de Calais à Douvres; et, enfin, le ministère de M. Pitt, qui, le premier, combattit la liberté française, venait de disparaître de la scène politique. Sa retraite était une grande révolution dans les conseils britanniques; car Pitt, tant par ses antécédens que par l'opiniâtreté de sa haine contre la France, et particulièrement contre la personne de Bonaparte, dont le génie triomphait du sien, formait à lui seul un obstacle insurmontable à toute conciliation. Cependant, malgré ce nouvel état de choses, les hostilités maritimes, à défaut des hostilités continentales, se poursuivaient sur les deux rivages de la Manche avec la plus extrême vigueur.

Ce grand duel semblait interminable, en raison de la nature du champ de bataille et de celle des griefs des deux partis : l'un ne reconnaissait pas même l'état politique du gouvernement français; l'autre, la souveraineté des mers dont son rival était en possession. L'Angleterre comptait alors cent trente mille marins, et sept cent quatre-vingts bâtimens de guerre qui régnaient sur tous les océans et bloquaient les ports de la France et de ses alliés. Resté seul armé contre ce terrible adversaire, Bonaparte trouva dans l'énergie de son caractère et dans celle de la nation assez de ressources pour ne pas se contenter de résister à la tempête britannique. Tous les points vulnérables des côtes de l'Océan se couvrirent de batteries et de redoutes depuis l'embouchure de la Garonne jusqu'à celle de l'Escaut. Une armée immense défendait toutes ces positions. Les lignes télégraphiques furent multipliées de Paris à Boulogne, qui, placé en face de l'ennemi, s'offrait comme le port naturel de l'expédition projetée. Bonaparte confia cette expédition au vice-amiral Latouche-Tréville, marin illustre que la

The text on this page is estimated to be only 27.52% accurate

IIISTOIIVE DE NAPOLÉON. 16S France n’a pas remplacé. La persévérance et l’intrépidité triomphèrent à la Ûn de tous les obstacles de rétroilbiocusquiceignait la France. Les nouilles construites sur les rivières arrivèrent successivement sous la protection des batteries des côtes, au rendez-vous de Boulogne. Plusieurs actions entre les chalou|>cs françaises et les croisières anglaises donnèrent de la valeur à cette nouvelle lutte, et inquiétèrent souvent ce mépris hautain que le cabinet britannique alîichail contre elle. Dix-huit mois s’étalent écoulés depuis le retour de Bonaparte en France; en quittant l'Égypte, il avait promis des secours à l'année qu’il laissait dans ce pays; mais tant d'événemens importans ne lui permirent pas de réaliser scs promesses ; seulement il en gardait le souvenir. J/armêc expéditionnaire était malheureuse sous Menou, successeurdn vainqueur d'Héliopolis, cl elle désespérait à la fois de sc maintenir en Égypte et de revoir le ciel de la France. Cependant, averti tout à coup qu’une flotte anglaise, sous la conduite de sir Ralph Abercrombic,se rassemblailaux Baléares, pour coopérer avec une nuiiYolle armée turque à la délivrance de l’Égyplc, le premier Consul conçoit l’aiKlacieux dessein de prévenir celte réunion formidable, et d’en\oyer également une armée à la défense du Mi. Le mystère impénétrable qui enveloppait le projet de celle expédition devait aussi en couvrir l’cxéculiun. Le contre-amiral Gantbeaume, qui avait ramené Bonaparte, fit voile de Brest avec sept vaisseaux et deux frégates, portant cinq mille hommes de déharqucmcnl sous les ordres du général Sahuguet. t^eltc escadre fut bientôt signalée; mais l’amiral llarway prit le change sur son but, tant il lui parut hors de toute prudence que les Français osassent avec si peu de forces tenter la navigation de la Méditerrariée, et il envoya à leur poursuite une division dans les parages de l’Ouest. Tandis que cette division gouvernait sur les Antilles, Gantbeaume franchissait le détruit de Gibraltar cl surprenait l'observation de sir Warren, qui y commandait la station anglaise. Cependant, par cela seul, la destination de Gantbeaume était connue. Chassé par l'escadre de la Manche, il dut relâcher à Toulon après avoir enlevé une frégate à l'ennemi. Une flottille sortie de Rochefort pour seconder son opérationavait été moins heureuse; clic fut attaquée, perdit son commandant, et la tempête la dispersa. Bloqué à Toulon par sir Warren, Gantheaume reçut l’ordre impératif de sc remeUre en mer et de débarquer scs cinq mille hommes en Égypte. II réussit à tromper encore la

vigilance des Anglais; mais la contagion sc mil à bord. Il dut se séparer de trois de scs vaisseaux. Avec le reste, il parvint en vue des côtes de l'Égypte. Toutefois, au moment d'eiïecluer son débarquement, il sc vit assailli et forcé d'accepter la bataille; il eut le bonheur d'écliappcr à la flotte de l'amiral Keith, forte de quarante voiles, et à l'escadre de sir Warren, et de rentrer glorieusement à Toulon après avoir capturé un vaisseau et une corvette. Cependant Bonaparte, loin d'étre rebuté par la connaissance que l'ennemi avait de s^m projet, y persista : le contre-amiral Linois dut app.ireiller de Toulon avec trois vaisseaux cl une frégate, cl aller joindre à Cadix une flotte espagnole et française pour voguer avec elle vers l'Égypte. Cette flotte comptait douze vaisseaux sous les ordrt's de l'amiral Moreno. Linois partît de Toulon; mais, poursuivi par six vaisseaux anglais, il se jeta dans la baie d'Algésiras, où il leur présenta noblement le combat. Soutenu par les batteries de la côte, il força un vaisseau à amener pavillon et un autre à se retirer. Ce combat cul lieu le 3 juillet 1801 , et honora la marine française. Si l'amiral espagnol n'eùt pas perdu trois jours 4 sortir de Cadix et à arriver sur Algésiras, où il ne parut que le 9, l'amiral anglais n'aurait pas eu le temps de se reposer, et la flotte combinée eût porté à la malheureuse armée d'Égypte les renforts qu'elle aUendait depuis si long-temps. Moreno fut attaqué pendant la nuit. Deux de ses vaisseaux, sc croyant ennemis , s*al>ordèrent et périrent par l'inccndic. Les Anglais s'emparèrent d'un troisième. Lt Formidable se débarrassa de plusieurs adversaires qui l'assaillirent è la fois, cl put revenir 4 Cadix. Ce navire méritait son nom ; il avait pour commandant le brave capitaine Troude, qui devint depuis contre-amiral. Ainsi la fortune maritime manquait décidément à Bonaparte, et rCgypte espéra vainement des secours. Le général AlHTcrornbic avait débarqué à Aboukirunc armée do vingt-quatre mille hommes, combinée avec celle du graiid-visir qui venait de la Syrie, et les troupes que le général Baird ainciinil de l'Inde par Suez. Après plusieurs défaites, riniiabilc et présomptueux Menou avait perdu la bataille d'Alexandrie, où périt le général en cbefanglais, et, le ?0 août, il signa dans celte ville une capitulation, en vertu de laquelle vingt mille braves, les deux tiers de l'armée expéditionnaire, revirent bientôt la France sur des bàliniens étrangers. L'amiral Nelson avait reçu la mission d'altcr brûler la flottille de Boulogne. Le 4 août, Il s'était présenté avec trente vaisseaux cl un grand nombre de brûlots, dobonibardes et de canonnières. Le contre-amiral Lalouchc-Tréville, qui l'attendait en avant de la rade, engagea l'action. Battu

par le feu de la flottille et celui des batteries de la côte, Nelson dut aller se réparer à Déal et à Margalc. J/C 14 et le 16 il reparut avec soixante-dix voiles, résolu de 22 y Gvjogle

France n'a pas remplacé. La persévérance et l'intrépidité triomphèrent à la fin de tous les obstacles de l'étroit blocus qui ceignait la France. Les flottilles construites sur les rivières arrivèrent successivement sous la protection des batteries des côtes, au rendez-vous de Boulogne. Plusieurs actions entre les chaloupes françaises et les croisières anglaises donnèrent de la valeur à cette nouvelle lutte, et inquiétèrent souvent ce mépris hautain que le cabinet britannique affichait contre elle.

Dix-huit mois s'étaient écoulés depuis le retour de Bonaparte en France; en quittant l'Égypte, il avait promis des secours à l'armée qu'il laissait dans ce pays; mais tant d'événemens importans ne lui permirent pas de réaliser ses promesses; seulement il en gardait le souvenir. L'armée expéditionnaire était malheureuse sous Menou, successeur du vainqueur d'Héliopolis, et elle désespérait à la fois de se maintenir en Égypte et de revoir le ciel de la France. Cependant, averti tout à coup qu'une flotte anglaise, sous la conduite de sir Ralph Abercrombie, se rassemblait aux Baléares, pour coopérer avec une nouvelle armée turque à la délivrance de l'Égypte, le premier Consul conçoit l'audacieux dessein de prévenir cette réunion formidable, et d'envoyer également une armée à la défense du Nil. Le mystère impénétrable qui enveloppait le projet de cette expédition devait aussi en couvrir l'exécution. Le contre-amiral Gantheaume, qui avait ramené Bonaparte, fit voile de Brest avec sept vaisseaux et deux frégates, portant cinq mille hommes de débarquement sous les ordres du général Sahuguet. Cette escadre fut bientôt signalée; mais l'amiral Harway prit le change sur son but, tant il lui parut hors de toute prudence que les Français osassent avec si peu de forces tenter la navigation de la Méditerranée, et il envoya à leur poursuite une division dans les parages de l'Ouest. Tandis que cette division gouvernait sur les Antilles, Gantheaume franchissait le détroit de Gibraltar et surprenait l'observation de sir Warren, qui y commandait la station anglaise. Cependant, par cela seul, la destination de Gantheaume était connue. Chassé par l'escadre de la Manche, il dut relâcher à Toulon après avoir enlevé une frégate à l'ennemi. Une flottille sortie de Rochefort pour seconder son opération avait été moins heureuse; elle fut attaquée, perdit son commandant, et la tempête la dispersa.

Bloqué à Toulon par sir Warren, Gantheaume reçut l'ordre impératif de se remettre en mer et de débarquer ses cinq mille hommes en Égypte. Il réussit à tromper encore la vigilance des Anglais; mais la contagion se mit à bord. Il dut se séparer de trois de ses vaisseaux. Avec le reste, il parvint en vue des côtes de l'Égypte. Toutefois, au moment d'effectuer son débarquement, il se vit assailli et forcé d'accepter la bataille; il eut le bonheur d'échapper à la flotte de l'amiral Keith, forte de quarante voiles, et à l'escadre de sir Warren, et de rentrer glorieusement à Toulon après avoir capturé un vaisseau et une corvette.

Cependant Bonaparte, loin d'être rebuté par la connaissance que l'ennemi avait de son projet, y persista : le contre-amiral Linois dut appareiller de Toulon avec trois vaisseaux et une frégate, et aller joindre à Cadix une flotte espagnole et française pour voguer avec elle vers l'Égypte. Cette flotte comptait douze vaisseaux sous les ordres de l'amiral Moreno. Linois partit de Toulon; mais, poursuivi par six vaisseaux anglais, il se jeta dans la baie d'Algésiras, où il leur présenta noblement le combat. Soutenu par les batteries de la côte, il força un vaisseau à amener pavillon et un autre à se retirer. Ce combat eut lieu le 5 juillet 1801, et honora la marine française. Si l'amiral espagnol n'eût pas perdu trois jours à sortir de Cadix et à arriver sur Algésiras, où il ne parut que le 9, l'amiral anglais n'aurait pas eu le temps de se reposer, et la flotte combinée eût porté à la malheureuse armée d'Égypte les renforts qu'elle attendait depuis si long-temps. Moreno fut attaqué pendant la nuit. Deux de ses vaisseaux, se croyant ennemis, s'abordèrent et périrent par l'incendie. Les Anglais s'emparèrent d'un troisième. *Le Formidable* se débarrassa de plusieurs adversaires qui l'assaillirent à la fois, et put revenir à Cadix. Ce navire méritait son nom; il avait pour commandant le brave capitaine Troude, qui devint depuis contre-amiral. Ainsi la fortune maritime manquait décidément à Bonaparte, et l'Égypte espéra vainement des secours. Le général Abercrombie avait débarqué à Aboukir une armée de vingt-quatre mille hommes, combinée avec celle du grand-visir qui venait de la Syrie, et les troupes que le général Baird amenait de l'Inde par Suez. Après plusieurs défaites, l'inhabile et présomptueux Menou avait perdu la bataille d'Alexandrie, où périt le général en chef anglais, et, le 30 août, il signa dans cette ville une capitulation, en vertu de laquelle vingt mille braves, les deux tiers de l'armée expéditionnaire, revirent bientôt la France sur des bâtimens étrangers.

L'amiral Nelson avait reçu la mission d'aller brûler la flottille de Boulogne. Le 4 août, il s'était présenté avec trente vaisseaux et un grand nombre de brûlots, d'embombardes et de canonnières. Le contre-amiral Latouche-Tréville, qui l'attendait en avant de la rade, engagea l'action. Battu par le feu de la flottille et celui des batteries de la côte, Nelson dut aller se réparer à Déal et à Margate. Le 14 et le 16 il reparut avec soixante-dix voiles, résolu de

The text on this page is estimated to be only 24.02% accurate

170 mSTOmE DK NAPOLÉON. «li'Iruiri* «ruii s<.-ul coup="" loiile="" parnuv="" navale="" qui="" restait="" la="" france.="" il="" profita="" de="" nuit="" pitur="" surprendre="" le="" port="" et="" flotte="" cependant="" .="" oblige="" rallier="" nu="" jour="" avec="" une="" perte="" deux="" cents="" hommes="" f="" nelson="" devint="" l="" du="" bl="" nn=""> pris à Londres. Ses souvenirs d'Égypte ne lui servirent pas à beaucoup près autant devant lloulogne que devant G)penbague ; car indépcndainnienl de la répétition qu'il voulut tenter encore rette foisde sa manœuvre d'Aboukir, il avait eu la maladresse de dire à Londres de nos chaloupes canonnières ce que les Mamelucks avaient cru de nos coinpagiiies d'inraiilcric, qu'elles étaient liées ensemble avec des chaînes. A défaut d'autres armes, une guerre de pluinedes plus eiivcnimées continua les comhals (le la France et de l'Anglelcrre ; renouvelée chaque soir dans les feuilles des deux pays, elle dérobait à rEurope les travaux si'crets d'une négociation très active. Jamais la haine extérieure ne couvrit pjus mystérieusement les approches de la paix : en effet, le S7 juillet, peu de jours avant que Nelson eût appareillé pour aller incendier Uoulognc, le diplomate français Otto remettait au ministère britanrii(|ue une note, dictée à la fois par la plushonurahle modéralion et par la plus saine politique. « I • vernement français ne veut rien oublier de ccqui •t peut mener à la paix générale, parce qu'elle est à IC la fois dans l'intérêt de rhunianilc et dans celui k des alliés. C'est nu roî d'Angleterre à calculer si <> elle est également dans l'intérêt de sa politique, •I de son eoininerce, de sa nation; et si cela est, une lie éloignée (Malte) de plus ou de inoinsnc •< peiil être une raison suflisante pour prolonger le «> malheur du monde.... La question sc divisa* rri ([trois |H)inls, la Métiitcrranée, les Indes, rAméu rique. L'Égypte sera restituée à la Forte; la ré•(publique des St'pMIescst reconnue; touslespurls «t de l'Adriatique et de la .Méditerranée occupés par «■ la France seront restitués nu roi de Naples et au «I pa|>e ; Mahon st'ra rendu à FEspagnc; Malle sera « restituée à l'Ordre, et si le roi d'Angleterre juge » conforme à ses intérêts, comme puissance prépondérante sur les mers , d'en rascT les furtilicaM lions, cettecinusesera admise. Aux Indes, l'Angle, n l(*rrc gardera Ccylan.... Les autres élablisseim-ns •t seront restitués aux alliés , y compris le cap de M Bonne-Ëspérancc. En Amérique, tout sera resli« tué aux anciens possesseurs ; le roi d'Angleterre •> est déjà si puissant

dans celte partie du monde, •(qu’exiger davantage, c'est, inaitreabsoluderinde, M vouloir l'être encore de l’Amérique. Le Portugal U sera conservé dans toute son inlcgritc. Voilà b‘S H conditions que le gouveruemcnt français est prêt « à signer.... » Le grand rvéïicnient qui semblait alors si loin de la pcDséu des deux pays, ou plutét de leurs gouveriiemcns, cul tout à coup un précurseur dont l'apparition bien inattendue vint étonner également la France philosophe et l’Europe catholique; je V(*ux parler du Concordat avec la cour de Rome. La conversion de Bonaparte parut brusque : toutefois elle était bien plus sincère qu'on ne le soupçonnait alors. Aussi resta-l-on frap{)è de stupeur à cette nouvelle, comme à l'aspect d’un phénomène dont les souvenirs contemporains, dont l'âge du dictateur lui-mème, dont enfin douze années de révolution laissaient à peine entrevoir quelque trace lointaine. Les deux tiers de la population active de la Franco manquaient totalement de point de départ pour cette espècede traité, qu’ils devaient regarder comme une étrange innovation. Elle était en efTel aussi extraordinaire qu'audacieuse. Bonaparte préludait ainsi, par le rappel de la noblesse ecclcsiaslique, à celui d’une autre exception sociale. lAvutel préparait le trâiie et réconciliait le premier magistrat de In terrible république française avec les princes des monarchies européenm>s qu'il devait imiter bientôt. Ce Concordat donnait aux étrangiTS un gage solennel du retour de la France à une partie de son am ieimc discipline. CVtail un manifeste contre la révolution, et, dans la disposition générale de l'opinion de l'époque, il eut de la part de Buna|>arle le caractère d'une véritable abjurali(»n. OlH'udant, roimne il formait plulùtun acte de politique envers la nation française qu’un acte de soumission à la eniir de Annie, ou maintint les libertés de l'Église gallicane dans toute leur vigueur. Le premier Consul ne désirait acquérir qu’un allié de plus dans le chef qu'il rendait à l'Église de France, subitement ressuscitée. Il avait aussi calculé sans doute que le Concordat lui attacherait une grande partie des familles, irréconciliables jusqu'alors, do la monarchie, et lui assurerait sur une partie de la population une puissance nouvelle ; mais il aurait du sentir que ce qui était une concession pour une fraeliori impuissante, pour les vaincus de la république, devrait être interprété comme une allnqui' par la majorité virile qui avait fondé celle république : car si les droits de la nation étaient représeutés aux assemblées législatives par les mandats de scs députés, SOS besoins l'étaient aussi par les opinions de scs fcmctioiinaires civils et militaires. Les liumines publics, les boiiimes

d’État et les philosophes trouvaient d'accord, pour la première fois peut-être , depuis l’origine des sociétés, sur la nécessite d'une tolérance et d'une égalité religieuse, dont les prêtres des deux communions chrétiennes donnaient cux-mén»es IVxemple. Ces économistes d’une nouvelle école voulaient que l'on acconJât à la religion les mêmes franchises qu'au commerce.

détruire d'un seul coup toute l'armée navale qui restait à la France. Il profita de la nuit pour surprendre le port et la flotte; cependant, obligé de rallier au jour avec une perte de deux cents hommes, Nelson devint l'objet du blâme et du mépris à Londres. Ses souvenirs d'Égypte ne lui servirent pas à beaucoup près autant devant Boulogne que devant Copenhague ; car indépendamment de la répétition qu'il voulut tenter encore cette fois de sa manœuvre d'Aboukir, il avait eu la maladresse de dire à Londres de nos chaloupes canonnières ce que les Mamelucks avaient cru de nos compagnies d'infanterie, qu'elles étaient liées ensemble avec des chaînes. A défaut d'autres armes, une guerre de plume des plus envenimées continua les combats de la France et de l'Angleterre ; renouvelée chaque soir dans les feuilles des deux pays, elle dérobait à l'Europe les travaux secrets d'une négociation très active. Jamais la haine extérieure ne couvrit plus mystérieusement les approches de la paix : en effet, le 27 juillet, peu de jours avant que Nelson eût appareillé pour aller incendier Boulogne, le diplomate français Otto remettait au ministère britannique une note, dictée à la fois par la plus honorable modération et par la plus saine politique. « Le gou-
« vernement français ne veut rien oublier de ce qui
« peut mener à la paix générale, parce qu'elle est à
« la fois dans l'intérêt de l'humanité et dans celui
« des alliés. C'est au roi d'Angleterre à calculer si
« elle est également dans l'intérêt de sa politique,
« de son commerce, de sa nation; et si cela est,
« une île éloignée (Malte) de plus ou de moins ne
« peut être une raison suffisante pour prolonger le
« malheur du monde.... La question se divise en
« trois points, la Méditerranée, les Indes, l'Amé-
« rique. L'Égypte sera restituée à la Porte; la ré-
« publique des Sept-Îles est reconnue; tous les ports
« de l'Adriatique et de la Méditerranée occupés par
« la France seront restitués au roi de Naples et au
« pape ; Mahon sera rendu à l'Espagne ; Malte sera
« restituée à l'Ordre, et si le roi d'Angleterre juge
« conforme à ses intérêts, comme puissance pré-
« pondérante sur les mers, d'en raser les fortifica-
« tions, cette clause sera admise. Aux Indes, l'Angle-
« terre gardera Ceylan.... Les autres établissemens
« seront restitués aux alliés, y compris le cap de
« Bonne-Espérance. En Amérique, tout sera resti-
« tué aux anciens possesseurs ; le roi d'Angleterre
« est déjà si puissant dans cette partie du monde,
« qu'exiger davantage, c'est, maître absolu de l'Inde,
« vouloir l'être encore de l'Amérique. Le Portugal
« sera conservé dans toute son intégrité. Voilà les
« conditions que le gouvernement français est prêt
« à signer.... »

Le grand événement qui semblait alors si loin de la pensée des deux pays, ou plutôt de leurs gouvernemens, eut tout à coup un précurseur dont l'apparition bien inattendue vint étonner également la France philosophe et l'Europe catholique ; je veux parler du Concordat avec la cour de Rome. La conversion de Bonaparte parut brusque : toutefois elle était bien plus sincère qu'on ne le soupçonnait alors. Aussi resta-t-on frappé de stupeur à cette nouvelle, comme à l'aspect d'un phénomène dont les souvenirs contemporains, dont l'âge du dictateur lui-même, dont enfin douze années de révolution laissaient à peine entrevoir quelque trace lointaine. Les deux tiers de la population active de la France manquaient totalement de point de départ pour cette espèce de traité, qu'ils devaient regarder comme une étrange innovation. Elle était en effet aussi extraordinaire qu'audacieuse. Bonaparte préludait ainsi, par le rappel de la noblesse ecclésiastique, à celui d'une autre exception sociale. L'autel préparait le trône et réconciliait le premier magistrat de la terrible république française avec les princes des monarchies européennes qu'il devait imiter bientôt. Ce Concordat donnait aux étrangers un gage solennel du retour de la France à une partie de son ancienne discipline. C'était un manifeste contre la révolution, et, dans la disposition générale de l'opinion de l'époque, il eut de la part de Bonaparte le caractère d'une véritable abjuration. Cependant, comme il formait plutôt un acte de politique envers la nation française qu'un acte de soumission à la cour de Rome, on maintint les libertés de l'Église gallicane dans toute leur vigueur. Le premier Consul ne désirait acquérir qu'un allié de plus dans le chef qu'il rendait à l'Église de France, subitement ressuscitée. Il avait aussi calculé sans doute que le Concordat lui attacherait une grande partie des familles, irréconciliables jusqu'alors, de la monarchie, et lui assurerait sur une partie de la population une puissance nouvelle ; mais il aurait dû sentir que ce qui était une concession pour une fraction impuissante, pour les vaincus de la république, devrait être interprété comme une attaque par la majorité virile qui avait fondé cette république : car si les droits de la nation étaient représentés aux assemblées législatives par les mandats de ses députés, ses besoins l'étaient aussi par les opinions de ses fonctionnaires civils et militaires. Les hommes publics, les hommes d'État et les philosophes se trouvaient d'accord, pour la première fois peut-être, depuis l'origine des sociétés, sur la nécessité d'une tolérance et d'une égalité religieuse, dont les prêtres des deux communions chrétiennes donnaient eux-mêmes l'exemple. Ces économistes d'une nouvelle école voulaient que l'on accordât à la religion les mêmes franchises qu'au commerce,

The text on this page is estimated to be only 25.73% accurate

mSTOlllE DE NAPOLÉON. 71 üus régale prutection üu gouvernement. Peu d'en* Irc eux avaient abordé l'idée de mettre à la charge de l'État les ministres et les frais des cultes divers, tant la nation, dont ils étaient ou les mandataires ou les interprètes, était demeurée silencieuse cet ég.ird. Il est donc vrai de dire qu'à cette époque le premier Consul ne s'attacha qu'à favoriser une exception ; il l'est également que scs conseils ne l'y disposèrent pas, et qu'il ne put douter de la désapprobation de tous les hommes de la révolution qui avaient opéré ou blâmé la journée du 18 brumaire, et du mécontentement plus énergique qui fut hauteinenl exprimé parl'arméc. L'œuvre d'up Concordat resta personnelle au premier Consul, et ce ne fut ni le moindre essai, ni le moindre témoignage de sa puissance. Cette victoire était doubic'à ses yeux. Le Concordat terminait l'èrede la révolution, et il humiliait les cabinets étrangers, en leur imposant une S4>rtc de respect pour la lui du vainqueur, loi déjà sans appel, que le souverain pontife venait de consacrer par son alliance. Le Concordat se conclut dans la capitale de la France, le 115 juillet, et le 8 avril 1802 il devint loi de l'État. Le pape, voulant lui-iném imprimer un grand éclat, non pas à la négociation, qui s'était suivie très secrctemeiU à home, mais au traité qui en résultait, envoya à Faris riiumine le plus considérable de son gouvernement, le cardinal Gonsaivi, son premier inilùslre, accompagné du cardinal Caprara et de monsidgneur Spiiia, depuis cardinal, alors évéque de Gènes. Tout prospérait : l'industrie, l'administration, la puissance, la politique. La compagnie d'Afrique rétablie, la route du Simplon ouverte, une brillante exposition des produits de l'industrie française, quatre nouveaux départeineiis formés des territoires cisrhénaux cédés par le traité de Lunéville, des bourses de commerce fondées dans les villes qui en manquaient, la construction de (rois ponts sur la Seine, décrétée par les Consuls , le Forum Bon.iparte inauguré à ÈUilan, la société de la charité maternelle organisée sous la protection de mcidainc Bonaparte mère, recommandaient le gouvernement à la reconnaissance publique. Aussi, ce qui devait exciter au plus haut degré ce sentiment, la glorieuse mince de 1801 mérita le nom de l'année delà paix. Le janvier s'élail annoncé parle protocole des conlcrciiccs de Lunéville; le 9 février suivant, les pléni[K> (entiaires de rKin|M'reur et du premier Consul signèrent un traité définitif. Le 28 mars vit renaître l'harmonie entre la république fraiiraisc cl la cour de

Naples. Le 115Juilicteullii'ii la conclusion du Concordat avec le chef de l'Église. LeâfaoUt, le septembre, une double paix rattacha à la France la Bavière et le Portugal. Plus remarquable encore dans les fastes de l'Iiistoire, le l*' octobre vint prumellre, par la signature des préliminaires de paix avec rAiiglclcrrc, ce grand cvéneinenl politique que la république n'avait jamais pu produire malgré ses triomphes, et qui légitimait à lui seul la fortune du premier Consul. Pitt lui-méme, ayant reconnu l'Impossilnlité d'éviler la paix avec la France, avait quitté le ministère jKiur s'épargner le chagrin de la faire. Mais, quand on communiqua ces préliminaires au parlement, ils eurent pour adversaires les deux op|K>sitions, et, singularité ixMiiarquable! ils ne furent défendus que par Pitt, qui s'était refusé à traiter avec la France, Joseph Bonaparte et lord Cornwallis étaient les ministres au congrès d'Amiens, où devait sc consommer le rapprochement des deux gouvernemciis c(des deux nations si long-temps et si cruellement divisés. Ia: chevalier d'Aiara cl M. Schiminclpeiininck représentaient à celte négociation, l'un le roi d'Espagne, l'autre la république balavc. !•' octobre aussi, par le traité secret de Saint-Ildo fonse, l'Espagne rétrocédait à la France l'importante colonie de la Louisiane. Enfin le 8, la (>aix conclue entre la France et la Russie; le 9, des préliminaires signés avec la Porte OUoinane, et plus lard un traité avec la régence d'Alger, couroiiiièreiil le grand œuvre de la réconciliation générale. Digiiized by Google

ous l'égale protection du gouvernement. Peu d'entre eux avaient abordé l'idée de mettre à la charge de l'État les ministres et les frais des cultes divers, tant la nation, dont ils étaient ou les mandataires ou les interprètes, était demeurée silencieuse à cet égard. Il est donc vrai de dire qu'à cette époque le premier Consul ne s'attacha qu'à favoriser une exception; il l'est également que ses conseils ne l'y disposèrent pas, et qu'il ne put douter de la désapprobation de tous les hommes de la révolution qui avaient opéré ou blâmé la journée du 18 brumaire, et du mécontentement plus énergique qui fut hautement exprimé par l'armée. L'œuvre d'un Concordat resta personnelle au premier Consul, et ce ne fut ni le moindre essai, ni le moindre témoignage de sa puissance. Cette victoire était double à ses yeux. Le Concordat terminait l'ère de la révolution, et il humiliait les cabinets étrangers, en leur imposant une sorte de respect pour la loi du vainqueur, loi déjà sans appel, que le souverain pontife venait de consacrer par son alliance. Le Concordat se conclut dans la capitale de la France, le 15 juillet, et le 8 avril 1802 il devint loi de l'État. Le pape, voulant lui-même imprimer un grand éclat, non pas à la négociation, qui s'était suivie très secrètement à Rome, mais au traité qui en résultait, envoya à Paris l'homme le plus considérable de son gouvernement, le cardinal Gonsalvi, son premier ministre, accompagné du cardinal Caprara et de monseigneur Spina, depuis cardinal, alors évêque de Gênes.

Tout prospérait : l'industrie, l'administration, la puissance, la politique. La compagnie d'Afrique rétablie, la route du Simplon ouverte, une brillante exposition des produits de l'industrie française, quatre nouveaux départemens formés des territoires cisrhénaux cédés par le traité de Lunéville, des bourses de commerce fondées dans les villes qui en manquaient, la construction de trois ponts sur la Seine, décrétée par les Consuls, le Forum Bonaparte inauguré à Milan, la société de la charité maternelle organisée sous la protection de madame Bonaparte mère, recommandaient le gouvernement à la reconnaissance publique. Aussi, ce qui devait exciter au plus haut degré ce sentiment, la glorieuse année de 1801 mérita le nom de l'*année de la paix*. Le 1er janvier s'était annoncé par le protocole des conférences de Lunéville; le 9 février suivant, les plénipotentiaires de l'Empereur et du premier Consul signèrent un traité définitif. Le 28 mars vit renaître l'harmonie entre la république française et la cour de Naples. Le 15 juillet eut lieu la conclusion du Concordat avec le chef de l'Église. Le 24 août, le 29 septembre, une double paix rattacha à la France la Bavière et le Portugal. Plus remarquable encore dans les fastes de l'histoire, le 1er octobre vint promettre, par la signature des préliminaires de paix avec l'Angleterre, ce grand événement politique que la république n'avait jamais pu produire malgré ses triomphes, et qui légitimait à lui seul la fortune du premier Consul. Pitt lui-même, ayant reconnu l'impossibilité d'éviter la paix avec la France, avait quitté le ministère pour s'épargner le chagrin de la faire. Mais, quand on communiqua ces préliminaires au parlement, ils eurent pour adversaires les deux oppositions, et, singularité remarquable! ils ne furent défendus que par Pitt, qui s'était refusé à traiter avec la France. Joseph Bonaparte et lord Cornwallis étaient les ministres au congrès d'Amiens, où devait se consommer le rapprochement des deux gouvernemens et des deux nations si long-temps et si cruellement divisés. Le chevalier d'Azara et M. Schimmelpenninck représentaient à cette négociation, l'un le roi d'Espagne, l'autre la république batave. Le 1er octobre aussi, par le traité secret de Saint-Ildefonse, l'Espagne rétrocédait à la France l'importante colonie de la Louisiane. Enfin le 8, la paix conclue entre la France et la Russie; le 9, des préliminaires signés avec la Porte Ottomane, et plus tard un traité avec la régence d'Alger, couronnèrent le grand œuvre de la réconciliation générale.

The text on this page is estimated to be only 21.66% accurate

 Tuites CCS conquêtes de rhumanitc sur le fatal génie de la guerre assuraient le repos au inonde sans donner de sécurité aux États. Le nom de Bonaparte retentissait diversement dans toutes les capitales, aux fêtes de la paix. Le traité d'Amiens ne commençait à poindre sur l'horizon politique que comme une planète pleine d'éclat et d'orages; quant à celui de Lunéville, émane des défaites de l'empereur d'Autriche, il imposait un silence d'étiquette aux doléances germaniques, en même temps qu'il créait en France quelques grosses fortunes diplomatiques, par l'arbitrage des indemnités dévolues, sur la rive droite du Rhin, aux princes dépossédés de la rive gauche. .Mais si ces deux traités, qui fondêrentréellementla puissancede Bonaparte, laissaient en paix |K)ur le présent les monarchies vaincues, celui de Lunéville appelait aux agitations les républiques amies de la France; ce trailé portait : « /.Cl pfiriiei contraclanfeê se ÿaranlissenl tnuiuellement Vindcpemlancc des républiques batarc, helréliquc y cisalpine et ligt*rienne ^ et la fa^ culté OMT peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront rofirenablv. »* Bonaparte résolut d'êire le législaleiir du nouveau droit public qui devait naître de ecl nrlielc. Il avait conçu le dessein de transformer la république française en métropole; il fallait donc que les autres républiques, qui étaient déjà les satellites armés de la nôtre, en devinssenl de plus les succursales]Kditiques. Mais, comme leurs constitutions s'éloignaient beaucoup de celle de la France , et conservaient , [dus nu moins, des traces de l'esprit directorial sous rinfluence duquel ellesavaieiit été promulguées, le premier Consul se bâta de profiler de riinmense ascendant que venaient de lui acquérir les préliminaires de Londres, pour souinetlrc ces républiques à un même niveau, et les placer sous le sceptre républicain qu'il avait conquis sur la constilulion fruclidorienne. Il sentit bien aussi que les républiques s'cmprcsseraienl de prendre à la lettre le traité de Lunéville, et défaire acte de rindépendaiice qui leur était rendue. Kii sa qualité de dictateur des Étals (Mq)ulaires, il se rcSiTVâil d'interrenir politiquement et militairement dans leurs agitations, et de leur imposer des tulions conformes au vaste système d'unité républicaine qu'il avait adopté. Kn conséquence, un ordre émané de Paris alla frap|NT en même temps les capilalcs de La Haye, de .Milan, de Gênes et de Berne, en avertissant les patriotes de ces quatre républiques que le

règne de la lÜK-rté direclortale, qui avait cesse pour la France consulaire, devait cesser aussi pour ses alliés. I.a révolution de la république batave sc fit à duniicilc, ainsi que celle de tiéiies : elle fut prompte comme la volonté de Borinparle et paisible cornnie le caractère hollnmlais. L'ambassadeur Scliimnielpenninck, travesti subitemenl en plénipulcntiaire du premier Consul, arriva de Paris à La Haye avec les élémens de la nouvelle constiliition ; les lruu|N*s français

The text on this page is estimated to be only 29.21% accurate

ilISTOlH];; DE qu'il n'y avait point à délibérer, parce qu'elle était déjà soumise au vœu du peuple. Eu réponse à ce message impérieux, les chambres se firent l'honheur de décréter la suppression des mesures extralégales que le Directoire avait osé prendre. Alors le coup d'État cul lieu : une proclamation ordonna la dissolution des deux chambres, et Ut fermer le palais du Corps-Législatif. Au mois de novembre 1801, la nouvelle constitution batave fut acceptée et publiée presque à l'insu du peuple; de même que celle de France, elle gardait toutes les formes de la liberté, en détruisant l'empreinte révolutionnaire : elle prononçait la levée des séquestres, l'alwlitiun des confiscations, la révision des luis, et assurait la garantie des propriétés; aussi rélilc de la nation reçut-elle comme uii bienfait une loi fuiiduineiilale si étrangement imposée par des hommes sans mission, et par une volonté alors irrésistible. La révolution de la Cisalpine ii'olTril également qu'un seul changement de constitution; mais ce changement s'cfTectua avec plus d'éclat. Le 21 novembre 1801, la con$ulta de la république cisalpine arrêta qu'il serait formé une consulta extraordinaire qui s'assemblerait à Lyon pour fixer les bases des lois organiques de la république. Le premier Consult ajoutait le décret, est invité à suspendre les immenses travaux de sa magistrature , pour partager avec les députés de la consulta traordinaire le poids de leurs délibérations. Il ne fallait pas un grand effort d'intelligence pour deviner de qui émanait une semblable invitation ; toutefois c'était une singulière nouveauté d'appeler un gouvernement etranger à venir discuter scs intérêts dans une ville d'un État voisin, l.a France et l'Europe furent pareillement frappées dcces)stèiiie d'autocratie législatrice, qui jaillissait tout a coup du traité de Lunéville. Quatre cent cinquanlcKleux notables italiens partirent pour Lyon , où ils sc réunirent le 51 décembre. Le général en chef de l'armée d'Italie, Murat, et le ministre de France, Péliet, ancien president du Corps-Législatif de la république cisalpine, sc rendirent de Milan à Lyon; les ministres des relations extérieures cl de l'intérieur, Talleyrand et Chaplal, y arrivèrent de Paris, chargés d'exercer la plus hrillante hospitalité envers les députes de l'Italie; Lyon se réserva d'eml>ellir la solennité que le premier Consul allait honorer de sa présence. Le 11 janvier 1802, il fil à Lyon une entrée triomphale, comme pacificateur et législateur; cachés sous les palmes civiles, ses lauriers ne reparurent que dans la magnifique décoration dont

riiiduslrir lyonnaise enrichit la salle de l’asîM'mblée générale. La consulta avait commence scs séances le î janvier, sous la |irésideiice NAPOLEON. 175 du comte Marescalchi, et nommé dans son sein une commission de trente membres, qui devait proposer au premier Consul les choix pour les principales magistratures de l'État, et notamment pour la première. Le 25 janvier eut lieu la dernière séance de Cette haute commission, dont le rapport concluait à ce que le général Bonaparte voulût honorer la république cisalpine., en continuant de la gouverner. Le lendemain le premier Consul vint en granda pompe à 1a salle des délibérations de la consulta, cl finit ainsi le discours qu’il prononça en langua italienne : * Les cADi.r que fai fùits pour remplir « ros premières magistratures l’ont été indépenu dammentde toute idée de parti, de tout esprit de » localité. Quant à celle de président, je n’ai trouvé « personne parmi vous qui eût encore assez de K droits sur l'opinion publique, qui fût assez indcM pendant de l’esprit de localité, et qui eût rendu •i d’assez grands services à son pays , pour la lui « confier J’adhère à votre vœu ; je conserverai « encore... la grande pensée de vos affaires » Tous les assistans sc levèrent, la salle retentit d’applaudisse'mens unanimes; et, pour consacrer cet important changement, les députés demanderont et obtinrent que le nom de république italienne fut substitué à celui de république cisalpine. \Ai premier Consul nomma vice-président M.deMelzy, depuis duc ilc Lodi, et l’embrassa. Ainsi se termina cette séance politique, où fut proclamée la nouvelle conslilutioii italienne, sortie du cabinet du premier Consul. La révolution prit une autre marche dans l'Helvétie, où, en raison des souvenirs et du caractère de la nation, et des résistances partielles, elle ii« pouvait être implantée aussi facilement qu'en Hollande, à Gènes et en Lombardie. Im premier Consul avaitdèjà fait faire les approches de cette campagna politique avant la signature des préliminaires du traite d’Amiens, peu de temps après celui de Luné* ville ; il se proposait aussi de détacher le Valais de funion helvétique, et de le rendre indépendant sous sa protection spéciale, afin de s'assurer une roule militaire vers le Milanais, cl du garantir ainsi sa base d'opérations sur l’Allemagne et sur l'ilalic. Telles étaient alors les conceptions de Bonaparte; elles présentaient le cachet, non-seulement d’une haute spéculation de son esprit, mais celui d’un projet arrêté, dont rcxcculion devenait inquiélaule. Les partis furent bienlùt en présence dans l'ilelvélie, et la guerre, déclarée aux unitaires par les fédéralistes : l’ancien régime attaqua liaulemcnl la révu-t lution. Üoe diète générale, asscmhice à Berne le 7 seplcinhrc 1801,

clablil un nouveau sénat, et umi commission exécutive présidée par Alovs Reding. chef ardent de l’opjujsition fédéralr. Ilctiing se rciiDigilized by Googic

qu'il n'y avait point à délibérer, parce qu'elle était déjà soumise au vœu du peuple. En réponse à ce message impérieux, les chambres se firent l'honneur de décréter la suppression des mesures extra-légales que le Directoire avait osé prendre. Alors le coup d'État eut lieu : une proclamation ordonna la dissolution des deux chambres, et fit fermer le palais du Corps-Législatif. Au mois de novembre 1801, la nouvelle constitution batave fut acceptée et publiée presque à l'insu du peuple ; de même que celle de France, elle gardait toutes les formes de la liberté, en détruisant l'empreinte révolutionnaire : elle prononçait la levée des séquestres, l'abolition des confiscations, la révision des lois, et assurait la garantie des propriétés ; aussi l'élite de la nation reçut-elle comme un bienfait une loi fondamentale si étrangement imposée par des hommes sans mission, et par une volonté alors irrésistible.

La révolution de la Cisalpine n'offrit également qu'un seul changement de constitution ; mais ce changement s'effectua avec plus d'éclat. Le 21 novembre 1801, la *consulta* de la république cisalpine arrêta qu'il serait formé une *consulta* extraordinaire qui s'assemblerait à Lyon pour fixer les bases des lois organiques de la république. *Le premier Consul*, ajoutait le décret, *est invité à suspendre les immenses travaux de sa magistrature, pour partager avec les députés de la* consulta *extraordinaire le poids de leurs délibérations.* Il ne fallait pas un grand effort d'intelligence pour deviner de qui émanait une semblable invitation ; toutefois c'était une singulière nouveauté d'appeler un gouvernement étranger à venir discuter ses intérêts dans une ville d'un État voisin. La France et l'Europe furent pareillement frappées de ce système d'autocratie législatrice, qui jaillissait tout à coup du traité de Lunéville. Quatre cent cinquante-deux notables italiens partirent pour Lyon, où ils se réunirent le 31 décembre. Le général en chef de l'armée d'Italie, Murat, et le ministre de France, Pétiet, ancien président du Corps-Législatif de la république cisalpine, se rendirent de Milan à Lyon ; les ministres des relations extérieures et de l'intérieur, Talleyrand et Chaptal, y arrivèrent de Paris, chargés d'exercer la plus brillante hospitalité envers les députés de l'Italie ; Lyon se réserva d'embellir la solennité que le premier Consul allait honorer de sa présence. Le 11 janvier 1802, il fit à Lyon une entrée triomphale, comme pacificateur et législateur ; cachés sous les palmes civiles, ses lauriers ne reparurent que dans la magnifique décoration dont l'industrie lyonnaise enrichit la salle de l'assemblée générale. La *consulta* avait commencé ses séances le 4 janvier, sous la présidence du comte Marescalchi, et nommé dans son sein une commission de trente membres, qui devait proposer au premier Consul les choix pour les principales magistratures de l'État, et notamment pour la première. Le 25 janvier eut lieu la dernière séance de cette haute commission, dont le rapport concluait à ce que *le général Bonaparte voulût honorer la république cisalpine, en continuant de la gouverner.* Le lendemain le premier Consul vint en grande pompe à la salle des délibérations de la *consulta*, et finit ainsi le discours qu'il prononça en langue italienne : « *Les choix que j'ai faits pour remplir* « *vos premières magistratures l'ont été indépen-* « *damment de toute idée de parti, de tout esprit de* « *localité. Quant à celle de président,* je n'ai trouvé « personne parmi vous qui eût encore assez de « droits sur l'opinion publique, qui fût assez indé- « pendant de l'esprit de localité, et qui eût rendu « d'assez grands services à son pays, pour la lui « confier..... J'adhère à votre vœu ; je conserverai « encore... la grande pensée de vos affaires..... » Tous les assistans se levèrent, la salle retentit d'applaudissemens unanimes ; et, pour consacrer cet important changement, les députés demandèrent et obtinrent que le nom de *république italienne* fût substitué à celui de *république cisalpine.* Le premier Consul nomma vice-président M. de Melzy, depuis duc de Lodi, et l'embrassa. Ainsi se termina cette séance politique, où fut proclamée la nouvelle constitution italienne, sortie du cabinet du premier Consul.

La révolution prit une autre marche dans l'Helvétie, où, en raison des souvenirs et du caractère de la nation, et des résistances partielles, elle ne pouvait être implantée aussi facilement qu'en Hollande, à Gênes et en Lombardie. Le premier Consul avait déjà fait faire les approches de cette campagne politique avant la signature des préliminaires du traité d'Amiens, peu de temps après celui de Lunéville ; il se proposait aussi de détacher le Valais de l'union helvétique, et de le rendre indépendant sous sa protection spéciale, afin de s'assurer une route militaire vers le Milanais, et de garantir ainsi sa base d'opérations sur l'Allemagne et sur l'Italie. Telles étaient alors les conceptions de Bonaparte ; elles présentaient le cachet, non-seulement d'une haute spéculation de son esprit, mais celui d'un projet arrêté, dont l'exécution devenait inquiétante. Les partis furent bientôt en présence dans l'Helvétie, et la guerre déclarée aux unitaires par les fédéralistes : l'ancien régime attaqua hautement la révolution. Une diète générale, assemblée à Berne le 7 septembre 1801, établit un nouveau sénat, et une commission exécutive présidée par Aloys Reding, chef ardent de l'opposition fédérale. Reding se ren-

The text on this page is estimated to be only 25.93% accurate

i:î HISTOIRE DE NAPOLÉON. dit de iui-mcme à Paris, pont proToquer, auprès du premier Consul, le rélablisseinenl de Tordre de choses détruit par le Directoire. Il recul un accueil peu favorable. Ronapartc sc retrancha dans Tesprit du traité de Kunévillc, cl sc cunlcnla de montrer le désir de voir remplacer dans la commission exé* cutive six membres do l'ancien régime par un noni> bre égal de leurs adversaires. Il résulta de leur admission un plan de constitution qui occupa trois mois le sénat. Hais, diriges par le ministre de France, les six commissaires élus en dernier lieu s'assemblèrent le 17 avril 180:2, renversèrent cette constitution, et en rédigèrent une autre, bientôt acceptée parles cantons aristocratiques, et rejetée par Icsdciiiocraliqucs; Tacccplation de cette constitution fut encouragée de plus par la promesse du départ de Tannée française. Bonaparte pruûta de cette révolution pour faire proclamer Tiiidcpcndancc du Valais. Le 20 juillet, ses troupes évacuèrent le territoire helvétique. Cepcmlaiil, le 25, les cantons démocratiques Scbwitx, Uri et Utidcrwald, annoncèrent qu'ils sc dclacbaicnt de Tunion. Le nouveau gouvernement déclara illégales leurs assemblées et leurs résolutions. Soudain l'insurrection éclata, et s'accrut des cantons de Zug, Claris, Appenxell, Sainl-Gall, du Rheintal ; toute la Suisse se trouva en armes. Les insurgés battirent en deux rencontres les forces helvétiques; toutefois, clics marchèrent sur Zurich, qui refusa d'ouvrir ses portes, et la boinbardèrenl le 7 et le 15 septembre, mais inutilement. EiiHn , le 18, les insurgés s'emparèrent de Berne, par une capitulation que Rcding adressa à toutes les puissances de TEurope. l>a coiitrc-révoluUoii était complète. Une trêve avait été conclue, elle expira le 20 septembre ; alors une armée, créée sous le nom d'armée eufchâtel. Le gouvernement helvétique touchait au moment d'évacuer Lausanne pour sc réfugier en Savoie, lorsque le général Rapp, aide-dc-cainp du premier Consul. arriva porteur de la proclamation suivante: Le sang des Suisses a coulé par la main des •I Suisses. Vous vous êtes disputés trois ans sans M vous entendre : si Ton vous abandonne plus longM temps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans •I sans vous entendre, Votre histoire prouve d'ailM leurs que vos guerres intestines n'ont Jamais pu K se. terminer que par Tcnlremise de la France. Il .» est vrai que j'avais pris le parti de ne me mêler •I en rien de vos affaires: j'avais vu constamment •. vos difTèrens gmivernemens me demariiler des *• eonseilsel ne pas les suivn*, et

quelquefois abuser U de mon nom, selon leurs intérêts et leurs pasensé(^ de Bonaparte. Rapp était chargé d'indiquer les moyens d'exécution. Cinq jours après celte noliflcatioii, le sénat devait retourner à Berne; toutes les autorités nouvelles devaient cesser leur fonctions, les lrou|H>s des confédérés être licenciées après avoir déposé leurs armes. Les trou^ve» helvétiques seules seraient coiistTvées, cl les deux demi-brigades suisses venues de France formeraient la garnison de Berne. Des députés se rendraient à Paris pour concourir sous les yeux du premier (>)nsul à la confection d'une constitution fédérative. Rapp fit sans peine consentir les vaincus à une proposition qui ramenait le pouvoir de leur côté; mais à Berne les choses se passaient autrement qu'à 1/dUzanne : on déclara que Ton consulterait la diète de Schwilz ; clic avait envoyé à Vienne et voulait gagner du temps. Alors Rapp, en sa qualité de représentant du médiateur, accorda cinq jours pour la réponse de la diète; faute de quoi, Tannée du général Ney reviendrait occuper le territoiri'. La diète se soumit en protestant contre sa S4)timission. Ncy arrêta son niouveiricfil. Parmi les puissances qui voulurent intervenir, TAnglelerrc |>arla le plus hautement, Opendant. le 9 m tobre, la diète adressa aux autorités françaises une déclaration dans laquelle, en rappelant l'indépendance assurée à la Suisse par le traite de Lunéville, clic disait ne pouvoir considérer le gemreniement hclrètique, hai jtour les motifs tes plus justes, que comme imposé par U» fbree à ta nation. Aussitôt le général Ney se mil en marche avec son armée ; investi du commandement, il devait en outre déployer le caractère de ministre plénipotentiaire à la place de Tainhassadeur Verninac. Le gniiverneinent détrôné était retiré à Lucerne, et le gouvernement vaincu par lui avait reparu dans Berne, où Rapp l'installa solennellement. Pendant que Ney avançait sur TArgovic, Mural, général on chef de Tarmcc d’Italie, poussa une colonne sur le territoire des Grisons ; ainsi la Suisse se voyait bloquée et envahie. Enfin, par le sénalus-consulte du 25 octobre, qui prescrivait aux dix-huit cantons le mode d'élcclioii, la réunion des députés à Paris fut fixée au 15 novembre. Mais rien n’avait pu ébranler la résolution de la diète de Schwilz. et, loin de se dissoudre. Uaehmaim. son general, avait rassemblé, depuis le licenciement, des milices .avec lesqneilrs il ganlait DigilizodJDy Google

dit de lui-même à Paris, pour provoquer, auprès du premier Consul, le rétablissement de l'ordre de choses détruit par le Directoire. Il reçut un accueil peu favorable. Bonaparte se retrancha dans l'esprit du traité de Lunéville, et se contenta de montrer le désir de voir remplacer dans la commission exécutive six membres de l'ancien régime par un nombre égal de leurs adversaires. Il résulta de leur admission un plan de constitution qui occupa trois mois le sénat. Mais, dirigés par le ministre de France, les six commissaires élus en dernier lieu s'assemblèrent le 17 avril 1802, renversèrent cette constitution, et en rédigèrent une autre, bientôt acceptée par les cantons aristocratiques, et rejetée par les démocratiques; l'acceptation de cette constitution fut encouragée de plus par la promesse du départ de l'armée française. Bonaparte profita de cette révolution pour faire proclamer l'indépendance du Valais. Le 20 juillet, ses troupes évacuèrent le territoire helvétique. Cependant, le 23, les cantons démocratiques Schwitz, Uri et Underwald, annoncèrent qu'ils se détachaient de l'union. Le nouveau gouvernement déclara illégales leurs assemblées et leurs résolutions. Soudain l'insurrection éclata, et s'accrut des cantons de Zug, Glaris, Appenzell, Saint-Gall, du Rheintal; toute la Suisse se trouva en armes. Les insurgés battirent en deux rencontres les forces helvétiques; toutefois, elles marchèrent sur Zurich, qui refusa d'ouvrir ses portes, et la bombardèrent le 7 et le 13 septembre, mais inutilement. Enfin, le 18, les insurgés s'emparèrent de Berne, par une capitulation que Reding adressa à toutes les puissances de l'Europe. La contre-révolution était complète. Une trêve avait été conclue, elle expira le 26 septembre; alors une armée, créée sous le nom d'*armée de la ligue*, est confiée au commandement du général Bachmann. Cette armée se mit en mouvement; peu de jours lui suffirent pour s'emparer de Fribourg, de Morel, de Neufchâtel.

Le gouvernement helvétique touchait au moment d'évacuer Lausanne pour se réfugier en Savoie, lorsque le général Rapp, aide-de-camp du premier Consul, arriva porteur de la proclamation suivante:

« Le sang des Suisses a coulé par la main des « Suisses. Vous vous êtes disputés trois ans sans « vous entendre: si l'on vous abandonne plus long- « temps à vous-mêmes, vous vous tuerez trois ans « sans vous entendre. Votre histoire prouve d'ail- « leurs que vos guerres intestines n'ont jamais pu « se terminer que par l'entremise de la France. Il « est vrai que j'avais pris le parti de ne me mêler « en rien de vos affaires: j'avais vu constamment « vos différens gouvernemens me demander des « conseils et ne pas les suivre, et quelquefois abuser « de mon nom, selon leurs intérêts et leurs pas- « sions; mais je ne puis ni ne dois rester insensible « au malheur auquel vous êtes en proie. Je reviens « sur ma résolution, je serai le *médiateur* de vos « différends: mais ma médiation sera efficace, telle « qu'elle convient aux grands peuples au nom des- « quels je parle. » Cette proclamation expliquait toute la pensée de Bonaparte. Rapp était chargé d'indiquer les moyens d'exécution. Cinq jours après cette notification, le sénat devait retourner à Berne; toutes les autorités nouvelles devaient cesser leur fonctions, les troupes des confédérés être licenciées après avoir déposé leurs armes. Les troupes helvétiques seules seraient conservées, et les deux demi-brigades suisses venues de France formeraient la garnison de Berne. Des députés se rendraient à Paris pour concourir sous les yeux du premier Consul à la confection d'une constitution fédérative. Rapp fit sans peine consentir les vaincus à une proposition qui ramenait le pouvoir de leur côté; mais à Berne les choses se passaient autrement qu'à Lauzanne: on déclara que l'on consulterait la diète de Schwitz; elle avait envoyé à Vienne et voulait gagner du temps. Alors Rapp, en sa qualité de représentant du médiateur, accorda cinq jours pour la réponse de la diète; faute de quoi, l'armée du général Ney reviendrait occuper le territoire. La diète se soumit en protestant contre sa soumission. Ney arrêta son mouvement. Parmi les puissances qui voulurent intervenir, l'Angleterre parla le plus hautement. Cependant, le 9 octobre, la diète adressa aux autorités françaises une déclaration dans laquelle, en rappelant l'indépendance assurée à la Suisse par le traité de Lunéville, elle disait *ne pouvoir considérer le gouvernement helvétique, haï pour les motifs les plus justes, que comme imposé par la force à la nation.* Aussitôt le général Ney se mit en marche avec son armée; investi du commandement, il devait en outre déployer le caractère de ministre plénipotentiaire à la place de l'ambassadeur Verninac. Le gouvernement détrôné était retiré à Lucerne, et le gouvernement vaincu par lui avait reparu dans Berne, où Rapp l'installa solennellement. Pendant que Ney avançait sur l'Argovie, Murat, général en chef de l'armée d'Italie, poussa une colonne sur le territoire des Grisons; ainsi la Suisse se voyait bloquée et envahie. Enfin, par le sénatus-consulte du 29 octobre, qui prescrivait aux dix-huit cantons le mode d'élection, la réunion des députés à Paris fut fixée au 13 novembre.

Mais rien n'avait pu ébranler la résolution de la diète de Schwitz, et, loin de se dissoudre, Bachmann, son général, avait rassemblé, depuis le licenciement, des milices avec lesquelles il gardait

 militairement la ligne de la Heuss. I.e général Ney, déjà tiiaüre de Zurich , envoya à TiUceriic sommer le gfmvernemcnt proviS4iire de sc séparer, et la diète de dire si elle adhérait à la proclamation du premier (ionsiil. La diète obéit eiifln, mais elle continua de protester publiquement contre la violence qui lui était faite, et de déclarer qu'elle ne cédait qu'à lafbrte. $an» préjudicier aux droilsde la Suieee pour l'avenir. Aluys Ilcding fut bientôt arrêté k. Schwitz, ainsi que quelques autres, par ordre du gouvernement helvétique, cl enfermé au château de Giillon sur le lac de Genève. liC 10 décembre, cinquante-six députés suisses sc réunirent à Paris. Le premier Consul traça le plan de la

constitution nouvelle dans une déclaration. I

militairement la ligne de la Reuss. Le général Ney, déjà maître de Zurich, envoya à Lucerne sommer le gouvernement provisoire de se séparer, et la diète de dire si elle adhérait à la proclamation du premier Consul. La diète obéit enfin, mais elle continua de protester publiquement contre la violence qui lui était faite, et de déclarer *qu'elle ne cédait qu'à la force, sans préjudicier aux droits de la Suisse pour l'avenir*. Aloys Reding fut bientôt arrêté à Schwitz, ainsi que quelques autres, par ordre du gouvernement helvétique, et enfermé au château de Chillon sur le lac de Genève. Le 10 décembre, cinquante-six députés suisses se réunirent à Paris. Le premier Consul traça le plan de la constitution nouvelle dans une déclaration. Les sénateurs Barthélemy, Fouché, Rœderer, assistèrent aux séances pour discuter cette constitution et l'acte de médiation. Enfin, la séance générale du 24 janvier 1803 nayant pas amené un résultat positif, Bonaparte appela auprès de lui dix membres de la députation, dont cinq unitaires et cinq fédéralistes, et l'acte de médiation, après avoir été débattu en sa présence, fut définitivement arrêté, et donné aux Suisses le 9 février. Le 10 mars, la dissolution du gouvernement central eut lieu à Berne. L'acte de médiation désignait le général Louis d'Affry *landamman* de la Suisse pour 1803; la première diète s'assembla à Fribourg le 4 juillet; Aloys Reding y siégea en qualité de député de Schwitz. La présence du chef des fédéralistes à la nouvelle diète prouva que si la réconciliation n'était pas complète, du moins l'opposition à la France ne pouvait plus exister. Voilà précisément ce que voulait le premier Consul. Il voulait aussi le bonheur de la Suisse. Il n'y eut jamais de pays plus heureux, plus tranquille, que l'Helvétie depuis la médiation de Bonaparte. Le parti aristocratique s'y vit constamment comprimé; aussi, treize ans après, l'oligarchie seule, et non la nation, ouvrit les portes de la France à l'invasion étrangère.

I7(i HISTOIRE DE NAI'OEÉOX. CHAPITRE VI. (1802.) PAIX d'aHIC^S. — AllIISTIC DE$ ElICltS. — RÊ£LECTI0?I DC PIEXIBR COÜftrL TOtR BIX AHNtE5. — LÊGIOXo’nO^rfEl'R. — COîlHLAT A VIE. l/AuntB I80i

 Icment accepté sa réforme politique. Le juîn> la paix fut conclue entre la France et la Porte Otto* mane. LMlc (l*Elbc. dont la défense avait honoré pendant six mois la valeur anglaise, lit partie intégrante de la république, en vertu du traité de Naples. Le SI juillet, le Valais sc constitua en république indépendante de la Suisse, sous la protection de la Cisalpine et de la France ; bientôt cette république proclama le premier Consul son libérateur. Enfin l'heureux Bonaparte recueillait, le 11 décembre, le fruit de sa première victoire, en incorporant le Piémont é U France. Les triomphes du vainqueur de Montenotteet de Hillesimo revinrent en mémoire quand on publia la réunion i la république des six departemens du P6, de la Doire, de la Sesia, de la Stura, du Tanaro et de Marengo. Voilé les fastes politiques extérieurs de180S. Quant aux fastes politiques intérieurs, ils portèrent visiblement Tcmprcintc de ce pouvoir subitement colossal qui, debout sur les traités et les dépouilles de l'Europe, négociait déjà, à la manière des conquérans, avec les libertés et les institutions de son pays. Mais le génie de Bonaparte, qui l'appelait invinciblement à la puissance absolue, lui inspirait aussi la grande idée d'élever la France au faite des prospérités industrielles et des connaissances qui caractérisent la plus haute civilisation. Il était déjà le maître du premier peuple du inonde par sa gloire militaire; il voulut que ce peuple devint aussi le premier par sa gloire civile. Ainsi, le 4 mars, un arrête consulaire chargea l'Institut national de tracer un tableau général des progrès et de l'état des sciences, des lettres et des arts, depuis 1789 jusqu'en 1801. Ce tableau devait en outre indiquer les decouvertes d'une application utile à l'administration publique, spéciMer les secours cl les encouragcmeiis necessaires aux sciences, aux lettres cl aux arts, et désigner les pcrfcctioatiemens dont seraient susceptibles les méthodes employées dans les diflérentes branches de renseignement. L'instruction publique, cunÛée au célèbre Fourcroy, reçut aussi une nouvelle organisation : on donna des écoles primaires et secondaires aux communes ; on établit des lycées et des écoles spéciales aux frais de l'Etat ; la loi qui autorisait toutes CCS créations parut le 1>' mai. Le 15 juin, une somme de 60,000 fr. fut alTectéc aux progrès que les savans français ou autres pourraient faire faire au galvanisme et à l'électricité : le 4 octobre la société galvanique sc forma à Paris ; le 16, des lycées étaient déjà ouverts dans plusieurs grandes cités, à Mayence, à Bruxelles, à Lyon : le 18, un séiialus-consulte, que ne

désavouerait pas le gouvernement le plus libéral, accorda les droits de citoyen français, aprc) une année de domicile, à tout étranger qui, dans l'espace des cinq années suivantes, aurait bien mérité de la république par d'importans services, soit l'importation d'une découverte ou d'une industrie utile, soit la création d'un grand établissement. Enûn, le 24 décembre, le premier Consul ordonna la formation de chambres de commerce dans les principales villes de la république, et celle d'un conseil-général de commerce à Paris. (ATS institutions, ces décrets, rendaient on hommage éclatant aux triomphes civils de la liberté. Mais cette liberté, la seule base constitutionnelle du pouvoir en 1789, n'en éuit déjà plus que l'inslrument en 1802; elle avait cessé de régner comme loi suprême. Les innovations politiques et législatives de 1802 prouvèrent suffisamment à quelle distance le premier Consul avait laissé loin de lui les principes de la révolution. Le 26 avril parut un sénatus-consultc relatif aux émigrés, que la France en paix et au comble de la gloire venait d'amnistier. Dés ce jour, grâce aux dispositions favorables de cet acte politique, qui allait jusqu'à rendre aux anciens proscrits leurs biens encore invendus, l'éiiiigration sc réconcilia, non avec la révolution, qui s'élcignait, mais avec Bonaparte, qui s'élevait. I.c 7 juin suivant, un autre sénatus-consultc prorogea de dix aimées la magistrature consulaire dans la personne de Bonaparte. « La Foriu$tt a $ourià la république , répondit-il au message du .Sénat, « mai$ la Fortune eet inconetante; ehl combien « d'hommeê qu'elle axait comblée de ea fdreur ont 8 vécu trop de quelques annéeel L'intérêt de ma U gloire et celui de mon bonheur sembleraient atoir U marqué le terme de ma vie publique au moment 8 OM ia paix du ntonde est proclamée Mais voua 8 juges que je dois au peuple un nouveau sacrifice : 8 je le ferai si le bien du peuple me commande ce 8 que votre suffrage autorise. » Deux lois absolument nouvelles dans Je code de nos libertés sortirent tout à coup de celte modification à ia Constitution. La première, publiée le 19 mai, instituait la Légion-d'Honneur : la discussion de cette loi excita des débats plus vifs dans le Tribuiiat que le projet sur le Concordat, qui obtint une majorité de 78 voix sur 85. Les dénominations de royauté consulaire et d'ordre de chevalerie retentirent fréquemment dans les discours. La plus forte opposition cul lieu de la part de MM. Chauvcliii et Savoye-Rollin ; au Corps-Législatif la loi ne passa qu'à une majorité de 66 voix : il y eut 110 boules noires sur 276 votans. La république était morte, mais tous les républicains ne l'étaient pas encore. Si l'égalité put être déclarée en danger

au Tribunal à l’occasion de l'ordre de la Légion-

lement accepté sa réforme politique. Le 25 juin, la paix fut conclue entre la France et la Porte Ottomane. L'île d'Elbe, dont la défense avait honoré pendant six mois la valeur anglaise, fit partie intégrante de la république, en vertu du traité de Naples. Le 21 juillet, le Valais se constitua en république indépendante de la Suisse, sous la protection de la Cisalpine et de la France; bientôt cette république proclama le premier Consul son libérateur. Enfin l'heureux Bonaparte recueillait, le 11 décembre, le fruit de sa première victoire, en incorporant le Piémont à la France. Les triomphes du vainqueur de Montenotte et de Millesimo revinrent en mémoire quand on publia la réunion à la république des six départemens du Pô, de la Doire, de la Sesia, de la Stura, du Tanaro et de Marengo. Voilà les fastes politiques extérieurs de 1802.

Quant aux fastes politiques intérieurs, ils portèrent visiblement l'empreinte de ce pouvoir subitement colossal qui, debout sur les traités et les dépouilles de l'Europe, négociait déjà, à la manière des conquérans, avec les libertés et les institutions de son pays. Mais le génie de Bonaparte, qui l'appelait invinciblement à la puissance absolue, lui inspirait aussi la grande idée d'élever la France au faîte des prospérités industrielles et des connaissances qui caractérisent la plus haute civilisation. Il était déjà le maître du premier peuple du monde par sa gloire militaire; il voulut que ce peuple devînt aussi le premier par sa gloire civile. Ainsi, le 4 mars, un arrêté consulaire chargea l'Institut national de tracer un tableau général des progrès et de l'état des sciences, des lettres et des arts, depuis 1789 jusqu'en 1801. Ce tableau devait en outre indiquer les découvertes d'une application utile à l'administration publique, spécifier les secours et les encouragemens nécessaires aux sciences, aux lettres et aux arts, et désigner les perfectionnemens dont seraient susceptibles les méthodes employées dans les différentes branches de l'enseignement. L'instruction publique, confiée au célèbre Fourcroy, reçut aussi une nouvelle organisation : on donna des écoles primaires et secondaires aux communes; on établit des lycées et des écoles spéciales aux frais de l'État; la loi qui autorisait toutes ces créations parut le 1er mai. Le 15 juin, une somme de 60,000 fr. fut affectée aux progrès que les savans français ou autres pourraient faire faire au galvanisme et à l'électricité : le 4 octobre la société galvanique se forma à Paris; le 16, des lycées étaient déjà ouverts dans plusieurs grandes cités, à Mayence, à Bruxelles, à Lyon : le 18, un sénatus-consulte, que ne désavouerait pas le gouvernement le plus libéral, accorda les droits de citoyen français, après une année de domicile, à tout étranger qui, dans l'espace des cinq années suivantes, aurait bien mérité de la république par d'importans services, soit l'importation d'une découverte ou d'une industrie utile, soit la création d'un grand établissement. Enfin, le 24 décembre, le premier Consul ordonna la formation de chambres de commerce dans les principales villes de la république, et celle d'un conseil-général de commerce à Paris.

Ces institutions, ces décrets, rendaient un hommage éclatant aux triomphes civils de la liberté. Mais cette liberté, la seule base constitutionnelle du pouvoir en 1789, n'en était déjà plus que l'instrument en 1802; elle avait cessé de régner comme loi suprême. Les innovations politiques et législatives de 1802 prouvèrent suffisamment à quelle distance le premier Consul avait laissé loin de lui les principes de la révolution. Le 26 avril parut un sénatus-consulte relatif aux émigrés, que la France en paix et au comble de la gloire venait d'amnistier. Dès ce jour, grace aux dispositions favorables de cet acte politique, qui allait jusqu'à rendre aux anciens proscrits leurs biens encore invendus, l'émigration se réconcilia, non avec la révolution, qui s'éteignait, mais avec Bonaparte, qui s'élevait. Le 7 juin suivant, un autre sénatus-consulte prorogea de dix années la magistrature consulaire dans la personne de Bonaparte. « *La Fortune a souri à la « république*, répondit-il au message du Sénat, « *mais la Fortune est inconstante; eh! combien « d'hommes qu'elle avait comblés de sa faveur ont « vécu trop de quelques années! L'intérêt de ma « gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir « marqué le terme de ma vie publique au moment « où la paix du monde est proclamée.....* Mais vous « jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice : « je le ferai si le bien du peuple me commande ce « que votre suffrage autorise. »

Deux lois absolument nouvelles dans le code de nos libertés sortirent tout à coup de cette modification à la Constitution. La première, publiée le 19 mai, instituait la Légion-d'Honneur : la discussion de cette loi excita des débats plus vifs dans le Tribunat que le projet sur le Concordat, qui obtint une majorité de 78 voix sur 85. Les dénominations de *royauté consulaire* et d'*ordre de chevalerie* retentirent fréquemment dans les discours. La plus forte opposition eut lieu de la part de MM. Chauvelin et Savoye-Rollin; au Corps-Législatif la loi ne passa qu'à une majorité de 66 voix : il y eut 110 boules noires sur 276 votans. La république était morte, mais tous les républicains ne l'étaient pas encore. Si l'égalité put être déclarée en danger au Tribunat à l'occasion de l'ordre de la Légion-d'Honneur, le lendemain la liberté naturelle fut en véritable péril; car le 20 mai parut une seconde loi qui main-

178 HISTOIRE DE NA1H)I.É0N. leiiail Tcsclavagc dans los culouies rendues à la France parle Irailé d’Amiens. En eiïct, le 14 sep> tcmhrts roccupaliun des troupes républicaines dé* barquees à la Martinique y rétablit l’ancienne discipline, comme rexpeditiun du 7 mai dernier l'avait Tait à la Guadclou{>e. Mais, par une bizarrerie, ou plutôt par une prévision singulière, cette lui si étrange décidera le saulèvcmcnl de la colonie à laquelle elle n'était point applicable suivant le traite d’Amiens : Saint-Domingue prendra pour lui l'arrêt porte contre la Guadeloupe et la Martinique. Scs noirs, ne se trouvant pas d'une autre couleur que ceux de ces deux colonies, ne pourront croire qu'ils auront une condition diflérente. Enfin une question est tout à coup soumise au peuple : Napoléon Bonaparte eera-t-il coneul à tief Et le 2 août le sénatusconsulle proclame le vœu du peuple. Le message du Sénat fut présenté au premier Consul par le comte Barthélemy, son président. Il y était établi que 3,8117,888 citoyensavaient voté librement, dont 3,368,289 pour rafllrmalive; c'est sans contredit une des élections les plus remarquables de l’histoire. » La vie d’un citoyen est U à la patrie, répondit le premier Consul au présiU dent du Sénat; le peuple français veut que la M mienne tout entière lui soit consacrée, j'obéis à U sa volonté. La liberté, l'égalité, la prospérité de «I la France seront assurées..... Le meilleur des U peuples sera le plus heureux.... Content alors K d’avoir été appelé, par l'ordre de celui de qui ■ tout émane, è ramener sur la terre l’ordre et l'éM galité , j'entendrai sonner la dernière heure sans « regret La monarchie élective venait d'étre proclamée. Deux jours après, on publia le changement de U Constitution. Les trois consuls sont à vie; divers degrés d'éJection sont institués. Le principe sacré, le principe annuel du droit électoral, se trouve détruit par la division du Corps-Législatif en cinq séries renouvelées successivement; les électeurs aussi ont des fonctions è vie. Avec des sénatus-consuites organiques, le Sénataledroit de bouleverser les institutions et de dissoudre même le Corps-Législatif et le Tribunat. Le premier est réduit à deux cent cinquante-huit membres; le second, qui a déjà éprouvé l’ostracisme de l’élimination individuelle, ne comptera plus que cent membres, La monarchie élective devient déjà absolue. Digiiized by Google

HISTOIRE DE NAI>Ül,ÉOX. 179 CHAPITRE VU. (1801-1801.) EXr&OmuN B£ SAINT'DOMIKUCK. Dtvx mois après la signature des préliminaires de la paix entre la France et l'Anglelerre, le parlement apprit avec une sorte d'elTroi qu'une QoUc immense, françaiseetespagnolc, portant des troupes cipéditiuiinaires et destinées pour les Indes occidentales, SC préparait à appareiller du port de Brest. On sut également que sept escadres, armées à Lorient, è Itochefort, à Cadix, à Toulon, à Brest, au Hâvre et à Flessingue, faisaient partie de ce formidable armement. Environ quatre-vingts bàtimens de guerre français, espagnols et bataves, dont trente* cinq vaisseaux et vingl-el*une frégates, ayant à bord une armée de vingt-et-un mille hommes, presque toute composée des vainqueurs de Hohenlinden, allaient mettre à la voile, ('.cite nouvelle si imprévue jeta une grande agitation dans le peuple anglais, et donna lieu è de vifs débats dans les deux chambres. On y soutint que le temps intermédiaire entre les préliminaires et la paix était généralement reconnu. comme un intervalle de sécurité pendant lequel on devait réciproquement s'abstenir de toute démonstration extérieure; et l'on assimilait à une espèce de sacrilège politique, la mystérieuse entreprise qui lançait tout à coup hors des ports de la domination française des forces combinées aussi considérables. L'Angleterre demanda des explications au gouvernement consulaire, qui articula le véritable motif de ces préparatifs; ils ne furent jugés contraires ni aux conditions des préliminaires, ni aux intérêts des possesseurs de la Jamaïque; mais, tandis que rexpedilion française voguait vers Saint-Domingue, In prudence britanniqueenvoyait aussi une flotte d'obsiTvatioii vers les Antilles. Le 94 décembre 1801 , la flotte du Brest api»areilla sous les ordres de Villaret*Joyeu$c : l'amiral Gravina était è la tète de la division espagnole; l'escadre de Lorient et celle de Bocheforl, destinées i former l'avant-garde ^ous le commandement de l'amiral Latouche^Tréville, partirent le même Jour. Cette première expédition, composée de vingt-et-un vaisseaux, dix-neuf frégates et corvettes, emmenait oiixe mille deux cents hommes de troupes. Les forces de terre obéissaient au beau-frère du premier Consul, le général Leclerc, nommé capitainegénéral de Saint-Domingue; il avait reçu l'ordre de quitter brusquement l'armée de la Gironde, qui depuis la paix de Madrid ne portait plus le nom d'armée de Portugal. Le total de l'armée expéditionnaire, avec les renforts qui allaient rejoindre successivement, montait ê vingl-ct'-un mille deux cents hommes;

mais les onze mille qui s’embarquèrent d'abord sous la conduite du capitaine-général devaient à eux seuls achever l’entreprise de la première occupation. Celte année faisait partie de celle qui venait de dicter U paix à deux journées de Vienne : elle ne pouvait être comparée, pour la beauté de ses souvenirs cl l’éclat de sa gloire, qu’aux immortelles légions qui, après avoir aussi conquis la paix sur la maison d’Autriche, avaient suivi Bonaparte en Égypte. Mais l'expédition de la Méditerranée, conçue et dirigée par Bonaparte lui-même, ne dut pas aux instructionsd’uii ministre d’être compromise dans sa marche, f^ïuinze jours de tourmente, perdus dans le golfe de Gascogne à attendre les escadres de liOrient et de Bochcfort.doiille pretiiier ralliement était à Bellc-lsie, Digiiized by Google

CHAPITRE VII.

(1801-1804.)

EXPÉDITION DE SAINT-DOMINGUE.

Deux mois après la signature des préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre, le parlement apprit avec une sorte d'effroi qu'une flotte immense, française et espagnole, portant des troupes expéditionnaires et destinées pour les Indes occidentales, se préparait à appareiller du port de Brest. On sut également que sept escadres, armées à Lorient, à Rochefort, à Cadix, à Toulon, à Brest, au Hâvre et à Flessingue, faisaient partie de ce formidable armement. Environ quatre-vingts bâtimens de guerre français, espagnols et bataves, dont trente-cinq vaisseaux et vingt-et-une frégates, ayant à bord une armée de vingt-et-un mille hommes, presque toute composée des vainqueurs de Hohenlinden, allaient mettre à la voile. Cette nouvelle si imprévue jeta une grande agitation dans le peuple anglais, et donna lieu à de vifs débats dans les deux chambres. On y soutint que le temps intermédiaire entre les préliminaires et la paix était généralement reconnu comme un intervalle de sécurité pendant lequel on devait réciproquement s'abstenir de toute démonstration extérieure; et l'on assimilait à une espèce de sacrilége politique, la mystérieuse entreprise qui lançait tout à coup hors des ports de la domination française des forces combinées aussi considérables. L'Angleterre demanda des explications au gouvernement consulaire, qui articula le véritable motif de ces préparatifs; ils ne furent jugés contraires ni aux conditions des préliminaires, ni aux intérêts des possesseurs de la Jamaïque; mais, tandis que l'expédition française voguait vers Saint-Domingue, la prudence britannique envoyait aussi une flotte d'observation vers les Antilles.

Le 24 décembre 1801, la flotte de Brest appareilla sous les ordres de Villaret-Joyeuse : l'amiral Gravina était à la tête de la division espagnole; l'escadre de Lorient et celle de Rochefort, destinées à former l'avant-garde sous le commandement de l'amiral Latouche-Tréville, partirent le même jour. Cette première expédition, composée de vingt-et-un vaisseaux, dix-neuf frégates et corvettes, emmenait onze mille deux cents hommes de troupes. Les forces de terre obéissaient au beau-frère du premier Consul, le général Leclerc, nommé capitaine-général de Saint-Domingue; il avait reçu l'ordre de quitter brusquement l'armée de la Gironde, qui depuis la paix de Madrid ne portait plus le nom d'armée de Portugal. Le total de l'armée expéditionnaire, avec les renforts qui allaient rejoindre successivement, montait à vingt-et-un mille deux cents hommes; mais les onze mille qui s'embarquèrent d'abord sous la conduite du capitaine-général devaient à eux seuls achever l'entreprise de la première occupation. Cette armée faisait partie de celle qui venait de dicter la paix à deux journées de Vienne : elle ne pouvait être comparée, pour la beauté de ses souvenirs et l'éclat de sa gloire, qu'aux immortelles légions qui, après avoir aussi conquis la paix sur la maison d'Autriche, avaient suivi Bonaparte en Égypte. Mais l'expédition de la Méditerranée, conçue et dirigée par Bonaparte lui-même, ne dut pas aux instructions d'un ministre d'être compromise dans sa marche. Quinze jours de tourmente, perdus dans le golfe de Gascogne à attendre les escadres de Lorient et de Rochefort, dont le premier ralliement était à Belle-Isle,

 enlevèrent aox Français Tinappréciable avantage de surprendre Saint-Domingue sans défense. LV mirai Latouche, ayant pris sur lui de ne pas suivre i la lettre des ordres dont l'exécution pouvait de-> venir fatale à son escadre , accorda quatre jours à Tobéissance en croisant devant Bellc-Isie, et avait fait route ensuite surSamana, où l'amiral Villaret ne le rejoignit que dix jours après : ainsi l'on eut à craindre de trouver des ennemis sur la défensive au lieu d'avoir prévenu la guerre par une invasion subite. Mais rexpédiliun ne devait pas éprouver ce seul malheur à son arrivée : l'imprévoyance irréparable de son chef maritime lui donna tout à coup des auspices bien diiïérens de ceux qui l'avaient vue partir des ports de la métropole. Depuis huit ans un homme, un esclave, s'était proclamé dans cette lie infortunée l'héritier de la plus sanglante des révolutions, et U y assurait par son despotisme l'indépendance de la contrée où un maître l'avait acheté. Conducteur d'animaux sur l'habitation Breda, cet homme, è l'âge de plus de quarante ans, était parvenu à apprendre è lire; VHUtoire philoêophiq%t9 (Ut deux Indet saisit sa pensée, exalta son imagination, et il nomma Kaynal son prophète. Silencieux comme les abîmes de la terre, prudent et vindicatif comme le serpent, violent et rapide comn»e la foudre, jaloux comme un despote et méüant comme un esclave, arrivé au pouvoir plutôt par sa politique que par ses talens militaires, tour à tour l'oppresseur et le protecteur des deux couleurs ennemies, dominateur sans partage et sans ostentation , aussi pénétrant qu'impénétrable, frugal autant qu'un Spartiate, passionné à l'égal d'un Africain, Toussaint Couverture semblait avoir été créé ainsi qu'une exception de sa race , pour 1a civiliser et la gouverner. Au-dedaiis il exerçait la dictature; au-dehors le Nouveau-Monde le reconnaissait, en vertu des traités, chef de nation. 1/Angleterre clle-méme n'avait point dédaigné d'entrer en relation avec Toussaint, dont cependant l'élévation et la cause menaçaient la sécurité de scs propres colonies. 11 existait cotre lui et le général Nugent, gouverneur de la Jamaïque , une convention d'assistance réciproque qui fut annulée par le traité d'Amiens. Habilement économe de la civilisation, dont il voulait garder le secret pour mieux établir sa puissance, il avait, de même qu'aux premiers temps de 1a société, divisé tout son peuple en guerriers et en culUvalcurs, et conçu la profonde pensée de se soustraire à l'égalité qu'il proclamait ; ce système hardi lui avait réussi. 11 savait avec art prolilcr de son ascemlant pour se rendre

indispensable à toutes les classes; la race blanche et la race noire respectaient égalcmonl son inlluencc suprême. Sa volonté, toujours inconnue, toujours inébranlable ou terrible, formait la loi unique devant laquelle se courbait sans effort toute la population; son hypocrisie pleine d'adresse couvrait habituellement les rigueurs de son gouvernement en rejetant sur ses lieutenans, surtout sur le féroce Dessalines, les meurtres prescrits, commandés par lui-méme. Le même voile couvrait ses opérations politiques ou admioislralivcs. Toussaint avait plusieurs secrétaires qui ccrivaienten français ce qu'il leur dictait en langue créole. Ils avaient défense, sous peine de mort, de sc communiquer la moindre notion des affaires qu'il confiait à leur plume ; et de plus, jamais un secrétaire ne terminait celle qu'il avait commencée. Après sa première dictée, Toussaint renvoyait attendre ses ordres â soixante ou à cent lieues de sa résidence, laquelle n'élait jamais déterminée pour un temps connu. Les espions qu'il entretenait partout étaient aussi les muets de ce des{K}le ombrageux, et garantissaient le silence des inslruinens dont il sc servait. 11 arrivait subitement au Cap quand on le croyait à Saint-Domingue. On n'avait jamais le temps de le tromper; on n'eut jamais la pensée de le trahir. Toussaint était un Mahomet à sa manière : il trouvait dans sa volonté le Koran invisible de sa mission; mais à la tète de la population brute des esclaves de Saint-Domingue, il cul le génie de ne pas faire descendre du ciel le pouvoir qu'il usurpa sur elle. La tyrannie du docteur Francia â la Conception donne l'idée du gouvernement de Toussaint Louvcrlure. L'existence politique de Toussaint datait du SS août 1791, jour où la révolte excitée par le nègre Jean François, dont il était le confident, dévoila la vaste conjuration ourdie contre la suprématie des blancs; rincendie des propriétés avait servi de signal au massacre des hommes de celte couleur; et, chose extraordinaire, les assassins marchaient aux cris de rtre le roU cl portaient la cocarde blanche, tandis que r.\ssemblée coloniale portait celle de la révolution. Toussaint s'était bientôt fait remarquer dans celle guerre d'extermination, fruit de ses trames secrètes; aussi le général Lavaux, envoyé à Saint-Domingue par la (ionvcolion, ne s'adressa-t-il qu'à lui seul, et l'ambitieux esclave, abandonnant Jean François, colra comme colonel au service de la république. Des ce moment on cessa d'attaquer les blancs. Plus tard les Anglais, qu'il avait chassés de toutes leurs positions, ne voulurent aussi remettre le fort Saint-Nicolas qu'à Toussaint, et non au général lléüouville, nouvel agent de la France. Non content d'avoir forcé les commissaires de la

Convention à prononcer la liberté des noirs, Toussaint avait déjà réI bolu l*indéi>endance de sa patrie adoptive ; ctquaml { il refusait de se remettre à l’autorité des délégués

enlevèrent aux Français l'inappréciable avantage de surprendre Saint-Domingue sans défense. L'amiral Latouche, ayant pris sur lui de ne pas suivre à la lettre des ordres dont l'exécution pouvait devenir fatale à son escadre, accorda quatre jours à l'obéissance en croisant devant Belle-Isle, et avait fait route ensuite sur Samana, où l'amiral Villaret ne le rejoignit que dix jours après : ainsi l'on eut à craindre de trouver des ennemis sur la défensive au lieu d'avoir prévenu la guerre par une invasion subite. Mais l'expédition ne devait pas éprouver ce seul malheur à son arrivée : l'imprévoyance irréparable de son chef maritime lui donna tout à coup des auspices bien différens de ceux qui l'avaient vue partir des ports de la métropole.

Depuis huit ans un homme, un esclave, s'était proclamé dans cette île infortunée l'héritier de la plus sanglante des révolutions, et il y assurait par son despotisme l'indépendance de la contrée où un maître l'avait acheté. Conducteur d'animaux sur l'habitation Breda, cet homme, à l'âge de plus de quarante ans, était parvenu à apprendre à lire; l'*Histoire philosophique des deux Indes* saisit sa pensée, exalta son imagination, et il nomma Raynal son prophète. Silencieux comme les abîmes de la terre, prudent et vindicatif comme le serpent, violent et rapide comme la foudre, jaloux comme un despote et méfiant comme un esclave, arrivé au pouvoir plutôt par sa politique que par ses talens militaires, tour à tour l'oppresseur et le protecteur des deux couleurs ennemies, dominateur sans partage et sans ostentation, aussi pénétrant qu'impénétrable, frugal autant qu'un Spartiate, passionné à l'égal d'un Africain, Toussaint Louverture semblait avoir été créé ainsi qu'une exception de sa race, pour la civiliser et la gouverner. Au-dedans il exerçait la dictature; au-dehors le Nouveau-Monde le reconnaissait, en vertu des traités, chef de nation. L'Angleterre elle-même n'avait point dédaigné d'entrer en relation avec Toussaint, dont cependant l'élévation et la cause menaçaient la sécurité de ses propres colonies. Il existait entre lui et le général Nugent, gouverneur de la Jamaïque, une convention d'assistance réciproque qui fut annulée par le traité d'Amiens. Habilement économe de la civilisation, dont il voulait garder le secret pour mieux établir sa puissance, il avait, de même qu'aux premiers temps de la société, divisé tout son peuple en guerriers et en cultivateurs, et conçu la profonde pensée de se soustraire à l'égalité qu'il proclamait : ce système hardi lui avait réussi. Il savait avec art profiter de son ascendant pour se rendre indispensable à toutes les classes; la race blanche et la race noire respectaient également son influence suprême. Sa volonté, toujours inconnue, toujours inébranlable ou terrible, formait la loi unique devant laquelle se courbait sans effort toute la population; son hypocrisie pleine d'adresse couvrait habituellement les rigueurs de son gouvernement en rejetant sur ses lieutenans, surtout sur le féroce Dessalines, les meurtres prescrits, commandés par lui-même. Le même voile couvrait ses opérations politiques ou administratives. Toussaint avait plusieurs secrétaires qui écrivaient en français ce qu'il leur dictait en langue créole. Ils avaient défense, sous peine de mort, de se communiquer la moindre notion des affaires qu'il confiait à leur plume; et de plus, jamais un secrétaire ne terminait celle qu'il avait commencée. Après sa première dictée, Toussaint l'envoyait attendre ses ordres à soixante ou à cent lieues de sa résidence, laquelle n'était jamais déterminée pour un temps connu. Les espions qu'il entretenait partout étaient aussi les muets de ce despote ombrageux, et garantissaient le silence des instrumens dont il se servait. Il arrivait subitement au Cap quand on le croyait à Saint-Domingue. On n'avait jamais le temps de le tromper; on n'eut jamais la pensée de le trahir. Toussaint était un Mahomet à sa manière : il trouvait dans sa volonté le Koran invisible de sa mission; mais à la tête de la population brute des esclaves de Saint-Domingue, il eut le génie de ne pas faire descendre du ciel le pouvoir qu'il usurpa sur elle. La tyrannie du docteur Francia à la Conception donne l'idée du gouvernement de Toussaint Louverture.

L'existence politique de Toussaint datait du 22 août 1791, jour où la révolte excitée par le nègre Jean François, dont il était le confident, dévoila la vaste conjuration ourdie contre la suprématie des blancs; l'incendie des propriétés avait servi de signal au massacre des hommes de cette couleur; et, chose extraordinaire, les assassins marchaient aux cris de *vive le roi!* et portaient la cocarde blanche, tandis que l'Assemblée coloniale portait celle de la révolution. Toussaint s'était bientôt fait remarquer dans cette guerre d'extermination, fruit de ses trames secrètes; aussi le général Lavaux, envoyé à Saint-Domingue par la Convention, ne s'adressa-t-il qu'à lui seul, et l'ambitieux esclave, abandonnant Jean François, entra comme colonel au service de la république. Dès ce moment on cessa d'attaquer les blancs. Plus tard les Anglais, qu'il avait chassés de toutes leurs positions, ne voulurent aussi remettre le fort Saint-Nicolas qu'à Toussaint, et non au général Hédouville, nouvel agent de la France. Non content d'avoir forcé les commissaires de la Convention à prononcer la liberté des noirs, Toussaint avait déjà résolu l'indépendance de sa patrie adoptive; et quand il refusait de se remettre à l'autorité des délégués

 de la métropole, c*éUit, disait>il, pourne partager avec perêonne la gloire d*avoir conservé Saint^Dominÿue à la France. Débarrasse de la lutte étrangère et de la domination de la France, Toussaint ne cofnptait déjà plus pour rival que Rigaud , chef des mulâtres; U le poursuivit à toute outrance et le força de s'embarquer. Il régnait sur la colonie, lorsque la révolution du 18 brumaire appela au consulat le général Bonaparte. Conûrmé par le nouveau gouvernement dans les fonctions de général cil chef, qu'il s'était attribuées malgré les commissaires français, Toussaint avait réclamé la remise de la partie espagnole cédée à la France par le traité de Bâle; bientôt, à la Icte d'une nombreuse armée, il fit reconnaître sa puissance sur toute retondue de la terre de Saint-Domingue. Mais quand Toussaint put apprécier la hauteur du pouvoir auquel le premier Consul venait de s'élever, il com> inença à s'inquiéter de sa propre grandeur, et conçut, pour la conserver , l'idée de se rendre nécessaire à la mcrc-patric et au premier Consul: dans cette vue, il voulut imiter Bonaparte. En conséquence on le vil donner a l'ile une constitulion qui le nommait gouverneur à vie, avec la faculté de choisir son successeur; il fil ensuite accepter par les habitans ce pacte social, et en prescrivit l'exécution en attendant l'approbation du gouvcrneraent français , approbation que devait solliciter le colonel Vincent, chargé de présenter la nouvelle constitution au premier Consul : dès lors la perle de Toussaint fut jurée. (Cependant il avait créé aussi des biens nationaux provisoires en mettant en fermages à bail les domaines des colons absens, s'en réservant une grande partie, cl distribuant le reste à scs généraux pour se les attacher. Cette conduite conciliait les intérêts de la culture et du commerce : avec ceux de la politique do Toussaint : plusieurs colons, rappelés par les heureuses conséquences de | son administration, étaient rentrés dans leurs pro- | priétés. Sans doute il n'était pas d'une médiocre capacité celui qui, après s'élre tant de fois baigné dans le sang des blancs, leur inspirait une telle conûance. Un ascendant si singulier éveilla, bien plus encore que la constitution de Toussaint, les inquiétudes du premier Consul, qui jugea malheureusement ne devoir pas perdre de temps pour arracher la colonie à un chef aussi habile. En cfTet, trente millions de produits coloniaux, soit emmagasinés à l'arrivée de l'expédition , soit en pleine récolte, attestaient rcxccllcnte adminis- j iration et la supériorité d'intelligence de Tous- ; saint J.ouverture. il avait adopté pour système : d'agir toujours au nom de la

liberté des Africains | *'t de ralTranchissemcnl du pays; il afreclail oxlé- | I icurcment le rôle de M .ishington , et veillait à ce ‘ qu’au-dessous de loi régalité ne pût recevoir la moindre atteinte. Aussi il n’était pas à lui seul toute la patrie; aussi, après son arrestation et sa déportation, les droits de la race africaine ne périrent pas avec lui. Toussaint eut promptement avis de l’arrivée de l’amiral Latouebe en vue de Samana. 11 se transporta dans celte ville, où il resta jusqu’à la réunion de la flotte principale et des autres escadres. Jugeant que cet immense armement lui apportait les hostilités, et reprenant tout à coup les souvenirs de la première insurrection qu’ii, avait dirigée, il ordonna de défendre tous les lieux qui pouvaient être défendus, de brûler ce qui ne pouvait pas l’étre, et SC mit en route pour le Cap afin d'y proclamer la guerre à outrance. Cependant la colonie, qui eût clé facilement surprise ,, ainsi que la fidélité de Toussaint, si l’amiral Villarcl n’avait pas passé quiiixe jours dans le golfe de Gascogne, se voyait menacée sur plusieurs poiuts : le général Kerverseau eut mission de s'emparer de Sanlo-Domingo, le général Rochambeau du fort Dauphin, et le général Boudet du Port-au-Prince. Ces expéditions partirent pour leur destination du rendci-vous de bamana. Le général Leclerc se chargeait de l’attaque du Cap, dont la passe devait être forcée si Toussaint s’opposait à la descente. Le 3 février, un capitaine de frégate , porteur d'une lettre du premier Consul pour Toussaint, et d’une proclamation du gouvernement, se présente à la passe avec trois bâtimetis ; mais les balises avaient clé enlevées, les signaux de reconnaissance restèrent sans réponse , et le forlPicoIel envoya des boulets rouges au cutter qui pénétrait dans la passe. Ainsi donc plus d'incertitude sur les résolutions de Toussaint; cependant la flotte ayant dérivé, l’on ne pouvait songer pour ce jour à assaillir les forts. Par une imprévoyance que rien ne justifie, Villaret avait négligé d'emmener avec lui des pilotes pratiques de la baie du Cap : cependant le capitaine du port vint à bord de l’amiral lui déclarer qu’il attendait les ordres du général Toussaint pour laisser entrer la flotte. Alors le général Leclerc écrivit à Christophe, qui commandait au Op: l’officier chargé de celle lettre revint avec un refus positif. A défaut de pilotes pour nous guider, l’amiral résolut de se servir du capitaine du port du Cap, qu’il avait retenu ; mais ni prières, ni argent, ni mcuaccs, ne purent l’y décider. C’était un mulâtre nommé Eaiigos. Oii lui offrit 30,000 fr.; on lui mil la corde au cou : il resta inébranlable. Une telle résistance prouvià l’empire de Toussaint sur son armée. Bientôt apres, une députation accourut supplier te général lx^clcrc

de ne point tenter le débarquement au Cap, si l’on désirait de ne pas donner le signal du mas-joogle

de la métropole, c'était, disait-il, *pour ne partager avec personne la gloire d'avoir conservé Saint-Domingue à la France*. Débarrassé de la lutte étrangère et de la domination de la France, Toussaint ne comptait déjà plus pour rival que Rigaud, chef des mulâtres; il le poursuivit à toute outrance et le força de s'embarquer. Il régnait sur la colonie, lorsque la révolution du 18 brumaire appela au consulat le général Bonaparte. Confirmé par le nouveau gouvernement dans les fonctions de général en chef, qu'il s'était attribuées malgré les commissaires français, Toussaint avait réclamé la remise de la partie espagnole cédée à la France par le traité de Bâle; bientôt, à la tête d'une nombreuse armée, il fit reconnaître sa puissance sur toute l'étendue de la terre de Saint-Domingue. Mais quand Toussaint put apprécier la hauteur du pouvoir auquel le premier Consul venait de s'élever, il commença à s'inquiéter de sa propre grandeur, et conçut, pour la conserver, l'idée de se rendre nécessaire à la mère-patrie et au premier Consul : dans cette vue, il voulut imiter Bonaparte. En conséquence on le vit donner à l'île une constitution qui le nommait gouverneur à vie, avec la faculté de choisir son successeur; il fit ensuite accepter par les habitans ce pacte social, et en prescrivit l'exécution en attendant l'approbation du gouvernement français, approbation que devait solliciter le colonel Vincent, chargé de présenter la nouvelle constitution au premier Consul : dès lors la perte de Toussaint fut jurée. Cependant il avait créé aussi des biens nationaux provisoires en mettant en fermages à bail les domaines des colons absens, s'en réservant une grande partie, et distribuant le reste à ses généraux pour se les attacher. Cette conduite conciliait les intérêts de la culture et du commerce avec ceux de la politique de Toussaint : plusieurs colons, rappelés par les heureuses conséquences de son administration, étaient rentrés dans leurs propriétés. Sans doute il n'était pas d'une médiocre capacité celui qui, après s'être tant de fois baigné dans le sang des blancs, leur inspirait une telle confiance. Un ascendant si singulier éveilla, bien plus encore que la constitution de Toussaint, les inquiétudes du premier Consul, qui jugea malheureusement ne devoir pas perdre de temps pour arracher la colonie à un chef aussi habile.

En effet, trente millions de produits coloniaux, soit emmagasinés à l'arrivée de l'expédition, soit en pleine récolte, attestaient l'excellente administration et la supériorité d'intelligence de Toussaint Louverture. Il avait adopté pour système d'agir toujours au nom de la liberté des Africains et de l'affranchissement du pays; il affectait extérieurement le rôle de Washington, et veillait à ce qu'au-dessous de lui l'égalité ne pût recevoir la moindre atteinte. Aussi il n'était pas à lui seul toute la patrie; aussi, après son arrestation et sa déportation, les droits de la race africaine ne périrent pas avec lui.

Toussaint eut promptement avis de l'arrivée de l'amiral Latouche en vue de Samana. Il se transporta dans cette ville, où il resta jusqu'à la réunion de la flotte principale et des autres escadres. Jugeant que cet immense armement lui apportait les hostilités, et reprenant tout à coup les souvenirs de la première insurrection qu'il avait dirigée, il ordonna de défendre tous les lieux qui pouvaient être défendus, de brûler ce qui ne pouvait pas l'être, et se mit en route pour le Cap afin d'y proclamer la guerre à outrance. Cependant la colonie, qui eût été facilement surprise, ainsi que la fidélité de Toussaint, si l'amiral Villaret n'avait pas passé quinze jours dans le golfe de Gascogne, se voyait menacée sur plusieurs points : le général Kerverseau eut mission de s'emparer de Santo-Domingo, le général Rochambeau du fort Dauphin, et le général Boudet du Port-au-Prince. Ces expéditions partirent pour leur destination du rendez-vous de Samana. Le général Leclerc se chargeait de l'attaque du Cap, dont la passe devait être forcée si Toussaint s'opposait à la descente. Le 3 février, un capitaine de frégate, porteur d'une lettre du premier Consul pour Toussaint, et d'une proclamation du gouvernement, se présente à la passe avec trois bâtimens; mais les balises avaient été enlevées, les signaux de reconnaissance restèrent sans réponse, et le fort Picolet envoya des boulets rouges au *cutter* qui pénétrait dans la passe. Ainsi donc plus d'incertitude sur les résolutions de Toussaint; cependant la flotte ayant dérivé, l'on ne pouvait songer pour ce jour à assaillir les forts. Par une imprévoyance que rien ne justifie, Villaret avait négligé d'emmener avec lui des pilotes pratiques de la baie du Cap : cependant le capitaine du port vint à bord de l'amiral lui déclarer qu'il attendait les ordres du général Toussaint pour laisser entrer la flotte. Alors le général Leclerc écrivit à Christophe, qui commandait au Cap : l'officier chargé de cette lettre revint avec un refus positif. A défaut de pilotes pour nous guider, l'amiral résolut de se servir du capitaine du port du Cap, qu'il avait retenu; mais ni prières, ni argent, ni menaces, ne purent l'y décider. C'était un mulâtre nommé Sangos. On lui offrit 50,000 fr.; on lui mit la corde au cou : il resta inébranlable. Une telle résistance prouva l'empire de Toussaint sur son armée. Bientôt après, une députation accourut supplier le général Leclerc de ne point tenter le débarquement au Cap, si l'on désirait de ne pas donner le signal du mas-

l’incondie de la tille. I.e projet de Christophe à cet égard était connu. Un temps précieux s'écoula en vue du Cap , où nous avions précédé de quarante-huit heures l’arrivée de Toussaint. Le euHer ayant passé, les deux frégates auraient pu le suivre et la flotte suivre les deux frégates : le général Leclerc et l’amiral Gratina le voulaient. Une mésintelligence éclata entre l’amiral Villaret et le général en chef, qui tous deux se prétendaient maîtres d’ordonner le débarquement. Enûn, ce moment.élant manqué, le général Leclerc se décida à opérer sa descente plus à l’ouest; il commanda d'embarquer six mille hommes, malgré la violence de la mer. La tempête fut si forte, que le vaisseau le Patriote |>erdit une partie de sa mâture. A l’entrée de la nuit, les trou|>es montèrent les canots, et le lendemain matin, au jour, le général en chef prit terre à leur télé auprès de Limbé; il força tous les postes et arriva le soir au bourg du Haut-du-Cap, qu'il trouva incendié et d’où il chassa Christophe. Peu d’instans après le départ du général Leclerc, la flotte avait vu une épaisse fumée sillonnée d’étincelles s'élever au-dessus des rochers qui couvrent les rivages de l’ouest. Elle entendit d’affreuses détonations ; et le ciel enfln chargé de flammes ne laissa plus douter que Cliris> tophe n’eût exécuté son fatal arrêt contre la mal> heureuse ville du Cap. La nouvelle de la prise du fort Dauphin par le général Rochamhcau , et sa marche sur le Cap, poussèrent Christophe à eflecluer scs menaces; ou plutôt, pour donner un récit véritable, au troisième ordre de Toussaint, son lieutenant avait dù obéir sous peine de mort. Le lendemain inatifi, le vent était devenu favorable, la flotte avait suivi les vaisseaux le Scipion et le Patriote, de 74, qui sc présentèrent à la passe cl répondirent au feu des forts. On franchit la passe, et le déharquenienl des équipages de la marine eut lieu, sous la conduite du général Humbert, sur le sol embrasé du Cap. La jonction se lit au Haul-du> Cap avec le général Leclerc. De huit cents maisons, à peine soixante échappèrent à l'incendie. Tous les magasins ayant été brûlés, on se vil obligé de tirer des vaisseaux les provisions de la marine pour nourrir l'armée. Ainsi fut inaugurée cette fatale expédition. Le gouvernement français eut l>eau proclamer à Saint-Domingue le principe de la liberté, le formidable nrincmenl de rexpédition annonçait par luimême plutôt une conquête qu'une simple occupation nationale. Il semblait que les noirs eussent découvert les instructions données au capitainegénéral. Ix'urs dernières dispositions prescrivaient un général lATlerc le rétablissement de

reselavag.v à Saint-Domingue; mais cette opération devenait diflicile à exécuter , non-seulement en raison de la résistance qu'elle produirait nécessairement parmi les noirs, mais aussi en raison des opinions de l'armée expéditionnaire elle-même. En effet, jamais armée plus républicaine ne mourut pour une cause plus antipathique à ses idées. Cependant le général Kerverseau prit sans peine possession de la partie espagnole et de la ville de Santo-Dumingo; Paul Louverture, frère de Toussaint, qui y commandait, offrit sa soumission après un simulacre de défense. Le général Claparède occupa aussi Saiil-Yago, évacué par le mulâtre Clervaux. Le fort Dauphin ojqvosa une vigoureuse résistance : il fallut un assaut {mur que la forteresse ; sc rendit au général Rochambeau. On y trouva cent cinquante pièces de canon. Le général Brunet, commandant l'avant-garde, dut aussi enlever de vive force les forts de l'Anse et de la Bouque. Le général Humbert attaqua le Port-de-Paix; le général noir Maurepas, ne pouvant s'y maintenir, y mit le feu ; retranché dans une position très-forte , ce chef repoussa Humbert, qui ne put opérer sa jonction aux Gonafves avec la division Boudel : c'était un véritable échec. I/C môle Saint-Nicolas céda à l'apparition d'une frégate. Le 4 février, l'amiral Latouche, dont l'escadre portait la division Doudet, parut en vue du Port-au-Prince. Le commandant était un blanc nommé le général Agé. Il reçut bien l'oflicicr qui lui apportait une lettre du général Boudel cl la proclamation du gouvernement consulaire; mais sa garnison se révolta. Elle retint l'aide-de-campde Boudet, deslilua tous les fonctionnaires français, fit arrêter tous les blancs, et expédia, pour le consuUer, un uflicicr au noir Dessalines, chef militaire de la partie de l'Ouest, à Saint-Marr. Celui-ci se hâta de déclarer que si l'escadrc française entrait dans le port, la ville du Port-au-Princc serait brûlée et les blancs massacrés. En conséquence, le 0, le général Boudet débarqua, tandis que l'amiral Latouche menaçait avec ses vaisseaux la plage et le fort Bixutori, qui couvrait la ville. Mais, par une faveur de la fortune bien inattendue, ce fort important, qui obéissait au mulâtre Bardet, sc soumit sans résistance avec sa garnison. Alors le général Boudet s'élail rapidement porté sur la ville, afln d'en prévenir l'embrasement, l.'cscadre aussi pénétra brusquement dans le |)ort. Sommée de se rendre, la garnison répondit par un feu trèsvif, et l'escadre foudroya la ville, où se précipij lèrent les grenadiers français. On sc battit avec (acharnement dans les rues. Enfln la valeur de nos soldats enleva le fort

Saint-Joseph, cl à sept heures du soir nous étions maîtres du Port-au-Prince.
I Dessalincs se ilisposail à marcher de Saint-Mare

 avec tous les blancs pour détendre le Port-auPrince; quand il apprit la victoire de Boudet, il üt livrer Saint-Marc aux flammes, égorger les blancs, et se retira sur le bourg de La-Pelite-Rivière, par les Verrettes et PArtibonile, semant partout le massacre et Pincendic. La soumission du Sud suivit la conquête de rOuest. Le noir Laplutnc, qui commandait aux (jiyes, se mil avec ses troupes sous les ordres du générai Boudet. Sa conduite tut imitéi^ à Jérémie par le noir Domage. En dix jours, raniiée expéditionnaire, qui occupait dans le Nord la ville du Cap, le fort Dauphin, le môle Saint-Nicolas, occupa aussi la partie espagnole, le sud et l'ouest de Saint-Domingue. Il ne resta plus À atteindre que Toussaint Louverturc, Dessalincs, Christophe et Maurepas, qui tenaient les positions de l'intérieur et empêchaient les communications du Nord avec l'Ouest. Le général Leclerc, avant de marcher contre Toussaint, lui envoya ses deux flis avec une lettre du premier (Consul, qui le nommait lieutenant du capitaine-général, et accompagnés de M. Couanon, principal du collège où le gouvernement les avait fait élever à Paris. Toussaint vil scs enfans, les embrassa, et les chargea de dire au général en chef qu'il lui demandait un délai pour se déterminer. Les enfans revinrent porter à leur père la réponse du général Leclerc, qui accordait quatre jours : ce terme s’clant écoulé sans explication nouvelle, et les fils de Toussaint n'étant pas revenus, le général Leclerc proclama la rébellion de cet ennemi caché, qui n’attendait que le moment d’éclater. Peu de jours après, du 12 au 15 février, les escadres de Toulon et de Cadix débarquèrent au Cap trois mille huit cents hpmmcSyet le 17, à la télé de treize mille hommes, le général Leclerc ouvrit les hostilités. Toutes les divisions se mirent en mouvement. Le général en chef partit du Cap avec la division Hardy; le général Rochambeau, du fort Dauphin ; le général Desfourneaux, du Limbé; le général Dcbclle, du Porl-de-P^ix. Les positions réputées inexpugnables du Dondon et de la Marmelade, de la Ravine-à-Coulcuvres et du canton d'Ennery , résidence habituelle de Toussaint, furent emportées pour ainsi dire à la course par les troupes françaises, et la guerre se transporta dans l’Ouest. Pressé de toutes parts, Maurepas, après avoir réclamé et obtenu le béneflee de la proclamation, avait réuni ses forces à la division Debcllc. Le 2f , le quartier-général était aux Gonaives, d’où le général en chef s'embarqua pour le Port-au-Prince, dans l’intention d’y régler avec Boudet des affaires d’ordre public restées en suspens depuis la prise de celle ville par ce général. Dans

les premiers jours de mars, comme dans toute celte terrible campagne, Tarméc fut éclairée pendant sa marche par des incendies, et arrêtée par les massacres dont la férocité de Dessalines surtout avait marqué sa fuite. Sur le théâtre même de ses barbaries, ce monstre se vit poursuivre par le général Debelle, qui le poussa jusque dans le fort et dans les bois de la Crélc-à-Picrrol. D'après cette nouvelle, le général en chef, quittant le Port-auPrince avec la faible escorte qui l'avait suivi des Coriaîves, alla rejoindre la division Boudet, qu'il avait dirigée du Port-au-Prince sur le Mirebalais. Le S mars, cette division enleva avec une rare valeur le poste retranche de Trianon, et arriva aux bourgs du Mirebalais et des Verrettes, incendiés par Dessalines, qui venait de faire égorger la population blanche, au nombre de douze cents individus. Aux Verrettes, le général en chef ordonna une seconde attaque sur la Crête-à-Pierrot. Dessalines y avait rallié les débris et les réserves de Tannée noire. Le mulâtre Lamarlitiièrc y commandait. L'assaut eut lieu, malgré le feu terrible do la place, et sans artillerie, par les divisions Boudet cl Dugua, sous les ordres du général en chef. I.cs deux généraux y furent blessés; Tannée perdit six cents hommes, et Ton parvint encore à rejeter les noirs dans leurs rclranchcmcns. Mais on reconnut que ce fort ne pourrait être emporté qu’avec le secours de Tartilleric. I>a prise de la Crôlc-à-Pierrol, véritable palladium de celte guerre, était de la plus haute importance. Le général en chef transféra son quartier-général à Saint-Marc, en attendant l'arrivée de Tarlillerie et les divisions Hardy et Rochaml>caii. Le 21 mars , ces généraux étaient sur TArtibonite, devant la Créte-à-Pierrol. Dessalincs Tavail quittée la nuit même et se voyait coupé du fort par le général Hardy; H se retira sur les Haals-Hornes. Quant à Rochambeau, après avoir battu Toussaint à la Ravine-à-Couleuvrcs, il venait de le mettre encore dans une déroute complète sur la chaîne des Cahos, qu'il avait franchie pour déboucher aussi sur le Mirebalais. Le même jour , 21 mars, l’artillerie se trouva réunie. Le 25, Tattaque fut opérée par les divisions Rochambeau, Boudet et Hardy. chef de bataillon Bourke, aidc-de-camp du général en chef, commandait la réserve; cet oficicr avait sous ses ordres le chef de brigade Pélion, mis â la (été de la 13* demi-brigade coloniale : ce même Pétion, porté depuis par ses services et ses talens à la présidence de Saint-Domingue, eut l’honneur de fonder la république d’Haïti. Hais les noirs, assiégés de toutes parts, évacuèrent silencieusement le fort dans la nuit du 21 au 25. On y trouva quinze ptèt-es de canon, deux mille fusils et

une foule de cadavres. Le jour même, ce fort fut rasé et désarmé. Digitized by Google

avec tous les blancs pour défendre le Port-au-Prince; quand il apprit la victoire de Boudet, il fit livrer Saint-Marc aux flammes, égorger les blancs, et se retira sur le bourg de La-Petite-Rivière, par les Verrettes et l'Artibonite, semant partout le massacre et l'incendie.

La soumission du Sud suivit la conquête de l'Ouest. Le noir Laplume, qui commandait aux Cayes, se mit avec ses troupes sous les ordres du général Boudet. Sa conduite fut imitée à Jérémie par le noir Domage. En dix jours, l'armée expéditionnaire, qui occupait dans le Nord la ville du Cap, le fort Dauphin, le môle Saint-Nicolas, occupa aussi la partie espagnole, le sud et l'ouest de Saint-Domingue. Il ne resta plus à atteindre que Toussaint Louverture, Dessalines, Christophe et Maurepas, qui tenaient les positions de l'intérieur et empêchaient les communications du Nord avec l'Ouest.

Le général Leclerc, avant de marcher contre Toussaint, lui envoya ses deux fils avec une lettre du premier Consul, qui le nommait lieutenant du capitaine-général, et accompagnés de M. Couanon, principal du collége où le gouvernement les avait fait élever à Paris. Toussaint vit ses enfans, les embrassa, et les chargea de dire au général en chef qu'il lui demandait un délai pour se déterminer. Les enfans revinrent porter à leur père la réponse du général Leclerc, qui accordait quatre jours : ce terme s'étant écoulé sans explication nouvelle, et les fils de Toussaint n'étant pas revenus, le général Leclerc proclama la rébellion de cet ennemi caché, qui n'attendait que le moment d'éclater. Peu de jours après, du 12 au 15 février, les escadres de Toulon et de Cadix débarquèrent au Cap trois mille huit cents hommes, et le 17, à la tête de treize mille hommes, le général Leclerc ouvrit les hostilités. Toutes les divisions se mirent en mouvement. Le général en chef partit du Cap avec la division Hardy; le général Rochambeau, du fort Dauphin; le général Desfourneaux, du Limbé; le général Debelle, du Port-de-Paix. Les positions réputées inexpugnables du Dondon et de la Marmelade, de la Ravine-à-Couleuvres et du canton d'Ennery, résidence habituelle de Toussaint, furent emportées pour ainsi dire à la course par les troupes françaises, et la guerre se transporta dans l'Ouest. Pressé de toutes parts, Maurepas, après avoir réclamé et obtenu le bénéfice de la proclamation, avait réuni ses forces à la division Debelle. Le 24, le quartier-général était aux Gonaïves, d'où le général en chef s'embarqua pour le Port-au-Prince, dans l'intention d'y régler avec Boudet des affaires d'ordre public restées en suspens depuis la prise de cette ville par ce général.

Dans les premiers jours de mars, comme dans toute cette terrible campagne, l'armée fut éclairée pendant sa marche par des incendies, et arrêtée par les massacres dont la férocité de Dessalines surtout avait marqué sa fuite. Sur le théâtre même de ses barbaries, ce monstre se vit poursuivre par le général Debelle, qui le poussa jusque dans le fort et dans les bois de la Crête-à-Pierrot. D'après cette nouvelle, le général en chef, quittant le Port-au-Prince avec la faible escorte qui l'avait suivi des Gonaïves, alla rejoindre la division Boudet, qu'il avait dirigée du Port-au-Prince sur le Mirebalais. Le 3 mars, cette division enleva avec une rare valeur le poste retranché de Trianon, et arriva aux bourgs du Mirebalais et des Verrettes, incendiés par Dessalines, qui venait de faire égorger la population blanche, au nombre de douze cents individus. Aux Verrettes, le général en chef ordonna une seconde attaque sur la Crête-à-Pierrot. Dessalines y avait rallié les débris et les réserves de l'armée noire. Le mulâtre Lamartinière y commandait. L'assaut eut lieu, malgré le feu terrible de la place, et sans artillerie, par les divisions Boudet et Dugua, sous les ordres du général en chef. Les deux généraux y furent blessés; l'armée perdit six cents hommes, et l'on parvint encore à rejeter les noirs dans leurs retranchemens. Mais on reconnut que ce fort ne pourrait être emporté qu'avec le secours de l'artillerie. La prise de la Crête-à-Pierrot, véritable palladium de cette guerre, était de la plus haute importance.

Le général en chef transféra son quartier-général à Saint-Marc, en attendant l'arrivée de l'artillerie et les divisions Hardy et Rochambeau. Le 21 mars, ces généraux étaient sur l'Artibonite, devant la Crête-à-Pierrot. Dessalines l'avait quittée la nuit même et se voyait coupé du fort par le général Hardy; il se retira sur les Hauts-Mornes. Quant à Rochambeau, après avoir battu Toussaint à la Ravine-à-Couleuvres, il venait de le mettre encore dans une déroute complète sur la chaîne des Cahos, qu'il avait franchie pour déboucher aussi sur le Mirebalais. Le même jour, 21 mars, l'artillerie se trouva réunie. Le 23, l'attaque fut opérée par les divisions Rochambeau, Boudet et Hardy. Le chef de bataillon Bourke, aide-de-camp du général en chef, commandait la réserve; cet officier avait sous ses ordres le chef de brigade Pétion, mis à la tête de la 13e demi-brigade coloniale : ce même Pétion, porté depuis par ses services et ses talens à la présidence de Saint-Domingue, eut l'honneur de fonder la république d'Haïti. Mais les noirs, assiégés de toutes parts, évacuèrent silencieusement le fort dans la nuit du 24 au 25. On y trouva quinze pièces de canon, deux mille fusils et une foule de cadavres. Le jour même, ce fort fut rasé et désarmé.

 Il ne restait plus aux noirs aucune position pour continuer la guerre dans la partie de l'Ouest. Le général en chef retourna , pour organiser l'admi' nistration, au Port-au-Prince, où il se fît précéder par la division Boudet, qui battit, chemin faisant, le noir Relair. Rochainbeau marcha sur les GonaFves pour établir les communications avec Plaisance, et Hardy se porta sur le Cap, dont la faible garnison |M)uvait à peine résister aux attaques continuelles de Christophe. Hardy dut forcer encore les positions formidables du Dondon et de la Marmelade, et n'arriva qu'en combattant sans cesse jusqu'au Cap, où la division balavedc notre flotte débarqua, le b avril, deux mille cinq cents hommes. Hardy voulut avec ce renfort reprendre le Dondon sur Christophe, qui y avait concentré scs forces; mais il dut renoncer à son entreprise, afîn de ne pas répandre inutilement le sang européen, qui devenait de jour en jour plus précieux. Vers le milieu d'avril, le général Leclerc revint au Cap. I.c général Rochambeau remplaçait dans l’Ouest le général Boudet, parti pour les lles-du-Vent. Enfin décidés, soit par l'excinplc des généraux Paul Couverture, Clcrvaux, Maurepas, Laplume, qui jouissaient de leur grade cl de leur traitcincnl, soit par la terreur des armes françaises, soit aussi peut-être par les instructions cachées de Toussaint, Christophe et Dessalines présentèrent également leur soumission. Elle devança, comme une sorte de manœuvre politique, la soumission de leur chef, qui, conformément à la volonté du général Leclerc, vint sc rendre au Cap avec son état-major cl sa compagnie des tiuides, hommes choisis et éprouvés, dont le dévouement lui resta fidèle jusqu’au dernier moment. Après une longue conversation secrète, où Toussaint n'opposa aux reproches du général Leclerc, sur sa rébellion, que le silence ou la dénégation, ce dernier lui oITril de servir dans nos rangs comme un de scs licutenans, avec le grade de général de division. Mais Toussaint refusa, plutôt par calcul que par fierté; il demanda è se retirer dans le domaine d’Ennery, dont il avait fait son apanage. Sa demande lui fut accordée. Toutefois les généraux Brunet et Thouvcnol eurent ordre de surveiller le repos de Toussaint Louverlurc. Ainsi, en cinquante jours, Leclerc avait terminé par une campagne générale une guerre d’extermination dont il sut borner la durée ; il avait triomphé de la force et de la ruse de ses ennemis, ainsi que des obstacles de la nature : mais il allait avoir à combattre d’autres fléaux plus redoutables, cl les trahisons qui marchèrent à leur suite. Un des grands désastres de l'histoire moderne, aussi

meurtrier dans ses proportions que la retraite de Moskou,cst réservé à cette glorieuse armée, l'une des plus braves qui aient jamais illustré le nom français. Apres la pacification, le général Leclerc s'étudia et parvint à en assurer les résultats, en inspirant de la confiance aux généraux noirs; il sentait bien qu'il ne pouvait réussir sans eux, et que sa position le contraignait à se servir de leur entremise pour rappeler les noirs à la culture et les désarmer. En adoptant ce parti indi${)cnsablc, le général devait mettre de l'abandon dans scs relations avec ces hommes dangereux, de peur de réveiller celle méfiance inhérente à leur race. Cependant 1e succès passa ses espérances. Christophe, Clervaux, Dessalines, Maurepas, rivalisèrcot de xèle pour remplir les intentions du général en chef; par leurs soins une armée noir sc rassembla; trente mille fusils furent recueillis dans le département du Nord et emmagasinés au Cap. Le général en chef sc vit même oblige de réprimer l'ardeur de ces généraux, qui, fidèles aux habitudes d'une ancienne férocité, tuaient ou faisaient tuer les noirs encore munis do leurs armes. Si cette cruauté envers leur espèce provint d'un calcul de leur dissimulation, comme il y eut bien lieu de le croire, on peut se faire l'idée de la déplorable position où sc trouvait le capitaine-général]>eclcrc. filais la sagesse même des mesures qui venaient de faire succéder tout à coup tes bienfaits de la concorde à la guerre et à la destruction, devait creuser un abfmc plus profond sous les pas de rarméeexpédilionnaire; déjà aflaiblie de moitié, il lui fallut recevoir dans scs cadres des noirs portés au désordre et à l'indiscipline : ce recrutement offrait un péril auquel l'existence de l'armée ne pouvait sc soustraire. Cependant l'organisation coloniale marchait du même pas avec l'organisation militaire. Par la plus heureuse inspiration, le général en chef, parti de France avec trois cent mille francs seulement, dont une partie appartenait à la marine, reconnut les avantages des régicmens que Toussakit avait établis; il confirma les baux à ferme de toutes les propriétés vacantes qui jamais ne furent aliénées; il consacra le servage de la glèbe pour les cultivateurs, à qui on allouait le quart des produits ; il ouvrit les ports de la colonie à tous les pavillons sans préférence : aussi en peu de temps, le Cap sc releva de scs cendres , ainsi que la plupart des villes incendiées : beaucoup de colons revinrent ; les ports sc remplirent de bàtimens de commerce français et étrangers; la pcrcepliou des fermages et des droits à l'importation et à l'exportation assura le service de l'administration et de l'armée ; des traites, dont avant le départ de rexpédilion le gouvernement français avait prcscri t

Il ne restait plus aux noirs aucune position pour continuer la guerre dans la partie de l'Ouest. Le général en chef retourna, pour organiser l'administration, au Port-au-Prince, où il se fit précéder par la division Boudet, qui battit, chemin faisant, le noir Belair. Rochambeau marcha sur les Gonaïves pour établir les communications avec Plaisance, et Hardy se porta sur le Cap, dont la faible garnison pouvait à peine résister aux attaques continuelles de Christophe. Hardy dut forcer encore les positions formidables du Dondon et de la Marmelade, et n'arriva qu'en combattant sans cesse jusqu'au Cap, où la division batave de notre flotte débarqua, le 5 avril, deux mille cinq cents hommes. Hardy voulut avec ce renfort reprendre le Dondon sur Christophe, qui y avait concentré ses forces; mais il dut renoncer à son entreprise, afin de ne pas répandre inutilement le sang européen, qui devenait de jour en jour plus précieux. Vers le milieu d'avril, le général Leclerc revint au Cap. Le général Rochambeau remplaçait dans l'Ouest le général Boudet, parti pour les Iles-du-Vent. Enfin décidés, soit par l'exemple des généraux Paul Louverture, Clervaux, Maurepas, Laplume, qui jouissaient de leur grade et de leur traitement, soit par la terreur des armes françaises, soit aussi peut-être par les instructions cachées de Toussaint, Christophe et Dessalines présentèrent également leur soumission. Elle devança, comme une sorte de manœuvre politique, la soumission de leur chef, qui, conformément à la volonté du général Leclerc, vint se rendre au Cap avec son état-major et sa compagnie des Guides, hommes choisis et éprouvés, dont le dévouement lui resta fidèle jusqu'au dernier moment.

Après une longue conversation secrète, où Toussaint n'opposa aux reproches du général Leclerc, sur sa rébellion, que le silence ou la dénégation, ce dernier lui offrit de servir dans nos rangs comme un de ses lieutenans, avec le grade de général de division. Mais Toussaint refusa, plutôt par calcul que par fierté; il demanda à se retirer dans le domaine d'Ennery, dont il avait fait son apanage. Sa demande lui fut accordée. Toutefois les généraux Brunet et Thouvenot eurent ordre de surveiller le repos de Toussaint Louverture.

Ainsi, en cinquante jours, Leclerc avait terminé par une campagne générale une guerre d'extermination dont il sut borner la durée; il avait triomphé de la force et de la ruse de ses ennemis, ainsi que des obstacles de la nature: mais il allait avoir à combattre d'autres fléaux plus redoutables, et les trahisons qui marchèrent à leur suite. Un des grands désastres de l'histoire moderne, aussi meurtrier dans ses proportions que la retraite de Moskou, est réservé à cette glorieuse armée, l'une des plus braves qui aient jamais illustré le nom français.

Après la pacification, le général Leclerc s'étudia et parvint à en assurer les résultats, en inspirant de la confiance aux généraux noirs; il sentait bien qu'il ne pouvait réussir sans eux, et que sa position le contraignait à se servir de leur entremise pour rappeler les noirs à la culture et les désarmer. En adoptant ce parti indispensable, le général devait mettre de l'abandon dans ses relations avec ces hommes dangereux, de peur de réveiller cette méfiance inhérente à leur race. Cependant le succès passa ses espérances. Christophe, Clervaux, Dessalines, Maurepas, rivalisèrent de zèle pour remplir les intentions du général en chef; par leurs soins une armée noir se rassembla; trente mille fusils furent recueillis dans le département du Nord et emmagasinés au Cap. Le général en chef se vit même obligé de réprimer l'ardeur de ces généraux, qui, fidèles aux habitudes d'une ancienne férocité, tuaient ou faisaient tuer les noirs encore munis de leurs armes. Si cette cruauté envers leur espèce provint d'un calcul de leur dissimulation, comme il y eut bien lieu de le croire, on peut se faire l'idée de la déplorable position où se trouvait le capitaine-général Leclerc.

Mais la sagesse même des mesures qui venaient de faire succéder tout à coup les bienfaits de la concorde à la guerre et à la destruction, devait creuser un abîme plus profond sous les pas de l'armée expéditionnaire; déjà affaiblie de moitié, il lui fallut recevoir dans ses cadres des noirs portés au désordre et à l'indiscipline : ce recrutement offrait un péril auquel l'existence de l'armée ne pouvait se soustraire. Cependant l'organisation coloniale marchait du même pas avec l'organisation militaire. Par la plus heureuse inspiration, le général en chef, parti de France avec trois cent mille francs seulement, dont une partie appartenait à la marine, reconnut les avantages des réglemens que Toussaint avait établis; il confirma les baux à ferme de toutes les propriétés vacantes qui jamais ne furent aliénées; il consacra le servage de la glèbe pour les cultivateurs, à qui on allouait le quart des produits; il ouvrit les ports de la colonie à tous les pavillons sans préférence : aussi en peu de temps, le Cap se releva de ses cendres, ainsi que la plupart des villes incendiées : beaucoup de colons revinrent; les ports se remplirent de bâtimens de commerce français et étrangers; la perception des fermages et des droits à l'importation et à l'exportation assura le service de l'administration et de l'armée; des traites, dont avant le départ de l'expédition le gouvernement français avait prescrit

The text on this page is estimated to be only 23.64% accurate

HISTOIRE ÜE NAPOLÉON. 18.1 C‘t garanti l'émission , passèrent en paiement au commerce, pour les subsistances, pour l’entretien des hôpitaux, pour tous les besoins de la colonie. Les Américains se distinguèrent par l'activité de leurs transports en tout genre cl par le plus honorable désintéresseinenU Aucun d’entre eux, ni le gouverncimtril colonial lui-inéine, ne soupçonnaient que les traites données et reçues pour le salut de Saint-Üoniinguc et du soldat seraient rejetées par le gouvernement français, cl qu’une odicusi; banqueroute deviendrait le prix d’une confiance aussi généreuse, l.c général Leclerc, qui ne pouvait prévoir un tel manque de fui, obtint par tous ces moyens, après la plus brillante campagne, les plus beaux résultats d’une grande pacification civile : l'abondance cl la securité. Dans la vue d'assurer de tels bienfaits, il forma un conseil de notables pris dans les trois races d'babitans; attentif à intéresser ainsi les trois couleurs au maintien de l'ordre établi, il consacra, par de nouvelles nominations aux fonctions judiciaires et municipales, et à celles d'irispecU'urs des cultures, les choix faits par Toussaint, avec une iiierveillcusc sagacité, parmi les boMirncs les plus recominandables de la colonie. Mais, par un rapprochement fatal, le 7 mai, qui avait signalé à Saint-Domingue la soumission de Toussaint Louverture, vil débarquer à la Pointe-ûPitre, à la Guadeloupe, trois mille cinq cents hommes arrivés de Rrest. A la tin de l'année precedente le mulâtre Pelage avait proclamé l’indépendancc de la Guaddou(>c, et embarqué sur un iKiliinenl neutre le capilaiiie-général Lacrosse, surpris et enlevé au moment où il visitait scs avantpostes extérieurs. Bientôt les noirs s’étaient emparés de la révolution de Pelage; et ce fut contre eux que le général Richepanse, qui commandait celte expédition, aidé des secours de Pélage, dut employer une valeur tant illustrée à la bataille de Ilobenlindeti. Après avoir anéanti la rébellion, Ricbepanse succomba, dans les premiers jours de septembre , à ce terrible fléau dont le retour périodique, silencieusement attendu par les noirs de .Saint-Domingue, devint tout à coup, ce meme mots, le signal d’une fermentation sourde dans les ateliers et dans les bataillons coloniaux. On cessa de rendre les armes; on les cacha avec soin ; des insurgés, sous le nom de nègres marrons, se rassemblèrent sur les Mornes aussitôt que la lièvre jaune reparut. Gc redoutable auxiliaire de raffranchissi iiient du sol d’Haïti, tel que Toussaint l'avait conçu primitivement avec Jean François, c’est-àdire

de l'empire noir sans mélange, moissonna avec ime effrayante rapidité, et dans une propiirlion plus effrayante encore, la brave armée qui n'cul bientôt plus pour r.iserne que les hôpitaux, que la mort vidait chaque jour. Le général ou chef était allé, avec sa femme et son fils, respirer pendant quelque temps Pair salubre de Pile du la Tortue, où il avait fait établir un hôpital de convalcscens; un impérieux devoir le rappela au au coiDmcnccmcnt de juin, à Pé|>oquc où la maladie régnait dans toute sa violence ; il voulut assister à l'ouverture de celte assemblée de députés formée pour devenir une sorte de conseil central et consultatif des intérèLs, des besoins et des ressources du la colonie. Peu de jours après, la surveillance exercée sur Toussaint s'alarma d'une certaine agitation autour du bourg d'EmitTy, tandis qu'une insurrection ouverte réunissait un grand nombre de nègres sur les mornes appelés la Montatjno noire. Toussaint, an lieu d'aller lui-même apaiser ces mouvemens , suivant sa promesse au général lA'clerc, sc cunlciita d'armer, pour sa sûreté, disait-il, des nègres cultivateurs, dont les Français arrêtèrent un dclacbcmcnl. On sut bientôt que Toussaint se réjouissait des ravages de la Gèvre jaune, et qu'il répétait sans cesse : u Je compte sur la Providexce », nom du grand hôpital du Gap. Enfin, quelques-unes de ses lettres interceptées ne laissant plus de doute sur sa connivence avec les insurgés, le général en chef ordonna de l'arrêter. Toussaint, appelé aux Gonaïvos par le général Brunet, s'y rendit pour éviter les soupçons, et tomba dans le piège qu'il voulait tendre lui-même; il fut mis à bord, conduit en France, et transféré au fort de Joux, où il mourut deux ans plus lard. On a reproché amèrement rarrcslalion de Toussaint au général l^clcrc, tandis que c'était l'expédition contre Toussaint qu'il eût fallu reprocher au gouverncnient. Li position du capitaim*gériéral, ses obligations envers la métropole et son armée, lui prescrivaient d'agir comme il l'a fait. Du moment où Toussaint refusait sa coopération à nos troupes, il devenait redoutable; et nul doute que si on lui donnait le temps de sorlirdu rôled'inerlie qu'il avait adopté, c'en était fait de la race blanche et de l'autorité de la France à Saint-Domingue. Jamais plus terrible fatalité ne pesa sur un homme investi du pouvoir militaire et civil. D'ailleurs le général en chef sc conformait à scs instructions. Au reste, l'etTel que la délemiinalion de Leclerr produisit sur les noirs, à qui Toussaint, comme un maître invisible, commandait ou desc révolter ou de ilécliir, jiislilîa bientôt le moyen de saint imposé par la politique et la nécessité. Charles Belair , neveu de Toussaint, avait relevé l'étendard de l'iniurreclion : elle prit bientôt

un caractère plus grave, quoique revêtue encore do celte prudence impénétrable qui voile les complots des nègres. Les généraux noirs qui marchaient avec les généraux franr.tls contre les insurgés dont ils 2i by Google

et garanti l'émission, passèrent en paiement au commerce, pour les subsistances, pour l'entretien des hôpitaux, pour tous les besoins de la colonie. Les Américains se distinguèrent par l'activité de leurs transports en tout genre et par le plus honorable désintéressement. Aucun d'entre eux, ni le gouvernement colonial lui-même, ne soupçonnaient que les traites données et reçues pour le salut de Saint-Domingue et du soldat seraient rejetées par le gouvernement français, et qu'une odieuse banqueroute deviendrait le prix d'une confiance aussi généreuse. Le général Leclerc, qui ne pouvait prévoir un tel manque de foi, obtint par tous ces moyens, après la plus brillante campagne, les plus beaux résultats d'une grande pacification civile : l'abondance et la sécurité. Dans la vue d'assurer de tels bienfaits, il forma un conseil de notables pris dans les trois races d'habitans; attentif à intéresser ainsi les trois couleurs au maintien de l'ordre établi, il consacra, par de nouvelles nominations aux fonctions judiciaires et municipales, et à celles d'inspecteurs des cultures, les choix faits par Toussaint, avec une merveilleuse sagacité, parmi les hommes les plus recommandables de la colonie.

Mais, par un rapprochement fatal, le 7 mai, qui avait signalé à Saint-Domingue la soumission de Toussaint Louverture, vit débarquer à la Pointe-à-Pitre, à la Guadeloupe, trois mille cinq cents hommes arrivés de Brest. A la fin de l'année précédente le mulâtre Pélage avait proclamé l'indépendance de la Guadeloupe, et embarqué sur un bâtiment neutre le capitaine-général Lacrosse, surpris et enlevé au moment où il visitait ses avant-postes extérieurs. Bientôt les noirs s'étaient emparés de la révolution de Pélage; et ce fut contre eux que le général Richepanse, qui commandait cette expédition, aidé des secours de Pélage, dut employer une valeur tant illustrée à la bataille de Hohenlinden. Après avoir anéanti la rébellion, Richepanse succomba, dans les premiers jours de septembre, à ce terrible fléau dont le retour périodique, silencieusement attendu par les noirs de Saint-Domingue, devint tout à coup, ce même mois, le signal d'une fermentation sourde dans les ateliers et dans les bataillons coloniaux. On cessa de rendre les armes; on les cacha avec soin; des insurgés, sous le nom de nègres marrons, se rassemblèrent sur les Mornes aussitôt que la fièvre jaune reparut. Ce redoutable auxiliaire de l'affranchissement du sol d'Haïti, tel que Toussaint l'avait conçu primitivement avec Jean François, c'est-à-dire de l'empire noir sans mélange, moissonna avec une effrayante rapidité, et dans une proportion plus effrayante encore, la brave armée qui n'eut bientôt plus pour caserne que les hôpitaux, que la mort visitait chaque jour. Le général en chef était allé, avec sa femme et son fils, respirer pendant quelque temps l'air salubre de l'île de la Tortue, où il avait fait établir un hôpital de convalescens; un impérieux devoir le rappela au Cap au commencement de juin, à l'époque où la maladie régnait dans toute sa violence; il voulut assister à l'ouverture de cette assemblée de députés formée pour devenir une sorte de conseil central et consultatif des intérêts, des besoins et des ressources de la colonie.

Peu de jours après, la surveillance exercée sur Toussaint s'alarma d'une certaine agitation autour du bourg d'Ennery, tandis qu'une insurrection ouverte réunissait un grand nombre de nègres sur les mornes appelés *la Montagne noire*. Toussaint, au lieu d'aller lui-même apaiser ces mouvemens, suivant sa promesse au général Leclerc, se contenta d'armer, pour sa sûreté, disait-il, des nègres cultivateurs, dont les Français arrêtèrent un détachement. On sut bientôt que Toussaint se réjouissait des ravages de la fièvre jaune, et qu'il répétait sans cesse : « *Je compte sur* LA PROVIDENCE », nom du grand hôpital du Cap. Enfin, quelques-unes de ses lettres interceptées ne laissant plus de doute sur sa connivence avec les insurgés, le général en chef ordonna de l'arrêter. Toussaint, appelé aux Gonaïves par le général Brunet, s'y rendit pour éviter les soupçons, et tomba dans le piége qu'il voulait tendre lui-même; il fut mis à bord, conduit en France, et transféré au fort de Joux, où il mourut deux ans plus tard. On a reproché amèrement l'arrestation de Toussaint au général Leclerc, tandis que c'était l'expédition contre Toussaint qu'il eût fallu reprocher au gouvernement. La position du capitaine-général, ses obligations envers la métropole et son armée, lui prescrivaient d'agir comme il l'a fait. Du moment où Toussaint refusait sa coopération à nos troupes, il devenait redoutable; et nul doute que si on lui donnait le temps de sortir du rôle d'inertie qu'il avait adopté, c'en était fait de la race blanche et de l'autorité de la France à Saint-Domingue. Jamais plus terrible fatalité ne pesa sur un homme investi du pouvoir militaire et civil. D'ailleurs le général en chef se conformait à ses instructions. Au reste, l'effet que la détermination de Leclerc produisit sur les noirs, à qui Toussaint, comme un maître invisible, commandait ou de se révolter ou de fléchir, justifia bientôt le moyen de salut imposé par la politique et la nécessité.

Charles Belair, neveu de Toussaint, avait relevé l'étendard de l'insurrection : elle prit bientôt un caractère plus grave, quoique revêtue encore de cette prudence impénétrable qui voile les complots des nègres. Les généraux noirs qui marchaient avec les généraux français contre les insurgés dont ils

The text on this page is estimated to be only 23.43% accurate

I8G IIISTOIRK 1)K NAPOLÉON. foiiii'uLiU’iit U rclx'llioii, puussèronl la perlidic au point de tui*r ces ntallieurcux de leur» propri'S mains. Par une atroce applicalion du cel infernal s>»lème, Dessaline» a^ant arrête Helair, le lit juger et condamner à mort |Mr une cninmission militaire que présidait le mulâtre Clervaux, qui {Km de jours a|»rès s’insurgea liii-mèiiie. Ainsi , non>seulement la soumission dos noirs, mais leur obéissance et jusqu’à leur tidélilé, otTraient quelque chose d'autant plus effrayant que la durée nVn pouvait pas être calculée. Cette extraordinaire inquiétude assiégeait toujours la pensée du général en chef. Il sVn vil bienlùl délivre par une circonstance qu’il avait prévueymaiscuiilre laquelle toute préparation était inutile. A la lin de juin, les lettres de la Guadeloupe nrrivéreiil. On apprit le débarquement du général ffiebepanse, la défaite des noirs, l’expulsion des nègres et desmiilàtres des rangs de rarmée française, b* retour du capitaim^générnl Lacrossc, et le rétablisseiiieiit de l’esclavage : cette nouvelle, subitement répandue parmi noirs du Cap, les frappa d’une convulsion électrique. La race noire cl la race méliT de Saint-Domingue eurent le droit de manifester une ménance publique ; ce qui venait d’avoir lieu à la Guadeloupe légitimait rinsurrecliun des Mornes. Le gouvernement avait, au mois de novom* bre 1801, publié celte déclaration : « J nifnguc et à la Guaileloupc tl n'c»t plus d'enclarcx. J'outy est libre, tonty restera libre. » A plulion de la Guadeloupe à un cngageinentsi solennel, qu’une conspiration s’étendit sur toute la eoloiiie. C'était bien assez sans doute pour le gouvernement colonial de voir chaque jour décimer, depuis trois moi», par la maladie, ce qui restait de l'nriiiée Idanehe; la révolte des Mornes et la Ir.nliison prochaine des troupes noires présentaient au capilniiie-général une combinaison de périls contre lesquels le courage français ne |>ouvnit lutter longtemps. L'invasion de tant de néaux et leur profonde impression sur l’arniée formaient un terrible contraste avec le bonheur dont la signature de la paix d’Amiens, si tristement accueillie par les mouraiis de Saint-Domingue, comblait Paris et la Knince. Enfin, le capitaine-général, presse par l.mt d'adversités, devait à son honneur et à l’espoir de conserver un |k.*u de sécurité, de déchirer le premier pacte de conliance qu’il avait fait avec les noirs. Comment supporter davantage ranxiélé de voir au milieu de ses bataillons, éclaircis par la lièvre jaune, h^ balailluns intacts des ennemis, qu’il fall.iil erniiidre encore une fois? Leclerc liàln le désarmement de tous

les noirs ('.istTnés .au Cap, et prévint ainsi un des dangers qui le menaçaient; car, le 112 septembre, Clenaux et Petion, qui commandaient au Haiil-du-Cap, |»assèrcnl aux relndles avec trois régimens; le 16, ils attaquèrent le Cap-Erançais. l'naiant-postc fut forcé par cet assaut imprévu aulaiil qu'impétueux; mai» le général en chef, accouru avec cinq cents soldats cl mille hommes de couleur, repoussa les révoltés, auxquels Christoplic et Paul l.ouverture se réunirent le lendeniaiii. Ainsi reparut la guerre à mort entre les deux races; mais quelle disproportion effrayante offraient les forces opposées! La population noire était de quatre à cinq cent mille individus, et l'année ne comptait pas dans toutes les places de la colonie plus de huit mille hommes au drapeau. La garde nationale du Cap servit cl se battit comme la troupe de ligne : elle mérita des armes d'honneur que lui donna le gériénl en chef. I.a concentration des troupes qui survivaient à la lièvre jaune devint indispensable. Le capiuinc-gcnéral lit évacuer sur le Cap la garnison (lu fort Dauphin et du Porl-de-Paix ; celle des (ionaïves se relira sur le Port-au-Prince, après s'élrc défend UC contre Dessalines, qui dirigeait Pinsurreclion dans l'Ouest. t'n autre malheur attendait l'armée expéditionnaire et les hahitans de Saint-Domingue : dans la nuit (lu 1 au 2 novembre, le général Leclerc mourut de la lièvre jaune : nouveau sujet de deuil ajouté à ternies les douleurs. ImI perle du général Leclerc fut même, dans la situation déseau, alors au Ihirt-au-Priricc. la; sérieurs, parmi lesquels les généraux de division Dugua, Hardy, Del>ellc; les généraux d(' brigade Pambour, Tholoié. Saint-Martin. Lcdoyen,
Digitized tv

The text on this page is estimated to be only 24.75% accurate

IMSTOIIVE DE NAPOLEON. IK7 Danipicrrc, Dcsplanqucs, Meyer» Wonderweit» Jablonowski ; nulle cinq ccnls officiers; scpl cenl cinquante officiers de santé; vingt^cinq mille .soU daLs; huit mille de la marine du coinincrce; deux mille employés cirils; trois mille blancs venus de France. Sur celte masse cfTrayantc, cinq mille hiuntnes environ succombèrent dans In guerre ; la fièvre jaune dévora tous les autres. A la mort du général Leclerc» il restait neuf mille cinq cents hommes» dont sept mille aux hôpitaux. I>e total des forces débarquées à Saint-Domingue, jusqu'à cette époque, montait à trente-quatre mille hommes. Les états de r«irmée rapportes en France furent des registres mortuaires. Ainsi sur cinquante mi Ile individus de la race blanche importée , il survivaitdeux mille cinq cents valides cl sept mille malades, dont les deux tiers moururent. Les neuf dixièmes de la population française périrent à Saint-Domingue. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire moderne d'une destruction aussi grande en raison du temps et du nombre. Quant au massacre des colons par les noirs, il ne peut être calculé ! Aussitôt que Rochambeau eut prit le commandement générai, il lui fallut soutenir la vive attaque des insurgés, qui s'emparèrent des montagnes aii< tour du Cap; mais une batterie qu'il fit placer sur une habitation plus élevée les força à la retraite. O succès lui inspira la mauvaise pensée de suivre une marche différente de erllc de son prédcc('sscur; au lieu de continuer à SC concentrer dans l'enceinle du Cap, la ville la plus au vent de la France, et la véritable position militaire de la colonie révoltée, le capitaine-général voulut reprendre le fort Dauphin et le Port-de-l*aix ; le général Clauzel se chargea de cette entreprise, qui réussit. Lerlerc avait, par une raison éclairée, traité constamment avec une distinction particulière la race iniil.ilre. dont la parenté française, l'intelligence, la bravoure, et la haine |x>urla nce noire, lui faisaient unealiféc naturelle; Ruchambeau la persécuta : plusieurs braves olficiers de cette couleur, qui dominait dans la partie du Sud, et entre antres le commandant Dardet,qut, en remettant le fort nizolnii au général Boudet , avait sauvé le Porl-au-Princc de rinceitdio, et les blancs de l'assassinat, furent proscrits. Dès ce moment, la vengeance la plus acharnée réunit les noirs et les mulâtres ; ces derniers exercèrent dans le Sud d'horribles représailles pour satisfaire aux mânes de leurs chefs si barbarement immolés. Rochaml)eau ajouta une faute bien grave à ces eruautés : il

transporta au Port-au-Prince le siège du gouvernement, et laissa le général Clauzel. avec une faible garnison, chargé de la défense du Cap. Bientôt un nouvel ennemi se joignit à ceux que te général en chef venait de susciter contre son armée; cet ennemi, le redoutahle appui des noirs , était la Grande-Bretagne. Le traité d'Amiens allait être rompu. Alors l'insurrection générale, fortifiée par les secours qu'elle reçut des Anglais, en armes cl en munitions, pressa plus vivement ses opérations offensives, de sorte qu'en peu de jours toutes les positions de l'Ouest et du Sud lonibèrciit au pouvoir des insurgés. I>c général Lapluine tint Jusqu'au dernier moment ; mais depuis la proscription des mulâtres, les hommes de celle couleur s'étaient rassemblés dans le Sud , sous les ordres d'un nouveau chef nommé Férou , qui combina avec les généraux noirs l'expulsion des Français. Ne pouvant résister à tant de forces conjurées, le général I.aplume dut se réfugier au Port-au-Prince, et de là il s'embarqua pour i'Kspagne, où il mourut. Le Sud une fois (»ccupé par reniiemi, les subsistances manquèrent lotaleinenl au Port-au-Prince; la famincàson tour jeta ledcsespoirrlaiiscetle malheureuse ville de rOucsl, la seule où les Français sc maintinssent encore, à la veille d'étre assiégés par les armées noire et mulâtre réunies, quand Bochambeau reçut l'ordre impératif de France de revenir au Cap, et d'y établir le siège du gouvernement. Il arriva le ^4 Juin 1803 dans celle place, i»ù il SC trouva bloqué par une croisière dos Anglais qui ccrnèrenl également les villes de Port-au-Prince et des Cayes. Les garnisons françaises, ép.irses sur le littoral du .'sud et de l'Ouest, traitèrent ou avec les Anglais, ou avec les noirs, et de préférence avec ceux-ci, qui, à la honte de la politique lirilannique. imposaient toujours des conditions moins dures. Le général Lavalcllc, reste au Port-au-Prince pour l'cvacuation, capitula nv(H:Dessaliiies ; mais (nus les navires sur lesquels s'entassa la population blanche de cette ville, furent pillés en mer par les Anglai.s, qui violèrent ainsi la convention émanée de leurs nouveaux alliés. Le général Brunet remit les Cajes aux Anglais; Saint-Marc s'était rendit; Jérémie avait été abandonné par le général Fressiiiel. La métropole ne possédait plus que le Cap et le Mùle, quand, le 18 septembre, une année de quinze mille hommes, soutenue par le blocus d'une escadre anglaise, assiégea le Cap. I.es notables engagèrent le général en chef à s'entendre avec l'escadre; mais les propositions du corimimlore furent si exagérées, que Rochambeau aima mieux avoir affaire au barbare Dessalines. Celui-ci lui donna dix jours pour SC retirer. Cependant l'espoir qu'avait BodinmlM aii de pouvoir tromper la poursuite des Anglais à la

faveur du gros temps s'évanouit, et il se vil forcé, à l'expiration des dix jours, en raison de IVtat de la mer, de se inelln* à la dis(!rétioii de la flollc anglaise, ainsi que rimuiense quantité de b.i(imens qui purlaicnt tout ce qui survivait de l‘aruiyiiized by (jOOglc

Dampierre, Desplanques, Meyer, Wonderweit, Jablonowski; mille cinq cents officiers; sept cent cinquante officiers de santé; vingt-cinq mille soldats; huit mille de la marine du commerce; deux mille employés civils; trois mille blancs venus de France. Sur cette masse effrayante, cinq mille hommes environ succombèrent dans la guerre; la fièvre jaune dévora tous les autres. A la mort du général Leclerc, il restait neuf mille cinq cents hommes, dont sept mille aux hôpitaux. Le total des forces débarquées à Saint-Domingue, jusqu'à cette époque, montait à trente-quatre mille hommes. Les états de l'armée rapportés en France furent des registres mortuaires. Ainsi sur cinquante mille individus de la race blanche importée, il survivait deux mille cinq cents valides et sept mille malades, dont les deux tiers moururent. Les neuf dixièmes de la population française périrent à Saint-Domingue. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire moderne d'une destruction aussi grande en raison du temps et du nombre. Quant au massacre des colons par les noirs, il ne peut être calculé!

Aussitôt que Rochambeau eut prit le commandement général, il lui fallut soutenir la vive attaque des insurgés, qui s'emparèrent des montagnes autour du Cap; mais une batterie qu'il fit placer sur une habitation plus élevée les força à la retraite. Ce succès lui inspira la mauvaise pensée de suivre une marche différente de celle de son prédécesseur; au lieu de continuer à se concentrer dans l'enceinte du Cap, la ville la plus au vent de la France, et la véritable position militaire de la colonie révoltée, le capitaine-général voulut reprendre le fort Dauphin et le Port-de-Paix; le général Clauzel se chargea de cette entreprise, qui réussit. Leclerc avait, par une raison éclairée, traité constamment avec une distinction particulière la race mulâtre, dont la parenté française, l'intelligence, la bravoure, et la haine pour la race noire, lui faisaient une alliée naturelle; Rochambeau la persécuta: plusieurs braves officiers de cette couleur, qui dominait dans la partie du Sud, et entre autres le commandant Bardet, qui, en remettant le fort Bizoton au général Boudet, avait sauvé le Port-au-Prince de l'incendie, et les blancs de l'assassinat, furent proscrits. Dès ce moment, la vengeance la plus acharnée réunit les noirs et les mulâtres; ces derniers exercèrent dans le Sud d'horribles représailles pour satisfaire aux mânes de leurs chefs si barbarement immolés.

Rochambeau ajouta une faute bien grave à ces cruautés: il transporta au Port-au-Prince le siége du gouvernement, et laissa le général Clauzel, avec une faible garnison, chargé de la défense du Cap. Bientôt un nouvel ennemi se joignit à ceux que le général en chef venait de susciter contre son armée; cet ennemi, le redoutable appui des noirs, était la Grande-Bretagne. Le traité d'Amiens allait être rompu. Alors l'insurrection générale, fortifiée par les secours qu'elle reçut des Anglais, en armes et en munitions, pressa plus vivement ses opérations offensives, de sorte qu'en peu de jours toutes les positions de l'Ouest et du Sud tombèrent au pouvoir des insurgés. Le général Laplume tint jusqu'au dernier moment; mais depuis la proscription des mulâtres, les hommes de cette couleur s'étaient rassemblés dans le Sud, sous les ordres d'un nouveau chef nommé Férou, qui combina avec les généraux noirs l'expulsion des Français. Ne pouvant résister à tant de forces conjurées, le général Laplume dut se réfugier au Port-au-Prince, et de là il s'embarqua pour l'Espagne, où il mourut. Le Sud une fois occupé par l'ennemi, les subsistances manquèrent totalement au Port-au-Prince; la famine à son tour jeta le désespoir dans cette malheureuse ville de l'Ouest, la seule où les Français se maintinssent encore, à la veille d'être assiégés par les armées noire et mulâtre réunies, quand Rochambeau reçut l'ordre impératif de France de revenir au Cap, et d'y établir le siége du gouvernement. Il arriva le 24 juin 1803 dans cette place, où il se trouva bloqué par une croisière des Anglais qui cernèrent également les villes de Port-au-Prince et des Cayes. Les garnisons françaises, éparses sur le littoral du Sud et de l'Ouest, traitèrent ou avec les Anglais, ou avec les noirs, et de préférence avec ceux-ci, qui, à la honte de la politique britannique, imposaient toujours des conditions moins dures. Le général Lavalette, resté au Port-au-Prince pour l'évacuation, capitula avec Dessalines; mais tous les navires sur lesquels s'entassa la population blanche de cette ville, furent pillés en mer par les Anglais, qui violèrent ainsi la convention émanée de leurs nouveaux alliés. Le général Brunet remit les Cayes aux Anglais; Saint-Marc s'était rendu; Jérémie avait été abandonné par le général Fressinet. La métropole ne possédait plus que le Cap et le Môle, quand, le 18 septembre, une armée de quinze mille hommes, soutenue par le blocus d'une escadre anglaise, assiégea le Cap. Les notables engagèrent le général en chef à s'entendre avec l'escadre; mais les propositions du commodore furent si exagérées, que Rochambeau aima mieux avoir affaire au barbare Dessalines. Celui-ci lui donna dix jours pour se retirer. Cependant l'espoir qu'avait Rochambeau de pouvoir tromper la poursuite des Anglais à la faveur du gros temps s'évanouit, et il se vit forcé, à l'expiration des dix jours, en raison de l'état de la mer, de se mettre à la discrétion de la flotte anglaise, ainsi que l'immense quantité de bâtimens qui portaient tout ce qui survivait de l'ar-

The text on this page is estimated to be only 27.06% accurate

m H16TUIKK DE MPOLÉON. uiéc cxpéüiUuuDaire et üe U population blanche. Toutefois une action brillante honora la retraite de la malheureuse armée française. Le general Nuaillcs, ancien membre de TAssembléc constituante, commandait le m6le Saint-Nicolas; voulant partir sans capitulation et éviter de négocier avec les Anglais qu'il connaissait bien, il fit embarquer sa garnison, et au passage de l'immense convoi du Cap, il se mit à sa suite, sans être observé par la croisière ennemie : arrivé à une certaine distance, il quitta la Hotte avec sept voiles qui l'accompagnaient, et les conduisit dans un port de l'Ilc de Cuba. De là il se rendait, sur un brick armé et monte par des troupes, à la Havane, où il espérait rejoindre le général LavalcUe, qui venait de périr dans la traversée de la Havane à Saint-Domingue , lorsqu'il fut rencontré par une corvette anglaiser qu'il prit à l'abordage avec scs grenadiers. Dans le combat terrible qui s'engage, cc brave général reçut plusieurs blessures, dont il mourut à la Havane le 0 janvier 1804, après toutefois y avoir fait entrer le bâtiment anglais sur lequel flottait le pavillon de la France. La gloire nationale s'empressa de recueillir le dernier exploit (*chappé i ce grand naufrage d'une des plus valeureuses armées que la république eût réunie sous scs drajKaux. ns DI i.ivnc sixUiR. Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 27.53% accurate

LIVUE SEPTIÈME CHAPITRE PREMIER. a»03.) TR Ul lIAXOMtl. \ l’ivresse des fêtes de la paix, à l’enlhousiasnic des espérances de bonheur, la France et t'Angle> terre avaient fait succéder une attitude d*obscrvaliun inquiète qui bientôt niodifla la joie générale. Les accroissemens considérables de la France, provenant soit de rincurporation du Piémont et de la réunion de la république italienne sous le même pouvoir, soit delà médiation helvétique et des chaiigemens opérés dans la Hollande et dans les républiques d'Italie, soit aussi de ces immenses travaux qui ouvraient à nos armées les routes du Simpion, du montGenèvreet du mont Cenis, soit enfin de ce r.oncordat qui consommait la dépendance de l’Italic , et donnait au premier Consul l'ascendant d’une nouvelle puissance morale sur les États catholiques du continent : toutes ces prospérités inattendues, sorties du traité de Lunéville , devinrent, aux yeux du gouvernement anglais, de véritables usurpations sur le terrain où le traité d’Amiens venait d'être assis. I^e cabinet de Londres, dont Pitt dirigeait toujours l’esprit sous le successeur qu'ils’était choisi, ne pouvait également ignorer que le premier Consul, empressé de satisfaire pour lui et ses alliés à toutes les clauses du traité, s’alarmait justenienl de la lenteur plus qii’cquivoque que Ton mettait à rctiicUre l'ilc de Goréo à la France, à la répuI biique batave le Cap de Bonne- Kspérance, enfin ; rHe de Malle h l’Ordre de Saint-Jean. Si la répuj blique française avait recueilli, depuis la paix d’AI miens, des avantages dès long-temps en réserve et ' préptirés par une politique dont le traité n’avait pu nullement établir la discussion, il n’en résultait pas pour l’Angleterre le droit de crier à la violation, encore moins celui d’arguer du traitéde Lunéville, auquel elle avait obstinément refusé d'inlervenir. Le point de départ, pour la Grande-Bretagne et pour la France, était la complète et fidèle exécution des stipulations convenues entre elles : or^ l’objet le plus important, celui sans lequel jamaisla France ne consentirait à poser les armes, la restitution du Cap et de l’ile de Malte, paraissait plus qu’ajourne au premier Consul. Son intérêt et son droit lui prescrivaient donc de hâter de tout son pouvoir l’augmentation de sa prépondérance continentale, afin d’y trouver une sorte de balance avec la continuation d’occupation des deux |K>sscssions maritimes, que l’Angleterre retenait contre* la foi récemment jurée. Le champ de la

difficulté offrait un cercle vicieux, qui ne pouvait long-temps coti(cnir deux adversaires aussi forts .sans se briser Digitized by Google

 sous leurs discussions. 1/Anglelcrrc disait : » I>a «I France s*est agrandie depuis notre traité; n la France disait : « LWngictcrrc n*cxécutc pas notre U traite. » Un tel procès, dont les parties étaient les seuls arbitres, ne devait se juger que par la guerre. Déjà , depuis les engagemens délinitifs, Al. Aloore, l*un dos secrétaires de la légation anglaise à Amiens, avait été envoyé en Suisse pour donner à la diète de Schwitz des assurances positives de la protection britannique contre la France; bien plus, lord Hawkesbury avait même remis à Tambassadi ur Otto, à Londres, une note par laquelle son gouvernement blâmait l'intervention française dans les affaires de rileivctie. Afais comme les autres puissances, près desquelles la diète de Schwitz avait également dé> pulé, s'étaient renfermées dans un silence presque absolu sur ses réclamations, l'opposition de rAnglcterre ne put empêcher l'acte de médiation donné parlcprcmierConsul à la Suisse, le 19 février 1803. Cependant les cabinets de Paris et de Londn^s avaient recommencé leurs hostilités périodiques dans les journaux , et, malgré l'animosité de ces débats publics, iis reprirent aussi des négociations supplémentaires, en exécution de leur traité. On n'oublia pas non plus un autre moyen de s'entendre, celui d'armer à outrance; et les deux nations marchaient tellement d'intelligence avec leurs gou* vernemens, que l'enthousiasme de la guerre avait, peu de mois après la signature du traité d'Amiens, rendu aux esprits la môme exaspération qu'avant la paix, L'arène desjournaux, où malheureusement le premier Consul ne dédaignait pas de descendre lui-mômc, offrit un échange perpétuel d'offensantes personnalités, poussées à un tel point de violence de la part des écrivains anglais , que, le 16 août, l'ambassadeur Otto présenta une note oflicielle dans laquelle il était demandé qwt l'Angleterre défendit tout ce qui serait défendu en France par rapport ottj: intérits réciproques des deux nations. Cette note réclamait aussi l'èloignenicnt tles hnigrès de rite de Jersey t l'expulsion de l'Angleterre des àtêques de Mets et de Saint-Pot^ la déportation au Canada de Georges et de ses adhérens^ et te renvoi de tous tes Français qui porteraient en Angleterre les dècotations de l'ancienne nionafrhie. Enfin, par une autre prétention bien remarquable à une pareille époque, surtout en raison de la catastrophe qui frappa le duc d'Knghicn l'année suivante, le premier Consul exigeait encore que tous les princes de la maison de liourbon fussent requis de se rendre à l'arsocie près du chef de leur famille. C'était à peu de chose près prupiiser à

la Grande-Rrelagne le sacrifice de sa Constitution, que de lui demander la \iolali(»ti des deux garanties fnndaiiieiilales les plus chères à toute nalinn libre, celle de la presse et celle de Vhabeas corpus. Une telle exigence develiait souverainement impolilique de la part dti premier Consul, en ce qu'elle devait le rendre odieux à tout le peuple anglais. Il pouvait fiarler ainsi aux républiques qu'il venait de reconstituer; mais avec l'Angleterre il fallait un tout autre langage, et, bien que ce langage ne fût que l'expression de la désunion qui existait déjà entre les deux gouveriieineiis, la prudence défendait de la faire connaître à la France et au reste de l'Europe. Le cabinet de Londres annonça qu'il répondrait à cette note par son ambassadeur. Lord Withwortli partit pour Paris, et le général Andréossy vint rempLicer à Londres M. Otto, appelé à la mission des ÉtatsUnis. Le traité d'Amiens portait : u Art. 0. Le port du H Cap de Bonne-Espérance reste à la république « hatave en toute souveraineté. — Art. 8. Les ter«I ritoires, |>osse8sions et droits de la Sublime Porte « sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils « étaient avant la guerre. — Art. 10. Les lies de w Afalte, de Goso et de Comino seront rendues à •I l'Ordre de Sainl-Jean-de-Jérusalem. Les forces H de S. M. Britannique évacueront l'ile et ses dé» pendanccs pendant les tnns mois qui suivront •(l'échange des ratifications... S. AL Sicilienne sera «t invitée à fournir deux mille hommes natifs de scs » États, pour servir de garnison dans les différentes « forteresses desdites Iles. — Art. 12. Les évacuan lions, cessions et restitutions stipulées seront M exécutées..., pour le continent cl les mers d'Auiéu rique et d'Afrique, dans les trois mois... » J^s ratifications avaient été échangées à Paris, le 18 avril, cl six mois après, le 16 octobre, le général .inglais Stuart, sommé, en Égypte,]>ar le colonel Sebasliani, d'évacuer la ville d'Alexandrie, lui déclarait qu'il n'arait aucun ordre de quitter cetta place et qu'il comptait même y passer l'hiver. l.a môme conduite eut lieu pour Alaltc, dont le gouverneur J. Bail répondit , le 2 mars 1803 , au commandeur de Bussy, chargé des pouvoirs du gramlinatlre, que du moment où il se crotraiV autorisé à remettre te gouvernement , il lui en donnerait connaissance. Quant à la remise du Cap de Bonne-Espérance aux troupes balaves, elle devait être effectuée le j.xnvier 1803; mais le 31 di^rcmbre , pendant que les Anglais s'embarquaient, l'arrivée d'une frégate anglaise changea tout à coup leurs (Iis|>o5itions; ils rentrèrent dans les forts, à la vue de la garnison et de la flotte hollandaise, dont les chefs furent obligés, pour constater ce manque de foi , de souscrire une capitulation.

Une t^pitulation en temps de paix! s’ik;ricrent avec raison les journaux français; et cette étrange violation devint un Doiivraii sujet fie plainte contre l'Angleterre. 11

sous leurs discussions. L'Angleterre disait : « La « France s'est agrandie depuis notre traité; » la France disait : « L'Angleterre n'exécute pas notre « traité. » Un tel procès, dont les parties étaient les seuls arbitres, ne devait se juger que par la guerre. Déjà, depuis les engagemens définitifs, M. Moore, l'un des secrétaires de la légation anglaise à Amiens, avait été envoyé en Suisse pour donner à la diète de Schwitz des assurances positives de la protection britannique contre la France; bien plus, lord Hawkesbury avait même remis à l'ambassadeur Otto, à Londres, une note par laquelle son gouvernement blâmait l'intervention française dans les affaires de l'Helvétie. Mais comme les autres puissances, près desquelles la diète de Schwitz avait également député, s'étaient renfermées dans un silence presque absolu sur ses réclamations, l'opposition de l'Angleterre ne put empêcher l'acte de médiation donné par le premier Consul à la Suisse, le 19 février 1803.

Cependant les cabinets de Paris et de Londres avaient recommencé leurs hostilités périodiques dans les journaux, et, malgré l'animosité de ces débats publics, ils reprirent aussi des négociations supplémentaires, en exécution de leur traité. On n'oublia pas non plus un autre moyen de s'entendre, celui d'armer à outrance; et les deux nations marchaient tellement d'intelligence avec leurs gouvernemens, que l'enthousiasme de la guerre avait, peu de mois après la signature du traité d'Amiens, rendu aux esprits la même exaspération qu'avant la paix. L'arène des journaux, où malheureusement le premier Consul ne dédaignait pas de descendre lui-même, offrit un échange perpétuel d'offensantes personnalités, poussées à un tel point de violence de la part des écrivains anglais, que, le 16 août, l'ambassadeur Otto présenta une note officielle dans laquelle il était demandé *que l'Angleterre défendît tout ce qui serait défendu en France par rapport aux intérêts réciproques des deux nations.* Cette note réclamait aussi *l'éloignement des émigrés de l'île de Jersey, l'expulsion de l'Angleterre des évêques de Metz et de Saint-Pol, la déportation au Canada de Georges et de ses adhérens, et le renvoi de tous les Français qui porteraient en Angleterre les décorations de l'ancienne monarchie.* Enfin, par une autre prétention bien remarquable à une pareille époque, surtout en raison de la catastrophe qui frappa le duc d'Enghien l'année suivante, le premier Consul exigeait encore que *tous les princes de la maison de Bourbon fussent requis de se rendre à Varsovie près du chef de leur famille.* C'était à peu de chose près proposer à la Grande-Bretagne le sacrifice de sa Constitution, que de lui demander la violation des deux garanties fondamentales les plus chères à toute nation libre, celle de la presse et celle de l'*habeas corpus*. Une telle exigence devenait souverainement impolitique de la part du premier Consul, en ce qu'elle devait le rendre odieux à tout le peuple anglais. Il pouvait parler ainsi aux républiques qu'il venait de reconstituer; mais avec l'Angleterre il fallait un tout autre langage, et, bien que ce langage ne fût que l'expression de la désunion qui existait déjà entre les deux gouvernemens, la prudence défendait de la faire connaître à la France et au reste de l'Europe. Le cabinet de Londres annonça qu'il répondrait à cette note par son ambassadeur. Lord Withworth partit pour Paris, et le général Andréossy vint remplacer à Londres M. Otto, appelé à la mission des États-Unis.

Le traité d'Amiens portait : « Art. 6. Le port du « Cap de Bonne-Espérance reste à la république « batave en toute souveraineté. — Art. 8. Les ter- « ritoires, possessions et droits de la Sublime Porte « sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils « étaient avant la guerre. — Art. 10. Les îles de « Malte, de Goso et de Comino seront rendues à « l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Les forces « de S. M. Britannique évacueront l'île et ses dé- « pendances pendant les trois mois qui suivront « l'échange des ratifications... S. M. Sicilienne sera « invitée à fournir deux mille hommes natifs de ses « États, pour servir de garnison dans les différentes « forteresses desdites îles. — Art. 12. Les évacua- « tions, cessions et restitutions stipulées seront « exécutées..., pour le continent et les mers d'Amé- « rique et d'Afrique, dans les trois mois... »

Les ratifications avaient été échangées à Paris, le 18 avril, et six mois après, le 16 octobre, le général anglais Stuart, sommé, en Égypte, par le colonel Sébastiani, d'évacuer la ville d'Alexandrie, lui déclarait *qu'il n'avait aucun ordre de quitter cette place et qu'il comptait même y passer l'hiver.* La même conduite eut lieu pour Malte, dont le gouverneur J. Ball répondit, le 2 mars 1803, au commandeur de Bussy, chargé des pouvoirs du grand-maître, *que du moment où il se croirait autorisé à remettre le gouvernement, il lui en donnerait connaissance.* Quant à la remise du Cap de Bonne-Espérance aux troupes bataves, elle devait être effectuée le 1er janvier 1803; mais le 31 décembre, pendant que les Anglais s'embarquaient, l'arrivée d'une frégate anglaise changea tout à coup leurs dispositions; ils rentrèrent dans les forts, à la vue de la garnison et de la flotte hollandaise, dont les chefs furent obligés, pour constater ce manque de foi, de souscrire une capitulation. *Une capitulation en temps de paix!* s'écrièrent avec raison les journaux français; et cette étrange violation devint un nouveau sujet de plainte contre l'Angleterre. Il

 CM avait clé de même pour la restitution à la France (le nie (Je Gprée, sur la c6lc du Sénégal. Du 50 octobre nu 50 janvier, le général RIanchet ne put parvenir à décider le colonel anglais Fraser à éva* cuer ce poste important. Voilà comment l'Angleterre exécutait le traité (rAiniens. Il n'en fallait sans doute pas davantage pour déclarer des deux côtés ce traité rompu par le fait. Aussi les journaux des deux nations se livrèrent aux plus violentes liostilités. Dans ceux de la Grande-Bretagne, les passions ministérielles s'exprimèrent sans ménagement; un procès publie y fut instruit contre l'ambition du premier Consul. On n'oublia aucune récrimination ancienne, aucun grief récent ; on invoqua le traité de Lunéville en condamnation des envahissemens politiques et territoriaux de la France. Le Moniteur répondit que l'Angleterre ayant refusé de reconnaître les républiques helvétique, italienne et ligurienne et le roi d'Étrurie, n'avait pas le droit d'arguer de ce traité. Les relations de la Ft'ance et de V Angleterre, disait b; Moniteur, sont te traité d'Amiens, tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens... Au reste, le ficuple français. .. demeurera constamment dans cette attitude que les Athéniens ont donnée à A/tnerre , le casque en tète et la lance en arrêt... Les débats du parlement mirent bientôt à découvert cette grande question, que le journal ofliciel de Franc(* venait de simplifier par un défi. La séance du 0 novembre 1805 présente un intérêt tuut-à-fail nouveau dans les fastes de la législature britannique. Ix' célèbre Fox, qui arrivait de Paris, où il avait reçu le plus brillant accueil du premier Consul, des tneinbres du gouvernement et de la société de la capitale, prit hautement dans la Cliambrc la défense de la France. On iic pouvait rendre un plus bel hommage à cette lihcrlé politique dont l'Angleterre s'enorgueillit à si juste titre. La franchise de Fox portail en outre un caractère de courage, par la fermeté qu'il osa opposer à l'irritation de la grande majorité de l'assemblée contre l(> premier Consul. Celle animosité y fut si peu déguisée, que cet illustre orateur subit ce jour-là une sorte d'enquéte sur le motif de son voyage en France. Son discours ajouta un nouvel éclat à la tribune britannique ; mais le parti Grenvillc dominait, cl la guerre était presque proclamée par le Parlement. D'un autre côté , te Moniteur accusait les ministres diplomatiques Drakc et AVickam, agens du dernier ministère Pill et Grcnville, de semer /u discorde entre tous les membres de la famille occidenlaie. Celte expression toute paternelle annonçait assez que cette

famille devait bientiH obéir à un chef. Alors avait eu lieu la mission patente du colonel Sébastian! en Égypte et en Syrie. Cet officier fut plus heureux auprès des pachas pour leur faire reconnaître la puissante bienveillance du premier Consul qu'auprès du général Stuart pour obtenir l'exécution du traité d'Amiens; il trouva l'Orient encore tout rempli de la grandeur du conquérant de l'Égypte. Bonaparte incUait en œuvre toutes les ressources de sa politique pour démasquer ou effrayer l'AngieIcrre. Il chercha à renouer celle ligue maritime du Nord, rompue par la mort de Paul D'. Il envoya à Berlin le général Üuroc, à Saint-Pétersbourg le colonel Auguste Colbert. Mais l'empereur Alexandre et le roi de Prusse s'étaient vus à Memel, l'année précédente, et avaient contracté ensemble des engagemens qui firent avorter cette démarche. Cc|>cndant cent vingt mille conscrits répondaient a l'appel du Sénat. Les troupes hâtèrent leur marche vers les rivages des deux mers : l'ilalic, comme la Hollande, voyait arriver de nouveaux bataillons; les constructions se pressaient dans tous les {>orU ; Flessingue s'élevait sur d'imposantes fortifications, comme le grand arsenal du plus formidable des arméniens. Km France et en Angleterre tout respirait la guerre : il n'y avait de paisible que la diplomatie des deux nations. Les conférences se succédaient à Paris entre le ministre Talleyrand et lord Withworlli avec une extrême sérénité de part ctd'autre, mais sans rien résoudre. Malheureusement le premier Consul s'impatienta des délais britanniques, et crut pouvoir les terminer en appelant lui-mème à une entrevue particulière l'ambassadeur anglais. Voici les principaux traits de celle audience diplomatique, qui dura deux heures.... u La paix, dit <1 Bonaparte, n'a uniquement produit qu'une jnlouIl sic et une méfiance continuelle; celle méfiance it est aujourd'hui si manifestée, qu'elle a amené les H choses à un point où il faut nécessairement en « finir... Aucune considération surla terre ne pourtt rail nie faire acquiescer à ce que vous gardiez H Alexandrie et Malle; et s'il fallait opter entre ces it deux alternatives, m'armerai# mieux tous voir en il possession du fhubourg Sainte Antoine que de R Malte... Chaque vent qui souffle d'Angleterre M n'apporte que haine et inimitié contre moi. Une it descente est le seul moyen offensif que j'aie con« trcelle, et je suis déterminé à me mettre moi« même à la lélc de l'exiiédition. Mais comment (I |)eul-on supposer qu'après m'étre élevé à la hau» leur où je me trouve , je voulusse risquer ma vie U et ma réputation, à moins d'y être contraint par M la nécessité, lorsqu'il est probable que moi et la R plus grandi! partie de l'expédition nous irons nous

•I perdre au fond de la mer? 11 y a mille à parier K contre un que je ne réussirai pas ; mais je n’en Digilized by Google

en avait été de même pour la restitution à la France de l'île de Gorée, sur la côte du Sénégal. Du 30 octobre au 30 janvier, le général Blanchet ne put parvenir à décider le colonel anglais Fraser à évacuer ce poste important.

Voilà comment l'Angleterre exécutait le traité d'Amiens. Il n'en fallait sans doute pas davantage pour déclarer des deux côtés ce traité rompu par le fait. Aussi les journaux des deux nations se livrèrent aux plus violentes hostilités. Dans ceux de la Grande-Bretagne, les passions ministérielles s'exprimèrent sans ménagement; un procès public y fut instruit contre l'ambition du premier Consul. On n'oublia aucune récrimination ancienne, aucun grief récent; on invoqua le traité de Lunéville en condamnation des envahissemens politiques et territoriaux de la France. Le *Moniteur* répondit que l'Angleterre ayant refusé de reconnaître les républiques helvétique, italienne et ligurienne et le roi d'Étrurie, n'avait pas le droit d'arguer de ce traité. *Les relations de la France et de l'Angleterre,* disait le Moniteur, *sont le traité d'Amiens, tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens... Au reste, le peuple français... demeurera constamment dans cette attitude que les Athéniens ont donnée à Minerve, le casque en tête et la lance en arrêt...* Les débats du parlement mirent bientôt à découvert cette grande question, que le journal officiel de France venait de simplifier par un défi.

La séance du 9 novembre 1803 présente un intérêt tout-à-fait nouveau dans les fastes de la législature britannique. Le célèbre Fox, qui arrivait de Paris, où il avait reçu le plus brillant accueil du premier Consul, des membres du gouvernement et de la société de la capitale, prit hautement dans la Chambre la défense de la France. On ne pouvait rendre un plus bel hommage à cette liberté politique dont l'Angleterre s'enorgueillit à si juste titre. La franchise de Fox portait en outre un caractère de courage, par la fermeté qu'il osa opposer à l'irritation de la grande majorité de l'assemblée contre le premier Consul. Cette animosité y fut si peu déguisée, que cet illustre orateur subit ce jour-là une sorte d'enquête sur le motif de son voyage en France. Son discours ajouta un nouvel éclat à la tribune britannique; mais le parti Grenville dominait, et la guerre était presque proclamée par le Parlement.

D'un autre côté, *le Moniteur* accusait les ministres diplomatiques Drake et Wickam, agens du dernier ministère Pitt et Grenville, de semer *la discorde entre tous les membres de la famille occidentale.* Cette expression toute paternelle annonçait assez que cette famille devait bientôt obéir à un chef. Alors avait eu lieu la mission patente du colonel Sébastiani en Égypte et en Syrie. Cet officier fut plus heureux auprès des pachas pour leur faire reconnaître la puissante bienveillance du premier Consul qu'auprès du général Stuart pour obtenir l'exécution du traité d'Amiens; il trouva l'Orient encore tout rempli de la grandeur du conquérant de l'Égypte.

Bonaparte mettait en œuvre toutes les ressources de sa politique pour démasquer ou effrayer l'Angleterre. Il chercha à renouer cette ligue maritime du Nord, rompue par la mort de Paul Ier. Il envoya à Berlin le général Duroc, à Saint-Pétersbourg le colonel Auguste Colbert. Mais l'empereur Alexandre et le roi de Prusse s'étaient vus à Memel, l'année précédente, et avaient contracté ensemble des engagemens qui firent avorter cette démarche. Cependant cent vingt mille conscrits répondaient à l'appel du Sénat. Les troupes hâtèrent leur marche vers les rivages des deux mers : l'Italie, comme la Hollande, voyait arriver de nouveaux bataillons; les constructions se pressaient dans tous les ports; Flessingue s'élevait sur d'imposantes fortifications, comme le grand arsenal du plus formidable des armemens. En France et en Angleterre tout respirait la guerre : il n'y avait de paisible que la diplomatie des deux nations. Les conférences se succédaient à Paris entre le ministre Talleyrand et lord Withworth avec une extrême sérénité de part et d'autre, mais sans rien résoudre. Malheureusement le premier Consul s'impatienta des délais britanniques, et crut pouvoir les terminer en appelant lui-même à une entrevue particulière l'ambassadeur anglais. Voici les principaux traits de cette audience diplomatique, qui dura deux heures.... « La paix, dit « Bonaparte, n'a uniquement produit qu'une jalou- « sie et une méfiance continuelle; cette méfiance « est aujourd'hui si manifestée, qu'elle a amené les « choses à un point où il faut nécessairement en « finir... Aucune considération sur la terre ne pour- « rait me faire acquiescer à ce que vous gardiez « Alexandrie et Malte; et s'il fallait opter entre ces « deux alternatives, *j'aimerais mieux vous voir en « possession du faubourg Saint-Antoine* que de « Malte... Chaque vent qui souffle d'Angleterre « n'apporte que haine et inimitié contre moi. Une « descente est le seul moyen offensif que j'aie con- « tre elle, et je suis déterminé à me mettre moi- « même à la tête de l'expédition. Mais comment « peut-on supposer qu'après m'être élevé à la hau- « teur où je me trouve, je voulusse risquer ma vie « et ma réputation, à moins d'y être contraint par « la nécessité, lorsqu'il est probable que moi et la « plus grande partie de l'expédition nous irons nous « perdre au fond de la mer? Il y a mille à parier « contre un que je ne réussirai pas; mais je n'en

The text on this page is estimated to be only 27.74% accurate

lIlSTOIRt DE NAPOLEON. lOâ w suis pas moins décidé à tenter cette dc'scentc, si K la (çuerre doit être la conséquence de la discussion » actuelle. Aies troupes y sont tellement dis(K)sées , U qu'on n'aurait pas de peine à trouver une armée w pour en remplacer uneautre... J'aurais pu nrem* « parer de l'Egypte, depuis plus d'un mois, en en«I voyant vingt-cinq mille hommes à Aboukir...; U mais je ne le ferai point, parce que l'Égypte ne *as la peine d'une guerre qui m'exposerait M à perdre plus que je ne pourrais g.igner, puiêqxte « tAtou tard VÉijxpte apiHirtiendra à la France, M Moit par la chute de t'empire turc, $oit par queU *v que arratujemcnt avec la Porte.,.. Deux puisreuple « français, qu'une grande nation ne peut*

jamais « être etTrayéc... Ün peut tuer un grand p

« suis pas moins décidé à tenter cette descente, si « la guerre doit être la conséquence de la discussion « actuelle. Mes troupes y sont tellement disposées, « qu'on n'aurait pas de peine à trouver une armée « pour en remplacer une autre... J'aurais pu m'em- « parer de l'Égypte, depuis plus d'un mois, en en- « voyant vingt-cinq mille hommes à Aboukir...; « mais je ne le ferai point, parce que l'Égypte ne « vaut pas la peine d'une guerre qui m'exposerait « à perdre plus que je ne pourrais gagner, *puisque « tôt ou tard l'Égypte appartiendra à la France, « soit par la chute de l'empire turc, soit par quel- « que arrangement avec la Porte*.... Deux puis- « sances telles que la France et l'Angleterre, en « s'entendant bien, pourraient gouverner le monde; « *mais elles pourraient aussi le bouleverser dans « leur lutte*... On en est arrivé aujourd'hui à déci- « der la grande question de la guerre ou de la paix. « Pour conserver la paix, il fallait remplir le traité « d'Amiens... Voulait-on la guerre, il ne fallait que « le dire ou refuser de remplir le traité... Je n'ai « pas châtié les Algériens pour ne pas exciter la ja- « lousie...; mais *j'espère que l'Angleterre, la Rus- « sie et la France, sentiront un jour qu'elles ont « intérêt à détruire un pareil nid de brigands*.... « Mais vouloir parler du Piémont et de la Suisse, ce « sont des bagatelles. D'ailleurs vous auriez dû le « prévoir lorsque la négociation était encore pen- « dante; vous n'avez pas le droit d'en parler à cette « heure. » Cette conférence, dont le premier Consul fit à peu près tous les frais, passa la mer, le 22 février 1803, dans la dépêche de lord Withworth.

A quelques jours de là, Bonaparte reçut une réponse à une démarche tentée auprès de Louis XVIII, à Varsovie. Il paraît qu'il avait offert à ce prince une indemnité considérable, soit en propriétés, soit en argent, s'il voulait renoncer à ses droits sur la couronne de France. Quoi qu'il en soit, on publia cet extrait de la réponse de Louis XVIII : « Je ne « confonds point M. Bonaparte avec ceux qui l'ont « précédé : j'estime sa valeur, ses talens militaires, « je lui sais gré de quelques actes d'administra- « tion... Mais il se trompe, s'il croit m'engager à « renoncer à mes droits; loin de là, il les établirait « lui-même, s'ils pouvaient être litigieux, par les « démarches qu'il fait en ce moment... »

Cependant, le 8 mars, le roi d'Angleterre annonça, par un message à la chambre des Communes : « Qu'en raison des préparatifs considérables qui se « faisaient dans les ports de France et de Hollande, « il jugeait convenable d'adopter de nouvelles me- « sures de précaution pour la sûreté de l'État; et « que, bien que ces préparatifs eussent été présen- « tés comme ayant pour but des expéditions colo- « niales (*entres autres celle de la Louisiane par le « général Victor*), comme il existait actuellement « avec le gouvernement français des discussions « d'une grande importance *dont le résultat demeu- « rait incertain*, S. M. faisait cette communication « à ses fidèles Communes..., et comptait qu'elles « la mettraient en état d'employer toutes les me- « sures que les circonstances paraîtraient exiger « pour l'honneur de sa couronne et les intérêts es- « sentiels de son peuple. »

Tel fut le résultat de la conférence du premier Consul avec lord Withworth. Les paroles royales eurent une influence magique sur l'Angleterre : le lendemain la *presse* commença à Londres; les amiraux partirent pour les ports militaires; Nelson prit le commandement général des forces de la Méditerranée; trois escadres mirent en mer sous les ordres des amiraux Sidney Smith, Saumarez et Pellew. Un autre message succéda rapidement au premier, et ordonnait une augmentation dans les troupes de terre et de mer. Jamais l'axiome, *si vis pacem, para bellum*, n'avait été suivi des deux côtés avec plus d'ardeur. Mais on jugeait facilement, par la fidélité à exécuter le traité, lequel des deux adversaires préparait réellement la guerre.

C'était l'argument de position du premier Consul, qui, ainsi que ses alliés, avait rempli toutes les obligations stipulées à Amiens. Le même fond d'idées composait une note très péremptoire de l'ambassadeur Andréossy, en réponse à celle du 15 mars de lord Hawkesbury. Cette note, arrivée de Paris, ne laissait aucun doute sur son auteur... « Le pre- « mier Consul sait, et par ses propres sentimens, « et en jugeant des autres peuples par le peuple « français, qu'une grande nation ne peut jamais « être effrayée... On peut tuer un grand peuple, « mais non l'intimider. Ici l'appel a éclaté avant « qu'on pût savoir qu'il y avait lieu à mésintelli- « gence; on a signalé la fin des discussions avant « qu'elles fussent commencées; on a déclaré l'issue « d'une discussion difficile avant qu'elle eût été éle- « vée... Aussi le premier Consul, quels qu'aient été « l'éclat, l'activité, les provocations de guerre qui « ont eu lieu depuis ce message en Angleterre, n'a « donné aucun ordre, n'a fait aucune disposition, « aucun préparatif. Il met toute sa gloire, dans une « affaire de cette nature, à être pris au dépourvu... « Quant aux plaintes portées relativement aux pu- « blications qui peuvent avoir eu lieu en France, « elles sont d'un ordre trop secondaire pour pou- « voir influer sur une telle décision. Serions-nous « donc revenus au siècle des tournois? Des motifs « de cette nature pouvaient autoriser, il y a quatre « cents ans, le combat des trente; mais ils ne sau- « raient être aujourd'hui une raison de guerre en-

HISTOIRE I»K NAPOLÉON. 19S M (re les deux (lays... Peu de jours après la raliflca> lion de la paix, un des niinislrcs de S. M. 11. «I déclara que l'clal de paix derait être comidéraM ble. » La noie dénonce ensuite les oulrages commis par les journalistes, « et la tolérance, plus H inexcusable, éprouvée par des brigands couverts •I de crimes, et méditant sans cesse des assassinats, U tels que Georges, qui continue encore dedenieuX rer à Londres, protégé cl jouissant d'un état cnn•I sidérabic. » La note demandait aussi réciprocité pour la répression delà presse; ce qui était inadmissible, parce qu'en Angleterre, la liberté de la presse est un droit national et tout-à-fail indépendant, tandis qu'alors, en France, celte liberté cap< tive était entièrement entre les mains du gouvernement. » £n résumé, le soussigné est chargé de U déclarer que le premier Consul ne veut point rew lever le déU de la guerre que rAnglcterre a jeté à M la France; que quanta Malte, il ne voit aucune U matière de discussion, le traité ayant tout U prévu. » Peu de temps apri^, le premier Consul interpella vivement l'ambassadeur d'Angleterre à une audience diplomatique : u Vous êtes décidés à la guerre..., •I vous voulez la guerre. Nous l'avons faite pendant •> quinze ans; vous voulez la faire encore quinze .innées et vous in'y forcez. » Puisse tournant vers le comte de Markoff, ambassadeur de Russie : «< Les 41 Anglais veulent la guerre, dit-il; mais s'ils sont K les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la 4(retneUre dans le fourreau ; ils ne respectent pas « les traités, il faut dorénavant les couvrir d'un •' crêpe noir... Si vous voulez armer, j'armerai cs françaises évacuassent la Hollande.... En d'autres termes, la Grande-Bretagne nous déclarait la guerre. Ondonnail sept jours pouradmetlrc cciuttimatum; faute de quoi l'ambassadeur était rappelé. En réponse à ces propositions inexécutables, M. de Talleyrand déclara que le premier Consul consentait à ce que Malle fiU remise aux mains d'unedes trois puissances garantes, la Russie, l'Autriche ou la l'russe;quc si l'on rejetait celte modineation, il ferait un manifeste qui prouverait que l'Angleterre n'avait jamais voulu exécuter le traité. La réponse du cabinet de Londres fut : 1" que le gouvernement français ne s'opposerait point h la cession de nie de Lampedouze par le roi de Naples; S** que S. M. B. resterait en possession de Malte, jusqu'à ce que nie de Lampedouze pùt être établie comme port militaire; 5° que la Hollande serait, ainsi que la Suisse, évacuée par les Français; que l'Angleterre reconnaîtrait le roi d'Étnirie, et les républiques italienne et ligurienne. Un article secret portait que S. M. B.

ne serait requise par le gouvernement français d’évacuer Malte qu’au bout de dix ans. Bans cette circonstance, ce n'était plus sept jours que l’on accordait pour accepter ces violentes conditions, c’étaient TBixTB-six-BKCKBs! Jamais il n'y eut de défi plus injurieux, plus directement conIrairc à l’honneur d’une nation. Mais une autre iniquité entachait encore cette dernière communication : le ministère anglais disait, dans sa note, que l'empereur de Russie refusait de sc prêter à l'arrangement proposé par le cabinet de France, de remettre Malte aux mains d'une des puissances garantes, tandis qu'à Paris le comte de MarkolT venait de renouveler, à cet égard, les intentions de sa cour. Le 13 mai, lord Withworth reçut ses passcpurls qu’il avait demandés trois fuis, tant l’Anglelerrc redoutait de laisser échapper le fléau de la guerre. Le général Andréossy s'embarqua à Douvres le 18. Le 16, un message du monarque avait osé dire aux deux chambres : « C'est une consolait lion pour S. M. de réfléchir qu'il n'a manqué auII cun eflbrl de sa part pour conserver à scs sujets 4t les bienfaits de la paix... » L'amirauté expédia des lettres de marque et de représailles, lit sortir de Torbay lord Coriiwallis avec dix vaisseaux cl trois frégates, cl envoya le commodore Saumarex stationner à Jersey et Guernescy. Le cabinet de Londres publia les picces anglaises trois mois après » l'échange des ratifications, n La doctrine sophistique du cabinet de Londres formait depuis longtemps le langage naturel delà violence qu’il exerçait sur cette autre loi générale, également anterieure à la loi conventionnelle, sur le droit des nations qui Î.'S

« tre les deux pays... Peu de jours après la ratifica-
« tion de la paix, un des ministres de S. M. B.
« déclara que l'état de paix *devait être considéra-*
« *ble.* » La note dénonce ensuite les outrages commis par les journalistes, « et la tolérance, plus
« inexcusable, éprouvée par des brigands couverts
« de crimes, et méditant sans cesse des assassinats,
« tels que Georges, qui continue encore de demeu-
« rer à Londres, protégé et jouissant d'un état con-
« sidérable. » La note demandait aussi réciprocité pour la répression de la presse; ce qui était inadmissible, parce qu'en Angleterre, la liberté de la presse est un droit national et tout-à-fait indépendant, tandis qu'alors, en France, cette liberté captive était entièrement entre les mains du gouvernement. « En résumé, le soussigné est chargé de
« déclarer que le premier Consul ne veut point re-
« lever le défi de la guerre que l'Angleterre a jeté à
« la France; que quant à Malte, il ne voit aucune
« matière de discussion, le traité ayant tout
« prévu. »

Peu de temps après, le premier Consul interpella vivement l'ambassadeur d'Angleterre à une audience diplomatique : « Vous êtes décidés à la guerre...,
« vous voulez la guerre. Nous l'avons faite pendant
« quinze ans; vous voulez la faire encore quinze
« années et vous m'y forcez. » Puis se tournant vers le comte de Markoff, ambassadeur de Russie : « Les
« Anglais veulent la guerre, dit-il; mais s'ils sont
« les premiers à tirer l'épée, *je serai le dernier à la*
« *remettre dans le fourreau;* ils ne respectent pas
« les traités, il faut dorénavant les couvrir d'un
« crêpe noir... Si vous voulez armer, j'armerai
« aussi; si vous voulez vous battre, je me battrai
« aussi. *Vous pourrez peut-être tuer la France,*
« mais jamais l'intimider. Malheur à ceux qui ne
« respectent pas les traités! ils en seront responsa-
« bles devant toute l'Europe. » Cette allocution motiva, le 14 mars, une dépêche de lord Withworth à son gouvernement.

Bientôt une conférence eut lieu entre M. de Talleyrand et lord Withworth, qui reçut de sa cour l'ordre de demander : 1° Que S. M. B. conservât ses troupes à Malte pendant dix ans; 2° que l'île de Lampedouze (qui appartenait au roi de Naples) lui fût cédée en toute propriété; 3° que les troupes françaises évacuassent la Hollande.... En d'autres termes, la Grande-Bretagne nous déclarait la guerre. On donnait sept jours pour admettre cet *ultimatum;* faute de quoi l'ambassadeur était rappelé. En réponse à ces propositions inexécutables, M. de Talleyrand déclara que le premier Consul consentait à ce que Malte fût remise aux mains d'une des trois puissances garantes, la Russie, l'Autriche ou la Prusse; que si l'on rejetait cette modification, il ferait un manifeste qui prouverait que l'Angleterre n'avait jamais voulu exécuter le traité. La réponse du cabinet de Londres fut : 1° que le gouvernement français ne s'opposerait point à la cession de l'île de Lampedouze par le roi de Naples; 2° que S. M. B. resterait en possession de Malte, jusqu'à ce que l'île de Lampedouze pût être établie comme port militaire; 3° que la Hollande serait, ainsi que la Suisse, évacuée par les Français; que l'Angleterre reconnaîtrait le roi d'Étrurie, et les républiques italienne et ligurienne. Un article secret portait que S. M. B. ne serait requise par le gouvernement français d'évacuer Malte qu'au bout de dix ans. Dans cette circonstance, ce n'était plus sept jours que l'on accordait pour accepter ces violentes conditions, c'étaient TRENTE-SIX-HEURES! Jamais il n'y eut de défi plus injurieux, plus directement contraire à l'honneur d'une nation. Mais une autre iniquité entachait encore cette dernière communication : le ministère anglais disait, dans sa note, que l'empereur de Russie refusait de se prêter à l'arrangement proposé par le cabinet de France, de remettre Malte aux mains d'une des puissances garantes, tandis qu'à Paris le comte de Markoff venait de renouveler, à cet égard, les intentions de sa cour. Le 12 mai, lord Withworth reçut ses passeports qu'il avait demandés trois fois, tant l'Angleterre redoutait de laisser échapper le fléau de la guerre. Le général Andréossy s'embarqua à Douvres le 18. Le 16, un message du monarque avait osé dire aux deux chambres : « C'est une consola-
« tion pour S. M. de réfléchir qu'il n'a manqué au-
« cun effort de sa part pour conserver à ses sujets
« les bienfaits de la paix... »

L'amirauté expédia des lettres de marque et de représailles, fit sortir de Torbay lord Cornwallis avec dix vaisseaux et trois frégates, et envoya le commodore Saumarez stationner à Jersey et Guernesey. Le cabinet de Londres publia les pièces de la négociation, ainsi qu'un manifeste jésuitique, en apologie de sa conduite. Ce manifeste avançait : « *Qu'il y a une loi générale des nations qui est an-*
« *térieure à la loi conventionnelle,* et que c'est à
« cette loi, ou *règle de conduite,* que les souverains
« ont coutume d'appeler, *lorsqu'il est reconnu que*
« *la loi conventionnelle se tait.* » Cependant cette loi parlait assez haut et assez clairement dans le traité d'Amiens, quand elle disait : « *L'île de Malte*
« *sera rendue à l'Ordre de Saint-Jean, elle sera*
« *évacuée par les troupes anglaises trois mois après*
« *l'échange des ratifications.* » La doctrine sophistique du cabinet de Londres formait depuis longtemps le langage naturel de la violence qu'il exerçait sur cette autre loi générale, également antérieure à la loi conventionnelle, sur le droit des nations qui

194 HISTOIRE DE NAPOLÉON. unt des rivages, droit antérieur à ririjuste préten> tion du droit de visite, élevé par le peuple qui possède le plus de vaisseaux. Le cabinet des Tuileries dunua aussi son manifeste, sous la forme d'une note que M. de Talleyraiid adressa à lord Wilhworlli : cette note est un chef-d'œuvre de dialectique, de clarté , de raison , d'honneur politique. «....Jamais, dit-elle, la France ne reconnaîtra « dans aucun gouvernement le droit d'annuler, par « un seul acte de sa volonté, les stipulations d'un U engagement réciproque. Si elle a souffert que, « sous des formes qui annonçaient la menace, on U lui presenUt un ultimatum verbal de sept jours, U un ultimatum de trente-six heures, cl des traités «I conclus avant d'étre négociés, elle n'a pu avoir <1 d'autre objet que de ramener le gouvernement w britannique par l'exemple de la modération.... *• Ce{>eiidant la rupture n'était pas officiellement déclarée; mais l'agression eut lieu de la part de l'Angleterre : deux bâtimens français furent capturés dans la baie d'Audierne. Alors les représailles de la France éclatèrent, et le premier Consul déclara prisonniers de guerre tous les Anglais âges de dix-huit à soixante ans alors en France, pour répondre des Français qui auraient été pris avant la déclaration de guerre. Le parlement avait reçu le message royal ; le Sénat reçut le message consulaire; il se terminait ainsi : •< ... I/e gouvernement H s'est arrêté à la ligne que lui ont tracée ses priiiN ci|H>s et ses devoirs : les négociations sont interu rompues, et nous sommes attaqués. Du moins «« nous combattrons pour maintenir la foi destraiu tés et pour l'honneur du nom français. » La France répondit aux hostilités maritimes do rAnglolerrepardesattaques territoriales. Le 24 mai commença la promenade militaire du général Mortier, qui, avec une armée de quinte mille hon^mos qu'il commandait en Hollande, entra dans l'électorat de Hanovre. Une proclamation du roi d'Angleterre, du 10, ordonnait la levée en masse de ses sujets allemands, êou$ peine de perdre leurê bien* et le droit d'hériter, et annonçait le duc de Cambridge, qui venait se mettre à leur tète. (>ette proclamation servit plus tard de modèle aux Russes pour soulever, en 1815, toute l'Allemagne contre Napoléon. On eut tort de reprocher aux barbares du nord leur proclamation ; elle était, comme leur confédération , de fabrique anglaise. Mais, malgré In pressante invitation de Georges 111 à ses fidèles sujets du Hanovre, elle n'empêcha pas Mortier d'être le 2 juin à Sühlingen, après avoir culbuté rrnneini près de Rorstel, et de menacer la tête de pont de Menbüorg sur le Weser. Le général avait .lussi ré]K)ndu par

une proclamation à celle du roi d'Anghlerre, et déclaré aux Hanovriens, qui ne comprirent rien à cette compensation, que les Français s'emparaient de leur pays parce que l'Angleterre gardait Malte contre la foi des traités. 1^5, le général Dulauloy se mil en marche avec ses dixhuit pièces d'artillerie pour aller canonner la tête de pont, qui en comptait soixante. La régence avait déjà fait une démarche inutile pour éviter l'armée française; elle envoya une seconde députation aux avant-postes, et sollicita une suspension d'armes , annonçant en même temps des propositions avantageuses. Mortier répliqua qu'il n'accepterait que l'occupation immédiate de l'Électorat et la remise des places fortes. Pour obéir à cette demande , r>n livra tout le pays aux Français, ainsi que les magasins militaires et les revenus de l'État. I.e 5, Mortier entra k Hanovre , où il recueillit , ainsi qu'a Nienbourg, Hameln et Zell, d'immenses approvisionnemens de guerre. (îinq cents bouches à feu , quarante mille fusils, et les fonds pour la solde de l'armcc, furent les fruits de cette campagne de dix jours. Deux divisions curent l'ordre de s'emparer des bàliroens anglais qui pouvaient se trouver sur l'Elbe et sur le W cscr. Le duc de Cambridge s'embarqua en toute hâte, avant que le général Frère se rendit maître des bouches de l'Elbe. Le général AValmoden, ayant remplacé le duc de ('.ambridgt? au commandement en chef, était allé attendre audelà de l'Elbe, à Lawembourg , avec la régence , la ratification de la convention de Sühlingen. Cependant l'invasion du Hanovre donna lieu à une lettre par laquelle M. de Talleyrant ouvrait encore à l'Angleterre une facilité de rétablir la bonne harmonie; il y était dit : que le premier Consul n'arait eu en rue que d'obtenir des gages pour féracuation de Malte, et de travailler à accomplir /'ei'écu/ion du traité d'^tmiens, et qu'il attendait la ratification du roi d'Angleterre pour ratifier la convention de Sühlingen. Lord Hawkesbury déclara avec hauteur qucle roi, en sa qualité d'Ëlecteur de Hanovre, en appelait à l'Empire, qui avait garanti sa neutralité. Ainsi c'était encore par la guerre que répondait le cabinet britannique. Alors le général Mortier écrivit au feid-maréchal Walmoden que le SOjuin l'armistice serait rompu, à moins que l'armée hanovrienne ne mit bas les armes, et ne consentit à être envoyée en France comme prisonnière de guerre. Walmoden refusa ces humiliantes propositions, et les hostilités recommencèrent. L'Elbe, qu'il fallait franchir, était maintenant le champ de bataille. Les Hanovriens se fortifièrent sur la rive droite, et Mortier fil rassembler un grand nombre de bateaux pour cITccluer te passage du fleuve. Le 4 juillet, au moment où

nous allions le tenter, une nouvelle négociation vint prévenir l’effusion du sang. La modération du général français honora

 sou caractère; il respecta Tbonneur de l'armée hanovricDue : la dissolution de ce corps eut lieu ; mais ses armes furent remises par les ofliciers aux autorités civiles; les soldats devaient toucher leur solde pendant un an, sous la condition de ne point servir durant toute la guerre; ce qu’ils désiraient pardessus tout. Cette capitulation fut arrêtée, et signée dans un bac, au milieu du fleuve, par les généraux en chef.

I/armée hanovrienne était réduite au U désesp

son caractère; il respecta l'honneur de l'armée hanovrienne : la dissolution de ce corps eut lieu; mais ses armes furent remises par les officiers aux autorités civiles; les soldats devaient toucher leur solde pendant un an, sous la condition de ne point servir durant toute la guerre; ce qu'ils désiraient pardessus tout. Cette capitulation fut arrêtée, et signée dans un bac, au milieu du fleuve, par les généraux en chef. « L'armée hanovrienne était réduite au « désespoir, écrivit le général Mortier au premier « Consul; elle implorait votre clémence : j'ai pensé « qu'abandonnée par son roi, vous voudriez la trai- « ter avec bonté... »

Ainsi finit la campagne de Hanovre; elle dura du 26 mai au 5 juillet 1803; mais l'Angleterre avait repris les armes, qu'elle ne devait plus déposer qu'après la ruine de son ennemi, *dût leur lutte bouleverser le monde!*

The text on this page is estimated to be only 29.43% accurate

lUG IIISTUIHË UË NAPU1.ÈÜN. CHAPITRE II. (1803.) OCCLPATIU!1 Dl BOVAiat DK Hk?LVA. — THAVALX ll'ALEXA!«DtllK. — D&»KX»E OK LA DOILITIUS. — ABMKafcXS Kl CÜ!7I DES rLUTTlUES. — ORCAI^ISATIOÜ BT REL.MO^ DE.H ARltES rRA>ÇAISB< ktit LKS CÔTS$ DU NORD. — PRÉPARATIFS DE L*ARGLETERRC. Le continent va payer le système de l'Angleterre. | Le Uanovre n'ofTre pas un gage sufTisanl {Miur balancer la possession de Malte : ritalic a des rivages qui regardent ce nouveau Gibraltar : Bonaparte a songe à lui en opposer un autre; cVsl le port de Tarente qu'il a choisi pour recevoir, sous deux mois, toute la flotte de Toulon. En vertu du traité que vient de violer l'Angleterre, l'arniée française, a]>rès avoir évacué le rujaumt de. Naples, s'élail cantonnée dans la partie centrale de la Péninsule; mais, la condition de cette évacuation n'ayant pas été remplie, le premier Consul crut avoir le droit de reprendre le Haiu tjuo antérieur au traité. OUe nouvL'Ile occupation du royaume de Naples lui paraissait d'autant plus légitime que nos ports pouvaient être, d'un moment à l'autre, envahis parles immenses forces navales qui naviguaient dans la Méditerranée sous le pavillon de lord Cornwallis. Déjà, au mois d'avril, immédiatement après le message du roi d'Angleterre, le général en chef Murat avait reçu l'ordre de réunir douze mille hommes, destinés à passer sous la conduite du general Gouvion-Saint-Cyr, qui, le 1 i mai, vint à Faenza prendre le coniniaiidemenl en chef, avec la mission d'aller réoccuper, dans le royaume de Naples, les anciennes positions du général Suull avant la paix. Ainsi Gouvion-Sainl-Cyr sc mit en marche, et établit garnison dans les villes de Pescbicra, d'Otrante, de Tarente, etc., et laissa Ancéne libre, en raison des ménagemens que le premier Consul avait prescrits pour la cour de Rome. T. a i»rûcIamalion suivante précéda l'invasion du royaume de Naples : « Le roi d'Angleterre a faussé sa signature et rcM fusé d'exécuter le traité d'Amiens en ce qui conM cerne l'cvacualion de Malte. L'armée française su » voit donc obligée d'occu{>er les positions qu'elle «i avait quittées en vertu de ce traité. L'ambition

CHAPITRE II.

(1803.)

OCCUPATION DU ROYAUME DE NAPLES. — TRAVAUX D'ALEXANDRIE. — DÉFENSE DE LA HOLLANDE. — ARMEMENS ET CONSTRUCTION DES FLOTTILLES. — ORGANISATION ET RÉUNION DES ARMÉES FRANÇAISES SUR LES CÔTES DU NORD. — PRÉPARATIFS DE L'ANGLETERRE.

Le continent va payer le système de l'Angleterre. Le Hanovre n'offre pas un gage suffisant pour balancer la possession de Malte : l'Italie a des rivages qui regardent ce nouveau Gibraltar : Bonaparte a songé à lui en opposer un autre; c'est le port de Tarente qu'il a choisi pour recevoir, sous deux mois, toute la flotte de Toulon. En vertu du traité que vient de violer l'Angleterre, l'armée française, après avoir évacué le royaume de Naples, s'était cantonnée dans la partie centrale de la Péninsule; mais, la condition de cette évacuation n'ayant pas été remplie, le premier Consul crut avoir le droit de reprendre le *statu quo* antérieur au traité. Cette nouvelle occupation du royaume de Naples lui paraissait d'autant plus légitime que nos ports pouvaient être, d'un moment à l'autre, envahis par les immenses forces navales qui naviguaient dans la Méditerranée sous le pavillon de lord Cornwallis. Déjà, au mois d'avril, immédiatement après le message du roi d'Angleterre, le général en chef Murat avait reçu l'ordre de réunir douze mille hommes, destinés à passer sous la conduite du général Gouvion-Saint-Cyr, qui, le 14 mai, vint à Faenza prendre le commandement en chef, avec la mission d'aller réoccuper, dans le royaume de Naples, les anciennes positions du général Soult avant la paix. Ainsi Gouvion-Saint-Cyr se mit en marche, et établit garnison dans les villes de Peschiera, d'Otrante, de Tarente, etc., et laissa Ancône libre, en raison des ménagemens que le premier Consul avait prescrits pour la cour de Rome. La proclamation suivante précéda l'invasion du royaume de Naples :

« Le roi d'Angleterre a faussé sa signature et refusé d'exécuter le traité d'Amiens en ce qui concerne l'évacuation de Malte. L'armée française se voit donc obligée d'occuper les positions qu'elle avait quittées en vertu de ce traité. L'ambition démesurée de l'Angleterre se trouve démasquée par cette conduite inouïe : maîtresse de l'Inde et de l'Amérique, elle veut encore l'être du Levant; le besoin de maintenir notre commerce et de conserver l'équilibre nous oblige d'occuper ces positions dans les États du roi de Naples, positions que nous garderons tant que l'Angleterre persistera à garder Malte. »

Cependant Tarente devint, comme Flessingue, un arsenal militaire, un grand port fortifié. Livourne, où l'on arrêta tous les Anglais, fut mise en état de siége; on arma les batteries de la côte de la Spezzia; on réunit Piombino à la France : cette ville entrait dans un vaste système de guerre offensive et défensive conçu par Bonaparte. Le général Campredon dut fortifier Porto-Longone et Porto-Ferrajo. Le général Moreau commandait en Corse; le général Rusca, à l'île d'Elbe; le général Murat, en Italie. Le premier Consul traça lui-même des instructions admirables pour la défense combinée de la Corse, de l'île d'Elbe et de la Toscane. Dix mille ouvriers concoururent à élever ces fameux travaux qui firent d'Alexandrie la grande place d'armes de l'Italie. « Je considère cette place, disait « Bonaparte, comme la possession de toute l'Italie; « le reste est affaire de guerre : Alexandrie est affaire de politique. » Les mêmes ordres couvrirent

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 24.60% accurate

iiibTomK DK cgaleincut batteries et d'ouvrages les côtes de lluilaiidc, depuis Flcssinguc jusqu'à Texcl. Le gé* néral Victor, placé à la télé des troupes balaves réunies aux troupes françaises, était chargé en outre de défendre les Bouches de la Meuse et de rtlscaul. L'ile de WalLercn devint un cuminandeineiil particulier, couûéau général Mounel. Ainsi, depuis l'cinboucliure de l'Elbe jusqu'au port de TnrcDlc, Bonaparteavait fermé tous les rivagesaux Anglais. Les déparlcmens répondirent aux appels du pre* inier Consul pour donner des vaisseaux, des bâtimens de transport et de l'artillerie. 11 y eut un eiianlier de construction à Paris et dans les ports de l'Océan, depuis Cherbourg jusqu'à Texcl. Boulogne fut regardé justement coinine véritable port militaire de la descente ; mais il en fallait encore un plus vaste pour reccYoirles divisions de flottilles qui devaient s'y rassembler. On exécuta les mêmes travaux dans les ports de l'Étaples, de Vimereux et d'Ainbleteusc ; l'armée les creusa. Il manquait à Boulogne un fort qui protégeât les bàliinens mouillés au large : le premier Consul lit jeter les fondations d'une tour énorme sur un récif isolé. En même temps que le fort s'élevait, on s'occupait à étendre la portée du boulet des pièces de gros calibrejusqu'à deux mille toises. Les ports d'Ostende, de Dunkerque, de Calais, intermédiaires aux Bouches de l'Kseaul, se hérissaient aussi d'artillerie; toute la côte qui regarde l'Angleterre put être nommée la côte de fer. La plus absolue nécessité commamlail ce vaste système contre lesfurccs anglaises qui couvraient l'Océan; il était encore indispensable pour défendre, le long des rivages, la marche des nouilles que l'on dirigeait successivement vers le rendez-vous général de Boulogne. L'Angleterre a>nitniis en mer tout ce qu'elle possédait de vaisseaux : Toulon, Cènes et Livourne étaient bloques dans la flédilcrranéc , par la flotte de Nelson; les ports d'Espagne et le Cap Saint-Vincent, observés par ramiral Pellew ; les côtes de Brest par Cornwallis, tandis que la flotte du canal manœuvrait sous les ordres de l'amiral Kcilb cl de Sydney .Smith. La république batave, malgré la reconnaissance de son indépendance par le traité de Lunéville, ne formait déjà qu'une provinec, une place d'armes française. Elle sc trouvait comprise dans la guerre que la grande république allait porter en Angleterre. En llelvétie, il fallait procéder autrement : le général Ney, resté avec un caractère dipluiiialiquedansce pays, conclut la prcniicre capitulation pour quatre regimens. Cette innovation parut injurieuse à rurmee et à la Era.icc: à

l'année, qui seule, depuis quinze ans, faisait res|M*cter sa gloNAPULEüN. 197 rieuse nationalité par toute l'Europe ; à la France, qui, alors encore républicaine, s'indigna du retour de ce trafic de soldats étrangers, établi par l'orgueil ou par la mcûauce des rois. Mais cette mesure était toute politique; elle enlevait à l'Angleterre et aux coalitions un allié dangereux pour la France, dont les frontières orientales n'ont point de défense, parce que, depuis des siècles, nos rois payaient les Suisses pour garder ces mêmes frontières. I.es immenses préparatifs dont le mouvement remplissait la Belgique reçurent alors un nouvel encouragement de la présence du premier Consul, qui partit de Paris, le âS juin, pour aller les inspecter lui-méme, dans un voyage qu'on peut appeler une course triomphale. Il visita toute la côte , s'arrêta à Flessinguc pour ses fortifications, à Gaiid pour sou commerce; en revoyant Anvers, où il entra le âO juillet, il décida que son port marchand serait le plus grand port militaire, le plus grand arsenal, et le plus grand chantier de construction du continent. M. Malouet fut nommé préfet maritime à Anvers, et chargé des travaux de celte puissante création, qui sortit, pour ainsi dire, tout année du génie do Bonaparte. D'Anvers, le premier Consul vint recueillir à Bruxelles les hommages de la reconnaissance du commerce, qui gagnait tout à sa réunion à la France. En revenant a Paris, il apprit que les agitateurs, depuis long-temps signalés, des lies de Jersey et de Guernesey, avaient tenté de rallumer daus la Vendée les torches de la guerre civile, et que, fidèles à leurs sermetis, les Vendéens, rejetant ces insinuations bribinniques , continuaient de partager avec tous les riverains de l'Océan rarmcmeiit des côtes, la construction et la conduite des floUüllcs. line noble idée se présenta alors à son esprit, pour répondre à ce nouveau complot de la politique anglaise; ce fut de former une légion de Vendéens, commandée par AI. d'Aulichainp ; il donna des ordres en conséquence au ministre de la guerre, le 7 juillet, par une dépéctio datée de Lille. » (k;Ue •I légion, écrivit-il de sa main, doit être composée, U olliciers et soldats, des hommes qui ont fait la « guerre de !a Vendée contre nous. » Le 14 juin, Bonaparte avait arrête la première base de l'organisation de la grande armée d'Angleterre. Elle était divisée en six corps, dans les camps dellollandc, de Gand,de Saint-Omer, deCornpiègne. de Saiiil-Alalo et de Bayonne. Le camp de Hollande était fixé à trente mille hommes français cl balaves ; ceux do Saint-Omer cl de Coinpiègiic, chacun à quinze mille hommes. Le général Alarmunt commaridail en chef rartilleric ; le général

FnuUricr élaildirecteur-géiiérahles pures; le conseiller d'État l’cliei, imendant-géiiéral de l'année; e| le ministre Digitizeo uy vjvjüglt

également de batteries et d'ouvrages les côtes de Hollande, depuis Flessingue jusqu'à Texel. Le général Victor, placé à la tête des troupes bataves réunies aux troupes françaises, était chargé en outre de défendre les Bouches de la Meuse et de l'Escaut. L'île de Walkeren devint un commandement particulier, confié au général Monnet. Ainsi, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'au port de Tarente, Bonaparte avait fermé tous les rivages aux Anglais.

Les départemens répondirent aux appels du premier Consul pour donner des vaisseaux, des bâtimens de transport et de l'artillerie. Il y eut un chantier de construction à Paris et dans les ports de l'Océan, depuis Cherbourg jusqu'à Texel. Boulogne fut regardé justement comme véritable port militaire de la descente; mais il en fallait encore un plus vaste pour recevoir les divisions de flottilles qui devaient s'y rassembler. On exécuta les mêmes travaux dans les ports de l'Étaples, de Vimereux et d'Ambleteuse; l'armée les creusa. Il manquait à Boulogne un fort qui protégeât les bâtimens mouillés au large : le premier Consul fit jeter les fondations d'une tour énorme sur un récif isolé. En même temps que le fort s'élevait, on s'occupait à étendre la portée du boulet des pièces de gros calibre jusqu'à deux mille toises. Les ports d'Ostende, de Dunkerque, de Calais, intermédiaires aux Bouches de l'Escaut, se hérissaient aussi d'artillerie; toute la côte qui regarde l'Angleterre put être nommée la côte de fer. La plus absolue nécessité commandait ce vaste système contre les forces anglaises qui couvraient l'Océan; il était encore indispensable pour défendre, le long des rivages, la marche des flottilles que l'on dirigeait successivement vers le rendez-vous général de Boulogne. L'Angleterre avait mis en mer tout ce qu'elle possédait de vaisseaux : Toulon, Gênes et Livourne étaient bloqués dans la Méditerranée, par la flotte de Nelson; les ports d'Espagne et le Cap Saint-Vincent, observés par l'amiral Pellew; les côtes de Brest par Cornwallis, tandis que la flotte du canal manœuvrait sous les ordres de l'amiral Keith et de Sydney Smith.

La république batave, malgré la reconnaissance de son indépendance par le traité de Lunéville, ne formait déjà qu'une province, une place d'armes française. Elle se trouvait comprise dans la guerre que la grande république allait porter en Angleterre. En Helvétie, il fallait procéder autrement : le général Ney, resté avec un caractère diplomatique dans ce pays, conclut la première capitulation pour quatre régimens. Cette innovation parut injurieuse à l'armée et à la France : à l'armée, qui seule, depuis quinze ans, faisait respecter sa glorieuse nationalité par toute l'Europe; à la France, qui, alors encore républicaine, s'indigna du retour de ce trafic de soldats étrangers, établi par l'orgueil ou par la méfiance des rois. Mais cette mesure était toute politique; elle enlevait à l'Angleterre et aux coalitions un allié dangereux pour la France, dont les frontières orientales n'ont point de défense, parce que, depuis des siècles, nos rois payaient les Suisses pour garder ces mêmes frontières.

Les immenses préparatifs dont le mouvement remplissait la Belgique reçurent alors un nouvel encouragement de la présence du premier Consul, qui partit de Paris, le 25 juin, pour aller les inspecter lui-même, dans un voyage qu'on peut appeler une course triomphale. Il visita toute la côte, s'arrêta à Flessingue pour ses fortifications, à Gand pour son commerce; en revoyant Anvers, où il entra le 20 juillet, il décida que son port marchand serait le plus grand port militaire, le plus grand arsenal, et le plus grand chantier de construction du continent. M. Malouet fut nommé préfet maritime à Anvers, et chargé des travaux de cette puissante création, qui sortit, pour ainsi dire, tout armée du génie de Bonaparte. D'Anvers, le premier Consul vint recueillir à Bruxelles les hommages de la reconnaissance du commerce, qui gagnait tout à sa réunion à la France.

En revenant à Paris, il apprit que les agitateurs, depuis long-temps signalés, des îles de Jersey et de Guernesey, avaient tenté de rallumer dans la Vendée les torches de la guerre civile, et que, fidèles à leurs sermens, les Vendéens, rejetant ces insinuations britanniques, continuaient de partager avec tous les riverains de l'Océan l'armement des côtes, la construction et la conduite des flottillles. Une noble idée se présenta alors à son esprit, pour répondre à ce nouveau complot de la politique anglaise; ce fut de former une légion de Vendéens, commandée par M. d'Autichamp; il donna des ordres en conséquence au ministre de la guerre, le 7 juillet, par une dépêche datée de Lille. « Cette « légion, écrivit-il de sa main, doit être composée, « officiers et soldats, des hommes qui ont fait la « guerre de la Vendée contre nous. »

Le 14 juin, Bonaparte avait arrêté la première base de l'organisation de la grande armée d'Angleterre. Elle était divisée en six corps, dans les camps de Hollande, de Gand, de Saint-Omer, de Compiègne, de Saint-Malo et de Bayonne. Le camp de Hollande était fixé à trente mille hommes français et bataves; ceux de Saint-Omer et de Compiègne, chacun à quinze mille hommes. Le général Marmont commandait en chef l'artillerie; le général Faultrier était directeur-général des parcs; le conseiller d'État Petiet, intendant-général de l'armée; et le ministre

108 II18TUIHU UK NAPOLÉON. Je la guerre, Bcrtbier, ajouta à ses fonctions celles de major-général. Dans le mois de septembre, le général Soult vint à Boulogne se mettre à la lëtedu camp de Saint-Omer ; le général Davoust se rendit à Ostende pour celui du camp de Bruges, d'abord ^e camp de Gand. Le général Ney prit, en octobre, le commandement du camp de Compiègne à Montreuil, après avoir capitulé pour seixe mille Suisses que le premier Consul mit sous les ordres du général Baraguay d'Uilliers, comme corps de réscnc. général Pino passa en Franco avec une division de troupes italiennes, pour faire partie de l'expédition. Le général Augereau rassembla, aux environs de Bayonne, rarméo des Pyrénées, destinée à agir contre le Portugal, si le général Lannes, envoyé à Lisbonne, n'obtenait pas de ce gouvernement sa renonciation i toute influence britannique. Cette négociation fut heureusement terminée : le Portugal, qui n'osait rompre ni avec la France, ni surtout avec l'Angleterrre, acheta son repos par un tribut annuel de seize millions, dont il paya sa neutralité. Ce traité fut conclu à Lisbonne, le S5 décembre. L'Espagne, dont la position avait alors une grande affinité avec celle du Portugal, lui avait donné l'exemple de cette transaction entre sa politique et ses intérêts. Au lieu de fournir à la France le contingent stipulé dans le traité de Saint-lldcphonse, elle l'avait converti en un subside annuel de soixante millions, par la convention signée à Madrid , le 19 octobre , entre le général Beurnonville et D. Cevallos. L'Angleterre ne surprit pas d'abord le secret de cette importante modiûcatioo au traité de Saini-lldepbonse; niais, dès qu'elle le connut, elle jura que l'Espagne ne jouiraitpas longtemps des avantages que la neutralité procurait à son commerce, dont la France recueillait tout le prolit. Le premier Consul, par une autre négociation, avait également soustrait une proie assurée à la marine britannique, en cédant à ses fidèles alliés des Étal-Unis d'Amérique la belle colonie de la Louisiane, pour une somme de soixante-dix roilliiins. Ces opérations d'une admirable prévoyance marchaient parallèlement avec les préparatifs d'une guerre dont tous les élémens étaient implacables. Cependant, insensiblement les formes républicaines disparaissaient des habitudes politiques de la nation. L'armée, qui partageait la royauté consulaire, reçut clle-mcme le signal d'une réforme remarquable qui, sans nuire sans doute aux souvenirs de sa gloire, en altérait au moins les litres. Le nom de régiment fut imposé aux demi-brigades; «'('lui de colonel , donné à leurs chefs. Sans les numéros, que le premier Consul voulut

conserver, on rut enticrement |H.'rdu les traces de ces beaux surrmiii'i lie VlinpHuru^e , dk' V/nrinciMr . de la Terrible, accordés comme des récompenses, sous la véritable république, par le héros d'Italie. Ces changemens s'opéraient sans la moindre observation de la part des troupes, qui venaient de monter avec leur général sur le trône républicain, et qui, habituées de leur nature à l'obéissance passive, sanctionnaient pour elles et pour les citoyens, par une soumission aveugle, toutes les inspirations de la volonté du premier Consul. En regard de tous les apprêts formidables dont les deux mers de ta France étaient le théâtre, l'Angleterre affectait des dispositions politiques et des démonstrations militaires de la plus haute importance. Sur terre, son parlement, en attitude presque convulsive à la voix du colonel Crawfurd, le grand terroriste de la descente, ressuscitait les lois des Anglo-Saxons et le statut de Henri III, pour voter d'acclamation la levée en masse du peuple anglais. K N'cn doutez pas, s'écriait cet orateur, l'objet de U l'ennemi est certainement de marcher sur Lon*> dres, et de subjuguer ainsi à 1a fois la métropole U et l'empire, o On décréta aussi la formation d'une armée de réserve. Le patriotisme des associations de commerce s'empressa d'assigner des fonds considérables pour encourager et récompenser le zèle des défenseurs de l'État. On traça des camps sur la côte : on proclama la levée en masse dans les trois royaumes , aussitôt que l'acte de défense eut été revêtu de la sanction royale, et le duc d'York fut nommé généralissime. Ainsi la peur de la descente, à laquelle personne ne croyait en France, assiégeait réellement les conseils britanniques et la nation. Sur mer, le spectacle se montrait encore plus imposant, et prouvait en même temps l'agitation inquiète qui avait perverti la sagesse du gouvernement anglais. Sept cent trente-quatre voiles de guerre faisaient flotter le pavillon de la GrandeBretagne sur toutes les mers du Nord, et sept floitcs bloquaient tous les ports cl toutes les embouchures des fleuves , depuis le Sund jusqu'aux Dardanelles. La Tamise ellc-mémc était la prisonnière de la terreur britannique ; une chaîne de frégates, amarrées par d'énormes barres de fer, en fermait l'entrée. Indépendamment de ces précautions , les ennemis bombardèrent successivement , mais sans résultat , les ports de Granville , Dieppe , Fécamp, Saint-Valéry, Boulogne, Calais. La poursuite rigoureuse journellement exercée contre les convois des flottilles qui marchaient sur Boulogne , donna lieu à une foule de pclils engagemens où les Français curent toujours l'avantage, notamment sous le Cap-Blanc et sous le C^p Grinès. Les Anglais s'étonnèrent de voir les

capitaines de vaisseauSaintKouen et Pervieux oser attaquer, avec de frêles embarcations, leurs hâliinens de a'i

UISTOIUE DE NAPOLÉON. 100 frégates. Le premier Consul assista , à bord d'une galère, à l'un de ces combats, dans un voyage ino~ piné à Boulogne, où il arriva le 4 novembre. II présenta la bataille aux Anglais, qui ne purent rompre la ligne d'erabossage française. Apres avoir inspecté les troupes de terre et de mer, et fait exécuter sous ses yeux les essais d'embarquement et de débarquement; après avoir visité les travaux des diiTérens ports, et sufTisamment accru, par sa présence, l'inquiétude de ses ennemis, il repartit brusquement, le 17, pour Saint-Cloud ; le 18, il avait repris le cours des affaires du gouvernement. A la même époque, l'escadre de Brest, forte de neuf vaisseaux et de six frégates, se préparait à • mettre à la voile, sous les ordres de l'amiral Truguet, et menaçait l'Angleterre d'aller ranimer les troubles dont l'Irlande venait d'être le théâtre. L'Angleterre aussi avait vu, depuis la paix, une conspiration contre le roi et le gouvernement, ourdie par le colonel Despard, qui subit la mort, ainsi que ses complices, pour crime de haute trahison. En Irlande, l'attaque avait été démagogique, et exécutée d'abord avec avantage par des paysans, qui, sous la conduite d'un jeune fanatique nommé Emmett, commirent quelques massacres dans la ville même de Dublin, et furent bientôt dissipés par une poignée de soldats. Le gouvernement anglais, en réprimant chez lui l'esprit de conspiration, l'avait puni comme un grand attentat; mais, par un renversement subit de sa morale politique, il crut devoir l'accepter comme auxiliaire pour armer la république contre son premier magistrat. Cette insigne violation du droit des gens s'introduisit en France et dans les États voisins, à la faveur de la stupeur générale dont l'Europe était saisie, entre la crainte du succès de la descente qui aurait tué l'Angleterre, et 1a crainte de voir succomber Bonaparte, dont la perte eût rouvert subitement l'ablme des révolutions. La France seule ne partageait point cette grande inquiétude; mais aussi, sans le savoir, elle recelait déjà dans son sein un péril plus réel.
Digitized by Google

frégates. Le premier Consul assista, à bord d'une galère, à l'un de ces combats, dans un voyage inopiné à Boulogne, où il arriva le 4 novembre. Il présenta la bataille aux Anglais, qui ne purent rompre la ligne d'embossage française. Après avoir inspecté les troupes de terre et de mer, et fait exécuter sous ses yeux les essais d'embarquement et de débarquement; après avoir visité les travaux des différens ports, et suffisamment accru, par sa présence, l'inquiétude de ses ennemis, il repartit brusquement, le 17, pour Saint-Cloud; le 18, il avait repris le cours des affaires du gouvernement.

A la même époque, l'escadre de Brest, forte de neuf vaisseaux et de six frégates, se préparait à mettre à la voile, sous les ordres de l'amiral Truguet, et menaçait l'Angleterre d'aller ranimer les troubles dont l'Irlande venait d'être le théâtre. L'Angleterre aussi avait vu, depuis la paix, une conspiration contre le roi et le gouvernement, ourdie par le colonel Despard, qui subit la mort, ainsi que ses complices, pour crime de haute trahison. En Irlande, l'attaque avait été démagogique, et exécutée d'abord avec avantage par des paysans, qui, sous la conduite d'un jeune fanatique nommé Emmett, commirent quelques massacres dans la ville même de Dublin, et furent bientôt dissipés par une poignée de soldats. Le gouvernement anglais, en réprimant chez lui l'esprit de conspiration, l'avait puni comme un grand attentat; mais, par un renversement subit de sa morale politique, il crut devoir l'accepter comme auxiliaire pour armer la république contre son premier magistrat. Cette insigne violation du droit des gens s'introduisit en France et dans les États voisins, à la faveur de la stupeur générale dont l'Europe était saisie, entre la crainte du succès de la descente qui aurait tué l'Angleterre, et la crainte de voir succomber Bonaparte, dont la perte eût rouvert subitement l'abîme des révolutions. La France seule ne partageait point cette grande inquiétude; mais aussi, sans le savoir, elle recelait déjà dans son sein un péril plus réel.

The text on this page is estimated to be only 23.29% accurate

HISTOIRE DE NAROEfiON. CHAPITRE III. (I80Î.)

rn5Ai»iRMiOK DR r.RORnp,«. — horkai'. — picREciir. — mort oc mx D'F/iciiir.%. — ArrAiitf. ni drakk et or LA RAROl'IC DK RFIiril. Dkcx nns aprits le 18 fruclidnr, qui avail amené la déporlalion de Pichegru, le Directoire fut renversé, comme on Ta vu, et le 18 brumaire plaça raiicion élève de ce général à la tête de la répii* blique. Ce jour. Moreau , au lieu de sc renfermer avec d'autres généraux dans une neutralité honorable pour les principes qu'on lui siip[K>sail, s'offrit de lui-mémeà Bonaparte, aQn do coopérer au succès de colle révolution, cl accepta la mission d'aller invostirlc |uilais du gouvernement, où se trouvaient encore les directeurs Goliicr cl Moulins. .Moreau n'avait su ni jouer le rôle de Bonaparte avant le retour d'i'igyptc, ni, depuis, sc faire ouldier; trois ans auparavant, il n'avait pas osé, en sa qualité de général en chef, dénoncer au gouvernement Piche* gru comme traître, et ne s'était décidé à remplir ce devoir, que lorsqu'il put craindre pourlubménie. Cependant, malgré cette conduite, qui devait sépa* rer ces deux généraux par une inimitié irréconciliable, un motif alors inconnu , mais sans doute de la plus haute importance» avait renoué leurs relations d'amitié, quoiqu'ils habitassent, l'un l'Angleterre, et l'autre la France. Échappé des déserts de Synamary,Pichegru vint chercher un asile à Londres, où il prétendait avoir des droits à réclamer U protection des Bourbons, de l'émigration et du ministère : on le reçut avec toute la faveur d'une victime revolulinnnaire; le parti royaliste s'aveugla même au point d'en attendre encore le succès de ses anciennes espérances; maisPichegru, dont l'Europe entière connaissait la trahison, s'était rendu justice. Il sentit bien qu'un t pareil souvenir ne pouvait étrcétcinl dans l'armée ; que le premier Consul, qu'il regardait comme son ennemi personnel, possédait les moyens de le déshonorer de nouveau auprès des citoyens et des soldats, et qu'il devait se rabai.sser à un r«Mc secondaire, au lieu de reprendre celui de Monck, auquel l'avaient appelé, à l'armée du Rhin, en 17U-I, la conliancc de Louis XVIII, celle du prince deCondc que son serment t'obligeait à combaUrc, et la politiquccorruptrice dcPAngleterrc.Em conséquena*, il désigna aux princes français et au cabinet de Londres, pour le placer à la tète de la contre-révolution, le général Moreau, le vainqueur de Holienlinden, celui que l'on qualifiait de chef militaire do l'opposition qui s'élevait contre Bonaparte, et do représentant de la cause républicaine. Le

rapprochement entre ces deux généraux avail été habilement ménagé ù Paris, en 1802, par l’abbe David , ancien curé, ami de Piebegru. L'abbé David ayant été arrête à Calais, Pichegru envoya de Londres, à Bloreau, le général Lajolais, (Ils d'un fermier de la baronne de Bcich, parente des généraux Kliiiglin cl Wurinscr, attachée en Allemagne au parti antifrançais. Il ne s’agissait plus de réconciliation, mais de confidences contre-révolutionnaires de la part de Pichegru. Au nom des princes français cl du gouvernement briUinniquc, on arrêta un plan do conspiration; Lajolais en fut porteur, et repartit pour Londres après avoir conféré ù Paris avec Moreau. Les conjurés d’oulre-mcr furent divisés en trois bandes, auxquelles on marqua trois lignes, partant de la falaise de Béville, pour leur voyage
Digilized by Coogle

 jusqu'à Paris. Le SI août 1805, s’opéra on premier débarquement, commandé par Georges Cadoudal ; un second, dont Gosier Saint-Victor faisait partie, le 10 décembre ; et un troisième, où se trouvaient Pichegru et Lajolais, le 16 janvier. Un quatrième , plus important, devait encore avoir lieu; les vents contraires l’empêchèrent : c’était celui qui amènerait en France un prince français. Georges et deux de ses affidés allèrent au devant de Pichegru à la ferme de la Polherie, dernière station de la route des conjurés. Plusieurs étaient déjà arrêtés ; on apprit par leurs dépositions, et par celle de son propre frère, que Pichegru était descendu à Chaillot, chez Georges, sous le nom de Charles, et qu*il avait occupé divers logemens à Paris. Ceux qui ne connaissaient pas ce général, déclarèrent que, quand un certain person* nage arrivait chez Georges, chacun se levait cl le traitait avec un respect particulier. Ces récits des sous-ordres de la conspiration-donnerent à la police la crainte qu'un prince de la maison de Bourbon ne fût déjà à Paris. Le gouvernement sut bientôt que Moreau avait vu Pichegru chez lui; cl qu’à une autre conférence du soir, sur le boulevard de la Madeleine, Pichegru lui avait présenté Georges Cadoudal; deux fois encore, Pichegru et Moreau avaient eu des entretiens particuliers, d’où il était résulté, malgré quelque dissidence dans les moyens d’exécution, le projet de changer totalement la forme du gouvernement. Cependant rien de plus hétérogène que l’union de ces trois personnages, de souvenirs, de conditions, de vœux essentiellement dllTérens, cl obligés de franchir, pour se trouver, pour parler, pour s’unir ensemble, les plus puissantes considérations. Moreau, le dénonciateur de Pichegru, était l’auteur de sa perle. Pichegru avait, jusqu’au dernier moment, tenté de faire battre Moreau par les Autrichiens, et Georges, le plus fougueux chef de la chouannerie, se voyait à regret associé à deux généraux républicains qui pouvaient se trahir encore et ruiner la conspiration. Pichegru cependant, entièrement voué à son succès, nourrissait en outre une haine ancienne contre le premier Consul, à qui il reprochait le 15 vendémiaire et l'appui donné par l’armée d’Italie au 18 fructidor. Pichegru oubliait que, depuis 1795, le droit d'accuser ne lui appartenait plus. Un de ses amis, Roland, ancien entrepreneur des subsistances militaires, assez courageux pour lui donner asile chez lui, l’engagea v^nemenl, dit-on, à renoncer à sa criminelle entreprise. On assure que Pichegru loi répondit qu’il agissait en vertu des plus hauts pouvoirs,

qu’il avait à sa disposition les ressources de l’Angleterre, et qu’il portait deux pistolets, dont l'un serait pour celui qui voudrait l’arrêter, et l’autre pour lui-même. Il jura qu'il ne pèrimitjomaie de la main dee bourreaus de Bonaparte» Les prisons renfermaient déjà presque tous les complices au nombre de quarante-cinq. Il ne restait encore de libres que Moreau, Pichegru et Georges, les triumvirs de la conjuration. Les conjurés se nommaient : Bouvet de Lozier, Rusilion, Rochelle, Armand et Jules de Polignac, d’Uozicr, de Rivière, Leridant, Picot , Couclicry, Rolland, Lajolais, David, Gailliard, Roger, Hervé, Ignoble, Gosier, F.agrimaudière , Joyant, Louis et Noël Ducorps, Darly, Burban, Lemercier, Pierre Cadoudal, Lelan, £ven, Merille, Gaston et Pierre Proche; Monnier,sa femme; Denaud, sa femme; Verdet, sa femme; Spin, la fille Hézay; Dubuisson, sa femme; Caron, Gallaiset sa femme. Le 15 février, les informations ayant paru satisfaisantes, Moreau fut arrêté. Le 17, l’ordre général de la garnison de Paris portait : » Cinquante briu gands... ont pénétré dans la capitale ; Georges et U le général Pichegru étaient à leur tête. Leur aru rivée avait été provoquée par un homme qui «compte encore dans nos rangs, par le général U Moreau, qui fut remis hier aux mains de la jusu lice nationale. Leur projet , après avoir assassiné U le premier Consul, était de livrer la France aux » horreurs de la guerre civile et aux terribles con« vulsions de la contre-révolution. « L’opinion, quoique éclairée depuis long-temps sur l’éloignement inspiré par une obsession domestique à Moreau pour le premier Consul, se refusa à croire de telles accusations. La gloire des armes jetait alors de profondes racines; le public, à qui l’avilissement de ses grandes renommées et le sacrilice de sa longue admiration sont également insupportables, se mit à soutenir une sorte de guerre contre Bonaparte. Cette opposition déclarée gagna plus rapidement encore les vétérans des armées du Nord , que Moreau avait commandées avec tant de succès. La France militaire , alors réunie tout entière sous le premier Consul , se divisa de nouveau , et reprit ses anciennes rivalités entre l’armée d’Italie et d’Égypte, et l’armée du Rhin. La cause de celle-ci était demeurée intacte, ainsi que sa vénération pour son dernier chef. Le genre de vie adopté par Moreau paraissait à beaucoup de gens , et à ses anciens officiers, une retraite au moins contre l’injustice, si ce n’était contre la persécution; aussi cet ordre du jour du gouverneur de Paris reçut-il un accueil peu favorable, tant il choquait les opinions et celte faveur républicaine dont Moreau aimait à s’envelopper. La raison publique se révolta à l’idée d’une connivence avec

Georges, et à celle de l’assassinat du premier Consul. Ainsi le but de prouver la culpabilité de Moreau , qui , le 20

jusqu'à Paris. Le 21 août 1803, s'opéra un premier débarquement, commandé par Georges Cadoudal; un second, dont Coster Saint-Victor faisait partie, le 10 décembre; et un troisième, où se trouvaient Pichegru et Lajolais, le 16 janvier. Un quatrième, plus important, devait encore avoir lieu; les vents contraires l'empêchèrent : c'était celui qui amènerait en France un prince français. Georges et deux de ses affidés allèrent au devant de Pichegru à la ferme de la Potherie, dernière station de la route des conjurés.

Plusieurs étaient déjà arrêtés; on apprit par leurs dépositions, et par celle de son propre frère, que Pichegru était descendu à Chaillot, chez Georges, sous le nom de Charles, et qu'il avait occupé divers logemens à Paris. Ceux qui ne connaissaient pas ce général, déclarèrent que, quand un certain personnage arrivait chez Georges, chacun se levait et le traitait avec un respect particulier. Ces récits des sous-ordres de la conspiration donnèrent à la police la crainte qu'un prince de la maison de Bourbon ne fût déjà à Paris. Le gouvernement sut bientôt que Moreau avait vu Pichegru chez lui; et qu'à une autre conférence du soir, sur le boulevard de la Madeleine, Pichegru lui avait présenté Georges Cadoudal; deux fois encore, Pichegru et Moreau avaient eu des entretiens particuliers, d'où il était résulté, malgré quelque dissidence dans les moyens d'exécution, le projet de changer totalement la forme du gouvernement. Cependant rien de plus hétérogène que l'union de ces trois personnages, de souvenirs, de conditions, de vœux essentiellement différens, et obligés de franchir, pour se trouver, pour parler, pour s'unir ensemble, les plus puissantes considérations. Moreau, le dénonciateur de Pichegru, était l'auteur de sa perte. Pichegru avait, jusqu'au dernier moment, tenté de faire battre Moreau par les Autrichiens, et Georges, le plus fougueux chef de la chouannerie, se voyait à regret associé à deux généraux républicains qui pouvaient se trahir encore et ruiner la conspiration. Pichegru cependant, entièrement voué à son succès, nourrissait en outre une haine ancienne contre le premier Consul, à qui il reprochait le 13 vendémiaire et l'appui donné par l'armée d'Italie au 18 fructidor. Pichegru oubliait que, depuis 1795, le droit d'accuser ne lui appartenait plus. Un de ses amis, Roland, ancien entrepreneur des subsistances militaires, assez courageux pour lui donner asile chez lui, l'engagea vainement, dit-on, à renoncer à sa criminelle entreprise. On assure que Pichegru lui répondit qu'il agissait en vertu des plus hauts pouvoirs, qu'il avait à sa disposition les ressources de l'Angleterre, et qu'il portait deux pistolets, dont l'un serait pour celui qui voudrait l'arrêter, et l'autre pour lui-même. Il jura *qu'il ne périrait jamais de la main des bourreaux de Bonaparte.*

Les prisons renfermaient déjà presque tous les complices au nombre de quarante-cinq. Il ne restait encore de libres que Moreau, Pichegru et Georges, les triumvirs de la conjuration. Les conjurés se nommaient : Bouvet de Lozier, Rusilion, Rochelle, Armand et Jules de Polignac, d'Hozier, de Rivière, Leridant, Picot, Couchery, Rolland, Lajolais, David, Gailliard, Roger, Hervé, Lenoble, Coster, Lagrimaudière, Joyant, Louis et Noël Ducorps, Darty, Burban, Lemercier, Pierre Cadoudal, Lelan, Even, Merille, Gaston et Pierre Troche; Monnier, sa femme; Denaud, sa femme; Verdet, sa femme; Spin, la fille Hézay; Dubuisson, sa femme; Caron, Gallais et sa femme.

Le 15 février, les informations ayant paru satisfaisantes, Moreau fut arrêté. Le 17, l'ordre général de la garnison de Paris portait : « Cinquante bri-« gands... ont pénétré dans la capitale; Georges et « le général Pichegru étaient à leur tête. Leur ar-« rivée avait été provoquée par un homme qui « compte encore dans nos rangs, par le général « Moreau, qui fut remis hier aux mains de la jus-« tice nationale. Leur projet, après avoir assassiné « le premier Consul, était de livrer la France aux « horreurs de la guerre civile et aux terribles con-« vulsions de la contre-révolution. »

L'opinion, quoique éclairée depuis long-temps sur l'éloignement inspiré par une obsession domestique à Moreau pour le premier Consul, se refusa à croire de telles accusations. La gloire des armes jetait alors de profondes racines; le public, à qui l'avilissement de ses grandes renommées et le sacrifice de sa longue admiration sont également insupportables, se mit à soutenir une sorte de guerre contre Bonaparte. Cette opposition déclarée gagna plus rapidement encore les vétérans des armées du Nord, que Moreau avait commandées avec tant de succès. La France militaire, alors réunie tout entière sous le premier Consul, se divisa de nouveau, et reprit ses anciennes rivalités entre l'armée d'Italie et d'Égypte, et l'armée du Rhin. La cause de celle-ci était demeurée intacte, ainsi que sa vénération pour son dernier chef. Le genre de vie adopté par Moreau paraissait à beaucoup de gens, et à ses anciens officiers, une retraite au moins contre l'injustice, si ce n'était contre la persécution; aussi cet ordre du jour du gouverneur de Paris reçut-il un accueil peu favorable, tant il choquait les opinions et cette faveur républicaine dont Moreau aimait à s'envelopper. La raison publique se révolta à l'idée d'une connivence avec Georges, et à celle de l'assassinat du premier Consul. Ainsi le but de prouver la culpabilité de Moreau, qui, le

The text on this page is estimated to be only 27.30% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. iOi Irmiom.liii, nl la ni.'ituTr d'un rapport du grandjuge au gouvornorncnl, fut dépassé, cl par conséquent manqué. La Justice cul affaire a une singulière dinicullé, à rincrédiilitc du publie; il Jugea le forfait impossible, à cause de son énormité, f/opposition qui régna pendant tout ce procès alla presque jusqu'il rnttituile séditieuse : erreur honorable |>mir le caractère national, qui demeura in* décis entre le culte qu'il portait si Justement au premier magistrat de la république cl la cause d'un illustre accusé ! Le 28 février, un sénat us-consullesuspendil pour •leux ans la procédure par Jury , et investit les tribunaux crimim-lsde la connaissance des crimes de haute trahison, d'attentats contre la personne du premier Consul , et contre la sûreté intérieure et extérieure de la république. I.c môme jour une loi .Hpériale appliqua la peine capitale aux receleurs des conjurés, comme complices; le même jour encore, aus.siiôl la proclamation de celle loi , Pichegru fut livré , dans la rue de Cliabanais, pour une soiiiine de 100.000 francs, par un homme chez lequel il s'était réfugié. A deux heures du matin, des agens de pidice, munis de la clef que cet hôte]>erflde et à jamais infâme leur avait donnée, entrèrent dans la chambre où dormait Pichegru, se saisirent de ses pistolets et se jetèrent sur lui. général, quoique surpris et sans armes, se défendit long-temps et ne céda qu'au nombre. Il fallut le lier et le conduire en chemise à In Préfecture de Police, où il siiliit un premier interrogatoire; de là il fut transféré au 7*cwp/c, cl confronté avec scs complices; •m le reconnut pour être le Charles A qui l'on témoignait chez Georges tant de respect. Le signalement de Georges Cadoudal avait été communiqué à toutes les barrières, à tous les gendarmes, à lou.s les délégués delà police, et aniché partimt. Enfin, le 0 mars, Georges fut arrêté, on cabriolet, non loin du carrefour (le linssy, par deux agens dont il tua l'un et blessa l'autre, de deux coups de pistolet. Il portail encore un poignard; mais la foule l'entoura et l'empéclia de sc sauver. Conduit à la police, il avoua sans hésiter : Qu'il était renu à Paris pour attaquer le premier Consul par des moyens de rire /bref, et arec des moyens pareils à ceux de son escorte et de sa garde, mais qu'ii attendait pour cela qu'un prince fiançais fût arrivé à Paris, Pichegru, au contraire', sc renferma constamment dans un système de dénégation absolue, soit par rapport à Georges, soit par rapport à Moreau, malgré les (lécinralions faites en sa présence par Bouvet de Lozicr, Rolland, Coucliery, Cajolais. Moreau

débuta aussi par le même système, auquel il dut bii'idùt renoncer. J.a nature lui avait donné le courage des champs de bataille, en lui refusant eidle force morale qui ennoblit toujours l'adversité et quelquefois le crime lui-niéme. mars, il écrivit au premier Consul une lettre justificative; on y retrouve l'embarras qui caractérise celles qu'il adressa de Strasbourg au directeur I Barthélemy. Après avoir établi ses premières relations avec Pichegru, à qui il devait, disait-il. le grade de général de division, le commandement de l'armée de Hollande et celui de rarniéc du IlaiitBhin, et, enfin, qu'il avait également remplacé h l'armée du Rhin , il disait : •• Hans la courte « cainpagn(? de l'an v (celle du 20 au 23 mars 1797), i «i nous primes les bureaux de l'état-major de l'aru mée ennemie : on m'apporta une grande quanH titede papiers, que le général Desaix, alors blessé, K s'amusa à parcourir. 11 nous parut, parcelle cnrM respondance, que le général Pichegru avait eu w des relations avec les princes français. Celte déu couverte nous fit beaucoup de (u'ine, et à moi n particulièrement; nous convînmes de la laisser en «oubli. Pichegru, au Corps-Législatif, pouvait M d'autant moins nuire à la chose publique, que la U paix était assurée*. Je pris néanmoins dos précau« lions pour la sûreté de Parmée , relatives à un esII ptonnagequi pouvait lui nuire.... Les événemciis •t du 18 fructidor s'annoncaient; l'inquiétude était « assez grande : en conséquence, deux ofliciersqui ts avaient connaissance de cette correspondance M m'engagèrent à en donner connaissance au gou« vcrncmenl J'étais fonctionnaire public, et jr •I ne pouvais garder un plus loug silence.... PeuIl

dantees deux tlemières campagnes d'JUemagne

lendemain, devint la matière d'un rapport du grand-juge au gouvernement, fut dépassé, et par conséquent manqué. La justice eut affaire à une singulière difficulté, à l'incrédulité du public; il jugea le forfait impossible, à cause de son énormité. L'opposition qui régna pendant tout ce procès alla presque jusqu'à l'attitude séditieuse : erreur honorable pour le caractère national, qui demeura indécis entre le culte qu'il portait si justement au premier magistrat de la république et la cause d'un illustre accusé !

Le 28 février, un sénatus-consulte suspendit pour deux ans la procédure par jury, et investit les tribunaux criminels de la connaissance des crimes de haute trahison, d'attentats contre la personne du premier Consul, et contre la sûreté intérieure et extérieure de la république. Le même jour une loi spéciale appliqua la peine capitale aux receleurs des conjurés, comme complices; le même jour encore, aussitôt la proclamation de cette loi, Pichegru fut livré, dans la rue de Chabanais, pour une somme de 100,000 francs, par un homme chez lequel il s'était réfugié. A deux heures du matin, des agens de police, munis de la clef que cet hôte perfide et à jamais infâme leur avait donnée, entrèrent dans la chambre où dormait Pichegru, se saisirent de ses pistolets et se jetèrent sur lui. Ce général, quoique surpris et sans armes, se défendit long-temps et ne céda qu'au nombre. Il fallut le lier et le conduire en chemise à la Préfecture de Police, où il subit un premier interrogatoire; de là il fut transféré au *Temple*, et confronté avec ses complices; on le reconnut pour être le Charles à qui l'on témoignait chez Georges tant de respect. Le signalement de Georges Cadoudal avait été communiqué à toutes les barrières, à tous les gendarmes, à tous les délégués de la police, et affiché partout. Enfin, le 9 mars, Georges fut arrêté, en cabriolet, non loin du carrefour de Bussy, par deux agens dont il tua l'un et blessa l'autre, de deux coups de pistolet. Il portait encore un poignard; mais la foule l'entoura et l'empêcha de se sauver. Conduit à la police, il avoua sans hésiter : *Qu'il était venu à Paris pour attaquer le premier Consul par des moyens de vive force, et avec des moyens pareils à ceux de son escorte et de sa garde, mais qu'il attendait pour cela qu'un prince français fût arrivé à Paris.* Pichegru, au contraire, se renferma constamment dans un système de dénégation absolue, soit par rapport à Georges, soit par rapport à Moreau, malgré les déclarations faites en sa présence par Bouvet de Lozier, Rolland, Couchery, Lajolais. Moreau débuta aussi par le même système, auquel il dut bientôt renoncer. La nature lui avait donné le courage des champs de bataille, en lui refusant cette force morale qui ennoblit toujours l'adversité et quelquefois le crime lui-même.

Le 8 mars, il écrivit au premier Consul une lettre justificative; on y retrouve l'embarras qui caractérise celles qu'il adressa de Strasbourg au directeur Barthélemy. Après avoir établi ses premières relations avec Pichegru, à qui il devait, disait-il, le grade de général de division, le commandement de l'armée de Hollande et celui de l'armée du Haut-Rhin, et, enfin, qu'il avait également remplacé à l'armée du Rhin, il disait : « ..... Dans la courte « campagne de l'an v (celle du 20 au 23 mars 1797), « nous prîmes les bureaux de l'état-major de l'ar- « mée ennemie : on m'apporta une grande quan- « tité de papiers, que le général Desaix, alors blessé, « s'amusa à parcourir. Il nous parut, par cette cor- « respondance, que le général Pichegru avait eu « des relations avec les princes français. Cette dé- « couverte nous fit beaucoup de peine, et à moi « particulièrement; nous convînmes de la laisser en « oubli. Pichegru, au Corps-Législatif, pouvait « d'autant moins nuire à la chose publique, que la « paix était assurée. Je pris néanmoins des précau- « tions pour la sûreté de l'armée, relatives à un es- « pionnage qui pouvait lui nuire.... Les événemens « du 18 fructidor s'annonçaient; l'inquiétude était « assez grande : en conséquence, deux officiers qui « avaient connaissance de cette correspondance « m'engagèrent à en donner connaissance au gou- « vernement..... J'étais fonctionnaire public, et je « ne pouvais garder un plus long silence.... *Pen- « dant ces deux dernières campagnes d'Allemagne « et depuis la paix, il m'a été quelquefois fait des « ouvertures assez éloignées, pour savoir s'il serait « possible de me faire entrer en relation avec les « princes français.* Je trouvai tout cela si ridicule, « que je n'y fis pas même de réponse. » Moreau nie ensuite avoir la moindre part à la conspiration actuelle, et il ajoute : « Je vous le répète, général, « *quelque proposition qui m'ait été faite, je l'ai re- « poussée par opinion.... De pareilles ouvertures*, « faites à moi, particulier isolé, n'ayant voulu con- « server aucune relation, ni dans l'armée, dont les « neuf dixièmes ont servi sous mes ordres, ni avec « aucune autorité constituée, ne pouvaient exiger de « ma part qu'un refus. Une délation répugnait trop « à mon caractère.... Voilà, général, ce que j'avais « à vous dire sur mes relations avec Pichegru : « elles vous convaincront sûrement qu'on a tiré des « inductions bien fausses et bien hasardées de dé- « marches et d'actions qui, peut-être imprudentes, « étaient loin d'être criminelles. » Moreau oubliait qu'il était obligé comme citoyen, après l'avoir été comme général en chef, de révéler les complots tendant à renverser le gouvernement de son pays; il

The text on this page is estimated to be only 26.28% accurate

mSTOmt DE NAPOLEON. (Hibiiait aussi qu'il avait dénonce Pichegru au Dil'ectoire, et il savait très-bien, par Georges cl Picbcgru, que de nouvelles niachinalioiis menaçaient et la vie du premier («onsul et le salut de la répu-^ blique. Knün c'était encore à lui que l'on s'adressait, même depuis la paix, pour donner un chef à une conspiration. Moreau avait mieux défendu la France qu'il ne se défendait lui-méine ; sa lettre fut jointe aux pièces du procès qui commença. Il occupa tout Paris : le palais de Justice et scs avenues étaient, dès la pointe du jour, assiégés par une foule délibérante que la présence des troupes parvenait diffîcilement à contenir. I.a hardiesse et la publicité des opinions imprimaient à celle affaire le caractère d'un grand intérêt national. Frappé de celle étonnante expression de la pensée, qui partageait la capitale entre le chef du gouvernement et un accusé, le premier Consul chargea le colonel Sas(iani d'aller conüdentiellement s'informer auprès de l'un des juges, M. de la Guillaumye, ancien intendant de Corse, de l'issue que |H>urraient avoir les débats. Ce magistrat lui dit que Moreau était coupable, mais que les preuves légales manquaient |Njur une conviction pleine cl entière ; qued'ailluurs la force de l'opinion publique combattait leur autorité, cl, enfin, qu'il ne prévoyait pas que Moreau put être condamné cî une autre peine qu'à une déli.-ntion limitée : « La GaiUauntye a raùon , dit le «• premier (Consul , les Paritient iont toujoun pour •• te» accuté», Quand Biron fut cotuiamné à mort •I par te partemeut, bien ju»te$nent, comme traître, •(on fut obligé de doubler ta garde , et de le faire « exécuter à hui» cto» à Vdr»enal. « (ji général, présent à cet entretien, représenta au premier Consul qu'il aurait été bien plus simple de traduire Moreau devant une commission militaire i a Je ne t'ai pa» /hit, répandit Kunaparlc, «onrer • cotre tête et la mienne. » Quelque temps après, comme raiïaire approchait de sa conclusion, te conseiller Clavier, ardent républicain, qui figurait également au nombre des juges de Moreau, fut aussi pressenti sur le Jugcnieiu. On lui assura que l'inlention du premier Consul, si le tribunal prononçait la peine de mort, était de faire grâce à .Moreau : •' Qui me lofera, à moi? » répliqua-t-il brusquement. Et en effet, la France ne l'eût absous que dix ans plus lard, quand en 1815 Moreau apparut dans les conseils cl dans les armées de la sixième coalition, qui tua sa patrie et son eiiiicnii. l.cs réponses des deux magistrats et les paroles du premier Consul expriment (idùlemenl la

situation des choses et des esprits, à celle grande époque où la liberté n’avail encore ni tout pardonné, ni tout donné à la gloire cl au génie. Ce qui conipièle aussi le tableau de celte situation , c’est l'afllueiice Journalière de 205 cette fiiultituilü d'adresses qui, expédiées de toutes les parties de la France par chaque tribunal, chaque administration, chaque régiment, chaque corporation ecclésiastique, cnüu (uir les moindres comme parles plus émincnsfonctionnairesdc la république, remplissaient toutes les f>ages du ASonUcur. la.* besoin du salut du premier Consul était universel; aussi le sentiment de ce besoin éclata unnnimentent quand on connut le danger. Moreau fut condamné, dans ces adresses, par tout ce qui représentait la France politique, administrative, judiciaire et religieuse!; mais une foule de citoyens voulurent iiitcrvcnireux-inèmes dans le jugement de cetlecauM* extraordinaire, où ils prenaient parti autant pour rinnocciiccdc Moreau que pour la conservation de lk>na|kirte. Pendant que celte machination intérieure occupait le premier Consul, une autre machination ourdie à l’extérieur, et qui , par sa marche ainsi que son but, lui parut identique avec la première, attirait scs regards sur les bords du Rhin. Toutes les deux étaient des conceptions enfantées à Londrt*s. Le ministre anglais à Munich , M. Drake, avait été choisi, ainsi que son collègue de Stutlgnrd, Spencer Siuitli, pour fomciiler les conspirations contre la vie du premier Consul, cl contre la France les insurrections civiles et les trahisons. Ces iiifàines moyens, repoussés par le droit des gens et même par le droit de la guerre, furent employés avec une telle impudeur, que Bonaparte résolut de les faire connaître à l’Europi*, pour l'éclairer etilin sur le inaebiavélismedu cabinet de Saint-James. J.a conduite de ce cabinet n'élailpas nouvelle; elle datait de l'administration de M. Pitt, aux premiers letnpH de la révolution. Au-dedans, la corruption britannique assiégeait la France dans les conseils républicains cl dans les armées royales; au dehors, elle l'alUquaildaiisses conquêtes, et dressait rernbùcbe de l’assassinat sous les pas de scs soldats. En 1 700 , 31. Windham, ministre près la cour de Toscane, sc Ht cil Italie un nom fameux ; après la perte de la bataille de la Trcbia par les Français, il entra dans Florence à la tête de l'insurrection sanguinaire d’Arezxo, ayant à ses côtés, avec le titre de commandant en second, Alessandra Mari, sa maîtresse. Aidé de celle troupe de moines cl de sicaires, sous les bannières de la Vierge et de saint Jean-Baptiste, il dirigea ralrocc réaction dont les Français et leurs partisans loinbcreiil les victimes dans toute la Toscane. Antérieuremeiilàcetteépoque, en 1705, lorsque Je moindre soupçon

d'intelligence avec IcIraiigcr ou la possession innocente d'un faux assignat envoyait à la mort, M. \Vick."in, ministre britannique cil Helvétic, avait ouvert le premier une détestable cai rièie ; ses émissaires parcouraient !(*«

 départemens voisins de la frontière, et achetaient la trahison avec des assignats de fabrique anglaise : combinaison inévitable et fatale comme celle de Quiberon ! elles furent également meurtrières aux Français des deux partis! C*é(ait la mort qui soldait aveuglement la haine de l'Angleterre et lajus> tice française. Le génie du mal ne pouvait inventer rien de plus atrocement perfide. En 180S et 1804 , M. Wickain se trouvait encore en Suisse ministre de la Grande-Bretagne, chargé des mêmes pratiques contre la France; MM. Drake et Spencer Smith for maienlavec lui un triumvirat de proscription contre le premier Consul , et de complots contre la république. Voilà le contingent que le ministère anglais avait mis en ligne avec l'armée de l'empereur d'Autriche, dont faisait partie le corps de Condé. La police de Paris fut tout à coup saisie du secret de ces manœuvres infernales par l'arrestation, à Kehl, de Méhée de Latouche, déporté à Olcron i l'occasion de l'attentat du 3 nivôse, auquel il était complètement étranger. Mais le premier Consul l'avait frappé comme l'un des auteurs présumés du 3 septembre. Échappé de l'ile, Méhée se réfugia en Angleterre, où il s'attacha aux trames que la reprise des hostilités renouvelait contre la France et Bonaparte. Accrédité bientôt, en qualité de victime de la tyrannie consulaire, auprès des principaux instigateurs de ces forfaits, il fut envoyé à M. Drake pour l'aider à en assurer le succès. Le ministre l'accueillit , agréa scs services, et le fit parlir pour Paris, avec des instructions relatives an bouleversement de la France par la perte du premier Consul, enOii par la contre-révolution. Arrêté à Kehl avec scs papiers , vers la fin de septembre 1803, Méhée se vit dans rallcrnative de subir la peine capitale qu'il méritait, ou de devenir l'agent du gouvernement pour déjouer la conspiration étrangère ; il n'hésita pas à préférer le dernier parti. On prétendit même alors qu'il appartenait à la police française dès son départ d'OIéron pour Londres, et qu'il ne courait aucun danger en rentrant dans sa patrie. La conspiration formée au milieu de la France par les délégués de M. Drake avait acquis une sorte de maturité, et le plan en était fort étendu. 11 existait, dans diverses communes, des comités perinaDcns et chargés d'exciter, de mettre en mouvement, de faire exécuter une contre-révolutiondésaslreusc, cil désorganisant l'armée, en ordonnant le pillage et l'incendic des arsenaux, celui des magasins à |K)udrc; en livrant soit Strasbourg, soit Huningue, boit Besançon; enfin en opérant, n'importe par quels moyens, la destruction de

Bonaparte... II ne s'agissait plus, depuis l'emprisonnement de Pichcgru cl de Moreau, que de trouver un chef militaire qui pùl jouer le rôle de Moock. Telles furent sommairement les preuves qui résultaient des instructions et des pouvoirs donnés par Drake à Méhée. Chose remarquable! les manœuvres des affidés de ce ministre, antérieures à la mission de Méhée, avaient déjà produit une association de la part de quelques Jacobins qui préféraient, dit-on, le retour de la famille royale à la continuation de ce qu'ils appelaient la tyrannie de Bonaparte. O^pendaril M. Drake ignorait complètement le passage de Mèhéc sous les drapeaux déjà police de Paris, ainsi que son arrestation. Sous la dictée de cette police et sous les yeux du citoyen Sbéc, préfet du Bas-Bhin à Strasbourg, Méhée commença sa correspondance avec le ministre anglais, comme si, parvenu à sa destination, il s'occupait d'accomplir les projets dont il était chargé. Drake, dans ses réponses , se livra avec le plus grand abandon , tant il se croyait certain du succès, d'après les lettres qu'il recevait. Méhée lui écrivit enfin qu'il avait découvert un général français, capable de se mettre i la tête de l'insurrection ; on envoyait en même temps à M. Drake un officier intelligent, et qualifié d'aide-de-camp du général conspirateur. Cet officier, appelé Rosey, se présenta chex M. Drake, qni l'accueillit parfaitement; on lui parla avec la plus grande confiance : il revint même rapportant des bases arrêtées pour l'exécution do complot, ainsi que des lettres pour le soi-disant général , lequel , par prudence, n'avait pas voulu être nommé. Il résulta de cette mission , si heureusement remplie , une nouvelle correspondance très active entre M. Drake et le prétendu généra). Le capitaine Rosey fit deux voyages à Munich et à Stultgard ; M. Drake l'adressa à son collègue Spencer Smith, qui devait lui fournir un complément de fonds destinés à solder les troubles intérieurs. De retour de cevoyageavec une somme d'environ 130,000 francs en or, l'officier la déposa entre les mains du préfet du Bas-Rhin. Voilà où en était celte seconde machination britannique, lorsqu'un rapport de gendarmerie, remis directement au premier Consul a la Malmatson, lui apprit que leduc d'Engbien, résidant à Kttenbeim, dans le grand-duché de Bade , y avait réuni beaucoup d'émigrés, et entre autres le général Dumourici. Aussitôt Bonaparte, déterminé, non-seulement par les trames qu'à la même époque Drake et Spencer Smil ourdissaient contre lui, mais encore, et plus fortement sans doute, par la déclaration si positive de Georges Cadoudal, fu'iV cMéndait l*arri‘ tée d*un prince /hiNfata pour

oUaqner lé premier Coneut, saisi en outre de l’idée dont, depuis plusieurs jours, l'obsédaient des rapports de police ,

 que le duc d'Enghien devait pénétrer en France du cdté de Test au moment de l*ezplo$ion de U conspiration, et le duc de Berri du côté de Touest ; se rappelant aussi les papiers trouvés dans les fourgons du général autrichien Klinglin, en 1797, et les deux lettres de Moreau au Directoire qui faisaient mention du duc d*Ënghien , Bonaparte prit à l'instant la résolution, comme il le dit depuis à Sainte-Hélène, de renvoyer la terreur à ses ennemis jusque dans Londres. 11 convoqua le conseil des ministres , et l'ordre suivant fut donné à celui de la guerre : Paru, 19 Teoléte an xit (19 K Vous voudrez bien, citoyen général, donner U ordre au général Ordener, que je mets à cet effet M à votre disposition, de se rendre dans la nuit en H poste à Strasbourg : il voyagera sous un autre <> nom que le sien ; il verra legénéral de la division. •• Le but de sa mission est de se porter sur Etten•t heim, de cerner la ville, d'y enlever le duc d'£nM ghien , Dumourtex , un colonel anglais , et tout M autre individu qui serait à leur suite. Le général •t de la division, le maréchal-des-logis de gendaru merie qui a été reconnaître Ettenbcim, ainsi que H le commissaire de police, lui donneront tous les «« renseignemens nécessaires. Vous ordonnerex au U général Ordener de faire partir de Schelesladt U trois cents hommes du 26* de dragons, qui se « rendront à Rheinau , où ils arriveront k huit U heures du soir. Le commandant de la division en« verra quinze pontonniers à Rheinau, qui arriveu root également à huit heures du soir et qui, à cet « effet, partiront en poste ou sur des chevaux de H l'artillerie légère. Indépendamment du bac , il se U sera déjà assuré qu'il y aura quatre à cinq grands «bateaux, de manière i faire passer d'un seul « voyage trois cents chevaux. Les troupes pren« dront du pain pour quatre jours et se muniront U de cartouches. Le général de la division y joindra « un capitaine ou officier, un lieutenant de gen« darinerie, et trois ou quatre (trentaine) brigades U de gendarmerie. Dès que le général Ordener aura « passé le Rhin, il se dirigera droit k Kltenheim, « marchera droit k la maison du duc et à celle de « Dumouriez. Après cette expédition terminée , il « fera son retour sur Strasbourg. En passant à Lu« néville , le général Ordener donnera ordre que « l'officier de carabiniers qui a commande le dépôt « à Ettenheim se rende à Strasbourg en poste, pour w y attendre ses ordres. Le général Ordener, arrivé « à Strasbourg, fera partir secrètement deuxagens, « soit civils, soit militaires, et s'entendra avec eux • pour qu'ils viennent k sa rencontre. « Vous donnerez ordre pour que le

même jour, k Wi « la mémo heure , deux cents hommes du 26* de U dragons, sons les ordres du général Caulaiocourt H auquel vous donnerez des ordres en conséquence, « se rendent à Offembourg pour y cerner la ville et « arrêter la baronne de Reich , si elle n'a pas été « prise à Strasbourg , et autres ageos du gouveriie« ment anglais, dont le préfet et le citoyen Méhée , K actuellement à Strasbourg, lui donneront des « renseignemens. D'Offembourg , le général Cau« laincourl dirigera des patrouilles sur Ettenheim U jusqu'à ce qu'il ait appris que le général Ordener U a réussi. Ils se prêteront des secours mutuels. i> Dans le même temps, le général de la division « fera passer trois cents hommes de cavalerie à « Kehl, avec quatre pièces d'artillerie légère, et « enverra un poste de cavalerie légère à Wilsladt , « point intermédiaire entre les deux routes. « Les deux généraux auront soin que la plus *> grande discipline règne, que les troupes n'exigent M rien desbabitans. Vous leur ferez donner, à cet «effet, 12,000 fr. S'il arrivait qu'ils ne pussent « remplir leur mission et qu'ils eussent l'espoir, «en séjournant trois ou quatre jours, et en fai« sant des patrouilles, de réussir, ils seront aulori« sés à le faire. Ils feront connaître aux baillis des «deux villes que, s'ils continuent à donner asile «aux ennemis de la France, ils s'attireront de U grands malheurs. K Vous ordonnerez que le commandant de Neuf« brisach fasse passer cent hommes sur la rive « droite avec deux pièces de canon. Les postes de U Rebl, ainsi que ceux de la rivedroite, seront eva« cués dès l'instant que les deux détacbemens au« roiit fait leur retour. •I Le général Caulaiocourt aura avec lui une U trentaine de gendarmes. Du reste, le général U Caulaiocourt, le général Ordener et le général de K la division , tiendront un conseil et feront les K cbangemens qu'ils croiront convenables aux pré« sentes dispositions. S'il arrivait qu'il n'y eût U plus à Ettenheim ni Dumouriez ni le duc d'En« ghien, on rendrait compte par on courrier extraor« dinaire de l'état des choses. Vous ordonnerez de « faire arrêter le maître de poste de Kehl et autres « individus qui pourraient donner des renseigne« mens sur cela. « BoilAPAtTl. » 11 est difficile de ne pas reconnaître dans une p»reilk instruction, où tout est si diligemment prévu, si minutieusement prescrit , le caractère d'une de ces résolutions dont l'exécution est inexorable. Plus d'une fatalité concourut à tromper le premier Consul et à perdre leducd'Engbien. D'abord les gendarmes alsaciens, en raison de leur prononciation,

que le duc d'Enghien devait pénétrer en France du côté de l'est au moment de l'explosion de la conspiration, et le duc de Berri du côté de l'ouest; se rappelant aussi les papiers trouvés dans les fourgons du général autrichien Klinglin, en 1797, et les deux lettres de Moreau au Directoire qui faisaient mention du duc d'Enghien, Bonaparte prit à l'instant la résolution, comme il le dit depuis à Sainte-Hélène, de renvoyer la terreur à ses ennemis jusque dans Londres. Il convoqua le conseil des ministres, et l'ordre suivant fut donné à celui de la guerre :

Paris, 19 ventôse an XII (10 mars 1804).

« Vous voudrez bien, citoyen général, donner « ordre au général Ordener, que je mets à cet effet « à votre disposition, de se rendre dans la nuit en « poste à Strasbourg : il voyagera sous un autre « nom que le sien ; il verra le général de la division. « Le but de sa mission est de se porter sur Etten- « heim, de cerner la ville, d'y enlever le duc d'En- « ghien, Dumouriez, un colonel anglais, et tout « autre individu qui serait à leur suite. Le général « de la division, le maréchal-des-logis de gendar- « merie qui a été reconnaître Ettenheim, ainsi que « le commissaire de police, lui donneront tous les « renseignemens nécessaires. Vous ordonnerez au « général Ordener de faire partir de Schelestadt « trois cents hommes du 26e de dragons, qui se « rendront à Rheinau, où ils arriveront à huit « heures du soir. Le commandant de la division en- « verra quinze pontonniers à Rheinau, qui arrive- « ront également à huit heures du soir et qui, à cet « effet, partiront en poste ou sur des chevaux de « l'artillerie légère. Indépendamment du bac, il se « sera déjà assuré qu'il y aura quatre à cinq grands « bateaux, de manière à faire passer d'un seul « voyage trois cents chevaux. Les troupes pren- « dront du pain pour quatre jours et se muniront « de cartouches. Le général de la division y joindra « un capitaine ou officier, un lieutenant de gen- « darmerie, et trois ou quatre (trentaine) brigades « de gendarmerie. Dès que le général Ordener aura « passé le Rhin, il se dirigera droit à Ettenheim, « marchera droit à la maison du duc et à celle de « Dumouriez. Après cette expédition terminée, il « fera son retour sur Strasbourg. En passant à Lu- « néville, le général Ordener donnera ordre que « l'officier de carabiniers qui a commandé le dépôt « à Ettenheim se rende à Strasbourg en poste, pour « y attendre ses ordres. Le général Ordener, arrivé « à Strasbourg, fera partir secrètement deux agens, « soit civils, soit militaires, et s'entendra avec eux « pour qu'ils viennent à sa rencontre.

« Vous donnerez ordre pour que le même jour, à « la même heure, deux cents hommes du 26e de « dragons, sous les ordres du général Caulaincourt « auquel vous donnerez des ordres en conséquence, « se rendent à Offembourg pour y cerner la ville et « arrêter la baronne de Reich, si elle n'a pas été « prise à Strasbourg, et autres agens du gouverne- « ment anglais, dont le préfet et le citoyen Méhée, « actuellement à Strasbourg, lui donneront des « renseignemens. D'Offembourg, le général Cau- « laincourt dirigera des patrouilles sur Ettenheim « jusqu'à ce qu'il ait appris que le général Ordener « a réussi. Ils se prêteront des secours mutuels.

« Dans le même temps, le général de la division « fera passer trois cents hommes de cavalerie à « Kehl, avec quatre pièces d'artillerie légère, et « enverra un poste de cavalerie légère à Wilstadt, « point intermédiaire entre les deux routes.

« Les deux généraux auront soin que la plus « grande discipline règne, que les troupes n'exigent « rien des habitans. Vous leur ferez donner, à cet « effet, 12,000 fr. S'il arrivait qu'ils ne pussent « remplir leur mission et qu'ils eussent l'espoir, « en séjournant trois ou quatre jours, et en fai- « sant des patrouilles, de réussir, ils seront autori- « sés à le faire. Ils feront connaître aux baillis des « deux villes que, s'ils continuent à donner asile « aux ennemis de la France, ils s'attireront de « grands malheurs.

« Vous ordonnerez que le commandant de Neuf- « brisach fasse passer cent hommes sur la rive « droite avec deux pièces de canon. Les postes de « Kehl, ainsi que ceux de la rive droite, seront éva- « cués dès l'instant que les deux détachemens au- « ront fait leur retour.

« Le général Caulaincourt aura avec lui une « trentaine de gendarmes. Du reste, le général « Caulaincourt, le général Ordener et le général de « la division, tiendront un conseil et feront les « changemens qu'ils croiront convenables aux pré- « sentes dispositions. S'il arrivait qu'il n'y eût « plus à Ettenheim ni Dumouriez ni le duc d'En- « ghien, on rendrait compte par un courrier extraor- « dinaire de l'état des choses. Vous ordonnerez de « faire arrêter le maître de poste de Kehl et autres « individus qui pourraient donner des renseigne- « mens sur cela.

« BONAPARTE. »

Il est difficile de ne pas reconnaître dans une pareille instruction, où tout est si diligemment prévu, si minutieusement prescrit, le caractère d'une de ces résolutions dont l'exécution est inexorable. Plus d'une fatalité concourut à tromper le premier Consul et à perdre le duc d'Enghien. D'abord les gendarmes alsaciens, en raison de leur prononciation,

The text on this page is estimated to be only 27.94% accurate

HISTOIRE DE NÂi*OLEON. S(Ki avaient fait le général Dumouriei du général Tbu* inery, attaché au prince, crrt'ur qui accréditait , touchant le séjour du duc d'Ëiigbicn à Ettenbeirn, le bruit d'un rassemblement hostile, coïncidant avec les complots et les lelltres de Drake, avec les teulalives cl les déclarations de Oeurges. En second lieu, il ne faut pas oublier reniprcssement eitralégal de la gendarmerie à remettre directement au premier Consul le rapport de son espionnage à EtIciiliüitn, au lieu de s'adresser au conseiller d'Étal Réal, exclusivement et spécialement chargé par Bonaparte de tous les renseignemens et de toutes les recherches relatives aux conspirations. Caulaincuurt et Ordencr reçurent leursordresdu luiiiistre de la guerre, en vertu de ceuxdu premier Consul. Cependant, comme les opérations confiées aux généraux Caulaincourl et Ordencr devaient s'accomplir en pays étranger et ami, AI. de Talleyraiid, ministre des relations extérieures, accrédita leur mission |)ar unelotlre au ministre de rÉlecleur du lladc, cl laissa à Caulaincourl le soin de la lui faire parvenir. La lettre de Talleyrand au baron d'Edolsheim achève de d(*couvrir la conduite suivie par legouverneiiicnl français à EUciiltciinelOfrcnibourg. Monsieur le baron , je vous avais envoyé une <> note dont le contenu tendait à requérir l'arrcsta•1 lion du comité d'émigrés français siégeant à üf«« feiiibuurg, lorsque le preiiticr (U)nsul , par l'ar. «(restalioii successive des brigands envoyés en M Krauce par le gouvernement anglais, comme par U la marche et le résultat des procès qui sont insk Iruils ici, reçut connaissance de toute la part « que les agens anglais à OlTcrnbourg avaient aux M terribles complots tramés contre sa personne, cl M cufilre la sûreté de la France. Il a appris de môme il que le duc d'Ktighieii et le général Dumuuriex se •I trouvaient à Eltenhcim ; et comme il est impossî» bit! qu'ils se trouvent en celle ville sans la périt mission de S. A. E. , le premier Consul n'a pu « voir sans la plus profonde douleur qu'un prince « auquel il lui avait plu de faire éprouver les effets il les plus signalés de son amitié avec la France, pût I. donner un asile à ses ennemis les plus cruels , cl •I leur laissât ourdir Iranquillenicnt des conspiralions aussi inouïes. A celle occasion si exlraordi« iiairc, le premier Consul a cru devoir donner à « deux petits déUcheinens l'ordre de sc rendre à •t OITeinbourg et à Eltenhcim, pour y saisir les ins•« ligaleurs d'un crime qui, par ta nature, met U hort itu thvii des gens tous ceux qui manifeste^ «• ment) ont prit part. C'est le

général Caulaincourl k qui, a cet égard, est chargé des ordres du preI iiiirr Consul : vous ne pou^eï douter qu'eu les il exécutant, il ii'observc tous les égards que S. A. K peutdésirer. Il aura l'honneur de remettre à V. K. U la lettre que je suis charge de lui écrire. «I Cu.-M. TàLLiYBxae. » Ollc lettre, écrite le 11 mars, remise le IS à Caulaincourt, ne parvint au ministre de Bade qu'après l'enlèvement du duc d'Enghien, qui eut lieu dans 1a nuit du 14 au 11$. Elle n'était pas destinée à prévenir ce ministre de la violation du territoire baduis, puisque Caulaincourl avait ordre de ne la lui envoyer qu'apres l'accomplissement de sa mission à Offembourg, laquelle devait s'exécuter, et s'exécuta en effet, en même temps que celle d'KUcnhciin. 11 devenait donc absolument impossible que le duc d'Enghien et la baronne de llcich pussent être avertis par le ministre de Bade; ce qui serait nécessairement arrivé si le baron d'EdelsIieim eût reçu la IcUhmIc M. de Talleyrand avant l'invasion des bailliages d'Offembourgeld'EUcnheiin par Ica troupes françaises. Le lendemain Ifi, iinmédialemenl après la réce|ilion de cette Icllreel la connaissance qu'il dut avoir des evénemens d'Offombourg et d'Elteiiheiin , b* gouvcrncinenl badoisse contenta de publier un décret contre le séjour des émigrés dans scs Étals, (le décret renfermait le passage suivant : U Le gouvernement français venant de requérir « l'arrestation de certains émigrés dénommés, » ptiqués dans te complot tramé contre ta constitua «c tioH, et une patrouille miVtûii're tenant de fàirc » l'arrestation des personnes comprises dans cet4e Il classe, le moment est venu où S. A. E. est obli« géc de voir que le séjour des émigrés dans ses n Étals est préjudiciable au repos de l'Empire et « suspect au gouvernement français. Par conseil queiit, etc., etc. * Jamais un petit État ne donna une preuve plus complète de sa faiblesse à un voi> sin puissant. Peut-être aussi, d'après ce document remarquable de la chancellerie de ('.arisruhe, la violation à main armée du territoire de Bade, pays ami de la France, ne consliluail-cüc pas un crime aussi grand qu'on le prétendit alors. Le duc d'Enghien fut pris dans son lit le 15, à cinq heures du malin ; le marquis de Thumery, le colonel baron de Grünslein, le lieutenant Schmidt, l'abbc Weiiborn, Tabbc Michel, M. de Saiiil> Jacques, secrétaire du duc, et trois de ses gens , furent arrêtés. Alors seulement le commandant do gendarmerie reconnut que le général Dumouriez n'était autre que le général Thumery. J.c prince lui fléclara quejantais Dumouriei n'était tenu à Ettenhcim, et qu'il ne l'aurait jms reçu » H y était tenu, n dit qu'il cntimail fionapaiic comme un Digitized by Guuglc

 grand homme; mai» qu'étant prince de la maieon de liourbon , il lui acait roue une haine implaca^ ble. On le Iransféra à la citadelle de Strasbourg, où il séjourna le 16 et le 17. Le 18, dans la nuit, il partit en poste pour le château de Vincennes, où il arriva le 20 à neuf heures du soir. Une commission militaire, composée d'un général de brigade, president, de six colonels, d'un capilainc-rapporleur et d'un capitaine-greflier, se transporta à V incennes, en vertu de l'ordre du gouverneur de Paris, d'après l'arrétc du gouvernement du 19 vcntùse , qui déclarait le duc d'Enghien prétenu d'atoir porté lesarme» contre la république; d'atoir été et d'élre * encore à la »olde de i Angleterre; de faire partie de complote tramé» par cette dernière puiseance contre la eüreté intérieure et estérieure de la république. Interrogé à minuit par le capitaine-rapporteur, le prince déclara qu'il n'atait jamai» tu Pichegru; que le général atait dé»iré le roir; quU'l »e louait de ne Vacoir pa» connu, d'après le» tils nwxen» dont on dit qu'ila voulu »e «errir, »'il* sont vrais.,.; qu'il atait toujours commandé l'arant-garde dans l'amiée de sou grand-père; qu'il n'avait pour rirre que le traitement que lui faisait l'Angleterre, c'està-dire cent cinquante guinée» par mois. Avant de signer le procès-verbal dcce premier interrogatoire, le prince écrivit au bas: Jedemande uneaudience au premier Consul; mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de ma situation , me fbnt espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande. A la commissiondevant laquelle il comparut deux heures après, il déclara qu'il était prit à faire la guerre, et qu'il derait avoir du service dans celte que l'Angleterre faisait encore à la France. Averti par le [irésident que les commissions militaires jugeaient sans appel, le duc répondit i Je ne me dissimule pas le danger que je cours; je désire seulement avoir une entrevue arec le premier Consul, Vers les quatre heures du matin, une explosion se nt entendre dans les fossés du château : le dernier rejeton de la maison de Condé mourait, pour la cause royale, au pied de la forteresse où le grand t^ndc avait été renfermé comme coupable d'avoir porté les armes contre le roi de France. Cependant, le 21 mars, au milieu de la violente agitation dont le procès de Moreau et de Pichegru eiillammait les esprits, on apprend tout à coup que le duc d'Enghien a été fùsiilé à Vincennes. Une morne stupeur s'étend sur la capitale; les prisonniers du Temple sont oubliés pendant cette journée envahie par un deuil inconnu ; et ce qui rend cette émotion si sombre, si sinistre, c'est le caractère mystérieux imprimé à l'effroi général,

comme dans les grandes cabimités dont la cause est cachée, l'.n effet, on ignore le crime, on nr connaît pas la victime. Plus des deux tiers de la population virile da la capitale ne savent quel est ce prince qui vient de périr à Vincennes; on ne le sait qu'à cette armée qu'ont commandée les prisonniers du Temple, Pichegru et Moreau ; â cette armée qui a vu combattre contré elle les trois générations de la maison de Condé. Frappée d'un saisissement profond , l'opinion cherche toutefois à pénétrer un secret que la mort peut avoir rendu impénétrable; elle vou* drail rattacher ce fait si étrange au complot qui l'occupe, et Hic se perd avec une sorte de désespoir dans des conjectures qu'aucun indice, qu'aucun témoignage ne vient soutenir ou expliquer. Si c'élait, disait-on, la même conspiration, on eût mis le nouveau coupable en présence des anciens , il n'en aurait pas été séparé à l'instant par un jugement et une exécution nocturnes. La mort du duc d'Enghien n'est pa» sLn crime , dit alors un homme d'Élat; c'est bien pis, elle est unefaitle, Napoléon a pris pour lui seul cette faute tout entière dans son testament, où il s'exprime ainsi : U J'ai fait arréteret juger le duc d'Enghien, parce M que cela était nécessaire à la sûreté, à l'inlérét et N à l'honneur du peuple français. Dans une semu blablc circonstance , j'agirais de même, n Dans scs Mémoires (t. 11, p. 228), Napoléon dit encore : « Ia: duc d'Enghien périt parce qu'il était un des H auteurs principaux de la conspiration de Georges, H Pichegru et Moreau... Le duc d'Enghien ligurait « déjà, depuis 1796, dans les intrigues des agciis de « l'Angleterre, comme le prouvent les papiers saisis U dans les caissons de Klinglin, cl les lettres de Mou reauau Directoire, le 17 fructidor 1797. » On a dit cl répété que Bonaparte avait beaucoup d'inlcrél à voir, à questionner lui-méme le duc d'Enghien après son jugement; je le dis aussi , et il est certain que le conseiller d'Etat Uéal attendait chez lui, le 21 mars au malin, l'ordre d'aller interroger le duc, quand Harel, commandant du château de Vincennes, vint lui apprendre que l'exécution avait eu lieu. Réal fut si étonné, qu'il crut que Harel lui parlait de l'évasion du prisonnier. An reste, tout homme qui a connu Bonaparte ne peut douter que, s'il eût admis le duc d'Enghien en sa présence, le descendant du grand Condé aurait vécu, pour servir d'otage peut-être; et de sanglans stigmates ne marqueraient point la ûn de ses beaux jours consulaires. Quant au jugement du malheureux prince, il porte : « president on/ofine U le présent jugement sera exécuté de suite. » Napoléon s'explique ainsi à lui-même la mort du duc d'Enghien (t. Il, p. 540-341 de

scs MémoitTê): M La commission mililaire a dû le condamner si Vzec: by Google

grand homme; mais qu'étant prince de la maison de Bourbon, il lui avait voué une haine implacable. On le transféra à la citadelle de Strasbourg, où il séjourna le 16 et le 17. Le 18, dans la nuit, il partit en poste pour le château de Vincennes, où il arriva le 20 à neuf heures du soir. Une commission militaire, composée d'un général de brigade, président, de six colonels, d'un capitaine-rapporteur et d'un capitaine-greffier, se transporta à Vincennes, en vertu de l'ordre du gouverneur de Paris, d'après l'arrêté du gouvernement du 19 ventôse, qui *déclarait le duc d'Enghien prévenu d'avoir porté les armes contre la république; d'avoir été et d'être encore à la solde de l'Angleterre; de faire partie de complots tramés par cette dernière puissance contre la sûreté intérieure et extérieure de la république.* Interrogé à minuit par le capitaine-rapporteur, le prince déclara *qu'il n'avait jamais vu Pichegru; que le général avait désiré le voir; qu'il se louait de ne l'avoir pas connu, d'après les vils moyens dont on dit qu'il a voulu se servir, s'ils sont vrais...; qu'il avait toujours commandé l'avant-garde dans l'armée de son grand-père; qu'il n'avait pour vivre que le traitement que lui faisait l'Angleterre, c'est-à-dire cent cinquante guinées par mois.* Avant de signer le procès-verbal de ce premier interrogatoire, le prince écrivit au bas : *Je demande une audience au premier Consul; mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de ma situation, me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande.* A la commission devant laquelle il comparut deux heures après, il déclara *qu'il était prêt à faire la guerre, et qu'il devait avoir du service dans celle que l'Angleterre faisait encore à la France.* Averti par le président que les commissions militaires jugeaient sans appel, le duc répondit : *Je ne me dissimule pas le danger que je cours; je désire seulement avoir une entrevue avec le premier Consul.*

Vers les quatre heures du matin, une explosion se fit entendre dans les fossés du château : le dernier rejeton de la maison de Condé mourait, pour la cause royale, au pied de la forteresse où le grand Condé avait été renfermé comme coupable d'avoir porté les armes contre le roi de France.

Cependant, le 21 mars, au milieu de la violente agitation dont le procès de Moreau et de Pichegru enflammait les esprits, on apprend tout à coup que le duc d'Enghien a été fusillé à Vincennes. Une morne stupeur s'étend sur la capitale; les prisonniers du Temple sont oubliés pendant cette journée envahie par un deuil inconnu; et ce qui rend cette émotion si sombre, si sinistre, c'est le caractère mystérieux imprimé à l'effroi général, comme dans les grandes calamités dont la cause est cachée. En effet, on ignore le crime, on ne connaît pas la victime. Plus des deux tiers de la population virile de la capitale ne savent quel est ce prince qui vient de périr à Vincennes; on ne le sait qu'à cette armée qu'ont commandée les prisonniers du Temple, Pichegru et Moreau; à cette armée qui a vu combattre contre elle les trois générations de la maison de Condé. Frappée d'un saisissement profond, l'opinion cherche toutefois à pénétrer un secret que la mort peut avoir rendu impénétrable; elle voudrait rattacher ce fait si étrange au complot qui l'occupe, et elle se perd avec une sorte de désespoir dans des conjectures qu'aucun indice, qu'aucun témoignage ne vient soutenir ou expliquer. Si c'était, disait-on, la même conspiration, on eût mis le nouveau coupable en présence des anciens, il n'en aurait pas été séparé à l'instant par un jugement et une exécution nocturnes.

La mort du duc d'Enghien n'est pas un crime, dit alors un homme d'État; *c'est bien pis, elle est une faute.* Napoléon a pris pour lui seul *cette faute* tout entière dans son testament, où il s'exprime ainsi :

« J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce « que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et « à l'honneur du peuple français. Dans une sem- « blable circonstance, j'agirais de même. »

Dans ses *Mémoires* (t. II, p. 228), Napoléon dit encore :

« Le duc d'Enghien périt parce qu'il était un des « auteurs principaux de la conspiration de Georges, « Pichegru et Moreau... Le duc d'Enghien figurait « déjà, depuis 1796, dans les intrigues des agens de « l'Angleterre, comme le prouvent les papiers saisis « dans les caissons de Klinglin, et les lettres de Mo- « reau au Directoire, le 17 fructidor 1797. »

On a dit et répété que Bonaparte avait beaucoup d'intérêt à voir, à questionner lui-même le duc d'Enghien après son jugement; je le dis aussi, et il est certain que le conseiller d'État Réal attendait chez lui, le 21 mars au matin, l'ordre d'aller interroger le duc, quand Harel, commandant du château de Vincennes, vint lui apprendre que l'exécution avait eu lieu. Réal fut si étonné, qu'il crut que Harel lui parlait de l'évasion du prisonnier. Au reste, tout homme qui a connu Bonaparte ne peut douter que, s'il eût admis le duc d'Enghien en sa présence, le descendant du grand Condé aurait vécu, pour servir d'otage peut-être; et de sanglans stigmates ne marqueraient point la fin de ses beaux jours consulaires. Quant au jugement du malheureux prince, il porte : « Le président *ordonne que « le présent jugement sera exécuté de suite.* »

Napoléon s'explique ainsi à lui-même la mort du duc d'Enghien (t. II, p. 340-341 de ses *Mémoires*) :

« La commission militaire a dû le condamner si

HISTOIRE DK NAPOEÊOR. idè H elle Ta Iroarè coupable. Innocent ou coupable, «I Caulaincourt et Ordencr ont dO obéir : coupable, w la commission raüilaire a dû le condamner ; in« nocent, elle eût dû racquiUer; car aucun ordre U ne peut justifier la conscience d'un juge... La N mort du duc d'Enghien doit être attribuée aux N personnes qui dirigeaient et commandaient de « Londres l'assassinat du premier Consul, et qui •« destinaient le duc de Berri â entrer en France par « la falaise de Béville, et le duc d'Enghien par « Strasbourg. Elle doit être attribuée aussi i ceux « qui s'efTorcèrent, par des rapports et des conjec*' H tures, à le présenter comme chef de la conspira« tien. Elle doit être éternellement reprochée enfin « i ceux qui, enlratnéa porim sé/e criminti, n'at~ H tendirent point le* ordre* de leur socvtaAin pour t* exécuter le jugement de la commUeion militaire, H Le duc d'Enghien périt victime des intrigues <4 d'alors ; sa mort, si injustement reprochée à Na•(poléon, lui nuisit et ne lui fut d'aucune utilité « politique. Si Napoléon avait été capable d'ordon« ncrun crime, Louis XVIll et Ferdinand ne ré«I gneraient point aujourd'hui : leur mort lui a été « proposée, conseillée même i plusieurs reprises. >• On n'a cessé de répéter jusqu'à satiété que c'était le parti révolutionnaire qui avait exigé de Bonaparte la mort du duc d'Enghien. Qui pourrait le croire parmi les contemporains si nombreux de celte époque, quand on se rappelle avec quelle facilité ce parti, sauf quelques rares exceptions, avait abjuré aux pieds du nouveau César sa religion politique, et aussi quand on remarque l'obscurité de tous les conspirateurs patriotes, hormis l'adjudant' général Aréna, qui payèrent de leurs tètes lesattcnlals entrepris contre Bonaparte? L'aristocratie de ce parti avait laissé les périls à ses prolétaires, se promettant sans doute d'en recueillir le fruit , si le succès les couronnait. Mais comme toutes ces exécrables machinations furent punies, cette aristocratie se trouva tout d'abord former l'aristocratie consulaire, et elle se résigna avec la même facilité à devenir l'aristocratie impériale. Peu de temps , en effet, après le IB brumaire, tons les hommes que l'on appelaitencore Jacobins étaient séduits ou dispersés; ils n'avaient point, ils ne pouvaient avoir auprès du premier Consul de représentant assex important, assex énergique, pour lui imposer comme gage de sa fidélité à la révolution le sacrifice du duc d'Enghien. Quant à ceux qui jouissaient de quelque crédit auprès de lui, ils ne s'intéressaient déjà plus à 1a cause de la liberté, abandonnée par eux; ils ne gardaient déjà plus eux-mémes de

fidélité à la révolution : car il est bien vrai de dire que Bonaparte ne dut pas à beaucoup près à lui seul , ni aux soldats, les journées du IBctdulO brumaire, qui changèrent le gouvernement. De mémo il trouva autant d'aides pour soutenir ce changement, qu'il en avait eu pour l'opérer. Indépendainmantdecelte foule qui accourt sans cesseau secours du vainqueur, les hommes politiques se mirent tons à consolider l'œuvre de Saint-Cloud, les uns dans l'intérêt de la révolution de 89; les autres dans celui de l'ambition; d'autres, moins clairvoyans,dans l'intérêt de la république; ceux-ci étaient en plus grand nombre qu'on ne le croit aujourd'hui : ils n'avaient vu que le triomphe de leurs principes dans la chute du Directoire et dans l'élévation de Bonaparte. C^'étaient les mêmes qui, à l'époque que je retrace, soutenaient, malgré les lumières répandues par l'instruction du procès, que Moreau n'avait pas conspiré avec Georges et Pichegru : parmi les honnêtes gens, les moins éclairés ont du penchant à attribuer aux hommes qu'ils aiment les sentimens que leur conscience leur inspire. Ainsi, tels défenseurs de Bonaparte contre les Jacobins défendaient Moreau contre le premier Consul. Celte digression trouvera grâce, je l'espère, auprès des lecteurs équitables qui n'ont accordé les honneurs divins ni à la Convention ni à Bonaparte; elle pourrait paraître an moins oiseuse à ces quelques privilégiés de tous les gouvememens, qui, saturés d'impunités, de richesses, d'honneurs, ingrats du passé, désintéressés de ravenir,se reposent dans le sein d'une sorte d'apathie glorieuse, et indltTérente désormais à ce que leur pays a éprouve, à ce qu'ils ont été eux-mèmes. Je reviens à mon fait. Il ne manquait plus, depuis les voyages du capitaine Rosey à Munich, à Stutlgard , et la saisie des papiers de la baronne de Reich , aucun renseignement sur les machinations ounlies dans l'Allemagne électorale contre la république cl le premier Consul. Bonaparte résolut, en conséquence, de décider la conviction publique, en mettant sous les yeux de l'Europe, par la voie du Moniteur^ les pièces de correspondance de Drake et de Méhéc, cl postérieurement celles qui concernaient la mission du capitaine Rosey. Deux rapports du grand-juge accompagnèrent la publication de ces étranges docurnens. Le 84 mars, M. de Tallcyrand adressa cette circulaire à tous les membres du corps diplomalique, résidant à Paris : M Mossui'r , « Le premier Consul m'a donné l'ordre d'adresN ser à V. £. un exemplaire du rapport qui lui a « été présenté par le grand-juge sur une conspiraH lion incidente (ramée en France par M. Drake, « ministre de

S. M. B. près la cour de Munich , et h qui, par son objet comme par sa date , se raita

HISTOIRE DE NAPOLÉON. â(M) U chail à l’infâme complot que dans ce moment les w tribunaux s’occupent de juger... Une telle prostiU lutlon de la plus honorable fonction qui puisse U être conGée à des hommes y était sans exemple M dans l'histoire des nations civilisées. Elle éton« nera, elle afiligera l'Europe, comme le scandale « d’un crime inouï, et que jusqu’à ce moment les K gouvernemens les plus pervers n’avaient osé mé« diter. premier Consul connaît trop les sentitt mens et les qualités qui distinguent le corps diU plomatique accrédité auprès de lui, pour n’élre « pas convaincu qu’il verra avec une profonde dou* « leur la profanation du caractère sacré d’ambassa* U deur indignement travesti en ministre des cornH plots d’embauchage et de corruption. •I TaLLEYBASD. n Le ministre reçut successivement des réponses , dans le sens de cette note, du cardinal Caprara , légat à latere du Saint-Siège, du comte de Cobentxel, ambassadeur d’Autriche, du marquis de Lucchesini, iniiiislre de Prusse, de M. Schimmelpenninck, ambassadeur batave, du baron de Dreyer, ministre de Dancmarck, du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples, de U. Cctlo, ministre de Bavière, du comte de Uunau, ministre de Saxe, du comte de Bcusl, ministre du prince Primat, du baron de Pappenhein, envoyé de Darmstadt, du bailli de Ferrette, ministre de Malte, de M. Abel, résident des villes libres de l’Empire, de M. Ferrari, envoyé de Gènes, de M. Belluoni , envoyé de Lucques , de M. de Mailliardol, ministre helvétique, de M. de Souza, envoyé de Portugal, de M. d'Oubril, chargé d'aiïaires de Russie, de M. Liwington, ministre des États-Unis, du baron de Staub, envoyé de Wurtemberg, du baron de Dalberg , ministre de Bade , de M. d’Hervai, chargé d'afTaircs d’Espagne et d’Élrurie, de M. Marcscalchi, envoyé de la république cisalpine, et de M. de Malsbourg, envoyé de UesscCassel. La diplomatie britannique fut condamnée par les représentans de toutes les paissances de l'Europe, dont une partie se ralliait secrètement à la Grande-Bretagne pardes intérêts analogues aux projets qui venaient d’èlrc dévoilés. Le 31 mars, M. de Mongelas, principal ministre de l’électeur de Bavière, en adressant à M. Drakc la copie imprimée de sa correspondance avec le citoyen Méhée, l'informait par une note : » Que « l’électeur devait à sa

dignité , à son honneur, à

« chait à l'infâme complot que dans ce moment les « tribunaux s'occupent de juger... Une telle prosti- « tution de la plus honorable fonction qui puisse « être confiée à des hommes, était sans exemple « dans l'histoire des nations civilisées. Elle éton- « nera, elle affligera l'Europe, comme le scandale « d'un crime inouï, et que jusqu'à ce moment les « gouvernemens les plus pervers n'avaient osé mé- « diter. Le premier Consul connaît trop les senti- « mens et les qualités qui distinguent le corps di- « plomatique accrédité auprès de lui, pour n'être « pas convaincu qu'il verra avec une profonde dou- « leur la profanation du caractère sacré d'ambassa- « deur indignement travesti en ministre des com- « plots d'embauchage et de corruption.

« TALLEYRAND. »

Le ministre reçut successivement des réponses, dans le sens de cette note, du cardinal Caprara, légat *à latere* du Saint-Siége, du comte de Cobentzel, ambassadeur d'Autriche, du marquis de Lucchesini, ministre de Prusse, de M. Schimmelpenninck, ambassadeur batave, du baron de Dreyer, ministre de Danemarck, du marquis de Gallo, ambassadeur de Naples, de M. Cetto, ministre de Bavière, du comte de Bunau, ministre de Saxe, du comte de Beust, ministre du prince Primat, du baron de Pappenhein, envoyé de Darmstadt, du bailli de Ferrette, ministre de Malte, de M. Abel, résident des villes libres de l'Empire, de M. Ferrari, envoyé de Gênes, de M. Belluoni, envoyé de Lucques, de M. de Mailliardot, ministre helvétique, de M. de Souza, envoyé de Portugal, de M. d'Oubril, chargé d'affaires de Russie, de M. Liwington, ministre des États-Unis, du baron de Staub, envoyé de Wurtemberg, du baron de Dalberg, ministre de Bade, de M. d'Hervaz, chargé d'affaires d'Espagne et d'Étrurie, de M. Marescalchi, envoyé de la république cisalpine, et de M. de Malsbourg, envoyé de Hesse-Cassel. La diplomatie britannique fut condamnée par les représentans de toutes les puissances de l'Europe, dont une partie se ralliait secrètement à la Grande-Bretagne par des intérêts analogues aux projets qui venaient d'être dévoilés.

Le 31 mars, M. de Mongelas, principal ministre de l'électeur de Bavière, en adressant à M. Drake la copie imprimée de sa correspondance avec le citoyen Méhée, l'informait par une note : « Que « l'électeur devait à sa dignité, à son honneur, à « l'intérêt de son peuple, de lui déclarer que, dès « ce moment, il lui était impossible d'avoir aucune « communication avec lui et de le recevoir désor- « mais à sa cour. »

L'électeur de Wurtemberg suivit l'exemple de la Bavière, et le ministre anglais Spencer Smith s'enfuit honteusement de Stuttgard. Jamais l'opinion de l'Europe ne fut aussi éclairée sur aucune manœuvre politique, que sur celle qui déshonora si justement alors le cabinet de Saint-James.

Le second rapport du ministre de la justice au premier Consul se terminait ainsi : « Je demande « donc avec instance, et tous mes devoirs envers « vous, citoyen premier Consul, m'en imposent la « loi, que le cabinet prenne des mesures afin que « les Wickam, les Drake, les Spencer Smith, ne « soient reçus chez aucune puissance amie de la « France, à quelque titre et sous quelque caractère « que ce puisse être. Les hommes qui prêchent l'as- « sassinat et qui fomentent les troubles civils, les « agens de la corruption, les missionnaires de la ré- « volte contre les gouvernemens établis, sont les « ennemis de tous les États, de tous les gouverne- « mens. Le droit des gens n'existe pas pour eux. »

Lord Hawkesbury, chef du cabinet britannique, répondit à ce sujet et osa déclarer :

« *Que tout gouvernement sage se doit à lui-même « et au monde en général, de profiter de tout mé- « contentement qui existe dans le pays avec lequel « il peut se trouver en guerre, et par conséquent de « prêter aide et assistance aux projets des mécon- « tens.* »

Ainsi le ministère anglais ne craignit pas de sanctionner par un de ses actes publics tout ce que le grand-juge de France avait avancé dans ses deux rapports. La doctrine de lord Hawkesbury, qui n'était autre chose que l'école de l'assassinat, donna lieu à une réplique foudroyante de la part de M. de Talleyrand, qui couvrit de honte le cabinet de Saint-James, sans toutefois le forcer au silence.

Tel fut, dans son ensemble et dans tous ses détails, l'épisode terrible qui détourna l'attention publique des conspirateurs du Temple. Toutefois, malgré le saisissement dont la mort du duc d'Enghien avait frappé toutes les ames, cette mort ne laissa point de trace. Nulle démission ne signala le mécontentement d'un fonctionnaire, soit civil, soit militaire, soit ecclésiastique, ni d'aucun de ceux qui ont cherché depuis, par leurs écrits ou par leur silence, à se justifier d'avoir pris part à cette catastrophe.

Cependant l'empereur de Russie, en sa qualité de médiateur et de garant de la paix continentale, protesta contre l'invasion du pays de Bade et notifia, le 7 mai, sa protestation aux États de l'Empire. Il était puissamment secondé dans cette haute démarche par le roi de Suède, gendre de l'électeur de Bade, et même par le cabinet de Londres, qui osa aussi intervenir dans cette réclamation, quoique souillé encore des crimes de ses agens diplo-

The text on this page is estimated to be only 29.82% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. âlü lualiqucs. Lorsque le respect de la morale universelle peut favoriser ses intérêls, aucune puissance UC montre aiiUiit de conscience que rAngleterre. La cour de Pélersbourg avait pris le deuil pour la mort du duc d'Engliieii : une troisième coalition s'annoncait. Les sinistres évcneinens auxquels la France servait de théâtre, et les nouveaux périls où une guerre continentale allait entraîner l'Europe, étaient tous sortis, je ne crains pas de ralVirmcr, pic civilisé. L'histoire a le droit de déclarer que l'exécution du traité d'Amiens par la Grande-Bretagne aurait prévenu le procès de Bloreau et 1e jugement du duc d'Knghicn : elle doit dire aussi que l'afTaire d'F.ttenheim , rendue au moins inutile par la découverte des complots do Drake, entacha celle belle période consulaire, où Bonaparte avait recueilli si justement les vœux et les hommages de la France et de l'Europe. Mais l'annulation du traité d'Amiens présageait d'autres calamités. Bonaparte fut comme frappé de la foudre par la rupture de la paix. H sentit que cette paix, si chèrement achetée, si dilTicilemcnl engagée, ne pourrait faire place qu'â des combats perpétuels; il sonda l'avenir d'un coup d'œil irrité, il le vit n jamais implacable :üès-lors, ne se croyant plus en sûreté, ni la France, ni lui, sous l'égide de la dictature républicaine, il appela à son secours la dictature impériale. La violation du traité d'Amiens et l'avènemeiil de Napoléon à l'empire s'élevèrent tout à coup l'un contre l'autre, comme deux forces inconnues, dont l'ordre social

serait la proie. Ces deux causes recelaient dans leurs principes les plus rcd

matiques. Lorsque le respect de la morale universelle peut favoriser ses intérêts, aucune puissance ne montre autant de conscience que l'Angleterre. La cour de Pétersbourg avait pris le deuil pour la mort du duc d'Enghien : une troisième coalition s'annonçait. Les sinistres événemens auxquels la France servait de théâtre, et les nouveaux périls où une guerre continentale allait entraîner l'Europe, étaient tous sortis, je ne crains pas de l'affirmer, du refus de l'Angleterre d'obéir au traité d'Amiens, le plus grand attentat politique, par ses circonstances et ses résultats, qui ait jamais eu lieu chez un peuple civilisé. L'histoire a le droit de déclarer que l'exécution du traité d'Amiens par la Grande-Bretagne aurait prévenu le procès de Moreau et le jugement du duc d'Enghien : elle doit dire aussi que l'affaire d'Ettenheim, rendue au moins inutile par la découverte des complots de Drake, entacha cette belle période consulaire, où Bonaparte avait recueilli si justement les vœux et les hommages de la France et de l'Europe.

Mais l'annulation du traité d'Amiens présageait d'autres calamités. Bonaparte fut comme frappé de la foudre par la rupture de la paix. Il sentit que cette paix, si chèrement achetée, si difficilement engagée, ne pourrait faire place qu'à des combats perpétuels ; il sonda l'avenir d'un coup d'œil irrité, il le vit à jamais implacable : dès-lors, ne se croyant plus en sûreté, ni la France, ni lui, sous l'égide de la dictature républicaine, il appela à son secours la dictature impériale.

La violation du traité d'Amiens et l'avènement de Napoléon à l'empire s'élevèrent tout à coup l'un contre l'autre, comme deux forces inconnues, dont l'ordre social serait la proie. Ces deux causes recelaient dans leurs principes les plus redoutables élémens qui eussent encore soulevé les intérêts et les passions des hommes, depuis les guerres de religion. Le génie de Napoléon devait le porter à monter toujours, et celui de la Grande-Bretagne à creuser toujours un abîme sous les pas de son ennemi pour l'engloutir. Ces deux grandes figures, s'entrechoquant sans cesse dans l'atmosphère européenne, jusqu'à la destruction nécessaire de l'une d'elles, semblent appartenir aux créations gigantesques du Dante et du Camoëns. Le monde sera brisé par leur lutte. La France et l'Angleterre ne se bornent plus à l'ancienne rivalité qui les éloignait l'une de l'autre ; elles se sont rapprochées pour se livrer une guerre à mort. Voilà les auspices de l'empire.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.

LIVRE HUITIÈME €mpirc. CHAPITRE PREMIER. (1804.) Sl'R L'AVfctBIB!HT A OcMNRB. Moi«ti8

LIVRE HUITIÈME.

Empire.

CHAPITRE PREMIER.

(1804.)

SUR L'AVÈNEMENT A L'EMPIRE.

Montesquieu a dit : « La tyrannie d'un prince ne « met pas un État plus près de sa ruine, que l'in- « différence pour le bien commun n'y met une ré- « publique. L'avantage d'un État libre est que les « revenus y sont mieux administrés; mais lorsqu'ils « le sont plus mal, l'avantage d'un État libre est « qu'il n'y a point de favoris; mais quand cela n'est « pas, et qu'au lieu des amis et des parens du prince, « il faut faire la fortune des amis et des parens de « tous ceux qui ont part au gouvernement, tout est « perdu : les lois sont éludées plus dangereusement « qu'elles ne sont violées par un prince, qui, étant « toujours le plus grand citoyen de l'État, a le plus « d'intérêt à sa conservation. »

Telle était, avec l'épuisement total du trésor public, la position de la France directoriale en l'an VIII; elle devait produire une nécessité plus forte que son malheur.

Bonaparte arriva d'Égypte au moment où une lutte allait s'ouvrir entre Sieyes et Barras, tandis que la société du *Manége*, armée de la tradition conventionnelle, attendait cette crise pour fondre sur les deux adversaires, et peut-être placer dans les mains de Bernadotte le sceptre du protectorat républicain. Il y avait péril en la demeure pour la nation, dans toute la rigueur de l'expression, lorsque les cris de joie des matelots de Fréjus annoncèrent à la France un libérateur; Bonaparte se vit en quelque sorte porter jusqu'à Paris sur les bras de la population, et le 18 brumaire eut lieu. Je pense, avec beaucoup de gens, qu'il existait un autre moyen de sauver la France; mais j'atteste, sans crainte d'être contredit, qu'il n'en existait pas d'autre pour Bonaparte. Le conquérant de l'Égypte ne pouvait conspirer comme Sieyes. Ses élémens naturels étaient les soldats; aussi ce fut avec eux qu'il brisa ce que la législature seule avait le droit de dissoudre.

Et quand même, obsédé chaque jour à Paris par les plus imposantes sollicitations d'opérer un changement politique, il aurait eu la volonté d'attendre une révolution légale, qui sait si elle eût été faite pour lui? si elle n'eût pas été faite contre lui? Bernadotte, Augereau, épiaient l'occasion. Le temps pressait, tant son retour spontané avait subitement mûri les craintes, les espérances et l'agitation publique! La sagesse de Sieyes, après une longue temporisation, avait fini par ne pas trouver de délai au-delà du 18 brumaire, pour se servir du bras de Bonaparte. La liberté du choix manquait déjà à

Digitized by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON. ili l’idole du peuple cl de rarmée, enlrc remplacer un pouvoiravili, que chacun rengageait à détruire, et donl trois directeurs sur cinq lui offraient le partage, ou disparaître obscurément, comme le général Hoche, sous le verdict silencieux d*unc vengeance ou d'une intrigue. Bonaparte préféra sauver la France et lui-méme ; le Conseil des Anciens, les ha* bilans de Paris, la France et rarmécfurcntlescom* plices de la royauté qu'il proclama sous le voile de la commission consulaire; mais dès le premicrmo* ment, il accepta sa magistrature comme une con* quête et non comme une élection. La monarchie honaparlicnric , commencée le 20 brumaire an viii (11 novembre 1799), eut des phases rapides : élective et temporaire le 11$ décembre 1799, déclarée à vie le 2 août 1802, elle devint héréditaire sous le nom d'empire , le 18 mai 1804. Ces modifications n’émanèrent pas de la seule volonté de Bonaparte; clics dépendirent aussi de la marche des choses, qui poussait à l'hérédité. Consul à temps, un coup d'Élat, un simple coup de main pouvait chasser Bonaparte, comme il avait chassé le Directoire, comme le Directoire s’était décimé lui-méine au 18 fructidor et au 30 prairial. Consul à vie, il suffisait d’un assassin ; et Georges attendait encore sous les verroux le châtiment d'un attentat reconnu parlui-méme. Bonaparte prit l’hérédité comme un bouclier, afin que, s’il tombait victime d’une nouvelle conspiration, l’État ne péril pas avec lui; car, depuis quatre ans et demi que durait le Consulat, on pouvait regarder la France comme placée en viager sur une tète sans cesse menacée. L’hérédité était sans doute la pensée de Napoléon devenu empereur ; elle était aussi une loi de la nécessité. Tout atteste, malgré les récriminations élevées par ce qui peut rester encore des membres de la Convention et du Directoire, que la France é cette é{M>quc se trouvait dans l'impossibilité de supporter davantage une magistrature élective. Notre situation politique renfermait tant d’élémens de dissolution, que le Directoire lui-mème s’était vu réduit, dans la vue de sa conservation, à se constituer en tyrannie , et à créer , dès le 1 janvier 1 796 , la funeste institution d'un ministère de la police générale, qui rendait le gouvernement odieux par l’ignoble terreur dont il fatiguait la liberté. La royauté impériale commença le 18 mai 1804. ('.ependant celui qui, en 1799, s’était présenté pour héritier de la révolution, et qui avait disposé à sa volonté de cet orageux patrimoine, ne veut pas se porter héritier de l'ancienne monarchie. Il se fait empereur, litre connu dans Thistoire des princes et des conquérons,

mais qui devient entre scs mains une chose toute nouvelle; car il consulte, en la créant, au moins autant les besoins du temps que les penchans de sa nature, et les proportions de ses facultés personnelles. Il met bien sur sa tête la couronne d'un monarque ; mais il sc garde de lui rendre ce que la révolution a rayé à jamais du cortège de toute royauté en France, c'est-à-dire les droits féodaux, une noblesse exclusive et privilégiée, le droit d'alncsse, un clci^é, ordre dans l'État, la vénalité des offices, la confusion du trésor public dans celui du prince, l'inégalité ou l'exempLioii des impôts, etc., etc. Il proclame une monarchie impériale constitutionnelle, où lui seul est absolu, cl où la révolution établit la liberté des personnes, des propriétés, des cultes , l'égalité civile et politique , l'admission à tous les emplois, desdistinctionssans privilèges, la séparation des deniers de l'État d'avec le trésor du souverain, la reddition des comptes de chaque ministre, etc... Tel fut constamment, pendant son règne, respritdesconstilulionsdoiil il dota les royaumes de Naples, de Hollande, de Westpbalie, d'Italie, le grand-duché de Varsovie cl l'Espagne. Ces constitutions doivent être regardées comme de grands manifestes de la nouvelle civilisation qu'il avait prophétisée au Directoire, quand il lui dit au retour de Radstadt : « De la paix ¥ que roui renes de conclure, date l'ère de$ gourerM nement repréientaiifk. » J'ai avancé qu'il n'y avait d'absolu dans le gouvernement impérial que Napoléon; j'affirme qu'aprè^ lui, sous son fils, sous un prince dont l'éducation politique n'eût pas été le despotisme d'un général en chef toujours victorieux, ni les droits ceux du conquérant de la république, cette monarchie impériale retombait par sa propre nature au niveau des besoins, des volontés, des principes de la société française, en un mot, au régime d'une véritable monarchie constitutionnelle , que Napoléon tint jusqu'à son dernier jour cachée à l'ombre de scs drapeaux. Sous un tel successeur, le Conseil d'Etat descendait du rang des pouvoirs législatifs à celui de comité consultatif du monarque et de scs ministres; la législature recouvrait la parole; le ministère de la police, puissance odieuse, violente, arbitraire, rentrait dans les altributioos légales du ministère de la justice; la presse reprenait ses franchises en même temps que la nation. Napoléon établit en France toute la liberté et tout le despotisme qu'il crut qu'elle pouvait supporter. Quand il eut réuni a notre territoire une moitié de l'Europe, cl que le voyageur marchait sur les terres de l'empire depuis Terracine jusqu'à I.ubcck , il s'attrista de celle grandeur colossale : • H Qui, aprée moi, disait-

il , pourra porter un tel n fhrdeau f » C’est cette prodigieuse destinée, inséparable du

l'idole du peuple et de l'armée, entre remplacer un pouvoir avili, que chacun l'engageait à détruire, et dont trois directeurs sur cinq lui offraient le partage, ou disparaître obscurément, comme le général Hoche, sous le verdict silencieux d'une vengeance ou d'une intrigue. Bonaparte préféra sauver la France et lui-même : le Conseil des Anciens, les habitans de Paris, la France et l'armée furent les complices de la royauté qu'il proclama sous le voile de la commission consulaire; mais dès le premier moment, il accepta sa magistrature comme une conquête et non comme une élection.

La monarchie bonapartienne, commencée le 20 brumaire an VIII (11 novembre 1799), eut des phases rapides : élective et temporaire le 15 décembre 1799, déclarée à vie le 2 août 1802, elle devint héréditaire sous le nom d'empire, le 18 mai 1804. Ces modifications n'émanèrent pas de la seule volonté de Bonaparte; elles dépendirent aussi de la marche des choses, qui poussait à l'hérédité. Consul à temps, un coup d'État, un simple coup de main pouvait chasser Bonaparte, comme il avait chassé le Directoire, comme le Directoire s'était décimé lui-même au 18 fructidor et au 30 prairial. Consul à vie, il suffisait d'un assassin; et Georges attendait encore sous les verroux le châtiment d'un attentat reconnu par lui-même. Bonaparte prit l'hérédité comme un bouclier, afin que, s'il tombait victime d'une nouvelle conspiration, l'État ne périt pas avec lui; car, depuis quatre ans et demi que durait le Consulat, on pouvait regarder la France comme placée en viager sur une tête sans cesse menacée. L'hérédité était sans doute la pensée de Napoléon devenu empereur; elle était aussi une loi de la nécessité.

Tout atteste, malgré les récriminations élevées par ce qui peut rester encore des membres de la Convention et du Directoire, que la France à cette époque se trouvait dans l'impossibilité de supporter davantage une magistrature élective. Notre situation politique renfermait tant d'élémens de dissolution, que le Directoire lui-même s'était vu réduit, dans la vue de sa conservation, à se constituer en tyrannie, et à créer, dès le 1er janvier 1796, la funeste institution d'un ministère de la police générale, qui rendait le gouvernement odieux par l'ignoble terreur dont il fatiguait la liberté.

La royauté impériale commença le 18 mai 1804. Cependant celui qui, en 1799, s'était présenté pour héritier de la révolution, et qui avait disposé à sa volonté de cet orageux patrimoine, ne veut pas se porter héritier de l'ancienne monarchie. Il se fait empereur, titre connu dans l'histoire des princes et des conquérans, mais qui devient entre ses mains une chose toute nouvelle; car il consulte, en la créant, au moins autant les besoins du temps que les penchans de sa nature, et les proportions de ses facultés personnelles. Il met bien sur sa tête la couronne d'un monarque; mais il se garde de lui rendre ce que la révolution a rayé à jamais du cortége de toute royauté en France, c'est-à-dire les droits féodaux, une noblesse exclusive et privilégiée, le droit d'aînesse, un clergé, ordre dans l'État, la vénalité des offices, la confusion du trésor public dans celui du prince, l'inégalité ou l'exemption des impôts, etc., etc. Il proclame une monarchie impériale constitutionnelle, où lui seul est absolu, et où la révolution établit la liberté des personnes, des propriétés, des cultes, l'égalité civile et politique, l'admission à tous les emplois, des distinctions sans priviléges, la séparation des deniers de l'État d'avec le trésor du souverain, la reddition des comptes de chaque ministre, etc... Tel fut constamment, pendant son règne, l'esprit des constitutions dont il dota les royaumes de Naples, de Hollande, de Westphalie, d'Italie, le grand-duché de Varsovie et l'Espagne. Ces constitutions doivent être regardées comme de grands manifestes de la nouvelle civilisation qu'il avait prophétisée au Directoire, quand il lui dit au retour de Radstadt : « ..... *De la paix* « *que vous venez de conclure, date l'ère des gouver-* « *nemens représentatifs.* »

J'ai avancé qu'il n'y avait d'absolu dans le gouvernement impérial que Napoléon; j'affirme qu'après lui, sous son fils, sous un prince dont l'éducation politique n'eût pas été le despotisme d'un général en chef toujours victorieux, ni les droits ceux du conquérant de la république, cette monarchie impériale retombait par sa propre nature au niveau des besoins, des volontés, des principes de la société française, en un mot, au régime d'une véritable monarchie constitutionnelle, que Napoléon tint jusqu'à son dernier jour cachée à l'ombre de ses drapeaux. Sous un tel successeur, le Conseil d'État descendait du rang des pouvoirs législatifs à celui de comité consultatif du monarque et de ses ministres; la législature recouvrait la parole; le ministère de la police, puissance odieuse, violente, arbitraire, rentrait dans les attributions légales du ministère de la justice; la presse reprenait ses franchises en même temps que la nation.

Napoléon établit en France toute la liberté et tout le despotisme qu'il crut qu'elle pouvait supporter. Quand il eut réuni à notre territoire une moitié de l'Europe, et que le voyageur marchait sur les terres de l'empire depuis Terracine jusqu'à Lubeck, il s'attrista de cette grandeur colossale : « *Qui, après moi,* disait-il, *pourra porter un tel* « *fardeau ?* »

C'est cette prodigieuse destinée, inséparable du

UISTOUIE DE NAl>OLÉOiV. Ï13 sentiment profond dont elle aCTectait Napoléon lui- dre, l’ami, le rirai, l'ennemi et rbérilicrdu maître même, que je propose à la méditation du lecteur , de tant de peuples, dort comme lui dans la tombe ; maintenant que les cendres de ce grand homme et qu’il n’y a plus de bras pour tenir le sceptre eusont le jouet des vents de l’Atlantique; qu’Alexan- ropéen. Digilized by Google

sentiment profond dont elle affectait Napoléon lui-même, que je propose à la méditation du lecteur, maintenant que les cendres de ce grand homme sont le jouet des vents de l'Atlantique; qu'Alexandre, l'ami, le rival, l'ennemi et l'héritier du maître de tant de peuples, dort comme lui dans la tombe; et qu'il n'y a plus de bras pour tenir le sceptre européen.

su inSTOmii UK NAPOLÉON. CHAPITRE II. (I80i.)

4\K^tllK^T A l.'EiriM;. — PBnTKATATlOÜ DK LUtlS XV|H. — itUEME^T DE t* CU!t.SP|ll4Tin!« DI MCHtr.ir. — DI*IISTeRC DE 1.4 POLICE UtAKl4LI. — l^4UGOR4T10^ DE L4 LtCI(l!«-D*H01?f El R. — CAIP Ot BOI. LIIC'IE. — S4CRC DE riRPERElR KX RE l'IRPIRATRICC. — DEcL4R\TIO?I DI COERRE DE l'bSP.AG^E 4 l.*41GLETSRRE. l'RRVolotilc singulière de Napoléon fit sortir le premier vote à l'empire de la dernière enceinte ou se réfugiât encore l'ombre de la liberté française. Présentée le 30 avril, par le citoyen Curée, membre du Tribunat, la proposition de nommer empereur le premier Consul, et de fixer l'hérédité dans sa famille, passait à l'unanimité, sans l'opposition du citoyen Carnot, que nous avons vu ministre de Na|K)Iéon dans les derniers jours de sa puissance. Le â mai, le Corps-Législatif s'unit par ses voles au vœu du Tribunal; le 18, le Sénat décréta le sénatus-consuUc organique qui déférait le titre d'Empereur au premier Consul, en établissant dans sa famille l'hérédité au trône impérial. Le sénat se rendit à Saint-Cloud, ayant à sa tête le consul Cambacérès, son président, chargé de présenter ù l'empereur ce sénalus-consulle. Napoléon répondit au discours de l'orateur ; » Tout ce qui peut contri•I bucr au bien de la patrie est essentiellement lié •I à mon bonheur; J'accepte le titre que vouscroyez «(utile à la gloire de la nation. Je soumets à la sanci: tion du peuple la loi de l'hérédité ; j'espère que •I la France ne se repentira Jamais des honneurs «I dont elle environnera ma famille. Dans tous les •(cas , mon esprit ne serait plus avec ma postérité U le jour où elle cesserait de mériter l'estime et la «I cofinance de la grande nation. >• Ainsi, le sénalus-consulle consacra le vœu des trois grands pouvoirs (>olillques de la nation. I^e même acte comprenait dans la ligne de l'hérédité les frères de rEinpereur, Joseph et l..ouis. nommés princes impériaux. On s'étonna que Lucien , qui avait contribué si puissamment au succès de la terrible journée de Saint-Cloud, le 19 brumaire, en sa qualité de président du conseil des Cinq-Ccnls , qui depuis avait été ministre, ambassadeur, ne fit pas plus que son frère Jérôme partie de la ligne d'hérédité. Suivant le bruit public, Lucien, franchement républicain, avait refusé pour lui-même ce qu'il ne consentait pas à reconnaître pour son frère. Quant à Jérôme, i! était disgracié comme ayant contracté un mariage en Amérique sans le consentement du premier Consul. La proclamation du sénatus-consultc annonça à la France une quatrième dynastie, la formation

des collèges électoraux, la création d'une haute cour impériale cl l'institution des grandes dignités de l’empire. Napoléon nomma grand-électeur le prince Joseph; connétable, le prince Louis; arcbicbaiicelier, M. Cambacérès; cl archîtrésorier, Al. L

HISTOIRE DE NAPOLÉON. quels hommages le général en chef prodigua au son* verain pontife. Peu de jours avant son élévation à l'empire, Bonaparte avait fait présent au pape du brick le Saint-Pierre. Aussi à Tavénement de Na> poléon, le clergé s'empressa de le saluer de tous les litres que les livres saints purent fournir k sa pé> dantesque adulation. Le nouvel Empereur devint le nouveau Cyrus, le nouveau Moïse rappelé des déserts de l'Égypte, le nouveau Mathias envoyé par le Seigneur, le pieux Onias, le nouveau Josaphat, etc..... l'Église devait cette reconnaissance à l'auteur du Concordat de 1801. Mais les affaires avec la cour de Rome donnèrent par la suite beaucoupd'embarrasà Napoléon : c'est ce qui lui fitdirc au célèbre Fox : u J*auraiâ eu moins r/e peine d U établir en France la confession tPAugsbourg. » Ces paroles prouvent que Napoléon ne comprit pas, ou ne voulut point comprendre son époque ; car on peut, Je crois, affirmer qu'en 1804, et surtout en 1801 , il y avait indiiïéreiicc complète dans la i république en matière de religion ; et l'apathie de la nation, sous ce rapport, était telle, qu'elle ne laissait à aucun législateur la faculté de choisir pour elle entre toutes les communions chrétiennes. Il faut bien le reconnaître, cet état de choses existait pour la très-grande majorité des Français, et à tel point, que l'organisation du culte catholique en vertu du concordat consulaire parut au peuple une innovation plus hardie que la violation de la représentation nationale à la journée du 18 brumaire. La religion n'ctail plus alors dans les mœurs, ni, j'oserais presque le dire, dans les besoins de la nation; l'ère française était toute philosophique depuis I.ouis XV. Plusieurs décrets de joyeux avènement rendirent la liberté k des individus condamnés correctionnellement, et à des débiteurs de l'État; une amnistie fut également accordée aux soldats de terre et de mer, déserteurs à l'intérieur, qui rejoindraient leurs drapeaux. Le 27 mai, l'Empereur reçut solennellement le serment du Sénat. Le vœu des cent huit départemens de la France arriva bientôt au pied du trône. Cependant une déclaration, faite à Varsovie, et datée du 6 juin, déclaration à laquelle lesévénemens de 1814 donnèrent depuis une autorité prophétique, était adressée k tous les gouvernemeiis de rKuropc. Proleslalion de Louis Xf'IIl , roi de France , contre l'usurpation de Ponaparte. U En prenant le titre d'Empereur, en voulant le rendre héréditaire dans sa famille, Bonaparte U vient de mettre le sceau i son usurpation. Ce nou. U vel acte d'une révolution où tout dans l'origine a Slü «I été nul, ne (>cul sans doute infîrmer mes droits. a Mais,

comptable de ma conduite à tous les sou<1 vcrairis, dont les droits ne sont pas moins lésés •I que les miens, et dont les trônes sont tous ébran« les par les principes dangereux que le Sénat de « Parisa osé mettre enavant; comptable à la France, it à ma famille, à mon propre honneur, je croirais « trahir la cause commune en gardant le silence eu •1 celte occasion. Je déclare donc (après avoir au ti besoin renouvelé mes protestations contre tous «clos actes illégaux qui, depuis l'ouverture des U États-Ccnéraux de France, ont amené la crise « elTrayante dans laquelle se trouvent la France et « l'Europe) , je déclare en présence de tous les souU verains, que loin de reconnaître le litre impérial « que Bonaparte vient de se faire déférer par un « corps qui n'a pas même d'existence légale (le Sé« nal), je proteste contre ce litre cl contre tous » les actes subséquens auxquels il pourrait donner «I lieu. » Napoléon fit publier celle protestation dans le Moniteur. Peu de jours après, l'Empereur signala, par un grand acte de clémence, le premier moment de son règne. Vingt des co-accusés de Georges Cadoudal avaient été condamnés à mort, le 10 juin, par le tribunal criminel de la Seine; et d'autres, nolamincnl le général Moreau, à deux années de détention. Au nombredes premiers on comptait : Armand de Polignac, le marquis de Rivière, Bouvet de Lozicr, le général Lajolais, Russilion, Rochelle, Gaiiliard et Charles d'ilozicr. L'impératrice Joséphine joignit scs larmes à celles de madame de Polignac. M Je puis pardonnera votre mari, dit Napoléon, car U c'est à ma r»e qu'on en roulait. » I.a grâce d'Armand de Polignac fut prononcée. Madame Mural se chargea de celle de M. de Rivière, et l'obtint. Le general llapp, aidc-de-cainp de Napoléon, alla à Saint-Cloud solliciter celle de Russilion : il réussit comme madame Mural.

L’Em|>ereur remit encor

quels hommages le général en chef prodigua au souverain pontife. Peu de jours avant son élévation à l'empire, Bonaparte avait fait présent au pape du brick *le Saint-Pierre*. Aussi à l'avénement de Napoléon, le clergé s'empressa de le saluer de tous les titres que les livres saints purent fournir à sa pédantesque adulation. Le nouvel Empereur devint le nouveau Cyrus, le nouveau Moïse rappelé des déserts de l'Égypte, le nouveau Mathias envoyé par le Seigneur, le pieux Onias, le nouveau Josaphat, etc..... l'Église devait cette reconnaissance à l'auteur du Concordat de 1801. Mais les affaires avec la cour de Rome donnèrent par la suite beaucoup d'embarras à Napoléon : c'est ce qui lui fit dire au célèbre Fox : « *J'aurais eu moins de peine à « établir en France la confession d'Augsbourg.* » Ces paroles prouvent que Napoléon ne comprit pas, ou ne voulut point comprendre son époque; car on peut, je crois, affirmer qu'en 1804, et surtout en 1801, il y avait indifférence complète dans la république en matière de religion; et l'apathie de la nation, sous ce rapport, était telle, qu'elle ne laissait à aucun législateur la faculté de choisir pour elle entre toutes les communions chrétiennes. Il faut bien le reconnaître, cet état de choses existait pour la très-grande majorité des Français, et à tel point, que l'organisation du culte catholique en vertu du concordat consulaire parut au peuple une innovation plus hardie que la violation de la représentation nationale à la journée du 18 brumaire. La religion n'était plus alors dans les mœurs, ni, j'oserais presque le dire, dans les besoins de la nation; l'ère française était toute philosophique depuis Louis XV.

Plusieurs décrets de joyeux avènement rendirent la liberté à des individus condamnés correctionnellement, et à des débiteurs de l'État; une amnistie fut également accordée aux soldats de terre et de mer, déserteurs à l'intérieur, qui rejoindraient leurs drapeaux.

Le 27 mai, l'Empereur reçut solennellement le serment du Sénat. Le vœu des cent huit départemens de la France arriva bientôt au pied du trône. Cependant une déclaration, faite à Varsovie, et datée du 6 juin, déclaration à laquelle les événemens de 1814 donnèrent depuis une autorité prophétique, était adressée à tous les gouvernemens de l'Europe.

Protestation de Louis XVIII, roi de France, contre l'usurpation de Bonaparte.

« En prenant le titre d'Empereur, en voulant le « rendre héréditaire dans sa famille, Bonaparte « vient de mettre le sceau à son usurpation. Ce nou- « vel acte d'une révolution où tout dans l'origine a « été nul, ne peut sans doute infirmer mes droits. « Mais, comptable de ma conduite à tous les sou- « verains, dont les droits ne sont pas moins lésés « que les miens, et dont les trônes sont tous ébran- « lés par les principes dangereux que le Sénat de « Paris a osé mettre en avant; comptable à la France, « à ma famille, à mon propre honneur, je croirais « trahir la cause commune en gardant le silence en « cette occasion. Je déclare donc (après avoir au « besoin renouvelé mes protestations contre tous « les actes illégaux qui, depuis l'ouverture des « États-Généraux de France, ont amené la crise « effrayante dans laquelle se trouvent la France et « l'Europe), je déclare en présence de tous les sou- « verains, que loin de reconnaître le titre impérial « que Bonaparte vient de se faire déférer par un « corps qui n'a pas même d'existence légale (le Sé- « nat), je proteste contre ce titre et contre tous « les actes subséquens auxquels il pourrait donner « lieu. »

Napoléon fit publier cette protestation dans *le Moniteur*.

Peu de jours après, l'Empereur signala, par un grand acte de clémence, le premier moment de son règne. Vingt des co-accusés de Georges Cadoudal avaient été condamnés à mort, le 10 juin, par le tribunal criminel de la Seine; et d'autres, notamment le général Moreau, à deux années de détention. Au nombre des premiers on comptait : Armand de Polignac, le marquis de Rivière, Bouvet de Lozier, le général Lajolais, Russilion, Rochelle, Gaillard et Charles d'Hozier. L'impératrice Joséphine joignit ses larmes à celles de madame de Polignac. « *Je puis pardonner à votre mari,* dit Napoléon, *car « c'est à ma vie qu'on en voulait.* » La grace d'Armand de Polignac fut prononcée. Madame Murat se chargea de celle de M. de Rivière, et l'obtint. Le général Rapp, aide-de-camp de Napoléon, alla à Saint-Cloud solliciter celle de Russilion : il réussit comme madame Murat. L'Empereur remit encore leur peine à cinq autres; ainsi huit des conjurés échappèrent à l'échafaud.

Georges, n'ayant pas voulu demander sa grace, périt avec douze de ses complices. Napoléon commua la détention prononcée contre Moreau en un exil aux États-Unis.

Ces commencemens sont beaux. La France applaudit à ces éclatans témoignages d'une véritable générosité. Elle jugea que celui-là était digne de la gouverner, qui exerçait d'abord, en faveur de ses ennemis, la plus belle prérogative du pouvoir. Mais tandis que Napoléon, par un acte de son conseil privé, donnait la vie à des conspirateurs que la loi avait frappés, il faisait justice, par un décret impérial, des sectaires de Loyola, qui, sous le nom de

 Fi'èrtM de la fài, ïï' Adorateurt de Jé»ui,de Paeca^ Harisles, ?cnaicnt dVIcvcr plusieurs établisscroens sur les ruines de la république el sur les fondations de l'empire. Comme Napoléon ne doit pas prendre le litre de Défénteur de ta fài, laquelle ne lui semble pas en danger, il n'a pas besoin de cette milice secrète, de ce corps de mineurs religieux qui veulent SC loger dans les souterrains de son gouTcrncment. Mais ils sauront bien y entrer un jour, sous la protection de son oncle, le cardinal Fesch, qui s'est chargé des représailles ecclésiastiques sur les conquêtes de la révolution. Sorti du sein de cette révolution, et condamné sans elle à l'obscurité, Fesch laissera apres lui ce funeste héritage k cet empire des Gaules dont il fut le primat. Mémorable exemple de ce fatal esprit de l'Église romaine , qui ne connaît ni rarnillc ni patrie! Quand Napoléon arriva au pouvoir consulaire, le ministère de la police générale, dont Fouché avait voulu faire le principal auxiliairedu 18 brumaire, existait déjà ; des la première année, il supprima ce ministère el le réunit aux attributions du ministre de la justice. Cependant, depuis lors, sa vie avait été plusieurs fois en danger, cl quoiqu'il eût bien reconnu que les formes de la justice, qui sont lentes, { parce qu'elles ne sont que protectrices, ne pouvaient atteindre, encore moins prévenir, la rapidité et la diversité de tels attentats, soit par une sorte d'indifférence pour le péril qui lui était personnel, soit par sa répugnance secrète pour un semblable ministère, il s'était, jusqu'à ravénement à l'empire, refusé à le rétablir. Mais au moment où il entrait dans une nouvelle existence, où, loin de pouvoir espérer une jouissance (taisible de la couronne, U devait s'attendre, d'apres la seule attitude des Anglais, à être au moins autant le commandant de ses armées que le souverain des Français, il crut devoir opposer aux ennemis intérieurs une force domestique capable d'imposer à leurs complots, et il ressuscita le ministère de la police. Malheureusement il en rendit le portefeuille à ce faux rc|mblicain qui avait si chaudement servi la terreur conventionnelle, el si bien trahi la faiblesse directoriale; Fouché de Nantes, qu'il faut à jamais a|>pcler Fouché de Lyon , fut charge de surveiller la France et l'Kuropc. Malgré celte preuve de confiance si peu rnérilce, par conséquent si propre à exciter une reconnaissance éternelle, Napoléon ne sera pas toujours dans le secret de Fouché. Toutefois l'Empereur, qui seul coniiailce qu'il veut faire, plane sur scs destinées fulures à l'insu de tout ce qui l'entoure, cl il ne voit dans son ministre de la police générale que le concierge de sa politique

intérieure, quand les événemens, qui peuvent le menacer, le conduiront hors de la capitale ou loin des frontières que 1a république a tracées par scs victoires autour de son empire. Dès cette époque, Napoléon cul le tort de se croire assex puissant pour donner un pareil ministère à un homme qu'il était loin d'estimer. Ce ne fut pas la seule fois qu'il commit de semblables erreurs; elles devaient lui être un jour aussi funestes qu'à la France. Hais déjà ce caractère, que l'on s'est plu à juger indépendant de toute influence parce qu'il était fort, montrait du penchant à sc laisser dominer par l'habitude, au point de ne pas consentir à éloigner scs ennemis, s'ils avaient reçu de lui d'importantes faveurs. Jusqu'à la fin de son règne, Napoléon se regarda comme obligé envers eux par la hauteur des positions qu'ils tenaient de lui. Si une telle conduite n'eut pas d'autre but que de ne pas vouloir SC désapprouver lui-méinc en abandonnant scs créatures, jamais faiblesse moins pardonnable, puisqu'elle causa tant de dommage à la chose publique, n'aurait été reprochée à un grand prince. Cependant, on doit l'avouer, il n'y a point de plus noble orgueil que celui qui ne sc rappelle que ses bienfaits au milieu des trahisons. La loi du S9 mai 180S avait créé l'ordre de U Légion-d'Honneur ; l'inauguration de cette grande institution revoit une journée chère à la France depuis treixe années, celle de la Fédération du 14 juillet. Celle fête a lieu au temple de Mars, dans i'églisc des invalides. La cérémonie brille de tout l'éclat delà grandeur républicaineelde toute la pompe impériale. C'est dans l’édifice de Louis XIV, fondateur de l'ordre de Saint-Louis, que Napoléon donne solennellement la décoration à la gloire militaire de la liberté. Le même jour, pour mieux consacrer celle mémorable époque de la première confédération des Français, les croix d'honneur sont distribuées par les généraux dans toutes les garnisons de l'empire. Napoléon partagea avec la patrie les vœux de tous scs défenseurs. Cependant l'Empereur n'oublic pas les vastes conceptions du premier Consul : au premier rang figure l'invasion qu'il a préparée contre l'Angleterre dans les ports de France et de la domination française.]>es ports de la Manche sont en même temps les chantiers et les arsenaux de l'expédition qui doit rappeler, par l'immensitc des troupes et des transports, celle de Xcrcès contre la Grèce. Ia'S camps établis sur les cèles ont pour chefs nos premiers généraux. Le maréchal Davoust commande les camps de Dunkerque et d’Oslcnde; le maréchal Ney ceux de Calais et de Montreuil ; le maréchal Soull celui de Boulogne ; le général Junol celui de Sainl-ümcr, où il est remplacé par le général Oudinot , qui se voit aussi mettre à la tète de

Frères de la foi, d'*Adorateurs de Jésus*, de *Paccanaristes*, venaient d'élever plusieurs établissemens sur les ruines de la république et sur les fondations de l'empire. Comme Napoléon ne doit pas prendre le titre de *Défenseur de la foi*, laquelle ne lui semble pas en danger, il n'a pas besoin de cette milice secrète, de ce corps de mineurs religieux qui veulent se loger dans les souterrains de son gouvernement. Mais ils sauront bien y entrer un jour, sous la protection de son oncle, le cardinal Fesch, qui s'est chargé des représailles ecclésiastiques sur les conquêtes de la révolution. Sorti du sein de cette révolution, et condamné sans elle à l'obscurité, Fesch laissera après lui ce funeste héritage à cet empire des Gaules dont il fut le primat. Mémorable exemple de ce fatal esprit de l'Église romaine, qui ne connaît ni famille ni patrie!

Quand Napoléon arriva au pouvoir consulaire, le ministère de la police générale, dont Fouché avait voulu faire le principal auxiliaire du 18 brumaire, existait déjà; dès la première année, il supprima ce ministère et le réunit aux attributions du ministre de la justice. Cependant, depuis lors, sa vie avait été plusieurs fois en danger, et quoiqu'il eût bien reconnu que les formes de la justice, qui sont lentes, parce qu'elles ne sont que protectrices, ne pouvaient atteindre, encore moins prévenir, la rapidité et la diversité de tels attentats, soit par une sorte d'indifférence pour le péril qui lui était personnel, soit par sa répugnance secrète pour un semblable ministère, il s'était, jusqu'à l'avénement à l'empire, refusé à le rétablir. Mais au moment où il entrait dans une nouvelle existence, où, loin de pouvoir espérer une jouissance paisible de la couronne, il devait s'attendre, d'après la seule attitude des Anglais, à être au moins autant le commandant de ses armées que le souverain des Français, il crut devoir opposer aux ennemis intérieurs une force domestique capable d'imposer à leurs complots, et il ressuscita le ministère de la police. Malheureusement il en rendit le portefeuille à ce faux républicain qui avait si chaudement servi la terreur conventionnelle, et si bien trahi la faiblesse directoriale; Fouché de Nantes, qu'il faut à jamais appeler Fouché de Lyon, fut chargé de surveiller la France et l'Europe.

Malgré cette preuve de confiance si peu méritée, par conséquent si propre à exciter une reconnaissance éternelle, Napoléon ne sera pas toujours dans le secret de Fouché. Toutefois l'Empereur, qui seul connaît ce qu'il veut faire, plane sur ses destinées futures à l'insu de tout ce qui l'entoure, et il ne voit dans son ministre de la police générale que le concierge de sa politique intérieure, quand les événemens, qui peuvent le menacer, le conduiront hors de la capitale ou loin des frontières que la république a tracées par ses victoires autour de son empire.

Dès cette époque, Napoléon eut le tort de se croire assez puissant pour donner un pareil ministère à un homme qu'il était loin d'estimer. Ce ne fut pas la seule fois qu'il commit de semblables erreurs; elles devaient lui être un jour aussi funestes qu'à la France. Mais déjà ce caractère, que l'on s'est plu à juger indépendant de toute influence parce qu'il était fort, montrait du penchant à se laisser dominer par l'habitude, au point de ne pas consentir à éloigner ses ennemis, s'ils avaient reçu de lui d'importantes faveurs. Jusqu'à la fin de son règne, Napoléon se regarda comme obligé envers eux par la hauteur des positions qu'ils tenaient de lui. Si une telle conduite n'eut pas d'autre but que de ne pas vouloir se désapprouver lui-même en abandonnant ses créatures, jamais faiblesse moins pardonnable, puisqu'elle causa tant de dommage à la chose publique, n'aurait été reprochée à un grand prince. Cependant, on doit l'avouer, il n'y a point de plus noble orgueil que celui qui ne se rappelle que ses bienfaits au milieu des trahisons.

La loi du 29 mai 1802 avait créé l'ordre de la Légion-d'Honneur; l'inauguration de cette grande institution revoit une journée chère à la France depuis treize années, celle de la Fédération du 14 juillet. Cette fête a lieu au temple de Mars, dans l'église des Invalides. La cérémonie brille de tout l'éclat de la grandeur républicaine et de toute la pompe impériale. C'est dans l'édifice de Louis XIV, fondateur de l'ordre de Saint-Louis, que Napoléon donne solennellement la décoration à la gloire militaire de la liberté. Le même jour, pour mieux consacrer cette mémorable époque de la première confédération des Français, les croix d'honneur sont distribuées par les généraux dans toutes les garnisons de l'empire. Napoléon partagea avec la patrie les vœux de tous ses défenseurs.

Cependant l'Empereur n'oublie pas les vastes conceptions du premier Consul : au premier rang figure l'invasion qu'il a préparée contre l'Angleterre dans les ports de France et de la domination française. Les ports de la Manche sont en même temps les chantiers et les arsenaux de l'expédition qui doit rappeler, par l'immensité des troupes et des transports, celle de Xercès contre la Grèce.

Les camps établis sur les côtes ont pour chefs nos premiers généraux. Le maréchal Davoust commande les camps de Dunkerque et d'Ostende; le maréchal Ney ceux de Calais et de Montreuil; le maréchal Soult celui de Boulogne; le général Junot celui de Saint-Omer, où il est remplacé par le général Oudinot, qui se voit aussi mettre à la tête de

HISTOIRE DE NAROEÉUN. ce fameux corps de grenadiers illustré par tant de victoires. Le général Marmont commande l'aile droite en Hollande; il a sous ses ordres la marine de ce pays pour rembarquement de ses troupes. I.C port de Boulogne contenait déjà neuf cents bâliinens : ceux d'Étaples^ de Vimereux, de Calais, de Dunkerque, en étaient remplis. Le port d'Amblcteuse, également rccrcusé et reconstruit , attendait les cinq cents voiles de la flottille balave, sous la conduite de l'amiral Verhuel; elle formait l'aile droite et devait porter les troupes du maréchal Da* voust. Le 16 mai I80i, après les plus habiles manœuvres et une brillante action avec le commodore Sidoey Smith, l'amiral Verhuel faisait entrer dans le port d'Ostende la première division de sa flottille; la seconde suivit de près avec le même danger et le même bonheur. Les Anglais n'obtinrent pas plus de succès devant Brest et Harfleur, où une flottille força leurs escadres à une fuite honteuse. Les 17, 23 juillet et l*' août suivans, nos ennemis essayèrent aussi, mais inutilement, d'incendier le port du Havre. Les divisions françaises en sortirent, et toutes elles arrivèrent, non sans combat, à leur destination. I/C contre-amiral Magonct le capitaine de vaisseau Monlcabrie eurentdcs affaires glorieuses avec les croisières anglaises, l'un devant Calais, j l'autre devant Boulogne. Acclimatées à ce nouveau ; genre de guerre, les troupes de terre, même celles : de grosse cavalerie, qui bivaquaierit par divisions i sur les bateaux de la floUilie, sollicitaient Thon- | ncur de former les garnisons des corsaires et des | navires qui appareillaient. Elles portèrent quelque- ! fois leur audace jusqu'à l'einbouehurede laTainise, | où les grenadiers capturèrent des bâtimens mar- : chandsel une corvette. Nelson étiit egalement re- | pousse, dans les parages de Toulon, par l'atnirai ; Latouche-Trevilie, qui coininandait louteslesforces navales de la IMcditcrram'K;, comme à Boulogne l'a- j mirai Bruix toutes celles de l'Océan et spécialement les flottilles contre l'Angleterre. Cette puissance connut peut-être mieux que la France, où l'oncbansonnait (a floUillc, le danger de l'expcdition dont la ville de Ik>ulognc était à ta fois le chantier principal, l'arsenal , le port et la citadelle. Le 8 juillet, Napoléon part de Saint-Cloud pour aller visiter ces camps redoutables qui menacent l'Angleterre. A Boulogne, dès son arrivée, il passa la revue des troupes, des flottilles; à Vimereux, à Calais, à Dunkerque, à Fumes, à Nicuport, à Ostende, il fait manœuvrer les régimens; il a été vu de tous les soldats de l'armée expéditionnaire. Si le motif ostensible de son voyage est de hâter les

apprêts maritimes contre la Crandc-Brclagnc, il a encore le but bien légitime de montrer à celle armée, qu'il connaît depuis long-temps, l'Empereur des champs de bataille : aussi va-t-il, en l'appelant tout entière au serment et à la récompense des braves, éterniser le souvenir de ce voyage. Le 14 août, il est de retour à son quartier-général du Pont de Brique à Boulogne : l'armée y arrive de tous les côtés ; l'étoile de la Légion la guide vers la Tour d'Ordre, qui reprend son nom de Tour de César. En creusant la terre pour le campement du premier Consul, on avait trouvé une hache d'armes romaine, cl à Ambleteuse des médaillés de GuillaunieIc-Conquéranl. La même année, en creusant à la Tour d'Ordre pourétablir la baraque do l'Empereur, on découvre les traces d'un camp romain. L'époque est si grande, qu'une sorte de merveilleux s'allaclio, partout où parait Napoléon, aux choses les plus simples. Mais afin que rien ne manque à l'illuslrntion que l'Empereur et l'armée doivent recevoir de cette imposante cérémonie, elle a lieu le Icndcmain, 15 août, jour de la fêle de Napoléon. Quatre-vingt mille hommes des camps de Boulogne et de Montreuil sont réunis sous les ordres du maréchal Soult, pour assister à la solennité. A la droite du port, au-dessous de In Tour de César, la nature a tracé un vaste amphithéâtre au centre duquel s'élève un trône sur un socle triomphal. I.es colonnes de l'armée y sont dirigées comme autant de rayons qui fîgurcnl ceux de l'éloilcdc l'honneur, magniCque expression de celte langue héroïque que parlèrent les arts sous le règne de Napoléon! Entouré de ses frères, de ses maréchaux, de ses grands ufTîciers, Napoléon prononce le serment de l'Ordre : il est répété avec ciillutusiasiiic par tous les récipiendaires, disposés en pelotons à la tète de chaque colonne. Après le serment, les décorations sont distribuées aux légionnaires. Un virât général de l'année salùe cette brillante inauguration de l'Ordre du mérite français, et la môme exaltation prononce le serment de fnlélilc à l'Empereur. Bar la plus heureuse conjoncture, caria fortune a lors accompagnait, comme la gloire, les pas du héros du siècle, le capitaine de vaisseau Daugicr péiiélrail dans le port de Boulogne avec une division du Havre, furie de quarante-sept voiles, au bruit des acclamations delà terre. Mais un instant après éclata subitement un orage épouvantable, qui sépara quelques bâtimens de la flottille. L'Empereur alla en rade, cl donna les ordres nécessaires; il ne quitta le port que quand les navires dispersés, au nombre de seize, furent rentrés. 11 revint au camp, et les plaisirs de la soirée commencèrent. De nombrcnscs distributions aux troupes, des danses, dos chants guerriers, prolongèrent

dans la nuit la fête militaire. Bour y faire participer la flotte et les côtes d'AnglciO Digiiized by Google

ce fameux corps de grenadiers illustré par tant de victoires. Le général Marmont commande l'aile droite en Hollande ; il a sous ses ordres la marine de ce pays pour l'embarquement de ses troupes. Le port de Boulogne contenait déjà neuf cents bâtimens : ceux d'Étaples, de Vimereux, de Calais, de Dunkerque, en étaient remplis. Le port d'Ambleteuse, également recreusé et reconstruit, attendait les cinq cents voiles de la flottille batave, sous la conduite de l'amiral Verhuel ; elle formait l'aile droite et devait porter les troupes du maréchal Davoust. Le 16 mai 1804, après les plus habiles manœuvres et une brillante action avec le commodore Sidney Smith, l'amiral Verhuel faisait entrer dans le port d'Ostende la première division de sa flottille ; la seconde suivit de près avec le même danger et le même bonheur. Les Anglais n'obtinrent pas plus de succès devant Brest et Harfleur, où une flottille força leurs escadres à une fuite honteuse. Les 17, 23 juillet et 1er août suivans, nos ennemis essayèrent aussi, mais inutilement, d'incendier le port du Havre. Les divisions françaises en sortirent, et toutes elles arrivèrent, non sans combat, à leur destination. Le contre-amiral Magon et le capitaine de vaisseau Montcabrié eurent des affaires glorieuses avec les croisières anglaises, l'un devant Calais, l'autre devant Boulogne. Acclimatées à ce nouveau genre de guerre, les troupes de terre, même celles de grosse cavalerie, qui bivaquaient par divisions sur les bateaux de la flottille, sollicitaient l'honneur de former les garnisons des corsaires et des navires qui appareillaient. Elles portèrent quelquefois leur audace jusqu'à l'embouchure de la Tamise, où les grenadiers capturèrent des bâtimens marchands et une corvette. Nelson était également repoussé, dans les parages de Toulon, par l'amiral Latouche-Tréville, qui commandait toutes les forces navales de la Méditerranée, comme à Boulogne l'amiral Bruix toutes celles de l'Océan et spécialement les flottilles contre l'Angleterre. Cette puissance connut peut-être mieux que la France, où l'on chansonnait la flottille, le danger de l'expédition dont la ville de Boulogne était à la fois le chantier principal, l'arsenal, le port et la citadelle.

Le 8 juillet, Napoléon part de Saint-Cloud pour aller visiter ces camps redoutables qui menacent l'Angleterre. A Boulogne, dès son arrivée, il passa la revue des troupes, des flottilles ; à Vimereux, à Calais, à Dunkerque, à Furnes, à Nieuport, à Ostende, il fait manœuvrer les régimens ; il a été vu de tous les soldats de l'armée expéditionnaire. Si le motif ostensible de son voyage est de hâter les apprêts maritimes contre la Grande-Bretagne, il a encore le but bien légitime de montrer à cette armée, qu'il connaît depuis long-temps, l'Empereur des champs de bataille : aussi va-t-il, en l'appelant tout entière au serment et à la récompense des braves, éterniser le souvenir de ce voyage. Le 14 août, il est de retour à son quartier-général du Pont de Brique à Boulogne : l'armée y arrive de tous les côtés ; l'étoile de la Légion la guide vers la Tour d'Ordre, qui reprend son nom de Tour de César.

En creusant la terre pour le campement du premier Consul, on avait trouvé une hache d'armes romaine, et à Ambleteuse des médailles de Guillaume-le-Conquérant. La même année, en creusant à la Tour d'Ordre pour établir la baraque de l'Empereur, on découvre les traces d'un camp romain. L'époque est si grande, qu'une sorte de merveilleux s'attache, partout où paraît Napoléon, aux choses les plus simples. Mais afin que rien ne manque à l'illustration que l'Empereur et l'armée doivent recevoir de cette imposante cérémonie, elle a lieu le lendemain, 15 août, jour de la fête de Napoléon.

Quatre-vingt mille hommes des camps de Boulogne et de Montreuil sont réunis sous les ordres du maréchal Soult, pour assister à la solennité.

A la droite du port, au-dessous de la Tour de César, la nature a tracé un vaste amphithéâtre au centre duquel s'élève un trône sur un socle triomphal. Les colonnes de l'armée y sont dirigées comme autant de rayons qui figurent ceux de l'étoile de l'honneur, magnifique expression de cette langue héroïque que parlèrent les arts sous le règne de Napoléon ! Entouré de ses frères, de ses maréchaux, de ses grands officiers, Napoléon prononce le serment de l'Ordre : il est répété avec enthousiasme par tous les récipiendaires, disposés en pelotons à la tête de chaque colonne. Après le serment, les décorations sont distribuées aux légionnaires. Un *vivat* général de l'armée salue cette brillante inauguration de l'Ordre du mérite français, et la même exaltation prononce le serment de fidélité à l'Empereur. Par la plus heureuse conjoncture, car la fortune alors accompagnait, comme la gloire, les pas du héros du siècle, le capitaine de vaisseau Daugier pénétrait dans le port de Boulogne avec une division du Havre, forte de quarante-sept voiles, au bruit des acclamations de la terre. Mais un instant après éclata subitement un orage épouvantable, qui sépara quelques bâtimens de la flottille. L'Empereur alla en rade, et donna les ordres nécessaires ; il ne quitta le port que quand les navires dispersés, au nombre de seize, furent rentrés. Il revint au camp, et les plaisirs de la soirée commencèrent. De nombreuses distributions aux troupes, des danses, des chants guerriers, prolongèrent dans la nuit la fête militaire. Pour y faire participer la flotte et les côtes d'Angle-

The text on this page is estimated to be only 26.46% accurate

HISTOIRE l)E NAPOLÉON. àl8 (erre, un beau feu d'arlirire attira tout à coup les regards de la croisière ennemie cl de la {>opulation de nouvTCS sur le plateau du camp de gauebe, où (piinze mille hommes en bataille exécutèrent un feu de nie a\ec des cartouches à étoiles; tribut payé par rarinée àréloile de la Légion-d'llonneurqiiVllc venait de recevoir. Rien ne manque à la magic de celle journée, pas même une tempête. (^l événement inattendu, qui pouvaitdevenir si fatal, ajouta encore à l'ascendant de Napoléon : les (rou|K's lui altribiièrent le salut de la llollc. De cet enthousiasme su|>erstililéon voulut aussi que le souverain pontife passât les monts pour lut conférer runclion impériale. Le Saint-Siège, déjà préparé à la reconnaissance de l'Empire par le Concordat consulaire, ne balança pas un seul moment.]iidé[)endanimcnt de ce fait, la conduite d'Étienne III , qui, en 7o4, était venu sacrer Pepin-le-lirrf , ses deux fils et leur mère

terre, un beau feu d'artifice attira tout à coup les regards de la croisière ennemie et de la population de Douvres sur le plateau du camp de gauche, où quinze mille hommes en bataille exécutèrent un feu de file avec des cartouches à étoiles; tribut payé par l'armée à l'étoile de la Légion-d'Honneur qu'elle venait de recevoir. Rien ne manque à la magie de cette journée, pas même une tempête. Cet événement inattendu, qui pouvait devenir si fatal, ajouta encore à l'ascendant de Napoléon : les troupes lui attribuèrent le salut de la flotte. De cet enthousiasme superstitieux, à lui attribuer le don de maîtriser les orages, il n'y avait pas loin. Les soldats, crédules et enivrés de la présence de leur chef, se persuadaient tous que la victoire obéissait à sa volonté. Il ne tenait peut-être qu'à Napoléon de faire d'eux une armée grecque ou romaine, mais il lui semblait plus glorieux de commander des Français qui, sous ses yeux, se croyaient invincibles.

Le même jour, on célébrait la fête de l'Empereur à Cherbourg par l'inauguration de la batterie *Napoléon*, et à Anvers par celle de l'*Arsenal maritime*. Ce vaste port de construction comptait à peine une année d'établissement; cependant trois vaisseaux de ligne et une frégate allaient sortir de ses chantiers. Le 16 août vit lancer deux corvettes.

Avant de quitter Boulogne pour se rendre dans les quatre départemens du Rhin, l'Empereur inspecta la flottille une dernière fois; néanmoins ce ne fut pas la dernière fois qu'il passa en revue son armée d'Angleterre. Il en reçut un noble témoignage de dévouement et de respect; elle lui vota une statue colossale en bronze, qui serait placée au milieu du camp de César. Tous les grades de l'armée offrirent une partie de leur solde pour ce monument qu'elle s'élevait à elle-même; mais le bronze manquait. Le maréchal Soult, qui préside à cet imposant hommage au héros de la France lui dit : *Sire, prêtez-moi du bronze, je vous le rendrai « à la première bataille.* » Deux mois plus tard, le maréchal acquitta sa dette dans un village de la Moravie.

Pendant son séjour à Boulogne, Napoléon donna une nouvelle organisation toute militaire à l'École Polytechnique. Nourris dans les idées républicaines, les élèves n'avaient pas accueilli la création de l'Empire avec une grande faveur; désormais ils eurent des uniformes, et furent assujétis à la discipline des casernes. L'École n'en resta pas moins la première de l'Europe, et garde encore son rang aujourd'hui. Napoléon data également du camp de Boulogne le mémorable décret des prix décennaux: cette haute récompense, pour laquelle doivent concourir toutes les sciences et tous les beaux-arts, consacrera l'époque d'une restauration, car elle sera décernée le 18 brumaire. Neuf grands prix, de 10,000 fr. chacun, sont institués : deux appartiennent à l'inventeur de la machine la plus utile aux arts et aux manufactures; un autre au fondateur de l'établissement le plus avantageux à l'agriculture et à l'industrie nationale; la première distribution est fixée au 18 brumaire de l'an XVIII (novembre 1809). Le calendrier de l'empire est encore républicain.

Tandis que l'Empereur des Français préparait, sans le savoir, son armée d'Angleterre à une guerre d'Allemagne, François II ajoutait à ses titres celui d'empereur héréditaire d'Autriche, comme s'il prévoyait que ce fût le seul que Napoléon dût lui laisser. Cependant, de Boulogne, Napoléon est parti pour Aix-la-Chapelle. On rapporte qu'à Arras le préfet lui dit : *Dieu créa Bonaparte et se reposa.* Napoléon, qui ne se reposait point, quitta Arras après avoir passé en revue la réserve de grenadiers commandée par Junot, traversa Valenciennes, Mons, et arriva le 3 septembre à Aix-la-Chapelle. Dans cette antique résidence du premier Empereur des Français, il retrouva et il s'appliqua, comme un ancien héritage, les souvenirs de Charlemagne; mais une démarche politique, d'une haute importance pour Napoléon, signala ce séjour d'Aix-la-Chapelle : dans le grand conseil où l'empereur d'Allemagne résolut, le 10 août précédent, de prendre le titre d'empereur héréditaire d'Autriche, ce prince s'était décidé également à reconnaître l'avènement de Napoléon. Lors de la notification de cet avènement aux cours étrangères, l'Autriche avait consulté la Russie sans en obtenir de réponse. Plus voisine de la France, elle sentit avec raison que son silence sur une pareille communication équivaudrait à une rupture; et comme elle ne se trouvait pas encore en état de la déclarer, le comte de Cobentzel, son ambassadeur, reçut ordre d'aller à Aix-la-Chapelle remettre ses nouvelles lettres de créance à Napoléon. Le même jour, 3 septembre, M. de Talleyrand présentait pareillement au nouvel Empereur le comte de Lima et M. de Souza, l'un ambassadeur extraordinaire, l'autre envoyé extraordinaire du prince régent de Portugal; le bailli de Ferrette, ministre de l'Ordre de Malte, et le marquis de Gallo, ambassadeur de la cour de Naples.

Fondateur d'une dynastie, comme Pepin, Napoléon voulut aussi que le souverain pontife passât les monts pour lui conférer l'onction impériale. Le Saint-Siége, déjà préparé à la reconnaissance de l'Empire par le Concordat consulaire, ne balança pas un seul moment. Indépendamment de ce fait, la conduite d'Étienne III, qui, en 754, était venu sacrer Pepin-le-Bref, ses deux fils et leur mère,

The text on this page is estimated to be only 26.46% accurate

HlSTOlllE DK NAPOLÉON. suffit à la cour de Rome, soit pour reconnaître, soit pour sacrer l'Empereur des Français. Le pape Zacharie, prédécesseur d'Étienne, avait dit le grand mot de celte politique : Celui-là est roi, qui en a la puiêiance. L'évéqiic d'Imola qui, le 23 décembre 1797, prêchait à scs ouailles les principes de la démocratie, avait ceint la tiare, et le général républicain Bonaparte, qui commandait alors en Italie, s'était érigé un Irène. On priait donc à Rome, et, par les ordres du Saint-Père, dans toute la catholicité, pour l'Empereur Napoléon et pour sa famille, comme on avait prié pour le premier Consul. louant à l'Espagne, elle n'avait pas eu besoin de l'exemple de la cour pontiticale |K)ur reconnaître Napoléon. La tradition politique des deux Étals et leur alliance remontaient également à la république, comme ccllcsde la cour de Prusse et du grand-duebé de Toscane. Ainsi, tous les gouvernemens catholiques saluaient Napoléon du titre impérial : c'élail une immense conquête, sinon sur les souvenirs, au moins sur les passionsde la royauté européenne. Napoléon recueillait amplement les fruits du Concordai de 1801. ÏÀi succès de la négociation avec Pic Vil mit le comble à ce triomphe. On sent toute l'imporlancc que cette grande cérémonie du sacre, célébrée au sein de la capitale, dans la basilique métropolitaine, devait avoir aux yeux de Napoléon; cnefTel, elle sanctionnait son élévation aux yeux des peuples de toute la chrétienté, cl leur inlcrdisail, ainsi qu'A leurs souverains, tout reproche d'usor|>alion. D'Aix-Ia-ChapcIlc, l'Empereur partit pour Mayence, où il arriva par la route nouvelle, apres avoir visité JuMcrs, Cologne cl Coblenlz. 11 reçut à Mayence l'électeur de l'empire germanique, le margrave de Bade, et plusieurs princes possessionnés sur le Uliiii. Pendant ce premier séjour à Mayence, déjà occupé d'un syslcme de la confédération du Rhin avec la France, Napoléon prépara, dans ses entretiens avec ces princes, la dissolution de l'empire germanique. Il leur fit entendre qu'ils n'avaieiil plus rien à espérer de l'empereur d'Autriche, tandis qu'ils iHiuvaienl tout attendre de lui; il leur promit même, aux dé|K'iis de l'Autriche, des accroissemcris de territoire et de {suissance, dont il saurait g.arantir la possession, l^uelqucs erigagemens dont le résultat devait être prochain, répondirent à ces conûdcnccs, auxquelles le caractère de Napoléon et les forces de l'empire français donnaient un crédit absolu. De Mayence Napoléon alla à Luxembourg. Il marqua sa présence au sein des principales

villes des départemens du Rhin, par d'importantes dispo219 sitions, relatives soit au bien-être des habilans et à rencouragement de leur industrie, soit au perfectionnement du système général de défense des frontières, dans les places fortes assises sur la barrière du Rhin. A cette époque remontent aussi le décret d'organisation de l'École des ponls-cl-chaussces, et celui qui détermina l'établissement de douze écoles de droit. Après trois mois d'absence. Napoléon revoit Saint-Liuud le 12 octobre, et les apprêts du sacre sont ordonnés. Le 17 du même mois, un décret convoque le Curps-Législalif ;>our assister à cette cérémonie. Le 9 novembre, le Sainl-l'èrc a quitté la capitale du monde chrétien ; le 18, il arrive à Lyon; le 23, Sa Sainteté est reçue par l'Empereur a Fontainebicau; le 28, les deux souverains se rendent ensemble à Paris. Le 1*^ décembre, le Sénat présente à Na{>oléon le vœu du peuple en faveur de l'hérédité à l'empire dans sa famille. Un sénalus-consullc a proclamé ce plébiscite. Soixante mille registres avaient été ouverts dans les cent huit départemens : sur trois millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit volans, deux mille cinq cent soixante-neuf voles étaient négatifs, (k^tte minorité, purement républicaine, et qui s'aiïaiblit encore peu de temps après, prouva suffisamment que la nation, ayant toul-à-fait changé scs mœurs, adhérait avec sincérité au gouvernement de l'homme qui avait trouvé en lui seul assez de forces pour opérer une pareille révolution. Le sénateur FrançoisdcNcufchâteau, investi du privilège des harangues solennelles, le môme qui prononça, au 18 brumaire, cette espèce de sentence, si hautement démentie par les faits : La conatiMion eai placée aur Vaulel du dieu Terme, dit à Napoléon : x Le taate miroir du passé est la leçon de l'avenir. » On doit aussi remarquer dans celte circonstance la fin de la réponse de l'Empereur : « Nos descendans conserveront long-temps ce trône, fis ne perdront jamais de rue que le mé[pria des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de ta faiblesse et de l'incertitude du prince. » I Le lendemain, par le froid le plus rigoureux, la cérémonie eut lieu dans l'église de Notre-Dame. La bizarrerie de la pompe pontificale contrastait singulièrement dans le cortège avec l'éclat de la pom|>e impériale. Le pape sacra Napoléon cl Joséphine en présence des princes de la maison impériale, des membres du sacré collège, des prélats français, de tous les ordres de l'État, du corps dipluinaliquc cl d'une députation de la république italienne. Mais à peine le ponlireeul-ilbéniln couronne, que

Napoléon *la saisit, la plaça sur sa tête et couronna lui-même l’Impératrice. Celle scène est d'hier, et n’appartient Digilized by Google

suffit à la cour de Rome, soit pour reconnaître, soit pour sacrer l'Empereur des Français. Le pape Zacharie, prédécesseur d'Étienne, avait dit le grand mot de cette politique : *Celui-là est roi, qui en a la puissance.*

L'évêque d'Imola qui, le 23 décembre 1797, prêchait à ses ouailles les principes de la démocratie, avait ceint la tiare, et le général républicain Bonaparte, qui commandait alors en Italie, s'était érigé un trône. On priait donc à Rome, et, par les ordres du Saint-Père, dans toute la catholicité, pour l'Empereur Napoléon et pour sa famille, comme on avait prié pour le premier Consul.

Quant à l'Espagne, elle n'avait pas eu besoin de l'exemple de la cour pontificale pour reconnaître Napoléon. La tradition politique des deux États et leur alliance remontaient également à la république, comme celles de la cour de Prusse et du grand-duché de Toscane.

Ainsi, tous les gouvernemens catholiques saluaient Napoléon du titre impérial : c'était une immense conquête, sinon sur les souvenirs, au moins sur les passions de la royauté européenne. Napoléon recueillait amplement les fruits du Concordat de 1801. Le succès de la négociation avec Pie VII mit le comble à ce triomphe. On sent toute l'importance que cette grande cérémonie du sacre, célébrée au sein de la capitale, dans la basilique métropolitaine, devait avoir aux yeux de Napoléon; en effet, elle sanctionnait son élévation aux yeux des peuples de toute la chrétienté, et leur interdisait, ainsi qu'à leurs souverains, tout reproche d'usurpation.

D'Aix-la-Chapelle, l'Empereur partit pour Mayence, où il arriva par la route nouvelle, après avoir visité Juliers, Cologne et Coblentz. Il reçut à Mayence l'électeur de l'empire germanique, le margrave de Bade, et plusieurs princes possessionnés sur le Rhin. Pendant ce premier séjour à Mayence, déjà occupé d'un système de la confédération du Rhin avec la France, Napoléon prépara, dans ses entretiens avec ces princes, la dissolution de l'empire germanique. Il leur fit entendre qu'ils n'avaient plus rien à espérer de l'empereur d'Autriche, tandis qu'ils pouvaient tout attendre de lui; il leur promit même, aux dépens de l'Autriche, des accroissemens de territoire et de puissance, dont il saurait garantir la possession. Quelques engagemens dont le résultat devait être prochain, répondirent à ces confidences, auxquelles le caractère de Napoléon et les forces de l'empire français donnaient un crédit absolu.

De Mayence Napoléon alla à Luxembourg. Il marqua sa présence au sein des principales villes des départemens du Rhin, par d'importantes dispositions, relatives soit au bien-être des habitans et à l'encouragement de leur industrie, soit au perfectionnement du système général de défense des frontières, dans les places fortes assises sur la barrière du Rhin. A cette époque remontent aussi le décret d'organisation de l'École des ponts-et-chaussées, et celui qui détermina l'établissement de douze écoles de droit. Après trois mois d'absence, Napoléon revoit Saint-Cloud le 12 octobre, et les apprêts du sacre sont ordonnés.

Le 17 du même mois, un décret convoque le Corps-Législatif pour assister à cette cérémonie. Le 9 novembre, le Saint-Père a quitté la capitale du monde chrétien; le 18, il arrive à Lyon; le 23, Sa Sainteté est reçue par l'Empereur à Fontainebleau; le 28, les deux souverains se rendent ensemble à Paris.

Le 1er décembre, le Sénat présente à Napoléon le vœu du peuple en faveur de l'hérédité à l'empire dans sa famille. Un sénatus-consulte a proclamé ce plébiscite. Soixante mille registres avaient été ouverts dans les cent huit départemens : sur trois millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit votans, deux mille cinq cent soixante-neuf votes étaient négatifs. Cette minorité, purement républicaine, et qui s'affaiblit encore peu de temps après, prouva suffisamment que la nation, ayant tout-à-fait changé ses mœurs, adhérait avec sincérité au gouvernement de l'homme qui avait trouvé en lui seul assez de forces pour opérer une pareille révolution. Le sénateur François de Neufchâteau, investi du privilége des harangues solennelles, le même qui prononça, au 18 brumaire, cette espèce de sentence, si hautement démentie par les faits : *La constitution est placée sur l'autel du dieu Terme,* dit à Napoléon : « *Le vaste miroir du passé est la leçon de l'avenir.* » On doit aussi remarquer dans cette circonstance la fin de la réponse de l'Empereur : « *Nos descendans conserveront long-temps ce trône. Ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de la faiblesse et de l'incertitude du prince.* »

Le lendemain, par le froid le plus rigoureux, la cérémonie eut lieu dans l'église de Notre-Dame. La bizarrerie de la pompe pontificale contrastait singulièrement dans le cortége avec l'éclat de la pompe impériale. Le pape sacra Napoléon et Joséphine en présence des princes de la maison impériale, des membres du sacré collége, des prélats français, de tous les ordres de l'État, du corps diplomatique et d'une députation de la république italienne. Mais à peine le pontife eut-il béni la couronne, que Napoléon la saisit, la plaça sur sa tête et couronna lui-même l'Impératrice. Cette scène est d'hier, et n'appartient

HISTOIRE DE NAPOLEON. déjà plus à iiutrc âge. On craint presque de se rc* connaître contemporain (l'événcmcns si étrangers aux temps actuels. La majesté de Thistoire doit aussi se trouver blessée de ce que la vie ordinaire des hommes soit sufljsantc pour voir naître, triompher et disparaître scs plus grandes renommées et scs plusgrandcs révolutions.Dcpui$le2 décembre 1804, les foudres du Vatican ont perdu leur force ^ et il n*y a plus dans le monde que l'excommunication politique. Celle-ci reste aux mains du monarque que le pape s*est empressé de venir sacrer et qui s'est couronné lui-méme ; mais les foudres du Vatican dorment et ne s'éteignent point. Le second Jour des fêtes du couronnement, une belle solennité militaire, la distribution des aigles, rassembla toutes les troupes au Champ-de-Mars : Soldats, dit alors Napoléon, voici vos drapeaux; •I ces aigles vous serviront toujours de point de U ralliement : elles seront partout où votre Empereur » les jugera nécessaires pour la défense de son trône M et de son |>euplc. » Le même jour, 3 décembre, M. Pitt, tout récemmcntappelé au ministère, comme le seul adversaire que l'on pùt opposer au plus redoutable des ennemis de la Grande-Bretagne, signait le traité de Stockholm, et payait un subside à la Suède pour qu'elle agit hostilement contre nous. Peu de jours après, l'Angleterre essayait, à l'aide d'une machine infernale, de faire sauter le fort Rouge de Calais; elle ne fut pas plus heureuse qu'un mois auparavant, quand l'amiral Keith, avec cinquante-deux voiles et douze brûlots, avait voulu incendier le port et la Rottillc de Boulogne. Mais ce gouvernement se vengeait, par la plus despotique tyrannie, de son impuissance contre la France, sur notre plus fidèle allié : le 9 octobre, sans déclaration de guerre, l'amiral More osa soumettre audroit de visite quatre frégates espagnoles qui revenaient d'Amérique à Cadix chargées des trésors du Mexique. I.es frégates repoussèrent courageusement cet attentat, et soutinrent un combat plus qu'inégal, dans lequel trois d'entre elles furent prises et la quatrième sauta. Non contentes de ceS violences, les flottes anglaises brûlaient les navires du commerce dans les ports delà Péninsule, et détruisaient les convois, pendant que l'ambassadeur espagnol, le chevalier d'Anduagna , résidait encore auprès de la cour de Londres, line pareille violation du droit des gens, exercée envers une nation en paix avec la GrandeBretagne, a justement révolté le gouvernement espagnol, qui, le 12 décembre, lui déclare la guerre par un manifeste de la plus haute énergie. Ainsi (Jonc, si l'Angleterre a su se

fortifier, dans le Nord, de i’alliancc offensive de la Suède, peu redoutable pour In France, la France voit s’unir à son pavillon les soixante-cinq vaisseaux de ligne que l’Espagne possèdccncorc.Lne armée est en marche pour aller occuper le camp de .Saint-Roch et menacer Gibraltar, Napoléon apprend dans le même moment que la cour de Vienne, sous le prétexte d'augmenter le cordon sanitaire établi contre la fièvre jaune qui désole la Toscane, vient de renforcer de six régimci)ssonarméed’lUlic;celtcinven(ionaulricbieiinc deviendra traditionnelle pour les cabinets. L'année, la mémorable année 1804, se termina par l’ouvcrlure du Corps-Législatif. On applaudit à CCS mots du discours de l’Empereur : *>Jene veux pas acertfUre le territoire de l’Empire, mais en maintenir l’intégrité, » Dans l’exposé de la situation de l’empire, le ministre de l’intérieur di^lara : que la France n’accepterait pas d'autres conditions que celles du traité d’Amiens. L'Angleterre le savait bien, et elle avait brisé ce traité qui donnait la paix au monde sous l'égide de la France. L'Angleterre entendait la paix comme la liberté des mers, en exerçant un droit de visite sur les cabinets comme sur les vaisseaux. Pour parvenir à ce but, il fallait tuer la France et Napoléon. Digitized by Google

déjà plus à notre âge. On craint presque de se reconnaître contemporain d'événemens si étrangers aux temps actuels. La majesté de l'histoire doit aussi se trouver blessée de ce que la vie ordinaire des hommes soit suffisante pour voir naître, triompher et disparaître ses plus grandes renommées et ses plus grandes révolutions. Depuis le 2 décembre 1804, les foudres du Vatican ont perdu leur force, et il n'y a plus dans le monde que l'excommunication politique. Celle-ci reste aux mains du monarque que le pape s'est empressé de venir sacrer et qui s'est couronné lui-même ; mais les foudres du Vatican dorment et ne s'éteignent point.

Le second jour des fêtes du couronnement, une belle solennité militaire, la distribution des aigles, rassembla toutes les troupes au Champ-de-Mars : « Soldats, dit alors Napoléon, voici vos drapeaux ; « ces aigles vous serviront toujours de point de « ralliement : elles seront partout où votre Empereur « les jugera nécessaires pour la défense de son trône « et de son peuple. »

Le même jour, 3 décembre, M. Pitt, tout récemment appelé au ministère, comme le seul adversaire que l'on pût opposer au plus redoutable des ennemis de la Grande-Bretagne, signait le traité de Stockholm, et payait un subside à la Suède pour qu'elle agît hostilement contre nous. Peu de jours après, l'Angleterre essayait, à l'aide d'une machine infernale, de faire sauter le fort Rouge de Calais; elle ne fut pas plus heureuse qu'un mois auparavant, quand l'amiral Keith, avec cinquante-deux voiles et douze brûlots, avait voulu incendier le port et la flottille de Boulogne. Mais ce gouvernement se vengeait, par la plus despotique tyrannie, de son impuissance contre la France, sur notre plus fidèle allié : le 9 octobre, sans déclaration de guerre, l'amiral More osa soumettre au droit de visite quatre frégates espagnoles qui revenaient d'Amérique à Cadix chargées des trésors du Mexique. Les frégates repoussèrent courageusement cet attentat, et soutinrent un combat plus qu'inégal, dans lequel trois d'entre elles furent prises et la quatrième sauta. Non contentes de ces violences, les flottes anglaises brûlaient les navires du commerce dans les ports de la Péninsule, et détruisaient les convois, pendant que l'ambassadeur espagnol, le chevalier d'Anduagna, résidait encore auprès de la cour de Londres. Une pareille violation du droit des gens, exercée envers une nation en paix avec la Grande-Bretagne, a justement révolté le gouvernement espagnol, qui, le 12 décembre, lui déclare la guerre par un manifeste de la plus haute énergie. Ainsi donc, si l'Angleterre a su se fortifier, dans le Nord, de l'alliance offensive de la Suède, peu redoutable pour la France, la France voit s'unir à son pavillon les soixante-cinq vaisseaux de ligne que l'Espagne possède encore. Une armée est en marche pour aller occuper le camp de Saint-Roch et menacer Gibraltar, Napoléon apprend dans le même moment que la cour de Vienne, sous le prétexte d'augmenter le cordon sanitaire établi contre la fièvre jaune qui désole la Toscane, vient de renforcer de six régimens son armée d'Italie; cette invention autrichienne deviendra traditionnelle pour les cabinets.

L'année, la mémorable année 1804, se termina par l'ouverture du Corps-Législatif. On applaudit à ces mots du discours de l'Empereur : « *Je ne veux pas accroître le territoire de l'Empire, mais en maintenir l'intégrité.* » Dans l'exposé de la situation de l'empire, le ministre de l'intérieur déclara : *que la France n'accepterait pas d'autres conditions que celles du traité d'Amiens.* L'Angleterre le savait bien, et elle avait brisé ce traité qui donnait la paix au monde sous l'égide de la France. L'Angleterre entendait la paix comme la liberté des mers, en exerçant un droit de visite sur les cabinets comme sur les vaisseaux. Pour parvenir à ce but, il fallait tuer la France et Napoléon.

UlSTOlRb DR ^APOLËO^. CHAPITRE 111. (1805.) KtrTOIB AVKC LA IIDSAtK. — LKTTftI DB L’BirBRBCB AU ROI o’aRGLBTBRRR. — RAPOLtOR ROI R’ITALIR ; COCROR« RBlRIfT A aiLAR. — RtURIOR DR LA LIOCRII A LA PRARCR.'— I.'aRGLRTRRRR, LA RUS8IR, l'aUTRICBR, DRCLARRNT LA GCRRRR A LA PRARCR. — BATAlLLR DR5 TROIS RIPIRRURS A Al'STRRLITl. — PAHL DR PRE5ROUR6. — ■ATAILLE RAVALE OR TBAPALGAR. A la fln de 1805, l'empereur Alexandre s'éUil nlTert à Napoléon pour intermédiaire entre la France et l'Angleterre; mais en lui demandant d'évacuer la Hollande, l'Ilalie et la Suisse, comme un gage de l’acceptation de cette médiation , ce prince ne pouvait être écouté. Napoléon avait consenti à ce qui lui était possible, à évacuer l'Helvélie; et, dans le but de la paix, il avait proposé un armistice et un congrès. I.e cabinet de Londres était allé plus loin encore que la llussie; il avait exigé l’évacuation do Hanovre, avant d'admettre la médiation russe. On n'aurait point traité plus durement un ennemi vaincu. La Russie persévérant dans son système, l'ambassadeur MarkolT avait quitté Paris, où M. d'Oubril était resté en qualité de chargé d'affaires. Cette résolution avait encore eu pour motif l'inutilité des démarches du cabinet russe afin d’obtenir de la France l’indemnité promise au roi de Sardaigne pour le Piémont, en vertu do traité du 11 octobre 1801. La Russie, d'un autre côté, persistait A occuper la république des Scpt-lles, malgré les stipulations de cette époque. Enfin la violation do territoire de Rade et le meurtre du duc d'Enghien avaient totalement altéré le reste d’intelligence qui subsistait encore entre Paris et Petersbourg; ou plutôt les événemens servirent de signal au changement total de système de rcrapereur Alexandre, livré A la politique britannique. L'avèneraent de Napoléon à l'empire devint aussi un nouveau grief pour le descendant des Romanoff. Un échange de notes hostiles, une véritable guerre de récriminations, avait eu lieu entre les cabinets de Pétersbourg. et des Tuileries. Le charge d'affaires d'Oubril, était parti de Paris le 29 août de l'année précédente, apres la remise d'une note très hostile, et la dicte de RaHsboniie avait accueilli les déclarations de l’empereur Alexandre. La Russie était donc publiquement engagée A ne pas reconnaître l’empereur des Français. cabinet de Londres avait habilement profité de ces circonstances pour décider celui de Pétersbourg A rompre avec la France, et A signer avec lui un traité le 8 avril 1805. De son côté, la Russie avait

déterminé le Divan A refuser de reconnaître l'Empereur Napoléon ; en sorte que le maréchal Brune s'était vu dans la nécessité de quitter Constantinople, comme le général RédouvillcPéte rsbourg. Des Qollcs russes avaient franchi les Dardanelles et le Sund : elles menaçaient ritalic, débarquaientdes troupesanx Iles Ioniennes, et semblaient marcher de concert avec les flottes britanniques. J'ai parlé déjà do l'augmentation des forces de l'Autriche sur la frontière italienne. Dans cette conjuration de tant d'élemens hostiles, Napoléon se trouvait forcé dcconqucrir, sur la plus redoutable partie de l'Europe, le trône où la France venait de rap|>eler. Mais, dans l'espoir sans doute que l'opinion de la nation anglaise, qu'il sait contraire à cette guerre toute de passion, pourra entraîner le ministère. Napoléon donne encore un gage de scs intentions pacifiques en renouvelant auprès du roi de la Grande-Bretagne la démarche généreuse et franche qui marqua les premiers pas de Bonaparte dans la carrière consulaire. En conséquence, il écrit directement à CG prince, le 2 janvier 1805. U Monsieur mon frère, appelé au trône de France U par la Providence et par les suffrages du Sénat, Digitized by Coogle

CHAPITRE III.

(1805.)

RUPTURE AVEC LA RUSSIE.—LETTRE DE L'EMPEREUR AU ROI D'ANGLETERRE.—NAPOLÉON ROI D'ITALIE; COURONNEMENT A MILAN.—RÉUNION DE LA LIGURIE A LA FRANCE.— L'ANGLETERRE, LA RUSSIE, L'AUTRICHE, DÉCLARENT LA GUERRE A LA FRANCE.—BATAILLE DES TROIS EMPEREURS A AUSTERLITZ.— PAIX DE PRESBOURG.—BATAILLE NAVALE DE TRAFALGAR.

A la fin de 1803, l'empereur Alexandre s'était offert à Napoléon pour intermédiaire entre la France et l'Angleterre; mais en lui demandant d'évacuer la Hollande, l'Italie et la Suisse, comme un gage de l'acceptation de cette médiation, ce prince ne pouvait être écouté. Napoléon avait consenti à ce qui lui était possible, à évacuer l'Helvétie; et, dans le but de la paix, il avait proposé un armistice et un congrès. Le cabinet de Londres était allé plus loin encore que la Russie; il avait exigé l'évacuation du Hanovre, avant d'admettre la médiation russe. On n'aurait point traité plus durement un ennemi vaincu. La Russie persévérant dans son système, l'ambassadeur Markoff avait quitté Paris, où M. d'Oubril était resté en qualité de chargé d'affaires. Cette résolution avait encore eu pour motif l'inutilité des démarches du cabinet russe afin d'obtenir de la France l'indemnité promise au roi de Sardaigne pour le Piémont, en vertu du traité du 11 octobre 1801. La Russie, d'un autre côté, persistait à occuper la république des Sept-Iles, malgré les stipulations de cette époque. Enfin la violation du territoire de Bade et le meurtre du duc d'Enghien avaient totalement altéré le reste d'intelligence qui subsistait encore entre Paris et Pétersbourg; ou plutôt les événemens servirent de signal au changement total de système de l'empereur Alexandre, livré à la politique britannique. L'avènement de Napoléon à l'empire devint aussi un nouveau grief pour le descendant des Romanoff. Un échange de notes hostiles, une véritable guerre de récriminations, avait eu lieu entre les cabinets de Pétersbourg et des Tuileries. Le chargé d'affaires d'Oubril, était parti de Paris le 29 août de l'année précédente, après la remise d'une note très hostile, et la diète de Ratisbonne avait accueilli les déclarations de l'empereur Alexandre. La Russie était donc publiquement engagée à ne pas reconnaître l'empereur des Français. Le cabinet de Londres avait habilement profité de ces circonstances pour décider celui de Pétersbourg à rompre avec la France, et à signer avec lui un traité le 8 avril 1805. De son côté, la Russie avait déterminé le Divan à refuser de reconnaître l'Empereur Napoléon; en sorte que le maréchal Brune s'était vu dans la nécessité de quitter Constantinople, comme le général Hédouville Pétersbourg. Des flottes russes avaient franchi les Dardanelles et le Sund : elles menaçaient l'Italie, débarquaient des troupes aux îles Ioniennes, et semblaient marcher de concert avec les flottes britanniques. J'ai parlé déjà de l'augmentation des forces de l'Autriche sur la frontière italienne. Dans cette conjuration de tant d'élémens hostiles, Napoléon se trouvait forcé de conquérir, sur la plus redoutable partie de l'Europe, le trône où la France venait de l'appeler. Mais, dans l'espoir sans doute que l'opinion de la nation anglaise, qu'il sait contraire à cette guerre toute de passion, pourra entraîner le ministère, Napoléon donne encore un gage de ses intentions pacifiques en renouvelant auprès du roi de la Grande-Bretagne la démarche généreuse et franche qui marqua les premiers pas de Bonaparte dans la carrière consulaire. En conséquence, il écrit directement à ce prince, le 2 janvier 1805.

« Monsieur mon frère, appelé au trône de France « par la Providence et par les suffrages du Sénat,

HISTOIRE DE NAPOLÉON. m U du peuple et de l'armce, mon premier sentiment *t est un vœu de paix. La France et rAnglelcrrc •I usent leur prospérité. Elles peuvent lutter des « siècles. Mais leurs gouvernemens rcmpliront*ils N bien le plus sacré de leurs devoirs? Et tant de sang » versé inutilement et sans la [>crspective d'un but, » ne les accuse-t-il pas dans leurproprc conscience? «1 Je n'attache point de deshonneur à faire le pre« mier pas. J'ai assez, je pense, prouvé au monde «< que je ne redoute aucune des chances de la guerre; « elle ne en'üffrc d'ailleurs rien que je puisse redouw 1er. La paix est le vœu de mon cœur; in.iis la •< guerre n'a Jamais été contraire à ma gloire. Je « conjure V. M. de ne pas se refuser au bonheur de « donner elle-même la paix au monde : qu'elle ne (t laisse pas celle douce satisfaction à ses enfans \ w Car enfin , il n'y eut jamais de plus btdic circon•' stance, ni de moment plus favorable pour faire •(taire toutes les passions et écouter uniquement le U sentiment de l'humanité cl de la raison. Ce nioM ment une fois perdu , quel terme marquer à une « guerrcquctoasiiiesetTorls n'auraient pu terminer? V. M.a plus gagne depuis dix ans en territoire et U en richesses, que l'Europe o'a d'étendue; sa nail lion est au plus haut point de prospérité. Que « peut-elle espérer de la guerre? coaliser quelques U puissances du continent? le continent restera M tranquille. Une coalition ne ferait qu'accrotlrc la U prépondérance et la grandeur continentale de la « France. Renouveler des troubles intérieurs? les H temps ne sont plus les mêmes. Détruire nos U finances? des finances fondées sur une bonne H agriculture ne se détruisent jamais. Enlever à la •i France scs colonies? les colonies sont pour la « France un objet secondaire, et V. M. n'en possèdeU t'clle déjà pas plus qu'elle n'en peut garder? Si « V. M. veut cllc-méme y songer, elle verra que la il guerre est sans but, sans aucun résultat présii« mabic pour elle. Kh! quelle triste persjH'clivc de ¥ faire lettre les |)cuples pour qu'ils se battent! I.e « monde estassiez grand pour que nos deux nations n puissent y vivre, et la raisim a assez de puissance •> pour qu'on trouve les moyens de tout concilier, <1 si de part cl d'autre on en a la volonté. J'ai toute« fois rempli un devoir saint et précieux à mon «I cœur. Que V. Bl.croicà la sincérité des scnlimcns « que je viens de lui exprimer, et à mon désir de lui U en donner des preuves. » Mais c'était encore à l'implacable haine du cabinet de Saint-James que Napoléon s'adressait ; et sous la date du H janvier, lord Mulgrave écrivit à M. de Talleyrand. •> S. M. a reçu la lettre qui lui a été adressée par *i le chef du

gouverneiiienl français, datée du â*' jour U de cc mois. 11 n’y a aucun objet que S. .M. ait plus «t h cœur que de saisir la première occasion de U procurer de nouveau à ses sujets les avantages endance de l’Europe. » Voila la lettre qui décida du sort du monde européen. C’était une froide et vague paraphrase de l’arrèl de mort prononcé par l'oligarchie anglaise contre la France et Na|)olcun, à la rupture du traité d’Amiens. Cinq jours après cctlc réponse au cabinet de France, le cabinet de Saint-James rcmellait à l’ambassadeur de Russie, à Londres, une note où il était proposé à son gouvernement de coopérer à enlever à la France toutes scs conquêtes et à la réduire aux limites de 179â; à dépouiller également ses alliés, et entre autres la maison d'Espagne, de ses intérêts en lUiiie, au profit de la Toscane; à agrandir le Piémont de l'Élal de Gènes, à replacer l'Autriche en Lombardie, cl à réunir les Pays-Bas à la Prusse. Tel était le nouveau droit public que Pilt improvisait le 19 janvier, d’après l'assurance que l'ambassadeur russe avait donnée de l’accord secret de la cour de Vienne. Jamais on ne vil la politique respective de l’Angleterre et de la France réduite à une plus simple expression. Ces deux puissances étaient égalemciiL convaincues que la paix générale assurait la doiiiiiiiation de Napoléon; donc l’une des parties avait, pour demaiMlcr sans cesse celte paix, les iiiénies raisons que l’autre pour n'y pas consentir. Cependant les propositions de Napoléon trouvèrent sur les bancs de rop|H>sition anglaise un énergique protecteur dans son chef, l’orateur Fox. De son côté, l’Empereur ordonna de communiquer cos propositions, ainsi que la réponse de lord Mulgrave, aux trois corps de la législature, le 4 février. La franchise de cette communication porta au plus haut degré l'cnlhousiasnie public déjà exalte par la géncrosîlédcladémarchcfaileauprèsdeGeorgeslIl, Digilized by Google

« du peuple et de l'armée, mon premier sentiment « est un vœu de paix. La France et l'Angleterre « usent leur prospérité. Elles peuvent lutter des « siècles. Mais leurs gouvernemens rempliront-ils « bien le plus sacré de leurs devoirs? Et tant de sang « versé inutilement et sans la perspective d'un but, « ne les accuse-t-il pas dans leur propre conscience? « Je n'attache point de déshonneur à faire le pre- « mier pas. J'ai assez, je pense, prouvé au monde « que je ne redoute aucune des chances de la guerre; « elle ne m'offre d'ailleurs rien que je puisse redou- « ter. La paix est le vœu de mon cœur; mais la « guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je « conjure V. M. de ne pas se refuser au bonheur de « donner elle-même la paix au monde : qu'elle ne « laisse pas cette douce satisfaction à ses enfans! « Car enfin, il n'y eut jamais de plus belle circon- « stance, ni de moment plus favorable pour faire « taire toutes les passions et écouter uniquement le « sentiment de l'humanité et de la raison. Ce mo- « ment une fois perdu, quel terme marquer à une « guerre que tous mes efforts n'auraient pu terminer? « V. M. a plus gagné depuis dix ans en territoire et « en richesses, que l'Europe n'a d'étendue; sa na- « tion est au plus haut point de prospérité. Que « peut-elle espérer de la guerre? coaliser quelques « puissances du continent? le continent restera « tranquille. Une coalition ne ferait qu'accroître la « prépondérance et la grandeur continentale de la « France. Renouveler des troubles intérieurs? les « temps ne sont plus les mêmes. Détruire nos « finances? des finances fondées sur une bonne « agriculture ne se détruisent jamais. Enlever à la « France ses colonies? les colonies sont pour la « France un objet secondaire, et V. M. n'en possède- « t-elle déjà pas plus qu'elle n'en peut garder? Si « V. M. veut elle-même y songer, elle verra que la « guerre est sans but, sans aucun résultat présu- « mable pour elle. Eh! quelle triste perspective de « faire battre les peuples pour qu'ils se battent! Le « monde est assez grand pour que nos deux nations « puissent y vivre, et la raison a assez de puissance « pour qu'on trouve les moyens de tout concilier, « si de part et d'autre on en a la volonté. J'ai toute- « fois rempli un devoir saint et précieux à mon « cœur. Que V. M. croie à la sincérité des sentimens « que je viens de lui exprimer, et à mon désir de lui « en donner des preuves. »

Mais c'était encore à l'implacable haine du cabinet de Saint-James que Napoléon s'adressait; et sous la date du 14 janvier, lord Mulgrave écrivit à M. de Talleyrand.

« S. M. a reçu la lettre qui lui a été adressée par « le chef du gouvernement français, datée du 2e jour « de ce mois. Il n'y a aucun objet que S. M. ait plus « à cœur que de saisir la première occasion de « procurer de nouveau à ses sujets les avantages « d'une paix fondée sur des bases qui ne soient pas « incompatibles avec la sûreté permanente et les « intérêts essentiels de ses États. S. M. est persuadée « que ce but ne peut être atteint que par des arran- « gemens qui puissent en même temps pourvoir à « la sûreté et à la tranquillité à venir de l'Europe, « et prévenir le renouvellement des dangers et des « malheurs dans lesquels elle s'est trouvée enve- « loppée. Conformément à ce sentiment, S. M. sent « qu'il lui est impossible de répondre plus particu- « lièrement à l'ouverture qui lui a été faite, jusqu'à « ce qu'elle ait eu le temps de communiquer avec « les puissances du continent avec lesquelles elle se « trouve engagée par des liaisons et des rapports « confidentiels, et particulièrement avec l'empereur « de Russie, qui a donné les preuves les plus fortes « de la sagesse et de l'élévation des sentimens dont « il est animé, et du vif intérêt qu'il prend à la « sûreté et à l'indépendance de l'Europe. »

Voilà la lettre qui décida du sort du monde européen. C'était une froide et vague paraphrase de l'arrêt de mort prononcé par l'oligarchie anglaise contre la France et Napoléon, à la rupture du traité d'Amiens. Cinq jours après cette réponse au cabinet de France, le cabinet de Saint-James remettait à l'ambassadeur de Russie, à Londres, une note où il était proposé à son gouvernement de coopérer à enlever à la France toutes ses conquêtes et à la réduire aux limites de 1792; à dépouiller également ses alliés, et entre autres la maison d'Espagne, de ses intérêts en Italie, au profit de la Toscane; à agrandir le Piémont de l'État de Gênes, à replacer l'Autriche en Lombardie, et à réunir les Pays-Bas à la Prusse. Tel était le nouveau droit public que Pitt improvisait le 19 janvier, d'après l'assurance que l'ambassadeur russe avait donnée de l'accord secret de la cour de Vienne.

Jamais on ne vit la politique respective de l'Angleterre et de la France réduite à une plus simple expression. Ces deux puissances étaient également convaincues que la paix générale assurait la domination de Napoléon; donc l'une des parties avait, pour demander sans cesse cette paix, les mêmes raisons que l'autre pour n'y pas consentir. Cependant les propositions de Napoléon trouvèrent sur les bancs de l'opposition anglaise un énergique protecteur dans son chef, l'orateur Fox. De son côté, l'Empereur ordonna de communiquer ces propositions, ainsi que la réponse de lord Mulgrave, aux trois corps de la législature, le 4 février. La franchise de cette communication porta au plus haut degré l'enthousiasme public déjà exalté par la générosité de la démarche faite auprès de Georges III.

HISTOIRE DF, NAPOLÉON. î«a guerre que sancliunnait ainsi l'opinion, la guerre «k'virit, par ce nouveau refusdu cabinet de Londres, le seul, le véritable, le légitime refuge de la France et de Napoléon. Toutes les guerres continentales qui vont ensanglanter l'Hurope n'auront donc d'autre but, de la part de la France, que d'obtenir à force de triomphes la paix générale. Mais cette paix sera refusé constamment, sous le prétexte de l'illégitiinilé de l'Empereur des Français, par l'invincible tnaebiavélisme d'un gouvernement dont la spleii> deiir ne date que de l'époque où la maison de Hanovre a occupé le trône d'Angleterre au détriment des Stuarts. Ainsi rEuro(>e est condamnée par le cabinet de Saint-James, ou plutôt par un seul homme, par Pitt, à s'immoler à la haine qu'il porte, non-seulctiietil aux prospérités de la France, mais aussi à la fortune personnelle, à la gloire, au génie de Napoléon. Dix années après; aûn que la postérité ne puisse jamais se méprendre sur l'auteur de ces pros[>érités, ce même cabinet, digne exécuteur testamentaire du HIs de Cbatam, proclamera dans toute I'P!)uropc soulevée cl soldée par scs subsides, que c'est contre Napoléon seul qu'il arme la vengeance du monde; et la France, deux fois veuve du héros qu'elle vient de couronner, sera enfin, sinon la proie, du moins la victime de la jalousie britannique. Le 14 janvier. Napoléon reçut de la nation le plus beau de tous les trophées : sa statue fat inaiigurce au Corps-Législatif pour éterniser la création du Code civil, la mémoire de son fondateur et la reconnaissance des Français. Une pompeuse solennité consacra ce grand hommage national; elle eut lieu en présence de l'Impératrice, delà famille impériale, de toute la cour et des premiers pouvoirs de l'État. M. de Vaublanc avait la parole et dit : « Messieurs, vous avez signalé l'achèvement du « Cwle civil des Français par un acte d'admiration •t et (le reconnaissance. Vous avez décerné une w statue au prince illustre dont la volonté ferme et •(constante a fait achever ce grand ouvrage, en •I même temps que sa vaste intelligence a répandu w la plus vive lumière sur cette noble partie des «t institutions humaines. Premier Consul alors, «: Empereur des Français aujourd'hui,il parait dans •I le temple des lois, la tète ornée de celle couronne « triomphale dont la Victoire l'a ceint si souvent, « en lui présageant le bandeau des rois, ctc...n Un banquet et un bat, ofTerls h l'Impèralricc, suivirent celte séance. L'Empereur parut le soir au bal; les arts, dans celle belle fêle, qui célébrait si justement le premier bienfait de toute civilisation, étalèrent à l'cnvi tout ce qu'ils

peuvent produire de plus brillant, de plus ingénieux. Cependant Napoléon avait habilement profile de 005 la juste exaspération du cabinet de Madrid contre les violations britanniques, et, le janvier, une convention fut signée à Aranjuez entre la France et l'Espagne. Cette convention, par laquelle l'Espagne s'engageait à tenir à la disposition de son allié trente vaisseaux et cinq mille hommes de débarquement, renfermait aussi le détail des forces de terre et de mer rassemblées dans les divers ports de l'Empire : au Texel, trente mille hommes sous le général Marmont, avec les bdtimens de transport nécessaires; à Osicndc, Dunkerque, Calais, Boulogne, au Hàvrc, des flottilles propres à porter cent mille hommes et vingt-cinq iiiille chevaux; à Brest, vingl-ct-un vaisseaux de ligne et des transports pour un camp de vingt-cinq mille hommes; à Rochefort, six vaisseaux, quatre frégates, avec quatre mille hommes de troupes; enfin, à Toulon, onze vaisseaux, huit frégates et des transports pour neuf mille hoinines. Ainsi, au moment où Napoléon sc proposait de demander directement la paix à l'Angleterre, il comptait cent quatre-vingt-treize mille hommes prêts à être embarqués sur soixante-neuf vaisseaux de ligne, cl plus de deux cents bàtiniens de guerre et de transport, tous armés, n'attendant que son signal ou l'espérance de six heures de calme pour voguer vers la Tamise. Pendant son séjour à Mayence, Napoléon avait arrêté les dispositions de ses forces navales, et les avait divisées en trois expéditions : la première aux Antilles, sous les ordres du contre-amiral Missiessy et du général Lagrange; la seconde, sous les ordres du général Laurislon, dirigée contre Surinam, alors au pouvoir des Anglais; la troisième sc trouvait confiée au général lleiile,qui devait s'emparer de S.vtKTE-l[tLk!«E! Ce fut peu de jours après son sacre, que Napoléon régla définitivement tout ce qui concernait l'occupation de cette Ile. La réunion de Viie d'Elbe à la république avait également suivi de près la proclamation du consulat à vie. 11 semblait qu'une destinée mystérieuse eût voulut désigner aux deux élévations de Napoléon les apanages de scs deux infortunes. Au milieu des immenses préparatifs que Napoléon multipliait dans tous les ports de la France, de l'Espagne, de la Hollande et de la Belgique, pour triompher de l'Angleterre à Londres, ou pour la contraindre à la paix, une nouvelle couronne, la couronne de fer des rois d'Italie, vient sc placer sur son front : c'est celle de la gloire républicaine. Napoléon l'avait proposée à son frère Joseph; mais l'abolition du traite par lequel l'Ualic s'engageait à nous payer une contribution annuelle de 30 millions pour l'entrelieii d'une armée française de 30,000

hommes destinés à la défendre, étant la condition de l'acccplatinn de Joseph, Napoléon acilized by Google

La guerre que sanctionnait ainsi l'opinion, la guerre devint, par ce nouveau refus du cabinet de Londres, le seul, le véritable, le légitime refuge de la France et de Napoléon. Toutes les guerres continentales qui vont ensanglanter l'Europe n'auront donc d'autre but, de la part de la France, que d'obtenir à force de triomphes la paix générale. Mais cette paix sera refusé constamment, sous le prétexte de l'illégitimité de l'Empereur des Français, par l'invincible machiavélisme d'un gouvernement dont la splendeur ne date que de l'époque où la maison de Hanovre a occupé le trône d'Angleterre au détriment des Stuarts.

Ainsi l'Europe est condamnée par le cabinet de Saint-James, ou plutôt par un seul homme, par Pitt, à s'immoler à la haine qu'il porte, non-seulement aux prospérités de la France, mais aussi à la fortune personnelle, à la gloire, au génie de Napoléon. Dix années après, afin que la postérité ne puisse jamais se méprendre sur l'auteur de ces prospérités, ce même cabinet, digne exécuteur testamentaire du fils de Chatam, proclamera dans toute l'Europe soulevée et soldée par ses subsides, que c'est contre Napoléon seul qu'il arme la vengeance du monde; et la France, deux fois veuve du héros qu'elle vient de couronner, sera enfin, sinon la proie, du moins la victime de la jalousie britannique.

Le 14 janvier, Napoléon reçut de la nation le plus beau de tous les trophées : sa statue fut inaugurée au Corps-Législatif pour éterniser la création du Code civil, la mémoire de son fondateur et la reconnaissance des Français. Une pompeuse solennité consacra ce grand hommage national; elle eut lieu en présence de l'Impératrice, de la famille impériale, de toute la cour et des premiers pouvoirs de l'État. M. de Vaublanc avait la parole et dit :

« Messieurs, vous avez signalé l'achèvement du « Code civil des Français par un acte d'admiration « et de reconnaissance. Vous avez décerné une « statue au prince illustre dont la volonté ferme et « constante a fait achever ce grand ouvrage, en « même temps que sa vaste intelligence a répandu « la plus vive lumière sur cette noble partie des « institutions humaines. Premier Consul alors, « Empereur des Français aujourd'hui, il paraît dans « le temple des lois, la tête ornée de cette couronne « triomphale dont la Victoire l'a ceint si souvent, « en lui présageant le bandeau des rois, etc... » Un banquet et un bal, offerts à l'Impératrice, suivirent cette séance. L'Empereur parut le soir au bal; les arts, dans cette belle fête, qui célébrait si justement le premier bienfait de toute civilisation, étalèrent à l'envi tout ce qu'ils peuvent produire de plus brillant, de plus ingénieux.

Cependant Napoléon avait habilement profité de la juste exaspération du cabinet de Madrid contre les violations britanniques, et, le 12 janvier, une convention fut signée à Aranjuez entre la France et l'Espagne. Cette convention, par laquelle l'Espagne s'engageait à tenir à la disposition de son allié trente vaisseaux et cinq mille hommes de débarquement, renfermait aussi le détail des forces de terre et de mer rassemblées dans les divers ports de l'Empire : au Texel, trente mille hommes sous le général Marmont, avec les bâtimens de transport nécessaires; à Ostende, Dunkerque, Calais, Boulogne, au Hâvre, des flottilles propres à porter cent mille hommes et vingt-cinq mille chevaux; à Brest, vingt-et-un vaisseaux de ligne et des transports pour un camp de vingt-cinq mille hommes; à Rochefort, six vaisseaux, quatre frégates, avec quatre mille hommes de troupes; enfin, à Toulon, onze vaisseaux, huit frégates et des transports pour neuf mille hommes. Ainsi, au moment où Napoléon se proposait de demander directement la paix à l'Angleterre, il comptait cent quatre-vingt-treize mille hommes prêts à être embarqués sur soixante-neuf vaisseaux de ligne, et plus de deux cents bâtimens de guerre et de transport, tous armés, n'attendant que son signal ou l'espérance de six heures de calme pour voguer vers la Tamise.

Pendant son séjour à Mayence, Napoléon avait arrêté les dispositions de ses forces navales, et les avait divisées en trois expéditions : la première aux Antilles, sous les ordres du contre-amiral Missiessy et du général Lagrange; la seconde, sous les ordres du général Lauriston, dirigée contre Surinam, alors au pouvoir des Anglais; la troisième se trouvait confiée au général Reille, qui devait s'emparer de Sainte-Hélène! Ce fut peu de jours après son sacre, que Napoléon régla définitivement tout ce qui concernait l'occupation de cette île. La réunion de l'*île d'Elbe* à la république avait également suivi de près la proclamation du consulat à vie. Il semblait qu'une destinée mystérieuse eût voulut désigner aux deux élévations de Napoléon les apanages de ses deux infortunes.

Au milieu des immenses préparatifs que Napoléon multipliait dans tous les ports de la France, de l'Espagne, de la Hollande et de la Belgique, pour triompher de l'Angleterre à Londres, ou pour la contraindre à la paix, une nouvelle couronne, la couronne de fer des rois d'Italie, vient se placer sur son front : c'est celle de la gloire républicaine. Napoléon l'avait proposée à son frère Joseph; mais l'abolition du traité par lequel l'Italie s'engageait à nous payer une contribution annuelle de 30 millions pour l'entretien d'une armée française de 30,000 hommes destinés à la défendre, étant la condition de l'acceptation de Joseph, Napoléon ac-

HISTOIRE DK N\PüLÉ()N. 04 { ccpte |M)ur lui ic vœa de la nation italienne. En même temps f dans le but de rassurer l'Europe ci surtout la maison d'Autriche, il promet de donner ce trône à un fils adoptif, et de le séparer ii jamais de celui de France, aussitôt que Malle aura clé remluc par l'Angielcrre, et la république des Sept- ' lies évacuée par la Russie. Il devait alors évacuer aussi l'Etat napolitain et ménager ainsi l'indépendance de l'Etat lomliard. La députation solennelle de Milan, qui apporte é Napoléon le vœu du peuple italien, tirée des grands corps du nouveau royaume, la même qui, conduite par M. de Melzi, président de la Consulta, a assisté k Paris au couronnement, est présentée au Sénat. NapoléeUe puiitance n'x acro incoi-porée » Le 9avril, l'Empereur et l'Impératrice quittent leur capitale de France et se dirigent vers leur capitale | d'Italie. Trois jours après, le pape, moins heureux que son iiluslrc allié , repart pour la métropole du monde chrétien. Pic Vil avait espéré, en reconnaissance du sacre, recouvrer les légations cédées a la France par le traité de Tolcnlino, cl cette espérance avait, dit-on, porté son conseil à lu prier d'accéder à la demande de Napoléon. Mais si le Saint-Père s'est éloigné de Rome avec les projets d'un souverain temporel, il n'o été appelé et reçu à Paris que comme souverain spirituel. Napoléon, devenu roi d'Italie, tient par cela seul le Saint-Siège sous une dépendance plus directe. Avant d'aller prendre à Milan la couronne de fer, l'Empereur s'arrêta à Troyes, où il laissa un moment rimpératrice, sa cour, sa maison. Accompagné de son grand-écuyer et de deux olTicicrs, il SC rendit en toute hâte à Bricnne où l'alliraicnt, cotre deux couronnemens, les souvenirs de son enfance. Il ne revit pas sans une vive émotion le berceau de son éducation française; U y retrouva toute la mémoire de scs pretnicrcs années, reconnut jusqu'aux serviteurs de l'école militaire, dont les ruines rallristèrent visiblement. 1) demanda avec empressement un ecclésiastique qui avait été sous-préfcl d'une classe de l'ccolc; ce prêtre, alors vicaire dans un village voisin, arriva précipitamment, vêtu d'une redingote brune : n Pourquoi a n'éies~vous pa$ en soutane? lui dit scvémnciil U Napoléon, t-n prêtre ne doit jamais quitter son U habit. Il ne fùut pas qu'il puisse cacher ses K ma^MM t*n seul moment; ailes tous habiller, » l>cclési.*)stique revint en soutane, et l'Empereur ' trouva le moyen ü'eflacer l'impression de sa réprimande. Napoléon oublia réellement à Brieniic, pendant vingl-quatrebeures, et l'empire de France et le royaume d'Italie. Le lendemain

malin, de très bonne heure, il était à cheval; ceux qui le suivaient le perdirent bientôt de vue. Après d'inutiles recherches de leur part. Napoléon reparut au bruit des coups de pistolets que l'inquiétude faisait tirer â ses officiers : il avait été, non loin du village de la Rolhière, visiter, dans une des promenades favorites de l'école, le champ de bataille où, neuf années plus tard , trahi par la fortune, il devait combattre pour sauver l'indépendance de la France et sa propre rie. Napoléon quitta Bricnne, non sans y laisser des traces généreuses de sa présence. De retour à Troyes. l'Empereur se dirigea sur Lyon, où il séjourna quelque temps. Tuulcc que le génie de cette ville si célèbre dans l'histoire des arts utiles put créer de plus éclatant, de plus triomphal, fut mis en œuvre pour célébrer le passage de l'Empereur. La reconnaissance était pour ainsi dira gravée sur les murs de celte grande cité, dont Napoléon avait relevé les ruines. Jamais population ne se montra transportée d'un enthousiasme plus vrai, plus légitime. Elle devait à Napoléon la renaissance et la protection du commerce; elle saluait avec d'autant plus d'ivresse les nouvelles grandeurs qui sc réunissaient sur la tète de ce prince, que ces grandeurs ouvraient une immense carrière aux principales fabriques de Lyon; aussi déploya-l-eDc avec profusion, dans cetto circonstance, les merveilles de cette industrie toute royale dont s'embellircut k Paris les majestueuses solennités du sacre. Lyon, que la nature seule de son commerce rendait odieuse à la république, avait été ravagée par la terreur comme par une vengeance. Aucune guerre civile, aucune proscription depuis celles de Rome, ii'üITrit un tableau plus terrible et plus déplorable des fureurs et des infortunes humaines : le souvenir était loin d'en élrc effacé; ce même souvenir, au retour d'Égyple, avait accueilli le libérateur avec une acclamation toute séditieuse; ce même souvenir, fortifié des avantages recueillis depuis la pourpre consulaire, exaltait au plus haut degré les esprits et les âmes de celte ville ardente, à laquelle Napoléon témoigna constamment une prédilection dont alors clic était si heureuse, et dont cite peut encore s'honorer à présent. Pendant qu'il était à Lyon, Napoléon conçut uii plan dont le succès eût incontestableinenl fait réussir le projet de descente en Angleterre. Lcllc conception porte avec elle le cachet de son auteur, qui en transmit de sa main toute l'inslruclion au ministre do la marine. L'amiral Gantheaume devait

The text on this page is estimated to be only 29.33% accurate

IMSTOIBE DE NAPOLÉON. 3^5 sorlir de Brest ainsi que sa Holle , cl Tainiral \ ille> neuve mettre à la vuile puur les Antilles avec les flüUcs combinées de Toulon et d'Espagne. Cesinuuveniens avaient pour objet d'entraîner loin de la Manche les forces navales de l'Angleterre, de faciliter la réunion et d'opérer le départ des nutlilles extraordinaires. Pour atteindre ce but important, à leur retour des Antilles, les flottes de Villeneuve et de Gravina devaient se joindre à celles cul-étrc payé de sa vie l'affront fait à son pavillon. Mais Napoléon no savait que juger : il ne savait pas punir. La clémence dont il usa envers Villeneuve coûta à la France sa marine. L'Empereur continua sa route par (Chambéry et Turin; il s'arrêta quelques jours au château royal de Stupinitz, où il attendit le pape. 11 sc rendit ensuite à Alexandrie, où il alTecla une somme de vingt millions pour faire de celle ville la première place d'armes de l'Europe. Cette immense fondation militaire devait être aussi un grand monument politique de l'alliance indissoluble de la France et de la Péninsule italique. Elle consacrait à jamais le souvenir de celte journée que le destin de la guerre marqua d'une défaite qui eût exile Napoléon de ritalic, et d'une victoire qui lui donna l'empire. Aussi reparut -il avec runiforme républicain de Marengu sur ce champ de bataille qui le vit coiiquerir U Péninsule pour la seconde fois. Là, au milieu de trente mille hommes dont il rcconipeosa Icsplus braves par la décoration de la Légion-d'llonocur, il posa soleniicllcmealla première pierre du monument que sa reconnaissance élevait aux héros moissonnes à Marengo. C'était rentrer à Milan par un arc de triomphe. Parmi ces victimes de In gloire que le vainqueur se plaisait à honorer dans leur tombeau, le nom de rillustrc Desaix ne pouvait être oublié. D'Alexandrie, .Napoléon partit pour Vavic, où le reçut M. de Mclxi. Enfin, le S mai. Napoléon fit à Milan une entrée magnifique ; le 26, eut lieu le second couronnement. Napoléon fut sacré par rarebevêque cardinal Caprara. Cette cérémonie effaça celle de Paris par sa splendeur historique. Au bout de dix siècles, la couronne de fer des Lombards, placée sur la tête d'un empereur des Français, apprenait au monde que Charlemagne avait un successeur. Ainsi qu'à Paris, Napoléon se couronna lui-méme, et en prenant la couronne sur l'autel ; » Dieu me la donne, dit-il à haut; voix, « gare à gui la louche! » L'ordre de la Couronne de fer fut crée avec ces mots pour devise. Le 8 juin. Napoléon nomma le prince Eugène vicc-roi d'Italie. H ne

pouvait donner à ses nouveaux sujets un gage plus certain de son affection, qu'en choisissant pour le représenter comme souverain, le fils de son adoption et rélèvc de sa gloire militaire. Le 4 juin, le dogeDurauo,rarchevcqucdcGéncs et une députation du sénat de cette république, étaient venusù Milan demander la réunion de l'Etat de Gènes à l'empire français. Le 0, M. de Uiampagny, ministre de l'intcricur, proclamait à Génos celte incorporation, ainsi que la division du territoire en trois déparleincns : Gènes, Monlcnotle et les Apennins. Le même jour, l'Empereur présida à Milan l'ouverture solcuncllc du Corps-i.cgislatif du royaume d'Italie, et reçut le serment du vice-roi. 11 termina son discours par ccsparolesqui devaient épouvanter la maison d'Autriche : •< J'espère qu'à ■1 leur tour tous mes {)euplcs d'Italie voudront ncK cuper la place que je leur destine dans ma periHsée; ils n'y parviendront qu'en se persuadant it bien que la force des armes est le principal sou<1 lien des Étals. Il est temps enfin que celle jeuu liesse qui vil dans l'oisiveté des grandes villes U cesse de craindre les fatigues et les dangers de la «I guerre. » L'Italie releva noblement, sous son vicc-roi, le gant que venait de lui jeter Napoléon. La gloire militaire du nouveau peuple débuta par étendre celle de la France, vécut son égale, cl mourut avec elle du iiiémc supplice, riovasion étrangère et la trahison. Deux ambassades spéciales arrivèrent aussi ù Milan; l'une apportait à Napoléon la décoration du Portugal, l'autre une lettre de félicitations du SaintPère. Sa Sainteté finissait sa lettre par une sorte de madrigal, u La réciprocité de notre amour, disaitn clic, et cette tendresse paternelle que nous éprouve vous pour vous, nous rendent très-cher ce qui U vous est glorieux. » Le 10 juin, l'Empereur partit de Milan pour etnlinuer la revue de scs trophées d'Italie; quarante 20 Digitized by Google

sortir de Brest ainsi que sa flotte, et l'amiral Villeneuve mettre à la voile pour les Antilles avec les flottes combinées de Toulon et d'Espagne. Ces mouvemens avaient pour objet d'entraîner loin de la Manche les forces navales de l'Angleterre, de faciliter la réunion et d'opérer le départ des flottilles extraordinaires. Pour atteindre ce but important, à leur retour des Antilles, les flottes de Villeneuve et de Gravina devaient se joindre à celles de l'Océan, à Rochefort et à Brest. Cette jonction présenterait une masse de cinquante-six vaisseaux de haut-bord, avec lesquels l'amiral Villeneuve entrerait dans le canal. Ces ordres furent ponctuellement exécutés; mais en revenant de l'ouest, Villeneuve, à la tête de vingt et un vaisseaux français et espagnols, rencontra, au cap Finistère, l'amiral Calder, qui n'en avait que treize. Le combat s'engagea, et Villeneuve, malgré l'avantage du nombre, fut battu. Il fit même perdre deux vaisseaux à la marine espagnole. Ainsi échoua par l'événement qui devait en assurer complètement l'exécution, par la témérité de l'amiral anglais, ce beau projet que la fortune semblait avoir reçu avec complaisance du génie qui le conçut! Villeneuve, qui comptait six vaisseaux de plus que son ennemi, dut aller se réfugier à Cadix, jusqu'au désastre de Trafalgar. En Angleterre, on lui eût d'abord justement retiré son commandement; bien plus, il aurait peut-être payé de sa vie l'affront fait à son pavillon. Mais Napoléon ne savait que juger : il ne savait pas punir. La clémence dont il usa envers Villeneuve coûta à la France sa marine.

L'Empereur continua sa route par Chambéry et Turin; il s'arrêta quelques jours au château royal de Stupinitz, où il attendit le pape. Il se rendit ensuite à Alexandrie, où il affecta une somme de vingt millions pour faire de cette ville la première place d'armes de l'Europe. Cette immense fondation militaire devait être aussi un grand monument politique de l'alliance indissoluble de la France et de la Péninsule italique. Elle consacrait à jamais le souvenir de cette journée que le destin de la guerre marqua d'une défaite qui eût exilé Napoléon de l'Italie, et d'une victoire qui lui donna l'empire. Aussi reparut-il avec l'uniforme républicain de Marengo sur ce champ de bataille qui le vit conquérir la Péninsule pour la seconde fois. Là, au milieu de trente mille hommes dont il récompensa les plus braves par la décoration de la Légion-d'Honneur, il posa solennellement la première pierre du monument que sa reconnaissance élevait aux héros moissonnés à Marengo. C'était rentrer à Milan par un arc de triomphe. Parmi ces victimes de la gloire que le vainqueur se plaisait à honorer dans leur tombeau, le nom de l'illustre Desaix ne pouvait être oublié. D'Alexandrie, Napoléon partit pour Pavie, où le reçut M. de Melzi. Enfin, le 8 mai, Napoléon fit à Milan une entrée magnifique; le 26, eut lieu le second couronnement. Napoléon fut sacré par l'archevêque cardinal Caprara. Cette cérémonie effaça celle de Paris par sa splendeur historique. Au bout de dix siècles, la couronne de fer des Lombards, placée sur la tête d'un empereur des Français, apprenait au monde que Charlemagne avait un successeur. Ainsi qu'à Paris, Napoléon se couronna lui-même, et en prenant la couronne sur l'autel : « *Dieu me la donne*, dit-il à haute voix, « *gare à qui la touche!* » L'ordre de la Couronne de fer fut créé avec ces mots pour devise. Le 8 juin, Napoléon nomma le prince Eugène vice-roi d'Italie. Il ne pouvait donner à ses nouveaux sujets un gage plus certain de son affection, qu'en choisissant pour le représenter comme souverain, le fils de son adoption et l'élève de sa gloire militaire.

Le 4 juin, le doge Durazzo, l'archevêque de Gênes et une députation du sénat de cette république, étaient venus à Milan demander la réunion de l'État de Gênes à l'empire français. Le 9, M. de Champagny, ministre de l'intérieur, proclamait à Gênes cette incorporation, ainsi que la division du territoire en trois départemens : Gênes, Montenotte et les Apennins. Le même jour, l'Empereur présida à Milan l'ouverture solennelle du Corps-Législatif du royaume d'Italie, et reçut le serment du vice-roi. Il termina son discours par ces paroles qui devaient épouvanter la maison d'Autriche : « J'espère qu'à « leur tour tous mes peuples d'Italie voudront oc« cuper la place que je leur destine dans ma pen« sée; ils n'y parviendront qu'en se persuadant « bien que la force des armes est le principal sou« tien des États. Il est temps enfin que cette jeu« nesse qui vit dans l'oisiveté des grandes villes « cesse de craindre les fatigues et les dangers de la « guerre. »

L'Italie releva noblement, sous son vice-roi, le gant que venait de lui jeter Napoléon. La gloire militaire du nouveau peuple débuta par étendre celle de la France, vécut son égale, et mourut avec elle du même supplice, l'invasion étrangère et la trahison.

Deux ambassades spéciales arrivèrent aussi à Milan; l'une apportait à Napoléon la décoration du Portugal, l'autre une lettre de félicitations du Saint-Père. Sa Sainteté finissait sa lettre par une sorte de madrigal. « La réciprocité de notre amour, disait« elle, et cette tendresse paternelle que nous éprou« vons pour vous, nous rendent très-cher ce qui « vous est glorieux. »

Le 10 juin, l'Empereur partit de Milan pour continuer la revue de ses trophées d'Italie; quarante

The text on this page is estimated to be only 29.56% accurate

HISTOIRE HE NAROEÉUN. ■2iti milk' tM>iniiir$ cumiiinmk's par les maréchaux Jourilan cl Ressières raUcndaiviU au camp de Oasli» gliotie; il y fik comme à Marengo, une distrihution suleimclle de la croix d'honneur. Ensuite il visita l'cschicra, Vérone, rimprcnahle Mantoue et la ville de Bologne, où il séjourna jusqu'au ^1. Cest là qu'il donna audience au marquis de Gallo , envoyé par le roi de Naples |K)ur solliciter et garantir la neutralité de ce prince, ainsi qu'à une députation du sénat de Lucques, qui demandait à la France un souverain. Peu de temps après , celle petite république, érigée en princii>auté, devint l'apanage de la princesse Élisa, depuis grande-duchesse de Toscane. Le 21 juillet suivant, l'ÉUt de Parme obtenait aussi l'honneur de l'incorporation au grand 4'inpire. Enfin, le 30 juin, Napoléon entra à Gènes, suivi lies ambassadeurs de Naples et de Portugal. Le plus imposant éclat accompagna la cérémonie de prise (le possession de l'ancienne rivale de Venise. La cathédrale vil l'Empereur, dans toute la pompe d'un troisième couronnement, recevoir les scrmens et distribuer les décorations. Ce fut à Gènes que le cardinal Maury, si célébré par son opposition à la révolution française , et admis en 1 792 dans le conseil des princes émigrés, parut en présence de Napoléon, qui lui accorda volontiers la permission de revenir à Paris. Le 8 juillet, l'Empereur arriva à Turin, et en partit au milieu d'une manœuvre de la garnison. Il allait au-devant des nouvelles de la Uollc de Villeneuve. Le 11, il était à Fontainebleau. Napoléon y apprit le second combat de la flottille batave, qui, s(»us les ordres de l'amiral Verhuel, triompha, les 17 et 18 juillet, des efforts de la croisière anglaise, réunie le premier jour au nombre de quinze vaisseaux; et le $('cond, forte de quarante-cinq. La lloltille parvint à sa destination, au port d'Ambli'leuse. Cette action audacieuse, qui plaça l'amiral Verhuel au rang des premiers hommes de guerre de rEuro|K% frap|>a encore l'aUention par une parlicularilc vraiment chevaleresque, bien conforme .nu génie belliqueux des grands militaires de celle i'(K>que. Le maréchal Davoust, commandant le camp de Dunkerque, au moment où appareilla la flottille batave, voulut être volontaire sous le pavillon de l'amiral, monta à son bord, qui prit la tète de la ligne de bataille, cl fut à la fuis un illustre témoin et un historien fidèle de ce beau fait d'armes, dont il partagea les périls et dont la gloire devait lui rester étrangère. Mais pondant que Napoléon se couronnait à Milan, rAngtoterre, pressée par le sentiment

profond ilu danger que lui faisait courir l’imminence de la descente des Français, signait à Petersbourg un traité dans lequel la Russie s’engageait à lever, moyennant un subside de cinquante millions, une armée de centqualre-vingt mille hommes, pour reprendre le Hanovre, affranchir la Hollande et la Suisse, rétablir sur son trône le roi de Sardaigne, obtenir l'(Wacuation du royaume de Naples par l’armée française, et enfin pour donner en Italie une firontien à l’Autriche : en un mol, l’Angleterre, qui avait rompu le traité d’Amiens, armait l’Europe contre celui de Lunéville. Il est à remarquer qucla puissance qui allait accéder publiquemenlau nouveau (railc de coalition, en renouvela toutes les conditions, huit années après, dans les négociations qui précédèrent leçongresde Prague, tant fut inébranlable, dès l'origine, le système de la politique autrichienne pour rabaissement de la France! La cour de Vienne, également fidèle aux princii>cs de cette temporisation frauduleuse qui masque constamment la marche de son gouvernement, parut d’abord vouloir se contenter du rôle de conciliatrice en se proposant à la France pour intermédiaire entre elle et la coalition des cabinets de Londres, de Pélersbourg cl de Stockholm. Bientôt elle cria hautement à la violation du traité de Lunéville, parce que la république italienne sc donnait à Napoléon comme royaume, cl la république de Gènes à la France comme province. Cependant l’Autriche avait sud représentant à Lunéville, quand rarlicIcH stipulait en faveur des Italiens et des Liguriens, la lilierlé de disposer d’eux et d’adopter telle forme de gouvernement qu'il leur conviendrait (le choisir. Comment à cette époque, où elle discuta, où on l’appt'la spécialement à discuter celle clause, sa pénétration ordinaire s’esl-elle trouvée en défaut , au point de ne pas prévoir ce que rUalic et la Ligurie no prenaient pas trop la peine de dissimuler? Pourquoi ne dcmanda-t-etlc pas franchement une explication sur la nature de rindépcndancc réclamée par cos deux États? La raison en est simple : les rcssenliinens de l’Autriche signataire à Lunéville, de l'Autriche immobile dans sa passion comme dans sa politique, sc cachaient alors; mais, au moment où SC renoua la coalition, ils s’enveloppèrent tout à coup , pour mieux éclater ensuite , du voile d'une oflicieuse intervention. Cette générosité était calculée; car Vienne avait également pris parti avec l.undres, avec Petersbourg, avec Stockholm. L’ambassade du comte de Cobcnlzel à Aix-la-Cbapelle devait couvrir cette iiilelligence. A présent la cour d'Autriche ne sc présentait comme intermédiaire que pour gagner du temps et terminer ses arnioinens. Enfin, elle accéda le 9 août au traité de la

coalition du 11 avril, pour lequel elle s'entendait avec la cour de Pélersbourg cl par elle avec celle Digitized by Goog[e

mille hommes commandés par les maréchaux Jourdan et Bessières l'attendaient au camp de Castiglione; il y fit, comme à Marengo, une distribution solennelle de la croix d'honneur. Ensuite il visita Peschiera, Vérone, l'imprenable Mantoue et la ville de Bologne, où il séjourna jusqu'au 21. C'est là qu'il donna audience au marquis de Gallo, envoyé par le roi de Naples pour solliciter et garantir la neutralité de ce prince, ainsi qu'à une députation du sénat de Lucques, qui demandait à la France un souverain. Peu de temps après, cette petite république, érigée en principauté, devint l'apanage de la princesse Élisa, depuis grande-duchesse de Toscane. Le 21 juillet suivant, l'État de Parme obtenait aussi l'honneur de l'incorporation au grand empire.

Enfin, le 30 juin, Napoléon entra à Gênes, suivi des ambassadeurs de Naples et de Portugal. Le plus imposant éclat accompagna la cérémonie de prise de possession de l'ancienne rivale de Venise. La cathédrale vit l'Empereur, dans toute la pompe d'un troisième couronnement, recevoir les sermens et distribuer les décorations. Ce fut à Gênes que le cardinal Maury, si célèbre par son opposition à la révolution française, et admis en 1792 dans le conseil des princes émigrés, parut en présence de Napoléon, qui lui accorda volontiers la permission de revenir à Paris.

Le 8 juillet, l'Empereur arriva à Turin, et en partit au milieu d'une manœuvre de la garnison. Il allait au-devant des nouvelles de la flotte de Villeneuve. Le 11, il était à Fontainebleau. Napoléon y apprit le second combat de la flottille batave, qui, sous les ordres de l'amiral Verhuel, triompha, les 17 et 18 juillet, des efforts de la croisière anglaise, réunie le premier jour au nombre de quinze vaisseaux; et le second, forte de quarante-cinq. La flottille parvint à sa destination, au port d'Ambleteuse. Cette action audacieuse, qui plaça l'amiral Verhuel au rang des premiers hommes de guerre de l'Europe, frappa encore l'attention par une particularité vraiment chevaleresque, bien conforme au génie belliqueux des grands militaires de cette époque. Le maréchal Davoust, commandant le camp de Dunkerque, au moment où appareilla la flottille batave, voulut être volontaire sous le pavillon de l'amiral, monta à son bord, qui prit la tête de la ligne de bataille, et fut à la fois un illustre témoin et un historien fidèle de ce beau fait d'armes, dont il partagea les périls et dont la gloire devait lui rester étrangère.

Mais pendant que Napoléon se couronnait à Milan, l'Angleterre, pressée par le sentiment profond du danger que lui faisait courir l'imminence de la descente des Français, signait à Pétersbourg un traité dans lequel la Russie s'engageait à lever, moyennant un subside de cinquante millions, une armée de cent quatre-vingt mille hommes, pour reprendre le Hanovre, affranchir la Hollande et la Suisse, rétablir sur son trône le roi de Sardaigne, obtenir l'évacuation du royaume de Naples par l'armée française, et enfin pour donner en Italie *une frontière* à l'Autriche : en un mot, l'Angleterre, qui avait rompu le traité d'Amiens, armait l'Europe contre celui de Lunéville.

Il est à remarquer que la puissance qui allait accéder publiquement au nouveau traité de coalition, en renouvela toutes les conditions, huit années après, dans les négociations qui précédèrent le congrès de Prague, tant fut inébranlable, dès l'origine, le système de la politique autrichienne pour l'abaissement de la France! La cour de Vienne, également fidèle aux principes de cette temporisation frauduleuse qui masque constamment la marche de son gouvernement, parut d'abord vouloir se contenter du rôle de conciliatrice en se proposant à la France pour intermédiaire entre elle et la coalition des cabinets de Londres, de Pétersbourg et de Stockholm. Bientôt elle cria hautement à la violation du traité de Lunéville, parce que la république italienne se donnait à Napoléon comme royaume, et la république de Gênes à la France comme province. Cependant l'Autriche avait son représentant à Lunéville, quand l'article 11 stipulait en faveur des Italiens et des Liguriens, la liberté de disposer d'eux et d'adopter telle forme de gouvernement qu'il leur conviendrait de choisir. Comment à cette époque, où elle discuta, où on l'appela spécialement à discuter cette clause, sa pénétration ordinaire s'est-elle trouvée en défaut, au point de ne pas prévoir ce que l'Italie et la Ligurie ne prenaient pas trop la peine de dissimuler? Pourquoi ne demanda-t-elle pas franchement une explication sur la nature de l'indépendance réclamée par ces deux États? La raison en est simple : les ressentimens de l'Autriche signataire à Lunéville, de l'Autriche immobile dans sa passion comme dans sa politique, se cachaient alors; mais, au moment où se renoua la coalition, ils s'enveloppèrent tout à coup, pour mieux éclater ensuite, du voile d'une officieuse intervention. Cette générosité était calculée; car Vienne avait également pris parti avec Londres, avec Pétersbourg, avec Stockholm. L'ambassade du comte de Cobentzel à Aix-la-Chapelle devait couvrir cette intelligence. A présent la cour d'Autriche ne se présentait comme intermédiaire que pour gagner du temps et terminer ses armemens. Enfin, elle accéda le 9 août au traité de la coalition du 11 avril, pour lequel elle s'entendait avec la cour de Pétersbourg et par elle avec celle

 de Londres dès les premiers jours de janvier , et elle accepta une part dans la distribution des subsides anglais. Cette puissance essayait, en 1805, le rôle qu'elle joua depuis en 1813; ce fut en arguant de l'infraction du traité de Lunéville qu'elle parut tout à coup en armes dans la Bavière, sans déclaration de guerre, comme depuis elle s'élança sur le champ de bataille de Dresde, en accusant la rup> ture du congrès de Prague. Le 16 août, au moment où l'Âutricbe croit Napoléon occupé d'effectuer la descente en Angleterre, scs armées sc mettent eu marche ; quatre-vingt-dix mille hommes s'ébranlent sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, dont la tutelle militaire est confiée à l'impuissante présomption du général Mack. Le 7 septembre, ce prince envahit subitement la Bavière, dont François II voulait incorporer l'armeedans la sienne. L'Angleterre a fourni à l'Autriche l'exemple d'une pareille violation, en attaquant pendant la paix les navires et les ports d'Espagne. La cour électorale de Uuoichdut aller se réfugier à Wurtsbourg. (luarante mille hommes, commandés par l'archiduc Jean , prennent position dans IcTyrol, et cent mille conibatlans sc dirigent vers l'Adige , sous les drapeaux de l'archiduc Eharlcs, qui part, malgré lui, pour venger les souvenirs d'Ilalic. Napoléon avait pénétré le dédale delà ténébreuse politique de l'Autriche. Il connaissait les engageinens secrets de cette puissance avec l'Angleterre et la Russie, et il apprit ces riiouvemens militaires orlé à ce sujet par un homme dont personne ne récusera le témoignage. U. Daru était à Boulogne, remplissant les fonctions d'intendarit-général de l'armée. Un malin, l'Empereur le fait appeler dans son cabinet; Daru le trouve transporté de colère, parcourant à grands pas son appartement , et ne rompant un rnorne silence que par des exclamations brusques et courtes.. «Quelle marine!.... Quel amiral!.... Quels sncri« Hces perdus! Ilun espoir est déçu. Ce Villeu neuve! au lieu d'èirc dans la Manche, il vient K d'entrer au Fcrrol ! C'en est fait! Il y sera blo« qué... Daru, mettez-vous là, écoulez cl écrivez, n L'Empereur avait reçu de grand matin la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans un port d'Espagne ; il avait vu sur-lc-champ l'expédition d'Angleterre avortée ; les immenses dépenses de la fluUc et de la flottille perdues pour long-temps, pour toujours peut-être! Alors, dans l'emportement d'une fureur qui ne permet pas même aux autres hommes de conserver leur jugement, il avait prit l'une des résolutions les plus hardies, et tracé l'un des plans de campagne les plus admirables qu'aucun conquérant ail pu concevoir à loisir

et de sang-froid. Sans hésiter, sans s’arrêter, il dicta en entier le plan de la campagne d’Austerlitz, le départ de tous les corps d'armée, depuis le Hanovre et la Hollande jusqu’aux confins de l’ouest et du sud de la France : l’ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises Digitized by Google

de Londres dès les premiers jours de janvier, et elle accepta une part dans la distribution des subsides anglais. Cette puissance essayait, en 1805, le rôle qu'elle joua depuis en 1813; ce fut en arguant de l'infraction du traité de Lunéville qu'elle parut tout à coup en armes dans la Bavière, sans déclaration de guerre, comme depuis elle s'élança sur le champ de bataille de Dresde, en accusant la rupture du congrès de Prague.

Le 16 août, au moment où l'Autriche croit Napoléon occupé d'effectuer la descente en Angleterre, ses armées se mettent en marche; quatre-vingt-dix mille hommes s'ébranlent sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, dont la tutelle militaire est confiée à l'impuissante présomption du général Mack. Le 7 septembre, ce prince envahit subitement la Bavière, dont François II voulait incorporer l'armée dans la sienne. L'Angleterre a fourni à l'Autriche l'exemple d'une pareille violation, en attaquant pendant la paix les navires et les ports d'Espagne. La cour électorale de Munich dut aller se réfugier à Wurtzbourg.

Quarante mille hommes, commandés par l'archiduc Jean, prennent position dans le Tyrol, et cent mille combattans se dirigent vers l'Adige, sous les drapeaux de l'archiduc Charles, qui part, malgré lui, pour venger les souvenirs d'Italie.

Napoléon avait pénétré le dédale de la ténébreuse politique de l'Autriche. Il connaissait les engagemens secrets de cette puissance avec l'Angleterre et la Russie, et il apprit ces mouvemens militaires au camp de Boulogne, où il était venu faire une répétition de la descente, pour tromper les Autrichiens et occuper les Anglais. En effet, sous ses yeux, ses équipages furent embarqués; le corps entier du maréchal Soult le fut pendant quarante-huit heures; une partie de l'avant-garde du maréchal Ney avait appareillé de Montreuil, et était entrée à Boulogne. L'empereur Napoléon savait aussi qu'au mépris de ses ordres formels, et au préjudice de la haute entreprise qui eût abattu l'orgueil et le despotisme de l'Angleterre, l'amiral Villeneuve avait conduit la flotte combinée dans les ports de l'Espagne; cependant il espérait encore que cet amiral, après avoir réuni l'escadre de Carthagène à la grande flotte espagnole et française, reprendrait la mer avec quarante-trois vaisseaux de ligne, et que, secondé par l'escadre du contre-amiral Lallemand, il se présenterait devant Brest, y débloquerait Gantheaume, arriverait dans le canal avec soixante-huit vaisseaux, et couvrirait le trajet de la flottille qui devait porter l'armée et la fortune du nouveau César. Dans l'état de dispersion où étaient les flottes anglaises, Cornwallis n'avait pas plus de quarante vaisseaux à opposer à cet immense rassemblement de forces. Ainsi, malgré tant de chances contraires, malgré les fautes graves qui venaient de déranger les profondes conceptions du génie, l'expédition réussissait si l'amiral Villeneuve se hâtait de réparer, comme il le pouvait encore, les conséquences funestes de son inconcevable désobéissance aux ordres de l'Empereur.

Napoléon attendit pendant quelques jours l'arrivée de l'amiral; il les consacra avec son ardeur accoutumée à préparer tous les moyens de repousser une injuste agression, et d'en aller punir les auteurs jusque dans la capitale de l'Autriche. Un décret, rendu au camp impérial le 26 août, mit en activité soixante mille conscrits, dont trente mille de la réserve destinée à établir l'armée sur le pied de guerre, suivant la loi de recrutement. La France et l'Italie répondirent de toutes parts à l'appel de l'Empereur. En s'assurant une armée formidable, qu'il s'apprêtait à quitter pour voler en Allemagne, en veillant sur la conservation de nos flottes répandues au dehors, et de nos immenses préparatifs d'invasion contre l'Angleterre, Napoléon improvisait dans sa pensée le vaste ensemble des mémorables opérations de la campagne militaire d'Austerlitz. Il est impossible d'omettre dans la vie de ce grand capitaine le fait rapporté à ce sujet par un homme dont personne ne récusera le témoignage. M. Daru était à Boulogne, remplissant les fonctions d'intendant-général de l'armée. Un matin, l'Empereur le fait appeler dans son cabinet; Daru le trouve transporté de colère, parcourant à grands pas son appartement, et ne rompant un morne silence que par des exclamations brusques et courtes.. « Quelle marine!.... Quel amiral!.... Quels sacri-« fices perdus!..... Mon espoir est déçu. Ce Ville-« neuve! au lieu d'être dans la Manche, il vient « d'entrer au Ferrol! C'en est fait! Il y sera blo-« qué... Daru, mettez-vous là, écoutez et écrivez. » L'Empereur avait reçu de grand matin la nouvelle de l'arrivée de Villeneuve dans un port d'Espagne; il avait vu sur-le-champ l'expédition d'Angleterre avortée; les immenses dépenses de la flotte et de la flottille perdues pour long-temps, pour toujours peut-être! Alors, dans l'emportement d'une fureur qui ne permet pas même aux autres hommes de conserver leur jugement, il avait prit l'une des résolutions les plus hardies, et tracé l'un des plans de campagne les plus admirables qu'aucun conquérant ait pu concevoir à loisir et de sang-froid. Sans hésiter, sans s'arrêter, il dicta en entier le plan de la campagne d'Austerlitz, le départ de tous les corps d'armée, depuis le Hanovre et la Hollande jusqu'aux confins de l'ouest et du sud de la France: l'ordre des marches, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises

inSTOinE ÜK NAl’OEÉON. cl les aüaqucs de vire force, les mouvemens divers de l’ennemi, toul futprévu, la vicloirc assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan , /]ue, sur une ligne de départ de deux cents lieues, des lignes d'opération de trois cents lieues de longueur furent suivies, d’après les

indications primitives, jour par jour, et lieu par lieu, jusqu'à ïlunich. Au>

et les attaques de vive force, les mouvemens divers de l'ennemi, tout fut prévu, la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que, sur une ligne de départ de deux cents lieues, des lignes d'opération de trois cents lieues de longueur furent suivies, d'après les indications primitives, jour par jour, et lieu par lieu, jusqu'à Munich. Au-delà de cette capitale, les époques seules éprouvèrent quelque altération, mais les lieux furent atteints, et l'ensemble du plan fut couronné d'un plein succès.

Dans le même moment où il allait mettre ses troupes en mouvement, sous le nom de *Grande armée*, substitué à celui d'*Armée d'Angleterre*, Napoléon chargeait son maréchal du palais, le général Duroc, de se rendre à Berlin pour s'assurer de la neutralité de la Prusse. Cette négociation fit triompher la diplomatie française, malgré les efforts des généraux russes, du prince de Metternich, et d'autres personnages non moins éminens, réunis à Berlin pour entraîner la cour de Prusse dans la coalition. Une armée de cent mille hommes, aux ordres du vieux maréchal de Mœllendorff, sage conseiller du trône dans cette circonstance, et une réserve de cinquante mille, commandés par le roi lui-même, devaient garantir sa neutralité armée.

Avant de quitter Boulogne, l'Empereur érigea le prytanée de Saint-Cyr en prytanée militaire français, à l'instar de l'École spéciale de Fontainebleau, où seraient reçus les élèves de Saint-Cyr. Le 4 septembre, l'Empereur est de retour à Paris ; le roi de Naples y avait envoyé un négociateur qui régla, le 21, par un traité, sa neutralité désarmée.

Quant au traité qui liait la nouvelle coalition pour la coopération commune des forces de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Suède contre la France, il portait à plus de trois cent mille hommes les armées autrichiennes. Mais l'Autriche avait mal calculé l'emploi de ses troupes ; elle ne rêvait que la conquête de l'Italie, tandis que Napoléon voulait arriver à Vienne par le Danube. La Russie s'était engagée à envoyer cent mille hommes en Allemagne pour la fin d'octobre. Elle croyait être en mesure assez tôt pour arrêter la marche du camp de Boulogne. Un autre corps devait de Corfou débarquer à Naples, s'y réunir aux Anglais et aux Napolitains, et s'avancer sur le Pô, tandis que l'archiduc Charles passerait l'Adige avec sa grosse armée. Un troisième corps anglo-russe se réunirait à l'armée suédoise commandée par le roi Gustave, et s'emparerait du Hanovre. Enfin, une quatrième armée russe, placée sur le Bug, non loin de Varsovie, était destinée à observer au moins la Prusse, et à contenir ou entraîner sa neutralité. En regard de ces masses immenses qui s'ébranlent de toutes les extrémités de l'Europe, la France ne compte que deux cent trente-cinq mille combattans, mais dont cent soixante mille, divisés en sept corps sous Bernadotte, Davoust, Ney, Soult, Lannes, Augereau, Marmont, et la cavalerie sous Murat, recevront en Allemagne les ordres de Napoléon ; ainsi la guerre n'est point douteuse pour lui au-delà du Rhin. L'invincible Masséna est son lieutenant en Italie. Le maréchal n'a, pour lutter contre l'archiduc Charles, que cinquante mille hommes, et les vingt-cinq mille de l'occupation napolitaine du général Gouvion Saint-Cyr. L'Empereur a adressé de Paris au maréchal, le 17 septembre, un plan de campagne par lequel il lui prescrit de commencer les hostilités le 27. Toute l'Europe est en armes. La tâche de Masséna devenait difficile à remplir, car l'archiduc avait pour lui l'immense avantage du nombre et la force de la position. En outre, une flottille armée à Trieste et à Venise, appuyée par des frégates russes, se tenait prête à seconder, aux bouches du Pô et sur les côtes de l'Adriatique, les opérations de l'aile gauche du prince. Mais les Français allaient déployer de nouveau leur valeur sur le théâtre de leurs anciens exploits, et si Bonaparte l'Italique ne les conduisait plus, ils avaient pour eux l'audace, l'intrépidité, le caractère de l'enfant chéri de la Victoire, du héros de Rivoli, du vainqueur des Autrichiens dans vingt batailles couronnées par celle de Zurich.

Cependant Napoléon ne négligeait aucune occasion de donner des gages à l'Europe contre les souvenirs de la république. Le sénatus-consulte du 12 septembre avait rétabli l'usage du calendrier grégorien. Toutefois si l'Europe a cru triompher de la république au 18 brumaire, elle regrette sans doute à présent le Consulat et surtout le Directoire, quand elle voit deux grandes couronnes sur la tête du premier capitaine des temps modernes. Le gouvernement consulaire, sous Bonaparte, convenait mieux certainement à l'Europe et peut-être à la France. Le sceau de la république n'avait pas été brisé, la majesté de nos frontières était une loi qui ne pouvait être transgressée que pour les défendre, et les Français présentaient un peuple compacte que la prudence ordonnait de ne pas attaquer dans ses barrières naturelles.

Mais plus la haine se montre violente au-dehors contre l'Empereur, plus ardente, plus passionnée est l'exaltation de la France pour Napoléon. Le 25 septembre, il se rendit solennellement au Sénat, où son ministre des relations extérieures lut l'exposé de ses griefs contre la maison d'Autriche. Après cette lecture, deux sénatus-consultes furent proposés : l'un relatif à une levée de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1806, et le second à la

UISTOIBE UE NAPOLÉON. 2:20 rêfirganisation des gardes nationales; car dans les inomeus de danger , les guuvcroeincns , avertis par la nécessité, éclairés par le sentiment de Icursalut, uni toujours eu recours depuis vingt ans à cette belle institution qui fait la force des empires, et que les étrangers ont imitée dans leurs dernières conjurations contre la France victorieuse. Le Sénat dixréla les deux propositions cl déféra à l'Empereur la nomination des officiers de la garde nationale. Des decrets impériaux devaient arrêter son organisation définitive; ils parurent et appelèrent aux armes tous les Français depuis l'âge de vingt et un ans jusqu'à soixante. Les bataillons prirent le nom de cohortes; cette immense conscription s'étendait sur tous les départemens limitrophes, depuis le Pas-de-Calais jusqu'au lac de Genève; elle formait quatre arrondissemens dont les commandeinens furent donnés à quatre sénateurs, les généraux Rampon, d'Aboville, les maréchaux Lefebvre et Kcllcrinanii ; ces deux maréchaux reçurent de plus le commandement de deux corps d'armée de réserve, l'un à Mayence, l'autre à Strasbourg. Un Iroisicnie corps gardait Boulogne sous les ordres du maréchal Brune; trois camps volans de grenadiers devaient être établis à Bennes, dans la Vendée et au camp d'honneur de Marengo. Le général (iollaud gardait Anvers et FIcssinguc. Le prince Louis prit le commandement en Belgique et en Hollande. Un enthousiasme extraordinaire exalhiit l'esprit de l'armée : c’est pour elle aussi qu'elle aime la guerre; en se pressant autour de son Empereur, elle sait qu’elle soutient son propre ouvrage. Les gardes nationales se montrcrenl fières d'être arrachées à leurs habitudes paisibles, cl de prendre rang dans l'armée pour la défense du territoire. Napoléon, parti de Paris le 24 septembre, était à Strasbourg le 27 ; le surlendemain il reçut de tous ses corpsd’arméc lesrcnscigiiemens les plus positifs cl les plus satisfaisans. Déjà le prince Murat et le maréchal l..anncs avaient passé le Rhin, et opéré le mouvement à l’aideduquel l’Empereur cherchailà faire croire au général Mack que nous voulions pénétrer en Souabepar les défilés de la Foret-Noire, et gagner la tête des eaux du Danube, pour agir sur la rive droite. En meme temps cl d'un autre côté, les maréchaux Ney, Soull cl Davoust, avaient marché, le premier sur Sluttgard, le second sur Ileilborii, le troisième sur les hauteurs d’Ingclfîngen cl ensuite sur OKtlingcn au-delà du Nccker. Les autres corps avaient suivi le mouvement général sur chaque point qui leur était indiqué. L'Empereur lui-même se trouvait le 1’" octobre sur la rive droite du lUiin ,

après avoir adresse à son armét' une de ces proclamations qui ont prophétisé pendant quinze ans la victoire, sans démentir les paroles de l'oracle inspiré par son génie. L'électeur cl les princes de Bade vinrent à EtUngen au-devant de Napoléon, qui allait corobaltrc pour la première fois sur le théâtre de nos triomphes républicains. L'électeur de Bavière mettait toutes ses espérances dans l'appui de Napoléon : la cour de Bade, malgré son penchant pour la Russie, ne pouvait que s'en remettre à la même protection. Celte cour s'était vue obligée de transiger par un contingent de quatre mille hommes, qui obéit au drapeau français. La même opération avait eu lieu avec le duc de Uessc-Darmstadl. Mais il fallut imposer par les démonstrations de la force à l'électeur de Wurtemberg, et conquérir son alliance, peutêtre en secret volontaire et du moins aussi conforme aux intérêts du prince que nécessitée par sa situation ; pressé entre deux armées, il était contraint de prendre un parti prompt et décisif. Ney avait dû ouvrir à coups de canon les portes de StuUgard ; Napoléon employa quelques séductions auprès de rclcclcur, conclut avec lui un traité qui nousdonna un corps auxiliaire de huit mille hommes, et gagna un allié dont la fidelité lui fit toujours utile et jamais onéreuse. Cependant Napoléon , pour assurer le succès du grand mouvement de son aile gauche qu'il dérobait aux ennemis, et séparer le général Mack des renforts aulricbicns et russes qui accouraient vers lui, dirigeait toutes scs divisions surNordIingen. 11 fallait surtout que Bernadotte, avec un cnrpsgrussi (les troupes gallo-batavcs amenées par Marmonl, marchât sur Wurlzbourg où la cour de âlunich s'èLiil réfugiée, y prit le commandement de l'armée bavaroise forte de vingt-cinq mille hommes, et manœuvrât dans la même direction que les autres divisions. temps matériel manquait au maréchal pour se porter sur le Danube, à Ingolstadt, à moins qu'il ne violât les possessions prussiennes en Franconie. Napoléon n'ignorait pas les mauvaises dispositions de la Prusse, alors déclarée tout entière contre lui, le roi excepté; il sentait les dangers de l'accession de celte puissance à la coalition, mais il savait aussi qu'elle nourrissait l'arrière-pensée d'obtenir le Hanovre pour prix de sa neutralité; l'Empereur avait fait proposer au roi d'occuper cet électorat pendant laguerre. Malgré celle démarche, dont l'inteiilion était favorable aux vues de la Prusse , il ne pouvait se fier au caractère lemporiscur du cabinet de Berlin ; il prévoyait que l'audace et le succès d'uno résolution qui frapperait un coup terrible sur les alliés, suspendraient au moins les graves cfTels des ressenlimeiis les plus exaltés : en conséquence, l'ordre de franchir le

territoire «r.Anspacli cl de Barcuth fut doniu' h R(‘rnadoUe Digiiized by Google

réorganisation des gardes nationales ; car dans les momens de danger, les gouvernemens, avertis par la nécessité, éclairés par le sentiment de leur salut, ont toujours eu recours depuis vingt ans à cette belle institution qui fait la force des empires, et que les étrangers ont imitée dans leurs dernières conjurations contre la France victorieuse. Le Sénat décréta les deux propositions et déféra à l'Empereur la nomination des officiers de la garde nationale. Des décrets impériaux devaient arrêter son organisation définitive ; ils parurent et appelèrent aux armes tous les Français depuis l'âge de vingt et un ans jusqu'à soixante. Les bataillons prirent le nom de cohortes ; cette immense conscription s'étendait sur tous les départemens limitrophes, depuis le Pas-de-Calais jusqu'au lac de Genève ; elle formait quatre arrondissemens dont les commandemens furent donnés à quatre sénateurs, les généraux Rampon, d'Aboville, les maréchaux Lefebvre et Kellermann ; ces deux maréchaux reçurent de plus le commandement de deux corps d'armée de réserve, l'un à Mayence, l'autre à Strasbourg. Un troisième corps gardait Boulogne sous les ordres du maréchal Brune ; trois camps volans de grenadiers devaient être établis à Rennes, dans la Vendée et au camp d'honneur de Marengo. Le général Collaud gardait Anvers et Flessingue. Le prince Louis prit le commandement en Belgique et en Hollande. Un enthousiasme extraordinaire exaltait l'esprit de l'armée : c'est pour elle aussi qu'elle aime la guerre ; en se pressant autour de son Empereur, elle sait qu'elle soutient son propre ouvrage. Les gardes nationales se montrèrent fières d'être arrachées à leurs habitudes paisibles, et de prendre rang dans l'armée pour la défense du territoire.

Napoléon, parti de Paris le 24 septembre, était à Strasbourg le 27 ; le surlendemain il reçut de tous ses corps d'armée les renseignemens les plus positifs et les plus satisfaisans. Déjà le prince Murat et le maréchal Lannes avaient passé le Rhin, et opéré le mouvement à l'aide duquel l'Empereur cherchait à faire croire au général Mack que nous voulions pénétrer en Souabe par les défilés de la Forêt-Noire, et gagner la tête des eaux du Danube, pour agir sur la rive droite. En même temps et d'un autre côté, les maréchaux Ney, Soult et Davoust, avaient marché, le premier sur Stuttgard, le second sur Heilborn, le troisième sur les hauteurs d'Ingelfingen et ensuite sur OEttingen au-delà du Necker. Les autres corps avaient suivi le mouvement général sur chaque point qui leur était indiqué.

L'Empereur lui-même se trouvait le 1er octobre sur la rive droite du Rhin, après avoir adressé à son armée une de ces proclamations qui ont prophétisé pendant quinze ans la victoire, sans démentir les paroles de l'oracle inspiré par son génie. L'électeur et les princes de Bade vinrent à Etlingen au-devant de Napoléon, qui allait combattre pour la première fois sur le théâtre de nos triomphes républicains. L'électeur de Bavière mettait toutes ses espérances dans l'appui de Napoléon : la cour de Bade, malgré son penchant pour la Russie, ne pouvait que s'en remettre à la même protection. Cette cour s'était vue obligée de transiger par un contingent de quatre mille hommes, qui obéit au drapeau français. La même opération avait eu lieu avec le duc de Hesse-Darmstadt. Mais il fallut imposer par les démonstrations de la force à l'électeur de Wurtemberg, et conquérir son alliance, peut-être en secret volontaire et du moins aussi conforme aux intérêts du prince que nécessitée par sa situation ; pressé entre deux armées, il était contraint de prendre un parti prompt et décisif. Ney avait dû ouvrir à coups de canon les portes de Stuttgard ; Napoléon employa quelques séductions auprès de l'électeur, conclut avec lui un traité qui nous donna un corps auxiliaire de huit mille hommes, et gagna un allié dont la fidélité lui fit toujours utile et jamais onéreuse.

Cependant Napoléon, pour assurer le succès du grand mouvement de son aile gauche qu'il dérobait aux ennemis, et séparer le général Mack des renforts autrichiens et russes qui accouraient vers lui, dirigeait toutes ses divisions sur Nordlingen. Il fallait surtout que Bernadotte, avec un corps grossi des troupes gallo-bataves amenées par Marmont, marchât sur Wurtzbourg où la cour de Munich s'était réfugiée, y prît le commandement de l'armée bavaroise forte de vingt-cinq mille hommes, et manœuvrât dans la même direction que les autres divisions. Le temps matériel manquait au maréchal pour se porter sur le Danube, à Ingolstadt, à moins qu'il ne violât les possessions prussiennes en Franconie. Napoléon n'ignorait pas les mauvaises dispositions de la Prusse, alors déclarée tout entière contre lui, le roi excepté ; il sentait les dangers de l'accession de cette puissance à la coalition, mais il savait aussi qu'elle nourrissait l'arrière-pensée d'obtenir le Hanovre pour prix de sa neutralité ; l'Empereur avait fait proposer au roi d'occuper cet électorat pendant la guerre. Malgré cette démarche, dont l'intention était favorable aux vues de la Prusse, il ne pouvait se fier au caractère temporiseur du cabinet de Berlin ; il prévoyait que l'audace et le succès d'une résolution qui frapperait un coup terrible sur les alliés, suspendraient au moins les graves effets des ressentimens les plus exaltés : en conséquence, l'ordre de franchir le territoire d'Anspach et de Bareuth fut donné à Bernadotte

 en CCS Icrmes : « Traverser ces territoires, éviter » d’y séjourner, faire lieaucoup de protestations en •< faveur de la Prusse, témoigner beaucoup d’atla> •< cheineiit pour elle, le plus d’égards qu’on pourra, « puis traverser ses possessions avec rapidité, en M alléguant l’impossibilité de faire autrement, parce » que cette impossibilité est réelle. » Ces précautions, dictées par une raison prévoyante , les explications de M. I.aforét i Berlin et de M. Otto à Wurtzbourg, n’empèchèrent pas la Prusse de faire éclater son mécontentement et ses menaces; elle ouvrit la Silésie et ses autres provinces aux troupes russ(‘s pour se rendre à leur destination. Pendant ce temps, le roi de Suède ineltail à la solde des Anglais douze mille hommes qui devaient agir en Poméranie avec vingt-quatre mille Russes, aux ordres du général Tolstoy, que seconderait une légion de Hanovriens, formée en Angleterre : la reprise de l’Électorat était le but de rcxpèdition. Ni ces orages élevés contre lui, ni le déploiement de toutes les forces de la monarchie de Frédéric, n'cbranlércnt Napoléon ; de con côté, la Prusse ne se | détermina pas à en venir aux dernières extrémités; j clic paralysa même par sa contenance les cfTorts des alliés; la Prusse, enfin, temporisa par crainte, par intérêt et par une prudence dont elle n’aurait pas dû s'écarter. Mais pour les gouvernemens , comme pour les particuliers, ce qu’il y a de plus rare au monde, c'est la persévérance dans les résolutions prises avec maturité; et de la mobilité comme de la faiblesse où elle prend souvent naissance, découlent une foule de malheurs que la constance aurait presque toujours détournés. Mack , doublement trompé, soit par les démonstration de Napoléon à l'entrée dos gorges des montagnes de la Forét-Noire, soit par la marche rapide et lu rassemblement vers Stuttgard de trois corps d'armée et de la garde impériale , avait également ignoré le mouvement circulaire de notre aile gauche, composée des autres corps, aux ordres des maréchaux Ney et Davoust, ainsi que celui du grand parc d’artillerie sur Nordiingen. Il apprit enfin que le gros de l’armée française se portait sur le Danube : é celle nouvelle, il concentra sataillons de grenadiers arrivés du Tyrol, et soutenu par quatre escadrons de cuirassiers d'Albert. Murat, en marche avec sept mille hommes de cavalerie pour Zusmershausson , rencontre à Wertingen, à quatre lieues de Donawerl , ce corps d'élite : il manœuvre aussitôt pour l’entourer et lui €ou|>cr l.i retraite. Un combat opiniâtre s’engage entre les Français cl les ennemis; enfin, renforcé par le général Oudinut , venu de

Donawcrt à son secours, Mural disperse la division autrichienne cl lui fait Iniis mille prisonniers. Nos soldats, d'abord impatiens d’essayer les armes impériales que tiennent encore les mêmes mains qui avaient assuré le triomphe de la cause républicaine, ensuite électrisés déjà par les premiers exploits de la campagne, cl pleins du senlirneiil de l’admirable position où leur général les a placés, se f>ersuadcnl plus fortement encore, après celle brillante affaire, que la victoire est montée sur le trône en même temps que Napoléon. L’Empcn'ur rcconipcnse noblement scs braves sur le champ de bataille. D'un côté, nous tenons en échec le gros de l’armée autrichienne renfermée dans Hlm , de l’autre nous faisons des progrès en Bavière. Au combat de Werlingen succède le combat de Gunsbourg : en vain les Autrichiens résistent avec acharnement, en vain le prince Ferdinand est accouru pour soutenir de sa présence le courage des siens à défendre cette posilion; le maréchal Ney, secondé (Hir l'héroïsme des Digitizec: _j{

 troupes, s'empare du pont et de la ville après avoir fait doute cciits prisonniers, enlevé six pièces de canon et tué deux mille hommes aux ennemis. A la suite de cette action, le general Dupont, à qui Barnguay d'ilillicrs devait se réunir près d'Alheck , pour se porter ensemble sur Ulm , arrive seul au hameau d'Hasslach; il trouve les escarpemens de la place couronnés par une grande partie de l'arniée nutrichienne : vingt-cinq mille hommes sont devant lui; il n'en commande que sept mille. S'il recule un moment, il est perdu peut-être, lui et sa division : il n'hésite pas à aborder à la baïonnette les ennemis en marche pour l'envelopper, et renverse leur première ligne. Ce succès anime les trou|>es, en partie composées de conscrits; mais CCS conscrits ontdc beaux noms à soutenir, celui de /'ïficompara6/e 9^ légère, celui de la brate 52*, tontes deux immortalisées en Italie. Aussi les attaques successives des Autrichiens sont repoussées avec une étonnante vigueur. Le village de Jungingen fut repris six fois par cette poignée de héros. Resté maître du champ de bataille. Dupont se retire avec plus de quatre mille prisonniers , nombre presque égal à ce qu'il avait encore de soldats après un combat si terrible , et reprend avant le jour la roule de son camp d'Albuck. Napoléon ne laisse aucun rclichc à scs ennemis, résolu qu'il est de les acculer sur la place d'L'lm, et de cerner leur aile droite pour lui interdire toute communication avec le Tyrol. 1^ jour même de la prise de Cunsbourg, il se rend à Âugsbourg, d'où il envoie Soull sur Memmingen. I..e maréchal eut une brillante rencontre avec un corps ennemi, et investit cette ville, défendue par le général Spangen, à la tète de neuf bataillons qui capitulent. Soull poursuit scs succès, repasse riller et vient se placer devant Llm. Du côté de l'ouest, le maréchal Larmes achève le blocus de cette place, cl donne la main au général Marmont , arrivé d'Augsbourg avec le deuxième corps, ainsi qu'é la garde impériale, commandée par le général Bessières, cl à la division de grosse cavaleriedu général d'Uaulpoult, tous en position devant la ville menacée. Les annales militaires conserveront éternellement le souvenir de l'allocution que Napoléon , au milieu de la neige et du froid le plus vif, adressa sur le pont du Lech aux Français et aux Hollandais formant le corps de Marmont. Il leur expliqua de la manière la plus précise la situation désespérée de l'ennemi, fruit de scs combinaisons et de la constance de l'armée à braver les plus grandes fatigues, leur annonça une bataille inévitable, et leur promit un triomphe certain. Jamais harangue

prononcée dans îles circonstances aussi défavorables à l'éloquence , ne produisit un pareil cfTel sur des troupes; ja251 mais les acclamations des soldats de César ne donnèrent de plus assurés présages de la victoire à leur général. Mack peut réunir encore soixante mille hommes, mais non pas affronter avec eux les Français, dans la position redoutable où ils sont vis-à-vis de lui. Il songe donc au moyen de sauver une partie de son armée avant rentier invesLissemciil de la place. On déliiKTC sur le parti à prendre : l'archiduc adopte celui d'essayer de gagner Norüliiigen et de passer en Franconic, afin d'arriver à la frontière de Bohème avec un corps considérable. Pour exécuter ce mouvement, il faut forcer la position de* Dupont. Les deux adversaires sont en présence et combattcnl avec fureur. Le prince s'établit devant Albcck. Le 13 octobre au soir, l'armée se trouve auprès d't'lm et partout en face de retinemi. L'empereur ordonne l'attaque générale pour le lendemain. Le 14 au malin, il va lui-mème faire une reconnaissance : d'un côté, nos tirailleurs repoussent tous les avant-postes autrichiens; de l'autre, le maréchal Ney attaque les redoutables positions d'KIchingen que défendent quinze mille hommes et quarante pièces de canon; le pont est enlevé, malgré la vive résistance des Autrichiens, et traversé au pas de course par nos troupes. Bientôt Laudon, qui occupe Elcbingeo, voit ses soldats culbutés et poursuivis jusqu'au pied de scs relrancbemcns ; il perd trois mille prisonniers, des drapeaux, plusieurs pièces d'artillerie. Deux régimens ont péri presque en entier ; deux bataillons, enfoncés par le 3* régiment de hussards, mettent bas les armes. Ces nouveaux lauriers qui viennent de ceindre le front du brave des braves, sont chèrement achetés, et le nom d'KIchingcu rappellera au maréchal Ney l'un de scs plus grands périls dans l'un de ses plus beaux faits d'armes. Pendant cette brillante et rude action, l'archiduc se préparait à effectuer sa retraite avec deux divisions sous la conduite des généraux de Werneck et de flohenzollern, et une réserve de cavalerie sous son commandement, qui devaient se réunir à Nordiingen. Cependant Napoléon prescrit à Dupont de rejeter dans Mm tout ce qu'il rencontrera; mais les rapports de ce général, fortement menacé entre Albeck et Languenau par les 25,000 hommes du général Werneck, qui n'a pu regagner Ulm après le combat d'Elchingen, décident l'Empereur à envoyer sur les lieux le général Mouton, l'un de ses aidesdcrcamp. Mouton arrive au moment où le combat va commencer, et essaie d'arrêter le général Dupont. Celui-ci, malgré l'énorme disproportion

de ses forces, persiste à exécuter les ordres positifs qu’il a reçus. Après une heure d’une lutte inégale Digilized by Google

troupes, s'empare du pont et de la ville après avoir fait douze cents prisonniers, enlevé six pièces de canon et tué deux mille hommes aux ennemis. A la suite de cette action, le général Dupont, à qui Baraguay d'Hilliers devait se réunir près d'Albeck, pour se porter ensemble sur Ulm, arrive seul au hameau d'Hasslach; il trouve les escarpemens de la place couronnés par une grande partie de l'armée autrichienne : vingt-cinq mille hommes sont devant lui; il n'en commande que sept mille. S'il recule un moment, il est perdu peut-être, lui et sa division : il n'hésite pas à aborder à la baïonnette les ennemis en marche pour l'envelopper, et renverse leur première ligne. Ce succès anime les troupes, en partie composées de conscrits; mais ces conscrits ont de beaux noms à soutenir, celui de *l'incomparable* 9e légère, celui de *la brave* 32e, toutes deux immortalisées en Italie. Aussi les attaques successives des Autrichiens sont repoussées avec une étonnante vigueur. Le village de Jungingen fut repris six fois par cette poignée de héros. Resté maître du champ de bataille, Dupont se retire avec plus de quatre mille prisonniers, nombre presque égal à ce qu'il avait encore de soldats après un combat si terrible, et reprend avant le jour la route de son camp d'Albeck.

Napoléon ne laisse aucun relâche à ses ennemis, résolu qu'il est de les acculer sur la place d'Ulm, et de cerner leur aile droite pour lui interdire toute communication avec le Tyrol. Le jour même de la prise de Gunsbourg, il se rend à Augsbourg, d'où il envoie Soult sur Memmingen. Le maréchal eut une brillante rencontre avec un corps ennemi, et investit cette ville, défendue par le général Spangen, à la tête de neuf bataillons qui capitulent. Soult poursuit ses succès, repasse l'Iller et vient se placer devant Ulm. Du côté de l'ouest, le maréchal Lannes achève le blocus de cette place, et donne la main au général Marmont, arrivé d'Augsbourg avec le deuxième corps, ainsi qu'à la garde impériale, commandée par le général Bessières, et à la division de grosse cavalerie du général d'Hautpoult, tous en position devant la ville menacée. Les annales militaires conserveront éternellement le souvenir de l'allocution que Napoléon, au milieu de la neige et du froid le plus vif, adressa sur le pont du Lech aux Français et aux Hollandais formant le corps de Marmont. Il leur expliqua de la manière la plus précise la situation désespérée de l'ennemi, fruit de ses combinaisons et de la constance de l'armée à braver les plus grandes fatigues, leur annonça une bataille inévitable, et leur promit un triomphe certain. Jamais harangue prononcée dans des circonstances aussi défavorables à l'éloquence, ne produisit un pareil effet sur des troupes; jamais les acclamations des soldats de César ne donnèrent de plus assurés présages de la victoire à leur général.

Mack peut réunir encore soixante mille hommes, mais non pas affronter avec eux les Français, dans la position redoutable où ils sont vis-à-vis de lui. Il songe donc au moyen de sauver une partie de son armée avant l'entier investissement de la place. On délibère sur le parti à prendre : l'archiduc adopte celui d'essayer de gagner Nordlingen et de passer en Franconie, afin d'arriver à la frontière de Bohême avec un corps considérable. Pour exécuter ce mouvement, il faut forcer la position de Dupont. Les deux adversaires sont en présence et combattent avec fureur. Le prince s'établit devant Albeck.

Le 13 octobre au soir, l'armée se trouve auprès d'Ulm et partout en face de l'ennemi. L'empereur ordonne l'attaque générale pour le lendemain. Le 14 au matin, il va lui-même faire une reconnaissance : d'un côté, nos tirailleurs repoussent tous les avant-postes autrichiens; de l'autre, le maréchal Ney attaque les redoutables positions d'Elchingen que défendent quinze mille hommes et quarante pièces de canon; le pont est enlevé, malgré la vive résistance des Autrichiens, et traversé au pas de course par nos troupes. Bientôt Laudon, qui occupe Elchingen, voit ses soldats culbutés et poursuivis jusqu'au pied de ses retranchemens; il perd trois mille prisonniers, des drapeaux, plusieurs pièces d'artillerie. Deux régimens ont péri presque en entier; deux bataillons, enfoncés par le 5e régiment de hussards, mettent bas les armes. Ces nouveaux lauriers qui viennent de ceindre le front du brave des braves, sont chèrement achetés, et le nom d'Elchingen rappellera au maréchal Ney l'un de ses plus grands périls dans l'un de ses plus beaux faits d'armes. Pendant cette brillante et rude action, l'archiduc se préparait à effectuer sa retraite avec deux divisions sous la conduite des généraux de Werneck et de Hohenzollern, et une réserve de cavalerie sous son commandement, qui devaient se réunir à Nordlingen.

Cependant Napoléon prescrit à Dupont de rejeter dans Ulm tout ce qu'il rencontrera; mais les rapports de ce général, fortement menacé entre Albeck et Languenau par les 25,000 hommes du général Werneck, qui n'a pu regagner Ulm après le combat d'Elchingen, décident l'Empereur à envoyer sur les lieux le général Mouton, l'un de ses aides-de-camp. Mouton arrive au moment où le combat va commencer, et essaie d'arrêter le général Dupont. Celui-ci, malgré l'énorme disproportion de ses forces, persiste à exécuter les ordres positifs qu'il a reçus. Après une heure d'une lutte inégale

 meartrièrc, Napoléon , instruit du véritable étal des choses, détache deux divisions d'infanterie et la cavalerie de)lurat au secours de la division engagée dans un si grand danger; l'ennemi est écrasé, et l'archiduc, séparé du corps de Werneck qu'il veut rejoindre, est rée, sur le pont de celte ville, au niaréchnl Lannes, qui va se réunir au maréchal Ncy pour assaillir, sur la rive gauche, des hauteurs garnies de redoutes et de relranchcmens par le général Mnck afin de couvrir Mm de ce côté. Le mouvement coinmeiiceâ deux heures du matin. L'Kmpcreur, au milieu de scs soldats, partage leurs fatigues cl dirige les manœuvres; à la pointe du jour, il se rend au hameau d'ilasslach avec sa garde. Par ses ordres, le général Bertrand attaque et force le Michels-Berg, tandis que le maréchal Ney rejette dans les faubourgs les troupes qui s'appuyaient à celte position. Napoléon s'avance vers elles suivi de son escorte, cl s'obstine à ne pas s'éloigner d'une batterie de cinq pièces de canon, tout à coup démasquées, et qui tirent à demi-portée. I.anncs saisit la bride du cheval de l'Empereur, |K)ur l'obliger à s'éloigner. Napoléon veut arrêter Ncy, exposé à un feu terrible, et le contraindre à attendre l'arrivée du maréchal Lannes à la même hauteur, sur son flanc gauche. L'intrépide Ney se refuse é partager da gloire; d'ailleurs il a prévu l'altaquc ennemie. Sous la conduite de Suebet, le général Claparède, le colonel Vcdcl, font des prodiges, cl si leur mouvement est secondé par de plus grandes forces, peut-être la ville sera prise d'assaut; mais une double sortie de l'ennemi arrête ces braves, cl leur coûte beaucoup d'ofllcicrs et de soldats. Napoléon arrive sur le penchant de l'escarpcmcnl du Michelsur couper à l'ennemi la roule du Danul>c. Une autre rencontre de Mural avec Werneck , sur le pont de^ Neresheim , nous donne encore douze cents prisonniers. L'archiduc, qui venait d'arriver au muinent même, n'a que le temps de monter k cheval et d'abandonner son corps d'armée. Enfln, le 18 octobre, les huit mille lionimes qui restent au général Werneck déposent les armes. Pour mettre le comble à l.int de revers, un convoi de cinq cents voitures, attaché à cette armée, tombe entre les mains des dragons du généra) Fauconnet. Deux mille cavaliers environ , voilà tout ce qui reste à l'arrhiduc des vingt-cinq mille hommesqu'ilavaitfait sortir d'Llnt pour la défense d'Klchingen. Le 17, il s'était encore séparé de Werneck , cl avait pris la roule de Nuremberg. Ce fut ainsi que ce prince eut le l>onheur d'échapper aux mesures de Napoléon pour le rt'jeIcr dans la direction de Murat, cl l'ajouter aux immenses

trophées de la victoire. Ces succès, prevue incroyables, ayant été communiqués par Napoléon lui-même au feld-maréchaP Mack , qu'il appela à son qucirticr-général le 18 octobre , il SC détermina à rendre la ville, sous la condition qu’elle serait occupée par le corps du maréchal Ney, qui pouvait plus facilement la défendre que l'investir. Mack avait tellement perdu la tête, qu’au lieu de retenir encore pendant six jours de-* vaut Ulin les corps de Soull, de Marmonl, cl la garde impériale* il se décida à rcmeUrc celle place Digitized by Guuÿl»

et meurtrière, Napoléon, instruit du véritable état des choses, détache deux divisions d'infanterie et la cavalerie de Murat au secours de la division engagée dans un si grand danger; l'ennemi est écrasé, et l'archiduc, séparé du corps de Werneck qu'il veut rejoindre, est réduit à sortir d'Ulm et à fuir sur Aalen, pendant la nuit, avec cinq mille chevaux. Murat s'attache à la poursuite de Werneck et de l'archiduc. Toutes les opérations marchent simultanément : sur la rive droite du Danube, le maréchal Lannes emporte la tête de pont de la ville d'Ulm avec tant de vivacité, que la cavalerie autrichienne peut à peine rentrer dans la place; le même jour, le général Marmont complète le blocus sur la rive droite.

Napoléon voit tout de son quartier-général, établi à l'abbaye d'Elchingen. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, il fait passer le Danube, sur le pont de cette ville, au maréchal Lannes, qui va se réunir au maréchal Ney pour assaillir, sur la rive gauche, des hauteurs garnies de redoutes et de retranchemens par le général Mack afin de couvrir Ulm de ce côté. Le mouvement commence à deux heures du matin. L'Empereur, au milieu de ses soldats, partage leurs fatigues et dirige les manœuvres; à la pointe du jour, il se rend au hameau d'Hasslach avec sa garde. Par ses ordres, le général Bertrand attaque et force le Michels-Berg, tandis que le maréchal Ney rejette dans les faubourgs les troupes qui s'appuyaient à cette position. Napoléon s'avance vers elles suivi de son escorte, et s'obstine à ne pas s'éloigner d'une batterie de cinq pièces de canon, tout à coup démasquées, et qui tirent à demi-portée. Lannes saisit la bride du cheval de l'Empereur, pour l'obliger à s'éloigner. Napoléon veut arrêter Ney, exposé à un feu terrible, et le contraindre à attendre l'arrivée du maréchal Lannes à la même hauteur, sur son flanc gauche. L'intrépide Ney se refuse à partager la gloire; d'ailleurs il a prévu l'attaque ennemie. Sous la conduite de Suchet, le général Claparède, le colonel Vedel, font des prodiges, et si leur mouvement est secondé par de plus grandes forces, peut-être la ville sera prise d'assaut; mais une double sortie de l'ennemi arrête ces braves, et leur coûte beaucoup d'officiers et de soldats.

Napoléon arrive sur le penchant de l'escarpement du Michels-Berg, contemple à ses pieds la ville d'Ulm dominée de toutes parts, à demi-portée de canon, par nos positions, et l'armée autrichienne enfermée dans les murs de cette place, et ne pouvant désormais la quitter qu'avec la permission du vainqueur. Ses desseins sont accomplis, il fait retirer ses troupes engagées trop avant, rétablit l'ordre dans toutes les communications, et attend l'événement avec une patience vigilante, sans vouloir céder aux cris de ses soldats qui demandent l'assaut. Il désire épargner du sang : il préfère le parti d'user de son ascendant pour déterminer les Autrichiens à se rendre, à la cruelle résolution de détruire à la fois une grande ville et une valeureuse armée trahie par la fortune, ou plutôt par l'imprudence et l'incapacité de son chef. C'est avec l'affreuse perspective d'un malheur pareil à celui de Jaffa, qu'il tente de persuader, d'abord le général Mack, et ensuite le prince de Lichtenstein, de la nécessité de capituler. L'ennemi hésite : on canonne la place pendant vingt-quatre heures; les fascines, les échelles, les troupes, tout est prêt pour l'assaut. Mack essaie de dissimuler sa position par un ordre du jour menaçant pour ceux qui parleraient de reddition; mais le lendemain 17, il se présente au quartier-général français, et accepte la capitulation, motivée sur la situation désespérée de son armée.

Cependant Murat n'a point abandonné la poursuite de l'archiduc; le 16 octobre, il rencontre au village de Languenau l'arrière-garde du corps de Werneck, et lui enlève trois mille hommes, tandis que l'Empereur ordonne au maréchal Lannes de se porter sur Aalen et Nordlingen pour couper à l'ennemi la route du Danube. Une autre rencontre de Murat avec Werneck, sur le pont de Neresheim, nous donne encore douze cents prisonniers. L'archiduc, qui venait d'arriver au moment même, n'a que le temps de monter à cheval et d'abandonner son corps d'armée. Enfin, le 18 octobre, les huit mille hommes qui restent au général Werneck déposent les armes. Pour mettre le comble à tant de revers, un convoi de cinq cents voitures, attaché à cette armée, tombe entre les mains des dragons du général Fauconnet. Deux mille cavaliers environ, voilà tout ce qui reste à l'archiduc des vingt-cinq mille hommes qu'il avait fait sortir d'Ulm pour la défense d'Elchingen. Le 17, il s'était encore séparé de Werneck, et avait pris la route de Nuremberg. Ce fut ainsi que ce prince eut le bonheur d'échapper aux mesures de Napoléon pour le rejeter dans la direction de Murat, et l'ajouter aux immenses trophées de la victoire.

Ces succès, presque incroyables, ayant été communiqués par Napoléon lui-même au feld-maréchal Mack, qu'il appela à son quartier-général le 18 octobre, il se détermina à rendre la ville, sous la condition qu'elle serait occupée par le corps du maréchal Ney, qui pouvait plus facilement la défendre que l'investir. Mack avait tellement perdu la tête, qu'au lieu de retenir encore pendant six jours devant Ulm les corps de Soult, de Marmont, et la garde impériale, il se décida à remettre cette place

The text on this page is estimated to be only 27.73% accurate

HISTOIBE DE NAPOLÉON. le lenücmain. Le 19> trente mille hommes conduits par seize généraux, soixante pièces de canon, quarante drapeaux et trois mille chevau.x, défllè> rent devant rarrnéc française, en halaille sur les hauteurs du Michcis-Bcrg et du Frauenherg. Napoléon, entoure de son état-major et de sa garde, s'enivra en Si'crct d'un triomphe encore inconnu pour lui parmi ses plus éclatantes victoires d'Italie et d'Egypte. Il traita les vaincus avec une noble bienveillance, non pas toutefois sans laisser tomber, en s'entretenant avec les généraux ennemis, quelques-unes de ces paroles menaçantes qui ressemblaient à des oracles dans la bouche d'un homme accoutumé à réaliser les [iromesscs de son génie, et à déconcerter par des merveilles inattendues tous les calculs de la prudence humaine. Au moment même de ces succès iimgis, Napoléon, qui, dans de plus grands intérêts que ceux d'une vaine ambition de suffrages, avait toujours, au milieu de scs plus lointaines expéditions, les yeux Axés sur Paris, donnait aux magistrats de la capitale des drapeaux et deux pièces de canon prises au combat de Werliiigcii : il faisait aussi hommage au Sénat de quarante drapeaux enlevés à l'ennciiii dans les affaires qui avaient suivi ce combat. Le message parlait encore plus à la nation qu'aux sénateurs; c'était un appel adresse par la gloire au courage de la jeunesse françaisi*. Avant notre départ du quartier-général d'Ulin, des décrets utiles et une proclamation qui n'a peut-être point sa pareille dans la vie d'aucun illustre capitaine, parce qu'elle retrace les suites admirables d'une conception déclarée infaillible par des résultats prévus et annoncés d'avance, acquittèrent la reconnaissance de Napoléon envers l'armée. Lepioidanl la violation du territoire prussien avait beaucoup accru la prépondérance du parti russe à ilcrlin. Alexandre était venu en personne aigrir les niécontcntcmens du roi ; {H>ur ajouter à ces mauvaises dispositions, l'arcliiduc Antoine, aussitôt apres la défaite d'i'lm, accourut avec la mission de représenter aux deux souverains l'urgence des secours réclamés par la maison d'Autriche. Deux jours après son arrivée eut lieu, le oclebre, entre Alexandre et Frédéric-Guillaume, un traité mystérieux qui fut en quelque sorte renouvelé cl et juré sur la tombe du grand Frédéric, à Potzdam. Gc traité, ce scmienl, avaient des racines plus profondes qu'on ne le crut alors i ils étaient inspirés par ce jésuitisme politique qui attacha constamment une restriction mentale à toutes les conventions que l'Kuropc conclut avec

Napoléon, depuis celles de Lunéville cl d'Amiens. I/alliancc de la myslicilc russe cl prussienne, qui eut une innuence si forte sur le sort de U France et de l'Europe, date de la scène de Potzdani. Alexandre fut le grand-prôlre de cette religiosité qui devait mourir avec lui, cl dont le caractère, purement personnel à ce prince , n'a obtenu de place dans l'hisloirc que parce que son fondateur, était, apres N.ipoléon, le monarque le plus puissant de la chrétienté. Le nom de Sainte-Alliance est une des plus singulières audaces du pouvoir dans ce siècle tout philosophique, et il a fallu la tension continue de toutes les forces physiques des gouvernemens pour soutenir pendant quelques années le crédit de cette étrange parodie dis droits de l'homme. CcUc bizarre Action du despotisme a expiré sans convulsion devant la nécessité du temps; elle reste moqué« à présent par ses propres déserteurs , comme le sont toujours les aberrations de la politique par la raison universelle. L'arc ne s'csl point brisé, il s'est détendu de lui-métne, quand la mort a eu glacé le bras qui le tenait encore. ^ Tandis que l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'AnglcUTri', intervenue parscs envoyés pour régler les subsides destinés à suider la coopération de celle dernière puissance, préparaient notre ruine. Napoléon, à rixcinple de César, ne s'arrête qu'un niomenl à Munich, qui le reçoit en libérateur, et poursuit le cours de sa fortune; déjà toutes scs divisions, arrivées simultanément aux dilférens points dé.signés, ont franchi l'Inn, malgré toutes les-démonstralions cl môme les cflbrls d'une vive résistance. Soull, Lannes et Murat sont allés au-dc\ant des Russes. Le i8 octobre, Lannes occupe Braunau, place importante pour nuus, où il s'empare de magasins considérables. Le SO, Murat, qui n'a pas laissé un moment de repos au prince Ferdinand, après l'avoir encore battu entre Furlh et NurernIxTg, atteint de nouveau son arrière-garde à Mchrinbach. L'archiduc lui a échappé et a pu se retirer en Bohême. 11 ne reste plus de l'armée de ce prince que la division Jellachich, qui s'est jetée dans le Tyrol et qui bientôt capitulera entre les mains d'Augereau. BernadoUe est entre dansSalzbourg. Le 4 novembre, Murat et Lannes dispersent une arrière-garde russe à Ainslelten ; le même jour, Davoust occupe Steyer dans la Basse-Autriche, cl ViccncG ouvre scs portes à l'arniér d'Italie. Masséna a déjà fait capituler un corps autrichien. L'archiduc Charles aussi a commencé sa reiraitc. Le 7, Ney délivre le Tyrol de l'armée de l'archiduc Jean, elsc rend mattre des villes de Hall et dTnspruck. Trois joursaprès, Davoust renverse, au combat de Marienzcll, le corps de Mcorvcidt, tandis que àlannont arrive à Léoben. Cette petite ville

rappelle à Napoléon le plus t»eau souvenir de l’immortelle campagne dTlalic, le traité de CampaFurmio, la paix d.mnéc à rornp^'rour d’Antriclie
-îü uiyiiized by Google

le lendemain. Le 19, trente mille hommes conduits par seize généraux, soixante pièces de canon, quarante drapeaux et trois mille chevaux, défilèrent devant l'armée française, en bataille sur les hauteurs du Michels-Berg et du Frauenberg. Napoléon, entouré de son état-major et de sa garde, s'enivra en secret d'un triomphe encore inconnu pour lui parmi ses plus éclatantes victoires d'Italie et d'Égypte. Il traita les vaincus avec une noble bienveillance, non pas toutefois sans laisser tomber, en s'entretenant avec les généraux ennemis, quelques-unes de ces paroles menaçantes qui ressemblaient à des oracles dans la bouche d'un homme accoutumé à réaliser les promesses de son génie, et à déconcerter par des merveilles inattendues tous les calculs de la prudence humaine.

Au moment même de ces succès inouis, Napoléon, qui, dans de plus grands intérêts que ceux d'une vaine ambition de suffrages, avait toujours, au milieu de ses plus lointaines expéditions, les yeux fixés sur Paris, donnait aux magistrats de la capitale des drapeaux et deux pièces de canon prises au combat de Wertingen : il faisait aussi hommage au Sénat de quarante drapeaux enlevés à l'ennemi dans les affaires qui avaient suivi ce combat. Le message parlait encore plus à la nation qu'aux sénateurs ; c'était un appel adressé par la gloire au courage de la jeunesse française. Avant notre départ du quartier-général d'Ulm, des décrets utiles et une proclamation qui n'a peut-être point sa pareille dans la vie d'aucun illustre capitaine, parce qu'elle retrace les suites admirables d'une conception déclarée infaillible par des résultats prévus et annoncés d'avance, acquittèrent la reconnaissance de Napoléon envers l'armée.

Cependant la violation du territoire prussien avait beaucoup accru la prépondérance du parti russe à Berlin. Alexandre était venu en personne aigrir les mécontentemens du roi : pour ajouter à ces mauvaises dispositions, l'archiduc Antoine, aussitôt après la défaite d'Ulm, accourut avec la mission de représenter aux deux souverains l'urgence des secours réclamés par la maison d'Autriche. Deux jours après son arrivée eut lieu, le 25 octobre, entre Alexandre et Frédéric-Guillaume, un traité mystérieux qui fut en quelque sorte renouvelé et et juré sur la tombe du grand Frédéric, à Potzdam. Ce traité, ce serment, avaient des racines plus profondes qu'on ne le crut alors ; ils étaient inspirés par ce jésuitisme politique qui attacha constamment une restriction mentale à toutes les conventions que l'Europe conclut avec Napoléon, depuis celles de Lunéville et d'Amiens.

L'alliance de la mysticité russe et prussienne, qui eut une influence si forte sur le sort de la France et de l'Europe, date de la scène de Potzdam. Alexandre fut le grand-prêtre de cette religiosité qui devait mourir avec lui, et dont le caractère, purement personnel à ce prince, n'a obtenu de place dans l'histoire que parce que son fondateur, était, après Napoléon, le monarque le plus puissant de la chrétienté. Le nom de Sainte-Alliance est une des plus singulières audaces du pouvoir dans ce siècle tout philosophique, et il a fallu la tension continue de toutes les forces physiques des gouvernemens pour soutenir pendant quelques années le crédit de cette étrange parodie des droits de l'homme. Cette bizarre fiction du despotisme a expiré sans convulsion devant la nécessité du temps ; elle reste moquée à présent par ses propres déserteurs, comme le sont toujours les aberrations de la politique par la raison universelle. L'arc ne s'est point brisé, il s'est détendu de lui-même, quand la mort a eu glacé le bras qui le tenait encore.

Tandis que l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Angleterre, intervenue par ses envoyés pour régler les subsides destinés à solder la coopération de cette dernière puissance, préparaient notre ruine, Napoléon, à l'exemple de César, ne s'arrête qu'un moment à Munich, qui le reçoit en libérateur, et poursuit le cours de sa fortune ; déjà toutes ses divisions, arrivées simultanément aux différens points désignés, ont franchi l'Inn, malgré toutes les démonstrations et même les efforts d'une vive résistance. Soult, Lannes et Murat sont allés au-devant des Russes. Le 28 octobre, Lannes occupe Braunau, place importante pour nous, où il s'empare de magasins considérables. Le 30, Murat, qui n'a pas laissé un moment de repos au prince Ferdinand, après l'avoir encore battu entre Furth et Nuremberg, atteint de nouveau son arrière-garde à Mehrenbach. L'archiduc lui a échappé et a pu se retirer en Bohême. Il ne reste plus de l'armée de ce prince que la division Jellachich, qui s'est jetée dans le Tyrol et qui bientôt capitulera entre les mains d'Augereau. Bernadotte est entré dans Salzbourg. Le 4 novembre, Murat et Lannes dispersent une arrière-garde russe à Amstetten : le même jour, Davoust occupe Steyer dans la Basse-Autriche, et Vicence ouvre ses portes à l'armée d'Italie. Masséna a déjà fait capituler un corps autrichien. L'archiduc Charles aussi a commencé sa retraite. Le 7, Ney délivre le Tyrol de l'armée de l'archiduc Jean, et se rend maître des villes de Hall et d'Inspruck. Trois jours après, Davoust renverse, au combat de Marienzell, le corps de Meerveldt, tandis que Marmont arrive à Léoben. Cette petite ville rappelle à Napoléon le plus beau souvenir de l'immortelle campagne d'Italie, le traité de Campo-Formio, la paix donnée à l'empereur d'Autriche

mSTÜlKE DE NAPOLEON. !23i par k général Bonaparlo. Mais ccUc fuis Tempe- j rcur des Français veut aller à Vienne, car à pré* ' sent il lui rosie à faire sa fortune de souverain; et c'est dans les capitales des empires qu'il forcera TKurope à respecter son titre impérial. Le 11, au terrible combat de Diernstein, le maréchal Mortier cueille une des plus belles palmes de cette guerre mémorable : il n'a que cinq mille soldats, cl rencontre dans un défilé Tarricre-gardc russe forte de vingt*cinq mille hommes. L'action dure depuis six heures du matin jusqu'à quatre heures du soir. Le maréchal tue à Tcnnemi deux mille hommes, fait neuf cents prisonniers, prend six drapeaux cl six pièces de canon, se fraie un passage au travers des colonnes russes, et rejoint Tarméc avec sa troupe héroïque sur la rive dniite du Danube. Le 13, les bourgeois de Vienne reçoivent le vainqueur Vischau, et commencent le fatal mouvement que Napoléon leur a, pour ainsi dire, inspire par une feinte retraite. Les jours suivans, ce mouvement continue. I.r 1 " décembre, les ennemis se trôiiveiil sous

HISTOIRE 1)E NAI'ÜLÉüN. les armes en face de nous. A la nouvelle de leur marche, Napoléon réunit sous sa main tontes les troupes dont il a besoin, et établit sa ligne de ba> taille, la droite au lac de Menitz. la gauche au pied des montagnes, entre les deux bassins de la Schwartia et delà March. Cette ligne a devant elle le Santon, position élevée d'où Napoléon peut embrasser à la fois toutes les opérations. Le 30 novembre, en parcourant les hauteurs de Pratzen, il avait dit à ses généraux, au sujet de celle belle position comparée k celle du Santon : « Si je voulais empêcher M l'ennemi de passer, c'est ici que je me placerais; « mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire : si au •« contraire, je resserre ma droite en la retirant vers « Drünn, et que les Russes abandonnent ces hau« leurs, ils sont perdus sans ressource. » Nous devions combattre sous les plus heureux auspices : Trieste s'etait rendue à Nasséna, et, par la plus glorieuse comme la plus savante combinaison, les armées françaises d'Allemagne et d'Italie avaient, le 20 novembre, uni leurs lauriers à Klagenfurlh. Le sort de la monarchie autrichienne allait être décidé dans les plaines de la Moravie, autour d'une petite ville à deux lieues de Brünn. i I.e 1®' décembre, Napoléon voit avec une indi- ^ cible joie les Russes, animés de la plus funeste conliance, exécuter en plein jour leur mouvement do Oanc pour tourner notredroile.il s'écrieà plusieurs reprises : « /iront demain au soir, cetta armée est à moi} » et dans ce moment même, il dicte une proclamation qui met les troupes dans la confldencc des projets de rennemi et du succès assure de nos elTorls. I/C soir, il veut visiter incognito les bivacs de son armée; mais, reconnu des les premiers pas, soudain toute la ligne est éclairée par des fanaux de paille, et nos soldats, transportés d'allégresse, célèbrent ainsi le premier anniversaire du couronnement. De retour k son bivac, Napoléon fait sur-le-champ des dispositions. Ilavoust se dirige vers Raygerd pour contenir l'aile gauche des alliés ; Mural est k la tête de toute notre cavalerie; Bernadotte commande le centre; SouU la droite, ou l'efTort doit être décisif; Lannes défend la gauche, et appuie Tune de ses ailes au Santon , que l'Empereur a fait fortifier et armer de dix-huit pièces de canon, sous la garde du 17® régiment d'infanterie légère. Otle position est la clef de toutes les opérations offensives. Napoléon sc trouve en réserve avec les dix bataillons de sa garde et les dix bataillons de grenadiers du généra] Oudinot. Enfin, le 2 décembre, le soleil SC lève : entouré de scs maréchaux, l'Empereur attend, pour donner ses derniers

ordres, que l'horizon soit tout-è-fait éclairci. Chacun sc rend à son poste : » Soldats ! dit Napoléon en passant sur le « front de bandière de plusieurs régimens, il faut *» cl le combat commence aux cris de rire VKtuperevrt A sept heures du matin, l'armée combinée quitte les hauteurs de Bralzen : le niouvetnent des alliés est décidé; l'Empereur le voit, cl veut d'abord que le maréchal Soult, qu'il avait placé la veille eu avant des défilés avec ses troupes toutes prêtes, aille s'emparer de la position; mais il croit devoir suspendre encore celte manœuvre. Cependant une violente canonnade s'entend vers la droite, que les Russes débordent déjà cl qu'ils pensent avoir tournée : Davoust, accouru sur l'avis du général Margaron, fait tctc à Buxhowden , vers Telnilz et Soconillz, avec une admirable constance; de brillans succès récompensèrent ses efforts. De son côté, Soult reçoit l'ordre d'attaquer les hauteurs en ar-* rière et k gauche du plateau de Pratzen. En vain Kutusoff, qui reconnaît l'énormité de sa faute et qui sent l'imporlance de cette position, veut la reprendre et la garder au prix des plus grands sacrifices : il est forcé, après deux heures de la lutte la plus opiniâtre, de nous abandonner les hauteurs avec toute rartilleric qui les couronne. Dés ce moment nous occupons le centre et la gauche de rennemi, qui sc trouvent coupes du corps de bataille; et tout espoir de rétablirlcs affaires est perdu pour les coalisés. Toutes nos opérations marchaient de front; Soult et Lannes s'avançaient, l'un vers les hauteurs de Blasowitz, l'autre en avant sur sa gauche dans la direction de Bosenitz, pour démasquer la cavalerie de Mural, qu'il devait soutenir ensuite de concert avec des divisions de Bernadotte, à l'attaque simultanée de Blasowitz par les deux maréchaux. Grâce à celte union des deux armes, les Français s'emparèrent successivement des hauteurs de Blasowitz, des positions de Kruh et Hollubit. A la droite, au centre, à la gauche, partout le succès répondit au courage de nos troupes, et les fieulenans de l'Empereur sc montrèrent également dignes de suivre les inspirations d'un si grand capitaine. Les débris de l'aile droite des ennemis, crifoncée, prisonnière ou détruite, nous ont laissés maîtres du champ de bataille; mais ils tentent de ressaisir l'avantage au centre, à l'aide de leur réserve et de la cavalerie de la garde impériale russe. Déjà même cette cavalerie avait renversé et dispersé deux baI taillons des plus braves de rarmee française, emportés trop loin par leur ardeur. Napoléon l'apprend, envoie une portion de la cavalerie de sa garde, sous le commandement du général Rapp : un combat terrible*

s'engage, et, malgré tous leurs efforts, les Russes sont obligés de céder à la constance et à l'inIrépidilé des vétérans de l'armée : en un clin d'œil.

les armes en face de nous. A la nouvelle de leur marche, Napoléon réunit sous sa main toutes les troupes dont il a besoin, et établit sa ligne de bataille, la droite au lac de Menitz, la gauche au pied des montagnes, entre les deux bassins de la Schwartza et de la March. Cette ligne a devant elle le Santon, position élevée d'où Napoléon peut embrasser à la fois toutes les opérations. Le 30 novembre, en parcourant les hauteurs de Pratzen, il avait dit à ses généraux, au sujet de cette belle position comparée à celle du Santon : « Si je voulais empêcher « l'ennemi de passer, c'est ici que je me placerais; « mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire : si au « contraire, je resserre ma droite en la retirant vers « Brünn, et que les Russes abandonnent ces hau- « teurs, ils sont perdus sans ressource. »

Nous devions combattre sous les plus heureux auspices : Trieste s'était rendue à Masséna, et, par la plus glorieuse comme la plus savante combinaison, les armées françaises d'Allemagne et d'Italie avaient, le 29 novembre, uni leurs lauriers à Klagenfurth. Le sort de la monarchie autrichienne allait être décidé dans les plaines de la Moravie, autour d'une petite ville à deux lieues de Brünn.

Le 1er décembre, Napoléon voit avec une indicible joie les Russes, animés de la plus funeste confiance, exécuter en plein jour leur mouvement de flanc pour tourner notre droite. Il s'écrie à plusieurs reprises : « *Avant demain au soir, cette armée est à moi;* » et dans ce moment même, il dicte une proclamation qui met les troupes dans la confidence des projets de l'ennemi et du succès assuré de nos efforts. Le soir, il veut visiter incognito les bivacs de son armée; mais, reconnu dès les premiers pas, soudain toute la ligne est éclairée par des fanaux de paille, et nos soldats, transportés d'allégresse, célèbrent ainsi le premier anniversaire du couronnement.

De retour à son bivac, Napoléon fait sur-le-champ des dispositions. Davoust se dirige vers Raygerd pour contenir l'aile gauche des alliés : Murat est à la tête de toute notre cavalerie; Bernadotte commande le centre; Soult la droite, où l'effort doit être décisif; Lannes défend la gauche, et appuie l'une de ses ailes au Santon, que l'Empereur a fait fortifier et armer de dix-huit pièces de canon, sous la garde du 17e régiment d'infanterie légère. Cette position est la clef de toutes les opérations offensives. Napoléon se trouve en réserve avec les dix bataillons de sa garde et les dix bataillons de grenadiers du général Oudinot. Enfin, le 2 décembre, le soleil se lève : entouré de ses maréchaux, l'Empereur attend, pour donner ses derniers ordres, que l'horizon soit tout-à-fait éclairci. Chacun se rend à son poste : « Soldats ! dit Napoléon en passant sur le « front de bandière de plusieurs régimens, il faut « finir cette campagne par un coup de tonnerre; » et le combat commence aux cris de *vive l'Empereur!* A sept heures du matin, l'armée combinée quitte les hauteurs de Pratzen : le mouvement des alliés est décidé; l'Empereur le voit, et veut d'abord que le maréchal Soult, qu'il avait placé la veille en avant des défilés avec ses troupes toutes prêtes, aille s'emparer de la position; mais il croit devoir suspendre encore cette manœuvre. Cependant une violente canonnade s'entend vers la droite, que les Russes débordent déjà et qu'ils pensent avoir tournée : Davoust, accouru sur l'avis du général Margaron, fait tête à Buxhowden, vers Telnitz et Soconiltz, avec une admirable constance; de brillans succès récompensèrent ses efforts. De son côté, Soult reçoit l'ordre d'attaquer les hauteurs en arrière et à gauche du plateau de Pratzen. En vain Kutusoff, qui reconnaît l'énormité de sa faute et qui sent l'importance de cette position, veut la reprendre et la garder au prix des plus grands sacrifices : il est forcé, après deux heures de la lutte la plus opiniâtre, de nous abandonner les hauteurs avec toute l'artillerie qui les couronne. Dès ce moment nous occupons le centre et la gauche de l'ennemi, qui se trouvent coupés du corps de bataille; et tout espoir de rétablir les affaires est perdu pour les coalisés.

Toutes nos opérations marchaient de front; Soult et Lannes s'avançaient, l'un vers les hauteurs de Blasowitz, l'autre en avant sur sa gauche dans la direction de Bosenitz, pour démasquer la cavalerie de Murat, qu'il devait soutenir ensuite de concert avec des divisions de Bernadotte, à l'attaque simultanée de Blasowitz par les deux maréchaux. Grace à cette union des deux armes, les Français s'emparèrent successivement des hauteurs de Blasowitz, des positions de Kruh et Hollubit. A la droite, au centre, à la gauche, partout le succès répondit au courage de nos troupes, et les lieutenans de l'Empereur se montrèrent également dignes de suivre les inspirations d'un si grand capitaine.

Les débris de l'aile droite des ennemis, enfoncée, prisonnière ou détruite, nous ont laissés maîtres du champ de bataille; mais ils tentent de ressaisir l'avantage au centre, à l'aide de leur réserve et de la cavalerie de la garde impériale russe. Déjà même cette cavalerie avait renversé et dispersé deux bataillons des plus braves de l'armée française, emportés trop loin par leur ardeur. Napoléon l'apprend, envoie une portion de la cavalerie de sa garde, sous le commandement du général Rapp : un combat terrible s'engage, et, malgré tous leurs efforts, les Russes sont obligés de céder à la constance et à l'intrépidité des vétérans de l'armée : en un clin d'œil,

The text on this page is estimated to be only 28.54% accurate

 canons, artillerie, étendards, tout tombe en notre pouvoir. Un instant plus tard, le prince Constantin était au nombre des prisonniers. I.cs deux empereurs de Russie et d'Autriche voyaient ce désastre des hauteurs d'Austerlitz. C'est dans la plaine de ce nom, qu'apres la défaite de leur droite et de leur centre, les restes de leur aile g.iuchc se trouvent enveloppés par suite des manœuvres de Napoléon et de la rapide exécution de scs ordres; c'est là que s'achève la ruine de rennerni. Écrasées par l'artilleric qui plonge sur elles, pressées de tous côtés par des attaques diiïcrentcs, acculées à un lac dans un bas-fond, enfermées dans un cercle de feu, scs divisions périssi'iil, déposent les armes, ou se noient en voulant fuir sur la glace, qui rontpt sous leur poids. ()uinzc mille hommes tues, un nombre énorme de blessés, environ vingt mille prisonniers, quarante drapeaux, près de deux cents pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie, tous les gros équipages, une quantité de chevaux, voilà les fruits de celte immortelle journée. L'intrépide Rapp sc distingua à Austerlitz, entre tous ses rivaux , par (L*s prodiges de valeur ; c'est ce générai qui vint tout sanglant, son sabre brisé, son cheval couvert de hlossurcs, annoncer à l'Ein|)crcur le succès de la charge décisive contre la garde impériale russe. Le peintre Gérard a choisi ce brillant épisode, pour immortaliser aussi sur la tuile la plus belle victoire peut-être, et sans doute la plus importante par scs résultats, que Napoléon ail renqKirtcc sur scs ennemis. Le 4 décembre, rcm|)ereur François vînt saluer le vainqueur à son bivac : u Jt n'hahiie point d'autt'e palais depuis deux mois, lui dit Napoléon. — l^'ous saeez si bien tirer partide celte habitation, reprend François II , qu'elle doit rona plaire; n et il lui demanda la paix. La veille de la bataille, le comte de Haugwilz était arrivé à Brünn, presque au mumeiU où les Russes attaquaient l'avant-garde française, li était chargé d'obtenir satisfaction de Napoléon pour la violation du territoired'Anspach par BernadoUe. La Prusse s'était mise sous les armes depuis le traite de Potzdam du 3 novembre. Napoléon, apprenant le mouvement oiïensif des Russes, engagea Haugwilz à aller à Vienne attendre sa réponse. Le surlendemain. Haugwilz, de retour, se vil forcé de changer de langage, et, en effet, comme il félicitait Napoléon sur la victoire d'Austerlitz : ^oità, répliqua ce prince, un compliment dont la forlune a ctianyé l'adresse. Celait répondre d'une manière piquante au traité sentimental juré sur la tombe du grand Frédéric,

entre Alexandre et Frédéric-Guillaume. Le général Snvary alla instruire l'empereur de Russie de lu capitulation convenue entre Fmiicois et Napoléon. L'armée russe était cernée ; Alexandre souscrivit aux conditions qui l'obligeaient à sc retirer par journées d'étape, et à évacuer i'Autriebe et la Pologne. On assure que ce grand sauf-conduit comprenait ce prince personnellement. 11 résulte d'iinc autre version que. Mural s'élanl iroiitpc dans la direction que Napoléon lui avait donnée pour fermer le chemin à PtirméH* russe, celle armée était enlicremcnl libre ou d'effectuer sa retraite ou môme de continuer la guerre. Napoléon avait alors d'autant plus intérêt à se défaire promptement, et à tout prix, d'Alexandre cl de son armée, que l'archiduc Charles se trouva il déjà fort près du Danube, qu'il pouvait Soulever la Hongrie, que les réserves de l'ennemi n'étaient |>as loin ü'OImülz, que l'archiduc Ferdinand guerroyait avec succès contre les Bavarois du général Wrède, cl enOn que cenl mille Prussiens, rassembles en Saxe, n'attendaient qu'un signal pour entrer en Frnnconie. Quoi qu'il en soit, l'empereur Alexandre reprit, dans la nuit du 4 au 3 décembre, la roule de ses États. Le G, on publia solennellement l'armistice d'Austerlitz, et la ville de Prcsboiirg fut choisie pour la réunion des plénipotentiaires françaisctautrichirns. Le même jour, deux beaux decrets honorèrent le vainqueur. 11 voyait avec douleur les rangs de sa grande armée éclaircis par la perle d'une foule de braves : il accorda 0,000 fr. de pension aux veuves des generaux lues à Austerlitz; S,i000 fr. à celles des colonels et des majors ; à celles des capitaines, l,â00 fr.; à celles des lieulcnans et sous-licutenans, 800 fr. ; cl 200 fr. aux veuves des soldais. Par un autre décret, l'Cmpereur adopta leurs enfans; ils devaient être ckvcs et établis à ses frais; il leur permit de joindre à leurs noms celui de Na|>oléon. Le 13, le vainqueur est complimenté solennellement à Schœnbrunn, par les maires de Paris, cl leur remet quarante-cinq drapeaux prisa Auslcrlilz, qui orneront les voûtes de l'église métropolitaine. Le 13, par une convention provisoire signée à Vienne, la Prusse abandonne à la France les pays d'Anspach.dc CIcves, le duché de Berg, dont Napoléon dote le prince Mural, cl la principauté de Neufchàlel, qui doit récompenser les services de son chef d'ctal-major d'Italie, d'Égyplc et d'Allemagne, î.a Prusse reçoit en indemnité l'élcctorat de Hanovre. Le 2G, par le traité de Presbourg entre la France et fAulrichc, Napoléon, reconnu roi d'Italie, fait céder à sa nouvelle couronne les Étals de Venise, la Ilalmalie, ainsi que l'Albanie. L'électeur de Bavière ajoute il ses Étals le Tyrol et l'Inn Vicrtel, appartenant à l'Autriche, cl le pays

d’Anspach, apparleiiarit à la Prusse. La Souabc autrichienne est partagée entre le duc de Wurtemberg et le margrave de Rade. Le pays de \Vurlzbourgcst donné au grand* h Coogle

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 857 duc de Toscane, qui renonce à celui de SaUxbourg en faveur de l'Aulriche. Pour récompenser la courageuse fidélité des deux premiers souverains, Napoléon les fait rois. Os royautés dateront à jamais de la seconde année du règne de Napoléon. Il fait plus : il force l'Autriche de rendre aux Bavarois les canons et les drapeaux pris par elle en 1740. Le margrave de Bade reçoit le titre de grand-duc. Le 27 décembre, une proclamation relative à ses desseins sur le trône de Naples, apprend à l'Europe qu'il le destine à son frère Joseph. Naples, malgré lu traité du 21 septembre, n'a pas cessé d'ouvrir scs ports aux Anglais. Vers le milieu de novembre, douze mille Russes et six mille Anglais étaient entres dans la rade de celle capitale, où les attendait une armée de vingt-cinq mille Napolitains. Naples avait dô plusieurs fuis son salut é l'intcrvenlioD de l'Espagne, du Saint-Siège, et à celle de l'empereur Paul. Celte puissance s'était jouée constamment des traités implorés par sa faiblesse, et notamment de celui que le roi avait ratilié le 8 octobre précédent. Tant de perfidie doit recevoir un châtiment qui l'cmpéche de se reproduire. Enfin l'Empereur donne desa main victorieuse et libératrice, à son fils adoptif, reconnu prince et vice-roi d'Italie, la belle princesse royale de Bavière, et le déclare son successeur â la couronne de Milan, s'il meurt sans postérité. Telle fut t'issue de la neuvième campagne de Napoléon; ainsi sc dénoua la troisième coalition. En vain les puissances qui l'ont formée, l'Anglelcrrc, la Suède et la Russie, persisteront i ne point traiter comme empereur des Français, roi d'Italie, ce Napoléon qui vient de ceindre le diadème à deux princes allemands, et qui prend trois souverains dans sa famille. Jamais on ne mil le fait k la place du droit d'une iiianicre plus énergique : il paraissait donc singulier aux publicistes de voir les monarques d'Angleterre, de Suèile et de Russie, s'opiniâtrer â ne pas sanctionner la double élection de Napoléon |Mr le peuple français et par le peuple italien. Ces monarques ne pouvaient ce{>endant pas avoir oublié leur origine royale, ni montrer des titres aussi incontestables et aussi puissans que ceux de Napoléon à l'admiration et à la confiance des nations. La défaite de deux empereurs, maîtres de la moitié du continent, établissait suffisamment au moins la légitimité du champ de bataille. Toutefois le descendant de Rüinanoff s'était refusé à ratifier l'armistice d'Austerlitz. Trop éloigné du centre de rEuro[>c pour être forcé de consentir à partager l'humiliation delà cour de Vienne, il avait repris rapidement la roule de sa capitale; heureux

d’avoir profite de la générosité de Napoléon, il laissait indécise entre ce prince cl lui, non la question de la guerre, mais celle de sa prolongation. Le cabinet russe n'en reconnaîtra pas moins un jour, dans le traite que H. de Talleyrand vient de signer à Preshourg avec le prince Jean de Lichtenstein et lecomtc de Giulay, l'idée mère de cette confédération germanique qui, sous le nom de confédération du Rhin, est destinée à étendre la frontière armée de la France jusqu’aux bords de l’Elbe, contre la puissance russe, et â jouer un rôle si actif cl si important dans les aïïaircs de l’empire français. La neuvième campagne de Napoléon, la plus mémorable par scs rcsultals de toutes celles qui illustrèrent jusqu'à la fin le règne du grand capitaine, avait en soixante jours transporté cent soixante mille Français d'un petit port de la Manche et de la Péninsule italique aux sources du Danube, aux défilés des montagnes Noires, de là aux monts Krapachs et aux glaciers d’où sort la Vislulc; clic avait vu Napoléon, vainqueur des deux empereurs, rendre A l'un ses Étals, k l'autre son armée ; distribuer des couronnes à ses alliés, des souverainetés à ses généraux. Mais si un nouvel empire d’Occident semble renaître à la voix du héros d’Austerlitz, le sceptre des mers reste sans partage à son implacable ennemi. La politique de l’Angleterre, à qui Napoléon doit tant de trophées et de grandeur, peut sc consoler aussi par d’éclatans triomphes de la haute fortune de l’homme qu’elle a dévoué â la gloire et k la vengeance. Sans 1a campagne du vice-amiral Missiessy. qui, parti de Rochefurt le 1 1 janvier, avait débarqué des munitions à la Martinique, fait k la Dominique une descente heureuse, ravitaillé la Guadeloupe, ravagé quelques Iles anglaises, et enfin débloque Santo-Dumingo, la marine française en 180S5 ne compterait que des revers. A près le déplorable échec qu'essuyèrent, le 22 juillet, au cap Finistère, les Hottes combinées française et espagnole contre la flotte anglaise, le 21 octobre, rAngletcrrc avait gagné sa bataille d’Auslcrlilz au cap Trafalgar contre les deux alliés. Nelson commandait vingt-huit vaisseaux; Villeneuve, dix-huit; Gravina, quinze. La flotte franco-espagnole l'emportait de cinq vaisseaux. En moins de six heures, les allies ont perdu quatre vaisseaux pris, trois brûlés, trois coulés bas, dix autres échoués et naufragés : neuf seulement rentrent à Cadix, et quatre, qui parviennent à s'échapper sous les ordres du contre-amiral Dumanoir, sont capturés, le 4 novembre, en vue des côtes de Galice, par des forces supérieures. Du côté des Anglais, seize bàtimens sont mis hors d'étal de tenir la mer. Cette terrible bataille coûte la vie aux trois amiraux : Nelson est frappé d'un coup de feu en défendant

l'abordagedc son vaisseau, clGravtna atteint inortellcmcnt. Villeneuve, revenu des prisons d’Aii

duc de Toscane, qui renonce à celui de Saltzbourg en faveur de l'Autriche.

Pour récompenser la courageuse fidélité des deux premiers souverains, Napoléon les fait rois. Ces royautés dateront à jamais de la seconde année du règne de Napoléon. Il fait plus : il force l'Autriche de rendre aux Bavarois les canons et les drapeaux pris par elle en 1740. Le margrave de Bade reçoit le titre de grand-duc.

Le 27 décembre, une proclamation relative à ses desseins sur le trône de Naples, apprend à l'Europe qu'il le destine à son frère Joseph. Naples, malgré le traité du 21 septembre, n'a pas cessé d'ouvrir ses ports aux Anglais. Vers le milieu de novembre, douze mille Russes et six mille Anglais étaient entrés dans la rade de cette capitale, où les attendait une armée de vingt-cinq mille Napolitains. Naples avait dû plusieurs fois son salut à l'intervention de l'Espagne, du Saint-Siége, et à celle de l'empereur Paul. Cette puissance s'était jouée constamment des traités implorés par sa faiblesse, et notamment de celui que le roi avait ratifié le 8 octobre précédent. Tant de perfidie doit recevoir un châtiment qui l'empêche de se reproduire. Enfin l'Empereur donne de sa main victorieuse et libératrice, à son fils adoptif, reconnu prince et vice-roi d'Italie, la belle princesse royale de Bavière, et le déclare son successeur à la couronne de Milan, s'il meurt sans postérité.

Telle fut l'issue de la neuvième campagne de Napoléon; ainsi se dénoua la troisième coalition. En vain les puissances qui l'ont formée, l'Angleterre, la Suède et la Russie, persisteront à ne point traiter comme empereur des Français, roi d'Italie, ce Napoléon qui vient de ceindre le diadème à deux princes allemands, et qui prend trois souverains dans sa famille. Jamais on ne mit le fait à la place du droit d'une manière plus énergique : il paraissait donc singulier aux publicistes de voir les monarques d'Angleterre, de Suède et de Russie, s'opiniâtrer à ne pas sanctionner la double élection de Napoléon par le peuple français et par le peuple italien. Ces monarques ne pouvaient cependant pas avoir oublié leur origine royale, ni montrer des titres aussi incontestables et aussi puissans que ceux de Napoléon à l'admiration et à la confiance des nations. La défaite de deux empereurs, maîtres de la moitié du continent, établissait suffisamment au moins la légitimité du champ de bataille. Toutefois le descendant de Romanoff s'était refusé à ratifier l'armistice d'Austerlitz. Trop éloigné du centre de l'Europe pour être forcé de consentir à partager l'humiliation de la cour de Vienne, il avait repris rapidement la route de sa capitale; heureux d'avoir profité de la générosité de Napoléon, il laissait indécise entre ce prince et lui, non la question de la guerre, mais celle de sa prolongation. Le cabinet russe n'en reconnaîtra pas moins un jour, dans le traité que M. de Talleyrand vient de signer à Presbourg avec le prince Jean de Lichtenstein et le comte de Giulay, l'idée mère de cette confédération germanique qui, sous le nom de confédération du Rhin, est destinée à étendre la frontière armée de la France jusqu'aux bords de l'Elbe, contre la puissance russe, et à jouer un rôle si actif et si important dans les affaires de l'empire français.

La neuvième campagne de Napoléon, la plus mémorable par ses résultats de toutes celles qui illustrèrent jusqu'à la fin le règne du grand capitaine, avait en soixante jours transporté cent soixante mille Français d'un petit port de la Manche et de la Péninsule italique aux sources du Danube, aux défilés des montagnes Noires, de là aux monts Krapachs et aux glaciers d'où sort la Vistule; elle avait vu Napoléon, vainqueur des deux empereurs, rendre à l'un ses États, à l'autre son armée; distribuer des couronnes à ses alliés, des souverainetés à ses généraux.

Mais si un nouvel empire d'Occident semble renaître à la voix du héros d'Austerlitz, le sceptre des mers reste sans partage à son implacable ennemi. La politique de l'Angleterre, à qui Napoléon doit tant de trophées et de grandeur, peut se consoler aussi par d'éclatans triomphes de la haute fortune de l'homme qu'elle a dévoué à la gloire et à la vengeance. Sans la campagne du vice-amiral Missiessy, qui, parti de Rochefort le 11 janvier, avait débarqué des munitions à la Martinique, fait à la Dominique une descente heureuse, ravitaillé la Guadeloupe, ravagé quelques îles anglaises, et enfin débloqué Santo-Domingo, la marine française en 1805 ne compterait que des revers. Après le déplorable échec qu'essuyèrent, le 22 juillet, au cap Finistère, les flottes combinées française et espagnole contre la flotte anglaise, le 21 octobre, l'Angleterre avait gagné sa bataille d'Austerlitz au cap Trafalgar contre les deux alliés. Nelson commandait vingt-huit vaisseaux; Villeneuve, dix-huit; Gravina, quinze. La flotte franco-espagnole l'emportait de cinq vaisseaux. En moins de six heures, les alliés ont perdu quatre vaisseaux pris, trois brûlés, trois coulés bas, dix autres échoués et naufragés : neuf seulement rentrent à Cadix, et quatre, qui parviennent à s'échapper sous les ordres du contre-amiral Dumanoir, sont capturés, le 4 novembre, en vue des côtes de Galice, par des forces supérieures. Du côté des Anglais, seize bâtimens sont mis hors d'état de tenir la mer. Cette terrible bataille coûte la vie aux trois amiraux : Nelson est frappé d'un coup de feu en défendant l'abordage de son vaisseau, et Gravina atteint mortellement. Villeneuve, revenu des prisons d'An-

 glctcrrc, SC lucra bientôt à Rennes pour se sous* traire au jugement qui l'attend : on doit à son impéritie et à son indécision les malheurs de notre marine, à Aboukir, au cap Finistère, à Trafalgar. Deux fuis battu cette année par unennemi inférieur, il voudra échapper par un obscur suicide à l'indi* gnation de la France. Elle eut à regretter un de ses plus braves odiciers, le contre-amiral Magon; sur la flotte espagnole, le vice-amiral Alava fut grièvement blessé; le contre-amiral Cisneros tomba au pouvoir de l'ennemi. L'Angleterre et la France ont eu le droit de chanter le Te Deumàc la victoire pour 1805 : leur riralilé se juslifle par des exploits égaux; mais après le combat du 6 février 1806, où dans la baie de SantoDomingo sept vaisseaux anglais battent cinq vaisseaux français, qui sont prisou s’échouent, la France ne réparait plus sur les mers, et ne doit plus opposer à l’Angleterre que la domination et le blocus du continent. La France a raison : elle a une armée de cinq cent mille hommes, et l’Angleterre une Qotte de trois cents bàtimcos de guerre. Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.70% accurate

HISÎTOmE DK NAPOliON. Î59 CHAPITRE IV. (1806.) ^ArOLtO!« A MCKICH. — XAIIIAGB SU PSII^CB ECCÈnE. — PBOCLAIATIO^ SU SOI DE BAVIÈBE ET SI' EOI DE WCETCE* BERG, POrS LESE AVtTEEEIIT A LA COL'RO.nflB.-^ BETOl R DE .TAPOLEûX A PARIS. — GRAIDCS POTD.ATIÜTS. — COAQDftTE DD ROTAUll SS ÜAPLES.'^iOSEPB, ROI DE RAPLES. — Ml'RAT, GRARD-Sl'C DE BERG. — LA PRIRCKSSE PACLIRB, DDCBSUE SB GUASTALLA. — ■ABIAGE SE LA PBIRCE3SB STtPIARIB AVEC LE GtARD-DCC OS BADE. — BEBTBIBR, PBIRCR SB REUPCBATEL.— LOUIS., BOl DE BOLLARDB. — BEBRADOTTE, PBIRCE DE PORTB-COBTO.— TAL* LBYRARD, PRIRCB SB BENBVBRT. — MORT SE PITT. — IIRISTÈRE DE POX. — StGOCIATlON AVEC L'aRGLBTBRRB.— rORPÊDÊRATIOR OC BIllR. A l'époque de rarmisticeqacsuivilbicntôt le traité rie Presboiirg, toute la monarchie autrichienne sc trouvait occupée par les armées impériales de France. Jamais possession ne fut plus entière; jamais il n'eùt été plus vrai de dire : la maiaoft d*Au~ triche a cessé de régner. Aucune force humaine ne pouvait s'élever contre une pareille sentence. L'empereur de Russie fuyait vers le Nord avec les débris que le vainqueur lui avait laissés; générosité impolitique qui continuait et envenimait la lutte. Le roi de Prusse, deux fois engagé, en 18015, avec la Russie contre la France, pour une guerre à outrance, avait envoyé à Brünn un ambassadeur à double face, chargé de déclarer la rupture à Napoléon s'il était battu, de le complimenter si la victoire couronnait nos armes. l..es nouveaux rois de Bavière et de AVurtcmherg ne devaient pas s'intéresser beaucoup au rétablissement d'un empire dont l'un était presque l'affranchi, dont l'autre était le vassal. D'ailleurs la Bavière gardait le sentiment d'une injure récente, et sa destinée se trouvait tout à coup attachée à celle de Napoléon par le mariage de la princesse royale av(^ son fils adoptif. Toute litalic allait devenir française : l'ordre de détrôner la famille de Naples était parti de Schœnbrunn. L'Espagne ne cherchait nullement à favoriser l'Autriche. LePnrtug.ll, soustrait à rinlluence de l'Angleterre, avait assisté par une ambassade extraordinaire au couronnement de Milan et à la réunion de Gènes. Paris avait éteint les foudres du Vatican : jamais la puissance spirituelle des papes ne parut plus incertaine qu'à celle époque. Une négociation avantageuse

pour la France se discutait dans le Divan. Il no res- | tait donc actuellement en armes contre elle que la Grande-Bretagne; et peut-être le Danemarck vovailil avec plaisir, appuyé qu'il était sur l'amitié de la France, la Suède, plus continentale que maritime, s'aventurer dans une querelle que la Russie terminailau détriment de son allié. Napoléon fut, pendant le mois de décembre 1805, non l'arbitre, mais le maître du continent, et le possesseur de toute la puissance autrichienne. Le maréchal Bernadoltc occupait la Bohême, qui, de même que la Hongrie, avait été ostensiblement opposée à l.i guerre. Le maréchal Mortier était placé en Moravie; le maréchal Davousl tenait Presbourg pendant le traité; le maréchal Ncy gardait la Carinthic; le général Marmontia Slyrie;le maréchal Masséna la Carniolc;le maréchal Augereau laSouabe. Le prince Eugène allait prendre le commandement suprême de toutes les troupes stationnées dans les États de Venise, devenus italiens, et dans le royaume d'Italie. Le général Saint-Cyr marchait à grandes journées sur Naples, et avec lui le nouveau roi, le prince Joseph, à qui Napoléon avait donne l'investiture de cette infailliblеconquéte. Quelle voix eût osé s'élever alors en faveur de la maison d'Autriche, agressive au sein de la paix, de l'Autriche liée déjà à la grandeur de Napoléon par le traité de Lunéville, et par la reconnaissance de son titre impérial? Cnc seule voix sans doute, celle de la Grande-Bretagne, et elle se serait brisée sur les côtes de l'Europe, qui bientôt vont lui élrt? fermées. A Paris, en 1814, la maison d'Autrichea-t-cllc défendu la cause de son gendre qui, à Prague, s'était livré h elle dans res|>oir qu'elle sauverait à son tour son généreux libérateur? Non assurément; cependant Digitized by Google

CHAPITRE IV.

(1806.)

NAPOLÉON A MUNICH. — MARIAGE DU PRINCE EUGÈNE. — PROCLAMATION DU ROI DE BAVIÈRE ET DU ROI DE WURTEMBERG, POUR LEUR AVÈNEMENT A LA COURONNE. — RETOUR DE NAPOLÉON A PARIS. — GRANDES FONDATIONS. — CONQUÊTE DU ROYAUME DE NAPLES. — JOSEPH, ROI DE NAPLES. — MURAT, GRAND-DUC DE BERG. — LA PRINCESSE PAULINE, DUCHESSE DE GUASTALLA. — MARIAGE DE LA PRINCESSE STÉPHANIE AVEC LE GRAND-DUC DE BADE. — BERTHIER, PRINCE DE NEUFCHATEL. — LOUIS, ROI DE HOLLANDE. — BERNADOTTE, PRINCE DE PONTE-CORVO. — TALLEYRAND, PRINCE DE BÉNÉVENT. — MORT DE PITT. — MINISTÈRE DE FOX. — NÉGOCIATION AVEC L'ANGLETERRE. — CONFÉDÉRATION DU RHIN.

A l'époque de l'armistice que suivit bientôt le traité de Presbourg, toute la monarchie autrichienne se trouvait occupée par les armées impériales de France. Jamais possession ne fut plus entière; jamais il n'eût été plus vrai de dire : *la maison d'Autriche a cessé de régner*. Aucune force humaine ne pouvait s'élever contre une pareille sentence. L'empereur de Russie fuyait vers le Nord avec les débris que le vainqueur lui avait laissés; générosité impolitique qui continuait et envenimait la lutte. Le roi de Prusse, deux fois engagé, en 1805, avec la Russie contre la France, pour une guerre à outrance, avait envoyé à Brünn un ambassadeur à double face, chargé de déclarer la rupture à Napoléon s'il était battu, de le complimenter si la victoire couronnait nos armes. Les nouveaux rois de Bavière et de Wurtemberg ne devaient pas s'intéresser beaucoup au rétablissement d'un empire dont l'un était presque l'affranchi, dont l'autre était le vassal. D'ailleurs la Bavière gardait le sentiment d'une injure récente, et sa destinée se trouvait tout à coup attachée à celle de Napoléon par le mariage de la princesse royale avec son fils adoptif. Toute l'Italie allait devenir française : l'ordre de détrôner la famille de Naples était parti de Schœnbrunn. L'Espagne ne cherchait nullement à favoriser l'Autriche. Le Portugal, soustrait à l'influence de l'Angleterre, avait assisté par une ambassade extraordinaire au couronnement de Milan et à la réunion de Gênes. Paris avait éteint les foudres du Vatican : jamais la puissance spirituelle des papes ne parut plus incertaine qu'à cette époque. Une négociation avantageuse pour la France se discutait dans le Divan. Il ne restait donc actuellement en armes contre elle que la Grande-Bretagne; et peut-être le Danemarck voyait-il avec plaisir, appuyé qu'il était sur l'amitié de la France, la Suède, plus continentale que maritime, s'aventurer dans une querelle que la Russie terminait au détriment de son allié. Napoléon fut, pendant le mois de décembre 1805, non l'arbitre, mais le maître du continent, et le possesseur de toute la puissance autrichienne. Le maréchal Bernadotte occupait la Bohême, qui, de même que la Hongrie, avait été ostensiblement opposée à la guerre. Le maréchal Mortier était placé en Moravie; le maréchal Davoust tenait Presbourg pendant le traité; le maréchal Ney gardait la Carinthie; le général Marmont la Styrie; le maréchal Masséna la Carniole; le maréchal Augereau la Souabe. Le prince Eugène allait prendre le commandement suprême de toutes les troupes stationnées dans les États de Venise, devenus italiens, et dans le royaume d'Italie. Le général Saint-Cyr marchait à grandes journées sur Naples, et avec lui le nouveau roi, le prince Joseph, à qui Napoléon avait donné l'investiture de cette infaillible conquête. Quelle voix eût osé s'élever alors en faveur de la maison d'Autriche, agressive au sein de la paix, de l'Autriche liée déjà à la grandeur de Napoléon par le traité de Lunéville, et par la reconnaissance de son titre impérial? Une seule voix sans doute, celle de la Grande-Bretagne, et elle se serait brisée sur les côtes de l'Europe, qui bientôt vont lui être fermées. A Paris, en 1814, la maison d'Autriche a-t-elle défendu la cause de son gendre qui, à Prague, s'était livré à elle dans l'espoir qu'elle sauverait à son tour son généreux libérateur? Non assurément; cependant

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 27.92% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. François, en adoptant cette conduite, n'aurait encore que raiblcinent acquitté la dette de Pnsbourg; car à Presbourg Na{>olcuri était seul; il avait etc attaqué, il avait vaincu ; et par cette agression si subite, si violente dans ses cITels, si terrible par son jiacte, on l’avait réduit à la justice de la vengeance. Alors aussi, au lieu d’un lien de raniilie, il n’existait entre François 11 et Najtoléon que la guerre d’invasion et le canon d’Austerlitz ! 1^ 1*" janvier lEOO, le pontdu jardin desPlantes, iionmié p

The text on this page is estimated to be only 26.34% accurate

 moderne Athalic vient d’ëtre Lrisé sans retour. U Le plus beau pays de la terre aura désormais un « gouvernement ferme f mata libérai, L'Empereur « rétablira le royaume de Naples pour un prince U français; mais il le rétablira fondé sur les lois U et l'intérét des |>euplcs, et sur le grand principi* « que l’existence du trône, l'éclat et la puissance « dont sont environnés les souverains, la perpétuité «< (lu pouvoir cl rherédité, sont des institutions U faib'S pour le service et l'organisation des peu* U pies... » Le 15 mars, le prince Josk'pli était à Naples. Gaëlc, où commandait le prince de Hesse , avait refusé la capitulation oITertc par le générai Reynier. Cette forte place ne sereiidil quele 18 Juil< Ici au maréchal Masséna. Napoléon ouvrit, le 2 mars, avec la plus grande solennité, la session législative. Soji discours renfermait ces traits remarquables : «(Depuis votre dernière session, la plus grande w partie de l'Europe s’est coalisée avec rAngleterre. U Mes armées ii’onl cessé de vaincre que lorsque «I Je leu rai ordonné de ne plus combattre... La maiM son de Naples a perdu la couronne sans retour. « La presqu’île du riUlie tout entière fait partie du w grand empire. J'ai ÿaranti, couit/ie chef $uu préme, ie$ sourerains et les constitutions qui en H gourernenl les différentes parties. La Russie ne U doit le retour des débris de son année qu’au bienU fait de la capitulation que je lui ai accurdét'. MalM tre de renverser le trône impérial d’Autriche, je U l'ai raflermi. La conduite du cabinet de yienne « sera telle que la postérité ne me reprochera pas d'avoir manqué de prévoyance. J'ai ajouté une H entière condancc aux protestations qui m’ont été U faites par son souverain. D'ailleurs tes hautes « destinées de ma couronne ne dépendent pas des •« senlimens etdes dispositions des cours étrangères. U Je désire la paix avec l’Angklerre : du mon •(Côté, je n'en retarderai jamais le moment. Je « serai toujours prêt à la conclure en prenant «< pour bases les stipulations du traité d’Amiens... » Cependant, malgré la paix de l'resbuurg, le commissaire impérial Ghislieri et le général autrkliicn Rradi livraient, le 4 mars, aux Russes les Uouches du Caltaro. U' générai fut dés.ivoué par son souverain ; mais il résulta de celle étrange conduite la continuation des lioslilités entre la Erance et 1a Russie, dans le midi de l’Europe. Les Français gardèrent la ville de Rraunau jusqu'à cc que l'Autriche obtint de la Russie la remise aux troupes françaises des Bouches du Cuttaro. Le H mars, M. de llaugwiu signa à Paris le traité qui, en vertu de la convention provisoire de Vienne, en date du 15 décembre dernier, donnait à 1a rnissc les Él.ils de Hanovre. O traité sans bonne foi comme

tous ceux de cc gouvernement, à qui les doubles négociations ne sont pas plus étrangères qu'à l'Autriche, cc traité attira d'abord sur les ports delà Prusse l'embargo britannique; et, la même année, il aboutit à une guerre qui tout à coup surprit la France et renversa la Prusse en un moment, ('elle puissance avait cependant vu de bien prés la victoire d'Auslcrlilz. Les promotions souveraines se continuaient au palais des Tuileries. L'Empereur avait écrit le 4 mars au Sénat qu'il adoptait la princesse Stéphanie, nièce de l'Impératrice, et qu'elle était Hancée au grand-duc de Bade. Le mariage se

célébra le 8, dans la chap

« moderne Athalie vient d'être brisé sans retour. « Le plus beau pays de la terre aura désormais un « gouvernement ferme, *mais libéral*. L'Empereur « rétablira le royaume de Naples pour un prince « français ; mais il le rétablira fondé sur les lois « et l'intérêt des peuples, et sur le grand principe « que l'existence du trône, l'éclat et la puissance « dont sont environnés les souverains, la perpétuité « du pouvoir et l'hérédité, sont des institutions « faites pour le service et l'organisation des peu- « ples... » Le 15 mars, le prince Joseph était à Naples. Gaëte, où commandait le prince de Hesse, avait refusé la capitulation offerte par le général Reynier. Cette forte place ne se rendit que le 18 juillet au maréchal Masséna.

Napoléon ouvrit, le 2 mars, avec la plus grande solennité, la session législative. Son discours renfermait ces traits remarquables :

« Depuis votre dernière session, la plus grande « partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre. « Mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque « je leur ai ordonné de ne plus combattre... La mai- « son de Naples a perdu la couronne sans retour. « La presqu'île de l'Italie tout entière fait partie du « grand empire. *J'ai garanti, comme chef su- « prême, les souverains et les constitutions qui en « gouvernent les différentes parties.* La Russie ne « doit le retour des débris de son armée qu'au bien- « fait de la capitulation que je lui ai accordée. Mal- « tre de renverser le trône impérial d'Autriche, je « l'ai raffermi. *La conduite du cabinet de Vienne « sera telle que la postérité ne me reprochera pas « d'avoir manqué de prévoyance.* J'ai ajouté une « entière confiance aux protestations qui m'ont été « faites par son souverain. *D'ailleurs les hautes « destinées de ma couronne ne dépendent pas des « sentimens et des dispositions des cours étrangères.* « Je désire la paix avec l'Angleterre : de mon « côté, je n'en retarderai jamais le moment. Je « serai toujours prêt à la conclure en prenant « pour bases les stipulations du traité d'Amiens... »

Cependant, malgré la paix de Presbourg, le commissaire impérial Ghislieri et le général autrichien Bradi livraient, le 4 mars, aux Russes les Bouches du Cattaro. Le général fut désavoué par son souverain ; mais il résulta de cette étrange conduite la continuation des hostilités entre la France et la Russie, dans le midi de l'Europe. Les Français gardèrent la ville de Braunau jusqu'à ce que l'Autriche obtint de la Russie la remise aux troupes françaises des Bouches du Cattaro.

Le 8 mars, M. de Haugwitz signa à Paris le traité qui, en vertu de la convention provisoire de Vienne, en date du 15 décembre dernier, donnait à la Prusse les États de Hanovre. Ce traité sans bonne foi comme tous ceux de ce gouvernement, à qui les doubles négociations ne sont pas plus étrangères qu'à l'Autriche, ce traité attira d'abord sur les ports de la Prusse l'embargo britannique ; et, la même année, il aboutit à une guerre qui tout à coup surprit la France et renversa la Prusse en un moment. Cette puissance avait cependant vu de bien près la victoire d'Austerlitz.

Les promotions souveraines se continuaient au palais des Tuileries. L'Empereur avait écrit le 4 mars au Sénat qu'il adoptait la princesse Stéphanie, nièce de l'Impératrice, et qu'elle était fiancée au grand-duc de Bade. Le mariage se célébra le 8, dans la chapelle du palais impérial.

Le 15, un décret prononçait en faveur du prince Murat la cession en toute souveraineté des duchés de Clèves et de Berg.

Le 30, un nouveau décret réunissait au royaume d'Italie les États de Venise, et érigeait en duchés les provinces de Dalmatie, Istrie, Frioul, Cadore, Bellune, Conegliano, Trévise, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue et Rovigo. Un autre décret conférait définitivement au prince Joseph le royaume de Naples. A cette époque encore, l'Empereur donnait le duché de Guastalla à la princesse Pauline Borghèse, la principauté de Neufchâtel au maréchal Berthier ; enclavait le pays de Massa-Carrara dans la principauté de Lucques, faisait un duché de Massa-Carrara, et en créait trois autres dans les duchés de Parme et de Plaisance : tous ces duchés portaient la qualification de grands fiefs de l'empire ; le décret de leur institution affectait le quinzième de leur revenu aux titulaires que l'Empereur devait désigner.

Le 27 avril, le roi de Suède, malheureux chevalier de la coalition, déclare la guerre au roi de Prusse pour s'être emparé de l'électorat de Hanovre, qui lui a été cédé par le traité de Presbourg. Ce prince marche insensiblement à sa perte entre les deux puissans alliés dont à chaque occasion il embrasse aventureusement la querelle. Cependant, par leur intervention, des négociations se continuent entre les deux rois ; mais cette déclaration de guerre sert de voile à une autre intrigue dont le dénouement devra peser dans la balance de l'Europe, bien plus encore que le traité de Presbourg.

Le mois de mai vit promulguer l'ensemble du Code de procédure civile et le décret de fondation de l'Université impériale. Le général Lauriston prit possession de la ville de Raguse. L'électeur archichancelier d'Allemagne nomma, avec l'agrément du Saint-Siége, le cardinal Fesch pour son coadjuteur et successeur. Au milieu de ces circonstances, un traité qui déférera la couronne de Hollande au prince Louis a été signé, le 24 mai, entre

The text on this page is estimated to be only 28.12% accurate

IIISTOIRE UK NAPOLÉON. Ifi Krancf cl la llullandr. Le 9 juin ce Irailé donna lieu à une ambassade eslraordinaire des Élals; elle vint demander à l'Empereur, au nom du peuple hollandais, le prince Louis pour roi. l'n message impérial, présenté au Sénat par l'archichancelicr de l'empire a suivit iinmèdiatemenl celte démarche, et le prince Louis prit le titre de roi de Hollande. Le mémo jour Napoléon raliOa la disposition de l'archichancelier d'Allemagne, qui adjoignait à rélcctoral le cardinal Fesch. Le ÎS juin, le maréchal Bernadulle et M. de TalIc) rand, grand-chambellan et ministre des relations extérieures, avaient reçu la souveraineté, l'un de la priiici[>auté de Ponle-t^orvo, 1 autre de celle de Bênévenl, dont il portail le litre depuis plusieurs mois. Le message que l'Kmpcreur adressa au Sénat relativement a ces nouvelles dignités commence ainsi : « Les duchés de Bénévent et de Ponlc-Corvo H étaient un sujet de litige entre le roi de Naples cl «I la cour de Borne. Nous avons jugé convenable de « mettre un terme à ces dilTicultés en érigeant ces « duchés en liefs immédiats de notre empire.... » L'était tout à la fois juger en conquérant cl mal placer scs bienfaits. I.a réunion à l'empire français cl la dotation de tant de grands cl de petits Élals en faveur des frères ou des généraux de Napoléon, dont l' Angleterre sc plaignailhautemcnt,n'élaientcependaDlquedebicn | faibles représailles aux usurpations colossales qui, i depuis l'expédition d'Égypte, avaient porté dans ' l'Inde la puissance de la Grande-Bretagne à 40 millions de sujets, subjugés et contenus par une armée de a00,000 hommes. Sans doute ce qui éUil juste IKiur rinde ne pouvait l'ètre pour l'Europe. Mais la guerre d'Europe ne se réveillait jamais que soldée par le cabinet de Saint-James. C'était donc à l'Angleterre que le droit des armes enlevait des provinces et des allies : et d'ailleurs si l'équilibre de l'Europe devenait en péril par les agrégations au trône de France de ces vassalités royales, depuis long-temps cet équilibre était anéanti par cet immense empire que l'Angleterre avait élevé sur les ruines des empires du Mysore, des Birmans et des Mahratlcs. C'était l'or de l'Asie qui soldait, en Europe, la Suède, la Prusse, la Russie, l'Autriche, pour attaquer la France. En repoussant les injustes agressions de CCS Étals, cl restée maîtresse des champs de bataille européens, la France victorieuse, ancienne alliée de Tip|>oü cl de Kolkar, vengeait noblement, autant qu'il était en elle, les injures de la dominatrice

des mers, et cherchait à balancer sur le continent ce despotisme maritime que Napoléon ne pouv.iit combattre ailleurs. Ccp

 homme d'Éut de l'Angleterre. Les importantes questions qui divisaient depuis tant d'années i'un et l'autre pays avaient été traitées entre le premier Consul et lui dans de longs entretiens confidenlicls. Le noble caractère de Fox, qui, dès l'origine, défendit contre la politique de Pitt la cause de la liberté française, avait aussi, dès celte époque, été saisi de la haute pensée d'asseoir sur l'identité des principcsquiallaientrégirrAngleterrc cl la France, les bases d'une paix généreuse et durable. En voyant Fox appelé au ministère si peu de temps après la Session du parlement, où il avait hautement dénoncé avec son parti l'iniquité de l'infraction au traité d'Amiens et le méfait de sa rupture, Napoléon dut naturellement espérer de renouer avec l'Angleterre des relations pacifiques. Le minislreFox s'empressa d'aller au-devant de celle espérance. Le 30 février, il écrivit au prince de Bénévent qu'un Français était venu lui offrir d'assassiner l'Empereur; sa lettre se terminait ainsi : u Nos lois ne nous permet« tenl pas de le détenir long-temps; mais il ne par«■ tira qu'après que vous aurez eu le temps de vous « mettre en garde contre ses attentats... A son preM mier abord , je lui fis l'honneur de le croire cs« pion. » Le prince de Bénévent répondit le 5 mars à M. Fox, en lui rapportant les propres paroles de l'Empereur ; « Je me réjouis du nouveau caractère « que, par cette démarche, la guerre a déjà pris, et M qui est le présage de ce que l'on peut attendre d'un « cabinet dont je me plais à apprécier les principes « d'après ceux de M. Fox, un des hommes le plus H faits pour sentir en toutes choses ce qui est beau, «I ce qui est vraiment grand. » Ainsi la démarche de H. Fox availobtenu tout le succès qu'il en devait attendre. Une correspondance active commença entre les deux ministres, elle arrêta les bases d'après lesquelles une négociation pouvait être entamée. Mais Napoléon ne se borna pas â témoigner à M. Fox, par riolerniédiairc de son ministre, une simple et honorable réciprocité de senlimcns et de procwlés, il s'empara de la question, et pour abréger toutes les lenteurs, il fil venir à Paris lord Yarniuulh, l'un dc.s plus grands seigneurs d'Angleterre, alors prisonnier à Verdun. Par une détermination que scs lettres au princerëgcntlaissaiententrevoir,Napoléoo chargea lord Yarmoulh d'aller à Londres proposer au ministère cc que nous avions refusé pour le traité d'Amiens : la conservation de l'IIc de Malle et du Cap de Bonne-Espérance. Cette précipitation n»anquail de prudence; clic trahissait trop vivement le besoin de la paix que Napoléon demandait plutôt qu'il ne

l'offrait. En cfTelcc début, tout en remplissant le vœu de M. Fox, fixa parlicnlicrcroent l'atlcntion du cabinet britannique, dont les principes tendaient moins à un arrangement. Cependant, le i;Sjuin, H. Fox annonça au prince de Bénévent le départ pour Paris du plénipotentiaire que Napoléon semblait avoir choisi. Lonl Yarmoulh continua avec le général Clarke, qui représentait la France, la négociation si heureusement commencée entre les ministres des deux cabinets. l..es conférences se suivirent avec la plus grande activité, et leur résultat favorable parut encore plus assuré par le traité que M. d'Oubril signa pour la Russie, également avec le généra] Clarke, le 20 juillet. La France avait fait cc traité de si bonne foi que, le 22 Juillet, le ministre de la marine prescrivit, par une circulaire, d'accueillir désormais les vaisseaux russes en amis, aux termes de l'article 2; l'article 5 obligeait les Russes, en vertu de l'article 4 du traité de Presbourg, à remettre aux Français les Bouches du Cattaro et la üalmalic; et, immédiatement après cette remîR', la France, par l'article 7, devait, dans un délai de trois mois, rappeler toutes ses troupes ; l'article 9 rendait un nouveau Icmoignage de la sincérité des désirs exprimés par Napoléon à (egard de la paix avec la Grande-Bretagne. Cet article {>ortait que l'empereur Napoléon verrait avec plaisir l'empereur Alexandre employer ses bons oITices pour faciliter le retour de la paix maritime. Au milieu de ces négociations, .Napoléon avait conclu, le 12 juillet, le célèbre traité de la Confédération du Rhin, qui enlevait à l'empereur d'Autriche son antique prérogative, et François vil passiT dans les mains de son vainqueur, comme une conséquence du traité de Presbourg, la Conféderation geriiianique. A la tète de cette Confédération on comptait les rois de Bavière cl de Wurtemberg, les grandsducs de Bade, de Berg, de Darmstadt; compris dans le même ordre de choses, le prince primat déclara sa séparation à perpétuité du corps germanique, sous le protectorat de l'empereur des Français. Cette union, que l'ambition de la Russie doit regarder comme une guerre terrible, était une union armée; elle fixait les contingciis réciproques à deux cent mille hommes pour la France, trente mille pour l.i Bavière, douze mille pour le Wurtemberg, huit mille pour le pays de Bade : et en tout doux ceril soixante-trois mille hommes. Ce traité, notifié à la diète de Ratisbonne, eut pour effet immédiat la renonciation expresse de l'empereur François 11 au titre cl à la dignité d'empereur électif d'Allemagne. Le prince se résigna à s'intituler empereur hérédi; taire d'Autriche, sous le nom de François l". Ainsi j finit l'empire germanique, établi par Charlemagne depuis mille ans,

et à qui la diplomatie des siècles I passés avait duiiiié le nom si étrange de Sainl-JCm! pire romatn. m DV LIVRE ni'ITItXI.

homme d'État de l'Angleterre. Les importantes questions qui divisaient depuis tant d'années l'un et l'autre pays avaient été traitées entre le premier Consul et lui dans de longs entretiens confidentiels. Le noble caractère de Fox, qui, dès l'origine, défendit contre la politique de Pitt la cause de la liberté française, avait aussi, dès cette époque, été saisi de la haute pensée d'asseoir sur l'identité des principes qui allaient régir l'Angleterre et la France, les bases d'une paix généreuse et durable. En voyant Fox appelé au ministère si peu de temps après la session du parlement, où il avait hautement dénoncé avec son parti l'iniquité de l'infraction au traité d'Amiens et le méfait de sa rupture, Napoléon dut naturellement espérer de renouer avec l'Angleterre des relations pacifiques. Le ministre Fox s'empressa d'aller au-devant de cette espérance. Le 20 février, il écrivit au prince de Bénévent qu'un Français était venu lui offrir d'assassiner l'Empereur; sa lettre se terminait ainsi : « ..... Nos lois ne nous permet-« tent pas de le détenir long-temps; mais il ne par-« tira qu'après que vous aurez eu le temps de vous « mettre en garde contre ses attentats... A son pre-« mier abord, je lui fis l'honneur de le croire es-« pion. » Le prince de Bénévent répondit le 5 mars à M. Fox, en lui rapportant les propres paroles de l'Empereur : « Je me réjouis du nouveau caractère « que, par cette démarche, la guerre a déjà pris, et « qui est le présage de ce que l'on peut attendre d'un « cabinet dont je me plais à apprécier les principes « d'après ceux de M. Fox, un des hommes le plus « faits pour sentir en toutes choses ce qui est beau, « ce qui est vraiment grand. » Ainsi la démarche de M. Fox avait obtenu tout le succès qu'il en devait attendre. Une correspondance active commença entre les deux ministres, elle arrêta les bases d'après lesquelles une négociation pouvait être entamée. Mais Napoléon ne se borna pas à témoigner à M. Fox, par l'intermédiaire de son ministre, une simple et honorable réciprocité de sentimens et de procédés, il s'empara de la question, et pour abréger toutes les lenteurs, il fit venir à Paris lord Yarmouth, l'un des plus grands seigneurs d'Angleterre, alors prisonnier à Verdun. Par une détermination que ses lettres au prince régent laissaient entrevoir, Napoléon chargea lord Yarmouth d'aller à Londres proposer au ministère ce que nous avions refusé pour le traité d'Amiens : la conservation de l'île de Malte et du Cap de Bonne-Espérance. Cette précipitation manquait de prudence; elle trahissait trop vivement le besoin de la paix que Napoléon demandait plutôt qu'il ne l'offrait. En effet ce début, tout en remplissant le vœu de M. Fox, fixa particulièrement l'attention du cabinet britannique, dont les principes tendaient moins à un arrangement. Cependant, le 13 juin, M. Fox annonça au prince de Bénévent le départ pour Paris du plénipotentiaire que Napoléon semblait avoir choisi. Lord Yarmouth continua avec le général Clarke, qui représentait la France, la négociation si heureusement commencée entre les ministres des deux cabinets. Les conférences se suivirent avec la plus grande activité, et leur résultat favorable parut encore plus assuré par le traité que M. d'Oubril signa pour la Russie, également avec le général Clarke, le 20 juillet.

La France avait fait ce traité de si bonne foi que, le 22 juillet, le ministre de la marine prescrivit, par une circulaire, d'accueillir désormais les vaisseaux russes en amis, aux termes de l'article 2; l'article 3 obligeait les Russes, en vertu de l'article 4 du traité de Presbourg, à remettre aux Français les Bouches du Cattaro et la Dalmatie; et, immédiatement après cette remise, la France, par l'article 7, devait, dans un délai de trois mois, rappeler toutes ses troupes; l'article 9 rendait un nouveau témoignage de la sincérité des désirs exprimés par Napoléon à l'égard de la paix avec la Grande-Bretagne. Cet article portait que l'empereur Napoléon verrait avec plaisir l'empereur Alexandre employer ses bons offices pour faciliter le retour de la paix maritime. Au milieu de ces négociations, Napoléon avait conclu, le 12 juillet, le célèbre traité de la Confédération du Rhin, qui enlevait à l'empereur d'Autriche son antique prérogative, et François vit passer dans les mains de son vainqueur, comme une conséquence du traité de Presbourg, la Confédération germanique. A la tête de cette Confédération on comptait les rois de Bavière et de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade, de Berg, de Darmstadt; compris dans le même ordre de choses, le prince primat déclara sa séparation à perpétuité du corps germanique, sous le protectorat de l'empereur des Français. Cette union, que l'ambition de la Russie doit regarder comme une guerre terrible, était une union armée; elle fixait les contingens réciproques à deux cent mille hommes pour la France, trente mille pour la Bavière, douze mille pour le Wurtemberg, huit mille pour le pays de Bade : et en tout deux cent soixante-trois mille hommes. Ce traité, notifié à la diète de Ratisbonne, eut pour effet immédiat la renonciation expresse de l'empereur François II au titre et à la dignité d'empereur électif d'Allemagne. Le prince se résigna à s'intituler empereur héréditaire d'Autriche, sous le nom de François Ier. Ainsi finit l'empire germanique, établi par Charlemagne depuis mille ans, et à qui la diplomatie des siècles passés avait donné le nom si étrange de *Saint-Empire romain*.

FIN DU LIVRE HUITIÈME.

The text on this page is estimated to be only 23.67% accurate

LIVRE NEUVIÈME (duatrièmc Coalition. CHAPITRE PREMIER. lORT 01 ruX. ~ OlATIlfcME COALITION EMUE LA FRISSE, LA Rt

UlSTÜlllK UK .NAPOLÉON. pour rapprocher la Prusse et la Suède couvrait la véritable conspiration. Le voile fut tout à coup déchiré, le 120 août, par Pempereur Alexandre, qui refusa de ratifier le traité du âO juillet. I.a complication delà conjuration du Nord s^accrut encore par In présence du baron deKnobelsdorf, qui arriva le 7 septembre pour remplacer le marquis de I.ucchesini. La missiundu nouveau ministre, qui apportait cependant une lettre très amicale de son souverain , ainsi que la reconnaissance expresse de la Confédération du Rhin et du protectorat de Napoléon, cachait sous Papparence d'un acte ostensible la duplicité du cabinet de Berlin, dont les eiigagemens secrets avec ceux de Londres, de Pétersbourg et de âlockbolm , ne pouvaient plus être la matière d'un doute pour le gouvcrncnient français. D'ailleurs, les armemens extraordinaires de la Prusse annonçaient suffisamment la formation d'une nouvelle coalition. Napoléon n'ignorait pas lesdéiiiarcbesdc FrédéricGuillaume auprès des cours de Saxe et de HesseCasse], afin de les soulever contre la France, démarches suivies de renvahissemeut de la Saxe par les troupes prussiennes. A l'époque de cette témérité, Napoléon avait fait notifier par son ministre à la cour (le Berlin que l'occupation du territoire saxon, qu'il prodamaitinviolahlc, serait pour lui uncdécla ration de guerre. 11 savait aussi avec toute l'Kuropc que la jeune reine de Prusse parcourait à cheval , en costume militaire, les rues de sa capitale, et appelait auxarm(‘S tous ses sujets. L'exaltation romanesque qui résultait de l'exemple et des provocations d'une belle souveraine, avait sans doute sa générosité; mais celte chevalerie galante et vaniteuse s'aventurait dans une entreprise où l'on obéissaità toutes les impulsions, mais non pas au véritable inlérèt, à l'inlérél de la patrie prussienne. Les insultes des jeunes ofiieiers de la garnison de Berlin, qui ne respecièreiil pas même le caractère du l'ambassadeur de France, ne pouvaient rester impunies à Paris, puisqu'elles l'claieiit à Berlin. En un mut, une cour insolente outrageait Napoléon cl la France, et un gouvernement perfide les trahissait depuis le traité de Potzüain. On sc souvenait cependant à Paris de rcmpresscmenl que la Prusse avait mis à proclamer l.*i paix avec la Convention nationale, et de la fidélité de ce cabinet à garder alors ses engageincns. On se souvenait de ces deux circonstances, et l'un compara les temps. Jamais motifs plus légitimes de vengeance ne pouvaient armer une nation généreuse. Surcesetilrefailos, la question du rapproclieiiieiit avec rAiigletcrrc ne prenait pas une tournure

favorable. Dès les premiers jours du mois d'août, la Stinlc de M. Fox ayant subi une grande altération, ne lui avait plus {lermis de suivre directement les affaires du cabinet. Cimentée cnlre Napoléon et Si» Fox, la paix eût donne sans doute à l'Europe une autre face. L'Europe eût échappé dès lors au despotisme des vieilles institutions sous lesquelles elle cherche en vain aujourd'hui réquilibrc que le ciel lui impose. La France, au lieu d'étre forcée à conquérir l'Europe, PAnglclcrrc, au lieu d'étre contrainte à détruire la F'rancc, seraient nécessairement devenues, sous la direction de ces deux dictateurs de la civilisation, les régulatrices d'un nouveau pacte européen. Ce grand specLiclc, ce grand bienfait, devaient manquer au règne de Napoléon et au monde. Tandis qu'une sourde tempête agitait le nord de rAllemagnc cl le cabinet des Tuileries, un cri de douleur, sorti des rivages de l'Angleterre, frappa subitement tous les amis de la paix dans les deux Étals, qu'elle pouvait bientôt réunir: le célèbre Fox venait de mourir, à l'âge de cinquante-huit ans, le 3 de septembre. Lt Time* terminait par ces mois si honorables 1a notice qu'il avait consacrée au rival de Pilt : u U. Fox fut un des hommes M les plus distingués que ta nature semblait avoir « préparés pour rornemenl de cé règne. L'Angle« terre doit gémir d'étre privée d'un aussi grand M ministre. // atoH po»è le* première* pierre* du « temple de la Pais f et si nos vœux avaient pu être M exaucés, il aurait donné à l'cdillce une telle force U et une telle solidité, que la mémoire et la tombe V de cet illustre citoyen s'y seraient reposées pour U toujours. » Ce fatal événement encouragea les ennemis de la France, leur rendit un puissant auxiliaire dans le parti anglais comprimé par le ministère de Fox, et donna le signal dans toute l'Europe à cette conspiration, plutôt aristocratique que politique, qui fermentait contre la couronne impériale de Napoléon. L'immense victoire d'Austerlitz ne fut pour les uns qu'un échec, pour les autres qu'un crime

capital, que la cause générale des anciennes dynasties était app

pour rapprocher la Prusse et la Suède couvrait la véritable conspiration. Le voile fut tout à coup déchiré, le 20 août, par l'empereur Alexandre, qui refusa de ratifier le traité du 20 juillet.

La complication de la conjuration du Nord s'accrut encore par la présence du baron de Knobelsdorf, qui arriva le 7 septembre pour remplacer le marquis de Lucchesini. La mission du nouveau ministre, qui apportait cependant une lettre très amicale de son souverain, ainsi que la reconnaissance expresse de la Confédération du Rhin et du protectorat de Napoléon, cachait sous l'apparence d'un acte ostensible la duplicité du cabinet de Berlin, dont les engagemens secrets avec ceux de Londres, de Pétersbourg et de Stockholm, ne pouvaient plus être la matière d'un doute pour le gouvernement français. D'ailleurs, les armemens extraordinaires de la Prusse annonçaient suffisamment la formation d'une nouvelle coalition. Napoléon n'ignorait pas les démarches de Frédéric-Guillaume auprès des cours de Saxe et de Hesse-Cassel, afin de les soulever contre la France, démarches suivies de l'envahissement de la Saxe par les troupes prussiennes. A l'époque de cette témérité, Napoléon avait fait notifier par son ministre à la cour de Berlin que l'occupation du territoire saxon, qu'il proclamait inviolable, serait pour lui une déclaration de guerre. Il savait aussi avec toute l'Europe que la jeune reine de Prusse parcourait à cheval, en costume militaire, les rues de sa capitale, et appelait aux armes tous ses sujets. L'exaltation romanesque qui résultait de l'exemple et des provocations d'une belle souveraine, avait sans doute sa générosité; mais cette chevalerie galante et vaniteuse s'aventurait dans une entreprise où l'on obéissait à toutes les impulsions, mais non pas au véritable intérêt, à l'intérêt de la patrie prussienne. Les insultes des jeunes officiers de la garnison de Berlin, qui ne respectèrent pas même le caractère de l'ambassadeur de France, ne pouvaient rester impunies à Paris, puisqu'elles l'étaient à Berlin. En un mot, une cour insolente outrageait Napoléon et la France, et un gouvernement perfide les trahissait depuis le traité de Potzdam. On se souvenait cependant à Paris de l'empressement que la Prusse avait mis à proclamer la paix avec la Convention nationale, et de la fidélité de ce cabinet à garder alors ses engagemens. On se souvenait de ces deux circonstances, et l'on compara les temps. Jamais motifs plus légitimes de vengeance ne pouvaient armer une nation généreuse.

Sur ces entrefaites, la question du rapprochement avec l'Angleterre ne prenait pas une tournure favorable. Dès les premiers jours du mois d'août, la santé de M. Fox ayant subi une grande altération, ne lui avait plus permis de suivre directement les affaires du cabinet. Cimentée entre Napoléon et Fox, la paix eût donné sans doute à l'Europe une autre face. L'Europe eût échappé dès lors au despotisme des vieilles institutions sous lesquelles elle cherche en vain aujourd'hui l'équilibre que le ciel lui impose. La France, au lieu d'être forcée à conquérir l'Europe, l'Angleterre, au lieu d'être contrainte à détruire la France, seraient nécessairement devenues, sous la direction de ces deux dictateurs de la civilisation, les régulatrices d'un nouveau pacte européen. Ce grand spectacle, ce grand bienfait, devaient manquer au règne de Napoléon et au monde.

Tandis qu'une sourde tempête agitait le nord de l'Allemagne et le cabinet des Tuileries, un cri de douleur, sorti des rivages de l'Angleterre, frappa subitement tous les amis de la paix dans les deux États, qu'elle pouvait bientôt réunir : le célèbre Fox venait de mourir, à l'âge de cinquante-huit ans, le 3 de septembre. *Le Times* terminait par ces mots si honorables la notice qu'il avait consacrée au rival de Pitt : « ..... M. Fox fut un des hommes « les plus distingués que la nature semblait avoir « préparés pour l'ornement de ce règne. L'Angle- « terre doit gémir d'être privée d'un aussi grand « ministre. *Il avait posé les premières pierres du « temple de la Paix;* et si nos vœux avaient pu être « exaucés, il aurait donné à l'édifice une telle force « et une telle solidité, que la mémoire et la tombe « de cet illustre citoyen s'y seraient reposées pour « toujours. »

Ce fatal événement encouragea les ennemis de la France, leur rendit un puissant auxiliaire dans le parti anglais comprimé par le ministère de Fox, et donna le signal dans toute l'Europe à cette conspiration, plutôt aristocratique que politique, qui fermentait contre la couronne impériale de Napoléon. L'immense victoire d'Austerlitz ne fut pour les uns qu'un échec, pour les autres qu'un crime capital, que la cause générale des anciennes dynasties était appelée à réparer ou à punir. L'Espagne elle-même, toute française déjà sous la République, sembla se repentir aussi de l'amitié qu'elle avait si hautement proclamée pour Bonaparte, et se disposer à suivre le mouvement royal dont la Prusse levait le drapeau.

Cependant, dès le 11 septembre, le prince de Bénévent avait adressé à M. de Knobelsdorf une note, par laquelle il lui demandait des explications sur les armemens de la Prusse, et l'informait que l'Empereur se voyait obligé d'imprimer à ses préparatifs un caractère public et national. Le 12, l'ambassadeur avait répondu à la note française qu'il fallait attribuer ces armemens à une trame des ennemis de la France et de la Prusse, dont l'intimité leur était insupportable; suivant la déclaration de cet envoyé,

UISTOIRB 1)B NAPOLÉON. âlO le départ de la garnison de Berlin pourlcafrontières était refTel d*un mal-enlcndu, et le roi de Prusse arait fait faire, à Berlin, au ministre de France, une communication amicale à cet égard. Le Icnde* main 13, le prince de Bénévent informait M. de Knobelsdorf que, d'après sa réponse de la veille, et en attendant le résultat de la communication au ministre français à Berlin, l'Empereur avait prescrit de dilTércr les messages qui étaient prêts à être adressés au Sénat, et conlrcmandé la marche des troupes à l'intérieur. Le 19, le prince de Bénévent, par une dernière note, mandait à M. de Knobelsdorf que, sur les nouvelles reçues de Berlin, l'Empereur, regrettant d'avoir arrêté la marche de ses réserves et différé le message au Sénat, devait k sa prudence d'ordonner dans l'intérieur le mouvement de ses armées. M. de Knobelsdorf répondit, le 20, qu'il voyait avec peine que l'Empereur sc repentit de ses engagemens, et prit des mesures de guerre dans ses états; que le roi de Prusse, loin d'avoir jamais conçu la pensée de renoncer aui rapports d'amitié qui l'unissaient à la France, loin d'élrc entré dans un concert contre elle avec ses ennemis, n'avait cherché au contraire qu'à calmer tous les ressentimens. Malgré le renouvellement de ces fausses assurances de paii de la part du cabinet prussien, l'Empereur écrivit, le SI septembre, aux rois de Bavière et de Wurtemberg et aux princes de la Confédération : « Les armemens de la Prusse sont-ils le résultat U d'une coalition avec la Russie, ou seulement des «(intrigues des dilTérens partis qui existent dans M Berlin, ou de rirréflexionducabinct?Ont-ilspour •t objet de forcer la Hesse, la Saxe et les villes anséa« tiques, à contracter les liens que ces deux dernières •I puissances paraissent ne pas vouloir former? l#a •t Prusse voudrait-elle nous obliger nous-inéincs à <> nous départir de la déclaration que nous avons N faite, que les villes anséatiqurs ne pourront entrer M dans aucune confédération particulière, déclara« lion fondée sur l'inlérèt du commerce de la France « et du midi de l'AUcmagne, et $ur ce que V AngleH terre noue a ftiit connatire que tout changement « dam la êituation prèeente des tilles ansèaiiques M serait un obstacle de plus à la paix générale t U Toutefois les armemens de la Prusse ont amené le H casprcvuparrundcsarliclesdu traité du 12 juillet, « et nous croyons utile que tous les souverains qui •I composent la Confédération du Bbin arment pour « défendre ses inlcrèls.... Au lieu de deux cent M mille hommesque la France est obligée de fournir, H elle en fournira trois cent mille... Le succès,

nous •I osons le croire, répondra à la justice de la cause « coinniune,si toutefois, contre nos désirs et même U nos espérances, la Prusse nous met dans la ncces« sité de repousser la force par la force.... * On apprit que le prince de Wurtxbourg, frère de l'ctnpercur d'Autriche, avait positivement accédé à b Confédération du Rhin, et allait en faire partir Dans la nuit du 24 au S3, Napoléon eirimpéralrice étaient en route pour Mayence. Le style de M. de Knobelsdorf changea bim(i4. Peudcjoursaprcsledépart de rKmporeiir, il adressa de Metz au prince ,dc Bénévent une lettre du ruiâ l'Empereur, accompagnée d'une note où il était dit : « r.e soussigné a reçu l'ordre de déclarer que le « roiattend del'cquilé del'Empereur: l*qucUHitn « les troupes françaises sans exception repassent iih U cessamment le Rhin, en commençant leur marebt « du jour même où le roi se promet 1a réponse de « l'Empereur, et en la poursuivant sanss'arréter;... « 2" qu'il ne sera plus mis de la part de la Fraocr H aucun obstacle quelconque à la formation de U N ligue du Nord, qui embrassera, sans aocuoe « exception, tous les États non nommés dans l'acte H fondamental de la Confédération du Rhin. 1/ « soussigné est chargé d'insister avec instance sur « une ré(ionse prompte qui, dans tous Icscas.arrhe U au quartier-général du roi le huüièmeoctobrt...^ <> Maréchal, dit l'Empereur au prince de MM châtel, on nous donne un rendez-vous d'bonoror * pour le 8 : jamais un Français n'y a manqué! « Mais, comme on dit qu'il y a une belle reine q&i ■ veut être témoin des combats, soyons courtois. « et marchons sans nous coucher |>our la Saie. » En effet, la reine de Prusse était à l'armée, purUni l'uniforme de son régiment de dragons. « Il sembk. U disait le premier bulletin de Napoléon, voir « Armide, dans son égarement, mettant le feu isoo « propre palais » Ainsi le roi de Prusse, entraîne par des conseils aussi aveugles que perfides, et tout à coupemportr hors du cercle de sa posiliuif européenne, osait, sons de vains prétextes de plaintes, imposer avec arrogance au vainqueur d'Austerlitz des condilioo> déshonorantes pour ses armées et pour lui! Ucabinet prussien n'ignorait pas la raison de la prolongation du séjour de quelques troupes françaisrs CD Allemagne. Il savait que ces troupes devakoi revenir en France aussitôt que l'Autriche auriii réglé définitivement avec la Russie, en vertu du traité de Presbourg , la remise des Bouches do Callaro :or, celle clause était si loin d'étre rempli' que, les 20 et 30 septembre, les.géncraux Mariuont et Lauriston chassaient de Castcl-Novo et des déliiez de Biclbrich un corps de six mülc Russes, accru de dix mille

Monténégrins; cl que l'amiral ru$>*' Siniaviii refusait, à cause de la rupture de la Prusse, de rcmctlre Cattaro aux Français. Digiîized by C iOu=

le départ de la garnison de Berlin pour les frontières était l'effet d'un mal-entendu, et le roi de Prusse avait fait faire, à Berlin, au ministre de France, une communication amicale à cet égard. Le lendemain 13, le prince de Bénévent informait M. de Knobelsdorf que, d'après sa réponse de la veille, et en attendant le résultat de la communication au ministre français à Berlin, l'Empereur avait prescrit de différer les messages qui étaient prêts à être adressés au Sénat, et contremandé la marche des troupes à l'intérieur. Le 19, le prince de Bénévent, par une dernière note, mandait à M. de Knobelsdorf que, sur les nouvelles reçues de Berlin, l'Empereur, regrettant d'avoir arrêté la marche de ses réserves et différé le message au Sénat, devait à sa prudence d'ordonner dans l'intérieur le mouvement de ses armées. M. de Knobelsdorf répondit, le 20, qu'il voyait avec peine que l'Empereur se repentît de ses engagemens, et prît des mesures de guerre dans ses États; que le roi de Prusse, loin d'avoir jamais conçu la pensée de renoncer aux rapports d'amitié qui l'unissaient à la France, loin d'être entré dans un concert contre elle avec ses ennemis, n'avait cherché au contraire qu'à calmer tous les ressentimens. Malgré le renouvellement de ces fausses assurances de paix de la part du cabinet prussien, l'Empereur écrivit, le 21 septembre, aux rois de Bavière et de Wurtemberg et aux princes de la Confédération :

« Les armemens de la Prusse sont-ils le résultat « d'une coalition avec la Russie, ou seulement des « intrigues des différens partis qui existent dans « Berlin, ou de l'irréflexion du cabinet? Ont-ils pour « objet de forcer la Hesse, la Saxe et les villes anséa- « tiques, à contracter les liens que ces deux dernières « puissances paraissent ne pas vouloir former? La « Prusse voudrait-elle nous obliger nous-mêmes à « nous départir de la déclaration que nous avons « faite, que les villes anséatiques ne pourront entrer « dans aucune confédération particulière, déclara- « tion fondée sur l'intérêt du commerce de la France « et du midi de l'Allemagne, *et sur ce que l'Angle- « terre nous a fait connaître que tout changement « dans la situation présente des villes anséatiques « serait un obstacle de plus à la paix générale?*..... « Toutefois les armemens de la Prusse ont amené le « cas prévu par l'un des articles du traité du 12 juillet, « et nous croyons utile que tous les souverains qui « composent la Confédération du Rhin arment pour « défendre ses intérêts.... Au lieu de deux cent « mille hommes que la France est obligée de fournir, « elle en fournira trois cent mille... Le succès, nous « osons le croire, répondra à la justice de la cause « commune, si toutefois, contre nos désirs et même « nos espérances, la Prusse nous met dans la néces- « sité de repousser la force par la force.... » On apprit que le prince de Wurtzbourg, frère de l'empereur d'Autriche, avait positivement accédé à la Confédération du Rhin, et allait en faire partie. Dans la nuit du 24 au 25, Napoléon et l'Impératrice étaient en route pour Mayence.

Le style de M. de Knobelsdorf changea bientôt. Peu de jours après le départ de l'Empereur, il adressa de Metz au prince de Bénévent une lettre du roi à l'Empereur, accompagnée d'une note où il était dit :

« Le soussigné a reçu l'ordre de déclarer que le « roi attend de l'équité de l'Empereur : 1° que toutes « les troupes françaises sans exception repassent in- « cessamment le Rhin, en commençant leur marche « du jour même où le roi se promet la réponse de « l'Empereur, et en la poursuivant sans s'arrêter;... « 2° qu'il ne sera plus mis de la part de la France « aucun obstacle quelconque à la formation de la « ligue du Nord, qui embrassera, sans aucune « exception, tous les États non nommés dans l'acte « fondamental de la Confédération du Rhin. Le « soussigné est chargé d'insister avec instance sur « une réponse prompte qui, dans tous les cas, arrive « au quartier-général du roi le *huitième octobre*... »

« Maréchal, dit l'Empereur au prince de Neuf- « châtel, on nous donne un rendez-vous d'honneur « pour le 8 : jamais un Français n'y a manqué! « Mais, comme on dit qu'il y a une belle reine qui « veut être témoin des combats, soyons courtois. « et marchons sans nous coucher pour la Saxe. » En effet, la reine de Prusse était à l'armée, portant l'uniforme de son régiment de dragons. « Il semble, « disait le premier bulletin de Napoléon, voir « Armide, dans son égarement, mettant le feu à son « propre palais »

Ainsi le roi de Prusse, entraîné par des conseils aussi aveugles que perfides, et tout à coup emporté hors du cercle de sa position européenne, osait, sous de vains prétextes de plaintes, imposer avec arrogance au vainqueur d'Austerlitz des conditions déshonorantes pour ses armées et pour lui! Le cabinet prussien n'ignorait pas la raison de la prolongation du séjour de quelques troupes françaises en Allemagne. Il savait que ces troupes devaient revenir en France aussitôt que l'Autriche aurait réglé définitivement avec la Russie, en vertu du traité de Presbourg, la remise des Bouches du Cattaro : or, cette clause était si loin d'être remplie que, les 20 et 30 septembre, les généraux Marmont et Lauriston chassaient de Castel-Novo et des défilés de Bielbrich un corps de six mille Russes, accru de dix mille Monténégrins; et que l'amiral russe Siniavin refusait, à cause de la rupture de la Prusse, de remettre Cattaro aux Français.

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 317 On a peine à concevoir encore cette élra nge a udace (lu cabinet prussien, qui avait envoyé M. de Kno' hclsdurfà Paris avec dus lettres de créance, quand il devait, trois semaines après, déclarer 1a guerre. Une telle démarche n'apparlicnl qu'à un gouvernement dont la force assure riinpunilé;la Prusse ne pouvait attendre ce résultat de sa haute imprudence, quoiqiierintérétde Napoléon ne fût pas d'en appeler aux armes quand lord Lauderdale se trouvait encore à Paris en négociation pour la paix générale. L'uUi> malum de la Prusse donna le signal de la retraite à ce plénipotentiaire; il demanda ut obtint ses passeports dans les premiers jours d'octobre. Fox avait emporté dans la tombe toute l'espérance delà paix du monde. La Prusse suivait dans sa politique l'exemple de la Russie, qui venait de signer un traité avec la France pour couvrir ses derniers préparatifs, et qui le rompit par un simple désaveu de son représentant. Dans son agression, c'était l'Autriche que cette même Prusse imitait : Frédéric-Guillaume avait envahi la Saxe, commeFrançoisIl la Bavière, sansdéclaration de guerre. Il fallait donc répondre aussi à la Prusse par une autre bataille d'Austerlitz, et la Prusse ne comptait pas pour se défendre sur l'armée de celte puissance du Nord dont elle avait la témérité d'embrasser la querelle. Si Frédéric-Guillaume, au lieu de SC faire rinstrument aveugle d'une cause aussi étrangèreà la sienne, eût pris la résolution d'accéder à la Confédération du Rhin, qui n'était une barrière que contre la Russie, il sauvait son honneur et son indépendance; et la Russie, battue et graciée à Austerlitz, n'aurait pu reparaître comme dominatrice dans les affaires de l'Europe. Peut-être encore, pour obtenir ce grand résultat, Napoléon, au moment du traité de Presbourg, cùt-il dû songer à Pércclion d'un royaume de Pologne, et n'user de générosité ni envers Alexandre, nienvers son armée. La Pologne formaitalors la tète dcPonldcla Prusse confédérée avec la France, de la Prusse devenue ce grand Etat intermédiaire que la politique demande en vain depuis le règne de Catherine H. L'Empereur arrive le 38 à Mayence, passe le Rhin le 1*^ octobre, s'arrête chez le prince primat à AschafTenbourg , et le soir à W urtzbourg , chez le nouveau grand-duc, son allié depuis peu de jours; de Wurlzbourg, il porte son quartier-général à Banit>erg, et met son année en mouvement. Elle est divisée en sept corps, commandes par les maréchaux Bernadotte, Lannes, Davoust, Ney, Soull, Augereau et Lefebvre. Le grand-duc de Berg commande la réserve de la cavalerie ; un huitième corps, aux ordres du

maréchal Mortier, se rassemble sur les frontières de la Wcstphalic. Le centre de l'armée sc compose de la réserve du grand-duc de Berg, des corps de Bernadotte et de Davoust, ainsi que de la garde impériale ; il débouche par Bamberg sur Kronacb. Le 8, il parait devant Saalbourg et ouvre la campagne par une légère canonnade qui lui donne le passage de la Saalc ; ensuite il se dirige vers Schleist et Géra. La droite comprend les corps de Soult et de Ney, et une division de Bavarois : elle se réunit à Bayreulh, pour marcher te 9 sur Hoiï: la gauche, formée des corps de Lannes et d'Augereau, s'avance sur Schweinfurth , Cobourg, Graffenthal etSaalfeld. L'Empereur a quiUé Bamberg, et d'Ebersdorf il s'csl porté sur Schleist. Le 9, à son arrivée, dix mille Prussiens sont chassés de ce poste par le prince de Ponle-Corvo; le même jour, Soult s'empare de iloff et des magasins : le 10, Lannes défait les Prussiens à Saalfcid. Le jeune prince Louis de Prusse , frappé à mort dans un combat avec un maréchal-des-logis du 9* de hussards, devient la première victime de celte guerre, dont il avait été à Berlin un des champions les plus ardens. L'armée prussienne, composée du l'élite de la population militaire et des troupes saxonnes, compte deux cent trente mille hommes. Elle a transporté dans la Saxe le théâtre des hostilités, et sc croit tellement certaine du triomphe, qu'elle a laissé à découvert Berlin cl Dresde. .Ainsi, dès son entrée en campagne, l'armée prussienne est débordée à sa gauche. Elle occupe Eisenach, Gotha, Erfurth et Weimar. L'armée française cotre le 11 à Saalfeld et à Géra, d'où elle marche bientôt sur Naûcmbourg et léna, petite ville de la Thuringe , qui va obtenir lacclébrilé de Marengo, d'Âuslerlilz, etc... La position des deux armées présentait une singularité tout-à-fail nouvelle dans les annales militaires ; les Prussiens tournaient le dos au Bhin, cl les Français bordaient 1a Saale et tournaient le dos à J'Elbc ; ce renversement étrange décidait à lui seul la question. Les ennemis ont pour eux les souvenirs et ce qui reste des soldats du grand Frédéric; Napoléon a pour lui sa gloire présente cl l'armée qui a vaincu à Austerlitz. Au moment où les deux partis sc trouvent en présence, Napoléon reçoit, sous la date du 8 octobre, la proclamation hostile du prince de la Paix. Ce favuri inepte et arrogant, qui ne doit qu'à la protection de l'Empereur le pouvoir dont il jouit ; que la faveur publique de Napoléon soutient seule contre la violente inimitié de rheritier du trône cl la haine légitime de la nation, don Godoy, qui a acheté cette faveur toute puissante sur la cour et le peuple espagnol par une servilité dont Napoléon seul possède le secret, a voulu, au jour des périls appelés par la quatrième

coalition sur la tête de son protecteur, sc mettre à l’abri d’une ruine que les nombreux agens de l’Angleterre lui présentent Digitized by Googk

On a peine à concevoir encore cette étrange audace du cabinet prussien, qui avait envoyé M. de Knobelsdorf à Paris avec des lettres de créance, quand il devait, trois semaines après, déclarer la guerre. Une telle démarche n'appartient qu'à un gouvernement dont la force assure l'impunité; la Prusse ne pouvait attendre ce résultat de sa haute imprudence, quoique l'intérêt de Napoléon ne fût pas d'en appeler aux armes quand lord Lauderdale se trouvait encore à Paris en négociation pour la paix générale. L'ultimatum de la Prusse donna le signal de la retraite à ce plénipotentiaire; il demanda et obtint ses passeports dans les premiers jours d'octobre. Fox avait emporté dans la tombe toute l'espérance de la paix du monde. La Prusse suivait dans sa politique l'exemple de la Russie, qui venait de signer un traité avec la France pour couvrir ses derniers préparatifs, et qui le rompit par un simple désaveu de son représentant. Dans son agression, c'était l'Autriche que cette même Prusse imitait : Frédéric-Guillaume avait envahi la Saxe, comme François II la Bavière, sans déclaration de guerre. Il fallait donc répondre aussi à la Prusse par une autre bataille d'Austerlitz, et la Prusse ne comptait pas pour se défendre sur l'armée de cette puissance du Nord dont elle avait la témérité d'embrasser la querelle. Si Frédéric-Guillaume, au lieu de se faire l'instrument aveugle d'une cause aussi étrangère à la sienne, eût pris la résolution d'accéder à la Confédération du Rhin, qui n'était une barrière que contre la Russie, il sauvait son honneur et son indépendance; et la Russie, battue et graciée à Austerlitz, n'aurait pu reparaître comme dominatrice dans les affaires de l'Europe. Peut-être encore, pour obtenir ce grand résultat, Napoléon, au moment du traité de Presbourg, eût-il dû songer à l'érection d'un royaume de Pologne, et n'user de générosité ni envers Alexandre, ni envers son armée. La Pologne formait alors la tête de Pont de la Prusse confédérée avec la France, de la Prusse devenue ce grand État intermédiaire que la politique demande en vain depuis le règne de Catherine II.

L'Empereur arrive le 28 à Mayence, passe le Rhin le 1er octobre, s'arrête chez le prince primat à Aschaffenbourg, et le soir à Wurtzbourg, chez le nouveau grand-duc, son allié depuis peu de jours; de Wurtzbourg, il porte son quartier-général à Bamberg, et met son armée en mouvement. Elle est divisée en sept corps, commandés par les maréchaux Bernadotte, Lannes, Davoust, Ney, Soult, Augereau et Lefebvre. Le grand-duc de Berg commande la réserve de la cavalerie; un huitième corps, aux ordres du maréchal Mortier, se rassemble sur les frontières de la Westphalie. Le centre de l'armée se compose de la réserve du grand-duc de Berg, des corps de Bernadotte et de Davoust, ainsi que de la garde impériale; il débouche par Bamberg sur Kronach. Le 8, il paraît devant Saalbourg et ouvre la campagne par une légère canonnade qui lui donne le passage de la Saale; ensuite il se dirige vers Schleist et Géra. La droite comprend les corps de Soult et de Ney, et une division de Bavarois : elle se réunit à Bayreuth, pour marcher le 9 sur Hoff : la gauche, formée des corps de Lannes et d'Augereau, s'avance sur Schweinfurth, Cobourg, Graffenthal et Saalfeld.

L'Empereur a quitté Bamberg, et d'Ebersdorf il s'est porté sur Schleist. Le 9, à son arrivée, dix mille Prussiens sont chassés de ce poste par le prince de Ponte-Corvo; le même jour, Soult s'empare de Hoff et des magasins : le 10, Lannes défait les Prussiens à Saalfeld. Le jeune prince Louis de Prusse, frappé à mort dans un combat avec un maréchal-des-logis du 9e de hussards, devient la première victime de cette guerre, dont il avait été à Berlin un des champions les plus ardens.

L'armée prussienne, composée de l'élite de la population militaire et des troupes saxonnes, compte deux cent trente mille hommes. Elle a transporté dans la Saxe le théâtre des hostilités, et se croit tellement certaine du triomphe, qu'elle a laissé à découvert Berlin et Dresde. Ainsi, dès son entrée en campagne, l'armée prussienne est débordée à sa gauche. Elle occupe Eisenach, Gotha, Erfurth et Weimar. L'armée française entre le 11 à Saalfeld et à Géra, d'où elle marche bientôt sur Naüembourg et Iéna, petite ville de la Thuringe, qui va obtenir la célébrité de Marengo, d'Austerlitz, etc... La position des deux armées présentait une singularité tout-à-fait nouvelle dans les annales militaires; les Prussiens tournaient le dos au Rhin, et les Français bordaient la Saale et tournaient le dos à l'Elbe; ce renversement étrange décidait à lui seul la question. Les ennemis ont pour eux les souvenirs et ce qui reste des soldats du grand Frédéric; Napoléon a pour lui sa gloire présente et l'armée qui a vaincu à Austerlitz.

Au moment où les deux partis se trouvent en présence, Napoléon reçoit, sous la date du 5 octobre, la proclamation hostile du prince de la Paix. Ce favori inepte et arrogant, qui ne doit qu'à la protection de l'Empereur le pouvoir dont il jouit; que la faveur publique de Napoléon soutient seule contre la violente inimitié de l'héritier du trône et la haine légitime de la nation, don Godoy, qui a acheté cette faveur toute puissante sur la cour et le peuple espagnol par une servilité dont Napoléon seul possède le secret, a voulu, au jour des périls appelés par la quatrième coalition sur la tête de son protecteur, se mettre à l'abri d'une ruine que les nombreux agens de l'Angleterre lui présentent

The text on this page is estimated to be only 25.94% accurate

 comme incrUnblcct prochntnc; il a voulu se ménager des droits à la bienveillance de ceux qui consommeront sa perle. Cepend.int , troublé aussi par une sorte d*incertituüc, il n’osc pas hautement nommer l'ennemi qu’il serv.*iit depuis six ans; il se contente de provoquer d'une manière ambiguë In nation espagnole à se lever pour la défense commune. Cette proclamation, où le prince de la Paix demande des chevaux et des cavaliers à l'Andalousie et à rKslramadurc, est un de ces documens trop ridicules pour trouver place dans riiistoire d'une si grande époque. Napoléon feint de ne pas se rcconnattrc dans celte proclamation , exige quinze mille hommes de l’Espagne, cl ordonne froidement la bataille du 14; mais avant de la livrer, fidèle encore au système de prévenance qu'il a adopte dès le princi|>c, il écrit au roi de Prusse : •c Si j'étais à mon début dans la carrière mili•I taire, si je pouvais craindre les hasards des comu bats, le langage que je tiens à Votre Majesté se(I rait lout-à-fait déplacé : mais Votre Majesté sera U vaincue; et, sans l’ombre d'un prétexte, elle aura « compromis le repos de scs jours et IVxIslencc de « ses sujels. « Cette lettre resta sans réponse. Dès le 12, les deux généraux opposés avaient presque toutes leurs troupes sous la main et prêtes à agir ; le 13, sans aucune raison pour le contraindre à cette résolulion, le roi de Prusse divise son armée en deux parties: rurie, composée de soixantedix mille hommes environ, marche sur Aucrstaedt, à six ou sept lieues du théâtre où l'autre partie de scs forces doit comimltrc. Napoléon, au contraire, ne fait que réunir ses masses; la même nuit du 13, pendant que scs ennemis somineillenl dans leur can»p, dispersés sur un espace de trente-cinq lieues, cl sans soupçonner l’aclion du lendemain, il achève toutes les dispositions d'une victoire assurée. Dès la veille, il occupe avec un corps de sa garde et une forte artillerie le Landgrafenbcrg . position dominante dont il a reconnu d'abord l’importance, et qui devait avoir sur l'affaire d’Iéna la même influence que le Santon d’Austerlitz sur la liatailln des trois Empereurs. Tous scs ordres sont expédiés, tous ses maréchaux à leur poste. A quatre heures du malin , il parut devant plusieurs lignes et leur dit : « Soldats, rarméc prussienne est cüU|)co » comme celle de Black l'élail à Uini, il y a au«jourd'hui un an. Leltc armée ne combat plus M que pour SC faire jour, et regagner scs commu•' nicalions. I.c corps qui se laisserait percer se « déshonorerait. Ne redoutez pas celle célèbre cai; valcrie :

opposez-lui des carres fermes cl l.i « haîonnelle. » Oltc harangue porte an plus h.mt degré l’enthousiasme des soldats, qui répondent |>ar le cri mililaire : » En avant! en avant! > Asix heures, l'Empereur, qui n’aurait voulu attaquer que deux heures plus tard pour attendre sa grosse cavalerie et des corps d'infanterie restés en arrière, donne cependant le signal tant désiré. De premiers succès sur plusieurs points nous présagent déjà l’heureuse issue de la journée; vers une lieurr. l’action devient générale. Sous les yeux de l'Empereur, qui plane sur les ennemis comme sur son armée, et voit exécuter avec la même préciskui qu'à Austerlitz les plans qu'il a conçus avec le même génie, Augcrcau, Soull, Lannes, fonl;»rtout ployer les Prussiens, malgré la plus vive résistance. Une partie de notre cavalerie n'avait pu rejoindre encore; cllc’arrive avec deux des divUiom du maréchal Ney. A celle nouvelle. Napoléon fait avancer toutes les troupes qui étaient en réserre sur la première ligne; elles marchent et furccnlà reculer tout ce qui leur est opposé. Alors la eaulcrie, ayant à sa tête le grand-duc de Uerg, se pt*cipitc sur les Prussiens, dont la retraite, d'abord opérée avec calme et sang-froid, ne prèsenlc bitntôt plus qu’un affreux désordre. En vain rinfaotrrk SC forme en carrés, entre les villages de Gross ctdr I Kleiii-Rumstedl , pour résistera nos dragons et à nos cuirassiers; cinq de ces carrés sont enfoncés et culbutés sans pouvoir se rallier. D'uii autre coté, la cavalerie prussienne n’a point supporté le choc des bataillons du niaréchal Soull, et s'est repliée sur la roule de Weimar à Naüembuurg. En ce moment SC montre le corps du général Iluchel, composé de vingt-six bataillons et de vingt cscadrum; en moins d'une heure, mais après une lullc lerrible, il disparaît tout entier sous les attaques simultanées que Napoléon dirige contre ce renfort si impatiemment alleiidu par le prince de llolienkibr. Enfin, grâce aux efforts inouïs des soldats et à l’htbilclé des généraux, il ii'y a plus d’armée (icranl nous. Maître du champ de bataille, et ne voulant laisser aucun relâche aux vaincus. Napoléon fait poursuivre avec une ardeur infatigable les déhrh de leurs colonnes, qui éprouvent de nouveaux désastres dans une sanglante et diflicilc retraite, ou plutôt dans une fuite désordonnée. Peminnt que Napoléon triomphait ainsi de l'armec prussienne qu’il croyait avoir eue tout entière en face de lui, le maréchal Davoust soutenait seul, à Aucrstaedt, le choc d'une masse presque supérieure du triple à la faible armée que lui formaient Icsdivisions Morand, (iudin et Friant. Maigre t'attaque imminente qui le menaçait, Davoust ne fut point secouru par DcrnadoUc, âqui il avait propose le commandement des deux

corps, en lui communiquant les ordres du prince de Neufchâtel de Digitized by Google

comme inévitable et prochaine; il a voulu se ménager des droits à la bienveillance de ceux qui consommeront sa perte. Cependant, troublé aussi par une sorte d'incertitude, il n'ose pas hautement nommer l'ennemi qu'il servait depuis six ans; il se contente de provoquer d'une manière ambiguë la nation espagnole à se lever pour la défense commune. Cette proclamation, où le prince de la Paix demande des chevaux et des cavaliers à l'Andalousie et à l'Estramadure, est un de ces documens trop ridicules pour trouver place dans l'histoire d'une si grande époque. Napoléon feint de ne pas se reconnaître dans cette proclamation, exige quinze mille hommes de l'Espagne, et ordonne froidement la bataille du 14; mais avant de la livrer, fidèle encore au système de prévenance qu'il a adopté dès le principe, il écrit au roi de Prusse :

« Si j'étais à mon début dans la carrière mili-
« taire, si je pouvais craindre les hasards des com-
« bats, le langage que je tiens à Votre Majesté se-
« rait tout-à-fait déplacé : mais Votre Majesté sera
« vaincue; et, sans l'ombre d'un prétexte, elle aura
« compromis le repos de ses jours et l'existence de
« ses sujets. »

Cette lettre resta sans réponse.

Dès le 12, les deux généraux opposés avaient presque toutes leurs troupes sous la main et prêtes à agir; le 13, sans aucune raison pour le contraindre à cette résolution, le roi de Prusse divise son armée en deux parties : l'une, composée de soixante-dix mille hommes environ, marche sur Auerstaedt, à six ou sept lieues du théâtre où l'autre partie de ses forces doit combattre. Napoléon, au contraire, ne fait que réunir ses masses; la même nuit du 13, pendant que ses ennemis sommeillent dans leur camp, dispersés sur un espace de trente-cinq lieues, et sans soupçonner l'action du lendemain, il achève toutes les dispositions d'une victoire assurée. Dès la veille, il occupe avec un corps de sa garde et une forte artillerie le Landgrafenberg, position dominante dont il a reconnu d'abord l'importance, et qui devait avoir sur l'affaire d'Iéna la même influence que le Santon d'Austerlitz sur la bataille des trois Empereurs. Tous ses ordres sont expédiés, tous ses maréchaux à leur poste. A quatre heures du matin, il parut devant plusieurs lignes et leur dit : « Soldats, l'armée prussienne est coupée
« comme celle de Mack l'était à Ulm, il y a au-
« jourd'hui un an. Cette armée ne combat plus
« que pour se faire jour, et regagner ses commu-
« nications. Le corps qui se laisserait percer se
« déshonorerait. Ne redoutez pas cette célèbre ca-
« valerie : opposez-lui des carrés fermés et la
« baïonnette. » Cette harangue porte au plus haut degré l'enthousiasme des soldats, qui répondent par le cri militaire : « En avant! en avant! » A six heures, l'Empereur, qui n'aurait voulu attaquer que deux heures plus tard pour attendre sa grosse cavalerie et des corps d'infanterie restés en arrière, donne cependant le signal tant désiré. De premiers succès sur plusieurs points nous présagent déjà l'heureuse issue de la journée; vers une heure, l'action devient générale. Sous les yeux de l'Empereur, qui plane sur les ennemis comme sur son armée, et voit exécuter avec la même précision qu'à Austerlitz les plans qu'il a conçus avec le même génie, Augereau, Soult, Lannes, font partout ployer les Prussiens, malgré la plus vive résistance. Une partie de notre cavalerie n'avait pu rejoindre encore; elle arrive avec deux des divisions du maréchal Ney. A cette nouvelle, Napoléon fait avancer toutes les troupes qui étaient en réserve sur la première ligne; elles marchent et forcent à reculer tout ce qui leur est opposé. Alors la cavalerie, ayant à sa tête le grand-duc de Berg, se précipite sur les Prussiens, dont la retraite, d'abord opérée avec calme et sang-froid, ne présente bientôt plus qu'un affreux désordre. En vain l'infanterie se forme en carrés, entre les villages de Gross et de Klein-Romstedt, pour résister à nos dragons et à nos cuirassiers; cinq de ces carrés sont enfoncés et culbutés sans pouvoir se rallier. D'un autre côté, la cavalerie prussienne n'a point supporté le choc des bataillons du maréchal Soult, et s'est repliée sur la route de Weimar à Naüembourg. En ce moment se montre le corps du général Ruchel, composé de vingt-six bataillons et de vingt escadrons; en moins d'une heure, mais après une lutte terrible, il disparaît tout entier sous les attaques simultanées que Napoléon dirige contre ce renfort si impatiemment attendu par le prince de Hohenlohe. Enfin, grace aux efforts inouïs des soldats et à l'habileté des généraux, il n'y a plus d'armée devant nous. Maître du champ de bataille, et ne voulant laisser aucun relâche aux vaincus, Napoléon fait poursuivre avec une ardeur infatigable les débris de leurs colonnes, qui éprouvent de nouveaux désastres dans une sanglante et difficile retraite, ou plutôt dans une fuite désordonnée.

Pendant que Napoléon triomphait ainsi de l'armée prussienne qu'il croyait avoir eue tout entière en face de lui, le maréchal Davoust soutenait seul, à Auerstaedt, le choc d'une masse presque supérieure du triple à la faible armée que lui formaient les divisions Morand, Gudin et Friant. Malgré l'attaque imminente qui le menaçait, Davoust ne fut point secouru par Bernadotte, à qui il avait proposé le commandement des deux corps, en lui communiquant les ordres du prince de Neufchâtel de

The text on this page is estimated to be only 29.78% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. Ï49 marcher de concert. Bernadotte continua tranquillomenlson inouveinent sur Dornburgf s'autorisant dos premières instructions de l'Empereur, qui alors ne pouvait savoir le péril où le maréchal Davousl allait se trouver engagé avec des forces inégales. I.c bulletin garda le silence sur celle étrange conduite ; peut-être aurait-il parlé si Davoust, abandonné à lui-mérne par une défection inconcevable, eût succombé sous les coups de rennemi; mais le droit de faire grâce est aussi une prérogative du vainqueur, et d'autres destinées attendaient Bernadotte. Davoust, qui, dans celte affaire, Tun des plus beaux trophées de rannee française, avait montré les talens cl le caraclère d'un habile capitaine, fut récompensé par le nom iV Aucrêtaedt. Ce nom, désormais immortel dans les fastes militaires, est celui que les Prussiens domÙTeiil à In baUiiSic, apparemment parce que le roi y fut vaincu en personne avec les vieux généraux de Frédéric II. Unis en France, lénn, oit commandait l'Empereur, s’attachera toujours à la double victoire remportée par Napoléon cl par son lieutenant. Les Prussiens perdirent les deux champs de ba. taille, environ cinqu.inlc mille hommes lues ou pris, trois cents bouches à feu , soixante drapeaux, H tous leurs magasins. Parmi les prisonniers ligureril six mille Saxons et trois cents olBciers. Napoléon , arrivé le 15 à Weimar, se fait présenter ces olBciors, auxquelsil dit qu'en prenant les armes il a eu pour but d’cmpéchcrquc la nation saxonne ne fût incorporée dans la monarchie prussienne. Il leur accorde, ainsi qu'aux soldats, le retour libre dans leur patrie. Ces offîciers s'engagent tous par écrit à ne jamais porter les armes contre la France et scs alliés. Ils retournent en Saxe, chargés d'une proclamation par laquelle Napoléon se déclare le protecteur de la nation saxonne. L’empereur Napoléon SC souvint ici de la prise de Facnxa , où le général Bonaparte renvoya également les prisonniers romains, et en fit d’utiles amis à la république. Sa présence à Weimar avait déjà allirc sur lui la reconnaissance de la famille ducale. Il était descendu au palais, où il avait été reçu par la duchesse régnante, dont le mari commandait une division prussienne, u Vous avez sauvé votre mari, Ala«I dame, dit-il à celte princesse; vous l'avez sauvé <1 en restant chez vous et en ayant corillance en «I moi : je lui pardonne à cause de vous. » L'alliance consacrée à Posen avec l'électeur attacha bientôt après à Napoléon toutes les branches de la maison de Saxe. Les vieux compagnons d'armes de Frédéric trouvèrent

presque tous à léna leur journée fatale. Le fameux duc de Brunswick, dont le ridicule manifeste avait si insolemment niilragé la nation française en 179â, le maréchal Moëllendorf et le licutenant-généraldeS€hmcUau,blessésdangcrcusemcnt, ne devaient pas survivre à cct anéantissement de la gloire militaire qu'ils avaient fondée sous le grand roi. Le prince Henri de Prusse , le général Ruchcl , étaient pareillement blessés, tandis que l'armée française n'avait ù regretter qu'un général , cinq colonels et douze mille hommes environ, tant tués que blessés sur l'un et l'autre champs de bataille. Aussi, le suricnilemain , le roi de Prusst', fuyant sans armée, fait deinamler un armistice. Napoléon répond qu'il est impossible, après une victoire, de donner le temps n reiinemi de se rallier. Le même jour, au combat de (ircussen, le maréchal Soult, après lui avoir également refusé un armistice, écrasait le général Kaikreuth, l'un des plus vaillans compagnons de Frédéric II, et le poursuivait jusqu'à Magdebourg, avec le royal fugitif d'Aucrslacdt. Le 18 octobre, tant la marche de l'armée victorieuse est bien combinée, Erfurtb se rendait par capitulation au grand-duc de Berg, et livrait entre nos mains cent vingt pièces d'artillerie, d'immenses magasins, et quatorze mille hommes prisonniers de guerre : parmi eux on compte le maréchal de Moélleiiiiorf, le prince d'Oratige, depuis roi dos Pays-Bas, et quatre généraux. Le 17, au combaldc Hall, le prince de Ponlc-Corvoavoulurépart r l'inaction de Dornbourg : il a mis dans la déroute la plus complète la réserve prussienne, commandée par le duc Eugène de Wurtemberg, lui a pris trente-quatre pièces de canon, quatre drapeaux et cinq mille hommes, ainsi que deux généraux. Le 18, le maréchal Davousl occupe Leipsick. Napoléon est à Mersebourg. Il va visiter le champ de bataille de Roshacb, non loin de celui d'Ictia. Heureux d'avoir vengé la France, il ordonne que la colonne clevcc par Frédéric II, en mémoire de la défaite des Français, le 5 novembre 1757, sera transportée à Paris. Sans doute il appartenait au premier capitaine du siècle de changer en trophée ce monument du malheur de nos armées. Cest aussi le 18 que le général Dlücher, fuyant avec une troupe échappée à la journée du 14, fut arrêté à Weissensée par le général de cavalerie Klein, à qui il osa alléguer, «ur sa parole ü* honneur, rcxislence d'un armistice : Rlüchcr trompe ainsi déloyalctnenl In confiance du général français; l'armée se charge de punir ce parjure militaire. Le lendemain, le grand-duc de Berg arrive à fiaiberstadt, inonde la plaine de Magdebourg avec sa cavalerie. L'infortunée reine de Prusse subit à son tour le sort de la guerre qu'elle a allumée. Fuyant

de ville en ville, elle se trouve à Sleltin le 19, le 20 à f.ustrin ; aucun lieu ne peut lui offrir une hospitalité assurée. Napoléon, précédé à Dessaii par le

marcher de concert. Bernadotte continua tranquillement son mouvement sur Dornburg, s'autorisant des premières instructions de l'Empereur, qui alors ne pouvait savoir le péril où le maréchal Davoust allait se trouver engagé avec des forces inégales. Le bulletin garda le silence sur cette étrange conduite; peut-être aurait-il parlé si Davoust, abandonné à lui-même par une défection inconcevable, eût succombé sous les coups de l'ennemi; mais le droit de faire grace est aussi une prérogative du vainqueur, et d'autres destinées attendaient Bernadotte. Davoust, qui, dans cette affaire, l'un des plus beaux trophées de l'armée française, avait montré les talens et le caractère d'un habile capitaine, fut récompensé par le nom d'*Auerstaedt*. Ce nom, désormais immortel dans les fastes militaires, est celui que les Prussiens donnèrent à la bataille, apparemment parce que le roi y fut vaincu en personne avec les vieux généraux de Frédéric II. Mais en France, Iéna, où commandait l'Empereur, s'attachera toujours à la double victoire remportée par Napoléon et par son lieutenant.

Les Prussiens perdirent les deux champs de bataille, environ cinquante mille hommes tués ou pris, trois cents bouches à feu, soixante drapeaux, et tous leurs magasins. Parmi les prisonniers figurent six mille Saxons et trois cents officiers. Napoléon, arrivé le 15 à Weimar, se fait présenter ces officiers, auxquels il dit qu'en prenant les armes il a eu pour but d'empêcher que la nation saxonne ne fût incorporée dans la monarchie prussienne. Il leur accorde, ainsi qu'aux soldats, le retour libre dans leur patrie. Ces officiers s'engagent tous par écrit à ne jamais porter les armes contre la France et ses alliés. Ils retournent en Saxe, chargés d'une proclamation par laquelle Napoléon se déclare le protecteur de la nation saxonne. L'empereur Napoléon se souvint ici de la prise de Faenza, où le général Bonaparte renvoya également les prisonniers romains, et en fit d'utiles amis à la république. Sa présence à Weimar avait déjà attiré sur lui la reconnaissance de la famille ducale. Il était descendu au palais, où il avait été reçu par la duchesse régnante, dont le mari commandait une division prussienne. « Vous avez sauvé votre mari, Ma« dame, dit-il à cette princesse; vous l'avez sauvé « en restant chez vous et en ayant confiance en « moi : je lui pardonne à cause de vous. » L'alliance consacrée à Posen avec l'électeur attacha bientôt après à Napoléon toutes les branches de la maison de Saxe.

Les vieux compagnons d'armes de Frédéric trouvèrent presque tous à Iéna leur journée fatale. Le fameux duc de Brunswick, dont le ridicule manifeste avait si insolemment outragé la nation française en 1792, le maréchal Moëllendorf et le lieutenant-général de Schmettau, blessés dangereusement, ne devaient pas survivre à cet anéantissement de la gloire militaire qu'ils avaient fondée sous le grand roi. Le prince Henri de Prusse, le général Ruchel, étaient pareillement blessés, tandis que l'armée française n'avait à regretter qu'un général, cinq colonels et douze mille hommes environ, tant tués que blessés sur l'un et l'autre champs de bataille. Aussi, le surlendemain, le roi de Prusse, fuyant sans armée, fait demander un armistice. Napoléon répond qu'il est impossible, après une victoire, de donner le temps à l'ennemi de se rallier. Le même jour, au combat de Greussen, le maréchal Soult, après lui avoir également refusé un armistice, écrasait le général Kalkreuth, l'un des plus vaillans compagnons de Frédéric II, et le poursuivait jusqu'à Magdebourg, avec le royal fugitif d'Auerstaedt. Le 18 octobre, tant la marche de l'armée victorieuse est bien combinée, Erfurth se rendait par capitulation au grand-duc de Berg, et livrait entre nos mains cent vingt pièces d'artillerie, d'immenses magasins, et quatorze mille hommes prisonniers de guerre : parmi eux on compte le maréchal de Moëllendorf, le prince d'Orange, depuis roi des Pays-Bas, et quatre généraux. Le 17, au combat de Hall, le prince de Ponte-Corvo a voulu réparer l'inaction de Dornbourg : il a mis dans la déroute la plus complète la réserve prussienne, commandée par le duc Eugène de Wurtemberg, lui a pris trente-quatre pièces de canon, quatre drapeaux et cinq mille hommes, ainsi que deux généraux. Le 18, le maréchal Davoust occupe Leipsick. Napoléon est à Mersebourg. Il va visiter le champ de bataille de Rosbach, non loin de celui d'Iéna. Heureux d'avoir vengé la France, il ordonne que la colonne élevée par Frédéric II, en mémoire de la défaite des Français, le 5 novembre 1757, sera transportée à Paris. Sans doute il appartenait au premier capitaine du siècle de changer en trophée ce monument du malheur de nos armées. C'est aussi le 18 que le général Blücher, fuyant avec une troupe échappée à la journée du 14, fut arrêté à Weissensée par le général de cavalerie Klein, à qui il osa alléguer, *sur sa parole d'honneur*, l'existence d'un armistice : Blücher trompe ainsi déloyalement la confiance du général français; l'armée se charge de punir ce parjure militaire.

Le lendemain, le grand-duc de Berg arrive à Halberstadt, inonde la plaine de Magdebourg avec sa cavalerie. L'infortunée reine de Prusse subit à son tour le sort de la guerre qu'elle a allumée. Fuyant de ville en ville, elle se trouve à Stettin le 19, le 20 à Custrin; aucun lieu ne peut lui offrir une hospitalité assurée. Napoléon, précédé à Dessau par le

The text on this page is estimated to be only 22.47% accurate

mSTOIRE DE NAHOLÉOX. !2:(0 in.iréclial l.annrs. a fm* son quartier-ffcnrral dans c«îlU‘ résidence. Eà , enfin , le marquis «le LurcliesiniaUcint 1c vainqueur et obtient d'étre admis Â lui remettre «ne lettre du roi. Le grand-maréchal est chargé de conférer avec ce ministre. De Dessau Napoléon se rend à Wurtemberg, où il retrouve son lieutenant dWuerslaedt. Ee même jour, le roi de llollniide entre à Gottingue avec l'avant-garde de Parmw du Nord, et la place d'AncIam cède aux attaques du général Becker. I.c quartier-général impérial est marqué à Pultdam pour le âo. Ec â4, les maréchaux I.nnnes, Eefebvre et Bessières, s’y élablissimt avec la garde. Napoléon songe d’abord à visiter le tombeau du grand Frédéric, comme Alexandre visita celui d’Achille. Il prit l’épée du héros raux actes de clémence qui ail jamais honoré le caractère d’un souverain victorieux. Ee prince de Ilatzfeld , gouverneur civil de lUrlin, et connu pour un des plus ardetis provocateurs de la guerre, s’élail empresse de présenter à l’tmpereur tous les foiiclioimaires civils et militaires de la capitale: *i Ne vous présentez pas devant moi. H lui dit l’Empereur, je n'ai pas besoin de vos scr« vices ; allez vous retirer dans vos terres. >• l'eudf rnomens après, le prince fut arrêté. Une lettre, par laquelle il instruisait le roi des inouvemens de l’armée française, avait été iiilerceplw et reniiso à rKmptTcur. Ia: crime de trahison était suIVsamnient prouvé ; une commission mililaireallait juger le coupable, quand la priricesM' de llatzfeldvintv jeter aux genoux de Napoléon, et pr(»lesler qucswi mari était incapable d’une telle perfidie : «Vous «< connaissez son écriture, dit .Napoléon en lui pft« sentant la lettre du prince, jugez-le vous-mciiK*. ti Madame. » Iai princesse Int la lettre et toiiik évanouie. L’état de gro-ssesse avancée où clic cUil ajoutait encore au malheur comme à i'inlérêt desa situation, qui «avait vivement ému rEmpercur. Des secours furent prodigués à la princesse qui revint à elle. «I Tenez, Madame, lui dit Nafmlcofi. « celte lettre est la seule preuve que j’aie contre vo«I (rc mari : jctez-la au feu. » Ainsi fut saute le prince de Ilatzfeld. Dans sa propre capitale, rien de plus nalureUan^ d(»ule que Napoléon eût pardonné à un Français convaincu de félonie; il a montre pendant tout k* cours de son régne, depuis ra\ènemenl au consulat jusqu’en 1H1 \ cl 1818, une sorte d’indifférence généreuse à l’égard des conspirateurs et des traîtres, méim* aux dépens de la raison d'Étnl et du salut peut-être de la France ; mais, devenu par la victoire seule l'arbitre des destinées d'un pays

où la conduite du monarque et de sa cour, où le parjurv tout récent du général Bliïcbcr, devaient porUr rirrilation du vainqueur au plus haut degré,

Napoléon, triomphant de sa juste colère, surtout lor

maréchal Lannes, a fixé son quartier-général dans cette résidence. Là, enfin, le marquis de Lucchesini atteint le vainqueur et obtient d'être admis à lui remettre une lettre du roi. Le grand-maréchal est chargé de conférer avec ce ministre. De Dessau Napoléon se rend à Wurtemberg, où il retrouve son lieutenant d'Auerstaedt. Le même jour, le roi de Hollande entre à Gottingue avec l'avant-garde de l'armée du Nord, et la place d'Anclam cède aux attaques du général Becker. Le quartier-général impérial est marqué à Potzdam pour le 25. Le 24, les maréchaux Lannes, Lefebvre et Bessières, s'y établissent avec la garde. Napoléon songe d'abord à visiter le tombeau du grand Frédéric, comme Alexandre visita celui d'Achille. Il prit l'épée du héros du XVIIIe siècle, la ceinture de général qu'il portait à la guerre de Sept-Ans, et son cordon de l'Aigle-Noire. « J'aime mieux cela que vingt mil-« lions, s'écrie Napoléon. Je les enverrai aux Inva-« lides : les vieux soldats de la guerre de Hanovre « accueilleront avec un respect religieux tout ce « qui appartient à l'un des premiers capitaines dont « l'histoire conservera le souvenir. » L'affront de Rosbach était bien vengé !

Au moment où Napoléon arrivait à Potzdam, la fameuse forteresse de Spandau, qui, ayant une brave garnison, des approvisionnemens et des ouvrages bien armés, pouvait se donner l'honneur d'une belle et longue défense, capitulait entre les mains du maréchal Lannes ; la place n'était investie que de la veille par le général Bertrand : on y trouva quatre mille chevaux tout équipés, qui servirent à monter quatre mille dragons à pied. Le maréchal Davoust, par une marque publique de la satisfaction de l'Empereur, obtient l'honneur d'entrer le premier dans la capitale de Frédéric. Cinq cents pièces de canon et une immense quantité d'armes et de munitions tombent au pouvoir des Français. Le maréchal Ney bloque la grande place de guerre de la Prusse, Magdebourg, qui renferme une armée. Le maréchal Soult a passé l'Elbe et pousse l'ennemi devant lui ; le prince de Ponte-Corvo est à Brandebourg ; le maréchal Mortier à Fulde. Après un beau combat de cavalerie à Zehdenick, le grand-duc de Berg force à Vignendorf les gendarmes du roi à mettre bas les armes. Le même jour, 27 octobre, Napoléon, précédé de sa garde à cheval, et marchant entre les chasseurs et les grenadiers avec son brillant cortége, reçoit à Berlin, sous l'arc de triomphe élevé pour Frédéric II, les hommages du corps municipal, et va descendre au vieux palais, où la princesse héréditaire de Hesse-Cassel, près d'accoucher, se trouvait, par l'effet des circonstances, dans un état de dénuement absolu. L'Empereur ne la vit point ; mais il chargea le grand-écuyer de la rassurer sur sa position, et de lui remettre une somme d'argent, en y ajoutant la promesse d'un traitement pour le temps qu'elle voudrait rester au palais. La fortune, qui comblait Napoléon de tant de faveurs, que l'on pouvait dire qu'elle était passée à son service, lui offrit dans cette journée même l'occasion de se reposer des émotions d'une telle gloire, par un des plus beaux actes de clémence qui ait jamais honoré le caractère d'un souverain victorieux.

Le prince de Hatzfeld, gouverneur civil de Berlin, et connu pour un des plus ardens provocateurs de la guerre, s'était empressé de présenter à l'Empereur tous les fonctionnaires civils et militaires de la capitale : « Ne vous présentez pas devant moi, « lui dit l'Empereur, je n'ai pas besoin de vos ser-« vices ; allez vous retirer dans vos terres. » Peu de momens après, le prince fut arrêté. Une lettre, par laquelle il instruisait le roi des mouvemens de l'armée française, avait été interceptée et remise à l'Empereur. Le crime de trahison était suffisamment prouvé ; une commission militaire allait juger le coupable, quand la princesse de Hatzfeld vint se jeter aux genoux de Napoléon, et protester que son mari était incapable d'une telle perfidie : « Vous « connaissez son écriture, dit Napoléon en lui pré-« sentant la lettre du prince, jugez-le vous-même, « Madame. » La princesse lut la lettre et tomba évanouie. L'état de grossesse avancée où elle était ajoutait encore au malheur comme à l'intérêt de sa situation, qui avait vivement ému l'Empereur. Des secours furent prodigués à la princesse qui revint à elle. « Tenez, Madame, lui dit Napoléon, « cette lettre est la seule preuve que j'aie contre vo-« tre mari : jetez-la au feu. » Ainsi fut sauvé le prince de Hatzfeld.

Dans sa propre capitale, rien de plus naturel sans doute que Napoléon eût pardonné à un Français convaincu de félonie ; il a montré pendant tout le cours de son règne, depuis l'avènement au consulat jusqu'en 1814 et 1815, une sorte d'indifférence généreuse à l'égard des conspirateurs et des traîtres, même aux dépens de la raison d'État et du salut peut-être de la France : mais, devenu par la victoire seule l'arbitre des destinées d'un pays où la conduite du monarque et de sa cour, où le parjure tout récent du général Blücher, devaient porter l'irritation du vainqueur au plus haut degré, Napoléon, triomphant de sa juste colère, surtout lorsque l'exemple d'une légitime sévérité sur un grand fonctionnaire de la monarchie prussienne pouvait être au moins d'une politique nécessaire, fit une action sublime qui devait fournir à l'histoire une de ses plus belles pages, et à la peinture une de ses plus nobles productions. Les grands caractères

The text on this page is estimated to be only 27.22% accurate

IIISTOIllK UK NAPOLÉON. ont de grands sccrels qu'eux seuls sont capables de révéler. Napoléon, mailre de la capitale cl c» « Cependant, tandis que nous marchons au de« vanl des Russes, de nouvelles nriiiccs, formées «dans rinlérieur de l'empire, vieiiiieiit prendre • notre place pour garder nos conquêtes. Mon peuIl pie tout entier s'est levé, indigné de la honteuse U capitulation que les ministres prussiens, dans il leur délire, nous ont proposée. Nos roules et nus U villes frontières sont remplies de conscrits qui « brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne soit rons plus désormais les jouets d'une paix tratu tresse, et nous ne poserons plus les armes que « nous n'ayons nhligé les Anglais, ces éternels Il ennemis de notre nation, à renoncer au projet de te troubler le continent, et à la tyrannie des mers. « Soldats, je ne puis mieux exprimer les senti« mens que j'ai pour vous, qu'en vous disant que ju Il vous (H)rle dans mon cœur l'amour que vous me U montrez tous les jours, n Non content de ces témoignages et de ces rernerciemetis à tous ces braves en général, Napoléon, le lendemain de son entrée à Uerlin, accorde dans une revue des récompenses de toute espèce au corps d'armée du maréchal Davoust, et leur donne en quelque sorte une préférence de gloire môme sur les soldats qui ont combattu sous ses yeux. Voila comment il était jaloux de scs lieutenans. Chacune des journées de celle étonnante cainp.ignc est marquée par un ou plusieurs succès. Le 28 oclührc, le grand-duc de Berg fait capituler au combat de Prcnlzlow le prince de Hohenlohc, qui a succédé dans le commandement au vieux duc de Brunswick. O prince défile devant le général français à la tête de seize mille hommes d'infanterie, de six régimens de cavalerie, élite de rarniée prussienne, avec soixante pièces de canon cl quarante-cinq drapeaux. Celte capitulation n'csl pas résolue sans des mouvernens de fureur cl d'indignation de la part des Prussiens; mais, cernés de tous cùtés, il fallait périr jusqu'au dernier ou se rendre, et leur chef ne crut pas devoir iinmulcr plusieurs milliers d'Iiommes à sa gloire personnelle. Apres celle

hrillante affaire, l’Empereur, qui pense comme César, écrit au grari

ont de grands secrets qu'eux seuls sont capables de révéler.

Napoléon, maître de la capitale et conquérant du royaume du grand Frédéric, dont il était l'admirateur passionné, ne négligea pas de dater du camp impérial de Potzdam une de ces proclamations, un de ces comptes-rendus de la victoire, qui récompensaient ses armées de leurs triomphes et les enflammaient pour de nouveaux exploits.

« Soldats !

« Vous avez justifié mon attente et répondu di-
« gnement à la confiance du peuple français. Vous
« avez supporté les privations et les fatigues avec
« autant de courage que vous avez montré d'intré-
« pidité et de sang-froid au milieu des combats.
« Vous êtes les dignes défenseurs de ma couronne
« et de la gloire du grand peuple : tant que vous
« serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous
« résister. La cavalerie a rivalisé avec l'infanterie et
« l'artillerie. Je ne sais désormais à quelle arme je
« dois donner la préférence. Vous êtes tous de bons
« soldats. Voici les résultats de nos travaux :

« Une des premières puissances de l'Europe, qui
« osa naguère nous proposer une honteuse capitu-
« lation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la
« Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eus-
« sent pas traversés en sept ans, nous les avons tra-
« versés en sept jours, et livré dans l'intervalle
« quatre combats et une grande bataille. Nous
« avons précédé, à Potzdam, à Berlin, la renom-
« mée de nos victoires. Nous avons fait soixante
« mille prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux,
« parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse ;
« six cents pièces de canon, trois forteresses,
« plus de vingt généraux : cependant près de
« la moitié de vous regrette de n'avoir pas encore
« tiré un coup de fusil. Toutes les provinces de la
« monarchie prussienne jusqu'à l'Oder sont en no-
« tre pouvoir.

« Soldats, les Russes se vantent de venir à nous ;
« nous marcherons à leur rencontre ; nous leur
« épargnerons la moitié du chemin. Ils retrouve-
« ront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une nation
« qui a aussitôt oublié la générosité dont nous avons
« usé envers elle après cette bataille où son empe-
« reur, sa cour, les débris de son armée, n'ont dû
« leur salut qu'à la capitulation que nous leur avons
« accordée, est une nation qui ne saurait lutter con-
« tre nous. »

« Cependant, tandis que nous marchons au de-
« vant des Russes, de nouvelles armées, formées
« dans l'intérieur de l'empire, viennent prendre
« notre place pour garder nos conquêtes. Mon peu-
« ple tout entier s'est levé, indigné de la honteuse
« capitulation que les ministres prussiens, dans
« leur délire, nous ont proposée. Nos routes et nos
« villes frontières sont remplies de conscrits qui
« brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne se-
« rons plus désormais les jouets d'une paix trai-
« tresse, et nous ne poserons plus les armes que
« nous n'ayons obligé les Anglais, ces éternels
« ennemis de notre nation, à renoncer au projet de
« troubler le continent, et à la tyrannie des mers.

« Soldats, je ne puis mieux exprimer les senti-
« mens que j'ai pour vous, qu'en vous disant que je
« vous porte dans mon cœur l'amour que vous me
« montrez tous les jours. »

Non content de ces témoignages et de ces remerciemens à tous ces braves en général, Napoléon, le lendemain de son entrée à Berlin, accorde dans une revue des récompenses de toute espèce au corps d'armée du maréchal Davoust, et leur donne en quelque sorte une préférence de gloire même sur les soldats qui ont combattu sous ses yeux. Voilà comment il était jaloux de ses lieutenans.

Chacune des journées de cette étonnante campagne est marquée par un ou plusieurs succès. Le 28 octobre, le grand-duc de Berg fait capituler au combat de Prentzlow le prince de Hohenlohe, qui a succédé dans le commandement au vieux duc de Brunswick. Ce prince défile devant le général français à la tête de seize mille hommes d'infanterie, de six régimens de cavalerie, élite de l'armée prussienne, avec soixante pièces de canon et quarante-cinq drapeaux. Cette capitulation n'est pas résolue sans des mouvemens de fureur et d'indignation de la part des Prussiens ; mais, cernés de tous côtés, il fallait périr jusqu'au dernier ou se rendre, et leur chef ne crut pas devoir immoler plusieurs milliers d'hommes à sa gloire personnelle. Après cette brillante affaire, l'Empereur, qui pense comme César, écrit au grand-duc de Berg : « Il n'y a rien de fait, tandis qu'il reste à faire. « Vous avez débordé une colonne de huit mille « hommes, commandée par le général Blücher. « Que j'apprenne bientôt qu'il a éprouvé le même « sort. »

Le 29, six mille hommes mettent bas les armes à Passewelck devant le général Milhaud qui commande mille trois cents chevaux ; le 29 aussi la forte ville de Stettin capitule avec une bonne garnison de six mille hommes et cent soixante pièces de canon, entre les mains du général Lasalle à la tête de quelques escadrons. Jamais on n'avait vu de faibles colonnes de cavalerie enlever des divisions de deux armes et des places bien approvisionnées. La reddition de Stettin assure aux armées françaises une communication sur l'Oder. Chaque

HISTOIRE I)E NAPOLEON. âlli jour ravtt au roi üc Prusse une division ou une arm^e, une position inililâirc, ou une forteresse, ou un allié. Le l*' novembre, Custrin se rend au maréchal Davoust, avec quatre mille hommes, quatre-vingtdix pièces de canon, et nous donne tout le cours de l'Oder : déjà nous avions occupé les États de Brunswick. La veille, le maréchal Mortier envahit également ceux de llessc-t^assel, dont Télecteur, justement traité comme un ennemi de la France, nous abandonne son artillerie, ses magasins, scs arsenaux, ses troupes et son musée, l'un des plus beaux de PHuropo. On petit fait d'armes qui n'aurait eu par lui-méme aucune importance, mérite pourtant quelque attention : doute cents Suédois fuyant devant des forces supérieures entrèrent de vive force à Lubeck, le 3 novembre, pour s*y embarquer; une partie dut gagner Travemundc, où elle fut prise par le prince de Ponte-Corvo. On prétendit depuis que cet avantage, alors inaperçu, fut l'origine delà révolution qui appela, trois ans plus tard, le maréchal Bernadotte à l'héritage du trône de Suède. Cependant le général Blücher avait trouvé le moyen de réunir sa division aux divisions commandées par le duc de Brunswick-Ocis et par le duc de Weimar qui retourne dans ses Éuts. Blücher avait en outre ramassé une quantité de petits corps, et voulait essayer, avec des troupes plus considérables, de s'ouvrir un passage pour aller à Graudenlz, où le roi est encore à la tète de quinze mille hommes : mais il n'a pu se soustraire à la poursuite combinée du grand-duc de Berg et des maréchaux Soult et IWrnadottc; en vain il tente de se porter sur Anclam et ensuite sur Rostock. Prévenu partout, à peine s'il a le temps de se jeter dans Lubeck, ou il arrive le 3. Suivi par les (rois maréchaux, la seule journée du 3 lui reste pour se retrancher. Le 6 et Ic7 voient 1a terrible action livrée dans les murs et hors des murs. Soult force l'ennemi par la porte de Mulbcn , Bernadotte par celle de U Trave; cl, entre les deux, le grand-duc de Berg pousse SB fougueuse cavalerie. Les Prussiens se défendent pied à pied dans les rues, sur les places, dans les ouvrages, dans les maisons. Tout est escalade, enfonce, détruit. Fatigués de carnage, les vainqueurs se réunissent au centre de la ville. Cette première journée donne aux Français la ville de Lubeck , quatre mille prisonniers, soixante pièces de canon. Celle du 7 mit entre leurs mains, à Ralkau,!c général Blücher et le duc d'OcIs qui capitulèrent; cinq cent dix-huit ofliciers, onze généraux, soixante drapeaux , quatre mille chevaux, plus de vingt mille hommes, l'artillerie entière, en un mot tout ce qui avait échappé aux journées d'Iéna

et d'Auerslacdt. Le lendemain de la prise de Lubeck, la grande place forte de la Prusse, Magdebourg, bombardée |>ar le maréchal Ney, sc rend. On y trouve vingt généraux, seize mille hommes, les débris de cent soixante-dix l>ataillon5, huit cent bouches à feu, d'immenses magasins. Les babitans, dès lo principe, opposèsàccUcguerrcanti-nalionale clefTrayés du bombardement commencé par le maréchal, avaient contraint la garnison de renoncer à une défense qui ne sauvait plus l'honnncur de la patrie et compromettait leurs intérêts domestiques. I.a nouvelle de la capitulation de Magdebourg, apportée en toute hâte à Berlin par le baron de SaintAignan, aidc-dc-camp du prince de Neufcbâtel, em]>éche l'Empereur de signer la paix, négociée entre le général Duroc et le marquis de Lucchesini. Une heure plus tard celte paix était conclue. L'Empereur frappe la Prusse et scs alliés d'unecontribulioii de cent soixante millions. Digitized by Google

UISTOIUË DE NAPOLÉON. â!53 CHAPITRE II. ^APül A CkRLi.l.— BLOCtS CUBTiniBTAf.. — BAPOl.ÊUB A PüM*l. — DtCl.AKATIUI OB UtBBRK BK LA PUBTt A LA RCMIB.^PAIK AVKC LA KAXB. — L*tLECrRLR REÇOIT LS TITRE DE ROI. La prise de Magdebourg et celle de Lubeck ter« minent la campagne de Prusse, proprement dite, par la possession totale des États héréditaires de la maison de Brandebourg; toutefois la conquête de la monarchie n'est pas complète; il reste à envahir la Silésie et la Pologne prussienne. Celte dernière province va devenir le théétre de la guerre. roi a réuni au-delà de la Vistulc les débris de son armée. C'est là aussi que ce prince attend son allié du Nord. La Russie n'a pu croire qu'en six semaines le royaume tout militaire de la Prusse se verrait entièrement occupé et désarmé. Elle pense arriver à temps en montrant ses drapeaux dans les premiers jours de novembre : mais les Français, qu'aucun obstacle ne pouvait plus arrêter, continuaient leur marche victorieuse. Le 9 novembre, la capitale de la Haute-Silésie, Glogau, investie par le prince Jérôme, traitait pour sa reddition. Le 10, la capitale de la grande Pologne , Posen , recevait dans ses murs le maréchal Davoust. Les Russes touchent enfin le terrain que Napoléon , parti des bords du Rhin le 1*' octobre , est venu leur préparer sur ceux de la Vislule. L'armée russe, qui forme à elle seule toute la coalition depuis la destruction de son allié cl la disparition des troupes suédoises, arrive le 11 dans le faubourg do Varsovie, dans ce faubourg de Praga dont les babitans n'ont pas oublié le massacre de tout une population par ces mêmes Russes, qu'ib sont loin d'accueillir comme des libérateurs. Le lendemain, le général Beningsen , dont le nom s'attache aussi à un fatal événement, entre à Varsovie, où ses troupes ne doivent pas rester long-temps. Cependant il venait de résulter des négociations suivies entre le grand-maréchal Duroc et le marquis de Lucchesini une suspension d'armes, par laquelle le roi de Prusse s'engageait à faire remettre aux Français les places non encore soumises. La convention a été signée le 16 à Cbarloltembourg ; en attendant la ratification de Frédéric, la guerre va forcer d'ouvrir les portes de ces villes abandonnées à clics seules au milieu de l'occupation française. Le même jour, le général Loison prenait possession, au nom du roi de Hollande, des pays de Munster, d'üsnabruck, de Lingen, de Teckembourg. Le 18, Cxensochau, place forte à l'extrémité de la Pologne prussienne , capitula. Le 19, le maréchal Mortier prenait aussi possession de Hambourg pour

l’Empereur. C’est la guerre anglaise qu’il soutient sur tout le littoral de la mer du Nord et de la Baltique. Brême, les duchés dcMecklenibourg, le Hanovre, sont occupés. Peu de jours après, un embargo général ferme I’EIIm; et le Wescr, ainsi que les ports ci-devant anséatiques, au commerce des ennemis de la France. Deux décrets sortis de Berlin les menacent tous à la fois : l'un organise les gardes nationales de France, et appelle à la formation de leurs cohortes les citoyens de vingt à soixante ans, soit pour le service intérieur, soit pour le service actif ; l’autre, du 2t m>vembre, crée le fameux système continental, qui déclare les Iles-Britanniques en étal de blocus, et applique la saisie à toute marchandise anglaise, à tout Anglais, trouvés sur le territoire de la France, sur celui des pays qu’elle a conquis et de ceux qui reconnaissent la domination de ses alliés. Ce décret va remuer le monde : rébraiilcmetU qu’il causetout à coup en Kuro|>e est incalculable. On regarde Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 28.30% accurate

IIISTÜlUE ÜK NAFULEU.N. d’abord comme un grand acte de violence, ou comme une grande hérésie politique, cette étonnante disposition : mais Napoléon sait qu’il a frappé juste. En effet, sans la guerre d'Espagne, sans celle de Russie, suscitées et alimentées toutes deux par rAnglelerrc pour combattre ce décret de Berlin, deux années de plus du blocus continental détruisaient la puissance britannique. Elle s C'est en vain que les Busses ont voulu défendre •t la capitale de cette ancienne et illustre Pologne : w l'aigle française plane sur la Vislule. Ix* brave et •I infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les « légions de Sobieski de retour de leur mémorable U expédition. Soldats! nous ne déposerons point les U armes que la paix générale n'ait afTenni et assuré U la puissance de nus allies, n'ait restitué à notre « commerce sa liberté et scs colonies. Nous avons « conquis, sur l'Elbe et l'Oder, Pondiebérv, nos K établisscmens des Indes, le Cap de Ibmne-tsiicH rance, cl les colonies espagnoles. Qui donnerait le «< droit de faire espérer aux Russes de balancer les ereur A'apolôon aux soi' date de la Grande /innée. Là devaient être tracés, sur des tables de marbre, les noms de tous les guerriers qui avaient assisté aux batailles d'ilfli, d'Austerlitz et d'Iéna, et sur des tables d’or massif les noms de ceux qui étaient morts sur les champs de bataille, ctc.,ctc.Sousuncrépublique, l’inscription eût porté : /lux armées la Pairie reconnais^ santé; les noms des braves eussent clé gravés sur la pierre, et le munumenl sc serait élevé; mais le décret de la Maticleinc fut rendu au milieu delà victoire, dans une capitale de l’ennemi et le jour anniversaire du cuuroimcinenl et de la balaiÜt «rAuslerlitz. II devait offrir l'empreinte du gcûii' qui le publiait à une si mémorable époque, cl rencontrer dans la magnificence de ses dispositions. Digilized by Google

d'abord comme un grand acte de violence, ou comme une grande hérésie politique, cette étonnante disposition : mais Napoléon sait qu'il a frappé juste. En effet, sans la guerre d'Espagne, sans celle de Russie, suscitées et alimentées toutes deux par l'Angleterre pour combattre ce décret de Berlin, deux années de plus du blocus continental détruisaient la puissance britannique. Elle seule en Europe connaît tout son danger, surtout dès qu'elle a vu toutes les villes anséatiques et les ports du Nord et de la Baltique au pouvoir des Français. A présent la guerre que la Grande-Bretagne a excitée va peser sur elle; et, pendant huit ans, elle subira la rigueur du séquestre européen.

L'occupation de la Prusse continue, Hameln se rend par capitulation avec neuf mille hommes de garnison et des magasins considérables; Nieubourg se rend également; la forteresse de Plaffenbourg, en Franconie, ouvre aussi ses portes. Le 25, Napoléon quitte Berlin pour se porter sur le lieu des nouvelles opérations militaires; le vainqueur d'Austerlitz veut montrer à Alexandre le vainqueur d'Iéna. Le 27, il est à Posen. Le lendemain, le grand-duc de Berg entre à Varsovie. Le général Beningsen a refusé la bataille qu'on lui présentait, et repassé la Vistule dont il a brûlé le pont derrière lui. Le 1er décembre, Napoléon adresse à son armée la proclamation suivante :

« Soldats !

« Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, « que vous étiez sur le champ mémorable d'Aus- « terlitz. Les bataillons russes épouvantés fuyaient « en déroute ou, enveloppés, rendaient les armes à « leurs vainqueurs. Le lendemain, ils firent enten- « dre des paroles de paix : mais elles étaient trom- « peuses. A peine échappés, par l'effet d'une géné- « rosité peut-être condamnable, aux désastres de « la troisième coalition, ils en ont ourdi une qua- « trième. Mais l'allié sur la tactique duquel ils fon- « daient leur principale espérance n'est déjà plus ! « Ses places fortes, ses capitales, ses magasins, ses « arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, sept « cents pièces de bataille, cinq grandes places de « guerre, sont en notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, « les déserts de la Pologne, les mauvais temps de la « saison, n'ont pu nous arrêter un moment. Vous « avez tout bravé, tout surmonté; tout à fui à vo- « tre approche.

« C'est en vain que les Russes ont voulu défendre « la capitale de cette ancienne et illustre Pologne : « l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave et « infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les « légions de Sobieski de retour de leur mémorable « expédition. Soldats ! nous ne déposerons point les « armes que la paix générale n'ait affermi et assuré « la puissance de nos alliés, n'ait restitué à notre « commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons « conquis, sur l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, nos « établissemens des Indes, le Cap de Bonne-Espé- « rance, et les colonies espagnoles. Qui donnerait le « droit de faire espérer aux Russes de balancer les « destins? Qui leur donnerait le droit de renverser « de si justes desseins? *Eux et nous, ne sommes-* « *nous pas les soldats d'Austerlitz ?* »

Cette dernière phrase est sublime de pensée et de sentiment. Napoléon avait au plus haut degré l'éloquence de ses propres actions. Son armée faisait dans ses proclamations un cours de politique assez complet, pour qu'elle pût comprendre les causes et le but de la guerre qu'elle soutenait avec tant de valeur. La France était mise également dans toute la confidence des griefs de l'Empereur contre ses ennemis. Ainsi, dans son message du 21 novembre au Sénat, il avait dit : « ... Aussi, malgré notre situation triomphante, « nous n'avons été arrêtés dans nos dernières négo- « ciations avec l'Angleterre, ni par l'arrogance de « son langage, ni par les sacrifices qu'elle a voulu « nous imposer. L'*île de Malte,* à laquelle s'attachait « pour ainsi dire l'honneur de cette guerre, et qui, « retenue par l'Angleterre au mépris des traités, « en était la première cause, *nous l'avions cédée.* « Nous avions consenti à ce qu'à la possession de « Ceylan et de l'empire du Mysore l'Angleterre joi- « gnît celle du *Cap de Bonne-Espérance...* »

Il n'est plus permis de douter, après ces deux concessions des deux clauses fondamentales du traité d'Amiens, d'abord que Napoléon n'eût voulu sincèrement la paix, ensuite que cette paix générale n'eût été conclue si Fox avait vécu.

Les grandes situations inspirent les grandes idées. Ce fut encore de Posen que, le 2 décembre, Napoléon décréta que sur l'emplacement de la Madeleine serait élevé un monument dédié à ses braves, avec cette inscription : *L'Empereur Napoléon aux soldats de la Grande Armée.* Là devaient être tracés, sur des tables de marbre, les noms de tous les guerriers qui avaient assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, et sur des tables d'or massif les noms de ceux qui étaient morts sur les champs de bataille, etc., etc. Sous une république, l'inscription eût porté : *Aux armées la Patrie reconnaissante;* les noms des braves eussent été gravés sur la pierre, et le monument se serait élevé; mais le décret de la Madeleine fut rendu au milieu de la victoire, dans une capitale de l'ennemi et le jour anniversaire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz. Il devait offrir l'empreinte du génie qui le publiait à une si mémorable époque, et rencontrer dans la magnificence de ses dispositions,

The text on this page is estimated to be only 28.94% accurate

mSTOlRE DK NAPOLÉON. bien moins pourtanlquedanslcs immenses embarras d'une luUe à mort entre deux gouvernemens, «les ubslaclcs à son «;recUon. Le jour même qui vil paralln» ce célèbre «b'*crct, la forte ville de Glugau ouvrait scs portes au général Vandamme, après quelques heures de bonibarfleinenl. Cependant le grand-maréchal Duroc s'était rendu de Puseii à Osterode, pour faire ralilicr par le roi de Prusse la suspension d'armes conclue à Charlotlcmbourg. Mais CO prince lui déclara que, les Russes occupant le reste de ses Étals, il se trouvait dans leur entière dépendance, et ne pouvait reconnaître la suspension d'armes, faute de moyens pour en exécuter les conditions. lia guerre ne faisait |>oinl négliger les soins de la paix lui fait une loi M de ne se dessaisir d'aucune de scs conquêtes, que •(l'indépendance entière et absolue de l'empire otto» inan, indépendance qui est le premier intérêt de la M France, ne soit reconnue cl garantie.... » Napoléon apprend à Posen, le 7 dcccinbre, que les hostilités ont éclaté entre IcsTurcset les Russes; ceux-ci ont pris dans la Moldavie les villes de C.hoczim, «le Render et de Jassy. Mais leurs faibles conquêtes, au lieu d'intimider les Ottomans, n'ont fait qu'exciter leur indignation et déterminer le succès complet de la mission du général Sébastîani auprès du sultan Sélim. Le 30 décembre, le cri de guerre a retenti dans toutes les mosquées de OonsInnlinoplc, et l'invasion du général llichclson dans la Moldavie, jointe aux énergiques conseils de Sébasliani, donne à propos un utile auxiliaire aux Français en occupant au loin une partie des troupes de la Russie. Cependant l'armée que cette puissance a envoyée en Pologne monte à cent soixante mille hommes; Napoléon, qui ne sc laisse jamais surprendre, a jugé la grandeur des préparatifs de la Russie contre lui, cl pour pouvoir user s'il le faut de loulcsscs forces, il demande de nouveaux sacrifices à la France. En réponse au message impérial, le Sénat a voté la levée de quatre-vingt mille conscrits. Les deux empereurs vont combattre à la tête de masses considérables; d'imposans elTorts doivent marquer la lutte qui s'apprête. Ainsi les opérations de la guerre sc S33 poursuivent malgré les rigueurs de la saison. Le général Reningsen s'esl reporté sur PulLusk, où il a opéré sa jonction avec deux autres corps d'armée, dans l'intention de reprendre roffensivc. Le 1 1 «jeeembre, sc conclut à Posen un traité de paix et d'alliance entre Napoléon et l'électeur de Saxe. Par ce traité, ce prince reçoit le titre de roi, et entre dans la Confcdéralion du Rhin. Son conting('nl

est «le vingt mille hommes. Quelques jours après, les cinq branches «le la maison de Saxe sont admises aussi, en vertu d'un traité, à faire partie de la Confédération, avantage immense pour la campagne de Silésie : rcxccllente cavalerie saxonne sera nommée par Na{H)léon brave et loyale, jusqu'A la journée de Lcipsick, et la richesse des provinces saxonnes offrira de puissantes ressources à ses armées dans les temps dinicilcs. Napoléon a mis avec plaisir une couronne sur la tête du patriarche' des souverains allemands. L'effet moral et politique de celle élévation est d'attirer à son auteur une part du respect dès long-temps attaché aux vertus de ce digne prince. Le système de la Confédération rhénane s'étend aussi à un système de Confédération germanique qui rappelle (Charlemagne. Des mouvemens de guerre, plal«)t que de véritables opérations, ont lieu entre les Français et les Russes. l>a fortunes'y déclare constamment pour les premiers moire armée cl la réserve ont passé la Vistulc. l.cs Russes sont placés sur le fiiig. Napoléon,]>arli de Varsovie à une heure du matin, va reconnaître l'Urka cl les rctranchemcns de l'ennemi. Il fait jeter un |>oiit au cnnduent de cette rivière avec la Narew;mais au lieu d'une grande bataille, ù laquelle s'nllcnd Napoléon, l'ennemi sc disperse dans quelques combats où il sc trouve sans cesse repoussé ou défait. A Biezun, il est culbuté par Bessières; à Czarnowo, Morand attaque de nuit cl chasse de leurs balleries quinze mille Russes. A Nasicsk, aux passages de l'Urka et de la Sonna, les Russes sont encore battus par Augereau et Mural; à Soldan, le même sort attend les Prussiens; Ney s'empare de celte ville, défendue par huit mille hommes. A Mlawa, le général Marchand obtient un brillant succès. A Pullusk , I^anncs sc présente au déG de Bciiingscn, à qui le maréchal Kamenskof, défait à Nasielsk, a remis le commandement général. L'action est vire ; les Russes perdent la place , six mille hommes, trois mille blessés, qu'ils abandonnent dans leur fuite, et sc retirent sur Ostroicnka. A Golimin, Augereau atteint Buxhowden, qui se voit enlever son artillerie, ses bagages, et va rejoindre Bciiingscn. Ces deux affaires terminent la campagne de 1806, une des plus merveilleusos qui honorent l'histoire d'aucune nation. Digilized by Google

bien moins pourtant que dans les immenses embarras d'une lutte à mort entre deux gouvernemens, des obstacles à son érection.

Le jour même qui vit paraître ce célèbre décret, la forte ville de Glogau ouvrait ses portes au général Vandamme, après quelques heures de bombardement.

Cependant le grand-maréchal Duroc s'était rendu de Posen à Osterode, pour faire ratifier par le roi de Prusse la suspension d'armes conclue à Charlottembourg. Mais ce prince lui déclara que, les Russes occupant le reste de ses États, il se trouvait dans leur entière dépendance, et ne pouvait reconnaître la suspension d'armes, faute de moyens pour en exécuter les conditions.

La guerre ne faisait point négliger les soins de la politique extérieure par le monarque engagé dans une nouvelle lutte, après la campagne d'Iéna; jamais les liaisons de la France avec la Porte-Ottomane n'avaient été si étroites. Napoléon n'a pu oublier le grand intérêt de faire tourner aussi contre la Russie l'amitié qu'il porte au divan. Dans un rapport du prince de Bénévent, daté de Berlin, ce ministre avait dit à l'Empereur : «.... Votre Majesté n'est pas libre « de suivre les mouvemens de sa générosité. Le pen- « chant qui la porte à désirer la paix lui fait une loi « de ne se dessaisir d'aucune de ses conquêtes, que « l'indépendance entière et absolue de l'empire otto- « man, indépendance qui est le premier intérêt de la « France, ne soit reconnue et garantie.... »

Napoléon apprend à Posen, le 7 décembre, que les hostilités ont éclaté entre les Turcs et les Russes; ceux-ci ont pris dans la Moldavie les villes de Choczim, de Bender et de Jassy. Mais leurs faibles conquêtes, au lieu d'intimider les Ottomans, n'ont fait qu'exciter leur indignation et déterminer le succès complet de la mission du général Sébastiani auprès du sultan Sélim. Le 30 décembre, le cri de guerre a retenti dans toutes les mosquées de Constantinople, et l'invasion du général Michelson dans la Moldavie, jointe aux énergiques conseils de Sébastiani, donne à propos un utile auxiliaire aux Français en occupant au loin une partie des troupes de la Russie.

Cependant l'armée que cette puissance a envoyée en Pologne monte à cent soixante mille hommes; Napoléon, qui ne se laisse jamais surprendre, a jugé la grandeur des préparatifs de la Russie contre lui, et pour pouvoir user s'il le faut de toutes ses forces, il demande de nouveaux sacrifices à la France. En réponse au message impérial, le Sénat a voté la levée de quatre-vingt mille conscrits. Les deux empereurs vont combattre à la tête de masses considérables; d'imposans efforts doivent marquer la lutte qui s'apprête. Ainsi les opérations de la guerre se poursuivent malgré les rigueurs de la saison. Le général Beningsen s'est reporté sur Pultusk, où il a opéré sa jonction avec deux autres corps d'armée, dans l'intention de reprendre l'offensive.

Le 11 décembre, se conclut à Posen un traité de paix et d'alliance entre Napoléon et l'électeur de Saxe. Par ce traité, ce prince reçoit le titre de roi, et entre dans la Confédération du Rhin. Son contingent est de vingt mille hommes. Quelques jours après, les cinq branches de la maison de Saxe sont admises aussi, en vertu d'un traité, à faire partie de la Confédération, avantage immense pour la campagne de Silésie : l'excellente cavalerie saxonne sera nommée par Napoléon *brave et loyale,* jusqu'à la journée de Leipsick, et la richesse des provinces saxonnes offrira de puissantes ressources à ses armées dans les temps difficiles. Napoléon a mis avec plaisir une couronne sur la tête du patriarche des souverains allemands. L'effet moral et politique de cette élévation est d'attirer à son auteur une part du respect dès long-temps attaché aux vertus de ce digne prince. Le système de la Confédération rhénane s'étend aussi à un système de Confédération germanique qui rappelle Charlemagne.

Des mouvemens de guerre, plutôt que de véritables opérations, ont lieu entre les Français et les Russes. La fortune s'y déclare constamment pour les premiers : notre armée et la réserve ont passé la Vistule. Les Russes sont placés sur le Bug. Napoléon, parti de Varsovie à une heure du matin, va reconnaître l'Urka et les retranchemens de l'ennemi. Il fait jeter un pont au confluent de cette rivière avec la Narew; mais au lieu d'une grande bataille, à laquelle s'attend Napoléon, l'ennemi se disperse dans quelques combats où il se trouve sans cesse repoussé ou défait. A Biezun, il est culbuté par Bessières; à Czarnowo, Morand attaque de nuit et chasse de leurs batteries quinze mille Russes. A Nasiesk, aux passages de l'Urka et de la Sonna, les Russes sont encore battus par Augereau et Murat; à Soldan, le même sort attend les Prussiens; Ney s'empare de cette ville, défendue par huit mille hommes. A Mlawa, le général Marchand obtient un brillant succès. A Pultusk, Lannes se présente au défi de Beningsen, à qui le maréchal Kamenskoï, défait à Nasielsk, a remis le commandement général. L'action est vive; les Russes perdent la place, six mille hommes, trois mille blessés, qu'ils abandonnent dans leur fuite, et se retirent sur Ostrolenka. A Golimin, Augereau atteint Buxhowden, qui se voit enlever son artillerie, ses bagages, et va rejoindre Beningsen. Ces deux affaires terminent la campagne de 1806, une des plus merveilleuses qui honorent l'histoire d'aucune nation.

The text on this page is estimated to be only 24.01% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. Letlc année ne peut trouver de comparaison que dans les temps anciens. Alors te roi de Maci^luiiie, à la tête des plinlaiiges grt'cques^ anéantissait la puissance colossale de Darius; alors une armée romaine allait conquérir de vastes royaumes en Asie; mais alors aussi toute la science militaire était du cAté des vainqueurs: une légion grecque ou romaine suHîsait pour dissiper presque au premier choc les troupes des despotes elTéniinés du Lange et de rEuphralc. Jadis les Grecs et les Romains seuls avaient de Tinfanterie de ligne disciplinée, manoeuvrant cl bien armée; c'était avec celte infanterie qu'ils triomphaient derinnombrable cavalerie de leurs ennemis, comme iiousTavonsfail dans la campagne d'Égypte. Napoléon, au contraire, availlrouvé toute la Prusse levée sur sa frontière, non en altitude de défense, maiscnaltitudc d'invasion. I^s forces de celte paissance, dont ritifanleric, la cavalerie cl l'arlillcric passaient alors pour les meilleures de l'Kunipe coiilinrnlale,s'élevaientàdcuxcenlcinquantc mille hommes; cependant elle fui détruite en un jour sur son premierchampdc bataille, où combattait son souverain entouré des princes de sa maison et des vieux compagnons du grand Frédéric. L'année 1805 s'appellera long-temps encore dans notre histoire l'année d'Austerlitz, et l'année 180(>. l'année d'Iéna : Arcole, les Pyramides et Marengo. I avaient déjà consacré trois années républicaines. I II reste encore à l'Empire quatre mémorables I époques, dont la dernière, celle de sa cbulc, n'est I pas la moins glorieuse pour les armes de Napo^ léon.

The text on this page is estimated to be only 24.84% accurate

IIISTOIIIK DF, NAPOLÉON. 237 CHAPITRE III. (IR07.) AFFAIRE OC CÜ?IRTA'«TI‘«OFLE.— BATAILLE d'EYLAL’. — LEA ANGLAIS DEVAIT CnnSTAnTIAOPI.t.--Qt'ERRE DE LA PORTF. AVEC l’aüGLETERRR. — FRIRE DC D.ARTZICK. — BATAILLE DE FRI EDI.

AID. — FAIX DE TIL9ITT. — LE ROI DE SAXE. URAX»

CHAPITRE III.

(1807.)

AFFAIRE DE CONSTANTINOPLE. — BATAILLE D'EYLAU. — LES ANGLAIS DEVANT CONSTANTINOPLE. — GUERRE DE LA PORTE AVEC L'ANGLETERRE. — PRISE DE DANTZICK. — BATAILLE DE FRIEDLAND. — PAIX DE TILSITT. — LE ROI DE SAXE, GRAND-DUC DE VARSOVIE. — JÉROME, ROI DE WESTPHALIE.

Le maréchal Mortier était chargé de faire tomber les places de la Poméranie, et le prince Jérôme celles de la Silésie. Déjà une des capitales de cette province, Glogau, avait capitulé; le 8 janvier, après un siége en règle de vingt-trois jours, Breslau, l'autre capitale, ouvrit ses portes; la brèche venait d'être pratiquée. Dès l'investissement de cette ville, le gouverneur avait brûlé ses trois faubourgs, afin d'en éviter la défense. La garnison de Breslau, forte de cinq mille cinq cents hommes, défila devant le frère de l'Empereur. Il ne restait plus au roi de Prusse d'autre capitale que Kœnigsberg. Non loin de là était le champ de bataille où la lutte prochaine entre la France et la Russie devait décider de l'existence de la couronne de Frédéric-Guillaume, qui, fuyant depuis trois mois, avec sa famille et sa cour, devant la victoire française, était allé chercher son dernier asile dans la petite ville de Memel, sur la mer Baltique, à trente lieues au nord de Kœnigsberg. Le prince Jérôme faisait investir les autres places de la Silésie, Brieg, Neisse, Schweidnitz et Cassel.

En Turquie, toute la population se préparait à combattre l'agression des Russes. Le manifeste du grand-seigneur, publié le 3 janvier, avait appelé sur eux la vengeance de l'islamisme. Alors gouvernaient le sultan Sélim et son visir Mustapha Barayctar, qu'une fin déplorable a rendus tristement fameux, et qui semblaient destinés à accomplir ensemble la réformation politique et militaire de l'empire ottoman. L'alliance, ou plutôt l'amitié de Napoléon, présidait de loin à cette grande révolution, dont vingt ans plus tard Constantinople devait donner le spectacle au monde.

Cependant les troupes musulmanes étaient en marche sous les ordres de Barayctar. Quinze mille hommes se trouvaient déjà sur les frontières de la Valachie et de la Moldavie; le général d'Olgorouki commandait l'armée russe. Le manifeste du grand-seigneur, écrit dans un esprit de modération très-remarquable, eût fait honneur aux cabinets européens; il se terminait ainsi : « Les hostilités de la « Russie étant notoires, évidentes, chaque Musulman « est obligé, par la religion et la loi civile, de tirer « vengeance de ce perfide ennemi..... La Sublime « Porte n'a déclaré la guerre que parce que son « extrême modération n'a servi qu'à augmenter « l'audace et la violence de la Russie... La cour de « Russie demeure responsable du sang qui sera « répandu et des malheurs qui doivent accabler « l'humanité : et jusqu'à ce que cette cour respecte « les traités et les alliances, l'impossibilité d'avoir « aucune confiance en elle doit être une vérité re- « connue de toutes les puissances qui sont dirigées « par des sentimens de justice et de modération. » En effet, indépendamment de la violation commise par le général Michelson, qui avait occupé subitement les villes de Choczim et de Bender, M. Reinhard, consul-général de France en Moldavie, sommé, ainsi que toute la mission française, de quitter son poste, par le général d'Olgorouki, dont il avait reçu des passe-ports pour se rendre sur les frontières d'Autriche, tomba entre les mains des Cosaques à une lieue de Jassy, sa résidence, et fut emmené prisonnier en Russie. La suite de cette histoire présentera plusieurs fois encore la même perfidie de la part des mêmes ennemis.

Cependant quatre-vingt-neuf pièces de canon, enlevées aux Russes depuis l'ouverture de la campagne, étaient rangées sur la place du Palais de la République que Napoléon habitait à Varsovie. L'ar-

The text on this page is estimated to be only 29.15% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. iiitf d’Alexandre a?ail déjà perdu dans les dilTércnles afTaires. cl notamment dans les combats de Orarnowu, Pultusk cl (jolîmin, vingt-cinq à (rente mille hommes tués ou prisonniers. Le prince de Pontc-Oorvo, mailrc de la ville d’Elbiiig, alla à Mohrungen au-devant de douze mille Russes : il les mil dans une déroule complète, et les rejeta au-delà de la Passarge. Mais l'action avait clé des plus vives, et dans le trouble delà méléeraiglcdu9*d’in* fanterie légère avait disparu; ce brave régiment ne put sup|K)r(er ccl afTronl; il sc précipita au milieu des bataillons russes, les enfonça au premier choc, et ressaisit le précieux dépôt conûé à sa valeur. Les nouvelles de l’empire ottoman portaient à soixante mille hommes les troupes arrivées à Rudschouk. C.’éUil l’armée dont l’avant-garde, de vingtcinq mille hommes, se trouvait entre Widdin et Biicharesl, où les Russes avaient quinze mille hommes. Le prince lpsilanti,hospodar de Valachic, du parti russe, avait été proclame traître, cl sa tète mise à prix. Napoléon, profundénient frappé de la crainte de voir Alexandre conquérir la Turquie, laissa éclalertoule sa pensée en faisant insérer dans le message qu’il adressa au Séiial,le 29 janvier, pour lui donner communication des traités conclus avec la maison de Saxe, le passage suivant, dont l'inlérét semble étranger à l'objet du message : «Ué! qui pourM rail calculer la durée des guerres, le nombre des il campagnes qu’il faudrait faire un jour pour répa•> rer les malheurs qui résulteraient de la perle de •I l’empire de Constantinople, si l'amour d’un lâche « repus et des délices de la grande ville l’emportait .. sur les conseils d’une sage prévoyance? Nous il laisserions à nos neveux un long héritage de « guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée il et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Mé' .. dilerranée, on verrait de nos jours nos provinces •I attaquées par une nuée de fanatiques et de barit barcs; cl si,danscctlcluUelrop tardive, l’Europe •I civilisée venait à périr, notre coupable indiffé•1 ronce exciterait justement les plaintes de la pos•t lérité, cl serait un litre d’opprobre dans This,, loire » Napoléon était loin de deviner la Sainte-Alliance, et de prévoir la généreuse insurrection de la Grèce. L’heure de la grande guerre venait de sonner encore. Napoléon avait quitté Varsovie cllevé ses quartiers d’hiver. Tx: combat de Mohrungen servait de prélude à ce terrible réveil. Le !•» février, toute l’armée éuilen marche. Les alTaires de Bergfried, de Wallersdorff, de Deppen, de Iloff, qui

avaient eu lieu du 3 au 6 février, mais surtout l’enlèvement du plateau de Preussich-Eylau , et la prise de celle ville, que les Russes défendirent avec acharnement depuis la matiiiéo du 7 jusqu’à dix heures du soir. annonçaient assez qu'un engagement général ne pouvait se retarder plus long-temps. En elTcl, le B, les deux années se trouvaient en présence, à demiportée de canon Tune cl l'autre. Au point du jour, les Russes, au nombre d'environ quatre-vingt mille hommes, occupaient des hauteurs hérissées d’arlilliTic; les Français, inférieurs en nombre, cl dans une position moins avantageuse, ne pouvaient déboucher cl dévelop|H'r leur ligne que sous le feu des batteries ennemies. Beningseu, ayant disposé en deux colonnes les troupes du centre de sa ligne et celles de sa réserve, engagea l'action par un grand feu d’artillerie dirigé contre Eylau, qu'il parut vouloir enlever. Napoléon, toujours au poste du danger, suivant sa coutume dans les graves circonstances où sa présence lui paraissait nécessaire, fait avancer quarante pièces de canon de sa garde qui ré(Hmdent à reiineini, CoUc canonnade , Irèsmeurtrièrc pour les deux partis, est soutenue avec une admirable eoiislance par les Russes et les Français. Le dessein de l’Empereur était d’envelopper l’aile gauche de l’ennemi, appuyée aux villages de SerpaUen et de Sansgarlen. De son côté, Beningsea, comptant sur sa formidable artillerie, tenta de manœuvrer par sa droite et d’emporter la ville d'Eylau ; mais l’audace de nos troupes à sc déployer sous ic feu plongeant de ses batteries, et, bieolùt après, l’attaque formée parle maréchal Augercau. le mouvement de la division Saint-Hilaire vers la droite pour seconder la marche du maréchal Davouslsur le SerpaUen, dégagèrent notre gauche. En ce moment, une neige épaisse, poussée avec violence par lèvent du nord, obscurcit tout à coupl’bûrison; les Français, qui la reçoivent en face, en sont aveuglés. Pendant cette nuit soudaine, les colonnes du maréchal Augercau perdirent leur point de direction, et sc trouvant aux prises avec les troupes de l’aile droite des Russes, commandée par le général Tutschukow,et celles du cenlreetde laréserve du général Doclorow, elles curent beaucoup à souffrir. Augercau, grièvement blessé, fut emporte du champ de bataille. Aussitôt que Napoléon s’aperçut des conséquences d'un accident aussi imprévu qu’inévitable, il ordonna au grand-duc de Berg et nu maréchal Bessières de prendre soixante-dix escadrons de cavalerie pour les lancer sur le centre de l'ennemi. La cavalerie russe fut culbutée au premier choc de cette masse énorme; le grand-duc cl le maréchal ûrent alors charger l’infanterie. Deux lignes russes enfoncées d'abord , deux fois traversées ,

alnindonnèrcnt leur artillerie ; il y eut là une mélceaiïreusc,ct une perte immense pour rcniicmî. 11 sc rallia pourtant à la troisième ligne et se déploya ; une de ses colonnes, forte de quatre mille hommes, qui |>emianl l’obscurité s’était trop approDigilizc

The text on this page is estimated to be only 29.69% accurate

mSTOlUK DE NAPOLÉON. 259 chéc do cimetière d*Eylau, au moment d'attaquer, s'arrêta tout à coup devant un bataillon de la garde qu'avait envoyé Napoléon; abordée à la baïonnette par le bataillon, chargée en télé par l'escadron de servicede l'Empereur, et en queue par le grand-duc de Berg, elle périt presque tout entière. Pendant celte lutte, qui attire toute rattention de Reningsen, le maréchal Davoust, ayant manoeuvré pour tourner la gauche de rennemi, parvint, après un combat long et meurtrier, 5 occuper les hauteurs du village de Klcin-Sansgarten. L'action n'est pas moins vive en avant de Serpallen, entre les Russes et la di\ ision Morand, que le général Saint-Hilaire devait soutenir par une attaque de flanc. Tour à tour assaillis et assaillans, rarement victorieux, les Russes nous cèdent enfln l'avantage. Dès-lors le maréchal Pavoust peut exécuter les mouvemens prescrits par l'Empereur pour envelopper et renverser l'ailc gauche de l'ennemi, et le sort de la bataille est décidé. Reningsen maintient toutefois sa position en face d'Eylau; mais les progrèsde l'aile droite des Français rendent cette position périlleuse, et d'ailleurs il avaitemployéloutes ses résen'es,tandisquc celles de Napoléon étaient intactes et n'avaient pas tiré un coup de fusil. Les ennemis ne songeaient plus qu'a assurer leur retraite, lorsque le corps prussien du général Leslncq, dont le rnarcchnl Ney avait retardé l'arrivée sur le champ de bataille jusqu'à quatre heures du soir, vint ,se joindre à leur droite, et prévenir leur ruine, mais non pas leur défaite; ce nouveau combat ne fit que montrer la valeur, la constance des Russes, cl la supériorité des Français. Vers les huit heures du soir. Napoléon ordonne d'allumer sur toute la ligne des feux de btvac, qui semblent éclairer et constater sa victoire. Le général Reningsen fil un dernier effort pour soutenir d'abord et ensuite dégager son aile droite, que débordait le maréchal Ney ; mais bientôt celle aile, mise en déroule par une charge à la baïonnette, le força lui-même à profiler de l'obscurité pour dérober sa retraite. Napoléon, resté maître du terrible champ de lialaille, où dix mille morts et trois à quatre mille chevaux tués, la neige couverte de sang, des débris de boulets, d'obus, d'armes de toute espèce, cl un nombre immense de blessés, parmi lesquels six mille Russes, formaient le plus hideux spectacle, adoucit du moins, par des soins d'humanité prodigues aux soldats des deux partis, l'horreur du tribut offert en ce moment au fatal géiiicdela destruction des homnK's; toutefois ni scs soins, ni sa victoire certaine,

quoique chèrement achetée, ne purent affaiblir l'impression profonde de douleur que produisitsiir la France le bulletin de la bataille d'Eylau. D’ailleurs, la relation cllc-niémc avait quelque chose de sauvage, qulsemblaitfaire reculer la civilisation de quelques siècles. Malgré leur retraite, conséquence inévitable des manœuvres de Napoléon, et dessuccès de l’armée française sur tous les points, les Russes osèrent chanter un TeDeum. Napoléon seul en avait le droit; mais quel hommage à la Divinité que des actions de grâces pour des lauriers arrosés de tant de sang f Le beau talent du peintre Gros s'est résigné h reproduire pour la postérité le tableau de cette grande scène de carnage, que les Français ne peuvent célébrer parmi leurs triomphes; trop de regrets se mêlent aux miracles des intrépides soldats et des habiles lieutenniis de Napoléon. Heurcusfmionl les noms de Murat. I.anites, Soull, appartiennent à des faits d’armes d’une gloire moins fatale. I.c lieutenant-général d’Hautpoult fut blessé à mort à Eylau. Il avait exccuLcà la tête de scs cuirassiers cetie fiimeuw charge qui trarersa toute rarmie russe. Ifn décret lui décerna une statue ; elle devait être placée sur la place des Victoires, et faite avec le bronze des canons pris à Eylau. Napoléon courut volontairement les plus grands dangers à cette effroyable affaire; en vain le prince Berthier voulut l’empëcher de rester constamment sous le feu le plus violent des batteries ennemies; il persista à s’exposer, sans donner le plus léger signe d’émotion, au milieu des alarmes que sa position inspirait à tousses généraux. La seconde capitale de la Prusse, la grande ville de l'Allemagne septentrionale, Kœnigsberg enfin, manque à la conquête du royaume de Prusse, et la victoire d'Eylau doit être vengée par le vainqueur lui-méme. Kœnigsberg n'échappe à nos soldats que pour un moment; car Beningsen l'avait évacuée après le désastre du 9. Mais rorgucil des Busses ne pourra croire long-temps à l’égalitc de la forliiiie mililairc entre eux et l'armée française. S’ils ont paru, même à Eylau, avoir oublié Auslerlilz, tout le génie do Napoléon et de son armée sera mis en œuvre pour les frapper par d’autres souvenirs. Napoléon a conservé l’offensive, cl les plus hautes combinaisons de la lactique, les plus brillantes conceptions de l'aride la guerre, montreront à l’Europe, sous une face toul-à-fait nouvelle, l’arbitre defcs destinées. Cependant les Français sont entrés da^ les cantonnemens qu’ils viennent de conquérirY leur repos çsl un des fruits de leurs succès. (,)uanl à ^ Napoléon, if fie sc repose jamais. Il apprend que les opérations avancent dans la Silésie; les places de Briegelde Schweidnitzont capitulé. En Poméranie, le maréchal Mortier a investi

Stralsund, dont le gouverneur a brûlé le faubourg. Le maréchal Lefebvre s'est cm paré de Marienwerder sur la Vislulc, et marche vers Danlzick,dont le siège lui est confié. L’ennemi doit être battu avec ses propres armes. En attendant que rartilieric de siège soit

chée du cimetière d'Eylau, au moment d'attaquer, s'arrêta tout à coup devant un bataillon de la garde qu'avait envoyé Napoléon; abordée à la baïonnette par le bataillon, chargée en tête par l'escadron de service de l'Empereur, et en queue par le grand-duc de Berg, elle périt presque tout entière. Pendant cette lutte, qui attire toute l'attention de Beningsen, le maréchal Davoust, ayant manœuvré pour tourner la gauche de l'ennemi, parvint, après un combat long et meurtrier, à occuper les hauteurs du village de Klein-Sansgarten. L'action n'est pas moins vive en avant de Serpallen, entre les Russes et la division Morand, que le général Saint-Hilaire devait soutenir par une attaque de flanc. Tour à tour assaillis et assaillans, rarement victorieux, les Russes nous cèdent enfin l'avantage. Dès-lors le maréchal Davoust peut exécuter les mouvemens prescrits par l'Empereur pour envelopper et renverser l'aile gauche de l'ennemi, et le sort de la bataille est décidé. Beningsen maintient toutefois sa position en face d'Eylau; mais les progrès de l'aile droite des Français rendent cette position périlleuse, et d'ailleurs il avait employé toutes ses réserves, tandis que celles de Napoléon étaient intactes et n'avaient pas tiré un coup de fusil. Les ennemis ne songeaient plus qu'à assurer leur retraite, lorsque le corps prussien du général Lestocq, dont le maréchal Ney avait retardé l'arrivée sur le champ de bataille jusqu'à quatre heures du soir, vint se joindre à leur droite, et prévenir leur ruine, mais non pas leur défaite; ce nouveau combat ne fit que montrer la valeur, la constance des Russes, et la supériorité des Français. Vers les huit heures du soir, Napoléon ordonne d'allumer sur toute la ligne des feux de bivac, qui semblent éclairer et constater sa victoire. Le général Beningsen fit un dernier effort pour soutenir d'abord et ensuite dégager son aile droite, que débordait le maréchal Ney; mais bientôt cette aile, mise en déroute par une charge à la baïonnette, le força lui-même à profiter de l'obscurité pour dérober sa retraite. Napoléon, resté maître du terrible champ de bataille, où dix mille morts et trois à quatre mille chevaux tués, la neige couverte de sang, des débris de boulets, d'obus, d'armes de toute espèce, et un nombre immense de blessés, parmi lesquels six mille Russes, formaient le plus hideux spectacle, adoucit du moins, par des soins d'humanité prodigués aux soldats des deux partis, l'horreur du tribut offert en ce moment au fatal génie de la destruction des hommes; toutefois ni ses soins, ni sa victoire certaine, quoique chèrement achetée, ne purent affaiblir l'impression profonde de douleur que produisit sur la France le bulletin de la bataille d'Eylau. D'ailleurs, la relation elle-même avait quelque chose de sauvage, qui semblait faire reculer la civilisation de quelques siècles. Malgré leur retraite, conséquence inévitable des manœuvres de Napoléon, et des succès de l'armée française sur tous les points, les Russes osèrent chanter un *Te Deum*. Napoléon seul en avait le droit; mais quel hommage à la Divinité que des actions de graces pour des lauriers arrosés de tant de sang! Le beau talent du peintre Gros s'est résigné à reproduire pour la postérité le tableau de cette grande scène de carnage, que les Français ne peuvent célébrer parmi leurs triomphes; trop de regrets se mêlent aux miracles des intrépides soldats et des habiles lieutenans de Napoléon. Heureusement les noms de Murat, Lannes, Soult, appartiennent à des faits d'armes d'une gloire moins fatale. Le lieutenant-général d'Hautpoult fut blessé à mort à Eylau. Il avait exécuté à la tête de ses cuirassiers *cette fameuse charge qui traversa toute l'armée russe*. Un décret lui décerna une statue; elle devait être placée sur la place des Victoires, et faite avec le bronze des canons pris à Eylau. Napoléon courut volontairement les plus grands dangers à cette effroyable affaire; en vain le prince Berthier voulut l'empêcher de rester constamment sous le feu le plus violent des batteries ennemies; il persista à s'exposer, sans donner le plus léger signe d'émotion, au milieu des alarmes que sa position inspirait à tous ses généraux.

La seconde capitale de la Prusse, la grande ville de l'Allemagne septentrionale, Kœnigsberg enfin, manque à la conquête du royaume de Prusse, et la victoire d'Eylau doit être vengée par le vainqueur lui-même. Kœnigsberg n'échappe à nos soldats que pour un moment; car Beningsen l'avait évacuée après le désastre du 9. Mais l'orgueil des Russes ne pourra croire long-temps à l'égalité de la fortune militaire entre eux et l'armée française. S'ils ont paru, même à Eylau, avoir oublié Austerlitz, tout le génie de Napoléon et de son armée sera mis en œuvre pour les frapper par d'autres souvenirs. Napoléon a conservé l'offensive, et les plus hautes combinaisons de la tactique, les plus brillantes conceptions de l'art de la guerre, montreront à l'Europe, sous une face tout-à-fait nouvelle, l'arbitre de ses destinées. Cependant les Français sont entrés dans les cantonnemens qu'ils viennent de conquérir; leur repos est un des fruits de leurs succès. Quant à Napoléon, il ne se repose jamais.

Il apprend que les opérations avancent dans la Silésie; les places de Brieg et de Schweidnitz ont capitulé. En Poméranie, le maréchal Mortier a investi Stralsund, dont le gouverneur a brûlé le faubourg. Le maréchal Lefebvre s'est emparé de Marienwerder sur la Vistule, et marche vers Dantzick, dont le siége lui est confié. L'ennemi doit être battu avec ses propres armes. En attendant que l'artillerie de siége soit

The text on this page is estimated to be only 21.65% accurate

lUSTOUlK ÜË NAPOLÉON. fiOO arrivée des places fortes de la Silésie qui se sont rendues au prince JerAme, le maréchal fait commencer les ouvrages de circonvallation. I^c 16> la victoire d'Ostrolenka, long-temps disputée, est cnûn arrachée au général Kssen par le générai Savary. Napoléon donna le grand-cordon à ce général, S0,000 fr. de pension sur la I.égion-d'llunncur, et rappela auprès desn personne. Le iHi, à Hraunsbef^, le général Dupont attaque dix mille Dusses à la haioiiiietle, les chasse de la ville, prend deux mille hommes et seize pièces de canon. Par ces nlfaires d'avant-postes, Napoléon veut assurerla tranquillité de ses troupes dans leurs caiitonneinens. Là, sa sollicitude vraiment paternelle veille sans relâche sur les besoins du soldat, sur les hôpitaux, où les vainqueurs d'Kylau reçoivent les secours de la science et de riiuinaiiité, comme sa prévoyance de générai veille sur rarmemenl et réquipeincnt , et sur tous les détails de radministration militaire; car si dans la bataille il inémige peu la vie de ses ctnnpagiions d'armes, après la bataille il compte leurs blessures. C'est dans ces quartiers-généraux, conquis par la victoire, que Napoléon s'occupait d'abord à recruter parmi les soldats lesofliciers qu'il avait perdus, et à donner en récompense de leur courage des grades et des décoralions à tous les braves qui s'étaient distingués. Sa justice prompte cl éclairée couvr.iit ainsi celle inllexibie {K>lilique de in guerre, qui doit constamment remplir les rangs que 1.1 mort a éclaircis. De nombreuses promotions, datées des quartiers-généraux de Berlin, de Poson, de Varsovie, de Pullusk, de Preussich-Eylau , de Liehstadl, d'Osterode, de Finkenstein, p.-iyèrent les dettes, réparèrent les part d'un sultan outragé à main année au milieu de la paix, que de déroger à l'usage adopté, mémo dans les guerres ordinaires, d'enfermer aux Scpl-Tours le représentant de la puissance ennemie. Voila coniineiit le générai Sébastiani se vengea de la longue captivité qu'avait soulTertc, dans celte même prison, le chargé d'afr.nres de France, lludm, quand la Russie et rAnglelerrc dominaient le divan. t>uolques jours après le départ de M. Il.ilinski, lord Arbulnot iMiismil au divan une déclaration dans Liqiiillc il était dit : » I^'s cours de Russie et «d'Angleterre uni arrêté et arrangé entre elles, « que l'une ferait entrer par terre des troupes sur « le territoire musulman, tandis que l'autre enver« rnit par mer sa flotte .i la capitale de l'empire « uUomaii. Si la Sublime-Pürle procède sur-lc« champ au renouvellement de son alliance avec « li'sdites cours iFAnglclerre cl de

Russie sur Fan« cicn pied, et si elle chasse de ta résidence impé« riale rainbassadeur de France Sébasti.ini, la « guerre cessera à l'instant; mais s'il en est aulre•t ment, 1.1 ruplurede l’amitié avec rAngIcterreest « désormais inévitable.... »• Immédiatement après celle déclamlion, lord Arbulnol s'embarqua sur l.i frégate r/imIxMion, rrcoinmanda au général Sébastian! les Anglais ainsi Digilized by Google

arrivée des places fortes de la Silésie qui se sont rendues au prince Jérôme, le maréchal fait commencer les ouvrages de circonvallation. Le 16, la victoire d'Ostrolenka, long-temps disputée, est enfin arrachée au général Essen par le général Savary. Napoléon donna le grand-cordon à ce général, 20,000 fr. de pension sur la Légion-d'Honneur, et l'appela auprès de sa personne. Le 26, à Braunsberg, le général Dupont attaque dix mille Russes à la baïonnette, les chasse de la ville, prend deux mille hommes et seize pièces de canon. Par ces affaires d'avant-postes, Napoléon veut assurer la tranquillité de ses troupes dans leurs cantonnemens. Là, sa sollicitude vraiment paternelle veille sans relâche sur les besoins du soldat, sur les hôpitaux, où les vainqueurs d'Eylau reçoivent les secours de la science et de l'humanité, comme sa prévoyance de général veille sur l'armement et l'équipement, et sur tous les détails de l'administration militaire; car si dans la bataille il ménage peu la vie de ses compagnons d'armes, après la bataille il compte leurs blessures. C'est dans ces quartiers-généraux, conquis par la victoire, que Napoléon s'occupait d'abord à recruter parmi les soldats les officiers qu'il avait perdus, et à donner en récompense de leur courage des grades et des décorations à tous les braves qui s'étaient distingués. Sa justice prompte et éclairée couvrait ainsi cette inflexible politique de la guerre, qui doit constamment remplir les rangs que la mort a éclaircis. De nombreuses promotions, datées des quartiers-généraux de Berlin, de Posen, de Varsovie, de Pultusk, de Preussich-Eylau, de Liebstadt, d'Osterode, de Finkenstein, payèrent les dettes, réparèrent les pertes de tous les combats depuis la journée d'Iéna. De ces résidences guerrières où Napoléon dispensait largement la reconnaissance de la patrie à nos armées, partaient les décrets qui devaient assurer sa prospérité et sa discipline intérieure.

Pendant que Napoléon attendait à Finkenstein le moment de reprendre lui-même la conduite des opérations militaires, de grands événemens s'étaient passés à Constantinople et avaient illustré l'ambassade du général Sébastiani. La violation du territoire ottoman par le général russe Michelson, la surprise des villes de Choczim et de Bender au milieu de la paix, comme nous l'avons dit plus haut, équivalaient à de véritables forfaitures, auxquelles la politique anglaise, que représentait à Constantinople lord Arbutnot, était loin d'être étrangère.

La Russie avait demandé au divan le rétablissement des hospodars de la Valachie et de la Moldavie, destitués par la Porte. Les menaces de l'Angleterre appuyèrent cette demande, et le sultant Sélim, ayant besoin de la paix pour exécuter le projet qu'il avait conçu, avec Mustapha Barayctar, d'accomplir une révolution dans l'empire turc, rétablit les deux hospodars. Ce fut après cette condescendance de la Porte que le général Michelson entra inopinément sur le territoire ottoman, s'empara de Choczim, de Bender, et força les Turcs propriétaires en Moldavie de vendre leurs biens et d'évacuer la principauté. L'armée de Michelson, destinée à de plus importantes opérations, allait se renforcer d'autres troupes déjà en marche, quand la prise de Varsovie par les Français, appelant tout à coup sur la Vistule les bataillons russes du Don et du Danube, obligea Michelson, abandonné à lui-même, de s'arrêter à Bucharest, où l'avant-garde ottomane suffit pour lui fermer le passage. L'ambassadeur d'Angleterre intervint alors, mais sans succès, d'après l'exposé des justes récriminations du divan contre l'invasion moscovite.

La guerre fut déclarée à la Russie avec une grande solennité : on déploya le drapeau de Mahomet, et le muphti rendit un fetfa en présence de tout le sacré collége ottoman. L'ambassadeur Sébastiani profita loyalement de la prépondérance de la France à Constantinople, pour obtenir qu'on respectât le droit des gens à l'égard de l'ambassadeur russe Italinski. Ce diplomate eut la liberté de quitter Constantinople avec plusieurs centaines de personnes qu'il prit sous sa protection. C'était une conduite bien digne de remarque de la part d'un sultan outragé à main armée au milieu de la paix, que de déroger à l'usage adopté, même dans les guerres ordinaires, d'enfermer aux Sept-Tours le représentant de la puissance ennemie. Voilà comment le général Sébastiani se vengea de la longue captivité qu'avait soufferte, dans cette même prison, le chargé d'affaires de France, Ruffin, quand la Russie et l'Angleterre dominaient le divan. Quelques jours après le départ de M. Italinski, lord Arbutnot transmit au divan une déclaration dans laquelle il était dit : «..... Les cours de Russie et « d'Angleterre ont arrêté et arrangé entre elles, « que l'une ferait entrer par terre des troupes sur « le territoire musulman, tandis que l'autre enver- « rait par mer sa flotte à la capitale de l'empire « ottoman. Si la Sublime-Porte procède sur-le- « champ au renouvellement de son alliance avec « lesdites cours d'Angleterre et de Russie sur l'an- « cien pied, et si elle chasse de la résidence impé- « riale l'ambassadeur de France Sébastiani, la « guerre cessera à l'instant; mais s'il en est autre- « ment, la rupture de l'amitié avec l'Angleterre est « désormais inévitable.... »

Immédiatement après cette déclaration, lord Arbutnot s'embarqua sur la frégate *l'Endymion*, recommanda au général Sébastiani les Anglais ainsi

The text on this page is estimated to be only 27.99% accurate

 que leurs propriétés, et alla rejoindre k Ténédos la floUc anglaise commandée par l'amiral Duckworlh. lÀ'tte fuite est sans exemple dans les annales de la diplomatie. L'ambassadeur de France décida le divan, consterné d’une guerre maritime avec l’AngleIcrrc, à faire tétc à l’orage, et à mettre Constantinople en état de résister aux ennemis. M. de Lascour, son aide-de-camp, fut chargé deladéfcnsedeScstos et d’Abydos; mais la mollesse du ministre turc qui présidait aux travaux les rendit inutiles. Kii effet, dans le courant de février, l'amiral anglais parut devant les Dardanelles avec sept vaisseaux de ligncet des bombardes, rranchil le passage malgré le feu des châteaux, et brûla, à la hauteur de Callipoli, un vaisseau turc et cinq frégates, pendant que les équipages étaient à la mosquée. Cet incendie, aperçu de Constantinople, porta la terreur dans toutes les classes de la population, I.e âO, la flotte, qui se proclamait ennemie , jeta l'ancre devant le sérail. O jour, l'amiral Duckworth devenait maître de Constantinople, s'il eût attaqué; mais le ministre anglais, embarqué sur un esquif, demanda à parlementer. Le Kiaja-bcy sc rendit à bord de l'amiral, et on osa lui proposer : 1* De remettre au pouvoir des Anglais les châteaux des Dardanelles; 2“ de délivrer, pour être conduits à 3laUc, quinze vaisseaux de guerre chargés des munitions navales qui étaient à l'arsenal ; 3" que la Porte déclarât la guerre à la Frnnce, et renvoyât l’ambassadeur Sébastian!; que la Moldavie et la Vaiachie fussent données à la Russie, ainsique la place d'istnaël et celles du Daiiul)c. 11 fallait accepUr ces infâmes propositions, ou s'attendre au bombardement. Le grand-écuyer du sultan vint déclarer à l’ambassadeur de France que son maître se voyait dans la üécessilé de souscrire à ces conditions, n Dites à « votre puissant monarque, répliqua Sébastiani, •1 qu’il ne voudra pas descendre du haut rang où '• Pont placé ses glorieux ancêtres, en livrant à « quelques vaisseaux anglais une ville de neufeent U mille hahilans qui ont des armes, des vivres et H des munitions. » Le 23, lord Arbutnot demanda qu'il lui fut assigné un lieu ou il pût débarquer, afin de conférer avec les ministres de la Porte. On lui répondit qu'au sein du sérail, toute Pautorilc du sultan lui-méme ne suflirail pas pour dcfeiidre un Anglais de la fureur des Musulmans. Les Anglais eunsenlirent alors à sc relâcher d’une partie de leurs prétentions; mais Sélim résolut de ne point traiter Unique la flotte ennemie serait cn*deçàdcs Dardanelles. Le 26, l’amiral adressa une

nouvelle note dans laquelle il u'etait plus qucsltun du livrer les châ2Û1 teaux, ni les vaisseaux, et qui portait que le traité public ne renfermerait pas le renvoi de l'ambassadeur de France , en réservant toutefois cet objet pour un article secret. Ainsi le général Sébastiani, grâce à la vigueur du parti qu'il avait fait prendre au sultan, était justement considéré par les Anglais comme une puissance dont rélimination formait la condition nécessaire du traité. Le sultan resta inébranlable; cl le 5 mars, il dit k Sébastian! : u Les U Anglais veulent que je chasse l'ambassadeur de « Frauce, et que je fasse la guerre à mon meilleur U ami. Écris à PKmpcreur qu'hier encore j'ai reçu K une lettre de lui, qu'il peut compter sur moi « comme je compte sur lui. » Le sérail, les côtes d'Europe et d'Asie , ainsi que les Dardanelles, sc hérissèrent de batteries formidables, au nombre de vingt-neuf, armées de cent neuf mortiers et de cinq cent vingt pièces de canon; dix vaisseaux de guerre suivirent jusqu'aux Dardanelles la flotte anglaise qui battit eu retraite. Les Anglais n'eurent pas plus à sc louer de la fortune en Égypte. Le 50 mars, ils débarquèrent pour en faire la conquête, attaquèrent Roselto, $e virent repoussés avec perle par les Osmanlis, et durent se retirer en désordre sur Alexandrie qu'ils occupaient. Dans le courant d'avril , ils renouvelèrent la même attaque, et furent battus par les Mameluks. Voilà, dans l'espace d'un mois, le résultat des provocations outrageantes de l'Angleterre et de ses Iciilalives contre la Porte-Ottomane. L'agression russe, sans être juslitiéc, trouva du moins une explication dans la conduite de lord Arbutnot après le départ du général Italiiiski. Napoléon, malgré les chances que le brillant coinmenceinenl de la guerre, sa |K)silion dans le pays ennemi et l'ardeur particulière de son armée lui donnaient pour de nouveaux succès, ne iicgllgeail aucun inoye» de paraître avec plus d'avantage devant les Russes, cl d'assurer la protection des côtes de la patrie. En conséquence, au mois d'avril, un sénalus-consullc api>ela aux armes la conscription de 1808, qui, formée en cinq légions, commandée chacune par un sénateur, fut destinée à la défense du territoire. Un autre décret déclara les places de Rrest et d'Anvers en étal de siège. Ce dernier port reçut dans sou bassin deux vaisseaux de 74, sortis de scs chantiers, le Charlemagne et le (’ommercc^e-Lyon. La réunion de ces deux noms compose la dcvisi* de Napoléon, dont l'Empire ne peut s'établir que par la force des armes, celle des inslilulions, et la toute-puissance de l'industrie. Cependant l'empereur de Russie, le grand-duc Constantin et le roi de Prusse, sont arrivés à Barlenslciii. Il s'agit de sauver Dantziek; ou décide de by Google

The text on this page is estimated to be only 28.30% accurate

UISTOIRE DE NAPOLÉON. soi secourir la ville par mer. Napoléon a deviné le projet des deux souverains; il charge le maréchal Lanncs, placé à la léte de la réserve de la grande armée, d'aller avec la division Oudinot renforcer à Marienbourg, ancien chef-lieu de l'Ordre Teulonique, l'armée de siège du maréchal Lefebvre. En effet, une armée russe et prussienne débarque le IS mai sous le fort de Weichselmunde, d'où elle débouche le 15 pour marcher vers la ville. Mais l'espace qui la sépare du fort est r>ccupé par nos troupes, et les alliés sont repoussés sur les palissadesde Weichselmunde. Le iO, apres cinquantc-etun jours de tranchée ouverte, le général Kalkreuth , dont le vieux courage a si bien défendu ce qui reste de la Prusse guerrière de Frédéric, capitule, et livre au maréchal Lefebvre le grand port militaire de la Baltique. Huit cents pièces de canon, cinq cent mille quintaux de grains, sont les fruits de cette conquête, qui couvre la gauche de notre armée, comme Thorn en couvre le centre cl Praga la droite. Lefebvre est fait duc de Dantzick. Plusieurs affaires, telles que celles de Spanden , de Lomilten, d'AUkirchen, de Wolfesdorff, de Oeppen, le combat de Guttsladt, la journée meurtrière d'Heilsberg, dans lesquelles l'armée des alliés perd une trentaine de mille hommes et de fortes |>osilions retranchées, forment les glorieux préludes de l'immortelle bataille qui, le 14 juin , rappelant à Napoléon l'anniversaire de Marengo, reçut de l'illustre capitaine le nom de Friedland. La grande action ne commença qu'à cinq heures du soir. Le maréchal Ney commandait la droite, le maréchal Lannes le centre, le maréchal Mortier la gauche. Les généraux firouchy, Latour-Maubourg, I.ahoussaye, commandaient la cavalerie de ces trois corps, et contribuèrent activement au gain de la bataille. Dans celte journée, Napoléon se complut à déployer toute la puissance de son génie militaire : tranquille au milieu de vingt milTc hommes de sa garde, qu'il condamne, ainsi que deux divisions de la réserve du premier corps, à être témoins immobiles de son succès, il fit détruire la valeureuse garde, la grande armée de rem|M*reur Alexandre et les derniers débris de l'armcc du roi de Prusse, par les bataillons de la ligne, soutenus de la cavalerie française et saxonne, sous les yeux des deux souverains, dont l'un comptait se venger d'Austerlitz, l'autre d'iéna. Cinquante à soixante mille hommes tués, blessés ou pris, parmi lesquels vingt-cinq généraux, quatre-vingt pièces de canon, soixante-dix drapeaux, sont le résultat de la défaite des coalisés. Le

lendemain ce n'est plus la bataille, c’est la déroute qui continue. L'ennemi fuit sur la Bussie par les deux directions de Kœnigsberg et de Tilsill. L'armée victorieuse suit sa route , qu’elle voit jalonnée de canons , de caissons, d'équipages. Le maréchal Soull entre le 16 i Kœnlgsberg; il n’y trouve plus que vingt millf blesses russes et prussiens, et d’immenses ricbe«»rs en tous genres, (elles que soixante mille fusils inglais encore embarques. Napoléon poursuit lessosverains parDruckheim et Sheîsgirren, et le 19 il arrive seul à Tilsitl, où il a été précédé le malin par les troupes légères. Elles avaient paru taadii que le pont, qui vient de mettre les princes alli^ et le reste de leurs forces en sûreté sur la rivr droite du Niémen, brûlait encore. Quelques cavaliers de l'escorte de Napoléon n’ont pu le subir au-delà d'une }>elilc chapelle qui domine Tilsill.il s'aveolurc seul , emporté par la conGance de a gloire, dans plaines qui entourent la demièr ville prussienne que l'ennemi a traversée le jour même. De l'aulre côté, commence la Russie, Napoléon a vu le Niémen , cl s'est arreté. L'orgueil du nom moscovite anéanti par oov armes, sous les yeux d'Alexandre et des gnndsducs, malgré la présence des plus habiles généraux russes, a porté, le 14 juin 1807, la gloiredr Napoléon et la puissance française au plus haut degré d'élévation politique cl militaire où jamais peuples et conquerans soient parvenus. Alors sur le champ de bataille de Friedland, où ootrr victoire a ouvert au maréchal Soull les portes dr Kœnigsberg, et a été suivie immédiatement (k‘b conquête de toute la Silésie; alors et alors seuhment Napoléon, selon son expression si vainemeni reproduite depuis, pouvait partager le monde

grecque, la mère de toute civilisation, eût repris sa place parmi les idiomes législateurs du monde. Le Niémen va attacher son nom à une grande scène; le 35, un radeau a reçu Tempcrcur victorieux et Tempercur vaincu; ils se donnent la main. La moitié de Tilsitt est neutralisée; Alexandre y entre le lendemain. Derrière Alexandre est un roi suppliant, â qui Tilsitt appartenait la veille, à qui Memel seule, sur la frontière russe, appartient encore : il n'a plus d'autre royaume, et c'est avec cette faible couronne qu'il marche è la suite des deux empereurs : il voudrait se confondre, sans jamais y parvenir, dans la foule des généraux de Napoléon qui ont su le vaincre et qui savent le respecter. Cependant, fidèle à ralliauccque le malheur a transformée en unccouragcuseamitié, Alexandre ne perd pas de vue le prince dont il est la sauve-garde, et il a pu faire admettre son allié devant le souverain que celui-ci a si injustement provoqué. Six ans après, sur les bords du même fleuve et au sein de rinforUincdcccluiqui va pardonncràla Prusse, la trahison d'un général prussien punira Napoléon de sa générosité. Mais Napoléon est en dehors de tout sentiment d'une adversité possible; il est également au-dessus de toute reconnaissance et de toute crainte. Il aime à accorder à Alexandre l'amnistie de Frédéric-Ooillaume, et le traité de Tilsitt est conclu. Doté de la moitié de ses États, le roi de Prusse reprend une place parmi les monarques. Celle magnanimité manque de prudence, parce qu'elle est impardonnable pour le donataire luiménic, qui uc voudra sc souvenir que de la haute intercession à laquelle il d(»it ce fantôme de royauté. Sans doute il n'ccbappc pas à Napoléon qu'il vient de faire du roi de Prusse un faux ami, ou même un ennemi caché; mais Napoléon n'a jamais profile de sessuccèsque les armes à la main. Uncfois désarmé, il oubliait dans les traités les droits du champ de bataille. S'il avait su, comme il le devait, continuer la victoire en donnant la paix, la guerre européenne eût fini à Presbourg. Alexandre reconnut les couronnes de Louis, de Joseph cl celle de Jérôme, pour lequel un royaume de Westpbalic , formé des Étals de llcsse-Casscl , d'une partie de ceux de 1a Prusse, dcceux de Brunswick, de Paderborn, de Fuldc, une partie de l'électoral de Hanovre, vient d'être improvisé. Il y a plus de faiblesse que de vanité dans rélcvaliondcs frères de Napoléon. Cet homme, si terrible contre les rois armés, soumelsa politique clson caractère à ce qu'il appelle les devoirs de famille. Enfin ses frères sont I rois de l'aveu d'Alexandre; ce prince fait plus, il a reconnu le roi de

Saxe grand-duc de Varsovie, et Napoléon protecteur de la Confédération du Rhin. Alexandre et Napoléon se trompent sur leur politique et sur le nœud de leur alliance. La condition t du blocus cootioeiital en est le plus important objet. Digitized by Google

dix-neuf ans la langue grecque, la mère de toute civilisation, eût repris sa place parmi les idiomes législateurs du monde.

Le Niémen va attacher son nom à une grande scène; le 25, un radeau a reçu l'empereur victorieux et l'empereur vaincu; ils se donnent la main. La moitié de Tilsitt est neutralisée; Alexandre y entre le lendemain. Derrière Alexandre est un roi suppliant, à qui Tilsitt appartenait la veille, à qui Memel seule, sur la frontière russe, appartient encore : il n'a plus d'autre royaume, et c'est avec cette faible couronne qu'il marche à la suite des deux empereurs : il voudrait se confondre, sans jamais y parvenir, dans la foule des généraux de Napoléon qui ont su le vaincre et qui savent le respecter. Cependant, fidèle à l'alliance que le malheur a transformée en une courageuse amitié, Alexandre ne perd pas de vue le prince dont il est la sauve-garde, et il a pu faire admettre son allié devant le souverain que celui-ci a si injustement provoqué. Six ans après, sur les bords du même fleuve et au sein de l'infortune de celui qui va pardonner à la Prusse, la trahison d'un général prussien punira Napoléon de sa générosité. Mais Napoléon est en dehors de tout sentiment d'une adversité possible; il est également au-dessus de toute reconnaissance et de toute crainte. Il aime à accorder à Alexandre l'amnistie de Frédéric-Guillaume, et le traité de Tilsitt est conclu. Doté de la moitié de ses États, le roi de Prusse reprend une place parmi les monarques. Cette magnanimité manque de prudence, parce qu'elle est impardonnable pour le donataire lui-même, qui ne voudra se souvenir que de la haute intercession à laquelle il doit ce fantôme de royauté. Sans doute il n'échappe pas à Napoléon qu'il vient de faire du roi de Prusse un faux ami, ou même un ennemi caché; mais Napoléon n'a jamais profité de ses succès que les armes à la main. Une fois désarmé, il oubliait dans les traités les droits du champ de bataille. S'il avait su, comme il le devait, continuer la victoire en donnant la paix, la guerre européenne eût fini à Presbourg.

Alexandre reconnut les couronnes de Louis, de Joseph et celle de Jérôme, pour lequel un royaume de Westphalie, formé des États de Hesse-Cassel, d'une partie de ceux de la Prusse, de ceux de Brunswick, de Paderborn, de Fulde, une partie de l'électorat de Hanovre, vient d'être improvisé. Il y a plus de faiblesse que de vanité dans l'élévation des frères de Napoléon. Cet homme, si terrible contre les rois armés, soumet sa politique et son caractère à ce qu'il appelle les devoirs de famille. Enfin ses frères sont rois de l'aveu d'Alexandre; ce prince fait plus, il a reconnu le roi de Saxe grand-duc de Varsovie, et Napoléon protecteur de la Confédération du Rhin. Alexandre et Napoléon se trompent sur leur politique et sur le nœud de leur alliance. La condition du blocus continental en est le plus important objet.

The text on this page is estimated to be only 29.52% accurate

LIVRE DIXIÈME. he la péninsule CHAPITRE PREMIER. (1807.) LA SrfeDC SeUB CO!1TRe LA PRAürB.— PRIAE DE ATR\LM !PAO'«E. — COTOÏÉTE DL ISïRTlC. AL. — DÉPART DE LA PARILLE DE QRACA?fCE POTR LE BRÉAIL. — TORPLOTS DE l'ESCFRIAL. — ABRlSTATIOl DC PRITCE DtS A8TDR1SS. ^DÉPART DE RAPOLÉOR POUR LÉ ROYALIE U*tTAI.IR. Le 9 juillet, après vingt jours de rcunioos et de conférences très confidentielles entre Alexandre cl Napoléon, les trois monarques se séparent à Tilsitt. !.e 27, Napoléon est de retour à Paris. LaFrancc s'csl déjà décerne les honneursdu triomphe etdc la souveraineté européenne;cIlc se croit la république romaine dont le dernicrcitoyen marchait régal des rois ses alliés. Bientôt le sénatus-consuUe du 19ao0t,quisupprime le Tribunal, ravcrlitqu'cllc n*cst plus que l'empire de César. Condamnée au silence, la Liberté, comme une divinité vaincue, se dérobe aux regards du conquérant, et va cacher son culte dans des asiles domestiques. De religion dominante, elle est devenue une secte malheureuse, qui reparaîtra en suppliante au deuil de la France, dont clic aura inutilement conservé le palladium. Quelques jours auparavant, le 12 août, rattachement du roi de Wurtemberg pour l'Empereur venait d'être consacré, à Saint-Cloud, par le mariage de la princesse Catherine, sa fille, avec le nouveau roi de Wcslphalie. La fortune avait fait naître ccUc princesse d'une maison souveraine; la nature lui avait donné tout ce qui sied à la majesté du diadème pour l'embellir, cl au pouvoir royal f>otir le rendre cher. Aucune des couronnes de l'Europe n'cùl été déplacée sur la tête de celte jeune reine, en qui la beauté, qui est aussi une puissance, ajoutait encore à l'éclat de son esprit, à rêteiiduc de ses connaissances, à Pclévalion de son caractère. A l'époque du divorce, si Napoléon avait pu choisir une épouse |>arciltc, elle aurait honoré et sauvé la couronne impériale de France. Cependant le 18 avril, la Suède avait signé un armistice en Poméranie; mais par un esprit de A'ertigc indéfinissable, Gustave-Adolphe rompt subitement cct armistice après la paix de Tilsitt ; et jaloux sans doute de renouveler Charles XII, seul, Guslave reprend ses faibles armes contre le maître de l'Europe. Brune est chargé de châtier ce prince téméraire enfermé dans Stralsund. Le 20 août, cedant aux prières des habilans, Gustave abandonne cette forte place, qui se rend au maréchal. L'ile de Rugen suit le sort de Stralsund. Tout le littoral de la Baltique subit le joug de la France.

La Suède a perdu irrévocablement la Poméranie, cl Gustave l’aCrccliim de ses sujets. Il avait follement compté sur les armeDigilized by Google

 mens de TAngleterrCt dont U était le plus fidèle allié; mais il se trompait dans ses calculs. On vit cette puissance., au lieu de secourir Gustave, risquer une fiôlte contre les batteries improvisées aux Dardanelles par l'ambassadeur Sébastiani; exposer une partie de son armée, qu'elle a laissée à llosctte, sur le sol de l'Égypte; envoyer en Amérique dix mille hommes qui allèrent échouer devantBuenosAyrcs, et signer une honteuse capitulation qui leur enleva Honte-Video, ainsi que toute la côte de Rio de la Plata; enfin, au moment même où le roi de Suède a juré de s'ensevelir sous les ruines de Slralsund, l’Angleterre, infidèle à tous les scnlimcns d’honneur et de loyauté dans les rapports politiques, aime mieux frapper è l’improvislc un prince voisin, que de servir do ses troupes et de scs nombreux vaisseaux celui qui se dévouait si imprudemment à sa cause et qui jamais ne l'a abandonnée. La diplomatie anglaise ne procédait cette année qucparvoied’cxtcrmin.itioii.Lc lâ août, à l'exemple ciclanégoci.itiondelord Arbutnotà Constantinople, le ministroJackson vient signifierau prince royal, à Copenhague, que la Grande-Bretagne exige ul commerce avec l’Angleterre; le 16 octobre, il signe avec la France un traité offensif et défensif, et, seul des alliés de Napoléon, il respectera scs engagemens jusqu'au dernier moment. Indigné de la violence que l'Angleterre a commise sur la capitale du Dancmarck, l'empereur Alexandre proclame hautement, par l'ukasc du 31 octobre, les principes de neutralité armée que lui a légués Catherine II; il proscrit, en outre, toute communication entre les deux États, jusqu'à ce que le Danemarck soit satisfait, et jusqu’à la paix de la France avec la GrandeBretagne. Le 10 novembre, ce prince, dont aucune influence étrangère n'altère encore la politique, accède enlièrcipent à toutes les conditions du système continental, et fait exécuter dans la Russie entière les mesures rigoureuses de ce pacte contre Icssujets, les propriétés et le commerce de l'Angleterre. Le traité de Tilsilt semblait avoir jeté de profondes racines dans l’esprit d'Alexandre; il s'en montrait l’observateur dévoué. Jamais alliance entre les deux plus puissans empereurs de l’Europe n'avait clé cimentée par de plus grands engagemens. L'Angleterre ne peut rien contre cette loi commune du continent; aussi elle en a calculé toute Li force, elle connaît tout son danger, et en effet, parl’cxécution non interrompue du traité de Tilsitt, Napoléon eût attendu sur le trône coiilineiilal la chute du trône insulaire. Le Portugal seul, en Europe, est

resté accessible à l’influence directe delà Grande-Bretagne. C’est donc là que Napoléon doit chercher à atteindre sa rivale. Dans les premiers jours de septembre, la cour de Lisbonne avait reru de celle des Tuileries la prol>osilion formelle d'adhérer au blocus continental, cl, en cas de refus, elle devait être traitée comme ennemie de la France. C'était une représaille régulière de l’aUcnlat de Copenhague. Ia: gouvernement portugais avait csi^érc d’abord pouvoir louvoyer entre l’Angleterre qui le dominait et la France qui le menaçait; mais, comme l'écrivit lord Slrangford, ambassadeur d’Angleterre, à M. Canning, le 29 novembre : «(Le 8 du courant, Son Altesse Royale » laissa aller à signer un ordre pour la détention du •I petit nombre de sujets anglais et pour le séques« Ire de ce qui restait encore de leurs propriétés à ii Digitized by Google

mens de l'Angleterre, dont il était le plus fidèle allié; mais il se trompait dans ses calculs. On vit cette puissance, au lieu de secourir Gustave, risquer une flotte contre les batteries improvisées aux Dardanelles par l'ambassadeur Sébastiani; exposer une partie de son armée, qu'elle a laissée à Rosette, sur le sol de l'Égypte; envoyer en Amérique dix mille hommes qui allèrent échouer devant Buenos-Ayres, et signer une honteuse capitulation qui leur enleva Monte-Video, ainsi que toute la côte de Rio de la Plata; enfin, au moment même où le roi de Suède a juré de s'ensevelir sous les ruines de Stralsund, l'Angleterre, infidèle à tous les sentimens d'honneur et de loyauté dans les rapports politiques, aime mieux frapper à l'improviste un prince voisin, que de servir de ses troupes et de ses nombreux vaisseaux celui qui se dévouait si imprudemment à sa cause et qui jamais ne l'a abandonnée.

La diplomatie anglaise ne procédait cette année que par voie d'extermination. Le 12 août, à l'exemple de la négociation de lord Arbutnot à Constantinople, le ministre Jackson vient signifier au prince royal, à Copenhague, que la Grande-Bretagne exige du Danemarck une alliance offensive et défensive, et pour garantie la remise de la flotte, de la forteresse de Cronenbourg, ainsi que la capitale. Il ajoute que l'Angleterre compensera avec de l'argent les pertes que le Danemarck pourra éprouver: « Et avec quoi « compenserez-vous l'honneur? » répond le prince. Le 13, M. Jackson annonce que les hostilités vont éclater. On court aux armes. L'attaque commence le 16. Le même jour, le gouvernement danois met le séquestre sur le commerce et les propriétés de l'Angleterre dans ses États. les Anglais ont jeté douze mille hommes dans la forteresse de Frédérichsberg, aux portes de Copenhague. La proclamation anglaise aux Danois leur déclare que la Grande-Bretagne se présente comme amie et ne demande leur flotte qu'à titre de dépôt: c'est ajouter la dérision à la violence. Le 18 août, lord Cathcart, commandant les forces britanniques, écrit au général Peymann, gouverneur de Copenhague, que si les propositions de l'Angleterre ne sont pas acceptées, la ville subira les horreurs d'un siége par terre et par mer. La réponse du général danois est un refus plein de fierté. Le 2 septembre, à sept heures du soir, les Anglais commencent un bombardement qui dure soixante-douze heures et réduit en cendres trois cents maisons. Le général Peymann, dangereusement blessé, se voit forcé de capituler. Les Anglais sont maîtres de la flotte danoise, qui consiste en vingt-huit vaisseaux de ligne, seize frégates, neuf bricks, et une quarantaine de petits bâtimens. Le prince royal, dont le caractère ne se dément pas un seul instant, refuse de reconnaître la capitulation. Dès le 18 août, il avait donné l'ordre au général Peymann de faire sauter la flotte s'il ne pouvait la sauver; mais l'officier porteur de cet ordre avait été pris.

Le roi de Danemarck, victime d'une agression aussi barbare, y trouve la justification du blocus continental que la France impose à ses alliés : il s'empresse d'y adhérer, ordonne la saisie de toutes les propriétés britanniques dans ses Etats, l'arrestation de tous les Anglais, interdit tout commerce avec l'Angleterre; le 16 octobre, il signe avec la France un traité offensif et défensif, et, seul des alliés de Napoléon, il respectera ses engagemens jusqu'au dernier moment. Indigné de la violence que l'Angleterre a commise sur la capitale du Danemarck, l'empereur Alexandre proclame hautement, par l'ukase du 31 octobre, les principes de neutralité armée que lui a légués Catherine II; il proscrit, en outre, toute communication entre les deux États, jusqu'à ce que le Danemarck soit satisfait, et jusqu'à la paix de la France avec la Grande-Bretagne. Le 10 novembre, ce prince, dont aucune influence étrangère n'altère encore la politique, accède entièrement à toutes les conditions du système continental, et fait exécuter dans la Russie entière les mesures rigoureuses de ce pacte contre les sujets, les propriétés et le commerce de l'Angleterre. Le traité de Tilsitt semblait avoir jeté de profondes racines dans l'esprit d'Alexandre; il s'en montrait l'observateur dévoué. Jamais alliance entre les deux plus puissans empereurs de l'Europe n'avait été cimentée par de plus grands engagemens. L'Angleterre ne peut rien contre cette loi commune du continent; aussi elle en a calculé toute la force, elle connaît tout son danger, et en effet, par l'exécution non interrompue du traité de Tilsitt, Napoléon eût attendu sur le trône continental la chute du trône insulaire.

Le Portugal seul, en Europe, est resté accessible à l'influence directe de la Grande-Bretagne. C'est donc là que Napoléon doit chercher à atteindre sa rivale. Dans les premiers jours de septembre, la cour de Lisbonne avait reçu de celle des Tuileries la proposition formelle d'adhérer au blocus continental, et, en cas de refus, elle devait être traitée comme ennemie de la France. C'était une représaille régulière de l'attentat de Copenhague. Le gouvernement portugais avait espéré d'abord pouvoir louvoyer entre l'Angleterre qui le dominait et la France qui le menaçait; mais, comme l'écrivit lord Strangford, ambassadeur d'Angleterre, à M. Canning, le 29 novembre : « Le 8 du courant, Son Altesse Royale se « laissa aller à signer un ordre pour la détention du « petit nombre de sujets anglais et pour le séques- « tre de ce qui restait encore de leurs propriétés à

The text on this page is estimated to be only 26.09% accurate

IIISTülUE DK NVl’üKEON. « U‘llig(?ncn H les iiislancoj qu’iJ recevait des rnal« VL-illaiis. J'ai apfH-lc à rexameii le gouverneur U lui-tiiôtiie (lu conseil; je l’ai associe aux autres •I ministres, pour qu'ils prissent avec la plus grande X diligenct' leurs inrormalions. Tout s'est fait; il en U est résulte la connaissance de différons cou[»ahles. «dont l'arrestalion a été décrélce : celle de mon •c nis est son habitation... » Le 15 novembre, le roi adresse le décret suivant au gouverneur par intérim du conseil de tlastille : « I^i •> voix de la nature désarme le bras de U vengeance. U et lorsque l'inadrertance réclame la pitié, un « |)ére tendre ne peut s’y refuser. Mon fils a déjà w déclare les auteurs du plan horrible que lui « avaient fait concevoir des malveillans. Il a tout K démontré en forme de droit, et tout conté avec N l'exactitude requise par la loi pour de telles w preuves. Son repentir et $on étonnetnent lui ont «1 dicté les remontrances qu'il m'a adressées, et dont « voici le texte : •: Lisbonne. * Alors ccl ambassadeur prit scs passeports. et, s’élaiil retiré à bord de l'escadre de Sydney Smith, le blocus du Tage fut rigoureuseiiH-nt établi. tUd ennemi étant plus proche que les Kranr.iis, le prince régent rein)ua avec lord Slrangford, qui décida aussi le départ de toute la famille. Les ambassadeurs de France et d'F^pagne, qui faisaient cause commune et qui menaçaient, dès le â7 septembri'. de demander leurs passeports, avaient quitté Lisbonne le 2 octobre. Depuis trois semaines, le général Junot commandait à itayonne unearimW:* de vingt-huit mille hommes; le 17. clic se mit en mouvement pour entrer en Espagne et sc diriger sur le Portugal. Le 27 du même mois, un traite secret, négocié par Isquicrdo, agent du prince de la Paix, avait clé conclu, k Fontainebleau, entre la France cl l'Flspagnc. Ce traité était relatif au passage d'une armée française par l’Espagne pour marcher sur Lisbonne. 11 contenait aussi le partage du royaume de Portugal : la France s'engageait h donner au roi d'Étrurie, en échange des États de Titscane, la Lusitanie septentrionale, à titre de royaume; et à Manoel Godoy, prince delà Paix, le royaume des Algarves, h titre de principauté. Le roi d'Espagne, déclare suzerain de ces deux États, devaitjoindre à ses titres celui (Yempereur de$ deux Jnicn'qucB. I.c reste du Portugal était mis en ré5 pour me détrôner. J'ai voulu lu’en imposer sur la vérité de ce fait. L'ayant surpris dans mon appar« lemenl , j’ai mis sous ses yeux les chiffres d’in11 Sire et vos pEbe. « Je me suis rendu coupable en manquant à f'oh'e « Majeité. J’ai manqué à mon père i l à

mon roi : mais je in’en repeiis, et je promets à Votre Majesté Il la plus humble obéissance. Je ne ikvais rien faire « sans le consentement de Votre ilaji-slc; luaisj’ai •I clé surpris ij'ai dénoncé le$ coujtablcMy et je prie « Votre Majesté de me pardonner, et de permettre « de baiser vos pieds à votre fils reconnaissant. n Saint-Laurent, «5 novembre 1807. Il F'ERVISVflO. N i; Mxdxve et Mire, U Je me re|M‘ns bien de la faute que j’ai commise « contre le roi cl la reine, mes père cl mère ; aussi, « avec la plusgrandesoumissinii.jevousrn demande U pardon, ainsi que de mon opiniâtreté à vous nier M la vérité l'autre soir. C.’esl pourquoi je supplie ma U mère, du plus profond de mon cœur, de daigner « interposer sa médiation envers mon père, afin X qu’il veuille bien pennetlrc d’aller baiser les « pieds de Sa Majesté à un dis reconnaissant. •' Saint-Laurent, le » novembre 1807. U FaRDiaxan. » *■ En conséquence de ces lettres, et à la prière de U la reine, mon épouse bien-aimée, je pardonne à « mon fils, et il rentrera dans ma grâce dès que sv « conduite me donnera des preuves d’un véritable U aniendeinciil darrs si‘-S procédés... m Les documens, si précieux pour rhisloirc, n’onl pas besoin de eonimenlaircs. Il esl facile de deviner le personnage qui a dicté les résolutions du roi, ainsi que les deux lettres par lcS(|uelle5 l'crdiiiand a deDigitized by Google

« Lisbonne. » Alors cet ambassadeur prit ses passeports, et, s'étant retiré à bord de l'escadre de Sydney Smith, le blocus du Tage fut rigoureusement établi. Cet ennemi étant plus proche que les Français, le prince régent renoua avec lord Strangford, qui décida aussi le départ de toute la famille. Les ambassadeurs de France et d'Espagne, qui faisaient cause commune et qui menaçaient, dès le 27 septembre, de demander leurs passeports, avaient quitté Lisbonne le 2 octobre. Depuis trois semaines, le général Junot commandait à Bayonne une armée de vingt-huit mille hommes; le 17, elle se mit en mouvement pour entrer en Espagne et se diriger sur le Portugal. Le 27 du même mois, un traité secret, négocié par Isquierdo, agent du prince de la Paix, avait été conclu, à Fontainebleau, entre la France et l'Espagne. Ce traité était relatif au passage d'une armée française par l'Espagne pour marcher sur Lisbonne. Il contenait aussi le partage du royaume de Portugal : la France s'engageait à donner au roi d'Étrurie, en échange des États de Toscane, la Lusitanie septentrionale, à titre de royaume; et à Manoel Godoy, prince de la Paix, le royaume des Algarves, à titre de principauté. Le roi d'Espagne, déclaré suzerain de ces deux États, devait joindre à ses titres celui d'*empereur des deux Amériques*. Le reste du Portugal était mis en réserve jusqu'à la paix générale. Une autre armée de quarante mille hommes se réunirait à Bayonne le 20 novembre au plus tard, prête à pénétrer en Espagne, à l'effet de se rendre en Portugal, dans le cas où les Anglais y enverraient des troupes pour le défendre. Un pareil traité, une fois connu, ne pouvait qu'exalter l'enthousiasme alors prononcé des Espagnols en faveur de Napoléon, par l'immense accroissement octroyé subitement à la puissance et à la dignité de leur souverain, et par une telle satisfaction donnée à la jalousie ancienne qu'ils nourrissaient contre le peuple portugais. Mais des orages inattendus allaient changer le cours des choses et amener une série d'événemens impossibles à prévoir.

Le 3 octobre, l'implacable ennemi de Godoy, l'héritier de la couronne d'Espagne, le prince des Asturies, est tout-à-coup arrêté comme chef d'un complot tendant à détrôner son père. Le même jour, le roi Charles IV fait présenter à ses conseils une communication où il dit : « .... Ma vie, qui a été si souvent « en danger, était une charge pour mon successeur, « qui, préoccupé, aveuglé, et abjurant tous les prin- « cipes de la religion qui lui étaient imposés, avec le « soin et l'amour paternels, avait adopté un plan « pour me détrôner. J'ai voulu m'en imposer sur la « vérité de ce fait. L'ayant surpris dans mon appar- « tement, j'ai mis sous ses yeux les chiffres d'in- « telligence et les instances qu'il recevait des mal- « veillans. J'ai appelé à l'examen le gouverneur « lui-même du conseil; je l'ai associé aux autres « ministres, pour qu'ils prissent avec la plus grande « diligence leurs informations. Tout s'est fait; il en « est résulté la connaissance de différens coupables, « dont l'arrestation a été décrétée : celle de mon « fils est son habitation... »

Le 5 novembre, le roi adresse le décret suivant au gouverneur par intérim du conseil de Castille : « La « voix de la nature désarme le bras de la vengeance, « et lorsque *l'inadvertance* réclame la pitié, un « père tendre ne peut s'y refuser. Mon fils a déjà « déclaré les auteurs du plan horrible que lui « avaient fait concevoir des malveillans. Il a tout « démontré en forme de droit, et tout conté avec « l'exactitude requise par la loi pour de telles « preuves. Son repentir et *son étonnement* lui ont « dicté les remontrances qu'il m'a adressées, et dont « voici le texte :

« SIRE ET MON PÈRE,

« Je me suis rendu coupable *en manquant à Votre « Majesté*. J'ai manqué à mon père et à mon roi : « mais je m'en repens, et je promets à Votre Majesté « la plus humble obéissance. Je ne devais rien faire « sans le consentement de Votre Majesté; mais j'ai « été surpris : *j'ai dénoncé les coupables*, et je prie « Votre Majesté de me pardonner, et de permettre « de baiser vos pieds à votre fils reconnaissant.

« Saint-Laurent, 5 novembre 1807.

« FERDINAND. »

« MADAME ET MÈRE,

« Je me repens bien de la faute que j'ai commise « contre le roi et la reine, mes père et mère; aussi, « avec la plus grande soumission, je vous en demande « pardon, ainsi que de mon opiniâtreté à vous nier « la vérité l'autre soir. C'est pourquoi je supplie ma « mère, du plus profond de mon cœur, de daigner « interposer sa médiation envers mon père, afin « qu'il veuille bien permettre d'aller baiser les « pieds de Sa Majesté à un fils reconnaissant.

« Saint-Laurent, le 5 novembre 1807.

« FERDINAND. »

« En conséquence de ces lettres, et à la prière de « la reine, mon épouse bien-aimée, je pardonne à « mon fils, et il rentrera dans ma grace dès que sa « conduite me donnera des preuves d'un véritable « amendement dans ses procédés... »

Ces documens, si précieux pour l'histoire, n'ont pas besoin de commentaires. Il est facile de deviner le personnage qui a dicté les résolutions du roi, ainsi que les deux lettres par lesquelles Ferdinand a de-

The text on this page is estimated to be only 27.30% accurate

IIISTUIBE DE NAl’ül.ÉÜN. Î67 mandé grâce. Ces pièces suHlseiit pnur Taire connaître et la famille royale et le gouvernement «l’Espagne à cette époque. Voici ce qui avait précédé cl amené cette étrange aventure. Hanocl Gmloy était l’objet de la réprobation universel le, et renncini personnel de Ferdinand. Ce prince, o«lieux à sa mère par la haine qu’il portait à Goduy, faisait, en sa qualité d’héritier de la couronne, l'espoir des mécontens du palais, et, il faut le (lire, de la nation entière. M. de Beauharnais, ambassadeur de France à Madrid, parla'geail hautement avec Ferdinand et la cour ranimadversion que Godoy s’était attirée en usurpant l’autorité royale. I..a maison de la duchesse douairière de l’Infantado, «lonl le Uls était l'ami et le conseil du prince royal, servait de rendez-vous aux mécontens. M. de Beauharnais fréquentait assidûment celte inaisim depuis quciquetemps. Son caractère d'ambassadeur accrédita pour ainsi dire une sorte de proscription publique contre le favori, etd’étrangcsconjecturcsrésul' tèrent de ses discours. On pariait même assez ouvertement, dans les premiers cercles, du mariage du prince des Asturies avec mademoiselle Taschcr, nièce de l’ambassadeur, comme d'un projet que ses entours ne üésavouaieht pas; projet qui tenait à un plan plus étendu, dont il ne formait que le principe, (te mariage une fois arrclc par Napoléon, vers lequel demeuraient constamment ûxées les espérances des deux partis et celles de la nation, on nommait déjà le ministère nouveau qui devait être installé après l'exil de Godoy; on allait même jusqu'à penser que le roi abdiquerait en faveur do son lils. Ces bruits se répandirent bientôt dans les provinces, et on peut avancer que leur objet était alors le vœu unanime de l’Espagne. Le prince delà Paix, qui savait tout, ne s’alarmait point; il entretenait une correspondance particulière avec le grand-maréchal Duroc, et recevait de son négociateur Isquierdodcs rcnscignemensqui Ictran* quillisaient. Le traité de Fontainebleau ne contribua pas |R‘U à le rassurer contre ses ennemis. Mais Ferdinand pouvait en contrarier l'exécution ; il fallut donc pourvoir à cette diBicullé. Le moyen le plus court était de perdre Ic4)rincc. Cependant les amis de Ferdinand, pressés d'accomplir leur dessein, et s'appuyant sur rassenlimcnt que l'ambassadeur de France semblait leur donner, ûrent écrire par le prince des Asluries,..le 11 octobre, une lettre dans laquelle U tlemandaii à A. M, /. l’honneur de s'allier à une personne de son auguste famille. « ... J'imw plore avec la plus grande confiance la protection

n paternelle de V. M., disait-il. alin que noii-seule«1 ment elle daigne m'accordcri'hunneur de m'allier «à sa laïuille, mais qu'elle .iplaiiisse toutes lesdilli»i cullés, et fasse dis|>araKre tous les obstacles qui » peuvent s'opposer à cet objet de mes vœux. onté delà part de V. M. I. m'est d'autant M plus nécessaire que je ne puis pas de mon côté en *< faire le moindre, puisqu'on le ferait passer peulu être pour une insulte faite à l'autorilc paternelle, U et que je suis réduit à un seul moyen, à celui de U me refuser, comme je le ferai avec un«: invincible N constance, à m'allier à toute personne que ce U soit, sans le conscnlctncnt et l'approbation |>osiu lire de V. M. 1., de qui j'attends uniquement le ■ choix d'une épouse. » Cette épouse, que Ferdinand attendait du choix de Napoléon , était mademoiselle XascluT, depuis duchesse ü'Amiibrrg, à présent remariée à un Français ; M. de Bc.iubariKiis en avait niontrc le {K)rlrail à Ferdinand, qui en devint amoureux. Celle uniim était l'œuvre de la politique de l'impératrice, qui, redoutant dès lors le sorlqu'cllenc devait pas éviter, cherchait à s'assurer des soutiens dans sa propre famille. Napoléon avait déjà choisi dans la sienne l'épouse de Ferdinand ; c'était la tille aînée de Lucien qu'il lui di'stiriail. Ferdinand expédia aussi une commission de commandant-général des troupes au duc de riiifant.ido. dans l'espoir que la réponse de Napoléon lui serait favorable et lui permettrait d'accomplir dans le palais la révolution qu'il projetait. Mais le prince de la Faix, ayant recueilli assez de preuves sur la conjuration, la dénonça au roi, en lui faisant entendre que son abdication, et peut-être sa mort, avaient été résolues par les conspirateurs. I>a reine Marie-Louise soutint de tout son crédit sur le roi la dénonciation du favori. Déjà prévenu contre Ferdinand, Charles IV suivit la marche qui lui fut tracée, et qui avait été calculée de manière à empêcher le prince royal d'avoir un entretien particulier avec son père. En ciïet, le roi (il cuinparallre son lils en présence de ses ministres dans son apparlcnienl, l'y constitua prisonnier et lui donna des gardes. On procéda sous les yeux du monarque à l'exanien des {)apiers du prince; on y trouva la copie de sa lettre à Napoléon, le brevet du duc de l'infaiidalü, quelques listes des partisans de Ferdinand , .ainsi que deux mémoires écrits de sa main, dans l'un desquels il priait le roi d'ordonner une enquête devant lui sur les actions et la fortune de Goduy; l'autre présentait au roi les moyens de découvrir les projets du favori. Assurément l'héritier de la couronne avait bien le droit d'adresser à son père de resjM.*clueuses remunlranccs sur les périls que Gmioy taisait courir à la mo.i>irchic. I.c octobre, Charles écrivit à l'Empereur. U

MosstevE xoiv rtLRK, H Dans le moment où je ne m’occupais que des
Digitized by Gooÿlt

mandé grace. Ces pièces suffisent pour faire connaître et la famille royale et le gouvernement d'Espagne à cette époque.

Voici ce qui avait précédé et amené cette étrange aventure. Manoel Godoy était l'objet de la réprobation universelle, et l'ennemi personnel de Ferdinand. Ce prince, odieux à sa mère par la haine qu'il portait à Godoy, faisait, en sa qualité d'héritier de la couronne, l'espoir des mécontens du palais, et, il faut le dire, de la nation entière. M. de Beauharnais, ambassadeur de France à Madrid, partageait hautement avec Ferdinand et la cour l'animadversion que Godoy s'était attirée en usurpant l'autorité royale. La maison de la duchesse douairière de l'Infantado, dont le fils était l'ami et le conseil du prince royal, servait de rendez-vous aux mécontens. M. de Beauharnais fréquentait assidûment cette maison depuis quelque temps. Son caractère d'ambassadeur accrédita pour ainsi dire une sorte de proscription publique contre le favori, et d'étranges conjectures résultèrent de ses discours. On parlait même assez ouvertement, dans les premiers cercles, du mariage du prince des Asturies avec mademoiselle Tascher, nièce de l'ambassadeur, comme d'un projet que ses entours ne désavouaient pas; projet qui tenait à un plan plus étendu, dont il ne formait que le principe. Ce mariage une fois arrêté par Napoléon, vers lequel demeuraient constamment fixées les espérances des deux partis et celles de la nation, on nommait déjà le ministère nouveau qui devait être installé après l'exil de Godoy; on allait même jusqu'à penser que le roi abdiquerait en faveur de son fils. Ces bruits se répandirent bientôt dans les provinces, et on peut avancer que leur objet était alors le vœu unanime de l'Espagne.

Le prince de la Paix, qui savait tout, ne s'alarmait point; il entretenait une correspondance particulière avec le grand-maréchal Duroc, et recevait de son négociateur Isquierdo des renseignemens qui le tranquillisaient. Le traité de Fontainebleau ne contribua pas peu à le rassurer contre ses ennemis. Mais Ferdinand pouvait en contrarier l'exécution; il fallut donc pourvoir à cette difficulté. Le moyen le plus court était de perdre le prince. Cependant les amis de Ferdinand, pressés d'accomplir leur dessein, et s'appuyant sur l'assentiment que l'ambassadeur de France semblait leur donner, firent écrire par le prince des Asturies, le 11 octobre, une lettre dans laquelle *il demandait à S. M. I. l'honneur de s'allier à une personne de son auguste famille.* « ... J'implore avec la plus grande confiance la protection « paternelle de V. M., disait-il, afin que non-seulement elle daigne m'accorder l'honneur de m'allier « à sa famille, mais qu'elle aplanisse toutes les difficultés, et fasse disparaître tous les obstacles qui « peuvent s'opposer à cet objet de mes vœux. Cet « effort de bonté de la part de V. M. I. m'est d'autant « plus nécessaire que je ne puis pas de mon côté en « faire le moindre, puisqu'on le ferait passer peut-« être pour une insulte faite à l'autorité paternelle, « et que je suis réduit à un seul moyen, à celui de « me refuser, comme je le ferai avec une invincible « constance, à m'allier à toute personne que ce « soit, sans le consentement et l'approbation positive de V. M. I., de qui j'attends uniquement le « choix d'une épouse. » Cette épouse, que Ferdinand attendait du choix de Napoléon, était mademoiselle Tascher, depuis duchesse d'Aremberg, à présent remariée à un Français; M. de Beauharnais en avait montré le portrait à Ferdinand, qui en devint amoureux. Cette union était l'œuvre de la politique de l'impératrice, qui, redoutant dès lors le sort qu'elle ne devait pas éviter, cherchait à s'assurer des soutiens dans sa propre famille. Napoléon avait déjà choisi dans la sienne l'épouse de Ferdinand; c'était la fille aînée de Lucien qu'il lui destinait. Ferdinand expédia aussi une commission de commandant-général des troupes au duc de l'Infantado, dans l'espoir que la réponse de Napoléon lui serait favorable et lui permettrait d'accomplir dans le palais la révolution qu'il projetait. Mais le prince de la Paix, ayant recueilli assez de preuves sur la conjuration, la dénonça au roi, en lui faisant entendre *que son abdication, et peut-être sa mort,* avaient été résolues par les conspirateurs. La reine Marie-Louise soutint de tout son crédit sur le roi la dénonciation du favori. Déjà prévenu contre Ferdinand, Charles IV suivit la marche qui lui fut tracée, et qui avait été calculée de manière à empêcher le prince royal d'avoir un entretien particulier avec son père. En effet, le roi fit comparaître son fils en présence de ses ministres dans son appartement, l'y constitua prisonnier et lui donna des gardes. On procéda sous les yeux du monarque à l'examen des papiers du prince; on y trouva la copie de sa lettre à Napoléon, le brevet du duc de l'Infantado, quelques listes des partisans de Ferdinand, ainsi que deux mémoires écrits de sa main, dans l'un desquels il priait le roi d'ordonner une enquête devant lui sur les actions et la fortune de Godoy; l'autre présentait au roi les moyens de découvrir les projets du favori. Assurément l'héritier de la couronne avait bien le droit d'adresser à son père de respectueuses remontrances sur les périls que Godoy faisait courir à la monarchie. Le 29 octobre, Charles écrivit à l'Empereur.

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Dans le moment où je ne m'occupais que des

lliSTOlUE DE NAPOLÉON. ma U moyens de coopérer à la destruction de notre en•I nemi commun (de rAngletcrre), quand je croyais «(que tousiescompiolsde la ci-devant rciuede Naples «(auraicntclccnscvclisavec safîlle(premicrc femme •I de Ferdinand), je vois avec une horreur qui me U fait frémir, quelVspnld'intrigucIcpiushorriblca •> pénétré jusque dans le sein de mon palais, ilclas! •t mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat U si affreux. Mon fils aîné, l'héritier présomptif de «I mon trône, avait formé le complot horrible de me •I détrôner : il s'était porté Jusqu'à l'excès d'attenter H contrôla vie de sa mère. Un attentat si affreux doit •< être puni avec la rigueur la plus exemplaire dus U lois. I.a loi qui l'appelait à la succession doit être » révoquée. Un de ses frèrc>s sera plus digne de le M remplacer cl dans mon cœur et sur le trône. Je •I suis cncemomenlàla recherche de scs complices, « pour approfondir ce plan de la plus noire sccic« ratessc, et je ne veux pas perdre un seul moK ment pour en intruire V. M. I. et K., en la •I priant de m'aider de scs lumières et de ses con« seils. M Opendarit ratlitude de M. de Beauharnais rassurait les amis du prince; ils étaient alors fondés à croire que Napoléon aulorisaitc la conduit de son ambassadeur. Enfin, on fut si loin de désespérer, malgré l'acte de rigueur exercé sur Ferdinand, que Ton attendait de Napoléon une déclaration foudroyante par laquelle Charles IV serait forcé de renvoyer le prince de la Paix. Hais, comme on l'a vu, si le favori se pressa de se venger, Ferdinand se pressa bien plus de tout avouer, et, vingt-quatre heures après, il s'ètail mis à la discrétion de son ennemi. Quelques personnes pensent que ce prince eut peur de réchafaud , et qu'il sc trouva réduit a choisir entre la honte do devoir sa grâce à Godoy et le danger d'étre jugé pour crime de trahison envers son roi et son père. Quant aux conspirateurs qu'il avait dénoncés, ils furent tous reconnus iunocens par le conseil de Castille, dont Godoy dirigea l'opinion. L'empereur engagea le roi à assoupir cette affaire, cl ne répondit point à la lettre de Ferdinand. Toutefois il était désiré et attendu par l'Espagne entière. On assure qu'un ptirsoimagc très iririuctil de son ministère lui conseilla d'entrer dans ce royaume avec trente mille hommes. Iæ conseil était bon sans les trente milles hommes; Napoléon, arbitre, suffisait : il eût sauvé l'Espagne; il eût réglé tuusies différendsdcccttccour.Lc Portugal touchait au moment d'èlrc conquis; le Irailédc Fontainebleau aurait reçu sou exécution; Godoy serait allé régner dans ses Algarves:alorslcs péninsules espagnole et portugaise, réunies

coiimie une vaste redoute marilime sous le pavillon français,formaienl, non la conquête, mais l'autre grand fief méridional de la France, qui, déjà appuyée sur la péninsuJe iuliqae, eût à jamais défié les orages du Nord. Napoléon (on ne peut l'cn blâmer) ne voulait point se mêler d'une affaire dû famille aussi grave. IJ était loin de croire que, peu de mois après, Aranjuex deviendrait le théâtre des représailles de l'Escurial. On ne lui donna pas des renseignemens exacts sur la situation de l'Espagne : il ne sut pas qu'il eût été accueilli en libérateur paries habitaiis; il n'avait pas besoin de sou année; tout le peuple espagnol, irrité contre l'Angleterre, appelait au secours de sa destinée le plus redoutable ennemi de cette pui^ sance. Si Napoléonculraison de refuser la proposition de son ministre, il commit une faute en n'allant pas de sa personne, non à Bayonne, mais à Madrid, où U aurait vu le rot, tous les siens, la cour et l'État à ses pieds. Opendant le favori triomphait; il s'imagina avoir perdu Ferdinand dans l'esprit de la nation :il ne fit que s'assurer de nouveaux droits à la haine des Espagnols; il ne parvint qu'à avilir la famille et la iiiajeslé royales, il ne comprit pas que la souveraineté des Algarves payait le traité de Fontaiochlcau, comme les quinze mille hommes du marquis de la Homana , qui étaient actuellement dans l'armée de Bernadolle , avaient payé la proclamation du mois d'octobre 1806. Informé du succès de la négociation de Fontainebleau par son affidé Isquierdo, il crut pouvoir attaquer onvcrtemcol l'hèrilierdu trône, et il compromit, pour satisfaire sa vengeance, l'existence de la monarchie et la sienne. Enfin Godoy s'aveugla au point de penser que Finterèt de Napoléon demandait son élévation, tandis qu'il n'était pour ce prince que l'iiislruinent momentané du système qui fermait l'Europe aux Anglais. Le 13 novembre, U Moniteitr publia un article sur rAnglclcrre, où on lit : « Le prince régent du M Portugal perd son trône : il le perd, influencé M par les intrigues des Anglais; il le perd, i>our n'a« voir pas voulu saisir les marchandises anglaises U qui sont à Lisbonne.... La chute de la maison de li Uragance restera une nouvelle preuve que la H perte de quiconque s'attache aux Anglais est H inévitable!.... » Voilà la condition des États de rF.uroi>e à celle époque; il fallait qu'ils fussent ou loul-à-fait français, ou toul-à-fait anglais;ainsi le voulaient la nature et la force des choses. Napoléon ne pouvait reculer, d'après le refus du Portugal ; il devait conquérir cette unique station de rAnglcterrc sur le continent. Cependant, le â6 novembre, l'armée française se trouve déjà à vingt lieues de Lisbonne, k Abrantès, dont Junot prendra le nom; et ce n'est que la veille

« moyens de coopérer à la destruction de notre en-
« nemi commun (de l'Angleterre), quand je croyais
« que tous les complots de la ci-devant reine de Naples
« auraient été ensevelis avec sa fille (première femme
« de Ferdinand), je vois avec une horreur qui me
« fait frémir, que l'esprit d'intrigue le plus horrible a
« pénétré jusque dans le sein de mon palais. Hélas!
« mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat
« si affreux. Mon fils aîné, l'héritier présomptif de
« mon trône, avait formé le complot horrible de me
« détrôner : il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter
« contre la vie de sa mère. Un attentat si affreux doit
« être puni avec la rigueur la plus exemplaire des
« lois. La loi qui l'appelait à la succession doit être
« révoquée. Un de ses frères sera plus digne de le
« remplacer et dans mon cœur et sur le trône. Je
« suis en ce moment à la recherche de ses complices,
« pour approfondir ce plan de la plus noire scélé-
« ratesse, et je ne veux pas perdre un seul mo-
« ment pour en intruire V. M. I. et R., en la
« priant de m'aider de ses lumières et de ses con-
« seils. »

Cependant l'attitude de M. de Beauharnais rassurait les amis du prince; ils étaient alors fondés à croire que Napoléon autorisaite la conduit de son ambassadeur. Enfin, on fut si loin de désespérer, malgré l'acte de rigueur exercé sur Ferdinand, que l'on attendait de Napoléon une déclaration foudroyante par laquelle Charles IV serait forcé de renvoyer le prince de la Paix. Mais, comme on l'a vu, si le favori se pressa de se venger, Ferdinand se pressa bien plus de tout avouer, et, vingt-quatre heures après, il s'était mis à la discrétion de son ennemi. Quelques personnes pensent que ce prince eut peur de l'échafaud, et qu'il se trouva réduit à choisir entre la honte de devoir sa grace à Godoy et le danger d'être jugé pour crime de trahison envers son roi et son père. Quant aux conspirateurs qu'il avait dénoncés, ils furent tous reconnus innocens par le conseil de Castille, dont Godoy dirigea l'opinion. L'empereur engagea le roi à assoupir cette affaire, et ne répondit point à la lettre de Ferdinand. Toutefois il était désiré et attendu par l'Espagne entière. On assure qu'un personnage très influent de son ministère lui conseilla d'entrer dans ce royaume avec trente mille hommes. Le conseil était bon sans les trente milles hommes; Napoléon, arbitre, suffisait : il eût sauvé l'Espagne; il eût réglé tous les différends de cette cour. Le Portugal touchait au moment d'être conquis; le traité de Fontainebleau aurait reçu son exécution; Godoy serait allé régner dans ses Algarves : alors les péninsules espagnole et portugaise, réunies comme une vaste redoute maritime sous le pavillon français, formaient, non la conquête, mais l'autre grand fief méridional de la France, qui, déjà appuyée sur la péninsule italique, eût à jamais défié les orages du Nord.

Napoléon (on ne peut l'en blâmer) ne voulait point se mêler d'une affaire de famille aussi grave. Il était loin de croire que, peu de mois après, Aranjuez deviendrait le théâtre des représailles de l'Escurial. On ne lui donna pas des renseignemens exacts sur la situation de l'Espagne : il ne sut pas qu'il eût été accueilli en libérateur par les habitans; il n'avait pas besoin de son armée; tout le peuple espagnol, irrité contre l'Angletefre, appelait au secours de sa destinée le plus redoutable ennemi de cette puissance.

Si Napoléon eut raison de refuser la proposition de son ministre, il commit une faute en n'allant pas de sa personne, non à Bayonne, mais à Madrid, où il aurait vu le roi, tous les siens, la cour et l'État à ses pieds.

Cependant le favori triomphait; il s'imagina avoir perdu Ferdinand dans l'esprit de la nation : il ne fit que s'assurer de nouveaux droits à la haine des Espagnols; il ne parvint qu'à avilir la famille et la majesté royales, il ne comprit pas que la souveraineté des Algarves payait le traité de Fontainebleau, comme les quinze mille hommes du marquis de la Romana, qui étaient actuellement dans l'armée de Bernadotte, avaient payé la proclamation du mois d'octobre 1806. Informé du succès de la négociation de Fontainebleau par son affidé Isquierdo, il crut pouvoir attaquer ouvertement l'héritier du trône, et il compromit, pour satisfaire sa vengeance, l'existence de la monarchie et la sienne. Enfin Godoy s'aveugla au point de penser que l'intérêt de Napoléon demandait son élévation, tandis qu'il n'était pour ce prince que l'instrument momentané du système qui fermait l'Europe aux Anglais.

Le 13 novembre, *le Moniteur* publia un article sur l'Angleterre, où on lit : « Le prince régent du
« Portugal perd son trône : il le perd, influencé
« par les intrigues des Anglais; il le perd, pour n'a-
« voir pas voulu saisir les marchandises anglaises
« qui sont à Lisbonne.... La chute de la maison de
« Bragance restera une nouvelle preuve que la
« perte de quiconque s'attache aux Anglais est
« inévitable!.... » Voilà la condition des États de l'Europe à cette époque; il fallait qu'ils fussent ou tout-à-fait français, ou tout-à-fait anglais; ainsi le voulaient la nature et la force des choses. Napoléon ne pouvait reculer, d'après le refus du Portugal; il devait conquérir cette unique station de l'Angleterre sur le continent.

Cependant, le 26 novembre, l'armée française se trouve déjà à vingt lieues de Lisbonne, à Abrantès, dont Junot prendra le nom; et ce n'est que la veille

 que le prince régent apprend , par le MoniteuréaA 3, eiivoyécxtraurdinaircmenlàrambassadcurd'Ângleterre, que la maison de Rragancc ra cesserde régner; le inémcjüur, pressé qu^il se croitd'obéiraudécrctdc Napoléon, il embarque sa personne, sa famille, son trône, sur huit vaisseaux, et fait voile pour le Brésil avec une mauvaise flotte qu'escorte une escadre anglaise. Il n'y a rien de comparable dans Phistoirc à cette émigration subite d'une monarchie devant un général qui, encore à vingt lieues de la capitale, ne compte pas vingt mille hommes sous ses ordres; car, du 17 octobre au 30 novembre, jour de l'entrée de Junot Â Lisbonne, son armée de vingt-huit mille hommes a franchi les deuxeents lieues qui séparent Bayonne de cette capitale; et nos troupes y arrivèrcntdiminuées considérablement et épuisées parles fatigues de cette course militaire. 1^ flotte anglaise, il faut bien le dire, quoique forte de seize vaisseaux de ligne, ne Ht qu'aider au déménagement de son allié; et le l*'déccmbre, pendant que cette flotte, qui emporte tes pénates de la royauté portugaise, arbore le pavillon du dé{>arl, les bAtimens que le prince régent a oubliés arborent le pavillon de l'invasion. On trouva dans le port quatre vaisseaux de ligne, six frégates, douze bricks, et un arsenal abondam> ment approvisionné. On remarqua la singularité de l'anniversaire : ce fut le 1*^ décembre 1040 que le pavillon de Bragatice avait été arboré à Lisbonne. Cependant les Portugais et les Français étaient loin de (lensiT que de celte fuite, dont rien n'ennoblissait le malheur, il résulterait pour le Brésil un empereur qui donnerait un jour une constitution à la mélro|)ole. Tandis que toutes ces choses se pa.ssaient dans la Péninsule, Napoléon suivait à Fontainebleau les intérêts du gouvernement de l'empire et ceux du système continental. liC 3 novembre, la Gourdes ikimples était installée avec pompe; celle institution est ancienne; elle honore la monarchie. Ce grand contrôle de l'administration financière de la France assure à celte partie si importante do l'adniiiiistration générale la garantie qui doit plus que jamais l'investir de la confiance publique. Les comptes de l'empire français sont tenus cl rendus avec la fidélité et l'cxactitudc des comptes d'une maison dont le caissier est probe et le maître économe. La discipline particulière du palais, la plus parfaite qui ait jamais clé établie par aucun souverain, est sans doute le modèle de celle qui préside à la comptabilité de l'État, car l'une et l'aulrt? sont ordonnées par l'Empereur lui-méme. Le 6, le comte de

Tolstoï, ambassadeur de Russie, présentait à Fontainebleau ses lettres de créance. Le 11 , le cabinet de Londres opposait aux arrêts du blocus continental , qui sortaient de toutes les places maritimes de l'Europe, un décret qui soumettait tous les navires neutres ou alliés de la France à la visite, à une station obligée dans un des ports de l'Angleterre, et à une imposition sur leur chargement. Le même jour, la Hollande cédait à la France, par un traité, le territoire ainsi que la ville de Flessinguc. Le 16, Napoléon part pour visiter son royaume d'ilalie elles nouvelles provinces que lui a données le traité de Presbourg. II a refusé à son ministre d'aller en Espagne, parce qu'un intérêt, dont le prince Eugène seul doit être le dépositaire, l'appelle en Italie; cet intérêt était son divorce avec la mère du vice-roi. Lucien vint aussi pour un autre intérêt de famille chercher Napoléon * à Mantoue. Napoléon retrouva en lui rancieti ennemi de la famille Bcauharnais. Là aussi se décida le mariage de la fille de Lucien avec le prince des Asturies, au lieu de mademoiselle Taseber, que rimpcratrice cl l'ambassadeur Benuharnais avaient proposée à Ferdinand. Le 1*' décembre, le roi de Prusse s'était réuni fortement au système continental, par une déclaration qui intenül toute communication entre les Prussiens et les Anglais, jusqu'à la paix de la France et de la Grande-Bretagne. Ce fut à Milan que Napoléon, en réponse du décret britannique du novembre, déclara, le 17 décembre, dénationaliié et de bonne prite tout bâtiment de toute nation qui se serait soumis à la tyrannie du pavillon anglais. Ainsi la déprédation, fiscalité armée, règne sur les mers, tandis que la violence de la politique remplace sur le continent ta puissance des armes. L'Angleterre et le continent font un échange continuel de représailles. Une agitation générale plane sur le monde; un homme seul tient la roue de la fortune et la dirige à son gré, depuis les sommets glacés du Touruseuropéen jusqu'aux rivages brùlans de la Méditerranée. La puissance de l'Angleterre, toute maritime, domine le reste du glol>e, et, maîtresse d'une flotte de plus de mille vaisseaux, elle rend à l*Euroi>c blocus pour blocus. Digitized by Googl»?

que le prince régent apprend, par le *Moniteur* du 13, envoyé extraordinairement à l'ambassadeur d'Angleterre, que la maison de Bragance va cesser de régner; le même jour, pressé qu'il se croit d'obéir au décret de Napoléon, il embarque sa personne, sa famille, son trône, sur huit vaisseaux, et fait voile pour le Brésil avec une mauvaise flotte qu'escorte une escadre anglaise. Il n'y a rien de comparable dans l'histoire à cette émigration subite d'une monarchie devant un général qui, encore à vingt lieues de la capitale, ne compte pas vingt mille hommes sous ses ordres; car, du 17 octobre au 30 novembre, jour de l'entrée de Junot à Lisbonne, son armée de vingt-huit mille hommes a franchi les deux cents lieues qui séparent Bayonne de cette capitale; et nos troupes y arrivèrent diminuées considérablement et épuisées par les fatigues de cette course militaire. La flotte anglaise, il faut bien le dire, quoique forte de seize vaisseaux de ligne, ne fit qu'aider au déménagement de son allié; et le 1er décembre, pendant que cette flotte, qui emporte les pénates de la royauté portugaise, arbore le pavillon du départ, les bâtimens que le prince régent a oubliés arborent le pavillon de l'invasion. On trouva dans le port quatre vaisseaux de ligne, six frégates, douze bricks, et un arsenal abondamment approvisionné. On remarqua la singularité de l'anniversaire : ce fut le 1er décembre 1640 que le pavillon de Bragance avait été arboré à Lisbonne. Cependant les Portugais et les Français étaient loin de penser que de cette fuite, dont rien n'ennoblissait le malheur, il résulterait pour le Brésil un empereur qui donnerait un jour une constitution à la métropole.

Tandis que toutes ces choses se passaient dans la Péninsule, Napoléon suivait à Fontainebleau les intérêts du gouvernement de l'empire et ceux du système continental. Le 5 novembre, la Cour des Comptes était installée avec pompe; cette institution est ancienne; elle honore la monarchie. Ce grand contrôle de l'administration financière de la France assure à cette partie si importante de l'administration générale la garantie qui doit plus que jamais l'investir de la confiance publique. Les comptes de l'empire français sont tenus et rendus avec la fidélité et l'exactitude des comptes d'une maison dont le caissier est probe et le maître économe. La discipline particulière du palais, la plus parfaite qui ait jamais été établie par aucun souverain, est sans doute le modèle de celle qui préside à la comptabilité de l'État, car l'une et l'autre sont ordonnées par l'Empereur lui-même.

Le 6, le comte de Tolstoï, ambassadeur de Russie, présentait à Fontainebleau ses lettres de créance. Le 11, le cabinet de Londres opposait aux arrêts du blocus continental, qui sortaient de toutes les places maritimes de l'Europe, un décret qui soumettait tous les navires neutres ou alliés de la France à la visite, à une station obligée dans un des ports de l'Angleterre, et à une imposition sur leur chargement. Le même jour, la Hollande cédait à la France, par un traité, le territoire ainsi que la ville de Flessingue. Le 16, Napoléon part pour visiter son royaume d'Italie et les nouvelles provinces que lui a données le traité de Presbourg. Il a refusé à son ministre d'aller en Espagne, parce qu'un intérêt, dont le prince Eugène seul doit être le dépositaire, l'appelle en Italie; cet intérêt était son divorce avec la mère du vice-roi. Lucien vint aussi pour un autre intérêt de famille chercher Napoléon à Mantoue. Napoléon retrouva en lui l'ancien ennemi de la famille Beauharnais. Là aussi se décida le mariage de la fille de Lucien avec le prince des Asturies, au lieu de mademoiselle Tascher, que l'Impératrice et l'ambassadeur Beauharnais avaient proposée à Ferdinand. Le 1er décembre, le roi de Prusse s'était réuni fortement au système continental, par une déclaration qui interdit toute communication entre les Prussiens et les Anglais, jusqu'à la paix de la France et de la Grande-Bretagne. Ce fut à Milan que Napoléon, en réponse du décret britannique du 1er novembre, déclara, le 17 décembre, *dénationalisé* et *de bonne prise* tout bâtiment de toute nation qui se serait soumis à la tyrannie du pavillon anglais. Ainsi la déprédation, fiscalité armée, règne sur les mers, tandis que la violence de la politique remplace sur le continent la puissance des armes. L'Angleterre et le continent font un échange continuel de représailles. Une agitation générale plane sur le monde; un homme seul tient la roue de la fortune et la dirige à son gré, depuis les sommets glacés du Taurus européen jusqu'aux rivages brûlans de la Méditerranée. La puissance de l'Angleterre, toute maritime, domine le reste du globe, et, maîtresse d'une flotte de plus de mille vaisseaux, elle rend à l'Europe blocus pour blocus.

The text on this page is estimated to be only 20.97% accurate

IIISTUinii DE NAPOLÉON. 2;'0 CHAPITRE II. (1807.) DE 1.4 ri'ILANDE PAt I E.S RI 4SRS.^RE\nU'TI01 DESPAt^riE.^LE» PKA1«r.AI4 « ADRin. ^HAPOIlni | h\rO!*l?(V;.-> I.A FARIUB RüYALB u'E^PAliAEA BAYOXr^E.-'IRSL'RRBrTinil nr. RADRIIt.— ABniCATlin DECHAELt«lt B^ PAVE! R DE '(«POLEuY.'- JO^EPU» ROI o'ESPAGÜE. — l.E I^KAYR-niC DK DKRG, ROI UE R APLEA.^LE ROI ir U REIAB d'eaPACYE VOYT A COlPlEuYB ET LEY I5PAYS A VAU AKEt. — I YSt'RREllTIOY ESPAGNOLE. ^EV.ACUflOA >t PORTL'CAL PAR LA FRAYCE. I/Ai^clbtbrrb menait üc front ilcux systèmes (l*iti* vasion avec scs Ouïtes. A la fln de déccmiire, elle s'était emparée des Iles Sainl-Tliumas, Saint-Jean et Sainte-Ooix, appartenant à son eiiiieini, le roi de Daneinarck, et de Tlle de Madère, une des plus belles possessions de suii allié, le roi de Portugal. L'Espagne et la France resserraient les liens de leur inimitié commune contre celte puissance; l'une adoptait les mesures que prescrivait le décret impérial de Milan, en date du 17 décembre; l'autre rendait un nouveau décret qui accordait le tiers du produit net de la vente de tout navire et de sa cargaison au détenteur qui, à l'entrée dans nus ports et dans ceux des pays qu'occupaient les lroU|>es rraiiçaises, déclarerait que ledit navire vient soit d'Angleterre, soit des colonies anglaises, ou qu'il a clé visité par des vaisseaux anglais. Cependant^ le ü janvier 1808, une instruction du ministre de la guerre annonce la formation de deux corps ü'ubscrvalion dans le déparlemeiil de ta Gironde; et, le ^1 , le sénat proclame la réunion Â la France du port de Flessingue, des places de Wcsel, de Cassel cl de Kohl, avec leurs dépendances. Dés lors le niiiii tout entier est français. Un autre sénatus-coii* suite appelle le lendemain dix mille conscrits au dr.i])e:iii, bien que l'Kurupc soit en paix, sauf l'Anglelerrc. Le ^7 du même mois, tous les vents ont été favorables à la fortune de Napoléon; il apprend l'arrivée à Rio-Janeiro de la famille de Rragatice. Ce prince était revenu le 1" janvier à Paris de son voyage d'Italie, après avoir fait du portdeVeni.se un cliaiilicr de gr.indes constructions de marine militaire, et décrété également l'ou\erture d'un canal qui doit unir le Pé à la Mediterranée. U pr^ miére quinzaine de février voit les .\nglais dètiaili veinent chassés du royaume de Napk-s par la priR* de Reggio et de Scylla, tandis qu'une proineaatir militaire vient de conduire à Rome uncurp$fraDçais. Cest une mesure de haute police poliliqu< contre les

intrigues britanniques, qui sc crotenl inattaquables à l’abri de la chaire de sainte Ficm. Toul-à-coup la nouvelle se répand que, eiivabk-» contre le droit des gens, Pampelune et RaredAXKunl été occu|iéi‘S mililaireinenl par rarniée française, l’une lu 17, l’autre le â9 janvier. (A‘Ue arméedestinée pour le Portugal et pour une expédition contre Gibraltar, reçoit subileiiieiitPaUitiided'uDr armée d’invasion en Espagne. Surprise dans U técuritc du traité de Fontainebleau, cl de la comenlion plus ancienne qui a placé , en liancmarck, quinze mille (^slillans du marquis de la Rimiana sous les aigles de Napoléon, l’Espagne va bieul^ sortir de la sliqicur qui la saisit au bruit des iruables qui sont près d’agiter sa C/ipîtale. Elle sc trouvera placée en un moment entre la guerre qui éclate | encore une fois dans le palais de ses rois, et «Ik qui enlève scs forteresses. Figuières et Saint-8é6a> tien ont éprouvé le sort de Paiii|M;lunc et de Barci^ lonc. Le grand-duc de Berg, général en chef, dini** celle invasion dans un pays ami. Cependant le Nord offrait à peu près le même spectacle; le jour où les Français surprenairt»^ Pampelune, l’empereur Alexandre iiotiliail au roi de Suède qu’il ne pouvait admettre sa neulraliti' Cl» raison de son alliance avec rAnglelerre,ctquf« conséquence il ne rcsle plus à ce pr/ncc t/'flWrc*
Digitized by Google

que ceut que ta Pro~ rùienve lui avait confie». Le 22 février, une armée russe est eiilrée dans la Finiamie et marche sur Aho. Peu lie temps apres, le rot de Dancmarckdé* clare qu*il adopte les résolutions de la cour de Rus* sic, par rapporta la Suède. La campagne des Russes est rapide. Im 6 avril, Abo cl Wasa sont en leur [Hjuvoir ; le 21 ils s'emparent de l'Ilc de Gothlaod , et le 3 mai, du Gibraltar de la Baltique, de la fa* mcusc place de Sweaborg. Le G mai, un ukase réunit la Finlande à l'empire colossal de Russie. Le Oanemarck est loin de prévoir que l'occupation de la Finlande par les Russes lui fera perdre un jour la Norwègeen faveur de la Suède, aussi sous l'approbation de la cour de Russie. Le droit des nations, le droit public européen cède à la grande raison d'État continentale, la guerre à outrance contre rAngletcrrc cl ses alliés. Mais au milieu des vastes combinaisons politiques qui du nord au midi occupent sa pensée, Napoléon n'uublic ni la prospérité intérieure de la France, ni ce domaine des sciences et des arts qui devait survivre tout entier à sa puissance. I^1"janvier a vu mcUrc à exécution le Code de commerce, promulgué comme loi de l'empire l'année précédente; le 16, un décret a ûxé définitivement les statuts de la Banque de France. Les quatre classes de l'Institut furent successivement admises à présenter à rEnipereur,cn son conseil, leurs rapports sur rélnt des sciences physiques cl mathématiques, de l'histoire et de la littérature ancienne, de la langue et de la littérature françaises, et enfin des beaux-arts, depuis 1789. Les progrès dont le tableau lui«sl habilement retracé par Delambrc, Cuvier, Dacicr, Ghcnieret Lebreton, rapporteurs de leurs différentes classes, ne forment pas des conquêtes moins brillantes que celles qu'ont obtenues les années de la révolution; elles sont plus durables : elles constituent à jamais la vraie noblesse de la nation. Mais en dehors de celle aristocratie du génie, Na[>oléon veut reconnaître aussi celle des titres héréditaires ; le rcnouvellciiicnt de ceux de prince, de duc , de comte , de baron , de chevalier , entraîne le rétablissement des majorats, et le régime des substitutions altère subitement le droit français. Cette exception, qui s'élève au milieu de la France, üépopularise son auteur, tandis que la réprobation publique, qui atteint cette institution renaissante et surannée, trouble la jouissance des titulaires; c'est parle ridicule que la France, et surtout la capitale, se vengèrent de ces nouveaux Hi'igneurs. Ias anciens ne gagnèrent pas à celle émission nobiliaire In conservation de leurs titres ; ils

durent faire, comme les autres, les preuves de leur furluiic et de leurs fonctions. Gc système d'égalité dans une fondation toute arisb>cratique était singulier, il annonçait l'empire de la révolution jusque dans la reslauratnm de ce qu'elle avait proscrit, et on vil les chefs des plus illustres maisons de la France, qui apparurent à ce bizarre concours d'une noblesse décrétée, accepter des titres inférieurs à ceux qu'ils avaient portés et à ceux que recevaient les hommes les plus fougueux de la république. Fouché fut nommé duc, et te premier ha~ roncAré/Zen fut nommé comte. La fondation de l'I'nivcrsilé impériale et des Académies, partout ou siégeait une cour d'appel , eut lieu (h'u de jours après. M. de Fonlanes, président du Corps-Législatif, devint le grand-maître de ITniversilé. Au coiiiniuncemcntde 1808, l'Espagne était toute française, ou plutôt toute napoléonienne. Le voyage de l'Empereur à Madrid avait reçu de l'impatience des peuples de ce royaume une sorte de certitude oflicielle. La grande armée de réserve de la Gironde s'appelait l'armée libératrice. On espérait qu'elle renfermait des corps de la garde impériale, ce qui devait confirmer la nouvelle de l'arrivée prochaine de Napoléon. lU'tte tirmée était entrée par les deux portes de Perpignan et de Bayonne ; on avait élevé des arcs de triomphe dans toutes les villes, clinéinc dans les plus petits villages, sur la route qu'il fallait suivre jusqu'à l'embranchement de celles qui de Burgos conduisent à Madrid. Lfn enthousiasme qui prouvait toute la misère de la nation avait fait afiluer sur le passage des troupes impériales une foule immense d'habilans, accourus des provinces voisines pour voir, pour porter en triomphe le héros dont la protection était devenue si populaire. Ce scDlimcnl exerçait tant de puissance sur les Espagnols, que la surprise de Painpelune, de .Mont-Jouy, de Saint-Sébastien, de Figuières, de Barcelone, ne put ébranler leur confiance, et qu'ils acceptèrent sans arrière-pensée les explications des généraux français relativement à la nécessité d'assurer les derrières de raniiée. D'ailleurs on s'cntrelcnaitpubliqucmcnl d'une expédition en Afrique et du siège de Gibraltar ; ce projet, dans l'état d'animosité des Espagnols contre l'Ariglelerrc, ne contribuait pas faibemcnl à exalter encore eu faveur des Français l'esprit de la multitude. Au palais la scène était dilTérenlc; le prince de la Paix, c'est-à-dire la famille royale et le gouvernement, avait subitement perdu toute espérance. Le retour de son agent Isquierdo produisit ce terrible changement ; celui-ci annonça qu'il n'était plusquestion du traité de Fontainebleau ; que l'Empereur exigeait la réunion à l'empire des proviners de la rive gauche de l'Ebrc, déjà occupées

par l’armée française, et que celle cession serait compensée par celle du Portugal. Celle nouvelle transpir.1 Digitized by

moyens de couvrir ses États, que ceux que la Providence lui avait confiés. Le 22 février, une armée russe est entrée dans la Finlande et marche sur Abo. Peu de temps après, le roi de Danemarck déclare qu'il adopte les résolutions de la cour de Russie, par rapport à la Suède. La campagne des Russes est rapide. Le 6 avril, Abo et Wasa sont en leur pouvoir; le 24 ils s'emparent de l'île de Gothland, et le 3 mai, du Gibraltar de la Baltique, de la fameuse place de Sweaborg. Le 6 mai, un ukase réunit la Finlande à l'empire colossal de Russie. Le Danemarck est loin de prévoir que l'occupation de la Finlande par les Russes lui fera perdre un jour la Norwège en faveur de la Suède, aussi sous l'approbation de la cour de Russie. Le droit des nations, le droit public européen cède à la grande raison d'État continentale, la guerre à outrance contre l'Angleterre et ses alliés.

Mais au milieu des vastes combinaisons politiques qui du nord au midi occupent sa pensée, Napoléon n'oublie ni la prospérité intérieure de la France, ni ce domaine des sciences et des arts qui devait survivre tout entier à sa puissance. Le 1er janvier a vu mettre à exécution le Code de commerce, promulgué comme loi de l'empire l'année précédente; le 16, un décret a fixé définitivement les statuts de la Banque de France. Les quatre classes de l'Institut furent successivement admises à présenter à l'Empereur, en son conseil, leurs rapports sur l'état des sciences physiques et mathématiques, de l'histoire et de la littérature ancienne, de la langue et de la littérature françaises, et enfin des beaux-arts, depuis 1789. Les progrès dont le tableau lui est habilement retracé par Delambre, Cuvier, Dacier, Chenier et Lebreton, rapporteurs de leurs différentes classes, ne forment pas des conquêtes moins brillantes que celles qu'ont obtenues les armées de la révolution; elles sont plus durables : elles constituent à jamais la vraie noblesse de la nation. Mais en dehors de cette aristocratie du génie, Napoléon veut reconnaître aussi celle des titres héréditaires; le renouvellement de ceux de prince, de duc, de comte, de baron, de chevalier, entraîne le rétablissement des majorats, et le régime des substitutions altère subitement le droit français. Cette exception, qui s'élève au milieu de la France, dépopularise son auteur, tandis que la réprobation publique, qui atteint cette institution renaissante et surannée, trouble la jouissance des titulaires; c'est par le ridicule que la France, et surtout la capitale, se vengèrent de ces nouveaux seigneurs. Les anciens ne gagnèrent pas à cette émission nobiliaire la conservation de leurs titres; ils durent faire, comme les autres, les preuves de leur fortune et de leurs fonctions. Ce système d'égalité dans une fondation toute aristocratique était singulier, il annonçait l'empire de la révolution jusque dans la restauration de ce qu'elle avait proscrit, et on vit les chefs des plus illustres maisons de la France, qui apparurent à ce bizarre concours d'une noblesse décrétée, accepter des titres inférieurs à ceux qu'ils avaient portés et à ceux que recevaient les hommes les plus fougueux de la république. Fouché fut nommé duc, et *le premier baron chrétien* fut nommé comte. La fondation de l'Université impériale et des Académies, partout où siégeait une cour d'appel, eut lieu peu de jours après. M. de Fontanes, président du Corps-Législatif, devint le grand-maître de l'Université.

Au commencement de 1808, l'Espagne était toute française, ou plutôt toute napoléonienne. Le voyage de l'Empereur à Madrid avait reçu de l'impatience des peuples de ce royaume une sorte de certitude officielle. La grande armée de réserve de la Gironde s'appelait l'*armée libératrice*. On espérait qu'elle renfermait des corps de la garde impériale, ce qui devait confirmer la nouvelle de l'arrivée prochaine de Napoléon. Cette armée était entrée par les deux portes de Perpignan et de Bayonne; on avait élevé des arcs de triomphe dans toutes les villes, et même dans les plus petits villages, sur la route qu'il fallait suivre jusqu'à l'embranchement de celles qui de Burgos conduisent à Madrid. Un enthousiasme qui prouvait toute la misère de la nation avait fait affluer sur le passage des troupes impériales une foule immense d'habitans, accourus des provinces voisines pour voir, pour porter en triomphe le héros dont la protection était devenue si populaire. Ce sentiment exerçait tant de puissance sur les Espagnols, que la surprise de Pampelune, de Mont-Jouy, de Saint-Sébastien, de Figuières, de Barcelone, ne put ébranler leur confiance, et qu'ils acceptèrent sans arrière-pensée les explications des généraux français relativement à la nécessité d'assurer les derrières de l'armée. D'ailleurs on s'entretenait publiquement d'une expédition en Afrique et du siége de Gibraltar; ce projet, dans l'état d'animosité des Espagnols contre l'Angleterre, ne contribuait pas faiblement à exalter encore en faveur des Français l'esprit de la multitude.

Au palais la scène était différente; le prince de la Paix, c'est-à-dire la famille royale et le gouvernement, avait subitement perdu toute espérance. Le retour de son agent Isquierdo produisit ce terrible changement; celui-ci annonça qu'il n'était plus question du traité de Fontainebleau; que l'Empereur exigeait la réunion à l'empire des provinces de la rive gauche de l'Ebre, déjà occupées par l'armée française, et que cette cession serait compensée par celle du Portugal. Cette nouvelle transpira

The text on this page is estimated to be only 28.94% accurate

HISTOIRE DE NAl>OLEON. insensiblement dans la haute so€iarl. Les aveugles ennemis du favori donnèrent réveil à Madrid et dans les campagnes, dans la province de la Manche surtout, comme sur une calamité publique, et une fouie de paysans armés, renforcés d'une partie de la population de la captlale et de toute celle d'Aranjuez, aflluèrent subitement dans cette résidence. L'ambassadeur Beauharnais, qu'on n'y voyait ordinairement que lorsque l'étiquette l'exigeait, arriva inopinément de Madrid, cl contribua par sa présenc * à précipiter le moment de l'explosion. Dans les crises des gouverneniens absolus, les troupes redeviennent toujours populaires; depuis long-temps d'ailleurs indisposées contre Godoy, dont la domination leur était également Insupportable, elles s'unirent avec les habilans. Jamais erreur plus universelle R'avail obscurci le jugement de toute une nation et des factions qui s'agitaient au-dessus d'elle. Plus cctlr erreur fut grave et générale, plus terrible aussi et plus unauiinc devait être le réveil de l'Fspagne; car tout le monde se trompait à Aranjuez, excepte Godoy qui, ayant bien vu son danger, se décidaità s'exiler avec la famille royale, pour réguer encore sur elle dans scs possessions «rAiiiériquc. (Juaiità Ferdinand et aux Espagnols, il est bien certain que ce départ détruisait tout naturellciiieiit les obstacles qui s'opposaient au rétablissement de la sécurité publique et à l'existcncc politique du royaume. IVut-èlrc faut-il penser que H. de Bt'auhaniais, en témoignant une opposition manifeste à la résolution du roi, compromit et compliqua d'une manièn' inextricable les intérêts, quels qu'ils fussent, de son souverain. Il y avait sans doute un autre parti à prendre pour Charles IV, si son conseiller avait eu un caractère généreux et eût fait estime de la dignité de sa nation; c'était d'aller attendre dans rincipugnablc Cadix , au milieu de son armée , le résultat des circonstances. Certes, il est facile dr croire que le {Kruple espagnol sc serait aussi bien défendu pendant que le roi aurait occupé U plo« forte place de ses Etats, que pendant le séjour du prince des Asturies à Valencey. On accusait maintenant Godoy d'avoir appelé en Espagne les bataillons français. Le IG, le r«»i fit publier une autre proclamation par laquelle, apri-s avoir remercié ses sujets de leur noble agiiatiom. il leur disait : « Sachezque l'armée de mon cher allie, .. l'Empereur des Français, traverse mes Étals avec « dos seiiliinens de paix cl d'amitié. FAlc a pour H but de sc porter sur les points menacés d'un de

The text on this page is estimated to be only 28.76% accurate

mSTOIBB UK NAlHJt.ÉÜN. 573 *> barqucmcnt de l'ennemi (des Anglais). La rcu•c nion d'un corps de ma garde n'a pour objet ni de «défendre ma personne, ni de m'accompagner « dane un royage que la malignité voue a fOit $up‘ •I poter néceeeaife, » Celle seconde proclamation n'oblint pas plus de succès que la première. Le peuple était persuadé que Godoy avait invoqué le secours du prince Mu> rat qui s'approchait de Madrid, et il avait résolu de sacrifier le favori à sa vengeance, dût le roi luiniéinc descendre d*un trône que Godov souillait chaque jour par la plus indigne usurpation. En efTet, le â7 mars, en réponse à une lettre de son père, Ferdinand disait : u ..... J'ai promis à « Votre Majesté de laisser la vie à Don Mariocl w Godoy , je suis homme de parole et je n'y manU querai pas. Mais le peuple est très alarmé; il (t croit que les Français ne sont venus à Madrid que •I pour prendre sa défense et pour le sauver, n Le nom de Ferdinand était dans toutes les bouches. Cet avènement populaire, dont le principe était l'honneur et le salut de l'Espagne, devait jeter de profondes racines. Ferdinand se trouva tout-à-coup à la tète de la nation , et il se souvenait de l'Kscurial. Le même Jour, voyant l'inutilité de leurs proclamations, et assurés qu'ils ne pouvaient compter sur la protection des troupes, le roi cl la reine résolurent de partir sans escorte au milieu de la nuit. Mais ce projet fut encore éventé malheureusement, et la reine accusa son (Ils, dans une longue lettre qu'elle écrivit le â4 mars au grand-duc de

Ilerg,

« barquement de l'ennemi (des Anglais). La réu-
« nion d'un corps de ma garde n'a pour objet ni de
« défendre ma personne, *ni de m'accompagner*
« *dans un voyage que la malignité vous a fait sup-*
« *poser nécessaire.* »

Cette seconde proclamation n'obtint pas plus de succès que la première. Le peuple était persuadé que Godoy avait invoqué le secours du prince Murat qui s'approchait de Madrid, et il avait résolu de sacrifier le favori à sa vengeance, dût le roi lui-même descendre d'un trône que Godoy souillait chaque jour par la plus indigne usurpation. En effet, le 27 mars, en réponse à une lettre de son père, Ferdinand disait : « ..... J'ai promis à
« Votre Majesté de laisser la vie à Don Manoel
« Godoy, je suis homme de parole et je n'y man-
« querai pas. Mais le peuple est très alarmé; il
« croit que les Français ne sont venus à Madrid que
« pour prendre sa défense et pour le sauver. » Le nom de Ferdinand était dans toutes les bouches. Cet avènement populaire, dont le principe était l'honneur et le salut de l'Espagne, devait jeter de profondes racines. Ferdinand se trouva tout-à-coup à la tête de la nation, et il se souvenait de l'Escurial. Le même jour, voyant l'inutilité de leurs proclamations, et assurés qu'ils ne pouvaient compter sur la protection des troupes, le roi et la reine résolurent de partir sans escorte au milieu de la nuit. Mais ce projet fut encore éventé malheureusement, et la reine accusa son fils, dans une longue lettre qu'elle écrivit le 24 mars au grand-duc de Berg, d'avoir donné le signal de l'attaque. « Mon fils Fer-
« dinand, dit-elle, était à la tête de la conjuration.
« Toutes les troupes étaient gagnées par lui. Il fit
« sortir une lumière à une de ses fenêtres, signe
« qui fit commencer l'explosion... » Quoi qu'il en soit de ces circonstances, il n'est pas douteux qu'au lieu de se mettre à la tête de l'insurrection et probablement de l'avoir provoquée, il eût été politique à Ferdinand de favoriser au contraire de tous ses moyens le départ de son père et de sa mère, de faire tomber ainsi Godoy dans ses propres filets, et de se dérober ensuite à l'embarquement de sa famille pour régner sur l'Espagne, dont il devenait l'unique espoir. Son droit se trouvait décidé par la vacance du trône; mais il fut aussi mal conseillé que ses ennemis.

Le 17, à quatre heures du matin, la foule se porta en armes au palais de Godoy, et fut d'abord repoussée par sa garde. Cependant les gardes du corps, après avoir arrêté son frère qui les commandait, se joignirent aux révoltés et enfoncèrent bientôt les portes du palais. Godoy n'eut que le temps de se réfugier dans un grenier, où il resta caché vingt-quatre heures sans prendre aucune nourriture. Enfin le roi, pressé de toutes parts, voulut conjurer l'orage en proclamant *qu'il donnait au prince de la Paix la démission de toutes ses charges, et qu'il prenait lui-même le commandement de toutes ses troupes*, et il écrivit à l'empereur Napoléon pour l'informer de cette disposition. Malgré ces démonstrations, la foule poursuivit alors son triomphe avec plus de vigueur, et Ferdinand accepta d'elle la royauté séditieuse qu'elle lui conférait. Le lendemain, un domestique resté fidèle à Godoy, fut reconnu comme il allait chercher des alimens pour son maître, et, forcé par la nécessité de sauver sa propre vie, il découvrit la retraite du prince. Dans cet intervalle, le roi avait abdiqué en faveur d'un rebelle, sous la condition verbale que Godoy serait épargné. Ferdinand n'oublia pas la parole qu'il venait de donner à son père; il arriva à temps pour arracher le prince de la Paix à la fureur de la populace. Il promit qu'il en serait fait justice, et le constitua prisonnier dans ce même palais de Villa-Viciosa, où se passait cette terrible scène. Le décret d'abdication fut aussitôt publié; il avait pour motif : *l'état d'infirmité du roi et le besoin de jouir de la vie privée dans un climat plus tempéré.* Jamais dévoûment d'un souverain à son sujet n'égala celui de Charles IV envers Godoy. Il renonçait à cause de lui à sa couronne, et ne mettait que le salut de son ministre pour condition à cet immense sacrifice! Cette abdication, annoncée le 19 à Aranjuez, produisit un effet magique. Les armes tombèrent des mains d'une multitude effrénée; ce calme subit révéla éloquemment au roi et à la reine toute la pensée de la nation.

L'abdication, signée au milieu des baïonnettes et du tumulte du peuple et des soldats, devait avoir de fatales conséquences; car aux yeux de personne elle ne put passer pour un acte libre et volontaire. La nation l'accepta, parce qu'il la délivrait de l'odieux gouvernement du prince de la Paix; mais il était bien permis à la famille royale de protester contre une telle violation des droits les plus sacrés; aussi la reine continua ainsi sa relation au grand-duc de Berg : « ..... Dans le même moment on découvrit le
« prince de la Paix. Le roi envoya chercher son fils
« et le fit aller chercher ce malheureux prince, la
« victime pour être notre ami et l'ami des Français,
« et surtout du grand-duc. Il y fut, et ordonna
« qu'on n'y touchât pas... et lui dit, avec le com-
« mandement comme s'il était roi : *Je te pardonne*
« *la vie.* Le prince de la Paix, malgré ses grandes
« blessures, le remercia et demanda *s'il était déjà*
« *roi;* il lui répondit : *Non pas encore, mais cela*
« *sera bien vite...* Après, il devait y avoir le 19 que
« fut l'abdication, un tumulte plus fort que le pre-
« mier *contre la vie du roi, mon mari, et la mienne,*

The text on this page is estimated to be only 27.06% accurate

mSTOIRK ÜE NAEÜEÉO.N. 27 i « ce qui nous obligea ù faire cette démarche (Tab« dication)... Mon fils a fait cette conspiration pour •> détrôner le roi son père, n Le k‘n , Lbarlus Instruisit rLm|KTeiir de son abdication. Le même jour aussi, le premier acte de la souveraineté de Ferdinand fut un édit qui conlisquail, au proül de la couronne, tous les biens du prince de la i'aix, meubles et immeubles. 11 faut le dire, celte satisfaction était due û la nation espagnole. Ferdinand annonça ensuite qu’il allait se rendre à Madrid pour s'y faire proclamer. Le duc creur le comte Fernando Nunez, pour l’informer de son avènement; le comte avait aussi la mission de voir de ses yeux la nièce de l’Empereur, destinée à être l’épouse de Ferdinand. Napoléon était attendu le ÔO en Es|>agne; des relais furent disposés sur la roule de Madrid à Bayonne. Mais!) conduite du grand-duc de Berg, qui s’ahsliont d'aller saluer Ferdinand et de le reconnaître comn>r roi, jette soudain dans l'esprit de ce prince riiiquiélude la plus vive; il craint, cl avec rais<>n. d’élre prévenu auprès du grand-duc par son pfnet par sa mère. En effet, plusieurs fois chaque jour, des lettres du roi, de la reine , de leur lillr Marie-Louise d'Étruric, dénoncent au grand-sé seulement l’obligation dr répondre exactement à la correspondance journalière de la reine. Les lettres de cotte princesse, toutes dictées par une passion véritablement nieur trière contre son fils, témoignaient autbentiquemeut de la dissolution complète où étaient tombées l’existence et la dignité de la famille royale, tant par rapport aux membres qui la composaient que par rapport à la nation espagnole. Tuittos ces lettres durent prouver chaque jour à Napoléon l’incompatibilité invincible qui s’élevait entre le trônr et les princes destinés à l’occuper. Cependant le peuple, qui ne sc trompe jamais sur scs sentinicns, ne prend point le change au milieu des dissentiinens irréconciliables qui partagent les deux cours, et il continue à reprocher au favori déchu l’aTilissement de l'Espagne et la désunion de la maison

régnante. Il refuse même au vieux roi, en raison d

« *ce qui nous obligea à faire cette démarche* (l'ab-« dication)... *Mon fils a fait cette conspiration pour* « *détrôner le roi son père.* »

Le lendemain, Charles instruisit l'Empereur de son abdication. Le même jour aussi, le premier acte de la souveraineté de Ferdinand fut un édit qui confisquait, au profit de la couronne, tous les biens du prince de la Paix, meubles et immeubles. Il faut le dire, cette satisfaction était due à la nation espagnole. Ferdinand annonça ensuite qu'il allait se rendre à Madrid pour s'y faire proclamer. Le duc de l'Infantado reçut, avec le grade de colonel des gardes, la présidence du conseil de Castille. Aussitôt ces différentes résolutions rendues publiques, le peuple et les soldats pillèrent, soit à Madrid, soit à Aranjuez, le palais du prince de la Paix, de plusieurs de ses parens, des ministres, et en brûlèrent les meubles sur la place publique.

Mais, le 21, le roi fit un acte de protestation secret sur son abdication de l'avant-veille, et se hâta de l'adresser à l'Empereur. « ..... Je n'ai déclaré « me démettre de ma couronne, que lorsque le « bruit des armes et des clameurs d'une garde in-« surgée me faisait assez connaître qu'il fallait choi-« sir *entre la vie et la mort, qui eût été suivie de* « *celle de la reine...* » Ainsi Ferdinand était accusé de parricide par sa mère auprès du grand-duc de Berg, et par son père auprès de l'Empereur. De telles confidences, de telles accusations, jugeaient à elles seules la maison d'Espagne.

Cependant, d'après ces événemens, le grand-duc de Berg, sans prendre les ordres de Napoléon, avait cru devoir quitter Burgos, et comme s'il eût conçu le projet de s'asseoir sur un trône qui lui paraissait vacant, il s'avança vers Madrid à la tête des corps de Moncey et de Dupont. Il avait probablement interprété en sa faveur l'impatience ancienne de cette capitale à recevoir Napoléon, dont à ses yeux il était le précurseur. Cette ambition, mal déguisée, aveugla Murat et eut pour conséquence la faute bientôt irréparable d'arriver à Madrid la veille du jour où Ferdinand devait s'y montrer en qualité de roi des Espagnes. Les habitans se trouvaient si heureux de leur triomphe sur Godoy, qu'ils regardèrent avec une sorte d'indifférence la présence des troupes de Murat. L'entrée solennelle de Ferdinand, qui eut lieu le lendemain 24, porta au dernier degré d'enthousiasme la population de Madrid.

Le nouveau souverain se hâta d'envoyer auprès de l'Empereur le comte Fernando Nunez, pour l'informer de son avènement; le comte avait aussi la mission de voir de ses yeux la nièce de l'Empereur, destinée à être l'épouse de Ferdinand. Napoléon était attendu le 30 en Espagne; des relais furent disposés sur la route de Madrid à Bayonne. Mais la conduite du grand-duc de Berg, qui s'abstient d'aller saluer Ferdinand et de le reconnaître comme roi, jette soudain dans l'esprit de ce prince l'inquiétude la plus vive; il craint, et avec raison, d'être prévenu auprès du grand-duc par son père et par sa mère. En effet, plusieurs fois chaque jour, des lettres du roi, de la reine, de leur fille Marie-Louise d'Étrurie, dénoncent au grand-duc jusqu'à la haine de Ferdinand pour la France, appellent sur lui toute la rigueur de Napoléon, et sur Godoy la protection de son lieutenant. En raison de ses projets, Murat n'était pas disposé à l'indulgence pour Ferdinand; aussi s'empresse-t-il de transmettre à l'Empereur cette scandaleuse correspondance. Il est à remarquer que, dès sa première note adressée au grand-duc, Marie-Louise demanda à l'Empereur un asile pour elle, pour le roi et le prince de la Paix, hors de l'Espagne; cette demande fut plus d'une fois renouvelée. La reine sollicitait également le grand-duc, lorsqu'elle lui écrivait, de venir voir le roi; mais Murat observait, vis-à-vis de l'ancienne cour, la même réserve qu'avec la nouvelle; il s'était imposé seulement l'obligation de répondre exactement à la correspondance journalière de la reine. Les lettres de cette princesse, toutes dictées par une passion véritablement meurtrière contre son fils, témoignaient authentiquement de la dissolution complète où étaient tombées l'existence et la dignité de la famille royale, tant par rapport aux membres qui la composaient que par rapport à la nation espagnole. Toutes ces lettres durent prouver chaque jour à Napoléon l'incompatibilité invincible qui s'élevait entre le trône et les princes destinés à l'occuper. Cependant le peuple, qui ne se trompe jamais sur ses sentimens, ne prend point le change au milieu des dissentimens irréconciliables qui partagent les deux cours, et il continue à reprocher au favori déchu l'avilissement de l'Espagne et la désunion de la maison régnante. Il refuse même au vieux roi, en raison de la sollicitude qu'il manifeste à l'égard de Godoy, sinon un respect, qui, en Espagne, est impérissable pour la majesté royale, du moins l'attachement qu'il a toujours porté si justement aux vertus et à la bonté de cet excellent monarque. Aussi la haine contre Godoy devint chez les Espagnols de l'amour pour Ferdinand.

Cependant une seconde fois ce prince s'est trop pressé de prendre le sceptre; il ignore ce qui se passe à Paris dans les conseils de Napoléon; il ignore en outre ce qui se passe à Madrid dans le camp français. S'il dédaigne les intérêts qu'il vient de blesser dans la personne de Godoy, emprisonné et dépouillé par lui, il ne calcule pas l'influence pro-

HISTUIIIK UE NAPOLÉON. chaîne quccct outrage fait à aon père aura peut-être sur sa propre destinée. Ferdinand ii'a pas compris non plus le péril où l'abdication forcée de Charles IV {H'ul entraîner le Hls coupable qui vient d'usurper la couronne. èrc et sa mère, qui, par les conseils de Oodoy, après l'afTaire de l'Escurial, sollicitent de concert pour Ferdinand la main d'une princesse impériale de France. Godoy, ayant appris la mise au néant du traité de Fontainebleau, a voulu, en enlevant i Ferdinand le mérite d'une pareille demande, sc forliücr d'un nouvel appui auprès de Napoléon. Cependant, dès qu'il connut les événemens d'Aranjucx, et en réponse k la correspondance du grand-agnc; s'ils craignent ;>our leurs privilèges cl pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse, gui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus. « Le prince de la Paix est déleste, parce qu'on l'accusi* d'avoir livré l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi à l'usurpation de Ferdinand ; le [>arti populaire est le plus faible. « Le prince des .\sturies n'a aucune des qualités qui sont necessaires au chef d'une nation; cela s'empêchera pas que pour nous l'opposer on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'un use de violence envers les personnages de celte famille; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes; c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerreintérieure: divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de soulèvement total à la monarchie entière. M Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables ; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper celle occasion de multiplier nos embarras : elle cx(>édic journellement des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la filédilcrranéc; elle fait des etirôlemens de Siciliens et de Portugais. U La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes,

il n’y a qu'une révolution qui puisse changer l’état de ce |>ays; c’est p

chaine que cet outrage fait à son père aura peut-être sur sa propre destinée. Ferdinand n'a pas compris non plus le péril où l'abdication forcée de Charles IV peut entraîner le fils coupable qui vient d'usurper la couronne. Godoy s'aveuglait au sujet de son importance dans l'esprit de l'Empereur, parce qu'il avait fait le traité de Fontainebleau, à présent annulé; Ferdinand s'aveugle également, parce qu'il croit avoir gagné la protection de l'Empereur en lui demandant pour femme une personne de son sang. Sur ce point seulement il est d'accord avec son père et sa mère, qui, par les conseils de Godoy, après l'affaire de l'Escurial, sollicitent de concert pour Ferdinand la main d'une princesse impériale de France. Godoy, ayant appris la mise au néant du traité de Fontainebleau, a voulu, en enlevant à Ferdinand le mérite d'une pareille demande, se fortifier d'un nouvel appui auprès de Napoléon.

Cependant, dès qu'il connut les événemens d'Aranjuez, et en réponse à la correspondance du grand-duc de Berg, Napoléon lui adressa la lettre suivante. Cette lettre, si importante, fera mieux juger que toutes les réflexions, quelle était l'opinion ou plutôt l'incertitude de Napoléon sur les affaires de l'Espagne et sur sa propre position vis-à-vis de ce royaume à l'époque du 29 mars.

« Monsieur le grand-duc de Berg,

« Je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événemens; je reste dans une grande perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usé les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne; s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse, *qui pourront éterniser la guerre.* J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

« Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi à l'usurpation de Ferdinand; le parti populaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation; cela n'empêchera pas que pour nous l'opposer on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnages de cette famille; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes; c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure: divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de soulèvement total à la monarchie entière.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras: elle expédie journellement des *avisos* aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée; elle fait des enrôlemens de Siciliens et de Portugais.

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays; c'est peut-être celui de l'Europe qui est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre?

« Irai-je à Madrid? exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV: son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi; le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. La reine Élisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événemens qui vont suivre... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre.

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris V. A. I. de s'emparer si précipitamment de Madrid: il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi, qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant

 les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J*ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux roi, voir ce qui s'y passe : il sc concertera avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre ; en alleridant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire. « Vous ne m'engagerexà uneenlrevucen Espagne avec Fcniinand que si vous Jugez la situation des choses telle que jeoeition... Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite ; cela me nuirait, et vous nuirait encore plus qu'à moi. U V'ous allez trop vile dans vos instructions du 14 : la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide à cause de révéncmenl du 19 mars. Il y a des changeniens à faire; vous donnerez de nouvelles dispositions; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères. U J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère ; point do grâce pour les plus fautes. 1/on aura pour l'habitant les plus grands égards ; l'oo respectera principalemeni les églises et les couvens. M 1/armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole , soit avec des détachemens; il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une amorce. w Laissez Solano dépasser Badajos, faites-Ie observer ; donnez vous-même riodlcation des marches de votre armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. 5i' la guerre e'allumait, tout eerait perdu. U Cest à la politique cl aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols. K Vous m'enverrez deux esUfeltcs par jour; m cas d'évciicmens majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance : vous me renverrez sur-i^ cbamp le chambellan de Tournon qui vous porte celte dépêche; vous lui remettrez un rap)H>rt détaillé. Sur ce, etc. U Napoléos. » Il résulte de celte lettre remarquable que le grand-duc de Berg avait commis la faute politique la plus blâmable en venant, pour ainsi dire, ivre une armée préparer à Madrid l'entrée du roi Ferdinand : ce qui devait ôter au peuple de ccttcvilk rinüépendancc de la manifestation de son opinion sur cet événement. 11 était évident aussi que Nipoléon condamnait la royauté du Charles IV , et que. sans approuver celle de Ferdinand, il n'élait pas éloigné de le reconnaître cl de traiter avec lui. Sipuléun ne dissimulait pas non plus qu'il rcgrciuii que la famille royale ne fût point partie pour TAiiiérique; il voyait la nécessité d'une révolution ei> Espagne ; il ue eavait pae lui tnéme le parit

gv'if prendrait : celui de placer Joseph sur le trône d’Espagne n’exislail pas encore , puisque l'Emperrur semblait réserver le Portugal au grand -duc de BiTg. Napoléon s’abandonnait tout-à-fait au mouvement des circonstances, et n’avait de bien arrêté dans ses idées que la force de la nation espagnole, la crainte d’une levée en masse qui pourrait éterniser le guerre, et la certitude que tout eerait perdu $i guerre e'allumait. Cette lettre prouvesuflisamment que Napoléon, si mal servi par son ambassadeur lors des affaires de l’Escurial et d'.\ranjucz, ne Tétait pas mieux par son lieutenant, à qui il reproehr l’occupation de Madrid, et, comme cédant à un se. crel pressentiment, la marche du général Dupont sur 'l\)iède : elle ne laisse aussi aucun doute sur l’empire que Napoléon eût exercé en Espagne sis mois plus tôt, s’il fût arrivé à Madrid en souverain Digitized by Couple

les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux roi, voir ce qui s'y passe : il se concertera avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre ; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire.

« Vous ne m'engagerez à une entrevue *en Espagne* avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy ; vous exigerez pour eux et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai : cela ne sera pas difficile, *je n'en sais rien moi-même.*

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de la civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité ; des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée ; la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au Concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qui peuvent résulter d'une régénération politique : l'ordre et la paix dans l'intérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits ; ne brusquez aucune démarche ; je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller porter la guerre de ce côté.

« *Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition...* Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite ; cela me nuirait, et vous nuirait encore plus qu'à moi.

« Vous allez trop vite dans vos instructions du 14 : la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide à cause de l'événement du 19 mars. Il y a des changemens à faire ; vous donnerez de nouvelles dispositions ; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

« J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère ; point de grace pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards ; l'on respectera principalement les églises et les couvens.

« L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachemens ; il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une amorce.

« Laissez Solano dépasser Badajos, faites-le observer ; donnez vous-même l'indication des marches de votre armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. *Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.*

« C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par jour ; en cas d'événemens majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance : vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de Tournon qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport détaillé. Sur ce, etc.

« NAPOLÉON. »

Il résulte de cette lettre remarquable que le grand-duc de Berg avait commis la faute politique la plus blâmable en venant, pour ainsi dire, avec une armée préparer à Madrid l'entrée du roi Ferdinand : ce qui devait ôter au peuple de cette ville l'indépendance de la manifestation de son opinion sur cet événement. Il était évident aussi que Napoléon condamnait la royauté de Charles IV, et que, sans approuver celle de Ferdinand, il n'était pas éloigné de le reconnaître et de traiter avec lui. Napoléon ne dissimulait pas non plus qu'il regrettait que la famille royale ne fût point partie pour l'Amérique ; il voyait la nécessité d'une révolution en Espagne ; *il ne savait pas lui-même le parti qu'il prendrait :* celui de placer Joseph sur le trône d'Espagne n'existait pas encore, puisque l'Empereur semblait réserver le Portugal au grand-duc de Berg. Napoléon s'abandonnait tout-à-fait au mouvement des circonstances, et n'avait de bien arrêté dans ses idées que la force de la nation espagnole, la crainte d'une levée en masse *qui pourrait éterniser la guerre*, et la certitude *que tout serait perdu si la guerre s'allumait.* Cette lettre prouve suffisamment que Napoléon, si mal servi par son ambassadeur lors des affaires de l'Escurial et d'Aranjuez, ne l'était pas mieux par son lieutenant, à qui il reproche l'occupation de Madrid, et, comme cédant à un secret pressentiment, la marche du général Dupont sur Tolède : elle ne laisse aussi aucun doute sur l'empire que Napoléon eût exercé en Espagne six mois plus tôt, s'il fût arrivé à Madrid en souverain

 conciliatcar de la famille royale. Il aurait accompli alors dans le palais , cl avec le palais » la révolution qu*il ne pouvait plus opérer en mars 1808 que con> tre la nation, et peut-être contre lui-méme. •< J’ai n des partisans; si je me présente en conquérant je n n’en aurai plus. » C’est dans cette anxiété d’es* prit que i'Kmpcreur décida son départ pour Jlayonne. A cette époque, le général Savary, duc de Rovigo, se trouvait à Madrid, où il avait été envoyé auprès de Charles IV, avec une mission relative au voyage de la famille royale à Bayonne. Il n'était pas dillicilc d’y déterminer le roi et la reine. Celte princesse écrivait encore, le 8 avril, au grandduc de Berg. « Nous demandons à Votre Altesse M qu’elle fasse que l’Empereur nous envoie le plus U tôt possible hors d’Espagne , le roi mon mari , » notre ami le prince de la Paix, moi , et aussi ma *1 pauvre fille; mais surtout tous les trois le plus •* tôt possible; sans cela nous ne sommes pas en •i Sûreté... » 11 y eut donc au premier mot du général Savary, de la part de la vieille cour, non-sculcment conseiilcmcnt, mais empressement à courir se jeter à Bayonne dans les bras de Napoléon ; elle n’avait qu’une inquiétude, c’était d’étre prévenue par Ferdinand. Ce prince, dont la répugnance au départ pour Bayonne eût paru naturelle, et dont la résistance aux instructions du général Savary eût été aussi honorable pour lui qu’utile pour Napoléon qui aurait vu par là sa politique simplifiée, ce prince, au grand étonnement du négociateur, alla au-devant de celte proposition, et, chose étrange, tant il est facile aux hommes passionnés de prendre le parti qui doit leur enlever tout à coup le prix de tous leurs efforts , les ducs de l’infantado , del Parque , le chanoine Escoîquilx , le ministre Ccvallos , les premiers meneurs de l’alTaire de l’Escnrial et de celle d'Aranjuez, présentèrent à Ferdinand le voyage de Bayonne comme on autre coup d'Étai que la fortune mettait entre scs mains. Le prince s’empressa de se faire précéder par son frère don Carlos ; alors la reine, effrayée de celle circonstance, écrivit au grand-duc : m ... Le départ si prompt de N mon fils Charles nous fait trembler; les personnes N qui sont avec lui sont malignes : le secret inviolable qu’on lui fait observer envers nous nous met « dans la plus grande inquiétude, craignant qu'ils K lui fassent porter des papiers remplis de faussetés M contrefaites et inventées... V. A. I. et R. ne pour•I rait-elle pas envoyer quelque personne qui de« vançât l’arrivée de mon fils Charles , et prévenir «I l’Empereur de tout, le mettant au fait de la vé« rite, et de l’imposture de

nos ennemis ?... » Ferdinand d'un autre côté, écrivait à son père : « ... I.e n général Savary vient de me quitter; je suis Irèsu satisfait de lui , comme du bon accord qu'il y a « entre l'Empereur et mot, et par la bonne foi qu'il K m'a témoignée. C'est pourquoi il me semble qu'il U est juste que V. M. me donne une lettre pour « l'Empereur dans laquelle vous le féliciterez fk> «son arrivée, où vous lui lémoigneres que j'ai « pour lui les mêmes senlimens que V. M. lui a « démontrés... » La reine envoya cette singulière lettre au grand-duc de Berg, en lui disant : * ... Nous n'écrirons point la lettre qu'on nousde•• mande, hormis qu'on nous y force, comme à M l'abdication que le roi fit, le proteste qu'il en« voya à V. A. I... » La correspondance journalière de la reine fournissait à l'Empereur les pièces du procès qu'il devait juger : il était aisé d'en prévoir le résultat, puisque Ferdinand allait de lui-méme en hâter la conclusion par sa présence à Bayonne. Ce prince se mit en route, le 10, dans l'espoir insensé de faire approuver son usurpation par l'Empereur; il s'aveugla même jusqu'à croire qu'il aurait de la peine à atteindre Burgos sans y rencontrer l'Empereur, dont l'arrivée à Madrid était toujours annoncée. Avant de s'éloigner, Ferdinand avait établi un conseil de régence sous la présidence de son oncle D. Antonio; il partit avec le génér.il Savary, le duc de l'infanlado et le chanoine EscoiquiU. Comme on n'eut pas de nouvelles à Burgos du voyage de Napoléon, on poussa jusqu'à Villorbi. où l'on n'en apprit pas davantage. Mais, dans celte ville, de fidèles serviteurs de la famille royale supplièrent Ferdinand de s'arrêter : parmi eux se trouva le chevalier Urquijo, qui arrivait exprès de Bilbao pour conjurer le prince de ne pas aller plus avant. Ferdinand ébranlé par ces cooscils,sc décida à écrire à l'Empereur la lettre suivante, que porta le général Savary : « MossiBi'i ion rxâai, « Élevé au trône par l'abdication libre et sponla. U née de mon auguste père, je n'ai pu voir sans un « véritable regret que S. A. I. le grand-duc de Berg, •• ainsi que l'ambassadeur de V. M. 1. et R., n'aient H pascru devoir me féliciter comme souverain d'EsM pagne, tandis que les représcntansd'aulrcscours, M avec qui je n'ai point de liaisons si intimes ni si K chères, se sont empressés de le faire : ne pouM vanl en attribuer la cause qu'au défaut d'ordres H positifs de V. H., elle me permettra de lui expoM scr, avec toute la sincérité de mon cœur, que dés « les premiers momens de mon règne , je n'ai cessé <1 de donner à V. M. I. et R. les témoignages les •I plus marquans et les moins équivoques de ma •I loyauté et de mon allacheincnl a sa personne ; it qiierobjel démon prcmieronlreaélédc rcuvoyerà Digitized by Google

conciliateur de la famille royale. Il aurait accompli alors dans le palais, et avec le palais, la révolution qu'il ne pouvait plus opérer en mars 1808 que contre la nation, et peut-être contre lui-même. « J'ai « des partisans; si je me présente en conquérant je « n'en aurai plus. » C'est dans cette anxiété d'esprit que l'Empereur décida son départ pour Bayonne. A cette époque, le général Savary, duc de Rovigo, se trouvait à Madrid, où il avait été envoyé auprès de Charles IV, avec une mission relative au voyage de la famille royale à Bayonne. Il n'était pas difficile d'y déterminer le roi et la reine. Cette princesse écrivait encore, le 8 avril, au grand-duc de Berg. « Nous demandons à Votre Altesse « qu'elle fasse que l'Empereur nous envoie le plus « tôt possible hors d'Espagne, le roi mon mari, « notre ami le prince de la Paix, moi, et aussi ma « pauvre fille; mais surtout tous les trois le plus « tôt possible; sans cela nous ne sommes pas en « sûreté... »

Il y eut donc au premier mot du général Savary, de la part de la vieille cour, non-seulement consentement, mais empressement à courir se jeter à Bayonne dans les bras de Napoléon; elle n'avait qu'une inquiétude, c'était d'être prévenue par Ferdinand. Ce prince, dont la répugnance au départ pour Bayonne eût paru naturelle, et dont la résistance aux instructions du général Savary eût été aussi honorable pour lui qu'utile pour Napoléon qui aurait vu par là sa politique simplifiée, ce prince, au grand étonnement du négociateur, alla au-devant de cette proposition, et, chose étrange, tant il est facile aux hommes passionnés de prendre le parti qui doit leur enlever tout à coup le prix de tous leurs efforts, les ducs de l'Infantado, del Parque, le chanoine Escoïquitz, le ministre Cevallos, les premiers meneurs de l'affaire de l'Escurial et de celle d'Aranjuez, présentèrent à Ferdinand le voyage de Bayonne comme un autre coup d'État que la fortune mettait entre ses mains. Le prince s'empressa de se faire précéder par son frère don Carlos; alors la reine, effrayée de cette circonstance, écrivit au grand-duc: « ... Le départ si prompt de « mon fils Charles nous fait trembler; les personnes « qui sont avec lui sont malignes : le secret inviolable qu'on lui fait observer envers nous nous met « dans la plus grande inquiétude, craignant qu'ils « lui fassent porter des papiers remplis de fausseté « contrefaites et inventées... V. A. I. et R. ne pourrait-elle pas envoyer quelque personne qui devançât l'arrivée de mon fils Charles, et prévenir « l'Empereur de tout, le mettant au fait de la vérité, et de l'imposture de nos ennemis?... » Ferdinand d'un autre côté, écrivait à son père : « ... Le « général Savary vient de me quitter; je suis très-« satisfait de lui, comme du bon accord qu'il y a « entre l'Empereur et moi, et par la bonne foi qu'il « m'a témoignée. C'est pourquoi il me semble qu'il « est juste que V. M. me donne une lettre pour « l'Empereur dans laquelle vous le féliciterez de « son arrivée, où vous lui témoignerez que j'ai « pour lui les mêmes sentimens que V. M. lui a « démontrés... » La reine envoya cette singulière lettre au grand-duc de Berg, en lui disant : « ... Nous n'écrirons point la lettre qu'on nous de-« mande, hormis qu'on nous y force, comme à « l'abdication que le roi fit, le proteste qu'il en-« voya à V. A. I... » La correspondance journalière de la reine fournissait à l'Empereur les pièces du procès qu'il devait juger : il était aisé d'en prévoir le résultat, puisque Ferdinand allait de lui-même en hâter la conclusion par sa présence à Bayonne.

Ce prince se mit en route, le 10, dans l'espoir insensé de faire approuver son usurpation par l'Empereur; il s'aveugla même jusqu'à croire qu'il aurait de la peine à atteindre Burgos sans y rencontrer l'Empereur, dont l'arrivée à Madrid était toujours annoncée. Avant de s'éloigner, Ferdinand avait établi un conseil de régence sous la présidence de son oncle D. Antonio; il partit avec le général Savary, le duc de l'Infantado et le chanoine Escoïquitz. Comme on n'eut pas de nouvelles à Burgos du voyage de Napoléon, on poussa jusqu'à Vittoria, où l'on n'en apprit pas davantage. Mais, dans cette ville, de fidèles serviteurs de la famille royale supplièrent Ferdinand de s'arrêter : parmi eux se trouva le chevalier Urquijo, qui arrivait exprès de Bilbao pour conjurer le prince de ne pas aller plus avant. Ferdinand ébranlé par ces conseils, se décida à écrire à l'Empereur la lettre suivante, que porta le général Savary :

« Monsieur mon frère,

« Élevé au trône par l'abdication libre et sponta-« née de mon auguste père, je n'ai pu voir sans un « véritable regret que S. A. I. le grand-duc de Berg, « ainsi que l'ambassadeur de V. M. I. et R., n'aient « pas cru devoir me féliciter comme souverain d'Es-« pagne, tandis que les représentans d'autres cours, « avec qui je n'ai point de liaisons si intimes ni si « chères, se sont empressés de le faire : ne pou-« vant en attribuer la cause qu'au défaut d'ordres « positifs de V. M., elle me permettra de lui expo-« ser, avec toute la sincérité de mon cœur, que dès « les premiers momens de mon règne, je n'ai cessé « de donner à V. M. I. et R. les témoignages les « plus marquans et les moins équivoques de ma « loyauté et de mon attachement à sa personne; « que l'objet de mon premier ordre a été de renvoyer à

S78 IlISÏÜIttK UE NAPOl.ÉÜN. « rarniéc de Portugal les troupes qui l'avaient déjà « quittée pour se rapprocher de Madrid : qq£ mes «4 premiers soins ont eu pour but l'approvisionne«ment, le logement, et les fournitures de ces «> troupes, malgré rcxlrémc pénurie dans laquelle « j'ai trouve mes finances, et le |>eu de ressources « qu'offraient les provinces où elles ont séjourné; *< et que je n'ai pas hésité un moment à donner U à V. M. la plus grande preuve de confiance, en >1 faisant sortir mes troupes de ma capitale pour y » recevoir une partie de son armée : j'ai cherché te pareillement, par les lettres que j'ai adressées » à V. M., de la convaincre, autant qu'il a été en w mon pouvoir de le faire, du désir que j'ai tou* » jours nourri de resserrer d'une manière indisso«< lubie, pour le bonheur de mon peuple, les liens » d'amitié et d'alliance qui existaient entre V. M. 1. ti et mon auguste père. C'est dans les mêmes vues « que j'ai envoyé auprès de V. M. une députation •(de trois grands de mon royaume pour aller au« devant de V. M., aussitôt que son intention de se «I rendre en Espagne me fut connue; et pour lui 41 démontrer d'une manière encore plus solennelle «I ma haute considération pour son auguste per<1 sonne, je n'ai pas tardé à faire partir avec un U égal objet mon très-cher frère l'infant don Car<1 los, déjà arrivé depuis quelques jours à Bayonne. M J'ose me flatter que V. M. aura reconnu dans ces U démarches mes véritables sentimens. M A ce simple exposé des faits, Y. H. me permet■> Ira d'ajouter l'expression des vifs regrets que j'éM prouve en me voyant privé de ses lettres, surtout « après la réponse franche et loyale que j'ai donnée » à la demande que le général Savary vint me faire » à Madrid, au nom de V. M. Ce général m'assura •I que V. M, désirait seulement savoir si mon avè> •I nciiienl au trône pourrait amener quelque chan•> gementdans les rapports politiques de Si\s Étals. « J'y répondis en réitérant ce que J'avais eu l'honu neur de manifester par écrit à V. M. , et Je me •(suis rendu volontiers à l'invitation que le même H général me fît de venir au-devant de V. M., pour V m'anticiper la satisfaction de la connaître peru sonnellemcnl, d'autant plus que j'avais manifesté U à Y. M. mes intentions à cel égard. En consé•I quence, je me suis rendu à ma ville de Villoria , « sans égard aux soins indispensables d'un nou« veau régne, qui aurait exigé ma résidence au w centre de mes Étals. U Je prie donc instamment Y. H. I. et R. devou•I loir bien faire cesser la situation pénible à « laquelle je suis réduit par son silence, et de dis« siper, ;>ar une réponse favorable, les vives inu quiétudes

qu'une trop longue incerlilude pourII rail occasiuiiucr à mes fidèles sujets. «t Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte « garde. De V. M. I. et R. le bon frère, « FxRDlIfAXD. » ** ViUora, H avril 1808. » Tandis que Ferdinand entrait à Burgos et à Viltoria, sous des arcs de triomphe, un ordre de la régence, dicté par une main invisible, ouvrait au prince de la Paix les portes de sa prison, et le dérobait au jugement qui était l'objet de l'inipatience générale de la nation. Le décret n'en fut publié que le il. Dès ce jour le peuple espagnol, à qui l'on arrachait son grand coupable, jura vengeance et extermination aux Français. La soustraction de Godoy à la commission chargéi'^ de le juger, nuisit plus à Napoléon que les renonciations de Bayonne. L'Espagne, qui tout entière accusait le prince de la Paix, se leva tout entière aussi contre ceux qu'elle crut pouvoir, dès lors, nommer les protecteurs du ministq: déchu. L'Empereur était arrivé à Bayonne dans la nuit du 14 au Itt avril. 1G, le général Savary, duc de Rovigo, en rapporta au prince Ferdinand cette mémorable réponse. U Mon riEBi, U J'ai reçu la lettre de Y. A. R. ; clic doit avoir « acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus Il du roi, son père, de l'intérêt que je lui ni louu jours porté. Elle me {icrmeltra dans la circunM stance actuelle de lui parler avec franchise et Il loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter H mon illustre ami à quelques réformes nécessaires Il dans scs Étals, cl à donner quelque satisfaction U à l'opinion publique. I.e renvoi du prince de la « Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur w et celui de ses sujets. I.cs affaires du Nord ont rc•I l.irdé mon voyage. Ix's événemens d'Aranjucz « ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est « passé, et de la conduite du prince de la Paix; w mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux •I pour les rois d'accoutumer les peuples à répanH dre du sang, et à se faire justice eux-mémes. Je U prie Dieu que Y. A. 11. n'en fasse pas un jour n elle-niémc l'cxpéricncc. Il n'est pas de rinlvrét » de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a U épousé une princesse du sang royal, et qui a si H long-temps régi le royaume. 11 n'a plus d'amis ; il V. A. R. n'cii aura plus si jamais elle, est nialM heureuse. Les peuples sc vengent volontiers des « hommages qu'ils nous rendent. Comment d'ail» leurs pourrait-on faire le procès au prince de l.i M Paix sans le faire à la reine cl au roi votre père? « Ce procès aUmentera les haines cl les passions M factieuses ; le résultat en sera funeste pourvolriDigiti/ic:: by Ciooglc

 •> couronne. V. A. R. a de droits que ceux que •I lui a transmis sa mère. Si le procès la desho« riore, V. A. R. dcdiirc par là scs droits. (Qu'elle •(feriiie rorcille à des conseils faibles et pcrlides. n Klle n\i pas le droit de juger le prince de la Paix, n Ses crimes, si on lui en reproche, se perdentdans «i Icsdroitsdu trône. J'ai souvent manifesté ledésir •t que le prince de la Paix fût éloigne des affaires : U ramitié du roi Cbarlq| m'a porté souvent à me K taire, et à détourner les yeux des faiblesses de «I son attacbcmeiit. Misérables hommes que nous •I sommes! faiblesse et erreur, c'est notre devise. •I Mais tout cela peut se concilier : que le prince de « la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un re•I fuge en France. l'Europe et de la (mstérité, je paraîtrais n'avoir » employé tant de troupes que pour précipiter du » trône mon allié et mon ami. Comme souverain (t voisin, il m'est)>ermis de vouloir connaître, « avant de reconnaître celte abdication. Je le dis M à V. A. R., aux Espagnols, au monde entier : si •I l'abdication du roi Charles est de pur mouve» ment, s'il n'y a pas etc forcé par l'insurrection H et rémeutc d'Aranjucz , je ne fais aucune dilTi» culté de l'admettre , et je reconnais V. A. R. «I comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec •I elle sur cet objet. La circonspection que je porte U depuis un mois dans ces affaires doit lui être gareuves de mon affection et de ma parfaite « estime. U Sur ce, je prie Üicu, mon frère , qu'il vous ait M en sa sainte cl digne garde, U Bayonne, le 1(> avril 1808. H NAPOLtON. H C'est cependant après la lecture d'une pareille lettre que Ferdinand SC décida à achever son voyage. Il y fut de plus dclcrmiiié par le renouvcllemciU des instances de scs propres conseillers, tandis qu'ils auraient dû le contraindre à reprendre la route de sa capitale. Napoléon, en s'abstenant de saluer Ferdinand du titre de roi, lui faisait assez comprendre qu'il ne le regardait que comme un usurpateur. Ileslcii outre ini[>o$siblcquc Napoléon, en écrivant une telle réponse à la lettre justificative cl suppliante du prince des Asturies, n'ait eu la |)ensécquc Ferdinand prendrait la résolution de rester sur la défensive. Cc parti était plus avantageux et plus honorable pour Napoléon et Fcnlinand : dans celte position, celui-ci levait le drapeau de la défense de sa patrie, dont la capitale et les places frontières avaient été occupées au sein de la paix; tandis que Napoléon, de son côté, pouvait proclamer une guerre légilimc contre l'usurpateur du trône de son allié. Il n'en fut pas ainsi : l'inévitable destinée qui devait, six ans après, détrôner Napoléon et couronner Ferdinand, malgré

la protestation non révoquée do son père, fit continuer le voyage. Enûn Ferdinand s'aveugla à un tel pointsur sa situation, qu'il répondit de Vittoriaà l'Empereur:». ..C'est avec la plusgrande U satisfaction que je viens de recevoir la lettre que « V. M. I. cl R. a bien voulu me faire remettre par •I le général Savary, en date du 16; la confiance que U V . M. m'inspire, et le désirque j'ai de la convaincre » que l'abdication du roi, mon pèf'e, a été faite, en « mafiivtur, de pur mouvement, m'ont décidé à me w porter immédiatement à Bayonne... » En effet, il partit le 18, et fut reçu à la frontière par le prince de Neufchàlcl. Quand Savary remit à l'Empereur la réponse de Ferdinand : n Comment! il dent* dit Napoléon; cefa e$timpo$iible. » Le prince arriva le 20 à Bayonne, où Napoléon vint lui faire visite, en continuant de le traiter d'Allesse Royale; le même jour, il dfiia au château de Marrac. Dans cette première entrevue, il oc fut nullement question des affaires de l'Espagne : la lettre que Ferdinand avait adressée de Viltoria à Napoléon, prouve qu'il sentait bien qu'il aurait à répondre sur l'abdication de son père, dont il voulait paraître ignorer la protestation. 11 savait pourtant combien de lettres, de by Google

« couronne. V. A. R. n'y a de droits que ceux que « lui a transmis sa mère. Si le procès la déshonore, V. A. R. déchire par là ses droits. Qu'elle « ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides. « Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix. « Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans « les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir « que le prince de la Paix fût éloigné des affaires : « l'amitié du roi Charles m'a porté souvent à me « taire, et à détourner les yeux des faiblesses de « son attachement. Misérables hommes que nous « sommes! faiblesse et erreur, c'est notre devise. « Mais tout cela peut se concilier : que le prince de « la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un re- « fuge en France. Quant à l'abdication de Char- « les IV, elle a eu lieu dans un moment où mes « armées couvraient les Espagnes, et, aux yeux de « l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir « employé tant de troupes que pour précipiter du « trône mon allié et mon ami. Comme souverain « voisin, il m'est permis de vouloir connaître, « avant de reconnaître cette abdication. Je le dis « à V. A. R., aux Espagnols, au monde entier : si « l'abdication du roi Charles est de pur mouve- « ment, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection « et l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune diffi- « culté de l'admettre, et je reconnais V. A. R. « comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec « elle sur cet objet. La circonspection que je porte « depuis un mois dans ces affaires doit lui être ga- « rant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son « tour, des factions, de quelque nature qu'elles « soient, venaient à l'inquiéter sur son trône. « Quand le roi Charles me fit part de l'événement « du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureuse- « ment affecté; et je pense avoir contribué, par les « insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de « l'affaire de l'Escurial. V. A. R. avait bien des « torts; je n'en veux pour preuve que la lettre « qu'elle m'a écrite et que j'ai constamment voulu « ignorer. Roi à son tour, elle saura combien les « droits du trône sont sacrés. Toute démarche près « d'un souverain étranger, de la part d'un prince « héréditaire, est criminelle. V. A. R. doit se dé- « fier des écarts, des émotions populaires; on « pourra commettre quelques meurtres sur mes « soldats isolés, mais la ruine de l'Espagne en se- « rait le résultat. J'ai déjà vu avec peine qu'à Ma- « drid on ait répandu des lettres du capitaine-gé- « néral de la Catalogne, et fait tout ce qui pouvait « donner du mouvement aux têtes. V. A. R. con- « naît ma pensée tout entière; elle voit que je flotte « entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées. « Elle peut être certaine que, dans tous les cas, je « me comporterai avec elle comme envers le roi, « son père. Qu'elle croie à mon désir de tout con- « cilier, et de trouver des occasions de lui donner « des preuves de mon affection et de ma parfaite « estime.

« Sur ce, je prie Dieu, mon frère, qu'il vous ait « en sa sainte et digne garde,

« Bayonne, le 16 avril 1808.

« NAPOLÉON. »

C'est cependant après la lecture d'une pareille lettre que Ferdinand se décida à achever son voyage. Il y fut de plus déterminé par le renouvellement des instances de ses propres conseillers, tandis qu'ils auraient dû le contraindre à reprendre la route de sa capitale. Napoléon, en s'abstenant de saluer Ferdinand du titre de roi, lui faisait assez comprendre qu'il ne le regardait que comme un usurpateur. Il est en outre impossible que Napoléon, en écrivant une telle réponse à la lettre justificative et suppliante du prince des Asturies, n'ait eu la pensée que Ferdinand prendrait la résolution de rester sur la défensive. Ce parti était plus avantageux et plus honorable pour Napoléon et Ferdinand : dans cette position, celui-ci levait le drapeau de la défense de sa patrie, dont la capitale et les places frontières avaient été occupées au sein de la paix; tandis que Napoléon, de son côté, pouvait proclamer une guerre légitime contre l'usurpateur du trône de son allié.

Il n'en fut pas ainsi : l'inévitable destinée qui devait, six ans après, détrôner Napoléon et couronner Ferdinand, malgré la protestation non révoquée de son père, fit continuer le voyage. Enfin Ferdinand s'aveugla à un tel point sur sa situation, qu'il répondit de Vittoria à l'Empereur : « ...C'est avec la plus grande « satisfaction que je viens de recevoir la lettre que « V. M. I. et R. a bien voulu me faire remettre par « le général Savary, en date du 16; la confiance que « V. M. m'inspire, et le désir que j'ai de la convaincre « que *l'abdication du roi, mon père, a été faite, en* « *ma faveur, de pur mouvement*, m'ont décidé à me « porter immédiatement à Bayonne... » En effet, il partit le 18, et fut reçu à la frontière par le prince de Neufchâtel. Quand Savary remit à l'Empereur la réponse de Ferdinand : « *Comment! il vient?* dit Napoléon; *cela est impossible.* » Le prince arriva le 20 à Bayonne, où Napoléon vint lui faire visite, en continuant de le traiter d'Altesse Royale; le même jour, il dîna au château de Marrac. Dans cette première entrevue, il ne fut nullement question des affaires de l'Espagne : la lettre que Ferdinand avait adressée de Vittoria à Napoléon, prouve qu'il sentait bien qu'il aurait à répondre sur l'abdication de son père, dont il voulait paraître ignorer la protestation. Il savait pourtant combien de lettres, de

 nutes, parlaient chaque jour du palais, écrites par le roi, par la reine cl par sa sœur; il devait comprendre alors que, dans la situation où sa violence avait réduit son père, celui-ci ifaurail rien de plus à cœur que de faire parvenir à Napoléon, son allié, un acte aussi important; d'ailleurs Ferdinand avait été averti de celte démarche. Mais un esprit de vertige planait sur les deux frontières; il aveuglait le princedes Asturies ctscs conseillers, qui, à Villoria, avaient repoussé, coiiiiinc une intrigue, ccl avis salutaire; il aveuglait aussi les conseils de Marrac. Cependant, le 28, Ferdinand mandait à son oncle, l'infant don Antonio : m Jeté préviens que l'Empereur a dans scs mains une lettre de Marie-Louise, qui porte que l'abdication de mon père a été forcée. Fais comme si lu l'ignorais; mais conduis-loi en conséquence, et lâche que cet maudilt Frençait ne te fhtsent aucun trait de leur méchanceté, » Ferdinanddul regretter amèrement alorsde n'âvoir point écouté, â Yitloria, les représentations du chevalier L'rquijo. Aussitôt après le départ de Ferdinand, le grand-duc de Berg avait fait rendre la liberté au prince de la Faix,qui serait en route pour la France, sous escorte. Le 25 avril, Charles IV écrivit à l'Empereur : U C'est dans la protection de V. M. I. et R. U que je trouve un baume aux plaies dont mon M cœur est navré; je me (laite d'avance que le inow meut de me voir entre les bras de V. M. sera un w des plus heureux de ma vie, comme aussi le pre« mier qui, depuis ce qui s'est passé, luira d'une U pure clarté sur mon existence... * La reine écrivit le même jour : *alience d'y serrer les doux liens « d'alliance et d'amitié...» Le désir d'élrc à Bayonne était le seul sentiment qui fût commun au roi, à la reine, au prince de la Faix, au prince des Asturies et à scs conseillers. Ferdinand avait proGté de sa royauté pour s'y trouver avant son père; la reine se plaignait du retard de son arrivée à l'Empereur : M Le voyage de mon fîls, disait-elle, nous ayant ti laissés sans relais, ni rien de tout ce que nous «I aurions eu un urgent besoin. » Ici il est impossible de ne pas remarquer qu'après le départ de Ferdinand et de Godoy, il n'y avait rien de plus facile à l'Empereur que de replacer sur le trône Charles IV, de lui imposer le rc-nvoi de son favori, et de lui faire accepter la forme de gouvernement qui, bientôt, fut octroyée à l'Espagne. Napoléon eût dominé ce beau royaume par le bienfait de ses institutions, au lieu d'échouer dans son dessein de le soumettre, et de l'irriter par la force de scs armes. Un conseil, un ministère eussent été donnés au vieux roi. Les Espagnols*

retrouvaient, sous le sceptre de leur souverain, le sceptre de leur indépendance; et ils auraient payé volontiers de leurs provinces limitrophes de la France la tranquillité qui leur eût été «assurée. Enfin, ne pouvant pas craindre que Charle|^lV appelât ou reçut les Anglais en Espagne, l'Empereur voyait alors toute sa politique satisfaite parla sécuritéque lui inspirait la situation des choses. Au moment de quitter l'F^spagne, Charles écrivit, le 1 7, à don Antonio, qu'il avait protesté contre son abdication, laquelle était nulle sous lousies rapports; que sa protestation existait dans les mains de l'empereur Napoléon; que son fils n'était point reconnu comme roi, et qu'avant de partir pour Bayonne, il reprenait le gouvernement. Le 28 avril, le roi, l.i reine et les enfans, arrivèrent à Vitloria, où les gardes du corps, qui avaient escorté Ferdinand, sc présentèrent pour faire le service auprèsde LL. MM. Mais le vieux roi n'a pas oublié qu'ils ont trahi leur devoir à Aranjuex; il les congédie honteusement, et demande une garde au général français Verdier. Le 50, le roi et la reine entrèrent à Bayonne. Le canon les annonça. Le prince des Asturies et don Carlos allèreiità leur rencontre.Aussilôl que LL. MM. furent parvenues à leur palais, tous les Espagnols se virent admis à la cérémonie du baise-rnain, après laqucllccllcsse retirèrentdansleurs appartcmens.Lc princedes Asturies voulut les suivre; le roi l'arrêta, et lui dit en espagnol : u N'avez-vous pas assez outragé » mes cheveux blancs? n Ferdinand s'éloigna. Bientôt l'Empereur vint leur rendre visite. Dans celte première entrevue, qui cul le camctcrc d'une longue conférence, tout fut dit et décidé; car le surlendemain Charles IV adressa à son fils une espèce de manifeste, où, après avoir récapitulé les circonstances politiques de l'Espagne depuis la paix de Bâle, cl les griefs relatifs à la conspiration de l'Escurial, il ajoutait : s J'ai dû me ressouvenir de mes U droits de père et de roi, je vous fis arrêter : je » trouvai dans vos papiers la conviction de votre « culpabilité. Mais sur la fin de ma carrière, en proie «(à la douleur de voir mon fîls périr sur l'échafaud, « je fus sensible aux larmes de votre mère, cl je vous U pardonnai. On calomnia même mes ministres au« près de l'emporcur des F'rançais, qui, croyant voir tt les Espagnes échapper à son alliance, et les esprits M agités même dans ma famille, couvrit, sous diffeu rens prétextes, mes Étals de scs troupes... Quelle K a été votre conduite.' Vous avez mis en rumeur H tout mon palais; vous avez soulevé mes gardes du K corps contre moi : votre père lui-mèmea été votre

 U prisonnier. Monprcmier ministre, qucj'avais élevé « et adopté dans ma famille, fut traîné sanglant de «s cachots en cachots; vous avei flétri mes cheveux U blancs : vous les avex dépouillés d'une couronne » portée avec gloire par mes ancêtres, et que j'avais U conservée sans tache.... J'ai eu recours à rEm|>c » mier ministre... Mon cœur s'est ouvert tout entier « à l'Empereur..... Il m'a déclaré qu'il ne vous rc•> connaîtrait jamais pour roi.... il m'a montré des « lettres de vous, qui font foi de votre haine pour » Ja France... En m'arrachant la couronne, c'est la U vôtre que vous avez brisée.... Votre conduite en*« vers moi, vos lettres interceptées, ont mis une « barrière d'airain entre vous et le trôned'Espagne. «(Il n'est ni de votre intérêt ni de celui des Espa« gnes que vous y prétendiez... Je suis roi du droit M de mes pères. Mon abdication est le résultat de la w force et de la violence... Je ne veux point léguer à n mes sujets la guerre civile, les assemblées popuM latres, les révolutions. Tout doit être fait pour le « peuple, et rien par lui. >• On prétendit que celle traduction était l'original de la lettre du roi à son Dis. Quoi qu'il en soit, le prince des Asturies adressa, le K mai, à l'Empereur, et le 6, à son oncle le régent, la lettre par laquelle il déclarait à son père qu'il lui rendait sa couronne. Mais le roi, après la communication que lui Üt l'Empereur des nouvelles qu'il avait reçues du grand-duc de Berg, du 2 mai, s'était hâté d'exercer l'aulorilé royale qu'il venait de recouvrer en retirant la régence k don Antonio, et en la donnant au grand-duc. Des troubles sérieux soulevaient la capitale; trente h quarante mille hommes armés, citadins, soldatset campagnards, avaient tout àcoup levé l'étendard de l'insurrection et attaqué les Français. On avait battu la générale et poussé le cri d'alarme dans les cinq camps qui entouraient la ville; toutefois la garnison, forte seulement de trois mille hommes, était parvenue à comprimer la sédition, grâce au secours de rartilleric française qui avait mitraillé dans les rues les révoltés, et sauvé de leurs mains le parc et les fusils de l'arsenal, dont ils allaient s'emparer. Des charges de cavalerie vigoureusement conduites achevèrent de détruire ce qui avait échappé à l'artillerie et à la baïonnette. Plusieursmilliersd'EspagnoUpérircntdanscette guerre civile subitement improvisée, et les conséquences soudaines de leur mort justiflèrent toute la portéede ce mot de Napoléon à Murat : *tSije mypréienie en couquérant, je n'aNrai ptns de parfiêant. n Dès ce jour la terre d'Espagne, à laquelle renonçaient ses princes eux-mêmes, devint une terre hostile contre les

Français qu'elle avait appelés en libérateurs. Comme on l'a vu plus haut, le premier acte de la reprise de souveraineté du roi Charles avait été de donner la régence au grand-duc de Berg en la retirant à un membre de sa famille; le second et le dernier fut le traité signe à Bayonne le 5 mai, par lequel Charles disposait de sa couronne en faveur de l'empereur Napoléon. O traité fut négocié par le général Duroc, grand-maréchal du palais, et le prince de la Paix. Il était juste que le ministre qui avait causé la ruine du trône des Espagnes on négocilt l'abandon. EelOmai suivant, se régla entre le général Duroc et don Juan d'EscoIquilz un autre traité par lequel Ferdinand adhérait, ainsi que ses frères, au traité de cession du royaume d'Espagne fait par leur père. Ainsi se termina la vengeance du père sur le fils, du fils sur le favori, du favori sur le prince héréditaire, et celle de la reine, plus implacable encore, parce qu'elle a sacrifié à ses ressentimens la haine invétérée qu'elle portait à la France, et parce qu'elle a oublié depuis long-temps qu'elle est la femme dcCharles IV et la mère de Ferdinand. Après ces deux traités, les deux cours sc séparèrent. Le roi, son épouse, la reine d'Étrurie, son fils et sa fille, l'infant don François de Paule et le prince de la Paix, partirent pour le château de Compiegne; le prince des Asturies, accompagné de son frère don Carlos et de son oncle don Antonio, partit pour le château de Valenccy,appartenantâM. de Tallcyrand, Ce fut do cette résidence que, le 22 juin, FerdînamI écrivit à l'Empereur : Je fais aussi à V. M. I., K tant au nom de mon frère et de mon oncle qu'au « mien, des compli mens bien sincères sur la satisM faction qu'elle a eue dans l'inslallalion deson cher « frère sur le trône d'Espagne : l'objet de tous nos » désirs ayant été toujours le bonheur de la nation « généreuse qui habite ce vaste royaume, nous n(* «1 pourrons voir à sa tête un monarque si digne et H si propre par scs vertus â le lui assurer, «ana en U ressentir la plus grande consolation, (Test le aenK ment et Is désir d'être honorés de son amitié qui it nous ont portés d lui écrire la lettre adjointe, que «c/eprefida/a liberté d'écrire à f'.M. I.,en la priant Cependant le grand-duc de Berg gouvernait, au nom de l'Empereur Napoléon, roi des Espagnes; cl, le 16mai,lcconscildc Castille, présidéparlemarquis UO

« prisonnier. Mon premier ministre, que j'avais élevé « et adopté dans ma famille, fut traîné sanglant de « cachots en cachots ; vous avez flétri mes cheveux « blancs : vous les avez dépouillés d'une couronne « portée avec gloire par mes ancêtres, et que j'avais « conservée sans tache.... J'ai eu recours à l'Empe- « reur, non plus comme un roi à la tête de ses « troupes et environné de l'éclat du trône, mais « comme un roi malheureux et abandonné. J'ai « trouvé protection et refuge au milieu de ses camps; « je lui dois la vie, celle de la reine et de mon pre- « mier ministre... Mon cœur s'est ouvert tout entier « à l'Empereur..... Il m'a déclaré qu'il ne vous re- « connaîtrait jamais pour roi.... Il m'a montré des « lettres de vous, qui font foi de votre haine pour « la France... En m'arrachant la couronne, c'est la « vôtre que vous avez brisée.... Votre conduite en- « vers moi, vos lettres interceptées, ont mis une « barrière d'airain entre vous et le trône d'Espagne. « Il n'est ni de votre intérêt ni de celui des Espa- « gnes que vous y prétendiez... Je suis roi du droit « de mes pères. Mon abdication est le résultat de la « force et de la violence... Je ne veux point léguer à « mes sujets la guerre civile, les assemblées popu- « laires, les révolutions. Tout doit être fait pour le « peuple, et rien par lui. »

On prétendit que cette traduction était l'original de la lettre du roi à son fils. Quoi qu'il en soit, le prince des Asturies adressa, le 5 mai, à l'Empereur, et le 6, à son oncle le régent, la lettre par laquelle il déclarait à son père qu'il lui rendait sa couronne. Mais le roi, après la communication que lui fit l'Empereur des nouvelles qu'il avait reçues du grand-duc de Berg, du 2 mai, s'était hâté d'exercer l'autorité royale qu'il venait de recouvrer en retirant la régence à don Antonio, et en la donnant au grand-duc. Des troubles sérieux soulevaient la capitale; trente à quarante mille hommes armés, citadins, soldats et campagnards, avaient tout à coup levé l'étendard de l'insurrection et attaqué les Français. On avait battu la générale et poussé le cri d'alarme dans les cinq camps qui entouraient la ville; toutefois la garnison, forte seulement de trois mille hommes, était parvenue à comprimer la sédition, grace au secours de l'artillerie française qui avait mitraillé dans les rues les révoltés, et sauvé de leurs mains le parc et les fusils de l'arsenal, dont ils allaient s'emparer. Des charges de cavalerie vigoureusement conduites achevèrent de détruire ce qui avait échappé à l'artillerie et à la baïonnette. Plusieurs milliers d'Espagnols périrent dans cette guerre civile subitement improvisée, et les conséquences soudaines de leur mort justifièrent toute la portée de ce mot de Napoléon à Murat : « *Si je m'y présente en conquérant, je n'aurai plus de partisans.* » Dès ce jour la terre d'Espagne, à laquelle renonçaient ses princes eux-mêmes, devint une terre hostile contre les Français qu'elle avait appelés en libérateurs. Comme on l'a vu plus haut, le premier acte de la reprise de souveraineté du roi Charles avait été de donner la régence au grand-duc de Berg en la retirant à un membre de sa famille; le second et le dernier fut le traité signé à Bayonne le 5 mai, par lequel Charles disposait de sa couronne en faveur de l'empereur Napoléon. Ce traité fut négocié par le général Duroc, grand-maréchal du palais, et le prince de la Paix. Il était juste que le ministre qui avait causé la ruine du trône des Espagnes en négociât l'abandon. Le 10 mai suivant, se régla entre le général Duroc et don Juan d'Escoïquitz un autre traité par lequel Ferdinand adhérait, ainsi que ses frères, au traité de cession du royaume d'Espagne fait par leur père. Ainsi se termina la vengeance du père sur le fils, du fils sur le favori, du favori sur le prince héréditaire, et celle de la reine, plus implacable encore, parce qu'elle a sacrifié à ses ressentimens la haine invétérée qu'elle portait à la France, et parce qu'elle a oublié depuis long-temps qu'elle est la femme de Charles IV et la mère de Ferdinand. Après ces deux traités, les deux cours se séparèrent. Le roi, son épouse, la reine d'Étrurie, son fils et sa fille, l'infant don François de Paule et le prince de la Paix, partirent pour le château de Compiègne; le prince des Asturies, accompagné de son frère don Carlos et de son oncle don Antonio, partit pour le château de Valencey, appartenant à M. de Talleyrand, Ce fut de cette résidence que, le 22 juin, Ferdinand écrivit à l'Empereur : « .... Je fais aussi à V. M. I., « tant au nom de mon frère et de mon oncle qu'au « mien, des complimens bien sincères sur la satis- « faction qu'elle a eue dans l'installation de son cher « frère sur le trône d'Espagne : l'objet de tous nos « désirs ayant été toujours le bonheur de la nation « généreuse qui habite ce vaste royaume, nous ne « pourrons voir à sa tête un monarque si digne et « si propre par ses vertus à le lui assurer, *sans en « ressentir la plus grande consolation. C'est le sen- « ment et le désir d'être honorés de son amitié qui « nous ont portés à lui écrire la lettre adjointe, que « je prends la liberté d'écrire à V. M. I., en la priant « qu'après l'avoir lue elle daigne la présenter à « S. M. Catholique.* » L'air de Compiègne étant trop froid pour sa santé, Charles obtint d'aller s'établir à Marseille, d'où il mandait à l'Empereur, le 7 février suivant : « Je ne saurais me priver du plaisir « de féliciter V. M. I. et R. pour ses heureux succès « dans sa dernière campagne... (celle d'Espagne). »

Cependant le grand-duc de Berg gouvernait, au nom de l'Empereur Napoléon, roi des Espagnes; et, le 16 mai, le conseil de Castille, présidé par le marquis

The text on this page is estimated to be only 25.55% accurate

mSTOlRE DE NArOLÉON. (ler^btiliero, qui avait dirigé, i>our FcrüinanilJ’iii* surreclioii d'AranJucz, rédigea une adresse àS. M. 1. et U., |>ar laquelle, après avoir dil qu'tV n‘x araii plus de lyréhècs, il demaiidail pour roi des Kspagiies raillé des augustes frères de S. M. La ville de Madrid offrait le mèinejuur le même ucu par l'or* gaiic de son conseil au gramMIuc du Berg, et Louis du Bourbon, cnnlinal, arclie\êque de Tolède, écrivait le âÜ à l'Empereur une lettre dans laquelle il annonçait que la cession de la couronne d'Espagne lui impoMail la douce obli/jation de déposer aux pieds de l'Euii>ereur l'hommarje de son resjKCt et de sa fidélité, et suppliait S. M. de le regarder comme son plus lidèlc sujet, et de lui faire connaître scs intentions pour mettre sa soumission à l'épreuve. Tout ce qui était resté à Bayonne du cortège et de la cour du vieux roi eide son lils ne cessait de renouveler jourmdleinent à Napoléon les mêmes hommages. C.es hommes, naguère de partis si difTéreiis, coiifon«laieiit tout à coup leurs intérêts dans celui de leur dévoùincnt à Napoléon. Ils suivaient iVxeiupIc du prince des Asturies et de ses frères, qui, avant de ijuitter Bayonne, avaient adressé au gouvememeiil provisoire de Madrid, non seulement leur adhésion an traité du 6 mai, mais encore une exhortation toute paterneUe aux Espagnols de s’y conformer, ainsi qu'une déclaration qui les relevait du serment de fidélité; en sorte que les courtisans de Bayonne et lus güuvernans de Madrid durent se croire doublement tidcles en sc donnant à Napoléon. Toutefois la nation avait considéré à sa manière, cl interprété d’après son propre jugement, la position, tes paroles et les «‘crits de Ferdinand ; elle s’était décidée déjà, le 2 mai, par l’insurrection de Madrid, à le forcer, quoique, absent et démissionnaire, de régner sur elle; ou pluUU c'était en son nom qu'elle avait levé le dra{H au de la résistance. Il ne restait plus en Espagne de personnes riavorables à la révolution de Bayonne que ce petit nombre d’hommes de cour, d'Ktnl et d'administration qui va se grouper autour du Irùnc de Joseph, stnl i>ar ambition, soit par mépris pour ladynastie fugitive, soit aussi par amour pour une patrie à qui Napoléon destine de nobles et sages institutions. Trop {>eu éclairée alors, comme elle l'est encore aujourd'hui, la niasse des Espagnols ne voit qu'une armée française à la place de ses souverains;devaiitcclle force étrangère, qui seule peut la sauver de scs propres fureurs, elle devient tout implacable, et ne prend conseil que du sentiment d'une indépendance qu’elle n’rsl pas en ét.il de supporter pour

elle-mcnic, puisqu'elle ne la proclame ((ii'aii nom de Ferdinand : tant est sacrée pour la nation celle royauté de huiljours,qu*e!leii'a connue que par rentrée sulenneile de ce prince à Madrid, et qui ne lui a été chère que par remprisonnenient de (•(Hloy ! Le peuple espagnol et Napoléon sc lrom|>èrent tous deux, l'uii en servant Ferdinand, l'aulrc en couronnant Joseph ; et ils se lrom|>eroril encore le jour où Ferdinand sera rendu à l'Espagne. La liberté et lu despotisme ne sont, aux yeux des Espagnols du xix** siècle, qu'une même tyrannie, pour laquelle ils ne savent que mourir; aussi ne regar(iciil-ils,dans leurdégéncration.la priKlarnalion de N.i|H)léoii, du 19 mai, que comme le manifeste d'un ennemi. L'Empereur, mal informé de leur situation morale, est abusé par tous ceux qui gagnent toujours à se meUre à la tète d'un gouvcrncmciil quelconque, ou par ceux qui ne désespèrent jamais de la conservaliun d'une |valrie mallieureuse. fa* fut donc en pure perle pour les intérêts communs des deux nations, qu'il fit publier cette belle proclamation, où l'Iiottiieiiret le bonheur des Espagnols étaient également ménagés : U Kspauxols ! ti Après une Inngucagonic, votre nation périssait. « J'ai vu vos maux; je vais y porter remède. Voire « grandeur fait partie de la mienne. Vus princes « m'ont cédé tous leurs droits à la couronne des Esu pagnes : je neveux point régner sur vos provinces, «(mais je veux acquérir des titres éternels à l'amour il cl à la riM:oniiaissancc de votre postérité. Votre K monarchie est vieille: ma mission est de la rajeunir. •1 J'améliorerai toutes vosinstilulions,etjevousferai jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une ré« forme, sans frui$semcns,sans désordres, sans conu vulsiuns. » Espagnols ! j'ai fait convoquer une assemblée » générale de députations des provinces cl des villes. M Je veux m'assurer par niui-mémc de vos désirs cl « de vos besoins; je déposerai alors tous mes droits, K et je poserai votre glorieuse couronne sur la télé *s « pères; voyez ce que vous êtes devenus. La faute*

The text on this page is estimated to be only 20.50% accurate

UISTOIRK DK NAPÜLÉUN. coiirormc aux progrès du siècle.

Les hommes qui n’ont ru ilans Na|)oléon qu’un conquérant, parce qu'il était toujours victorieux sur les champs de bataille ou ses ennemis rappelaient continuelle* ment, ne l’ont compris ni dans la guerre ni dans la paix. Il était aussi éminemment législateur que grand capitaine : il ne cessait de dire auxdifTérens peuples ce qu'il disait aux Espagnols : Votre Eut'ope est rtciUe; ma mission est de ta rajeunir, i* Mais les Espagnols, cl leur position acIuiHe le démontre sullisaminent , claicnl loin d’élre mûrs pour apprécier et accepter le bienfait qu’on venait leur offrir. Napoléon eût clé béni par tous les iulhériens de rAIIeiiiagnu , si, après son entrée à Berlin, en 1807, il eût adressé aux Prussiens, aux Ifanovrieiis, aux Saxons, aux Ilessois, une semblable proclamation; mais, par une fatalité singulière, il arrivera que le Tugendbund luthérien, qu i n’avait d’autre principe que In régénération delà patrie, fera cause comintine, pour détruire Napoléon en 181 1, avec les exclus! fs calholiquesd'Espagne, qui refusent de consrince de Lucques. Aucun prince de la maison de Bourhon ne possède une souveraineté en Eurojie, la Sicile exceptée. En conséquence de la proclamation de Bayonne, un décret convoqua dans cette ville, pour)e13Juin, rassemblée des notables de la nation espagnole. Le 3 du même mois, la junte du gouvernement, résidant A Madrid, publia un tninifesle par l(*quel elle invitait les insurgés à déposer leurs armes, et \ instruisait les hahtlans des avantages |M>litiques et ; sociaux qui allaient résulter pour eux du nouveau règne. Le 6. Napoléon rendit un décret suprême, où, d'après les vieux de la juiited’État,duconseilde

Laslitle et de la ville d

conforme aux progrès du siècle. Les hommes qui n'ont vu dans Napoléon qu'un conquérant, parce qu'il était toujours victorieux sur les champs de bataille où ses ennemis l'appelaient continuellement, ne l'ont compris ni dans la guerre ni dans la paix. Il était aussi éminemment législateur que grand capitaine : il ne cessait de dire aux différens peuples ce qu'il disait aux Espagnols : « *Votre Europe est vieille ; ma mission est de la rajeunir.* » Mais les Espagnols, et leur position actuelle le démontre suffisamment, étaient loin d'être mûrs pour apprécier et accepter le bienfait qu'on venait leur offrir. Napoléon eût été béni par tous les luthériens de l'Allemagne, si, après son entrée à Berlin, en 1807, il eût adressé aux Prussiens, aux Hanovriens, aux Saxons, aux Hessois, une semblable proclamation; mais, par une fatalité singulière, il arrivera que le *Tugendbund luthérien*, qui n'avait d'autre principe que la régénération de la patrie, fera cause commune, pour détruire Napoléon en 1814, avec les exclusifs catholiques d'Espagne, qui refusent de consentir au bien que l'on veut faire à leur pays en substituant un gouvernement régulier et de sages lois au régime insensé qui les avait presque conduits à leur ruine. Ainsi il pourrait se trouver vrai, en quelque sorte, de dire que Napoléon a péri pour avoir refusé aux Prussiens et avoir offert aux Espagnols les mêmes institutions.

On était loin du traité de Fontainebleau, dont les stipulations venaient totalement de disparaître devant les derniers événemens de l'Espagne : toutefois la clause principale de ce traité recevait son exécution, et, le 30 mai, Napoléon ordonnait à Bayonne, l'insertion au *Bulletin des Lois* du sénatus-consulte qui, le 24, avait prononcé la réunion à la France des duchés de Parme et de Plaisance, sous le titre de département du *Taro*, et des États de Toscane sous ceux de départemens de l'*Arno*, de la *Méditerranée* et de l'*Ombrone;* la reine Marie-Louise en avait fait la cession à Napoléon, au nom de son fils mineur, aujourd'hui prince de Lucques. Aucun prince de la maison de Bourbon ne possède une souveraineté en Europe, la Sicile exceptée.

En conséquence de la proclamation de Bayonne, un décret convoqua dans cette ville, pour le 15 juin, l'assemblée des notables de la nation espagnole. Le 3 du même mois, la junte du gouvernement, résidant à Madrid, publia un manifeste par lequel elle invitait les insurgés à déposer leurs armes, et instruisait les habitans des avantages politiques et sociaux qui allaient résulter pour eux du nouveau règne. Le 6, Napoléon rendit un décret suprême, où, d'après les vœux de la junte d'État, du conseil de Castille et de la ville de Madrid, il proclamait roi des Espagnes et des Indes son frère Joseph, roi de Naples et de Sicile. Bientôt parut, en reconnaissance de cet événement, une adresse aux Espagnols par les députés à la junte générale extraordinaire. Le duc de l'Infantado faisait partie des nombreux signataires de cette adresse, ainsi que le duc del Parque, l'ex-ministre Cevallos, le duc d'Hijar, le comte Ferdinand de Nunez, le marquis de Santa-Cruz, le duc d'Ossuna; parmi les signataires du manifeste de la junte du gouvernement, on remarquait le ministre de la guerre O'Farril, le marquis de Caballero, le duc de Grenade; tout ce que la nation comptait d'hommes considérables par leur naissance, leurs dignités, leur fortune, leurs services et leur rang, sanctionna le nouvel ordre de choses. Enfin, le 7 juin, l'Empereur se porta en pompeux cortége au-devant de son frère Joseph, à deux lieues de Bayonne, et, après leur entrée au château de Marrac, les grands d'Espagne, le duc de l'Infantado à leur tête, vinrent offrir leurs hommages au roi. M. d'Urquijo, qui avait vainement supplié Ferdinand de ne pas dépasser Vittoria, eut, ainsi que M. Cevallos, une longue conférence avec Joseph. Les députations du conseil de Castille, des conseils de l'inquisition, se succédèrent. La députation de l'armée fut présentée par le duc del Parque. Les fidélités des deux dernières cours s'étaient réconciliées pour former la fidélité de la nouvelle dynastie. Après plusieurs séances de la junte extraordinaire, où se discuta l'acte constitutionnel, le 7 juillet, la junte étant réunie dans le lieu de ses séances, Joseph, sur son trône, prononça un discours et ordonna la lecture de cet acte. Le roi prêta serment sur l'Évangile à la religion et à la Constitution de l'État. Le serment fut successivement prêté au roi et à la Constitution par tous les membres de la junte, les grands-officiers de la couronne et les officiers de la maison du roi. La junte vota des remerciemens à l'Empereur, et fut admise en sa présence. Le 9, Joseph se mit en route pour ses États avec un cortége de cent voitures : l'Empereur l'accompagna jusqu'à la première poste.

Le nouveau souverain avait appelé au ministère les hommes les plus distingués de l'Espagne. Cevallos eut les affaires étrangères; Mazarado la marine; d'Azanza le ministère des Indes, de grace et justice; Cabarrus, celui des finances; O'Farril, celui de la guerre. Le duc de l'Infantado devint colonel-général des gardes royales. Ainsi la conversion des conseillers de Charles et de Ferdinand était complète et devait décider celle de la nation, si la nation n'eût été plus fière que ses princes et leurs ministres.

La Constitution fixait la liste civile du monarque, les apanages des Infans, le douaire de la Reine; établissait un sénat chargé de veiller sur la liberté individuelle, et sur celle de la presse; un conseil

 (l'ÉUt investi de la discussion des luis et des règlemens de radiiiinislralion, et de la connaissance des conflits de juridiction entre les corps judiciaires et Ica coq)s administratifs; elle instituait les Cortès, divisés, non en trois ordres, mais en trois bancs : le clergé aveiil vingt-cinq députés, archevêques et cs'éques ; la noblesse également vingt-cinq, qualifiés grand» de» Cortè»; le peuple, cent vingt-deux. Les deux premiers bancs étaient nommés par lellrcspatontes du roi ; le troisième par les provinces, en raison d'un représentant sur trois cent mille habitnns. Les séances n'étaient pas publiques. La Constitution appelait les (Cortès à délibércrsur les finances, sur les Codes, sur les impositions : les comptes des reccUcs cl des dépenses de l'I^tal, publiés chaque année, leur étaient soumis. Les Cortès pouvaient accuser un ministre au moyen d'une adresse présentée au roi par une députation. Un seul Code civil régissait les P^spagnes. La loi consacrait l'indcpcndancc de Turdre judiciaire. Le conseil de Castille faisait les fonctions de cour de cassation; une haute courroyale connaissait des délits personnels commis par les membres de la famille royale, les ministres, les sénateurs, les conseillers d'Etat. Le système d'imposition était le même dans tout le royaume : on séparait le trésor public du trésor de la couronne; une cour spéciale devait vérifier toutes les comptabilités. L'inviolabilité environnait le domicile de tout habitant pendant la nuit; aucun citoyen ne pouvailêtrc arriHésansunordre légal par écritdont on lui rcmcllaitcopie. La torture était supprimée, la noblesse maintenue; mais tout Espagnol pouvait prétendre à tous les emplois. La liberté de la presse serait établie deux ans après la mise à exécution de la Constitution. Le premier article de l'acte constitutionnel ne reconnaissait que la seule religion catholique en Espagne. Enfin, il y avait une ligue ofTensivc et défensive sur terre cl sur mer entre la France et l'Espagne: il n'était point parlé de l'Inquisition. Telle était sommairement la Charlcespagnole donnée par l'Empereur. Quelque imparfaite qu'elle jtuissc paraître, si on considère les besoins que le siècle a fait naître dans le reste de l'Europe, on ne saurait disconvenir qu'elle sufllsail à l'état d'ignorance auquel le vieux système avait ramené l'Kspagne. Solon, en offrant ses lois aux Athéniens, leur avait dit : k Je ne vous donne pas les ineilleurcs luis, mais les meilleures que vous puissiez supporter. Il y a dix-huit ans que ccUc Constitution fut présentée aux peuples de l'Espagne. Si alors ils l'avaient acceptée; si, résistant aux intérêts des agitateurs rcgnicoles et étrangiTS, qui

les ont si lâchement abandonnés, ils eussent dès celte époque, fidèles au nouveau pacte, fait cause commune avec la fortune, la puissance, les luis, les lumières et les I voeux de la France, l'Espagne aurait repris parmi j les nations le rang où la placèrent jadis sa haute prospérité cl la jouissance du plus beau sol de l'Europe; elle serait la sauve-gardc de la France, à qui elle aurait dù sa régénération. Avec le temps on l'aurait vue retoucher sa Constitution, et finir, comme les autres États, par proclamer aussi la grande loi de la civilisation, la liberté des cultes. Mais tandis qu'à Madrid et à Bayonne les adresses de la junte suprême, du conseil de Castille, de la ville de Madrid, cl toutes les supériorités civiles et religieuses, remerciaient Napoléon d'être devenu l'arbitre de l'Espagne, et lui demandaient son frère pour souverain, le 27 mai, la Saint-Ferdinand faisait sonner dans toute l'Espagne méridionale le tocsin de nouvelles ^'ëprcs siciliennes contre ravèncincnt de l'ex-roi des Deux-Siciles, et contre les (larlisans du protectorat français. C*.e même jour avait été choisi dans le silence d'une vaste conjuration pour inaugurer, par la célébration de la fêle du dernier roi espagnol, l'insurrection à Cadix et la junte nrovinciale à Séville. En vain la grande junte d'Élat, réunie à Bayonne, s'est proclamée l'organe du vœu national pour mettre sur la tetc de Joseph U' la cournnne d'Espagne cl des Indes; en vain elle parle au nom du lieu qui unit la France à la Péninsule : la junte provinciale de Séville déclare à l'Europe la royauté de Ferdinand Vil, et à la France la guerre révolutionnaire de l'Espagne, l^c premier acte de l'insurrection de Cadix est la prise de l'escadre française et le meurtre du capitaine-général; à Valence, un équipage français, qui s'y était réfugie [>our éviter la poursuite d'une frégate anglais^', périt égorgé par le peuple; le capitaine-général tombe aussi massacré. A Carlhagènc, à Grenade, à SanLucar, à Saragossc, à Uadajoz, à ValladoLid, dans le royaume de Léon, dans celui des Asturies, dans la Galice, dans l'Estramadurc, dans les deux Caslillcs,dans la Navarre, l'Aragon, la Catalogne, la rage populaire répéta, contre les principales autorités et les citoyens les plus distingués, les scènes de carnage qui, en 1799, avaient signalé à Naples le retour de la famille royale. Plusieurs gouverneurs furent mis en pièces sous les yeux de leurs épouses, et leurs têtes portées au bout des piques. Un chanoine de Madrid, Ballhnzar Cabo, organisa la réaction .sanglante de Yakiicc; car les poignards avaient été bénis comme dans les temps barbares de notre histoire. Celle nouvelle Sainl-Barlbclcmy s'était aussi annoncée par des miracles sulennellement proclamés à Saragossc, à Valladulid, à Valence, à

.Séville; et rien ne manqua à celte fureur, digne du moyen .Igc, qu’alimentèrent les puissances les plus rcdoulables'du cœur humain, la vengeance rt la religion.

UlSTOlUE DE NAPOLÉON. La marche de Joseph sur Madrid fat éclairée par los premiers feux de celte autre guerre deSept-Ans, à laquelle la présence seule de Napoléon donnera quelques délais et arrachera quelques lauriers. Joseph dut regretter alors le trône paisible et voluptueux de l'heureuse Parthénope; et Murat, qui avait espéré que le procès de Bayonne serait jugé en sa faveur, aura à regretter un jour plus amèrement encore l'abdication de Charles IV. Le maréchal Bessières ouvrit la campagne, et envoya d'abord de forts délaclicmcns sur Logrono, Saragossc, Ségovic, Valladolid, et Sanlander. IvC 6 juin, le général V erd ier pri l Logrono, et revint ensuite attend re à Villoria le passage du roi. I.e 7, le général Frère enleva .Ségovic île vive force, le parlementaire français avait été accueilli à coups de canon. Le même jour, le général Lasalle se porta de Hurgos sur Torquemada, où il atteignit et battit aussi les insultés; il désarma ensuite la ville et la province de Palencia,ct se dirigeant sur Valladolid après avoir fait sa jonction avec le général Merle, il détruisit un corps de révoltés qui avait pris position, et entra dans Valladolid. L'évèque de Santander était le chef de rinsurrcclion de son diocèse. Le général Merle marcha sur ce point, dispersa tous les rasscmblcinens, reçut la soumission de Sanlander, qui, ainsi que Palencia, Ségovic cl Valladolid, prêta serment au nouveau roi. Le maréchal Bessières avait, en quinze jours, paciOé la province de Guipuscoa, l'Alava, la Biscaye, et une grande partie de la Navarre. Pendant ce temps , le général I^cfèvrc-Dcsnouettes soumettait le midi de cette dernière province, et après avoir défait les insurgés en plusieurs rencontres, il cflectuait, avec le général Verdier, le blocus de Saragossc, où s'étaiciil réfugiés les divers partis qui n'avaieol pu tenir la campagne. général Dubesme fit la guerre dans la Catalogne, le maréchal Monccy, dans le royaume de Valence, qui avait vu se former une junte insurrectionnelle; un égal succès couronna leurs opérations; mais Valence ne pouvait être attaquée sans artillerie de siège. Parti de Madrid à la fin de mai, le général Dupont s'avançait sur l'Andalousie :1e 7 juin, il avait écrasé rcrineroi à Alcoléa, ctil sc présenta devant Cordoue, où les insurgés étaient en force. Mille sept cents hommes défendaient ccUe ville; ils empêchèrent le corregidorde la rendre. 11 fallut battre en brèche; Cordoue fut enlevée; Jacn eut le môme sort. Cependant un corps de quarante mille hommes était parti de Galice afin de couper au roi Joseph, alors en route pour Madrid, le chemin do la capitale. Le maréchal Bessières courut au-devant de cc grand

péril, avec douze mille hommes seulement, prit position sur les hauteurs de Mcdina del Bio Scco, et attaqua audacieusement 1rs Espagnols : le corps m ennemi et la ville furent emportés à la baïonnette; quarante pièces de canon, six mille prisonniers, dix mille tués, les bagages et les munitions de toute celte armée, furent les trophées de celte bataille vraiment mémorable. Les Espagnols essuyèrent une déroule complète. Bessières poursuivit l'ennemi sur Benavente , Mayorga cl Leon , qui firent leur soumission. Cc succès important assura les communications avec le Portugal, et devint très-utile à l'armée de Juiiot. Dés le 1 6 juin, les Portugais avaient imité les Espagnols; le cri du patriotisme les avaient appelés dans Oporlo à une insurrection générale. l.cspruvincesdu nord étaient dejé évacuées par raritice française. Les Espagnols et les Portugais donnaient à r£uro|>e le beau spectacle de deux peuples ennemis sc réunissant tout a coup pour défendre en commun leur droit domestique, cette antique indépendance de famille qui est la propriété de toute nation. Mais les fusils de fabrique anglaise, dont sont armés les Espagnols et les Portugais; les officiers supérieurs de l'AnglcUrrc qui commandent les mouvcinens de leurs troupes, cl les trésors brilaiiniqucs qui soldent tout à coup les sujets délaissés des maisons de Bourbon cl de Bragancc, apprennent aussi à l'Europe que Napoléon, en dirigeant scs années sur le Portugal cl l'Espagne, n'a fait que prévenir celles de l'Angleterre. Le régent de Portugal, dominé, comme on l'a vu, par rainbassadeur Slrangford, avait abandonné ses Étals, au lieu de les conserver sous l'aliiaiicc cl la protection du Napoléon, au prix de l'adoption du système continental. Dans les affaires de l'Escurial cl d'Aranjuez, il fut également reconnu que Ferdinand, en voulant détrôner son père, voulait aussi rejeterramilié de la France pour s'unir à r.Vngleterre. Le 1 11 juillet, un décret impérial, date de Bayonne, donne au grand-duc de Berg la couronne de Naples. Mural se bâte de quitter l'Espagne : c'est le duc de Rovigo qui le remplace dans le coumiandeuient général de l'armée. Le maréchal Bessières a ouvert à Joseph les portes de Madrid ; k 20, cc prince y fit son entrée au milieu d'une foule sikucicuse. Celle attitude de la population d'une capitale prouve énergiquement qu'il n'y a eu de vaincu que l'aruiée battue par Bessières; que si Joseph occupe le trône» la nation occupe le champ de bataille qui nous attend : en effet , clic y est tout entière. L'anncc de ligne de Galice et d'Andalousie a pris part à l'insurrection. Les troupes de ligne de Madrid, de Sainl-Scbaslicn, de Barcelone, ont déserté pour rejoindre les drapeaux de l'indépendance.

L’Espagne ri’ctait pas plus capable qu'elle ne Test aujourd’hui déjuger un bon gouvernement, et, sans avoir egard à l'abdic.'ilion du roi qu'elle .avait vu naître ,

La marche de Joseph sur Madrid fut éclairée par les premiers feux de cette autre guerre de Sept-Ans, à laquelle la présence seule de Napoléon donnera quelques délais et arrachera quelques lauriers. Joseph dut regretter alors le trône paisible et voluptueux de l'heureuse Parthénope; et Murat, qui avait espéré que le procès de Bayonne serait jugé en sa faveur, aura à regretter un jour plus amèrement encore l'abdication de Charles IV. Le maréchal Bessières ouvrit la campagne, et envoya d'abord de forts détachemens sur Logrono, Saragosse, Ségovie, Valladolid, et Santander. Le 6 juin, le général Verdier prit Logrono, et revint ensuite attendre à Vittoria le passage du roi. Le 7, le général Frère enleva Ségovie de vive force, le parlementaire français avait été accueilli à coups de canon. Le même jour, le général Lasalle se porta de Burgos sur Torquemada, où il atteignit et battit aussi les insurgés; il désarma ensuite la ville et la province de Palencia, et se dirigeant sur Valladolid après avoir fait sa jonction avec le général Merle, il détruisit un corps de révoltés qui avait pris position, et entra dans Valladolid. L'évêque de Santander était le chef de l'insurrection de son diocèse. Le général Merle marcha sur ce point, dispersa tous les rassemblemens, reçut la soumission de Santander, qui, ainsi que Palencia, Ségovie et Valladolid, prêta serment au nouveau roi. Le maréchal Bessières avait, en quinze jours, pacifié la province de Guipuscoa, l'Alava, la Biscaye, et une grande partie de la Navarre. Pendant ce temps, le général Lefèvre-Desnouettes soumettait le midi de cette dernière province, et après avoir défait les insurgés en plusieurs rencontres, il effectuait, avec le général Verdier, le blocus de Saragosse, où s'étaient réfugiés les divers partis qui n'avaient pu tenir la campagne. Le général Duhesme fit la guerre dans la Catalogne, le maréchal Moncey, dans le royaume de Valence, qui avait vu se former une junte insurrectionnelle; un égal succès couronna leurs opérations; mais Valence ne pouvait être attaquée sans artillerie de siége. Parti de Madrid à la fin de mai, le général Dupont s'avançait sur l'Andalousie : le 7 juin, il avait écrasé l'ennemi à Alcoléa, et il se présenta devant Cordoue, où les insurgés étaient en force. Mille sept cents hommes défendaient cette ville; ils empêchèrent le corrégidor de la rendre. Il fallut battre en brèche; Cordoue fut enlevée; Jaen eut le même sort. Cependant un corps de quarante mille hommes était parti de Galice afin de couper au roi Joseph, alors en route pour Madrid, le chemin de la capitale. Le maréchal Bessières courut au-devant de ce grand péril, avec douze mille hommes seulement, prit position sur les hauteurs de Medina del Rio Seco, et attaqua audacieusement les Espagnols : le corps ennemi et la ville furent emportés à la baïonnette; quarante pièces de canon, six mille prisonniers, dix mille tués, les bagages et les munitions de toute cette armée, furent les trophées de cette bataille vraiment mémorable. Les Espagnols essuyèrent une déroute complète. Bessières poursuivit l'ennemi sur Benavente, Mayorga et Léon, qui firent leur soumission. Ce succès important assura les communications avec le Portugal, et devint très-utile à l'armée de Junot.

Dès le 16 juin, les Portugais avaient imité les Espagnols; le cri du patriotisme les avaient appelés dans Oporto à une insurrection générale. Les provinces du nord étaient déjà évacuées par l'armée française. Les Espagnols et les Portugais donnaient à l'Europe le beau spectacle de deux peuples ennemis se réunissant tout à coup pour défendre en commun leur droit domestique, cette antique indépendance de famille qui est la propriété de toute nation. Mais les fusils de fabrique anglaise, dont sont armés les Espagnols et les Portugais; les officiers supérieurs de l'Angleterre qui commandent les mouvemens de leurs troupes, et les trésors britanniques qui soldent tout à coup les sujets délaissés des maisons de Bourbon et de Bragance, apprennent aussi à l'Europe que Napoléon, en dirigeant ses armées sur le Portugal et l'Espagne, n'a fait que prévenir celles de l'Angleterre. Le régent de Portugal, dominé, comme on l'a vu, par l'ambassadeur Strangford, avait abandonné ses États, au lieu de les conserver sous l'alliance et la protection de Napoléon, au prix de l'adoption du système continental. Dans les affaires de l'Escurial et d'Aranjuez, il fut également reconnu que Ferdinand, en voulant détrôner son père, voulait aussi rejeter l'amitié de la France pour s'unir à l'Angleterre.

Le 15 juillet, un décret impérial, daté de Bayonne, donne au grand-duc de Berg la couronne de Naples. Murat se hâte de quitter l'Espagne : c'est le duc de Rovigo qui le remplace dans le commandement général de l'armée. Le maréchal Bessières a ouvert à Joseph les portes de Madrid; le 20, ce prince y fit son entrée au milieu d'une foule silencieuse. Cette attitude de la population d'une capitale prouve énergiquement qu'il n'y a eu de vaincu que l'armée battue par Bessières; que si Joseph occupe le trône, la nation occupe le champ de bataille qui nous attend : en effet, elle y est tout entière. L'armée de ligne de Galice et d'Andalousie a pris part à l'insurrection. Les troupes de ligne de Madrid, de Saint-Sébastien, de Barcelone, ont déserté pour rejoindre les drapeaux de l'indépendance. L'Espagne n'était pas plus capable qu'elle ne l'est aujourd'hui de juger un bon gouvernement, et, sans avoir égard à l'abdication du roi qu'elle avait vu naître,

The text on this page is estimated to be only 26.11% accurate

m HISTOIRE DE NAPOLÉON. clic repoussait le roi etranger, parce que les moines et le clergé, qui la dominaient et la dominent encorc, lie pouvaient être dans les intérêts de ce changement. I.e SI juillet. Napoléon, rappelé en France par les soins de son vaste empire et par la nécessité de veiller sur l'Europe, qui le regarde avec crainte et se prépare à saisir la première occasion de l'abaisser, quitte Ilayonne et retourne lentement à Paris; il s'arrête dans les villes principales, où d'heureuses dispositions administratives signalent son passage. Il SC délasse dans ces stations de famille des souvenirs de Rayonne. Le 14 août, le canon de sa fête annonea son arrivée à la capitale; le même jour, sa statue colossale, fondue avec le bronze d'Austerlitz, sortait des ateliers de Saint-Laurent pour orner bientôt la colonne triomphale de la place Vendôme. Lependant le roi Joseph, arraché aux délices de Naples, et réduit désormais à lui-même, doit conquérir pour régner, cl rester toujours arme pour conserver sa couronne. Une armée s'épuise et la guerre finit; mais une nation ne périt pas devant un drapeau; aussi la défaite de Médina del Rio Seco ne tarda point à être vengée. première nouvelle que le roi Joseph reçut de l'armée française depuis son arrivée à Madrid, fut celle de l'inféme capitulation d'AnduJar, petite ville illustrée depuis par un décret dont l'Espagne, honteusement retombée sous le joug, n'a plus le droit de demander rexccution à la France. Le général Dupont, ayant sous ses ordres les généraux Vedel clGobert, avait, vers ta fin de juin, placé l'un de ses olTiciers à Baylcn , l'autre à la Caroline; lui-même, avec sa première division, la division Rarbou, occupait Andujar sur le Cuadalqiiivir, ou il avait fait construire une tête de pcratif de se rrpluyer sur Madrid parcelle même roule, et l'expresse défense de s'engager avec l'en* nemi, même dans l'espoir d'un succès. La division Goberl n'avait été envoyée par le général en chef, que pour assurer davantage la retraite du général Dupont, dont la division Ycdel devait commencer le mouvement. Le î20 juillet, jour de l'entrcc de Joseph à Madrid, rennemi, fort de quarante mille hunirnes, présenta la bataille à Dupont, qui ne comptait que treize mille hommes sous le drapeau. A cette infériorité numérique sc jolgnirciil trois fautes du commandant français : il ne conserva point sa communication avec Madrid; il se laissa séparer des divisions Goi>ert et Vedel, qui faisaient les deux tiers de son armée, et enfin il sc battit le 10 avec des forces disproportionnées et dans une position

désavantageuse. Si, comme il le devait, il eût réuni scs troupes le 17, il aurait remporté une victoire complète; mais, au lieu de s'illustrer par un nouveau succès qui achevait sa fortune militaire cl arrêtait peut-être pour toujours l'essor de l'insurrection espagnole , dont les chefs désiraient un gouvernement juste et modéré, il signe la capitulation d'AmIiijar le 2â, au moment d'opérer avec le général Vedel une jonction qui mettait entre deux feux l'armée ennemie. Le général Vedel, attaqué par les insurgés, avait enlevé trois pièces de canon, deux drapeaux, fait prisonnier le régiment de Jaen, cl il n'était séparé du général Dupont que par le corps qu'il venait de battre. Krifiii, malgré la situation où le plaçait si inopinément la eapiliilalion , Vedel imposa encore à l'ennemi, et il cfTectiiail sa retraite sur Madrid, quand, après une grantlo Journée tie marche t il lui fut signifié par le chef d'élal-major du général Dupont, ainsi qu'au général Goberl, qu'ils riaient, eux et leurs divisions, compris dans l'acte désbonornnt d'Aiidujar : exemple inouï pendant toute la guerre d'Espagne, où les armées françaises ont eu des fortunes diverses, mais où clics n'ont jamais essuyé l'opprobre d'une capitulation en rase campagne! D'ailleurs le général Dupont outrepassa les droits que l'adversité peut donner à un chef. Entouré qu'il était lui cl ses troupes, déjà (H-isonnier de sa propre capilulaliou, contre laquelle il n'avait pas eu le scnlimcnl d'armer un généreux désespoir, par cela seul il se trouvait déchu de la faculté d'envoyer des ordres à un «le ses généraux, quand ce général était victorieux cl libre à la tête de sa division. L'heure de Dupont était venue de mourir noblement les armes à la main, et d'ajouter le dévouement patriotique aux belles actions de sa vie guerrière. D'immenses bagages, bunleusemeiil qualifiés, avaient retardé , disait-on, la marche du généra! Dupont sur Rnylen, et leur conscn*alion l'avait décidé à capituler Napoléon reçut à Bordeaux, le 1«' août, celle affreuse nouvelle. « Des généraux français, s'écriaM l-il, ii'uiment pas mieux mourir que de signer «(que l'armée restituera les vases sacrés qu'elle a «volés! Je voudrais effacer celle honte de tout « mon sang. « Sa pudeur toute française ne souffrit pas que la capitulation d'Andujar fût imprimée dans aucune feuille publique. Si cejK'ndant Napoléon l'eût permis, l'armée .aurait dans le temps défendu la cause de l'honneur français, en rejelatil i le crime sur les vrais coupables. Car les soldats, DigitUed by-Goog[c

HISTOIRE nF, NAPOLÉON. 287 irrités (Je sc voir soumis à rinspoclion ar les soldats des deux armées. Hais, soulevée tout à coup révoluliunnairemenl par l'enthousiasme général, la junte suprême deSéville ose violer le droit des gens au nom du droit de la nation. Elle rejette la convention que Castanos avait signée, cl, donnant elle-même à la lutte espagnole l'affreux signal du méprix des traités, clic arrête que l'armée de Dupont, forte de vingt-six mille hommes, officiers et soldats, au lieu d'être conduite à Rochefort, restera renfermée dans les pontons de Cadix, cachots pestilentiels sortis des ports de la philantropique Angleterre. Ce décret de la junte produit par son iniquité cllu-mêmc l'effet d'une réaction convulsive sur le peuple espagnol, le mot cxTiRxtsàTiov devient le cri de guerre. I.Æ fanatisme sanguinaire de 1793 plane sur les armées et les habitans de la Péninsule. La capitulation de Baylcn avait dissipe le prestige , si important a entretenir, de rinvincibiiitc française, cl enlevé à notre armée le tiers do sa force : méconnue par In junte, elb; fait du trône de Joseph une simple position militaire qui doit être conslamitictil assiégée, et à la lin tomber sous rupinidlreté d'une guerre à outrance. Huit jours après son arrivée à Madrid, le 1^' août, Joseph se voit contraint d'aller se réfugier à ViUoria. L'arrnéc française rentre dans des quartiers de rafralcliisscment, qui la meltcnl à l'abri du climat brûlant des plaines de la NouvolicCâstille, et de l'embrasement subilde la population. LcgciiéralDuhesmc retourne aussi à Barcelone pour réunir son corps et contenir cette grande ville, dont il occupe tous les forts. La royauté de Joseph se trouve déjà circonscrite dans un camp retranché. Le 31 juillet est une grande époque, celle du débarquement d'une armée anglaise sous les ordres de sir Arthur Wcllesicy, depuis lord Wellington, qui prend terre à Lcyria, à trente lieues au nord de Lisbonne, et unit ses drapeaux à ceux de l'armée portugaise. Le général anglais, à la tête de vingtsix mille hommes des deux nations, marche sur Viincira, où l'intrépide Junot, avec dix mille hommes seulement, accepte la bataille le 22 août. Junot fut battu, cl obligé de se reployer sur Lisbonne devant des troupes trop supérieures en nombre, après cinq heures de combat. Les portes des deux armées sont égales, si les forces ne le sont pas. Junot, en dépit de cette valeur si connue dont il multiplia les efforts dans cette circonstance, n'avait pu contraindre les Anglais à se rembarquer, ni s'emparer de leur position ; mais, malgré cet échec, la journée de Vimeira tourna encore à la gloire du général français. Son attitude parut si

imposante, même après ce revers, qu'elle amena I un armistice. Le 30 août, Junot, dont les divers ' corps en Portugal n’cxccdcnl pas vingt mille hommes, obtient du général anglais, qui compte sous ses drapeaux trente mille combatlanset toute l'insurrcclion, la belle capitulation de Cintra. En vertu de ce traité, notre armée doit évacuer le Portugal; des vaisseaux anglais la transporteront en France, avec toute son artillerie, scs caissons et scs bagages. L’armée n’est point prisonnière; ii sa rentrée sur le sol natal, elle peut reprendre sa place de bataille. Celle capitulation, loin d’effacer la honte de celle de Baylen, la fait ressortir davantage. En Portugal, une junte ne détruisit pas non plus le pacte de la guerre , et la convention de Cintra est religieusement obsenéc par l'ennemi. Le général français se montra dans la négociation tel que sur le champ de bataille. Il méritait, il emporta l’estime et le respect de son adversaire. Junot et ses soldats quittenllc Portugal comme après une victoire, mais les Anglais sont restes dans ce pays; et l’Espagne, où l'armée de Joseph n’a plus que Barcelone, la Navarre, la Biscaye et l’Alava, apGoogit

irrités de se voir soumis à l'inspection de leurs havresacs, désignèrent aux Espagnols les fourgons qui recelaient les vols dont ils subissaient l'affront, et l'infamie seule resta aux spoliateurs. Napoléon ordonna une enquête : l'histoire a prononcé le jugement.

L'affaire d'Andujar fut jugée par l'indignation de la France et par l'exaltation de l'Espagne ; elle porta l'atteinte la plus grave à la cause de Napoléon ; elle enflamma le parti de l'insurrection et lui rallia les dissidens nombreux qui, sans ce désastre, allaient se réunir autour du trône de Joseph. Le contre-coup de cette commotion morale, qui ébranla soudain toute l'Espagne, retentit aussitôt dans les cabinets, et alla à huit cents lieues de Baylen éveiller les quinze mille soldats de la Romana. La conjuration espagnole a désormais un camp sur les bords de la Baltique, au milieu de l'armée de Bernadotte. La Romana forme le généreux projet d'aller avec ses troupes secourir sa patrie. Il trompe Bernadotte, que l'Empereur lui-même a engagé à surveiller les Espagnols, et parvient, le 10 août, à s'embarquer sur des vaisseaux anglais avec la moitié de son corps. Jamais événement n'acquit plus rapidement une plus grande importance. Castanos, qui reçut la capitulation de Dupont, fut loin de se douter lui-même de l'immense service qu'il venait de rendre à sa cause. Cette capitulation portait que les troupes sous les ordres de Dupont, déclarées prisonnières de guerre, seraient embarquées, à San-Lucar ou à Rota, sur des vaisseaux espagnols qui les transporteraient à Rochefort. Elle stipulait aussi malheureusement que les généraux conserveraient chacun une voiture et un fourgon, sans être soumis à aucun examen. Cette clause, comme on l'a vu, fut anéantie par les soldats des deux armées. Mais, soulevée tout à coup révolutionnairement par l'enthousiasme général, la junte suprême de Séville ose violer le droit des gens au nom du droit de la nation. Elle rejette la convention que Castanos avait signée, et, donnant elle-même à la lutte espagnole l'affreux signal du méprix des traités, elle arrête que l'armée de Dupont, forte de vingt-six mille hommes, officiers et soldats, au lieu d'être conduite à Rochefort, restera renfermée dans les pontons de Cadix, cachots pestilentiels sortis des ports de la philantropique Angleterre. Ce décret de la junte produit par son iniquité elle-même l'effet d'une réaction convulsive sur le peuple espagnol, le mot EXTERMINATION devient le cri de guerre. Le fanatisme sanguinaire de 1793 plane sur les armées et les habitans de la Péninsule. La capitulation de Baylen avait dissipé le prestige, si important à entretenir, de l'invincibilité française, et enlevé à notre armée le tiers de sa force : méconnue par la junte, elle fait du trône de Joseph une simple position militaire qui doit être constamment assiégée, et à la fin tomber sous l'opiniâtreté d'une guerre à outrance. Huit jours après son arrivée à Madrid, le 1er août, Joseph se voit contraint d'aller se réfugier à Vittoria. L'armée française rentre dans des quartiers de rafraîchissement, qui la mettent à l'abri du climat brûlant des plaines de la Nouvelle-Castille, et de l'embrasement subit de la population. Le général Duhesme retourne aussi à Barcelone pour réunir son corps et contenir cette grande ville, dont il occupe tous les forts. La royauté de Joseph se trouve déjà circonscrite dans un camp retranché.

Le 31 juillet est une grande époque, celle du débarquement d'une armée anglaise sous les ordres de sir Arthur Wellesley, depuis lord Wellington, qui prend terre à Leyria, à trente lieues au nord de Lisbonne, et unit ses drapeaux à ceux de l'armée portugaise. Le général anglais, à la tête de vingt-six mille hommes des deux nations, marche sur Vimeira, où l'intrépide Junot, avec dix mille hommes seulement, accepte la bataille le 22 août. Junot fut battu, et obligé de se reployer sur Lisbonne devant des troupes trop supérieures en nombre, après cinq heures de combat. Les pertes des deux armées sont égales, si les forces ne le sont pas. Junot, en dépit de cette valeur si connue dont il multiplia les efforts dans cette circonstance, n'avait pu contraindre les Anglais à se rembarquer, ni s'emparer de leur position ; mais, malgré cet échec, la journée de Vimeira tourna encore à la gloire du général français. Son attitude parut si imposante, même après ce revers, qu'elle amena un armistice. Le 30 août, Junot, dont les divers corps en Portugal n'excèdent pas vingt mille hommes, obtient du général anglais, qui compte sous ses drapeaux trente mille combattans et toute l'insurrection, la belle capitulation de Cintra. En vertu de ce traité, notre armée doit évacuer le Portugal ; des vaisseaux anglais la transporteront en France, avec toute son artillerie, ses caissons et ses bagages. L'armée n'est point prisonnière ; à sa rentrée sur le sol natal, elle peut reprendre sa place de bataille. Cette capitulation, loin d'effacer la honte de celle de Baylen, la fait ressortir davantage. En Portugal, une junte ne détruisit pas non plus le pacte de la guerre, et la convention de Cintra est religieusement observée par l'ennemi. Le général français se montra dans la négociation tel que sur le champ de bataille. Il méritait, il emporta l'estime et le respect de son adversaire. Junot et ses soldats quittent le Portugal comme après une victoire, mais les Anglais sont restés dans ce pays ; et l'Espagne, où l'armée de Joseph n'a plus que Barcelone, la Navarre, la Biscaye et l'Alava, ap-

The text on this page is estimated to be only 27.64% accurate

288 HISTOIRE DE NAPOLÉON. plaudit au succès cic ces nourcaux hôtes armés, que , trois mois auparavant , elte jurait d'exterminer sous les aigles de Napoléon. Jamais vicissitude plus contraire ne brisa en moins de temps la destinée de deux nations. Dès ce jour pâlit l'astre de Napoléon; un fusil espagnol croisé avec un fusil anglais devient le contrepoids de tant de prospérité. Digitized by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON. SK9 CHAPITRE III.

ntVOLDTIOFI A rONSTA’^TMOPLB. — r.O'IVENTin'l OF. FABtR BHTIIK t.A FKAKCK BT LA FRCSFB. — B^TRBVTB d’bRFI'RT. — BflTRÉB RES ANGLAIS B!^ ESFAGNB. — NAFOLtON AlADRtO. — DBVXIÈIIE EXFilHTlON BS FORTITGAL. — RÉPART DE NAPOlton POUR PARIS. I.B iü mai 1807, Scliin III, assis (lepuis dix-scpt ans sur lu Irùne oUoman, avait etc soudaincinunl

CHAPITRE III.

RÉVOLUTION A CONSTANTINOPLE. — CONVENTION DE PARIS ENTRE LA FRANCE ET LA PRUSSE. — ENTREVUE D'ERFURT. — ENTRÉE DES ANGLAIS EN ESPAGNE. — NAPOLÉON A MADRID. — DEUXIÈME EXPÉDITION EN PORTUGAL. — DÉPART DE NAPOLÉON POUR PARIS.

Le 29 mai 1807, Sélim III, assis depuis dix-sept ans sur le trône ottoman, avait été soudainement déposé par les janissaires, et relégué dans l'intérieur du sérail. Son neveu, Mustapha IV, fut aussitôt proclamé empereur par cette milice, alors indomptable. Mais son visir Barayctar, qui avait conçu avec lui l'audacieux projet d'affranchir les sultans de l'antique tyrannie de ces esclaves toujours menaçans, conservait à son maître malheureux une fidélité digne des plus beaux caractères, et il nourrissait dans son pachalick de Rudshuck le hardi dessein de rendre le sceptre à Sélim. Barayctar commandait les forces ottomanes sur le Danube. Dans les premiers jours de juillet 1808, une partie de son armée s'ébranla, et arriva à Andrinople, où il força le grand-visir, avec lequel il était brouillé, de le suivre à Constantinople. Dès qu'il vit son camp assis sous les murs de la capitale, Barayctar publia qu'il n'était venu que pour rendre hommage à Mustapha, qui l'accueillit avec distinction. Bientôt le commandant des forteresses du Bosphore, qui avait puissamment contribué à la chute de Sélim, fut attaqué par des inconnus et mis à mort; l'aga des janissaires fut déposé, ainsi que le muphti, qui tenait sous le joug le nouveau souverain. Tous les ulémas du parti du muphti eurent le même sort. Mustapha, reconnaissant des services de Barayctar, lui témoigna la plus grande confiance. Le pacha jugea alors le moment favorable pour exécuter son projet. Le 28 juillet, il entre dans Constantinople à la tête de huit mille hommes; il convoque le muphti, les ulémas, les ministres, prononce la déchéance de Mustapha, et lui redemande le sultan Sélim. Mustapha résiste; Barayctar marche sur le Sérail avec ses troupes. Le Sérail se ferme : mais bientôt il s'ouvre, et Sélim égorgé est livré à son généreux défenseur. Barayctar couvre de larmes le corps de son maître dont il a causé la mort; il dépose Mustapha, proclame empereur Mahmoud, cousin de Sélim, exile le grand-visir, refuse de lui succéder, fait trancher la tête aux partisans de Mustapha, confirme les ministres dans leurs places, et règne au sein de Constantinople par la puissance que son génie lui donne sur le peuple et sur l'armée. Un mois après, nommé grand-visir, il s'attache à poursuivre la réforme des janissaires, auxquels il substitue le corps des seymens, et Barayctar gouverne ensuite avec une habileté et une fermeté jusqu'alors inconnues dans l'Empire des Sultans. Cependant il n'a pu détruire encore les nombreux corps de janissaires réunis à Constantinople ou campés aux portes de la capitale. Impatiens de la discipline sévère qu'on leur impose, jaloux de la préférence que les seymens ont obtenue sur eux, les janissaires de la ville et du camp, liés par une sourde conspiration, éclatent tout-à-coup le 14 septembre, attaquent les seymens, en font un affreux carnage, et escaladent les murs du Sérail. Le grand-visir voit le triomphe de ses ennemis et sa perte; il ne veut pas tomber vivant entre leurs mains. Il ordonne la mort de Mustapha, et, mettant le feu lui-même à un amas de poudre, caché à dessein dans son palais, il se fait sauter. Cet épisode de l'année 1808 offrit alors peu d'intérêt, parce qu'à cette époque l'Europe était loin d'avoir, comme aujourd'hui, les yeux fixés sur la Turquie.

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 28.86% accurate

S90 HISTOIRE DE NAPOLÉON. M;ii& la catastrophe

HISTOIRE DE NAPOLÉON. premier nnnistrc, se souvint si bien en 1814 : Ooyez-vous que le vainqueur d'une armée fran•< çaisc, qui eût été maître de Paris, eût agi avec H celle modération ? » Ces mots retentirent dans toutes les cours , où ils prirent un caractère prophétique. Cependant Napoléon , tout pénétré qu'il endant l'accroissement subit et immodéré de l'étal militaire de l'Autriche peut faire craindre à Napoléon une autre guerre d'invasion. C'est le comte de Stadion, l'implacable ennemi de l'Empereur et de la France, qui régit le cabinet de Vienne. Le comte de Stadion, l'homme des coalitions et des conjurations contre la France, est le Pitt du gouvernement autrichien. Il a hérité de la haine du iils de lord Chatam et des moyens familiers aux vengeances de ce ministre sans foi, sans pudeur, et sans aucun respect pour les droits cl les engagenions les plus sacrés. D'après cet ensemble de circonstances graves, elles rapports de scs ministres de la guerre et des relations extérieures, Napoléon adresse, le 4 septembre, au Sénat un message où il s'exprime ainsi : a ... Je suis résolu à pousser les •(alTaires d'Espagne avec la plus grande activité, » et à détruire les années que rAnglelerrc débaru quera dans ce pays... Mon alliance avec l'empcic reur de Russie ne laisse à l'Angleterre aucun U espoir dans ses projets. Je crois à la paix du con«t tiiicnl, mais je ne veux ni ne dois dépendre des « faux calculs et des erreurs des autres cours; et U puisque mes voisins augmentent leurs armées, il » est de mon devoir d'augmenter les miennes... » Il était dilDcile de désigner plus clairement l'Autriche, et de lui donner, apres l'entretien du 18 août avec son ambassadeur, un avcrlisscincnt plus positif. C'était à la face de l'Ruropo que Na|>uléon déclarait à la France qu'il avait besoin de nouvelles forces pour repousser une agression qui la menaçait sous le voile de la paix de Presbourg. Dans sa séance du 14, le Sénat vola cent soixante mille hommes. La France comptait alors douze armées ; celle de Pologne, celle de Prusse, celle de Silésie, relie de Danemark, celle de Dalinalie, celle d'Albanie, celle d'Ualie, celle de Naples, celle d'Espagiic, et des armées de réserve à Boulogne, sur les côtes, sur le Rhin et dans l'intérieur. Napoléon voulait renforcer scs armées d'Allemagne, cl porter à deux cent mille hommes celle d'Kspagnc. Il avait aussi dessein d'aller commander ccllc-ci en per>onnc, à son retour d'Erfurl. 11 lui appartenait de 291 combattre l'Anglelcircsur le continent d'où il l'avait bannie. Aussi, à la parade du 11 septembre, en présence de l'avant-garde des troupes de la grande armée, l'Empereur parla

ainsi : H Soldats! « Après avoir triomphé sur les bords du Daiml>c » et de la Vistule, vous avez traversé rAKctiiagne à U marches forcées; je vous fais aujourd'hui Iravcr» scr la France sans vous donner un rnument de n repos. Soldats! j'ai l>esoin de vous. La présence U hideuse du léopard souille les conlinens d'Espagne U et de Portugal. (^)u'â votre as|>ecl il fuie épuu« vanté ! Portons nos aigles trioniphaiites jusqu'aux M Colonnes d'Herculc : là auiti nout aron» des ou« irageg à venger! Soldats ! vous avez surpassa; la M renommée des armées modernes : mais avez-vous « égalé la gloire des armées de Rome, qui, dans H une même campagne, triomphèrent sur le « Rhin et sur l'Euphrate , en IJlyrie et sur le « Tage?.... n I.'Kmpcreur n'avait jamais mieux parle à scs braves d'Italie. Le 22 septembre, il partit de SaintCloud pour aller à Erfurt. Mais , avant son départ , ' le corps municipal de Paris a reçu l'ordre de rendre les plus briilans honneurs aux diiïérentcs divisions (le la grande armée en marche pour l'Espagne; la ville leur offrit des couronnes d'or pour être ajoutées à leurs aigles. Des banquets, présidés par le préfet et par les maires de la capitale , furent donnes à chacun de ces corps dans le jardin de Tivoli ; CCS fêtes triomphales eurent lieu les 22, 28, 29, 30 septembre cl î*'" octobre. Napoléon entre le 27 à Erfurt, cl va au-devant de l'Empereur Alexandre, arrive à Wcymar depuis deux jours. Napoléon se trouve chez lui à Erfurt; à la tète des princes de la confédération, et sur la frontière du royaume fcudalairede Frédéric-Guillaume, il est à la fuis l'empereur des Allemands cl celui des Français. C'est à sou ban que, du toutes les parties de rAllcinagne, se rendent ses grands vassaux couronnés : il exerce envers eux à Erfurt, avec la splendeur de Charlemagne , son impériale hospitalité. Deux souverains seulement n'y sont point appelés : c'est le roi de Prusse à peine amnistié d'iéiia, et l'empereur d'Autriche déjà relaps de la trop généreuse paix de Presbourg. Mais ce prince, bien qu'irrité du refus fait à M. de MeUernieb, son ambassadeur, de la permission de suivre Napoléon à Erfurt, ne se contente pas d'y envoyer, comme l'Angleterre, des observateurs sans caractère, spectateurs inquhds de celte union solennelle de Napoléon et d'Alexandre , de celte rcprésenbilion d'un I partage de l'Europe et peut-être du monde en deux I empires, donlPun s'appuierait sur Gibraltar, l'aulre DIgitized by Gougic

premier ministre, se souvint si bien en 1814 : « Croyez-vous que le vainqueur d'une armée fran- « çaise, qui eût été maître de Paris, eût agi avec « cette modération? » Ces mots retentirent dans toutes les cours, où ils prirent un caractère prophétique. Cependant Napoléon, tout pénétré qu'il est de cette croyance, oubliera encore à Vienne, le 14 octobre de l'année suivante, les avis qu'il donne à l'Autriche dans le désir de lui épargner une lutte nouvelle. Mais en 1814, au moment de signer l'abdication de Fontainebleau, il se rappellera le cercle du 15 août 1808.

Cependant l'accroissement subit et immodéré de l'état militaire de l'Autriche peut faire craindre à Napoléon une autre guerre d'invasion. C'est le comte de Stadion, l'implacable ennemi de l'Empereur et de la France, qui régit le cabinet de Vienne. Le comte de Stadion, l'homme des coalitions et des conjurations contre la France, est le Pitt du gouvernement autrichien. Il a hérité de la haine du fils de lord Chatam et des moyens familiers aux vengeances de ce ministre sans foi, sans pudeur, et sans aucun respect pour les droits et les engagemens les plus sacrés. D'après cet ensemble de circonstances graves, et les rapports de ses ministres de la guerre et des relations extérieures, Napoléon adresse, le 4 septembre, au Sénat un message où il s'exprime ainsi : « ... Je suis résolu à pousser les « affaires d'Espagne avec la plus grande activité, « et à détruire les armées que l'Angleterre débar- « quera dans ce pays... Mon alliance avec l'empe- « reur de Russie ne laisse à l'Angleterre aucun « espoir dans ses projets. Je crois à la paix du con- « tinent, mais je ne veux ni ne dois dépendre des « faux calculs et des erreurs des autres cours; et « puisque mes voisins augmentent leurs armées, il « est de mon devoir d'augmenter les miennes... » Il était difficile de désigner plus clairement l'Autriche, et de lui donner, après l'entretien du 15 août avec son ambassadeur, un avertissement plus positif. C'était à la face de l'Europe que Napoléon déclarait à la France qu'il avait besoin de nouvelles forces pour repousser une agression qui la menaçait sous le voile de la paix de Presbourg. Dans sa séance du 14, le Sénat vota cent soixante mille hommes. La France comptait alors douze armées : celle de Pologne, celle de Prusse, celle de Silésie, celle de Danemark, celle de Dalmatie, celle d'Albanie, celle d'Italie, celle de Naples, celle d'Espagne, et des armées de réserve à Boulogne, sur les côtes, sur le Rhin et dans l'intérieur. Napoléon voulait renforcer ses armées d'Allemagne, et porter à deux cent mille hommes celle d'Espagne. Il avait aussi dessein d'aller commander celle-ci en personne, à son retour d'Erfurt. Il lui appartenait de combattre l'Angleterre sur le continent d'où il l'avait bannie. Aussi, à la parade du 11 septembre, en présence de l'avant-garde des troupes de la grande armée, l'Empereur parla ainsi :

« Soldats!

« Après avoir triomphé sur les bords du Danube « et de la Vistule, vous avez traversé l'Allemagne à « marches forcées; je vous fais aujourd'hui traver- « ser la France sans vous donner un moment de « repos. Soldats! j'ai besoin de vous. La présence « hideuse du léopard souille les continens d'Espagne « et de Portugal. Qu'à votre aspect il fuie épou- « vanté! Portons nos aigles triomphantes jusqu'aux « Colonnes d'Hercule : *là aussi nous avons des ou-* « *trages à venger!* Soldats! vous avez surpassé la « renommée des armées modernes : mais avez-vous « égalé la gloire des armées de Rome, qui, dans « une même campagne, triomphèrent sur le « Rhin et sur l'Euphrate, en Illyrie et sur le « Tage?.... »

L'Empereur n'avait jamais mieux parlé à ses braves d'Italie. Le 22 septembre, il partit de Saint-Cloud pour aller à Erfurt. Mais, avant son départ, le corps municipal de Paris a reçu l'ordre de rendre les plus brillans honneurs aux différentes divisions de la grande armée en marche pour l'Espagne; la ville leur offrit des couronnes d'or pour être ajoutées à leurs aigles. Des banquets, présidés par le préfet et par les maires de la capitale, furent donnés à chacun de ces corps dans le jardin de Tivoli; ces fêtes triomphales eurent lieu les 22, 28, 29, 30 septembre et 1er octobre.

Napoléon entre le 27 à Erfurt, et va au-devant de l'Empereur Alexandre, arrivé à Weymar depuis deux jours. Napoléon se trouve chez lui à Erfurt; à la tête des princes de la confédération, et sur la frontière du royaume feudataire de Frédéric-Guillaume, il est à la fois l'empereur des Allemands et celui des Français. C'est à son ban que, de toutes les parties de l'Allemagne, se rendent ses grands vassaux couronnés : il exerce envers eux à Erfurt, avec la splendeur de Charlemagne, son impériale hospitalité. Deux souverains seulement n'y sont point appelés : c'est le roi de Prusse à peine amnistié d'Iéna, et l'empereur d'Autriche déjà relaps de la trop généreuse paix de Presbourg. Mais ce prince, bien qu'irrité du refus fait à M. de Metternich, son ambassadeur, de la permission de suivre Napoléon à Erfurt, ne se contente pas d'y envoyer, comme l'Angleterre, des observateurs sans caractère, spectateurs inquiets de cette union solennelle de Napoléon et d'Alexandre, de cette représentation d'un partage de l'Europe et peut-être du monde en deux empires, dont l'un s'appuierait sur Gibraltar, l'autre

 sur les Dardanelles; il fait partir le baron de Viii> cent, porteur d'une lettre pour Napoléon, datée de Presbourg du 18 septembre, cl conçue en ces termes : •> Monsuca aoti nfcta, « Mon ambassadeur à Paris m'apprend qoe » V. M. I. se rend à Krfurt, où elle se rencontrera M avec remperenr Alexandre. Je saisis avec empresH semcnl l'occasion qui la rapproche de ma frontière « pour lui renouveler le témoignage de l'amitié et M de la haute estime que je lui ai vouées; et j'en1 voie aupK‘s d'eilc mon licutenairf-géncral , le ba> •> ron de Vincent , pour vous porter rnssurance de M ces scntiinens invariables. Je me flatte que V. M. M n'a Jamais cessé d'en être convaincue, et que si M de fausses représentations, qu'on avait répandues « sur des institutions intérieures organiques que «j'ai établies dans ma monarchie, lui ont laissé « pendant un moment des doutes sur la persévé« rance de mes intentions, les explications que le w comte de Metlcrnicb a présentées à ce sujet à ses « ministres les auront entièrement dissipés. Le ba> « ron de Vincent se trouve à même de confirmer i « à V. M. CCS détails, et d'y ajouter tous les éclair- I •(cissemens qu'elle pourra désirer... » Le baron de Vincent arriva à Erfurt plusieurs jours avant Napoléon. L'empressement de l'empereur François, dans celte circonstance, signalait | son déplaisir de n'avoir pas été ap{>elé à renlrevue d'Erfurt. Gî déplaisir était d'autant plus vif que celte exclusion, sufTisamment motivée par l'altitude hostile que l'Autriche a déployée depuis le voyage de Bayonne, prouvait fortement à ce prince que le sort de l'Europe devait se régler sans lui. Mais la destinée fera sortir bicnlùl de cctlc grande injure un contrat bien iiiallendu de Napoléon lui-meme, un lien de famille, autre piège, que la fortune, deux années après l'invasion du Borlugal et le traité de Bayonoü, lui aura tendu sous les lauriers de AVagrarn l Un théâtre français était établi à Erfurt : rien de plus solennel que les représentations auxquelles assistaient journellement les deux empereurs, les souverains de rAllemagne, leurs ministres, leurs courtisans. La tragédie donna lieu à une scène à jamais mémorable. Au moment où Philoclèlc en parlant à Hercule prononce ce vers : L'amitié d'un (^raod homme ett ud bieorail des dieux ; Jn réprouve touê leejourif dit Alexandre en serrant fortement la main de Napoléon. Ces mots entendus de tous les assistons, retentirent hieiilùt dans toute l'Europe. Deux jours après, on joua /a Mort de Cêear, au grand étonnement des speclaI teurs; Napoléon ne sc doutait pas qu'il fftt ctrtouré de firulus couronnés. I On n'était qu'à cinq

lieues de Weymar. Le 6 octobre, les deux empereurs, accompagnés des rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de tous les princes de la Confédération, sc rendirent dans cette résidence, où le duc les avait invités à une fclc magnifique : il y eut une chasse au cerf, ensuite un banquet, et le soir spectacle sur le théâtre de la cour ; on y représenta encore la Mort de Céanr, apparemment pour bien apprendre aux Allemands qu'ils donnaient l'bospilalilé au maître du monde. Un bal brillant termina celle journée. Le lendemain, Napoléon reçut une autre fêle, dont seul et sans allusion, il était le héros. 11 alla visiter le champ de bataille d'icna ; il y trouva un temple à la Victoire, élevé au centre du plateau sur lequel il avait bivaqué deux ans auparavant. C'était le terrain même où le grand-duc de Saxe-Weymar,qui faisait les honneurs de cette fête triomphale, avait clé battu à la télé d'une division prussienne; où le roi de Prusse, l'allié d'Alexandre, avait perdu sa couronne; où le roi de Saxe, l'allié du roi de Prusse, avait gagné la sienne. Les souvenirs que le sol d'iéna retraçait à Napoléon, au milieu des illustres témoins qui l'entouraient, ii'élaieiil honorables que pour lui. On ne pouvait sans doute pousser plus loin le dévouement de la servilité que ne le fit alors la famille de Saxe ! Pendant ce court séjour de Napoléon à Weyrnar, les deux plus célèbres littérateurs de l'Allemagne, Galheel Wicland, lui furent présentés. Un décret daté d'Erfurl, le ISoclobre, leur accorda, ainsi qu'au inédccin-major et au bourgmestre d'icna, la décoration de la Légiond'IIonneur. Cet ordre du mérite français devenait inseiksiblemcnl l'ordre du mérite curo|>éefi , moyen de conquête loul-à-fail neuf et qui ne devait appartenir qu'à son fondateur. Gœthe cl A\'ieland étaient les deux plus' beaux génies de l'Aliemagiic. On prétend qu'admis à une audience particulière par Napoléon, ces deux hommes éiuinens agitèrent avec ce prince des questions qui n'étaient ni philosophiques, ni littéraires, telles que celle de la réorganisation de la patrie allemande luthérienne ; mais que Napoléon éconduisit celle proposition au nom de la fui qu'il devait à la Prusse par le traite de Tilsilt. On attribua depuis à ce refus loyal la conjuration du tugendbund pruetien , qui dès lors s'organisait pour un dessein bien différent de celui de venger la maison de Brandebourg. Napoléon attachait à cette entrevue d'Erfurt, placée sur le théâtre de sa gloire, un tout autre intérêt que celui d'y recevoir de vains hommages, cl de présider avec Alexandre un congrès de rois et de souverains, dont aucun n'éUil initié à leurs scDigilized by Google

sur les Dardanelles ; il fait partir le baron de Vincent, porteur d'une lettre pour Napoléon, datée de Presbourg du 18 septembre, et conçue en ces termes :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Mon ambassadeur à Paris m'apprend que « V. M. I. se rend à Erfurt, où elle se rencontrera « avec l'empereur Alexandre. Je saisis avec empres- « sement l'occasion qui la rapproche de ma frontière « pour lui renouveler le témoignage de l'amitié et « de la haute estime que je lui ai vouées ; et j'en- « voie auprès d'elle mon lieutenant-général, le ba- « ron de Vincent, pour vous porter l'assurance de « ces sentimens invariables. Je me flatte que V. M. « n'a jamais cessé d'en être convaincue, et que si « de fausses représentations, qu'on avait répandues « sur des institutions intérieures organiques que « j'ai établies dans ma monarchie, lui ont laissé « pendant un moment des doutes sur la persévé- « rance de mes intentions, les explications que le « comte de Metternich a présentées à ce sujet à ses « ministres les auront entièrement dissipés. Le ba- « ron de Vincent se trouve à même de confirmer « à V. M. ces détails, et d'y ajouter tous les éclair- « cissemens qu'elle pourra désirer... »

Le baron de Vincent arriva à Erfurt plusieurs jours avant Napoléon. L'empressement de l'empereur François, dans cette circonstance, signalait son déplaisir de n'avoir pas été appelé à l'entrevue d'Erfurt. Ce déplaisir était d'autant plus vif que cette exclusion, suffisamment motivée par l'attitude hostile que l'Autriche a déployée depuis le voyage de Bayonne, prouvait fortement à ce prince que le sort de l'Europe devait se régler sans lui. Mais la destinée fera sortir bientôt de cette grande injure un contrat bien inattendu de Napoléon lui-même, un lien de famille, autre piége, que la fortune, deux années après l'invasion du Portugal et le traité de Bayonne, lui aura tendu sous les lauriers de Wagram !

Un théâtre français était établi à Erfurt : rien de plus solennel que les représentations auxquelles assistaient journellement les deux empereurs, les souverains de l'Allemagne, leurs ministres, leurs courtisans. La tragédie d'*OEdipe* donna lieu à une scène à jamais mémorable. Au moment où Philoctète en parlant à Hercule prononce ce vers :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux ;

Je l'éprouve tous les jours, dit Alexandre en serrant fortement la main de Napoléon. Ces mots entendus de tous les assistans, retentirent bientôt dans toute l'Europe. Deux jours après, on joua *la Mort de César*, au grand étonnement des spectateurs ; Napoléon ne se doutait pas qu'il fût entouré de Brutus couronnés.

On n'était qu'à cinq lieues de Weymar. Le 6 octobre, les deux empereurs, accompagnés des rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de tous les princes de la Confédération, se rendirent dans cette résidence, où le duc les avait invités à une fête magnifique : il y eut une chasse au cerf, ensuite un banquet, et le soir spectacle sur le théâtre de la cour ; on y représenta encore *la Mort de César*, apparemment pour bien apprendre aux Allemands qu'ils donnaient l'hospitalité au maître du monde. Un bal brillant termina cette journée. Le lendemain, Napoléon reçut une autre fête, dont seul et sans allusion, il était le héros. Il alla visiter le champ de bataille d'Iéna ; il y trouva un temple à la Victoire, élevé au centre du plateau sur lequel il avait bivaqué deux ans auparavant. C'était le terrain même où le grand-duc de Saxe-Weymar, qui faisait les honneurs de cette fête triomphale, avait été battu à la tête d'une division prussienne ; où le roi de Prusse, l'allié d'Alexandre, avait perdu sa couronne ; où le roi de Saxe, l'allié du roi de Prusse, avait gagné la sienne. Les souvenirs que le sol d'Iéna retraçait à Napoléon, au milieu des illustres témoins qui l'entouraient, n'étaient honorables que pour lui. On ne pouvait sans doute pousser plus loin le dévouement de la servilité que ne le fit alors la famille de Saxe ! Pendant ce court séjour de Napoléon à Weymar, les deux plus célèbres littérateurs de l'Allemagne, Gœthe et Wieland, lui furent présentés. Un décret daté d'Erfurt, le 12 octobre, leur accorda, ainsi qu'au médecin-major et au bourgmestre d'Iéna, la décoration de la Légion-d'Honneur. Cet ordre du mérite français devenait insensiblement l'ordre du mérite européen, moyen de conquête tout-à-fait neuf et qui ne devait appartenir qu'à son fondateur. Gœthe et Wieland étaient les deux plus beaux génies de l'Allemagne. On prétend qu'admis à une audience particulière par Napoléon, ces deux hommes éminens agitèrent avec ce prince des questions qui n'étaient ni philosophiques, ni littéraires, telles que celle de la réorganisation de la patrie allemande luthérienne ; mais que Napoléon éconduisit cette proposition au nom de la foi qu'il devait à la Prusse par le traité de Tilsitt. On attribua depuis à ce refus loyal la conjuration du *tugendbund prussien*, qui dès lors s'organisait pour un dessein bien différent de celui de venger la maison de Brandebourg.

Napoléon attachait à cette entrevue d'Erfurt, placée sur le théâtre de sa gloire, un tout autre intérêt que celui d'y recevoir de vains hommages, et de présider avec Alexandre un congrès de rois et de souverains, dont aucun n'était initié à leurs se-

 crctcs délibérations. Sa grande affaire , but constant de sa politique, de ses Tictoires, celle qui seule Tavait précipité dans Tabline de la double guerre de la Péninsule, c'était la paix générale. Napoléon savait bien qu'il n'avait pas plus besoin pour régner de joindre à la France les royaumes d'Espagne et de Portugal, que ceux de Prusse, de Bavière et de Wurtemberg. Cette Espagne, quoique devenue pour lui une royauté de fainille par l'avènement de son frère, ce Portugal , quoique ouvert à ses armées par la fuite de la maison de Bragancc, ne formaient, dès le principe, on ne }>cut trop le répéter, que des compensations qu'il voulait amasser pour la paix avec l'Angleterre. L'Empereur ne regardait ces deux pays que comme des champs de bataille britanniques qu'il se proposait de rendre à leurs possesseurs naturels le jour où il signerait le traité du repos de la terre. Pressés du désir de bâter ce résultat de leurs communs efforts, le 12 octobre, les deux empereurs, alors unis par un seul intérêt, écrivirent au roi d'Angleterre pour le prier d'écouter la vois de l'humanité en fàieant taire celle de» pa»»ion»; de chercher, avec l'intention d'x parvenir, ô concilier tous le» intérêt» , et partant de garantir toute» le» pui»»ance» qui exi»tent et a»»U‘ rer le bonheur de VEurope... Beaucoup d'État» ont Hé boulevereé» , de plu» grand» changemen» encore peuvent avoir lieu, et tou» contraire» à la politique de la nation anglai»e.,. Le ministre britannique répondit le 28 : » Le roi a /bit connaître à chaque occasion »es désir» et »a volonté d'entamer une négociation pour la paix générale, à des comlilion» qui pussent être compatible» avec la tranquillité et la sûreté de l'Europe... Le roi d'Angleterre axont pris des engagemens avec le» roi» de Portugal , de Sicile et de Suède , et avec le gouvernement espagnol actuel , il doit leur être permis de prendre part à la négociation d laquelle, S. M. B. a été invitée. » Cependant les deux empereurs n'auraient satisfait que trop imparfaitement leur prudence et leur politique personnelles, s'ils s'étaient uniquement conüés à la générosité d'une telle démarche. Ils en avaient donc calculé aussi le non-succès, cl dans celte hypothèse, â laquelle pouvaient les encourager leurs aiitécédcus avec le cabinet britannique, ils étaient convenus de détacher entièrement rAmerique de l'innucncc anglaise, et, reprenant les anciens engagemens de Paul I*', et ceux rcceromcnl consentis à Tilsitt, ils s'élaieiil livrés de nouveau au projet d'aller ensemble, par la Turquie cl la Perso, ravir â rÂngleterrc Je scc|>Iredc rinde. Les deux grands politiques n'avaiciit sans doute pas négligé l'examen

de l'attitudcqu'auraitpu prendre l'Autriche au sujet de cette gigantesque expédition , où l’empire, et non plus le partage du monde, se serait peut-être décidé, entre les deux conquérans, par une bataille sur les bords du Gange. Quoi qu’il en soit, il était important pour Napoléon , pressé de terminer les affaires d’Espagne, de donner des gages à la maison d’Autriche de ses intentions pacifiques. Ainsi il écrivit d’Erfurt aux princes de la confédération du Rhin pour les inviter â faire rentrer leurs troupes dans leurs quartiers, d’après les nouvelles assurances d’amitié qu’il avait reçues de l’empereur François ; et il remit au baron de Vincent la lettre suivante adressée à son maître : Erfurt, 14 octobre 1808. » Moitsiiia aox ratai, U Je remercie V. M. 1. et R. de la lettre qu’elle a « bien voulu m’écrire, et que le baron de Vincent « m’a remise ; je n’ai jamais douté des intentions « droites de V. M., mais je n’en ai pas moins craint « un moment de voir les hostilités se renouveler H entre nous. 11 est à Vienne une faction qui afu fcclc la peur pour précipiter votre cabinet dans «des mesures violentes , qui seraient l'origine de H malheur» plu» grand» que ceux qui oni précédé. U J’ai clé le maître de démembrer la monarchie U de V. M., ou du moins de la laisser moins puis« santé; j« ne l'ai pas voulu. Ce qu’elle est, elle « l’est de mon vœu; c'est la plus évidente preuve « que nos comptes sont soldés, et que je iic veux « rien d’cllc. Je suis toujours prêt à garantir l'in« légrilé de sa monarchie; je ne ferai jamais rien M contre les principaux intérêts de ses États. Mais K V. M. ne doit pas remettre en discussiou ce que U quinze ans de guerre ont terminé; elle doit dé« fendre toute proclamation ou démarche provo« quant la guerre. La dernière levée en masse K aurait provoqué la guerre, si j’avais pu craindre « que cette levée et ces préparatifs fussent combi« nés avec la Russie. Je viens de licencier le camp « de la Confédération. Cent mille hommes de mes « troupes vont à Boulogne pour renouveler mes U projets sur L’Angleterre. Que V. H. s’abstienne U de tout armement qui puisse me donner de l’in« quiétude et faire une diversion en faveur de l’An« gicterre. J’ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur « de voir V. M.,et que j'ai conclu le traité de PresM boui^, que nos affaires étaient terminées pour K toujours, cl que je pouvais me livrer à la guerre « maritime sans être inquiété ni distrait. Que V. M. « SC méfie de ceux qui, lui parlant des dangers de « sa monarchie, troublent ainsi son bonheur, celui « de sa famille et de ses peuples ; ceux-là seuls sont « dangereux; ceux-là seuls appellent les dangers « qu’ils feignent de craindre. Avec une conduite «droite, franche et simple, V. M. rendra scs peu

crètes délibérations. Sa grande affaire, but constant de sa politique, de ses victoires, celle qui seule l'avait précipité dans l'abîme de la double guerre de la Péninsule, c'était la paix générale. Napoléon savait bien qu'il n'avait pas plus besoin pour régner de joindre à la France les royaumes d'Espagne et de Portugal, que ceux de Prusse, de Bavière et de Wurtemberg. Cette Espagne, quoique devenue pour lui une royauté de famille par l'avènement de son frère, ce Portugal, quoique ouvert à ses armées par la fuite de la maison de Bragance, ne formaient, dès le principe, on ne peut trop le répéter, que des compensations qu'il voulait amasser pour la paix avec l'Angleterre. L'Empereur ne regardait ces deux pays que comme des champs de bataille britanniques qu'il se proposait de rendre à leurs possesseurs naturels le jour où il signerait le traité du repos de la terre. Pressés du désir de hâter ce résultat de leurs communs efforts, le 12 octobre, les deux empereurs, alors unis par un seul intérêt, écrivirent au roi d'Angleterre pour le prier *d'écouter la voix de l'humanité en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts, et partant de garantir toutes les puissances qui existent et assurer le bonheur de l'Europe... Beaucoup d'États ont été bouleversés, de plus grands changemens encore peuvent avoir lieu, et tous contraires à la politique de la nation anglaise...* Le ministre britannique répondit le 28 : « *Le roi a fait connaître à chaque occasion ses désirs et sa volonté d'entamer une négociation pour la paix générale, à des conditions qui pussent être compatibles avec la tranquillité et la sûreté de l'Europe... Le roi d'Angleterre ayant pris des engagemens avec les rois de Portugal, de Sicile et de Suède, et avec le gouvernement espagnol actuel, il doit leur être permis de prendre part à la négociation à laquelle S. M. B. a été invitée.* » Cependant les deux empereurs n'auraient satisfait que trop imparfaitement leur prudence et leur politique personnelles, s'ils s'étaient uniquement confiés à la générosité d'une telle démarche. Ils en avaient donc calculé aussi le non-succès, et dans cette hypothèse, à laquelle pouvaient les encourager leurs antécédens avec le cabinet britannique, ils étaient convenus de détacher entièrement l'Amérique de l'influence anglaise, et, reprenant les anciens engagemens de Paul Ier, et ceux récemment consentis à Tilsitt, ils s'étaient livrés de nouveau au projet d'aller ensemble, par la Turquie et la Perse, ravir à l'Angleterre le sceptre de l'Inde. Les deux grands politiques n'avaient sans doute pas négligé l'examen de l'attitude qu'aurait pu prendre l'Autriche au sujet de cette gigantesque expédition, où l'empire, et non plus le partage du monde, se serait peut-être décidé, entre les deux conquérans, par une bataille sur les bords du Gange. Quoi qu'il en soit, il était important pour Napoléon, pressé de terminer les affaires d'Espagne, de donner des gages à la maison d'Autriche de ses intentions pacifiques. Ainsi il écrivit d'Erfurt aux princes de la confédération du Rhin pour les inviter à faire rentrer leurs troupes dans leurs quartiers, d'après les nouvelles assurances d'amitié qu'il avait reçues de l'empereur François; et il remit au baron de Vincent la lettre suivante adressée à son maître :

Erfurt, 14 octobre 1808.

« MONSIEUR MON FRÈRE,

« Je remercie V. M. I. et R. de la lettre qu'elle a « bien voulu m'écrire, et que le baron de Vincent « m'a remise; je n'ai jamais douté des intentions « droites de V. M., mais je n'en ai pas moins craint « un moment de voir les hostilités se renouveler « entre nous. Il est à Vienne une faction qui af- « fecte la peur pour précipiter votre cabinet dans « des mesures violentes, qui seraient l'origine *de « malheurs plus grands que ceux qui ont précédé.* « J'ai été le maître de démembrer la monarchie « de V. M., ou du moins de la laisser moins puis- « sante; je ne l'ai pas voulu. Ce qu'elle est, elle « l'est de mon vœu; c'est la plus évidente preuve « que nos comptes sont soldés, et que je ne veux « rien d'elle. Je suis toujours prêt à garantir l'in- « tégrité de sa monarchie; je ne ferai jamais rien « contre les principaux intérêts de ses États. Mais « V. M. ne doit pas remettre en discussion ce que « quinze ans de guerre ont terminé; elle doit dé- « fendre toute proclamation ou démarche provo- « quant la guerre. La dernière levée en masse « aurait provoqué la guerre, si j'avais pu craindre « que cette levée et ces préparatifs fussent combi- « nés avec la Russie. Je viens de licencier le camp « de la Confédération. Cent mille hommes de mes « troupes vont à Boulogne pour renouveler mes « projets sur l'Angleterre. Que V. M. s'abstienne « de tout armement qui puisse me donner de l'in- « quiétude et faire une diversion en faveur de l'An- « gleterre. J'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur « de voir V. M., et que j'ai conclu le traité de Pres- « bourg, que nos affaires étaient terminées pour « toujours, et que je pouvais me livrer à la guerre « maritime sans être inquiété ni distrait. Que V. M. « se méfie de ceux qui, lui parlant des dangers de « sa monarchie, troublent ainsi son bonheur, celui « de sa famille et de ses peuples; ceux-là seuls sont « dangereux; ceux-là seuls appellent les dangers « qu'ils feignent de craindre. Avec une conduite « droite, franche et simple, V. M. rendra ses peu-

 i< pics bcurcui, jouira rllc-mémc du bonheur dont •t elle duil sentir le besoin après Uni de troubles, •I et sera sûre d’avoir en moi un homme décide à « ne jamais rien faire contre scs principaux intc•I rôts. Que Si'S dcmarclies montrent de la conte H.incc, et elles en inspireront. La meilleure poliu tique aujourd'hui, c’est la simplicité et la vérité. *> Qu’elle me condc ses inquiétudes lorsqu'on parti viendra à lui en donner : je les dissiperai surle« champ. Que V. M. me permette un dernier mot : tt qu’elle écoule son opinion, son sentiment; il est K bien supérieur à celui de ses conseils. Je prie « V. M. de lire ma lettre dans un bon sens, et de «I n’y voir rien qui ne s«)il pour le bien de la tran« quillité de l’Europe et de V. M. » Mais le parti de l’Autriche était décidé; elle continua scs organisations militaires, et envenima la guerre de plume dans ses pamphlets. N'ayant point été appelée à Erfurt, elle ne reconnut pas le roi Joseph, comme l’avaient fait l’empereur de Russie cl les autres princes de rAllernagiie, et malgré la promesse qu'elle en avait donnée par l’organe de M. de Melternich, à Paris, avant le voyage d’Erfurl, en retour de i’évacualiun de la Silésie, qui s’était opérée immédiatement de la part de la France. Le 14 octobre, Alexandre et Na|H)léon sc séparèrent pour ne plus sc revoir ; ils s’étaient peut-être trop vus à Erfurt. Ils prirent le même jour la roule de leurs Étals, ainsi que les autres souverains. Le 19, Napoléon était à Saint-Lloud, où le suivit le comte de llumaiizofT, ambassadeur de Russie. Les conférences d’Erfurl ont laisse des questions à éclaircir, et à régler des intérêts inconnus de la diplomatie étrangère aux deux empereurs. Do ce nombre étaient, comme je l'ai dit, l’Inde, l'Amérique, le suri de l'empire ottoman, celui de la (irèce, enliii tout ce qui restait à ordonner pour le complément du nouveau système qu'Alexandre cl Napoléon réservaient à rEuro|K‘ cl au monde, au déirimenl de la Grande-Bretagne. Les note^ du comte de Komanzuff, sur ces importantes rnalièix^s, ont disparu, je le dis encore, des archives françaises en 1811, époque où la victoire relira les enjeux qu'une furlunc contraire avait donnés à la puissance de Napoléon. L'ouverture du Corps-Législatif avait été fîxécau Ho octobre. L’Empereur y prononça un discours qui renfermait ces passages remarquables : <> J'ai fait cette année plus de mille lieues dans ♦I l’intérieur de mon empire... La vue de celle grande famille française, naguère déchirée par •• les opinions cl les haines intestines, aujourd'hui V prospère, tranquille cl unie, a seiisibleinenl ému “ mon aiuc. J’ai senti que [mur être heureux il me ' U fallait d’ahord

l’assurance que la France fût heu« reuse... L’nc partie de mon armée marche contre M celles que l'Angleterre a formées ou débarquées « dans les Espagnes. C’est un bienfait particulier U de cette Providence qui a conslanimcnl protégé U nos armes, que les passions aient assez aveuglé « les conseils anglais pour qu’ils renoncent à la pos« session des mers, et présentent enfin leurs armes « sur le continent. Je pars dans peu de jours pour * me mettre moi-même à la tête de mon année, et, U avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le « roi d’Espagne, et planter nos aigles sur les forts » de Lisbonne.... L’cm|>ereur de Russie et moi, «nous nous sommes vus à Erfurt ; notre première ' « pensée a été une pensée de paix. Nous avons R même résolu de faire quelques lacriûces (tour « faire jouir plus tôt, s’il sc peut , les cent millions .•(d'hommes que nous représentons, de tous les U bienfaits du commerce maritime. Nous sommes « d'accord cl invariahlcmenl unis pour la paix H comme pour la guerre... » Ces derniers mots pénétrèrent dans tous les cabinets avec des commentaires plus ou moins hostiles. On se rappela aussi qu'à Erfurt , Napoléon avait donné deux épées, la sienne à Alexandre, et une autre très riche à Constantin, et qu’en recevant celle de Napoléon, Alexandre lui avait dit : « Je i'acce;4e comme une mart/ue de totre amUiè. M. e$t bien certaine que Je ne ta tirerai jamaii contre cite. " A l'oinbrc des lauriers et même du trône de Napoléon, une conspiration sourde s'attacha dès lors à envenimer scs paroles, à noircir scs projets, à jeter sur les opérations de son gouvernement et sur scs victoires mêmes une défaveur et une mcliaucc acharnées. Celle conspiration avait commencé par une coterie ouverte à certains étrangers, et n'élail encore qu'à son origine au iiiomcnl où les discordes et la lâcheté des princes d'Espagne précipitèrent Napoléon dans les affaires de Uayomie. fut là qu'il apprit l’existence de cet ennemi domestique dont la hauteur de sa position ne lui permettait ni d’avouer ni de combattre la menace. Les hommes de ce parti veillaient sur les adversités de l'Empereur, cunitnc ils avaient veillé sur ses prospérités à l'époque du Consulat et à celle de ravèncmenl à l'Empire; ils semaient dans la société de sinistres prophéties, cl ne cessèrent de flétrir soit les succès, soit les malheurs de Napoléon, que lorsque, le voyant abattu , ils prirent hautement l'allilude du triomphe, et démasquèrent soudain, tout couverts des livrées impériales, leur longue cl secrète conjuration. Le 27 octobre, les députes des nouveaux dép.irloineiis d'ilalie furent admis à l'audience de l'KiiiDigitized by Google

« ples heureux, jouira elle-même du bonheur dont « elle doit sentir le besoin après tant de troubles, « et sera sûre d'avoir en moi un homme décidé à « ne jamais rien faire contre ses principaux inté- « rêts. Que ses démarches montrent de la con- « fiance, et elles en inspireront. La meilleure poli- « tique aujourd'hui, c'est la simplicité et la vérité. « Qu'elle me confie ses inquiétudes lorsqu'on par- « viendra à lui en donner : je les dissiperai sur-le- « champ. Que V. M. me permette un dernier mot : « qu'elle écoute son opinion, son sentiment; il est « bien supérieur à celui de ses conseils. Je prie « V. M. de lire ma lettre dans un bon sens, et de « n'y voir rien qui ne soit pour le bien de la tran- « quillité de l'Europe et de V. M. »

Mais le parti de l'Autriche était décidé; elle continua ses organisations militaires, et envenima la guerre de plume dans ses pamphlets. N'ayant point été appelée à Erfurt, elle ne reconnut pas le roi Joseph, comme l'avaient fait l'empereur de Russie et les autres princes de l'Allemagne, et malgré la promesse qu'elle en avait donnée par l'organe de M. de Metternich, à Paris, avant le voyage d'Erfurt, en retour de l'évacuation de la Silésie, qui s'était opérée immédiatement de la part de la France.

Le 14 octobre, Alexandre et Napoléon se séparèrent pour ne plus se revoir ; ils s'étaient peut-être trop vus à Erfurt. Ils prirent le même jour la route de leurs États, ainsi que les autres souverains. Le 19, Napoléon était à Saint-Cloud, où le suivit le comte de Romanzoff, ambassadeur de Russie.

Les conférences d'Erfurt ont laissé des questions à éclaircir, et à régler des intérêts inconnus de la diplomatie étrangère aux deux empereurs. De ce nombre étaient, comme je l'ai dit, l'Inde, l'Amérique, le sort de l'empire ottoman, celui de la Grèce, enfin tout ce qui restait à ordonner pour le complément du nouveau système qu'Alexandre et Napoléon réservaient à l'Europe et au monde, au détriment de la Grande-Bretagne. Les notes du comte de Romanzoff, sur ces importantes matières, ont disparu, je le dis encore, des archives françaises en 1814, époque où la victoire retira les enjeux qu'une fortune contraire avait donnés à la puissance de Napoléon.

L'ouverture du Corps-Législatif avait été fixée au 25 octobre. L'Empereur y prononça un discours qui renfermait ces passages remarquables :

« J'ai fait cette année plus de mille lieues dans « l'intérieur de mon empire... La vue de cette « grande famille française, naguère déchirée par « les opinions et les haines intestines, aujourd'hui « prospère, tranquille et unie, a sensiblement ému « mon ame. J'ai senti que pour être heureux il me « fallait d'abord l'assurance que la France fût heu- « reuse... Une partie de mon armée marche contre « celles que l'Angleterre a formées ou débarquées « dans les Espagnes. C'est un bienfait particulier « de cette Providence qui a constamment protégé « nos armes, que les passions aient assez aveuglé « les conseils anglais pour qu'ils renoncent à la pos- « session des mers, et présentent enfin leurs armes « sur le continent. Je pars dans peu de jours pour « me mettre moi-même à la tête de mon armée, et, « avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le « roi d'Espagne, et planter nos aigles sur les forts « de Lisbonne.... L'empereur de Russie et moi, « nous nous sommes vus à Erfurt ; notre première « pensée a été une pensée de paix. Nous avons « même résolu de faire quelques sacrifices pour « faire jouir plus tôt, s'il se peut, les cent millions « d'hommes que nous représentons, de tous les « bienfaits du commerce maritime. Nous sommes « d'accord et invariablement unis pour la paix « comme pour la guerre... » Ces derniers mots pénétrèrent dans tous les cabinets avec des commentaires plus ou moins hostiles. On se rappela aussi qu'à Erfurt, Napoléon avait donné deux épées, la sienne à Alexandre, et une autre très riche à Constantin, et qu'en recevant celle de Napoléon, Alexandre lui avait dit : « *Je l'accepte comme une marque de votre amitié. V. M. est bien certaine que je ne la tirerai jamais contre elle.* »

A l'ombre des lauriers et même du trône de Napoléon, une conspiration sourde s'attacha dès lors à envenimer ses paroles, à noircir ses projets, à jeter sur les opérations de son gouvernement et sur ses victoires mêmes une défaveur et une méfiance acharnées. Cette conspiration avait commencé par une coterie ouverte à certains étrangers, et n'était encore qu'à son origine au moment où les discordes et la lâcheté des princes d'Espagne précipitèrent Napoléon dans les affaires de Bayonne. Ce fut là qu'il apprit l'existence de cet ennemi domestique dont la hauteur de sa position ne lui permettait ni d'avouer ni de combattre la menace. Les hommes de ce parti veillaient sur les adversités de l'Empereur, comme ils avaient veillé sur ses prospérités à l'époque du Consulat et à celle de l'avènement à l'Empire ; ils semaient dans la société de sinistres prophéties, et ne cessèrent de flétrir soit les succès, soit les malheurs de Napoléon, que lorsque, le voyant abattu, ils prirent hautement l'attitude du triomphe, et démasquèrent soudain, tout couverts des livrées impériales, leur longue et secrète conjuration.

Le 27 octobre, les députés des nouveaux départemens d'Italie furent admis à l'audience de l'Em-

niSTOlRE DE NAPOLEON. SOS pcrcur : ils prononcèrent un discours auquel Na|H>lêon répondit : « .... J*ai êlc témoin des vices de votre ancienne U .idfiiinistralion. Les ecclesiastiques doiveiilsc renM fermerdaiis le gouvernement desaiïaircs du cuite. U La théologie, qu'ils apprennent dans leur cnu Tance, leur donne des règles sûres pour le gou» verncmenl spirituel , mais ne leur en donne Il aucune pour le gouvernement des armées et « pour rndrninistralion... La décadence de l'ilalie «I date du moment où les prêtres ont voulu gnu•(verner et les iinances, et la police, et l'armée. « Après de grandes révolutions, j'ai relevé les au« tels en France et en Italie... ; je n'ai qu'à me louer « de mon clergé de France et d'Ilaiic; il sait que •I les trOncs émanent de Dieu, cl que le crime le K plus grand à scs yeux , parce que c'est celui qui « Tait le plus de mal aux hommes , c'est d'ébranler •I le respect et l'amour qu'on doit aux souve« rains... Je saurai réprimer ceux qui voudraient •< se servir de rinnuciice spirituelle pour troubler « mes peuples et leur prêcher le désordre et la rcII helliun. ■ C'était parler en empereur très chrétien des Français. Jamais, sous aucun règne, le cierge de France n'a joui d'une position plus convenable à son Institution, et plus digne de la vénération des peuples : il ne fut ni un ordre ni une puissance dans l'État; il sc sentait citoyen ; il aidait le prince et les sujets ; et , au jour du malheur , loin de partager le triomphe des ennemis de la France et de Napoléon, il sc vit troublé toul-à-coup par l'apparition dccct autre clergé français qui menaça , en sc montrant, la patrie désolée, au lieu de pleurer sur scs ruines et de s'interposer entre elle et le vainqueur. T.C 29 octobre, Napoléon part pour Bayonne, où il arrive le 3 novembre : le 4, il est co Espagne ; la victoire y entre avec lui. Il est reçu, le 7, par le roi Joseph, à Vittoria, ville destinée à leur devenir également fatale ! L'Empereur marche vers Madrid, dont il faut conquérir la route; sur cette route, l'armée d'Estramadure, forte de vingt mille hommes, commandée par le comte de Belvédère , défend la ville de Burgos. Napoléon place toute la cavalerie sous les ordres du maréchal Bessiéres, et donne le commandement du deuxième corps au maréchal Soult. Celui-ci sc met en mouvement le 10, et trouve l'ennemi en position à Gamonal , où il est reçu par une décharge de trente pièces de canon. La division Mouton bat le pas de charge, l'arlillcrie la soutient, et le duc d'Istric a débordé l'ennemi. Enfoncés par l'attaque impétueuse de l'infanterie , les Espagnols éprouvent une déroule complète, laissent (rois mille morts, (rois mille prisonniers, perdent deux

drapeaux et vingt-cinq pièces de canon; le reste se sauve à Burgos, où les Français pénètrent pèle-tnèle avec les fuyards, et les poursuivent de tous cotés. Nos troupes occupent le château de Burgos, que l'ennemi avait bien approvisionné. L'Empereur entre avec sa garde à Burgos; on y recueille des magasins de laine pour une valeur de 30 millions : l'Empereur les fait transporter à Bayonne. L'année do Galice, de quarante-cinq mille hommes, battue à Bilbao, sc voit poursuivie par le duc de Bellunc dans la direction d'h^spinosa , par le duc de Dantzick dans celle de Villarcayo, et tournée par le duc de Dalmalic dans celle de Ilaytiosa. Le général I.asa]lc est à I/crnia ; le général Milhaud à Palencia. Valladolid tombe en notre ponvoir. Les Anglais ont débarqué à la Corogne; une de leurs divisions de Portugal tient Badajoz; notre arrnéo brûle de se mesurer avec eux. Pendant ce temps, défaite de nouveau dans les combats de Durango, Giicnès, Vnimaccda. rarmcc de Galice est presque détruite; le 12, à la bataille d'Kspinusa par le

duc de B

pereur : ils prononcèrent un discours auquel Napoléon répondit :

« .... J'ai été témoin des vices de votre ancienne « administration. Les ecclésiastiques doivent se ren- « fermer dans le gouvernement des affaires du culte. « La théologie, qu'ils apprennent dans leur en- « fance, leur donne des règles sûres pour le gou- « vernement spirituel, mais ne leur en donne « aucune pour le gouvernement des armées et « pour l'administration... La décadence de l'Italie « date du moment où les prêtres ont voulu gou- « verner et les finances, et la police, et l'armée. « Après de grandes révolutions, j'ai relevé les au- « tels en France et en Italie... ; je n'ai qu'à me louer « de mon clergé de France et d'Italie ; il sait que « les trônes émanent de Dieu, et que le crime le « plus grand à ses yeux, parce que c'est celui qui « fait le plus de mal aux hommes, c'est d'ébranler « le respect et l'amour qu'on doit aux souve- « rains... Je saurai réprimer ceux qui voudraient « se servir de l'influence spirituelle pour troubler « mes peuples et leur prêcher le désordre et la ré- « bellion. »

C'était parler en empereur très chrétien des Français. Jamais, sous aucun règne, le clergé de France n'a joui d'une position plus convenable à son institution, et plus digne de la vénération des peuples : il ne fut ni un ordre ni une puissance dans l'État ; il se sentait citoyen ; il aidait le prince et les sujets ; et, au jour du malheur, loin de partager le triomphe des ennemis de la France et de Napoléon, il se vit troublé tout-à-coup par l'apparition de cet autre clergé français qui menaça, en se montrant, la patrie désolée, au lieu de pleurer sur ses ruines et de s'interposer entre elle et le vainqueur.

Le 29 octobre, Napoléon part pour Bayonne, où il arrive le 3 novembre : le 4, il est en Espagne ; la victoire y entre avec lui. Il est reçu, le 7, par le roi Joseph, à Vittoria, ville destinée à leur devenir également fatale ! L'Empereur marche vers Madrid, dont il faut conquérir la route ; sur cette route, l'armée d'Estramadure, forte de vingt mille hommes, commandée par le comte de Belvédère, défend la ville de Burgos. Napoléon place toute la cavalerie sous les ordres du maréchal Bessières, et donne le commandement du deuxième corps au maréchal Soult. Celui-ci se met en mouvement le 10, et trouve l'ennemi en position à Gamonal, où il est reçu par une décharge de trente pièces de canon. La division Mouton bat le pas de charge, l'artillerie la soutient, et le duc d'Istrie a débordé l'ennemi. Enfoncés par l'attaque impétueuse de l'infanterie, les Espagnols éprouvent une déroute complète, laissent trois mille morts, trois mille prisonniers, perdent deux drapeaux et vingt-cinq pièces de canon ; le reste se sauve à Burgos, où les Français pénètrent pêle-mêle avec les fuyards, et les poursuivent de tous côtés. Nos troupes occupent le château de Burgos, que l'ennemi avait bien approvisionné. L'Empereur entre avec sa garde à Burgos ; on y recueille des magasins de laine pour une valeur de 30 millions : l'Empereur les fait transporter à Bayonne.

L'armée de Galice, de quarante-cinq mille hommes, battue à Bilbao, se voit poursuivie par le duc de Bellune dans la direction d'Espinosa, par le duc de Dantzick dans celle de Villarcayo, et tournée par le duc de Dalmatie dans celle de Raynosa. Le général Lasalle est à Lerma ; le général Milhaud à Palencia. Valladolid tombe en notre pouvoir. Les Anglais ont débarqué à la Corogne ; une de leurs divisions de Portugal tient Badajoz ; notre armée brûle de se mesurer avec eux. Pendant ce temps, défaite de nouveau dans les combats de Durango, Guenès, Valmaceda, l'armée de Galice est presque détruite ; le 12, à la bataille d'Espinosa par le duc de Bellune, Blake perd dix mille hommes, dix généraux, cinquante pièces de canon. Parvenu à Reynosa, le duc de Dalmatie achève la ruine de cette armée et lui enlève ses parcs, ses bagages, ses magasins. Le 16, le duc d'Istrie arrive à Aranda, dirige des partis de cavalerie, d'un côté sur Léon, de l'autre sur Madrid. Le même jour, le duc de Dalmatie entre à Santander, où il s'empare de neuf mille fusils anglais, et saisit sur la côte plusieurs convois chargés d'artillerie, d'armes et de munitions anglaises. Le général Gouvion Saint-Cyr, avec le septième corps, fait le siége de la forte place de Roses, investie par les généraux Reille et Pino. Les Italiens emportent les hauteurs de San-Pedro, *avec cette impétuosité qu'ils avaient au quinzième siècle.* Le général Fontana se rend maître de Serva, en chasse les Anglais, et leur prend vingt-quatre pièces de canon. Le général Mazzuchelli avait vigoureusement repoussé deux sorties des assiégés.

Les armées de Galice et d'Estramadure, commandées par Blaze, la Romana et Galuzzo, ont à peu près disparu aux batailles d'Espinosa et de Burgos ; il reste à atteindre la grande armée d'Andalousie, de Valence, de la Nouvelle-Castille, de l'Aragon, sous les ordres de Castanos, Penas et Palafox : portée à quatre-vingt mille hommes, elle occupe en partie Calahorra et Tudela. Le 22, l'Empereur transporte son quartier-général de Burgos à Lerma, et, le 23, à Aranda. Le duc d'Elchingen est entré dans Soria (l'ancienne Numance) et dans Medina-Cœli. Les ducs de Montebello et de Conegliano ont fait leur jonction à Lodosa : le duc de Bellune est à Venta de Gomez. Les avenues de Madrid, du côté

29C HISTOIRE DE NAl>OLÉO». du nord, sont interceptées. Le duc de Montcbcllo marche, depuis le 19, avec vingt-quatre mille hommes, pour présenter la bataille à l'armée espagnole ; il la rencontre, le S5, en avant de Tolède, forte de quarante-cinq mille hommes, avec quarante pièces de canon, et conduite par le général Castanos. Celte armée ne peut résister à l'impétuosité de Tatlaquc que dirige le général Maurice Mathieu; son centre est enfoncé; la cavalerie du général I.efebvre y pénètre et enveloppe sa droite. Le général Lagrange complète la victoire en culbutant la ligne de Castanos. Les espagnols , en pleine déroute, ont à regretter quatre mille morts, trois mille prisonniers, trois cents ofliciers, sept dral>eaux , trente pièces de canon , et abandonnent à Tudela d'immenses approvisionnemens. Le duc de Conegliano avance sur Saragossc ; le duc d'Elchingen s'est emparé de riches magasins à Agreda. Ainsi le centre de l'armée espagnole a été battu à nurgos, la droite à Espinosa, et la gauche à Tudela. Le 29, le quartier-général de l'Empereur sc porte au village de Bozcguillas : le 30, le duc de Bcilunc sc trouve au pied de la fameuse montagne de Somo-Sierra, dont dix mille hommes delà réserve espagnole, que commande San-Benito, protégés par des retranchemens , et ayant en batterie seize pièces de canon, défendent le passage. A peine la fusHInde et la canonnade sont engagées, que le général Montbrun, à la tête des chcrau-légcrs polonais, gravit les hauteurs, exécute une des plus belles charges qui aient honoré la cavalerie de la garde, dont ce corps fait partie, cl décide l'affaire; ce régiment se couvre d'une gloire immortelle. Les Espagnols se dispersent dans les montagnes, on jetant leurs armes : ils laissent au vainqueur seize pièces de canon, dix drapeaux, deux cents chariots de bagages, les caisses militaires, et parmi les prisonniers on compte tous les officiers supérieurs de cette division. Après ce combat prodigieux, où une troupe de cavalerie légère emporte au galop les escarpeiiiens et les batteries d'une position que la nature a rendue inexpugnable pour tonte autre arme que l'infanterie, les Français n'ont plus qu'à marcher à Madrid. Le 1** décembre, le quartier - général impérial est à Saint-Augustin. Le 2, l'armée victorieuse célèbre l'anniversaire du couronnement de Napoléon sous les murs de la capitale. L'Empereur paraît le jour même sur les hauteurs qui environnent la ville; 1a cavalerie du i duc d'Islriect la garde impériale raccucillenlavcc enthousiasme. Madrid est toujours au pouvoir de rennemi ; soixante mille hommes armés, composés en partie de la populace barbare et fanatique des

campagnes. l'ont conquise sur ses propres habitans : la gamîI son régulière est de six mille hommes de ligne; ! cent pièces de canon défendent les remparts. On a barricadé les rues, les portes, les maisons; les cloches de deux cents églises sont en branle, les cris d'uno multitude dont le désordre égale le délire, ajoutent une horreur particulière à la consternation qui frappe cette grande cité. Le duc d'Istrie envoie sommer Madrid , où s'est formée une junte miliUirc sous la présidence de Castellar; un général de la ligne vient y répondre, accompagne d'hommes furieux qui surveillent scs paroles et dictent son refus. I/aide-de-camp du duc d'islric , charge de la sommation , n'a été sauvé de la furie de la populace que par les troupes de ligne : Le général Montbrun n'a dû la vie qu'à scs armes. La veille le marquis de Paralès, faussement accusé d'avoir fait remplir les cartouches de sable, a été déchiré par le peuple, cl scs membres portés dans tous les quartiers. Voilà la situation de Madrid. L'infanterie française est encore à trois lieues : Napoléon passe le reste de la journée à reconnaître la ville et à arrêter un plan d'attaque qui concilie également les intérêts de l'humanité et ceux de sa gloire. Il ne médite pas de livrer l'assaut. C'est par l'impression de sa présence sur celte tourbe féroce et sur les honnêtes habitans qu'elle tyrannise , que Na|M>lénn conçoit l'espérance de voir s'ouvrir devant lui les portes de Madrid. Le soir, à sept heures, il ordonne au général Maison de sc loger dans les faubourgs; il le fait soutenir par le général Lauriston, avec quatre pièces d'artillerie de la garde. 1/ennemi prend la fuite au premier feu. A minuit , le prince de Ncufchâtcl envoie un lieutenant-colonel, pris à Somo-Sierra, porter au gouverneur une nouvelle sommation. Castellar répond qu'il demande encore un délai. Mais, dans cet inlcnalle, le général Scnarmont, avec scs trente pièces d'artillerie, a fait une brèche aux murs du Rctiro ; un bataillon de voltigeurs s'y jette et chasse les quatre mille hommes qui le défendent. Tous les débouchés tombent au pouvoir de nos troupes; vingt pièces de canon de la garde trompent, d'un autre côte, rennemi (>ar une fausse attaque. La prise du Reliro a rendu désormais tout moyen de résistance inutile. Napoléon ne perd pas de vue son grand objet, celui de ménager la ville. Indépendamment de l'horreur que lui inspire l'idée des scènes de carnage et de désolation qu'offrirait une aussi vaste cité livrée à l'attaque d'une armée telle que la sienne, et à la défense d'une population fanatisée, telle que celle de Madrid , il songe à ne pas frayer un chemin à son frère sur les ruines de sa capitale. Napoléon sc contente de

faire avancer quelques compagnies de voltigeurs, et il ne veut pas qu’o" <1
by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 397 les soutienne, afin d'éviter le pillage et la guerre des maisons. Cette politique est gage autant que généreuse. A onze heures , le prince de Ncufchàtcl , n'ayant pas reçu de réponse du général Castcliar, lui renouvelle sa sommation; cl lui écrit que l'Empereur consent à suspendre l'allaque jusqu'à deux heures. iÂi terme s'écoule, et cependant le drapeau blanc n'est pas arboré. Napoléon se décide encore à attendre. Enfin, à neuf heures arrivent le général Morla et un député de la ville. Ils déclarent avec douleur, au major-général, que la population s'obstine à vouloir résister, et ils demandent la journée du 4 pour l'apaiser. prince de Neurchàlel les présente à l'Empereur, qui, s'adressant au général Morla, et passant tout-à-coup, des assassinats commis dans Madrid les jours précédens sur les Français, à la capitulation du general Dupont, lui dit : «... L'inhabileté et la lâcheté d'un général avaient •< mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé •t sur le champ de bataille , et la capitulation a etc •(violée. Vous, monsieur Morla, quelle lettre avezu vous écrite à ce général? Il vous convenait bien «de parler de pillage, vous qui, étant entré en •* Roussillon, avez enlevé toutes les femmes et les «I avez partagées comme un butin entre vos sol* « dats!.... Violer les traités militaires, c'est renon*t cer à toute civilisation, c'est se mettre sur la « même ligne que les Bédouins du désert. Comment U donc osez-vous demander une capitulation, vous M qui avez violé celle de Baylen?... J'avais une flotte U à Cadix; elle était l'alliée de l'Espagne, et vous •I avez dirigé contre elle les mortiers de la ville où » vous commandiez. J'avais une armée espagnole U dans mes rangs (celle de la Roniana); j'ai mieux te aime la voir passer sur les vaisseaux anglais, être K obligé de la précipiter du haut des rochers d'Es« pinusa, que de la désarmer. J'ai préféré avoir H sept mille ennemis de plus à combattre , que de M manquer à la bonne foi et à l'honneur. Retournez U à Madrid. Je vous donne jusqu'à demain six « heures du matin. Revenez alors, si vous n'avez à M me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il ■ s'est soumis ; sinon vous cl vos troupes serez tous M passés par les armes. >• 11 faut remarquer que l'Empereur n'avait pas plus de 50,000 hommes devant Madrid. Le 4, à six heures du malin, le général Morla revint apportant la soumission de Madrid. A dix heures, le général Belliard prend le commandement de la ville. Un pardon général est proclamé. Les boutiques restent ouvertes jusqu'à onze heures «lu soir; la sécurité régne dans Madrid comme par enchantement. Les habitans ont

rendu cinquante mille fusils. Cependant, malgré la capitulation , la caserne des gardes du corps, dernier refuge des assiégés, vomissait cncoro la mort au milieu delà ville soumise, et ce ne fut qu'aprés deux heures de supplications , et au travers des plus grands périls , qucJc corrégidor et les alcades parvinrent à apaiser la fureur de ces honiiiics désespérés : effrayant caractère imprimé, dès l'origine et jusqu'au dernier moment, à cette guerre terrible! Une autre circonstance non moins remarquable , en raison de l'implacable haine que les Ks{>agnols portaient à la royauté «le Joseph, c'est le respect qui avait protégé son palais depuis sa fuite de Madrid. Les Espagnols sont les idolâtres de la royauté; un palais leur semble un temple dont la violation tiendrait du sacrilège. A l'Escurial, tout était à la place cl dans l'étal où Joseph l'avait laissé : ce prince retrouva mémo le portrait de sa femme, et Napoléon le sien, dans le tableau du fameux passage du Saiiit-IU'rnard, peint par David. Il fil de sérieuses réflexions sur cette nation, qui proscrivait son roi et resiieclait ses propriétés; mais il était trop lard ! Ainsi, grâce à la générosité et à la fermeté de Napoléon , la ville de Madrid coûta moins aux assiégés que la prise de la moindre citadelle. L'Empereur donna des ordres pour la poursuite des fuyards de Burgos, de Tolède, de Sonio-Sicrra, d'Aranjucz, qui se précipitèrent sur les roules de l'Andalousie. Le neuvième et le huitième corps de la grande armée viennent de passer la Didassoa avec trois divisions de cavalerie. Le duc de Dantzick et son corps sont entres à Madrid. La conquête de celle ville et de toutes les provinces du nord terminée, le guerrier dépose scs armes et le législateur te remplace. Le 7 décembre. Napoléon adresse aux Espagnols une prociaiiialion qui

renferme ces passages : '

les soutienne, afin d'éviter le pillage et la guerre des maisons. Cette politique est sage autant que généreuse.

A onze heures, le prince de Neufchâtel, n'ayant pas reçu de réponse du général Castellar, lui renouvelle sa sommation, et lui écrit que l'Empereur consent à suspendre l'attaque jusqu'à deux heures. Ce terme s'écoule, et cependant le drapeau blanc n'est pas arboré. Napoléon se décide encore à attendre. Enfin, à neuf heures arrivent le général Morla et un député de la ville. Ils déclarent avec douleur, au major-général, que la population s'obstine à vouloir résister, et ils demandent la journée du 4 pour l'apaiser. Le prince de Neufchâtel les présente à l'Empereur, qui, s'adressant au général Morla, et passant tout-à-coup, des assassinats commis dans Madrid les jours précédens sur les Français, à la capitulation du général Dupont, lui dit :

« ... L'inhabileté et la lâcheté d'un général avaient « mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé « sur le champ de bataille, et la capitulation a été « violée. Vous, monsieur Morla, quelle lettre avez-« vous écrite à ce général? Il vous convenait bien « de parler de pillage, vous qui, étant entré en « Roussillon, avez enlevé toutes les femmes et les « avez partagées comme un butin entre vos sol-« dats!.... Violer les traités militaires, c'est renon-« cer à toute civilisation, c'est se mettre sur la « même ligne que les Bédouins du désert. Comment « donc osez-vous demander une capitulation, vous « qui avez violé celle de Baylen?... J'avais une flotte « à Cadix; elle était l'alliée de l'Espagne, et vous « avez dirigé contre elle les mortiers de la ville où « vous commandiez. J'avais une armée espagnole « dans mes rangs (celle de la Romana); j'ai mieux « aimé la voir passer sur les vaisseaux anglais, être « obligé de la précipiter du haut des rochers d'Es-« pinosa, que de la désarmer. J'ai préféré avoir « sept mille ennemis de plus à combattre, que de « manquer à la bonne foi et à l'honneur. Retournez « à Madrid. Je vous donne jusqu'à demain six « heures du matin. Revenez alors, si vous n'avez à « me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il « s'est soumis; sinon vous et vos troupes serez tous « passés par les armes. » Il faut remarquer que l'Empereur n'avait pas plus de 30,000 hommes devant Madrid.

Le 4, à six heures du matin, le général Morla revint apportant la soumission de Madrid. A dix heures, le général Belliard prend le commandement de la ville. Un pardon général est proclamé. Les boutiques restent ouvertes jusqu'à onze heures du soir; la sécurité règne dans Madrid comme par enchantement. Les habitans ont rendu cinquante mille fusils. Cependant, malgré la capitulation, la caserne des gardes du corps, dernier refuge des assiégés, vomissait encore la mort au milieu de la ville soumise, et ce ne fut qu'après deux heures de supplications, et au travers des plus grands périls, que le corrégidor et les alcades parvinrent à apaiser la fureur de ces hommes désespérés : effrayant caractère imprimé, dès l'origine et jusqu'au dernier moment, à cette guerre terrible! Une autre circonstance non moins remarquable, en raison de l'implacable haine que les Espagnols portaient à la royauté de Joseph, c'est le respect qui avait protégé son palais depuis sa fuite de Madrid. Les Espagnols sont les idolâtres de la royauté; un palais leur semble un temple dont la violation tiendrait du sacrilége. A l'Escurial, tout était à la place et dans l'état où Joseph l'avait laissé : ce prince retrouva même le portrait de sa femme, et Napoléon le sien, dans le tableau du fameux passage du Saint-Bernard, peint par David. Il fit de sérieuses réflexions sur cette nation, qui proscrivait son roi et respectait ses propriétés; mais il était trop tard!

Ainsi, grace à la générosité et à la fermeté de Napoléon, la ville de Madrid coûta moins aux assiégés que la prise de la moindre citadelle. L'Empereur donna des ordres pour la poursuite des fuyards de Burgos, de Tolède, de Somo-Sierra, d'Aranjuez, qui se précipitèrent sur les routes de l'Andalousie. Le neuvième et le huitième corps de la grande armée viennent de passer la Bidassoa avec trois divisions de cavalerie. Le duc de Dantzick et son corps sont entrés à Madrid.

La conquête de cette ville et de toutes les provinces du nord terminée, le guerrier dépose ses armes et le législateur le remplace. Le 7 décembre, Napoléon adresse aux Espagnols une proclamation qui renferme ces passages :

« ... Je vous avais dit, dans une proclamation du « 2 juin, que je voulais être votre régénérateur. « Aux droits qui m'ont été cédés par les princes de « la dernière dynastie, vous avez voulu que j'ajou-« tasse le droit de conquête. Cela ne changera rien « à mes dispositions; je veux même louer ce qu'il « y eut de généreux dans vos efforts... Tout ce qui « s'opposait à votre prospérité et à votre grandeur, « je l'ai détruit; les entraves qui pesaient sur le « peuple, je les ai brisées; une constitution libé-« rale vous donne, au lieu d'une monarchie abso-« lue, une monarchie tempérée et constitutionnelle. « Il dépend de vous que cette constitution soit en-« core votre loi. »

Et, en effet, le jour de son entrée à Madrid, le 4 décembre, Napoléon avait fermé l'exécrable tribunal de l'Inquisition; il avait réduit au tiers les cou-

 vcns (le rEs|»agnc. Une partie de la valeur des biens de CCS couvens supprimés était alTecté'e à augmenter le traitement des curés ; une autre à la garantie deselTels de la dette publique, une autre, enfin, à rembourser, au prolit des provinces, des dépenses faites |Miur l'entretien des armées françaises et insurrectionnelles. NapoU'on avait aussi annulé les droits fcodaui, aboli les barrières de province à province, et transporté les douanes aux frontières; il avait enfin prescrit forganisalion immédiate d'une cour de cassation. I.a suppression de toute juridiction seigneuriale fut décrétée peu de jours après. Mais ces décrets de haute discipline civile ne signalèrent pas seulement l'arrivée de Napoléon à Madrid, d'autres étaient nécessaires à la satisfaction de la justice politique. Également à la date du 4 décembre, parurent deux décrets dont fun destituait les membres du conseil de Castille, comme Iâclu4 cl indignes d'étre meuplc généreux : ils avaient trahi rKm|>ereur après avoir proclamé scs droits à la couronne, et reconnu la renonciation de rancienne dynastie; le second mettait hors de la loi le duc de l'infantado , et neuf autres personnages de la première distinction , qui , ayant tous prélé serment à Bayonne, au roi Joseph, cl accepté les plus brillantes places de sa maisfin cl de son gouvernement, n'claicnt rentrés en Espagne à sa suite que pour violer leur parole, et se réunir aux insurgés. Les dispositions décrétées dans la journée du 4 décembre honoraient pareillement la nation espagnole et le législateur. I/a capitulation de l'iinportanlG place de Roses, qui se rendit le G, avec trois mille sept cents hommes, aux armes du général Gouvion Saint-Cyr, acheva la possession de toute l'cspagne septentrionale. On trouva à Roses plus de soixante pièces d'artillerie, et une grande quantité de munitions. Le général Sebasliani était en marche pour Talavcra de la Ueyria, où Napoléon a déjà dirigé les divisions de cavalerie Milhaud et Lasalle. I.e général Valence était arrivé avec une belle division polonaise. Le 15 décembre l'Empereur reçut, à son quarlier^gciiéral dcOhammarlin, une députation de la ville de Madrid, composée de douze cents notables. Napoléon, après avoir récapitulé les bienfaits législatifs qui ont signalé, le 4, son entrée dans la capitale, dit à la députation : Il ... Les Bourbons ne peuvent plus régner en EuU ro|>c. Les divisions dans la famille royale avaient U été (ramées par les Anglais. Ce n'élaicnl pas le n roi Charles et le favori que le duc de l'InfanUdo, inslrumonl de l'Angleterre, comme le prouvent M les papiers trouvés dans sa maison, voulait ren•< verser du

trône : c'était la prépondérance de U rAiiglelcTre qu'on voulait établir en Ks|>agnc.... <1 La génération présente pourra varier dans ses M opinions : trop de passions ont été mises en jeu. « Mais vos neveux me remercieront comme leur H régénérateur. Ils placeront au nombre des jours U mémorables ceux où j'ai paru parmi vous , Il et de ces jours datera la prospérité de l'EsM pagne, h Au milieu de tant d'évenemens , un article que publia /e A/o»i7eur du 15 frappa vivement l'aUention publique; il n'était pas difficile de r<> cunnaltrc la main qui l'avait tracé. Cet article est ainsi conçu : Il Plusieurs de nos journaux ont imprimé que S. M. l'Impératrice, dans sa réponse à la députation du Corps-Législatif, avait dit qu'elle était bien aise du voir que le premier sonlinicnt de l'Empereur avait été pour le Corps-Législatif, qui représente la nation. S. U. l'Impératrice n'a point dit cela : elle connaît trop nos institutions; clic sait trop bien que le premier représentant de la nation, c'est l'Empereur; car (oui pouvoir vient de Dieu et de la nation. •I Dans l'ordre de nos institutions, après l'Empereur est le Sénat, apres le Sénat le Conseil-d'Étal; après le Conseil-d'Élat est le Corps-Legislatif; après le Corps-Législatif viennent chaque tribunal et fonctionnaire publicdans l'ordre de sesallributions. Car s'il y avait dans nos constitutions un corps représentant la nation, ce corps serait souverain ; les autres corps ne seraient rien, et scs volontés seraient tout. (I La Convention , même le Corps-Législatif, ont été representans. Telles étaient nos constitutions alors. Aussi le président dispula-l-il le fauteuil au roi, se fondant sur ce principe que le président de rassemblée de la nation était avant les autorités de la nation. Nos malheurs sont venus en partie de celte exagération d'idées. Ce serait une prétention chimérique cl mémo criminelle, que de vouloir représenter la nation avant l'Empereur. U Le Corps-Legislatif, improprement appelé de ce nom, devrait être appelé Conseil-Législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition. Le Conseil-Législatif est donc la réunion des mandataires des collèges électoraux. On les appelle députes des üépartemens, parce qu'ils sont nommés par les départemens. » Dans l'ordre de notre hiérarchie constilulionnellc, le premier représentant de la nation est l'Empereur, et scs ministres, organes de ses intentions : la seconde autorité rcprcscnlanle est le Sénat; la troisième le Conseil-d'Élat, qui a de véritables attributions législatives; le Conseil-Législatif a le quatrième rang. IC Tout rentrerait dans le désordre, si d'autres

The text on this page is estimated to be only 28.70% accurate

venaient pervertir les idées de nos constitutions monarchiques. » Cette déclaration de principes, envoyée de Madrid au milieu de circonstances assez graves pour dominer toutes les pensées de Napoléon, s'adressait moins sans doute à ITmpératrice, qui n’avait attaché probablement aucune importance à sa réponse, qu’à ceux qui avaient pu la lui dicter. Au surplus, le motif qui détermina une telle publication a jusqu’ici échappé à i’invcsligalion historique. Peutêtre cependant, se voyant si loin de sa capitale. Napoléon voulait-il saisir celte occasion d'apprendre aux ennemis domestiques qu'il y avait laissés, que, du sein de Madrid mémo, il veillait sur leurs intrigues ; car ces ennemis se servent de toutes armes contre lui. Comme ils appartiennent par leurs souvenirs, leurs services et leur fortune, à la royauté, à la république, à l’empire, Us sont entendus de tous les mécontens ; avec les uns, ils crient à l’usurpation,avec les autres à la tyrannie, avec ceux-là au despotisme. Rap|>elaiil tour à tour le règne d’un soldat de fortune, l'oppression d’un dictateur et la souveraineté du peuple, qui résidait dans les rcprésentans, la note du Moniteur semble répondreà toutes les allégations, et surtout à la dernière, que Napoléon redoutait le plus. D’ailleurs une trame est ourdie dans Paris ; on dirait qu'elle marche sympathiquement avec la conjuration austro-britannique, dont les symplAnics, chaque jour plus visibles, avertissent Napoléon que son retourne peut être long-temps différé. L'armée réunie à Madrid monte à soixante mille hommes , et traîne avec elle cent cinquante pièces d’artillerie. Le duc de Bcilunc est à Tolède, le duc de Dantzick à Talavcra de la Reyiia. Le général Saint-Cyra fait sa jonction à Barcelone avec le général Duhesme. Six mille hoinines travaillent aux fnrtincalions de .Madrid. Le huitième corps vient d’arriver à Burgos. L'armée anglaise n’a pas encore dépassé Salamanque, où elle reste slatiotinairc depuis le la. Le 3 décembre, on lisait dans le .nafcawum .* U On assure que l'Amérique méridionale es|>agnolc 1 a refusé de reconnaître, soit Joseph Bonaparte, « soit Ferdinand ou la junte suprême, et qu'elle a 44 déclare son indépendance, n Peu de jours apres, les F.spagnols de l'Amériquedu Sud et les Portugais du Brésil s’emparèrent de la Guianc française cl de l’ile de Gayconc. L’Empereur, ayant enfin appris le par(leux mille cavaliers de l’arrièrc-gardc anglais^*, il voulut rétrograder; sonclicval fut tué, et lui-mèiiie, blessé, fut

pris dans la rivière. Le 30, le duc de Ualmallc a joint la gauche de rcmiemi et la culbute à Havcilla. Le lendemain il est à Leon. Les ducs de Trévise et d'Abranlès ont emporté tous les ouvrages extérieurs de Saragusse et la position de Moiilc-Turrcro. La réunion des généraux (lOUvion-Saint-Cyr et Duhesme porte ù quarante mille hommes l'armée qui entre à Barcelone, le 17, après le combat livré sur le plateau, entre Llinas et Oirdeden. L'Empereur est à Aslorga le janvier IK09. Dans la roule de celte ville à Villcfrancbc, le général Auguste Colbert, qui a remplacé I.crebvre-I)csm)ueUes à l'avant-garde du dued'istrie, fait deux mille prisonniers. Deux jours plus tard, au combat de Pierres, où le général Merle, du corps du duc de Dalmatie, enlève les hauteurs défendues par les Anglais, le général Colbert tombe frappé d'une balle , et dit avant de rendre le dernier soupir : Ma mort est diyne d'un soldat de la grande armée; je rois fuir les èlcrnels ennemis de ma patrie. Le décembre, le général Sébasliani avait forcé le pont de l'Arzubispo, et le général Valence celui d'Almaraz. Le corps du duc de Dantzick avait aussi passe le Tage et occupait rKslramadure. L'cm|>creur reçoit posiliveinetil à Astorga la confirntation des préparatifs bosliles de l'Aulriche, et des intrigues des malinlcntioiinésde Paris. Il quille Aslorg.'), et laisse le duc d'Elchingen pour appuyer le duc de Dalmatie. Il porte d'al>ord son quartier-général à Benavente, et le 8 à Valladolid. 8orti de Barcelone, le général Gouvion-Sainl-Cyr avait été attaquer le camp retranché de Llubregat qu'il emporta, et de là était allé s'emparer de Tarragoiie. Le 13 eut lieu le beau combat de Tarracuna, où le duc de Bellune fit mettre bas les armes au corps de Veiiegas, qui y périt. Trois cents

oflicicrs, douze mille Espagnols prisonniers, eiilrèretil le 17 à Ma

idées constitutionnelles venaient pervertir les idées de nos constitutions monarchiques. »

Cette déclaration de principes, envoyée de Madrid au milieu de circonstances assez graves pour dominer toutes les pensées de Napoléon, s'adressait moins sans doute à l'Impératrice, qui n'avait attaché probablement aucune importance à sa réponse, qu'à ceux qui avaient pu la lui dicter. Au surplus, le motif qui détermina une telle publication a jusqu'ici échappé à l'investigation historique. Peut-être cependant, se voyant si loin de sa capitale, Napoléon voulait-il saisir cette occasion d'apprendre aux ennemis domestiques qu'il y avait laissés, que, du sein de Madrid même, il veillait sur leurs intrigues ; car ces ennemis se servent de toutes armes contre lui. Comme ils appartiennent par leurs souvenirs, leurs services et leur fortune, à la royauté, à la république, à l'empire, ils sont entendus de tous les mécontens ; avec les uns, ils crient à l'usurpation, avec les autres à la tyrannie, avec ceux-là au despotisme. Rappelant tour à tour le règne d'un soldat de fortune, l'oppression d'un dictateur et la souveraineté du peuple, qui résidait dans les représentans, la note du *Moniteur* semble répondre à toutes les allégations, et surtout à la dernière, que Napoléon redoutait le plus. D'ailleurs une trame est ourdie dans Paris ; on dirait qu'elle marche sympathiquement avec la conjuration austro-britannique, dont les symptômes, chaque jour plus visibles, avertissent Napoléon que son retour ne peut être long-temps différé.

L'armée réunie à Madrid monte à soixante mille hommes, et traîne avec elle cent cinquante pièces d'artillerie. Le duc de Bellune est à Tolède, le duc de Dantzick à Talavera de la Reyna. Le général Saint-Cyr a fait sa jonction à Barcelone avec le général Duhesme. Six mille hommes travaillent aux fortifications de Madrid. Le huitième corps vient d'arriver à Burgos. L'armée anglaise n'a pas encore dépassé Salamanque, où elle reste stationnaire depuis le 15.

Le 3 décembre, on lisait dans le *Statesman* : « On assure que l'Amérique méridionale espagnole « a refusé de reconnaître, soit Joseph Bonaparte, « soit Ferdinand ou la junte suprême, et qu'elle a « déclaré son indépendance. » Peu de jours après, les Espagnols de l'Amérique du Sud et les Portugais du Brésil s'emparèrent de la Guiane française et de l'île de Cayenne.

L'Empereur, ayant enfin appris le passage du Duero par l'armée anglaise, dont la cavalerie avait paru le 15 à Valladolid, et sa marche sur Saldagna, où se trouvait le duc de Dalmatie, quitta Madrid le 22 décembre, pour couper la retraite à l'ennemi. Avant de partir, il mit sous les ordres du roi Joseph, qu'il nomma son lieutenant-général, la garnison de Madrid, les corps des ducs de Bellune et de Dantzick, et la cavalerie des généraux Lasalle, Milhaud et Latour-Maubourg. Mais le mouvement de l'Empereur décide tout-à-coup les Anglais à rebrousser chemin ; et la tourmente affreuse qui retient Napoléon et son armée, pendant deux jours, dans les défilés du Guadarrama, leur donne le temps d'échapper. Cependant le duc d'Istrie les poursuit vivement avec neuf mille hommes de cavalerie. Le général Lefebvre-Desnouettes, à la tête de quatre cents chevaux, crut la ville de Benavente évacuée, et passa la rivière à gué ; mais attaqué par deux mille cavaliers de l'arrière-garde anglaise, il voulut rétrograder ; son cheval fut tué, et lui-même, blessé, fut pris dans la rivière.

Le 30, le duc de Dalmatie a joint la gauche de l'ennemi et la culbute à Maveilla. Le lendemain il est à Léon. Les ducs de Trévise et d'Abrantès ont emporté tous les ouvrages extérieurs de Saragosse et la position de Monte-Torrero. La réunion des généraux Gouvion-Saint-Cyr et Duhesme porte à quarante mille hommes l'armée qui entre à Barcelone, le 17, après le combat livré sur le plateau, entre Llinas et Cardeden. L'Empereur est à Astorga le 1er janvier 1809. Dans la route de cette ville à Villefranche, le général Auguste Colbert, qui a remplacé Lefebvre-Desnouettes à l'avant-garde du duc d'Istrie, fait deux mille prisonniers. Deux jours plus tard, au combat de Pierros, où le général Merle, du corps du duc de Dalmatie, enlève les hauteurs défendues par les Anglais, le général Colbert tombe frappé d'une balle, et dit avant de rendre le dernier soupir : *Ma mort est digne d'un soldat de la grande armée ; je vois fuir les éternels ennemis de ma patrie.*

Le 24 décembre, le général Sébastiani avait forcé le pont de l'Arzobispo, et le général Valence celui d'Almaraz. Le corps du duc de Dantzick avait aussi passé le Tage et occupait l'Estramadure. L'empereur reçoit positivement à Astorga la confirmation des préparatifs hostiles de l'Autriche, et des intrigues des malintentionnés de Paris. Il quitte Astorga, et laisse le duc d'Elchingen pour appuyer le duc de Dalmatie. Il porte d'abord son quartier-général à Benavente, et le 8 à Valladolid. Sorti de Barcelone, le général Gouvion-Saint-Cyr avait été attaquer le camp retranché de Llobregat qu'il emporta, et de là était allé s'emparer de Tarragone. Le 15 eut lieu le beau combat de Tarracona, où le duc de Bellune fit mettre bas les armes au corps de Venegas, qui y périt. Trois cents officiers, douze mille Espagnols prisonniers, entrèrent le 17 à Madrid, avec leur artillerie et leurs drapeaux, sous l'escorte de trois bataillons français. Le 10 le duc de Dalmatie était

The text on this page is estimated to be only 29.37% accurate

300 UISTOIHE DE NAPOLÉON. à I.ugo, ayant scs avant-postes sur la roule de la Curogne, où se précipitent les Anglais^ au nombre de vingt mille, fuyant devant une année de la même force. Une bataille leur est livrée au pont del Durgo; le général en chef Moore y est tué cl le général Baird dangereusement blessé. A la suite de cette victoire, la Corogne capitule. Mais une partie de l'armée Anglaise a pu s'embarquer sur quatre cents bàtimens; elle est réduite aux deux tiers, et les armées espagnoles ne sont plus formées que de débris sans organisation. Les opérations marchaient de front dans les diverses provinces de l'Espagne avec un égal succé.s. soumission morale du pays suivait insensiblement la soumission militaire. Les villes s'empressaient de prêter serment au roi. A Madrid, vingt-huit mille cinq cents chefs de famille lui ont juré Gdélilé dans la cathédrale sur le SaintSacrement. Cet exemple venait d'élrc imité à Valladolid, dont les premières autorités avaient présenté une adresse à l'Empereur. Si Napoléon avait pu continuer encore à conduire la guerre en personne, il auraitétc perroisd'en prédire la lin prochaine j car à lui seul appartenait d'entreprendre et d'opérer la destruction des Anglais et la conversion politique des Espagnols. Lui seul aussi pouvait à la fois commander plusieurs arniéesclen gouverner les généraux. Mais,le17janvier, l'Empereur reparaît tout à coup à llurgos qu'il a quitté le matin : il avait parcouru en cinq heures, à cheval, une distance de trente-cinq lieues. Le il était à Paris. Le 28, le comte de Moiilcsqiiiou remplaça le prince de Béncvcnl en qualité de grand-chambellan. Cette mutation fut un événement pour la capitale, encore étonnée du retour si subit de l'Empereur. En Espagne, son absence, qui surprit au moins autant son armée, avait tout à coup rendu le courage aux Espagnols. (^)uant aux Anglais, le 14, ils ont public leur traité avec la junte insurrectionnelle, qu'ils reconnaissent comme gouvernement; cl seuls, en Espagne, ils claientsaiisduulcdans le Si'crel du départ de Napoléon. Lcsignal dedélresscfailàleuralliéd'Autriche, depuis le moment où ils osèrent ouvrir leur campagne nValladolid devant Napoléon, avait été entendu à Vienne, cl ce prince s'etait mis en route pour aller au-devant d'une einquièn\u* coalition, abandonnant à Joseph, au major-général Jourdan et à ses généraux, le soin de continuer les prodiges de ses armes. La veille du jour où il quitta Valladolid, le lü, l'ErniMTeur reçut les députations des conseils d'Élat, des Indes, des fînarices, de la guerre, de la marine, de ta

junte de coinniercc, enlln du corps municipal et de toutes les corporations de la ville de Mac une seconde fois les deux couronnes du Tage. L'histoire n'offre pas une plus grande perplexité dans la vie d'aucun de ses héros. Quatre cents lieues le séparaient à Madrid de ce nouvel ennemi qu'il est obligé, iiaix ne fut qu'une trêve, surtout quand Napoléon, sorti des rangs de l'armée, après avoir étonné le monde par ses triomphes, lit subitement de la république indivisible la base du trône qu'il élevait sur l'Europe. Alors ce pacte devint encore plus terrible, et la guerre sacrée, que les Musulmans ti'avaienl pas voulu lui déclarer en Égypte, lui fut jurée comme à l'ennemi commun. La mort de Louis \V1 affecla beaucoup moins les rois; celle mort ne leur offrit qu'un attentat qui devait rendre odieuse la révolution française. Le gouvernement atroce du Comité de salut public formait également une monstruosité analogue à leurs intérêts politiques. Mais ravenement du général Bonaparte leur parut insupj>ortable, parce qu'il plaçait réellement sur le trône celle révululiori qui l'avait produit. Aussi les vieux commensaux de la monarchie virent avec horreur s'asseoir au banquet des souverains ce soldat, dont ils ne reconnurent la légitimité que comme une loi de la victoire. Celte proscription d'une nature nouvelle, comme l'hommedont elle menaçait la fortune, engageait constamment la politique des conjurés sans engager leurs armes. Us pouvaient lui jurer paix et amitié, s'allier avec lui, marcher sous ses drapeaux, l'aider même à détrôner les membres de l'association suprême; tout devait être tenté et souffert par eux tous ou par chacun d'eux, jusqu'au ^uuglc

HISTOIRE DE NAPOLÉON. JOI moment opportun pour commencer sa destruction Le lien de celle associalion mystérieuse, qui, de> puis son triomphe, s'esl proclamée 5di«»/c-y////ance, était la délirrance de VEurope, te ealui /Utur de VEurope! Le plan de la haute conspiration européenne SC dévoile tout entier dans la communication oflicielicque Ül l'Angleterre à Tambassadeur de Russie à Londres, le 19 janvier I801i, en réponse à celle du cabinet russe. 1^ principal objet fut « de H soustraire à la domination de la France les conu tréos qu'elle a subjuguées depuis le commcnccu ment de la révolution, et de réduire la Franco à « ses anciennes limites, telles qu'elles étaient avant « celle époque.» 11 étailégalement pourvu à l'agrandissement de la Prusse et à celui de l'Autriche. La république ligurienne était assurée au roi de Sardaigne, et, cinq moisaprès, l'Angleterre cl lallussie, qui voulaient elles-mêmes disposer de ce qui ne leur appartenait pas, s'indignèrcnlde la réunion de celte république à la France. Ainsi avait été arrêtée en 1808 la catastrophe de 1814; ainsi tout, jusqu'à la paix qui serait signée avec Napoléon, tout doit le mener à sa ruine; ainsi ralliance organique qui fut renouvelée entre les souverains, en 1808, sous le dictatorial de l'Angleterre et de la Russie, n'a pu être et ne pourra être que suspendue extérieurement entre l'Angleterre et l'Autriche par les défaites de l'empereur François; mais elle devra reparaître au grand jour, alors que Napoléon aura à craindre l'Autriche, ou SC verra contraint de réclamer ses traités avec elle. Aussi l'Angleterre, qui vient de négocier avantageusement à Constantinople, où la mort de Sélim a relevé ses espérances, doit encore l'officieuse cl opiniâtre intervention dePAutriche auprèsdu divan à ces engagcincns du pacte européen, qui, comme une confédération maçonffique, oblige les membres à s'entr'aider, à se servir, dans tous les périls. Conforinémont à ce pacte, l'internoncc Sturmer a favorisé le traité que l'ambassadeur Adair, celui que la cour de Vienne avait congédié pour plaire à Napoléon, a conclu avec la Turquie, malgré la longue répugnance du gouvernement turc et la vive opposition de la France. Par un dernier scandale, une fête publique, donnée dans l'hôtel de la légation autrichienne, a signalé à Constantinople le triomphe de l'internoncc, au mépris de l'état de paix qui subsiste entre son maître cl Napoléon. Mais l'Autriche ne s'est pas bornée à attacher la Porte Ottomane, en la liant de nouveau avec l'Angleterre, au grand système de la conjuration européenne contre Napoléon ; elle a depuis quelques mois réitéré auprès de

la Prusse les instances dont le succès n’avait etc comprimé, en 1807, que par la défaite d’Auslcrliti. Sans doute il en coûte [k.‘u d’clTorls pour faire eritcodre à Frédéric-Guillaomo que son intérêt l'oblige de chercher les moyens de sc soustraire aux conditions de Tilsitt;maisce prince doit aux sollicitations de l’empereur Alexandre, à Erfurl, l’évacuation de son territoire, une diminution de 20,000,000 sur la contribution alors imposée. A Haché pardcvoirelpar position à la i>olitiquc de Pétersbourg^ il revient de celle capitale, où il a été dans le mois de janvier accom)>agné de la reine, remercier l’empereur Alexandre de cet immense service. Qui sait jusqu'où l'aura engagé la reconnaissance? 11 balance longtemps à se livrer aux demandes de l’Autriche; il lui reproche de l'avoir abandonné en 1800 et 1807 ; il craint le même sort s'il sc déclare pour elle. Entralnéà la fin par sesconseilset encore plus par sa famille, il consent à négocier avec l’Autriche; et le prix de son accession à la cinquième coalition sera non seulement la restitution de tout ce que lui a ravi le traité de Tilsill, mais même la cession de la Pologne autrichienne. Le cabinet de Berlin se rangeait, à l’insu du roi, du parti de l'Autriche : il préparait la crise insurrectionnelle qu’il mil en œuvre avec lant de succès en 1813. On méditait déjà de faire marcher l'armée sans le consentement du monarque. Cette armée, limitée à Tilsill à quarante mille hommes toujours présens, avait été portée secrètement à cent vingt mille par une double émissiondecongésqui succcssivemcnlavaiciit triple sa force. En attendant le moment de faire marcher ces troupes, s'organisaient dans toutes les universités de la Prusse et de rAlIemagnc ces associations occultes, véritables landwehrs politiques, qui, s^ms le nom de Tugenbund, se proclamant les légions de la pairie allemande, triomphèrent pour elle, mais qui, vaincues à leur tour par les trônes qu'elles avaient sauvés, eurent la douleur de voir qu elles n'avaient été que des légions d’archers de la SainteAlliance. Quant à la Russie, déjà son traité avec Napoléon inquiétait peu l'Autriche. On disailqu’il était résulté du voyage du roi cl de la reine de Prusse à SaintPétersbourg des engagemens peu favorables à la France. On croyait à Paris, cl on ne cachait pas à Vienne, que des officiers russes suivaient déguisés les quartiers-généraux autrichiens. L'ouvrage du colonel Boutourlin, aide-de-camp de l'einiwreur Alexandre, a jeté depuis un grand jour sur ces doutes du temps. Il y déclare nellenienl qu’Alcxandre ne conclut le traité de Tilsill que parce quHl s'agissait de gagner du temps pour se préparer à soutenirconvenablement la lutte. Le colonel déclare encore, et

celte asKTlion suffit pour établir formellement l’étal de trahison sous lequel Nap4>lémi n'a cessé de traiter cl de coiiiballre, il déclare que si l'emjMîrcur Alexandre fournit, en 1806, un corps

moment opportun pour commencer sa destruction Le lien de cette association mystérieuse, qui, depuis son triomphe, s'est proclamée *Sainte-Alliance*, était *la délivrance de l'Europe, le salut futur de l'Europe!* Le plan de la haute conspiration européenne se dévoile tout entier dans la communication officielle que fit l'Angleterre à l'ambassadeur de Russie à Londres, le 19 janvier 1805, en réponse à celle du cabinet russe. Le principal objet fut « de « soustraire à la domination de la France les con- « trées qu'elle a subjuguées depuis le commence- « ment de la révolution, *et de réduire la France à « ses anciennes limites,* telles qu'elles étaient avant « cette époque. » Il était également pourvu à l'agrandissement de la Prusse et à celui de l'Autriche. La république ligurienne était assurée au roi de Sardaigne, et, cinq mois après, l'Angleterre et la Russie, qui voulaient elles-mêmes disposer de ce qui ne leur appartenait pas, s'indignèrent de la réunion de cette république à la France.

Ainsi avait été arrêtée en 1805 la catastrophe de 1814; ainsi tout, jusqu'à la paix qui serait signée avec Napoléon, tout doit le mener à sa ruine; ainsi l'alliance organique qui fut renouvelée entre les souverains, en 1805, sous le dictatoriat de l'Angleterre et de la Russie, n'a pu être et ne pourra être que suspendue extérieurement entre l'Angleterre et l'Autriche par les défaites de l'empereur François; mais elle devra reparaître au grand jour, alors que Napoléon aura à craindre l'Autriche, ou se verra contraint de réclamer ses traités avec elle. Aussi l'Angleterre, qui vient de négocier avantageusement à Constantinople, où la mort de Sélim a relevé ses espérances, doit encore l'officieuse et opiniâtre intervention de l'Autriche auprès du divan à ces engagemens du pacte européen, qui, comme une confédération maçonnique, oblige les membres à s'entr'aider, à se servir, dans tous les périls. Conformément à ce pacte, l'internonce Sturmer a favorisé le traité que l'ambassadeur Adair, celui que la cour de Vienne avait congédié pour plaire à Napoléon, a conclu avec la Turquie, malgré la longue répugnance du gouvernement turc et la vive opposition de la France. Par un dernier scandale, une fête publique, donnée dans l'hôtel de la légation autrichienne, a signalé à Constantinople le triomphe de l'internonce, au mépris de l'état de paix qui subsiste entre son maître et Napoléon. Mais l'Autriche ne s'est pas bornée à attacher la Porte Ottomane, en la liant de nouveau avec l'Angleterre, au grand système de la conjuration européenne contre Napoléon; elle a depuis quelques mois réitéré auprès de la Prusse les instances dont le succès n'avait été comprimé, en 1807, que par la défaite d'Austerlitz. Sans doute il en coûte peu d'efforts pour faire entendre à Frédéric-Guillaume que son intérêt l'oblige de chercher les moyens de se soustraire aux conditions de Tilsitt; mais ce prince doit aux sollicitations de l'empereur Alexandre, à Erfurt, l'évacuation de son territoire, une diminution de 20,000,000 sur la contribution alors imposée. Attaché par devoir et par position à la politique de Pétersbourg, il revient de cette capitale, où il a été dans le mois de janvier accompagné de la reine, remercier l'empereur Alexandre de cet immense service. Qui sait jusqu'où l'aura engagé la reconnaissance? Il balance longtemps à se livrer aux demandes de l'Autriche; il lui reproche de l'avoir abandonné en 1806 et 1807; il craint le même sort s'il se déclare pour elle. Entraîné à la fin par ses conseils et encore plus par sa famille, il consent à négocier avec l'Autriche; et le prix de son accession à la cinquième coalition sera non seulement la restitution de tout ce que lui a ravi le traité de Tilsitt, mais même la cession de la Pologne autrichienne. Le cabinet de Berlin se rangeait, à l'insu du roi, du parti de l'Autriche : il préparait la crise insurrectionnelle qu'il mit en œuvre avec tant de succès en 1813. On méditait déjà de faire marcher l'armée sans le consentement du monarque. Cette armée, limitée à Tilsitt à quarante mille hommes toujours présens, avait été portée secrètement à cent vingt mille par une double émission de congés qui successivement avaient triplé sa force. En attendant le moment de faire marcher ces troupes, s'organisaient dans toutes les universités de la Prusse et de l'Allemagne ces associations occultes, véritables landwehrs politiques, qui, sous le nom de *Tugenbund,* se proclamant les légions de la patrie allemande, triomphèrent pour elle, mais qui, vaincues à leur tour par les trônes qu'elles avaient sauvés, eurent la douleur de voir qu'elles n'avaient été que des légions d'archers de la Sainte-Alliance.

Quant à la Russie, déjà son traité avec Napoléon inquiétait peu l'Autriche. On disait qu'il était résulté du voyage du roi et de la reine de Prusse à Saint-Pétersbourg des engagemens peu favorables à la France. On croyait à Paris, et on ne cachait pas à Vienne, que des officiers russes suivaient déguisés les quartiers-généraux autrichiens. L'ouvrage du colonel Boutourlin, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, a jeté depuis un grand jour sur ces doutes du temps. Il y déclare nettement qu'Alexandre ne conclut le traité de Tilsitt que *parce qu'il s'agissait de gagner du temps pour se préparer à soutenir convenablement la lutte.* Le colonel déclare encore, et cette assertion suffit pour établir formellement l'état de trahison sous lequel Napoléon n'a cessé de traiter et de combattre, il déclare que si l'empereur Alexandre fournit, en 1806, un corps

r>04 HISTOIRE DK NAPOLEON. auxiliaire, qui d^ailleurs ne fit rien contre rAutri* chc, ce fut parce que ce princcn'auraf/ pu êoutenir e/fleaetment l' Autriche t à cause de réloignement de see arméet, occupées des a/faire» de Suède et de Turquie. Cependant Napoléon, à qui aucune de ces arrière-pensées n'élail connue, s'adressait franchement au comte de Romanxoff, à Paris, pour l'engager k se porter intermédiaire au nom de sa cour entre l'Autriche et lui. Impérieusement occupé de l'Espagne, il était bien éloigné de vouloir faire la guerre k quatre cents lieues de Madrid. On voit aussi à présent pourquoi cette négociation dut échouer. Napoléon était d'autant moins préparé à suspecter sous ce rapport la foi d'Alexandre, que H. de RomanzofT suivait auprès de lui les intérêts de l'entrevue d'Erfurt, qui, comme je l'ai déjà dit, touchaieiitaux affaires de la Turquie et de la Perse, et il celles de l'Inde : négociation très secrète dont les traces ont changé de portefeuille en 1814. 1/Autriebo donc, rassurée par les dispositions de la Russie, de la Prusse, et se trouvant prèle, déclara à la France, en février 1809, que son armée était sur le pied de guerre. Elle protestait toujours de ses intentions pacifiques et amicales; le retour de Na|M>lcon et l'ordre aux princes de la Confédération de SC tenir préparés i marcher, voilà les seuls griefs qu'elle articulait. Mais celle puissance ne pouvait plus endormir Napoléon et le prendre au dépourvu: revenu d'Espagne, il siégait au centre de son gouvernement, et sa présence venait d'en imposer aux machinations récemment ourdies contre lui; car peut-être i cette époque tout était-il déjà disposé dans la capitale pour la révolution qui éclata en 1814 avec remportcmenl d'un complot long-temps comprimé. Le général Mallet avait été arrêté à Paris, |H*ndanl le séjour de Na|M)léon à Bayonne. Ix's ennemis intérieurs et extérieurs sentaient bien qu'ils ne seraient à méined'agirque pendantl'éloignemcnt de rKm|»ereur; une fois de retour en France, il leur fallait tout ajourner à une autre absence. La guerre de 1812, qui devait naturellement entraîner Napoléon bien plus loin de ses frontières; n'eut peut-être pas une cause plus directe. La lutte continue en F^pagne. Le 27 janvier, le Ferrol s'est rendu au duc de Dalmatie, quia trouvé dans le port onxevaisseaux de ligne, trois frégates et quinze cents pièces de canon. Le maréchal marche surOporlo. Vigo a capitulé. Enfin la grande ville de l'Aragon, la véritable citadelle de l'insurrection espagnole, Saragosse, est emportée, le 21 février, par le duc de Munlebello, qui depuis le 20 janvier a pris le commandement supérieur de ce siège à jamais

mcniornble. Depuis la bataille de Tudela, Pa 1.1 fox s'était retiré dans celle ville à la télé de trente | mille hommes. Là se déploya de la {>art desassiégés I tout ce que le fanatisme peut produire de plus barbare. Les vainqueurs et les vaincus s'étonnent également de leurs efforts. Défendue par la rage, par le désespoir de soixante mille habilans et d'une armée nombreuse, Saragosse supporte vingt-huit jours de tranchée ouverte, après huit mois d'attaque, cl résiste encore pendant vingt-trois jours, de rue en rue, de maison en maison. Chaque habitation, chaque monastère, chaque église, devient une forteresse sacrée qu'aucune capitulation nedoil livrer. Tous les habitans, hommes, femmes, enfans, prêtres, moines, tout combat, tout périt, cl les Français prennent avec douleur possession de cette vaste enceinte de ruines fumantes et ensanglantées où fut Saragosse. Ils n'y voient debout que les potences élevées pendant le siège pour y attacher ceux qui parleraient de se rendre! Cette florissante et antique cité ne peut plus s'appeler que la ville des morts ; plus de quarante mille personnes de tout sexe, do tout âge, immolées pour clic, remplissent scs portiques, ses places, scs avenues. Les cadavres continuent la destruction des vivans; une affreuse épidémie moissonne près de mille individus par jour. Les hôpitaux, où s'entassent quinte mille malades, ne sont que de vastes cimetières. (Quinte mille prisonniers échappent à la contagion en partant pour Bayonne. On a trouvé dans la ville cent mille fusils, presque tous de fabrique anglaise, et deux cents pièces de canon. Les malheureux habilans appartiennent à l'humanité du vainqueur. Le plus brave des Français, le noble maréchal Lannes, se charge d'acquitter cette dette de la victoire. Les restes de la population de Saragosse s'en souviendront toujours; et s'ils ne furent pas soumis, ils furent rcconnaissans. Mais une vertu antique, inexorable, ce patriotisme qui ne peut jamais transiger sur les grandsinlcrélsderindépeiidance et de l'honneurdu pays, se retrempa encore au milieu des débris de Saragosse. Partout où les troupes françaises portent leurs armes, elles sont illustrées par d'importans succès. Le février, le général Gouvion-Saint-Cyr, au combat de Vcis, non loin de Taragone, détruit à la baïonnette un corps espagnol après une action meurtrière, et s'emparedeson artillerie. Le 27 mars, le général Sébastian! gagne la bataille de CiudadRcal. Le lendemain, à Medelin, dansTEstramadurc, le duc de Ik;llunc défait complètement le général Lucsla, et pousse ses avant-postes jusqu'à Badajuz. En Portugal, la fortune se montre encore plus brillante et plus favorable pour noos; clic y sera moins fidèle. I.a seconde expédition

que commande le due de Dalmatie, contre ce royaume sans souverain, commence par la prise de Lhavès. qui renferme un riche matériel d'arlillerie. Le lendemain, 1Ô mars, Digitized by Coogic

The text on this page is estimated to be only 27.96% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 303 les Portugais succombent, maigre une longue résis- vingt mille Portugais couvrent le champ de bataille, tance, au combat de Lanhozo. Enfin, le 29, se donne Celte victoire met entre les mains de la France la la grande bataille que l’évèquc d'Oporlo livre au ville la plus opulente cl la plusanglaise du Portugal maréchal sous les murs de cette ville. Des lignes après Lisbonne. récemment formées, que défendent deux cents L’esprit de Napoléon anime encore les rangs frari> pièces de canon , sont enlevées par les Français, et çais dans toute la Péninsule. Digitized by Googic

les Portugais succombent, malgré une longue résistance, au combat de Lanhozo. Enfin, le 29, se donne la grande bataille que l'évêque d'Oporto livre au maréchal sous les murs de cette ville. Des lignes récemment formées, que défendent deux cents pièces de canon, sont enlevées par les Français, et vingt mille Portugais couvrent le champ de bataille. Cette victoire met entre les mains de la France la ville la plus opulente et la plus anglaise du Portugal après Lisbonne.

L'esprit de Napoléon anime encore les rangs français dans toute la Péninsule.

LIVRE ONZIÈME. Cinquième Coalition. CHAPITRE PREMIER. (1809.) HSVOirTlOU tn setos. — crSiM Ii’aCTHICHE. — SECOHIIB iVAClIAtlON »ü POETCCAU — PEISE DB VIB!«^E. — BiURlü!1 DBS ÉTATS EOMAISS A L’eIPIBB. — BATAILLE d'ESLISG.

Un événement qui eût été une fortune pour les historiens île notre âge, sansle despotisme qu’exerce la révolution française sur tous les faits contemporains, vinltout à-coup apprendre à TKuropc l’ahdication du roi de Suède. C’était peu de chose sans doute après celltvs de Charles IV ctdc Ferdinand VU, mais celte abdication présenta un tout autre caractère; car les Espagnols n’ont pris les armes que pour défendre la légitimité de leur prince, qui l’a résignée k Napoléon cl à Joseph, et pour le forcer d’étre malgré lui leur souverain, tandis que le peuple suédois tout entier, usant du droit primitif de possesseur du sol, eide la faculté inhérente à tout corps social de redresser ses propres griefs, a déposé Gustave- Adolphe IV. Le mécontentement de la nation était â son comble; une guerre civile menaçait la capitale. Gustave rasscmblaitdcslroupcspourmarchcrconlrc l'armée du Nord cl celle de Scanic; il avait fixé au 15 mars l’époque de son départ, et ce jour même il ordonne que le trésor de la Banque soit enlevé à une heure : le conseil était réuni, cl c’est dans son sein que commence la révolution. On supplie le roi, mais en vain, au nom des maux sans nombre sous lesquels gémit la patrie par la prolongation d’une latte insensée, impoliliquc, désastreuse, qui déjà lui a fait perdre ses plus belles provinces, la Poméranie et la Finlande; on l’adjure de remettre dans le fourreau cette faible épée avec laquelle Charles XII lui-mémc n’a pu ni élever ni défendre la Suède; Gustave demeure inexorable cl se relire. Le feld-maréchal Klingsporr et le général Adlcrcreutz se rendent chez le roi, et lui déclarent qu’il doit céder aux vœux de son conseil, ou cesser de régner. Le roi répond qu’il n’y cédera jamais; il les traite de scélérats, lire son épée et veut en percer le général; mais on entre, et bientôt on le désarme. Alors le maréchal de la cour, Silfvcrsparrc, lui dit : b Sire, « votre épée vous a été donnée pour la tirer contre H les ennemis de la patrie, cl non contre les vrais R patriotes qui ne veulent que votre bonheur cl R celui de la Suède.» A ces mots, il s’empare de l’épée du roi; cependant Gustave trouve le moyen de saisir celle d’un ofiicicr et de se sauver par un escalier dérobe. On court après lui; il est arrête par un colonel, comme il arrivait dans la cour du palais, et on le transfère au château de DroUmiiigholl, où des otTicicrs le gardent à vue.

Sur l'invitation du conseil, le vieux duc de Sudermanic, oncle de Gustave, prend les rênes du gouvernement, dont la vacance est prononcée. Voilà le premier acte de ce drame populaire dont, le 13 mars, la ville de Digilized by Google (

HISTOIRE DE NAI'OLÉÜN. SOS Stockholm offrait la singulière représentation à l'Europe. A quinze jours de là, le 39 mars, iinpériciiseroent conseille par sa position, Gustave donne son alMlication, afin de coneacrer te rate de êCi jûure à ta gtoire de Dieu. Kiiûn, le 10 mai, les ordres réunis de la dicte reçoivent la communication de l'abdication du roi ; ils racceplenl, et prennent une décision qui se termine par ces paroles: « D'après U tous ces motifs du plus haut intérêt cl ces consi•I dérations importantes, auxquels l'acte d'abdica« tion, dressé volontairement cl sans contrainte par •t S. M. le roi, et écrit de sa propre main, dont Iccw turc nous a été faite aujourd'hui, nousne «< regardons pat comme nècestaire pour nosdèmarU ches, donne un nouveau poids, nous avons pris la U résolution, forme et inébranlable, qui suit : Aoua U adjurons par le présent acte toute fidélité et obéisU tance que nous dotions, comme sujets, à notre « roi G ustate- Adolphe //', jusqu'à présent roi de M Suède, et le déclarons, ainsi que ses héritiers nés Met à naître, pour le présent et à jamais, déchus de <1 la couronne et du gourernement de Suède, n Ainsi se termina sans troubles, sans violences cl sans nulle opposition, le plus important changement dont un Étal puisse être le théâtre. Gustave avait tellement outragé la nation dans scs plus chers intérêts, dans ceux où le droit naturel, celui de la conservation de l'espccc, remp mes ordres, et de traiter en ennemies toutes celles «! qui inc feront résistance. M A mon quartier-général, le 9 avril 1809. ■I Cbaslis. >• Telle est la première pièce ofTîcielle de celte rupture, qui, toul-à-coup, surprend la Bavière, où il n'y a {Hiint d'armée française. La seconde, qui est la proclamation du roi de Bavière en réponse à cette étrange publication, commence ainsi : Pillinfen, 17 avril. U Sans déclaration de guerre, sans aucune expliK cation préalable, notre territoire a été envahi «I le 9 de ce mois, et nous avons été contraint de •t quitter notre capitale, qui a été occupée par les U troupes autrichiennes... » Le roi de Wurtemberg publie aussi une déclaration par laquelle il en appelle au jugement de l'Europe pour une infraction notoire de la part de l'Autriche au traité de Presbourg, et pour l'agression qui menace ses États. D'un autre côté l'empereur d'AuIriclic adresse une proclamation à ses sujets, et l'archiduc Charles, généralissime, une àses troupes. L'armée autrichienne est ainsi placée et composée : l'archiduc Ferdinand commande quarante mille hommes en Pologne; treize mille sont en Saxe. Sous les ordres plus directs de l'archiduc Charles, il y a en Bohême les cinquante mille hommes de Kolowrath et de Beliegarde;

l'armée principale de cent vingtcinq mille hommes en Bavière ; trente mille Autrichiens et Tyroliens, sous le marquis de Chasleilcr, dans le Tyrol; l'archiduc Jean est en Italie, à la tète de quatre-vingt mille hommes. L’artillerie de celte armée de troisccnl trente-huit mille hommes s’élève à sept cents pièces de canon. Voici, au 9 avril, la forcect la position desFrançais : en Pologne, dix-buit mille hommes sous Poniatowski ; Bernarlotlc, en Saxe, compte douze mille Saxons, et Gratien huit id

Digiiized by Google

Stockholm offrait la singulière représentation à l'Europe. A quinze jours de là, le 29 mars, impérieusement conseillé par sa position, Gustave donne son abdication, *afin de consacrer le reste de ses jours à la gloire de Dieu*. Enfin, le 10 mai, les ordres réunis de la diète reçoivent la communication de l'abdication du roi ; ils l'acceptent, et prennent une décision qui se termine par ces paroles : « D'après « tous ces motifs du plus haut intérêt et ces consi- « dérations importantes, auxquels l'acte d'abdica- « tion, dressé volontairement et sans contrainte par « S. M. le roi, et écrit de sa propre main, dont lec- « ture nous a été faite aujourd'hui, *mais que nous ne « regardons pas comme nécessaire pour nos démar- « ches*, donne un nouveau poids, nous avons pris la « résolution, ferme et inébranlable, qui suit : *Nous « adjurons par le présent acte toute fidélité et obéis- « sance que nous devions, comme sujets, à notre « roi Gustave-Adolphe IV, jusqu'à présent roi de « Suède, et le déclarons, ainsi que ses héritiers nés « et à naître, pour le présent et à jamais, déchus de « la couronne et du gouvernement de Suède.* »

Ainsi se termina sans troubles, sans violences et sans nulle opposition, le plus important changement dont un État puisse être le théâtre. Gustave avait tellement outragé la nation dans ses plus chers intérêts, dans ceux où le droit naturel, celui de la conservation de l'espèce, l'emporte sur tous les contrats politiques, qu'il y eut consentement unanime des Suédois à sa déchéance. Jamais à aucune époque de l'histoire où un pays opprimé a cru devoir se faire raison lui-même, jamais la souveraineté du peuple, car il faut bien la nommer, n'a exercé sa haute magistrature avec plus de justice et de légalité. En effet, si en principe cette souveraineté est une loi suprême, on ne peut la considérer comme telle dans l'application, que si la révolution opérée obtient, de même que celle de Suède, le concours et l'unanimité des volontés. Il fallut dans le temps, ou que la cause nationale parût bien incontestablement juste aux rois, ou que d'autres motifs plus puissans leur commandassent l'oubli de la légitimité, qui dernièrement encore a reçu une atteinte en Russie, pour qu'aucune opposition de la part du cabinet de Vienne et de Pétersbourg, ni de celui de Londres, à qui Gustave avait sacrifié son pays et sa couronne, ne vint troubler la jouissance des droits dont l'exercice fit le salut de la Suède. Cet événement, qui honore à jamais le caractère noble et généreux, ainsi que l'esprit éclairé et la haute civilisation de tous les habitans de ce royaume, cet événement n'a toutefois de grandeur que pour les Suédois. La guerre d'Espagne et la cinquième coalition, au milieu desquelles se passe la révolution de Stockholm comme une simple affaire domestique et particulière à un seul peuple, remuent et absorbent totalement les intérêts et les passions prépondérantes de l'Europe. C'est entre ces deux tempêtes que la Suède, au moment d'être engloutie éternellement par une nouvelle alliance avec l'Autriche et par la continuation de la perfide amitié de l'Angleterre, ferme l'abîme que l'indomptable opiniâtreté de son roi allait rouvrir pour elle. Tandis que ce royaume rentre ainsi dans la carrière de la paix, soudain le cri de guerre retentit sur les bords de l'Inn et au sein de la Bavière. La lettre suivante est apportée à Munich le 9 avril :

A M. le général en chef de l'armée française en Bavière.

« D'après une déclaration de S. M. l'empereur « d'Autriche à l'empereur Napoléon, je préviens « M. le général en chef de l'armée française que j'ai « ordre de me porter en avant avec les troupes sous « mes ordres, et de traiter en ennemies toutes celles « qui me feront résistance.

« A mon quartier-général, le 9 avril 1809.

« CHARLES. »

Telle est la première pièce officielle de cette rupture, qui, tout-à-coup, surprend la Bavière, où il n'y a point d'armée française. La seconde, qui est la proclamation du roi de Bavière en réponse à cette étrange publication, commence ainsi :

Dillingen, 17 avril.

« Sans déclaration de guerre, sans aucune expli- « cation préalable, notre territoire a été envahi « le 9 de ce mois, et nous avons été contraint de « quitter notre capitale, qui a été occupée par les « troupes autrichiennes... »

Le roi de Wurtemberg publie aussi une déclaration par laquelle il en appelle au jugement de l'Europe pour une infraction notoire de la part de l'Autriche au traité de Presbourg, et pour l'agression qui menace ses États. D'un autre côté l'empereur d'Autriche adresse une proclamation à ses sujets, et l'archiduc Charles, généralissime, une à ses troupes. L'armée autrichienne est ainsi placée et composée : l'archiduc Ferdinand commande quarante mille hommes en Pologne; treize mille sont en Saxe. Sous les ordres plus directs de l'archiduc Charles, il y a en Bohême les cinquante mille hommes de Kolowrath et de Bellegarde; l'armée principale de cent vingt-cinq mille hommes en Bavière ; trente mille Autrichiens et Tyroliens, sous le marquis de Chasteller, dans le Tyrol; l'archiduc Jean est en Italie, à la tête de quatre-vingt mille hommes. L'artillerie de cette armée de trois cent trente-huit mille hommes s'élève à sept cents pièces de canon. Voici, au 9 avril, la force et la position des Français : en Pologne, dix-huit mille hommes sous Poniatowski ; Bernadotte, en Saxe, compte douze mille Saxons, et Gratien huit

 Hollandais; le roi Jérôme a quinte mille hommes en Wcstphalie. L*arméc principale, que Napoléon va commander, se compose du deuxieme corps de vingt-cinq mille hommes sous le maréchal Lannes et le général Oudinol, i Augsliourg; du troisième, sous le maréchal Davoust, à Ralisboonc, fort de quarante^inq mille hommes; du quatrième, sous le maréchal Masséna, à L'Im, de trente mille hommes; du septième, de trente mille Bavarois, sous le maréchal Lefebvre, à Munich, h Landshut et à Straubing; du huitième, de douxe mille Wur* leinbergeois, sous Vaiidamne, à Heydeuheim, et de douze mille confédqfés de rAllemagnc méridionale. \jo vice-roi et le iiiàrecbal Macdonald ont en Italie quarante-cinq raille hommes, et Marmont quinze mille en Dalmatie. I/artillerie est de cinq cent soixante pièces, rarniéc dedcuiccnl soixante-sept mille hommes; elle est inférieure de soixante-dix mille hommes à Tannée autrichienne; mais ce sont les Français d'Austerlitz, d*Iéna,de Friedland, cl ils ont pour les conduire des chefs dont les noms sont ceux de nos victoires. Il peut être permis de ne pas compter au nombre des cornbatlans sous nosaigies les trente mille Busses qui apparaîtront si lard en Pologne, amis sccrelsde TAulrichc, alliés douteux de la France. Mais il est plus juste de signaler parmi les utiles auxiliaires de TAulrichc, les corps du duc de Brunswick-Oêls, de Schill, de Dornberg, qui surprirent lout-à-coup la lidélitédu cabinet de Berlin par une campagne toute prussienne en faveur du son ancien ennemi le cabinet de Vienne. Cet épisode était une opération de l'Angleterre, qui, en reconnaissance de Tîmmensc service que la guerre d’Autriche lui rendait pour établir sa prépondérance dans la Péninsule ibérique, avait pris à sa solde et combiné avec le mouvement de ses vaisseaux dans la mer du Nord et sur la Baltique, ces insurrections et ces trahisons armées. Du lOau 16, Tannée de Tarchiduc marcha de Tlnn sur TIser; les Bavarois portèrent les premiers coups à ceuxqiii violaient leur territoire. Napoléon apprend à Paris, par le létcgraphe, dans la soirée du 12, le passage de Tlnn par les Autrichiens; un instant après cette nouvelle il est en voiture. Le 16, il voit le roi de Bavière à Diiliiigen ; il lui promet de le ramener dans quinze jours à Munich, et de tu faire plusgrand que ses ancêtres. Le 17,1e quartier-général se trouvait à Donawerlh, où Napoléon donne ses ordres h ses maréchaux, et parle ainsi à son année : « Soldats! •t Le territoire de la Confédération a clé violé. Le H général autrichien veutquenousfuyionsà Taspecl «(tic scs armes et que nous

lui abandonnions nos «< alliés. J'arrive avec la rapidité de Téclair. Soldais! «j'étais au milieu de vous lorsque le souverain d

 gcoéral Mouton forcent les Autrichiens dans la plaine, s'élancent sur le pont qui est en flammes, et s'emparent de la ville. Neuf mille prisonniers, trente pièces de canon, six cents caissons, trois mille chariots de bagages, les hôpitaux, les magasins, furent les résultats de ce combat. L'Empereur a battu l'armée de l'archiduc Louis ravanl-veille à Abensberg, et la veille à Landshut. A présent il veut mesurer ses armes avec le plus habile général de l'Autriche, l'archiduc Charles, qu'il connaît cl qu'il apprécie depuis si long-temps. Ia.' maréchal Davoust a répondu à la confiance de l'Empereur. Après l'occupation inattendue de Ratisbonne par les Autrichiens, le maréchal, voyant la plus grande partie des forces du prince Charles se porter sur lui, ne prend conseil que de la ténacité de son caractère, et par une opiniâtreté véritablement héroïque, il se prépare i cette belle bataille dont Napoléon va donner le nom i son intrépide lieutenant. L'armée de l'archiduc, composée de cent dix mille combatlans, apris position au village d'Eckmûhl; elle est divisée en quatre corps, qui, au premier signal de Napoléon, se trouvent lout-àcoup attaques sur tous les points, tournés par leur gauche et mis en fuite de toute parts. Vingt mille prisonniers, une grande quantité d'artillerie, tous les blessés de l'ennemi et quinze drapeaux, sont les trophées de la victoire d'EckmObl^ victoire importante qui ouvre la route de Vienne, et que trois heures de combat ont décidée ! Napoléon a ppela ses mouvemens slratcgiquesdans lesjourneesd'Abensberg.dc Landshut et d'Eckmûhl, sei plus belles, scs plus hardies, ses plus sarantes man^Mtrea; il n'avait pas encore gagné la bataille de Wagram ; U n'avail pas encore fait la campagne de Russie, ni celle de Silésie, ni celle immortelle campagne de France, qui termina sa vie militaire aussi glorieusement qu'il l'avait commencée en Italie. Le 23, Napoléon est devant Ralisbonnc, où le général autrichien a renfermé six régimens. Huit mille hommes de cavalerie, qui couvrent les approches de la ville, sont bientôt sabres, et forcés de repasser le Danube. L'infanterie arrive sous les murs de Ralisbonnc; l'artillerie bat en brèche; les échelles sont dressées. Le duc de Montcbcllo y fait monter un bataillon qui ouvre une poterne, et l'armée se précipite dans la place. L'ennemi, en fuyant, oubliedccoupcr le pont, et les Français passent aussitôt sur la rive gauche. Les Autrichiens perdent tout ce qui a fait résistance et environ huit mille prisonniers. Ralisbonne devient en grande partie la proie des flammes : mais clic appartient au roi de Bavière, et la haine autrichicnnevoil brûler

avec plaisircettcvillcqii'clle n'a pas défendue. Napoléon se charge de la restauration des maisons incendiées, qui est évaluée à plusieurs millions. De Ralisbonnc, où il a été blessé au talon, sans que celle circonstance l'ait retardé un moment. Napoléon dirige sur Slraubing et sur Passnu le duc de Rivoli, et le duc de Montcbcllo sur Mnlddurf. Le duc d'Auerstacdt poursuivit l'archiduc (iharics, qui est en pleine retraite par les montagnes de la Bohème. Le duc de Dantzick fait évacuer Munich par l'ennemi. Le roi réparait dans sa capitale et rc^ tourne à Augsbourg. Pour ta première fois Napoléon a marché, combattu cl vaincu sans sa garde, les Rnvarois et les Wurlcinbergeois lui en ont servi depuis le triomphe d'Abensberg. Avant de quitter Ratisbonne. Napoléon remercie l'année par l'ordre du jour du 21 avril : U Soldats ! U Vousavezjusliflémonattcnlc.Vousavczsuppléé « au nombre par votre bravoure.... En [>eu de jours « nous avons triomphé dans les trois batailles de Il Thann, d'Abensberg, d'Eckmûhl, et dans les trois it combats de Peissig, de Landshut et de Ralisw bonne...
L'enncmi,eiiivrcparun cabinet parjure, « paraissait ne plus conserver un souvenir de vous. « Vous lui avez apparu plus terribles que jamais : « naguère il a traversé linn cl envahi le territoire U de nus alliés; naguère il sc promettait de porter U la guerre dans le sein de notre patrie;aujourd'hui U défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon a avant>gardc a passe l'Inn ; avant un mois nous U serons à Vienne. » Napoléon tient parole à son armée. Le 27, il est à Mûhldorf, d'où il envoie le général de Wrede cbàlier l'ennemi à Lauflen et à Salzbourg. Le 28, les ducs d'istrie et de Montcbcllo sc joignent à Berghauseii, dont les Autrichiens ont brûlé le pont; la journée du 2B le voit rétabli. Le 30, toute l'armée a passé la Sallza. De son côte, l'empereur d'Autriche remplissait ses ungagemens envers la Grande-Bretagne, en ordonnant l'ouverture de tous scs ports à la marine et au commerce anglais. Ce prince avait quitté Vienne pour sc porter à Sebarding, position qu'il a choisie, dit le bulletin du 30, précisément pour n'êire nulle part, ni dans sa capitale pour gouverner ses /îlots, ftt ou camp où il n'eüiéli qu'un inutile embarras. Bientôt il lui fallut sortir de Sebarding pour faire place au duc de Rivoli, et ensuite de Braunau pour faire place à Napoléon. I.e 2 mai, Napoléon arrive à Ricd et à Lambach; les ducs d'Istric et de Montcbcllo sont à Wcis. Le lendemain, le duc d'islrie et le général Oudinot fout leur jonction avec le duc de Rivoli, qui, le même jour, est entre à Lintz. Le généra) llilJcr, dans la crainte d'élrc tourné par le duc de Montcbcllo,

s'est porté sur la formidable position d’Ebersberg avec neuf mille hommes pour y passer

général Mouton forcent les Autrichiens dans la plaine, s'élancent sur le pont qui est en flammes, et s'emparent de la ville. Neuf mille prisonniers, trente pièces de canon, six cents caissons, trois mille chariots de bagages, les hôpitaux, les magasins, furent les résultats de ce combat.

L'Empereur a battu l'armée de l'archiduc Louis l'avant-veille à Abensberg, et la veille à Landshut. A présent il veut mesurer ses armes avec le plus habile général de l'Autriche, l'archiduc Charles, qu'il connaît et qu'il apprécie depuis si long-temps. Le maréchal Davoust a répondu à la confiance de l'Empereur. Après l'occupation inattendue de Ratisbonne par les Autrichiens, le maréchal, voyant la plus grande partie des forces du prince Charles se porter sur lui, ne prend conseil que de la ténacité de son caractère, et par une opiniâtreté véritablement héroïque, il se prépare à cette belle bataille dont Napoléon va donner le nom à son intrépide lieutenant. L'armée de l'archiduc, composée de cent dix mille combattans, a pris position au village d'Eckmühl; elle est divisée en quatre corps, qui, au premier signal de Napoléon, se trouvent tout-à-coup attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche et mis en fuite de toute parts. Vingt mille prisonniers, une grande quantité d'artillerie, tous les blessés de l'ennemi et quinze drapeaux, sont les trophées de la victoire d'Eckmühl; victoire importante qui ouvre la route de Vienne, et que trois heures de combat ont décidée!

Napoléon appela ses mouvemens stratégiques dans les journées d'Abensberg, de Landshut et d'Eckmühl, *ses plus belles, ses plus hardies, ses plus savantes manœuvres;* il n'avait pas encore gagné la bataille de Wagram; il n'avait pas encore fait la campagne de Russie, ni celle de Silésie, ni cette immortelle campagne de France, qui termina sa vie militaire aussi glorieusement qu'il l'avait commencée en Italie.

Le 23, Napoléon est devant Ratisbonne, où le général autrichien a renfermé six régimens. Huit mille hommes de cavalerie, qui couvrent les approches de la ville, sont bientôt sabrés, et forcés de repasser le Danube. L'infanterie arrive sous les murs de Ratisbonne; l'artillerie bat en brèche; les échelles sont dressées. Le duc de Montebello y fait monter un bataillon qui ouvre une poterne, et l'armée se précipite dans la place. L'ennemi, en fuyant, oublie de couper le pont, et les Français passent aussitôt sur la rive gauche. Les Autrichiens perdent tout ce qui a fait résistance et environ huit mille prisonniers. Ratisbonne devient en grande partie la proie des flammes: mais elle appartient au roi de Bavière, et la haine autrichienne voit brûler avec plaisir cette ville qu'elle n'a pas défendue. Napoléon se charge de la restauration des maisons incendiées, qui est évaluée à plusieurs millions.

De Ratisbonne, où il a été blessé au talon, sans que cette circonstance l'ait retardé un moment, Napoléon dirige sur Straubing et sur Passau le duc de Rivoli, et le duc de Montebello sur Mühldorf. Le duc d'Auerstaedt poursuivit l'archiduc Charles, qui est en pleine retraite par les montagnes de la Bohême. Le duc de Dantzick fait évacuer Munich par l'ennemi. Le roi reparaît dans sa capitale et retourne à Augsbourg. Pour la première fois Napoléon a marché, combattu et vaincu sans sa garde, les Bavarois et les Wurtembergeois lui en ont servi depuis le triomphe d'Abensberg. Avant de quitter Ratisbonne, Napoléon remercie l'armée par l'ordre du jour du 24 avril :

« Soldats!

« Vous avez justifié mon attente. Vous avez suppléé « au nombre par votre bravoure.... En peu de jours « nous avons triomphé dans les trois batailles de « Thann, d'Abensberg, d'Eckmühl, et dans les trois « combats de Peissig, de Landshut et de Ratis- « bonne... L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, « paraissait ne plus conserver un souvenir de vous. « Vous lui avez apparu plus terribles que jamais : « naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire « de nos alliés; naguère il se promettait de porter « la guerre dans le sein de notre patrie; aujourd'hui « défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon « avant-garde a passé l'Inn; avant un mois nous « serons à Vienne. »

Napoléon tient parole à son armée. Le 27, il est à Mühldorf, d'où il envoie le général de Wrède châtier l'ennemi à Lauffen et à Salzbourg. Le 28, les ducs d'Istrie et de Montebello se joignent à Berghausen, dont les Autrichiens ont brûlé le pont; la journée du 29 le voit rétabli. Le 30, toute l'armée a passé la Saltza. De son côté, l'empereur d'Autriche remplissait ses engagemens envers la Grande-Bretagne, en ordonnant l'ouverture de tous ses ports à la marine et au commerce anglais. Ce prince avait quitté Vienne pour se porter à Scharding, *position qu'il a choisie*, dit le bulletin du 30, *précisément pour n'être nulle part, ni dans sa capitale pour gouverner ses États, ni au camp où il n'eût été qu'un inutile embarras.* Bientôt il lui fallut sortir de Scharding pour faire place au duc de Rivoli, et ensuite de Braunau pour faire place à Napoléon. Le 2 mai, Napoléon arrive à Ried et à Lambach; les ducs d'Istrie et de Montebello sont à Wels. Le lendemain, le duc d'Istrie et le général Oudinot font leur jonction avec le duc de Rivoli, qui, le même jour, est entré à Lintz. Le général Hiller, dans la crainte d'être tourné par le duc de Montebello, s'est porté sur la formidable position d'Ebersberg avec neuf mille hommes pour y passer

The text on this page is estimated to be only 28.83% accurate

708 IIISTOinE DE NAl'OtÊOX. la Traun. Leduc de Ili voit marche rerscepoint : depuis le commencement des hoslililcs, il n'a encore donné son nom à aucune bataille, mais il va renou▼elerundcces combats de geans qui ont tant de fois illustré r£'n/lin/eAén'(/e la victoire. Kbersberg, qui domine la Traon, défendue, ainsi que le ch.lteau, par une armée aussi forte que celle d'IIillcr, verrait échouer les efforts de tout autre général que i'audaeieux Mnsséna. Le maréchal suivait sa cavalerie légère, avec la division Claparède, et se trouve arrêté par un feu bien nourri, en avant du pont de la Traun. I.e général Cohorn, à la tète des tirailleurs du Pé, débusque les quatre bataillons qui nceupent les maisousctlesjanJins. Si le pont est brûlé, Kbersberg demeure inattaquable. Cohorn se précipite en avant et poursuit l'ennemi Pépée dans les reins, sur le pont de la Traun, long do deux cents toises; l'artillcric autrichienne, qui bat ce délilé, mot les vaincus entre deux feux. Le général français, dont rien ne ralentit l'ardeur impétueuse, jette dans la rivière les soldats, les voilures, et, malgré le feu terrible des batteries, il enfonce la porte de la ville: là commence un furieux combat, où sa brigade est obligée de croiser la baïonnette contre la foule d'ennerois qui Pcntourc. Le maréchal envoie à son secours les doux autres brigades de la division Claparède, et les soutient par vingt pièces de gros calibre, en atlendant que la division Legrand, à qui il expédie ordre sur ordre, sc mette en ligne. CcpcmJanl Cohorn chassait tout devant lui et marchait au château. Le général Hiller, voyant qu'il n'a affaire qu'à une division, fait avancer des renforts et parvient à la rejeter au bas de la place. La division prend poste à son tour dans les maisons et y rcsisteaux efforts de l'ennemi. Celte lutte mémorable de sept mille hommescontre trente-cinq mille, durait depuis trois heures. Enfin, Legrand parait : il emporte la partie basse de la ville. Cleuvenl plus y pénétrer pour appuyer l'attaque des deux divisions. Maîtresses des hauteurs et du château, celles-ci renversent la première ligne sur la seconde, où s*eng.*q^c un autre coml)al contre quatre nouvelles colonnes autrichiennes qui sc précipitent à la baïonnette. On se battit long-temps au milieu d'un affreux carnage sur les corps des blessés et des morts, .1 demi dévorés par les Hammes qui s'élanpient de toutes les maisons. Jamais boucherie plus hideuse, plus barbare, n'a souillé les regards et les armes des combaltans; Eylau même fut oublié! Enfin le général Durosnel, que l'Empereur a détaché avec inillechevaux, (H'cml part à

l'action. La cavalerie du 4* corps traverse fincendie. A la lè(e de celle cavalerie, le duc dTslric poursuit le général Hiller, qui, ayant perdu huit mille cinq cents hommes, doni sept mille prisonniers, se relire rapidement vers Ens, en brûle le pont, et continue sa fuite sur Vienne par Sainl-Eolten. Les Français et leurs alliés »e hâtent d'abandonner l'horrible théâtre dcleurvicloirc.I.«6, le prince de Poiitc-Lorvo était à Rclx, entre la Bohème et Ratisl>onne. Le duc de Monlcbolio, apres avoir traversé rEtins à Steycr, arrive à Mœlk; le duc de Rivoli le remplaçait à AmstcLlen.Ix^ducd'Aucrslaedl entre à Liiila. Leduc dcUantzicksedirigcsur Inspruck. L'Kmpercursuil la roule de Sainl-Pultcn, où il établit, le 8, son quartier-général; il marchait entre les maréchaux Rerthierct Lamies, quand le guide leur montra les ruines du château de Diernslein, qui avait servi de prison i Richard Cœur-deLion. Napoléon s'arrêta, et, les yeux fixés sur ces ruines : « ...Celui-làaussi, dit-il, avait été guerroyer « dans la Raleslinc et la Syrie. Il avait été plus heu«1 roux que nousàSaint-Jean-d'Acrc,maisnon plus « vaillant que toi, mon brave Lannes... Il est vendu U parunducd'Autrichcàuncmpereurd'AlIcmagnc, « qui l'enfcrmcetqui n'est connu que par ce trait de «* cruauté... Tels étaient ces temps barbares, qu'on •< a 1a sottise de nous peindre si beaux... Quels pro» grès a fait notre civilisation! Vous avez vu des O empereurs, des rois en ma puissance, ainsi que « leurs capitales cl leurs Étals : je n'ai exigé d'eux « ni rançon ni aucun Sticrificc d'honneur!... Elcc <1 successeur de I.éopold et de Henri, que nous le«(rions plus qu'à moitié, il ne lui sera pas fait plus « de mal que la dernière fuis, malgré son attaque « assez félonne. » Ainsi, N.i|>oléon sc préparait déjà à être généreux, tnème avant la victoire. Il était loin de s'attendre que six ans après, il envierait ces sombres tours de Diernstein, dont il ne pouvait détacher scs regnnls. Le 10, à neuf heures du matin. Napoléon sc voit aux portes de Vienne, l/arcbiduc Maximilien veut défendre la ville, dont les immenses faubourgs, qui renferment les deux tiers de la population, sont occupés par les troupes françaises. 1^ général Tharreau marehc sur l'esplanade qui sépare ces f.iul>ourgs de la cite; on le reçoit à coups de canon. J.c duc de Monlebello envoie un parlementaire porter uiie'sommation à l'.irchiduc; le parlcmciil.iirc est assailli par la populace et blessé. Une déI putalion des huit faubourgs de Vienne, que Na{K>j léon vient de recevoir à Schœnbninn, se charge d'aller remettre à l'archiduc une lettre du prince de Ncufchâlcl qui renouvelle la sommation;

mais le feu des remparts redouble àTarrivéc des députés, ' et plusieurs d’entre eux sont lues par leurs conci

la Traun. Le duc de Rivoli marche vers ce point : depuis le commencement des hostilités, il n'a encore donné son nom à aucune bataille, mais il va renouveler un de ces combats de géans qui ont tant de fois illustré l'*Enfant chéri de la victoire*. Ebersberg, qui domine la Traun, défendue, ainsi que le château, par une armée aussi forte que celle d'Hiller, verrait échouer les efforts de tout autre général que l'audacieux Masséna. Le maréchal suivait sa cavalerie légère, avec la division Claparède, et se trouve arrêté par un feu bien nourri, en avant du pont de la Traun. Le général Cohorn, à la tête des tirailleurs du Pô, débusque les quatre bataillons qui occupent les maisons et les jardins. Si le pont est brûlé, Ebersberg demeure inattaquable. Cohorn se précipite en avant et poursuit l'ennemi l'épée dans les reins, sur le pont de la Traun, long de deux cents toises; l'artillerie autrichienne, qui bat ce défilé, met les vaincus entre deux feux. Le général français, dont rien ne ralentit l'ardeur impétueuse, jette dans la rivière les soldats, les voitures, et, malgré le feu terrible des batteries, il enfonce la porte de la ville : là commence un furieux combat, où sa brigade est obligée de croiser la baïonnette contre la foule d'ennemis qui l'entoure. Le maréchal envoie à son secours les deux autres brigades de la division Claparède, et les soutient par vingt pièces de gros calibre, en attendant que la division Legrand, à qui il expédie ordre sur ordre, se mette en ligne. Cependant Cohorn chassait tout devant lui et marchait au château. Le général Hiller, voyant qu'il n'a affaire qu'à une division, fait avancer des renforts et parvient à la rejeter au bas de la place. La division prend poste à son tour dans les maisons et y résiste aux efforts de l'ennemi. Cette lutte mémorable de sept mille hommes contre trente-cinq mille, durait depuis trois heures. Enfin, Legrand paraît : il emporte la partie basse de la ville. Claparède s'empare du château qui foudroyait nos troupes; la porte en est brisée par ses sapeurs. Les Autrichiens déposent les armes; mais l'incendie a gagné la ville : ni la cavalerie, ni même l'infanterie, ne peuvent plus y pénétrer pour appuyer l'attaque des deux divisions. Maîtresses des hauteurs et du château, celles-ci renversent la première ligne sur la seconde, où s'engage un autre combat contre quatre nouvelles colonnes autrichiennes qui se précipitent à la baïonnette. On se battit long-temps au milieu d'un affreux carnage sur les corps des blessés et des morts, à demi dévorés par les flammes qui s'élançaient de toutes les maisons. Jamais boucherie plus hideuse, plus barbare, n'a souillé les regards et les armes des combattans; Eylau même fut oublié! Enfin le général Durosnel, que l'Empereur a détaché avec mille chevaux, prend part à l'action. La cavalerie du 4e corps traverse l'incendie. A la tête de cette cavalerie, le duc d'Istrie poursuit le général Hiller, qui, ayant perdu huit mille cinq cents hommes, dont sept mille prisonniers, se retire rapidement vers Ens, en brûle le pont, et continue sa fuite sur Vienne par Saint-Polten. Les Français et leurs alliés se hâtent d'abandonner l'horrible théâtre de leur victoire. Le 6, le prince de Ponte-Corvo était à Retz, entre la Bohême et Ratisbonne. Le duc de Montebello, après avoir traversé l'Enns à Steyer, arrive à Mœlk; le duc de Rivoli le remplaçait à Amstetten. Le duc d'Auerstaedt entre à Lintz. Le duc de Dantzick se dirige sur Inspruck. L'Empereur suit la route de Saint-Polten, où il établit, le 8, son quartier-général; il marchait entre les maréchaux Berthier et Lannes, quand le guide leur montra les ruines du château de Diernstein, qui avait servi de prison à Richard Cœur-de-Lion. Napoléon s'arrêta, et, les yeux fixés sur ces ruines : « ... Celui-là aussi, dit-il, avait été guerroyer « dans la Palestine et la Syrie. Il avait été plus heu- « reux que nous à Saint-Jean-d'Acre, mais non plus « vaillant que toi, mon brave Lannes... Il est vendu « par un duc d'Autriche à un empereur d'Allemagne, « qui l'enferme et qui n'est connu que par ce trait de « cruauté... Tels étaient ces temps barbares, qu'on « a la sottise de nous peindre si beaux... Quels pro- « grès a fait notre civilisation! Vous avez vu des « empereurs, des rois en ma puissance, ainsi que « leurs capitales et leurs États : je n'ai exigé d'eux « ni rançon ni aucun sacrifice d'honneur!... Et ce « successeur de Léopold et de Henri, que nous te- « nons plus qu'à moitié, il ne lui sera pas fait plus « de mal que la dernière fois, malgré son attaque « assez félonne. »

Ainsi, Napoléon se préparait déjà à être généreux, même avant la victoire. Il était loin de s'attendre que six ans après, il envierait ces sombres tours de Diernstein, dont il ne pouvait détacher ses regards.

Le 10, à neuf heures du matin, Napoléon se voit aux portes de Vienne. L'archiduc Maximilien veut défendre la ville, dont les immenses faubourgs, qui renferment les deux tiers de la population, sont occupés par les troupes françaises. Le général Tharreau marche sur l'esplanade qui sépare ces faubourgs de la cité; on le reçoit à coups de canon. Le duc de Montebello envoie un parlementaire porter une sommation à l'archiduc; le parlementaire est assailli par la populace et blessé. Une députation des huit faubourgs de Vienne, que Napoléon vient de recevoir à Schœnbrunn, se charge d'aller remettre à l'archiduc une lettre du prince de Neufchâtel qui renouvelle la sommation; mais le feu des remparts redouble à l'arrivée des députés, et plusieurs d'entre eux sont tués par leurs conci-

 loyens. Alors l'Empereur ordonne de jeter un pont sur un bras du Danube; quinxc pièces de canon en protègent la construction. Il fait occuper la promenade du Praler. A neuf heures du soir, une batterie de vingt obusiers, construite à centtoisesde la place, lance en moins de quatre heures dix-huit cents obus dans la cité, qui bientôt parait tout en flammes. On prétendit alors que rarchiduchessc Marie-Louise était restée malade dans le palais, et que Napoléon avait ordonné aussitôt de changer la direction des batteries : si ce fait est vrai, la circonstance singulière qui mettait sous la sauvegarde de Napoléon, au milieu d'une ville assiégée par scs armées, la princesse qu'il devait, l'année suivante, élever sur le trône de France, n'est peut-être pas un des pièges les moins perfides que la fortune lui ait tendus. Cependant l'archiduc Maximilien essaie de faire reprendre le Praler; mais déçu dans ses espérances, redoutant de SC voir couper la retraite, il donne le signal de la fuite et repasse les ponts. 1:2, de grand matin, une députation composée de quinze personnes, en partie membresdes États, se présente à Schœnbrunn, où clic est généreusement accueillie par l'Empereur. Le général Andreossy, nommé gouvencur de Vieillie, reçoit la capitulation de celle ville, et le 13 Napoléon public l'ordre du jour suivant: V Soldats! n Un mois après que l'ennemi a passé l'Iiin, au U inèmcjour, à la même heure, nous sommes entrés «I dans Vienne. Ces landwehrs, ces levées en masse, M CCS remparts créés par la rage impuissante des U princes de la maison de Ixirraine, n'ont point sou** tenu vos regards. Les princes de celte maison ont •• abandonné leur capitale, non comme des soldats « d'honneur qui cèdent aux circonstances de la U guerre, mais comme des parjures que poursuivent « leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs K adieux à ses habitans ont etc le meurtre eU'inccnw die. Comme Mcdée, ils ont, de leurs propres mains, M égorgé leurs enfaiis. Soldats, le peuple de Vienne, «< selon l'expression de la députation de ses fauK bourgs, délaissé, abandonné, sera l'objet de vos « égards. J'en prends les bons habitans sous ma « spéciale protection : quant aux hommes lurbulens MCI méchans, j'en ferai une justice exemplaire. U Soldats ! soyez bons pour les pauvres paysans , •I pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre » estime; ncconscrvonsaucunorgucildenossuccès; •< voyons-y une preuve de celle justice divine qui » punit l'ingrat et le p.irjure. » Napoléon a marqué, le 17 mai, son court séjour à Vienne par un acte solemicl que lui conseillait

l’abaissement de la maison d'Autriche, l’alliécdominanlc du Saint-Siège :c*esl de Vienne, d’où partit en pénitent l’empereur Henri IV, pour aller placer m tète sous les pieds du pontife de Rome, qu’est daté le décret qui réunit tout-à coup les Étals romains à l’empire français. Cet événement si extraordinaire ne failpas plus d’cITel sur rKuropcqueledctrôncnicnt de Gustave n’en avait produit sept jours auparavant; il en est de meme de l’excommunication, qui jadis eût clé si puissante, que le pape Pic Vil lance, trois semaines après, sous l’anneau du pécheur, contre Napoléon. Home elle-même, indifférente à cette fulmination, ii'y voit que la rcprcsaiilcd’unc vengeance tcm|>orclle. f^Iuant à Napoléon, la réunion de Ruine à son empire lui devient plus utile que l’occupation de Vicnnc:cetlc mesure enlève subitement à la coalition son arsenal le plus redoutable, celui qui alimente le pouvoir de l’Angleterre en Sicile, son influence en Espagne, l’esprit de soulèvemenldans une partie de la Germanie, dans le Tyrul, dans les nrovinces limitrophes du royaume d’Italie, dans les Étals héréditaires d’Autriche. L'État romain séparait les intérêts des couronnes de Naples et ü’ilalic, en séparant leurs territoires. A présent la route politique et militaire de la France est tracée à travers toute la Péninsule, et Rome est fermée aux ennemis de Napoléon. Nous tenons la capitale de l’Aulriclic, mais nous n'avons pas terminé la campagne, cl le Danube est lui-inéme une terrible conquête à faire. L’empereur d’Autriche réside à Znalin. L’empereur Napoléon a auprès de lui, à Vienne, les corps des ducs de Rivoli et de Montehcllo, du général Oudinot et la garde impériale. Le corps du duc d’Auerstaedt occupe Vienne ut Saint-Pollen ; le prince de Ponle('xjrvo reste à Lintz, ayant une réserve à Passau ; le duc de Darilzick à Inspruck. En 1903, l’enneini n'avait pas exposé Vienne à une défense inutile, il n’avait pas rompu scs ponts, et la ville s’clait rendue de bonne foi ; la soumission manquait de sincérité en 1809. L'archiduc Maximilien y avait laissé un grand nombre d'aOidés, et même des soldais déguisés, qui, soudoyés par l’ancienne police, ciilrclcnaient le peuple dans une fermentation qu'on fut obligé plusieurs fois de réprimer , ci que l’un dut toujours contenir. Cependant Napoléon veut , comme en 1803, jeter un pont sur le Danube à Nussdorf, et un autre k Kbrrsdorf; le maréchal Lannes est chargé du premier, le maréchal Masséna du second. Mais Pexpédilioii (le Nussdorf, que conduit le général Saiiilllilnire, échoue par l’imprudence du cictachenicnt qui, charge de s’assurer de la possession d’une Ile, s’aventure, et succombe presque en entier devant des forces su|>cricures qui l’attaquent

loul-à-cuup. Le général Sainl-Hilairc ne survécut pas longtemps au chagrin profond qu’il rcsscniil de cct 'J uv

toyens. Alors l'Empereur ordonne de jeter un pont sur un bras du Danube; quinze pièces de canon en protègent la construction. Il fait occuper la promenade du Prater. A neuf heures du soir, une batterie de vingt obusiers, construite à cent toises de la place, lance en moins de quatre heures dix-huit cents obus dans la cité, qui bientôt paraît tout en flammes. On prétendit alors que l'archiduchesse Marie-Louise était restée malade dans le palais, et que Napoléon avait ordonné aussitôt de changer la direction des batteries : si ce fait est vrai, la circonstance singulière qui mettait sous la sauvegarde de Napoléon, au milieu d'une ville assiégée par ses armées, la princesse qu'il devait, l'année suivante, élever sur le trône de France, n'est peut-être pas un des pièges les moins perfides que la fortune lui ait tendus. Cependant l'archiduc Maximilien essaie de faire reprendre le Prater; mais déçu dans ses espérances, redoutant de se voir couper la retraite, il donne le signal de la fuite et repasse les ponts. Le 12, de grand matin, une députation composée de quinze personnes, en partie membres des États, se présente à Schœnbrunn, où elle est généreusement accueillie par l'Empereur. Le général Andréossy, nommé gouverneur de Vienne, reçoit la capitulation de cette ville, et le 13 Napoléon publie l'ordre du jour suivant :

« Soldats !

« Un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au « même jour, à la même heure, nous sommes entrés « dans Vienne. Ces landwehrs, ces levées en masse, « ces remparts créés par la rage impuissante des « princes de la maison de Lorraine, n'ont point sou- « tenu vos regards. Les princes de cette maison ont « abandonné leur capitale, non comme des soldats « d'honneur qui cèdent aux circonstances de la « guerre, mais comme des parjures que poursuivent « leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs « adieux à ses habitans ont été le meurtre et l'incen- « die. Comme Médée, ils ont, de leurs propres mains, « égorgé leurs enfans. Soldats, le peuple de Vienne, « selon l'expression de la députation de ses fau- « bourgs, délaissé, abandonné, sera l'objet de vos « égards. J'en prends les bons habitans sous ma « spéciale protection : quant aux hommes turbulens « et méchans, j'en ferai une justice exemplaire. « Soldats ! soyez bons pour les pauvres paysans, « pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre « estime; ne conservons aucun orgueil de nos succès; « voyons-y une preuve de cette justice divine qui « punit l'ingrat et le parjure. »

Napoléon a marqué, le 17 mai, son court séjour à Vienne par un acte solennel que lui conseillait l'abaissement de la maison d'Autriche, l'alliée dominante du Saint-Siége : c'est de Vienne, d'où partit en pénitent l'empereur Henri IV, pour aller placer sa tête sous les pieds du pontife de Rome, qu'est daté le décret qui réunit tout-à-coup les États romains à l'empire français. Cet événement si extraordinaire ne fait pas plus d'effet sur l'Europe que le détrônement de Gustave n'en avait produit sept jours auparavant; il en est de même de l'excommunication, qui jadis eût été si puissante, que le pape Pie VII lance, trois semaines après, sous l'anneau du pêcheur, contre Napoléon. Rome elle-même, indifférente à cette fulmination, n'y voit que la représaille d'une vengeance temporelle. Quant à Napoléon, la réunion de Rome à son empire lui devient plus utile que l'occupation de Vienne : cette mesure enlève subitement à la coalition son arsenal le plus redoutable, celui qui alimente le pouvoir de l'Angleterre en Sicile, son influence en Espagne, l'esprit de soulèvement dans une partie de la Germanie, dans le Tyrol, dans les provinces limitrophes du royaume d'Italie, dans les États héréditaires d'Autriche. L'État romain séparait les intérêts des couronnes de Naples et d'Italie, en séparant leurs territoires. A présent la route politique et militaire de la France est tracée à travers toute la Péninsule, et Rome est fermée aux ennemis de Napoléon.

Nous tenons la capitale de l'Autriche, mais nous n'avons pas terminé la campagne, et le Danube est lui-même une terrible conquête à faire. L'empereur d'Autriche réside à Znaïm. L'empereur Napoléon a auprès de lui, à Vienne, les corps des ducs de Rivoli et de Montebello, du général Oudinot et la garde impériale. Le corps du duc d'Auerstaedt occupe Vienne et Saint-Polten; le prince de Ponte-Corvo reste à Lintz, ayant une réserve à Passau; le duc de Dantzick à Inspruck. En 1805, l'ennemi n'avait pas exposé Vienne à une défense inutile, il n'avait pas rompu ses ponts, et la ville s'était rendue de bonne foi; la soumission manquait de sincérité en 1809. L'archiduc Maximilien y avait laissé un grand nombre d'affidés, et même des soldats déguisés, qui, soudoyés par l'ancienne police, entretenaient le peuple dans une fermentation qu'on fut obligé plusieurs fois de réprimer, et que l'on dut toujours contenir.

Cependant Napoléon veut, comme en 1805, jeter un pont sur le Danube à Nussdorf, et un autre à Ebersdorf; le maréchal Lannes est chargé du premier, le maréchal Masséna du second. Mais l'expédition de Nussdorf, que conduit le général Saint-Hilaire, échoue par l'imprudence du détachement qui, chargé de s'assurer de la possession d'une île, s'aventure, et succombe presque en entier devant des forces supérieures qui l'attaquent tout-à-coup. Le général Saint-Hilaire ne survécut pas longtemps au chagrin profond qu'il ressentit de cet

lui était réservée. Le général Prlet, dans son ouvrage si remarquable sur la guerre de 1800, attache à ce revers les plus graves conséquences; il |>enchc à croire que, sans ccl échec de cinq cents hommes, les batailles d'Essling et de Wagram n'auraient pas eu lieu, et que la paix aurait été failc cinq mois plus lOt. Masséna eut plus de lK)nhcur que le maréchal Lannes; 1a division Molitur se porta sur Ebersdorf et protégea les travaux. Les quatre bras du (leuve prcscntenl ici une largeur de quatre cents toises; mais ses Iles, dont la principale sc nomme Lobeau, servent à appuyer les ponts dont la construction est confiée aux généraux Bertrand et rerneUi. Le quatrième corps, qui doit passer le premier, garde toute la rive. Le 19, l'Empereur vint à Ebersdorf, et, cii voyant tous les bateaux rassemblés, il ordonne de jeter les ponts. Masséna fait embarquer le reste de la division Moiitor, qui aborde à Hic de Lobau, d'où elle chasse l'ennemi après deux heures de combat. I.c SO à midi, tous les ponts sont terminés. Le quatrième corps parvient dans l'ilc : elle devient une grande place d'armes, une grande téle de pont destinée à protéger l'occupation de la rive gauche. I/nrniée a commencé son passage. Vers le milieu du jour, il n'y a encore sur la rive gauche que cinq divisions, dont trois d'infanterie du qualricmc corps, et deux de cavalerie, celle de Lasalle et celle d'Espagne, en tout vingt-quatre mille fantassins et cinq mille cinq cents cavaliers. Une))artic de l'infanleric occupe les villages d'Aspern et d'Essling; ces villages vont donner leurs noms, dans l'un et l'autre camp, à une terrible bataille de deux jours, qui sera perdue par les deux armées. J>e quartiergénéral de l'archiduc Charles est a Ebersdorf; Napoléon se lient à la ferme de la Tuilerie, sur le cbaiiip de bataille. Le 21 , l'armée ennenuc sc déploie, forte de quatre-vingt-dix mille hommes contre trente mille. L'Empereur charge Slasséiia de la défense d'Aspern, et Lannes de celle d'Essling. L'ennemi brise ses masses toute la soirée contre ces villages, où combattent les plus valeureux soldats de l'Europe, sous les yeux de son plus grand capitaine. 1

 moulins abandonnés à la dérive par l'ennemi, ont brisé le grand pont cl entraîné les bateaux qui portaient les poiituniers et leurs officiers. L’archiduc et son armée sont egalement frappés de l'affaiblisscinent du feu de l’armée française. L’archiduc connaît bientôt la cause qui nous arrête cl n’a pas de l>eioe k ramener ses troupes sur le champ de bataille, où elles ne sont plus poursuivies. D’incroyables faits d’armes signalèrent du côté des Français cette seconde partie de l’action, que leur valeur entretint encore pendant doute heures autour cl au milieu des enceintes ravagées d'Essiing et d’Aspern. U le général Saint-Hilaire trouva la On de sa carrière, et le brave des braves, Lannes, le compagnon de toutes les victoires de Napoléon, eut les deux genoux fracassés par un boulet. Napoléon le vil passer pendant qu'on le transportait à Ebersdorf; il le serra dans ses bras en pleurant, et s’écria : « Lannes! me connais-tu? c’est ton ami! c'est BoH napartc; Lannes, tu nous seras conservé. — Je U désire vivre, répondit le maréchal ; mais je crois « qu’avant une heure vous aurex perdu votre meil« leur ami. » Napoléon était à genoux auprès du brancard, et couvrait Lannes de scs larmes. On emporta le maréchal; ses dernières paroles furent touchantes : il espérait pouvoir encore monter à cheval et servir la France. Il perdit connaissance le 34, cl mourut le 50. Napoléon le visita tous les jours, et il rcnlendil, égaré par la lièvre, parler sans cesse de combats, donner des ordres à scs officiers, l’appeler lui-méme à son secours, exhaler ainsi son Ame guerrière, non plus dans les adieux à la France et à Napoléon , mais dans un délire de gloire où , jusqu’au dernier moment, il eut le bonheur de croire qu’il combattait encore pour sou ami cl pour la patrie. Ainsi se termina la terrible bataille d'Essiing, que les Français soutinrent le SI et le 33 dans la proportion d’un contre trois en personnel et en matériel, le premier jour avec 50,000 hommes, le second avec 50,000 , et qui fut abandonné le soirdu 33, par la force d’un événement totalement étranger à rbonocur et au courage des armées. Napoléon prouva bien à la lin de la journée du 33, après les cruelles émotions que la nécessité de la retraite et la mort de son plus ancien compagnon d’armes lui avaient causées, la puissance des facultés de son ame. Si son génie était fait pour commander ii la victoire, son ame était trempée pour commander â la fortune. La prudence' remplace tout à coup en lui l’ardeur qui, le matin, l’avait si brusquement inspiré; mais la force ne l’al»andonae pas. 11 appelle auprès de lui ses maréchaux cl les consulte sur

la situation de l’armée : tous sont d’avis de la mettre à couvert sur la rive droite. Davoust promet d’y arrêter l’archiduc, Slasséiia de conserver l’IIc de Lobau... « Abandonnerons-nous nos blessés? répond Naît poléun.... Dirons-nous à rEuro|)c que les vain« queurs sont aujourd'hui les vaincus?.... Vous « voules repasser le Danube ? il nous faudrait court rir jusqu’au Rhin ; car ces ai/iét, que la riçtoire a et la fbrtune fions ont donnés, une apparente éM fpite noue le$ ôtera et /os tournera mémo contre « noue. Il faut rester ici; il faut menacer un enu nemi accoutumé k nous craindre, et le retenir dc« vanl nous... D’ailleurs, l'armée d’Italie arrive « avec ses victoires... >« Paoli avait raison quand il disait de Bonaparte : Il e»t taillé â l’antique, c’est un komme de Plutarque. L’ordre fut donné aux troupes de se roploycr â deux heures du malin. Hasséna, et ce poste lui était bien dû, cul le commandement de la rive gauche et des lies : h Masséna , lui dit Nopo. « léon , lu vas achever ce que tu as $1 glorieuse» ment commencé. Il n’y a que loi qui puisses im« poser à l’archiduc pour le retenir immobile rt devant nous. » C^)uc de génie dans ce peu de paroles, et que d'honneur))our Masséna! A une heure du malin, par la nuit la plus orageuse, au milieu des débris qu’entraînent les débordemens du Danube, Napoléon entre avec Bertbier dans une nacelle. Au lieu de chercher le repos dont il a tant besoin, Napoléon brave un danger immense pour aller consoler, sur la rive droite, le corps de Davoust de n’avoir pu gagner la bataille d’Essiing. Mais avant de partir il a songé aux blessés, que l'on place tous dans les hôpitaux de l'IIc de Lobau sous la garde de Masséna. Le deuxième corps et le quatrième étaient encore à minuit , l’un à Essiing , l’autre k Asporn , et la cavalerie entre les deux villages, comme ils avaient été postés la veille. Ainsi le champ de bataille et ses deux grandes redoutes nous restèrent. La garde commença le mouvement rétrograde; clic fut suivie successivement de la cavalerie, des grenadiers d’Oudinol et des deuxième cl quatrièii'c corps, dont la destinée et la gloire étaient inséparables. Une division dut rester à Essliiig, une autre à Aspern, pour dérober notre rctrairc à l’ennemi : celui-ci avait aussi fait la sienne en reprenant les positions qu’il occupait la nuit précédente. J^annes, que l’on nommait VJchille de t’armée, Masséna, dit {'Invincible, Davoust cl Bessières, ajoutèrent un nouveau lustre A leur renommée pendant cetti* première partie de la campagne. Parmi les généraux qui s’élaient le plus distingués sous leurs ordres, l’armée regrettait d'Espagne cl Saint-Hilaire ; quant à Lannes, il manquera toujours comme un homme irréparable à l’armée et à Napoléon. Diyiii^tnj

moulins abandonnés à la dérive par l'ennemi, ont brisé le grand pont et entraîné les bateaux qui portaient les pontoniers et leurs officiers. L'archiduc et son armée sont également frappés de l'affaiblissement du feu de l'armée française. L'archiduc connaît bientôt la cause qui nous arrête et n'a pas de peine à ramener ses troupes sur le champ de bataille, où elles ne sont plus poursuivies. D'incroyables faits d'armes signalèrent du côté des Français cette seconde partie de l'action, que leur valeur entretint encore pendant douze heures autour et au milieu des enceintes ravagées d'Essling et d'Aspern. Là le général Saint-Hilaire trouva la fin de sa carrière, et le brave des braves, Lannes, le compagnon de toutes les victoires de Napoléon, eut les deux genoux fracassés par un boulet. Napoléon le vit passer pendant qu'on le transportait à Ebersdorf; il le serra dans ses bras en pleurant, et s'écria : « Lannes! me connais-tu? c'est ton ami! c'est Bo-« naparte; Lannes, tu nous seras conservé. — Je « désire vivre, répondit le maréchal; mais je crois « qu'avant une heure vous aurez perdu votre meil-« leur ami. » Napoléon était à genoux auprès du brancard, et couvrait Lannes de ses larmes. On emporta le maréchal; ses dernières paroles furent touchantes : il espérait pouvoir encore monter à cheval et servir la France. Il perdit connaissance le 24, et mourut le 30. Napoléon le visita tous les jours, et il l'entendit, égaré par la fièvre, parler sans cesse de combats, donner des ordres à ses officiers, l'appeler lui-même à son secours, exhaler ainsi son âme guerrière, non plus dans les adieux à la France et à Napoléon, mais dans un délire de gloire où, jusqu'au dernier moment, il eut le bonheur de croire qu'il combattait encore pour son ami et pour la patrie. Ainsi se termina la terrible bataille d'Essling, que les Français soutinrent le 21 et le 22 dans la proportion d'un contre trois en personnel et en matériel, le premier jour avec 30,000 hommes, le second avec 50,000, et qui fut abandonné le soir du 22, par la force d'un événement totalement étranger à l'honneur et au courage des armées.

Napoléon prouva bien à la fin de la journée du 22, après les cruelles émotions que la nécessité de la retraite et la mort de son plus ancien compagnon d'armes lui avaient causées, la puissance des facultés de son ame. Si son génie était fait pour commander à la victoire, son ame était trempée pour commander à la fortune. La prudence remplace tout à coup en lui l'ardeur qui, le matin, l'avait si brusquement inspiré; mais la force ne l'abandonne pas. Il appelle auprès de lui ses maréchaux et les consulte sur la situation de l'armée : tous sont d'avis de la mettre à couvert sur la rive droite. Davoust promet d'y arrêter l'archiduc, Masséna de conserver l'île de Lobau...

« Abandonnerons-nous nos blessés? répond Na-« poléon.... Dirons-nous à l'Europe que les vain-« queurs sont aujourd'hui les vaincus?.... Vous « voulez repasser le Danube? il nous faudrait cou-« rir jusqu'au Rhin; car *ces alliés, que la victoire* « *et la fortune nous ont donnés, une apparente dé-* « *faite nous les ôtera et les tournera même contre* « *nous.* Il faut rester ici; il faut menacer un en-« nemi accoutumé à nous craindre, et le retenir de-« vant nous... D'ailleurs, l'armée d'Italie arrive « avec ses victoires... »

Paoli avait raison quand il disait de Bonaparte : *Il est taillé à l'antique, c'est un homme de Plutarque.* L'ordre fut donné aux troupes de se reployer à deux heures du matin. Masséna, et ce poste lui était bien dû, eut le commandement de la rive gauche et des îles : « Masséna, lui dit Napo-« léon, tu vas achever ce que tu as si glorieuse-« ment commencé. Il n'y a que toi qui puisses im-« poser à l'archiduc pour le retenir immobile « devant nous. »

Que de génie dans ce peu de paroles, et que d'honneur pour Masséna! A une heure du matin, par la nuit la plus orageuse, au milieu des débris qu'entraînent les débordemens du Danube, Napoléon entre avec Berthier dans une nacelle. Au lieu de chercher le repos dont il a tant besoin, Napoléon brave un danger immense pour aller consoler, sur la rive droite, le corps de Davoust de n'avoir pu gagner la bataille d'Essling. Mais avant de partir il a songé aux blessés, que l'on place tous dans les hôpitaux de l'île de Lobau sous la garde de Masséna. Le deuxième corps et le quatrième étaient encore à minuit, l'un à Essling, l'autre à Aspern, et la cavalerie entre les deux villages, comme ils avaient été postés la veille. Ainsi le champ de bataille et ses deux grandes redoutes nous restèrent. La garde commença le mouvement rétrograde; elle fut suivie successivement de la cavalerie, des grenadiers d'Oudinot et des deuxième et quatrième corps, dont la destinée et la gloire étaient inséparables. Une division dut rester à Essling, une autre à Aspern, pour dérober notre retraire à l'ennemi : celui-ci avait aussi fait la sienne en reprenant les positions qu'il occupait la nuit précédente. Lannes, que l'on nommait l'*Achille de l'armée*, Masséna, dit l'*Invincible*, Davoust et Bessières, ajoutèrent un nouveau lustre à leur renommée pendant cette première partie de la campagne. Parmi les généraux qui s'étaient le plus distingués sous leurs ordres, l'armée regrettait d'Espagne et Saint-Hilaire; quant à Lannes, il manquera toujours comme un homme irréparable à l'armée et à Napoléon.

lllSTOinE Ï)E NAPOLÉON. 5lâ CHAPITRE 11. V.KMfKGnt DE POLOC^IE. ~ HStMlECTI05 AKltE 0AHA l.B KOID Dt l.*ALLBIAG|VE. — CAMPAGNE EC TTEOt . d'iTALIB, ES DALEATlEf DE LA PtEIRSCLB. APFAIEES DE EOEE BT DE EAPLES. BATAILLE DE SAAB, GAGE&B PAE LE PEIECE EECtTE. La guerre avec Napoléon, en 1809, occupe le plusvaslc (héàtre dont il soit parlé dans l'histnire militaire moderne; il ne s'agrandit qli'unc fois, en 181S. Napoléon lutte contre l'Autriche dans les États héréditaires, en Pologne, dans le Tyrol, en Italie, en I>alnialie; contre l'Angleterre, en Belgique. en Kspagne, en Portugal, et contre les deux peuples de la Péninsule; ennn dans les colonies l'rançaisos ; contre des partis organisés et insurrectionnels dans le nord de rAllemagne ; à Home coU' trcles foudres du Vatican; à Paris contre une faction domestique. Seul il est chargé de faire face à tant de périls; seul il est responsable, vis-à-vis de 1.1 France, des diverses chances nu tant d'clemens conjurés, à d'aussi grandes distances, |>euvcnl entraincr la fortune publique et la sienne. Ses ennemis ne sont solidaires entre eux que pour sa ruine et non pour leurs défaites. Napoléon sait que dans les champs autrichiens Une lerinineraque la guerre autrichienne; qu'il n'y a moyen d'éteindre celle d'Espagne qu'en Kspagne : celle de l'Angleterre ne le sera peut-être jamais. Hepousséc de la terre par nos armes, elle sc réfugie , clic sc renouvelle sur la mer : quand même la terre et la mer viendraient à manquer à sa haine implacable, l'hospitalité de la Grande-Bretagne recèle cl nourrit un orage qu'elle lient suspendu sur la tête de Napoléon, et dont il ne parviendra qu'à retarder l'explosion. Il se voit condamné à être sans cesse attaqué et à vaincre sans cesse ; et le seul sentiment qui le fasse sourire à ses propres succès, c'est l'espoir de triompher enfin par son génie de cette fatale dcslincc d'une gloire sans repos ou d'une adversité sans ternie. Hais il s'abuse, comme il l'a toujours fait, en signant scs traités. Il détruira toutes les armées de l'Kurope , jamais respril de coalition. Le tableau rapide des principaux événemens de ces hostilités, toutes correspondantes et néanmoins éloignées du terrain où sc bat Napoléon, doit dire mis sous les yeux du lecteur. L'archiduc Ferdinand, frère de l'impcralricc d'Autriche, avait la conduite des opérations militaires en Pologne. Ilcnlrcsur le Icrriloircdu grandduché le 11$ avril, à la télé d'une excellente armée de quarante mille hommes, dont cinq mille de cavalerie, avec quatre-vingt-quatorze bouches à feu. Le roi de Saxe n'avait, sous les ordres du prince

Joseph Poniatowski , ministre de la guerre, qu’un corps d’armée de douze mille hommes présens an drapt'au , et composé de nouvelles levées. Malgré une telle infériorité, le prince Joseph, en véritable patriote polonais, résolut de commencer la campagne par livrer bataille à l’archiduc. Il attendit l’ennemi à Raszyn, à quatre lieues en avant de Varsovie ; on en vint aux mains le 19. Les Polonais curent la gloire de soutenir pendant huit heures l’elTortde nombreuses troupes d'élite : la nuilavait mis Qn au combat; les deux années se reployèrent avec des perles égales : celle de l’archiduc sur Falenly, celle du prince Joseph sur Varsovie. I.es Polonais étaient trop faibles pour défendre les lignes immenses tracées autour de cette capitale; cependant ils s'y placèrent fléremenl , protégés par quarante-cinq pièces de canon dont on venait d’armer CCS lignes à la hâte. L’archiduc parut bientôt devant Varsovie; il fit demander au prince une enDigitized by Coo^k

The text on this page is estimated to be only 28.56% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 315 Ircvuc. Poniatowski , nonobstant rimpossibililc où il était de résister, obtint les conditions les plus honorables, entre autres la neutralité de Varsovie et rexcmplion de toute contribution extraordinaire ; mais dans deux jours la ville devait être et fut éva* cuée. Le sénat, les ministres, les conseils d'Étal, les autorités, voulurent partager la fortune de Parméc nationale, qui seule pouvait s'attribuer le salut de la capitale; car après le combat de Raszyn , la cavalerie et rartlllerie saxonnes avaient repris la route de leur pays. Poniatowski transporta les pé< nates militaires de la patrie sur la rive droite de la Vistule, entre les places du Rug et de Praga, au centre du royaume, en face de Varsovie. (>:tlc résolution audacieuse étonna l'archiduc, qui croyait que Poniatowski profiterait de la convention pour SG retirer vers la Saxe ou sur la Bnsso-Vistule. Ainsi les intrigues de rAulriche, ourdies depuis un an en Pologne, se trouvèrent déjouées, et le patriotisme polonais reparut avec toute son exaltation. Poniatowski se décide à prendre roffeiisive. Sa petite armée s'aguerrit iout-à-fail dans quelques attaques qui coûtèrent un millier d'hommes au général Molir. Un corps autrichien, posté à Ostroweek, protégeait la construction d'un pont à Gora; le prince chargea le général d'arlillcrie Pelletier d'aller l'enlever : cette expédition fut conduitcavcc autant de rapidité que de valeur. Les Autrichiens eurent à regretter deux mille prisonniers, trois canons et deux drapeaux. L'archiduc arrive, mais trop lard; le pont était détruit. Le 14 mai, Poniatowski occupe Lublin et marche sur Sandoniirz, tandis que l'archiduc prend la roule de Tborn. fut après l'aiïairc d'Üslrowcck qu'on enleva un courrier autrichien, porteur d'une lettre par laquelle le général ru$te Gortàakoff félicitait Varchitluc, et lui montrait le déeir et Veepoir de coopé^ rer bientôt à $et ivccèe. ('.ctle lettre passa dans les mains de Napoléon, qui la fit expédier à SaintPétersbourg. On se contenta de rappeler Gortxakoir. Telles étaient les dispositions de l'allié de Napoléon envers l'Autriche, au moment où il croyait apprendre que les Russes avaient attaqué, et pouvoir appeler à lui le corps de Poniatowski. On se battait depuis le 1 7 avril ; on était à la ün de mai ; les Russes, au nombre de quinze mille hommes, au lieu de cent cinquante mille qui étaient promis, se rendaient en Gallicic sous les ordres du prince Gailitzin. Ils avaient défense de dépasser la Vistule et les pays à la hauteur de Cracovic. L'indécision de la Russie entre la France et l'Autriche

méritait encore plus de reproches que celle de la Prusse , qui n'ctail pas retenue par un traite de coopération à la guerre actuelle. Kn Prusse, il y avait depuis Tilsitt deux pouvoirs bien distincts : le roi et le cabinet. Le roi voulait tenir ses cDgagcmciis avec la France sous le bon plaisir de la Russie, à qui il devait tout; le cabinet n'en voulait tenir aucun, et faisait la guerre germanique, ne pouvant faire celle de Prusse. Un grand lien politique, le demembrement de la Pologne, unissait secrètement et pour toujours les trois puissances co-partageantes. Celle idée simple, mais forte, sufTisail pour déterminer Napoléon à prononcer le rétablissement du royaume de Pologne dans son intégrité primitive. Cette importante et Juste restauration brisait toul-à-fait le pacte des trois couronnes de Vienne, de Rerlin et de Pélersbourg, et faisait renaître l'équilibre. Le lendemain d'une si noble résolution , qui eût parlé à la conscience de tous les peuples, la Pologne, amie de la France à laquelle elle aurait dû sa résurrection, s'alliait avec la Prusse et l'Autriche contre le grand ennemi de l'Europe continentale, contre la Russie, contenait le Czar dans scs limites , l'inquietait même par ses Cosaques.' Je persiste à croire, d'après les malheurs dont la guerre a accablé pendant tant d'années la France victorieuse et l'Europe vaincue, que si dès le principe la doctrine du rétablissement de la généreuse Pologne eût été adoptée par Napoléon, la plupart des evénemens dont l'Allemagne a été le théâtre et la victime n'auraient pas eu lieu. La decision que les Poiouais allcndaienl de Napoléon avait d'ailleurs par elle- même un puissant mobile, la Justice. Je pense que le manifeste de l'indépendance de la Pologne était la seule réponse à faire à celui de la troisième coalition , et que cette indépendance devait être la première condition du traite de Presbourg. Napoléon a pu, en 1810, réaliser cnÜii ce noble projet, quand l'Autriche lui offrit les deux Gallicies ; il les refusa malheureusement, pour ne pas avoir la guerre avec la Russie, qui la préparait contre lui dès le lendemain du traité de Tilsilt. Le cabinet de Prusse lançait scs guérillas patriotiques dans le nord de l'ÂlIeniagne, pendant que Poniatowski, livré à ses propres forces et séparé par deux cents lieues de notre armée , sollicitait en vain, en faveur du grand-duché, l'inlervcnlioii du prince Gallilzin. Le nouveau royaume de Westpha* lie vit éclater le premier rinsurrcction du Tugendbund. 3 avril, le major prussien Kalt souleva les anciens militaires dans la province de Slendai, parcourut la vieille Marche cl osa s'approcher de .Magdebourg. Poursuivi par les troupes westphalk-nnes, il se sauva sur le territoire prussien d'où il fut chassé, et se

relira en Bohême auprès du duc de Brunswîck-üëls , généralissime de la conjuration germanique. Le duché d'Anhalt eut aussi un rassemblement armé du côté de Oiëthen. Kn Wesl40

trevue. Poniatowski, nonobstant l'impossibilité où il était de résister, obtint les conditions les plus honorables, entre autres la neutralité de Varsovie et l'exemption de toute contribution extraordinaire; mais dans deux jours la ville devait être et fut évacuée. Le sénat, les ministres, les conseils d'État, les autorités, voulurent partager la fortune de l'armée nationale, qui seule pouvait s'attribuer le salut de la capitale; car après le combat de Raszyn, la cavalerie et l'artillerie saxonnes avaient repris la route de leur pays. Poniatowski transporta les pénates militaires de la patrie sur la rive droite de la Vistule, entre les places du Bug et de Praga, au centre du royaume, en face de Varsovie. Cette résolution audacieuse étonna l'archiduc, qui croyait que Poniatowski profiterait de la convention pour se retirer vers la Saxe ou sur la Basse-Vistule. Ainsi les intrigues de l'Autriche, ourdies depuis un an en Pologne, se trouvèrent déjouées, et le patriotisme polonais reparut avec toute son exaltation.

Poniatowski se décide à prendre l'offensive. Sa petite armée s'aguerrit tout-à-fait dans quelques attaques qui coûtèrent un millier d'hommes au général Mohr. Un corps autrichien, posté à Ostroweck, protégeait la construction d'un pont à Gora; le prince chargea le général d'artillerie Pelletier d'aller l'enlever : cette expédition fut conduite avec autant de rapidité que de valeur. Les Autrichiens eurent à regretter deux mille prisonniers, trois canons et deux drapeaux. L'archiduc arrive, mais trop tard; le pont était détruit. Le 14 mai, Poniatowski occupe Lublin et marche sur Sandomirz, tandis que l'archiduc prend la route de Thorn. Ce fut après l'affaire d'Ostroweck qu'on enleva un courrier autrichien, porteur d'une lettre par laquelle *le général russe Gortzakoff félicitait l'archiduc, et lui montrait le désir et l'espoir de coopérer bientôt à ses succès.* Cette lettre passa dans les mains de Napoléon, qui la fit expédier à Saint-Pétersbourg. On se contenta de rappeler Gortzakoff.

Telles étaient les dispositions de l'allié de Napoléon envers l'Autriche, au moment où il croyait apprendre que les Russes avaient attaqué, et pouvoir appeler à lui le corps de Poniatowski. On se battait depuis le 17 avril; on était à la fin de mai; les Russes, au nombre de quinze mille hommes, au lieu de cent cinquante mille qui étaient promis, se rendaient en Gallicie sous les ordres du prince Gallitzin. Ils avaient défense de dépasser la Vistule et les pays à la hauteur de Cracovie. L'indécision de la Russie entre la France et l'Autriche méritait encore plus de reproches que celle de la Prusse, qui n'était pas retenue par un traité de coopération à la guerre actuelle. En Prusse, il y avait depuis Tilsitt deux pouvoirs bien distincts : le roi et le cabinet. Le roi voulait tenir ses engagemens avec la France sous le bon plaisir de la Russie, à qui il devait tout; le cabinet n'en voulait tenir aucun, et faisait la guerre germanique, ne pouvant faire celle de Prusse. Un grand lien politique, le démembrement de la Pologne, unissait secrètement et pour toujours les trois puissances co-partageantes. Cette idée simple, mais forte, suffisait pour déterminer Napoléon à prononcer le rétablissement du royaume de Pologne dans son intégrité primitive. Cette importante et juste restauration brisait tout-à-fait le pacte des trois couronnes de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg, et faisait renaître l'équilibre. Le lendemain d'une si noble résolution, qui eût parlé à la conscience de tous les peuples, la Pologne, amie de la France à laquelle elle aurait dû sa résurrection, s'alliait avec la Prusse et l'Autriche contre le grand ennemi de l'Europe continentale, contre la Russie, contenait le Czar dans ses limites, l'inquiétait même par ses Cosaques. Je persiste à croire, d'après les malheurs dont la guerre a accablé pendant tant d'années la France victorieuse et l'Europe vaincue, que si dès le principe la doctrine du rétablissement de la généreuse Pologne eût été adoptée par Napoléon, la plupart des événemens dont l'Allemagne a été le théâtre et la victime n'auraient pas eu lieu. La décision que les Polonais attendaient de Napoléon avait d'ailleurs par elle-même un puissant mobile, la justice. Je pense que le manifeste de l'indépendance de la Pologne était la seule réponse à faire à celui de la troisième coalition, et que cette indépendance devait être la première condition du traité de Presbourg. Napoléon a pu, en 1810, réaliser enfin ce noble projet, quand l'Autriche lui offrit les deux Gallicies; il les refusa malheureusement, pour ne pas avoir la guerre avec la Russie, qui la préparait contre lui dès le lendemain du traité de Tilsitt.

Le cabinet de Prusse lançait ses guérillas patriotiques dans le nord de l'Allemagne, pendant que Poniatowski, livré à ses propres forces et séparé par deux cents lieues de notre armée, sollicitait en vain, en faveur du grand-duché, l'intervention du prince Gallitzin. Le nouveau royaume de Westphalie vit éclater le premier l'insurrection du *Tugendbund*. Le 3 avril, le major prussien Katt souleva les anciens militaires dans la province de Stendal, parcourut la vieille Marche et osa s'approcher de Magdebourg. Poursuivi par les troupes westphaliennes, il se sauva sur le territoire prussien d'où il fut chassé, et se retira en Bohême auprès du duc de Brunswick-Oëls, généralissime de la conjuration germanique. Le duché d'Anhalt eut aussi un rassemblement armé du côté de Coëthen. En West-

HISTOIRE DE NAPOLÉON. :îi i plialic ic elle! secret iJe la cons|>iration clail Doernherg, ai(ie*dc>camp bellion ayant éclaté le 3:2 avril dans plusieurs parties du royaume, le roi confla à Doernberg la direction des forces destinées à la réprimer. Doernberg, qui se croit découvert, vole à la tête des insurgés. roi n'avait que deux mille hommes; il se livre noblement à la loyauté de scs sujets, et porte une partie de sa garnison en avant de sa capitale. Doernberg arrive avec un rassemblement d'une vingtaine de mille hommes, soldats et paysans. Hais au lieu d'entraîner la troupe Adèle qu'il voit sous les armes , il en est accueilli à coups de ranon. La cavalerie du général Wolf acheva la déroute di^ bandes de Doernl>erg. I..e lendemain une autre insurrection se présenta cl fut aussi facilement dissipée. Le maréchal Kcllermann envoya de Francfort des renforts qui délogèrent de Marbnurg les révoltés ; de leur côté les troupes wesiphalicnnes reprirent Ziegenhagen , et le royaume fut totalement délivré des agitateurs par la fuite de Doernl>erg, qui alla chercher un asile auprès du duc de itrunswieV. Le roi pardonna, et sc contenta de porter plainte à Berlin contre le major Schill, directeur de Fassociation inüilaircdu Tttffendbum/ en Prusse, et ancien chef de partisans. Ce major était sorti de Berlin, où il se trouvailen garnison, le 38 avril , avec cinq cents hussards de i»on régiment, sous prétexte de les faire manœuvrer. Rejoint par trois cents hommes d'infanterie légère d'un bataillon qui portail son nom, il sc porte sur Witlcmbcrg cl rétablit dans plusieurs villes les autorités prussiennes. Il recrute pendant sa roule, marche sur la Wcstphalic, et se voit bientôt à la tête d'une petite armée, publiant partout que le rtû de Prusse venait de déclarer la guerre à la France : ce prince était resté à Kœnigsberg, mais son ministère résidait à Berlin ; aussitôt après la nouvelle de nos succès contre l'Autriche, il s'empressa de désavouer Schill. Après la bataille d'Essling, Scbill reparut et tenta un coup de main sur Magdebourg. 11 fut repoussé, se relira sur le Bas-Elbe, et alla s'établir à Domits, vieille forteresse que lui abandonnèrent les cent invalides qui la gardaient; il y laissa deux escadrons, et se dirigea sur Slralsund, dont il At sommer le duc de Mecklembourg de lui ouvrir les portes. Il espérait parlé, non sans raison, communiquer librement avec l'escadre anglaise de la Baltique. La trahison l'accueillit dans toute la PoiiuTanic. Les déserteurs de Stralsund grossirent ses troupes; il pénétra dans la ville, s'occupa aussitôt de S.1 défense, et mit en batterie cent pièces j de gros calibre. Le corps de Schill s'élevait déjà A six mille

hommes, mais il lui fut impossible d’entrer en communication avec la Aotte anglaise. Dépendant le général Gratien, é la tête d’une division hollandaise de deux mille quatre cents hommes, augmentée de mille cinq cents Danois, avait suivi la marche du fugitif. Le 51 mai , Gralicn sc trouvait devant Stralsund , dont il s’empara de vive force par escalade. I.c combat continua dans les rues; Schill fut tué, et une partie de sa troupe passée par les armes : le reste se dispersa. Les Anglais curent le spectacle de la prise de Slralsuiid : ils arrivèrent quand Gratien y entrait. Quelques heures de résistance de plus de la part de Schill, Slralsund devenait, par les secours de l'escadre anglaise, une des plus importantes places d’armes de la coalition. La guerre des peuples s'établissait, sous le drapeau de Schill et de ses pareils, sur tout le littoral de la Baltique; la Prusse était enlrainéc tout entière dans ce mouvement. A celte époque, le colonel Stciogcnstegli remplissait une mission secrète auprès du roi de Prusse, au nom de l'Aulricbe. Pendant que Schill quittait la Saxe, te duc de Brunswick , qui avait perdu à léna son père et ses Etals, devenus province weslpbaiienne, pénétrait dans ce royaume avec un corps prussien qu’il avait levé à Nachuld pour le compte de l'Aulricbe. Le général Thiclniann , Adèle alors , marcha contre lui, et, le 83 mai, le força de se retirer en Bohême par Zitlau. Il faut remarquer, tant la conspiration était profonde dans l’Alleinagnc septentrionale, que nos succès, depuis PraffeiiholTeii jusqu'après la bataille d’KcLiiiülh, ne faisaient qu’irriter la vengeance germanique au lieu de la comprimer. Aussi , quand la nouvelle d’Essling fut répandue par les bulletins autrichiens, l'animosité des chefs de la ligue ne connut plus de bornes, ni à Kœnigsberg, ni à Berlin, ni en Hanovre, où trente mille soldats licenciés sc seraient réunis au premier signal, ni enfin à la cour üc Cassel, dont les principales dignités étaient dans les mains des plus grands personnages de tous ces pays si hostiles qui composaient le royaume de Wcstphalic. Cependant l’archiduc Ferdinand n'était pas plus heureux en Pologne que les agitateurs de l’Atlomagne, le major autrichien Noslils, le major prussien Schill , le duc de Brunsvrick , avec les menées desquels il Uchail de faire correspondre ses mouvemens. Une diplomatie insurrectionnelle, nouveau droit public de fabrique anglaise , unissait secrètement tous les ennemis de Napoléon, et finit par consommer sa ruine, parce que la force des armes ne peut rien contre l'esprit de trahison. Le 14 mai, époque des succès de Schill, le jour même où Po

IMSTOIRK UE ^Al•O^ÉON. t>l niatowski enlrait k Lublin , Tarchidac se présenta detant Thorn , qu*il attaqua vÎTeroent, mais en vain, sur tes deux rives de la Vistulc. Il perdit t>eau€oap de monde, et dut se rapprocher de Varsovie. Dumbrowski, dont le nom se rattache glorieusement aux combats de la liberté dans son pays, et à ceux de la république française, avait quitté Parmée de Poniatowski avec un escadron. Il était revenu de l'osen à la tète d'un corps nombreux. Sokolniki, parti de Lublin, avait, dans la nuitdulS au 19, fait capituler la garnison autrichienne de Sandomtrs; deux mille deux cents prisonniers, vingt pièces de canon, furent le résultat de cette brillante entreprise. Zamosz était enlevée de vive force le âO par le générai Pelletier, qui prit deux mille hommes et soixante pièces de canon. Le SI , Poniatowski, que ses lieutenans secondaient avec tant de courage, d'audace et de talent, était maître de la communication de Lemberg sur Cracovie, menaçant la Hongrie par les revers des monts Krapacks. lemberg ouvritscs portes. De tels triomphes enflammèrent les babitans. iKs armées parurent au nom de Dombrowski ; et de généreux compagnons de Poniatowski , parmi lesquels on comptait Zayoocheck, ancien aidc-dc-camp du général en chef de rarméc d'Orieot, vinrent aussi prendre part à cette lutte patriotique. Cependant Poniatowski envoya au prince üallilzin le général Pelletier, chargé de rinviter à marcher de concert avec les Polonais contre l'archiduc. Gallilzin donna à Pelletier un ordre qui prescrivait au général Suwarow de sc porter tout de suite en avant. Suwarow répondit franchement au général Pelletier qu'il ne voulait pas passer pour un lâche à scs yeux, et qu'un aidcdc-camp de Gallitzin, arrivé depuis une demiheure, lui avait dit de regarder cet ordre comme non avenu. Le 30, Ferdinand quitte Varsovie; le i Juin, Zayonchcck entre avec ses milices dans celte capitale. L'archiduc mit le siège devant Sandomirx, qu'il fit attaquer dans la nuit du 1 3 au 16 par dix mille hommes, pendant dix heures. Sokolniki défendit la place, tua quinze cents Autrichiens, en prit cinq cents; mais sc voyant sans munitions, menacé d'un nouvel assaut, il capitula cl rejoignit Poniatowski. Le mouvement des Russes avait commencé le 4 juin seulement. La guerre de Pologne offrit dès lors un as|>ect singulier. l#cs Autrichiens abandonnèrent aux Russes les pays qu'ils ne pouvaient pas garder. La ville de Lemberg, reprise cl évacuée, fut remise à Suwarow qui eut l'air de l'avoir enlevée. Ih; Tyrol, antique possession de la maison d'Autriche, sous laquelle il avait joui [icndant plusieurs siècles de

tous les avantages d’un gouvernement vraiment paternel, le Tyrol, concédé à la Bavière parle traité de Presbourg, avait le premier levé l'étendard de l’insurrection. La conspiration dans cette contrée portait l’empreinte du caractère sauvage de scs localités. Le Tyrolien sembla s'aU«icher à surpasser l’audace des anciens lil)érateurs de la Suisse, dont il avait conservé les mœurs au sein de la même nature. Mais la conjuration tyrolienne, n’ayant pas le même mobile, l’aversion des tyrans, fut loin de compter des chefs cl des héros tels que Guillaume Tell et ses compagnons ; elle se ressentit du fanatisme religieux qui dominait la population; fomentée par les moines et les prêtres, elle sc mollira perfkle cl cruelle. Les Tyroliens élaieni la seule armée que la cour de Rome pouvait opposer en Allemagne à Napoléon, et ce peuple entier s'insurgea au commencement d'avril , non en haine du gouvernement doux et éclairé de la Bavière, ni pour les intérêts politiques de l'Autriche, mais uniquement contre Napoléon, que le Vatican avait cxcuinmunie. Celle crise, toute populaire, marcha sous la devise des croisades : Dieu est avec nous. Ses principaux acteurs furent un aubergiste cl un capucin. André Ilofcr, le premier, espece d'Uereule fanatique, exerça tout d’abord, par sa stature athlétique et par l'exaltation de sa piété, un grand empire sur ses compatriotes. Il était allé à Vienne aux approches de la guerre; on l'y avait accueilli comme le libérateur futur de sa patrie. Le syslèuie barbare d’boslililés qu'Hofer mit en usage, et les secours de toute espèce qu’il reçut des ennemis de la France, iirenl bientôt connaître les instructions et les promesses que ce partisan avait rapportées de la capitale de l’Aulricbe. Le Voralbcrg, séparé du Tyrol par la seule vallée de rinii, également enlevé à l'Autriche, s'unit à la même cause. Les signaux parurent subitement allumés sur les rochers, dans les premiers jours d'avril. J.cs babitans de la montagne et de la plaine reconnurent les Icicgraphes de l'antique patriotisme de leurs aïeux : chacun courut aux armes. La Bavière, se reposant sur la fîdélilédе ses nouveaux sujets, n’avait dans le Tyrol quecinq bataillons dissémines à Inspruck, à Brixen, à Trente, à Kûrslcin, et quelques centaines de chevaux. Napoléon lui-mème était si éloigné d’avoir la moindre inquiétude au sujet des Tyroliens, dont il avait oublié la complicité lors des pàgues rénitienues, qu'il faisait traverser leur pays par quatre mille conscrits en deux détachemens. Le 8 avril , jour où l'arincc autrichienne commença son inouveincnt, une insurrection générale éclata dans lu Tyrol. Partout les Bavarois sont assaillis; partout ils tombent les armes à la main sous le nombre de leurs amis de la veille. Inspruck fut

forcée cl prise par vingt mille paysans : celte journée coûta beaucoup de sang ; les oIRcicrs et les suidais bavarois ,

niatowski entrait à Lublin, l'archiduc se présenta devant Thorn, qu'il attaqua vivement, mais en vain, sur les deux rives de la Vistule. Il perdit beaucoup de monde, et dut se rapprocher de Varsovie. Dombrowski, dont le nom se rattache glorieusement aux combats de la liberté dans son pays, et à ceux de la république française, avait quitté l'armée de Poniatowski avec un escadron. Il était revenu de Posen à la tête d'un corps nombreux. Sokolniki, parti de Lublin, avait, dans la nuit du 18 au 19, fait capituler la garnison autrichienne de Sandomirz; deux mille deux cents prisonniers, vingt pièces de canon, furent le résultat de cette brillante entreprise. Zamosz était enlevée de vive force le 20 par le général Pelletier, qui prit deux mille hommes et soixante pièces de canon. Le 21, Poniatowski, que ses lieutenans secondaient avec tant de courage, d'audace et de talent, était maître de la communication de Lemberg sur Cracovie, menaçant la Hongrie par les revers des monts Krapacks. Lemberg ouvrit ses portes. De tels triomphes enflammèrent les habitans. Des armées parurent au nom de Dombrowski; et de généreux compagnons de Poniatowski, parmi lesquels on comptait Zayoncheck, ancien aide-de-camp du général en chef de l'armée d'Orient, vinrent aussi prendre part à cette lutte patriotique. Cependant Poniatowski envoya au prince Gallitzin le général Pelletier, chargé de l'inviter à marcher de concert avec les Polonais contre l'archiduc. Gallitzin donna à Pelletier un ordre qui prescrivait au général Suwarow de se porter tout de suite en avant. Suwarow répondit franchement au général Pelletier qu'il ne voulait pas passer pour un lâche à ses yeux, et qu'un aide-de-camp de Gallitzin, arrivé depuis une demi-heure, lui avait dit *de regarder cet ordre comme non avenu*. Le 30, Ferdinand quitte Varsovie; le 2 juin, Zayoncheck entre avec ses milices dans cette capitale. L'archiduc mit le siége devant Sandomirz, qu'il fit attaquer dans la nuit du 15 au 16 par dix mille hommes, pendant dix heures. Sokolniki défendit la place, tua quinze cents Autrichiens, en prit cinq cents; mais se voyant sans munitions, menacé d'un nouvel assaut, il capitula et rejoignit Poniatowski. Le mouvement des Russes avait commencé le 4 juin seulement. La guerre de Pologne offrit dès lors un aspect singulier. Les Autrichiens abandonnèrent aux Russes les pays qu'ils ne pouvaient pas garder. La ville de Lemberg, reprise et évacuée, fut remise à Suwarow qui eut l'air de l'avoir enlevée.

Le Tyrol, antique possession de la maison d'Autriche, sous laquelle il avait joui pendant plusieurs siècles de tous les avantages d'un gouvernement vraiment paternel, le Tyrol, concédé à la Bavière par le traité de Presbourg, avait le premier levé l'étendard de l'insurrection. La conspiration dans cette contrée portait l'empreinte du caractère sauvage de ses localités. Le Tyrolien sembla s'attacher à surpasser l'audace des anciens libérateurs de la Suisse, dont il avait conservé les mœurs au sein de la même nature. Mais la conjuration tyrolienne, n'ayant pas le même mobile, l'aversion des tyrans, fut loin de compter des chefs et des héros tels que Guillaume Tell et ses compagnons; elle se ressentit du fanatisme religieux qui dominait la population; fomentée par les moines et les prêtres, elle se montra perfide et cruelle. Les Tyroliens étaient la seule armée que la cour de Rome pouvait opposer en Allemagne à Napoléon, et ce peuple entier s'insurgea au commencement d'avril, non en haine du gouvernement doux et éclairé de la Bavière, ni pour les intérêts politiques de l'Autriche, mais uniquement contre Napoléon, que le Vatican avait excommunié. Cette crise, toute populaire, marcha sous la devise des croisades : *Dieu est avec nous*. Ses principaux acteurs furent un aubergiste et un capucin. André Hofer, le premier, espèce d'Hercule fanatique, exerça tout d'abord, par sa stature athlétique et par l'exaltation de sa piété, un grand empire sur ses compatriotes. Il était allé à Vienne aux approches de la guerre; on l'y avait accueilli comme le libérateur futur de sa patrie. Le système barbare d'hostilités qu'Hofer mit en usage, et les secours de toute espèce qu'il reçut des ennemis de la France, firent bientôt connaître les instructions et les promesses que ce partisan avait rapportées de la capitale de l'Autriche. Le Voralberg, séparé du Tyrol par la seule vallée de l'Inn, également enlevé à l'Autriche, s'unit à la même cause. Les signaux parurent subitement allumés sur les rochers, dans les premiers jours d'avril. Les habitans de la montagne et de la plaine reconnurent les télégraphes de l'antique patriotisme de leurs aïeux : chacun courut aux armes. La Bavière, se reposant sur la fidélité de ses nouveaux sujets, n'avait dans le Tyrol que cinq bataillons disséminés à Inspruck, à Brixen, à Trente, à Küfstein, et quelques centaines de chevaux. Napoléon lui-même était si éloigné d'avoir la moindre inquiétude au sujet des Tyroliens, dont il avait oublié la complicité lors des *pâques vénitiennes*, qu'il faisait traverser leur pays par quatre mille conscrits en deux détachemens. Le 8 avril, jour où l'armée autrichienne commença son mouvement, une insurrection générale éclata dans le Tyrol. Partout les Bavarois sont assaillis; partout ils tombent les armes à la main sous le nombre de leurs amis de la veille. Inspruck fut forcée et prise par vingt mille paysans : cette journée coûta beaucoup de sang; les officiers et les soldats bavarois,

 au nombre de quinte cenls environ» succombèrcnl presque tous. Surpris dans une roule de montagne, Tun des deux dclachemcns français mit bas les armes; l'autre parvint par son courage à se frayer un chemin , et arriva à Trente. En quatre jours les Tyroliens ont délivré leur pays tout entier. Ils ûrcnl six mille prisonniers, dont deux mille Français. Fe reste des Bavarois périt, soit pendant, soit aussi après les combats, car de lâches et féroces assassinats complétèrent le carnage d'inspruck. « A Il midi, dit le Bulletin autrichien , tous les ennemis « étaient morts, blessés ou pris.,.. Aucun homme U n'échappa au furieux acharnement des TyroM liens. H l.'aulicrgiste Hofer ûl son entrée à Inspruck entre deux capucins. Ün promena la statue de la Vierge sur un char attelé de quatre chevaux blancs, cl la fête du Sacré-Cœur de Jésus, qu'on retrouve dan.s toutes les révolutions où le fanatisme domine, fut instituée comme fête nationale. Rien ne manque cette insurrection pour être digne en tout du quinzième siècle. Le général autrichien Chastcllcr, arrivé à Inspruck lu 15, envoya des troupes sur Kùfslein, qui tenait toujours, cl même sur Munich. La Souabc fut inondée d'insurgés tyroliens. La rébellion, organisée par Cli.isteller, descendit sur les plaines de la Lombardie et donna la main à l'archiduc Jean, qui commandait l'armée opposée au prince Eugène. La Valtclinc se souleva également. Les bandes de tous ces montagnards avancèrent jusqu'à vingt lieues de Milan. Leurs chefs proposèrent aux Autrichiens de se lier aux conjurés du Piémont. Les guinéesdes Anglais et les indulgences de Rome avaient pénétré dans toutes les régions des AI|H'.s. Après avoir établi les gouvernemens insurrectionnels, Chasteller alla rejoindre l'armée du prince Jean. Mais ayant appris, le 28 avril, les brillans succès de Napoléon, il revint à Inspruck avec un corps de troupes. Cependant le maréchal Lefebvre suivait Jcliachich , qui avait dû abandonner la capitale de la Bavière. Le général Wréde l'alteignil et ic poussa jusqu'à Saltzbourg, oit les Bavarois entrèrent. Lefebvre mit celle ville en état de défense et marcha sur Inspruck; il y arriva le 19, après neuf jours de comhals dans les défilés dont la contrée est hérissée. Vainqueurs à Abensberg, les Bavarois, généraux, ofTicicrs et soldats, qui avaient à venger le massacre de leurs compatriotes égorgés au sein de la paix, exercèrent de terribles représailles. On ne comptait de Français dans celle armée que le maréchal Lefebvre, chargé par l'Em]>creurde la diflicilc mission de pacilicr le Tyrol. La nouvelle de la prise de Vienne venait

d’enlever tout à coup aux révoltés leur plus ferme appui. ChasIcllcr avait été impérieusement rappelé par l’archiduc. La junte insurrectionnelle livra le pays à la clémence du roi de Bavière, et Inspruck ouvrit ses portes au maréchal. La soumission du Voralborg suivit de près celle du Tyrol, et ne fut pas plus sincère. Elle cul lieu par les mêmes causes : la marche des Français cl des Wurlembergcois, cl l’éloignement des Autrichiens. La perfidie des supplians n’ent d’égale que laconfiance des vainqueurs. Le maréchal, croyant la paix rétablie, partit pour Saltzbourg , laissant à Inspruck une division bavaroise. BientAl la nouvelle de la bataille d'Essling se répandit dans le Tyrol , et Inspruck se vit bloquée par une seconde insurrection. Les troupes d’Italie aux ordres du vice-roi composaient l’aile droite de la grande armée, dont l’aile gauche se battait en Pologne sous le prince Poniatowski. De ses hivacs de l’Inn, de la Saltza et du Danube, Napoléon dirigeait les mouvemensde ces parties si éloignées du centre vers lequel toutes leurs opérations devaient les attirer. L’armée du prince Eugène, échelonnée d'Isonzo à la Chiusa , attendait des corps qui se trouvaient encore à une grande distance; sa force ne dépassait pas cinquante mille hommes. L’armée de l'archiduc Jean s’élevait à plus de quatre-vingt mille hommes, traînait avec elle cent soixante-neuf pièces de canon , avait pour auxiliaires les insurgés des Alpes, les escadres anglaises qui couvraient l’Adriatique, les Anglo-Siciliens, et la neutralité du Saint-Siège. Eugène SC voyait donc réduit à un système de défense dont l’Adige formait le poiiil d’appui. Le 10 avril, la guerre, qu’un parlementaire autrichien vient dénoncer à un petit poste du vice-roi, commence à l’instant comme une invasion de liarlKires. Après divers engage mens, l’archiduc arrivcà (Jdinc. Le vice-roi crut devoir l’allcndrc à Sacilc, où il fut battu le 16. Il perdit sept mille hommes, dont moitié prisonniers, cl quinze pièces de canon ; l'ennemi eut à regretter trois mille six cents soldats. C’élail la proportion des deux armées. Eugène avait eu affaire à des forces doubles des siennes. Malgré le funeste résultat de cette bataille imprudemment livrée, il fut heureux pour les Français d’avoir soutenu le choc de la masse autrichienne pendant douze heures. Eugène, que les .\ulrichicns ne poursuivirent point, SC relira lentement sur l’Adige. Au 20 avril , son armée occupait la forte position de Caidiero. L’archiduc campait vis-à-vis de nous, cl s’clail encore renforcé du voisinage de l'insurrection lyrolieime , dont Lhasleller, déjà prévenu près de Brescia, avait réuni quinze mille hommes à son corps. La position du vice-

roi devenait critique. L’archiduc sc mil en marche, le 27, avec l'assurance d’entrer dans Vérone. Le soir, le canon

 Se nt entendre du côté de cette ville; Parcbiduc, qui venait d'avoir un engagement avec l'armcc italienne sur les bords de l'Alpon, crut que les Tyroliens, répondant à son attaque, se battaient contre l'aile gauche du vice-roi. Pendant un certain temps, l'espérance est au camp autrichien et l'alarine au camp italien ; mais bientôt les courriers arrivent. sont les triomphes de Napoléon que le canon de Vérone annonce aux deux armées; c'est la victoire d'Eckmühl qui sauve ritalic. Le courrier de l'Empereur François, parti le â4 de Scharding, en apporte la nouvelle à l'archiduc. Lhasteller n'a pas attendu les ordres de l'archiduc; il repart à lire d'aile avec ses Tyroliens, dont la révolte va être jugée par le roi de Bavière, et cinq Jours plus lard il est à Inspruck. Après de vaines dcmoristrations pour tourner Caldiero, et un combat où les regiinens italiens méritèrent d'étre appelés les frères d'armes des régimens français qui combattaient avec eux, l'archiduc décida sa retraite; le t*' mai elle commença. Ce coup do IhèAlrc change tout à coup le rôle des deux années. Le vice-roi suit celle de l'archiduc. Lu 8, il l'atteint sur la Piave, dont il force le passage devant lui. Cette action opiniâtre coûte à l'ennemi dix mille hommes cl quinze pièces de canon. Ainsi fut brillamment réparée notre défaite de Sacile, où l'archiduc rentra avec des souvenirs qui rendaient s.i situaliou plus amère. Les deux armées passèrent le Tagliamento, l'une le 10, au gué de Spilimbergo, l'autre le lendemain h Valvasuiie. L'arrière-garde autrichienne fut battue à Sainl-Üanici et ù Vensone, où elle perdit deux mille hommes. Le 18, le vice-roi fit occuper Trieste; il s'empare des rctranchcniens de .Malborglietto et enlève la position de Tarvis. Le iO, il porte son quartier-général à Villach. Le itS, son aile droite oblige le camp retranche, ainsi que la ville de Laybach, de capituler, et prend quatre mille hommes. La marche des deux princes se ressent de leur destination. L'un est appelé par la victoire, et la victoire l'accompagne; l'autre est appelé par les désastres dç son pays, et dans sa route il essuie des défaites presque journalières. Le 23, le vice-roi détruit â Saint-Michel le corps de Jellachich, qui sc sauve avec deux mille hommes; le 20, il est à Léoben. L'archiduc Jean aUcndail, le 27, à quarante lieues de Vienne, à Gralz, les troupes do Jellachich pour arrêter le vice-roi; mais quand il vit arriver les débris. des troupes autrichiennes fuyant eu désordre devant l'avant-garde d'Italie, il partit précipitainment , le 26, de Gralz, et sc relira en Hongrie sur Koniionü. Le lendemain, le prince Eugène opère à Bruck, sur la Murh, en Slyrie, sa

jonction avec la grandcarmèc. Il a laissé le général Broussier chargé d'assiéger la citadelle ücGratz. Le général Harmont commandait en Dalmatie un corps de douze mille hommes destinés à a(>puyer, soit les Busses, soit'ies Musulmans, selon les circonstances, et à fermer aux Anglais d'cxcellens ports militaires. L'agression de l'Autriche vint tout à coup l'isoler du théâtre de la guerre actuelle. 11 élait observé par les troupes de StoichcwUz, qui faisaient partie de l'armcc de l'archiduc Jean ; mais ayant reçu du vicc-roi la nouvelle de la retraite de ce prince, Marmonl commença son mouvement le 1 i mai , jour du passage d'Isonzo , cl après une affaire très-vive à Mont-Kitta, où le general ennemi fut pris et lui blessé, il défit de nouveau les Autri chiens à Gospiez et à Oltozacz, arriva le 28 à Fiume elle 3 juin à Laybach. Bfarinont continuait rapidement sa marche, afin d'opérer sa jonction avec la division Broussier; mais il avait été prévenu piir le général Giulay , ban de Croatie, qui, à la tète de vingt mille hommes, poussa, le 21, jusqu'aux faubourgs de Gratz, et força Broussier de sc reployer à deux lieues sur la route de Vienne; celui-ci. instruit de l'approche de Marmonl, sc reporta en avant, délogea l'ennemi de Kalsdorf, cl osa envoyer deux bataillons pour rcoccuper Gralz, en présence de dix-huit mille Autrichiens, campés non loin des murailles de la ville. Ces deux bataillons appartiennent au 81* régiment, ils ne forment que treize cents hommes, commandes par le colonel Ganibiii. Tout à coup ils se jettent dans les maisons, où ils reçoivent l'attaque de forces trop considérables. Obligés à la retraite, ces braves se rallient, percent en colonne serrée la masse autrichienne, parviennent au cimetière Saint-Léonard, qui devait être leur dernier asile, s'y retranchent, et pendant dix heures soutiennent seuls, avec deux pièces de 3, le siège le plus mémorable peut-être de l'époque, contre toute l'ariiiée de Giulay. Enfin Broussier a envoyé trois bataillons qui dégagent par un nouvel exploit leurs intrépides compagnons, cl, réunis, ils s'emparent des faubourgs de Groben , après avoir enlevé quatre cents prisonniers cl mis douze cents hommes hors de combat. glorieux fait d'armes assure la jonction de Marmonl cl de Broussier. Napoléon fit graver sur l'aigle du 81* cette inscription bcruïque, digne des beaux temps de Sparte : l/n contredis! J.c]** juillet, Marmonl alla avec le II* corps rejoindre la grande armée dans l'ile de Lobau. Telle était la situation des affaires militaires , du puis la Baltique jusqu'à l'Adriatique, à l'époque de la bataille d'Kssling, qui fut célébrée, partout où la cualilion exerçait quelque infiucncc, comme une victoire décisive dont la conséquence serait la

destruction de Napoléon cl de l’armée française. Le comité de Paris agissait dans le même sens; il rcs

se fit entendre du côté de cette ville; l'archiduc, qui venait d'avoir un engagement avec l'armée italienne sur les bords de l'Alpon, crut que les Tyroliens, répondant à son attaque, se battaient contre l'aile gauche du vice-roi. Pendant un certain temps, l'espérance est au camp autrichien et l'alarme au camp italien; mais bientôt les courriers arrivent. Ce sont les triomphes de Napoléon que le canon de Vérone annonce aux deux armées; c'est la victoire d'Eckmühl qui sauve l'Italie. Le courrier de l'Empereur François, parti le 24 de Scharding, en apporte la nouvelle à l'archiduc. Chasteller n'a pas attendu les ordres de l'archiduc; il repart à tire d'aile avec ses Tyroliens, dont la révolte va être jugée par le roi de Bavière, et cinq jours plus tard il est à Inspruck. Après de vaines démonstrations pour tourner Caldiero, et un combat où les régimens italiens méritèrent d'être appelés les frères d'armes des régimens français qui combattaient avec eux, l'archiduc décida sa retraite; le 1er mai elle commença. Ce coup de théâtre change tout à coup le rôle des deux armées. Le vice-roi suit celle de l'archiduc. Le 8, il l'atteint sur la Piave, dont il force le passage devant lui. Cette action opiniâtre coûte à l'ennemi dix mille hommes et quinze pièces de canon. Ainsi fut brillamment réparée notre défaite de Sacile, où l'archiduc rentra avec des souvenirs qui rendaient sa situation plus amère. Les deux armées passèrent le Tagliamento, l'une le 10, au gué de Spilimbergo, l'autre le lendemain à Valvasone. L'arrière-garde autrichienne fut battue à Saint-Daniel et à Vensone, où elle perdit deux mille hommes. Le 18, le vice-roi fit occuper Trieste; il s'empare des retranchemens de Malborghetto et enlève la position de Tarvis. Le 20, il porte son quartier-général à Villach. Le 22, son aile droite oblige le camp retranché, ainsi que la ville de Laybach, de capituler, et prend quatre mille hommes. La marche des deux princes se ressent de leur destination. L'un est appelé par la victoire, et la victoire l'accompagne; l'autre est appelé par les désastres de son pays, et dans sa route il essuie des défaites presque journalières. Le 25, le vice-roi détruit à Saint-Michel le corps de Jellachich, qui se sauve avec deux mille hommes; le 26, il est à Léoben. L'archiduc Jean attendait, le 27, à quarante lieues de Vienne, à Gratz, les troupes de Jellachich pour arrêter le vice-roi; mais quand il vit arriver les débris des troupes autrichiennes fuyant en désordre devant l'avant-garde d'Italie, il partit précipitamment, le 26, de Gratz, et se retira en Hongrie sur Kormond. Le lendemain, le prince Eugène opère à Bruck, sur la Murh, en Styrie, sa jonction avec la grande armée. Il a laissé le général Broussier chargé d'assiéger la citadelle de Gratz.

Le général Marmont commandait en Dalmatie un corps de douze mille hommes destinés à appuyer, soit les Russes, soit les Musulmans, selon les circonstances, et à fermer aux Anglais d'excellens ports militaires. L'agression de l'Autriche vint tout à coup l'isoler du théâtre de la guerre actuelle. Il était observé par les troupes de Stoichewitz, qui faisaient partie de l'armée de l'archiduc Jean; mais ayant reçu du vice-roi la nouvelle de la retraite de ce prince, Marmont commença son mouvement le 14 mai, jour du passage d'Isonzo, et après une affaire très-vive à Mont-Kitta, où le général ennemi fut pris et lui blessé, il défit de nouveau les Autrichiens à Gospiez et à Ottozacz, arriva le 28 à Fiume et le 3 juin à Laybach. Marmont continuait rapidement sa marche, afin d'opérer sa jonction avec la division Broussier; mais il avait été prévenu par le général Giulay, ban de Croatie, qui, à la tête de vingt mille hommes, poussa, le 24, jusqu'aux faubourgs de Gratz, et força Broussier de se reployer à deux lieues sur la route de Vienne; celui-ci, instruit de l'approche de Marmont, se reporta en avant, délogea l'ennemi de Kalsdorf, et osa envoyer deux bataillons pour réoccuper Gratz, en présence de dix-huit mille Autrichiens, campés non loin des murailles de la ville. Ces deux bataillons appartiennent au 84e régiment, ils ne forment que treize cents hommes, commandés par le colonel Gambin. Tout à coup ils se jettent dans les maisons, où ils reçoivent l'attaque de forces trop considérables. Obligés à la retraite, ces braves se rallient, percent en colonne serrée la masse autrichienne, parviennent au cimetière Saint-Léonard, qui devait être leur dernier asile, s'y retranchent, et pendant dix heures soutiennent seuls, avec deux pièces de 3, le siége le plus mémorable peut-être de l'époque, contre toute l'armée de Giulay. Enfin Broussier a envoyé trois bataillons qui dégagent par un nouvel exploit leurs intrépides compagnons, et, réunis, ils s'emparent des faubourgs de Groben, après avoir enlevé quatre cents prisonniers et mis douze cents hommes hors de combat. Ce glorieux fait d'armes assure la jonction de Marmont et de Broussier. Napoléon fit graver sur l'aigle du 84e cette inscription héroïque, digne des beaux temps de Sparte : *Un contre dix!* Le 1er juillet, Marmont alla avec le 11e corps rejoindre la grande armée dans l'île de Lobau.

Telle était la situation des affaires militaires, depuis la Baltique jusqu'à l'Adriatique, à l'époque de la bataille d'Essling, qui fut célébrée, partout où la coalition exerçait quelque influence, comme une victoire décisive dont la conséquence serait la destruction de Napoléon et de l'armée française. Le comité de Paris agissait dans le même sens; il res-

The text on this page is estimated to be only 28.78% accurate

 serrait ses liens ci faisait cause commune arec les agens de rAnglcterrc cl de l’Autriche. Une grande expédition anglaise était prèle. On attendait la nou* relie de son arrivée sur les côtes de la Belgique et de la Hollande. On attendait avec plus d’impatience encore le résultat de la première bataille qui devait sortir du repos des deux armées. D'après ces dispositions, l'Autriche recommença à sc livrer à son système insurrectionnel. Le général Am Endc et le duc de Brunswick reparurent sur la scène avec neuf mille hommes. Le IS juin , ils se réunirent à Dresde et sc portèrent sur I>eipsick, semant partout des proclamations pour engager les Saxons à s'unir à leurs drapeaux. On répéta les mêmes manœuvres en Franconie. Dans le pays de Wurtemberg, l’irisurrcction olTril un caractère plus alarmant, en raison du voisinage du Vuralborg et du Tyrol. Le roi de Wurtemberg prit lui-meme la direction des moyens employés pour anéantir les révoltés. A Mergenlheiin, à Bareutli, à Stuckack, les habitans s’étaient soulevés ; le roi lit marcher contre eux le peu de troupes qu'il avait, et les rebelles, forcés de mettre bas les armes, furent jugés selon toute la rigueur des circonstances. Le Tyrol, excité de nou* veau par l'Autriche, qui lui annonce l'archiduc Jean, et par le général Chasleller, qu'un ordre du jour de Napoléon condamnait à la peine de mort, comme sujet français, a rompu son traité. L'ariiiéc insurrectionnelle de llofer, que conduisaient et soutenaient les divisions régulières du corps de Chaste!lcr,a repris une offensive redoutable, et, après un violent combat livré en avant d'Inspruck, le général Deroi , entouré par toute la population des montagnes, a dU battre un retraite et évacuer cette ville. Ktifin les montagnards du Tyrol cl du Vuralberg étaient descendus dans les bassins du Danube et du Tô, iiiunaçanl Ulm, Slunicb, VilInch, Bcilune, Bassano et Vérone. Us uccupèrunl Bi'IIune, Bassano, Fcllre, et communiquaient avec les Autrichiens rentrés dans la Carniolc. Les insurgés présentaient déjà une masse de vingt mille hommes organisés en corps réguliers. La marche du prince Eugène sur l’archiduc avait totalement dégarni la Lombardie. Les escadres britanniques, les Autrichiens revenus sur l'isonzo, les Tyroliens, peut-être aussi les montagnards du l’icmonl, inquiétaient également le royaume d'Italie et les dcparleinens français. Le pape semblait leur donner le signal de rinvasion par l'excommunication fulminée le 10 juin contre N.i{M)léon. (a; signal fut entendu aussi des hérétiques. L’amiral Stuart,

sorti des ports de Sicile avec une grande flotte qui portail une arim'rc de quinze mille Anglais et Siciliens, sous les ordres du prince Léopold, parut, le 1:2, sur les côtes de Naples , et le 21$ devant la capitale. l.a marine napoliUioo oublia sa faiblesse et sc souvint des barbaries de Nelson; elle combattit avec gloire, elle repoussa vigoureusement le pa>iUon britannique. Les Anglais descendirent à Procida et à Ischia , dont le château sut résister à leurs attaques. Ils tentèrent aussi de sc rendre maîtres du fort de Scilla en Calabre ; mais le général Parlbouncaux les précipita dans la mer ci s'empara du matériel préparé pour le siège. Ne pouvant pas faire avec succès une guerre d'action, les Anglais sc bornèrent à en faire une de corruption et de menaces; ils sc placèrent aux lies de Ponza, qui sont entre Naples et Rome, espérant qu'un signal de la c6t,e romaine ou napolitaine leur annoncerait l'iiisurrcction de quelque province et leur pennclirail un débarquement. En attendant, iis jetèrent dans les deux pays des bandes de iiialfaileurs qui portèrent la terreur cl le meurtre jusqu'aux portes de Rome. D'autres agens répandirent de l'or et des proclamations. Le général Miollis, gouverneur des États romains, se trouvait placé au milieu des plus grands périls. Rome n'est distante de la mer que de cinq lieues. 11 pouvait, il devait entrer dans les combinaisons de l'expédition anglaise de fomenter une révolte, au moyeu de laquelle le Saint-Père aurait pu gagner la flollc britannique; c'eût été un véritable triomphe pour les apostats de la GrandeBretagne, de conduire le souverain pontife à PaIcrmect surtout à Cadix. Rome sc montrait partagée entre le Vatican que l'on respcclaitel l'excommunie que l'on craignait. La sagesse, la vigueur du général Miollis, l'cslimc dont il jouissait, allachaienl et contenaient les esprits; mais la ville n'était pas k l'abri d'un coup de main soutenu par un parti inléricur; aussi le roi Joachim, qui sentait toute rimporlaiicc de la conservation de celle capitale pour sauver la sienne, expédia quelques troupes de sa garde au général Miollis. Il crut également devoir renouveler, auprès de la consulte que l'Empereur avait chargée d'organiser les États romains, rinvilalioo de faire sortir Pic VII de Rome et de l'envoyer en France jusqu'à la paix. 1a.' roi motivait cctlc demande sur le péril que courait le pape lui-même si la guerre s'allumait dans Rome, divisée par les factions; il présentait en outre le Saint-Père, tant qu'il serait en Italie, comme un des chefs les plus dangereux de la coalition, cl comme riDSlrumcol le plus puissant dont se servait l'Angleterre pour exciter et alimenter les divisions et les complots dont Spoictte venait d'étre le théâtre. Le roi de Naples avait encore un autre

intérêt qu'il n’avouait |)a$, c'était celui de s'emparer de quelques {><«>rtions du territoire pontifical, de la Marche d’Ancône, par exemple, qu'il convoitait depuis long-temps. Cependant la cun

HISTOIRE DE NAl'OI.ÉON. 3ID suUc ne pouvait prendre la détermination que sullicilnüle roi de Naples : cette commission n'avait pas même la mission de suivre, auprès du pape, rcxccutioti du traité proposé par l'Empereur, traité en vertu duquel Pic Vil continuerait de résider à Home, avec un revenu de 2,000,000, et consentirait à la réunion de scs États à l'Empire français. Joachim résolut de recourir à d'autres moyens. Les premiers jours du mois de juin avaient été employés par Napoléon à préparer des mesures puissaiitcsde répression contre les insurrections du Tyrol, du Voralbcrg, derAIIemagne, contre Icsim cursiuns des troupes autrichiennes dans la Saxe et dans la Franconic. Le roi de Westphalic, le maréchal Kellcrmann, le général Junot, qui venait de remplacer ce dernier au commandement de l'armée d'observation de l'Elbe, le général de Beaumont, ont rempli les intentions de l'Empereur. L'armée du roi de Westphalie, forte de quinze mille hommes, avait expulsé le 25 les Autrichiens de Leipsick, et le 30 de Dresde. Un corps de huit cents hommes occupa Bregentz, un autre entra de vive force à Nuremberg, cl chassa de cette place les Autrichiens, que Junot rejeta en Bohême. Le maréchal Davoust s'empare d'Erigcrau sur le Danube, s'y forlilic, et porte son quartier-général à Haimbourg et bloque le port de Fresbourg. La ville de Neudstadt était le point de réunion des divisions de l'armée d'Italie; mais avant de les appeler auprès de lui, Napoléon veut qu'elles achèvent sous le prince Eugène ce qu'elles ont si glorieusement commencé. L'archiduc se trouvait toujours à Kormond ; le 9 juin , le vice-roi eut ordre de se mettre en mouvement sur cette ville; l'archiduc l'évacua le 7 et se dirigea sur Raab qu'il atteignit le 13, après avoir été inquiété dans sa marche par les trou}>cs d'Italie : il trouva Raab son frère l'archiduc Palatin à la tête de l'insurrection hongroise. I.e prince rangea son armée en bataille sur les hauteurs; scs forces réunies formaient quarante-cinq mille hommes. H eut affaire le jour même avec le général .Montbrun, qui ne l'avait pas perdu de vue depuis son départ de Kormond. Le lendemain 14, Eugène présenta le combat, cl prévint d'un jour les desseins de son adversaire. Le vice-roi saisit l'occasion de célébrer la journée de Marengo qui avait reconquis la patrie italienne, cl d'illustrer l'anniversaire de Friedland. Jamais bataille ne fut livrée par un général français sous de plus brillans auspices. L'action, très vive, dura quatre heures, et coûta aux Autrichiens plus de six mille hommes. Les archiducs se retirèrent sur Kormond, où le vice-roi les poursuivit

inutilement; ils avaient passé le Danube. La victoire de Raab devient pour Napoléon le signal de la reprise des opérations qu'il a méditées depuis la bataille d'Essling; mais Raab reste encore aux Autrichiens, cl le blocus de Presbourg n'est pas assuré. En conséquence. Napoléon presse la prise de Raab, investie depuis le 15 par le maréchal I.auriston. La tranchée s'ouvre le 19; le 21 le feu commence; le 22 la place capitule : elle avait deux mille hommes de garnison. Aussitêtque l'Empereur eut appris la reddition de cette forteresse, il ordonna au maréchal Davoust d'attaquer Presbourg et de sommer le commandant; cette sommation ayant été repoussée, le 27 notre artillerie lança des obus dans la ville. La sommation fut renouvelée et rejetée de nouveau; le feu continua jusqu'au milieu de la journée du 28. Alors l'archiduc Charles fil parvenir quelques plaintes à Napoléon sur ce bombardcmcnt,ct Napoléon y eut égard : l'attaque cessa ; mais le 291e maréchal reçut l'ordre de faire enlever à tout prix la tête de pont de Presbourg ou l'une des lies qui la flanquaient. Le général Gudin, chargé de cette expédition, la dirigea avec habileté, et en confia l'exécution au colonel Decouz, qui fit quatre cents prisonniers. Toutes! prêt dans l'ilc de Lobau, qui, pcmiaril quarante jours , devenue la place d'armes la plus formidable de l'Europe, a vu s'accomplir, graceau génie de l'Empereur, et sous la direction du général Bertrand, des miracles de conception et d'audace pour le passage du Danube. Trois grands ponts parallèles portés sur des pilotis, destinés i servir de roule à une armée de cent cinquante mille hommes, à une artillerie du cinq cents pièces de canon, n'attendent qu'un signal pour s'élever au-dessus des terribles eaux du Danube, et lier entre elles ces (les, à qui la piété guerrière de Napoléon a décerné les noms glorieux de Lannes, d'Espagne et de SaintHilaire, tués à Essling. Digitized by Google

sulte ne pouvait prendre la détermination que sollicitait le roi de Naples : cette commission n'avait pas même la mission de suivre, auprès du pape, l'exécution du traité proposé par l'Empereur, traité en vertu duquel Pie VII continuerait de résider à Rome, avec un revenu de 2,000,000, et consentirait à la réunion de ses États à l'Empire français. Joachim résolut de recourir à d'autres moyens.

Les premiers jours du mois de juin avaient été employés par Napoléon à préparer des mesures puissantes de répression contre les insurrections du Tyrol, du Voralberg, de l'Allemagne, contre les incursions des troupes autrichiennes dans la Saxe et dans la Franconie. Le roi de Westphalie, le maréchal Kellermann, le général Junot, qui venait de remplacer ce dernier au commandement de l'armée d'observation de l'Elbe, le général de Beaumont, ont rempli les intentions de l'Empereur. L'armée du roi de Westphalie, forte de quinze mille hommes, avait expulsé le 25 les Autrichiens de Leipsick, et le 30 de Dresde. Un corps de huit cents hommes occupa Bregentz, un autre entra de vive force à Nuremberg, et chassa de cette place les Autrichiens, que Junot rejeta en Bohême. Le maréchal Davoust s'empare d'Engerau sur le Danube, s'y fortifie, et porte son quartier-général à Haimbourg et bloque le port de Presbourg. La ville de Neudstadt était le point de réunion des divisions de l'armée d'Italie; mais avant de les appeler auprès de lui, Napoléon veut qu'elles achèvent sous le prince Eugène ce qu'elles ont si glorieusement commencé. L'archiduc se trouvait toujours à Kormond; le 9 juin, le vice-roi eut ordre de se mettre en mouvement sur cette ville; l'archiduc l'évacua le 7 et se dirigea sur Raab qu'il atteignit le 13, après avoir été inquiété dans sa marche par les troupes d'Italie : il trouva à Raab son frère l'archiduc Palatin à la tête de l'insurrection hongroise. Le prince rangea son armée en bataille sur les hauteurs; ses forces réunies formaient quarante-cinq mille hommes. Il eut affaire le jour même avec le général Montbrun, qui ne l'avait pas perdu de vue depuis son départ de Kormond. Le lendemain 14, Eugène présenta le combat, et prévint d'un jour les desseins de son adversaire. Le vice-roi saisit l'occasion de célébrer la journée de Marengo qui avait reconquis la patrie italienne, et d'illustrer l'anniversaire de Friedland. Jamais bataille ne fut livrée par un général français sous de plus brillans auspices. L'action, très vive, dura quatre heures, et coûta aux Autrichiens plus de six mille hommes. Les archiducs se retirèrent sur Kormond, où le vice-roi les poursuivit inutilement; ils avaient passé le Danube. La victoire de Raab devient pour Napoléon le signal de la reprise des opérations qu'il a méditées depuis la bataille d'Essling; mais Raab reste encore aux Autrichiens, et le blocus de Presbourg n'est pas assuré. En conséquence, Napoléon presse la prise de Raab, investie depuis le 15 par le maréchal Lauriston. La tranchée s'ouvre le 19; le 21 le feu commence; le 22 la place capitule : elle avait deux mille hommes de garnison. Aussitôt que l'Empereur eut appris la reddition de cette forteresse, il ordonna au maréchal Davoust d'attaquer Presbourg et de sommer le commandant; cette sommation ayant été repoussée, le 27 notre artillerie lança des obus dans la ville. La sommation fut renouvelée et rejetée de nouveau; le feu continua jusqu'au milieu de la journée du 28. Alors l'archiduc Charles fit parvenir quelques plaintes à Napoléon sur ce bombardement, et Napoléon y eut égard : l'attaque cessa; mais le 29 le maréchal reçut l'ordre de faire enlever à tout prix la tête de pont de Presbourg ou l'une des îles qui la flanquaient. Le général Gudin, chargé de cette expédition, la dirigea avec habileté, et en confia l'exécution au colonel Decouz, qui fit quatre cents prisonniers.

Tout est prêt dans l'île de Lobau, qui, pendant quarante jours, devenue la place d'armes la plus formidable de l'Europe, a vu s'accomplir, grace au génie de l'Empereur, et sous la direction du général Bertrand, des miracles de conception et d'audace pour le passage du Danube. Trois grands ponts parallèles portés sur des pilotis, destinés à servir de route à une armée de cent cinquante mille hommes, à une artillerie de cinq cents pièces de canon, n'attendent qu'un signal pour s'élever au-dessus des terribles eaux du Danube, et lier entre elles ces îles, à qui la piété guerrière de Napoléon a décerné les noms glorieux de Lannes, d'Espagne et de Saint-Hilaire, tués à Essling.

The text on this page is estimated to be only 28.50% accurate

320 iriSTOinE DE NAPOLÉON. CHAPITRE III. CATAILLE o'EnZEBSDORF, DE WAGRAI. ARII&TirjE DI E^lAfX. — tXPEDITI07« DES AACI.AIS H'R L*SSCAIT.~E!^LEVElEAT D|i PAPE A RÜII. — APrAIREA B*£SPAf:!l|.'— CAVPAG.AR VARITIME DES ANGLAIS. 1/ARiti (Je l'nrchiduc Charles occupe Essling, Aspern^ Eiizersdorf et la rive droite du Danube, liés par des ouvrages hi'rissés d'une artillerie fur* midabic. Le 30 juin au soir le maréchal Masséna apporta, dans nie de Lobau, Tordre de rétablir Tancicn passage qui avait servi pour la bataille d'KssIing. Kn cinq quarts d'heure le pont se termine, sous la protection de Tartilleric. Une brigade franchit le fleuve, et enlève deux bataillons autrichiens. 1.C 1" juillet, TEni(>ereur commande de s'emparer de nie du Blüulin. Ll; chef de bataillon Pelct, aidc-dc-camp de Masséna, se chargt* de cette expédition, réputée impossible; le 2, il prend six cents voltigeurs, et sous le feu le plus terrible, il 0{>èrc sa descente, tue cent Autrichiens, repousse toutes les attaques, tandis que derrière lui, en deux heures, malgré tout TclTort de Tartilleric ennemie, s'élève un pont de soixante-dix toises rdcnouvelleslroupcs s'y précipitent. L'Ilc était prise, et fut armée de plusieurs batteries. Ces deux expéditions, de même que celle de Davoust, devant Prcsboiirg après le bombardement, ont pour but d'attirer les regards de Tnrchiduc, et de le tromper sur le véritable point d'attaque. Hien n'arrètait plus Texécution du plan que Napoléon avait mûri pour la bataille, pendant le r(s pos deSchœnhruiin et de Lobau. L'ordre est donné aux troupes qui occupent Komorn, Gratz, Lintz, de rallier la grande armée. I.e 4, dans la nuit, tous ces corps étaient réunis sous Tetendard iinpiTial. Ils forment cent cinquante mille boinnics, avec une .'irlilloric de quatre cents pièces. Le même jour, à une heure après midi, TEmpcrcur ordonne d'engager Taction à huit heures du soir. On consacra la nuit (lu 4 au 5 au passage de toute Tarmée. I.c feu continuel de cent neuf pièces de gros calibre, joint aux roulomons de la foudre et aux sillonnemens des éclairs, annonça et montra à Tarcbiduc la route que Napoléon s'était réservée. Mais cette fuis la tempête fut maUriséc, et Napoléon préluda , par la victoire des clémens, à celle qu'il allait remporter sur les Autrichiens. Enfin le soleil se lève dans tout son éclat, et Tarmée radieuse se range flèremenl en bataille sur la rive gauche du fleuve. Les plaines de Marchfeld sont le lhé.ilre où le sort de l'Autriche, et non celui de la coalition, va se décider. Napoléon avait

employé toute cette terrible nuit à diriger lui-même, à pied , le passage de scs colonnes sur tous les ponts. Aux premiers rayons du jour il était à cheval, pariant à son armée. Les deux masses s’observèrent pendant quelque temps. A midi Napoléon se porta en avant; bientôt Tarchiduc vit tous ses ouvrages tournés, et dut évacuer Enzersdorf, qui ne tarda pas à paraître en flammes. ^ Les villages d'Essling et d’Asperti, qui avaient coûté tant de sang à Tune et à Taulrc année, ne devaient pas être les seuls témoins d’une lutte entre les deux empires; ils furent traversés par la bataille. 1/archiduc a pris retraite sur Wagram cl sur Straniersdorf; vers six heures, Tarmée française est sur le Itussbach ; elle s'étend vers Dreitenlée. Nous attaquons le centre de Tarchiduc. Macdonald enfonce sa ligne, mais le prince accourt avec scs réserves : au milieu de la mêlée, il reçoit une blessure; les troupes autrichiennes partagent les Digitized by Google

CHAPITRE III.

BATAILLE D'ENZERSDORF, DE WAGRAM, ARMISTICE DE ZNAIM.—EXPÉDITION DES ANGLAIS SUR L'ESCAUT.—ENLÈVEMENT DU PAPE A ROME.—AFFAIRES D'ESPAGNE.—CAMPAGNE MARITIME DES ANGLAIS.

L'armée de l'archiduc Charles occupe Essling, Aspern, Enzersdorf et la rive droite du Danube, liés par des ouvrages hérissés d'une artillerie formidable.

Le 30 juin au soir le maréchal Masséna apporta, dans l'île de Lobau, l'ordre de rétablir l'ancien passage qui avait servi pour la bataille d'Essling. En cinq quarts d'heure le pont se termine, sous la protection de l'artillerie. Une brigade franchit le fleuve, et enlève deux bataillons autrichiens.

Le 1er juillet, l'Empereur commande de s'emparer de l'île du Moulin. Le chef de bataillon Pelet, aide-de-camp de Masséna, se charge de cette expédition, réputée impossible; le 2, il prend six cents voltigeurs, et sous le feu le plus terrible, il opère sa descente, tue cent Autrichiens, repousse toutes les attaques, tandis que derrière lui, en deux heures, malgré tout l'effort de l'artillerie ennemie, s'élève un pont de soixante-dix toises : de nouvelles troupes s'y précipitent. L'île était prise, et fut armée de plusieurs batteries. Ces deux expéditions, de même que celle de Davoust, devant Presbourg après le bombardement, ont pour but d'attirer les regards de l'archiduc, et de le tromper sur le véritable point d'attaque.

Rien n'arrêtait plus l'exécution du plan que Napoléon avait mûri pour la bataille, pendant le repos de Schœnbrunn et de Lobau. L'ordre est donné aux troupes qui occupent Komorn, Gratz, Lintz, de rallier la grande armée. Le 4, dans la nuit, tous ces corps étaient réunis sous l'étendard impérial. Ils forment cent cinquante mille hommes, avec une artillerie de quatre cents pièces. Le même jour, à une heure après midi, l'Empereur ordonne d'engager l'action à huit heures du soir. On consacra la nuit du 4 au 5 au passage de toute l'armée. Le feu continuel de cent neuf pièces de gros calibre, joint aux roulemens de la foudre et aux sillonnemens des éclairs, annonça et montra à l'archiduc la route que Napoléon s'était réservée. Mais cette fois la tempête fut maîtrisée, et Napoléon préluda, par la victoire des élémens, à celle qu'il allait remporter sur les Autrichiens. Enfin le soleil se lève dans tout son éclat, et l'armée radieuse se range fièrement en bataille sur la rive gauche du fleuve. Les plaines de Marchfeld sont le théâtre où le sort de l'Autriche, et non celui de la coalition, va se décider. Napoléon avait employé toute cette terrible nuit à diriger lui-même, à pied, le passage de ses colonnes sur tous les ponts. Aux premiers rayons du jour il était à cheval, parlant à son armée. Les deux masses s'observèrent pendant quelque temps. A midi Napoléon se porta en avant; bientôt l'archiduc vit tous ses ouvrages tournés, et dut évacuer Enzersdorf, qui ne tarda pas à paraître en flammes. Les villages d'Essling et d'Aspern, qui avaient coûté tant de sang à l'une et à l'autre armée, ne devaient pas être les seuls témoins d'une lutte entre les deux empires; ils furent traversés par la bataille. L'archiduc a pris retraite sur Wagram et sur Stramersdorf; vers six heures, l'armée française est sur le Russbach; elle s'étend vers Breitenlée. Nous attaquons le centre de l'archiduc. Macdonald enfonce sa ligne, mais le prince accourt avec ses réserves : au milieu de la mêlée, il reçoit une blessure; les troupes autrichiennes partagent les

Digitized by Google

HlSTOmE DK NAPOLÉON. 5âl périls et rimpclnositc de leur chef. I.cs divisions d

périls et l'impétuosité de leur chef. Les divisions de Macdonald et d'Oudinot sont ramenées en-deçà du Russbach; une terreur panique s'est emparée de ces braves soldats, que le nombre n'avait jamais effrayés : la nuit trompa peut-être leur courage. Enfin, ralliés autour de l'invincible garde, ils se reforment sous les regards de Napoléon, et volent reprendre leur position sur le Russbach. Bernadotte, qui devait enlever Wagram, ne fit qu'y paraître; ses Saxons furent chassés de ce village et se retirèrent sur Aderklaa, que, peu d'heures après, ils quittèrent sans ordre. Le Russbach vit terminer à onze heures du soir la journée d'Enzersdorf; une grande partie de l'armée ennemie n'avait pas encore été engagée. L'archiduc passa la nuit sur les hauteurs de Wagram.

C'est aussi Wagram qui frappe les yeux de Napoléon au réveil de son armée; mais, au moment où il va donner la bataille, les Autrichiens prennent l'offensive. Quatre mille toises règnent sur le front des deux armées : Napoléon les parcourt avec la rapidité de l'éclair, et en courant il désigne de la main à ses maréchaux les hauteurs de Russbach, de Neusiedel, de Baumersdorf, de Wagram; pantomime éloquente, terrible, que chaque chef comprend, à laquelle chaque soldat brûle d'obéir. Un vivat général répond à cet ordre muet de vaincre ou de mourir.

L'attaque commence à Aderklaa, poste important aux deux armées, poste que Bernadotte a abandonné, que l'archiduc a repris. Ce village rappelle aux combattans les scènes d'Aspern et d'Essling; il change plusieurs fois de maître en peu d'instans, et demeure en définitive à l'archiduc, qui y lance de nombreux renforts. Bernadotte est revenu à Aderklaa avec ses Saxons; ils fuient de nouveau, et Masséna les fait charger pour les ramener à l'ennemi. Cependant Napoléon a paru, et l'ordre se rétablit à la gauche, que le dernier choc a troublée; Napoléon met pied à terre et monte dans la calèche de Masséna. La direction d'Aspern, occupée par Boudet avant le jour, est donnée à l'armée; le quatrième corps défile en tête. La droite de l'archiduc entre en ligne à dix heures; elle s'étend du Danube à Wagram; soixante pièces la précèdent : elle prend à revers l'armée française, menace l'île de Lobau et les ponts. Napoléon marche aussi; cent pièces d'artillerie, qui couvrent une demi-lieue de terrain en avant de son armée, vomissent la mort et brisent les masses terribles dont rien ne semblait pouvoir arrêter le mouvement. Notre artillerie reste engagée entre les deux armées, mais elle est bientôt soutenue par Macdonald, par la garde à pied et à cheval. Napoléon se tenait au milieu du feu, à la gauche de la division Lamarque, qui souffrait beaucoup; ce général court à lui, et au nom du salut de l'armée le conjure de se retirer. Tout-à-coup un aide-de-camp de Masséna arrive pour avertir l'Empereur que le corps de Klenau est derrière son armée; que Boudet, repoussé dans l'île de Lobau, a perdu ses canons. Napoléon regardait la tour de Neusiedel, et ne répondait pas; enfin il aperçoit le feu de Davoust qui la dépasse. « *Allez*, dit-il à l'aide-camp, *courez dire à Masséna qu'il attaque, et que la bataille est gagnée.* » Macdonald, Oudinot, Davoust, reçoivent l'ordre de presser, de forcer leurs attaques. Il est près de midi; le clocher de Süssenbrunn est le centre de l'archiduc : là se précipite la tempête, à qui Napoléon vient de donner le signal. Rien ne lui résiste; déjà le fameux poste d'Aderklaa et celui de Breitenlée sont derrière nous. La terrible colonne de Macdonald, comme un coin de granit lancé par un volcan, se fait jour et perce le centre des Autrichiens. Macdonald se trouve avec quinze cents hommes seulement au-delà de la ligne ennemie, les autres sont restés dans la route sanglante qu'il a frayée; il s'arrête en avant de Süssenbrunn, et compte les braves qui l'ont suivi. Ces débris de huit bataillons ne forment plus qu'un bataillon sacré qui a vaincu à Wagram. Le général Lamarque eut quatre chevaux tués sous lui, et vit tomber ses six ordonnances; jamais la mort n'a moissonné de si près. Cependant l'heure de la victoire n'était pas encore arrivée; elle avait été préparée par les prodiges de valeur du corps de Davoust et de celui d'Oudinot, qui ont dispersés les troupes de Hohenzollern, après les avoir chassées des hauteurs de Russbach. Rosemberg a subi le même sort autour de Neusiedel; six généraux autrichiens furent mis hors de combat dans l'affreuse mêlée qui précéda la prise de la tour de Neusiedel. Cette tour avait cédé enfin à l'opiniâtreté de Davoust; le brave général Gudin y fut blessé quatre fois, à côté du maréchal. De même, à l'extrémité de la ligne, Masséna a poursuivi, sans s'étonner un seul moment, sa marche de flanc, malgré le feu d'une artillerie formidable et les assauts de la cavalerie ennemie. Déjà le maréchal avait repris Essling et avançait sur Aspern, lorsque le canon du centre l'avertit que c'était contre l'aile droite des Autrichiens qu'il devait lancer ses colonnes.

A une heure, la face de la bataille a changé; la grande armée a repris l'offensive. Davoust et Oudinot ont appuyé Macdonald, qui, après avoir encore enlevé le village de Gerasdorf, bivaqua à Brunn, où la nuit vint interrompre le feu. L'aile droite achevait aussi son mouvement en combattant. Davoust s'établit à Wagram; Masséna à Léopoldau : là succomba le premier, peut-être, de nos généraux de cavalerie, Lasalle, dans une charge à fond pendant laquelle sa bouillante ardeur l'entraîna au milieu des carrés

The text on this page is estimated to be only 29.18% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. Autrichiens; la I>allc d'un fantassin l'atteignit au front : sa murt fut vengée, et sa mémoire ne périra point. On dressa la tente de Napoléon entre les villages d'AderkIaa et Raebsdorf, qui avaient coûté tant de sang aux deux armées. Leurs pertes furent k peu prés égales; cinquante mille hommes environ restèrent sur le champ de bataille, ou entrèrent aux hôpitaux; trente pièces de canon, plusieurs drapeaux, vingt mille prisonniers, tombèrent entre nos mains. Les Français curent à regretter les généraux Lasalle, Oaiilhier, Lacour, cl sept colonels; lu maréchal Hessiéres et vingt généraux avaient reçu'dcs blessures. Napoléon embrassa Macdonald et le nomma maréchal, ainsi qu'Oudinot et Blarniont; il prononça aussi la dissolution du neuvième corps que commandait Bcrnadolle. L'ennemi eut trois généraux lues et dix blessés; parmi ces derniers on comprit l'archiduc Charles, qui, pendant toute cettejournùe,n'avaitinanquc aucune occasion de payer de sa personne, et avait été atteint pour la seconde fois au fort de la mêlée, vers le milieu de la bataille. 11 déploya, comme toujours, le courage du guerrier intrépide et les lalens du grand capitaine; il n'avait poiulctèobéi de sou frère Jean, depuis l'arruée de ce prince à Kormuud. Le généralissime ^ Ut sa retraite en bon ordre. Napoléon suivit ou plutôt chercha l'armée autrichienne; le soir, il porta son quartier-général k Wol- | kersdurf. Bcrnadotlc s'y présenta, mais l'Empereur j ne voulut point le recevoir; Napoléon cl toute l'armée avaient contre lui d'anciens et de nouveaux griefs : Bcrnadolle s'clait montré faible à Austcrliti; à Aucrslaedt, il laissa Davoust se battre seul contre le rot de Prusse; après Essling, sa conduite donna lieu aussi à de Justes reproches. Le 5 Juillet au soir, il attaqua mollement Wagratn ; il abandonna le poste important d'AderkIaa, sous prétexte qu'il se voyait trop aventuré. Dans la matinée du 6, la déroule de scs Saxons avait été un scandale pour rarmée. Ce fut, assure-t-on, après la journée d'Essling, que Bernadolle osa dire à Napoléon gue l'armée française u'élaitpiuscelle L'Empereur lui répondit: « Mon armée est toujours la mémc;iliry a dechangé U que quelques hommes que je ne reconnais plus. » Le 7 juillet, Bernadotlc, qui, dès le début de la campagne, n'avait cessé d'écrire et de faire dire à Napoléon qu'il ne pouvait rien exécuter avec les Saxons, publia k son bivac de Léopoldau un ordre du jour dans lequel on lisait » que les Saxons, au « nombre de sept à huit mille, avaient, à la bataille •> du 1$^ percé le centre de l'année ennemie, malgré U

les cITurtsde quarante mille hommes et cinquante •1 bouches à feu ; qu'ils avaient combattu jusqu'à ■> minuit, et bivaque au milieu des lignes autri- ' « chiennes ; que le 6 ils avaient recommencé le I « combat. Au milieu des ravages de rartillcrîe cn« ricmie, disait encore l'ordre du jour, vos colonnes « vivantes sont resté es immubilesconitiicrairain. I^ Il grand NapuUVon vous compte aussi parmi ses •I braves. » Celle pièce parut dans les journaux allemands. BernadoUe , après le refus qu'il avait éprouvé à Wolkersdorf, était parti mécontent pour Paris. Bientôt rEtn{>ereur donna, à Schrœnbrunn. un ordre du jour dans lequel « il témoignait son « mécoiilenteineul «nu maréchal prince de PoutoK tlorvo pour son ordre du jour, et le déclarait con« traire à la vérité, à la politique et à l'hoQucur M naliiuial...; ajoutant que, loin d'avoir été immou bile comme l'airain, le corps du prince de Ponleu Corvo avait battu le premier en retraite... cl que « c'était au maréchal Macdonald et à scs troupes U qu'claildü l'éloge que Bernadoltc s'attribuait.... « S. M. désire que ce témoignage de son mccoiiten« Icmenl serve d'exemple, (tour qu'aucun maréchal H ne s'attribue la gloire qui appartient aux au» 1res... » Cc(>eiidant Davoust cl Marmont ont l'ordre de suivre reonemi sur Nicoisbuug, cl Masséna sur Znalin; Na|)oléun, avec la garde, le corps d'Oudinol et l'armée d'Italie, occupait l'intervalle de ces deux directions. Il visita le Ihéilrc de son triomphe, et chargea spécialement tesduesde Friuul eide Bassano du soin de faire enlever les blesses des deux armées; onen transporta trente mille aux hôpitaux de Vienne. M, Bignon, appelé de sa légation de Carlsruhe à Vienne, avait, accompagne des auditeurs du Conseil d'Élat restés dans cette ville, pourvu aux premiers besoins en ordonnant de distribuer des vivres cl des inèdicamcns aux blessés, avant de les placer sur les voilures. L'hospitalité du champ de bataille fut conslainmenl inséparable de la gloire militaire de Napoléon. Masséna, dans sa marche, enleva la ville de Korneubourg. Il apprit, des prisonniers et des habitatus, qu'il était sur les traces de l'archiduc. Ce prince altendail les Français sur les hauteurs de Mallcbern. Le 8 au soir, Masséna reçoit l'ordre de suivre en toute haie la roule de Znaîm, et Davoust celle de \Vûlfersdorf. Napoléon veut prévenir la jonction des deux archiducs, qui peuvent opérer un mouscuicnt combiné sur Vienne. Toujours habile et prévoyant, il ordonne, à Vienne, de porter l'armement à cent bouches à feu, la garnison à six mille hommes, avec des vivres poursix mois;de rétablir le pont sur pilotis et d'élever des ouvrages pour le conserver. Fassau, Lintz, Mœlk, Gollweig, Raab, seront mises

également en étal de défense. Le prince Eugène, renforcé des Saxons de Bcrnadolle et des Wurleinbergeois, est charge, avec une armée de cinquante mille hommes, de veiller sur l'archiduc Jean et sur Die'

autrichiens; la balle d'un fantassin l'atteignit au front : sa mort fut vengée, et sa mémoire ne périra point. On dressa la tente de Napoléon entre les villages d'Aderklaa et Rachsdorf, qui avaient coûté tant de sang aux deux armées. Leurs pertes furent à peu près égales; cinquante mille hommes environ restèrent sur le champ de bataille, ou entrèrent aux hôpitaux; trente pièces de canon, plusieurs drapeaux, vingt mille prisonniers, tombèrent entre nos mains. Les Français eurent à regretter les généraux Lasalle, Gauthier, Lacour, et sept colonels; le maréchal Bessières et vingt généraux avaient reçu des blessures. Napoléon embrassa Macdonald et le nomma maréchal, ainsi qu'Oudinot et Marmont; il prononça aussi la dissolution du neuvième corps que commandait Bernadotte. L'ennemi eut trois généraux tués et dix blessés; parmi ces derniers on comprit l'archiduc Charles, qui, pendant toute cette journée, n'avait manqué aucune occasion de payer de sa personne, et avait été atteint pour la seconde fois au fort de la mêlée, vers le milieu de la bataille. Il déploya, comme toujours, le courage du guerrier intrépide et les talens du grand capitaine; il n'avait point été obéi de son frère Jean, depuis l'arrivée de ce prince à Kormond. Le généralissime fit sa retraite en bon ordre.

Napoléon suivit ou plutôt chercha l'armée autrichienne; le soir, il porta son quartier-général à Wolkersdorf. Bernadotte s'y présenta, mais l'Empereur ne voulut point le recevoir; Napoléon et toute l'armée avaient contre lui d'anciens et de nouveaux griefs : Bernadotte s'était montré faible à Austerlitz; à Auerstaedt, il laissa Davoust se battre seul contre le roi de Prusse; après Essling, sa conduite donna lieu aussi à de justes reproches. Le 5 juillet au soir, il attaqua mollement Wagram; il abandonna le poste important d'Aderklaa, sous prétexte qu'il se voyait trop aventuré. Dans la matinée du 6, la déroute de ses Saxons avait été un scandale pour l'armée. Ce fut, assure-t-on, après la journée d'Essling, que Bernadotte osa dire à Napoléon *que l'armée française n'était plus celle de* 1795. L'Empereur lui répondit : « Mon armée est toujours la même; il n'y a de changé « que quelques hommes que je ne reconnais plus. » Le 7 juillet, Bernadotte, qui, dès le début de la campagne, n'avait cessé d'écrire et de faire dire à Napoléon qu'il ne pouvait rien exécuter avec les Saxons, publia à son bivac de Léopoldau un ordre du jour dans lequel on lisait « que les Saxons, au « nombre de sept à huit mille, avaient, à la bataille « du 5, percé le centre de l'armée ennemie, malgré « les efforts de quarante mille hommes et cinquante « bouches à feu; qu'ils avaient combattu jusqu'à « minuit, et bivaqué au milieu des lignes autri- « chiennes; que le 6 ils avaient recommencé le « combat. Au milieu des ravages de l'artillerie en- « nemie, disait encore l'ordre du jour, vos colonnes « vivantes sont restées immobiles comme l'airain. Le « grand Napoléon vous compte aussi parmi ses « braves. » Cette pièce parut dans les journaux allemands. Bernadotte, après le refus qu'il avait éprouvé à Wolkersdorf, était parti mécontent pour Paris. Bientôt l'Empereur donna, à Schrœnbrunn, un ordre du jour dans lequel « il témoignait son « mécontentement au maréchal prince de Ponte- « Corvo pour son ordre du jour, et le déclarait con- « traire à la vérité, à la politique et à l'honneur « national...; ajoutant que, loin d'avoir été immo- « bile comme l'airain, le corps du prince de Ponte- « Corvo avait battu le premier en retraite... et que « c'était au maréchal Macdonald et à ses troupes « qu'était dû l'éloge que Bernadotte s'attribuait.... « S. M. désire que ce témoignage de son méconten- « tement serve d'exemple, pour qu'aucun maréchal « ne s'attribue la gloire qui appartient aux au- « tres... »

Cependant Davoust et Marmont ont l'ordre de suivre l'ennemi sur Nicolsboug, et Masséna sur Znaïm; Napoléon, avec la garde, le corps d'Oudinot et l'armée d'Italie, occupait l'intervalle de ces deux directions. Il visita le théâtre de son triomphe, et chargea spécialement les ducs de Frioul et de Bassano du soin de faire enlever les blessés des deux armées; on en transporta trente mille aux hôpitaux de Vienne. M. Bignon, appelé de sa légation de Carlsruhe à Vienne, avait, accompagné des auditeurs du Conseil d'État restés dans cette ville, pourvu aux premiers besoins en ordonnant de distribuer des vivres et des médicamens aux blessés, avant de les placer sur les voitures. L'hospitalité du champ de bataille fut constamment inséparable de la gloire militaire de Napoléon.

Masséna, dans sa marche, enleva la ville de Korneubourg. Il apprit, des prisonniers et des habitans, qu'il était sur les traces de l'archiduc. Ce prince attendait les Français sur les hauteurs de Mallebern. Le 8 au soir, Masséna reçoit l'ordre de suivre en toute hâte la route de Znaïm, et Davoust celle de Wülfersdorf. Napoléon veut prévenir la jonction des deux archiducs, qui peuvent opérer un mouvement combiné sur Vienne. Toujours habile et prévoyant, il ordonne, à Vienne, de porter l'armement à cent bouches à feu, la garnison à six mille hommes, avec des vivres pour six mois; de rétablir le pont sur pilotis et d'élever des ouvrages pour le conserver. Passau, Lintz, Mœlk, Gottweig, Raab, seront mises également en état de défense. Le prince Eugène, renforcé des Saxons de Bernadotte et des Wurtembergeois, est chargé, avec une armée de cinquante mille hommes, de veiller sur l'archiduc Jean et sur

HISTÜIBE 1>K NAPOLÉON. 3» Vienne. Macdonald garde le théâtre de sa gloire, le pays entre la March et le Danube, le Marchfeld. Davoust fait enlever, le 9, la ville de Nicolshourg parses dragons. Après une affaire très vive, Masséna s'empare d'Hullabrûnn. L'archiduc n'est qu'à deux lieues de celle ville, à Guntcrsdorf; il occupe la route de Znafm : il soutient sa retraite avec des forces supérieures; mais, dans la crainte d'étrc à la fois prévenu à Znafm par Harmont, poursuivi par Hasséna , pris en (lanc par Napoléon , il se porte vivement à Brenditz, d'où il peut dominer la pour> suite desdeux maréchaux, et il s'arrête jusqu'au 12. En effet, Marmonl ayant passé la Taja, s'avancait sur Znalm,et,le 10, parut en face de Tesswilz. Très étonnéde trouver devant Znalm toute l'armée autrichienne, ils'ctahlitàTcsswitz, s'yvilbienlôtattaqué, eut l'honneur d'y soutenir un combat très chaud, {lendant lequel ce bourg, priset repris plusieurs fois, linit par nous rester. Le soir, le général Bellcgarde écrivit au maréchal que le prince de Lichtenstein se rendait auprèsde l'empereur Napoléon pour demander une suspension d'armes. Tandis que Marmonl se l>allail à Tesswitz, Hasséna s'emparait de vive force deGuntcrsdorf,eirEmpercurscdirigcait sur Znafm; il arriva devant cette ville comme Masséna était déjà engagé. II mit bientôt en mouvement le corps de Harmont; il pressa la marche de Davoust et d'Oudinot, afin de réunir autour de lui, avant l'arrivée du prince de Lichtenstein, les moyens de recevoir avec plus d'avantage la demande dont le négociateur autrichien était chargé. On se battait dans les faulK)urg$ de Znafm, quand, à sept heures du soir, au moment où Masséna ordonnait l'attaque de la ville et où l'action était le plus acharnée, arriva la nouvelle de la conclusion d'un armistice : les officiers des doux armées qui sont envoyés pour la faire connaître aux combattans, n'y parviennent qu'au péril de leur vie, et reviennent blessés rendre compte de leur mission. Napoléon, dans la nuit du 11 au 12, avait reçu le prince de Lichtenstein, qui lui était déjà connu par le traité de Bresbourg, et il avait voulu soumettre l'importante question derarmisticc aux principaux personnages civils et militaires qui se trouvaient prés de lui. Celte question fut agitée avec la plus grande liberté; la majorité sc prononça pour la continuation des hostilités; mais Napoléon mit fin à la discussion en disant ; <> H y a eu a$$es M de tang tereé, n 11 y en eut bien davantage, pour n'avoir pas poussé cette guerre à outrance! Cet homme, que l'on s'est vaineroont efforcé de présenter comme insatiable de combats, était toujours

désarmé par l’asiK'Ct du champ de bataille, où il restait victorieux. Là, pensif, assis sur d'innnenses trophées, il guettait avec autant d’impalicncc l’arrivée d'un parlementaire, qu'il avait saisi le matin l’occasion de la victoire. Ce n’était point ainsi qu’avaient agi Alexandre, César et Charlemagne.. Aussi ne furent-ils pas arrêtés par les relourrde la fortune. La modération dans le succès a tué Napoléon; une conduite contraire a fait triompher tous ses ennemis. Bresbourg et Tilsilt devaient changer le sort de l’Europe, et donner un Charlemagne au XIX* siècle. A Wagram, il était déjà trop tard. Le vieux Thugul parait avoir pressenti celte destinée; car en 1801$ il parla à son maître de préluder jour un lien de famille à l’alliance de 1756, dont il conseillait le rétablissement. Probablement l’empereur François s’en souvint quand, après la bataille de Znafm, il écrivit à l’empereur Napoléon>9ua/ep/ur beau tempe dee deux coure était celui oùelleeacaient été étroitement liéee» L’armistice était d’un mois, avec quinte jours d’avertissement; il livrait à l’armée française plus du tiers du territoire autrichien, et plus de huit millions d’babitans. L’empereur François ne reconnut celle trêve que le 18 juillet. Il désavoua d’abord son frère, qui avait si vaillamment combattu pour défendre la monarchie , qui la sauvait par la convcnlioa de Znalm cl lut conservait sa dernière armée; en effet à quelques heures près, l’archiduc manqua d’èlrc écrasé avec elle devant Znafm. L’ar-* inislicc ne fut également pas reconnu, pendant toute sa durée, des insurgés tyroliens, avec lesquels Napoléon dut traiter par reolrcmise du générai Rusca, lorsque Lefebvre eut encore échoué dans cette guerre implacable. Il en fut de môme de toutes cescoritréesdc l’Allemagneoù l’Autriche guerroyait, soit parses partisans, soit par le duc de Brunswick et les chefs déjà connus de l’Allemagne septcnlrionaie. Le 9, le général Kicnniayer battit Junul à Gcfrccs. Le roi de Wcsiphalic conduisit pendant celte époque une campagne laborieuse, dont l'esprit de désertion parmi ses troupes fut le principal fléau. Le duc de Brunswick rentra dans scs États, revit sa capitale, sa patrie, combattit arec gloire, et ne céda le champ de bataille qu’avec l’espérance d'y reparaître bientôt à la tétcd’unearméeanglaisequ’il alla attendre à Heliguland. Plusieurs dcbarqiiemcns de troupes britanniques avaient eu lieu du 7 au 8 juillet, à Guxhavcn cl sur les côtes. Hcligoland servait de place d’armes à cesexi>édilions. Tout le pays d'Osnabruck s’élail soulevé. Le Hanovre partagea un moment ce mouvement insurrectionnel. Tout conspirait contre l’armistice do Znafm. La disgrâce du généralissime offrit la preuve la moins

honorable des mauvaises dispositions et de la pcrfidiede la maison d’Autriche. .\près avoir soutenu une lutte glorieuse pour ses armes, l’archiduc Charles tomba dans une embùcliede cabinet, et succomba à la meme intrigue qui avait résolu celle gui'rrc, intrigue qui. dans le

Vienne. Macdonald garde le théâtre de sa gloire, le pays entre la March et le Danube, le Marchfeld. Davoust fait enlever, le 9, la ville de Nicolsbourg par ses dragons. Après une affaire très vive, Masséna s'empare d'Hollabrünn. L'archiduc n'est qu'à deux lieues de cette ville, à Guntersdorf; il occupe la route de Znaïm : il soutient sa retraite avec des forces supérieures; mais, dans la crainte d'être à la fois prévenu à Znaïm par Marmont, poursuivi par Masséna, pris en flanc par Napoléon, il se porte vivement à Brenditz, d'où il peut dominer la poursuite des deux maréchaux, et il s'arrête jusqu'au 12.

En effet, Marmont ayant passé la Taja, s'avançait sur Znaïm, et, le 10, parut en face de Tesswitz. Très étonné de trouver devant Znaïm toute l'armée autrichienne, il s'établit à Tesswitz, s'y vit bientôt attaqué, eut l'honneur d'y soutenir un combat très chaud, pendant lequel ce bourg, pris et repris plusieurs fois, finit par nous rester. Le soir, le général Bellegarde écrivit au maréchal que le prince de Lichtenstein se rendait auprès de l'empereur Napoléon pour demander une suspension d'armes. Tandis que Marmont se battait à Tesswitz, Masséna s'emparait de vive force de Guntersdorf, et l'Empereur se dirigeait sur Znaïm; il arriva devant cette ville comme Masséna était déjà engagé. Il mit bientôt en mouvement le corps de Marmont; il pressa la marche de Davoust et d'Oudinot, afin de réunir autour de lui, avant l'arrivée du prince de Lichtenstein, les moyens de recevoir avec plus d'avantage la demande dont le négociateur autrichien était chargé. On se battait dans les faubourgs de Znaïm, quand, à sept heures du soir, au moment où Masséna ordonnait l'attaque de la ville et où l'action était le plus acharnée, arriva la nouvelle de la conclusion d'un armistice : les officiers des deux armées qui sont envoyés pour la faire connaître aux combattans, n'y parviennent qu'au péril de leur vie, et reviennent blessés rendre compte de leur mission. Napoléon, dans la nuit du 11 au 12, avait reçu le prince de Lichtenstein, qui lui était déjà connu par le traité de Presbourg, et il avait voulu soumettre l'importante question de l'armistice aux principaux personnages civils et militaires qui se trouvaient près de lui. Cette question fut agitée avec la plus grande liberté; la majorité se prononça pour la continuation des hostilités; mais Napoléon mit fin à la discussion en disant : « *Il y a eu assez « de sang versé.* » Il y en eut bien davantage, pour n'avoir pas poussé cette guerre à outrance! Cet homme, que l'on s'est vainement efforcé de présenter comme insatiable de combats, était toujours désarmé par l'aspect du champ de bataille, où il restait victorieux. Là, pensif, assis sur d'immenses trophées, il guettait avec autant d'impatience l'arrivée d'un parlementaire, qu'il avait saisi le matin l'occasion de la victoire. Ce n'était point ainsi qu'avaient agi Alexandre, César et Charlemagne. Aussi ne furent-ils pas arrêtés par les retours de la fortune. La modération dans le succès a tué Napoléon; une conduite contraire a fait triompher tous ses ennemis. Presbourg et Tilsitt devaient changer le sort de l'Europe, et donner un Charlemagne au XIX^e^ siècle. A Wagram, il était déjà trop tard. Le vieux Thugut paraît avoir pressenti cette destinée; car en 1805 il parla à son maître de préluder *par un lien de famille* à l'alliance de 1756, dont il conseillait le rétablissement. Probablement l'empereur François s'en souvint quand, après la bataille de Znaïm, il écrivit à l'empereur Napoléon *que le plus beau temps des deux cours était celui où elles avaient été étroitement liées.*

L'armistice était d'un mois, avec quinze jours d'avertissement; il livrait à l'armée française plus du tiers du territoire autrichien, et plus de huit millions d'habitans. L'empereur François ne reconnut cette trêve que le 18 juillet. Il désavoua d'abord son frère, qui avait si vaillamment combattu pour défendre la monarchie, qui la sauvait par la convention de Znaïm et lui conservait sa dernière armée; en effet à quelques heures près, l'archiduc manqua d'être écrasé avec elle devant Znaïm. L'armistice ne fut également pas reconnu, pendant toute sa durée, des insurgés tyroliens, avec lesquels Napoléon dut traiter par l'entremise du général Rusca, lorsque Lefebvre eut encore échoué dans cette guerre implacable. Il en fut de même de toutes ces contrées de l'Allemagne où l'Autriche guerroyait, soit par ses partisans, soit par le duc de Brunswick et les chefs déjà connus de l'Allemagne septentrionale. Le 9, le général Kienmayer battit Junot à Gefrees. Le roi de Westphalie conduisit pendant cette époque une campagne laborieuse, dont l'esprit de désertion parmi ses troupes fut le principal fléau. Le duc de Brunswick rentra dans ses États, revit sa capitale, sa patrie, combattit avec gloire, et ne céda le champ de bataille qu'avec l'espérance d'y reparaître bientôt à la tête d'une armée anglaise qu'il alla attendre à Heligoland. Plusieurs débarquemens de troupes britanniques avaient eu lieu du 7 au 8 juillet, à Cuxhaven et sur les côtes. Heligoland servait de place d'armes à ces expéditions. Tout le pays d'Osnabruck s'était soulevé. Le Hanovre partagea un moment ce mouvement insurrectionnel. Tout conspirait contre l'armistice de Znaïm. La disgrace du généralissime offrit la preuve la moins honorable des mauvaises dispositions et de la perfidie de la maison d'Autriche. Après avoir soutenu une lutte glorieuse pour ses armes, l'archiduc Charles tomba dans une embûche de cabinet, et succomba à la même intrigue qui avait résolu cette guerre, intrigue qui, dans le

The text on this page is estimated to be only 28.26% accurate

HISTOIKE DE NAPOLÉON. 3ji moment même, par la viulalion de ta convention jurée à Znaîm, mcUait l'empire d'Autriche à deux doigts de sa perte. Tandis que Napoléon, avant de quitter son camp et de retourner i Scbœnbrunn, où il arriva le 14, donnait une dernière audience au priticede IJchtenstcin, le chargeailde scs vœux pour la paix et pour une prompte négociation, l'empereur François, livré, à Bude, à la haine de rimpératrice et du comte de Stadiun contre la France et son souverain,aiiisjquauxconscilsdelurdBalbur$tct désir \^'alpole, consacrait ce repos d'un mois échanger son système dcguerrccl àcn transporter le théâtre dans la Uongrie. Na(H>léon dut alorsadopter de nouvelles dispositions et sepréparer à tout événement. Si, d'un cdté, la convention était foulée aux pieds dans le Tyrol et en Allemagne, les négociations ouvertes é Altcmbourg traînaient en longueur. Ce grand système de l'Autriche, celui de gagner du temps, s'étendait encore par les lenteurs habituelles de ses chancelleries. .U. de Mcttcrnich, plénipotentiaire de l'empereur François, n'avait pas, pendant son ambassade à Paris, donné des gages rassurans pour la mission de paix. M. de Champagny, ministre des relations extérieures de France, traitait au nom de Napoléon. Le IS août, on prolongea l'armistice; les conférences ne s'entamèrent que le 17. L'Autriche arail un motif puissant pour temporiser, en contenant l'arrncc française par les opérations d'une négociation. L'Angleterre était partout: à Walcheren,sur les côtes de Hollande; àCuxharen, sur celles du Wescr; elle inquiétait aussi celles de 1 'Elbe et de la Baltique; une de scs armées marchait à Madrid. L'escadre anglo-sicilienne stationnait devant Naples. Les v.iisscaux de la Grande-Bretagne avaient bombardé Gallipoli et tenaient la Calabre en échec. I.'escadrc de Coilingwood avait quitté les parages de Toulon, et menaçait les Iles Ioniennes qu'elle devait occuper. Mais le principal objet des attaques de l'Angleterre était l'F>scaut, vers lequel elle dirigeait une grande expédition composée de soixante-quatorze bâlirnens de guerre, dont trentesix frégates, et d'une foule de navires, ('.elte flotte portait cent mille hommes, parmi lesquels on comptait quarante-cinq mille soldats. LordCbalam, ministre et grnnd-mallre de rarlilleric, dont le nom seul était une hostilité héréditaire contre la France, commandait l'armée; sir Ilichard Stracban cominandait la lloUe. Jamais l'Angleterre n'avait lancé un manifeste plus fort contre la paix, (k; n'est pas 1.1 faute de l'Autriche si l'Angleterre, au lieu d'intervenir

contre sa négociation avec une démonstration aussi formidable, ne la déploya pas pour la guerre en temps utile. Son ambassadeur Slnhreml>org avait inulilcmciil pressé à Londres, dans le mois de niai, le concours de ces forces iinposanics, qui appareillèrcDl le S9 juillet seulement, huit jours après que la nouvelle de l'armislice de Znalm, conclu le 13, fut connue du gouveriiemefil anglais. L'expédition de l'KKaut était donc réduite è n'étre qu'un désaveu donné è la négociation autrichienne, et l'Angielerre courait gratuitement le risque d'une lutte sans alliés. Mais le roi de Suède avait aussi puusscl'audaccjusqu'i rester seul dans la lice contre Napoléon après le traité de Tilsilt, comme la Russie après eduidePresbourg. L'Angleterre, avec plus de raison que la Russie, dont une ou deux batailles perdues décidèrent la querelle, jugea pouvoir porter la guerredansles parties occiüenUlesdu territoire français, pendant que Napoléon et scs armées se reposaient sur le Danube des terribles victoires qu'ils venaient de remporter. La possession de l'Kscaat. devenue en quelque sorte pour la France un fleuve de famille par le canal deSaiiit-QucnIiii, importait plus à rAngletcrrcqucladcfailcdcNapolcouâ Wagram. Anvers était un autre Plymoutb qu'à tout prix il falUit enlever à son ennemi; car le système de scs bostililés découlait nécessairement de sa position géographique. L'Angleterre ne se battait point dans la vue de conquérir des concessions pour une paix future, à l'exemple des puissances continentales ci de Napoléon lui-iiiêmc; clic sc battait afln de faire du mal à la France, sans lui laisser l'espoir des compensations. Elle ne convoitait de la Belgique qu'Anvers, pour la détruire, comme port militaire, comme atelier de corislruclioiis, comme arsenal, comme citadelle. Elle sc rappelait Toulon cl cherchait à obtenir une revanche éclatante de sa défaite, cl surtout du chagrin de n'avoîr pu consommer la ruine totale de celle ville, autrefois sauvée de scs mains par le jeune commandant de l'artillerie républicaine. Elle voulait détruire Flessinguo, s'emparer de i'Ile de Walcheren, des Bouches de l'Escaut, et brûler la flotte française dans le port d'Anvers; millions sterling (2i00 millions de fr.) furent dépenses pour cette opération, pour ce coup de main, car tel est le nom resté à l'cxpédilion. L'Angleterre n'avait rien négligé afm de réveiller en Hollande le souvenir des intérêts qui allachcrent si loiig-tcmpsccsconlréesà sa fortune. Napoléon réédiflail inililairement FIcssiiiguc et Anvers, niais les fumlalionsen étaient toutes commerciales; l'Anglelerrc,quisentailceltcvérité,s'cflurraild'cn prévenir les conséquences. La Hollande offrait par elle-même, à cette époque, une

singularité Irès-reinarquablc sous le règne d’un des frères de Napoléon, au milieu de la guerre que soutenait l'Empereur aux deux extrémités de l'Europe et dans les Etals limitrophes de celle nation; le roi Louis, que dominaient les conseils d'une politique plus qu’étrangère à la France, venait de licencier une iiarliede soiiariiiée, Digitized by Coogle

 (le désarmer dans scs ports cl de congédier ses marins : aussi le peuple hollandais en pritdl occasion de donner à son souverain une leçon de morale^ en SC montrant luut>é-€oup aussi peu fidèle à ses serincns envers lui, que ce prince i ses engagemens envers Napoléon; ce fut alors que TEmpercar chargea son ministre de la guerre d^écrire au roi Louis que le royaume tle i/oliande était beaucoup moine utile d la cause commune, que ne l'avait été ronciefifie république. La fiolte ennemie s'empara facilement de Wal> cheren et de Middcl bourg, malgré les cfibrlsdu brave général Ostcii, qui se rit contraint, avec quinxc cents hommes, dese retirer devanldix-huit mille Anglais. Le général hollandais Bruce n'avait pas attendu l'ap-' proche de rennerni |>our évacuer le fort de Bals qui défcndaillesdcux branebesde l'Escaut elles avenues d'Anvers.TroisjoursaprèsIe débarquement, l'armée anglaise se trouvait à quatre lieues de celle ville, l'unique objet de l'expédilion. Mais au lieu de marcher droit sur elle par le gué du canal de Berg-opZoorn,(^halam alla mettre le siège devant Flcssingue, dont la prised'Anvers nécessitait la chute. Ainsi An* vers, qui ne pouvait résister à l'attaque d'une aussi forte armée, dut son salut à l'impcriticdu général anglais. Anvers n'avait pour toute garnison que quelqucsdépéls de régimens. Le général Fauconnet, qui la commandait, fut puissamment aide par le colonel Lair, à la tète des ouvriers militaires de la marine, et par le chef de bataillon du génie Bernard, depuis aide-dc-camp de Napoléon. Ia*s forts cl les batteries furent armés; l'cscadrc mouilla sous la forteresse : les marins devinrent des troupes de terre. Le sénateur Uampon arriva de Saint-Omer avec des gardes nationales. On était maintenant en état de défendre Anvers; on voulut môme sauver Flessingue, devant laquelle les sorties de la garnison, composée de six bataillons, retinrent quinze jours lord Chatam; elles Anglais ne seraient point entrés dans cette place, si son gouverneur, le général Monnet, eût fait couper les digues. Il capitula le 1 S août, avec quatre mille hommes qui furent conduits prisonniers en Angleterre. A la vérité, d'après l'enquête qui eut lieu, on décida qu'il n'y avait paseudesiége, et que legénéral Monnet était coupable. Le télégraphe avait annoncé à Paris le débarquement de l'armée anglaise, le l*** août. Bcrnadollo offrit ses services, ou plutôt il fut appelé par le duc d'Otrantc, son ancien ami de révolution, lequel cumulait alors les ministères de l'intérieur et de la police générale. Fouché triompha bientôt de la répugnance que Bernadotte témoignait à aller sc mettre à la tête de l'armcc

d'Anvers, surtout après l'ordre du jour de Schœnbrunn. On ne sait ce qui sc passa entre ces deux pcrsotiuages. Napoléon ve525 nait d'échapper deux fois aux proscriptions de ses ennemis, d'abord parla fortune d'Essling,etensuitc par la victoire de Wagram. Fouché voulut aussi attacher son nom à celte mémorable époque; il leva l'élite des gardes nationales des dix départemens du Nord, les mil en marche, proposa au conseil de nommer Bernadotte général en chef, et il publia cette circulaire où il osait dire : « Prouvons « à VEurope que si le génie de Napoléon peut «■ donner de Véclat A la France, sa présence n'est pas • nécessaire pour repousser l'ennemi... » Cette circulaire de Fouché ne devait pas être mieux accueillie de l'Empereur que l'ordre du jour de Bernadotte. Cependant Napoléon, dans sa lettre du 20 juillet au ministre de la guerre, récapitulait tout ses griefs contre le prince de Ponte-Corvo. Le conseil rejeta la proposition de Fouché : le roi de Uollandc, en sa qualité de connétable de l'Empire, dut prendre la direction des troupes. Mais ce prince sc trouva bientôt embarrassé de ses nouvelles fonctions. 11 tremblait pour ses Étals, et demandait instamment un maréchal à qui il pût remettre le fardeau de la guerre ; alors on appela Bernadotte à l'armée du Nord, et tout fut organisé pour la garantie de celte importante mission. LcmaréchalKcllcrmann réunit une réversc 4 Wesel; le maréchal Moncey une autre à Lille: le général Sainte-Suzanne conserva le commandement des côtes ; le ministre Dejcan alla commander le génie h Anvers; Moncey se mit en marche pour l'Kscaul,

et le maréchal B

de désarmer dans ses ports et de congédier ses marins : aussi le peuple hollandais en prit-il occasion de donner à son souverain une leçon de morale, en se montrant tout-à-coup aussi peu fidèle à ses sermens envers lui, que ce prince à ses engagemens envers Napoléon; ce fut alors que l'Empereur chargea son ministre de la guerre d'écrire au roi Louis *que le royaume de Hollande était beaucoup moins utile à la cause commune, que ne l'avait été l'ancienne république.*

La flotte ennemie s'empara facilement de Walcheren et de Middelbourg, malgré les efforts du brave général Osten, qui se vit contraint, avec quinze cents hommes, de se retirer devant dix-huit mille Anglais. Le général hollandais Bruce n'avait pas attendu l'approche de l'ennemi pour évacuer le fort de Batz qui défendait les deux branches de l'Escaut et les avenues d'Anvers. Trois jours après le débarquement, l'armée anglaise se trouvait à quatre lieues de cette ville, l'unique objet de l'expédition. Mais au lieu de marcher droit sur elle par le gué du canal de Berg-op-Zoom, Chatam alla mettre le siége devant Flessingue, dont la prise d'Anvers nécessitait la chute. Ainsi Anvers, qui ne pouvait résister à l'attaque d'une aussi forte armée, dut son salut à l'impéritie du général anglais. Anvers n'avait pour toute garnison que quelques dépôts de régimens. Le général Fauconnet, qui la commandait, fut puissamment aidé par le colonel Lair, à la tête des ouvriers militaires de la marine, et par le chef de bataillon du génie Bernard, depuis aide-de-camp de Napoléon. Les forts et les batteries furent armés; l'escadre mouilla sous la forteresse : les marins devinrent des troupes de terre. Le sénateur Rampon arriva de Saint-Omer avec des gardes nationales. On était maintenant en état de défendre Anvers; on voulut même sauver Flessingue, devant laquelle les sorties de la garnison, composée de six bataillons, retinrent quinze jours lord Chatam; et les Anglais ne seraient point entrés dans cette place, si son gouverneur, le général Monnet, eût fait couper les digues. Il capitula le 15 août, avec quatre mille hommes qui furent conduits prisonniers en Angleterre. A la vérité, d'après l'enquête qui eut lieu, on décida qu'il n'y avait pas eu de siége, et que le général Monnet était coupable.

Le télégraphe avait annoncé à Paris le débarquement de l'armée anglaise, le 1er août. Bernadotte offrit ses services, ou plutôt il fut appelé par le duc d'Otrante, son ancien ami de révolution, lequel cumulait alors les ministères de l'intérieur et de la police générale. Fouché triompha bientôt de la répugnance que Bernadotte témoignait à aller se mettre à la tête de l'armée d'Anvers, surtout après l'ordre du jour de Schœnbrunn. On ne sait ce qui se passa entre ces deux personnages. Napoléon venait d'échapper deux fois aux proscriptions de ses ennemis, d'abord par la fortune d'Essling, et ensuite par la victoire de Wagram. Fouché voulut aussi attacher son nom à cette mémorable époque; il leva l'élite des gardes nationales des dix départemens du Nord, les mit en marche, proposa au conseil de nommer Bernadotte général en chef, et il publia cette circulaire où il osait dire : « Prouvons « *à l'Europe* que si le génie de Napoléon peut « donner de *l'éclat* à la France, sa présence n'est pas « nécessaire pour repousser l'ennemi... » Cette circulaire de Fouché ne devait pas être mieux accueillie de l'Empereur que l'ordre du jour de Bernadotte. Cependant Napoléon, dans sa lettre du 29 juillet au ministre de la guerre, récapitulait tout ses griefs contre le prince de Ponte-Corvo. Le conseil rejeta la proposition de Fouché : le roi de Hollande, en sa qualité de connétable de l'Empire, dut prendre la direction des troupes. Mais ce prince se trouva bientôt embarrassé de ses nouvelles fonctions. Il tremblait pour ses États, et demandait instamment un maréchal à qui il pût remettre le fardeau de la guerre : alors on appela Bernadotte à l'armée du Nord, et tout fut organisé pour la garantie de cette importante mission. Le maréchal Kellermann réunit une réverse à Wesel; le maréchal Moncey une autre à Lille : le général Sainte-Suzanne conserva le commandement des côtes; le ministre Dejean alla commander le génie à Anvers; Moncey se mit en marche pour l'Escaut, et le maréchal Bessières, que l'Empereur destinait à remplacer Bernadotte, se rendit à Lille. Les sénateurs Collaud et Vaubois arrivèrent, l'un à Anvers et l'autre à Ostende, en qualité de gouverneurs. Il résultait de ces dispositions, ainsi que du choix des autres généraux envoyés de l'armée, comme Reille, Lamarque, etc., que Bernadotte, dont la nomination avait eu pour principal objet son éloignement de Paris, serait au moins autant surveillé qu'aidé par ceux qui étaient placés à la tête des troupes. Au surplus, Bernadotte ne partit de Paris que le 12 août, et n'entra que le 15 à Anvers; où l'on était déjà complètement en mesure contre toute attaque. En effet, lord Chatam la jugea impossible, dans un conseil de guerre, sans chercher par aucun mouvement offensif à s'assurer si l'on ne pouvait tenter quelque chose d'heureux. D'ailleurs les maladies causaient chaque jour des pertes immenses à son armée. La retraite de la flotte anglaise fut décidée immédiatement après le conseil, et le fort de Batz évacué le 4 septembre. Lord Chatam laissa à Flessingue seize mille hommes que la fièvre dévora en grande partie. Le 24 le maréchal Bessières remit à Bernadotte l'ordre par lequel il le remplaçait dans son commandement; la nature des correspondances que le prince avait entretenues avec

HISTOIRE DK N&POLËON. Paris lui fit encore interdire le séjour de la capitale, et il cul ordre de rejoindre la grande armée. Le ministre reprocha au prince une proclamation dans laquelle' il réduisait son armée à quinze mille hommes, tandis quelle en comptait soixante mille; erreur qui devenait funeste à accréditer dans le moment où l'expédition anglaise inquiétait la Hollande et la rive gauche de l'Escaut. Ainsi BernadoUe quitta l'armée de Belgique plus méconlenlct plus suspect qu'il n'avait quitté celle d'Allemagne. L'armée anglaise sortit de Flessinguc le â6 décembre, après la démolition des forts. A cette époque, le défaut de résolution et d'habileté de la part du général ennemi, les ravages de la maladie et le dévouement des Français, les sauvèrent du péril le plus redoutable qui eût peut-être encore menacé la France. Privée qu'elle était de ses deux grandes armées régulières, occupées, l'une sur le Danube, l'autre sur le Tagc, et au moment où la prolongation de l'armistice do Znalm pouvait passer aux yeux de l'Empereur pour le résultat d'une combinaison entre l'ennemi à qui il accordait généreusement la paix, cl celui qui venait lout-â-coup en troubler la négociation avec un armement aussi formidable; l'inquiétude et la victoire au dehors, l'inquicludc et le patriotisme au dedans, furent inséparables dans la pensée de Napoléon depuis l'ouverture des conférences d'Altenberg jusqu'à la signature de la paix. On conçoit qu'il s'effrayât dès lors de voir que le génie et la fortune ne suffisaient plus au maintien de sa puissance. Opendant ce grand échec que venait d'éprouver l'orgueil britannique donna aussi à l'Fnipereur une nouvelle confiance dans sa destinée. Kffeclivcmcnl, en moins de soixante jours, lord Chalani et son armée avaient dû évacuer le pays, sans avoir croisé le fer que dans les petits coinbaU du général Oslen et dans les sorlicsdu In garnison de Flessingue.La flotte anglaise abandonna aussi jusqu'à scs stations, et revit les ports britanniques. Mais l'expédition avait éprouvé des pertes bien plus considérables que si elleeùt combattu sur terrccl sur mer, car elle compta plusde trente mille morts ou malades. «.Noussommes M heureux, écrivait Napoléon à son ministre de la *1 guerre, de voir les Anglais s'entasser dans les « marais de la Zélande; qu'on les tienne seulement •I en échec, et bientôt le mauvais air, les fièvres » particulières à cette contrée, auront détruit leur H armée. » I/C déshonneur sc joignait encore à la grandeur du désastre : l'Angleterre, en effet, n'a recueilli de ses immenses armemens que la honte d'une retraite devant des gardes nationales rassemblées à la hàlc, que le

regret humiliant de n'avoir liroduitaucuncdiversion, nicn favcurdc l’Autriche, ni en faveur de l’Espagne; et enfin de ne citer pour trophées que la démolition de l’arsenal et du chantier de Flessinguc. Bi.‘rnadolle venait de jierdre le commandement de l’armée du Nord; Fouché perdit aussi le portefeuille de l'intérieur. Napoléon devait faire juslicedes soupçons que lui avait inspirés, soit l’intelligcncequi unissait le prince de Pontc-Corvo et le duc d’Otranle, soit aussi la hardiesse de cc dernier à user de la puissance que lui donnaient scs deux ministères pour lever, organiser, armer et mettre en marche les gardes nationales de tant de départemens. Il était naturel que cc pouvoir d'improviser une armée nationale et de la mettre sous les ordres d’un rival ancien cl mécontent portât ombrage au chef de l’Élal. D’ailleurs Napoféon ne sera que trop justifié, en 1814 cl en 1819, de sa sévérité envers celui qui, alors prince royal de Suède, dirigea encore, en qualité de généralissime des ennemis de la France, une armée du Nord sur le même théâtre : mais il ne le sera jamais de la clémence qu’il déploiera envers le sénateur chargé d'une mission à Naples, et le ministre infidèle, correspondant de McUernicb et de Wellington pendant les Cent jours. On a vu, chapitre II de cc livre, que Joachim n’ayant pu obtenir de la consulte française le renvoi du pape, se réservait d’accomplir scs desseins par lui-mémc. Encffct,verslafindejuin,il fit demander au Saint-Père une réponse catégorique sur la proposition de l’Empereur. Pie VII, qui y avait déjà répondu par rexcoinmunicalion , refusa d’autres explications. Le C juillet, jour de la bataille de Wagram, le général Radet, commandant la gendarmerie, renouvela au pape, de la part du roi de Naples, la même demande, menaçant Sa Sainteté d'un enlèvement si clic pcrsislail dans son refus. Pic VU répliqua que, dès le premier jour, sa résolution avait été signifiée à l’Empereur; il donna ordre de barricader son palais cl s’y renferma noblement, attendant révéncmenl. Le général Radet osa pénétrer jusqu’à lui, en escaladant les murailles. 11 était de la dignité et du caractère du pontife romain de bien constater la violation de sa demeure cl de n'opposer ensuite aucune résistance. Pic VII monta avec Radet dans une calèche, et parü4 comme un criminel d'État sous l’escorte de la gendarmerie. Voilà par quels moyens Joachim, de s.i seule autorité, tenta de terminer la lutte entre ks deux pouvoirs qui seuls alors dominaient TEurope. Le pape gagna à celle odieuse et impotilique violence la couronne du martyre; la tiare prisonnière n'en devint que plus sacrée : toutefois hors de Rome, elle devait être moins menaeanlc cl surtout moins dangereuse.

Rome, l'impassible Rome, sc rappelant sans doute Icsvicissitudesde son histoire, assista presque

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 3i7 sans émotion à renlèvcmenldc son souverain. EJIc SC crut dcsUncc> et avec raison, à redevenir la capU talu de l'Italie entière sous un prince impérial de France; elle sacriiiait sans arrière-pensée, à cet avantage réel, le vain titre de rnclropole du monde cbréüen.donl Paris, grâce à la victoire de Wagram, venait de recevoir Pinvcstilure. Rome vildonc partir le pape, non pas seulement comme un monarque, mais même comme un gouvernement qu'elle ne reverrait plus. Cependant toute la Ilautc-ltaiie se trouva à genoux sur le passage du Saint-Père; il arriva ainsi à Grenoble, bénissant les populations. Il eut le triomphe de la sainteté et celui du la persécution. Les peuples, prosternés sur sa route, ne savaient pas qu'il ne fallait regarder cctle auguste inforlunc que comme un sacrifice tout mondain, offert à la défense d'inlcrèts purement temporels, résultat dccctle guerre peureligicuse.dont l'excommunication, fulminée le 10 juin contre Napoléon et scs gouvernails de Home, avait été le manifeste si expressif. La violence exercée sur le pape, dans son propre palais, asile que Tbistoire est loin de nous montrer comme inviolable de la part des princes catholiques et même de la noblesse romaine, donne l'idée de la grandeur de Napoléon. Elle était alors portée si haut dans Popinion, que le délrOuement, que l'enlèvciiicnt du souverain pontife, ne paraissaitaux yeux des rois, licutcna ns de l'empereur des Français, qu'uneappltcatioii naturelle de leursatlributions. On n'a plus de doute â présent sur l'auteur d'un pareil événement. On sait comment Napoléon exécutait les résolutions qu'il prenait; s'il avait pu concevoir le projet de faire sortir le pape de sa capitale, il n'co cUt pas chargé une brigade de gendarmerie; malgré le caractère d'iniquiléd'unc semblable détermination, il l'aurait revêtu de formes politiques ; il aurait fait tout disposer sur la route du Saint-Père, dont la destination eût été connue des hauts fonctionnaires résidant en Italie : le coup d'Élat $c fût voilé de la pompe impériale; de grands honneurs, pendant tout le voyage, eussent calmé et peut-être éclairé l'étonnemenl des peuples. Au lieu de cela, le pape alla jusqu'à Grenoble sans s'arrêter, et sans être arrêté par aucun hommage olTiciel, traversant coiiimc un simple prisonnier l'État de Toscane, où régnait une sœur de Napoléon, et le Piémont, que gouvernait son lieau'frère. Ni la grande-duchesse Élisa, ni le prince (Emilie Borghcsc, n'avaient reçu l'avis du passage de i'augustc captif : cctle observation seule, que riiistoire réclamait, suffît pour répondre aux accusations dont sévit alors assiégé celui qui, IcfîjuÜict, jour de

i'enlèvernenl du pape, répondit aux foudres du Vatican par la foudre de Wagram : en effet, l'excommunication du lOjuin avait pu étreregardéc comme un complément du Bulletin de Vienne sur la bataille d'Essling. La France s'etant soustraite à la puissance ponliiicale pendant tout le cours de sa révolution, le cabinet de Vienne rencontra dés le principe une alliée plus dévouée dans la cour de Rome. Cette alliance n'avait été interrompue ni par les traités du pape, ni par ceux de l'Autriche avec le gouvernement français, ni par le couronnement de Napoléon : le cardinal Alliani suivit à Vienne, pendant plus de vingt ans, les intérêts publics ou cachés de celte alliance, et ne revint à Rome qu'après la chute de Napoléon. Quelque irrité que se montra Napoléon dans son intérieur, au palaisde Schœnbrunn, quand il apprit le déparldu pape, il sentit qu'il ne pouvait publiquement désavouer son beau-frère, ni charger la faible tête du dignitaire de la petite royauté napolitaine, d'un délit qui eût soulevé contre lui scs propres sujets, altéré l'inflticnce française en Italie, et laissé sans appui à Rome le gouvernement provisoire et purement civil de la consulte. Napoléon trouva d'ailleurs une telle action si audacieuse, qu'il jugea avec raison que l'Europe ne l'aUribucrait qu'à lui seul. 11 prit sur lui, par son silence, rcnlévcmenl du pape, comme il avait fait, non pour l'enlèvement et le jugement, mais pour rexécution du duc d'Knghien. Bientôt les ordres de Schœnbrunn arrivèrent à Grenoble. Le 19 août, le pape fut mis en possession du palais épiscopal deSavone. Un service de la maison impériale y fut attaché, avec cent mille francs par mois, et le frère du prince de Neufchftlcl, César Bertbier, nommé maUredu palais ponlirical. Mais Pie VU n'accepta* du palais que la chambre qu'il occupait; il refusa la dotation d'entretien qui lui était assignée; il refusa aussi la cathédrale de Savonc, érigée en chapelle papale. Il attira les regards par le mépris des grandeurs dont un ennemi voulait honorer sa captivité. Il reprit sa vie monocalc, et son modeste oratoire fit à Napoléon, maître de Vienne, la guerre des miracles. De là il combattit toutes les dispositions que prenait l'Empereur relativement au clergé; de là il enchaînait par ses decisions les anciens comme les nouveaux titulaires des sièges épiscopaux de la France. Celle inallcrablcopposilion milNapoléondansla nécessité de pourvoir à ces interdits par le gouvernement des vicaires apostoliques, eide former auprès de lui une haute coimnissiun ecclésiastique. Cependant une propagande secrète, active, s'échappait de Savone, et Üllrait au travers des pompes et des trophées du grand empire : elle trouva bientôt un asile dans une de scs métropoles, à

Lyon, où la trahison introduisit les bulles et les vengeances du Saint-Siège. Ce crime fut connu plus tard, et moins puni que réprimé. Ainsi,en1809,il ne manqua rienàla scène du moyen

sans émotion à l'enlèvement de son souverain. Elle se crut destinée, et avec raison, à redevenir la capitale de l'Italie entière sous un prince impérial de France; elle sacrifiait sans arrière-pensée, à cet avantage réel, le vain titre de métropole du monde chrétien, dont Paris, grâce à la victoire de Wagram, venait de recevoir l'investiture. Rome vit donc partir le pape, non pas seulement comme un monarque, mais même comme un gouvernement qu'elle ne reverrait plus. Cependant toute la Haute-Italie se trouva à genoux sur le passage du Saint-Père; il arriva ainsi à Grenoble, bénissant les populations. Il eut le triomphe de la sainteté et celui de la persécution. Les peuples, prosternés sur sa route, ne savaient pas qu'il ne fallait regarder cette auguste infortune que comme un sacrifice tout mondain, offert à la défense d'intérêts purement temporels, résultat de cette guerre peu religieuse, dont l'excommunication, fulminée le 10 juin contre Napoléon et ses gouvernans de Rome, avait été le manifeste si expressif.

La violence exercée sur le pape, dans son propre palais, asile que l'histoire est loin de nous montrer comme inviolable de la part des princes catholiques et même de la noblesse romaine, donne l'idée de la grandeur de Napoléon. Elle était alors portée si haut dans l'opinion, que le détrônement, que l'enlèvement du souverain pontife, ne paraissait aux yeux des rois, lieutenans de l'empereur des Français, qu'une application naturelle de leurs attributions. On n'a plus de doute à présent sur l'auteur d'un pareil événement. On sait comment Napoléon exécutait les résolutions qu'il prenait; s'il avait pu concevoir le projet de faire sortir le pape de sa capitale, il n'en eût pas chargé une brigade de gendarmerie; malgré le caractère d'iniquité d'une semblable détermination, il l'aurait revêtu de formes politiques; il aurait fait tout disposer sur la route du Saint-Père, dont la destination eût été connue des hauts fonctionnaires résidant en Italie : le coup d'État se fût voilé de la pompe impériale; de grands honneurs, pendant tout le voyage, eussent calmé et peut-être éclairé l'étonnement des peuples. Au lieu de cela, le pape alla jusqu'à Grenoble sans s'arrêter, et sans être arrêté par aucun hommage officiel, traversant comme un simple prisonnier l'État de Toscane, où régnait une sœur de Napoléon, et le Piémont, que gouvernait son beau-frère. Ni la grande-duchesse Élisa, ni le prince Camille Borghèse, n'avaient reçu l'avis du passage de l'auguste captif : cette observation seule, que l'histoire réclamait, suffit pour répondre aux accusations dont se vit alors assiégé celui qui, le 6 juillet, jour de l'enlèvement du pape, répondit aux foudres du Vatican par la foudre de Wagram : en effet, l'excommunication du 10 juin avait pu être regardée comme un complément du Bulletin de Vienne sur la bataille d'Essling. La France s'étant soustraite à la puissance pontificale pendant tout le cours de sa révolution, le cabinet de Vienne rencontra dès le principe une alliée plus dévouée dans la cour de Rome. Cette alliance n'avait été interrompue ni par les traités du pape, ni par ceux de l'Autriche avec le gouvernement français, ni par le couronnement de Napoléon : le cardinal Albani suivit à Vienne, pendant plus de vingt ans, les intérêts publics ou cachés de cette alliance, et ne revint à Rome qu'après la chute de Napoléon.

Quelque irrité que se montra Napoléon dans son intérieur, au palais de Schœnbrunn, quand il apprit le départ du pape, il sentit qu'il ne pouvait publiquement désavouer son beau-frère, ni charger la faible tête du dignitaire de la petite royauté napolitaine, d'un délit qui eût soulevé contre lui ses propres sujets, altéré l'influence française en Italie, et laissé sans appui à Rome le gouvernement provisoire et purement civil de la consulte. Napoléon trouva d'ailleurs une telle action si audacieuse, qu'il jugea avec raison que l'Europe ne l'attribuerait qu'à lui seul. Il prit sur lui, par son silence, l'enlèvement du pape, comme il avait fait, non pour l'enlèvement et le jugement, mais pour l'exécution du duc d'Enghien. Bientôt les ordres de Schœnbrunn arrivèrent à Grenoble. Le 12 août, le pape fut mis en possession du palais épiscopal de Savone. Un service de la maison impériale y fut attaché, avec cent mille francs par mois, et le frère du prince de Neufchâtel, César Berthier, nommé maître du palais pontifical. Mais Pie VII n'accepta du palais que la chambre qu'il occupait; il refusa la dotation d'entretien qui lui était assignée; il refusa aussi la cathédrale de Savone, érigée en chapelle papale. Il attira les regards par le mépris des grandeurs dont un ennemi voulait honorer sa captivité. Il reprit sa vie monocale, et son modeste oratoire fit à Napoléon, maître de Vienne, la guerre des miracles. De là il combattit toutes les dispositions que prenait l'Empereur relativement au clergé; de là il enchaînait par ses décisions les anciens comme les nouveaux titulaires des siéges épiscopaux de la France. Cette inaltérable opposition mit Napoléon dans la nécessité de pourvoir à ces interdits par le gouvernement des vicaires apostoliques, et de former auprès de lui une haute commission ecclésiastique. Cependant une propagande secrète, active, s'échappait de Savone, et filtrait au travers des pompes et des trophées du grand empire : elle trouva bientôt un asile dans une de ses métropoles, à Lyon, où la trahison introduisit les bulles et les vengeances du Saint-Siége. Ce crime fut connu plus tard, et moins puni que réprimé. Ainsi, en 1809, il ne manqua rien à la scène du moyen

The text on this page is estimated to be only 26.73% accurate

HISTOIRE DE NAl»OLÉON. nâS âge : il y eut excommunication, violence, captivité, miracles, trahison. I.a péninsule ibérique était le théâtre d'une autre lutte. Le 18]uin, le général Suchel délit complètement, au combat de Rolchite, le général Blake, qu*il avait déjà battu, le 13, sous les murs de Saragosse. Le 28 juillet, Joseph, à qui N'a[K)léon n*avail pas laisse son génie militaire, lit un malheureux essai de scs armes à Talavera de la Reyna, où le maréchal Victor attaqua sir Arthur Wcllesicy avec une trop faible armée, au lieu d'attendre, d'apres les engagemens pris, la coopération du maréchal Soult et la jonction des maréchaux Ney et Mortier. La bataille de Talavera ne fut pas à beaucoup presune répétition decelledcsArapilcs, que Marmont perdit aussi parce qu'il ne voulut pas attendre l'armée du roi. Cependant Joseph a pour major-général et pourconseil le maréchal Jourdan; ce prince ne rélléchil pas que le droit ne lui appartient point de compromettre sa fortune militaire dansuncgucrrcoùdcssuccccsconstans peuvent seuls soutenir sa fortune politique. Welleslcy cul à regretter six mille hommes, le roi presqucaulant. La victoire resta indécise, car les Français couchèrent sur le champ de bataille. Toutefois, le 9 août, à l'arrivée de son courrier, Wcllesicy fut fait vicomte de Wellington de Talavera, bien qu'il fut contraint d'abandonner cinq mille blessés. A trois lieues de là, le B août, le marccbal Soult, avec les corps de Ney et de Mortier, avait franchi le Tage au-dessus du pont de i'Arxobispo. Le même jour, le maréchal Victor surprenait le passage du Tage au duc d'Albuqucrque, cl le 21, le général Sébastian! mettait en déroute à Almonacid l'année de Venegas. Le 19 novembre, le maréchal .Mortier, n la tête de vingt-cinq mille hommes, détruisit à Ocana, près d'Aranjuez, l'armée des insurgés qui romptaitcinquanlc mille combatlans. 1/occufialion des déniés de laSicrra-Morcna n'avait fait qu'ouvrir l'Andalousie aux Français :■ la victoire d'ücana décida l'invasion de cette province. Le 23, à cinq lieues de Salamanque, le general Kcllermann livra le beau combat d'Alba de Tormës, battit avec quelques régimens de cavalerie une nombreuse armée espagnole, et lui enleva son artillerie. Knfln, après cinq mois d'un siège mémorable, habilement conduit par le général Gouvion-Sainl-Cyr, la forte place de Gironne capitula, et se rendit, le 10 décembre, au maréchal Augcrcaii : on trouva dans la ville deux ccnls pièces de canon. I.a victoire d'Ocana, qui paciüait le midi de l'Espagne,

amena cependant un fâcheux résultat. Ce succès alors si important arrêta malheureusement Napoléon, qui, depuis les nouvelles de Talavera, avait résolu d'aller prendre lui-méme ladirection de la guerre. Déjà la garde impériale était en pleine marche : une partie venait d'arriver à Bordeaux à la fin de décembre; la cavalerie était à Poitiers; l'infanterie et rartillcric sur la Loire. Cent mille hommes se dirigeaient vers les Pyrénées. L'Kmpereur avait le projet de battre séparément l'armée anglaise cantonnée du côté de Badajoz, et l'armée espagnole réunie dans la Manche. nœud de ces opérations était l'occupation de Cadix et de Lisbonne. Indépendamment de l'influence que la présence du vainqueur de Wagram devait exercer sur ses ennemis de la Péninsule, elle eût été toute-puissante {K)ur réduire au silence les rivalités qui s'élevaient parmi les chefs de scs armées : on sait combien ces divisions furent fatales. Le maréchal Soull remplaçait, comme major-général de l'armée, le maréchal Jourdan, qui avait instamment demandé et enfin obtenu de retourner en France. L'armée vit partir avec regret un de ses plus anciens et de scs plus illustres capitaines. Joseph n'nvait pas sur les maréchaux cette autorité du génie à laquelle, sons les yeux de .Napoléon, ils étaient habitués à sacrifier leur ambition cl leurs jalousies. Le 14 janvier 1810, après avoir parlé de l'exéculion d'un adjudant-major du 18* de dragons nommé d\4r//eniou, convaincu d'espionnage cld'inlelligencc avec le général Wellesley en Portugal, /e Moniteur ajoutait : •< A celle occasion, des bruits injurieux se sont répandus sur le compte du duc de Dalmatie. Noussommes auloriscsàdi'clarLTqucces bruits sont controuvés et faux. S. M. n'a pas cessé d'avoir cofinance dans la fidélité et les bons senliinens du duc de Dalmatie; elle lui en a donné une nouvelle preuve en le nommant major-général de son armée d'Kspagne. >» f'.eltc insertion imposa silence à une calomnie alors accréditée : on prétendit que le maréchal avait été au moment de se faire reconnaître roi de Portugal, sous le nom de Aico/as 1*'; on disait même que la proclamation de cette royauté avait été faite à Lisbonne cl à Oporto, et que la cérémonie du baisc-main avait eu lieu. Cette fable se soutint pendant quelque temps parce qu'elle était absurde. Les hommes de bon sens savaient bicnqu'Alexaudre n'avait eu de successeur qu'après sa mort, et qae Napoléon n'encourageait pas sesliculcuansà hériter, lui vivant, d'aucune de scs conquêtes, (ÿuoi qu'il en soit, une pareille anecdote, inventée par une malveillance aussi aveugle que passionnée, donne l'idée de l'esprit qui régnait à cette époque dans les armées françaises de la Péninsule, où jamais n'avait été plus nécessaire la

présence de celui devant lequel devaient se taire toutes les ambitions et toutes les rivalité. Napoléon apparaissant en Espagne, couvert des lauriers de Wagram, cul peutêtre fait de Joseph un roi, cl des Espagnols une vc

âge : il y eut excommunication, violence, captivité, miracles, trahison.

La péninsule ibérique était le théâtre d'une autre lutte. Le 18 juin, le général Suchet défit complètement, au combat de Belchite, le général Blake, qu'il avait déjà battu, le 15, sous les murs de Saragosse. Le 28 juillet, Joseph, à qui Napoléon n'avait pas laissé son génie militaire, fit un malheureux essai de ses armes à Talavera de la Reyna, où le maréchal Victor attaqua sir Arthur Wellesley avec une trop faible armée, au lieu d'attendre, d'après les engagemens pris, la coopération du maréchal Soult et la jonction des maréchaux Ney et Mortier. La bataille de Talavera ne fut pas à beaucoup près une répétition de celle des Arapiles, que Marmont perdit aussi parce qu'il ne voulut pas attendre l'armée du roi. Cependant Joseph a pour major-général et pour conseil le maréchal Jourdan; ce prince ne réfléchit pas que le droit ne lui appartient point de compromettre sa fortune militaire dans une guerre où des succès constans peuvent seuls soutenir sa fortune politique. Wellesley eut à regretter six mille hommes, le roi presque autant. La victoire resta indécise, car les Français couchèrent sur le champ de bataille. Toutefois, le 9 août, à l'arrivée de son courrier, Wellesley fut fait vicomte de Wellington de Talavera, bien qu'il fût contraint d'abandonner cinq mille blessés. A trois lieues de là, le 8 août, le maréchal Soult, avec les corps de Ney et de Mortier, avait franchi le Tage au-dessus du pont de l'Arzobispo. Le même jour, le maréchal Victor surprenait le passage du Tage au duc d'Albuquerque, et le 21, le général Sébastiani mettait en déroute à Almonacid l'armée de Venegas. Le 19 novembre, le maréchal Mortier, à la tête de vingt-cinq mille hommes, détruisit à Ocana, près d'Aranjuez, l'armée des insurgés qui comptait cinquante mille combattans. L'occupation des défilés de la Sierra-Morena n'avait fait qu'ouvrir l'Andalousie aux Français : la victoire d'Ocana décida l'invasion de cette province. Le 25, à cinq lieues de Salamanque, le général Kellermann livra le beau combat d'Alba de Tormès, battit avec quelques régimens de cavalerie une nombreuse armée espagnole, et lui enleva son artillerie. Enfin, après cinq mois d'un siége mémorable, habilement conduit par le général Gouvion-Saint-Cyr, la forte place de Gironne capitula, et se rendit, le 10 décembre, au maréchal Augereau : on trouva dans la ville deux cents pièces de canon.

La victoire d'Ocana, qui pacifiait le midi de l'Espagne, amena cependant un fâcheux résultat. Ce succès alors si important arrêta malheureusement Napoléon, qui, depuis les nouvelles de Talavera, avait résolu d'aller prendre lui-même la direction de la guerre. Déjà la garde impériale était en pleine marche : une partie venait d'arriver à Bordeaux à la fin de décembre; la cavalerie était à Poitiers; l'infanterie et l'artillerie sur la Loire. Cent mille hommes se dirigeaient vers les Pyrénées. L'Empereur avait le projet de battre séparément l'armée anglaise cantonnée du côté de Badajoz, et l'armée espagnole réunie dans la Manche. Le nœud de ces opérations était l'occupation de Cadix et de Lisbonne. Indépendamment de l'influence que la présence du vainqueur de Wagram devait exercer sur ses ennemis de la Péninsule, elle eût été toute-puissante pour réduire au silence les rivalités qui s'élevaient parmi les chefs de ses armées : on sait combien ces divisions furent fatales. Le maréchal Soult remplaçait, comme major-général de l'armée, le maréchal Jourdan, qui avait instamment demandé et enfin obtenu de retourner en France. L'armée vit partir avec regret un de ses plus anciens et de ses plus illustres capitaines. Joseph n'avait pas sur les maréchaux cette autorité du génie à laquelle, sous les yeux de Napoléon, ils étaient habitués à sacrifier leur ambition et leurs jalousies.

Le 14 janvier 1810, après avoir parlé de l'exécution d'un adjudant-major du 18e de dragons nommé *d'Argentou*, convaincu d'espionnage et d'intelligence avec le général Wellesley en Portugal, *le Moniteur* ajoutait : « A cette occasion, des bruits injurieux se sont répandus sur le compte du duc de Dalmatie. Nous sommes autorisés à déclarer que ces bruits sont controuvés et faux. S. M. n'a pas cessé d'avoir confiance dans la fidélité et les bons sentimens du duc de Dalmatie; elle lui en a donné une nouvelle preuve en le nommant major-général de son armée d'Espagne. »

Cette insertion imposa silence à une calomnie alors accréditée : on prétendit que le maréchal avait été au moment de se faire reconnaître roi de Portugal, sous le nom de *Nicolas* Ier; on disait même que la proclamation de cette royauté avait été faite à Lisbonne et à Oporto, et que la cérémonie du baise-main avait eu lieu. Cette fable se soutint pendant quelque temps parce qu'elle était absurde. Les hommes de bon sens savaient bien qu'Alexandre n'avait eu de successeur qu'après sa mort, et que Napoléon n'encourageait pas ses lieutenans à hériter, lui vivant, d'aucune de ses conquêtes. Quoi qu'il en soit, une pareille anecdote, inventée par une malveillance aussi aveugle que passionnée, donne l'idée de l'esprit qui régnait à cette époque dans les armées françaises de la Péninsule, où jamais n'avait été plus nécessaire la présence de celui devant lequel devaient se taire toutes les ambitions et toutes les rivalité. Napoléon apparaissant en Espagne, couvert des lauriers de Wagram, eut peut-être fait de Joseph un roi, et des Espagnols une vé-

The text on this page is estimated to be only 24.86% accurate

HISTOIRE DK NAPOLÉON. rilabic nation. Lcpavillon brilanniqucavaitétéplus heureux dans les mers occidentalcsel sur les côtes de France, qu'aux bouches de l'Escaut et dans les mers de Naples. Les Anglaisavaienl faitcapitulerà la Martinique le capitaine-gêncral Villarel-Joyeusc, le 14 février, et ils étaient restcsniaüres de cette colonie. Le général Ferrand.avec une poignée de Français dcl'ex* pédition du général Leclerc, avait pu se maintenir pendant cinq ans.^ Saint-Domingue contre l'insurrection triomphante des noirs; mais assailli à la fois par les ha bilans espagnolsdevenus ennemis delà France, et par les Anglais, il dut se soumettre le 7 juillet à une convention en vertu de laquelle File SaintDomingue vil tomber le dernier drapeau français. Nos établisscmeiis du Sénégal subissaient également U loi britannique le 14 juillet. Ces exploits de la marine anglaise sont obscurs en comparaison de scs défaites partout où elle a trouvé de la résistance, soit aux bouches de l'Kscaul, soit enfin aux rives du Bosphore et en Égypte. Les véritables succès de l'Angleterre en 1800 sont purement maritimes. Ainsi, au combat du 12 avril 52f) devant File d'Aix, de quatorze vaisseaux français, mouillés sous le feu des batteries, qu'une escadre anglaise armée de brûlots attaqua vivement, sixfurenl réduits à s'échouer, sixautres brûlés, et deux seulement parvinrent a remonter la Charente, sans que Fennemi perdit un seul de si's bâlimens. Avec non moins de malheur, le contre-amiral Bnudîn, rencontré par les Anglais sur les côtes du département de l'Hérault où ilescorlait un convoi, sévit pareillement obligé de s'échouer et de mettre le feu à deux de scs vaisseaux. Le convoi alla se réfugier dans la baie de Roses. Au reste, malgré les efforts de Napoléon, et quoiqu'il ail touché au moment de s'assurer Feinpire du monde par une grande expédition maritime, on peut dire que la marine française ne survécut pas à Louis XVI, qui en porta si haut la gloire dans les deux hémisphères. L'Aitglelcrreavail achevé de se venger de ce prince et de la France royale à Quiberon. Ce n'ctailpasla première fois qu'elle aidait de son or et de ses armes les passions démagogiques, dont le triomphe momentané mit plusieurs fois en péril la liberté conquise par la révolution. 42 Digitized by Google

ritable nation. Le pavillon britannique avait été plus heureux dans les mers occidentales et sur les côtes de France, qu'aux bouches de l'Escaut et dans les mers de Naples. Les Anglais avaient fait capituler à la Martinique le capitaine-général Villaret-Joyeuse, le 14 février, et ils étaient restés maîtres de cette colonie. Le général Ferrand, avec une poignée de Français de l'expédition du général Leclerc, avait pu se maintenir pendant cinq ans à Saint-Domingue contre l'insurrection triomphante des noirs; mais assailli à la fois par les habitans espagnols devenus ennemis de la France, et par les Anglais, il dut se soumettre le 7 juillet à une convention en vertu de laquelle l'île Saint-Domingue vit tomber le dernier drapeau français. Nos établissemens du Sénégal subissaient également la loi britannique le 14 juillet. Ces exploits de la marine anglaise sont obscurs en comparaison de ses défaites partout où elle a trouvé de la résistance, soit aux bouches de l'Escaut, soit enfin aux rives du Bosphore et en Égypte.

Les véritables succès de l'Angleterre en 1809 sont purement maritimes. Ainsi, au combat du 12 avril devant l'île d'Aix, de quatorze vaisseaux français, mouillés sous le feu des batteries, qu'une escadre anglaise armée de brûlots attaqua vivement, six furent réduits à s'échouer, six autres brûlés, et deux seulement parvinrent à remonter la Charente, sans que l'ennemi perdît un seul de ses bâtimens. Avec non moins de malheur, le contre-amiral Baudin, rencontré par les Anglais sur les côtes du département de l'Hérault où il escortait un convoi, se vit pareillement obligé de s'échouer et de mettre le feu à deux de ses vaisseaux. Le convoi alla se réfugier dans la baie de Roses. Au reste, malgré les efforts de Napoléon, et quoiqu'il ait touché au moment de s'assurer l'empire du monde par une grande expédition maritime, on peut dire que la marine française ne survécut pas à Louis XVI, qui en porta si haut la gloire dans les deux hémisphères. L'Angleterre avait achevé de se venger de ce prince et de la France royale à Quiberon. Ce n'était pas la première fois qu'elle aidait de son or et de ses armes les passions démagogiques, dont le triomphe momentané mit plusieurs fois en péril la liberté conquise par la révolution.

The text on this page is estimated to be only 20.55% accurate

mSTOIRE DK NAPdI.ÉOX. n.-w) CHAPITRE III. r\l\ Dt VI£‘aix, et à l’égard de la l'Yance, où la Légion d'Honneur, qui reposait sur des principes d'égalité, sudisail à toutes les ambitions et à tous Iesserviccsremlus.au pays. Aussi Tordre des TroisToisons fut-il bieiitùt abandonné comme trop contraire à l'esprit et aux intérêts du siècle : ccUe pensée avait échappé au vainqueur des Autrichiens ; l'Empereur des Français la réprima. Opendanl les conférences d'Allenbourg ne se (eriutnaient point. On négociait de part et d’autre, Tépécau côte. Le quartier-général autrichien parlait assi‘2 hüulemenl de dénoncer l’armistice le 20 septembre, pour que Napoléon se crût forcé de s’tKcuper du plan d’une nouvelle campagne qui porlerait le théâtre des hostilités en Rohême. La présence des Anglais devant FIcssiitgue , et Taclivilé imprimée par eux à la lutte espagnole, continuaient d’exercer une influence très directe sur les dispositions du cabinet de Rude. A Altenbourg, le duc de Cadorc articulait de dures préletilioiis, et le comte de Melternicb, au lieu de les discuter, les éludait en crnellanl d'autres propositions d’une véritable perfidie, telle que celle de céder les ouvaienl permcitre au négociateur français de s’appuyer sur l’alliance de la Russie, que la cession des deux Gallicies eût trop directement menacée. Les Digitized by

The text on this page is estimated to be only 29.09% accurate

mSTOIRK UE NAPOLÉON. plénipotentiaires d'Altcnbourg restaient en présence sans rien finir, quand, le 8 septembre, ic comte de Kubna arriva à Schœnbrunn, porteur d*une lettre par laquelle son souverain déclarait rejeter les conditions du duc de Cadore. Celte circonstance devenait grave, et amena des conférences entre le duc de Bassanoet M. de Bubna : toutefois, comme la lettre de rCmpereiir d'.\utriche était menaçante. Napoléon, après y avoir répondu, avait pris la résolution de charger le maréchal Masséna de la conquête de la Bohême, avec une armée de quatre-vingt mille hommes, il partit lui-même le 15 pour aller visiter les divers corps, et ce fut sur le champ de bataille d'Austcrlits qu*il donna ses ordres au maréchal Davoust. Il est vrai que le présent ne ressemblait pas au {>assé ; Napoléon n'avait plus la même armée : celle qui SC composait des débris de toutes les armées de la Kcpublique,dcsvaiiiqueur$du Rhin, du Danube, des Pyramides, des Alpes, de l'Italie, de l'Égypte, de Marengo, et de ri mmortelle campagne que termina la bataillcdestroiscmpercurs.La cavaleried'Austerlilz manquait aussi à Napoléon, qui perdit entre autrt'5 tout le corps des cuirassiers à Kssling. Il sentait bien que sa position n'était plus la même; d'ailleurs la jeune armée, dont il avait obtenu des prodiges, n'était pas encore reposée de sesderniers succès; mais Napoléon savait mieux que son ennemi quelle puissance murale la victoire exerçait sur ses soldats, auxquels il savait si bien l'art de parler, et ils venaient de recevoir dans leurs rangs trente-six mille blessés sortis des hôpitaux, six mille prisonniers échangés, et des délacheinens arrivés de France. De son côté l'archiduc avait hien reconnu aussi la différence de ses armées d'aujourd'hui avec ses vieilles bandes d'autrefois; néanmoins scs forces se trouvaient encore imposantes, et Napoléon ne pouvait pas maintenant commander impérieusement la paix comme à Presbourg. Dans les nouvelles idées qui motivèrent rinspectiun solennelle de scs troupes au moment où la guerre semblait toujours immiiieirté, un admettra sans peine la tentation et même le dessein de donnera l'Europe le spectacle du démembrement de la monarchie autrichienne, résultat peut-être infaillible de la conquête d'un de ses trois royaumes, de celte Bohême dont Masséna avait déjà fait explorer toutes les avenues; mais cette grande opération, à laquelle Napoléon, clans ses Mèmoiret, affirme qu'un archiduc n'cül pas reste étranger, était bien autrement facile après Austerlitz, où l'armée russe exterminée sc voyait

hors de la question, qu'apres Wagram; puisque, demeurée intacte durant la campagne, elle aurait néccssainnnenl, au premier indice d’un semblable projet de la part de Napoléon, révélé brusquciiu'iil, à un allié qu’elle trompait, le secret de son inaction depuis le com-131 menccinent jusqu’à la lin de la guerre. Tel fut, sans aucun doute, indcpendammenl des justes craintes quedcvaicnl lui inspirer les obsessions de l’Aulrichr auprès du cabinet de Berlin, depuis l’ouverture des hostilités, tel fut le véritable et importanl motif qui fit supimrter à Napoléon les dégoûts de la négociation d’Altenbourg. La Russie continuait d’offrir au cabinet autrichien la médiation armée, que, sans trop de ménagement pourlaFrance, elle ti’availcessé de déployer pendant la campagne de Bologne , au lieu d’une coopération active contre la Maison d’Autriche. La Russiesauva l'Autriche après W agram. Ci* bienfait ne devait pas être perdu. La même position vis-à-vis de la France dicla la même conduite n l’Autriche deux ans plus tard , eu faveur de l.i Russie. Cependant la réponse de l’empereur Na|mlèoti ne p.irut pas avoir aplani les difficultés, malgré l'abandon des Bouches de l’Escaut par la flotte anglaise: cet événement, grave pour la politique autrichienne, loin de ramener à des scntiincns de concilialion. l’irrita davantage. l.e comte de SUdion réclama avec hauteur de lord Bathurst, en dédominageincnt du départ de l'expédition brilaiiuique, rexécution de rengagement antérieur, que l’Angleterre avait contracté, c'csl-à-dire une diversion armée dans le nord de l'Allemagne. C’élnit celle diversion sur laquelle le duc de Brunswick et le partisan Scliill avaient inutilement compté, cl dont le défaut causa la ruine de leurs entreprises. Ainsi, tandis que M. de Chainpagny et M. de Melleriiich traitaient de la paix â AUeiibourg, la cour de Rude revendiquait de son allié de Londres les moyens de reprendre les hostilités. Plus constante, plus ferme encore dans ses refus aux propositions françaises, le 10 scploinbre, elle les déclarait de nouveau inadmissibles, attenlaluircsàTcxistcncc delà monarchie; ellcaila même jusqu’à dire qu’elle sc voyait obligée de circonscrire la duréedesnégocialions.Ce n'était point là le langage de l'emperctttr François au bivaede Napoléon, après Austerlitz. Mais pendant que les plénipotentiaires des deux cours faisaient à Altenliourgla grande guerre diplomatique. MM.de Bassanoel de Bubna manœuvraieni à Schœnbrunn sur un terrain moins orageux. Le premier découvrit que la faiblesse présumée de notre armée était en dernier terme la raison secrète de la résistance du cabinet autrichien; en conséquence, il saisit l’occasion de

laisser voir à M. de Bubna un état détaillé des forces françaises ainsi que de celles qui étaient eu marche, cl ne lui cacha poinl que rexpédition anglaise sur l’Éscaul ayant tourné entièrement à la confusion du gouverneniciil britannique, l'empereur Napoléon se disposait à rouvrir la campagne cl fermerait aussitôt tout accès Digitized by Gougit

plénipotentiaires d'Altenbourg restaient en présence sans rien finir, quand, le 8 septembre, le comte de Bubna arriva à Schœnbrunn, porteur d'une lettre par laquelle son souverain déclarait rejeter les conditions du duc de Cadore. Cette circonstance devenait grave, et amena des conférences entre le duc de Bassano et M. de Bubna : toutefois, comme la lettre de l'Empereur d'Autriche était menaçante, Napoléon, après y avoir répondu, avait pris la résolution de charger le maréchal Masséna de la conquête de la Bohême, avec une armée de quatre-vingt mille hommes. Il partit lui-même le 15 pour aller visiter les divers corps, et ce fut sur le champ de bataille d'Austerlitz qu'il donna ses ordres au maréchal Davoust. Il est vrai que le présent ne ressemblait pas au passé : Napoléon n'avait plus la même armée : celle qui se composait des débris de toutes les armées de la République, des vainqueurs du Rhin, du Danube, des Pyramides, des Alpes, de l'Italie, de l'Égypte, de Marengo, et de l'immortelle campagne que termina la bataille des trois empereurs. La cavalerie d'Austerlitz manquait aussi à Napoléon, qui perdit entre autres tout le corps des cuirassiers à Essling. Il sentait bien que sa position n'était plus la même; d'ailleurs la jeune armée, dont il avait obtenu des prodiges, n'était pas encore reposée de ses derniers succès; mais Napoléon savait mieux que son ennemi quelle puissance morale la victoire exerçait sur ses soldats, auxquels il savait si bien l'art de parler, et ils venaient de recevoir dans leurs rangs trente-six mille blessés sortis des hôpitaux, six mille prisonniers échangés, et des détachemens arrivés de France. De son côté l'archiduc avait bien reconnu aussi la différence de ses armées d'aujourd'hui avec ses vieilles bandes d'autrefois; néanmoins ses forces se trouvaient encore imposantes, et Napoléon ne pouvait pas maintenant commander impérieusement la paix comme à Presbourg. Dans les nouvelles idées qui motivèrent l'inspection solennelle de ses troupes au moment où la guerre semblait toujours imminente, on admettra sans peine la tentation et même le dessein de donner à l'Europe le spectacle du démembrement de la monarchie autrichienne, résultat peut-être infaillible de la conquête d'un de ses trois royaumes, de cette Bohême dont Masséna avait déjà fait explorer toutes les avenues; mais cette grande opération, à laquelle Napoléon, dans ses *Mémoires*, affirme qu'un archiduc n'eût pas resté étranger, était bien autrement facile après Austerlitz, où l'armée russe exterminée se voyait hors de la question, qu'après Wagram; puisque, demeurée intacte durant la campagne, elle aurait nécessairement, au premier indice d'un semblable projet de la part de Napoléon, révélé brusquement, à un allié qu'elle trompait, le secret de son inaction depuis le commencement jusqu'à la fin de la guerre. Tel fut, sans aucun doute, indépendamment des justes craintes que devaient lui inspirer les obsessions de l'Autriche auprès du cabinet de Berlin, depuis l'ouverture des hostilités, tel fut le véritable et important motif qui fit supporter à Napoléon les dégoûts de la négociation d'Altenbourg. La Russie continuait d'offrir au cabinet autrichien la médiation armée, que, sans trop de ménagement pour la France, elle n'avait cessé de déployer pendant la campagne de Pologne, au lieu d'une coopération active contre la Maison d'Autriche. La Russie sauva l'Autriche après Wagram. Ce bienfait ne devait pas être perdu. La même position vis-à-vis de la France dicta la même conduite à l'Autriche deux ans plus tard, en faveur de la Russie.

Cependant la réponse de l'empereur Napoléon ne parut pas avoir aplani les difficultés, malgré l'abandon des Bouches de l'Escaut par la flotte anglaise : cet événement, grave pour la politique autrichienne, loin de l'amener à des sentimens de conciliation, l'irrita davantage. Le comte de Stadion réclama avec hauteur de lord Bathurst, en dédommagement du départ de l'expédition britannique, l'exécution de l'engagement antérieur que l'Angleterre avait contracté, c'est-à-dire une diversion armée dans le nord de l'Allemagne. C'était cette diversion sur laquelle le duc de Brunswick et le partisan Schill avaient inutilement compté, et dont le défaut causa la ruine de leurs entreprises. Ainsi, tandis que M. de Champagny et M. de Metternich traitaient de la paix à Altenbourg, la cour de Bude revendiquait de son allié de Londres les moyens de reprendre les hostilités. Plus constante, plus ferme encore dans ses refus aux propositions françaises, le 19 septembre, elle les déclarait de nouveau inadmissibles, attentatoires à l'existence de la monarchie; elle alla même jusqu'à dire qu'elle se voyait obligée de circonscrire la durée des négociations. Ce n'était point là le langage de l'empereur François au bivac de Napoléon, après Austerlitz.

Mais pendant que les plénipotentiaires des deux cours faisaient à Altenbourg la grande guerre diplomatique, MM. de Bassano et de Bubna manœuvraient à Schœnbrunn sur un terrain moins orageux. Le premier découvrit que la faiblesse présumée de notre armée était en dernier terme la raison secrète de la résistance du cabinet autrichien; en conséquence, il saisit l'occasion de laisser voir à M. de Bubna un état détaillé des forces françaises ainsi que de celles qui étaient en marche, et ne lui cacha point que l'expédition anglaise sur l'Escaut ayant tourné entièrement à la confusion du gouvernement britannique, l'empereur Napoléon se disposait à rouvrir la campagne et fermerait aussitôt tout accès

The text on this page is estimated to be only 28.94% accurate

IIISTÜIUE UE NAPOLÉON. à des négociations. Une semblable déclaration frappa M. de Bubna, qui sc retrancha dès ce moment dans la recherche des conditions Hnalcs de la paix, (^tlc négociation, d'abord iricidenlelle, devint alors la principale; clic amena bientôt la discussion et la fjxaliun précise des bases du traité. M. de Bubna courut à Dotis rendre compte de l'état des choses à ton souverain : ce prince ne tarda pas à demeurer convaincu que la nouvelle guerre dont il était menacé pouvait, peut-être en peu de jours, compromettre bien plus l'existence de sa couronne que le refus des propositions d'Altenbourg ne pouvait la garantir : passant donc subitement d'une résistance pleine de hauteur à une extrême facilité, il envoya à Scbœnbrunii, avec le comte de Bubna, le prince de Lichtenstein, muni de pleins pouvoirs pour traiter. En vingt-quatre heures, le prince et le duc de Bassano eurent arrêté les clauses générales. Le

ministre des relations extérieures, duc de C

à des négociations. Une semblable déclaration frappa M. de Bubna, qui se retrancha dès ce moment dans la recherche des conditions finales de la paix. Cette négociation, d'abord incidentelle, devint alors la principale; elle amena bientôt la discussion et la fixation précise des bases du traité. M. de Bubna courut à Dotis rendre compte de l'état des choses à son souverain : ce prince ne tarda pas à demeurer convaincu que la nouvelle guerre dont il était menacé pouvait, peut-être en peu de jours, compromettre bien plus l'existence de sa couronne que le refus des propositions d'Altenbourg ne pouvait la garantir : passant donc subitement d'une résistance pleine de hauteur à une extrême facilité, il envoya à Schœnbrunn, avec le comte de Bubna, le prince de Lichtenstein, muni de pleins pouvoirs pour traiter. En vingt-quatre heures, le prince et le duc de Bassano eurent arrêté les clauses générales. Le ministre des relations extérieures, duc de Cadore, fut rappelé d'Altenbourg par une lettre du 27 septembre pour conclure la négociation définitive. Le prince Jean de Lichtenstein était plénipotentiaire, au lieu de M. de Metternich, dont les deux empereurs paraissaient également mécontens. La France demandait cent millions de contribution de guerre, l'Autriche n'en voulait donner que la moitié. Un événement inattendu mit fin à cette discussion, qui de part et d'autre n'était pas sans opiniâtreté.

On était au 13 octobre; les troupes défilaient à Schœnbrunn devant Napoléon : un étudiant, nommé Frédéric Stabs, âgé de dix-huit ans, fils d'un ministre protestant de Hambourg, s'avança tout d'un coup vers l'Empereur, placé entre le prince de Neufchâtel et le général Rapp, aide-de-camp de service, et lui adressa la parole en allemand. Napoléon accueillit ce jeune homme avec bonté, et le renvoya au général Rapp, qui parlait sa langue. Stabs, passant derrière la foule, se rapprocha encore de Napoléon. Rapp, en éloignant Stabs, sentit une arme cachée; il le fit saisir par un gendarme qui l'entraîna. On trouva sur ce jeune fanatique un grand couteau et un portrait. Amené en présence de Napoléon, il déclara qu'il était venu pour délivrer son pays de l'oppresseur de l'Allemagne. Napoléon inclinait à le regarder comme malade ou comme fou. « Ni l'un ni l'autre ! » s'écria Stabs. Corvisart, ayant été consulté, lui tâta le pouls et répondit : « Monsieur se porte bien. — Je vous l'avais bien dit, » reprit Stabs avec une sorte de satisfaction. Napoléon, vivement frappé de l'assurance de ce malheureux, lui promit sa grâce s'il demandait pardon de son crime. Stabs affirma qu'il n'avait que le regret de n'avoir pu réussir. « Il paraît qu'un crime n'est rien pour vous? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est ce portrait trouvé sur vous? — Celui de ma meilleure amie, de la fille adoptive de mon vertueux père. — Quoi! votre cœur est ouvert à des sentimens si doux, et, en devenant un assassin, vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre les êtres que vous aimez? — J'ai cédé à une voix plus forte que celle de ma tendresse. — Mais en me frappant au milieu de mon armée, pouviez-vous échapper? — Je suis en effet étonné d'exister encore. — Celle que vous chérissez sera bien affligée. — Elle sera bien affligée de ce que je n'ai pas réussi; elle vous hait autant que je vous hais moi-même. — Si je vous faisais grace.... — Je ne vous tuerais pas moins. » Stabs fut encore interrogé en prison et persista dans ses aveux. Il refusa toute nourriture depuis le jour de son arrestation jusqu'au 17, où il subit son arrêt; il dit qu'il avait assez de force pour aller à la mort. Arrivé au lieu de l'exécution, on lui annonça que la paix venait d'être signée, et il s'écria : « *Vive la liberté! Vive l'Allemagne!* » Ce furent ses dernières paroles. Jusqu'au moment fatal, Napoléon penchait pour le pardon, et peu s'en fallut que Stabs ne conservât la vie.

Cependant, le 11, de sérieuses difficultés s'étaient élevées entre les plénipotentiaires, et nos corps d'armée avaient reçu des ordres. Frappé de la responsabilité qui pesait sur sa tête, le prince de Lichtenstein se sacrifia. Il accorda quatre-vingt-cinq millions de contributions au lieu de cinquante, et le 14, dans la nuit, il signa, les larmes aux yeux, le traité de Vienne.

Par ce traité, conquis les armes à la main, l'Autriche dut abandonner : 1° aux souverains de la Confédération rhénane les pays de Saltzbourg et de Berchtolsgaden, et la partie de la Haute-Autriche située au-delà d'une ligne partant du Danube, depuis Strass jusqu'au lac de l'Alter, frontière de Saltzbourg; 2° à la France les pays de Gorietz, Montefalcone, Trieste, la Carniole, le cercle de Villach, une grande partie de la Croatie, Fiume, le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne, la rive droite de la Save, devenue limite entre les deux États; 3° au roi de Saxe les enclaves de la Bohême situées dans son royaume, et, en sa qualité de grand-duc de Varsovie, la nouvelle Gallicie, l'arrondissement de Cracovie, etc.; 4° à la Russie un territoire de quatre cent mille ames dans l'ancienne Gallicie, etc. Cette cession à la Russie du district de Tarnopol ne pouvait compenser pour elle la cession de la Gallicie occidentale au grand-duché de Varsovie, qu'elle dut regarder comme la base du rétablissement prochain du trône de Pologne, outre qu'une disposition formait une infraction au traité de Tilsitt. C'était menacer ou au moins inquiéter la Russie, avec laquelle Napoléon ne se trouvait pas en état de solder le compte de la conduite militaire du prince Gallitzin en Pologne. Cette clause en faveur du grand-duché de Varsovie cimentait néces-

The text on this page is estimated to be only 23.81% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 533 sairemciit une secrète et vindicative iiitelliKcnce entre Vienne et Pélersbourg. Napolcun, je crois ravoir déjà dit, ii'avaîl pas à beaucoup près, pour conduire une négociation, le génie qui, dans aucune époque de sa vie, ne lui manqua pour conduire une guerre. I/Autriche s'engageait aussi à reconnaître tous les changeincns survenus et à survenir en Espagne, en Portugal cl en Italie, et elle adhérait au système continental.... Voilà les principales clauses du traité de Vienne. Il élaildéclaré commun aux rois d'Espagne, de Hollande, de Naples, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westpbalie j au prince Primat; aux grands-ducs de Bade, de Berg, de llesse-Darnistadt , de Wurlzbourg, et à tous les princes de la conrédéralioii du Bhin. Telle «-• présentait à celte époque la clientèle de l'empire français! Peut-être une victoire, une seule victoire remportée en Bohême, eùl-elle joint à celte nomenclature de s^mverains un roi de Bohême, un roi de Hongrie, un roi ou un duc d'Autriche. La soumission du cabinet de Bude à de semblables conditions, qoi dépouillaient l'Autriche de toutes ses frontières dcfensivcscl offensives, prouvaitsuflisamment l'état de dcscsjwir où Pavait réduite , non la bataille de Wagram, bataille moins bien gagnée par rarméc de Napoléon que celle iJ'Austerlitz, mais Paccruissement successif de nos forces au milieu des négociations. D'un autre côte, je le répète, on ne saurait douter que, dans le projet qu'il avait conçu de reconstruire la vieille Europe et de la doter de cuiislilulions représentatives, Napoléon n'cùl songé à la division de l'empire d'Autriche en trois États indépendans, dont chacun conserve encore à présent les formes, cl invoque pi'ul-êlre les souvenirs de son antique consiitulioniialité. Mais le temps seul est le juge de ces deux grands procès sans cesse débattus dans l'histoire des [peuples; le premier est le droit de la eonquélc sur leur indépendance, le second est le droit de leur indépendance sur la conquête. Le Jî5, Napoléon partit pour Passau et pour .Munich, où il devait attendre la ralilicalion encore incertaine de Pempereur U'Aulriclie. Des signaux furent pLicés sur la roule, afin d'informer promptement Napoléon de ce qui arriverait. Jamais aucune paix ne ressembla autant à la guerre. Avant son départ, PKnipereur avait remis le commandement au niajor-gcncral, en lui donnant les ordres les plus précis et les plus circonstanciés pour le cas de Pévacuatioii, qu'il régla de manière à préserver nos troupes de toute surprise. Par la lettre qui contenait ces

dispositions, il enjoignait à Borlhierde faire sauter les bastions de Vienne, et plus tard les fortifications de Brunn, lUab, (îralz, de démolir entièrement les travaux de Spilz, mais seulement après l'échange des ratifications, qui eut lieu le 19. Le ii. Napoléon en recul la nouvelle à Munich, ainsi que la réponse de Pempereur d'Autriche à la lettre qu'il lui avait écrite après la signature du traité : celle réponse rcspiraitlesentimenld'uiic union à laquelle semblait attachée la prospérité des deux nations. La paix était dans la lettre de Fnnçuis, mais la guerre resta dans son cabinet. Napoléon quitta la capitale de la Bavière le â3, et le :2G il arriva à Fontainebleau. Tandis que Napoléon revenait triomphant de Munich dans ses États, Frédéric-Guillaume, après trois ans d'absence, reprenait, le 20 novembre, à Berlin, lu faible trône que le traite de Tilsill lui avait laisse; il remontait sur ce trône sous la protection, non du souverain qui le lui avait rendu, mais de celui qui en avait obtenu la restitution. Frédéric trouva à Berlin unauxiliairepuissanldans uneafilliationélroilu avec les secrets ennemis de la France. Son conseil venait de lui faire faire pendant sa retraite à Meniel, et à sou insu peut-être, la campagne de 1800, par les armées du duc de Brunswick, du major Scliill, et de concert avec l'Autriche cl PAngleterrc. Ce n'élaienl pas là d'heureux présages pour la conduite future du roi envers Najioléoii. Vienne et Berlin sortant de captivité, Londres humiliée, Paris dans Pivresse des fêtes de la victoire et de la ;>aix, présentent un contraste que l'histoire sVnipressede saisir, tant Piiiconstancede la fortune lui est connue. Les rois nouveaux de la vieille Euroj>c, les grands vassaux de Napoléon sont tous accourus dans sa capitale; ils y sont appelés, noii scuIcmcnt comme légataires du Icstameiil politique que la cour de Vienne a signé en leur faveur sous la dictéiMlu conquérant qui domine le continent, depuis les frontières de la Russie et de la Turquie jusqu'aux derniersrivagesdelaMéditorranéeeuropéennCjinais encore pour être les témoins d'un grand acte de réconciliation que leur préseucc doit en quelque sorte sanctionner. ns DC LI\RK uxzikvc. Digitized by Google

sairement une secrète et vindicative intelligence entre Vienne et Pétersbourg. Napoléon, je crois l'avoir déjà dit, n'avait pas à beaucoup près, pour conduire une négociation, le génie qui, dans aucune époque de sa vie, ne lui manqua pour conduire une guerre. L'Autriche s'engageait aussi à reconnaître tous les changemens survenus et à survenir en Espagne, en Portugal et en Italie, et elle adhérait au système continental.... Voilà les principales clauses du traité de Vienne. Il était déclaré commun aux rois d'Espagne, de Hollande, de Naples, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie; au prince Primat; aux grands-ducs de Bade, de Berg, de Hesse-Darmstadt, de Wurtzbourg, et à tous les princes de la confédération du Rhin. Telle se présentait à cette époque la clientèle de l'empire français! Peut-être une victoire, une seule victoire remportée en Bohême, eût-elle joint à cette nomenclature de souverains un roi de Bohême, un roi de Hongrie, un roi ou un duc d'Autriche. La soumission du cabinet de Bude à de semblables conditions, qui dépouillaient l'Autriche de toutes ses frontières défensives et offensives, prouvait suffisamment l'état de désespoir où l'avait réduite, non la bataille de Wagram, bataille moins bien gagnée par l'armée de Napoléon que celle d'Austerlitz, mais l'accroissement successif de nos forces au milieu des négociations. D'un autre côté, je le répète, on ne saurait douter que, dans le projet qu'il avait conçu de reconstruire la vieille Europe et de la doter de constitutions représentatives, Napoléon n'eût songé à la division de l'empire d'Autriche en trois États indépendans, dont chacun conserve encore à présent les formes, et invoque peut-être les souvenirs de son antique constitutionnalité. Mais le temps seul est le juge de ces deux grands procès sans cesse débattus dans l'histoire des peuples; le premier est le droit de la conquête sur leur indépendance, le second est le droit de leur indépendance sur la conquête.

Le 15, Napoléon partit pour Passau et pour Munich, où il devait attendre la ratification encore incertaine de l'empereur d'Autriche. Des signaux furent placés sur la route, afin d'informer promptement Napoléon de ce qui arriverait. Jamais aucune paix ne ressembla autant à la guerre. Avant son départ, l'Empereur avait remis le commandement au major-général, en lui donnant les ordres les plus précis et les plus circonstanciés pour le cas de l'évacuation, qu'il régla de manière à préserver nos troupes de toute surprise. Par la lettre qui contenait ces dispositions, il enjoignait à Berthier de faire sauter les bastions de Vienne, et plus tard les fortifications de Brunn, Raab, Gratz, de démolir entièrement les travaux de Spitz, mais seulement après l'échange des ratifications, qui eut lieu le 19. Le 22, Napoléon en reçut la nouvelle à Munich, ainsi que la réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre qu'il lui avait écrite après la signature du traité : cette réponse respirait le sentiment d'une union à laquelle semblait attachée la prospérité des deux nations. La paix était dans la lettre de François, mais la guerre resta dans son cabinet. Napoléon quitta la capitale de la Bavière le 23, et le 26 il arriva à Fontainebleau.

Tandis que Napoléon revenait triomphant de Munich dans ses États, Frédéric-Guillaume, après trois ans d'absence, reprenait, le 20 novembre, à Berlin, le faible trône que le traité de Tilsitt lui avait laissé; il remontait sur ce trône sous la protection, non du souverain qui le lui avait rendu, mais de celui qui en avait obtenu la restitution. Frédéric trouva à Berlin un auxiliaire puissant dans une affiliation étroite avec les secrets ennemis de la France. Son conseil venait de lui faire faire pendant sa retraite à Memel, et à son insu peut-être, la campagne de 1809, par les armées du duc de Brunswick, du major Schill, et de concert avec l'Autriche et l'Angleterre. Ce n'étaient pas là d'heureux présages pour la conduite future du roi envers Napoléon.

Vienne et Berlin sortant de captivité, Londres humiliée, Paris dans l'ivresse des fêtes de la victoire et de la paix, présentent un contraste que l'histoire s'empresse de saisir, tant l'inconstance de la fortune lui est connue. Les rois nouveaux de la vieille Europe, les grands vassaux de Napoléon sont tous accourus dans sa capitale; ils y sont appelés, non-seulement comme légataires du testament politique que la cour de Vienne a signé en leur faveur sous la dictée du conquérant qui domine le continent, depuis les frontières de la Russie et de la Turquie jusqu'aux derniers rivages de la Méditerranée européenne, mais encore pour être les témoins d'un grand acte de réconciliation que leur présence doit en quelque sorte sanctionner.

FIN DU LIVRE ONZIÈME.

The text on this page is estimated to be only 24.90% accurate

LIVRE DOUZIÈME CHAPITRE PREMIER. (1809-1810.)

I^IUAÜK DE l'eIPEEEIB AVEC I/aRCBI ÜUCflESSE ■AEIE-l.OUISI. — LE PEI5ir.E EtGE^t APPBlt A l'hEBÊEITE DU GRAnD-DLCHEOE PRAlGrORT. — PAIX DE LA 91ÊDE AVEC LA FR A RCE. — ABDICATIU9 SI ROI OS liOLLARDE — KEVIflOR SE LA HOLLANDE A l'eEPIRE. — LE PM!«CE DE PORTE-CXIRVO APPELE A l'kErEDITE DU TEÙÜE DE SUEOt. — RXPEniTIOH DE SICILE.— 'RÊL'NI0:« do valais et des villes AVStATIQCES A LA FRANCE. UuiB veiiail d'ètrc)c (béâtrc d'une scène du moyen âge; Paris devint celui d'une véritable pompe de l'empire romain. Parmi les courtisans couruiincs de Napoléon^ la capitale distingue à peine celle troupe de petits souverains d'Allemagne, qui , fiers alors de faire partie de la Confédération rhénane, victorieuse de rAulrichc. se sont h:)tés d'offrir à son protecteur le vasselage de l'orgueil germanique. I/Europe entière est représentée par les plus brillantes ambassades, sauf l' Angleterre, dont l'absence balance à elle seule toute cetteclientèle diplomatique : cette lacune est immense. Napoléon sent bien qu'elle laisse à découvert une partie .lésa puissance; aussi se propose-t-il d'opposLT SI ce grave danger l'inlluence du blocus continental. Dans la foule de ces princes, de ces rois, se cache le vainqueur de Ilaab, le fils adoptif du maître du monde ; il cherche à se dérober aux hommages qu'un lui adresse, et charge d'une mission déchirante pour son cœur, mais non funeste à sa gloire, il se voit, après Napoléon, le personnage sur lequel se porteront tous les regards. Vice-roi de la heUe Italie, que sa valeur vient d'arraclicr à l'invasion autrichienne, et dont la couronne lui est assurée si Napoléon meurt sans postérité; (ils de l'impératrice Joséphine, Eugène a clé appelé pour la disposer à briser le nœud nuptial auquel son époux a attaché tant d'éclat. 1a* prince doit contribuer à sc dépouiller lui-même du magnifique héritage qu'il a su défendre par scs armes, et que lui garantit la continuation du bonheur de sa mère. Napoléon avait bien choisi son interprète; jamais l'hérotsme de la reconnaissance ne mérita plus d'étre admiré : ce sentiment devait triompher de la nature elle-mémo. et, en sacrifinnl deux couronnes, Joséphine et Eugène allaient donner au monde l'exemple du dévouement le plus rare. Depuis long-temps Joséphine redoutait ce grand changement dans sa I destinée; inquiète du simple contrat civil qui l'aI vail unie au général Hunaparto en 1796; devenue impératrice,

clic fit d'abord consentir l’Empereur à demander sccrèlerrienl avec elle la bénédiction nuptiale au cardinal Fesch. La crainte d'un divorce, dont elle était constamment obsédée, avait aussi poussé Joséphine à employer tous les moyens pour obtenir de Napoléon qu’elle pût recevoir en iiicnie temps que lui la consécration du pape. Le 15 décembre le prince ('.anibacércs , archichancelier de l’empire, et le comte Uegnnult, secrct.iire de l’étal civil de la Maison impériale, furent appelés par lettres closes dans le cabinet de l’Empereur, à neuf iicures du soir; tous les princes et toutes les princesses de la famille de Napoléon, ainsi que le vice-roi cl la vice-reine d'Italie, faisaient partie de celle réunion, excepté le roi d'Espagne cl la grande-duchesse de Toscane. L’EiiipeiTur s’adressant au prince arciiichancclier, lui dit : ’ H .... La politique de ma monarchie , l’intérél ci le Digitized by Google

IIISTOIBF, nK NAPOLÉON. U hmin (le mes peuples , qui oui constamment it guidé toutes mes actions^ veulent qti'aprês moi wje laisse à (les enfans, héritiers de mon amour p(»ur mes peuples, ce trône où In Providence m'a « placé. Cependant, depuis plusieurs années, j'ai •< perdu l'espérance d'avoir des enfans de mon maII riagc avec ma bicn-aimec épouse l'impératrice M Joséphine; c'est ce qui me porte à sacrilier les « plus douces aiïections de mon cœur, à n'écouter n que le bien de l'Étal, et à vouloir la dissolution •1 de notre mariage. Parvenu à l'àgc de quarante « ans , je puis concevoir l'espéranco de vivre asse* •I pour élever dans mon esprit cl dans ma pensée « les enfans qu'il plaira à la Providence de me don* •> ner...Ma bicn-aimée épouse a eml>clli quinze ans •I de ma vie... elle a été couronnée de ma main... «je veux qu'elle conserve le rang et le litre d'im•I pérairice... » L'impératrice Joséphine pritensuilc la parole et dit : « .... Je me plais a donner à notre « auguste et cher epoux la plus grande preuve d'at* « tachcmcnl et de dévouement qui ait jamais été « donnée sur la terre; je tiens tout de ses bontés : « c'est sa main qui in'a couronnée, cl, du haut de « cc trône, je n'ai reçu que des témoignages d'anec« lion et d'amour du peuple français. Je crois rc« connaître tous ces sentimens, en consentant à la « dissolution d'un mariage qui , désormais , est un «I obstacle au bien de la France, qui la prive du « bonheur d'élre un jour gouvernée par lesdcscen« dans d'un grand homme, évideimiieiil suscité par «' la Providence pour elTaccr les maux d'une terriU ble révolution , et pour rétablir l'autel, le trône w et l'ordre social... N Cette dernière phrase, dans cette réponse toute politique» était sans doute la manifestation des principes sur lesquels l'Empereur voulait s'appuyer plus fortement que jamais, en contractant une alliance avec une ancienne maison régnante en Europe. L'obéissanccd'une reine répudiée n'avait pas encore été mise ù une aussi grande épreuve. 11 fut donné acte à l'Empereur et à l'Impératrice des déclarations qu'ils venaient de faire de leur consentement à la dissolution de leur mariage; on dressa un procès-verbal, que signèrent les membres de la famille impériale, l'archichaiicelier et le secrétaire de l'élat civil. Aussitôt un projet de sénatus-consultc fut adressé à l'arcbichancclicr, qui convoqua le Sénat le lendemain 16. I.a sé'anccs'ouvril par l'admission au scrmcnldu prince vicc-roi, qui paraissait pour la première fois au Sénat, le jour où la dissolution du mariage de sa mère allait être décrétée; mais le sacrifice était commence depuis le dernier voyage de Napoléon à 3Iilan. Si l'épreuve avait été cruelle

en présence de sa mère, dans le cabinet de l'Empereur, elle ne le fut p.is moins au Sénat; car, après que le comte lle336 gnaiilt eut développé les motifs du sénalus-coiisulle, le prince viccrroi dut aussi avoir le courage de prendre la parole, et dit : « .... Lorsque ma U mère fut couronnée devant toute la nation par i: les mains de son .lugnsle époux, clic contracta <1 l'obligation de sacrilier toutes ses affections aux M interets de la France : elle a rempli avec cou«rage, noblesse et dignité, cc premier dos de<> voirs; son amu a été souvent attendrie en voyant « en butte à de p('nibles combats le cœur d'un il homme accoutumé à inaitriser la fortune et à il marcher d'un pas ferme à raccoiiiplissimenl d(* « ses grands desseins. Les larmes qu'a coûtées celle « résolution à l'Empereur sufliscill ù la gloin; de U ma mère.... » Alors le Sénat nomma une commission chargeie de l'examen du projet desénalus-consulte; clic se relira pour délibérer. A quatre luxures et demie, on reprit la séance au retour de la commission. Le comte de Lacépède rendit compte de la délibération, dont lu résultat, comme on le pense bien, n'élail pas contraire au projet. Son discours offrit cc passage remarquable : « En ne portant K même nos regards que sur les prédécesseurs de •I .Napoléon, nous voyons treize rois que leurdcvoir il de souverain a cuntrainls à dissoudre les nœuds U qui les unissaient à leurs épouses; et, cc qui est « bien digne de remarque, parmi ces treize princes U nous devons compter quatre des monarques fran* M çais les plus admirés et les plus chéris, CharleII magne, Fhilippe-Auguste, Louis Miel HenrilV. » On vola au scrutin sur l'adoption proposée. Le scrutin, dit le Uoniteur, donne, en /Ureur du projei, le nombre de toix exigé par l'art. 36 de l'acte des constitutions du

i août 1802. Il résulte de c

« besoin de mes peuples, qui ont constamment « guidé toutes mes actions, veulent qu'après moi « je laisse à des enfans, héritiers de mon amour « pour mes peuples, ce trône où la Providence m'a « placé. Cependant, depuis plusieurs années, j'ai « perdu l'espérance d'avoir des enfans de mon ma- « riage avec ma bien-aimée épouse l'impératrice « Joséphine; c'est ce qui me porte à sacrifier les « plus douces affections de mon cœur, à n'écouter « que le bien de l'État, et à vouloir la dissolution « de notre mariage. Parvenu à l'âge de quarante « ans, je puis concevoir l'espérance de vivre assez « pour élever dans mon esprit et dans ma pensée « les enfans qu'il plaira à la Providence de me don- « ner... Ma bien-aimée épouse a embelli quinze ans « de ma vie... elle a été couronnée de ma main... « je veux qu'elle conserve le rang et le titre d'im- « pératrice... » L'impératrice Joséphine prit ensuite la parole et dit : « .... Je me plais à donner à notre « auguste et cher époux la plus grande preuve d'at- « tachement et de dévouement qui ait jamais été « donnée sur la terre; je tiens tout de ses bontés : « c'est sa main qui m'a couronnée, et, du haut de « ce trône, je n'ai reçu que des témoignages d'affec- « tion et d'amour du peuple français. Je crois re- « connaître tous ces sentimens, en consentant à la « dissolution d'un mariage qui, désormais, est un « obstacle au bien de la France, qui la prive du « bonheur d'être un jour gouvernée par les descen- « dans d'un grand homme, évidemment suscité par « la Providence pour effacer les maux d'une terri- « ble révolution, et pour rétablir l'autel, le trône « et l'ordre social... » Cette dernière phrase, dans cette réponse toute politique, était sans doute la manifestation des principes sur lesquels l'Empereur voulait s'appuyer plus fortement que jamais, en contractant une alliance avec une ancienne maison régnante en Europe. L'obéissance d'une reine répudiée n'avait pas encore été mise à une aussi grande épreuve. Il fut donné acte à l'Empereur et à l'Impératrice des déclarations qu'ils venaient de faire de leur consentement à la dissolution de leur mariage; on dressa un procès-verbal, que signèrent les membres de la famille impériale, l'archichancelier et le secrétaire de l'état civil. Aussitôt un projet de sénatus-consulte fut adressé à l'archichancelier, qui convoqua le Sénat le lendemain 16. La séance s'ouvrit par l'admission au serment du prince vice-roi, qui paraissait pour la première fois au Sénat, le jour où la dissolution du mariage de sa mère allait être décrétée; mais le sacrifice était commencé depuis le dernier voyage de Napoléon à Milan. Si l'épreuve avait été cruelle en présence de sa mère, dans le cabinet de l'Empereur, elle ne le fut pas moins au Sénat; car, après que le comte Regnault eut développé les motifs du sénatus-consulte, le prince vice-roi dut aussi avoir le courage de prendre la parole, et dit : « .... Lorsque ma « mère fut couronnée devant toute la nation par « les mains de son auguste époux, elle contracta « l'obligation de sacrifier toutes ses affections aux « intérêts de la France : elle a rempli avec cou- « rage, noblesse et dignité, ce premier des de- « voirs; son ame a été souvent attendrie en voyant « en butte à de pénibles combats le cœur d'un « homme accoutumé à maîtriser la fortune et à « marcher d'un pas ferme à l'accomplissement de « ses grands desseins. Les larmes qu'a coûtées cette « résolution à l'Empereur suffisent à la gloire de « ma mère.... »

Alors le Sénat nomma une commission chargée de l'examen du projet de sénatus-consulte; elle se retira pour délibérer. A quatre heures et demie, on reprit la séance au retour de la commission. Le comte de Lacépède rendit compte de la délibération, dont le résultat, comme on le pense bien, n'était pas contraire au projet. Son discours offrit ce passage remarquable : « En ne portant « même nos regards que sur les prédécesseurs de « Napoléon, nous voyons treize rois que leur devoir « de souverain a contraints à dissoudre les nœuds « qui les unissaient à leurs épouses; et, ce qui est « bien digne de remarque, parmi ces treize princes « nous devons compter quatre des monarques fran- « çais les plus admirés et les plus chéris, Charle- « magne, Philippe-Auguste, Louis XII et Henri IV. » On vota au scrutin sur l'adoption proposée. *Le scrutin,* dit le Moniteur, *donne, en faveur du projet, le nombre de voix exigé par l'art.* 56 *de l'acte des constitutions du* 4 *août* 1802. Il résulte de cette rédaction la certitude que l'assentiment du Sénat ne fut pas unanime; sa minorité exprima réellement le vœu national. La France, qui aimait Joséphine, la France, pour qui Napoléon n'avait pas eu besoin d'aïeux, s'affligea au bruit de cette résolution, qui brisait en quelque sorte son lien de famille avec son héros et son empereur. Napoléon se rendit immédiatement à Trianon, où il s'occupa de son nouveau mariage. Trois princesses convenaient presque également : la princesse royale de Saxe, une grande-duchesse de Russie, et une archiduchesse d'Autriche. On entama trois négociations; les deux dernières surtout étaient très délicates; il fallait sonder les intentions sans s'engager. Avec l'Autriche tout se passa à Paris dans les formes les plus confidentielles. Les pourparlers préliminaires eurent lieu entre le prince de Schwartzemberg, deux jours après le divorce, le 19 décembre, et le comte Alexandre de Laborde, à qui le duc de Bassano avait confié cette mission. Les ordres pour les

The text on this page is estimated to be only 25.42% accurate

Ô36 IIISTOmE DE NAPOLÉON. cominunicâlions à U Russie étaient en route. Au mois üe janvier 1810, M. de Mellernich avait jeté un mot sur le sujet des inlenflons actuelles du cabinet des 'ruileries, dans une conversation avec le comte de Narbonne. Mais déjà on sVtait entendu à Paris avec Pnmbass.'idetir d'Autriche, sans cependant s'élre lie dcfinitivenient. On restait libre de désavouer Piiitermédiaire sans importance qui avait porte les premières paroles, et l'on attendait les réponses de Pétersbourg : elles annonçaient que l'empereur Alexandre n'avait pas semblé hésiter pour donner sa sœur, mais que rimpéralrice-inère demandait du temps, plusieurs mois pour sc décider ; qu'elle objectait la trop grande jeunesse de sa (ilie et la diiïérencc de religion : c'était un refus mat coloré. Après la démarche qu'il avait faite. Napoléon se voyait forcé de prendre un parti ; il le prit sans aucun regret. Le gouvernement s'était effraye, je ne sais pourquoi, de l'incuiivéïnenl d'admettre dans l'intérieur une chapelle grecque, avec ce que l'on appela les intrigues des papes; i'Knqœreur ne pouvait d'ailleurs sk' réduire à attendre peut-être inutilement le terme des délais ou des objections de l'impcratricc-mère, sans s'exposer à perdre les dispositions favorables que montrait lacour de Vienne. Le projet de l'alliance avec 1a maison de Saxe n'avait pas tenu devant les facilités de l'Autricbc; la dignité impériale sc trouvait plus satisfaite du consentement de Vienne que de celui de Dresde; et, puisqu'il faut le dire, la princesse de Saxo n'élail déjà plus d'assez bonne maison pour le mari de Joséphine de la Pagerie. Le soir même du jour où arriva la dépêche de Pétersbourg, le prince Eugène sc vit encore dans la cruelle nécessité de conclure et de signer le dernier acte politique qui déshéritait sa mère, c'est-à-dire la convention du mariage de Napoléon avec l'archiduchesse MarieLouise. Lepundant il avait fallu soumettre à roflicialilc de Paris la validité du mariage religieux dcrinipérntricc Joséphine, pour en obtenir la rupture. Le 11 janvier il fut déclaré nul, on vertu de la disposition du concile de Trente : «< One tout mariage est •I nul du moment qu'il n'est point fait en présence «t du curé de l'une des deux parties contractantes, •I ou de son vicaire, assiste de deux témoins. » On ignore par quelle raison le cardinal Fesch avait j négligé de sc conformer à cette disposition, trop importante pour permettre de croire qu'il ne la connût pas. Quoi qu'il en soit, Napoléon, parce qu'il ne l'avait point observée, fut condamné par rolficialilé à une

amende de 6 francs envers les pauvres. Le 3 mars, le prince de Neufchâlcl, charge de j demander la main de l'archidnchessi* Marie- ; Louise, arriva à vienne. Le même jour, i'Kmpereiir déclara le litre de grand-duc de Francfort réversible sur U tête d'Eugène après la mort du prince Primat. Ainsi, dès lors Napoléon réservait dans sa pensée la couronne d'Italie, et probablement de rilalio entière, pour apanage au second fils qui nailrail de son nouveau mariage. II est certain que déjà, à celte époque, tel était le vœu de l'Ilalte, et mémo de cette Home qui, depuis les victoires du général Huriaparle, et surtout depuis sou avènement à la couronne de fer, avait sécularisé sa politique, et aspirait bauteineiil à voir occuper, non le Irène de l'Egiise, mais le trône des Césars, par un autre que par le successeur de saint Pierre. Cependant, le 11, le prince de Ncufchâtel avait é{Hmsésulennellemenl, au nom de son souverain, la liilcde rcmpereiir François. Le 13, celte princesse quitta Vienne, accompagnée de plus de trois cents personnes, parmi lesquelles on conqitait plusieurs dignitaires de l'empire d'Autriche, douze dames du palais, douze chambellans, etc., sans y comprendre les militaires. Une vaste baraque, divisée en trois salons, Tun regardant rAulriebe. l'autre la France, et celui du milieu déclaré neutre, avait été construite avec une promptitude et une inagniücencc extraordinaires, entre Uraunau et Aitheim. Celle construction rappidait celle ur recevoir la princesse des mains de sa famille. Le 16, la remise se lit en présence des deux cours, avec une pompe dont Napoléon lui-même avait pris le soin de dicter le cérémonial. Tout ce que renfermait la corbeille était un véritable miracle de cette industrie parisienne qui, sous le nom de modes, continue l'empire d'une domination française dans l'univers entier. Le luxe de la cour autricbiemie et du cortège militaire, la qualité des personnes qui lus conq>usaient, donnèrent alors la mesure delà haute importance que la Maison d'Autriche attachait à ce mariage. Après la cérémonie, Marie-Louise partit pour Braunau, où elle fut tout à coup transformée en impératrice des Français; elle y quitta ses vétemens I devienne, cl ne vil plusaulourd'ellcquelamaisnn I que Napoléon lui avait formée. La princesse trouva sur la roule, à chaque coucher, une lettre de son époux. Le 29, elle sc mil en roule pour Compïègne, où résidait l'Empereur, entouré des princes de la famille impériale et de la cour la plus brillante. Napoléon s'était aussi occupé d'un cérémunial pour rcnlrcvuc, fixée par lui au lendemain. Mais, cette fois, rétiqiielte céda à son impaiirnee, et le législa

 leur passa par-dessus sa propre loi. Au lieu d'al- | lendre le jour suivant cl de se renconlrer avec l'im|>ératrice tiant la tente du milieu, où la princesee devait e'incliner pour êe mettre à genouxy et l'Empereur la relever, l'embraseer et e'atteoir ô c6té d'elle, Napidêon sortit furtivement du palais, accompagne du roi de Naples, dans une simple calèche, sans livrées. Vêtu de la redingole grise de W.igram, lise plaça en enibu>cade, à cause de la pluie, sous le porche d'une petite église. au*dclà de Soissoiis, dans le village de Cuurcelle ; riinpéralricc devait y relayer. Aussitôt qu'elle arriva, il monta brusquement dans la voiture, et le lendemain il Fit servir le déjeûner près du lit de rimpéralrico. Ce fut ainsi que se passa Ventretue de Compïègne, que Ton appela la eurprise de Courcelte. Le ôÜ, toute la cour se réunit à Saint-Cloud pour la célcbralioii du mariage civil. Napoléon habita à SaiiiMJuuü le pavillon d'Italie, comme à Compïègne il avait habite rilôtel de la Chancellerie. Le 1*' avril , le mariage fut prononcé par rarchichancelier; le soir, on donna sur le théâtre de la cour Iphigénie en Aulide, devant rAchillc français, qui alors était le roi des rois. Le 31 , l'Empereur et l'Impératrice firent leur entrée solennelle dans la capitale, au milieu d'un concours immense de peuple. Ils reçurent la bénédiction nuptiale du grand-aumônier de France, le cardinal Fesch, qui, cette fuis, n'oublia pas l'assistance du curé de Saint-Ocrmain-l'Auxerrois, paroisse du château des Tuileries. On déploya dans cettcoccasion la plus grande magnificence. On avait disposé en chapelle une salle de la galerie du I.k)uvre, avec des tribunes pour les rois, les autres souvcrainscllesambassadeurs. Les rois, reines, princes et princesses de la famille impériale, assistèrent l'Empereur et l'Impératrice à cette majestueuse et brillante solennité, qui cul aussi pour témoins les membres du sacré collège : quelques cardinaux seulement voulurent soutenir les droits du sacre pontifical, s'abstinrent de naraltre, et furent éloignés. Tous les corps de l'Ëlat, toutes les dignités civiles et militaires, enfin tout ce que la cour de France et les cours étrangères pouvaient, indépendamment de la capitale, oiïrir de plus distingué, sc trouvaient réunis, au nombre de huit mille personnes, dans la grande galerie. Pendant toute la Journée, la cour et la ville furent dans l'ivresse d'uiic fête générale. Cependant le souvenir fatal de celle du mariage de l'archiduchesse Marie-Antoinette attristait involontairement la pensée; et, trois mois apres, le juillet, rinccndic qui embrasa tout à coup la maison où le prince de

Schwartxemberg donnait un bal a la fille de son souverain, renouvela cruellement ce souvenir. L'Impératrice courut quelque danger, dont Napoléon la préserva. Une belle-sœur de l'ambassadeur périt, ainsi que quelques autres personnes. Un grand nombre reçurent des blessures graves. Les témoins du mariage de Louis XVI avaient prédit une issue funeste à (a nouvelle alliance avec la Maison d'Autriche : leur prophétie ne s'accomplit que trop bien. (!etle alliance avait clé contractée dans les remparts de Vienne détruits par Napoléon ; quatre ans plus tard, elle sera dissoute à jamais dans les murs de Paris envahis par l'empereur François. Le jour mémo de la célébration du mariage civil de l'Empereur à Saint-Cloud, les princes d'Espagne donnèrent à Valencey une fête brillante, précéC5 Anglais ont fait bien du mal à la nation esM pagnole : sous mon nom, ils font encore couler le » sang. Le ministère angLiis, trompé lui-méme par K la fausse idée que je suis ici retenu de force, nte U fait proposer des moyens d'évasion. « Après celle noble et courageuse dénonciation , le baron de Kolii, envoyé au ministre de la police générale partit sous bonne garde pour Paris, avec toutes les pièces de conviction. Ferdinand, dans le dessein de niiiux prouvera l'Empereur combien il était élrangiT à cet événement, écrivit au cominandaiil Bertheniy : » J'ai voulu, monsieur, vous faire savoir n moi-mème que Je suis informe de cctle affaire, et <1 manifester itérativement, dans cette occasion, «c mes sentimensde fidélité inviolable pour l'cmpcH rcur Napoléon, et l'horreur que m'inspire ce prou jet infernal, dont je désire que les auteurs et les « complices soient punis comme ils le méritent. » Deux jours avant, ce même prince avait aussi écrit au commandant Bertbcmy : « Mon premier désir U est de devenir le filsadoplif de S. H. l'Empereur, •< notre auguste souverain. Je me crois digne de U cette adoption, qui serait véritablement le bonH heur de ma vie, par mon amour et mon allacheN ment parfait pour la personne sacrée de S. M. , «t comme par ma soumission cl mon obéissance I M entières à ses intentions cl â ses ordres Il I terminait sa lettre en demandant de quitter ValcnI ccy. De son côté, le baron de Kolli déclara au mi43

teur passa par-dessus sa propre loi. Au lieu d'attendre le jour suivant et de se rencontrer avec l'impératrice *dans la tente du milieu, où la princesse devait s'incliner pour se mettre à genoux, et l'Empereur la relever, l'embrasser et s'asseoir à côté d'elle*, Napoléon sortit furtivement du palais, accompagné du roi de Naples, dans une simple calèche, sans livrées. Vêtu de la redingote grise de Wagram, il se plaça en embuscade, à cause de la pluie, sous le porche d'une petite église, au-delà de Soissons, dans le village de Courcelle; l'Impératrice devait y relayer. Aussitôt qu'elle arriva, il monta brusquement dans la voiture, et le lendemain il fit servir le déjeûner près du lit de l'Impératrice. Ce fut ainsi que se passa *l'entrevue de Compiègne*, que l'on appela *la surprise de Courcelle*. Le 30, toute la cour se réunit à Saint-Cloud pour la célébration du mariage civil. Napoléon habita à Saint-Cloud le pavillon d'Italie, comme à Compiègne il avait habité l'Hôtel de la Chancellerie. Le 1er avril, le mariage fut prononcé par l'archichancelier; le soir, on donna sur le théâtre de la cour *Iphigénie en Aulide*, devant l'Achille français, qui alors était le roi des rois.

Le 31, l'Empereur et l'Impératrice firent leur entrée solennelle dans la capitale, au milieu d'un concours immense de peuple. Ils reçurent la bénédiction nuptiale du grand-aumônier de France, le cardinal Fesch, qui, cette fois, n'oublia pas l'assistance du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse du château des Tuileries. On déploya dans cette occasion la plus grande magnificence. On avait disposé en chapelle une salle de la galerie du Louvre, avec des tribunes pour les rois, les autres souverains et les ambassadeurs. Les rois, reines, princes et princesses de la famille impériale, assistèrent l'Empereur et l'Impératrice à cette majestueuse et brillante solennité, qui eut aussi pour témoins les membres du sacré collége : quelques cardinaux seulement voulurent soutenir les droits du sacre pontifical, s'abstinrent de paraître, et furent éloignés. Tous les corps de l'État, toutes les dignités civiles et militaires, enfin tout ce que la cour de France et les cours étrangères pouvaient, indépendamment de la capitale, offrir de plus distingué, se trouvaient réunis, au nombre de huit mille personnes, dans la grande galerie. Pendant toute la journée, la cour et la ville furent dans l'ivresse d'une fête générale. Cependant le souvenir fatal de celle du mariage de l'archiduchesse Marie-Antoinette attristait involontairement la pensée; et, trois mois après, le 1er juillet, l'incendie qui embrasa tout à coup la maison où le prince de Schwartzemberg donnait un bal à la fille de son souverain, renouvela cruellement ce souvenir. L'Impératrice courut quelque danger, dont Napoléon la préserva. Une belle-sœur de l'ambassadeur périt, ainsi que quelques autres personnes. Un grand nombre reçurent des blessures graves. Les témoins du mariage de Louis XVI avaient prédit une issue funeste à la nouvelle alliance avec la Maison d'Autriche : leur prophétie ne s'accomplit que trop bien. Cette alliance avait été contractée dans les remparts de Vienne détruits par Napoléon; quatre ans plus tard, elle sera dissoute à jamais dans les murs de Paris envahis par l'empereur François.

Le jour même de la célébration du mariage civil de l'Empereur à Saint-Cloud, les princes d'Espagne donnèrent à Valencey une fête brillante, précédée d'un *Te Deum* solennel et suivie d'un banquet. Ferdinant porta un toast ainsi conçu : « *A nos augustes souverains le Grand Napoléon et Marie-Louise, son auguste épouse!* » Mais la fête fut un peu troublée par l'arrestation d'un baron de Kolli, Irlandais, qui se présenta au prince des Asturies avec deux lettres du roi d'Angleterre, en date du 31 janvier, contre-signées lord Wellesley, et relatives à l'enlèvement de Ferdinand. Celui-ci s'empressa de dénoncer cet agent au chef d'escadron Berthemy, gouverneur de Valencey, et lui dit : « Les Anglais ont fait bien du mal à la nation espagnole : sous mon nom, ils font encore couler le sang. Le ministère anglais, trompé lui-même par la fausse idée que je suis ici retenu de force, me fait proposer des moyens d'évasion. » Après cette noble et courageuse dénonciation, le baron de Kolli, envoyé au ministre de la police générale, partit sous bonne garde pour Paris, avec toutes les pièces de conviction. Ferdinand, dans le dessein de mieux prouver à l'Empereur combien il était étranger à cet événement, écrivit au commandant Berthemy : « J'ai voulu, monsieur, vous faire savoir moi-même que je suis informé de cette affaire, et manifester itérativement, dans cette occasion, mes sentimens de fidélité inviolable pour l'empereur Napoléon, et l'horreur que m'inspire ce projet infernal, dont je désire que les auteurs et les complices soient punis comme ils le méritent. » Deux jours avant, ce même prince avait aussi écrit au commandant Berthemy : « Mon premier désir est de devenir le fils adoptif de S. M. l'Empereur, notre auguste souverain. Je me crois digne de cette adoption, qui serait véritablement le bonheur de ma vie, par mon amour et mon attachement parfait pour la personne sacrée de S. M., comme par ma soumission et mon obéissance entières à ses intentions et à ses ordres.... » Il terminait sa lettre en demandant de quitter Valencey. De son côté, le baron de Kolli déclara au mi-

The text on this page is estimated to be only 24.37% accurate

mSTOIHK DE NAl’OI.ÉON. fiislrc qu'il avail deux ceiil niillo francs et un crédit uuvertf cl que quatre bâlimens de guerre étaient à sa disposition sur la côte de ^uilicron. Le 17 avril, l’Empereur cl riiiipéralricc partirent de Oiiiipiègne pour aller visiter le canal de SaintOuentin, Cambrai, Anvers, Lruxcllcs. Le roi et la reine de Wcslphalie, et le prince vice-roi , accompngnnicnl Napoléon. A Anvers, Tcmpcreur vil lancer le plus fort vaisseau que l’on eût construit sur les bords de l’Escaut; il était de quatre-vingts canons. Ce bâtiment reçut la bénédiction de W. l’archevéque de Malincs, à ta tôle de son clergé. Le roi de Hollande vint rejoindre l’Empereur a Anvers. Napoléon parcourut les principales villes de la lUdpique, de la Zélande, et l’ile de Walcberen. Ce voyage était une grande reconnaissance des Bouches de l’Escaut, sur lesquelles l’expcdition britannique dans la üeruicrc campagne avail fortement attiré rallcnlion de Napoléon, qui voulait eu outre aller inspecter lui-inéine les pays cédés par le roi son frère, conroriiiémenl à la convention du 10 mars, raliüéc le 31, cl dont la remise venait d’élre faite le 17 avril, jour de son départ de (ioinpiègne. Celle cession comprenait le Brabant hollandais, la Zélande. nie de Schoonen, une partie de la Gucldrc, et limitait au cours du Vahal la France et la Uollamie. Le voyage de l’Empereur devait encore pro (luire d’autres fruits. • Des fêtes de toute nature célébrèrent dans chaque ville l’union de Napoléon et de Marie-Louise, et partout le cri de la paix se confondit avec les bénédictions des peuples. En visitant les côtes seplcnlrioiiales de son empire et les derniers déparlemens réunis, Napoléon s’applaudit des nouvelles conquêtes du blocus continental. LcOjanvicr, la Su(‘de y avail accédé, en recevant la reslilulion de la Poméranie pour prix de sa soumission. Désormais les lr.iilés n’auront plus d’autre base , les ruptures d’autres motifs, les alliances d’autre lien. L’année 1810 présente le système qui exclut les Anglais de l’Europe, comme une guerre à outrance faite a leur commerce. C’est aussi la seule que la France puisse entreprendre contre scs implacables ennemis, avec scs alliés peu liüèles du continent, avec les Hollandais, sujets du counclabic de son empire. Pour CCS nations, l'alliance de Napoléon est une tyrannie véritable, mais nécessaire. Cette terrible raison d’Étal plane sur l’Europe entière à qui la force et le génie l’imposcDl comme une loi sans modincation, comme un arrêt sans appel : aucune riinsidcration ne pourra y soustraire les plus puissans princes. C’est

la peine de mort contre l’infracli'ur du cordon sanilairi' autour d’un canton pestiféré. I.C système continental dans toute sa rigueur devient la condition du trône pour ceux qui l’occupi'nt; l’inexorable nécessité prescrivait ce despotisme à la volonté du Napoléon, aOn de réduire l.i Grande-Bretagne à IVxtrémilé de la paix. Toujours occupédi; ce dt'sseiti. Napuléun continua la tournée des Côtes en revenant vers la capitale. Il visita Bruges, Gand , Lille, Calais, Dunkerque; Ü n^vil Boulogne et la tour de ('csar. Le S7 mai il était à Dieppe', le âO au Havre^ le 30 à Rouen, et le 1" de juin à Saint-Cloud. I^artoul il laissa des traces de sa sollicitude pour la prospcTttc des peuples. Son passage fut marqué, ici par de hautes dispositions administratives, là par des créations maritimes, par d'iinporlantes concessions aux villes du Nord , et par de nuhics récompenses à ceux qui avaient bien mérité de l’Elat dans toutes les carrières. En même temps il faisait partir les croix d’honneur pour ses hravTS du l’orlugal. Les fêles du mariage furent consacrées dans les principales villes par Tunion (runc foule de soldats qu’il dota. Déjà l’année 1810 avait été inaugurée par un décret qui ordonnait de placer sur le pont de la Concorde les statues décernees aux géitèrauxSainl-llilairc. Espagne, Lasalle, Lapisse, Cervoni, Colbert, Latour, morts au champ d’honneur. Peut-être le voyage impérial embrassa-t-il encore d’autres intérêts; peut-être, pendant le séjour d’Anvers, Napoléon découvrit-il la trace des inquiétudes que lui donna à Vienne le dielalorat militaire du duc d'Olranle, lorsque ce ministre créa pour la défense du Brabant hollandais, une armée qui fut confiée à Bernadotle. On voit du moins qu’aussilôt le retour à Saint-Cloud. le A/on//cur publia une lettre par laquelle Napoléon remerciait Fouché de scs services, et le nommait gouverneur-général de Hume ; le duc de Rovigo le remplaçait à la police générale. Napoléon écrivit à Fouché : •> ... Nous attendons que vous continuerez H dans ce nouveau poste à nous donner des preuves K de votre zèle pour notre service , et de votre atlaH cliemciit pour notre personne » El Fouebé répondit : « ... Je ne dois pas dissimuler que j'cU prouve une peine Irès-vivc en ni’cloignant de

 pies secrétaires d'État. Aussi ce qu’on appelle influence ministérielle parut-il totalement inconnu sous le règne de Napoléon. L'cloigncmcnt de Fouché ne laissa d'autre trace dans l'action qui régissait l'Ëinpirc, que la conrîclion que nul n’était inamovible : déjà on en avait eu la preuve, lors des événcuiens de brumaire, quand le ministère des relations extérieures fut ôté au prince de Benévent. A la vérité, la disgrâce de Fouché désigna un chef de plus aux mécontens. Cependant clic comprima lieaucoup d'intrigues, et atteignit clairement celles dont Napoléon eut connaissance à Bayonne l’année précédente, celle que BernadoUe avait admise dans sa tente pendant la bataille de Wagram, et celles enfîii, qui, l'ayant suivi du champ de bataille à Paris, l'avaient investi du commandement de l'armée du Nord. Le traité du 16 mars faisait perdre au roi de Hollande plusieurs proviiicrs maritimes. Napoléon avait appris sur les lieux à connaître les alliés secrets cl nécessaires du l'Angleterre ; par une conséquence naturelle de cette découverte, il tenait son frère pour suspect. Aussi , loin de le rassurer sur l'exislencc future de son royaume, le voyage de l’Empereur avait pu inspirer des alarmes sérieuses au souverain des Bataves. Dans une position qui poussait les choses à i’exlréme entre les deux colosses qui se disputaient le monde, sous la condition d'élre ou de irélrc pas, tout devenait légiliine, même l'usurpation d'un Etat de famille, surtout quand il ne fut pius possible de douter que la lluUande n’avait d’autres inlcréls que ceux de l'ennemi mortel du grand empire. Eclairé par cette conviction. Napoléon jugea qu'il était plus avantageux pour la Hollande d'élre réunie à un pays de quarante millions d'habilans, que de garder une apparente indépendance, sous le joug inévitable du système continental. tx|>endant celle rigoureuse question pouvait être subordonnée à deux événeroens d’une haute importance, c'est-à-dire à la paix raarilinie, ou à un changement notable dans les principes du blocus et les résolutions du conseil britannique; car le système continental, nécessité terrible pourNapoléonel pour scs alliés, leur avait été imposé comme la plus juste et la plus puissante représaillc contre cette guerre d'extermination que le cabinet de Saint-James avait jurée à la France, comme le moyen de résistance le plus énergique à celte loi d’avanic générale qui {)esail sur le commerce de toutes les nations ; en un mot, à ces ordres si tyranniques sigiiiflés au monde, par l’Angleterre, le 1 1 novembre 1807, dans le decret suivant : R Tous les ports de la France et de scs alliés, « tous les pays dont

le pavillon anglais est exclu, •I sont soumis aux mêmes interdictions maritimes w et commerciales que s'ils étaient rigoureusement •< bloqués parles forces navales britanniques. Tout U commerce d'objets susmentionnés est déclaré « illégal. Tout navire sortant de ces pays ou deu vant s'y rendre, sera légitimement capturé, l^s « bàtiinens des puissances neutres et même alliées « de l'Angleterre sont assujettis non-seuiement à la U ritite dcê croiseurs anglais, tnais encore à une « station obligée dans un des ports de i'Jnglctcn c, U et à une imposition sur leur chargement, qui H sera réglée par la tégistaiion anglaise. Telle était la loi britannique. La Hollande counaissail depuis long-temps cette insolente lui et ses violentes applications. En 1780, au mois d'avril, la cour de Londres, afin de punir les Frovinccs-Unies de leur adhésion à la neutralité armée, publiée sous les auspices de Catherine 11, avait fait condamner par SOS amirautés un grand nombre de navires hollandais, d'après ce principe qu'elle osa déclarer, que les ports fronçais étant, en raison de leur posi~ tion, naturellement bloqués par ceux d* Angleterre, il n'étaU pas pennis de naviguer auprès d'eux ni royaume de Hollande sc. trouvait pour ainsi dircécroué entre les deux pavillons, et il ne pouvait commercer qu'avec celui qu'il était forcé de rejeter. Son souverain, plus attaché à scs devoirs de roi qu'à scs devoirs de prince français, n'avait pas balancé à préférer le bien-être de ses peuples à la politique de la France ; il s'était attaché , autant qu'il était on lui, à leur rendre moins onéreuse la servitude de la lui commune. Il avait reçu à ect

égard b

ples secrétaires d'État. Aussi ce qu'on appelle influence ministérielle parut-il totalement inconnu sous le règne de Napoléon. L'éloignement de Fouché ne laissa d'autre trace dans l'action qui régissait l'Empire, que la conviction que nul n'était inamovible : déjà on en avait eu la preuve, lors des événemens de brumaire, quand le ministère des relations extérieures fut ôté au prince de Bénévent. A la vérité, la disgrace de Fouché désigna un chef de plus aux mécontens. Cependant elle comprima beaucoup d'intrigues, et atteignit clairement celles dont Napoléon eut connaissance à Bayonne l'année précédente, celle que Bernadotte avait admise dans sa tente pendant la bataille de Wagram, et celles enfin, qui, l'ayant suivi du champ de bataille à Paris, l'avaient investi du commandement de l'armée du Nord.

Le traité du 16 mars faisait perdre au roi de Hollande plusieurs provinces maritimes. Napoléon avait appris sur les lieux à connaître les alliés secrets et nécessaires de l'Angleterre ; par une conséquence naturelle de cette découverte, il tenait son frère pour suspect. Aussi, loin de le rassurer sur l'existence future de son royaume, le voyage de l'Empereur avait pu inspirer des alarmes sérieuses au souverain des Bataves. Dans une position qui poussait les choses à l'extrême entre les deux colosses qui se disputaient le monde, sous la condition d'être ou de n'être pas, tout devenait légitime, même l'usurpation d'un État de famille, surtout quand il ne fut plus possible de douter que la Hollande n'avait d'autres intérêts que ceux de l'ennemi mortel du grand empire. Éclairé par cette conviction, Napoléon jugea qu'il était plus avantageux pour la Hollande d'être réunie à un pays de quarante millions d'habitans, que de garder une apparente indépendance, sous le joug inévitable du système continental. Cependant cette rigoureuse question pouvait être subordonnée à deux événemens d'une haute importance, c'est-à-dire à la paix maritime, ou à un changement notable dans les principes du blocus et les résolutions du conseil britannique ; car le système continental, nécessité terrible pour Napoléon et pour ses alliés, leur avait été imposé comme la plus juste et la plus puissante représaille contre cette guerre d'extermination que le cabinet de Saint-James avait jurée à la France, comme le moyen de résistance le plus énergique à cette loi d'avanie générale qui pesait sur le commerce de toutes les nations ; en un mot, à ces ordres si tyranniques signifiés au monde, par l'Angleterre, le 11 novembre 1807, dans le décret suivant :

« Tous les ports de la France et de ses alliés,
« tous les pays dont le pavillon anglais est exclu,
« sont soumis aux mêmes interdictions maritimes
« et commerciales que s'ils étaient rigoureusement
« bloqués par les forces navales britanniques. Tout
« commerce d'objets susmentionnés est déclaré
« illégal. Tout navire sortant de ces pays ou de-
« vant s'y rendre, sera légitimement capturé. Les
« bâtimens des puissances neutres et même alliées
« de l'Angleterre sont assujettis *non-seulement à la*
« *visite des croiseurs anglais, mais encore à une*
« *station obligée dans un des ports de l'Angleterre,*
« *et à une imposition sur leur chargement, qui*
« *sera réglée par la législation anglaise.* » Telle était la loi britannique. La Hollande connaissait depuis long-temps cette insolente loi et ses violentes applications. En 1780, au mois d'avril, la cour de Londres, afin de punir les Provinces-Unies de leur adhésion à la neutralité armée, publiée sous les auspices de Catherine II, avait fait condamner par ses amirautés un grand nombre de navires hollandais, d'après ce principe qu'elle osa déclarer, *que les ports français étant, en raison de leur position, naturellement bloqués par ceux d'Angleterre, il n'était pas permis de naviguer auprès d'eux !!!*

Le royaume de Hollande se trouvait pour ainsi dire écroué entre les deux pavillons, et il ne pouvait commercer qu'avec celui qu'il était forcé de rejeter. Son souverain, plus attaché à ses devoirs de roi qu'à ses devoirs de prince français, n'avait pas balancé à préférer le bien-être de ses peuples à la politique de la France ; il s'était attaché, autant qu'il était en lui, à leur rendre moins onéreuse la servitude de la loi commune. Il avait reçu à cet égard beaucoup d'avis du gouvernement français ; et la réunion récente des départemens des Bouches du Rhin et des Bouches de l'Escaut annonçait assez énergiquement à Louis le sort qui attendait le reste de ses États s'il ne consentait pas à les enfermer dans le cercle tracé autour du littoral de l'Europe. Aucune considération ne permettait de relâcher ni d'interrompre la chaîne qui environnait l'Angleterre pour lui interdire l'approche du continent et rejeter à la fois ses marchandises et ses agens : un seul anneau de moins ouvrait la porte à la destruction du système entier.

Mais Louis se refusa un peu tard à croire qu'il n'était roi de Hollande que par la grace de la France, et à se réduire au rôle d'administrateur responsable d'une succursale de l'empire. D'ailleurs, uniquement frappé des besoins présens du commerce, il ne comprit pas peut-être la grande question du sort futur des Hollandais, et il en déclina les conditions inévitables. Dans la position difficile où le mettaient ses principes et sa manière de voir, Louis n'avait plus pour lui d'autre moyen de conservation que de tenter auprès de l'Angleterre, au

The text on this page is estimated to be only 29.40% accurate

5iO lllSTOini': D£ NAPOLÉON. nom des inléréts anciens des deux pays, le grand œuvre de la paix maritime, ou rallc^gemcnl au moins des ordres du conseil du 11 novembre 1807. Le peuple hollandais, qui calcule bien, consulté sur le choix entre son indépendance au prix de la fidélité au blocus continental, et sa réunion à la France, avait répondu que des relations avec quarante millions de compatriotes étaient prérérables à rélat de nation sans commerce avec rAngIcterre. En conséquence, Napoléon autorisa son frère, à Paris, à charger scs ministres d'envoyer en leur nom au marquis de Wellcsley un agent accrédité; ils confièrent cette mission à M. la Bouchère, riche négociant : on ne |K>uvail mieux choisir. Mais le ministre anglais refusa la négociation. Alors Na{M>> léon mit à exécution le projet qu'il tenait en réserve : une armée de vingt mille hommes, sous le commandement du maréchal Üudinot, entra dans le royaume pour y faire observer le blocus conlincntnl. fut le dernier avis que reçut le roi , il abdiqua le 3 juillet en faveur de son fils. Napoléon rejeta cette abdication , et , le 0 juillet , un décret impérial réunit la Hollande à Pempire. Napoléon commençait à se désintéresser des royautés de scs frères, qui avaient eu une place trop forte dans le système de sa grandeur, mais qui n'en conservaient aucune dans celui de sa politique. L*£spagne , comme la Hollande , faisait déjà partie des compensations pour la paix générale. Immédiatement après son abdication , le roi Louis quitta secrètement la Hollande et prit la route de Tœpiilz. Le 22 Juillet, le Moniteur publia cetteallocutionde Napoléon au grand-duc de Berg, que le roi Louis avait désigné pour son successeur: w Venez, mon M (iis, je serai votre père : vous n’y perdrez rien. La U conduite de votre père afUige mon cœur ; sa maM ladic seule peut l’expliquer, (luand vous serez •I grand, vous paierez sa detle et la vôtre. N'uublioz U jamais, dans quelque position que vous placent « ma politique cl l'intérél de mon Empire, quero» U premier» devoir» sont envers moi» ros second» H envers la France : tous vos outres devoirs^ même U ceux envers le» peuples que je pourrais vous con~ U fier, ne viennent qu'après. r» La publicité que reçut celte déclaration enüisaitpiusquela déclaration elle-mémc. Elle rappelait rarlicle que le Moniteur avait inséré dans scs colonnes, au sujet d'une réponsede rimpératricc à unedépulalion duCorpsLégislatif, pendant le séjour de rEmpercur à Bayonne. C’était en j>eu de mots accuser son frère Louis et justifier son abdication ; c'était aussi donner un grand

avantage à ses ennemis, que de proclamer une telle doctrine dans un journal officiel. Ouanl à la réunion de la Hollande, bien qu'elle présenl.-U la forme d'une violence faite au souverain et au pays, clic n'élail, je le répète, ainsi que l'occupation du Portugal et les autres agrégations qui eurent lieu, à la fin de l'anrièc, des provinces littorales de la mer du Nord cl de la Baltique, qu'une compensation cti réserve pour la paix générale. Napoléon venait de délimiter les frontières légitimes de la France par l'incorporation des Bouches de l'Escaut et des Bouches du Ilhin. Cette précieuse conquête complétait dans le Nord son système marilimc et son système défensif. Jamais on ne vit de temps politiques plus difficiles et plus durs; ou faisait la gucrrcàoulrancc. L'envahissement d'une partie du continent , l'usurpation d'un royaume de famille, étaient devenus tes seuls instruineiis de la paix. Pendant que ces choses se passaient en Hollande, un éTcneincnl qui devait avoir pour l'Europe, et surtout pour la France, les conséquences les plus graves, attira faiblement d'abord, mais fixa bientôt après, les regards du corps social sur le petit royaume de Suède. Le roi Charles Xlll, vieux et sans enfans, avait adopté le prince Charles-Auguste de Holslein-Auguslembourg, d'une branche cadette de sa maison et de celle de Dancmarck. Le 10 janvier, le nouveau prince-royal lui avait prêté serment de fidélité; mais, le 20 mai suivant, à une manœuvre de cavalerie , il était tombe de cheval et mort presque subilemenl. On répandit le bruit qu'il avait été empoisonné, et ou accusa de ce crime le grand-maréchal du royaume, comte de Ferscii, toujours attaché nu roi Gustave. I.e 21 juin, à la cérémonie des funérailles du prince, le comte de Fcrsen, qui, en sa qualité de chef de la maison du roi, précédait le convoi, sc vil assailli par U pupulact^ à coup de pierres : malgré scs efforts pour sc soustraire à ce danger, on le poursuivit, et il tomba massacré avec une affreuse barbarie. C'était ce même comte de Fersen , ancien colonel de BoyalSuédois au service de France, qui n'avait cessé, lors des premiers troubles de la révolution, de s'occuper des moyens de sauver le roi, la reine cl leurs enfans, et qui avait fait faire la voiture dans laquelle la famille royale partit pour Verdun. Fendant la détention de Louis XVI et de Marie-Antoinette au Temple, il s'était courageusement exposé à mille [wrils pour les servir. U était de la destinée du comte de Fcrscii de périr victime de la fureur populaire. L'accusation d'empoisonnement, que la malignité rendait commune à sa sœur, la comtesse Piper, fut loin d'ètrc prouvée. (X'pendanl la vieillesse du roi et l'intérél de la Suède exigeaient impérieusement le choix d'un prince royal. La reconnaissance de trois

officiers suédois envers un général français pourvut à celte nécessité de l'État. Dans la guerre de 1807, ces trois officiers, faits priDigitize - Cji

nom des intérêts anciens des deux pays, le grand œuvre de la paix maritime, ou l'allégement au moins des ordres du conseil du 11 novembre 1807. Le peuple hollandais, qui calcule bien, consulté sur le choix entre son indépendance au prix de la fidélité au blocus continental, et sa réunion à la France, avait répondu que des relations avec quarante millions de compatriotes étaient préférables à l'état de nation sans commerce avec l'Angleterre. En conséquence, Napoléon autorisa son frère, à Paris, à charger ses ministres d'envoyer en leur nom au marquis de Wellesley un agent accrédité; ils confièrent cette mission à M. la Bouchère, riche négociant : on ne pouvait mieux choisir. Mais le ministre anglais refusa la négociation. Alors Napoléon mit à exécution le projet qu'il tenait en réserve : une armée de vingt mille hommes, sous le commandement du maréchal Oudinot, entra dans le royaume pour y faire observer le blocus continental. Ce fut le dernier avis que reçut le roi, il abdiqua le 3 juillet en faveur de son fils. Napoléon rejeta cette abdication, et, le 9 juillet, un décret impérial réunit la Hollande à l'empire. Napoléon commençait à se désintéresser des royautés de ses frères, qui avaient eu une place trop forte dans le système de sa grandeur, mais qui n'en conservaient aucune dans celui de sa politique. L'Espagne, comme la Hollande, faisait déjà partie des compensations pour la paix générale. Immédiatement après son abdication, le roi Louis quitta secrètement la Hollande et prit la route de Tœplitz. Le 22 juillet, *le Moniteur* publia cette allocution de Napoléon au grand-duc de Berg, que le roi Louis avait désigné pour son successeur : « Venez, mon « fils, je serai votre père : vous n'y perdrez rien. La « conduite de votre père afflige mon cœur; sa ma- « ladie seule peut l'expliquer. Quand vous serez « grand, vous paierez sa dette et la vôtre. N'oubliez « jamais, dans quelque position que vous placent « ma politique et l'intérêt de mon Empire, *que vos « premiers devoirs sont envers moi, vos seconds « envers la France : tous vos autres devoirs, même « ceux envers les peuples que je pourrais vous con- « fier, ne viennent qu'après.* » La publicité que reçut cette déclaration en disait plus que la déclaration elle-même. Elle rappelait l'article que *le Moniteur* avait inséré dans ses colonnes, au sujet d'une réponse de l'Impératrice à une députation du Corps-Législatif, pendant le séjour de l'Empereur à Bayonne. C'était en peu de mots accuser son frère Louis et justifier son abdication; c'était aussi donner un grand avantage à ses ennemis, que de proclamer une telle doctrine dans un journal officiel. Quant à la réunion de la Hollande, bien qu'elle présentât la forme d'une violence faite au souverain et au pays, elle n'était, je le répète, ainsi que l'occupation du Portugal et les autres agrégations qui eurent lieu, à la fin de l'année, des provinces littorales de la mer du Nord et de la Baltique, qu'une compensation en réserve pour la paix générale. Napoléon venait de délimiter les frontières légitimes de la France par l'incorporation des Bouches de l'Escaut et des Bouches du Rhin. Cette précieuse conquête complétait dans le Nord son système maritime et son système défensif. Jamais on ne vit de temps politiques plus difficiles et plus durs; on faisait la guerre à outrance. L'envahissement d'une partie du continent, l'usurpation d'un royaume de famille, étaient devenus les seuls instrumens de la paix.

Pendant que ces choses se passaient en Hollande, un événement qui devait avoir pour l'Europe, et surtout pour la France, les conséquences les plus graves, attira faiblement d'abord, mais fixa bientôt après, les regards du corps social sur le petit royaume de Suède. Le roi Charles XIII, vieux et sans enfans, avait adopté le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustembourg, d'une branche cadette de sa maison et de celle de Danemarck. Le 10 janvier, le nouveau prince-royal lui avait prêté serment de fidélité; mais, le 29 mai suivant, à une manœuvre de cavalerie, il était tombé de cheval et mort presque subitement. On répandit le bruit qu'il avait été empoisonné, et on accusa de ce crime le grand-maréchal du royaume, comte de Fersen, toujours attaché au roi Gustave. Le 21 juin, à la cérémonie des funérailles du prince, le comte de Fersen, qui, en sa qualité de chef de la maison du roi, précédait le convoi, se vit assailli par la populace à coup de pierres : malgré ses efforts pour se soustraire à ce danger, on le poursuivit, et il tomba massacré avec une affreuse barbarie. C'était ce même comte de Fersen, ancien colonel de Royal-Suédois au service de France, qui n'avait cessé, lors des premiers troubles de la révolution, de s'occuper des moyens de sauver le roi, la reine et leurs enfans, et qui avait fait faire la voiture dans laquelle la famille royale partit pour Verdun. Pendant la détention de Louis XVI et de Marie-Antoinette au Temple, il s'était courageusement exposé à mille périls pour les servir. Il était de la destinée du comte de Fersen de périr victime de la fureur populaire. L'accusation d'empoisonnement, que la malignité rendait commune à sa sœur, la comtesse Piper, fut loin d'être prouvée. Cependant la vieillesse du roi et l'intérêt de la Suède exigeaient impérieusement le choix d'un prince royal. La reconnaissance de trois officiers suédois envers un général français pourvut à cette nécessité de l'État. Dans la guerre de 1807, ces trois officiers, faits pri-

The text on this page is estimated to be only 28.70% accurate

msrOlUK DE NAPOLÉON. Ô4I soiiniers à StraUuiid, reçurent du général en chef UcrnadoUc le meilleur (raitement. Il adoucit par des services particuliers leur longue captivité; il ublirit même pour eux en France la résidence de la ville qu'ils désiraient habiter jusqu'à leur échange. Sun afTcctiun les avait suivis dans leur nouveau séjour, et quand U leur fut permis de revoir leur pays, ils allèrent remercier le maréchal de tous les actes de bienveillance dont ils gardaient lu profond souvenir. A la mort du prince d'Auguslembourg, ils su le rappelèrent plus vivement que jamais, et formèrent ensemble le projet de témoigner leur gratitude à BernadoUc d'une inaoièn' éclatante, en le faisant monter sur le trùne de Suède. Ces militaires tirèrent habilement parti, auprès des membres des Étals, de l'influence que pouvait leur donner leur pusitiuii sociale; ils n'eurent pas de peine à démontrer que, dans ce siècle de guerre et de tumulte politique, le royaume, de toute part circonvenu par des alliés ou des voisins jaloux et puissans, avait besoin d'un prince guerrier qui sût commander le respect de sa couronne. Les libertés suédoises trouveraient d'ailleurs leur garantie dans le choix s(Nmtarie d'un homme qui, sans droits et sans aïeux, ap(M.'lé à rhonneur de siéger parmi les souverains, SC regarderaitcomme invinciblement engagéenvers la nation qui lui aurait confié sa destinée. Ces considérations réussirent; elles balancèrent déjà si fortement les opinions, partagées entre trois princes de race royale, qucccs oflicters furent investis des pouvoirs nécessaires pour aller à Paris offrir le sccplre de h Suède au prince de Ponte-Corvo , cl demander ragrcment de l'empereur Napoléon. Les pretendans étaient le fils du dernier roi Gustave IV, bien innocent sans doute des torts de sou père, un frère du prince d'Auguslernbourg luiincme, et le roi de Dancmarck : ce dernier choix eût sauvé la France en 1813 , par la puissante diversion des armées de la Suède et du Dancmarck, ou il eût hâté la rupture de la Bussic, à qui la Grande-Bretagne, justement alarmée de la réunion de ces deux couronnes sur la télé d'un prince arni de la France, aurait mis deux ans plus tôt les armes à la main. Dans ce dernier cas, des évériemens d'une tout autre nature, avec des résultats bien différens, auraient occupé les annales des années 181 VI, 1813el 1814; mais Bernadotte accepta les offres de la Suède. Napoléon, dans sa pensée, destinait, dit-on, celle couronne au prince Eugène, à qui il croyait devoir un dcdommagemrnl pour celle d'Ilalie. On assura dansle temps que le prince,

soit par la répugnance qu’il éprouvait à changer de religion, soit par altachomenl pour Tltalie, refusa celte proposition. Beriiadollc ayant clé choisi , Napoléon iroma dans ce choix, si imprévu de tous deux, encore un gage de la faveur de la fortune, qui faisait monter un de ses maréchaux sur un trône du Nord , quand un autre occupait déjà un trône du Midi. Aussi pensa-t-il qu'il était de sa gloire d’approuver les États , et de donner au nouveau prince royal les moyens de paraître d’une manière convenable dans le rang qui l’atlcmlait. Mais le consentement qu’il accorda à rélcction du prince de Ponlc-Corvo , son ennemi depuis doute ans, fit plus d'honneur à sa générosité qu’à sa prudence; car il ne pouvait croire que Bernadotte lui serait plus soumis que ne l’avail été le roi de Hollande. 11 était à craindre qu’une fois sur le trône, n’ayant pu prétendre a être le rival de Napoléon comme homme de guerre, Bernadotte ne fût tenté de lutter avec lui comme souverain. I.a volonté unanime des États proclama, dans leur séance du âl août, le maréchal prince de PonteCorvo, prince royal de Suède. Le roi Charles XIII l’adopta aussitôt pour fils. I.c 1« novembre, Bernadotte, qui avait embrassé la religion reformée , prêta serment en qualité d’héritier de la couronne de Suède, Le 1!5, lu gouvernement suédois déclara son adhésion au système continental. On verra que les déclarations des cours du Nord, à rexceplioii du fidèle Dancmarck , n'étaient que les manifestes de lu grande Irèvc qui couvrait les apprêts d'une guerre nouvelle. I/affaire de I.1 llnllandc n’avait pas seule occupé les conseils de Napoléon pendant. le séjour des rois de la famille impériale à Paris; il fut question aussi, entre l'Empereur et Joachim, d'une ex|>cdilion en Sicile que devail soutenir une forte escadre deTouIon. La Sicile élailpour les Anglais une vice-royauté, une immense place d’armes, un vaste port militaire et commercial. De là ils menaçaient, tenaient en échec le blocus continental de la Méditerranée, et l’altaquaienl par une contrebande active, ou leur politique consentait à sacrifier la inoilic de la valeur de leurs produits industriels. Pour eoiiiljaltre celle fraude, Napoléon rendit, le 17 août, un décret qui ordomiail le brûlement de toutes les marchandises anglaises dans la France el dans les États confédérés, et attacha à scs douanes des cours prevôtales dont les jugeincns n’étaient pas susceptibles du recours eu cassation. Par ces terribles moyens, rimporlalion devenait une opération à peu près impraticable. (À^pendaitl il était impossible de st‘ passer d'objets de première nécessite, non manufacturés, tels que les productions naturelles aux colonies. Le dangereux système des licences pourvut aux besoins

publics, non sans les plus grands abus; el les prorluils des fabriques fraii(;.iis*'s furent livrés aux Anglais en échange des denrées brutes provenant des possessions des Deux-Indes. Google

sonniers à Stralsund, reçurent du général en chef Bernadotte le meilleur traitement. Il adoucit par des services particuliers leur longue captivité; il obtint même pour eux en France la résidence de la ville qu'ils désiraient habiter jusqu'à leur échange. Son affection les avait suivis dans leur nouveau séjour, et quand il leur fut permis de revoir leur pays, ils allèrent remercier le maréchal de tous les actes de bienveillance dont ils gardaient le profond souvenir. A la mort du prince d'Augustembourg, ils se le rappelèrent plus vivement que jamais, et formèrent ensemble le projet de témoigner leur gratitude à Bernadotte d'une manière éclatante, en le faisant monter sur le trône de Suède. Ces militaires tirèrent habilement parti, auprès des membres des États, de l'influence que pouvait leur donner leur position sociale; ils n'eurent pas de peine à démontrer que, dans ce siècle de guerre et de tumulte politique, le royaume, de toute part circonvenu par des alliés ou des voisins jaloux et puissans, avait besoin d'un prince guerrier qui sût commander le respect de sa couronne. Les libertés suédoises trouveraient d'ailleurs leur garantie dans le choix spontané d'un homme qui, sans droits et sans aïeux, appelé à l'honneur de siéger parmi les souverains, se regarderait comme invinciblement engagé envers la nation qui lui aurait confié sa destinée. Ces considérations réussirent; elles balancèrent déjà si fortement les opinions, partagées entre trois princes de race royale, que ces officiers furent investis des pouvoirs nécessaires pour aller à Paris offrir le sceptre de la Suède au prince de Ponte-Corvo, et demander l'agrément de l'empereur Napoléon. Les prétendans étaient le fils du dernier roi Gustave IV, bien innocent sans doute des torts de son père, un frère du prince d'Augustembourg lui-même, et le roi de Danemarck : ce dernier choix eût sauvé la France en 1813, par la puissante diversion des armées de la Suède et du Danemarck, ou il eût hâté la rupture de la Russie, à qui la Grande-Bretagne, justement alarmée de la réunion de ces deux couronnes sur la tête d'un prince ami de la France, aurait mis deux ans plus tôt les armes à la main. Dans ce dernier cas, des événemens d'une tout autre nature, avec des résultats bien différens, auraient occupé les annales des années 1812, 1813 et 1814; mais Bernadotte accepta les offres de la Suède.

Napoléon, dans sa pensée, destinait, dit-on, cette couronne au prince Eugène, à qui il croyait devoir un dédommagement pour celle d'Italie. On assura dans le temps que le prince, soit par la répugnance qu'il éprouvait à changer de religion, soit par attachement pour l'Italie, refusa cette proposition. Bernadotte ayant été choisi, Napoléon trouva dans ce choix, si imprévu de tous deux, encore un gage de la faveur de la fortune, qui faisait monter un de ses maréchaux sur un trône du Nord, quand un autre occupait déjà un trône du Midi. Aussi pensa-t-il qu'il était de sa gloire d'approuver les États, et de donner au nouveau prince royal les moyens de paraître d'une manière convenable dans le rang qui l'attendait. Mais le consentement qu'il accorda à l'élection du prince de Ponte-Corvo, son ennemi depuis douze ans, fit plus d'honneur à sa générosité qu'à sa prudence; car il ne pouvait croire que Bernadotte lui serait plus soumis que ne l'avait été le roi de Hollande. Il était à craindre qu'une fois sur le trône, n'ayant pu prétendre à être le rival de Napoléon comme homme de guerre, Bernadotte ne fût tenté de lutter avec lui comme souverain. La volonté unanime des États proclama, dans leur séance du 21 août, le maréchal prince de Ponte-Corvo, prince royal de Suède. Le roi Charles XIII l'adopta aussitôt pour fils. Le 1er novembre, Bernadotte, qui avait embrassé la religion réformée, prêta serment en qualité d'héritier de la couronne de Suède. Le 13, le gouvernement suédois déclara son adhésion au système continental. On verra que les déclarations des cours du Nord, à l'exception du fidèle Danemarck, n'étaient que les manifestes de la grande trêve qui couvrait les apprêts d'une guerre nouvelle.

L'affaire de la Hollande n'avait pas seule occupé les conseils de Napoléon pendant le séjour des rois de la famille impériale à Paris; il fut question aussi, entre l'Empereur et Joachim, d'une expédition en Sicile que devait soutenir une forte escadre de Toulon. La Sicile était pour les Anglais une vice-royauté, une immense place d'armes, un vaste port militaire et commercial. De là ils menaçaient, tenaient en échec le blocus continental de la Méditerranée, et l'attaquaient par une contrebande active, où leur politique consentait à sacrifier la moitié de la valeur de leurs produits industriels. Pour combattre cette fraude, Napoléon rendit, le 17 août, un décret qui ordonnait le brûlement de toutes les marchandises anglaises dans la France et dans les États confédérés, et attacha à ses douanes des cours prévôtales dont les jugemens n'étaient pas susceptibles du recours en cassation. Par ces terribles moyens, l'importation devenait une opération à peu près impraticable. Cependant il était impossible de se passer d'objets de première nécessité, non manufacturés, tels que les productions naturelles aux colonies. Le dangereux système des licences pourvut aux besoins publics, non sans les plus grands abus; et les produits des fabriques françaises furent livrés aux Anglais en échange des denrées brutes provenant des possessions des Deux-Indes.

The text on this page is estimated to be only 26.39% accurate

IIISTUIIIK DE NAPODÉOX. 3iâ Dans }e mois ü'avril, le roi Joachim avait écrit (ic Paris à son ministre du la guerre, le comte Daurc,que l'intention de THnipcrcur était de former une expédition pour s'emparer de la Sicile et Il réunir au royaume de terre-ferme. En conséquence, ce ministre recul ordre de faire préparer, dans les ports de Calabre lus plus rapprochés de Keggio, les approvisioniicmens nécessaires à une armée de vingt-cinq mille hommes. De retour à Naples, Joachim imprima la plus grande activité •aux deux services de terre et de mer; il alla luiméme près de Scylla , où campait une partie de rarméc , forte de quinze mille Français et de dix mille Napolitains. Lu passage devait être protégé par une ÜottÜle. Malheureusement on avait mal arme celle llotlille, et l'expédition, déjà trop onéreuse, eu égard aux ressources du royaume, se trouvait de plus beaucoup trop faible pour atteindre le but qu'on s'était proposé, sans le concours de la floUc française. L'armée anglaise, par sa situation, était pour ainsi dire invulnérable : clic sc composait de vingt mille hommes, dont quinze mille Anglais, sous les ordres du général Stuart, militaire d'une haute réputation. Ce général avait euncciitré ses forces près de Messine. Toutes les places situées sur le littoral étaient bien armées cl .ipprovisiuniiées : de fortes batteries défendaient les eûtes ; en outre, indcpendaimiieiit d'une flottille •'ingio-sicilicnne, une escadre de plusieurs bâlimens de guerre anglais croisait dans le détruit. 11 y avait dune bien peu de chances de succès en faveur de rexpédilion napolitaine, l.irit qu'elle ne verrait arriver les dix vaisseaux de guerre français porlaiil des troupes de débarquement, qui devaient partir de Toulon pour appuyer l'attaque de la Sicile. Ce|K.*iidanl, au mois d'octobre, malgré la privation de ce secours indispensable, le roi de Naples donna l'ordre de mettre à la voile. La divisio^('.avagiiac, composée derégimens napolibiins, passa le détroit, et débarqua dans la nuit à Sealclla. Au point du jour, se trouvant seule, elle se rembarqua et revint sans obstacle. Elle laissa en Sicile quelques compagnies qui, s'étant aventurées dans les montagnes, SC virent couper la rclraile. (x tte tentative n'eut d'autres résultats pour le roi de Naples qu'une dépense de huit millions et une perte de doute cents hommes. Toutefois Napoléon avait atteint son but, quin'élait pas la réunion de la Sicile au royaume de son bcau-frcrc, mais seulement d'attirer sur ce point toute l'allention des Anglais, alin de les empêcher d'envoyer de nouvelles forces en Portugal, qu'il faisait attaquer

pour la troisième fois, dans le même temps, et aussi afin de les éloigner de l^rfou, dont il voulait faciliter le ravitaillement. Conformément aux intentions de l'Empereur, la campagne du Portugal s'était ouverte au mois de mai, au moment où commencèrent les préparatifs de l'expédition de Sicile. Le prince d'Essling commandait l'armée; il arriva le a à Valladolid : il avait sous scs ordres le maréchal Ney , le duc d'Abrantèset le général fleynier; la cavalerie obéissait au général Monthfun. Masséna débuta par trois sièges importans : celui d'Astorga , qui , le 6 mai , SC rendit au duc d'Abranlès; celui de Ciudad-Hodrigo, qui capitula le 10 juillet entre les mains du maréchal Ney, et enfin celui d'Almeida, qui se soumit aussi le 28 août : le magasin à poudre de celte dernière ville sauta avec une explosion si forte, que des affûts de 24 en batterie sur les remparts de. la citadelle, furent lancés à plus de quinze cents toises. Les deux clefs du Portugal, sur la frontière de la province de .Salamanque, tombées au [Mouvoir de l'armée du prince d'Essling, il s'avança sur Dusaco le septembre, marchant sur Lishorme dont il avait l'ordre de s'emparer. Mais l'Empereur avait enjoint à Masséna de ne commencer ses opérations que quand il aurait réuni soixante mille hommes; or, à la bataille de Busaco, il n'en comptait que quarante-cinq mille. Au contraire, les forces dont lord Wellington pouvait disposer paraissaient immenses; les débats du parlement d'Angleterre les portaient à cent qualre-vingl-cinq mille hommes. Malgré celle énorme disproportion, le général anglais n'avail ni défendu ni secouru Ciudad-Kodrigo et Almcida. Il était nature) alors à un courage de la trempe de celui de Masséna de prendre conseil de celle circonspection, et de se précipiter sur la roule de Lisbonne avec la confiance de scs anciens et de ses nouveaux succès. On doit regretter qu'il ail cédé si facilement à ccl entralneiiieiil, au lieu de tourner l'ennemi, qui avait fait de Busaco une position formidable, il l'attaqua de front cl futbaUii, laissant sur le champ de bataille trois mille morts, et abandonnant à Coïmbrc autant de blessés. f>pendant Wellington, pour couvrir Lisbonne, sc relirait lentement devant les Françaisvers les lignes de Torrès-Vedras. La lenteur de cette retraite fut moins attribuée à ratliludaque la supériorité numérique de son armée devait lui donner devant celle du maréchal, qu'à une affreuse combinaison résultant des ordres de la régence de Lislwnne. Effrayée delà reddition si prompte des places fortes de Ciudad-Uodrigo et d'Almcida, la régence avait arrêté l'exécution d'un plan de dévastation générale de toute la fertile province de la Ucyra, c'csl-à-din* d'une étendue de pays de plus de huit cciits lieues carrées, et d'en refouler

toute la population sur Lisbonne cl sur ses lignes, ('elle mesure exécrabK* d’un gouvcrnemenl qui fait détruire la fortune de

Dans le mois d'avril, le roi Joachim avait écrit de Paris à son ministre de la guerre, le comte Daure, que l'intention de l'Empereur était de former une expédition pour s'emparer de la Sicile et la réunir au royaume de terre-ferme. En conséquence, ce ministre reçut ordre de faire préparer, dans les ports de Calabre les plus rapprochés de Reggio, les approvisionnemens nécessaires à une armée de vingt-cinq mille hommes. De retour à Naples, Joachim imprima la plus grande activité aux deux services de terre et de mer; il alla lui-même près de Scylla, où campait une partie de l'armée, forte de quinze mille Français et de dix mille Napolitains. Le passage devait être protégé par une flottille. Malheureusement on avait mal armé cette flottille, et l'expédition, déjà trop onéreuse, eu égard aux ressources du royaume, se trouvait de plus beaucoup trop faible pour atteindre le but qu'on s'était proposé, sans le concours de la flotte française. L'armée anglaise, par sa situation, était pour ainsi dire invulnérable : elle se composait de vingt mille hommes, dont quinze mille Anglais, sous les ordres du général Stuart, militaire d'une haute réputation. Ce général avait concentré ses forces près de Messine. Toutes les places situées sur le littoral étaient bien armées et approvisionnées : de fortes batteries défendaient les côtes; en outre, indépendamment d'une flottille anglo-sicilienne, une escadre de plusieurs bâtimens de guerre anglais croisait dans le détroit. Il y avait donc bien peu de chances de succès en faveur de l'expédition napolitaine, tant qu'elle ne verrait arriver les dix vaisseaux de guerre français portant des troupes de débarquement, qui devaient partir de Toulon pour appuyer l'attaque de la Sicile. Cependant, au mois d'octobre, malgré la privation de ce secours indispensable, le roi de Naples donna l'ordre de mettre à la voile. La division Cavagnac, composée de régimens napolitains, passa le détroit, et débarqua dans la nuit à Scaletta. Au point du jour, se trouvant seule, elle se rembarqua et revint sans obstacle. Elle laissa en Sicile quelques compagnies qui, s'étant aventurées dans les montagnes, se virent couper la retraite. Cette tentative n'eut d'autres résultats pour le roi de Naples qu'une dépense de huit millions et une perte de douze cents hommes. Toutefois Napoléon avait atteint son but, qui n'était pas la réunion de la Sicile au royaume de son beau-frère, mais seulement d'attirer sur ce point toute l'attention des Anglais, afin de les empêcher d'envoyer de nouvelles forces en Portugal, qu'il faisait attaquer pour la troisième fois, dans le même temps, et aussi afin de les éloigner de Corfou, dont il voulait faciliter le ravitaillement.

Conformément aux intentions de l'Empereur, la campagne du Portugal s'était ouverte au mois de mai, au moment où commencèrent les préparatifs de l'expédition de Sicile. Le prince d'Essling commandait l'armée; il arriva le 2 à Valladolid : il avait sous ses ordres le maréchal Ney, le duc d'Abrantès et le général Reynier; la cavalerie obéissait au général Montbrun. Masséna débuta par trois siéges importans : celui d'Astorga, qui, le 6 mai, se rendit au duc d'Abrantès; celui de Ciudad-Rodrigo, qui capitula le 10 juillet entre les mains du maréchal Ney, et enfin celui d'Almeida, qui se soumit aussi le 28 août : le magasin à poudre de cette dernière ville sauta avec une explosion si forte, que des affûts de 24 en batterie sur les remparts de la citadelle, furent lancés à plus de quinze cents toises. Les deux clefs du Portugal, sur la frontière de la province de Salamanque, tombées au pouvoir de l'armée du prince d'Essling, il s'avança sur Busaco le 15 septembre, marchant sur Lisbonne dont il avait l'ordre de s'emparer. Mais l'Empereur avait enjoint à Masséna de ne commencer ses opérations que quand il aurait réuni soixante mille hommes; or, à la bataille de Busaco, il n'en comptait que quarante-cinq mille. Au contraire, les forces dont lord Wellington pouvait disposer paraissaient immenses; les débats du parlement d'Angleterre les portaient à cent quatre-vingt-cinq mille hommes. Malgré cette énorme disproportion, le général anglais n'avait ni défendu ni secouru Ciudad-Rodrigo et Almeida. Il était naturel alors à un courage de la trempe de celui de Masséna de prendre conseil de cette circonspection, et de se précipiter sur la route de Lisbonne avec la confiance de ses anciens et de ses nouveaux succès. On doit regretter qu'il ait cédé si facilement à cet entraînement, au lieu de tourner l'ennemi, qui avait fait de Busaco une position formidable, il l'attaqua de front et fut battu, laissant sur le champ de bataille trois mille morts, et abandonnant à Coïmbre autant de blessés. Cependant Wellington, pour couvrir Lisbonne, se retirait lentement devant les Français vers les lignes de Torrès-Vedras. La lenteur de cette retraite fut moins attribuée à l'attitude que la supériorité numérique de son armée devait lui donner devant celle du maréchal, qu'à une affreuse combinaison résultant des ordres de la régence de Lisbonne. Effrayée de la reddition si prompte des places fortes de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, la régence avait arrêté l'exécution d'un plan de dévastation générale de toute la fertile province de la Beyra, c'est-à-dire d'une étendue de pays de plus de huit cents lieues carrées, et d'en refouler toute la population sur Lisbonne et sur ses lignes. Cette mesure exécrable d'un gouvernement qui fait détruire la fortune de

 sujets par leurs propres compatriotes, constitue lin firs crimes les plus atroces du pouvoir. De tels ordres, il faut le dire aussi à la honte des peuples, sont toujours rigoureusement accimiplis. hes milices portugaises, qui figuraient pour quatre-vingt mille hommes dans l'année de Wellington, pendaient et fusillaient impitoyablement ceux qui sc refusaient à incendier leurs récoltes, leurs champs, leurs habitations. A Coïmbre , ville de vingt-cinq iiiille liabitans, l'armée française n'avait Irouvéquc quelques vieillards, qui durent à leur faiblesse la permission de mourir au sein de leurs foyers, irille avait laissé ses blessés dans les hôpitaux de cette ville; ils furent massacrés par des Portugais. Ix; drapeau anglais protégeait tous les genres de barbarie. Le prince d'Essling voulut en vain poursuivre sa marche sur Lisbonne; il trouvé dans les lignes de Turrès-Vedras, tracées par Wellington en avant de la capitale, une triple enceinte de défense inexpugnable pour une armée aussi faible que la sienne. Il aurait pu, sans doute, après une alTairc brillante du général Clausel, se rendre maltrcdc la première enceinte; mais il eût échoué contre les deux autres, que les Anglais avaient eu le temps de hérisser de la plus formidable artillerie. Le but de celte troisième campagne une fois manqué, Masséna dut songer à la retraite. Elle fut protégée par le maréchal Ncy, qui exécuta k Miranda d'admirables manœuvres. Le général en chef n'avait plus qu'un objet, celui de ravitailler Almcida cl de prendre p(»siliun. Cette place était investie par soixante-dix mille Anglo-Portugais; cl, vers le 20 décembre, Masséna, qui avait paru avec trente-trois mille hommes devant Torrès-Vedras. n'en comptait plus que vingt-trois mille devant Almeida. Aussi, ne püiivaiil réussir à secourir cette ville, la nécessité le contraignit à chercher le moyen d'envoyer au général Brenner, qui y commandait, l'ordre d'en faire sauter les forlincalions. Cet ordre reçut son accomplissement dans la nuit du 0 au 10 mai 1811. Sur dix-huit cents hommes qui composaient la gar* nison d'Almeida, la moitié rejoignit l'armée. Les armes de Masséna furent moins heureuses en Portugal que dans toutes les autres contrées de l'Euro|>c,où il avait mérité le nom ô'incincibie. Pendant le cours de celte campagne, la plus grave inésinlelligcncc régna entre les maréchaux Ney et Masséna; elle éclata devant Bu.saco,el divisa même les autres généraux : clic compromit le sort de la campagne. L'histoire recueille à regret celte particularité, d'où résultait la preuve d'un grand changement dans l'esprit de Parméc. Mais qui

oserait prononcer entre Ney et Masséna? un seul homme sans doute, si, comme eux, il n'avait cessé de vivre. 34Ô Cependant le prince d'Essling peut cncores'cnorgueillir d'avoir, avec moins de quarante mille hommes, tenu en échec, depuis le fatal combat de Busaco, c'est-à-dire depuis le 15 s<>ptembre jusqu'au 15 mai, cent vingt mille Anglo- Portugais. I..CS perles, non de l'armée de Wellington, mais, ce qui lui importait beaucoup moins, de la malheureuse population de la province de la Beyra, rcfoulcc par ses troupes et par scs ordres dans les lignes deTorrès-Vedras, sc montrèrent, pendant Phiver de 1810 à 1811 , au nombre elTrayant de quatre cent mille individus qui périrent de faim, de froid et de misère! destruction que n'aurait jamais pu causer la rage la plus meurtrière de vingt batailles. L'histoire d'aucune nation barbare , combattant pour la conservation de sa sauvage patrie, n'a laissé le souvenir d'un sacrifice humain aussi énorme que celui qui, pendant cinq mois, moissonna les habitans de la Beyra sous les yeux de l'étranger accouru à leur défense. De tels captifs, de telles victimes, étaient inconnus jusqu'alors. Le peuple de Lisbonne sc souleva, mais la régence chargea encore les Anglais de le contenir, cl elle dut passer elle-même sous le joug britannique. En Espagne, la guerre fut heureuse pour la France, si une semblable guerre pouvait Pètre. La victoire d'Ocana, remportée le 19 novembre précédent, avait ouvert l'Andalousie à nos armes, t.'armcc du roi, commandée par le maréchal Soult , prit le nom de sa conquête. Dans sa marche rapide et triomphante, elle occupa Baylcn, sans croire effacer la honte de la capitulation du général Dupont; clic vil Jacn, l'antique Oordouc, Oannona. Le 7 Janvier, le générai Séhasliani dispersa Parméc espagnole sous les murs de Grenade, et le lendemain il entra dans celle place. 1^ 9, il était inaJlre de Malagn. Le 1'" février, la résidence de la junte suprême, Séville, se rendit au maréchal Soult. La junte sc réfugia à Plie de Léon, et ensuite à Cadix, noms à jamais tristement célèbres dans Phistoin^ des deux nations. Le maréchal Victor eut l'ordre d'assiéger ou plutôt de bloquer avec le premier corps les avenues de celle ville , défendue par plus de vingt mille hommes du côté de la terre, et sur mer par vingt-cinq vaisseaux de ligne, dont cinq anglais et vingt français et espagnols qu'avait commandés l'amiral Uossilly. Le 26 mai, une action brillante illustra le nom français dans la rade de Cadix : six cents prisonniers de la capitulation de Baylen, presque tous ofliciers, détenus sur les pontons, voient de loin (loller sur le rivage le drapeau tricolore; soudain ils s'emparent d'un mauvais navire sans agrès, traversent audacieusement les escadres anglaise et

espagnole sous le feu des chaloupes canonnières et des batteries, et vont
Digiiized by Google

ses sujets par leurs propres compatriotes, constitue un des crimes les plus atroces du pouvoir. De tels ordres, il faut le dire aussi à la honte des peuples, sont toujours rigoureusement accomplis. Les milices portugaises, qui figuraient pour quatre-vingt mille hommes dans l'armée de Wellington, pendaient et fusillaient impitoyablement ceux qui se refusaient à incendier leurs récoltes, leurs champs, leurs habitations. A Coïmbre, ville de vingt-cinq mille habitans, l'armée française n'avait trouvé que quelques vieillards, qui durent à leur faiblesse la permission de mourir au sein de leurs foyers. Elle avait laissé ses blessés dans les hôpitaux de cette ville; ils furent massacrés par des Portugais. Le drapeau anglais protégeait tous les genres de barbarie.

Le prince d'Essling voulut en vain poursuivre sa marche sur Lisbonne; il trouva dans les lignes de Torrès-Vedras, tracées par Wellington en avant de la capitale, une triple enceinte de défense inexpugnable pour une armée aussi faible que la sienne. Il aurait pu, sans doute, après une affaire brillante du général Clausel, se rendre maître de la première enceinte; mais il eût échoué contre les deux autres, que les Anglais avaient eu le temps de hérisser de la plus formidable artillerie. Le but de cette troisième campagne une fois manqué, Masséna dut songer à la retraite. Elle fut protégée par le maréchal Ney, qui exécuta à Miranda d'admirables manœuvres. Le général en chef n'avait plus qu'un objet, celui de ravitailler Almeida et de prendre position. Cette place était investie par soixante-dix mille Anglo-Portugais; et, vers le 20 décembre, Masséna, qui avait paru avec trente-trois mille hommes devant Torrès-Vedras, n'en comptait plus que vingt-trois mille devant Almeida. Aussi, ne pouvant réussir à secourir cette ville, la nécessité le contraignit à chercher le moyen d'envoyer au général Brenner, qui y commandait, l'ordre d'en faire sauter les fortifications. Cet ordre reçut son accomplissement dans la nuit du 9 au 10 mai 1811. Sur dix-huit cents hommes qui composaient la garnison d'Almeida, la moitié rejoignit l'armée. Les armes de Masséna furent moins heureuses en Portugal que dans toutes les autres contrées de l'Europe, où il avait mérité le nom d'*invincible*.

Pendant le cours de cette campagne, la plus grave mésintelligence régna entre les maréchaux Ney et Masséna; elle éclata devant Busaco, et divisa même les autres généraux : elle compromit le sort de la campagne. L'histoire recueille à regret cette particularité, d'où résultait la preuve d'un grand changement dans l'esprit de l'armée. Mais qui oserait prononcer entre Ney et Masséna? un seul homme sans doute, si, comme eux, il n'avait cessé de vivre.

Cependant le prince d'Essling peut encore s'enorgueillir d'avoir, avec moins de quarante mille hommes, tenu en échec, depuis le fatal combat de Busaco, c'est-à-dire depuis le 15 septembre jusqu'au 15 mai, cent vingt mille Anglo-Portugais. Les pertes, non de l'armée de Wellington, mais, ce qui lui importait beaucoup moins, de la malheureuse population de la province de la Beyra, refoulée par ses troupes et par ses ordres dans les lignes de Torrès-Vedras, se montrèrent, pendant l'hiver de 1810 à 1811, au nombre effrayant de quatre cent mille individus qui périrent de faim, de froid et de misère! destruction que n'aurait jamais pu causer la rage la plus meurtrière de vingt batailles. L'histoire d'aucune nation barbare, combattant pour la conservation de sa sauvage patrie, n'a laissé le souvenir d'un sacrifice humain aussi énorme que celui qui, pendant cinq mois, moissonna les habitans de la Beyra sous les yeux de l'étranger accouru à leur défense. De tels captifs, de telles victimes, étaient inconnus jusqu'alors. Le peuple de Lisbonne se souleva, mais la régence chargea encore les Anglais de le contenir, et elle dut passer elle-même sous le joug britannique.

En Espagne, la guerre fut heureuse pour la France, si une semblable guerre pouvait l'être. La victoire d'Ocana, remportée le 19 novembre précédent, avait ouvert l'Andalousie à nos armes. L'armée du roi, commandée par le maréchal Soult, prit le nom de sa conquête. Dans sa marche rapide et triomphante, elle occupa Baylen, sans croire effacer la honte de la capitulation du général Dupont; elle vit Jaën, l'antique Cordoue, Carmona. Le 7 janvier, le général Sébastiani dispersa l'armée espagnole sous les murs de Grenade, et le lendemain il entra dans cette place. Le 9, il était maître de Malaga. Le 1er février, la résidence de la junte suprême, Séville, se rendit au maréchal Soult. La junte se réfugia à l'île de Léon, et ensuite à Cadix, noms à jamais tristement célèbres dans l'histoire des deux nations. Le maréchal Victor eut l'ordre d'assiéger ou plutôt de bloquer avec le premier corps les avenues de cette ville, défendue par plus de vingt mille hommes du côté de la terre, et sur mer par vingt-cinq vaisseaux de ligne, dont cinq anglais et vingt français et espagnols qu'avait commandés l'amiral Rossilly. Le 26 mai, une action brillante illustra le nom français dans la rade de Cadix : six cents prisonniers de la capitulation de Baylen, presque tous officiers, détenus sur les pontons, voient de loin flotter sur le rivage le drapeau tricolore; soudain ils s'emparent d'un mauvais navire sans agrès, traversent audacieusement les escadres anglaise et espagnole sous le feu des chaloupes canonnières et des batteries, et vont

The text on this page is estimated to be only 27.06% accurate

IIISTOmE DE NAPOLÉON. 5H atiordcr la plago, où l'armée du maréchal Victor les reçoit avec Iranspurl sous ses aigles. Au noni ilerKspagne, la guerre était ralentie par les places fortes qui tenaient dans la Citalognc et dans le royaume de Valence. La prise d'Huslalrich avait entraîné celle de Gironiie; niais le château de la première de ces deux villes ne fut évacué que le ISmaiyCtsa garnison périt dans sa fuite. Le cornhat de Vich, où le général Souham battit le général O'Doniu L avait eu lieu le 20 février. Le 14 mat, le mari'chal Suchet ouvrait la tranchée devant la forte ville de Lérid.i; dix-sepl jours après, celte place capitula. Le 8 juin, Mequinenzn tomba aussi au pouvoir des Français. Mais tandis que le continent espagnol de l'Europe se débat sous l'invasion française, le 19 avril, le continent espagnol de l'Amérique, déjà trop vieux pour cimsenlir à rosier In province d'une métropole d'outre-mer , jette les bases de sa future indépendance en proclamant le gouvcrneineiit fédératif de Vénézuela : exemple dont la séduction puissante, inspirée par la prospérité des Étatstnis, doit gagner insensiblement tous les royaumes américains d'Espagne et de Portugal. Cette immense révolution, qui donne une nouvelle face au monde politique, est la plus grande époque du règne de Napoléon ; elle aura tous les périls qui font triompher les nations engagées avec ardeur et persévérance dans la lutte contre la domination étrangère. La gloire des armes sanctionnera, pendant une guerre, opiniâtre de plusieurs années, le serment d'étre libre, juré par le peuple américain contre ce même peuple espagnol dont il imite la généreuse résolution. Les Espagnols sont tout à coup, en Amérique, déclares étrangers et ennemis, comme les Français le sont en Espagne. Il a fallu vingt ans à la liberté française pour traverser l'Océan, depuis dix ans elle cbercliail une patrie; elle ne trouvait plus de place en Europe, où désormais Ton ne pouvait faire que la guerre des trônes contre celui qu'un homme nouveau avait élevé en France. Ce n'était point toutefois pour la légitimité qu'on attaquait son empire, puisqu'on venait de laisser nommer Bernadotlc prince royal de Suède; la lutte reposait sur l'opposition des intérêts de la tiraiide-Brelagnc et de la France. I>a liberté et la royauté n'étaient pour rien dans celte querelle : c'ctail la prépondérance de la France qui armait l'Europe docile aux conseils cl aux volontés «lel'An* gleterre. Ce grand motif préparait déjà dans le Nord une sourde tempête, au milieu de la paix. La Russie oi^ gariisail ses immenses

ressources militaires; elle rappelait scs divisions delà Courlamlc, les portait sur la Dwina, cl colles de l'armée du Danube sur le llnut-Diiiester; elle rassemblait la majeure partie de ses forces sur les frontières de la Fulogne, insensiblement elle ouvrait ses ports aux marchandises anglaises; elle violait sans provocation^ sans prétexte, les stipulations de Tilsilt. La Russie faisait plus encore : le 31 décembre elle prohibait les produits de notre industrie. I/exclusion donnée par elle au commerce français, la préférence d'Alexandre n'était plus douteuse. Des avis secrets prévinrent Napoléon de ces mouvernens et de ces dispositions. Il feignit de les ignorer, cl ne changea rien à scs relations amicales avec renipereur de Russie , qui envoya le général Czernichefî roro^er à Parts. Au mois de décembre 1810, le nom de la France, ainsi que sa fortune, s'étend, ou plutôt s'égare, depuis le détruit de Carybde jusqu'au délroitdu Sund, soit parles réunions, soit par les vassalités dos peuples; et atln que toute trace républicaine disparaissi.', ic 13 décembre, le même jour qui voit décréter cent soixante mille hommes pour les armées de terre et de mer, les villes anséaliques et le Valais sont enclavés dans le grand empire. J.a France compte alors trente départemens maritimes, et l'Angleterre n'n plus d'asile en Europe que la Sicile et le Portugal. L'esprit s'effraie justement, aujourd'hui, de celle puissance multiple de la volonté d'un seul homme, qui ordonnait en même temps aux navigateurs de la Baltique, aux pasteurs des Alpes-Juliennes et à cent soixante mille soldats, de prendre rang parmi les sujets et les inslrumrns de sa gloire cl de scs desseins. Aussi la carte de cette partie du monde qui s'appelle Fraxce présente 34 degrés de longitude sur 7 de latitude, habités par 41 millions d'hommes, que divisent entre eux quatre idiomes et autant de religions : mais la domination directe de Napoléon et de sa famille comprend quatre-vingt-cinq millions cinq cent mille sujets; réunis aux seize millions d'hommes placés sous sa domination indirecte, ils offrent la masse effrayante de plus de cent millions d'Européens qui lui obéissent. Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 26.35% accurate

ItlSTOmE DE NAPOLÉON. CHAPITRE IF. (1811.) «iVRRIIR d'K!«PAG^K. — DR L*OLnBRBOrRG A L*RKPIRt. — KAIMA?VCB Df RUi DR lUMi:, LE iÜ MARS. — ArrAIRR» ECCLÊ»IASr>4jt:U AVEC LA COL'R DR ROME. I.t.A Cortès s'étaicnlnsscmblécsàCadiile âtSscptombrc 1810. composées de cciil cinquante députes environ, au lieu de deux cent huit prescrit.s pourla représentation des trente-deux provinces. Elles contemplaient de là, cominc^'un observatoire, les événeinens de la Péninsule, sans s'abandonner aveuglément aux inllucnccs britanniques. Ix*ur attitude était purement politique; et, entourées par la guerre, dont la fortune devait inspirer leurs résolutions, elles travaillaient à poser les bases du grand acte qui avait pour objet d'établir les nouvelles libertés de l'Espagne. I.cs Cortès pouvaient encore compter sur des forces nombreuses, malgré les succès des Français. Indépendamment des troupes anglaises et de Pinsurreclion |>urtugaisc attachée aux drapeaux de Wellington, l'armée régulière cl une foule de guérillas sous des chefs cnlreprcnans combattaient la royauté de Joseph. Mina commandait dans la Navarre et dans PAragon ; Purlier dans la Callicic; l'Empccinado, cl Mcdico, Duran, dans les montagnes de la Casltilc et de PAragon ; Sanlo Chiides dans le royaume de Léon ; Sanchez, Julian, près de Salamanque; le baron d'Eroles et Ilovirac dans les montagnes de la Catalogne et d'Aragon; r.astanoz et d'autres dans celles de Honda et de Murcie. Maisles Cortès, fatiguéesde cette plaie désastreuse qu'une lutte implacable étendait sur l'Espagne, semblaient bâter de tous leurs vœux la victoire qui devait proclamer l'indépendance ou même la soumission de leur patrie, ('.ependant la régence de Cadix, probablement dans la pcn.sée généreuse de se soustraire à la domination hribinniqiie , avait député secrètement, au moisdemai I810,àPalermc, auprès du duc d'Orléans, l'invitant au nom de la liberté, par unclellrc très- pressante, à venir prendre le coinnianilcment général de la Catalogne. Le prince accepta la proposition. Toutefois, arrive à Tarragune, le gouverneur espagnol de cette place lui déclara qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de lui remettre le commandement. Le prince ii'eul pa.s do peine à juger par quelle iiiQuencc agissait ce gouverneur, et il alla à Cadix, espérant y obtenir Pexplication d'une conduite si étrange; mais il trouva la régence également contraire à la démarche qu'elle avait faite auprès de lui. L'envoyé britannique osa même requérir impérieusement de forcer le duc à s'embarquer pour Londres sur

une frégate dépêchée à ccl cfiet. Le prince refusa de souscrire à une pareille violation, et resta un mois à Cadix, dan.s le dessein d'attendre la convocation des Cortès cl de réclamer leur autorité. Le gouvcrncnicnl anglais les menaça de rappeler ses troupes d'Espagne, si le duc d'Orléans ne s'éloignait pas. Néanmoins ce prince se rendit dans l'ile de Léon où elles tenaient leur session, mais la séance était secrète, et une députation vint déclarer au duc que les Cortès regardaient son départ comme necessaire au salut de l'Espagne. Ainsi l'intrigue anglaise réussit complètement. Le duc d'Orléans dut retourner à l'alermc sur la même frégate espagnole qui l'avait amené de Sicile; et le despotisme britannique aïïerinil davantage son joug sur les destinées de la malheureuse Espagne. L'année 1811a commencé d'une manière hrillante I pour les armes françaisi's. Elle présente une lutte de 4-1 Digitized by Google

CHAPITRE II.

(1811.)

GUERRE D'ESPAGNE. — RÉUNION DE L'OLDENBOURG A L'EMPIRE. — NAISSANCE DU ROI DE ROME, LE 20 MARS. — AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES AVEC LA COUR DE ROME.

Les Cortès s'étaient assemblées à Cadix le 25 septembre 1810, composées de cent cinquante députés environ, au lieu de deux cent huit prescrits pour la représentation des trente-deux provinces. Elles contemplaient de là, comme d'un observatoire, les événemens de la Péninsule, sans s'abandonner aveuglément aux influences britanniques. Leur attitude était purement politique; et, entourées par la guerre, dont la fortune devait inspirer leurs résolutions, elles travaillaient à poser les bases du grand acte qui avait pour objet d'établir les nouvelles libertés de l'Espagne. Les Cortès pouvaient encore compter sur des forces nombreuses, malgré les succès des Français. Indépendamment des troupes anglaises et de l'insurrection portugaise attachée aux drapeaux de Wellington, l'armée régulière et une foule de guérillas sous des chefs entreprenans combattaient la royauté de Joseph. Mina commandait dans la Navarre et dans l'Aragon; Porlier dans la Gallicie; l'Empecinado, el Medico, Duran, dans les montagnes de la Castille et de l'Aragon; Santo Childes dans le royaume de Léon; Sanchez, Julian, près de Salamanque; le baron d'Eroles et Rovirac dans les montagnes de la Catalogne et d'Aragon; Castanoz et d'autres dans celles de Ronda et de Murcie.

Mais les Cortès, fatiguées de cette plaie désastreuse qu'une lutte implacable étendait sur l'Espagne, semblaient hâter de tous leurs vœux la victoire qui devait proclamer l'indépendance ou même la soumission de leur patrie. Cependant la régence de Cadix, probablement dans la pensée généreuse de se soustraire à la domination britannique, avait député secrètement, au mois de mai 1810, à Palerme, auprès du duc d'Orléans, l'invitant *au nom de la liberté*, par une lettre très-pressante, à venir prendre le commandement général de la Catalogne. Le prince accepta la proposition. Toutefois, arrivé à Tarragone, le gouverneur espagnol de cette place lui déclara qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de lui remettre le commandement. Le prince n'eut pas de peine à juger par quelle influence agissait ce gouverneur, et il alla à Cadix, espérant y obtenir l'explication d'une conduite si étrange; mais il trouva la régence également contraire à la démarche qu'elle avait faite auprès de lui. L'envoyé britannique osa même requérir impérieusement de forcer le duc à s'embarquer pour Londres sur une frégate dépêchée à cet effet. Le prince refusa de souscrire à une pareille violation, et resta un mois à Cadix, dans le dessein d'attendre la convocation des Cortès et de réclamer leur autorité. Le gouvernement anglais les menaça de rappeler ses troupes d'Espagne, si le duc d'Orléans ne s'éloignait pas. Néanmoins ce prince se rendit dans l'île de Léon où elles tenaient leur session, mais la séance était secrète, et une députation vint déclarer au duc que les Cortès regardaient son départ comme nécessaire au salut de l'Espagne. Ainsi l'intrigue anglaise réussit complètement. Le duc d'Orléans dut retourner à Palerme sur la même frégate espagnole qui l'avait amené de Sicile; et le despotisme britannique affermit davantage son joug sur les destinées de la malheureuse Espagne.

L'année 1811 a commencé d'une manière brillante pour les armes françaises. Elle présente une lutte de

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 26.59% accurate

UISTOIRE DE NAPOLÉON. succès presque sans interruplion entre le maréchal Soullel le général Suchet.TorloscsuppurU dix jours de tranchée ouverte; foudroyée le S9 décembre par (|iiaranle-trois bouches à feu, elle se rendit le 3 janvier nu général. Le 33 du mùine mois, Soull^ après avoir battu les généraux Mendizabal et Ballesteros, forçait l'importante ville d'OIivcnza à capituler; le 19 février, il cueillait de nouveaux lauriers sur la ('•eborra , où reiincrni perdit plus de cinq mille hommes. Celle bataille ouvrit au maréchal, le 11 mars, les portes de Dadajoz, capitale de TEstramadurc. Quelques semaines ont sutli à Soull et à scs vingt mille hommes {M>ur détruire deux armées cs|iagnoics, faire vingt-deux mille prisonniers, et prendre deux places furies, Olivenza cl Badajoz. Opendanl, doux mois après, celte dernière ville est investie par le maréchal Heresford , à la tétc de \ ingt-cinq mille hommes que couvrait en outre une nrmée espagnole. Soull réunit des forces pour secourir Badajoz : Beresford en lève le siège cl sc porte en avant de celle ville, sur les bords de i'Albûirra, avec les troupes anglaises, portugaises et espagnoles. Le combat fut opiniâtre atiUiil que meurtrier; les alliés le célébrèrent comme un triomphe, quoiqu'ils cusseiilà regretter dix mille hommes cl leurs positions. Le inarcchal Soult put douner avec plus de raison le nom de victoire à une bataille qui l'avait conduilau but qu'il s'était proposé, c'est-à-dire de dégager Dadajoz, et de faire entrer des secours dans la place. Toutefois ce succès ne fut pas assez décisif pour déterminer une députation des Lorlés, arrivée à Séville, à aller remplir sa mission auprès du roi Joseph. Après avoir assuré la défense de Dadajoz, le maréchal Souit revint à Séville. Mais, vers les premiers jours de juin, AVellington, ayant opéré sa jonction avec Heresford, reprit le siège de Dadajoz, et ouvrit la tranchée. La ville soutint et repoussa deux assauts; elle devait encore être délivrée. U‘s maréchaux Soull et Marmoul se rcuiiireiU à Mérida. L'armée combinée ennemie jugea prudent de ne pas les atleudre; le 17 juin elle repassa la (iuadiana. Le maréchal Soult chercha vaineineiii à l'engager; Adèle à ses habitudes de retraite, Wellington reprit de nouveau ses lignes, cl rentra en Portugal. Il en fut de même du blocus de Liiidad-Kodrigo : dans le mois de septembre, Wellington SC vil contraint de rabaiidooner devant le maréchal Marmont et

le general Dorsenne. Apré.s

succès presque sans interruption entre le maréchal Soult et le général Suchet. Tortose supporta dix jours de tranchée ouverte; foudroyée le 29 décembre par quarante-trois bouches à feu, elle se rendit le 2 janvier au général. Le 22 du même mois, Soult, après avoir battu les généraux Mendizabal et Ballesteros, forçait l'importante ville d'Olivenza à capituler; le 19 février, il cueillait de nouveaux lauriers sur la Geborra, où l'ennemi perdit plus de cinq mille hommes. Cette bataille ouvrit au maréchal, le 11 mars, les portes de Badajoz, capitale de l'Estramadure. Quelques semaines ont suffi à Soult et à ses vingt mille hommes pour détruire deux armées espagnoles, faire vingt-deux mille prisonniers, et prendre deux places fortes, Olivenza et Badajoz. Cependant, deux mois après, cette dernière ville est investie par le maréchal Beresford, à la tête de vingt-cinq mille hommes que couvrait en outre une armée espagnole. Soult réunit des forces pour secourir Badajoz : Beresford en lève le siége et se porte en avant de cette ville, sur les bords de l'Albuirra, avec les troupes anglaises, portugaises et espagnoles. Le combat fut opiniâtre autant que meurtrier; les alliés le célébrèrent comme un triomphe, quoiqu'ils eussent à regretter dix mille hommes et leurs positions. Le maréchal Soult put donner avec plus de raison le nom de victoire à une bataille qui l'avait conduit au but qu'il s'était proposé, c'est-à-dire de dégager Badajoz, et de faire entrer des secours dans la place. Toutefois ce succès ne fut pas assez décisif pour déterminer une députation des Cortès, arrivée à Séville, à aller remplir sa mission auprès du roi Joseph. Après avoir assuré la défense de Badajoz, le maréchal Soult revint à Séville. Mais, vers les premiers jours de juin, Wellington, ayant opéré sa jonction avec Beresford, reprit le siége de Badajoz, et ouvrit la tranchée. La ville soutint et repoussa deux assauts; elle devait encore être délivrée. Les maréchaux Soult et Marmont se réunirent à Mérida. L'armée combinée ennemie jugea prudent de ne pas les attendre; le 17 juin elle repassa la Guadiana. Le maréchal Soult chercha vainement à l'engager; fidèle à ses habitudes de retraite, Wellington reprit de nouveau ses lignes, et rentra en Portugal. Il en fut de même du blocus de Ciudad-Rodrigo : dans le mois de septembre, Wellington se vit contraint de l'abandonner devant le maréchal Marmont et le général Dorsenne. Après deux affaires malheureuses pour les ennemis, nous parvînmes à débloquer et à ravitailler Ciudad-Rodrigo. La prise de Murcie termina la campagne du maréchal Soult en 1811.

De son côté, le général Suchet continuait le cours des plus brillans faits d'armes. A la fin d'avril il marcha sur la forte ville de Tarragone; il l'investit le 4 mai, l'attaque le 16 juin; et le 28, après cinq assauts, dont le premier a eu lieu le 21, son armée se précipite dans la place avec la fureur d'un triomphe chèrement acheté. Cinq mille hommes sont passés au fil de l'épée, dix mille sont pris; Tarragone est livrée au pillage. Ce fut dans ses remparts sanglans que l'intrépide général Suchet trouva son bâton de maréchal. Le 29 octobre, la bataille de Sagonte ou de Murviedro, qu'il gagne complètement sur les généraux Blake et O'Donnel, lui donne le lendemain la ville de Sagonte, dont la position, fortifiée par la nature, par les Romains, par les Maures, et par des constructions récentes, le rend maître des routes de Valence, de Barcelone, de Saragosse, et assure son établissement dans l'est de la Péninsule. Le 26 novembre, attaché aux traces du général Blake, qui voulait lui fermer le chemin de Valence, il le force d'abandonner son camp retranché derrière le Guadalaviar, et le rejette dans la place. Un mois après, le 26 décembre, Suchet a franchi le Guadalaviar; et, au bout de quinze jours, la grande ville de Valence, jadis capitale d'un beau royaume, devenue le dépôt général de toutes les forces et de tous les approvisionnemens des insurgés, se voit réduite à se rendre au nouveau maréchal, avec une garnison de dix-huit mille hommes, que commandaient dix généraux, neuf cents officiers et que défendaient quatre cents pièces de canon. Suchet avait ouvert la campagne de 1811 par la prise de Tortose le 2 janvier; il ouvrit celle de 1812 par la prise de Valence le 9 janvier. Le titre de duc d'Albuféra conquis sur les remparts de Valence, le grade de maréchal gagné à Tarragone, payèrent dignement la plus belle année sans doute de sa vie militaire. L'armée qui lui était dévouée, puisqu'il exécuta avec elle de si grandes choses, trouva dans ces hautes distinctions données à un chef aimé et respecté de tous, une nouvelle récompense de ses nobles travaux.

Tel est le tableau de la guerre de la Péninsule pendant l'année 1811; cette guerre continua la gloire et prouva la supériorité de nos armes. Mais, par une fatalité attachée aux entreprises contre le droit le plus sacré des peuples, les Espagnols se retrempaient au sein de leurs revers, et semblaient sortir victorieux des combats qu'ils avaient perdus. Le temps n'était pas éloigné où, n'ayant plus que Cadix et l'île de Léon, ils s'applaudiraient de ne pouvoir désormais être renfermés dans des murailles, et d'avoir pour forteresses, pour campemens, pour champs de bataille, les montagnes, les forêts, les fleuves, les déserts de leur patrie. Toute la terre espagnole conspire, fermente, se lève, alors que Napoléon, maître de toutes ses villes, la croit désarmée, vaincue, asservie. Jamais le fanatisme de la nationalité n'avait agi plus puissamment sur

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 347 an peaple. 11 se battait pour les rois qui Pavaient livré, pour les moines qui le tenaient abruti. C’est à cette stupide indépendance comme à une inquisition originelle, qu'il s’offrait chaque jour en sacrifice. Pour l’Espagne, la liberté était ce qu’elle est encore aujourd'hui, un sacrilège. L’Angleterrcs’em* para habilement de cet élément barbare. Saisie lout-à-coup d'une inspiration gigantesque, elle inventa la combinaison d'une gravitation terrible, qui placerait, pour l’étouOer, le colosse guerrier de la France entre ce peuple serf du Midi et ce peuple serf du Nord, qui, également défendu par la nature, également courlié sous un double fanatisme, lui présentait dans la Russie l'alliée naturelle de l’Espagne. La nécessité suggère celte vaste et profonde conception i la Grande-Bretagne : en effet, elle voit chaque jour le blocus continental triompher de son blocus maritime; elle se sent opprimée sous le poids de l’immense commerce qui entasse vainement dans scs ports les produits des Deux-Indes; clic est condamnée k redouter et à combattre cette merveilleuse industrie qui subit dans ses ateliers révoltés les arrêts de Napoléon. Deux ans encore de celte loi inOcxible, et la Grande-Urelagiic est aux pieds de sa rivale: il n’y a plus à bahmeer pour détourner ce malheur. Le Tage est armé, il faut armer la Newa ; il faut que le géant qui tant de fois a vaincu les Russes et les Espagnols périsse sous leurs armes combinées. I.a poliliqucdcLondrcsva réunir contre l’ennemi commun deux nations que sépare toute la civilisation de l’Europe. Les Espagnols ont de vieux souvenirs : ils descendent de ceux qui eurent le spectacle de la chute des Carthaginois et des Romains; ils sont aussi les enfans de ces hommes du Nord qui chassèrent les califes. Quant aux Russes, ils n'oni point d’alcux, et tous leurs souvenirs sont récens ou barbares; mais ils ont vu la Suisse et l’Italie : ils commencent à sc croire Européens; ils peuvent devenir conquérans. Cependant Napoléon, entouré de toutes les prospérités humaines, ne sc repose point sur la foi de Tilsitt, ni sur les assurances simulées d’Erfurt. Des avis secrets signalent à son attention les rassemblcineos militaires qui s'opèrent silencieusement dans le Nord. Tout le porte à ménager la Russie et à lui Oter le moindre prétexte d’un mcconlentcmcnl, au moment où l’Espagne et l'Angleterre occupent nos armées. Encore un an de guerre, et la Péninsule est soumise, et rorgucîllcusc Tamise aura revu les fugitifs du Tagc comme clic a revu ceux de l’Escaut. Napoléon sait aussi que son frère supporte avec peine les embarras de la

conquête de son trùrie. » Qu’importe, dit-il en grand politique, que ce soit •(Joseph ou Ferdinand, pourvu que l'Angleterre w disparaisse de la Péninsule..... » Ce sentiment le domine exclusivement, et l’emporte sur toute autre considération, même sur celle qui peut justifier, au moins en apparence, les armemens du Nord. Ne voyant la Russie que dans le lointain, tandis que l'Angleterre est vis-à-vis de lui, il s’aperçoit qu'une lacune manque à l’interdit qu’il a jeté sur la Uallique,ct, le 18 février, il prononce la réunion à l'empire du duché d'Olderabüurg, dont le souverain est beau-frère de l’empereur Alexandre. Au lieu de s’irriter de cette impolitique violation, l’Angleterre sc réjouit de l’imprudence qui la fait cummcUrc, et s’empare de ce nouveau grief pour s’introduin* officiellement dans les conseils de Saint-Pétersbourg. En France, cependant, un événement auquel est attaché le sort de la nouvelle dynastie occupe Napoléon tout entier; bientôt il sera |)ère, et l’ambilieuse espérance, qui enClamnie et soutient toujours les hommes de sa trempe, lui promet un fils. Le 80 mars, le moment décisif arrive; mais la délivrance de Marie-Louise rencontre des obstacles imprévus, cl tels que ses jours ainsique ceux de son enfant sont également en péril : ils dépendent d'une operation pénible et douteuse. Le

chirurgien Dubois vient consulter Napoléon.

un peuple. Il se battait pour les rois qui l'avaient livré, pour les moines qui le tenaient abruti. C'est à cette stupide indépendance comme à une inquisition originelle, qu'il s'offrait chaque jour en sacrifice. Pour l'Espagne, la liberté était ce qu'elle est encore aujourd'hui, un sacrilége. L'Angleterre s'empara habilement de cet élément barbare. Saisie tout-à-coup d'une inspiration gigantesque, elle inventa la combinaison d'une gravitation terrible, qui placerait, pour l'étouffer, le colosse guerrier de la France entre ce peuple serf du Midi et ce peuple serf du Nord, qui, également défendu par la nature, également courbé sous un double fanatisme, lui présentait dans la Russie l'alliée naturelle de l'Espagne. La nécessité suggère cette vaste et profonde conception à la Grande-Bretagne : en effet, elle voit chaque jour le blocus continental triompher de son blocus maritime; elle se sent opprimée sous le poids de l'immense commerce qui entasse vainement dans ses ports les produits des Deux-Indes; elle est condamnée à redouter et à combattre cette merveilleuse industrie qui subit dans ses ateliers révoltés les arrêts de Napoléon. Deux ans encore de cette loi inflexible, et la Grande-Bretagne est aux pieds de sa rivale : il n'y a plus à balancer pour détourner ce malheur. Le Tage est armé, il faut armer la Newa; il faut que le géant qui tant de fois a vaincu les Russes et les Espagnols périsse sous leurs armes combinées. La politique de Londres va réunir contre l'ennemi commun deux nations que sépare toute la civilisation de l'Europe. Les Espagnols ont de vieux souvenirs : ils descendent de ceux qui eurent le spectacle de la chute des Carthaginois et des Romains; ils sont aussi les enfans de ces hommes du Nord qui chassèrent les califes. Quant aux Russes, ils n'ont point d'aïeux, et tous leurs souvenirs sont récens ou barbares; mais ils ont vu la Suisse et l'Italie : ils commencent à se croire Européens; ils peuvent devenir conquérans.

Cependant Napoléon, entouré de toutes les prospérités humaines, ne se repose point sur la foi de Tilsitt, ni sur les assurances simulées d'Erfurt. Des avis secrets signalent à son attention les rassemblemens militaires qui s'opèrent silencieusement dans le Nord. Tout le porte à ménager la Russie et à lui ôter le moindre prétexte d'un mécontentement, au moment où l'Espagne et l'Angleterre occupent nos armées. Encore un an de guerre, et la Péninsule est soumise, et l'orgueilleuse Tamise aura revu les fugitifs du Tage comme elle a revu ceux de l'Escaut. Napoléon sait aussi que son frère supporte avec peine les embarras de la conquête de son trône. « Qu'importe, dit-il en grand politique, que ce soit « Joseph ou Ferdinand, pourvu que l'Angleterre « disparaisse de la Péninsule..... » Ce sentiment le domine exclusivement, et l'emporte sur toute autre considération, même sur celle qui peut justifier, au moins en apparence, les armemens du Nord. Ne voyant la Russie que dans le lointain, tandis que l'Angleterre est vis-à-vis de lui, il s'aperçoit qu'une lacune manque à l'interdit qu'il a jeté sur la Baltique, et, le 18 février, il prononce la réunion à l'empire du duché d'Oldembourg, dont le souverain est beau-frère de l'empereur Alexandre. Au lieu de s'irriter de cette impolitique violation, l'Angleterre se réjouit de l'imprudence qui la fait commettre, et s'empare de ce nouveau grief pour s'introduire officiellement dans les conseils de Saint-Pétersbourg.

En France, cependant, un événement auquel est attaché le sort de la nouvelle dynastie occupe Napoléon tout entier; bientôt il sera père, et l'ambitieuse espérance, qui enflamme et soutient toujours les hommes de sa trempe, lui promet un fils. Le 20 mars, le moment décisif arrive; mais la délivrance de Marie-Louise rencontre des obstacles imprévus, et tels que ses jours ainsi que ceux de son enfant sont également en péril : ils dépendent d'une opération pénible et douteuse. Le chirurgien Dubois vient consulter Napoléon. « *Ne pensez qu'à la* « *mère*, répondit-il, *et traitez l'Impératrice comme* « *une bourgeoise de la rue Saint-Denis.* » Alors il se rend au lit de Marie-Louise, l'exhorte, l'encourage. Après vingt-six minutes d'un travail douloureux, l'enfant est mis au monde par le secours des fers; mais pendant sept autres minutes, il ne donne aucun signe de vie. Enfin à force de soins l'enfant respire, il vit, il vivra. Transporté, hors de lui-même, l'Empereur se précipite à la porte du salon où la France et l'Europe semblent attendre leurs destinées; il l'ouvre, il s'écrie : *C'est un roi de Rome!* Cent et un coups de canon annoncèrent à la capitale la naissance de Napoléon II; l'ivresse fut générale. A l'Hôtel-de-Ville, M. Bellart et les membres du conseil qui proclameront en 1814 la déchéance de Napoléon, votèrent dix mille francs de rente au premier page qui vint leur apporter la nouvelle impatiemment attendue. Ce fut la dernière fois qu'un même sentiment de bonheur unit la France et Napoléon. La nature sembla n'avoir produit qu'à regret cet enfant sur lequel se confondaient les vœux de deux grandes monarchies; il avait fallu le lui arracher : aussi en contemplant, après une anxiété si cruelle, le berceau qui venait de recevoir son fils, Napoléon dut s'applaudir de ce que sa fortune triomphait de la nature elle-même.

Le roi de Naples s'était rendu à Paris pour le baptême du roi de Rome; il eut avec Napoléon les explications les plus vives; les résultats en sont jusqu'à présent plus connus que les causes : elles étaient

The text on this page is estimated to be only 28.98% accurate

548 IIISTOlUE DE NAPOLEON. graves. Joachim reprocha à Napoléon les obstacles qui avaient frappé, raniiée précédente, son capéditioii en Sicile, devenue une échaufTourée dérisoire cl ruineuse; il l'attribua notaminenl à la nun-coopé' ration de Tescadre de Toulon, qui lui avait été annoncée, cl sans laquelle celle entreprise ne pou> vail réussir, lise plaignit den’clre plus que l'instrument d’une puissance à laquelle il se trouvait forcé de sacriiier scs Etats. Joachim ne cacha pas non plus à Napoléon l’inquiétude que dev.iil causer à sa couronne celle que l’Empereur venait de mettre sur la létedesun (ils. I.c roi de Naples se voyait menacé par le roi de Hume : mais Napoléon, qui n’avait pas habitué les rois etrangers ni les rois de sa famille à de pareilles représentations, saisit celle occasion de faire pressentir à son bcauTrère la nécessité de SC démettre un jour du trône de Naples pour revenir au grand-duché de Berg. Celait de la part de l'Empereur une résolution déjà arrêtée, et qui s'étendait egalement aux Irùncsd’Kspagne et de Weslphalie, comme l’avait laissé soupçonner la réunion de la Hollande. L'exécution de celte grande mesure politique, subordonnée aux événeineiis, était ajournée à l’époque de la paix générale, où le sacrifice de ces royautés conditionnelles apparaîtrait comme une concession à ce premier besoin de la France. Dès ce moment, le roi de Naples laissa éclaterdcs dispositions hostiles contre Napoléon; son imprudence, sa légèreté naturelle, ne lui permirent pas de les dissimuler. 11 quitta Paris à la ûn de mai, avant la célébration du baptême du roi de Rome, auquel assistèrent les souverains de la famille impériale, et entre autres le roi d’Espagne. De retour à NapU‘s, Joachim parla assez haulcmentdcsedéclarer contre l’Empereur. Cependant l'Italie était le théâtre d’une autre guerre entre le Saint-Père cl Napoléon. Cette guerre ne cessa de présenter un caractère singulier, qui sert à donner la preuve du dcplaccincnl des intérêts européens a cette époque. Napoléon et Pie VII avaient changé leurs rôles. L’empereur militait pour son Église, le pape pour ses États. L’Empereur demandait vainement au pape l'inslilution canonique des évéques de France, que le SaintSiège aurait dû provoquer, et le p.ipc la refusait, parce qu’il avait perdu sa domination temporelle. Pic VII confondait la tiare avec la couronne, l'anneau du pécheur avec le sceptre ; le sacre de Napoléon était même un mauvais argument en faveur du pontife de Rome. La haute commission ecclésiastique, que l'Empereur avait clé obligé

de former auprès de lui, députa en avril au Saint-Père, et lui proposa d'établir des évéchésû llar-lc*Duc. à Rotterdam, à Hambourg, à Rrëine; d'In.stiluer les évé- | ques nommés; de retourner à Rome s'il voulait I prêter le serment prescrit par le Concordat, sinon de demeurer à Avignon, où il exercerait la souveraineté spirituelle; d'avoir à sa cour des rcsidens des puissances chrétiennes; cnlin, de renoncera la souveraineté temporelle de Rome. I..C pape était aussi informé de la prochaine convocation d'un concile national. Pie VU, par sa note du 19 mai, accepta presque toulesccs propositions, et le concile s'assembla à ParisIcO juin suivant. 11 était composé de cent évéques, français, allemands et italiens: ce concile se reconnut compétent pour statuer sur l'institution des évéques. En vertu du Concordat, le pape devait ordonner cette institution; et, sur son refus, celle du métropolitain devenait suflisanle : tel fut Je décret rendu le 5 août par le concile. Le âÛ septembre, un bref du pape, daté de Savuuc, coniirma ce décret; toutefois, la terre l'emportera encore sur le ciel, la cour pontifîcale refusera ce qu'elle a solennellement promis, et jusqu'à la Go de 1819, cinq ans après la chute de Napoléon, et |M>ndanl les cinq premières annèesde la restauration, la France presque sans évéques, pourra croire que son roi n'est plus /e Filiainè de l'Êgdee. Mais nous sommes en 1811 : Napoléon, au faite de la gloire, règne sur la France; jaloux de rendre la majesté impériale digne de sa nation au dix-neuvième siècle, le père de l'arrière -petil-flls de Marie-Thérèse aura .satisfait aux droits de sa couronne, aux vieilles libertés de l'Eglise gallicane, aux lois de son Concordat, et à cette étiquette spirituelle qui consacre les relations entre les trônes catholiques et la chaire de saint Pierre. -Le discours par lequel Napoléon ouvrit le CorpsLégislatif, le 16 juin, exprima nettement sa |>etisée. U Les affaires de la religion ont été trop souvent U mêlées cl sacrillées aux intérêts d'un Étal du Iroi" sième ordre. Si la moitié de l'Europe s'est séparw « de l'Église de Rome, on peut l'aUribuer spéeiale« tnentà lacunlradictiunquiii'accsséd'exister entre n les vérités et les principes de la religion, qui sont « pour tout Tunivors, et des prétentions cl des inlé» rêts qui ne regardent qu'un très petit coin do •c l'Italie. J'ai mis fin à ce scandale pour toujourt, « J'ai réuni Rome à l'empire. J'ai accordé des paLii.s M aux papes à Rome et à Paris. S'ils ont à cœur les U intérêts de la religion, ils viendront séjourner « souvent au centre des affaires de la chrcticnlé... n N.ipoléon aborda moins franchement les secrets d'iinc nouvelle conjuration britannique; mais il laissait toutefois connaître qu'il les avait pénélré.s : U .... Les Anglais iiicttcnteiijcu toutes les passions. •I

Tantôt ils supposent à la France tous les projets H qui peuvent alarmer les autres puissances U Tantôt ils font un appel à l'ainour-proprc des iiajZr" ' ' ‘wgit

graves. Joachim reprocha à Napoléon les obstacles qui avaient frappé, l'année précédente, son expédition en Sicile, devenue une échauffourée dérisoire et ruineuse; il l'attribua notamment à la non-coopération de l'escadre de Toulon, qui lui avait été annoncée, et sans laquelle cette entreprise ne pouvait réussir. Il se plaignit de n'être plus que l'instrument d'une puissance à laquelle il se trouvait forcé de sacrifier ses États. Joachim ne cacha pas non plus à Napoléon l'inquiétude que devait causer à sa couronne celle que l'Empereur venait de mettre sur la tête de son fils. Le roi de Naples se voyait menacé par le roi de Rome : mais Napoléon, qui n'avait pas habitué les rois étrangers ni les rois de sa famille à de pareilles représentations, saisit cette occasion de faire pressentir à son beau-frère la nécessité de se démettre un jour du trône de Naples pour revenir au grand-duché de Berg. C'était de la part de l'Empereur une résolution déjà arrêtée, et qui s'étendait également aux trônes d'Espagne et de Westphalie, comme l'avait laissé soupçonner la réunion de la Hollande. L'exécution de cette grande mesure politique, subordonnée aux événemens, était ajournée à l'époque de la paix générale, où le sacrifice de ces royautés conditionnelles apparaîtrait comme une concession à ce premier besoin de la France. Dès ce moment, le roi de Naples laissa éclater des dispositions hostiles contre Napoléon; son imprudence, sa légèreté naturelle, ne lui permirent pas de les dissimuler. Il quitta Paris à la fin de mai, avant la célébration du baptême du roi de Rome, auquel assistèrent les souverains de la famille impériale, et entre autres le roi d'Espagne. De retour à Naples, Joachim parla assez hautement de se déclarer contre l'Empereur.

Cependant l'Italie était le théâtre d'une autre guerre entre le Saint-Père et Napoléon. Cette guerre ne cessa de présenter un caractère singulier, qui sert à donner la preuve du déplacement des intérêts européens à cette époque. Napoléon et Pie VII avaient changé leurs rôles. L'empereur militait pour son Église, le pape pour ses États. L'Empereur demandait vainement au pape l'institution canonique des évêques de France, que le Saint-Siége aurait dû provoquer, et le pape la refusait, parce qu'il avait perdu sa domination temporelle. Pie VII confondait la tiare avec la couronne, l'anneau du pêcheur avec le sceptre; le sacre de Napoléon était même un mauvais argument en faveur du pontife de Rome. La haute commission ecclésiastique, que l'Empereur avait été obligé de former auprès de lui, députa en avril au Saint-Père, et lui proposa d'établir des évêchés à Bar-le-Duc, à Rotterdam, à Hambourg, à Brême; d'instituer les évêques nommés; de retourner à Rome s'il voulait prêter le serment prescrit par le Concordat, sinon de demeurer à Avignon, où il exercerait la souveraineté spirituelle; d'avoir à sa cour des résidens des puissances chrétiennes; enfin, de renoncer à la souveraineté temporelle de Rome. Le pape était aussi informé de la prochaine convocation d'un concile national. Pie VII, par sa note du 19 mai, accepta presque toutes ces propositions, et le concile s'assembla à Paris le 9 juin suivant. Il était composé de cent évêques, français, allemands et italiens: ce concile se reconnut compétent pour statuer sur l'institution des évêques. En vertu du Concordat, le pape devait ordonner cette institution; et, sur son refus, celle du métropolitain devenait suffisante: tel fut le décret rendu le 5 août par le concile. Le 20 septembre, un bref du pape, daté de Savone, confirma ce décret; toutefois, la terre l'emportera encore sur le ciel, la cour pontificale refusera ce qu'elle a solennellement promis, et jusqu'à la fin de 1819, cinq ans après la chute de Napoléon, et pendant les cinq premières années de la restauration, la France presque sans évêques, pourra croire que son roi n'est plus *le Fils aîné de l'Église*. Mais nous sommes en 1811 : Napoléon, au faîte de la gloire, règne sur la France; jaloux de rendre la majesté impériale digne de sa nation au dix-neuvième siècle, le père de l'arrière-petit-fils de Marie-Thérèse aura satisfait aux droits de sa couronne, aux vieilles libertés de l'Église gallicane, aux lois de son Concordat, et à cette étiquette spirituelle qui consacre les relations entre les trônes catholiques et la chaire de saint Pierre.

Le discours par lequel Napoléon ouvrit le Corps-Législatif, le 16 juin, exprima nettement sa pensée.

« Les affaires de la religion ont été trop souvent « mêlées et sacrifiées aux intérêts d'un État du troi- « sième ordre. Si la moitié de l'Europe s'est séparée « de l'Église de Rome, on peut l'attribuer spéciale- « ment à la contradiction qui n'a cessé d'exister entre « les vérités et les principes de la religion, qui sont « pour tout l'univers, et des prétentions et des inté- « rêts qui ne regardent qu'un très petit coin de « l'Italie. J'ai mis fin à ce scandale *pour toujours*. « J'ai réuni Rome à l'empire. J'ai accordé des palais « aux papes à Rome et à Paris. S'ils ont à cœur les « intérêts de la religion, ils viendront séjourner « souvent au centre des affaires de la chrétienté... »

Napoléon aborda moins franchement les secrets d'une nouvelle conjuration britannique; mais il laissait toutefois connaître qu'il les avait pénétrés : « .... Les Anglais mettent en jeu toutes les passions. « Tantôt ils supposent à la France tous les projets « qui peuvent alarmer les autres puissances..... « Tantôt ils font un appel à l'amour-propre des na-

 « lions pour exciter leur jalousie.... C’est la guerre n sur loules les parlies du contincnl qui peut seule « assurer leur prospérité. Je ne veux rien qui ne K soit dans les traités que j'ai conclus... 7e »/ie/?a//e « que la paix du continent ne tera point trou•1 blèe, » Puis, en parlant de la guerre d'Espagne ; «4 ... li’Angletcrrc, dit-il, s’csl trouvée contrainte à en changer la nature, cl d'auxiliaire elle est devenue partie princi|>alc Celte lutte contre «. Carthage, qui paraissait devoir se décider sur le •(Champ de bataille de l'Océan, ou au-delà des •; mers, le sera donc désormais dans les plaines des •i Espagnols! Lorsque l'Angleterre sera épuisée, «I qu’elle aura eiiiin ressenti les maux qu’avec tant U de cruauté elle verse depuis vingt ans sur le conM tinent, que la moitié de scs familles seront cou« vertes du voile funèbre , un coup de tonnerre U mettra fin aux affaires de la Péninsule, aux des* «I seins de ses armées, et vengera l’Europe de •t l’Asie en terminant celte seconde guerre puni* U que. » Le désordre énergique de ces dernières parolesex* primait la passion dont Napoléon était dominé, et avertissait en môme temps l’Angleterre du péril qui la menaçait si elle ne parvenait pis à détruire son ennemi. Aussi sc prépara-t-elle à terminer par un coup de tonnerre, non les affaires de la Péninsule, mais la lutte de son implacable haine; car elle sentit qu’il n’y avoit plus pour elle de salut que dans la guerre. Trois mois après, le 10 septembre, Napoléon est parti pour aller revoir ses nouvelles provinces de Hollande et examiner lui-méme les iminenses travaux qu'il a ordonnés, à son dernier voyage, dans les places fortes, dans les ports, dans les chantiers. Le i octobre il est à Anvers, et peut admirer les miracles de ses créations. Sur la rive gauche de l’Escaut, où il n’existait il y a deux ans qu’une redoute, s’élève une ville de deux mille toises de développement; vingl-ct-un vaisseaux de guerre, dont huit à trois ponts, sont en construction; on a creusé un bassin, ayant vingt-six pieds d'eau, capable de contenir quatre-vingbdix vaisseaux de ligne. L’Escaut désormais praticable pour les plus gros bàtimens de toute espèce, depuis son embouchure jusqu’à Anvers, présente une rade continue que défcmlent Flessinguc et cinq autres petits forts ou forteresses. La Hollande semble un vaste port inexpugnable. L’empereur visita AVilIcmsladt, Hclvoelsluys, Dordrecht, Gorcum, l’IIc de (iorcc, fil son entrée solennelle à Amsterdam, inspecta les fortilications du Hcider, la nnUillo du Texel, scjourtia à Koltcrdam, à Dcifl, à Lcydc, et revint le 11 novembre à Saint-Cloud par Dusseldorf et Cologne. Ce voyage

de deux mois fut consacré à l'amélioration civile, politique, militaire et maritime de la Hollande. L'Empereur donna à ce beau pays le secret de sa force, et il lui eût laissé d'éternels souvenirs de son génie, si, deux ans apres, il ne fût devenu la proie de l'invasion étrangère. Le grand travail de l'empire suivait et atteignait l'Empereur darates entre eux : l'un supprimait la féodalité dans les nouveaux déparlcmcns des Bouches du Weser et des Bouchesde l'Elbe; l'autre prorogeait l'aiDnistie accordée aux émigrés; le troisième, enfin, déterminait la grande loi organique des constitutions françaises, celle de la liberté de la presse. La nature, les titres, et jusqu'au nombre des feuilles périodiques; les noms mêmes des villes où ces feuilles pourraient paraître, furent irrévocablement fixés et spécifiés. Une censure inquiétante, soupçonneuse, miuulicuse, hostile, sous la responsabilité des autorités locales, sera l'argus de cette illusoire péilodicité. Napoléon sc montrait moins jaloux du domaine de la conscience que de celui de la pensée. Aurait-il été malgré tant de grandeur, et à l'insu de l'univers qui le contemplait, le juge craintif de sa toute-puissance, en sourocllant son génie à la terreur devant la presse? Ce dernier décret eut le résullat qu'il devait avoir : il aliéna les hommes généreux dont l'opinion et les talcns font la force des Etats; il produisit une scission qui, au temps même du péril, ne disparut point : il y eut d'un côté l'armée et ceux qui tenaient au pouvoir, de l'autre la nation. Dès ce moment, celle-ci fut frappée d'engourdissement, parce que les organes de ses intérêts sc trouvèrent condamnes au silence. L'invasion d'un million d'étrangers, les conjurations des ennemis politiques de l'intérieur, n'auraient point détruit Napoléon; il dut sa perle à rimmobililé de la France, dont pourtant il était admiré cl même aimé. L'Espagne est conquise ou occupée, tout le continent en paix ou soumis : on sc demande avec inquiétude pourquoi le mois de décembre 1811 appelle, comme celui de 1810, cent vingt mille conscrits sous fes drapeaux. Na{>oIéon seul le savait. Au sein de la paix, sous la foi des traités, sous l'habitude des relations les pins amicales, la Russie a fait descendre du Nord de nomlircuses armées ; la Lithuanie a vu arriver successivement les divisions les plus éloignées; la guerre des Turcs seule Google

« tions pour exciter leur jalousie.... C'est la guerre « sur toutes les parties du continent qui peut seule « assurer leur prospérité. Je ne veux rien qui ne « soit dans les traités que j'ai conclus... *Je me flatte « que la paix du continent ne sera point trou- « blée.* »

Puis, en parlant de la guerre d'Espagne :

« ... L'Angleterre, dit-il, s'est trouvée contrainte à « en changer la nature, et d'auxiliaire elle est de- « venue partie principale..... Cette lutte contre « Carthage, qui paraissait devoir se décider sur le « champ de bataille de l'Océan, ou au-delà des « mers, le sera donc désormais dans les plaines des « Espagnols! Lorsque l'Angleterre sera épuisée, « qu'elle aura enfin ressenti les maux qu'avec tant « de cruauté elle verse depuis vingt ans sur le con- « tinent, que la moitié de ses familles seront cou- « vertes du voile funèbre, un coup de tonnerre « mettra fin aux affaires de la Péninsule, aux des- « seins de ses armées, et vengera l'Europe de « l'Asie en terminant cette seconde guerre puni- « que. »

Le désordre énergique de ces dernières paroles exprimait la passion dont Napoléon était dominé, et avertissait en même temps l'Angleterre du péril qui la menaçait si elle ne parvenait pas à détruire son ennemi. Aussi se prépara-t-elle à terminer par un coup de tonnerre, non les affaires de la Péninsule, mais la lutte de son implacable haine; car elle sentit qu'il n'y avait plus pour elle de salut que dans la guerre.

Trois mois après, le 19 septembre, Napoléon est parti pour aller revoir ses nouvelles provinces de Hollande et examiner lui-même les immenses travaux qu'il a ordonnés, à son dernier voyage, dans les places fortes, dans les ports, dans les chantiers. Le 4 octobre il est à Anvers, et peut admirer les miracles de ses créations. Sur la rive gauche de l'Escaut, où il n'existait il y a deux ans qu'une redoute, s'élève une ville de deux mille toises de développement; vingt-et-un vaisseaux de guerre, dont huit à trois ponts, sont en construction; on a creusé un bassin, ayant vingt-six pieds d'eau, capable de contenir quatre-vingt-dix vaisseaux de ligne. L'Escaut désormais praticable pour les plus gros bâtimens de toute espèce, depuis son embouchure jusqu'à Anvers, présente une rade continue que défendent Flessingue et cinq autres petits forts ou forteresses. La Hollande semble un vaste port inexpugnable.

L'empereur visita Willemstadt, Helvoetsluys, Dordrecht, Gorcum, l'île de Gorée, fit son entrée solennelle à Amsterdam, inspecta les fortifications du Helder, la flottille du Texel, séjourna à Rotterdam, à Delft, à Leyde, et revint le 11 novembre à Saint-Cloud par Dusseldorf et Cologne. Ce voyage de deux mois fut consacré à l'amélioration civile, politique, militaire et maritime de la Hollande. L'Empereur donna à ce beau pays le secret de sa force, et il lui eût laissé d'éternels souvenirs de son génie, si, deux ans après, il ne fût devenu la proie de l'invasion étrangère. Le grand travail de l'empire suivait et atteignait l'Empereur dans quelque lieu qu'il se trouvât. Les décrets relatifs aux provinces illyriennes sortirent du palais d'Amsterdam; une foule d'autres furent rendus à bord du *Charlemagne*, sur l'Escaut. Depuis le retour de l'Empereur, l'Université impériale reçut une organisation définitive et son régime intérieur. Mais on s'étonna de voir émaner de la même pensée trois décrets bien disparates entre eux : l'un supprimait la féodalité dans les nouveaux départemens des Bouches du Weser et des Bouches de l'Elbe; l'autre prorogeait l'amnistie accordée aux émigrés; le troisième, enfin, déterminait la grande loi organique des constitutions françaises, celle de la liberté de la presse. La nature, les titres, et jusqu'au nombre des feuilles périodiques; les noms mêmes des villes où ces feuilles pourraient paraître, furent irrévocablement fixés et spécifiés. Une censure inquiétante, soupçonneuse, minutieuse, hostile, sous la responsabilité des autorités locales, sera l'argus de cette illusoire périodicité. Napoléon se montrait moins jaloux du domaine de la conscience que de celui de la pensée. Aurait-il été malgré tant de grandeur, et à l'insu de l'univers qui le contemplait, le juge craintif de sa toute-puissance, en soumettant son génie à la terreur devant la presse? Ce dernier décret eut le résultat qu'il devait avoir : il aliéna les hommes généreux dont l'opinion et les talens font la force des États; il produisit une scission qui, au temps même du péril, ne disparut point : il y eut d'un côté l'armée et ceux qui tenaient au pouvoir, de l'autre la nation. Dès ce moment, celle-ci fut frappée d'engourdissement, parce que les organes de ses intérêts se trouvèrent condamnés au silence. L'invasion d'un million d'étrangers, les conjurations des ennemis politiques de l'intérieur, n'auraient point détruit Napoléon; il dut sa perte à l'immobilité de la France, dont pourtant il était admiré et même aimé.

L'Espagne est conquise ou occupée, tout le continent en paix ou soumis : on se demande avec inquiétude pourquoi le mois de décembre 1811 appelle, comme celui de 1810, cent vingt mille conscrits sous les drapeaux. Napoléon seul le savait. Au sein de la paix, sous la foi des traités, sous l'habitude des relations les plus amicales, la Russie a fait descendre du Nord de nombreuses armées; la Lithuanie a vu arriver successivement les divisions les plus éloignées; la guerre des Turcs seule

The text on this page is estimated to be only 27.39% accurate

HlSTUiaE UE NAPOLÉON. 3ISU retient encure en Moldavie l’armée de Kutusoff. La France availaltcint la plénitude de la prospérité. Celte prospérité, dont ils recueillaient leur part, Mmbla avoir corrompu les chefs de l’armée. 11$ se disaient rassasiésdegloire; ils l’étaient. Maisl’Angleterre ne voulait fias que cette gloire devint, par son repos, une puissance solide cl permanente; elle avait conçu le projet de l’épuiser sur les champs de bataille, au prixde tout le sang européen. L’année 181 1 expire dans le malaise de cette haute fortone qui désormais ne peut que descendre, parce qu’elle ne peut plus monter. Digilized by Google



LIVRE TREIZIÈME Sixième el dernière Coalitian. CHAPITRE PREMIER. (1812.) T RAITtS DI LA IRANCI ATIC LA PRCSSI IT l'a1:TRICDI.~ TRAITIS DE LA SCIDI ATIC L’aRCLITIRRB ET LA RCSStl. — COALITION DE L'AHGtITBRRIf DE LA RCSAIE, DE LA SrtDE, DE L’lSrAG!«t, COHTRI LA TRARCE, L^ArTIlCRE, LA RRrA.At, L'aLIRDACRE ET l’ITALII. — RAfOLlOtl A ORBRDC AVEC L*EEPBREIR D'ArTRtCHK. — PAfX DE RFCSARB.AT RRTRB LA Tl’RQVIE ET LA RCS91B. ~ BRTRtB DE RAPOLEOR BR POLOCRB. Urb guerre générale planait sur TEuropc. Les gages en étaient donnes, on peut le dire, avec profusion par les hautes parties qui rassemblaient les élémens de ce nouvel orage. La réunion à la France de la UoUandc, des villes anscaliques, du Lawenhermancnte cl gardienne de sa frontière, jusqu'au moinciil où Tannée nationale aurait acquis toute la force nécessaire, serait devenu pour toujours la sauvegarde de la civilisation el de la paix du continent : el pliU A Dieu que Napoléon eiU pris une résolution si haute et si sage A la fois! cabinet russe prévit cette terrible conséquence d'un refus qui ne lui avait pas réussi après Austerlitz, et s’humilia sous la loi de Tilsitt. Il jugea habilement qu'il était question sur le radeau du Niémen, ou de faire partie de la patrie européenne, ou d'en être exilé A jamais, et de perdre en un moment l'héritage politique de Pierre el de Catherine. La foi punique présida au traité, la Russie y souscrivit, déterminée en secret A Téluder d'abord , cl A le rompre ensuite avec éclat. La France ne tarda point A pénétrer les dispositions de cette puissance. La conduite de la Russie, pendant la campagne de 1800, ne (X'rmit plus A Napo. Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 27.87% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. léoii (le (Jouter qu'elle no fût bien cloigni'c de vou> loir contribuer à rabaissement de rAutriche, qui cependant venait de faire une guerre d'invasion à la France son alliée. En 1810^ l'expression de la politique russe fut plus prononcée ; le 19 décembre, elle avait brisé le nœud de Tilsilt par un ukase qui ouvrait ses ports à l'Angleterre et les fermait a la France. La réunion de scs armées sur les frontières de la Lithuanie, cl la menace d'envahir le grandduché d(? Varsovie, sous le prétexte d'indemniser le duc d'OIdembourg, signalèrent depuis l'énergiedes nouveaux conseils qui dirigeaient la cour de SaintPétersbourg. Dans le mois de février 1811, Napoléon avait cru devoir non seulement demander à In Russie des explications sur le prodigieux changement opéré dans son système à la fin de 1810, mais encore engager le roi de Saxe à concentrer sur la Vistulc h'S troupes du duché de Varsovie pour les mettre à l'abri d'une attaque soudaine. L'important ouvrage du colonel Boutourlin, nidc-dc-camp de l'cmpcrcur de Russie, renferme des aveux dont la source justilie suflisamment la eonfianccdu lecteur. I/écrivain, en quelque r*orlc oITieiel, est venu de lui-méme au secours d(fs déclarations que lit à celle époque le cabinet impérial de France. Ces déclarations, relatives à l'altitude provocatrice de In Russie depuis 1810 jusqu'à la prise d'armes de 181â, avaient jusqu'alors cto étouiTci's par les passions les plus contraires, par Cidiesqui aveuglèrent également cl les hommcsqiii s'applaudirent de la chute de Napoléon et ceux qui la lui reprochèrent. L'officier russe déclare « (|uc l'empereur Alexandre ne pouvait méconnaître •t l'esprit des dispositions du traite de Tilsilt. mais N que les circonstances malheureuses où se trou«« vait l'Europe lui prescrivaient d'éloigner à tout « prix la guerre. surtout de gagner te >: temps nécessaire pour se préparer à soutenir conrenab/ement ta lutte que Von sarait bien être •(dans te cas de se renouveler un jour. Dès lors K ('empereur Alexandre s'appliqua à organiser sour«< dément ses moyens de défense, et jugea ncces•I saire de rassembler la majeure partie de scs forces » sur la frontière occidentale de son empire... Dès le lendemain de la signature du traité d'aUiancc « avec la Prusse , c'esl-à-dirc le IIS février, Napo•(léon expédia le général tlzernichefTà Pétershourg « avec la proposition de travailler à faire disparaître » les griefs des deux parties. Ces griefs étaient prin•I cipalemcnt , de la part de la Russie, la prise do •c possession du duché

d’OIdembourg. Hais l’em•I porcur Alexandre sentait trop bien que les griefs ti avoués ne portaient que sur des accessoires. Un » n'eût pas avancé grand’chosc en obtenant le rc« dressemen! dos griefs sus-mentionnés, car fa question principale, celle du pouvoir dictatorial •1 ur le « lier à la cause actuelle, en lui faisant espérer, de •1 l’immense avantage .qu’une pareille diversion ap« porterait aux mnuvcmcns des alliés dans le Nord, « le recouvrement de la province de Finlande. Los M nœuds d'amilic et de famille qui existent entre

léon de douter qu'elle ne fût bien éloignée de vouloir contribuer à l'abaissement de l'Autriche, qui cependant venait de faire une guerre d'invasion à la France son alliée. En 1810, l'expression de la politique russe fut plus prononcée : le 19 décembre, elle avait brisé le nœud de Tilsitt par un ukase qui ouvrait ses ports à l'Angleterre et les fermait à la France. La réunion de ses armées sur les frontières de la Lithuanie, et la menace d'envahir le grand-duché de Varsovie, sous le prétexte d'indemniser le duc d'Oldembourg, signalèrent depuis l'énergie des nouveaux conseils qui dirigeaient la cour de Saint-Pétersbourg. Dans le mois de février 1811, Napoléon avait cru devoir non seulement demander à la Russie des explications sur le prodigieux changement opéré dans son système à la fin de 1810, mais encore engager le roi de Saxe à concentrer sur la Vistule les troupes du duché de Varsovie pour les mettre à l'abri d'une attaque soudaine.

L'important ouvrage du colonel Boutourlin, aide-de-camp de l'empereur de Russie, renferme des aveux dont la source justifie suffisamment la confiance du lecteur. L'écrivain, en quelque sorte officiel, est venu de lui-même au secours des déclarations que fit à cette époque le cabinet impérial de France. Ces déclarations, relatives à l'attitude provocatrice de la Russie depuis 1810 jusqu'à la prise d'armes de 1812, avaient jusqu'alors été étouffées par les passions les plus contraires, par celles qui aveuglèrent également et les hommes qui s'applaudirent de la chute de Napoléon et ceux qui la lui reprochèrent. L'officier russe déclare « que « l'empereur Alexandre ne pouvait méconnaître « l'esprit des dispositions du traité de Tilsitt, mais « que les circonstances malheureuses où se trou- « vait l'Europe lui prescrivaient d'éloigner à tout « prix la guerre. *Il s'agissait surtout de gagner le « temps nécessaire pour se préparer à soutenir con- « venablement la lutte que l'on savait bien être « dans le cas de se renouveler un jour.* Dès lors « l'empereur Alexandre s'appliqua à organiser sour- « dement ses moyens de défense, et jugea néces- « saire de rassembler la majeure partie de ses forces « sur la frontière occidentale de son empire... Dès « le lendemain de la signature du traité d'alliance « avec la Prusse, c'est-à-dire le 15 février, Napo- « léon expédia le général Czernicheff à Pétersbourg « avec la proposition de travailler à faire disparaître « les griefs des deux parties. Ces griefs étaient prin- « cipalement, de la part de la Russie, la prise de « possession du duché d'Oldembourg. Mais l'em- « pereur Alexandre sentait trop bien que les griefs « avoués ne portaient que sur des accessoires. On « n'eût pas avancé grand'chose en obtenant le re- « dressement des griefs sus-mentionnés, *car la « question principale, celle du pouvoir dictatorial « de la France sur toutes les autres puissances, « n'était susceptible d'être résolue que par la voie « des armes.* »

Dès l'année 1811, la Russie avait annoncé l'envoi à Paris de M. de Nesselrode ; ce négociateur, chargé d'aplanir les différends, devait arriver en novembre ; quatre mois après, on l'attendait encore. Napoléon, instruit enfin que la mission de M. de Nesselrode n'aurait pas lieu, fit effectivement appeler, comme on l'a vu plus haut, le colonel Czernicheff, aide-de-camp d'Alexandre, et lui communiqua le traité d'alliance offensive et défensive signé à Paris, le 12 février, avec la Prusse, trop heureuse d'échapper à sa ruine en se réunissant à Napoléon, qui aurait nécessairement commencé par elle la guerre qu'il se voyait obligé d'entreprendre contre la Russie et ses alliés. Napoléon accompagna cette confidence de toutes les explications conciliatrices qu'il pouvait offrir, et rendit Czernicheff porteur d'une lettre particulière adressée à l'empereur Alexandre. Czernicheff partit pour Saint-Pétersbourg, le 25 février ; deux jours après, Napoléon apprit que cet envoyé, abusant de son caractère et de sa position près du gouvernement français, avait acheté à prix d'or et emporté *l'état effectif de nos armées.* On courut après lui, il était déjà hors de toute atteinte. Le commis de la guerre, que Czernicheff avait corrompu, paya de sa tête la déloyauté de l'agent moscovite, à qui Napoléon lui-même avait, deux ans auparavant, reproché avec bonté la nature de ses relations et l'objet de ses recherches dans la capitale.

Dans le même moment, Napoléon, qui jugeait la guerre inévitable, se dispose à confier à la garde nationale le territoire de l'empire, *pendant que nos armées vont s'éloigner ;* il a rattaché aussi l'Autriche à la cause de la France par un traité conclu à Paris, le 14 mars, entre le duc de Bassano et l'ambassadeur prince de Schwartzemberg ; traité qui prévoyait le rétablissement du royaume de Pologne. En expédiant cet acte diplomatique à M. de Neipperg, ministre d'Autriche en Suède, M. de Schwartzemberg écrivait : « Que leur souverain avait « épuisé vainement toutes les démarches tendant à « la conservation de la paix sur le continent, au- « près du cabinet de Pétersbourg, et que, dans un « état de choses où tout devait être dirigé vers le « but commun, il l'engageait à employer tout son « crédit auprès du gouvernement suédois pour le « lier à la cause actuelle, en lui faisant espérer, de « l'immense avantage qu'une pareille diversion ap- « porterait aux mouvemens des alliés dans le Nord, « le recouvrement de la province de Finlande. Les « nœuds d'amitié et de famille qui existent entre

The text on this page is estimated to be only 27.88% accurate

 « notre cour et celle de France, ajoutait Tambassa* M dcur, viennent d'élrc renforcés aujourd'hui par « un lien qui devait en être la suite naturelle, pour établir d'une manière solennelle des relations de confiance et rtcr une guerre injuste dans le sein du Danemarck pour lui enlever la Norwège. Des trahisons présentes ou futures, des spoliations rcvollanles et méditées de loin, voilà li'$ commenccniens de cette ligue qui a osé prendre le nom de Sainte- Alliance, et invoquer la liberté afin de mettre la religion et les peuples de son côté. Napoléon essaya aussi d'empécher la Forte de conclure la paix avec la Russie, et chercha tous les moyens de décider le sultan, auquel la France et l'Autriche garantissaient l'intégrité doses Llat.s, à entrer en campagne avec cent mille homme ; on verra plus lard comment le succès de celte démarche fut compromis, malgré la reprise des hostilités sur le Danube. La conduite de (izernicheff, le long silence opposé à la lettre dont il était chargé, ne faisaient pas augurer heureusement des déterminations qu'adopterait Alexandre, ou plutôt présageaient une issue peu favorable pour les négociations; d'ailleurs, des avis indirects, mais positifs, annonçaient des intentions hostiles. D'un autre côté, tout démontrait qu'Alexandrc était dans les mains de l'Angleterre ; en conséquence, Napoléon crut devoir s'adresser à cette puissance. Par scs ordres, M. de Rassano écrivit au lord Castelreagh pour lui donner connaissance des dispositions pacifiques de la France. La lettre du ministre fut expédiée pour Londres le 17 avril. La France déclarait

« renoncer à toute (! extension du côté des Pyrénées. Elle garantissait

« notre cour et celle de France, ajoutait l'ambassa-
« deur, viennent d'être renforcés aujourd'hui par
« un lien qui devait en être la suite naturelle, pour
« établir d'une manière solennelle des relations de
« confiance et d'intimité entre les deux empires. »
Tels étaient au mois de mars 1812 les sentimens avoués et confidentiels de la cour d'Autriche pour la cour de France. Neuf mois plus tard, la fortune devait les transporter à cet ennemi contre lequel le cabinet de Vienne voulait armer la Suède et marcher lui-même. Les tentatives de ce cabinet et toutes celles de Napoléon échouèrent devant les mauvaises dispositions de Bernadotte, qui, oubliant la source de sa gloire et foulant aux pieds le souvenir de sa première patrie, s'engageait, le 24 mars, par un traité avec la Russie, à combattre contre nous. Le prix de cette désertion était l'assurance donnée au prince royal qu'Alexandre l'aiderait à porter une guerre injuste dans le sein du Danemarck pour lui enlever la Norwège. Des trahisons présentes ou futures, des spoliations révoltantes et méditées de loin, voilà les commencemens de cette ligue qui a osé prendre le nom de *Sainte-Alliance,* et invoquer la liberté afin de mettre la religion et les peuples de son côté. Napoléon essaya aussi d'empêcher la Porte de conclure la paix avec la Russie, et chercha tous les moyens de décider le sultan, auquel la France et l'Autriche garantissaient l'intégrité de ses États, à entrer en campagne avec cent mille homme : on verra plus tard comment le succès de cette démarche fut compromis, malgré la reprise des hostilités sur le Danube.

La conduite de Czernicheff, le long silence opposé à la lettre dont il était chargé, ne faisaient pas augurer heureusement des déterminations qu'adopterait Alexandre, ou plutôt présageaient une issue peu favorable pour les négociations; d'ailleurs, des avis indirects, mais positifs, annonçaient des intentions hostiles. D'un autre côté, tout démontrait qu'Alexandre était dans les mains de l'Angleterre; en conséquence, Napoléon crut devoir s'adresser à cette puissance. Par ses ordres, M. de Bassano écrivit au lord Castelreagh pour lui donner connaissance des dispositions pacifiques de la France. La lettre du ministre fut expédiée pour Londres le 17 avril. La France déclarait « renoncer à toute « extension du côté des Pyrénées. Elle garantissait « l'intégrité de l'Espagne; la dynastie actuelle se- « rait déclarée indépendante, et l'Espagne serait « régie par une constitution nationale des Cortès. « La maison de Bragance règnerait en Portugal. « Le royaume de Naples resterait au roi Joachim, « et le royaume de Sicile serait garanti à la maison « actuellement régnante. Par suite de ces stipula- « tions, l'Espagne, le Portugal et la Sicile, seraient « évacués par les troupes françaises et anglaises de « terre et de mer. » Le 23 avril, lord Castelreagh répondit qu'il ne pouvait traiter que si la dynastie de Ferdinand était reconnue en Espagne.

Sur ces entrefaites arrive enfin M. le baron de Serdobin avec la réponse de Saint-Pétersbourg à la lettre que Napoléon avait remise à M. de Czernicheff. Le prince Kourakin se rend chez M. de Bassano, le 24 avril, et l'avertit que la Russie exige, avant tout, que les armées françaises évacuent la Prusse, et se retirent derrière le Rhin. Le 25, Napoléon, qui ne veut pas prendre à la lettre ces arrogances diplomatiques, donne l'ordre au comte de Narbonne, son aide-de-camp, de partir pour Saint-Pétersbourg. Le prétexte de sa mission est de communiquer au cabinet russe les pièces de la correspondance anglaise; mais le voyage du nouvel envoyé a pour but véritable de connaître la pensée dernière du Czar. Peu de jours après, le 30, les négociations suivies à Paris depuis dix-huit mois par le duc de Bassano avec le prince Kourakin échouent devant l'ultimatum dans lequel persiste cet ambassadeur, qui demande plusieurs fois ses passeports, et annonce le 11 mai qu'il se retire à la campagne en les attendant.

Cependant, au milieu des soins et des occupations de toute espèce où les anxiétés de ces discussions orageuses avec la Russie et celles de la guerre terrible dont il était menacé entraînaient Napoléon, il donnait, le 29 janvier 1812, à son empire, un ministère du commerce et des manufactures, institution qui semblait être le gage d'un état de paix assuré. L'immense étendue des côtes de l'empire, et les efforts prodigieux résultant des encouragemens accordés à l'industrie, avaient nécessité cette création qui était en même temps une grande disposition auxiliaire destinée à resserrer l'interdit jeté sur tous les ports qui obéissaient à la France. Le blocus contre l'Angleterre était, comme je l'ai dit plusieurs fois, l'unique loi de la politique de l'empire français. La moindre infraction renversait tout le système d'attaque et de défense de Napoléon; elle empêchait l'œuvre de la paix générale, cette condition exclusive du salut de Napoléon et de son empire; enfin, cette infraction présageait infailliblement une rupture. Aussi la Russie avait rassemblé quatre cent mille hommes pour appuyer, sur ses frontières, l'ukase du 19 décembre 1810. L'imminence d'une nouvelle lutte, dont la longue et mystérieuse préparation avait quelque chose d'implacable, la continuation de celles d'Espagne et de Portugal, où l'Angleterre employait avec profusion ses trésors, ses armées et ses flottes, devaient nécessairement absorber toutes les forces militaires de la France, et appeler, soit aux bords du Tage,

The text on this page is estimated to be only 25.72% accurate

lIISTOinE DE NAPOLÉON. sait aux hords du Niémen « les (rou[M‘S qui soutenaient sur loulcs les côtes île Pcnipire h guerre sédentaire du blocus cuiilinenlal. Il fallait donc piiurvoir au reniplacemenl de ces troupes, que les circonstances pressantes où se trouvait Napoléon rendaient aux inouvemens de la guerre active. En conséquence, le 10 mars, l'Empereur soumit à la sanelion du Sénat un projet de sénatus -consulte qui divisait en trois bans la garde nationale : le premier comprenait les hommes de vingt à vingtsix ans, le second de vingt-six à quarante, le troisième les hommes de quarante à soixante. Le séiialus-consulte, volé à runanimilé, mil à la disposition du gouvernement, sur les six cent mille citoyens dont sc composait le premier hau, cent cohortes de mille hommes, pour être, en vertu des coiislilutioiis de l’empire, chargiM'S de la garde des frontières, de celle des élahlisseinens maritimes, des arsciieaux et des |daces furies. Des cent cohortes accordées, on n’en organisa que quatrevitigl-luiil. Elles furent levées sur les cent huit départeincijs qui formaient nos trente-deux divisions militaires, depuis Rome jusqu’à Hambourg. r.c partage du peuple français en trois bans n’était pis sans grandeur, mais il prouvait aussi que Napoléon mesurait bien retendue des dangers de la patrie. Ainsi toute rarméeaclivc était ou allailélrc en marche, et la plus forte partie avait déjà pour point de réunion ce lleuvc lointain qui bornait la Pologne septentrionale, ce fleuve qui vit offrir et accepter avec tant d’cmpresscincnt la paix de TilsiU, contre laqilellc la Russie entière venait encore de s’armer. Parmi les nombreuses adresses apportées alors an pied du trône par les députations des collèges éli'ctoraux , ou remarque celle du déparlemeut du tJuT. MSire, disait-elle, un de vos prédécesseurs, « Charles VU, qu'on appelait le roi de Bourges, fut «I redevable de la conservation de sa couronne au *1 dcvoucmcnl de scs sujelsdu Berry . De loulcs les «(provinces soumises à sa puissance, celle du Berry K fut presque la seule qui lui resta fidèle , et lui •I oiïrit corps et biens. Ce fut à l’aide de scs babitt tans qu'il parvint à reconquérir son royaume et à H chasser les Anglais de la France. » Cette communication d'une des plus douloureuses époques de notre histoire paraissait alors au moins intempestive; clic frappa Napoléon, qui répondit : u Si moi n ni mes dcscendans ne seront jamais dans le cas « d'éprouver votre patriotisme dans des circon« stances pareilles à celles de Charles VII. DesdisM seiisions civiles faisaient à cette époque le malII heur de la France. Divisée en

plusieurs Etats, •I elle fut déchirée par des armées étrangères. De « pareilles circonstances ne sauraient plus rerrU iiir. Nous sommes un seul peuple, nous avons « une seule loi et un seul trône. Loin de recevoir la «< loi, nous la donnerons à celle nation qui, habile à profiter de nos divisions, a fait tant de mal aux «I générations qui nous ont précédés.» Quel faible espace de temps sépare celte époque de celle où les AngJais occupèrent Paris, où Napoléon abdiqua .î Fontainebleau, et où l'armée do In l.oire fut licenciée à Bourges! Le 9 mai, l'Empereur partit pour Mayence avec limpéralrice, qui devait l'accompagner jusqu'.à Dresde, lieu de réunion indiqué à la famille impériale d'Autriche; le 17, il était arrivé dans la capitale de la Saxe. Le 20 mai, Napoléon, craignant que M. de Narbonne n'eût pas été admis auprès de l'empereur Alexandre, veut tenter une démarche plus imposante et plus décisive par l'entremise de son ambassadeur. En conséquence, il dit au duc do Bass.ino : c Écrivez à Lauriston de sc rendre (h* « Pélersbourg à Wilna. Il dira que, presse d'ccar«I ter cette querelle de gens de plume, je lui ai <1 donné Tordre de francliir les intermédiaires et U de parvenir jusqu'à Tempercur, pour obtenir do «i sa bouche un mut d'explication qui puisse laisser nia voie ouverte à notre accommodement; il ajou« tera que je suis persuade que le [>rince Kourakin «I est allé au-dela de ses instructions, etc. » Au reçu de cette Mtre, Lauriston demanda au gouvernement russe des passeports |K)ur exécuter Tordre qu'il venait de recevoir. Une cour de rois se réunit à Dresde autour de Napoléon. L'cinpcrcur et Timpéralrice d'Aulriehc, de leur propre mouvement, avaient quitte Vienne pour se trouver à Dresde sur le passage de leur gendre, et sanctionner par toutes les démonslrationsdeTamitié Tinlérét qu'ils prenaient, en vertu des liens de famille et d'un traité solennel, à la guerre contre le Czar qui semblait devenir f ennemi commun du continent. Le roi de Prusse oITrit le prince royal pour nidc-de-camp à Napoléon, qui, n'écoulanl qu'une dclicalessc trop généreuse, le refusa. Tous les monarques, de la Baltique au Rhin, dont les contingens grossissent la grande armée, attestent par des vœux publies la part qu'ils ambitionnent d'avoir dans les victoires de Napléon recevait tant d'hommages et tant de garanties, un traité secret pour une paix définitive était signé h Bucharcsl entre les Russes et les Ottomans. Ouvrage de l'Angleterre, l.v

The text on this page is estimated to be only 28.13% accurate

HISTOIRE ÜK NAPOLÉON. paix subite (k Bucharest cul lieu grâce à remploi d'une pièce fausse que le cabinet de Londres flt parvenir à la connaissance du grand visir; c'était une prétendue lettre de Napoléon dans laquelle il pro> posait à Alexandre» pour moyen d'arrangement» le partage de l'cinpirc turc. Joseph Fonlon, dès longtemps stipendié de l'AngleUTre» consulte parOalibKlTendi» certifia la vérité du document. Le fait matériel de la présence du comte de Narbonne à Wilna aida encore à convaincre les stupides Ottomans. L'Empereur ne fut pas le seul trompé dans cette circonstance : le sultan le fut également; quand il apprit l'entrée de Napoléon en Russie» il refusa de ratîGer le traité, et ne s'y détermina que par l'influence menaçante de l'Angleterre. Ce retard à la raliflcatiou retint l'armée russe en Moldavie, et lui permit de s'ébranler seulement au mois d'octobre. Elle ne rejoignit l'anm^ française» comme on le verra par la suite, que pendant la retraite, à ce fameux passage de la Bérésina, où elle éprouva une défaite décisive. Les États-l jiis vicmient de déclarer la guerre à l'Angleterre; mais qu'esl-cc que cette faible et lointaine querelle auprès de l'importante diversion que Napoléon attendait de la PorteOttomane, auprès des graves incotivéïiieris de l'alliance de la Suède avec la Russie? Le comte de Narbonne est revenu de Wilna» sans autre réponse que Vullimatum remis par le prince Kourakin; Napoléon sent que les négociations ne peuvent plus obtenir de succès, et sc prépare aussitùl à quitter Dresde. Le 28 mai il signe les travaux que les ministres ont envoyés de Paris ; le 294 trois heures du matin , il part pour l'armée et arrive 4 (jlogau ; le 50, il entre en Pologne; il reçoit à Posen la lettre de Bernadotluqui, déjà Ué à la Russie par un traité, demande la Norvège et un subside pour SC rallier à la cause française; celle proposition l'indigne. « Bernadoltc, s'ccric-t-il, n'est que U mon iiculeiiant ; qu'il marche quand .ses deux paw tries le lui ordonnent! S'il hésite qu'on ne me •I parle plus de cct homme... Je n'achèterai point n un allié douteux aux dépens d'un allié fîdèle. n De Poseii, Napoléon sc rend à Thurii» d'où il dirige les premiers mouvernens de son armée vers les points de passage et d'attaque qu'il a lui-môme choisis. Le 7 juin » il arrive à Dantzick » inspecte Les ouvrages» parcourt la rive et visite la ville de Weichselinund, devenue par ses ordres une place du second ordre. Parti de Dantzick le 1 1 au malin, il est le 12 à Kœnisberg, après avoir passé en revue les six bellcsdivisions de Davousl sur la route. A{>pliqué tout entier

aux détails de la plus vaste des administrations militaires, pendant que scs divers corps d'armec exécutent les marches prescrites» il reste dans cette ville jusqu'au 17. Le même jour, il s'arrête 4 V'chlau ; le 18, à Inslcrhurg : on y trouve les rives de la Prcgel couvertes de vivres, cl deux cent vingt mille hommes y débouchent 4 la fois par quatre chemins düTérens. 19» nous entrons à (junihinen; c'est là que l'on apprend le refus des passeports réclamés par le général Laurisloii pour pouvoir sc rendre 4 Wilna. On lui a seulement permis renvoi d'un exprès chargé de solliciter» de sa part, une audience d'Alexandre, ('clic seconde demande n'a obtenu qu'une réponse négative. A celte nouvelle , Napoléon s'écrie : « I.cs vaincus pren« nent le ton des vainqueurs! Ils nous provoquent» M et nous aurons sans doute à les en remercier.... « Acceptons CQiiimc une faveur l'occasion qui nous U fait violence, et passons le Niémen. » Le 22» de son quartier impérial de Wilkowiski, l'Empereur adresse 4 scs armées la pruciamatiuii suivante : kSolbats! U La seconde guerre de la Pologne est coiiimenM cce. La première s'est terminée 4 Friedland et 4 U Tilsilt. La Russie a juré éternelle alliance 4 la H France et guerre à rAnglclcrre, clic viole aujour•I d'hui scs scrmeus : elle ne veut donner aucune U explication de cette étrange conduite, que les H aigles françaises n'aient ro()assc le Rhin, laissanl K par là nos alliés à sa discrétion. La Russie esten« traînée par la falalilc; ses de$Um doicent s'ac« complir. Nous croil-cllc donc dégénérés? No «sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz? Elle U nous place entre le déshouncur et la guerre; le U choix ne saurait être douteux. Marchons donc en it avant, passons le Niémen» portons la guerre sur U son territoire. La seconde guerre de Pologne sera U glorieuse aux armées françaises comme la pre« mière; maii la pais que nous convlurons poru tera arec elle sa yaranlie, et mettra un terme à « la funeste influence que lu Russie a exercée dcu puis cinquante ans sur les afl'aircs de rEuruj>c. Digitized by Google

paix subite de Bucharest eut lieu grace à l'emploi d'une pièce fausse que le cabinet de Londres fit parvenir à la connaissance du grand-visir; c'était une prétendue lettre de Napoléon dans laquelle il proposait à Alexandre, pour moyen d'arrangement, le partage de l'empire turc. Joseph Fonton, dès longtemps stipendié de l'Angleterre, consulté par Galib-Effendi, certifia la vérité du document. Le fait matériel de la présence du comte de Narbonne à Wilna aida encore à convaincre les stupides Ottomans. L'Empereur ne fut pas le seul trompé dans cette circonstance : le sultan le fut également; quand il apprit l'entrée de Napoléon en Russie, il refusa de ratifier le traité, et ne s'y détermina que par l'influence menaçante de l'Angleterre. Ce retard à la ratification retint l'armée russe en Moldavie, et lui permit de s'ébranler seulement au mois d'octobre. Elle ne rejoignit l'armée française, comme on le verra par la suite, que pendant la retraite, à ce fameux passage de la Bérésina, où elle éprouva une défaite décisive. Les États-Unis viennent de déclarer la guerre à l'Angleterre; mais qu'est-ce que cette faible et lointaine querelle auprès de l'importante diversion que Napoléon attendait de la Porte-Ottomane, auprès des graves inconvéniens de l'alliance de la Suède avec la Russie?

Le comte de Narbonne est revenu de Wilna, sans autre réponse que l'*ultimatum* remis par le prince Kourakin; Napoléon sent que les négociations ne peuvent plus obtenir de succès, et se prépare aussitôt à quitter Dresde. Le 28 mai il signe les travaux que les ministres ont envoyés de Paris; le 29 à trois heures du matin, il part pour l'armée et arrive à Glogau; le 30, il entre en Pologne; il reçoit à Posen la lettre de Bernadotte qui, déjà lié à la Russie par un traité, demande la Norwège et un subside pour se rallier à la cause française; cette proposition l'indigne. « Bernadotte, s'écrie-t-il, n'est que « mon lieutenant; qu'il marche quand ses deux pa- « tries le lui ordonnent! S'il hésite qu'on ne me « parle plus de cet homme... Je n'achèterai point « un allié douteux aux dépens d'un allié fidèle. » De Posen, Napoléon se rend à Thorn, d'où il dirige les premiers mouvemens de son armée vers les points de passage et d'attaque qu'il a lui-même choisis. Le 7 juin, il arrive à Dantzick, inspecte les ouvrages, parcourt la rive et visite la ville de Weichselmund, devenue par ses ordres une place du second ordre. Parti de Dantzick le 11 au matin, il est le 12 à Kœnisberg, après avoir passé en revue les six belles divisions de Davoust sur la route. Appliqué tout entier aux détails de la plus vaste des administrations militaires, pendant que ses divers corps d'armée exécutent les marches prescrites, il reste dans cette ville jusqu'au 17. Le même jour, il s'arrête à Vehlau; le 18, à Insterburg : on y trouve les rives de la Pregel couvertes de vivres, et deux cent vingt mille hommes y débouchent à la fois par quatre chemins différens. Le 19, nous entrons à Gumbinen; c'est là que l'on apprend le refus des passeports réclamés par le général Lauriston pour pouvoir se rendre à Wilna. On lui a seulement permis l'envoi d'un exprès chargé de solliciter, de sa part, une audience d'Alexandre. Cette seconde demande n'a obtenu qu'une réponse négative. A cette nouvelle, Napoléon s'écrie : « Les vaincus pren- « nent le ton des vainqueurs! Ils nous provoquent, « et nous aurons sans doute à les en remercier.... « Acceptons comme une faveur l'occasion qui nous « fait violence, et passons le Niémen. » Le 22, de son quartier impérial de Wilkowiski, l'Empereur adresse à ses armées la proclamation suivante :

« SOLDATS!

« La seconde guerre de la Pologne est commen- « cée. La première s'est terminée à Friedland et à « Tilsitt. La Russie a juré éternelle alliance à la « France et guerre à l'Angleterre, elle viole aujour- « d'hui ses sermens : elle ne veut donner aucune « explication de cette étrange conduite, que les « aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant « par là nos alliés à sa discrétion. La Russie est en- « traînée par la fatalité; *ses destins doivent s'ac- « complir.* Nous croit-elle donc dégénérés? Ne « sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz? Elle « nous place entre le déshonneur et la guerre; le « choix ne saurait être douteux. Marchons donc en « avant, passons le Niémen, portons la guerre sur « son territoire. La seconde guerre de Pologne sera « glorieuse aux armées françaises comme la pre- « mière; *mais la paix que nous conclurons por- « tera avec elle sa garantie*, et mettra un terme à « la funeste influence que la Russie a exercée de- « puis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

ROSSIE. Nipoiton entre en campagne avec quatre cent mille hommes français et étrangers, partagés en dix corps d'armée. Sur ce nombre immense de sob dais, deux cent mille passent avec lui le Niémen aux environs de Kowno, le juin, presque sans opposilion de la pari des Russes, qui paraissent avoir ignoré ce grand mouvement, tant il y a eu de secret dans les desseins de Napoléon et de célérité dans sa marche. La journéedu 215 nous apprend que, la veille, Macdonald a également franchi le Niémen à Tilsill^ désormais nous sommes maîtres du fleuve, que nos approvisionnemens, retenus dans la Pregel, vont remonter sans obstacle. Quelques troupes détaebéesen avantontoccupéKowno: l'Empereur, après avoir donné aux ofllcicrs du génie l'ordre de mettre cette place à l'abri d'un coup de main, fait avancer les cinq corps d'armée qu'il avait tenus en arrière sur la droite, rejoint les avant-postes du prince d'Eckrnûhl et la cavalerie aux ordres de Murat, en pleine marche sur Wilna, capitale de la Pologne russe, ville forte et influente, autour de laquelle l'empereur Alexandre, surpris au bal par la nouvelle du passage du Niémen, a voulu d'abord concentrer son armée. Tout annonce une bataille générale: Napoléon s'y préparecomme à une victoire iriraillible ; son attente est tromj>ée : l'ennemi fait sauter le pont de la WilHa , brUle ses magasins, et nous livre Wiliia. La rapidité de nos progrès a détermine celte retraite ; çllc se fait dans le plus grand désordre, et en abandonnant les corps éloignes au hasard des événemens. En eflel, les premières manœuvres de Napoléon ont réussi au point que les généraux Baggowouth, WiUgeiislciii, Docloroff, DorokofT, Platofi*, le chef des Cosaques, après s'élre heurtés tour à tour contre nos bataillons sur toutes les avenues de Wilna, sont forcés de se jeter comme ils peuvent, dans des directions opposées : de même qu'eux, Bagration et son armée errent à l'aventure, séparés de Bardai de Tolly, qu'ils essaient en vain de rejoindre. Napoléon continue à diriger ses forces, soit contre les troupes qui viennent se réunir devant nous sur la Liwina, soit contre les colonnes en dehors de ce mouvement, parliculièreincnlcûiilrc l'armée de Bagration qu'il espère détruire, soit contre ce qui reste d'eniicmissur nos derrières. Napoléon est à la |K>ursuitc de la grande bataille au cœur de la. Russie. Cependant il s'arrête dix-sept jours à Wilna. Ce long repos au début d'une campagne aussi active n'est point dans les habitudes du vainqueur d'Italie; il élunne également ses soldats et ses adversaires. L'histoire, jusqu'à présent,

n'a point recueilli le secret de ce retard, qui empêchera Napoléon d'arriver quinze jours plus tùi à Moskou ! Mais clic rend compte des soins multipliés qu'il prend luiméme pour qu'il soit pourvu à tous les besoins du service et de l'administration de l'armce, et à l'éta* blisseiueril d'une (mlice militaire, afin de réprimer les désordres, cent fois plus dangereux que les défaites. Il s'occupe aussi à créer un gouvernement provisoire pour la Lithuanie, qui nous accueille en libérateurs, malgré le mal que lui cause le passage I de tant de milliers d'hommes sur son territoire. Cependant, le 20 juin, la diète de Varsovie avait proclamé le rélablisseiiieiil du royaume de Pologne, et donné le signal de la liberté à toute la nation. Digitized by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 557 Immédiatement après ce grand acte de patriotisme et d'audace qui Ht tressaillir en Europe tous les ctcurs généreux jes regards do rassemblée s'eUient portes vers le conquérant dont on attendait la résurrection de la patrie do Sobieski et de Kusciusko. Une députation ayant à sa tète le sénateur Wibicki, apporte une adresse de la diète à Napoléon , et lui dit » que les Polonais n'avaient été soumis ni par U la paix, ni par la guerre, mais par la trahison ; U qu'ils étaient donc libres de droit devant Dieu «(comme devant les hommes ; qu'aujourd'hui pouH vanl l'élrc de Tait, ce droit devenait un devoir;... ■ mais que c'était à lui, qui dictait au siècle son histoire, en qui la force de la Providence résidait, «à appuyer des efforts qu'il devait approuver; •I qu'ainsi ils venaient demander k Napoléon-leu Grand de prononcer ces seules paroles : que le U royaume de Pologne exiete, cl qu'il existerait. » Na{H)Iéon leur répondit entre autres choses : •• DéU pulésde la confédérationdc Pologne, j'ai entendu *1 avec intérêt ce que vous m'avez dit. Polonais, je •< penserais cl agirais comme vous; j'aurais volé « M comme vous dans rassemblée de Varsovie. L'a«I inour de son pays est le premier devoir de K l'homme civilisé. Dans ma situation , j'ai beauu coup d'intéréts à concilier, beaucoup de devoirs U à remplir. J'aime votre nation : pendant seize M ans, j'ai vu vos soldats à mes côtés. J'applaudis é M ce que vous avez fait; j'autorise les efforts que U vous voulez faire. Je ferai tout ce qui dépendra « de moi pour seconder vos résolutions. Si vos •c efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir •i l'espérance de réduire vos ennemis à reconnaître « vos droits... Je vous ai tenu le même langage des M ma première entrée en Pologne : je dois y ajouH ter que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'inu tégrité de ses domaines. » Cette réponse, que dictaient la loyauté, la plus saine politique et des circonstances impérieuses, désenchantant la Pologne sans rempécher de nous donner encore des preuves de dévouement, mécontenta la France qui s'était plu é prononcer d'avance la restauration du royaume dévoré par le coupable triumvirat du Nord : elle ül croire que Napoléon, en doutant de sa force, doutait de son succès , et commettait une grande faute. Peu avant celte ré|>onse, le général RalachulT, aide-de-canip de l'empereur Alexandre et son ministre de la police, était venu à AViina, comme parlementaire de la part de ce prince, qui proposait de rentrer dans le système continental , et de s'entendre sur tous les autres points en litige, sous la condition que l'armée française sc retirerait derrière le Niémen. Napoléon demandait à traiter sur-

le-champ à Wilna même ; et tout porte à croire que les deux empereurs sc seraient conciliés. M. BalacbolT fut accusé depuis de n'avoir pas peu contribué à exciter l'irritation de son maître, en dénaturant les termes de la réponse de Napoléon à une proposition qui lui rappelait l'oITensanl ma/wm du prince Kourakin; la guerre dut continuer. Les armées des ducs de Tarcnle, de Reggio, d'Elchingen et du roi de Naples, se rangent l'une après l'autre sur les bords de la Dwina, qui protège les Russes dans leur camp retranché de Drissa, où l'empereur Alexandre , ayant Harclat de Tolly sous ses ordres, attend avec anxiéle des nouvelles de scs autres generaux dispersés ap loin, et surtout de Bagralioii, dont Napoléon, de son côté, a préparé la ruine. Mais le roi de Westphalie a perdu deux fois un temps précieux pour la poursuite de l'arrièrc'garde de ce général ; cl si Davousl, chargé de le détruire , a montré beaucoup d'audace cl de fermeté devant lui, il n'est pas sorti, ou n'a pu sortir à propos de Minsk, pour l'écraser. Néanmoins Napoléon, convaincu de la possibilité de réparer encore le mal, transmet de nouvelles inslruclioiis à son lieutenant, ainsi qu'au roi Jérôme, et prescrit au prince de Schwarlzcmberg, qu'il a lancé aussi sur les traces de Bagration, de venir se placer entre la forêt de Bobruisk ci les marais de Piusk. Tel est l'emploi connu des dix-sept jours passés à Wilna, cl qu'on a tant reproché au grand capitaine accoutumé à terrasser scs ennemis par des coups de tonnerre. Alexandre, dans de fastueuses proclarnatiuiis, ayant promis de combattre et de vaincre à Drissa, Napoléon marche de Bloukohoë à une bataille pour laquelle il a tout disposé. A son approche le Gzar n'osc pas cotnplcr, pour nous résister, sur deux armées divisées Tune de l'autre, et ordonne d'évacuer ce fameux camp, le fruit d'une année de travaux considérables, tandis qu'il va se rendre à Saint-Pclcrsbourg afin de presser la levée generale que réclame le salut de son empire. Ainsi la grande bataille échappe encore à Napoléon. L'abandon subit du camp de Drissa présente à scs armes une guerre toute nouvelle. D'après ses ordres, tous nos corps d'armée, partis du Niémen à des époques cl par des roules diflerentes, arrivent le même jour, à la même heure, à Bechcnkowilchi, sur les rives de la Duna; mais il ne Irouvc plus que des traîneurs au-delà du neuve. Devancé par Bardai de Tolly à Witepsk, il y court après avoir mis en mouvement le duc de Tarenlc qui s'avance sur Riga, et le duc de Reggio qui doit démolir d'abord le camp de Drissa, ensuite occuper Pololsk, devancer WiUgcnslein à Sébége, et lui couper la retraite sur Saint-Pétersbourg. En cet instant le

bruit du canon semble annoncer une bataille avec Bardai de Tolly, rcs')lu à nous dispuDigitized by Googic

Immédiatement après ce grand acte de patriotisme et d'audace qui fit tressaillir en Europe tous les cœurs généreux, les regards de l'assemblée s'étaient portés vers le conquérant dont on attendait la résurrection de la patrie de Sobieski et de Kosciusko. Une députation ayant à sa tête le sénateur Wibicki, apporte une adresse de la diète à Napoléon, et lui dit « que les Polonais n'avaient été soumis ni par « la paix, ni par la guerre, mais par la trahison ; « qu'ils étaient donc libres de droit devant Dieu « comme devant les hommes ; qu'aujourd'hui pou- « vant l'être de fait, ce droit devenait un devoir ;... « mais que c'était à lui, qui dictait au siècle son « histoire, en qui la force de la Providence résidait, « à appuyer des efforts qu'il devait approuver ; « qu'ainsi ils venaient demander à Napoléon-le- « Grand de prononcer ces seules paroles : *que le « royaume de Pologne existe*, et qu'il existerait. » Napoléon leur répondit entre autres choses : « Dé- « putés de la confédération de Pologne, j'ai entendu « avec intérêt ce que vous m'avez dit. Polonais, je « penserais et agirais comme vous ; j'aurais voté « comme vous dans l'assemblée de Varsovie. L'a- « mour de son pays est le premier devoir de « l'homme civilisé. Dans ma situation, j'ai beau- « coup d'intérêts à concilier, beaucoup de devoirs « à remplir. J'aime votre nation : pendant seize « ans, j'ai vu vos soldats à mes côtés. J'applaudis à « ce que vous avez fait ; j'autorise les efforts que « vous voulez faire. Je ferai tout ce qui dépendra « de moi pour seconder vos résolutions. Si vos « efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir « l'espérance de réduire vos ennemis à reconnaître « vos droits... Je vous ai tenu le même langage dès « ma première entrée en Pologne : je dois y ajou- « ter que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'in- « tégrité de ses domaines. » Cette réponse, que dictaient la loyauté, la plus saine politique et des circonstances impérieuses, désenchantant la Pologne sans l'empêcher de nous donner encore des preuves de dévouement, mécontenta la France qui s'était plu à prononcer d'avance la restauration du royaume dévoré par le coupable triumvirat du Nord : elle fit croire que Napoléon, en doutant de sa force, doutait de son succès, et commettait une grande faute. Peu avant cette réponse, le général Balachoff, aide-de-camp de l'empereur Alexandre et son ministre de la police, était venu à Wilna, comme parlementaire de la part de ce prince, qui proposait de rentrer dans le système continental, et de s'entendre sur tous les autres points en litige, sous la condition que l'armée française se retirerait derrière le Niémen. Napoléon demandait à traiter sur-le-champ à Wilna même ; et tout porte à croire que les deux empereurs se seraient conciliés. M. Balachoff fut accusé depuis de n'avoir pas peu contribué à exciter l'irritation de son maître, en dénaturant les termes de la réponse de Napoléon à une proposition qui lui rappelait l'offensant *ultimatum* du prince Kourakin ; la guerre dut continuer.

Les armées des ducs de Tarente, de Reggio, d'Elchingen et du roi de Naples, se rangent l'une après l'autre sur les bords de la Dwina, qui protège les Russes dans leur camp retranché de Drissa, où l'empereur Alexandre, ayant Barclai de Tolly sous ses ordres, attend avec anxiété des nouvelles de ses autres généraux dispersés au loin, et surtout de Bagration, dont Napoléon, de son côté, a préparé la ruine. Mais le roi de Westphalie a perdu deux fois un temps précieux pour la poursuite de l'arrière-garde de ce général ; et si Davoust, chargé de le détruire, a montré beaucoup d'audace et de fermeté devant lui, il n'est pas sorti, ou n'a pu sortir à propos de Minsk, pour l'écraser. Néanmoins Napoléon, convaincu de la possibilité de réparer encore le mal, transmet de nouvelles instructions à son lieutenant, ainsi qu'au roi Jérôme, et prescrit au prince de Schwartzemberg, qu'il a lancé aussi sur les traces de Bagration, de venir se placer entre la forêt de Bobruisk et les marais de Pinsk. Tel est l'emploi connu des dix-sept jours passés à Wilna, et qu'on a tant reproché au grand capitaine accoutumé à terrasser ses ennemis par des coups de tonnerre.

Alexandre, dans de fastueuses proclamations, ayant promis de combattre et de vaincre à Drissa, Napoléon marche de Bloukoboë à une bataille pour laquelle il a tout disposé. A son approche le Czar n'ose pas compter, pour nous résister, sur deux armées divisées l'une de l'autre, et ordonne d'évacuer ce fameux camp, le fruit d'une année de travaux considérables, tandis qu'il va se rendre à Saint-Pétersbourg afin de presser la levée générale que réclame le salut de son empire. Ainsi la grande bataille échappe encore à Napoléon. L'abandon subit du camp de Drissa présente à ses armes une guerre toute nouvelle. D'après ses ordres, tous nos corps d'armée, partis du Niémen à des époques et par des routes différentes, arrivent le même jour, à la même heure, à Bechenkowilchi, sur les rives de la Duna ; mais il ne trouve plus que des traîneurs au-delà du fleuve. Devancé par Barclai de Tolly à Witepsk, il y court après avoir mis en mouvement le duc de Tarente qui s'avance sur Riga, et le duc de Reggio qui doit démolir d'abord le camp de Drissa, ensuite occuper Polotsk, devancer Wittgenstein à Sébège, et lui couper la retraite sur Saint-Pétersbourg. En cet instant le bruit du canon semble annoncer une bataille avec Barclai de Tolly, résolu à nous dispu-

The text on this page is estimated to be only 25.86% accurate

3S8 HISTOIRE DK NAPOLÉON. 1er WUepsk. Mais ce n’était qu'une affaire d’avautgarde à Ostrowno, affaire sérieuse toutefois, cl dans laquelle la brillante valeur de Mural et d'Eugéne, secondée par rintrépidité de nos braves soldats ^ triompha do l'inébranlable constance des Russes. Une autre action, plus acharnée encore, eut lieu au-delà d’üstrownu avec les corps de Palilen et d’Uslcrmann. L'Empereur survint au inoiiienl nécessaire pour achever la seconde victoire, en chassant l'ennerni d'un Irais dans lequel on n’avait pas osé s’engager, et qu’il paraissait vouloir tenir après sa retraite. A la pointe du jour nous n’étions plus qu’à deux lieues de Wilepsk. Le â7 juillet, l’Empereur présent à l’avant-gardc, fui témoin d’un troisième engagement avec dix mille hommes de cavalerie et d'infanterie russes. L’avantage de leur position, l’arlillcne qu'ils déinastjuèrenl , l’obligation où nous étions de passer devant eux , sur un seul petit pont, le ravin qui les défendait, rien ne put empêcher leur défaite. Cesl li que deux cents voltigeurs parisiens, du ü*dc ligne, excitèrent l'admiration de toute l’année par une héroïque et victorieuse résistance à une nuée de lanciers, au milieu d’une charge terrible dont nous n’avions pu supporter le choc. A ce spectacle, Na|)oléoii s’écria : M lia méritent toua la croix/ n Touchés de ces paroles qu’on leur répéta de sa part, ces braves répondirent en mettant leurs bonnets sur leurs baïuniiellcs, aux cris de rire l'Empereur I i.es deux armées, en présence, ne sont plus séparées que par le ruisseau de la Lutchissa. Bardai de Tolly a résolu de recevoir la bataille qu’il ne peut evilcr sous peine de renoncer entièrement à sa réunion avec Bagration ; s’il persiste dans le dessein de cumbaUre, il est accablé. Napoléon en a l'assurance ; aussi se prépare-t-il, avec une joie héroïque, û saisir l'occasion offerte; mais tout change : un courrier de Bagration, sauvé de nos mains par miracle, fait reculer Bardai, et nous livre tout le pays entre la Duna et le Boryslhène, avec Wiliqisk entièrement abandonné de ses habitans. Napoléon accorde, autour de celle ville, un repos nécessaire à son armée, renforcée de tous les corps envoyés contre Bagration et ramenés parDavoust. Pendant ce temps , ses ordres font marcher au secours de Reynier, contraint décéder devant Tormasoff, dans le grand-duché, les armées que conmiandenl Schwarlzemherg, le duc de Rdlune et le duc de Casliglioiie, charges de détruire le général russe, d d’assurer l’entière lihorlé de nos coinrniinicalioiis. Le général Saint-Cyr, à la tôle des B.ivaruis, ira soutenir

le duc de Reggio, d'abord forcé à la rdraitc, ensuite victorieux avec une immense avantage, mais inhabile à profiter de scs succès Mir WitigeiisU’in qui le fait reculer jus

The text on this page is estimated to be only 27.96% accurate

mille hommes furent engagés de part et d’autre, attestait notre supériorité sur un ennemi protégé par des furliflcalions, par un grand fleuve, et par tous les avantages d’une position admirable; elle causa des perles immenses aux Russes, et nous coûta aussi bien cher. Iæ récit d’une action aus.si acharnée , qui ne donnait à Napoléon qu'une ville en cendres, produisit en France une impression douloureuse comme le bulletin de la bataille d’Eylau. Mais, cji prenant possession de sa conquête, le soldat français, malgré le plus affreux spectacle offert à ses regards, marche lièremeiit .au son d’une musique

guerrière, el ne pense qu’à la gloire.

guerre du siècle et une armée digne de lui, qui avaient soif et besoin de combattre. Au mouvement de Barclai de Tolly qui, craignant de perdre la route de Moskou, a envoyé Bagration s'en saisir, et reste en réserve sur les hauteurs de la rive droite, Napoléon juge qu'il faut renoncer à une bataille générale, et se résout à enlever Smolensk. L'action commence le 17, à deux heures après-midi, par l'attaque des faubourgs de Roslaw et de Mitislaw, confiée aux généraux Morand et Gudin. Sur la gauche du Dniéper, Ledru, placé sous les ordres du maréchal Ney, pénètre dans le faubourg de Krasnoï, nous trouvons partout une opiniâtre et forte résistance. Vers notre droite, les Polonais, que conduit Poniatowski, enflammés à la vue de Smolensk, théâtre des exploits de leurs pères, et attachée pendant un siècle à la Lithuanie, enveloppent le faubourg Nicolskoï, où ils font un affreux carnage. Alors la cavalerie du général Bruyères, ayant chassé celle des Russes des abords du faubourg de Raczewska, occupe un plateau qui domine la ville; c'est de là que bientôt une batterie de soixante pièces tire à mitraille sur les masses qui couvraient le bord opposé. Une vive fusillade se fait entendre. A cinq heures tous les faubourgs de la rive gauche sont emportés avec la plus rare intrépidité, sous les yeux de l'Empereur, qui voit l'ennemi acculé aux pieds des murs. Le corps tout entier de Baggowouth vient au secours de Doctoroff, réduit à la dernière extrémité. Le prince Eugène de Wurtemberg, avec une division de grenadiers, s'élance pour disputer à Davoust la porte Malakouska; d'un autre côté, le maréchal Ney, devenu maître d'une position hors de Smolensk, après un combat obstiné, va pénétrer par la brèche du bastion; un nouveau renfort s'oppose à son dessein, tandis que deux bataillons de la garde russe secondent ceux qui luttaient à la porte Nicolskoï contre les Polonais victorieux. A six heures du soir le canon bat les murailles de la ville; des obus dépostent les Russes des ouvrages avancés; en même temps, les batteries, disposées par le général Sorbier, enfilent tous les chemins couverts, dont l'occupation devient dès lors impossible aux ennemis. L'assaut se prépare. Pour rendre décisif l'effet de cette terrible résolution, et enfermer la garnison dans un cercle de feu dont elle ne puisse sortir, nous avons resserré la place du côté du Dniéper, et nos pièces foudroient les passages des ponts. Smolensk, qui ne saurait nous échapper, va nous livrer les restes formidables de ses quarante mille défenseurs; mais Barclai les rappelle à la faveur de la nuit. Nous entrons dans Smolensk au milieu des flammes et des débris qu'elles achevaient de dévorer. Cette journée, où cent mille hommes furent engagés de part et d'autre, attestait notre supériorité sur un ennemi protégé par des fortifications, par un grand fleuve, et par tous les avantages d'une position admirable; elle causa des pertes immenses aux Russes, et nous coûta aussi bien cher. Le récit d'une action aussi acharnée, qui ne donnait à Napoléon qu'une ville en cendres, produisit en France une impression douloureuse comme le bulletin de la bataille d'Eylau. Mais, en prenant possession de sa conquête, le soldat français, malgré le plus affreux spectacle offert à ses regards, marche fièrement au son d'une musique guerrière, et ne pense qu'à la gloire. Quelques-uns de ses chefs seuls commencent à faire des réflexions pénibles et mêlées de quelque découragement. Napoléon demeure inébranlable dans ses desseins, et non pas inaccessible à la pitié; ses secours et ses ordres sauvent tout ce qu'on peut sauver, hommes et choses, dans un tel désastre; il est à la fois la Providence des vaincus et des vainqueurs. Cependant il pousse en avant le prince d'Eckmühl, les divisions Gudin et Compans, la cavalerie du général Bruyères, et celle du roi de Naples, sur les traces de Barclai de Tolly; il commande encore au duc d'Abrantès de se placer derrière l'ennemi, au-delà des défilés de Valoutina. Si cette manœuvre est exécutée, peut-être l'armée russe mettra bas les armes, ou du moins elle éprouvera l'une de ces défaites dont on ne se relève jamais!

Barclai de Tolly s'était d'abord retiré sur Saint-Pétersbourg; ensuite il avait changé de marche, et opérait pour se réunir à Bagration, sur le chemin de Moskou. Napoléon, qui l'apprend, y envoie en toute hâte le maréchal Ney. Celui-ci trouve, de hauteur en hauteur, un ennemi qui résiste et recule tour à tour; à chaque pas le nombre augmente devant nous. Napoléon expédie des renforts à son lieutenant, et charge en même temps le général Gourgaud d'aller s'informer de l'état des choses. A minuit cet officier revient. Les renforts sont arrivés; le maréchal a livré un combat aussi terrible que glorieux; mais Junot, après avoir passé le Dniéper au point indiqué, n'a voulu obéir ni aux instances du roi de Naples, ni aux ordres de l'Empereur. Il a préservé de la ruine, par sa coupable inaction, l'armée de Barclai de Tolly, séparée de celle de Bagration, divisée elle-même en deux parties, embarrassée dans un étroit défilé, d'où elle ne peut sortir qu'homme à homme, et dont la prévoyance du génie avait d'avance fermé l'issue. Napoléon se rend, le 20 août, auprès du maréchal Ney. Amis ou ennemis, tout le monde s'accorde à penser que Barclai de Tolly était perdu sans l'inconcevable désobéissance de Junot. A Rome, jadis, elle eût attiré la mort sur la tête de son auteur : Napoléon par-

 c)onna. Sans doulc il se souvint du sergent de la COlc-d'Of} son intrépide secrétaire au siège de Toulon , et des nombreux services de TolEcier qui lui avait sauvé la vie en Égypte. Malgré le regret que devait lui laisser le résultat imparfait de la victoire de Valoutina, il reprit toute sa sécurité |>our distribuer de magninques récompenses à ses soldats, dans une cérémonie dont le théâtre était un champ couvert de sanglans débris, et où Tenthousiasme de la gloire, excité au plus haut degré par sa présence et par ses paroles, tantôt alTectueuses et paternelles, tantôt guerrières et sublimes, effaçait à tous les yeux les imagos de la mort répandues de tous côtés. A Sinolciisk, la faute du duc d'Abrantes et ses funestes conséquences ; le miracle du salut de l'armée russe; la fatalité qui s'attache en son absence aux opérations les mieux conçues et les plus décisives; la bataille générale qui reculait toujours devant lui; la mollesse du prince de Schwarlzemberg à soutenir le général Reynier victorieux , à Ghorodeetna, de TormazolT, déjà effrayé de l'arrivée du duc de Hellunc avec son corps sur la Vistulc; en Volhynie, l'insuccès inattendu des soixante mille hommes conflès au duc de Reggio, contre Wiitgcnstein beaucoup plus faible que nous : telles sont les idées qui poursuivent Napoléon à son retour de Valoulina. Des méditations profondes et voisinesdu dégoût s'emparent de lui et semblent devoir l'arrêter à Smoiensk. Mais tout à coup le général Gouvion-Saint-Cyr a réparé les fautes ou le malheur du duc de Reggio à Polotsk, et mérité le bâton de maréchal qu'il ohliciil ; les nouvelles du roi de Naples, du prince d'Kckmühl, du général Groiichy, sont favorables; les Russes, consternés , se replient en toute hâte, abandominnl leurs blessés : l'armée française va marcher en avant, malgré les murmures de la faiblesse, du découragement, et les alarmes d'un certain nombre d'hommes qui, de feu dans les combats, sont de glace dans le conseil, et tremblent d'envisager d'avance des dangers ou des obstacles qu'ils affronteront tous avec le plus grand courage. D'après de nouveaux renscignemens, Napoléon met en mouvement l'armée du prince Eugène, et part de Smoiensk ; il a jugé qu'une bataille était devenue indispensable aux ennemis pour calmer et rassurer la Russie, aussi indignée que consternée de la prise de Smoiensk; celte bataille, Bardai de Tolly la veut, Napoléon la demande, cl court la livrer sur la routede Moskou. l.c âO août nous sommes à Wiasma ; nous trouvons la population fugitive cl la ville incendiée : nous en arrachons aux flammes une moitié, avec beaucoup

d’approvisionnenicns. Là on apprend que Bardai de Tolly, craignant l’arrivée du fcld-maréchal KntusolT, son successeur, se dispose à tenter la fortune des armes entre Wiasma et Ghjalh ; mais Kulusoff, qui a prisie commandement, veut choisir une autre position, et prépare tout pour nous combattre dans celle du village de Boroditio à deux petites marches de la ville de Ghjalh , où Napoléon s’arrête les trois premiers jours de septembre. Le 5, l’armée française, à deux heures, découvre toute l'armée des Russes en ^ ordre de bataille sur une rangée de collines. La redoute importante de Schwardina, construite en avant sur un mamelon, défendue avec acharnement contre la division Cornpans par Bagralion en personne, tombe devant nous, ainsi que toutes les pièces dont elle était année : c’est le premier présage de notre triomphe. Pendant la nuit, nos troupes, successivement développées, achèvent d’occuper leurs rangs respectifs. Après quelques heures de repos sous sa tente, l’Empereur est à cheval aux premiers rayons du jour. Au milieu de la matinée, scs reconnaissances et ses dispositions sont interrompues par deux courriers; l'un, M. de Dausset, apporte, avec des lettres de l’Impératrice, le portrait du petit roi de Rome : Napoléon redevient père un moment. I^c second courrier, le colonel Fabvier, lui apprend la perte de la bataille des Arapiles par le maréchal duc de Ragusc, si fatale à nos armes. O crime militaire indigne Napoléon, mais ne le décourage pas ; il y puise au contraire de nouvelles forces pour la victoire qui Tatlend. Il achève sa dernière reconnaissance sous la mitraille de rennemi, en face de Borodino. La journée SC termine parles den)icrs préparatifs. lendemain 7, Napoléon, sorti de sa tente, se montre à ses ofliciers et leur dit : a Voilà un beau soleil, U c'est le soleil d'j^usterlits, » Celte comp

The text on this page is estimated to be only 29.04% accurate

IMSTOinR DR NAPOLÉON. 501 « tl était à cette grande bataille dam tes plaines de «(Moêkou! » Bientôl parvenu en avant de& talus de la reduulc prise par le gênerai Compans, Napoléun mol pied à terre, et l'action s'engage. Sous le feu dos deux liaitories du général Sorbier, les divisions Compans et Desaix, que le princed'Kckmülil a lancées, tnarcbenl sur les positions de Bagration; Poniatowski attaque par la vieille roule de Smolensk ; Eugène agit sur la grande roule de Moskou : tout réussit d'abord, niais Compans, Desaix cl Rapp, blessés, le prince d'Kckinûlil, renversé avec son cheval atteint d'une balle, ont compromis le premier succès : le maréchal Ncy reçoit de l'Empereur, presque place sur la ligne d'attaque, Tordre de recommencer le combat. Cependant le vicc-roi a enlevé Rorodino. Le meme triomphe couronne la valeur des maréchaux Ney et Davousl, réunis dans le but d'emporter les redoutes de Bagration, et, malgré l'opiniâtreté de ses tentatives pour les reprendre, elles restent en notre pouvoir. L'aile gauche des Russes n'a plus d'appui. Pendant le nouveau mouvement que Napoléon fait faire au prince d'Rckmühl , Bagration en péril appelle a son secours KulusofT; mais assailli par le prince Eugène, maître de Borodino, KulusofT n'a pu nous empêcher de forcer sa grande ballerie du centre, vers laquelle il envoie incessamment des secours à la division Paskevitch; et ce n'est qu'avec des efforts inouïs qu'elle parvient à rentrer dans la redoute que le général Bonami, qui Ta prise, s'obstine a défendre jusqu'au dernier soupir. Alors Kutusoiï porte ses ma$s4*s sur sa gauche : Napoléon, qui Ta prevu, engage scs réserves et fait avancer une batterie de quatre-vingts canons. Les Russes SC précipitent pour l'attaquer. Les carabiniers de Lepaultre et de Chouars, les cuirassiers de SaintGermain, les hussards de Pajol cl de Bruyères, s'élancent à leur tour et remportent une sanglante victoire. Enfin l'Empereur, un moment attire par le hourra de huit régimens d'OuvarolT et de quelques milliers de Cosaques de TIalolTvcrs te prince Eugène, s'apprête, suivant sa coutume , à percer la ligne de l'ennemi, qui vient d'èlrc renouvelée pour la troisième fols. Sur notre front tonne avec fureur une artillerie immense, à laquelle répond toute Tartillcric russe : huit cents pièces de canon vomissent la mort des deux côtés dans l'espace d'une demi-licuc. A droite, Poniatowski marche malgré tous les obstacles ; A gauche , le prince Eugène dirige trois divisions sur les parapets de la grande redoute | au centre, TEmpcrcur s'avance jusqu'à la position de

Semenowskié : long-temps impassible sous la mitraille des Russes, comme ceux-ci sous la nôtre, les soldats français vont droit à l'ennemi, qui s’ébranle à son lour. On se joint, on charge à la baTonnelle, au milieu d’une troisième mêlée plus aiïreuse encore que les autres. L’attaque et la ré' sislarice sont également acharnées; mais cnllti, grâce aux efforls de Davousl et à Théroïsnic du ma\ réchal Ncy, notre cavalerie, conduite par Murat, I peut se développer et décider l’action, en enfonçant j le centre de kutusoiï. Pendant ce temps, 3Iontbrun . s’élance à la létc des cuirassiers, il tombe mort; I Auguste Caulaincoiirl lui succède, et pénétre par la gorge dans la grande redoulc, que le prince Eugène envahit d’un autre côté. Un combat terrible se renouvelle sur ce |)oint, il se termine par le massacre de tous les Russes : leur retraite, que presse la cavalerie de Oroiichy, le brillant sucrés des Polonais de Ponialov^ski sur les troupt^s de Toulclikoiï cl de Baggownulh, achevèrent notre triomphe; toutefois les débris de Tarmée de Kutusoiï s’arrêtent sur le ravin de Psarewo, et demeurent, on ne sait pourquoi, exposés au feu de nos batteries, qui causent d'eiïroynblcs ravages dans leurs rangs jusqu'à la lin du jour, et les forcent enfin à s'éloigner. Il dépendait de nous d'exterminer les Russes, mais il fallait faire donner la garde et entamer un corps encore 'intact qui pouvait sauver Tarmée dans un péril ou assurer la victoire dans une autre action : une prudence si hautement justifiée par le reste de la campagne, empêcha Napoléon de porter un second coup à Kutusoiï. Celle bataille, trop peu décisive, nous cmila douze à treize mille hommes hors de combat , et neuf mille tués : il n'y cul presque pas de division qui ne déplorât la mort d'un ou de plusieurs de scs chefs. Nous perdîmes les généraux Plauzolle, Romeuf, Marion, Bonami, Compère, Huart, Laiiubère, Montbrun et Auguste CaulaincourI , tué comme lui dans la terrible redoute ; un grand nombre d'ofllcicrs supérieurs furent blessés. Les Russes eurent à regretter environ cinqiianlemillchomtnes, parmi lesquels nti comptait le prince Bagration, le généra] Koutaisoiïct les deuxToulchkoiï. LrsFrançais s’emparèrent de cinquante pièces de canon, et firent plusieurs milliers de prisonniers. Le maréchal Ney, digne de la plus magnifique récompense, recul le tilrc de prince de la Afoskotca; Davoust, et siirloiil le vice-roi, n'avaient pas moins mérifé que lui peut-^tre, et ne se montrèrent point jaloux ; Compans, Gérard, Morand, Cauiaincourt, Morilhruti , Poniatowski et ses Polonais, enfin les généraux d'artillerie Forestier, Sorbier, Lariboissiérc, etc., avaient aussi puissamment contribué au triomphe de nos armes. Après sa retraite décidée, Kutusoiï, poursuivi sur

la route de Moskou. annonça par une vive résistance â Mojafsk Tinlention de nous livrer une 4U

« *Il était à cette grande bataille dans les plaines de* « *Moskou!* »

Bientôt parvenu en avant des talus de la redoute prise par le général Compans, Napoléon met pied à terre, et l'action s'engage. Sous le feu des deux batteries du général Sorbier, les divisions Compans et Desaix, que le prince d'Eckmühl a lancées, marchent sur les positions de Bagration; Poniatowski attaque par la vieille route de Smolensk; Eugène agit sur la grande route de Moskou : tout réussit d'abord, mais Compans, Desaix et Rapp, blessés, le prince d'Eckmühl, renversé avec son cheval atteint d'une balle, ont compromis le premier succès : le maréchal Ney reçoit de l'Empereur, presque placé sur la ligne d'attaque, l'ordre de recommencer le combat. Cependant le vice-roi a enlevé Borodino. Le même triomphe couronne la valeur des maréchaux Ney et Davoust, réunis dans le but d'emporter les redoutes de Bagration, et, malgré l'opiniâtreté de ses tentatives pour les reprendre, elles restent en notre pouvoir. L'aile gauche des Russes n'a plus d'appui. Pendant le nouveau mouvement que Napoléon fait faire au prince d'Eckmühl, Bagration en péril appelle à son secours Kutusoff; mais assailli par le prince Eugène, maître de Borodino, Kutusoff n'a pu nous empêcher de forcer sa grande batterie du centre, vers laquelle il envoie incessamment des secours à la division Paskevitch; et ce n'est qu'avec des efforts inouïs qu'elle parvient à rentrer dans la redoute que le général Bonami, qui l'a prise, s'obstine à défendre jusqu'au dernier soupir. Alors Kutusoff porte ses masses sur sa gauche : Napoléon, qui l'a prévu, engage ses réserves et fait avancer une batterie de quatre-vingts canons. Les Russes se précipitent pour l'attaquer. Les carabiniers de Lepaultre et de Chouars, les cuirassiers de Saint-Germain, les hussards de Pajol et de Bruyères, s'élancent à leur tour et remportent une sanglante victoire. Enfin l'Empereur, un moment attiré par le *hourra* de huit régimens d'Ouvaroff et de quelques milliers de Cosaques de Platoff vers le prince Eugène, s'apprête, suivant sa coutume, à percer la ligne de l'ennemi, qui vient d'être renouvelée pour la troisième fois. Sur notre front tonne avec fureur une artillerie immense, à laquelle répond toute l'artillerie russe : huit cents pièces de canon vomissent la mort des deux côtés dans l'espace d'une demi-lieue. A droite, Poniatowski marche malgré tous les obstacles; à gauche, le prince Eugène dirige trois divisions sur les parapets de la grande redoute; au centre, l'Empereur s'avance jusqu'à la position de Semenowskié : long-temps impassible sous la mitraille des Russes, comme ceux-ci sous la nôtre, les soldats français vont droit à l'ennemi, qui s'ébranle à son tour. On se joint, on charge à la baïonnette, au milieu d'une troisième mêlée plus affreuse encore que les autres. L'attaque et la résistance sont également acharnées; mais enfin, grace aux efforts de Davoust et à l'héroïsme du maréchal Ney, notre cavalerie, conduite par Murat, peut se développer et décider l'action, en enfonçant le centre de Kutusoff. Pendant ce temps, Montbrun s'élance à la tête des cuirassiers, il tombe mort; Auguste Caulaincourt lui succède, et pénètre par la gorge dans la grande redoute, que le prince Eugène envahit d'un autre côté. Un combat terrible se renouvelle sur ce point, il se termine par le massacre de tous les Russes : leur retraite, que presse la cavalerie de Grouchy, le brillant succès des Polonais de Poniatowski sur les troupes de Toutchkoff et de Baggowouth, achevèrent notre triomphe; toutefois les débris de l'armée de Kutusoff s'arrêtent sur le ravin de Psarewo, et demeurent, on ne sait pourquoi, exposés au feu de nos batteries, qui causent d'effroyables ravages dans leurs rangs jusqu'à la fin du jour, et les forcent enfin à s'éloigner. Il dépendait de nous d'exterminer les Russes, mais il fallait faire donner la garde et entamer un corps encore intact qui pouvait sauver l'armée dans un péril ou assurer la victoire dans une autre action : une prudence si hautement justifiée par le reste de la campagne, empêcha Napoléon de porter un second coup à Kutusoff.

Cette bataille, trop peu décisive, nous coûta douze à treize mille hommes hors de combat, et neuf mille tués : il n'y eut presque pas de division qui ne déplorât la mort d'un ou de plusieurs de ses chefs. Nous perdîmes les généraux Plauzolle, Romeuf, Marion, Bonami, Compère, Huart, Lanubère, Montbrun et Auguste Caulaincourt, tué comme lui dans la terrible redoute; un grand nombre d'officiers supérieurs furent blessés. Les Russes eurent à regretter environ cinquante mille hommes, parmi lesquels on comptait le prince Bagration, le général Koutaisoff et les deux Toutchkoff. Les Français s'emparèrent de cinquante pièces de canon, et firent plusieurs milliers de prisonniers. Le maréchal Ney, digne de la plus magnifique récompense, reçut le titre de *prince de la Moskowa;* Davoust, et surtout le vice-roi, n'avaient pas moins mérité que lui peut-être, et ne se montrèrent point jaloux; Compans, Gérard, Morand, Caulaincourt, Montbrun, Poniatowski et ses Polonais, enfin les généraux d'artillerie Forestier, Sorbier, Laribois-sière, etc., avaient aussi puissamment contribué au triomphe de nos armes.

Après sa retraite décidée, Kutusoff, poursuivi sur la route de Moskou, annonça par une vive résistance à Mojaïsk l'intention de nous livrer une

The text on this page is estimated to be only 22.26% accurate

363 HISTOIRE DK NAI’OI.ÉON. seconde b.ilnill(* dons i.i belh! position de Filt, h une demi-lieue en avant de Moskou; mais le 14 septembre, les troupes du feUl-mari^chal eurent la douleur de quitter encore cette position sans conihal(re, et do trawTScr en vaincus raiilique capitale de la Russie et le bercenu dereinpire. On dit que des officiers et des soldats pleuraient de rage et de désespoir. I/nbandon do Smolensk , qui passait pour une làclietc et presque pour une traliison, avait ré|>au(lu le deuil et rindigualion daus tous les cœurs russes : qu'on juge de l’efTel de l'évacuation de Moskou, la ville sainte, par une année que la veille encore on disait victiirieusc, par le vainqueur des Turcs à Houdsciiouk, par le général qu'on avait appelé cüinmc un libérateur, cl qui, après avoir juré sur ses cheveux blancs de défendre à toute exiréniitè la vieille capitale des exars, In laissait à la merci de Napoléon! Mais, chose à |K‘ine croyable, à rinslanloùsa défaite le forçait, pendant la nuit qui suivit la b^itaille, d'ordonner la retraite pour ne pas cire cou[>é, le lendemain, de la route de Moskou, et acculé contre la Moskuwn, KulusolT ne craignait pas d'écrire aux deux généraux en chef qui relevaient de son coimnandement, que rartnéc française avait été écrasée à Borodino; il fil proclamer à Moskou celte nouvelle, qui allait être démentie au inoinenl même; il eut l'audace d’annoncer à son souverain une victoire complète. Deux bulletins venus du quartier-général, et publiés dans Snint-félcrsiiourg, porluienl que les F'rançaîs avaient été taillés en pièces à Mojaîsk, et la garde impériale détruite : qu'outre cent pièces de canon restées entre ses mains, Kulusolf avait fait mille prisonniers, parmi les((uels on comptait le prince vicc-roi , le prince d'Kckmübl et le duc d'Klchiiigeu , et que rennemi était poursuivi par Flalof, avec trente mille (U^aques qui avaient culbuté notre cavalerie dans l’aclinn générale. Les {dus brillantes récompenses devinrent le prix comme elles avaient clé Ictnolifdc ces mensonges, qui déshonorent à jamais le nom de KulusofT. Cependant son arrière-garde, semV en queue par le roi de Naples, et menacée de flanc par le prince vicc-roi, qui pouvait lui barrer le passage, courait le danger d'élre prise ou tuée dans les rues de jloskou. Miloradowick , pour la sauver, proposa une suspension d’armes, et déclara qu'il mettrait le feu à la ville, si l'on voulait inquiéter sa retraite; une convention verbale lui donna la sécurité. Mais déjà Murat sc dispose à enlever d’assaut le kremlin, défendu par quelques milliers de misérables

que Rostopebin avait excités. Des hauteurs du mont du Salut, qui domine Moskou, on voit cette grande cité, moitié orientale, moitié européenne, avec ses huit cciils églises, scs mille rfoebers, ses coupoles ilorées que le soleil fait éliiicelélre. Moskou, encore debout et intact, nous ufTrait des ressources immenses cl d'admirables quartiers d'hiver. Napoléon dispose tout dans sa pensée pour mettre à profil sa conquête, rétablir l'onlre dans la ville, la discipline dans son armée, et coordonner tous les élénicns du nouveau système qu'il .1 conçu. Quelles craintes {icuvcnt l'aUeindrc? kulusolT, battu, a Iropbicn senti la supériorité de l'armée française pour tenter de nous inquiéter au sein de Moskou! Si les autres généraux russes font leur jonction avic le feld inaréclial. nous comptons derrière nous deux cent soixante mille liommes écheluniiésdc manière à venir successivement accroître la grande armée. D'ailleurs, le caractère d'Alexandre , que Napoléon croit avoir bien pénétré, cl ce fut son erreur depuis TilsiU, lui donne l'espérance de la paix .lu priiiDigitized by

seconde bataille dans la belle position de Fili, à une demi-lieue en avant de Moskou ; mais le 14 septembre, les troupes du feld-maréchal eurent la douleur de quitter encore cette position sans combattre, et de traverser en vaincus l'antique capitale de la Russie et le berceau de l'empire. On dit que des officiers et des soldats pleuraient de rage et de désespoir. L'abandon de Smolensk, qui passait pour une lâcheté et presque pour une trahison, avait répandu le deuil et l'indignation dans tous les cœurs russes : qu'on juge de l'effet de l'évacuation de Moskou, la ville sainte, par une armée que la veille encore on disait victorieuse, par le vainqueur des Turcs à Roudschouk, par le général qu'on avait appelé comme un libérateur, et qui, après avoir juré sur ses cheveux blancs de défendre à toute extrémité la vieille capitale des czars, la laissait à la merci de Napoléon ! Mais, chose à peine croyable, à l'instant où sa défaite le forçait, pendant la nuit qui suivit la bataille, d'ordonner la retraite pour ne pas être coupé, le lendemain, de la route de Moskou, et acculé contre la Moskowa, Kutusoff ne craignait pas d'écrire aux deux généraux en chef qui relevaient de son commandement, que l'armée française avait été écrasée à Borodino ; il fit proclamer à Moskou cette nouvelle, qui allait être démentie au moment même ; il eut l'audace d'annoncer à son souverain une victoire complète. Deux bulletins venus du quartier-général, et publiés dans Saint-Pétersbourg, portaient que les Français avaient été taillés en pièces à Mojaïsk, et la garde impériale détruite : qu'outre cent pièces de canon restées entre ses mains, Kutusoff avait fait mille prisonniers, parmi lesquels on comptait le prince vice-roi, le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen, et que l'ennemi était poursuivi par Platof, avec trente mille Cosaques qui avaient culbuté notre cavalerie dans l'action générale. Les plus brillantes récompenses devinrent le prix comme elles avaient été le motif de ces mensonges, qui déshonorent à jamais le nom de Kutusoff. Cependant son arrière-garde, serrée en queue par le roi de Naples, et menacée de flanc par le prince vice-roi, qui pouvait lui barrer le passage, courait le danger d'être prise ou tuée dans les rues de Moskou. Miloradowick, pour la sauver, proposa une suspension d'armes, et déclara qu'il mettrait le feu à la ville, si l'on voulait inquiéter sa retraite ; une convention verbale lui donna la sécurité. Mais déjà Murat se dispose à enlever d'assaut le Kremlin, défendu par quelques milliers de misérables que Rostopchin avait excités. Des hauteurs du mont du Salut, qui domine Moskou, on voit cette grande cité, moitié orientale, moitié européenne, avec ses huit cents églises, ses mille clochers, ses coupoles dorées que le soleil fait étinceler. A cet aspect, nos soldats, frappés d'étonnement et d'admiration, comme autrefois leurs compagnons devant la Thèbes aux cent portes, s'écrient en battant des mains, « Moskou ! Moskou ! » Ils répétèrent, en pénétrant dans la ville, la même acclamation et ce vers de l'hymne des Marseillais, qui n'était pas encore oublié entièrement :

Le jour de gloire est arrivé.

Les chefs partagent cet enthousiasme ; Napoléon lui-même en est saisi un moment : une exclamation de bonheur lui échappe. A deux heures il s'arrête dans l'une des premières maisons du faubourg de Dorogomilow, le lendemain il descend au Kremlin : c'est là que, satisfait d'avoir exécuté, malgré tous les obstacles, son gigantesque projet, fier de posséder l'antique capitale de l'empire moskovite, il contemple avec quelque orgueil le trône et l'image de Pierre Ier. Ah ! que les désastres de Charles XII étaient alors loin de la mémoire du vainqueur ! Cependant, au faîte de la gloire, il touchait à une effroyable catastrophe ! Quoiqu'elle dût éclater avant vingt-quatre heures, aucun signe ne la laissait entrevoir. A la vérité Moskou avait vu partir ses habitans, désabusés des mensonges de Kutusoff seulement par le passage de l'armée fugitive de Kutusoff ; mais une partie de la population était restée. Nous avions trouvé cinq cents palais ouverts, avec les domestiques aux portes tout prêts à nous recevoir. Les plus riches propriétaires avaient annoncé leur prochain retour, et recommandé par écrit leurs maisons aux officiers qui les occuperaient. L'arsenal du Kremlin renfermait soixante mille fusils anglais, autrichiens et russes, et cent pièces de canon ; hors de la ville, de vastes bâtimens contenaient quatre cent milliers de poudre, et plus d'un million pesant de salpêtre. Moskou, encore debout et intact, nous offrait des ressources immenses et d'admirables quartiers d'hiver. Napoléon dispose tout dans sa pensée pour mettre à profit sa conquête, rétablir l'ordre dans la ville, la discipline dans son armée, et coordonner tous les élémens du nouveau système qu'il a conçu. Quelles craintes peuvent l'atteindre ? Kutusoff, battu, a trop bien senti la supériorité de l'armée française pour tenter de nous inquiéter au sein de Moskou ! Si les autres généraux russes font leur jonction avec le feld-maréchal, nous comptons derrière nous deux cent soixante mille hommes échelonnés de manière à venir successivement accroître la grande armée. D'ailleurs, le caractère d'Alexandre, que Napoléon croit avoir bien pénétré, et ce fut son erreur depuis Tilsitt, lui donne l'espérance de la paix au prin-

The text on this page is estimated to be only 20.52% accurate

msToiiii; UK napoléon. o05 Pclcurcùlé, les $o!ur la ruine tic ses ennemis, après avoir fait construire par l'Anglais Smidl un ballon incendiaire destiné à dévorer Napoléon au milieu tie son armée, n'ayant pas réussi dans une si cruelle tentative, s'clait vengéde ce non-succès en chargeant son digne complice tIe fabriquer tics fusées, des étoupes soufrées et goutlrotinées. Au signal de Uostopciiin, soudain un nlTreux incendie éclate : une multitude de forçats, tjiril ose appeler île vrais eiifans de la Russie, et dont il a ouvert les cacliols, se répandent, ivres de vin et d'iim; joie féroce, ilc tous les côtés, avec des torches et les autres iiisirumens de destruction qu'on leur a distribués; ils portent le ravage et la tlaminc de maison en maison . de palais en palais, tiependant les efforts de la garde et tlii duc de Trcvl.te uni sauvé un quartier qui renfermait riiôpilal d.'S Knfans-Trouvés. >lals toutes les pompes ont dis|)irii par les .soins de Hostopchin ; nous ne |)ouvons lutter contre le lléau. J.c IG, Mnskou tout entier présente l'image d'une vaste fouriiaiso; au-dessus «le cette ville roule un océan de feu qui , comme la iMiiche d'un volcan, vomit des tourbillons tic fumée et d'énormes ilèbris avec un bruit horrible. I.es Gammes s'élancent, elles mugissent, elles enurt'iil dans tous les sens, et des miltuTS d'incendies partiels accroissent sans cesse l'incendic général, auquel le souille des vents opjiosés communique les moiiveineiis contrain^ot les fureurs d'un ouragan. One! spectacle pour Napoléon ! avec quelle douleur il sent alors l'impuissance de son génie, de sa vol'tnlé, de ses ressources et de scs soldats contre un tel désastre! Accoutumé h tout regarder sans s'étonner de rien, il conçoit d'autant moins celte dctiTinioation sans exemple que jamais send>lnblc barbarie ne fut entrée dans sa pensée, mémequand il eût fallu acheter au prix de la ruine «le .Moskou l'empire ilii monde! x (,)uoi! brûler leur capitale! 1 eux-rnémes! OueUc effroyable horreur! » s'écrieA-il. I/arméc qui s'est épuisée en efforts inutiles pour sauver sa cmiquéte, tombe dans la stupeur. Au milieu de cette tempête, les exécrables inslruiiiensdu gouverneur sont saisis en flagrant délit; Napoléon les interroge lui-inéinc : ils avouent liaulement leur crime, et sont tiers d'avoir obéi aux unires de Uoslopcbiii ; jugés par une commission militaire et fusillés sur l'heure, leurs cadavres disparaissent ilans le gouffre des flammes qu'ils ont allumées. Rostopchin n'esl plus : mais pendant le long séjour qu'il Ht à Paris, depuis la chute de Napoléon, il osait publiquement

prétendre à la gloire comme ayant pris une des plus grandes résolutions qu'ait pu enfanter rainour tic la patrie. A'aincincnt on a voulu lui cherclicr un complice, tant rénormilé d'un pareil crime paraissait trop forte pour {>esor tout entière sur un seul homme, sur un sujet. Hais par quelle politique, au nom tic quelle morale et de quelle autorité légitime son maitre aurait-il pu, aux yeux de sa nation, de ses boyards surtout, colorer une telle action'^ (duoi ! ce monarque serait venu iui-mèine dans la vieille capitale du rKinpire enflammer toutes les amrs d'un généreux enthousiasme! il aurait demandé, obtenu des habilans toutes les preuves, tous les sacrifices d'un dévouement sans bornes, et dans rinslant où il invoquait au nom du (jcl les secours de Moskou , il aurait eu «l'avance devant les yeux l'image de la ville sainte condamnét^ à l'incendie par lui-mème! ilostu|)cbin seul est coupable, quand même il n'eül fait qu'obéir. Hüskuu peuplée assurait probabletnenl le triomphe de Napoléon. Mais Moskou déserte ri'ctait pour lui qu'une station malheureuse de la victoire, et peut-être plus perli«le que Moskou en cendres. Aucune politique, aucun sentiment énergique de patriotisme, aucune nécessité, n'ont mis la torche dans 1rs mains de l'incendiaire. U n'y a qu'une sombre, qu'une aveugle fureur qui ait pu pousser un Scythe du xix^ siéclt! à braver les malédictions de trois cent mille de ses compatriotes réduits au désespoir, et U'S cris de trente mille blessés menacés de brûler dans les liétpilniix, où ils attendaient les cours de la patrie pour laquelle leur sang venait de couler !i! Tamlis que l'incendie dévorait Moskou, le Kremlin, environné de hautes murailles, paraissait à l'abri de toute atteinte; mais le^ flaniiiu'clies qui loinbaient dans la cour de i'arsoiial pendant la visite de l'Empereur, les brandons enflammés qui volaient de toutes parts, pouvaient causer l'explosion des caissons de la garde : déjà deux fois ic feu a clé mis à la forteresse ; on n'y respire que de la cendre et de la fumée ; la nuit approche , le vent redouble avec violence, chaque instant ajoute à l'inlensilé du ma), et diminue les chances de salut. Assailli des instances et des supplications de ses principaux officiers, Napoléon consent avec peine à quitter cc fatal séjour, où la grandeur même du danger semlilail le retenir par une espèce de puissance qui Digitized by Gouÿlt

temps. De leur côté, les soldats, qui avaient regardé Moskou comme le terme de leurs souffrances et le but de leurs travaux, remplis d'ailleurs d'une confiance sans bornes pour le grand capitaine qui semblait jusqu'alors avoir toujours commandé à la fortune, se reposaient avec un plaisir mêlé d'orgueil, entourés des magnificences de la ville des czars. Autour de nous tout respirait l'espoir, le calme et la sécurité.

Mais le gouverneur même de Moskou, Rostopchin, émule et peut-être agent de cette politique britannique à qui nul crime ne coûte pour la ruine de ses ennemis, après avoir fait construire par l'Anglais Smidt un ballon incendiaire destiné à dévorer Napoléon au milieu de son armée, n'ayant pas réussi dans une si cruelle tentative, s'était vengé de ce non-succès en chargeant son digne complice de fabriquer des fusées, des étoupes soufrées et goudronnées. Au signal de Rostopchin, soudain un affreux incendie éclate : une multitude de forçats, qu'il ose appeler de vrais enfans de la Russie, et dont il a ouvert les cachots, se répandent, ivres de vin et d'une joie féroce, de tous les côtés, avec des torches et les autres instrumens de destruction qu'on leur a distribués; ils portent le ravage et la flamme de maison en maison, de palais en palais. Cependant les efforts de la garde et du duc de Trévise ont sauvé un quartier qui renfermait l'hôpital des Enfans-Trouvés. Mais toutes les pompes ont disparu par les soins de Rostopchin; nous ne pouvons lutter contre le fléau. Le 16, Moskou tout entier présente l'image d'une vaste fournaise; au-dessus de cette ville roule un océan de feu qui, comme la bouche d'un volcan, vomit des tourbillons de fumée et d'énormes débris avec un bruit horrible. Les flammes s'élancent, elles mugissent, elles courent dans tous les sens, et des milliers d'incendies partiels accroissent sans cesse l'incendie général, auquel le souffle des vents opposés communique les mouvemens contraires et les fureurs d'un ouragan. Quel spectacle pour Napoléon! avec quelle douleur il sent alors l'impuissance de son génie, de sa volonté, de ses ressources et de ses soldats contre un tel désastre! Accoutumé à tout regarder sans s'étonner de rien, il conçoit d'autant moins cette détermination sans exemple que jamais semblable barbarie ne fût entrée dans sa pensée, même quand il eût fallu acheter au prix de la ruine de Moskou l'empire du monde! « Quoi! brûler leur capitale! « eux-mêmes! Quelle effroyable horreur! » s'écrie-t-il. L'armée qui s'est épuisée en efforts inutiles pour sauver sa conquête, tombe dans la stupeur. Au milieu de cette tempête, les exécrables instrumens du gouverneur sont saisis en flagrant délit; Napoléon les interroge lui-même : ils avouent hautement leur crime, et sont fiers d'avoir obéi aux ordres de Rostopchin; jugés par une commission militaire et fusillés sur l'heure, leurs cadavres disparaissent dans le gouffre des flammes qu'ils ont allumées.

Rostopchin n'est plus : mais pendant le long séjour qu'il fit à Paris, depuis la chute de Napoléon, il osait publiquement prétendre à la gloire comme ayant pris une des plus grandes résolutions qu'ait pu enfanter l'amour de la patrie. Vainement on a voulu lui chercher un complice, tant l'énormité d'un pareil crime paraissait trop forte pour peser tout entière sur un seul homme, sur un sujet. Mais par quelle politique, au nom de quelle morale et de quelle autorité légitime son maître aurait-il pu, aux yeux de sa nation, de ses boyards surtout, colorer une telle action? Quoi! ce monarque serait venu lui-même dans la vieille capitale de l'Empire enflammer toutes les ames d'un généreux enthousiasme! il aurait demandé, obtenu des habitans toutes les preuves, tous les sacrifices d'un dévouement sans bornes, et dans l'instant où il invoquait au nom du Ciel les secours de Moskou, il aurait eu d'avance devant les yeux l'image de la ville sainte condamnée à l'incendie par lui-même! Rostopchin seul est coupable, quand même il n'eût fait qu'obéir. Moskou peuplée assurait probablement le triomphe de Napoléon. Mais Moskou déserte n'était pour lui qu'une station malheureuse de la victoire, et peut-être plus perfide que Moskou en cendres. Aucune politique, aucun sentiment énergique de patriotisme, aucune nécessité, n'ont mis la torche dans les mains de l'incendiaire. Il n'y a qu'une sombre, qu'une aveugle fureur qui ait pu pousser un Scythe du XIX^e^ siècle à braver les malédictions de trois cent mille de ses compatriotes réduits au désespoir, et les cris de trente mille blessés menacés de brûler dans les hôpitaux, où ils attendaient les secours de la patrie pour laquelle leur sang venait de couler!!!

Tandis que l'incendie dévorait Moskou, le Kremlin, environné de hautes murailles, paraissait à l'abri de toute atteinte; mais les flammèches qui tombaient dans la cour de l'arsenal pendant la visite de l'Empereur, les brandons enflammés qui volaient de toutes parts, pouvaient causer l'explosion des caissons de la garde : déjà deux fois le feu a été mis à la forteresse; on n'y respire que de la cendre et de la fumée; la nuit approche, le vent redouble avec violence, chaque instant ajoute à l'intensité du mal, et diminue les chances de salut. Assailli des instances et des supplications de ses principaux officiers, Napoléon consent avec peine à quitter ce fatal séjour, où la grandeur même du danger semblait le retenir par une espèce de puissance qui

The text on this page is estimated to be only 24.25% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. m tragil que sur des hommes d’une trempe comme la sionnC} et qui n’aiment à reculer devant aucun obstacle. Un chemin brûlant le conduit au château impérial de Petrowskolc, au milieu des cantoniicincns du prince Eugène. Cest là que se voyant privé de Moskou, qui ne peut plus servir à scs desseins, il conçoit et déclare, après deux jours de méditation,le projctdc marcher sur Saint-Pétersbourg en cfTcctuant la retraite sur la Uasse-Dwina, pour aller traverser les roules des provinces de Velikié* Louki et de la grande Novogorod, prendre Villgcnstein à dos, et donner la main aux années du maréchal Sainl-Cyr, des ducs de Tarcnlc et de Ikllune, qui s’avanceront vers Pskow. Ce mouvement hardi, qu’Alcxaiidre redouta au point d'évacuer sur Londres ses archives avec ses trésors les plus précieux, et d’appeler de la Podolic rarniée de TdiilchagofT pour couvrir Saint-Pétershourg. décourage les plus enlreprcnans, excepté le vice-roi. C’est vers le midi, vers la Wolhynie, dil-on, qu’il faut tourner ses pas, cnnloimer sous un climat plus doux, refaire notre armée, réunir tous nos moyens, et revenir ensuite nu printemps attaquer les Russes au emur de l’empire. Il fallait aussi décider l’Empereur à partir le jour môme pour la \N olhyiiie. Napoléon a cédé, mais inalheureusemenl il rentre au Kremlin le 18 septembre. Moskou, malgré sa destruction, pouvait encore faire vivre rarinéc dans une certaine abondance : on avait sauvé plusieurs grands magasins particuliers; les caves, pour la plu|wirl, él.iienl restées inUctus; les mmibrcux jardins étaient remplis de légumes de l’arrière-saison. Na(xiléon appliqua tous ses soins à établir l’ordre dans l’usage de toutes ces ressources devenues d’un prix ineslimahic. D’ailleurs il a mis toute sa gloire, toute son cspcratiee à allcridre la paix à Moskou! Fatale illusion d’une aine héroïque, qui trompa son génie! I.’inceridic de Moskou disait .assez qu’il n’y avait point de terrain en Russie pour la paix. Alexandre l’avait déclaré à Narbonne, à Laurislori, et à Napoléon par Kourakin et |>ar Ualachofl'. Napoléon ne se souvenait que de l'Alexandre de Tilsill et d’Erfurl, qu’il n’avait point pénétre, et il espérait encore le retour de ces souvenirs, malgré le grand crime de Moskou ! Un incident vint bientôt iuioiïrir une occasion de sonder les dispositions du Czar. La maison des Knfans-Trouvés, placée sous la protection spéciale de rimpératricc-mère, avait été préservée des llamincs. Admis devant le eaureur de iou» 8e$ enfantt M. de Toulelminc, sous-

üireclcur de rétablissement, demanda la permission d'adresser son rapport à l'impéralricc, dans lequel il fut autorisé à glissi*r des ouvertures de paix. Une autre tentative plus directe fut faite .lussi par Napoléon dans une lettre à rempereur Alexandre, remise entre les mains de M. de JakowlcfT, qui partit le S4 septembre pour Saint-Pétersbourg, en assurant qu'il parviendrait jusqu'au Czar. Dix jours après, loujours plus impatient de la paix, l'Empereur envoya au camp des Russes l'ambassadeur Lauriston, avec des propositions d'entrer en négociations, el d'y préluder par un armistice; le feld-raaréchal KulusofT, alléguant le défaut de pouvoirs, se contenta d'expédier .1 Saint-Pétersbourg le prince Volkonsky, charge de communiquer au ministère les otTrcsile Napoléon. KulusofT, le coryphée du parti anglais en Russie, était enlicrcmcnl opposé à la paix, et rem|>ereur Alexandre, qui aurait penché à l'accepter, se trouvait placé sous l'influence, je dirai môme sous la terreur de ce parti , et presque menacé du sort de son père. Voilà comment la politique trompa l'atlenle de Napoléon, qui, ne connaissant |>as la position critique et dangereuse de son ancien ami, s'abusait sur ce qu'il pouvait se croire en droit d'espérer d'Alexandre livré à luimôme. Lepemlanl les Russes avaient continué leur retraite par la route de Rronnilzy et de Kolomna, dans rinleiition de nous donner le change sur leur deslinalioii véritable; et soudain, à la faveur de la ntiil, ils tournent vers le sud, pour se rendre par Padol entre Kalouga et Moskou. tÀ'lle marche autour de h ville dont les flammes éclairaient l'armée, tendait à exciter au plus haut degré t'indigualioii el la rage des soldats russes, auxquels leurs ofliciers ne cessaient de répéter : « Non contents d'avoir brûlé Sniolensk, ranlique boulevard de notre patrie, d'avoir iiK:endtc toutes les cités qui font partie de son antique héritage, les Français portent une main sacrilège sur la ville sainte. J.cs flammes qui dévorent raiicieiinc capitale vous prouvent qu'ils veulent la destruction de notre nation, el le refvverseinent de notre religion. » Napoléon ne tarde point à connaître le vrai niouveinenl de l'armée russe, el trace en conséquence des instructions au roi de Naples, à Poniatowski, au duc d'istrie. Cependant les tentatives hardies de l'ennemi, n moitié chemin de Mojalsk à Moskou, dont bientôt une colonne de trois mille Russes n intercepté la roule, attirent toute son nlleriliuri : il les fait poursuivre avec vigueur pour les rejeter derrière l'Uka. Dans i'inlervallc du départ de ordres à leur exéculinri, il apprend, par dilTéreiis courriers qui se succèdent au quartier-général, les fatales lenteurs de .Schwarlzeinb

The text on this page is estimated to be only 26.47% accurate

IIJSTOlllE DE NAPOLÉON. (les Russes sur leurs forces, cl k les aUoqucr sans relard; en même temps, par un surcruil de pru> dence, il demande à François II de nouveaux se> cours. Ses lettres excitent de même le zèle de la Prusse et de nos autres alliés du continent. En ce moment, les dépêches de PEspagne dévoilent les funestes conséquences de la défaite du duc de Ra* guse : on reçoit aussi au quarticr-général des nouvelles peu farorablcs des bords de la Dwina et de la Baltique. Les ordres de Napoléon parlent avec la rapidité de l'cclair pour réparer ou prévenir le mal; il s'applique surtout à tracer des règli's de comluite sûres et précises au duc de Belluiic, qu'il relient à Smolensk alin de surveiller Minsk et Wilna. Surrarmee de ce maréchal reposent inainlenanl les combinaisons de la haute prévoyance de Napoléon cl le succès des opérations qu'il a méditées, cl qui sauveront l'armée si son lieutenant exécute avec exactitude et lîdélité les mesures qui lui siTuiil confiées. Napoléon sc préparait depuis le 5 octobre à quitter Moskou, qui ne pouvait plus être une position militaire; c'est ce qu'attestent scs ordres réitérés sur rnrlilterie , sur les remontes, sur les vivres et riiabilieinenl, et la surveillance sévère qu*ii exerçait sur toutes les (orties du service. 11 avait annoncé sa retraite au roi de Naples, aux ducs d'Abranlès et de Bellunc, à son ministre des relations extérieures, le duc de Bassano, en leur prescrivant, jusque dans les moindres détails, tout ce qu'ils avaient à faire, soit pour seconder son mouvement, soit pour la sUrelé de la roule et des cominunica< lions de Moskou cl Sinolensk , soit pour réunir sur les points les plus nécessaires les hommes, les armes dont il a liesuin. Napoléon va ramener son armée dans le carré entre Sinolensk, Mohilow, Minsk cl Wilepsk. l.à, entouré de ses imposantes réserves cl de ses deux ailes, appuyé sur un ;>ays ami de la Pologne, sur six lignes de dépôts et de magasins de toute espece d'approvisioniicmcns qu'il a rassemblés avec des soins non moins iinportans que ceux du comniamlemeul, il pourra menacer au printemps la ville de Saint-Pétersbourg, dont sa nouvelle situation l'aura rapprochédecinquanle lieues. Chaque jour s'exécutaient ses nombreuses dispositions pour l'évacuation. Les hôpitaux et les blessés, H l'égard desquels Napoléon avait pris toutes les précautions d'un chef habile qui veille au salut des soldats qu'il aime cl qu'il apprécie, étaient sur le chemin de Smolcnsk. Ueteim par tant de travaux, cl plus encore par ratlente des réponses de Saint-Pétersbourg, qui ne vinrent point, qui ne devaient pas

venir, il a vu la première neige tomber le 13, cl il se hâte de mettre ses dilTéi'cns corps en marche. Avant hur départ, SO» Napoléon, qui avait depuis long-temps interdit les parlemcntages entre les avant-postes et prévu les incoiivéniciis du relâchement qui pouvait résulter des communications presque amicales de nos généraux avec ceux de reiincmi, recommande au héros des Cosaques, à Murat, de se bien garder, et de tenir i M'iiikowo autant qu'il sera possible, ou de se replier sur la liellc position de Woronowo : en même temps, le vicc-ruî, destine à déguiser notre direction sur Kalouga, faisait faire avec succès i la division Deizons un niouvemenl en sens contraire sur Dcrnilsow. Tous les maréchaux ont reçu leur dcstiiialion : le duc de Trévise et la jeune garde conserveront Moskou et le Kremlin jusqu'au moineiil marqué. Il existait entre nous et les Russes une cspccedc suspension d'armes, pendant laquelle le perfide et rusé KulusofT, ainsi que ses généraux, n'avaient négligé aucun moyen de tromper le roi de Naples par la continuelle inanifcslaliun de leurs vœux pour la paix. Le 18 octobre, tandis que Napoléon |>assail la revue du corps d'année du duc d'Elchingeii , qui allait sortir de Moskou, on apprend les nouvelles suivantes : L'année russe, quittant son camp, est venue premlrc position sur la Nara. A minuit, Beningsen, l'uii des conspirateurs qui ont contribué à la üii tragique de l'aul 1*% secondé par les généraux Baggawouth, Ostermann, Doctoruff, Ürloff, DenisofT et Muller, a passé le fleuve, assailli nos troupes, surpris et tourné la division Sébastiani, appuyée sur un bois qui n'clait)>as même gardé. Le roi de Naples, voyant que l'iiiteiition de l'ennemi était de forcer entièrement notre gauche, où le général Muller venait de pénétrer, avait sur-lc-champ porté des secours au lieu du péril. Pendaiil ce temps KulosofT s'élail avancé avec le reste de ses soldats : alors des prodiges de valeur de Murat, et la vive résistance de Foiiialuwski sur notre droite aux généraux Ostermann et Baggawoulh, avaient fait échouer le mouvement de Beningsen et l'allaquc de KutusulT. Ce combat d'une avant-garde contre une armée était glorieux sans doute; mais quoique les Russes eussent perdu peut-être plus d'hommes que nous , et en outre les généraux Baggawoulh et Muller, il nous coûtait trop cher dans un moment où nous avions besoin d'écouoiniser nos forces. La surprise de Winkowo causa un excessif mécontentement à l'Empereur. Murat s'csl laissé tromper par les Russes cl par sa propre vanité. Il n'a voulu prendre aucune des précautions qui lui avaient clé prescrites. Il s'clait cru ri Joie des hordes de l'Asie! Napoléon sort de Moskou le lendemain avec la vieille garde elle premier cl le

troisième corps; cVsl le 20 octobre. Le inêinc jour Mallet le détrônait à Faris! A la (êlc d’une armée de cent mille DIgitized by Guuglt

des Russes sur leurs forces, et à les attaquer sans retard ; en même temps, par un surcroît de prudence, il demande à François II de nouveaux secours. Ses lettres excitent de même le zèle de la Prusse et de nos autres alliés du continent. En ce moment, les dépêches de l'Espagne dévoilent les funestes conséquences de la défaite du duc de Raguse : on reçoit aussi au quartier-général des nouvelles peu favorables des bords de la Dwina et de la Baltique. Les ordres de Napoléon partent avec la rapidité de l'éclair pour réparer ou prévenir le mal ; il s'applique surtout à tracer des règles de conduite sûres et précises au duc de Bellune, qu'il retient à Smolensk afin de surveiller Minsk et Wilna. Sur l'armée de ce maréchal reposent maintenant les combinaisons de la haute prévoyance de Napoléon et le succès des opérations qu'il a méditées, et qui sauveront l'armée si son lieutenant exécute avec exactitude et fidélité les mesures qui lui seront confiées.

Napoléon se préparait depuis le 5 octobre à quitter Moskou, qui ne pouvait plus être une position militaire ; c'est ce qu'attestent ses ordres réitérés sur l'artillerie, sur les remontes, sur les vivres et l'habillement, et la surveillance sévère qu'il exerçait sur toutes les parties du service. Il avait annoncé sa retraite au roi de Naples, aux ducs d'Abrantès et de Bellune, à son ministre des relations extérieures, le duc de Bassano, en leur prescrivant, jusque dans les moindres détails, tout ce qu'ils avaient à faire, soit pour seconder son mouvement, soit pour la sûreté de la route et des communications de Moskou et Smolensk, soit pour réunir sur les points les plus nécessaires les hommes, les armes dont il a besoin. Napoléon va ramener son armée dans le carré entre Smolensk, Mohilow, Minsk et Witepsk. Là, entouré de ses imposantes réserves et de ses deux ailes, appuyé sur un pays ami de la Pologne, sur six lignes de dépôts et de magasins de toute espèce d'approvisionnemens qu'il a rassemblés avec des soins non moins importans que ceux du commandement, il pourra menacer au printemps la ville de Saint-Pétersbourg, dont sa nouvelle situation l'aura rapproché de cinquante lieues. Chaque jour s'exécutaient ses nombreuses dispositions pour l'évacuation. Les hôpitaux et les blessés, à l'égard desquels Napoléon avait pris toutes les précautions d'un chef habile qui veille au salut des soldats qu'il aime et qu'il apprécie, étaient sur le chemin de Smolensk.

Retenu par tant de travaux, et plus encore par l'attente des réponses de Saint-Pétersbourg, qui ne vinrent point, qui ne devaient pas venir, il a vu la première neige tomber le 13, et il se hâte de mettre ses différens corps en marche. Avant leur départ, Napoléon, qui avait depuis long-temps interdit les parlementages entre les avant-postes et prévu les inconvéniens du relâchement qui pouvait résulter des communications presque amicales de nos généraux avec ceux de l'ennemi, recommande au héros des Cosaques, à Murat, de se bien garder, et de tenir à Winkowo autant qu'il sera possible, ou de se replier sur la belle position de Woronowo : en même temps, le vice-roi, destiné à déguiser notre direction sur Kalouga, faisait faire avec succès à la division Delzons un mouvement en sens contraire sur Demilsow. Tous les maréchaux ont reçu leur destination : le duc de Trévise et la jeune garde conserveront Moskou et le Kremlin jusqu'au moment marqué. Il existait entre nous et les Russes une espèce de suspension d'armes, pendant laquelle le perfide et rusé Kutusoff, ainsi que ses généraux, n'avaient négligé aucun moyen de tromper le roi de Naples par la continuelle manifestation de leurs vœux pour la paix. Le 18 octobre, tandis que Napoléon passait la revue du corps d'armée du duc d'Elchingen, qui allait sortir de Moskou, on apprend les nouvelles suivantes : L'armée russe, quittant son camp, est venue prendre position sur la Nara. A minuit, Beningsen, l'un des conspirateurs qui ont contribué à la fin tragique de Paul Ier, secondé par les généraux Baggawouth, Ostermann, Doctoroff, Orloff, Denisoff et Muller, a passé le fleuve, assailli nos troupes, surpris et tourné la division Sébastiani, appuyée sur un bois qui n'était pas même gardé. Le roi de Naples, voyant que l'intention de l'ennemi était de forcer entièrement notre gauche, où le général Muller venait de pénétrer, avait sur-le-champ porté des secours au lieu du péril. Pendant ce temps Kutosoff s'était avancé avec le reste de ses soldats : alors des prodiges de valeur de Murat, et la vive résistance de Poniatowski sur notre droite aux généraux Ostermann et Baggawouth, avaient fait échouer le mouvement de Beningsen et l'attaque de Kutusoff. Ce combat d'une avant-garde contre une armée était glorieux sans doute ; mais quoique les Russes eussent perdu peut-être plus d'hommes que nous, et en outre les généraux Baggawouth et Muller, il nous coûtait trop cher dans un moment où nous avions besoin d'économiser nos forces. La surprise de Winkowo causa un excessif mécontentement à l'Empereur. Murat s'est laissé tromper par les Russes et par sa propre vanité. Il n'a voulu prendre aucune des précautions qui lui avaient été prescrites. Il s'était cru l'idole des hordes de l'Asie !

Napoléon sort de Moskou le lendemain avec la vieille garde et le premier et le troisième corps ; c'est le 20 octobre. Le même jour Mallet le détrônait à Paris ! A la tête d'une armée de cent mille

The text on this page is estimated to be only 21.03% accurate

3G6 IMSTOIRE I)E NAPOl.ÉOX. comb.*iUans observas (îc toutes parts au iriilicu d'un pays où le dernier paysan est un ennemi passionne et nn espion volontaire, ^aptlIêon va dérotnT un inouvcinenl immense à KulusolT. Apres avoir suivi d'abord la vieille roule de Kaloiiga, Napoléon passe toul-à-coup à droite et rapidement la nouvelle route. Abuse par un rideau de troupes qu'on a l.iissces vis-à-vis de lui en arrière du défile de Woroiiowo , l'ennemi n'a point aperçu la conlrcniarcbe du roi de Naples cl de Poniatowski ; tranquille dans son camp de Taroutino que nous avons tourné, il nous attend sur son passage, qiiaïul, le â3, nous sommes parvenus à Borowsk et bieiiUM à Malo-Jarosiavctz, d'où l'armée n'a plus qu'une marche à faire pour ic devancer à kalouga. A Horowsk, on apprend que le duc de Trévise a quitté Moskuu le â5, à deux heures du matin , après avoir fait sauter le Kremlin ; le maréchal, à la tète de la jeune garde, emmène avec lui quatre cents blessés que la sollicitude de l'Kiiipereur lui avait vivement recommandés. Le général Wintzingerode cl son aide-dc-camp Narischin, qui s'étaient laissé emporter par leur ardeur de pénétrer dans la ville, suivent nos colonnes comme prisonniers. I.cs T.osaques cl les paysans envahirent Moskou aussilél après notre départ, cl se précipitèrent sur leur proie. I.'liumanilé française avait sauve, nourri et soigné comme nos propres soldats plusieurs mille blessés russes que la fourberie de KutusolT, continuée presque jusqu'au dernier moment de sa sortie de Moskou, et la froide cruauté de Uoslopchin, livraient au plus alTreux supplice; voici quelle fut la rccompensi* de celte générosité : sur six cent cinquante malades ou blessés français que leur faiblesse avait empêchés d'accompagruT rarméc, une partie fut jetée par l'ennemi sur des chariots, cl traînée vers Twer ; mais ils périrent tous de froid et de misère, ou lumbèrent sous le couteau des paysans de leur escorte : l'autre partie resta dans les hôpitaux sans vivres ni médicamens! Depuis plus de vingt ans que nous faisons la guerre, nos ennemis sc mettent au-dessus de toutes les lois de rhumanîté, detoutes les conventions sociales, de tous les engagemens les plus sacré?. Le gouvernement anglais, l'inventeur des pontons comme prisons de guerre, incessainineni ncliarné à la ruine de la France, semble avoir souillé son affreux génie en Lspagne, en Portugal, en Italie, tni Allemagne, et jusque dans les déserls de la lliissie I l.e slr.atagème , ou plulét l'habile manœuvre de Napoléon, a réussi ; encore un moment, et un

succès complet couronne ses c8|>érances : ce surcès parait assuré si le prince Eugène, ou plutôt le générai Deizons, fait occu|ut Malu-JaroslaveU par une division tout eiilicrc , ainsi que l'a formellement ordonné l'Empereur, instruit de la marche d'un corps ennemi sur ce point. Malheureusement son ordre ne fut pas exécuté, comme il arriva tant de foisdans celte campagne. KutusolT, ayant enfin pénétré le mouvement de raniiée française, avait levé son camp de Taroutino dans la nuit du ^3 au 21, pour tâcher de nous devancer à Malo-Jaroslavctz, et soutenir DoclorolT, qu'il y avait envoyé avec la mission de s'cri emparer. Deux bataillons français seulement gardaient cette ville : ass.iillis du côté de (!tinrickowa par des forces supérieures, ils furent obligés déplier; mais la treizième division accourut, et Deizoïis répara noblement sa faute en reprenant In position. J.a lutte s'y soutenait avec des chances varices, lorsque l'armée de Ktilusofif se moirtra successivement et se déploya autour de nous. Au premier bruit du canon, Napoléon s'était claiicc au galop. Rencunlré par un courrier du vice-roi, il expédie à Eugène l'ordre de tenir à tout prix, et lui annonce des secours; en même temps il presse luimcniela marche des colonnes de Davoust, et vole au théâtre du combat. Arrivé vers midi, Napoléon voit une bataille terrible dont il cunnnll déjà les principales circonstances. Engagées l'une après l'autre, suivant les besoins de l'action, mais à de trop longs intervalles peut-éuyè par les renforts que le vice-roi lui

envole à propos, Péraldi redouble d’audace, et culbute l’aile droite des l\uss

combattans observés de toutes parts au milieu d'un pays où le dernier paysan est un ennemi passionné et un espion volontaire, Napoléon va dérober un mouvement immense à Kutusoff. Après avoir suivi d'abord la vieille route de Kalouga, Napoléon passe tout-à-coup à droite et gagne rapidement la nouvelle route. Abusé par un rideau de troupes qu'on a laissées vis-à-vis de lui en arrière du défilé de Woronowo, l'ennemi n'a point aperçu la contre-marche du roi de Naples et de Poniatowski; tranquille dans son camp de Taroutino que nous avons tourné, il nous attend sur son passage, quand, le 23, nous sommes parvenus à Borowsk et bientôt à Malo-Jaroslavetz, d'où l'armée n'a plus qu'une marche à faire pour le devancer à Kalouga. A Borowsk, on apprend que le duc de Trévise a quitté Moskou le 23, à deux heures du matin, après avoir fait sauter le Kremlin; le maréchal, à la tête de la jeune garde, emmène avec lui quatre cents blessés que la sollicitude de l'Empereur lui avait vivement recommandés. Le général Wintzingerode et son aide-de-camp Narischin, qui s'étaient laissé emporter par leur ardeur de pénétrer dans la ville, suivent nos colonnes comme prisonniers. Les Cosaques et les paysans envahirent Moskou aussitôt après notre départ, et se précipitèrent sur leur proie. L'humanité française avait sauvé, nourri et soigné comme nos propres soldats plusieurs mille blessés russes que la fourberie de Kutusoff, continuée presque jusqu'au dernier moment de sa sortie de Moskou, et la froide cruauté de Rostopchin, livraient au plus affreux supplice; voici quelle fut la récompense de cette générosité : sur six cent cinquante malades ou blessés français que leur faiblesse avait empêchés d'accompagner l'armée, une partie fut jetée par l'ennemi sur des chariots, et traînée vers Twer; mais ils périrent tous de froid et de misère, ou tombèrent sous le couteau des paysans de leur escorte : l'autre partie resta dans les hôpitaux sans vivres ni médicamens! Depuis plus de vingt ans que nous faisons la guerre, nos ennemis se mettent au-dessus de toutes les lois de l'humanité, de toutes les conventions sociales, de tous les engagemens les plus sacrés. Le gouvernement anglais, l'inventeur des pontons comme prisons de guerre, incessamment acharné à la ruine de la France, semble avoir soufflé son affreux génie en Espagne, en Portugal, en Italie, en Allemagne, et jusque dans les déserts de la Russie!

Le stratagème, ou plutôt l'habile manœuvre de Napoléon, a réussi; encore un moment, et un succès complet couronne ses espérances : ce succès paraît assuré si le prince Eugène, ou plutôt le général Delzons, fait occuper Malo-Jaroslavetz par une division tout entière, ainsi que l'a formellement ordonné l'Empereur, instruit de la marche d'un corps ennemi sur ce point. Malheureusement son ordre ne fut pas exécuté, comme il arriva tant de fois dans cette campagne. Kutusoff, ayant enfin pénétré le mouvement de l'armée française, avait levé son camp de Taroutino dans la nuit du 23 au 24, pour tâcher de nous devancer à Malo-Jaroslavetz, et soutenir Doctoroff, qu'il y avait envoyé avec la mission de s'en emparer. Deux bataillons français seulement gardaient cette ville : assaillis du côté de Czinrickowa par des forces supérieures, ils furent obligés de plier; mais la treizième division accourut, et Delzons répara noblement sa faute en reprenant la position. La lutte s'y soutenait avec des chances variées, lorsque l'armée de Kutusoff se montra successivement et se déploya autour de nous. Au premier bruit du canon, Napoléon s'était élancé au galop. Rencontré par un courrier du vice-roi, il expédie à Eugène l'ordre de tenir à tout prix, et lui annonce des secours; en même temps il presse lui-même la marche des colonnes de Davoust, et vole au théâtre du combat. Arrivé vers midi, Napoléon voit une bataille terrible dont il connaît déjà les principales circonstances. Engagées l'une après l'autre, suivant les besoins de l'action, mais à de trop longs intervalles peut-être, les troupes françaises ont renoncé à la défensive pour aborder l'ennemi avec une rare intrépidité. Plus le nombre a augmenté devant elles, plus elles ont redoublé d'énergie. Dans une de leurs victorieuses attaques, l'héroïque Delzons étant tombé mort, le général Guilleminot l'a remplacé. Ses premiers efforts étaient heureux; mais les Russes, d'abord ébranlés par lui et par la perte de Doctoroff, ont reçu dans leurs rangs de nouvelles troupes : il a donc fallu faire avancer la quinzième division pour soutenir les deux autres. Lancée avec vigueur, la deuxième demi-brigade de cette division vient de rentrer en possession de la ville et de couronner les hauteurs. Alors assaillis par de fortes colonnes, et pris de flanc par la droite de l'ennemi, dont l'artillerie plonge sur eux, ces braves, malgré une admirable fermeté, doivent à leur tour céder au nombre et à l'avantage de la situation. Aussitôt Eugène ordonne au colonel Péraldi, commandant le deuxième régiment de la garde royale, de passer le pont. Cet officier, auquel se rallient les restes de la seconde brigade de la quinzième division qui a tant souffert, attaque rapidement l'ennemi, et l'oblige à reculer. Appuyé par les renforts que le vice-roi lui envoie à propos, Péraldi redouble d'audace, et culbute l'aile droite des Russes. Un ravin profond et escarpé arrête ce colonel; une batterie tout à coup démasquée lui cause des pertes considérables : les Russes qu'il a battus se raniment à

The text on this page is estimated to be only 24.97% accurate

HISTOIRE DE NAl’OI.ÉnS. Taspccl de son danf^r; ils avancent avec de nouveaux auxiliaires, cl le rejeltent en arrière. Pèraldi revient à la charge, les met en désordre, cl les repousse jusqu'au ravin. Pendant ces cfTorts si hien diriges, le vice-roi porte «aussi l'attentinn la plus sérieuse sur Icsallernatives du conihat à MaIo-J«iroslavetx, que les deux partis se disputent avec un achanienieiit sans exemple, l.a ville, incendiée par les obus dcKutusüiï, a été prise et reprise jusqu'à sept fuis : nous en restons les ntailres. Témoin de l’action, cl prêt à marcher p[jendaiit Mural, Davoust, le comte de Lobau et une foule d'autres, persistent dans l'idée contraire. Suivant eux, Kutosoiï sc prépare à une bataille; et tous, comme de concert, s’appliquent à multiplier les argumens pour qu’on ne coure pas même les chances de succès : « reculer devant Kulusoff! •• s'était écrié Napoléon au premier mot de retraite prononcé par scs généraux ; n reculer devant l’cn« nemi quand on vient de le battre, au moment M peut-être où il n’altcnd qu'un signe pour reculer « lui-inémet n Cette pensée était prophétique; Na567 poléoti en est fortement préoccupé; il s’y attache pondant la journée du 22», cnnsacroc à «les rcconnnissaners; le 26 «au matin, il apprend te d«^parl d(*s Russes. Ce sont eux qui fuient; l'honneur est satisfait. l.'Kiupereur cède alors à l'avis un.intme de sesli4'iUen«')ns,dc revenir sur MojatsL et \> iasina, aliii de reprendre la route de Smoieusk : funeste influence des conseils timides! elle pirdra la grande armée. Si Napoléon n'cùl écoulé q«jc son inspiration, ou il aurait surpris et écrasé les Uusm's, ou, s'ils eussent pu éviter notre attaque, ils sc scr.iienl retirés derrière l’Ola, comme ils en avaient l’onlre, en abaiid«)nnanl aux Français une contrée riche et un chemin sûr, quelque direction qu’üs prisMuil pour rebiurner en Pologne, Cette coriséquciicc résulte de l'aveu de nos adversaires eux-inèin(s(t) ; aussi regardent-ils la retraite de KutusnIT coinine une faute grave qui pouvait le f»crdre. Elle ne le perdit point, parce que N.ipoléon laissant fléchir une secomlc fois encore sa volonté par d'importunes remontrances, ne trancha pas le nœud gordien avec son épée, ainsi qu’il l'avait fait en llalie, en Égypte, pendant la campagne d’Auslerlilz et à nie de Lobau. On vit alors un singulier s[K-clacIe, les d«*iix amiéi'S ennemies sc tourner le dos , et l'arène où elles venaient de se heurter dans une ac(i«m décisive, rester vide et libre entre elles! Napoléon a seul jugé et senti les périls de celle guerre inconnue, et les moyens de s'y soustraire; mais, soit

qu'il n’cùl plus ce caractère qui, dans la campagne d'Italie, lui avait fait dire que la guerre était une affaire de tact, cl qu'il ne suivrait plus que scs idées, suit que son génie lui-méme ait reculé devant la responsabilité d'un demi-million d'hommes entraînés par lui aux extrémités de l'Europe, il soumit malheureusement son pouvoir et sa conscience elle-méinc aux opinions de ses entours. Tandis que Kulusoff, sans cesse retenu par L*i circonspection, malgré les instances cl les menaces du fougueux commissaire anglais Wilson, et presque toujours trompe sur nos mouvemens, malgré les quarante mille Cosaques qui éclairaient sa marche et la nùlre, nous cherche vers Mojnïsk , nous suivons la route de Smolcnsk, non loin de Borudino : ce nom réveille de glorieux souvenirs qui ne peuvent balancer les sombres impressions de l'aspect du champ de bataille. Napoléon passe et s’arrête au grand hôpital de Kolotskoï. Là, voyant avec douleur que ses ordres de Moskeu pour l'évacuation des blessés n’ont pas reçu toute leur exécution, il fait placer devant lui dans les voitures qui dénieiit, et dans les siennes propres, tous ceux dont le transport est praticable, cl les (t) M. de Boulourlin. Digitized by Google

l'aspect de son danger; ils avancent avec de nouveaux auxiliaires, et le rejettent en arrière. Péraldi revient à la charge, les met en désordre, et les repousse jusqu'au ravin. Pendant ces efforts si bien dirigés, le vice-roi porte aussi l'attention la plus sérieuse sur les alternatives du combat à Malo-Jaroslavetz, que les deux partis se disputent avec un acharnement sans exemple. La ville, incendiée par les obus de Kutusoff, a été prise et reprise jusqu'à sept fois : nous en restons les maîtres. Témoin de l'action, et prêt à marcher partout où sa présence sera nécessaire, l'Empereur donne ses ordres et veille sur tout le monde, en laissant l'honneur de la journée au prince; il loue les belles dispositions autant que la brillante valeur de son fils adoptif, et la constance des jeunes soldats d'Italie, les élèves et déjà les rivaux de leurs vieux compagnons de guerre. Dès son arrivée, il a fait soutenir Eugène par deux fortes batteries placées sur la droite et sur la gauche; en même temps, deux ponts à chevalet, établis grace à sa prévoyance au-dessus du pont de l'Ougea, ont facilité les communications, ainsi que l'envoi des secours au moment opportun, précautions sans lesquelles nos troupes n'auraient jamais pu sortir victorieuses d'une lutte aussi inégale. Le jour touche à sa fin, lorsque les divisions du prince d'Eckmühl et leurs mouvemens, que Napoléon indique et surveille lui-même, terminent l'affaire. Battu avec soixante-dix mille hommes qui n'ont eu en face que seize mille combattans ramassés dans un ravin, dominés par une ville bâtie sur une pente rapide et escarpée, Kutusoff rappelle ses troupes harassées, et recule sa ligne en gardant la route de Kalouga.

Le feld-maréchal voudra-t-il tenter de nouveau le sort des armes? Va-t-il, au contraire, opérer sa retraite? Le premier avis ne trouve que des partisans autour de l'Empereur, et presque tous conseillent d'éviter absolument aucun autre engagement général. Napoléon, avec son coup d'œil sûr et rapide, se décide pour la seconde opinion, malgré tous les rapports dont on l'assiége. L'aspect du champ de bataille, où les Russes ont laissé tant de morts et de débris, le confirme dans son sentiment. Cependant Murat, Davoust, le comte de Lobau et une foule d'autres, persistent dans l'idée contraire. Suivant eux, Kutosoff se prépare à une bataille; et tous, comme de concert, s'appliquent à multiplier les argumens pour qu'on ne coure pas même les chances de succès : « reculer devant Kutusoff! » s'était écrié Napoléon au premier mot de retraite prononcé par ses généraux : « reculer devant l'en- « nemi quand on vient de le battre, au moment « peut-être où il n'attend qu'un signe pour reculer « lui-même! » Cette pensée était prophétique; Napoléon en est fortement préoccupé; il s'y attache pendant la journée du 25, consacrée à des reconnaissances; le 26 au matin, il apprend le départ des Russes. Ce sont eux qui fuient; l'honneur est satisfait. L'Empereur cède alors à l'avis unanime de ses lieutenans, de revenir sur Mojaïsk et Wiasma, afin de reprendre la route de Smolensk : funeste influence des conseils timides! elle perdra la grande armée. Si Napoléon n'eût écouté que son inspiration, ou il aurait surpris et écrasé les Russes, ou, s'ils eussent pu éviter notre attaque, ils se seraient retirés derrière l'Oka, comme ils en avaient l'ordre, en abandonnant aux Français une contrée riche et un chemin sûr, quelque direction qu'ils prissent pour retourner en Pologne. Cette conséquence résulte de l'aveu de nos adversaires eux-mêmes (1); aussi regardent-ils la retraite de Kutusoff comme une faute grave qui pouvait le perdre. Elle ne le perdit point, parce que Napoléon laissant fléchir une seconde fois encore sa volonté par d'importunes remontrances, ne trancha pas le nœud gordien avec son épée, ainsi qu'il l'avait fait en Italie, en Égypte, pendant la campagne d'Austerlitz et à l'île de Lobau. On vit alors un singulier spectacle, les deux armées ennemies se tourner le dos, et l'arène où elles venaient de se heurter dans une action décisive, rester vide et libre entre elles! Napoléon a seul jugé et senti les périls de cette guerre inconnue, et les moyens de s'y soustraire; mais, soit qu'il n'eût plus ce caractère qui, dans la campagne d'Italie, lui avait fait dire que la guerre était une affaire de tact, et qu'il ne suivrait plus que ses idées, soit que son génie lui-même ait reculé devant la responsabilité d'un demi-million d'hommes entraînés par lui aux extrémités de l'Europe, il soumit malheureusement son pouvoir et sa conscience elle-même aux opinions de ses entours.

Tandis que Kutusoff, sans cesse retenu par la circonspection, malgré les instances et les menaces du fougueux commissaire anglais Wilson, et presque toujours trompé sur nos mouvemens, malgré les quarante mille Cosaques qui éclairaient sa marche et la nôtre, nous cherche vers Mojaïsk, nous suivons la route de Smolensk, non loin de Borodino : ce nom réveille de glorieux souvenirs qui ne peuvent balancer les sombres impressions de l'aspect du champ de bataille. Napoléon passe et s'arrête au grand hôpital de Kolotskoï. Là, voyant avec douleur que ses ordres de Moskou pour l'évacuation des blessés n'ont pas reçu toute leur exécution, il fait placer devant lui dans les voitures qui défilent, et dans les siennes propres, tous ceux dont le transport est praticable, et les

(1) M. de Boutourlin.

The text on this page is estimated to be only 24.42% accurate

inSTOlBE DE NAl’OMÎOS. r>08 recommande aux ofTicim de santé de sa maison; on confie les autres à la recemnnissanre des ofiieiers russes qui étaient encore à rhé|»ilal, et que nos chirurgiens avaient pansés après la hataÜIc : il court ensuite à Gjalh, et entre le 31 à Wiasina, point qu'il brûle d'occuper; il y reste pour attendre ses troupes, dont il pressi* la inarclie trop lente à son grc. Dans rinlervalle, les bordes de PlalolT ont tenté d'enlamer le corps du prince d’Kckmühl près de l'abbaye de Kolutskoï, en même temps que le colonel KaizarolT, avec une brigade de Cosaques, attaquait les équipages du vice-roi. Toutes ces insultes ont été vigoureusement repoussées. Napoléon connaît ces nouvelles ; mais qu'il en trouve de diiïérenles dans les lettres qui lui sont remises à Wiasma ! Nous nous dirigeons vers Smolensk, et le duc de nelitine, chargé de conserver cc poste important, l'a confié à la garde du général Charpentier, pour SC porter au secours de Gouviori-Sainl-Cyr sur la Dwina. I.c nouveau maréclial, au lieu de pouvoir seconder les opérations du duc de Tarenledu cùlé de Riga, ii'a fait que sc maintenir liabilement devant Witlgcnstein ; et quand ce général s'est avance avec vingt-cinq mille hommes de renforts, nous avons évacué Polotsk en donnant, malgré la présence d’une non^breusc armée, toutes les preuves d'audace, de courage et de discipline. Mais du moins un brillant succès, résultat des combinaisons du maréchal, exécutées avec résolution par le général bavarois de Wrède contre le général russe Steigel à la léte du corps de Finlande, nous a mis dans une assez belle attitude. La détermination nécessaire du duc de Bellune doit rhanger la face des événemens, amener la défaite de \N itigenstein , et nous rendre maîtres du cours de la D« ina : il faut attaquer rerinemi sans retard; tels sont les ordres précis et réitères de Napoléon. I.cs choses vont plus mal sur le Rug : au mépris des instructions les plus formelles, Schwarlzemberg, reculant à rapproche de l'amiral Tchitchagoff qu'il pouvait détruire, a abandonné la Volhynie , et s’est laissé couper de Minsk, de la Bérésina et de la grande armée française. Celle inexplicable conduite militaire mécontente l’Empereur au dernier point; mais le prince annonce un inouvcmcnl vers la roule du Nord, qu’il a si imprudemment quittée : il va être renlorcc de la division Durul, partie de Varsovie; avec une résolution énergique et une grande diligence, il peut sauver Minsk cl nos magasins menacés par l'amiral russe, qui a déjà envoyé de la cavalerie à Brujani et à Slonim. Toulcfois on

a larde beaucoup, et l’Empereur sc méfie justement de la lenteur autrichienne, qui n’clait déjà peut-être que de la perfidie. Il se confie davantage dans h'S efforts du duc de Bellune et dans la marriie de t’armée sur Smolensk ; ee|>endnnl il reste toujours en proie à do profondes inquiétudes, qui tic rem|MM*lieii(pas d’expédier des ordres pour les approvisionnemens et pour la conüuiledcsgénéraux à Smolensk cl à Wilna. La correS{Kmdance d'Allemagne et celle de Taris trouvent aussi leur place parmi les travaux de Napoléon à \N iasma. hulusoff, convaincu enfin de notre retraite sur Smolensk, veut nous devancer dans cette ville avec toutes ses forces; il faut le prévenir. Ixr 2 novembre. notre avant-garde n'est plus qu’à une journée de AViasina; les autres corps approchent de cette ville : Napoléon y laisse le duc d'KIchingen qui doit relever

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 309 seules troupes de Daroust et du vice-roi avaient passé sur le corps des vingt-cinq mille hommes de Uiloradowitch ; l'armée française continua sa marche sans autre obstacle que l'importunité des Cosaques toujours voltigeant autour de notre arrière-garde , et toujours repoussés par Ney qui la commandait. Dans trois jours nous serons è Smolcnsk; des désastres nous y attendent, des désastres nous y poussent. La neige tombe en abondance; un vent impétueux souffle cl couvre l'horixon d'un brouillard épais et sombre. Presque tous les chevaux meurent, la cavalerie est à pied, rarlillcrie n'a plus d'attelages. Parmi les hommes, les uns engourdis et glacés cèdent au sommeil qui donne la mort, les autres sont désarmés par la faim qui leur ôte la force d'agir, et par la rigueur intolérable du froid qui gèle leurs mains; ceux qui peuvent encore se servir de leurs fusils ont à dissiper des nuées de Cosaques pendant le jour, et no trouvent aucun repos, même pendant la nuit. Déjà, depuis Wiasma, mais bien plus encore depuis le départ de Bérédikino, le désordre s'csl mis au sein de l'armce : des bandes d'hommes de tous les corps suivent la route comme un troupeau sans défense, ou se répandent dans toutes les directions pour chercher du pain et un abri. Les malheureux, surpris de tous côtés par les Cosaques et par cette population d'esclaves que Napoléon n'a pas voulu soulever contre ses maîtres, et qu'on a déchaînée contre lui comme une troupe de tigres ^ périssent à coups de lances, de piques et de haches, ou restent exposés nus sur la neige, pour attendre lentement la mort au gré des cannibales qui les abandonnent ainsi avec une joie féroce. Au milieu de cette désorganisation, un nom-. bre immense de soldats et d'ollicicrs, et tous les vieux compagnons de guerre de l'Empereur, conservaient un calme, une constance et une force de volonté, en même temps qu'une vigueur d'action, qui rendaient notre débris d'armée imposant et terrible aux yeux de KulusofT. L'attitude de Napoléon était celle d'une grande amc aux prises avec l'advcrsilé : les souffrances de rarmée, son héroïsme, le soin de son salut, la prévoyance des projets de rennemi, les résolutions qu'il lient en réserve pour le vaincre, la France inquiète, l'Europe qui peut lui échapper, occupent sa vaste pensée sans troubler son génie; et cependant que de nouveaux sujets d'alarme, de douleur et même d'indignation, si tous les roouvemens violons n'étaient]>a.s des faiblesses au-dessous de son caractère, et surtout de funestes exemples, dans un moment où il est en spectacle à tant de courages qui ont besoin du sien. L'arrièrc-gardc du duc

d'Elchingen, attaquée prés de Dorogobouje, en queue et en flanc, par PU* toff et Müoradowitch, comme à Wiasma , a vaincu deux fois, mais en évacuant successivement sa position de Gorki et la ville de Dorogobouje. Le viceroi, dirigé vers Witepsk par Dukhowszinn, s'est vu soumis aux plus rudes épreuves sur des chemins que la neige cl le verglas ont gâtés et où la descente et la montée présentaient des dangers pareils : il a néanmoins chassé les Cosaques de Platoff, qui le harcèlent sans cesse. La {lerlc de doute cents chevaux retarde sa marche, et ccltc lenteur inévitable permet à PlatolT de nous devancer à Dukhowszina : nous allions y éprouver une véritable calamité. Le vice-roi avait ordonné de jeter un |K)nt sur le Woop ; l'accroissement des eaux a empêché de le construire. La rivière, fangtHisc cl encaissée entre deux rives escarpées, présente un obstacle presque insurmontable; tout en résistant aux Cosaques de Platoff, le vice-roi la fait passer à gué par sa garde. Cependant OR a formé une rampe sur laqucllccommencenl à dénier l'artillerie elles bagages; la rampe enfonce, et nos canons s'engloutissent dans de profondes ornières. La nuit arrive ; il faut s'arrêter d'un côté du Woop, tandis que la garde avec deux régimens et une partie de l'artillerie, reste séparée sur le bord opposé. Nous ne pouvons franchir le Woop que le 10 novembre, en abandonnant soixante pièces de canon cnclouécs et sans attelages, ainsi qu'une quantité de bagages. L'ennemi nous attend au milieu de la roule ; on le repousse, quoiqu'il ait à scs ordres des milliers de Cosaques et du canon ; nous lui succédons dans Dukhowszina : enlin le prince, sous la protection de la division Broussier et de la cavalerie bavaroise, arrive, avec un débris informe cl composé des plus braves soldats du monde, à Smolensk. Toute rarmée s'y trouve réunie, excepté l'arrière-gardc qui s'avance en opposant une résistance héroïque aux Busses. Sur ces entrefaites, le général Augcrcau a capitulé, dans le village de Liachowa, avec quinze cents hommes, devant des forces supérieures; une imprudence, que Napoléon avait prévue et cherché a prévenir par les recommandations les plus sévères au général Baraguay-d'Hilliers, c.st cause de ce malheur; d'un autre côté, le général Orloff a surpris un convoi de vivres entre Mobilow et Smolensk. Ce n'est encore là qu'une partie des sujets d'anxiété pour Napoléon : une conspiration vient d'éclater à Paris; formée dans la tête d'un seul homme, le général Mallet, clic a été promptement étouffée; mais elle a obtenu un moment de succès, et Napoléon sent alors quel vide son absence laisse en France. Celle affaire,

qui lui révèle toute la fragilité de son ouvrage, lui fait une impression profonde ; cependant il est contraint de la renfermer dans le secret de son 47

seules troupes de Davoust et du vice-roi avaient passé sur le corps des vingt-cinq mille hommes de Miloradowitch ; l'armée française continua sa marche sans autre obstacle que l'importunité des Cosaques toujours voltigeant autour de notre arrière-garde, et toujours repoussés par Ney qui la commandait.

Dans trois jours nous serons à Smolensk ; des désastres nous y attendent, des désastres nous y poussent. La neige tombe en abondance ; un vent impétueux souffle et couvre l'horizon d'un brouillard épais et sombre. Presque tous les chevaux meurent, la cavalerie est à pied, l'artillerie n'a plus d'attelages. Parmi les hommes, les uns engourdis et glacés cèdent au sommeil qui donne la mort, les autres sont désarmés par la faim qui leur ôte la force d'agir, et par la rigueur intolérable du froid qui gèle leurs mains ; ceux qui peuvent encore se servir de leurs fusils ont à dissiper des nuées de Cosaques pendant le jour, et ne trouvent aucun repos, même pendant la nuit. Déjà, depuis Wiasma, mais bien plus encore depuis le départ de Bérédikino, le désordre s'est mis au sein de l'armée : des bandes d'hommes de tous les corps suivent la route comme un troupeau sans défense, ou se répandent dans toutes les directions pour chercher du pain et un abri. Les malheureux, surpris de tous côtés par les Cosaques et par cette population d'esclaves que Napoléon n'a pas voulu soulever contre ses maîtres, et qu'on a déchaînée contre lui comme une troupe de tigres, périssent à coups de lances, de piques et de haches, ou restent exposés nus sur la neige, pour attendre lentement la mort au gré des cannibales qui les abandonnent ainsi avec une joie féroce. Au milieu de cette désorganisation, un nombre immense de soldats et d'officiers, et tous les vieux compagnons de guerre de l'Empereur, conservaient un calme, une constance et une force de volonté, en même temps qu'une vigueur d'action, qui rendaient notre débris d'armée imposant et terrible aux yeux de Kutusoff. L'attitude de Napoléon était celle d'une grande ame aux prises avec l'adversité : les souffrances de l'armée, son héroïsme, le soin de son salut, la prévoyance des projets de l'ennemi, les résolutions qu'il tient en réserve pour le vaincre, la France inquiète, l'Europe qui peut lui échapper, occupent sa vaste pensée sans troubler son génie ; et cependant que de nouveaux sujets d'alarme, de douleur et même d'indignation, si tous les mouvemens violens n'étaient pas des faiblesses au-dessous de son caractère, et surtout de funestes exemples, dans un moment où il est en spectacle à tant de courages qui ont besoin du sien.

L'arrière-garde du duc d'Elchingen, attaquée près de Dorogobouje, en queue et en flanc, par Platoff et Miloradowitch, comme à Wiasma, a vaincu deux fois, mais en évacuant successivement sa position de Gorki et la ville de Dorogobouje. Le vice-roi, dirigé vers Witepsk par Dukhowszina, s'est vu soumis aux plus rudes épreuves sur des chemins que la neige et le verglas ont gâtés et où la descente et la montée présentaient des dangers pareils : il a néanmoins chassé les Cosaques de Platoff, qui le harcèlent sans cesse. La perte de douze cents chevaux retarde sa marche, et cette lenteur inévitable permet à Platoff de nous devancer à Dukhowszina : nous allions y éprouver une véritable calamité. Le vice-roi avait ordonné de jeter un pont sur le Woop ; l'accroissement des eaux a empêché de le construire. La rivière, fangeuse et encaissée entre deux rives escarpées, présente un obstacle presque insurmontable ; tout en résistant aux Cosaques de Platoff, le vice-roi la fait passer à gué par sa garde. Cependant on a formé une rampe sur laquelle commencent à défiler l'artillerie et les bagages ; la rampe enfonce, et nos canons s'engloutissent dans de profondes ornières. La nuit arrive ; il faut s'arrêter d'un côté du Woop, tandis que la garde avec deux régimens et une partie de l'artillerie, reste séparée sur le bord opposé. Nous ne pouvons franchir le Woop que le 10 novembre, en abandonnant soixante pièces de canon enclouées et sans attelages, ainsi qu'une quantité de bagages. L'ennemi nous attend au milieu de la route ; on le repousse, quoiqu'il ait à ses ordres des milliers de Cosaques et du canon ; nous lui succédons dans Dukhowszina : enfin le prince, sous la protection de la division Broussier et de la cavalerie bavaroise, arrive, avec un débris informe et composé des plus braves soldats du monde, à Smolensk. Toute l'armée s'y trouve réunie, excepté l'arrière-garde qui s'avance en opposant une résistance héroïque aux Russes. Sur ces entrefaites, le général Augereau a capitulé, dans le village de Liachowa, avec quinze cents hommes, devant des forces supérieures ; une imprudence, que Napoléon avait prévue et cherché à prévenir par les recommandations les plus sévères au général Baraguay-d'Hilliers, est cause de ce malheur ; d'un autre côté, le général Orloff a surpris un convoi de vivres entre Mohilow et Smolensk. Ce n'est encore là qu'une partie des sujets d'anxiété pour Napoléon : une conspiration vient d'éclater à Paris ; formée dans la tête d'un seul homme, le général Mallet, elle a été promptement étouffée ; mais elle a obtenu un moment de succès, et Napoléon sent alors quel vide son absence laisse en France. Cette affaire, qui lui révèle toute la fragilité de son ouvrage, lui fait une impression profonde ; cependant il est contraint de la renfermer dans le secret de son

 cŒor, mortellement ulcéré, afin de pouToir conserver la force dont il a besoin pour faire face aui calamités qui entourent son armée. Le duc de Bcllunc, réuni au maréchal Saint-€yr, loin d'agir vigoureusement et promptement contre W'itlgcnstcin, s'est retire sur Senno : pressé par les lettres, par les ordres de Napoléon, qui a tout prevu, tout explique, il doit se concerter avec le duc de Reggio, rétabli de ses blessures , et de cette harmonie peuvent résulter de grandes choses : mais s'accoinpliront-clles? Ab ! s'il était permis à Napoléon de se placer à la tête des forces imposantes qu'il a rassemblées derrière lui, pour assurer son Iriompbc dans toutes les circonstances possibles, comme il aurait bientôt mis à couvert ses lignes de magasins et détruit Wiltgcnstein , Slenheü, Tormasofî, TcbilchagoRî Âu lieu de cela, le duc de Bellunc n'a pas encore atteint Willgenstcin; et Schwartzembeqg, après avoir laissé l'amiral russe tranquille devant lui pendant dix-sepl jours, a donné à cet amiral le temps d'aller enfin exécuter la mission qu'il avait reçue de prendre position sur les bords de læfiércsina, et de nous fermer la roule. A la vérité, les Autrichiens et Reynier suivent Tchilchagoff, mais déjà il occupe Sloniin. Nos magasins de Minsk sont menacés comme ceux de Witepsk. Ce n'est pas tout : Smoicnsk, où nous attendions tous les secours préparés de si loin , grâce à la haute prévoyance de Napoléon , était devenue le théâtre des plus effroyables désordres dans la distribution des vivres, enlevés par une multitude affamée que les troupes encore rassemblées sous le drapeau n'avaient pu contenir. Enfin, pour comble de malheur, après quatre jours d'un repos raéié de scènes cruelles, il fallut quitter Smoicnsk. Si les licutenans de Napoléon eussent agi derrière lui avec ensemble et avec l'audace française, il aurait trouvé le corps du duc de Bcilune à Smoicnsk, tandis qu'une administration vigilante et fidèle y aurait mis l'année dans l'abondance de toutes choses, et par les magasins de la ville et par l'arrivage successif des provisions rassemblées à Minsk et sur les autres points. Cependant le caractère des Français a un penchant si naturel à revenir promptement à l'ordre après l'avoir enfreint, qu'il sortit de Smolensk cinquante mille hommes en armes : c'est avec ccUe élite des courages , formée d'elle-méme , que Napoléon espère encore triompher de tous les Qcaux conjurés pour notre ruine. 11 montra depuis ce qu'il aurait su faire de cinquante mille Français cuiilrc cinq cent mille etrangers, s'il n'avait pas clé trahi par les siens ; mais jusqu'à présent il ii'esl trahi que par la fortune,

qui lui oppose la guerre des éicmens. Précédés à Krasnoc cl à Lyadi par une masse de soixante mille hommes désorganises, les Français partent successivement de Smolensk pour gagner les ponts d'Orcha. Les Russes sont préparés à nous attaquer sur les routes de Roslaw et de Mitislaw^ Miioradowilch nous a dépassés : souvent puni de sa témérité, il hésite cette fois à s'opposer au passage de l'armée; mais, ce qui rend le péril pressant, Kulusofflui-nième marche vers Krasnoé,don(nous avons chassé le général Ojarnwski. Le feldmarcchal approche : toutefois le vicc-roi, le prince d'Eckmûhl, le duc d'EIchingcn, étant en arrière , l'Empereur veuir les attendre. Soudain vingt-quatre mille Russes, aux ordres de Rajewski ctdeMüoradowitch, ferment le chemin aux Français à la sortie de Dubrowinka ! Fiers de l'avantage du nombre, et s'adressant d'abord à une colonne de quinze ccnls hommes sous le commandement de Guillcminot, et séparés du vicc-roi, rciinemi ose sommer le general de mettre bas les armes. On répond â celle proposition par une indignation unanime, et mieux encore par la résistance héroïque d'une poignée de soldats en désordre, dont leur chef a fait tout à coup un corps régulier, sous le feu violent des Russes. Vainement les sommations de se rendre se multiplient; ces braves continuent k défier tous les périls : ne pouvant plus tenir, ils fondent sur les masses ennemies; la moitié d'entre eux y péril; le reste rejoint le vice-roi. Guilleminot le trouve aux prises avec Miioradowilch qui occupe la route devant nous : c'est là que quatre mille hommes, harassés, manquant de tout, u'ayant plus que quelques canons, mais soutenus par les habiles dispositions, encouragés par les généreux exemples du prince et la brillante valeur de tous leurs chefs, ont affronté à plusieurs reprises un corps considérable que protégeaient un bois et des hauteurs hérissées d'une nombreuse artillerie : c'est là que trois cents hommes ont ose aborder et atteindre CCS hauteurs où dcui masses de cavalerie les ont assaillis avec fureur. Toute l'impétuosité, toute la constance des Français n'ont pu forcer le passage; il faudra périr ou se rendre. Ia nuit survient. Le vicc-roi ne s'abandonne pas au découragement. Un habile stratagème que les ténèbres favorisent, trompe les Russes, tourne leurs positions, et réunit le vice-roi avec le quatrième corps cl la jeune garde placés par Napoléon dans Krasnoè. Miioradowilch, toujours infatigable, et brûlant de la même ardeur, quoique toujours malheureux dans ses attaques, veut se tourner sur le prince d'Eckmûhl cl sur le duc d'Eichingen. Kutusoffest arrive à la tête de la grande armée J russe : il a médité notre destruction. Scs ordres i sont

donnés. Déjà ses généraux marchent sur nous I dans diverses directions. Le 15, Napoléon les pré

cœur, mortellement ulcéré, afin de pouvoir conserver la force dont il a besoin pour faire face aux calamités qui entourent son armée.

Le duc de Bellune, réuni au maréchal Saint-Cyr, loin d'agir vigoureusement et promptement contre Wittgenstein, s'est retiré sur Senno : pressé par les lettres, par les ordres de Napoléon, qui a tout prévu, tout expliqué, il doit se concerter avec le duc de Reggio, rétabli de ses blessures, et de cette harmonie peuvent résulter de grandes choses : mais s'accompliront-elles? Ah ! s'il était permis à Napoléon de se placer à la tête des forces imposantes qu'il a rassemblées derrière lui, pour assurer son triomphe dans toutes les circonstances possibles, comme il aurait bientôt mis à couvert ses lignes de magasins et détruit Wittgenstein, Stenheil, Tormasoff, Tchitchagoff! Au lieu de cela, le duc de Bellune n'a pas encore atteint Wittgenstein; et Schwartzemberg, après avoir laissé l'amiral russe tranquille devant lui pendant dix-sept jours, a donné à cet amiral le temps d'aller enfin exécuter la mission qu'il avait reçue de prendre position sur les bords de la Bérésina, et de nous fermer la route. A la vérité, les Autrichiens et Reynier suivent Tchitchagoff, mais déjà il occupe Slonim. Nos magasins de Minsk sont menacés comme ceux de Witepsk. Ce n'est pas tout : Smolensk, où nous attendions tous les secours préparés de si loin, grace à la haute prévoyance de Napoléon, était devenue le théâtre des plus effroyables désordres dans la distribution des vivres, enlevés par une multitude affamée que les troupes encore rassemblées sous le drapeau n'avaient pu contenir. Enfin, pour comble de malheur, après quatre jours d'un repos mêlé de scènes cruelles, il fallut quitter Smolensk. Si les lieutenans de Napoléon eussent agi derrière lui avec ensemble et avec l'audace française, il aurait trouvé le corps du duc de Bellune à Smolensk, tandis qu'une administration vigilante et fidèle y aurait mis l'armée dans l'abondance de toutes choses, et par les magasins de la ville et par l'arrivage successif des provisions rassemblées à Minsk et sur les autres points. Cependant le caractère des Français a un penchant si naturel à revenir promptement à l'ordre après l'avoir enfreint, qu'il sortit de Smolensk cinquante mille hommes en armes : c'est avec cette élite des courages, formée d'elle-même, que Napoléon espère encore triompher de tous les fléaux conjurés pour notre ruine. Il montra depuis ce qu'il aurait su faire de cinquante mille Français contre cinq cent mille étrangers, s'il n'avait pas été trahi par les siens ; mais jusqu'à présent il n'est trahi que par la fortune, qui lui oppose la guerre des élémens.

Précédés à Krasnoë et à Lyadi par une masse de soixante mille hommes désorganisés, les Français partent successivement de Smolensk pour gagner les ponts d'Orcha. Les Russes sont préparés à nous attaquer sur les routes de Roslaw et de Mitislaw. Miloradowitch nous a dépassés : souvent puni de sa témérité, il hésite cette fois à s'opposer au passage de l'armée; mais, ce qui rend le péril pressant, Kutusoff lui-même marche vers Krasnoë, dont nous avons chassé le général Ojarowski. Le feld-maréchal approche : toutefois le vice-roi, le prince d'Eckmühl, le duc d'Elchingen, étant en arrière, l'Empereur veut les attendre. Soudain vingt-quatre mille Russes, aux ordres de Rajewski et de Miloradowitch, ferment le chemin aux Français à la sortie de Dubrowinka ! Fiers de l'avantage du nombre, et s'adressant d'abord à une colonne de quinze cents hommes sous le commandement de Guilleminot, et séparés du vice-roi, l'ennemi ose sommer le général de mettre bas les armes. On répond à cette proposition par une indignation unanime, et mieux encore par la résistance héroïque d'une poignée de soldats en désordre, dont leur chef a fait tout à coup un corps régulier, sous le feu violent des Russes. Vainement les sommations de se rendre se multiplient; ces braves continuent à défier tous les périls : ne pouvant plus tenir, ils fondent sur les masses ennemies ; la moitié d'entre eux y périt ; le reste rejoint le vice-roi. Guilleminot le trouve aux prises avec Miloradowitch qui occupe la route devant nous : c'est là que quatre mille hommes, harassés, manquant de tout, n'ayant plus que quelques canons, mais soutenus par les habiles dispositions, encouragés par les généreux exemples du prince et la brillante valeur de tous leurs chefs, ont affronté à plusieurs reprises un corps considérable que protégeaient un bois et des hauteurs hérissées d'une nombreuse artillerie : c'est là que trois cents hommes ont osé aborder et atteindre ces hauteurs où deux masses de cavalerie les ont assaillis avec fureur. Toute l'impétuosité, toute la constance des Français n'ont pu forcer le passage ; il faudra périr ou se rendre. La nuit survient. Le vice-roi ne s'abandonne pas au découragement. Un habile stratagème que les ténèbres favorisent, trompe les Russes, tourne leurs positions, et réunit le vice-roi avec le quatrième corps et la jeune garde placés par Napoléon dans Krasnoë. Miloradowitch, toujours infatigable, et brûlant de la même ardeur, quoique toujours malheureux dans ses attaques, veut se tourner sur le prince d'Eckmühl et sur le duc d'Elchingen.

Kutusoff est arrivé à la tête de la grande armée russe : il a médité notre destruction. Ses ordres sont donnés. Déjà ses généraux marchent sur nous dans diverses directions. Le 15, Napoléon les pré-

 vicnl à Chirkowa e(Halicwo^ o& H culbute le corps (i'Ojarowski et arrête le feld-inaréchal pendant vingt-quatre heures. Les mouvemens de l'ennemi vont recommencer. Napoléon apprend que Beningsen, StrogonofT, GalliUin et Miloradowitch , avec plus de cinquante mille hommes, que KutusofT viendra seconder, veulent lui fermer le chemin et attaquer scs quatorze mille soldats réduits à un état si déplorable. U peut, il devrait peut-être, pour éviter de courir à sa perte, se retirer sur Orcha et Borisow, donner la main à l'armée de Bellune, et ensuite k ses autres réserves : la route lui est encoru ouverte; mais inquiet du sort de ses deux iieute^ iians, le prince d'Eckmühl et le duc d'KIcbingen, il B résolu, pour les sauver, d'attirer vers lui tous les efTorls de la grande armée russe. Le 17, avant le jour , il rentre dans la Russie , et , à la tète des débris de sa vieille garde, il s'avance au centre de quatre-vingt mille hommes. Là , grarissant à pied les escarpemens glissansdes hauteurs de l'ennemi, armé d'un bâton pour se soutenir, foudroyé de trois côtés par une artillerie formidable, il dirige en personne les charges les plus violentes contre les Russes. A la droite et sous les ordres du maréchal Mortier, les restes de la jeune garde que commandait le général Roguet, quelques cents chevaux de Latour-Maubourg, une faible artillerie renforcée par celle de l'inébranlable Drouot, prêtaient digitement leur appui à tant de constance. Pendant ce temps, Claparède avec une poignée d'hommes défendait Krasnoê contre les tentatives multipliées du corps du général Rosen. Le nom, le génie, et la présence de Napoléon purent seuls empêcher la ruine inévitable de notre débris d'armée. Les Russes, terrassés d'admiration , ou frappés de terreur, reculèrent. Toutes les combinaisons de KutusolT pour nous envelopper furent dérangées : il suspendit les ordres donnés à Tormasoff, et rappela au centre les principales troupes de Miloradowitch, comme s'il avait besoin de rassembler toutes ses forces contre le petit nombre de braves qui restent au drapeau français. Le prince d'Eckmûhl profila du départ de Miloradowitch, et, se frayant un passage, vint rejoindre le quartier-général. Restait le duc d'Ëlchingen, qui avait quitte Smolensk un jour trop tard, par l'obstination de Davoust, et que Kutusoff espérait écraser au sortir de cette ville, («es plus graves considérations empêchaient Napoléon de risquer une bataille générale, dont le succès même eût été un désastre. Cependant toute l'armée de KutusofT se trouve réunie; elle nous environne : nous n'avons plus qu'une seule issue. Napoléon, obligé de sacrifier ses généreux senlimens au

salut de son armée, partit avec sa vieille garde pour occuper Orcha menacé par les ennemis; le corps de Barasdin suivit aussitôt ce mouvement. Mortier et le prince d'RckinOhl étaient chargés de tenir dans Krasnoê jusqu'à la nuit; ils remplirent cette mission périlleuse avec une admirable constance : c'est alors qu'on vit, au commandement du maréchal Mortier, le général I.aborde cl trois mille jeunes soldats se retirer au pas ordinaire devant cinquante mille hommes et sous une grêle de balles et do mitraille. Ils sont sauvés, mais le danger du duc d'Elchingen s'augmente; le voilà seul en présence de KutusofT, et sans aucun espoir de secours t Le 18, l'avant-garde de Ney, touchant à Krasnoê, arrive à portée de mitraille d'une batterie de quarante pièces, qui croise sur la route à travers un épais brouillard, et domine le dernier ravin que nous allions franchir. Les généraux Dufour, Ricard, Barbanègrc, le colonel Pelel, entraînent le 15* léger, le 55* et le 40*, qui s'élancent sur les batteries, renversent jusqu'à trois fois la première lignede Miloradowitch; mais attaqués de front par les meilleures troupes de ce général, chargés en queue par la division Paskcwilch , à droite par les hulans de la garde, à gauche par les grenadiers de Pawlosk, et accablés sous la mitraille, le plus grand nombre périt aux cris de vive l'Empereur! vive la France! Aussitôt, rassemblant leurs débris, Ney succède à ces braves. Il détache quatre cents lllyriens sur le flanc gauche des ennemis, et lui-méme avec trois mille hommes monte à l'assaut des hauteurs que couronnent une armée et une artillerie immense ; les généraux Ledru, Raioul clMarcband, suivent scs pas. La première ligne des Russes est de nouveau culbutée, la seconde ne doit pas nous ar^ rêter davantage. Tout à coup une grêle de balles et de boulets détruit presque tous nos soldats et leurs officiers; le reste recule en désordre. Ney les reforme avec calme derrière le ravin, leur unique abri, et ose encore affronter les deux cents bouches à feu des Russes. C'est au plus fort de cette terrible action, qu'un major, envoyé par Miloradowitch, vient sommer le maréchal de se rendre. Cette sommation est interrompue par une effroyable déchaîne de rartüierie russe; Ney répond comme le prince Eugène l'avait fait, et retient le parlementaire, qu'il sauve encore de Pindigiialion des Français. Mais il apprend de ce parlementaire que Napoléon est parti de Krasnoê; d'un autre côté , il voit tomber tout le monde autour de lui sous le canon des Russes qu'il ne peut plus même aborder. L'extrémité du péril et le courage suggèrent au colonel Peiet, l'un des officiers qui ont été blessés dans les combats de la journée, la pensée de

conseiller au maréchal de retourner vers Smolensk , et de chercher à gagner Doubrowna par la rive droite du

vient à Chirkowa et Maliewo, où il culbute le corps d'Ojarowski et arrête le feld-maréchal pendant vingt-quatre heures. Les mouvemens de l'ennemi vont recommencer. Napoléon apprend que Beningsen, Strogonoff, Gallitzin et Miloradowitch, avec plus de cinquante mille hommes, que Kutusoff viendra seconder, veulent lui fermer le chemin et attaquer ses quatorze mille soldats réduits à un état si déplorable. Il peut, il devrait peut-être, pour éviter de courir à sa perte, se retirer sur Orcha et Borisow, donner la main à l'armée de Bellune, et ensuite à ses autres réserves : la route lui est encore ouverte; mais inquiet du sort de ses deux lieutenans, le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen, il a résolu, pour les sauver, d'attirer vers lui tous les efforts de la grande armée russe. Le 17, avant le jour, il rentre dans la Russie, et, à la tête des débris de sa vieille garde, il s'avance au centre de quatre-vingt mille hommes. Là, gravissant à pied les escarpemens glissans des hauteurs de l'ennemi, armé d'un bâton pour se soutenir, foudroyé de trois côtés par une artillerie formidable, il dirige en personne les charges les plus violentes contre les Russes. A la droite et sous les ordres du maréchal Mortier, les restes de la jeune garde que commandait le général Roguet, quelques cents chevaux de Latour-Maubourg, une faible artillerie renforcée par celle de l'inébranlable Drouot, prêtaient dignement leur appui à tant de constance. Pendant ce temps, Claparède avec une poignée d'hommes défendait Krasnoë contre les tentatives multipliées du corps du général Rosen. Le nom, le génie, et la présence de Napoléon purent seuls empêcher la ruine inévitable de notre débris d'armée. Les Russes, terrassés d'admiration, ou frappés de terreur, reculèrent. Toutes les combinaisons de Kutusoff pour nous envelopper furent dérangées : il suspendit les ordres donnés à Tormasoff, et rappela au centre les principales troupes de Miloradowitch, comme s'il avait besoin de rassembler toutes ses forces contre le petit nombre de braves qui restent au drapeau français. Le prince d'Eckmühl profita du départ de Miloradowitch, et, se frayant un passage, vint rejoindre le quartier-général. Restait le duc d'Elchingen, qui avait quitté Smolensk un jour trop tard, par l'obstination de Davoust, et que Kutusoff espérait écraser au sortir de cette ville. Les plus graves considérations empêchaient Napoléon de risquer une bataille générale, dont le succès même eût été un désastre.

Cependant toute l'armée de Kutusoff se trouve réunie; elle nous environne : nous n'avons plus qu'une seule issue. Napoléon, obligé de sacrifier ses généreux sentimens au salut de son armée, partit avec sa vieille garde pour occuper Orcha menacé par les ennemis; le corps de Barasdin suivit aussitôt ce mouvement. Mortier et le prince d'Eckmühl étaient chargés de tenir dans Krasnoë jusqu'à la nuit; ils remplirent cette mission périlleuse avec une admirable constance : c'est alors qu'on vit, au commandement du maréchal Mortier, le général Laborde et trois mille jeunes soldats se retirer au pas ordinaire devant cinquante mille hommes et sous une grêle de balles et de mitraille. Ils sont sauvés, mais le danger du duc d'Elchingen s'augmente; le voilà seul en présence de Kutusoff, et sans aucun espoir de secours!

Le 18, l'avant-garde de Ney, touchant à Krasnoë, arrive à portée de mitraille d'une batterie de quarante pièces, qui croise sur la route à travers un épais brouillard, et domine le dernier ravin que nous allions franchir. Les généraux Dufour, Ricard, Barbanègre, le colonel Pelet, entraînent le 15e léger, le 33e et le 40e, qui s'élancent sur les batteries, renversent jusqu'à trois fois la première ligne de Miloradowitch; mais attaqués de front par les meilleures troupes de ce général, chargés en queue par la division Paskewitch, à droite par les hulans de la garde, à gauche par les grenadiers de Pawlosk, et accablés sous la mitraille, le plus grand nombre périt aux cris de *vive l'Empereur! vive la France!* Aussitôt, rassemblant leurs débris, Ney succède à ces braves. Il détache quatre cents Illyriens sur le flanc gauche des ennemis, et lui-même avec trois mille hommes monte à l'assaut des hauteurs que couronnent une armée et une artillerie immense; les généraux Ledru, Razoul et Marchand, suivent ses pas. La première ligne des Russes est de nouveau culbutée, la seconde ne doit pas nous arrêter davantage. Tout à coup une grêle de balles et de boulets détruit presque tous nos soldats et leurs officiers; le reste recule en désordre. Ney les reforme avec calme derrière le ravin, leur unique abri, et ose encore affronter les deux cents bouches à feu des Russes. C'est au plus fort de cette terrible action, qu'un major, envoyé par Miloradowitch, vient sommer le maréchal de se rendre. Cette sommation est interrompue par une effroyable décharge de l'artillerie russe; Ney répond comme le prince Eugène l'avait fait, et retient le parlementaire, qu'il sauve encore de l'indignation des Français. Mais il apprend de ce parlementaire que Napoléon est parti de Krasnoë; d'un autre côté, il voit tomber tout le monde autour de lui sous le canon des Russes qu'il ne peut plus même aborder. L'extrémité du péril et le courage suggèrent au colonel Pelet, l'un des officiers qui ont été blessés dans les combats de la journée, la pensée de conseiller au maréchal de retourner vers Smolensk, et de chercher à gagner Doubrowna par la rive droite du

The text on this page is estimated to be only 27.84% accurate

37^ inSTOlRB DE NAPOLÉON. Dniépcr. L*£mperenr afait deviné ce mouTemenl : en conséquence, avant de qviUcr Houbrowna , il a prcscrilà Davoust, qui coinmandak rarrière-garde, de rester le plus leng‘teinps possible dans ccltc ville. Davousl n'allendit point assex; et, non moins funeste ici par sa précipitation que par sa lenteur à Sniolensk, il faillit pour la seconde fuis causer la perte de Ncy. Eueiïet, quand celui-ci, un moment après le départ de Davousl, se présente devant Doubrowna , U voit le pont dclruk. Nul autre parti désormais que de tenter le passage du fleuve ; nous le franchîmes à travers de cruelles épreuves, moins grandes pourtant que celles du W’oop, mais en abandonnant aussi notre artillerie et nos bagages. Non loin de U, une roule frayée conduisit le maréchal nu village de Gusinoé,où scs soldats trouvèrent un asile et des subsistances. Knliu Ney et M^s intrépides guerriers, réduits à quioxe cents hommes, la plupart mutiles, s'approchent d'Orcha, apres avoir fait vingt lieues en deux jours, au milieu des CoMquesqui Icstenaieul assiégés. Sur la nouvelle de l'approche de leur compagnon d'armes, Kugèiic cl Mortier s'élaicnl disputé la gloire de voler au secours de celte héroïque colonne : la joie de Na[H>léon, lorsqu'il apprit rapparition de Ncy, éclata par des mouvemens du cœur et par des paroles qui retentiront dans la postérité. A l.yadi cl à Doubrowna, que Napoléon était parvenu à occuper avant renneini, le ciel s’adoucit, notre position devint meilleure, les vivres arrivèrent; nous trouvâmes des abris dans un pays habité. üreba nous ulTril des magasins assez abonüans, un équipage do pont de soixante bateaux avec tous scs agrès, et Ireiilc-six canons allcics, dont nous avions tant besoin. La garnison de cette ville, ainsi que la cavalerie polonaise, qui avait été cantonnée aux environs, se réunirent à nous. Ix‘S traînards s’ètaieiil ralliés cl avaient pris place dans les rangs. Cependant quelle faible armée nous reste, et que de sujets d'inquiétude renferme l'ame de Napoléon! kutusoff cl la graniie armée russe ont cessé de le hârceler; mais combien d'autres dangers rattendent! et comment la seule pensée de leur grandeur cl de ses moyens de vaincre tant d’obstacles n'a-l-ellc pas ébranlé son courage! Witlgcnslein a surpris ^Vilep$k. Tcbitcliaguiï est entre à Minsk; nos hépiUux, des subsistances suOisanles pour cent mille hommes pendant six mois, d'immenses approvisionnemens de munitions cl d'artillerie, sont tombés en son pouvoir : fatal résultat que Napoléon avait cherché à prévenir par des ordres et des

mesures dont l'inexécution est à la fois un crime cl un désastre! Schv^artzemberg, victorieux de Sacken, l'un des généraux de l'amiral russe, pouvait empêcher la chute de Minsk et opérer en notre faveur la plus importante des diversions; Il aima mieux désobéir k Napoléon, et se diriger sur Kobrin. Cette conduite serait inexplicable, si eHc ne cachait pas une nouvelle iniquité de la politique autrichienne. « Minsk est pris; il faut le reprendre ! >• s'etait écrié Napoléon, et le 19 novembre il avait expédie de Doubrowna l'ordre au duc de Bcllane de contenir Wiitgenstcin , au duc de Reggio de sc porter en toute diligence, avec son deuxième corps , les cuirassiers du général Lhérilier et cent pièces de canon , sur Borisow et de là sur Minsk. Napoléon annonçait à ses deux lieutenans qu'il allait lut-méme suivre cette direction, alin d'occuper ensuite la ligne de la Bérésina. Mais un nouveau malheur est survenu : pendant la marche du duc de Reggio, Ojarowski, détaché par Kutusoff, s'est emparé de llorisow et de notre seul pont sur la Bérésina. Le gouverneur de Minsk, retiré à Korisow, y était demeuré pendant cinqjours sans prendre aucune mesure, et n’en avait pris encore que de dangereuses ou d’incomplètes en face même de rennemi. Dombrowski, arrivé à minuit de son profirc mouvement, avait fait des dispositions dignes d’un vieux soldat de l'armée d’Italie; peu s’en était fallu que la victoire ne rcslil au courage de scs troupes et à son habileté; mats sur le soir, dix mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie, aux ordres des généraux Lambert et Langerofi, émigrés français, avaient enfln triomphé de sa fail)lc division, épuisée par dix heures du combat le plus acharné. Le Napoléon apprend celte triste nouvelle sur la route de kokanow àTulocxin; le duc de Reggio, qui l'annonce avec douleur, sc rapproche de la Bérésina, après avoir culbuté et repoussé au-delà de Borisow la division I.aiubert , commandée par le général Palhen; Tchitebagoff, qui l’avait jetée en avant, n'a trouvé de salut pour lui qu'eu faisant brûler une partie du pont et établir des batteries sur la rive escarpée du fleuve. De sou côté, le duc de Bellunc vient de remporter sur Wittgenstein un brillant avanlagcàSmoliany ; heureux s'il eût accompli plus tôt ce que l'Empereur lui avait plusieurs fois prescrit! Instruit du mouvement de KulusofT vers Senno, ce maréchal a commencé sa retraite cl arrive à Ratuliexi, où il prendra l'arrièrc-gardc. Ainsi , la mollesse ou la perfldic du prince de Schwarlxcmlierg, le défaut de concert entre les ducs de Bellunc cl de Reggio , la lenteur, les revers, la blessure de ce dernier maréchal qui s’esl laisse prévenir et battre à Polutsk ; la marche trop mclbodiquc de Saint-Cyr, qui s'est contenté de substituer

après sa première victoire une habile et glorieuse dcfciisc à une offensive hardie ; le manque d'une surveillance sévère de la part du duc de Bellune sur les points confiés à sa garde, '^'.ooglc

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 375 SOS délais perpétuels qui oui fait perdre le inumcot d'agir avec vigueur et laissé amasser des forces qu'il ii'a plus osé aborder ; enfin , une espèce de fatalité attachée à l'exécution des ordres les plus imporlans de Napoléon pendant cette campagne, ont amené le plus funeste résultat : en face d'un grand fieuve qu'il faut franchir, les Français se trouvent resserrés entre Kutusotf, WittgcnsleinetTchitchagofT, à la tête de cent quarante mille combatlans qui occupent tous les passages! A urons-nous un Charles XI I dans notre histoire? Quelques chefs le croient; et, dominés par des idées de différente nature, ils s'accoutument presque à la pensée que l'Empereur peut se racheter avec une capitulation ! Plus fermes, parce qu'ils délibèrent moins, plus conüans et meilleurs juges, nos soldats se reposent sur le génie et la fortune de Napoléon. Un succès presque aussi déplorable qu'une défaite vient de nous fermer la Uérésina. Le duc de Heggio a reçu la mission de reconnaître au-dessus' et au-dessous de üorisow des positions favorables pour la jetée d'un pont. Sur ces entrefaites, le général Corbiricau, séparé du duc de Reggio au combat de l'olotsk, et réuni avec le maréchal au moment où il s'y attendait le moins, indique un gué qu'il vient de passer, vis-à-vis de Stoudziancka, près de Wcselovo. Napoléon donne aussitôt ses ordres aux généraux Chassclоupet Éblé, qui partent avec les pontonniers, lessapeurset les caissonsd'outils que lui-méme avait voulu voir mettre en réserve à Oreba. En môme temps, il prescrit au duc de Rcllunc de marcher audacieusement et sans retard sur Witlgcnstein et de le battre. Le maréchal doit empêcher à tout prix le général russe de se porter sur le duc de Reggio cl de nous devancer à la Bérésina,car la jonction de W ittgensteineldc TchitcbagofT, sur le bord de cette rivière, si elle s'effectuait, nous mettrait dans le plus grand danger, duc de Bellunc comprcndra-t-il que le salut de l'armée repose sur lui, cl rachètera-t-il scs nombreuses fautes par un important service? Conformément à scs instructions, le duc de Reggio a fait toutes les démonstrations possibles pour tromper l'cfinemi vers le point de Stoudziancka , où ont lieu tous nos préparatifs de passage de la Bérésina que le maréchal espère franchir le 34. Cette attente est déçue; à minuit, un courrier vient annoncer, au contraire, que nous sommes encore à Borisow , que l'ennemi s'est renforcé sur les bords de la rivière : le duc de Reggio demande des secours, Mortier part avant le jour, et l'Empereur répète au duc de Bellunc l'ordre de couper la route de l^epel par Baran, afin que

l’ennemi ne puisse surprendre Oudinot dans une situation qui devient de plus en plus critique. Mais une inconcevable légèreté, ou une opiniâtreté plus étonnante encore, veut qno le duo de Bellune fasse toujours le contraire de ce qu’il doit. C’est ainsi qu’au lieu de couvrir notre retraite par Baran, il vient rejoindre à Lochniza le quartier impérial, au risque de rencontrer Witlgcnstein sur la Bérésina, et précisément au gué de Stoudziancka. Heureusement le général russe ne sc pressait pas de se réunir à l’amiral; nous avions d’ailleurs trop de marches d’avance sur Kutusoff; mais Tchitchagoff se trouvait devant nous avec ses troupes. Si la Bérésina eût été glacée, nous la passions sans obstacle, et l'amiral russe, encore seul, aurait éprouvé des revers; certes il n’cùt pas résisté aux vainqueurs de Miioradowitch et de Kutusoff lui-méme à la tète de son armée. Un dégel de deux jours a rompu les glaces : on sc voit dans la nécessité de jeter des ponts sur une large rivière qui charrie et menace de renverser tous les ouvrages à mesure qu’on essaiera de les affermir. Les travaux ont été rapidement entrepris, mais il a fallu les recommencer. Napoléon va lui-meme inspecter et exhorter les ouvriers ; ses regards et sesencooragemens redoublent leur ardeur. Tchitchagoff, trompé par des démonstrations habilement conçues, et en outre préoccupé de quelques mouvemens tardifs de Schwartzemberg, qui ne peut plus inQucr maintenant sur le sort de la campagne si prèsd’ètre décidé, a pris lo change sur nos véritables dispositions; et, descendant la Bérésina au moment où nous la remontions, il a emmené avec lui scs forces très loin, au-dessous de Stoudziancka. L’Empereur a vu avec une indicible joie les dernières files des colonnes ennemies s’éloigner et disparaître. Il faut profiter de cette faveur inespérée de la fortune. Le 36 au matin , un escadron de la brigade Curbiiieau , auquel le premier officier d'ordonnance de l’Empereur, le colonel Gourgaud, avait montre le chemin, traverse la rivière à la nage, chaque cavalier portant un fantassin en croupe : en attendant l’acbèvcment des ponts, la division Dombrovrski passe sur trois radeaux. La rive gauche est à nous ; les Cosaques s’enfuient, chassés par nos troupes et par l’aspect des batteries établies sur les hauteurs de Stoudziancka. A une heure de rapres-midi, le corps du duc de Reggio défile sur le pont supérieur avec deux pièces de canon seulement , ci occupe le débouché des bois qui mènent à Borisovr. Un peu moins de rapidité dans ce mouvement, il n'était plus temps ; le général TschaplUz, ramené en toute hâte par les avis de ses Cosaques, nous prévenait. A quatre heures du soir, le génie livre le deuxième pont aux

voilures. L’artillerie du duc de Reggio sc hâte de rejoindre ce maréchal aux prises avec l’erinemt, qu’il pousse sur Borisow. Deux cent cinquante bouches à feu et leurs caissons roulent sur

ses délais perpétuels qui ont fait perdre le moment d'agir avec vigueur et laissé amasser des forces qu'il n'a plus osé aborder ; enfin, une espèce de fatalité attachée à l'exécution des ordres les plus importans de Napoléon pendant cette campagne, ont amené le plus funeste résultat : en face d'un grand fleuve qu'il faut franchir, les Français se trouvent resserrés entre Kutusoff, Wittgenstein et Tchitchagoff, à la tête de cent quarante mille combattans qui occupent tous les passages! Aurons-nous un Charles XII dans notre histoire? Quelques chefs le croient; et, dominés par des idées de différente nature, ils s'accoutument presque à la pensée que l'Empereur peut se racheter avec une capitulation ! Plus fermes, parce qu'ils délibèrent moins, plus confians et meilleurs juges, nos soldats se reposent sur le génie et la fortune de Napoléon.

Un succès presque aussi déplorable qu'une défaite vient de nous fermer la Bérésina. Le duc de Reggio a reçu la mission de reconnaître au-dessus et au-dessous de Borisow des positions favorables pour la jetée d'un pont. Sur ces entrefaites, le général Corbineau, séparé du duc de Reggio au combat de Polotsk, et réuni avec le maréchal au moment où il s'y attendait le moins, indique un gué qu'il vient de passer, vis-à-vis de Stoudziancka, près de Weselovo. Napoléon donne aussitôt ses ordres aux généraux Chasseloup et Éblé, qui partent avec les pontonniers, les sapeurs et les caissons d'outils que lui-même avait voulu voir mettre en réserve à Orcha. En même temps, il prescrit au duc de Bellune de marcher audacieusement et sans retard sur Wittgenstein et de le battre. Le maréchal doit empêcher à tout prix le général russe de se porter sur le duc de Reggio et de nous devancer à la Bérésina, car la jonction de Wittgenstein et de Tchitchagoff, sur le bord de cette rivière, si elle s'effectuait, nous mettrait dans le plus grand danger. Le duc de Bellune comprendra-t-il que le salut de l'armée repose sur lui, et rachètera-t-il ses nombreuses fautes par un important service? Conformément à ses instructions, le duc de Reggio a fait toutes les démonstrations possibles pour tromper l'ennemi vers le point de Stoudziancka, où ont lieu tous nos préparatifs de passage de la Bérésina que le maréchal espère franchir le 24. Cette attente est déçue; à minuit, un courrier vient annoncer, au contraire, que nous sommes encore à Borisow, que l'ennemi s'est renforcé sur les bords de la rivière : le duc de Reggio demande des secours, Mortier part avant le jour, et l'Empereur répète au duc de Bellune l'ordre de couper la route de Lepel par Baran, afin que l'ennemi ne puisse surprendre Oudinot dans une situation qui devient de plus en plus critique. Mais une inconcevable légèreté, ou une opiniâtreté plus étonnante encore, veut que le duc de Bellune fasse toujours le contraire de ce qu'il doit. C'est ainsi qu'au lieu de couvrir notre retraite par Baran, il vient rejoindre à Lochniza le quartier impérial, au risque de rencontrer Wittgenstein sur la Bérésina, et précisément au gué de Stoudziancka. Heureusement le général russe ne se pressait pas de se réunir à l'amiral; nous avions d'ailleurs trop de marches d'avance sur Kutusoff; mais Tchitchagoff se trouvait devant nous avec ses troupes. Si la Bérésina eût été glacée, nous la passions sans obstacle, et l'amiral russe, encore seul, aurait éprouvé des revers; certes il n'eût pas résisté aux vainqueurs de Miloradowitch et de Kutusoff lui-même à la tête de son armée. Un dégel de deux jours a rompu les glaces : on se voit dans la nécessité de jeter des ponts sur une large rivière qui charrie et menace de renverser tous les ouvrages à mesure qu'on essaiera de les affermir. Les travaux ont été rapidement entrepris, mais il a fallu les recommencer. Napoléon va lui-même inspecter et exhorter les ouvriers ; ses regards et ses encouragemens redoublent leur ardeur. Tchitchagoff, trompé par des démonstrations habilement conçues, et en outre préoccupé de quelques mouvemens tardifs de Schwartzemberg, qui ne peut plus influer maintenant sur le sort de la campagne si près d'être décidé, a pris le change sur nos véritables dispositions; et, descendant la Bérésina au moment où nous la remontions, il a emmené avec lui ses forces très loin, au-dessous de Stoudziancka. L'Empereur a vu avec une indicible joie les dernières files des colonnes ennemies s'éloigner et disparaître. Il faut profiter de cette faveur inespérée de la fortune. Le 26 au matin, un escadron de la brigade Corbineau, auquel le premier officier d'ordonnance de l'Empereur, le colonel Gourgaud, avait montré le chemin, traverse la rivière à la nage, chaque cavalier portant un fantassin en croupe : en attendant l'achèvement des ponts, la division Dombrowski passe sur trois radeaux. La rive gauche est à nous ; les Cosaques s'enfuient, chassés par nos troupes et par l'aspect des batteries établies sur les hauteurs de Stoudziancka. A une heure de l'après-midi, le corps du duc de Reggio défile sur le pont supérieur avec deux pièces de canon seulement, et occupe le débouché des bois qui mènent à Borisow. Un peu moins de rapidité dans ce mouvement, il n'était plus temps ; le général Tschaplitz, ramené en toute hâte par les avis de ses Cosaques, nous prévenait. A quatre heures du soir, le génie livre le deuxième pont aux voitures. L'artillerie du duc de Reggio se hâte de rejoindre ce maréchal aux prises avec l'ennemi, qu'il pousse sur Borisow. Deux cent cinquante bouches à feu et leurs caissons roulent sur

s’enfoncent sous le poids d’une charge si énorme : la présence de l’Empereur, et les prodiges qu'elle inspire à nos pontonniers, à nos marins, à nos sapeurs, plonges dans l’eau glacée jusqu’aux épaules, triomphent de tous les obstacles. La garde franchit la rivière à son tour ; le duc d'Elchingcn lui succède à Stoudxiaiicka. Le jour disparaît; Napoléon veille toute la nuit. Le duc de Reggio a battu Tschaplitz, mais les Russes se renforcent dans leur position; Ney va soutenir notre avant-garde , -Mortier le suivra. Le vice-roi et le prince d’Kckmühl sont rappelés ilc la ville d’Ürcha ; le duc du Bcilunc, arrivé à Dorisow , reçoit l’ordre de former l’arrière-garde à Sloudziancka pour faire face à Wittgenstein , qui peut paraître d’un moment à l’autre. L’Empereur a les yeux fixes sur le point important de Rorisow , et charge un ofilcier d’ordonnance d’observer tous les mouvcmciis de l'ennemi au-delà du pont, l.c S7, Napoléon voit avec peine que la foule des traîneurs n'ait |>a$ profité de la nuit pour s’écouler , et qu'elle encombre encore les ponts ; rien n'a pu arracher des bivacs ces malheureux en proie à tous les besoins, et qui n’ont pas conservé leurs forces morales et physiques comme les soldats unis ensemble sous les armes, et soutenus les uns par les autres. Le vice-roi a rejoint. Napoléon passe au milieu de sa vieille garde et SC porte aux avant-postes du duc de Reggio. Aucune nouvelle des ennemis pendant la journée : Napoléon veut qu'au plus tard dans la matinée du lendemain, s’efTecluc le passage de l’armée entière. Eugène et le prince d’Eckmüht doivent franchir la rivière tour-à-tour ; le duc de Bellune fermera la marche, et achèvera de mettre la Berésina entre les Français et Willgcrislein. Quant aux traîneurs, dont la misère excite la pitié de l'Empereur, cl qu’il veut sauver à la fois de leur désespoir cl des cruautés des Cosaques, il prend lui-iném toutes les précautions possibles afin de les évacuer sur Zembin. La nuit s’écoule dans de grandes inquiétudes sur le sort de la division Parthouncaux, laissée à Burisow par le duc de Bellune pour garder le chemin de Sloudziancka; le jour les augmente. De bien plus graves sujets d'alarme surviennent ;’Wittgcnslcin débouche sur Borisow : ce général a opéré sa jonction avec l’avant-gardc de KutusoIT aux portes de cette ville, et Tchilcliagoff est te maître de rétablir le pont de Borisow pour communiquer avec Willgenslein cl le feld-maréchal : telles sont les conséquences de la désobéissance de Victor aux ordres de Napoléon. Sans les ressources du génie de l'Empereur, sans sa constance, sans la célerilo des

travaux qu’il a fait exécuter sous ses yeux pour nous créer une issue, rannèe tout entière resterait exposée à un désastre peut-être sans rcmèprochcr de Victor, aussi engagé avec l’ennemi. Ce maréchal, dans la position élevée de Sloudziancka, ayant sa gauche au Ocuve et protégée d’un ravin, sa droite appuyée d’une batterie de l’empereur, qui de la rive opposée plonge sur reniicmi , lutte courageusement avec six mille suidais contre les

 Ironie mille hommes de Willgenstcin résolu 1 le culbuter dans la rivière. Menace d'élre force ou enveloppé à Stoudxiancka. Victor sc concentre plus près de notre |>assagc pour en défendre l'accès; mais une batterie des Russes, avancée sur le bord de la rivière, et dont les boulets et les obus écrasent à la fois la division qui combat et la multitude inerte et confuse entassée à l'entrée des ponts, amène une scène de désolation que la plume sc refuse à décrire. Le marécbal n'a point tardé à contraindre Wittgen'stcin de reculer sa batterie; toutefois elle n'en a pas moins causé un désastre irréparable parmi une foule d'infortunés qui, au lieu de céder à l'épouvante, auraient alTroolé le fer et le feu de l'ennemi, et résisté à la rigueur de la saison , s'ils eussent pu conserver leurs rangs et leurs armes, comme les intrépides soldats dont ils j recevaient à l'instant même l'exemple de tous les i genres de courage. Vers le milieu du jour, les | Russes, enhardis par la supériorité du nombre, ; veulent tenter de déborder la faible division; en ce moment l'armée de Moldavie se portait avec le j plus de violence contre Napoléon sur la rive gauche I de la Bérésina ; mais voyant le péril de Victor sur | la rive droite, il lui envoie la division Dacndels, et ' le succès est décidé. Dans le cours et au plus fort | de l'action, Fournier, Latour-Maubourg, à la tête de la cavalerie , avaient percé le centre de la ligne ennemie, et leurs charges sauvèrent peul'étre le duc de Rellune; c'est sous leurs ordres que le 7^régiment de cuirassiers, commandé par le colonel Dubois, s'était précipité sur un carré de sept mille Russes, et leur avait fait mettre bas les armes. Comme devant Tcliitchagoff, nos ofliciers , nos généraux tombèrent, frappés au milieu de la mélée : sur la rive gauche, Dombrowski, Albert, Claparède, J.osiküwski : sur la rive droite , Fournier , lîirard , Damas, Legrand, Zayonscbeck, se trouvaient au nombre des blessés. Le duc de Bclluiie couronna la belle conduite de l'année dans celte aflaire par une action qui en était digne : rappelé le soir de la position de Stoudziancka, il cul la constance d'y demeurer toute la nuit, pour donner aux malheureux restés sur le rivage les moyens d'échapper k la vengeance des ennemis. Le lendemain , un peu avant le jour, il évacua la position, emmenanlavcc lui scs blessés , scs bagages , son artillerie , et tous ceux des traîneurs qui eurent ou le pouvoir ou la volonté de le suivre ; mais il fallut s'ouvrir un chemin de vive force à travers les autres : ce o'esl qu'à huit heures du matin que le général Eblé brûla les pouls qu'il avait construits, cl mit celte barrière entre les Russes et les Français. Dans le passage de la

Bérésina, en face de trois armées qui avaient juré de le fermer; dans les deux batailles livrées avec des chances si inégales du côté des Français, que leur afTailililissement prodigieux et leur situation presque désespérée semblaient condamner à une ruine entière, tout était un sujet de triomphe; cependant, sauf un bataillon échappé par hasard , la division Parlhouneaux , égarée dans sa route pendant la nuit, avait succombé devant Wittgenstein. Ce revers, encore dU à l'inexécution de ses ordres, nlTecta Napoléon; il le pardonna néanmoins à Victor, ainsi que tant d'autres fautes si noblement expiées, (gluant k lui , scs ennemis ont admiré ses efforts, sa constance: ils ont meme été assez justes pour reconnaître qu'on ne devait pas lui imputer les perles qui accompagnèrent une opération où les plus grands capitaines auraient échoué comme lui devant les clémens. De quatre-vingt mille hommes qu'il avait sur les bords de la Bérésina, il en ramène soixaiilc mille qu'il dirige vers Zembin, où le vice-roi l'avait précédé, ensuite vers Kamcn : TchilcIiagolT aurait pu nous y devancer; nous n'avons alTairc qu'â des Cosaques, qui se signalent toujours par leur prompte fuite à l'aspect de quelques soldats français. Malodeoieno cl Smorgoni offrent à l'armée des ressources dont sa détresse lui rendait le besoin bien pressant. On approche de la Wilia, où déjà le corps bavarois du général de Wrède est venu s'emparer de la position prescrite. Napoléon voudrait retenir un peu l'armée derrière la ligne que forme cette rivière : il transmet en conséquence ses ordres au vicc-roi, cl consacre deux jours à prendre les autres dispositions nécessaires. En môme temps, atin de dégager l'armée de tout ce qui lui est inutile, les Polonais parlent pour ülila, les cavaliers démontés pour Merez, les bagages cl les blessés pour Wilna. L''Ëmpcreur appelle à lui une partie des immenses provisions rassemblées sur ce point par les soins du duc de Bassano. A Malodcozcno, ou reçoit quatorze eslaffcltes de Paris; on envoie pour réponse le terrible bulletin du 3 décembre; il apprendra la ruine de l'expédition, d'abord à la France sur qui l'Empereur ose encore compter, et ensuite à l'Europe qu'il croit encore pouvoir contenir. Depuis vingtet-un jours, tout le monde ignorait le sort de la grande année. Cependant Ucudcict approche du Niémen avec dix mille hommes. Loison sort de Wilna avec un même nombre de soldats; mais ils ne seuiblenl venir que pour prendre leur part des malheurs de rarmée, s'il convient désormais de donner ce nom à un débris confus d'hommes accablés par la faim, par la soif, par un froid d'une rigueur excessive môme en Russie. Nul moyen de lutter contre ce néau. L'Europe est derrière nous et peut fermer la Digitized by

trente mille hommes de Wittgenstein résolu à le culbuter dans la rivière. Menacé d'être forcé ou enveloppé à Stoudziancka, Victor se concentre plus près de notre passage pour en défendre l'accès; mais une batterie des Russes, avancée sur le bord de la rivière, et dont les boulets et les obus écrasent à la fois la division qui combat et la multitude inerte et confuse entassée à l'entrée des ponts, amène une scène de désolation que la plume se refuse à décrire. Le maréchal n'a point tardé à contraindre Wittgenstein de reculer sa batterie; toutefois elle n'en a pas moins causé un désastre irréparable parmi une foule d'infortunés qui, au lieu de céder à l'épouvante, auraient affronté le fer et le feu de l'ennemi, et résisté à la rigueur de la saison, s'ils eussent pu conserver leurs rangs et leurs armes, comme les intrépides soldats dont ils recevaient à l'instant même l'exemple de tous les genres de courage. Vers le milieu du jour, les Russes, enhardis par la supériorité du nombre, veulent tenter de déborder la faible division; en ce moment l'armée de Moldavie se portait avec le plus de violence contre Napoléon sur la rive gauche de la Bérésina; mais voyant le péril de Victor sur la rive droite, il lui envoie la division Daendels, et le succès est décidé. Dans le cours et au plus fort de l'action, Fournier, Latour-Maubourg, à la tête de la cavalerie, avaient percé le centre de la ligne ennemie, et leurs charges sauvèrent peut-être le duc de Bellune; c'est sous leurs ordres que le 7e régiment de cuirassiers, commandé par le colonel Dubois, s'était précipité sur un carré de sept mille Russes, et leur avait fait mettre bas les armes. Comme devant Tchitchagoff, nos officiers, nos généraux tombèrent, frappés au milieu de la mêlée : sur la rive gauche, Dombrowski, Albert, Claparède, Losikowski : sur la rive droite, Fournier, Girard, Damas, Legrand, Zayonscheck, se trouvaient au nombre des blessés. Le duc de Bellune couronna la belle conduite de l'armée dans cette affaire par une action qui en était digne : rappelé le soir de la position de Stoudziancka, il eut la constance d'y demeurer toute la nuit, pour donner aux malheureux restés sur le rivage les moyens d'échapper à la vengeance des ennemis. Le lendemain, un peu avant le jour, il évacua la position, emmenant avec lui ses blessés, ses bagages, son artillerie, et tous ceux des traîneurs qui eurent ou le pouvoir ou la volonté de le suivre; mais il fallut s'ouvrir un chemin de vive force à travers les autres : ce n'est qu'à huit heures du matin que le général Eblé brûla les ponts qu'il avait construits, et mit cette barrière entre les Russes et les Français. Dans le passage de la Bérésina, en face de trois armées qui avaient juré de le fermer; dans les deux batailles livrées avec des chances si inégales du côté des Français, que leur affaiblissement prodigieux et leur situation presque désespérée semblaient condamner à une ruine entière, tout était un sujet de triomphe; cependant, sauf un bataillon échappé par hasard, la division Parthouneaux, égarée dans sa route pendant la nuit, avait succombé devant Wittgenstein. Ce revers, encore dû à l'inexécution de ses ordres, affecta Napoléon; il le pardonna néanmoins à Victor, ainsi que tant d'autres fautes si noblement expiées. Quant à lui, ses ennemis ont admiré ses efforts, sa constance : ils ont même été assez justes pour reconnaître qu'on ne devait pas lui imputer les pertes qui accompagnèrent une opération où les plus grands capitaines auraient échoué comme lui devant les élémens.

De quatre-vingt mille hommes qu'il avait sur les bords de la Bérésina, il en ramène soixante mille qu'il dirige vers Zembin, où le vice-roi l'avait précédé, ensuite vers Kamen : Tchitchagoff aurait pu nous y devancer; nous n'avons affaire qu'à des Cosaques, qui se signalent toujours par leur prompte fuite à l'aspect de quelques soldats français. Malodeozeno et Smorgoni offrent à l'armée des ressources dont sa détresse lui rendait le besoin bien pressant. On approche de la Wilia, où déjà le corps bavarois du général de Wrède est venu s'emparer de la position prescrite. Napoléon voudrait retenir un peu l'armée derrière la ligne que forme cette rivière : il transmet en conséquence ses ordres au vice-roi, et consacre deux jours à prendre les autres dispositions nécessaires. En même temps, afin de dégager l'armée de tout ce qui lui est inutile, les Polonais partent pour Olita, les cavaliers démontés pour Mercz, les bagages et les blessés pour Wilna. L'Empereur appelle à lui une partie des immenses provisions rassemblées sur ce point par les soins du duc de Bassano. A Malodeozeno, on reçoit quatorze estaffettes de Paris; on envoie pour réponse le terrible bulletin du 3 décembre; il apprendra la ruine de l'expédition, d'abord à la France sur qui l'Empereur ose encore compter, et ensuite à l'Europe qu'il croit encore pouvoir contenir. Depuis vingt-et-un jours, tout le monde ignorait le sort de la grande armée.

Cependant Heudelet approche du Niémen avec dix mille hommes. Loison sort de Wilna avec un même nombre de soldats; mais ils ne semblent venir que pour prendre leur part des malheurs de l'armée, s'il convient désormais de donner ce nom à un débris confus d'hommes accablés par la faim, par la soif, par un froid d'une rigueur excessive même en Russie. Nul moyen de lutter contre ce fléau. L'Europe est derrière nous et peut fermer la

376 HISTOIRE DE NAPOLÉON. route; la Franco va éprouver une commotion pro> fonde à la nouvelle de nos désastres : il faut les réparer promptement pour ne pas laisser aux Russes le temps de s'avancer jusqu'au Rhin, en se grossissant peut-être des forces de nos alliés devenus tout à coup nos ennemis; il faut aller chercher d'autres soldats, et c'est i Paris qu'on doit les demander et les obtenir. La nation, toujours généreuse, toujours pleine d'enthousiasme {>our la gloire, et soutenue du sentiment de ses ressources, ne refusera rien à Napoléon présent, et se montrant supérieur aux grandes adversités. Il part de Sinorgoni le 6 décembre, après avoir conGé son projet à scs lieutenans : le commandement de l'armée est remis au roi de Naples. Cette haute résolution n'a pas manqué de censeurs, quoiqu'elle ait été dictée par le premier des devoirs d'un prince. Personne n'a exprimé la vérité à cet égard avec plus de franchise et de justice que le colonel Boutourlin, aidcdc-camp de l'empereur de Russie, u Napoléon, O dit-il , n'clail pas seulement le chef de l'armée U qu'il quittait; mais puisque les destinées de la «France entière reposaient sur sa tête, il est U clair que dans celte circonstance il était moins « impérieux d'assister à l'agonie de son année, que «t de veiller à la sûreté du grand empire qu'il gouu vernail. » Napoléon se justifie encore mieux par quelques-unes de ces paroles que la raison rend irrésistibles : «c Je suis plus fort, dit-il alors, en parti lantduhautde mon trône, aux Tuileries, qu'à ti la lélc d'une armée que le froid a détruite. » Du reste, si l'Empereur n'a pas la puissance de défendre scs soldats contre le climat cl la saison, il ne néglige aucun des moyens de réorganiser l'année. Rassuré par les états d'approvisionnemens que le duc de Bassano vient de lui envoyer, par les renforts qui arrivent successivement, par les armées du duc deTarenleel du prince de ScbwarUeniberg, qui sont encore imposantes, il a résolu de rallier l'armée à W ilna et de faire du Niémen une barrière que les ennemis ne pourront franchir. Ses ordres au prince Bcrlhier, datés de Bichilxa le 3 décembre, attestent sa profonde sollicitude, sa vigilance inquiclo, ainsi que retendue de sa prévoyance; et quand on considère ce qui restait de ressources sur les lieu x , en hom mes et en choses , si l'hiver n'avait pas dérange tous Icscalculs et renversé toutes les mesures; quand on ajoute à ces ressources toutes celles que le génie de Napoléon enfanta depuis son retour à Paris jusqu'à l'ouverture de la campagne, on ne saurait douter que cet immortel capitaine ne dût se trouver prêt beaucoup plus tôt que scs adversaires, ressaisir la

victoire, et dicter encore la paix avant que la liguedu continent ne pût éclater contre lui. Mais la nuit même de son départ, on froid de 28 degrés vient combler tant de désastres. Napoléon, accompagné du grand-écuyer Caulaincourt, de Duroc, du comte de Lobau, faisait la plus grande diligence. 11 faillit être pris ou tué par un pulsk de Cosaques aux ordres du partisan Sesslawin, que rinconccvablc négligence du général Loisoii avait laissé entrer à Ucbsmiaua, petite ville où rKmpcrcur devait néccssaircinctU passer. Son étoile le sauva; mais Loison reçut un accueil sévère et mérité. Arrivé à Wilna, avec le duc de Bassano, qu'il avait trouvé à Micdiiili, l'étal de ses magasins qui renfermaient des munitions de toute espèce pour cent mille hommes pendant quarante jours, lui causa la plus vive satisfaction. 11 donna de nouveau l'ordre à Berthier et à Mural de retenir cl reformer un peu l'armée à Wilna. L'Empereur se rendit de celle ville à Varsovie, de Varsovie à Dresde, où il courut risque d'èlre arrête par suite des menées des agens anglais résidant à Vienne , et sous les yeux do ce vénérable roi de Saxe, dont l'honorable fidélité venait d'accueillir avec tant de loyauté cl de couQancc le bieufaileur de sa maison, le prince à qui il devait sa couronue. Le 13, Napoléon cxpé(lic de Dresde des courriers à son armée , à son beau-père, au roi de Frussc, et prend la roule de Lcipsick et de Mayence; le 19, après quatorze jours du voyage le plus rapide et le plus secret, il embrassait, dans la nuit, sa femme et son fils aux Tuileries. Sun absence fut appréciée par l'armée malbcurcusc qui, tout en désespérant de son propre salut, ne désespcrail ni de Napoléon , ni de la France. Quant à la France, elle se crut sauvée en voyant Napoléon au milieu d'elle. Fendant qu'il ressaisit les rênes de l'Empire, la rigueur de la saison semblait augmenter encore, chaque jour, dans la Lithuanie , et dès lors il n'est plus de termes qui expriment la souflrancc et la profonde désorganisation du reste d'hommes qu'on pouvait appeler les ruines de la grande armée. Quel spectacle pour les soldats et les autres Français encore établis à Wilna, où ils les attendaient, que celui des quarante mille hommes qui inondèrent suhilcnicnl cette ville effrayée de leur aspect , de leur dénucincut, de leur misère , de leur avidité à se jeter sur les alimens si long-temps désirés! Il y cul là , comme à Smulensk , des désordres déplorables dans la distribution des vivres; les magasins, les hôpitaux, furent également envahis. Enûii, quelque régularité s'clablil à la voix des chefs : tous CCS malheureux soldats, encore en armes, et la foule qui les accompagnait, cuininençaienl à jouir du bonheur de

prendre leur nourriture en paix sans avoir à redouter les Cosaques, et de se reposer à l'abri d'un hiver affreux. Tout-à-cuup parait l'a

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 377 vant'garde de KutasoCT que sairent WiUgeDstein et Tchitchagoff! Loison, de Wrèdc, réduiU, l'un à deux mille hommes par les combals, l'autre à trois mille par le froid seul, retardent avec autant de courage que de succès l'approche de l'ennemi. Si le roi de Naples, conservant sa constance et son ancienne activité, eût donné des ordres, la garnison de la ville et la garde impériale pouvaient dé*> fendre Wilna pendant plusieurs jours, quoiqu'on n'y eût pas achevé les travaux tant de fois recommandés par l'Empereur. Murat oc fit rien qui fût digne d'un soldat, d'un roi, d'un lieutenant de Napoléon. Ncy, toujours le héros de la retraite depuis Smolensk, mais entouré d'une poignée de braves seulement, ne céda qu'en combattant sans cesse avec les Cosaques de Platoff, la ville et les magasins que nous n'avions aucun moyen d'évacuer. Une foule de Français, que rien n'avait pu arracher des asiles ouverts à leur détresse, succombèrent sous la barbarie des Cosaques et des juifs, plus cruels encore. Ces derniers jetaient par les fenêtres leurs hétes infortunés, |>our qu'ils périssent de froid ou fussent égorgés! Telles sont les représailles de l'ennemi contre l'humanité du grand capitaine qui avait sauvé un quart de MosLou, et plusieurs milliers de blessés russes abandonnés aux flammes, dans les hôpitaux de cette ville! Au sortir de Wilna, le défilé de Fonary, qu'un simple officier d'état-major pouvait faire éviter, devenu presque impraticable à cause du verglas, vit de nouvelles pertes, de nouveaux désastres, mais aussi des traits de courage qui contiennent long-temps l'avantgarde russe. Dans cette extrémité, le maréchal Ney fit distribuer à la Garde le trésor de l'Empereur. Ce \ dépôt, confié à l'honneur militaire, fut si fidèle- ; ment rapporté à la caisse de l'armée, par chacun des dépositaires, à leur retour en France, qu'il ne manqua pas une pièce d'or. A Kowno, les mêmes désordres, les mêmes revers et quelques prodiges de valeur, encore plus admirables qu'à Wilna. Ici il n'existe plus aucune ombre de la grande armée, tout a disparu! Murat lui-inéme, l'intrépide Murat, oubliant sa gloire passée, a pour ainsi dire déserté comme un soldat infidèle à son drapeau; Ncy seul, avec ses aides-de-camp, entre dans la ville, elle contenait une garnison de trois cents Allemands, et quatre cents hommes aux ordres du général Marchand : il en prend le commandement. Russes attaquent par la porte de Wilna ; Ney y court; ses pièces sont enclouées, scs artilleurs en fuite. Il appelle les Allemands ; la mort de leur chef I blessé, qui se brûle la cervelle, les met aussi en déroule. Il veut en vain les rallier;

alors ramassant leurs fusils , secondé de quelques officiers seulement, il ose affronter l'ennemi. Gérard accourt avec trente hommes, cl fait avancer deux pièces d'artillerie légère; à l'aide de ce faible secours, Ney, redevenu grenadier, résiste aux Russes; et tandis que Marchand voie, accompagne de son bataillon de recrues polonaises, au pont de Kowno pour reprendre le passage dont l'ennemi s'est emparé, lui , à la tête d'une poignée de combatlans, se maintient jusqu'à la nuit à la porte de Wilna, traverse Kowno et le Niémen, et atteint la rive amie. Marchand, de son côté, repoussé vers la route de Vilkowiky, inondée de Cosaques, se jette sur la droite dans les forêts prussiennes. Murat, parvenu à Gumbinen, dirige les restes des corps sur les différentes villes qui bordent la Vistule; mais le passage subit de l'atmosphère à une température plusdouce, éprouvant lout-à coup les soldats, causa la mort des hommes les plus robustes qui avaient soutenu les rigueurs d'un climat de fer. Cependant une suspension d'armes a été conclue secrètement, à Taurogen , entre le général russe Diebilch, et le général prussien Yorck, placé sous les ordres de Macdonald. Ce dernier, abandonné furtivement dans Tilsilt, le 31 décembre, se voit réduit à neuf mille hommes, et hors d'état de continuer les succès qu'il avait jusqu'alors obtenus sur les Russes. 11 poursuit sa retraite sur Kœnisberg, Labiau et Tente, où il se trouve enfin aux prises avec WiUgcnstcin. Celle défection si inattendue, quoique tramée de loin, si contraire à tous les principes de l'honneur, livrait aux ennemis la rive droite de la Vistule. Aussi le roi de Naples fut-il obligé de transporter son quartier-général de Kœnisbergà Varsovie, et ensuite à Poscii; il était j maintenant impossible que l'armée attendit sur les ; bords du Niémen, et même sur ceux de la Vistule , les renforts qui lui arrivaient de l'intérieur. D'ailleurs, une autre perfidie se préparait : le prince de Schwartzemberg, qui , docile aux instructions de la cour de Vienne, modifiées par le ministre anglais Walpole, avait si mal servi Napoléon victorieux, ne devait pas rester fidèle à Napoléon trahi par la fortune. Les Russes, libres désormais de tous leurs mouvemeiis, ne s'étaient point hâtés de profiter de leurs avantages; alors Murat, ranimé par leurs lenteurs et par la présence de Macdonald, dont la jonction avec Ueudelet et Cavaignac avait doublé les forces, parut vouloir reprendre l'offensive; mais le lendemain, par la plus cruelle désobéissance aux ordres de Napoléon, il abandonna l'artnée à elle-même , le I 16 janvier 1813. L'armée ne pouvait rester sans chef ; dès le 17, le vice-roi en a pris la conduite. Ce prince, qui

pendant toute la campagne avait montré autant de sang-froid que d’bérolsmc, déploya une habileté 48

vant-garde de Kutusoff que suivent Wittgenstein et Tchitchagoff! Loison, de Wrède, réduits, l'un à deux mille hommes par les combats, l'autre à trois mille par le froid seul, retardent avec autant de courage que de succès l'approche de l'ennemi. Si le roi de Naples, conservant sa constance et son ancienne activité, eût donné des ordres, la garnison de la ville et la garde impériale pouvaient défendre Wilna pendant plusieurs jours, quoiqu'on n'y eût pas achevé les travaux tant de fois recommandés par l'Empereur. Murat ne fit rien qui fût digne d'un soldat, d'un roi, d'un lieutenant de Napoléon. Ney, toujours le héros de la retraite depuis Smolensk, mais entouré d'une poignée de braves seulement, ne céda qu'en combattant sans cesse avec les Cosaques de Platoff, la ville et les magasins que nous n'avions aucun moyen d'évacuer. Une foule de Français, que rien n'avait pu arracher des asiles ouverts à leur détresse, succombèrent sous la barbarie des Cosaques et des juifs, plus cruels encore. Ces derniers jetaient par les fenêtres leurs hôtes infortunés, pour qu'ils périssent de froid ou fussent égorgés! Telles sont les représailles de l'ennemi contre l'humanité du grand capitaine qui avait sauvé un quart de Moskou, et plusieurs milliers de blessés russes abandonnés aux flammes, dans les hôpitaux de cette ville! Au sortir de Wilna, le défilé de Ponary, qu'un simple officier d'état-major pouvait faire éviter, devenu presque impraticable à cause du verglas, vit de nouvelles pertes, de nouveaux désastres, mais aussi des traits de courage qui contiennent long-temps l'avant-garde russe. Dans cette extrémité, le maréchal Ney fit distribuer à la Garde le trésor de l'Empereur. Ce dépôt, confié à l'honneur militaire, fut si fidèlement rapporté à la caisse de l'armée, par chacun des dépositaires, à leur retour en France, qu'il ne manqua pas une pièce d'or. A Kowno, les mêmes désordres, les mêmes revers et quelques prodiges de valeur, encore plus admirables qu'à Wilna. Ici il n'existe plus aucune ombre de la grande armée, tout a disparu! Murat lui-même, l'intrépide Murat, oubliant sa gloire passée, a pour ainsi dire déserté comme un soldat infidèle à son drapeau; Ney seul, avec ses aides-de-camp, entre dans la ville, elle contenait une garnison de trois cents Allemands, et quatre cents hommes aux ordres du général Marchand : il en prend le commandement. Les Russes attaquent par la porte de Wilna; Ney y court; ses pièces sont enclouées, ses artilleurs en fuite. Il appelle les Allemands; la mort de leur chef blessé, qui se brûle la cervelle, les met aussi en déroute. Il veut en vain les rallier; alors ramassant leurs fusils, secondé de quelques officiers seulement, il ose affronter l'ennemi. Gérard accourt avec trente hommes, et fait avancer deux pièces d'artillerie légère; à l'aide de ce faible secours, Ney, redevenu grenadier, résiste aux Russes; et tandis que Marchand vole, accompagné de son bataillon de recrues polonaises, au pont de Kowno pour reprendre le passage dont l'ennemi s'est emparé, lui, à la tête d'une poignée de combattans, se maintient jusqu'à la nuit à la porte de Wilna, traverse Kowno et le Niémen, et atteint la rive amie. Marchand, de son côté, repoussé vers la route de Vilkowiky, inondée de Cosaques, se jette sur la droite dans les forêts prussiennes. Murat, parvenu à Gumbinen, dirige les restes des corps sur les différentes villes qui bordent la Vistule; mais le passage subit de l'atmosphère à une température plus douce, éprouvant tout-à-coup les soldats, causa la mort des hommes les plus robustes qui avaient soutenu les rigueurs d'un climat de fer.

Cependant une suspension d'armes a été conclue secrètement, à Taurogen, entre le général russe Diebitch, et le général prussien Yorck, placé sous les ordres de Macdonald. Ce dernier, abandonné furtivement dans Tilsitt, le 31 décembre, se voit réduit à neuf mille hommes, et hors d'état de continuer les succès qu'il avait jusqu'alors obtenus sur les Russes. Il poursuit sa retraite sur Kœnisberg, Labiau et Tente, où il se trouve enfin aux prises avec Wittgenstein. Cette défection si inattendue, quoique tramée de loin, si contraire à tous les principes de l'honneur, livrait aux ennemis la rive droite de la Vistule. Aussi le roi de Naples fut-il obligé de transporter son quartier-général de Kœnisberg à Varsovie, et ensuite à Posen; il était maintenant impossible que l'armée attendît sur les bords du Niémen, et même sur ceux de la Vistule, les renforts qui lui arrivaient de l'intérieur. D'ailleurs, une autre perfidie se préparait : le prince de Schwartzemberg, qui, docile aux instructions de la cour de Vienne, modifiées par le ministre anglais Walpole, avait si mal servi Napoléon victorieux, ne devait pas rester fidèle à Napoléon trahi par la fortune.

Les Russes, libres désormais de tous leurs mouvemens, ne s'étaient point hâtés de profiter de leurs avantages; alors Murat, ranimé par leurs lenteurs et par la présence de Macdonald, dont la jonction avec Heudelet et Cavaignac avait doublé les forces, parut vouloir reprendre l'offensive; mais le lendemain, par la plus cruelle désobéissance aux ordres de Napoléon, il abandonna l'armée à elle-même, le 16 janvier 1813.

L'armée ne pouvait rester sans chef; dès le 17, le vice-roi en a pris la conduite. Ce prince, qui pendant toute la campagne avait montré autant de sang-froid que d'héroïsme, déploya une habileté

578 HISTOIRE I)K NAPOLÉON. qui manquait à Murat; il arrêta le mouvement rétrograde, rétablit la discipline, réunit les troupes et leur donna le temps de se reposer et de se refaire. Les (lusses, non moins accablés que nous, secondèrent les désirs cl les dispositions du prince. Cependant, un armistice, conclu avec l'ennemi par Schwarlxcmbcrg, laissait le corps dellcynierexposc seul aux coups des Russes, et vintjeter de nouvelles dilTicuités dans notre position qui commençait à s'améliorer ; elles s'auginenlèrcnt par le départ du fcld-maréchal pour la Gallicic, conformément aux instructions de sa cour. Pour comble de malheur, la cavalerie saxonne avait été entraînée dans le mouvement des Autrichiens par la Bohême. Quoique dénué de toute cavalerie, Eugène n'en (il pas moins sa retraite avec ordre sur l'Elbe; il passa un mois à Posen, où il réorganisa sa faible armée, et se mil en marche pour la Prusse : le SI février, il * occupait Berlin, après avoir brûlé les ponts de Gro« senet de Francfort-surd'Oder. Ainsi se termina l'expédition de Russie, qui a fourni à l'histoire de la guerre scs pages les plus funèbres. Il me reste à décrire des infortunes non moins funestes à la France, mais plus solennelles pour son héros; car l'Europe n'est plus secrcteincnt conjurée contre le distributeur d'une partie de ses trônes, contre le prince que riiérilier de l'antique maison d'Hapsbourg a choisi pour gendre. L'Europe tout entière est hautement déclarée contre le grand homme qui en quinze années a élevé sa patrie au-dessus de tous les Étals de Punivers. Maisquidle que soit l'immensité des périisqui vont assiéger Napoléon, il est plus facile de les peindre que de retracer l'imperturbable constance qu'il sut leur opposer, jusqu'au dernier moment de sa vie à jamais glorieuse pour la France. Digitized by Google

LIVRE QUATORZIÈME CHAPITRE PREMIER. (1815.)

!«OUVEAt'\ PKâPAIATirS BK nAPULtON.— COIICOBBAT H rOüTAlIlKBLBAl). APPAIKBS DB PBIiSSE.— ArPAIBlH 0*AUTBICBB.'~ IIABIB>LOB18B, RtGBRTB. — NAPOLtOn PART POUR RATBIVCR. De retour aux Tuileries, Napoléon, après avoir consacré quelques heures aux tendres affections de sa famille, sc montre à ses courtisans, à ses ministres, aux différons corps de l'État, avec le calme d'une aine ferme et au-dessus des coups de la fortune. Tous les cœurs étaient encore remplis de la funeste impression du bulletin de Malodeoteno (le 29*), aussi vrai, mais autrement terrible que ceux des batailles d'Eylau et d'Essling, dont Friedland et Wagram étaient venus effacer les fatals souvenirs. Napoléon lit celte impression sur tous les visages, et ne cherche pas à l'affaiblir par scs discours; il avoue sans ménagemens la grandeur du désastre de l'armée française, et offre l'exemple de la constance inébranlable qui surmonte une douleur profonde. Avant cette première audience, il avait arrêté, avec son ministre de la guerre, h's moyens de recréer une armée et un matériel; ensuite il appela scs autres ministres à un examen approfondi de l'état intérieur du pays. Parmi les sujets qu'il mit en discussion, aucun ne parut alors prendre autant d'empire sur son esprit que la conspiration du général Malet ; il en était encore stupéfait cl indigné. Mais ce qui le blessa peut-être plus vivement que l'entreprise clle-mémc, ce fut la faiblesse du préfet de la Seine. 11 ne pouvait concevoir, disait-il, que te premiermaq titrât citit de la capitale ee fiU ftiit mbitementet eam oppoeitioH t'aqent d'une rétoluiion, plutôt que d'aller te ranger prêt du filt et de la fén%me de ton touterain à qui il arait prêté terment. Ee lendemain, il répondit à la harangue du Sénat : u ...Des soldats timides H et lâches perdent Tindépendance des nations, « mais des magistrats pusillanimes détruisent l'cm« pire des lois, les droits du trône et l'ordre social U lui-méme. La plus belle mort serait celle d'un n soldat qui périt au champ d'honneur , si la mort (c d'un magistrat périssant en défendant lesouvc« rain, le trône et les lois, n'était pas plus belle eiiH core. n Après k Sénat, il reçut le Cnnscil d'Élat , et, toujours occupé de la conduite du préfet de la Seine, il termina sa ré|Nmsc par ces mots remarquables : M ... Le Conseil-d'État d'un grand empire <> doit joimirc à ces principes un courage h toute <1 épreuve, et, â l'exemple des présidons Harlay et «(Molé, être prêt à périr en défendant le souverain, U le trône et les lois. » Napoléon avait

ordonné une enquête sur la conduite du préfet de la Seine. Ce magistrat fut condamne par ses pairs, les membres du conseil, et destitué par un décret. Si la probité, l'honneur et les bons services avaient pu obtenir le {lardon d'une aussi grande faute, M. Frochol aurait échappé à sa juste punition ; mais la politique ordonnait un exemple, u La révolution n'csl pas Digitized by Google

580 HISTOIRE DE NAPOLÉON. « morte» dit PEmpcrcur i cette occasion $ ma dy« nastie n'a pas pris racine parmi les membres de N mon Conseil. • Si Napoléon eût roulu étendre l'cnquétc à son Sénat» une partie de ce corps» où la conjuration Malet avait des ramifications» se serait trouvée compromise. Malgré le chagrin cuisant qu'il ressentit de ces funcslea découvertes, il garda le silence ; et, sans perdre de vue ses ennemis secrets» il leur fil sentir» par des paroles publiques dont eux seuls pouvaient bien comprendre le véritable sens» que leur conduite en son absence o'avail plus de mystère pour lui. Trop environné de dilRcultés de toute espèce» trop éclairé en politique pour éclater autrement, et pour montrer à l'Europe des symptômes de division autour de son trône, il remit à d'autres temps le soin de remédier au mal. 11 laissa ainsi dans le premier corps de la nation des germes de perfidie qui se développèrent quelques mois plus lard, lorsque la dynastie impériale fut proscrite par son Sénat» et le lendemain par une partie des conseillersd'État»lesJugcs môme du comte Frochol, qui du moins n'était pas coupable de parjure. Quoi qu'il en soit, la conspiration Malet réveille dans le cœur de Napoléon toutes ses méfiances contre la révolution; il veut lui opposer d'autres barrières, et renforcer encore le dogme de rhéredite par de nouveaux engageineiis. Sur la demande expresse du Sénat, toujours empressé de prévenir ou de consacrer la volonté de l'Empereur » le roi de Rome sera couronné , ainsi que l'Impératrice; un serment solennel unira la France à l'héritier du trône : trop faible garantie qui ne saurait défendre contre la coalition de l'Europe un empire que Napoléon lui-raérae n'aura pu sauver! Une activité prodigieuse signale le retour de l'Empereur : la France y reconnaît les créations miraculeuses de l'époque consulaire; il semble même que, retrempé par les revers, Napoléon déploie encore plus de ressources et d'énergie. Les conseils se multiplient chaque jour, et il les préside tous. Dans le militaire, dans l'administration, dans la politique» des dispositions civiles, des mouvemens de troupes, des décrets» des sénatus-consultes» des traites même, tels que le Concordai de Fontainebleau, remplissent la journée» sans le fatiguer jamais : la nuit» quand tous les membres de son gouvernement cèdent au besoin du repos, lui seul veille encore et délibère avec son génie sur le salut de la France. A peine dérobc-t-il à celte grande pensée quelques momens pour attacher scs regards paternels sur ce fils, heritier de tant de gloire et dépositaire de tant d'espérances. Cependant des courriers apportaient de jour en jour à

Napoléon des nouvelles du Nord. Du côté de l'Espagne» le vainqueur de Salamanque» après avoir triomphé dans Madrid» s'était laissé arrêter avec toute son armée par le général Dubreton, qui, pendant trente jours, défendit à la tête dequinxc cents hommes le château de Burgos : le roi Joseph avait repris rolTcnsivc» occupé de nouveau la capitale» et forcé Wellington à rentrer en Portugal. Burgos» Valladolid » Madrid, le royaume de Valence» l'Aragoii et la Catalogne, étaient entre nos mains; deux cent soixante-dix mille soldats gardaient encore notre conquête. Us ne doivent pas quitter la Péninsule : Napoléon tire du moins de leurs rangs cent cinquante cadres de bataillon, composés de vieux officiers et sous-officiers , pour conduire aux combats les jeunes conscrits de 1815, qu'il avait fait appeler au moment de s'enfoncer dans les plaines de Moskou. Cette nouvelle levée, les quatre-vingts cohortes de gardes nationales organisées avant son départ pour la Russie» quarante mille artilleurs de la marine qui peuvent entrer daus les cadres de l'armée de terre» le-S troupes tirées d'Italie, vont former une armée de trois cent mille hommes sur l'Elbe, sur le Rhin et le Hein : une autre armée, de la même force, contiendra l'Espagne» tandis qu'Eugene, avec cinquante mille Français et Italiens, conservera rilalic. Ces dispositions seules prouvent énergiquement que l'Espagne a porté un coup mortel à l'empire de Napoléon. En effet» si ses légions du midi se réunissaient à celles du nord» Napoléon, à la tête de six cent mille Français» ferait plus que de dicter la paixaux puissances coalisées contre lui ; toutes scs alliances lui resteraient, prêtes encore à le servir, et l'Autriche, fière d'avoir défendu les barrières de la civilisation, aurait eu, pour la première fois» le droit légitime de réclamer une part dans les fruits et les honneurs de la victoire. Blais en apprenant la défection de la Prusse et ses résultats, Napoléon vit que ce qui hier ne euffU plue aujourd'hui , et demanda sans hésiter au Sénat, ou plutôt à la nation, cent mille hommes sur les cohortes» ceut mille hommes sur les conscriptions des quatre dernières années, et cent cinquante mille hommes sur la conscription dc1814.Toulfaldécrélé par le Sénat. Lesciloyens» les corps judiciaires, les compagnies» lesvillcs, les campagnes, rivalisèrent de tclc dans une si grande circonstance ; l'amour de la patrie» le sentiment de l'honneur national, le juste orgueil de vingt années de gloire» l'attachement pour Napoléon» caractérisèrent la conduite des Français. Us tirent avec leur élan ordinaire de généreux sacrifices; mais il y manqua le ferment de la liberté» qui les inspire, qui les renouvelle, pour conserver les empires : il manqua aussi le concours physique et moral de la

 masse de la nation, qui naguère soulevée toutenlièrc par ses représentans, n’avait pas moins contribué que ses doute cent mille soldats au triomphe de la république. En cfTet, c’est la nation sous les armes que les rois avalent surtout désespéré de vaincre; c’est devant elle qu’ils s'étaient abaissés; c’est à elle qu’ils avaient demandé la paix et son alliance. I..e génie d’un homme, quel qu’il fût , pèserait toujours moins que la France dans la balance des destinées. Peut*étrc Napoléon ne crut-il pas nécessaire de se servir de la force populaire; peut-être même craignit-il l'emploi d’un si redoutable instrument; cette faute, provenue d’une erreur de jugement, était décisive contre lui ; car en face de la plus fortement enchaînée des coalitions que l’Angleterre ait jamais formée sur le continent, il ne pouvait se sauver qu’avec la nation cl par la nation. Peut-être encore l’esprit qui paraissait animer les peuples soumis à son pouvoir aida-t-il à le tromper : enfans adoptifs du grand empire, uniquement gardes alors par nos lois civiles et par leurs sermens , ils sollicitaient l'honneur de s’associer à nos périls. Ües gages spontanés du palriotismede CCS États étrangers jettent une vive lumière sur le besoin que les vastes incorporations de la France avaient de la conservation de Napoléon. Et comment ce besoin n'aurait-il pas été profondément senti ? coiiimcril n'aurail-il pas inspiré des dévouemens sans bornes? Os peuples pouvaient-ils ignorer qu’avec Napoléon tombaient tous les bienfaits répandus sur eux par leur union à la France? Ne comprenaient-ils pas que bientôt, remis sous un joug de fer, ils perdraient tous les avantages de la loi française qui leur donnait l’égalité? Aussi ce fut leur raison, leur intérêt et leurs sentimens, qui les entraînèrent au-devant des demandes de l’Empereur : ils se rallièrenl autour de lui comme autour de leur libérateur et de leur appui. O temps offre un singulier spectacle : pendant que des princes, qui étaient accourus solliciter dans la tente de Napoléon la gloire de concourir avec lui à la dernière conquête du continent européen, trahissaient nos drapeaux, il se voyait recherché, malgré scs revers, par la lidclité des nations qui devaient craindre de s’unir à la contagion de sa mauvaise fortune, et d'aggraver ainsi le poids des malheurs dontelles étaient menacées si son empire venait à s’écrouler. Occupé des plus vastes prép.vralifs de guerre. Napoléon ne négligeait pas la puissante ressource des négociations ; mais nous n’étions plus au temps où, presque aussi redoutées avant le combat qu'aprés la victoire, nos armes retenaient nosalliés dans le devoir,

ou ramenaient nosennemis promplenicnl punis de leur imprudente déloyauté. A la nouvelle de notre désastre, l'Autriche a failli éclater conlrc Napoléon; son retour aux Tuileries l'engage à temporiser : elle envoie i Paris le comte de Bubiia avec une mission toute paciliquc en apparence, et très hostile en réalité, sur laquelle l'opinion publique ne s'abuse pas un moment. Napoléon ne se laissa pas tromper non plus par les protestations de renvoyé de son beau-père ; mais il espère qu'une grande démonstration de confiance, et surtout une grande victoire au centre de l'Allemagne, retiendront dans l'alliance la maison d'Autriche. Cette paissance devient la médiatrice de 1a paix; déjà déclarée au fond du cœur contre nous, elle ne tardera pas à profiler des éveuemens pour dépouiller son rôle d'amie et d'alliée. Napoléon dut le prévoir en apprenant la défection des Prussiens; et, de plus, la conduite du prince de Schwartxemberg, à l'époque où le contingent autrichien, fort de trente mille hommes, sans y comprendre 1a division Reynier, laissa l'année russe du Danube entrer dans Minsk, avait pu dès lors le préparer au ebangement de politique de la cour de Vienne. Entre les négociations qui appelaient toute l'attention de Napoléon, à l'instant où, près de recommencer la lutte avec scs ennemis, il devait ebercber i éteindre tout germe de division intérieure en France, en Italie, et dans tous les pays annexés à l'Empire, il faut mettre au premier rang le Concordat de 1815. Le fond de tous les démêlés entre Napoléon et le souverain pontife n'était pas l'expédition des bulles en trois ou en six omis pour les évêques nouvellement nommés; c'était la séparation à jamais du temporel et du spirituel dans la royauté pontificale. L'élévation extraordinaire de l'autorité religieuse du pape, sa prédotninalion sur les diverses communions de l'Europe, formaient la compensation de ce sacrifice, et le moyen de rendre celte dernière combinaison directement utile au plan que Napoléon avait conçu de récréer la vieille Europe, était l'établissement du Saint-Siège dans le palais métropolitain de la ville de Paris, qui fût ainsi devenue la capitale du monde chrétien. I.»e projet de l'enlèvement de Pic VH à Savone, par les Anglais, avait déterminé sa translation à Fontainebleau; S. S. y tenait avec tous les honneurs de la majesté souveraine, sa cour, composée d'uno» foule de prélats italiens cl français. Celte ville aussi avait vu renouer les négociations : elles reprirent dans le courant de j.invier une force nouvelle, et semblaient loucher à une conclusion prochaine. Le 10 de ce mois, Napoléon quitta brusquement une partie de chasse à Grosbois, pour se diriger sur Fontainebleau; son arrivée émut singulièrement le souverain

pontife. Aux premières paroles, tout le passé est mis en oubli, comme entre des personnes

masse de la nation, qui naguère soulevée tout entière par ses représentans, n'avait pas moins contribué que ses douze cent mille soldats au triomphe de la république. En effet, c'est la nation sous les armes que les rois avaient surtout désespéré de vaincre; c'est devant elle qu'ils s'étaient abaissés; c'est à elle qu'ils avaient demandé la paix et son alliance. Le génie d'un homme, quel qu'il fût, pèserait toujours moins que la France dans la balance des destinées. Peut-être Napoléon ne crut-il pas nécessaire de se servir de la force populaire; peut-être même craignit-il l'emploi d'un si redoutable instrument; cette faute, provenue d'une erreur de jugement, était décisive contre lui; car en face de la plus fortement enchaînée des coalitions que l'Angleterre ait jamais formée sur le continent, il ne pouvait se sauver qu'avec la nation et par la nation. Peut-être encore l'esprit qui paraissait animer les peuples soumis à son pouvoir aida-t-il à le tromper : enfans adoptifs du grand empire, uniquement gardés alors par nos lois civiles et par leurs sermens, ils sollicitaient l'honneur de s'associer à nos périls. Des gages spontanés du patriotisme de ces États étrangers jettent une vive lumière sur le besoin que les vastes incorporations de la France avaient de la conservation de Napoléon. Et comment ce besoin n'aurait-il pas été profondément senti? comment n'aurait-il pas inspiré des dévouemens sans bornes? Ces peuples pouvaient-ils ignorer qu'avec Napoléon tombaient tous les bienfaits répandus sur eux par leur union à la France? Ne comprenaient-ils pas que bientôt, remis sous un joug de fer, ils perdraient tous les avantages de la loi française qui leur donnait l'égalité? Aussi ce fut leur raison, leur intérêt et leurs sentimens, qui les entraînèrent au-devant des demandes de l'Empereur : ils se rallièrent autour de lui comme autour de leur libérateur et de leur appui. Ce temps offre un singulier spectacle : pendant que des princes, qui étaient accourus solliciter dans la tente de Napoléon la gloire de concourir avec lui à la dernière conquête du continent européen, trahissaient nos drapeaux, il se voyait recherché, malgré ses revers, par la fidélité des nations qui devaient craindre de s'unir à la contagion de sa mauvaise fortune, et d'aggraver ainsi le poids des malheurs dont elles étaient menacées si son empire venait à s'écrouler.

Occupé des plus vastes préparatifs de guerre, Napoléon ne négligeait pas la puissante ressource des négociations; mais nous n'étions plus au temps où, presque aussi redoutées avant le combat qu'après la victoire, nos armes retenaient nos alliés dans le devoir, ou ramenaient nos ennemis promptement punis de leur imprudente déloyauté. A la nouvelle de notre désastre, l'Autriche a failli éclater contre Napoléon; son retour aux Tuileries l'engage à temporiser : elle envoie à Paris le comte de Bubna avec une mission toute pacifique en apparence, et très hostile en réalité, sur laquelle l'opinion publique ne s'abuse pas un moment. Napoléon ne se laissa pas tromper non plus par les protestations de l'envoyé de son beau-père; mais il espère qu'une grande démonstration de confiance, et surtout une grande victoire au centre de l'Allemagne, retiendront dans l'alliance la maison d'Autriche. Cette puissance devient la médiatrice de la paix; déjà déclarée au fond du cœur contre nous, elle ne tardera pas à profiter des événemens pour dépouiller son rôle d'amie et d'alliée. Napoléon dut le prévoir en apprenant la défection des Prussiens; et, de plus, la conduite du prince de Schwartzemberg, à l'époque où le contingent autrichien, fort de trente mille hommes, sans y comprendre la division Reynier, laissa l'armée russe du Danube entrer dans Minsk, avait pu dès lors le préparer au changement de politique de la cour de Vienne.

Entre les négociations qui appelaient toute l'attention de Napoléon, à l'instant où, près de recommencer la lutte avec ses ennemis, il devait chercher à éteindre tout germe de division intérieure en France, en Italie, et dans tous les pays annexés à l'Empire, il faut mettre au premier rang le Concordat de 1813. Le fond de tous les démêlés entre Napoléon et le souverain pontife n'était pas l'expédition des bulles en trois ou en six mois pour les évêques nouvellement nommés; c'était la séparation à jamais du temporel et du spirituel dans la royauté pontificale. L'élévation extraordinaire de l'autorité religieuse du pape, sa prédomination sur les diverses communions de l'Europe, formaient la compensation de ce sacrifice, et le moyen de rendre cette dernière combinaison directement utile au plan que Napoléon avait conçu de récréer la vieille Europe, était l'établissement du Saint-Siége dans le palais métropolitain de la ville de Paris, qui fût ainsi devenue la capitale *du monde chrétien*.

Le projet de l'enlèvement de Pie VII à Savone, par les Anglais, avait déterminé sa translation à Fontainebleau; S. S. y tenait avec tous les honneurs de la majesté souveraine, sa cour, composée d'une foule de prélats italiens et français. Cette ville aussi avait vu renouer les négociations : elles reprirent dans le courant de janvier une force nouvelle, et semblaient toucher à une conclusion prochaine. Le 19 de ce mois, Napoléon quitta brusquement une partie de chasse à Grosbois, pour se diriger sur Fontainebleau; son arrivée émut singulièrement le souverain pontife. Aux premières paroles, tout le passé est mis en oubli, comme entre des personnes

 qui ont une affection mutuelle. Le lendemain, le pape rend à Napoléon sa ?isite ; un seul entretien , rempli d'égards réciproques et de témoignages de bienveillance, ouvre et fixe la négociation. Ne pouvant obtenir Rome, et ne voulant pas accepter la résidence de Paris, Pie VII opte pour celle d'Avignon; il donnera ses bulles aux nouveaux évéques, ou, à son défaut, ce sera le métropolitain, six mois après que leur nomination aura été notifiée au SaintSiège. Napoléon dicta lui*mëmc le Concordat, improvisé dans cette première conférence, et bientôt U passa k l'eiamen des conseils des deux hautes parties contractantes, pour y recevoir la forme d'une loi et d'un traité. Le 2S5 janvier, le pape luiinéme, après quatre jours employés é la rédaction du Concordat, l'apporta avec une sorte de solennité dans le salon de l'Impératrice, où les deux cours étaient réunies, et le traité fut 'signé par les deux som verains. Le S7, l'Empereur revint à Paris. Le 15 février, eut lieu la publication du Concordat comme loi de l'Étal. Avant son départ de Fontainebleau , Na|K)léon combla de grâces et de distinctions de toute nature les membres de la cour pontificale : il alla même au-devant des désirs du pape, en rappelant d'exil les quatorze cardinaux qui avaient refusé d'assister au mariage de Marie-Louise. Mais initiés, pendant leur dispersion, dans les secrets de la conspiration européenne, cl fidèles à toutes les doctrines usurpatrices de la cour de Rome, le premier usage qu'ils firent de leur liberté fut de la tourner contre Napoléon, en assiégeant de terreurs et de remords l'ame timorée du Saint-Père. Le â5 mars, au mépris des sermons les plus solennels, ils obtinrent du vénérable vieillard, ou plutôt ils lui arrachèrent un véritable parjure. Ainsi, les intérêts temporels l'emportèrent sur rinlérét de la religion, api>cléc par Napoléon à la conquête de l'Ëuropeentière ; et le plus vertueux des pontifes, qui, livré à ses seules inspirations, aurait donné tout son sang pour étendre l'empire de l'Évangile sur toute la terre, préféra la possession de Rome à rcspérancc de runivcrsalité de la fui catholique. A la lecture du bref par lequel le pape lui exposait les motifs et le vœu de sa rétractation, Napoléon, qui avait oublié avec tant de gcncrosilé toutes les perfidies, toutes les trames du Saint-Siège pendant les guerres de la république en Italie et à l'cpoquc de la campagne de Wagrarii, éprouva la plus juste comme la plus vive indignation. Aussi, le jour môme de la réception de ce bref, le 25 mars, il y répondit par un décret qui substituait le métropolitain au souverain pontife, et prescrivait

l’obéissance au Concordat dans toute l'Europe. Celle grande négociation, échouée presque aussitôt que terminée, ii’étail pas d'un heureux augure pour la bonne foi des autres puissances de l'Europe. Effectivement une conjuration nouvelle les liait déjà toutes contre Napoléon, et non seulement elles se préparaient à violer vis-à-vis de lui tous les usages de la civilisation, mais elles avaient déjà enfreint les pactes les plus sacrés, en donnant, comme l'Autriche cl la Prusse, l'exemple à peu près inconnu de la trahison et la défection sous les armes, au milieu d’une guerre dont leur ambitieuse adulation avait réclamé le partage. En Prusse, il existait deux gouvernemens diiïérens: le premier, représenté par le roi, paraissait servir loyalement l'alliance armée, contractée avec la France contre la Russie en mars I8l2;lc second, organe caché do Tugendbvnd prussien, était l’ame de la ligue germanique contre Napoléon. Il avait puissamment aidé, pendant la dernière guerre d’Autriche, les opérations du duc de Brunswick, du major Scbill, et des autres chefs d'insurrection, qui, de concert avec rAnglclerrc, cherchèrent alors à dclroirc dans le nord de l’Allemagne la suprématie française : en un mot, la lutte des cabinets Your renverser Napoléon était commencée; et ces cabinets, si impopulaires de leur nature, allaient prendre les couleurs et le langage du patriotisme le plus pur, dans le dessein d'établir plus fortement que jamais la servitude publique par un grand mouvement national soulevé contre la domination de la France ! Cependant, à son passage de Wilna à Paris, leduc de Bassano avait reçu à Berlin, du chancelier baron de Hardenbcrg, et du roi lui-méme, les protestations les plus vives sur la fidelité de la Prusse à l’alliaoce; elles étaient journellement renouvelées au comte de Saint-Marsan, minislrcdcFrance. Indépendamment de CCS assurances, l'annonce du remplacement du général York, l'ordredc son arrestation et de sa mise en jugement, insérée dans la Ga^tte de Uerlin, le désaveu de la conduite de cet oQicicr et l'expression de l'indignation du roi, apportés aux Tuileries par le prince de Hatifelü, le même à qui Napoléon avait fait grâce de la vie en 1807, semblaient devoir inspirer la confiance. Pour raccrollrc encore, Frédéric avait chargé son envoyé extraordinaire de déclarer à l'Empereur qu'il était prêt à lever cinquante ou soixante mille hommes au scnicc de la France, si on lui donnait de l'argent. Ce prince le pouvait d’autant plus facilement qu’au lieu des quarantedeux mille hommes auxquels l’avait réduit le traité de Tiisilt, il en comptait déjà quatrc-vingt-qualre mille sous les armes, cl trois semaines après il y en eut deux cent mille. Le prince de Hatzfeld fut encore dinrgé de laisser entrevoir

au gouvernement français le désir d’une alliance de famille par le mariage d’une nièce de rEm|K*rcur avec le prince royal de Prusse! Rien o'etailnegtige pour endormir

qui ont une affection mutuelle. Le lendemain, le pape rend à Napoléon sa visite ; un seul entretien, rempli d'égards réciproques et de témoignages de bienveillance, ouvre et fixe la négociation. Ne pouvant obtenir Rome, et ne voulant pas accepter la résidence de Paris, Pie VII opte pour celle d'Avignon; il donnera ses bulles aux nouveaux évêques, ou, à son défaut, ce sera le métropolitain, six mois après que leur nomination aura été notifiée au Saint-Siége. Napoléon dicta lui-même le Concordat, improvisé dans cette première conférence, et bientôt il passa à l'examen des conseils des deux hautes parties contractantes, pour y recevoir la forme d'une loi et d'un traité. Le 25 janvier, le pape lui-même, après quatre jours employés à la rédaction du Concordat, l'apporta avec une sorte de solennité dans le salon de l'Impératrice, où les deux cours étaient réunies, et le traité fut signé par les deux souverains. Le 27, l'Empereur revint à Paris. Le 15 février, eut lieu la publication du Concordat comme loi de l'État. Avant son départ de Fontainebleau, Napoléon combla de graces et de distinctions de toute nature les membres de la cour pontificale : il alla même au-devant des désirs du pape, en rappelant d'exil les quatorze cardinaux qui avaient refusé d'assister au mariage de Marie-Louise. Mais initiés, pendant leur dispersion, dans les secrets de la conspiration européenne, et fidèles à toutes les doctrines usurpatrices de la cour de Rome, le premier usage qu'ils firent de leur liberté fut de la tourner contre Napoléon, en assiégeant de terreurs et de remords l'ame timorée du Saint-Père. Le 23 mars, au mépris des sermens les plus solennels, ils obtinrent du vénérable vieillard, ou plutôt ils lui arrachèrent un véritable parjure. Ainsi, les intérêts temporels l'emportèrent sur l'intérêt de la religion, appelée par Napoléon à la conquête de l'Europe entière : et le plus vertueux des pontifes, qui, livré à ses seules inspirations, aurait donné tout son sang pour étendre l'empire de l'Évangile sur toute la terre, préféra la possession de Rome à l'espérance de l'universalité de la foi catholique. A la lecture du bref par lequel le pape lui exposait les motifs et le vœu de sa rétractation, Napoléon, qui avait oublié avec tant de générosité toutes les perfidies, toutes les trames du Saint-Siége pendant les guerres de la république en Italie et à l'époque de la campagne de Wagram, éprouva la plus juste comme la plus vive indignation. Aussi, le jour même de la réception de ce bref, le 25 mars, il y répondit par un décret qui substituait le métropolitain au souverain pontife, et prescrivait l'obéissance au Concordat dans toute l'Europe.

Cette grande négociation, échouée presque aussitôt que terminée, n'était pas d'un heureux augure pour la bonne foi des autres puissances de l'Europe. Effectivement une conjuration nouvelle les liait déjà toutes contre Napoléon, et non seulement elles se préparaient à violer vis-à-vis de lui tous les usages de la civilisation, mais elles avaient déjà enfreint les pactes les plus sacrés, en donnant, comme l'Autriche et la Prusse, l'exemple à peu près inconnu de la trahison et la défection sous les armes, au milieu d'une guerre dont leur ambitieuse adulation avait réclamé le partage. En Prusse, il existait deux gouvernemens différens : le premier, représenté par le roi, paraissait servir loyalement l'alliance armée, contractée avec la France contre la Russie en mars 1812; le second, organe caché du *Tugendbund* prussien, était l'ame de la ligue germanique contre Napoléon. Il avait puissamment aidé, pendant la dernière guerre d'Autriche, les opérations du duc de Brunswick, du major Schill, et des autres chefs d'insurrection, qui, de concert avec l'Angleterre, cherchèrent alors à détruire dans le nord de l'Allemagne la suprématie française : en un mot, la lutte des cabinets pour renverser Napoléon était commencée ; et ces cabinets, si impopulaires de leur nature, allaient prendre les couleurs et le langage du patriotisme le plus pur, dans le dessein d'établir plus fortement que jamais la servitude publique par un grand mouvement national soulevé contre la domination de la France !

Cependant, à son passage de Wilna à Paris, le duc de Bassano avait reçu à Berlin, du chancelier baron de Hardenberg, et du roi lui-même, les protestations les plus vives sur la fidélité de la Prusse à l'alliance; elles étaient journellement renouvelées au comte de Saint-Marsan, ministre de France. Indépendamment de ces assurances, l'annonce du remplacement du général York, l'ordre de son arrestation et de sa mise en jugement, insérée dans la *Gazette de Berlin*, le désaveu de la conduite de cet officier et l'expression de l'indignation du roi, apportés aux Tuileries par le prince de Hatzfeld, le même à qui Napoléon avait fait grace de la vie en 1807, semblaient devoir inspirer la confiance. Pour l'accroître encore, Frédéric avait chargé son envoyé extraordinaire de déclarer à l'Empereur qu'il était prêt à lever cinquante ou soixante mille hommes au service de la France, si on lui donnait de l'argent. Ce prince le pouvait d'autant plus facilement qu'au lieu des quarante-deux mille hommes auxquels l'avait réduit le traité de Tilsitt, il en comptait déjà quatre-vingt-quatre mille sous les armes, et trois semaines après il y en eut deux cent mille. Le prince de Hatzfeld fut encore chargé de laisser entrevoir au gouvernement français le désir d'une alliance de famille par le mariage d'une nièce de l'Empereur avec le prince royal de Prusse! Rien n'était négligé pour endormir

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 585 U prudence de Napoléon. M. do Hardenberg a?ait fait de cette insinuation l'objet d'une note particulière au comte de Saint-Marsan. Notre ambassadeur, ainsi que le maréchal Âugereau qui commandait à Berlin le 2" corps, frappés également de la plus affreuse crédulité, écrivaient dans le même moment au prince de Neufcbàtci, que te roi et êon minittre n'étaient pour rien dam la capitulation de eee généraux; qu'il faudrait montrer au roip/M« de confiance.... Cest ainsi que Napoléon était servi par son ambassadeur et par le maréchal! Mais tout à coup un événement bien imprévu annonça le changement de système du gouvernement prussien. Le 22 janvier, on apprit à Berlin que Frédéric venait de partir pour Breslau. On prétendait que ce monarque avait craint d'élre enlevé dans sa capitale, tandis qu'à Breslau, ville ouverte, il aurait plus d'indépendance pour maintenir au moins sa neutralité. Ce départ si brusque au milieu d'un corps de l'armée française, put être interprété aussi comme une défection devant renoemi. En réponse à l'insertion de la Gasette de Berlin, le 27, le général Yorck avait publié à Kœnisberg une déclaration oùildisaitqucrordrcdeson arrestation lui avait été connu (taprèê un article inséré dans quelques exemplaires de la Gasette; mais que ni le général Klcist ni lui n'ayant été autrement informés de cette mesure, il conservait l'excrcicc du commandement et des autres fonctions déterminées par l'ordre du cabinet du 20 décembre 181 2. Ces paroles expliquent assez clairement que c'était en vertu des instructions de son gouvernement, transmises par M. de Hardenberg, que le général Yorck avait signé, le 30 décembre , la convention de Taurogen , dont la négociation avec le général Wiltgenstein remontait au 15 du même mois. Le général Yorck avait bien eu le temps de rendre compte de cette circonstance, de demander des ordres et d'en recevoir. Ia) départ du roi pour Breslau fut également l'ouvrage de son cabinet, que devait gêner à Berlin, non l'observation du maréchal Âugereau, mais la présence du corps d'armée français qu'il y commandait. LfC comte de Saint-Marsan, aussi peu clairvoyant que le maréchal, avait suivi Frédéric à Breslau, et l'alliance y subsista encore en apparence. Ce fut au nom de celle alliance et de la neutralitédc la Silésie que parurent dans celte ville, les 3, 9 et 10 février, les édits royaux qui appelaicntaux armes toute la population virile delà Prusse. On ne pouvait recruter d'une manière plus palpable pour les ennemis de la France. Le 12, une proclamation du général Yorck fut publiée à Kœnigsberg : w Les représenu tans de la nation

assemblés, disait il, ont décrété, « outre rarmement général , l'organisation d'un U corpsde cavalerie pour renforcer l'armée. Citoyens « de la Prusse, réunissons nos efforts pour montrer w à l'Europe ce que peut prmluirc l'amour pour le U roi et pour l'indépendance de la patrie. » Le 1 5 février, le baron de Hardenberg disait à M. de SaintMarsan , K que tout ce qui se passait était on effet U de la nécessité de sauver un coin de terre pour « servir d'asile au roi, et que le système n'avait « point varié! » Le ministre, le même jour, après avoir juré que son maître était resté invariablcdans sa politique, et qu'aucunes ouvertures directes ni indirectes n'avaient eu lieu vis-à-vis de la llussie, communiquait, comme une idée du roi, à l'ambassadeur français, le projet d'une intervention de la Prusse entre les puissances belligérantes pour obtenir une trêve, d'après laquelle l'armée russe se retirerait derrière la Vistulc, et l'armée française derrière l'Elbe, en remettant les grandes forteresses de l'Oder et la place de Dantzick aux troupes prussiennes. Une telle proposition voilait assez maladroitement un plan déjà convenu, une démarche concertée avec les alliés. M. de Saint-Marsan continuait à Breslau son système de confiance; il ignorait les communications journalières de cette cour avec le quartier impérial russe. Le 17 février, il se chargeait encore d'adresser à Paris de nouvelles protestations de Frédéric sur sa persévérance dans ses engagemens envers la France, et sur sa résolution de fournir à l'empereur Napoléon le contingent proniisdc trente mille hommes; et le 1*^ mars, ce prince signait avec la Russie le traité d'alliance dont la négociation avait nécessité seule son départ de Berlin. Bientôt une ordonnance, émanée de Frédéric luimëmc, proclame l'innocence du général Yorck, le conGrme dans son commandement, en mettant sous 5e$ordres,comincunc preuve de satisfaction et de la conûance illimitée du roi, les troupesdu général Bulow, dont la trahison vient délivrer le Bas4Ddcr aux Russes. Enfin, le 15 mars, l'empereur Alexandre arrivcàBrcslau,elditauroidc Prusse : «i Je jure de U ne déposer les armes que quand rAllcmagne sera U délivrée du joug des Français. » Dès lors sont déchirés aux yeux de l'Europe tous les voiles de la défection prussienne. Le 17 mars, à Paris, le baron de Kruscmarch transmet au duc de Bassano la déclaration de guerre de la Prusse, et demande scs passe-port. A cette nouvelle. Napoléon sc repentit amèrement de sa générosité à Tilsitt envers une maison toujours dominée par l'intérét du moment, cl si mobile dans sa politique. Hais l'infidélitc de la Prusse n'était que le prélude d'une convention qui fut signée, le 19 mars, à Breslau, par le

comte de Ncssclrodc elle baron de Hardenberg et le général Scharnhorst : elle stipulait que tous les princes allemands seraient appelés à concourir sans delai à l'affranchissement de leur patrie, /livto de quoi ils se>

la prudence de Napoléon. M. de Hardenberg avait fait de cette insinuation l'objet d'une note particulière au comte de Saint-Marsan. Notre ambassadeur, ainsi que le maréchal Augereau qui commandait à Berlin le 2e corps, frappés également de la plus affreuse crédulité, écrivaient dans le même moment au prince de Neufchâtel, *que le roi et son ministre n'étaient pour rien dans la capitulation de ses généraux; qu'il faudrait montrer au roi plus de confiance....* C'est ainsi que Napoléon était servi par son ambassadeur et par le maréchal! Mais tout à coup un événement bien imprévu annonça le changement de système du gouvernement prussien. Le 22 janvier, on apprit à Berlin que Frédéric venait de partir pour Breslau. On prétendait que ce monarque avait craint d'être enlevé dans sa capitale, tandis qu'à Breslau, ville ouverte, il aurait plus d'indépendance pour maintenir au moins sa neutralité. Ce départ si brusque au milieu d'un corps de l'armée française, put être interprêté aussi comme une défection devant l'ennemi. En réponse à l'insertion de la *Gazette de Berlin*, le 27, le général Yorck avait publié à Kœnisberg une déclaration où il disait que l'ordre de son arrestation lui avait été connu *d'après* un article inséré *dans quelques exemplaires* de la *Gazette;* mais que ni le général Kleist ni lui n'ayant été autrement informés de cette mesure, il conservait l'exercice du commandement et *des autres fonctions déterminées par l'ordre du cabinet du 20 décembre* 1812. Ces paroles expliquent assez clairement que c'était en vertu des instructions de son gouvernement, transmises par M. de Hardenberg, que le général Yorck avait signé, le 30 décembre, la convention de Taurogen, dont la négociation avec le général Wittgenstein remontait au 15 du même mois. Le général Yorck avait bien eu le temps de rendre compte de cette circonstance, de demander des ordres et d'en recevoir. Le départ du roi pour Breslau fut également l'ouvrage de son cabinet, que devait gêner à Berlin, non l'observation du maréchal Augereau, mais la présence du corps d'armée français qu'il y commandait.

Le comte de Saint-Marsan, aussi peu clairvoyant que le maréchal, avait suivi Frédéric à Breslau, et l'alliance y subsista encore en apparence. Ce fut au nom de cette alliance et de la neutralité de la Silésie que parurent dans cette ville, les 3, 9 et 10 février, les édits royaux qui appelaient aux armes toute la population virile de la Prusse. On ne pouvait recruter d'une manière plus palpable pour les ennemis de la France. Le 12, une proclamation du général Yorck fut publiée à Kœnigsberg : « Les représen- « tans de la nation assemblés, disait-il, ont décrété, « outre l'armement général, l'organisation d'un « corps de cavalerie pour renforcer l'armée. Citoyens « de la Prusse, réunissons nos efforts pour montrer « à l'Europe ce que peut produire l'amour pour le « roi et pour l'indépendance de la patrie. » Le 15 février, le baron de Hardenberg disait à M. de Saint-Marsan, « que tout ce qui se passait était un effet « de la nécessité de sauver un coin de terre pour « servir d'asile au roi, et que le système n'avait « point varié! » Le ministre, le même jour, après avoir juré que son maître était resté invariable dans sa politique, et qu'aucunes ouvertures directes ni indirectes n'avaient eu lieu vis-à-vis de la Russie, communiquait, comme une idée du roi, à l'ambassadeur français, le projet d'une intervention de la Prusse entre les puissances belligérantes pour obtenir une trêve, d'après laquelle l'armée russe se retirerait derrière la Vistule, et l'armée française derrière l'Elbe, en remettant les grandes forteresses de l'Oder et la place de Dantzick aux troupes prussiennes. Une telle proposition voilait assez maladroitement un plan déjà convenu, une démarche concertée avec les alliés. M. de Saint-Marsan continuait à Breslau son système de confiance; il ignorait les communications journalières de cette cour avec le quartier impérial russe. Le 17 février, il se chargeait encore d'adresser à Paris de nouvelles protestations de Frédéric sur sa persévérance dans ses engagemens envers la France, et sur sa résolution de fournir à l'empereur Napoléon le contingent promis de trente mille hommes; et le 1er mars, ce prince signait avec la Russie le traité d'alliance dont la négociation avait nécessité seule son départ de Berlin. Bientôt une ordonnance, émanée de Frédéric lui-même, proclame l'innocence du général Yorck, le confirme dans son commandement, en mettant sous ses ordres, comme une preuve de satisfaction et de la confiance illimitée du roi, les troupes du général Bulow, dont la trahison vient de livrer le Bas-Oder aux Russes. Enfin, le 15 mars, l'empereur Alexandre arrive à Breslau, et dit au roi de Prusse : « Je jure de « ne déposer les armes que quand l'Allemagne sera « délivrée du joug des Français. »

Dès lors sont déchirés aux yeux de l'Europe tous les voiles de la défection prussienne. Le 17 mars, à Paris, le baron de Krusemarch transmet au duc de Bassano la déclaration de guerre de la Prusse, et demande ses passe-port. A cette nouvelle, Napoléon se repentit amèrement de sa générosité à Tilsitt envers une maison toujours dominée par l'intérêt du moment, et si mobile dans sa politique. Mais l'infidélité de la Prusse n'était que le prélude d'une convention qui fut signée, le 19 mars, à Breslau, par le comte de Nesselrode et le baron de Hardenberg et le général Scharnhorst : elle stipulait que tous les princes allemands seraient appelés à concourir sans délai à l'affranchissement de leur patrie, *faute de quoi ils se-*

 raient priri* de leurs États, L'indêpenOanccdcs rois ne pouvait être attaquée d'une manière plus despotique, ni les liens sacrés des traités brisés avec plus de violence. Le vénérable roi de Saxe s’indigna de cette tyrannie, qui était une atteinte aux droits des couronnes, en même temps qu’un fatal exemple de réliclliondonnéaux peuples pardesroiseux*mèmcs : aussi, dès le 23 février, ce tnalbeurcux prince, ne voulant pas trahir sa foi engagée à Napoléon, mais menacé de la pertede son trône par les proclamations d’un générai russe,ctcraignant d’ailleurs de tomber, dans son propre palais, aux mains du partisan itrindel, était allé chercher un asile à Plauen, de là à Ratisbonne ; et enfin , attiré à Prague par sa confiance dans la médiation autrichienne en faveur de fa France, il y resta jusqu’à ce que la victoire de Lutzen lui eût rouvert les |>ortes de sa capitale. D’autres articles du traité de Brcsiau portaient qu’un conseil central d’administration russe et prussienne gouvernerait les provinces conquises au profit des alliés; une armée de ligne, ainsi qu'une levée en masse, devaient en outre être organisées dans tous les Étals de la (^nfédération du Rhin. C*est alors que le maréchal KutusoiT s'empressa de déclarer, à Kaiish, la dissolution de la Confédération du Rhin, et appela tous les Allemands à une véritable insurrection : U Que chacun, disait-il, prince, noble U ou d'un bas étage seconde de son bien et de son «4 sang, de son corps et de sa vie,dc cœur et d'esprit, U les projets d’Alexandre et de Frédéric. » 11 menaçait ensuite de ta puistance de$ amies prises si jusU^meni, les princes parjures à la cause de l’AIicmagne. Celte proclamation du général KutusofT, comme toutes celles qui furent alors répandues en Allemagne parBlücher, Wittgenstein Je cosaque PlalofT, etc., rappelle les manifestes et souvent le témoignage de la Convention contre Ica rots; on y empruntaitjusqu’aux motssacraraenlels: la liberié, VégalUi onia mort, A la nouvelle de la désertion de la Prusse, Napoléon avait eu raison de dire : « J'aime mieux tm ennemi déclaré, qu'un ami toujours prêt à m'ahandonners » Ceci pouvait s'appliquer aussi à l’Autriche; car la convention de Kaiish, du 29 mars, entre H. de Ncssclrodc cl M. de Lcbzeltcrn, légalisa ofüciellcmcnt l’accord existant entre les cours de Vienne et de Pélersbourg. Celte convention était relative à l’armistice déjà conclu entre le prince de Schwartzemberg et II. d’Aiislcdt à Varsovie, et stipulait une nouvelle suspension d'armes quand la retraite des Autrichiens serait à peu près consommée. La dénonciation de l’armistice

actuel serait motivée par l’impossibilité dans laquelle se troucent les alliés de laisser dans leurs flancs et à leur dos un fOrjrer de mouremens et d’ififM rrec/mn, tel que roffYe l'armée polonaise sous le prince Poniatowski. La présente transaction t'estera à jamais secrète entre les deux cours impériales , et ne pourra de part et d'autre être communiquée qu'à S. Af. le roi de J*russe uniquement. Tel fut le premier lien diplomatique qui associa les cabinets de Petersbourg, de Vienne et de Berlin dans la conjuration ourdie par i'Aiiglclcrrc pour la ruine de Napoléon et la dcslruclionde l’empire français. Toulcequi suivit ce gage secret de la ligue des rois, convention de Dresde, congrès de Cliàtillon, ne fut que déception delà partde l'Autriche. Son parti était pris a Wiliia, quand elle y envoya H. de I.ebzdlcrn, et à Paris quand clic y envoya M. de Bubna et le prince de Schwarliemberg;ù Vienne, quand cl le y reçut, après le départ de sir Horace Walpolc, M. de Slackcibcrg pour la Russie, et U. de Humboldl pour la Prusse. La preuve de celle assertion va ressortir de tous les faits suivans. ('/Cite puissance, qui, pendant que Napoléon était encore engagé dans les glaces de la Russie, où l’on espérait le voir enseveli avec son armée, avait pris une altitude menaçante, tenait un autre langage depuis le retour à Paris, et ne cessait de multiplier les prolcslalions d'amitié. On disait à Paris au duc de Bassano, et à Vienne au comte Otto : « L’Autriche « désire plus la |>aix pour elle et |K>ur l'Kurope que « pour la France. Ce n'csl pas l'cmpcrcur Napoléon U qui CO a le plus besoin; lui seul est intact, malgré U ses perles; lui seul est en mesure de dicter la paix : K il dépend de lui de rester un an sur la Vislule. « Jamais les Russes ne franchiront cette barrière. >• .\i. dcLcbzellem parlait louldifTéreinmenlà Wilna. (le|K'n(laiili'Aulricbc manifestait l'inlenlion de montrtT un esprit de conciliation désintéressé, et demandait en conséquence la confiance de Napoléon. Bientôt, comme si les choses eussent été d’accord entre le beau-père cl le gendre, elle déclara sa négociation ouverte avec l'empereur Alexandre, et couvrit ainsi d'une bonne apparence les intrigues qu’elle formait contre la France. Mais elle tirait, de la position nouvelle qu'elle semblait avoir prise de notre aveu, la conséquence de ne pas augmenter son contingent, pour ne pas effaroucher nos ennemis qui s'adressaient à Quelques jours après, M. de Mellernich allait encore plus loin : » Tout ce que l’on demande à U « France, disait-il, c'eslde taire les plus grands pré■ paralifs pour une nouvelle campagne. » El afin d’assurer le maintien de l’alliance por /a eoo;>éran'on ostensible de ta guerre, il annonçait la mobilisation de soixante-dix mille hommes dans la

Gailicie cl la création de quaranle^inq millions de florins de billets de banque. Le cabinet de Vienne s’engageait à n’agirquccomwf »7conriefk/ro»/ à l'empereur \apoDigitized by Guugk

raient privés de leurs États. L'indépendance des rois ne pouvait être attaquée d'une manière plus despotique, ni les liens sacrés des traités brisés avec plus de violence. Le vénérable roi de Saxe s'indigna de cette tyrannie, qui était une atteinte aux droits des couronnes, en même temps qu'un fatal exemple de rébellion donné aux peuples par des rois eux-mêmes : aussi, dès le 23 février, ce malheureux prince, ne voulant pas trahir sa foi engagée à Napoléon, mais menacé de la perte de son trône par les proclamations d'un général russe, et craignant d'ailleurs de tomber, dans son propre palais, aux mains du partisan Brindel, était allé chercher un asile à Plauen, de là à Ratisbonne ; et enfin, attiré à Prague par sa confiance dans la médiation autrichienne en faveur de la France, il y resta jusqu'à ce que la victoire de Lutzen lui eût rouvert les portes de sa capitale. D'autres articles du traité de Breslau portaient qu'un conseil central d'administration russe et prussienne gouvernerait les provinces conquises au profit des alliés ; une armée de ligne, ainsi qu'une levée en masse, devaient en outre être organisées dans tous les États de la Confédération du Rhin. C'est alors que le maréchal Kutusoff s'empressa de déclarer, à Kalish, la dissolution de la Confédération du Rhin, et appela tous les Allemands à une véritable insurrection : « ..... Que chacun, disait-il, prince, noble « ou d'un bas étage seconde de son bien et de son « sang, de son corps et de sa vie, de cœur et d'esprit, « les projets d'Alexandre et de Frédéric. » Il menaçait ensuite *de la puissance des armes prises si justement,* les princes parjures à la cause de l'Allemagne. Cette proclamation du général Kutusoff, comme toutes celles qui furent alors répandues en Allemagne par Blücher, Wittgenstein, le cosaque Platoff, etc., rappelle les manifestes et souvent le témoignage de la Convention contre les rois ; on y empruntait jusqu'aux mots sacramentels : *la liberté, l'égalité ou la mort.*

A la nouvelle de la désertion de la Prusse, Napoléon avait eu raison de dire : « *J'aime mieux un ennemi déclaré, qu'un ami toujours prêt à m'abandonner.* » Ceci pouvait s'appliquer aussi à l'Autriche ; car la convention de Kalish, du 29 mars, entre M. de Nesselrode et M. de Lebzeltern, légalisa officiellement l'accord existant entre les cours de Vienne et de Pétersbourg. Cette convention était relative à l'armistice déjà conclu entre le prince de Schwartzemberg et M. d'Anstedt à Varsovie, et stipulait une nouvelle suspension d'armes quand la retraite des Autrichiens serait à peu près consommée. La dénonciation de l'armistice actuel serait motivée *par l'impossibilité dans laquelle se trouvent les alliés de laisser dans leurs flancs et à leur dos un foyer de mouvemens et d'insurrection, tel que l'offre l'armée polonaise sous le prince Poniatowski.* La présente transaction *restera à jamais secrète entre les deux cours impériales, et ne pourra de part et d'autre être communiquée qu'à S. M. le roi de Prusse uniquement.* Tel fut le premier lien diplomatique qui associa les cabinets de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin dans la conjuration ourdie par l'Angleterre pour la ruine de Napoléon et la destruction de l'empire français. Tout ce qui suivit ce gage secret de la ligue des rois, convention de Dresde, congrès de Châtillon, ne fut que déception de la part de l'Autriche. Son parti était pris à Wilna, quand elle y envoya M. de Lebzeltern, et à Paris quand elle y envoya M. de Bubna et le prince de Schwartzemberg ; à Vienne, quand elle y reçut, après le départ de sir Horace Walpole, M. de Stackelberg pour la Russie, et M. de Humboldt pour la Prusse. La preuve de cette assertion va ressortir de tous les faits suivans.

Cette puissance, qui, pendant que Napoléon était encore engagé dans les glaces de la Russie, où l'on espérait le voir enseveli avec son armée, avait pris une attitude menaçante, tenait un autre langage depuis le retour à Paris, et ne cessait de multiplier les protestations d'amitié. On disait à Paris au duc de Bassano, et à Vienne au comte Otto : « L'Autriche « désire plus la paix pour elle et pour l'Europe que « pour la France. Ce n'est pas l'empereur Napoléon « qui en a le plus besoin ; lui seul est intact, malgré « ses pertes ; lui seul est en mesure de dicter la paix : « il dépend de lui de rester un an sur la Vistule. « Jamais les Russes ne franchiront cette barrière. » M. de Lebzeltern parlait tout différemment à Wilna. Cependant l'Autriche manifestait l'intention de montrer un esprit de conciliation désintéressé, et demandait en conséquence la confiance de Napoléon. Bientôt, comme si les choses eussent été d'accord entre le beau-père et le gendre, elle déclara sa négociation ouverte avec l'empereur Alexandre, et couvrit ainsi d'une bonne apparence les intrigues qu'elle formait contre la France. Mais elle tirait, de la position nouvelle qu'elle semblait avoir prise de notre aveu, la conséquence de ne pas augmenter son contingent, *pour ne pas effaroucher nos ennemis qui s'adressaient à elle.*

Quelques jours après, M. de Metternich allait encore plus loin : « Tout ce que l'on demande à la « France, disait-il, c'est de faire les plus grands pré- « paratifs pour une nouvelle campagne. » Et afin d'assurer le maintien de l'alliance *par la coopération ostensible de la guerre,* il annonçait la mobilisation de soixante-dix mille hommes dans la Gallicie et la création de quarante-cinq millions de florins de billets de banque. Le cabinet de Vienne s'engageait à n'agir que *comme il conviendrait à l'empereur Napo-*

The text on this page is estimated to be only 29.43% accurate

HISTOmR DB NAPOLÉON. ZS^ lion, et à ne pas /taire un po« à son insu. Sans doulc rien n'élail plus perridc'qucd'eicllcr la France A une guerre que l'Aulrichc no devait pas soutenir, cl de iit'gociercnsecrctàWilna, à Vienne, à llrcslau, tout en réclamant les droits de ralliancc. u Elle devait « être éternelle, comme les motifs qui l'avaient fait Il naître; c'clait l'Autriche qui l'avait recherchée : « elle avait bien réfléchi avant. Si le cabinet avait à « la refaire, il ne voudrait pas la minuter autrement « qu'elle n'est. I* M.dc Mcllernich ne s'arrêta pas là; cl, comme s'il avait pu tout à coup se persuader que la France eût lolnlemenl oublie le séjour et la prépondérance de sir Horace Walpolc à Vienne |K'ndantIa campagne de Russie, il annonça «qu'il V n'aurnil avec l'Angleterre des relations directes, •I que quand il y serait autorisé par la France, et « qu'en conséquence il désignait au cabinet des « Tuileries le baron de Wessemberg comme choisi « i>our la mission de Londres. » La confidence de M. de Mellernich fut entière au sujet de l'Angleterre. « Outre les sept millions ster« ling qu'elle donne à la Russie, disait-il encore, elle H nous offre dix millions pour changer de système. « AoM*orow*repoM«««é(?flrecwié/ym.quoique •I nos tinances soient dansic plus grand délabrement. « Nos douanes sont à présent notre principal revenu. « Nous sommes sûrs de i>erdrc cette branche liicra« tivc de nos finances, «» tous renoncez à roire $xs«I lème (Texclusiondes denrées coloniales,.,^* Hélait impossible de pousser plus loin les précautions de la trahison, que de paraître ainsi se rattacher par un intérêt spécial au blocus continental dont la destruction était le cri de ralliement de la Russie, de la Suède, de la Prusse, de l'Angleterre, cl de la conjuration germanique. Telle était rallitude officielle de l'Autriche vis-àvis de la France, lorsque l'arrivée du prince de Schwartzeniberg à Paris fut annoncée pour la fin de février. En sa qualité d'ambassadeur et de commandant du contingent autrichien, il devait suivre la marche des négociations et prendre tes ordres de l'eutpereur Napoléon pour la campagne prochaine. Mais l'armistice de Varsovie, la convcnlioii de Poschercau cl celle de Kaiish, et le traité de flreslau, seront pour Napoiéoncomplètemcnt identiques avec l'intervention proposée par la Prusse et la médiation actuelle de rAulrichc. (x't armistice du prince de Schwarlzcmberg venait de découvrir, sans coup férir, le flanc droit de l'armée française, comme la convention du général Yorck avait livré le flanc gauche à la Russie. A rimitalion aussi de l'appel fait au nom de

l'alliauce française, à Breslau, à tous les Prussiens en âge de prendre les armes, et avec la même perfidie d'intention, l'Autriche avait ordonné l'insurrection nationale par la levée de sa landwehr. Enfin, l'Autriche avait articulé les grands mois û' intervention cl cnsiiile de médiation. C'était par rinlcrmcdiairc du cabinet de Vienne que les paroles de paix seraient écoutées de la Russie. Otlc couleurclaildonnéc a la mission autrichienne de Wilna; et ainsi avait été convenue à Kaiish, entre M. de Nessclrodc cl M. de Lcbzeltern, l'évacuation de la Pologne par le contingent autrichien et par la cavalerie saxonne, et enfin, de toute nécessité, par le corps de Poniatowski; en un mot par plus de cinquante mille hommes qui eussent défendu la Vistulc! Dans rattente où la cour de France était de l'arrivéedu princcdcSchwartzcmhcrg, il |>arul au cabinet que l'ambassadeur Otto s'était laissé trop entraîner aux assurances do M. de McUernich. On n'avait pas le lempsd'attcndrc qu'il fut détrompé: on fit aussitôt partir {mur lui succéder le comte de Narbonne, aidcde-camp de l'Empereur pendant la campagne de Russie. Il était à Vienne le 17 mars, douze jours avant le départ du prince de Schwarlzcmberg, qui, annoncé dès le 14 février, ne quitta Vienne que le S9 mars. Ce prince était encore en route,ct Napoléon savait déjà des nouvelles ducomlc de Narbonne. Dans les premiers jours de son arrivée à Vienne, ce ministre avait découvert, avec une sagacité merveilleuse, les secrets de la politique autrichienne elles engagemens qui, peu de mois après, furent proclamés sous le nom de tjuadruple alliance, L'Autriche availfail du chemin depuis la convention de Kaiish. M. de Meltcrnich, dévoilé, prit alors avec M. de Narbonne le langage de médiateur armé, caractère que la Franee était bien loin de lui accorder : il exigeait le sacrifice des déparlemeris anséatiques; il déclarait que l'Autriche ne sc battrait ni pour les Polonais, ni mémo pour conserver à Napoléon le titre de protecteur de la Confédération du Bhin. L'Angleterre était satisfaite; elle allait recueillir enfin les fruits de la rupture du traité d'Ainioiis, cl sortir encore invulnérable des derniers champs de bataille où devaient être sacrifiés la France cl Napoléon; car, depuiscellc époque, elle avait conçu ridée d'étouffer le vainqueur sous le poids des trophées qu'il coûtait à l'Europe. La politique anglaise avait prononce deux arrêts : refuser toujours la paix à la France, cl armer toujours l'Europe contre la France. Napoléon n'ignorait pas cette inexorable fatal! té allaehée à sa grandeur; aussi avait-il apprécié la valeur de la mission du baron de Wessemberg, et, bienque la cour de Vienne fût déjà agrégée à la conspiration britannique, il connaissait

tnicuxqu’ellcrinflexibiüté dont le cabinet de Londres, déjà à la lèlcdcs trois grandes puissances du Nord, sauraitentourer la négociation que l’Autriche croyait pouvoirexploiterà son profit. En effet, loin de vouloir prêter l’oreille à 49 Digitized by Cooglt

léon, et à ne pas faire un pas à son insu. Sans doute rien n'était plus perfide que d'exciter la France à une guerre que l'Autriche ne devait pas soutenir, et de négocier en secret à Wilna, à Vienne, à Breslau, tout en réclamant les droits de l'alliance. « Elle devait « être éternelle, comme les motifs qui l'avaient fait « naître; c'était l'Autriche qui l'avait recherchée : « elle avait bien réfléchi avant. Si le cabinet avait à « la refaire, il ne voudrait pas la minuter autrement « qu'elle n'est. » M. de Metternich ne s'arrêta pas là; et, comme s'il avait pu tout à coup se persuader que la France eût totalement oublié le séjour et la prépondérance de sir Horace Walpole à Vienne pendant la campagne de Russie, il annonça « qu'il « n'aurait avec l'Angleterre des relations directes, « que quand il y serait autorisé par la France, et « qu'en conséquence il désignait au cabinet des « Tuileries le baron de Wessemberg comme choisi « pour la mission de Londres. »

La confidence de M. de Metternich fut entière au sujet de l'Angleterre. « Outre les sept millions ster- « ling qu'elle donne à la Russie, disait-il encore, elle « nous offre dix millions pour changer de système. « *Nous avons repoussé son offre avec mépris,* quoique « nos finances soient dans le plus grand délabrement. « Nos douanes sont à présent notre principal revenu. « Nous sommes sûrs de perdre cette branche lucra- « tive de nos finances, *si vous renoncez à votre sys-* « *tème d'exclusion des denrées coloniales...* » Il était impossible de pousser plus loin les précautions de la trahison, que de paraître ainsi se rattacher par un intérêt spécial au blocus continental dont la destruction était le cri de ralliement de la Russie, de la Suède, de la Prusse, de l'Angleterre, et de la conjuration germanique.

Telle était l'attitude officielle de l'Autriche vis-à-vis de la France, lorsque l'arrivée du prince de Schwartzemberg à Paris fut annoncée pour la fin de février. En sa qualité d'ambassadeur et de commandant du contingent autrichien, il devait suivre la marche des négociations *et prendre les ordres de l'empereur Napoléon pour la campagne prochaine.* Mais l'armistice de Varsovie, la convention de Poschereau et celle de Kalish, et le traité de Breslau, seront pour Napoléon complètement identiques avec l'intervention proposée par la Prusse et la médiation actuelle de l'Autriche. Cet armistice du prince de Schwartzemberg venait de découvrir, sans coup férir, le flanc droit de l'armée française, comme la convention du général Yorck avait livré le flanc gauche à la Russie. A l'imitation aussi de l'appel fait au nom de l'alliance française, à Breslau, à tous les Prussiens en âge de prendre les armes, et avec la même perfidie d'intention, l'Autriche avait ordonné l'insurrection nationale par la levée de sa landwehr. Enfin, l'Autriche avait articulé les grands mots d'*intervention* et ensuite de *médiation.* C'était par l'intermédiaire du cabinet de Vienne que les paroles de paix seraient écoutées de la Russie. Cette couleur était donnée à la mission autrichienne de Wilna; et ainsi avait été convenue à Kalish, entre M. de Nesselrode et M. de Lebzeltern, l'évacuation de la Pologne par le contingent autrichien et par la cavalerie saxonne, et enfin, de toute nécessité, par le corps de Poniatowski; en un mot par plus de cinquante mille hommes qui eussent défendu la Vistule!

Dans l'attente où la cour de France était de l'arrivée du prince de Schwartzemberg, il parut au cabinet que l'ambassadeur Otto s'était laissé trop entraîner aux assurances de M. de Metternich. On n'avait pas le temps d'attendre qu'il fut détrompé : on fit aussitôt partir pour lui succéder le comte de Narbonne, aide-de-camp de l'Empereur pendant la campagne de Russie. Il était à Vienne le 17 mars, douze jours avant le départ du prince de Schwartzemberg, qui, annoncé dès le 14 février, ne quitta Vienne que le 29 mars. Ce prince était encore en route, et Napoléon savait déjà des nouvelles du comte de Narbonne. Dans les premiers jours de son arrivée à Vienne, ce ministre avait découvert, avec une sagacité merveilleuse, les secrets de la politique autrichienne et les engagemens qui, peu de mois après, furent proclamés sous le nom de *quadruple alliance.* L'Autriche avait fait du chemin depuis la convention de Kalish. M. de Metternich, dévoilé, prit alors avec M. de Narbonne le langage de médiateur armé, caractère que la France était bien loin de lui accorder : il exigeait le sacrifice des départemens anséatiques; il déclarait que l'Autriche ne se battrait ni pour les Polonais, ni même pour conserver à Napoléon le titre de *protecteur de la Confédération du Rhin.*

L'Angleterre était satisfaite; elle allait recueillir enfin les fruits de la rupture du traité d'Amiens, et sortir encore invulnérable des derniers champs de bataille où devaient être sacrifiés la France et Napoléon; car, depuis cette époque, elle avait conçu l'idée d'étouffer le vainqueur sous le poids des trophées qu'il coûtait à l'Europe. La politique anglaise avait prononcé deux arrêts : refuser toujours la paix à la France, et armer toujours l'Europe contre la France. Napoléon n'ignorait pas cette inexorable fatalité attachée à sa grandeur; aussi avait-il apprécié la valeur de la mission du baron de Wessemberg, et, bien que la cour de Vienne fût déjà agrégée à la conspiration britannique, il connaissait mieux qu'elle l'inflexibilité dont le cabinet de Londres, déjà à la tête des trois grandes puissances du Nord, saurait entourer la négociation que l'Autriche croyait pouvoir exploiter à son profit. En effet, loin de vouloir prêter l'oreille à

 (]cs propositions d'acconfimmlemcnt , l’Anglotcrrc achetait, uu million sterling de subsides et avec la promesse de la Guadeloupe et de la Norvège, la coopération de Ilernadotte qui devait commander trente mille Suédois, les vingt-cinq mille hommes du corps prussien de Uulo w, et un corpsrusse. A ce prix, Bernadutte, enfant de la France, Bernadotte, que notre gloire a fait roi, portera les armes contre la patrie qui !*a élevé, contre le héros qui lui a permis d'occuper un tréne et qui lui a pardonné des conspirations tramées pour sa ruine. Maisriiorizonp^diliques'obscurcissaitchaqucjour davantage. L'Autriche, d'un cété, découvrait par degré ses pensées et ses prétentions, et tout annonçait pour la France la nécessité de renouer ralliaiicc par des victoires; d'un autre c6lc, la saison des combats venait de s’ouvrir, et les armées en marche entre le Rhin et l'Elbe donnaient à Napoléon le signal du départ. Le temps lui manque pour remplir le vœu du Sénat : le roi de Rome et l'Impératrice ne seront pas couronnés. Napoléon a reculé devant le luxe intempestif qui aurait distrait une partie de son trésor dévoué tout entier aux besoins de ta guerre. Cependant il pense encore à la conspiration de Malet, et voulant laisser, pendant son absence, une garantie à l'empire, il décerne solennellcnicnl, le 30 mars, la régence à Marie-Louise, à la petite-iilic de MarieThérèse ; simvenîr héroïque, que rappelle à l’Impératrice la harangue du Sénat, et que tous deux ils doivent bientôt oublier! Napoléon a congédié M. de Bubna, ce négociateur est parti pour Vienne avec des déclarations précises en échange de mcnsoiH gères protestations; car on a parlé à M. de Bubna de l'indépendance du royaume d'Italie, de celle do la 'Toscane, de celle des États romains, de celle de In Hollande au-delà du Rhin, et enfin de celle des villes anséatiques, si Ton veut faire la paix générale. Ainsi, la France impériale ne serait plus que la France de la république, Iclleque le premier Consul l’avait trouvée. Ulliroalum généreux, où le désintéressement de tant de gloire prouve éloquemment à quels sacrifices le héros de la France, prêt au combat, pouvait descendre pour le salut ci rhonneur de sa patrie! Napoléon a rendu SI. de Bubna porteur d’une lettre qui ajoute une garantie à scs intentions pacifiques. Enûn, le 13 avril, arriva le prince de Sclivartzemberg; il avait mis seize jours à venir de Vienne à Paris. L'Empereur parlait lc1$:il reçut l’ambassadeur le 14 ; mais comme il avait tout dit à l'empereur d’Autriche dans sa lettre et à M. de Bubna , le

nouvel envoyé ne fut pour lui que le commandant du contingent, cl il lui adressa ces paroles :

The text on this page is estimated to be only 27.94% accurate

HISÏOIBE DE NAPOLÉON. J87 CHAPITRE II. üCPAItT lit MATKKCi:. — 61 ITK ueS AFPAIRE9 D'Al'TRiaiE. — COai!.%t UE WEISSEÜPEl S. — R\T6(i.LE RE I Peaoa?it les huit jours que Napoléon passe à HayencC) il parvient à organiser tous les corps uur s'établir à Prague. Napoléon pénétra facilement le rnulif de la préférence accordée parlevicux monarqucàunccapilalc de la maison d'Autriche; et il jugea que le temps était arrivé de donner à la Saxe le spectacle d'une victoire française. Le rFiupcrcur se trouvait à Erfurl, à Erfurt où quatre ans auparavant il était le roi des rois. Leiiiéiiic jour son quartier-général est à Aucrslacdl, théâtre d'une autre gloire. Le prince de la Moskuwa marchait sur Naumhuurg, le comte berlrand sur léua, le duc de Reggio sur Saalfcld, le duc de Ragusc se trouvait à Veissenzée, et le viceroi s'avancait sur Hall et sur Mersebourg; la garde impcrialo était à Weimar. En parcourant une route jalonnée par tant de souvenirs glorieux, Napoléon reçut les acclamations de la jeune armée qu'il ne connaissait ;tas encore. Il s'arrêta pour assister lui-méme à la distribution des premières armes qu'elle eût portées; et passant lentement à travers leurs longues colonnes, il parlait à ses nouveaux soldats cl les encourageait. Bientôt tous l'eurent vu; tous étaient certains de vaincre avec lui, cl lui, de vaincre avec eux. Lepcndanl l'üinbassadeui d'Autriclic, dans de fréquentes conférences à Paris avec le due de Bassano, avouailhaulcmenl le système de la médiation armée. Celte déclaration, à laquelle il était dillicilc du s'altciidre, avait été provoquée par le zèle imprudent du comte de Narbonne i demander des explications catégoriques sur la question de savoir si lu corps auxiliaire restait toujours â la disposition de Napoléon. M. de MeUernich, forcé dans scs reirancheinens, avait répondu que ie$ sUputaiions du 14 mars 1812, re/a//cejâ un corps auxiliaire, cessaientd'âtreapplicablesàlacirconslance actuelle; mais que celle déclaration ne priyugeaiten rien les bases de ralliancc.Wtisi Napoléon esta la fois trompé parladuplicilcdc celte réponse, et il voit s'évanouir tout rclFel de la sage circons{M.*ction qu'il a prescrite à son cabinet pour empêcher l'Autriche de lever le masque. Dès lors le prince de Schwartzemijerg garda de jour en jour moins de ménagemens, il alla môme jusqu'à dire au duc de Bassano,qui cherchait à trouver dans le lien de famille la raison nécessaire de l'indissulubililéde l'alliance: «La po/i« tique a fàii le mariage, la politique pourrait le dé~ U /hire.»Leduc do

Bassanonelransmitpointàl’Empereur les paroles du prince de Schwarlzembei^: mais, voulant encore paraître ignorer la rë(K>iise de M. de MeUernich à M. de Narbonne, Napoléon ordonna, d'Erfurt, au général Friinonl de dénoncer rarmislicc, et lit écrire à son ambassadeur qu'Ü comptait sur le contingent, et qu’il agréait Prague pour un congres : u Je veux la paix, disait-il, « mais non une paix ofTcrle comme une capilula« lion. Je la veux sur des bases que je comprenne, « et qui inéuagerit les interets permauens de la Digitized by Google

CHAPITRE II.

DÉPART DE MAYENCE. — SUITE DES AFFAIRES D'AUTRICHE. — COMBAT DE WEISSENFELS. — BATAILLE DE LUTZEN.

PENDANT les huit jours que Napoléon passe à Mayence, il parvient à organiser tous les corps de la nouvelle armée que la France venait d'improviser, et à compléter le système défensif de cette grande place d'armes sur la rive droite du Rhin. Il y reçoit une lettre importante du roi de Saxe. Ce prince, à qui il avait offert un asile, l'informait que, dans l'intention de servir la médiation autrichienne, à laquelle l'intérêt de son alliance avec la France l'a fait accéder, il avait quitté Ratisbonne pour s'établir à Prague. Napoléon pénétra facilement le motif de la préférence accordée par le vieux monarque à une capitale de la maison d'Autriche ; et il jugea que le temps était arrivé de donner à la Saxe le spectacle d'une victoire française. Le 25, l'Empereur se trouvait à Erfurt, à Erfurt où quatre ans auparavant il était le roi des rois. Le même jour son quartier-général est à Auerstaedt, théâtre d'une autre gloire. Le prince de la Moskowa marchait sur Naumbourg, le comte Bertrand sur Iéna, le duc de Reggio sur Saalfeld, le duc de Raguse se trouvait à Veissenzée, et le vice-roi s'avançait sur Hall et sur Mersebourg ; la garde impériale était à Weimar. En parcourant une route jalonnée par tant de souvenirs glorieux, Napoléon reçut les acclamations de la jeune armée qu'il ne connaissait pas encore. Il s'arrêta pour assister lui-même à la distribution des premières armes qu'elle eût portées ; et passant lentement à travers leurs longues colonnes, il parlait à ses nouveaux soldats et les encourageait. Bientôt tous l'eurent vu ; tous étaient certains de vaincre avec lui, et lui, de vaincre avec eux.

Cependant l'ambassadeur d'Autriche, dans de fréquentes conférences à Paris avec le duc de Bassano, avouait hautement le système de la médiation armée. Cette déclaration, à laquelle il était difficile de s'attendre, avait été provoquée par le zèle imprudent du comte de Narbonne à demander des explications catégoriques sur la question de savoir si le corps auxiliaire restait toujours à la disposition de Napoléon. M. de Metternich, forcé dans ses retranchemens, avait répondu que *les stipulations du 14 mars 1812, relatives à un corps auxiliaire, cessaient d'être applicables à la circonstance actuelle; mais que cette déclaration ne préjugeait en rien les bases de l'alliance.* Ainsi Napoléon est à la fois trompé par la duplicité de cette réponse, et il voit s'évanouir tout l'effet de la sage circonspection qu'il a prescrite à son cabinet pour empêcher l'Autriche de lever le masque. Dès lors le prince de Schwartzemberg garda de jour en jour moins de ménagemens, il alla même jusqu'à dire au duc de Bassano, qui cherchait à trouver dans le lien de famille la raison nécessaire de l'indissolubilité de l'alliance : « *La politique a fait le mariage, la politique pourrait le défaire.* » Le duc de Bassano ne transmit point à l'Empereur les paroles du prince de Schwartzemberg : mais, voulant encore paraître ignorer la réponse de M. de Metternich à M. de Narbonne, Napoléon ordonna, d'Erfurt, au général Frimont de dénoncer l'armistice, et fit écrire à son ambassadeur qu'il comptait sur le contingent, et qu'il agréait Prague pour un congrès : « ..... Je veux la paix, disait-il, « mais non une paix offerte comme une capitulation. Je la veux sur des bases que je comprenne, « et qui ménagent les intérêts permanens de la

The text on this page is estimated to be only 22.18% accurate

388 HISTOIRE i)B ^APOLÉON. M France. » 1^20, Napoléon quitta Erfurt à la létc de quatre-vingt mille hommes; le vice-roi manœuvrait avec quarante mille pour opérer sa jonction. Ainsi, dès le lendemain, nous allions déployer cent vingt mille coinbatlans devant les alliés, qui croyaient encore n'avoir plus à détruire que les débris échappes de la Russie. L'F.mpereur avait ordonné la réunion du corps du maréchal Ncy à Weisscnfels. I.'avant-garde, sous lesordresdu général Souham, se trouve tout à coup en face de sept mille chevaux du général Landskoi, que soutiennent douze pièces de canon. A défaut de cavalerie, nos conscrits armes de la veille se forment en carrés, protégés aussi par douze pièces d'artillerie, repoussent vigoureusement les charges multipliées dos Russes, et ouvrent à Napoléon les portes de Weisscnfels. A la suite de cette brillante alTaire, rennemi évacua toute la rive gauche de la Saalc. Le même Jour, le mouvement général s'exécutait sur toute la ligne française. lAi duc de Tarentc emportait Mcrs(‘bourg de vive force, et en chassait les Frussiens d'Yurck qui avaient déserté ses rangs sur le Niémen. Le général Rerlrand entrait à Bernliourg et se rendait maître du pont d'Iéiia. I.e duc de Ragusc occupait Kosen , le duc de Reggio SaaUicld. La direction élaitsur Leipsick parLutzen. Le maréchal Ney devait s’y porter de Weisscnfels, elle vicç-roi,dc Mersebourg. liC corps du prince de la Aloskowa se remit en marche, cl le l^' inai la division Souliain, déjà aguerrie par le succùsdu 30, soutenue celte fois par la cavalerie du comte de Valmy, et suivie des divisions Gérard et Marchand, força les délilés de Foserna, que défendaient quinze mille chevaux, une forte artillerie cl une division d'infanterie sous les ordres du général en chef illgeiistein. L'ennemi ap|K*la vaiiienienl deux nouvelles divisions de cavalerie et une hatlerie de 3U pièces. Lue batterie de douze de la garde impériale, dirigée p.ir le général Droudl, lit reployer les Russes, et le corps du maréchal Ncy continua son mouvemeiU, le général Suuham sur Liilzeii, le général Gérard sur Fégau. Mais le succès coûta des larmes â Na{H)léoii; au coinmencemenl de rticlion, un coup de camui lu.i le duc d’islrie qu'il avait envoyé rceomiallrc rennemi : il fut profondément alTecté de la mort de ce vieux témusilioiis. I.c comte de Wittgenstein avait ordonné le moiiveinenldcs deux .innées russeet prussienne sur la rive gauche de l'Elster. Elles formaient ensemble une m.isse de eeiil cinq iiiille coinbatlans, soixante mille Russosel quarante-cinq mille Frussiciis.etd’un cinqnièinr

plus forte que l'armée français!’. Ellesdêbouclièrenl de Rolha et de Zwickau, et franchirent l’Elslerà Fégau et à Zeilz. Le général Yorck conduisait l'aile droite, le général lllüclier le centre, cl le comte de Witlgciislcin, successeur du vieux KuliisofT-.Siiiolenski. mort à Ruiitzlau, on Lusace, s'clail réservé le commandement de l’aMe gauche, avec rinteiition d'attaquer la droite de Napoléon «laiis sa marche sur Leipsick , et de le renfermer entre l’Elster, la Saale et la Lup|>c. A onze heures du matin, l’armée .illicc était on bataille, la droite à Werhen, la gauche à Domseii. Elle avait couché à trois lieues de la nôtre. Napoléon, cependant, n’nvail d’autre but que de, livrer la grande bataille qui devait lui ouvrir les portes de Dresde et le rapprocher de la Ikiitèiiie. en transportant en Silésie le thé.itrc de la guerre. liC général Laurislun exécutait l’urdre du vici’-roi de se porter sur la’ipsick, et de s’y établir. Le viceroi était en marche, et le maréchal Macdonald le suivait avec le 1 1' corps. L’Empereur quitte Lutzen Digitized by Google

« France. » Le 29, Napoléon quitta Erfurt à la tête de quatre-vingt mille hommes; le vice-roi manœuvrait avec quarante mille pour opérer sa jonction. Ainsi, dès le lendemain, nous allions déployer cent vingt mille combattans devant les alliés, qui croyaient encore n'avoir plus à détruire que les débris échappés de la Russie.

L'Empereur avait ordonné la réunion du corps du maréchal Ney à Weissenfels. L'avant-garde, sous les ordres du général Souham, se trouve tout à coup en face de sept mille chevaux du général Landskoi, que soutiennent douze pièces de canon. A défaut de cavalerie, nos conscrits armés de la veille se forment en carrés, protégés aussi par douze pièces d'artillerie, repoussent vigoureusement les charges multipliées des Russes, et ouvrent à Napoléon les portes de Weissenfels. A la suite de cette brillante affaire, l'ennemi évacua toute la rive gauche de la Saale. Le même jour, le mouvement général s'exécutait sur toute la ligne française. Le duc de Tarente emportait Mersebourg de vive force, et en chassait les Prussiens d'Yorck qui avaient déserté ses rangs sur le Niémen. Le général Bertrand entrait à Bernbourg et se rendait maître du pont d'Iéna. Le duc de Raguse occupait Kosen, le duc de Reggio Saalfield. La direction était sur Leipsick par Lutzen. Le maréchal Ney devait s'y porter de Weissenfels, et le vice-roi, de Mersebourg.

Le corps du prince de la Moskowa se remit en marche, et le 1er mai la division Souham, déjà aguerrie par le succès du 29, soutenue cette fois par la cavalerie du comte de Valmy, et suivie des divisions Gérard et Marchand, força les défilés de Poserna, que défendaient quinze mille chevaux, une forte artillerie et une division d'infanterie sous les ordres du général en chef Wittgenstein. L'ennemi appela vainement deux nouvelles divisions de cavalerie et une batterie de 20 pièces. Une batterie de douze de la garde impériale, dirigée par le général Drouot, fit reployer les Russes, et le corps du maréchal Ney continua son mouvement, le général Souham sur Lutzen, le général Gérard sur Pégau. Mais le succès coûta des larmes à Napoléon; au commencement de l'action, un coup de canon tua le duc d'Istrie qu'il avait envoyé reconnaître l'ennemi : il fut profondément affecté de la mort de ce vieux témoin de ses exploits d'Italie et d'Égypte. Réduit, faute de cavalerie, à ne point poursuivre l'armée ennemie, et par conséquent à ignorer sa direction, Napoléon marchait en quelque sorte à l'aventure, et dans la nuit il occupa avec la vieille et la jeune garde la petite ville de Lutzen, célèbre depuis deux siècles par la victoire et la mort de Gustave-Adolphe. Ce souvenir héroïque ne pouvait échapper à Napoléon : la jeune garde bivaqua non loin de la ville, sur la route de Leipsick, autour du monument élevé à la mémoire du vainqueur des impériaux. Ce fut là que le vice-roi revit l'Empereur. Ce rendez-vous auprès de la tombe d'un grand homme de guerre était éloquent : les adieux de Napoléon et d'Eugène dataient de Smorgony ! Napoléon coucha à Lutzen au milieu de ce qui restait de sa vieille garde de Moskou !

La gauche de l'armée française s'appuyait à l'Elster et à l'armée du vice-roi, dont le quartier-général était à Mersebourg. Le centre obéissait au prince de la Moskowa, qui s'était établi dans les villages de Caya, de Gros-Gœrschen, de Klein-Gœrschen et de Rahna. La droite était sous les ordres du duc de Raguse, aux défilés de Poserna. Le général Bertrand se dirigeait de Nossen sur cette position. Le duc de Reggio marchait de Naumbourg sur Weissenfels, et le général Lauriston occupait Gunthersdorff à l'extrême gauche. Le gros de l'armée française se tenait entre le Flossgraben et la Luppe, en avant de la route de Weissenfels à Leipsick. L'avant-garde du prince de la Moskowa était à Gros-Gœrschen, sur le chemin de Lutzen à Pégau, par où l'ennemi avait débouché à l'insu de l'armée impériale. Le maréchal ne se doutait pas que les alliés fussent aussi près de lui. L'Empereur et nos troupes croyaient aller prendre les quartiers à Leipsick.

Dans la même nuit, l'ennemi, bien instruit de la marche confiante des Français, avait fait ses dispositions. Le comte de Wittgenstein avait ordonné le mouvement des deux armées russe et prussienne sur la rive gauche de l'Elster. Elles formaient ensemble une masse de cent cinq mille combattans, soixante mille Russes et quarante-cinq mille Prussiens, et d'un cinquième plus forte que l'armée française. Elles débouchèrent de Rotha et de Zwickau, et franchirent l'Elster à Pégau et à Zeitz. Le général Yorck conduisait l'aile droite, le général Blücher le centre, et le comte de Wittgenstein, successeur du vieux Kutusoff-Smolenski, mort à Buntzlau, en Lusace, s'était réservé le commandement de l'aile gauche, avec l'intention d'attaquer la droite de Napoléon dans sa marche sur Leipsick, et de le renfermer entre l'Elster, la Saale et la Luppe. A onze heures du matin, l'armée alliée était en bataille, la droite à Werben, la gauche à Domsen. Elle avait couché à trois lieues de la nôtre.

Napoléon, cependant, n'avait d'autre but que de livrer la grande bataille qui devait lui ouvrir les portes de Dresde et le rapprocher de la Bohême, en transportant en Silésie le théâtre de la guerre. Le général Lauriston exécutait l'ordre du vice-roi de se porter sur Leipsick, et de s'y établir. Le vice-roi était en marche, et le maréchal Macdonald le suivait avec le 11e corps. L'Empereur quitte Lutzen

The text on this page is estimated to be only 25.51% accurate

HISTOIRE DK NAPOLÉON. S89 à neuf heures, accompagné du maréchal Ney qui cUit venu recevoir ses ordres. Dans la roule on aperçoit la fusillade de Tavant-gardc du général Lauriston autour des premières inaisdc-camp accourent pour apprendre ù Napoléon que toute l'armée alliée nous attaque. Aussitôt le grand capitaine, changeant scs our ce mourewent ; te sort de ta bataille en dé^ pend. 11 prescrit au duc de Ilagusc de tenir la droite, et de marcher k travers champs à reiinemi ; le général)h>rlrand, plus en arriére, doit le seconder. Bientôt toutes les troupes en colonnes sur la route de Leipsick, entre Markrnndstedl cl Lutzen , s'arrêtent, se fonncnl en ligne, et, par une rapide conversion k droite, s'élancent dans la plaine au secours du maréchal Ney. La vieille garde avait déjà rétrogradé de sa marche sur Leipsick, et le duc de Trévisc, à la tète de la jeune, s'avancait pour soutenir le maréchal. Cidui-ci reçoit l'ordre rigoureux de résister seul à rarmée ennemie |H;ndanl les trois heures nécessaires à raccomplissement du mouvement général. Drouot est déjà surje champ de bataille; il précède Napoléon qui se f>ortc vivement au feu, à la tête de la cavalerie de sa garde. Toute l'artillerie de la garde et de la ligne se lient prête à marcher, « C'est une Imtaitle d' f^gypte, dit Napoléon ; nous n'aron% pas de laralerie, mais une infanterie française arec f/c l'artillerie doit se suffire. » J.CS Busses avaient déclaré à Dresde que leur guerre était finie; ce qui voulait dire que c'était aux Prussiens à prendre le fardeau de leur nouvelle alliance. Averti par ces paroles de ce qu'on attenilail de lui, Bliicher, en première ligne, avait commencé l'attaque sur les villages qu'occupait le prince de la Moskowa, et qui allaient devenir le centre de l'action. Une résistance inattendue l'avait forcé de déployer toutes ses forces, et d'appeler le corps du général York :enlin \V iltgensiein, setrouvaut à son tour surpris par une grande bataille, et par une grande armée, dut faire marcher sa réserve. .\insi les conscrits du maréchal Ney ont mérité que cent mille hommes s'ébranlent contre eux. Vainement reiinemi cherche, suivant son premier projet, à déborder à la fois la gauche de rarmée française et la droite, où le duc de Bagusc venait frenlrcren ligne, et à gagner la route de Weissenfels : il est arrêté dans le village de Starsledcl par la division de marine du général t'.ompans. Les intrépides marins voient échouer contre leurs carrés sept charges successives de vingt-cinq mille hommes de cavalerie. Cependant le grand effort de l'ennemi a lieu sur le centre : quatre des cinq divisions du

maréchal Ney soiilienncnl à elles seules toutlechue des Prussiens ; ils ont enlevé le village de Kaya après un combat des plus acharnés. Nos conscrits en désordre, mais non pas en fuite, cherchaient à se rallier dans la plaine; l'Empereur arrive : sa présence les ranime, cl il ordonne au comte de Lobau de conduire la division Richard du corps à l'attaque de Kaya, sous la protection de la garde que l'Empereur a ordonné de disposer en échelons entre ce village et Lutzen. La position est reprise sous les yeux de Napoléon, qui, faisant relever les troupes fatiguées, pressant l'arrivée des renforts, reformant lui-iuémc nus rangs ébranlés, conservant toujours au bcsoindes lignes intactes, prévoit, commande, répare, et conduit tout au sein de la plus alTreuse iiiélée. Cette lutte sanglante durait depuis plus de deux heures, lorsqu'on commença eiilln à apcTcc\oirla poussière et les premiers feux du général Bertrand qui entrait en ligne à la droite du duc de Baguse. Dans le même inoiiieiil, sur la gauche, le prince vice-roi opérait plus importante diversion , et le duc de Tarente. attaquant les réserves de W iUgensleiii, menaçait sa droite. Ce double mrmvement inattendu, qui meltait soudainement en sa présence des troupes que l'ennemi croyait avoir coupées du champ de bataille, ne lui laissa plus entrevoir de salut que dans une charge désespérée sur le centre du l'armée française, et pour la seconde fois U emporta le village de Raya. Notre centre lléebit, dille Bulletin ; mais celte valeureuse jeunesse, SC ralliant tout ù coup à la voix de Napoléon , s'ébranle de nouveau en criant : t ire l'Empereur ! Napoléon voyait tomber à ses côtés une foule d'ulliciers et de soldats. Jamais il ne s'exposa]>liis vuluntairemenl et davantage; il sentait la nécessité de gagner ccUc première bataille, suit pour étonner encore l'Europe, soit pour rassurer la France. Au milieu de répouvanlable tempête qui éclatait autour de lui , il jugea que le moment qui décide de la victoire ou de la défaite était arrive. A l'instant, le comte de Lobau reçut l'ordre de se porter, avec seize bataillons fie la jeune garde, sur kaya, de don' ner télé baissée, et de faire main basse sur (oui ce qui s'x Irouterail : en même temps quatre-vingts pièces de l'artillerie de la garde partirent au galop, et, couvrant le plateau qui ilominait le village, protégèrent par un feu terrible l'inU rvalIc du front qu'allaient occuper les corps de Baguse et de BerDigitized by Google

The text on this page is estimated to be only 24.24% accurate

390 HISTOIRE DE NAPOLÉON. tnnd. Mais les seize bataillons du comte de Lobau, dont le premier choc avait force les Prussiens, ne purent résister à de nouvelles troupes et à toute la garde prussienne; iis durent évacuer le village où IVniicnii reiilrail pour la troisième fois. Les Français s'arrêtèrent à cinquante pas; et, s'étant refor' més fruideineiil à la voix du duc de Trévise et du comte de Lobau, ils se précipitèrent avec une intrépidité sans égale dans Kaya, où ils combattirent cdier les nouvelles de sa victoire. Des courriers sont partis pour Paris et pour Copenhague, pour Ronie et pour Constantinople. Ia*s souverains confédérés furent défaits à Lutzeii avec deux armées de vieux soldats, vingt-cinq mille hommes de la première cavalerie de l'Europe, cl une immense artillerie, contre quelques divisions de conscrits armes de la veille. Avec ses cinq divisions et quelques centaines de chevaux badois et hessois, le maréchal Ney avait résisté pendant trois heures à tous les ciïurls des armées combinées. De son cùté, le vicc-roi avait puissamment contribué à la victoire, soit en culbutant l'aile droite d'Yorck, soit en coupant à ronnemi toute retraite sur Zwenebau. défaut de cavalerie empêcha de poursuivre les vaincus ; et comme une grande partie de celle de t'ennerni était intacte, rKnipcrcur ordonna à l'armcc de se former et de passer la nuit en carrés par division. Il fît plus, il voulut visiter les avantpostes pour s'assurer de la manière dont l'armée se gardait. Grâce à cette prévoyance, la jeune garde, surprise, sur les neuf heures du soir, par une irruption subite de 1a cavalerie des alliés, la repoussa, et lui fît éprouver une perle considérable ; toutefois on ne prit que les blessés, qui ne purent suivre la retraite de leur armée. Napoléon n'allacbait qu'une grande innuenec morale cl politique à celle victoire sans prisonniers et sans poursuite ; mais elle était d'autant plus honorable, qu'ayant été assailli en marche par tout une année animée de l'espoir de détruire la sienne, en la coupant de son aile gauche et des corps échelonnés derrière elle depuis Mayence, il n'avail pu engager que le tiers de ses forces, et ciifîn qu'il avait triomphé avec des jeunes gens qui maniaient des armes pour la première fois. Cependant, malgré Je scmlimctit de supériorité qui résultait pour lui de cette vérité, Natwléun, toujours préoccupé du changement subit que riinprudencedu comte de Narbonne avait produit dans le langage de l'.^ulriche à l'égard du traitéde 1812, ne quitta pas Fégau sans faire comiaitre toute sa pensée à cet ambassadeur. Il conçut en même temps,

nu lieu de s’endormir sur rincroyalilc succès de Luizen, la pensée d'une démarche que (wu de jours après il fît faire à Dresde auprès de l’Kropereur Alexandre. Napoléon était toujours dispose h la paix après le triomphe; mais c'était la première fois qu’il appelait la paix au secours de la victoire.
Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.88% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 3111 CHAPITRE III. RAl'OltO!» A DRRADC. — DtPART Dr PRIüCE ECGÈ’11 POtR L’ITALIP.. — ARRIVÉE DE 31. DR DCB^A A DRE^RE. — POMTIOR DSS DEÇA ABRÊtS. — DÉPART DE DRESDE. — DaTAIILK DE BAITEE!» ET DE WIRSCME^. — fORBAT DR REICBEBBACU. I.i comlc de WiUgenslcin avait résolu de gagner les bords dcPElbe., où il voulait attendre la seconde armée russe que le général Bardai de Tolly amenait de Pologne. Les Prussiens se retirèrent par Borna et Colditz sur Messein. Le prince vice-roi, qui précédait PEmpereur, la garde et les corps de Blacdonald et de Marmont, marcha sur Borna, où il passa la nuit du 4 au 9 mai. Les Busses opérèrent leur retraite par Altenberg cl Wilsdruf vers Dresde, ayant à leur tète les deux souverains alliés. Le général Bertrand les suivit par Chemnitzet Freyberg. Le général Lauriston poussait devant lui, sur la roule de LcipsicL à Dresde, les Prussiens de Klcist, que le jour de la bataille il avait chassés de Lcipsick. Le maréchal Key avait sa direction vers Pextréme gauche, sur Willembcrgct Turgau : c’est la roule de Berlin. Le maréchal Victor et le général Sébastiani devaient se réunir au maréchal Ney, dont les forces seraient complétées à trente mille hommes; les opérations de cette armée allaient se combiner avec celles du maréchal Davoust, qui, averti le 7 du mouvement sur Berlin , était chargé de s’emparer de Hambourg à tout prix. Ainsi , Napoléon s’avançait sur Dresde cl menaçait Berlin. Celte dernière expédition, qui est sa pensée dominante depuis la victoire de Lulzcn, renferme non-seulement le secret de la prochaine bataille, mais, si elle réussit, elle déplacera nécessairement le théâtre de la guerre pour le porter sur la Vislule. Après plusieurs avantages que le vicc-roi remporta, les 9 , C cl 7 mai , sur le général Miloradowilch, qui, à \.i tête de vingt-cinq mille hommes de troupes fraîches, couvrait la retraite dcsBu$.scs, le général Bertrand eut Pordre d’entrer à Dresde. Les souverains alliés s’y étaient fait précéder, le 4, par le bruit d’un succès complet, dont les habitans partagèrent Pivresse; mais Pariivéc successive de nombreux convois de blessés russes et prussiens commença à dissiper l’illusion , que le retour d’Alexandre et de Frédéric-Guillaume, et plus encore Pinccndic de tous les ponts do la ville à l’approche de notre avant-garde, ne tardèrent pas à détruire entièrement. Tout à coup le généralGrundlcr prend possession de la ville vieille. Miloradowitch tenait à la ville neuve avec une forte artillerie :

bientôt survient le vice-roi; Napoléon le suit, et, au lieu d'entrer à Dresde, il se porte avec Eugène au village de Prielznitz, où il ordonne que l'on jette un pont vis-à-vis d'Ubigau. Arrivé à Dresde, il fait de sévères reproches à la députation nombreuse qui l'attend aux portes de la ville, et pardonne aux liabitans, en faveur de leur monarque. De justes griefs cependant s'élevaient contre ce j>rince, retiré à Prague par les conseils cl sous Pinducnco de PAutrichc, avec laquelle, à la vérité, il u'avail eocorc contracté que des cngageincns conditionnels, résultant en partie, soit de ceux qui, par l'armistice de Varsovie, avaient entraîné le départ de la cavalerie saxonne et des troupes du grand-duché, soit de P.*issurance que le cabinet de Vienne lui avait donnée de la partialité qu'il conservait pour la France cl scs alliés; mais la fcrinelé du langage de Napoléon, suflisaininent éclairé sur la conduite de l'Autriche, et la droiture si honorable du souverain de la Saxe, ramenèrent bientôt les choses à leur Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 25.35% accurate

 (tal naturel. Une députation courut à Prague ^up' plier le roi de revenir à Dresde. Le 1â mai, Frédéric-Auguslc rentra dans sa capitale. Ce prince s’est fait précéder par l’ordre d’ouvrir à rarméc française les portes de Torgau et de Kœnigstein. Thiciman, qui y commande, déjà parjure, à présent rebelle à son roi, va chercher un asile au camp d’Alexandre. L’Empereur est aile au devant du roi de Saxe à trois quarts de lieue de Dresde. Il reçoit ce monarque au milieu de la gariic im{K‘riale, qu’il avait retenue pour imprimer plus de solennité à un retour si important dans ces circonstances. Frédéric-Auguste, réuni aux alliés, aurait pu eiilratner la défection de l'Allemagne, tourner contre nous son p4 iiple cl son armée; rattaché à notre cause, il maintenait par son exemple toute la Lonféderation, rassurait par sa présence la i Pologne envahie, mais nt)n pas alTr.inrhie liu serment d'obéissance qu’elle lui avait prèle, cl nous donnait encore des forteresses, des positions et «les auxiliaires. Na|>oléon voyait eu outre dansée retour la preuve que le cabinet autrichien n'avait pas pris jus(|iralors du parti décisif, puisqu'il laissait sortir de Prague le roi de Saxe, pour venir se mettre à Dresde entre scs mains, lui et son royaume : ainsi donc, malgré son attitude incnarante de médiateur armé, ce cabinet se condamnait cnci)re à un système de réserve. Pour forlilicr davantage celle disposition d'un ennemi caché, Napoléon sc hâta d’envoyer en Italie le prince vice-roi, qui avait fait prendre une si haute idée de lui aux coalises dans rexpédilioii de Moskou cl dans les deux retraites de celte campagne. Le motif do ces résolutions de l’Empereur était la nécessité bien sentie d’appuyer par des démonstrations vigoureuses, soit le déploiement des grands moyens qu’il avait préparés depuis les remparts de Hamlxjurg jusqu’aux rives du Pù, soit scs négociations avec la maison d’Autriche, de plus en plus chancelante dans sa fidélité à notre alliance. En effet, il était résulté des confidences du roi de Saxe à Napoléon, et des lettres saisies à Dresde, une nouvelle certitude de la secrète union qui liait étroitement M. de MeUcrrijch au comte de Nessclrodc, par l'intermédiaire de Al. de SlakelIxTg, et l’Autriche à la ligue du Nord contre la France. On devait à la police de l'année des preuves bien autrement positives des seiitimeiis plus qu’équivoques, pour ne pas dire hostiles, du cabinet de Vienne; mais, non moins innueiile au dehors que le retour miraculeux de Napoléon à Paris, après les revers de Russie, la victoire imprévue de Lutxcn était venue modifier pour le moment la politique autrichienne. Rassuré, disait-on à Vienne, par le succès que l’on se plaisait à regarder comme un

gage de paix, nii sVsl hâté de dépêcher M. de Bubna à Dresde et M. de Stadiun auprès des alliés. Dans la lettre dont M. de Bubna est porteur, l'empereur d'Autriche écrit à son gendre : « Le inéR rlialcur est l'ami de Votre Majesté... Il s'agit « d'asseoir sur les bas(‘s inébranlables la dynastie » que vous avez fondée cl dont l'existence s'cstconIl fondue avec la mienne, n Malgré ces belles proleslalions, l'Autriche iic craignait pas de révéler scs prétentions sur l'Illyxie et sur la Pologne, et même sur la Bavière. Napoléon vainqueur ne saurait accepter des conditions que plusieurs défaites de son armée auraient à peine motivées; et, en meme temps pressé par les événomens, qui ne lui permettent pas de suivre les ouvertures diplomatiques de l'ambassadeur, il adhère à la proposition d'un congrès, où seront appelés les plénipotentiaires de toutes les puissances, même ceux des msurgês espagnols! » Mais, ajoute-t-il à son boauII père, comme tous les Français généreux, je •: préférerais mourir les armes à la main, à me it soumettre, si l'on voulait iiic dicter des condiII lions. » Après avoir congédié M. de Bubna, qu'il a chargé de sa réponse. Napoléon part pour son avant-garde. Toutefois, dans la route, ne voulant pas laisser planer sur sa tète le reproche d'avoir fait couler de nouveau le sang humain avant d'avoir employé tous les moyens de conjurer ce malheur, et, de plus, désirant ardemment échapper à l'odieuse médiation de l'Autriche, FEmpercor prescrit au prince major-général d'envoyer demander aux avant-postes si on consentait à recevoir le duc de Vicence, pour traiter d'un armistice. Depuis Campo-Formio, sa constante habitude avait clé d'offrir la [>;iix après la victoire; on ne saurait refuser l'éloge dù à celle sage politique ou à celte modération si rare dans la vie des princes favorisés par le sort des armes. Ici de graves considérations imposaient à Napoléon, comme une nécessité, une démarche que les exemples dp sa conduite passée couvraient d'un voile honorable. Ne pouvant douter que l'empereur Alexandre ne s'empressât de saisir l'occasion de se venger avec éclat de la diversion des Autrichiens pendant la campagne de Russie, il avait senti que le moment présent était le seul qui

permcUail de s'adress

état naturel. Une députation courut à Prague supplier le roi de revenir à Dresde.

Le 12 mai, Frédéric-Auguste rentra dans sa capitale. Ce prince s'est fait précéder par l'ordre d'ouvrir à l'armée française les portes de Torgau et de Kœnigstein. Thielman, qui y commande, déjà parjure, à présent rebelle à son roi, va chercher un asile au camp d'Alexandre. L'Empereur est allé au devant du roi de Saxe à trois quarts de lieue de Dresde. Il reçoit ce monarque au milieu de la garde impériale, qu'il avait retenue pour imprimer plus de solennité à un retour si important dans ces circonstances. Frédéric-Auguste, réuni aux alliés, aurait pu entraîner la défection de l'Allemagne, tourner contre nous son peuple et son armée; rattaché à notre cause, il maintenait par son exemple toute la Confédération, rassurait par sa présence la Pologne envahie, mais non pas affranchie du serment d'obéissance qu'elle lui avait prêté, et nous donnait encore des forteresses, des positions et des auxiliaires. Napoléon voyait en outre dans ce retour la preuve que le cabinet autrichien n'avait pas pris jusqu'alors de parti décisif, puisqu'il laissait sortir de Prague le roi de Saxe, pour venir se mettre à Dresde entre ses mains, lui et son royaume : ainsi donc, malgré son attitude menaçante de médiateur armé, ce cabinet se condamnait encore à un système de réserve. Pour fortifier davantage cette disposition d'un ennemi caché, Napoléon se hâta d'envoyer en Italie le prince vice-roi, qui avait fait prendre une si haute idée de lui aux coalisés dans l'expédition de Moskou et dans les deux retraites de cette campagne. Le motif de ces résolutions de l'Empereur était la nécessité bien sentie d'appuyer par des démonstrations vigoureuses, soit le déploiement des grands moyens qu'il avait préparés depuis les remparts de Hambourg jusqu'aux rives du Pô, soit ses négociations avec la maison d'Autriche, de plus en plus chancelante dans sa fidélité à notre alliance. En effet, il était résulté des confidences du roi de Saxe à Napoléon, et des lettres saisies à Dresde, une nouvelle certitude de la secrète union qui liait étroitement M. de Metternich au comte de Nesselrode, par l'intermédiaire de M. de Stakelberg, et l'Autriche à la ligue du Nord contre la France. On devait à la police de l'armée des preuves bien autrement positives des sentimens plus qu'équivoques, pour ne pas dire hostiles, du cabinet de Vienne; mais, non moins influente au dehors que le retour miraculeux de Napoléon à Paris, après les revers de Russie, la victoire imprévue de Lutzen était venue modifier pour le moment la politique autrichienne. Rassuré, disait-on à Vienne, par le succès que l'on se plaisait à regarder comme un gage de paix, on s'est hâté de dépêcher M. de Bubna à Dresde et M. de Stadion auprès des alliés. Dans la lettre dont M. de Bubna est porteur, l'empereur d'Autriche écrit à son gendre : « Le mé- « diateur est l'ami de Votre Majesté... Il s'agit « d'asseoir sur les bases inébranlables la dynastie « que vous avez fondée et dont l'existence s'est con- « fondue avec la mienne. » Malgré ces belles protestations, l'Autriche ne craignait pas de révéler ses prétentions sur l'Illyrie et sur la Pologne, et même sur la Bavière. Napoléon vainqueur ne saurait accepter des conditions que plusieurs défaites de son armée auraient à peine motivées; et, en même temps pressé par les événemens, qui ne lui permettent pas de suivre les ouvertures diplomatiques de l'ambassadeur, il adhère à la proposition d'un congrès, où seront appelés les plénipotentiaires de toutes les puissances, même *ceux des insurgés espagnols!* « Mais, ajoute-t-il à son beau- « père, comme tous les Français généreux, je « préférerais mourir les armes à la main, à me « soumettre, si l'on voulait me dicter des condi- « tions. » Après avoir congédié M. de Bubna, qu'il a chargé de sa réponse, Napoléon part pour son avant-garde. Toutefois, dans la route, ne voulant pas laisser planer sur sa tête le reproche d'avoir fait couler de nouveau le sang humain avant d'avoir employé tous les moyens de conjurer ce malheur, et, de plus, désirant ardemment échapper à l'odieuse médiation de l'Autriche, l'Empereur prescrit au prince major-général d'envoyer demander aux avant-postes si on consentait à recevoir le duc de Vicence, pour traiter d'un armistice. Depuis Campo-Formio, sa constante habitude avait été d'offrir la paix après la victoire; on ne saurait refuser l'éloge dû à cette sage politique ou à cette modération si rare dans la vie des princes favorisés par le sort des armes. Ici de graves considérations imposaient à Napoléon, comme une nécessité, une démarche que les exemples de sa conduite passée couvraient d'un voile honorable. Ne pouvant douter que l'empereur Alexandre ne s'empressât de saisir l'occasion de se venger avec éclat de la diversion des Autrichiens pendant la campagne de Russie, il avait senti que le moment présent était le seul qui permettait de s'adresser directement à ce prince : en effet, après la bataille, et quel qu'en fût le résultat, il serait impossible d'arriver à lui autrement que par l'intermédiaire de l'Autriche. Ce fut dans ce sentiment que, du champ de bataille de Lutzen, il avait écrit si énergiquement à M. de Narbonne, à Vienne : ***Une mission au quartier-général russe couperait le monde en deux.*** L'admission de son plénipotentiaire au camp russe était donc pour Napoléon l'unique moyen d'échapper à la médiation armée de l'Autriche, et à une rupture avec

HISTOIRE DE celle puissance. Mais Napoléon roulait obtenir deux choses bien difTiciles : dénouer la ligue du Nord et garder scs alliés. Il prévoyait le Talal isolciitcnl où le précipiterait tout à coup le syslcinc do défeclion dont il' cabinet de Vienne lenail tous les éléinens, aussitôt que l'Autricbe se trouverait asscx forte pour parler rnililairemcnl aussi haut que la Russie et la Prusse. Ces considcralioiis pressantes justifiaient assez rimpalicncc que Napoléon montra toute cette journée, soit à Dresde, soit le lendemain à son quartier-général de Harla, ou il attendit vainement la réponse à son parlementaire. Le silence de rcmpercur Alexandre lui prouvait sufiisamment rinfluenccdu comte de Stadion, dont l'envoi était déjà une hostilité personnelle, et il mesura toute l'étendue des périls de sa position. Les huit jours que Napoléon a passés à Dresde ont été employés à la coiifcclion des travaux relatifs à la défense de celte ville, à la réunion des corps en marche et à l'incorporation des nouvelles levées. Il reçut à Dresde dix mille hommes de cavalerie, huit mille hommes de l.! garde et la cavalerie que le roi avait ramenée de Prague. Notre année sc trouva portée à cent cinquante mille hommes : celle des alliés, accrue des corps de Klcist et de Bardai, en compte cent soixante mille. N Si nous étions d'un mois plus vieux, di« sait-ilà Harla, je ne demanderais jamais une plus w belle occasion de finir les affaires du inonde les « armes à la main ; car j'aurais de la cavalerie. Si M j'en avais, je ne leur proposerais pas d'armistice; M ils sont loin de s'attendre à ce qui va leur tomber U sur le corps, n Napoléon voulait parler de la marche rétrograde prescrite au maréchal Ncy de Luckau sur Hautzen. Notre armée cependant, dont la poursuite a été retardée quatre jours par la destruction des ponts de Dresde, continuait son mouvement, cl se portail au devant de rarmcecnncmie ralliée tout autour de Rautzon, où leduc de Tanmlc n'avait pu pénétrer. Parti de Harta le 19 niai dans la matinée. Napoléon s'était arrêté au village de BischofTwerda, brûlé par les alliés ; il fit dislribuirdcs secours aux incendiés. Il SC rendit ensuite aux avant-postes, d'où il ne revint que fort lard à son quartier-général dcKIcinforlsgcn. Il Q reconnu, des hauteurs qui dominent la Spréc, les deux positions des ennemis : leur gauche s'appuie sur Baiilzen, petite ville qu'ils ont crénelée; elle soutenait leur centre; leur droite s'est formée entre Pliskowitzct Kreckwitz, sur des mamelons fortifiés, qui, en 17ÎJ8, servirent de refuge à Prédéric-le-lirand battu par le maréchal Daun. Une forte arrière-garde occupe le couvent de Maricnslern. Le front des coalisés, protégé par

la Spree, s’étend sur une lieue cl demie de terrain. NAPOLÉON. 305 A trois mille toises en arrière , au village (THochkirch, s’ouvre renceinlc d’un vaste camp retranché, présentant, autour des trois villages, une masse de défense que les travaux liés entre eux par des ravins et des marécages rendent formidable. L’apparition subite, à Iloycrswcrda, du corps de Lauriston, qui couvrait la marche du prince de la Moskowa, dans le dessein de tourner la position de l’ennemi, avait surpris le généralissime comte de Wiltgenstein ; mais, estimant que ce corps ne compUit guère plus de vingl-cinq mille hommes, il se contenta de faire avancer à sa rencontre le général Bardai de Tolly avec dix-huit mille Russes, el le général Yorck avec douze mille Prussiens. Les Russes prirent position à Klix, el les Prussiens k AVeissig : ce village devint le théâtre d’un combat assez important. Lecomte Bertrand avait reçu l'ordre d'envoyer i Keenigswarlha la division italienne du général Péri, pour maintenir la communication avec les corps qui SC portaient de l.uckaii et de Dobrilugk sur Iloycrswcrda. Mais cette division, ayant négligé de s'éclairer, s'était vue assaillie par le général Yorck, culbutée et dispersée, avec perte de deux mille hommes et de son artillerie. Le maréchal duc de Dalmalic s'y transporta, et rétablit les afTaires. Le comte de Valmy, accouru rapidement avec sa cavalerie au secours de la division italienne, l'avait ralliée; il prit le village de Kœnigswartha, pendant que le général Lauriston attaquait Weissig. Après une lutte opiiiiétre, le village de Weissig lut emporté à la nuit , et le corps d'ïorck rejeté sur la droite de la Sprée. Cette action eut pour résultat l'occupation de la position de Weissig, où Lauriston coucha, et l'arrivée du prince de la Hoskowa A MakersdorL Le général Reynier soutenait le maréchal Ney , à une lieue en arriére , et le contre-mouvement opéré par le prince de la Moskowa avait réalisé les craintes du comte de Wittgenstein. En effet, la droite des ennemis sc trouvait débordée par trois corps de l'aile gaucho de notre armée , tant sur l’reilitzct Klein-Bautzeii que du côté de Baruth et de Wurschen; mais il résulte de cette grande manœuvre, que, le 19, soixante-dix mille hommes manquent à l'armée française , qui , le lendemain , doit donner la bataille de Bautzen. Napoléon n'aura en ligne que les 4”, 8', 11* et 12* corps. Dans la soirée du 10, l'EmjKreur apprend qu'on a refusé verbalement de recevoir le duc de Vicence. Il ne reste donc plus qu'A combattre. Napoléon prend ses dispositions définitives pour la journée du lendemain, et avec d'autant plus de conOance, que la canonnade qu'il a entendue sur la gauche, du cOlé de Weissig, lui annonce que ses ordres KO Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 28.63% accurate

304 mSTOIRE UE NAPOEÉUM. xonl exécutes. 1^20 mai, à huit heures du matin, il se place sur une hauteur, en arrière de Bniitzen, et ordonne aux quatre corps d'armée de franchir la Spréc, par difTércnles directions, l.e duc de Reggio, qui commande la droite, marchera sur les hauteurs de Dohcrschau, où s'appuie la gauche de l'ennenii; il passera I.*» Sprée à (irabschulz; le duc de Tarentc, charge de l'allaque de Raulzcn, passera la rivière sur le pont de pierre j le duc de R.iguse jettera un pont de chevalets prés deScydau, cl fera son mouvement au-dessous de la ville, malgré le feu «les Prussiens. En seconde ligne s'avancent les réserves de la garde, le duc de Trérise à leur tète ; à notre gauche, le général Bertrand menace l'aile droite des alliés, que conduit le maréchal Blücher ; il exécutera son passage à Nicdergurick ou à Nin> schuli, positions qu'il a ordre d'enlever. Le duc de Ualmalic dirige cl accorde toutes ces opérations sous les yeux de Napoléon, tandis que le prince de la Moskowa, avec les généraux Reynier cl Kaurislon , doit forcer le passage de la Sprée à Klix, occupe par Bardai, cl se porter d'abord vers Wurscheii, le grand quartier-général des alliés, et de là sur Huchkirch. Â midi les Français sont de l'autre côté de la Sprée. Le général russe AliloraduwUch est chassé de Priswilz par le duc de Tarentc : Baulzen est enlevée, a l'cscaladc, par les marins de Coinpans. Le duc de Reggio a culbuté Gorlschakow, et gagne les monlagfies; la cavalerie ennemie est canonnee jusqu'au défilé de Medguritz, dont Bertrand s'est emparé après avoir emporte la position de Mnschutz. Cependant le général Kieisl, pressé par le duc de Ragusc, entretenait un feu terrible le long de la Sprée, sur les hauteurs de NidcrKayna, uii il avait pour lui tout l'avantage du terrain. La nécessite de conserver ce point central décide le maréchal BIQchcr, qui voit le combat des collines de krcckwilz, à envoyer au general Kieisl un renfort de trois mille hommes d'infantiTic, et à garnir les délilés de Medguritz d'une artillerie nombreuse afin d'empécher tes Français de déboucher. Le général Kleist sc maintient jusqu'à la nuit entre le corps du prince de la Moskowa et le gros de l'année française ; mais, pris en Üanc à sa gauche par la division Bonnet, qui avait défilé de Baulzen, le général prussien opère sa retraite, et abandonne la position de Nider-Kayna, au général Bonnet, qu'il a eu en tcle depuis la première attaque. A sept heures du soir, l'ennemi était rejeté sur sa seconde ligne, et l'armée française, maîtresse des hauteurs qu'avait occupées rarinée

combinée, venait de rendre inutile une partie des travaux élevés par les ennemis. Blùcher seul s'était maintenu à Krcckwitz,où il sc croyait inexpugnable. Ainsi fut gagnée la bataille de Baulzen. Au même moment, le maréchal Ney arrivait devant Klix avec les 3» et S* corps. Ce point du passage de la Spréc est le seul, avec celui de Kreckwitz, qui reste à reconquérir pour la journée du lendemain. Non moins prévoyant qu'à Lutzen, Napoléon fait bivnquer en carrés les troupes des ducs de Reggio, de Tarentc, de Ragusc et de Dalmatie, la garde impériale et la cavalerie du général Latour-Maubourg, et leur accorde quelque repos qu'il ne partage pas : toute In nuit se passe à donner des ordres. Le 21 au matin, le duc de Reggio sc trouve aux prises avec les alliés, qui, pour ii'élre pas coupes de la roule de Lobau cl débordés à Hochkirch, ont porté tous leurs renforts de ce côté. Napoléon avait parcouru la veille la position ; il la reconnut encore avec soin, et résolut dcrinitivemenl de frapper le coup décisif sur la droite des ennemis; c'était l'opération destiné** au prince delà Moskowa. Mais ce mouvement ne pouvant être exécuté avant midi. Napoléon Ht annoncer sur toute la ligne, que l'allaquc générale aurait lieu à une heure, cl que la bataille serait gagnée à trois. En attendant, les ducs de Reggio et de Tarcnle reçurent l'ordre d'entretenir l'action contre le corps de Miluradowitch, formant l'aile gauche. Celte disposition de l'Empereur avait pour but de masquer sa véritable attaque. D'un autre côté, le prince de la Moskowa jse disposait à forcer le passage à Klix, pour manœuvrer derrière l'enncini par CIcin et Wurschen, en raison de l'ordre du malin, tandis que Napoléon s** réservait de tenir en échec le centre et la gauche des alliés, où commandaient Blùcher et Miloradowitch. Alexandre a pris le change sur le dessein de Napoléon. Il croit que les Français ont le projet d'opérer à sa gauche pour lui fermer la retraite sur Lobau; Napoléon, au contraire, veut faire tourner sa droite par le maréchal Ncy. Toul favorise celle erreur. Dés cinq heures du matin, le duc de Reggio, à notre extrême droite , attaque vivement les positions que Miloradowitch doit défendre à toul prix, en avant du camp d'Hochkirch. Aussitôt le général russe précipite toutes scs troupes sur le 12* corps, avec une telle impctuosilc, que le duc de Reggiu est rejeté au-delà de Bînowilz, en arrière de son point de départ. Le duc de Tarentc, craignant que la division Gérard , qui lie les 11* cl 12* corps, ne soit compromise par la retraite du 12*, lui envoie l'ordre de se retirer. Mais Gérard a vu le péril de notre droite ; il demande , au contraire, une brigade de plus au duc de Tarentc, roblienl, et tente avec tant d'audace et d'habilclé

une attaque commencée sous scs yeux par le brave colonel Labédoyère, commandant le 112* régiment, que doux heures après, la division Gérard avait repris les positions «lu 12* corps. PendanI que cc succès impur

 tant, soutenu par lu II* corps du côté de Babitz, rétablissait roffensivc contn; la gauche de rarniéc alliée, et l'empêchait de se dégarnir pour aller au secours de sa droite, le prince de la Moskowa forçait les Russes de Bardai au village de Klix, passait la Sprée, chassait l'ennemi de Hoiscbwilz, tandis que Lauristonle renversait des hauteurs de Gollamcid, et, poursuivant Bardai à Glcin , lui enlevait encore cette quatrième position. Ce fut sur le rnamdori de Glein que le maréchal reçut, à dix heures, un billet au crayon, par lequel rEnifKTcur lui prescrivait de SC porter, à onze heures, sur Preilitz. Ce billet cxpli* quait l'ordre du IS-de sc diriger sur Dresha, pour marcher sur Uoebkireb ; mais lu maréchal voulut attendre le 7* corps. Opendaiil, dans l'intervalle, il ordonna à Souham d'entrer à Preilitz : il était trop tard. Bardai avait rétrogradé en bon ordre sur Ba* rutb et Rachei. Kleist était arrivé à son secours. Souham se trouva entre deux feux; sa division se débanda et perdit beaucoup de monde. Ënlin Reynier parut, vers une heure, à klix, avec le 7* corps, et dans le même moment Lauriston, avec le 1$*, marchait de Gollamcid sur Rarutb. Alors le maréchal força Preilitz avec trois divisions ; mais, tout à coup pris en flanc par l'artillerie que Blüdier faisait descendre de klcin-Baulzen, égare par l'ardeur du combat, Ncy oublie la direcliuii d'Ilochkirch, cl au lieu d'avancer à gauche, gravit sur la droite les hauteurs qui dominent klein-Bautzcn. Ainsi fut manquée cette grande manœuvre, qui devait cou|)cr la retraite aux allies. Cependant Napoléon, s'apercevant que le prince de la Moskowa faisait peu de progrès, combina, pour y suppléer, de nouveaux efforts sur le centre de Bluchcr, dégarui du corps de Klcisl. 11 était une heure. Le duc de Dalmalic sc développa. La garde et la réserve de l'arinéu , infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, pouvaient se porter sur la gauche et sur la droite, selon les vicissitudes de la journée. I.C maréchal, à la tète du 4* corps, attaque vivement les Prussiens de Ziethen, leur enlève I)oberschützelPlisskowitzclfoudroieKrcckwilz. Placé tout à coup entre le mouvement du prince de la Moskowa et celui du duc de Dalmalie, le comte de Witlgenstcin vit bien que, pour avoir raison du maréchal Ney,il n'avait d'autre ressource que d'arrêter le maréchal Soull. Mais, de son côté. Napoléon sentit que le moment de gagner la J)alaillc était arrivé, et il se mil à la léte de la garde. La cavalerie du général Latour-Maubourg, et une réserve d'artillerie marchaientsur le flanc de la droite de la {)osilion de l'ennemi, devant le centre de l'armée russe* ; enfin le niaincloii de

Kreckwitz, dont les allies faisaient leur point d'appui, et où le inaréehal Riücher croyait pouvoir braver tous nos efToi ts, fut emporté par la division Morand et |>ar la division wurtembergeoise, malgré la résistance des gardes prussiennes que Blücher rappela de Preititz. 1.C général Devaux établit sur ces hauteurs une baU (crie de la garde. Les généraux d'artillerie Dulauloy et Drouot se portèrent en avant avec soixante pièces de réserve, tandis que la jeune garde, aux ordres du duc de Trevise, si aguerrie par le combat terrible de Raya, se précipitait sur Litleii et en chassait le général Yorck. Débordé sur sa gauche, attaqué de front, pris à revers par les trois maréchaux, Blücher s'est retiré sur Burschwilz, où Bertrand le suit avec le 4* corps. Dans le mémo moment , le maréchal Marmonl s'cmj>arait des rclranchemcns de Bu5chilz,quc les Russes ne peuvent plus g.irder depuis la perte de Kreckwitz. Le général en chef Willgensleiri ayant été obligé de dégarnir sa droite, aün de parer 4 la nouvelle attaque que dirigeait l'Empereur en personne, le prince de la Moskowa avait proUtc de ce mouvement pour marcher en avant. Jl avait repris PreitiU : maître du village de Prussig, il availdebordé les alliés, et s'avançait sur Wurschen. Le comte de Wiltgcnstein, voyant sa droite tournée, fut convaincu qu'il ne pouvait plus tenir, et ordonna la retraite. Le général Bardai du ToJly se retira par Grœdlilz sur W eissemberg, ainsi que l'aile droite, toute composée de Prussiens, et l'aile gauche, ou l'armée russe, sur Hoebkirch et].obau. Trente mille hommes payèrent du leur sang la défense cl l'attaque des rclranchemcns, désormais inutiles, de Bautzcii et d'Uochkireb : douze mille du côté des Français, dix-huit mille du côté des alliés. Slais si Ney, comme dans la retraite de Moskou, eût donné tétc baissée à Preilitz, toute rarmee prussienne, avec son matériel, et une partie de l'armée russe, celle de Bardai, tombaient au pouvoir du vainqueur. Ainsi s'accomplit la prophétie annoncée le matin par Napoléon à son armée. La bataille s'engagea à une heure après midi, et, selon sa prédiction, elle fut gagnée à trois heures; mais nous manquions, comme à Lutzen, d'une cavalerie assez nombreuse pour tirer des fruits de notre victoire. Cependant un parlementaire seprcseiiteauquarlicrimpcrial, portcurd'uiiclctlrcpuur le duc du Viccnce. Celte lettre est de la veille. Elle est accompagnée d'uii billet du jour niénic. La lettre qui, disait lu billet, n'avait pas été expédiée la veille à cause de la bataille déjà engagée, c'était la réponse de M. de Nesselrode à la démarche du 1b; il déclarait que l'empereur de Russie ne pouvait recevoir des propositions que par l'intermédiaire du médiateur. Ainsi le vaincu, le

troisième jour de sa défaite, imposait à Napoléon le joug autrichien! Il ne reste donc à l'Kin|>€rcui Digitized by Google

tant, soutenu par le 11e corps du côté de Babitz, rétablissait l'offensive contre la gauche de l'armée alliée, et l'empêchait de se dégarnir pour aller au secours de sa droite, le prince de la Moskowa forçait les Russes de Barclai au village de Klix, passait la Sprée, chassait l'ennemi de Molschwitz, tandis que Lauriston le renversait des hauteurs de Gottameld, et, poursuivant Barclai à Glein, lui enlevait encore cette quatrième position. Ce fut sur le mamelon de Glein que le maréchal reçut, à dix heures, un billet au crayon, par lequel l'Empereur lui prescrivait de se porter, à onze heures, sur Preititz. Ce billet expliquait l'ordre du 18 de se diriger sur Dresha, pour marcher sur Hochkirch; mais le maréchal voulut attendre le 7e corps. Cependant, dans l'intervalle, il ordonna à Souham d'entrer à Preititz : il était trop tard. Barclai avait rétrogradé en bon ordre sur Baruth et Rachel. Kleist était arrivé à son secours. Souham se trouva entre deux feux; sa division se débanda et perdit beaucoup de monde. Enfin Reynier parut, vers une heure, à Klix, avec le 7e corps, et dans le même moment Lauriston, avec le 5e, marchait de Gottameld sur Baruth. Alors le maréchal força Preititz avec trois divisions; mais, tout à coup pris en flanc par l'artillerie que Blücher faisait descendre de Klein-Bautzen, égaré par l'ardeur du combat, Ney oublie la direction d'Hochkirch, et au lieu d'avancer à gauche, gravit sur la droite les hauteurs qui dominent Klein-Bautzen. Ainsi fut manquée cette grande manœuvre, qui devait couper la retraite aux alliés.

Cependant Napoléon, s'apercevant que le prince de la Moskowa faisait peu de progrès, combina, pour y suppléer, de nouveaux efforts sur le centre de Blücher, dégarni du corps de Kleist. Il était une heure. Le duc de Dalmatie se développa. La garde et la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, pouvaient se porter sur la gauche et sur la droite, selon les vicissitudes de la journée. Le maréchal, à la tête du 4e corps, attaque vivement les Prussiens de Ziethen, leur enlève Doberschütz et Plisskowitz et foudroie Kreckwitz. Placé tout à coup entre le mouvement du prince de la Moskowa et celui du duc de Dalmatie, le comte de Wittgenstein vit bien que, pour avoir raison du maréchal Ney, il n'avait d'autre ressource que d'arrêter le maréchal Soult. Mais, de son côté, Napoléon sentit que le moment de gagner la bataille était arrivé, et il se mit à la tête de la garde. La cavalerie du général Latour-Maubourg, et une réserve d'artillerie marchaient sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi, devant le centre de l'armée russe; enfin le mamelon de Kreckwitz, dont les alliés faisaient leur point d'appui, et où le maréchal Blücher croyait pouvoir braver tous nos efforts, fut emporté par la division Morand et par la division wurtembergeoise, malgré la résistance des gardes prussiennes que Blücher rappela de Preititz. Le général Devaux établit sur ces hauteurs une batterie de la garde. Les généraux d'artillerie Dulauloy et Drouot se portèrent en avant avec soixante pièces de réserve, tandis que la jeune garde, aux ordres du duc de Trévise, si aguerrie par le combat terrible de Kaya, se précipitait sur Litten et en chassait le général Yorck. Débordé sur sa gauche, attaqué de front, pris à revers par les trois maréchaux, Blücher s'est retiré sur Burschwitz, où Bertrand le suit avec le 4e corps. Dans le même moment, le maréchal Marmont s'emparait des retranchemens de Buschitz, que les Russes ne peuvent plus garder depuis la perte de Kreckwitz. Le général en chef Wittgenstein ayant été obligé de dégarnir sa droite, afin de parer à la nouvelle attaque que dirigeait l'Empereur en personne, le prince de la Moskowa avait profité de ce mouvement pour marcher en avant. Il avait repris Preititz : maître du village de Prussig, il avait débordé les alliés, et s'avançait sur Wurschen. Le comte de Wittgenstein, voyant sa droite tournée, fut convaincu qu'il ne pouvait plus tenir, et ordonna la retraite. Le général Barclai de Tolly se retira par Grœdlitz sur Weissemberg, ainsi que l'aile droite, toute composée de Prussiens, et l'aile gauche, ou l'armée russe, sur Hochkirch et Lobau.

Trente mille hommes payèrent de leur sang la défense et l'attaque des retranchemens, désormais inutiles, de Bautzen et d'Hochkirch : douze mille du côté des Français, dix-huit mille du côté des alliés. Mais si Ney, comme dans la retraite de Moskou, eût donné tête baissée à Preititz, toute l'armée prussienne, avec son matériel, et une partie de l'armée russe, celle de Barclai, tombaient au pouvoir du vainqueur.

Ainsi s'accomplit la prophétie annoncée le matin par Napoléon à son armée. La bataille s'engagea à une heure après midi, et, selon sa prédiction, elle fut gagnée à trois heures; mais nous manquions, comme à Lutzen, d'une cavalerie assez nombreuse pour tirer des fruits de notre victoire. Cependant un parlementaire se présente au quartier impérial, porteur d'une lettre pour le duc de Vicence. Cette lettre est de la veille. Elle est accompagnée d'un billet du jour même. La lettre qui, disait le billet, n'avait pas été expédiée la veille à cause de la bataille déjà engagée, c'était la réponse de M. de Nesselrode à la démarche du 18; il déclarait que l'empereur de Russie ne pouvait recevoir des propositions que par l'intermédiaire du médiateur. Ainsi le vaincu, le troisième jour de sa défaite, imposait à Napoléon le joug autrichien! Il ne reste donc à l'Empereur

The text on this page is estimated to be only 27.55% accurate

S90 IIISTOmB DK NAPOLÉON. quo la ressource do vaincre. Et plût à Dieu qu'il n’eût cherché d'autreintermédiaircqueson armée! Tout h coup une pensée, semblable à ces inspira^ tions sublimes que donnaient jadis à Napoléon ses grandes aelions d'Italie, d’Égyple et d’Allemagne, a couronne la journée de Baulzcn. Erofondéinerit ému des preuves de dévouement de sa jeune arimw, frappé d'admiration pour celle guerre de héros qu'.ivaient faite sous scs yeux des conscrits à peine sortis de leurs dépôts ou du village de leurs pères, il décréta qu'un monument serait érigé Burlc Mont-Cenis, et consacrerait à jamais sa reconnaissance envers scs peuples de France et d'Italie. Ee mai, à quatre heures du malin, l'armée l'avance vers la Silésie par trois chemins différens. A l'aile gauche, le maréchal Victorelle général Sébastian! se dirigent sur Glugau, qu'ils vont débloquer. Ees maréchaux Macdonald, Marmont et le général Bertrand forment l'aile droite, cl suivent Wiltgeiiitcin sur la routede Schwcidnilz. Le maréchal Ncy, au centre, s'avance sur celle de Brcsiau; il a devant lui RlQchcr et Bardai. La garde impériale le suit. L’Empereur se mit lui-méme à la poursuite des allies avec la cavalerie de la garde, celle du général I«atour*Mauhourg et une partie de son infauleric : il marcha toute la journée, k la tête de l’avant-garde; on arriva sans obstacles à Weissemberg. Plus loin, rinfantcric saxonne du général Reynier üulabordcr les hauteurs en arrière de Keicheinbach, où le général Miloradowilch, commandant l’arrière-garde ennemie, s’était arrêté pour protéger la retraite des souverains, qui avaient couché à l^wetnberg. L'attaque, d'abord repoussée par rennemi, quoique combinée des deux côtés, réussit enfin , grâce aux efforts de la cavalerie sous les ordres des généraux Lcfèvrc-Desnoucltcs et Colbert, cl aux cuirassiers de l.alour-M.iubourg; malheureusement elle coûta la vie au général de division comte Bruyères, l’un des ofTiciers les plus distingués de l’armée cl l'un des vétérans d'Italie. Dans le même instant, et au milieu du feu le plus vif, un chasseur de l'escorte est lue à quelques pas; Napoléon, qui le voit tomber presque sous les pieds de son cheval, dit au duc de Frioul : u Duroc, la fortune nous on veut aujourd'hui.» La fortune allait frapper un autre coup. Au Heu de s'arrêter à Reieheinijach avec le (jiiarlier-général , Napoléon, apprenant que rennemi tenait encore du côté de Makersdorf, rejoint son avant-garde, et orduiiiic un mouveiiieril sur la ville de Gorlitz, où il espérait passer la nuit. Tout à coup, Comme il

descendait ra|n(leinent le chemin creux du village, pour se porter sur une hauteur \oisiuc, un boulet perdu ricoche contre un arbre, lue roidc le général du génie Kirgener, et ouvre le bas-vcnlrc au grand-marcchal Duroc. L'Empereur était lancé en plein galop et gravissait la hauteur, quand un aidc-de-cainp d'Oudinut annonça la mort du duc de I^rioul. « 6'e n*ett paâ pouible! dit NapcK léon,>e lui parlaii iout à Vheuit, n En ce moment le colonel Gourgaud, premier otiieier d'ordonnance, vint rendre compte à l'Enq>creur du mouvement que le prince de la Moskowa avait dû exécuter sur Gorlitz, ajoutant que l'ennemi ne présentait plus qu'une faible arrière-garde. Mais, sans lui ré{H)iuirc, Napoléon revint sur scs pas, et, suivi des ducs de Dalmalie cl de Vicence, alla voir le grand-maréchal , près duquel étaient réunis les docteurs Larrey cl Yvan, et quelques oIHcicrs du santé. Le Bulletin rapporta en ces termes celle triste entrevue : « Il le trouva avec toute sa connaissance, et inoritraiit le plus grand sang-froid. Le duc serra la main de l'Empereur, qu'il porta sur scs lèvres. « Toute ma vie, lui dit-il, a été consacrée à votre U service, et je tic la regrette que pour l'utilité dont Il elle pourrait vous être encore. ~ Duroc, lui dit M l'Empereur, il est une autre vie; c'est là que vous Il irez m'attendre et que nous nous retrouverons un « jour. — Oui, Sire ; mais ce sera dans trente ans, « lorsque vous aurez Irtoiiiphé de vos ennemis, cl M réalisé toutes les espérances de notre patrie. J'ai M vécu en honnête hoiimie, je ne me reproche rien. M Je laisse une tille, Votre Majesté lui servira de «I père.» L'Empereur serrant de la main droite le grand-marcchal, reste un quart d'heure, la tête appuyée sur ta main gauche, dans le plus profond silence. Lcgrami-maréclial rompit le premier ce silence : w Ah ! Sire, allcz-vous-cii ; ce spectacle vous *enses aux braves, et travailler avec son ministre des relalioiis extérieures; il n'en était pas moins pénétré de la plus vive douleur. Cette douleur était juste ; en effet , il perdait dans Duroc uon-seulcmeiit un compagnon d'armes, mais encore un «le ces amis sûrs et dévoués auxquels on peut tout coidier, et qui ont conquis le droit de dire la vérité tout entière. Convaincu de l'étendue de cette perti', et afin d'élerniser le souvenir de leur amitié, il ordonna que le corps du grand-inaréclial fût transjHjrté à Paris dans l'église des Invalides, pour y recevoir les honneurs funèbres. U voulut aussi acheter de ses deniers la maison où Duroc était mon, et la doimerau pasteur du village, I à condition de placer cl de conserver à l'endroit où Digitizec!*

 avait etc le Ut du grand-maréchal une pierre avec cette inscription : tet LB OlBtEAL DCBOC, oi'c OK raioiL, CllAI«D-IARlCBAL OU BALAIS DB l'BBBBRBUB tfArULtUH, FRArrï d'us BOt'LBT, A BlPIBt DASS LES DHAS DB SOS BIPtREUR ET DE SOS ARt. « Banni du roundc entier sur la roche de SainteHélène, Napoléon mourant fut fidèle aux souvenirs de Makersdurf, et consacra par sa dernière volonté le dernier vœu du duc de Kriuul pour sa lille. Cependant la vivacité de la poursuite de Napoléon et toutes les cüiiséqucnccsd'une pénible retraite fatiguaient les alliés : ébranlés par trois victoires que d'autres peuvent suivre encore, ils changent de langage et renoncent à l'orgueil de leurs refus récens; le lendemain de leur défaite, ils réclament la faveur d'un armistice. Ix; comte de Sladion, constant dans sa haine pour Na{>oléon et occupé à consommer une nouvelle trahison contre lui, s'empresse d'adresser au prince de Neufchàtel les paroles trompeuses des puissances conjurées; rËm{>creur accepte leur demande, sans penser qu'une proposition faite par un homme aussi acharne à sa perte et à celle de la France ne pouvait cacher que la plus perfide et la plus fatale déception. Mais, malgré toutes ces communications dignes d'un indexible refus, l'armée ennemie s'étudiait, à défaut de |>érils réels, à semer des résistances journalières sur tous les pas de la nôtre, tant elle redoutait cette quatrième bataille, qu'il était si politique au moins de lui livrer. Il fallut, le 25, disputer encore le passage de la Neiss, le 24 celui de la Queiss, le 25 celui du Bober, le 27 celui de la Kalxbach, qui doit nous recevoir. I. c génie de Napoléon a-t-il pâli comme son étoile? J. e 25 à Colditx, tant il craint que le fatal armistice ne lui échappe, il fait écrire par le duc de Viceticc au comte de Ncsscirudc, qu'il ett toujourê cAar^é delà même propoKition. Cependant deux jours après, à Goldberg, il ne peut plus avoir de doute sur la politique de ses ennemis; car, au lieu de repasser roder et de gagner Kreslau, ils lui abandonnent leurs communications par ce fleuve cl la Bologne pour aller s'appuyer sur la Bohême. L'esprit de M. de Sladion marche avec les alliés. Enfin en dix jours la Saxe avait été délivrée par Napoléon; en huit jours la Haute Silésie était au pouvoir des Français) Breslau va tomber. L'armée ennemie est acculée au fond dclaDassc*Silésic, où Napoléon s'apprête à porter le théâtre de la guerre; une seule bataille peut-être doit refouler sur elle-niêine l'iuvasion du Nord, et fermer aux alliés de retour de la patrie. On allcnd la chute de Hambourg; cet important événement ouvrira une autre

route sur Berlin à une autre armée française. Encore deux jours, l'Elbe cl l’Oder sont conquis, les cbciiiins sont libres pour marcher sur Custrin, sur Varsovie, sur Daiilxick. Dans cette dernière ville, trente mille Français cl allies vont devoir leur délivrance à nos succès. Aussi M. de Nesselrode ne retarde-t-il pas sa réponse comme à Harla. Quand tous ces grands résultats nous attendent, le 28, le duc de Vicence reçoit une lettre des plénipotentiaires russe et prussien, avec la copie des pleins pouvoirs du cominandant en chef des armées combinées : la teneur de ces pouvoirs exprimait clairement que la médiation autrichienne, à laquelle Napoléon voulait se soustraire, était la condition tinequà non de toute espèce d'arrangement. Déplus, rcmpcrcur Alexandre n'enviêOijeail VarmUlice que comme un objet pure^ ment mililaire ; et par lâ on éludait l’admission du duc de V'iccnce auprès de ce prince. Ainsi la campagne militaire se trouvait suspendue: mais la campagne politique était près de s’ouvrir, cl dans celle autre guerre Napoléon allait rencontrer un ennemi actif, adroit, passionne, qui lui disputerait corps à corps le champ de la négociation, et d’autant plus inflexible qu'il serait suus l’influence autrichienne. Le comte de Sladion, le commissaire impérial de la médiation autrichienne, au quartier-général des alliés, devenu le général en chef de leur retraite, les avait attirés vers la Bohême, où de grandes intelligences militaires leur étaient préparées. La garde impériale avait suivi le mouvement des allies. Napoléon, parti le 20 pour Bosning, établissait le lendemain son quartier-général à Neumark. Le duc de Bassano était resté à l.icgnitz, afin üc tracer les inslrucliuns au duc de Vicence. Ee comte de Bubna, qui était retourné à Vienne, devait y faire connaître le résultat de sa mission à Dresde. Les propositions dont il était porteur concernaient l’ouverture d’un congrès pour la paix, suit générale, soit continentale, la conclusion d’un armistice, et enfin la nominalion des plénipotentiaires charges de régler entre la France et l’Autriche le sort de l’alliance et raccci>talion de la médiation. I^e 50, le comte de Bubna arriva à LiegniU, où il eut une conférence avec le duc de Bassano; le lendemain il repartit pour Vienne, après avoir donné l’assurance qu'il serait bientôt de retour avec les pouvoirs nécessairesqu'on lui avait déjà demandés à Dresde, cl dont il aurait été muni dès ce moment, si sa cour cùl voulu remplir avec honneur la généreuse mission d'un médiateur désintéressé. Digitized by Googic

avait été le lit du grand-maréchal une pierre avec cette inscription :

ICI LE GÉNÉRAL DUROC,
DUC DE FRIOUL,
GRAND-MARÉCHAL DU PALAIS DE L'EMPEREUR NAPOLÉON,
FRAPPÉ D'UN BOULET,
A EXPIRÉ DANS LES BRAS DE SON EMPEREUR ET DE SON AMI.

Banni du monde entier sur la roche de Sainte-Hélène, Napoléon mourant fut fidèle aux souvenirs de Makersdorf, et consacra par sa dernière volonté le dernier vœu du duc de Frioul pour sa fille.

Cependant la vivacité de la poursuite de Napoléon et toutes les conséquences d'une pénible retraite fatiguaient les alliés : ébranlés par trois victoires que d'autres peuvent suivre encore, ils changent de langage et renoncent à l'orgueil de leurs refus récens; le lendemain de leur défaite, ils réclament la faveur d'un armistice. Le comte de Stadion, constant dans sa haine pour Napoléon et occupé à consommer une nouvelle trahison contre lui, s'empresse d'adresser au prince de Neufchâtel les paroles trompeuses des puissances conjurées; l'Empereur accepte leur demande, sans penser qu'une proposition faite par un homme aussi acharné à sa perte et à celle de la France ne pouvait cacher que la plus perfide et la plus fatale déception. Mais, malgré toutes ces communications dignes d'un inflexible refus, l'armée ennemie s'étudiait, à défaut de périls réels, à semer des résistances journalières sur tous les pas de la nôtre, tant elle redoutait cette quatrième bataille, qu'il était si politique au moins de lui livrer. Il fallut, le 23, disputer encore le passage de la Neiss, le 24 celui de la Queiss, le 25 celui du Bober, le 27 celui de la Katzbach, qui doit nous recevoir. Le génie de Napoléon a-t-il pâli comme son étoile? Le 25 à Colditz, tant il craint que le fatal armistice ne lui échappe, il fait écrire par le duc de Vicence au comte de Nesselrode, *qu'il est toujours chargé de la même proposition.* Cependant deux jours après, à Goldberg, il ne peut plus avoir de doute sur la politique de ses ennemis; car, au lieu de repasser l'Oder et de gagner Breslau, ils lui abandonnent leurs communications par ce fleuve et la Pologne pour aller s'appuyer sur la Bohême. L'esprit de M. de Stadion marche avec les alliés.

Enfin en dix jours la Saxe avait été délivrée par Napoléon; en huit jours la Haute-Silésie était au pouvoir des Français! Breslau va tomber. L'armée ennemie est acculée au fond de la Basse-Silésie, où Napoléon s'apprête à porter le théâtre de la guerre; une seule bataille peut-être doit refouler sur elle-même l'invasion du Nord, et fermer aux alliés de retour de la patrie. On attend la chute de Hambourg; cet important événement ouvrira une autre route sur Berlin à une autre armée française. Encore deux jours, l'Elbe et l'Oder sont conquis, les chemins sont libres pour marcher sur Custrin, sur Varsovie, sur Dantzick. Dans cette dernière ville, trente mille Français et alliés vont devoir leur délivrance à nos succès. Aussi M. de Nesselrode ne retarde-t-il pas sa réponse comme à Harta. Quand tous ces grands résultats nous attendent, le 28, le duc de Vicence reçoit une lettre des plénipotentiaires russe et prussien, avec la copie des pleins pouvoirs du commandant en chef des armées combinées : la teneur de ces pouvoirs exprimait clairement que la médiation autrichienne, à laquelle Napoléon voulait se soustraire, était la condition *sine quâ non* de toute espèce d'arrangement. De plus, l'empereur Alexandre *n'envisageait l'armistice que comme un objet purement militaire;* et par là on éludait l'admission du duc de Vicence auprès de ce prince. Ainsi la campagne militaire se trouvait suspendue : mais la campagne politique était près de s'ouvrir, et dans cette autre guerre Napoléon allait rencontrer un ennemi actif, adroit, passionné, qui lui disputerait corps à corps le champ de la négociation, et d'autant plus inflexible qu'il serait sous l'influence autrichienne. Le comte de Stadion, le commissaire impérial de la médiation autrichienne, au quartier-général des alliés, devenu le général en chef de leur retraite, les avait attirés vers la Bohême, où de grandes intelligences militaires leur étaient préparées. La garde impériale avait suivi le mouvement des alliés. Napoléon, parti le 29 pour Rosning, établissait le lendemain son quartier-général à Neumark. Le duc de Bassano était resté à Liegnitz, afin de tracer les instructions au duc de Vicence. Le comte de Bubna, qui était retourné à Vienne, devait y faire connaître le résultat de sa mission à Dresde. Les propositions dont il était porteur concernaient l'ouverture d'un congrès pour la paix, soit générale, soit continentale, la conclusion d'un armistice, et enfin la nomination des plénipotentiaires chargés de régler entre la France et l'Autriche le sort de l'alliance et l'acceptation de la médiation. Le 30, le comte de Bubna arriva à Liegnitz, où il eut une conférence avec le duc de Bassano; le lendemain il repartit pour Vienne, après avoir donné l'assurance qu'il serait bientôt de retour avec les pouvoirs nécessaires qu'on lui avait déjà demandés à Dresde, et dont il aurait été muni dès ce moment, si sa cour eût voulu remplir avec honneur la généreuse mission d'un médiateur désintéressé.

The text on this page is estimated to be only 20.40% accurate

LIVRE QUINZIÈME. 0econî>c campagne îre 0axe CHAPITRE PREMIER. AKMIkTICk; UK PLÜ^WIU. — fHI^K OK UA^ICUtiaii.— RKTOUK ÜE I«APOI.£n^ A DRtMIK. — COA T KIATIO A Ot. llRCAnt ATfc<. l="" metraite="" rk="" batault="" oe="" vliturla.="" les="" conf="" relativemcnl="" relit="" le="" mai="" i="" de="" waldstadt="" entre="" duc="" vicencc="" pour="" la="" france="" comte="" schouwalof="" russie="" el="" m.="" dekleisl="" prusse="" elles="" continu="" gebers="" clic="" et="" furent="" transport="" pr="" des="" alli="" r="" napol="" qui="" voulut="" selon="" son="" usage="" dominer="" celle="" n="" rendirent="" tellement="" orageuse="" quvlle="" put="" lui="" faire="" pressentir="" didjcull="" que="" congr="" car="" cc="" ne="" fut="" qu="" une="" v="" bataille="" six="" jours="" juin="" rannislice="" sign="" un="" avantage="" bien="" sur="" lequel="" en="" cas="" rupture="" prague="" grande="" combinaison="" inili="" taire="" prisedo="" hambourg="" o="" g="" vaiulamme="" mais="" rcminmi="" cl="" neutralisation="" brcslau="" possession="" alors="" plus="" importante="" avait="" compensation="" cette="" ville.="" con="" dili="" devait="" rejeterla="" tr="" ce="" pen="" dant="" danemarck="" renoue="" alliance="" avec="" danoise="" command="" par="" lecumlcde="" scliulenibourg="" depuis="" lors="" sous="" ordres="" du="" mar="" prince="" d="" conqu="" il="" dans="" nord="" nanemnrek="" pologne.="" polog="" r.="" a="" livr="" aux="" russes="" reste="" repr="" aupr="">clile armée que i'illuslrc Ponialuwski vient de soustraire au vasselnge de la défection autrichienne. Après avoir du traverser désarmes les provinces de l'empereur d'Autriche, les Polonais ont repris leurs armes en mettant le pied dans la Lusace: ils n'ont plus d'autre patrie que le drapeau français. Aussi Napoléon a décrété le 1'**' juin, à Neumark, qu'ils sont tous à la solde de la France. Le lendemain de la signature de la convention d'armistice, Napoléon a quitté son quartier-général de Ncuinark; le 10, il occupcà Dresde le palais Mar* coluni, situé dans un faubourg; le mémo jour, arrive le baron Kaas, ministre de l'intérieurde Danemarck, qui fait à rKmpereur d'intéressantes révélations. A Altona les alliés n'ont épargné ni promesses ni menaces pour détourner cet ambassadeur d'aller remplir sa mission; ils avaient même été jusqu'à lui oiïrir d'annuler la cession de la Norwége à la Suède; mais sur son refus, et (wur se venger de Vallacheinenl du

Danemarck envers la France, le lendemain delà prisede Hambourg, Papparitiun delà Hotte anglaise était venue dans la rade de Copenhague réveiller un affreux souvenir. Un capitaine de vaisseau n'avait pas craint de süimncr le roi de souscrire sous quarantehuit heures le traité de la cession spoliatrice qu'une politique sans pudeur avait osé lui im{)

The text on this page is estimated to be only 28.18% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. üüO mettre en dépôt la province de Dronlhein et de donner vingt-cinq mille hommes à la ligue du Nord. Le roi aval t repoussé avec fierté celte injurieuse sommation, cl le prince royal de Dancmarck, déguisé en matelot, était parvenu i débarquer en Norwége, où il appelait les habitans à la défense nationale. Par le traitéqueM. de Kaas est venu stipuler à Dresde, son souverain met douze mille hommes à la disposition de Napoléon, et ils pourront être portés jusqu'à la yistule. Les instructions données au maréchal Davoust développent l'intérét decettedeslination. I/empereur lui prescrit, si la guerre recommence, d'étre devant Hambourg avec quarante mille hommes. Ouatrc-vingl mille hommes marcheront sur Berlin. L'armée du Nord destinée ü Bernadotte sera battue. On SC portera de concert sur la Vislule. Dantzick sera débloquée! L'Kni|>ereur reçut aussi ST. de Bubna : au lieu d'apporter les réponses aux demandes qu'avait faites le duc de Bassano à Dresde, et qu'il avait renouvelées i Liegnitz, cet envoyé se contenta de notifier au cabinet de France l'acceptation de la médiation autrichienne par les alliés, et d'annoncer la prochaine arrivée de M. de klelternich pour la même négociation. Cependant il a été autorisé à dire que la mission du baron de Weissemberg à Londres a échoué, cl que le cabinet britannique trouve à présent trop favorables encore à la France les bases de Lunéville! Cette confidence fj^ite par le gouvernement autrichien portait avec elle son commentaire. La ville de Prague avait clé adoptée pour le congrès; l'cmpcrcur d'Autriche ne tarda point à se rendre, avec sa chancellerie et ses ministres, au château de CiUschin, voisin do la capitale de la Bohême. Les souverains allies s'claienl établis non loin de là, à Trachemberg, sur les bords de l'Oder. Un autre personnage |>arut aussi à Dresde le même jour que M. de Bubna, ce fut le duc d'Olrante, cet homme qui n'ctail pas le moins dangereux des amis de Napoléon, et qu'il ne fàUait pas laisser à Paris en de telles circonstances; aussi l'envoyail-on remplacer le comte Bertrand au gouvernement général d'illyrie; mais Fouché prit le temps de voir venir Metlernich à Drcsile. Cependant le mois de juin s'écoulailsansque le congrès pût s'ouvrir, et les délais d'un armistice de quarante jours sc consommaient sous les lenleursdu cabinet autrichien. Ü'aprcsle silcnccde M. de Bubna sur la question de l'alliancequi touchait particulièrement Napoléon, le duc de Bassano avait écrit à ill. de Metlernich qu'il avait tous

les pouvoirs nécessaires pour traiter et de la nicdialion et de l'alliance. Le 23, Al.de Alelternicliannonçaqu'ü était auloriséà signer une convention pour la médiation, et à convenir de certaines réserves pour l'alliance. Ce jour même, le duc de Bassano répondit : « L*F.mpei'eur, qui ne veut pas rendre son alliance onéreuse à ses amis, ne fiit aveulie difficulté dy renoncer. » Il n'y avait donc plus à traiter que de la médiation, d'après le généreux désintéressement de Napoléon. Aussi, le 27, M. de Alelleriiich, débarrassé du fardeau de l'alliance, accourut à Dresde. Le lendemain, ce ministre fut admis à remettre à l'ein pereur Napoléon une lellrc de sou souverain; celte audience devint une longue conférence con.sacrée à l'exposition des prétentions de l'Autriche : cÜc demandait la moitié de rilaiie, rillyrie, le retour du pape .à Borne, la Pologne .saionoe, l'abandon de la Hollande, celui de l'Espagne, la renonciation au protectorat de la Confédérationdu Bhiiietà la médiation helvétique: « C'est le partage de l'empire français que tous toutes, M dit Napoléon. Impatient alors de tous scs griefs contre la maison d'Autriche, depuis la négociation du prince de Schwartzemberg à Minsk . il les récapitula avec chaleur; puis, arrivant aux engagemens secrets conclus par cette puissance avec rAnglelerre, la Russie cl l.i Prusse, hors d'état de conserver cette réserve que leur supériorité impose aux souverains : » Dites-nwi, Metlernich, combien V Angleterre tous a-hclle promis pour me faire ta guerre f » Le silence de Al. de Metternich prouva à Napoléon que celte apostrophe lui portait un coup mortel. Cependant elle ne termina point la conférence, et en congédiant le ministre autrichien: u ta cession do l'Iiyrie, lui dit-il, n'est pas mon dernier mot. H Ce fut sous ces auspices que les deux ministres signèrent, Ie30juin, la convention relative a la médiation autrichienne. .M. de Metlernich repartit pour Gittsebin, avec la satisfaction d'avoir servi l'intérêt de sa cour, et avec le ressentiment de son injure. La convention signée ne ressemblait guère à celle que Napoléon avait proposée dans le but d'une paix générale; il y avait compris rAnglelerre, les États-Unis, le roi d'Espagne, la régence de Cadix et toutes les autres puissances des deux masses belligérantes. C'était la paix du momie sur les bases déjà publiées dans le .HoniVeMr du 24 mat, qu'il voulait suunicllrc à la médinlion de l'Autriche. Jamais, sans doute, arbitrage plus honorable n'avait clé confié à aucune couronne; toutefois le cabinet autrichien s'obstina à retrancher de celle proposition tout ce qu'elle contenait de généreux; i! n'y restait que ce dont il avait besoin pour assurer le succès de scs projets hostiles contre la France. Aux

termes de la convention du 30 juin, les plénipotentiaires devaient sc réunir à Drague le 5 juillet; en conséquence, l'arrnislicc serait prorogé jusqu'au 10 août, et le cabinet de Vienne s'était réservé de faire agréer ccl engagement par la Russie et la Prusse. Il ne sc hâta point de remplir sa promesse, et cc fut le 12 juillet senIemenlqueAI.de Metternich informa

mettre en dépôt la province de Dronthein et de donner vingt-cinq mille hommes à la ligue du Nord. Le roi avait repoussé avec fierté cette injurieuse sommation, et le prince royal de Danemarck, déguisé en matelot, était parvenu à débarquer en Norwége, où il appelait les habitans à la défense nationale. Par le traité que M. de Kaas est venu stipuler à Dresde, son souverain met douze mille hommes à la disposition de Napoléon, et *ils pourront être portés jusqu'à la Vistule*. Les instructions données au maréchal Davoust développent l'intérêt de cette destination. L'empereur lui prescrit, si la guerre recommence, d'être devant Hambourg avec quarante mille hommes. Quatre-vingt mille hommes marcheront sur Berlin. L'armée du Nord destinée à Bernadotte sera battue. On se portera de concert sur la Vistule. Dantzick sera débloquée!

L'Empereur reçut aussi M. de Bubna : au lieu d'apporter les réponses aux demandes qu'avait faites le duc de Bassano à Dresde, et qu'il avait renouvelées à Liegnitz, cet envoyé se contenta de notifier au cabinet de France l'acceptation de la médiation autrichienne par les alliés, et d'annoncer la prochaine arrivée de M. de Metternich pour la même négociation. Cependant il a été autorisé à dire que la mission du baron de Weissemberg à Londres a échoué, et que le cabinet britannique *trouve à présent trop favorables encore à la France les bases de Lunéville!* Cette confidence faite par le gouvernement autrichien portait avec elle son commentaire.

La ville de Prague avait été adoptée pour le congrès; l'empereur d'Autriche ne tarda point à se rendre, avec sa chancellerie et ses ministres, au château de Gittschin, voisin de la capitale de la Bohême. Les souverains alliés s'étaient établis non loin de là, à Trachemberg, sur les bords de l'Oder. Un autre personnage parut aussi à Dresde le même jour que M. de Bubna, ce fut le duc d'Otrante, cet homme qui n'était pas le moins dangereux des amis de Napoléon, et *qu'il ne fallait pas laisser à Paris en de telles circonstances;* aussi l'envoyait-on remplacer le comte Bertrand au gouvernement général d'Illyrie; mais Fouché prit le temps de voir venir Metternich à Dresde. Cependant le mois de juin s'écoulait sans que le congrès pût s'ouvrir, et les délais d'un armistice de quarante jours se consommaient sous les lenteurs du cabinet autrichien. D'après le silence de M. de Bubna sur la question de l'alliance qui touchait particulièrement Napoléon, le duc de Bassano avait écrit à M. de Metternich qu'il avait tous les pouvoirs nécessaires pour traiter et de la médiation et de l'alliance. Le 22, M. de Metternich annonça qu'il était autorisé à signer une convention pour la médiation, et à convenir de certaines réserves pour l'alliance. Ce jour même, le duc de Bassano répondit : « *L'Empereur, qui ne veut pas rendre son alliance onéreuse à ses amis, ne fait aucune difficulté d'y renoncer.* » Il n'y avait donc plus à traiter que de la médiation, d'après le généreux désintéressement de Napoléon. Aussi, le 27, M. de Metternich, débarrassé du fardeau de l'alliance, accourut à Dresde. Le lendemain, ce ministre fut admis à remettre à l'empereur Napoléon une lettre de son souverain; cette audience devint une longue conférence consacrée à l'exposition des prétentions de l'Autriche : elle demandait la moitié de l'Italie, l'Illyrie, le retour du pape à Rome, la Pologne saxonne, l'abandon de la Hollande, celui de l'Espagne, la renonciation au protectorat de la Confédération du Rhin et à la médiation helvétique : « *C'est le partage de l'empire français que vous voulez,* » dit Napoléon. Impatient alors de tous ses griefs contre la maison d'Autriche, depuis la négociation du prince de Schwartzemberg à Minsk, il les récapitula avec chaleur; puis, arrivant aux engagemens secrets conclus par cette puissance avec l'Angleterre, la Russie et la Prusse, hors d'état de conserver cette réserve que leur supériorité impose aux souverains : « *Dites-moi, Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle promis pour me faire la guerre?* » Le silence de M. de Metternich prouva à Napoléon que cette apostrophe lui portait un coup mortel. Cependant elle ne termina point la conférence, et en congédiant le ministre autrichien : « *la cession de l'Illyrie,* lui dit-il, *n'est pas mon dernier mot.* » Ce fut sous ces auspices que les deux ministres signèrent, le 30 juin, la convention relative à la médiation autrichienne. M. de Metternich repartit pour Gittschin, avec la satisfaction d'avoir servi l'intérêt de sa cour, et avec le ressentiment de son injure. La convention signée ne ressemblait guère à celle que Napoléon avait proposée dans le but d'une paix générale; il y avait compris l'Angleterre, les États-Unis, le roi d'Espagne, la régence de Cadix et toutes les autres puissances des deux masses belligérantes. C'était la paix du monde sur les bases déjà publiées dans le *Moniteur* du 24 mai, qu'il voulait soumettre à la médiation de l'Autriche. Jamais, sans doute, arbitrage plus honorable n'avait été confié à aucune couronne; toutefois le cabinet autrichien s'obstina à retrancher de cette proposition tout ce qu'elle contenait de généreux; il n'y restait que ce dont il avait besoin pour assurer le succès de ses projets hostiles contre la France. Aux termes de la convention du 30 juin, les plénipotentiaires devaient se réunir à Prague le 5 juillet; en conséquence, l'armistice serait prorogé jusqu'au 10 août, et le cabinet de Vienne s'était réservé de faire agréer cet engagement par la Russie et la Prusse. Il ne se hâta point de remplir sa promesse, et ce fut le 12 juillet seulement que M. de Metternich informa

 le duc de Bassano de rasscntimcnl des cours de Pclersbourg cl de Berlin ; mais Taclc résultant de cet assentiment ne fut signé que le 86 juillet à Ncurnark par les commissaires français et alliés. Ainsi Napo> léon. même sous la garantie de la médiation de TAutrichc, venait dVpruuver de la part des alliés une opposition de vingt*six jours pour Texécution de rarliclc le plus important du traité. A Prague, le même système avait accueilli la négociation française. M. de Narbonne, nommé plénipotentiaire avec le duc de Vicencc, Vy avait précédé et ii'avail pu voir les plénipotentiaires des alliés. Bf. de Vicencc y arriva le 86 juillet. M. de llumiioldl était le représentant de la Prusse, et BI. d'Anstett, ne Français, et par cela seul incapable, aux termes de l'article SO du décret du 26 août 1811, tie aerrir commê plénipotentiaire tian$ UH traité où devaient être débattue teeintéréte de la France, se trouvait le négociateur de la Russie. Toutes ces circonstances, unies au choix de BI. d'Anstelt, qui avait quelque chose d'inconvenant et d'hostile, ne pouvaient que beaucoup déplaire à Napoléon; mais il dut regretter bien plus vivement encore de s'étre engagé dans la carrière des négociations avec des puissances malveillantes cl sans foi, quand il apprit que, non contente de s'étre liée par des engagemens, à Ueichcmbach, envers l'Angleterre et les alliés, l'Autriche, le 9 juillet, en avait encore contracté d'autres à Trachemberg, quartier-général de rempereur Alexandre : l'Angleterre y avait fait la loi à l'Autriche en l'effrayant de son oligarchie, comme elle avait décidé Alexandre en l'effrayant de scs boyards, et FrédéricGuillaume de son peuple. Les subsides achevèrent ce que les menaces avaient commencé. Napoléon fut instruit de ce nouveau pacte qui enchaînait tout a coup au serment de sa destruction la Prusse, la Suède, la Russie, et rAulrichc enliii,dixjoursaprés qu'il l'avait reconnue médiatrice. Il sentit alors, plus que jamais, qu'il devait aussi se préparer à la guerre, sous le voile d'un congrès, et que, ne pouvant augmenter son armée, il lui fallait chercher plutôt dans son génie mililain* que dans sa politique ou dans rcffeclifdc scs troupes, les moyens de lutter contre les deux cent mille hommes de l'Autriche, les réserves russes et prussiennes, et l'armée suédoise, qui allaient doubler les forces dont il venait de triompher. En considérant la défection de Bernadolle, en se rappelant la conduite du roi de Naples pendant la retraite de Russie, peut-être Napoléon aurait-il dù se délier de ce prince, qui, quoique sous le poids d'un accord secret avec

l'Autriche, offrait alors son épée à son beau-frère. Napoléon, qui le savait si brave, ne le croyait peut-être en ce moment pas moins Hdéle, elle v it avec plaisir arriver pour prendre comme Français sa part de péril et de gloire dans nos derniers combats. Pendant l'armistice cl les longues déliiKTalions qui en remplissent le cours. l'Fmipcreur ne cosse pas un instant de suivre les relations du dehors, les affaires du dedans, et règle avec une infatigable activité tout ce qui concerne l'armée : à en juger par les détails cl l'ensemble de ce qu'il fait sous ce rapport, il semble que ce soit un grand ministre de la guerre cousacrant toutes ses facultés à celte seule [tarlic du gouvernement; convois d'artillerie, troupes en marche, oflîciersen mission, police des cantonnemens, travaux du génie, situation des arsenaux, constructions de nouvelles places, armemens, équipement des soldats, direction des renforts sur les divers corps qui les attendent, arrivée des munitions, transport des approvisionnemens, rien n'écbappc à ses regards, à sa vigilance, à son action. Par lui, l'ordre règne au milieu de tant d'élémens de confusion; par lui, la Saxecsl préservée des iléaux qui accompagnent ordinairement la présence des acjiiées. En même temps les trésors qu'il a tirés de scs caves du pavillon Marsan acquittent toutes les défM'iises et alignent lasolde.t^esonl les alliés vaincus à Auslcrlilz. à léna, à BVagram, qui ont fourni euxrnémes la précieuse réserve que Napoléon emploie aujourd'hui coiilrc eux. Üresde, protégée par les nombreux ouvrages qui s'élèvent, et asile du quartier-général, où abondent une foule de militaires de tous rangs, offre tout à la fois l'aspect sévère d'un camp et le mouvement d'une brillante capitale où les préparatifs mémo de la guerre communiquent une nouvelle activité à toute la population. Au milieu d'elle, calme cl agité, méditant, ordonnant et faisant exécuter. Napoléon veille en même temps sur rAIicinagne et sur la F'rance, comme sur l'Ilalic et sur l'Espagne : les nouvelles de ce dernier pays sont d'une nature fâcheuse. Enhardi par nos revers, et sans doute aussi par le défaut d'une direction forte, qui ne se laissait que trop apercevoir sous un prince incapable du rôle politique et milita ire qui lui était imposé, Wellington a repris l'offensive le 28 mai, à la lélc de soixantedix mille hommes; et sa marche a décidé Joseph au parti nécessaire d'évacuer Madrid. 1/armce française était parvenue à mettre l'Ebrc entre elle et Wellington; mais lorsqu'on apprit que rennenii avait passé ce fleuve, l'alarme se répandit au quarUer-géncral du roi : un conseil de guerre fut tenu ; le maréchal Jourdan proposait de descendre l'Ebrc et de se retirer sur Sarragossc pour y rallier l'armée de Clauzel cl commoniquer

ainsi avec Saint-Sébastien, Bilbao, Pampetune, et avec le corps du général Foy. trélail sur les hauteurs inexpugnables de Salinas et de Moiit-Dragoii que l’on pourrait arrêter

 Wellington; et par les monvemens simultanés de la retraite du maréchal Suchet, qui venait de sauver Tarragonc cl de forcer lord Murray à se rembarquer après un échec complet, la barrière des Pyrénées serait nécessairement ferniéc à l'invasion étrangère. Le conseil se rangea à l'avis du maréchal Jourdan; au contraire, Joseph , saisi mal à propos d'un rêve de gloire, voulut combattre, et l'ordrcdcla bataille fut donné pour le lendemain , â1 juin , par ordonnance royale. La bravoure française soutint Jusqu'au dernier moment sa haute renommée ; nos soldats ne cédèrent qu'à i'inimcnse supériorité du nombre des ennemis : le combat de Villoria fut glorieux pour nos armes, et la perle presque égale des deux côtés. Mais l'imprévoyance et l'inhabileté du chef, qui ne savait ni commander niabdiquer le commandement, l'absence de toute précaution pour assurer la retraite, rarnoncellemenl des immenses bagages de celte royauté fugitive, changèrent un revers, facile à réparer peut-être, en un désastre qui nous enlevait l'Espagne sans retour. Cent cinquante pièces de canon, quatre cents caissons, tout le matériel de l'armée, ainsi que tous les bagages des courtisans etdesolliciers, furent la proie de l'ennemi. L'armée éparse se précipita confusément sur la route de Tolosa,où l'illustre général Foy arrêta les vainqueurs, à la tête de seize mille hommes. A la nouvelle de ce fatal événement, qui plaçait loul-à-coup la France entre deux invasions et qui allait donner à la coalition un crédit tout puissant sur le médiateur et les confédérés du Ubin, Napoléon ordonne au maréchal Soull de voler défendre les barrières incriüionales de la patrie, n Je vous'ai nommé, di« saill'urdrc dicté par l'Empereur, mon liculcnant« général commandant mes armées en Espagne et « sur les Pyrénées.... Vous prendrez toutes les mc» sures pour rétablir mes affaires en Espagne, et H pour conserver Patnpelunc, Saint-Sébastien et «I PancorlM), et toutes celles que les circonstances w demanderont... » Le 12 juillet, le maréchal était à Bayonne; il organisa l'armée et la divisa en trois corps : le général Rcilic eut la droite; le général Drouet d'KrIoii, le centre; le général Clauzel, Pailc gauche; celle armée s'élevait à soixante mille hommes. L'armée anglaise était stationnée à Irun ; elle occupait la Basse-Navarre, oit elle couvrait les sièges de Pampelunc et de Saint-Sébastien; mais lorsqu'il apprit l'arrivée du duc de Dalmatie, dont il connaissaiU'babilelc, Wcliiiiglon reprit son système de circonspection accoutumé. En Italie, la présence du vice-roi, qui forme trois corps d'armée sur TAdi^e, le dévouement des Italiens,

profondément convaincus que leur destinée repose tout entière sur les succès de Napoléon, inspirent de la sécurité. A Munich, un roi loyal et fidèle va porter son armée à quarante mülohommcs. Une confiance intime règne entre Napoléon cl le roi de Wurtemberg, qui découvre à son grand allié les intrigues et les trames de l'Autriche. Ces révélations et les nouvellesdc Prague avertissent l'Empereur de peu compter sur les négociations, et de sc préparer à la guerre. Ainsi donc, bientôt s'ouvrira une seconde campagne. En attendant l'organisation et la disposition délinilivcsüescscorpsd'arméc, le vice-roi, plus éloigné, reçoit l'ordre de se tenir prêt. Sa direction est la route de Vienne; il sera secondé par rarmcc bavaroise, le 9* corps du duc de Castiglioiic et In cavalerie du général Milhaud. En Espagne, le maréchal Suchet doit hâter sa retraite vers les Pyrénées, et laisser quelques garnisons sur la roule de Barcelone. Quant au maréchal Soull, il est charge de commencer de vigoureuses opérations pour arrêter Wellington. Elles seront appuyées par trente mille hommes, que l'Empereur a demandés aux déparlcmcnsduMidi. Les garnisons assiégées reçoivent l'avis de la reprise des hostilités; on leur fait espérer des secours. Napoléon visite en cinq jours les places de l'Elbe, ensuite il va rcconna I irc dans la Dassc-Lusacc les positions importantes de Luckau 'et de Luben. A peine revenu à Dresde, instruit du départ de rinipéralricc qu'il a appelée à Mayence , le 21$ il s'est mis en route pour cette ville. Le 5 août, il doit être de retour à Dresde, afin d'y suivre de plus près la négociation de Prague, et de donner plus tôt scs derniers ordres pour une campagne que sa pénétration cl la joie de scs ennemis, à la nouvelle du désastre de Viltoria, lui font regarder comme inévitable. L'on a avancé , et je crois avec raison , que si , au lieu de porter ses armes au sein de l'ÂIlcmagne, Napoléon avait attendu rennerni sur les barrières du Rhin, il eût conservé sous la protection d'une guerre toute nationale l'inlégrilé de l'Empire dans les limites que lui avait tracées, si j'ose le dire, la politique naturelle : fort de scs trois victoires, ne pouvait-il pas également profiler de rarmislicc pour reployer sur le Rhin et l'armée qui venait de les remporter et les trente mille hommes du maréchal prince d'Kckiiiülil, et toutes les garnisons des différentes places de l'Allemagne? Après avoir déployé toutes les ressources de son génie dans la création d'une nouvelle armée, il avait assez fait pour sa gloire militaire personnelle en allant battre les alliés, avec des recrues, à deux cents lieues de sa capitale. Cet armistice, qui, signé dans le cours de sa carrière victorieuse, donnait à la coalition le temps de nouer toutes ses trames et

d’agglomérer ses forces, devenait alors un immense bienfait de la fortune; car Napoléon avaiteu torlde croircà la possibilité de la paix, comme à la puissance des souve51

Wellington; et par les mouvemens simultanés de la retraite du maréchal Suchet, qui venait de sauver Tarragone et de forcer lord Murray à se rembarquer après un échec complet, la barrière des Pyrénées serait nécessairement fermée à l'invasion étrangère. Le conseil se rangea à l'avis du maréchal Jourdan; au contraire, Joseph, saisi mal à propos d'un rêve de gloire, voulut combattre, et l'ordre de la bataille fut donné pour le lendemain, 21 juin, par ordonnance royale. La bravoure française soutint jusqu'au dernier moment sa haute renommée; nos soldats ne cédèrent qu'à l'immense supériorité du nombre des ennemis : le combat de Vittoria fut glorieux pour nos armes, et la perte presque égale des deux côtés. Mais l'imprévoyance et l'inhabileté du chef, qui ne savait ni commander ni abdiquer le commandement, l'absence de toute précaution pour assurer la retraite, l'amoncellement des immenses bagages de cette royauté fugitive, changèrent un revers, facile à réparer peut-être, en un désastre qui nous enlevait l'Espagne sans retour. Cent cinquante pièces de canon, quatre cents caissons, tout le matériel de l'armée, ainsi que tous les bagages des courtisans et des officiers, furent la proie de l'ennemi. L'armée éparse se précipita confusément sur la route de Tolosa, où l'illustre général Foy arrêta les vainqueurs, à la tête de seize mille hommes. A la nouvelle de ce fatal événement, qui plaçait tout-à-coup la France entre deux invasions et qui allait donner à la coalition un crédit tout puissant sur le médiateur et les confédérés du Rhin, Napoléon ordonne au maréchal Soult de voler défendre les barrières méridionales de la patrie. « Je vous ai nommé, di-« sait l'ordre dicté par l'Empereur, mon lieutenant-« général commandant mes armées en Espagne et « sur les Pyrénées.... Vous prendrez toutes les me-« sures pour rétablir mes affaires en Espagne, et « pour conserver Pampelune, Saint-Sébastien et « Pancorbo, et toutes celles que les circonstances « demanderont... » Le 12 juillet, le maréchal était à Bayonne; il organisa l'armée et la divisa en trois corps : le général Reille eut la droite; le général Drouet d'Erlon, le centre; le général Clauzel, l'aile gauche; cette armée s'élevait à soixante mille hommes. L'armée anglaise était stationnée à Irun; elle occupait la Basse-Navarre, où elle couvrait les siéges de Pampelune et de Saint-Sébastien; mais lorsqu'il apprit l'arrivée du duc de Dalmatie, dont il connaissait l'habileté, Wellington reprit son système de circonspection accoutumé.

En Italie, la présence du vice-roi, qui forme trois corps d'armée sur l'Adige, le dévouement des Italiens, profondément convaincus que leur destinée repose tout entière sur les succès de Napoléon, inspirent de la sécurité. A Munich, un roi loyal et fidèle va porter son armée à quarante mille hommes. Une confiance intime règne entre Napoléon et le roi de Wurtemberg, qui découvre à son grand allié les intrigues et les trames de l'Autriche. Ces révélations et les nouvelles de Prague avertissent l'Empereur de peu compter sur les négociations, et de se préparer à la guerre. Ainsi donc, bientôt s'ouvrira une seconde campagne. En attendant l'organisation et la disposition définitives de ses corps d'armée, le vice-roi, plus éloigné, reçoit l'ordre de se tenir prêt. Sa direction est la route de Vienne; il sera secondé par l'armée bavaroise, le 9e corps du duc de Castiglione et la cavalerie du général Milhaud. En Espagne, le maréchal Suchet doit hâter sa retraite vers les Pyrénées, et laisser quelques garnisons sur la route de Barcelone. Quant au maréchal Soult, il est chargé de commencer de vigoureuses opérations pour arrêter Wellington. Elles seront appuyées par trente mille hommes, que l'Empereur a demandés aux départemens du Midi. Les garnisons assiégées reçoivent l'avis de la reprise des hostilités; on leur fait espérer des secours. Napoléon visite en cinq jours les places de l'Elbe, ensuite il va reconnaître dans la Basse-Lusace les positions importantes de Luckau et de Luben. A peine revenu à Dresde, instruit du départ de l'Impératrice qu'il a appelée à Mayence, le 25 il s'est mis en route pour cette ville. Le 3 août, il doit être de retour à Dresde, afin d'y suivre de plus près la négociation de Prague, et de donner plus tôt ses derniers ordres pour une campagne que sa pénétration et la joie de ses ennemis, à la nouvelle du désastre de Vittoria, lui font regarder comme inévitable.

L'on a avancé, et je crois avec raison, que si, au lieu de porter ses armes au sein de l'Allemagne, Napoléon avait attendu l'ennemi sur les barrières du Rhin, il eût conservé sous la protection d'une guerre toute nationale l'intégrité de l'Empire dans les limites que lui avait tracées, si j'ose le dire, la politique naturelle : fort de ses trois victoires, ne pouvait-il pas également profiter de l'armistice pour reployer sur le Rhin et l'armée qui venait de les remporter et les trente mille hommes du maréchal prince d'Eckmühl, et toutes les garnisons des différentes places de l'Allemagne? Après avoir déployé toutes les ressources de son génie dans la création d'une nouvelle armée, il avait assez fait pour sa gloire militaire personnelle en allant battre les alliés, avec des recrues, à deux cents lieues de sa capitale. Cet armistice, qui, signé dans le cours de sa carrière victorieuse, donnait à la coalition le temps de nouer toutes ses trames et d'agglomérer ses forces, devenait alors un immense bienfait de la fortune; car Napoléon avait eu tort de croire à la possibilité de la paix, comme à la puissance des souve-

The text on this page is estimated to be only 29.78% accurate

inSTOIRK ns NAPOLÉON. iiirs de Tilsilt et d’Erfurl, comme à la partialité de François H pour son gendre. U était condamné par l'Europe, et il ne pouvait plus résister à l'Europe qu'en se mettant sur le terrain delà patrie, à la tête et au milieu de la nation. Une pareille retraite pre~ légeaitmieux lanégociatiundePr reux ultimatum qui la rendait à son indépendance : toutes les haines, toutes les vengeances, toutes les ambitions élrangèresexpiraienl à l'aspect du colosse de la France armée sur ses frontières, et offrant en sacrifice aureposduroondelcsfruiUdc vingt années de gloire et de conquêtes. Digitized by Google

CHAPITRE II. (U).1GRÊS PRAGVI.— DtCLAtATIOR »C Cl'IRRt DI I.^ACTBICBK A LA riAICE.

La convention du 30 juin avait prolongé rarmis> lice au 10 août, et fixé la réunion des plénipotentiaires au 3 juillet. Le 3, M. de McKernich proposa qu*cilc n'cùl lieu que le 8, cl le 8 il la fit ajourner au 12. Ainsi} sur tes trcnlcHrinq jours convenus, le ministre du médiateur en avait arbitrairement retranché sept. Le 9, M. de Narbonne était allé se mettre à la disposition de l'empereur d'Autriche, établi au château de Brandcilz; on lui avait répondu qu'il était bien place à Prague. Évincé comme ambassadeur par M. de Mctlernich, il se présenta comme plénipotentiaire; mais jusqu'au 29, il ne put parvenir à voir ceux des allies : vingt-quatre jours avaient été perdus; il n'en restait plus que douze pour traiter de la paix du monde. Telle fut la première époque du prétendu congrès de Prague qui, ouvert sous les auspices de M. de Stadion et sous la direction de M. de Mctternicb, s'annonça dès le principe comme une chambre ardente où Napoléon allait être condamné sans appel. La seconde époque de cette détestable machination, couverte d'un nom sacré, commença le 29 juillet par l'intervention offîciellc du médiateur. I.es plénipotentiaires rrançaisdemandèrcntquclcs pouvoirs fussent échangés en commun. Désespérant alors d'empêcher, comme il le souhaitait, rouvcrlurcdu congrès, M. de Metternicli repoussa la forme convenue des conférences, et proposa , suivant une fausse application de la marche adoptée au congrès de Teschen, où il y avait deux médiateurs, le mode des transactions par écrit. Cependant la véritable intention de Napoléon était dcdécliner la fatale médiation de son ennemi caché, et, malgré le peu de succès qu'avait eu la démarche de Dresde après Lulzen, de chercher de nouveau à conclure sans intermédiaire, avec Alexandre, une paix glorieuse pour ce prince, cl conséquemment de faire payer à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi dans la campagne de 1812 et dans le moment présent, où elle jouait un rôle encore plus odieux. Mais ses plénipotentiaires n'étant pas parvenus à échanger une parole avec celui de Russie ni avec celui de Prusse, pressé d'ailleurs par le terme si prochain de l'armistice, Napoléon fut obligé de tentcrducôlédu médiatcurl'Œuvredela paix. Aussi, pendant ces orageuses discussions, une négociation secrète, sortie de l'arsenal politique de Napoléon, traversait lechampde bataille du congrès, etarrivait au château impérial de Brandcilx, dans le portefeuille de M. de

McUernich. C’est à son bcau-pérc que s’adresse directement Napoléon : une lettre confidentielle, du 9 août, charge seul le duc de Vicence de cette démarche ; elle a pour objet r de eatoir de quelle manière V Autriche entend que la paixpeut $e faire, etii l'empereur i\'apoléonadhérant à ses propositions, l'Autriche ferait cause commune arec la France, ou si elle resterait neutre. » I^e 7, l’Autriche avait donné son mot; elle demandait « la dissolution du grand-duché de Farsorie, qui serait partagé entre La Flussie, V Autriche et la Prusse; le rétablissement des villes ansèatiqucs dans leur indéi)endaHce; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Klbe ; la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, x compris Trieste. 11 était question aussi de riiidépendanccde la Hollande et de l’Espagne , mais comme devant être Digitized by Google

CHAPITRE II.

CONGRÈS DE PRAGUE. — DÉCLARATION DE GUERRE DE L'AUTRICHE A LA FRANCE.

La convention du 30 juin avait prolongé l'armistice au 10 août, et fixé la réunion des plénipotentiaires au 5 juillet. Le 3, M. de Metternich proposa qu'elle n'eût lieu que le 8, et le 8 il la fit ajourner au 12. Ainsi, sur les trente-cinq jours convenus, le ministre du médiateur en avait arbitrairement retranché sept. Le 9, M. de Narbonne était allé se mettre à la disposition de l'empereur d'Autriche, établi au château de Brandeitz; on lui avait répondu qu'il était bien placé à Prague. Évincé comme ambassadeur par M. de Metternich, il se présenta comme plénipotentiaire; mais jusqu'au 29, il ne put parvenir à voir ceux des alliés : vingt-quatre jours avaient été perdus; il n'en restait plus que douze pour traiter de la paix du monde. Telle fut la première époque du prétendu congrès de Prague qui, ouvert sous les auspices de M. de Stadion et sous la direction de M. de Metternich, s'annonça dès le principe comme une chambre ardente où Napoléon allait être condamné sans appel. La seconde époque de cette détestable machination, couverte d'un nom sacré, commença le 29 juillet par l'intervention officielle du médiateur. Les plénipotentiaires français demandèrent que les pouvoirs fussent échangés en commun. Désespérant alors d'empêcher, comme il le souhaitait, l'ouverture du congrès, M. de Metternich repoussa la forme convenue des conférences, et proposa, suivant une fausse application de la marche adoptée au congrès de Teschen, où il y avait deux médiateurs, le mode des transactions par écrit. Cependant la véritable intention de Napoléon était de décliner la fatale médiation de son ennemi caché, et, malgré le peu de succès qu'avait eu la démarche de Dresde après Lutzen, de chercher de nouveau à conclure sans intermédiaire, avec Alexandre, une paix glorieuse pour ce prince, et conséquemment de faire payer à l'Autriche, par la perte de son influence en Europe, sa mauvaise foi dans la campagne de 1812 et dans le moment présent, où elle jouait un rôle encore plus odieux. Mais ses plénipotentiaires n'étant pas parvenus à échanger une parole avec celui de Russie ni avec celui de Prusse, pressé d'ailleurs par le terme si prochain de l'armistice, Napoléon fut obligé de tenter du côté du médiateur l'œuvre de la paix. Aussi, pendant ces orageuses discussions, une négociation secrète, sortie de l'arsenal politique de Napoléon, traversait le champ de bataille du congrès, et arrivait au château impérial de Brandeitz, dans le portefeuille de M. de Metternich. C'est à son beau-père que s'adresse directement Napoléon : une lettre confidentielle, du 9 août, charge seul le duc de Vicence de cette démarche; elle a pour objet « *de savoir de quelle manière l'Autriche entend que la paix peut se faire, et si l'empereur Napoléon adhérant à ses propositions, l'Autriche ferait cause commune avec la France, ou si elle resterait neutre.* » Le 7, l'Autriche avait donné son mot; elle demandait « *la dissolution du grand-duché de Varsovie, qui serait partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse; le rétablissement des villes anséatiques dans leur indépendance; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe; la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste.* Il était question aussi de l'indépendance de la Hollande et de l'Espagne, mais comme devant être

Digitized by Google

Prague est à vingt-cinq lieues de Dresde; celte note parvient à Napoléon le 8 au soir : il ne pense pas que le 10 soit un terme tellement Lital pour la pacification du monde, qu'il ne puisse consacrer la journée du 9 à rcxaincn des propositions de l'Autriche. » 11 répond qu'il admet la di$sotution du duché de f'arsorie, mais que Vanisick sera rillo libre, et que son allié le roi de .S'axe sera indemnisé. Il cède à l'Jutriche les pro~ rinces ill^riennes, même le port de Fiume , mais flou celui de Trieste. La confédération s'étendra jusqu'à l'Oder; le territoire danois sera garanti. » I.C8 courriers de Napoléon cl de M. de Bubna doivent être à Rrandeilz dans la nuit du lOau ll.Toulà-coup on apprend à Dresde que le congrès est dissous! Le 11, dans la matinée, M. de Mellcrnich i'a déclaré aux plénipotentiaires français. L'existence politique actuelle de l'Europe n'aura dépendu peutêtre que du courrier de Napoléon, qui ne sera entré à Prague qu'apres minuit, dans la nuit du 10 au 11 août 1813! Le 15, M. de Narbonne arriva à Dresde, porteur de la déclaration de guerre de l'Autriche. Elle était faite d'avance, comme d'avance aussi les Ingemens avaient été préparés à Prague pour les trois souverains alliés. Cependant, au milieu du triomphe de la trahison étrangère, le duc de Yiccncc continuait sa mission auprès de M. de Metternich. A présent qu'il n'est plus médiateur, pourra-t-il marcher plus librement? L'armistice n'est pas rompu; il y a encore six jours de délai à courir jusqu'à la reprise des hostilités. Le 11, M. de McUcrnich insiste pour l'abandon de l'Illyrie, sans excepter Trieste, et contre toute disposition contraire aux vues des puissances, qui s'accordent pour recréer la Prusse. L'empereur d'Autriche se charge de communiquer les propositions de la France à l'empereur Alexandre, lequel est attendu à Brandeitz. Le 13, l'empereur Napoléon cède tout ce qui est en contestation. Il accède aux demandes du cabinet de Vienne : il charge M. de Bubna, qui est toujours près de lui à Dresde, d'en aller porter l'assurance à son maître, et il donne à M. de Viccncc tout pouvoir pour conclure et signer la paix à ce prix. Le 14, M. de Hetternich rend compte à son souverain du consentement de l'empereur Napoléon aux conditions exigées. Le 15, il diffère de s'expliquer avec M. de Vicencc, parce que l'empereur Alexandre ii'csl point encore à Brandeitz. EnOn, le 16, arrive ce souverain, qui, dès la première entrevue, rejette les propositions de Napoléon, et décide l'empereur François à courir les chances que lui promet la guerre. Napoléon reçoit celte réponse, cl

déclare, en rnonlarilà cheval, qu'il va se battre pour la paix. (I Rien n’cmpéchc, dit-il, de négocier en se battant. H Dites à M. de MeUcrnich que je propose d'ouvrir « dès aujourd'hui un congrès dans une ville fron« lière qu'on neutralisera. » On est au 18 , le duc de Bassnno s'empresse d’adresser une note à M. de Metternich, en conformité de ce dernier ordre de Napoléon. Le 21, le ministre en accuse réception, et déclare que la proposition de la France ta être portée par les cours ds Bussie, de Prusse et d'Autriche, à (a connaissance dcsaulrescoursaUièes. On verra que cette réponse est devenue une espèce de mot d’ordre diplomatique. Le sang de quatre cent mille hommes va couler en attendant le résultat de cette ofTicirusc communication! Ainsi, l’armistice, d’abord refusé parla Russie cl demandé depuis par M. de Stadiun, n'a été conclu que pour donner le temps à l’Autriche de compléter ses armemens , et le congrès n’a clé admis que pour aider celle puissance à dénouer des engagemens qu'elle n'avait pas le courage de rompre ouvenemont. Telle fut l’issue de ce complot diplomatique, où la haine la plus déclarée et l’intention la plus évidente d'une guerre implacable sc cachaient sous un vain déguisement d'amour de la paix. Quatre Jours avant la fin de ce congrès, on n'avait pas même établi la forme des négociations. Tout cc qui n'était pas Français ne parlait qu’avec une féroce impatience du terme de cc congrès. Ce terme était si fatal, qu’il ne pouvait être retarde d'une heure! La civilisation dudix-neuvième siècle le voulait ainsi pour le bonheur du monde. Depuis cc temps , le inonde politique est blessé à mort. Les rois anciens et les rois nouveaux sont tous rentres dans leur indé|)endancc; mais les peuples, qui ne sont ni anciens ni nouveaux, les peuples, qui sont éternels, sont aussi rentrés dans l’cmpiro de leur raison. Digitized by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON. «OS CHAPITRE III. PRÊUmnAIRk.» UB LA tANPAC'lB. — .lAf>01.t0?< BOIIÈBE.^ IL REVIEIT SLR BI.LCHER.— DATAILI.B DE DRESDE. — BATAILLES DE BlIL|, DE GROSSBEERIT, DE DESSEWITZ^ DE LA KATlDACtl. — TRAITR DS LA TRIPLE ALLIANCE A TUEPMTl. NapolEot avait trois pensées dominantes pour la seconde campagne: l'occupation de Berlin par les armées combinées des maréchaux Davoust et Oudinot , celle de Brcsiau par l'armée de Lusace, aux ordres du maréchal Ney, et enfin celle de Prague par la grande armée, qu'il commandait. Le 10 août, l'armistice avait été dénoncé; le même jour, l'Autriche, disait son manifeste, réunie de priHcipeê aux puissances avant même que tes ^rai7é« eussent ronsacré ieur union, voyait déjà son armée en ligne avec scs nouveaux alliés. Bardai de Tolly avait, pendant les derniers jours du congrès, fait faire plusieurs marches en Bohême aux quatre-vingt mille hommes qu'il amenait de Pologne. Moreau, le général républicain Moreau , arme jadis contre la t}-rannie consulaire, venait de rompre ic ban de son exil , et parjure à la fois à la loi qui l'avait banni, à la patrie à qui il avait dû tant de gloire, mais docile à l'appel de Bernadotte, était arrivé à temps au quartier-général de l'empereur Alexandre , pour s'associer à la haine des rois contre la France et contre Napoléon. Cp{)cnüant les hostilités ne devaient commencer que le 17, six jours après la dénonciation de l'arroisticc; mais le 13, le maréchal Blücber, connu depuis sa retraite d'Iéna sur Lubeck pour être peu scrupuleux en fait de bonne foi, fit marcher ses troupes sur le terrain de la neutralité. Il était entré dans Brcsiau, et ensuite à Jauer. Le maréchal Ney, placé à Lcignitz, attendant religieusement le dernier jour de la dénonciation, se trouva surpris par Blüchcr, cl, après cinq jours de résistance, fut force d'abandonner Goldberg, Liegnilz, Haynau et Buiitzlau. Ainsi la campagne s'ouvrit, du côté des alliés, par une violation des droits de la guerre. Des commissaires de l'armistice, le baron de Krusemarck et le comte de ScbouwalotT, manifestcrcnl hautement leur indignation. Les ennemis ont cinq cent mille hommes sous le drapeau, divisés en trois années : celle de Bohême, dite la grande armée, sous le prince de Scbwarlzcinbcrg; rarmec de Silésie sous le maréchal Blttcher; et l'armée du Nord sous le prince royal de Suède. Napoléon a trois cent mille hommes, y compris la garde, formant onze corps d'armée qui obéissent à Vandainmc, Victor, Bertrand, Ney, Lauriston, Marmont, Reynier, Poniatowski, Macdonald, Oudinot, SainM^yr. I..a

cavalerie, sous les ordres du roi de Naples, est commandée par Latour-Maubourg, Sébastiaiii, Arrighi, Kcllerrnaim; Mortier conduit l'infanterie de la garde, Nansouty la cavalerie. Hors de ligne, Davoust compte vingt mille hommes sous Hambourg, Augereau vingtquatre mille en Bavière ; le prince Eugène organise en Italie trois corps d'année qui seront portés à cinquante mille hommes. Les alliés ont aussi hors de ligne près de cent mille hommes, dont une partie compose le corps de l'Elbe inférieure sous le général Walinoden, et l'autre est en marche de la Pologne avec le general Beningsen. L'Autriche a une forte armée sous le général llillcr, en Italie; elle a mis activement dans la balance cent trente mille combaltans. Si elle était restée neutre, la coalition n'aurait eu que soixante à soixante-dix mille hommes de plus que la France, et Napoléon à la tctedescsbravescùlégaliséaumoinsccttedifTércoce. Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.96% accurate

40G IMSTOIHB DE NÂPOLÉO!1. L’Empereur, parti de Dresde le 15 août , avance avec sa garde sur naulreii. Le 18, & GorliU, il est rejoint par le duc de Vicence, à qui M. de Mctlcriiich a renouvelé Vultimatum de la guerre au nom de François et d’Alexandre. Le dessein de Napoléon est de menacer les communications entre l’armcc de Blûchcr, celle de Bardai et celle de Schwartzemberg. Le 19, Napoléon louche À Zittau, occupée par le corps de Poniatowski, et entre avec lui à Gabcl. Il espère pouvoir couper le reste de la Bohème aux colonnes de Bardai et de WiUgcnslein. Mais il apprend qu’il n’a en face qu’une division aulrichicnne, commandée par le négociateur Bubna et que depuis deux jours Bardai et W'itlgcnslein sont en ligne avec Schwartzemberg. Toutefois, connaissant la lenteur autrichienne, il pense qu'il a le temps, avant de prévenir l’ennemi à Dresde, dccouriren Silésie, et de repousser les cent mille hommes de Blûcher au-delà des positions que le maréchal Ncy a été contraint de leur abandonner. Arrivé, le !2], à Lowenberg avec vingt-cinq mille hommes, il fait jeter des ponts sur le Buber : Maison, à la tête du 5" corps, attaque vivement Vorck en avant de Lowenberg ; en même temps Ney cl Marinont chassent SacLcn de Bunlzlau, tandis que Alacdonald et Laurislon menacent le centre de Blücher. A la manière dont s’exécutent ces inuuvemcns, Blûchcr a deviné que Napulcon est là, et il ne cherche plus à disputer le terrain : cependant une retraite trop précipitée pourrait compromettre sa gauche; en conséquence, il se concentre derrière la petite rivière de Ilaynau. Mais l’armée française continue son attaque avec vigueur, et il doit se réfugier derrière le Katihacb. A la lin de cette journée a lieu la première défection dans nos rangs ; un régiment de hussards westphalicns passe en entier à l’ennemi, malgré nos succès. Knlin, le 23 août, se termine la poursuite de Blücher par Napolcou. Défait de nouveau à Goldberg, le général prussien se retire en toute hâte sur Jaucr, où le 24 il réunit son armée. Pendant les trois jours qui ont vu Napoléon à la tête de son armée de Lusacc, le terrain de la neutralité usurpe par Blûchcr a été reconquis presque en entier, cl ccUg armée a repris les positions qu’elle avait le 12. Napoléon avait bien calculé; il a eu le temps de battre et de repousser Blûchcr : il aura celui d'arriver à Dresde avant Schwartzemberg. Peut-être laisse-t-il avec regret à ses licutenans celle valeureuse armée de Lusace, où il a pendant trois jours üxé la victoire. Mais avant de quitter Lowenberg, le 23, il donne pour

instruction au maréchal Macdonald, qui remplace le maréchal Ney au commandcinetil, de concentrer toutes scs lrou;>e$, d'éviter la bataille, de se reployer surla Queiss, cl même sur le camp de Dresde, s'il avait allairc à des forces trop supérieures. C'cslavcc cinquante raille hotqincs seulement querKm[>ercura opéré le 22; car ce même jour il avait fait rétrograder surGorlilz sa garde, le corps de Marmonl cl la cavalerie de Latour-Maubourg. Le 23, dans sa route, il envoie au maréchal Ney l'ordre de le suivre avec son corps ; mais l'ordre est mal transmis, elle maréchal rejoint seul l'Empereur : celle grave et irréparable erreur compléta à Macdonald quatre-vingt mille comballans. Le commandemenldu3« corps, celui dcNcy,ful donné au général Souham. Napoléon avançait sur Dresde à toute course; il venait d'apprendre que les alliés avaient franchi les montagnes de l'Erzgebirge. Il rallie en passant les corps de Victor et de Vandamme. Leti, le maréchal Saint-Cyr, apres une légère canonnade, quille sagement le camp de Pirna devant la grande armée de Bohème, et se retire à Dresde, qui a été mise à l'abri d'un coup de main. lendemain , le prince de Schwartzemberg campait devant Dresde, avec deux cent mille hommes ; mais il remit l'attaque au 26, pour attendre l'arrivée du corps de klenau. Moreau, qui connaissait le prix du temps et qui surtout appréciait l'absence de Napoléon, voulait que l'attaque eût lieu au moment même, et alors la ville serait nécessairement emportée. Napoléon savait que le 9 juillet, aux conférences de Trachemberg, les Autrichiens, les Russes et les Prussiens s'étaient donne rendez-vous à Dre$de, dan* la camp de l'ennemi. 11 avait formé son plan en conséquence. Les instructions tracées au maréchal Berthier le jour du départ de Dresde, et laissées en double au duc de Bassano, en font foi. Napoléon avait conçu deux projets pour deux hypothèses differentes : dans l'une, marcher de Gabel sur Prague, et envahir la Bohème ; dans l'autre, franchir l'Elbe à Kœnigslcin ou à Lilienstein. La démonstration qu'il venait de faire parla Silésie, sur la Bohème, avait eu aussi pour but d'inspirer aux allies l'espoir d'arriver avant lui à Dresde, et lorsque ces mêmes alliés s'avanceraient dans la plaine, Napoléon devait, en passant les ponts de l'Elbe à Konigstein , revenir se placer sur les derrières de l'armée ennemie, en la coupant des montagnes de la Bohême, et la forcer de recevoir la bataille au moment où elle comptait attaquer Dresde. Mais il fallait, pour l'exécution de cette belle operation, que Dresde pùl tenir jusqu'au 28; cl sur celle question une réponse négative, apportée la nuit par le général Gourgaud a l'Empereur, le détermine à renoncer à son dessein. Le général

Vaiidammc avait été chargé de débloquer Pirna : l'Empereur lui ex[>édia le général llaxo, |H>ur lui prescrire de s'emparer des déiHésdc Pcterswaidc, sur la Bohême. « Ce*t à lui, dit Napoléon, à romnaaer /'épée de* tainctu. n Alors, metX

L'Empereur, parti de Dresde le 15 août, avance avec sa garde sur Bautzen. Le 18, à Gorlitz, il est rejoint par le duc de Vicence, à qui M. de Metternich a renouvelé l'*ultimatum* de la guerre au nom de François et d'Alexandre. Le dessein de Napoléon est de menacer les communications entre l'armée de Blücher, celle de Barclai et celle de Schwartzemberg. Le 19, Napoléon touche à Zittau, occupée par le corps de Poniatowski, et entre avec lui à Gabel. Il espère pouvoir couper le reste de la Bohême aux colonnes de Barclai et de Wittgenstein. Mais il apprend qu'il n'a en face qu'une division autrichienne, commandée par le négociateur Bubna, et que depuis deux jours Barclai et Wittgenstein sont en ligne avec Schwartzemberg. Toutefois, connaissant la lenteur autrichienne, il pense qu'il a le temps, avant de prévenir l'ennemi à Dresde, de courir en Silésie, et de repousser les cent mille hommes de Blücher au-delà des positions que le maréchal Ney a été contraint de leur abandonner. Arrivé, le 21, à Lowenberg avec vingt-cinq mille hommes, il fait jeter des ponts sur le Bober : Maison, à la tête du 5e corps, attaque vivement Yorck en avant de Lowenberg ; en même temps Ney et Marmont chassent Sacken de Buntzlau, tandis que Macdonald et Lauriston menacent le centre de Blücher. A la manière dont s'exécutent ces mouvemens, Blücher a deviné que Napoléon est là, et il ne cherche plus à disputer le terrain : cependant une retraite trop précipitée pourrait compromettre sa gauche; en conséquence, il se concentre derrière la petite rivière de Haynau. Mais l'armée française continue son attaque avec vigueur, et il doit se réfugier derrière le Katzbach. A la fin de cette journée a lieu la première défection dans nos rangs ; un régiment de hussards westphaliens passe en entier à l'ennemi, malgré nos succès. Enfin, le 23 août, se termine la poursuite de Blücher par Napoléon. Défait de nouveau à Goldberg, le général prussien se retire en toute hâte sur Jauer, où le 24 il réunit son armée. Pendant les trois jours qui ont vu Napoléon à la tête de son armée de Lusace, le terrain de la neutralité usurpé par Blücher a été reconquis presque en entier, et cette armée a repris les positions qu'elle avait le 12.

Napoléon avait bien calculé ; il a eu le temps de battre et de repousser Blücher : il aura celui d'arriver à Dresde avant Schwartzemberg. Peut-être laisse-t-il avec regret à ses lieutenans cette valeureuse armée de Lusace, où il a pendant trois jours fixé la victoire. Mais avant de quitter Lowenberg, le 23, il donne pour instruction au maréchal Macdonald, qui remplace le maréchal Ney au commandement, de concentrer toutes ses troupes, d'éviter la bataille, de se reployer sur la Queiss, et même sur le camp de Dresde, s'il avait affaire à des forces trop supérieures. C'est avec cinquante mille hommes seulement que l'Empereur a opéré le 22; car ce même jour il avait fait rétrograder sur Gorlitz sa garde, le corps de Marmont et la cavalerie de Latour-Maubourg. Le 23, dans sa route, il envoie au maréchal Ney l'ordre de le suivre avec son corps ; mais l'ordre est mal transmis, et le maréchal rejoint seul l'Empereur : cette grave et irréparable erreur compléta à Macdonald quatre-vingt mille combattans. Le commandement du 3e corps, celui de Ney, fut donné au général Souham. Napoléon avançait sur Dresde à toute course ; il venait d'apprendre que les alliés avaient franchi les montagnes de l'Erzgebirge. Il rallie en passant les corps de Victor et de Vandamme. Le 24, le maréchal Saint-Cyr, après une légère canonnade, quitte sagement le camp de Pirna devant la grande armée de Bohême, et se retire à Dresde, qui a été mise à l'abri d'un coup de main. Le lendemain, le prince de Schwartzemberg campait devant Dresde, avec deux cent mille hommes ; mais il remit l'attaque au 26, pour attendre l'arrivée du corps de Klenau. Moreau, qui connaissait le prix du temps et qui surtout appréciait l'absence de Napoléon, voulait que l'attaque eût lieu au moment même, et alors la ville serait nécessairement emportée. Napoléon savait que le 9 juillet, aux conférences de Trachemberg, les Autrichiens, les Russes et les Prussiens s'étaient donné rendez-vous à *Dresde, dans le camp de l'ennemi.* Il avait formé son plan en conséquence. Les instructions tracées au maréchal Berthier le jour du départ de Dresde, et laissées en double au duc de Bassano, en font foi. Napoléon avait conçu deux projets pour deux hypothèses différentes : dans l'une, marcher de Gabel sur Prague, et envahir la Bohême ; dans l'autre, franchir l'Elbe à Kœnigstein ou à Lilienstein. La démonstration qu'il venait de faire par la Silésie, sur la Bohême, avait eu aussi pour but d'inspirer aux alliés l'espoir d'arriver avant lui à Dresde, et lorsque ces mêmes alliés s'avanceraient dans la plaine, Napoléon devait, en passant les ponts de l'Elbe à Konigstein, revenir se placer sur les derrières de l'armée ennemie, en la coupant des montagnes de la Bohême, et la forcer de recevoir la bataille au moment où elle comptait attaquer Dresde. Mais il fallait, pour l'exécution de cette belle opération, que Dresde pût tenir jusqu'au 28; et sur cette question une réponse négative, apportée la nuit par le général Gourgaud à l'Empereur, le détermine à renoncer à son dessein. Le général Vandamme avait été chargé de débloquer Pirna : l'Empereur lui expédia le général Haxo, pour lui prescrire de s'emparer des défilés de Péterswalde, sur la Bohême. « *C'est à lui,* dit Napoléon, *à ramasser l'épée des vaincus.* » Alors, met-

 tant encore A profit la circonspection aatrichienne, il entre à Dresde le 26, vers dix heures du matin. Dans la matincc, tous les corps en route ont rejoint rKmpcrcurf qui les reçoit à l'entrée du pont et leur donne les ordres de direction. Il était temps : en effet , à quatre heures après midi, le prince de Schwartxembcrg s'csl décidé enfin à ne plus atten* dre le corps de Klenau, et commande fassaut. Les alliés, formés en six colonnes précédées chacune de cinquante bouches à feu, s'avancent sur les ouvrages. En peu de momens la canonnade devient terrible. L'artillerie de la redoute de la porte de Frcyberg est démontée par celle de l'ennemi ; il emporte également la redoute du centre. Nos troupes, qui occupent le parc, se replient sur les faubourgs. Les allies débouchent entre Striesen et l'Elbe, et portent le combat jusqu'au pied des palissades. I.C8 boulets, les obus balaient les rues de la ville. Les réserves de 5aint-Cyr sont engagées. Napoléon juge le moment de l'offensive arrivé pour lui. Son centre est couvert parles rctranchcmcns de Dresde. 11 ordonne d'assaillir les deux flancs de l'ennemi, il lance tout sur les deux ailes. La jeune garde a l'honneur de la première attaque. Le maréchal Ncy débouche par la porte de Plaucn, sur la gauche des alliés; le maréchal Mortier sur la droite, par la porte de Pirna. Le roi de Naples, avec la cavalerie de la garde et celle de l.atour-Maubourg, repousse l'ennemi sur la route de Wilsdruf. Bientôt la victoire, que Scbwarlzemberg croyait certaine, se change en une défaite sanglante , et les Français ont repris toutes leurs positions. Cinq généraux de la garde ont été blessés. Nous avons perdu trois mille hommes, l'ennemi six mille, dont deux mille prisonniers. On consacre la nuit, de part et d'autre, .lux dispositions de la grande bataille du lendemain. Napoléon est en étal de la donner. Les corps de Victor et de Marmont, et trois corps de cavalerie commandés par kellermann, sont arrivés le soir, cl ajoutent quarante mille hommes auxsoixanlcmillc qui viennent de sauver Dresde. Aussi, dès la pointe du jour. Napoléon, sûr de ses hautes combinaisons, présente la bataille, et Schwartzemberg l'acccptc , plein de confiance dans la supériorité de scs forces. Il a en ligne cent quatre-vingt mille combaltans. l>a pluie, qui toute la nuit est tombée par torrens, dure toujours; elle rendra inutiles les armes à feu de i'infanteric : la baïonnette , le sabre et le canon décideront celte grande lutte. Cependant l'ahsencc du corps de Klenau forme un vide dans la ligne ennemie; son aile gauche est sans appui. Celte lacune n'échappe pas à

Napoléon. Le roi de Naples commande notre ailcdroile, le maréchal Ncy la gauche, rEmpcrcur le centre. A sept heures la canonnade commence sur tous les fronts. Notre aile droite fait des progrès rapides : le roi de Naples et le maréchal Victor attaquent avec furie le corps de Giulay, le renversent, prennent ou détruisent cinq régimens et l'avant-garde de Klenau; la division de cavalerie de Mclzko avec son général met bas les armes : cv qui échappe

se perd dans le défilé de Terran

tant encore à profit la circonspection autrichienne, il entre à Dresde le 26, vers dix heures du matin. Dans la matinée, tous les corps en route ont rejoint l'Empereur, qui les reçoit à l'entrée du pont et leur donne les ordres de direction. Il était temps : en effet, à quatre heures après midi, le prince de Schwartzemberg s'est décidé enfin à ne plus attendre le corps de Klenau, et commande l'assaut. Les alliés, formés en six colonnes précédées chacune de cinquante bouches à feu, s'avancent sur les ouvrages. En peu de momens la canonnade devient terrible. L'artillerie de la redoute de la porte de Freyberg est démontée par celle de l'ennemi; il emporte également la redoute du centre. Nos troupes, qui occupent le parc, se replient sur les faubourgs. Les alliés débouchent entre Striesen et l'Elbe, et portent le combat jusqu'au pied des palissades. Les boulets, les obus balaient les rues de la ville. Les réserves de Saint-Cyr sont engagées. Napoléon juge le moment de l'offensive arrivé pour lui. Son centre est couvert par les retranchemens de Dresde. Il ordonne d'assaillir les deux flancs de l'ennemi, il lance tout sur les deux ailes. La jeune garde a l'honneur de la première attaque. Le maréchal Ney débouche par la porte de Plauen, sur la gauche des alliés; le maréchal Mortier sur la droite, par la porte de Pirna. Le roi de Naples, avec la cavalerie de la garde et celle de Latour-Maubourg, repousse l'ennemi sur la route de Wilsdruf. Bientôt la victoire, que Schwartzemberg croyait certaine, se change en une défaite sanglante, et les Français ont repris toutes leurs positions. Cinq généraux de la garde ont été blessés. Nous avons perdu trois mille hommes, l'ennemi six mille, dont deux mille prisonniers. On consacre la nuit, de part et d'autre, aux dispositions de la grande bataille du lendemain. Napoléon est en état de la donner. Les corps de Victor et de Marmont, et trois corps de cavalerie commandés par Kellermann, sont arrivés le soir, et ajoutent quarante mille hommes aux soixante mille qui viennent de sauver Dresde. Aussi, dès la pointe du jour, Napoléon, sûr de ses hautes combinaisons, présente la bataille, et Schwartzemberg l'accepte, plein de confiance dans la supériorité de ses forces. Il a en ligne cent quatre-vingt mille combattans. La pluie, qui toute la nuit est tombée par torrens, dure toujours; elle rendra inutiles les armes à feu de l'infanterie : la baïonnette, le sabre et le canon décideront cette grande lutte. Cependant l'absence du corps de Klenau forme un vide dans la ligne ennemie; son aile gauche est sans appui. Cette lacune n'échappe pas à Napoléon. Le roi de Naples commande notre aile droite, le maréchal Ney la gauche, l'Empereur le centre. A sept heures la canonnade commence sur tous les fronts. Notre aile droite fait des progrès rapides : le roi de Naples et le maréchal Victor attaquent avec furie le corps de Giulay, le renversent, prennent ou détruisent cinq régimens et l'avant-garde de Klenau; la division de cavalerie de Metzko avec son général met bas les armes : ce qui échappe se perd dans le défilé de Terrandt. Le centre des alliés est coupé de leur gauche qui éprouve une défaite totale : dix mille prisonniers sont conduits à Dresde. Sur leur droite, le maréchal Ney avait affaire aux Russes. Wittgenstein, malgré la plus opiniâtre résistance, a été rejeté avec une perte considérable jusqu'à Grossdobritz; au centre Napoléon faisait soutenir le feu avec une violence égale depuis le matin. Marmont et Saint-Cyr, adossés aux retranchemens, repoussent les charges multipliées des Prussiens et des Autrichiens. Saint-Cyr a repris le grand parc, et a chassé Kleist de Strehlen. Les hauteurs de Rocknitz où se tiennent les souverains alliés sont couvertes de masses énormes, qu'il est impossible d'attaquer autrement qu'avec l'artillerie. C'est celle de la garde qui est chargée de les disperser; et bientôt on peut juger qu'elle y a porté de grands ravages. Un désordre étrange agite tout à coup le groupe des souverains. Un boulet de la garde a emporté les deux jambes au général Moreau, qui s'entretenait avec Alexandre. Ainsi furent vengés la France, l'armée et Napoléon. La conspiration de Moreau avait fait proscrire sa vie; sa mort a fait proscrire jusqu'à sa mémoire. La nuit est venue : Schwartzemberg, voyant que les deux grandes communications sur la Bohême sont occupées, l'une à Pirna par Vandamme, l'autre à Freyberg par le roi de Naples, ordonne la retraite en trois colonnes sur Tœplitz. Il laisse sous les murs de Dresde trente mille morts et douze mille prisonniers.

Après cette grande bataille dont le résultat était en Bohême, les trophées ne manquèrent point dans la poursuite comme après les journées de Lutzen et de Wurschen. Plus de deux cents pièces ou caissons, mille fourgons, une foule de traînards furent pris par le maréchal Marmont et par le roi de Naples, sur la route de Dippodiswalde et sur celle de Freyberg. Les directions sont données. Le roi de Naples doit pousser Klenau sur Marienberg; Marmont, Colloredo et Chasteller sur Attemberg; Saint-Cyr, Kleist et Barclai sur Dohna; Vandamme, Ostermann et le prince de Wurtemberg sur Tœplitz; Mortier se porte sur Pirna; Napoléon le suit. « *Marmont, Saint-Cyr, Vandamme*, dit l'Empereur, *doivent recueillir la dernière rançon de l'ennemi.* » En effet, à Tœplitz est entassé tout le matériel qui n'a pu accompagner les alliés devant Dresde; Vandamme a marché avec tant de rapidité et de succès, que ce jour même, 28, il était maître

The text on this page is estimated to be only 28.90% accurate

m HISTOIRE DE NAPOLEON. de Ghieshubei, qu’il avait franchi le déClc de PeterswaldCf et qu’il était établi le soir à NullendorL après avoir enlevé deux mille prisonniers aux Russie. Le bruit de sa marche a chassé de Tœplilz le corps diplomatique et tout un état-major. Les premiers avantages de Vandanimc à Pirna contre Ostermann avaient décidé la retraite de Schwartzeinberg. G’en est fait de la grande armée de Bohême, pressée qu'elle

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 409 il Tenait rengcr son armée de Lusace avant de tolcr au secours de Dresde : « ai^ourd*hui Oudinot entre à Berlin. » En c(Tet, tandis que le maréchal Davoust occupait Schwerin, menaçant Rostock et Wisinar, leduede Reggio quiUait le 17 la position de Dahme, et le 18 il s'établissait à Baruth : malheureusement il demeura dans l'inaction le 19 et le âO, abandonna le jour suivant la route de Torgi*iu à Berlin, et il lit un mouvement sur Wiltemberg. Le S2, se voyant en face de Bernadotte, le duc de Reggio attaqua son armée forte de cent mille hommes , et emporta les deUiésde Wittstocketd'lnnsdorf. Mats le lendemain, le maréchal avait donné à ses trou{>es une direction tellement divergente, qu'il se trouvait inférieur à son adversaire sur tous les points, tandis qu'en por» tant la masse de ses forces sur reatréme gauche du prince royal, il devait battre les Prussiens qui la formaient, et contenir le centre et la droite de l'eii' nemi avec le septième corps commandé par le général Reynier. De cette manière seulement il aurait pu arriver â Berlin. Au lieu de suivre la marche si impérieusement tracée par Napoléon, et combinée avec celle du prince d'Eckmühl, Oudinol avait dirigé le septième corps sur Gross-Bccren , le douzième sur Ahrensdorf, et le quatrième sur Blackcnfeid, ou le général Bertrand se battit toute la journée contre Tauenzien. Instruit do ces directions, le prince royal avait porté tous ses cfTorts sur le centre à Gross-Beeren, jugeant bien que le succès de son attaque entraînerait nécessairement la défaite de nos deux ailes, l/cvcnemenl justilia cette prévision. Long-temps le général Reynier, assailli par Bulowavec la plus grande impétuosité, déploya une vigueur égale à celle des emicmis. L'artillerie ne décidant pas la question, et la pluie ayant rendu les fusils presque Inutiles, on en vint à la baTonnctlc, Tanne favorite de nos soldats ; mais , écrasé sous le nombre, le general français se vil forcé d'abandonner (iross-Beeren,cldese retirer sur Gotlow. Le général Guilleminot avait déjà dépassé Ahrensdorf avec le douzième corps, quand la vivacité du feu l'appela à Gross-Beeren; il reprit le village et arrêta l'ennemi. Apres la défaite du seplièine corps, les deux ailes se reploycrent sur Trcbbin. i'reize pièces de canon et quinze cents prisonniers, presque tous Saxons, qui le lendemain passèrent à la solde de la Prusse, servirent de trophées au prince royal. Cependant les pertes essuyées à Gross-Beeren n'étaient pas irréparables, et Tattaque de Berlin sc représenta à l'esprit de Napoléon comme un projet que Ton pouvait reprendre, d'autant mieux que le prince

d'Eckmühl sc trouvait encore à rnérne de le seconder. Eneïïol, le 98, cinq jours après sa défaite, le duc de Reggio s'élalt arrêté à Juterbogl, à dix lieues seulement du champ de bataille. l..a veille, à Lubnitz, le général Girard, sorti de Magdebourg avec six mille hommes, s'était vu attaqué par le général Hirsclifcld, qui retournait au blocus de celte ville, et par la cavalerie de CzcrnischelT. 11 avait été blessé dans cette action, avait perdu mille hommes et six pièces de canon, et était parvenu k rentrer à llagdebourg. L'Empereur, à la nouvelle de l'échec de Gross-Beeren, chargea le maréchal Ney de le réparer, et lui donna le commandement du maréchal Oudinol, avec Tordre de se porter en avant et de replacer, par un mouvement de flanc, Tarméc sur la route de Dresde à Berlin. Il lui promit de le faire soutenir par la cavalerie du rui de Naples, et peut-être de venir lui-méinc décider la question de Berlin avec Bernadotte. Mais, d'après les nouvelles qu'il reçut le 50 du maréchal Macdonald, Napoléon jugea sa présence plus nécessaire sur le Buber que sur TEIbe. Le 5 septembre, Ney commença son opération, chassa les Prussiens de leurs positions, et se remit en marche le lendemain. 11 ne songeait pas à s'engager ce jour-là ; il voulait seulement doubler Taile gauche de Tannée combinée par-devant Juterbogl, gagner Dahmc rapidement, cl sc diriger sur Berlin. Dans sa route, le général Bertrand rencontra, au village de Dennewitz, le corps prussien de Tauenzien, et déjà il avait force son aile gauche à reculer, quand Bulow déboucha tou(-à-coup à la télé de quarante mille hommes. Bertrand avec le quatrième corps dut soutenir ce combat inégal : il durait depuis quatre heures, lorsque l'arrivée du septième corps, attendu depuis long-temps par le maréchal , ébranla Tcnncmi. Bientôt une fausse charge de cavalerie ayant mis notre infanterie à découvert, le maréchal, repoussé à son tour des deux villages qu'il occupait, lit .avancer le douzième corps, qui ne parut qu'.^ midi, tandis qu'ainsi que le septième il devait être en ligne à huit heures ! Ney ne fut ni obéi, ni secondé. Cependant de part et d'autre on redoubla d'audace et de constance; et le maréchal avait fait fléchir le centre de l'ennemi, lorsque Bernadotte vint décider Tactioii avec soixanle-

410 HISTOIRE DE NAPOLÉON. la ligne; et, malgré les cffbrls du duc de Padouc, ce vide fui rempli par les alliés. Sa cavalerie sc vit rejetée sur rinfanterie, et le désordre se mit dans nos rangs. En vain, avec cette intrépidité que rien n'a jamais al>aUue, Ney voudrait, à la tête des débris de la division Morand, sauver au moins l'honneur de ses troupes : deux divisions de cavalerie sont sourdes à sa voix, et s'éloignent du combat. Alors la déroute est complète : brisée en deux, l'armée se précipite dans deux directions difTérentes. Oudinot s'est jeté sur la route de Sckwcidnitx avec le septième et le douzième corps, et Ncy arrive à Dahme avec le quatrième. Notre perte fut de dix mille hommes et de vingKiiiq pièces de canon; celle de l'ennemi fut de sept mille ; mais Bernadotte avait recruté sur le champ de bataille deux divisions saxonnes, celle de Lccoqet celle de Sabrer, et le maréchal Ney se souvint avec son armée que Bernadotte commandait les Saxons à Wagrarnl 1.C 8 septembre, l'armée du maréchal avait repassé l'Elbe. Elle s'était réunie sous les murs de Torgau. Ney établit son quartier-gcnéral à Tulcmberg, et le prince royal a Julerbogt. Napoléon ignorait que, dans un conseil militaire où furent réunis à Prague les souverains, Hcrnadotte, Moreau et les principaux chefs, il avait été décidé que Bernadotte et Blûcher éviteraient toujours la bataille contre Sapoléon, et detraient tonjoure la livrer à eee lieulenane. S'il avait connu cette étrange disposition de la peur qu'il inspirait , il eût simplilié l'action de ses armées; mais n'imaginant pas qu'une telle decision pùt être proposée à des hommes de guerre, et acceptée par eux, l'Empereur a promis au maréchal Ney de le rejoindre, et cerlaiiicmenl l'on croira sans peine qu'il attachait un intérêt bien vif à aller punir lui-méine Bernadotte de toutes ses déloyautés, comme le canon de la garde avait fait justice de Moreau. Toutà-coup, le 30 août, le lendemain du départ de Ney pour l'armée de Berlin, il apprend que Macdonald a essuyé sur la Katzbach une déroute complète. Cependant ce maréchal avait pour instruction de sc borner rigoureusement à contenir Blücher; d'ailleurs, plusieurs jours d'une pluie continuelle ayant rendu les chemins impraticables, fait déborder les rivières et mis les armes à peu près hors d'clal de servir, un double motif de prudence lui conseillait de suivre les ennemis, plutùl que de les poursuivre, et de les attendre dans une position qu'il aurait choisie. Mais, le août, malgré les représentations de ses généraux, il avait ordonné le mouvement d'attaque. Blücher, débarrassé de Napoléon, de la garde impériale et de quatre autres corps, reprenait aussi, et

avec plus de raison, l'ofTensive. 11 se disposait à passer la Katzbach. Les deux armées donnèrent l'one contre l'autre, sans le savoir, aa milieu d'un épais brouillard qui masquait leur marche respective. I.auriston attaqua Langeron, pendant que Macdonald s'avançait avec le centre sur Jaucr, et que Souham à l'extrême gauche se dirigeait sur Liegnilz, à deux lieues du maréchal. De son côté, Blücher s'arrêta et plaça ses troupes aussitM qu'il vil le onzième corps se développer entre \Veml>crget Kleiiilcnlz. Macdonald avait prescrit au général Souham de déboucher par la route de l.iegnilz sur Jaucr, au lieu de se porter en ligne avec lui pour appuyer sa gauche; mais Souham, en habile général, au bruit de la canonnade de l.auriston, se rabattit par Kroislch sur la direction tracée pour la cavalerie : cCs deux corps se croisèrent dans le délilé long et étroit de ce village. Il s'ensuivit un encombrement épouvantable. Livrée à ses propres forces, la gauche de Macdonald se vil tournée par la cavalerie ennemie. Elle fut refoulée dans les ravins des deux rivières, cl le centre rejeté dans le défilé du village, cl le parc et les bagages du onzième corps restèrent au pouvoir des Prussiens. Acculé à 1a Katzbach et à la Wulhendc-Neiss par lesgénérauz Sackenet Yorck, Macdonald s'opiniâtre à soutenir un combat trop inégal ; toutes ses tentatives pour opérer une diversion avantageuse sont inutiles, et causent des f>erles considérables à son armée. Dans la nuit, il put enfin sc retirer sur Bunlzlau ; mais Laurislon, réduit à lutter toute 1a journée contre les cinquante mille liutnmesde Langeron, attaqué par des forces trop supérieures près de Goldberg, n'est parvenu à rentrer dans celle ville qu'en laissant sur le champ de bataille dixhuit pièces de canon. D'un autre côté, la division Pulhod, abandonnée seule dans les montagnes, à l'exlrénic droite, a succomlMÎ sous le nombre, malgré une résistance héroïque; et les flots du Bober ont enseveli tout ce qui n'a pu se sauver à la nage. L'audace inopportune de Macdonald coûte à la France ccnl pièces de canon cl vingt-cinq mille hommes dont quinze mille prisonniers. Son opération fut d'autant plus blâmable, que l'armée de Silésie ayant pour mission de se borner à isoler entièrement Blücher de la Bohême, et de le rejeter, si cela sc pouvait, sur l'Oder, c'élail la droite et non la gauche de rennemi qu'il fallait assaillir. Mais du moment où Macdonald s'clait trouvé surpris en flagrant délit, dans sa fausse marche sur Jaucr, il aurait dû sc replier et défendre son front de bataille avec les rivières, au lieu de les avoir derrière lui. La Katzbach donna son nom à la bataille; et la bataille le litre de prince à BIUcIut. Bien que ce général eût combattu ces deux journées avec la

supériorité de deux contre un, sa perle fut à peu près égale à celle de l'armée française.

 Mais ccllc-ci était irréparable. Macdonald continua sa retraite sur Gorlitz, et de Gorlitz sur la fameu-^c position d'Hochkircli. 11 ne pouvait plus être question d'aller soutenir le maréchal Ney : il fallait sauver Macdonald et l'armée de liUsace. Napoléon part de Dresde le 5 septembre, avec sa garde, le corps de Marmontet la cavalerie de hatour>Maubourg, pour arrêter Macdonald dans sa retraite et ressaisir l'oITensive contre Blücher. Celui-ci, à la première rencontre qui eut lieu près de BauUen, reconnut à l'attaque du roi de Naples que l'armée de Macdonald venait d'être renforcée. Fidèle à la décision honteuse de Prague, loin de s'exposer à compromettre scs succès, Ülücher se dirigea sur Gorlitz et sur Lobau. Le 6, dans l'espoir de l'attirer k une bataille , Napoléon lit un mouvement sur Rcicbembach. Mais Blûchcr, qui le devina, se porta derrière la Neiss et la Queiss. Napoléon jugea alors que ce généra) n'avait d'autre intention que de le tenir éloigné de Dresde, alin de favoriser sur le lfaut-£lhc les entreprises de la grande armée de Bohême; il se vit donc réduit k reprendre en toute hâte la route de la capitale de la Saxe, désespéré de n'avoir pu joindre Blücher, et prescrivant de nouveau à Macdonald d'imiter la conduite des Prussiens, de ne rien hasarder, cl de sc retirer devant des forces supérieures. 11 était temps de revenir à Dresde. Le ^ septembre, Wiltgenstein avait remplacé Sainl-Cyr à Pclcrswalde, et le 7 à Pirna ; mais après avoir dépassé celte ville, le général russe fut contraint de rétrograder, ainsi que le gênerai Klenau, par un mouvement de Napoléon sur Liebsladt, qui nous mit en possession des positions de Geyersberg, de llollendurf, d'Altenbcrg et de Borna. l.e 11, l'Knipcrcur était de retour à Dresde ; le 14, le prince de Schwarlzcmberg délogea tes Français de llollendurf : le 16, ils y rentrèrent; le 17, Napoléon ordonna l'allaque sur Kulm,et s'empara, pour la seconde fois, des villages qui avaient vu la perte de Vandamme; cependant l'ennemi parvint de nouveau à s'en rendre maître, cl revint occuper encore Pclcrswalde. Blücher ayant jugé bienlél que Napoléon avait quitté l'armée de Macdonald, s'était reporte en avant. De son côté, le maréchal français, prenant trop à la leUrc les derniers ordres de l'Empereur, avait reculé sans brûler une amorce de Hochkireb jusqu'à BischofTsworda à une petite journée de Dresde; il avait facilité ainsi, au lieu de la retarder, comme il le pouvait en défendant au moins le passage de la Neiss et celui de la Spree, la jonction des trois armées alliées. Bubna, débarrassé de l'obs(Tvalion de Gabel, grâce au départ du corps de Poniatowski que

Napoléon a rappelé, louchait par sa droite à Blücher, et par sa gauche à Schwarlzcmberg. Mais BlQchcr, Inquiet de la marche du roi de Naples sur Grossenhayn, a porté le corps de Sacken à Kamentz, cl Macdonald sc vit contraint de quitter Bischolîswcrdact de se retirer sur llarlau ; le roi de Naples eut aiïairc à Tauenzien et prit Mûhlberg; le lendemain celle ville retomba au pouvoir de l'ennemi. Le 21, Napoléon voulut tenter encore de livrer bataille à Blücher; le 22, il chassa son avantgarde de llartau; le 23, il la poursuivit jusqu'à Goedau, mais il trouva Blücher placé à Bautzen dans une position tellement avantageuse, qu'il ne crut pas devoir l'attaquer, notre gauche étant débordée par le corps de Sacken, qui de Komenli rejoignait l'armcc de Silésie. Celte fatalité enleva pour la troisième fois k Napoléon l'espérance d'attirer Blûchcr à une action décisive; il Gt prendre position à Macdonald, à Weissig, à dix lieues de Dresde, où il rentra le 24. Blücher suivit ce mouvement rétrograde. Bcrnadotle, plus prudent, conR*rvait toujours son quartier-général de Juterbogt, et sc contenta de s'assurer pour le passage de l'hlbe, de deux points forliûés, Bosslau cl Acken ; bientôt il poussait son avant-garde jusqu'à Dessau, et faisait investir Wiltemberg par Bulow ; en même temps Tauenzien s'étendait sur la gauche pour communiquer avec Blücher. Le 24, la tranchée fut ouverte devant Wittemberg, qui perdit ses faubourgs. Le bombardement commencé le 23, continua le 26 ; la ville était en feu. Bulow ouvrit la seconde parallèle; mais, le même jour, le maréchal Ncy reprit rofifensivc, obligea les Suédois à quitter lK*ssau, cl, trop faible pour attaquer leur tète de ponlà Bosslau, il établit son quartier-général à Oranienhaum. Celle journée du 26 septembre était signalée par un événement bien important: les cinquante mille hommes que Deningsen amenait à marches forcées de la Pologne à travers la Silésie passèrent l'Elbe à Lietmerilz. La présence de Beningsen va faire donner le signal de la destruction de Napoléon sur toute la ligne des coalisés. Assiégé de toutes parts, Napoléon s'obstinait à garder Dresde comme un immense arsenal, comme la forteresse d'où, suivi de son invincible garde, il pourrait encore s'élancer au secours de ses armées, ely porter la victoire avec lui : mais les alliés avaient résolu de le forcer dans celle position ou de l'en arracher. En conséquence, les armées de Schwartzemberg cl de Beningsen sc combinèrent pour agir sur notre liane droit, et celles de Blücher et de BernadoUc pour agir contre notre gauche. Afln de résister à un orage si redoutable, Napoléon appela à lui les vingt mille hommes organisés parAugcrcau à Wurtzbourg, et dès lors la Bavière resta abandonnée à elle-

même. Dès la rupture de Prague, le roi Maximilien avait loyalement écrit à Napoléon

Mais celle-ci était irréparable. Macdonald continua sa retraite sur Gorlitz, et de Gorlitz sur la fameuse position d'Hochkirch.

Il ne pouvait plus être question d'aller soutenir le maréchal Ney : il fallait sauver Macdonald et l'armée de Lusace. Napoléon part de Dresde le 3 septembre, avec sa garde, le corps de Marmont et la cavalerie de Latour-Maubourg, pour arrêter Macdonald dans sa retraite et ressaisir l'offensive contre Blücher. Celui-ci, à la première rencontre qui eut lieu près de Bautzen, reconnut à l'attaque du roi de Naples que l'armée de Macdonald venait d'être renforcée. Fidèle à la décision honteuse de Prague, loin de s'exposer à compromettre ses succès, Blücher se dirigea sur Gorlitz et sur Lobau. Le 6, dans l'espoir de l'attirer à une bataille, Napoléon fit un mouvement sur Reichembach. Mais Blücher, qui le devina, se porta derrière la Neiss et la Queiss. Napoléon jugea alors que ce général n'avait d'autre intention que de le tenir éloigné de Dresde, afin de favoriser sur le Haut-Elbe les entreprises de la grande armée de Bohême ; il se vit donc réduit à reprendre en toute hâte la route de la capitale de la Saxe, désespéré de n'avoir pu joindre Blücher, et prescrivant de nouveau à Macdonald d'imiter la conduite des Prussiens, de ne rien hasarder, et de se retirer devant des forces supérieures. Il était temps de revenir à Dresde. Le 5 septembre, Wittgenstein avait remplacé Saint-Cyr à Peterswalde, et le 7 à Pirna ; mais après avoir dépassé cette ville, le général russe fut contraint de rétrograder, ainsi que le général Klenau, par un mouvement de Napoléon sur Liebstadt, qui nous mit en possession des positions de Geyersberg, de Hollendorf, d'Altenberg et de Borna. Le 11, l'Empereur était de retour à Dresde ; le 14, le prince de Schwartzemberg délogea les Français de Hollendorf : le 16, ils y rentrèrent ; le 17, Napoléon ordonna l'attaque sur Kulm, et s'empara, pour la seconde fois, des villages qui avaient vu la perte de Vandamme ; cependant l'ennemi parvint de nouveau à s'en rendre maître, et revint occuper encore Peterswalde.

Blücher ayant jugé bientôt que Napoléon avait quitté l'armée de Macdonald, s'était reporté en avant. De son côté, le maréchal français, prenant trop à la lettre les derniers ordres de l'Empereur, avait reculé sans brûler une amorce de Hochkirch jusqu'à Bischoffswerda à une petite journée de Dresde ; il avait facilité ainsi, au lieu de la retarder, comme il le pouvait en défendant au moins le passage de la Neiss et celui de la Sprée, la jonction des trois armées alliées. Bubna, débarrassé de l'observation de Gabel, grace au départ du corps de Poniatowski que Napoléon a rappelé, touchait par sa droite à Blücher, et par sa gauche à Schwartzemberg. Mais Blücher, inquiet de la marche du roi de Naples sur Grossenhayn, a porté le corps de Sacken à Kamentz, et Macdonald se vit contraint de quitter Bischoffswerda et de se retirer sur Hartau ; le roi de Naples eut affaire à Tauenzien et prit Mühlberg ; le lendemain cette ville retomba au pouvoir de l'ennemi. Le 21, Napoléon voulut tenter encore de livrer bataille à Blücher ; le 22, il chassa son avant-garde de Hartau ; le 23, il la poursuivit jusqu'à Goedau, mais il trouva Blücher placé à Bautzen dans une position tellement avantageuse, qu'il ne crut pas devoir l'attaquer, notre gauche étant débordée par le corps de Sacken, qui de Komentz rejoignait l'armée de Silésie. Cette fatalité enleva pour la troisième fois à Napoléon l'espérance d'attirer Blücher à une action décisive ; il fit prendre position à Macdonald, à Weissig, à dix lieues de Dresde, où il rentra le 24. Blücher suivit ce mouvement rétrograde. Bernadotte, plus prudent, conservait toujours son quartier-général de Juterbogt, et se contenta de s'assurer pour le passage de l'Elbe, de deux points fortifiés, Rosslau et Acken ; bientôt il poussait son avant-garde jusqu'à Dessau, et faisait investir Wittemberg par Bulow : en même temps Tauenzien s'étendait sur la gauche pour communiquer avec Blücher. Le 24, la tranchée fut ouverte devant Wittemberg, qui perdit ses faubourgs. Le bombardement commencé le 25, continua le 26 ; la ville était en feu. Bulow ouvrit la seconde parallèle ; mais, le même jour, le maréchal Ney reprit l'offensive, obligea les Suédois à quitter Dessau, et, trop faible pour attaquer leur tête de pont à Rosslau, il établit son quartier-général à Oranienbaum. Cette journée du 26 septembre était signalée par un événement bien important : les cinquante mille hommes que Beningsen amenait à marches forcées de la Pologne à travers la Silésie passèrent l'Elbe à Lietmeritz. La présence de Beningsen va faire donner le signal de la destruction de Napoléon sur toute la ligne des coalisés.

Assiégé de toutes parts, Napoléon s'obstinait à garder Dresde comme un immense arsenal, comme la forteresse d'où, suivi de son invincible garde, il pourrait encore s'élancer au secours de ses armées, et y porter la victoire avec lui : mais les alliés avaient résolu de le forcer dans cette position ou de l'en arracher. En conséquence, les armées de Schwartzemberg et de Beningsen se combinèrent pour agir sur notre flanc droit, et celles de Blücher et de Bernadotte pour agir contre notre gauche. Afin de résister à un orage si redoutable, Napoléon appela à lui les vingt mille hommes organisés par Augereau à Wurtzbourg, et dès lors la Bavière resta abandonnée à elle-même. Dès la rupture de Prague, le roi Maximilien avait loyalement écrit à Napoléon

The text on this page is estimated to be only 25.98% accurate

UISTOmE DE NATOLÉON. Ali qu'il espôrail pouvuir continuer raliiancc jusqu'à la lin de novembre. Mais^ le 8 octobre, le traité de Ripd fit passer aussi cet ancien ami de la France MUS le joug de la défection autrichienne, fiientùt i) ne reste à Napoléon que la fidélité du roi de Saxe. l/Knipereur est l'hùtc du roi dans sa capitale; le roi sera l'hôte de l'Kinpcrcnr dans son camp, de^ Tenu leur seul asile. Kn cITel, le 4 octobre, toute raniiéc de Illucher avait effectué le pa.ssago de I'KUh;, à l'exception du corps du général Thümen, qui continuait le siège de Witteinbcrg.Desnncôté, le prince royal de Suède rranchissait le ficuve à Kosslau et à Acbcn. Le maréchal Ney dut évacuer Dessnu et se retirer sur Delitsh, où , le li, il fut rejoint par le général Bertrand. I,c6, Bernadotlc en* trait à Dessau, cl Blücher à Ituben. I.c mouvement était general. I.c 8, le prince de Schwarlzeniberg s'etait porlcà MaricmbergfCt Beningsen l'avaitremplacé à Tœplilz. Cependant, avant de partir de Dresde, Napoléon conçoit encore le projet de surprendre Klücher et d'cmpéchcr sa jonction avec Hernadotte. Le 7, à six heures du malin, il a quitté Dresde; il y lai.ssc mal* heureusement deux de scs meilleurs généraux, le maréchal SaiiiUC) r et le comte de Lobau, ainsi que trente mille hommes qu'il ne reverra plus. Le 9, d'Eilembourg , Napoléon marche en téle de cent vingt-cinq mille hommes sur Duben, où est Blüchcr; mais celui-ci, par une manœuvre hardie, lui échappe : il passe la .Mulda, et se réunit à Zœrbig avec le prince royal de Suède. Tous deux, malgré leur immense supériorité, se sont repliés sur la Saale; ils craignent d'engager le fer avec le redoutable Napoléon jusqu'à là coopération de la grande armée de Bohème. Le 11 , Napoléon poursuit son mouvement. WitlemlxTg est débloquée par le général Ilcynicr; Dessau est forcée par le maréchal Ney. Nauenzien et Thûmen sont rejetés avec perle de l'autre côté derLlhc : ils détruisent le pont de Kosslau, et se retirent par Zerbsl sur Fotsdarn et Berlin. Hernadotte défend à Lmihen les approches de celte capitale. Désespéré de ne pouvoir atteindre ni BiQchcr ni Bernadotto, Napoléon fut saisi de l'idée de transporter la guerre cnlrcrKIbceirOder. Ses maréchaux en furent ciïraycs. Cependant il y persistait, quand, le 14 octobre, tl reçut la déclaration de guerre de la Bavière. Cet audacieux ilessfun devenait inexécutable. Dans peu le roi de Wurtemberg , le plus actif cl le plus dévoué de scs allies , va céder aussi, malgré lui, à l'obse-ssion menaçante du cabinet de Vienne. Entraîné par le même tourbillon, le grand-duc de Bade suivra

bientôt l’exemple de scs voisins. Napoléon, en pleine marche militaire, voit soudainement les tentes qui couvrent son terrain slratcgiquc coupées pardc grands intervalles : mais le coup le plus funeste vient de lui être porté par rarmec bavaroise, dont la jonction avccle corps de Keuss découvre la frontière française depuis Huninguc jusqu'à àlaycnce. Napoléon n'a plus d'autre ressource, |>our ne pas perdre toute communicalion avec la France, que de gagner rapidement Leipsick, où les armées combinées pourraient le prévenir. D’ailleurs, la grande armée autrichienne avait débouché de la Bohême; et, le 13, le roi de Naples, vivement attaque vers le village de Waehau, n'a écoulé que sa valeur, et a payé un imprudent succès par un revers. Napoléon, arrivant le soir à Leipsick, vil dans te lointain les feux du combat illégal que soutenait son beau-frère. Le roi de Saxe 3 suivi In marche de Napoléon ; il arrive dans la dernière ville qui lui reste. Seul de tous les alliés de la France, ce Nestor des roisarcjclélcsinslanccs, a dédaigné les menaces de rAulriche, de la Frussc et de la Russie , qui ont envahi tous scs Étals. I>es alliés n'ont pas cessé d'avancer; ils sont avec trois cent cinquante mille hommes en présence de Na|>oI léon, qui n’en compte que cent cinquante-cinq I mille, cl n'a que vingt-deux mille hommes de cavalerie à opposer à un nombre plus que double de celle arme si importante dans de vastes plaines comme celles de l.eipsick. C'est avec ces forces que Napoléon va disputer encore, non plus l'empire du monde, mais la victoire d’où dépend le salut de sa patrie. Digitized by Google

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 415 CHAPITRE IV. ÜATAILLIS DE DI LEIPSICk IT DE H.\NA0. — l.*AR«tE DEVIE'IT A HATE^CI. La journée du 15 octobre fut consacrée par les deux arinéesaux préparatifs pour la bataille du lendemain: elle était iiicviuble; les vedettes ne se trouvaient plus qu'à une |M>rlce de fusil. Napoléon et Schwartzemberg ne changent rien le jour suivant aux dispositions de la veille; ils ont la même ardeur d'enveniraux mains, quoiqu'il manque aux Français le 7* corps, qui est en marche d'Eilembourg sur Taucha ; et aux alliés, l'armée de Bernadotte, celle de Beningsen et celle de (killorear Victor et par Laurislon, et parla cavalerie de Latour-Maubourg, de Sebasliani, dcMilhaud. A onze heures. Macdonald a enlevé une batterie; à midi, le deuxième corps repoussait la sixième attaque. Napoléon juge le moment favorable de forcer le contre ennemi par un mouvement décisif pour la journée; il fait avancer sa réserve en ligne. Oudinut, Mortier, Victor, combinent leurs manœuvres, et rivalisent de bravoure et de succès. Drouot protège avec soixante bouches à feu de la garde la marche de Victor. Le prince de Wurtemberg ne peut résister ; ses troupes sont culbutées et vivement poursuivies. Le centre ennemi allait être enfoncé, quand les grenadicrsdcRajcwski opposent à l'impétuosité française une barrière impénétrable, I olpcrnictlentau prince de W urtemberg de se rallier | derrière leurs rangs. Le combat est aussi acharné sur les deux ailes : Macdonald et Lauriston ont repoussé KIcnau; Schwartzemberg envoie aussi sa réserve appuyer son centre. Mais Na{>oléon , que fatigue une canonnade meurtrière sans résultat, lance la c.ivaleric par grandes masses afin de déterminer notre triomphe, kellermann a débouché par la droite de Waehau avec les Bolonais et les dragons de la garde; par la gauche s'élance le roi de Naples, avec la cavalerie de Latour-Maubourg; le duc de Bellune revient à la charge sur les grenadiers de Uajewskicl les colonnes du prince de Wurtemberg. Kellermann, après avoir culbuté les cuirassiers russes. SC voit ramené sur les hauteurs de Waehau par la réserve autrichienne de Noslilz. De son côté, le roi de Naples a dispersé la cavalerie qui couvrait Gossa, entame les grenadiers russes, renversé le corps du prince de Wurtemberg, emporté une batterie de vingt-six pièces; le duc de Belluoe s'est rendu maître de la bergerie d'Auenbeim; mais, au moment d'achever la victoire, les généraux Maison et Latour-Maubourg sont tombes blesses, cl surprise loul-à-coup, dans le désordre qui suit une charge à fond, par les Cosaques de la garde russe, que l'cnipercur Alexandre a le temps de lui opposer, notre

cavalerie recule à son tour, en perdant vingt-quatre des bouches à feu dont elle venait de s’emparer avec une rare audace. Cependant Troubeskoi parvient à rallier les grenadiers de Rnjewski, et les réserves de la cavalerie autrichienne entrent en ligne : leur apparition sur le champ de bal.iillc fait retrogader I vers leur première position les colonnes d’attaque du deuxième corps. Alors Napoléon met en mouvement les deuxième et cinquième corps de cavalerie; une artillerie formidable les soutient : ils enfoncent Digitized by Google

CHAPITRE IV.

BATAILLES DE WACHAU, DE LEIPSICK ET DE HANAU.— L'ARMÉE REVIENT A MAYENCE.

La journée du 15 octobre fut consacrée par les deux armées aux préparatifs pour la bataille du lendemain : elle était inévitable; les vedettes ne se trouvaient plus qu'à une portée de fusil. Napoléon et Schwartzemberg ne changent rien le jour suivant aux dispositions de la veille; ils ont la même ardeur d'en venir aux mains, quoiqu'il manque aux Français le 7e corps, qui est en marche d'Eilembourg sur Taucha; et aux alliés, l'armée de Bernadotte, celle de Beningsen et celle de Colloredo, qui n'étaient pas encore arrivées sur le champ de bataille. A neuf heures précises, au signal de trois coups de canon tirés à intervalles, trois fortes colonnes des armées de Wittgenstein et de Kleist, débouchent couvertes par deux cents pièces d'artillerie. La bataille de Wachau commence; une canonnade effroyable l'annonce sur les deux lignes. Tous les efforts des alliés se dirigent sur Wachau et Liebertwolkwitz; ces deux villages, six fois attaqués, résistent six fois, défendus qu'ils sont par Victor et par Lauriston, et par la cavalerie de Latour-Maubourg, de Sébastiani, de Milhaud. A onze heures, Macdonald a enlevé une batterie; à midi, le deuxième corps repoussait la sixième attaque. Napoléon juge le moment favorable de forcer le centre ennemi par un mouvement décisif pour la journée; il fait avancer sa réserve en ligne. Oudinot, Mortier, Victor, combinent leurs manœuvres, et rivalisent de bravoure et de succès. Drouot protège avec soixante bouches à feu de la garde la marche de Victor. Le prince de Wurtemberg ne peut résister; ses troupes sont culbutées et vivement poursuivies. Le centre ennemi allait être enfoncé, quand les grenadiers de Rajewski opposent à l'impétuosité française une barrière impénétrable, et permettent au prince de Wurtemberg de se rallier derrière leurs rangs. Le combat est aussi acharné sur les deux ailes : Macdonald et Lauriston ont repoussé Klenau; Schwartzemberg envoie aussi sa réserve appuyer son centre. Mais Napoléon, que fatigue une canonnade meurtrière sans résultat, lance la cavalerie par grandes masses afin de déterminer notre triomphe. Kellermann a débouché par la droite de Wachau avec les Polonais et les dragons de la garde; par la gauche s'élance le roi de Naples, avec la cavalerie de Latour-Maubourg; le duc de Bellune revient à la charge sur les grenadiers de Rajewski et les colonnes du prince de Wurtemberg. Kellermann, après avoir culbuté les cuirassiers russes, se voit ramené sur les hauteurs de Wachau par la réserve autrichienne de Nostitz. De son côté, le roi de Naples a dispersé la cavalerie qui couvrait Gossa, entamé les grenadiers russes, renversé le corps du prince de Wurtemberg, emporté une batterie de vingt-six pièces; le duc de Bellune s'est rendu maître de la bergerie d'Auenheim; mais, au moment d'achever la victoire, les généraux Maison et Latour-Maubourg sont tombés blessés, et surprise tout-à-coup, dans le désordre qui suit une charge à fond, par les Cosaques de la garde russe, que l'empereur Alexandre a le temps de lui opposer, notre cavalerie recule à son tour, en perdant vingt-quatre des bouches à feu dont elle venait de s'emparer avec une rare audace. Cependant Troubeskoi parvient à rallier les grenadiers de Rajewski, et les réserves de la cavalerie autrichienne entrent en ligne : leur apparition sur le champ de bataille fait rétrograder vers leur première position les colonnes d'attaque du deuxième corps. Alors Napoléon met en mouvement les deuxième et cinquième corps de cavalerie; une artillerie formidable les soutient : ils enfoncent

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 27.18% accurate

4M HISTOIRE DE NAPOLÉON. le corps de Gorzakof , et enlèvent le village central deGossa. Mais la division prussienne de Prrsch les arrête et rentre dans le village; elle est appuyée sur deux régirnens de la garde russe et par quatrevingts Ih)ucIu'S à feu. Telle fut l.a dernière attaque que Napoléon dirigea à la journée de Wach.iu sur le contre des ennemis. A la droite, le prince Poniatowski venait de mériter le bâton de maréchal, en défendant avec succès le passage de la PIciss contre les Autricliioiis , malgré la supériorité de leur nombre et la fureur de leurs efforts; cependant, sur le soir, le général Mrerweldt était parvenu A la traverser à un gué près de Dolitz. Notre droite se trouvait forcée; la grande combinaison de Schwartzemberg pour percer la ligne qui couvrait notre camp et nos parcs et prendre toutes nos positions à dos, allait réussir, quand l'Empereur, que l'on croyait occupé tout entier du mouvement sur Gossa, envoya le général t'urial avec une division de la vieille garde. Dolitz fut repris, le corps de Mecrwcldt fut culbuté dans la rivière, et lui-mémc tomba entre nos mains. Ainsi Napoléon remporta la victoire au lieu même où le fc!d*maréchal autrichien cspcrnitquc les Français rencontreraient leur défai le assurée. Sur la rive gauche de l'KIster, le général Bertrand, chargé de la défense de Lindenau, a été vivement assailli par le général Giulay, et contraint, après sept heuresde combat, à se retirer derrière la Luppe. Tout était perdu si le général autrichien eût fait sauter le pont de Lindenau, qu'il occupait depuis notre retraite; mais Giulay n'a point eu cette prudence, et Bertrand, ayant repris l'olTensive avec audace, est parvenu à rejeter l'ennemi dans scs positions, et à nous rouvrir la roule d'Erfurt, qui est celle de France. Au nord de Leipsick, nos armes ont autant de gloire peut-être et moins de bonheur. Privé desdeuz divisions Sotiham qu'il a envoyéesdu cAtéde Waehau et qui n'ont pu le rejoindre quand il les rappelait, séparé du corps de Reynier vainement attendu, ayant encore en arrière la division Deirnas, le prince de la Moskowa a dû soutenir avec le duc de Uaguse les efforts de Langernn, d'Vorck cl de Sacken, c'està-dire avec dix-huit mille hommes le choc des soixanU'-cinq mille que commande Rlücher. Ncy a déployé pendant toute la journée une telle vigueur, qu'il a lassé la constance des ennemis, contre lesquels nous luttions dans la proportion d'un contre quatre. Mais enfin nous avons à regretter la position de Mmckcrn , douze pièces de canon et surtout deux mille hommes, perle irréparable, que ne

compensent point les dix mille qui manquent à Bliicher. A six heures le inaréclial Ncy fil passer la Parlha à Schœiifchl au sixième corps et à la division Delmas. Le duc de Padouc cl le général Dombrowski se replièrent sur le faul>ûurg de Hall, à Pfaffendorr. La nuit approche; il n'est plus temps de songer à corniiattreen ce moineiil: après une action si longue et si terrible, qui a vu trois batailles cii un jour, chacun se retire, et les feux du bivac remplacent les clartés meurtrières de l'artillerie. L'année française a sa droite à Markiccbcrg, tout son centre à Waehau, sa gauche à la redoute suédoise. Les tentes de Napoléon ont été dressécscii avant de Prnstheyda, près de la roule de Rochlitz; c'est là qu'on lui amène le général Mcerweldt, auquel il fait rendre son épée; et, apres une longue conférence, ce général est conduit aux avant-postes alliés. L'ancien négociateur du traité de Campo-Formio pour l'Autriche, avec le vainqueur de l'Italie dont la brillante étoile remplissait riiorizoïi, est devenu le négociateur de l'empereur Napoléon dont la fortune touche à son déclin. Napoléon envoie le comte de Hccrweldt porter des offres conciliatrices à François IL Le « n'est pas trop, lui dit-il, de l'Autriche, de la France U et même de la Prusse, pour arrêter sur la Vistulc «le débordement d'un peuple à demi nomade, K essentiellement conquérant, et dont l'immense «r empire s'étend depuis nous jusqu'à la Gbine. » Mais Napoléon s'aveugle s'il croit que son beau-père se souviendra d'avoir recouvré deux fois sa couronne; Alexandre d'avoir obtenu le sauf-conduit d'Austerlitz et la paixdeTilsill; Frédéric-Guillaume d'être remonté sur son trùnc; le républicain Bernadoltc d'avoir peut-être été gracié comme général, pardonné plusieurs fois comme maréchal, enfin, autorisé et aidé puissamment à prendre place parmi les rois. La quadruple alliance n'admcl ni le pardon des injures, ni le pardon ries bienfaits. La journée du 17, |H'nriant laquelle on attendit vainement une réponse de M. de Mcerweldt, ne fut pas une journée de repos pour nos soldats; ils la passèrent sous les armes, occupés à se préparer, et battus par une pluie continuelle. L'Empereur, comme cédant à une espèce de presscnlimenl, se hâte d'envoyer les insignes de maréchal de l'empire au prince Poniatowski, et reste dans sa tente à dresser le plan de la bataille du lendemain. I.c 17 au soir, le blocus de l'armée française est consommé : le corps de Colloredo est entré en ligne, ainsi que celui de Tk'ningseri; l'un s'établit à Gnrbern, l'autre à Naunhof; le prince royal de Suède remplit le dernier vide en occupant Bretenfeld. Instruit de ces circonstances, Napoléon sent la nécessité de rétrécir encore son ordre de bataille, et, en se

rapprochant de I,cipsick,de sc lier plus fortement avec sa gauche. A une heure du matin , il quitte son bivac, et fait exécuter un changement de front, l.i gauche en arrière, le village deConnewilz servant de pivot. UiyiU^LU L

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 41Ï Pendant ce mouvement, H va donner scs instruc^ lions, à Ueudnitz, au maréchal Ney; de là il se portcàLindcnau,oùil ordonne au général Berlraiid de marcher sur LuUen et de se rendre maître des déniés de la Saaic à Weisscnrels. A midi, ce général avait rempli cette mission salutaire. En revenant. Napoléon visite les ponts de Lindenau, commande qu'on pratique dans les marais voisins quelques nouveaux passages qui puissent faciliter la traversée de ce long detilé, envoie le maréchal .Mortier, avec deux divisions de la garde, relever le corps de Ikrtrand, et à huit heures du matin on le revoit sur la hauteur du Thoinberg, où est la garde en réserve. A la même heure s'ébranlent sur trois points dif> férens les trois armées ennemies. La grande armée de Bohème, sous Schwarlzeml>crg, s'avancait sur trois épaisses colonncs:cellc de droite, commandée par Beningsen, celle du centre par Bardai de Tolly, celle de gauche par le prince de Hessc-Hombourg; la première se dirigea sur Uolzhausen. la seconde sur Wachâu, la troisième sur Dolilz et Doesen. prince royal de Suède avait quitté Brctenfeid, manœuvrait pour tourner la droite du maréchal Ney,elnousabordaparla ruuledeTauchaâLeipsicL. Blücher, sur la rive droite de la Partha, se disposait à franchir cette rivière. Le prince de HesseHombourg commença l'action : après une attaque vive et opiniâtre, il emporta les villages de Dolitz et Dœsen, reçut une blessure, et fut remplacé par le général Blanchi. Le centre ennemi s'empara aussi de la bergerie de âleysdorf, et de la tuilerie en avant de Waehau. La droite traversa sur trois colonnes le ruisseau de J.iebertwolkwilz. A dix heures, les deux armées étaient en présence, et la canonnade s'engagea sur tous les points. Les détacliemens français, postes en avant pour arrêter la marche des alliés, étaient rejetés sur le gros de l'armée. Macdonald, menacé d'étre pris à revers sur sa gauche par Beningsen, déjà maître de Baalsdorf, sc retira sur Stœtteritz, et s'étendit jusqu'à Probstheyda , qui devint l'angle saillant de la ligne de défense. Là aussi se porta l'efTort de l'ennemi. A la droite le maréchal Poniatowski était vivement pressé à (^onnewitz. Cependant Oudiiiot, avec deux divisions de la garde, repoussait sur Dolilz le général Bianchi, qui fut secouru à temps parColloredo. üudinot dut ralentirson mouvemenloflensif. Poniatowski, ayant en tête des forces trop supérieures, se replia sur sa première |M>sition de Connewitz; il la conserva toute la journée, maigre l'acharneineiil des Autrichiens, qu'il empéc ha de déboucher de Lœssnig. A ucenlrc, la grande attaque eut lieu à deux heures.

Pruhstheyd.'i, où se défendaient le duc de Bcllunecl Laurîston, fut assailli si vigoureiucment par le prince Auguste de Pryssc, qu'ils perdirent deux fois le village; mais l'occupation de ce poste était si importante, que Napoléon lui-mème ordonna une dernière tentative, eten chassa déünitivcmeiit les Prussiens. Stœtteritz, où s'était reployé Macdonald , résista aux troupes de Ziclhen et de Beningsen, et fut incendié par leur artillerie. A cinq heures. Napoléon, pressé de tinir celte lerrihie attaque du centre, lit établir ses réserves d'artillerie sur le plateau de Probstheyda, et refoula l'ennemi dans le vallon. Schwarlzemberg, repoussé sans cesse, garnit d'une artillerie egalement formidable le plateau opposé. Deux fois Victor et Laurislononl tenté de sortirde Probstheyda. Vial et Rochambeausout tués à la tête de Icursdivisions. De part et d'autre, les armées immobiles tombaient foudroyées par une mort incvilable à la peurcomme au courage. Ce stupide dévouement à la discipline militaire, contre laquelle l'honneur défend au dernier soldat le moindre murmure, doit paraître, sans contredit, la preuve la plus complète du degré d'asservissement que la tyrannie des inslitulioos peut im;>os(tr aux facultés physiques cl morales de la multitude. Celle grande destruction sur place, sans gloire et sans passion, moissonna les deux camps jusqu'à la nuit, qui enfin lui enleva la clarté nécessaire à la continuation du carnage. La bataille n'clail pas moins meurtrière sur les rives do la Partha, où le prince de la Moskowa avait à combattre le prince royal de Suède cl le maréchal Blûchcr. Menacé d'étre tourné par le premier à Mockau, où I^angcron a forcé le passage de la rivière, cl à Taucha, le maréchal Ncy, par un changement de front rapidement conçu et habilement exécute, a fermé la ligne circulaire que l'armée française formait autour de Leipsick. Alors une troupe de cavalerie et d'infanterie saxonne, avantgarde du corps du général Reynier, aux approches de la cavalerie russe, qui débouchait de Taucha, au lieu de la combattre, courut à sa rencontre, et occupa à sa tête le poste d'avanl-gardc qu'elle venait d'abandonner dans nos rangs. Ce n'était là que le prélude d'une trahison en masse; car au moment où l'emicini parut devant Paunsdorf, le reste des troupes saxonnes, composant deux brigades, avec quarante pièces d'artillerie, l'une sous les ordres du général de Rysscl , l'autre sous ceux du colonel de Brausc, cl la cavalerie wurtcmhergeoise commandée par le général Norrnann, passèrent à l'ennemi, malgré les cflbrts de leur digne chef, le général Zi'scliau,qui, lidèle à son prince cl à l'honneur, demeura parmi nous, n'ayant plus que cinq cents hommes de sa nation. Pour comble d'horreur, à peine ces

iiifâines déserteurs furent-ils arrivés à distance, qd'ils dirigèrent le feu de leur artillerie sur la division Duruilc,dont ils faisaient paiiielCet

Pendant ce mouvement, il va donner ses instructions, à Reudnitz, au maréchal Ney; de là il se porte à Lindenau, où il ordonne au général Bertrand de marcher sur Lutzen et de se rendre maître des défilés de la Saale à Weissenfels. A midi, ce général avait rempli cette mission salutaire. En revenant, Napoléon visite les ponts de Lindenau, commande qu'on pratique dans les marais voisins quelques nouveaux passages qui puissent faciliter la traversée de ce long défilé, envoie le maréchal Mortier, avec deux divisions de la garde, relever le corps de Bertrand, et à huit heures du matin on le revoit sur la hauteur du Thomberg, où est la garde en réserve.

A la même heure s'ébranlent sur trois points différens les trois armées ennemies. La grande armée de Bohême, sous Schwartzemberg, s'avançait sur trois épaisses colonnes: celle de droite, commandée par Beningsen, celle du centre par Barclai de Tolly, celle de gauche par le prince de Hesse-Hombourg; la première se dirigea sur Holzhausen, la seconde sur Wachau, la troisième sur Dolitz et Dœsen. Le prince royal de Suède avait quitté Bretenfeld, manœuvrait pour tourner la droite du maréchal Ney, et nous aborda par la route de Taucha à Leipsick. Blücher, sur la rive droite de la Partha, se disposait à franchir cette rivière. Le prince de Hesse-Hombourg commença l'action : après une attaque vive et opiniâtre, il emporta les villages de Dolitz et Dœsen, reçut une blessure, et fut remplacé par le général Bianchi. Le centre ennemi s'empara aussi de la bergerie de Meysdorf, et de la tuilerie en avant de Wachau. La droite traversa sur trois colonnes le ruisseau de Liebertwolkwitz. A dix heures, les deux armées étaient en présence, et la canonnade s'engagea sur tous les points. Les détachemens français, postés en avant pour arrêter la marche des alliés, étaient rejetés sur le gros de l'armée. Macdonald, menacé d'être pris à revers sur sa gauche par Beningsen, déjà maître de Baalsdorf, se retira sur Stœtteritz, et s'étendit jusqu'à Probstheyda, qui devint l'angle saillant de la ligne de défense. Là aussi se porta l'effort de l'ennemi. A la droite le maréchal Poniatowski était vivement pressé à Connewitz. Cependant Oudinot, avec deux divisions de la garde, repoussait sur Dolitz le général Bianchi, qui fut secouru à temps par Colloredo. Oudinot dut ralentir son mouvement offensif. Poniatowski, ayant en tête des forces trop supérieures, se replia sur sa première position de Connewitz; il la conserva toute la journée, malgré l'acharnement des Autrichiens, qu'il empêcha de déboucher de Lœssnig. Au centre, la grande attaque eut lieu à deux heures. Probstheyda, où se défendaient le duc de Bellune et Lauriston, fut assailli si vigoureusement par le prince Auguste de Prusse, qu'ils perdirent deux fois le village; mais l'occupation de ce poste était si importante, que Napoléon lui-même ordonna une dernière tentative, et en chassa définitivement les Prussiens. Stœtteritz, où s'était reployé Macdonald, résista aux troupes de Ziethen et de Beningsen, et fut incendié par leur artillerie. A cinq heures, Napoléon, pressé de finir cette terrible attaque du centre, fit établir ses réserves d'artillerie sur le plateau de Probstheyda, et refoula l'ennemi dans le vallon. Schwartzemberg, repoussé sans cesse, garnit d'une artillerie également formidable le plateau opposé. Deux fois Victor et Lauriston ont tenté de sortir de Probstheyda. Vial et Rochambeau sont tués à la tête de leurs divisions. De part et d'autre, les armées immobiles tombaient foudroyées par une mort inévitable à la peur comme au courage. Ce stupide dévouement à la discipline militaire, contre laquelle l'honneur défend au dernier soldat le moindre murmure, doit paraître, sans contredit, la preuve la plus complète du degré d'asservissement que la tyrannie des institutions peut imposer aux facultés physiques et morales de la multitude. Cette grande destruction sur place, sans gloire et sans passion, moissonna les deux camps jusqu'à la nuit, qui enfin lui enleva la clarté nécessaire à la continuation du carnage.

La bataille n'était pas moins meurtrière sur les rives de la Partha, où le prince de la Moskowa avait à combattre le prince royal de Suède et le maréchal Blücher. Menacé d'être tourné par le premier à Mockau, où Langeron a forcé le passage de la rivière, et à Taucha, le maréchal Ney, par un changement de front rapidement conçu et habilement exécuté, a fermé la ligne circulaire que l'armée française formait autour de Leipsick. Alors une troupe de cavalerie et d'infanterie saxonne, avant-garde du corps du général Reynier, aux approches de la cavalerie russe, qui débouchait de Taucha, au lieu de la combattre, courut à sa rencontre, et occupa à sa tête le poste d'avant-garde qu'elle venait d'abandonner dans nos rangs. Ce n'était là que le prélude d'une trahison en masse; car au moment où l'ennemi parut devant Paunsdorf, le reste des troupes saxonnes, composant deux brigades, avec quarante pièces d'artillerie, l'une sous les ordres du général de Ryssel, l'autre sous ceux du colonel de Brause, et la cavalerie wurtembergeoise commandée par le général Normann, passèrent à l'ennemi, malgré les efforts de leur digne chef, le général Zeschau, qui, fidèle à son prince et à l'honneur, demeura parmi nous, n'ayant plus que cinq cents hommes de sa nation. Pour comble d'horreur, à peine ces infâmes déserteurs furent-ils arrivés à distance, qu'ils dirigèrent le feu de leur artillerie sur la division Durutte, dont ils faisaient partie! Cet

The text on this page is estimated to be only 28.05% accurate

 aUcnUl mililairc, le plus odieux qu'offrent les an> nak’S de la guerre, avait son asile naturel sous les drapeaux de l'ex-maréchal français, qui venait, comme prince royal de Suède, porter les derniers coups à sa patrie. L'ennemi lui-rnéme ne cacha point l'indignation que lui inspirait une telle {mtfiiJic. La conduite de Tarinée saxonne a pu flétrir, mais non souiller la vieillesse de son vénérable monarque. La défection de ces indignes soldats avait laissé un grand vide dans la ligne française ; réduit à quatre mille huniines, le général Ueyiiier était hors d'état de conserver Paunsdorf. Dans le même iiioment, un autre Français, le comte de Langerun, attaquait avec les Russes le village de Sclitenfeld, un des faubourgs de Udpsick ; deux fuis il s’en empara, deux fuis il en fut chasse par le sixième corps, qui, faute de munitions , dut enfin céder. .Mais le maréchal Ney ayant fait relever ic sixième corps par le troisième, Schœiifeld tomba de nouveau en notre pouvoir. Langeron engagea alors tout son corps d'année, et, après des prodiges de valeur, le troisième corps, écrasé par celle masse d'assaillans, se vil aussi obligé d’abandonner ce > illage. Dix mille hommes de parlct d'autre payèrent de leur sang l'affaire de Schœiifeld. Le maréchal Ney se replia sur Reudoilz, où Langeron le suivit de prés. l.a division Durulte, restée seule contre l'armée suédoise et le corps de M'inlzingeroiie, renforcée hienlùt de la division Delmas, était parvenue à dcposter les Suédois du village de Kublgartcn ; mais, assaillie par trente mille humilies, elle ne put résister plus lung'lemps, et l'eniienii poursuivait sa marche sur Leipsick. Les Suédois louchaient déjà aux premières maisons de Wulinansdorf. Le vieux Delmas, qui, apres quinze jours de disgrâce, a repris ses armes, se précipite sur eux avec sa division et la cavalerie badoisc de Beurinan, et parvient à les repousser : mais, entouré lout-à-coup par les Russes de Wintziiigerodc, ses troupes doivent céder, cl lui, il marque de son sang républicain cette gciiéreuse défense contre son ancien frcrcd'arines Bernadutte. Averti de ce péril si pressant, Napoléon s'y porte de sa ficrsonnc, avec une division de sa garde à pied et ses grenadiers à cheval, et rejette ronneini jusque sur la position de Schœnfeld. Lncuuragé par ce succès important, l'Empereur ordonne à Naiisouly de prendre Ucniailotle en liane, pour reuipécbcr de SC réunir à Ueningsen. Mais à peine la cavalerie légère ciU-elIc débouché par Mcecichau, que Bubna, Buluw cl le prince de Hesse-Hombourg, russailiirent, tandis qu'elle était arrêtée en face par deux divisions suédoises que soutenaient rarlillerie saxonne et une batterie à la coiigrèvc au service

du prince de Suède. Ce furent encore les masses qui firent fléchir les Français. Le général Fricdcricb et le chef d'ctal-major du sixième corps furent tués. Bulûw resta maître des villages de Stuntz et de Scllcrhaussen. Ney, avec quarante mille hommes, avait résisté toute la journée à cent cinquante mille alliés; et il fut trahi par les Saxons! Rlùchcr, de son côté, avait fait attaquer le faubourg de Küsen thaï, que les Polonais de Dombrowski et la cavalerie du duc de Padouedefendirent vigoureusement. Le soir, il détacha vers Hall le corps d'Yorck, il voulait prévenir sur la rive gauche de la I Saalc la retraite des Français, que parut lui indiquer la marche d'un train considérable d'équipages dans lu direction de Weissenfels. La nuit seule sépara Icscombatlans cl mit fin au carnage. Ainsi se termina la fameuse bataille du 18 octobre. Les alliés ont oppose trois cent mille soldats aux cent trente mille hunirnesde Napoléon. L'élite de notre armée a été moissonnée dans les champs de Leipsick; soixante mille hommes manquent aussi à rennemi, et il balancerait à venir nous nllaqucr dans les remparts de Leipsick, si nous avions des munitions pour nous y défendre, liais, depuis cinq jours, l'armée avait consommé deux cent cinquante mille coups de canon ; il ne restait plus que dix mille cartouches dans les caissons, c'est-â-dire à peine pour soutenir le feu pendant deux heures. Les réserves les plus voisines se trouvaient à Erfurl et à Magdehourg : il fallait donc nécessairement quitter Leipsick, cl la retraite fut décidée. Dés le soir, les parcs et les équipages filèrent par Liinlcnau sur Lutzen, qui avait vu la première victoire de Napoléon dans cette campagne; la cavalerie, la garde, une partie de l'infanlcrie, suivirent dans la nuit. La marche était difficile par le défilé de deux lieues qui sépare Leipsick de Lindenau, et que coupent plusieurs rivières sur lesquelles aucun pont n'avait été jeté, malgré les ordres de Napoléon. A la nouvelle inespérée de notre retraite, les alliés tressaillissent de joie et lancent toutes leurs masses contre Leipsick. L'Empereur veut épargner à celle malheureuse ville les horreurs qui la menacent; il apprend, le 10 au malin , qu'Alexandrc et Frédéric-Guillaume viennent de paraître à leur armée. Far son ordre, une dcpulalioii de la ville, des officiers du roi de Saxe, des parlementaires français, sont allés intercéder pour Leipsick. Ces demandes de rhumanitc sont rejetées avec un froid orgueil |>ardes vainqueurs qui n'ont pas contribué à la

victoire.

attentat militaire, le plus odieux qu'offrent les annales de la guerre, avait son asile naturel sous les drapeaux de l'ex-maréchal français, qui venait, comme prince royal de Suède, porter les derniers coups à sa patrie. L'ennemi lui-même ne cacha point l'indignation que lui inspirait une telle perfidie. La conduite de l'armée saxonne a pu flétrir, mais non souiller la vieillesse de son vénérable monarque. La défection de ces indignes soldats avait laissé un grand vide dans la ligne française ; réduit à quatre mille hommes, le général Reynier était hors d'état de conserver Paunsdorf.

Dans le même moment, un autre Français, le comte de Langeron, attaquait avec les Russes le village de Schœnfeld, un des faubourgs de Leipsick ; deux fois il s'en empara, deux fois il en fut chassé par le sixième corps, qui, faute de munitions, dut enfin céder. Mais le maréchal Ney ayant fait relever le sixième corps par le troisième, Schœnfeld tomba de nouveau en notre pouvoir. Langeron engagea alors tout son corps d'armée, et, après des prodiges de valeur, le troisième corps, écrasé par cette masse d'assaillans, se vit aussi obligé d'abandonner ce village. Dix mille hommes de part et d'autre payèrent de leur sang l'affaire de Schœnfeld. Le maréchal Ney se replia sur Reudnitz, où Langeron le suivit de près.

La division Durutte, restée seule contre l'armée suédoise et le corps de Wintzingerode, renforcée bientôt de la division Delmas, était parvenue à déposter les Suédois du village de Kohlgarten ; mais, assaillie par trente mille hommes, elle ne put résister plus long-temps, et l'ennemi poursuivait sa marche sur Leipsick. Les Suédois touchaient déjà aux premières maisons de Wolmansdorf. Le vieux Delmas, qui, après quinze jours de disgrace, a repris ses armes, se précipite sur eux avec sa division et la cavalerie badoise de Beurman, et parvient à les repousser : mais, entouré tout-à-coup par les Russes de Wintzingerode, ses troupes doivent céder, et lui, il marque de son sang républicain cette généreuse défense contre son ancien frère d'armes Bernadotte. Averti de ce péril si pressant, Napoléon s'y porte de sa personne, avec une division de sa garde à pied et ses grenadiers à cheval, et rejette l'ennemi jusque sur la position de Schœnfeld. Encouragé par ce succès important, l'Empereur ordonne à Nansouty de prendre Bernadotte en flanc, pour l'empêcher de se réunir à Beningsen. Mais à peine la cavalerie légère eût-elle débouché par Mœelchau, que Bubna, Bulow et le prince de Hesse-Hombourg, l'assaillirent, tandis qu'elle était arrêtée en face par deux divisions suédoises que soutenaient l'artillerie saxonne et une batterie à la congrève au service du prince de Suède. Ce furent encore les masses qui firent fléchir les Français. Le général Friederich et le chef d'état-major du sixième corps furent tués. Bulow resta maître des villages de Stuntz et de Sellerhaussen. Ney, avec quarante mille hommes, avait résisté toute la journée à cent cinquante mille alliés ; et il fut trahi par les Saxons !

Blücher, de son côté, avait fait attaquer le faubourg de Rosenthal, que les Polonais de Dombrowski et la cavalerie du duc de Padoue défendirent vigoureusement. Le soir, il détacha vers Hall le corps d'Yorck, il voulait prévenir sur la rive gauche de la Saale la retraite des Français, que parut lui indiquer la marche d'un train considérable d'équipages dans la direction de Weissenfels.

La nuit seule sépara les combattans et mit fin au carnage. Ainsi se termina la fameuse bataille du 18 octobre. Les alliés ont opposé trois cent mille soldats aux cent trente mille hommes de Napoléon. L'élite de notre armée a été moissonnée dans les champs de Leipsick; soixante mille hommes manquent aussi à l'ennemi, et il balancerait à venir nous attaquer dans les remparts de Leipsick, si nous avions des munitions pour nous y défendre. Mais, depuis cinq jours, l'armée avait consommé deux cent cinquante mille coups de canon ; il ne restait plus que dix mille cartouches dans les caissons, c'est-à-dire à peine pour soutenir le feu pendant deux heures. Les réserves les plus voisines se trouvaient à Erfurt et à Magdebourg : il fallait donc nécessairement quitter Leipsick, et la retraite fut décidée. Dès le soir, les parcs et les équipages filèrent par Lindenau sur Lutzen, qui avait vu la première victoire de Napoléon dans cette campagne ; la cavalerie, la garde, une partie de l'infanterie, suivirent dans la nuit. La marche était difficile par le défilé de deux lieues qui sépare Leipsick de Lindenau, et que coupent plusieurs rivières sur lesquelles aucun pont n'avait été jeté, malgré les ordres de Napoléon.

A la nouvelle inespérée de notre retraite, les alliés tressaillissent de joie et lancent toutes leurs masses contre Leipsick. L'Empereur veut épargner à cette malheureuse ville les horreurs qui la menacent ; il apprend, le 19 au matin, qu'Alexandre et Frédéric-Guillaume viennent de paraître à leur armée. Par son ordre, une députation de la ville, des officiers du roi de Saxe, des parlementaires français, sont allés intercéder pour Leipsick. Ces demandes de l'humanité sont rejetées avec un froid orgueil par des vainqueurs qui n'ont pas contribué à la victoire. Que Leipsick périsse, même sans nécessité ! Telle est la réponse des souverains alliés. Blücher y joint un outrage à notre armée ; il ose la sommer de mettre bas les armes! Napoléon, Français par le cœur, et aussi généreux dans les revers que

The text on this page is estimated to be only 28.49% accurate

•7T HISTOIHB DE NAPOLÉON. dans la prospêrilc, sera plus Éiumain envers une ville allemande que les sauveurs de rAllcina(;nG. On lui donne le conseil rigoureux, mais utile et décisif, de brûler les faubourgsde Leipsick, et de tenir jusqu'au dernier moment dans cette ville. On lui démontre tous les avantages d'une résistance prolongée qui assurera au moins la retraite de notre armée. Hais Napoléon prércrclc péril de succomber, s'il le faut, dans celte ville lidèle, au crime d'imiter la conduite de Rostopchin à Moskou. 11 veut à tout prix conserver Leipsick au vieux monarque, qui aussi a préféré l'honneur au salut de scs États, et il ordonne la défense des faubourgs. Bientôt l'Empereur monte à cheval , et va porter des consolations au roi de Saxe. Dans une longue entrevue, il le délie de ses engageinens, cl le presse de la manière la plus vive, au nom de scs plus chers intérêts, de traiter avec les alliés, qui respecteront sans doute en lui la vieillesse, la vertu et le rang suprême. Le roi ne lui répond que par le chagrin profond qu'il ressent encore de la trahison de ses troupes à Paunsdorf. On ne peut relire sans émotion celte scène des derniers adieux entre Napoléon et son vieil ami, comme il l'appelait. Bien de plus beau, de plus touchant, que les paroles du vénérable monarque qui ne s'occu|>e que des périls de l'hôlc illustre dont il a reçu sa couronne; rien de plus grand que Napoléon, qui, à l'approche de Bernadoltc, de Beningsen et de Schwarlzemberg, entrés par trois côtés dans Leipsick, ne cède, pour se retirer, qu'aux prières et aux larmes de toute la famille royale. Elle tremble de le voir égorger sous scs yeux, au milieu du palais même : telle était l'idée que la cour de Dresde se formait de l'humanité des alliés ! Napoléon veut sortir de la vieille ville par la porte de Rendstadt, mais elle est déjà encombrée : obligé de revenir sur ses pas, U va chercher la porte opposée (celle de Saint-Pierre), et longe le boulevard de l'ouest pour gagner le faubourg par lequel l'armée s'écoule. Dans le trajet, il a pu connaître luimême le véritable étal des choses, et il pousse encore rallüiilion jusqu'à envoyer le duc de Bassano rassurer le roi de Saie. L'arrière-gnrde du duc de Raguse lient toujours en avant du faubourg de Hall, que Blûchcr a vainement tenté de forcer. Reynier occupe le faubourg de Rosciilhal ; dans ceux du Taucha et de Grimrna, le maréchal Ncy lutte avec une constance sans égale contre les corps russes de V^'uronzüW , les Prussiens de Bulow et l'armée suédoise; Poniatowski et Lauriston défendent de même les

faubourgs du midi. Derrière nous, les boulevards circulaires de la vieille ville sont intacts et peuvent se soutenir long-temps. Deux heures encore ü'uuc pareille résistance, l'arriè^c-gardc est 417 sauvée et se réunit avec tout notre matériel à l'armv'c, que Napoléon a déjà mise hors d'atteinte ; car l'Empereur, sous les yeux duquel a été miué lo premier pont, a donné l'ordre au commandant du génie de lu faire sauter à la première approche de rciiiicmi. Parvenu enHn à travers tous les obstacles au dernier pont, celui du moulin de Lindenau, l'Eiiipercur descend de cheval, place lui-même sur la route des oQieiers d'élat-niajor, pour indiquer aux hommes isolés le lieu de In réunion de chaque corps , cl s'occupe ensuite de dicter des instructions au duc do Tarentc qu'il charge du coinmandement en chef de toute rarrière-garde. Accablé par les fatigues de la veille cl par les émotions de la journée, Napoléon s'est endormi profondément au bruit du canon qui tonnait de toutes parts, quand toul-à-coup une explosion plus forte se fait entendre ; aussitôt le roi de Naples, le duc de Castiglionc entrent chez l'Empereur cl lui annoncent que le grand pont de l'Elslera sauté. Ainsi, près de vingt mille hommes, séparés à jamais peut-être de lui, sont livrés au plus alTreux désespoir : ceux-ci jurent de mourir plutôt que de se rendre; ceux-là posent les armes; d'autres, jugeant aussi toute résistance inutile, se précipitent dans la Pleiss et l'Elslcr ; mais pour la plupart les eaux bourbeuses de ces rivières deviemienl un gouffre où ils restent engloutis. Le maréchal Macdonald passe à la nage, le général Dumoulicr se noie. Depuis le matin, Poniatowski arrêtait les efforts des alliés par des prodiges de courage; en apprenant que tout espoir lui était ravi, il dit à ses oflicicrs : « L'est ici qu'il faut succomber avec honneur. » A ces mots il s'élance suivi de quelques cavaliers au milieu des ennemis : atteint de plusieurs blessures, entoure de tous côtés, ne pouvant plus se faire jour, il traverse la Pleiss, s'avance vers les bords de l'KIsler déjà garnis de tirailleurs russes, pousse son cheval dans les flots, et y rencontre la mort. Racontons la cause de cet horrible désastre. Les alliés s'étaient enfin rendus malins des faubourgs; rarrière-garde française se trouvait refoulée sur lis boulevards, lorsque la défection d'un bataillon badois, en abandonnant la porte Saint-Pierre, ouvrit à rennenn rentrée de la ville, où il se précipita. Alors nos trois corps d'armée qui la défendent s'efforcent de gagner la grande route en coinballarii toujours. Leur valeur héroïque eût assure leur retraite, si l'oflicicr du génie chargé de la destruction du pont après le passage, n'eût pas confié cette imporlanlc commission à un simple caporal de sapeurs. Cependant le feu des Badois et

des Saxons du haut des murs de la vieille ville, d’où ces infâmes déserteurs tiraient sur nos soldats, et surtout K8 Digiiized by Google

The text on this page is estimated to be only 27.58% accurate

418 HISTOIRE DE NAPOLÉON. les linillcurs de Langcron répandus sur)a rive de la Plciss, ont produit un grand désordre autour du pont. Le sapeur, arme de la mèche fatale, croit que rennemi arrive en masse ; il exécute sa consigne et détruit l'unique voie de salut pour nos braves soldats, dont la valeur contient encore le gros des alliés. Dcs-lors celte héroïque arrière-garde, deux cents pièces de canon et un matériel immense sont enlevés à Napoléon. L'ctat-major-général etrariiic du génie ne se laveront jamais du reproche d'un .aussi coupable oubli de leurs devoirs ; le commandant de celle arme avoue lui-inémc que du au 19 on aurait eu le temps de Jeter cinquante {H>nls sur (es deux rivières : à \S agram, il n'avait fallu que douze heures de nuit pour en jeter six en face des Autrichiens. Après cet aveu et ces précedens, que lu commandant du génie détourne comme il le pourra la terrible responsabilité d'un désastre qui pèse presque tout entier sur sa tête ! A la vérité les ennemis perdirent plus de quatre-vingt mille hommes ; mais celle perle énorme ne compensait pas la désorganisation de notre armée, rabaissement de notre fortune et la ruine de notre induencc en Europe. Les journées de Ix'ipsick nous coulèrent une trentaine de mille hommes, dont vingt mille morts. Vingt-deux mille blessés restèrent dans les hôpitaux de Leipsick; dix-sept de nos généraux furent pris. 1.0 roi de Saxe aussi fut fait prisonnier. Un le déclara Iraltrc aux alliés pour n'avoir pas trahi son allié ; il fut emmené en Prusse. Napoléon était en arrière du dernier pont de Lindenau, au moment de la destruction du pont de l'Klsler; il devait à sa position de renfermer dans son amc le chagrin profond qui la dévorait : il lit former sa garde en bataille et placer ses batteries; il se trouva ainsi chargé de protéger jusqu'à la Saalc les débris de l'armée, qui, supérieure à la funeste impression d'unsicruel rcverselauxdéfecliuns successives des troupes de la Confédération, ne cessa decomballrc de Leipsick jusqu'à Krfurl, c'està-dire du âO au 25, cl contre des forces quadruples des siennes. L'ennemi la vil toujours la iiiéine, toujours digne de sa renommée, à àlarkransladt, à Freybourg,à Naumbourg,clsurloutàKosen.Lc 22, l'Empereur est à Olleudorf, où, débarrassé par la désertion de tous les étrangers qui servaient encore dans scs rangs, il se livrait à la sécurité d'un repos de famille. Mais un général autrichien, le comte de Hier, s'est glissé la nuit dans son camp, et encore tout couvert de la poussière des trois journées de l.eipsiek, le preux Mural,

ou plutôt le roi de Naples, a reçu cet émissaire a son bivac. Celte circonstance explique l'ardeur de In poursuite du corps de Ciulay, auquel appartient le comte de Micr. Ce général a garanti son royaume à Mural du la part de rAnglelcrrc et de l'Autriche. Deux jours après, Napoléon cl Mural se sont fait des adieux éternels. Napoléon ne donne .i Erfurlh que deux jours de repos h ses généreux soldats. Menacé par Blücher du côté d'Eisenach, on dut quitter Krfurt le 2^ et SC porter à (totha ; le 26, on s'engage avec assez de sécurité dans la forêt de Thuriiigc; le 28, nous sommes à Schluchlern, et nous avons passe Fulde. Là semblait s'arrêter racharnement de l'ennemi ; il n'a mis à notre poursuite que des hordes de t'.osaques qui massacraient avec barbarie nos traînards et nos malades. Nous espérions gagner désormais sans coup férir les remparts de Mayence; mais un obstacle aussi grand qu'imprévu nous attendait aux l>ords de la Kintxig, et contraignit I.i valeur française à marquer par une victoire scs derniers pas sur la terre germanique. La nouvelle armée auslro-bavaroise, qui avait fait sa jonction à Braunau le 19 octobre, s'était mise en mouvement sous les ordres du général de Wrède, et portée à marches forcées sur les derrières de nos troupes, eiiUn de leur fermer même la .roule de la France. Le 21, au bruit de la victoire de Leipsick, elle se présenta devant Wurlzbourg : là. elle SC vil arrêtée par douze cents Français ; le général Tharreau, leur commandant, rejeta ûèrement en leur nom toutes les sommations d'une armée de cinquante mille hommes. De Wrède eut la barbarie de faire jouer ceiil pièces de canon contre une ville amie, et la honte de laisser une brigade devant la citadelle où s'élatent renfcriiiés Tharreau et ses douze cents braves. Le 20, de Wrède occupait Hanau avec le gros de son armée. Napoléon, instruit de cette circonstance, partit de Schluchlern, et renversa les brigades autrichiennes et bavaroises qui inquiétaient son passage. Certain qu'une bataille devait encore ouvrir à son armée les portes de la vieille France, il fit diriger sur Coblcnlz tous les bagages, sous la protection de la cavalerie des généraux Milhaiid et I^feb\Tc-I)e$nouclle$. En eflet, le 30, quarante-cinq mille hoinnies raltendaient sur la Kinlzig, en avant de Hanau, couverts par une artillerie formidable. Au débouche de la forêt qui sépare les deux armées. Napoléon, faute d'arlilicric, est oblige de suspendre l'attaque cl de sc borner à la fusillade de ses tirailleurs. A trois heures, le général Drouot parait avec cinquante pièces de la garde, cl fait taire le feu de l'ennemi. Mais une charge générale de la cavalerie austro-bavaroise, profilant du moment où le général Nansouly étend la sienne sur la droite, entoure de si près rarlillcrie

française, que les canonniers doivent défendre leurs iricces à l’arme blanche. Alors la cavalerie de la garde cl les cuirassiers clcgagcrcnl Digilizi

The text on this page is estimated to be only 29.14% accurate

HISTOIRE DK NAPOLÉON. 419 l'arlillcrfe, cl culbutant par une charge à fond l’infanterie ainsi que la cavalerie des ennemis, dispersèrent entièrement leur gauche. Cependant le général de Wrède, pour favoriser sa retraite, engagea sa droite dans une attaque vigoureuse, qui, bien* tôt arrêtée par une autre partie de la garde, n'eut pas plus de succès que la première ; et l’armée austro-bavaroise, repoussée en désordre au-delà de la Kinlzig, ne put se rallier que la nuit sous le canon de Manau, après avoir eu six à sept mille lionimes tués, blessés et prisonniers. Ainsi se termina celte bataille que la trahison avait préparée à Aied et à Braunau. Le lendemain, le maréchal Marmont entra dans Hanau : il poursuivit rennemi, tomba sur son aile droite, l'enfonça et l’accula sur le Mcin. Cette entreprise réussit comme Napoléon l'avait ordonné. Le maréchal Mortier, resté le 50 à Geinhausen, put faire sa jonction avec le gros de l'armée. Marmont se reploya au-delà de la Kintzig. Le quatrième corps, commandé par le général Bertrand, demeura devant Hanau et occupa le débouché de Lamboi. Le général de Wrède revint sur le maréchal Marmont, et voulut reprendre Hanau; mais, après avoir force la porte de Nuremberg, une blessure le mit hors de combat, et il ne put empêcher ses colonnes d'ètrc rejetées de l'autre cdtc de la ville. L’attaque qu’il avait dirigée sur le pont de Lamboi, défendu par le général Guilicininot, n’eut pas non plus une heureuse issue ; malgré l’infériorité de ses troupes et celle de son artillerie qui n'était que de douze pièces contre trente, ce général garda sa position. Débarrassé de toute inquiétude, le quatrième cor|*$ évacua Haqau pour prendre la route de Francfort. La division bavaroise, qui se trouvait dans cette ville, l’abandonna devant Napoléon. Le 31 octobre, toute l'armée y arriva successivement; et, le 2 novembre, Mayence reçut pour la dernière fois dans ses murs retiipercur Napoléon cl son armée. Le general Bertrand resta seul en dehors de la barrière du Rhin, et se forlUia à Hodlieini. Le 9 il dut céder celle place à des forces trop supérieures, et se renferma dans la fameuse tète de pont de Cassel. Ce fut le dernier combat de la campagne. Les armées combinées prirent des cantonnemens sur la rive droite du Rhin; BlUcher s'établit entre Cublentz et le Mein, Schwartzemberg entre le Mein cl le Necker, de Wrède sur la rive gauche de ce fleuve; Beningseii bloquait Magdebourg; KIcnau retenait le maréchal Sainl-Cyr dans Dresde; le 28 octobre, Sainl-Rriest et scs Russes occupèrent Cassel, capitale du royaume de Westphalic, raye du

nombre des États par les allies, qui avaient sanctionné son érection cl traité de puissance à puissance avec Jérôme ; leurs troupes envahirent également le duché de Herg tout entier, ainsi que le Hanovre; Winlxingerode s’clcndil dans l’üldcriburg et rOsl-Krise, tandis que Rulow marchait pour soulever la Hollande. Les princes coalisés, réduits désormais à adopter les principes, à parler le langage, à employer les moyens de la révolution, siégeaient avec leur éUl-major militaire et politique à Francfort ; et c’est de là que, pour consommer la ruine de Napoléon, ils allaient, presque dans les mêmes termes que la convcDtiûn nationale de France, prêcher aux peuples de l'Europe l'insurrection, comme le plus sacré des droits cl le plus indispensable des devoirs. Digilized by Google

The text on this page is estimated to be only 21.42% accurate

m HISTOIRE DK NAPOLEON. CHAPITRE IV. ArrAiRK» tr d'italu, jisqk’a i.a rn dk 1813.— ’VAPiM.tnn a paria.— propoastiuas oc rhAAcront. — AlAACES DU AfcAAT ET 01’ CURPS-l.CGISLATtF. Atakt et depuis la rupture du congrès de Prague, nos armées, excitées dans les deux péninsules par N.ipuléon, qui sentait profondéiiicnl les périls de la France, répondaient avec la riiéine constance, mais avec des fortunes diverses, aux appels du génie infatigable de ce grand capitaine. Uc glorieux faits d’armes, perdus dans les escarpemens des montagnes et étouffés par les désastres de la grande armée, signalèrent les derniers efforts de l’année d’Espagne sous le maréchal Soult. Les généraux Foy, (ilau5el,Abbc,Rcille,Key,Lonroux, Drouet, etc., attachèrent leurs noms à celle campagne malheureuse, où la valeur française soutint le dernier vol de l’aigle impérial sur le sommet des Pyrénées. A la (in de 1813, il ne reste plus à la France en Espagne que le petit port de Sanlona , qui , presque sans défense, partagera avec Haiiihourg, à l’autre extrémité de l'Europe, rhoiiiieur de garder le drapeau tricolore jusqu’au traité de Fontainehleau. Le prince Eugène, arrivé le 18 mai à apres s'étre illustré par la helic retraite de Poseri, com|h tait vers le milieu de juillet, sous ses drapeaux, plus de cinquaiiU' mille hoimncs. Dans le mois d'aoùl il occupait sur la ligne de In Save, Wippach. Alpen, Tarvis, Villach, Layhach et Trieste; des succès variés lut cnicvéreiit et lui rendirent ces diverses positions, qu'il aurait fini par conserver, malgré le soulèvement de rillyric et la désertion de tous les soldats des contrées réunies à la France. Mais le traité de Ricd entre rAulriche et la Ravière étant venu donner loul-à-coup à la guerre d’Italie un caractère plus dangereux, en ouvrant aux troupes autrichiennes les délilés du Tyrol, le vice-roi a cru devoir resserrer sa ligne. Ce prince sc trouvait, : comme son père adoptif, les armes à ta main contre son heau-père ; comme Napoléon, il fut aussi trahi dans son camp, et march.i entre la défection du rot de Ravière et la perlide amitié du roi de Naples. Si Joachim, que Napoléon et le vice-roi appellent nu secours de ritalic, reste lidclc, la route de Vienne rcvLTra Eugène cl Mural, et Napoléon devra son salut à ceux à qui il a confié les insignes royaux de i’Ualie pour les défeiKlre contre les ennemis de la France ; tous deux sont ses élèves, scs compagnons d’armes; il appelle l’un son fils, cl l'autre son frère. La lâche d’Eugène est cruelle : comiamné à redescendre les premiers degrés de la gloire militaire de Napoléon , à franchir les pentes et non plus les sommets des Alpes juliennes, sa retniilc est une lutte |H‘rpétuelle. Le 31 octobre, il prend

Bnssano aux Autrichiens; le U novembre, après avoir s

The text on this page is estimated to be only 28.48% accurate

HISTOIRE DE NAPOl.ÉON. chc; Joochim leur annonce hautement leur indépendance. Cependant le vicc-roi fait construire un pont à Borgo-Fortc et armer le fort de Plaisance pour défendre le passage du Pô contre nos alliés de Naples. 1/atliludc équivoque ou plutôt tncnarnnte du roi Joachim était l'objet constant de la correspondance de PEinpiTeur avec le vice-nû : w Fattestui toutes les prérenances possibles, écrivait Napoléon à Eugène, le 5 décembre, pour en tirer le meilleur parli. » En attendant, et d'après les ordres de l'Empereur, les villes, les arsenaux, les magasins des provinces françaises et italiennes sont ouvertes aux Napolitains. Joachim a demandé des armes à l'Empereur; il les reçoit pour les tourner bientôt contre la France. Zara a succombé à un siège et à un bombardement par la défection des Croates. Venise, que les Autrichiens bloquent étroitcnicnt. repousse leurs attaques avec vigueur. I.elO décembre, ils ont été battus à Cartaguaro. Dans les derniers jours de ce mois se consommait la trahison de Joachim : scs troupes arrivaient à Kimini et à Imola ; elles étaient entrées comme amies à Ancône, et le 30 elles entraient de même à Bologne. Ce fut alors que le vicc-roi, ayant reçu des renforts d'Espagne et d'Alexandrie, prit de nouvelles dispositions militaires. Immédiatement après la victoire de Hanau, Napoléon, revenu à Mayence, consacre six jours dans celle ville à la réorganisation de son armée. Leduc de Tarente défendra le Rhin à Cologne, Marnionl à Mayence, le duc de Beilune à Strasbourg : le duc de Vaimy va à Metz commander les réserves ; le général Bertrand, qui a livre le dernier combat sur la Kintzig, est placé en première ligne dans In tète de pont de Casscl , cet inexpugnable boulevard de Mayence. Tout le reste de l'artncc a repassé celle limite que la nature et la république avaient donnée à la France. Mais, ainsi qu'à Torgau, le typhus des hôpitaux militaires moissonne sous leurs abris les braves que le champ de bataille a res{>ectés : celle terre, encore française, semble n'avoir plus que des tombes pour scs défenseurs. Le 9 novcuibre, Na|>olénn était de retour à SainlLluud. Le même jour un événement singulier sc passait à Francfort. La campagne s'était ouverte par i'enièvement du secrétaire de la légation française à Weymar ; elle venait de se tcrmiiuT par celui de M. de Saint-Aignan , ministre de Napoléon prés des cours ducales de Saxe. Dans sa roule, ayant réclamé cuiilrc celle violation, M. de Saint-Aignan fut appelé p.ir M. de Metlcrnich à Francfort, où étaient réunis les ministres des cabinets

belligérans. n 11 s'agit, lui dit M. de Mctlemich, de la ré|H>nse aux pruposilions dont le général de Mcerfeld a été chargé. Personne nVn reut à Ut dynustie de l'empereur Kapotéon. L*j4n{jlcterre ^ reprend lord Aberdeen, est tlisposce à rendre à pleines mains, tes choses s'arrangeront bien rite, ajoute le comte de Nesselro U s'agit d'une « paix générale. La France sera renfermée entre le « Rhin, les Alpes et les Pyrénées. L'Angleterre rc« connaîtra la liberté du commerce et de la navitt gation à la France. .Après l'acceptation de ces ba« ses, une ville sera neutralisée sur la rive droite «t du Rhin pour la négociation. » M. de 8ainl-.\ignan arrive à Sninl-t'.loud cl remplit sa mission. Napoléon propose Manheim pour le congrès, et nomme pour plénipotentiaire le duc de Viccnce à qui il donne le portefeuille des affaires étrangères; mais, dans riiitcrvalle de la correspondance du cabinet de France avec celui d'Autriche, parut le 1** décembre, la trop fameuse déclaration de Francfurt, qui, par un arrêt européen de la coalition, sépara toul-â-coup la cause de Na(>oléon de celle de la nation française, au moment où on négociait avec lui la paix du monde ! Le lendemain, M. de Viccnce écrivait à M. de Mettcrnich que TEnipereur adhérait aux hases proposées, (le n'était point le manifeste de Francfort qui était une improvisation de la politique des alliés, mais bien les propositions faites à M. de Saint-Aignan. Dès le principe, l'Autriche avait senti qu'il lui fallait du temps peur armer sa médiation, et elle y employa lesdeux mois de la négociation de IMeswili et du prétendu congrès de Fraguc. Il en était de même à l'égard de la coalition; elle avait décidé la destruction de Napoléon et de l'empire français : toutefois il lui fallait aussi du temps afin de sc faire ouvrir toutes les portes de la France, et elle en avait trouvé le moyen dans la fallacieuse négociation de Francfort, pour laquelle Napoléon s'est montré disposé aux plus grands sacrifices. Déjà, après]x;ipsick, l'Autriche avait cherché à séduire celte neutralité, admirable privilège que l'Europe depuis plusieurs sitxlcs reconnaissait a la Suisse ; le 18 octobre, la Suisse)'av.iil de nouveau réclamée, cl Napoléon s'était empresse d'y adhérer. Mais le cours du Rhin, depuis Bàle jusqu'à la mer, ne suffisait pas à rinv.ision européenne : les allies décidèrent secrètcim-nt à Francfort que la neutralité helvétique serait traitée cunmic une protection du sut français, et l'oligarchie bernoise, qui gardait la frontière allemande, convint de prêter la main à la violation du territoire helvétique par le prince de Sdi^vurl/.emb.rg, qui de Francfort était allé lui

che ; Joachim leur annonce hautement leur indépendance. Cependant le vice-roi fait construire un pont à Borgo-Forte et armer le fort de Plaisance pour défendre le passage du Pô contre nos alliés de Naples. L'attitude équivoque ou plutôt menaçante du roi Joachim était l'objet constant de la correspondance de l'Empereur avec le vice-roi : « *Faites-lui toutes les prévenances possibles,* écrivait Napoléon à Eugène, le 3 décembre, *pour en tirer le meilleur parti.* » En attendant, et d'après les ordres de l'Empereur, les villes, les arsenaux, les magasins des provinces françaises et italiennes sont ouvertes aux Napolitains. Joachim a demandé des armes à l'Empereur ; il les reçoit pour les tourner bientôt contre la France. Zara a succombé à un siége et à un bombardement par la défection des Croates. Venise, que les Autrichiens bloquent étroitement, repousse leurs attaques avec vigueur. Le 19 décembre, ils ont été battus à Cartaguaro. Dans les derniers jours de ce mois se consommait la trahison de Joachim : ses troupes arrivaient à Rimini et à Imola ; elles étaient entrées comme amies à Ancône, et le 30 elles entraient de même à Bologne. Ce fut alors que le vice-roi, ayant reçu des renforts d'Espagne et d'Alexandrie, prit de nouvelles dispositions militaires.

Immédiatement après la victoire de Hanau, Napoléon, revenu à Mayence, consacre six jours dans cette ville à la réorganisation de son armée. Le duc de Tarente défendra le Rhin à Cologne, Marmont à Mayence, le duc de Bellune à Strasbourg : le duc de Valmy va à Metz commander les réserves ; le général Bertrand, qui a livré le dernier combat sur la Kintzig, est placé en première ligne dans la tête de pont de Cassel, cet inexpugnable boulevard de Mayence. Tout le reste de l'armée a repassé cette limite que la nature et la république avaient donnée à la France. Mais, ainsi qu'à Torgau, le typhus des hôpitaux militaires moissonne sous leurs abris les braves que le champ de bataille a respectés : cette terre, encore française, semble n'avoir plus que des tombes pour ses défenseurs.

Le 9 novembre, Napoléon était de retour à Saint-Cloud. Le même jour un événement singulier se passait à Francfort. La campagne s'était ouverte par l'enlèvement du secrétaire de la légation française à Weymar ; elle venait de se terminer par celui de M. de Saint-Aignan, ministre de Napoléon près des cours ducales de Saxe. Dans sa route, ayant réclamé contre cette violation, M. de Saint-Aignan fut appelé par M. de Metternich à Francfort, où étaient réunis les ministres des cabinets belligérans. « Il s'agit, lui dit M. de Metternich, de la réponse aux propositions dont le général de Meerfeld a été chargé. *Personne n'en veut à la dynastie de l'empereur Napoléon. L'Angleterre,* reprend lord Aberdeen, *est disposée à rendre à pleines mains. Les choses s'arrangeront bien vite,* ajoute le comte de Nesselrode, *si le duc de Vicence, votre beau-frère, est chargé de la négociation.* » Le prince de Schwartzemberg renchérit encore sur le dire des trois ministres. Enfin, M. de Saint-Aignan écrit, sous la dictée de M. de Metternich, les propositions qu'il doit transmettre à Napoléon. « Il s'agit d'une « paix générale. La France sera renfermée entre le « Rhin, les Alpes et les Pyrénées. L'Angleterre re- « connaîtra la liberté du commerce et de la navi- « gation à la France. Après l'acceptation de ces ba- « ses, une ville sera neutralisée sur la rive droite « du Rhin pour la négociation. » M. de Saint-Aignan arrive à Saint-Cloud et remplit sa mission. Napoléon propose Manheim pour le congrès, et nomme pour plénipotentiaire le duc de Vicence à qui il donne le portefeuille des affaires étrangères ; mais, dans l'intervalle de la correspondance du cabinet de France avec celui d'Autriche, parut le 1er décembre, la trop fameuse déclaration de Francfort, qui, par un arrêt européen de la coalition, sépara tout-à-coup la cause de Napoléon de celle de la nation française, au moment où on négociait avec lui la paix du monde ! Le lendemain, M. de Vicence écrivait à M. de Metternich que l'Empereur adhérait aux bases proposées. Ce n'était point le manifeste de Francfort qui était une improvisation de la politique des alliés, mais bien les propositions faites à M. de Saint-Aignan.

Dès le principe, l'Autriche avait senti qu'il lui fallait du temps pour armer sa médiation, et elle y employa les deux mois de la négociation de Pleswitz et du prétendu congrès de Prague. Il en était de même à l'égard de la coalition ; elle avait décidé la destruction de Napoléon et de l'empire français : toutefois il lui fallait aussi du temps afin de se faire ouvrir toutes les portes de la France, et elle en avait trouvé le moyen dans la fallacieuse négociation de Francfort, pour laquelle Napoléon s'est montré disposé aux plus grands sacrifices. Déjà, après Leipsick, l'Autriche avait cherché à séduire cette neutralité, admirable privilége que l'Europe depuis plusieurs siècles reconnaissait à la Suisse ; le 18 octobre, la Suisse l'avait de nouveau réclamée, et Napoléon s'était empressé d'y adhérer. Mais le cours du Rhin, depuis Bâle jusqu'à la mer, ne suffisait pas à l'invasion européenne : les alliés décidèrent secrètement à Francfort que la neutralité helvétique serait traitée comme une protection du sol français, et l'oligarchie bernoise, qui gardait la frontière allemande, convint de prêter la main à la violation du territoire helvétique par le prince de Schwartzemberg, qui de Francfort était allé lui-

The text on this page is estimated to be only 28.62% accurate

422 inSTOmE DK NAPOLÉON. même négocier celte trahison. Ainsi rien ne pourra plus arrêter rcnv.ihisscmciit de la France : le Rhin est livré aux coalises à Bâle, à Rheinifeldcri , k SchafTouse, et la route de Genève est devant eux. On charge Schwartzemberg du premier mouve> ment, Bubua du second; Blüchcr attend la nouvelle de leur marche pour p.issor le Rhin à Manhcim; liernadolte attend aussi en Hollande, pour entrer en Belgique, que Blüchcr ail mis le pied dans la vieille France. Cc{N:ii(ianl , qu*ont-il$ à craindre, ces gé* ncraux à la tête de leurs masses victorieuses? Ils n'oril laissé derrière eux que des captifs à llam* bourg, à Dantzick et dans quelques places du Nord. Dès le 11 novemhrc, le maréchal SainUCyr avait capitule k Dresde pour ses trente-deux mille hommes avec les généraux Tolstoï cl Klenau.)(ai$ le dernier ambassadeur d'Autriche à Paris, le géneralissiinc Schwartzemberg, a refuse de ratifier la capitulation; cl lorsqu'ils s'avanraient vers la France, Saint-Gyr et son armée ont été investis, désarmes, conduits prisonniers en Autriche ! Ce fut ainsi que Schwarlzemherg préluda à la violation de la neuIralilc helvétique. Le 21 novembre, Stettin, après huit mois de blocus, ouvre ses portes; le 2i, Amsterdam reçoit le général Bulow, proclame l'indépendance de la Hollande et le rappel de la maison d'Orange; le 2 décembre, L'irecbl se rend; le 4, les Suédois sont dans Lubeck ; le 10, renncnii occupe Breda et Wilhemsladt ; enfin. le 13, pour qu'il ne resUl plus en Flurope un seul allié à Napoléon, le lidèle roi de Uanemarck signe malgré lui un armistice avec les Busses. Gefiendant In forte ville de Torgau, où vingt-sept mille hommes ont été entassés dans les maisons d'une population de quatre mille cinq cents habitans, a subi tous les maux de l'humanité, toutes les horreurs de la guerre : en proie à une contagion qui dévore quatre cents hommes par vingt-quatre heures, bombardée nuit et jour, livrée à la famine, au désespoir, elle n'a plus d'autre asile pour ses morts que les glaces de l'KIbc. Son cimetière est occupé par l'enncnii. Son gouverneur, Narbonne, le négociateur de Prague, a [>éri victime du typhus. l.e général Dutaillis, qui le remplace, aura jusqu'au dernier moment la force de tenir fcrniccs à l'ennemi les portes de cette malheureuse place. * Cependant, le 11 décembre, au milieu des désastres de scs lrou|)cs d'oulrc-Rhin , et des trames macliiavcliqucs de la coalition, Napoléon, parie traité de Valcnray, donne un gage solennel à la paix dont il a reconnu les bases posées par les allies eux-mcines, et rend

l'F^spagne .î Ferdinand. Le duc de Bassnno avait encore entame une autre négociation avec le pape; il l.i continua, quoiqu'il ne fût plus ministre des relations extérieures : l'évêquc de Plaisance , qui en était le plénipotentiaire, la fil connaître par des lettres qu'il publia 'dans les journaux. Ainsi Napoléon, en traitant avec Ferdinand et avec le pape, était allé de lui-même au-dcvanl de ces bases de Francfort, qu'on lui refusait depuis qu'il les avait acceptées. Cependant, le 13 novembre, un sénatus-consultc avait api'H.'lé trois cent mille hommes sous les armes; un autre avait lixé au 13 décembre l'ouvcrlurc du Corps-Legislatif. Le 17 de ce mois, un décret impérial mobilisait cent quatre-vingt mille gardes nationaux , pour renforcer les garnisons de l'intérieur. Napoléon a besoin de toutes les ressources de la France cl de toutes celles de son génie, au moment où itdoit faire face aux périls sans nombre qui l'environnent : pour trouver des secours et du dévouement dans de si graves circonstances, il avait convoqué le Sénat, le Corps-Législatif et le Conseil-d'État. II ouvrit en ces termes celle séance sulemielle, dont les suites furent si fatales à lui-méme et à la France : « SifTATECRS, CoSSIILLIUS-d'ÉtaT, DZPCTtS U DES HÉPAaTEaESS AU CoBPS-LtClSLATlP, • *Le sénat de Rome ne s'exprimait pas aulrcincrit quand Aiinibal campait à ses portes; mais si les Digitized by Gou^lc*

 temps étaient les mêmes, les hommes étaient diffé- j rons. Na|M)lcon répondit : » Ma vie n’a qu’un but, le «1 bonheur des Français. Cependant, le Béarn, l’AI«I sacc, la Franchc-Cuinté, le Brabant, sont enta4t més : les cris de cctlc partie de ma famille me dechirent l’ame : j’appelle des Français au secours « des Français; J’appelle les Français de Paris, de K la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, « et d'autres dcparlcmcns, au secours de leurs frè> H res. I.CS abandonnerons-nous dans leur maliicur? « Paix et déiirrance de notre territoire! doit être U un cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple U en armes, l’étranger fuira ou signera la paixawr let 6a«et qu'il a lui^mème propoêées. Il n'eêt plus Il question de recouvrer tes conquHes que tiou«. U avons faites* » C’ctail parler en grand homme et en grand citoyen. Le rapport de la commission au Sénat était également digne de la nation, du Sénat et de Napoléon. 11 se terminait ainsi : « Le moment U est décisif. Les étrangers tiennent un langage paît cilique ; mais quelques-unes de nos frontières U sont envahies et la guerre est à nos portes. Trcntcu six millions d’hommes ne peuvent trahir leur U gloire cl leur destinée... Ballions-nous autour de Il CO diadème, où l'éclat de cinquante victoires Il brille au travers d’un nuage passager. La/brtune U ne manque pas lonq-temps aux nations qui ne Il se manquent pas à eiles-mêmes. 'V Le sénat de Rome, celui de Sparte, celui de 95, auraient fait triompher cette maxime généreuse, ou ils auraient péri pour clic. .Mais, peu de mois après, le grand principe que proclamait le Sénat de 1815 fut perdu pour la France et pour lui, et il y survécut tout entier. L’altitude du Corps-Législatif eut moins de noblesse : au lieu d’accourir au secours de la patrie et de son souverain, il instruisit le procès de rempirc avec la Jiberlc; sa coiiiiinissiou sembla n'étre que i’organeüu parti de l'étranger, au lieudcrôlrc des üépartemens de la France. «... On ne veut pas nous « humilier, dit l’orateur de la commission, on veut U sputement nous renfermer dans nos /imites et ré^ « primer l'élan d’une ac/ir/7é ambi/ieuse, si fatale « depuis vingt ans à tous les peuples de VEurope. Il De (elles propositions nous paraissent iionorables U pour 1.1 naliuit, puisqu'elles prouvent que l'ctranU ger nous craint et nous respecte. Ce n’est pas lui w qui assigne des bornes à notre puissance; c'est n le monde effrayé qui invoque le droit commun n des nations. Les l'yrénces, le Rhin et les Alpes U renferment un vaste territoire dont plusieurs proIl vinccs ne relevaient pas de Vempire des lis, et Il cependant la couronne roxaie de /-

'rance était K brillante de gloire et de majesié entre tous les diaU dèmes. — Orateur, s’écrie le duc de Massa, pré« sident, ce que vous dites est inconebïu/i'onne/. — « Il n\x a 'incoN«/i7N/{onnel que cotre présence ! » réplique l’orateur; cl il continua par le tableau du despotisme sous lequel gémissaient les peuples du /Mm, du /Irahant et de ta Hollande. Ainsi rFurope assiégeante et la France assiégée apprirent en même temps que le Corps-Législalif se cuiistituail l’opposition, l ne adresse à r£m{>ercur fut votée à la majorité de deux ccnl vingt-trois voix contre Irenlc-cl-une ; celte adresse était, comme le rapport, une véritable émanation de la déclaration de Francfort; elle séparait aussi de Napoléon le peuple français; elle exprimait violemment le vœu d’un redressement des griefs imputés au gouverne* ment impérial; elle demandait à l'Empereur des garanties contre lui-inéme, des garanties politiques, pour engager la nation, pour rendre la guert'e nationale. 11 s'agissait bien alors de théories; il s'agissait d'etre ou de ne pas être. Le devoir actuel, le devoir pressant, le devoir vraiment constitutionnel du Corps-Législatif était de s'unir, séance tenante, à Napoléon pour sauver la patrie. Ce devoir était de prendre l'initiative légale du salut public, et de garder en réserve ces remontrances comme des droits qui devaient survivre aux malheurs de la France pour les empêcher de se renouveler jamais. Si le Corps-Legislatif, redevenu dès lors un grand pouvoir, adoptait la résolution de proclamer luimême la guerre nationale, il se constituait, par celle seule dédaralion, le dictateur politique de la nation en danger, dont Napoléon eût été le dictateur armé : alors toute la France, se levant à la voix do ses représentans, aurait rcjclc au-delù du Rhin les alliés, trop heureux d’accepter les conditions de Fraiicforl, qu’à présent ils refusaient. Des passions honorables, mais peu éclairées, aveuglèrent les uns, des haines particulières entraînèrent les autres. Une trahison commencée Ht habilement fermenter CCS mauvais germes, qui sc développèrent avec une incroyable activité. Napoléon sentit profondément les conséquences d'une division si contraire aux intérêts du pays et à toute saine politique; ne sachant quel remède apporter au mal, il ordonna de saisir l'épreuve du rapport et celle de l'adresse chez l’imprimeur, et de briser les planches de la composition ; cil outre, les portes du palais du Corps-Législatif furent fermées et la législature ajournée. Peut-être la loi de la nécessité, qui gouverne encore plus les princes et les empires que les particuliers, exigcail-cllc cette illégale et violente délcrmiiiatiuii ; mais c’était le cas de

la justilicr par un appel direct cl généreux à la nation, et de s’adresser à elle avec l'audace et la confiance d'un grand homme

temps étaient les mêmes, les hommes étaient différens.

Napoléon répondit : « Ma vie n'a qu'un but, le « bonheur des Français. Cependant, le Béarn, l'Al- « sace, la Franche-Comté, le Brabant, sont enta- « més : les cris de cette partie de ma famille me dé- « chirent l'ame : j'appelle des Français au secours « des Français; j'appelle les Français de Paris, de « la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, « et d'autres départemens, au secours de leurs frè- « res. Les abandonnerons-nous dans leur malheur? « *Paix et délivrance de notre territoire!* doit être « un cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple « en armes, l'étranger fuira ou signera la paix *sur* « *les bases qu'il a lui-même proposées. Il n'est plus* « *question de recouvrer les conquêtes que nous* « *avons faites.* » C'était parler en grand homme et en grand citoyen. Le rapport de la commission au Sénat était également digne de la nation, du Sénat et de Napoléon. Il se terminait ainsi : « Le moment « est décisif. Les étrangers tiennent un langage pa- « cifique ; mais quelques-unes de nos frontières « sont envahies et la guerre est à nos portes. Trente- « six millions d'hommes ne peuvent trahir leur « gloire et leur destinée... Rallions-nous autour de « ce diadème, où l'éclat de cinquante victoires « brille au travers d'un nuage passager. *La fortune* « *ne manque pas long-temps aux nations qui ne* « *se manquent pas à elles-mêmes.* » Le sénat de Rome, celui de Sparte, celui de 93, auraient fait triompher cette maxime généreuse, ou ils auraient péri pour elle. Mais, peu de mois après, le grand principe que proclamait le Sénat de 1813 fut perdu pour la France et pour lui, et il y survécut tout entier.

L'attitude du Corps-Législatif eut moins de noblesse : au lieu d'accourir au secours de la patrie et de son souverain, il instruisit le procès de l'empire avec la liberté; sa commission sembla n'être que l'organe du parti de l'étranger, au lieu de l'être des départemens de la France. «... On ne veut pas nous « humilier, dit l'orateur de la commission, *on veut* « *seulement nous renfermer dans nos limites et ré-* « *primer l'élan d'une activité ambitieuse, si fatale* « *depuis vingt ans à tous les peuples de l'Europe.* « De telles propositions nous paraissent honorables « pour la nation, *puisqu'elles prouvent que l'étran-* « *ger nous craint et nous respecte.* Ce n'est pas lui « qui assigne des bornes à notre puissance; c'est « le monde effrayé qui invoque le droit commun « des nations. Les Pyrénées, le Rhin et les Alpes « renferment un vaste territoire dont plusieurs pro- « vinces ne relevaient pas de l'*empire des lis, et* « *cependant la couronne royale de France était* « *brillante de gloire et de majesté entre tous les dia-* « *dèmes.* — *Orateur*, s'écrie le duc de Massa, pré- « sident, *ce que vous dites est inconstitutionnel.* — « *Il n'y a d'inconstitutionnel que votre présence!* » réplique l'orateur; et il continua par le tableau du despotisme sous lequel gémissaient les peuples du *Rhin, du Brabant et de la Hollande.*

Ainsi l'Europe assiégeante et la France assiégée apprirent en même temps que le Corps-Législatif se constituait l'opposition. Une adresse à l'Empereur fut votée à la majorité de deux cent vingt-trois voix contre trente-et-une : cette adresse était, comme le rapport, une véritable émanation de la déclaration de Francfort; elle séparait aussi de Napoléon le peuple français; elle exprimait violemment le vœu d'un redressement des griefs imputés au gouvernement impérial; elle demandait à l'Empereur des garanties contre lui-même, *des garanties politiques, pour engager la nation, pour rendre la guerre nationale.*

Il s'agissait bien alors de théories; il s'agissait d'être ou de ne pas être. Le devoir actuel, le devoir pressant, le devoir vraiment constitutionnel du Corps-Législatif était de s'unir, *séance tenante*, à Napoléon pour sauver la patrie. Ce devoir était de prendre l'initiative légale du salut public, et de garder en réserve ces remontrances comme des droits qui devaient survivre aux malheurs de la France pour les empêcher de se renouveler jamais. Si le Corps-Législatif, redevenu dès lors un grand pouvoir, adoptait la résolution de proclamer lui-même la guerre nationale, il se constituait, par cette seule déclaration, le dictateur politique de la nation en danger, dont Napoléon eût été le dictateur armé : alors toute la France, se levant à la voix de ses représentans, aurait rejeté au-delà du Rhin les alliés, trop heureux d'accepter les conditions de Francfort, qu'à présent ils refusaient. Des passions honorables, mais peu éclairées, aveuglèrent les uns, des haines particulières entraînèrent les autres. Une trahison commencée fit habilement fermenter ces mauvais germes, qui se développèrent avec une incroyable activité. Napoléon sentit profondément les conséquences d'une division si contraire aux intérêts du pays et à toute saine politique; ne sachant quel remède apporter au mal, il ordonna de saisir l'épreuve du rapport et celle de l'adresse chez l'imprimeur, et de briser les planches de la composition; en outre, les portes du palais du Corps-Législatif furent fermées et la législature ajournée. Peut-être la loi de la nécessité, qui gouverne encore plus les princes et les empires que les particuliers, exigeait-elle cette illégale et violente détermination; mais c'était le cas de la justifier par un appel direct et généreux à la nation, et de s'adresser à elle avec l'audace et la confiance d'un grand homme

The text on this page is estimated to be only 27.91% accurate

IIISTOIRK DE NAPOLÉON. 4ii SOUS lequel elle avait accompli tant de prodiges. Au lieu de cela, Napoléon conçut la malheureuse idée de donner aux députés une audience de congé, et il laissa éclater à peu près en ces mois son vif rnécunterituineut : » J'ai supprimé votre adresse; elle était inccn> K diaire. Les onze douzièmes du Corps-Législatif »i sont composés «le bons citoyens; je les connais, •I je saurai avoir des égards pour eux ; mais un au«I Ire douzième renferme des factieux, des gens dé*> v«)ués à rAnglolerrc : votre commission et son « rapporteur, M. Lainé, sont de ce nombre; il corM respond avec le prince régent par rintermediaire « de Desèze ; je le sais, j'en ai la preuve; les quatre «4 autres sont des factieux... S'il y a quelques abus, » cst>cc le momentde venir faire des remontrances, U quami «leux cent mille Cosaques franchissent nus « frontières? Est-ce le moment de venir disputer « sur les libertés cl les sûretés individuelles, quand w il s'agit de sauver la liberté politique et l'iiidcpenu dance nationale? Il faut résister à reniicmi; il « faut suivre l'excinple de l'Alsace, des Vosges et U de la Franche-Comté, qui veulent marcher con« Ire lui et s'adressent à moi pour avoir des ar•(mes... Vous cherchez dans votre adresse à séparer U le souverain de la nation C'est moi qui repré«I sente ici le peuple, car il m'a donné quatre miiu lions de suiTrages; si je voulais vous croire, je U céderais à rennomi plus qu'il ne me demande... « Vous aurez la paix dans trois mois, ou je periti rai Votre adresse était indigne de moi et du K Corps-Législatif, m 11 aurait bien mieux valu se contenter d'avoir diss«)us la Chambre des Députes que de lui adresser une pareille réprimande. Sous le rapport de l'altitude k garder vis-à-vis des ennemis, Napoléon pariait comme la vérité elIc-mémc; cependant beaucoup de choses qu'il n'aurait pas du dire lui échappèrent dans reiilralnernenl de l'improvisalion. A la place de l'Empereur, César, habitué à l'art de manier les esprits dans le Sénat et devant le peuple comme au camp, aurait conquis et entraîné le Corps-Législatif. Napoléon, quoique doué d'une haute éloquence, ne savait pas gouverner ses paroles dans toutes les circonstances, cl pour n'avoir pas possédé ce talent, il a pcul-élrc perdu l'empire. Après ce funeste entretien nvcc le (k)rpsLégislalif, il soutint sa résolution par des raisons d'État irrésistibles, mais cette rcsolulion n'en était pas moins une grande faute que tout c«mimandait d'éviter, même au risque d'une révolution. H fallait eiiün sauver (a France par la France, dut-on périr

sui-tnèine au milieu de la lourmenlc qui l’aurait arrachée des mains de l’étranger. Il n'clait plus au pouvoir d’un hoininc et d’une armée d’obtenir ce prix des plus liérubjues efforts. Digitized by Goog[e

LIVRE SEIZIEME CHAPITRE PREMIER. SCITE DE LA fl&COCtATtOR DE riAflCrORT. — DftFECTION Bü EOl DE RAPLBâ. — CANPACNB DE PEAHCE. *— COKOBfcS DE CBATIllOE. L'AN] lick, sont, au mépris de la capitulation, envoyés dans les déserts de la Russie par Tordre d'Alexan* dre, au nom duquel le prince de Wurtemberg les a déclarés libres de retourner en France; Genève, qu*un lâche magistral vient d'abandonner, a ouvert ses portes que Ton pouvait défendre long-temps contre Bubna; Lyon, confié an maréchal Augercau déjà indigne de lui-méme, Lyon, qui doit sauver le Midi de la France, si le duc de Casliglione se souvient de ce qu'il a fait autrefois et des dernières instructions de Napoléon, menace de tomber aux mains de l'ennemi. Serons-nous plus heureux dans les négociations? La tournure qu'elles prennent ne promet pas une réponse favorable à cette demande. duc de Viccnce, muni des pleins pouvoirs de l'Empereur, n'avait pu être admis auprès de U. de Metternich. I^e 18 janvier, il attendait encore ses passe-ports aux avant-postes français. Napoléon avait lu clairement dans les propositions des alliés, lorsqu'il disait à ses plénipotentiaires qu'elles n'étaient qu'un masque. El sans doute, après les démarches ofHcielles qu'il avait fait résulter de la note confidentielle de M. de Sainl-Aignau,il n'était point permis d'accuser TEmpereur de ne pas vouloir mettre un terme à la guerre, quand, d'ailleurs, il ne comptait plus qu'une petite armée de cinquante mille hommes pour défendre la France assiégée par un million de soldats. La paix n'était pas seulement un devoir pour lu! ; elle était une nécessité, une loi de la fortune, et d'une fortune propice, si la conduite des alliés s'accordait avec leurs déclarations. Ce même mois de janvier devait encore être fatal à Tbonneur du diadème. Un souverain à qui la France donnait depuis vingt ans le litre de son premier soUiat, que Bonaparte, en reconnaissance de cette valeur devenue historique pour la nation, avait uni à sa famille et doté d'une des plus belles couronnes de l'Europe, le roi Joachim oublie tout à coup qu'il n'est rien sans la France et sans Napoléon. Il imite Bernadotte, dont toutefois la condition politique est bien différente, etil court se placer à la suite des intérêts et des défections des anciennes dynasties. Le 6 de ce mois, il a signé un armistice avec l'Angleterre; le 11, un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Autriche; en vertu de ce traité, trente mille Napolitains doivent marcher contre la France. Ces étranges conventions, conseillées par les passions privées, par les haines

implacables des obscurs amis de Mural, entraînent la perle de l’Italie, cl vont devenir une des principales causes de la chute de l’empire français. Elles 54 Digitized by Google

LIVRE SEIZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

SUITE DE LA NÉGOCIATION DE FRANCFORT.— DÉFECTION DU ROI DE NAPLES.— CAMPAGNE DE FRANCE. — CONGRÈS DE CHATILLON.

L'année 1814 commence pour Napoléon sous de sinistres auspices : sur les bords de la Baltique, les vingt milles braves, reste de la garnison de Dantzick, sont, au mépris de la capitulation, envoyés dans les déserts de la Russie par l'ordre d'Alexandre, au nom duquel le prince de Wurtemberg les a déclarés libres de retourner en France; Genève, qu'un lâche magistrat vient d'abandonner, a ouvert ses portes que l'on pouvait défendre long-temps contre Bubna; Lyon, confié au maréchal Augereau déjà indigne de lui-même, Lyon, qui doit sauver le Midi de la France, si le duc de Castiglione se souvient de ce qu'il a fait autrefois et des dernières instructions de Napoléon, menace de tomber aux mains de l'ennemi. Serons-nous plus heureux dans les négociations? La tournure qu'elles prennent ne promet pas une réponse favorable à cette demande.

Le duc de Vicence, muni des pleins pouvoirs de l'Empereur, n'avait pu être admis auprès de M. de Metternich. Le 18 janvier, il attendait encore ses passe-ports aux avant-postes français. Napoléon avait lu clairement dans les propositions des alliés, lorsqu'il disait à ses plénipotentiaires qu'elles n'étaient qu'un masque. Et sans doute, après les démarches officielles qu'il avait fait résulter de la note confidentielle de M. de Saint-Aignan, il n'était point permis d'accuser l'Empereur de ne pas vouloir mettre un terme à la guerre, quand, d'ailleurs, il ne comptait plus qu'une petite armée de cinquante mille hommes pour défendre la France assiégée par un million de soldats. La paix n'était pas seulement un devoir pour lui; elle était une nécessité, une loi de la fortune, et d'une fortune propice, si la conduite des alliés s'accordait avec leurs déclarations.

Ce même mois de janvier devait encore être fatal à l'honneur du diadème. Un souverain à qui la France donnait depuis vingt ans le titre de *son premier soldat*, que Bonaparte, en reconnaissance de cette valeur devenue historique pour la nation, avait uni à sa famille et doté d'une des plus belles couronnes de l'Europe, le roi Joachim oublie tout à coup qu'il n'est rien sans la France et sans Napoléon. Il imite Bernadotte, dont toutefois la condition politique est bien différente, et il court se placer à la suite des intérêts et des défections des anciennes dynasties. Le 6 de ce mois, il a signé un armistice avec l'Angleterre; le 11, un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Autriche; en vertu de ce traité, trente mille Napolitains doivent marcher contre la France. Ces étranges conventions, conseillées par les passions privées, par les haines implacables des obscurs amis de Murat, entraînent la perte de l'Italie, et vont devenir une des principales causes de la chute de l'empire français. Elles

Digitized by Google

 fcrinont au vicc-roi la roule de Vienne^ qu’une bataille combinée avi*c le roi de Naples lui aurait infailliblement ouverte. La France semble marquée de la même fatalité au dedans qu'au dehors, nu commencement de celte année. Dans le courant de janvier, le fort Louis, Montbelliard, lla^uenau. le Furt-rtciuse, SaintCl.iude, Cologne, Trêves, Vcsoul, Épiiial, Forbach, Bourg-en-Bresse, Nancy, le Fort de Joux, Langrcs, Dijon, Toul, Chambéry , Châlons-sur-Saône, Barsnr-Acbe, sont occupés par rennemi. Avant la fin de janvier, la France est saisie au nord, à Test, au sud; elle n*a plus de frontière oublie a un voisin : la mer, sous le joug delà marine britannique, complète te blocus continental qui nous enveloppe de toutes parts. 0|>endant Napoléon, oubliant la résistance politique qu’il vient d’éprouver dans le Corps-Législatif, a appelé aux armes toute la population virüedes Vosges, de la Haute-SaOne, de risèrc, de la Drôme, du Jura, du Doubs, du Mont-Blanc, (le la Côte-d’Or, de l'Yonne, de l'Aube, du Haut et du Bas-Rhin. On donne aux levées en masse de ces dcpartcmeiis des oITiciers et des généraux qui y sont nés; le général Bcrckeim a sous ses ordres toutes celles de l’Alsace. Dès leBjanvier, un décréta mis en activité les trente mille hommes de la garde nationale de Paris; l’Empereur les commande en chef, et prend le maréchal Noiiccy pour major-général. Oetlc armée est rarmcc de la capitale; c’est clic qui, en 1780, a fait la révolution ; mais jamais elle n’aura vu un plus grand péril. Les invalides de FIcurns, de Jemmapes, ü’Arcolc, d’AusterliU, dTéna, d'Essling, de Wagrain, de FrnKlIand, et quelques-uns de Moskoo, demandent à partager les travaux de la defense nationale ; plusieurs centaines de ces vétérans généreux vont grossir les bataillons de l'armée active : « Le moment est venu, disait le « Afontteur, où, de tous les points de ce vaste em» pire, les Français qui veulent délivrer prompte« ment le territoire de la patrie cl conserver l'hon« iicur national que nous tenons de nos pères, » doivent prendre les armes et marcher vers les H camps, rendez-vous des braves cl des vrais Fran*1 çais. n Kn etfet, malgré les discours perfides des conspirateurs de Paris, c'était bien pour la France, et non pour Napoléon, que la nation était appelée aux armes. La destinée de Napoléon dépend de la guerre et du congrès qui en suivra toutes les phases; heureux, il dictera encore la loi, et renverra les étrangers de France pour n’y plus revenir; malheureux, il perdra sa couronne, avec la douleur de voir le territoire sacré au pouvoir des alliés. Pour soutenir la guerre, il invoque son

génie dont il a la conlUncc iToblcnir de nouveaux prodiges; mais en même temps la prudence lui conseille de ne rien négliger dans les négociations, de même que sa dignité lui prescrit de prendre unealliludc convenable par une déclaration franebe de scs résolutions : il fait donc écrire au duc de Viccncc : «< ... La chose sur la(I quelle Sa Majesté est revenue le plus souvent, » c'est la nécessité que la France conserv'c scs liu mites naturelles... Le système de ramener la «1 France à ses anciennes frontières es/ inséparoAlê «I diquer... m Napoléon avait tout prévu, et ne pouvait plus être surpris par aucune chance du sort. Le janvier, après avoir conûc le roi de Rome cl sa mère à la fidélité de la garde nationale, t'Km|>ereur signe les lettres patentes qui confèrent la régence à n mpératricc ; le â L par une confiance que rien iic justifie, il abandonne la capitale de la France à son frère Joseph, qui s'élail laissé ravir Madrid et l'Espagne; dans la nuit, il embrasse sa femme et son fils pour la dernière fois, et part, le 88 au matin, en jurant de vaincre et de sauver la patrie. Quoique toute rEuro|>e soit année contre lui, il tiendra ce serment s'il n'est pas trahi par des compagnonsd'armes. Le 86, le quartier-général sc trouve à Lhàlons-sur-Mame ; les avant-postes sont i Vilry. Napoléon vient d'entrer en campagne. Nos troupes vont manœuvrer dans ces plaines de Valmy où, vingt ans auparavant , les Français ont remporté leur première victoire contre les Frussiens, sous le vieux Kellermann qui les conduit encore. Napoléon passe toute la soirée à recueillir des nouvelles, et voici ce qu'il apprend : la grande armée autrichienne, descendue des Vosges , a dirigé sa plus forte colonne sur Troyes; un corps de la vieille garde, commandé par le duc de Trévisc, a défendu le terrain pied à pied, et livré de glorieux combats h Colombey-les-Deux-Égliscs et à Bar-sur-Aube; mais la ville de Troyes n'en court pas moins un danger imminent. Le duc de Ragusc est derrière la Meuse entre Saint-Michel et Vilry ; le duc de Bellune, qui semble destiné partout à commettre des fautes presque aussi fatales que des trahisons, a abandonné les défilés des montagnes, cl s'est replié, ainsi que le prince de la Hoskowa, sur Vitry-leFrançais. Toute l'armée française, moins le duc de Tarenlc, que le duc de Valmy doit attendre à Chiions, SC trouve réunie sous la main de l'Empereur; instruit que ic duc de Trévisc sc relire de Troyes, il lui donne avis de sa marche ,*et vole , dès le 87 , attaquer un corps de BlÛcher à Sainl-Diticr , le chasse de cette ville avec vigueur, cl coupe en deux l'armée de Silésie, f^ présence de Napoléon jette la Digitized by Cooglt

ferment au vice-roi la route de Vienne, qu'une bataille combinée avec le roi de Naples lui aurait infailliblement ouverte.

La France semble marquée de la même fatalité au dedans qu'au dehors, au commencement de cette année. Dans le courant de janvier, le fort Louis, Montbelliard, Haguenau, le Fort-l'Écluse, Saint-Claude, Cologne, Trèves, Vesoul, Épinal, Forbach, Bourg-en-Bresse, Nancy, le Fort de Joux, Langres, Dijon, Toul, Chambéry, Châlons-sur-Saône, Bar-sur-Aube, sont occupés par l'ennemi. Avant la fin de janvier, la France est saisie au nord, à l'est, au sud; elle n'a plus de frontière où elle a un voisin : la mer, sous le joug de la marine britannique, complète le blocus continental qui nous enveloppe de toutes parts. Cependant Napoléon, oubliant la résistance politique qu'il vient d'éprouver dans le Corps-Législatif, a appelé aux armes toute la population virile des Vosges, de la Haute-Saône, de l'Isère, de la Drôme, du Jura, du Doubs, du Mont-Blanc, de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de l'Aube, du Haut et du Bas-Rhin. On donne aux levées en masse de ces départemens des officiers et des généraux qui y sont nés; le général Berckeim a sous ses ordres toutes celles de l'Alsace. Dès le 8 janvier, un décret a mis en activité les trente mille hommes de la garde nationale de Paris; l'Empereur les commande en chef, et prend le maréchal Moncey pour major-général. Cette armée est l'armée de la capitale; c'est elle qui, en 1789, a fait la révolution; mais jamais elle n'aura vu un plus grand péril. Les invalides de Fleurus, de Jemmapes, d'Arcole, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Essling, de Wagram, de Friedland, et quelques-uns de Moskou, demandent à partager les travaux de la défense nationale; plusieurs centaines de ces vétérans généreux vont grossir les bataillons de l'armée active : « Le moment est venu, disait le « *Moniteur*, où, de tous les points de ce vaste em« pire, les Français qui veulent délivrer prompte« ment le territoire de la patrie et conserver l'hon« neur national que nous tenons de nos pères, « doivent prendre les armes et marcher vers les « camps, rendez-vous des braves et des vrais Fran« çais. » En effet, malgré les discours perfides des conspirateurs de Paris, c'était bien pour la France, et non pour Napoléon, que la nation était appelée aux armes.

La destinée de Napoléon dépend de la guerre et du congrès qui en suivra toutes les phases; heureux, il dictera encore la loi, et renverra les étrangers de France pour n'y plus revenir; malheureux, il perdra sa couronne, avec la douleur de voir le territoire sacré au pouvoir des alliés. Pour soutenir la guerre, il invoque son génie dont il a la confiance d'obtenir de nouveaux prodiges; mais en même temps la prudence lui conseille de ne rien négliger dans les négociations, de même que sa dignité lui prescrit de prendre une attitude convenable par une déclaration franche de ses résolutions : il fait donc écrire au duc de Vicence : « ... La chose sur la« quelle Sa Majesté est revenue le plus souvent, « c'est la nécessité que la France conserve ses li« mites naturelles... Le système de ramener la « France à ses anciennes frontières *est inséparable* « *du rétablissement des Bourbons*... Sa Majesté ne « voit que trois partis : ou combattre et vaincre, ou « combattre et mourir glorieusement; ou enfin, *si* « *la nation ne la soutient pas*, abdiquer... » Napoléon avait tout prévu, et ne pouvait plus être surpris par aucune chance du sort.

Le 23 janvier, après avoir confié le roi de Rome et sa mère à la fidélité de la garde nationale, l'Empereur signe les lettres patentes qui confèrent la régence à l'Impératrice; le 24, par une confiance que rien ne justifie, il abandonne la capitale de la France à son frère Joseph, qui s'était laissé ravir Madrid et l'Espagne; dans la nuit, il embrasse sa femme et son fils pour la dernière fois, et part, le 25 au matin, en jurant de vaincre et de sauver la patrie. Quoique toute l'Europe soit armée contre lui, il tiendra ce serment s'il n'est pas trahi par des compagnons d'armes. Le 26, le quartier-général se trouve à Châlons-sur-Marne; les avant-postes sont à Vitry. Napoléon vient d'entrer en campagne. Nos troupes vont manœuvrer dans ces plaines de Valmy où, vingt ans auparavant, les Français ont remporté leur première victoire contre les Prussiens, sous le vieux Kellermann qui les conduit encore. Napoléon passe toute la soirée à recueillir des nouvelles, et voici ce qu'il apprend : la grande armée autrichienne, descendue des Vosges, a dirigé sa plus forte colonne sur Troyes; un corps de la vieille garde, commandé par le duc de Trévise, a défendu le terrain pied à pied, et livré de glorieux combats à Colombey-les-Deux-Églises et à Bar-sur-Aube; mais la ville de Troyes n'en court pas moins un danger imminent. Le duc de Raguse est derrière la Meuse entre Saint-Michel et Vitry; le duc de Bellune, qui semble destiné partout à commettre des fautes presque aussi fatales que des trahisons, a abandonné les défilés des montagnes, et s'est replié, ainsi que le prince de la Moskowa, sur Vitry-le-Français. Toute l'armée française, moins le duc de Tarente, que le duc de Valmy doit attendre à Châlons, se trouve réunie sous la main de l'Empereur; instruit que le duc de Trévise se retire de Troyes, il lui donne avis de sa marche, et vole, dès le 27, attaquer un corps de Blücher à Saint-Dizier, le chasse de cette ville avec vigueur, et coupe en deux l'armée de Silésie. La présence de Napoléon jette la

UISTOIRE DK NAPOLÉON. 4S7 Uireur parmi les ennemis, elle ranime le courage des habilans el nous amène une foule de nouveaux défenseurs; on déterre ses armes, on se précipite sur rennemi; on lui fait de nombreux prisonniers; Tentbousiasme est universel. Napoléon a résolu d^mpcchcr la jonction de Blûcher avec Scbwarttemberg. et se dirige vers Troyes par Bricnne , où U rupture du pont de Lesmont-sur-Aubc avait retenu ce général. Napoléon s'en réjouit; U voudrait qu'une grande bataille, livrée pour le salut de la France, immorlalisit ce bourg de Briennc, son second berceau, cette école militaire que, trente ans après en être sorti, il est réduit à conquérir sur des Russes et des Prussiens. Tandis que le duc de Trévisc va revenir à Troyes, par les ordres de Napoléon, l'année arrive, à travers une forêt impraticable pour d'autres soldats que des Français, sous Bricnne. Nos attaques sur les terrasses du parc et à l'entrée de la ville basse sont si vives, que Rlüchcr pense être pris. Un prisonnier aussi important eût valu le gain d'une bataille. Blücber est à la fois le génie militaire de la Prusse et le héros du Tugendbnnd, qui s'était levé à sa voix. Le bourg défendu par les Russes, le château par les Prussiens, ont vu le combat le plus acharné, qu'une [)ertc égale rend funeste aux deux armées. Il semble que Brienne soit pour elles un de ces lieux sacrés dont la possession assurait la victoire aux anciens Grecs. I.,a nuit, après douze heures d'une lutte opiniâtre, ne sépara pas les combaltans; elle pensa être fatale aussi à Napoléon, qui vers dix heures du soir , regagnait son quartier général de Méziôrcs, à une dcnii-lieue de Brienne: un hurra de Cosaques se jeta au milieu de sa colonne, et l'un d'eux allait le frapper de sa lance, quand, d'un coup de pistolet, Gourgaml J'abaltit â ses pieds, t^tte journée fut malheureuse. L'Ëm|>ereur n'avait avec lui qu'une partie de sa garde el de son armée; le gros de ses forces marchait dans une autre direction pour couper la roule de Troyes à Blücher,qui s'csl replié silencieusement vers Bar-sur- Aube. Le 30, à la pointe du jour. Napoléon va occuper Bricnne, et s'établit au château. Bientôt il apprend que Blûcher a fait sa jonction avec Scbwarlzcmberg, et que cent mille hommes nous attendent dans les plaines de l'Aube. Le 1*' février, il accepte le combal avec cinquante mille hommes, presque tous conscrits des nouvelles levées; il a en tète les vieilles bandes de toutes les nations, qui sc sont aguerries par scs exemples et sous son drapeau; l'élite de l'armée de Silésie, celle de rarmée autrichienne, de la garde impériale russe. Napoléon est au centre de son armée, au village de la

Rolhiùre, el soutient avec la plus grande vigueur tout refforl de rennemi, qui a dirigé sur ce point son attaque principale, liais vainement les généraux Duhesmo et Gérard déploient une intrépidité héroïque, l'un à la Rolhièrc, l'autre a Dieuville, la supériorité numérique des alliés rend inutiles les miracles de la valeur française. Toutefois l'audace leur a manqué pour nous ravir le champ de bataille. Dans la nuit. Napoléon ordonne la retraite sur Troyes, et trompe habilement Dlüchcr, qui espère nous détruire. Le lendemain , l'année française pousse son mouvement sur la rive gauche de l'Aube, après avoir coupé encore une fois le pont de Lesmont, qui a été rétabli te 31 janvier; mais Marmont, chargé de protéger notre marche, est resté sur la rive droite, et ii'a plus d'autre ressource que celle de franchir la Loire à Rosnay. Assailli par les vingt-cinq mille Bavarois du général de Wrède, Marmont se souvient de Hanau : l'épée à la main, il passe sur le corps de ces inüdcies alliés, et le même jour il arrive à Arcis, Le 1" février, Bruxelles avait été évacuée. Ne pouvant plus sauver la Belgique envahie par Bcrnadotle, Maison était réduit â défendre pied à pied la frontière de la Flandre. Eugène, que l'agression de Joachim a forcé, le 4, de sc replier de l'Adigc sur leMincio, y attendait les Autrichiens. Muralavait dit au général GiiBenga, aide-de-camp d'Eugène : M ... Aujourd'hui, je dois ma couronne à l'Autriche, ri el à l'Autriche seule : elle pouvait la rendre à la «I reine Caroline ; clic a mieux aimé me la conserM ver. F.n conséquence, je la servirai fidclcnicnt cl «chaudement, comme j'ai servi l'Empereur...» Joachim était trompé sur tout, même sur sa nouvelle fidélité. Cependant Napoléon apprend, le 3 février, à Piney, entre Brienne et Troyes, que le Urndemain le congrès doit s'ouvrir; toute l'Europe diplomatique cl toute l'Europe militaire sont réunies contre lui. .Si la position avait été changée de Prague à Francfort, elle l'est bien davantage de Francfort â Châlillon; de plus, l'Angleterre est représentée à ce congrès par quatre plénipotentiaires. Cela seul indique au duc de Viccncc que l'Angleterre réclame la prépondérance pour traiter et que c'est à clic qu'il doit s'adresser. Mais il n'en fut pas ainsi ; les habitudes de Prague prévalurent! Comme il n'est déjà plus question à Châtillon dos bases de Francfort, le duc de Vicencc demande d'autres pouvoirs; Napoléon résiste long-temps aux exigences de sa situation, aux souvenirs cl aux instances de ceux qui renluurenl; enfin il donne carte blanche à son plénipotentiaire U pour conduire la négociation à une « heureuse issue, sauver la capitale cl éviter une U bataille où sont les

dernières espérances de la H nation. » Ainsi le duc de V’iccncc n’a plus les moins liées, cl par celle carte blanche il lui est bien déclaré

terreur parmi les ennemis, elle ranime le courage des habitans et nous amène une foule de nouveaux défenseurs; on déterre ses armes, on se précipite sur l'ennemi; on lui fait de nombreux prisonniers; l'enthousiasme est universel. Napoléon a résolu d'empêcher la jonction de Blücher avec Schwartzemberg, et se dirige vers Troyes par Brienne, où la rupture du pont de Lesmont-sur-Aube avait retenu ce général. Napoléon s'en réjouit; il voudrait qu'une grande bataille, livrée pour le salut de la France, immortalisât ce bourg de Brienne, son second berceau, cette école militaire que, trente ans après en être sorti, il est réduit à conquérir sur des Russes et des Prussiens. Tandis que le duc de Trévise va revenir à Troyes, par les ordres de Napoléon, l'armée arrive, à travers une forêt impraticable pour d'autres soldats que des Français, sous Brienne. Nos attaques sur les terrasses du parc et à l'entrée de la ville basse sont si vives, que Blücher pense être pris. Un prisonnier aussi important eût valu le gain d'une bataille. Blücher est à la fois le génie militaire de la Prusse et le héros du Tugendbund, qui s'était levé à sa voix. Le bourg défendu par les Russes, le château par les Prussiens, ont vu le combat le plus acharné, qu'une perte égale rend funeste aux deux armées. Il semble que Brienne soit pour elles un de ces lieux sacrés dont la possession assurait la victoire aux anciens Grecs. La nuit, après douze heures d'une lutte opiniâtre, ne sépara pas les combattans; elle pensa être fatale aussi à Napoléon, qui vers dix heures du soir, regagnait son quartier général de Mézières, à une demi-lieue de Brienne: un hurra de Cosaques se jeta au milieu de sa colonne, et l'un d'eux allait le frapper de sa lance, quand, d'un coup de pistolet, Gourgaud l'abattit à ses pieds. Cette journée fut malheureuse. L'Empereur n'avait avec lui qu'une partie de sa garde et de son armée; le gros de ses forces marchait dans une autre direction pour couper la route de Troyes à Blücher, qui s'est replié silencieusement vers Bar-sur-Aube. Le 30, à la pointe du jour, Napoléon va occuper Brienne, et s'établit au château. Bientôt il apprend que Blücher a fait sa jonction avec Schwartzemberg, et que cent mille hommes nous attendent dans les plaines de l'Aube. Le 1er février, il accepte le combat avec cinquante mille hommes, presque tous conscrits des nouvelles levées; il a en tête les vieilles bandes de toutes les nations, qui se sont aguerries par ses exemples et sous son drapeau; l'élite de l'armée de Silésie, celle de l'armée autrichienne, de la garde impériale russe. Napoléon est au centre de son armée, au village de la Rothière, et soutient avec la plus grande vigueur tout l'effort de l'ennemi, qui a dirigé sur ce point son attaque principale. Mais vainement les généraux Duhesme et Gérard déploient une intrépidité héroïque, l'un à la Rothière, l'autre à Dieuville, la supériorité numérique des alliés rend inutiles les miracles de la valeur française. Toutefois l'audace leur a manqué pour nous ravir le champ de bataille. Dans la nuit, Napoléon ordonne la retraite sur Troyes, et trompe habilement Blücher, qui espère nous détruire. Le lendemain, l'armée française pousse son mouvement sur la rive gauche de l'Aube, après avoir coupé encore une fois le pont de Lesmont, qui a été rétabli le 31 janvier; mais Marmont, chargé de protéger notre marche, est resté sur la rive droite, et n'a plus d'autre ressource que celle de franchir la Loire à Rosnay. Assailli par les vingt-cinq mille Bavarois du général de Wrède, Marmont se souvient de Hanau: l'épée à la main, il passe sur le corps de ces infidèles alliés, et le même jour il arrive à Arcis.

Le 1er février, Bruxelles avait été évacuée. Ne pouvant plus sauver la Belgique envahie par Bernadotte, Maison était réduit à défendre pied à pied la frontière de la Flandre. Eugène, que l'agression de Joachim a forcé, le 4, de se replier de l'Adige sur le Mincio, y attendait les Autrichiens. Murat avait dit au général Gifflenga, aide-de-camp d'Eugène: « ... Aujourd'hui, je dois ma couronne à l'Autriche, « et à l'Autriche seule : elle pouvait la rendre à la « reine Caroline; elle a mieux aimé me la conser- « ver. En conséquence, je la servirai fidèlement et « chaudement, comme j'ai servi l'Empereur... » Joachim était trompé sur tout, même sur sa nouvelle fidélité.

Cependant Napoléon apprend, le 3 février, à Piney, entre Brienne et Troyes, que le lendemain le congrès doit s'ouvrir; toute l'Europe diplomatique et toute l'Europe militaire sont réunies contre lui. Si la position avait été changée de Prague à Francfort, elle l'est bien davantage de Francfort à Châtillon; de plus, l'Angleterre est représentée à ce congrès par quatre plénipotentiaires. Cela seul indique au duc de Vicence que l'Angleterre réclame la prépondérance pour traiter et que c'est à elle qu'il doit s'adresser. Mais il n'en fut pas ainsi; les habitudes de Prague prévalurent! Comme il n'est déjà plus question à Châtillon des bases de Francfort, le duc de Vicence demande d'autres pouvoirs; Napoléon résiste long-temps aux exigences de sa situation, aux souvenirs et aux instances de ceux qui l'entourent; enfin il donne *carte blanche* à son plénipotentiaire « pour conduire la négociation à une « heureuse issue, sauver la capitale et éviter une « bataille où sont les dernières espérances de la « nation. »

Ainsi le duc de Vicence n'a plus *les mains liées*, et par cette carte blanche il lui est bien déclaré

 çu« le eaiut de la France dépend d*une pais au d*un armistice à fbire dans quatre joun. Et en eflel les souverains alliés venaient d'arrêter définitivement à Brienne la marche sur Paris* par les deux rives de la Seine. Macdonald * repoussé du pays de Liège, élaildéjà à Meaux, où il retenait les fuyards; il avait dû, le évacuer Châlons devant le général Yorck. Blüchcr s'était séparé de scs alliés pour agir isolément sur la Marne. Dans le but de l'atteindre. Napoléon, après avoir, le 5etlc 4, raarquéson mouvement de retraite par de brillantes affaires d'avant-garde, cl avoir forcé l'ennemi de se replier sur Bar-sur-Aubc, était parti de Troyes. Cependant la tristesse se répandait dans les rangs de nos soldats, qui n'avaient pas l'habitude de reculer devant l'ennemi. « Où nous arrêterons-nous I » disaient-ils au sortir de Troyes : ils ne savaient pas qu'ils marchaient au secours de Paris. Le 7, Nogent est mis à l'abri d'un coup de main par la rupture du pont et de promptes dispositions. Mais les courriers de Paris et les aides-de-camp du doc de Tarente viennent annoncer la nouvelle de la marche de Blûcber sur la capitale, par la grande roule de Chàlons. Le salut ou la perte de la France dépendent maintenant du congrès de Cbêlillon; Napoléon a donné âson plénipotentiaire la mesure du péril public, en mettant entre ses mains le sort de l'Étal : il a été sis heures à s'y décider. U reçoit à Nogent, sous la date du 6, une lettre par laquelle M. de Vicence lui accuse réception de la carie hlan^ ehe expédiée la veille de la ville de Troyes; ce ministre se plaint de n'étre pas éclairé touchant le danger dont parle l'Empereur, et il demande des instructions positives sur les sacrifices qu'il faut consentir. Ces instructions étaient toutes dans la carie blanche. D'ailleurs lord Casteireagh, ayant fait déclarer à la première conférence çu'iV n'x rait point de discuêiion sur le code maritime, s'était proclamé, par cela seul, l'autocratedu congrès. Célait donc avec le chef du cabinet de Londres qu'il fallait s'entendre. M. de Mctternich sc tenait à Chaumont auprès de son souverain, ('.ependant, apres les protestations de la plus haute raison et du courage le plus inBexible, après les révoltes d'un coeur généreux et livré aux plus cruelles angoisses, déterminé enûn par le seul inlércl de la patrie, dont il crut entendre la voix, Napoléon se décide à abandonner la Belgique et la rive gauche du Rhin, rilalic, le Piémont, l'Allemagne, Gènes, etc. 11 doit signer cette dépêche le 9, ii sept heures du matin; mais à cinq heures, il a reçu un rapport sur les mouvemens des armées russe et prussienne. A la lecture de ce rapport, une Illumination de

génie s’est emparée de lui; le duc de Bassano l’cn trouve entièrement préoccupé. » Ab! c'est vous » dit l’Empereur qui lui voit dans les mains la dépêche pour Chétillon. « H s'agit d’autres choses, ajoute-t-il; je suis «dans ce moment h battre BIQcher de l’œil; il M marche par Montmirail. Je pars; je le battrai « demain, je le battrai après-demain : si je réussis, M l'état des affaires va changer, cl nous verrons ; en M attendant, laissez Caulaincourl avec les pouvoirs « qu'il a. n C'était le Jour où Razumowski suspendait le congrès après en avoir violé les formes. Napoléon a donné ses ordres. Bourmont est chargé de défendre A Nogent le passage de la Seine; Oudinot garde le pont de Bray. Le soir, Napoléon arrive à Sézanne par la traverse; il a fait doute grandes lieues avec son armée. Il n'est plus qu'A quatre lieues de BIfleher, qui court sur Meaux avec sécurité après Macdonald. Le 10, au malin, l’Empereur marche de nouveau .* Marmont a rétrogradé avec l’avant-garde A cause des mauvais chemins; Napoléon se met en roule. Marmont force les défilés de Saint-Gond, cl enlève A l'ennemi le village de Baye. Dans l'après-midi. Napoléon débouche A ChampAubert, engage aussitùl ses troupes , bouleverse les colonnes russes du général Alsuûef, qui ont défendu Brienne, et brise l'armée de BIQcher. Nansouty en suit une partie sur Montmirail; Marmont poursuit l’autre sur ChAlons. Napoléon s’arrête A t^hampAubert, et fait dîner avec lui les généraux prisonniers. En informant le duc de Vicence de ce succès, il SC contente de lui recommander de prendre une attitude plue fière au congrès. Marmont tenait BIQchcr en échec, entre Châlons et Champ-Aubert. Le lendemain 11 , Napoléon accourt sur les traces de Sackcn,qui marche vers l.a Ferlé, et d’Yorck, qui est déjà A la vue de Meaux; mais à la nouvelle de la défaite de Champ-Aubert, ils ont rebroussé chemin et viennent au-devant de la bataille que Napoléon leur apporte; une attaque générale la décide bientôt en faveur des Français. Ney et Mortier ont emporté avec la plus grande valeur la ferme des Grenaiix, où l'ennemi a concentré ses forces; il fuit vers Châtcan-Thieiry en pleine déroule, dans l'espoir de rejoindre BIQcher sur la Marne. Mais le 13, poursuivis jusqu'à celte ville, les Russes et les Prussiens, qui n’ont p.vseu le temps d’en couper le pont, y sont entrés pêle-mêle avec la cavalerie française. Mortier refoule sur la route de Soissons tous ces fuyards d’Yorck et de Sacken. 1.C8 habitans de Château-Thierry ramassent les fusils des vaincus et ac forment en partisans. Cepemiant Marmont n’a pu contenir plus longtemps BIQcher, renforcé de deux corps russe cl prussien arrivés de Mayence : il a même dû évacuer Champ- Aubert : enfin il se voit

poussé jusqu'à Montmirail; tout A coup il fait volte-face cl prend position dans la plaine de Vaux-Champs; il so rcL-’iyin^tfu uy

 m IrouTC encore & rarant>gardc , ayant derrière lui Napoléon avec son armée en bataille. 11 est huit heures du malin : BiQcbcr , clonnc , voudrait refuser la bataille; mais, attaqué soudain par notre cavalerie qui se précipite sur les carres prussiens, les enfonce et les disperse, la retraite qu'il ordonne o*est plus qu'une fuite. Lui-méme, le soir, enveloppé avec son état-major, il ne peut se dégager que le sabre à la main, et à la faveur de l'obscurité. Marmont continue la poursuite toute la nuit. Napoléon retourne coucher à Montmirail ; il envoie huit mille prisonniers russes et prussiens porter à Paris les hnllctins de cette glorieuse semaine. Il peut se rappeler la fameuse campagne de cinq jours qui marqua ses premiers succès en Italie ; d'autres vont encore illustrer ses derniers combats en France. J^cs deux roules de Cbdlons sont balayées par les troupes françaises dix fois victorieuses; maintenant Napoléon est appelé sur les routes de la Seine, où s'avance Schwaiiicmberg, tandis que Mortier et

Marmorit restent gardiens des avenues de Chélons. l

trouve encore à l'avant-garde, ayant derrière lui Napoléon avec son armée en bataille. Il est huit heures du matin : Blücher, étonné, voudrait refuser la bataille ; mais, attaqué soudain par notre cavalerie qui se précipite sur les carrés prussiens, les enfonce et les disperse, la retraite qu'il ordonne n'est plus qu'une fuite. Lui-même, le soir, enveloppé avec son état-major, il ne peut se dégager que le sabre à la main, et à la faveur de l'obscurité. Marmont continue la poursuite toute la nuit. Napoléon retourne coucher à Montmirail ; il envoie huit mille prisonniers russes et prussiens porter à Paris les bulletins de cette glorieuse semaine. Il peut se rappeler la fameuse campagne de cinq jours qui marqua ses premiers succès en Italie ; d'autres vont encore illustrer ses derniers combats en France.

Les deux routes de Châlons sont balayées par les troupes françaises dix fois victorieuses ; maintenant Napoléon est appelé sur les routes de la Seine, où s'avance Schwartzemberg, tandis que Mortier et Marmont restent gardiens des avenues de Châlons. Le 15, l'Empereur marche sur Meaux avec sa garde et le corps de Macdonald ; il prévient Victor et Oudinot que le lendemain il débouchera derrière eux par Guignes. Le 16, c'est à leur canon que l'Empereur se rallie, ils se battaient dans la plaine de Guignes : sa présence arrête l'ennemi, qui était bien éloigné de le croire si près de lui. Schwartzemberg, avec ses cent cinquante mille hommes, avait à la fin forcé les ponts de Nogent, de Bray, de Montereau, et s'avançait plein de sécurité sur Nangis, dans l'espoir d'arriver à Paris avant Blücher : l'émulation de ces deux généraux est prématurée. Le 17, Napoléon attaque Schwartzemberg devant Nangis ; les dragons venus d'Espagne avec le général Treilhard contribuent au succès de cette journée. Schwartzemberg, vaincu comme Blücher, éprouve la déroute la plus complète : Oudinot et Kellermann poursuivent les Russes jusqu'à Nogent ; Macdonald, les Autrichiens sur Bray ; et Gérard, les Bavarois, qu'il écrase à Donne-Marie et à Villeneuve. Victor a l'ordre de s'emparer le soir même du pont de Montereau ; et Napoléon va coucher au château de Nangis, dans la confiance que Montereau est occupé par ses troupes ; il espère alors forcer Schwartzemberg à une bataille rangée.

Le 17, dans la soirée, un officier autrichien se présente aux avant-postes ; il vient demander une suspension d'hostilités. Napoléon saisit cette occasion d'échapper aux lenteurs et aux perfidies d'un congrès, et écrit directement à son beau-père, en lui envoyant une lettre de Marie-Louise. Il témoigne le plus vif désir d'entrer en arrangement avec l'Autriche ; mais, après ses huit jours de victoire, il compte traiter sur de meilleures bases que celles de Châtillon, par lesquelles on lui dictait les plus dures conditions. En même temps, et sous l'inspiration du retour de la fortune à ses drapeaux, il s'empresse de mander au duc de Vicence : « Je vous « ai donné carte blanche pour sauver Paris et éviter « une bataille qui était la dernière espérance de la « nation : la bataille a eu lieu ; la Providence a béni « nos armes ; j'ai fait trente à quarante mille prisonniers ; j'ai pris deux cents pièces de canon, un « grand nombre de généraux, et détruit plusieurs « armées, presque sans coup férir ; j'ai entamé hier « l'armée du prince de Schwartzemberg, que j'es- « père détruire avant qu'elle ait repassé nos fron- « tières. Votre attitude doit être la même ; vous de- « vez tout faire pour la paix ; mais *mon intention* « *est que vous ne signiiez rien sans mon ordre,* « parce que moi seul je connais ma position.... Je « veux la paix ; mais ce n'en serait pas une qui im- « poserait à la France des conditions plus humi- « liantes que celles de Francfort.... Je suis prêt à « cesser les hostilités, *et à laisser les ennemis ren-* « *trer tranquilles chez eux,* s'ils signent les préliminaires basés sur les propositions de Francfort... » Napoléon a reconnu toute la force de la carte blanche, puisqu'il la révoque : dès ce moment seulement, elle n'existe plus pour lui ; mais elle existe encore pour son plénipotentiaire jusqu'au 21, jour où cette lettre lui parvient. Il fallait le courage d'obéir à Châtillon aux ordres de Troyes ; il fallait désintéresser l'Angleterre aussitôt la réception de ces pouvoirs illimités. Si, le 7, le 8 ou le 9, M. de Vicence avait déclaré à lord Castlereagh qu'il abandonnait, pour la paix, Anvers, la Belgique, le Rhin, la paix était faite, malgré Razumowski et Stadion. Le 8 mars, et il n'est plus temps, M. de Metternich le dit clairement, il écrit à M. de Vicence, de Chaumont : « ..... Je ne doute pas que vous êtes jour- « nellement dans le cas de vous convaincre que « l'Angleterre va rondement en besogne ; *le minis-* « *tre actuel est assez fort pour pouvoir vouloir la* « *paix... Pour arriver à cette paix, il faut égale-* « *ment en vouloir les moyens, et ne pas oublier que* « *l'Angleterre dispose seule de toutes les compensa-* « *tions possibles...* » A Prague, M. de Metternich était l'intermédiaire nécessaire de la négociation, aussi eut-on la guerre ; à Châtillon, c'était lord Castlereagh : il n'eût pas osé refuser une paix achetée par les sacrifices spécifiés plus haut, sans s'exposer à payer ce refus de sa tête, si les chances de la guerre venaient à changer, comme elles changèrent réellement depuis le 10 jusqu'au 19 février.

Pendant que ces choses se passaient à Nangis, le congrès s'était rouvert le 17, et les plénipotentiaires alliés présentaient leur projet de traité préliminaire. L'empereur Napoléon devait renoncer aux acquisi-

 lions faites par la France depuis 1799, ainsi qu'aux titres dcrivans de son inOucnce sur les pays placés hors des anciennes limites du la France ; l'indépendance de i'Ailemagne, de rilalic, de la Suisse, était déclarée; la Hollande rentrait sous la sourcrainelc de la maison d'Orange, et l'Espagne sous celle de Ferdinand VU , etc. Cotait bien le cas sans doute d'accepter ce traité préliminaire , et de faire usage de la carte blanche ; il portait d'ailleurs que quatre jours étaient donnés pour l'échangé des ratifications. On ne sait quel niolif engagea M.dc Vicencc à intervenir pour la couronne d'Italie , pour le prince Eugène, le prince Jérôme cl le roi de Saxe, et à ne pas répondre sur-le-champ. Quatre ou cinq jours plus tard , il n'était plus libre; il recevait les lettres de Nangis, du 17 et du lendemain, par lesquelles l'Empereur révoquait les pouvoirs sans limites. Le 17 février doit marquer dans nos fastes comme un jour fatal. maréchal Victor n'a pas exécuté l'ordre si précis et si important de prendre Montcreau; cette ville est encore occupée par les Wurtembergeois, qui couvrent la retraite sur Sens du corps autrichien de Uianchi. Le 18, le maréchal se présente devant Montcrcau, et veut forcer cetlc position. Le général Lhaleau, son gendre, qui avait emporté avec tant de valeur les hauteurs de Rrienne, J est mortellement blessé d'un coup de feu. L'action devient générale, l'Empereur s'empare du commandcinenlct la victoire reste aux Français. Dans cette affaire, se souvenant de son ancien métier. Napoléon pointe lui-méme des pièces d'artillerie, s'expose gaiement aux coups de rennemi, et répond aux alarmes ainsi qu'aux murmures des soldats: « Allez, mes amis, ne craignez rien; le boulet qui U me tuera n'est pas encore fondu, n Gérard qui a puissamment contribué au succès, reçoit le commandement du corps du maréchal Victor, à qui l'Empereur permet de sc retirer chez lui ; mais touché par les larmes d'un ancien compagnon d'armes, et surtout par la perte du général Ghaleau , Napoléon tend la main à Victor, et l'envoie commander deux divisions de sa garde. Le 19, l'armée n l'ordre de pousser l'ennemi sur Troyes et de nettoyer la rive droite de la Seine. Les Autrichiens, les Russes, les souverains alliés sont en pleine fuite. Paris reçoit les drapeaux des journées de Nangis et de Honlcreau. Le 90, l'Empereur se trouve à Bray, où Alexandre a couché la veille; le soir, il entre à Nogent, que Bourmont a si vaillamment défendu le 10, le 11 et le 19, contre toute l'armée de Schwarlzcmberg, cl où il a gagné le grade de lieutenant-général. Le 99, Napoléon poursuit sa marche ; la retraite des

alliés se change en déroute ; cent mille hommes sc précipitent vers nos froolières devant les quarante mille braves de Napoléon, qui n'a pu décider Schwarlzcmberg à une bataille rangée. Les équipages des alliés rcllueiil jusque sur les Vosges et les bords du Rbin. Oo arrive le 99 à Méry-sur-Scine; de l'autre côté un corps ennemi eu force le passage , et Ton apprend avec la plus grande surprise que ce corps est celui de Sackeo , appartenant à cette armée de Blüchcr, qui partout sc reproduit, et semble rcnatlre de ses ruines. Une action vigoureuse s'engage avec les Russes dans les rues de cette petite ville ; ils en sont chassés ; ils sc retirent à la hâte de l'autre côté de l'Aube. Cependant les flammes dévorent Héry, et le quartier-général impérial se transporte au hameau de Châtres, où Napoléon passe la nuit du 99 au 93 dans la boutique d'un charron. malin se présente le prince de Wcntzel de Lichtenstein, aide-do-cainp do Schwarlzcmberg, et porteur d'une réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre du 17 de l'empereur des Français. Une conversation secrète prolongea l'audience que Napoléon accorda au prince. On assure qu'interrogé par ce souverain touchant l'influence que trois membres de la famille des Bourbons, arrivés en France, semblaient avoir prise sur les intentions des alliés, le prince de Lichtenstein avait répondu que u l'Autriche ne sc prêterait à U rien de semblable; qu'on n'en voulait ni â i'exisK icncc de Napoléon ni à sa dynastie, et que sa misit sion était une preuve sans réplique qu'on ne vou« lait faire que la paix. » Alors Napoléon dit au prince qu'i.l serait le soir même â Troyes, d'où il enverrait aux avant-postes ennemis un general pour y traiter d'un armistice. Immédiatement après le départ de raide-üc-cninp autrichien , le baron do Sainl-Aigfiaii, beau-frère du duc de Vicencc, revenait de Faris, d'une mission, et il était admis chez l'Empereur, qu'il trouva entièrement rassuré sur la position des affaires. Deux ministres que n'avait éblouis aucune des victoires, bien que miraculeuses , qui venaient d'illustrer le mois de février, avaient fait promettre à M. de Sainl-Aignan de prêscolcr à l'Empereur le tableau véritable de l'opinion, de la situation de la capitale , et des dangers de toute espèce qui le menaçaient. Les avis dont U s'était chargé étaient sévères; il les porta à Napoléon avec autant de courage que de fidélité, et le pressa instamment de répondre aux vœux unanimes que l'on formait à Paris pour la paix , quelles que fussent les concessions auxquelles il fallût descendre. Napoléon, tout rempli de scs succès et des dernières paroles du prince de Lichtenstein, repoussa les représentations de M. de Sainl-Aignan; mais la loyauléde ce plénipotentiaire de la pensée

publique ne fut point ébranlée : « Sire, dit-il en Icrminaut, U la paix sera assez bonne si elle esl assez prompte. 'J uy

tions faites par la France depuis 1792, ainsi qu'aux titres dérivans de son influence sur les pays placés hors des anciennes limites de la France; l'indépendance de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse, était déclarée; la Hollande rentrait sous la souveraineté de la maison d'Orange, et l'Espagne sous celle de Ferdinand VII, etc. C'était bien le cas sans doute d'accepter ce traité préliminaire, et de faire usage de la carte blanche; il portait d'ailleurs que quatre jours étaient donnés pour l'échange des ratifications. On ne sait quel motif engagea M. de Vicence à intervenir pour la couronne d'Italie, pour le prince Eugène, le prince Jérôme et le roi de Saxe, et à ne pas répondre sur-le-champ. Quatre ou cinq jours plus tard, il n'était plus libre; il recevait les lettres de Nangis, du 17 et du lendemain, par lesquelles l'Empereur révoquait les pouvoirs sans limites.

Le 17 février doit marquer dans nos fastes comme un jour fatal. Le maréchal Victor n'a pas exécuté l'ordre si précis et si important de prendre Montereau; cette ville est encore occupée par les Wurtembergeois, qui couvrent la retraite sur Sens du corps autrichien de Bianchi. Le 18, le maréchal se présente devant Montereau, et veut forcer cette position. Le général Chateau, son gendre, qui avait emporté avec tant de valeur les hauteurs de Brienne, y est mortellement blessé d'un coup de feu. L'action devient générale, l'Empereur s'empare du commandement et la victoire reste aux Français. Dans cette affaire, se souvenant de son ancien métier, Napoléon pointe lui-même des pièces d'artillerie, s'expose gaiement aux coups de l'ennemi, et répond aux alarmes ainsi qu'aux murmures des soldats : « Allez, mes amis, ne craignez rien; le boulet qui « me tuera n'est pas encore fondu. » Gérard qui a puissamment contribué au succès, reçoit le commandement du corps du maréchal Victor, à qui l'Empereur permet de se retirer chez lui; mais touché par les larmes d'un ancien compagnon d'armes, et surtout par la perte du général Chateau, Napoléon tend la main à Victor, et l'envoie commander deux divisions de sa garde.

Le 19, l'armée a l'ordre de pousser l'ennemi sur Troyes et de nettoyer la rive droite de la Seine. Les Autrichiens, les Russes, les souverains alliés sont en pleine fuite. Paris reçoit les drapeaux des journées de Nangis et de Montereau. Le 20, l'Empereur se trouve à Bray, où Alexandre a couché la veille; le soir, il entre à Nogent, que Bourmont a si vaillamment défendu le 10, le 11 et le 12, contre toute l'armée de Schwartzemberg, et où il a gagné le grade de lieutenant-général. Le 22, Napoléon poursuit sa marche; la retraite des alliés se change en déroute; cent mille hommes se précipitent vers nos frontières devant les quarante mille braves de Napoléon, qui n'a pu décider Schwartzemberg à une bataille rangée. Les équipages des alliés refluent jusque sur les Vosges et les bords du Rhin. On arrive le 22 à Méry-sur-Seine; de l'autre côté un corps ennemi en force le passage, et l'on apprend avec la plus grande surprise que ce corps est celui de Sacken, appartenant à cette armée de Blücher, qui partout se reproduit, et semble renaître de ses ruines. Une action vigoureuse s'engage avec les Russes dans les rues de cette petite ville; ils en sont chassés; ils se retirent à la hâte de l'autre côté de l'Aube. Cependant les flammes dévorent Méry, et le quartier-général impérial se transporte au hameau de Châtres, où Napoléon passe la nuit du 22 au 23 dans la boutique d'un charron. Le matin se présente le prince de Wentzel de Lichtenstein, aide-de-camp de Schwartzemberg, et porteur d'une réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre du 17 de l'empereur des Français. Une conversation secrète prolongea l'audience que Napoléon accorda au prince. On assure qu'interrogé par ce souverain touchant l'influence que trois membres de la famille des Bourbons, arrivés en France, semblaient avoir prise sur les intentions des alliés, le prince de Lichtenstein avait répondu que « l'Autriche ne se prêterait à « rien de semblable; qu'on n'en voulait ni à l'exis- « tence de Napoléon ni à sa dynastie, et que sa mis- « sion était une preuve sans réplique qu'on ne vou- « lait faire que la paix. » Alors Napoléon dit au prince qu'il serait le soir même à Troyes, d'où il enverrait aux avant-postes ennemis un général pour y traiter d'un armistice. Immédiatement après le départ de l'aide-de-camp autrichien, le baron de Saint-Aignan, beau-frère du duc de Vicence, revenait de Paris, d'une mission, et il était admis chez l'Empereur, qu'il trouva entièrement rassuré sur la position des affaires. Deux ministres que n'avait éblouis aucune des victoires, bien que miraculeuses, qui venaient d'illustrer le mois de février, avaient fait promettre à M. de Saint-Aignan de présenter à l'Empereur le tableau véritable de l'opinion, de la situation de la capitale, et des dangers de toute espèce qui le menaçaient. Les avis dont il s'était chargé étaient sévères; il les porta à Napoléon avec autant de courage que de fidélité, et le pressa instamment de répondre aux vœux unanimes que l'on formait à Paris pour la paix, quelles que fussent les concessions auxquelles il fallût descendre. Napoléon, tout rempli de ses succès et des dernières paroles du prince de Lichtenstein, repoussa les représentations de M. de Saint-Aignan; mais la loyauté de ce plénipotentiaire de la pensée publique ne fut point ébranlée : « Sire, dit-il en terminant, « la paix sera assez bonne si elle est assez prompte.

 Elle arrivera assci tôt, répliqua vivement Na« poléon, si elle est honteuse!» Ces mots sc repan* dent, et l'armée reprend la roule de Troyes, aussi tristement qu'elle avait repris de celte ville, le K du même mois, le chemin de la capitale. Les conseils qui arrivaient de Paris avaient sans doute de la sagesse ; les circonstances leur prêtaient beaucoup de force : toutefois si les ministres , celui de la guerre surtout, si le général qui commandait la grande ville, si Jost^ph, cl les autres membres du gouvernement, eussent rempli la moitié de leurs devoirs, Napoléon n'aurait pas eu besoin d'entendre de pareils avis, parce qu'il ne se serait jamais vu ré* duit é une extrémité semblable. EncfTel, même dans la position ou il se trouvait, son génie, qui venait de lui ramener la fortune par de si incroyables succès sur les forces combinées de l'Europe, pouvait encore le sauver. Le ^1, dans raprès-miüi, nous paraissons devant Troyc>; les portes en sont fermées et barricadées. L'ennemi semble vouloir la défendre ou plutôt la détruire avant d'évacui-r. Le combat s'est engagé; mais à la nuit rennerni fait demander une trêve pour remettre les portes à la pointe du Jour : Na* poléon préfère le salut de 1a ville à un nouveau triomphe. L'Empereur rentre à Troyes le 24. Fatigués de dix*hail jours de domination étrangère , les babitans laissent éclater des accusations de trahison et de connivence avec l'ancienne dynastie. Deux émigrés sont dénonces pour avoir porté publiquement la croix de Sainl-ljouis cl la cocarde blanche pen* danl le séjour des alliés; l'un d'eux est arreté et fusillé. Napoléon a appris que les proclamations s d'ilarlwcll circulent dans Paris, et que des lettres émanées de Louis XVllI sont mystérieusement parvenues aux principaux personnages de l'empire. Il sait que le duc de Bcrri est à Jersey , lu duc d'Angoulémcà Saint-Jcan-dc*Luz avec rarmcc anglaise, et le comte d'Artois en Franche-Comté. Aussi, àson entrée é Troyes, il a rendu un décret qui prononce la peine des traîtres contre tous ceux qui auraient arboré les insignes de l'ancienne monarchie. Ce* pendant dans celle même ville de Troyes, l'empereur Alexandre avait déclaré à M. de Vilrollcs que les alliés n'épousaient pas la cause de la maison de Bourbon, que ce négociateur officieux venait plaider auprès de lui ; les autres souverains tenaient le même langage. A Ghâtillon, on avait également affirmé au plcnipolentiaire français que le comle d'Artois élait arrivé é Vcsoul, sans en prévenir les puissances, sans leur assentiment, et qu'il allait repartir. Dans l'espoir de tirer un grand parti de sa nou* velJe

situation, Napoléon s'occupe de la suspension d'armes. Les alliés se sont retirés sur Rar-sur-Aube, d'où le prince de SchwarUeml>erg fait proposer Lusigny pour la négociation. Le point le plus diffi* cile à décider était la ligne d'armistice. Napoléon demanda qu'elle s'étendit depuis Anvers jusqu'à Lyon; cette demande étonna les alliés. En attendant leur réponse. Napoléon se livrait aux espé* rances que devait lui donner l'espèce d'empresse* ment que la coalition avait montré pour une trêve, lorsque, dans la nuit du 26 au 27, il découvre l'é* nigme de cette attaque de Mcry, suivie si rapidement d'une retraite do la part des Russes. Ceux-ci étaient la nouvelle avant-garde d'une autre armée de cent mille hommes , récemment formée par Blû* cher des ditTcrcns corps descendus de la Belgique. Cet infatigable général, présent à réchaufTourêe du pont de Mcry, où il venait de recevoir une blessure, avait voulu , pour la seconde fois , rallier le prince de Schwarticmberg ; mais la déroute de ce dernier, après Nangis et Slonlercau, ayant détruit celle combinaison, le général prussien l'avait remplacée en reprenant un projet plus hardi et plus brillant, celui d'arriver seul à Paris par les deux rives de la Marne. En eflet, devant lui Marinent s'était vu forcé d'évacuer Sézanne le 24; Mortier se relirait égale* ment de Soissons, et ces deux maréchaux se rc* ployaient sur la Ferté-sous-Jouarre. Loin de se laisser abattre par un événement aussi inattendu, Napoléon se retrouva au contraire dans son éié* ment naturel, les grandes difficultés. La plus pressante à surmonter est sans doute celle de masquer son départ et celui de son armée pour courir après Blûcher, sans que Scbwartzemberg puisse dans son mouvement de retraite en avoir le moindre soupçon. Oudinot et Macdonald doivent contenir les Autrichiens; l'un se bal déjà à Bar-sur-Aube; l'autre, avec Gérard , fait faire sur toute la ligne ces acclamations qui annoncent la présence de Napoléon. Cette ruse réussit. A midi l'Empereur était à Arcis : pour la première fois il se trouve mener de front deux négociations et deux opérations militaires. Arrivé à Sézanne, il apprend la marche sur Meaux (Je Mortier et de Marmont, qui n'ont pu rester à la Ferlé-sous-Jouarrc. 11 faut sauver Meaux; c'est un faubourg de la capitale. De Sézanne, Napoléon se porte à la Ferté-Gaueber. Là, il reçoit de fâcheuses nouvelles : le généralissime Scbwartzemberg a découvert que Macdonald et Oudinot sont seuls devant lui, et en conséquence il a repris vigoureusement rolTensiveà Bar-sur-Aube; WiUgenslein elSchwarlzembcrg,blessésdansraction,onlrefoulésurTroycs, par la masse de leurs troupes, les faibles corps français placés en face d'eux ; Macdonald ,

qui devait fournir la garde au congrès de Châtillon, a dù égaDigitized by Google

« — Elle arrivera assez tôt, répliqua vivement Na-« poléon, si elle est honteuse ! » Ces mots se répandent, et l'armée reprend la route de Troyes, aussi tristement qu'elle avait repris de cette ville, le 5 du même mois, le chemin de la capitale.

Les conseils qui arrivaient de Paris avaient sans doute de la sagesse ; les circonstances leur prêtaient beaucoup de force : toutefois si les ministres, celui de la guerre surtout, si le général qui commandait la grande ville, si Joseph, et les autres membres du gouvernement, eussent rempli la moitié de leurs devoirs, Napoléon n'aurait pas eu besoin d'entendre de pareils avis, parce qu'il ne se serait jamais vu réduit à une extrémité semblable. En effet, même dans la position où il se trouvait, son génie, qui venait de lui ramener la fortune par de si incroyables succès sur les forces combinées de l'Europe, pouvait encore le sauver.

Le 23, dans l'après-midi, nous paraissons devant Troyes ; les portes en sont fermées et barricadées. L'ennemi semble vouloir la défendre ou plutôt la détruire avant d'évacuer. Le combat s'est engagé ; mais à la nuit l'ennemi fait demander une trêve pour remettre les portes à la pointe du jour : Napoléon préfère le salut de la ville à un nouveau triomphe.

L'Empereur rentre à Troyes le 24. Fatigués de dix-huit jours de domination étrangère, les habitans laissent éclater des accusations de trahison et de connivence avec l'ancienne dynastie. Deux émigrés sont dénoncés pour avoir porté publiquement la croix de Saint-Louis et la cocarde blanche pendant le séjour des alliés ; l'un d'eux est arrêté et fusillé. Napoléon a appris que les proclamations d'Hartwell circulent dans Paris, et que des lettres émanées de Louis XVIII sont mystérieusement parvenues aux principaux personnages de l'empire. Il sait que le duc de Berri est à Jersey, le duc d'Angoulême à Saint-Jean-de-Luz avec l'armée anglaise, et le comte d'Artois en Franche-Comté. Aussi, à son entrée à Troyes, il a rendu un décret qui prononce la peine des traîtres contre tous ceux qui auraient arboré les insignes de l'ancienne monarchie. Cependant dans cette même ville de Troyes, l'empereur Alexandre avait déclaré à M. de Vitrolles que les alliés n'épousaient pas la cause de la maison de Bourbon, que ce négociateur officieux venait plaider auprès de lui ; les autres souverains tenaient le même langage. A Châtillon, on avait également affirmé au plénipotentiaire français que le comte d'Artois était arrivé à Vesoul, sans en prévenir les puissances, sans leur assentiment, et qu'il allait repartir.

Dans l'espoir de tirer un grand parti de sa nouvelle situation, Napoléon s'occupe de la suspension d'armes. Les alliés se sont retirés sur Bar-sur-Aube, d'où le prince de Schwartzemberg fait proposer Lusigny pour la négociation. Le point le plus difficile à décider était la ligne d'armistice. Napoléon demanda qu'elle s'étendît depuis Anvers jusqu'à Lyon ; cette demande étonna les alliés. En attendant leur réponse, Napoléon se livrait aux espérances que devait lui donner l'espèce d'empressement que la coalition avait montré pour une trêve, lorsque, dans la nuit du 26 au 27, il découvre l'énigme de cette attaque de Méry, suivie si rapidement d'une retraite de la part des Russes. Ceux-ci étaient la nouvelle avant-garde d'une autre armée de cent mille hommes, récemment formée par Blücher des différens corps descendus de la Belgique. Cet infatigable général, présent à l'échauffourée du pont de Méry, où il venait de recevoir une blessure, avait voulu, pour la seconde fois, rallier le prince de Schwartzemberg ; mais la déroute de ce dernier, après Nangis et Montereau, ayant détruit cette combinaison, le général prussien l'avait remplacée en reprenant un projet plus hardi et plus brillant, celui d'arriver seul à Paris par les deux rives de la Marne. En effet, devant lui Marmont s'était vu forcé d'évacuer Sézanne le 24 ; Mortier se retirait également de Soissons, et ces deux maréchaux se reployaient sur la Ferté-sous-Jouarre. Loin de se laisser abattre par un événement aussi inattendu, Napoléon se retrouva au contraire dans son élément naturel, les grandes difficultés. La plus pressante à surmonter est sans doute celle de masquer son départ et celui de son armée pour courir après Blücher, sans que Schwartzemberg puisse dans son mouvement de retraite en avoir le moindre soupçon. Oudinot et Macdonald doivent contenir les Autrichiens ; l'un se bat déjà à Bar-sur-Aube ; l'autre, avec Gérard, fait faire sur toute la ligne ces acclamations qui annoncent la présence de Napoléon. Cette ruse réussit. A midi l'Empereur était à Arcis : pour la première fois il se trouve mener de front deux négociations et deux opérations militaires.

Arrivé à Sézanne, il apprend la marche sur Meaux de Mortier et de Marmont, qui n'ont pu rester à la Ferté-sous-Jouarre. Il faut sauver Meaux ; c'est un faubourg de la capitale. De Sézanne, Napoléon se porte à la Ferté-Gaucher. Là, il reçoit de fâcheuses nouvelles : le généralissime Schwartzemberg a découvert que Macdonald et Oudinot sont seuls devant lui, et en conséquence il a repris vigoureusement l'offensive à Bar-sur-Aube ; Wittgenstein et Schwartzemberg, blessés dans l'action, ont refoulé sur Troyes, par la masse de leurs troupes, les faibles corps français placés en face d'eux ; Macdonald, qui devait fournir la garde au congrès de Châtillon, a dû éga-

 in Icmcnt suivre le mouvement rétrograde sur Troyes ; et enfin Augercau, qui a reçu à Lyon l'ordre le plus pressant de rallier en Franche-Comté, va avoir i coinbaUre, outre le corps de Bubna, ceux de fiianchi et de Ilesse-Uombourg , que Schwarlzemberg , embarrassé du nombre de ses troupes, vient de diriger sur Lyon. Cependant Napoléon ne perd pas de vue son ennemi principal. Le S mars, pendant qu*on rétablit le pont de la Ferté-sous-Jouarre , détruit par Blücher, il s'arrête dans cette ville pour envoyer au duc de Vicence, avec une lettre autographe , le contre^ pntjet que ce ministre loi a demandé, en réponseau projet de traité préliminaire des alliés. La veille, le traité de la quadruple alliance avait été signé à Chaumont. 11 garantissait les bases auxquelles venait de répondre le contre-projet, et renfermait deux clauses bien menaçantes pour la France. Par l'une, chacune des quatre grandes puissances s'engageait à tenir constamment en campagne une armée de cent cinquante mille hommes, et la Grande* Bretagne donnait un subside annuel de 120 millions; parl'autre, aucune négociation séparée n'auraitlieu avec l'ennemi. Ce nouveau pacte est un arrêt de mort contre Napoléon et la France. Il ne reste qu'i combattre. Blûcber a pris la rive gauche de la Uarne, et s'avance sur Soissons. Tout est sauvé si Napoléon arrive i Soissons avant BlQchcr, engagé dans des chemins de traverse impraticables. Pas un moment de perdu du côté des Français : des courriers sont expédiés à Paris, à Châlillon, à Meaux; Mortier et Marmont ont l'ordre de ressaisir l'oiïensive. Le pont de la Ferté rétabli dans la nuit du 2 au 3, l'empereur a passé la Marne : il se précipite sur Chiteau-Thierry et sur la roule de Soissons; il est en pleine manœuvre sur les flancs de rennenit, auquel nous avons coupé le chemin de Reims. Tout se dirige vers Soissons, la clef de la barrière de la Marne. Marmont et Mortier s'y portent par deux routes diflcrcnles : ce dernier maréchal est tranquille sur le sort de Soissons, défendue par une garnison et par des lortiflcalions nouvellement réparées. Cerné de toutes parts, Blüchcr ne saurait éviter sa ruine, puisque nous occupons Soissons. Biücher ne l'ignore pas; aussi sc propose-t-il d'emporter la ville de vive force et de s*y renfermer : il se présente cl les ponts s'abaissent devant lui I Uulow et Witilzingerodc, arrivés aossi de la Belgique, de l'armée de Bernadotte, avaient, le 2 mars, menacé Soissons, intimidé le commandant, qui ouvrit ses portes ! Le 4 au malin. Napoléon apprend à Fismes l'entrée des Prussiens dans Soissons! Le général qui avait

livré la place sc nommait Moreau : « Ah! s'écrie Napoléon, ce nom m’a toujours clé K fatal. ■ Soissons perdue, la Marne franchie par les alliés, il faut surprendre le passage de l'Aisne. Le 5 mars, l’Empereur court à Béry-au-Bac qu’enlève le général Nansouty ; ainsi le chemin de Reims à l.aon nous appartient. Le 6, il marche k Laon, et trouve sur les hauteurs de Craonne une armée russe en position ; il remet la bataille au jour suivant. soir, . des nouvelles de Strasbourg lui apprennent le mouvement presque général de la population des Vosges contre les Aulrichiensen retraite, et le concert d’attaque qui semble lier par les opérations offensives les garnisons du Rhin, celles de Ia lorraine et celles do l’Alsace. Mais le 7, il faut emporter Craonne; Ney et Victor à la télé de l’infanterie, Grouchy cl Nansouty à la tète de la cavalerie, s’élancent sur le plateau avec leur impétuosité ordinaire ; les trois derniers sont blessés. Belliard prend le commandement en chef de la cavalerie, soutenu par Drouot et son artillerie. Nous sommes maîtres de Craonne, après avoir éprouvé la plus vigoureuse résistance. Nous suivons les ennemis jusqu’à l’embranebement de la roule de Laon à Soissons ; ils tiennent quelques heures à l’auberge de l’AngcGardicn, afln de donner le temps à Blûcher d’évacuer Soissons et de se rallier. La journée fut fort sanglante, et notre difficile victoire eut un caractère de tristesse qui sc manifesta dans toute l’armée. Napoléon avait encore le front tout chargé de soucis, quand il parvint à Bray ; ce succès sans trophées lui inspirait de profondes réflexions. Ce qui entoure rF.inpereur, hommes de guerre, hommes d’État, a les yeux Axés du cOté de Chàlilloo. M. de Rumigny, attaché au cabinet, en arrive; il est porteur des nouvelles du duc de Vicence : elles ont un aspect grave ; les propositions de Lusigny sont qualiflées à Châlillon d’infractions aux bases de la négociation; on ne veut point admettre de discussion ; on persiste à exiger que le duc de Vicence souscrive à la condition desonciennes timitea de la France, ou remette un contre -pnyet; sans cela on menace de se séparer. La dépêche du plénipotentiaire est Irés-pressanle. M. de Rumigny emporte, le 8, une longue réponse à cette lettre du duc de ^’iccnce, et celle réponse donne encore une carte blanche , eaufratificatton I Napoléon a rejoint la tête de ses colonnes; elles sont en pleine marche sur Laon : on fait occuper Soissons qui ii'csl plus une barrière, et à deux lieues de Laon nous nous voyons arrêtes par l’ennemi, maître d’un défilé au milieu des marais; il est trop lard pour forcer ce passage. Napoléon rétrograde jusqu’à Cbavignon, où Flahaul vient lui révéler la rupture des conférences de Lusigny. I^

mouvement de Biücher a rétabli les affaires des alliés, eu attirant Napoléon sur ses traces; ils n’ont

 plus besoin d’on armistice. Cependant, dans la nuit du 8 au 9, un fait d’armes à la fois heureux et hardi ouvre le doGlc au maréchal Ncy. Gourgaud, premier oflicier d'urdoiinance de l'Empereur, a surpris les grand’gardes des allies. L’armée se trouve au pied des hauteurs de Laon. Le 9, Marmont, Ney et Mortier font leurs dispositions ponr aborder, le lendemain, à la pointe du jour, cette forte position : elle est défendue par l’armée de Blüchcr, grossie de celte avant-garde qui a pris Soissons sans coup férir : celte armée est deux fuis plus nombreuse que la nôtre. Laon est le centre presque inexpugnable des opérations du général prussien. Mais dans la nuit qui précède l’attaque, Marinent, à son tour, se laisse surprendre, et son corps est disperse. Fatale représaiilcdu beau /ail d’armes de Gourgaud! Ainsi se perd tout à coup, pour la seconde fois, et d’une manière irréparable, le fruit d’une marche pénible et savante. La disgrâce de Soissons allait être réparée; l’audace de Gourgaud avait conduit l'armée sous les remparts de Laon! Une grande bataille était près de se donner pour sauver la capitale. Napoléon montait à cheval à quatre heures du matin, pour eng tre heures après sa signature, le roi se déclare et «I tombe sur les Autrichiens. Vous pouvez tout faire « en ce sens. Jiien ne doit être épargné, dans la « situation ac/ucUe, pour ajouter à nos efforts les H efforts des yapolitains. » Ainsi Napoléon connait mieux que personne le péril de sa position, et le besoin qu’il a de conclure la paix à tout prix. Le 15, rEm|K*reur s’empare à force ouverte de Reims, dont Lorbine.iu avait été repoussé par un corps russe aux ordres de l’émigré Saint-Friest. Une scène, qui rappelle celle de Victor à \Ionlereau, a lieu le lendemain pour Marmont : ce maréchal vient rendre compte du désastre qu'il a essuyé à Laon. Napoléon lui adresse des reproches foudroyans, lui pardonne, et retient à dîner celui qu’il nomme Vun de ses enfânsf Dans la même journée, il reçoit six mille hommes que lui amène le fidèle Janssens, général hollandais, commandant dans les Ardennes. L’Empereur n’avait pas négligé de l'informer de sa marche sur l'Aisne. Ce brave arrivait à Reims par la route de Rethel : un renfort de six mille hommes est un corps d’armée pour Napoléon, qui combat arec trente-cinq mille hommes les forces de tout le Nonl de l'Europe. Ney s’avance sur Châlons. Fendant les trois jours de repos que l’année prend à Reims, deux événemens de la plus haute gravité se passaient dans le midi de la France : le lâ, le duc d’AngouIéme entrait à Bordeaux avec l’armée anglo-espagnole; le 13, Ferdinand Vil reparaissait

en Espagne sous la protection du maréchal Suchet. Augereau, à qui Napoléon a donné de Troyes l'ordre de se porter à toute course, avec scs vingt mille hommes, sur Vosoul, afin d'y écraser la retraite de SchwartzciulxTg , avait désobéi. Ainsi l'armée de Lyon n'est plus cette précieuse réserve qui, conduite par un vieux capitaine, doit réunir sous son aigle les belliqueux enfans du Jura et des Vosges , de la Bourgogne, delà Champagne; Augereau, le soldat Augereau, n'a pas voulu de celle gloire qui sauvait la France ; son armée et lui vont cesser de compter dans la défense nationale. Le 81 mars, Lyon ne sera plus à Napoléon, la même semaine aura vu tomber Lyon et Bordeaux : l'une par la défection d'un uiaréchal, l'autre par l'arrivée d'un prince de la maison de Bourbon. Jamais la guerre ne s'csl présentée sous un aspect plus menaçant et plus multiplié. Ia: cri de la coalition est FxRts ! Napoléon a élé deux fois à Vienne , à Berlin ; il a été à Moskou : François, FrédéricGuillaume, Alexandre, ont juré d'aller à Fnris; ils y sont altondus : M. de Vitrollcs leur en a porté le vœu. Schwartzemberg a sonné le tocsin de l'irruption sur Faris. Oudinot et Macdonald ont évacue Troyes le 4 mars devant celle graude révolte de ia peur. Schwartzemberg sc dirige sur Nogent; il n'a plus en face Napoléon et sa lrou|>c sacrée. Le 16 nu soir. Napoléon avait choisi entre Schwartzcinbcrg cl Blüchcr; c'est au généralissime qu'il veut livrer balaille. Le 17, ou marche sur l'Aube par Épernay; le 18, Na|>olc'on entre à Fère-Chainpenoise, où M. de Uumigny parait encore, venantde Chàliltun. A la séance du 13, les plénipotentiaires alliés uni renfermé le duc de Viceiice dans un cercle de vingt-quatre heures pour doiiuer son contreprojet. D'après cette résolution , leur projet est à peu de chose près leur uilimatuin. Le duc de ViccDcc demande un nouveau délai ; il l'obtient, cl, le 13, jour de la séance décisive, il présente un conIrc-prujcl où il ne parle nullement des concessions spécialisées par l'Empereur lui-mème le 2 mars ; mais il réclame le grand-duché de Varsovie pour le roi de Saxe, et les souverainetés dont ils sont titulaires pour la princesse Elisa, pour le grand-duc de Berg, pour le prince de Ncufchàlcl, et enfin pour M. de Talleyrand. (luand le sort de la France est 53 DiyiiiiCtîu uy

 entre ses mains, quand lo salut do la patrie devrait être sa seule pensé**, ce plénipotentiaire a Patlen* lion de s’occuper même aussi des petits princes nlIemaiKis, tandis que dans la dépéclie du 8, dont \l. de Ruinigny a été porteur , l’Empereur dit formellement à leur sujet : m // laitsera les aiiiéê faire •I à leur gré.. » La correspondance et le protocole des séances de Châlillon prouvent que la paix aurait été faite le 13, le 14, le 13, le IG, le 17, si le duc de Vicence eût accédé aux sacrifices que dans son intime conviction rKm{>ereur ne pouvait éviter. La gloire d’une résolution géncreuseautantqu’habilc lui restait tout entière, et sans aucun péril, puisqu’il avait p faire pour obtenirla paix. M |^19,les alliés rappellent avec dérision au duc de Vicence que, six semaines auparavant, il a offert pour un arinislicc ce qu'il refuse aujourd’hui pour la paix. Cependant, le même jour, le duc de Vicence leur déclare «1 gu'il ne peut encore regarder ta ntiteion comme H terminée, qu’il doit attendre lee ordres de sa « coMr.... n (>! sont 1rs dépêches de Reims du 17. Il quille le â1 au matin Châlillon, où restent encore les plénipotentiaires des alliés. Tout nous devient funeste : les dépêches de l'F^mpercur avaient été confiées à l'auditeur Frochol : l’ennemi le retarde dans sa roule; il n’a pu rejoindre le duc de Vicence que le 31 , et il le rencontre à quelques lieues de l^hàtillon ! Frappé de la teneur de ces dépêches du 17, Caulaincourl s’arrête à Joigny, d’où il écrivit à U. de Uetlernich « ^we te coum>r^i«'t7 rient de receroir a augmenté ses regrets. Ce qu'il m'a apporte, dit-il, ne me laisse pas de doute sur la possibilité qu'on aurait eue à s'entendre, même à Chdtillon. » Celait peut-être le cas d'y retourner ; les plénipotentiaires des alliés avaient seuls litre pour recevoir celle confidence. Digitized by Google

IIISTOUIE DK NAPOLEON. CHAPITRE II. »IITK BK lA CAIFAGÜB SB FRAIfCB.-^ CAPlTlLATlUn DE PASIS. Cbpb:«sa!«t Napoléon apprend à Châtres que la déroute du corps de Sainl-Priesl à Reims, et sa pro* pre marche sur Épernay, ont changé en retraite vers Troyes le mouvement général des alliés sur Paris. Une terreur panique a saisi le conseil des rois : cette terreur était si grande, qu'Alcxandrc disait lui>méme que la moitié de sa tête en grisonnerait. Macdonald et Oudinot, qui avaient dû rétrograder de Provins , ont rejoint l'Kinpereur à Plancy; ils croyaient poursuivre Witlgenstein, et Napoléon croyait manœuvrer sur les lianes de Tennemi contre un corps isolé. Peu de Jours après, une erreur tout â fait contraire devait lui être bien fatale î Le SO, TEmpercur veut traverser Arcis pour remonter jusqu'à Bar-sur-Aubc; mais les reconnaissances qu'il a envoyées sur Troyes ont rencontre l'ennemi. Une affaire sérieuse s'engage avec l'avantgarde. Napoléon s'y porte à la tête de trente mille hommes, afin de balayer sa route. Une armée immense se développe devant lui; c'est celle de Schwartzemberg! Fatigué des combats partiels dans lesquels Napoléon multipliait successivement la victoire contre les corps de la grande armée alliée, ce générali.ssimc s'était enfin détermine à mettre un terme là tant de défaites, et, du morneiil où le prince royal de Suède serait en ligne, à faire simullanétiient un mouvement general sur Paris. Mais, sollicité de nouveau, IVrnpercur Alexandre avait décidé de marcher sans attendre RernaduUc. Celait cette Icmpclc inattendue que Napoléon voyait fondre sur lui à Arcis, le 20 mars, jour anniversaire de tant de fortunes diverses dans sa vie. Napoléon n'a Jamais su reculer tant qu'il a pu combattre, et bienlét la bataille l'environne. Cette journée, il ne se regarde que comme le premier soldat du la France à qui sa vie appartient tout entière : il l'oITre mille fois au fer, au feu de l'ennemi; souvent il est obligé du se servir de son épée pour se dégager des massesqui l'enlourenl. Un obus tombe à scs pieds; il y pousse son cheval : la pièce éclate... un nuage de poudre le dérobe tout à coup à ses soldats; mais ni lui ni son cheval ne sont alleints, et il va, inutilement encore, chercher la mort au milieu de ses batteries. Tant qu'il a l'cpéeà la main, Arcis est inexpugnable pour l'armée de cent cinquante mille hommes qui ra.s$iége. i.a nuit vient : elle ne suspend pas les périls du jour. L'incendie des faubourg.s cl le feu continuel des deux années éclairent la défense des Français et les travaux des assiegeans, dont celle terrible clarté dirige les attaques. Un seul pont reste encore à Napoléon |H)ur se soustraire,

lui cl ses soldats, h une perte inévitable : il ordonne d’en jeter un second, et le 21 au matin nous évacuons Arcis. Cependant le combat ne se ralentit (»as ; et notre brillante retraite devant des masses si supérieures devient un beau fait (l’armes à ajouter à tant d'autres. L’ennemi pourrait anéantir l'armée française; mais il craint encore, tant elle est menaçante, même en reculant. Napoléon se replie dans le |dus grand ordre sur Vilry-le-Kraiiçais. Les routes de la capitale appartiennent à rennerni ! Napoléon passe à Soinmepuis la nuitdu2I au22; le 23, sou quartier-général esté Sainl-Dizier, où le rejoint le duc de Viceiicc, à neuf heures du soir. Digitized by Google

CHAPITRE II.

SUITE DE LA CAMPAGNE DE FRANCE.— CAPITULATION DE PARIS.

Cependant Napoléon apprend à Châtres que la déroute du corps de Saint-Priest à Reims, et sa propre marche sur Épernay, ont changé en retraite vers Troyes le mouvement général des alliés sur Paris. Une terreur panique a saisi le conseil des rois : cette terreur était si grande, qu'Alexandre disait lui-même que la moitié de sa tête en grisonnerait. Macdonald et Oudinot, qui avaient dû rétrograder de Provins, ont rejoint l'Empereur à Plancy; ils croyaient poursuivre Wittgenstein, et Napoléon croyait manœuvrer sur les flancs de l'ennemi contre un corps isolé. Peu de jours après, une erreur tout à fait contraire devait lui être bien fatale!

Le 20, l'Empereur veut traverser Arcis pour remonter jusqu'à Bar-sur-Aube; mais les reconnaissances qu'il a envoyées sur Troyes ont rencontré l'ennemi. Une affaire sérieuse s'engage avec l'avant-garde. Napoléon s'y porte à la tête de trente mille hommes, afin de balayer sa route. Une armée immense se développe devant lui; c'est celle de Schwartzemberg!..... Fatigué des combats partiels dans lesquels Napoléon multipliait successivement la victoire contre les corps de la grande armée alliée, ce généralissime s'était enfin déterminé à mettre un terme à tant de défaites, et, du moment où le prince royal de Suède serait en ligne, à faire simultanément un mouvement général sur Paris. Mais, sollicité de nouveau, l'empereur Alexandre avait décidé de marcher sans attendre Bernadotte. C'était cette tempête inattendue que Napoléon voyait fondre sur lui à Arcis, le 20 mars, jour anniversaire de tant de fortunes diverses dans sa vie.

Napoléon n'a jamais su reculer tant qu'il a pu combattre, et bientôt la bataille l'environne. Cette journée, il ne se regarde que comme le premier soldat de la France à qui sa vie appartient tout entière : il l'offre mille fois au fer, au feu de l'ennemi; souvent il est obligé de se servir de son épée pour se dégager des masses qui l'entourent. Un obus tombe à ses pieds; il y pousse son cheval : la pièce éclate... un nuage de poudre le dérobe tout à coup à ses soldats; mais ni lui ni son cheval ne sont atteints, et il va, inutilement encore, chercher la mort au milieu de ses batteries. Tant qu'il a l'épée à la main, Arcis est inexpugnable pour l'armée de cent cinquante mille hommes qui l'assiége. La nuit vient : elle ne suspend pas les périls du jour. L'incendie des faubourgs et le feu continuel des deux armées éclairent la défense des Français et les travaux des assiégeans, dont cette terrible clarté dirige les attaques. Un seul pont reste encore à Napoléon pour se soustraire, lui et ses soldats, à une perte inévitable : il ordonne d'en jeter un second, et le 21 au matin nous évacuons Arcis. Cependant le combat ne se ralentit pas; et notre brillante retraite devant des masses si supérieures devient un beau fait d'armes à ajouter à tant d'autres. L'ennemi pourrait anéantir l'armée française; mais il craint encore, tant elle est menaçante, même en reculant. Napoléon se replie dans le plus grand ordre sur Vitry-le-Français. Les routes de la capitale appartiennent à l'ennemi!

Napoléon passe à Sommepuis la nuit du 21 au 22; le 23, son quartier-général est à Saint-Dizier, où le rejoint le duc de Vicence, à neuf heures du soir.

The text on this page is estimated to be only 27.31% accurate

456 HISTOIRE DK NAPOLÉON. Ce minîslrc écrit à M. de McUcrnich, lous la dictée de Napoléon : u Arrivé celle nuil &culomenl près «de rKmpcrcur, Sa Majesté m’a sur-le-champ « donne ses derniers ordres pour la conclusion de H la paix; elle m’a remis en même temps tous les K pouvoirs nécessaires [M)ur la négocier et la signer. » Celle lettre était terminée, lorsqu'au moment où Napoléon montait à cheval pour se porter sur Doulevent, on lui amena le baron de Weissemberg, ambassadeur autrichien à î.ondrcs, qui revenait d’Angleterre; il voulut renlendrc avant le départ de la dépêche de M. de Vicence, que Ton confia au colonel Gaibnis, de rétal-major du prince de Neuf* châlel. Napoléon prescrivit à M. de Weissemberg de le suivre à Doulevenl, où il le chargea d’une communication verbale pour rcmpcreurd’Aulrichc, relative à la conclusion de la paix ; mais cette mission \ ne pouvait être remplie. Par suite d’un mouvement du général Pire à Chaumont et sur la roule do I.angrcs, l'empereur d'Autriche s’élail vu séparé de l’empereur Alexandre, cl forcé d’aller se réfugier à Dijon, accompagné d'un seul otficicr. Si ce prince avait été pris dans cette échauiïourée,sa rançon eût etc mise sans doute au prix de la paix, et Doulcveiit eût jugé le procès de CliAlillon, de rrancfurl et de Prague. Napoléon trouva à Doulevenl un avis secret de l'honorable comte I.avalIcUe, directeur-général des postes; cet avis portait : « flny a fHts un fuoment à perdre et on reut sauver la capitale, Napoléon savait bien que politiquement Parisc’étail la France; mais, entoure par la grande année alliée, comment pouvait-Ü SC faire jour aün de la prévenir à Paris ?]erg cl de lllüchcr sur la capitale! « Les alliés, » dit le général Wilson, témoin oculaire, « se trouvaient dans un H cercle vicieux, d'où il leur était impossible de «c SC tirer, si la défection ne fût venue à leur soit cours... Le mouvement sur Saint-Dizier, qui de« rail assurer l’empire a Napoléon, lui lit perdre sa K couronne. Cependant il ne désespère pas du salut de Paris; il compte y paraître encore assez lAl pour faire payer cher aux alliés l’erreur qui l’abusait depuis son départ d’Arcis. Il a enjoint à Marmont et à Mortier de se reployer à la hâte sur Paris, d'en arrêter lous Icsconvois, d’en réuniraulourd’eux lous les renforts. Ces deux maréchaux présenteront alorsà l’ennemi, devant les barrlcadesdesfaubourgs, une force intacte qui doit enlever cl appeler autour d’elle In population de la capitale. (,|ue feraSchwartzcriibcrg, quand il trouvera sous tes murs de Paris la menace

d’une balaillc d’cxtenninalion, dans laquelle un demi-million de Françaiscumbatlront pour I leurs foyers, cl quand il senlira peser sur ses derrières Napoléon, arrivant .i vol d'aigle à la tête de ses trente mille braves, cl soutenu par l’insurrection des habitnns des Vosges, du Jura, de l’Aube, de l.i Cùte-d'Or, etc.? Si Napoléon pouvait craindre qu’il fût trop lard pour préserver Paris, il exécuterait son premier pntjel, il irait rallier les garnisons de la Lorraine, de l’Alsace; il convoquerait à son ban la généreuse levée en masse des peuples les plus guerriers de la terre nalale. D’ailleurs son frère Jo.seph a l’ordre de résister jusqu'à l'extrémité, de barricader les rue.s de Paris, de créneler les maisons, de couper les piinLs extérieurs, d’enlever les bateaux, t^larke a fait transporter ilc Cherbourg et du Ilâvrc quatre-vingts pièces de gros calibre; elles devaient être en batterie. Le comité de défense a entoure Paris de redoutes ; vingt mille hommes d’infanterie, établis dans

tes dépùls voisins, sont prêts à entrer en ligne av

Ce ministre écrit à M. de Metternich, sous la dictée de Napoléon : « Arrivé cette nuit seulement près « de l'Empereur, Sa Majesté m'a sur-le-champ « donné ses derniers ordres pour la conclusion de « la paix; elle m'a remis en même temps tous les « pouvoirs nécessaires pour la négocier et la signer. » Cette lettre était terminée, lorsqu'au moment où Napoléon montait à cheval pour se porter sur Doulevent, on lui amena le baron de Weissemberg, ambassadeur autrichien à Londres, qui revenait d'Angleterre; il voulut l'entendre avant le départ de la dépêche de M. de Vicence, que l'on confia au colonel Galbois, de l'état-major du prince de Neufchâtel. Napoléon prescrivit à M. de Weissemberg de le suivre à Doulevent, où il le chargea d'une communication verbale pour l'empereur d'Autriche, relative à la conclusion de la paix; mais cette mission ne pouvait être remplie. Par suite d'un mouvement du général Piré à Chaumont et sur la route de Langres, l'empereur d'Autriche s'était vu séparé de l'empereur Alexandre, et forcé d'aller se réfugier à Dijon, accompagné d'un seul officier. Si ce prince avait été pris dans cette échauffourée, sa rançon eût été mise sans doute au prix de la paix, et Doulevent eût jugé le procès de Châtillon, de Francfort et de Prague.

Napoléon trouva à Doulevent un avis secret de l'honorable comte Lavallette, directeur-général des postes; cet avis portait : « *Il n'y a pas un moment à perdre si on veut sauver la capitale.* » Napoléon savait bien que politiquement Paris c'était la France; mais, entouré par la grande armée alliée, comment pouvait-il se faire jour afin de la prévenir à Paris? Le 26, une forte canonnade le rappelle à Saint-Dizier. Attaquée par des forces supérieures, son arrière-garde a évacué cette ville. Milhaud et Sébastiani, accourus avec leur cavalerie, repoussent l'ennemi au gué de Valcourt sur la Marne. Chassé de Saint-Dizier, où rentre l'Empereur, l'ennemi fuit dans le plus grand désordre sur les routes de Bar-sur-Ornain et de Vitry. Le 27 au soir, auprès de cette dernière ville, Napoléon apprend que ce n'est point Schwartzemberg qui le poursuit, mais un des lieutenans de Blücher, Wintzingerode, que l'on a détaché pour masquer le mouvement général des alliés sur Paris. Là, il apprend encore que Blücher a opéré enfin sa jonction avec Schwartzemberg, le 23, dans les plaines de Châlons, après son départ d'Arcis; et le même jour, une proclamation des alliés, dictée par les émissaires du comité de Paris, annonçait à la France la rupture des négociations et la marche de Schwartzemberg et de Blücher sur la capitale! « Les alliés, » dit le général Wilson, témoin oculaire, « se trouvaient dans un « cercle vicieux, d'où il leur était impossible de « se tirer, si la défection ne fût venue à leur se- « cours... Le mouvement sur Saint-Dizier, qui de- « vait assurer l'empire à Napoléon, lui fit perdre sa « couronne. » Cependant il ne désespère pas du salut de Paris; il compte y paraître encore assez tôt pour faire payer cher aux alliés l'erreur qui l'abusait depuis son départ d'Arcis. Il a enjoint à Marmont et à Mortier de se reployer à la hâte sur Paris, d'en arrêter tous les convois, d'en réunir autour d'eux tous les renforts. Ces deux maréchaux présenteront alors à l'ennemi, devant les barricades des faubourgs, une force intacte qui doit enlever et appeler autour d'elle la population de la capitale. Que fera Schwartzemberg, quand il trouvera sous les murs de Paris la menace d'une bataille d'extermination, dans laquelle un demi-million de Français combattront pour leurs foyers, et quand il sentira peser sur ses derrières Napoléon, arrivant à vol d'aigle à la tête de ses trente mille braves, et soutenu par l'insurrection des habitans des Vosges, du Jura, de l'Aube, de la Côte-d'Or, etc.? Si Napoléon pouvait craindre qu'il fût trop tard pour préserver Paris, il exécuterait son premier projet, il irait rallier les garnisons de la Lorraine, de l'Alsace; il convoquerait à son ban la généreuse levée en masse des peuples les plus guerriers de la terre natale. D'ailleurs son frère Joseph a l'ordre de résister jusqu'à l'extrémité, de barricader les rues de Paris, de créneler les maisons, de couper les ponts extérieurs, d'enlever les bateaux. Clarke a fait transporter de Cherbourg et du Hâvre quatre-vingts pièces de gros calibre; elles devaient être en batterie. Le comité de défense a entouré Paris de redoutes; vingt mille hommes d'infanterie, établis dans les dépôts voisins, sont prêts à entrer en ligne avec les autres forces de la capitale. Outre la terreur qu'inspire une aussi grande cité et le dévouement chaque jour renouvelé de sa garde nationale, Paris peut tenir assez long-temps pour que l'arrivée de Napoléon la délivre à l'instant : mais malheureusement il faut compter sur l'intrépidité de Joseph et sur la fidélité de Clarke!

Le 28, au point du jour, Napoléon part de Saint-Dizier à tire d'aile pour la capitale : il croit d'autant plus devancer l'ennemi à Montmartre, que, d'après le rapport de ses courriers, la route de Troyes se trouve libre. Ainsi, la Seine est le Rubicon des deux partis. L'Empereur, qui s'apprête à suivre la rive gauche, envoie à franc étrier le général Dejean annoncer son retour aux Parisiens : il fait dans cette journée quinze grandes lieues avec sa garde, et entre à Troyes. De cette ville il expédie, avec une pareille mission, Girardin, premier aide-de-camp du major-général. Nous sommes au 29 : dans le même moment, un conseil avait lieu aux Tuileries, et, malgré l'opposition de M. de Talleyrand qui

The text on this page is estimated to be only 27.79% accurate

niSTOlBE »E NAPOLÉON. 4Ô7 veut la régence et s’oppose chaudement h ce que Marie-Louise et son fils s'éloignent, cette princesse et le roi de Rome partent pour Blois, escortés par deux mille cinq cents hommes de ligne que réclame la défense de l’aris. Les grands dignitaires, les niinislres, même celui de la guerre, et le roi Joseph , à qui l’Empereur a confié sa capitale, tous se pressent sur 1rs pas de la rêgento qu’ils viennent de faire abdiquer par son départ. Talleyrand retarde assez Je sien pour que la barrière lui soit refusée. Il demeure à Paris afin de juger les événetnens. Le comité SC rallie autour de lui ; la crainte, l’inlérét, l’ambition, tout, excepté le patriotisme, appelle la foule dons son hôtel, devenu tout-à-coup le centre d’un gouverncincnl inconnu, qui aujourd'hui agit et déliWrc mystérieusement, et demain rendra des oracles ! Le 30, après quelques heures de repos, Napoléon poursuit sa route. Ou’a-l-il besoin d’arriver avec une armée? Lui seul est i'arniée qui peut sauver Paris. A qutrlques lieues de Troyes, il sc jette dans une carriole de poste. A chaque relais, il demande où sont l’Impératrice cl le roi de Rome. On lui dit que sa femme cl son fils ont quille Paris, qu’on se bal aux portes... Il vole... A dix heures du soir, cinq lieues seulement le séparent de Paris.... Dans une heure, il se verra à la tête des braves qui disputent la capitale aux coalisés... Ii. est trop tabo DK DEIX HECBES... pARIS VIERT DB CAPITCLER ! Napoléon sc trouvait à pied sur la route, au relais de Fromcnlcau, quand il recul celle fatale nouvelle du général Belliard, que Paris a vu figurer parmi ses plus illustres défenseurs. J.es courriers envoyés à Paris, ainsi qu’à Mortier cl Marmonl, avaient etc pris; ces maréchaux. croyanlquerLrnpcrcur, après la bataille d’Arcis, se reployait sur eux. étaient venus au-devant de lui jusqu'à Fcre-Lhampcnoisc, où, le !23, attaqués par la grande armée alliée, cl par un effroyable ouragan qui battit le front de leurs troupes, ils résistèrent pendant plusieurs heures cl furent obliges de céder au nombre, l.cs'gèiiéraux Paclhod cl Amey escortaient un convoi avec leurs divisions; ils avaient en tout six mille soldats, dont les deux tiers, encore en habits de paysans, étaient des recrues des départemens de l’ouest. Ilencontrés par toute l’armée alliée, ils sc disposèrent à vendre chèrement leur vie; les gardes russe, prussienne, autrichienne se brisèrent contre ces halaillons rustiques; la mêlée devint affreuse. Des hommes de toutes les nations assaillirent cctlc poignée de Vendéens qui, la veille du retour des Bourbons, jurèrent de mourir pour

Napuléon, refusèrent quartier, et périrent presntanémeiit formées par les généreux élèves de l'École Polytechnique. A la tète d'environ trente mille hommes. Mortier cl 31armonl engagèrent le combat à cinq heures du malin. Jamais les Français n'avaicnl déployé une plus brillante valeur : les villages de Pantin cl de Bomainvillc , pris et repris plusieurs fuis, étaient demeurés à nos troupes. L'ennemi laissa douze mille tués sous les murs de Paris : la perte des nôtres fut moins considérable quoiqu'ils ne sc battissent que pour mourir à la vue de S(‘pl à huit cent mille habilans qui ne surent ni soutenir les vivans ni remplacer les morts. Le roi Joseph ni le général Clarke, ministre de la guerre, n'avaiciit org.misé la défense matérielle de la capitale, malgré les moyens sullisans proposés par le comité. Le ministre avait refusé à vingt mille braves vingt mille fusils renfermés dans l'arsenal. A midi, la grande ville cl la petite nrincc se trouvèrent enveloppées par l'inondation étrangère, à Montmartre, à Charontic, à Vinceimes. Alors le roi Joseph, qui. en se demandant : « Que ferait mon frère à ma M place?!» devait rester à son poste jusqu'au dernier soupir, ordonna aux maréchaux de capituler, et se mil en roule pour la Loire. Clarke, celui des ministres dont la présence à Paris était le premier devoir; Clarke , qui répondait surtout de Paris à l'Kin|>creur, se hâta de suivre le prince fugitif qui n'avait pas senti bouillonner dans ses veines le sang de Napoléon. : - 0 ! y Goo^^lc

Marinonl négociait un ar* inislicct Tcnncmi faisait des progrès par le seul déploiement de scs masses : il occupait Mont-Louis, Belleville, lléiiilmuntaiit, la butte Chaumont, la Villellc, cl Blücher menaçait de forcer la barrière de Saiiil-üeiiis, quand des deux côtés on susptmdit les hostilités. Toutefois Mortier avait devant lui Kleist, Yurck, Woroiizow et l'émigré Langeron. Le maréchal et Relliard , son chef d'élat-niajor, ignoraient le dé|>art du roi Joseph. Ils continuèrent, malgré leur faiblesse, d'imposer aux ennemis qui flottaient indécis au pied des hauteurs de Montrn.irIrc, lorsque raide de-camp Pejean , expédié de Doulencourt par Napoléon , arriva et prescrivit au maréchal de donner avis au prince de Schwarlzein* lierg des ouvertures de paix faites à l'emiKTeur d'Autriche. Le inaréclia) s'empressa d'obéir; mais le prince répliqua par la déclaration des alliés, après la rupture de Châtillun. Dans l'intervalle de | cette communication. Mortier, n'clant pas informé par Marmonl de l'ordre de capituler, tenait ferme, cl répondit à la sommation d'un aide-dc-camp du t'empereur Alexandre : m Les alliés pour être au Il pied de Montmartre ne sont point dans Taris; mes soldats et moi, nous périrons plutôt sous ses «I ruines que d'accepter une honteuse capitulation : U au reste, quand ju nepourrai plus défendre Paris, «je sais où etcomnienlelTeclucrnia retraite devant «I vous, et malgré vous. » Cependant Marinont venait de conclure la suspension d'armes, cl Mortier, en ayant enfln reçu l'avis, se réunit à son collègue pour traiter. L'armistice ne donnait d'autre ligne aux maréchaux que l'enceinte de Paris. Ainsi l'on devait remettre Montmartre aux allies. L'émigré Langeron eut conn.ii$sancc de ce traité; mais, im|>atient de sc signaler contre la capitale de son ancienne patrie, il ne voulut pas attendre l'évacuation , de Montmartre : ü l'attaqua de vive force, cl, mal- . gré la suspension d'armes, on se battit encore depuis Uonliuarlre jusqu'à Ncuüly. La capitulation fut vivement discutée h In Villetle par les maréiliaux : on convint que l'armée se retirerait avec | son matériel et aurait toute la nuit pour sortir de Paris; cette convention était verbale. Le conseil chargea Marmont de la rédiger cl de la signer au nom de son collègue : les troupes des deux maréchaux sc dirigèrent sur Fontainebleau par les barrières du Maine et d'Orléans. Mortier avait écacuc Paris le premier; il occupait Villejuif, au moment où le général Uelliard faisait à Napoléon le récit de la prise de Paris. Napoléon l'avait écoulé dans le plus grand silence : « Eh bien ! ditdl, allons à Paris; 4(partons. — Mais,

Sire, il n’y a plus de troupes à « Paris, lui répondit Belliard. — N’importe, reprit U l'Empereur, j’y trouverai la garde nationale ; M mon armée in’y rejoindra demain ou après, et j’j K rétablirai les aflaires. Suivez-moi arec toute vo« Ire cavalerie. — Votre Majesté s’expose, répondit U Belliard, à être prise et à faire saccager la capi« laie ; elle est entourée par cent trente mille boni« mes. Je n’en suis sorti que par une convention, «je ne puis y rentrer, ni moi ni mes troupes. » Après ces mots, Napoléon s’achemine vers la maison de poste, ordonne de prendre position, et sc résout à envoyer le duc de Viccncc pour traiter. Parvenu, non sans |>eine , à Bondy, quartier-général de l'empereur Alexandre, le duc de Vicence rendit compte des ordres dont il était charge. Alexandre remit sa réponse après l’enlréc à Paris, qui allait avoir lieu. Le duc de Viccncc revint attendre dans celte ville l’audience du czar, cl Napoléon sc décida à attendre k Fontainebleau le résultat de celle dernière négociation. Cinquante mille hommes lui restent; iis arrivent de la Champagne par Sens, de Paris par Essonne. Ces débris de riionueur militaire de la France vont sc rccoiiiiaitrc en sc serrant autour du grand capitaine pour lequel ils sont toujours prêts a combattre et é mourir. Les soldats de Marmont, de Mortier, qui viennent d'illuslror encore une fois nos aigles, doivent protéger contre la ville ennemie, contre la capitale, lequartier-géiiérai de l’Empereur. 11 donne à son ancien aidc-dc-camp, à Marmont, le poste de cuiifiance qui couvre le camp de Fontainebleau.
Digitized by Google

Cependant, tandis que Marmont négociait un armistice, l'ennemi faisait des progrès par le seul déploiement de ses masses : il occupait Mont-Louis, Belleville, Ménilmontant, la butte Chaumont, la Villette, et Blücher menaçait de forcer la barrière de Saint-Denis, quand des deux côtés on suspendit les hostilités. Toutefois Mortier avait devant lui Kleist, Yorck, Woronzow et l'émigré Langeron. Le maréchal et Belliard, son chef d'état-major, ignoraient le départ du roi Joseph. Ils continuèrent, malgré leur faiblesse, d'imposer aux ennemis qui flottaient indécis au pied des hauteurs de Montmartre, lorsque l'aide-de-camp Dejean, expédié de Doulencourt par Napoléon, arriva et prescrivit au maréchal de donner avis au prince de Schwartzemberg des ouvertures de paix faites à l'empereur d'Autriche. Le maréchal s'empressa d'obéir ; mais le prince répliqua par la déclaration des alliés, après la rupture de Châtillon. Dans l'intervalle de cette communication, Mortier, n'étant pas informé par Marmont de l'ordre de capituler, tenait ferme, et répondit à la sommation d'un aide-de-camp de l'empereur Alexandre : « Les alliés pour être au « pied de Montmartre ne sont point dans Paris ; « mes soldats et moi, nous périrons plutôt sous ses « ruines que d'accepter une honteuse capitulation : « au reste, quand je ne pourrai plus défendre Paris, « je sais où et comment effectuer ma retraite devant « vous, et malgré vous. » Cependant Marmont venait de conclure la suspension d'armes, et Mortier, en ayant enfin reçu l'avis, se réunit à son collègue pour traiter. L'armistice ne donnait d'autre ligne aux maréchaux que l'enceinte de Paris. Ainsi l'on devait remettre Montmartre aux alliés. L'émigré Langeron eut connaissance de ce traité ; mais, impatient de se signaler contre la capitale de son ancienne patrie, il ne voulut pas attendre l'évacuation de Montmartre : il l'attaqua de vive force, et, malgré la suspension d'armes, on se battit encore depuis Montmartre jusqu'à Neuilly. La capitulation fut vivement discutée à la Villette par les maréchaux : on convint que l'armée se retirerait avec son matériel et aurait toute la nuit pour sortir de Paris ; cette convention était verbale. Le conseil chargea Marmont de la rédiger et de la signer au nom de son collègue : les troupes des deux maréchaux se dirigèrent sur Fontainebleau par les barrières du Maine et d'Orléans. Mortier avait écacué Paris le premier ; il occupait Villejuif, au moment où le général Belliard faisait à Napoléon le récit de la prise de Paris. Napoléon l'avait écouté dans le plus grand silence : « Eh bien ! dit-il, allons à Paris ; « partons. — Mais, Sire, il n'y a plus de troupes à « Paris, lui répondit Belliard. — N'importe, reprit « l'Empereur, j'y trouverai la garde nationale ; « mon armée m'y rejoindra demain ou après, et j'y « rétablirai les affaires. Suivez-moi avec toute vo- « tre cavalerie. — Votre Majesté s'expose, répondit « Belliard, à être prise et à faire saccager la capi- « tale ; elle est entourée par cent trente mille hom- « mes. Je n'en suis sorti que par une convention, « je ne puis y rentrer, ni moi ni mes troupes. » Après ces mots, Napoléon s'achemine vers la maison de poste, ordonne de prendre position, et se résout à envoyer le duc de Vicence pour traiter. Parvenu, non sans peine, à Bondy, quartier-général de l'empereur Alexandre, le duc de Vicence rendit compte des ordres dont il était chargé. Alexandre remit sa réponse après l'entrée à Paris, qui allait avoir lieu. Le duc de Vicence revint attendre dans cette ville l'audience du czar, et Napoléon se décida à attendre à Fontainebleau le résultat de cette dernière négociation.

Cinquante mille hommes lui restent ; ils arrivent de la Champagne par Sens, de Paris par Essonne. Ces débris de l'honneur militaire de la France vont se reconnaître en se serrant autour du grand capitaine pour lequel ils sont toujours prêts à combattre et à mourir. Les soldats de Marmont, de Mortier, qui viennent d'illustrer encore une fois nos aigles, doivent protéger contre la ville ennemie, contre la capitale, le quartier-général de l'Empereur. Il donne à son ancien aide-de-camp, à Marmont, le poste de confiance qui couvre le camp de Fontainebleau.

The text on this page is estimated to be only 28.36% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 439 CHAPITRE III. m ALMÊS A PARU».— HAPOI tOIl A PONTAIRIBLIAC. — BON ABDICATION. *— I CS ADIEUX DI FONTAttlBBI EAP. — DtPART POri L*IIB D*BLBE. Lb 51 mars â midi, Alexandre et Vrédéric-Guil* laume, ainsi que le généralissime Schwarlzemberg, lirenl leur eniréi; dans Paris. Après vingt-deux an> nées de guerre, ils occupent è leur tour en Irioin* phalcurs la capitale de leur ennemi. Les Parisiens clierclienl vainement a la tête de ce cortège le père de l'Impératrice, l'aîeul du roi de Ilome.Praneois 11 avait été retenu en Bourgogne par In marche de Na* polcon sur Fontainebleau. Le hasard servit heureu* seinent d'abord rempereur d'Autriche, en le tenant éloigné des évcneincns qui livraient à ses alliés la capitale de son gendre. Celte sorte de bonne fortune fut partagée aussi de plein gré par lord Casthv reagii. M. de >lctlernich , alin de proBter, sans en être responsable, du mal que l'on ferait à la France, prolongea l'absence de son maître et la sienne le temps qui lui parut nécessaire au premier établis* sement de la conquête; car la coalition voulait iriiprinier le caractère de conquête à son entrée à Paris, et cc{)endanl elle n'avait osé aborder la pensée de ce triomphe, malgré une armée de cinq cent mille soldats, avant l'arrivée de M. de Vilrolles au quartier-général d'Alexandre. Blücher seul l'avait tenté deux fois, et deux fois il avait été battu par Na|H>léon. Si les alliés ne sc trouvèrent pas sans surprise les armes i la main dans la capitale du grand empire, ccllc-ci se sentit frappée à leur aspect d'une morne stupeur; ce niumenl détruisit tout-à-coup le juste orgueil de vingt-cinq années de gloire. Les Parisiens furent, et ils devaient l'élrc, plus étonnés, plus à plaindre que les habitans de Vienne, de Berlin, de Moskou, qui n'avaient pas eu de pareils souvenirs à aluliquer devant le même malheur; aussi les allies parurent-ils inquiets du silence qui régna sur leur passage. Ce silence no fut interrompu qu'au lH)uU>varil Italien par des cris rares et violons en faveur de la maison de Bourbon. Le bracelet blanc, que Schwarlzcmbcrg avait ordonné à l'armée alliée de s'attacher autour du bras, parut un signal impérieux que donnait le vainqueur de sc rallier à la famille royale. La population, élevée dans la haine de ces couleurs, ne vit en elles que la loi de l'étranger, et demeura muette à l'apparilion de cette nouvelle servitude de la guerre. l/os royalistes, au contraire, encouragés par ce qu'ils regardèrent comme un appel à leur opinion, sortirent toul-n-coup de l'ubscurite dont

leur conspiration s'enveloppait depuis six mois, et lancèrent dans les groupes des oisifs du boulevard des Italiens quelques femmes hardies qui allachcrent des cocardes blanches aux clia[>eaux des hommes ; ils pavoisèrent aussi quelques fenêtres avec des mouchoirs, cl firent entendre des balcons de plusieurs maisons les cris de rirent in Bourbonâ! rirent noê libérateursl Ce mol de fièérateurs devint à l'instant le sobriquet des alliés, et l'on chantait bientôt : A'o.t amie les ennemie. D'autres royalistes plus audacieux, environ au nombre de vingt personnes armées, vinrent, sur le boule* vard de la Madelainc, au-devauldes souverains, en habits bourgeois, portant des cocardes blanches et le drapeau des Ucurs de lis. Les vieux habitans sc rappelèrent les coinmenccmens de la révolution ; en effet, c'en était une que l'on essayait. Des dames se précipitèrent, au péril de leur vie, au milieu des chevaux, pour approcher IVmpcrcur Alexandre; Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 23.34% accurate

440 HISTOIRE DE NAI'OLÉON. (Dos lui (Irniandcrcnt à grands cris le rétablisse* iiK'iil (le la ramille roy«ile. Plusieurs dViilre elles élaieiil dames du palais de Marie-Luuise, et ne sVii distinguèrent pas moins par la vivacité de leurs instances; mais Alexandre, encore plus frappé du calme et de Paspcct de la ville depuis la barrière de Kundy jusqu'à ce boulevard, était reste impassible à la vue de cette scène bizarre, et avait froidement conitnué sa route jusqu'aux r.hamp.s-Éiysées. Il y lit dénier pendant trois heures les armées de la coaliliun, et se rendit ensuite, à pied, vers cinq heures, chez le prince de Bénévent, où il avait établi son quartier-général. Par un sentiment délicat de ménagement pour rctnp4.'rcur Napoléon, ce prince avait formellement refusé d'occuper soit le palais des Tuileries, soit celui de TÉlysée, dans lequel il ne s'installa qu'après le traité du 11 avril. Mais pendant qu'Alexandrc goûtait les premiers fruits de la victoire devant ses soldats, un secret entretien avait lieu entre M. de Nesseirode et te prince de. Bénévent; ils y préparaient l'cdijel que l'un allait «liscijtcr le soir dans le conseil des souverains, c'està-dire la question du gouvernement à établir en Traiice. De son c6tc, le prince de SebwartzembcTg n'avait pas tenu la conduite d'un ennemi généreux; iiiiblianl son lilrcdedernier ambassadeur d'Autriche auprès de Napoléon, auquel il devait son grade de feid-maréchal, il s'était souvenu seuicmciit des engagemens qu'au mépris du serment militaire et de la foi des traités, il avait coiilraclés avec la Uussic, à Minsk, en 181:2. Kn su qualité de généralissime, qui,|)endanirabseiicedesoii maître, lerendait l'égal des deux autres souverains, il s'était bâté de déclarer que i'ejintence Uc yapolcon en France était mcotnpaliOle arec le repos de VFitrope, et qite, iéonrirani, on derait se fixer au retour de t'ancicnne tk^tte manifestation inattendue des intentions de l'Autriche précéda l'ouverture du conseil, ihi ne remarquait pas dans Alexandre le même empresscnienl à délrùner Napoléon que dans le représentant de François 11; il dit qu'il y avait trois partis à adopter : Faire la paix arec yapoléon, en prenant contre lui toutes les sûretés ; clablir la ré' qcnce; rappeler la maison de Itourbon. M. de Talleyrand vola haulomenl en faveur du dernier parli, ajoutant w^a'U se portail fort jfour le Sénat, lequel entraînerait Paris, qui cnlraliierait la France. » (Jc(HMidanl Alexandre ne paraissait pas persuadé, et alors un pnqmsa d'adniellre à la délibération deux membres du comité que M. de Tallcyrand avait rorniè autour de lui. I.C

conseil se trouva ainsi composé des deux souverains, du généralis.siiiic, du prince de Bénévent, du duc de Dail>crg, de l'archevêque de Malineset du baron Louis. Alexandre prorlaiiiaqucses alliés et lui ne connaissaient que deux ennemis, l'cnipcrciir Napoléon , et tout enit^t de la liberté des /'r«wfa/s. 11 demanda ensuite les opinions lies nouveaux venus; Tun d'eux alTirmaquc toute la France était royaliste, cl que d'ailleurs l'exemplede Paris deviendrait décisif. L'empereur Alexandre prit alors l'avis du roi de Prusse et du généralissime ; et, d'aecord avec eux, ce prince déclara quV/ ne traiterait plus arec l'empereur Sapoléon, niavec aucun membre de sa famille. Les votaiis français obtinrent facilement la permission de publier cette déclaration, dont les imprimeurs Michaud, présens, par hasani ou ù dessein, dans une salle voisine, couvrirent deux heures après les murailles de Paris. « Il y a, écrivit en 181(1 un publiciste devenu célèbre, et qui était de ce conseil, ü y a un point décisif dans les affaires, et U était là.... On ne peut trop le dire, la rcslauration est sortie de ce conseil. » Voilà comme la nation fut consultée, représenuk* et interprétée. Il fallait assurer le dénoùiiieiit de celle comédie politique, que scs propres auteurs ont nommée depuis lajournce des dupes. y1 la fin du conseil, dit l'historien de la restauration, nous mimes tous nos soins À empêcher t'e/fet des représentations que les néyociatcurs , au nom de Napoléon, pourraient chercher à produire. Si nous no pûmes les empécher d'arrirer, on parvint du moins à abreycr leur séjour et à en allénucr l'effet. Des que nous fûmes sortis du conseil, nous iraraillàmes à nous assurer d'un des yénèraux tes plus influons, » Mais quand même ces précaulions n'eussent pas eu le succès qu'elles ont obtenu, les trois personnages qui conduisaient l'afTaire de la royauté depuis la lin de 1815, SC trouvaient garantis par les alliés. » MM. de Tal^ leyrand et de Dalbcnj, dit le même auteur, avaient fixé leur aticntion d'une manière plus positire. On avait poussé l'attention jusqu'à pourvoir à notf'e avenir, s'tL eit XtE coxpruiis p&t l'issue des EvtXENESS. Cependant on sentait la nécessité de dire quelque chose à la nation dan.s la déclaration dont le comité venait de fournir l'improvisalioii à ('empereur Alexandre; voilà pourquoi celte pièce [Kirtait aussi : u Les sourcrains alliés rcconnailront et ga~ rantiront la constitution que la nation française se donnera; ils invitent, en conséquence, te Sénat à désigner un gouvernement provisoire, qui puisse pourvoir aux besoins de l'adininislration etprèpo' rvr LA rossîiTiTiox çi'i coxvikvora au peuple praisçAis! >• 11 y avait encore une autre mission à confier au Sénat, c'clait de consulter le peuple français

sur la dynastie qui lui conrenait, et d'ouvrir à cet effet des registres dans tous les chefs-lieux, suivant le mode mis en usage pour ravènement de Na|>oléon au consulat à vie et h rempirc;cel acte de jusllco Google

 et (le franchise eût été une noble demoostration de U sincérité des principes de la déclaration de Francfort, de celle de Chàlillon ; enûn de la dernière déclaration de Paris, où les alliés redisaient encore qu'ils voulaient que la France fût libre, forte, grande, heureuse ! .Mais Topiiiion publique, qui, le jour même de l'occupation de la capitale, n'avait certainement pas eu le temps de se reconnaître, venait d'étre surprise dans une embuscade française cl étrangère. Prisonnière sans cartel, elle n'était même pas admise i capitulation : on lui avait sculeiiienl donne d'office un interprète, comme les tribunaux donnent un défenseur à un accusé sans espoir, et cet interprète était le Sénat. Ce corps avait fait depuis vingt ans scs preuves de complaisance et de docilité. Imperturbable instrument des volontés de Napoléon, cl accablé de scs bienfaits, il n'avait pas appris, dans la longue habitude de rendre des services cl d'en recevoir le prix, la générosité qui resserre les liens de la lidclitc aux sermons envers le prince abandonné de la fortune. Convoqué par H. de Tallcyrand , cl sous la présidence de ce ministre, en qualité de vice grand-électcur de l'empire, le Sénat fournit d'urgence à cette convocation une minorité choisie, laquelle, en raison d'une délibération convenue, nomma un gouvernement provisoire, composé de UM. de Tallcyrand, de Beuriionville, de Jaucourt, de Dalberg et de l'abbé de Montesquieu. Les conslituans sc trouvèrent en majorité dans le gouvernement provisoire, circonstance qui leur inspira le faux espoir auquel ils sc laissèrent entraîner ; car on doit croire, à leur honneur, qu'ils rêvèrent alors la France de 1700. Soit poussé par de hautes instigations, soit excite parles souvenirs amers d'une ambition déçue, M. Bellart prit sur lui, comme président du conseil général du département de la Seine, de proclamer que la capitale demandait le rétablissement de la famille royale; cl en effet il pouvait bien déclarer pour Paris, avec te conseil général, ce que trois Français avaient déclaré en présence des chefs de la coalition pour toute la France. Mais tel n'éuil pas encore le vœu connu des souverains alliés ; ils n'avaient spécifié que la déchéance de Napoléon et l'autre d'une conetitution qui contint à la France, procès de Napoléon était perdu, celui de la maison de Bourbon n'élail pas gagné. Dans la soirée du 31, le duc du Vicence, d'après les espérances données la veille à Bondy, obtenait l'audience de l'empereur Alexandre cl remplissait sa mission. Mais le prince de Scbwartzemberg, transformé par lui-même en ministre de la

contre-révolution, avait fait signifier au plénipotentiaire de Napoléon qu'il n'était toléré à Paris que comme parlementaire. On alla même jusqu'à lui demander sa parole d'honneur qu'il n'agirait en aucune manière, soit auprès des autorités, soit auprès des individus. Pour mieux trancher la question, on inséra dans le Moniteur du S avril la note suivante : « Le duc de Vicence s'élanl présenté au« près des souverains alliés, n'a pu parvenir à s'en K faire entendre. Ses propositions n'élaicnl pas celles «que les puissances avaient le droit d'attendre, H surtout d'après la manifeslalioii éclatante des ha« bilans de Paris et de toute la France, h même jour, à neuf heures du soir, le Sénat, qui avait le mot d'ordre des alliés, « déclara Napoléon déchu « du trône, le droit d'hcrédilc aboli dans sa fa« mille, le peuple et l'armée délies envers lui du n serment de fidélité. » 1.Æ lendemain, une asscx forte minorité du Corps-Législatif adhéra au sénalus-eonsultc. I>a Cour de cassation envoya egalement son adhésion ; il en fut de même de la part de la Cour des comptes cl de la Cour impériale. Des milliers d'exemplaires du sénatus-consultc furent expédiés dans les déparlemens, aux années françaises, aux armées ennemies et à tous les corps constitues, pour être simultanément publiés. Le premier secrétaire de Bonaparte, jadis son compagnon de l'école de Briennc, llourrienne, le Jour de rentrée des alliés, avait pris la direction des postes, que le comte I^ivalettc, ancien aide-de-cbamp et l'ami de Napoléon, avait dû quitter le matin pour sa propre sûreté; la poste était devenue ainsi un puissant agent de la trahison domestique et de l'occupaliuii étrangère. Toutefois, il répugnait à la morale politique du celle époque de constituer un pays uniquement sur la désertion. I^s souverains alliés, les princes de la maison de Bourbon, ce gouvernement provisoire lui-même, bien qu'éphémere, ne pouvaient regarder ces apostasies, les uns comme une garantie suffisante de leur triomphe, les autres comme un gage certain d'une fidélité si subite, le dernier enfin comme une sanction de scs actes. En effet, il est de l'esscncc des choses, et surtout des choses politiques, que le moindre obstacle suffise pour les arrêter dans leur marche précipitée. Prévenu par le comité de défection, qui, suivant sa tactique, occupait toutes les avenues des souverains allies, le duc de Vicence venait, à la vérité, de se voir enlever à l'improvisle la cause personnelle de Napoléon ; mais il lui restait à soutenir celle de la régence et celle de la dynastie impériale. Alexandre l'avait entendu, l'avait même écoulé favorablement; le plénipotentiaire avait obtenu au moins une promesse de protection pour les derniers intérêts qu'il était chargé de

défendre. 11 avait balancé pendant douze heures toute la coalition anli-napolêonnieone, soit française, soit étrangère ; il avait su regagner tout le terrain conquis par la trahison : IMi

et de franchise eût été une noble démonstration de la sincérité des principes de la déclaration de Francfort, de celle de Châtillon ; enfin de la dernière déclaration de Paris, où les alliés redisaient encore qu'ils voulaient que la France fût libre, forte, grande, heureuse ! Mais l'opinion publique, qui, le jour même de l'occupation de la capitale, n'avait certainement pas eu le temps de se reconnaître, venait d'être surprise dans une embuscade française et étrangère. Prisonnière sans cartel, elle n'était même pas admise à capitulation : on lui avait seulement donné d'office un interprète, comme les tribunaux donnent un défenseur à un accusé sans espoir, et cet interprète était le Sénat. Ce corps avait fait depuis vingt ans ses preuves de complaisance et de docilité. Imperturbable instrument des volontés de Napoléon, et accablé de ses bienfaits, il n'avait pas appris, dans la longue habitude de rendre des services et d'en recevoir le prix, la générosité qui resserre les liens de la fidélité aux sermens envers le prince abandonné de la fortune. Convoqué par M. de Talleyrand, et sous la présidence de ce ministre, en qualité de vice-grand-électeur de l'empire, le Sénat fournit d'urgence à cette convocation une minorité choisie, laquelle, en raison d'une délibération convenue, nomma un gouvernement provisoire, composé de MM. de Talleyrand, de Beurnonville, de Jaucourt, de Dalberg et de l'abbé de Montesquiou. Les constituans se trouvèrent en majorité dans le gouvernement provisoire, circonstance qui leur inspira le faux espoir auquel ils se laissèrent entraîner ; car on doit croire, à leur honneur, qu'ils rêvèrent alors la France de 1790. Soit poussé par de hautes instigations, soit excité par les souvenirs amers d'une ambition déçue, M. Bellart prit sur lui, comme président du conseil général du département de la Seine, de proclamer que la capitale demandait le rétablissement de la famille royale; et en effet il pouvait bien déclarer pour Paris, avec le conseil général, ce que trois Français avaient déclaré en présence des chefs de la coalition pour toute la France. Mais tel n'était pas encore le vœu connu des souverains alliés ; ils n'avaient spécifié que la déchéance de Napoléon *et l'œuvre d'une constitution qui convînt à la France*. Le procès de Napoléon était perdu, celui de la maison de Bourbon n'était pas gagné.

Dans la soirée du 31, le duc de Vicence, d'après les espérances données la veille à Bondy, obtenait l'audience de l'empereur Alexandre et remplissait sa mission. Mais le prince de Schwartzemberg, transformé par lui-même en ministre de la contre-révolution, avait fait signifier au plénipotentiaire de Napoléon qu'il n'était toléré à Paris que comme parlementaire. On alla même jusqu'à lui demander sa parole d'honneur qu'il n'agirait en aucune manière, soit auprès des autorités, soit auprès des individus. Pour mieux trancher la question, on inséra dans *le Moniteur* du 2 avril la note suivante : « Le duc de Vicence s'étant présenté auprès des souverains alliés, n'a pu parvenir à s'en faire entendre. Ses propositions n'étaient pas celles que les puissances avaient le droit d'attendre, surtout d'après la manifestation éclatante des habitans de Paris *et de toute la France*. » Le même jour, à neuf heures du soir, le Sénat, qui avait le mot d'ordre des alliés, « déclara Napoléon déchu du trône, le droit d'hérédité aboli dans sa famille, le peuple et l'armée déliés envers lui du serment de fidélité. » Le lendemain, une assez forte minorité du Corps-Législatif adhéra au sénatus-consulte. La Cour de cassation envoya également son adhésion ; il en fut de même de la part de la Cour des comptes et de la Cour impériale. Des milliers d'exemplaires du sénatus-consulte furent expédiés dans les départemens, aux armées françaises, aux armées ennemies et à tous les corps constitués, pour être simultanément publiés. Le premier secrétaire de Bonaparte, jadis son compagnon de l'école de Brienne, Bourrienne, le jour de l'entrée des alliés, avait pris la direction des postes, que le comte Lavalette, ancien aide-de-champ et l'ami de Napoléon, avait dû quitter le matin pour sa propre sûreté; la poste était devenue ainsi un puissant agent de la trahison domestique et de l'occupation étrangère. Toutefois, il répugnait à la morale politique de cette époque de constituer un pays uniquement sur la désertion. Les souverains alliés, les princes de la maison de Bourbon, ce gouvernement provisoire lui-même, bien qu'éphémère, ne pouvaient regarder ces apostasies, les uns comme une garantie suffisante de leur triomphe, les autres comme un gage certain d'une fidélité si subite, le dernier enfin comme une sanction de ses actes.

En effet, il est de l'essence des choses, et surtout des choses politiques, que le moindre obstacle suffise pour les arrêter dans leur marche précipitée. Prévenu par le comité de défection, qui, suivant sa tactique, occupait toutes les avenues des souverains alliés, le duc de Vicence venait, à la vérité, de se voir enlever à l'improviste la cause personnelle de Napoléon ; mais il lui restait à soutenir celle de la régence et celle de la dynastie impériale. Alexandre l'avait entendu, l'avait même écouté favorablement; le plénipotentiaire avait obtenu au moins une promesse de protection pour les derniers intérêts qu'il était chargé de défendre. Il avait balancé pendant douze heures toute la coalition anti-napoléonnienne, soit française, soit étrangère ; il avait su regagner tout le terrain conquis par la trahison :

The text on this page is estimated to be only 26.02% accurate

44S IIISTOinE ÜË NAPOËÉO!*. en un mot, il était parvenu à remettre en doute l« question de rancienne dynastie, que le prince de licnéventet son parti croyaient avoir décidée. Mais, avant de so prononcer définitivement sur une af* faire aussi grave et aussi compliquée dans ses rhancis, l'empereur Alexandre voulut réunir le jour môme, 3 avril, les principales notabilités de Paris, et présider un grand constdl de famille, où seraient portés et discutés les intérêts de la France, tant par^rapport à elle que par ra|q)orl A l'Kurope. K 11 faut décider, dit renqKreur dans cette réunion, « quel est le gouvernement qui convient à la France U pour remplir ces deux objets. » La discussion, entamée dans l'esprit de modération dont Alexandre venait de donner l'exemple, fut suivie en toute li> Ix'rté, et la balance des opinions des etrangers pcn> chait évidemment {K>ur la régence, Mais le général Uessoles, nommé la veille au commandement de la garde nationale, prit la parole, et, plaidant avec chaleur la cause de ceux qui, comme lui, s'étaient aventurés dans l'œuvre de la restauration, (il reprendre à la déclaration du 31 mars tout son empire. Ainsi le procès fut juge de nouveau contre Napoléon. Remonte dans ses apparlemens, l'empereur Alexandre reçut le duc de Vicence, cl lui déclara que Napoléon détail abdiquer. Le duc partit pour Fontainebleau. Pendant que ces choses se passaient à Paris, l'Iinpératriee-régenle, établie à Blois avec le gouvernement, faisait publier celte proclamation, dans laquelle elle plaçait les droits de son üls et sa personne sous la sauve-garde des Français : H Français ! K I>es evénemens de la guerre ont mis la capitale on

The text on this page is estimated to be only 28.10% accurate

IIlSTOinii DB NAl’OI.ÉON. Fontainebleau, rKrnpcroiir n*avail pas perdu un]»eul momciil pour la réorganisation de rarmée, cl le Jour suivant il avait mis en discussion un plan de campagne. La question était, ou de manœuvrer autour de la capitale, ou de ic retirer sur la Loire. Le prciiiicr avis avait prévalu, et par suite des dispoKitionsque Napoléon |irit alors, il désigna pours^m quartier-général Montligiion , au lieu de l'on(hierry. Le 5, après avoir passe sa garde en revue, il lui avait dit : U Soldats! « L'eunemi nous a dérobé trois marches cl s*cst «> rendu maître de Paris ; il faut Ten chasser. D'inH dignes Français , des émigrés , auxquels nous •I avions pardonne, ont arl)oré la cocarde blanche « et SC sont joints à nos ennemis. Les lâches! ils re* U ccvrunl le prix de cc nouvel alleiilal. Jurons de M vaincre ou de mourir, cl de faire respecter cette «cocarde tricolore qui, depuis vingt ans, nous H trouve dans le chemin de la gloire cl de l'hon« ncur. » Ce serment avait été prononcé par la garde avec enthousiasme : toute la soirée, les soldats dansèrent des farandoles aux cris de n're l'Empereur t allons à Paris I Napoléon se vit même obligé de contenir PdTervesccnce guerrière qui s'était emparée de ses troupes. G'pcndaiil, dans cette même journée, remplie d'evénemens, de circonstances, il'actes de toute nature, l’annonce de la déchéance pruclaméc par lu Sénat, celle de rabdicaliuiidenioiidéc par les alliés , tous les journaux, tous les pampliiets de la capitale, étaient j>artüut colportés, grâce aux émissaires du gouvernement provisoire et aux amis des hôtes du palais de Fontainebleau. C’était par Essonne, et avec raison, que toutes ces nouvelles pénétraient dans rinlérieur de Napoléon et sous les tentes de sa fidèle année. Mais si la dcclicaiicc était débattue dans le palais, au camp elle était haulemeul rejetée. Les acclamations de la garde prouvaient sunisamment l’esprit du soldat. Ouant aux chefs de l’armée, aux maréchaux, il s'en trouvait qui paraissaient regarder la quesUuii de Fabdicaliuii comme un asile au moins pour la patrie, et ils se disposaient à l’aborder avec l’Empcri urà la première occasion. I.c duc de Vtcencc arriva â Fontainebleau dans la nuit, et midil compte à Napoléon de la décision fatale dont il était porteur. Napoléon se determina alors à adjoindre au duc de Viccncc deux plcriipotcnliaires qui, par leur inQueiicc personnelle, don- | ncraicnl des rcprésenlans aux intérêts de la France, | à ceux de raniiéc, cl du poids aux vœux que cette I armée, encore mciiaçaiilc pour les alliés, formait si 445

hautement en la faveur! Le Icndemaii roalin, Napoléon désigna les maréchaux Ncy et Marrnont. L'acte d'abdication fut discuté, rédigé et signé en CCS termes ; « Les puissances alliées ayant proclamé que l'em* « pereur Napoléon était le seul obstacle au rétablis* U sement de la paix en Europe, l'empereur Napo* •I léon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt K à descendre du trône, à quitter la France, même U la vie, pour le bien de sa patrie, inséparable des U droits de son fils, de ceux de la régence de riiiiH pératrice et du maintien des lois de l'empire. «I Fait a notre palais de Fontainebleau, le 4 avril «1814. N NAfOLtOV. n Le duc de Dassano écrivit à M. de Metlernich pour l'informer de l'abdication et de la condition que Napoléon y avait mise. Cette dépêche fut portée à M. de Metlernich à Villencuvc-rArchcvéque, à quelques lieues de Sens. Cc ministre n'avait garde de se hâter de se rendre à Paris ; l'Autriche voulait achever son ouvrage; c'élail elle qui, de Prague, avait amené les alliés à Paris. Le système de son vieux cabinet pour l'abaissement de la France devait prévaloir sur tous ks liens du sang. Depuis un an Scbwartzcmbcrg n'avait rien laissé de douteux à cet égard, partes paroles au duc de Bassano : « La politique a fait le mariage ; la politique peut le r/ftsouilre» » Le moment était venu. Tandis qu'on expédiait les pouvoirs des négociateurs, on annonça à l'Empereur que le maréchal Macdonald venait d'arriver â Sainl-Dizicr avec son corps d'armée. Entraîné par la destinée. Napoléon SC sentit encore plus frappé de l'iinporlance du commandement d'Essonne, où était le maréchal Marrnont. « C'est là, dit Napoléon, que s'adresseront toutes les intrigues, toutes les trahisons de Paris. Il faut que j'aie à ce poste un homme comme Marrnont, mon enfant, élevé dans ma tente/» Et Macdonald fut nommé plénipotentiaire. Cependant le fTrincc de la Moskowa , les ducs de Vicencc et de Tarcnte, reçurent l'ordre formel de dire au duc de Raguso, en passant â Essonne, que Napoléon l'avait aussi choisi; mais que, ne pouvant refuser à sa fidélité, garantie par tant de bienfaits d'un côté et par tant de services de l'autre, ce dernier témoignage de sa confiance cl de son aiïeclion, il le laissait mat* Ire de se joindre à ses collègues dans le cas où il ue croirait pas être plus utile à l'Empereur à Essonne qu'à Paris. Malgré l'immincncc de ses périls et la sagacité de son esprit, il n'avait pas été donné à Napoléon de tout prévoir. Porteurs de l'abdication, les trois plénipotentiaires prennent la route de Poris. La veille, on avait Digitized by Google

4<4 HISTOIRE DE NAPOLÉON. ordonné aux (roupcs de se mettre en mourcmenl : la garde impériale s'était ébranlée pour occuper Montlignon, où Napoléon avait résolu d'établir son quarticr^général. Arrivés à Essonne, les plénipo> tentiaires descendent chez le duc do Raguse, et lui font connaître les ordresde l'Empereur. Ilsdevaient attendre, pour aller plus avant, l'autorisation du général ennemi; le maréchal les retint à dîner. Bientôt il con(ie à Ncy cl à Macdonald, qu'il a traite avec Schwartzemberg ; il voulait parler de la con* vention d'Essonne, ratitiéc le matin même à Cho> villy. Un moment après, le duc de Vicence reçoit celte confidence du maréchal Macdonald. Alors la conversation devient générale; ellecst des plus vives de la part des plénipotentiaires de Fontainebleau : celui d'Essonne paraît céder à la puissance des senti> mens qui combattent sa conduite ; il leur affirme que rien n'est signe, et qu'il les suivra à Paris. Les plénipotentiaires, dans la persuasion que cette affaire repose sur Marmonl, lui proposent ou d'aller à Fontainebleau tout avouer à l'Empereur, ou de les accompagner à Chevilly et de tout dénouer avec Schwartzemberg; Marmont se décide pour le dernier parti. .4vanl de monter en voilure, il déclare, en présence de ses collègues, aux généraux Souham et Bordesoult, ses principaux divisionnaires, que rarrangement convenu avec le généralissime doit être regardé comme nul, qu'il ne lardera pas â revenir, cl il leur ordonne de garder leurs positions; il ajoute qu'il ne sépare point sa cause de celle de l'arrnée. Arrivés au château de Clievilly, le prince de la Hoskowa, les ducs de Vicence cl de Tarcnlc, entrèrent chez le prince de Schwartzemberg, qui seul pouvait transmettre aux nouveaux plénipotentiaires l'autorisation nécessaire pour pénétrer jusqu'à Parts et remplir leur mission. Ix^duc de Bagusc demeura dans la voiture, u préférant, dit-il, ne voir le généralissime qu'après leur visite. » 1.Æ maréchal Macdonald, ayant appris que le prince royal de Wurtemberg était malade dans Je château, monta à son appartement. Le prince lui parla de la convention de Chevilly comme d'une affaire totalement terminée, et dont rien ne devait arrêter l'exécution. .Macdonald quille le prince cl court à la voilure, où il avait laissé Marmont ; mais il ne i'y trouve plus : Marmonl était chez le généralissime autrichien. Macdonald raconta alors au duc de Vicence ce qu'il tenait du prince de Wurtemberg. Un moment après, Marmont les rejoignit dans le salon, où il fut suivi presque immédiatement par le généralissime. Le duc de Ragusc essuya de vifs reproches, balbutia,

allégua l’cmbarrasdc s'expliquer devant tant de personnes, cl assura qu'il avait rempli sa promesse; Schwartzemberg ne dcmenlil aucune des paroles de Marmonl. Enfin, raulurisalioii de se rendre à Paris étant venue, les plénipotentiaires se mirent en roule. Le maréchal Marmont partit avec eux « pour répéter, leur dit-il , la même déclaration à Vempertur Alexandre, la négociation arec le de Schioartxemberg étant connue de S. M. /. » A une heure du matin, ils furent admis en présence de l’Efnpereur, qui les recul avec bienveillance. Ms reproduisirent dans toute leur force les premiers argumens du duc de Vicence, relatifs à la déclaration du SI mars. » La régence, dirent-ils, n'avait U point eu de défenseurs : elle avait été jugée et « condamnée par défaut. » Loin de rejeter leurs raisonnemens, l’Empereur écouta avec intérêt la lecture que lui fit le duc de Vicence de quelques articles rédiges d’avance à Fontainebleau, et les discuta, même sans y faire l>eaucoup d'objections. Il était deux heures du matin : l’Empereur congédia les plénipotentiaires, et les ajourna à midi. Ms s'éloignèrent, rassurés par l’impression qu’ils venaient de produire, par les dispositions qu'on leur avait montrées, et par la renonciation de Marmont aux engagemens de Chevilly. Ils s’étaient réunis à onze heures et demie chei le maréchal Ney, attendant l'instant où ils devaient revoir l'enipereur Alexandre. Marmonl arriva, et bientôt on l'avertit que son premier aide-de-camp, le colonel Fabvicr, le demandait. 1) sortit, et rentra cinq minutes après,)>âlc comme la mort : « Souham cl Bordesoult, dit-il, ont enlevé mou U corps d’armée. Fabvicr est venu en toute hâte...» Et l'on appela Fabvier, qui rendit compte de l’évcnenienl. Marmonl dit qu’il allait ramener scs troupes, chose impossible, puisqu'elles sc trouvaient, depuis la pointe du jour, dans les lignes des ennemis : clics claicnt partiesavec ardeur, dans l’espoir qu’on les menait au combat! Bien qu’aucune illusion n’abusât les plénipotentiaires sur celle irréparable aventure, ils engagèrent le rnarccbal à faire tout ce qu'il croirait devoir tenter pour tenir la parole qu’il leur avait donnée à Essonne, renouvelée à Chevilly cl à Faris. Midi était déjà sonné; ils n’avaient pas un moment à perdre pour paraître chez rcmi>crcur Alexandre : ils dissimulèrent autant que possible leur dévorante anxiété; car tous leurs cfTorls seraient vains si Alexandre apprenait cette défection. Ce prince les accueillit aussi bien que la nuit précédente, et la conversation avait repris un cours favorable, quand un officier se présenta cl parla en russe à l’empereur : w A'oms sommes perdue, dit tout bas le duc de Viccoce au maréchal Macdonald, l'Empereur eait que le corpe de Marmont a passé. » Alexandre

sortit on moment, puis il rentra. Mais la discussion des articles, presque approuvée dans la conférence de la nuit, ayant recommencé, donna lieu de la part de ce joogle

 souverain à une foule d*objections : la défecUon do premier corps avait tout changé. La suite de l'entrclieii fut remise à cinq heures; on parla avec chaleur de l'armée et de ses sentimens : « Messieurs, dit 4(l'Empereur avec vivacité, vous faites sonner bien « haut la volonté de l'armée, et vous n'ignorez pas « que le corps du duc de Raguse a passé de notre « côté; d'autres sont encore dans les mêmes dispoK sitions : on est las de la guerre. Nous ne voulons M que le bonheur de la France : peu nou» importe « son gourernement, s'il la rend heureuse. Nous oc M voulons aujourd'hui que ce que le vœu national « a déjà proclamé. Il repousse Id régence, comme « il a repoussé rcmpercur Napoléon. Je vous dé« clarc donc que nous ne pouvons admettre que son « abdication absolue ^ à cette condition seule , rous M pouces regarder fa pais comme fitile. Nous nous K engageons i faire assurer à l'empereur Napoléon *1 une existence indépendante et convenable sous K tous les rapports. » Les plénipotentiaires sc récrièrent en vain contre celle étrange détermination, si différente des espérances qui leur avaient été données. Ils combattirent vivement la conséquence que rHmpcreur tirait de la défection du sixième corps, et afTirmèrenl qu'elle ne serait suivie d'aucune autre. Efforts inutiles! L'arrèl européen venait d'élre prononcé par Alexandre, en l'absence de François 11, mais de concert avec le gouvernement provisoire. Les plcnipotenliaires durent sc résigner à retourner à Fontainebleau pour porter à l'empereur Napoléon la nouvelle décision du vainqueur. Le duc de Vicencc ayant eu des audiences particulières de l'Empereur de Russie, dans une de ces audiences, le 3 avril, il avait été question de choisir le lieu de retraite qui serait assigné à Napoléon. Alexandre avait désigné l'ilc d'Elbe au lieu de Corfou et de la Corse dont on avait parlé. Le 3 avril, on lisait dans le Moniteur : « S. M. l'empereur de « Russie, dès qu'elle a su le changement opéré *< dans le gouvernement français par le Sénat, et «l'établissement du gouvernement provisoire, a « fait proposer, au nom des puissances alliées, à « Napoléon Bonaparte, de se choisir un lieu cl un N établissement de retraite pour lui et sa fttmille, « M. le duc de Vicencc a été charge de lui remettre « celle proposition. » Ainsi celle détermination sur rabdicalion absolue datait du 3 avril. Napoléon devait en avoir eu connaissance, et sans doute clic lui revint à l'esprit le 4, après le départ de ses négociateurs. La renonciation qu'il avait signée en faveur de son fils lui parut alors, non plus un sacrifice qu'il faisait généreusement à la France ,

mais ' une démarche que sa haute raison frappait de nul- | lité. U On a voulu, dit-il, iiic faire abdiquer en fait veur du roi de Rome, Je l'ai fait; cependant ce « n’est pas l'intérél de la France. Mon fils est un K enfant, ma femme n'entend rien aux affaires. N Vous auriez donc une régence autrichienne pcriH dant douze ou quinze ans, cl vous verriez M. de « Schwarlzcmbcrg , vice-empereur des Français : K cela ne peut vous convenir, ü’ailleurs il faut raiM sonner : quand même cela entrerait dans les vues M de l'Autriche, croit'on que les autres puissances « consentent jamais à ce que mon fils règne tant U que je titrait Non, ccrlaincmcnl. Elles auraient « trop peur que j’arrachasse le limon des affaires •(des mains de ma femme; aussi je n'attends rien «I de bon de la démarche des maréchaux. » Napoléon disait a Fontainebleau ce que le prince de Benévent disait à Paris, et ce que venait de répéter en d’autres termes Alexandre aux plénipotentiaires. Napoléon jugeait mieux que personne toute sa position, et il en était d’autant plus porté à tenter encore le sort des armes, comme la seule ressource qui resUt à une condition aussi désespérée. On assure qu’il avait dit au duc de Vicencc : « PenU dant que tous nigociere» à Paris, je leurtomberai K dessus arec mes braves. Je pars demain. » Mais avant de prendre la roule d'Essonne avec le gros de l’armée, car on a vu que la garde était déjà en mouvement sur Monilignon, l'Empereur envoya son premier ofTicicr d'ordonnance, Gourgaud, à Essonne, pour inviter à dîner les maréchaux Marmont et Mortier, cl le général Souham, le plus ancien divisionnaire de l'armée. Il voulait s’entretenir avec eux des opérations qu’il projetait. Le colonel Gourgaud ne trouva ni le maréchal Marmont, alors parti pour Paris avec les plèiiipulenUaircs, ni le général Souham, qui pourtant était à Essonne ; mais il lui laissa l’ordre de sc rendre à Fontainebleau. L'Empereur l’attcndil inutilement, et dans la nuit du 4 au 3 il lui expédia un autre ofTtcicr. Gclui-ci ne trouva i Essonne ni Souham ni le corps d'armée, et revint en toute hâte apporter à Napoléon celte fatale nouvelle. Ainsi Fontainebleau restait à découvert! L’honneur de l’armée n’ctail plus intact, et tout espoir était perdu, jusqu'à celui qui n'avart jamais manqué, l'espoir dans les armes. Napoléon doute encore de la défection de Marmont. Il refuse de croire que son élève, son ami, son enfant, « ce« lui , disail-tl , qui a mangé mon pain sous ma « tente, » l’ail trahi, abandonne au dernier jour. «I L'ingrat, s’ccria-il, il sera plus malheureux que K moi t a Cependant il ordonne au général Bciliard de faire couvrir Fontainebleau par quelques escadrons. Mais le maréchal Mortier, voisin d’Essonne, avait

pourvu à celte pressante nécessité, du im>incnl où il avait appris le départ du corps de Maruiont. Ce malheur, tout nouveau pour Napoléon, le

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.45% accurate

446 HISTOIRE DE NAPOLÉON. (ouchail lie trop près, et son amc sc sentait depuis plusieurs jours oppressée sous le poids de trop de chagrins, pour qu'il ne cédât pas enliii à l'iiiipérieux besoin de lui donner un confident digne de sa douleur. Oc confident ne j)ou>ait être que l'armée de Foiilaiiiebleau. Voici coininc il lui parle dans l'ordre du jour du 3 avril : « L'Einjwreur remercie rannéc pour l'attacbc« ment qu'elle lui témoigne, et principalement « parce qu'elle rcconriail que la France est en lui, « et non dans le peuple de sa capitale. Le soldat suit U la fortune et rinrorluiic de son général, son lion« neur cl sa religion. Le duc de Raguse n'a point M inspiré ces scnlimens h scs compagnons d'armes : M il est passe aux alliés. L'Kmpereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait celte « démarche : il ne peut accepter ni la vie ni la li-> •I iMîrlé delà merci d'un sujet, •(Le Sénat s'est permis de disposer du gouverne' •(ment français. Il a oublié qu'il doit à l'Empereur U le pouvoir dont il abuse maintenant ; que c'est lui w qui a sauvé une partie de ses membres de l'orage «I de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé » l'autre contre la haine de la nation. Le Sénat se •(fonde sur les articles de la crisé les hommes, comme on le M lui a reproché, alors le monde reconnaîtrait au« jourd'hui qu'il a t udesraisonsqui motivaient son « mépris. (1 tenait sa dignité de Dieu et de la nau lion : eux seuls pouvaient l'en priver. Il l'a tou« jours considérée comme un fardeau, et, lorsqu'il « l'arcepta , c'élail dans la conviction que lui seul « était à méinu de la porter dignement. Aujuuru d'hui que la furlunc s'est décidée contre lui, la w volonté de la nation seule pouvait le persuader •« de rc>ter plus long temps sur le Irùne. S'il se doit » considérer comme le seul obstacle à la paix, il fait « ce dernier sacrifice à la France. Il a en coriséit quencc envoyé le prince de la Moskowa, les ducs « de Viccnce et de Tareiite à Paris püurentarncr les U négociations. L'armée peut être certaine que son U honneur ne sera jamais en contradiction avec lu « honheur de la France. » Pendant que Na{>oIéon confiait ainsi à son armée, avec une modération digne des plus grands caractères. les douloureux secrets de sa fortune actuullr, une portion de celte année, soustraite le matin à Son drapeau, sous l'espoir qu'elle allait se battre pour lui , répondait à Versailles aux nobles sentimens qu'il lui témoignait à Fontainebleau. Voici qu'elle avait été la destinée du corps de Mannonl : depuis deux jours, dans l'armée de Napoléon, on nu parlait que d'une attaque sur Paris; le mouvement opéré

la veille par la garde avait de nouveau confirmé ce bruit. Placé au premier poste, le corps de Mannonl allenilait avec impatience le signai de s'ébranler à son tour. Le 3, à la pointe du jour, le général Souliam met le corps en mouvement; et à [>eirie avait-il franchi le rayon de cantonnement, il SC voit entouré par des régimens de cavalerie étrangère qui précèdent, qui flanquent cl qui ferment sa marche au travers de toutes les troupes ennemies en armes sur sa roule. A l'aspect des cavaliers bavarois, qui rabordèrenl au sortir du territoire d'Essonne, les oiFiciers et les soldats, partis avec joie, parce qu'ils croyaient aller attaquer le flanc droit de l'ennemi , reconnurent qu'on les avait livrés. Alors des murmures sinistres parcoururent les rangs, et de menaçantes clameurs révélèrent aux généraux Souham et Rordesonll l'énergie dus scnlimens qui soulevaient contre eux tous les esprits. Néanmoins le corps du maréchal Marmunl, traîné comme un vil prisonnier, dut défiler ainsi sous les fourches caudine.s de la trahison, cl, quoique plein d'une vigoureuse indignation, promener l'infamie d'un déserteur à la vue des soldats de toutes les nations, qu'il avait cru aller comballre. Enfin, à Versailles, où ces braves furent débarrassés de leurs gardiens, Pexplosioii éclata, cl ils sc soulevèrent spontanément contre les chefs qui Us avaient arrachés au coiiimandemonl de Napoléon. Ces généraux n'eurent que le temps de sc soustraire à la fureur commune, au milieu dos coups de fusil. 1.CS soldats sc rassemblèreiil vers l'Orangerie avec le dessein de retourner à Napoléon , cl de venger son injure et leur honneur ; ils voulaient reprendre le chemin d'Essonne, et passer en plein jour sur le ventre des étrangers, auxquels ou les avait lâclieinciit livrés |>endaiil la nuit. On a vu plus haut toutes les protestations et toutes les infidclitcs de Slarmonl; on a vu qu'il avait juré de ne pas se séparer du reste de l'armée, et promis de ramener lui -mémo à Essonne le sixième corps, qu'il feignait de croire enlevé par les généraux sous ses ordres, qui irav.ueiil fait que lui obéir; mais, outre l'impossibililé de tenir celle promesse, il pt'nsail si peu à l'cxécuLcr, qu'au lieu d'aller risquer lui-tiiémc de revoir ses troupes déjà rendues à Versailles, cl condamnées à ne pouvoir plus rejoindre Napoléon, il leuradressa au contraire Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 28.80% accurate

HISTOIRE DE NAPOI-ÉON. «7 une prociamntion où on lisait : •< Vous êtes les soln (lais de la patrie; ainsi cVst ropinion publique « que

vous

une proclamation où on lisait : « Vous êtes les sol-
« dats de la patrie; ainsi c'est l'opinion publique
« que vous devez suivre, *et c'est elle qui m'a or-*
« *donné* de vous arracher à des dangers désormais
« inutiles, pour conserver votre sang que vous sau-
« rez répandre encore lorsque la voix de la patrie
« et l'intérêt public réclameront vos efforts. *De bons*
« *cantonnemens et mes soins paternels* vous feront
« oublier bientôt, j'espère, jusqu'aux fatigues que
« vous avez éprouvées. »

Le même jour, à trois heures après midi, le général qui commandait à Corbeil la division de réserve disait dans sa proclamation : «..... La nuit
« dernière des corps entiers ont quitté leurs posi-
« tions. J'avais l'ordre d'occuper Corbeil : aucun
« ordre contraire ne m'a été donné; je suis donc
« resté fidèle avec vous à mon poste. Les braves ne
« désertent jamais ; ils doivent mourir à leur
« poste..... » On inséra cette pièce après celle de Marmont, dans *le Moniteur* du 7 avril. Le rapprochement n'était pas heureux pour la proclamation du maréchal. A la lecture de celle-ci, ses officiers arrachèrent leurs épaulettes, brisèrent leurs épées; les soldats jetèrent leurs armes, et, se trouvant sans chef pour retourner à Essonne, ils durent subir la loi de la nécessité, et se laissèrent conduire à Mantes.

Je ne saurais comprendre pourquoi, au premier aveu de Marmont de sa convention avec Schwartzemberg, l'un des plénipotentiaires ne partit pas sur-le-champ, ou comment on n'expédia pas au moins un secrétaire pour en instruire l'Empereur à Fontainebleau. On ne pouvait douter cependant que, si cette convention avait lieu, la négociation ne fût perdue, comme cela arriva en effet. Je dirai plus : un ancien serment et des devoirs plus sacrés que jamais, obligeaient chacun de ces plénipotentiaires à la déclaration d'une vérité si importante pour l'Empereur ; tout leur prescrivait de s'arrêter à Essonne et de demander de nouveaux ordres.

Ainsi, par le départ du 6e corps, Fontainebleau n'est plus une position militaire et Napoléon se trouve à la discrétion des alliés. Il lui reste à peine quarante mille hommes pour livrer la bataille du désespoir, si redoutée encore des souverains et du gouvernement provisoire. Le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna, de Tilsitt, de Wagram, devra subir toute la condition d'un triomphe des temps barbares, et prononcer la déchéance de son fils ! Tel est le résultat du crime de Marmont, à qui est dû l'ultimatum d'Alexandre dans la soirée du 6 avril ! Congédiés d'une manière aussi rigoureuse par l'empereur Alexandre, les plénipotentiaires français arrivèrent le soir à Fontainebleau. Après le compte rendu de leur mission, ils se retirèrent, et l'Empereur, dans le dessein de sonder les dispositions de ses maréchaux sur les projets militaires qu'il pouvait avoir conçus, fit appeler le prince de la Moskowa. Ce qui se passa dans cette entrevue a échappé à l'investigation historique.

Le 6 avril vit sortir du gouvernement provisoire, décréter par le Sénat après quelques changemens, imprimer, proclamer et insérer au *Bulletin des lois*, la nouvelle constitution française. Cet acte *appelait librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, et après lui les membres de sa famille. Mais la constitution devait être soumise à l'acceptation du peuple Français, et Louis ne devait être proclamé* Roi des Français, *qu'aussitôt qu'il aurait accepté la constitution et juré de l'observer et de la faire observer.* Cette disposition, à elle seule, établissait le contrat entre la nation et le Roi; c'était précisément ce qui devait faire rejeter par les conseils du Roi l'acte du Sénat. L'abbé de Montesquiou engageait alors le Roi à faire une simple déclaration. *On ne parlerait au public ni du Sénat ni de la constitution, et il ne serait redevable qu'à S. M. de ce que le Sénat prétend lui donner à un prix si dégoûtant.* Mais de son côté le Sénat, par sa maladresse à stipuler ses intérêts privés qu'il fallait régler dans un traité secret et particulier, pour ne montrer au public que la constance à soutenir les intérêts généraux, perdit une admirable occasion de mettre à jamais les droits de la France à couvert, et de donner ce qui se réduisait à recevoir. A la vérité ce corps était dominé par une minorité dévouée à M. de Talleyrand, alors vice-grand-électeur, et au gouvernement provisoire, où il ne siégeait pas un homme d'un grand caractère et capable de conduire dignement la négociation entamée avec le prince auquel on pouvait rendre la couronne à des conditions également honorables et utiles pour la nation et pour la royauté. Les alliés eux-mêmes, et surtout Alexandre qu'une raison habile rejetait alors du côté des principes libéraux comme le seul moyen de faire prendre le change à l'enthousiasme militaire de la France, auraient vu avec plaisir le prince enchaîné par un traité qui, en le défendant contre les préjugés et l'entraînement de ses anciens amis, tous opposés aux besoins de l'époque, aurait encore délivré l'Europe de la crainte d'une révolution nouvelle.

Le 7 avril, Napoléon se leva plus guerrier que de coutume ; il en avait fini avec la politique. Déjà familiarisé à l'idée d'être un souverain sans empire, il ne pouvait encore supporter l'idée d'être un général sans armée. Il ordonna la revue du deuxième et du septième corps. Le maréchal Oudinot reçut cet ordre avec une surprise qui frappa Napoléon : ce n'était pas la première fois qu'il avait remarqué

448 HISTOIRE DE NAPOLÉON. plus que (le la lassilude de ta part des chefs de Tarinéc. La revue cul lieu., el tes vires acclamalions des soldats prouvèrent à rKinpcreur la fidelité de leurs seiilimens qui reccvaienl alors de son ioforlune une expression plus énergique, l^s chefs de rarmée élaienl devenus des hommes de palais; les soldats étaient demeurés les hommes de la tente : ceux-ci restaient toujours dévoués au grand capitaine qui venait de les illustrer dans la postérité la plus reculée, par la plus belle campagne dosa vie; ceux-là savaient que l'Empereur avait abdiqué. On prétend que Napoléon, vivement ému de l'cnthousiasnicdes troupes, qui efleclivcnient n'étaient plus les siennes, dit au duc dcHeggio : « Maréchal, puis je compter sur tolre corps d'armée f — A'on, Sire ; Foire Majesté a abdiqué. — Oui, mais sous condition. — Il est rrai. Sire, mais le soUtat ne cannait pas les restrictions. — Eh bien l maréchal, attendons les noU' celles de Paris, n Après la revue, rKmpereur fut reconduit dans scs apparlemeiis par les maréchaux Bcrthier, Ney, Lefebvre , Oudinol , Macdonald , par les ducs de Bassano el de Vicencc, ol le général Bertrand, grandmaréchal du palais. Napoléon engagea toubà-coup avec une entière liberté d'esprit la conversation sur les affaires, faiblement sur sa position personnelle, niais fortement sur celle de la France et de l'armée, et traita la haute question de ces grands intérêts, comme s'il n'cùt été qu'un citoyen et un militaire. Le dcvelup))cmcnt qu'il donna à ses idées le ramena naturellement à celles d'une juste défense, el U se complut à mettre en balance les chances de la guerre avec l'ignominie d'une paix qu'il disait mortelle pour la France. Il savait bien que quatre armées resserraient chaque jour davantage le camp de Fontainebleau ; qu'une armée russe se trouvait entre Essonne cl Paris, une autre entre Monlereau cl Melun; que des corps nombreux étaient en marchepar les routes de Chartres et d'Orléans, tandis qued'aulres troupes accouraient par cellesdela Bourgogne ctde la Champagne, et tenaient le pays entre l'Yonne et la Loire. K Mais d'un autre côté, disait-il, les allies seront for44 cés de se battre, ayant Paris à dos. L'immense poti pulation de la capitale enlundra notre canon. La 44 garde nationale, le peuple des faubourgs, eu parce tie composés de vcléraiis de la vieille gloire repu44 blicaincetdc celle de l'empire, voudront partager 4t Icspérilsde l'armée et feront trembler rcnnenii. » Aucun des avantages d'une telle position n'échappe à Napoléon; il compte aussi sur l'armée du maréchal Souil sous Toulouse; sur celle du maréchal Suchel qui est à Narbonne el qui doit sc

réunir à celle de Soult; sur celle du maréchal Augercaudans les Cévennes; sur celle encore du prince Eugène,el sur celle du général Maison dans la Flandre ; enfin sur les nombreuses garnisons de nos places frontières. Pourquoi, forçant les lignes ennemies, comme il l'a fait tant de fois avec les braves éprouvés qui lui restent, n'irail-il pas chercher les armées do)lidi.... quand il reste à combattre derrière la Loire? Napoléon est d'avis qu'il faut y marcher sans délai. On oppose à ce projet de rEmpcrcur les forces immenses qui occupent toutes les avenues de Fontainebleau, les distancesqui séparent de l'armée les armées du Midi, le blocus qui interrompt toutes les communications et jusqu'au passage des courriers. U L'nc route fermée pour des courriers, ré*4 pond Napoléon, s'ouvre bientôt devant cinquante 44 mille hommes, m Alors on lui parle des maux de la France menacée toul-â-coup des horreurs d'une guerre civile dont il serait et l'auteur et i'ohjet. Ce mol de guerre civile a sur lui la puissance d'un talisman, cl sa résolution, qu'il a nourrie sans doute pendant la veillée d'une longue nuit, s'évanouit à l'instant. Le citoyen l'emporlc : mais le guerrier devait reparaître. 4^ Eh bien ! dit-il avec force, puis44 qu'il me faut renoncera défendre plusiong lemps 44 la France, l'Italie n'csl-clle pas une retraite digne 41 de moi? Veut-on m'y suivre encore une fois? H Marchons vers les Alpes! » Ce cri aurait entraîné l'arnicc, encore toute bouitlanlc de courage cl pleine d'enthousiasme; il frappa vainement sur les cœurs émoussés des grands dignitaires affamés de repos. Napoléon termina ce qu'on appela alors la con/érence des maréchaus, par leur déclarerqu'il se décidait à signer l'abdication absolue. Toutefois, il ajouta que cette détermination ne devait nullement contrarier les opérations militaires qu'il pouvait avoir projetées, ce qui n'est pas probable, i.es conférences avec scs plénipotentiaires furent reprises trois fois pendant celle Journée; Napoléon y discuta vivement la forme de l'abdicatioD absolue, et enOn l'acte en fut ainsi rédigé : 44 Les puissances alliées ayant proclamé que l'cmu pereur Napoléon élail le seul obstacle au réla44 blisscmeiit de la paix en Europe, l'empereur Na41 polcon, Odclcàson serment, dcciarcqu'il rciiooce, R pour lui elses héritiers, aux couronnes de France « eld'ItaJie, et qu'il n'estaucun sacrifice personnel, « même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire i « l'inlcrêt de la France. « Fontainebleau, le 11 avril 1814. » Les plcnipolcnliaires, partis pour Paris, arrivèrent chez l'empereur Alexandre à deux heures du matin. « jpporteZ'tous l'abdication f » leur dit le prince en

les voyant entrer. Leduc de Vicence lui fil la lecture de l’acte ; l’empereur en exigea à Fin

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 44» slantune copie, afin de rassurer dans la même nuit le gouvernement provisoire, dont le fantôme de Napoléon armé troublait encore le sommeil. Indépendamment de la négociation relative à rnhdicatinn absolue, au choix d'une principauté pour Napoléon, et aux arrangemens relatifs à la famille impériale, les plénipotentiaires français devaient en outre traiter d'un armistice, afin de mettre un terme aux agitations de l'armée et aux inquiétudes de la France envahie. La publicité que l'on s'empressa de donner à cet armistice manqua son effet par rapport au soldat, qui persista noblement jusqu'à la fin à ne pas se croire étranger au sort de son général. Le soldat n'avait rien entendu à la déchéance, ni à l'abolition de son serment de tidclité; il ne comprenait pas davantage l'intcrél d'un armistice, quand il n'attendait encore qu'un signe de Napoléon pour recommencer la guerre ; mais on pensait autrement dans les rangs les plus élevés de l'année. Les principaux lieulenans de l'Empereur désertaient son drapeau comme son palais; et Fontainebleau, Jadis peuplé d'une cour de princes et de rois heureux de trouver place au milieu de la foule des compagnons d'armes de l'Empereur, devenait d'heure en heure un désert. Berthicr lui-inéinc avait offert l'un des premiers l'exemple d'un si lâche abandon ; la veille il avait pris la route de Paris, où il s'était fait précéder par l'acte de son adhésion au gouvernement provisoire, u II ne vtenilra point, » dit fruidemenl Napoléon en le voyant partir. Cependant il y avait des héros à côté des ingrats qui se montraient si impatiens de s'éloigner d'un grand homme aux prises avec l'adversité. J'ai dit que, dans une conversation entre le duc de Vicence et l'empereur Alexandre, ce souverain, en parlant du séjour futur de N.ipuléon, avait insisté pour l'ilc d'Elbe. Les plénipotentiaires su prévalurent adroitement de cette première ouverture comme d'un engagement, pour obtenir que l'ilc d'Elbe fût accordée à Napoléon comme souveraineté indépendante. Heureusement cet engagement avait précédé la défection de Jlarmont ; car déjà les alliés, éveillés par les agens de la restauration sur les dangers d'un tel voisinage pour la France, ne voulaient plus donner l'Ilc d'Elbe : en cfîel celte Ile était un port sur la France. Cependant, tandis que Napoléon trahi, mais non pas vaincu, traitait encore en souverain, le maréchal Soult, après la bataille d'Orlhez, livrée Icâ7 février, et suivie de la glorieuse retraite de sa |>etile armée, en présence des forces considérables des Anglais, était arrivé le mars dans la ville de Toulouse, et, en quinze Jours, avait fait un v.islc camp

retranché de la capitale du I*angued oc. (Quinze jours aussi avaient paru nécessaires à Wellington pour oser attaquer les trente mille Français de Soult avec ses quatre-vingt mille vieux soldats. Le 10 avril, à six heures du malin, J'nctiun s'clail engagée autour de riminense enceinte fortifiée par le maréchal sous les yeux de son ennemi. Wellington fut d'abord repoussé sur tous les points. Ile leur côté, les Espagnols cl les Portugais, culbutes cl forcés à prendre la fuite, ne parvinrent qu'avec peine à sc rallier sous la protection de la cavalerie anglaise. Bcrcsford, que Wellington avait rappelé de Bordeaux, ayant reçu l'ordre de s'emparer des retrancheinens du Calvinel, Jugea, après la déroute des Espagnols, plus prudent de tourner la position que de l'assaillir de front. Le duc de Dalmatic avait fait les plus habiles dispositions pour empêcher le general Beresford d'accomplir son projet, et même pour leséparerdii reste de l'armée anglo-espagnole. Malheureusement les manœuvres que le maréchal ordonna furent mal exécutées : le trouble et la confusion sc mirent dans nos rangs, et laissèrent à l'ennemi le loisir d'attaquer le premier. Les Français so virent obligés de plier. Bientôt iccombal se ranima avec une nouvelle fureur; nos soldats s'effircèreiit de reprendre l'avantage; mais que pouvaient l'audace et le courage le plus intrépide contre cetlo masse d'assaillans? Il fallut céder au nombre, elles Anglais sc rendirent maîtres du Calvinct. La nuit seule avait terminé la bataille, où une seule redoute, un seul canon, tombèrent au pouvoir des Anglais, où un seul moment d'hésitation causée par la mort d'un général qui s'égara avec sa colonne, empêcha les Français d'étre victorieux. Le maréchal perdit trois mille six cents hommes tués ou blessés, Woiiinglon dix-huit mille. Le lendemain, trompant encore la vigilance de Wellington, à qui la nécessité le force d'abandonner Toulouse, Soult s'est remis en marche par le département de i'Aube, pour conduire à Napoléon une de ses plus braves armées, il ne sait pas que la bataille de Toulouse a clé dérobée à un .irmistice; le 1:2, il l'apprend dans sa route par Wellington, qui lui envoie la copie de la convention conclue à Paris pour la suspension d'armes. Ainsi l'héroïque résistance de notre armée n'a été qu'un sacrifice inutile à U France/ Pendant la négociation de Paris, Napoléon, toujours poursuivi par le chagrin d'avoir donné sa dernière abdication, ût écrire et écrivit lui-même au duc de Viccocc pour la lui demander. Ce ministre répondit que l'acte d'abdication étant la base de la négociation, il ne pouvait se rendre responsable des graves inconvénieiis qui résulteraient, pour les

intérêts de Sa Majesté, du parti de manquer aux cngagemens qu'elle avait pris, u A quoi bon ce traite, 57 Digitized by Googk

The text on this page is estimated to be only 28.33% accurate

4U0 HISTÜ1HE DK NAPOI.ÊON. « (lisait TEmpercur, puisqu'on ne veut pas régler •(avec moi ce qui concerne les iiUcrélsde la France? «< Du moment qu'il ne s'agit plus que de ma per> •(sonne, ilii'y a plus de trailéâ faire. Je suis vaincu : » Je cède au sort des armes. Seulement je demande •< à n'étre pas prisonnier de guerre, et pour inc Tac* « corder un simple cartel doit suOirc; d'ailleurs il •1 ne r.iul pas une grande place pour enterrer un <4 soldat. » Dans lu moment où l'on publiait à Paris l'acte d'alKÜcation absolue et l'adlK'.sion de l'armée à la restauration, on annonçait aussi l'arrivée de siEi R , frère du roi. Le lendemain, ce prince devait faire son entrée solennelle. Napoléon n'ignorait au* eune de ces circonstances, ni aucun de ses nouveaux périls : mais, inllexible dans sa volonté comme au temps de scs prospérités, n'ayant plus qu'elle pour appui, ne reconnaissant plus qu'elle pour destinée, il {KTsista toute la journée du lâ avril à ne pédicr le maréchal Slacdonald. Son visage était renversé, ses yeux enfoncés dans leurs orbites, son teint livide, scs membres brisés. Kntin, son amc reprit toul-à-coup toute sa supériorité sur ses infortunes. Vainement il a cherché à imiurir; l'évérieinenl vient de tromper sa dernière volonté : n'eri ayant plus à remplir vis-à-vis de lui-méme ni ù opposer à la destinée , il signa les r.ililications, et congédia ensuite le maréchal Macdonald, après lui avoir oflcrl un sabre pour reconnaître sa fidélité: Je regrette, lui dit-il, de «(n'arof'r plut ù rout donner d'autret tèmoiqnaget U de mon estime. » En elTel, pendant toute la négociation, Napoléon se plaisait à nommer le maréchal un homme d'honneur. Far le traite signe le 11 à Paris et le 13 a Fontainebleau, l'empereur Napoléon, l'Impératrice et tous les inenibres de la famille impériale, conservent leurs litres et leurs qualités. L'ile d'Elbe lui est accordée en toute souveraineté, avec deux millions de revenu, dont un réversible à l'Impératrice, et à la charge de la France. On donne en toute propriété à rim|>ératrice les duchés de Parme , Plaisance et Guastalla ; ces duchés passiTonl à son ûls, qui en prendra le litre. Le traité afTeclc en outre deux millions cinq cent mille francs de revenu, comme propriété et Iransinissibies à leurs héritiers, aux membres de la famille im|H}riale, indépendamment de leur fortune particulière; il assigne un million pour le Iraileineiil de l'impératrice Joséphine, cl un etablissement convenable est assuré hors de la France au prince vice-roi. Sur les fonds que l'Empercurabandomic à la couronne, un capital de deux millions est réservé

pour des gratifications aux généraux de su garde, à ses aides-dc-caiiip, à sa maison. L’article 13 porte « que les obligations du •I Monte-Napolconc de .Milan, envers tous les créanu ciers de Napoléon, soit français, soit étrangers, «'Seront cxaetcincnt remplies. » [C'était ta seule condition tjue ? tapoléon avait mise à l'abdication du trône d'Italie; elle «’o jHit été remplie.) L’article 17 porte : «S. M. l’empereur Napoléon pourra «(emmener avec lui et conserver pour sa garde U quatre cents hommes de bonne volonté n La publication de l’armistice et de l’ordre d'adhésion au gouvcrncmcril provisoire arrêta toul-àcoup dans le Nord les succès miraculeux du générai Maison, qui, avec ses douze mille hommes, tenant léle à soixante mille hommes de rarinéc de son ancien général, le prince royal de Suède, élait rappelé en libérateur par les peuples de la BeljOOglc

 gique. maréchal Soult, tant en son num qu'au nom du maréchal Suchet, üut aussi conclure un armistice avec lord Wellington. Le général Dccacn l'avait signé pour son armée de la Gironde avec lord Dalhuusic, et le maréchal Augereau, ayant conclu le sien avec le prince de Hessc-Hombourg, adressa à son armée une allocution dans laquelle il osait dire que Napoléon n'arait pa$ iu mourir en soldat, lui quif par sa désobéissance aux ordres du 16 mars, avait livré Lyon le aux Autrichiens? L'abdication et l'armistice passèrent les AlpeSf et vinrent avertir le vice-roi qu'il n'y avait plus pour lui ni drapeau français ni drapeau ilalirn. L'évacuation de l'ilalie fut convenue entre ce prince et le maréchal de Bcllegarde, par des commissaires. Les adieux de l’armée française à la belle Italie durent retentir jusqu’au cœur de Napoléon. Il ne lui restait donc plus que l'écho d’une grandeur déjà tout ensevelie. Napoléon survivant k l'empire français et k lui- même n'est plus qu'un banni à qui ses juges, avec dédain, ont abandonné un vain titre... Le 15, l'empereur d'Autriche revient pour s’entendre féliciter par le Sénat d'avoir détrôné son gendre; le IG, il enlève â Napoléon son fîls et sa femme : l'un et l'autre partirent pour Vienne par les ordres de François II; les mémoires sont restés silencieux jusqu’à présent snr la résistance que Marie-Louise pouvait opposer aux violences d'un père. Une autre princesse, moins élevée dans la hiérarchie des souverains , la üllu du roi de Wurlembc rg, qui avait lui-méme sollicité pour elle et malgré elle la main de Jérôme sous la toute-puissante influence du traité de Tilsitt, sut résister avec courage et respect à une volonté tout aussi impérieuse, tout aussi sacrée, cl remplir scs devoirs d'épouse et de mère. Le 10 avril, veille du Jour où Napoléon devait quitter Fontainebleau, le général Montholon arriva de Moulins. Admis dans le cabinet de l'Empereur, ce général lui proposa de se rendre soit à Roanne , soit à Moulins, où il serait reçu par un corps de dix mille hommes. Il assura qu'en prenant la route des montagnes, Napoléon pourrait rallier les corps d’armée des maréchaux Soull, Augereau, Suchet, et SC trouver à la tète de cent mille hommes, m 11 H ri'cst plus temps, lui dit Napoléon, j'ai abdiqué, ti tout est fini ; je ne veux point avoir à me repron cher la ffuerre civile f mais je n'oublierai jamais 4> ce que tous âtes venu tne proposer : jamais, enti Icndes-rous, jamais ! » La réponse était généreuse delà part d'un prince si indignement outragé dans les liens les plus sacrés de la nature, et qui avait jugé d'un coup d'œil les moyens qu'on lui présentait. cl la certitude üc la réunion des années qu'il

pimvail aller chercher. Enfin, le 20 avril, Napoléon va sc séparer de sa Adèle armée, de sa garde !... Sa garde ! elle est rangée dans les cours du |>alais pour recevoir ses adieux. Ses vieux soldats, noircis par tous les climats, cicatrisés par la guerre, flétris par la douleur, ne lèvent point les yeux vers l'aslrc qui les guidait à la victoire; cet astre est à son déclin : ils suivent sa triste fortune; ils licnncnl leurs regards baissés; ils le fixent sur la terre que leur général va quitter... En traversant les rangs de ses braves, Napoléon revoit toute sa gloire : il reconnaît tous ses exploits. ('elle phalange immortelle compte toujours quelques grenadiers d'Arcolc, d'Aboukir, de Marengo; les autres datent d'Austcrlitx, ü'icna, de Friedland, de Madrid, de Wagrarn, de Moskou, même de Lutxcn, de Bautzen, de Wurscheo, de Dresde, de Hanau Tout à l'heure encore ils se sont vu décimer au sein de la France dans vingt combats où Us ont toujours vaincu En contemplant ces témoins, ces auteurs de tant de travaux fameux déjà si loin de lui, il était permis à Napoléon de céder à une impression que les plus inébranlables caractères auraient eu peine à surmonter ; mais, puisant des forces nouvelles dans la grandeur même des sacrifices qu'il venait de consommer par la signature du traité, après avoir embrassé ses amis, il avait descendu les degrés du palais avec autant d'assurance que s'il eût monté les marches du trône; puis, jetant un regard tout à la fois calme et attendri sur scs vieux guerriers, il leur dit d'une voix ferme comme son anic : M Je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans que « nous sommes ensi'niblc, je suis content de vous. «(Je vous ai toujours trouvés au chemin du la gloire. « Toutes les puissances de l'Europe se sont armées U contre moi, quelques-uns de mes généraux ont •< trahi leur devoir et la France, elle-même a voulu K d'autres destinées. Avec vous et les braves qui rue U sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre « civile, mais la France eût été malheureuse. Soyez a üdèles à votre nouveau roi, soyez soumis à vos U nouvcauxchefs.ct n'abandonnez point notre chère U patrie. Ne plaignez pas mon sort : je serai heuM reiix lorsque je saurai que vous l'êtes vous-mé•i mes. J'aurais pu mourir ; si j'ai consenti à sur« vivre, c'est pour servir encore à votre gloire : <1 j'écrirai les grandes choses que nous avons faites. U Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasse H votre général : venez, général Petit, que je vous K presse sur mon cœur! (Ju'on m'apporte l'aigle, •I que je l'embrasse aussi ! Ah ? chère aigle, puisse H le baiser que je te donne retentir dans la postérité! « Adieu, mes enfans ; mes vœux vous ncconipagneK roiil toujours ; gardez mon souvenir ! » iZf . "

gique. Le maréchal Soult, tant en son nom qu'au nom du maréchal Suchet, dut aussi conclure un armistice avec lord Wellington. Le général Decaen l'avait signé pour son armée de la Gironde avec lord Dalhousie, et le maréchal Augereau, ayant conclu le sien avec le prince de Hesse-Hombourg, adressa à son armée une allocution dans laquelle il osait dire que *Napoléon n'avait pas su mourir en soldat,* lui qui, par sa désobéissance aux ordres du 16 mars, avait livré Lyon le 21 aux Autrichiens!

L'abdication et l'armistice passèrent les Alpes, et vinrent avertir le vice-roi qu'il n'y avait plus pour lui ni drapeau français ni drapeau italien. L'évacuation de l'Italie fut convenue entre ce prince et le maréchal de Bellegarde, par des commissaires. Les adieux de l'armée française à la belle Italie durent retentir jusqu'au cœur de Napoléon. Il ne lui restait donc plus que l'écho d'une grandeur déjà tout ensevelie. Napoléon survivant à l'empire français et à lui-même n'est plus qu'un banni à qui ses juges, avec dédain, ont abandonné un vain titre... Le 15, l'empereur d'Autriche revient pour s'entendre féliciter par le Sénat d'avoir détrôné son gendre; le 16, il enlève à Napoléon son fils et sa femme : l'un et l'autre partirent pour Vienne par les ordres de François II; les mémoires sont restés silencieux jusqu'à présent sur la résistance que Marie-Louise pouvait opposer aux violences d'un père. Une autre princesse, moins élevée dans la hiérarchie des souverains, la fille du roi de Wurtemberg, qui avait lui-même sollicité pour elle et malgré elle la main de Jérôme sous la toute-puissante influence du traité de Tilsitt, sut résister avec courage et respect à une volonté tout aussi impérieuse, tout aussi sacrée, et remplir ses devoirs d'épouse et de mère.

Le 19 avril, veille du jour où Napoléon devait quitter Fontainebleau, le général Montholon arriva de Moulins. Admis dans le cabinet de l'Empereur, ce général lui proposa de se rendre soit à Roanne, soit à Moulins, où il serait reçu par un corps de dix mille hommes. Il assura qu'en prenant la route des montagnes, Napoléon pourrait rallier les corps d'armée des maréchaux Soult, Augereau, Suchet, et se trouver à la tête de cent mille hommes. « Il « n'est plus temps, lui dit Napoléon, j'ai abdiqué, « tout est fini; je ne veux point avoir *à me reprocher la guerre civile; mais je n'oublierai jamais « ce que vous êtes venu me proposer : jamais, entendez-vous, jamais!* » La réponse était généreuse de la part d'un prince si indignement outragé dans les liens les plus sacrés de la nature, et qui avait jugé d'un coup d'œil les moyens qu'on lui présentait, et la certitude de la réunion des armées qu'il pouvait aller chercher.

Enfin, le 20 avril, Napoléon va se séparer de sa fidèle armée, de sa garde!... Sa garde! elle est rangée dans les cours du palais pour recevoir ses adieux. Ses vieux soldats, noircis par tous les climats, cicatrisés par la guerre, flétris par la douleur, ne lèvent point les yeux vers l'astre qui les guidait à la victoire; cet astre est à son déclin : ils suivent sa triste fortune; ils tiennent leurs regards baissés; ils le fixent sur la terre que leur général va quitter... En traversant les rangs de ses braves, Napoléon revoit toute sa gloire : il reconnaît tous ses exploits. Cette phalange immortelle compte toujours quelques grenadiers d'Arcole, d'Aboukir, de Marengo; les autres datent d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Madrid, de Wagram, de Moskou, même de Lutzen, de Bautzen, de Wurschen, de Dresde, de Hanau..... Tout à l'heure encore ils se sont vu décimer au sein de la France dans vingt combats où ils ont toujours vaincu..... En contemplant ces témoins, ces auteurs de tant de travaux fameux déjà si loin de lui, il était permis à Napoléon de céder à une impression que les plus inébranlables caractères auraient eu peine à surmonter; mais, puisant des forces nouvelles dans la grandeur même des sacrifices qu'il venait de consommer par la signature du traité, après avoir embrassé ses amis, il avait descendu les degrés du palais avec autant d'assurance que s'il eût monté les marches du trône; puis, jetant un regard tout à la fois calme et attendri sur ses vieux guerriers, il leur dit d'une voix ferme comme son ame :

« Je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans que « nous sommes ensemble, je suis content de vous. « Je vous ai toujours trouvés au chemin de la gloire. « Toutes les puissances de l'Europe se sont armées « contre moi, quelques-uns de mes généraux ont « trahi leur devoir et la France, elle-même a voulu « d'autres destinées. Avec vous et les braves qui me « sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre « civile, mais la France eût été malheureuse. Soyez « fidèles à votre nouveau roi, soyez soumis à vos « nouveaux chefs, et n'abandonnez point notre chère « patrie. Ne plaignez pas mon sort : je serai heu- « reux lorsque je saurai que vous l'êtes vous-mê- « mes. J'aurais pu mourir; si j'ai consenti à sur- « vivre, c'est pour servir encore à votre gloire : « j'écrirai les grandes choses que nous avons faites. « Je ne puis vous embrasser tous, mais j'embrasse « votre général : venez, général Petit, que je vous « presse sur mon cœur! Qu'on m'apporte l'aigle, « que je l'embrasse aussi! Ah! chère aigle, puisse « le baiser que je te donne retentir dans la postérité! « Adieu, mes enfans; mes vœux vous accompagne- « ront toujours; gardez mon souvenir! »

HISTOIRE DE NAPOLÉON. Cette scène mémorable eut quelque chose de déchirant par l'émotion qui, pour la première fois, attendrit devant ses compagnons d'armes le visage de Napoléon. 11 pleurait ; ils pleurèrent aussi r cette douleur commune des premiers soldats et du premier capitaine de FEuropc fut sublime. Napoléon monta en voiture avec le général Bertrand ; une faible escorte le suivit. Le même jour où Napoléon quittait Fontainebleau en ciilé, Louis XVIll faisait comme roi de France une entrée solennelle dans la ville de Londres. Félicité â son arrivée au palais par le prince régent, le roi avait répondu à ce prince : u... C'est au conseil de V. A.R.. •I à ce glorieux pays et à la confiance de ses habi« tans que j'attribuerai toujours, après la divine it Providence, le rétablissement de notre maison sur U le trône de scs ancêtres >• Et, en elTet, c'était bien la Grande-Bretagne qui rendait la France à Louis XVIII; la fortune qui proscrivait Napoléon, se plaisait à fournir à fhistoire cet étrange rapprochement ou cet étrange contraste, le 20 avril 1814. Rien ne manquait plus a la catastrophe qui précipitait du trône le capitaine du siècle, investi de tous les titres dont peut être décorée une fortune humaine; celui que farinée avait appelé son héros, la France son libérateur, \c Sétxhl Aapoiéon-le-Grand; celui qui était pour fEurope l'homme de la destinée , le distributeur des couronnes et le souverain des rois ; en qui le clergé français célébrait fenrqré du Très'IIaut, et que le pape avait nommé tant de fois VOint du Seif/neur. Partout sur son passage, Napoléon fut accueilli aux cris de rire l'Empereur! Nulle part les témoignages d'amour et de regrets n'éclatèrent plus vivement qu'à Lyon; mais le maréchal Augercau eut l'audace et la bassesse d'insulter au malheur d'un grand homme qu'il avait trahi, et de couronner par celte infamie le crime d'une défection qui méritait la mort. Le reste du voyage ne fut pas exempt de dangers; ils augmentèrent à mesure qu'on avançait vers les provinces méridionales. Napoléon n'entra pas dans Avignon , où douze mille forcenés manifcstaicril des intentions féroces. A Orgon, la fureur était encore plus violente contre lui : des misérarables, rassemblés pour fêter les généraux autrichiens, voulurent le massacrer. H courut d'autres risques très graves, et peut-être le vainqueur généreux qui avait rendu des trônes aux rois vaincus, et relevé des empires abattus .à ses pieds, fut-il réduit à sc mettre sous la protection de l'étranger, pour ne pas tomber victime de brigands apostés par des conspirateurs bien plus coupables et bien plus odieux que leurs barbares instrumens. I.e voile à

moitié déchiré sur la mission confiée à Maubreuil; d’autres découvertes que fbisloirc a déjà enregistrées pour l’avenir ; la même direction donnée aux fanatiques qui depuis ont assassiné le général Ramel ainsi que le maréchal Brune, et ensanglanté les départemens de l’Hérault et du Gard, placent sous le poids d’une terrible responsabilité les auteurs du complut contre les jours du prince avec lequel les princes de l’Europe, soit respect où crainte, venaient encore de traiter de souverain à souverain. Napoléon échappa aux émeutes semées sous ses pas, et s’embarqua enfin au port de Saiot-Rapheau : quatorze ans auparavant, celle même contrée l'avait vu arriver d'Égypte pour aller prendre les rênes d'un empire. Une frégate anglaise se chargea de transporter le maître du continent dans félroite domination que la fortune lui laissait. Le 3 mai, à six heures du soir, l'Empereur entra à Porlo-Ferrajo; il y fut reçu par le général Duhesme, coinmandanl français : « Général, luidit•I il, j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de ma patrie, «< et je me suis réservé la propriété et la souverai<1 ncté de file d’Elbe. Faites connaître aux habilans U le choix que j'ai fait de leur ilc pour mon séjour. U Dites-leur qu'ils seront toujours pour moi l'objet U de mon intérêt le plus vif. » Le maire de PorloFerrajo remit à Napoléon les clefs de la ville; la mairie devint le palais; un Te Deutn, où assista l'Empereur, fut chanté dans la cathédrale : ainsi se termina l’inauguration de cette souveraineté si restreinte. L’exercice de son gouvernement ne fut pour Napoléon qu’une adminislralion de famille pendant les dix mois qu’il régna sur les Elbois. 11 étendit le travail des mines, fil des plantations, des constructions, rê{)andit des bienfaits. Sa mère, sa sœur, la princesse Pauline Borghcsc, quittèrent leurs palais du Rome, leurs jardins enchantés, pour venir adoucir, sur les rochers de file d’Elbe, l’exil d'un fils et d’un frère constamment chéri d’elles; (endres soins, dévouement louchant, où l'histoire se repose de son austère devoir. Toutefois file qui renferme Napoléon n’est pour lui qu'un observatoire d'où il voit, d'où il croit entendre la France. Il errait sur scs sommets comme un aigle égaré qui plonge ses regards perçans à travers l'iminensilé, pour y chercher sa roule vers faire paternelle.

LIVRE DIX-SEPTIEME CHAPITRE PREMIER, DtBABQCIlBNT OS BArOLtOfl AU GOLFS iL'AB.~ »0!l ARBIVSS A GBBÜOBLB, A LTO^, A FO!ITAUIBBLSAi;.~DiCLABATiUS BE VIERBE.— BtFABT DE LA FABILLI BOYALB. Na poLto^ n'étail tombé tout entier pour personne, encore moins pour lui-mémc. La France et lui s'occupaient de leur commun voisinage, mais silencieusement, car aucune communication, aucune intelligence n'avait établi entre eux la moindre relation directe. Les voyageurs etrangers faisaient seuls celte contrebande d'un interet si naturel, et leurs rapports étaient reçus avec une égale avidité par les Français de la grande patrie et par ceux de l'ile d'Elbe. Il sulTisait à Napoléon de la supériorité de son jugement pour apprécier la vérité dans les récits qui lui parvenaient, et pour estimer la position de la France vis-à-vis de son gouvernement : elle avait clé blessée dans tous ses souvenirs, menacée dans scs droits, troublée dans sendant ce ne fut pas de la nation qu'il reçut l'inspiration de rompre son exil et de concevoir l'audacieux projet d'ajouter à l'histoire de la conquête de l'Europe celle de la conquête de la France. Si des olliciers, dont plusieurs de l'ancienne garde, avaient forme une conspiration afin de changer l'étal des choses , ccUc conspiration , dans laquelle trempait Fouché, n'avait pas la restauration de Napoléon pour objet. L'idée de revenir en France, qui lout-à-coup prit sur Napoléon la force d'une résolution, lui vint d'abord de Faris par la seule lecture du Moniteur, qui l'avertit que le moment de son retour était arrivé, comme la lecture des gazettes de Francfort, a Alexandrie, lui avait donné autrefois le signal de son départ d'Égypte. Des lettres de Vienne, ainsi que de son beau-frère Joachim, à qui il avait pardonné, et qui avait des ageiis auprès du congrès , le fortifièrent dans sa pensée, en lui annonçant le dessein proposé aux alliés par les ministres français, de le surprendre à l'Ilc d'Elbe et de le transporter à Sainte-Iicléiic. Il fit alors des dispositions pour mettre ForloFerrajo en état de défense. Pendant qu'on s'en occupait, deux nobles Anglais, indignés d'un projet / Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.09% accurate

4i< IIISTOmE DE NAPOI.ÉON. lie trahison dont la honte retombait sur leur nation, quittèrent Vienne et tinrent donner à Napoléon des détails qui lui dévoilèrent rimmincnco de son péril. Quelques personnes crurent que c'élait un piège britannique, pour faire encore de Napoléon rennerni commun, en le forçant de sc montrer dans une attitude menaçante. D'ailleurs, outre les lumières qu'il avait acquises de l'étranger, Napoléon savait aussi que le gouvernement royal de France ne voulait plus exécuter le traite de Fontainebleau, ce qui remettait enjugement la révolution et l'empire. Quant nu complot ourdi contre lui par les membres du congrès, il était absolument ignoré à Paris, où les partisans de Napoléon, tombés pareillement sous le poids de la disgrâce européenne, n'avaient plus aucuns moyens de connaître ce qui SC passait au dehors. Oui d'entre eux que l'on a proscrits comme les conspirateurs de son retour, en raison de la coidiance dunl ils avaient été honorés pendant son règne, n'avaicnl pas fait la moindre tentative pour sc rappeler è son souvenir. Cependant rien n'était plus facile; car, Napoléon le dit lui-inéme : « Dans l'etpace de neufmoity plvê de cent officiera fi-an^ait ou Ualiena arrivèrent aucceaairefNeni à Vite d'Elbe avec leura unifbnnea et leura épèea, on accueil des paysans que réveilla le bruit du débarquement. Le bivac fut établi dans une plantation d'oliviers. « Ueau présage, s'écria Napoléon, puiaac-t it ae rcaliacr' » Farnii les liabitaiis qui arrivèrent, l'un d'eux avait servi ; il reconnut Napoléon, et ne vuiilul plus le quitter. « Eh bkn- Bertrand, dit rEtiqMTeur au grand-maré'chal, roHàdurenfort.,. » Déjà un capitaine de la garde cl vingt-cinq homuiymzLMj üy v

The text on this page is estimated to be only 29.53% accurate

HISTOIRE DE NAl’Ol.ÉON. mes cUienl partis poar Antibes, avec ordre de s'j présenter coitiinc déserteurs et de séduire la garnison. Mais Napoléon avait mal choisi ses négociateurs; ils entrèrent dans la ville aux cris de tire VEtnpep-cur! et furent dans Tinslant désarmés et arrêtes. N’ayant point de nouvelles de ce détachement, Napoléon envoya à Antibes un officier civil chargé d’instructions pour le commandant : cet officier trouva les portes fermées, et ne put communiquer avec personne. A onze heures du soir, la petite trou;>c que Napoléon appelait la députation de la garde se mit en mouvement; les Polonais, à pied, portaient sur le dos l’équipement des chevaux qu’ils allaient avoir, à mesure que l'on en achèterait sur la roule. Après vingt lieues d'une marche continue, Napoléon arriva au village de Cérénon, le :2 au soir; le 3, il coucha à Rarérne; le 4, à Digne; le 1$, 4 Gap : il ne conserva dans cette ville, pour se garder, que dix hommes à cheval et quarante grenadiers, (le fût à Gap qu’il fit imprimer les proclamations qu’il avait dictées à bord le 28 février, faute de n'avoir pu déchiffrer lui-rnéme celles qu’il avait écrites à Porto-Ferrajo la veille du départ. Ces proclamations se répandirent en France avec la plus grande profusion, et produisirent sur la masse de la population un effet d’autant plus magique qu’il était inattendu. Elles offraient une disparate singulière avec tout ce qui se faisait alors; aussi obtinrent-elles soudain le triomphe d’une ancienne habitude sur une nouveauté à laquelle on est mal disposé : elles portaient le cachet de celte éloquence de conquéransqui tant de fois avait remue les âmes des Français un leur prédisant de si prodigieuses choses, ou en les remerciant de les avoir accomplies : tout le monde y fut pris, les uns par l'étonnement, les autres, cl c’était la foule, par l’admiration. C’était sans doute une étrange merveille jetée lout-à-coup au milieu de la monarchie des Uourbons, que Napoléon rentrant en France à la tête de onze cents hommes ! Ia: litre de scs proclamations était le litre impérial de son règne.'NAroUonrAt la grâce ot Dieu ITLEaCosSTlTCTIOVSOSL’ERPIIE, EipERECR DIS FR ANÇAIS.Il availapparemmcnl oublié son abdication, ou plutôt il se croyait dégagé d’un traité que les alliés se proposaient de rompre par la force et eoiitrc toute espèce de droit. (Quelle que fût la pensée de Napoléon, il n'avait pas perdu son talent de parler aux hommes le langage du génie et de la gloire. PROCLAMATION A L’ARMÉE. Golfe Juao, Ur mari. « Soldats ! « Nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes «I

sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur m n pays, leur prince, leur bienfaiteur. Dans mon U exil, j'ai entendu votre voix. Je suis arrivé à trait vers tous les obstacles cl tous les périls Nous i[devons oublier que nous avons clé les maîtres des Il nations; mais nous ne devons pas soulTrir qu'auH cunc se mêle de nos alTairos. t^lui prétenücrait être M le maître chez nous?.... Ueprctiez ces aigles que Il vous aviez à Ulm,à Austerlitz, à léna,à MonlmiII rail ! Les vétérans de l'armée de Saiiibre-elit Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de U la grande armée, sont humiliés Venez vous Il ranger sous les drapeaux de votre chef... ; la vieil toire marchera au pas de charge. L'aigle, avec les « couleurs nationales, volera de clocher en clocher Il jusqu'aux tours de Notre-Dame Dans votre Il vieillessir, entourés cl considérés de vos conciu toyens, ils vous entendront avec respect raconter N vos hauts faits. Vous pourrez dire avec orgueil : « Et moi aussi je faisais partie de cette grande arU niée qui est entrée deux fois dans les murs de U Vienne, dans ceux de Rome, de Uerlin, de Mail drid, de Moskou, qui a délivré Paris de la souil» lurcque la trahison cl la présence de rcniiemi y U ont empreinte... » PROCLAMATION AUX FRANÇAIS. M Français 1 « La défection du duc de (^sliglionc livra Lyon Il sans défense à nos ennemis. L'armée dont je lui U avais confié le commandement était, par le nomM bre de scs bataillons, la bravoure et le patriotisme M des troupes qui les composaient, en état de battre M le corps d'année autrichien qui lui était oppose, IX cl d'arriver sur les derricris du flanc gauche de U rarniée ennemie qui menaçait Paris. « Lcsvicloirc$deChanij>-Auberl,de Monlmirail, « de Chàleau-Tliierry , de Vaux-Champs, de CorK mans,duMontereau, de Craoiine, de Reims, d'ArIl cis-sur-AubcctdeSaiiit-DiziiT; l'insurrection des « hravespaysansde la Lorraine ctdc la Champagne, « de l'Alsace, de la Franche-Comté cl de la BourM gogne, cl la position que j'avais prise sur les derU rières de l'armée ennemie, en la séparant de scs •I magasins, de scs parcs de réserve, de scs convois Il et de tous scs équipages, i'avaicnl placée dans une Il situation désespérée. I.es Français ne furent jau mais sur le point d'être plus puissans, et l'élite de Il l'armée alliée était perdue sans ressource : elle Il eût trouvé son tomlieau dans ces vastes contrées Il qu'elle avait si impitoyablement saccagées, lorsII que la trahison du duc de Ragusc livra la capiII talc cl désorganisa rarmcc. La conduite inaltenM due de ces ileux généraux, qui trahirent à la fuis Digitized by Google

mes étaient partis pour Antibes, avec ordre de s'y présenter comme déserteurs et de séduire la garnison. Mais Napoléon avait mal choisi ses négociateurs; ils entrèrent dans la ville aux cris de *vive l'Empereur!* et furent dans l'instant désarmés et arrêtés. N'ayant point de nouvelles de ce détachement, Napoléon envoya à Antibes un officier civil chargé d'instructions pour le commandant : cet officier trouva les portes fermées, et ne put communiquer avec personne. A onze heures du soir, la petite troupe que Napoléon appelait *la députation de la garde* se mit en mouvement; les Polonais, à pied, portaient sur le dos l'équipement des chevaux qu'ils allaient avoir, à mesure que l'on en achèterait sur la route. Après vingt lieues d'une marche continue, Napoléon arriva au village de Cérénon, le 2 au soir; le 3, il coucha à Barême; le 4, à Digne; le 5, à Gap : il ne conserva dans cette ville, pour se garder, que dix hommes à cheval et quarante grenadiers. Ce fut à Gap qu'il fit imprimer les proclamations qu'il avait dictées à bord le 28 février, faute de n'avoir pu déchiffrer lui-même celles qu'il avait écrites à Porto-Ferrajo la veille du départ. Ces proclamations se répandirent en France avec la plus grande profusion, et produisirent sur la masse de la population un effet d'autant plus magique qu'il était inattendu. Elles offraient une disparate singulière avec tout ce qui se faisait alors; aussi obtinrent-elles soudain le triomphe d'une ancienne habitude sur une nouveauté à laquelle on est mal disposé : elles portaient le cachet de cette éloquence de conquérans qui tant de fois avait remué les ames des Français en leur prédisant de si prodigieuses choses, ou en les remerciant de les avoir accomplies : tout le monde y fut pris, les uns par l'étonnement, les autres, et c'était la foule, par l'admiration. C'était sans doute une étrange merveille jetée tout-à-coup au milieu de la monarchie des Bourbons, que Napoléon rentrant en France à la tête de onze cents hommes! Le titre de ses proclamations était le titre impérial de son règne: NAPOLÉON PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS DE L'EMPIRE, EMPEREUR DES FRANÇAIS. Il avait apparemment oublié son abdication, ou plutôt il se croyait dégagé d'un traité que les alliés se proposaient de rompre par la force et contre toute espèce de droit. Quelle que fût la pensée de Napoléon, il n'avait pas perdu son talent de parler aux hommes le langage du génie et de la gloire.

PROCLAMATION A L'ARMÉE.

Golfe Juan, 1er mars.

« SOLDATS!

« Nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes « sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur « pays, leur prince, leur bienfaiteur. Dans mon « exil, j'ai entendu votre voix. Je suis arrivé à travers tous les obstacles et tous les périls..... Nous « devons oublier que nous avons été les maîtres des « nations; mais nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui prétenderait être « le maître chez nous?.... Reprenez ces aigles que « vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Montmirail!..... Les vétérans de l'armée de Sambre-et-« Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de « la grande armée, sont humiliés..... Venez vous « ranger sous les drapeaux de votre chef...; la victoire marchera au pas de charge. L'aigle, avec les « couleurs nationales, volera de clocher en clocher « jusqu'aux tours de Notre-Dame..... Dans votre « vieillesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous entendront avec respect raconter « vos hauts faits. Vous pourrez dire avec orgueil : « Et moi aussi je faisais partie de cette grande armée qui est entrée deux fois dans les murs de « Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Madrid, de Moskou, qui a délivré Paris de la souil-« lure que la trahison et la présence de l'ennemi y « ont empreinte... »

PROCLAMATION AUX FRANÇAIS.

« FRANÇAIS!

« La défection du duc de Castiglione livra Lyon « sans défense à nos ennemis. L'armée dont je lui « avais confié le commandement était, par le nombre de ses bataillons, la bravoure et le patriotisme « des troupes qui les composaient, en état de battre « le corps d'armée autrichien qui lui était opposé, « et d'arriver sur les derrières du flanc gauche de « l'armée ennemie qui menaçait Paris.

« Les victoires de Champ-Aubert, de Montmirail, « de Château-Thierry, de Vaux-Champs, de Cormans, de Montereau, de Craonne, de Reims, d'Arcis-sur-Aube et de Saint-Dizier; l'insurrection des « braves paysans de la Lorraine et de la Champagne, « de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la Bourgogne, et la position que j'avais prise sur les derrières de l'armée ennemie, en la séparant de ses « magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois « et de tous ses équipages, l'avaient placée dans une « situation désespérée. Les Français ne furent jamais sur le point d'être plus puissans, et l'élite de « l'armée alliée était perdue sans ressource : elle « eût trouvé son tombeau dans ces vastes contrées « qu'elle avait si impitoyablement saccagées, lorsque la trahison du duc de Raguse livra la capitale et désorganisa l'armée. La conduite inatten-« due de ces deux généraux, qui trahirent à la fois

HISTOIRE OB NAPOLÉON. •< leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, chan* » gea le (Icstin de la guerre. La situation de l'enU nemi était telle, qu'à la ûii de l'afTaire qui eut «< lieu devant Paris, il était sans munitions, par la K sépar.ilion de ses parcs de réserve. t< Dans ces nouvelles et grandes circonstances, 4(mon cœur fut déchire, mais mon aine resta ioé Restez donc tranquilles chez vous.» ASisteron, le maire voulut insurger sa commune contre Napoléon; mais le général Cambronne, arrive seul en nv.'int de ses grenadiers, dont il venait préparer le logement, intimida tellement ce magistrat, qu'il s'excusa sur la crainte que scs administrés ne fussent pas bien payes. » Kh bien! payex-vous», dit Lambronue en jetant sa bourse. Les liabitans fournirent des vivres en abondance, cl offrirent un drapeau tricolore au bataillon de Plie d'Elbe. En sortant de la mairie, le général Cambronne se trouva .arrêté, avec scs quarante grenadiers, par une colonne envoyée de Grenoble. II chercha à parlementer : on ne l'écoula pas. Napoléon, instruit de ce contre-temps, s'avança vers la troupe, cl fut bientôt rejoint par sa garde, accourue au danger, malgré la fatigue qui l'accablait : » Avec vous, mes «> braves, leur dit Napoléon, je ne craindrais pas dix n mille bommes. » (À'|>eridant le bataillon de Grenoble, ayant rétrogradé, avait pris position. Napoléon alla le reconnaître, et se fil précéder d'un oflicier, qu'on nevoululpas entendre: m Onm'atrompé, dit Napoléon au général Bertrand; n'importe, en arant! n H mit pied a terre, et découvrant sa poitrine: «S'il en est un parmi vous, dit-il aux soldats •< de Grenoble, s'il en est un seul qui veuille tuer « son général, son Empereur, il le peut ; le voici ! » Les soldats répondirent par acclamation : rire V /Empereur! et demandèreitl à marcher sur Grenoble avec lui. Ce moment fut décisif pour Napoléon, lin seul coup de fusil enlevait à la postérité le plus étonnant épisode de l'histoire de France, et la moindre résistance de la pari de ce bataillon eût produit celle de toute la division qui couvrait Grenoble. i.e colonel de Labedoyèru n'aurait pas pu amener à Napoléon le 7' de ligne. Ce puissant renfort décida ce prince à entrer le soir à Grenoble, où le général Marchand avait pris des mesures de défense. Les portes de la ville étaient fermées : la garnison se déployait sur les remparts; elle se composait du 3« régiment du génie, du G*^ du ligne dont un bataillon était rangé depuis le malin sous le drapeau impérial ; du 4« de hussards, et da 4* d'artillerie , où Napoléon avait été capitaine. Du haut des remparts, où s'élail portée la population de la ville, la garnison,

frappée d'étonnement, voyait s’avancer Napoléon avec sa troupe, l'arme renversée, et marchant, ivre de joie, aux cris de rire Grenoble j rire la /'rance/ riVe l'h'mpereurl L'enthousiasme est électrique chez tous les hotiimes, dans les circonslances qui surprennent toul-à-coup leur imagioaI lion. Les remparts de Grenoble retentirent soudain des mêmes acclamations, et soudain les portes de la ville furent brisées par les habilans. « Tiens , U dirent-ils à Napoléon, au defaut des clefs de la » bonne ville, en voici les portes. — 7'oui est décidé U maintenant, dit Napoléon à ses ofliciers; tout est n décidé : nous allons à Paris. » Le lendemain, 8 mars, il fut reconnu et complimente solennellement comme Empereur par toutes les autorités civiles, judiciaires, militaires cl ecclésiastiques. U leur parla ainsi : « J'ai su que la France était malu heureuse, j’ai entendu scs géroisseniens et ses reIl proches. Mes droits ne sont autres que les droits « du peuple... Je viens les reprendre, non pour ré« gner, le trône n’est rien pour moi ; non pour me « venger, je veux oublier tout ce qui a été dit, fait U et écrit depuis la capitulation de Paris. J'ai trop K aimé la guerre ; je ne la ferai plus... Nous devons •I oublier quenous avons éléles maîtres du monde... IC Je veux régner pour rendre notre belle France •I libre, heureuse et indépendante... Je veux être U moins son souverain que le premier et le nicilII leur de ses citoyens. » Napoléon rdJevinl subitement riiommc des soldats cl du peuple, dont son retour merveilleux avait saisi, exalté toutes les facultés. Aussi, à la revue qu’il passa de la garnison de Grenoble, l'enthousiasme public monta jusqu'au délire, surtout après ces paroles qu’il adressa au 4* d’artillerie : « G’est parmi vous que j'ai fait mes Il premières armes ; je vous aime tous comme d'an11 ciens camarades. Je vous ai suivis sur le champ IC de bataille, et j’ai toujours été content de vous: « mais j’espère que nous n'aurons pas besoin devos Il canons. 11 faut à la France de la modération cl te du repos. L'armée jouira, dans le sciii de la paix, it du bien que je lui ai déjà fait cl que je lui ferai Il encore. Les soldats ont retrouvé en moi leur père; « ilspcuvenlcumplersur les récompenses qu’ils ont « méritées.... » Après la revue, la garnison se mil en marche sur Lyon, au nombre de six mille bommes. Le soir , Napoléon écrivit à l'Impératrice et au roi Joseph. Les courriers ne manquèrent pas de dire sur leur passage, et le peuple de rcpélcr, qu'ils portaient l'ordre à l’impéralricc de venir avec le Roi de Rome rejoindre l'Empereur. Cependant Napoléon ne sc Digiliz*

« leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, chan-
« gea le destin de la guerre. La situation de l'en-
« nemi était telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut
« lieu devant Paris, il était sans munitions, par la
« séparation de ses parcs de réserve.

« Dans ces nouvelles et grandes circonstances,
« mon cœur fut déchiré, mais mon ame resta iné-
« branlable, etc.... »

Le 6, Napoléon partit de Gap pour Grenoble. A Saint-Bonnet, on allait sonner le tocsin afin de faire lever les villages en sa faveur : « Non, dit-il aux ha-
« bitans, vos sentimens me garantissent ceux de mes
« soldats. Plus j'en rencontrerai, plus j'en aurai.
« Restez donc tranquilles chez vous. » A Sisteron, le maire voulut insurger sa commune contre Napoléon; mais le général Cambronne, arrivé seul en avant de ses grenadiers, dont il venait préparer le logement, intimida tellement ce magistrat, qu'il s'excusa sur la crainte que ses administrés ne fussent pas bien payés. « Eh bien! payez-vous », dit Cambronne en jetant sa bourse. Les habitans fournirent des vivres en abondance, et offrirent un drapeau tricolore au bataillon de l'île d'Elbe. En sortant de la mairie, le général Cambronne se trouva arrêté, avec ses quarante grenadiers, par une colonne envoyée de Grenoble. Il chercha à parlementer : on ne l'écouta pas. Napoléon, instruit de ce contre-temps, s'avança vers la troupe, et fut bientôt rejoint par sa garde, accourue au danger, malgré la fatigue qui l'accablait : « Avec vous, mes
« braves, leur dit Napoléon, je ne craindrais pas dix
« mille hommes. » Cependant le bataillon de Grenoble, ayant rétrogradé, avait pris position. Napoléon alla le reconnaître, et se fit précéder d'un officier, qu'on ne voulut pas entendre : « *On m'a trompé,* dit Napoléon au général Bertrand; *n'importe, en avant!* » Il mit pied à terre, et découvrant sa poitrine : « S'il en est un parmi vous, dit-il aux soldats
« de Grenoble, s'il en est un seul qui veuille tuer
« son général, son Empereur, il le peut; le voici! »
Les soldats répondirent par acclamation : *vive l'Empereur!* et demandèrent à marcher sur Grenoble avec lui. Ce moment fut décisif pour Napoléon. Un seul coup de fusil enlevait à la postérité le plus étonnant épisode de l'histoire de France, et la moindre résistance de la part de ce bataillon eût produit celle de toute la division qui couvrait Grenoble. Le colonel de Labédoyère n'aurait pas pu amener à Napoléon le 7e de ligne. Ce puissant renfort décida ce prince à entrer le soir à Grenoble, où le général Marchand avait pris des mesures de défense. Les portes de la ville étaient fermées : la garnison se déployait sur les remparts; elle se composait du 5e régiment du génie, du 6e de ligne dont un bataillon était rangé depuis le matin sous le drapeau impérial; du 4e de hussards, et du 4e d'artillerie, où Napoléon avait été capitaine. Du haut des remparts, où s'était portée la population de la ville, la garnison, frappée d'étonnement, voyait s'avancer Napoléon avec sa troupe, l'arme renversée, et marchant, ivre de joie, aux cris de *vive Grenoble! vive la France! vive l'Empereur!* L'enthousiasme est électrique chez tous les hommes, dans les circonstances qui surprennent tout-à-coup leur imagination. Les remparts de Grenoble retentirent soudain des mêmes acclamations, et soudain les portes de la ville furent brisées par les habitans. « Tiens,
« dirent-ils à Napoléon, au défaut des clefs de la
« bonne ville, en voici les portes. — *Tout est décidé*
« *maintenant,* dit Napoléon à ses officiers; *tout est*
« *décidé : nous allons à Paris.* » Le lendemain, 8 mars, il fut reconnu et complimenté solennellement comme Empereur par toutes les autorités civiles, judiciaires, militaires et ecclésiastiques. Il leur parla ainsi : « J'ai su que la France était mal-
« heureuse, j'ai entendu ses gémissemens et ses re-
« proches. Mes droits ne sont autres que les droits
« du peuple... Je viens les reprendre, non pour ré-
« gner, le trône n'est rien pour moi; non pour me
« venger, je veux oublier tout ce qui a été dit, fait
« et écrit depuis la capitulation de Paris. J'ai trop
« aimé la guerre; je ne la ferai plus... Nous devons
« oublier que nous avons été les maîtres du monde...
« Je veux régner pour rendre notre belle France
« libre, heureuse et indépendante... Je veux être
« moins son souverain que le premier et le meil-
« leur de ses citoyens. » Napoléon redevint subitement l'homme des soldats et du peuple, dont son retour merveilleux avait saisi, exalté toutes les facultés. Aussi, à la revue qu'il passa de la garnison de Grenoble, l'enthousiasme public monta jusqu'au délire, surtout après ces paroles qu'il adressa au 4e d'artillerie : « C'est parmi vous que j'ai fait mes
« premières armes; je vous aime tous comme d'an-
« ciens camarades. Je vous ai suivis sur le champ
« de bataille, et j'ai toujours été content de vous :
« mais j'espère que nous n'aurons pas besoin de vos
« canons. Il faut à la France de la modération et
« du repos. L'armée jouira, dans le sein de la paix,
« du bien que je lui ai déjà fait et que je lui ferai
« encore. Les soldats ont retrouvé en moi leur père;
« ils peuvent compter sur les récompenses qu'ils ont
« méritées.... »

Après la revue, la garnison se mit en marche sur Lyon, au nombre de six mille hommes. Le soir, Napoléon écrivit à l'Impératrice et au roi Joseph. Les courriers ne manquèrent pas de dire sur leur passage, et le peuple de répéter, qu'ils portaient l'ordre à l'Impératrice de venir avec le Roi de Rome rejoindre l'Empereur. Cependant Napoléon ne se

The text on this page is estimated to be only 27.46% accurate

UISTOIRE DE NAPOLÉON. 4S7 coalcnlfl pas à Grenoble de prendre possession de l’opinion : il reprit aussi celle du pouvoir impérial, en décrétant qu’à dater du 13 mars les actes publics seraient faits et la justice rendue en son nom. L'organisation des gardes nationales dans les cinq déparlcmens qu'il venait de traverser ne fut point oubliée. Il y availseptjoursqueccltercvoluliün d'une espèce si merveilleuse, et tentée par un seul homme, continuait son cours, lorsque le J/oni/eur apprit à la France l’arrivée de Napoléon , par une ordonnance royale qui le mettait hors la lui, cl par une proclamation qui convoquait sur-le-champ les deux Chambres. Le lendemain, ce même journal publia que Napoléon, abanodnné des siens, poursuivi par la population et les garnisons, errait dans les montagnes, et ne pouvait échapper à la haine commune. Mais on connaissait le Moniieur; ainsi les nouvelles de cette feuillu ofliciellc n’obtinrent pas un grand crédit. Toutefois il y eut deux opinions : l’une, celle de la masse, qui croyait au succès de Napoléon ; l'autre, celle de la cour, qui méprisait un si faible ennemi , comme vingt-cinq ans auparavant elle avait méprisé la révolution. Cependant on ne put cacher long-temps l’entrée à Grenoble, ni la marche sur Lyon : en conséquence, Moüsieub, le duc d’ürléans et le maréchal Macdonald, partirent en toute hâte pour cette ville... Mgr. le duc d'Aiigouléme, le maréchal Masséna, les généraux Marchant et Duvernet, devaient fernuT la retraite à Napoléon; sur ses Qancs se trouvait le général Lccourbe. Le maréchal Oudinol s’avancait à la létc de scs invincibles grenadiers : tout)c Midi était levé. Knfm, le 11 mars, on annonça à Paris que Bonaparte avait clé coniplèlemenl battu du cùlc de Bourgoiiig. Cependant U avait occupé Hourgoing, le 9, sans coup férir, cl le 10, à sept heures du soir, il était entre à Lyon, à la létc de l’armée envoyée pour le combatlrc. Descendu à l’archcvéché, que Venait de quitter Mu.xsieuk, il n’avail pas voulu d’autre garde que la garde nationale à pied; celle à cheval s’étant présentée : « Nos insliliilioiis, lui i> dit-il, ne reconnaissent pas de gardes nationales •I à cheval ; d’ailleurs, vous vous êtes si mal conw duils avec le cuitile d’Artois, que je ne veux point •I de vous. » Kn eDct, de tous les nobles dont celle garde était presque eiilicrcmcnl ctmiposéc, un seul avait suivi le prince jusqu’à ce que sa personne fût hors de danger. Napoléon le lit appeler : u Je n’ai «(jamais laissé, lui dit-il, une belle action sans rc« compense : je vous donne la croix de la Légiunn d'Honneur »

Pendant que Napoléon recevait à Lyon, de toutes les divisions militaires de l'Est, les assurances les plus positives de leur retour à son drapeau , le roi recevait choque jour des autres points de la France une foule d'adresses qui lui porlaienl au nom des généraux et des troupes, le vœu de mourir pour le défendre. Ces adresses, en partie, sans doute, étaient forcées par la position des signataires, telles que celles des ministres. Dans le mois de décembre, le maréchal Smilt avait proposé d'élever un monument aux victimes de Quiberon ; cette proposition ayant etc acceptée, il fut place à la tête de l'association qui sc forma pour en faire les frais. Deux jours après, i) avait remplacé au ministère de la guerre le général Dupont. Le 8 mars, Soult publia un violent ordre du jour contre celui qu'il apin^lait wn aceniurier, cl dont bientôt il devint le major-général ! Pro!)ablement le roi ne vit-il point dans celle injure, au moins inutile, un gage sufTisanl de la fidélité du maréchal; car le 11 mars, le Moniteur annonça la nomination au ministère de la guerre du duc de Feltre,qni, en 1815 et en 1814 , et dans le même poste, avait si bien servi les intérêts de la famille royale contre l'Empereur. Toutefois Napoléon, qui le connaissait à fond, ne dut pas être alarme du choix d'un homme tout-àTait incapable de prendre une décision forte dans une grande circonstance. Süult eût été plus redoutable, si quelqu'un]>ouvail l'èlrc devant Napoléon déjà maître du Midi, et environné d'un enthousiasme qui d'heure en heure devenait contagieux pour la France. En écrivant de Lyon à son frère Joseph, Napoléon l'avait chargé de faire déclarera la Russie et à l'Autriche, ainsi qu'aux autres puissances, qu'il voulait tenir loyalement le traité de Paris. Les paroles qu'il dit alors aux autorités relcnlircnl dans toute la France : « j'ai élé entrainé par la force des écéncnicns dans une fausse roufe; mais, instruit par l'expérience, j'ai abjuré cet amour de la gloire, si naturel aux /•'rançais, qui a eu pour la France et pour moi tant de funestes rèsuUats... Je me suit trompé en croj-ant que le siècle était renu de t'endre la France le chef-lieu d'un grand empire^ n Celle abjuration de l'esprit de conquête était sincère de la part de Napoléon prêt à jurer le traité de Paris. Ce fut aussi à I.yoti que, nalurcllcmenl entraîné à ce parti par le triomphe politique cl militaire qui l'avait porté du golfe Juan, à travers la ville forte de Grenoble, dans la seconde ville de France, au milieu d'une population dont à chaque moment rexallalion l'enivrait lui-même, Napoléon reprit la souveraineté et dicta plusieurs décrets d'une haute importance, mais non pas tous marqués du même caractère d'à -propos. Le premier prononçait la dissolution des deux Chambres, et ordonnait la

réunion , à Paris , en assemblée extraordinaire du ('kamihite-Mai, des collèges électoraux de l'cm88 Digilized by Google

contenta pas à Grenoble de prendre possession de l'opinion : il reprit aussi celle du pouvoir impérial, en décrétant qu'à dater du 13 mars les actes publics seraient faits et la justice rendue en son nom. L'organisation des gardes nationales dans les cinq départemens qu'il venait de traverser ne fut point oubliée.

Il y avait sept jours que cette révolution d'une espèce si merveilleuse, et tentée par un seul homme, continuait son cours, lorsque *le Moniteur* apprit à la France l'arrivée de Napoléon, par une ordonnance royale qui le mettait hors la loi, et par une proclamation qui convoquait sur-le-champ les deux Chambres. Le lendemain, ce même journal publia que Napoléon, abanodnné des siens, poursuivi par la population et les garnisons, errait dans les montagnes, et ne pouvait échapper à la haine commune. Mais on connaissait *le Moniteur;* ainsi les nouvelles de cette feuille officielle n'obtinrent pas un grand crédit. Toutefois il y eut deux opinions : l'une, celle de la masse, qui croyait au succès de Napoléon ; l'autre, celle de la cour, qui méprisait un si faible ennemi, comme vingt-cinq ans auparavant elle avait méprisé la révolution. Cependant on ne put cacher long-temps l'entrée à Grenoble, ni la marche sur Lyon : en conséquence, Monsieur, le duc d'Orléans et le maréchal Macdonald, partirent en toute hâte pour cette ville... Mgr. le duc d'Angoulême, le maréchal Masséna, les généraux Marchant et Duvernet, devaient fermer la retraite à Napoléon; sur ses flancs se trouvait le général Lecourbe. Le maréchal Oudinot s'avançait à la tête de ses invincibles grenadiers : tout le Midi était levé. Enfin, le 11 mars, on annonça à Paris que Bonaparte avait été complètement battu du côté de Bourgoing. Cependant il avait occupé Bourgoing, le 9, sans coup férir, et le 10, à sept heures du soir, il était entré à Lyon, à la tête de l'armée envoyée pour le combattre. Descendu à l'archevêché, que venait de quitter Monsieur, il n'avait pas voulu d'autre garde que la garde nationale à pied; celle à cheval s'étant présentée : « Nos institutions, lui « dit-il, ne reconnaissent pas de gardes nationales « à cheval ; d'ailleurs, vous vous êtes si mal con- « duits avec le comte d'Artois, que je ne veux point « de vous. » En effet, de tous les nobles dont cette garde était presque entièrement composée, un seul avait suivi le prince jusqu'à ce que sa personne fût hors de danger. Napoléon le fit appeler : « Je n'ai « jamais laissé, lui dit-il, une belle action sans ré- « compense : je vous donne la croix de la Légion- « d'Honneur »

Pendant que Napoléon recevait à Lyon, de toutes les divisions militaires de l'Est, les assurances les plus positives de leur retour à son drapeau, le roi recevait chaque jour des autres points de la France une foule d'adresses qui lui portaient au nom des généraux et des troupes, le vœu de mourir pour le défendre. Ces adresses, en partie, sans doute, étaient forcées par la position des signataires, telles que celles des ministres.

Dans le mois de décembre, le maréchal Soult avait proposé d'élever un monument aux victimes de Quiberon ; cette proposition ayant été acceptée, il fut placé à la tête de l'association qui se forma pour en faire les frais. Deux jours après, il avait remplacé au ministère de la guerre le général Dupont. Le 8 mars, Soult publia un violent ordre du jour contre celui qu'il appelait *un aventurier*, et dont bientôt il devint le major-général ! Probablement le roi ne vit-il point dans cette injure, au moins inutile, un gage suffisant de la fidélité du maréchal ; car le 11 mars, *le Moniteur* annonça la nomination au ministère de la guerre du duc de Feltre, qui, en 1813 et en 1814, et dans le même poste, avait si bien servi les intérêts de la famille royale contre l'Empereur. Toutefois Napoléon, qui le connaissait à fond, ne dut pas être alarmé du choix d'un homme tout-à-fait incapable de prendre une décision forte dans une grande circonstance. Soult eût été plus redoutable, si quelqu'un pouvait l'être devant Napoléon déjà maître du Midi, et environné d'un enthousiasme qui d'heure en heure devenait contagieux pour la France.

En écrivant de Lyon à son frère Joseph, Napoléon l'avait chargé de faire déclarer à la Russie et à l'Autriche, ainsi qu'aux autres puissances, qu'il voulait tenir loyalement le traité de Paris. Les paroles qu'il dit alors aux autorités retentirent dans toute la France : « *... J'ai été entraîné par la force des événemens dans une fausse route; mais, instruit par l'expérience, j'ai abjuré cet amour de la gloire, si naturel aux Français, qui a eu pour la France et pour moi tant de funestes résultats... Je me suis trompé en croyant que le siècle était venu de rendre la France le chef-lieu d'un grand empire.* » Cette abjuration de l'esprit de conquête était sincère de la part de Napoléon prêt à jurer le traité de Paris. Ce fut aussi à Lyon que, naturellement entraîné à ce parti par le triomphe politique et militaire qui l'avait porté du golfe Juan, à travers la ville forte de Grenoble, dans la seconde ville de France, au milieu d'une population dont à chaque moment l'exaltation l'enivrait lui-même, Napoléon reprit la souveraineté et dicta plusieurs décrets d'une haute importance, mais non pas tous marqués du même caractère d'à-propos. Le premier prononçait la dissolution des deux Chambres, et ordonnait la réunion, *à Paris*, en assemblée extraordinaire du *Champ-de-Mai*, des colléges électoraux de l'em-

The text on this page is estimated to be only 25.66% accurate

4S8 HISTOinE DE NAPOLÉON. pire, soit pour corriger nos institutions, soit pour assister au couronnement «le l'impératrice et «lu Roi «le Rome. Le second décret rétablissait contre les émigrés non rayés, rentrés en France depuis le janvier 181 i, la législation désassemblées nationales, cl il frappait leurs biens du séquestre. Le troisième se rattachait , par le premier article , au système de la révolution, en abolissant la noblesse et les droits féodaux. Napoléon aurait dû s'en tenir là, et ne |»as se réserver encore les moyens de perpétuer en faveur des héritiers des grandes nolabiiitésdt; la France, dans tous les genr«‘s d'illustrations, des privilèges qui blessaient la passion des Français pour l’égalité. Le quatrième décret cong(‘diait tous généraux et ofliciers d«r terre et de mer introduits dans nos armées depuis le 1'*' avril 1814, et qui, émigrés ou non, avaient quitté le service à la première coalition contre la France. Ce décret était cminemincnl populaire pour l'armée, qui ii’olHMSsait qu’avec une répugnance invincible à «les otbeiers qu’elle n'avait jamais vus. Le cinquième decret rappelait à leurs fonctions tous les magistrats éliminés, jtarce que tous les memhrti de l'ordre judiciaire êont inamoriblea par noa ronalilutiona. Un sixième décret ordonnait le séquestre sur les biens des émigrés, pour tous les cLablissemens publics .à qui ils avaient été repris, et annulait ainsi une mesure dont s'étaient vivement alarmés les acqué^^urs «le biens nationaux. Ce décret était juste : il rétablissait des propriétés nationales, qui sont aussi sacrées que les propriétés particulières. Enfin, un autre decret lictMiciait la maison du roi et les Suisst's. La première disposition n’a pas iK'SoindecommcnUire; la seconde, encore moins : elle délivrait la France de ccl itiipèl à la fols inutile, honteux et ruineux, qui s’appelle le aerrice étran^ yert et que la politique française devait rejeter, surtout depuis que la Suisse a ouvert deux fois s«‘s [Mirles à t’Europe pour envahir avec elle le territoire de son ancienne protectrice. général Bertrand et le duc «ic Rassaiin refusèrent avec raison d’apposer leurs signatures à ces décrets. vJe ncaigncraiftoinl, disait Bertrand à Lyon; re n'eat paa ce que l'Empereur noua a protnia. » Et, en eiïcl. Napoléon venait de dire aux magistrats de (îrenohlc : •> Je veux être moins le souverain de la U France, que son premier cl son meilleur citoyen.» On lit dans ses Mémoirea . toin. II, page â70 : it ... Il résolut (le rentrer en France, non avec l'am* » bilioii de conquérir son trône, mais pour se pla* M cer entre les factions. Il avait toujours pensé que M la

France ne voulait que l’égalité, et il la lui avait « donnée tout entière. Ae* érénemena rcnaienl de M lui apprendre qu'elle roulait auaai la liberté; el il n avait résolu de rendre le jtcuple pinçais le plus U libre de loua les peuples de ta terre, » C'était à Lyon, à l’aris surtout, que Napoléon aurait dû tenir ce langage en l’appuyant d’une nouvelle coiistilU' lion qui eût été le gage el la preuve de sa sincérité. Il est impossible de trouver le germe de ces géné* reus«‘s intentions dans les actes qui précédèrent et qui suivirent son retour à Paris. Le gouvernement royal avait envoyé le maréchal Ney SC mettre à la téle d’une armée à Lons-le-Saunier. Napoléon chargea le général Bertrand de lui écrire l’état des choses, on le rendant responsable de la guerre civile, s’il ne faisait passa soamission. « Flaiiez-le. disait l’Empereur, moi» ne lecareates paa trop : U croirait que je le craine , et se prait prier, » Cependant, grâce à la renoriiméc, la révolution était déjà faite dans l’année ol(‘on, notre auguste Eniftereur, ra rafTermirà «jamais.,,, » Tel était l’esprit de l’armée; le maré- i chai n'en était que rorg.ine. Rassuré par la déclaration de cette armée, Na|K>léon alla aunlevanl d’elle à Auxerre , où, le 18. il embrassa le maréchal. J. à, malgré l'ordonriaiicr qui enjoignait de lui courir sua, et les projets sinistres qu'on lui annonçait contre sa |>crsonne, Napoléon se mêlait nu milieu de la foule avec l’abandon de la plus entière confiance. Il coiiiptail sur l’amour du peuple cl des troupes, il ne se Inimpail pas. L’arriH'c, déjà forte «le quatre divisions, s'embarqua sous les yeux de l’EriHH’reur, avec ordre d'étre à une heure du matin dans Fontainebleau. l.clU au soir, il était arrivé lui-mème à Mored, où il s’arrêta pour attendre le retour des grand’gardes qui avaient dû fouiller la forêt, car on sup|>osail que l’armée du duc de Ib'rri occupait les hauleursd'Kssonne. F^ssonne avait été fatal à Na|xdéon;il ne pouvait l’oublier en revenant à Fontainebleau : d entra dans celte résidence à quatre heures du ma' tin, et revit sans émotion apparente ce théâtre «F* son abdication, qu’il ne regardait plus que coiniix' une aventure rayée de sa vie. En ctTel, le départ du Boi , qui monta en voiture à minuit, lui ouvrait Paris; et, au lieu d’élrc garde à Fonlninehleau, ainsi qu’en 1814, au milieu de trente mille Fran*
Digitized by Google

pire, soit pour corriger nos institutions, soit pour assister au couronnement de l'impératrice et du Roi de Rome. Le second décret rétablissait contre les émigrés non rayés, rentrés en France depuis le 1er janvier 1814, la législation des assemblées nationales, et il frappait leurs biens du séquestre. Le troisième se rattachait, par le premier article, au système de la révolution, en abolissant la noblesse et les droits féodaux. Napoléon aurait dû s'en tenir là, et ne pas se réserver encore les moyens de perpétuer en faveur des héritiers des grandes notabilités de la France, dans tous les genres d'illustrations, des priviléges qui blessaient la passion des Français pour l'égalité. Le quatrième décret congédiait tous généraux et officiers de terre et de mer introduits dans nos armées depuis le 1er avril 1814, et qui, émigrés ou non, avaient quitté le service à la première coalition contre la France. Ce décret était éminemment populaire pour l'armée, qui n'obéissait qu'avec une répugnance invincible à des officiers qu'elle n'avait jamais vus. Le cinquième décret rappelait à leurs fonctions tous les magistrats éliminés, *parce que tous les membres de l'ordre judiciaire sont inamovibles par nos constitutions.* Un sixième décret ordonnait le séquestre sur les biens des émigrés, pour tous les établissemens publics à qui ils avaient été repris, et annulait ainsi une mesure dont s'étaient vivement alarmés les acquéreurs de biens nationaux. Ce décret était juste : il rétablissait des propriétés nationales, qui sont aussi sacrées que les propriétés particulières. Enfin, un autre décret licenciait la maison du roi et les Suisses. La première disposition n'a pas besoin de commentaire; la seconde, encore moins : elle délivrait la France de cet impôt à la fois inutile, honteux et ruineux, qui s'appelle *le service étranger*, et que la politique française devait rejeter, surtout depuis que la Suisse a ouvert deux fois ses portes à l'Europe pour envahir avec elle le territoire de son ancienne protectrice.

Le général Bertrand et le duc de Bassano refusèrent avec raison d'apposer leurs signatures à ces décrets. « *Je ne signerai point,* disait Bertrand à Lyon; *ce n'est pas ce que l'Empereur nous a promis.* » Et, en effet, Napoléon venait de dire aux magistrats de Grenoble : « Je veux être moins le souverain de la « France, que son premier et son meilleur citoyen.»

On lit dans ses *Mémoires*, tom. II, page 276 : « ... Il résolut de rentrer en France, non avec l'am« bition de conquérir son trône, mais pour se pla« cer entre les factions. Il avait toujours pensé que « la France ne voulait que l'égalité, et il la lui avait « donnée tout entière. *Les événemens venaient de « lui apprendre qu'elle voulait aussi la liberté; et il « avait résolu de rendre le peuple français le plus « libre de tous les peuples de la terre.* » C'était à Lyon, à Paris surtout, que Napoléon aurait dû tenir ce langage en l'appuyant d'une nouvelle constitution qui eût été le gage et la preuve de sa sincérité. Il est impossible de trouver le germe de ces généreuses intentions dans les actes qui précédèrent et qui suivirent son retour à Paris.

Le gouvernement royal avait envoyé le maréchal Ney se mettre à la tête d'une armée à Lons-le-Saunier. Napoléon chargea le général Bertrand de lui écrire l'état des choses, en le rendant responsable de la guerre civile, s'il ne faisait pas sa soumission. « *Flattez-le,* disait l'Empereur, *mais ne le caressez pas trop : il croirait que je le crains, et se ferait prier.* » Cependant, grace à la renommée, la révolution était déjà faite dans l'armée du maréchal : elle n'avait qu'un cri, celui de marcher à Lyon, non pour combattre Napoléon, mais pour le suivre. La défection s'était mise dans plusieurs de ses régimens; et, entraîné par son armée hors du parti du Roi qu'il ne pouvait plus défendre, le malheureux maréchal adressa, le 13 mars, à ses soldats, l'ordre du jour suivant :

« La cause des Bourbons est à jamais perdue. La « dynastie que le nation française a adoptée va re« monter sur le trône... Soldats! *les temps ne sont « plus où l'on gouvernait les peuples en étouffant « tous leurs droits. La liberté triomphe enfin, et Na« poléon, notre auguste Empereur, va l'affermir à « jamais....* » Tel était l'esprit de l'armée; le maréchal n'en était que l'organe.

Rassuré par la déclaration de cette armée, Napoléon alla au-devant d'elle à Auxerre, où, le 18, il embrassa le maréchal. Là, malgré l'ordonnance qui enjoignait *de lui courir sus*, et les projets sinistres qu'on lui annonçait contre sa personne, Napoléon se mêlait au milieu de la foule avec l'abandon de la plus entière confiance. Il comptait sur l'amour du peuple et des troupes, il ne se trompait pas. L'armée, déjà forte de quatre divisions, s'embarqua sous les yeux de l'Empereur, avec ordre d'être à une heure du matin dans Fontainebleau. Le 19 au soir, il était arrivé lui-même à Moret, où il s'arrêta pour attendre le retour des grand'gardes qui avaient dû fouiller la forêt, car on supposait que l'armée du duc de Berri occupait les hauteurs d'Essonne. Essonne avait été fatal à Napoléon; il ne pouvait l'oublier en revenant à Fontainebleau : il entra dans cette résidence à quatre heures du matin, et revit sans émotion apparente ce théâtre de son abdication, qu'il ne regardait plus que comme une aventure rayée de sa vie. En effet, le départ du Roi, qui monta en voiture à minuit, lui ouvrait Paris; et, au lieu d'être gardé à Fontainebleau, ainsi qu'en 1814, au milieu de trente mille Fran-

The text on this page is estimated to be only 25.02% accurate

IlISTOmE DE NAl’OLÉON. 4SM çais, par deux ccnt mille èlranRcrs, il marchail vers cl les princes de sang, réduits comme lui à aller la capitale, accompagné du peuple et de rarmée. avec quelques serviteurs chercher encore un asile Jamais faveur de la fortune ne dut avoir tant de dans une hospitalité étrangère, 20 mars 18115 prix pour Napoléon ; elle pouvait cflacer à ses yeux est un des grands tableaux de Thistoirc. radversilé dont clic était sortie ; mais ce grand sou- Cependant le congrès de Vienne publiait, le 15 venir rendit nécessairement plus douloureuse la mars, une déclaration qui renouvelait l’ordonnance lente agonie de Sainte-Hélène. Fn regard de ce bril- royale du 0. Ce inanifesle, cet arrêt commun de lant retour de prospérité qui faisait saluer encore toutes les puissances, devint pour elle un nouveau du nom d’A'm/>crewr le captif de Fontainebleau, le lien. I..a nécessité réunit toul-à>coup ceux que l'infugitif de nie d’Elbe; pendant celte même nuit, lérét avait déjà divisés. 1/entrcprisc trop prcmaluune scène à laquelle l’infortune cl la puissance rée de Napoléon resserra le faisceau des cabinets, donnèrent aussi un imposant caractère, s’élail ac- qui allait, dit-on, se briser. On parlait d’une convencomplic à Paris. Après vingt-cinq ans d’absence et lion secrète qui unissait l’Angleterre, l’Autriche et dix mois de règne, Louis Wlll , vieux et infirme, la France avec toutes les vastes dépendances de leurs reprenait la route de l’exil, appuyé sur les anciens alliés et des trénes de famille, contre la Russie et la compagnons qui l’y avaient déjà suivi ; et, avant de Prusse. L’appariltoii subite de i'ennemi commun. quitter, pour la dernière fois peut-être, le palais de la peur de son génie, de sa popularité, l’effrayant scs pères, témoin de tant d'événemeiis, il n’avait succès d^uiic marche triomphale d’Antibes à Paris, reçu que des adieux tirnhles et privés : il avait pu l’espoiraltachéàsonretourparlaFranceel rarmée, etilcfidrc les acclamations de la France proclamant rapprochèrent soudain les politiques de Vienne,

Napoléon; il avait vu revenir tout seuls de l'armée effrayés du murmure

çais, par deux cent mille étrangers, il marchait vers la capitale, accompagné du peuple et de l'armée. Jamais faveur de la fortune ne dut avoir tant de prix pour Napoléon ; elle pouvait effacer à ses yeux l'adversité dont elle était sortie ; mais ce grand souvenir rendit nécessairement plus douloureuse la lente agonie de Sainte-Hélène. En regard de ce brillant retour de prospérité qui faisait saluer encore du nom d'*Empereur* le captif de Fontainebleau, le fugitif de l'île d'Elbe ; pendant cette même nuit, une scène à laquelle l'infortune et la puissance donnèrent aussi un imposant caractère, s'était accomplie à Paris. Après vingt-cinq ans d'absence et dix mois de règne, Louis XVIII, vieux et infirme, reprenait la route de l'exil, appuyé sur les anciens compagnons qui l'y avaient déjà suivi ; et, avant de quitter, pour la dernière fois peut-être, le palais de ses pères, témoin de tant d'événemens, il n'avait reçu que des adieux timides et privés : il avait pu entendre les acclamations de la France proclamant Napoléon ; il avait vu revenir tout seuls de l'armée qui devait arrêter le conquérant, son propre frère et les princes de sang, réduits comme lui à aller avec quelques serviteurs chercher encore un asile dans une hospitalité étrangère. Le 20 mars 1815 est un des grands tableaux de l'histoire.

Cependant le congrès de Vienne publiait, le 13 mars, une déclaration qui renouvelait l'ordonnance royale du 6. Ce manifeste, cet arrêt commun de toutes les puissances, devint pour elle un nouveau lien. La nécessité réunit tout-à-coup ceux que l'intérêt avait déjà divisés. L'entreprise trop prématurée de Napoléon resserra le faisceau des cabinets, qui allait, dit-on, se briser. On parlait d'une convention secrète qui unissait l'Angleterre, l'Autriche et la France avec toutes les vastes dépendances de leurs alliés et des trônes de famille, contre la Russie et la Prusse. L'apparition subite de *l'ennemi commun*, la peur de son génie, de sa popularité, l'effrayant succès d'une marche triomphale d'Antibes à Paris, l'espoir attaché à son retour par la France et l'armée, rapprochèrent soudain les politiques de Vienne, effrayés du murmure des ames que l'on s'était partagées au nom de l'indépendance des nations.

The text on this page is estimated to be only 18.54% accurate

m HISTOIRE HE SAI’OEÉON. CHAPITRE IF. Dt 541-OltOH A rAMS.— ACTR AÜlMTIOSNËl,.— (HAMP-UK-M Al . I.Ë iO mars, n iioiif heures ilu suir, Nülioit'Oii cii> Ira à Paris, par (n harrière de FontaiiK.'blcau, avec les troupes qui avaient été placées pour lo combatIre à Villejuif, cl sans sc faire annoncer, comme il avait fait en revenant de Marengo, d’Austerlitz, de Tilsilt, de Madrid, devienne, de Muskou. l‘nc foule nombreusi' l'attendait dans la cour du tlarrnusel et sur le quai ; mais il passa par la porte du pavillon de Flore, et ü fut porté jusqu'à ses appariemens particuliers sur les bras de la nmititudc. Il se vit luiil-à-coup entouré d'une partie de ses anciens ministres, des maréchaux, des officiers et des dames du palais : il sc retrouvait en faniiile. bes acclamations extérieures se prolongèrent longlemp.s. Paris, qui s’était réveillé capitale du royaume, s’eiidoniiil capitale d'un empire. Napoléon dit, dans ses Mémoirrt, que la nuit même de son arrivée à Paris, il délibéra si, avec trente-cinq ou trenti'-six mille hommes qu’il pouvait réunir dans le Nord, il eomrnciiccrail les hostilités le avril, en niarehanl sur Bruxelles et raliiaiil sous ses drapeaux cette année belge qui n’aUendait que .son signal pour lui servir d'avanigarde. Wellington était à Vienne, Biücher à Berlin. Dans les premiers jours d'avril, rKitipereur serait entré à Bruxelles avec son armée. Les forces anglaises et prussiennes étaient faibles, sans chefs et sans places fortes, disséminées sur les bords du Bliiii. .Mais il sacrilia au vœu général de la France, c'està-dire a un sentiment fondé sur la plus grave erreur, une inspiration qui seule eût assuré le succès de la téméraire entreprise qu'il venait d'exécuter. La déclaration du congrès de Vienne ne permeUait ni à la France ni à Napoléon la moindre incertitude a cet égard : clic di.sail « qu’/7 «c jfourait y avoir ni iHiij ni trêve arec IS'apolcon : qu'en dètruhant le seul titre légal auquel l’exÉrcTiov du /rai7é de / V)n* tainebtraxi se trourait a//«cAéo, il s'était placé hors des rclaliotts civiles et xoeiafes, qu'il s'était iivré à la vindicte publique, etc... » Il fallait donc que Napoléon surprit la coalition, comme il avait surpri.s la monarchie. Bien ne rempèchail de s’emparer de la Belgique, d'où le général Maison avait emporté d'énergiques souvenirs de ranaehement des troupes et des loabitans pour la France. De plus une vieille animosité aigrissait les Belges, d’aboni contre l’Angleterre dont la Hollande était presque un ancien munici{>c. et dont la politique avait déjà séquestré {wmr les détruire, Flessingue et Anvers;

ensuite contre la Prusse, par une aiilipalhie de voisinage et de nation. Il n'y avait pas d'espoir de désarmer ces puissances implacables par l'exécution la plus religieuse du Iraitc de Paris. Il fallait qu'elles fussent ciias.sées par les efforls réunis de la France, de la Belgique et des frontières rhénanes, des camps qu'une surveillance ineriacanle contre la France avait tracés dan.s les anciens électorats ecclésiastiques. [lue telle invasion, cotnniandéc par Na|H)léon pendant l'absence de leurs généraux en chef et l'éioigiiemeiit des Busses et des Aulriehtens, établissait, au moins pour le moment, l'occupation de la France, et entrabiaiUa foule de ceux qui, répugnant à SC rallier au danger, s'empressent de se rallier au succès. Napoléon se trompa eu dilTéraiit; il agit contre l'opinion du plus grand tioinbre : il donna du temps àsescniieinisdudedansctdudciiors. H remit au mois Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.58% accurate

IIISTOmE OK NAPOLÉUN. 4G1 de mai la décision d’un plan de campagne dont le choix clail tout fait s’il l’cùt conçu à Bruxelles, où il devenait purement cl redoutablement défensif, derrière la barrière du Bhin. Et qui sait si lacon> quôtedcla Belgique par Napoléon n’aurait pas servi les ressentiinens de la cour de Vienne contre l’asceiidantquele roi de Prusse, son ancien ennemi, s’at< tribuait au sein de sa capitale, en sa qualité d’allié du nouveau dominateur de l'Europe ? Dans la nuit du âO au ïîl, arrivèrent les grenadiers de nie d’Elbe. l.es généraux Bertrand, Drouot, Cambrunne, représentaient aux Tuileries les trophées d'un Iriomphequi n'avait pas coûté une seule goutte de sang, qui avait duré vingt jours et dont Paris était le repos... et le terme! Ce triomphe était tout populaire : aussi Napoléon, entouré de son ancienne cour, cl surtout des hommes qui n’avnietit presque pas quitté le palais depuis son départ, disait hauteinenl : » Ce sont les gens ilèsintéressés gui m^oni amené à Paris ; ce sont les sous-lieutcnans et les soldais qui ont tout fait : c'est au peuple et à l'année que je dois tout. » Le ^1, rKinpcreur passa en revue toute l'armcc de Paris que commandait le duc de Bcrri. « Soldats ! dit-il, je suis venu avec six cents hom« mes en France, parce que je comptais sur l'amour Il du peuple cl sur le souvenir des vieux soldats. U Je ii'ai pas été trompé dans mon attente. Soldais! «(je vous en remercie. La gloire de ce que nous vc«< nous de faire est toute au peuple cl à vous. La «(mienne se réduit à vous avoir connus et appréIl Clés... » Au moment où le général Cainbronne et les oHiciers du bataillon de l'ile d'Elbe parurent avec les anciennes aigles de la garde, il reprit la parole et dit : w Soldats ! voilà les oliiciers du bataillon qui m’a «t accompagné dans mon malheur : ils sont tous mes M amis; ils étaient chers à mon cœur. Toutes les w fois que je les voyais, ils mu représentaient les difX férens régimens de l’armée. Dans ces six cents M braves, il y a des hommes de tous les régimens; ti tous me rappelaient ces grandes journées dont le « .souvenir m'est si cher : car tous sont couverts prouva son ministre, et lit écrire au général Grouchy : « I/ordoniiancc du roi en date du 6 mars, et la « déclaration signée le 13 à Vienne par scs minis« 1res, pourraient m'autoriser à traiter le duc d’An« goulémc comme celle ordonnance et celle décla•I ration voulaient qu'on me traitât moi et ma U lamille. .Mais, constant dans les dispositions qui U m'avaient poiiê à ordonner que les membres de

Digitized by Google

de mai la décision d'un plan de campagne dont le choix était tout fait s'il l'eût conçu à Bruxelles, où il devenait purement et redoutablement défensif, derrière la barrière du Rhin. Et qui sait si la conquête de la Belgique par Napoléon n'aurait pas servi les ressentimens de la cour de Vienne contre l'ascendant que le roi de Prusse, son ancien ennemi, s'attribuait au sein de sa capitale, en sa qualité d'allié du nouveau dominateur de l'Europe?

Dans la nuit du 20 au 21, arrivèrent les grenadiers de l'île d'Elbe. Les généraux Bertrand, Drouot, Cambronne, représentaient aux Tuileries les trophées d'un triomphe qui n'avait pas coûté une seule goutte de sang, qui avait duré vingt jours et dont Paris était le repos... et le terme! Ce triomphe était tout populaire : aussi Napoléon, entouré de son ancienne cour, et surtout des hommes qui n'avaient presque pas quitté le palais depuis son départ, disait hautement : « *Ce sont les gens désintéressés qui m'ont amené à Paris ; ce sont les sous-lieutenans et les soldats qui ont tout fait : c'est au peuple et à l'armée que je dois tout.* »

Le 21, l'Empereur passa en revue toute l'armée de Paris que commandait le duc de Berri.

« Soldats! dit-il, je suis venu avec six cents hom-
« mes en France, parce que je comptais sur l'amour
« du peuple et sur le souvenir des vieux soldats.
« Je n'ai pas été trompé dans mon attente. Soldats!
« je vous en remercie. La gloire de ce que nous ve-
« nons de faire est toute au peuple et à vous. La
« mienne se réduit à vous avoir connus et appré-
« ciés... »

Au moment où le général Cambronne et les officiers du bataillon de l'île d'Elbe parurent avec les anciennes aigles de la garde, il reprit la parole et dit :

« Soldats! voilà les officiers du bataillon qui m'a
« accompagné dans mon malheur : ils sont tous mes
« amis; ils étaient chers à mon cœur. Toutes les
« fois que je les voyais, ils me représentaient les dif-
« férens régimens de l'armée. Dans ces six cents
« braves, il y a des hommes de tous les régimens;
« tous me rappelaient ces grandes journées dont le
« souvenir m'est si cher : car tous sont couverts
« d'honorables cicatrices reçues à ces batailles mé-
« morables. En les aimant, c'est vous tous, soldats
« de l'armée française, que j'aimais. Ils vous rap-
« portent ces aigles; qu'elles vous servent de ral-
« liement : en les donnant à la garde, je les donne
« à toute l'armée. La trahison et des circonstances
« malheureuses les avaient couvertes d'un voile fu-
« nèbre; mais, grace au peuple français et à vous,
« elles reparaissent respendissantes de toute leur
« gloire. Jurez qu'elles se trouveront toujours et
« partout où l'intérêt de la patrie les appellera;
« que les traîtres et ceux qui voudraient envahir
« notre territoire n'en puissent jamais soutenir les
« regards! »

Le roi et sa famille avaient quitté Lille pour se rendre à Gand. Le duc de Bourbon, après avoir inutilement cherché à soulever la Vendée, était parti le premier; le 22, à deux heures du matin, il s'était embarqué au pont de Cé, sur la Loire. Il ne restait plus en France que le duc et la duchesse d'Angoulême. La princesse se trouvait à Bordeaux, et le prince à Toulouse. Madame, animée d'un courage viril, essaya de défendre la première de ces cités, et fut réduite enfin à se retirer sur un vaisseau anglais. De son côté, le duc d'Angoulême voulait entraîner le Midi, à la tête de douze mille hommes de ligne ou de gardes nationales. La guerre civile régnait en Provence et en Languedoc. Le prince avait demandé des secours aux Sardes et aux Suisses. Il marchait avec deux corps d'armée : l'un sous ses ordres, l'autre sous ceux du général Ernouf. Après son entrée à Valence, le prince occupa Sisteron, Gap, et se disposait à se porter sur Grenoble et sur Lyon. Mais c'était le 3 mars, et non le 3 avril, qu'il eût fallu être en armes sur la route de Grenoble. Bientôt le prince se vit, par les mouvemens rapides des troupes impériales, renfermé entre la Drôme, le Rhône, la Durance et les montagnes. Il pouvait se sauver seul; il préféra justifier la fidélité du petit nombre de braves qui l'avaient suivi, et capituler. A son lever, l'Empereur reçut du duc de Bassano la dépêche télégraphique qui transmettait cette importante nouvelle, et décida que la capitulation serait exécutée : cette loyale conduite ne devait pas être imitée par ses ennemis. Dans l'après-midi, quelques oppositions se manifestèrent autour de Napoléon. Sa mise hors la loi semblait lui commander de ne pas se dessaisir d'un otage aussi précieux. Le soir, le duc de Bassano lui remit une seconde dépêche télégraphique annonçant que, d'après le refus de la ratification par le général Grouchy, la capitulation n'existait plus. Napoléon demanda à son ministre si l'ordre d'accorder la capitulation était parti : le duc répondit affirmativement. Napoléon voulut savoir encore si, avant d'expédier cet ordre, le ministre avait reçu la seconde dépêche : la réponse fut également affirmative. Napoléon approuva son ministre, et fit écrire au général Grouchy :

« L'ordonnance du roi en date du 6 mars, et la
« déclaration signée le 13 à Vienne par ses minis-
« tres, pourraient m'autoriser à traiter le duc d'An-
« goulême comme cette ordonnance et cette décla-
« ration voulaient qu'on me traitât moi et ma
« famille. Mais, constant dans les dispositions qui
« m'avaient porté à ordonner que les membres de

The text on this page is estimated to be only 27.87% accurate

niSrulHE DE NA1»0LÉ0N. « la famillu iJcs Bourbons pussent sortir librement w (Je la France, mon inteiUioii est que vous duiiniez n des ordres pour que le duc d'Angoul^inc soit con)(duit à Cette, où il sera embarqué, et que vous •I veilliez à sa Sûreté et à (îcarler de sa personne M tout mauvais traitenieiil. ■* Ccl ordre recul son exécution le 9 avril : le prince mil à la voile le IG pour l'Kspagne. Lu lendemain, le général Grouchy fut nommé maréchal de l'empire. Par sa marche rapide, Grouchy a détruit la guerre civile dans le Midi, comme le général Laniarque dans rOnest;el bienlél ü aura rimmense honneur d'étre chargé du salut de rarméc, grâce à cette fatale dignité de maréchal qu'il a gagnée sur tant de champs de halaille, et qu'il doit perdre quand Napoléon perdra Tempire. Knlin, la France tout entière voit (loUer le drapeau impérial ; cliaque jour apporte à Napoléon la nouvelle des progrès que sa cause a faits parmi les liabilaiis et les chefs de rarmée. Les adresses des corps, les proclamations des généraux se succèdent sans interruption ; mais Napoléon dut s'indigner en lisant celle du maréchal Augcrcau, gouverneur de la 14** division. « Soldais! disait-il, vous l'avez en•I tendu : le cri de vos frères d'armes a retenti jusw qu'à nous : il a fait Irissaillir nos cœurs. l.'Em•(pereur est dans sa capitale. Ce nom, si long-temps «I le gage de la victoire, a sulli pour dissiper devant •(lui toussescnnoiiiis.Uninonieiil la fortune lui fut » inflдèle. Séduit par la plus nuhle illusion (le bonK heur de la patrie), il crut devoir faire ù la France « le sacrifice de sa gloire et de sa couronne, /'^garèt ftous-mémes j>ar tant tic magnanimité , nous fl« mes alors serment de défendre d'autres droits » que les siens. Scs droits sont impérissables! il les n réclame aujourd'hui .'jamais ils ne furent plus saw cres pour nous. Soldats! dans son abstmee vos ti regards cherchnieiil en vain sur vus dra|K.'aux «; blancs quelques s Onze mois avant, le maréchal Augcrcau avait dit à scs troupes : « ... Jurons fidelité à Louis XVIII , U et arborons ces couleurs vraiment françaises. » 11 leur avait dit aussi que Napoléon n'arait paît au mourir en aoldat^ cl il osait sc ranger avec elles sous ses aigles, après avoir clé flétri à leurs yeux par les proclamations Vimgeresses du golfe Juan. Le :2G mars. Napoléon reçut en audience solennelle les adresses des cours judiciaires, de ses ministres et de son Gonsfil d'Élal ; elles étaient loutirs patriotiques cl annonçaient assez à Napoléon qu'um* grande révolution s'élail opérée, pendant l'espace qu'ils nommaienl Vinlerrègnc, dans les esprits de ses anciens serviteurs. Le

(Conseil d'Élal surtout s’exprimait avec la plus noble indépendance ; voici le début de son éloquente adresse : •t LcGunseil d'Etat, en reprenant ses fonctions, « croit devoir faire cunnatlrc les princi|>es qui sont « la règle de ses opinions et de sa conduite. La souu verainelé réside dans le peuple; Il est la seule U source légitime du pouvoir... » Après avoir ainsi proclamé le dogme fundamcnlal de la démocratie , dogme que Napoléon avait reconnu lui-méineen sounieltanl sa nominaliuri à l’approbation du peuple; après avoir parcouru les phases de la révolution du consulat, de l’empire, le Conseil d'Élal démontrait que l’abdication de Napoléon, non consacrée par le vœu de la nation, ne pouvait détruire le contrat forme entre elle et l’Empereur, et que Napoléon n’élail pas libre de sacrifier les droits de son fils. Passant ensuite à l’établissement du gouvernement royal, il dit que la conslilnlion, décrétée par le Sénat et non acceptée par le Roi, n’avait pas été soumise à l’acceptation du peuple; que le /loi accorda volontairement, et ftar le libre cxetxke de son aulorité roxale, une Charte constitutionnelle appelée Ordonnance de réfbrmation ; que cette Charte n'eut d'autre sanction que sa lecture en présence d’une nouvelle Chambre de députés qui ne l’accepta point, n’avait aucun caractère pour la recevoir, et dont les deux cinquièmes n'avaient plus le caractère de rcprt'senlalioii ; que la présence des armées ennemies avait imprimé un caractère de violence à la publication de ces actes... u L’Empeti rcur, ajoutait le Conseil d’Étal, est appelé à ga« rantir de noureau par des institutions (et il en a U pris l'engagement dans ses proclamations à la na41 tiuD cl à i'armé'e) tous les princi|>e5 libéraux. In «(liberté individuelle cl l’égalité des droits, la li41 berté de U presse cl l'abolition du la censure, la it liberté des cultes, le vote des contributions cl des 4(luis par les représenlans de la nation légalement «télus, le inalnlicn des propriétés nationales de K toute origine, rindépcndaiicc et rinamovibilité U des tribunaux, la responsabilité des ministres et w de tous les agens du pouvoir ; pour mieux consau crer les droits et les obligations du peuple et du 44 monarque, les institutions nationales doivent être 4(revues dans une grande assemblée des représcu41 tans, déjà annoncée par l'Empereur... » Sans doute cette adresse, résultat d’une discussion approfondie, ne semblait plus émaner de l'aiicien Cimseil d'Elal de l'empire ; mais ce corps était le S4’ul qui eût conservé la libellé des opinions sur les matières politiques; et, bien qu'à celle époque sa

Digilized by Google

« la famille des Bourbons pussent sortir librement « de la France, mon intention est que vous donniez « des ordres pour que le duc d'Angoulême soit con- « duit à Cette, où il sera embarqué, et que vous « veilliez à sa sûreté et à écarter de sa personne « tout mauvais traitement. » Cet ordre reçut son exécution le 9 avril : le prince mit à la voile le 16 pour l'Espagne. Le lendemain, le général Grouchy fut nommé maréchal de l'empire. Par sa marche rapide, Grouchy a détruit la guerre civile dans le Midi, comme le général Lamarque dans l'Ouest; et bientôt il aura l'immense honneur d'être chargé du salut de l'armée, grace à cette fatale dignité de maréchal qu'il a gagnée sur tant de champs de bataille, et qu'il doit perdre quand Napoléon perdra l'empire.

Enfin, la France tout entière voit flotter le drapeau impérial : chaque jour apporte à Napoléon la nouvelle des progrès que sa cause a faits parmi les habitans et les chefs de l'armée. Les adresses des corps, les proclamations des généraux se succèdent sans interruption ; mais Napoléon dut s'indigner en lisant celle du maréchal Augereau, gouverneur de la 14e division. « Soldats! disait-il, vous l'avez en- « tendu : le cri de vos frères d'armes a retenti jus- « qu'à nous : il a fait tressaillir nos cœurs. L'Em- « pereur est dans sa capitale. Ce nom, si long-temps « le gage de la victoire, a suffi pour dissiper devant « lui tous ses ennemis. Un moment la fortune lui fut « infidèle. Séduit par la plus noble illusion (le bon- « heur de la patrie), il crut devoir faire à la France « le sacrifice de sa gloire et de sa couronne. *Égarés « nous-mêmes par tant de magnanimité*, nous fi- « mes alors serment de défendre d'autres droits « que les siens. Ses droits sont impérissables! il les « réclame aujourd'hui : jamais ils ne furent plus sa- « crés pour nous. Soldats! dans son absence vos « regards cherchaient en vain sur vos drapeaux « blancs quelques souvenirs honorables. Jetez les « yeux sur l'Empereur : à ses côtés brillent d'un « nouvel éclat ses aigles immortelles ; rallions-nous « sous leurs ailes. Oui, elles seules conduisent à « l'honneur et à la victoire. Arborons donc les cou- « leurs de la nation.

« Caen, 22 mars. »

Onze mois avant, le maréchal Augereau avait dit à ses troupes : « ... Jurons fidélité à Louis XVIII, « et arborons ces couleurs vraiment françaises. » Il leur avait dit aussi que Napoléon *n'avait pas su mourir en soldat;* et il osait se ranger avec elles sous ses aigles, après avoir été flétri à leurs yeux par les proclamations vengeresses du golfe Juan.

Le 26 mars, Napoléon reçut en audience solennelle les adresses des cours judiciaires, de ses ministres et de son Conseil d'État ; elles étaient toutes patriotiques et annonçaient assez à Napoléon qu'une grande révolution s'était opérée, pendant l'espace qu'ils nommaient l'*interrègne*, dans les esprits de ses anciens serviteurs. Le Conseil d'État surtout s'exprimait avec la plus noble indépendance ; voici le début de son éloquente adresse :

« Le Conseil d'État, en reprenant ses fonctions, « croit devoir faire connaître les principes qui sont « la règle de ses opinions et de sa conduite. La sou- « veraineté réside dans le peuple; il est la seule « source légitime du pouvoir... » Après avoir ainsi proclamé le dogme fondamental de la démocratie, dogme que Napoléon avait reconnu lui-même en soumettant sa nomination à l'approbation du peuple; après avoir parcouru les phases de la révolution du consulat, de l'empire, le Conseil d'État démontrait que l'abdication de Napoléon, non consacrée par le vœu de la nation, ne pouvait détruire le contrat formé entre elle et l'Empereur, et que Napoléon n'était pas libre de sacrifier les droits de son fils. Passant ensuite à l'établissement du gouvernement royal, il dit que la constitution, décrétée par le Sénat et non acceptée par le Roi, n'avait pas été soumise à l'acceptation du peuple ; *que le Roi accorda volontairement, et par le libre exercice de son autorité royale, une Charte constitutionnelle appelée Ordonnance de réformation ;* que cette Charte n'eut d'autre sanction que sa lecture en présence d'une nouvelle Chambre de députés qui ne l'accepta point, n'avait aucun caractère pour la recevoir, et dont les deux cinquièmes n'avaient plus le caractère de représentation ; que la présence des armées ennemies avait imprimé un caractère de violence à la publication de ces actes... « L'Empe- « reur, ajoutait le Conseil d'État, est appelé *à ga- « rantir de nouveau par des institutions* (et il en a « pris l'engagement dans ses proclamations à la na- « tion et à l'armée) tous les principes libéraux, la « liberté individuelle et l'égalité des droits, la li- « berté de la presse et l'abolition de la censure, la « liberté des cultes, le vote des contributions et des « lois par les représentans de la nation légalement « élus, le maintien des propriétés nationales de « toute origine, l'indépendance et l'inamovibilité « des tribunaux, la responsabilité des ministres et « de tous les agens du pouvoir ; pour mieux consa- « crer les droits et les obligations du peuple et du « monarque, les institutions nationales doivent être « revues dans une grande assemblée des représen- « tans, déjà annoncée par l'Empereur... »

Sans doute cette adresse, résultat d'une discussion approfondie, ne semblait plus émaner de l'ancien Conseil d'État de l'empire ; mais ce corps était le seul qui eût conservé la liberté des opinions sur les matières politiques; et, bien qu'à cette époque sa

ItlSTOIRE DE NAl’OLÉON. composition n’eùl pas éprouvé de changement, il renfermait parmi ses membres beaucoup d’hommes qui saisissaient avec joie une grande occasion de renlriT dans un ordre constitutionnel. L’Empereur répondit : U Les princes sont les premiers citoyens de l'Etal : *i leur autorilé est plus ou moins étendue, selon « Vintérét des nations qu^ils gourement. La souve« rainctcclle-mémc n’est hcréditaireque parce que « l’intérét des peuples l’exige. Hors de ces prlncijK'S, U Je ne connais pas de légitimité. J’ai renoncé aux « idées du grand Empire dont, depuis quinze ans , •t je n’avais encore que posé les bases. Désormais le •I bonheur et la consolidation de l’Empire français «(seront l’objet de toutes mes pensées... » C’était parler en monarque, et non en réformateur, comme le demandait le Conseil. On désirait une autre Constitution : Napoléon préparait un Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire! L’Ouest, que l’on n'avait pu soulever, le .Midi, soumis si rapidement, rendaient à l’heureux Napoléon la France disposée à rentrer avec enthousiasme, encore au nom de la liberté cl de l’indépendance nationale, dans la carrière des armes : mais, pour se donner tout entière, elle attendait le manifeste de sa régcncralion politique de la même bouche qui au golfe Juan avait proclamé sa déli- j vrancc; clic l’atlcndail de celui qui venait delà ! mettre en péril, cl qu’elle voulait sauver comme elle-même. Par une fatalité, ou plutôt par un aveuglement inconcevable, au lieu de la proclamation solennelle des garanties complètes qui étaient dues à la nation, Napoléon s’obstina à publier, malgré les plus notables op|>ositions, malgré les vives résistances de ses anciens serviteurs et de ses plus lidèles ministres, I’Actb AttoiTiossBi. aux CovstitoTiovs DB L’EMrine. Celte promulgation frappa de stu|Huir la capitale le âS avril, et apprit à la France que le retour de l’Ile d’Elbe lui ramenait Napoléon tout entier, cl non un emporcurconvcrli à la liberté par ces méditations profondes qui inspirent de grandes résolutions à un grand caractère, i.c soulèvement général de l’opinion, si cruellement désabusée par un acte supplémentaire qui supposait le maintien des institutions du pouvoir absolu , fut mortel pour Napoléon. Les véritables amis de la liberté légale avaient salué avec transport le dictateur de la patrie en danger; ils jugèrent qu’ils étaient trompés, ils sc retirèrent malheureux cl mécontens. Dès ce jour il n’v eut plus à opposer à la crise terrible dont l’Europt* menaçait la France, qu'une armée tout impériale et une nation toute silencieuse. Cependant, le 25 mars,

les quatre grandes puissances avaient pris, dans un traité, rengagement 4bô de ne déposer les armes qu'après avoir forcé Bonaparte à se désister de ses projets, cl l'avoir mis hors d'état de troubler à l'avenir la paix de l'Europe. De son côté, le 29 du même mois, Napoléon avait, sur le rapport du duc d'Olranle, renvoyé l'examen de la déclaration de Vienne à une commission composée des présidons de son Conseil d'Étal : il en était résulté une réfutation , qui, par réncrgic du style , le rapprochement des faits, la vigueur des raisonnemenset les principes qu'elle contenait, ne laissa pas Imig-leinps méconnaître son auteur : Napoléon répondait iui-inéine a l'Europe. Cette pièce, d'une très-haute importance, restera comme une des plus habiles et éloquentes qui soient sorties de la plume d'un homme d'Étal, et comme un des documens les plus curieux de l'histoire de Napoléon; ellccontrastera singulièrement avec le manifeste furibond que le congrès lança de nouveau le 12 mai contre l'ennemi commun. Malgré l'échange de ces hostilités écrites, Napoléon crut pouvoir reprendre des relations, soit avec la Kussic, soit avec l'Autriche. Un traité secret entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, pour défendre la SaxiMiu démcmbremeiil dont la Russie et la Prusse la menaçaient, avait clé oublié dans le cabinet du ministre des aflaires étrangères au départ de la cour. A l'arrivée de Napoléim I à Paris, les ministres d'AutricheetdeUussieélaicnl i encore dans la capitale. Napoléon [Hmsa que la communication de cc traité secrctau ministre de Russie détacherait cette puissance des intérêts de la maison de Bourbon, et jetterait la discorde dans le congrès de Vienne. En conséquence, on montra cc traité à M. de Boudiskim : d'autres démarches furent faites auprès de l'empereur Alexandre, et quelques ouvertures au cabinet de Londres. Après ces tentatives préliminaires dont aucune ri'atteignit son but, Napoléon avait pensé devoir répondre aussi par une déclaration à celle du congrès de Vienne; et, le 4 avril, il écrivit aux princes de l'Europe. Sa IcUn.* était ainsi conçue : « MoasticR Hoa vbsrb, » Vous aurez appris dans le cours du mois derM nier mon retour sur les côtes de France, mon « entrée à Paris et le départ de la famille des Bour« bons. La véritable nature de ces événemens doit Mètre maintenant connue de Votre Majesté; ils « sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ou•I vrage et la volonté unanime d'une grande nation « qui connaît scs devoirs et ses droits. L'allentequi «(m'avait décidé au plus grand des sacrilices avait M été trompée. Je suis venu, cldu point où j'ai luu« ché le rivage, l'amour de mes peuples m'a porte K jusqu'au sein de ma capitale. Le premier besoin Digitized by Google

composition n'eût pas éprouvé de changement, il renfermait parmi ses membres beaucoup d'hommes qui saisissaient avec joie une grande occasion de rentrer dans un ordre constitutionnel. L'Empereur répondit :

« Les princes sont les premiers citoyens de l'État : « *leur autorité est plus ou moins étendue, selon « l'intérêt des nations qu'ils gouvernent.* La souve- « raineté elle-même n'est héréditaire que parce que « l'intérêt des peuples l'exige. Hors de ces principes, « je ne connais pas de légitimité. J'ai renoncé aux « idées du grand Empire dont, depuis quinze ans, « je n'avais encore que posé les bases. Désormais le « bonheur et la consolidation de l'Empire français « seront l'objet de toutes mes pensées... » C'était parler en monarque, et non en réformateur, comme le demandait le Conseil. On désirait une autre Constitution : Napoléon préparait un Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire !

L'Ouest, que l'on n'avait pu soulever, le Midi, soumis si rapidement, rendaient à l'heureux Napoléon la France disposée à rentrer avec enthousiasme, encore au nom de la liberté et de l'indépendance nationale, dans la carrière des armes : mais, pour se donner tout entière, elle attendait le manifeste de sa régénération politique de la même bouche qui au golfe Juan avait proclamé sa délivrance ; elle l'attendait de celui qui venait de la mettre en péril, et qu'elle voulait sauver comme elle-même. Par une fatalité, ou plutôt par un aveuglement inconcevable, au lieu de la proclamation solennelle des garanties complètes qui étaient dues à la nation, Napoléon s'obstina à publier, malgré les plus notables oppositions, malgré les vives résistances de ses anciens serviteurs et de ses plus fidèles ministres, l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire. Cette promulgation frappa de stupeur la capitale le 22 avril, et apprit à la France que le retour de l'île d'Elbe lui ramenait Napoléon tout entier, et non un empereur converti à la liberté par ces méditations profondes qui inspirent de grandes résolutions à un grand caractère. Le soulèvement général de l'opinion, si cruellement désabusée par un acte supplémentaire qui supposait le maintien des institutions du pouvoir absolu, fut mortel pour Napoléon. Les véritables amis de la liberté légale avaient salué avec transport le dictateur de la patrie en danger ; ils jugèrent qu'ils étaient trompés, ils se retirèrent malheureux et mécontens. Dès ce jour il n'y eut plus à opposer à la crise terrible dont l'Europe menaçait la France, qu'une armée tout impériale et une nation toute silencieuse.

Cependant, le 25 mars, les quatre grandes puissances avaient pris, dans un traité, l'engagement de ne déposer les armes qu'après avoir forcé Bonaparte à se désister de ses projets, et l'avoir mis hors d'état de troubler à l'avenir la paix de l'Europe. De son côté, le 29 du même mois, Napoléon avait, sur le rapport du duc d'Otrante, renvoyé l'examen de la déclaration de Vienne à une commission composée des présidens de son Conseil d'État : il en était résulté une réfutation, qui, par l'énergie du style, le rapprochement des faits, la vigueur des raisonnemens et les principes qu'elle contenait, ne laissa pas long-temps méconnaître son auteur : Napoléon répondait lui-même à l'Europe. Cette pièce, d'une très-haute importance, restera comme une des plus habiles et éloquentes qui soient sorties de la plume d'un homme d'État, et comme un des documens les plus curieux de l'histoire de Napoléon ; elle contrastera singulièrement avec le manifeste furibond que le congrès lança de nouveau le 12 mai contre l'ennemi commun. Malgré l'échange de ces hostilités écrites, Napoléon crut pouvoir reprendre des relations, soit avec la Russie, soit avec l'Autriche. Un traité secret entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, pour défendre la Saxe du démembrement dont la Russie et la Prusse la menaçaient, avait été oublié dans le cabinet du ministre des affaires étrangères au départ de la cour. A l'arrivée de Napoléon à Paris, les ministres d'Autriche et de Russie étaient encore dans la capitale. Napoléon pensa que la communication de ce traité secret au ministre de Russie détacherait cette puissance des intérêts de la maison de Bourbon, et jetterait la discorde dans le congrès de Vienne. En conséquence, on montra ce traité à M. de Boudiskim : d'autres démarches furent faites auprès de l'empereur Alexandre, et quelques ouvertures au cabinet de Londres. Après ces tentatives préliminaires dont aucune n'atteignit son but, Napoléon avait pensé devoir répondre aussi par une déclaration à celle du congrès de Vienne ; et, le 4 avril, il écrivit aux princes de l'Europe. Sa lettre était ainsi conçue :

« Monsieur mon frère,

« Vous aurez appris dans le cours du mois der- « nier mon retour sur les côtes de France, mon « entrée à Paris et le départ de la famille des Bour- « bons. La véritable nature de ces événemens doit « être maintenant connue de Votre Majesté ; ils « sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ou- « vrage et la volonté unanime d'une grande nation « qui connaît ses devoirs et ses droits. L'attente qui « m'avait décidé au plus grand des sacrifices avait « été trompée. Je suis venu, et du point où j'ai tou- « ché le rivage, l'amour de mes peuples m'a porté « jusqu'au sein de ma capitale. Le premier besoin

The text on this page is estimated to be only 21.08% accurate

m HISTOIRE DE NAPOLÉON. «I «le mon c«cur csl de payer laiit ü a(Tccliun par une «(honorable Iranquillilé. Lcr«!‘tai>}issi'im'nt dutrùnc •I inipVrrial étant nécessaire au lionheur des Fmiiçais, ma pbis douce |U‘nsèe est de le rendra* en •1 même temps utile à r:dTerniis$ernent du repe invariable de sa politique « sera ie rcspeci te plux abtolu pour nttUcpent/anve tille» anirex uatioux. Si tels sont, comme j'en ai •r rheiircuse connancc, les seiilimens personnels de *i Votre M.ijcsté, le calme général est assuré pour 41 iong'lemps, cl la justice, assise aux confins des <1 Étals, sutnt seule pour en garder les frontières. » Celte lettre de Napoléon, jurant à la face «lu monde le res{>cct h* plus absolu jiour rindépcndance des au> 1res nations, contrariait trop fortement les plans formés contre celle indépimdancc par les généreux «alliés, alors occupés du projet du se partager l'Ktiro{>e comme une proie. Aussi ne fut-elle point accueillie des cabinets étrangers, qui, se craignant iiiuluelleincul. avaient fermé toutes les avenues à des cominunicalioris avec le gouvernement fraticais. Malgré ce rigoureux interdit. Napoléon, à qui la connancc souriait comme une expri'ssion de sa vulonlé, renouvela ses démarches auprès de la cour de Vienne; il fit même sonder le prince de Talicyr.iii la popularité, levier d'une furce incalculable dans des |M>sitiuns seniblablt's à la sienne. C'est ainsi qu’il p.ircourul seul les rangs de la ganle nationale, malgré les craintes ([u'ori avait cherché à lui inspirer . et cette confiance excita un eiitliousiasim* univer* { sel : en même temps il cimentait hahilement t'al- | liaiice des citoyens avec la garde impi"riaie, par un ' banquet de quinze cents couverts que scs vieux soldats (biunèrent au Cbamp-de-Jlars à la garde nationale. Cependant sept armées se formaient sous b*s noms d’année du Nord, de la Moselhs du Rhin, du Jura, dt‘s Alpes, des Pyrénées; l’armée de réserve se réunissait à Paris et à Laun. Cent cinquante bal* teries étaient dressét‘s; on allait placer trois cents bouches à feu sur les hauteurs de Paris; les corps francs et les partisans s’organisaient ; la levée en masse des sept déparlcmeiis frontières du Ntird «’t de l’Est SC préparait. Toutes les villes étaient fortifiées jusque ldats d'élite entrèrent dans les rangs de la vieille garde; les braves marins immortalisés à Luizen et à Raulzeii c«mipusèrenl un corps de dix-liuit mille hommes, i.a grosse cavalerie fut remontée par dix mille chevaux de la geiiüanneric; trente mille ofliciers, sous-üüiders et soldats en réforme ou en retraite s’oITrircnl pour les

garnisims des places fortes. Enfin la garde nationale de France, réorganisée en trois cent trente balaidous, présentait une masse de deux millnms deux cent cinquante mille homiites; et quinze cents compagnies de chasseurs et de grenadiers de celle garde, formant cent quatre-vingt mille hüinmesi, furent mis à la disposition du minislre de l«i guerre. Cependant les ouvriers de Paris fabriquèrent quinze cents fusils, et ensuite (rois mille par jour : oji eut bientiH pris toutes les mesures nécessaires pour assurer rhabillenii'iit des (ruu|>cs : au 1" juin. qu.iraiilc-six mille chevaux étaient en ligne ou dans les dépAls; rartilleric on comptait en outre dix -huit mille; la Irésorerie payait ctimplant toutes ces fournitures ; la .solde des troupes était alignée sans que le paieineitl des rentes et des pensions ni aucun service public n'éproiivasscnlde retard : le génie et l'Infatigalilc activité de Napoléon enfanlail toutes ces ressources comme par eiichanlemenl; à la vérité l'élan nalionat 1e secondait partout. Si Napoléon n'uvait voulu cire que !c dictateur de I la France en péril, la iihiTlési'rail sortie iriuiiiphantc I de toutes ses ruines; je n'eti veux pour preuve que ce qui se passait dans l'Est de la Franrc, dans les Digitized by Google

« de mon cœur est de payer tant d'affection par une « honorable tranquillité. Le rétablissement du trône « impérial étant nécessaire au bonheur des Fran- « çais, ma plus douce pensée est de le rendre en « même temps utile à l'affermissement du repos de « l'Europe. Assez de gloire a illustré tour à tour les « drapeaux des diverses nations. Les vicissitudes « du sort ont assez fait succéder de grands revers « à de grands succès. Une plus belle arène est au- « jourd'hui ouverte aux souverains, et je suis le « premier à y descendre. Après avoir présenté au « monde le spectacle de grands combats, il sera « plus doux de ne connaître désormais d'autre ri- « valité que celle des avantages de la paix, d'autre « lutte que la lutte sainte de la félicité des peuples. « La France se plaît à proclamer avec franchise ce « noble but de tous ses vœux. Jalouse de son indé- « pendance, le principe invariable de sa politique « sera *le respect le plus absolu pour l'indépendance « des autres nations.* Si tels sont, comme j'en ai « l'heureuse confiance, les sentimens personnels de « Votre Majesté, le calme général est assuré pour « long-temps, et la justice, assise aux confins des « États, suffit seule pour en garder les frontières. »

Cette lettre de Napoléon, jurant à la face du monde le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations, contrariait trop fortement les plans formés contre cette indépendance par les généreux alliés, alors occupés du projet de se partager l'Europe comme une proie. Aussi ne fut-elle point accueillie des cabinets étrangers, qui, se craignant mutuellement, avaient fermé toutes les avenues à des communications avec le gouvernement français. Malgré ce rigoureux interdit, Napoléon, à qui la confiance souriait comme une expression de sa volonté, renouvela ses démarches auprès de la cour de Vienne; il fit même sonder le prince de Talleyrand, son ancien ministre, alors plénipotentiaire du roi de France au congrès : cette lettre, ces démarches, datées de Bruxelles, ne fussent pas restées sans réponse.

Persuadé que le glaive devait mettre un poids immense dans la balance de ses destinées, et qu'une victoire éclatante pouvait seule faire de sa nouvelle adoption par les Français un titre tout-puissant aux yeux de l'Europe, Napoléon ne négligeait aucun moyen pour assurer le succès de sa cause. Éclairé par l'expérience, il s'attachait à acquérir de la popularité, levier d'une force incalculable dans des positions semblables à la sienne. C'est ainsi qu'il parcourut seul les rangs de la garde nationale, malgré les craintes qu'on avait cherché à lui inspirer, et cette confiance excita un enthousiasme universel : en même temps il cimentait habilement l'alliance des citoyens avec la garde impériale, par un banquet de quinze cents couverts que ses vieux soldats donnèrent au Champ-de-Mars à la garde nationale. Cependant sept armées se formaient sous les noms d'armée du Nord, de la Moselle, du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées; l'armée de réserve se réunissait à Paris et à Laon. Cent cinquante batteries étaient dressées; on allait placer trois cents bouches à feu sur les hauteurs de Paris; les corps francs et les partisans s'organisaient; la levée en masse des sept départemens frontières du Nord et de l'Est se préparait. Toutes les villes étaient fortifiées jusque dans le centre de la France; tous les défilés gardés, tous les passages retranchés : les redoutes, les ouvrages de campagne, s'élevaient partout où il y avait un obstacle à défendre, une issue à fermer, une route à protéger. La France était disposée, comme une citadelle, à soutenir l'assaut de l'Europe.

Napoléon possédait au plus haut degré la magie militaire sur le soldat français; il avait rendu aux régimens ces beaux surnoms d'*invincible*, de *terrible*, d'*incomparable*, d'*un contre dix*. Aussi, de quatre-vingt mille hommes, l'armée se trouva portée à deux cent mille. Dix mille soldats d'élite entrèrent dans les rangs de la vieille garde; les braves marins immortalisés à Lutzen et à Bautzen composèrent un corps de dix-huit mille hommes. La grosse cavalerie fut remontée par dix mille chevaux de la gendarmerie; trente mille officiers, sous-officiers et soldats en réforme ou en retraite s'offrirent pour les garnisons des places fortes. Enfin la garde nationale de France, réorganisée en trois cent trente bataillons, présentait une masse de deux millions deux cent cinquante mille hommes; et quinze cents compagnies de chasseurs et de grenadiers de cette garde, formant cent quatre-vingt mille hommes, furent mis à la disposition du ministre de la guerre. Cependant les ouvriers de Paris fabriquèrent quinze cents fusils, et ensuite trois mille par jour : on eut bientôt pris toutes les mesures nécessaires pour assurer l'habillement des troupes : au 1er juin, quarante-six mille chevaux étaient en ligne ou dans les dépôts; l'artillerie en comptait en outre dix-huit mille; la trésorerie payait comptant toutes ces fournitures; la solde des troupes était alignée sans que le paiement des rentes et des pensions ni aucun service public n'éprouvassent de retard : le génie et l'infatigable activité de Napoléon enfantait toutes ces ressources comme par enchantement; à la vérité l'élan national le secondait partout.

Si Napoléon n'avait voulu être que le dictateur de la France en péril, la liberté serait sortie triomphante de toutes ses ruines; je n'en veux pour preuve que ce qui se passait dans l'Est de la France, dans les

 provinces de montagnes, dont la nature sauvage est CD rapport avec les sentimens austères du patrio* tisme : leurs habitans firent éclater de nouveau l'enthousiasme et les efforts qui les avaient illustrés pour la cause de la liberté. Il y eut dans les Thermopylesdes Vosges et du Jura beaucoup d'exeni* pies de dévouemens antiques : en Alsace, en Franche-Comté, beaucoup de femmes, beaucoup de mères dignes de Rome et de Sparte, excitaient leurs maris et leurs enfans à prendre les armes. Napoléon avait au fond du cœur la persuasion de la nécessité de son alliance intime avec la nation; et il ne fallait peut-être qu'une conviction forte et une voix courageuse pour le deterininer à suivre son impulsion secrète. Mais, environné de conseils timides, n'ayant autour de lui aucun homme vraiment populaire, nourrissant d'ailleurs d'anciennes et profondes préventions contre la force entraînante des masses, il n'osa point adopter le parti que sa raison jugeait indispensable comme le seul moyen de salut. 11 eut peur du peuple, il s'inquiéta pour sa couronne impériale, quand, le H mai, il entendit le langage austère des fédérés des faubourgs SaintAntoine et Saint-Marceau ; et leurs acclamations à son passage dans leurs rangs ne dissipèrent pas scs craintes : voilà comment une armée qu'il aurait pu composer au sein de la capitale avec les robustes enfans du travail, presque tous éprouvés dans les immortelles campagnesde la république, ne devinlcntre ses mains qu'un secours faible et borné. L'agitation des clubs qu'il avait fait rouvrir à Paris, et que Fouché, tout en faisant semblant de les protéger, craignait comme un apostat tremble au souvenir de la religion qu'il a quittée, vint fortiOcr encore celte dis|K>silion de l'Empereur, qui eut des conséquences funestes. En effet, les fédérations bretonne, bourguignonne, lyonnaise, angevine, alsacienne, se formèrent vainement sous les plus rigoureux scrmens, au bruit des chants populaires ; elles ne trouvèrent pas leurs places dans le grand système de la défense générale, dont la nation ainsi fédérée eût été l'arme invincible. Inquiet de l'aspect, de l'ardeur de ces fédérations, auxquelles ressemblaient toutes les autres insurrections volontaires des campagnes , Napoléon parut également redouter, en les acceptant, de voir renaître celte force morale qui, après avoir fait lever tout un peuple sous le drapeau d'un chef pour défendre son indépendance contre l'étranger, le tient encore debout après la victoire, pour défendre aussi contre ce même chef les libertés de la patrie. 11 jugea les fédérés; et, ne voulant pas en faire des citoyens, il en fil des mécontens.

Sans doute Napoléon était bien grand à la tête de la glorieuse armée qui vint ressusciter sous scs aigles; mais la France entière se levant contre l'Europe entière sous uii pareil dictateur, était plus grande encore. Napoléon et l'armée pouvaient succoml>er dans la lutte avec l'Europe; Napoléon et la France étaient invincibles. Le 16 avril, cent coups de canon annoncèrent à la capitale que le drapeau tricolore flottait à Marseille, Antibes et Draguignan. Le maréchal Massena, gouverneur de celte division militaire, avait eu son gouvernement envahi le premier par Napoléon, et ce fut le dernier qui reconnut l'autoritc de l'Empereur. Le 1 S avril, le maréchal rcndailcompte des retards que la présence du duc d'Angouléme avait apportés à la soumission de Toulon et de Marseille.Toulon, que le prince voulait mettre en dép6t entre les mains des Anglais, n'avait arboré que le 11 les couleurs nationales. Pour contrepoids à cette heureuse nouvelle, on apprit par des leltrte interceptées, que le duc de Wellington avait quitté Vienne le mars; que le roi de Prusse retournait le 30 à Berlin, que les empereurs d'Autriche et de Uussic partaient le l**' avril pour le quartier-général de Francfort. Tandis que tout se préparait à la guerre au-delà du Rhin et en France, l'Italie aussi était devenue le théâtre d'un grand événement, qui, en dérangeant les vues de Napoléon, donna toul-àcoup à la coalition un avantage inespéré. Joachim Murat, qui avait trahi Napoléon en 1814, qui, en récompense de cette trahison, avait conservé sa couronne, qui était au moment d'élre reconnu par l'Angleterre clle-méme, comme l'avait été Bernadotte; Joachim, cédant à une sorte de remords de vanité, venait de se décider à affronter seul l'Europe en armes, et à lever réteiidard de l'invasion contre rAulricbc, quoique Napoléon n'cùt cessé de lui prescrire de ne pas agir avant d'avoir reçu ses ordres. Au lieu d'altcndre le signal de Napoléon pour marcher, et ne pas tromper une seconde fois sa conflancc par une tentative qui les perdait tous deux, Mural court altaquiT les Autrichiens à la tête de cinquante mille Napolitains, cl entre dans Florence le 6 avril. Les Autrichiens, surpris, sont obligés de se replier depuis Césenne jusqu'aux rives du Pô; mais les généraux Bianchi et Neipperg combinent leurs mouvemens , prennent à leur tour l'offensive, chassent bientôt devant eux les bandes napolitaines, et, le 3 et le 3 mai, leur font essuyer une déroule complète, dans la Marche d'Ancône, à Tolenlino et à Macerala. Cependant Napoléon , ayant appris la téméraire Icvécde boucliers de son beau-frere, lui avait envoyé un ofDcier-général Irès-babilc pour régler lesopéralionsdc son armée; mais il n'était déjà plus temps quand le général

Bclliard arriva. Un mois avait suHi pour détruire l’armée de Joachim et pour le 50 Digitized by Google

provinces de montagnes, dont la nature sauvage est en rapport avec les sentimens austères du patriotisme : leurs habitans firent éclater de nouveau l'enthousiasme et les efforts qui les avaient illustrés pour la cause de la liberté. Il y eut dans les Thermopyles des Vosges et du Jura beaucoup d'exemples de dévouemens antiques : en Alsace, en Franche-Comté, beaucoup de femmes, beaucoup de mères dignes de Rome et de Sparte, excitaient leurs maris et leurs enfans à prendre les armes. Napoléon avait au fond du cœur la persuasion de la nécessité de son alliance intime avec la nation; et il ne fallait peut-être qu'une conviction forte et une voix courageuse pour le déterminer à suivre son impulsion secrète. Mais, environné de conseils timides, n'ayant autour de lui aucun homme vraiment populaire, nourrissant d'ailleurs d'anciennes et profondes préventions contre la force entraînante des masses, il n'osa point adopter le parti que sa raison jugeait indispensable comme le seul moyen de salut. Il eut peur du peuple, il s'inquiéta pour sa couronne impériale, quand, le 12 mai, il entendit le langage austère des fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau; et leurs acclamations à son passage dans leurs rangs ne dissipèrent pas ses craintes : voilà comment une armée qu'il aurait pu composer au sein de la capitale avec les robustes enfans du travail, presque tous éprouvés dans les immortelles campagnes de la république, ne devint entre ses mains qu'un secours faible et borné.

L'agitation des clubs qu'il avait fait rouvrir à Paris, et que Fouché, tout en faisant semblant de les protéger, craignait comme un apostat tremble au souvenir de la religion qu'il a quittée, vint fortifier encore cette disposition de l'Empereur, qui eut des conséquences funestes. En effet, les fédérations bretonne, bourguignonne, lyonnaise, angevine, alsacienne, se formèrent vainement sous les plus rigoureux sermens, au bruit des chants populaires; elles ne trouvèrent pas leurs places dans le grand système de la défense générale, dont la nation ainsi fédérée eût été l'arme invincible. Inquiet de l'aspect, de l'ardeur de ces fédérations, auxquelles ressemblaient toutes les autres insurrections volontaires des campagnes, Napoléon parut également redouter, en les acceptant, de voir renaître cette force morale qui, après avoir fait lever tout un peuple sous le drapeau d'un chef pour défendre son indépendance contre l'étranger, le tient encore debout après la victoire, pour défendre aussi contre ce même chef les libertés de la patrie. Il jugea les fédérés; et, ne voulant pas en faire des citoyens, il en fit des mécontens. Sans doute Napoléon était bien grand à la tête de la glorieuse armée qui vint ressusciter sous ses aigles; mais la France entière se levant contre l'Europe entière sous un pareil dictateur, était plus grande encore. Napoléon et l'armée pouvaient succomber dans la lutte avec l'Europe; Napoléon et la France étaient invincibles.

Le 16 avril, cent coups de canon annoncèrent à la capitale que le drapeau tricolore flottait à Marseille, Antibes et Draguignan. Le maréchal Masséna, gouverneur de cette division militaire, avait eu son gouvernement envahi le premier par Napoléon, et ce fut le dernier qui reconnut l'autorité de l'Empereur. Le 12 avril, le maréchal rendait compte des retards que la présence du duc d'Angoulême avait apportés à la soumission de Toulon et de Marseille. Toulon, que le prince voulait mettre en dépôt entre les mains des Anglais, n'avait arboré que le 11 les couleurs nationales. Pour contrepoids à cette heureuse nouvelle, on apprit par des lettres interceptées, que le duc de Wellington avait quitté Vienne le 25 mars; que le roi de Prusse retournait le 30 à Berlin, que les empereurs d'Autriche et de Russie partaient le 1er avril pour le quartier-général de Francfort. Tandis que tout se préparait à la guerre au-delà du Rhin et en France, l'Italie aussi était devenue le théâtre d'un grand événement, qui, en dérangeant les vues de Napoléon, donna tout-à-coup à la coalition un avantage inespéré. Joachim Murat, qui avait trahi Napoléon en 1814, qui, en récompense de cette trahison, avait conservé sa couronne, qui était au moment d'être reconnu par l'Angleterre elle-même, comme l'avait été Bernadotte; Joachim, cédant à une sorte de remords de vanité, venait de se décider à affronter seul l'Europe en armes, et à lever l'étendard de l'invasion contre l'Autriche, quoique Napoléon n'eût cessé de lui prescrire de ne pas agir avant d'avoir reçu ses ordres. Au lieu d'attendre le signal de Napoléon pour marcher, et ne pas tromper une seconde fois sa confiance par une tentative qui les perdait tous deux, Murat court attaquer les Autrichiens à la tête de cinquante mille Napolitains, et entre dans Florence le 6 avril. Les Autrichiens, surpris, sont obligés de se replier depuis Césenne jusqu'aux rives du Pô; mais les généraux Bianchi et Neipperg combinent leurs mouvemens, prennent à leur tour l'offensive, chassent bientôt devant eux les bandes napolitaines, et, le 2 et le 3 mai, leur font essuyer une déroute complète, dans la Marche d'Ancône, à Tolentino et à Macerata.

Cependant Napoléon, ayant appris la téméraire levée de boucliers de son beau-frère, lui avait envoyé un officier-général très-habile pour régler les opérations de son armée; mais il n'était déjà plus temps quand le général Belliard arriva. Un mois avait suffi pour détruire l'armée de Joachim et pour le

The text on this page is estimated to be only 27.69% accurate

4GC HISTOIRE DE NAl'OEÉON. tlétrôner. Vainement sa bouillante valeur, encore excitée par son propre désespoir, l'avait vingt fois précipité seul au milieu des rangs ennemis pour y chercher la mort. Hélas! il était invulnérable, et il put s'écrier aussi : La mort ne reut /ntfi de moiI« Je n'ai pu mourir,)Iadaine! n dit-ii à la reine, en revenant à Naples le 18 : son trône avait disparu. Le 19, il nomma des pléiiipolenliaircs pour traiter avec le vainqueur, afin défaire cesser la trop inutile effusion de sang. Il combla de largesses ceux qui lui avaient été attachés. Le âO, il s'embarqua n .Miliscola pourrHed'lschia,et voulut entrer à (laéte; il avait eu le projet de s'enfermer dans cette ville, mais elle était gardée par des vaisseaux anglais. Le 21, il se jeta dans un bélinient de commerce, qui lit voile pour la Provence, où il débarqua le 28., sur la même plage qui avait reçu le souverain de nied'Klbe. La reine Caroline, restée seule, se montra la digne sœur de Napoléon: elle déploya un courage égal à une adversité qu'elle avait vaiiieinetit prédite. Cette princesse, qui méritait un meilleur sort, stipula avec les Anglais son départ de Naples cl le transport de toute sa famille, sur un vaisseau britannique, dans le port de Trieste. Ca; funeste épisode de la catastrophe qui attendait Napoléon lui enleva l'appui de l'Italie, dont l'immobilité silencieuse, soutenue par l'attitude meiia^Miite du monarque le plus guerrier de l'Europe après lui, formait une alliance secrète avec sa fortune. Les auspices furent malheureux. La présomptueuse ineptie des conseillers de rinforlutié Joachim abusa de la Jactance du caractère de ce prince, causa sa perte, celle de l'Italie ; et, bien que l'Autriche fût éloignée du champ de bataille où la destinée de Napoléon allait être décidée, l'invasion de Murat contribua puissamment à sa ruine. Aussitôt débarque, Joacliim envoya un courrier au duc d'Olranle, qu'il chargeait (rinforincr Napoléon de son arrivée, et de lui oITrir son bras. Pour toute réponse , Napoléon demanda à son ministre quel traité de paix avait été conclu entre la France cl Naples depuis 1814. Napoléon , qui eût encore pardonné à Mural s'il s'était présenté lui-rnémc, sc méfia de l'intermédiaire, avec d'autant plus de raison, qu'il venait de surprendre Fouché dans une intrigue avec M. de MeUcrnich. Napoléon se serait vengé mihiemenl de 1814 en faisant combattre Mural avec lui, pour l'aider à reconquérir sur l'élranger le trône de France; mais ni l'un ni l'aulre ne devaient mourir sous les aigles françaises. Depuis le moment où Joachim

malheureux a remis le pied sur le sol de la France, son nom est devenu sacré pour elle; et notre histoire, à laquelle il appartient partant de hauts faits, conserve à jamais le druiUl'apiM'Ier à In postéritédujugeineiit qui viola envers ce prince le caractère inviolable de la royauté, comme il est de son devoir d'ajouter que Mural succomba en héros. Opendanl un nouveau manifeste, publié à Vienne le 12 mai, manifeste de l'autocratie future des rois sur (es libertés européennes , annonce l'orage qui approcliede la France. Lesallicsavaientdéjà[Miurvu à tous les moyens d'attaque; leurs grands et petits vassaux étaient avertis; ils faisaient la presse de i'Eurupt'. Depuis les Espagnols et les Tarlares, déjà dressés à l'invasion par Wellington et Alexandre, jusqu'aux Na{K}lilains dressés à la retraite par Neipperg et qui figurèrent, pour mémoire, sur rélat-général des années coalisées, tout sc trouvait sous les armes :1e rendez-vous était encore Vaiis! elle mol d'ordre. Mort a NAroLÊoal Napoléon ouvrit, le l^'juiti, le 0hamp-dc-5Iai : cette fêle politique cl religieuse rappelait aux citoyens le serment de la première fédération! Ce rapprochement n'écbappa à personne : l'amour de la liberté vivait dans tous les cœurs, mais il n'éclata pas avec des transporLs fréquciis et spontanés , comme en 1790, à cette époque de jeunesse cl d'enthousiasme, où toutes les imaginations, enOamniccs Kiiiporeur, consul, soldat, je tiens tout du peu« pic; dans 1a prospérité, dans Fadversilé, sur le U champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans U J'exil, la France a été l'objet unique et constant K de nies pensées et de mes actions. Comme le roi U d'Athènes , je me suis sacrifié pour mon |ieuplt', U dans l'espoir de voir sc réaliser la promesse donu née de conserver à la France son intégrité iiatu« relie, ses honneurs et scs droits... Les vœux de la U nation m'ont ramené sur ce trône qui in'csl si M cher, parce qu'il est le pailadium de l'indépcn« dance, de rhunneur et des droits du peuple U Lorsque nous aurons repoussé une injuste agrcsK sion, une loi soletmclie réunira les dilTéreiilcs disw positions de nos constitutions aujourd'hui épar«I ses...)• Après ce discours, prononcé d'une voix ferme, aux applaudisseinens unanimes des spectateurs, l'orateur des corps électoraux proclama le résultat Digitized by Guuÿli

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 467 général des scrutins ouverts dans toute la France pour l'acceptation de l'Acte constitutionnel . Alors Napoléon, dcsccnd.int les degrés de son trône, se rendit à un autel immense que l'on avait construit au milieu du Ohainp-de'Mars, et là, de même que lA)uis XV'i en 1790, il prêta sur l'Évangile son serment de ndélitc à la nouvelle constitution. Ainsi soumis à un engagement sacré, l'Empereur reçut à son tour le serment du peuple par la députation électorale; celui des armées, par les ministres de la guerre et de la marine; celui des gardes nationales, par le ministre de rinlcricur ; et cnün il distribua lui-même des aigles à la garde nationale de Paris et à la garde impériale, n Jurez de lee üèfen^ dre. Il leur dit-il ; clics répondirent : «t A'owa le jurons. I* Le cri de vire C Empereur ■ retentit tout-àcoup dans rassemblée et dans le Cliainps-de-Mars, et fut au loin répété par la foule. Les troupes défilèrent devant Napoléon. 1..CS habilnns de Paris ne pouvaient se rassasier de voir ces bataillons sacrés de la vieille et de la jeune garde, où la croix d'honneur désignait à la reconnaissance publique des rangs entiers de soldats. On se pressait autour d'eux; on les saluait, on les admirait. Ces derniers gardes de Napoléon emportaient avec eux tous les souvenirs de la gloire militaire, de la liberté et de l'empire. Leur attitude, toujours héroïque, était pourl.int silencieuse : ils avaient l'air de savoir tous qu'ils marchaient à un sacriticc qui ne devait ni sauver l'empire, ni conquérir la liberté. I.es citoyens, partagés entre ces deux opinions, se séparaient en SC disant : « Xous ne les revetTons plus .» Mais il existait au fond des cœurs des dispositions qui détruisaient une partie de l'impression que l'Empereur attendait du jour de sa nouvelle alliance avec le peuple. Un grand nombre de personnes avaient pensé que Napoléon proclamerait son fils au Champ-dc-Mai et déclarerait vouloir se retirer en signant la paix, a6n d'épargner la guerre à la France. Il reçut des lettres où l'on agitait cette question avec force, et en l'engageant vivement à s'immoler de nouveau |H)ur le pays. Cette opinion l'inquiéta Ix^aucoup dans le moment, et lui laissa de tristes pressentimens, en lui prouvant que la France, quoique toujours capable de généreux efforts pour SC soustraire avec lui à forage qui grondait de toutes parts, était surtout avide de repos. Une autre opinion non moins importune se présentait sans cesse à son esprit : f Acte additionnel s'était élevé comme un ennemi entre la France et lui. Les témoins de la cérémonie du Chainp-dc-Mai, les électeurs surtout, avaient cru à leur tour que Napoléon prolllcrait de

l’occasion pour rendre cette fête des citoyens et des soldats plus patriotique encore, en donnant des garanties réparatrices du passé et protectrices de l'avenir. Napoléon fut averti de cette pensée des électeurs, et il conçut l’idée de traiter l’importante affaire du rétablissement de nos libertés dans une grande fête de famille, dont il ordonna la pompe pour le f, au sein même de son palais. Il voulait aussi remettre de sa main aux électeurs les aigles de leurs départemens, cl celles des rêgimens aux députations de l’armée; en conséquence, dix mille personnes furent réunies dans les vastes galeries du Louvre, dont un côté était occupé par les députations de l’armée, et l’autre par les rcprcsenlans cl les électeurs de l’empire. Si Napoléon eût entendu le vœu de tant de citoyens et de soldats, il aurait conçu dcs-lors tous ses périls ; il aurait su qu’il n’eût pas été absous de sa dictature impériale par la victoire ellc-mcme. L’Empereur, le 7 juin, à l’ouverture des Chambres, prononça un discours remarquable par ce début, qui contenait une abjuration des maximes du pouvoir absolu, bien étonnant dans la bouche d'un souverain accoutumé à voir tout cédera sa seule volonté. H Depuis trois mois, les circonstances cl la coii•I fiance du peuple m'ont revêtu d’un pouvoir illiu mité. Aujourd’hui s'accomplit le désir le plus

The text on this page is estimated to be only 27.43% accurate

4GS HISTOIRE DE NAPOLÉON. L’Empereur répondit à ces deux adresses avec une haute dignité et une fière indépendance. Il dit aux l^airs : >1 La lutte dans laquelle nous sommes engagés est « sérieuse. L’en traînement de la prospérité n'est pas n le danger qui nous menace aujourd’hui. C’est sous w les fourches caudines que les étrangers veulent <1 nous faire passer. C'est dans les temps dilficiles U que les grandes nations, comme les grands hom* M ment la confiance qu’on doit avoir dans ses dis•I positions, serait un malheur |>our l'État. Nous H nous trouverions au milieu des écueils, sans bousH sole et sans direction. La crise où nous sommes Il engagés est forcée. N’imitons pas l’exemple du « Bas-Empire, qui, pressé de tous cdlés par les M barbares, se rendit la risée de la postérité en s'oc•1 cupant de discussions abstraites, au moment où *1 le bélier brisait les portes de la ville. Dans toutes •I les affaires, ma marche sera toujours droite et K ferme. Aidez-moi à sauver la patrie. Premier rcu présentant du peuple, j’ai contracté l’obligation, •< que je renouvelle, d’employer dans des temps •> plus tranquilles toutes les prérogatives de la couti ronrie, et le peu d’expérience que j’ai acquis, à «> vous seconder dans ramélioralion de nos constiK lutions. n Pendant que Napoléon promeltait ainsi la liberté au peuple français, et donnait à scs representans des avis prophétiques sur le sort qui attendait la pairie si l'on ne s'unissait pas fortement pour la sauver, les quatre grandes puissances de la coalition, prêtes h marcher, disaient-elles, au secours de In liberté en péril et de la légitimité abattue, se partageaient l’Europe cl dépouillaient la France, au mépris des droits les plus sacrés des nations et en roulant aux pieds les eiigagernens les plus solennels. Le 9 juin, la traite des blancs, ou, si on raime mieux, l’adjudication des aines, était stipulée dans un traité déitnilif par tous les princes de la chrélieiilé. La Russie prenait le grand-duché de Varsovie; In Prusse, pour se consoler du traite dcTilsitt, s’adjugeait la moitié du royaume de Saxe, une partie de la Pologne, de la Weslphnlic, de la Franconie, et une longueur de soixante-dix lieues de la France républicaine sur la rive gauche du Hhiii. L’Autriche reprenait tout ce qu’elle avait perdu à Campo-Fonnio en 1797, ainsi que tout ce qu’elle avait abandonné par les traités de Lunéville, de Presbourg et de Vienne. Il n’y a que la Belgique qu'elle ne recouvre pas, parce que la promotion qui a fait un roi du slathoudcr de Hollande donne à ce prince, par ordre de l'Angleterre, la Belgique, le pays

de Liège et le duché de Luxembourg : c'est un présent de cinq millions d’ames que la maison d’Orange reçoit de lord Castlcrcagh. L’électeur de Hanovre prend le titre de roi par le même droit, et ajoute à son petit royaume quelques villes catholiques qui complètent un million deux cent mille sujets allemands pour la Grande-Bretagne. Le roi de Sardaigne, qui a vécu si long-temps dans les montagnes de son Ile comme l’anachorctc de la royauté, réclame et obtient, malgré les assurances proclamées par lord Bcntinck à Gênes, la réunion de cet ancien Étal à son royaume continental, dont il est absent depuis quinze ans. Ces nations , converties en dons de joyeux avènement, n’apprennent leur changcmcfit de condition que par les journaux et par les édits qui les incorporent. Les Belges, les Italiens, les Polonais, les Saxons, les Génois, se réveillent Hollandais, Autrichiens, Russes, Prussiens et Piémontais. Ainsi ces peuples que Napoléon vient de reconnaître libres cl indéperidans, tout-à-coup morcelés sous des drapeaux étrangers, sont forcés, par leurs prétendus libérateurs, de faire cause commune contre lui et contre leurs propres partis. Ccf>cndanl l’Europe est en marche. Peut-être Napoléon avait-il conservéjusqu’au moisdemai l'espoir de la paix. Toutefois, s’il put adopter ou plutêl nu pas rejeter celle illusion , du moins dans ce court espace de temps, il avait trouvé le secret de relever l’empire, de rallier la France, de mettre sur pied quatre cent mille soldats, au lieu de quatre-vingt mille, etc., etc. Moins de trois mois avaient suRi à rcnfantcinent de ces prodiges qui signaleront a jamais à l’étonnement de la postérité ce règne de cciil jours. La vio d’aucun dos grands hommes de l’antiquité et des temps modernes, riiisloirc d’aucun peuple n’ofTrc de terme de comparaison avec cet OMseinble de créations, plus surprenantes encore que le inir.iclc de la conquête de la France en vingt jours, par le souverain de l’ilc d’Elbe, à la tête de mille soldats. Napoléon n’avait plus qu’un devoir à remplir envers la nalion, c’était de maintenir son indépimdance menacée. Deux plans de campagne se présentaient à son esprit : l’un était , tie laisser les alliés prendre tout l'odieux de l'agression et s'engager dans nos places, fbrtes j>é«é/rer sous Paris et sous lyon, et. là, de commencer sur ces deux bases une guerre rire et dèfensire. Les alliés, d’après l’épi>quc fixée par eux pour le commenccmenl des hostilités, ne pouvaient être arrives que le 1'^ août dans le rayon Digitized by Google

L'Empereur répondit à ces deux adresses avec une haute dignité et une fière indépendance.

Il dit aux Pairs :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés est « sérieuse. L'entraînement de la prospérité n'est pas « le danger qui nous menace aujourd'hui. C'est sous « les fourches caudines que les étrangers veulent « nous faire passer. C'est dans les temps difficiles « que les grandes nations, comme les grands hom- « mes, déploient toute l'énergie de leur caractère, « et deviennent un objet d'admiration pour la pos- « térité... »

Il dit aux Représentans :

« La Constitution est notre point de ralliement ; « elle doit être notre étoile polaire dans ces mo- « mens d'orage. Toute discussion publique qui « tendrait à diminuer directement ou indirecte- « ment la confiance qu'on doit avoir dans ses dis- « positions, serait un malheur pour l'État. Nous « nous trouverions au milieu des écueils, sans bous- « sole et sans direction. La crise où nous sommes « engagés est forcée. N'imitons pas l'exemple du « Bas-Empire, qui, pressé de tous côtés par les « barbares, se rendit la risée de la postérité en s'oc- « cupant de discussions abstraites, au moment où « le bélier brisait les portes de la ville. Dans toutes « les affaires, ma marche sera toujours droite et « ferme. Aidez-moi à sauver la patrie. Premier re- « présentant du peuple, j'ai contracté l'obligation, « que je renouvelle, d'employer dans des temps « plus tranquilles toutes les prérogatives de la cou- « ronne, et le peu d'expérience que j'ai acquis, à « vous seconder dans l'amélioration de nos consti- « tutions. »

Pendant que Napoléon promettait ainsi la liberté au peuple français, et donnait à ses représentans des avis prophétiques sur le sort qui attendait la patrie si l'on ne s'unissait pas fortement pour la sauver, les quatre grandes puissances de la coalition, prêtes à marcher, disaient-elles, au secours de la liberté en péril et de la légitimité abattue, se partageaient l'Europe et dépouillaient la France, au mépris des droits les plus sacrés des nations et en foulant aux pieds les engagemens les plus solennels. Le 9 juin, la traite des blancs, ou, si on l'aime mieux, l'adjudication des ames, était stipulée dans un traité définitif par tous les princes de la chrétienté. La Russie prenait le grand-duché de Varsovie ; la Prusse, pour se consoler du traité de Tilsitt, s'adjugeait la moitié du royaume de Saxe, une partie de la Pologne, de la Westphalie, de la Franconie, et une longueur de soixante-dix lieues de la France républicaine sur la rive gauche du Rhin. L'Autriche reprenait tout ce qu'elle avait perdu à Campo-Formio en 1797, ainsi que tout ce qu'elle avait abandonné par les traités de Lunéville, de Presbourg et de Vienne. Il n'y a que la Belgique qu'elle ne recouvre pas, parce que la promotion qui a fait un roi du stathouder de Hollande donne à ce prince, par ordre de l'Angleterre, la Belgique, le pays de Liége et le duché de Luxembourg : c'est un présent de cinq millions d'ames que la maison d'Orange reçoit de lord Castlereagh. L'électeur de Hanovre prend le titre de roi par le même droit, et ajoute à son petit royaume quelques villes catholiques qui complètent un million deux cent mille sujets allemands pour la Grande-Bretagne. Le roi de Sardaigne, qui a vécu si long-temps dans les montagnes de son île comme l'anachorète de la royauté, réclame et obtient, malgré les assurances proclamées par lord Bentinck à Gênes, la réunion de cet ancien État à son royaume continental, dont il est absent depuis quinze ans. Ces nations, converties en dons de joyeux avènement, n'apprennent leur changement de condition que par les journaux et par les édits qui les incorporent. Les Belges, les Italiens, les Polonais, les Saxons, les Génois, se réveillent Hollandais, Autrichiens, Russes, Prussiens et Piémontais. Ainsi ces peuples que Napoléon vient de reconnaître libres et indépendans, tout-à-coup morcelés sous des drapeaux étrangers, sont forcés, par leurs prétendus libérateurs, de faire cause commune contre lui et contre leurs propres partis.

Cependant l'Europe est en marche. Peut-être Napoléon avait-il conservé jusqu'au mois de mai l'espoir de la paix. Toutefois, s'il put adopter ou plutôt ne pas rejeter cette illusion, du moins dans ce court espace de temps, il avait trouvé le secret de relever l'empire, de rallier la France, de mettre sur pied quatre cent mille soldats, au lieu de quatre-vingt mille, etc., etc. Moins de trois mois avaient suffi à l'enfantement de ces prodiges qui signaleront à jamais à l'étonnement de la postérité ce règne de cent jours. La vie d'aucun des grands hommes de l'antiquité et des temps modernes, l'histoire d'aucun peuple n'offre de terme de comparaison avec cet ensemble de créations, plus surprenantes encore que le miracle de la conquête de la France en vingt jours, par le souverain de l'île d'Elbe, à la tête de mille soldats.

Napoléon n'avait plus qu'un devoir à remplir envers la nation, c'était de maintenir son indépendance menacée. Deux plans de campagne se présentaient à son esprit : l'un était, *de laisser les alliés prendre tout l'odieux de l'agression et s'engager dans nos places, fortes pénétrer sous Paris et sous Lyon, et, là, de commencer sur ces deux bases une guerre vive et défensive.* Les alliés, d'après l'époque fixée par eux pour le commencement des hostilités, ne pouvaient être arrivés que le 1er août dans le rayon

 de CCS deai grandes Titles, dont ils auraient trourc le système de défense complet. Le camp retranché do Paris étant gardé par cent mille hommes, Napo> léon eût manœuvré, sous la protection de ce camp, à la tête d'une armée de cent quarante mille soldats, sur les deux rives de la Seine et de la Marne; et quand il récapitulait toutes les victoires que ses quarante mille braves avaient rem|>ortécs, l'année précédente, sur des armées de cent et de cent cinquante mille combattans, il ne doutait pas de vaincre, avec des forces six fois plus grandes que celles dont il disposait en 1814, les quatre cent cinquante mille étrangers contre lesquels il devait lutter en 1815. Paris, défendu par Napoléon, par deux armées, par ses habitans, par les sept lieues de lignes fortifiées de son enceinte, pouvait résistera un million d'assaillans. L'Empereur appliqua le même calcul à la ville de L)on, qui, également appuyée par scs deux fleuves, protégée par une armée de vingtcinq mille hommes et par une population dès longtemps aguerrie à un siège, eût encore compté sur les talens du maréchal Suchet ayant soixante mille hommes sous scs ordres : car, cette fois, ce n'etail plus à Augereau, malgré sa proclamation de Caen, que Napoléon avait confié le salut de la France du côté du Midi. Ce plan, suivant lequel l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, fût devenu trop faible contre Paris et contre Lyon, méritait sans doute la préférence, après le projet que Napoléon avait voulu exécuter dès les premiers jours de son arrivée; projctqui consistait, comme je l'ai dit, à surprendre les soldats de la coalition , non dans leurs bivacs, mais dans leurs canlonncmens du Khin et de la Belgique. résolution d'une attaque imprévue et soudaine rejetée, Napoléon regardait le parti de rester sur la défensive comme le meilleur : mais tous les hommes appelés à avoir une opinion lui représentèrent qu'aussilôt que quelques départemens seraient envahis, le découragement se mettrait partout, et que la Chambre des Représentans donnerait elle-inémc le signal de la défection. La considération de cc danger trop certain, ainsi que l'événement l'a prouvé, devait paraître bien plus décisive dans la supposition d'une défaite de l'Empereur en dehors de la frontière ; au contraire, on n'aurait eu rien à craindre en suivant un système où le Corps-Législatif eût été presque constamment sous les yeux de Napoléon, et environné d'une armée urbaine de cent mille hommes, qui, ralliés à lui par l'inlérél de la défense commune, et n'ayant qu'une pensée, celle de

concourir au salut de Paris et de la France, n’auraient permis à personne de se séparer du grand capitaine sur qui seul reposait toute espérance. Napoléon céda, comme en Russie , lors de la retraite (le KutusolT; comme à Düben, en Saxe, où ses lieutenans l’cmpéchèrcnl d’exécuter une de ces résolutions qui sauvent les empires, et se repentit de même de n’avoir pas écoulé la seule impulsion de son génie. Contrarié dans ses idées, l'Empereur adopta alors la proposition de prévenir les alliés, qui ne pouvaient être prêts que le 15 juillet, et d’ouvrir la campagne le 15 juin. Il n’avait affaire qu’à l’armée angio- hollandaise et à l’armée prusso-saxonne, dans un pays ami, en Belgique, dont l'armée recruterait la sienne, si l’ennemi était vaincu. 11 se portait alors sur l’Alsace, ralliait à son aigle victorieuse le corps de Rapp, et il allait fermer les Vosges aux armées russe cl autrichienne. Cc projet l'emporta, malgré la conviction de Napoléon qu’il était plus fort sous Paris avec cent quarante mille hommes contre quatre cent cinquante mille, qu’en Belgique contre deux cent vingt mille. Pour comble de malheurs, la Vendée, après avoir arboré les couleurs nationales en présence même du duc de Bourbon , s'insurgea , cl il fallut détacher vingt mille hommes de l’armée de Flandre, sous les ordres du général Lamarque, qui eut la mission du réduire les Vendéens, armés et soldés par l’Angleterre. Ce fut un épisode bien funeste que celte guerre de la Vendée : les vingt mille hommes qu’elle employa eussent, avec les dix mille du comte Lobau, arrêté les Prussiens à la bataille de Waterloo, ou plulôt cette bataille n'aurait pas clé livrée, et la journée de Ligny aurait eu pour résultat la prise de Bruxelles, et |>ar suite la conquête de la Belgique. Mais, malgré une diversion si fatale, il faut marcher où nous appellent les vieilles cl patriotiques amitiés de la Belgique et des quatre départemens du Rhin, qui tendent les bras à leurs frères de la France. Le plan de campagne arrêté, et l’ouverture des hostilités fixée au 15 juin, la garde impériale partit, le 8, de Paris, à marches forcées, pour Avcsncs; tous les autres corps de l’armée étaient également en mouvement vers Maubeuge et Pbitippeville. Dans la nuit du II au 1â, Napoléon quitta la capitale, charge de la responsabilité de tous les périls, cl de celle, plus furie encore, de toutes les trahisons. Digilized by Google

de ces deux grandes villes, dont ils auraient trouvé le système de défense complet. Le camp retranché de Paris étant gardé par cent mille hommes, Napoléon eût manœuvré, sous la protection de ce camp, à la tête d'une armée de cent quarante mille soldats, sur les deux rives de la Seine et de la Marne; et quand il récapitulait toutes les victoires que ses quarante mille braves avaient remportées, l'année précédente, sur des armées de cent et de cent cinquante mille combattans, il ne doutait pas de vaincre, avec des forces six fois plus grandes que celles dont il disposait en 1814, les quatre cent cinquante mille étrangers contre lesquels il devait lutter en 1815. Paris, défendu par Napoléon, par deux armées, par ses habitans, par les sept lieues de lignes fortifiées de son enceinte, pouvait résister à un million d'assaillans. L'Empereur appliqua le même calcul à la ville de Lyon, qui, également appuyée par ses deux fleuves, protégée par une armée de vingt-cinq mille hommes et par une population dès longtemps aguerrie à un siége, eût encore compté sur les talens du maréchal Suchet ayant soixante mille hommes sous ses ordres : car, cette fois, ce n'était plus à Augereau, malgré sa proclamation de Caen, que Napoléon avait confié le salut de la France du côté du Midi. Ce plan, suivant lequel l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, fût devenu trop faible contre Paris et contre Lyon, méritait sans doute la préférence, après le projet que Napoléon avait voulu exécuter dès les premiers jours de son arrivée; projet qui consistait, comme je l'ai dit, à surprendre les soldats de la coalition, non dans leurs bivacs, mais dans leurs cantonnemens du Rhin et de la Belgique. La résolution d'une attaque imprévue et soudaine rejetée, Napoléon regardait le parti de rester sur la défensive comme le meilleur : mais tous les hommes appelés à avoir une opinion lui représentèrent qu'aussitôt que quelques départemens seraient envahis, le découragement se mettrait partout, et que la Chambre des Représentans donnerait elle-même le signal de la défection. La considération de ce danger trop certain, ainsi que l'événement l'a prouvé, devait paraître bien plus décisive dans la supposition d'une défaite de l'Empereur en dehors de la frontière; au contraire, on n'aurait eu rien à craindre en suivant un système où le Corps-Législatif eût été presque constamment sous les yeux de Napoléon, et environné d'une armée urbaine de cent mille hommes, qui, ralliés à lui par l'intérêt de la défense commune, et n'ayant qu'une pensée, celle de concourir au salut de Paris et de la France, n'auraient permis à personne de se séparer du grand capitaine sur qui seul reposait toute espérance. Napoléon céda, comme en Russie, lors de la retraite de Kutusoff; comme à Düben, en Saxe, où ses lieutenans l'empêchèrent d'exécuter une de ces résolutions qui sauvent les empires, et se repentit de même de n'avoir pas écouté la seule impulsion de son génie.

Contrarié dans ses idées, l'Empereur adopta alors la proposition de prévenir les alliés, qui ne pouvaient être prêts que le 15 juillet, et d'ouvrir la campagne le 15 juin. Il n'avait affaire qu'à l'armée anglo-hollandaise et à l'armée prusso-saxonne, dans un pays ami, en Belgique, dont l'armée recruterait la sienne, si l'ennemi était vaincu. Il se portait alors sur l'Alsace, ralliait à son aigle victorieuse le corps de Rapp, et il allait fermer les Vosges aux armées russe et autrichienne. Ce projet l'emporta, malgré la conviction de Napoléon qu'il était plus fort sous Paris avec cent quarante mille hommes contre quatre cent cinquante mille, qu'en Belgique contre deux cent vingt mille. Pour comble de malheurs, la Vendée, après avoir arboré les couleurs nationales en présence même du duc de Bourbon, s'insurgea, et il fallut détacher vingt mille hommes de l'armée de Flandre, sous les ordres du général Lamarque, qui eut la mission de réduire les Vendéens, armés et soldés par l'Angleterre. Ce fut un épisode bien funeste que cette guerre de la Vendée : les vingt mille hommes qu'elle employa eussent, avec les dix mille du comte Lobau, arrêté les Prussiens à la bataille de Waterloo, ou plutôt cette bataille n'aurait pas été livrée, et la journée de Ligny aurait eu pour résultat la prise de Bruxelles, et par suite la conquête de la Belgique. Mais, malgré une diversion si fatale, il faut marcher où nous appellent les vieilles et patriotiques amitiés de la Belgique et des quatre départemens du Rhin, qui tendent les bras à leurs frères de la France.

Le plan de campagne arrêté, et l'ouverture des hostilités fixée au 15 juin, la garde impériale partit, le 8, de Paris, à marches forcées, pour Avesnes; tous les autres corps de l'armée étaient également en mouvement vers Maubeuge et Philippeville. Dans la nuit du 11 au 12, Napoléon quitta la capitale, chargé de la responsabilité de tous les périls, et de celle, plus forte encore, de toutes les trahisons.

The text on this page is estimated to be only 26.55% accurate

170 HISTOIRE DE NAPOLEON. CHAPITRE III. UATAiMKN ne KT ne WATenuKi. — ieruiin oe NArui.eoi a fAHi». >\'cLi.i5icToii avait sonquarlicr-gcnéni à Bruxelles: son armée, qui pri'Sentail une masse de cent quatre* mille deux cents conihattans, sans compter six mille hommes débarques récemment à Oslendo, campait autour de Gand, de Nivelles, de Genappe, de Soignies, de Grammoiit et d'Ath. Blücher, à la léic de cent vingt mille hommes, sc tenait à Namur; scs caiilonnemens, appuyés à la gauche des Anglais, occupaient les environs de llam, de Ciney, de Charleroy et de Fleurus, rendez-vous général de ses troupes. Un bataillon, détaché à Frasmes par la brigade placée à Genappe, formait le siml point de liaison entre les deux armées. Trop faible pour les affronter à la fois, Napoléon dut adopter le parti de les battre séparément , et chacune à leur tour. Il avait calculé, d'après la position de Wellington et celle de Blücher, qu'il leur fallait au moins deux jours pour faire leur jonction et agir sur le même champ de bataille, et dès-lors la possibilité d'un double triomphe lui avait apparu d'autant plusdêmontrco.que lesalÜés,à qui scs manœuvres avaient échappé, allaient être surpris par une attaque dont le résultat serait de leur enlever tout moyen de se rejoindre. Restait à choisir entre deux opérations offensives: assaillir de front les Anglais pouvait être dangereux, cl en outre n'aboutir, môme avec le succès, qu'à amener la réunion des ennemis. Wellington, qui craignait de recevoir les premiers efforts de la furie française, ne jugea pas bien Napotéon. Celui-ci, au contraire, résolut d'attaquer la létc des colonnes de l'armée prussienne, de percer leur ligne a CharleruY, et d'ouvrir entre elles tout l'espace ilc Namur à Bruxelles. Napoléon s'était déterminé par de puissantes raisons. « En effet, disiiibil, si nous dérobons à l'ennemi les mouvemens de deux corps qui doivent, de Lille et de Valenciennes, se rendre à MaulH'uge, Blücher ne sera prévenu de notre approche que par renlèvemerit de Charleroy; conséquemment, nul moyen pour lui nnii-seulemenl de dépasser Namur, mais mémo d'y réunir le 1ü pins que huit divisions. De son côté Wellington, averti seulement la veille au soir du passage de la Snmhre, ne pourra avoir scs troupes rassemblées que Ici 0 sur la fin du jour; encore sa cavalerie n'arrivera-l-elle que la nuit suivante: ces impérieuses circonstances livrent seul à nos coups Blücher, séparéd'unc partie de scs forces. » Napoléon avait bien exécuté ce qu'il avait bien conçu : farinée, forte de cent vingtHleux mille quatre cent

quatre hommes, et pourvue de trois cent cinquante limiches à feu, sc trouvait réunie le 14, à l’insu des Prussiens, et apprenait la présence de fEmpereur par la proclamation suivante: M Soi nvTS ! « C'est aujourd’hui l’anniversaire de Marengo et « de Friedland, qui décida deux fois du destin de « l’Eurupe. Alors, comme après Austerlitz, comme U après Wagram; nous fûmes trop généreux. Nous CI crùmesaux protestations et auxserniens des prin«I CCS que nous laissâmes sur le trône. Aujourd'hui K cependant, coalisés entre eux, ils en veulent à <1 l’indépendance et aux droits les plus sacrés de la Cl France. Ils ont commencé la plus injuste des CI agressions : marchons donc à leur rericurilre! Eux U et nous ne sommrs-nous plus les mêmes hommes'’ U Soldats! h léiia contre ces mêmes Prussiens,
auDigiiized by Google

The text on this page is estimated to be only 23.88% accurate

 <1 jourü’hut si arrogans, vous cliez un contre deux, « et a Mimlmirail un contre trois, ^ue ceuxdVnlre M vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fas> H sent le récit de leurs pontons cl des maux alTrcux qu’ils ont soufTerts! l^s Saxons, les Belges, les M iianovrit'iis, les soldats de la confêdéralion du « Rhin.gcmisscnld’étrc obliges de prêter leurs bras •t à la cause des princes ennemis de la justice et des tx droits de tous les peuples. Ils savent que cette » coalition est insatiable; après avoir dévoré deux K iniltiuns de Vulonais, douze millions d'iUilicns, «I un million de Saxons, six iiiillions de Belges, elle «devra dévorer les Étals du deuxième ordre de U rAllcmagnc. I^s insensés! un moment de prospé* U rité les aveugle; l'oppression et l'Iiumiliation du •I p• Tout avait réussi au gré de notre attente : le 14 au soir une sécurité parfaite régnait à Bruxelles, à (lharicroy cl .i Naniiir. Utiieher allait être surpris ; mais le général Bourmonl, cominandaiil la troisième division du 4*^ corps, et employé sur les vives instances du générai Gérard qui diri> geail ce corps, et sous la garantie de l'infortuné La Bédoyère, déserta avec le colonel du génie Gluuet cl If chcrd'escadron V II loulrey, écuyer de TEmpercur, et passa a rcmiemi. Blücher proüta des renseignemens ini|)orlans qu'il reçut de Bourinont, pour se rapprocher de Farinée anglaise. Napoléon de son coté, prévoyant les cliangemens que devait produire une révélation aussi funeste, et connaissant le caractère ciilreprennnl de Blücher, prit de nouvelles dispositions d'après celles qu'il attendait de son adversaire : le 15, à la pointe du jour, rarmcc française se prépara à passer la Sambre sur trois ponts, avant midi. L'avant-garde du 3*' corps, formée par la division du prince Jérôme, culbuta les Brussiens près de Tliuin. Vers dix heures et demie du matin, l'Empereur, à la tête de sa garde cl précédé de la cavalerie du général Pajol et des sapeurs des marinsde la garde, entre à Charicroy, abandonné par les Prussiens en retraite sur Gilly. l.a Sambre était franchie, lousics corps réunis. Le maréchal Ney arriva de Paris. L’Empereur lui duriiia lecommaiideinenl de l'aile gaachc',| forte de trcnle-buil mille hommes avec quatre-vingt-seize pièces dccanon.ElIc était composée des 1" cl 3* corps, l'un sous le général Reille, et de deux corps de cavalerie, qui le lendemain furent remplaces par les cuirassiers du comte de Valmy. Le maréchal eut ordrcdcsereiHlrc inallrc des (^>uatr(>-Bras, à cinq lieues environ en avant deCharleruy. Pénétrant les mou vemens stratégiques de Wellington et de Blücher, Na{>oiéoit avait senlirexlrcme impurtaneedu puslcdesOuatrc-Bras, point de jonction naturel et nécessaire de l'armée

anglaise avec rarmée prussienne établie à Fieuriis,à Bry, à Sainl-Ainaiid,n Ligtiy et à Sornbref. En eiïel, l’occupation des t^luatre-Bras par des forces aussi imposantes réparait loiil-à-coup le mal que la trahison avait pu causiT, consommait irrévocablement la séparation des armées ennemies cl assurait la possession de Sombref, dont le maréchal Grouchy était chargé de s’emparer avec le 5* corps. Ce dernier village, à trois lieues des (,)ualre-Bra$, ii'avail de point intermédiaire que celui de Bry. Le maréchal Ney devait donc déboucher sur la roule de Bruxelles, et le maréchal Grouchy sur celle de Fleurus. Napoléon compte qu'à la nuit l’avanl-gardc du maréchal Ney âura occupé les t^)uatre-Bras, et que le Iciidcinain IG, Blücher s«Ta débordé par les deux maréchaux, tandis qu'il le pressera de front avec les autres corps. Après ces dispositions, l'Empereur se porta sur Gilly, Le pont de Chàlellel venait d'être enlevé par la tête de colonne du V corps, qui menaçait le flanc des Prussiens de Pirch, que le 5*' attaquait de face. Aussi ce général abandonna Gilly, cl laissa pour protéger sa retraite deux bataillons formés en carrés, Uetardé par leur résistance, rKm|H*reur ordonna au général Letorl de donner tête baissée sur ces carrés avec les quatre escadrons de la garde et uii du 15' de dragons. Les deux bataillons prussiens, bientôt enfoncés, perdirent beaucoup d'hommes et cinq pièces de canon. Mais Lclort y péril, et l'armée eut à regretter un de ses plus braves généraux. Pirch se reploya sur Fleurus. A la gauche, le maréchal Ney exécutait aussi son inuuvcmcnl avec le 3' corps, dont la division Gérard était détachée sur la droite. Il poussait rcniiemi de Gosselies et forçait le prince de Weymar, après lui avoir pris huit cents hommes et deux pièces de

canon, à lui abandonner le village de Frasrncs, à une lieue des

« jourd'hui si arrogans, vous étiez un contre deux, « et à Montmirail un contre trois. Que ceux d'entre « vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fas- « sent le récit de leurs pontons et des maux affreux « qu'ils ont soufferts! Les Saxons, les Belges, les « Hanovriens, les soldats de la confédération du « Rhin, gémissent d'être obligés de prêter leurs bras « à la cause des princes ennemis de la justice et des « droits de tous les peuples. Ils savent que cette « coalition est insatiable; après avoir dévoré deux « millions de Polonais, douze millions d'Italiens, « un million de Saxons, six millions de Belges, elle « devra dévorer les États du deuxième ordre de « l'Allemagne. Les insensés! un moment de prospé- « rité les aveugle; l'oppression et l'humiliation du « peuple français sont hors de leur pouvoir. S'ils « entrent en France, ils y trouveront leur tombeau. « Soldats! nous avons des marches forcées à faire, « des batailles à livrer, des périls à courir; mais, « avec de la constance, la victoire sera à nous. Les « droits, l'honneur et le bonheur de la patrie seront « reconquis; pour tout Français qui a du cœur, le « moment est arrivé de vaincre ou de périr. »

Tout avait réussi au gré de notre attente : le 14 au soir une sécurité parfaite régnait à Bruxelles, à Charleroy et à Namur. Blücher allait être surpris; mais le général Bourmont, commandant la troisième division du 4e corps, et employé sur les vives instances du général Gérard qui dirigeait ce corps, et sous la garantie de l'infortuné La Bédoyère, déserta avec le colonel du génie Clouet et le chef d'escadron Villoutrey, écuyer de l'Empereur, et passa à l'ennemi. Blücher profita des renseignemens importans qu'il reçut de Bourmont, pour se rapprocher de l'armée anglaise. Napoléon de son côté, prévoyant les changemens que devait produire une révélation aussi funeste, et connaissant le caractère entreprenant de Blücher, prit de nouvelles dispositions d'après celles qu'il attendait de son adversaire : le 15, à la pointe du jour, l'armée française se prépara à passer la Sambre sur trois ponts, avant midi. L'avant-garde du 2e corps, formée par la division du prince Jérôme, culbuta les Prussiens près de Thuin. Vers dix heures et demie du matin, l'Empereur, à la tête de sa garde et précédé de la cavalerie du général Pajol et des sapeurs des marins de la garde, entre à Charleroy, abandonné par les Prussiens en retraite sur Gilly. La Sambre était franchie, tous les corps réunis. Le maréchal Ney arriva de Paris. L'Empereur lui donna le commandement de l'aile gauche, forte de trente-huit mille hommes avec quatre-vingt-seize pièces de canon. Elle était composée des 1er et 2e corps, l'un sous le général Reille, et de deux corps de cavalerie, qui le lendemain furent remplacés par les cuirassiers du comte de Valmy. Le maréchal eut ordre de se rendre maître des Quatre-Bras, à cinq lieues environ en avant de Charleroy. Pénétrant les mouvemens stratégiques de Wellington et de Blücher, Napoléon avait senti l'extrême importance du poste des Quatre-Bras, point de jonction naturel et nécessaire de l'armée anglaise avec l'armée prussienne établie à Fleurus, à Bry, à Saint-Amand, à Ligny et à Sombref. En effet, l'occupation des Quatre-Bras par des forces aussi imposantes réparait tout-à-coup le mal que la trahison avait pu causer, consommait irrévocablement la séparation des armées ennemies et assurait la possession de Sombref, dont le maréchal Grouchy était chargé de s'emparer avec le 3e corps. Ce dernier village, à trois lieues des Quatre-Bras, n'avait de point intermédiaire que celui de Bry. Le maréchal Ney devait donc déboucher sur la route de Bruxelles, et le maréchal Grouchy sur celle de Fleurus. Napoléon compte qu'à la nuit l'avant-garde du maréchal Ney aura occupé les Quatre-Bras, et que le lendemain 16, Blücher sera débordé par les deux maréchaux, tandis qu'il le pressera de front avec les autres corps.

Après ces dispositions, l'Empereur se porta sur Gilly. Le pont de Châtellet venait d'être enlevé par la tête de colonne du 4e corps, qui menaçait le flanc des Prussiens de Pirch, que le 3e attaquait de face. Aussi ce général abandonna Gilly, et laissa pour protéger sa retraite deux bataillons formés en carrés. Retardé par leur résistance, l'Empereur ordonna au général Letort de donner tête baissée sur ces carrés avec les quatre escadrons de la garde et un du 15e de dragons. Les deux bataillons prussiens, bientôt enfoncés, perdirent beaucoup d'hommes et cinq pièces de canon. Mais Letort y périt, et l'armée eut à regretter un de ses plus braves généraux. Pirch se reploya sur Fleurus. A la gauche, le maréchal Ney exécutait aussi son mouvement avec le 2e corps, dont la division Gérard était détachée sur la droite. Il poussait l'ennemi de Gosselies et forçait le prince de Weymar, après lui avoir pris huit cents hommes et deux pièces de canon, à lui abandonner le village de Frasmes, à une lieue des Quatre-Bras, où le prince passa la nuit avec quatre bataillons. Si, au lieu de s'arrêter à Gosselies et de n'occuper Frasmes que par un détachement, le 2e corps se fût établi tout entier dans ce dernier village, le 1er, qui le suivait, n'eût pas été refoulé derrière Jumet; il eût pris possession de Gosselies et se serait trouvé en ligne. Alors la moindre démonstration sur les Quatre-Bras, pendant les deux heures de jour qui restaient, assurait au maréchal ce poste important.

Le soir, Blücher n'avait pu réunir son armée; cette opération eut lieu pendant la nuit. Quant à l'armée

The text on this page is estimated to be only 28.42% accurate

 anglaise, elle demeurait tranquille dans scs canton* nemens. Deux avis de notre attaque victorieuse cbranicrent à peine Wellington. £nfji), surpris au l>al par un troisième courrier de Blüchcrqui voulait risquer le lenilemairi une haiaillc, le général anglais mit son arméeen mouvement le16 au matin, avec ordre de se rassomblcraux Quatre-Bras. Napoléon l'avait prévu, en prescrivant la veille l'occupation de ce poste, véritable clef de la position de niücber. Dans le même moment peut-être, l'Empereur, à qui un olficier de lanciers avail donne avis ^we l'ennetni pré$entait deê maêscê du côté dei Quatre-Uras, envoyait le général Flahaut dire au maréchal Ney de s'avancer avec toute l'aile gauche, et de dissiper tout CO qui renaît de ISruxeUcê, pendant que lui marcherait sur Fleurus, et que le maréchal Grouchy ferait son mouvement sur Somhref. A une heure, en débouchant de Fleurus, on aperçut les Prussiens en avant de Ugny, sauf les trente intlle hommes rie Bulow, qui étaient en route de I.iégc pour rejoindre Blücher. Napoléon fut satisfait de trouver l'ennemi dans un ordre de bataille oblique; il ne doutait pas que l'aile droite prussienne, qu'il croyait débordée, depuis le matin au moins, par le maréchal Ney, aux Quatre-Bras, ne louchât au moment d'être enveloppée, cl il fu prendre position. Ainsi l'impétueux Blucher venait de lui-même chercher la bataille que Napoléon et son armée brûlaient de lui livrer. Appuyée sur Rry, sur Saint-Amand, sur l.igny, l'armée prussienne présente un front formidable. Elle compte qualrc vingt seizc mille combattans et deuxccntqualrc-vingl-huil piécesde canon. Na{H)léon n'a en ligne que soixanle-sept mille hommes, avec deux cent quatre pièces d'artillerie. Ce|)ctidant, malgré celte inferiorite numérique cl l'avantage de la position de son ennemi, l'Empereur, fort du sentiment unanime qui transporte son armée, ordonne l'attaque. Elle commence à trois heures et demie. Vandumne fait enlever SaintAmand par une division, maigre la plus vive résistance. Cette division est bientôt forcée de se retirer devant des forces supérieures, bientôt aussi elle revient secourue par une autre division, et pendant ce temps, le général Girard, détaché du 2" corps, arrête valeureusement toute une colonne prussienne. Vandanine est entre dans Saint-Amand ; mais ce beau succès à coûté la vie au general Girard, l'un des héros de Lutzen. Au centre de la ligne ennemie, Ligny était devenu le théâtre d'une action acharnée et glorieuse pour nos armes. Vers deux heures

et demie, Napoléon, toujours persuade que le maréchal Ney occupait les Quatre-Bras, lui avait envoyé un troisième ordre d'attaquer tout ce qui était itérant lui et de rabattre êur le maréchal Grouef^^, afin de amcourir à ente^ topper le corps prussien réuni entre liryet Sombref, Une heure après, comme l'action commençait, Napoléon expédia au maréchal un quatrième ordre, ainsi conçu: «Vous devez manœuvrer sur-le-champ, •t de manière â envelopper la droite de l'ennemi, et <1 tomber à bras raccourcis sur ses derrières. Celte « armée est perdue, si vous agissez vigoureusement. « Le sort de la France est dans roa mains. Ainsi il n'hésitez pas un instant pour faire le mouvement » que l'Empereur vous ordonne, cl dirigez-vous sur H lc.s hautcursde Bry cl Saint-Amand pour concourir « à une victoire peut-être décisive. L'cnnemicsl pris «1 en flagrant délit au moment où il cherche à se •1 réunir aux Anglais.» Cet ordre fut remis au maréchal à six heures dusoir pariccolonel Forhin-Janson. Après le départ de cet officier, Napoléon dit au général Gérard, partant pour emporter Ligny : «Il » se peut que dans trois heures le sort de la guerre «(soit décidé. Si Ney exécute bien les ordres, il ne » s'échappera pas un canon de rarincc prussienne : ti cllee.st prise en flagrant délit.» Mais la plus désastreuse fatalité devait rendre bien incomplet le résultat des combinaisons que legéiiiedc Napoléon avait méditées dés la réunion de sou armée à IMiilippevillc. Dans sa roule, le colonel Forbin-Janson rencontra le comte d'Erlon, qui, retardé dans sa iiiarche, ainsi que l'avait été Icmarccbai Grouchy, se rendait enfin aux Quatre-Bras à la tète du corps; il lui donna coiiiniunicalion de l'ordre relatifà l'aile gauche. Le général s'clait empresse de s'y conformer, et déjà la division Durutte, qu'il avait en tête, était arrive à la hauteur de Vilicrs-Feruin : c'était dans le moment où Blücher renouvelait ses attaques contre SaintAmand, défendu par Vandainne. Sur sa gauche, à Ligny, la bataille, conduite par le comte Gérard, était devenue terrible. Ce village fut pris et repris jusqu'à quatre fois, toujours avec la même valeur et la meme opiniâtreté des deux parts. Le combat se prolongeait par le nombre des troupes ennemies, et présentait une effroyable scène de carnage. Toutefois la résistance des Prussiens commençait à mollir, et l'intrépide Gérard était prés d'enlever Ligny, quand l'apparition d'un corps signalé sur les derrières ralenlil son attaque. La garde impériale, qui se portail à son secours, suspendit sa marche puuralicr au-devaiit de la colonne inconnue. C'était le corps de d'Erlon. Cet incident lit perdre trois heures bien précieuses. Cependant l'Empereur attendait l'attaque de d'Erlon sur Bry : l'arrivée

imprévue de ce général réalisait en partie l'espérance qu’il avait attachée au mouvement de l'aile gauche sur ce point. Malheureusement d'Erlon reçut et crut devoir exécuter l'ür

The text on this page is estimated to be only 28.32% accurate

niSTOIRE DK NAPOLÉON. Ncy de se réunir à lui; il se reploya sur Frnsmes, laissant aux prises la division Durutte. Ainsi le corps de d'Erlon ne servit ni à Napoléon ni au maréchal, car il était trop tard pour qu'il put avec utilité rallier l'aile gauche. En cITet, il était sept heures quand Napoléon apprit qu'il devait renoncer à envelopper l'aile droite de niücher. Alors il résolut d'enlever la victoire en perçant la ligne de rennemi, qu'il avait force par l'attaque de Saint-Ainand à dégarnir son centre. De son c6té, Blùcher, trompé par le mouvement rétrograde de la garde et des cuirassiers de Milhaud pour marcher à la rencontre de la colonne inconnue, avait cru à notre retraite, et il avait repris avec une violence nouvelle rallaqiic sur SaintAmand, dans le but de rapprocher sa droite vers Cheslian, où il comptait s'appuyer aux Anglais. Mais la brigade de dragons que le maréchal NVy avait laissée à Villers-l'crnin , se porta vivement avec la division Durutte au-devant de l'attaque de filücher, qui se vit également arrête par la division Gérard et par le corps. I.e général prussien sc trouva tout-à-coup dans la même position que Napoléon, obligé de renoncer à l'appui de Wellington et à la jonction des trente mille hommes de Bulow, comme Napoléon devait renoncer à la coopération du maréchal Ney, occupé devant les elit Saint-Amaiid cl parut s'arrêter. CciKMidanl il conservait encore une |)arlie de Eigny; ce village eût été emporté depuis deux licures par le comte Gérard, qui acquit tantde gloire dans celte bataille, si la méprise dont fut cause le corps du général d'ËrIon ne lui eût enlevé l'appui delà garde impériale. Hais Napoléon jugea que l'inslant d'ctiIcvcr la victoire était venu. Gérard avait déjà engage les divi.sions Vichcry cl Hulol, ainsi qu'une partie de la division Béclicux : l'Empereur lit entrer en ligne le reste de celle division. Ce mouvement, appuyé d'une charge vigoureuse de la cavalerie, ébranla soudain les Prussiens. Saisissant toul-à-coup ce mouvement d'indécision de l'ennemi, rEmpereur lança les grenadiers à pied delà garde en colonne serrée par la grande rue de I.igny, pendant que les grenadiers à cheval , tournant le village, prenaient en Hanc la réserve prussienne placée en arriére. La vigueur et renscnihlc de ces deux attaques portèrent le désordre dans les rangs de Blücher. Une horrible déroule précipita ses troupes des hauteurs de Ligny, qu'elles couvrirent de leurs débris, et qui furent tout-à-coup couronnées par nos soldats. Cruellement détrompé de son réve de victoire, Blüchcr s'avança avec impétuosité au-

dcvarit de notre cavalerie à la tctc de six esca- j droits, qui fumit rompus par 1rs cuirassiers de Hil- I 473 haud. Lui-mémeout son cheval tué, et il tomba au milieu de nos rangs; maisildulson salut à la nuit qui survint, et l'obscurité favorisa également sa retraite. Il laissa sur le champ de bataille une vingtaine de mille hommes, quarante canons cl huit drapeaux : nous eûmes à regretter six mille deux cents hommes, sur lesquels la division Gérard à elle seule cm perdit mille neuf cents. Notre triomphe était briL lant sans doute, mais si les ordres de Napoléon eussent clé exécutés par l'aile gauche, c'en était fait de Blüchcr, et Wellington sc fût bien gardé d'oser risquer à lui seul le sort d'une bataille contre Napoléon victorieux. Dans la matinée, Wellington s'élail rendu au moulin de Bussy pour se concerter avec Blüchcr. Il lui proposa de le soutenir ; mais le général prussien était impatient d'en venir aux mains; d'ailleurs l'année anglaise ne pouvait être arrivée que dans la soirée : en attendant il courait le risque d'être écrasé par l'armée de Napoléon. Ils s'arrêtèrent alors au projet de faire marcher l'armée anglaise, dès qu'elle serait réunie, par la chaussée des (^>uatre-Brasà Sombref. On ne saurait comprendre coinincnt Blücher cl Wellington, le 10 au matin, purent croire que dans l'intervalle de leurs dispositions le poste des (Juatre-Bras ne serait point enlevé par l'aile gauche de notre armée ; car vers les neuf heures, quand, avant de déboucher sur Fleurus, l'Empereur envoya au maréchal son premier ordre, il n'y avait encore depuis la veille aux ara de Perniinunt, et entre eux le général Piré avec la cavalerie complétait la ligne de celte attaque victorieuse. Ils allaient entin se rendre maîtres des QuaIre-Bras, quand tonl-à*coup la division anglaise de Piclon, forte de dix mille hommes environ, déboucha rie Genappes. La supériorité du nombre apparbO

Ney de se réunir à lui ; il se reploya sur Frasnes, laissant aux prises la division Durutte. Ainsi le corps de d'Erlon ne servit ni à Napoléon ni au maréchal, car il était trop tard pour qu'il pût avec utilité rallier l'aile gauche.

En effet, il était sept heures quand Napoléon apprit qu'il devait renoncer à envelopper l'aile droite de Blücher. Alors il résolut d'enlever la victoire en perçant la ligne de l'ennemi, qu'il avait forcé par l'attaque de Saint-Amand à dégarnir son centre. De son côté, Blücher, trompé par le mouvement rétrograde de la garde et des cuirassiers de Milhaud pour marcher à la rencontre de la colonne inconnue, avait cru à notre retraite, et il avait repris avec une violence nouvelle l'attaque sur Saint-Amand, dans le but de rapprocher sa droite vers Chestian, où il comptait s'appuyer aux Anglais. Mais la brigade de dragons que le maréchal Ney avait laissée à Villers-Peruin, se porta vivement avec la division Durutte au-devant de l'attaque de Blücher, qui se vit également arrêté par la division Gérard et par le 3e corps. Le général prussien se trouva tout-à-coup dans la même position que Napoléon, obligé de renoncer à l'appui de Wellington et à la jonction des trente mille hommes de Bulow, comme Napoléon devait renoncer à la coopération du maréchal Ney, occupé devant les Quatre-Bras à contenir l'armée anglaise. Blücher se borna donc à s'établir au petit Saint-Amand et parut s'arrêter. Cependant il conservait encore une partie de Ligny; ce village eût été emporté depuis deux heures par le comte Gérard, qui acquit tant de gloire dans cette bataille, si la méprise dont fut cause le corps du général d'Erlon ne lui eût enlevé l'appui de la garde impériale. Mais Napoléon jugea que l'instant d'enlever la victoire était venu. Gérard avait déjà engagé les divisions Vichery et Hulot, ainsi qu'une partie de la division Pêcheux : l'Empereur fit entrer en ligne le reste de cette division. Ce mouvement, appuyé d'une charge vigoureuse de la cavalerie, ébranla soudain les Prussiens. Saisissant tout-à-coup ce mouvement d'indécision de l'ennemi, l'Empereur lança les grenadiers à pied de la garde en colonne serrée par la grande rue de Ligny, pendant que les grenadiers à cheval, tournant le village, prenaient en flanc la réserve prussienne placée en arrière. La vigueur et l'ensemble de ces deux attaques portèrent le désordre dans les rangs de Blücher. Une horrible déroute précipita ses troupes des hauteurs de Ligny, qu'elles couvrirent de leurs débris, et qui furent tout-à-coup couronnées par nos soldats. Cruellement détrompé de son rêve de victoire, Blücher s'avança avec impétuosité au-devant de notre cavalerie à la tête de six escadrons, qui furent rompus par les cuirassiers de Milhaud. Lui-même eut son cheval tué, et il tomba au milieu de nos rangs; mais il dut son salut à la nuit qui survint, et l'obscurité favorisa également sa retraite. Il laissa sur le champ de bataille une vingtaine de mille hommes, quarante canons et huit drapeaux : nous eûmes à regretter six mille deux cents hommes, sur lesquels la division Gérard à elle seule en perdit mille neuf cents. Notre triomphe était brillant sans doute, mais si les ordres de Napoléon eussent été exécutés par l'aile gauche, c'en était fait de Blücher, et Wellington se fût bien gardé d'oser risquer à lui seul le sort d'une bataille contre Napoléon victorieux.

Dans la matinée, Wellington s'était rendu au moulin de Bussy pour se concerter avec Blücher. Il lui proposa de le soutenir ; mais le général prussien était impatient d'en venir aux mains; d'ailleurs l'armée anglaise ne pouvait être arrivée que dans la soirée : en attendant il courait le risque d'être écrasé par l'armée de Napoléon. Ils s'arrêtèrent alors au projet de faire marcher l'armée anglaise, dès qu'elle serait réunie, par la chaussée des Quatre-Bras à Sombref. On ne saurait comprendre comment Blücher et Wellington, le 16 au matin, purent croire que dans l'intervalle de leurs dispositions le poste des Quatre-Bras ne serait point enlevé par l'aile gauche de notre armée ; car vers les neuf heures, quand, avant de déboucher sur Fleurus, l'Empereur envoya au maréchal son premier ordre, il n'y avait encore depuis la veille aux Quatre-Bras que la brigade du prince de Weymar, et ce ne fut qu'à la réception de celui dont le général Flahaut était porteur, c'est-à-dire vers deux heures, que la brigade de Bylandt vint renforcer celle du prince Bernard, et compléter les huit mille hommes de la division Perponcher, contre lesquels le maréchal Ney avait en ligne seize mille hommes du deuxième corps et les cuirassiers du comte de Valmy. Le motif qui empêcha ce vaillant capitaine d'exécuter le mouvement si impérieusement prescrit plusieurs fois par Napoléon, dut être de la plus grande gravité; mais jusqu'à présent il est resté inconnu. Quoi qu'il en soit, la brigade de Weymar s'était placée dans le bois de Bossu, en avant du poste des Quatre-Bras, qui va nous devenir si fatal, et la brigade de Bylandt était en arrière de la ferme de Germioncourt, lorsque vers une heure le maréchal Ney engagea l'action. Le général Bachelu renversa Bylandt, et prit Germioncourt. Le général Foy s'empara de Pernimont, et entre eux le général Piré avec la cavalerie complétait la ligne de cette attaque victorieuse. Ils allaient enfin se rendre maîtres des Quatre-Bras, quand tout-à-coup la division anglaise de Picton, forte de dix mille hommes environ, débouche de Genappes. La supériorité du nombre appar-

The text on this page is estimated to be only 25.77% accurate

17Î HISTOIRE DR NAPOLÉON. tcnnU encore nu maréchal ; mais une demi •heure après, le duc (Je Rriuiswirk parut suivi de quatorze iiiille hommes, et successivement ju.squ'â cinq heures les divisions Allen et 0>oke portèrent n quarantC'Six mille comhallans les défenseurs de ce poste des (>uatre-Rras, qui, pendant quinze heures, avait été gardé par moins de quatre mille hommes. O fut alors que le maréchal, se sentant trop fnihlc avec vingl-el-un mille liommes poursoulenir un pareil choc, envoya nu général d'KrIon, par le général Delcambre, chef d'état-major du premier corps, l'ordre impératif, et soiti ta reaponaabilUé peraon^ nvlle, de sc porter vers lui en toute hAle avec suri corps, dont in division DuruLlc était déjà engagée. Il ii'ctnil plus temps d'espérer ce secours; mais il fallait à tout prix résister à rarrnée anglaise que Wellington, arrivé du la bataille de Ligny, conduisait en personne. Le marécbai Ncy vil tout ic péril, et sc retrouva dans son élément. Les charges de sa cavalerie, le feu continu de ses batteries, la mort du iluc de Rrunswick, tombant dans la mélée, le général Picton blessé au milieu de sa division enfoncée, plusieurs régimeiis écossais détruits, tout promettait à l'AcliilIc français d'enlever encore le palladium de la bataille , et de conquérir enfin le village des tluatre-Bras. Mais Wellington jette soudain en avant de nouvelles lrou{K'S, dont la niassi' chassa nos braves du bois de Bossu, de Perninionl et de Germioncourt. Ce fut au plus fort de celle terrible mêlée que Forbin-Jnnson apjmrta l'ordre si impérieux du mouvement sur Hry et Sainl-Aiiiand. Napoléon, au milieu de sa victoire, était loin de {K'nser que Ncy défendait avec vingt mille hommes contre près de cinquante mille les pèn.ites*dc l'armée qu'il allait vaincre à Ligny. Cepcml.int. rempli du sentiment de ce grand devoir, le maréchal déployait une constance égale à son ardeur; il parvint jusqu'à la nuit à contenir par une défense héroïque les terribles assauts de rarrnée anglaise. Wellington perdit cinq mille hommes, Ney quatre mille : la journée du 16 nous coûta dix mille hommes sur les deux champs de bataille. Le corps de Bulow allait réparer les perles de l'ennemi ; rien ne pouvait réparer les mHres qu'une victoire décisive. Le malin le rnarérchal Ney avait pu détruire l'aile droite de Blücher; le soir U sauva l'année française. Le comte d'Erlon arriva après cette lutte mémorable. Il avait erré toute la journée entre nos deux armées sans brûler une amorce ; il avait bien fait d'obéir à l'ordre de l'Empereur, qui le dégageait de loiile obéissance à

l'ordre du maréchal : mais Napoléon n’élail plus compris ni obéi. La suite le prouvera. Après la bataille de Ligny, l’armée prussienne, à moitié délrnile et dispersée, Ht sn retraite dans le plus grand désordre : les premier et deuxième corps sur Monl-Sainl-riuiborl, et le troisième sur riembloiix, où il fut rejoini {vendant la nuit par les trente mille hommes do Bulow. La précipitation cl la fuite des ennemis, et surtout l’obscurité, nous empêchèrent de les poursuivre. De son côte. Wellington passa la nuit aux (lualre-Bras; mais instruit de l.i défaite de Blûchcr, il ordonna la retraite sur Bruxelles. L’Kin|>crcur l’avait prévu : il expédia le général Flahaul au maréchal Ney, avec l’ordre de suivre les Anglais, cl d’occuper enfin la position des OnatreBras, où il devait attendre les forces que Napoléon se préparait à envoyer sur la roule de Bruxelles. Le maréchal, trompé sur les dispositions du général anglais, balançait encore à marcher aux t^ïualrcBras, quand un second ordre termina son indécision. I.’Empcreur avait Jugé que si Wellington se retirait, il ne laisserait qu’une arrière-garde aux ()ualrc-Bras, cl que dans le cas contraire il serait forcé de sc rcploycr devant l’attaque combinée do maréchal cl des troupes qui allaient déboucher par la roule de Namur. En elTet, après avoir détaché l'aile droite, forte de cinquante mille hommes, sous les ordres du maréchal (irouchy pour ne laisser aucun relâche à Blùchcr, Napoléon sc porta lui-même avec soixante-cinq mille hommes, à dix heures du malin, sur Marbais où il prit position. De ce village il expédia nu maréchal Ney un troisième ordre d'attaquer les t^)uatrc-Bras. Tn combat de tirailleurs cl la marche de Napoléon mirent décidenu nt Wellington en retraite, à une heure. A dimx heures le sixième corps entrait aux (^Ïualrc-Bras. Le maréchal y arriva avec le deuxième et le premier corps, cl suivit le générai anglais, qui parut vouloir opposer une certaine résistance en avant de la forêt de Soignes. Continuant son mouvement rétrograde, Wellington s’arrêta à Waterloo, où il établit son quartier-général. J.’Eni{>ercur marchait derrière le maréchal; son armée était forte do soixanle-scpl mille hommes et de deux cent cinquante pièces de canon, landisquclemarécliul Gruueliy,dirigéparles routes dcAlonl-Saint-Guibert eide Gembloux, avait reçu l’ordre d’arriver avec les Frussiens à Wavre, distant de Ligny d’environ sept lieues : c’élail là que Blùcher devait im'Ure lin à sa retraite. Napoléon cotnple sur la prompte exécution du mouvement qu'il a prescrit au maréchal Grouchy. Mais le lieutenant de l'Empereur est mal informé de la marche de Blùcher, et |M)rlc la plus grande partie do scs forces vers Gembloux, {vendant que le

général prussien, qui a gagné trois heures sur lui , esl déjà à Wavre. Le maréchal n’a fait que deux lieues dans la Journée, et remet au lendemain la {Hvursuite de l'ennemi. Cependant scs ordres sont précis, ils n’admellent aucun retard. Le maréchal doit ne pas Digiiized by Google

The text on this page is estimated to be only 24.75% accurate

HISTOIRE DE NAl’OI.ÉON. 47a perdre de vue les Prussiens, cl rendre impossible leur JoiicUüii avec raniiéc de Wellinglun, eu poursuivant Blücber. ^)ui pourrait empêcher le inaréclia) d’allaquer Wavre le 18 à dix heures du matin? Ce village iCesl qu'à quatre lieues de Gembloux. Cette diversion est d'autant plus importante, que tout annonce pour Je lendemain une grande bataille; Napoléon la désire, car il espère frapper un coup décisif avant que la coalition ait jeté tous ses soldats sur la France. Une victoire qui le conduirait à Bruxelles, sur les débris de l'armée anglaise, pi‘ut résoudre en sa faveur la question politique qui arme l'Kurope contre lui : ce ne serait pas la première fois que l’épéc du grand capitaine aurait tranché le nœud de la diplomatie. La coupcraliori de Grouchy est pour Napoléon le gage du Iriuinphc; la seule crainte qu'il éprouve, c’csl que Wellington n'ose l'attendre dans les plaines de Waterloo ; et, la nuit, il visite les lignes des grand'gardes, pour s'assurer que rennetiii ne lui ahanüoiiiic pas le champ de bataille. Enfin l’aurore vint dissiper scs inquiétudes : toute l’année anglaise est devant lui; les rayons du soleil ont éclairci lout-à-coup ratinosphèrc, chargée depuis quelques jours de nuages orageux, et les Français ont pu saluer encore le soleil d’Austerlitz. A dix heures et demie, Napoléon parcourt les rangs dessoldals dont renlhûusiasine belliqueux lui promet de vaincre ou de mourir. Ils tiendront leur serment, (^uanl à)'Einp4Tcur, il a fait ses dispositions pour percer le cenlro des Anglais, les pousser sur la chaussée, et, arrivant au débouché de la forêt, couper la retraite .i la droite et à la gauche de leur ligne. Le succès de celte attaque doit rendre toute retraite impossible à \N ellinglon, le séparer de l'armée prussienne, et lui faire expier cruellement la faute qu’il a commise par le choix du champ de bataille de \S atorloo, en avant d’une forêt épaisse et d'une grande ville, après la défaite de Blücher. La pluie, qui a toml>é par torrens pendant toute la nuit, U rendu les chemins presque impraticables; la marche de nos soldats en est nécessairement ralentie : ils ont d'ailleurs à sécher leurs armes cl à les mettre en étal : le combat ne doit s'engager que vers une heure [>ar trois attaques simullaiices. l.es trou{)cs anglo-balaves, rangées en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forci de Soignes, occu|)aierit les hauteurs depuis le plateau qui domine le ehdleau de Hougouinont jusqu'au IK'iichanl d’un autre plateau près des fermes du la Haie cl de Papelultc. La position de Ilougoumoiil à la gauche des Anglais

devenait pour eux de la plus grande iiii|K)rtance, car c'étail par là que les Prussiens devaient les rejoindre; Wellington y avait Jeté les plus braves soldats ; c'est sur ce point aussi que Napoléon dirige la première attaque ; Jérôme, qui en est chargé, enlève le bois de Houguutnunl; prise et reprise plusieurs fois par lcs sur les hauteurs de Sainl-I.ainberl:sonl-ce les divisions que l'Empereur a envoyé demander à Grouchy pour le seconder dans la bataille contre Wellington? Gne lettre interceptée lève bientôt tous les doutes, en nous apprenant que Bulow vient, avec ses Imite mille liuinines, occuper rinlervalle entre rarmée française et le corps de Grouchy. Mais si ce maréchal ii'a pu arrêter Bulow, ou s'est laissé devancer par lui, sans doute il arrive sur scs derrières; il suit l'armée prussienne, qu'il occupera assez long-temps pour que Napoléon en Unisse avec Wellington. En attendant, |tar la faute de Grouchy, l'eimemi a qu.itre-vingt dix mille hommes à opposer aux soixante-cinq mille de Napoléon, qui est forcé de changer scs dispositions et de se priver d'une partie de sa réserve, afin d'ein|>ceher l'attaque dont un nouvel eimeini le menace. Dumont et Subcrwick, avec deux mille cinq cciils hommes de cavalerie légère, doivent chercher à cuiiIcnir l'avanl-gardc de Buluw et pousser dos partis pour SC mettre en communication avec le maréchal Grouchy, qu'un premier courrier a prévenu de l'arrivée de Bulow ; en même temps un corps de sept mille hommes aux ordres du comte de Lobau va se ranger derrière la cavalerie du général Dumont, pour garantir nos flancs si le mouvement do Bulow irélail pas arrêté par Grouchy. Ces dispositions prises, Napoléon ordonna au maréchal Ney d'enlever la ferme de la llaic-Saintc et le village de la Haie. Au bout d'une demi-heure, les batteries ennemies s'éluigneiil de la ligne, et sont rem|)lacées par d'autres; les tirailleurs anglais sc reploieiit à leur tour; D.ÿ.‘

perdre de vue les Prussiens, et rendre impossible leur jonction avec l'armée de Wellington, en poursuivant Blücher. Qui pourrait empêcher le maréchal d'attaquer Wavre le 18 à dix heures du matin? Ce village n'est qu'à quatre lieues de Gembloux. Cette diversion est d'autant plus importante, que tout annonce pour le lendemain une grande bataille; Napoléon la désire, car il espère frapper un coup décisif avant que la coalition ait jeté tous ses soldats sur la France. Une victoire qui le conduirait à Bruxelles, sur les débris de l'armée anglaise, peut résoudre en sa faveur la question politique qui arme l'Europe contre lui : ce ne serait pas la première fois que l'épée du grand capitaine aurait tranché le nœud de la diplomatie.

La coopération de Grouchy est pour Napoléon le gage du triomphe; la seule crainte qu'il éprouve, c'est que Wellington n'ose l'attendre dans les plaines de Waterloo; et, la nuit, il visite les lignes des grand'gardes, pour s'assurer que l'ennemi ne lui abandonne pas le champ de bataille. Enfin l'aurore vint dissiper ses inquiétudes : toute l'armée anglaise est devant lui; les rayons du soleil ont éclairci tout-à-coup l'atmosphère, chargée depuis quelques jours de nuages orageux, et les Français ont pu saluer encore le soleil d'Austerlitz. A dix heures et demie, Napoléon parcourt les rangs des soldats dont l'enthousiasme belliqueux lui promet de vaincre ou de mourir. Ils tiendront leur serment. Quant à l'Empereur, il a fait ses dispositions pour percer le centre des Anglais, les pousser sur la chaussée, et, arrivant au débouché de la forêt, couper la retraite à la droite et à la gauche de leur ligne. Le succès de cette attaque doit rendre toute retraite impossible à Wellington, le séparer de l'armée prussienne, et lui faire expier cruellement la faute qu'il a commise par le choix du champ de bataille de Waterloo, en avant d'une forêt épaisse et d'une grande ville, après la défaite de Blücher.

La pluie, qui a tombé par torrens pendant toute la nuit, a rendu les chemins presque impraticables; la marche de nos soldats en est nécessairement ralentie : ils ont d'ailleurs à sécher leurs armes et à les mettre en état : le combat ne doit s'engager que vers une heure par trois attaques simultanées. Les troupes anglo-bataves, rangées en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forêt de Soignes, occupaient les hauteurs depuis le plateau qui domine le château de Hougoumont jusqu'au penchant d'un autre plateau près des fermes de la Haie et de Papelotte. La position de Hougoumont à la gauche des Anglais devenait pour eux de la plus grande importance, car c'était par là que les Prussiens devaient les rejoindre; Wellington y avait jeté les plus braves soldats; c'est sur ce point aussi que Napoléon dirige la première attaque : Jérôme, qui en est chargé, enlève le bois de Hougoumont; prise et reprise plusieurs fois par les Français et les Anglais, cette position reste enfin au pouvoir des premiers. Mais l'ennemi s'est maintenu dans le château, qu'il a crénelé avec soin, et qui renferme ses meilleures troupes : le général Reille reçoit l'ordre de mettre le feu à ce château avec une batterie d'obusiers.

A la droite, le comte d'Erlon, appuyé par une immense artillerie, se porte vers le village de Mont-Saint-Jean. Là éclate une épouvantable canonnade qui porte le ravage dans les rangs de l'infanterie anglaise et balaie le plateau. Napoléon, après avoir parcouru toute la ligne, au milieu de l'enthousiasme et des acclamations de joie des troupes, se place sur une éminence près de la ferme de la Belle-Alliance, d'où il peut embrasser toutes les parties du champ de bataille, disposer de ses réserves, et s'élancer à leur tête partout où le danger appellerait sa présence.

Napoléon allait faire attaquer le centre de l'armée anglaise par le maréchal Ney, quand il aperçoit un corps de troupes sur les hauteurs de Saint-Lambert : sont-ce les divisions que l'Empereur a envoyé demander à Grouchy pour le seconder dans la bataille contre Wellington? Une lettre interceptée lève bientôt tous les doutes, en nous apprenant que Bulow vient, avec ses trente mille hommes, occuper l'intervalle entre l'armée française et le corps de Grouchy. Mais si ce maréchal n'a pu arrêter Bulow, ou s'est laissé devancer par lui, sans doute il arrive sur ses derrières; il suit l'armée prussienne, qu'il occupera assez long-temps pour que Napoléon en finisse avec Wellington. En attendant, par la faute de Grouchy, l'ennemi a quatre-vingt-dix mille hommes à opposer aux soixante-cinq mille de Napoléon, qui est forcé de changer ses dispositions et de se priver d'une partie de sa réserve, afin d'empêcher l'attaque dont un nouvel ennemi le menace.

Domont et Suberwick, avec deux mille cinq cents hommes de cavalerie légère, doivent chercher à contenir l'avant-garde de Bulow et pousser des partis pour se mettre en communication avec le maréchal Grouchy, qu'un premier courrier a prévenu de l'arrivée de Bulow; en même temps un corps de sept mille hommes aux ordres du comte de Lobau va se ranger derrière la cavalerie du général Domont, pour garantir nos flancs si le mouvement de Bulow n'était pas arrêté par Grouchy. Ces dispositions prises, Napoléon ordonna au maréchal Ney d'enlever la ferme de la Haie-Sainte et le village de la Haie. Au bout d'une demi-heure, les batteries ennemies s'éloignent de la ligne, et sont remplacées par d'autres; les tirailleurs anglais se reploient à leur tour;

The text on this page is estimated to be only 24.75% accurate

47Ü IIISTOiaE DE NAl’ÜLÉON. Wellington craint pour scs masses que foudroie no> Ire artillerie, et leur cherche un ahri derrière les crêtes des hauteurs. Nos lrou|K*sse portent en avant. Ney aborde la position avec son intrépidité ordinaire, et quatre-vingts pièces d’artillerie le secondent; mais la cavalerie ennemie s’élance sur l’infanteric française qu’elle parvient à ébranler, et qui recule après avoir perdu deux aigles et plusieurs de nos pièces culbutées dans un chemin creux. Milhaud accourt avec uuc brigade de cuirassiers; ils couvrent de morts le champ de bataille. De son côté rbmpcreur, qui avait vu rébranlcmenl de notre infanterie à droite, s'y était porté au galop, et avait bientôt rétabli l'ordre. La canonnade continue avec fureur, et une nouvelle attaque nous rend maîtres do la Haie-Sninle. Le général anglais Piehri est tombé mort ; rennetni fuit en désordre, sabré par la cavalerie de rinfatigable Milhaud; la bataille est gagnée si Gruuchy se présente. Cctail alors que Bulow, débouchant de SaintLambert, se déployait devant le bois de la Parisc. Trente mille Prussiens s’avançaient au stcours de Wellington, u Nous avions ce malin qualre-vingl«• dix chances contre une, dit l'Empereur au duc de « Dalmalie, son major-général. L’arrivée de Buluw «< nous en fait perdre trente : mais nou^en avons •I encore soixante contre quarante, si Groucliy ré•> pare l’horrible faute qu’il a commise hier de s‘ar•I rêler à Gemblüux,ct s'il envoie son détachement » avec rapidité la vicbiire en sera plus décisive; car « le corps de Blûchcr sera cnlièrcmciit perdu, h Cependant le comte de Lobau s’efforce d’arrêter le nouvel ennemi qui marche droit au centre de l’armée française. Mais comment, avec deux mille cinq cents chevaux et sept mille fantassins, empêcher d'avancer tes trente mille hommes de troupes fraitdics que commande Bulow? Toutefois, Napoléon esiMTe encore ciifuncer le centre des Anglais, avant ({ue les Prussiens puissent s’y opposer. Pendant que le maréchal Ney se soutient à la ILiic-Sainte, suivant l’ordre de Napoléon, qui lui avait prescrit de ne faire aucun mouvement jusqu'à ce qu'on connût l'issue de l’attaque des Prussiens, Durultc essaie d’enlever les fermes de la Haie et de Papelutte. Vers quatre heures et demie, ^^’clliIIglo^ renouvelle ses tentatives sur la Haie-Sainte : ses troupes sont ramenées par notre infanterie. Alors le maréchal, pénétré de la nécessité d’appuyer le succès et de s'emparer des hauteurs, toujours occupées par l'armée anglo-hollandaise, ap]>clie une brigade de réserve, composée des cuirassiers de

Milhaud ; ils s’ébranlent : bientôt le maréchal couronne le plateau avec ses troupes, dont les charges brillantes font un mal horrible aux ennemis. Cette inanccuvrc parait décisive. tout le monde chante victoire autour de Napoléon : « C’esUroptàt d'une heure, dit l’Empereur; cepetulant ii faut soutenir ce qui est fait, n Voyant alors cette cavalerie exposée au feu meurtrier de la mitraille, aux nouvelles charges de l’ennemi, dont les lignes ne sont pas encore enfoncées, il ordonne au comte de Valniy de l'appuyer avec deux divisions de cuirassiers; entraînée par ce mouvement et par un excès d’ardeur, la division du général Guyot les suit : c'était 1a réserve de la garde; et Napoléon essaya en vain de la rappeler! il était cinq heures du soir! Le choc des trois mille cuirassiers de Kcllcrmann et de la grosse cavalerie de la garde fut terrible; 5litliaud, qui avait été obligé de sc replier devant les forces supérieures de Wcllinglori, sc rallie aux nouveaux corps qui viennent le seconder; alors lou.s sc précipitent à la fois sur ce plateau dont l’occupation doit décider du sort de la bataille. L'infarileric anglaise, assaillie avec la plus violente impeluositc, se forme en carrésqui vomissent la mitraille et la mort sur les escadrons français; mais ceux-ci s'élancent successivement contre ces remparts de feu, dont plusieurs sont enfin renversés : au milieu de leurs débris une lutte s'engage entre la cavalerie rrniiçaise et celle de remicnii, qui vole au secours de son infanterie. Vingt fois les carres enfoncés, brisés, sc rerormciil; vingt fois aussi les soldats du Kellermaniietde Milhaud s’y jettent avec une fureur toujours croissante. Wellington voit s'éclaircir les rangs de son infanterie; oblige lui-inème de s’eiifernuT à chaque inslaiil dans un carré, il ne doit son salut qu’à l’immobilité de scs soldats, qui meurent à leur |K)sle. A l'aspect de ce carnage épouvantable, il verse des larmes : « il faut encore, s’écrie-l-il, quelques heures pour tailler en pièces ces braves gens; plùlau ciel que la nuit ou les Prussiens arrivassent avant! •• Mais la main de fer du nos cuirassiers continue de décimer ses balailluns; pendant deux heures ces héroïques soldats affrurilent la mort; ni rartilleriu, ni la baiumieUc, nu peuvent ralentir leurs attaques sans cesse renaissantes, et douze mille Anglais sont tombés sous nos coups. Wellington est battu ! déjà la route de Bruxelles est encombrée de fuyards et de bagages; des soldats de toutes armes se jettent à travers la furél du Soignes; les caissons, les voitures renversées annoncent le désorilrc d’une déroute, et le général anglais s’apprête à donner le signal de la retraite : il a même fait rétrograder sur Anvers la batterie du dix-huit qui devait le joindre; la nuit cl rarmèe

prussienne, comme il l'a dit lui-même, paraissent seules pouvoir le sauver. G'csl dans ce imiiiient extrême que Blüchcr entre en ligne, à la tête de trente mille hommes, ouvrant la communication entre

The text on this page is estimated to be only 28.01% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 477 Bulow cl Wellington. En môme temps deux brigades de cavalerie anglaise, fortes de six mille lionunes, placées naguère en réserve sur la route, et rendues disponibles par l'arrivée des troupes prussiennes, viennent se présenter aussi devant nous. Que faisait alors Gruucby? parti à dix heures seulement deGembloux, au lieu d'avoir quitté celle position à deux heures du malin, afin de se montrer à Wavre assez tôt pour arrêter lUùchcr, il était vers midi à moitié chemin de ce village. Kn vain la canonnade de Waterloo l'appelle sur le terrain où Napoléon l'attend avec tant d'impatience ; en vain Kxcelmans et Gérard le pressent île voler à son secours : il continue à marcher sur Wavro,oùsctrouvaitscul le corps de Thielmann; Illüchcr en était parti le malin à sept heures. Napoléon, abandonné à luitneme, privé de son aile droite, en présence de cent cinquante mille hommes qui vont fondre sur sa fail)lcarméc,épuisécdéjàparbuilhcuresdccoml)al, Juge de sang-fr

m HISTOIRE DE NAPOLÉON. luniulle cfTroyabic s'oppose à ce qu'on enlcndc sa voix. Ce fut alors que le prince Jérôme s'écria : Ici doit i;iowr/r tout ce qui ^'appelle Ifonaparte f Kniralné dans la déroule, entouré d'ennemis, Napoléon SC place, répcc à la main, au milieu d'un carré, et veut périr avec les braves qui combattent encore; son dernier cliamp de bataille sera son lom> beau! Mais les généraux qui sont auprès de NapoIcoii l'arrachent à la mort qu'il demande et qu'il affronte comme un soldat. •« /.u mort ne reut jhu de rous, lui disent ses grenadiers, retirez-rous! » Kiifin, il se décide à s'éloigner de ce théâtre de destruction sans combat, où sa perte ne serait qu'un malheur de plus pour la France et pour l'armée. Ce feu des alliés sc fait entendre déjà bien au-delà de l'espace que nos troupes doivent parcourir pour commencer la retraite. Plusieurs oflicicrs cl soldats, ne pouvant so servir de leurs armes contre les ennemis, les tournèrent contre eux. On dit même que quelques-uns s'aidèrent à accomplir ce dernier sncriGce d'un héroïque désespoir. L'intrépide général Duhesme, blessé, tomba dans les mains des Prussiens qui l'égorgèrent! l.c^s IWIgcs couvrirent de leur couragcuscainiliéccuxdc nos braves qui respiraient encore; ils veillèrent toute la nuit sur le terrain où venait de s'éleindre la gloire des cinquante batailles rangées que les Français avaient gagnées avec Napoléon. Arrive à Genappe avec son état-major, rEni[H;reur essaie d'y réunir quelques troupes pour former l'arrière-garde et mettre un terme aux poursuites de reiinemi : la nuit, la confusion d'une déroule générale, l'encombrement des hommes et des chevaux, tout s'oppose à la résolution de l'Empereur. Il quille Genappe, s'arrête quelques heures à Philippevillc, et entre, le âO, à Laon, où les gardes nationales d'un côté, les paysans de l'autre, pourvus de toutes sortes d'armes, l'accueillent aux cris de ripe rh'inpereur! cl lui proposent le secours de leur généreux dévouement. Satisfait du courage de ces braves gens. Napoléon les remercie et charge le maréchal Soult de rallier les corps de rarméérc sa retraite, après avoir battu Thielmanti à Wavre, et menacé Bruxelles. Sous peu de jours, Napoléon pourra couvrir Paris avec cent vingt mille hommes de vieilles troupes et trois cent cinquante bouches à feu. U veut rester à Laon cl y défendre les approches de la capitale. Le conseil de scs généraux combat ce projet, cl le détermine à quitter l'armée pour sc rendre Paris; mais il pressent le sort qui Py attend : » Je vais à Paris, dit-il, mais je suis |>er$uadé «1 que vous me fitites fitire une sottise; ma vraie « place est ici ;je pourrais

y diriger ce qui se passera Il dans la capitale, cl mes frères feraient le reste, n Après avoir pris celle funeste résolution, Napoléon met la dernière main au bulletin de Waterloo.» Mon U iiitenlioii, dit-il, est de ne rien dissimuler; il faut, » comme après Moskou. révéler à la France la vérité » tout entière. J’aurais pu rejeter sur tVautres une « partie des malheurs de cette journée; mais le mal » est fait : il ne faut plus en parler. » Napoléon fui bien généreux. Il partit précédé du bulletin funèbre dans le dessein de donner à Paris quaraiile-buil heures .lux préparatifs de sa défense, de rassembler tous les iiomines des dépôts et des pinces, cl de revenir à Laon couvrir la capitale avec tout ce qui reste de la vieille et de la nouvelle armée. Digiiized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.66% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. A7« CHAPITRE IV.

ACDtCATIOK DE ^APni.F.nt.— > .«FA^CES DF.K TMiUinRE!*. — RAPOl.fiim A l.A MALNAISON. — SOfI DÉPART PÜl R ROrtIKPftRT. — M)N(E1B.ARQU1EERT 8ÜR I.E OELLftROPUON. — 80^ ARRM tt A BAIRTE-IIELEIE. Le lendemain âl juin , Napoléon descend à rÉlyséCfà quaire heures du malin; il revenait rempli de ridée qu'une grandediclalurelui était nécesstiire pour sauver la pairie; il aurait pu s'emparer de raulorité illimilèe, mais il Jugeait bien plus utile cl plus national qu'elle lui fùl deférée par les chambres. Si encore bullé, el tout couvert de la poussién' du champ de bataille, Napoléon avait suivi sa résolution d'aller droit aux chambres, de leur parler le langage d'une généreuse conliancc el d'un grand homme qui sent ses forces, nul doute que sa demande, malgré U conspiration de Fouché, n'eùt obtenu le succès qu'il en allcndail ; nul doute que, tracé par lui, le tableau rapide el vrai des ressources du pays et de tout ce qu'il avait préparé avec tant d'habileté depuis trois mois, ii'eùt fait partager a tous les esprits sa profonde conviction de la certitude du salut de la France sous son égide. Malheureusement l'excès de la fatigue avait aiïaibli scs forces physiques. Constamment à cheval depuis le 15, exposé à une afTrcusc intempérie, ayant donne trois batailles en trois jours et passe la nuit la plus cruelle après Waterloo, il était hors d'état de se présenter cl de parler à une grande assemblée. Vaincu par la nécessité, il se mit au bain et se contenta de réunir scs ministres autour de lui. Là du moins son génie et les hautes pensées ne lui manquèrent pas. D'abord le découragement |>arut régner dans 1rs cœurs, el se manifesta par des paroles peu dignes de ministres français; mais C.arnot et Lucien proposèrent des mesures hardies cl proportionnées à t'iiiimincncc du danger. Ce dernier voulut avec raison qu'on se passâldu secours dcsCbambrcs, puisqu'on ne pouvait se confier dans leurs bonnes dispositions. Na|M)léon espéra que la présence de ronnrmi sur le sol national rendrait aux députés le sentiment de leur devoir, et il comptait d'ailleurs sur rallacheincntdu peuple eide l'armée, éprouvé tant de fuis cl jamais démenti. Alors, avec une rare précision, une force d'expression admirable, cl un accent qu'on ne saurait définir, il passa en revue tous les moyens de salut qui restaient à la France, produisit une révolution telle dans les esprits, que les plus timides embrassèrent le parti du courage, f.c conseil

tout entier, même les traîtres cachés qu'il renfermait, se montra unanime dans l'adoption des grandes résolutions. Telles étaient les dispositions autour de l'Knipcrcur. Fendant ce temps, la Chambre des llcprcscntans, réunie sous la présidence de Lanjuinais, entendait sortir de la bouche de La Fayette les paroles suivantes, qui étaient une véritable levée de boucliers contre Napoléon : « Lorsque pour la première fois depuis bien des (I années, J'élève une voix que les vieux amis de la « liberté reconnaîtront encore, je me sens appelé à M vous parler des dangers

480 HISTOIRE DK NAPOLÉON. H Art. V'. La Chambre iîee Reiiréeentane déclare V. que l'indépentiatice de la patrie ett menacée. w Art. 2. La Chambre se déclare en permanence. LE>CHA«P Jl'Gt CORME TEL. U I/arrnce de ligne et la garde nationale, qui ont H combattu et combattent encore pour défendre la IC liberté, rindépendanccclie territoire de la France, U ont bien mérite de la patrie. U Les ministres de la guerre, des relations exlé« ricurcs et de l'intérieur, sont invites à se rendre « sur-lc-chainp au sein de rassemblée, etc. n w J'appuie la proposition de M. de La Fayette, U dit un membre; car, dans quelques instans, la ((Chambre pourrait être dissoute. » 1a>s dispositions de rassemblée, les manœuvres ténébreuses de Fouché qui avait séduit et trompé un assez grand nombre de députes, la crainte illusoire d'une dissolution prochaine à laquelle Na|K>léon ne pensait aucunement, tirent triompher cette proposition dans la Chambre des Représentans ; et, bientôt après, dans la Chambre des Pairs, Uoissyd'Anglas aussi se laissa entraîner par la même erreur que La Fayette. Les deux grands pouvoirs de la France ne comprirent pas qu'il était de leur devoir d'organiser contre l'Europe un 18 brumaire, dont Napoléon était le chef indispensable : au lieu de cette dictature, premier besoin de toute patrie en danger, il s'entend menacer de In)>einc des traîtres par ees memes Chambres qui, le 1'^ de ce mois, lui ont solennellement décerne l'autorilc suprême au Champ-dc-Mai ! J'avais bien pense, dit-il, que U j'aurais dù congédier ces gcns-lâ avant mon déU part. C'en est fait, iis vont perdre la France! » fl sentit surtout qu'au lieu de l'abandonner avec si peu de prudence et tant d'indignité, les Représentans, soit par peur, soit par conviction, sc rallieraient autour de lui, s'il était encore à la tétc des soldats, qui meurent et ne proscrivent jamais. Il sc repentit vivement de n'avoir pas suivi son impulsion particulière à Laon. Pourtant tout ne lui parait pas encore désespéré; cl d'un autre côté^ sc rappelant ce que Regitauil lui avait déclaré sur les mauvaises dispositions des Chambres, il dit en levant le conseil : « J'abdiquerai s'il le faut * Il aurait bien voulu retenir celle imprudente parole ; mais elle avait été prononcée devant Fouché qui ne la laissa pas tomber. Cependant, par ses ordres, les ministres, assistés du prince Lucien, sc rendent à la Chambre des Représentans, pour leur communiquer les résultats de la bnlaiilc de Waterloo, et leur demander de s'unir avec le chef de l'État, dans le noble but de concourir aux mesures de salut public nécessitées par le danger. Vais les esprits sc trouvaient trop

écbaufles pour écouter les conseils de la raison, cl Lucien avait en vain démontré que chercher à isoler la nation de rEmj>creur, c'était aller au devant des vœux les plus ardens de l'enucmi ; néanmoins les explications données par le duc de Vicencc et par le prince d'Eckmühl , cl les efforts des amis de Napoléon , avaient réussi à lui rallier la majorité. La Fayette, mal inspire par de généreux sentimens, eut encore le fatal honneur de ranimer la discorde; M. Dupin ne soutint que trop vivement celle nouvelle hostilité, secondé par Manuel, qui, arrivé récemment à Paris, marchait à tâtons et sans expérience sur un théâtre semié d'embûches. J. a Chambre des Pairs avait montré plus de calme et de jugement; mais cIIlmic pouvait pas beaucoup influer sur les grandes décisions du moment, et toute la prépondérance publique appartenait à la Chambre élective, qui voulait évidemment l'abdication de Napoléon. 11 fdllait ou dissoudre les Représentans ou se demeure de la couronne, comme La Fayette le demandait, aux applaudisscmeiis de ses collègues : le premier parti, malgré sa rigueur, était indispensable. Jamais il n'y eut de coup d'Élat prescrit par une nécessité plus impérieuse; la preuve en était dans l'adoplion des propositions du général La Fayette, dirigées contre Napoléon, cl aussi contre la population, qui ne douta plus que la dissolution de la Chambre des Keprcsenlans ne fut l'objet principal du retour de l'Empereur. Napoléon sent bien ce qu'il pourrait encore avec le peuple; mais tout est tiède ou froid autour de lui •. il lit sur les fronts le découragement des âmes ; aucun de ses ministres n'élève une voix généreuse. Dans les Chambres ses ennemis vont la tète levée, cl redoublent d'audace à mesure que ses conseils et ses amis laissent voir leur manque de résolution ou l'absence du dcvouemenl ; on menace même d'exiger de l'Enipercur ce qu'on venait de lui demander comme un sacritice à la France. H l'apprend. A cette nouvelle, il s'indigne de la violence qu'un veut lui faire; peut-être va-l-il prendre une détermination conforme à la puissance de son caractère et en appeler des Représentans, qui s'égarent, à la nation, que la raison, rallaclicinent, et surtout les périls de la patrie, rallieront à lui. H résiste aux lâchetés si contagieuses en de pareilles circonstances, et brave l'orage, non pas dans son intérêt, qui le louche (»cu, mais pour le pays, dont la situation l'afllige, et qu'il voudrait délivrer des alliés : u 11 ne s'agit pas de moi, disait-il à M. ('.onstanl; il s'agit de la Il France. Oii veut que j'alMÜque.... C'est autour de U moi, autour de mon nom que sc grou]>e l'arim'e : U si j'abdique

aujourd'hui, vous n'aurez plus d’ar» ruée dans deux jours Me repousser quand je Digiiized by Google

« ART. 1er. *La Chambre des Représentans déclare* « *que l'indépendance de la patrie est menacée.*

« ART. 2. *La Chambre se déclare en permanence.* « *Toute tentative pour la dissoudre est un crime de* « *de haute trahison :* QUICONQUE *se rendrait coupa-* « *ble de cette tentative,* SERA DÉCLARÉ TRAITRE A LA « PATRIE, ET SUR-LE-CHAMP JUGÉ COMME TEL.

« L'armée de ligne et la garde nationale, qui ont « combattu et combattent encore pour défendre la « liberté, l'indépendance et le territoire de la France, « ont bien mérité de la patrie.

« Les ministres de la guerre, des relations exté- « rieures et de l'intérieur, sont invités à se rendre « sur-le-champ au sein de l'assemblée, etc. »

« J'appuie la proposition de M. de La Fayette, « dit un membre ; car, *dans quelques instans, la* « *Chambre pourrait être dissoute.* »

Les dispositions de l'assemblée, les manœuvres ténébreuses de Fouché qui avait séduit et trompé un assez grand nombre de députés, la crainte illusoire d'une dissolution prochaine à laquelle Napoléon ne pensait aucunement, firent triompher cette proposition dans la Chambre des Représentans ; et, bientôt après, dans la Chambre des Pairs, Boissy-d'Anglas aussi se laissa entraîner par la même erreur que La Fayette. Les deux grands pouvoirs de la France ne comprirent pas qu'il était de leur devoir d'organiser contre l'Europe un 18 brumaire, dont Napoléon était le chef indispensable : au lieu de cette dictature, premier besoin de toute patrie en danger, il s'entend menacer de la peine des traîtres par ces mêmes Chambres qui, le 1er de ce mois, lui ont solennellement décerné l'autorité suprême au Champ-de-Mai ! « J'avais bien pensé, dit-il, que « j'aurais dû congédier ces gens-là avant mon dé- « part. C'en est fait, ils vont perdre la France! » Il sentit surtout qu'au lieu de l'abandonner avec si peu de prudence et tant d'indignité, les Représentans, soit par peur, soit par conviction, se rallieraient autour de lui, s'il était encore à la tête des soldats, qui meurent et ne proscrivent jamais. Il se repentit vivement de n'avoir pas suivi son impulsion particulière à Laon. Pourtant tout ne lui paraît pas encore désespéré ; et d'un autre côté, se rappelant ce que Regnault lui avait déclaré sur les mauvaises dispositions des Chambres, il dit en levant le conseil : « J'abdiquerai s'il le faut..... » Il aurait bien voulu retenir cette imprudente parole ; mais elle avait été prononcée devant Fouché qui ne la laissa pas tomber. Cependant, par ses ordres, les ministres, assistés du prince Lucien, se rendent à la Chambre des Représentans, pour leur communiquer les résultats de la bataille de Waterloo, et leur demander de s'unir avec le chef de l'État, dans le noble but de concourir aux mesures de salut public nécessitées par le danger. Mais les esprits se trouvaient trop échauffés pour écouter les conseils de la raison, et Lucien avait en vain démontré que chercher à isoler la nation de l'Empereur, c'était aller au devant des vœux les plus ardens de l'ennemi ; néanmoins les explications données par le duc de Vicence et par le prince d'Eckmühl, et les efforts des amis de Napoléon, avaient réussi à lui rallier la majorité. La Fayette, mal inspiré par de généreux sentimens, eut encore le fatal honneur de ranimer la discorde ; M. Dupin ne soutint que trop vivement cette nouvelle hostilité, secondé par Manuel, qui, arrivé récemment à Paris, marchait à tâtons et sans expérience sur un théâtre semé d'embûches. La Chambre des Pairs avait montré plus de calme et de jugement ; mais elle ne pouvait pas beaucoup influer sur les grandes décisions du moment, et toute la prépondérance publique appartenait à la Chambre élective, qui voulait évidemment l'abdication de Napoléon. Il fallait ou dissoudre les Représentans ou se démettre de la couronne, comme La Fayette le demandait, aux applaudissemens de ses collègues : le premier parti, malgré sa rigueur, était indispensable. Jamais il n'y eut de coup d'État prescrit par une nécessité plus impérieuse ; la preuve en était dans l'adoption des propositions du général La Fayette, dirigées contre Napoléon, et aussi contre la population, qui ne douta plus que la dissolution de la Chambre des Représentans ne fut l'objet principal du retour de l'Empereur. Napoléon sent bien ce qu'il pourrait encore avec le peuple ; mais tout est tiède ou froid autour de lui : il lit sur les fronts le découragement des ames ; aucun de ses ministres n'élève une voix généreuse. Dans les Chambres ses ennemis vont la tête levée, et redoublent d'audace à mesure que ses conseils et ses amis laissent voir leur manque de résolution ou l'absence du dévouement ; on menace même d'exiger de l'Empereur ce qu'on venait de lui demander comme un sacrifice à la France. Il l'apprend. A cette nouvelle, il s'indigne de la violence qu'on veut lui faire ; peut-être va-t-il prendre une détermination conforme à la puissance de son caractère et en appeler des Représentans, qui s'égarent, à la nation, que la raison, l'attachement, et surtout les périls de la patrie, rallieront à lui. Il résiste aux lâchetés si contagieuses en de pareilles circonstances, et brave l'orage, non pas dans son intérêt, qui le touche peu, mais pour le pays, dont la situation l'afflige, et qu'il voudrait délivrer des alliés : « Il ne s'agit « pas de moi, disait-il à M. Constant ; il s'agit de la « France. On veut que j'abdique.... C'est autour de « moi, autour de mon nom que se groupe l'armée : « si j'abdique aujourd'hui, vous n'aurez plus d'ar- « mée dans deux jours..... Me repousser quand je

HISTOIRE DE NAPOLÉON. n débarquai à Cannes, je l'aurais conçu Si on *• m'eùt renversé Ü y a quinte jours, cViU été du K courage... Mais je fais partie aclucllcmcnt de ce » que Tctrangcr attaque. Je fais donc partie de ce » que la France doit défendre.... Ce n'est pas la li•< berlc qui me dépose, c'est Waterloo, c'est la U peur » Comme il parlait, une foule tumultueuse affluait tout*à*coup dans l'avenue de Marigny, et criait avec enthousiasme : rtre l'Empereur! Les trames et la policede Fouché ne pouvaient empêcher cet témoignages ; elles n'auraient pas pu davantage arrêter la marche de Napoléon, s'il eût voulu SC rendre au camp avec tout ce peuple, et reprendre te commandement de l'armée. «i (lue me i< doivent ceux-ci? reprit Napoléon. Je les ai trouM vés, je les ai laissés pauvres. L'Instinct de la néM cessilé les éclaire. I.a voix du pays parle par leur •(bouche; et si je le veux, si je le {icrmcts, la Cham•i bre rebelle, dans une heure, n'existera plus M Mais la vie d'un homme ne vaut pas ce prix : je « ne suis pas revenu de l'ilc d'Elbe pour que Paris •(fût inondé de sang. » Napoléon se troin[>ait : il n'y aurait point eu de sang répandu dans Paris ; la garde nationale y eût continué son noble service, et les fédérés, dont la voix le provoquait à se faire le dictateur de la patrie en péril , auraient grossi les rangs de son armée de cinquante mille citoyens aguerris aux tumultes de la politique et aux dangers de la guerre. Joseph et Lucien même, qui avaient jusqu'alors montré tant de fermeté, n'ont cessé d'insister pour déterminer leur frère à résigner la couronne, et sont parvenus à vaincre enfin sa résistance obstinée r il les appelle au conseil avec tous scs ministres, auxquels il expose froidement la nécessité de son abdication. Elle a déjà été rédigée par Lucien. Le duc de Bassano arrive, et annonce qu'il doit parler contre l'abdication; Napoléon l'interrompt, cl lui dit qu'il n'est plus question que de la forme. On la trouvait vicieuse en ce qu'elle réservait aux frères de Napoléon une part dans le gouvernement; et ils durent entendre qu'ils n'y étaient pas appelés par ta confiance nationale. Un nouveau travail sc fil séance tenante, et Lucien écrivit sous la dictée de l'Empereur la déclaration suivante : wAc PCCFLB FbA1«ÇAIS. *Ma vie politique est terminée, et je proelaine mon M fils, sous le titre de Eapoléon tt , Empereur üe» « Françaiê, Ia;s ministres actuels formeront proM visoirement le conseil de gouvernement. L'intérét «c que je porte à mon fils m'engage à inviter les U Chambres à organiser sans délai la régence par M une loi. Uiiissex-vous tous pour le salut public et « pour rester une nation*

indépendante. N Au palais de l'Élysée, 22 juin 18Iî5. «(NapoUos. Cette déclaration fut remise aux ministres pour être communiquée aux deux chambres. Ainsi, Fouché ne tarda pas à jouir de son ouvrage. Ce|>endan(, dans rinlerv.ille de celte communication, celui des ministres d'État qui avait porté 1a parole à Na(K>léon pour abdiquer, et qui avait renouvelé cette proposition devant le conseil, vint lui dire que la Chambre des Ileprcscalans exigeait son abdication, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Une fuis encore, le même homme, député pour le même objet, revint remplir cette mission si pénible. Enfin l'abdication n'arrivant pas asscx tôt au grc de la Chambre impatiente, elle dépêcha un officier supérieur de la garde nationale, avec l'ordre de presser auprès de l'Empereur l'cnvui de l'acte, dont, pour des iiilcréls cachés, et plus qu'incertains, quelques personnages se montraient si avides. « Ce» bonnee gen$, lui dit Napoléon, »ont bien preteés. Ditet-leur üe se tmnquiUUer. » En effet, dans la Chambre des Ueprèsentans, sur la proposition de M. Duchcsiie, l'Empereur devait être engagé à abdiquer; mais le général Solignac ayant généreusement représenté qu'il importait à l'honneur üe la Chambre üe ne pae propoêer une chose qui semblait üetoir être l'expression libre üe la rolonté üu monarque, la séance fut suspenduejusqu'à l'arrivée du message. Un moment après, le ministre de la guerre vint déclarer qu'à la frontière du Nord l'armée montait encore à soixante mille hommes, cl qu'on |>ourail la renforcer de dix mille hommes d'infanterie, d'un corps de cavalerie cl de deux cents pièces de canon, k Vous il aurez , dit-il , une armée assez respectable pour U appuyer nos négociations avec un ennemi qui a «{ prouve qu'il ne tenait pas toujours fidèlement ses M promesses. » A une heure, furent introduits les ministres de la police, de l'intérieur, des relations extérieures cl de la guerre. I.e président lut la déclaration de l'Empereur, dont ils étaient porteurs. Fouché proposa de nommer, séance tenante , une commission de cinq membres, chargée d'aller auprès des alliés 61 Diÿiii^fcîu by Googi»

« débarquai à Cannes, je l'aurais conçu..... Si on « m'eût renversé il y a quinze jours, c'eût été du « courage... Mais je fais partie actuellement de ce « que l'étranger attaque. Je fais donc partie de ce « que la France doit défendre.... Ce n'est pas la li- « berté qui me dépose, c'est Waterloo, c'est la « peur..... » Comme il parlait, une foule tumultueuse affluait tout-à-coup dans l'avenue de Marigny, et criait avec enthousiasme : *vive l'Empereur !* Les trames et la police de Fouché ne pouvaient empêcher ces témoignages ; elles n'auraient pas pu davantage arrêter la marche de Napoléon, s'il eût voulu se rendre au camp avec tout ce peuple, et reprendre le commandement de l'armée. « Que me « doivent ceux-ci? reprit Napoléon. Je les ai trou- « vés, je les ai laissés pauvres. L'instinct de la né- « cessité les éclaire. La voix du pays parle par leur « bouche; et si je le veux, si je le permets, la Cham- « bre rebelle, dans une heure, n'existera plus..... « Mais la vie d'un homme ne vaut pas ce prix : je « ne suis pas revenu de l'île d'Elbe pour que Paris « fût inondé de sang. » Napoléon se trompait : il n'y aurait point eu de sang répandu dans Paris ; la garde nationale y eût continué son noble service, et les fédérés, dont la voix le provoquait à se faire le dictateur de la patrie en péril, auraient grossi les rangs de son armée de cinquante mille citoyens aguerris aux tumultes de la politique et aux dangers de la guerre.

Joseph et Lucien même, qui avaient jusqu'alors montré tant de fermeté, n'ont cessé d'insister pour déterminer leur frère à résigner la couronne, et sont parvenus à vaincre enfin sa résistance obstinée : il les appelle au conseil avec tous ses ministres, auxquels il expose froidement la nécessité de son abdication. Elle a déjà été rédigée par Lucien. Le duc de Bassano arrive, et annonce qu'il doit parler contre l'abdication ; Napoléon l'interrompt, et lui dit qu'il n'est plus question que de la forme. On la trouvait vicieuse en ce qu'elle réservait aux frères de Napoléon une part dans le gouvernement; et ils durent entendre qu'ils n'y étaient pas appelés par la confiance nationale. Un nouveau travail se fit séance tenante, et Lucien écrivit sous la dictée de l'Empereur la déclaration suivante :

« Au Peuple Français.

« En commençant la guerre pour l'indépendance « nationale, je comptais sur la réunion de tous les « efforts, de toutes les volontés, et le concours de « toutes les autorités nationales. J'étais fondé à en « espérer le succès, et j'avais bravé toutes les décla- « rations des puissances contre moi. Les circon- « stances me paraissent changées. Je m'offre en « sacrifice à la haine des ennemis de la France. « Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, « et n'en avoir voulu seulement qu'à ma personne! « Ma vie politique est terminée, et je proclame mon « fils, sous le titre de *Napoléon II, Empereur des « Français*. Les ministres actuels formeront pro- « visoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt « que je porte à mon fils m'engage à inviter les « Chambres à organiser sans délai la régence par « une loi. Unissez-vous tous pour le salut public et « pour rester une nation indépendante.

« Au palais de l'Élysée, 22 juin 1815.

« Napoléon. »

Cette déclaration fut remise aux ministres pour être communiquée aux deux chambres. Ainsi, Fouché ne tarda pas à jouir de son ouvrage. Cependant, dans l'intervalle de cette communication, celui des ministres d'État qui avait porté la parole à Napoléon pour abdiquer, et qui avait renouvelé cette proposition devant le conseil, vint lui dire que la Chambre des Représentans exigeait son abdication, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Une fois encore, le même homme, député pour le même objet, revint remplir cette mission si pénible. Enfin l'abdication n'arrivant pas assez tôt au gré de la Chambre impatiente, elle dépêcha un officier supérieur de la garde nationale, avec l'ordre de presser auprès de l'Empereur l'envoi de l'acte, dont, pour des intérêts cachés, et plus qu'incertains, quelques personnages se montraient si avides. « *Ces bonnes gens,* lui dit Napoléon, *sont bien pressés. Dites-leur de se tranquilliser.* » En effet, dans la Chambre des Représentans, sur la proposition de M. Duchesne, l'Empereur devait être engagé à abdiquer; mais le général Solignac ayant généreusement représenté *qu'il importait à l'honneur de la Chambre de ne pas proposer une chose qui semblait devoir être l'expression libre de la volonté du monarque,* la séance fut suspendue jusqu'à l'arrivée du message. Un moment après, le ministre de la guerre vint déclarer qu'à la frontière du Nord l'armée montait encore à soixante mille hommes, et qu'on pouvait la renforcer de dix mille hommes d'infanterie, d'un corps de cavalerie et de deux cents pièces de canon. « Vous « aurez, dit-il, une armée assez respectable pour « appuyer nos négociations avec un ennemi qui a « prouvé qu'il ne tenait pas toujours fidèlement ses « promesses. »

A une heure, furent introduits les ministres de la police, de l'intérieur, des relations extérieures et de la guerre. Le président lut la déclaration de l'Empereur, dont ils étaient porteurs. Fouché proposa de nommer, séance tenante, une commission de cinq membres, chargée d'aller auprès des alliés

The text on this page is estimated to be only 29.93% accurate

I IlISTOmE DE NAPOLÉON. Irailrr «les intérêls, des droits el de l'indépond.ince de la France. On observa que ce choix apparlenail au pouvoir execuUf, qu'il était urgent d'établir. La chambre arrêta : H 1° (^>ue son président et son bureau iraient exprimer à Napoléon, au nom de la nation, la reconnaissance et le respect avec lesquels elle acceptait le noble sacriüce qu'il venait du faire ; •(à" Qu'il serait nommé une commission provisoire de gouvernement, dont trois niembres choisis dans la Chambre des lleprcsentans, et deux dans la Chambre des Pairs; et que les ministres continueraient leurs fonctions près de cette commission. H I.a chambre vota ensuilu l'acceptation de l'abdication de rEmpereur. Le ministre de la guerre demanda, et la t^hainbre sanctionna la proposition de déclarer traîtres ù la patrie tous les militaires de tout grade qui ne se rendraient pas à leur poste. U J'ai des motifs, dit le prince d'Eckrnühl, pour n réclamer cette mesure. Des émissaires cherchent •(ù faire deserter les gardes nationales qui sont dans « les places. Prenons garde de ne pas renouveler la » faute du gouvernement provisoire, et de laisser M désorganiser l'armée. » I.a Chambre des Pairs adopta les décisions de la Cliambredes lleprésentanssur la députation à l'Empereur et la nomination de la commission exécutive. Vn incident très grave marqua celle séance : U 11 faut s'exprimer franchement, dit La Bé•(doyère, sur la forme de gouvernement que l'on •t prétend adopter. L'Empereur s'csl expliqué; son •I abdication est indivisible : elle est nulle si l'on ne U reconnaît pas son fils. » J/ar(icle 07 de l'acte additionnel, qui proscrivait la maison de Bourbon, fut aussi rappelé dans la (dinmbre des Pairs, comme il l'avait été dans l'autre Chambre. On résolut de passer à l'ordre du jour sur CCS imporlantcs questions, afin de les laisser entières pour la discussion : elle s'engagea le soir même. Cependant les députalions des deux Cbaiiibres s'étaient rendues auprès de l'Empereur, qui leur avait répondu : « Je vous remercie des sunlimens que vous m'ex« primez. Je désire que mon abdication puiss*r faire « le bonheur de la France, maisjc ne Pespère point. « £lie iaisio l'£lat sans chef, sans existence poU~ « tique. Le temps perdu à renverser la monarcliic « aurait pu être employé à mettre la France en étal 41 d'écraser rennemi. Je recommande à la Chambre •I de renforcer promptement les armées. Qui veut «* la paix doit so préjmrer à la guerre. A'c mettes M pas cette fjrantle nation à la merci tics élrantjcrs. « Craiijncs d'étre déçus dans vos c*;/éro;ice* ; c'est •4 là qu

'est le danger. Dans quelque position que je 4i me trouve, je serai toujours bien si Ta France est K heureuse. Je recommande mon lÜs à la France; !• j'espère qu'elle n'nubliera pas que je n’ai abdiqué •< que pour lui. Je l’ai fait aussi, ce grand sacrifice, U |H)ur le bien de la nation : ce n’est qu'avec ma dyu naslie qu'elle peut espérer d’étre libre, heureuse 44 cl indépendante. >» Napoléon prononça celte réponse avec un accent si noble, si touchant, que tous les assislans furent profundéincnl émus, et que Lanjuinais lui-méme, qui se laissait entraîner au souflic de la politique de Fouché, ainsi qu’au torrent des idées du moment, ne put retenir ses larmes. L’abdication de Napoléon milles passions A l’aise, et les opinions aux prises dans la Chambre des Députés, sur laquelle Fouché exerçait, soit par scs créatures, suit par ceux qu’il trompait, une assez grande influence. Napoléon II et la régence avaient évidemment In majorité dans la Chambre, mais le parti d'Orléans y comptait aussi un bon nombre de défens4‘ursque le ministre soutenait presque ouvertement, puisqu’il ne craignait pas dédire aux hommes qui conservaient de raltacheineiit pour le gouvernement républicain : u .Von Dieu, la république, U Je rainic tout autant que vous; mais pour y arri41 ver, il faut passer par l'hôlet d’Orléans. » Ce mot n’était encore qu’un nouveau trait de duplicité, l'nc intrigue qui remontait assez loin et assez haut s’agitait en faveur du prince de Suède, qui, en 1814 , aflectait sourdement le Irène de Napo'éon, après avoir rougi ses armes du .sang des Français, et conduit les années alliées au sein de sa patrie. I; ne assciiibloc composée de tels éicmens couvait nécessairement des orages dans son sein : on les vil éclater à la séance du Parmi les Beprésenlans qui s’eflbrçaicnl de faire déclarer la vacance du trône, iM. Mourgues s’empara de la propositiondc H. Dupin el lui donna une extension nouvelle. Le ministre d'État Régnault, en la combattant avec toute la force du bon droit etiesarmesdcla raison, commit la faute ou eut la faiblesse de recourir k l'un de ces moyens termes qui ne sont pour l’ordinaire que de coupables làcbclcs ou des palliatifs dangereux, et ne plaisent que trop souvent à la majorité d’une assemblée fatiguée d’une longue délibération. Il proposa, au lieu du conseil de régence, seule mesure légale cl cnnstilulionneilc dans la circonstance, une commission executive de cinq incmbres, qui aurait le choix et la direction des négociateurs à envoyer aux alliés : c'était prononcer de fait rcxhérédatioii de Napoléon 11, et anéantir l’abdication de son père. La proposition de M . Régnault fut adoptée par la Chambre; ensuite, le conseiller d'État Béranger, après I avoir éloquemment établi les droits du

Napoléon II, I éleva une question importante, en demandant lu Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.01% accurate

HISTOIRE DE NAl'OI.ÉON. 485 responsabîlilcdu gouvernement provisoirc.BI. Dupin I proposa Ue l'adinellrc à un serment. Le conseiller d'Élat Defermont repoussa cette proposition , en | déclarant que la Cbainbre eile-méine n'avait point i caractère pour recevoir ce serment; et de là, reprenant rarguraenlalion de Béranger en faveur du droit constitutionnel de Napoléon 11 à la couronne, il s'exprima avec tant d'énergie, que l'assemlilée se leva d'entliousiasine aux cris de tire VEmjtereur Xapoléon II! On demanda cl on adopta l'insertion au procès-verbal de ce mouvement de la Chambre. Béranger représenta sa proposition sur la responsabilité des membres du gouvernement provisoire. « (^u'arriverait-il, dit-il, si l'un d'eux, infidèle à ses lietoirs , tenail à perdre votre confiance? >■ La Chambre garda le silence, mais le nom de Fouché était sur toutes les lèvres. Le conseiller d'Élat Uoulay de la Ueurlhe reproduisit encore avec succès la grande question de rhércdilé au trône, k N'aM vons-nous pas* une monarchie constitutionnelle? H L'empereur mort, l'Kinporeur vit. Napoléon a H déclaré son abdication ; vous l'avez acceptée : par «< cela seul, par la force des choses, par une conK séquence irrésistible, Napoléon 11 est empereur U des Français. Vous ne pouvez |>as même délibérer; U nus lois fondamentales ont décidé la question.... » l/alMlicalion de rKnii>ereur est indivisible... Nous ; •I sommes entourés de beaucoup d'inlrigans, de U factieux qui voudraient faire déclarer le trône i* vacant... Je veux aller plus loin. Jcvuux mettre le M doigt sur la plaie. llexistcunc faction d'Orléans... «I il est douteux que le duc d'Orléans voulût accepter ■I la couronne : mais s'il l'acceptait, ce serait pour la M rendre à Louis Wlll. — Je puis l'assurer » vement, dit un membre. — Je demande, continue « Boulay de la Meurlhc, que l'assemblée déclare et n proclame qu'elle recoiinail Xapoléon 11 pourem«(percurdes Français. » Cette proposition, qui agile rassemblée, est virement soutenue par le iiiinislrc d'Élat Régnault de Sainl-Jcan-d'Angcly; il demande que tous les actes publics cl privés soient rédigés au nom de Napoléon II, et qu'on le proclame dans cette séance. Plusieurs membres ont interrompu l'orateur, en suitslituanl la nation à tout ce que le comte Régnault rapportait à Napoléon IL SI. Dupin suit le même système, cl le précise davantage : ... Nous serions N insensés, dit-il, d'abandonnerce que nous pouvons « encore espérer d'un héros,]K>ur l'allendre d'un U enfant... Je demande si Napoléon II pourra faire M ce que son père, par l'acte de son abdication, rcu connail n'avoir pu faire?.... ()u'avons-nüus à op•I poser aux ennetpis? la nation! C'est nu nom de la « nation qu'on se battra , qu'on

négociera ; c'est «i d'elle qu'on doit attendre le choix du sourcnu'n* •I Cest elle qui précède tout gouvernement et qui U lui survit... — (^uc ne propost'Z-vuus la républiM que? Il dit un membre. Telle n'clait pas la {>enséc de .M. Dupin. Enlin, Slanucl. après une improvisation très habile sur la question politique qui occupait la France, l'Europe cl les Chambres, après avoir reproduit tous lesnrgurnensen faveur de la reconnaissance de Napoléon 11, par suite de rabdicalion de l'empereur, et révélé dans rexislencc du parti répu' blicaiii, du parti d'Orléans et du parti royaliste, les divisions qui menaçaient la France, conclut en ces termes : » Je répète que, par cela seul qu'un l'a mis en question, Napolcun 11 doit être reconnu Je dernamie que la Chambre passe ù l'ordre du Jour, motivé 1° sur ce que Aopo/éon II était devenu empereur par le fait de l'abdication de Xapoléon et t*ar la fbree des conslilutions de /'empire; S" sur ce que les doux ('hambres araient voulu et entendu, en nommant une commission de ^OMternemen/, assurer à la nation les garanties dont elle a besoin dans les circonstances extraordinaires où elle se troure, pour conserrer sa liberté et son repos, n Ceci se rapportait à l'incertitude que l'orateur avait signalée sur l'espèce de régence qui serait donnée au souverain mineur. Otlc proposition passa a runanimilé, et, pour la seconde fois, l'assemblée et les tribunes se levèrent au cri de rire V Empereur! Wu^'x Napoléon Il venait encore d'étre prociainé par la Chambre des Représeiitans. Les diverses résolutions de la Cbainbre des Roprésentans furent portées à la Cbainbre des Pairs, où la séance dn soir devint aussi très orageuse. Les amis de Napoléon ne pouvaient s'endorniir sur In proposition de La Bédoycrc, appuyée par M. de Ségur. 1.C président ouvrit la séance et rapporta les dernières paroles de l'Empereur à la deputatiou : Je n'ai abdiqué que pour mon fils. «

L'Finpereur a V abdique, dit Lucien Bonaparte, rire l'Empereur!

responsabilité du gouvernement provisoire. M. Dupin proposa de l'admettre à un serment. Le conseiller d'État Defermont repoussa cette proposition, en déclarant que la Chambre elle-même n'avait point caractère pour recevoir ce serment; et de là, reprenant l'argumentation de Béranger en faveur du droit constitutionnel de Napoléon II à la couronne, il s'exprima avec tant d'énergie, que l'assemblée se leva d'enthousiasme aux cris de *vive l'Empereur Napoléon II!* On demanda et on adopta l'insertion au procès-verbal de ce mouvement de la Chambre. Béranger représenta sa proposition sur la responsabilité des membres du gouvernement provisoire. « Qu'arriverait-il, dit-il, *si l'un d'eux, infidèle à ses devoirs, venait à perdre votre confiance?* » La Chambre garda le silence, mais le nom de Fouché était sur toutes les lèvres. Le conseiller d'État Boulay de la Meurthe reproduisit encore avec succès la grande question de l'hérédité au trône. « ..... N'avons-nous pas une monarchie constitutionnelle? « L'empereur mort, l'Empereur vit. Napoléon Ier a « déclaré son abdication; vous l'avez acceptée : par « cela seul, par la force des choses, par une conséquence irrésistible, Napoléon II est empereur « des Français. Vous ne pouvez pas même délibérer; « nos lois fondamentales ont décidé la question.... « L'abdication de l'Empereur est indivisible... Nous « sommes entourés de beaucoup d'intrigans, de « factieux qui voudraient faire déclarer le trône « vacant... Je veux aller plus loin. Je veux mettre le « doigt sur la plaie. Il existe une faction d'Orléans... « Il est douteux que le duc d'Orléans voulût accepter « la couronne : mais s'il l'acceptait, ce serait pour la « rendre à Louis XVIII. — *Je puis l'assurer positivement,* dit un membre. — Je demande, continue « Boulay de la Meurthe, que l'assemblée déclare et « proclame qu'elle reconnaît Napoléon II pour empereur des Français. »

Cette proposition, qui agite l'assemblée, est vivement soutenue par le ministre d'État Regnault de Saint-Jean-d'Angely; il demande que tous les actes publics et privés soient rédigés au nom de Napoléon II, et qu'on le proclame dans cette séance. Plusieurs membres ont interrompu l'orateur, en substituant *la nation* à tout ce que le comte Regnault rapportait à Napoléon II. M. Dupin suit le même système, et le précise davantage : « ... Nous serions « insensés, dit-il, d'abandonner ce que nous pouvons « encore espérer d'un héros, pour l'attendre d'un « enfant... Je demande si Napoléon II pourra faire « ce que son père, par l'acte de son abdication, reconnaît n'avoir pu faire?.... Qu'avons-nous à opposer aux ennemis? la nation! C'est au nom de la « nation qu'on se battra, qu'on négociera; *c'est « d'elle qu'on doit attendre le choix du souverain.* « C'est elle qui précède tout gouvernement et qui « lui survit... — Que ne proposez-vous la républi- « que? » dit un membre. Telle n'était pas la pensée de M. Dupin. Enfin, Manuel, après une improvisation très habile sur la question politique qui occupait la France, l'Europe et les Chambres, après avoir reproduit tous les argumens en faveur de la reconnaissance de Napoléon II, par suite de l'abdication de l'empereur, et révélé dans l'existence du parti républicain, du parti d'Orléans et du parti royaliste, les divisions qui menaçaient la France, conclut en ces termes : « Je répète que, par cela seul qu'on l'a mis en question, Napoléon II doit être reconnu..... Je demande que la Chambre passe à l'ordre du jour, motivé 1° *sur ce que Napoléon II était devenu empereur par le fait de l'abdication de Napoléon et par la force des constitutions de l'empire;* 2° *sur ce que les deux Chambres avaient voulu et entendu, en nommant une commission de gouvernement, assurer à la nation les garanties dont elle a besoin dans les circonstances extraordinaires où elle se trouve, pour conserver sa liberté et son repos.* » Ceci se rapportait à l'incertitude que l'orateur avait signalée sur l'espèce de régence qui serait donnée au souverain mineur. Cette proposition passa à l'unanimité, et, pour la seconde fois, l'assemblée et les tribunes se levèrent au cri de *vive l'Empereur!* Ainsi Napoléon II venait encore d'être proclamé par la Chambre des Représentans.

Les diverses résolutions de la Chambre des Représentans furent portées à la Chambre des Pairs, où la séance du soir devint aussi très orageuse. Les amis de Napoléon ne pouvaient s'endormir sur la proposition de La Bédoyère, appuyée par M. de Ségur.

Le président ouvrit la séance et rapporta les dernières paroles de l'Empereur à la députation : *Je n'ai abdiqué que pour mon fils.* « L'Empereur a « abdiqué, dit Lucien Bonaparte, *vive l'Empereur!* « Je demande que la Chambre, par un mouvement « unanime et spontané, déclare qu'elle reconnaît « Napoléon II comme empereur des Français. » Cette proposition, combattue par Boissy, fut violemment soutenue par La Bédoyère : « Je répète, dit-il, ce « que j'ai dit ce matin. Napoléon a abdiqué pour « son fils. Si les Chambres ne proclament point Napoléon II, l'abdication est nulle, de toute nullité. « J'ai entendu des voix autour du souverain heureux; elles s'en éloignent aujourd'hui qu'il est « dans le malheur. Il y a des gens qui ne veulent « pas reconnaître Napoléon II, parce qu'ils veulent « recevoir la loi de l'étranger, à qui ils donnent le « nom d'ALLIÉ. L'abdication de Napoléon est indivisible. Si l'on ne veut pas reconnaître son fils, il « doit tenir l'épée, environné des Français qui ont

The text on this page is estimated to be only 27.43% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. A8i w verse leur sang |K>ur lui> et qui sont encore couH verts (le blessures, il sera abandonne par de vils U giiRTaux qui d(?jà roiit trahi. Mais si Ton déclare K que tout Français qui quittera son drapeau sera M couviTl d'infcirnie, ta maison ratée, ta fàmiile M ptvtcrite, alors plus de traîtres^ plus de ces maK nœuvres qui ont occasioné les dcrnicres catastrou pheSf et dont peut-être quelques auteurs siègent K ici. n Au milieu du tumulte causé par cette violente improvisation, les cris à t'orJre! se font entendre. M ÉcouUi-moi! H reprend La Jlédoyèrc. I^* president se couvre et le calme se rétablit. La discussion est reprise. M ue risquons-nous en disant ce qui est? dit le *U nemeiit provisoire prenne le titre de régence. La proposition de Lucien, soutenue par le duc de B.issano, le prince Joseph, les comtes llœdercr, Flahaut, Cornudel, est ajournée au lendemain, sur ravis de Thibaudeau. On s'étonna beaucoup d'entendre le ministre Uecrès s'écrier avec véhémence: M Esl-cc le moment do s'occuper des personnes? La V patrie avant tout .. Je demande que la discussion « soit fermée, i* Après cette discussion, la Lhambre héréditaire, qui avait accueilli les résolutions de la Chambre élective, procéda à la nomination de deux membres du gouvernement. Le choix des Pairs se lixa sur le baron t^luinettc cl le duc de Vicenec; les Heprésentans donnèrent leurs suiïrages nu général Grenier, au comte Carnot et au duc d'Otrante, qui obtint, dit-on, la présidence par une supercherie, liés ce moment, tout était consommé ; Fouché occu|>ait la place de Napoléon I Le gouvernementprovisoireairisi constitué confla au prince d'Kssling le coirmiaiidemenl en chef de la garde nationale de Paris. La déclaration de Napoléon portait : «i Les ministres continueront leurs «I fonctions sous rauloritc de la commission.» Deux refusèrent de les exercer : le duc de t^mbacérèset le duc de Rassano. Baulaydc la Meurllic et Berlier les remplacèrent, Tuii à la Justice, l'autre à la si'crélaireried'Ivtat: M. Bignon remplaçait le duc de Viccnce aux relations extérieures. Le ministre de la guerre se chargea de la défense d(^ Paris; le maréchal Jourdan eut le commandement de l'armcc du Rhin, MM. de Puiilécoutant. de La Fayette, Sébastiarii, d'Ar,{ciison et Lafuie>t, ntunniés plénipotentiaires, durent (larliravec la mission d'aller porter aux alliés «les paroles de |>aix. Aussitôt après son installation, le gourvernenicnt provisoire fut présenté à Napoléon : en y retrouvant deux de ses ministres et un de scs conseillers d'Élat, il dut SC croire suIGsamment*

garanti sous le rapport des égards et de sa sûreté personnelle. :27, MM. Andréossy cl Boissy-d'Anglas, Valence, Flaii! gergues cl La Besnardiére, furent envoyés auprès de Wellington pour négocier un armistice. Le gouvernement provisoire arrêta que tous ses actes seraient publics au non du peuple fiançait. Cette étrange disposition amena la demande d'une explication delà part de la Chambre étonnée. Sommé de s'expliquer, le duc d'Ülranle dit que, puitgue Mapolèon II fi'arni/ encore été reconnu par aucune pHittance,on ne pouvait traiter en ton nom, et qu'il avait fhtlu ôter aux ennemie tout prétexte à un refut de négocier. Ces paroles condamnaient évidemment ou détruisaient de fait la reconnaissance de Napoléon II, consacrée par l'adoption de l'amendement politique du représentant ManueCcl par les suffrages de la Chambre des Pairs. Ainsi celle commission éphémèrede gouvernement pruuvailqu'elle ne reconnaissait pas le fils de Napoléon comme son successeur, tandis qu'elle n'était clle-méme qu'un résultat de l'abdication faite cri faveur de ccl enfant, solennellement proclamé empereur. Cependant, le SB Juin , la législature déclarait Paris en étal de siège, appelait l'armée du Nord pour défendre la capitale au dehors, la garde nationale et les tirailleurs pour la défendre au dedans. Il n'clail point question des fédérés, quoiqu'on eût consacré l'acceptation de leur secours, en lisant à la tribune leurs généreuses propos! lions de se dévouer au salut commun. Les Chambres votèrent aussi des adresses patriotiques aux armées et au peuple français. Ce malheureux peuple, battu par lanld'orages, en bulle à tant d(^ chances diverses, avait reçu, dans le court espace de dix-huit mois, des proclamations de NapoI léoii, de la régence, des souverains étrangers, du ! gouvernement provisoire Talleyrand, du comte i d'Artois, comme lieutenant-général du rüyaunie;dc son frère remonte sur le trône, de ce même prince, parlant de nouveau pour un exil dont le terme était incertain; puisde Napoléon, desChambres, du gouvernement provisoire /■'omehé : il allait en recevoir encore des souverains allies, et enfin dcLuuisXVlll, prêt à reprendre la couronne. Heureusement l'histoire offre |>eu d'exemples de ce jeu bixarre de la fortune, qui condamne une nation à flotter nécessairement entre des vœux, des intérêts et des devoir!^ si op{K>sé$. I.a raison publique dut

 m 1^ 30 juin, le prince d'EckmÛhl, ministre de la guerre, écrivait du quartier 'général de la Villelle à iurd Wellington : m Vos mouvemens hostiles con» linuent, quoique, «Mirafil leur» diciaraUonê, les U motifs de la guerre que nous font les souverains « alliés n'existent plus, puisque renipcrcur Napo« léon a abdiqué. » Et il lui demandait, en attendant la décision du congrès, un armistice pareil à celui que le maréchal Suchet venait de conclure à Chambéry avec les généraux autrichiens, dont les instructions devaient être semblables à celles de Wellington. D'un autre côté, nos plénipotentiaires recevaient de nos allies l'assurance de l'intention la plus prononcée de n'impoier à la France aucune fbrme de (^ourtmemeni. Mais la commission provisoire, sans penire de vue un moment l'hôte encore si redoutable de l'Élysée, ne paraissait occupée que des intérêts généraux, et i»c s'apercevait pas de toutes les manœuvres de son président, dans un intérêt purement personnel. Fouché, qui seul sans doute était dans le secret de l'avenir, présidait lui-inémc avec une inip(*rturbable duplicité aux soins de la guerre et aux soins du la pacification. Bien que déjà éclairé sur l'issue de la situation actuelle , il ne négligeait aucun moyen, soit par les communications, soit par les actes du gouvernement, soit enfin par des déclarations privées, d'entretenir à la fois la nation, l'armée, les Chambres, les alliés, et enfin le Roi dans une égale confiance, l/armée était organisée et rassemblée pour la défense de Paris. Le maréchal Grouchy avait ramené quarante mille hommes et cent cinquante pièces de canon, après avoir battu les Prussiens à Wavre. fl était parvenu à suspendre à Soissoiis la marche de l'ennemi, qui. mnilre de Compiègne, de Senlis, de Creil, était déjà plus près que lui de Paris : ce maréchal avait reçu le commandement de rarméc du Nord , appelée à la défense de la capitale. Le premier et le sixième corps SC trouvaient sous les ordres du général Reilic; le truisiériic et le quatrième corps, ainsi que la cavalerie du général Excelinans, obéissaient au général Vaiidammc. Drouot, le compagnon de Napoléon à nie d'Elbe, commandait la garde, et le plus grand huininc de guerre après Napoléon, IHasséna, était à la tête de la garde nationale parisienne. D'un autre côté, M. de Vilrolles, qucNa|>oléon n'avait pas voulu faire juger, était plus que libre, et exerçait publiquement à Paris et au quartier-général des fonctions coiifidcDticIles. D'accusé il était devenu prot(H:teur, depuis la funeste résolution de rabdi^tion. Mais tant que l'Empereur reste à l'Élyséc, l'armée et même le peuple lui appartiennent par

leurs sentimciis unanimes; et les fédérés brûlent du désir de prendre la revanche de 1814, en saisissant ces mêmes ormes que le duc de Feltre, aclucllcmenl à Gand, leur avait refusées. Fouché et ses adhérens, les uns engagés dans sa cause par l'inlérét, les autres trompés par sa politique, quelques-uns par des craintes fondées sur de généreux motifs, sentent le besoin d'éloigner promptement celui qui, même désarmé et presque captif, tient encore en échec, à Paris, scs amis et scs ennemis intérieurs, au dehors le roi et l'étranger; car qui peut calculer les suites de l'apparition subite de Napoléon à la tête de quatre-vingt mille soldats, de la garde nationale et de la population, qui peut-être n'attend que lui pour se dévouer ! Aussi, immécut-il lui faire de plus louchans, de plus nobles adieux, que de la retraite où si souvent il a trouvé la pensée et le repos de ses victoires? Aussi adrcssa-t-il à scs anciens coni|»agiions

480 IIISTOmB DE NAPOLÉON. iParnics celle belle et dernière proclamation qui avait pour litre : Napoléon aux brarcs $otdat$ de l'armée detant Paris. « Soi.D*Ts! U Quand je cède à la nécessite qui me force de « m'éloignerdcla brave arn»éc française, j'cin|M)rle «< avec moi i'heurcusc certitude qu'elle justiücra. M par les services émitiens que la patrie attend M d'elle, les éloges que nos ennemis eux-méincs ne •I peuvent pas lui refuser. Soldats ! je suivrai vos U pas, quoique absent. Je connais tous les corps, M et aucun d'eux ne remportera aucun avantage M signalé, que Je ne rende justice au courage qu'il «I aura déployé. Vous cl moi, nous avons été caloinH niés. Des hommes indignes d'apprécier vos Ira« vaux ont vu dans les marques d'atlaclieincnl que «t vous m'avez données un zèle dont j'étais le seul U objet ; que vos succès futurs leur apprennent que « c'était la patrie par-dessus tout que vous serviez •t en m'obéissant, cl que si j'ai quelque part à votre M aireclion, je le dois à mon ardent amour pour la U France, notre mère commune. Soldats! encore w quelques efforts, et la coalition est dissoute. Naît |M>léon vous reconnaîtra aux coups que vous allez Il porter. Sauvez riionncur , rindcpcndancc des •(Français. Soyez jusqu'à la fin tels que je vous ai K connus depuis vingt ans, et vous serez invinci« bles. » Ces généreux adieux ne parvinrent pas à l'armée, et ne furent pas même publiés dans le Moniteur; ils elTraycrcnt trop Fouché, dont ilsauraient sans doute déconcerté les trames et les projets. Au lieu d'une noble et dernière satisfaction, un nouvel oulragc attendait Napoléon. I.c lieutenant-général Becker, membre ur exciter des troubles. » Napoléon, qui reconnut aussitôt les précautions de la frayeur cachée sous les apparences hypocrites du zèle, sc contenta de répondre au général Becker: Il Qii'oii aurait dû rinformer uniciellcincnl de celte U disposition, qu'il regardait comme une affaire de « forme cl non comme mesure do surceiltance , h •I laquelle il lui semblait d'autant plus inutile de •I vouloir l'assujélir, qu'il n'avait pas riiilention M d'enfreindre ses eiigagcincns. » Informé par le général de la marche du gouvernement et des dispositions des deux Chambres : k Que l'on me donne, » dit-il, les frégates que j'ai demandées, et je pars U à l'instant pour Ilochcfort. Encore faut-il que je « puisse me rendre à ma dcslinalion sans risquer M de tomber entre les mains de mes ennemis. Il me H larde de sortir de France, afni de me soustraire « aux desseins que l'ennemi a sur ma personne, et n d'échapper à une catastrophe dont Tudieux rc« lomhcrait sur la nation. » Napoléon était alors mieux inspiré qu'il ne le fut quinze jours

après, quand il alla sc précipiter dans lu |>éril qu'il avait voulu éviter. Si la commission de gouvernement avait mis à la disposition de Napoléon, au moment même de sa demande, les deux frégates qu'il réclamait pour sc rendre aux États-Unis avec sa famille, la mer était libre, et l'Empereur eût échappé à la coalition. Mais la commission cri agit autrement. Le 26, elle chargea le general Becker d'accompagner Napoléon jusqu'à Vile d'.4ix, cl de rester auprès de sa personne jusqu'à l'arrivée des passe - port qu'elle atait réclamés de Vdngleterre pour le passage de ce prince en Amérique. Elle donnait en même temps Tordre au ministre de la marine de faire armer deux frégates à Rocheforl, en leur fixant les EtatsUnis pour destination. Par cette dernière mesure, elle donna Tévcil aux Anglais sur le point de i'emharqnemenl, et remit volontairement entre leurs mains le sort de Napoléon. En eiful, elle savait bien qu'elle ouvrait une négociation incertaine dans son issue, qui pouvait traîner en longueur, finir même par un refus ; circonstance dans laquelle Napoléon, dont le départ ne devait avoir lieu avec sécurité que s'il était imprévu, sc trouverait à la merci do scs plus cruels ennemis. Mais la sûreté du grand homme parut être un soin secondaire pour la commission. Napoléon à la Malmaison excitait les alarmes des membres de la commission. Non contons de lui enlever chaque jour, sous de nouveaux prétextes, la plupart des olFiciers sur le dévouement desquels il pouvait compter, les cinq empereurs, comme il les appelait, écrivirent au ministre de la guerre, le 27 : «I II est indispensable que Napoléon se décide à par« tir pour l lle d'Aix.»y*i7 «e ae réwM/ pas, O la no~ M tifîcation de l'arrété, vous le ferez surveiller à la B Malinaison, de manière à ce qu'il ne puisse s'en U évader. » Fouché, plus inquiet et plus pressant que les autres, manda au général Becker : tc7:.'n at~ Il tentant on doit prendre toutes les précautions « pour la sûreté personnelle de Napoléon, et jtour il qu'il ue quitte pas le séjour qui lui est momenta«(nément assigné. » Le même jour, le ministre de la guerre, encore plus odieux par Sun lâche acharDigitized by Googic

The text on this page is estimated to be only 28.17% accurate

IIISTOmE «F. NAPOLÉO^i. 487 nemcnl contre l'idole aux pieds de laquelle on l'avail vu si humbletncnl prosterné, prescrivait au général Becker, en lui renouveinnt l'ordre du départ, de faire à Napoléon la notification de la décision de la commission des Cinq, ei d'exercer la phm actieo êurrcillance po«r pour Vile d*y4ix, i-a gendarmerie et les troupes étaient mises à ta disposition du génétal Uecker pour garder toutes les avenues de ta AJabnaison. Ainsi Napoléon $e voyait emprisonne, écroué par scs ministres et par ses généraux de la veille. Aussi, quand le général Becker eut communiqué ces nouveaux ordres à Napoléon , cc prince le chargea de déclarer au maréchal Davoust que : « les communicatxons n'étant plus libres, il renonçait au roxage; qu'il ne trourait pas de garantie suffisante f)our sa personne. Que d'ailleurs, en arrivant à cette pre^ mière destination, U se considérait comme prisonmer, puisque son départ de Vile d'Aix devait dépendre des passe - port, qui lui seraient sans doute re/Uscs, pour se rendre en Amérique. D'après cela, ajouta Napoléon, j-e suis décidé à reccroir mon arrêt à la Malmaison, et, en attendant qu'il soit statué sur mon sort par le duc de /f'elUngton, auquel le gouvernement peut annoncer ma résignation, je resterai ù la Afalmaison, persuadé que Von n’entreprendra rien contre moi qui ne soit digne de la nation et de son gouvernement, n Le général Becker écrivit celle réponse sous la dictée de rEmpereur, qui avait bien jugé la démarche de Fouché auprès de Wellington. Cependant l’ennemi faisait des progrès et menaçait les environs de la Malmaisun; Blüeher avait déjà des partis du cOté de Saint-Germain. A celle nouvelle, les derniers défenseurs groupés autour de Napoléon, tirent des rcconnaissunces, et le général Becker, suivant les ordres de son prisonnier, brûla le pont de Chatou, qui avait dû sauter, ainsi que celui du Pcc ; mais cc dernier allait être livré à l'ennemi par un Français, qui oserait demander et qui obtiendrait la récompense d'une telle action ! On transmit au général Becker, le 28, un nouvel ordre de se conformer aux instructions données au ministre de la marine. Le comte Merlin fut chargé de SC joindre au généra) pour déterminer Napoléon à partir. M. Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, venait de recevoir la réponse oléoH Bonaparte pour pa%scr aux États-l.'nis d'Amérique, je doisprérenir que je n'ai aucune autorité de mon gourernement pour donner une réponse quelconque à celte demande » Le ministre de la marine et le comte Boulay de la .Mcurlhr arrivèrent le soir à

la Malmaisnn pour décider Napoléon ; il leur promit de sc mettre en route le lendemain. Mais avant de monter cri voilure, il entendit un coup de canon. Cette explosion devint électrique pour celle amc encore toute guerrière : * Qu'on me « nomme général, dit-il vivement au comte Becker, « je commanderai rarrnee; je vais en faire la de« mande, parlez de suite Kxpliqiiez-lour que je « ne veux pas ressaisir le pouvoir, que je veux écraersonne, parvint à déterminer ses collègues an refus, par des raisons dont quelques-unes ne manquaient pas d'évidence et de force, quoique au fond elles ne scr> isscnl qu'à colorer les manœuvres ténébreuses d'uii lâche et d'un traître. Les membres de la commission répondirent à l'Empereur : « One leur devoir envers la » patrie cl les engagemens pris avec les puissances M étrangères ne permettaient pas d'accepter son of■I frc. » (iarnot fut chargé de porter celte décision. Napoléon parut indigné et aflligc d'une conduite aussi opposée au caractère français que nuisible aux intérêts de la France. » Eh bien! puisque c'est ainsi, parlons, parlons ! » dit-il au général Becker, qui était de retour des Tuileries. Après cette exclamation, Napoléon chargea M. de Flaliaul d'aller à Paris concerter son départ et son embnrqiiomcnt Digilized by Google

nement contre l'idole aux pieds de laquelle on l'avait vu si humblement prosterné, prescrivait au général Becker, en lui renouvelant l'ordre du départ, de faire à Napoléon la notification de la décision de la commission des Cinq, *et d'exercer la plus active surveillance pour qu'il ne pût sortir de la Malmaison, dans le cas où il ne se déciderait pas à partir pour l'île d'Aix. La gendarmerie et les troupes étaient mises à la disposition du général Becker pour garder toutes les avenues de la Malmaison.* Ainsi Napoléon se voyait emprisonné, écroué par ses ministres et par ses généraux de la veille. Aussi, quand le général Becker eut communiqué ces nouveaux ordres à Napoléon, ce prince le chargea de déclarer au maréchal Davoust que : « *les communications n'étant plus libres, il renonçait au voyage; qu'il ne trouvait pas de garantie suffisante pour sa personne. Que d'ailleurs, en arrivant à cette première destination, il se considérait comme prisonnier, puisque son départ de l'île d'Aix devait dépendre des passe-port, qui lui seraient sans doute refusés, pour se rendre en Amérique. D'après cela,* ajouta Napoléon, *je suis décidé à recevoir mon arrêt à la Malmaison, et, en attendant qu'il soit statué sur mon sort par le duc de Wellington, auquel le gouvernement peut annoncer ma résignation, je resterai à la Malmaison, persuadé que l'on n'entreprendra rien contre moi qui ne soit digne de la nation et de son gouvernement.* » Le général Becker écrivit cette réponse sous la dictée de l'Empereur, qui avait bien jugé la démarche de Fouché auprès de Wellington.

Cependant l'ennemi faisait des progrès et menaçait les environs de la Malmaison; Blücher avait déjà des partis du côté de Saint-Germain. A cette nouvelle, les derniers défenseurs groupés autour de Napoléon, firent des reconnaissances, et le général Becker, suivant les ordres de son prisonnier, brûla le pont de Chatou, qui avait dû sauter, ainsi que celui du Pec; mais ce dernier allait être livré à l'ennemi par un Français, qui oserait demander et qui obtiendrait la récompense d'une telle action ! On transmit au général Becker, le 28, un nouvel ordre de se conformer aux instructions données au ministre de la marine. Le comte Merlin fut chargé de se joindre au général pour déterminer Napoléon à partir. M. Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, venait de recevoir la réponse du duc de Wellington..... « *Pour ce qui regarde un passe-port pour Napoléon Bonaparte pour passer aux États-Unis d'Amérique, je dois prévenir V. Exc. que je n'ai aucune autorité de mon gouvernement pour donner une réponse quelconque à cette demande.....* » Le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe arrivèrent le soir à la Malmaison pour décider Napoléon; il leur promit de se mettre en route le lendemain.

Mais avant de monter en voiture, il entendit un coup de canon. Cette explosion devint électrique pour cette ame encore toute guerrière : « Qu'on me « nomme général, dit-il vivement au comte Becker, « je commanderai l'armée; je vais en faire la de- « mande, partez de suite..... Expliquez-leur que je « ne veux pas ressaisir le pouvoir, que je veux écra- « ser l'ennemi et le forcer à traiter d'une manière « plus avantageuse avec le peuple français... qu'en- « suite je poursuivrai ma route... » Blücher, par la plus haute des imprudences, s'était séparé des Anglais, et nul doute que son armée n'eût été écrasée, si l'on avait laissé Napoléon profiter d'une position décisive qu'il avait saisie et jugée avec la rapidité de son coup d'œil militaire. Becker était français, il sentit l'importance de la dernière victoire que le grand capitaine voulait remporter pour le salut commun; et, malgré la rigueur du mandat qui l'attachait à la personne de Napoléon, il partit pour Paris. Sa confiance était un honorable témoignage rendu au caractère de l'Empereur, qu'il croyait avec raison aussi incapable de manquer à sa parole que d'user d'un tel subterfuge pour s'échapper. Des sentimens aussi élevés que ceux du héros, un si généreux sacrifice, ne pouvaient entrer dans l'ame de Fouché. « *Est-ce qu'il se moque de nous ?* dit-il après la lecture de la lettre de Napoléon; *d'ailleurs, il sera sans doute parti, et il est à présent à haranguer les soldats.* » Le général se rendit garant de la parole de Napoléon. Cependant, Carnot, trop éclairé pour ne pas comprendre l'à-propos et l'importance de la proposition de Napoléon, penchait à le replacer à la tête de l'armée; mais Fouché, d'autant plus obstiné à défendre l'avis contraire qu'il craignait de voir toutes ses trames coupées tout-à-coup par le succès de Napoléon, succès auquel il croyait plus que personne, parvint à déterminer ses collègues au refus, par des raisons dont quelques-unes ne manquaient pas d'évidence et de force, quoique au fond elles ne servissent qu'à colorer les manœuvres ténébreuses d'un lâche et d'un traître. Les membres de la commission répondirent à l'Empereur : « Que leur devoir envers la « patrie et les engagemens pris avec les puissances « étrangères ne permettaient pas d'accepter son of- « fre. » Carnot fut chargé de porter cette décision. Napoléon parut indigné et affligé d'une conduite aussi opposée au caractère français que nuisible aux intérêts de la France. « Eh bien! puisque c'est ainsi, partons, partons ! » dit-il au général Becker, qui était de retour des Tuileries. Après cette exclamation, Napoléon chargea M. de Flahaut d'aller à Paris concerter son départ et son embarquement

The text on this page is estimated to be only 28.06% accurate

avec les membres de la commission. Dans l'intervalle de l'absence de cet officier, oubliant les affreuses paroles du prince d'Eckmühl, qui avait osé proposer au conseil la menace de venir arrêter lui-même son empereur, Napoléon fit éclater aux yeux de l'amitié une douleur profonde du refus de la commission; ensuite livré à des mouvemens généreux et passionnés, il paraissait vouloir reprendre son épée et courir se mettre à la tête de l'armée sous Paris. « Il faut en finir, disait-il; si vos cinq empereurs « ne veulent pas de moi pour sauver la France, je « me passerai de leur consentement. Il me suffira « de me montrer, et Paris et l'armée me recevront « encore une fois en libérateur. » Mais le malheur de la France, qu'il pouvait accroître en cas de revers, arrêtait ses résolutions. »

Pendant les entretiens si graves qu'amenait la position de Napoléon, position cruelle sans doute, mais non désespérée, si ce grand caractère n'eût pas trouvé, dans sa haute raison et dans son amour sincère du pays, des motifs puissans pour ne pas écouter les conseils de son audace naturelle, on apprit que les Prussiens se proposaient d'enlever l'Empereur, et que Blücher avait menacé de lui ôter la vie par le plus lâche des crimes, s'il parvenait à se saisir de sa personne. L'Empereur fit alors quelques dispositions pour se mettre à l'abri d'une surprise; mais elles étaient inutiles : ses anciens compagnons d'armes, les soldats, les officiers, les généraux, placés dans la direction de la Malmaison, veillaient sur lui, prêts à verser pour sa défense jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

La proximité de nos troupes du dernier asile de l'Empereur, la crainte que, touché des nouvelles preuves de leur dévouement, Napoléon ne résistât pas à l'envie de se battre à leur tête; que l'armée, toujours idolâtre de son ancien chef, ne vînt le reconquérir et le forcer de la conduire à l'ennemi, ou enfin que Blücher ne parvînt à réussir à exécuter son odieux projet, jetèrent la commission dans une perplexité dont l'éloignement de Napoléon pouvait seul la tirer. Le 29, à trois heures et demie du matin, elle envoya de nouveau le ministre de la marine et le comte Boulay de la Meurthe le presser de partir sur-le-champ; il promit de le faire dans la journée. A cinq heures moins un quart, Napoléon, tout troublé intérieurement des adieux de la princesse Hortense, qui avait montré le cœur de sa mère Joséphine dans des momens si cruels, ému des larmes du petit nombre des serviteurs fidèles dont l'avenir l'inquiétait bien plus que le sien, frappé au cœur par le douloureux sentiment d'une séparation éternelle avec la France, mais la contenance ferme, la voix calme, les traits sereins, comme un homme supérieur aux coups de la fortune, se jeta dans la voiture de l'un de ses officiers, suivi des généraux Bertrand, Rovigo et Becker. La veille on lui avait proposé de se livrer lui-même aux étrangers, à l'empereur Alexandre, par exemple : « Ce dévoue- « ment serait beau, avait-il répondu; mais une na- « tion de trente millions d'hommes qui le souffri- « rait serait à jamais déshonorée.

La commission, par un message du 30 juin, déclara aux deux Chambres les graves considérations qui lui avaient imposé le devoir sacré d'éloigner Napoléon de Paris. L'Empereur avait annoncé l'intention de ne pas s'arrêter dans son voyage, mais il voulut coucher à Rambouillet. Pendant la nuit, il envoya des courriers sur la route afin d'aller au devant des nouvelles de Paris; il pensait que, pressé par l'imminence du danger, éclairé par la nécessité, le gouvernement le rappellerait pour le salut commun. A la pointe du jour, il reçut un courrier, lut la dépêche, et dit au général Becker, en levant au ciel des regards contristés : « C'est fini ! c'en est fait « de la France ! Partons. » A huit heures du matin, il quitta la résidence impériale, après avoir donné ordre au concierge de lui envoyer le mobilier de quelques appartemens. La demande qu'il avait aussi faite de la bibliothèque de Trianon, composée de deux mille deux cents volumes, à laquelle il voulait qu'on joignit l'*Iconographie* de Visconti et la *Description de l'Égypte*, l'un des monumens dont sa gloire et sa munificence avaient doté le pays, fut deux jours après la matière d'une communication du gouvernement. La Chambres des Représentans accueillit ce vœu, qui forme un singulier contraste avec la puissance de celui qui disposait naguère des destinées de cent cinquante millions d'hommes! Dans sa route, Napoléon s'arrêta à la barrière de Tours, s'entretint avec le préfet, et partit ensuite pour Poitiers, d'où il expédia un courrier au préfet maritime de Rochefort.

Le même jour quinze généraux et le ministre de la guerre signaient au camp de la Villette une lettre adressée à la Chambre des Représentans : « *Nous sommes en présence de nos ennemis. Nous jurons entre vos mains, à la face du monde, de défendre jusqu'au dernier soupir la cause de notre indépendance et de l'honneur national. On voudrait nous imposer les Bourbons... Dans nos succès on nous a vus grands et généreux : dans nos revers, si l'on veut nous humilier, nous saurons mourir...* » Au même moment, la Chambre des Représentans votait une adresse au peuple français dans le même sens. Elle avait aussi terminé le projet de constitution, qui pouvait encore rallier tous les esprits, en donnant à la patrie autant de défenseurs que de citoyens. A cette occasion, les cris de *vive Napoléon II!* avaient retenti dans l'enceinte législative, et mêlé le nom du jeune

The text on this page is estimated to be only 29.97% accurate

HISTOIRE DE NAPOEÉON. 480 prince à l’espoir de la liberté consacrée pnr le noavcau pacte social. De son c6lé, le général Lamarque venait de signer la paciCcation de la Vendée. Mais l’événement touchait à sa fin pour l'armée, pour les Représentans et les Pairs, pour Na|>uléon 11 et pour la commission du gouvernement. En ciîcl, le président, qui agissait en dehors d’elle et la trahissait sans aucune pudeur, sans songer qu’il préparait lui-méinc sa propre perte, informa les Chambres, le â juillet, que l’on traitait d'un armistice au quartier-général du duc de Wellington. Arrivé a Miort, Napoléon y trouva un triomphe populaire. Celait une perlidiede la rortuiic..Sa route était semée d'écueils pour son courage, outre ceux qui SC cachaient dans les replis de son ame, ouverte à une profonde douleur, sans cesser de réver encore de nouvelles espérances. Entraîné par les acclamations des habitans,cl par renlliousiasme de la garnison de Mort, dont la plus forte partie, ofllciers et soldats, vinrent se jeter à ses pieds, en le suppliant de sc mettre à leur léto, cl informé qu’il existait déjà à Rocbcforl de grandes difliculteс pour la sortie des frégates, il ordonna au général Becker d’écrire au gouvernement afin de les lui signaler. M Ditea-lui ausii qu'il connatt mal l'eaprit de la France; qu'il a'eat trop preaaé de m'éloigner; que s’il avait accepté ma proposition, les affaires auraient changéde face; que Je pourraia encore, au nom do la nation, exercer une grande influence en appuyant lea négociationa par une armée à laquelle mou nom servirait de point de ralliement... » Au moment ou le général Becker, chargé de Iransmetlre ces mémorables paroles, achevait sa lettre, on apprit qu'une forte canonnade avait été entendue le 30; l'Cmpcrcur dicta et fit ajouter le poat-acripium suivant : •i Nous espérons que l'ennemi nous donnera le temps de couvrir Paris, et de voir l’issue des négociations; ai, dana cette aituation, la croiaière auglaiae arrête le départ de l'Empereur, roua pouvez dia;>oser de lui comme général, uniquement occupé du déair d'être utile à la patrie. » Il cliargcait aussi le général Becker de demander au gouvernement d'autoriser le capitaine de la frégate à communiquer avec le commandant de la slalioii anglaise pour sn sûreté personnelle et pour épargner à la France fa douteur et ta honte de le voir enlever à aon dernier asile, pour iire livré à la diacrélion de aca ennemis. Le 3, Napoléon alleinl Rocheforl, ou l'cnncrni prévenu a établi sa croisière, il attend Ia réponse à la lettre écrite de Niort, sous sa dictée, parle généra) Becker. Celte réponse

arriva le 4. Ce ministre de la guerre disait:» Lea garniaona de Rochefortetde La Rochelle doivent voua prêter main forte pour faire embarquer Napoléon. >• La commission écrivait egalement : « NapoléondoH a'embarquer aana délai . U aurait pu partir le 29.... Employez la force.,,, Failea-le partir.., Faitea-le embarquer ... Ses aerricea ne pe%ttent être acceptés ù cause de nos engagemena avec tes puiasancea... La commission roitdea inconrénietts à ce que Napoléon communique avec l'eacadre an~ glaise. Elle refuse la penniaaion demandée...» il faut donc tenter absolument le passage sur les frégates. Napoléon ordonne de mettre à la voile. Le vent se lève favorable pour échapper .aux Anglais, et dans le cas où l'on ne puurrailsc soustraire b leur vigilance, une des frégates leur livrera un combat dont la défaite serait glorieuse, cl l'autre, celle qui portera Napoléon, obtiendra l'éternel honneur de le sauver. (Chacun alors aurait fait son devoir, même la commission des cinq ; mais le commandant, o[>pclc par l'Empereur, lui présente les instructions qu'il a reçues; elles sont précises... « Le gouvernenement a fait armer vos fregales pour faire porter Napoléon aux États-Unis. Il approuve tout ce qu'exigera le succès de votre mission, et vous ne ferez rien de trop pour sauver l'honneur du ^^oure; nement, en exposant vos bâtimens et votre liberté. » Cependant, comme cette phrase présente une sorte d'anibfguité , cl qu'au besoin le coinmamlant des frégates peut l'interpréter dans un sens généreux, la commission ajoute : « Il vous est Dkre5D0 d'acCOlfLII VOTIB MISSION, SI LES BATIIBSS OB l'tTAT BBUvxNT cotntft QUELQUE DANCER. » Lc daugcr n'est que trop manifeste pour Napoléon, puisque ses (rois ministres qui siègent à la commission sont alarmés de celui que peuvent courir les frégates! ainsi, la seule ressource

que la prévoyance de la c

prince à l'espoir de la liberté consacrée par le nouveau pacte social. De son côté, le général Lamarque venait de signer la pacification de la Vendée. Mais l'événement touchait à sa fin pour l'armée, pour les Représentans et les Pairs, pour Napoléon II et pour la commission du gouvernement. En effet, le président, qui agissait en dehors d'elle et la trahissait sans aucune pudeur, sans songer qu'il préparait lui-même sa propre perte, informa les Chambres, le 2 juillet, que l'on traitait d'un armistice au quartier-général du duc de Wellington.

Arrivé à Niort, Napoléon y trouva un triomphe populaire. C'était une perfidie de la fortune. Sa route était semée d'écueils pour son courage, outre ceux qui se cachaient dans les replis de son ame, ouverte à une profonde douleur, sans cesser de rêver encore de nouvelles espérances. Entraîné par les acclamations des habitans, et par l'enthousiasme de la garnison de Niort, dont la plus forte partie, officiers et soldats, vinrent se jeter à ses pieds, en le suppliant de se mettre à leur tête, et informé qu'il existait déjà à Rochefort de grandes difficultés pour la sortie des frégates, il ordonna au général Becker d'écrire au gouvernement afin de les lui signaler. « *Dites-lui aussi qu'il connaît mal l'esprit de la France; qu'il s'est trop pressé de m'éloigner;* que s'il avait accepté ma proposition, les affaires auraient changé de face; *que je pourrais encore, au nom de la nation, exercer une grande influence en appuyant les négociations par une armée* à laquelle mon nom servirait de point de ralliement... » Au moment où le général Becker, chargé de transmettre ces mémorables paroles, achevait sa lettre, on apprit qu'une forte canonnade avait été entendue le 30; l'Empereur dicta et fit ajouter le *post-scriptum* suivant : « Nous espérons que l'ennemi nous donnera le temps de couvrir Paris, et de voir l'issue des négociations; *si, dans cette situation, la croisière anglaise arrête le départ de l'Empereur, vous pouvez disposer de lui comme général, uniquement occupé du désir d'être utile à la patrie.* » Il chargeait aussi le général Becker de demander au gouvernement d'autoriser le capitaine de la frégate à communiquer avec le commandant de la station anglaise pour sa sûreté personnelle et *pour épargner à la France la douleur et la honte de le voir enlever à son dernier asile, pour être livré à la discrétion de ses ennemis.* Le 3, Napoléon atteint Rochefort, où l'ennemi prévenu a établi sa croisière, il attend la réponse à la lettre écrite de Niort, sous sa dictée, par le général Becker. Cette réponse arriva le 4. Le ministre de la guerre disait : « *Les garnisons de Rochefort et de La Rochelle doivent vous prêter main forte pour faire embarquer Napoléon.* » La commission écrivait également : « *Napoléon doit s'embarquer sans délai.* Il aurait pu partir le 29.... *Employez la force.... Faites-le partir... Faites-le embarquer... Ses services ne peuvent être acceptés à cause de nos engagemens avec les puissances... La commission voit des inconvéniens à ce que Napoléon communique avec l'escadre anglaise... Elle refuse la permission demandée...* » Il faut donc tenter absolument le passage sur les frégates. Napoléon ordonne de mettre à la voile. Le vent se lève favorable pour échapper aux Anglais, et dans le cas où l'on ne pourrait se soustraire à leur vigilance, une des frégates leur livrera un combat dont la défaite serait glorieuse, et l'autre, celle qui portera Napoléon, obtiendra l'éternel honneur de le sauver. Chacun alors aurait fait son devoir, même la commission des cinq ; mais le commandant, appelé par l'Empereur, lui présente les instructions qu'il a reçues; elles sont précises... « *Le gouvernement a fait armer vos frégates pour faire porter Napoléon aux États-Unis. Il approuve tout ce qu'exigera le succès de votre mission, et vous ne ferez rien de trop pour sauver l'honneur du gouvernement, en exposant vos bâtimens et votre liberté.* »

Cependant, comme cette phrase présente une sorte d'ambiguité, et qu'au besoin le commandant des frégates peut l'interpréter dans un sens généreux, la commission ajoute : « IL VOUS EST DÉFENDU D'ACCOMPLIR VOTRE MISSION, SI LES BATIMENS DE L'ÉTAT PEUVENT COURIR QUELQUE DANGER. » Le danger n'est que trop manifeste pour Napoléon, puisque ses trois ministres qui siégent à la commission sont alarmés de celui que peuvent courir les frégates! ainsi, la seule ressource que la prévoyance de la commission avait préparée à Napoléon, en l'envoyant à Rochefort, en avertissant Wellington par la demande d'un sauf-conduit, et en désignant le point de départ dans l'ordre donné au général Becker de conduire à l'île d'AIX L'ENNEMI COMMUN, cette ressource consiste à se livrer lui-même aux mandataires des vainqueurs de Waterloo! Le refus du commandant des frégates d'obtempérer à la demande de Napoléon est d'autant mieux caractérisé, qu'un navire danois, commandé par M. Besson, officier français, a montré la route aux frégates, il est sorti du port sous les yeux de Napoléon; il échappe à la croisière, et il parcourt librement les mers !!!

Le jour où Napoléon ne peut même plus sortir de France sur un navire français, le 3 juillet, le palais de Saint-Cloud, où tant de fois il reçut la France et l'Europe, le palais de Saint-Cloud, devenu le quartier-général de Blücher, voit signer, en vertu des pouvoirs donnés par le maréchal Davoust au baron Bignon, chargé du portefeuille des affaires étrangères, au général Guilleminot, chef d'état-major de l'armée, au comte de Bondi, préfet de la Seine, la

The text on this page is estimated to be only 26.57% accurate

490 HISTOIRE DE NAPOLÉON. convention qui remet Paris entre les mains des alliés et envoie rarrnee au-dclâ de la Loire, pour y subir un arrêt de dissolution. Os êphéniérides sont (rabiques. Elles ont aussi un lendemain bien étrange ; car c'est dans la séance du 4, que le représentant («arnt donne lecture de la déclaralion de» droit» de» /VoMCOia et de» principes fondamentaux de leur constitution. Le U le Afoniteur réunit encore deux actes bien difTérens dans ses colonnes passives. I/un est la déclaration de la Chambre des Ueprésenlans, signée de son présidentetde son bureau, parlaquellc elle publie hautement ses seiitiinenset ses principes poli(iques,confürmémentâlanouve|leconslilulion : Les troupes des puissances alliéesvoritoccuper N la capitale.... La Chambre des Ueprésenlans n'en « continuera pas moins de siégernu milieu des liabi« tans de Paris, où la volonté expresse du peuple a Il appelé ses mandataires Elle déclare qu'elle sc •1 repose sur le respect des puissances alliées pour H l'indépendance de la nation, si positivement ex•I primé dans leurs manifestes.... (^uc le gouverne» ment de la France, quel qu'en puisse être le chef, «1 doit réunir les vœux de In nation légalement U émis Ainsi, tout gouvernement qui n'aurait « d'autres litres que des aeclaniationset la vulonlc «I d'un parti, ou qui serait imposé par la force, tout. M gouvernement qui n'adopterait pas les couleurs •I nationales, et ne garantirait point la liberté des •T citoyens, etc. , etc. , (les droits du peuple) , n'au•I rail qu'une existence éphémère... Due si les bases «4 énoncées dans celte déclaration {H)uvaicnt être « incconmies ou violées, les Ueprésenlans du peu» pie... prutoslent d'avance à la face du monde en« lier contre la violence et l'usurpalion... « L'autre acte était la prucianialion de la comtnission du gouvernement, aussi adressée aux Français. « Dans les « circonstances diüiciles où les rênes de l'État nous « ont etc confiées, il n'était pas en ludre pouvoir de « maîtriser le cours des événemens et d'écarter tous « les dangers; mais nous devions défendre les inlc•» rétsdu peupleelde rarmée.égalenieiil compromis ti dans la cause d'un prince abandonné jtar la for« lune et la volonté nationale, etc. » 1.^1 séance du incmejour de la Lhambre des Ueprésenlans fut consacrée à la discussion de la déclaration des Droits du peuple français. Elle passa à la majorité de trois cent vingt et un votans.sur trois cent soixanle-troisf l.e G, la garde nationale parisienne déclara, par l'organe de scs cliefs de légion et de ses majors,

iju'cllc licndt'ail à honneur de conterrer à jamais le» couleurs naliouales, tjui ne ;jowrrai>fi/ êlre ahandonuce» sans damjcr, Immédialeiiicnt après, le Aionilcur public colle déclaration du Uoi aux Français ; ; « J'apprends qu'une porte de mon royaume est ' U ouverte, etj'accours... Je n'ai pas permis qu'aucun K prince de ma famille parütdans les rangs des étranU gers... Mon gouvernement devait faire des fautes ; M peut-être en a-t-il fait... Il est des temps où les in•I tentions les plus pures nesuRiseiil pas pour diriger, U et quelquefois même elles égarent. Je promets, « moi qui n'ai jamais promis en vain (l'Europe enu tière le sait), de pardonner, à l'égard des Fraii•(çais égarés, tout ce qui s'est passé depuis le jour « où j'ai quitté I.ille au milieu de tant de larmes. Il jusqu'au jour où je suis rentre dans Cambrai an *t milieu de tant d'acclainnlions. Opeiidanl le sang •I de mes sujets a coulé par une trahison dont les «I annales clu monde n'ofTrenl pas d'exemple. Celle U trahison a appelé l'élranger dans le cœur de la •I France : je dois donc, pour la dignité de mon « trùne, pourl'inlérèl de mes peuples, pour le repus il de l'Europe, exempter de pardon les instigateurs Il cl les auleurs de celte trame horrible. Ds seront dé« signés n la vengeance des lois par les deux (^hatiiI. bres, que je me propose de convoquer incessam«I ment. Il Cambrai, 28 juin. » Loiis. » Plus bas : « Le prince de Tau.eyras». » D.ms une situation aussi cruelle, où la terre et la mer étaient également fermées à Napoléon par le gouvernemcnlprovisoireet par lacoalilion, ce prince a la générosité de résister aux vives et continuelles instances qu'il reçoit de l'armée victorieuse de l.antarque dans la Vendée, et de celle que commande Claiisel à Bordeaux. Le lléau de la guerre civile est la tetede Méduse qu'il oppose invinciblement à cetto dernière et violente teiitalion'dc reparaître encore à la tête des soldats français qui rappellent; il congédie, les larmes aux yeux, les généraux, les ofliciers qui sont venus lui porter ces paroles de la gloire; son sacrilice doit être complet. Il repousse ridée que le sang français ne coulerait pas pour la patrie, mais pour lui seul. Après la journée de Waterloo, où il a etc désobéi et trahi , entouré de nouvelles embûches, presque menacé par un arrêt de mort s'il reste sur le sol français, il a le droit et le pouvoird'en appeler une dernière fois aux armes;

cependant, malgré cette certitude, et quoique rempli

convention qui remet Paris entre les mains des alliés et envoie l'armée au-delà de la Loire, pour y subir un arrêt de dissolution. Ces éphémérides sont tragiques. Elles ont aussi un lendemain bien étrange; car c'est dans la séance du 4, que le représentant Garat donne lecture de la *déclaration des droits des Français et des principes fondamentaux de leur constitution*. Le 5 *le Moniteur* réunit encore deux actes bien différens dans ses colonnes passives. L'un est la déclaration de la Chambre des Représentans, signée de son président et de son bureau, par laquelle elle publie hautement ses sentimens et ses principes politiques, conformément à la nouvelle constitution :

« Les troupes des puissances alliées vont occuper « la capitale.... La Chambre des Représentans n'en « continuera pas moins de siéger au milieu des habi- « tans de Paris, où la volonté expresse du peuple a « appelé ses mandataires..... Elle déclare qu'elle se « repose sur le respect des puissances alliées pour « l'indépendance de la nation, si positivement ex- « primé dans leurs manifestes.... Que le gouverne- « ment de la France, quel qu'en puisse être le chef, « doit réunir les vœux de la nation légalement « émis..... Ainsi, tout gouvernement qui n'aurait « d'autres titres que des acclamations et la volonté « d'un parti, ou qui serait imposé par la force, tout « gouvernement qui n'adopterait pas les couleurs « nationales, et ne garantirait point la liberté des « citoyens, etc., etc., (les droits du peuple), n'au- « rait qu'une existence éphémère... Que si les bases « énoncées dans cette déclaration pouvaient être « méconnues ou violées, les Représentans du peu- « ple... protestent d'avance à la face du monde en- « tier contre la violence et l'usurpation... » L'autre acte était la proclamation de la commission du gouvernement, aussi adressée aux Français. « Dans les « circonstances difficiles où les rênes de l'État nous « ont été confiées, il n'était pas en notre pouvoir de « maîtriser le cours des événemens et d'écarter tous « les dangers; mais nous devions défendre les inté- « rêts du peuple et de l'armée, également compromis « dans la cause d'un prince abandonné par la for- « tune et la volonté nationale, etc. » La séance du même jour de la Chambre des Représentans fut consacrée à la discussion de la déclaration des Droits du peuple français. Elle passa à la majorité de trois cent vingt et un votans, sur trois cent soixante-trois!

Le 6, la garde nationale parisienne déclara, par l'organe de ses chefs de légion et de ses majors, *qu'elle tiendrait à honneur de conserver à jamais les couleurs nationales, qui ne pourraient être abandonnées sans danger*. Immédiatement après, *le Moniteur* publie cette déclaration du Roi aux Français :

« J'apprends qu'une porte de mon royaume est « ouverte, et j'accours... Je n'ai pas permis qu'aucun « prince de ma famille parût dans les rangs des étran- « gers... Mon gouvernement devait faire des fautes : « peut-être en a-t-il fait... Il est des temps où les in- « tentions les plus pures ne suffisent pas pour diriger, « et quelquefois même elles égarent. Je promets, « moi qui n'ai jamais promis en vain (l'Europe en- « tière le sait), de pardonner, à l'égard des Fran- « çais égarés, tout ce qui s'est passé depuis le jour « où j'ai quitté Lille au milieu de tant de larmes, « jusqu'au jour où je suis rentré dans Cambrai au « milieu de tant d'acclamations. Cependant le sang « de mes sujets a coulé par une trahison dont les « annales du monde n'offrent pas d'exemple. Cette « trahison a appelé l'étranger dans le cœur de la « France : je dois donc, pour la dignité de mon « trône, pour l'intérêt de mes peuples, pour le repos « de l'Europe, exempter de pardon les instigateurs « et les auteurs de cette trame horrible. Ils seront dé- « signés à la vengeance des lois par les deux Cham- « bres, que je me propose de convoquer incessam- « ment.

« Cambrai, 28 juin.

« LOUIS.

« Plus bas :

« Le prince de TALLEYRAND. »

Dans une situation aussi cruelle, où la terre et la mer étaient également fermées à Napoléon par le gouvernement provisoire et par la coalition, ce prince a la générosité de résister aux vives et continuelles instances qu'il reçoit de l'armée victorieuse de Lamarque dans la Vendée, et de celle que commande Clausel à Bordeaux. Le fléau de la guerre civile est la tête de Méduse qu'il oppose invinciblement à cette dernière et violente tentation de reparaître encore à la tête des soldats français qui l'appellent; il congédie, les larmes aux yeux, les généraux, les officiers qui sont venus lui porter ces paroles de la gloire; son sacrifice doit être complet. Il repousse l'idée que le sang français ne coulerait pas pour la patrie, mais pour lui seul. Après la journée de Waterloo, où il a été désobéi et trahi, entouré de nouvelles embûches, presque menacé par un arrêt de mort s'il reste sur le sol français, il a le droit et le pouvoir d'en appeler une dernière fois aux armes; cependant, malgré cette certitude, et quoique rempli du sentiment de sa force, il ne veut pas risquer le sort du pays à ce grand jeu de la fortune qui ne promet qu'un triomphe toujours si voisin de la défaite. D'ailleurs, si l'événement venait à lui être contraire, où fuirait-il après cette dernière catastrophe, qui l'aurait couvert inutilement encore du sang de ses braves? En Corse? il le sait, cette patrie de son obscurité lui est ouverte. Il pourrait, au milieu de

The text on this page is estimated to be only 22.36% accurate

41)1 lllâ^UlllE UE NAI’OEÉÜN. ces memes inonlagncs de la Konda, où la guerre le til Ircssaillir^ il y a quarante*six ans, dans le sein de sa mère, délier long tein|js toutes les armées de TEuropc, L'n sentiment suhiirne cleinl tuut-à-coup dans son aine cette scducliun puissante de régner, de combattre et de mourir aux lieux qui l’ont vu oailrc. Il ne sera pas dit gue geul il aura /rowré le port üüHi le nau^'age du peuple frauçaie ! Napoléon résidait à tlocliefort, non en firgilif, mais comme prince: reçu par la première autorilé du departement, accueilli par les acclamations du peuple, il habitait la prcl'eclure, avec les mêmes honneursqu'aux Tuileries. Toutefois il n’èlnil guère acccssibicqu'auducdc Uovigo,son ancien minisirc, et au général Bertrand, son grand-maréchal. Le 8, après d'assez mauvaises nouvelles, i’Fmpereur, suivi de Bertrand, de lluvigo, de Becker et de Guurgaud, quitte la France au milieu des Icmoigiingcs de dévouement cl de regrets des mililaires et de la population, et monte un canot de dix rameurs, pour aller coucher a bord de la Saul, L'équipage de la frégate lui prodigue tous les honneurs dus à sa personne, a son rang, à sa gloire, à son malheur, qui le rendait plus auguste au lieu de le rabaisser. Le lendemain, il descend à l'ile d'Aix ; il s'empresse d'inspecter la garnison, de visiter la place, aux cris redoublés de rire l'Kmpercxàr ; poussés sur son passage par les militaires et les habitans : cette revue est le dernier adieu qu’il fait à la France comme général; ces acclam.ilions, le dernier adieu qu’il reçoit comme souverain. li retourne à bord ; mais une dépêche du ministre Décrûs, en date du G, nccompagnéü du dernier arrêté du gouvernement provisoire, informe le général Becker que si Napoléon voulait aller à bord de la croisière aufflaige , ou dirtclemcnl ew Aiujlelerret il devait faire par écrit au préfet maritime la dematuie d'un parlementaire; il devait en être de même pour obtenir un aviso, si ,\apoléon se dèci~ doit à ftartir pour V Amérique. Sous aucun $notif iSapoléOH wc pouvait débarquer sur le territoire français, sous peine, pour le commandant du Mtiment. de haute trabisd!i. D’après ces nouvelles et impératives inslruclioiis, une péniche fut envoyée à l’ile de Ué, pour connaUre, par les signaux, le nombre des bàlimens anglais et la [Kisilion de leurs stations. Le rapport n’arriva que le 10, et ne contribua qu’à redoubler, dans Napuléon, le supplice de l’irrésolution. Il $c décida seuleincnl à faire partir sur-le-champ, en parlementaires, pour re.scadrc anglaise, le duc de Bovigo et le comte de La«-('.ascs, les

chargeant de s'inforiner si Ton avait reçu des saufs-coiiduils, cl comment il serait accueilli m Angleterre s’il y allait demander l'hospitalité. A deux heures, les deux envoyés revinrent avec cette réponse : Ouc le coininaiidaiil do la station anglaise prendrait les ordres de l'amiral, ce qui devait employer trois ou quatre jours. (a^Uc circonslance força donc Napoléon de reprendre les tentatives cnIrelcnues, afin de pouvoir sc dérober sur un bâtiinuiit léger aux regards de l'ennemi. Cependant le Hellét'opbon, où avaient al>ordé Uovigocl Las-Ciscs, les suivit et vint mouiller dans la rade des Basques; les stations des deux nations furent dès lurs très rapprochées. Kn conséquence, le 11, le général Lallemand partit sur une péniche à bord de la corvette la Ua^-O' dere. pour la rivière de Bordeaux. Les marins de Uocheforl répondaient du capitaine. Ia* lâ seulemeiU , Napuléon apprit par les journaux que le gouvernement royal avait remplacé le gouvernement provisoire, et que les alliés étaient à Paris. Alors, pressé par rinipéricus4‘ nécessité, Napoléon déclara sa volonté d'aller chercher un refuge sur la croisière anglaise. Il fil embarquer scs bagages sur V/Cpervierel sur la Sophie, et retourna à l’ile d’Aix, où il voulut attendre le retour du général Lallemand. Son affreuse anxiété fut bientùl portée au comble par l’arrivée de son frère, qui lui connrma loules les nouvelles de Paris. Josi^pb lui donna le eunseil de prendre à rinsLaril même un parti quelconque, avant que le nouveau iniiiislère, à la lélc duquel sc trouvaient Talieyraiid et Fouché, ne fil riietlrc un embargo sur les bàlimens de l'Etal, et ne lui enlevât tout moyen de salut. Dans le même moment l.alleinuiid revint de sa mission ; la Ilaj adcro se inellail aux ordres de N.i{H)lcün. La rivière de Bordeaux ii'étail point surveillée : il y avait de plus on partance un b.-Uimetil américain sur lequel un [Kiuvait tromper la croisière. Mais, d’un autre côté, le drapeau bbinc llolluit déjà sur les forts de la roule à parcourir par terre. Il fallait faire quatre lieues de la Tremblayo à Koyan, pour éviter le passage de Maumusson ; tel fut le rapport du général Lallemand. .Malgré le |>éril du trajet par terre, ce parti était encore le meilleur. Mais l’idée affreuse et rcvoüantc de pouvoir être arrêté par une patrouille, traduit sur-le-champ devant une commission militaire ou un tribunal prcvôlal, comme ayant remis le pied sur le conlineiil français, au mépris des instructions récoinmciU envoyées, souleva Paine de Napoléon, et, après avoir reçu les adieux de son frère Joseph, qui, de Uocheforl, mil à la voile pour l’Amérique, il se détermina à partir, dans la nuit du lô au 11, sur un hàliincnt neutre danois, avec Berlrand, Kuvigo, Lallemand cl Gourgaud. Un

incident domestique lit changer U>ul-à-coup cette salutaire résolution. Mêmes diflicultés avaient eu lieu le 1 3 au soir pour s'embarquer sur des chassc-maréc. On était au 14 : le temps pressait ; Napoléon UéDigiiized by Google

ces mêmes montagnes de la Ronda, où la guerre le fit tressaillir, il y a quarante-six ans, dans le sein de sa mère, défier long-temps toutes les armées de l'Europe. Un sentiment sublime éteint tout-à-coup dans son ame cette séduction puissante de régner, de combattre et de mourir aux lieux qui l'ont vu naître. Il ne sera pas dit *que seul il aura trouvé le port dans le naufrage du peuple français!*

Napoléon résidait à Rochefort, non en fugitif, mais comme prince : reçu par la première autorité du département, accueilli par les acclamations du peuple, il habitait la préfecture, avec les mêmes honneurs qu'aux Tuileries. Toutefois il n'était guère accessible qu'au duc de Rovigo, son ancien ministre, et au général Bertrand, son grand-maréchal. Le 8, après d'assez mauvaises nouvelles, l'Empereur, suivi de Bertrand, de Rovigo, de Becker et de Gourgaud, quitte la France au milieu des témoignages de dévouement et de regrets des militaires et de la population, et monte un canot de dix rameurs, pour aller coucher à bord de *la Saal*. L'équipage de la frégate lui prodigue tous les honneurs dus à sa personne, à son rang, à sa gloire, à son malheur, qui le rendait plus auguste au lieu de le rabaisser. Le lendemain, il descend à l'île d'Aix ; il s'empresse d'inspecter la garnison, de visiter la place, aux cris redoublés de *vive l'Empereur!* poussés sur son passage par les militaires et les habitans : cette revue est le dernier adieu qu'il fait à la France comme général ; ces acclamations, le dernier adieu qu'il reçoit comme souverain. Il retourne à bord ; mais une dépêche du ministre Decrès, en date du 6, accompagnée du dernier arrêté du gouvernement provisoire, informe le général Becker que si Napoléon *voulait aller à bord de la croisière anglaise, ou directement en Angleterre, il devait faire par écrit au préfet maritime la demande d'un parlementaire; il devait en être de même pour obtenir un aviso, si Napoléon se décidait à partir pour l'Amérique. Sous aucun motif Napoléon ne pouvait débarquer sur le territoire français, sous peine, pour le commandant du bâtiment,* DE HAUTE TRAHISON. D'après ces nouvelles et impératives instructions, une péniche fut envoyée à l'île de Ré, pour connaître, par les signaux, le nombre des bâtimens anglais et la position de leurs stations. Ce rapport n'arriva que le 10, et ne contribua qu'à redoubler, dans Napoléon, le supplice de l'irrésolution. Il se décida seulement à faire partir sur-le-champ, en parlementaires, pour l'escadre anglaise, le duc de Rovigo et le comte de Las-Cases, les chargeant de s'informer si l'on avait reçu des saufs-conduits, et comment il serait accueilli en Angleterre s'il y allait demander l'hospitalité. A deux heures, les deux envoyés revinrent avec cette réponse : Que le commandant de la station anglaise prendrait les ordres de l'amiral, ce qui devait employer trois ou quatre jours. Cette circonstance força donc Napoléon de reprendre les tentatives entretenues, afin de pouvoir se dérober sur un bâtiment léger aux regards de l'ennemi. Cependant *le Bellérophon*, où avaient abordé Rovigo et Las-Cases, les suivit et vint mouiller dans la rade des Basques; les stations des deux nations furent dès lors très rapprochées.

En conséquence, le 11, le général Lallemand partit sur une péniche à bord de la corvette *la Bayadère*, pour la rivière de Bordeaux. Les marins de Rochefort répondaient du capitaine. Le 12 seulement, Napoléon apprit par les journaux que le gouvernement royal avait remplacé le gouvernement provisoire, et que les alliés étaient à Paris. Alors, pressé par l'impérieuse nécessité, Napoléon déclara sa volonté d'aller chercher un refuge sur la croisière anglaise. Il fit embarquer ses bagages sur *l'Épervier* et sur *la Sophie*, et retourna à l'île d'Aix, où il voulut attendre le retour du général Lallemand. Son affreuse anxiété fut bientôt portée au comble par l'arrivée de son frère, qui lui confirma toutes les nouvelles de Paris. Joseph lui donna le conseil de prendre à l'instant même un parti quelconque, avant que le nouveau ministère, à la tête duquel se trouvaient Talleyrand et Fouché, ne fît mettre un embargo sur les bâtimens de l'État, et ne lui enlevât tout moyen de salut. Dans le même moment Lallemand revint de sa mission ; *la Bayadère* se mettait aux ordres de Napoléon. La rivière de Bordeaux n'était point surveillée : il y avait de plus en partance un bâtiment américain sur lequel on pouvait tromper la croisière. Mais, d'un autre côté, le drapeau blanc flottait déjà sur les forts de la route à parcourir par terre. Il fallait faire quatre lieues de la Tremblaye à Royan, pour éviter le passage de Maumusson ; tel fut le rapport du général Lallemand. Malgré le péril du trajet par terre, ce parti était encore le meilleur. Mais l'idée affreuse et révoltante de pouvoir être arrêté par une patrouille, traduit sur-le-champ devant une commission militaire ou un tribunal prévôtal, comme ayant remis le pied sur le continent français, au mépris des instructions récemment envoyées, souleva l'ame de Napoléon, et, après avoir reçu les adieux de son frère Joseph, qui, de Rochefort, mit à la voile pour l'Amérique, il se détermina à partir, dans la nuit du 13 au 14, sur un bâtiment neutre danois, avec Bertrand, Rovigo, Lallemand et Gourgaud. Un incident domestique fit changer tout-à-coup cette salutaire résolution. Mêmes difficultés avaient eu lieu le 13 au soir pour s'embarquer sur des chasse-marée.

On était au 14 : le temps pressait ; Napoléon dé-

The text on this page is estimated to be only 24.94% accurate

rilSTOIHE DE NAPOLEON. cida enfin que Las-Cases et I.allcmand se rendraient en parlementaires à la station anglaise, |>our y chercher la réponse aux ouvertures faites le ÎO. Le capitaine Mailland. coinrnaiulanl /e tieüèrophon, leur dit : U qu'il attendait A chaque minute les ordres reM lalifs aux saufs-condiiils; mais que si l'Empereur •I Voulait, dès col instant, s'embarquer pour l'An•< gleterre, il était autorisé à l'y conduire, et à le •< traiter av pour disposer de sa personne. » Une autre lettre eu date du 8, écrite au capitaine, en renouvelant ritjjoiiclion de retloublcr de vigilance afin de s'emparer de l'Empereur, portail: » Si vous êtes assez 44 heureux pour rintercepter, vous devez le Iransfét< rer, avec sa fa mille, sur le vaisseau que vous com4< mandez, i'y tenir sous bonne et sûre garilc, reve41 iiir en toute diligence au port le plus voisin «d'Angleterre; interdire, à votre arrivée, toute 41 communiention avec la terre, et garder le plus «I profond secret sur toute l'nlTaire, jusqu'à ce que Il vous receviez des ordres ultérieursde l'amirauté. n Trop élevé au-dessus des lâches détours auxquels s'abaissait le ininislru des volontés de lord Keith, avide de saisir sa proie. Napoléon, persuadé d'ailleurs par le conseil unanime de scs compagnons, q ui ne pouvaient soupçonner une telle déloyauté, accepta riiospilaiitédu licUcrophon avec une noble confiance. Ce sentiment éclate au plus haut degré dans ce qu'il fait écrire au capitaine Mailland par le graiKl-inaréchal , et plus encore dans la lettre suivante, dont il chargea le général Guurgaud pour le prince régent d'Angleterre : i(Altxsse Boyalx, 4: En butte aux factions qui divisent mon pays, cl U à rinimilié des plus grandes puissances de l'EuK ropc, j'ai terminé ma carrière politique, et je n viens, comme Tlicmistoclc, m'asseoir au foyer du 41 peuple britannique. Je me mets sous la prolec« tion de scs lois que je réclame de Y. A. K. comme Il du plus puissant, du plus constant cl du plus gé41 néreux de mes ennemis. •I llochefort, 15 juillet 1815. « NAroLtox. *4 Blalgré In convention faite avec le capitaine Maillaiid, que Gourgaud aurait toutes les facilites pour remplir son message, et remettre à Son Altesse Uoyaic la lettre dont il était porteur, cet ofiieier, expédiéà Plymoulh surla corvette /eAVone^-.à bord de laquelle il fut toujours considéré comme parleinentnire, reçut de l'amiral Keith la défense de débarquer, et lie put obtenir aucun moyen de cominunicalioii avec le prince. Le 15, Napoléon se rendit à l>ord de r>?/»c/Ticr; mais à l'inslaiil d'y monter, il dit au général Becker CCS belles paroles qui

rappellent celles de Crassus à scs soldats : « lïctirez rous, yéncraljjo ne reux pat qu'OH puitJtc cf'OiVe qu'iin /'ninpaM toit venu me Hrrer à mes ennemis. » Avant ce moment. Napoléon avait remis à ci^l ofiieier une copie de sa lettre au prince régent, en ajoutant: •I Puisque je suis un obstacle à la paix de i'Ku41 rupe, jcnc puis lui donner une plus grande preuve 4(de ma condescendance à ses désirs, qu'en rne liu vraiit à la puissance qui dirige la politique du 41 continent. Il C'est à la postérité qu'appartient désormais le 44 jugement de la conduite des souverains envers la » France. En continuant la spoliation de notre paït trie, ils seront condamnés par leurs propres ma«nifcsles; et les inonumens historiques que ces 41 grandes catastrophes transmettront aux générait lions à venir, fixeront l'opinion des siècles futurs 41 sur la grandeur (le mes entreprises. 41 Ouc la paix de l'Europe devienne dune le prix «de ma n^noiiciation au trône de France! (^>ue Il l'empereur Alexandre soutienne le caractère de 41 grandeur et de magnanimité qui le distingue dans U les circonstances mémorables de son règne ; qu'il 44 n'oublic pas que, dans la situation où se trouve « l'Europe, le repos de la Russie dépend du la con« scrvatioii de rancicimc France. Enfin, que les souw verainsqui règlent inaiiilenanl le sort des nations « remplissent leurs engagemens, cl mes vœux se41 runt remplis. » L'Kpercier l'eut bientôt transporte à ln>rd du vaisseau-amiral de la stntiuii. En mcUanl le pied sur le Digitized by Google

cida enfin que Las-Cases et Lallemand se rendraient en parlementaires à la station anglaise, pour y chercher la réponse aux ouvertures faites le 10. Le capitaine Maitland, commandant *le Bellérophon*, leur dit : « qu'il attendait à chaque minute les ordres relatifs aux saufs-conduits; mais que si l'Empereur voulait, dès cet instant, s'embarquer pour l'Angleterre, il était autorisé à l'y conduire, et à le traiter avec tout le respect et les égards dus au rang qu'il avait occupé. » Le capitaine ajouta : « que, d'après son opinion privée (et plusieurs autres capitaines présens se joignirent à lui), on ne pouvait douter que Napoléon ne trouvât un accueil favorable en Angleterre; que dans ce pays le prince et les ministres n'exerçaient pas le pouvoir arbitraire du continent; que le peuple anglais avait une générosité de sentimens et une libéralité d'opinions supérieures à la souveraineté même. » Ces protestations, où Napoléon vit l'assurance d'une loyale hospitalité, décidèrent et durent décider celui qui avait eu la généreuse pensée de la demander. Mais elles cachaient un piége infâme. En effet, le capitaine qui osait prodiguer ces explications rassurantes avait reçu dès le 7 juillet, de la part de lord Keith, et par l'entremise de sir Henri Hotham, l'injonction de redoubler de vigilance pour intercepter Bonaparte. « S'il vient à être pris, écrivait l'amiral, il doit m'être amené dans cette baie (Plymouth), parce que j'ai des ordres pour disposer de sa personne. » Une autre lettre en date du 8, écrite au capitaine, en renouvelant l'injonction de redoubler de vigilance afin de s'emparer de l'Empereur, portait : « Si vous êtes assez heureux pour l'intercepter, vous devez le transférer, avec sa famille, sur le vaisseau que vous commandez, l'y tenir sous bonne et sûre garde, revenir en toute diligence au port le plus voisin d'Angleterre; interdire, à votre arrivée, toute communication avec la terre, et garder le plus profond secret sur toute l'affaire, jusqu'à ce que vous receviez des ordres ultérieurs de l'amirauté. » Trop élevé au-dessus des lâches détours auxquels s'abaissait le ministre des volontés de lord Keith, avide de saisir sa proie, Napoléon, persuadé d'ailleurs par le conseil unanime de ses compagnons, qui ne pouvaient soupçonner une telle déloyauté, accepta l'hospitalité du *Bellérophon* avec une noble confiance. Ce sentiment éclate au plus haut degré dans ce qu'il fait écrire au capitaine Maitland par le grand-maréchal, et plus encore dans la lettre suivante, dont il chargea le général Gourgaud pour le prince régent d'Angleterre :

« Altesse Royale,

« En butte aux factions qui divisent mon pays, et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois que je réclame de V. A. R. comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis.

« Rochefort, 13 juillet 1815.

« Napoléon. »

Malgré la convention faite avec le capitaine Maitland, que Gourgaud aurait toutes les facilités pour remplir son message, et remettre à Son Altesse Royale la lettre dont il était porteur, cet officier, expédié à Plymouth sur la corvette *le Slaney*, à bord de laquelle il fut toujours considéré comme parlementaire, reçut de l'amiral Keith la défense de débarquer, et ne put obtenir aucun moyen de communication avec le prince.

Le 15, Napoléon se rendit à bord de *l'Épervier;* mais à l'instant d'y monter, il dit au général Becker ces belles paroles qui rappellent celles de Crassus à ses soldats : « *Retirez-vous, général; je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un Français soit venu me livrer à mes ennemis.* » Avant ce moment, Napoléon avait remis à cet officier une copie de sa lettre au prince régent, en ajoutant :

« Puisque je suis un obstacle à la paix de l'Europe, je ne puis lui donner une plus grande preuve de ma condescendance à ses désirs, qu'en me livrant à la puissance qui dirige la politique du continent.

« C'est à la postérité qu'appartient désormais le jugement de la conduite des souverains envers la France. En continuant la spoliation de notre patrie, ils seront condamnés par leurs propres manifestes; et les monumens historiques que ces grandes catastrophes transmettront aux générations à venir, fixeront l'opinion des siècles futurs sur la grandeur de mes entreprises.

« Que la paix de l'Europe devienne donc le prix de ma renonciation au trône de France! Que l'empereur Alexandre soutienne le caractère de grandeur et de magnanimité qui le distingue dans les circonstances mémorables de son règne; qu'il n'oublie pas que, dans la situation où se trouve l'Europe, le repos de la Russie dépend de la conservation de l'ancienne France. Enfin, que les souverains qui règlent maintenant le sort des nations remplissent leurs engagemens, et mes vœux seront remplis. »

L'Épervier l'eut bientôt transporté à bord du vaisseau-amiral de la station. En mettant le pied sur *le*

 BeHérophont Napoléon dil au capitaine : n Je viens « à voire bord me mettre sous la protection des lois •I d'Angleterre. » Vers les trois heures, l'amiral Hothani arriva au mouillage sur te Superbe, de 74. Il rendit visite k Napoléon, et le pria de venir le lendemain visiter son vaisseau; Napoléon y déjeùna avec toute sa suite. Mais avant de descendre du Bellèrophon , il s'arrêta sur le pont, où était rangée la garnison, cl lui lit faire l'exercice. Le séjour sur le Bellèrophon SC prolongea ncurjours, en raison des calmes cl des vents contraires. Napoléon y fut l'objet d'un respect aussi constant que l'admiration de l'équipage. En> lin, le 94, le vaisseau jeta l'ancre dans la raile de Torbay. Là revint Gourgaud , porteur de la fatale nouvelle du refus qu'il avait éprouvé. 11 avait dû se dessaisir de la lettre au prince régent ; cet augure était funeste. Napoléon n'cul pour distraction du chagrin qu'il ressentit que les acclamations publiques. Aussitôt que l'on cul appris sa préscnceà bord du Bellèrophon, la mer se couvrit d'embarcations, et les cris d'enthousiasme qui s'élevèrent de ces bàtiincns furent si unanimes, que le capitaine parut craindre renlcvcinenl de son hâte, et ordonna de repousser ces canots à coups d'avirons. Deux jours après, il reçut l'ordre d'appareiller pour Plymouth. lià*, seulement, le gouvernement britannique devait faire connaître sa décision sur la demande de Napoléon. A Plymouth, i'afnucnce devint bien plus considé^ rable qu'à Torbay. Les journaux avaient averti rAiiglelcrre de l'arrivée de Napoléon; la population sembla sc porter tout entière à Plymouth pour voir, pour honorer le grand homme du siècle. Les n)utcs étaient couvertes de voilures : la mer disparaissait sous les barques innombrables qui encombr.iienl la rade; elles luttaient de rapidité et d'adresse pour approcher du bellèrophon. A rheure où Napoléon paraissait sur le pont, toute cette foule le saluait, restait la tète découverte, et, agitant ses chapeaux, remplissait Pair d'acclamations. Napoléon contemplait avec cmotion«cc respect, cet intérêt universel du peuple britannique. 11 voyait qu'en Angleterre aussi, il avait la popularité de la gloire, et que le malheur le mettait en paix avec ce grand pays.]/accucil triomphal qu'il recevait dans le premier port de la Grande-Bretagne devait être pour lui le présage assuré d'une généreuse hospitalité. Mais le peuple anglais ne fut pas consulté par son gouvernement, et bientôt le Bellèrophon s'entoura de canots armés qui repoussèrent les spectateurs à coups de fusil. Quelques Anglais périrent dans les flots, par suite de la brutalité avec laquelle on exécutait l'ordre

d’isoler le Bellèrophon. L'ne pareille violence, exercée lout-à-coup contre ceux qui venaient l’honorer, dut révéler à Napoléon le secret de sa captivité; d’ailleurs, il n’avait pas reçu dans la rade de Plymouth, à son arrivée, la visite de l’amiral Keith , comme il avait reçu au mouillage de Roebefort celle de l’amiral Holham. Cependant les Anglais ignoraient l’arrêt porté par leur ministère; ils claient encore abusés à Plyinoulh, comme Napoléon l’avait été à Torbay. Ils conservaient toujours l’espoir que le condamné do la fortune n’avait plus rien à craindre des hommes ; ils se trompaient. Le 30 juillet, lord Keith se rendit à l)ord du Bellèrophon avec le chevalier Banbury, sous-sccrélaire d’État. Admis en présence de Napoléon, ils lui remirent une pièce ministérielle où on lisait : K .... Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers «> notre pays, ni à nos alliés, que le général Bona« parte conserve le moyen de troubler de nouveau Il la paix du continent. L'flc de Sainte-Hélène a été B choisie pour sa future résidence. Le climat e$f » sain, et la situation locale permettra qu’on l’y U traite avec plus d’indulgence qu'on ne le pourrait K faire ailleurs, ru le$ prècautione indiêpensablee Il qu'on serait obligé d'emptqyrer pour $"a$$urtr de K $a personne... » A celle nouvelle, Napoléon opposa les plus énergiques réclamations. Dans le premier moment, il paraissait décidé à mourir au milieu dcscITorts de sa résistance, plutôt que d'obéir à un arrêt si cruel. « L’idée seule de Sainle-IIélcne, disait-il, me fait Il horreur! Être relégué pour toute sa vie dans une » lie entre les tropiques à une distance immense du « continent, privé de toute communication avec Je U monde, et de tout ce qu’il renferme de cher à mon Il cœur ! C'est pis que la cage de Tamcrian f Autant •I aurait valu signer loulde suite mon arrétde mort.» Mais on fut sourd à ces justes plaintes; la mesure était irrévocablement arrêtée : si Napoléon résistait, les satellites du ministère anglais avaient reçu l'ordre de porter les mains sur lui. L’illustre captif sentit qu’il ne devait pas sc commeltre à de pareils ennemis; et c'est alors que, du haut dosa raison, il adressa à lord Keith celte lettre qui n’a point d'égale dans l'histoire des plus grandes victimes de l’iiiconslancc de la fortune : K Je proteste solennellement ici, à la face du ciel V et des hommes, contre la violence qui m’est faite, U contre la violation de mes droits les plus sacrés, •c en disposant par la force de ma personne et de «I ma liberté. Je suis venu librement à bord du •I Bellèrophon. Je ne suis pas prisonnier, je suis K rhôle de l’Angleterre. J’y suis veiiuà rinstigalioii U même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du •I

gouvernement de me recevoir et de me conduire B en Angleterre avec ma suite, si cela m’était Digiiized by Google

Bellérophon, Napoléon dit au capitaine : « Je viens « à votre bord me mettre sous la protection des lois « d'Angleterre. »

Vers les trois heures, l'amiral Hotham arriva au mouillage sur *le Superbe*, de 74. Il rendit visite à Napoléon, et le pria de venir le lendemain visiter son vaisseau; Napoléon y déjeûna avec toute sa suite. Mais avant de descendre du *Bellérophon*, il s'arrêta sur le pont, où était rangée la garnison, et lui fit faire l'exercice. Le séjour sur *le Bellérophon* se prolongea neuf jours, en raison des calmes et des vents contraires. Napoléon y fut l'objet d'un respect aussi constant que l'admiration de l'équipage. Enfin, le 24, le vaisseau jeta l'ancre dans la rade de Torbay. Là revint Gourgaud, porteur de la fatale nouvelle du refus qu'il avait éprouvé. Il avait dû se dessaisir de la lettre au prince régent; cet augure était funeste. Napoléon n'eut pour distraction du chagrin qu'il ressentit que les acclamations publiques. Aussitôt que l'on eut appris sa présence à bord du *Bellérophon*, la mer se couvrit d'embarcations, et les cris d'enthousiasme qui s'élevèrent de ces bâtimens furent si unanimes, que le capitaine parut craindre l'enlèvement de son *hôte*, et ordonna de repousser ces canots à coups d'avirons. Deux jours après, il reçut l'ordre d'appareiller pour Plymouth. Là, seulement, le gouvernement britannique devait faire connaître sa décision sur la demande de Napoléon.

A Plymouth, l'affluence devint bien plus considérable qu'à Torbay. Les journaux avaient averti l'Angleterre de l'arrivée de Napoléon; la population sembla se porter tout entière à Plymouth pour voir, pour honorer le grand homme du siècle. Les routes étaient couvertes de voitures : la mer disparaissait sous les barques innombrables qui encombraient la rade; elles luttaient de rapidité et d'adresse pour approcher du *Bellérophon*. A l'heure où Napoléon paraissait sur le pont, toute cette foule le saluait, restait la tête découverte, et, agitant ses chapeaux, remplissait l'air d'acclamations. Napoléon contemplait avec émotion ce respect, cet intérêt universel du peuple britannique. Il voyait qu'en Angleterre aussi, il avait la popularité de la gloire, et que le malheur le mettait en paix avec ce grand pays. L'accueil triomphal qu'il recevait dans le premier port de la Grande-Bretagne devait être pour lui le présage assuré d'une généreuse hospitalité. Mais le peuple anglais ne fut pas consulté par son gouvernement, et bientôt *le Bellérophon* s'entoura de canots armés qui repoussèrent les spectateurs à coups de fusil. Quelques Anglais périrent dans les flots, par suite de la brutalité avec laquelle on exécutait l'ordre d'isoler *le Bellérophon*. Une pareille violence, exercée tout-à-coup contre ceux qui venaient l'honorer, dut révéler à Napoléon le secret de sa captivité; d'ailleurs, il n'avait pas reçu dans la rade de Plymouth, à son arrivée, la visite de l'amiral Keith, comme il avait reçu au mouillage de Rochefort celle de l'amiral Hotham. Cependant les Anglais ignoraient l'arrêt porté par leur ministère; ils étaient encore abusés à Plymouth, comme Napoléon l'avait été à Torbay. Ils conservaient toujours l'espoir que le condamné de la fortune n'avait plus rien à craindre des hommes : ils se trompaient. Le 30 juillet, lord Keith se rendit à bord du *Bellérophon* avec le chevalier Banbury, sous-secrétaire d'État. Admis en présence de Napoléon, ils lui remirent une pièce ministérielle où on lisait :

« .... Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers « notre pays, ni à nos alliés, que le général Bona- « parte conserve le moyen de troubler de nouveau « la paix du continent. L'île de Sainte-Hélène a été « choisie pour sa future résidence. *Le climat est « sain*, et la situation locale permettra qu'on l'y « traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pourrait « faire ailleurs, *vu les précautions indispensables « qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de « sa personne...* »

A cette nouvelle, Napoléon opposa les plus énergiques réclamations. Dans le premier moment, il paraissait décidé à mourir au milieu des efforts de sa résistance, plutôt que d'obéir à un arrêt si cruel. « L'idée seule de Sainte-Hélène, disait-il, me fait « horreur! Être relégué pour toute sa vie dans une « île entre les tropiques à une distance immense du « continent, privé de toute communication avec le « monde, et de tout ce qu'il renferme de cher à mon « cœur! C'est pis que la cage de Tamerlan! Autant « aurait valu signer tout de suite mon arrêt de mort.» Mais on fut sourd à ces justes plaintes; la mesure était irrévocablement arrêtée : si Napoléon résistait, les satellites du ministère anglais avaient reçu l'ordre de porter les mains sur lui. L'illustre captif sentit qu'il ne devait pas se commettre à de pareils ennemis; et c'est alors que, du haut de sa raison, il adressa à lord Keith cette lettre qui n'a point d'égale dans l'histoire des plus grandes victimes de l'inconstance de la fortune :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel « et des hommes, contre la violence qui m'est faite, « contre la violation de mes droits les plus sacrés, « en disposant par la force de ma personne et de « ma liberté. Je suis venu librement à bord du « *Bellérophon*. Je ne suis pas prisonnier, je suis « l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation « même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du « gouvernement de me recevoir et de me conduire « en Angleterre avec ma suite, si cela m'était

The text on this page is estimated to be only 26.24% accurate

IIISTOIIIK DK ^APÜI,ÉO^. iUi « agréable. Je me suis présenlé de bonne foi, |>our •I venir me meUrc sous la proleclion des lois d'An4c glelerre. Aussitôt assisà bord du BeUérophon.}v fus M sur le foyer du peuple britannique. Si le gouver•4 nement, en donnant des ordres au capitaine du U Uellèrophon de me recevoir ainsi que ma suite, U n'a voulu que me tendre une embûche, Ü a forfait •(à riionneiir et llêiri son pavillon. Si cet acte se U consommait, ce serait en vain que les Anglais <1 voudraient parler désormais de leur lujaulê, de M leurs lois cl de leur lilxTlé. ba foi britannique se « trouvera |K'rdued.ins rhospilalilé du Itellerophon. «1 J'en appelle à riiistoire : elle dira qu'un ennemi, U qui fil vingt ans la guerre au |>euple anglais, vint V librement dans son infortune chercher un asile H sous ses lots, t^luelle plus éclatante pnmve pouU vait-il lui donner de son estime eldc sa cunliance? H Mais eoimnenl répondit-on en Angleterre à une •(telle inagnaniniité?On feignit de tendre une main M hospitalière h cet ennemi; et quand il se fut livré U de bonne foi, on riminola ! « NapoUos. " A bord du Itellerophon, à la mer. » Ainsi Napoléon s'était tout-à-coup vu enlevé à l'Europe et à la bienveillance publique du peuple anglais par un arrêt clandestin. A celte époque, s'était formé, parmi lesolTiciersdo l’illustre proscrit, un projet qu’on pourrait bien appeler la conspiration du désespoir. La grande salie du vaisseau était lapissct^ d’armes suspendues : il y en avait à peu près pour cinquante personnes. Les braves qui avaient survécu a tant de batailles, cl surmonté tant d’obstacles réputés iiisunnontaliles, s'élan^^anl tous ensemble Jusqu'au capitaine, et s’emparant des armes, auraient fait main basse sur tes premiers qui eussent voulu leur résister, et se seraient rendus maîtres du vaisseau. Dans le cas où la victoire leur eût paru impossible à espérer, ils devaient mettre le feu aux poudres, cl s'ensevelir avec l'Empereur dans le naufrage commun. Napoléon sembla d’abord adopter ce hardi complot, mais sa raison ne tarda |K>int à le rejeter. » [.es Anglais, dil-ii, feront un 41 hourra sur moi ; ils m’eiilèvenml malgré vous et *ay , mouilla a côté dans la mauvaise baie de SlarjMiint, où parut bientôt le vaisseau de l'exil, escorté de deux frégates chargées de troupes qui devaient former la garnison de Sainte-Hélène. (à‘tte escadre cLi il sous les ordres de l’amiral ('.ockburn. Un incident fort singulier avait déterminé le brusque départde Plyinouth. L'amiral Keith prétendit avoir été averti par le télégraphe qu'un odicier public était parti de Londres, avec un ordre*

û'habea» corpui, pour réclamer la personnede Napoléun;cel homme sc présenta eiïectivemenl dans la journée du 1 août. Un l'aperçut de loin : lord Keith, afin de l'esquiver, se vit contraint d'abandonner son vaisseau, de gagner un autre Mliment, et définitivement de mettre en mer, après avoir pris toutes les précautions pour défendre les approches du Uellèrophon, et s'opposer à cequ'nururi acte ne fut noliné au capitaine. Lord Keith tremblait que son prisonnier iréchnpi>ât à la proscrifition, en se Irouv.inl lout-à-coup placé sous U pruteclion des lois anglaises qu'il était venu implorer. C'eut été un spectacle d'un intérêt bien extraordinaire pour la ville de Londres.de voir Napoléoncunduilen prison par un shériff, et, rentré loul-à-coup sous l'empire de la loi coiiiinuiie, se soustraire ainsi à la st:'nience illégale et despotique que le congrès de Vienne, transplanté à Paris, venait d'improviser contre lui. On s'empressa d'aiilaiit plus d'enlever h Na(H)léuii cef étrange moyen de salut, que rien n'aurait pu, ni à Torbay, ni à l'iymuuth, eni|>écher l'uflicier public do faire son devoir. Les amiraux Keith et Cockhurn sc rendirent à bord du Uellèrophon , cl remirent h Napoléon un extrait de leurs instructions: 4i Napoléon et sa suite «doivent étri' désarmés. L'amiral Cockburn fera « la visite des meubles, et saisira les diamans, l'arN gent, les valeurs, afin de l'cmpéchcr d'en faire « un instrument d'évasion. Ces sommes seront ad« ministrées ptiur subvenir à ses l>esoins. y Le cas de mort était prévu. «Legéuéral (c'est le nom affecté « à Napoléon) peq| disposer de scs biens par testait nteiit. Le général sera

mis on prison s’il essaie de «I s'évadtT. Toutes scs lettres et celles de s

« agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour « venir me mettre sous la protection des lois d'An- « gleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, je fus « sur le foyer du peuple britannique. Si le gouver- « nement, en donnant des ordres au capitaine du « *Bellérophon* de me recevoir ainsi que ma suite, « n'a voulu que me tendre une embûche, il a forfait « à l'honneur et flétri son pavillon. Si cet acte se « consommait, ce serait en vain que les Anglais « voudraient parler désormais de leur loyauté, de « leurs lois et de leur liberté. La foi britannique se « trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*. « J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, « qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint « librement dans son infortune chercher un asile « sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pou- « vait-il lui donner de son estime et de sa confiance? « Mais comment répondit-on en Angleterre à une « telle magnanimité? On feignit de tendre une main « hospitalière à cet ennemi; et quand il se fut livré « de bonne foi, on l'immola !

« NAPOLÉON.

« A bord du *Bellérophon*, à la mer. »

Ainsi Napoléon s'était tout-à-coup vu enlevé à l'Europe et à la bienveillance publique du peuple anglais par un arrêt clandestin. A cette époque, s'était formé, parmi les officiers de l'illustre proscrit, un projet qu'on pourrait bien appeler la conspiration du désespoir. La grande salle du vaisseau était tapissée d'armes suspendues : il y en avait à peu près pour cinquante personnes. Les braves qui avaient survécu à tant de batailles, et surmonté tant d'obstacles réputés insurmontables, s'élançant tous ensemble jusqu'au capitaine, et s'emparant des armes, auraient fait main basse sur les premiers qui eussent voulu leur résister, et se seraient rendus maîtres du vaisseau. Dans le cas où la victoire leur eût paru impossible à espérer, ils devaient mettre le feu aux poudres, et s'ensevelir avec l'Empereur dans le naufrage commun. Napoléon sembla d'abord adopter ce hardi complot, mais sa raison ne tarda point à le rejeter. « Les Anglais, dit-il, feront un « hourra sur moi ; ils m'enlèveront malgré vous et « malgré moi, et j'aurai la douleur de vous voir tous « périr sans pouvoir vous défendre. Loin de moi cet « affreux spectacle ; il me pousuivrait jusqu'à mon « dernier soupir. »

Le 4 août l'on appareilla, et *le Bellérophon*, qui n'était point équipé pour une course lointaine, croisa vers l'est dans la Manche, jusqu'à ce que *le Northumberland*, destiné à l'expédition de Sainte-Hélène, fût prêt à recevoir le captif européen. Ce bâtiment était à Portsmouth.

Le 6, *le Bellérophon*, au lieu d'aller attendre *le Northumberland* dans l'excellente rade de Torbay, mouilla à côté dans la mauvaise baie de Starpoint, où parut bientôt le vaisseau de l'exil, escorté de deux frégates chargées de troupes qui devaient former la garnison de Sainte-Hélène. Cette escadre était sous les ordres de l'amiral Cockburn. Un incident fort singulier avait déterminé le brusque départ de Plymouth. L'amiral Keith prétendit avoir été averti par le télégraphe qu'un officier public était parti de Londres, avec un ordre d'*habeas corpus*, pour réclamer la personne de Napoléon; cet homme se présenta effectivement dans la journée du 4 août. On l'aperçut de loin : lord Keith, afin de l'esquiver, se vit contraint d'abandonner son vaisseau, de gagner un autre bâtiment, et définitivement de mettre en mer, après avoir pris toutes les précautions pour défendre les approches du *Bellérophon*, et s'opposer à ce qu'aucun acte ne fût notifié au capitaine. Lord Keith tremblait que son prisonnier n'échappât à la proscription, en se trouvant tout-à-coup placé sous la protection des lois anglaises qu'il était venu implorer. C'eût été un spectacle d'un intérêt bien extraordinaire pour la ville de Londres, de voir Napoléon conduit en prison par un shériff, et, rentré tout-à-coup sous l'empire de la loi commune, se soustraire ainsi à la sentence illégale et despotique que le congrès de Vienne, transplanté à Paris, venait d'improviser contre lui. On s'empressa d'autant plus d'enlever à Napoléon cet étrange moyen de salut, que rien n'aurait pu, ni à Torbay, ni à Plymouth, empêcher l'officier public de faire son devoir.

Les amiraux Keith et Cockburn se rendirent à bord du *Bellérophon*, et remirent à Napoléon un extrait de leurs instructions : « Napoléon et sa suite « doivent être désarmés. L'amiral Cockburn fera « la visite des meubles, et saisira les diamans, l'ar- « gent, les valeurs, afin de l'empêcher d'en faire « un instrument d'évasion. Ces sommes seront ad- « ministrées pour subvenir à ses besoins. » Le cas de mort était prévu. « Le général (c'est le nom affecté « à Napoléon) peut disposer de ses biens par testa- « ment. Le général sera mis en prison s'il essaie de « s'évader. Toutes ses lettres et celles de ses compa- « gnons seront lues par le gouverneur... » On permettait aux généraux Bertrand, Montholon, Gourgaud et au chambellan Las-Cases de suivre la victime ; les généraux Savary, duc de Rovigo, et Lallemand, tous deux condamnés à mort, étaient exclus du nombre de ses compagnons d'infortune. Jamais en Europe, depuis sa civilisation, jamais outrages plus odieux n'ont souillé la politique d'un gouvernement. La peur qu'inspirait Napoléon à ses ennemis les poursuivait jusque dans son exil, et la haine britannique ne croyait pas pouvoir prendre

The text on this page is estimated to be only 25.14% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. trop do précautions pour sc Iranquilliscrcllc-inémc, H rassurer ses magnanimes alliés. Le i août, la Lrandc-Brclagnc, l'Autriche, la Prusse cl la Russie avaient signe cette convenlion : K Napoléon Bonaparte étant au pouvoir de» sou•I reratHê alliés, LL. MM. les rois, etc., et IcsempeK reurs, etc., ont agréé, en vertu des stipulations H du traité du 25 mars 1815 sur les mesures les U plus propres ù rendre impossible toute entreprise « de sa part contre le repos de l'Euro|)c : •< Art. 1*'. Napoléon lk)napartc est consùlêrè par « les puissances qui ont signé le traité du 20 mars •(dernier, comnie leur prisonnier. M 2. Sa garde est s[)écialemcntcunliéc au gouver«I iicmenl britannique. Le choix de la place et des •I mesures qui peuvent le mieux assurer l'objet de la •> présente stipulation est réservé à S. M. BrilanU nique. U 5. LesCours impériales d'Autricheelde Russie, M et la (^our royale de Prusse, nommeront des coinn missaircs pour se rendre et habiter dans la place s'assureront de sa présence. » 1. S. M. Louis XVlll est invitée, au nom des w quatre t^ours ci-dessus mentionnées, d'envoyer U pareillement un commissaire français au lieu de K la détention de Napoléon Bonaparte. oléon, dans son cabinet, disait à (iourgaud: «J'aurais mieux fait « de ne pas quitter l'Égyplo, j'aurais pu m’y maiti« tenir. L’ArahieaUerid un homme; avec les Français «en réserve, les Arabes et les Égyptiens comme B auxiliaires, je me serais rendu mailre de l’imle, *i et j'aiirnis dominé rUricnl. •• Le 15, jour de s.i fêle, qui fut célébrée sur le vaisseau. Napoléon ne put s’empêcher de donner un souvenir aux époques précédentes de cette solennité annuelle, et de laisser échapper ces tristes paroles dans le sein de l’amitié : i((Quelle dilTérence avec ce que nous avons vu quand U la France entière était dans l'allégresse ! » Le 17 août, le .\orlliutnbcriand passa en vue du cap de la Hogue. C’est là que Napoléon salua pour la dernière fuis la France, par ces mots dignes de lui : H Adieu, adieu, terre des braves ! adieu, chère « France ! Quelques traîtres de moins, et tu serais M encore In grande nation et la maîtresse duiiiondc.e.»Ccinutavaildela portée: en cITet, si Napoléon avait survécu deux aimées de plus à sa chute, la (îraiide-Brelagne i'nurait rappelé de Saiiite-llélèiic, et qui sait ce qu'elle eût alors demandé elle-même au vainqueur d'iéna, de Friedland, et de Wagrani ! lx‘S vents furent favorables à la vengeance des rois : le 11 octobre, Napoléon aperçut le rocher qu’il allait habiter; le 15, l'escadre jeta

l'ancre à midi , et l’on mil en panne. Kii regardant Sainte-Hélène de plus près, Napoléon ne put s'empêcher de dire à ses amis : « l'Orient. » I.c 17, à sept heures et demie, cent cl onze jours après sou départ de Paris, l’Empereur descendit, avec le maréchal Bertrand cl l'amiral anglais,surcello terre, qui ne devait pas rendre sa proie. Digilized by Google

trop de précautions pour se tranquilliser elle-même, et rassurer ses magnanimes alliés.

Le 2 août, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie avaient signé cette convention :

« Napoléon Bonaparte étant *au pouvoir des souverains alliés*, LL. MM. les rois, etc., et les empereurs, etc., ont agréé, en vertu des stipulations du traité du 25 mars 1815 sur les mesures les plus propres à rendre impossible toute entreprise de sa part contre le repos de l'Europe :

« Art. 1er. Napoléon Bonaparte *est considéré* par les puissances qui ont signé le traité du 20 mars dernier, *comme leur prisonnier*.

« 2. Sa garde est spécialement confiée au gouvernement britannique. Le choix de la place et des mesures qui peuvent le mieux assurer l'objet de la présente stipulation est réservé à S. M. Britannique.

« 3. Les Cours impériales d'Autriche et de Russie, et la Cour royale de Prusse, nommeront des commissaires pour se rendre et habiter dans la place que le gouvernement de S. M. britannique aura assignée pour la résidence de Napoléon Bonaparte, et qui, sans être responsables de sa garde, s'assureront de sa présence.

« 4. S. M. Louis XVIII est invitée, au nom des quatre Cours ci-dessus mentionnées, d'envoyer pareillement un commissaire français au lieu de la détention de Napoléon Bonaparte.

« 5. S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande s'oblige à remplir les engagemens qui lui sont assignés par la présente convention.

« 6. La présente convention sera ratifiée, etc. »

On doit remarquer à cet égard la promptitude avec laquelle la sentence fut exécutée. L'amiral Keith, accompagné du contre-amiral Cockburn, vint la signifier à Napoléon sur *le Bellérophon*, dans la rade de Starpoint, le 6 août. Le lendemain, à deux heures après midi, Napoléon dut quitter la trompeuse hospitalité du *Bellérophon*, pour la prison du *Northumberland*. Là le ton de ses gardiens ou de ses geôliers changea : ils affectaient de se couvrir devant lui et de nommer seulement général le souverain dont lord Castlereagh lui-même avait, l'année précédente, reconnu la qualité d'empereur dans la négociation de Châtillon.

Cette époque sera connue dans l'histoire sous le nom d'*époque des violations*. Les violations de la capitulation de Dresde, de celle de Dantzick et de la convention de Paris, étaient des présages assez certains de la violation d'un droit non moins sacré dans la personne de Napoléon, mais il ne put s'abaisser jusqu'à croire que son infortune et sa confiance ne seraient pas respectées par le gouvernement d'un grand peuple; il se trompait, comme Alexandre ou César se seraient trompés en pareil cas. Le 10, l'escadre fit voile pour Madère; le 11, Napoléon, dans son cabinet, disait à Gourgaud : « J'aurais mieux fait « de ne pas quitter l'Égypte, j'aurais pu m'y maintenir. L'Arabie attend un homme; avec les Français « en réserve, les Arabes et les Égyptiens comme « auxiliaires, je me serais rendu maître de l'Inde, « et j'aurais dominé l'Orient. » Le 15, jour de sa fête, qui fut célébrée sur le vaisseau, Napoléon ne put s'empêcher de donner un souvenir aux époques précédentes de cette solennité annuelle, et de laisser échapper ces tristes paroles dans le sein de l'amitié : « Quelle différence avec ce que nous avons vu quand « la France entière était dans l'allégresse ! »

Le 17 août, *le Northumberland* passa en vue du cap de la Hogue. C'est là que Napoléon salua pour la dernière fois la France, par ces mots dignes de lui : « Adieu, adieu, terre des braves ! adieu, chère « France ! Quelques traîtres de moins, et tu serais « encore la grande nation et la maîtresse du monde. » C'était dans la profonde conviction de cette vérité, que ses implacables et lâches adversaires le déportaient à Sainte-Hélène.

Le 24, on s'arrêta à Madère ; le lendemain on fit voile pour Sainte-Hélène. Pendant une si longue navigation, Napoléon, toujours semblable à lui-même, ne se démentit pas un moment. Pour les siens il n'avait pas cessé d'être empereur; pour les Anglais, l'un des premiers capitaines, et l'un des plus grands hommes du monde. L'admiration inspirée à l'équipage par Napoléon était telle, que l'amiral Cockburn craignit de le voir devenir maître du vaisseau. Ce même officier, convaincu du vide que l'illustre captif laissait en Europe, et prévoyant le besoin que sa patrie pourrait en avoir plus tard, disait quelquefois : « Peut-être un jour une escadre anglaise ramènera « Napoléon en Europe. » Ce mot avait de la portée : en effet, si Napoléon avait survécu deux années de plus à sa chute, la Grande-Bretagne l'aurait rappelé de Sainte-Hélène, et qui sait ce qu'elle eût alors demandé elle-même au vainqueur d'Iéna, de Friedland, et de Wagram ! Les vents furent favorables à la vengeance des rois : le 14 octobre, Napoléon aperçut le rocher qu'il allait habiter; le 15, l'escadre jeta l'ancre à midi, et l'on mit en panne. En regardant Sainte-Hélène de plus près, Napoléon ne put s'empêcher de dire à ses amis : « Ce n'est pas un « beau séjour ; j'aurais mieux fait de rester en « Égypte, je serais aujourd'hui empereur de tout « l'Orient. » Le 17, à sept heures et demie, cent et onze jours après son départ de Paris, l'Empereur descendit, avec le maréchal Bertrand et l'amiral anglais, sur cette terre, qui ne devait pas rendre sa proie.

49U HISTOIRE DE NAl>OLÉON. LIVRE DIX-HUITIÈME, napoléon à Saintc-I^élénc. CHAPITRE PREMIER. (I815-18S1.) £TAauS5EHE;

The text on this page is estimated to be only 29.85% accurate

HISTOinE DE NAPOLÉON. 497 nr le Irnito jusqu'ici quccomme un grnndprisoiitiirr ositions et In confiance qui l'ont conduit librement sous le pavillon anglais. « L'Empereur eût pu ne sortir de France que par des stipulations qui eussent prononcé sur ce qui était rclatifà sa personne; mais il a dédaigiicdc mêler des intérêts personnels avec les grands inléréls dont il avait constamment l'esprit occupé. Il eût pu seinellrc à la disposition de rempereur Alexandre, qui avait été son ami, nu de l'empereur François, qui était son beau-père; mais, plein de confiance dans la nation anglaise, il n'a voulu d'autre protection que les lois; et, renonçant aux affaires publiques, il n'a cherché d'autre pays que les lieux qui étaient gouvernés par des lois fixes, indépendantes des volontés particulières. « 2® Si l'Empereur eût clé prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées sur un prisonnier de guerre sont bornés parie droit desgens, clünissenl d'ailleurs avec la guerre même. U 5® Le gouvernement anglais considérant l'Empereur, même arbitrairement, comme prisonnicrdc guerre, son droit sc trouvait alors borné p.ir le droit public; ou bien il pouvait, comme il n'y avait point de carte) entre les deux n.itions dans la guerre actuelle, adopter vis-à-vis de lui les principes des sauvages qui donnent la mort à leurs prisonniers, t'e droit eût été plus humain, plus conforme à la justice que celui do le porter sur cet affreux rucher : la mort qui lui eût été donnée ù bord du eût été un bienfait en comparaison. U Nous avons parcouru les contrées les plus infortuné de l'Europe; aucune ne saurait être comparée à cet aride rocher. Privé de tout ce qui |k'uI rendre la vie supportable, U est propre à renouveler à chaque instant les angoisses de In mort. Lc'S premiers princi|K'S ereur met de la gloire à demeurer au-dessus d'elic ; mais si le gouverncmenlbrilanniqueilcvailpcrsisterdans ses violences envers lui, il regarde comme un bienfait qu'il lui fasse donner la mort. >• I/C capitaine Üesmont part avec cette note, qui aura le sort de la sublime protestation ilu fiellérophoH. Napoléon n'en doute pas, et, n'espérant plus rien de la géncrosilc du gouvernement anglais, il continue à se réfugier avec calme dans le souvenir de sa vie passée. En clTet, le jour même de l'arrivée à Briars, le lendemain de son débarquement, il s'elait occupé à dicter à Las-Cases lacainpagne d'Italie, à Bertrand celle d'Égypte. Fidèle à scs eiig.igeinens, il aura le courage d'accomplir à Sainte-Hélène, autant que le lui permettront ses forces, la promesse de nie fi'KIbe i j'écrirai lee grande»

cho»e» que nou» aron» /biie». Les généraux Montholon et Guurgaud furent appelés aussi alternativement pour écrire sous sa dictée. Ne [wuvaiit plus tenir l’cpce, chacun d’eux se voyait réduit, comme le héros, à tenir la plume, mais c'était servir encore la France et Napoléon, que de retracer la gloire des campagnes d'Italie et d'Égyplc, la grandeur du consulat et celle (le l'empire. (,)uinzc jours s’étaient à peine écoulés depuis le débarquement à Sainte-Hélène, que le cHmal avait déjà attaque la santé de Napoléon. L'exercice du cheval lui était nécessaire : mais comme il ne put obtenir de l'amiral , qui faisait les fonctions de gouverneur par intérim, de n'êtrc pas surveille dans scs courtes promenades par un olficier anglais, il renvoya sesebevaux. Malgré ses premières douleurs physiques et morales, que renouvelait chaque incident de scs longues journées. Napoléon disait à ses compagnons : « Notre situation peut même avoir ti des attraits. L’univers nous contemple; nous doit incuroris les martyrs d’une cause immortelle. Des «t millions d'hommes nous pleurent. I.a patrie sou05 Digilized by Google

ne le traite jusqu'ici que comme un grand prisonnier d'État. Il a d'ailleurs, pour compensation, les soins de la famille de l'honnête et sensible M. Balcombe, qui lui prodigue tous les égards compatibles avec la surveillance sévère, quoique mesurée, de l'amiral; mais quand les commissaires des princes chrétiens seront arrivés et réunis autour du geôlier de la Sainte-Alliance, alors l'affreuse nature, qui a élevé les rocs arides de Sainte-Hélène au milieu des abîmes de la mer et des précipices, au sein d'une atmosphère pestilentielle, ne sera plus qu'un faible auxiliaire de l'exécrable tyrannie qui doit attacher l'immortalité du crime au nom de sir Hudson-Lowe. En attendant un supplice que n'a tracé aucun des historiens qui ont transmis de grandes infortunes, Napoléon, qu'on n'a jamais abordé, même sur *le Bellérophon*, que par l'intermédiaire de ses compagnons, voit tout-à-coup entrer brusquement dans sa chambre le capitaine du *Redpol*, qui retourne en Europe, et il lui remet la note suivante, que Las-Cases écrit sous sa dictée rapide :

Note. « L'Empereur désire, par le retour du prochain vaisseau, avoir des nouvelles de sa femme et de son fils, et savoir si celui-ci vit encore. Il profite de cette occasion pour réitérer et faire parvenir au gouvernement britannique les protestations qu'il a déjà faites contre les étranges mesures adoptées contre lui :

« 1° Le gouvernement l'a déclaré prisonnier de guerre. L'Empereur n'est pas prisonnier de guerre : sa lettre écrite au prince régent, et communiquée au capitaine Maitland avant de se rendre à bord du *Bellérophon*, prouve assez au monde entier les dispositions et la confiance qui l'ont conduit librement sous le pavillon anglais.

« L'Empereur eût pu ne sortir de France que par des stipulations qui eussent prononcé sur ce qui était relatif à sa personne; mais il a dédaigné de mêler des intérêts personnels avec les grands intérêts dont il avait constamment l'esprit occupé. Il eût pu se mettre à la disposition de l'empereur Alexandre, qui avait été son ami, ou de l'empereur François, qui était son beau-père; mais, plein de confiance dans la nation anglaise, il n'a voulu d'autre protection que les lois; et, renonçant aux affaires publiques, il n'a cherché d'autre pays que les lieux qui étaient gouvernés par des lois fixes, indépendantes des volontés particulières.

« 2° Si l'Empereur eût été prisonnier de guerre, les droits des nations civilisées sur un prisonnier de guerre sont bornés par le droit des gens, et finissent d'ailleurs avec la guerre même.

« 3° Le gouvernement anglais considérant l'Empereur, même arbitrairement, comme prisonnier de guerre, son droit se trouvait alors borné par le droit public; ou bien il pouvait, comme il n'y avait point de cartel entre les deux nations dans la guerre actuelle, adopter vis-à-vis de lui les principes des sauvages qui donnent la mort à leurs prisonniers. Ce droit eût été plus humain, plus conforme à la justice que celui de le porter sur cet affreux rocher : la mort qui lui eût été donnée à bord du *Bellérophon* eût été un bienfait en comparaison.

« Nous avons parcouru les contrées les plus infortunées de l'Europe; aucune ne saurait être comparée à cet aride rocher. Privé de tout ce qui peut rendre la vie supportable, il est propre à renouveler à chaque instant les angoisses de la mort. Les premiers principes de la morale chrétienne, et ce grand devoir imposé à l'homme de suivre sa destinée, quelle qu'elle soit, peuvent l'empêcher de mettre lui-même un terme à une si horrible existence : l'Empereur met de la gloire à demeurer au-dessus d'elle ; mais si le gouvernement britannique devait persister dans ses violences envers lui, il regarde comme un bienfait qu'il lui fasse donner la mort. »

Le capitaine Desmont part avec cette note, qui aura le sort de la sublime protestation du *Bellérophon*. Napoléon n'en doute pas, et, n'espérant plus rien de la générosité du gouvernement anglais, il continue à se réfugier avec calme dans le souvenir de sa vie passée. En effet, le jour même de l'arrivée à Briars, le lendemain de son débarquement, il s'était occupé à dicter à Las-Cases la campagne d'Italie, à Bertrand celle d'Égypte. Fidèle à ses engagemens, il aura le courage d'accomplir à Sainte-Hélène, autant que le lui permettront ses forces, la promesse de l'île d'Elbe : *j'écrirai les grandes choses que nous avons faites*. Les généraux Montholon et Gourgaud furent appelés aussi alternativement pour écrire sous sa dictée. Ne pouvant plus tenir l'épée, chacun d'eux se voyait réduit, comme le héros, à tenir la plume, mais c'était servir encore la France et Napoléon, que de retracer la gloire des campagnes d'Italie et d'Égypte, la grandeur du consulat et celle de l'empire.

Quinze jours s'étaient à peine écoulés depuis le débarquement à Sainte-Hélène, que le climat avait déjà attaqué la santé de Napoléon. L'exercice du cheval lui était nécessaire : mais comme il ne put obtenir de l'amiral, qui faisait les fonctions de gouverneur *par intérim*, de n'être pas surveillé dans ses courtes promenades par un officier anglais, il renvoya ses chevaux. Malgré ses premières douleurs physiques et morales, que renouvelait chaque incident de ses longues journées, Napoléon disait à ses compagnons : « Notre situation peut même avoir « des attraits. L'univers nous contemple ; nous de- « meurons les martyrs d'une cause immortelle. Des « millions d'hommes nous pleurent. La patrie sou-

The text on this page is estimated to be only 29.60% accurate

498 HISTOIRE DE NAPOLÉON. •I pire el la gloire est en deuil. Nous luUons ici <1 contre Toppression des dieux, et les vœux des iiaU lions sont pour nous... Mes vérilnblcs soulTraiiccs i M ne sont point ici. Si je ne considérais que moi, I •t peut-être aurais-je à me réjouir. Les malheurs •I onlaussi leur héroïsme et leur gloire. L'adrerBité •I manquai/ à ma carrière. Si je fusse mort sur le •1 trOne, dans les nuages de ma toute-puissance, je «I serais demeuré un problème pour bien des gens. •< Aujourd'hui, grâce au malheur, on pourra me it Juger à nu... » Un autre jour il leur disait : » A quel infâme M traitement ils nous ont réservés! Ce sont les anU goissos delà mort! A l'injustice, à la violence, ils M joignent l'outrage et les supplices prolongés. Si Je M leur étais si nuisible, que ne sc défaisaient-ils de •> moi? Quelques balles dans le cœur ou dans la télé «> auraient sufli.llycùleu au moins quelque énergie «(dans ce crime. Si cen'élnit vous autres, vos femmes U surtout, je ne voudrais recevoir ici que la ration M d'un simple soldat. Comment les souverains de Il l'Europe peuvent-ils laisser polluer en moi ce caM raclère sacré de la souveraineté? Ne voient-ils pas •I qu'ils sc tuent de leurs propres mains à Sainlcu Hélène? Je suis entré vainqueur dans leurs capiu laies; si j'y eusse apporté les mêmes senlimens. que Il seraient-ils devenus? Ils m'ont tous appelé leur M frère ; je l'étais devenu par le choix des peuples, 41 la sanction de la victoire, le caractère de la reliM gion, les alliances de leur politique et de leur K sang. . . Faites vos plaintes, Messieurs, que l'Europe •I les connaisse et s'en indigne ! Les miennes sont » au-dessous de ma dignité et de mon caractère. K J'ordonne ou je me lais. » Le 10 décembre, après un séjour d'environ deux mois dans le pavillon de Briars, ^apoléün .alla prendre possession de son dernier asile. Il existe dans nie d'heureuses positions oITranl de grands arbres, des Jardins, et d'autres belles habitations, entre autres, Piantation-J/ouse. Des ordres barbares, venus de Londres, ne [)crinircnt pas à Napoléon de s'y établir; on lui assigna Lotujwooii, maison de canipagne^usous-gouverncur, Jadisconstruile pour siTvir de grange à la Compagnie des Indes, et assise sur un plateau élevé de deux mille pieds au-dessus du niveau de la mer, sans cesse battu par des vents impétueux, par des pluies violentes, qui durent plus de la moitié de l'année, et pres

UISTUIRK Ub jouissances de sa grandeur, cl la justifier, comme ' s'il parlait à la pustcrilê. 31aîs loin de sc concentrer tout entier en lui-méme, par suite de cet égoïsme si ' exclusif dont un accuse les rois, Napoléon aimait aussi quelquefois à jeter encore des regards d'aigle sur l'aTcnir de l'Europe cl surtout de la France. Il parlait un jour do sa chute a?cc une grande impartialité : u C'est sans raison surtout qu'un m'a « reproché d'avoir employé des nobles et des cmi« grés Ce ne sont point les nobles et les émigrés U qui uni amené la reslauralion ; mais bien plutôt w la rcstauraliun qui a ressuscité les nobles et les •> émigrés... Les vrais coupables sont les intrigans Il de toutes les couleurs et de toutes les doctrines. U Fouché n'est point un noble; Talleyrand n'est pas •1 un émigré; AugcrcauetMarmonlirétaienl ni l'un U ni l'autre... Le bon M. de Ségur, malgré son .-ïge, «I m'a fait oiïrir de me suivre... n'est rien de tout « cela qui m'a renversé ; mais seulement des calas«I Irophes imprévues, inouïes, des circonstances for* itcées,cinq cent mille hommes aux portes de la H capitale, une révolution encore toute fraîche, une •I crise trop forte pour les télés françaises, et surtout Il une dynastie pas assez ancienne. Je me serais U relevé du pied des Pyrénées même, si seulement Il j'eusse été mon pcUldils; et, ce que c'est pourtant K que la magie du passé! bien certainement j'étais w l'élu des Français. Leur nouveau culte était leur U ouvrage; cb bien! dés que les anciens ont reparu, Il voyez avec quelle facilité ils sont retournés aux Il idoles! Et comment une autre politique, après U tout, cùt-cIle pu empêcher ce qui m'a perdu? J'ai » été trahi par Marmonl, que Je pouvais dire mon M fils, mon enfant, mon ouvrage; lui auquel Je con•I liais mes destinées en l'envoyant à Paris, au muU ment même où il consommait sa trahison et ma U perle! J'ai été trahi par Murat, que de soldai « j'avais fait roi, qui était l'époux de ma sœur. J'ai •I été trahi par Bcrthier, véritable oison qucj'avais U fait une espèccd'aigle. J'ai clé trabi dans le Sénat M précisément par ceux du parti national qui me •I doivent tout... Si un Macdonald, un V alence, un U Mofilcsquiou m'eusscril trahi ! mais ils m'ont •(etc fidèles. Que si l'on m'objectait la bêtise de n Murat, je répondrais par l'esprit de Marmonl...» <1 Saiiil-Jean-d'Acrc enlevé, disait-il un autre « jour, l'armée française volait à Damas cl à Alep. U Elle eût été en un clin-d'œil sur l'Euphralc : les « ebréliens de la Syrie, les Druses, les chrétiens de Il l'Arménie se fussent joints à elle: les populations « allaient être ébranlées... J'aurais atteint Conslan* •I linople cl les Indes : j'eusse

change la face du •: inonde. » l'iic seule circuiislaiice, peu impurlaiile au premier aspect, a interrompu ces grandes destinées; : NAPOLÉON. 4&0 I en effet, une connivence conpablc, et achetée au poids de l’ur, ay ant fait sortir du Temple sir Siduey Smith qui passait pour avoir voulu incendier la Hotte de Brest, et Phélippaux, ancien camarade de Napoléon à l'ccolc militaire, ces deux hommes parvinrent à enlever notre artillerie de siège, et à ravitailler Saint-Jeaij-d'Acrcau momeiitoù cette ville, battue Cil brèche par l'arme française, allait succomber. u'un homme \éiia) fût de moins au pouvoir, qu’un chef de bureau inaccessible à la corruption conservât son emploi. Napoléon donnait à rKuri»pe et à l'Asie le spectacle d'un Mahomet politique, et renouvelait reinpirc de Sésostris ou d’Alexandre. En avril 1816, après la lecture des papiers publics, où était vivement retrace l'éUt déplorable de plusieurs de nos provinces, Napoléon, toujours occupé du sort de la France cl du monde, s'écria : <1 La cüiilre-rétolulion, même en la laissant aller, e. L’EuDigiiized by Google

jouissances de sa grandeur, et la justifier, comme s'il parlait à la postérité. Mais loin de se concentrer tout entier en lui-même, par suite de cet égoïsme si exclusif dont on accuse les rois, Napoléon aimait aussi quelquefois à jeter encore des regards d'aigle sur l'avenir de l'Europe et surtout de la France.

Il parlait un jour de sa chute avec une grande impartialité : « C'est sans raison surtout qu'on m'a « reproché d'avoir employé des nobles et des émi- « grés..... Ce ne sont point les nobles et les émigrés « qui ont amené la restauration ; mais bien plutôt « la restauration qui a ressuscité les nobles et les « émigrés... Les vrais coupables sont les intrigans « de toutes les couleurs et de toutes les doctrines. « Fouché n'est point un noble; Talleyrand n'est pas « un émigré; Augereau et Marmont n'étaient ni l'un « ni l'autre... Le bon M. de Ségur, malgré son âge, « m'a fait offrir de me suivre... Ce n'est rien de tout « cela qui m'a renversé ; mais seulement des catas- « trophes imprévues, inouïes, des circonstances for- « cées, cinq cent mille hommes aux portes de la « capitale, une révolution encore toute fraîche, une « crise trop forte pour les têtes françaises, et surtout « une dynastie pas assez ancienne. Je me serais « relevé du pied des Pyrénées même, si seulement « j'eusse été mon petit-fils; et, ce que c'est pourtant « que la magie du passé! bien certainement j'étais « l'élu des Français. Leur nouveau culte était leur « ouvrage; eh bien! dès que les anciens ont reparu, « voyez avec quelle facilité ils sont retournés aux « idoles ! Et comment une autre politique, après « tout, eût-elle pu empêcher ce qui m'a perdu? J'ai « été trahi par Marmont, que je pouvais dire mon « fils, mon enfant, mon ouvrage; lui auquel je con- « fiais mes destinées en l'envoyant à Paris, au mo- « ment même où il consommait sa trahison et ma « perte! J'ai été trahi par Murat, que de soldat « j'avais fait roi, qui était l'époux de ma sœur. J'ai « été trahi par Berthier, véritable oison que j'avais « fait une espèce d'aigle. J'ai été trahi dans le Sénat « précisément par ceux du parti national qui me « doivent tout... Si un Macdonald, un Valence, un « Montesquiou m'eussent trahi !..... mais ils m'ont « été fidèles. Que si l'on m'objectait la bêtise de « Murat, je répondrais par l'esprit de Marmont... »

« Saint-Jean-d'Acre enlevé, disait-il un autre « jour, l'armée française volait à Damas et à Alep. « Elle eût été en un clin-d'œil sur l'Euphrate : les « chrétiens de la Syrie, les Druses, les chrétiens de « l'Arménie se fussent joints à elle : les populations « allaient être ébranlées... J'aurais atteint Constan- « tinople et les Indes : j'eusse changé la face du « monde. »

Une seule circonstance, peu importante au premier aspect, a interrompu ces grandes destinées ; en effet, une connivence coupable, et achetée au poids de l'or, ayant fait sortir du Temple sir Sidney Smith qui passait pour avoir voulu incendier la flotte de Brest, et Phélippaux, ancien camarade de Napoléon à l'école militaire, ces deux hommes parvinrent à enlever notre artillerie de siége, et à ravitailler Saint-Jean-d'Acre au moment où cette ville, battue en brèche par l'armé française, allait succomber. Qu'un homme vénal fût de moins au pouvoir, qu'un chef de bureau inaccessible à la corruption conservât son emploi, Napoléon donnait à l'Europe et à l'Asie le spectacle d'un Mahomet politique, et renouvelait l'empire de Sésostris ou d'Alexandre.

En avril 1816, après la lecture des papiers publics, où était vivement retracé l'état déplorable de plusieurs de nos provinces, Napoléon, toujours occupé du sort de la France et du monde, s'écria : « La contre-révolution, même en la laissant aller, « doit inévitablement se noyer d'elle-même dans la « révolution. Il suffit à présent de l'atmosphère des « jeunes idées pour étouffer les vieux féodalistes ; « car rien ne saurait désormais détruire ou effacer « les grands principes de notre révolution. Ces « grandes et belles vérités doivent demeurer à ja- « mais, tant nous les avons entrelacées de lustre, « de monumens, de prodiges : nous en avons lavé « les premières souillures dans des flots de gloire ; « elles seront désormais immortelles. Sorties de la « tribune française, cimentées du sang des batailles, « décorées des lauriers de la victoire, saluées des « acclamations des peuples, sanctionnées par les « traités, les alliances des souverains, devenues fa- « milières aux oreilles comme à la bouche des rois, « elles ne sauraient plus rétrograder. Elles vivent « dans la Grande-Bretagne; elles éclairent l'Améri- « que ; elles sont nationalisées en France. Voilà le « trépied d'où jaillira la lumière du monde. Elles « le régiront, elles seront la foi, la religion, la mo- « rale de tous les peuples ; et cette ère mémorable « se rattachera, quoi qu'on en ait voulut dire, *à ma* « *personne,* parce que, après tout, j'ai fait briller « le flambeau, consacré les principes, et qu'aujour- « d'hui la persécution achève de m'en rendre le « Messie. Ainsi, amis et ennemis, tous m'en diront « le premier soldat, le grand représentant. »

La lecture des journaux lui inspirait toujours de brillantes et terribles improvisations, qui étaient autant de traits de lumière avec lesquels il semblait éclairer les ténèbres de l'avenir : « Que résultera- « t-il de tout cela? (en parlant de la France quel- « ques jours après) deux peuples sur un même sol, « acharnés, irréconciliables, qui se chamailleront « sans relâche et s'extermineront peut-être ! Bien- « tôt la même fureur gagnera toute l'Europe. L'Eu-

The text on this page is estimated to be only 27.91% accurate

500 msïomfi DK NAPOLÉON. •(ropc ne furmera bientôt plus que deux partis enU ncniis : un ne se divisera plus par peuple et par « lernluire, mais par couleur et par upiiiiioii; et U qui peut dire les crises, la duree, les détails de « tant d'orages? Lar l'issue n'en saurait élrc doum leuse ; les lumières cl le siècle ne rétrograderont « pas! t^luel malheur que ma chute! j'avais refermé « l'outre des vents : les baïonnettes Tunl déchiré. « Je pouvais marcher paisiblement à la régénéraH lion universelle! Klle ne s'exécutera désormais •t qu'à travers des tempêtes ! » Les pruphélies contenues dans ces deux morceaux sont empreintes d'une sorte de repentir; il avait raison quand il disait : radeersité Manquait à ma carrière. De si nobles, de si sublimes aveux ne seraient pas sortis des nuaqet de sa ioute-puistance; il les aurait gardés pour lui. Ces idées sont celles qui l'ont le plus couslam> ment d^niné sur la terre de l'exil ; elles le poursuivaient comme des vérités qu'il semblait forcé de révéler. Le pic de Saintc-llélène était devenu pour lui le trépied du destin ; il y rendait des oracles sur le monde dont on l'avaithanni. Napoléon prédisant, dans les fers de la Sainte-Alliance, le triomphe des doctrines libérales, n'est pas le moins grand phenotnene de sa vie. U ... Les mœurs publiques sont en hausse, et l'on M peut prédire qu'elles s'amélioreront graduclle«* ment par tout le globe, l.a raison humaine, son U développement, celui de nos facultés, voilà toute M la clef sociale, tout le secret du législateur. Il n'y «t a que ceux qui veulent tromper les peuples et les « gouverner à leur prolit, qui peuvent vouloir les « retenir dans l'ignorance Le premier devoir •i d'un prince est de vouloir ce que veut le peuple. M 11 faudra tôt ou tard que la régénération inmJerne Il s'accomplisse ; c'est en vain que les vieilles arisM locralies multiplieraient leurs efforts pour s'y ap« poser. C'est la roche de Sysiphe qu'elles Uennent •• élevée au-dessus de leurs télés; quelques brasse « lasseront, et au premier défaut tout croulera. Le •« vieux système est a bout. Le premier souverain «qui, au milieu de la première grande inéléc, « embrassera de bonne foi la cause des peuples, se « trouvera à la télc de toute rEuroi)o cl pourra U tenter ce qu'il voudra. >» Ce qui suit n'csl pas moins remarquable, parce que la raison du grand politique de Sainle-Uélènc prévoiletaniiüiice le ministère de M. Canning, sans le nommer. « U' ministère de Castlercagb passera, et celui « qui lui auccédera. heritier de tant üc fautca, dc~ U ricudt'ti (jrand a it ccut seulement ne /wa Ici con•I itnucr. Tout son génie

peut $e borner à laisser «I faire , à obéir aux vents qui soufflent, .tu rebours ¥ de l'aattereagh, il n'a qu'à $e mettre à la tète dee K idèea libètalee, au lieu de $e liguer atec le pou« roir absolu, et il recueillera iea bénédiction* uni¥ reraelies, et tou* le* tort* de l'Angleterre feront ¥ oublié». H Cet oracle extraordinaire était rendu à SaintcHélèiic !... Peut-être a-t-il donné la mort à Casllercagli, et produit Canning. En parlant ainsi sur les autres, Na|>oléon sentait aussi que son propre règne éuit fini, et que, {H>ur le continuer, il eût dU se mettre à la létc de l'émancipation des peuples. Une telle autorité est imposante sur une pareille question, u H fallait raincre à Mo*kou! » disait-il. Il fallait surtout vaincre à Waterloo. L'esprit de ces deux cam|>agncs ne se ressemblait pas : à Muskou, c'était encore pour l'empire du monde qu'ü avait les armes à la main ; à Waterloo, c'était pour l'indépciidance de la patrie. Otte victoire changeait à elle seule tout son système : il exécutait iui-mémc le 18 brumaire de l'Empire. Le 17 avril 1810, le nouveau gouverneur, sir Iludson-Lowe, fil sa première visite à Longwood. ¥ Il est hideux, dit Napoléon, c'est une face palibu<1 laire; mais le moral, après tout, peut raccuinmou der ce que celle ligure a de sinistre. » C'était une barbarie de la part des ministres anglais d'avoir relégué Napoléon sous le fatal climat de Sainte-Hélène ; ce fut un crime d'assigner à l'illustre c.vplif sir Hudson-Lowe pour gardien. L'amiral Cockburn, auquel on donnait un si iiulignc successeur, avait paru rigide, tracassicr, jaloux de son autorité, violent même; mais il possédait un cœur d'homme, et son caractère ne manquait pas de générosité. Sir Hudson- Lowe, accoutumé à martyriser les soldats fram;ais sur ces fameux pontons, la honte clernelle de nos voisins, avait un singulier litre riiomieur comme ofiieier : avec deux mille hommes et une bonne artillerie, il s'étail laissé forcer dans nie inexpugnable de Caprée, par le général Lainarque a la télc de douze cents baloniictles françaises. Il avait rapporté des souvenirs de Tibère de celte lie qu'il n'avail pu défendre; et dans celle de Saillie-Hélène il s'annonça comme le Séjan de liatbursl et de Casllereagb. Il débuta par un mot aflfreux. Les olliciers de Napoléon lui disaient qu'à Longvvood il n'y avait point d'arbres pour se mettre à l'ombre. Aoms en planterons, répundit-il. Tel était le ministre suljaltcrne dont les commissaires des rois de l'Europe viiinml sniictiuniicr par leur présence la basse tyrannie, le 17 juin, en apporlaiil à Saiiite-Iiélèiie le bill relatif à la détention de Napoléon; car le ministère iiritaiinique avait osé faire convertir en loi l'acte le plus indigne de porter ce nom sacre. Digitized uy

« rope ne formera bientôt plus que deux partis en-
« nemis : on ne se divisera plus par peuple et par
« territoire, mais par couleur et par opinion ; et
« qui peut dire les crises, la durée, les détails de
« tant d'orages? Car l'issue n'en saurait être dou-
« teuse : les lumières et le siècle ne rétrograderont
« pas! Quel malheur que ma chute ! j'avais refermé
« l'outre des vents : les baïonnettes l'ont déchiré.
« Je pouvais marcher paisiblement à la régénéra-
« tion universelle ! Elle ne s'exécutera désormais
« qu'à travers des tempêtes ! »

Les prophéties contenues dans ces deux morceaux sont empreintes d'une sorte de repentir ; il avait raison quand il disait : *l'adversité manquait à ma carrière.* De si nobles, de si sublimes aveux ne seraient pas sortis *des nuages de sa toute-puissance;* il les aurait gardés pour lui.

Ces idées sont celles qui l'ont le plus constamment dominé sur la terre de l'exil ; elles le poursuivaient comme des vérités qu'il semblait forcé de révéler. Le pic de Sainte-Hélène était devenu pour lui le trépied du destin ; il y rendait des oracles sur le monde dont on l'avait banni. Napoléon prédisant, dans les fers de la Sainte-Alliance, le triomphe des doctrines libérales, n'est pas le moins grand phénomène de sa vie.

« ... Les mœurs publiques sont en hausse, et l'on
« peut prédire qu'elles s'amélioreront graduelle-
« ment par tout le globe. La raison humaine, son
« développement, celui de nos facultés, voilà toute
« la clef sociale, tout le secret du législateur. Il n'y
« a que ceux qui veulent tromper les peuples et les
« gouverner à leur profit, qui peuvent vouloir les
« retenir dans l'ignorance..... Le premier devoir
« d'un prince est de vouloir ce que veut le peuple.
« Il faudra tôt ou tard que la régénération moderne
« s'accomplisse : c'est en vain que les vieilles aris-
« tocraties multiplieraient leurs efforts pour s'y ap-
« poser. C'est la roche de Sysiphe qu'elles tiennent
« élevée au-dessus de leurs têtes ; quelques bras se
« lasseront, et au premier défaut tout croulera. Le
« vieux système est à bout. Le premier souverain
« qui, au milieu de la première grande mêlée,
« embrassera de bonne foi la cause des peuples, se
« trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra
« tenter ce qu'il voudra. »

Ce qui suit n'est pas moins remarquable, parce que la raison du grand politique de Sainte-Hélène prévoit et annonce le ministère de M. Canning, sans le nommer.

« Le ministère de Castlereagh passera, et *celui*
« *qui lui succédera, héritier de tant de fautes, de-*
« *viendra grand s'il veut seulement ne pas les con-*
« *tinuer.* Tout son génie peut se borner à laisser
« faire, à obéir aux vents qui soufflent. *Au rebours*
« *de Castlereagh, il n'a qu'à se mettre à la tête des*
« *idées libérales, au lieu de se liguer avec le pou-*
« *voir absolu, et il recueillera les bénédictions uni-*
« *verselles, et tous les torts de l'Angleterre seront*
« *oubliés.* »

Cet oracle extraordinaire était rendu à Sainte-Hélène !... Peut-être a-t-il donné la mort à Castlereagh, et produit Canning.

En parlant ainsi sur les autres, Napoléon sentait aussi que son propre règne était fini, et que, pour le continuer, il eût dû se mettre à la tête de l'émancipation des peuples. Une telle autorité est imposante sur une pareille question. « *Il fallait vaincre à Moskou !* » disait-il. Il fallait surtout vaincre à Waterloo. L'esprit de ces deux campagnes ne se ressemblait pas : à Moskou, c'était encore pour l'empire du monde qu'il avait les armes à la main ; à Waterloo, c'était pour l'indépendance de la patrie. Cette victoire changeait à elle seule tout son système : il exécutait lui-même le 18 *brumaire* de l'Empire.

Le 17 avril 1816, le nouveau gouverneur, sir Hudson-Lowe, fit sa première visite à Longwood. « Il est hideux, dit Napoléon, c'est une face patibu-
« laire ; mais le moral, après tout, peut raccommo-
« der ce que cette figure a de sinistre. »

C'était une barbarie de la part des ministres anglais d'avoir relégué Napoléon sous le fatal climat de Sainte-Hélène ; ce fut un crime d'assigner à l'illustre captif sir Hudson-Lowe pour gardien. L'amiral Cockburn, auquel on donnait un si indigne successeur, avait paru rigide, tracassier, jaloux de son autorité, violent même ; mais il possédait un cœur d'homme, et son caractère ne manquait pas de générosité. Sir Hudson-Lowe, accoutumé à martyriser les soldats français sur ces fameux pontons, la honte éternelle de nos voisins, avait un singulier titre l'honneur comme officier : avec deux mille hommes et une bonne artillerie, il s'était laissé forcer dans l'île inexpugnable de Caprée, par le général Lamarque à la tête de douze cents baïonnettes françaises. Il avait rapporté des souvenirs de Tibère de cette île qu'il n'avait pu défendre ; et dans celle de Sainte-Hélène il s'annonça comme le Séjan de Bathurst et de Castlereagh. Il débuta par un mot affreux. Les officiers de Napoléon lui disaient qu'à Longwood il n'y avait point d'arbres pour se mettre à l'ombre. *Nous en planterons*, répondit-il. Tel était le ministre subalterne dont les commissaires des rois de l'Europe vinrent sanctionner par leur présence la basse tyrannie, le 17 juin, en apportant à Sainte-Hélène le bill relatif à la détention de Napoléon ; car le ministère britannique avait osé faire convertir en loi l'acte le plus indigne de porter ce nom sacré.

The text on this page is estimated to be only 28.19% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 501 niüii ne fut oublié par le nouveau gouverneur pour torturer M victime. I.e cheval était absolument nécessaire à Napoléon ; la surveillance indécente et prochaine qui l'arrctait à chaque pas le força de se priver d'un exercice indispensable avec sa coiislitulioii et scs habitudes ; bientôt même l'espace qu'il parcourait à pleur porter une atteinte funeste à la constitution du prisonnier. I>a mauvaise qualité des alimens, la nature de l'eau qui ii'était supportable quaprès avoir subi l'épreuve du feu, des privations de toute espèce, le strict nécessaire a [Kriiie assuré, et près de manquer quelquefois, la petitesse et rincoinmodité d'une maison mnisaine, defaient accroître incessamment le danger; mais un tempérament robuste et éprouve, réiiergie d'un grand caractère, pouvaient triompher de tout, même de riiilluence meurtrière du climat ; Iludsun-Lowc eut recours à tous les moyens propres à miner et à décomposer les forces morales du captif. La maison de Longwuod fut par le fait mise au secret : on iiilerdil à Napolcofi et aux siens toute correspondance avec les habilans de l'Ilc; ou entrava les communications avec les ofliciers cl les soldats de la garnison, et parliculièrernciil avec ceux du brave U3°, qui, lui rendant cette espèce de culte qu'un grand capitaine obtiendra toujours dans le cœur même des guerriers ses ennemis, admiraient et plaignaient Napoléon sans négliger toutefois aucun de leurs devoirs. Indépendumment de ces vexations Journalières, les ageiis de sir Hudson pénétraient à toute heure dans les apparlemeas de Longwuod ; les occupations, l'état de maladie, le sommeil même si nécessaire au prisonnier, ne sus|>cn(laient point ces visites réitérées. (m n'est pas tout : la haine du cabinet britannique avait enlevé d'avance à Napoléon la {mssibilité de recevoir des nouvelle* de sa mère, de sa femme, de ses frères et de son (Ils l Leurs lettres, si un en laissait passer quelques-unes, ne lai arrivaient qu'après avoir été décachetées et lues par des olliciers subalternes. Nul moyen d'écrire, même au prince régent, sans soumettre la correspondance au gouverneur : apparemment lord Uathursl craignait que la libre et noble expression des douleurs du grand homme, parvenant directeinent au prince, ne lui inspirât une résolution généreuse. Vaineinenl Napoléon avait fait deniaiider les journaux anglais et français, cl les livres relatifs aux années qui s'écoulaient pendant son exil ; celle requête si simple avait été rejetée : non content donc de l'cnfennur vivant dans une adreuse prison qu'un s'appliqua à lui montrer comme son tombeau, oti

voulait encore lui interdire pour jamais tout rapport, même inlellecluei, avec la France, l'Kuropc cl le monde. Quelquefois on paraissait se relâcher de la sévcrilc de celle consigne, mais c'était pour inellre sous ses yeux des fraginens des gazettes et les libelles les plus remplis d'injures débitées contre lui pardes misérables qui avaient rampe à scs pieds, et fatigué sa patience de leur servilité intéressét*. La mort venait-elle à frapper quelques-uns des objets de son alTectiori, le gouverneur, par un rairmeineiil de barbarie, s'empressait de lui communiquer la fatale nouvelle; en même temps on lui enviait toutes lesconsolalions du cœur. Ainsi, ayant appris qu'un voyageur venu d'Europe avait vu Marie-Louise, cl louché de si's mains leur enfant, Napoléon, ému jusqu'au fond d('S entrailles, demanda la |>crniis5ion (renlrcteiiir un instant cet étranger sur des (>er*onnos si chères; un refus cruel fut la ré|N>nsü de sir Hudson. Napoléon, qui n'avait point abdiqué la première des souverainetés de l'homme, celle de son propre cœur, restait supérieur à ces injures cl à ces outrages; mais à la lecture du discours proriuricé dans la t^iiambre des Pairs, par lord Balhursl, qui, sourd aux iiistnnccs privées, et opposant de lâches mensonges aux plaintes publiques de lord Holland et des membres les plus distingues de l'opposition, au sujet de la détresse dcrilluslrc prisonnier sur le rocher de Sainte-Hélène, avait osé aflirmcr qu'il avait des trésors immenses à sa disposition, il dicta de verve celte éloquente réfutation , bien moins pour confondre le ministre, que pour cire entendu de l'Angleterre et de la France, de l'Europe cl de la postérité : K Vous voulez connaître les trésors de Napoléon, iis sont immenses, il est vrai, mais ils sont exposés •I au gr.irid jour. Les voici : le beau bassin d'Anvers, •I celui de FIcssinguc, capables de contenir les plus Il nonibrcusescscadrc8,etdc les préserver des glaces « de la mer; les ouvrages hydrauliques de Dunker« que, du Hâvre, de Nice; le gigantesque bassin de U Lherlniurg; les ouvrages maritimes du Venise; les Il belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Mayence U à Metz, de Bordeaux à Bayonne; les passages du U Simplon, du Monl-Cénis, du Moiit-Geiicvc, de la U Corniche, qui ouvreritics Alpes dans quatre dirccII lions (dans cela seul vous trouveriez plus de 800 Il millions); CCS passagesqui surpassent en hardiesse, U en grandeur et en eiïorls de l'art, tous les travaux U des Uumains! les routes des Pyrénées aux Alpes, Il de Panne à la Spezzia, de Savoiic en Piémont, les « ponts d'iéna, d'Austerlitz, des Arts, de Sèvres, de ♦I Tours, de Rouanne, de Lyon, de Turin, de l'Isère, •I de la Durance, de

Bordeaux, de Rouen, etc., etc. Il Le caiidl qui joint le Rhin au Rhône par le Doubs,

IIISTUmE UE NAI’UI.toN. soi B unissanl les mers üc Hollande avec la Médilcrra> > U lice; celui qui unit l’Hscaut à la Somme, joignant j M Amsterdam à Paris; celui qui joint la Rance a la j « Vilaine; le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du j « Hhiii. I.e dessèchement des marais de llourgoing, > •I du Culeiitin, de Rochefori. Le rétahlisseineiit de •i la plupart des cgiisesdeinolies pendant la révuluN tion; rélévaliondeiiouvelles; la construction d’un . H grand nombre irétablisscmens d'industrie, pour t< l’extirpation de la mendicité, f.a construction du ; M],ûuvre, des greniers publics, de la banque, du ' U canal de l’Oureq ; la distribution de scs eaux dans M la villedc Paris; les iiunibreiu égouts, les quais, les | « cinbellisscmcns cl les nioiiumciis de cette grande | « capitale. Les travaux pour l’emlicllisscmenl de I U Home; le rétablissement des iiiaiiuractures de « L)on; la création de plusieurs centaines de manu* n factures de coton, de Mlalure et de tissage, qui M emploient plusieurs millions d’ouvriers. Des fonds M accumulés pour créer plus de quatre cents maiiu« factures de sucre de betteraves pour la consom* M iiialion d'une partie de la France, qui auraient U fourni du sucre au même prix que celui des Indes, Il si elles eussent cuiiliriué d’clrc encouragées $eu> U lemcnl encore quatre ans. La substitution du •1 pastel à l’indigo, qu’un fût venu à bout ür sc pru- ; •I curer en France à la même perfection et à aussi R bon marche que cette production des colonies. I.e *i nombre des manufactures pour toute espèce d’obu jclsd’art...,ctc.,ctc. (Ünquantemillionsemployés K à réparer et à embellir les palais de la couronne. «t Soixante millions d'amcubleiiiens places dans les * *('cpendanl les persécutions continuèrent avec le même caractère à Hainle-Hclénc; le gouverneur crut devoir venir se jusliüer en rejetant sur le ministère anglais tout l'odieux d’une conduite infâme; il prétendait accomplir un devoir, «c Le bourreau en fait <1 autant, lui répondit l'Empereur; il exécute aussi U les ordres qu’il a reçus. Je ne crois pas qu’un U gouvernement soitassez vil pourdonner des ordres « semblabicsà ceux que vous faitesexécuter... Vous K avez plein pouvoir sur iiiuii corps, mais aucun « sur mon ame. Olte amc est aussi llcre, aussi coûte rageuse, que quand Hic commandait à l'Europe, tf Vous êtes un sbire sicilien et non pas un Anglais. « Je vous prie de ne plus revenir, jusqu’à ce que R vous apportiez l’ordre de me dépêcher: alors vous « trouverez toutes Icsporlesuuverles.» Malgré cette défense, les sicaircs de sir Hudson-Lowc voulurent pénétrer dans l'asile de Napoléon ; la menace d'une défense*

désespérée, cl la protestation réitérée qu'un ne violerait le droit de sa porte qu'en passant sur son cadavre, le débarrassèrent cnlin d'un indigne assujclissemcnt. Mais la haine et la méchanceté n'en parvinrcnlpas moinsà leur but, celui del'assassiner lentement et d'une manière infaillible. En effet, pour se dérober à d«s |>erséculiuiis sans relâche et sans fln, Na|K>léon résolut de sc conÛner dans son étroite cl fatale demeure, et avança ainsi, par le défaut d'exercice et surtout parle travail immense que nécessitait la rédaction de ses Mémoires, l'époque à laquelle, suivant son énergique expression, le ciel de Sainte-Hélène, chargé du forfait de sa mort, devait le consommer. Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 29.65% accurate

HISTOIRE DE NAPOI^ON. !i03 CHAPITRE II. «MRT, TK»Ta«K11T DC NAFOI.R04. Li comlo de Las-Cascs, chambellan de Napoléon, à qui Ton doildc précieux et de louchans souvenirs des quinze premiers moisdeSainlc-Hèlèiie, avait été arraché à la confiance, à ramiliè du captif, par son impitoyable gardien. Une lettre insignifiante, confiée à un voyageur, sans avoir été remise ouverte au gouverneur, suivant la règle imposée par ce gc6lier ombrageux, fui la cause innocente de rcnlèvemeat de M. de f.as-t^ses et de ce jeune Emmanuel, son fils, alors enfant, qui depuis est ailé venger publiquement à Londres, sur la personne de sîr fludsonI.owe,lcs outrages faits à son père et à Napoléon. Ce prince les vit, de sa fenêtre, entraîner par des soldats. Un autre calcul delà barbarie enveiiimcc par la peur, qui tourmentait jour et nuit Icgeùlierdcl.ongwood, ravit de même au malade le médecin du \orthumberlaml, O'Meara, qui avait obtenu et mérité sa confiance. Le docteur O'Meara s'était rendu bien coupable aux yeux de Hudson-Lowe : il était aimé de Niipoléon, il faimait; cl, crime irrémissible! il avait voulu épargner un crime à sa patrie, en écrivant au ministère que Pair de Sainte-Hélène sufBsait pour tuer le prisonnier. Pour surcroît de inallieiir, le général (iourgaud, qui, de retour en Euru{>e, n'a cessé de défendre Napoléon pendant sa vie et après sa mort, fut condamné, par le déiabrement total d'une santé depuis long-temps chancelante, à rompre le ban d'une fidélité qui lui était bien chère. Ainsi Napoléon se trouva lout-à-coup privé de quatre compagnons qui, par la variclc de leurs services et par celles de leurs connaissances, contribuaient chaque jour à lui alléger le fardeau de l'existence. Il n'avait plus auprès de lui que les généraux Bertrand et Montholon. Malgré la défense du gouverneur, O'Mcara était allé rendre compte à Napoléon de la nécessité de son départ, u Le crime s'en consommera plus vite, lui dit « Napoléon.,.. Quand vous serez arrivé en Europe, U vous irez trouver mon frère Joseph, vous lui direz K que je désire qu'il vous donne le paquet conte•I nant les lettres particulières et conflde iilielles qui <> m'ont été écrites par les empereurs Alexandre et » François, par le roi de Prusse cl les autres souveu rainsdel'Ëuropc,qucjcluiaicoi)Géà Bocherurl(l). « Vous les publierez pour couvrir de honte ces M souverains, et découvrir au monde l'hommage vil « quccitf orgueilleux vassaux me rendaieiil, quand il iis sollicitaient des faveurs ou me suppliaient pour « leurs trônes. Lorsque j'étais fort, cl que

j’avais le il pouvoir en main, ils briguèrent ma protection et «I l'honneur de mon alliance, et ils léchèrent la pousH sièrede mcspictls: maintenant, que je suis vaincu, » ils m'oppriment Uchement, et me séparent de ma il femme cl de mon enfant, n Napoléon recommanda ensuite au docteur do Uchcr de lui envoyer des renseigncinens authentiques sur la manière dont son dis était élevé, «x Qu'il n'oii•c blic jamais, dit-il, qu’il est né prince français! il Adieu, O'Meara, nous ne nous reverrons plus! n Le docteur Slokoc, chirurgien du vaisseau ie Conquérant, remplaça le docteur O'.Meara, et fut aussi congédié par le gouverneur. Napoléon resta sans médecin pendant près d'une année. Ce fut après celle période, et lorsque la maladie avait eu le temps de prendre un caractère inciirahle, qu'il vit arriver le docteur Anlomarchi, professeur de Florence, et Ic! chapelains Buonavita et Vignali, envoyés de Borne par le cardinal Fesch, tous les trois compatriotes de Napoléon. Ils lui apportaient les vœux de la terre natale; ils devaient bientôt y porter ses der(1) Voyez la note Âf à l.i fln dn livre. Digitized by Google

CHAPITRE II.

MALADIE, MORT, TESTAMENT DE NAPOLÉON.

Le comte de Las-Cases, chambellan de Napoléon, à qui l'on doit de précieux et de touchans souvenirs des quinze premiers mois de Sainte-Hélène, avait été arraché à la confiance, à l'amitié du captif, par son impitoyable gardien. Une lettre insignifiante, confiée à un voyageur, sans avoir été remise ouverte au gouverneur, suivant la règle imposée par ce geôlier ombrageux, fut la cause innocente de l'enlèvement de M. de Las-Cases et de ce jeune Emmanuel, son fils, alors enfant, qui depuis est allé venger publiquement à Londres, sur la personne de sir Hudson-Lowe, les outrages faits à son père et à Napoléon. Ce prince les vit, de sa fenêtre, entraîner par des soldats. Un autre calcul de la barbarie envenimée par la peur, qui tourmentait jour et nuit le geôlier de Longwood, ravit de même au malade le médecin du *Northumberland*, O'Meara, qui avait obtenu et mérité sa confiance. Le docteur O'Meara s'était rendu bien coupable aux yeux de Hudson-Lowe : il était aimé de Napoléon, il l'aimait; et, crime irrémissible! il avait voulu épargner un crime à sa patrie, en écrivant au ministère que l'air de Sainte-Hélène suffisait pour tuer le prisonnier. Pour surcroît de malheur, le général Gourgaud, qui, de retour en Europe, n'a cessé de défendre Napoléon pendant sa vie et après sa mort, fut condamné, par le délabrement total d'une santé depuis long-temps chancelante, à rompre le ban d'une fidélité qui lui était bien chère. Ainsi Napoléon se trouva tout-à-coup privé de quatre compagnons qui, par la variété de leurs services et par celles de leurs connaissances, contribuaient chaque jour à lui alléger le fardeau de l'existence. Il n'avait plus auprès de lui que les généraux Bertrand et Montholon.

Malgré la défense du gouverneur, O'Meara était allé rendre compte à Napoléon de la nécessité de son départ. « Le crime s'en consommera plus vite, lui dit « Napoléon.... Quand vous serez arrivé en Europe, « vous irez trouver mon frère Joseph, vous lui direz « que je désire qu'il vous donne le paquet conte- « nant les lettres particulières et confidentielles qui « m'ont été écrites par les empereurs Alexandre et « François, par le roi de Prusse et les autres souve- « rains de l'Europe, que je lui ai confié à Rochefort (1).

« Vous les publierez pour couvrir de honte ces « souverains, et découvrir au monde l'hommage vil « que ces orgueilleux vassaux me rendaient, quand « ils sollicitaient des faveurs ou me suppliaient pour « leurs trônes. Lorsque j'étais fort, et que j'avais le « pouvoir en main, ils briguèrent ma protection et « l'honneur de mon alliance, et ils léchèrent la pous- « sière de mes pieds : maintenant, que je suis vaincu, « ils m'oppriment lâchement, et me séparent de ma « femme et de mon enfant. »

Napoléon recommanda ensuite au docteur de tâcher de lui envoyer des renseignemens authentiques sur la manière dont son fils était élevé. « Qu'il n'ou- « blie jamais, dit-il, qu'il est né prince français! « Adieu, O'Meara, nous ne nous reverrons plus! »

Le docteur Stokoë, chirurgien du vaisseau *le Conquérant*, remplaça le docteur O'Meara, et fut aussi congédié par le gouverneur. Napoléon resta sans médecin pendant près d'une année. Ce fut après cette période, et lorsque la maladie avait eu le temps de prendre un caractère incurable, qu'il vit arriver le docteur Antomarchi, professeur de Florence, et les chapelains Buonavita et Vignali, envoyés de Rome par le cardinal Fesch, tous les trois compatriotes de Napoléon. Ils lui apportaient les vœux de la terre natale; ils devaient bientôt y porter ses der-

(1) Voyez la note *A*, à la fin du livre.

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 28.07% accurate

m mSTOmE DK NAPOLÉON. nirrs aiHoux. La prcmiiTc rnircvuc avec Antomarc)ii, qui eut lieu le RC{itcmlire 1819, brisa son amc émue par les souvenirs les plus tendres. II reeut alors avec transport le portrait de son fils,qu*il contempla long-temps, les yeux pleins de larmes. Il Cher enfant, s'il n'estpas victime de quelque infamie politique, il ne sera pas indigne de celui dont m il lient le jour. » Quelque temps après celle scène, suivie de plusieurs autres où Taniour paternel avait éclaté avec toute la tendresse possible, l'Empereur, rentrant accablé de fatigue, et ne saclianl que faire pour combattre une mauvaise disposition, se saisit d'un narine, et ouvrit le livre a j4ntlroma1 dinaire obligeait de divulguer. >• La déclaration du docteur, aussi rcrnarqu.ihlc par la précision des faits que par l'énergie de l'expression, devait ôter tout prétexte de doute au ministre anglais. Elle portait : u Que la mort prématurée de Xapolèon a était auêti certaine, sinon aussi procltaine, si le (I même traUement était continué à son éçat'dt qu€ U «l'on Varuit livré aubourreau Lcdignc M. O'Meara sollicitait, par la même lettre, la permission de retourner â Sainte-Hélène pour y donner des soins à Napoléon, dont il avait, [tendant trois ans, étudié la constitution. Il demandait k partir gratuitement, et même à résider .à ses frais auprès du rxriziiT. L'expression si énergique de faticst avait été proposée Digitized by Google

niers adieux. La première entrevue avec Antomarchi, qui eut lieu le 23 septembre 1819, brisa son ame émue par les souvenirs les plus tendres. Il reçut alors avec transport le portrait de son fils, qu'il contempla long-temps, les yeux pleins de larmes. « Cher enfant, s'il n'est pas victime de quelque infamie politique, il ne sera pas indigne de celui dont « il tient le jour. » Quelque temps après cette scène, suivie de plusieurs autres où l'amour paternel avait éclaté avec toute la tendresse possible, l'Empereur, rentrant accablé de fatigue, et ne sachant que faire pour combattre une mauvaise disposition, se saisit d'un Racine, et ouvrit le livre à *Andromaque*. « *Andromaque,* dit-il, *c'est la pièce des pères malheureux.* » Puis il se mit à lire quelques vers; mais l'ouvrage lui tomba des mains à ce passage fameux :

> Je passais jusqu'aux lieux où l'on garde mon fils;
> Puisqu'une fois le jour vous souffrez que je voie
> Le seul bien qui me reste et d'Hector et de Troie,
> J'allais, seigneur, pleurer un moment avec lui :
> Je ne l'ai point encore embrassé aujourd'hui.

Au milieu des plus cruelles souffrances, un de ses plaisirs les plus doux était d'appeler les enfans du grand-maréchal, d'assister à leurs jeux et d'accommoder leurs différends; il se prêtait à ce rôle avec une complaisance toute paternelle: mais ces distractions, de famille en quelque sorte, ne le détournaient pas des hautes pensées et des généreux sentimens. L'amour de la patrie occupait surtout cette grande ame, à laquelle on a voulu refuser la sensibilité, parce que chez lui la sensibilité ardente, et même pleine de tendresse, était modérée par la puissance aux prises avec tous les périls, avec tous les embarras et toutes les extrémités des choses humaines. Sur son roc de Prométhée, Napoléon ne parlait de la Corse qu'avec une affection toute filiale. « Ah! docteur, « quels souvenirs la Corse m'a laissés! Je jouis encore « de ses sites, de ses montagnes; je la foule, je la « reconnais à l'odeur qu'elle exhale. Je voulais l'amé- « liorer, la rendre heureuse, tout faire en un mot « pour elle : le reste de la France n'eût pas désap- « prouvé ma prédilection. » Ensuite, après avoir détaillé tous ses projets de grandeur pour le pays qui l'a vu naître, il s'écria : « *La patrie! la patrie!* Si Sainte-Hélène était la France, je me plairais sur cet affreux rocher. » Les bons soins du médecin, la docilité du malade, si habituellement rebelle aux prescriptions de l'art, avaient produit un mieux sensible dans son état. Le 13 novembre, il marchait dans son jardin; faible encore, il s'assit, promena ses regards à droite et à gauche, et dit au docteur Antomarchi avec une expression pénible : « Ah! où est la France? « où est son riant climat? Si je pouvais respirer au « moins un peu d'air qui eût touché cet heureux « pays! Quel spécifique que le sol qui nous a vu « naître! Antée réparait ses forces en touchant la « terre : ce prodige se renouvellerait pour moi; je le « sens, je serais revivifiée si j'apercevais nos côtes! « Nos côtes! j'oubliais que la lâcheté a fait une sur- « prise à la victoire; on n'appelle pas de ses déci- « sions. »

L'année 1819 s'écoula dans les alternatives de maladie et de rétablissement, qui aboutirent à une rechute grave et dont l'issue ne pouvait que donner de fortes inquiétudes. Cependant, malgré ses souffrances et un dépérissement visible, la mémoire de Napoléon toujours présente, son imagination toujours la même, lui retraçaient les événemens avec une fidélité admirable et les coloraient avec une étonnante richesse. Dans le récit de ses campagnes d'Italie et d'Égypte, il lui échappait des éclairs de génie semblables à ceux qui jaillissent d'un horizon enflammé.

La maladie continua avec les mêmes vicissitudes en 1820. Dans les premiers mois de l'année, Napoléon semblait avoir repris la santé, grace à une vie plus active et aux travaux du jardinage, auxquels il avait eu recours sur la foi de son médecin. Illusion trompeuse! l'affection était trop grave pour guérir sous un climat aussi propre à développer son énergie. Cette situation du malade, prévue et annoncée par la correspondance et la relation du docteur O'Meara et par les rapports du docteur Stokoë, était connue en Angleterre; le 20 juillet, le fidèle O'Meara, toujours attentif à l'état de son illustre ami, écrivit à lord Bathurst :

« Votre Seigneurie me rendra la justice de se rap- « peler que la crise, actuellement arrivée, a été pré- « dite par moi, et officiellement annoncée à l'ami- « rauté, à mon retour de Sainte-Hélène, en 1818. « Un temps bien court a trop malheureusement jus- « tifié une opinion que le simple bon sens suffisait « pour faire prononcer, et que la probité la plus or- « dinaire obligeait de divulguer. » La déclaration du docteur, aussi remarquable par la précision des faits que par l'énergie de l'expression, devait ôter tout prétexte de doute au ministre anglais. Elle portait : « *Que la mort prématurée de Napoléon « était aussi certaine, sinon aussi prochaine, si le « même traitement était continué à son égard, que « si on l'avait livré au bourreau.* » Le digne M. O'Meara sollicitait, par la même lettre, la permission de retourner à Sainte-Hélène pour y donner des soins à Napoléon, dont il avait, pendant trois ans, étudié la constitution. Il demandait à partir gratuitement, et même à résider à ses frais auprès du PATIENT. L'expression si énergique de PATIENT avait été proposée

The text on this page is estimated to be only 29.02% accurate

HISTOIRK DE NAPOLÉON. !3U5 par le grand-marcchal Bertrand, cl acceptée par le gouverneursir Hudson-Lowc, en reinplacemeiil des qualifications d'empereur et de général, dont fuiie répugnait aux Anglais et l'autre aux Français. Lord Bathurst ne voulut point écouler la proposition du courageux O'Meara, et acccpla sans hésiter la responsabilité d'un refus qui équivalait presque à un arrêt de mort. Dans l'ile fatale, comme à Londres, on prévoyait la fin de la douloureuse agonie de Sainle-Hclène. Lu iiOjuillet, lcdoctcur Antomarchi adressa au docteur Colonna, pour être communiquée à la famiilcde Napoléon, une lettre qui annonçait, non pas un danger imminent, mais le désespoir de la guérison. Cependant le 31 du mois, le malade paraissait rétabli; il reprit avec plaisir scs habitudes matinales : mais le feu couvait sous la cendre; le physique se décomposait pr degrés, et le moral était alTecté. Les bruits alarmans répandus sur Napoléon II avaient porté une vive et profonde altciolc au cœur paternel ; hcureusenicnl la nouvelle arriva que l'enfaiil avait été promu au grade de caporal. Assure ainsi de rcxislcncc de son üls qu'il avait cru mort : u Ah ! je respire! « s'écria-t-il ; et suivant sa coutume, il se jeta sur d'autres souvenirs pour dissimuler sou émotion. Vers le 15 septembre, les symptémes fâcheux ayant reparu avec un caractère de violence, une lettre pressante sur l'état critique de Napoléon fut adressée, par le comte Bertrand, au lord Livcrpool, et ne produisit encore aucun effet. 11 fallait autre chose afin de convaincre lord Bathurst, qui avait pour^ Napoléon la dureté de coeur d'un émule de Casllcreagh, et que rassuraient sans cesse les mensonges de sir JliidsouLowe. De nobles souvenirs de rUaltc et de la France, de louchantes images de sa famille, remplissent les intervalles des souffrances du malade, et ne l'empéchenl pas de prononcer chaque jour son arrêt luiinéme, malgré lesdéceplions par lesquelles la pitié du médecin cherche à lui déguiser la triste vérité. La douleur de la mort de sa smur, la princesse Élisa, rappelle Napoléon à cette idée tixe de sa lin prochaine : U Je n'ai plus ni forces, ni activité, ni éiier•t gie,je ne suis plus Napoléon, dit-il à son mcdeciit, U Vous cherebet en vain à me rendre l'espérance, « à rappeler la vie prête à s'éteindre. Vos soins ne U peuvent rien contre la destinée ; elle est irnniuau blc. La première personne de notre famille qui *< doit suivre Élisa dans la tombe est ce grand Na•I poléoii qui végète, qui plie sous le faix, et qui •i pourtant tient encore f£uropc en alarmes. » Il ne se trompait pas. En effet,

les révolutions d’Espagne et de Naples, qu’il apprit au mois de janvier 18â0, avaient porté au plus haut degré les alarmes qu’inspirait à rAnglclcrrc celui qu’elle retenait comme enchaîné dans une prison inaccessible, entoure de tous cùlés par des troupes nombreuses, cl duiiiinc en outre par deux camps assis à droite et à gauche sur deux mameluns les plus élevés de l'tlc. Cette frayeur était si grande, qu'elle semblait encore «mimer sir AVallcr Scott, lorsqu'il écrivait en 18227 : U On ne saurait calculer l’cITet qu’aurait pu produire son nom dans ce moment de commotion générale; mais ce qui est certain, c’est que les conséquences de son évasion auraient clé terribles; le ministère sachant quelle action un génie semblable exercerait au milieu des élémens du désordre, avait enjoiiil au gouverneur de Sainle>Uélènc de redoubler de vigilance, n Napoléon $c mourait de jour en jour, pendant que lord Bathurst, le voyant déjà l'épée à la main au milieu de l'Italie enivrée de revoir son libérateur, prescrivait au docile Iludson-Lowe et k l'amiral qui commandait la station dcSniitleHélènc les plus grandes précautions pour empêcher l'évasion du prisonnier, ^u'on juge de son sort, puisque toute les rigueurs employées contre lui devaient encore s'accroître pour calmer la frayeur que ce nouvel Annibal causait à la nouvelle Rome. L'année 18âl a commencé sous de funestes auspices. Napoléon décline de moment en moment; n'importe I un pied déjà dans la tuiiibc, il s'occupe encore de l'Europe et de son avenir; il parle de rilalie cil homme qui avait sur elle de grands cl de justes dessirins; il regrette amèrement de n'avoir pu faire de la Rcninsulc une puissance unique et indépendanteque son fils eût gouvernée. Dans le mois de février, une comète parut au-dessus de Sainlcllélèiic; Napoléon songea d'abord à celle de JulesCésar, et sembla prévoir que sa propre mort était prochaine. Tout ce qui renviroiinaît le pressait d'aller voir ce phénomène ; mais instances inutiles; un si ul de ses olliciers gardait le silence : » Vous m’avez compris, vous! » lui dit-il. Depuis loiigIcinps il avait la convicliun de ne point échapper au climat de Sainte-Hélène, et à tout niomcnl quelques paroles prophétiques annonçaient celte conviction. Elle clail cgâlemenl dans le cirtir de scs serviteurs; aussi, le 27 mars, te comte Uonlholon écrivit à la princesse Borghèse : « Que la maladie H de foie dont Napoléon souffrait depuis plusieurs •(années, et qui est endémique cl mortelle à Sainlo« Hélène, avait fait des progrès effrayans depuis K deux mois; qu'il ne pouvait marcher dans son » appàrlcmcnt saus être soutenu. » Le comte ajoutait : <1 A la maladie de fuie se joint une autre maM ladic, egalement endémique dans celte lie. 1a;s U intestins sont

gravement attaqués Le comte U Bertrand a écrit au mois de septembre, à lord « Liverpool, pour demander que l'Empereur soit » change de climat, et faire connaître le besoin OA / uiyilized by Google

gouverneur, sir K Hudson-Lowc, réfuté de faire patter çette N lettre à ton gouternement, tout le rain prétexte « que le titre ’£rm;7eretir était donné à S. M, U L'Empereur compte aussi sur V. A. pour faire « connaître à des Anglais inOuens l’état véritable K de sa maladie. Il meurt sans secours sur cet afn freux rocher ; son agonie est effroyable... » En effet, ce fut le jour même où écrivait le général Montholon que commença la crise qui, deux mois après, déniait emporter Napoléon. « Là, c*ett làln disait-il, le 17 mars, en montrant sa |>oilrine au docteur Antomarchi. Celui-ci lui présenta un flacon d'alcali. » Eh non/ ce n'ett pat faiblette, H s’écria Napoléon, c’ett la force qui m'étouffe, c'est M la rte qui me tue.,» » Puis s'élançant à une fenêtre et regardant le ciel : u 17 mars, dit-il, à pareil ujour, il f a six ant (il était à Auxerre, venant de N l’Ilc d'Elbe), tV/oratV des nuages au ciel. Ahl je M serait guéri si je ro/ata ces nuages. » Puis il saisit la main du docteur, et l'appuyant sur son estomac : « C'est un couteau de boucher qu'ils ont mis (t là, et ils ont bn'sé la lame dans la plaie. » Les derniers jours de Napoléon furent aussi grands que les plus glorieuses époques de sa vie. Trop certain de sa mort, il souriait de pitié ou plutôt de compassion a ceux qui cherchaient à combattre en lui cette idée, h Pouves-rous joindre cela? » dit-il à M. Munckhousc , ofHcicr anglais, après avoir coupé en deux le cordon de la sonnette de son lit : ti Aucun remède ne peut me guérir. Mais ma mort H sera un baume salutaire pour nos ennemis. J’au« rais désiré de revoir ma femme et mon fils; mais « que la volonté de Dieu soit faite! » Puis, avec une attitude digne de Socrate, il ajouta : » Il n'y a rien •t de terrible dans la mort. Elle a été la compagne « de mon oreiller pendant ces trois semaines, et à « présent elle est sur le point de s’emparer de moi H pour jamais. » Un autre jour il dit : » les monII stres! me font-ils assez souffrir? encore s’ils m’au valent fait fusiller, j’aurais eu la mort d’un sol«dat... J’ai fait plus d'ingralsqu'Âuguste; que ne «suis-je comme lui en situation de leur pardon-! «ner! » La nouvelle maison destinée à Napoléon I venait d’élre terminée. « Elle me servira de tom« beau, •• dit-il ; et, en effet, on dut en employer les pierres à bâtir le caveau où il repose. Le 15 avril, Napoléon s’enferme avec MM. de Montholon et Marchand ; il fait ce testament où il n’oublie personne, ni ceux qui l’ont suivi, ni ceux qu’il a laissés en France, ni ceux qui depuis longtemps avaient cessé de vivre, ni aussi les pervers | qui l'ont trahi. Ce précieux inventaire des senliincns de Napoléon remonte de la

prison de Longwood à sa jeunesse : près du dernier moment, il songe aux enfans du général Dutbcil qui a pris soin de lui dès son entrée dans la carrière militaire; à la famille du représentant Gasparin qui, au siège de Toulon, a sanctionné les inspirations du génie et défendu leur auteur contre la persécution ; au tils de l'intrépide Dugommier, son ami, le premier qui ail deviné le inailre futur de l'Europe dans un jeune commandant d'artillerie de la république. Parmi scs légataires sont les soldats de l'Ile d'Elbe, les blessés de Waterloo, les proscrits de l'amnistie de 181Ü, les victimes de la réaction, les anciens amis, (es serviteurs fidèles : sa chère villcde Rrienne, et huit provinces de France, ont part aux libéralités de cct autre César, non moins reconnaissant et non moins généreux que le premier. De son lit de mort, Napoléon, conservant en quelque sorte son autorité jusqu'à la dernière heure, stipule aussi les intérêts qui, après lui, doivent occuper deux emjiircs. Son vœu le plus cher est que scs cendres reposent sur les bords de lu Seine, au milieu de ce peuple français qu'il a tant aimé... Il recommande à son ûls de ne jamais oublier qu'il est né prince français, de ne jamais combattre la France, d'adopter sa devise : tout pour le peuple français, etc. Antomarchi arrive : « k'oHà mes apprêts, docteur!** lui dit Napoléon en lui montrant des papiers qui couvrent le tapis. « Je tn'en tais... plus d'illusion, U Je suis résigné, n Le 19 il est mieux. Üii s'en réjouit. V. Fous fie vous trompes pas, dit-il, /e eut# mieux, mais je ne sens pas moins ma fin s'approcher. Quand je serai mort, chacun de tous aura le bonheur de recotr l'Europe, ses parens, ses amis : moi je reverrai mes braves dans tes Champs^Élxsées. Oui, ajoula-l-il d'une voix forte et solennelle : Kléber, Desaix, Bessicres , Duroo, Kqy, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma renconire... En me rodant, ils deviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Kous causerons de nos guetTes, arec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric, à moins, ajouta-t-il en riant, que làbas on ait peur de voir tant de guerriers ensemble. » Dans le même moment entra le docteur Arnold, chirurgien d'un régiment anglais. « C'en est fait, U lui dit Napoléon : le coup est porté. Je louche à « ma fui : je vais rendre mon corps à la lcrre. A(>«I prochez llcrlrarid : traduisez à Monsieur ce que «I vous allez entendre.... N'ometéez pas un mot. — « J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple brilan« nique. Je demandais une loyale hospitalité. Coati irc tout ce qu'il y a de droits sur la lcrre, on me « répondit par des fers. J'eusse reçu un autre acu cueil d'Alexandre, de l'empereur François, du roi it (le l'russo. Mais il

appartenait à l’Angleterre de U surprendre, d'cntraincr les rois, et de donner au «I monde le spectacle inouï de quatre grandes puisDigitized by GoOÿl

HISTOIRE DE NAPOLÉON. 507 « sances s’acharnant sur un seul homme. C’est to«< tre ministère qui a choisi cet affreux rocher où se « consomme, en moins de trois ans, la vie des Eu•I ropéens, pour y achever la mienne par un assas« sinat. El comment m’avez -vous vu traité depuis » que je suis sur cet écueil? Il n*y a pas une indi> « gnilé dont vous ne vous soyez fait une joie de m’a« breuTcr. Les plus simples communications de fa tenu six ans dans la torture du secret. Dans celte « lie inhospitalière, vous m’avez donné pour de«[meure l’endroit le moins fait pour être habité, U celui où le climat meurtrier du tropique se fait le M plus sentir; il a fallu me renfermer entre quatre » cloisons, moi qui parcourais a cheval toute l'Eu, M rope. Vous m’avez assassiné longuement, avec U préméditation, et l’infâmc Hudson a été l’exécuU teur des hautes œuvres de vos ministres.... Vous » finirez comme la superbe république de Venise; V et moi, mourant sur cet affreux rocher, privé des « miens et manquant de tout, lègue l'opprobre •(de ma mort à la maison régnante d'ytngleterre. » Tel fut le manifeste testamentaire de Napoléon. Napoléon était trop pénétré du sentiment de sa propre grandeur, pour ne pas croire à l’immortalité de l’ame. Deux jours après, le 21, il voulut rendre l’hommage du chrétien à ce dogme consolateur; la veille, à l’insu des generaux Lerlranü et Montholon, l'autel se trouva dressé dans la pièce voisine de la chambre mortuaire ; il avait tout prescrit lui-rnéme au chapelain qui reçut sa confession. L’état du malade ne permit pas qu’un lui administrât le viatique. Seul avec l’abbé Vignali, qui ne l’avait connu qu'à Saintc-Uéléne, il ne donna à aucun témoin de sa puissance passée le spectacle de cette dernière abdication. Présent aux ordres que Napoléon avait intimés, le 20, à son chapelain, le docteur Antomarchi parut manifester une sorte d’étonrieincnt. m Je ne suis, lui dit Napoléon, fit philosophe ni médecin, M'est pas athée qui veut, » C'était sans doute matérialiste que Napoléon avait voulu dire. Le 21$, il eut la force d’ajouter quatre codicilles à son testament. Le 28, un soin stoïque occupe Napoléon; il charge Antomarchi de faire l'autopsie de son corps; de communiquer à son fils scs ohsenalions, de mettre son cœur dans de l’csprit-de-vin , et de le porter U à sa chère Marie-Louise I f-'ous ires à Home, tlocteur; tous direz aus miens que le grand Napoléon a expiré sur ce triste rocher, dans l'état te plus déplorable, manquant de tout, abandonné à lui-même et à la gloire, n Le lendemain on lui apporta de Peau de la fontaine voisine de Uutsgato. « Si la des«t tinée voulait que je me rétablisse,

dit-il, j’élèveM rais un monument dans le lieu où jaillit cette » source ; je couronnerais sa fontaine, en mémoire K du soulagement qu’elle m’a causé.

Si je meurs, H et

« sances s'acharnant sur un seul homme. C'est vo-
« tre ministère qui a choisi cet affreux rocher où se
« consomme, en moins de trois ans, la vie des Eu-
« ropéens, pour y achever la mienne par un assas-
« sinat. Et comment m'avez-vous vu traité depuis
« que je suis sur cet écueil? Il n'y a pas une indi-
« gnité dont vous ne vous soyez fait une joie de m'a-
« breuver. Les plus simples communications de fa-
« mille, celles mêmes qu'on n'a jamais interdites à
« personne, vous me les avez refusées... Ma femme,
« mon fils n'ont plus vécu pour moi : vous m'avez
« tenu six ans dans la torture du secret. Dans cette
« île inhospitalière, vous m'avez donné pour de-
« meure l'endroit le moins fait pour être habité,
« celui où le climat meurtrier du tropique se fait le
« plus sentir; il a fallu me renfermer entre quatre
« cloisons, moi qui parcourais à cheval toute l'Eu-
« rope. Vous m'avez assassiné longuement, avec
« préméditation, et l'infâme Hudson a été l'exécu-
« teur des hautes œuvres de vos ministres.... Vous
« finirez comme la superbe république de Venise;
« et moi, mourant sur cet affreux rocher, privé des
« miens et manquant de tout, *je lègue l'opprobre*
« *de ma mort à la maison régnante d'Angleterre.* »
Tel fut le manifeste testamentaire de Napoléon.

Napoléon était trop pénétré du sentiment de sa propre grandeur, pour ne pas croire à l'immortalité de l'ame. Deux jours après, le 21, il voulut rendre l'hommage du chrétien à ce dogme consolateur; la veille, à l'insu des généraux Bertrand et Montholon, l'autel se trouva dressé dans la pièce voisine de la chambre mortuaire; il avait tout prescrit lui-même au chapelain qui reçut sa confession. L'état du malade ne permit pas qu'on lui administrât le viatique. Seul avec l'abbé Vignali, qui ne l'avait connu qu'à Sainte-Hélène, il ne donna à aucun témoin de sa puissance passée le spectacle de cette dernière abdication. Présent aux ordres que Napoléon avait intimés, le 20, à son chapelain, le docteur Antomarchi parut manifester une sorte d'étonnement. « *Je ne suis,* lui dit Napoléon, *ni philosophe ni médecin. N'est pas athée qui veut.* » C'était sans doute *matérialiste* que Napoléon avait voulu dire. Le 25, il eut la force d'ajouter quatre codicilles à son testament.

Le 28, un soin stoïque occupe Napoléon; il charge Antomarchi de faire l'autopsie de son corps; de communiquer à son fils ses observations, de mettre son cœur dans de l'esprit-de-vin, et de le porter « *à sa chère Marie-Louise! Vous irez à Rome, docteur; vous direz aux miens que le grand Napoléon a expiré sur ce triste rocher, dans l'état le plus déplorable, manquant de tout, abandonné à lui-même et à la gloire.* » Le lendemain on lui apporta de l'eau de la fontaine voisine de Hutsgate. « Si la des-
« tinée voulait que je me rétablisse, dit-il, j'élève-
« rais un monument dans le lieu où jaillit cette
« source; je couronnerais sa fontaine, en mémoire
« du soulagement qu'elle m'a causé. Si je meurs,
« et que l'on ne proscrive pas mon cadavre comme
« on a proscrit ma personne, je souhaite que l'on
« m'enterre auprès de mes ancêtres, dans la cathé-
« drale d'Ajaccio. S'il ne m'est pas permis de repo-
« ser où je naquis, eh bien! que l'on m'enseve-
« lisse là où coule cette eau si douce et si pure! »
Il ne formait ce dernier vœu que parce qu'il savait bien qu'on lui refuserait d'être inhumé sur les bords de la Seine. Le 2 mai, dans un accès de délire, il se croyait à la tête de l'armée d'Italie, et s'écriait : « *Steingel, Desaix, Masséna, allez, courez, prenez la charge, ils sont à nous!* » Le lendemain, Napoléon a vu s'approcher sa dernière heure; la veille on avait entendu le guerrier qui décidait du sort d'une bataille : le 3 mai, on écoute le dictateur de l'Europe qui parle aux sujets qui lui sont restés. Sa voix est solennelle, et il va prononcer la dernière volonté de sa toute-puissance; il s'adresse à ses exécuteurs testamentaires, aux généraux Bertrand et Montholon, et leur dit :

« Vous allez repasser en Europe. Je vous dois
« quelques conseils sur la conduite que vous avez à
« tenir. Vous avez partagé mon exil, *vous serez*
« *fidèles à ma mémoire; vous ne ferez rien qui*
« *puisse la blesser.* J'ai sanctionné tous les prin-
« cipes, je les ai infusés dans mes lois, dans mes
« actes; il n'y en a pas un seul que je n'ai consacré.
« Malheureusement les circonstances étaient gra-
« ves. J'ai été obligé de sévir, d'ajourner; les revers
« sont venus; *je n'ai pu débander l'arc, et la France*
« *a été privée des idées libérales que je lui desti-*
« *nais.* Elle me juge avec indulgence; elle me tient
« compte de mes intentions; elle chérit mon nom,
« mes victoires. *Imitez-la, soyez fidèles aux opinions*
« *que nous avons défendues, à la gloire que nous*
« *avons acquise; il n'y a hors de là que honte et*
« *confusion.* »

Le 4, une tempête affreuse déracina jusqu'au dernier arbre qui avait prêté son ombrage à Napoléon; elle parut annoncer que le dernier astre sous lequel la terre avait brillé, allait s'éteindre. A cinq heures et demie du soir, Napoléon n'interrompit le silence léthargique où il était plongé que pour laisser échapper ces deux mots : « TÊTE D'ARMÉE. » Telle fut la suprême parole du vainqueur de l'Europe. Le buste de son fils, qu'il avait fait placer, depuis un mois, en face de son lit, avait eu son dernier regard. Vingt minutes après, ces mains qui avaient tenu et donné tant de sceptres, qui avaient élevé tant de monumens et renversé tant de remparts, se glacèrent sous les baisers et

The text on this page is estimated to be only 28.66% accurate

inSTOIRE DE NAPOLEON. !$08 sous les larmes des enfansdu général Bertrand. Le IcnJ 'main, à six heures du soir, le doctenr Antomarchi procéda religieusement à J'autopsie, d'après les intentions de Napoléon. Ce triste devoir eut pour témoins les exécuteurs testamentaires, des utficiers de la garnison , et huit médecins anglais; ces derniers, d'apres l'ordre du guurerneur, dressèrent pn>cès-verl)al de ropéralion. Il y était dit que Napoléon avait succoinhéà une affectitm cancéreuse hérétiiiaire. Ledocteur Antomarchi refusa designer le procès-verbal, parce que son opinion était que N.'ipoléon avait succontbé à une gasiro-hèpaiUe chronique, produite par le climat. Ainsi, au lieu de constater la vérilc, l'aulopsic consacra la fable absurde du caractère d'héréditaire, que les médecins anglais durent appliquer à la maladie de Napoléon, d'après les insinuations ou les ordres de sir Hudson, qui voulait essayer de soustraire songouverneiiient ellui-ménic à la responsabilité éternelle d'un grand crime, que les siècles n'ahsoudrontjamais.f^s instructions ministérielles qui, malgré les déclarations du docteur O'Meara, .avaient décidé, de longue main, que le fnitient mourrait de la maladie de son père, avaient démenti d'avance lu témoignage irréfragable de l'aulopsic du cadavre de l'efinemi commun.]Ai ministère britannique et la SainteAlliance donnaient sans doute encore ce nom à Napoléon; mais lui, dans un élan sublime, la veille du jour fatal, avait dit : » Je suis en paix arec tout le genre humain, n Aussi, après la mort, son visage portail encore l'empreinte du calrnc de son amc. Le moment était venu où il avait tout pardonné. Le congrès d'Âix-la-ChapcIle, où la haine avait désigné également Sainte-Hélène pour servir de lumbeau à Napoléon, et prévu sa mort inévitable, avait aussi défendu à scs cendres le retour dans la [Kitric; elles devaient rester à la terre étrangère et au lieu même du supplice du proscrit. Ni les réclamations des généraux Bertrand et Monlholon, qui invoquèrent le traité de Paris, ni, depuis, les instances de la famille Bonaparte , qui demanda de faire transporter à Rome le corps de son chef, ne purent rien changer à la décision du Congrès, dont Hudson-I.owc prescrivit impérieusement l'cxcculiuii. Alors le premier va'ii de Na|M)léun, renouvelé peu de jours avant de quitter la vie, d'étre inhumé au bord de la fontaine, fut réclamé par scs compagiMiMS, heureux de donner du moins à leur souverain le dernier asile qu'il avait choisi lui-méine. Le lieu où re|>osc Napoléon est un site très romantique, au fond d'une petite vallée

que l'on .appelle rallée tlu I-'irmain. Auprès coule un filet d’eau limpide, qui descend du pic de Diane :au-dcs$uscst//M/«^a/e. la Porte de 11 Cabane, première habitation du grandinaréch.il Bertrand. Au commencement de l'exil, cette vallée était uii des repos favoris de Napoléon dans SOS promenades : ce lieu lui plaisait, et un sentiment de prédilection l'y attirait : u Si je dois « mourir sur ce rocher,dit-il au général Bertrand, « faites-moi enterrer au-dessous de ces saules, près « de ce ruisseau. » Cependant, après l’autopsie, sir Hudson -Lowe ayant refuséaux exécuteurs testamentaires le Irans*]>ort en Rurü|»e du cœur et de l’eslomac de Napoléon, ils lireiit enfermer ces précieux restes dansdes coupes pleines d’espril-de-vin. Napoléon, revêtu de Punifonne des chasseurs à cheval de la garde impériale, couvert de tous les ordres qu’il avait ou créés ou reçus pendant son règne, fut exposé sur son lit de parade; le manteau de Marengo lui servait de drap mortuaire : ces rapproebemens ont de l’éloquence. I.e captif des rois alhiit descendre dans la tombe avec toutes les décorations de la royauté européenne; et la couche de fer où il se reposait après les quaranteneuf batailles rangées où il les avait tous vaincus, devenait un monument funèbre autour duquel la religion cl la vénération historique rassemblaient au fond de l'Océan Atlantique les respects d’un état-major anglais et les regrets d'une famille française. En ce moment, le gouverneur parut se joindre à la douleur dont les amis de Napoléon étaient accablés. Il déplora la perte qu’ils avaient faite, en annonçant qu'elle était d’autant plus fâcheuse, que son gouvernement revenait â bien. ministère l'avait chargé d’annoncer au général Bonaparte que l'instant .approchait où la liberté pourrait lui être rendue, cl que Sa Majesté Britannique ne serait pas la dernière à accélérer le lerinc de sa captivité. Sir Hudson ajouta, d’une manière étrange, et comme un homme qui laisse échapper malgré lui l’expression de sa pensée : « 11 est mort : tout est fini; nous «I lui rendrons demain les derniers devoirs. » Napoléon resta exposéle6cllc7 mai. Sir Hudson, revenu à des senlitnens convenables, permit à tout Angl.iisde venir contempler l'hôte du liellérophon, le mort de Sainte-Hélène. Le concours fut général et la douleur unanime. Pas un habitant qui ne pleurât sur Napoléon; pas un soldat qui ncdonnâtdes regrets au grand capitaine. Ses souffrances lui avaient attiré tous les cœurs : sa mort le rendait sacré. Ix) 8, le corps fut embaumé : on le revêtit ensuite de ruiiifurme de la veille, et on le renferma dans un quadruple cercueil. Lc9, la pompe funèbre eut lieu dans l'onlrc suivant: Napoléon Bertrand, Ollcul de l'Empereur, fiKdu grand-maréchal; le

chapelain Vignali, revêtu de ses habits sacerdotaux; les docteurs Antomarchi et Arnold; vingt-quatre grenadiers anglais, destinés à descendre le corps au bas de la colline; ensuite une voilure de deuil, où le corps était placé; derrière clic, le cheval de Napoléon ; les exécuteurs Digitizec: _j{

Bertrand, comte Montholon, ; et Marchand, premier Talel-dc-chambrc; et lesserviteursdeNapoléon escortaient à pied le convoi, que la comtesse de Monlholon suivait, en voiture, avec sa tille. Là tinissail la famille française. Venait ensuite un groupe d'oflicicrs anglais de mer et de terre; les membres du conseil de l'ilc; le général Coffin, le marquis Monchenu, commissaires pour la France et TAulrichc; l'amiral; et le héros de celte pompe de mort, le gouverneur ; entin lady Hudson-Lowe et sa iille en grand deuil, dans une voiture. Trois mille hommes escortèrent le corps au sortir de l.ongwood. j Comme la route ne permettait pas au char funéraire d'arriver jusqu'au lieu de la sépulture, des grenaliiers anglais de Waller ScoU eurent l'honneur de porter sur leurs épaules les dépouilles mortelles du héros. Elles reçurent les prières et la bénédiction du prêtre avant de pénétrer dans le caveau avec les coupes d'argent qui contenaient le cœur et Pestomac, cl qui furent placées sur le cercueil descendu dans le funèbre asile. Douze salves d'artillerie apprirent à rOcéan que l'aine de Napoléon avait quitté la terre. Une garde d'olTiciers anglais fut chargée de veiller sur la sépulture du grand homme. On trouva dans la chambre de Napoléon quelques papiers qu'il avait déchirés. Ces fragmens sont pré> cieux; ils renferment les premières étincelles des pensées vigoureuses qui, jusqu'au dernier moment. fcrniciitcrcnt dans son esprit cl tinrent son aine élevée au- H monté à sa source cl me voilà! 1/aninur de la K gloire ressemble à ce pont que Satan jeta sur Je « chaos pour passer de l'enfer au paradis : la gloire « joint le passé à l'avenir, dont il est sépare par un K abîme immense. Uieiià mon fils, que mon nom ! » N.ipoléon n'avait pas cessé de régner à SainteHélène, cl ne perdait pas de vue rKuro(>e qu'il pouvait gouverner encore; mais il vivait surtout avec sa gloire comme avec l'hùle des siècles à venir; elle assistait à ses derniers inumens, lorsqu'il choisit sa tombe près d'une source limpide, abritée par des saules; et cette sépulture d'un sage était pour lui le munurncnl sépulcral du maître du monde. Ja;nais homme, depuis Alcxandre-le-Grand cl César, n'eut le droit d'élrc plus avide des regards de la postérité. En regardant des yeux de la pensée son cercueil placé sous la garde des orages, au sein I de l'Océan immortalisé par les chants du Camoéns, i son ame prupliétisail peut-être pour sa cendre le pèlerinage de l'univers. Il a pu se dire : Où sont les restes de Cyrus, de Sésostris, d'Alexandre, de César, de Charlemagne? Les miens habiteront à jamais

mon tombeau. Ils ne sont pas placés sur le chemin des conquéransî
Digitized by Google

testamentaires, comte Bertrand, comte Montholon, et Marchand, premier valet-de-chambre; et les serviteurs de Napoléon escortaient à pied le convoi, que la comtesse de Montholon suivait, en voiture, avec sa fille. Là finissait la famille française. Venait ensuite un groupe d'officiers anglais de mer et de terre; les membres du conseil de l'île; le général Coffin, le marquis Monchenu, commissaires pour la France et l'Autriche; l'amiral; et le héros de cette pompe de mort, le gouverneur; enfin lady Hudson-Lowe et sa fille en grand deuil, dans une voiture. Trois mille hommes escortèrent le corps au sortir de Longwood. Comme la route ne permettait pas au char funéraire d'arriver jusqu'au lieu de la sépulture, des grenadiers anglais de Walter Scott eurent l'honneur de porter sur leurs épaules les dépouilles mortelles du héros. Elles reçurent les prières et la bénédiction du prêtre avant de pénétrer dans le caveau avec les coupes d'argent qui contenaient le cœur et l'estomac, et qui furent placées sur le cercueil descendu dans le funèbre asile. Douze salves d'artillerie apprirent à l'Océan que l'ame de Napoléon avait quitté la terre. Une garde d'officiers anglais fut chargée de veiller sur la sépulture du grand homme.

On trouva dans la chambre de Napoléon quelques papiers qu'il avait déchirés. Ces fragmens sont précieux; ils renferment les premières étincelles des pensées vigoureuses qui, jusqu'au dernier moment, fermentèrent dans son esprit et tinrent son ame élevée au-dessus de son infortune.

« Nouveau Prométhée, je suis cloué à un roc, où « un vautour me ronge. Oui, j'avais dérobé le feu « du ciel pour en doter la France : le feu est re- « monté à sa source et me voilà! L'amour de la « gloire ressemble à ce pont que Satan jeta sur le « chaos pour passer de l'enfer au paradis : la gloire « joint le passé à l'avenir, dont il est séparé par un « abîme immense. Rien à mon fils, que mon nom! »

Napoléon n'avait pas cessé de régner à Sainte-Hélène, et ne perdait pas de vue l'Europe qu'il pouvait gouverner encore; mais il vivait surtout avec sa gloire comme avec l'hôte des siècles à venir; elle assistait à ses derniers momens, lorsqu'il choisit sa tombe près d'une source limpide, abritée par des saules; et cette sépulture d'un sage était pour lui le monument sépulcral du maître du monde.

Jamais homme, depuis Alexandre-le-Grand et César, n'eut le droit d'être plus avide des regards de la postérité. En regardant des yeux de la pensée son cercueil placé sous la garde des orages, au sein de l'Océan immortalisé par les chants du Camoëns, son ame prophétisait peut-être pour sa cendre le pèlerinage de l'univers. Il a pu se dire : Où sont les restes de Cyrus, de Sésostris, d'Alexandre, de César, de Charlemagne? Les miens habiteront à jamais mon tombeau. Ils ne sont pas placés sur le chemin des conquérans!

The text on this page is estimated to be only 24.07% accurate

 NOTE A. Il n*f a roalbeureuMineot, depuis loog-lempi, plut de doute sur le sort qu'ont eu cea lettres., que l'on pouvait avec raison refarder comme les documens les plus précieux de l'histoire de Napoléon. Au moment de faire voile pour l'Amérique, Joseph, on ignore par quel motif, remit les lettres à un ami, qui fut bientôt un dépositaire infidèle, et eut l*in> famie de les vendre aux souverains intéressés. On croit avoir la certitude que la partie la plus importante de cette correspondance, celle de l'empereur Alexandre, a été achetée fort cher i Londres, pour ce prince, par un général étranger, l'un de ses aldes-de-camp. L'on assure aussi qu'une copie était restée entre les mains de Napoléon, et qu'elle doit exister dans les papiers venus de Sainte-Hélène. On comprend facilement pourquoi cette copie, revêtue d'une légalisation très authentique, n'a pas été publiée encore. Mais il semble que l'on doit être à jamais rassuré sur sa religieuse conservation, étant sous la garde des hommes les plus dévoués par honneur et par reconnaissance i la mémoire de celui qui fut leur souverain Jusqu’au umedl 5 mai 18S1.

Digilized by Google

NOTE A.

Il n'y a malheureusement, depuis long-temps, plus de doute sur le sort qu'ont eu ces lettres, que l'on pouvait avec raison regarder comme les documens les plus précieux de l'histoire de Napoléon. Au moment de faire voile pour l'Amérique, Joseph, on ignore par quel motif, remit les lettres à un ami, qui fut bientôt un dépositaire infidèle, et eut l'infamie de les vendre aux souverains intéressés. On croit avoir la certitude que la partie la plus importante de cette correspondance, celle de l'empereur Alexandre, a été achetée fort cher à Londres, pour ce prince, par un général étranger, l'un de ses aides-de-camp. L'on assure aussi qu'une copie était restée entre les mains de Napoléon, et qu'elle doit exister dans les papiers venus de Sainte-Hélène. On comprend facilement pourquoi cette copie, revêtue d'une légalisation très authentique, n'a pas été publiée encore. Mais il semble que l'on doit être à jamais rassuré sur sa religieuse conservation, étant sous la garde des hommes les plus dévoués par honneur et par reconnaissance à la mémoire de celui qui fut leur souverain jusqu'au samedi 5 mai 1821.

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 26.50% accurate

TESTAMENT ET CODICILLEÜ DE NAPOLÉON. Ce jouni'bui 15 avril 1891, i Longwootl, lie dt‘ Sainte* Ik-lèiir. Ccci est nwH TestameHt ou acte de fna dernière volonté. I. Je meurs dans la religion catholique, apostolique et romaine, dans lu scinde laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans. 3** Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j’ai tant aime. 3** J'ai toujours eu à me louer de ma très chère épouse Marie-Eouise. Je lui conserve, jusqu’au dernier moment, les plus tendres sentimens : je la prie de veiller pour garantir mon fîls des embûches qui environnent encore son enfance. i" Je recommande è mon fils do ne jamais oublier qu'il est ne prince français, cl de ne jamais sc prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de rKurope. Il ne (I) Tout ce qui peut expliquer la peoiue, peindre la xiluatton intérieure do Na)»oiéoQ écrivant son tcslament, est digne d'inlérét. Or, Il est aisé de sc convaincre, i rinst>cetion Je l'original, qu’il a d'abord Roi l'article I i notre renvoi ; car, immédiatement aii-dcssous de la ligne, il écrit le numéro II de l’article suivant, qu’on voit plus bas; mais trouvant sans doute que sa phrase n’a pas rendu tout ce qu'il voulait dire, il raieceuuméroll, et ajoute ce qu'on lit comme complément, explication et justiücalio» de ce qui doit jamais combattre ni nuire en aucune manière a la France : il doit adopter ma divise : 7'oul pour le peuple français. S” Je meurs prématurément, assassine par l'oligarcliie anglaise et son sicairc. Le peuple anglais ne lardera pas à me venger. G** Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, iorsqu'ellc avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augcrcau, Talleyrand et Laurislon. Je leur pardonne. Fuisse la postérité française leur pardonner comme moi! 7® Je remercie ma bonne et très cxccllenle mère; le cardinal; mes frères Joseph, Lucien, Jcrùmc ; Pauline, Caroline, Julie, liortensc, Catherine, Eugène, de l'inlérèl qu’ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu’il a publié en 1830. Il est plein d'assertions fausses cl de pièces falsifiées. 8® Je désavoue le Manuscrit de Saintc-llclènc cl autres ouvrages sons le titre de MaxitHes, Sentences, etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J’ai fait arrêter et juger le duc d'Knghieri, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à rinlcrél et à l'honncurdu peuple français (1), lorsque.... cnlrcprécéde. Ce n'evl pat tout : vient pluii tant, et à une icconde lecture, à

ce qu'il paraîtrait par l’écriture et par la forme des parenibéses, ce qui termine l'article. Au iur;ilus, rien n'rst plus propre à jeter des lumières sur ce triste sujet, et à faire juger des senlimeos qui dirigeaient en ce moment Nai>ol< on, que les déiails curieux et les particularités intéressantes consignés A cet égard dans le Mémorial de Saintc-Ilélénef t. vu, 30 novemhre 1816. G5 Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 22.15% accurate

IIISTOIIIE DK NAPOLEON. SU tenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. (Dans du semblables circonslances j'agirais de mémc.j II. 1» Je lègue à mon lils les boites, ordres et autres objets, tels que l'argenterie, lit de camp, armes, îM'Ilcs, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conrornicment à l'êlat annexé, colé A. Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra. â** Je lègue à Lady Holland le camée antique que le pape Pic VI m'a duiiiié à Toletitino. 5^ Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filinls qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemnlserdes perles que son séjour à SainteHélène lui a occasionées. 1" Je lègue au comte Bertrand cinq cciU mille francs. ; ü" Je lègue à Marchand, mon premier valel-dccliambrc, quatre cenl mille francs : les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami : je désire qu'il éj»ousc une veuve, sœur ou ûllc d'un ollicîer ou soldat de ma vieille garde. ti" Idem à Saint-Denis, ccnl mille francs. 7* Idem à Novarre, cenl mille francs. S" Idem à Peyron, ccnl mille francs. Idem à Archambaul, cinquanlc mille. 10" Idem à Lursor, vingt-cinq mille. Il» Idem à Lhandell, idem. A r.ibbc Vignali, cent mille francs. Je désire qu'il h.Uissc sa maison près de ponlc-Novo de l\os(ino. 15" bleui au comte de l.as l'.ascs,cent mille francs. 1 1® Idem au comte Lavalleltc, ccnl mille francs. I!5« Idem au chirurgien en chef l.arrcy, cenl mille francs. C'esl riiomme le plus vertueux que j'aie connu (1). lü» Idem au général Brayhcr, cenl mille francs. 17" Idem au général Lcfèvrc-Desnouellcs , cent mille francs. 18" Idem au général Drouot, ccnl mille francs, 19" Idem au général Cambroime, cenl mille fr. aO" Idem aux enfaiis du général Moulon-Duvernel, cenl mille francs. âl" Idem aux enfans du brave I.al>édüyère, ccnl mille francs. 22" blem aux enfans du général Dirard, lué à Ligny, cenl mille francs. (I) On trouve au I^émoHal, lom. v», mercreiti 33oclolire 1816, la circocivlaner intL-resiuinle et curicuio quia rru!'rili une «i maguittque aposlilte. 23" Idem aux enfans du général Chartrand, cent mille francs. 2i" Idem aux enfans du vertueux général Travost, cent mille francs. 23" Idem au général Lallemand, l'ainè. cent mille francs. 20" Idem nu comle Uéal, cenl mille francs. 27» Idem à (iosta de Uaslilica en Corse, cenl mille francs. 28" Idem nu général Clausel. ccnl mille francs. 29" Idem au baron Mennevni, ccnl mille francs. 50" Idem à

Arnault, aiileur de Marîus, ccnl millo francs. 51» Idem au colonel Marbol, cenl mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour ta défense de la gloire des armes françaises, et en confondre les calomniateurs et tes apostats. 52“ Idem nu baron Bignon, cent mille francs. Je l’engage à écrire l'Iiistuirc de la diplomatie française de 1792 à IHIJÎ. 55° Idem à Poggi, dtvTalaro, cent mille francs. 51» Idem au chirurgien (minicry, cent mille fr. 35» (U-'S sommes seront prises sur les six millions que j’ai placés en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 p. lOüdepuisjuillct 1815; les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Monthuluii, IhTlrand et Marchand. 50“ Toul ce que ce placeinenl produira au-delà de la somme de 5,000,000 fr., dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Walerlüo, et aux olliciers cl soldats du bataillon de flic d’LIbc, sur un étal arrêté par Monliiolon, Bertrand, Drouot, Caiiibromic et le chirurrien Larrey. 57» Ces legs, en cas de morl, seronl payés aux veuves et enfans, et, au défaut de ceux-ci, rcnlrerunlà la masse. 111. 1» Mon domaine privé était ma propriété, dont aucune loi française ne m’a privé, que je sache. I.e compte en sera demande au liaron de la Bouillerie, qui en était le trésorier. Il doit se inonlcr à plus de 200,000, (M)0 fr., savoir : 1» le portefeuille contenant les économies que j’ai pendant quatorze ans faiU’S sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de 12,000,000 par an : j’ai bonne mémoire ; 2“ le produit de ce portefeuille; 5" les meubles île mes palais tels qu'ils éUieiitcn 1811, les palais de Home, Florence, Turin, y compris : tous ces meubles ont clé achelés des deniers des revenus de In lislc civile; 1» la liquidation de mes maisons du royaume d’Italie, tels qu’.irgenl, bijoux, meubles, écuries : les comptes en seront donnés par le prince ! Kugèac cl rintendant de la couronne Compagiioni,
Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 22.22% accurate

lIlSmiUK I)K NAPOLÉON. â" Je lègue mon tjomniiio privé, muitié aux oITi* riers et soldais qui reslnit des armées françaises qui livité) ; moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de l*'ranclie>Comté, de Bourgogne, de rile-dc-Francc, de t'hamp.igne, Forex. Dauphiné, qui auraient souffert par rune ou l'autre invasion. Il sera de cotte somme prélevé un million pour la ville de Rrieimc,el un million pour la ville de Méry. J'institue lescomtrs Moritholoii, Bertrand cl Marchand, mes exécuteurs testamentaires. présent testament , tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes. SigHé ^A^*ÜI.ÉON. J-Uat A joint à mon teilament. 1. t** Les vases sacrés qui ont servi à ma chapagiK's. 5'* Ma lunette de guerre. 4* Mon nécessaire de toilette, un de chacun de mes uniformes , une douzaine de chemises , et un objet complet de chacun de mes hnbilleniens, et gcncralcment de tout ce qui sert à ma toilette. 3° Mon lavabo. 0'^ Une (>elite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Loiigmood. 7** Mes montres, cl la chaîne de cheveux de l'Impératrice. 8" Je charge Marchand, mon premier valct-ilcchambre, de garder ces objets et de les rctiicllre à mon fils lorsqu'il aura seize ans. IV. I'* Mon nicdaillcr. 2" Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : étals B. et C. •V Je charge le comte Montholun de garder ces objets et de (es remettre à mon fils quand il aura seize ans. 1** Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainlc-Ilélènc. 2" Mes fusils de chasse au nombre de cinq. 3" Je charge mon chasseur Novarre de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans. 1*l)uatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage. 2" Je charge Saint-Denis de les garder cl de les remettre à mon fils quand il aura seize ans. Signé NAl'OLÉON. ÉTAT .4. 1» 11 ne S('ra vendu aucun des efiets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires cl mes frères. 2** Marchand conservera mes chev eux, cl en fer.v faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère, cl a chacun de rno« frères, sœurs, neveux, nièces, au cardiual, et un plus considérable {tour mon (ils. 3" Due iK'lilc paire de boucles cii or à jarretières au prince Lucien. Une boucle de col en or au prince Jérôme. ÉTAT .4. Inceniairc tic mes c/fets que Marcfiaml tioit ganivt pour remettre à mon fils. 1* Mon nécessaire

d’argent, celui qui est sur ma table, garni de tous scs ustensiles, rasoirs, etc.
Digitized by Google

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792, jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation (la répartition en sera faite au prorata des appointemens d'activité) ; moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Ile-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour la ville de Méry.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

État A *joint à mon testament.*

I.

1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2° Je charge l'abbé Vignali de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II.

1° Mes armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moskowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.)

3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

1° Trois petites caisses d'acajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières ; la deuxième, douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815 ; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'Empereur, et divers effets de toilette conformément aux états numérotés : I, II, III.

2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette, un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillemens, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes montres, et la chaîne de cheveux de l'Impératrice.

8° Je charge Marchand, mon premier valet-de-chambre, de garder ces objets et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

1° Mon médailler.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : états B. et C.

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Novarre de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint-Denis de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

Signé NAPOLÉON.

ÉTAT *A*.

1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère, et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Une petite paire de boucles en or à jarretières au prince Lucien.

4° Une boucle de col en or au prince Jérôme.

ÉTAT *A*.

Inventaire de mes effets que Marchand doit garder pour remettre à mon fils.

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

The text on this page is estimated to be only 27.90% accurate

HISTOIRE DE NAPOLÉON. SIG 2“ Mon rcvcil-malin. t/est le rcvciN matin de Frédéric 11 , que j’ai pris à Futsdain (dans Ia boite II" III). 3" Mes deux montres avec les chaînes de cheveux de rimpéralricc, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre inonlre. Marchand la fera faire à Paris. 4" 5Ies deux sceaux (un de France renferme dans la boite ii" Illj. 3" I.a petite pendule dorée qui est acluelleincnl dans ma chambre à coucher. G" Mon lavabo, son put à eau et son pied. 7" Mes tables de nuit, celles qui roe servaient en France, et mon bidet de vermeil. 8" Mes deux lits de fer, mes matelas et mes cou* vcrlurcs, s'ils se peuvent conserver. 9" Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie, que portaient mes chasseurs en campagne. 10* Ma lunette de France. 11“ Mes éperons, deux paires. 12“ Trois boites d'acajou, ii" I , II, 111, renfermant mes tabatières et autres objets. 13“ Une cassolette en vermeil. Linfjc de toilette. 6 Chemises. G Mouchoirs. 6 Cravates. fl Serviettes. fl l’aires de bas de soie. 4 (^)ls noirs. 6 Paires de chaussettes. 2 Paires de draps de batiste. 2 Taies d'oreillers. 2 Uobesde chambre. 2 Pantalons de nuit. 1 Paire de bretelles. 1 Culottes, vestes de casiinir blanc, fl Madras. 6 Gilets de flanelle. 4 Caleçons, fl Paires de gants. 1 Petite boite pleine de mon tabac. 1 Boucle de col en or. 1 Paire do boucles de jarretières en or. ! Paires de boucles en orù souliers. \ ItcnrcriniOütiai»)M.i |»rliir fioUc n« m. /labillemens. I I iiiforine chasseur. I Idem grenadier. 1 Idem garde nationale. 1 Capote grise et verte. 1 Manteau bleu (celui que j’avais à Marengo). 1 Jebeline, petite veste. 2 Paires de souliers. 2 Paires de bottes. 1 Paire de pantoufles. 6 Ceinturons. ÉTAT H. Jnrentairo des effhts quej*ai laissés c/ica M. le comte de Turenne. 1 Sabre de Sobieski (1), 1 Grand collier de la Il cotre les mains de M. le comte Dcrtrand. Digitized by Google

2° Mon réveil-matin. C'est le réveil-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Potsdam (dans la boîte n° III).

3° Mes deux montres avec les chaînes de cheveux de l'Impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4° Mes deux sceaux (un de France renfermé dans la boîte n° III).

5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6° Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

7° Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9° Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie, que portaient mes chasseurs en campagne.

10° Ma lunette de France.

11° Mes éperons, deux paires.

12° Trois boîtes d'acajou, n° I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13° Une cassolette en vermeil.

Linge de toilette.

6 Chemises.
6 Mouchoirs.
6 Cravates.
6 Serviettes.
6 Paires de bas de soie.
4 Cols noirs.
6 Paires de chaussettes.
2 Paires de draps de batiste.
2 Taies d'oreillers.
2 Robes de chambre.
2 Pantalons de nuit.
1 Paire de bretelles.
4 Culottes, vestes de casimir blanc.
6 Madras.
6 Gilets de flanelle.
4 Caleçons.
6 Paires de gants.
1 Petite boîte pleine de mon tabac.

1 Boucle de col en or.
1 Paire de boucles de jarretières en or.
1 Paires de boucles en or à souliers.
} Renfermés dans la petite boîte n° III.

Habillemens.

1 Uniforme chasseur.
1 *Idem* grenadier.
1 *Idem* garde nationale.
1 Capote grise et verte.
1 Manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).
1 Jebeline, petite veste.
2 Paires de souliers.
2 Paires de bottes.
1 Paire de pantoufles.
6 Ceinturons.

ÉTAT *B.*

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turenne.

1 Sabre de Sobieski (1).
1 Grand collier de la Légion-d'Honneur.
1 Épée en vermeil.
1 Glaive de consul.
1 Épée en fer.
1 Ceinturon de velours.
1 Collier de la Toison-d'Or.
1 Petit nécessaire en acier.
1 Veilleuse en argent.
1 Poignée de sabre antique.
1 Chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'Empereur.
1 Petit médailler.
2 Tapis turcs.
2 Manteaux de velours cramoisi brodés, avec veste et culottes.

1° Je donne à mon fils :
Le sabre de Sobieski.
Le collier de la Légion-d'Honneur.
L'épée en vermeil.
Le glaive de consul.
L'épée en fer.
Le collier de la Toison-d'Or.
Le chapeau à la Henri IV et la toque.
Le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2° A l'impératrice Marie-Louise mes dentelles.
A Madame, la veilleuse en argent.
Au cardinal, le petit nécessaire en acier.
Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.
A la princesse Pauline, le petit médailler.
A la reine de Naples, un petit tapis turc.
A la reine Hortense, un petit tapis turc.
Au prince Jérôme, la poignée de sabre antique.
Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culottes.
Au prince Louis, manteau brodé, veste et culottes.

Signé NAPOLÉON.

(1) C'est par erreur que ce sabre est porté sur l'état A. Celui-là est le sabre que l'Empereur portait à Aboukir, et qui est entre les mains de M. le comte Bertrand.

The text on this page is estimated to be only 22.83% accurate

HISTOIRE DK NAPOLÉOU. 817 Au dos des feuilles plices et leellccs, renfermant reiiscinldc du testament, se lisait : w Ceci est mon Testament, écrit tout entier de ma proi/re matfi.» NAPOLÉON. Avril, le 10. — 18ât. Lon{fwood. Ceci est UH Codicille de mon testament. 1* Je désire que inesceiidres reposent surics bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aime. Je lègue aüi comtes Bertrand, Monlhuloii et à Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes et généralement tout ce qui m'appartient dans l'ile Saiiile-Hélcnc (1). Le codicille, tout entier écrit de ma main, est signe et scellé de mes armes. .%«éNAPOI,ÉON. dos se lisait : « Ceci est un ('.udicillc de mon Testament, écrit tout de ma propre main. » NAPül.ÉON. Ce 94 avril 1831 . Loogirood. Ceci est tnon Codicille, ou acte de ma demièi'e Tolonté. Sur ma liquidation de la liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linges, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, cl qui m’apparteiiiaient, je dispose de deux millionsquejc lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Kugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne |>eul oublier les 40,000,00v) que jo lui ai donnés soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère. 1** Sur ces deux millions, je l^uc au comte Bertrand 300,000 francs, dont il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être ein[doyés selon mes dispositions ù l'acquildc legs de conscience. S” Au comte MoiUholon, â00,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci* dessus. 3** Au comte Lns*Cascs, 200,000, dont il versera (1) Le TeMament et les CortidIIci de rKoiperenr ont été imprimés plusieurs fois, et se trouvent étition littérale d’un paragraphe du Teslamcut, et rie voir le second en contradiction ntanifésle avec le eonu-nu de ce même Testamuvaicni résoudre, cl l’uul laissée de célr. 100,000 dans la caisse pour le même usage que cvdessus. 4“ A Marchand, 100,000, dont il versera 80,000 à la caisse pour le même usage que ci-dessus. 8“ Au comte Lavaleltc, 100,000. 6** Au général Hogciidorp, Ilolhiiidais, mon aido dc-camp, réfugié au Brésil, 80,000 (cinquante mille francs). 7* A mon aide-dc-camp Corbincao, 80,000. 8* A mon aidc-dc-cainp t^aiïarelli, 80,000. 9" A mon aide-dc-cainp Dcjcan, 80,000. 10®APcrcy,chirurgicncnchcfà Waterloo, 80,000. Il* 80,000, savoir : 10,000 à Peyrnn, mon maître d’hôtel; 10,000 à Saint-Denis, mon premier chasseur; 10,000 à Novarre; 10,000 à Cursor, mon maure

d'oflftce; 10,000 à Archambaul, mon piqueur. 12“ Au baron Menncval, 80,000. 13“ Au duc d'Istric, fils de Bcssiércs, 80,000. 14“ A la fille de Duruc, 80,000. 18>* Auxenfans de Laltédoyère, 80,000. 16“ Aux eafaiis de Moulon-Duvcrnct, 80,000. 17“ Aux enfans du brave et vertueux général Travost, 80,000. 18* Aux enfans de Charlrand, 80,000. 19* Au général Cambroiinc, 80,000. 20* Au général Lefèvre-DesnoucUes, 80,000. 21* Pour être réparliscnlrc les proscrits quicrrcnl en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départernens du Rhin, sur ordonnance de nies exécuteurs Icslamcnlaires, 100.000. 22* Pour être réparliscnlrc Icsainpulésou blessés grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivans, sur desétals dressés parincsexéculcurs leslainenlaires, auxquels seront joints Cambroniie, I>arrey, Prrey et Emmcry;il sera donné double à la garde, quadruple â ceux de Hic d'Elbe, 200,000 francs. Ce Coilicille est écril ciitièreinciil de ma propre main, signé et scellé de mes armes. NAPOLÉON. Ju dos était écrit : • Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière voIuiUé, dont je recommande ToalcfbU, en voici rcxpUcatioo blentimplc. Le ie»taincnt était la pièce récIteeUecrèlc, confiée aux soins des exécuteurs testamentaires; Ir présent Codicille, la pièce fictive et ostensible, qui, prt^nlée à sir Hudson-Lowo, laissait les exécuteurs testamentaires en pleine liberté d’agir d’après leurs instructions. Sans ecUc précaution nécessaire, le gouverneur D'cilt pas manqué de faire mettre le scellé sur tout ce qui appartenait à Nai>oléon, et l'etU fait transmcUie à son CoiivernemciU. Digiiized by Google

Au dos des feuilles pliées et scellées, renfermant l'ensemble du testament, se lisait :

« *Ceci est mon Testament, écrit tout entier de ma propre main.* »

NAPOLÉON.

Avril, le 16.—1821. Longwood.

Ceci est un Codicille de mon testament.

1° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

2° Je lègue aux comtes Bertrand, Montholon et à Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes et généralement tout ce qui m'appartient dans l'île Sainte-Hélène (1).

Ce codicille, tout entier écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

Au dos se lisait : « Ceci est un Codicille de mon Testament, écrit tout de ma propre main. »

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur ma liquidation de la liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linges, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartenaient, je dispose de deux millions que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que, sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les 40,000,000 que je lui ai donnés soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

1° Sur ces deux millions, je lègue au comte Bertrand 300,000 francs, dont il versera 100,000 dans la caisse du trésorier, pour être employés selon mes dispositions à l'acquit de legs de conscience.

2° Au comte Montholon, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

3° Au comte Las-Cases, 200,000, dont il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

4° A Marchand, 100,000, dont il versera 50,000 à la caisse pour le même usage que ci-dessus.

5° Au comte Lavalette, 100,000.

6° Au général Hogendorp, Hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, 50,000 (cinquante mille francs).

7° A mon aide-de-camp Corbineau, 50,000.

8° A mon aide-de-camp Caffarelli, 50,000.

9° A mon aide-de-camp Dejean, 50,000.

10° A Percy, chirurgien en chef à Waterloo, 50,000.

11° 50,000, savoir : 10,000 à Peyron, mon maître d'hôtel ; 10,000 à Saint-Denis, mon premier chasseur ; 10,000 à Novarre ; 10,000 à Cursor, mon maître d'office ; 10,000 à Archambaut, mon piqueur.

12° Au baron Menneval, 50,000.

13° Au duc d'Istrie, fils de Bessières, 50,000.

14° A la fille de Duroc, 50,000.

15° Aux enfans de Labédoyère, 50,000.

16° Aux enfans de Mouton-Duvernet, 50,000.

17° Aux enfans du brave et vertueux général Travost, 50,000.

18° Aux enfans de Chartrand, 50,000.

19° Au général Cambronne, 50,000.

20° Au général Lefèvre-Desnouettes, 50,000.

21° Pour être répartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou Hollandais, ou Espagnols, ou des départemens du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, 100,000.

22° Pour être répartis entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivans, sur des états dressés par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront joints Cambronne, Larrey, Percy et Emmery; il sera donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe, 200,000 francs.

Ce Codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande

(1) Le Testament et les Codicilles de l'Empereur ont été imprimés plusieurs fois, et se trouvent dans divers ouvrages ; mais le plus souvent ils sont incomplets et dans un ordre interverti. La plupart des éditeurs ont négligé celui-ci. Frappés de trouver à l'article 1er la répétition littérale d'un paragraphe du Testament, et de voir le second en contradiction manifeste avec le contenu de ce même Testament, et ne pouvant s'expliquer cette singularité, ils ont pensé qu'ils n'avaient rien de mieux à faire que d'éluder la difficulté qu'ils ne pouvaient résoudre, et l'ont laissée de côté. Toutefois, en voici l'explication bien simple. Le testament était la pièce réelle et secrète, confiée aux soins des exécuteurs testamentaires; le présent Codicille, la pièce fictive et ostensible, qui, présentée à sir Hudson-Lowe, laissait les exécuteurs testamentaires en pleine liberté d'agir d'après leurs instructions. Sans cette précaution nécessaire, le gouverneur n'eût pas manqué de faire mettre le scellé sur tout ce qui appartenait à Napoléon, et l'eût fait transmettre à son gouvernement.

The text on this page is estimated to be only 21.35% accurate

HISTOIHK DE NAPOLÉON. UI8 l'exacte execution à mon Gis Eugène .Napoléon. Il est tout écrit de ma propre main. NAPOLÉON. Ce avril 18:21, à Looc^ood. Ceci est wn troi$ième Codicille à mon J'etlamcnt du ICarriY. 1** Parmi les diamans de la couronne qui furent remis en 1811, il s'en trouvait pour 250,000.000 livres qui n'en étaient pas. cl faisaient partie de mon avoir particulier. On les fera rentrer pour acquitter mes legs. J'avais chex le banquier Torlonia, de Rome, ■à à 300,000 livres on hdlrcs de change de mes revenus de Pile d'Elbe; depuis 1813, le sieur de Peyrusst*, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier, et nVùt pas de caractère, a tiré à lui cette somme : on la lui fera restituer (1). 3° Je lègue au duc d'istric trois cent mille francs, dont seulement cent mille réversibles à la veuve, si le duc était mort lors de l'exécution du legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le duc épouse la GIlcde Duroc. 1“ Je lègue.! la duchesse de Fri«ml, fdle de Duroc, deux cent mille francs. Si clic était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère. 3" Je lègue au général lligaud, celui qui a été proscrit, cciit mille francs. 0» Je lègue à Roisnod, commissaire-ordonnateur, cent mille francs. 7“ Je lègue aux enfans du général ÎAdort, tué dans la campagne de 1813, cent mille francs. 8“ Ces 800,000 livres de legs seront considérés comme s'ils étaient portés à la suite de l'art. 30 de mon Tcslaïueiit, ce qui porterait à G,i(MI,(KKHjvres la somme des legs dont je dispose par mon Testament, sans comprendre les donations faites par mon secoml (ÀMlicilic. (ÂÆi est écrit de ma propre main, et scellé de mes armes. NAl*OI.EON. yiN dot 8c litait : u Ceci est mon troisième Codi(I) M. G. PrjTum a j>ar un nu'nmtrc imprimé cl par IctdérlaralionNaiiUH'niiiiiucaiie mc»icurs le* exécutciir)! Ictlanii'Dtairc*, iiikrécsdan» te .Vimt/ruriiii II mai 1831, qu'il n'avail üUpuvé d'aucune de« sommes réalisées è la caisse du banquier ToHoiiia, cl que l'article du Testament de l'empereur r»iiion qui s'rsl ainsi trouvée saus t'undcmcnl. (S) lu-aiicoup ont écrit sur le caraclèrc et les qualités de Ka|K»léoii, soit en attaque, soit eu défense. Que ceux «lui pool avides de dtiniUTs pni(»rcs à les guider dans la vérité s'arréU'iit sur scs deriiiiTs .ictcs! Il n'esi pas uu (taragraplic. une ligne de son TesUnirut et de scs nombreux CodHillt-s. cilleâ mon Testament, tout entier écrilde ma main, signe et scellé de mes armes. •I Si*ra ouvert le même jour, et immcdialemciit après l'ouverlure de niuii Testament. » NAI'OI.ÉON. Ce 2i avril 1821. Longwood. Ceci e»t un

qualrième Codicille à mon Tcaiamcnl. Par lea diipoaitions que noua aroni fuilea pi'dcèdemment, noua n'arona pas rempli toulea noa obligaliona, ce qui noua a décidé à faire ce qtta^ tn'ème Codicille. Nous léguons au Gis ou au pctit Qls du baron Dutheil, lieutenant-général d'artillerie, ancien .seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Auxonne avant la révolution, la suninic de lOtl.OiM) (ccnl mille francs], comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général prit de nous, lorsque nous étions, comme lieutenant et capitaine, sous ses ordres. ‘i” Idem au Gis ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef ramtée de Toulon, la somme de cent mille francs (100.000). Nous avons sous scs ordres dirigé ce siège, comiiiaiioux, l>oii itère, i»arent, ami aiTcciiouu«';s'il fut sensible aux bienfaits, aux services ((u'il reçut; s'il en peniit jamais le souvenir. Le prt'-scDl Codicille est des plus toiichatis à cet egard ; et rombieo de si pKcieux témoignages ne se trmivent-ii» point reliaussA » encore par toutes les circonstances dont ils furent coimirés I Na|K>lvon luuclialt i «a bu, d«'s douleurs algues le torturaii’ut sans rcUclic, e| c'esi dans cette situatiuii désc5|Mrée, dan» uu même instant, le même juur, qu'il

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 26.13% accurate

HISTOinE DE NAPOLÉON. 819 Canlillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce doiil il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droilü'assassinercct oligarque, quecclui'ci de tn'envoyer, pour y périr, sur le rucher dcSalnlc-llélènc. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justitier (1) sur Tintérct de la Grande-Bretagne. <>antillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert et aurait été justilié par les mêmes niotifs. rintérét de la France de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était nuidurespons aliledu sang des martyrs Ney, I.al>édoyère, etc., et du crime d'avqir dépouillé les musées contre le texte des traités. 0" 110,000 (quatre cent dix mille francs) seront ajoutés aux (0,100,000) dont nous avons disposé, et porteront mes legs à 0,810,000. Ces 410,000 doivent être considérés comme faisant partie de notre Testament, article 33, et suivre en tout le même sort que les autres legs. 7“ Les 0,000 livres sterlingquc nous avons données au comte et à la comtesse de Montholon doivent, si elles ont clé soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous leur faisons par nos Teslarncns : si elles n'ont {>as été acquittées, nos billets seront annulés. 8'* .Moyennant les legs faits par notre Testament nu comte .Montholon, une pension de ^0,000 francs accordée à sa femme est anniiulcc : le comte Moiitliolon est chargé de la lui payer. 9" L'administration d'une pareille succession. Jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nosexéculeurs testamentaires retiendront 3 p. 100, trois pour cent, sur tous les legs, soit sur les 0,810,000 francs, soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les â00,000,000 du domaine privé. 10" l.es Sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires. 1 1" Si les sommes provenant des susdites retenues n'étaient pas sulTisantcs pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous leur avons fait par notre Testament et Codicille. Iracc avec celle celle précision, ce même esprit (l'ordre el de calcul (|ui pri'^sidaient à ses dcicrcts, sesqualrc derniers Codicillctü el il les écrit cntièremcnl de sa main, lui, pour qui ce devait être une si grande affaire, en ayant depuis long-lcin|>s toul-j-fail ihtiIii

niabilmiel (!) Quelques-uns ont blâmé, dans ce qiialriémc Codicille, l'arlicle du 8ub.ilicrne Caïuillon, comme |toiiranl, suivant 12" Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partage entre nos trois exécuteurs teslamenlaireset le trésorier , dans le rapport de leurs legs respectifs. 13" Nous nommons le comte de Las-Cases. et, à son défaut, son lils, et, à son défaut, le général Drouot, trésorier. Ce présent Codicille est entièrement écril de m.i main, signé cl scellé de mes armes. Signi NAI'OLÉON. 24 avril 1821. Loagwood. Ceci est mon CoilicHte, ou acte de ma dernière TOloulè. Sur les fonds remis en or à rimpérnlricc MarieLouise, ma très chère et bien-ainiéc épouse, à Orléans, eu 1811, clic reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent Codicille, arm (le récompenser mes plus Odèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise. 1» Je recommande à rirnpéralricc de faire restituer au comte Bertrand les 30,000 livres de rentes qu'il possède dans le duché de l'arme el sur le mont .Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus. 2" Je lui fais la même recommandation pour le duc d’Istrie, la fille de Duroc, el autres de mes serviteurs qui inc sont restés Qdèles, et qui me sont toujours ctiLTs; clic les connaît. 3" Je lègue sur les 2,000,000 ci-dessus menlionnés 300,000 francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100,000 dans la caissedu trésorier pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience. 4" Je lègue 200,000 au comte Montholon, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour le même usage que cl-dcssus. 3" Idem 200,000 au comte I.as-Cascs, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus. 6" Idem à Marchand 100,000, sur lesquels il versera 30,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus. 7" Àu maire d’Ajaccio, au commencement de la eux être pris pour uo seiuimeut de baineet avoisinerlajustiflcationdii meurtre; mais oullenieot; et ce serait bien mal lire. Napoléon n’a voulu, au contraire, par une similitude frappante, que mieux constater uu grand |iriDcipe de morale, et Faire ressortir plus énergiquement tout l’odieux du raisonnement, de la violence, de l’assassinat même, selon lui, employé contre sa personne. Digitized by Google

Cantillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier (1) sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées contre le texte des traités.

6° 410,000 (quatre cent dix mille francs) seront ajoutés aux (6,400,000) dont nous avons disposé, et porteront mes legs à 6,810,000. Ces 410,000 doivent être considérés comme faisant partie de notre Testament, article 35, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les 9,000 livres sterlingque nous avons données au comte et à la comtesse de Montholon doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous leur faisons par nos Testamens : si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant les legs faits par notre Testament au comte Montholon, une pension de 20,000 francs accordée à sa femme est annnulée : le comte Montholon est chargé de la lui payer.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront 3 p. 100, trois pour cent, sur tous les legs, soit sur les 6,810,000 francs, soit sur les sommes portées dans les Codicilles, soit sur les 200,000,000 du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

11° Si les sommes provenant des susdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous leur avons fait par notre Testament et Codicille.

12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte de Las-Cases, et, à son défaut, son fils, et, à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent Codicille est entièrement écrit de ma main, signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLÉON.

24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très chère et bien-aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent Codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

1° Je recommande à l'Impératrice de faire restituer au comte Bertrand les 30,000 livres de rentes qu'il possède dans le duché de Parme et sur le mont Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc, et autres de mes serviteurs qui me sont restés fidèles, et qui me sont toujours chers; elle les connaît.

3° Je lègue sur les 2,000,000 ci-dessus mentionnés 300,000 francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

4° Je lègue 200,000 au comte Montholon, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse du trésorier pour le même usage que ci-dessus.

5° *Idem* 200,000 au comte Las-Cases, sur lesquels il versera 100,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

6° *Idem* à Marchand 100,000, sur lesquels il versera 50,000 dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

7° Au maire d'Ajaccio, au commencement de la

trace avec cette dignité, cette précision, ce même esprit d'ordre et de calcul qui présidaient à ses décrets, ses quatre derniers Codicilles!! et il les écrit entièrement de sa main, lui, pour qui ce devait être une si grande affaire, en ayant depuis long-temps tout-à-fait perdu l'habitude!

(1) Quelques-uns ont blâmé, dans ce quatrième Codicille, l'article du subalterne Cantillon, comme pouvant, suivant eux être pris pour un sentiment de haine et avoisiner la justification du meurtre; mais nullement; et ce serait bien mal lire. Napoléon n'a voulu, au contraire, par une similitude frappante, que mieux constater un grand principe de morale, et faire ressortir plus énergiquement tout l'odieux du raisonnement, de la violence, de l'assassinat même, selon lui, employé contre sa personne.

I^«ic,ouàsa veuve, cnfans ou pclils-cnfans, 100,000 livres. 8" A la fille de Duroc, 100,000, Au fils de Ocssicres, duc d'Istric, 100,000. 10" Au gênerai Ornuot, 100,000, 11" Au comte Lavalclte, 100,000. 1i" Idem 100,000, savoir : 35,000 à Perron, mon mailrc d'iiètel; 35,000 à Navarre, mon chasseur; 35.000 à Saint-Denis, le garde de mes livres; 35,000 il Santini, mon ancien huissier. 15" fdem 100,000, savoir ; 40,000 à Planai, mon officier d'ordonnance; 20,000 à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte; à Lavigne, qui était dcriiicrenient concierge de mes écuries, et qui était mon piqueur en Égypte ; à Jeannet Dervieux , qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte. 14" Deux cent mille francs seront distribués en aumônes aux habitans de Dricnne-le-Château, qui ont le plus souffert. 15" 500,000 francs restant seront distribues aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de nie d'Ell)e actuellement vivans, ou à leurs veuves et cnfans, au prorata desappoinlemens, et selon l'état qui sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputes ou blcssésgrièvemcnlauronl le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery. Ce Codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes. NAPOLÉON. du dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exécution à ma très chère épouse l'impératrice Marie-Louise. » Signé NAPOLÉON. lAr Hn V'-'' Vv ‘ Digitized by Google

révolution, Jean-Jérôme Lewie, ou à sa veuve, enfans ou petits-enfans, 100,000 livres.

8° A la fille de Duroc, 100,000.

9° Au fils de Bessières, duc d'Istrie, 100,000.

10° Au général Drouot, 100,000.

11° Au comte Lavalette, 100,000.

12° *Idem* 100,000, savoir : 25,000 à Peyron, mon maître d'hôtel ; 25,000 à Novarre, mon chasseur ; 25,000 à Saint-Denis, le garde de mes livres ; 25,000 à Santini, mon ancien huissier.

13° *Idem* 100,000, savoir : 40,000 à Planat, mon officier d'ordonnance ; 20,000 à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte ; à Lavigne, qui était dernièrement concierge de mes écuries, et qui était mon piqueur en Égypte ; à Jeannet Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte.

14° Deux cent mille francs seront distribués en aumônes aux habitans de Brienne-le-Château, qui ont le plus souffert.

15° Les 300,000 francs restant seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l'île d'Elbe actuellement vivans, ou à leurs veuves et enfans, au prorata des appointemens, et selon l'état qui sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièvement auront le double. L'état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

Ce Codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Au dos était écrit : « Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté, dont je recommande l'exécution à ma très chère épouse l'impératrice Marie-Louise. »

Signé NAPOLÉON.

FIN DU TESTAMENT.



The text on this page is estimated to be only 24.95% accurate

TABI.E DES MATIÈRES CO'ITE^l'IS Cf VULIXI. Pfirici J LIVRE PREMIER. CiAnif patMitf. — Pc 1» Corse ancienm- el a»dcme, ~ Eut politique n empare. — La Cof»e pawe aom la dominatioa de la France au mola de juin 1769 1 (Del7G9à 1793.) Cba». it. — Ancienneté de la famille de Bonaparte. — Guerre des FrançaU en Corse. Piaiwance de Kapo» léon, le 15 août 1769. — Son enfance en Corae. — Il e«t admis à l'école militaire de BricDne.>- Son ca* ractère. — Jugement de scs chefs i son égard. — Bonaparte à l'école militaire de Paris. — Il qfl nommé lieutenant en second au régiment de la Fère, artillerie, le 1«r norembre 17B5. — L'abbé Raynal l'accueille arec bienveillance. — Bonaparte remporte, sous le voile de l'anonyme, le prix de l*a> cadémie de Lyon. — Sa lettre i M. Bultafuoco, dé< puté de la nobleue de Corse, est imprimée par or> dre de la société patriotique d'Ajaccio 3 LIVRE sKcmn COHVEÏITtOa SAtlOMALB. (1793-1793-1794.) Cairivai pBBniEt.^ Bonaparte commande un bataillon en Corse. — Son séjour i Paris. *— Révolte de Paoli. — Bonaparte est banoi de la Corse avec sa famille. — Son arrivée à Toulon. — Il est promu au grade de capitaine dans le 4« régiment d'artillerie à pied 7 (1793-1791.) Casp. it. — Insurrection de Toulon. — Siège de celte ville. — Bonaparte chef de bataillon d'artillerie. — Le plan d'altaque qu'il a proposé est adopté. — Nommé chef de brigade, il s'empare du fort Mulgrave. «- Evacuation de Toulon. — Bonaparte corninAndr rartlllerie de l'armée d'Ualie. . . . . lü q794.) Ca*p. 111. — Bonaparte commande en chef rartillcrie de ifitjliy. — - tntasion ilu Piémont.— Combat de Dego. — Journée do 9 thermidor. — Bonaparte est dénoncé à la conventiou. — Il refuse le comroapdeoseot d'une brigade d'infanterie, et reotre dans la vie privée 1d fl79S.) OiAP. iT. — Évéoemens nul amènent la Journée du 15 vendémiaire. — Posliloo de la convention et de la république, depuis le 9 thermidor. — La majorité des seclious prend les armes contre la convention. — Journée du 13 vendémiaire (5 octobre). ... 31 LIVRE TROISIÈME. (1795.) CnapiTac raeiiEB. — Bonaparte est nommé général de division. ~ Constitution de Tan ni. — Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie. — Son mariage. Son départ pour Nice, — Force des armées Ih-IIigérantes en Piémont 2iî (1796.) Cbap. h. — Batailles de Monteootte, de Nillesimo. dv Dego. — Le chef de bataillon Lannes est fait chef de brigade. — Prise du camp retranché de Ceva |tar Serrurier. — Combat de Mondovi. —

Proclamaiioii de Bonaparte à Cbrrasco. — La cour de Turin demande et obtient un armistice. — Paix avec la Sardaigne. — Bonaparte va porter la guerre en Italie. 50 (179G.) CfAP. lit. — Campagne d'Italie. — Combat de Lodi. ^ Reddition de .Milan.— Premier siège de Mautouc. m Digilized by Google

The text on this page is estimated to be only 26.61% accurate

TABLE DES MATIERES. — Guerre du pai>e. — Occupation de Livourne. » Capitulalionde la citadelle de Mantoue 55 (De la fin de juillet à la fin de septembre 1796.) CiAf. IV. — Batailles de Lonalo, de Caitiglioae. — Prise de Vérone. — Second blocus de Mantoue. — HoslUltés pontificales. — Traité offensif et défensif signé à SaioUlldefonse entre la France et l'Espagne. Batailles dcRoveredo, de Bassano, de Saint-Georges. Troisième blocus de Mantoue. 47 (Du 3 au 31 octobre 1796.} Cnir. r. — La Corse est délivréedes Anglais. — Signature de la pain de Naples. — Arrivée A Paris de lord Malrocsbury, plénipotentiaire pour la pal*. —Traité offensif et défensif entre la France et le Piémont. — Rupture de rarmislicc de Modène.— Le pape refuse de ratifier le traité (Depuis le 1« jusqu'au 17 novembre 1796.) Chip. ti. — Batailles delà Brenta, de Caldiero. — Victoire d'Arcole (Depuis le 30 novembre 1796 jusqu'au 3 février 1197.) i mtP. Ml. -- Mort de TinUMTairicc ralhcrioe H. — » Rrnvoi de lord Malmevhurv. — Fausses négodatlooi jvec l'Autriche. — Intcllifieaces des cours de Rome et de Vienoe. -» BauilU's de Rivoli, de Saint-Geori;es, de la Favorite. — Capitulation de Mantoue. . 60 (Du 3 au 19 février 1797.) t'HAP. VIII. — Guerre du pape. — Traité de Tolenlino. 66 (Du 1" mars au 18 avril 1797.) CiAV. I*. — Armistice de Léoben 73 CiUP. X. — Insurrection de Venise. — Préliminaires de Léoben (Du 18 avril au 13 mai 1797.) CHAf. XI. — Correspondance du général Bonaparte avec le Directoire, du 16 au 30 avril. — Signature des préliminaires.— Massacre des Français i Vérone. — Destruction de l'oligarchie véoUienne. ... 83 (Du 13 mai au 1» septembre 1797.) CSAP. XII. — Bonaparte au quartier-général de Montebello. — Révolution de Gènes. — République ligurienne. — Révolution dans la Valleline. — Républi({ue cisalpine 87 (Du l«v septembre au 15 novembre 1797.) CsAP. xiit. — Conspirations royalistes. — Journées des 18 et 19 fructidor. — Piebegru cl Moreau. — Rupture des négociations à Lille avec rAnglelcrre. — Pais de Campo-Formio. — Départ du général Bonaparte pour Rodsladl . ÛO LIVRE QUATRIÈME. (Du 15 novembre 1797 au 9 mal 1798.) CüAPiTax paeaisa. — Congrès de Radstadl. — Bonaparte revient à Paris. — Sa réception solennelle au l.uxembourg. — Il part pour l'armée d'Angleterre. —Le Directoire fait marcher deux armées, Puoe sur la Suisse, l'autre sur Rome. — Changement de goovernement dans ces deux Etats. — Le général Bonaparte est nommé général en chef de l'armée de

Toulon.— Affaire Je Bernadolle A Vienne. — Départ de Bonaparte pour Toulon. ..... . loi (Du 9 mai 1798 au 9 octobre 1799.) C«AP. Expédition d'Égypte. - 107 LIVRE CINQUIÈME. COCTPMSEMEaT DISECToaiAL. (9etl0 novembre 1799.) Cbapitie paiaiEE. — Journées des 18 et 19 brumaii^ an TUi. ^ . lia (Du 13 novembre au 14 décembre 1799.1 Cmap. II. — Commission consulaire eiécutlve. . 189 LIVRE SIXIÈME. OOPTEBXEBEST CQÜtULAIBE (1800.) Cbapitm tBKiiM. — CoPlUtDÜon de Pan vnj . . ■ 143 Cbap. U. — Bataille Je Marmgo. . . .. H7 (1800-1801.) Cbap. III. — Rupture de la négociation de Lunéville. — Machine infernale. «— Reprise des hostilités sur le Rhin et en Italie. — Traité de Lunéville. . . . 154 tl60l.) Cbap. IV. — ConUnuaUoo de la guerre avec PAngleterre. — CoofédOraliondu Nord.— Monde Paul lw. — Guerre du Portugal avec l'Espagne.— Paix de .Madrid. — Concordat. — Capitulation d'Alexandrie en Égypte. — Paix avec la Bavière. — Préliminaires do paix avec la Grande-Breiagne. — Paix avec la Russie; avec la Porte OUomane. . . .. ie.s * (1801 A 1803.) Cbab.t, — Wouvellet constitutions des républiques balaye. cisalpine, ligurienne et belvétluue U2 (1803.) Cbab VI. — Paix d'Amiens. — Amnistie des émigrés. — Réélection du premier Consul pour dix années.— Légiop-d'Honneur. — Consulat A vie 1211 (1801-1804.) Cbaj. VII. — Expédition de SaiDt-Do»T»^»gue. . . . 129 LIVRE SEPTIÈME. (1803.) CBAriTRE SBEBiEB, — Troisième coalition. — Rupture avec rAnGlctcrre. — Invasion du Hanovre. . . . 189 (1803.) CwAF. it. — Occopatkm du royaume de Wapiw.— Travaux d'Alexandrie. — Défense de la IJollande.— Armemens et construction des flottilles,— Ontaniealion et réunion des armées françaises sur les cOiet du Word. — Préparatift de l'Angleterre. , , « . . 196 Digilized by Google

The text on this page is estimated to be only 26.40% accurate

TABI-E DES MATIERES. :ü3 (1804.) CiA>. III. — Cop»pifaiiop de Oeorget, — Moreau. ■»" PlcbcKm» — Mort du 4uc ü'Eoghteo. — Affaire de Drakg rt de la baronne de Rpich. ..... MQ LIVRE IILITILME. CXPIBC. (1804.} Chapitre prbsier. — Sur ravinement à l'enipirc. . 311 (}hap. II. — Avènement à l'empire. — Proleslation de Louis XVtlI. — Jugement de la conspiration de Pi> cbegru. — Ministère de la police générale. — Inauguration de la Légiun>d'Ilonneur. -> Camp do Boulogne. — Sacre de l'Empereur et de l'Impératrice. —Déclaration de guerre de l'Espagne i l'Anglelerre. 3)4 (1805.) Cbap. Rupture avec la Russie. — Lettre de l'Emperetir au roi d'Angleterre. — Réunion de la Ligurie i la France. — L'Anglelerre, la Russie, l’Autriche, déclarent la guerre i la France. — Bataille des (rois empereurs à Austeriita. — Paix de Presbourg. — Bataille navale de Trafalgar 331 (1806.) Chap. it. — Napoléon à Munich. — Mariage du prince Eugène.— Proclamations du roi de Bavière et du roi de Wurtemberg, |iour leur avènement à la couronna — Retour de Napoléon à Paris. — Grandes fondations.—CoDlcon à Berlin. — Blocus continental. — Napoléon à Posen. ^ Déclaration de guerre de la Porte à la Russie. — Paix avec ta Saxe. — L'électeur reçoit le liti'e de roi . 353 (1807.) Chap. ni.— Affaire de Couslantinople.— Bataille d'Eylau.— Les Anglais devant Constantinople. — Guerre de la Porte avec l'Angleterre. — Prise de Danlzick. — Bataille de Friedland. — Paix de Tilsltl. — Le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie. — JerOme, roi de Wcslpbalie 357 LIVRE DIXIÈME. AFPAIOES DR LA PÉXIHSÜLE. (1807.) Chapitre pbehixr.— La Suède seule contre la France. — Prise de Siralsuod ; de Pile de Rtigen. — Bombardement de Copenhague par les Anglais. — Traité de Funtainfbleaii mire la France et l'Espagne. — Coo(iuéie du Portugal.— Départ delà famille de Bragaoco ÿ)ur le Brésil. — Complots de l’Escurial, — ArreitalioD du prince des Asturies. — D

TABLE DES MATlfeRES. ail P«fC«. PruMC et i'Auiriclje. ~ Traité* de la Suède avec rAoglelerre et la RumIc.- Coalltioo de r^Dgletcrre, de 1a Ruuie, de la Suède, de l'Eipagne, contre la France, l'Autriche, la Pru»se,rAlIeroagneetritalie. — Napoléon à Dreade avec l'empereur d'Autriche. — Paix de Rucliaresl entre la Turquie et la Huuie. — Entrée de Napoléon en Pologne 351 Cnxp. ti. —Campagne de Ruuie 356 LIVRE QUATORZIÈME. (1815.) CniriTBe ptaxiEa. — Nouveaux préparatifi de Napo* léoD. — Concordat de Fontainebleau. ~ Affaires de Pruue. — Affaire» d'Autriche. — Maric-LouUe régente. — Napoléon part pour Mayence 379 Cnir. II. — Départ de Mayence. — Suite de» affaires d'Autriche. — Combat de Weiuenfds. •>— Bataille de Lutzen 387 CUAP. m. — Napoléon i Dresde. — Départ du prince Eugène itour rilalie. — Arrivée de M. de Buhna è Dresde. Position des deux armées. — Départ de Dresde. — Batailles de Bautzen et de Wurscheo. — Combat de Rcicbembach 391 LIVRE QUINZIÈME. SBCORDB CSIPSfiSB OS BAXB. Cispithb PBEaiiB. — Armistice de Plesswilz. — Prise de Hambourg. — Préliminaires de la campagne.— Napoléon en Bohême. — U revient sur Bltlcher. — Bataille de Dresde. — Batailles de Kulm, de Gross-Becren, de Deonewitz, de la Kalzbacb. — Traité de la triple alliance à Tœplit Z ' . <05 Cnsp. iv.— Batailles de Waebau, de Leipsick et de Hanau. — L'armée revient à Mayenre 413 Cnsp. V. — Affaires d'Espagne et d'Italie, Jusqu'à la fin de 1813. — Napoléon à Paris. — (""^positions de Fraucforl. — Séances du »éuat et du COI . législatif. 490 LIVRE SEIZIÈME. CnspiTBB rsEBiBB.— Suite de 1a négociation de Francfort. — Défection du roi de Naples. — Campagne do France. — Congrès de Châtillon 4i5 Cnar. ti. — Suite de la campagne de France. — Capitulation de Paris 435 Cxsr. III. — Les alliéi à Paris. — Napoléon à Fontaine- • hleau. — Son abdication. — Les adieux de Fontainebleau. — Départ pour rile d'Elbe 439 LIVRE DIX-SEPTIÈME. Cbshtbb rBBiiEB. — Débarquement de Napoléon au golfe Juan.^Son arrivée à Grenoble, à Lyon, à Fontainebleau. — Déclaration de Vienne. — Départ de la famille royale 453 Cnsp. II. — Arrivée de Napoléon à Paris. — Acte additionnel. — Cbamp-de-Mai 460 Cnsr. lii. — Batailles de Ligny et de Waterloo. — Retour de Napoléon à Paris 470 Cisp. IV. — Abdication de Napoléon. — Séances des Chambres. — Napoléon à la Malmaison. — Son départ pour Rochefort. — Son embarquement sur te —Son arrivée à Sainte-Hélène. . .

479 LIVRE DIX-HUITIÈME. !S*POUoil A SAtBTB-BÉLÊIlB. (1815 à 1891). Chapitbe pbbiibb. — Établissement de Napoléon à Saiiile-Hélèoe. — Sa vie. — Le gouverneur HudsonLowe. — Sa tyrannie envers le prisonnier. . . . 496 Chap. II. — Maladie, mort, testament de Napoléon. . 505 TESTAMENT DE NAPOLÉON 513 m DE LA TABLE DBS NATlEllIS. Digitized by Google

Pages.

Prusse et l'Autriche. — Traités de la Suède avec l'Angleterre et la Russie.—Coalition de l'Angleterre, de la Russie, de la Suède, de l'Espagne, contre la France, l'Autriche, la Prusse, l'Allemagne et l'Italie. — Napoléon à Dresde avec l'empereur d'Autriche. — Paix de Bucharest entre la Turquie et la Russie. — Entrée de Napoléon en Pologne. 351

CHAP. II.—Campagne de Russie. 356

LIVRE QUATORZIÈME.

(1813.)

CHAPITRE PREMIER. — Nouveaux préparatifs de Napoléon. — Concordat de Fontainebleau. — Affaires de Prusse. — Affaires d'Autriche. — Marie-Louise régente. — Napoléon part pour Mayence. 379

CHAP. II. — Départ de Mayence. — Suite des affaires d'Autriche. — Combat de Weissenfels. — Bataille de Lutzen. 387

CHAP. III. — Napoléon à Dresde. — Départ du prince Eugène pour l'Italie. — Arrivée de M. de Bubna à Dresde. — Position des deux armées. — Départ de Dresde. — Batailles de Bautzen et de Wurschen. — Combat de Reichembach. 391

LIVRE QUINZIÈME.

SECONDE CAMPAGNE DE SAXE.

CHAPITRE PREMIER. — Armistice de Plesswitz. — Prise de Hambourg. — Retour de Napoléon à Dresde. — Convention de Dresde avec l'Autriche. — Retraite de l'Espagne. — Bataille de Vittoria. 398

CHAP. II.—Congrès de Prague.—Déclaration de guerre de l'Autriche à la France. 403

CHAP. III. — Préliminaires de la campagne.—Napoléon en Bohême. — Il revient sur Blucher. — Bataille de Dresde. — Batailles de Kulm, de Gross-Beeren, de Dennewitz, de la Katzbach. — Traité de la triple alliance à Tœplitz. 405

Pages.

CHAP. IV.—Batailles de Wachau, de Leipsick et de Hanau. — L'armée revient à Mayence. 413

CHAP. V. — Affaires d'Espagne et d'Italie, jusqu'à la fin de 1813. — Napoléon à Paris. — Propositions de Francfort. — Séances du sénat et du corps législatif. 420

LIVRE SEIZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.—Suite de la négociation de Francfort. — Défection du roi de Naples.— Campagne de France. — Congrès de Châtillon. 425

CHAP. II. — Suite de la campagne de France. — Capitulation de Paris. 435

CHAP. III. — Les alliés à Paris. — Napoléon à Fontainebleau. — Son abdication. — Les adieux de Fontainebleau. — Départ pour l'île d'Elbe. 439

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER. — Débarquement de Napoléon au golfe Juan.—Son arrivée à Grenoble, à Lyon, à Fontainebleau. — Déclaration de Vienne. — Départ de la famille royale. 453

CHAP. II. — Arrivée de Napoléon à Paris. — Acte additionnel. — Champ-de-Mai. 460

CHAP. III. — Batailles de Ligny et de Waterloo. — Retour de Napoléon à Paris. 470

CHAP. IV. — Abdication de Napoléon. — Séances des Chambres. — Napoléon à la Malmaison. — Son départ pour Rochefort. — Son embarquement sur *le Bellérophon*. — Son arrivée à Sainte-Hélène. . . 479

LIVRE DIX-HUITIÈME.

NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE.

(1815 à 1821).

CHAPITRE PREMIER. — Établissement de Napoléon à Sainte-Hélène. — Sa vie. — Le gouverneur Hudson-Lowe. — Sa tyrannie envers le prisonnier. . . . 496

CHAP. II.— Maladie, mort, testament de Napoléon. . 503

TESTAMENT DE NAPOLÉON. 513

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

The text on this page is estimated to be only 28.33% accurate

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 18.67% accurate

Digitized by Google

The text on this page is estimated to be only 16.33% accurate

Digitized by Google

